

200
KZ
4018
W52
1721
Rare



ROBBINS
COLLECTION

[3209]

LAW LIBRARY



THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA

THE REUEL DRINKWATER AND
SADITHA MC CULLOUGH ROBBINS FUND
ESTABLISHED BY
DR. LLOYD M. ROBBINS

C-12

6005

2318

L'Ambassadeur & ses fonctions

Cet ouvrage est fort bon, mais il doit être lu avec —
discernement. Il y a beaucoup d'érudition, mais fort peu
d'ordre, & les faits n'y sont pas assez digérés. D'ailleurs
l'auteur y confond souvent les faits avec les droits; & en
décide presque tout par des exemples plutôt que par
des principes certains. Fondé sur la loi naturelle & sur
le droit des gens; l'ouvrage est plus considérable,
que les exemples ne sont pas toujours assez justes,
ce qu'il se contredit quelquefois.

Le D. d'Hieron. t. 38. art. et. de Wicquefort
Cet ouvrage si excellent doit les premiers commencemens
à un petit traité que fit etc. de Wicquefort dans la
prison sous le titre des Mémoires touchant le
L'Ambassadeur, on y trouve des choses assez curieuses,
mais sans aucun ordre. Celui qui écrit avec ordre, &
on n'y trouve une infinité de faits curieux &
c'est à l'auteur à les mettre en ordre pour étudier l'histoire

J. à Wicquefort

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Biblioteca Europea di Informazione e Cultura

<http://www.archive.org/details/lambassadeuretse12wicq>

L'AMBASSADEUR

ET SES FONCTIONS,

Par M. DE WICQUEFORT.

Conseiller aux Conseils d'Etat & Privé, du Serenissime
Duc de Brunswic & Lunebourg-Zell, &c.

NOUVELLE EDITION.

AUGMENTÉE D'UN TRAITÉ

DU JUGE COMPETENT

DES AMBASSADEURS;

ECRIT EN LATIN PAR

M. DE BYNKERSHOEK,

Président du Haut Conseil de Hollande &c.

ET TRADUIT EN FRANÇOIS

PAR M. J. BARBÉYRAC,

Professeur en Droit Public & Privé à Groningue.

Avec des Notes & une Preface du Traducteur.



A LA HAYE,

Chez T. JOHNSON, Libraire.

M. DCC. XXIV.

*Avec Privilège des Etats de Hollande &c. portant défense d'en imprimer, vendre ou
debiter aucune contrefaçon, sous peine de trois mille florins d'amende &c.*

RECEIVED 7-20-00 0652445

AVERTISSEMENT

SUR CETTE EDITION.



LE *Traité de l'Ambassadeur & ses Fonctions* de M. de *Wicquefort* a été si long-tems connu du Public, qu'il semble qu'il ne devoit plus être nécessaire d'en faire l'histoire : cependant on a cru devoir rapporter ici quelques particularitez, touchant l'Auteur & l'Ouvrage, qui pourront faire plaisir aux personnes curieuses de l'Histoire Litteraire.

Monsieur de *Wicquefort* avoit été long-tems employé dans les affaires publiques, & en avoit acquis une vaste connoissance. Il avoit quitté la Hollande, encore assez jeune, pour aller à Paris, où il demeura plus de trente ans. Il y publia divers Ouvrages qui furent estimez, comme l'*Ambassade de D. Garcias de Sylva & Figueroa en Perse*, traduit de l'Espagnol; les *Voyages d'Olearius & de Mandelslo*, traduits de l'Allemand; & le *Discours Historique de l'Election de l'Empereur, & des Electeurs de l'Empire*, qu'il composa en 1657. à l'occasion de l'élection future de l'Empereur *Leopold*. Il étoit alors Resident de l'*Electeur de Brandebourg*, & entretenoit en même tems correspondance avec divers Ministres de quelques autres Cours, & particulierement avec M. de *Wit*, Conseiller-Pensionnaire de Hollande, qu'il avoit depuis long-tems continué d'informer de tout ce qu'il pouvoit découvrir des affaires de la France & des autres Pais. Ce Commerce déplut beaucoup aux Ministres de France, & sur tout au Cardinal *Mazarin*, qui sous pretexte de quelques pieces publiées sur les

**

ga-

A V E R T I S S E M E N T.

galanteries de la Cour, & des Nieces de Son Eminence, qu'on vouloit attribuer à M. de *Wicquefort*, lui ordonna de sortir du Royaume. Comme il ne se pressoit pas trop d'obeir à cet ordre, il fut mis à la Bastille, & quelque tems après mené à Calais, d'où il passa en Angleterre. Etant revenu en sa Patrie en 1659. M. de *Wit* qui connoissoit ses talens & son habileté, le fit employer par les Etats de Hollande, avec une pension, pour écrire l'Histoire de cet Etat; & non seulement il lui fit fournir tous les Memoires & Actes necessaires pour cette entreprise, mais aussi il se donna la peine de revoir ce que notre Auteur composoit, & de le corriger où il étoit necessaire. Cela suffit pour en donner une idée fort avantageuse, & on la peut assez confirmer en examinant le premier volume de cette Histoire, qui après bien des traverses, a été publié depuis peu d'années *, & doit être suivi de quelques autres dans peu.

Après la mort tragique de M. de *Wit*, & le changement des affaires en 1672. M. de *Wicquefort* n'étoit plus vû de bon œuil de ceux qui étoient à la tête du gouvernement de la Republique. On le regardoit comme un homme dangereux qui savoit les secrets de l'Etat, & qui en pouvoit donner connoissance à d'autres. Il continuoit toujours à entretenir correspondance avec divers Princes & Ministres des autres Pais, dont quelques-uns étoient ou suspects à l'Etat, ou favorables à ses Ennemis, & il en tiroit pension. Et comme il est bien difficile de s'empêcher de mander des secrets à ces sortes de correspondants, quand on en fait, on trouva dans quelques-unes de ses lettres qu'on avoit interceptées, des choses qui faisoient de

* A la Haye chez T. *Johnson* en 1719.

A V E R T I S S E M E N T.

de la peine, & là-dessus on l'arrêta le 25 Mars 1676. & on faisit tous ses papiers. Il se reclama de son caractère de Ministre public, étant alors Resident de *L. A. S. les Ducs de Brunswic Luneburg &c.* & reconnu pour tel par les Etats. Mais la Cour de Justice, à laquelle on avoit remis son affaire, le regardant comme un sujet né du Pais, & au Serment & aux gages de l'Etat (dont on le disoit Secrétaire Interprète, comme en aiant tiré 1600. florins par an depuis 6 ans) examina son affaire & ses papiers, & instruisit son Procès, sans se mettre en peine de son autre qualité de Ministre public. Enfin par une Sentence rendue le 20 Novembre 1676. il fut condamné à une prison perpetuelle, avec confiscation de tous ses biens. On y trouve un long detail de correspondances & d'intrigues, dans lequel on ne peut pas entrer ici. Mais *M. de Wicquefort* se recria fort contre cette Sentence & contre tout le procedé de la Cour, qu'il regardoit toujours comme Juge incompetent à son égard; & son fils *Abraham de Wicquefort* publia une Piece in 4^o. là-dessus, sous le Titre de, *Reflexions sur le Procès fait par la Cour de Justice de Hollande, au Sieur de Wicquefort, Conseiller & Resident de Leurs AA. SS. Messieurs George Guillaume, & Ernest Auguste, Ducs de Brunswic & Lunebourg, & Evêque d'Osna-brug, à la Haye, avec des Remarques sur la Sentence; en 1676.* Il l'adressa aux Ambassadeurs & Plenipotentiaires, assemblez alors pour traiter de la Paix à Nimegue, lesquels il vouloit interesser dans la violation du Droit des Gens, qu'il soutenoit avoir été faite en la personne de son Pere. Celui-ci se mit aussi à écrire dans sa prison, pour faire voir quels étoient

A V E R T I S S E M E N T.

les Droits & Privileges des Ministres Publics , & en deux mois , comme il dit , il composa le volume in 12 qu'il fit publier sous le Titre de *Memoires touchant les Ambassadeurs & les Ministres publics* , par L. M. P. c'est-à-dire , *le Ministre prisonnier*.

Ce Livre fut trouvé si curieux , & fut si fort goûté , que les Freres *Steuker* , ses Libraires , n'en purent pas fournir assez vite à l'empressement du Public , quoi qu'ils en fissent 4 Editions dans cette même année 1676. L'Auteur travailla cependant à y ajouter encore d'autres exemples & faits interessans , & donna en 1677. une nouvelle Edition fort augmentée , in 8o. avec son nom , & la dedia à ses Maitres, Leurs AA. SS. de *Brunswic-Lunebourg*. On trouvera ci-dessous cette Dedicace , aussi bien que celle de l'*Ambassadeur* &c. On a crû devoir mettre l'une & l'autre , à cause qu'elles contiennent des particularitez instructives touchant l'Auteur & son Ouvrage. Cette nouvelle Edition augmentée ne fut pas moins bien reçue & débitée que les precedentes : ce qui fit resoudre l'Auteur à remanier toute sa matiere , à la ranger en meilleur ordre , & à la donner au Public sous une autre forme ; & c'est ce qui a produit le present Ouvrage , de *l'Ambassadeur & ses Fonctions*. Mais après qu'il eut achevé la premiere partie , & fait la premiere ébauche de la seconde , ayant dit quelques paroles aigres à l'Avocat Fiscal , qui avoit amené quelques amis dans la prison pour leur faire voir *M. de Wicquefort* , le Fiscal pour s'en venger obtint un ordre de la Cour pour enlever tous les écrits du prisonnier , sous pretexte d'y pouvoir trouver des choses de consequence pour l'Etat. Cet ordre fut d'abord executé à la rigueur , & on ne lui laissa plus ni papier , ni plu-
mes,

A V E R T I S S E M E N T.

mes; ni encre. C'est bien dommage qu'on ait empêché par là notre Auteur de mettre la dernière main à un Ouvrage si curieux & si utile; d'autant plus qu'il n'y a eu personne de son tems, ni peut-être depuis, qui ait eu une si grande connoissance de cette sorte d'affaires; comme l'Ouvrage même, dans l'état imparfait où il est, peut justifier pleinement.

M. de *Wicquefort*, dès-lors privé des moyens qu'il avoit eu auparavant de charmer l'ennui d'une dure, & à ce qu'il croyoit, très injuste prison, ne songea plus qu'à trouver quelque moyen pour s'évader: ce qui lui réussit enfin, avec le secours d'une de ses Filles, qu'on lui avoit accordée pour lui tenir compagnie, à cause de ses infirmités; il fit donc en sorte, lors qu'on se préparoit à le transférer à Louvestein, de se sauver en habit de valet, le 18 Février 1679, & se retira à Zell, où il est mort en 1682: après avoir été quelques mois, en Hollande en 1681, avec permission de l'Etat, pour régler ses affaires particulières. Ces traverses empêchant le progrès de l'impression de l'*Ambassadeur*, on continua à debiter & à reimprimer les *Memoires*. J'en trouve une autre édition en 1679 en 2 vol. in 12. & il y en a peut-être encore d'autres que je n'ai pas vues: mais enfin l'*Ambassadeur* parut dans l'état que nous l'avons, en 1680. avec Privilege des Etats de Hollande &c.

On peut bien s'imaginer, puis que les *Memoires* de notre Auteur avoient eu un si grand débit, que son *Ambassadeur* qui est bien plus ample & plus parfait, doit avoir eu grand cours. C'est aussi ce qui est arrivé; cet Ouvrage étant nécessaire non seulement à tous les Ministres publics, & à tous ceux qui ont à traiter avec eux, mais aussi à

A V E R T I S S E M E N T.

tous ceux qui veulent avoir quelque connoissance des affaires publiques, ou du Droit des Gens, dont l'Auteur traite ici une des principales parties, & cela d'une maniere aussi agreable, qu'instructive. On y voit un si grand nombre d'exemples sur tout ce qui regarde les Ministres Publics, qu'on croit lire l'Histoire de toutes les Cours de l'Europe, & de tout ce qui s'y est passé de plus particulier au sujet des Ministres qu'on a envoyez, ou qu'on a reçus des autres. Et on est étonné de voir qu'un seul homme pût avoir eu connoissance de tant de choses particulieres & curieuses.

Mais ce qu'il y eût de triste pour le Libraire qui imprima cet Ouvrage, c'est qu'il n'eut gueres de profit de tout ce grand debit; car on le lui contrefit ici en Hollande, malgré l'Octroi du Souverain, qui le defendoit sous peine de mille florins. Et quoi que cette contrefaçon soit assez mauvaise, ayant tous les defauts de l'Original, outre plusieurs nouvelles fautes, elle a non seulement été bien débitée, mais même renouvelée plusieurs fois; & ceux qui l'ont faite y ont gagné considerablement, pendant que le pauvre *Steuker* n'a jamais pû vendre toute son Edition: & ayant eu d'autres malheurs par lesquels ses affaires sont tombées en decadence, dépouillé de ceci qui étoit le meilleur article de son fonds, & dont il auroit pû subsister honnêtement, il a trainé une vie miserable pendant plusieurs années sans avoir du pain, & est enfin mort en 1717. dans la dernière misere, pendant que d'autres vivoient grasement du bien qu'ils lui avoient volé. Bien des gens n'auroient pas la conscience assez forte pour jouir tranquillement d'une telle acquisition: & dans la Religion Catholique on obligerait leurs héritiers à en faire restitution. Mais
en

A V E R T I S S E M E N T.

en voilà assez sur l'Auteur, & le Libraire, & sur la première Edition de l'*Ambassadeur* &c.

En donnant cette nouvelle Edition au Public, on n'a pas cru y devoir joindre certaines pieces qu'on a ajoutées à la Contrefaçon fort mal à propos, telles que les *Reflexions* d'un certain *Galardi sur les Memoires du Ministre Prisonnier*; piece pitoyable s'il en fût jamais, tant pour la matiere que pour la forme & le stile, qui n'instruit de rien, si non à dire des injures grossierement, & qu'aucun homme de bon sens ne peut lire sans regretter la perte du tems qu'il y aura mis. On n'y a pas voulu mettre non plus le *Discours sur l'Election de l'Empereur*, composé par *M. de Wicquefort* en 1657. tant parce qu'on a quantité d'Ouvrages faits sur ce sujet depuis ce tems-là, qui sont beaucoup meilleurs & plus exacts, que parce qu'il n'a aucun raport à la matiere de ce Traité, & qu'il n'y convient pas mieux, ou peut être pas si bien, que l'*Ambassade de D. Garcias de Sylva &c. en Perse*, ou les *Voyages d'Olearius &c.*, qui sont aussi des Ouvrages de notre Auteur, comme on a dit ci-devant. Mais on a cru faire plaisir au Public en y ajoutant un excellent Traité sur le droit des Ambassadeurs par rapport aux Tribunaux des lieux où ils resident, composé en Latin par le celebre & savant *Monsieur Bynkershoek* President du Haut Conseil de Hollande &c, à la Haye, & traduit en François par *M. Barbeyrac*, Professeur en Droit à Groeningue, qui y a ajouté une belle Preface & quantité de notes curieuses, selon sa coutume, & comme il a fait sur tout à ses belles traductions des Traités de *Puffendorf* & de *Grotius* qui lui ont aquis une si grande reputation. Ce Traité, étant sur le même sujet que l'Ouyrage de *M. de*
Wic-

A V E R T I S S E M E N T.

Wicquefort, & écrit par une personne plus desintéressée, doit faire plaisir à tous les Ministres publics, & ajoute un grand mérite à cette Edition par dessus les précédentes. Ainsi on espere que les honnêtes gens ne voudront plus acheter des Editions contrefaites (qui sont en grand 4°. & portent sur le titre, A Cologne. MDCXC) parce qu'en étant avertis ils ne fauroient le faire sans être complices des voleurs, & receleurs des choses volées. Mais pour s'asseurer encore mieux contre ces gens qui ne font pas conscience de s'emparer du bien d'autrui, on a obtenu un nouvel Octroi du Souverain, qu'on trouve ci-joint, defendant sous peine de trois mille florins d'amende toute contrefaçon de cet Ouvrage, & toute importation & debit d'aucun exemplaire contrefait. Peut-être que cela fera un meilleur frein pour certains gens que les motifs d'honneur ou de conscience.

Oderunt peccare boni virtutis amore;

Oderunt peccare mali formidine pœnæ.

P R I V I L E G I E.

DE STATEN VAN HOLLAND EN WEST-VRIESLAND, Doen te weten: *Alsoo ons vertoont is by THOMAS JOHNSON, Boekverkoper in 's Hage, dat hy Suppliant in 't jaer 1719. gekogt had van den Erfgenaem van wylen Daniel Steucker alle deselfs Boeken &c. met Copy-regten en Privilegien daer toe hoorende, en daer onder l'Ambassadeur & ses Fonctions par Mr. de WICQUEFORT, het welk in 't jaer 1681. gedrukt was geweest met Privilegie van ons, die nu algeexpireert was: En dewyl den Suppliant nu al gereet was een nieuwe Editie van 't voorsz. werk uit te geven met considerablen vermeerderingen, en onder anderen met een Tractaet Du Juge Competent des Ambassadeurs &c. geschreven in 't Latyn door de Heer BYNKERSHOEK, Raadsheer van den Hoogen Raed alhier, en in 't Frans overgeset met veele Annotatien door M. J. BARBEYRAC, Professor tot Groeningen, ende den Suppliant beducht zynde, dat eenige baetsjuttige menschen deselve werken mogten nadrukken, ofte nagedrukt zynde eenige Exemplaren hier te Landen inbrengen, verkopen ofte verhandelen, tot zyne groote schade, soo keert sig den Suppliant tot ons, oodmoedelyck versokende onse Privilegie of Octroy om de voorn. Ambassadeur & ses Fonctions, als mede het voorsz. Tractaet Du Juge Competent des Ambassadeurs &c. met de annotatien en verdere augmentatien, alleen hier te Lande te mogen drukken en uitgeven gedurende vyftien eerst agtereen volgende jaren, met verbod aen alle andere onderdanen van desen Staet deselve na te drukken in genterlei formaet of taele, of ergens nagedrukt zynde in dese Landen in te brengen, te verkopen of verhandelen, op verbeurte van alle de ingebrachte of nagedrukte exemplaren, en nog een boete van drie duysent guldens t'elkens te betaalen &c. ZOO IST, dat wy de saeke en 't versook voorsz. overgemerkt hebbende, ende genegen wesende ter bede van den Suppl. uit onse regte wetenschap, souveraine Magt ende Authoriteit denselven Suppl. geconsenteert, geaccordeert, ende geoctroyeert hebben, consenteeren, accordeeren, ende octroyeeren hem mits desen, dat hy gedurende den tyd van vyftien eerst agter-een volgende jaaren, het voorsz. werk genaamt L'Ambassadeur & ses Fonctions, par M. DE WICQUEFORT, met een tractaet Du Juge competent des Ambassadeurs geschreven in 't Latyn door de HEER BYNKERSHOEK Raadsheer van den Hoogen Raad alhier, en in 't Frans overgeset met veel annotatien door M. J. BARBEYRAC Professor tot Groeningen, binnen den voorsz. onsen Lande, alleen sal mogen drukken, doen drukken, uitgeven, ende verkopen; verbiedende daarom allen*

en,

ende een ygelyken deselve werken ingeheel oft ten deele, in generlei formaat of taalen te drucken, naar te drucken, te doen naardrucken, te verhandelen ofte verkopen, ofte elders naargedrukt binnen denzelven onsen Lande te brengen, uit te geven, ofte verhandelen ende verkoopen, op verbeurte van alle de naargedrukte, ingebragte, verhandelde of verkogte exemplaren, ende een boete van drie duysent guldens daar en boven te verbeuren, te appliceeren een derde part voor den Officier die de calange doen sal, een derde part voor den Armen der plaats daar het casus voorvallen sal, ende het resteerende derde part voor den Supplt. ende dit telkens soo menigmaal als deselve sullen werden agterhaalt. Alles in dien verstande dat wy den Supplt. met desen onsen Octroy alleenwillende gratificeeren, tot verhoeding van synen schaade door het naardrucken van de voorsz. werken, daar door in geenigerdeele verstaanden inhouden van dien te autoriseeren ofte te advoueeren, ende veel min het selve onder onse protectie ende bescherming eenige meerder credit aensien ofte reputatie te geeven, nemaar den Supplt. in cas daar inne iets onbehoorlyk soude influeeren alle het selve tot zynen last sal gehouden weesen te verantwoorden, tot dien eynde wel expresseelyk begeerende, dat hy aldien hy desen onsen Octroy voor deselve werken sal willen stellen, daar van geen geabrevieerde ofte gecontrabeerde mentie sal mogen maaken, nemaar gehouden weesen het selve in 't geheel en sonder eenige omiffie daar voor te drucken ofte te doen drucken, ende dat hy gehouden zal zyn een exemplaar van de voorsz. werken gebonden ende wel geconditioneert te brengen in de Bibliotheek van onse Univerfiteyt tot Leyden, endaar van behoorlyk te doen blyken. Alles op pæne van het effect van dien te verliezen. Ende ten eynde den Supplt. desen onsen Consente ende Octroye moge genieten als naar behooren, lasten wy allen ende een ygelycken die 't aangaan mag dat zy den Suplt. van den inhouden van desen doen laten ende gedogen rustelyk, vreedelyk ende volkomentlyk genieten ende gebruyken, cefferende alle beleten contrarie. Gedaan in den Hage onder onsen grooten Segele hier aangehangen, op den sesde January, in 't Jaar ons Heere ende Saligmakers seven tien hondert drie en twintig.

Getekent

W. V. WASSENAER.

Onder stont,

Ter Ordonnantie van de Staaten.

SIMON VAN BEAUMONT.

Corrections à faire

D A N S L E I V O L.

Pag. 2. l. 29. lisez, elles sont toutes *p. 13. l. dern. lis. de Hongrie*
& de même par tout où l'on trouve d'Hongrie : comme aussi la Hongrie pour
l'Hongrie. *p. 15. l. 31. lis. son gendre, & son frere Edouard* *p.*
57. l. 19. lis. & ne s'enquierent pas *p. 82. l. 6. les Barberins* *p.*
86. l. 23. il suffira de dire, l. 29. peut faire. *p. 106. l. dern. les inten-*
tions de ceux-là *p. 119. l. 1, parlé en ce traité,* *p. 135. l. 32.*
qui fasse la moindre *p. 141. l. 17. & même un Officier* *p. 144. l.*
23. que l'on envoyât *p. 184. l. penult. aussi bien que des intérêts*
& l. dern. où les autres ne commencent *p. 205. l. 26. d'un Prelat, à*
cause de *p. 206. l. 29. ne peut être justifié que par* *p. 211. l. 3.*
Mais afin de ne m'engager *l. 19. après avoir rêvé un peu* *p. 215. l.*
22. qu'il pouvoit employer *p. 242. l. 13. logé à Chantelou* *l. 15.*
l'empeschoit de l'aller visiter, comme il feroit sans cela *p. 247. l. 20.*
& bien plus encore *p. 292. l. 14. & l'employa comme un de ses*
p. 390. l. 6. & 7. assés de generosité pour *p. 417. l. 28. Les Mi-*
nistres de Brandebourg furent receus *p. 451. l. 18. 19. que l'Orateur*
eût fait sa harangue, & qu'on lui eût répondu, l'Ambassadeur *p. 519.*
l. 20. qui leur ont fait honneur à leur entrée *p. 576. l. 6. à Paris, j'ai*
remarqué que Lionne *p. 591. l. 10. la Reine au milieu de la table*
p. 610. l. 20. 21. Grignan ne le devoit pas ignorer *p. 618. l. 14. qui*
sçait vivre *p. 626. l. 9. avoir de communication entre* *p. 634. l.*
18. cette action que comme *p. 644. l. 16. il ne se passoit* *l. 21. de trois*
en trois *p. 682. l. 14. village où l'on n'eût été* *p. 683. l. 24. depuis plus*
de *p. 695. l. 13. & 14. si on ne leur donnoit satisfaction sur ce point ils*
se retireroient, & ordonneroient à tous *p. 703. l. 20. les Ambassadeurs*
de l'Empereur *p. 938. l. 26. d'Espagne; surquoi on lui ordonna* *p.*
941. l. dern. necessaires en Turquie. *p. 955. l. 27. avec lui, present*
d'une somme.

Corrections à faire

DANS LE II. VOL.

p. 5. l. 9. lisez la conversation qui est p. 38. l. 20. ils doivent faire
savoir p. 49. l. 26. 27. aussi n'y repond-il point par écrit, si ce n'est par
ordre p. 110. l. 2. la Couronne & les autres ornemens en France
p. 320. l. 6. après que celle-ci l'eût p. 325. l. 21. les plus importantes
affaires p. 327. l. 16. après la retraite de ces deux p. 362. l. 31.
Norwege. Celui de la Haye du 12. Fevrier 1646.

*Et diverses autres de moindre consequence qu'un lecteur attentif pourra
voir & corriger aisément.*

AVIS AU RELIEUR.

Il faut mettre la Table des matieres de la Premiere Partie à la fin de
cette partie, & la Table de la seconde Partie à la fin de la Seconde partie,
sans prendre garde aux signatures de ces Tables.

T A B L E

DE LA

PREMIERE PARTIE.

A.

A bas, Roy de Perse. 179. 270. 480. 654 & 942	Adresse de l'Ambassadeur de Suede ne réussit pas. 617
Abbé Bentivoglio, Ministre de France en Italie 350	Aga de Janissaires. 528
Abbé de Bersengues, Agent d'Espagne à Rome. 220	Age de l'Ambassadeur. 175 & suivants
Abbé de Bourlemont, Ministre de France au traité de Pise. 871	Agent est Ministre public. 5. 109 & 810
Abbé de Mante, Ambassadeur de Savoye en France. 556	N'est pas proprement Ministre représentant. 126
Abbé Martinengue, Ministre du Pape. 332	Agent des Villes Anseatiques: comment il est traité à la Haye. 49
Abbé de St Nicolas, Ministre de France à Rome. 7 & 350	Agent de France refusé de répondre en Justice. 837
Abbé de Provane, Ambassadeur de Savoye à Venise. 604	Agrément de l'Ambassadeur. 306
Abbé de Nerveze arrêté à Venise. 200	Alard, Colonel & Agent de Savoye. 272
Abbé, <i>Alexandre della Scaglia</i> , Ambassadeur de Savoye en France. 911. En Angleterre. 445 & 614	Albert Pio, Seigneur de Carpy, Ambassadeur de France à Rome. 244 & 290
Abbé Siri. 792	Albertin Bosschetto, traître 286 & 371
Abbé de Vendôme. 418	L'Alcoran protege les Ministres Publics. 814
Abbé de Verrüe, Ambassadeur de Savoye en France. 911 & 941	Aldobrandin, Premier Ministre de Clement VIII. 327
Abbé d'Ursperg. 209	Legat en France. 237
<i>Abgesanter</i> est Deputé. 45 & 100	La dépense de sa Legation. 678
<i>Ablegatus</i> & Deputé sont Synonimes. 46	Aleandre, Nonce du Pape. 672
Abraham Williams Maître de Ceremonies d'Angleterre. 446	Alexandre Bichi, voyez Card. Bichi.
Achilles de Harlay de Sancy, Ambassadeur de France à la Porte. 184 & 479	Alexandre VI Pape demande secours au Turc. 207
Adoration des Rois Orientaux. 536	Envoye un Legat à Charles VIII. 326
<i>I. Part.</i>	Alexandre VII refusé le tabouret à un Prince d'Allemagne. 108 370 & 870
	Alexandre Farnese. 762
	N a n Alex-

T A B L E

Alexandre Grifenbec , Resident de l'Empereur à la Porte.	831	d'Alteſſe au Card. de Pologne.	583
Alexandre Humes , Ambaſſadeur d'Elcollé en Angleterre.	339	Alvaro de Luna , favory du-Roy de Caſtille.	420
Alexandre Piaſeczinsky , Ambaſſadeur de Pologne à la Porte.	675	Alvaro de Quadra , Ambaſſadeur d'Eſpagne à Londres , arreſté.	910
Alfonſe Borgia. Voyez Cardinal Borgia.		Ambaſſades & leur neceſſité.	4
Alfonſe Calati , Ambaſſadeur en Suiffe.	70 & 369	Les ordinaires ne ſont point du Droit des Gens.	16
Ambaſſadeur avec des lettres du Gouverneur de Milan.	70	Solemnelles.	31
Alfonſe de la Cueva , Ambaſſadeur d'Eſpagne à Veniſe.	828. 912 & 941	Des Cantons Suiffes.	432
Alfonſe Duc de Ferrare	286 & 290	Du Roy d'Hongrie.	435
Alfonſe de Silva , Ambaſſadeur de Ferdinand le Catholique en France.	937	De France en Angleterre.	442
Alfonſe V, Roy d'Aragon.	51. 323. 518. 782 & 816	Compoſées de pluſieurs perſonnes.	774
Alfonſe Roy de Portugal.	366	Ambaſſadeur , l'Etymologie du Mot.	4
Alincourt , Miniſtre de France à Rome.	358	Eſt Miniſtre Public.	5
<i>Alla Capi</i> Azyle d'Iſpahan.	922	d'obediſſance.	12. 159 & 485
Allegeance.	251	Ambaſſadeur ordinaire & extraordinaire.	10
Alliés ſe peuvent ſervir d'un meſme Miniſtre.	804	Eſt diſtingué à la Haye.	522
Alonſo de Cardenas , Ambaſſadeur d'Eſpagne en Angleterre.	55	L'extraordinaire precede l'ordinaire.	798
Alonſo de Velasque , Ambaſſadeur d'Eſpagne en Angleterre.	646	L'Ambaſſadeur eſt Comedien.	10
Aloyſio Contarini , Ambaſſadeur de Veniſe en Angleterre.	865	Doit avoir un grand extérieur.	11
Ambaſſadeur de Veniſe en France.	399 & 495	La qualité d'Ambaſſadeur ſe donnoit autrefois a tous les Miniſtres publics.	41
Ambaſſadeur à Munſter.	646. Entre en conteſtation avec d'Avaux	Ambaſſadeurs Deputés ſont Miniſtres du Second Ordre.	46
Ambaſſadeur à Rome.	595	Ambaſſadeurs traittés par les Officiers du Roy.	551
Alteſſe : ce tiltre ſe donnoit autrefois aux Rois d'Eſpagne.	566	Par preſents.	551
Cette qualité eſt plus relevée que celle d'Eminence.	567	Ambaſſadeurs Residents ſont Miniſtres du Second Ordre.	47
La France la donne au Prince d'Orange.	571	L'Ambaſſadeur eſt un Miniſtre neceſſaire.	2
Alteſſe Sereniſſime ſe donne aux rebelles de Naples.	44	Il a le caractère repreſentant.	4
Alteſſe Royale.	575	Il y a plus d'avantage à envoyer des Ambaſſadeurs qu'à en recevoir.	33
Les Cardinaux refusent le tiltre		Ne ſe couvre point dans l'audiance du Pape.	486
		L'Ambaſſadeur ne peut pas ſubdeleguer.	73
		Ambaſſadeur ſans caractère & ſans fonction.	13
		Ambaſſadeur Marchand.	160
		Ambaſſadeur imaginaire.	536
		Ambaſſadeur	

DE LA I PARTIE.

Ambassadeur Circulaire.	957	Fait difficulté de ceder aux Cardi-	
Ambassadeur d'un jour.	943	naux.	544
Ambassadeur traître.	288 & sui-	Les Ambassadeurs de France écrivent au	
vants.		Duc de Baviere.	574
Ambassadeur de Tarquin.	921	Ambassadeur de Espagne obtient une	
Les Ambassadeurs sont inviolables.	808	place Extraordinaire au Concile de	
& suivants.		Trente.	692
Quand ils ne le sont point.	900	Après le dernier Cardinal pres-	
Ajournés en Justice.	833 & 839	tre.	717
Qui s'obligent pardevant Notai-		Les Ambassadeurs refusent de ceder au	
re.	899	Prince de Condé en lieu tiers.	583
Ceux des Republiques sont con-		Ambassadeur de Suede refuse de saluer le	
duits à l'audience par des Mares-		pavillon d'Angleterre.	541
chaux de France,	494	Ambassadeur des Provinces Unies offense	
Ils estoient autrefois defrayés.	550	le Cardinal Mazzarin.	304
Et logés.	555	Est défrayé en Suede.	550
L'Ambassadeur de France precede les		Ambassadeurs des Cantons ne se couvrent	
Ambassadeurs des autres Rois aux		point.	516
Conciles de Constance & de Bas-		Comment ils sont traittés.	430
le.	684	Ambassadeurs des Provinces Unies à	
L'Ambassadeur de France avoit son hos-		Munster.	779
tel à la Haye.	554	Suivent celui de Venise immediate-	
Prend chez luy la main sur les Prin-		ment.	597
ces.	574	Ambassadeurs ne sont pas tous traittés en	
Refuse de recevoir la visite de		France.	551
l'Ambassadeur de l'Empe-		Ambassadeurs de Princes ennemis ne se	
reur.	625	visitent point.	643
Reçoit un affront en Turquie.	533	Ambassadeurs refusent de traiter avec le	
L'Ambassadeur est obligé de faire sçavoir		Cardinal de Richelieu.	769
qu'il est arrivé.	604	Ambassadeur de Malthe 430: a sa place	
L'Ambassadeur est exempt de la Jurisdic-		dans la Chapelle.	756
tion du lieu de sa residence.	821	Ne se couvre point en parlant au	
Peut exercer la religion de son		Roy d'Espagne.	506
Prince.	876	L'Ambassadeur de Mantoue n'a point de	
S'il peut faire faire Justice de ses		place dans la Chapelle.	760
domestiques.	886	L'Ambassadeur de Venise refuse le tiltre	
L'Ambassadeur d'un Electeur prend la		d'Excellence à celui des Provinces	
place d'honneur sur un Prince Sou-		Unies.	560
verain.	590	Ne veut pas traiter avec les Amba-	
Ambassadeur d'Angleterre ne se couvre		sadeurs de Portugal.	58
point.	463	Sa pretension injuste.	474
Ne voit point le Cardinal de Riche-		Ne veut pas ceder au Prince de	
lieu.	542	Condé.	583
L'Ambassadeur precede une fille de Fran-		Ambassadeur de Moscovie en Perse.	480
ce.	591	Ambassadeur de Gennes.	430
Precede le Chancelier de Fran-		Ambassadeur d'Espagne cede au Com-	
ce.	592	missaire de l'Empereur.	130

T A B L E

magnifique.	665	neur de Milan.	71
Ambassadeur du Mogul.	481	André Nicolin, Ambassadeur de Floren-	
Ambassadeur Turc intéressé.	552	ce auprès du Pape & l'Empereur.	162
Ambassadeurs de Catalogne ne font que		André Paulucci, Moine Negotia-	
Sindics.	41	teur.	218
Ambassadeur de Parme, & son audian-		André Rosse, Envoyé de la Republique	
ce.	86	de Venise en France.	112
Ambassadrice.	598	Ange Cornaro, Ambassadeur de Venise	
C'est une qualité nouvelle.	14	en France, 158. 387. 400. 429 & 495	
La Reine de France fait donner le		Ange de Joyeuse Capucin.	212
tabouret à l'Ambassadrice d'Es-		L'Angleterre à ses Ambassadeurs par	
pagne.	599	tout.	26
Ambassadrice de l'Empereur.	599 &	Anjou Voyez Duc d'Anjou.	
d'Angleterre.	ibid.	Annebaut Amiral de France.	457
Le rang qu'on donne aux Ambassa-		Antoine d'Acugna, Ministre de l'Archi-	
drices en Angleterre.	601 & 602	duc Philippe.	928
Les Ambassadrices à Munster en usoient		Antoine Aroïqueui, Secrétaire d'Etat	
comme leurs maris.	603	d'Espagne.	492
Ambassadrice offensée.	93+	Antoine le Brun, Plenipotentiaire d'Es-	
Amboise Voyez Card. d'Amboise.		pagne à Munster, & Ambassadeur à	
Amelie de Hanau, Landgrave de Hes-		la Haye.	73. 413 & 721
se.	89	Antoine Condolmer, Ambassadeur de	
Amirant d'Aragon, Ambassadeur d'Es-		Venise en France, refuse le présent	
pagne en France.	422 & 775	du Roy	952
Amirant de Castille.	237. 420 & 543	Antoine Fortescu, Ministre du Duc de	
Amiral Chabot.	392	Lorraine en Angleterre.	274
Amiral de Chastillon, 352 Ministre de		Antoine Guidotti, Ministre sans carac-	
France à Vaucelles.	157	tere.	115
Ambassadeur a Bruxelles.	545	Antoine Marie Gratian, Evêque d'A-	
Voyez Gaspar de Coligny.		melia, Nonce à Venise. 243 & 605	
Amitié des Princes d'Allemagne inutile à		Antoine de Nogueras, Ministre du Roy	
la France.	91	d'Aragon.	335
Amitié des Cardinaux d'Este & de Ma-		Antoine Parmentier de Heeswicq, De-	
drucci.	644	puté des Provinces Unies auprès	
André Badoüere envoyé par le Senat de		de l'Electeur de Brandebourg.	468
Venise adevant de Henry III.	776	Antoine Paulin, Baron de la Garde, Am-	
André Bicker, Ambassadeur des Provinces		bassadeur de France à la Porte.	184
Unies en Pologne & en Suede.	417	Antoine Rincon, Ambassadeur de Fran-	
& 499		ce a la Porte. 245. Tué	256 & 913
Auprès de l'Electeur de Brande-		Antoine, Roy de Navarre, Ambassa-	
bourg.	467	teur.	7
André del Burgo, Ambassadeur de l'Em-		Prince foible.	64
pereur en Espagne.	337	Antoine Sherley, Ambassadeur de Per-	
Andre Ghiczi, Ambassadeur traistre.	286	se.	244
Andre Gritti, prisonnier de guerre, ne		Antoine de Silva & Sousa, Resident de	
gotie.	117. 363 & 365	Portugal en Suede.	947
Andre Manriquez, Ministre du Gouver-		Antoine de Sousa de Macedo, Ambassa-	
		teur	

DE LA I PARTIE.

deur de Portugal à la Haye. 856 & 915	Alfonse de Carillo, Archevesque
Antoine Venier, Ambassadeur de Venise	de Toledé, Legat en Espagne.
en France. 874	326
Appellations. 97	Archevesque de Tolouse, <i>Paul de</i>
Appointements des Ambassadeurs de	<i>Foix</i> , Ambassadeur de France à Ro-
France. 678	me. 448 & 603
Ceux des Ambassadeurs de Veni-	Ambassadeur à Florence. 461
se. 678	Rend la premiere visite au fils natu-
Archevesque d'Armac. 728	rel du Pape. 611
Archevesque d'Auch, de la part du Pape	Harangue les Ambassadeurs de Po-
au congrès d'Arras. 783	logne, 442
Archevesque de Bourges. 384	L'Archevesque de Tours va au devant du
Archevesque de Braga, arresté prison-	Legat. 241
nier. 198	Archevesque de Valence, <i>George d'Au-</i>
de Cantorberry tué. 199	<i>striche</i> , prisonnier. 914
Archevesque d'Embrun Ambassadeur	Archevesque de Yorc. 783
de la Regente de France en Es-	L'Archiduc Albert fait les premieres ou-
pagne. 72	vertures de la paix. 17
Archevesque d'Embrun, <i>George d'Au-</i>	Traite le Roy de France de Mon-
<i>buffon de la fiellade</i> , Ambassadeur	seigneur & de Majesté. 357
de France en Espagne. 723 & 938	N'estant que Gouverneur envoie
Cede à Don Jean d'Autriche en	des Ambassadeurs. 69
lieu tiers 586	Il cede aux Cardinaux. 770
Est obligé de se retirer. 939	Son Ambassadeur refuse de ceder à
Archevesque de Fermo, Nonce en Ir-	celuy de Venise. 100
lande. 24	Souverain des Pais-bas. 316
Archevesque de Grenade. 706	L'Archiduc Charles. 237 & 891
Archevesque de Lion, prisonnier, re-	L'Archiduc Philippe. 337 & 928
fusé de répondre. 190	Argenton, Ambassadeur de France à
Archevesque de Madera. 728	Venise. 426
Archevesque de Malines, <i>Joseph de Ber-</i>	Arnauld, <i>Simon</i> , de Pomponne, Ambassa-
<i>gagne</i> , Plenipotentiaire d'Espagne à	deur en Hollande & en Suede. 581
Muniter. 73	& 935
Deputé à la Haye. 411	Arnauld Roger de Palas, Patriarche
Archevesque de Narbonne. 435	d'Alexandrie. 421
Ambassadeur de Louis XI auprès du	Arpajoux, Ambassadeur de France en Po-
Duc de Bourgogne. 50 & 157	logne, donne le titre de Majesté au
François de Joyeuse, Voyez Card.	Prince Casimir. 537
de Joyeuse.	Artus de Bourbon, Ministre du Duc de
Archevesque de Saltzbourg, Ambassa-	Bourgogne. 323
deur de l'Empereur. 785	Asburnham, Ministre du Duc de Buckin-
Archevesque de Sens. 706	gam. 325
Archevesque de Taragon, Ambassa-	Assemblée des Notables. 36
deur d'Aragon auprès du Roy de	Assemblée d'Arras. 783
Castille. 420	Avagour, Ministre de France dans l'ar-
De Toledé ne visite point les Am-	mée de Suede. 266 Lisez y Avau-
bassadeurs. 614	gour au lieu d'Avagour.

T A B L E

d'Avaux Ambassadeur Plenipotentiaire à Munster.	97. 574. 619 & 721	Axel Oxenstirn , Legat Plenipotentiaire de Suede en Allemagne.	74
Arrive à Munster.	471	arrive à Compiègne.	428
Ambassadeur de France en Danemarck.	588 & 634	Le Roy le fait couvrir.	507
Ambassadeur de France à Venise.	559	B.	
A la Haye.	597	Bachà ou Pachà.	526
A Osnabrug.	777	Bachas Vizirs.	526
Est toujours propre.	662	Bacon escrit l'histoire de Henry VII, Roy d'Angleterre.	172
Son demeslé avec Servien,	778	Bagny , Nonce en France.	183 & 648
Fait le traité. entre la Pologne & la Suede.	779	Bailly de Forbin , Ambassadeur de Malthe,	264 & 430
Audiances.	484 & suiv.	Se couvre en parlant au Roy.	506
Audience des Ambassadeurs de Pologne à Paris.	442	Est traité d'Excellence.	563
Du Cardinal Bichi à Venise.	455	Le Prince de Condé luy cede la main.	585
A Venise c'est le College qui donne les audiences.	519	Ballüe , Voyez Card. de Ballüe.	
Comment le Pape les donne.	485	Balthasar de Castiglion : son Courtisan.	174
Audiances particulieres du Pape.	486	Balthasar de la Cueva, Ambassadeur d'Espagne à Venise.	918
Audiances des Cardinaux.	486	Barbarigo, <i>Gregoire</i> , Ambassadeur de Venise en Angleterre.	361
L'Ambassadeur y doit parler bas.	518	Barberins mal à la Cour de France.	194
Audience du Duc du Mayenne en Espagne.	491	La Barde, Ambassadeur de France auprès des Cantons.	141 & 432
du Duc de Pastrana en France.	493	A Munster, sans lettres de creance.	360
des Ambassadeurs des Cantons.	515	Ministre Estat de France.	434
de l'Ambassadeur du Cham de Tartarie.	534	Premier Commis de Chavigny.	959
Comment on les donne à la Haye.	520	Barons de Catalogne.	41
Audience publique refusée au Ministre du Parlement.	23	Barthelemy de Cœur, Ambassadeur de la Porte en France.	263 & 531
Le Pape n'en donne qu'une au Conseil-toire.	487	Bas, <i>Dideric</i> , Ambassadeur des Prov. Unies en Angleterre.	650
Audience des freres du Roy.	499	de Bas, Envoyé de France en Angleterre.	836
Audience des Ambassadeurs Extraordinaires à la Haye.	522	Bassompierre, <i>François</i> , Ambassadeur de France en Espagne.	485. 493. 565. 599 & 802
Auger, joueur de Luth, Ministre.	164	En Angleterre.	396. 957 & 964
Augustin Baumgartner , Ambassadeur du Duc de Baviere à Trente.	737	Le Roy d'Espagne fait mettre les prisonniers en liberté à son entrée.	565
Augustin Justiniani, Evesque de Nebio , son histoire de Genes.	782	Bataille	
Les avis doivent preceder les civilités.	635		
Aultriche. Voyez Card. d'Aultriche.			

DE LA I PARTIE.

Bataille de Guinegaste.	365	Bernard de Saxe, <i>Voyez</i> Duc de Weimar.	
Bataille de Norlingue.	366	Bernardin de Marvjal, Ministre d'Inno-	
Bataille de Moheac.	412	cent VIII.	260
Battelines.	631	Ambassadr d'Espagne à Rome.	685
Battory, <i>Voyez</i> Cardinal Battory.		Bernardin Mendosse, Ambassadeur d'Es-	
Baugy, Resident de France à Vienne, &		pagne en Angleterre.	339.824 & 904
Ambassadeur en Hollande.	803	Est emmené hors du Royaume.	936
Bautru, Introduceur des Ambassa-		Bernardin Visconti, Ministre de Mi-	
deurs.	427	lan.	372
Bayle, c'est à dire Ambassadeur de la		Bertonville, prisonnier de guerre ne-	
Republique de Venise à la Porte.	28	gotie.	365
Beaulieu-Ruë, Secetaire d'Etat en		Bertuccio Valieri, Ministre de Venise.	462
France.	191	Bessarion. <i>Voyez</i> Card Bess.	
Beaupuy.	350	Berlehem Gabor, Prince de Transil-	
Bellegarde, Marechal de France.	380	vanie.	504
Bellegarde, Grand Escuyer de Fran-		Berhune. <i>Voyez</i> Comte de Beth.	
ce.	423	Bevilacque. <i>Voyez</i> Card Bevil.	
Bellievre, Ambassadeur de France à Ver-		Bevilacqua, Nonce à Nimegue.	649
vins.	719	de Bye, <i>Nicolas</i> , Ministre de Pologne &	
à Bruxelles.	775	de Holstein.	805 & 881
Bellievre, Ambassadeur de France en		Biron, Duc & Marechal, Ambassadeur	
Hollande, refusé la place d'hon-		de France en Angleterre, y reçoit	
neur aux Deputés des Estats.	580	des honneurs extraordinaires,	549
Benedict Schut, Ambassadeur de Suede		Ambassadeur à Bruxelles.	775
en Dannemarc.	588	Blainville, Ambassadeur de France en	
Berchere, Agent d'Angleterre en Fran-		Angleterre.	344 634 & 935
ce.	837	Bodin, <i>Jean</i> ,	246 & 256
Berendau, Ambassadeur de Suede à		<i>Byares</i> .	920
Francfort.	471	Boischot, Ambassadeur de l'Archiduc en	
Berenger de Bardaxi, Justice d'Aragon,		Angleterre.	100 & 772
Ambassadeur en Castille.	420	Boissise, Ambassadeur de France à la	
Bergeyck <i>Jean Baptiste de Broucoven</i> ,		Haye.	659
Ministre d'Espagne à Aix la Cha-		Boissy, Grand Escuyer de France.	421
pelle.	71	Bologne. <i>Voyez</i> Card de Bologne.	
Berlie, Introduceur des Ambassadeurs		Bolognetti, <i>George</i> , Nonce en Fran-	
Ecrit des memoires. 2. 428 & 958		ce.	399 & 427
Pretend que l'Ambassadeur d'An-		Bon, <i>Ottavio</i> , Ambassadeur de Venise à	
gleterre luy cede la main.	578	Madrid.	952
Bernard Bandini, assassin de Julien de		Bon, Secetaire & Ministre de Venise.	
Medicis.	269	Bonaventure Calatagironne, General des	
Bernard Georgio, Avogadour du com-		Cordeliers, Negociateur	217 & 853
mun.	873	Boncompagne, Auditeur de Rote.	708
Bernard Hugues de Rocaberti, Amba-		Bond, Ambassadeur d'Angleterre au-	
sadeur d'Espagne en France.	367	prés du Roy de Suede.	853
Bernard Olivier, Moine Negociateur.	260	Boniface VIII Pape.	319
Bernardo de Salinas, Ambassadeur d'Es-		Boniface de Calamandrana, Ministre du	
pagne en Angleterre.	913	Pape en Aragon.	260 & 319

Bonœil de Thou , Introduceur des Ambassadeurs en France. 423
 Borromée. *Voyez* Cardinal Bor.
 Bosüel, Resident du Roy d'Angleterre à la Haye. 22
 Boulanger, Secrétaire de l'Ambassade de France à Munster. 570
 Bourbon, *Voyez* Cardinal de Bourbon.
 Bourdailière. *Voyez* Card. Bourdailière.
 Bouthiller, Secrétaire d'Etat de France. 344
 Bracciano. *Voyez* Duc de Bracciano.
 Brahe, Ambassadeur de Dannemarc à Londres. 614
 Brandt, Deputé des Villes Anseatiques en Angleterre. 45
 Brasset, Resident de France à la Haye. 110 & 962
 Bravenus, President de Malines, Ministre de Charles V. 785
 Brederode, Ambassadeur des Provinces Unies en Angleterre. 750
 Bregy, Ambassadeur de France en Pologne. 537
 Il pretend preceder le Frere du Roy de Pologne. 593
 On luy demande son pouvoir. 385
 Breves, Ambassadeur de France à Rome. 450
 Brissac, Gouverneur de Paris. 152
 Brugman, Orton, Ambassadeur du Duc de Holstein en Moscovie & en Perse. 922
 Brulard, Nicolas, Secrétaire d'Etat sous Henry III. 39. *Voyez* Sillery.
 Bruneau, Secrétaire de l'Ambassadeur d'Espagne, arrêté. 827 & 907
 Bucentaure. 457
 Buchanan, George, escrit l'histoire d'Ecosse. 171
 Buckingham. *Voyez* Duc de Buckingham
 Bugwald, Godscalc, Ambassadeur de Dannemarc à la Haye.
 Bulles du Legat doivent estre enregistrees. 221
 Burgos. *Voyez* Cardinal de Burgos.
 Bazanual, Ambassadeur de France en

Hollande.
 Il y meurt.

393 & 802
 656

C.

Cadalesquier, juge de Turquie. 527 & 833
 Cajus ou Key Rantzou. 397
~~Caimacan~~, Lieutenant du Premier Vizir. 34
 Calignon, Godefroy, Ministre du Roy de Navarre. 880 & 917
 Calixte III Pape. 782
 Calomnie des Ambassadeurs d'Espagne. 341
 Camerarius, Ambassadeur de Suede à la Haye. 261
 Cantons Suisses n'ont point d'Ambassadeurs ordinaires. 31
 Envoyent trente neuf Ambassadeurs en France. 775
 Cantons Protestants traittent un Ministre du Second Ordre d'Excellence. 142
 Capece, Moine Negotiateur. 219
 Capigibachi. 570
 Capitulations de Ferdinand III & de Leopold, Empereurs. 91 & 748
 Caponi. *Voyez* Card. Caponi.
 Capriata, Pierre Jean, escrit l'histoire. 172
 Capucin travesty. 112
 Le Caractere protege les Ministres. 341
 Se remet entre les mains du Prince qui l'a donné. 945
 Caraffes, leur fortune. 847
 Caraffe, *Voyez* Cardinal Caraffe.
 Le Cardinal prend la main & le pas sur l'Ambassadeur. 559 & 594
 Le Cardinal cede la place d'honneur chez luy au Doge de Venise. 456
 Le Cardinal Patron n'a pas une dignité plus relevée que les autres. 565
 Les Cardinaux sont sujets du Pape. 191
 Se font rendre la premiere visite. 452 & 611
 Vont en corps audevant de l'Archiduchesse.

D E L A I^{re} P A R T I E.

duchesse.	452	& 765	
On ne leur donne point le poisse en		N'est pas fort raisonnable.	156
Espagne.	238	768 & 770	
On le leur donne en France.	238	Bourdaisere.	716 & 806
Cardinaux Protecteurs.	9	De Burgos.	770
Le Cardinal d'Agen.	450	Le Cardinal Caponi.	725
Albornos.	61	Caraffe, <i>Charles</i> , Legat en France	
Aldobrandin, Legat en France.	239	& à Bruxelles.	182. 224 & 232
La dépense de sa Legation.	678	Disne avec Philippe II.	554
Premier Ministre de Clement VIII.		Casimir de Pologne.	583
327 & 605		Ceva.	557
Alexandrin, Legat en France.	297	De Chypre, Legat à Arras.	783
Le Cardinal d'Amboise, <i>George</i> , Premier		Clesel, arrêté.	192
Ministre & Legat en France.	187.	Colonne.	928
224. 238 & 259		Commendon, Legat en Pologne.	502
d'Autriche.	375	Cornaro.	454
Le Cardinal Ballüe, Ministre de Louis XI		Dandin.	914
auprès du Duc de Bourgogne.	942	Le Cardinal Delfin, <i>Zacharie</i> .	450
Conspire contre le Roy.	191	Didrigstein.	238 & 648
Le Cardinal Barberin, <i>François</i> , Legat		Doffat.	57 & 410
en France.	182. 224. 236 & 378	Le Cardinal d'Espinosa disgracié.	204
En Espagne.	236	Le Cardinal d'Este, Protecteur de Fran-	
Premier Ministre d'Urbain VIII.	36	ce.	543. 644 & 757
fait civilité aux Cardinaux ses an-		D'Estrée, Ambassadeur.	204
ciens.	240	Le Cardinal Farnese, Legat en Fran-	
Barberin, <i>Antoine</i> , son infideli-		ce.	224. 239. 231 & 487
té.	287 & 644	De Ferrare, <i>Hippolite d'Este</i> , Legat en	
Protege l'Evesque de Lamego.	59	France.	224. 487 & 758
Démessé avec le Duc de Parme.	682	Filomarini.	770
Battory disgracié.	204	Gallo.	450
Bessarion.	165 & 239	Ghigy Legat en France.	240
Bevilacqua.	450	Ginetti Legat à Cologne.	355
Bichi, <i>Alexandre</i> , Ambassadeur de		Le Cardinal Gouffier.	224
France en Italie.	8. 203. 245.	De Grammont.	239 & 591
261. 454. 557 & 567		Guaftavilain.	611
Donne avis du voyage du Cardi-		De Guise,	768
nal de Valençay.	193	Le Cardinal Granvelle.	375
Comprotecteur de France.	622	Le Cardinal Grimaldi.	
Retire dans son Evesché.	653	Le Cardinal de Hesse, <i>Frederic</i> , Amba-	
De Bologne.	412	sadeur de l'Empereur à Rome	8
Corgia, <i>Alfonse</i> , Pape sous le nom		& 567	
de Calixte III.	782	D'Hongrie, <i>George Martinuzzi</i> .	192
Borgia, <i>Rodrigue</i> , Legat en Espag-		Hofius.	544
ne.	326	Le Cardinal de Jaen.	544
Borromée, Premier Ministre de Pie		Le Cardinal Imperiale est obligé d'aller	
IV.	689. 700. 702 & 710	en France.	194
Bourbon, Ambassadeur.	7380	Infant.	236 & 387
I. Part.			Joyeuse

T A B L E

Joyeuse , envoyé à Rome par la Ligue.	21 & 202	Riario.	221
Ambassadeur de France à Venise.	456	De Richelieu. 187. 198. 240. 343.	542 & 648
Le Cardinal de Lion , nommé à l'Ambassade de Munster.	204 & 327	De Rochefoucault.	167 & 768
De Lorraine. 187. 393. 692. 696.	716 & 805	Roma.	60
Le Cardinal Ludovisio.	327	Rossetti.	36 & 328
Le Cardinal Madrucci.	544. 644. 707	Le Cardinal Sadolet.	224
& 767		Le Cardinal de Sainte Croix , Legat à Arras.	783
De Mantoüe , Legat à Trente. 690 & 692		De St. Malo.	372
De Marquemont.	204	De Sainte Severine, grand Penitencier.	311
Mazzarin.	187. 245 & 648	De Sainte Flore.	758
Plenipotentiaire de France aux Pirénées.	129	Salviati , Legat en France.	239
Cede aux Princes du Sang.	769	Savelli.	621
De Medicis , <i>Alexandre</i> , Legat en France.	239, 545 & 719	De Savoye.	402
De Medicis. <i>Hyppolite</i> .	782	De Sens.	591
Legat auprès de Charles V.	225 & 234	De St. George , Nèveu de Clement VIII.	224
De Mercueur , Legat en France.	260	Serafin	450
Mignelli. Legat à Siene.	260	Sfondrate.	219
Montalte.	622	De Sienne , <i>François de Piccolomini</i> , Legat non admis.	326
Moron , Legat à Trente. 700. 767 & 805		Simonetta , Legat à Trente. 544 & 708	
Le Cardinal Navager , Legat à Trente.	709 & 805	De Sourdis.	494
Le Cardinal Otton , de S. Nicolas in Carcere Tulliano , Legat en Angleterre.	232	Spada.	382 & 557
Le Cardinal Pacheco.	718 & 728	Le Cardinal Theodoli.	543
Pamfilio.	286	De Toledé.	375
Du Peron sa Negotiation. 173 & 494		Le Cardinal Tolete.	311 & 312
De Plaifance , Legat en France. 310		De Tournon. 239. 487. 609 & 854	
Pole , Legat en Angleterre. 226. 229. 259. 408 & 784		De Trente.	544
Legat en France.	231	Trivulce.	591
Du Prat.	187, 239 & 259	Le Cardinal de Valençay.	193 & 935
Priuly.	668	De Valence, <i>Rodrigue Borgia</i> , Legat de Sixte IV.	236
Rebiba , <i>Scipion</i> , Legat vers l'Empereur.	259 & 408	De la Valette.	240 & 648
Le Cardinal de Retz.	192 & 768	De Vendôme.	156 & 768
De Rhodés.	259	Verallo , Legat en France, 224. 235 & 239	
		De Viseo , <i>Michel de Silva</i> .	235 & 329
		Ursin.	896
		Le Cardinal de Winchestre.	783
		Wolsey , <i>Thomas</i> , Legat en Angleterre.	259
		Ambassadeur en France.	390
		Le	

DE LA I PARTIE.

Le Cardinal Zapata.	769	Cesar Rasponi , Ministre d'Alexandre VII Pape.	871
Carlos Coloma écrit l'histoire.	171	Cefis de Harlay , Ambassadeur de France à la Porte.	184
Ambassadeur d'Espagne en Angleterre.	341. 650. 798. 830. & 963	Chabot , <i>Philippe</i> . Amiral de France,	393
Caron. <i>Voyez</i> Noël Caron.		Cham des Tartares envoye des Ambassadeurs en Pologne.	534
Carosse de l'Ambassadeur est inviolable.	896	Champigny.	410
Carosse de Chanut cede à celuy du Prince de Suede.	585	Chancelier de France ne visite point les Ambassadeurs.	614
Les Carosses des Ministres ne se trouvent plus aux entrées des Ambassadeurs.	474	Ne prend point le dueil.	670
Les Carosses du Nonce & de l'Ambassadeur de France sont obligés de se retirer.	475	Chanut , Ministre de France en Suede , se fait ceder la place d'honneur par le Prince Palatin.	585
Carouges , Ambassadeur de France en Angleterre.	443	Resident de France en Suede.	110
Casimir Prince de Pologne , prisonnier.	376	537 & 878	
Cardinal.	808	Ambassadeur de France en Suede.	50
Roy de Pologne , abdique.	66	& 380	
Calimir , Marquis de Brandebourg , Ambassadeur de Charles d'Autriche Roy d'Espagne.	785	Fait une action galante.	504
Catalans pretendent envoyer des Ambassadeurs.	41	Est fort punctuel.	627
On refuse des Passeports à leurs Ministres.	406	Ambassadeur à l'assemblée de Lubec.	378. 395. 617 & 779
Catherine de Medicis , Reine de France.	372. 698. 716. 717 & 765	Chapelle du Pape.	639
Catherin Zenon , Ambassadeur en l'âge de 84 ans.	178	Charisius , <i>Pierre</i> , Plenipotentiaire de Dannemarc à Breda.	129
Catholiques Zelés.	151	Charles d'Anjou , Senateur de Rome.	727
Cauazza , <i>Constantin & Nicolas</i> , traites	181 & 873	Charles V Empereur.	457 & 775
Caumartin , Ambassadeur de France auprès des Cantons.	70	Ne precede le Roy de France , que comme Empereur.	684
Ceremonial de Rome.	687	Charles VI , Roy de France.	41
Ceremonies ne sont pas réglées en toutes les Cours.	588	Charles VII , Roy de France.	163. 745 & 783
Celles des entrées sont réglées.	465	Charles VIII.	285. 371. 745 & 801
Cesar Borgia , arresté.	415 & 850	Charles IX , Roy de France , Prince cruel.	296
Cesar Cantelmo , Ministre de France à la Porte.	184	Charles I , Roy d'Angleterre.	447
Cesar Fregose , Ambassadeur de France.	245	Charles de Bourbon.	768
Tué.	256 & 913	Charles Roy de Suede.	261
		Charles Duc de Sudermannie , Usurpateur de la Couronne de Suede.	54
		Charles Emanüel Duc de Savoye.	8
		557 & 760	
		Charles , Frere du Roy de Pologne.	593
		Charles III , Duc de Savoye.	392
		O o o 2	Envoye

T A B L E

Envoye ses Deputés à la diète de l'Empire.	85	Christierne, Roy de Dannemarc, chaf- fê.	63
Charles Gustave, Prince de Suede, fait honneur à l'Agent de France.	125	Christine, Reine de Suede.	537 & 594
A l'Ambassadeur.	585	Fait affront au Ministre de Portugal.	58 & 946
Roy de Suede.	549 & 805	Son merite.	504
Charles de Marillac, Evesque de Valence, Ministre de France.	784	Ne peut souffrir les pedants.	518
Charles de Medicis ne veut point ceder chez luy aux Grands d'Espagne.	575	Ne veut pas regler le rang entre les Ministres.	650 & 773
Charles Nutzel, Ambassadeur de l'Empereur à la Haye.	334	Abdique.	66
Charles Paschal, Ambassadeur de France auprès des Grisons, fait un traité de l'Ambassadeur.	145 & 370	Christoffre Delsique de Dona, Ambassadeur de Suede à la Haye.	
Est plus sçavant qu'habile.	165	Christoffre de Moura, Ambassadeur de Castille en Portugal.	215
Charles Regent de France.	72	Christoffre Sbarausky, Ambassadeur de Pologne à la Porte.	675
Charles Tisnaque, Ambassadeur de Charles V en France.	157	Christoval de Benavides & Benevente, Ambassadeur d'Espagne en France.	343
Charnacé, <i>Hercules</i> , Ambassadeur & Colonel.	266	Les Civilités que les Ambassadeurs font, ne font point de consequence.	538
Destiné a l'Ambassade de Munster.	156	Civilités que l'on fait aux Ambassadeurs.	416 & suivants
Ministre de France en Baviere.	780	On leur en fait de grandes à Venise.	453 & 547
Chasteauneuf l'Aubépine, Ambassadeur de France en Allemagne.	147 & 448	On n'en fait point en France aux Ambassadeurs Suisses, sinon à leur entrée.	552
En Angleterre.	596	Ne font point du Droit des Gens.	584
Chavigny Bouthiller, Secretaire d'Etat de France.	509 & 959	Sont égales entre les Ambassadeurs de France & de Venise.	595
La Chesnaye.	836	Ne sont réglées que depuis quelques années.	419 & 471
Chevalier de l'Accollade.	949	Ne sont point réglées chez les Electeurs.	467
Chevalier de l'Estole.	453	Civilités qui ne sont point d'obligation.	631
Chevalier de Guise.	493	Claude de l'Aubépine, Secretaire d'Etat de France.	784
Chevaliers de Malthe exemts de la Jurisdiction ordinaire.	200	Claude Marini, Ambassadeur de France à Turin.	245 & 252
Le Chevalier Terlon, gentilhomme suivant du Card. Mazzarin.	666	Clement IV, Pape.	727
Chiapin Vitelli, Ministre du Duc d'Albe.	71	Clement VI. Pape.	259
Chiaux Bachi, introducteur des Ambassadeurs en Turquie.	419. 478	Clement mal traité par l'Empereur.	234.
	526 & 534		314 & 775
Chiaux.	478	Clement VIII refuse d'admettre le Duc de	
Chiverny, Chancelier de France, es- crit des memoire.	422		
Chancelier du Duc d'Anjou.	749		

DE LA I PARTIE.

de Nevers.	308. 326. 450 & 953
Pag. 293. Lisez Clement VIII au lieu de Clement VII.	
Veut obliger Henry IV à manquer de parole à la Reine d'Angleterre.	293
Envoye un Nonce en France.	327
Le Clere, Agent de France en Angleterre.	837
Clarieux, <i>Guillaume de Poitiers</i> , Ambassadeur de France en Espagne.	801
Cleyft, <i>Ewald</i> , Ministre de Brandebourg.	773
Clinguenberg, <i>Paul</i> , Plenipotentiaire de Dannemarc à Breda.	129
Cobham, Ministre d'Angleterre aux Pais-bas,	410
Cocher de l'Ambassadeur de France outragé.	888
Cocher du Marechal de Thurenne coupe le carosse de l'Ambassadeur d'Espagne.	474
Codignac, Ambassadeur de France à la Porte.	283
Colbert, <i>Jean Baptiste</i> , Ministre de France.	434
Colbert, Charles Ambassadeur de France en Angleterre.	623
Le College à Venise.	519
Commandeurs de Malthe.	200
Commandeur de Formigeres, Ambassadeur & Capitaine aux Gardes.	107 & 265
Commandeur de Haute fueille, Ambassadeur & Lieutenant General.	264
Commandeur de Neufchaife.	941
Commandeur de Sillery, Ambassadeur de France à Rome.	290
Commandeur de Souvré, Ambassadeur de Malthe en France.	317
En Hollande.	ibid.
Commendon, <i>Jean François</i> , Ministre du Pape en Angleterre.	229
Nonce en Allemagne.	329
Nonce en Pologne.	502
Commentaires de Cezar.	170
Commissaires.	109

Sont Ministres Publics.	130 & 131
Mais non tousjours.	149
Commerce d'amitié entre la Republique de Venise & les Provinces Unies rompu.	29
Point de Commerce entre le Nonce & les Protestants.	647 & 741
Commerce de presents.	965
Communes, <i>Philippe de</i> , Ministre de Louis XI.	160
Ecrit des Memoires.	171
Ambassadeur à Venise.	244. 454. 460 & 941
Envoyé à Casal.	371
Disgracié.	380
Commissaire General des Cordeliers.	135 & 853
Commissionnaires.	132
Competence entre la France & l'Espagne.	683 & suivants
Entre le Roy de France & le Roy des Romains.	727
Entre l'Espagne & l'Angleterre.	744
Entre les Ambassadeurs de Portugal & du Roy des Romains.	731
Entre les Ambassadeurs d'Hongrie & de Portugal.	691
Entre les Electeurs & le Duc de Bourgogne.	745
Entre Venise & Baviere.	738
Entre les cinq Cantons & le Duc de Baviere.	737
Entre les cinq Cantons & le Duc de Florence.	736
Entre la France & la Suede.	741
Entre Savoye & Mantouie.	758
Entre Florence & Ferrare.	763
Entre l'Ambassadeur de Malthe & le Ministre de Saltsbourg.	755
Entre l'Ambassadeur de Malthe & les Patriarches.	756
Entre le Nonce & l'Ambassadeur de Brandebourg.	740
Entre les Ambassadeurs & le Prefect de Rome.	724
Entre les Cardinaux & les Princes.	767

T A B L E

Entre l'Ambassadeur d'Espagne & le Duc de Mantoue.	762	Ambassadeur en Moscovic.	476 & 954
Le Comte d'Aletz va audevant du Non		De Castelnovo, Maître d'hôtel du	
ce.	427	Roy d'Espagne.	491
Audevant d'Oxenstirn.	428	De Charny.	421
d'Aremberg, Deputé du Duc de Parme.	410	De Chateaufvillain.	859
Ambassadeur d'Espagne en France.	422 & 775	De Cifuentes, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	641
Arondel rend l'incivilité à l'Ambassadeur de France.	576	De Cleveland.	445
Va audevant des Ambassadeurs de France.	443	Cratz, Plenipotentiaire de Mayence à Munster.	472 & 620
Aversperg, Ambassadeur de l'Empereur à Osnabrug.	394	Le Comte de Derby, Ministre d'Angleterre aux Pais-bas.	410
Ambassadeur de l'Empereur à la Haye.	538	De Dorset, complimente l'Ambassadeur de France,	577
Est obligé de se retirer.	539	De Drodent, Ambassadeur de Savoye en France.	496
Le Comte de Barlaimont, Ambassadeur de l'Archiduc Albert.	69	De Dunois.	155 & 567
De Beaumont Harlay, Ambassadeur de France en Angleterre.	887	Le Comte d'Egmont, Ambassadeur de l'Archiduc en Allemagne.	316
De Bethfort,	443	D'Essex, Ambassadeur d'Angleterre, refuse de saluer le Chateau de Cronembourg.	541
De Bethune, Ambassadeur de France en Allemagne.	147. 448 & 627	D'Eu, Ambassadeur de Louis XI auprès du Duc de Bourgogne.	50 & 157
A. Rome.	201	Le Comte de Fiesque.	859
De Bigliore, Ambassadeur de Savoye à Venise.	888	De Fuenfaldagne Ambassadeur d'Espagne en France.	722
Est obligé d'oster les armes de dessus la porte.	542	De Fuentes, Gouverneur de Milan.	288
De Borgia, Gouverneur de la Citadelle d'Anvers.	414	Le Comte de la Garde, Magnus, Ambassadeur de Suede en France.	182
De Botüel.	354	& 594	
De Brahe, Ambassadeur de Suede à Londres.	722	Sa depense.	666
De Brienne, Secretaire d'Etat.	378. 434. 752 & 753	Destiné à l'Ambassade de Lubec.	682
De Brulon, Introducateur des Ambassadeurs en France.	376. 427. & 428	De Glehen.	366
Ecrit des Memoires.	2	Gondomar, Diego Sarmiento d'Acugna, Ambassadeur d'Espagne en Angleterre.	425
Le Comte de Cantecroix, Ambassadeur de l'Empereur à Venise.	11	Agreeable au Roy Jaques.	549 & 806
De Carlile, Ambassadeur d'Angleterre en France.	553. 615 & 669	Sa rencontre avec l'Ambassadeur des Provinces Unies.	645
Introduit l'Ambassadeur de Savoye.	445	On luy fait civilité en France.	425
		Fait quitter la partie à l'Ambassadeur de France.	720
		De Grimbergue, Ambassadeur de d'In-	

DE LA I PARTIE.

- l'Infante auprès du Duc de Neubourg. 587
- De Gronsfelt , Ambassadeur de Baviere en France. 84
- De Guldeleu , Ambassadeur de Dannemarc en Angleterre. 623
- Le Comte de Harcourt , Henry de Lorraine , Ambassadeur de France en Angleterre , refuse de faire civilité aux Ambassadeurs des Provinces Unies. 560
- Prend un passeport du Parlement. 398
- Conduit les Suisses à l'audiance. 433
- Le Comte de Kevenhuller , Ambassadeur de l'Empereur en Espagne. 562
- Kevenhuller , Grand Veneur de l'Empereur 848 & 918
- De Konigsmarc , Ambassadeur de Suede & Officier en France. 266
- Estoit jeune. 182
- Le Comte de Lalain , Charles , Ambassadeur de Philippe d'Autriche en France. 157 & 784
- De Lamberg , Grand Chambellan de l'Empereur. 488
- Plenipotentiaire à Munster. 626
- De Lanoy , Viceroy de Naples , envoie un Ambassadeur à Rome. 68
- De Licestre Ministre d'Angleterre. 891
- De Licestre , Ambassadeur d'Angleterre en France. 428 & 489
- Gouverneur des Prov. Unies. 26
- De Ligny. 783
- De Lude. 380 & 925
- De Lune , Claude de Quignones , Ambassadeur d'Espagne au Concile de Trente. 690. 697. 701 & 711
- Le Comte de Manderscheidt , Ambassadeur de l'Empereur à la Haye. 334
- De Meggau , Grand Chambellan de l'Empereur. 448
- De Meguen. 783
- Montecuculi. 843
- De Montfort. 783
- Le Comte Muratore , Maistre des Ceremonies de Savoye. 463
- Le Comte de Nancey , Maistre de la Garderobbe. 496
- Le Comte de Nassau , Engelbert , Negotiateur. 364 & 783
- Henry , Ambassadeur de Charles d'Autriche , Roy d'Espagne. 785
- Maurice , Gouverneur de Cleves. 468
- Ambassadeur de Brandebourg à Londres 791
- Hadamar , Plenipotentiaire de l'Empereur à Munster. 471. 604. 653 & 894
- Guillaume , Gouverneur de Frise. 612
- De Nerli , François , Plenipotentiaire de Mantoue à Munster. 562
- De Nevers. 783
- De Northumberland. 443 & 867
- De Nottingham , Ambassadeur d'Angleterre en Espagne. 634
- Le Comte d'Ognate va audevant du Legat. 236
- Refuse le tiltre d'Excellence à l'Ambassadeur de Venise. 561
- Ambassadeur d'Espagne à Vienne , ne veut point ceder au Duc de Mantoue. 762 & 765
- D'Olivares , Ambassadeur d'Espagne à Rome. 448
- Comte Duc d'Olivares , Premier Ministre d'Espagne. 563
- D'Ortodelli , Ambassadeur de Toscane en Espagne. 492
- Le Comte de Pegnarande , Gaspar de Bracamonte , Plenipotentiaire d'Espagne à Munster , subdelegue. 73
- Ne veut point le Duc de Longueville 568 & 720
- Le Comte de Raconitz , Philippe de Savoye , General d'armée. 75
- De Ribagorça , Jean d'Arragon 233
- De Richemont , 783
- De la Roque , Ambassadeur d'Espagne à Querasque. 130
- Le Comte de Saint Pol. 783
- Le

T A B L E

Le Comte de Salafar, Maître d'hôtel du		De Tremes - Potier, Ambassadeur	
Roy d'Espagne.	491	de France en Angleterre.	594 & 634
De Sandwich.	367	Le Comte de Valquenbourg.	783
De Sannazare Plenipotentiaire de		De Vaudemont.	101. 458 & 783
Mantouie à Munster.	603	De Verrüe, Ambassadeur de Sa-	
De Schafgots, Ambassadeur de		voye en France.	557
l'Empereur en Pologne.	417. 474	De warfusé, fait tuer Ruelle.	151
& 502		De Warüic.	15 & 443
De Schaüembourg, Ambassadeur de		De Witguenstein, Ambassadeur de	
l'Empereur en Espagne.	498. 599	Brandebourg à Osnabrug.	472 & 620
& 927		De Zolleren, Ambassadeur de	
De Schropshire.	231	l'Empereur en France.	421 & 591
De Sirvella, Ambassadeur d'Es-		Concile, ne doit pas prendre connoissan-	
pagne à Rome.	724	ce du rang des Princes.	729
De Slabata	488	De Constance.	222. 684. 698 & 744
De Slippenbach, Ministre du Roy		De Basle.	684. 744 & 745
de Suede.	320 & 321	De Lateran.	698 & 728
De Soissons Prince du Sang.	156	De Trente.	225. 412. 688. 727. 734
Va audevant du Legat.	239	& 771	
Reçoit l'Ambassadeur d'Espag-		Transferé à Bologne.	488
ne.	493	Conclave pourroit envoyer des Amba-	
Son demeslé avec l'Ambassadeur		sadeurs.	71
d'Angleterre.	924	Concordat entre le Pape & le Roy de	
Comte de Soissons, Savoye, Colonel		France.	222
General des Suisses.	434	Conestaggio, <i>Hierôme</i> , escrit l'histoi-	
Le Comte Spar, Ambassadeur de Suede		re.	172
en France.	182	Conference chez les Ministres de	
De Süartzenbourg, Ambassadeur		Lunebourg.	123
de l'Empereur à Londres. Son de-		Congrès de Munster.	100
meslé avec l'Ambassadeur de Ve-		d'Arras.	35 & 783
nise.	561	De Nimegue.	ibid.
Et avec celui de France.	625	Conestable de St. Pol Ambassadeur de	
De Suffex, Ambassadeur d'Angle-		Loüis XI auprès du Duc de Bour-	
terre auprès de l'Empereur.	891	gogne.	942
Le Comte de Terri, Ambassadeur de Ba-		arresté & executé.	415 & 840
viere à Venise.	104	Conestable de Castille.	420
De Tillieres, Ambassadeur de Fran-		Gouverneur de Milan.	453
ce en Angleterre.	601 & 720	Conestable de Luines, Premier Mini-	
De la Tolfe, Ministre du Duc d'Al-		stre de France.	448
be à Rome.	848	Conestable de Montmorancy, Premier	
Tott, Ambassadeur de Suede en		Ministre de France.	609
France.	182	Conrad van Beuninguen, Ambassadeur	
De Trautmansdorf, Premier Pleni-		des Provinces Unies en France.	121.
potentiaire de l'Empereur.	97. 616		339 & 802
& 733		Deputé Extraordinaire.	136
Officier de la Maison de l'Empe-		Conrad de Burgstorf, Premier Ministre	
reur.	748	de Brandebourg.	148
		Con-	

D E L A I P A R T I E.

Conseil Aulique.	90	cane.	430
Conseil de dix fait le Proces à des Ecclesiastiques.	200	Corfini, Clerc de la Chambre.	327
Conseiller Pensionnaire de Hollande est le dernier des Deputés.	661	Cosme Duc de Florence.	461. 671. 762. 763 & 736.
Consistoire.	485	Comment il a esté receu à Rome.	758
Conspiration en France.	911	Coverel, Maistre des Ceremonies d'Angleterre.	447
Consuls d'Alexandrie & d'Alep arrestées.	113	Coups d'Etat.	81
Consul Hollandois arresté.	132	Couronnement est une ceremonie politique.	634
Consul n'est pas Ministre Public.	133	Cour Provinciale de Hollande n'entend pas le Droit public.	109 & 813
Contestation pour le tiltre d'Excellence entre les Ambassadeurs.	560	Ses Conseillers sont perturbateurs du repos public.	814
Entre les Estats des Prov. Unies & les Ambassadeurs de France.	597	Courriers des Ambassadeurs & leur Seureté.	401
Entre le Duc de Lorraine & l'Ambassadeur d'Angleterre.	628	Court d'Angleterre à Hambourg.	150
Entre les Ambassadeurs de France & de Venise.	628	Courtin, Ambassadeur de France en Angleterre.	447
Entre l'Ambassadeur d'Espagne & le Senateur de Rome.	641	Cramprigt, Resident de l'Empereur à la Haye.	121
Entre le Duc de Parme & le Senateur de Rome.	642	Cran, Ambassadeur de Louïs XI auprès du Duc de Bourgogne.	157
Entre les Provinces Unies & Savoye.	660 & 754	Crane, Ambassadeur de l'Empereur à Munster.	790
Pour la premiere visite entre le Nonce & le Prince de Condé.	667	Craven, Seigneur Anglois.	446
Entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne à Venise.	685	Crequy, Ambassadeur du Duc de Bourgogne en France.	50
à Trente.	688	Crequy Marquis.	493
Entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne à Vervins.	719	Du Croc, Ambassadeur de France en Espagne.	372. 408 & 916
Entre l'Ambassadeur de Venise & l'Evesque d'Osna-brug.	740 & 746	Cubat Chiaux, trouve seureté entiere à Venise.	113. 547 & 906
à Munster sur les pouvoirs.	97	Curtz, Ambassadeur de Baviere en France.	84
Contarini, Provediteur de Venise.	372	Czaar de Moscovie n'envoye point d'Ambassadeurs ordinaires.	33 & 34
Conway Secrétaire d'Etat d'Angleterre.	344	Défraye tous les Ambassadeurs.	475 & 552
Cordeliers de Metz.	283	Est convié au Concile de Trente.	412
Corfits Ulefeld Ambassadeur de Danemarck en France.	600 & 774		
Corneille Haga, Orateur des Provinces Unies à la Porte.	30		
Corfes outragent l'Ambassadeur de France.	870		
Sont chassés.	872		
Corfi, Ambassadeur du Granduc de Toscane.			

D

Dame, Damoiselle.	572	Deputés Extraordinaires.	135 & suiv.
Damoiselle d'Enragues.	826	On le fait couvrir.	141
Danais, Pierre, Ambassadeur de France à Trente.	728	Deputés des Villes Anseatiques 45 &	786
Daniel Weiman, Ambassadeur de Brandebourg auprès du Roy de Suede.	320	Descordes, Marechal de France.	364
En Angleterre.	791	Desnaturalise.	249
Dataire du Legat reçoit un affront.	225	Desobeissance.	931
Dauffay, Ambassadeur de France en Danemarck, precede l'Electeur de Saxe.	588	Destrades, Ministre sans qualité.	13.
David Penshorn, Deputé des Villes Anseatiques en France.	46	117 & 598.	
Daulfin de France envoie des Ambassadeurs.	35 & 72	Ambassadeur & Colonel.	266 & 608
Daut Chiaux.	207	Démesslé avec l'Ambassadeur d'Espagne.	474. 608 & 721
Declaration des Estats de Hollande.	809	Fait belle dépense.	681
Deffiat, Ambassadeur de France en Angleterre.	634	Devotion fausse.	233
Delfin, Zacharie, Nonce en Allemagne.	329	Dideric Muller, Deputé des Villes Anseatiques en France.	46
Dembisky, pretendu Ministre,	376	Diego d'Alcala canonilé.	639
Démesslé entre les Ministres de Suede & de Mayence.	620	Diego d'Avalos.	420
Entre l'Ambassadeur de France & le Prince d'Orange.	267	Diego Hurtado de Mendosse, Prieur de St. Jean.	420
Entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne.	474	Ambassadeur de Charles V à Rome.	487
Demetrius, pretendu Czaar de Moscovie.	740	De Philippe IV en Angleterre.	782
Depense de l'Ambassadeur.	662	Diego d'Ibarra, Ambassadeur d'Espagne en France.	151
Prostitue souvent la reputation du Prince.	675	Diego de Mendosse, Ambassadeur d'Espagne à Venise.	605
Deputarés des Estats des Pais-bas.	38.	Diego Mexia, Ambassadeur de l'Infante à Londres.	782
39 & 160		Diego de Saavedra, Plenipotentiaire d'Espagne à Munster.	73. 721 & 747
Traittés comme Ministres Publics.	39	Passport pour luy.	73
Deputé est une qualité fort generale.	135	Son démesslé avec l'Evesque de Boissleduc.	799
Deputés qui composent l'assemblée des Estats Generaux.	52	Diego Sermiento d'Acugna. Voyez Comte de Gondomar.	
Deputés des Princes d'Allemagne arrestés.	92 & 853	Diego de Vadillo, Ministre d'Espagne à Rome.	859
Deputés, que les Estats envoient à l'Evesque de Munster.	469	Different entre Paul V. & la Republique de Venise.	8 & 200
		Entre le Cardinal d'Este & l'Ambassadeur d'Espagne.	543
		Entre les Ambassadeurs d'Espagne & de Venise.	562
		Entre Urbain VIII & le Duc de Parme.	454
		Difficulté sur la qualité d'Ambassadeur dans les pouvoirs.	19
			Sur

DE LA I PARTIE.

Sur les passeports.	405
Sur l'entrée des Plenipotentiaires de Baviere.	473
Dilection, tiltre en Allemagne.	733
Divan.	525
Van Dyck, <i>Jacob</i> , Ministre de Suede.	54 & 261
Docteurs d'Allemagne ont des maximes fausses.	90
Docteur impertinent.	518
Docteur Man.	
Docteur Medina, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	685
Le Doge fait honneur à l'Ambassadeur Cardinal.	455
Dombes Souveraineté.	35
Domestiques de l'Ambassadeur sont inviolables.	873 & 887
L'Ambassadeur doit estre difficile au choix qu'il en fait.	891
Dominico Alamanni, Ambassadeur de Transilvanie.	144
Dominique Loredan, Ambassadeur de Venise auprès de Charles VIII.	941
Dominique Trevisan, Ambassadeur de Venise auprès de Charles VIII.	941
Doreslas, <i>Isaac</i> , Ministre du Parlement d'Angleterre, assassiné.	23
Dorioie Chancelier de France, Ambassadeur auprès du Duc de Bourgogne.	157 & 295
Dossat, <i>Arnauld</i> , Ministre sans qualité.	13
Secrétaire de l'Ambassadeur de France.	144
Sa naissance obscure.	162
Sçavant.	165 & 193
Evesque de Rennes.	204 & 254
Ministre à Venise.	459 & 665
à Florence.	461
<i>Voyez</i> Cardinal Dossat.	
Douning, <i>George</i> , Envoyé d'Angleterre à la Haye.	121
Dragomans.	529
Sont Domestiques des Ambassadeurs.	894
Drascouïtz, <i>George</i> , Ambassadeur de	

l'Empereur à Trente 702.705 & 734	
Droit Canon.	169
Droit des Gens protege les Ambassadeurs.	4 & 21
S'estend aux Ministres du Second Ordre.	5 & 109
Est mal appliqué.	53
Ne protege point les Rebelles.	24
Est le privilege des privileges.	824
Droit de l'Ambassade est une marque de Souveraineté.	2
Pourquoy.	21
Droit de Bourgeoise. On y peut renoncer.	245
Droits de la guerre & de la paix.	247
Don Duarte, frere du Roy de Portugal.	643
Ducs & Pairs conduisent les Ambassadeurs.	427
Duc d'Albe, Viceroy de Naples, envoie un Ambassadeur à Rome.	68
Fait pendre le Gouverneur de Castaïs.	78
Ministre à l'assemblée de Cerncamp.	785
Ambassadeur d'Espagne en France.	421 & 492
d'Albuquerque.	236 & 623
d'Alançon.	421. 765. 784 & 868
D. Amuille.	498
d'Anjou.	421 & 765
d'Arichot, Deputé à la Haye.	411
Ambassadeur d'Espagne en France.	422
Duc de Bar.	784
De Baviere, descend des Empe-reurs.	85
Ne veut point ceder à Venise.	99
& 737	
Ambassadeur de l'Empereur.	346
Punctuel pour les civilités.	467
De Biron, Ambassadeur de France à Bruxelles.	775
en Angleterre.	549
De Bouillon, <i>la Marc</i> , va audevant de l'Ambassadeur d'Espagne.	421
Ambassadeur en Angleterre.	442

T A B L E

De Bouillon, <i>Henry la Tour</i> , Ambassadeur en Angleterre.	781	Duc de Guise est obligé de céder à l'Ambassadeur de France.	581 & 765
Declaré Prince.	35	De Guyenne.	296
De Bourbon, Ministre de France.	364	Duc de Holstein-Gottorp.	921
Ambassadeur au Congrès d'Arras.	783	Duc de l'Infantado, Ambassadeur d'Espagne en France.	770
De Bretagne.	784	De Joyeuse, Ambassadeur à Rome.	768
De Brezé.	7	De Joyeuse, de Lorraine, conduit les Ambassadeurs de Pologne.	489
De Brunswic descend d'Empereurs.	85	Duc de Lenox.	354
La France demande passeport pour les Ducs de Brunswic.	402	Duc de Lerne.	491. 828 & 924
De Buckingham, <i>George de Villers</i> .	324, 341 & 533	De Longueville, prisonnier de guerre, negotie.	117 & 367
Duc de Camina executé.	198	Ambassadeur de France à Munster.	567. 720. 777 & 778
De Chaune, Ambassadeur de France à Rome.	723	Rend ses visites.	668
De Cheureuse, Ambassadeur de France en Angleterre.	156	De Lorraine, va audevant des Ambassadeurs de France.	464
Son train & sa livrée.	665	Quoy que dépossédé, envoie ses Ministres aux Congrès.	64
Va audevant de l'Ambassadeur d'Angleterre.	428	Son Ministre reconnu pour Ambassadeur.	107
De Cleves.	346	De Luines, Connestable de France.	448
Conti.	450	De Luxembourg n'est pas Ambassadeur.	24
De Crequy, Ambassadeur de France à Rome, refuse la premiere visite aux parents du Pape.	611	Duc de Mantouë, envoie des Ambassadeurs.	33
Sa rencontre avec les Ghigy.	870	Sa contestation avec le Duc de Savoye.	758
Ambassadeur auprès de Cromwel.	56	Cede à Savoye.	762
Duc d'Elbeuf va audevant des Ambassadeurs de Pologne.	436 & 493	Est ingrat envers la France.	88
D'Engouleme.	826	Visite l'Ambassadeur de France à Venise.	628
Ambassadeur de France en Allemagne.	147. 448 & 627	<i>Ferdinand</i> , Duc de Mantouë.	268
D'Elpernon, <i>Jean Louis de Nogaret</i> , se couvre comme Prince.	517	De Maqueda.	492
Son credit auprès de Henry III.	768	De Mayenne, Lieutenant de la Ligue.	384
Duc de Feria, Ambassadeur d'Espagne en France.	151	Ambassadeur de France en Espagne.	156. 422. 423 & 491
Gouverneur de Milan.	20 & 758	De Medina Meli, <i>Jean de la Cerda</i> .	784
De Ferrare.	763	De Medina de las Torres, destiné à l'Ambassadeur de Munster.	129
Duc de Grammont, Ambassadeur de France en Allemagne.	147	De Modene envoie des Ambassadeurs.	33
Duc de Guise va audevant des Ambassadeurs de l'Empereur.	422	Se raccommode avec l'Espagne.	88
Duc de Guise tué à Blois.	190	De Montalte.	492
Duc de Guise va audevant de l'Ambassadeur d'Espagne.	493	De Montmorancy, Connestable de France.	ec.

DE LA I PARTIE.

ce.	345 & 784	l'Empereur à Rome.	261. 623
De Montpensier.	156	& 724	
Va audevant du Legat.	239 & 422	De Savoye. Où il a ses Ambassa-	
Duc de Nemours, va audevant de l'Ambassadeur d'Espagne.	421	deurs.	33
De Neubourg prend la main sur les Ambassadeurs.	587	Demande à estre Ambassadeur.	8
Punctuel sur les civilités.	467	Se fait nommer à l'Ambassade de Venise.	8 & 456
Se couvre en la presence de l'Empereur.	765	Pretend la Salle Royale.	485
De Nevers, <i>Loüis de Gonzague</i> , le premier Ambassadeur, a qui on ait donné le tiltre d'Excellence.	556	Prend la qualité de Roy de Chypre.	557
Le Pape refuse de l'admettre.	308 & 450	Fait sortir l'Ambassadeur de Venise de sa Cour.	ibid.
Va audevant de l'Ambassadeur d'Espagne.	423	Se veut faire distinguer.	496
De Nortfolc.	818	Ne veut pas ceder au Cardinal Mazzarin en lieu tiers.	769
Duc d'Orleans va audevant du Legat.	240	De Sesse, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	236. 420. 452. 492 & 605
Assiégué dans Novarre.	371	Del Sesto, Ambassadeur d'Espagne à Vienne.	488
Lieutenant General du Roiaume.	75	De Sully, Ambassadeur de France en Angleterre.	540
d'Ormont, Ministre d'Angleterre.	56	Refuse d'y aller avec le Duc de Bouillon.	78r
d'Ossune, <i>Pierre Giron</i> , Viceroy de Naples.	828	De la Trimouille.	36 & 509
Duc de Palliano, néveu du Pape Paul IV.	848	Duc de Vendôme.	457
De Parme envoie des Ambassadeurs.	33	De Veraguas.	492
Comme Gouverneur des Paisbas.	69	De Vernüeil, Ambassadeur de France en Angleterre.	447
Comment il est reccu en France.	508	De Villhermosa.	913
Il se couvre.	517	d'Uffede.	491
Son démeslé avec les Barberins.	642	Duc de Weimar.	101. 400. 402 & 508
Cede au Granduc.	762	De Wirtemberg.	92 & 627
La Republique de Venise luy donne le tiltre d'Excellence.	763	Duché de Castro.	642
Va à Rome.	642	Duché de Ferrare reuny au Siege de Rome.	763
De Pastrana, Ambassadeur d'Espagne en France.	422	Duchesse de Bar.	670
Traitté par presents.	551	Duchesse de Beaufort.	826
Les Civilités qu'on luy fait.	422	Duchesse de Savoye, Regente & Tutrice.	95 & 402
De Piney.	423	cc.	669 & 670
De Santo Gemini.	450	Dueil.	924
Duc Savelli- <i>Frederic</i> , Ambassadeur de		Duel défendu aux Ministres.	

E.

Ebrahim Bey, ou Abraham Strotzen, Premier truchement de la Porte.

T A B L E

Ambassadeur en Pologne. 244 & 263	l'Empereur. 616
Ebrahim Sultan. 552	Ses Ministres refusent le tiltre d'Excellence. 104
Ecclesiastiques exemts de la Jurisdiction seculiere. 200	Et les autres civilités. 474
Leur orgueil. 768	<i>Jean Frederic</i> , son Manifeste con- tre Charles V Empereur. 96
Edmond, <i>Thomas</i> , Ambassadeur d'An- gleterre en France. 635 & 744	L'Electeur de Saxe offre de garantir le pouvoir du Roy d'Angleterre. 388
Edüard IV, Usurpateur de la Couronne d'Angleterre. 54	L'Electeur de Treves Ambassadeur de l'Empereur. 103. 421 & 591
Edüard VIII, Roy d'Angleterre. 373	Eleonor d'Autriche Reine de France. 15
Edüard Herbert, Ambassadeur d'Angle- terre en France. 577	<i>Elchi</i> . 477
Electeurs ont des Droits fort emi- nents. 105	Elevation d'ame est necessaire à l'Ambas- sadeur. 212
Font le premier Ordre des Estats de l'Empire. 105	Elisabeth d'Autriche. 421
Ils n'envoyent des Ambassadeurs qu'aux congrés. 466. 791 & suiv.	Elisabeth de France. 421
Le Roy de France les traite de Fre- res. 751	Elisabeth Reine d'Angleterre. 245. 351. 410. 443. 446. 494. 549. 744. 824 & 910
Leurs Plenipotentiaires estoient traités également à Munster. 573	Emanüel, Empereur de Constantinople. 817
L'Electeur de Baviere escrit aux Ambas- sadeurs de France à Munster. 574	Emanüel de Melo, Ambassadeur des Regents de Portugal. 72
Negotie avec le Marechal de Grammont. 366	Emanüel Philibert, Duc de Savoye, ce- de à la Republique de Venise. 557 & 790
L'Electeur de Brandebourg envoie ses Plenipotentiaires à Munster 320	Eminence. 573
Pretend le tiltre de serenité. 566	L'Empereur traite les Princes d'Alle- magne de sujets. 92
Change de party. 320	Comme aussy les Estats des Provin- ces Unies. 538
Envoie ses Ambassadeurs à la Haye. 360	Où il a ses Ministres. 25
L'Electeur de Cologne ne fait pas cou- vrir les Ministres. 104	Il est Protecteur du Concile. 730
L'Electeur de Mayence, Doyen du Col- lege. 473 & 620	L'Empereur Turc n'envoye point d'Ambas- sadeurs ordinaires. 33
L'Electeur Palatin refuse d'oüir l'Ambas- sadeur de l'Archiduc. 316	L'Empire estoit autrefois hereditaire. 92
Exclus du passeport general. 401	Ennemis s'envoyent des Ambassadeurs. 57
Refuse de faire civilité aux Ambas- sadeurs des Provinces Unies. 630	Enterrements. 632 & 656
L'Electeur de Saxe, <i>Auguste</i> , cede à l'Ambassadeur de France. 588	Entrée qui se fait à l'Ambassadeur. 416
Ne veut pas donner audience au Nonce. 333	Aux Ambassadeurs du Roy d'Hon- grie. 435
Les Plenipotentiaires de Saxe rend- ent la premiere visite à ceux de	Aux Ambassadeurs de Pologne. 436
	D'un Ambassadeur Indien. 480
	Entrée remarquable. 454
	Entrée de l'Ambassadeur de Venise. 477
	Entrée qu'on fait aux Ambassadeurs à Venise. 453
	En-

DE LA I PARTIE.

Entrée du Cardinal Bichi.	434
On n'en fait à Rome qu'aux Ambassadeurs d'obedience.	448
Entreveüe du Pape & du Roy de France.	457
Envoyé Extraordinaire.	5 & 109
Est une qualité Nouvelle.	119
N'est qu'un Resident Extraordinaire.	119
Quelles civilités on luy fait.	522
Envoyés de Courlande receus avec ceremonies en Pologne.	417
Epo Ailüa . Ambassadeur des Provinces Unies en Suede.	503
Epo Bootsma , Deputé Extraordinaire.	136
Eric Roy de Suede.	331
L'Espagne : où elle a ses Ambassadeurs	26
Espagnols font profession de sincerité.	62
Espesies , Ambassadeur de France à la Haye.	888
Espion.	282
Estampes , Ambassadeur de France à la Haye.	934
Estats de l'Empire sont Souverains.	97
Estats d'Aragon.	42
Estats Generaux des Provinces Unies , où ils ont leurs Ambassadeurs.	30
Ont un Commissaire à Dantzig.	149
Refusent d'admettre l'Ambassadeur de l'Empereur.	334
Refusent les passeports d'Espagne.	401
Estats de Hollande nomment à l'Ambassade de France.	30
Aux Ambassades Extraordinaires.	31
Leur resolution contraire au Droit des Gens.	249
Estats de Zeelande nomment à l'Ambassade de Zeelande.	30
Estevan de Gamarra , Ambassadeur d'Espagne à la Haye.	280 & 608
Estienne Battory , Prince de Transilvanie.	244
Estienne de Nueilly.	854
Estienne Poncher , Evesque de Paris ,	

Ambassadeur de France en Italie.	449
Estienne Prince de Moldavie.	14
Estienne de Vers , Ministre de Charles VIII.	
Estrangers employés à des Ambassades.	242
Estrée , Voyez , Marechal d'Estrée.	
Estude de l'Ambassadeur.	154
Everard de Reyd escrit l'histoire des Paisbas.	171
Evesques sont sujets du Pape.	61
Evesques <i>in partibus</i> .	25
Evesques de France mettent le camail au lieu du Mantelet.	668
Evesque d'Acs , Ambassadeur de France à la Porte.	114 & 206
à Venise.	686
à Arras de la part du Pape.	783
d'Agria , Ambassadeur à la Porte.	206
d'Arezzo Nonce en Espagne , point admis.	326
d'Arras , François Perenot de Granvelle.	226 & 784
d'Auxerre.	241 & 783
De Bayonne.	240
De Beauvais.	191
De Dreux.	672
De Belley.	209
De Beziers , Bonzy , Ambassadeur.	206
De Bitonte.	728
De Cambray.	783
De Camerin Nonce en France.	327
De Casal , Ambassadeur de Mantouie en France.	429
De Coïmbre , Ambassadeur des Regents de Portugal.	72
De Coire.	197
Evesque de Durham.	231
Evesque d'Ely.	231
Evesque Eiscois impertinent.	354
Evesque de Eureux.	240
De Fano , Nonce auprès de l'Empereur.	219
De Feltro.	728
De Gurc , Ministre de Maximilian	an

T A B L E

an I. en Italie. 392
Ambassadeur de l'Empereur à Ni-
megue. 618
De Harneftadt , Ambassadeur de
l'Empereur Turc. 206
De Lamego , Ambassadeur de Por-
tugal à Rome. 58 & 191
De Liege. 783
De Limoges , *Sebastien de l'Aubé-
pine* , Ambassadeur de France en
Espagne. 65
De Lisieux. 197
De Lodeve , Ambassadeur de Fran-
ce à Venise. 685
De Lombez , Ambassadeur de Fran-
ce auprès de Maximilian. 364
De Lucera. 729
De Malesais. 241
De Malfette Nonce à Venise. 605
Du Mans , *Claude d'Angennes* , Am-
bassadeur de France à Rome. 191
& 823
De Mantoüe , Nonce en Fran-
ce. 243 & 719
De Metz , Ambassadeur de l'Em-
pereur. 346
De Modéne , Nonce en France. 327
De Munster : comment il reçoit les
Deputés des Prov. Unies. 469
De Nismes. 241
De Norüitz 783
D'Orange. 490
De Orcnay. 67
Evesque d'Osma , Ambassadeur de Fer-
dinand le Catholique. 859
D'Ofnabrug , Ambassadeur du Col-
lege Electoral. 8. 567 & 746
De Rosse , *Jean Lesle* , Ambassadeur
de la Reine d'Ecosse. 67. 818 & 936
De St. David. 783
De Strasbourg , Ambassadeur de
l'Empereur. 103. 421 & 591
De Tarascon. 260
De Tournay. 50
De Trente. 785
Evesque d'Urgel , Ministre d'Inno-
cent VIII. 319

d'Ulez. 783
De Warmie, Ambassadeur de Po-
logne en France. 302 & 489
De Winchestre, *Estienne Gardi-*
net. 785
De Wirtzburg, se couvre. 509
Excellence, est une qualité nouvelle. 556
L'Ambassadeur de Venise se la fait
donner. *ibid.*
On la donne au Duc de Man-
toüe. 760
La Republique de Venise la donne
au Duc de Parme. 763
Innocent X la fait donner aux Am-
bassadeurs de Savoye & de Tosca-
ne. 558
L'Empereur ne veut pas qu'on la
donne aux Ministres des Elec-
teurs. 559
Les Ambassadeurs de France la re-
fusent à ceux des Prov. Unies. *ibid.*
Le Nonce la refuse à l'Ambassadeur
de Savoye. 558
Experience acheve l'Ambassadeur. 175
183. 185. & 279

F.

Fabian de Dona , Ministre de Brandebourg.	751
Fabio Ghigy, Nonce à Munster.	647
Comment il reçoit les Ambassadeurs.	667
Fabritio Maramaldo tue Ferraccio , Commissaire de Florence.	78
Factions.	22
Facultés du Legat.	378
Falcombridge, Ambassadeur de Cromwel en France.	56
Du Roy d'Angleterre à Venise.	460
à Florence.	462
à Gennes.	463
Falconieri, Nonce a Bruxelles.	498
& 927	-
Du Fargis, Ambassadeur de France en Espagne	253. 425. 564. 599 & 802
Farnese, Maison Moderne.	85
Faus	

Fausse Politique.		pe.	162.
Feciales	77	Font alliance avec le Roy de Na-	
Felix de Urins, Prince de Salerne.	420	ples.	285
Ferdinand de Castille, Moine negotia-		Fontenay Marüeil, Ambassadeur de	
teur.	215	France à Rome.	60
Ferdinand le Catholique ne veut pas per-		Se fait ceder la main chez luy par le	
mettre que ses sujets soyent faits		Duc de Guise.	581 & 765
Cardinaux.	196	Son instruction.	350
Hypocrite.	233	Fait affront au Cardinal Savelli.	622
Grand trompeur.	209 & 801	Sort de Rome.	932
Trompé.	286	Forbus, Ministre de Pologne en France	378
Ferdinand I Empereur.	314 & 543	Fort de Fuentes.	369 & 370
Ferdinand II Empereur.	447	Foscarini, Antoine, Ambassadeur de Ve-	
Ferdinand III Empereur.	262	nise	951
Ferdinand Diaz de Toledo.	602	En France.	556
Ferdinand Duc de Calabre.	294	En Angleterre.	957
Ferdinand Scotti, Plenipotentiaire de Par-		La France à ses Ministres par tout.	25
me à Venise.	763	Dans l'armée de Suede.	146
Ferdinand de Silva, Ambassadeur de Por-		Envoye des Ambassadeurs aux Dié-	
tugal en Castille.	72	tes.	147
Ferdinand Telles de Faro, Ambassadeur		A son Resident à Hambourg.	149
de Portugal, deserteur.	280	Ne souffre point d'esclaves.	247
Ferdinand de Velasque, Conneftable de		François I. 275. 387. 390. 392. 457 & 776	
Castille, Ambassadeur d'Espagne en		Fait sortir le Legat du Roiau-	
Angleterre.	388 & 655	me.	231
Ferrand Gonzague, Ministre de Char-		Se rend maistre de la Savoye.	393
les V.	217	Refuse un passeport aux Princes	
Ferrier de la Nuça, Ambassadeur d'Ara-		d'Allemagne.	412
gon en Castille.	420	Se sert d'etrangers.	256
Ferrier, Regnaud, Ambassadeur de Fran-		François, dernier Duc de Bretagne.	905
ce à Venise.	373	François Aarssens, Premier Ambassadeur	
à Trente.	706	des Provinces Unies en France.	181
La Ferté Imbault, Ambassadeur de Fran-		Ambassadeur en Angleterre.	650
ce en Angleterre.	152	& 750	
Feuquieres, Ambassadeur de France en		Est mal avec la Cour de France.	658
Allemagne.	147	François Andrada Leitao, Ambassadeur	
Destiné à l'Ambassade de Mun-		de Portugal a la Haye.	406 & 882
ster.	158	François Bernardo, Ministre sans carac-	
Fidelité	12 & 279	tere.	115 & 244
Le caractère de la fidelité.	293	François de Carmagnole.	181
Filding, Ambassadeur d'Angleterre en		François de Castro, Ambassadeur d'Es-	
France.	489	pagne à Venise.	551 & 558
Fleming, George, Ambassadeur de Sue-		François, Duc de Florence.	461
de.	512	François de Gama, Viceroy des In-	
Florence cede à Parme.	762	des.	511
Florentins sont subtils.	762	François Justiniani, Ministre de Venise en	
Envoyent des Ambassadeurs au Pa-		France.	112
is. Part.			Qq q Fran-

T A B L E

François de Lifola, Ambassadeur de l'Empereur en Pologne.	301
François Marie de la Rovere, Duc d'Urbain.	293
D. Francisco de Melo, nommé à l'Ambassade de Munster.	129
François de Melo, Ambassadeur de Portugal à la Haye.	839
François Miqueli, Ambassadeur de Venise à Turin.	888
François Morosini, Ambassadeur de Venise en Espagne.	802
François de la Noüe	296
François de Quignones, General des Cordeliers. Negociateur.	217
François Sarcüela, Ministre d'Arragon.	323 & 324
François Sforze, General de l'armée des Milanois.	861
Duc de Milan.	117 & 275
François de Somale, Ministre de Charles V.	365
François de Toledé.	671
François de la Tour, Ambassadeur de l'Empereur à Rome.	315
François Trogmorton, traître.	824
& 904	
François de Vargas, Ambassadeur de Charles V. à Venise.	685. 690
& 700	
à Boulogne.	488
François de Vera, Ambassadeur d'Espagne à Venise.	656
François Walsingham sçavant.	165
Ambassadeur d'Angleterre en France.	352
Son instruction.	351
Sa premiere audience.	498
<i>Frau. Fräulein.</i>	572
Frederic II. Roy de Dannemarc.	588
Frederic III. Empereur.	346 & 728
Frederic, Comte de Dona, Gouverneur d'Orange.	653
Frederic, Prince Palatin, Ambassadeur de Charles Roy d'Espagne.	785
Frere du Pape va audevant de l'Ambassadeur.	451

De Fresne Canaye, <i>Philippe</i> , Ambassadeur de France à Venise.	165
En Allemagne & en Angleterre.	604
Fait une grande faute.	606
Rend la premiere visite à l'Ambassadeur de Toiscane.	616
Fripponerie.	958
Friquet, <i>Jean</i> , Ministre sans caractère.	116
Ministre de l'Empereur à la Haye.	539
Fromhold, Ministre de Brandebourg à Osnabrug.	790

G.

G abriel de Guzman, Cordelier, Negociateur.	217 & 365
Gabriel Palotta, Auditeur de Roie	708
Gajetan, Nonce en Espagne.	492
Galeas de St. Severin, Ambassadeur du Duc de Milan.	664
Galeas Sforze, Duc de Milan.	160
Galas, <i>Matthias</i> , Commissaire de l'Empereur à Querasque.	130
Garantie du pouvoir du Roy d'Angleterre.	388
Garbier.	410
Garcia Aznar d'Anon, Ministre d'Arragon.	324
Garcia Alvarez.	420
Garcia de Silva Figueroa, Ambassadeur d'Espagne en Perse.	179. 217. 480.
511 & 535	
Garcilasso de la Vega, Ministre d'Espagne à Rome.	847
Les Gardes ne prennent point les armes pour les Ambassadeurs des Provinces Unies.	497
Ils les prennent depuis peu.	497
Gaspar de Bracamonte, <i>Voyez</i> Comte de Pegnaranda.	
Gaspar de Coligny, Colonel de l'Infanterie Françoisé.	115
Gaspar de Dönhof, Chambelan du Roy de Pologne.	501
Gaf.	

DE LA I PARTIE.

Gaspar de Geneve, Marquis de Lullins,
 Ambassadeur de Savoye à Ver-
 vins. 789
 Gaspar de Lupian, Ministre de l'Archi-
 duc Philippes. 261
 Gaspar Spinelli, Ambassadeur de Venise
 à Londres. 112
 Gaspar de Vosbergue, Ambassadeur des
 Provinces Unies auprès de l'Electeur
 de Cologne. 467
 Auprès du Duc de Neubourg. 468
 & 587
 Gaures, Perfans payens. 481
 Gemez, frere de Bajazeth. 207
 Gennaro Annesse, Chef des rebelles à
 Naples. 44 & 673
 Generaux d'armée employent des Minis-
 tres. 74
 Gennes envoie des Ambassadeurs. 32
 Au Duc de Milan. 782
 Ses Ministres sont traités avec quel-
 que difference. 495
 Gennes pretend la Salle Royale. 485
 On fait affront à son Ambassadeur. 495
 Envoie seize Ambassadeurs au Duc
 de Milan. 782
 Vingt quatre à Louis XII. 782
 Gens d'Eglise Ministres. 164
 S'ils y sont propres. 186
 Ils n'ont point de part aux affaires à
 Venise. 187
 Gens de lettres. 164
 Gentillot, Ministre de France en Angle-
 terre. 677
 Gentilshommes. 155 & 522
 George Duc de Lunebourg. 88
 George Bouchard, Ambassadeur du Pa-
 pe à la Porte. 207
 Germigny de Germales, Ambassadeur
 de France à la Porte. 680
 Les Ghigy font affront à l'Ambassadeur
 de France. 870
 Gilles de Noailles, Ministre de France en
 Pologne & à Constantinople. 800
 Gerard Evêque de St. Flour, Ambassa-
 deur de France en Aragon. 43
 Girault, Lieutenant Introduceur des

Ambassadeurs. 2. 436 & 579
 Girolamo Landy, Ambassadeur de Veni-
 se en Angleterre. 560
 Girolamo Martelloffo, Noble Veni-
 tien. 873
 Gnade tiltre d'Allemagne. 571
 Godard de Reede d'Amerongue, De-
 puté des Provinces Unies à l'Eves-
 que de Munster. 469
 Gonçalo de Betete, Ambassadeur de Fer-
 dinand le Catholique à Rome. 326
 Gonçalo Fernandez de Cordoue, Vice-
 roy de Naples. 294 & 928
 Gonçalo de Cordoue, Ambassadeur d'Es-
 pagne en France. 955
 Gonçalo de Monroy, Ministre d'Ara-
 gon. 260
 Gouverneurs en chef envoient des Am-
 bassadeurs. 67
 Gouverneur de Milan envoie & reçoit
 des Ambassadeurs. 69
 Grace, tiltre qu'on donne en Angleter-
 re. 571
 Grammont, Duc & Marechal, arrive
 à Francfort. 147 & 471
 Grand Chambelan d'Angleterre regle
 les civilités des Ambassadeurs. 445
 Le Grand Chambelan de l'Empereur les
 regle à Vienne. 488
 Granduc de Toscane. 430
 Granduc va audevant des Ambassa-
 deurs. 461
 Grands d'Espagne. 765
 Grand Maître des Ceremonies. 418
 Reçoit les Ambassadeurs de Polog-
 ne. 489
 Grand - Maître de Malthe est Souve-
 rain. 264 & 757
 Fait son entrée à Rome. 108 & 757
 Grands Seigneurs sont incommodes. 159
 La Grange aux Ormes. 123 & 590
 Gravel, Ministre de France en Allemag-
 ne. 106
 Greffier de Rome banny 909
 Gregoire XIII, admet l'Ambassadeur d'o-
 bedience de Navarre 64
 Ne veut pas que l'Ambassadeur d'Es-

pagne fasse entrée publique,	448	Guillaume Pelissier, Evesque de Mon-	
Gremonville, <i>President</i> , Ambassadeur		pellier, Ambassadeur de France à	
de France à Venise.	643	Venise.	873
Gremonville, <i>Commandeur</i> , Ministre de		Guillaume de Vic, Ambassadeur de Cal-	
France à Vienne.	109	tille au Concile de Lateran.	698
Grignan, Ambassadeur de France à Ro-		Guillaume Waad, Ambassadeur d'Angle-	
me.	609 & 640	terre en Espagne.	339 & 825
Grifons, l'Estat de leur Republique.	20	Guron, Introduceur des Ambassa-	
& 288		deurs.	342 & 955
Ils envoient des Ambassadeurs.	21	Gussoni, <i>Vincent</i> , Ministre de Venise.	763
& 458		Gustave Adolfe, Roy de Suede.	261
Font un Estat Souverain.	32	& 316	
Chassent les François.	371	Gutiere Gomez de Fuenfialida, Am-	
Groeniegue, Jurisconsulte.	247	bassadeur d'Espagne auprès de l'Ar-	
Groningue, la Ville ne viole point le		chiduc.	336 & 799
Droit des Gens, en faisant le proces		Guy Cavalcanti, Ministre sans caracte-	
au Sr. Renguers.	53	re.	115 & 245
Bien public.		Guy de Faur de Pibrac, Ambassadeur de	
Guerre des Barberins marque la foiblesse		France en Pologne.	380
des Princes d'Italie.	88	Guy de Rochefort, Chancelier de Fran-	
Guillaume, Archevesque de Rheims,		ce, Ambassadeur aupres de l'Ar-	
Regent & Legat.	259	chiduc Philippes.	51
Guillaume Boreel, Ambassadeur des Pro-			
vinces Unies en Angleterre.	358		
& 560			
Son démeslé avec le Comte de Har-			
court.	560		
Ambassadeur en France.	497 & 802		
En Suede.	503		
Guillaume Budé, sçavant, & habille Mi-			
nistre.	167		
Guillaume le Conquerant.	215		
Guillaume Dandin, Secretaire de			
Paul III.	914		
Guillaume de Furstemberg, s'il estoit			
Ministre.	278		
Son enlevement.	872		
Guillaume Lipomano, Ambassadeur de			
Venise en Espagne.	375		
Guillaume de Lire d'Osterüic, Ambassa-			
deur des Provinces Unies à Veni-			
se.	29		
En France.	419 & 495		
Guillaume de Nieuport, Ambassadeur			
des Provinces Unies en Angleter-			
re.			
Guillaume Paget.	231		

H.

Habits de l'Ambassadeur.	662
Habit decent en la premiere visi-	
te.	606
Hambourg n'est pas Ville Imperiale.	662
Des Hameaux, Ambassadeur de France	
à Venise.	454
Hanse Teutonique ne fait point d'E-	
tat.	47 & 149
Harald Appelboom, Ministre de Suede à	
la Haye.	300 & 803
Harald, Roy d'Angleterre.	215
Hartman Secretaire des Cantons Catho-	
liques.	517
Haslang, Plenipotentiaire de Baviere à	
Munster.	566
Hastings, Grand Chambelan d'Angle-	
terre.	231
La Haye Vantelay, Ambassadeur de Fran-	
ce à la Porte.	835
Haye Ambassadeur d'Angleterre en	
France.	552
Heemvliet, Ambassadeur des Provinces	
Unies	

DE LA I PARTIE.

Unies en Angleterre.	750	Histoire du Droit Romain.	169
Henry III, Roy d'Angleterre.	235	Histoire la principale estude de l'Ambas-	
Henry V, Roy d'Angleterre.	782	sadeur.	169
Henry VIII, Roy d'Angleterre.	390	Histoire de Henry IV.	172
& 862		Histoire d'Aitzema	172
Henry II, Roy de France.	156 & 373	Historiens, dont l'Ambassadeur doit fai-	
Henry III.	39. 298. 431. 457 & 776	re choix.	170
Sa prodigalité.	679	Holke oblige l'Ambassadeur d'Angle-	
Envoye le premier audevant des		terre à saluer Cronembourg.	541
Suisses.	431	Hollandois, qui negotie avec les Etats	
Henry Roy de Castille.	420	Generaux, n'est pas Ministre dans	
Henry Roy de Navarre.	156	sa patrie.	258
Henry IV.	597	Hollis, Ambassadeur d'Angleterre en	
Donne des privileges aux Villes An-		France, refuse le pretend du	
seatiques.	46	Roy.	952
Envoye le Duc de Nevers à Ro-		Refuse de ceder au Prince de Con-	
me.	308	dé.	582
Couronné à Chartres.	592	Honiwood, Ambassadeur d'Angleterre	
Sa bonté.	656 & 775	auprès du Roy de Suede.	858
Henry VII Roy d'Angleterre.	744	Honneurs extraordinaires ne font point	
Henry, Roy de Castille.	420	de consequence.	549
Henry Roy de Portugal.	72 & 215	Faits au Ministre du Second Or-	
Henry Dandalo.	817	dre.	459
Henry de Pigueredo, Ambassadeur de		Qui ne font point deus.	653
Castille en Aragon.	420	Horace, Grand Philosophe.	168
Henry de Neufuille, Ambassadeur		Horatio Farnese, Duc de Castro.	584
d'Angleterre en France.	744	Hostilités font cesser les fonctions de	
Henry de Marle. Premier President &		l'Ambassadeur.	939
Ambassadeur.	43	Hubert Foglietta escrit l'histoire de Gen-	
Herauts jouissent de la protection du		nes.	171
Droit des Gens.	76	Hudson, Ambassadeur d'Angleterre en	
Heraut de Louis XI.	ibid.	France.	421
Herbaut, Secretaire d'Etat de Fran-		Va audevant de l'Ambassadeur de	
ce.	242	France.	576
Hierôme Gondy, fait la charge de Mai-		Hugo del Burgo, Deputé des Catholi-	
stre des Ceremonies.	418	ques Irlandois.	24
Hierôme Lipomano, Ambassadeur de		Hugo de Groot.	22
Venise à la Porte.	284 & 302	Un des grands hommes du Sie-	
Hierôme Lasky, Ambassadeur à Con-		cle.	167
stantinople.	64 & 389	Escrit l'histoire.	171. 247 & 261
Hierôme Leone, Ambassadeur de Veni-		Escrit un traité des Droits de la	
se à Milan.	549	guerre.	809 & 821
Hierôme de Riario, Nèveu de Six-		Ambassadeur de Suede en Fran-	
te IV.	846	ce.	74 & 428
Hilaire Capucin.	202 & 214	Hugues de Lionne, Ministre sans carac-	
Hippolito Pastena, Chef des rebelles de		tere.	116
Naples.	896	Ministre de France.	434

Prend le pas sur les Ambassadeurs Suisses.	576	Iaques Cocur, Ministre de Charles VII	163
Ambassadeur de France en Allemagne.	147	Iaques Foscarini va audevant de Henry III.	776
Arrive à Francfort.	471	Iaques de Govea, Ambassadeur de Portugal à Trente.	731
Donne audience à Mustaf Ferağa.	533	Iaques Löffler, Ambassadeur des quatre Cercles en France.	483
Ministre du Card. Mazzarin.	652	Iaques de Selva, Ambassadeur de Portugal à Trente.	731
Hugonet, Chancelier de Bourgogne, Ambassadeur auprès de Louis XI.	157	Iaques Trivulce, Ambassadeur de Milan, tué à Naples.	816
I.		Iean I. Roy d'Aragon.	41
Jacob, Ambassadeur de Savoye.	556	Iean II. Roy d'Aragon.	367
Jacob de Grise, Bailly de Bruges.	385	Iean IV. Roy de Portugal.	57
Jacob de Wassenar, Deputé des Provinces Unies auprès de l'Electeur de Brandebourg	468	Iean Roy de Navarre.	323
Iacomo Buoncompagno, fils naturel de Gregoire XIII.	611	Iean Roy de Suede.	244 & 298
Iacomo Negrone, Ministre de Genes à la Haye.	963	Iean d'Austrie, fils de Charles V, envoye des Ambassadeurs.	68
Iacomo Ragazzoni, Ministre de Venise à la Porte.	112, 114 & 162	Ne cede point aux Cardinaux.	770
Iacomo Soranzo, Ambassadeur de Venise en France.	686	Iean d'Austrie, fils de Philippe IV.	770
Ialousie entre la Republique de Venise & le Duc de Savoye.	557	Iean Battiste Borghese, frere de Paul V.	451
Iames Croff, Ministre d'Angleterre aux Pais-bas.	410	Iean Battiste Gattinara, Ambassadeur du Viceroy de Naples.	68
Ianiffaires.	478	Iean Battiste Padavin, Ministre de Venise.	863
Ianos Maneti, Ambassadeur de Florence.	518	Iean Battiste Taxis, Ambassadeur d'Espagne en France.	151
Ianus Radzivil, Ambassadeur de Pologne à la Haye.	540	En Angleterre.	489
Iaques, Roy d'Angleterre, fait couvrir Sherley.	271	Iean Boreel, Ambassadeur des Provinces Unies en Angleterre.	623
Refusé d'estre parain des enfants de France.	631	Iean Canobio, Nonce.	412
Traite mal les Ambassadeurs de Hollande.	650	Iean de Chiumazzero, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	51
Vit familièrement avec l'Ambassadeur d'Espagne.	549	Iean d'Enguera, Moine Negotiateur.	209
A les inclinations Espagnoles.	720	Iean l'Evesque, Grand Maistre de Malthe.	757
Iaques II, Roy d'Aragon.	216	Iean Fernandez Leitao, Ambassadeur ridicule.	511
Iaques Auguste de Thou, Ambassadeur de France à la Haye.	885	Iean de Figueroa, Gouverneur de Milan.	315
		Iean Finet, Maistre des Ceremonies d'Angleterre, escrit des Memoires.	2
		Iean François Aldobrandin, neveu de Clement VIII, Ministre en Espagne.	953
		Iean François Belletia, Ministre de Savoye	

DE LA I PARTIE.

voye à Munster.	943	Jean de Paez, Ambassadeur de Portugal à Trente.	731
Jean François Valerio, Ministre sans caractère.	117	Jean Perez de Navales, Ambassadeur d'Aragon en Sicile.	319
Jean François Valerio, traistre.	873	Jean Pefaro, Ambassadeur de Venise à Vienne.	562
Jean Frederic, Electeur de Saxe.	96	Jean Portman, Ministre de Brandebourg à la Haye.	360
Jean Gandolfe, Moine, executé.	201	Jean de Reede de Renswoude, Ambassadeur des Provinces Unies en Angleterre.	358 & 560
Jean Gerson, Ambassadeur de France au Concile de Constance.	698	Jean de Ribera, Ambassadeur d'Espagne en France.	953
Jean Grimani Patriarche d'Aquilée.	189	Jean de la Rovere.	207
Jean de Guent, Ambassadeur des Provinces Unies en France.	339 & 802	Jean de Selve, Premier President & Ambassadeur.	72
Deputé à l'Electeur de Brandebourg.	468	Jean Soler, Ambassadeur de France au Concile de Lateran.	698
Jean Herbert, Ambassadeur d'Angleterre en France.	744	Jean Strozzi, Ambassadeur de Florence à Trente.	736
Jean Jovian Pontan, Ambassadeur du Roy de Naples à Rome.	167	Jean Tripoli, Ambassadeur de Venise en Pologne.	950
Jean Knuit, Ambassadeur des Provinces Unies à Munster.	288	Jean vanden Honart, Deputé Extraordinaire en Pologne.	139
En France.	429 & 495	Jean de Velasque, Gouverneur de Milan.	369
Jean Lascaris, Ambassadeur de France à Venise.	166	Jean Webster, Anglois estably en Hollande.	251
Jean Lesley, Voyez, Evesque de Rossé.		Jean de Wit, Ambassadeur des Provinces Unies en Pologne.	417
Jean de Lune, Ministre d'Aragon.	324	Jean Zapoli, Roy d'Hongrie.	13.63.
Jean Manriquez.	671		389 & 413
Jean Manüel, Ambassadeur de Ferdinand auprès de Philippe d'Autriche.	291	Jeannin, Voyez, Pierre Jeannin.	
Jean Martinez de Burgos, Ministre d'Aragon.	323	Jeannetin Justiniani, Ministre de France à Genes.	262
Jean de Mauleon, Moine Negotiateur.	209 801 & 806	Jeanne de Castille, femme de l'Archiduc Philippe.	292
Jean de Mendosse.	227	Jeanne Reine de Navarre.	546
Jean de Mendosse, Marquis d'Inoyosa, Ambassadeur d'Espagne en Angleterre.	340. 798. 830 & 963	Jermin, Envoyé d'Angleterre en France.	120
Jean Miqueli, envoyé audevant de Henry III.	776	Jeunesse peu propre pour l'Ambassade.	177 & 179
Jean Mocenigo, Ambassadeur de Venise en France.	929	Jmbercourt, Ambassadeur du Duc de Bourgogne.	157. 841 & 845
A Rome.	949	Deputé de la Duchesse de Bourgogne.	161
Jean de Monluc, Protonotaire, Ministre à la Porte.	206	Jmbert de Bertenay, Sr. du Boccage, Ambassa-	
Evesque de Valence.	397		
Jean Neyen, Cordelier Negotiateur.	853		
Jean Oberdansky, Ambassadeur de Ferdinand à la Porte.	390		
Jean d'Olzina, Ministre d'Aragon.	323		

T A B L E

<p> Impudence de l'Ambassadeur de France en Espagne. 801 Impudence de l'Ambassadeur de France. 153 Du Resident de Portugal. 291 Impudence des Moines. 215 Impudence d'un Ministre Turc. 552 Incivilité des Moscovites. 475 Des Espagnols. 545 Des Ambassadeurs de Hollande. 617 De l'Ambassadeur d'Espagne. 637 D'un Prince d'Allemagne. 546 Du Roy de Pologne. 500 Infidélité. 287. 289 & 291 Innocent X Pape. 260. 350. 645 & 724 Inquisiteur General arresté. 198 Inquisition de Rome. 311 Instruction 348 & suiv. Intercepter des lettres. 864 L'intérêt du Moscovite. 34 L'intérêt fait reconnoître l'Usurpateur. 57 Internonce. 5. 25. 109 & 243 Interregne : il n'y en a point dans les Roiaumes Hereditaires. 71 Introducteur des Ambassadeurs, charge Nouvelle. 418 S'il peut prendre la place d'honneur chez l'Ambassadeur. 578 Il n'y en a point à Vienne. 488 Le Pere Joseph Capucin & Ministre. 212 N'estoit pas Ambassadeur à Ratisbonne. 219 & 853 Joueur de Luth Ministre. 269 Journée des Dupés. 342 Isaac Dorellas, Ministre du Parlement. 23 Isaac Volmar, Plenipotentiaire de l'Empereur à Munster. 790 Isabelle, Reine de Castille. 209 Juan Vorofinsky, Ambassadeur Moscovite en Perie. 480 Juan Juanovitz, Ambassadeur Moscovite en Perie. 480 Juges Pairs. Jules II. Pape. 233. 744. 776 & 846 Jules III. Pape. 235. 260 & 487 Jules Cesar. 190 Jules Mazzarin, jeune Negotiateur. 185 </p>	<p> Nonce Extraordinaire en France. 427 A toutes sortes d'habits. 664 Jurisconsultes avisent sur le Droit des Ambassadeurs. 819 Juste de Hubert, Ambassadeur des Provinces Unies en France. 339 & 802 Justiniani, Ambassadeur de Venise en France. 393 & 933 K. Kensington, Lord Riche, Ambassadeur d'Angleterre en France. 324. 553. 669 & 925 Kilgrey, Ambassadeur d'Angleterre à la Haye. 27 Krebs, Ambassadeur du Marquis de Bade en France. 85 L. Ladislas Roy d'Hongrie. 435 Ladron de Guevara, Ministre de l'Archiduc Philippe. 260 Lambert d'Aschaffembourg. 170 Lancelot, Advocat du Concile de Trente. 694 Langey, Gouverneur de Piedmont. 184 Languerac, Ambassadeur des Provinces Unies en France. 669 Lanier, Ambassadeur de France en Portugal. 306 Lansac, Louis de St. Gelais. 419 Ambassadeur de France en Angleterre. 443 à Rome. 671 à Trente. 688 & 693 Se travestit, & est fait prisonnier. 671 Lantgrave de Hesse fait des soumissions à l'Empereur. 92 Laurens Bernardi, Ambassadeur de Venise à la Porte. 284 Laurens Bragadin, Ambassadeur de Venise auprès de l'Empereur. 776 Laurens Gritti, Ministre de Venise à la Porte </p>
--	---

DE LA I PARTIE.

Porte.	112	Lothaire II Empereur.	766
Laurens de Medicis.	269	Loüis XI Roy de France, ne veut pas ad-	
Laurens Orio, Ambassadeur de Venise à		mettre les Ambassadeurs de l'Usur-	
Londres.	112	pateur.	54
Laurens Suarez de Figueroa, Ambassa-		Se sert de toutes sortes de gens.	160
deur d'Espagne à Venise.	166	Raille le Cardinal Bessarion.	166.
Layala, Ambassadeur d'Espagne à Veni-		235 & 286	
se.	685	Est perfide.	295
Lazares, Canaille de Naples.	44	Joint la Bourgogne & la Provence à	
Legatus.	4	la Couronne.	745
Legat.	220 & suiv.	Loüis XII Roy de France.	728. 782.
Lelienhouc, Ambassadeur de Suede en		846 & 862	
Pologne.	926	Loüis XIII.	158. 455. 576 & 649
Lencôme, Ambassadeur de France à la		Loüis XIV.	533 & 550
Porte,	283	Loüis Roy d'Hongrie.	412
Leon Brulard, Ambassadeur de France à		Loüis Duc d'Orleans.	567
Ratisbonne.	219	Loüis d'Avila, Ambassadeur d'Espagne	
Leon X Pape.	259. 390 & 776	à Rome.	693 & 700
Leon XI Pape.	450	Loüis Badoüere, Ministre de Venise à	
Il faut aussi lire Leon au lieu de		Madrid.	112
Gregoire.	pag. 327 lin. 28	Loüis de Cuniga & Requesens, Amba-	
Leonard Veneto, Ambassadeur de Veni-		fateur d'Espagne à Rome.	717
se, tué.	862	Loüis Prince de Condé.	156
Lescun.	65	Loüis del Ferro, Ambassadeur milanai-	
Lettres des Ambassadeurs inviolables.	864	le.	44 & 673
Lettres Circulaires.	96 & 900	Loüis Gonzalez d'Atiença, Ambassadeur	
Lettres de creance.	356 & 374	de Castille en Aragon.	420
Pour les Cantons.	375	Loüis Gradenigo, Ambassadeur de Ve-	
Lettre de recommandation.	375	nise auprès de l'Empereur.	776
Lettre d'un desinteressé.	103	Loüis de Haro, Premier Ministre d'Es-	
Liancourt, premier gentilhomme de la		pagne & Plenipotentiaire aux Pi-	
Chambre.	428 & 496	reneés.	56. 129 & 652
Liege, Ville sujette à l'Evesque.	150	Loüis Mocenigo, Ambassadeur de Ve-	
Lignage.	794	nise auprès de l'Empereur.	776
Lignerès, Ambassadeur de France à Tren-		Loüis de Nassau de Beverweert, Am-	
te.	728	bassadeur des Provinces Unies en	
Ligue de France.	384	Angleterre.	445
Ligue de Cambray.	952	Loüis Peirera de Castro, Ministre de Por-	
Ligues Grises, Voyez Grisons.		tugal à Rome.	59
Lipse.	170	Loüis Sforze, Duc de Milan.	782
T. Live.	170	Va audevant de Commines.	460
Loccard, Ambassadeur d'un Usurpa-		Visite l'Ambassadeur de Venise.	549
teur.	55	Loüis Soderin, Ambassadeur de Floren-	
Loisel, Ambassadeur de France à Ro-		ce.	162
me.	715	Loüis de Torres, Nonce en Espagne.	260
La Lorraine, Principauté franche.	108	Loüis de Velasco, Ambassadeur d'Es-	
Comment on y succede.	408	pagne en France.	422 & 775
I. Part.		R r r	La

T A B L E

La Loy Siquis ff. de Legatio.	809	De Chastillon.	428 & 682
La Loy Lige Julia. Ad Leg. Jul. de Vi Pub	809	De la Chaitre, Gouverneur d'Orleans	423
Lucena, Ambassadeur traistre.	286	De Chaune, Ambassadeur de France en Angleterre	576 & suiv.
De Lumbres, Ambassadeur de France dans le Nort.	795	De Costé, Ambassadeur de France en Angleterre.	443
Lundsman, Deputé des Villes Anseatiques à Londres.	45	Destampes, Ambassadeur de France en Angleterre.	152
M.		D'Estree, Ambassadeur de France à Rome.	299 & 859
Maas.	410	Vaudevant de l'Ambassadeur de Suede.	428
Macchiavel, Nicolas.	171 & 174	De Giez.	372
Madame, Mademoiselle.	572	De Grammont.	366 & 677
Madame de Groot, Ambassadrice.	600	D. St André.	373 & 785
Madame de Guent, Ambassadrice.	600	De St Luc.	429
Madrucci, Frederic, Ambassadeur de l'Empereur a Rome.	220 & 638	De la Meilleraye.	681
Magdelene de France.	435	D. Strozzi.	671
Magdibeg, Ministre de Perse.	269	De Tournes.	130
Magnificence d'un Ambassadeur dien	483	De Turenne.	36
Des Plenipotentiaires de Suede	605	Marschaux de France conduisent les Ambassadeurs des Republiques.	427 & 494
Majesté.	732	Marschalle de Guebriant, Ambassadrice.	15
Maison de l'Ambassadeur inviolable.	226	Pretend precéder l'Archiduchesse.	593
873. 875 & 881		Marguerite d'Autriche, 387 393 & 762	
Est celle de son Prince.	682	Marguerite Duchesse d'Alençon.	15
Maison de Brunswic.	87	Marguerite Veuve de Maximilian II.	220
Maisse Hurault, Ambassadeur de France à Venise.	283. 605 & 930	Marguerite, Douairiere de Bourgogne.	161 & 347
Maître des Ceremonies du Concile de Trente.	705	Marguerite de Valois, Reine de France.	572 & 826
Maître des Ceremonies.	418 419 & 548	Mariage double.	491 & 614
Maître de Chambre du Pape.	311	De Charles IX & d'Elisabeth d'Autriche.	591
Maître d'Hôtel du Roy d'Espagne sert d'introducteur.	425 & 465	De Philippe III & de Marguerite d'Autriche.	13
Mamut Bey.	373	De Philippe II & de Marie d'Angleterre.	218
Mancidor, Ministre d'Espagne.	135	De Henry IV & de Marguerite de Valois	297
Mansel, Viceadmiral d'Angleterre.	540	Du Prince de Conty & de Made moiselle de Martinozzi.	524 & 632
Des Marais, Ambassadeur de France en Angleterre.	602	Du Roy d'Angleterre & de Henriette	10
Marc Antoine Amulio.	188		
Marc Antoine Barbaro, Bayle.	113 & 906		
Marc Antoine Muter, Orateur.	163		
Mareschal de Bassompierre.	145 & 430		
De Bellegarde, Roger de Sanlary.	380		
De Biron.	159		

DE LA I PARTIE.

te de France.	577
Mariages.	589 & 592
Marie Reine d'Angleterre.	226. 235
& 784	
Marie Reine d'Ecosse.	354 & 915
Marie Reine d'Hongrie.	373
Marie Louïse, Reine de Pologne.	436
& 490	
Marin de Marfan, Prince de Rossano.	420
Mario Ghigy.	872
Marquis d'Achaïe.	218
d'Ancre.	423
Marquis d'Anspach.	627
Marquis de Bade, Ambassadeur de l'Em- pereur en France.	103. 421 & 591
Envoye un Ambassadeur en Fran- ce.	85
Marquis de Bade Dourlach ne se couvre point.	102
Marquis de Bemar Voyez Alfonse de la Cueva.	828
Marquis de Bergues Opzoom.	38
De Caracena.	496
De Cattelrodrigue.	71
De Chandenier, Capitaine des Gar- des du Corps.	490
De Coeuvres, Gouverneur de l'Ile de France.	423
Deffiat, Ambassadeur de France en Angleterre.	577 & 594
De Fermitan, Maître d'Hotel du Roy d'Espagne.	425
De Fourilles, Grand Marechal des Logis.	430
De la Fuente, Ambassadeur d'Es- pagne en France.	586
à Venise.	643
Du Guatt, Alfonse d'Avalos, Gou- verneur de Milan.	184. 257 & 457
Gonzague, General des Confede- res.	371
Guicciardin, Ambassadeur de Tol- cauc.	614
Justiniani, Envoyé de Genes.	120
De Liche	236
Prisonnier & Negotiateur	376
De Lullins, Voyez Garpar de Geneve.	

De Mantouie, prisonnier.	207
De Mirabel, Ambassadeur d'Espag- ne en France.	342
De Monti, executé à Naples.	218
De Mortemar, Premier Gentilhom- me de la Chambre.	483
De Nefle, Gouverneur de la Fe- re.	493
De Noirmonstier.	493
De Pescaire, Ambassadeur d'Es- pagne à Trente.	689
De Piannezza.	944
Pisani, Voyez, Pisani.	
Du Plessis Pralin.	944
De Ramboüillet Nicolas d'Angennes, Ambassadeur au Senat de Polog- ne.	151
En Espagne.	253 & 424
Traitte d'Egal avec le Comte Duc.	563
Marquis de Rosny, Ambassadeur sans lettres.	6
Ambassadeur en Angleterre.	669
& 886	
De Rotelin.	577
De St Chaumont, Ambassadeur de France à Rome.	287 & 724
De St Germain, Grand Escuyer du Duc de Savoye, Gouverneur de Turin	463
Plenipotentiaire de Savoye à Mun- ster.	944
De St Maurice, Ambassadeur de Savoye en France.	496 & 556
à Munster.	558
Salviati.	462
De Serria, Ambassadeur de l'Em- pereur à Rome.	847 & 908
Spinola Ministre Public.	12 & 135
De Trenel, Ambassadeur de Fran- ce à Rome.	638
De Velada.	491
De Villareal, executé.	198
De Villefranche, Pierre de Tole- de.	828
De Ville, Ambassadeur du Duc de Lorraine en France.	108

T A B L E

De los Velez , Ambassadeur d'Espagne à Rome.	60 & 62	Mehemet Bachá, Premier Visir.	113
La Marquise de Mirabel obtient le tabouret.	599	833 & 929	
Marquise de Senecey , dame d'honneur de la Reine.	599	Melchior Lutly , Ambassadeur des cinq petits Cantons à Trente.	736
Martin d'Aragon.	41	Memoires de Commynes	171
Son demeslé avec le Nonce	923	Memoires touchant les Ambassadeurs.	3
Martin de Guzman , Ambassadeur de l'Empereur à Rome.	314	Merargues, <i>Jean d'Alagon</i> , traître.	827
Martin de Mascaregnas , Ambassadeur de Portugal à Trente.	734	<i>Merced</i> , titre fort commun en Espagne.	572
Martin, Roy d'Aragon.	41	Merveille ; Ministre de France à Milan.	115 245 275 & 868
Martin de Rojas de Portalarabio, Ambassadeur de Malthe à Trente.	755	Mezeray, <i>François</i> , écrit l'Histoire de France.	172
Martin de Velasque , Ambassadeur de l'Empereur à Boulogne.	488	Michel de Clermont , Ambassadeur de France en Espagne.	801
Masdam , <i>Doré</i> , Ambassadeur des Provinces Unies auprès du Roy de Suède.	857	Michel Ghilery , Moine.	328
Matthias, Empereur.	740	Michel van Gogh , Ambassadeur des Provinces Unies en Angleterre.	455
Matthieu, Comte de Foix.	41	Michel oberi, Consul de Venise à Ancône.	133
Matthieu Languen , Ministre de l'Empereur en Italie.	449	Michel Particelli, Ambassadeur de France à Turin.	163
Matthieu Lopés , Ambassadeur Africain.	536	Mine offensante.	841
Matthieu Zane , Ambassadeur de Venise en Espagne.	802	Ministres Publics sont inviolables.	868
Maurice de Nassau, Ambassadeur de Brandebourg à Londres.	791	Ministres du Second Ordre.	5 & 109
Du Maurier , Ambassadeur de France à la Haye.	659	Sont plus commodes que les Ambassadeurs.	111
Maximes Morales.	174	Ministre impertinent.	355
Maximilian Roy des Romains.	261.	Ministres des Princes d'Allemagne à la suite des Plenipotentiaires de France.	95
685 & 728		Ministres d'Etat se font traiter d'Excellence.	575
Va audevant du Cardinal de York.	421 & 464	Ministre de Brandebourg deserteur.	284
Empereur.	862	Mirembeau , Ministre de Henry III en Allemagne.	880
Maximilian , Roy de Boheme.	772	Modification des facultés du Legat.	221 & 225
Maximilian II, Empereur.	766	Moines ne font pas partie de la société civile.	211
Mazzarin , Maître du Sacre Palais.	933	Jouissent du Droit des Gens , si on les souffre comme Negotiateurs.	219
Mediateurs rendent la premiere visite au Comte de Pegnaranda	568	Moine Jacobin Negotiateur.	215
Refusent d'admettre les Ministres de Portugal.	58	Dangereux.	643
Communiquent les pouvoirs.	394	Mal traité.	854
		Le Pere le Moine,	233
		Monsieur le couvre en donnant audience	aux

DE LA I PARTIE.

aux Suisses.	433
Monsieur dit plus que Heer en Flamen, ou Herr en Alleman.	572
Monstrüeil, Ministre de France en Angleterre.	865
Montaigu, Ministre d'Angleterre.	325 & 900
Montigny, Envoyé en Espagne par les Etats des Pais-bas.	38
Morfontaine Horman, Ambassadeur de France en Suisse.	932
Morvillers, Chancelier de France, Ambassadeur.	157
Morvillers, Jean, Evêque d'Orleans, Ambassadeur de France à Trente.	694
Ministre.	784
Moscovites ont commerce avec les Anglois & les Hollandois.	34
Sont Esclaves.	475
Sont incivils & barbares.	ibid.
La Motte-fenelon, Ambassadeur de France en Angleterre.	443
Muglitz; Antoine, Ambassadeur de l'Empereur à Trente.	705 & 734
Mustafa Feraga, Ministre de la Porte en France.	531
Voyez Soliman Mustafaferaga.	

N.

N aissance de l'Ambassadeur.	154
Du Cardinal Dossat.	162
Nani, Battiste, procureur de St. Marc escrit l'Histoire.	171 & 828
Ministre de la Republique de Venise.	763
Nani, Almory, Ambassadeur de Venise à la Porte: son entrée.	477
Son audience.	525
Nantua, Ambassadeur de France à la Porte	34
Naples, Fief du Siege de Rome, & Souverainete.	51
Nasciangi Chancelier du Grand Seigneur.	526
Nassokin, Ambassadeur de Moscovie en	

Pologne.	417
Navager, Ambassadeur de Venise en France.	393
Negotiateur n'est pas tousjours Ambassadeur.	12 & 117
Negotiations du Cardinal Dossat & du President Jeannin.	173
Celle qui se fait à Constantinople n'est que pour l'interest des Marchands.	183
Néveu du Pape traite les Ambassadeurs d'Excellence.	559
N'est point Prince du Sang.	583
Va audevant de l'Ambassadeur.	450
Neutralité des Provinces Unies avec l'Empire.	93
Nicolas III Pape.	727
Nicolas da Ponte, Podestá de Bergame & Ambassadeur de Venise à Rome.	329
Ambassadeur de Venise à Trente.	738
Nicolas de Salms, Ministre de l'Empereur auprès du Grand Seigneur.	548
Nicolas Trogmorton, Ambassadeur d'Angleterre en Escoffe.	67
En France.	409
Nicolini, Ambassadeur de Toscane à Rome.	940
Noblesse.	154
Noël de Caron, Premier Ambassadeur des Provinces Unies en Angleterre.	18
Sa rencontre avec l'Ambassadeur d'Espagne.	645
Bourguemaistre de Bruges.	385
Nonce est Ambassadeur.	5 & 25
Est une qualite nouvelle.	243
Ne peut pretendre la premiere visite.	605
Et la rend.	610
Comment il rend ses visites.	666
Est envoye au Roy, & non au Royaume de France.	153
Norris, Heraut d'Angleterre, mal receu en France.	76
Norris, Henry, Ambassadeur d'Angleterre	

terre en France. 498
Nuncius est Deputé ou Envoyé. 376
Nuncij terrestres. 402

O.

Obedience, Ambassadeur d'Obedience. 164
L'Empereur ne la fait point faire. 766
Ny le Duc de Savoye. 761
Octavio Farnese. 584
Odaux, Ministre du Roy de Navarre en Espagne. 65
Officiers de l'Hostel de Ville de Paris vont audevant des Ambassadeurs d'Espagne. 421
Olivier Cromuel, Tiran & Usurpateur. 55
Olivier Daim, Barbier & Ambassadeur. 160
Ommeren, Deputé Extraordinaire. 141 & 660
Orateur. 164 & 485
Ordonnance des Notables de Rouen. 650
Ordre de la Jarrettiere. 41
Ordres ou Estats de Catalogne. 349
Ordres des Princes font partie de l'instruction. 768
Orgueil des Gens d'Eglise. 259
Otton de Chasteauroux, Legat en France. 306
Otton Krag, Ambassadeur de Danemarck a la Haye. 320
Otton de Suerin, Ambassadeur de Brandebourg aupres du Roy de Suede. 467 & 468
Premier Ministre. 360
A la Haye. 381
Oxenstern, Jean, Ambassadeur Plenipotentiaire de Suede a Omburg. 660
Refuse la visite des Plenipotentiaires de Baviere. 779
Ses demellés avec Salvius.

P.

Paau, Adrien, Ambassadeur des Prov. Unies a Munster. 188
En France. 429 & 495
L'averfion de la France 659
Padavin, Jean Battiste, Secretaire de Venne. 863
La paix fait l'interest de la Republique de Venise. 28
Palatin de Pomeranie. 302
Palatin de Poinanie, Ambassadeur de Pologne en France. 439
Palatin de Smolentco, Ambassadeur de Pologne a la Haye. 539
Palefrenier travelty en Heraut. 76
Pamälio, Dataire du Legat. 226
Pancirole, Nonce a Querasque. 131
Pantaleon de Sa & Meneses. 885
Fr. Paolo escrit l'histoire du Concile de Trente. 171
Le Pape Chef visible de l'Eglise Catholique Romaine. 499
Le Pape a ses Ministres en toutes les Cours Catholiques. 25
Paradoxe du Ministre de Hollande. 248
Parfait Ambassadeur. 2
Parlement d'Angleterre. 22 & 523
Particuliers peuvent faire & escouter des propositions. 368
Passport: qui en peut donner. 79. 396 & suiv.
L'Empereur les refuse aux Princes d'Allemagne. 93
Les leur accorde. 95
Projet des passeports. 403
La France les refuse au Duc de Lorraine. 407
On ne peut pas estendre les passeports. 411
Passport de l'Inquisition. 423
Paterculus, Vell. jus. 170
Patriarches pretendent le rang sur l'Ambassadeur de Malthe. 756
Conduisent a Rome les Ambassadeurs. 451
Pa-

Pavillon d'Angleterre se fait respec-	72
ter.	540
Paul III Pape.	226
Paul IV Pape.	234 & 259
Refuse d'admettre l'Ambassadeur	
de l'Empereur.	314
Paul V.	8. 22 & 450
Paulin, Baron de la Garde, Voyez, An-	
toine Paulin.	
Paul Paruta, son histoire.	171 & 804
Paul Rosencrans, Ambassadeur de Dan-	
nemarc en Angleterre & en Fran-	
ce.	842
Paul Sdialinsky, Ambassadeur de Polog-	
ne en Hollande & en Angleter-	
re.	354
Paul Vettori, Envoyé du Pape.	112
Pedanterie.	167. 165. 166 & 168
Pedro d'Ayala.	759
Pedro Faxardo, Ambassadeur d'Espagne	
en Pologne.	718
Pedro de Guevarra arrêté.	673
Pedro de Marthio, Moine Negotia-	
teur.	216
Pedro, Prince de Portugal.	63 & 366
Pedro de Toleda, Gouverneur de Mi-	
lan	70
Pedro d'Urrea, Ambassadeur de Ferdi-	
nand en Italie	449
Pension, que le Roy d'Espagne paye	
aux Cantons.	31
Personnes publiques, ne sont pas tous-	
jours Ministres publics.	38
Petey, nommé Legat en Angleterre.	259
Philibert, Prince de Savoye.	575
Philippe II Roy d'Espagne.	315
épouse une fille de France.	421
Est peu complaisant.	664
Philippe II & Philippe III.	759
Philippe III & Philippe IV, Rois d'Es-	
pagne.	565 & 930
Philippe le Hardy, Roy de France.	382
Philippe Prince d'Espagne.	771
Philippe de Bruxelles, Ambassadeur de	
l'Empereur en France	157
Philippe Chabot, Sr de Bion, Amba-	
sadeur de la Regente en Espagne.	
ne.	72
Philippes Duc de Bourgogne, envoyé	
des Ambassadeurs en France.	50
Envoyé des Ambassadeurs au Conci-	
le de Bâle.	745
Se sépare des Anglois.	783
Philippe Horn, Ministre de Brandebourg	
à la Haye.	360
Philippe Streif, Ambassadeur des quatre	
Cercles en France.	483
Pie IV Pape, admet les Ambassadeurs du	
Roy de Navarre	63
Convie le Czaar au Concile de	
Trente	412
Regle la séance des Ambassa-	
deus.	640
Pie V Pape.	260 & 765
Pierre d'Anse.	319
Pierre Bembo, Ambassadeur dans sa pa-	
trie.	259
Pierre de Bolea, Ministre d'Aragon en	
Castille.	383
Pierre Caponi, Ministre de Florence.	285
Pierre le Grand, Roy d'Aragon	216
Pierre Gritti, Ambassadeur de Venise à	
Vienne.	561
Pierre de Groot, Ambassadeur des Prov.	
Unies en France.	339 & 946
En Suede.	635
Pierre de Hubert, Ambassadeur des Pro-	
vinces Unies auprès du Roy de Sue-	
de.	857
Pierre Jeannin sçavant.	165
Agé.	178
Ambassadeur de France à la Haye.	
134. 293. 348. 379. 393. 612. 777.	
800 & 864	
En uie d'une maniere extraordina-	
re à l'égard de la visite.	612
Pierre Jules Coyet, Ministre de Suede	
en Dannemarc.	860
Pierre de Landais, Ministre du Duc de	
Bretagne.	905
Pierre de Luxembourg, Legat en Fran-	
ce.	259
Pierre de Medicis, Chef de la Republi-	
que de Florence.	285
Pier-	

Pierre de Miraucourt , Ministre du Duc de Bourgogne.	323
Pierre Paul Rubens , Ministre du Roy d'Espagne.	162
Pierre Paul Verger , Nonce en Allemagne.	333
Pierre de Peralta , Ministre d'Espagne.	323. 324 & 367
Pierre Prince de Moldavie,	13
Pierre Quintana , Ministre de Ferdinand le Catholique.	211
Pierre Seguier , Garde des Sceaux de France.	343
Chancelier.	84
Traitte les Deputés Suisses.	433
Pierre Soderin , Ministre de Florence.	285
Pierre Stella , Secetaire de Venise.	863
Pietro della Valle.	184. 478. 479 & 657
Pierre Zenon , Ambassadeur de Venise à la Porte.	178
Pimentel , <i>Antoine</i> , Ministre sans caractere.	116
Envoyé d'Espagne en Suede.	121. 646 & 774
Refuse le present du Roy de France.	956
Pinart , <i>Claude</i> , Secetaire d'Etat de France , Ambassadeur en Angleterre.	157 & 443
En Suede.	298
Piques , Agent & Resident de France en Suede.	110. 298 & 646
Pierro Loffredi , Ambassadeur du Viceroy de Naples.	68
Pisani , <i>Jean de Vivonne</i> , Ambassadeur de France à Rome.	202. 313. 639 & 823
Pistag , assemblée generale des Grisons.	361
Place la plus honorable donnée aux Ministres de Lunebourg.	124
Quelle est la plus honorable.	719
Plenipotentiaire.	5
N'est que mandataire.	392 & 379
Le premier des Princes ne cede pas au Second des Electeurs.	105
N'est pas proprement caracterisé.	128
Plenipotentiaires d'Espagne.	386
Plenipotentiaires donnent des passe-ports.	403
Plessis-Besançon , Ministre de France en Italie.	350
Podestàs.	10 & 458
Polybe.	170
Pompeo Justiniani , escrit l'histoire des Pais-bas.	171
Pompeo Strozzi , Ambassadeur de Mantoue en Angleterre.	445 & 505
La Porte n'a point de Ministres ordinaires dans les Cours estrangeres.	33
Portugal ne peut pas faire reconnoistre ses Ambassadeurs.	58
La Possession fait considerer les Princes.	57
Possevin , <i>Antoine</i> , Jesuite.	309
Pouvoir pour les Princes d'Allemagne.	97. 377 & suiv.
Pouvoir limité.	382
Des Ministres qui estoient à Munster.	386
Fait partie du traité.	394
Se communique par les Mediateurs.	395
Prasmousky , Secetaire d'Etat de Pologne.	418
Prefect de Rome.	642
Pregadi.	459
Prelat peut estre Ambassadeur.	208
Prelats de France en peine.	411
Preliminaires.	93. 95. 371 & 399
Premier Ambassadeur distingué.	591.
790 & suiv.	
Premier Ministre ignorant.	851
Premier venu , <i>Voyez</i> , visite.	
Premier Vizir.	526 & 533
Presents.	683 & 648
On n'en donne point aux Ambassadeurs d'Espagne.	342
L'Ambassadeur d'Angleterre refuse celui du Czaar.	476
Pretensions ridicules d'un Ambassadeur.	592 & 595
Prevost des marchands de Paris.	431. 435 & 552

DE LA I PARTIE.

Priandy , Ministre de Mantoue en France.	807	vergne.	36 & 517
Princes conduisent les Ambassadeurs des Testes Couronnées à l'audiance.	488	Prince de Tingry.	491
Princes sujets.	35	Prince de Wirtemberg, se couvre devant Monsieur.	510
Titulaires.	36	Priolo , Benjamin , escrit l'histoire.	172
Princes se couvrent aux audiences des Ambassadeurs.	517	Prisonniers de guerre : s'ils peuvent estre Ministres.	117
Princes d'Allemagne traittés en sujets.	94	Pristave, Introduceur des Ambassadeurs en Molcovie.	419 & 920
Ont le droit de l'Ambassade.	82. 107	Sont incivils.	475
Prince d'Allemagne ne se couvre point.	102	Priuly , Ambassadeur de Venise à Turin.	583
Prince de Condé.	352	La Republique veut , que le Duc de Savoye luy fasse le present ordinaire.	248
Cede la main à l'Ambassadeur de Malthe.	585	Proayre , Ambassadeur d'Aragon.	41
Prince de Conty.	524 & 495	Procureurs de St. Marc.	776
Prince Daufin.	156 & 422	Procureurs Ministres Publics.	145
Ambassadeur de France en Angleterre.	442	Provediteurs de Venise.	10
Prince de Galles.	237. 340 & 553	Provinces Unies ont leurs Ministres par tout.	30
Prince de Joinville.	493 & 582	Sont Souveraines.	52
Princes d'Italie ne doivent pas estre preferés à ceux d'Allemagne.	85	Leurs Ambassadeurs pechent contre la civilité.	617
prennent chez eux la main sur les Ambassadeurs.	586	Prudence le Nort des Ambassadeurs.	176
Prince d'Orange Ambassadeur.	9	De l'Ambassadeur d'Espagne.	607
Maurice & Henry , vont audevant des Ambassadeurs.	465	Puisieux , Secretaire d'Etat de France.	492
Reçoit la premiere visite des Ambassadeurs.	465		
Guillaume . Ministre de l'Empereur.	785	Q.	
Prince Perretti.	450	Quaad , Ambassadeur de Transilvanie en Angleterre.	504
Princes puisnés de Savoye pretendent preceder les Ambassadeurs.	586	Qualités plus relevées étouffent les moindres.	567
Prince de la Roche Suryon.	156	Question donnée à l'Ambassadeur de Savoye.	908
Prince de Salerne.	672	Au President de Grenoble , Ambassadeur de France.	862
Princes du Sang Ambassadeurs.	7		
Vont audevant des Ambassadeurs.	435	R.	
Ne cedent plus le pas aux Ambassadeurs.	564	Raimond , Evesque de Valence , Ministre du Pape en Aragon	260
Respectés à Venise.	457	Randolfse , Ambassadeur d'Angleterre en Escosse.	820
Prince de Sans.	328	Rang des Ambassadeurs des Provinces Unies	
Prince de Tarente.	581		
Princes de la Maison de la Tour d'Auvergne.			

T A B L E

Unies réglé.	598	La France en a un à Vienne .	170
Des Ambassadeurs de France & d'Espagne à Vervins.	719	On ne les fait pas alloir à Venise .	520
Les Princes ne le peuvent pas régler.	650	Les Cardinaux les font affeoir .	486
Adjugé à la France,	717 & suiv.	Se couvrent à Venise & a la Haye .	523
Reception des Ambassadeurs,	416 & 447	Resident est une qualité nouvelle .	118
A Venise.	453	Signification du mot .	ibid .
A la Haye.	465	Est Ministre Public.	119
Recteur de l'Université de Paris, va au-devant des Ambassadeurs.	435	Residents à Hambourg .	149 & 150
Redemptio de la Croix, Moine Negotiateur.	218	Resident de Brandebourg deserte .	676
Reding, Ambassadeur des Cantons Catholiques.	431	& 937	
Regente de France.	387 & 393	Resident de Portugal arresté .	838
Regents envoient des Ambassadeurs.	72	De Rhodes, Grand Maître des Cere monies de France .	489
Reine Regente de France.	732	Richard III, Roy d'Angleterre	54
Reine Regente d'Espagne.	657	Richard, Secetaire de l'Ambassade d'Es-pagne .	144
Relations	173	Richardot n'est pas Ambassadeur .	12
Du Duc de Weimar.	101	Ministre en Hollande .	864
De Moscovie d'Olearius.	476	Ambassadeur du Roy d'Espagne à Vervins & en France.	71.135 & 719
De Perse de Figueroa.	179	& 864	
De Pietro della Valle.	184	Ambassadeur en Angleterre.	389
De l'Ambassade du Comte des Car-lisle.	476	Riche, Ambassadeur d'Angleterre voyez Kennington .	
Religion & faction sont Synonimes.	649	Ripperda de Farmsum, Ambassadeur des Prov. Unies en Angleterre.	445
Religieux de Montserrat Negotiateurs.	209	Robert Beale, Ambassadeur d'Angleterre en France .	744
Les Religieux ne sont pas propres pour l'Ambassade.	186 & 208	Robert Bonzy, l'Ambassadeur de Flo-rence .	162
Religieux travesty perd son privilege.	671	Robert Bowes, Ambassadeur d'Angle-terre en Ecosse .	339 & 354
Religieux de Mastrigt .	283	Robert de Chalas, Ambassadeur de France en Aragon .	43
Remarque considerable touchant la pre-miere visite .	627	Robert de Chelley, Ambassadeur d'Es-pagne aupres de l'Empereur .	245
Remond Gouverneur de Munster.	471	& 910	
Renard, Simon, Ambassadeur de l'Em-pereur en France .	157	Robert Sherley, Ambassadeur aupres de son Souverain	244.269 & 502
Rencontie de Desfrades & de Vatteville.	722	Roch vanden Honart, Ambassadeur des Prov Unies en Pologne & en Sue-de	417 & 499
Renegat .	831	Aupres de l'Electeur de Brande-bourg.	467
Renguers.	851		
Representants.	10		
Representation impertinente .	546		
Republiques de Genes, de Luques, de Ragoule.	32		
Residents .	5 & 109		
			Roche-

Rochepot, *François de Montmorancy*
Gouverneur de Picardie. 115
Rochepot, *Antoine de Silly*, Ambassadeur
de France en Espagne. 817 & 883
Roe, Ambassadeur d'Angleterre en Al-
lemagne. 153
Romains font la guerre à Mithridate.
870
Roncaglio, Resident de Pologne en
France. 441 & 807
Rossotti, *Charles*, Nonce à Cologne. 36
Rose, présent du Pape. 453
Le Roy d'Angleterre congédie les do-
mestiques de la Reine. 325
Ce n'est que depuis quelques an-
nées qu'il a un Ambassadeur à la
Haye. 26
A les Ambassadeurs à Paris &c. 26
Vassal de la Couronne de France 50
Admet les Ambassadeurs de Bran-
debourg. 148
Roy de Dannemarc cede aux Ambassa-
deurs. 583 & suiv.
Est Mediateur. 394
fait une avanie aux Hollandois 398
Roy d'Espagne a ses Ambassadeurs à Ro-
me &c. 26
Roy de France a ses Ministres par tout. 25
Rois de Naples envoient des Ambassa-
deurs à Rome. 51
Le Roy de Navarre envoie des Ambassa-
deurs en Allemagne. 917
Le Roy de Portugal a ses Ministres à
Munster. 407
Roy de Sicile, Prince du Sang de France.
35
Le Roy de Suede n'admet point les Am-
bassadeurs de Brandebourg,
Rois de Suede ont peu de commerce
avec le reste de l'Europe. 261
Russy la Place, Ambassadeur de France
à la Haye. 393. 613. 777 & 802
Rustan, Premier Vizir. 548
Ruy Diaz. 420
Ruy Gomez de Silva. 715 & 785

S

Saavedra, voyez Dico de Saavedra. 90
Sabran, Ministre de France en Angle-
terre. 123. 523. 865 & 877
Sacre de Henry IV & de Louis XIII. 592
Sacrificateurs n'estoient pas Ambassa-
deurs. 186
Sadler, Ministre de Suede. 261
Sage Grand & de Terre ferme. 27 & 139
Sainte Aldegonde, Ambassadeur des
Prov. Unies à Londres.
Saint Amant poète & Ministre. 374
St. Etienne, Ministre de France en Ba-
viere. 786
Saint John, Ambassadeur d'Angleterre
en Hollande. 946 & 963
Saint Ravy, Envoyé de France en An-
gleterre. 120
Saintot, Maître des Ceremonies. 497
Salagnac, Ambassadeur de France à la
Porte. 629
Salle Royales Salle Ducale. 485
Sallo, Const. au Parlement de Paris.
Salomon, Medecin Juif. 115
Salvius, Ambassadeur de Suede à Oña-
brug. 245. 261. 742 & 779
Destiné à l'Ambassade de Lubec.
378 & 682
Y est Ambassadeur. 627
Saluste, Historien. 170 & 821
Sanche le Brave, Roy de Castille. 382
Sancy, *Achilles de Harlay*, Ambassadeur
de France à la Porte. 182 & 479
Saobadsky *Jean*, Ambassadeur de Po-
logne en France. 429. 555 & 957
Sas Advocat des Anglois. 908
Saufconduit. 396 & suiv
Saully, Ambassadeur de Gennes en Fran-
ce. 430 & 495
Scipion Pasquale, Ambassadeur de Man-
tolie en Espagne. 268
Scotti, *Raimondo*, Nonce en France. 159
299 399 & 387
Srance des Ministres à Querasque. 131
De Seaux, Secretaire d'Estat de France.

T A B L E

494	Secrétaires d'Etat se font traiter d'Excellence.	575
	Secrétaire de l'Ambassade & des Ambassadeurs.	5. 109 & 142
	Secrétaire de l'Ambassadeur s'assied chez les Cardinaux.	486
	Secrétaire du Viceroy de Naples complimente le Pape.	68
	Secrétaire des Ambassadeurs de Portugal s'assied.	143
	Secrétaire de l'Ambassadeur de Venise.	143
	Secrets de la Rep. de Venise sont impenetrables.	181
	Segur <i>Jaques de Segur de Pardaillan</i> , Ambassadeur du Roy de Navarre.	917
	Seigneurie de Venise.	519
	Selim II, Empereur des Turcs.	373. 680 814 & 929
	Senat de Pologne envoie des Ambassadeurs.	71 & 396
	Senat de Venise donne le rang à la France	688
	Senateur de Rome.	641 & 727
	Senateurs de Suede se font donner de l'Excellence.	575
	Senecey envoyé à Rome par la Ligue.	21
	Senneterre, Ambassadeur de France en Angleterre.	555
	Serbet.	528
	Serenissime, tiltre du Doge de Venise.	520
	Serenité.	566 & 733
	Serment pour l'observation des traittés.	634
	Serrail.	525
	Servien, Ambassadeur de France à Munster.	574. 619. 721 & 779
	fait un traité de garantie ala Haye.	158 413. 555. 777 & 963
	Seureté pour le Ministre Turc à Venise.	547
	Pour les Deputés des Estats.	80
	Shering Rosenhan Ministre au Congrès de Westfalie.	136
	Ambassadeur Plenipotentiaire en Allemagne.	136
	Est des agreable en France.	306
	& revoqué.	346
	Nommé à l'Ambassade de Lubec.	682
	Y est Ambassadeur.	617
	Sidney, Ambassadeur d'Angleterre auprès du Roy de Suede.	858
	Sigismond Empereur.	746
	Sigismond Auguste, Roy Pologne.	412
	Sigismond, Roy de Pologne.	55 389 & 740
	Ne fait point de civilité aux Ambassadeurs des Prov. Unies.	417
	& 500	
	Sigismond Battory, Prince de Transilvanie.	740
	Sigismond Marquis de Brandebourg, Ambassadeur de l'Electeur.	773
	Sigismond de Ligtenstein, Ministre de l'Empereur auprès de Soliman.	548
	Sillery, <i>Nicolas Brulard</i> , Ambassadeur de France à Vervins.	719
	à Bruxelles.	775
	Simié, Ministre du Duc d'Alañon.	868
	Simon de Beaumont, Ambassadeur des Prov. Unies auprès des Rois de Pologne & de Suede.	417 & 499
	Auprès de l'Electeur de Brandebourg.	467
	Simon van Horn, Ambassadeur des Prov. Unies en Angleterre.	415
	Simon de Lentin, Moine Negotiateur.	216
	Simon de Quinsay, Ministre du Duc de Bourgogne.	296
	Sixte IV, tresmeschant Pape.	236 & 846
	fait arrêter l'Ambassadeur d'Espagne.	859
	Sixte V Pape.	823 & 846
	Sleidan, <i>Jean</i> , escrit l'histoire.	171
	Slingueland, <i>Godefroy</i> , Ambassadeur des Prov. Unies auprès du Roy de Suede.	857
	Snoilsky, Ministre de Suede à Francfort.	471

DE LA I PARTIE.

Soliman, Empereur Turc. 14. 178 & 390	Suisses assiegent Dyon. 862
Soliman Mustafaferaga. C'est ainsi qu'il faut mettre. pag. 531 lin. 12	Suriano, Ambassadeur de Venise à Rome. 163
Solio. 725	
Sonck, <i>Albert</i> , Ambassadeur des Prov. Unies en Suede. 503	T.
Soranzo, Ambassadeur de Venise en Espagne. 179, 815	L a table de l'Ambassadeur. 681
En France. 495	Tacite. 170
à Rome. 781	Tambours Jouisent de la protection du Droit des Gens. 76
Bayle. 835	Tamworth, Ambassadeur d'Angleterre en Escoffe. 820
Soupçon. 290	Tanneguy du Chastel, Ambassadeur de France à Rome. 847
Souverains donnent des Passeports. 410	Taxis, Ambassadeur du Roy d'Espagne à Paris. 135
Ne donnent pas le tiltre d' Excellence aux Ambassadeurs. 573	A Vervins. 71 & 719
Souveraineté des Princes d'Allemagne 82 & suiv.	Taxis, Maître des postes à Rome. 847
Spada, Nonce en France. 225	<i>Tefterda</i> , Surintendant des Finances. 527
Spahis. 478 & 525	Le Tellier, Ministre d'Etat de France, 434
Spar offense l'Ambassadeur de Venise. 843	Terlon, porteur d'un present en Suede. 666
Spinola, voyez Marquis Spinola.	Termes, Ambassadeur de France à Rome. 235 & 487
Spinola, Ministre de Gennes en Hollande. 963	Thadée Barberin, Prefect de Rome. 583. 642 & 724
Spiring, <i>Pierre</i> , Resident de Suede à la Haye, competence avec Brederode 125	Theucidide. 170
Pretend avoir jurisdiction sur ses domestiques. 889	Thomas Chaloner, Ambassadeur d'Angleterre en Espagne. 898
Stavenisse, Ambassadeur des Prov. Unies en Angleterre. 650	Thomas Contarini, Ambassadeur en l'age de 84 ans. 178
Steno Bielke, Ambassadeur de Suede en Dannemarc. 858 & 860	Thomas Houïard d'Effingham, Grand Chambelan d'Angleterre, 785
Stoccar, Ministre des Cantons à la Haye 963	Thomas de Savoye, Prince de Carignan. 7 & 769
<i>Strafguerigt</i> . 197	Thomas Smith, Ambassadeur d'Angleterre en France. 165
Straßbourg, Cons ^r . de l'Ambassade de Suede en France. 182 & 261	Thomasson. Ambassadeur de Dannemarc à Londres. 628
Stricland, <i>Walter</i> , Ministre du Parlement d'Angleterre à la Haye. 22. 23. 355 & 963	De Thou, <i>Christoffre</i> , escrit l'histoire. 172 & 757
Suede, demande des passeports. 401	Tiltre de Serenité n'est pas connu. 566
Sujets ne peuvent pas envoyer des Ambassadeurs. 37	Tiltre de Hauts & Puissants. 521
Se peuvent exemter de la Jurisdiction de leurs Souverains. 196 & 247	Tiltres, quel l'Archiduc donne aux Ambassadeurs de France. 573
peuvent changer de domicile. 247	

T A B L E

<p>Tolete Jesuite . 220</p> <p>Tomumbey Sultan d'Egypte . 815</p> <p>Torquato Conty . 924</p> <p>Trahiton . 905</p> <p>Traistres . 283. 284. 824 & 904</p> <p>Train Magnifique d'un Ambassadeur</p> <p> Espagne . 665</p> <p> des Ambassadeurs de Suede . ibid.</p> <p>Transmigration . 247</p> <p>Traité d'Arras . 295</p> <p>Traité d'Aix la Chapelle . 62</p> <p> de Bromsebra . 589</p> <p> de Chateau en Cambresis . 62. 65</p> <p> & 785</p> <p> de Chocein . 675</p> <p> de Florence . 37</p> <p> de Francfort . 364</p> <p> de Garantie . 158</p> <p> de la Haye . 803</p> <p> de Lisbonne . 367</p> <p> de Londres . 634</p> <p> de Madrid . III & 378</p> <p> de Munster . 377</p> <p> d'Olive . 593</p> <p> des Pirenées . 63</p> <p> de Pise . 871</p> <p> de Prague . 93</p> <p> des Preliminaires . 403</p> <p> de Querasque . 721</p> <p> de Roschild . 860</p> <p> Entre le Duc de Savoye & les Cantons Catholiques . 516</p> <p> de Vaucelles . 157 & 545</p> <p> Entre la Rep. de Venise & les Grisons . 458</p> <p> de Vervins . 62 & 545</p> <p> d'Ulm . 780</p> <p> de Vossen . 791</p> <p>Traités . Leur estude est necessaire a l'Ambassadeur . 169 & 173</p> <p>Trevisan, Procureur de St. Marc, Ambassadeur de Venise aupres de François I. . 804</p> <p>Trevor, Envoyé d'Angleterre en France . 121</p> <p>Trimouille, Gouverneur de Bourgogne . 862</p>	<p>Trivulses . 368</p> <p>Trompettes Jouissent de la protection du Droit des Gens . 76</p> <p>Trompette arresté . 77</p> <p> pendu . 78</p> <p>La Tuillerie Ambassadeur de France à la Haye . 554 & 597</p> <p> Mediateur dans le Nort . 414 & 779</p> <p> Ne se couvre point dans l'audiance . 503</p> <p> Ambassadeur de France à Venise . 559</p> <p> En Dannemarc . 588 & 589</p> <p>Les Turcs distinguent entre les caracteres . 477</p> <p> Ils appellent les uns <i>Eltiki</i> ou <i>Heltgi</i> & les autres <i>Houlak</i>, c'est à dire Envoyés .</p> <p> Sont cruels & orgueilleux . 475</p> <p> Traitent mal les Ambassadeurs . 533</p> <p style="text-align: center;">V</p> <p>La Valeur . 155</p> <p>Valeur des Suisses . 31</p> <p>Valteline se souleve . 20</p> <p>Vander Noot Ministre de Suede en Hollande . 261</p> <p>Vassal n'envoye point d'Ambassadeur à son Seigneur . 49</p> <p> S'il ne possede son fief en Souveraineté . 51</p> <p>Vatteville . Ambassadeur d'Espagne à Londres . 721</p> <p>Vaucelas, Ambassadeur de France en Espagne . 492</p> <p>Vauclerc, Lieutenant Gouverneur de Calais . 15</p> <p>Ubal dini, Nonce en France . 327</p> <p>Venctapa Najeka, Roy Indien . 511</p> <p>Venise, où elle a ses Ministres . 27</p> <p> Donne à ses Ambassadeurs la qualité de Sage . 27</p> <p> Elle cedoit autrefois au Duc de Savoye . 557</p> <p> Compose ses Ambassades Extraordinaires de plusieurs personnes . 775</p>
---	--

V

L a Valeur .	155
Valeur des Suiffes .	31
Valteline fe fouleve .	20
Vander Noot 'Miniftre de Suede en Hollande .	261
Vaffal n'envoye point d'Ambaffadeur à fon Seigneur .	49
S'il ne poffede fon fief en Souverai- neté .	51
Vatteville . Ambaffadeur d'Efpagne à Londres .	721
Vaucelas, Ambaffadeur de France en Ef- pagne .	492
Vauclerc, Lieutenant Gouverneur de Ca- lais .	15
Ubalдини, Nonce en France .	327
Venctapa Najeka, Roy Indien .	511
Venise, où elle a fes Miniftres .	27
Donne à fes Ambaffadeurs la qua- lité de Sage	27
Elle cedit autrefois au Duc de Sa- voye .	557
Compose fes Ambaffades Extraor- dinaires de plusieurs perfonnes.	775
Ex	

DE LA I PARTIE.

Excommuniée.	201
Venitiens font fages de bonn'heure.	176
Verreyken , Ambaffadeur d'Efpagne à Vervins.	71. 135 & 719
A la Haye .	612
de Vic , Agent d'Angleterre en France .	579
De Vic , Viceamiral de France .	570
Vicecolleéteur du Pape en Portugal.	936
Vicomte de Bregy, Ambaffadeur de France en Pologne.	385
Vicomte de Duncatter	601
Vicomte de Scudamor, Ambaffadeur, d'Angleterre en France	428 & 428
Ne voit point le Cardinal de Richelieu.	542
Sa contestation avec Berlife.	578
Vieillards font fujets a des foibleffes	177
Vicomteffe d' Effingham	602
Viglius de Zuichem, Miniftre de Charles V.	784.
Villauxclercs, Lomenie, Ambaffadeur de France en Angleterre.	577
Villequier Capitaine des gardes du Corps	495.
Villeroy, Miniftre de Henry IV	55. 307
	349 . 359 . 434 & 742
Villes Anticatique, n'envoyent que des Deputés.	45
Villiers, Ambaffadeur de France à Venife.	606
Vincent Scipion Sarafin, arrefté.	200
Vincent Tron. Ambaffadeur de Venife en Efpagne.	375 & 802
Vizir Azem.	352
Vintes.	603
Premiere vifite eft deüe au dernier venu.	604
Se rendent dans l' ordre qu'on les reçoit,	618
Cardinaux vifitent les Premiers.	450
Vifite des Plenipotentiaires de France	619
Des Ambaffadeurs Grifons	616
Du Duc de Milan à l'Ambaffadeur de Venife.	549
Des Ambaffadeurs de Baviere.	619

Vifites des nouveaux Cardinaux	621
Le Roy de France ne <i>Vifite</i> point le Legat .	550
Les Rois de France & d'Angleterre envoient <i>vifiter</i> l'Ambaffadeur le jour qu'il arrive	556
La premiere <i>vifite</i> .	603 & fuiv.
se rend a des Miniftres du fecond Ordre .	613 & 629
Il faut <i>vifiter</i> tous les Ambaffadeurs d'un meime Prince fans interruption.	609
La premiere <i>vifite</i> refufée à l'Ambaffadeur de Savoye .	614
Celuy d'Angleterre la luy rend	615
On la refufe aux Ambaffadeurs de de Savoye & de Mantoüe	615
On ne la rend point aux Ambaffadeurs des Cantons .	616
Eft deüe aux Princes .	627
Vital Miqueli Doge .	817
Vittorio Siri e crit l'hiftoire.	172
fon autorité .	792
Vittorio Soranzo , Evefque de Bergame.	328
Uladislas , Roy de Pologne.	510. 540.
	808 & 950
Urbain VIII Pape .	50 & 724
Urfé Ambaffadeur de France à Rome	583
à Trente.	729
Ufurpateurs envoient des Ambaffadeurs.	53 & fuiv.

W

Wagtmeifter nommé à l'Ambaffade de de Lubec	682
Waque, Ambaffadeur d'Angleterre en France.	379
Walter Raleigh.	837
Wefenbeck, Miniftre de Brandebourg à Onabrug	790
Whitloc, Ambaffadeur d'Angleterre en Suede.	646
William Temple, Ambaffadeur d'Angleterre a la Haye	27
Cede au Prince d' Orange.	660
Cede	

T A B L E D E L A I P A R T I E.

Cede au Conseiller Pensionnaire .661
 Avoit cent livres sterlins par semaine. 678
 Woton , Ambassadeur d'Angleterre à Vienne . 788

X.

Xenophon. 170

Y

Ysbrants , Ambassadeur des Prov. Unies auprès de l'Electeur

de Brandebourg. 467
 Auprès du Roy de Suede .] 857

Z.

Zapata, Plenipotentiaire d'Espagne à Munster. 604
 Zuniga, *Balthasar*, Ambassadeur d'Espagne en France. 827 & 907
 Zurita, *Hierôme*, son Histoire. 172 & 210
 Zurlauben, Ambassadeur des Cantons Catholiques. 431

T A .

DEDICACE DES MEMOIRES &c.
A LEURS
ALTESSES SERENISSIMES
MESSEIGNEURS
GEORGE GUILLAUME
ET
ERNEST AUGUSTE,

*Ducs de Brunswic & de Lunebourg, &c.
& Evêque d'Osnabrug, respectivement.*

MESSEIGNEURS,

La plupart de ceux qui donnent des protecteurs à leurs ouvrages, ne le font qu'à dessein de produire leur éloquence, & de faire des panegyriques de leurs Epistres Dedicatoires. Je ne le fais que par une nécessité indispensable. Ces Memoires, & celui qui les donne au Public, se trouvent exposés à la persécution de certains esprits, à qui il importe de justifier leur première violence par l'enchaînement d'une infinité d'autres, & qui, pour se satisfaire, ne craignent point de fouler aux pieds ce qu'il y a de plus sacré & de plus inviolable en la Société civile. De l'autre côté ni ce petit Traité, ni celui qui l'a composé, ne doivent, & ne peuvent trouver une plus légitime protecti-

on

D E D I C A C E D E S

on, ni de plus puissants protecteurs qu'en Vos A. A. Serenissimes, les meilleurs, les plus genereux & les plus magnanimes de tous les Princes. Je tâche d'y établir le Droit des Ministres Publics, aussi bien que celui des Princes qui les employent: l'un & l'autre conformément au Droit des Gens, reçu universellement de toutes les nations: & je croi y avoir si bien reüssy, que l'on y verra, que les Princes ont toujours été fort scrupuleux de mettre la main sur ces personnes sacrées, & même que pour des crimes de lese-Majesté bien averés, & pour des attentats contre la personne du Souverain & contre l'Estat, où ils residient, on n'a pas voulu proceder par les voyes de la Justice contr'eux. Je ne dirai point, que Vos AA. Serenissimes doivent leur protection à une personne, qui a l'honneur de les servir depuis plus de trente ans, & qui est l'objet de la plus cruelle persecution dont on ait jamais ouï parler. Je n'ai garde non plus de marquer, qu'elles y sont obligées par tous les principes d'honneur & de Justice; parce que je sçais, que toutes leurs actions ne roulent que sur ces maximes. Mais au contraire, j'estime devoir publier la grace qu'il leur a plû me faire, en me faisant donner des assurances de la continuation de leur bonté; les témoignages qu'elles y ont fait adjoûter de la satisfaction qu'elles ont de mes services, & les promesses formelles dont elles ont eu la bonté de les accompagner, que le Ministre qui se trouvera de leur part au congrès de Nimmeque, y appuyera avec chaleur les plaintes que le Droit des Gens y fera, de la violence sans exemple, qui lui a été faite en la personne de leur Ministre. Ce sont ces assurances, Messieurs, ce sont ces témoignages, & ce sont ces promesses, qui ont soutenu, & qui ont même relevé mon courage au plus fort de

ma

M E M O I R E S &c.

ma disgrâce, & qui ont fait toute ma consolation dans une captivité, qui ne pourroit être ni plus dure ni plus cruelle parmi les peuples les plus barbares. Je suis bien assuré, que Vos A A Serenissimes, qui sont les seuls juges de mes actions, à l'exclusion de tous les autres, quels qu'ils puissent estre, ne voudroient pas m'abandonner à des juges estrangers & incompetents, quand mesme je serois criminel. Je le serois en effet, si j'estois capable de croire que cette pensée leur pût venir à présent que j'ay eu le loisir de justifier ma conduite aux yeux de tout le Monde. J'ay esté contraint de le faire, voyant non seulement ma reputation déchirée, & mon innocence prostituée par des calomnies, & par des actes publics fondés sur des prejuzés imaginaires, & sur de faux supposés, mais aussi qu'on me prepare un cachot, où on pretend m'oster toute communication, & m'empêcher de mettre ma justification en son jour. J'ay l'avantage d'avoir esté, & d'estre encore, au service de Princes qui se connoissent, qui sçavent ce que les autres Princes & États doivent aux Ministres qu'ils employent auprès d'eux, & qui ne manqueront pas de faire reparer l'attentat, qui a esté fait contre moy, au prejudice de leur honneur & de leur gloire. Cette consideration a fait tout mon repos jusques icy, Messieurs, & elle le feroit encore, s'il n'estoit assés souvent interrompu par les reflexions, que je ne puis m'empescher de faire, dans les fascheux redoublemens de mon chagrin, sur mon âge presque decrepite, sur l'insolence de mes ennemis, sur le déplorable estat de ma desolée famille, & sur la nécessité, qui me force de laisser du moins une memoire bien justifiée à mes enfans. Je sçais bien que ce Traité, & ce qui a esté escrit d'ailleurs au sujet de la Sentence de la Cour de Hollande, me justifieront auprès de toutes les personnes raisonnables ; mais je supplie tres humblement Vos A A. Serenissimes de

DEDICACE DES MEMOIRES &c.

me permettre de leur dire, qu'elles jugeront bien, que je ne puis trouver la satisfaction qui est due à Vostre Ministre & à mon innocence, & qu'elles mesmes ne peuvent estre satisfaites que je ne sois retabli en l'estat où j'estois devant mon emprisonnement, puis qu'il n'a esté fait que sur une seule lettre, escrite à une personne dont la correspondance estoit innocente, mesme par la delaration de l'EleÛteur de Brandebourg. J'ose y adjouster, Messieurs, qu'il ne se trouvera point dans tout le procès, ny dans la Sentence mesme, que j'aye eu une seule pensée criminelle, ny prejudiciable à cet Estat, ou à ses Alliés. Il n'importe pas moins à Vos A. A. Serenissimes, qu'à moy, que les indignités & les outrages, qui leur ont esté faits en la personne de leur Ministre, soyent réparés, & ils ne le peuvent estre, qu'il ne soit remis en la fonction libre de son employ; & que l'on n'oste des registres, tant des Estats Generaux que de ceux de Hollande, les Resolutions qu'on leur a fait prendre, en surprenant leur prudence par des rapports peu veritables. C'est là la Justice que je leur demande; & c'est là le veritable effet de la protection qu'elles m'ont promise, & que j'en attens infalliblement, aussi bien que l'heureux moment où je pourray dire en pleine liberté, que je suis avec un tres profond respect

M E S S E I G N E U R S

De

Vos A. A. Serenissimes,

Le très-humble, tres-obeissant
& tres fidelle Serviteur

De ma prison,
le 6 Juillet 1676.

W I C Q U E F O R T.

DEDICACE DE L'AMBASSADEUR &c.
A SON ALTESSE SERENISSIME

MONSEIGNEUR

GEORGE GUILLAUME,

Duc de Brunswic & Lunebourg &c.

MONSEIGNEUR

MON dessein estoit de demesler en cet Ouvrage la confusion qui défigure les Mémoires qui ont esté publiés sur le mesme sujet, & d'en faire un Traité qui eust de l'ordre & de la methode. Je puis dire que ses commencemens estoient si heureux, que je pouvois m'en promettre un succès asses favorable: mais à peine avois je formé le premier projet de la seconde partie, que l'on m'osta le moyen de l'achever, & mesme de le continuer. Depuis que VOSTRE ALTESSE SERENISSIME m'a permis de me retirer dans sa Cour, j'ay esté obligé de donner mes pensées à des affaires d'une autre nature, & de m'appliquer à la continuation d'un travail de plus grande estendue, que l'on a autrefois désiré de moy. C'est pourquoy je n'ay point fait scrupule d'abandonner une matiere qui n'estoit pas encore en estat de recevoir une forme raisonnable; & neanmoins afin de ne point faire tort à l'Imprimeur, je n'ay pas voulu l'empescher de le donner au Public, afin qu'il s'en fist un avantage, que je n'y pouvois pas trouver.

**** 3

Ce

ÉPISTRE

Ce n'est pas sans repugnance que j'expose cette piece imparfaite à la veüe de V. A. S. & je n'aurois pû m'y résoudre, si je ne sçavois qu'il n'y a rien de si bien fini, où ses lumieres ne trouvent des defauts, & si je ne considerois, que les grands Princes ont cela de commun avec celui qui est au dessus d'eux, qu'ils reçoivent les voeux & les sacrifices du riche & du pauvre indifferement, & que le talent de l'un & la pite de l'autre leur sont également agréables. Les petites offrandes ont leur merite, aussi bien que les Holocaustes & les Hecatombes. J'apporte un grain d'encens sur l'autel, avec un tres-profond respect, en reconnoissance des infinis bienfaits que je reçois tous les jours de V. A. S. mais particulièrement de la protection, dont il luy a plû m'honorer, & dont je viens luy rendre mes tres-humbles actions de graces. Et comme elle doit faire le bonheur du peu qui me reste de vie, aussi viens-je protester, que j'en employeray tous les moments à tout ce qu'elle pourra desirer de celui qui est avec des sentiments tressoumis

MONSIEUR

DE

Vostre Altesse Serenissime,

Le tres-humble, tres-obeissant
& tres-dévoüé serviteur

WICQUEFORT.

T A B L E

D E S

S E C T I O N S

D U

P R E M I E R L I V R E.

S E C T I O N P R E M I E R E.

D	<i>De l'Ambassadeur en general.</i>	Pag. 1
II.	<i>Il n'y a que les Souverains qui envoient des Ambassadeurs.</i>	17
III.	<i>Si les Usurpateurs & les Gouverneurs en Chef peuvent envoyer des Ambassadeurs.</i>	53
IV.	<i>Les Princes d'Allemagne sont en droit de se faire représenter par des Ambassadeurs.</i>	82
V.	<i>Des Ministres du Second Ordre.</i>	109
VI.	<i>A qu'on envoie des Ambassadeurs.</i>	145
VII.	<i>De la Naissance & des Estudes de l'Ambassadeur.</i>	154
VIII.	<i>De l'Age de l'Ambassadeur.</i>	175
IX.	<i>Si les Gens d'Eglise sont propres pour les Ambassades.</i>	186
X.	<i>Des Legats.</i>	220
XI.	<i>Le Prince peut employer des Estrangers en ses Ambassades: même dans leur Patrie.</i>	244
XII.	<i>De la Fidelité de l'Ambassadeur.</i>	279
XIII.	<i>L'Ambassadeur doit estre agreable.</i>	306
		XIV.

TABLE DES SECT. DU I L I V R E.

XIV.	<i>De l'Instruction.</i>	348
XV.	<i>Des Lettres de Creance.</i>	356
XVI.	<i>Du Pouvoir.</i>	377
XVII.	<i>Des Passeports ou Saufconduits.</i>	396
XVIII.	<i>De la Reception & de l'Entrée de l'Ambassadeur.</i>	416
XIX.	<i>Des Audiences.</i>	484
XX.	<i>Des Honneurs & des Civilités que les Ambassadeurs sont obligés de faire, & que l'on fait aux Ambassadeurs.</i>	537
XXI.	<i>De la Premiere Visite.</i>	603
XXII.	<i>De quelques autres Civilités qu'on fait aux Ambassadeurs, ou que les Ambassadeurs se font entre eux.</i>	630
XXIII.	<i>De l'habit & de la dépense de l'Ambassadeur.</i>	662
XXIV.	<i>De la Competence entre la France & l'Espagne.</i>	683
XXV.	<i>De plusieurs autres Competences.</i>	724
XXVI.	<i>Des Ambassades composées de plusieurs Ambassadeurs.</i>	774
XXVII.	<i>Les Ambassadeurs sont inviolables en leurs personnes.</i>	808
XXVIII.	<i>La Maison & les Domestiques de l'Ambassadeur sont inviolables.</i>	873
XXIX.	<i>Les Ambassadeurs ne sont pas tousjours inviolables.</i>	900
XXX.	<i>Quand la Fonction de l'Ambassadeur cesse.</i>	929

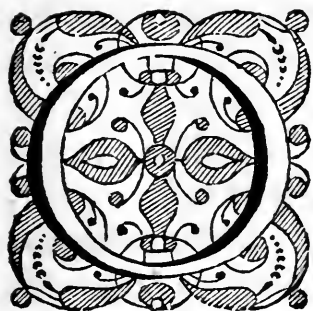
L'AMBASSADEUR

E T

SES FONCTIONS.

LIVRE PREMIER.

SECTION I.

De l'Ambassadeur en General.

N ne peut douter, que la connoissance de cette partie du Droit Public, qui traite des *Ambassadeurs & des Ministres estrangers*, ne soit tresnecessaire, & neantmoins il faut advoüer, qu'il n'y a rien de si universellement ignoré. Il n'y a point de Roiaume ny d'Estat qui ne s'en serve, & cependant il n'y a presque personne, qui sçache ce que c'est que *l'Ambassadeur*: quelles sont les qualités qui le forment, quels sont les droits & les avantages dont il jouït, quelles civilités on doit à son caractere, & quelles sont les fonctions de son employ. C'est pourquoy je me suis souvent estonné, que jusques icy on n'ait pas encore veu un traité achevé sur ce sujet, & que parmy tant de sçavants, qui ont fait leur principale estude de la Politique, & que parmy tant de grands hommes, qui ont fait connoître leur merite dans les Ambassades, il ne s'en trouve pas un seul, qui ait voulu obliger la posterité, en luy faisant present d'un ouvrage

I. Partie. A d'au-

d'autant plus utile, que l'Ambassadeur est un Ministre, dont l'Etat ne peut se passer, & que le Droit de l'Ambassade est la plus illustre marque de la Souveraineté.

La plus part de ceux qui ont traité cette matiere, ne le font qu'en passant, & ceux qui ont composé des volumes entiers, pour représenter l'idée d'un *parfait Ambassadeur*, ne nous donnent que des lieux communs; de sorte qu'au lieu de former un Ministre accompli, ils s'étendent sur des qualités, qui ne luy sont pas propres ny particulieres, mais sans lesquelles on ne sçauroit estre ny bon citoyen ny honneste homme. Mesme les Maistres des Ceremonies & les Introducteurs des Ambassadeurs y ont esté si negligents, qu'à la reserve de *M. Jean Finet*, Maistre des Ceremonies d'Angleterre, qui a eu soin de faire des memoires de ce qui s'est passé sur ce sujet à la Cour de Londres, pendant qu'il y a fait la fonction d'Introducteur, pas un seul n'a voulu rendre ce bon office à son successeur. *M. Girault*, Aide ou Lieutenant des Introducteurs dans la Cour de France, est sans doute celuy de tous les Officiers, qui entend le mieux cette charge. Il la possède de pere en fils, & ne servant point par semestre, comme les Introducteurs, il ne se peut qu'il n'y soit tres sçavant. Il est avec cela tres-galant & tres-habille homme; mais jusques icy on n'a pû obtenir de luy un peu d'application pour des Memoires, qui regleroient les ceremonies en toutes les autres Cours de l'Europe. Dans le deuxieme volume du Ceremonial de France on voit quelques remarques, que le Comte de Brulon & M. de Berlize ont faites de leur temps; mais il y en a fort peu, elles toutes estropiées, & n'ont point de suite du tout.

Pour moy, je ne promets pas un traité, où il ne manque rien; tant parce que la matiere est inépuisable en elle mesme, que parce que cette production s'estant faite dans l'en-

nuy

nuy d'une tresdure & insupportable captivité, il ne se peut que l'on ne trouve par tout des marques de mon chagrin, aussy bien que des infirmités, qui me sont communes avec tous les hommes, & que je reconnois estre tresgrandes en ma personne. Je n'avois dans ma solitude autre compagnie que celle de quelques uns de mes livres, qu'il falloit mendier du Fiscal, ny autre divertissement que celuy de la lecture. Celle de l'histoire moderne a de tout temps fait une partie de mon occupation, où je me plaisois à remarquer quelques passages, qui eussent pû servir, sinon à la composition d'un traitté regulier & methodique, du moins au soulagement de ceux, qui ayant plus de fonds & plus de capacité que moy, s'y pourroient aussy appliquer avec plus d'assiduité, & avec plus de succès. Mais mon malheur m'ayant fait perdre toutes ces pensées, & ayant rompu toutes mes mesures, il a fait succeder à un projet assés raisonnable cet amas d'exemples, qui ont esté publiés, sous le tiltre de *Memoires touchant les Ambassadeurs & les Ministres Publics*.

Ils parlent si amplement des exemptions, immunités, privileges & avantages, que *le Droit des Gens* leur attribue, que pour leur donner quelque forme de traitté, il suffisoit, à mon advis, de démêler & de rectifier dans cette troisième edition, ce qu'il y a de confus & d'irregulier dans les deux premieres. Je sçais bien que tout ce que j'en pourray dire, ne fera pas une Science qui ait ses principes Mathematiques, ou qui soit fondée sur des raisons demonstratives, sur les quelles on puisse faire des regles certaines & infallibles : mais aussy crois je pouvoir reduire tout mon discours à des maximes, où il se trouvera quelque chose de fort approchant d'une infallibilité morale.

Les Princes ont leur commerce entre eux comme les autres hommes; mais ne pouvant se communiquer en per-

bonne, sans quelque prejudice de leur dignité ou de leurs affaires, ils se servent de l'entremise de quelques Ministres, à qui ils donnent le caractère d'Ambassadeur, ou une autre qualité publique. C'est sur quoy se fonde la necessité des Ambassades; parce que les Princes ne pouvant faire eux mesmes leurs affaires avec les autres Souverains, il faut necessairement qu'ils y employent des personnes, qui les representent, & qui par ce moyen se trouvent dans une dignité relevée, où on leur rend des honneurs qu'ils ne pourroient pas pretendre sans cette qualité eminente. Lorsque ces personnes ont le caractère de représentant public, on les appelle *Ambassadeurs*, dans une signification bien plus particuliere, que celle que les Romains donnoient au mot de *Legatus*, qui ne s'estend pas seulement jusques aux Ministres du second ordre, mais aussy jusques à des personnes, qui n'estant point employées par des Souverains, ne sont point en la protection du *Droit des Gens*. L'Histoire Romaine, & les Loix de l'ancienne Rome, donnent la qualité de *Legatus*, non seulement aux Lieutenants Generaux de l'armée, & aux Lieutenant Colonels de leurs regiments ou Legions, mais aussy aux Deputés, que le Senat envoyoit aux Generaux, & que les villes sujettes de leur Empire, & les mesmes Generaux, envoyoit au Senat. C'est pourquoy ne pouvant appliquer à mon *Ambassadeur* tout ce que les loix Romaines disent de leur *Legatus*, j'ay jugé qu'il estoit inutile de tirer de l'histoire ancienne des exemples qui ne pourroient point servir à l'usage moderne: veu qu'à la reserve de la protection, que la *Droit des Gens* donne à l'un aussy bien qu'à l'autre, il n'y a rien dans l'antiquité, dont je puisse enfler un ouvrage: qui ne traite que de ce qui se pratique aujourd'hui.

Le mot d'*Ambassadeur*, *Ambasiadore*, ou *Embaxador* tire son Origine de l'Espagnol *Embiar*, qui signifie envoyer:

voyer : de sorte que l'on peut dire, que l'*Ambassadeur* est un *Ministre Public*, qu'un *Souverain* envoie à une puissance étrangère, pour y représenter sa personne, en vertu d'un pouvoir, de lettres de créance, ou de quelque commission, qui fasse connoître son caractère. Je sçais bien que cette définition n'a pas toutes les parties, dont elle devroit estre composée : mais comme l'escole n'estend pas sa Jurisdiction sur la matiere que je traite, aussy ne crois je pas me devoir assujettir à ses loix & à ses regles. Je parleray en la section suivante de ceux qui ont le droit d'envoyer des Ambassadeurs, & les pouvoirs, aussy bien que les lettres de créance, auront aussy les leurs, c'est pourquoy je me contenteray de dire icy, qu'il n'y a personne qui puisse douter, que l'*Ambassadeur* ne soit *Ministre Public* : comme de l'autre costé on ne peut pas ignorer, que tout *Ministre Public* n'est pas *Ambassadeur*, mais qu'il est nécessaire qu'il ait le caractère, qu'on appelle *representant*, sans lequel il doit prendre rang parmy les *Ministres* du second ordre. Le *Nonce* n'a pas la qualité d'*Ambassadeur*, mais il ne laisse pas de l'estre sous un nom Latin.

Tous les autres *Ministres*, comme les *Plenipotentiaires*, s'ils n'ont avec cette qualité le caractère *representant*, les *Internonces*, les *Gentilshommes Envoyés*, les *Residents*, les *Agents*, les *Commissaires*, les *Secretaires de l'Ambassade*, & mesme les *Secretaires des Ambassadeurs*, qui en l'absence de leurs Maistres, ou dans les intervalles des Ambassades, sont chargés de la poursuite & de la sollicitation des affaires, sont aussy *Ministres Publics*, & comme tels ils jouissent de la protection du *Droit des Gens*, en toute son estendue. C'est ce qui m'oblige à en parler aussy aux occasions, & à faire voir, que bien qu'on ne leur fasse pas les mesmes civilités, qui sont inseparables du caractère, ils ne laissent pas de jouir de tous les mesmes avantages, que le

Droit des Gens & la Foy publique donnent à tous ceux, à qui on peut donner la qualité de *Legatus*.

Je mets encore de ce nombre les personnes, que les Princes employent en vertu d'un ordre verbal; pourveu que celuy avec qui ils doivent negotier, les reconnoisse en cette qualité, & leur donne la creance qu'il ne donneroit pas à un autre, sans lettres. Le Roy Henry IV s'estant, au commencement de ce Siecle, avancé jusques aux frontieres de Flandres, à l'occasion du siege que l'Archiduc Albert avoit mis devant Ostende, & la Reine d'Angleterre s'estant rendue à Douvres, il y eut un grand commerce de lettres entre ces deux Princes. La Reine en escrivit une au Roy, dont les dernieres lignes estoient si obscures, que le Roy s'imaginant qu'elles cachotent quelque mystere, crût qu'il devoit s'en éclaircir, & employer pour cela un Ministre, dont la confiance fust assés connue, pour obliger la Reine à s'en expliquer avec luy, sans scrupule. Il voulut que le *Marquis de Rosny*, qui s'est fait connoistre depuis sous la qualité de *Duc de Sully*, passast la mer, sous pretexte de faire un voyage de divertissement à Londres; parce qu'il estoit bien assuré, que la Reine, qui seroit, sans doute, advertie de son passage, ne manqueroit pas de luy parler. Et de fait, à son débarquement il trouva dans le port de Douvres plusieurs Seigneurs Anglois, qui l'ayant reconnu & salué, en donnerent advis à la Reine, qui l'envoya aussytost querir par le Capitaine de ses gardes. Elle l'entretint fort longtemps des interets communs des deux Couronnes, & des desseins qu'on pourroit former contre l'Espagne, & le renvoya satisfait. *Il n'avoit point de lettres de creance*, qui luy donnassent qualité ou caractere, mais il ne laissa pas de faire la fonction d'Ambassadeur; parce que la Reine, qui sçavoit qu'il avoit la confiance de son Maître, le consideroit comme Ministre Public, & l'auroit, sans

fans doute, fait jouir de tous les Droits du caractère, s'il eust esté nécessaire. Cela se peut faire entre des Princes qui sont en parfaitement bonne intelligence; mais il ne faut rien hasarder avec ceux qui ne le sont point, & qui pourroient ne point avoir pour la personne la considération, qu'ils sont obligés d'avoir pour le caractère.

En l'An 1646 la Cour de France, voyant que *l'Abbé de St. Nicolas*, quoy que treshabile negotiateur, ne pouvoit pas vaincre la dureté, que le Pape Innocent X avoit pour les Barberins, dont le Roy faisoit poursuivre le rétablissement, resolut d'y envoyer le Duc de Brezé, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, ou bien le *Prince Thomas de Savoye*, qui n'auroit point d'autre qualité que celle qu'il tenoit de sa naissance. Mais le Duc ayant esté tué dans un combat naval, & le siege d'Orbitello ayant esté levé avec peu de réputation pour les armes de France, le Prince ne voulut pas paroistre à Rome après ce mauvais succès. Il ne vouloit pas prendre la qualité d'Ambassadeur, afin de ne point faire de tort à celle de Prince; mais il n'auroit pas laissé de l'estre en effet, parce qu'il avoit ses lettres de créance, d'en faire les fonctions, & de jouir de la protection & de tous les avantages du *Droit des Gens*. On a veu des Princes du Sang de France Ambassadeurs en Espagne & en Angleterre. *Antoine* Roy de Navarre & le Cardinal de Bourbon, conduisirent Isabelle, Fiancée du Roy d'Espagne, jusques sur les Frontieres, le *Prince de Condé* fut jusques à Madrid, & le *Prince Daulfin*, fils du Duc de Montpensier, fut mis à la teste de l'Ambassade, que le Roy Henry III envoya en Angleterre, pour la recherche du mariage du Duc d'Alençon son frere. Je ne parle point des *Ducs de Mayenne & de Cheureuse*, Princes de la Maison de Lorraine, ny du *Duc d'Engoulesme*, parce que le *Prince Thomas* pretendoit estre quelque chose de plus qu'eux; mais

mais je ne pense pas ; que le fils puisné d'un Duc de Savoye voulust entrer en competence avec un *Cardinal Lantgrave de Hesse*, qui est d'une maison aussy illustre, & pour le moins aussy ancienne que celle de Savoye, & neantmoins il a bien voulu paroistre en la qualité d'Ambassadeur de l'Empereur dans une Cour, dans laquelle il tient un rang, que les Princes, ny le Duc de Savoye mesme, ne peuvent pas pretendre. J'en dis autant du *Cardinal Bichi*, Ambassadeur de France : de l'*Evesque d'Osnabrug*, Prince de l'Empire, Ambassadeur à Munster, non d'une Teste Couronnée, mais de la part du College Electoral, & conclus par là, que le caractère d'Ambassadeur ne déroge point à la qualité de Prince.

Un exemple domestique pouvoit convaincre le Prince Thomas de cette verité. En l'an 1607 le *Duc de Savoye*, son pere, demanda à l'Empereur, & en obtint l'Ambassade Extraordinaire de Venise, où on traittoit de l'ajustement du different, que la Republique avoit avec le Pape Paul V. Le Duc disoit, qu'il avoit brigué cet employ pour trois raisons. La premiere, parce qu'il craignoit, que si la guerre s'allumoit en Italie, il ne fust le premier, qui en sentist les incommodités. La deuxieme, parce qu'il vouloit par ce moyen détruire l'opinion qu'on avoit de luy, qu'estant Prince ennemy du repos, il ne demandoit que la guerre : Et la troisieme, parce qu'il luy importoit de faire voir à l'Empereur, qui parloit d'épouser sa Fille, que l'ambition n'estoit pas son vice, & qu'il pouvoit s'accommoder à tout. Cette Ambassade n'eut point d'effet ; soit que le Duc n'eust pas dequoy en faire la dépense, ou qu'il ne fust point satisfait des honneurs, que le Senat avoit resolu de luy faire à sa reception : ou bien que le traitté entre le Pape & la Republique fust conclu, devant qu'il eust pû entrer en negotiation. Tant y a, que le *Duc de Savoye*, qui avoit
le cœur

le cœur pour le moins auffy bon que le Prince fon Fils puisné, ne jugeoit pas cet employ incompatible avec fa dignité. En l'an 1641 les Eftats des Provinces Unies envoyèrent une Ambaffade folemnelle en Angleterre, pour le mariage du Prince Guillaume, fils du Prince Frederic Henry d'Orange. Après que le mariage fust refolu, le Prince Guillaume y passa en perfonne ; mais afin de prevenir la difficulté, que les Ambaffadeurs, & particulièrement les eſtrangers, auroient faite, de ceder à fa qualité de Prince, on luy donna celle d'*Ambaffadeur*.

Il ne feroit peuteſtre pas hors de propos de demander icy, ſi les *Cardinaux Proteſteurs* ſont auffy Miniſtres Publics. Je n'oſerois me declarer pour l'affirmative ; tant parce que parmy ceux qui ont eſcrit du Droit Public, pas un ne les met au nombre des Miniſtres, que parce que leurs fonctions ſont bien differentes. Le Proteſteur n'eſt pas Ambaffadeur, parce qu'il n'a pas le caractère representant, & il ne peut pas eſtre Miniſtre du ſecond ordre, parce que cette qualité eſt infiniment au deſſous de la dignité de Cardinal. L'*Ambaffadeur* jouit de la protection du *Droit des Gens*, & de toutes les prerogatives qui en dépendent ; mais le *Cardinal Proteſteur* ne peut reclamer que l'autorité, ou pluſtoſt l'interceſſion de la Couronne, dont il protege les intereſts, & ne ſe peut exempter de la Jurisdiction du Pape. L'*Ambaffadeur* a ſes appointements reglés : le Proteſteur n'a que des penſions ou des benefices. Il eſt vray que la protection des deux premieres Couronnes donne une grande autorité aux Cardinaux, particulièrement dans un conclave, où ils ſont chefs de party, & qu'à cauſe de cela ceux des meilleures Maisons d'Italie, & quelquefois les Cardinaux néveux meſmes, la recherchent avec chaleur & ambition ; mais ils ne voudroient pas qu'on les conſideraſt comme Miniſtres Publics.

Je ne distingue point entre les *Ambassadeurs Ordinaires* & les *Extraordinaires*, parce qu'il n'y a point de difference essentielle entre eux. Ils doivent avoir tous deux les mesmes qualités personnelles, leurs lettres de creance, leur instruction, leur pouvoir &c. Les uns & les autres jouissent également de toutes les prerogatives du *Droit des Gens*. Ils sont tous deux representants au mesme degré, & je ne diray rien des uns, qui ne puisse aussy estre appliqué aux autres.

L'*Ambassadeur* represente la personne du Prince son Maistre, & à cause de cela on luy donne la qualité de *representant public*, dans une signification, qui est propre à ce caractere. Les Venitiens donnent cette qualité à ceux de leurs Magistrats, qui comme *Provediteurs* ont commandement dans les armées, ou dans les Provinces, & mesmes les *Podestàs*, ou Gouverneurs de leurs villes se donnent la mesme qualité, & se font respecter comme tels. Au commencement de ce Siecle le Comte de Vaudemont, second fils du Duc de Lorraine, en arrivant en Italie, tous les *Podestàs* luy firent entrée & civilité; mais ils prenoient par tout la main sur luy; quoy que le Doge luy fist bien plus d'honneur, qu'il n'a accoustumé de faire aux Ambassadeurs. Les *representantes* des Espagnols sont toute autre chose, quoy que l'on ne puisse pas nier; qu'un bon Ambassadeur ne soit aussy un grand personnage de theatre, & que pour reussir en cette profession il faut estre un peu Comedien.

Ce n'est pas que je ne voulusse, qu'il fust homme de bien, & qu'il possedast, avec la veritable vertu, les qualités qui peuvent former un si agreable mélange de morale & de politique, sans les quelles le Ministre fait une tresmeschante figure dans le grand Monde: mais je crains point de dire, que dans la corruption du siecle cela n'est pas absolument necessaire, & qu'il suffit, que l'Ambassadeur ait

un grand extérieur, & une belle apparence, dont il tirera de plus notables avantages que de la vertu même, quoy qu'on ne puisse pas cacher longtemps les qualités que la nature donne, ny amuser le monde de celles que l'on n'a point. L'esprit se fait bien connoître d'abord; mais il n'est pas si facile de pénétrer jusques à la véritable cause des actions, & de sçavoir si elles reçoivent leur mouvement de la passion ou de la vertu; parce que l'une étant une corruption de la nature, on s'étudie plus à cacher l'un qu'à acquiescer l'autre. Ce qui étant si ordinaire à tous les hommes, on n'en peut pas demander davantage à l'Ambassadeur; qui pourtant ne peut payer tousjours d'apparence: mais il faut qu'en des rencontres il soit en effet, ce qu'il peut faire paroître en d'autres. S'il n'a pas un véritable fonds d'honneur au dedans, il faut du moins qu'il ait une grande honnêteté au dehors, afin qu'il ne fasse point de honte à son caractère & à son Maître. Le *Comte de Cantecroix*, Ambassadeur de la part de l'Empereur à Venise en l'an 1606, faisoit un bordel de sa Maison. Il fabriquoit de la fausse monnoye: il avoit voulu faire assassiner sa femme, quoy que les assassins manquaient leur coup, & il avoit effectivement fait tuer son Maître d'hôtel: de sorte que le Senat, offensé d'une vie si scandaleuse, s'en plaignit à l'Empereur, & le fit révoquer. On ne laissa pas de le congédier honorablement, & de luy donner le présent ordinaire: mais le Comte craignant que sa femme ne fît le coup qu'il avoit manqué, se déroba de Venise, & en partit de nuit, sans prendre congé de personne.

Je ne parleray pas icy des qualités qui sont absolument nécessaires à l'Ambassadeur, parce que je leur destine des Sections particulières; & neantmoins je ne laisseray pas de dire en cellecy, que *l'Ambassadeur* est inutile, & mêmes dangereux, s'il n'a pour son Maître une fidélité incorrup-

tible , un zele ny estourdy ny interessé, & s'il n'a assés d'habilité , pour n'estre point risible dans le poste qu'il occupe. Il doit avec cela avoir une parfaite connoissance des affaires qu'il a à negotier , aussy bien que de l'estat des Princes , qui ont quelque rapport aux interets de son Maistre. Il est d'ailleurs impossible, que le Prince soit assure de la fidelité & de la capacité de son Ministre , si celuicy ne luy en a donné des preuves en d'autres emplois , que le Maistre a accoustumé de marquer dans la commission, qui fait connoistre la capacité de l'un & la confiance de l'autre.

En disant que *l'Ambassadeur* fait les affaires de son Prince dans une Cour , ou auprès d'une puissance estrangere , j'ay évité à dessein le mot de *negotier*. Tous les Ministres du second ordre sont negotiateurs , mais tous les Ambassadeurs ne le sont point , comme tous les negotiateurs ne sont pas Ambassadeurs. L'Ambassadeur d'obedience , & celui que l'on n'envoie que pour voir jurer l'observation & l'exécution d'un traité de Paix , ou pour représenter son Prince aux ceremonies d'un baptesme , d'un mariage , d'un Couronnement , ou d'un enterrement , ne negotient point ; mais ils ne laissent pas d'estre *Ambassadeurs* , & mesmes on leur fait bien autant on plus d'honneur qu'à ceux qui negotient.

Il y a encore des Ministres , qui n'ont ny qualité ny caractère , & qui ne laissent pas d'estre en la protection du *Droit des Gens*. Le *Marquis Spinola* , le *President Richardot* , & les autres Ministres , que l'Archiduc Albert envoya à la Haye en l'an 1607 , pour y traiter la Paix , n'estoient pas Ambassadeurs : ce qui est tresconstant ; parce que leurs lettres de creance ne leur donnoient point le caractère. Ils n'estoient point Ministres du second ordre non plus , parce qu'ils estoient d'une qualité trop relevée , pour un employ qui estoit si loin au dessous d'eux ; mais on ne laissa pas de leur

leur faire les mesmes honneurs, que l'on auroit rendus au caractère, & on eut pour eux la mesme consideration, que l'on pouvoit avoir pour des Ambassadeurs. Le *Mareschal Destrades*, n'estant encore que Capitaine, & en suite Colonel, n'avoit point de qualité politique, mais il ne laissoit pas de negotier les affaires les plus importantes, & d'estre considéré comme un Ministre treshabile & tresnecessaire.

Doffat avoit fait les affaires de France longtemps devant la reconciliation du Roy Henry IV; mais il n'en fut particulierement chargé qu'après que le Duc de Luxembourg eust achevé son Ambassade: & bien qu'il n'eust pas le caractère d'Ambassadeur, il ne laissa pas d'en faire les fonctions, & de jouïr de tous les droits du caractère. Les seules ceremonies publiques le distinguoient d'avec l'Ambassadeur aux audiences & aux Chapelles du Pape. Il dit luy mesme, qu'au mariage du Roy d'Espagne Philippe III, & de l'Archiduchesse d'Austriche, dont les solemnités se firent à Ferrare en l'an 1598, les Ambassadeurs de l'Empereur & de Venise estoient de bout auprès du Pape, celui d'Espagne n'avoit point de rang, & luy *Doffat* se trouva avec les Evêques assistants, & donna l'encens à la Nouvelle Reine d'Espagne.

Mais c'est une chose assés extraordinaire de donner la qualité d'*Ambassadeur* à un homme, que l'on ne veut point faire negotier, & que l'on ne peut faire jouïr de la protection du *Droit des Gens*. *Pierre, Despote de Moldavie*, ne se faisant point aimer de ses sujets, & n'estant pas agréable à la Cour de Constantinople, fut chassé de son pais par les Turcs, qui le poursuivirent avec tant de chaleur, que tout ce qu'il put faire ce fut de se jetter dans un chasteau, qu'il avoit acquis en Transilvanie, où il avoit sauvé sa femme & ses plus precieux meubles. Il y fut assiégré par *Jean Zapolli*, Roy d'Hongrie, qui le contraignit de se rendre, mais

à des conditions, qui obligeoient Jean à luy permettre de demeurer dans le mesme chasteau en toute liberté. *Estienne*, qui avoit succédé à *Pierre*, son frere, en Moldavie, craignant d'en estre chassé à son tour, fit prier *Soliman*, Empereur des Turcs, de le guerir de cette inquietude, en ostant à son frere la protection du Roy d'Hongrie. *Soliman* le demanda à Jean, qui dit bien d'abord, qu'il ne pouvoit pas abandonner ce Seigneur, après luy avoir engagé sa parole; mais se voyant pressé, il ceda enfin aux instances de *Soliman*, & l'envoya à Constantinople: non comme prisonnier, mais avec la qualité, & avec un train d'Ambassadeur. *Pierre* fut fort bien receu à la Porte, & y Justifia si bien ses actions, que *Soliman* ne le pouvant pas renvoyer en Moldavie, dont il avoit investy *Estienne*, & qui vouloit neantmoins qu'on eust bonne opinion de sa Justice & de sa generosité, permit qu'il allast demeurer à Pera, où il le fit jouïr d'une entiere liberté, de faire & de recevoir toutes sortes de visites. *Estienne* estant decedé quelque temps après, *Soliman* renvoya *Pierre* en son país, où il le fit reestabli par un de ses Bachàs. *Pierre* avoit bien la qualité d'Ambassadeur, mais il ne l'estoit pas, & ne pouvoit jouïr de la protection du *Droit des Gens*. Il n'avoit point de lettres de creance: ce n'estoit pas l'intention de *Soliman* de le reconnoistre pour Ministre Public, & le train qui l'accompagnoit, n'estoit en effet qu'une garde honorable, composée de gens, qui avoient ordre de le mettre entre les mains du Grand Seigneur.

La qualité d'*Ambassadrice* est beaucoup plus nouvelle que celle d'*Ambassadeur*. Le mot de *Legatus* est masculin, & les mesmes loix, qui éloignent les femmes des charges publiques, les éloignent aussy de cette sorte d'emplois, dont les plus habilles hommes ont de la peine à s'acquitter dignement. Mesmes comme anciennement, lors que toutes

tes les Ambassades estoient extraordinaires, & ne duroient qu'autant de temps qu'il falloit pour achever l'affaire qu'ils avoient à negotier, les Ambassadeurs ne se faisoient pas accompagner de leurs femmes, on ne sçavoit pas aussy ce que c'estoit que d'*Ambassadrices*. *Marguerite d'Autriche*, Tante de l'Empereur Charles V, *Loüise*, Mere de François I, Roy de France: *Eleonor* sa femme: *Marie* Reine d'Hongrie, & *Marguerite*, Duchesse d'Alançon, sœur du mesme Roy François, ont fait des negotiations & des traittés, mais elles estoient assistées d'habilles Ministres, & elles avoient une qualité bien plus relevée que celle d'*Ambassadrice*. *La Mareschalle de Guebriant* a esté la premiere Dame, & la seule, si je ne me trompe, qui ait eu cette qualité de son chef, & elle pourroit bien estre la dernière. Quand je parleray d'*Ambassadrice*, j'entendray parler de la femme de l'*Ambassadeur*, qui est celuy qui la fait jouir de la protection du *Droit des Gens*, lequel ne connoit point cette qualité d'*Ambassadrice*. *La Demoiselle Angloise*, dont *Philippe de Comines* fait une si agréable histoire, n'avoit ny caractère ny qualité; mais après ce qu'il dit de l'habilité de cette creature, il faut avouer, que si elle n'estoit *Ambassadrice*, elle en sçavoit admirablement bien faire les fonctions. Le Comte de Warüic estoit celuy de tous les Seigneurs d'Angleterre, qui avoit le plus contribué à la perte de Henry VI, à la rüine de la Maison de Lancastre, & à l'élevation de celle de Yorc, en la personne d'Edüard IV. Il se broüilla depuis avec Edüard irreconciliablement; de sorte que ne se trouvant pas en feureté en Angleterre, il s'embarqua, à dessein de se retirer en son gouvernement de Calais; emmenant avec luy le Duc de Clarence, son gendre, frere d'Edüard. Le Comte s'estant arresté auprès du Risban, *Vauclerc*, son Lieutenant au gouvernement de Calais, qui y avoit esté mis de

sa

sa main , luy fit tirer quelques volées de Canon , & le contraignit de prendre le large , pour aller descendre en Normandie. L'action de *Vauclerc* fut si agréable à Edüard, qu'il luy donna le Gouvernement en Chef ; mais ayant appris depuis, que ce nouveau Gouverneur ne laissoit pas d'entretenir correspondance avec le Comte, il commença à s'en défier, aussy bien que de la retraite, que Louis XI donnoit aux exilés. Ce qui l'inquietoit le plus c'estoit de voir son frere engagé dans le party de leurs ennemis communs, contre les interets de leur Maison. Pour luy en faire remontrer l'importance , il se servit d'une Demoiselle , qui sous pretexte d'aller trouver le Comte de Warüic de la part de ses amis secrets, se fit donner passage à Calais , & trouva de la seureté en France. Elle dupa *Vauclerc* , & sceut si bien représenter au Duc de Clarence , qu'il s'alloit perdre avec le Comte , quelque succès que les affaires eussent , parce que le Comte alloit marier sa fille puisnée au Prince de Galles, fils de Henry VI, qu'il promit de se declarer pour le Roy son frere, dès que l'occasion seroit tant soit peu favorable, & qu'il le pourroit faire avec succès, & avec l'avantage de l'un & de l'autre. Il le fit au premier combat, & par ce moyen il assura à sa Maison le Sceptre, qui sans cela alloit repasser en celle de Lancastre, que ce mariage faisoit remonter sur le thrône. Le plus habille Ambassadeur ne pouvoit pas faire davantage.

J'ajousteray seulement à cecy , que les Ambassades ordinaires ne sont point du *Droit des Gens* : estant certain, qu'elles n'estoient point connües, il n'y a pas encore deux cens ans. Il y a encore plusieurs peuples qui ne les connoissent point du tout. L'Europe seule les admet , & les Princes qui ne les recevroient point , feroient bien quelque chose contre la coustume , mais non contre le *Droit des Gens*. On n'en voit point en la Cour de Pologne,

logne & les Polonois n'en souffrent pas volontiers chez eux. Au mois d'Avril 1666 un des Deputés de la Noblesse dit en la diète de Warfavie, que l'Ambassadeur de France n'avoit rien à faire là : qu'il falloit le considerer comme un espion, ou plustost comme un traistre. Qu'on sçavoit, qu'il avoit desja fait plusieurs intrigues contre le repos de l'Estat. Que le Roy n'avoit que faire de tuteur, ny la Couronne de Conseils estrangers. Que le sejour de l'Ambassadeur estoit suspect; *par ce que les Ambassadeurs ont accoustumé de se retirer dès que leur negotiation est achevée.* Qu'il y avoit plus d'un an que celuicy estoit en Pologne, & qu'on ne sçavoit pas ce qu'il y faisoit, ny à quoy sa presence estoit utile. Qu'il eust à partir, *ou à changer sa qualité d'Ambassadeur en celle de Resident.* Ce Gentilhomme ne s'expliquoit pas bien; mais il ne laisse pas de confirmer ce que je viens de dire. Au commencement de l'an 1668 les Deputés des Provinces firent instance jusques à dix fois à ce qu'on congediast tous les Ambassadeurs, & qu'on fist une loy, qui reglast le temps du sejour qu'ils y pourroient faire; à quoy le Roy & le Senat s'opposèrent; mais aussy cette opposition fut une des principales causes de la dissipation de la diète.

SECTION II.

Il n'y a que les Souverains, qui envoient des Ambassadeurs.

J'Ay dit en la Section précédente, qu'il n'y a point de plus illustre marque de la Souveraineté que le Droit d'envoyer & de recevoir des Ambassadeurs. Lors que quelques années après le traité de Vervins l'Archiduc Albert fit faire les premieres ouvertures de la paix aux Pro-

vinces Unies, les Estats, pour faire voir, que le premier article de leur traité devoit faire l'establissement de leur liberté & de leur Souveraineté, donnerent la qualité d'Ambassadeur à François d'Arsens & à Noël Caron, qui jusques alors avoient fait les affaires de cet Estat comme Agents, & les deux Rois, de France & d'Angleterre, reconnoissant en ces Ministres le caractère représentant, reconnurent aussi la Souveraineté de l'Estat qui les employoit. Mais d'autant que l'Espagne la luy disputa après la trêve, & que les Estats avoient à traiter avec elle à Munster, ils se trouverent d'autant plus embarrassés, qu'ils sçavoient, que les Espagnols ne souffriroient point, que la qualité d'Ambassadeur fust clairement exprimée dans le pouvoir de leurs Ministres. D'abord on proposa à la Haye de donner à leurs Ministres celle d'*Ambassadeurs destinés à la Couronne de Suede, & de Plenipotentiaires à Munster*, & de leur donner le mesme caractère d'Ambassadeur dans le pouvoirs qu'ils emporteroient, pour traiter avec les Ministres de France. Qu'à l'ouverture de la negotiation qu'ils feroient, avec ceux d'Espagne, ils produiroient le pouvoir, où la qualité d'*Ambassadeurs à la Couronne de Suede* seroit exprimée mais qu'avec cela ils auroient encore un autre pouvoir, dont ils se serviroient, en cas que les Espagnols fissent difficulté de les reconnoistre comme Ambassadeurs, & qu'alors on obligerait aussi ceux de France à se contenter de la qualité de Plenipotentiaire. D'*Avaux & Servien* extrêmement scandalisés de ce procédé, disoient que les Hollandois, non contents de remplir le pouvoir d'une qualité dont on n'estoit point demeuré d'accord, & que les Espagnols n'y souffriroient point, vouloient obliger les Ministres de France à se dépouiller d'un caractère, que le Roy leur avoit donné, & sous lequel ils estoient connus depuis plus de deux ans. Ils disoient, que cela estoit d'autant plus estrange, que les Espagnols

pagnols mesmes ne se le donnoient point dans les pouvoirs, qu'ils avoient pour traiter avec les Hollandois ; au lieu que tous ceux , avec lesquels les Ministres de France estoient obligés de negotier , estoient *Ambassadeurs* : tellement qu'il falloit necessairement qu'ils eussent aussi le mesme caractere. Ils y adjoustoient, que sur ce pied le Roy, leur maistre , ne pourroit plus employer des Ambassadeurs , en voulant traiter avec le Roy d'Espagne, en quelque lieu que ce fust ; parce que les interets de la France estant inseparables de ceux des Provinces Unies, il seroit tousjours obligé de suivre leur caprice. Qu'ils ne pouvoient pas comprendre, pourquoy les Estats se vouloient ressentir contre la France de l'outrage qu'ils recevoient de l'Espagne, *laquelle en rejetant ce pouvoir, revoqueroit leur Souveraineté en doute*, au lieu que la France les reconnoissoit pour Souverains. Que les Hollandois s'exposeroient par là, sans necessité, à un affront inevitable ; parce que les Espagnols, qui estoient punctuellement advertis de toutes les resolutions, que les Estats Generaux prenoient, ne manqueroient pas de contester la qualité de leurs Ministres ; quand ce ne seroit que pour commettre cet Estat avec la France, & pour exposer l'un & l'autre à la discretion de leurs ennemis communs. Que les Hollandois agissoient contre les principes de la prudence, en s'attirant de gayeté de cœur, le refus des Espagnols, qui, en les obligeant à *renoncer à la plus éclatante marque de leur Souveraineté*, leur faisoit un prejudice, que la France ne pourroit pas faire reparer. Car quand mesmes les Hollandois obligeroient les Ministres de France à renoncer à la qualité d'*Ambassadeur*, cette renonciation volontaire n'empescheroit pas le Roy de France de faire reconnoistre ses *Ambassadeurs* en toutes les Cours du Monde ; au lieu qu'on la disputeroit par tout à ceux des Provinces Unies, après qu'on les auroit obligés à l'oster

de leurs pouvoirs. Ainsy qu'ils ne devoient rien hasarder ; mais se contenter de prendre la qualité d'*Ambassadeur* dans le pouvoir qu'ils monstrent à toute l'assemblée, sinon aux Espagnols ; de peur que le refus de ceuxcy ne leur attirast celuy de quelques autres, qui jusques alors les avoient reconnus pour Souverains.

Il ne se peut rien dire de plus fort sur ce sujet, ny qui l'explique mieux ; c'est pourquoy je ne fortifieray ma these que d'un seul exemple. Les *Grisons* sont ces peuples Alpestres, que les Romains nommoient *Rheti*. Ils sont distingués en trois Liges ou Communautés, & la plus grande, que l'on nomme la *Ligue Grise*, communique son nom aux deux autres, dont l'une est appelée la *Ligue des Droitures*, & l'autre la *Ligue de la Cadée*, ou de la *Maison de Dieu*. Les habitants de la Valteline, qui sont sujets des Grisons, se revolterent en l'an 1620, & ayant appelé à leur secours l'Archiduc de Tirol & le Duc de Feria, Gouverneur de Milan, les Grisons se trouverent tellement incommodés des armes de leurs voisins, qu'ils envoyèrent à Milan demander des passeports pour les Deputés, qui y devoient aller negotier la paix. On les leur accorda, mais lors que leurs *Ambassadeurs* ou *Deputés* y arriverent, le Gouverneur ne voulut pas admettre ceux de la *Ligue des Droitures*. Il disoit, que cette Lige, qui avoit autrefois fait partie du domaine de la Maison d'Austriche, ayant esté conquise par l'Archiduc, à qui elle avoit presté le serment de fidelité, il ne les pouvoit plus considerer que comme des Deputés d'un Membre retranché, *qui estant devenu sujette de l'Archiduc, n'avoit plus le droit d'envoyer des Ambassadeurs, ny de faire negotier comme un peuple libre*. Le Duc de Feria reconnoissoit les deux autres Liges pour Souveraines, comme elles l'estoient en effet, & le sont encore, aussy bien que la troisième, qui est rentrée en ses anciens

ciens droits : & c'est dont personne ne peut douter. Les Rois de France & d'Espagne ont eu leurs Ambassadeurs auprès d'eux, & ont fait des traittés & des alliances avec les Grisons, comme avec des peuples libres & Souverains. En l'an 1604, Les Grisons envoyèrent à Venise sept Ambassadeurs, suivis de cent cinquante personnes, & le Senat les fit défrayer par tout l'Estat, & recevoir avec plus d'honneur, que l'on n'avoit jamais fait à aucun autre Ambassadeur.

La raison, qui rend ce Droit inseparable de la Souveraineté, est, que le Prince, qui employe un *Ambassadeur*, estant obligé de le protéger, aussy bien que celuy après duquel il est employé, il est evident, que le Ministre ne peut esperer cette protection que de celuy qui a le droit du glaive, & qui peut se ressentir de l'outrage, qu'on luy fait en la personne de son Ministre : c'est à dire qu'il n'y a que les Souverains, qui ne rendent point compte de leurs actions, qui puissent employer des Ambassadeurs; parce qu'ils sont obligés de les protéger.

Dont il faut conclurre, que ceux qui sont employés par des personnes qui ne sont point Souveraines, n'estant ny Ambassadeurs ny Ministres Publics, bien qu'on les fasse jouir de la seureté publique, ne peuvent pas pourtant pretendre la protection du *Droit des Gens*. Les Princes du Sang, & les autres Seigneurs Catholiques, qui après la mort du Roy Henry III, se declarerent pour le legitime heritier, envoyèrent le *Duc de Luxembourg* à Rome en l'an 1591. Mais il n'estoit point Ambassadeur; parce qu'il n'avoit point de lettres de creance de son Souverain, quoy qu'il fist le voyage du consentement du Roy. Ce ne fut pas le Roy qui luy ordonna de negotier, ny qui signa son instruction, mais ce furent quelques Seigneurs, de la mesme qualité que le Duc, qui le prièrent de se charger de cette Commission. *Le Cardinal de Joyeuse & le Baron de Se-*

necey, qui y allerent depuis de la part de la Ligue, n'estoient pas Ambassadeurs ny Ministres Publics non plus, mais seulement Deputés d'une faction criminelle & tresdangereuse, qui s'estoit élevée dans l'Estat contre l'autorité Royale, laquelle pouvoit seule nommer & faire des Ministres Publics. Car encore que l'incomparable *H. de Groot* pose, que lors qu'il se forme dans un Estat deux factions, ou deux partis, dont la puissance soit presque égale, les Ministres de l'un & de l'autre doivent également jouir de la protection du *Droit des Gens*, il semble que cela ne se doit pas estendre au delà du commerce que les deux partis peuvent avoir entre eux. Sans la valeur & le merite personnel de Henry IV, le party de la Ligue estoit sans comparaison plus considerable que celui du Roy, mais ny le Pape ny le Roy d'Espagne, qui protegeoit les Catholiques Zelés, n'ont jamais considéré leurs Deputés comme Ministres Publics. Il est vray qu'en la conference de Surêne ils traitterent du pair avec les Deputés du Roy; mais les uns & les autres trouvoient leur seureté dans les passeports, & non au *Droit des Gens*, qui est d'ailleurs fort peu respecté dans les guerres Civiles.

Le party du Parlement de Londres estoit desja fort considerable, lors qu'il envoya *Walter Stricland* à la Haye au mois de Septembre 1642. Mais dès qu'il eut demandé audience, *Bosüel*, qui y estoit de la part du Roy d'Angleterre, s'y opposa, & representa que le Parlement n'estant qu'un corps sans ame, en l'absence & sans l'adveu du Roy, n'avoit ny le pouvoir de rien resoudre dans le païs, ny l'autorité de faire negotier hors du Roiaume, *sans la permission de son Souverain*. *Stricland*, voyant que les Estats Generaux, à qui il avoit fait rendre sa lettre de creance, ne luy faisoient rien dire, alla un jour dans une de leurs antichambres, & demanda audience. On luy envoya
dire

dire par deux Deputés, que sa lettre de creance n'ayant pas encore esté traduite de l'Anglois, les Estats le prioient de considerer, s'il ne seroit pas à propos, qu'il leur donnast sa proposition par escrit, afin qu'on la traduisist en mesme temps. Mais il repartit, qu'il avoit ordre de la faire de bouche, & que si on differoit de luy donner audience ce jour là, il le prendroit pour refus, & verroit ce qu'il auroit à faire. Cette fermeté obligea les Estats à luy envoyer un Deputé de chaque Province, à qui il fit ouverture de sa commission, & il leur laissa sa proposition par escrit. Il n'eut point d'audience publique pourtant, quoy que les Deputés de la Province de Hollande la demandassent avec autant de chaleur que luy mesme. Les Estats Generaux prirent quelques resolutions sur ses memoires, & l'asseurerent, qu'ils observeroient tousjours une parfaite neutralité entre le Roy & le Parlement. Expression qui fait juger, que les Estats reconnoissoient qu'il y avoit deux partis formés en Angleterre, & que pour des raisons particulieres, que l'on ne peut ignorer, ils avoient plus de consideration pour l'un que pour l'autre. Ils le témoignèrent bien au second voyage, que le mesme *Stricland* fit à la Haye incontinent après la mort du feu Roy, laquelle n'avoit point levé les difficultés de son admission. *Doreslas*, son Colleague, y avoit esté assassiné; de sorte que *Stricland*, ne s'y trouvant pas en seureté, pressoit qu'on l'admiss, & qu'on l'expediast. Les Deputés de Hollande secundoient ses instances, & representoient continuellement, qu'on ne luy pouvoit pas refuser audience, si on ne vouloit sortir des termes de la neutralité, que les Estats avoient promis d'observer inviolablement : mais tous ces devoirs furent inutiles. Les Deputés des six autres Provinces disoient, qu'ils ne pouvoient rien resoudre dans une affaire de cette nature, sans l'ordre exprés de leurs

Committents, qui ne s'en expliquoient point : de sorte que *Stricland*, qui estoit en des inquietudes continuelles, à cause de l'accident, qui estoit arrivé à Doreflas, voyant que l'opiniastreté des six Provinces, appuyée de l'autorité du Prince d'Orange, estoit invincible, se retira en Angleterre. Leur procédé estoit d'autant plus estrange, que l'Estat avoit un Ambassadeur auprès du mesme Parlement, dont on traittoit si indignement le Ministre, & qui ne manquant point de moyens de s'en ressentir, s'en vengea bientôt si cruellement, que l'on eut sujet de se repentir du peu de considération que l'on avoit eu pour une puissance, qui faisoit trembler une bonne partie de l'Europe.

En l'an 1643 *Hugues de Burgo*, Deputé des Catholiques Irlandois, estant à Bruxelles, fit demander aux Estats Generaux un passeport, pour venir à la Haye, & en ayant esté refusé, son Solliciteur en demanda un au Conseil d'Estat, qui ne sçachant pas ce qui s'estoit passé dans l'assemblée des Estats Generaux, luy en fit expedier un. Les Estats, bien estonnés de voir le memoire d'un homme, à qui ils n'avoient pas voulu permettre d'entrer dans le país, le luy firent rendre avec les lettres de creance qui l'accompagnoient, & luy ordonnerent de sortir du país dans quatre jours. Ces Catholiques s'estoient declarés contre le Parlement ; mais ils avoient donné la direction de leurs affaires à l'Archevesque de Fermo, Nonce du Pape ; de sorte que bien que le Roy approuvast leur intention, il n'osoit pas advoier publiquement leur procédé. C'estoient des rebelles, que le *Droit des Gens* ne protege point, & dont les emissaires ne meritent point le nom de Ministres, & ne le sont pas en effet.

En rendant le droit de l'Ambassade inseparable de la Souveraineté, on peut former deux theses, dont il faudra examiner la verité en cette Section, & voir si tous les Souverains

verains l'ont, & de l'autre costé si tous ceux qui ne sont point Souverains n'y ont point de part. Pour ce qui est de la premiere partie, il semble que je puis dire, qu'à la reserve des Electeurs & des Princes d'Allemagne, dont il sera parlé dans la quatrième Section, il n'y a point de Souverain qui n'ait ce Droit, & qui n'en jouïsse. Le *Pape* envoie ses *Legats* par tout, & a ses Nonces en presque toutes les Cours Catholiques de l'Europe : en France, en Espagne, en Portugal, à Vienne, à Venise, à Turin, à Naples, & quelquefois des *Nonces* ou des *Internonces* en Pologne, à Bruxelles, à Cologne & ailleurs. Ils n'ont point de fonction de Jurisdiction Ecclesiastique en France ; mais bien presque par tout ailleurs. Il envoie aussi des Evêques, de ceux que l'on appelle *in partibus infidelium*, dans les Provinces des Princes Catholiques & Protestants, mais ce ne sont proprement que des Vicaires, & leur fonction estant purement spirituelle, ils ne peuvent pas estre considérés comme Ministres Publics, ny jouïr de la protection du *Droit des Gens* : mais bien de la seureté de la foy publique, aux lieux où ils ont esté admis.

L'*Empereur* n'a ses Ambassadeurs Ordinaires qu'à Rome & à Madrid. Il n'envoie que des Ministres du second ordre en presque toutes les autres Cours, quoy qu'il envoie quelquefois des Ambassadeurs extraordinaires à Constantinople, en Pologne, à Venise & ailleurs.

Le *Roy de France* a ses Ambassadeurs ordinaires à Constantinople, à Rome, à Madrid, à Londres, à Lisbonne, à Venise, à Turin, à la Haye & à Soleurre. Il n'a qu'un Ministre du second ordre à Vienne, parce que l'on y donne la preface à l'Ambassadeur d'Espagne. Il n'a point de Ministre Ordinaire dans les Cours de Stocolm & de Coppenhague, ny aussi en Pologne, mais il y en envoie extraordinairement lors que les affaires de requierent ;

aussy bien qu'aux Ligues Grises, & aux Princes d'Allemagne & d'Italie.

Les Ambassades *d'Espagne* sont à Rome, à Paris, à Londres, à Lisbonne, à Vienne, à Venise & auprès des Cantons Suisses. Pour les Rois du Nort elle en use comme la France, en leur envoyant des Ambassadeurs ou des Ministres extraordinaires aux occasions. Depuis la Paix de Munster on a veu deux Ambassadeurs ordinaires d'Espagne à la Haye; mais d'autant que les Estats se sont lassés d'en entretenir un à Madrid, & que les affaires les plus importantes se resolvent la pluspart à Bruxelles avec le Gouverneur des Pais-bas, le Roy s'est contenté de remplir ce poste d'un Ministre du second ordre, qui dans sa qualité de Gentilhomme Envoyé fait les fonctions d'Ambassadeur, avec bien autant de suffisance & de lustre que ses predecesseurs l'on fait.

Le Roy d'Angleterre a ses Ambassadeurs en toutes les Cours, que je viens de nommer, à la reserve de Vienne & de Venise, où il n'en envoie qu'extraordinairement. Il en a un à la Porte, pour la seureté du commerce, que ses sujets faisoient autrefois au Levant sous la baniere de France. Ce n'est que depuis fort peu d'années qu'il en a un en Hollande. Après qu'en l'an 1585 la Reine Elisabeth eust envoyé le Comte de Liestre dans les Provinces Unies, pour commander leurs armes, les Estats permirent, que son Ministre prist seance au Conseil d'Estat; parce que la Reine, qui avoit ses garnisons dans la Briele, à Vlissingue & dans le fort de Rammequens, pour la seureté du remboursement des sommes, qu'elle leur avoit avancées, croyoit devoir avoir part à leurs Conseils, puis qu'elle en prenoit tant à leur fortune. Mais les Estats, qui ne vouloient plus demeurer dans cette dépendance, après avoir remboursé le Roy Jaques, & dégagé leurs villes, ayant sçeu
en

en l'an 1626, que Kilgrey devoit succeder à Dudley Carleton en l'Ambassade de Hollande, firent dire au Roy Charles, que son Ambassadeur seroit tousjours receu avec le respect qu'on devoit à son caractère; mais qu'ils ne pourroient pas souffrir qu'il prist séance au Conseil d'Etat; parce que les raisons, qui avoient fait accorder cet avantage au Ministre de la Reine Elisabeth, venant à cesser, ils n'y pouvoient plus admettre celui que le Roy leur enverroit. Qu'ils n'avoient pas voulu faire l'affront à Carleton, de le faire sortir du poste qu'il occupoit, parce qu'on sçavoit que le Roy le revoqueroit bientôt; mais qu'ils ne pouvoient pas souffrir, qu'il fust rempli par son successeur. Les Anglois en furent fort offensés, & accusoient les Estats d'ingratitude; mais ils furent contraints d'y acquiescer, & tout le ressentiment qu'ils en témoignèrent, ce fut que depuis ce temps là ils n'envoyèrent plus d'Ambassadeur à la Haye; mais bien un Ministre du second ordre; jusques à ce que *William Temple*, ayant en l'an 1668 conclu la Triple Alliance, le Roy le fit demeurer à la Haye en la qualité d'Ambassadeur ordinaire, & en l'an 1674 il l'y renvoya comme Extraordinaire.

La Republique de Venise n'a ses Ambassadeurs ordinaires, que je sçache, sinon à Rome, à Vienne, à Paris, en Espagne & à Constantinople, observant presque tousjours cet ordre, que celui qui sort de l'Ambassade de France passe en Espagne, ou bien de celle d'Espagne en France, & de là à Vienne; d'où après ses années de service on l'emploie à Rome. Elle n'a point d'Ambassadeur ordinaire auprès du Duc de Savoye, pour plusieurs raisons, que je marqueray ailleurs. Celui qui est employé auprès de l'Empereur à la qualité de Sage Grand, au moins on la lui donne en ses lettres de créance, & les autres Ambassadeurs ont celle de Sage de Terre ferme. L'Ambassade de Constanti-

nople, où on donne à l'Ambassadeur la qualite de *Bayle*, est la dernière, comme aussi la plus profitable de toutes. Elle a cet avantage, qu'avec sa charge d'Ambassadeur il fait aussi la fonction de Consul & de juge, non seulement entre les Venitiens, mais aussi entre tous ceux qui y trafiquent sous la bannière de St. Marc, & il n'est pas tenu rendre compte des deniers, qu'on luy confie, pour les distribuer entre les Ministres de cette Cour là, les plus intéressés & les plus avares du Monde. Tellement qu'on fait estat que le Bayle peut, pendant ses trois années de service, profiter de plus de cent mille escus, sa dépense payée. La Republique envoie aussi quelquefois ses Ambassadeurs en Angleterre & aux Suisses; mais ce n'est que rarement & pour des occasions extraordinaires: comme aussi elle employe souvent des Ministres du second ordre, qu'elle prend presque tousjours parmy ses Cittadins, & rarement parmy les Nobles. Elle s'est de tout temps fort employée à faire & à maintenir la Paix entre les autres Princes de l'Europe: tant parce que sa conservation dépend en partie du repos de la Chrestienté, & principalement de celui de l'Italie, que parce que le Turc, le plus puissant & le plus redoutable de ses ennemis, profitant tousjours des divisions des Princcs Chrestiens, elle voudroit que leurs forces fussent si bien balancées, qu'elle n'eust pas sujet d'en prendre de l'inquietude, & que leurs guerres ne pussent pas convier le Turc à estendre ses frontieres du costé de l'Europe, & principalement dans son voisinage.

La correspondance estoit autrefois fort bonne entre la Republique de Venise & l'Estat des Provinces Unies, à cause de l'intérêt commun qu'ils ont l'un & l'autre de s'opposer à celle de ces deux grandes puissances, qui pourroit opprimer l'autre, & establir une Monarchie Universelle en la Chrestienté. Le mesme intérêt subsiste encore; mais
tout

tout ce que la Republique de Venise fait, c'est d'y contribuer ses vœux & ses offres de mediation, pendant que les Provinces Unies, en s'opposant aux progrès, que les armes de France faisoient en Flandres, n'ont point craint de s'attirer sur les bras toutes les forces de cette effroiable puissance, qui approuvoit fort leurs sentiments, lors que celles de la Maison d'Autriche estoient plus formidables, & ses intentions plus dangereuses qu'elles ne sont presentement. Il est vray que les Estats avoient un interest particulier, de tenir les armées de France éloignées de leurs frontieres, & de prevenir la conquête de l'Allemagne, dont celle des Pais-bas estoit une suite inseparable : mais il est vray aussy, que tant dans cette occasion, qu'en plusieurs autres, les Venitiens n'ont employé que l'intrigue & la negotiation, tant que les armées estrangeres ne se sont point approchées de l'Italie, & qu'ils n'ont point passé les Alpes. Cette bonne correspondance a esté cultivée pendant quelques années, par les Ambassadeurs ordinaires, qui estoient de la part des deux Republiques à Venise & à la Haye, jusques à ce que ce commerce ait esté interrompu depuis près de quarente ans. Les Venitiens avoient promis de payer tous les ans des subsides aux Hollandois ; mais voyant que cette amitié éloignée estoit ou inutile, ou du moins peu nécessaire, ils s'en ennuyèrent, & ne se mirent pas fort en peine de satisfaire à l'alliance qu'ils avoient avec les Estats. De sorte que ceuxcy, voyant qu'elle estoit tout à fait negligée de ce costé là, negligerent aussy de remplir la place de *Guillaume de Lire, Seigneur d'Osterüicq*, qui en sortant de l'Ambassade de Venise en l'an 1638, avoit succédé en celle de France après le decés du Baron de Languerac. L'Ambassadeur de Venise faisoit de temps en temps des instances à ce qu'on donnast un successeur au Seigneur d'Osterüicq, & ne recevant pour toute réponse que des reproches du

peu de soin que l'on avoit à Venise d'exécuter les traittés, il se fit revoquer aussy, & depuis ce temps là il n'y a point eu de Ministre Venetien à la Haye, ny d'Ambassadeur Hollandois à Venise. On a proposé plus d'une fois, & mesmes on a resolu dans l'assemblée des Estats Generaux, de renouïer cette bonne intelligence, & d'envoyer un Ministre à Venise : mais dautant que l'on y avoit plus d'égard à l'interest de ceux que l'on y vouloit employer, qu'à celuy de l'Estat, on a bientost perdu cette pensée après le decés de ceux que l'on y vouloit employer, & on n'en a plus parlé depuis plusieurs années.

Les Estats des Provinces Unies n'ont des Ambassadeurs ordinaires, qu'en France & en Angleterre, où ils en ont tousjours eu depuis qu'ils ont esté reconnus pour Souverains, jusques à la derniere rupture. Autrefois ils en avoient aussy un à Venise, ainsy que je viens de dire, mais ils n'ont pas jugé à propos de continuer d'y en entretenir; parce que l'honneur de l'alliance de la Republique se trouvant destitué de toute utilité, ils ne croient pas la devoir acheter. Je parle des Ambassades réglées, & ordinairement entretenues. Il n'y a pas longtemps qu'ils avoient un Ambassadeur ordinaire à Madrid, & un autre à Stocolm : mais on peut dire, que ces emplois ne furent donnés que pour des considerations particulieres & personnelles. *Cornelle Haga* a aussy eu la qualité d'Ambassadeur ou d'Orateur à la Cour du Grand Seigneur; mais & luy & les autres ont eu pour successeurs des Ministres du second ordre. Les Estats de Hollande sont en possession de presenter aux Estats Generaux celuy qu'ils veulent faire nommer à l'Ambassade de France, & les Estats de Zeelande ont le mesme avantage à l'égard de celuy qu'on destine à l'Ambassade d'Angleterre, à cause du commerce, où ces deux Provinces sont principalement interessées. La Hollande a encore
le

le droit de presenter un de leur Province à toutes les Ambassades Extraordinaires, qui sont composées de deux ou de trois personnes. En l'an 1660 les Estats Generaux firent partir trois Ambassades solennelles, composées chacune de trois Ambassadeurs, pour faire les compliments à Paris & à Madrid sur la Paix des Pirenées & sur le mariage, & à Londres sur le reſtabliſſement du Roy de la Grande Bretagne, & la Hollande qui en nomma deux à chacune des deux premieres, en nomma un à la troiſième. Ils n'ont que des Miniſtres du ſecond ordre en la pluspart des autres Cours; parce que le fonds, qu'ils font tous les ans pour cette ſorte de dépenſe, eſtant réglé, ils ſont obligés de le ménager, afin de ne le conſumer pas en des dépenſes, qui ne ſont pas abſolument neceſſaires.

Les Cantons Suiffes n'ont point d'Ambassadeurs ny de Miniſtres reſidents ou ordinaires, à Rome, en France, en Eſpagne, ny ailleurs. Celuy qui ſollicite leurs penſions, & les payes de ſoldats en France, n'eſt pas reconnu pour Miniſtre Public, parce qu'il n'a ny qualité ny caractère, & n'eſt pas meſmes entretenu par les Cantons, mais par les officiers de guerre, qui ſont au ſervice du Roy. Les penſions, que le Roy d'Eſpagne paye à quelques Cantons Catholiques, à cauſe de l'alliance qu'il a avec eux comme Duc de Milan, ne ſont pas ſi conſiderables, qu'il faille pour cela entretenir un Miniſtre, qui en ſollicite le payement. Les avantages, qu'ils remporterent des trois batailles, qu'ils donnerent à Charles dernier Duc de Bourgogne, & les expéditions qu'ils firent en Italie, pour & contre la France, ſous les regnes de Charles VIII, de Loüis XII & de François I, leur acquirent une ſi haute reputation de valeur, que les Princes voiſins crurent devoir rechercher & acheter leur amitié & leur alliance. Ils ſe ſont maintenus en cette poſſeſſion depuis ce temps là, & reçoivent des Ambassa-
deurs

deurs chez eux, sans en envoyer ailleurs, sinon pour des occasions fort extraordinaires. Joint que tous les Cantons n'ont pas les mêmes intérêts ny les mêmes alliances, comme les Etats des Provinces Unies, qui ont entre elles une liaison bien plus étroite & inseparable ; au lieu que les Cantons, divisés au point de la Religion, le plus important & le plus dangereux de tous, s'arment quelquefois les uns contre les autres : ce que l'on n'a pas encore vu dans les Provinces Unies, & il y a de l'apparence, qu'on ne le verra jamais. Il y a aussi des Cantons, qui hors de leur territoire ont des sujets ; qui ne reconnoissent point les autres alliés en quoy que ce soit : ce qui ne se voit point dans les Provinces Unies, qui possèdent ensemble, & par indivis, tout ce que les armes Communes ont conquis ou associé à l'Estat. Les Cantons n'ont point de fonds particulier non plus pour les Ambassades, ny pour les autres dépenses de cette nature : mais lors que les Cantons envoient une Ambassade quelque part, ils nomment chacun un certain nombre de Deputés, & les payent.

On peut dire *des Trois Liges Grises* ce que je viens de dire des Cantons. Elle forment aussi un Estat Souverain, qui se fait reconnoître comme tel, & est assez considerable, tant à cause de l'alliance qu'elles ont avec les Cantons Suisses, que parce qu'estant les Maîtres des principaux passages, qui font la communication de l'Allemagne avec l'Italie, la France, l'Espagne & la Republique de Venise ont jugé, que l'amitié de ces peuples leur estoit necessaire, & l'ont menagée en plusieurs rencontres. Ils en usent à l'égard des Ambassades comme font les Suisses.

Les Republiques de Gennes, de Luques & de Ragouze, n'ont point d'Ambassadeurs ordinaires non plus dans les premières Cours de l'Europe, sinon celle de Gennes, qui a quelquefois des Ministres du second ordre en France & en Espagne.

A la

A la reserve du *Duc de Savoye*, qui a ses Ambassadeurs ordinaires à Rome, à Paris & à Madrid, les autres *Princes d'Italie* n'y employent que des Ministres du second ordre : comme aussy à Venise, où le Duc de Savoye n'a pas un commerce réglé ny continuel, mais par intervalles, ainisy qu'il sera dit ailleurs. Le Grand *Duc de Toscane*, les *Ducs de Mantouë*, de *Parme* & de *Modène* font aussy reconnoistre leurs Ambassadeurs dans les premieres Cours de l'Europe ; mais ils n'y entretiennent point d'ordinaires.

L'Empereur des Turcs & le *Czaar des Moscovites* ne font pas seulement Souverains, mais ils sont aussy si absolus, & regnent si despotiquement, qu'il n'y a point de difference entre leurs sujets & des esclaves. Ils envoient aussy leurs Ambassadeurs & leurs Ministres aux autres Princes, „ mais ils ne les y font point resider. *Philippe de Commines* „ dit, qu'il y a bien plus d'avantage à envoyer des *Ambas-* „ *sadeurs* qu'à en recevoir ; par ce qu'estant des espions, „ qui sont receus avec honneur, ils peuvent en toute seu- „ reté faire leurs intrigues & leurs cabales, qui sont souvent „ tresdangereuses : de sorte que bien que le Prince, à qui on „ envoie des Ambassadeurs en recoive de l'honneur, celuy „ qui les employe en tire pourtant tout le profit. Mais les Turcs ont une politique toute contraire. *La Porte* admet les Ministres de tous les autres Princes, & s'en fait honneur ; faisant croire que c'est une espece d'hommage qu'on luy rend, pendant qu'elle n'entretient personne dans les autres Cours, où elle n'envoie que ses *Chiaux*, qui n'y font point de séjour. Les Princes Chrestiens de leur costé n'ont leurs Ministres à Constantinople, qu'à cause de l'avantage qu'ils en tirent pour le commerce de leurs sujets : excepté la Republique de Venise, qui ayant ses interests à y negotier est obligée de ménager l'amitié de cette Cour là. Les Turcs ne permettent pas qu'un Ambassadeur

se retire, qu'il n'ait fait venir un successeur, ou qu'il ne promette, qu'il en fera venir un au premier jour. *M. de Nantia*, Ambassadeur de France, ayant fait dessein de partir de Constantinople, le Divan donna ordre au *Caimacan*, qui est le Lieutenant du Premier Vizir, de s'opposer à son embarquement, jusqu'à ce qu'il eust fait venir un successeur, qui remplist sa place. Les Vaisseaux, qu'il avoit fait venir pour son transport, estoient arrivés à la veüe de la ville, vis à vis du Serrail; de sorte que rien ne l'empeschant de s'embarquer, il le hasarda: mais à peine avoit il appareillé, que le vent, qui estoit fort violent, embarrassâ si fort l'Admiral, sur le quel il estoit monté, dans les voiles d'un autre vaisseau, qu'il luy fut impossible de poursuivre sa route: de sorte que le *Caimacan* eut le loisir de commander aux Capitaines des Dardanelles de s'opposer à son passage. On saisit les vaisseaux François, & l'Ambassadeur eut ordre d'aller à la Cour, qui estoit à Andrinople, pour rendre compte de sa retraite clandestine, & pour dire la raison, pourquoy le Roy son maistre avoit envoyé un si puissant secours aux Venitiens en Candie.

Le Czaar n'entretient point de correspondance reglée avec les autres Princes, ny de Ministres ordinaires en leur Cours; mais il y envoie quelque fois des Extraordinaires, avec des instructions si limitées, qu'il ne leur est pas permis de s'en éloigner tant soit peu, à peine de la vie. Les Moscovites ont quelque commerce avec l'Angleterre & avec les Provinces Unies, à cause du trafic, où le *Czaar* mesme a bonne part. Ils ont eu cydevant de grands démêlés avec la Pologne & avec la Suede pour la Livonie; mais il semble que presentement les Moscovites & les Polonois ayent quelque interest commun; parce que les Turcs & les Tartares sont ennemis des uns & des autres; & que la Pologne ne se peut perdre, que la moscovie ne se perde aussy.

Posé donc que le droit de l'Ambassade est affecté à la Souveraineté, je n'auray pas beaucoup de peine à establir la verité de l'autre these, & à prouver, que ceux qui ne sont point Souverains ne peuvent pas aussy envoyer des Ambassadeurs. Sur ce principe je dis, que tous les autres Princes qui sont sujets, en quelque maniere que ce soit, ne peuvent pas jouïr d'un droit, qui est inseparable de la Souveraineté.

Le Dauphin fils de Charles VII, & quelques Princes du Sang envoyerent leurs Ambassadeurs à l'assemblée qui se fit à Arras en l'an 1435. En l'an 1448 le mesme Roy envoya une Ambassade solemnelle à Rome, pour tascher de faire lever le schisme, qui déchiroit l'Eglise sous Nicolas V. & Felix V. *Le Roy de Sicile*, Prince du Sang de France, y joignit ses Ambassadeurs, & le *Dauphin* y envoya de sa part l'Archevesque d'Embrun, l'Evesque de St. Paul, le Seigneur de Malicorne & le Doyen de Gravelle. Mais cela ne se fait plus; les Rois ne communiquant point ce Droit ny à leurs fils ny à leurs freres, parce que c'est un fleuron de leur Couronne, & que dans un Estat Monarchique il n'y a que le Monarque, qui soit Souverain; tous les autres sont sujets, de quelque qualité qu'ils puissent estre. Il n'y a point de veritable Prince, qui ne soit Souverain, ou qui ne soit fortly d'une Maison Souveraine, quoy qu'il ne soit point Souverain; mais cette qualité de Prince, sans Souveraineté, ne luy donne pas le droit de l'Ambassade. Les Princes puinés de Savoye & de Lorraine, qui se sont establis en France, quoy qu'estrangers, sont sujets, aussy bien que ces autres Seigneurs, qui prennent la qualité de Prince, à cause de Dombes, de Talmont, d'Enrichemont, de Tingry &c. Je dis la mesme chose des Seigneurs de la Maison de Bouillon la Tour, qui depuis quelques années sont reconnus pour Princes en France, bien qu'ils ne possèdent plus la terre de Sedan, dont ils pretendoient estre Souverains.

rains. Feu Mademoiselle de Bouillon, qui est morte fille, avoit pris une si estrange vanité de cette principauté, qu'elle ne craignoit point de dire, que sa sœur, qui avoit épousé le Duc de la Trimouille, dont la Maison est une des plus illustres, & des mieux alliées du Roiaume, avoit fait un mariage inégal: nonobstant que l'on sçeut, que le mesme Duc de la Trimouille, se trouvant à Roüen en l'an 1617 à l'assemblée des Notables, obligea le Duc de Bouillon à s'oster du banc des Ducs & Pairs, pour prendre place avec les Mareschaux de France. Le Mareschal de Thurenne n'eut la qualité de Prince qu'en l'an 1652; parce qu'ayant quitté le party du Prince de Condé, le Cardinal Mazzarin avoit besoin de son cœur & de sa teste, pendant les desordres du Roiaume. Ce ne sont pas ces Princes qui ont le Droit de l'Ambassade, non plus que ces Princes Titulaires, que le Roy d'Espagne fait aux Pais-bas, & particulierement dans les Roiaumes de Naples & de Sicile, où on voit des Princes, qui auroient besoin de lettres de Noblesse.

Les Cardinaux pretendent aller du Pair avec les Rois, & de preceder tous les autres Princes. Il y aura occasion d'en parler cy après; c'est pourquoy je n'en diray autre chose; sinon que les Cardinaux n'ont point d'autre avantage sur les Princes, que celuy que Melchisedec avoit sur Abraham, & que quelques prerogatives on ait annexées à leur dignité, ils n'ont pas le droit d'envoyer des Ambassadeurs. *Le Cardinal François Barberin*, Premier Ministre sous le Pontificat d'Urbain VIII, son oncle, entretenoit auprès de la feu Reine d'Angleterre, Henriette de France, quelques personnes, qui sous la qualité de ses Agents, faisoient tout ce qu'un Ministre du Pape auroit pû faire pour l'avancement de la Religion Catholique Romaine,

Il y envoya en l'an 1639 le *Comte Charles Rossetti*, depuis Nonce à Cologne & Cardinal, qui non content de

tra-

travailler à obtenir la liberté de conscience, & l'exercice de la Religion pour ceux de l'Eglise Romaine, entreprenoit d'y faire changer la Religion dominante, en la personne du Roy. Celuy qui a escrit l'histoire du temps sur de fort bons memoires, dit que l'Archevesque de Canterbury mesme y estoit fort disposé, & resolu de suivre *Rossetti* à Rome, si le Cardinal Barberin eust voulu l'asseurer d'une pension de quarente huit mille livres. Le peuple de Londres, ayant sceu les intrigues que *Rossetti* faisoit, l'attaqua dans sa Maison, d'où il se sauva chez la Reine Mere, Marie de Medicis, qui estoit alors en Angleterre. Le Parlement l'y fit chercher, & le contraignit de sortir du Roiaume, pour se retirer en Flandres. Il n'estoit point Ministre Public; puis qu'il n'avoit point de caractère, ny de lettres de creance du Pape; de sorte qu'il n'estoit au plus qu'Agent d'un Cardinal, qui ne luy pouvoit donner ny l'un ny l'autre, & ainsi il ne pouvoit joüir de la protection du *Droit des Gens*, que dans l'estendue du pouvoir de la Reine: mais le Parlement ny le peuple de Londres ne le violoient point en la personne de celuy, qui n'ayant point de caractère, & qui n'estant point reconnu pour Ministre Public, troubloit le repos de l'Estat, en y voulant introduire une nouvelle religion, contre les loix du Roiaume.

Il est certain, que les sujets, bien loin d'avoir le droit d'envoyer des Ambassadeurs à leur Prince, ne peuvent, sans crime, deputer vers un Prince estrange, sans la permission expresse de leur Souverain. Ceux qui le font, sous quelque pretexte que ce soit, commettent un crime de rebellion & de lese Majesté. Les Deputés, que les sujets employent auprès de leur Souverain mesme, ne s'adressant à luy que par des remonstrances & par des supplications, ne peuvent pas se donner la qualité de Ministres Publics, ny reclamer la protection du *Droit des Gens*: mesme dans les

païs, qui estant gouvernés par forme d'Estats, semblent en quelque façon partager la Souveraineté avec leur Prince. La plupart des Provinces des Pais-bas avoient de si illustres privilèges, qu'il s'en falloit peu qu'elles ne jouissent d'une entière liberté. Au commencement des troubles, qui les engagerent dans une guerre civile de quatre vingts ans, les Estats envoyèrent en Espagne le *Marquis de Bergues-op-Zoom* & le *Baron de Montigny*, pour faire goûter à Philippe II les moyens, dont on se pourroit servir, pour prévenir les desordres, qui menaçoient l'Etat de tous les malheurs, que l'on y a veu arriver depuis. Il faut avouer qu'ils y furent fort mal traités, & l'on ne doute point que le Marquis n'y mourût de mort violente, comme le Baron y laissa la vie entre les mains du bourreau. On ne peut pas nier non plus, que ce ne fût une horrible cruauté, & un effet de l'humeur chagrine, inquiète & superbe de Philippe, qui deux ans après ne craignit point de sacrifier son fils unique à son ambition & à sa jalousie : mais on auroit tort de dire, que le *Droit des Gens* ait esté violé en la mort de ces deux Seigneurs Flamens ; parce qu'ils ne se trouvoient point revestus d'un caractère, qui les pût mettre à couvert de la severité des loix & de la Justice, quoy que ceux qui en ont l'administration, ne la fassent pas toujours. Leurs Committents ne pouvoient pas estre considérés comme Souverains par le Prince, qui estoit Souverain des uns & des autres, encore que les privilèges & les immunités, dont elles jouissoient, approchassent fort de l'entière liberté. Ces Deputés estoient personnes publiques, c'est à dire employées par le public, mais ils n'estoient pas Ministres Publics, & ne pouvoient pretendre la protection du *Droit des Gens*, mais seulement la jouissance de l'effet de leurs privilèges, qui les mettoient bien à couvert de la rigueur d'une Justice incompetente, & non de la cruauté & de la tyrannie.

La

La plupart des *Provinces des Pais-bas*, ayant en l'an 1581 secoué le joug d'une domination, qu'ils disoient estre estrangere, la défererent en partie au Duc d'Alañon, lequel estant decedé en l'an 1584, & Guillaume, Prince d'Orange, ayant esté tué en la mesme année, elles envoyèrent leurs Deputés en France, & offrirent la Souveraineté du Pais au Roy Henry III. C'estoit un Prince timide, & la Ligue l'embarassoit si fort, que n'osant faire venir les Deputés à Paris, il les fit demeurer à Roüen, où il leur envoya Brulard, Secretaire d'Estat, qui ayant sceu leur intention, en fit rapport, & leur dit aussy celle du Roy, laquelle estoit directement opposée, à celle des Estats, que l'on considéra si peu en ce temps là, que Brulard ne fut pas mesme chargé d'une lettre de creance pour les Deputés. Au commencement de l'an 1585 les Estats de Brabant, de Gueldre, de Flandre, de Hollande, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise & de Malines y renvoyerent quinze personnes de qualité, qui avec leur commission generale avoient aussy une particuliere de chaque Province. Le Roy Henry III, qui commençoit à se détromper du faux zele & des meschantes intentions des Ligueurs, cherchoit par tout de l'appuy contre leurs détestables entreprises. C'est pourquoy il fit venir les Deputés à Paris, après les avoir fait demeurer quinze jours à Senlis. Ils eurent audience du Roy & de la Reine Mere, & plusieurs conferences avec les Ministres: on les convia aussy aux divertissemens publics, où on leur donnoit une place honorable, & entre autres aux ceremonies de l'ordre de la jarrettiere, que la Reine Elisabeth envoya au Roy en ce temps là. Il y a de l'apparence qu'ils auroient reussy, si le Roy n'eust pas esté obligé de donner toute son application aux affaires de son Roiaume, & d'employer toutes ses forces contre la Maison de Guise. C'est ce qu'on fit connoistre aux Deputés, qui furent regalés de chaines d'or

d'or après leur audience de congé, & on les défraya pendant le séjour qu'ils firent à Paris. Il est bien certain, qu'ils ne furent point considérés comme *Ambassadeurs*, puis qu'en ce temps là, ny longtemps depuis les Estats ne donnoient pas ce caractère à leurs Ministres; de sorte qu'on peut bien dire avec quelque certitude, qu'ils ne se convrirent point, en prenant audience d'un Prince qui se connoissoit, & qui sçavoit fort bien se faire rendre ce qui luy estoit deu. Ils estoient *Ministres Publics*, parce que bien que les Estats ne fussent point reconnus pour Souverains, ils ne laissoient pas de l'estre en effet; veu qu'il n'y en avoit point d'autre au dessus d'eux depuis l'abdication.

Les Deputés, que *les Catalans* envoyerent à Paris en l'an 1640, n'estoient ny Ambassadeurs ny Ministres Publics, encore qu'ils en prissent la qualité. La Catalogne s'estoit soulevée, non dans l'intention de s'eriger en Souveraineté, mais à dessein de se donner à un autre Souverain; de sorte qu'elle ne pouvoit esperer de sa revolte qu'un changement de maître, où il y a tousjours plus à perdre qu'à gagner. Sur quoy je croy devoir remarquer, que les Historiens, & particulierement ceux d'Espagne, donnent souvent la qualité d'*Ambassadeur*, tant aux Ministres Publics, qui sont employés sous toutes sortes de caractères, qu'aux personnes que les Princes, heritiers presomptifs de la Couronne, employoient auprès de leur pere: comme l'on voit en Henry, Prince des Asturies, & en Charles, Prince de Viane, heritiers presomptifs de Castille & de Navarre, aussy bien qu'aux Commissaires que les Rois envoyent à leurs sujets, & aux Deputés, que les peuples employoient auprès de leur Souverain. Je fais bien, que les Catalans, pour justifier leur dernier soulèvement, firent un grand memoire de plusieurs infractions de leurs privileges, où ils se plaignoient entre autres choses, qu'à

Ma-

Madrid on avoit fait défenses de donner aux *Ambassadeurs de Catalogne* autre qualité que celle de *Sindics*; & qu'on n'avoit pas voulu permettre, que les *Conseillers de Barcelone* se couvrissent en la présence du Roy. Mais comme en Espagne l'honneur de se couvrir devant le Roy n'est pas particulièrement réservé aux *Ministres Publics*, ainſy doit on dire, qu'anciennement le mot d'*Ambassadeur* estoit si general, qu'on l'estendoit à toutes sortes de personnes publiquement employées. Mais depuis que ce caractère ne se donne plus qu'aux représentants, & non aux *Ministres du second ordre*, ceux que les *Estats d'une Province* emploient, quelques libertés ou privilèges qu'elle ait, si elle n'est absolument indépendante & Souveraine, ne se peuvent pas donner cette qualité, puis qu'ils ne sont en effet, à proprement parler, que des *Sindics* ou des *Deputés*. Je demeure d'accord, que la *Catalogne*, & les autres *Provinces*, qui sont de la dépendance de la Couronne d'*Aragon*, ont de si grands privilèges, & en si grand nombre, qu'il s'en faut peu que les quatre ordres des *Estats*, qu'ils appellent *les quatre bras*, & sont les *Prelats*, les *Barons*, que l'on appelloit autrefois *los ricos Hombres*, les *Chevaliers* ou *Nobles* & les *villes*, ne représentent en leurs assemblées une espèce de *Republique libre*. On voit qu'il ont souvent envoyé des *Ambassadeurs* à leurs Rois, & qu'ils en ont reçu des *Princes estrangers*: & afin que l'on sache, que le mot y est pris en sa signification propre, ils font distinction entre les *Ambassadeurs* des *Estats de la Province*, & entre les *Deputés* de la ville de *Barcelone*. Jean Roy d'*Aragon*, étant decédé en l'an 1395, la succession de la Couronne devint litigieuse entre le Comte de *Foix*, qui avoit épousé Jeanne d'*Aragon*, & *Matthieu*, oncle de cette Princesse. *Matthieu* envoya aux *Estats du Roiaume* l'*Evesque d'Oleron*, & un *Jurisconsulte*, nommé *Proayre*, ses *Ambas-*

sadeurs, pour y poursuivre les droits de sa femme. Les Estats s'estant declarés pour Martin, luy envoyerent l'année suivante l'*Archevesque de Saragosse*; *Don Pierre Fernandez d'Ixar*, *Commandeur de Montauban*; *Don Lopes Ximenez d'Ivrea*; *Don Fernand Lopez de Luna*: *Don Garci Lopez de Sese*: *Jean Fernandez de Heredia*: *Jaques de l'Hospital* & *Estienne Pettinar*. Les deux derniers estoient Bourgeois de Saragosse; mais on ne laissa pas de leur donner la qualité d'*Ambassadeurs*, comme ayant esté nommés par les Estats de Roiaume; au lieu que l'on ne donna que celle de *Deputés* aux quatre Jurats & Bourgeois, que la ville joignit aux autres. Ces *Ambassadeurs*, après avoir fait leur compliment dans une audience publique, demanderent au Roy une particuliere; où l'*Archevesque* dit au Roy: *que selon les privileges & les coustumes du Roiaume, son Altesse estoit obligée de les venir jurer dans la ville de Saragosse, incontinent après son advenement à la Couronne, & que les Estats n'estoient pas obligés de le respecter comme leur Roy, ny de recevoir ses ordres & Commandements, qu'il n'eust presté ce serment.* Qu'ils avoient souffert, que la Reine, qui avoit pouvoir d'agir en l'absence de son mary, eust pris la qualité de Reine, & donné celle de Roy à son Mary, dans les lettres qu'elle leur avoit fait expedier; mais qu'ils vouloient bien qu'il sceust, qu'ils ne l'avoient fait que pour détruire les pretensions du Comte de Foix. Qu'ils le supplioient de leur accorder d'autres lettres, incontinent après qu'il auroit presté le serment, par lesquelles il declarast, que cela ne leur pourroit point prejudicier à l'avenir, ny en general ny en particulier. Et dautant que le Roy leur fit entendre, que la guerre, que le Comte de Foix luy faisoit, l'empeschoit d'aller sifost à Saragosse, les quatre Deputés de la ville luy presenterent une requisition par escrit, & firent une espece de protestation dans les formes; de sorte
que

que le Roy , pour les contenter , leur fit expedier ses lettres patentes , portant une declaration expresse , que ce retardement ne leur pourroit pas prejudicier. De mesme , comme leurs *Ambassadeurs* , puis qu'il les faut appeller de ce nom , ont esté receus & considerés par les Rois leurs Souverains , ainſy les Rois estrangers ont honoré les Estats d'Aragon & de Catalogne de leurs Ambassades. En l'an 1410 Charles VI , Roy de France , envoya à Martin , Roy d'Aragon , *Girard Evêſque de St. Flour* , *Henry de Marle* , Premier President au Parlement de Paris , *Robert de Chalas* , Seneschal de Carcaſſonne , & *Guillaume ou Gilles Vendelle* , pour renouveler les alliances entre les deux Couronnes. L'advis que les Ambassadeurs eurent de la mort de Martin , les ayant arreſtés en chemin , le Roy leur envoya ordre de continuer leur voyage , & de voir les Estats de Catalogne , qui estoient aſſemblés à Barcelone. Ils y eurent audience , où ils recommanderent les droits & les pretensions de Louïs , fils de Louïs Roy de Sicile , & d'Yoland d'Aragon. Deux ans après le mesme Roy Charles envoya aux Estats de Catalogne , qui estoient encore aſſemblés à Barcelone , & à ceux d'Aragon , qui avoient esté convoqués à Alcañiz , le mesme *Evêſque de St. Flour* , le *Comte de Vendôme* , *Robert de Chalas* , avec trois ou quatre autres *Ambassadeurs* , qui y eurent audience le 29 Decembre 1429. Mais comme je viens de dire , le mot d'*Ambassadeur* avoit une plus grande eſtendue en ce temps là : car quelque nom qu'on puiſſe donner à ceux que des ſujets employent , ou que l'on envoie à des ſujets , ce ne ſont que des Deputés. Avec cette difference , que les uns peuvent jouir de la protection du *Droit des Gens* , que les ſujets ne peuvent pas reclamer.

Pendant les derniers *mouvements de Naples* , où on prit les armes ſous Gennaro Anneſe , le *Marquis de Fontenay*

Mariueil, Ambassadeur de France à Rome, qui donnoit retraite aux rebelles & chaleur à la rebellion, en escrivant au peuple de cette ville soulevée, luy donnoit la qualité de *Republique*, & la traittoit d'*Altesse Serenissime*; mais le Cardinal Mazzarin le trouva tresmauvais, & en parloit comme d'une chose ridicule & impertinente. Il disoit, que le tiltre d'*Altesse* se donnoit tousjours aux personnes, & jamais à un Estat: estant une chose inouïe qu'on le donnaist à une Republique, quoy qu'on luy donne bien celui de *Serenissime*. Il ne trouvoit pas moins grotesque la lettre de la pretendue Republique, qui estoit signée *vostre treshumble servante*. Le mesme Cardinal ordonna bien expressément au *Marquis de Fontenay*, de se servir de toute son industrie, pour empescher que les Napolitains n'envoyassent à la Cour de France des gens, qui eussent autre qualité que celle de *Deputés*, afin de ne la point jetter dans un grand embarras, si les pretendus Ambassadeurs de cet avorton de Republique venoient à demander d'estre traittés comme ceux de Venise ou des Provinces Unies. M. de *Fontenay* donna la qualité d'*Ambassadeur de France auprès de la Republique de Naples*, en vertu d'une commission expediee sous le sceau de son Ambassade, à un nommé *Loüis del Ferro*, qui par le moyen d'une certaine canaille, que l'on appelloit les *Lazares*, dont il estoit le chef, avoit le plus contribué à faire reclamer la protection de la France à Naples. Cet Ambassadeur, qui estoit de la part du Roy dans le premier poste de la Chrestienté, prostituoit bien son propre caractere, en le communiquant à un extravagant, qui avoit publiquement fait le mestier de pedant, & en traittant d'Excellence un homme qui estoit si fou, que l'on en enferme qui ne le sont pas tant. Le Duc de Guise, ne pouvant souffrir ses emportements, le fit mettre dans un cachot, & on l'a veu depuis demander l'aumône à Paris.

En

En l'an 1645 les États des Provinces Unies, en délibérant sur l'instruction des Plenipotentiaires qu'ils alloient envoyer à Munster, voulurent sçavoir le sentiment du Prince d'Orange, touchant les civilités qu'ils feroient aux Ministres des *Villes Anseatiques*, qui s'y pourroient rencontrer. Le Prince répondit, que l'on n'auroit point de compétence avec eux; parce que ces villes n'envoyent pas des Ambassadeurs, mais des Deputés seulement; par la raison, qui affecte ce droit à la Souveraineté inseparablement. En l'an 1626 arriverent à Londres deux Deputés de Hambourg, qui est celle de toutes les villes Anseatiques, qui a le plus de commerce en Angleterre. Ils s'appelloient *Lundsmann & Brandt*, & leurs domestiques, qui n'en sçavoient pas la consequence, leur donnoient la qualité d'*Ambassadeurs*: mais après que le Conseil eust fait examiner leurs lettres de créance, on n'y trouva rien d'approchant; sinon que le mot d'*ablegavimus* avoit donné lieu à une erreur, où la Cour mesme faillit de tomber. Les domestiques de cette sorte de Ministres, qui ne distinguent point entre le *gesandter & l'abgesanter*, ne craignent point de traiter leurs Maîtres d'Excellence, bien qu'ils ne soyent qu'Envoyés ou Residents, & entraînent facilement dans la mesme erreur ceux, qui ne peuvent pas avoir une connoissance particuliere de la qualité, que les lettres de créance leur donnent. Les Anglois ne se laisserent pas duper pourtant; mais firent connoître à ces Ministres, que le mot d'*ablegavimus* ne pouvoit signifier autre chose, sinon *nous avons député*. Aussi fut ce sur ce pied qu'on regla les civilités de ces pretendus Ambassadeurs; toute leur réception consistant en l'honneur qu'on leur fit, de leur envoyer *Finet*, substitut du Maître des Ceremonies, qui les conduisit à l'audience, & qui les ramena chez eux dans le carosse du Grand Chambellan. La Cour de France n'en fit pas tant pour

David Penshorn & Dideric Muller, Senateurs de la ville de Hambourg, qui arriverent à Paris en l'an 1654. Ils avoient des lettres de creance des villes Anseatiques, c'est à dire de Lubec, Breme & Hambourg, qui sont les seules qui paroissent aujourd'hui sous ce nom. Les armateurs de France avoient pris plusieurs de leurs navires marchands, qui portoient en Espagne, où la ville de Hambourg a le fort de son commerce, quantité de denrées de Noruegue & de Prusse, qui passoient en France pour des marchandises de contrebande, & le Marechal de la Meisleraye, Gouverneur de Bretagne, sous la Reine Mere, protegeoit les armateurs, parce qu'il profitoit des depredations. L'intention des villes Anseatiques estoit de s'asseurer la liberté du commerce & de la navigation par un bon traitté, en faisant renouveler ceux qu'ils avoient obtenus de Charles IX & de Henry IV. Les Deputés faisoient une assés belle dépense, & pretendoient se faire considerer comme Ambassadeurs; parce qu'au traitté, que Henry IV leur avoit accordé, on avoit donné à leurs Agents la qualité d'*Ambassadeurs Deputés*; mais dès la premiere ouverture qu'ils en voulurent faire, on leur en osta toute l'esperance. M. Servien, qui avoit eu un assés grand démélé avec les Deputés des villes Anseatiques à Munster, en parla avec mépris, & le Comte de Brienne leur fit connoistre, que s'ils vouloient pousser leur pretension, leur negotiation seroit bientost achevée. Ils eurent leur audience du Roy & de la Reine dans le respect ordinaire; pas un des Ministres ne leur ceda la main chez luy, & tout ce qu'ils pûrent obtenir, moyennant une gratification tresconsiderable, ce fut que le Comte de Brienne se laissa persuader, de faire couler dans le traitté les mesmes mots d'*Ambassadeurs Deputés*; parce que leur lettre de creance leur donnoit celle d'*Alegati*. Mais quand mesme leurs Committents leur auroient donné

donné celle de *Legati* ou d'*Ambassadeurs*, la Cour de France n'y auroit point fait de reflexion ; parce que ce n'est pas aux *villes Anſeatiques* à s'eriger en Souverains, & à donner à leurs Ministres une qualité, que les Princes d'Allemagne n'ont pas encore pû obtenir pour les leurs. M. de Brienne ne fit pas grande difficulté d'y mettre la qualité d'*Ambassadeurs*, tant parce qu'elle se trouve aussy dans le traitté fait avec Henry IV, que parce que ce mot ne signifie rien, estant joint avec celui de *Deputés* ; le dernier destruisant le premier. Dans la relation, qu'une personne de qualité & publique a faite des particularités du mariage de Madame Henriette de France avec le Roy d'Angleterre, il se trouve qu'à l'Eglise N. Dame on avoit mis un banc pour le Nonce, & pour les Ambassadeurs d'Espagne, de Venise & de Savoye, & environ trois pieds derriere ce banc un autre pour les quatre *Ambassadeurs Residents*, c'est à dire pour les Ministres du second ordre.

Et certes il y a dequoy s'estonner de ce qu'aujourd'hui on peut encore avoir quelque consideration pour la *Hanse Teutonique*, laquelle estant autrefois composée de plus de soixante dix villes, ne subsiste aujourd'hui que dans l'imagination. Il n'y en a plus que trois, ainſy que je viens de dire, & encore de ces trois celle de *Breme* ne fait que preſter son nom : celle de *Lubec* contribue peu ou point, & celle de *Hambourg* fait seule toute la dépense de ces deputations ; afin de conserver son commerce sous l'ombre de ce grand nom, & à la faveur de sa premiere reputation. Pour dire ce qui en est, la *Hanse Teutonique* n'a jamais fait un Estat, ny une Republique ; mais seulement une ſociété pour la ſeureté de la navigation & du commerce. Ce qui estant incontestable, je ne puis comprendre, comment on admet dans les Cours des Princes & des Potentats de l'Europe, & comment on y considere autrement, que comme
de

de simples Deputés ; les Ministres d'un Corps qui ne subsiste plus , & qui lors qu'il subsistoit encore ne pouvoit estre considéré , que comme une société de marchands, ou tout au plus comme les Compagnies , qui se sont formées pour les deux Indes dans les Provinces Unies, qui n'agissent que sous le nom de l'Estat qui les protege. Ce qui est d'autant plus evident , que lors que *la Hanse Teutonique* estoit encore quelque chose , & que ses forces estoient encore considerables , elle ne formoit pas une Republique particuliere , ny un Estat Souverain en la Chrestienté. Car estant composée de villes , qui estoient la pluspart municipales , & qui n'avoient point de marques de Souveraineté du tout , mais dépendoient de Princes , qui les gouvernoient comme leurs autres sujets , elles ne pouvoient faire entre elles qu'une société de marchands , & non une alliance de Souverain à Souverain. Mesmes encore aujourd'hui la ville de Hambourg , que le Roy de Dannemarc pretend faire partie de son Duché de Holstein, n'agit sous le nom de *la Hanse* , que parce qu'elle ne peut se faire declarer Imperiale libre. Les deux autres , au contraire , font toute leur gloire d'estre Imperiales , parce qu'elles ne tirent pas beaucoup d'avantage de la société Anseatique. A quoy s'adjousteray , qui si on veut prendre la peine d'examiner les traittés , que *les villes Anseatiques* ont de tout temps , & encore depuis quelques années , faits en France & en Angleterre , on trouvera que ce ne sont que des renouvellements & des confirmations de privileges , de libertés & d'immunités , qu'elles y ont autrefois obtenus , pour le benefice & pour la sureté de la navigation & du commerce. En l'an 1589 la Reine Elisabeth permit , que quelques Seigneurs Anglois armassent plusieurs vaisseaux de guerre , qui prirent sur les costes d'Espagne les navires marchands des villes Anseatiques , qui faisoient leur commerce en ces quartiers là. Elles
envoye-

envoyèrent leurs Deputés à Londres, où ils firent des plaintes mêlées de menaces & de marques d'un grand ressentiment. La Reine leur fit dire, qu'elle avoit adverty les Villes de faire cesser ce commerce, & qu'elle leur avoit predict ce qui leur estoit arrivé. Que leurs navires estoient de bonne prise. *Que les privileges* sont des loix particulieres, qui ne peuvent point faire de prejudice au bien public, qui est la suprême Loy de toutes. *Que dans le privilege accordé par Edüard aux villes Anseatiques*, il y avoit une condition & une reserve expresse, qu'elles ne porteroient point de marchandises ny de commodités aux ennemis de l'Angleterre. Que ce que la Reine avoit fait n'estoit pas sans exemple. Que la neutralité ne subsistoit plus, lors qu'on faisoit plaisir à l'une des parties au prejudice de l'autre: & que les menaces *de quelques villes marchandes* ne faisoient point de peur à une Reine, qui ne craignoit point les plus grandes puissances de l'Europe. C'est sur quoy se fondeoit l'avis du Prince d'Orange, & c'est sur quoy les Estats Generaux fondent la resolution, qu'ils prirent le 11 Fevrier 1656, en ordonnant qu'à l'avenir les *Deputés extraordinaires des villes Anseatiques* ne seroient conduits à l'audiance que par l'Agent, dans un carosse à deux chevaux: qu'ils prendroient place sur un siege à dos de drap, & qu'ils seroient reconduits chez eux en la mesme maniere.

Ce que je viens de dire du sujet & du Souverain, doit aussi avoir lieu à l'égard *du Seigneur & du Vassal*. Mais comme il y a une grande difference entre le Vassal & le Sujet, ainsi y a il grande difference entre le Seigneur du Fief & le Souverain. *Ceux qui possèdent des Fiefs avec les charges & les conditions ordinaires, ne peuvent pas envoyer des Ambassadeurs à leur Seigneur pour l'affaire du Fief, quand mesmes ils possederoient d'autres Estats en pleine Souveraineté.* Le Pape Urbain VIII ne voulut jamais permettre, que le Duc

de Parme, qui en d'autres occasions envoyoit ses Ambassadeurs à Rome & ailleurs, luy en envoyast un pour le différent qu'ils avoient au sujet du *Duché de Castro*, Fief du Siege Apostolique, quelques instances que les deux Couronnes, & la pluspart des Princes & Estats d'Italie fissent pour cela. Le Pape dit positivement à *Don Jean de Chiumazzero*, Ambassadeur Extraordinaire d'Espagne, qui l'enpressoit fort, qu'il n'admettroit point de Ministre de la part du Duc, & que s'il y vouloit envoyer un particulier, cela ne pourroit servir qu'à informer les Juges. *Qu'il ne falloit pas envoyer, mais venir.* Toutefois si le Vassal possède avec son Fief, d'autres Estats & Provinces en Souveraineté, il est constant qu'il peut envoyer des Ambassadeurs à son Seigneur & ailleurs. Le Roy d'Angleterre estoit autrefois Vassal de la Couronne de France, à cause des Duchés de Normandie & de Guyenne, qui en relevoient; mais il ne laissoit pas d'estre Souverain à cause de son Roiaume, & en cette qualité il n'envoyoit pas seulement ses Ambassadeurs au Roy de France, mais il luy faisoit mesme la guerre. J'en dis autant des derniers Ducs de Bourgogne, qui avec les Provinces, qui relevoient de la Couronne de France, en possédoient d'autres en toute Souveraineté. Ils envoyoient des Ambassadeurs au Roy, & en recevoient de luy. En l'an 1464 Louïs XI envoya à Philippe le Bon, Duc de Bourgogne une Ambassade solennelle, composée du *Comté d'Eu*, *Prince du Sang*, du *Chancelier de France* & de l'*Archevesque de Narbonne*, & Philippe envoya à Louïs l'*Evesque de Tournay* & le *Seigneur de Crequy*. Ce commerce estoit assés frequent entre le Roy & le Duc, & Philippe, qui pretendoit aller du Pair avec les Testes Couronnées, affectoit de se conserver cet avantage à l'égard de la France. C'estoit un grand Prince, tant à cause de ses qualités personnelles, qu'à cause de sa puissance, sa Maison estoit
reglée,

reglée, & servie par semestre comme celle du Roy, à laquelle elle ne cedit ny en nombre d'officiers, ny en quantité ou qualité de meubles, de Vaisselle d'argent & de pierreries. L'Estat de sa Maison, qu'*Olivier de la Marche* met à la fin de ses memoires, merite bien d'estre veu. *Guy de Rochefort*, Chancelier de France, se fit rendre le respect qui luy estoit deu, en recevant l'hommage de l'Archiduc Philippe, mais après la ceremonie il fit bien connoistre, qu'il sçavoit distinguer entre Philippe, Comte de Flandre, & entre l'Archiduc, Prince Souverain de plusieurs Provinces libres & indépendantes. Les Princes, qui en vertu de la premiere investiture, possèdent leur Fief en toute Souveraineté, avec tous les Droits de regale, en sorte qu'ils ne doivent que le simple hommage, quoy qu'il soit accompagné de quelque reconnoissance, ne laissent pas d'estre Souverains en effet, & envoient leurs Ambassadeurs par tout, mesme au Seigneur du Fief. C'est pourquoy tout ce que le Pape dit à *Don Jean de Chiumazzero* & à *Hugues de Lionne*, au sujet du Duc de Parme, doit estre appliqué au Duché de Castro, & non au Duché de Parme; parce que celuicy, bien que Fief du Siege de Rome, ne doit rien au Pape, qui ne le pourroit pas mesme confisquer sur le Duc pour felonie, & le Saint Siege ne le pourra jamais réunir à ses autres domaines, sinon en cas qu'il devienne caduc, faute d'heritiers. Aussi verrons nous cy après, que le Pape donne audience à l'Ambassadeur de Parme, avec les mesmes ceremonies, qu'il fait aux autres Princes d'Italie.

Avant que les Rois d'Aragon eussent annexé les deux Siciles à leur Couronne, les Rois de Naples envoyoient leurs Ambassadeurs à Rome & ailleurs, quoy que ce Roiaume soit un Fief du Saint Siege. Les Rois, qui y ont regné après la mort d'Alfonse le Magnanime, envoyoient leurs

Ambassadeurs en France, en Espagne, à Venise, à Milan & à Rome mesme ; parce qu'après avoir satisfait à l'hommage, & à ce qui en dépendoit, ils ne reconnoissoient point le Pape au temporel. C'est ainſy que le Roy d'Espagne en uſe aujourd'huy, à l'exemple de tous les autres Princes d'Italie, qui bien que leurs Principautés relevent du Siege de Rome, ou de l'Empire, ne laissent pas de les posseder en pleine Souveraineté, & d'avoir le droit de l'Ambassade en toutes Cours de l'Europe. J'en dis autant des Princes d'Allemagne, qui bien que *vassaux de l'Empire*, possèdent leurs principautés en toute Souveraineté, & jouissent de tous les droits qui y sont annexés. L'opposition, qu'on forme à celuy de l'Ambassade, qui ne leur peut estre contesté, non plus que tous les autres droits, le font m'obliger à leur donner une Section particuliere après la suivante.

Devant que d'achever cellecy, je diray un mot des *Deputés*, dont est composée l'*Assemblée qui represente les Etats Generaux des Provinces Unies*. Elles sont toutes Souveraines, & elles sont toutes indépendantes, sinon à l'égard des conditions qui font le fondement de leur Union & de leur Estat. En cette qualité de Souveraines elles envoient à la Haye des personnes qui les representent, & qui deliberent & resolvent ensemble ce qu'ils jugent estre necessaire pour l'intereſt commun des Alliés. Auffy ne faut il pas douter, que comme tels ils ne doivent estre considérés comme Ministres Publics, que le *Droit des Gens* protege, & qu'on ne les peut violer, ny en leur personne ny en leur ſuitte, ſans manquer à ce qui leur est deu en vertu de la ſeureté publique. On ne leur donne pas la qualité d'Ambassadeur ; tant parce qu'ils ne sont pas envoyés hors de leur Estat, à une puissance eſtrangere, que parce qu'on les envoie à une Assemblée perpetuelle, comme Membres d'un mesme Corps. Ce qui est la raison pourquoy ils ne sont pas traittés & conſiderés

fidérés comme Ministres Publics, mais comme Deputés de Provinces, qui forment entre elles un mesme Estat & une mesme Republique. Ils jouïssent pourtant d'une seureté entiere, & sont inviolables en leurs personnes: jusques là mesmes que la Justice du lieu ne peut estendre sa Jurisdiction sur elles. Mais c'est ce qui n'a point de lieu à l'égard des Deputés, qui se trouvent dans l'assemblée d'une mesme Province; c'est pourquoy on pourroit douter, si on a parlé bien proprement, lors qu'on a dit, que la ville de Groningue, en faisant arrester un Gentilhomme, que le Païs circomvoisin avoit député à l'assemblée des Estats de la Province, & en luy faisant faire son procès, avoit violé le *Droit des Gens*. Les Estats de cette Province là sont composés de deux membres, sçavoir de la Ville & du Païs circomvoisin, qui estant inseparables l'un de l'autre, forment ensemble la Souveraineté de la Province; en sorte que pour ce qui regarde la Province en general, ils ne peuvent pas agir separemment. Je veux bien supposer encore, que l'un ne peut seul faire le procès aux sujets de l'autre, mais je ne voudrois pas soustenir, qu'en cela on ait violé le *Droit des Gens*. Je juge qu'il vaudroit mieux dire, qu'en violant la seureté publique, on avoit contrevenu aux traittés, qui sont la conservation, & la loy fondamentale de la Province.

SECTION III.

*Si les Usurpateurs, & les Gouverneurs en Chef
peuvent envoyer des Ambassadeurs.*

JE parleray en cette Section de quatre sortes de personnes. Premièrement de ceux qui possèdent des Païs & des Estats, avec une autorité & puissance suprême:

secondement de ceux, qui ayant esté chassés de leurs États, ne laissent pas d'en retenir la possession: en troisiéme lieu de ceux qui abdiquent, & qui renoncent à la Souveraineté, & enfin de ceux qui n'estant point Souverains, ne laissent pas d'en faire les fonctions, en vertu du pouvoir qu'on leur donne. Des premiers les uns sont Souverains de naissance, où ils le deviennent par élection ou par conquête, ou bien ils usurent la Souveraineté. Les Princes legitimes ont le droit de l'Ambassade sans contestation; mais l'Usurpateur aura de la peine à faire admettre ses Ambassadeurs, quand mesmes il seroit le maistre absolu de l'État qu'il a usurpé, si le Prince, à qui il envoie ses Ministres, n'a quelque interest qui l'oblige à rechercher, ou à souffrir son amitié. *Louïs XI*, le Prince du Monde qui entendoit le mieux son interest, voulut bien acheter celle d'Edüard IV, qui avoit usurpé la Couronne d'Angleterre sur *Henry VI*, mais il méprisa la recherche de *Richard III*, son frere, & ne voulut point voir ses Ambassadeurs. Ce Tyran avoit fait tuer ses deux neveux, dont l'ainé estoit son Roy legitime, à qui il avoit presté le serment de fidelité: de sorte qu'estant parricide & Usurpateur, & ayant d'ailleurs tant d'ennemis en Angleterre, que *Louïs* ne pouvoit pas craindre, qu'il vinst troubler son repos en France, il ne voulut point avoir de commerce avec luy, & renvoya ses Ambassadeurs. Il y a dans la negotiation du President *Jean* un endroit, qui est admirable sur ce sujet. *Charles, Duc de Sudermanie*, s'estant fait couronner Roy de Suede, au commencement de ce Siecle, envoya en France *Jagues van Dyck*, & fit offrir à *Henry le Grand* le renouvellement des traittés & des alliances, qui avoient esté faits autrefois entre les deux Couronnes. *Van Dyck* fit voir, que les avantages, que la France tireroit du commerce de Suede, seroient si considerables, que le Roy escouta les propositions

tions de ce Ministre, & eut envie de conclurre avec luy. Il n'y avoit rien qui l'en empescha, sinon que l'action de Charles, qui avoit usurpé la Couronne sur Sigismond, son neveu, après que celui-cy fut élu Roy de Pologne, estoit d'autant plus odieuse, que le pretexte de la religion estoit la cause de la revolution. On consideroit aussi en France, que le Roy de Dannemarc, qui n'estoit point amy de Charles, pourroit former un party contre luy avec le Roy d'Angleterre, son beaufrere. Mais nonobstant tout cela M. de Villeroy, en escrivant à Jeannin du 8 Avril 1608, tranche le mot, & dit : *toutes ces raisons & considerations n'empescheront point le Roy de traiter avec Charles, s'il y trouve son interest & celui de son Roiaume.* Il y adjouste, que Sigismond n'avoit point d'autres sentiments, que ceux que la Cour de Vienne luy inspiroit, & que l'Angleterre & le Dannemarc n'ayant pas beaucoup de consideration pour la France, le Roy n'estoit pas obligé d'en avoir pour eux. On voulut pourtant garder quelque mesure, & sçavoir si le Roy y trouveroit son compte en effet; c'est pourquoy on renvoya *van Dyck* au President Jeannin, qui negotioit en ce temps là en Hollande, où il pouvoit s'informer de l'estat des affaires de Suede.

Si jamais on a veu dans quelque Estat un Chef qui fust ensemble & Tyran & Usurpateur, ç'a esté Olivier Cromüel, & neantmoins jamais Usurpateur n'a esté si solennellement reconu. Incontinent après la mort du feu Roy, Don Alonso de Cardenas, Ambassadeur d'Espagne, legitima cette Republique bastarde, & Olivier ne se fust pas si tost erigé en Souverain, sous la qualité de Protecteur, que tous les Rois de la terre ne se prosternassent devant cette idole. Pour luy complaire on chassa le Roy legitime, avec ses freres, des Roiaumes & des Provinces, qui luy devoient servir de retraite & d'azyle. *Loccard*, Ambassadeur de l'Usur-

pateur,

pateur , ne fut pas seulement reçu en France , avec tous les honneurs que l'on auroit pû rendre au Ministre du premier Monarque de la Chrestienté , mais le Cardinal Mazzarin refusa mesmes de voir le Roy de la Grande Bretagne , qui avoit traversé tout le Roiaume , pour l'aller joindre au pied des Pirenées , & ne voulut pas parler à celuy qui de sa part se rendit à la porte de ce Premier Ministre , qui avoit tous les jours des conferences avec celuy de l'Usurpateur. Tout ce que le Roy dépossédé pût obtenir , ce fut que le Cardinal permit , que le Duc d'Ormont luy parlât en passant , & comme par rencontre , ainsy qu'il alloit de son quartier à l'Isle de la conference. Le Roy d'Espagne , qui estoit beau-frere du Roy defunt , en usa un peu mieux. Il souffrit que le fils trouvât sa seureté , & quelque civilité à Bruxelles , & son Premier Ministre , Don Louïs de Haro luy rendit aux Pirenées le respect , que le Cardinal luy avoit refusé. Le Roy de France , s'estant avancé jusques aux fontieres de Flandre , le Protecteur luy envoya *Falcombridge* , son gendre , pour luy faire les civilités , que les Souverains ont accoustumé de se rendre en de semblables occasions : & le *Duc de Crequy* , un des premiers Seigneurs de France , après les Princes , fut envoyé à Londres , pour remercier l'Usurpateur de ses civilités : & afin que rien n'y manquât , le Cardinal voulut que Mancini , son neveu , fust du voyage. La difference , qui se voit au procedé de ces deux Rois de France & d'Espagne , l'un & l'autre fort proches parents de celuy d'Angleterre , ne procedoit que de la difference de leur interest. L'Ambassadeur d'Espagne avoit fait un dernier effort auprès de l'Usurpateur , pour tacher de l'engager avec le Roy , son Maistre ; jusques à luy offrir cent mille escus par mois , deux cens mille par avance , & une armée de vingt mille hommes , pour aider les Anglois à reconquerir Calais. Cromüel avoit rejeté ces offres ,

&

& comme il craignoit plus le voisinage de la France, qu'il ne pouvoit esperer des forces languissantes & éloignées de l'Espagne, il prit party avec la premiere, dont il devint amy;obligeant par ce moyen l'autre à le devenir du Roy de Roy de la Grande Bretagne, sur lequel il avoit usurpé les trois Roiaumes.

Les Princes, à qui on envoie des Ministres, n'ont pas accoustumé d'examiner les tiltres de ceux qui les emploient, & se contentent d'en considerer la puissance, & la possession; bien que sans la consideration de l'interest ils ne se pressent pas trop de reconnoistre l'Usurpateur. Lors que l'interest s'y rencontre, les Princes ne font point de difficulté de recevoir des Ambassadeurs & des Ministres de tous ceux qui leur en veulent envoyer. Le Cardinal *Dossat* s'en explique bien dans la lettre qu'il escrit à M. de Villeroy de 23 Juillet 1601: où il dit. Que les Princes, qui voyent une puissance considerable bien establie, ne regardent point si le Potentat, qui envoie l'Ambassadeur ou l'Agent, est legitime ou non, & en s'enquierent pas si scrupuleusement du tiltre, comme on fait en cas d'achat ou d'echange, mais ils ne s'arrestent qu'à la puissance & à la possession. Que s'il falloit juger du tiltre de chaque Prince, avant que de recevoir les Ministres qu'ils envoient, il y en auroit plusieurs, dont les Ambassadeurs seroient renvoyés: mais qu'on n'a pas accoustumé d'y regarder, non pas mesmes entre ennemis, qui s'en envoient souvent les uns aux autres. Il allegue l'exemple des Cantons Suisses, qui ayant esté autre fois sujets de la Maison d'Austriche ont de tout temps envoyé & receu des Ambassadeurs. Je n'oserois dire, que Jean IV, Roy de Portugal fut Usurpateur, plus que la France, l'Angleterre, la Suede & les Provinces Unies le reconnurent pour Roy legitime, après la declaration unanime des Estats du Roiaume, & neantmoins quelque inf-

tance, que les Plenipotentiaires de France fissent à Munster, les Mediateurs ne voulurent jamais admettre ses Ministres, ny negotier avec eux comme avec les autres Ambassadeurs. Le Nonce & l'Ambassadeur de Venise disoient, que puis que le Pape & la Republique n'avoient pas encore reconnu le Roy, ils ne pouvoient point traiter avec ceux qui prenoient la qualité de ses Ministres. Au mois de Mars 1641 deux Ambassadeurs de Portugal estant arrivés à Londres, & ayant obtenu audience, le Roy leur dit; que jusques alors il n'avoit point reconnu d'autre Roy de Portugal, sinon celuy d'Espagne; mais puis que les Ambassadeurs asseuroient, *que le Prince qu'ils representoient*, avoit esté appellé à la Couronne du consentement unanime des peuples, & qu'il *estoit en possession paisible du Roiaume*, il avoit bien voulu les admettre, afin de ne point faire d'injure à leur Caractere. L'Ambassadeur de Venise, qui estoit en ce temps là en Angleterre, ne voulut point voir ces Ambassadeurs, sans l'ordre de sa Republique.

La Reine Christine de Suede, qui avoit admis & reconnu ses Ministres, & qui les avoit fait assister à son couronnement, s'avisa la veille de son abdication, de faire dire au Resident de Portugal, qu'elle ne connoissoit point d'autre Roy de Portugal, sinon Philippe IV Roy d'Espagne. Mais ce ne fut qu'un caprice, au lieu que la Cour de Rome avoit une raison particuliere, qui l'empeschoit de le reconnoistre. Le Pape, que l'on dit estre le Pere commun des Princes Catholiques, & qui estoit comme le juge du different, ne le pouvoit pas regler, sans connoissance de cause, & sans recevoir l'opposition du Roy d'Espagne: comme il l'auroit réglé en quelque façon, s'il eust admis & reconnu l'Ambassadeur de Portugal. *L'Evesque de Lamego* alla à Rome en cette qualité; mais le Pape, qui estoit obligé d'avoir de la consideration pour le Roy d'Espagne, l'empescha

ſcha d'y entrer de jour, & d'y paroître avec les marques de l'Ambaſſade. Ses amis ne laiſſerent pas de le voir, & de le conſiderer comme Ambaſſadeur. On avoit fort debated l'affaire de ſa reception dans une congregation particuliere de Cardinaux, devant qu'il arrivaſt à la ville; & d'autant que la Cour de Rome ne vouloit pas perdre le profit qu'elle tire de ce Roiaume, on y avoit eſté d'avis, qu'il falloir l'admettre l'Eveſque à l'obedience, ſans préjudice des Droits d'autrui. On ordonna au Nonce qui reſidoit à Madrid, de faire gouſter cette reſolution au Conſeil, & de l'obliger d'acquieſcer aux raiſons, que le Pape avoit pour cela: mais le Nonce y trouva une ſi grande repugnance, accompagnée de proteſtations ſi fortes & ſi expreſſes, qu'on n'y oſa point toucher; de peur qu'on ne priſt en Eſpagne des reſolutions, qui n'auroient pas eſté fort agréables au Pape: de forte que tout le Pontificat d'Urbain paſſa, ſans que l'on y fiſt rien pour le nouveau Roy de Portugal. Le Cardinal Antoine, néveu d'Urbain, protegeoit l'Eveſque, & la France faiſoit faire de grands devoirs pour ſon admiſſion; mais il fut impoſſible de fleſchir le Pape, qui ne luy voulut jamais donner place parmy les Miniſtres Publics: au contraire prenant occaſion ou pretexte de la rencontre, que l'Eveſque eut avec l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, il le contraignit de ſ'en retourner à Liſbonne. *Don Louïs Peirera de Caſtro* luy ſucceda, non comme Ambaſſadeur, mais comme Deputé du Clergé de Portugal, qui faiſoit preſſer le Pape de pourvoir aux Eveſchés, parce qu'eſtant la pluſpart vacants, il n'y avoit pas aſſés de preſtres, pour faire le ſervice, & pour adminiſtrer les Sacrements.

La rencontre, que l'Eveſque de *Lamego* eut avec le *Marquis de los Velez* Ambaſſadeur d'Eſpagne, fut ſi forte, que j'eſtime en devoir dire icy les particularités, qui ſont aſſés remarquables. L'Eveſque ayant commencé à viſiter les

Cardinaux, pour les disposer à favoriser les interêts du Roy son Maistre; *l'Ambassadeur d'Espagne* pria le Cardinal Barberin de ne point permettre, que le Portugais parust en public avec tant de pompe & de suite; parce qu'il en pourroit arriver un scandale capable d'alterer le repos du Pape. La Congregation, qui travailloit aux affaires de Portugal, ne jugeant pas à propos de défendre à *l'Evesque* de sortir, se contenta de regler sa suite, le nombre de ses estafiers, & sa maniere de marcher par la ville, en luy ordonnant de fermer les rideaux de son carosse, lors qu'il rencontreroit *l'Ambassadeur d'Espagne*. Ce fut en cet Estat que *l'Evesque* alla le 20 d'Aoust 1642 visiter le *Marquis de Fontenay, Ambassadeur de France*, au mesme temps que *l'Ambassadeur d'Espagne* rendoit visite au Cardinal Roma; où on luy vint dire que *l'Evesque* estoit chez M. de Fontenay. Il envoya aussy tost querir dans un carosse quantité d'armes à feu, qu'il fit distribuer à ses gens, parmy lesquels il y avoit plusieurs soldats vestus de ses couleurs. *L'Ambassadeur* en montant en carosse, après avoir achevé sa visite, ordonna à ses gens de laisser passer *l'Evesque de Lamego*, & de ne luy rien dire, si les rideaux de son carosse estoient fermés; mais s'ils estoient tirés, & que *l'Evesque* ne s'arrestast point pour luy faire honneur, qu'ils coupassent les jarrets à ses chevaux. *L'Ambassadeur de France* & *l'Evesque de Lamego*, ayant esté advertis, que *l'Ambassadeur d'Espagne* avoit envoyé querir des armes, en firent aussy provision, & *l'Evesque* s'estant fait accompagner des domestiques de M. de Fontenay, & de ce qu'on avoit pû assembler de François, de Portugais & de Catalans, monta aussy en carosse, pour s'en retourner chez luy par le plus court chemin. Il n'en avoit pas fait beaucoup, quand ses gens rencontrant ceux de *l'Ambassadeur d'Espagne*, on entendit tirer plusieurs coups: sans que l'on pust dire, qui eust

eust tiré le premier. Les deux chevaux de l'Ambassadeur, que le cocher fit cabrer exprés, pour couvrir son Maître, furent tués, & sauverent l'Ambassadeur, qui eust de la peine à se retirer dans le palais du Cardinal d'Albornos, qui estoit dans le voisinage, pendant que l'Evesque se jetta aussi dans une Maison voisine. Don Diego de Vargas, un Vallet de Chambre & un Sicilien furent tués du costé des Espagnols, & l'Evesque y perdit un des cochers de l'Ambassadeur de France & deux Perusins. Tous les amis du *Marquis de los Velez*, & tous les partisans d'Espagne se rendirent aussytost chez luy : de sorte que la Cour craignant, qu'il n'en arrivast un plus grand desordre, envoya deux compagnies d'infanterie & cinquante chevaux devant son palais, & on donna ordre aux officiers d'empescher que personne en fortist. On en fit autant devant le logis de l'Evesque ; on mit des Corps de Garde ça & là, & on fit aller la patroüille toute la nuit. Dés le lendemain le Marquis de Fontenay en parla au Pape, & au Cardinal Barberin, & leur demanda reparation de la violence, qui avoit esté faite à l'Evesque, qu'il disoit estre Ambassadeur d'une Teste Couronnée. L'Ambassadeur d'Espagne fit aussy ses plaintes ; mais n'en ayant pas remporté grande satisfaction, & ayant pris l'avis des Cardinaux de la faction, il resolut de se retirer au Roiaume de Naples, parce qu'il disoit, qu'il ne pouvoit pas demeurer à Rome, sans sortir des termes du respect qu'il vouloit conserver pour le Pape, & qui estoit incompatible avec le ressentiment, qu'il seroit obligé de témoigner. Pour l'empescher de partir on mit l'affaire en negotiation ; mais après plusieurs allées & venues, pendant lesquelles le Pape faisoit informer de la rencontre, on luy dit enfin qu'il falloit du temps pour faire les informations, lesquelles n'estant pas achevées, le Pape ne pouvoit pas condamner l'Evesque sans l'oüir, quoy qu'il fust son sujet,

à cause de son caractère, mais pour luy qu'il avoit raison de se plaindre de l'un & de l'autre. L'Ambassadeur avoit resolu de partir, sans prendre congé du Pape, & ne se ravisa que sur le Conseil de ses amis, qui le firent aller à l'audience, où il se plaignit fort des deux Cardinaux neveux, qui à ce qu'il disoit, s'estoient déclarés ouvertement pour ses ennemis. Le Pape luy répondit avec assés de froideur, que le procès n'estant pas encore instruit, il ne sçavoit qui des deux avoit tort ou raison. L'Ambassadeur partit encore le mesme jour : les Cardinaux Espagnols allerent le lendemain à Frascati, & les autres Prelats & partisans de la faction d'Espagne se retirerent aussy.

La France, l'Angleterre & les Provinces Unies, qui n'estoient pas bien avec l'Espagne en ce temps là, ne se contenterent pas de reconnoître le nouveau Roy de Portugal, & d'admettre ses Ambassadeurs ; mais elles se declarerent hautement pour son establissement & pour ses interests. Plusieurs autres Princes suivirent leur exemple, & presentement le Roy d'Espagne mesme reçoit les *Ambassadeur de Portugal*, & y envoie les siens. C'est pourquoy je ne puis assés m'estonner de ce qu'après un traité solemnél, qui a esté fait entre ces deux Couronnes, on souffre à Bruxelles des gens, qui pour s'acquérir une meschante reputation, ne craignent point de mettre le Roy de Portugal au nombre des Usurpateurs, & qui ont l'impudence de publier dans leurs impertinents libelles, que le traité, que la nécessité a extorqué au Conseil de Madrid, ne subsistera pas après elle. Les Espagnols protestent en tous leurs manifestes & en toutes leurs declarations, qu'ils n'ont jamais violé les traittés, quelque désavantageux qu'ils leur fussent. Pour dire la verité, ils n'ont pas stipulé de grands avantages, en tous les traittés qu'ils ont faits depuis celuy de Chasteau en Cambresis. Celuy de Vervins les obligea à
restit-

restituer tout ce qu'ils occupoient en France, & les traittés des Pirenées & d'Aix la Chapelle leur ont arraché des conditions assés dures, & neantmoins ils pretendent les avoir observés tres-religieusement; nonobstant la rupture de l'an 1673. Il me semble, que le mesme auteur, qui tache de canoniser la probité & la sincerité de Ferdinand le Catholique, se dispenseroit bien de faire passer les Ministres d'Espagne pour des gens capables de rompre, après le traitté de Portugal, celui que la mesme necessité a obligé le Roy d'Espagne de conclurre avec les Provinces Unies. On sçait bien que la plus part des Princes n'observent point les traittés qu'ils peuvent rompre avec avantage; mais il n'y en a point qui s'en fassent honneur, ou qui prennent plaisir à faire connoître en mesme temps leur mauvaise volonté & leur impuissance. Je ne dis rien du *Prince Don Pedro*, qui pendant la vie du Roy son frere, possède sa femme & sa Couronne, & fait recevoir ses Ambassadeurs par tout.

S'il suffit que le Prince qui veut faire reconnoître ses Ambassadeurs, soit en possession de la Souveraineté, on en peut conclurre, que celui qui a esté chassé par une force majeure, ou que le soulèvement de ses sujets a contraint de s'éloigner, retient la possession, jusques à ce que par un traitté formel il ait renoncé aux Païs qui ont esté conquis ou usurpés sur luy, ou jusques à ce que le succès ait Justifié les armes des sujets, retient aussy le Droit de l'Ambassade, puis que la Souveraineté luy demeure. *Chrestierne, Roy de Dannemarc*, & *Jean Zapoli, Roy de Hongrie* ne laissoient pas d'avoir leurs Ministres dans les Cours estrange-res pendant leur exil. Bien que les Espagnols possédassent la Haute Navarre, c'est à dire cette partie du Roiaume, qui est au delà des Pirenées, Pie IV ne laissa pas d'admettre à l'obedience en l'an 1560 l'Ambassadeur d'*Antoine Roy*

Roy de Navarre, & Gregoire XIII admit en l'an 1573 celuy de *Henry*, fils d'*Antoine*. Il est vray, que *Ferdinand Roy* des Romains, ne voulut pas permettre, que *Hierôme Laski*, Ambassadeur de *Jean Zapol*, passast en Allemagne, & qu'il ne luy voulut point donner de passeport; mais ce fut par ce que *Laski* y devoit aller, pour demander du secours contre *Ferdinand*, qui pretendoit luy mesme à la Couronne d'Hongrie, comme *Mary* de la sœur du Roy dernier decedé: ce qui n'empescha pas pourtant que *Laski* ne fust consideré à Constantinople comme Ambassadeur de *Jean*. Si lors du Congrès des Pirenées le Cardinal Mazzarin jugea à propos d'en user autrement à l'égard du Ministre du Roy de la Grande Bretagne, ce ne fut pas que l'on ne sceust en France ce que l'on pouvoit & devoit faire; mais parce qu'elle avoit d'autres interets à ménager, & qu'elle craignoit que le Protecteur ne s'accommodast avec les Espagnols. Consideration si forte, que le mesme Cardinal avoit fait sortir le Roy & les Princes ses freres du Roiaume, & luy mesme refusa de voir le Roy, qui avoit traversé toute la France, & s'estoit rendu sur les frontieres d'Espagne, pour parler au Cardinal. Au reste quelque consideration, que l'on ait eu pour l'Usurpateur, tant en France qu'ailleurs, on n'a jamais revoqué en doute la qualité de Ministre Public, ny dénié la protection du *Droit des Gens* à ceux que le Roy d'Angleterre employoit dans les Cours, avec lesquelles il avoit quelque liaison. Le Duc de Lorraine, quoy que dépossédé de son pais par une force majeure, ne laisse pas d'avoir son Ministre à Nimmegue, mesmes avec le passeport de la France, qui l'a dépossédé.

Le mesme *Antoine*, Roy de Navarre, dont je viens de parler, Prince extrêmement foible, souffroit qu'on le flattast continuellement des fausses esperances, que les Espagnols luy donnoient de la restitution de son Roiaume
de

de Navarre, ou du moins de l'équivalent. Un Bearnais, nommé *Lescun*, domestique Duc d'Albuquerque, luy dit de la part du Duc, que s'il pouvoit se résoudre à faire le voyage d'Espagne en personne, & à faire un compliment de civilité au Roy Philippe, il pouvoit s'assurer, qu'on luy donneroit satisfaction touchant la Navarre. *Antoine* y envoya le *Sieur d'Odaux*, de la Maison de Levi, avec des lettres, par lesquelles il demandoit un passeport pour la sûreté de son voyage. Philippe, qui estoit adverty du sujet de de l'Ambassade, donna audience à *d'Odaux* en la présence de Sebastien de l'Aubépine, Evêque de Limoges, Ambassadeur de France, à qui il demanda depuis, si le Roy son maître avoit connoissance de cette Ambassade. L'Evêque dit qu'il n'en sçavoit rien, & qu'on ne luy en avoit rien écrit : de sorte que Philippe fit rendre les lettres de creance à *d'Odaux*, & luy fit dire, que si Antoine ne vouloit faire le voyage d'Espagne, que pour luy parler des affaires de Navarre, ny luy ny sa femme n'avoient que faire de s'en donner la peine. Qu'ils ne pouvoient pas ignorer quels estoient ses sentiments sur ce sujet ; puis qu'il s'en estoit assés expliqué au congrès de Cercamp, où on avoit réglé le traité de Chasteau en Cambresis. Il n'est pas fort difficile de deviner, pourquoy Philippe rebuta ainsi le Ministre d'un Roy dépossédé, veu qu'il n'en pouvoit pas user autrement, sans avoüer, qu'il estoit luy mesme usurpateur du Roiaume de Navarre. Henry II, en consentant qu'il n'en fust point parlé dans le traité de Chasteau en Cambresis, consentit à l'usurpation, au prejudice de l'honneur & de l'intérêt de la Couronne de France, qui furent bien prostitués par ceux qui luy conseillèrent de traiter à des conditions si infames.

Il y a grande difference entre le Souverain, qu'une force estrangere, ou une guerre civile chasse de ses Estats, &

celuy qui abdique volontairement. *Celuy qui abdique, ou qui resigne ne retient point la Souveraineté* ; mais en y renonçant il renonce aussy à tous les droits qui en dépendent , & entre autres à celuy d'envoyer des Ambassadeurs & des Ministres Publics. La naissance imprime aux Princes un caractere qui ne s'efface jamais ; tellement qu'à quelque extremité qu'ils se voyent reduits, on leur doit du respect : mais pour les droits de Souveraineté, ils sont inseparables de celuy qui la possède. On ne peut posseder l'un sans l'autre. Celuy qui est appellé à une Souveraineté, par la naissance ou par l'élection, succede aussy à tous ses d'roits. Ils ne peuvent estre communiqués à qui que ce soit, ny réservés par celuy qui abdique, renonce ou resigne, & qui après l'abdication, renonciation ou resignation n'a plus d'affaires d'Estat à faire negotier. *Le Roy Casimir*, en quittant la Couronne & la Pologne mesme, sortit en quelque façon du Monde, où il avoit tousjours fait une tresmeschante figure : & si *la Reine Christine* y en fait encore, & si on veut bien avoir quelque consideration pour ses Ministres, c'est parce qu'elle possède un merite, & une grandeur d'ame, dont elle n'a pû se défaire avec la Couronne de Suede. Je m'arresterois icy, & me contenterois d'y adjouster, que le Roy & la Reine estoient les derniers de la posterité de Jagellon, & que si la Reine s'ennuyoit de porter une Couronne, parce qu'elle estoit au dessous d'elle, le Roy s'en défit, parce qu'il ne la meritoit point, & estoit incapable de regner après la mort de la Reine sa femme ; n'estoit que depuis quelque temps on a bien voulu déterminer à Bruxelles, où on devoit avoir de la veneration pour cette Princesse, le Marquis Monaldeschi, & parler d'une estrange maniere de l'execution, qu'elle en avoit fait faire à Fontainebleau. Je ne doute point, que la Reine n'ait fait faire Justice, & je sçais que les Souverains passent souvent par-

pardeffus les formes : je ſçais auffy que ſans une tresforte raiſon d'Eſtat , ils ne doivent ny ne peuvent ſ'en diſpenſer : & je ne crains point d'y ajoſter , qu'en cette rencontre la Reine n'a pû agir en Souveraine. Je veux bien dire encore, qu'une puiſſance legitime , quelque abſolüe qu'elle ſoit , ſi elle n'eſt deſpotique, ou pour parler plus intelligiblement, tout à fait Tyrannique , ne ſe donne jamais cette eſtendue, non plus qu'à ſa Jurisdiction , qui ne ſ'exerce jamais dans le territoire d'autrui. Il en ſera parlé cy après , lors qu'on traittera de celle que les Ambaſſadeurs ont ſur leurs domeſtiques ; c'eſt pourquoy je ne feray que mettre icy un mot touchant Marie , Reine d'Eſcoſſe. *Jean Leſle, Eveſque de Roſſe* , Ambaſſadeur de Marie à Londres , ayant eſté convaincu d'avoir conſpiré contre la vie de la Reine Elifabeth , ainſy que je diray en la Section 27 , on voulut prendre les avis des premiers Jurisconſultes du Roiaume, pour ſçavoir ſi le Miniſtre d'une Reine, qui avoit reſigné la Couronne à ſon fils , devoit jouir des privileges du *Droit des Gens*. Leur avis ſauva la vie à l'Eveſque ; parce qu'ils representerent , qu'outre qu'on avoit ſouffert le Miniſtre de la Reine à la Cour , l'abdication de cette Princeſſe n'avoit pas eſté volontaire. Au contraire il eſt conſtant , qu'elle n'eſtoit pas ſeulement priſonniere, lors qu'on la contraignit de reſigner , mais qu'elle proteſta meſmes formellement , en la preſence de Nicolas Trogmorton , Ambaſſadeur d'Angleterre , de la violence qu'on luy faiſoit par cette action. Ce qui eſtoit ſi notoire , qu'en l'an 1568 , c'eſt à dire après ſon abdication , on avoit encore reconnu, en qualité de ſes Ambaſſadeurs , le meſme Eveſque de Roſſe , celui d'Orknay & quelques autres.

Les Viceroyſ, & les Gouverneurs en Chef , qui ont un pouvoir abſolu , employent auffy des Miniſtres Publics , qui jouiſſent de la protection du *Droit des Gens* , & à qui ils

donnent la qualité d'*Ambassadeur*. Pendant que les Anglois possédoient encore les Provinces de Normandie & de Guyenne, bien qu'elles relevassent toutes deux de la Couronne de France, les Chefs qui y commandoient pour le Roy d'Angleterre, faisoient negotier avec celui de France par le moyen de leurs Ambassadeurs, & on ne faisoit point de difficulté de traiter avec ces Ministres subalternes; parce qu'on sçavoit que leurs Committents avoient pouvoir de substituer. *Jean Battiste de Gattinara*, néveu de ce Mercurin, Ministre de l'Empereur Charles V, n'avoit point de pouvoir, sinon du Comte de Lanoy, Viceroy de Naples, lors qu'en l'an 1525 il fut à Rome, & y fit un traité avec le Pape, & avec les Florentins, laissant à la Republique de Venise la faculté d'y entrer, pour la conservation de François Sforze, Duc de Milan. Ce traité fut conclu le 1 jour d'Avril, & publié le 1 de May, sur la ratification du Viceroy, qui n'attendit point celle de l'Empereur. Le Duc d'Albe, Viceroy de Naples, & Lieutenant General pour l'Empereur Charles V & pour Philippe son fils en Italie, voulant amuser le Pape Paul IV par quelques propositions d'accommodement, afin de pouvoir justifier la rupture, & la guerre, qu'il avoit resolu de faire aux Caraffes, envoya à Rome *Pirrho Loffredi*, Marquis de Trevico, que le Pape fit arrester prisonnier, dès que les armes Espagnoles entrerent dans l'Estat de l'Eglise. Le Duc s'en plaignit, & fit reprocher au Pape d'avoir violé le *Droit des Gens*, en arrestant son Ministre. La Cour de Rome a veu depuis fort peu d'années un Secetaire de Don Pedro d'Aragon, Viceroy de Naples, complimenter le Pape Clement IX sur son exaltation. Ce qui fut fort bien pris, & le Pape luy fit grand' chere. En l'an 1577 *Don Jean d'Autriche*, Gouverneur des Pais-bas, envoya une Ambassade solemnelle à l'Empereur & aux Princes d'Allemagne, &

dans

dans le même temps il envoya le Vicomte de Gand Ambassadeur en Angleterre. En l'an 1588 il se fit une députation de quelques Ministres d'Espagne & d'Angleterre en Flandres. Dès qu'ils se communiquèrent leurs pouvoirs, *il se trouva que celui des Espagnols n'étoit signé que du Duc de Parme*, Gouverneur des Pais-bas, & non du Roy; mais les Anglois ne laissèrent pas de continuer les conférences; par ce qu'ils ne pouvoient pas ignorer, que le pouvoir general, que le Duc avoit, ne contint la faculté de subdéléguer. *Albert d'Autriche, n'estant encore que Cardinal & Gouverneur des Pais-bas*, envoyoit ses Ministres à tous les Princes Voisins; tant en Allemagne qu'ailleurs, & particulièrement en l'an 1598 il envoya le *Comte de Barlaimont*, avec *Westerdorp & Nikirchen*, à Lubec, comme à la première des villes Anseatiques, pour tâcher de les obliger à rompre avec l'Angleterre & avec les Provinces Unies. Cette Ambassade, si on la peut nommer ainsi, fut si bien reçue, que l'on en fit part aux autres villes, qui ont tousjours esté, & seront tousjours prestes de traverser & d'embarasser le commerce & la navigation des Hollandois. Le Gouvernement de Milan est un des considerables de tous les emplois d'Espagne; parce que le Duché estant situé au milieu des Estats de la Republique de Venise, de celle de Gennes, des Cantons Suisses, & des Ducs de Savoye, de Mantoue, de Parme & de Modéne, le Gouverneur se fait tellement respecter, que dès qu'il arrive dans son Gouvernement tous les Princes Voisins le font complimenter *par leurs Ambassadeurs*, & il répond à leur civilité, en leur envoyant les siens.

Surquoy il faut pourtant remarquer, que bien qu'on donne cette qualité aux Ministres que les Vicerois & les Gouverneurs en Chef employent, ce ne sont pourtant, à proprement parler, que des Deputés, à qui on fait hon-

neur pour l'amour du Prince, que le Gouverneur représente. *Don Alfonse Casati*, & ses trois fils avoient esté longtems employés par le Gouverneur de Milan auprès des Cantons Suisses, qui les avoient considérés comme Ambassadeurs, quoy qu'ils n'eussent point de lettres de creance du Roy d'Espagne. En l'an 1646 *M. de Caumartin*, Ambassadeur de France, voyant que le troisiéme de ces freres *Casati*, qui y estoit en la mesme qualité, traversoit sa negotiation, entreprit de luy faire affront, en luy disputant son caractere. Il disoit, que *Casati* n'ayant des lettres de creance que du Gouverneur de Milan, ne pouvoit estre considéré que comme son Agent, & non comme Ministre du Roy d'Espagne, & qu'en cette qualité les Cantons ne luy pouvoient pas donner audience en leur assemblée generale. *Casati* repartit, que son pere & ses deux freres, qui n'avoient point eu d'autres lettres, avoient esté traittés comme Ambassadeurs, & les Cinq petits Cantons, Alliés de l'Estat de Milan, appuyoient ses pretensions. Mais *Caumartin* l'emporta sur luy dans l'assemblée generale, qui ne luy voulut pas donner audience, quoy qu'on la luy eust promise. Il ne l'eut que des Cinq petits Cantons, qui ne le traitterent point d'Excellence, mais seulement de Seigneurie. L'autorité & l'argent du Roy de France luy firent recevoir cet affront. Car comme je viens de dire, le Gouverneur de Milan est en possession d'envoyer des Ministres, à qui on donne la qualité d'Ambassadeur. Un des meilleurs historiens de nostre temps marque, que lors qu'en l'an 1615 *Don Pedro de Toledé* entra dans son Gouvernement de Milan, le Duc de Savoye luy envoya faire civilité par un *Ambassadeur*, & d'autant que *Don Pedro* n'y répondit point de bonne grace, n'envoyant personne à Turin que longtems après, on parloit de son incivilité comme d'une preuve du peu d'amitié qu'il avoit pour le

Duc.

Duc. Il envoya *André Manriquez* à Venise, & mesmes le Comte de Bethune, Ambassadeur Extraordinaire de France, negocia avec luy. *Richardot Taxis & Verreyken*, avoient bien leur Commission de l'Archiduc; mais ils estoient Ambassadeurs du Roy d'Espagne, dont l'Archiduc estoit Procureur; & on en doit dire autant du *Baron de Bergeyck*, que le Marquis de Castelfrodrigue, Gouverneur des Pais-bas, envoya à Aix la Chapelle en l'an 1668. Les Deputés, dont je viens de parler, qui s'assemblerent en l'an 1588, de la part du Duc de Parme, avec les Ministres d'Angleterre, n'estoient pas Ambassadeurs. *Chiapin Vitelli*, que le Duc d'Albe, Gouverneur des Pais-bas, envoya en Angleterre en l'an 1569, n'estoit pas Ambassadeur non plus.

Il est indubitable, que ceux qui dans les interregnes ont la direction des affaires avec un plein pouvoir, peuvent envoyer des Ambassadeurs. Après la mort de *Sigismond Auguste*, Roy de Pologne, & mesmes après l'Election du Duc d'Anjou, le *Senat du Roiaume* envoya en France une Ambassade Solemnelle, & ceux dont elle estoit composée y furent considerés & traittés comme Ambassadeurs: bien qu'on puisse dire, que la Pologne n'estant proprement qu'une Republique, le Senat, qui la represente, a droit d'envoyer des Ambassadeurs de son chef, puis qu'il preste son nom & son autorité mesmes à ceux que le Roy employe. De sorte qu'il n'y a point d'interregne, non plus qu'il y en a à Venise après la mort du Doge. Car encore qu'on y fasse cesser les deliberations publiques pendant quelques jours, ce n'est qu'afin d'obliger le Senat à proceder d'autant plus tost à une nouvelle election. *Sede vacante* le Conclave pourroit envoyer des Ambassadeurs, & on en a des exemples.

Dans les Roiaumes hereditaires il n'y a point d'interregne, & neantmoins lors que la succession est contestée

testée entre les heritiers, *les Estats du Roiaume* peuvent envoyer des Ambassadeurs en leur nom. Après la mort de Henry, Roy de Portugal, *les Regents du Roiaume* envoyerent l'Evesque de Coimbre, & Don Emanüel de Mello à Philippe Roy d'Espagne. Philippe, qui pretendoit qu'il n'y avoit point d'interregne, parce qu'il soustenoit, que son droit ne luy pouvoit pas estre disputé, mit en deliberation, s'il les receuroit comme Ambassadeurs, ou s'il les traitteroit en sujets. *Il les receut pourtant comme Ambassadeurs, & leur donna audience publique*: mais il ne traitta point de la mesme façon *Ferdinand de Silva*, Ambassadeur ordinaire de Portugal, & ne le fit point convier à la Chapelle depuis la mort de Henry; bien qu'il eust des lettres de creance des Regents. *Charles*, fils aîné de Jean, Roy de France, qui estoit Regent du Roiaume, pendant que son pere estoit prisonnier en Angleterre, envoyoit ses Ambassadeurs par tout; tant parce qu'en ce temps là les Regents gouvernoient en leur nom, que parce qu'estant Regent de son chef, & heritier presomtif de la Couronne, il en estoit comme le Souverain, puis qu'il n'y en avoit point d'autre dans le Roiaume. *La Regente de France*, Mere du Roy François, n'avoit qu'une autorité déléguée, pendant que le Roy son fils estoit détenu à Madrid; mais elle ne laissa pas d'y envoyer en l'an 1524 l'Archevesque d'Embrun, depuis Cardinal, *Jean de Selve*, *Premier President au Parlement de Paris*, & *Philippe Chabot Seigneur de Brion* en qualité d'Ambassadeurs, pour y traiter de la liberté du Roy. L'illustre posterité de ce Jean de Selve, me convie à y adjoûter, que ce fut luy qui portoit tousjours la parole, quoy que ces deux Collegues eussent aussy la reputation de tres-habilles negotiateurs. Il laissa en mourant six fils, qui à la reserve de l'un, qui fut Abbé de S^t. Vigour, furent tous employés à des Ambassades & à des negotiations importantes.

tes. *Lazare de Selve*, son fils aîné, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy, fut envoyé aux Cantons Suisses: *Jean François* en Turquie: *George*, Evêque de Lavaur, auprès de l'Empereur, & *Jean Paul*, Evêque de St. Flour, & *Odet* à Rome & à Venise.

Cette Ambassade de la Regente recevoit son autorité en partie de celle des Estats du Roiaume, qui eurent beaucoup de part aux affaires pendant la detention du Roy. Mais pour ce qui est de l'Ambassadeur, ou Ministre Public, il ne peut subdeleguer, s'il n'a un pouvoir particulier pour cela. C'est pourquoy le *Comte de Pegnarande*, en substituant & subdeleguant l'*Archevesque de Malines*, *Diego de Saavedra* & *Antoine le Brun*, pour la negotiation de Munster, leur en fit expedier un acte, où il parle „ en ces termes. *Don Gaspar de Bracamonte*, *Comte de* „ *Pegnarande &c.* D'autant qu'il a plu au Roy d'Espagne, „ Monseigneur, nous donner pouvoir & autorité, par ses „ lettres du 25 Fevrier 1645, de traiter paix ou trêve avec „ les Hauts & Puissants Seigneurs Estats des Provinces U- „ nies: lesquelles lettres commencent ainfty. Philippe, par „ la grace de Dieu, Roy d'Espagne &c. *C'est pourquoy en* „ *vertu du pouvoir & autorité, que sa Majesté nous a donné,* „ *par lequel je puis me faire assister d'une ou de plusieurs person-* „ *nes, & par lequel il m'est permis de me les substituer, sur-* „ *roger & de les nommer, je nomme & constitue par ces* „ *présentes, frere Joseph de Bergagne, Archevesque de* „ *Malines, Diego de Saavedra & Antoine le Brun &c. tous* „ *& chacun d'eux, Plenipotentiaires à la Paix Universelle* „ *de Munster: auxquels j'ay fait passer, & fais passer la mes-* „ *me autorité, & le mesme pouvoir à moy attribué par sa* „ *Majesté; & les substitue à moy; afin qu'au nom & de la* „ *part de sadite Majesté, ils puissent negotier & conclurre* „ *tous traittés de paix ou de trêve, ou tous, ou bien cha-*

,, cun d'eux en particulier, tant en mon absence, qu'en ma ,, presence, &c. Mais ces Ministres n'estoient pas Ambassadeurs du Comte de Pegnaranda, comme ceux que les Vicerois & les Gouverneurs envoyent en leur nom. Ils avoient la qualité de Plenipotentiaires du Roy d'Espagne.

C'est ce que j'esclairciray encore par un autre exemple. *Gustave Adolfe* Roy de Suede, ayant esté tué à la bataille de Lutzen le 16 Novembre 1632, la Couronne de Suede donna toute la conduite des affaires & de la guerre d'Allemagne au *Chancelier Axel Oxenstirn*, avec la qualité de Legat, ou Ambassadeur Plenipotentiaire dans l'Empire. Tout le party le reconnut en cette qualité, & tous les Princes, à la reserve des Electeurs, luy cedoient la main. Il y en avoit qui ne le faisoient qu'à regret, & qui ne pouvoient souffrir, qu'un gentilhomme estranger se donnast une autorité qui passoit la Souveraine. Et de fait il l'exerçoit avec tant d'empire, que cela fut une des prencipales causes de la paix particuliere, que l'Electeur de Saxe fit à Prague en l'an 1635, & de l'engagement, que le Duc de Weimar prit avec la France. *Oxenstirn*, usant du pouvoir de sa Legation, nomma *Hugues de Groot* à l'Ambassade de France, à la quelle le Roy defunt l'avoit destiné, & luy fit expedier ses lettres de creance & son instruction. Le Cardinal de Richelieu, alors Premier Ministre de France, s'opposa à l'admission de *M. de Groot*; parce que n'ayant point de lettres du Senat de Suede, le pouvoir general du Plenipotentiaire ne s'estendoit pas jusques à la faculté de donner à un autre le caractere representant. Il ne fut pas admis en effet, jusques à ce que la mauvaise constitution des affaires obligeant le Chancelier à s'en retourner en Suede, & à prendre son chemin par la France, il representa au Cardinal, que le mesme pouvoir, qui l'avoit fait considerer aux traittés qu'il avoit faits avec la France, le devoit aussy faire confi-

considerer en la commission, qu'il avoit donnée à M. de Groot, laquelle ne pouvoit estre rejetée, qu'on ne détruisist tout ce qui avoit esté fait avec luy en Allemagne. Le Cardinal, qui se vouloit servir de la Suede à l'exécution des grands desseins, qu'il formoit contre la Maison d'Autriche, se laissa vaincre, & fit agréer la personne de M. de Groot. Il estoit Ambassadeur de Suede, & non du Chancelier, qui luy avoit donné sa commission en vertu de sa procuration, ou de son plein pouvoir.

Le Duc d'Orleans, Lieutenant general du Roiaume pendant la minorité du Roy d'aujourd'hui, pouvoit en l'absence du Roy, qui estoit en Guyenne, subdeleguer quelqu'un pour traiter la paix avec celuy que l'Archiduc Leopold, Gouverneur des Pais-bas, nommeroit de sa part : mais d'autant que cecy regarde particulièrement les pouvoirs, il en sera parlé ailleurs plus à propos.

Les Generaux d'armée employent aussi des Ministres, qui comme personnes publiques doivent aussi jouir de la protection du Droit des Gens. *Philippes de Savoye, Comte de Raconis*, commandant les armes d'Emanüel Philibert contre les Protestants des Vallées de Piedmont en l'an 1561, leur envoya un gentilhomme, nommé *François de Gilles*, qui après avoir négocié & conclu leur accommodement à des conditions fort raisonnables, fut la mesme nuit tué par deux habitants des vallées, ainzy qu'il s'en retournoit au Camp du Duc de Savoye. Le Comte en fut extrêmement indigné, & s'en plaignit comme d'une violence faite au Droit des Gens. Ceux des vallées détestoient l'action, & pour s'en justifier ils mirent les auteurs du meurtre entre les mains du Comte, qui voyant par là la sincerité de leur intention, se satisfit, & leur fit donner la paix aux conditions, que *Gilles* leur avoit accordées.

Les Generaux se servent aussi de Trompettes & de Tambours,

bours, qui ayant succédé à la fonction des *Herauts*, jouïssent aussi de leurs droits & de leurs privileges. Cette matiere pourroit seule faire un volume entier ; de sorte que ne pouvant pas faire partie de celle que je traite, je n'en diray autre chose, sinon qu'on fait aussi *violence au Droit des Gens*, en faisant outrage aux tambours, & aux trompettes, qui avec le passeport du General de l'armée, ou du Gouverneur d'une place, vont d'un camp ou d'une garnison à une autre ; pourveu qu'ils portent publiquement les marques de leur fonction : le *trompette sa trompette*, le *tambour sa caisse*, & le *heraut sa cotte d'armes*. Marie Reine d'Angleterre envoya en l'an 1557 declarer la guerre à Henry II Roy de France. *Norris* son Heraut, estoit entré dans le Roiaume, sans se faire connoître, & mesmes il n'avoit point de passeport de la Reine, sa Maistresse : c'est pourquoy le Connestable de Montmorancy luy dit, qu'il meritoit qu'on le fist pendre. Le Roy ne laissa pas de luy donner audience, en la presence du Nonce & des Ambassadeurs de Portugal, de Venise & de Ferrare, & luy dit, qu'il acceptoit les défy de la Reine ; bien que n'ayant rien fait, qui püst obliger les Anglois à rompre avec luy, il avoit sujet d'esperer, que la fin de la guerre leur seroit funeste. Il y adjousta, que le *Heraut* luy ayant parlé de la part d'une femme, il ne luy répondroit pas comme il feroit, s'il estoit venu luy faire ce message de la part d'un homme. Il ne voulut pas permettre, que le *Heraut* repliquast, & luy commanda de sortir de son Roiaume incontinent. La prophetie du Roy fut verifiée en la perte, que les Anglois firent de la ville de Calais, & du peu de païs qui leur restoit encore en France. Ce fut un plaisant *Heraut* que celuy, que Loüis XI envoya à Edüard IV, Roy d'Angleterre. Le sejour que l'armée Angloise continuoit de faire en France, donnoit de grandes inquietudes à

Loüis,

Loüis, qui voulant la renvoyer delà la Mer s'advisa de faire faire une cotte d'armes de la banderole d'une trompette, & en ayant revestut le palefrenier d'un des Seigneurs de la Cour, il l'envoya au Camp des Anglois, ou ce prétendu Heraut fit les premieres ouvertures de l'accommodement, obtint un passeport pour les Deputés, qui le devoient negotier, & amena avec luy un veritable Heraut, qui venoit querir un Saufconduit pour les Deputés d'Angleterre. Ce palefrenier, à qui on avoit en un instant appris le mestier de Heraut, avoit, sans doute, quelque chose de spirituel & de singulier, que le Roy avoit remarqué en luy, devant qu'on luy fist donner cette commission.

Tous ceux qui ont eu quelque connoissance du *Droit des Gens*, ont tousjours eu beaucoup de consideration pour les *Trompettes* & pour les *Tambours*; parce ils font en partie ce que faisoient autrefois les *Feciales* & les *Caduceatores* des anciens. L'Empereur Charles V ayant convoqué une diète à Spire en l'an 1544, le Roy François I y envoya un trompette, qui devoit demander un Saufconduit pour les Ambassadeurs qu'il y vouloit envoyer. L'Empereur fit arrester le trompette, & après luy avoir fait prendre ses lettres, il le fit garder fort estroitement: mais après l'avoir détenu quatre jours, il luy fit rendre ses lettres, & le fit conduire jusques à Nancy, par les mesmes soldats qui l'avoient gardé. L'Empereur disoit, que le trompette meritoit d'estre pendu; parce que le Roy de France estant son ennemy, il n'estoit pas obligé de souffrir son messager dans l'Empire, où il pouvoit seul donner seureté au trompette, & qu'il la luy auroit donnée, sans aucune difficulté, s'il se fust adressé à luy; mais qu'on manquoit au respect qu'on luy devoit, en envoyant un trompette aux Deputés de la diète, pendant y qu'il estoit en personne. Il voulut bien pourtant témoigner, qu'il respectoit le *Droit des Gens*, en

faisant jouir le trompette de la feureté, qu'il devoit trouver dans le passeport du Roy.

Le Duc d'Albe estant campé avec son armée auprès de la Meuse, le Prince d'Orange, qui avoit son camp de l'autre costé de la riviere, luy envoya un trompette; mais le Duc le fit pendre. Il disoit, qu'il n'estoit pas obligé de donner feureté au trompette, qui luy venoit faire un message de la part du Chef des rebelles. Il avoit tort. Car encore que *le Droit des Gens* ne protege pas ceux qui le violent, en se soulevant contre leur Prince, il y a pourtant grande difference entre un Deputé qui vient de la part des rebelles, & entre un trompette qui sert dans leur armée. Car le Deputé, qui se charge d'une commission de la part des rebelles, se fait complice de leur rebellion, au lieu que le trompette doit obeir aux ordres qu'on luy donne, à peine de la vie. Le mesme *Duc d'Albe*, se trouvant depuis à la teste de l'armée de Philippe II, pour la conquête du Roiaume de Portugal, fit pendre le Gouverneur de Cascaïs, parce qu'il avoit fait tirer sur le trompette, qui avoit fait la chamade, pour le sommer de se rendre. *Le Prince Maurice de Nassau*, Capitaine General des Provinces Unies, ayant fait investir Ysendick, au commencement de ce siecle, ceux de la garnison tirerent sur le trompette, pendant qu'il faisoit la chamade. Le Prince s'en ressentit si fort, qu'il ne voulut point oüir parler de capitulation : de sorte que pour le satisfaire, on luy mit entre les mains un soldat Italien, qui ayant merité la mort pour d'autres crimes, on l'accusa aussy de cette supercherie. L'Italien s'en justifia, & le Prince le renvoya, en faisant dire au Gouverneur, que *la violence qui avoit esté faite au Droit des Gens, ne pouvoit pas estre expiée par la mort d'un seul homme*. On lit dans l'histoire d'Italie, que *Fabritio Maramaldo* tua de sa main *Ferruccio*, Commissaire de la Republique de Florence, parce que

que pendant le siege de Volterre il avoit fait pendre un tambour, que Fabritio avoit envoyé dans la place. Il y a plusieurs exemples de Generaux d'armée, qui ont fait reparer l'outrage, que l'on avoit fait à des trompettes, ou à des tambours. Les deux armées de Charles V & de Henry II estant en l'an 1554 campées sur les Frontieres de Picardie & des Pais-bas, un trompette françois, qui avoit esté envoyé au Camp de l'Empereur, pour y reclamer un prisonnier, tomba entre les mains de quelques Allemans, qui le démonterent, & le laisserent en chemise. Le Roy en ayant fait faire des plaintes, le Duc de Savoye, qui commandoit l'armée Imperiale, fit faire une recherche fort exacte des auteurs de cet excès, fit donner un bon cheval de son Escurie, & une casaque neuve au trompette, & le fit conduire en seureté au Camp des François. La reparation que le Duc luy fit, est une marque du respect qu'il avoit pour le *Droit des Gens*, en donnant sa protection particuliere à un trompette, qui, à la reserve de quelque peu de gages, & de ce privilege, n'avoit point d'avantage sur le moindre factionnaire. Aussi n'y a il que les Princes, & ceux qui les approchent, qui en fassent leur estude, & qui l'apprennent, non dans l'escole ny dans le bareau, mais en maniant des affaires, qui n'ont pas plus de rapport à celles, qui amusent les juges & les gens de chicane, qu'il y en a de la matiere qui occupe le travail d'un orfeuvre, a celle qui fait l'employ d'un favettier.

Or comme il n'y a que le Souverain, ou celui qui le represente, & qui a pouvoir de luy, qui ait le droit d'envoyer des Ambassadeurs, ainfty n'y a il que le Capitaine General, ou celui qui en son absence commande un corps, ou une garnison, qui puisse donner des passeports, ou faire sommer une place par un tambour, ou par un trompette. Au siege, que l'Admirant d'Aragon mit devant Rhinberg en
l'an

l'an 1598, Alfonse d'Avalos, Mestre de Camp d'un regiment Espagnol, fit sommer la garnison de rendre la place; mais le Gouverneur fit dire au tambour, qu'il eust à se retirer, & que si un autre tambour ou trompette estoit assés hardy, pour y revenir de la part d'un Colonel, ou d'un Mestre de Camp, il le feroit pendre.

J'estime pouvoir adjouster icy un mot touchant les députés d'une assemblée, que le Souverain convoque, pour prendre leurs advis, ou bien pour leur faire sçavoir sa volonté sur les affaires de son Estat. Il est bien certain, qu'il y a grande difference entre ces députés & les Ministres Publics: mais comme ce sont des personnes publiques, qui representent tout le corps de l'Estat, ils doivent jouir d'une seureté inviolable, tant en allant & venant, que pendant le séjour qu'ils font au lieu de l'assemblée. Tellement qu'il n'est pas permis au Souverain, & bien moins à celuy qui ne l'est pas, de faire violence à leurs personnes, ny de les faire inquieter par la Justice, ny pour dettes, ny pour des delicts communs. C'est ce qui s'observe *aux diètes* d'Allemagne, aux *Cortes* d'Espagne, au *Parlement* d'Angleterre, & en toutes les assemblées d'Estats, quelque part qu'on les convoque. Il y a deux raisons pour cela. L'une que les Estats, faisant la moitié & le tronc d'un corps, dont le Prince fait l'autre partie & le chef, il n'en peut user que de la mesme maniere qu'on voit dans les corps naturels agir la teste à l'égard des autres membres, qui obeïssent à une volonté raisonnable & legitime. L'autre raison est, qu'il n'y a point de país, où les Estats n'ayent des privileges, qui tenant lieu de contracts entre le Prince & ses Sujets, il ne les peut violer, sans détruire les principes de la société civile. Quand Henry III, Roy de France, n'auroit point fait de serment, & quand il n'auroit point donné des assurances particulieres au Duc & au Cardinal de Guise,

Guise, la seule seureté generale, qu'il devoit à tous les Deputés, dont les Estats de Blois estoient composés, suffisoit pour mettre leurs personnes à couvert de la violence qui leur fut faite. Il est vray que la dignité, & mesmes la vie du Roy n'estoient pas en seureté, & je ne veux pas nier que la vie de l'un ne fust la mort de l'autre. Le Roy en avoit receu tant d'outrages, qu'ils ne pouvoient estre réparés que par la mort violente d'un si puissant & si dangereux sujet; mais cela n'empesche pas, que la seureté des Estats, qui devoit estre inviolable en toutes les façons, ne fust violée par le meurtre de ces deux Seigneurs, & par l'emprisonnement de quelques autres. Ces *Coups d'Etat*, quelque nécessaires qu'ils soyent quelquefois, sont accompagnés d'irregularités, qui ne s'accommodent pas bien, ny avec l'honneur ny avec la conscience. Le Roy ayant résolu de se défaire du Duc, se voulut servir de Grillon, Mestre de Camp du regiment des gardes. Il estoit homme de cœur, mais estant incapable de faire une lascheté, il offrit au Roy de faire appeller le Duc en duel, pour le combattre sans avantage, & il l'assëura qu'il le feroit avec tant de succès, qu'il se verroit bientost délivré des inquietudes, dont ce Prince ambitieux & rebelle l'allarmoit continuellement. Le Roy n'y voulut point consentir, & Grillon ne voulut pas faire une supercherie. Il n'y a qu'une chose qui puisse sauver l'honneur du Roy; qui est l'advis certain qu'on luy donna, que l'intention du Duc estoit de faire déthrôner le Roy dans cette mesme assemblée; de sorte qu'il n'y avoit point de mesures à garder avec un sujet, qui s'estoit rendu si puissant, qu'on ne pouvoit pas faire proceder contre luy par les voyes de la Justice ordinaire, & qu'on ne pouvoit s'en défaire, que par une violence extraordinaire. Cela estant, & le Duc de Guise manquant le premier à ce qu'il devoit à son Souve-

rain, le Roy ne devoit rien ménager pour sauver sa vie & sa dignité.

SECTION. IV.

*Les Princes d'Allemagne sont en droit de se faire
représenter par des Ambassadeurs.*

LE grand démêlé, que les Barbarins & le Duc de Parme eurent, vers la fin du Pontificat d'Urbain VIII, pour le Duché de Castro, faisant craindre que la continuation de la guerre n'attirât les principales forces des deux Couronnes en Italie, la France fit travailler avec application à l'ajustement du différent. Le Pape, qui recevoit ces offices avec indignation, se plaignant un jour à Hugues de Lionne, alors negociateur sans caractère, & depuis Ministre & Secrétaire d'Etat, luy dit, que le Duc de Parme, qui comme son vassal, devoit venir en personne faire ses soumissions, ne se mettoit pas en devoir de le satisfaire, & qu'au lieu de luy envoyer dix Ambassadeurs de suite, si on les vouloit admettre, il vouloit faire negotier avec luy par le moyen du petit Secrétaire d'un Ministre subalterne. Lionne luy repartit, *que les vassaux, qui en vertu de leur premiere investiture reçoivent leur Fiefs avec tous les droits de Souveraineté, ne doivent rien au Seigneur après le simple hommage, & peuvent faire negotier avec luy par Ambassadeurs: & pour le Ministre, dont le Pape parloit, qu'il estoit Secrétaire du Duc, qui à l'exemple des autres Princes Souverains, luy pouvoit donner la qualité qu'il vouloit; n'estant pas obligé de complaire en cela au sentiment, ou au caprice du Prince, auprès duquel il l'employe. Cette repartie, si conforme au Droit des Gens, & à l'usa-*

l'usage commun, est si contraire au refus que la France fait d'admettre les Ministres des Princes d'Allemagne en qualité d'Ambassadeurs, que je me trouve obligé, avant que de sortir de la matiere, qui fait le sujet des deux Sections precedentes, à en donner une à la discussion de la question, qui est presentement agitée à Nimmegue, & en la plupart des Cours de l'Europe: si les Princes d'Allemagne ont le droit de l'Ambassade.

Je parle des Princes d'Allemagne, qui ont le droit de seance aux Diètes, & j'y comprends aussi les Electeurs; tant parce que la France n'admet & ne reconnoit point leurs Ambassadeurs hors des congrés, ne leur voulant accorder dans sa Cour les honneurs qui sont deus au Caractere, que parce que dans les congrés & dans les assemblées mesmes les Ministres de France n'en font point à tous les Ambassadeurs des Electeurs indistinctement; mais les refusent absolument à ceux des autres Princes. Il y aura lieu de dire ailleurs de quelle façon ils en usent: c'est pourquoy je diray seulement icy, qu'on ne les peut refuser aux Ministres des Princes; à moins de leur contester la Souveraineté, ce qui se feroit avec d'autant moins d'apparence, que ceux là mesmes qui voudroient l'entreprendre, ont voulu qu'elle ait esté establie par la paix de Munster, comme par une pragmatique sanction, & ont traité avec les Princes d'Allemagne comme avec des Souverains.

Comme le Roy de France, qui regne aujourd'hui, possède au plus haut degré, toutes les eminentes qualités, qui peuvent former un Monarque achevé, il ne faut point douter qu'il ne soit aussi extrêmement civil, & qu'il ne soit prest de rendre aux Princes estrangers, qui ne dépendent point de luy, toutes civilités que merite la consideration, qu'ils ont pour luy, comme pour le premier & le plus grand Roy de la Chrestienté. Il ne souffre pas seulement, que le Duc de

Savoye , le Granduc de Toscane , & les Ducs de Mantoue , de Parme & de Modène luy envoient leurs Ambassadeurs ; mais il permet aussy , que les mesmes Princes prennent chez eux la place d'honneur sur les Ambassadeurs de France. Tellement qu'il y a dequoy s'estonner de ce que ce grand Roy, qui d'ailleurs est si juste, ne veut pas permettre , que les Princes d'Allemagne , comme les Ducs de Neubourg , de Brunsvic & Lunebourg & les autres de la mesme dignité , ayent seulement la faculté de nommer des Ambassadeurs , & qu'il leur oste un avantage qu'il accorde aux Ducs de Parme & de Modène.

Devant que d'entrer plus avant en cette matiere , il faut que je pose, comme une chose certaine, que le Roy n'empesche pas les Princes d'Allemagne de luy envoyer des Ambassadeurs , mais il ne leur veut pas faire les Civilités qu'il fait aux Ambassadeurs des Princes d'Italie. Lors que l'Electeur de Baviere envoya le Comte de Groensfeldt & Curtz en France en l'an 1638 , on ne leur disputa point la qualité d'Ambassadeur, mais on les vouloit traiter comme les Ambassadeurs des Cantons Suisses; c'est à dire leur laisser la qualité , mais les traiter en effet comme Ministres du second ordre. Au mois de Mars 1653 le Sr. Krebs, Chancelier de Bade, vint en France avec le caractère d'Ambassadeur, pour conclurre le mariage du Prince , fils du Marquis de Bade, avec la fille du Prince Thomas de Carignan. En parlant au Roy il ne se couvrit point ; mais bien que le Roy demeurast aussy debout & decouvert pendant l'audiance , le Chancelier de France , que l'Ambassadeur voulut voir aussy , ayant appris, qu'il ne s'estoit point couvert en parlant au Roy, dit que cela estant , il ne luy donneroit ny la place d'honneur ny le fautueil chez luy. Et de fait M. le Chancelier ne le receut que dans sa salle , où ils demurerent tous deux debout & decouverts. Le Chancelier , qui ne manquoit pas de

de faire civilité à ceux à qui il en devoit, en usa ainſy ; parce qu'il ſçavoit qu'il obligeoit plus l'Ambaſſadeur en le traittant ainſy, qu'en le traittant tout à fait en Miniſtre du ſecond ordre. Les Introducſteurs jugeoient, que le Chancelier ne luy pouvoit pas refuſer le ſautueil, parce que le Cardinal meſme le donnoit aux Reſidents. Ils diſoient vray, mais ils ne raiſonnoient pas juſte. Ce n'eſtoit pas par obligation ce que Cardinal en faiſoit ; c'eſt pourquoy ſon exemple ne pouvoit pas obliger le Chancelier non plus.

Ce n'eſt pas mon intention de faire un paralelle entre les Princes d'Allemagne & ceux d'Italie ; mais j'eſtime pouvoir dire, ſans offenſer ceuxcy, qu'on ne connoiſſoit pas encore les *familles de Gonzague, de Medicis & de Farnese*, lors que les *Maiſons de Baviere & de Brunsüic* donnoient des Empereurs à l'Allemagne. Ceux qui font le plus d'honneur au *Duc de Savoye*, le font deſcendre d'un cadet de ces Princes, dont les Ducs de Brunsüic & Lunebourg font la veritable & indubitable poſterité, & qui ſous ces Grands Henris eſtendoient leur domination *a mari ad mare*, depuis la Mer Baltique juſques au Golfe de Veniſe. De forte qu'on doit croire, que ce n'eſt pas à cauſe de l'ancienneté des Maiſons, que les Princes d'Italie doivent eſtre preferés à ceux d'Allemagne.

Je ne penſe pas non plus, qu'on vueille ſouſtenir, que les uns ſont plus Souverains & plus indépendants que les autres. Car outre que la Souveraineté ne reçoit point de comparatif, bien que tous les Princes ne ſoyent pas tous également abſolus, le *Duc de Savoye*, qui eſt le premier Prince d'Italie, ſe fait tant d'honneur dû Vicariat de l'Empire, qu'il ſe l'eſt fait confirmer par le troiſième article de la capitulation de l'Empereur regnant, & il fait gloire d'eſtre du nombre de ſes Princes. En l'an 1544 *Charles*, Duc de Savoye, envoya ſes Ambaſſadeurs à la diète de Spire, où

ils se plainrent de l'invasion , que les Turcs avoient faite en son pais , à la fuscitation de la France. Ils y representèrent , que leur Maistre n'avoit pas dequoy contribuer à la guerre du Turc , ny le moyen de faire la dépense de son voyage , pour se rendre en personne à la diète , & prièrent les Estats de le proteger comme un des Membres de l'Empire. *Le Granduc de Toscane* , qui a pris la confirmation de son tiltre de l'Empereur , cede au Duc de Savoye , & les *Ducs de Mantouïe & de Modène* possèdent leurs Duchés en fief de l'Empire , comme *celuy de Parme* le sien du siege de Rome. Neantmoins le Pape mesme souffre qu'il luy envoie des Ambassadeurs , & les reçoit avec les mesmes civilités , qu'il fait à ceux des autres Princes Souverains. En l'an 1669 le Duc de Parme envoya à Rome le Comte de Sant secondo , pour faire compliment à Clement X sur son exaltation. Il alla à l'audiance avec une suite de dix huit Prelats , & avec un cortege de cent cinquante carosses , & le Pape le receut en la presence de huit Cardinaux , qu'il avoit pour cet effet fait venir dans sa chambre. Les Princes d'Italie n'ont point de Souveraineté , que ceux d'Allemagne n'ayent à aussy bon tiltre , aussy absolument , & au mesme degré qu'eux. Je n'en feray pas icy une enumeration inutile , mais il suffira dire , qu'à moins d'estre Souverain , on ne peut declarer la guerre & faire la Paix , fondre du Canon , fortifier des places , faire des magasins , faire des levées de gens de guerre , traiter des alliances , tant dans que hors l'Empire , battre monnoye , donner grace & abolition , & en un mot faire tout ce qu'un Souverain faire. C'est ce qui est si notoire , que la France mesme en estant d'accord , & l'ayant reconnu en plusieurs rencontres , il seroit superflu d'y insister davantage. De sorte que ce ne peut pas encore estre par ce principe qu'on refuse d'admettre leurs Ambassadeurs.

J'en

J'en puis dire autant des forces & de l'estendue des Estats des uns & des autres. Car encore que ce soit la Souveraineté & non la puissance, qui regle le rang & les droits des Princes, j'ose soutenir pourtant, que mesmes à cet égard les Princes d'Italie n'ont point d'avantage sur ceux d'Allemagne. Les Rois de France estoient les premiers de la Chrestienté, dès lors que les Anglois possédoient une bonne partie du Roiaume, & pendant que la Bourgogne, la Bretagne, le Daupiné & la Province avoient leurs Seigneurs particuliers. Il est vray que les Princes d'Allemagne vivent de leur domaine, & ne levent ny taille, ny gabelle, ny autre imposition extraordinaire sur leurs sujets, sinon du consentement des Estats de leur païs; mais cela leur est commun avec le Roy de la Grande Bretagne, & si on veut croire *Philippe de Comines*, avec tous les autres Rois, qui ont pour fondement de leurs actions la raison & la Justice, & pour object de leur conduite le salut de leurs peuples. Le païs qui s'estend entre ces deux grandes rivières, l'Elbe & le Weser, depuis Magdebourg jusques à l'Ocean presque, ne peut il pas estre mis en comparaison avec les plus grandes Provinces d'Italie? tant pour le nombre & pour la qualité des villes, que pour l'importance de ses places fortes; quand mesmes on n'y joindroit point les Comtés de Hoya & de Diephold de deça & delà le Weser? J'ose dire, que deux des plus grandes puissances d'Italie, sans en excepter mesmes celles du Pape & de la Republique de Venise, ne sçauroient faire ensemble ce que le païs de Brunsüic & Lunebourg fit seul en l'an 1647. L'armée Imperiale ayant poussé celle de Suede, il donna retraite à cellecy, dont presque toute la Cavallerie estoit démontée, luy fit trouver de tresbons quartiers pendant tout l'hiver, sans que le laboureur en fust incommodé, & lors qu'elle en sortit, elle en emmena plus de quinze mille chevaux de compte fait.

Je

Je ne parle point des armées qui y ont esté levées, & que l'on y a fait subsister pendant une guerre de près de trente ans, non plus que de celles que le Duc George, pere des trois Princes qui vivent aujourd'hui, a commandées; mais je diray seulement, que pas un des Princes d'Italie, à qui on permet de donner le caractère d'Ambassadeur à leurs Ministres, ne sçauroit rien faire d'approchant. La guerre des Barberins, contre lesquels la Republique de Venise, le Granduc & les Ducs de Parme & de Modène avoient armé toutes leurs forces, en est une preuve convaincante. Ce qui me fait dire, que ce n'est pas encore par cet endroit, que les Princes d'Italie doivent estre plus considérés que ceux d'Allemagne.

Ceux qui ont quelque connoissance des affaires du Monde ne voudront point dire non plus, que les premiers ayent plus fait pour l'intérêt & pour la gloire de la France que les derniers. Le Duc de Savoye ne s'est déclaré pour la France, que lors que l'Espagne ne vouloit, ou ne pouvoit plus le proteger, & tout ce qu'il a fait pour elle, c'est qu'il ne luy a plus fait de mal, lors que le pouvoir luy a manqué plustost que la volonté. Le Duc de Mantoue, qui estoit obligé à la France de la conservation de tous ses Estats, en perdit la memoire avec la reconnoissance, dès que les troubles du Roiaume luy permirent d'estre ingrat & infidelle. Il n'y a personne, qui ne sçache la conduite desobligeante du mesme Duc de Parme, à qui on avoit fait tant d'honneur à Paris, par preference à l'incomparable Duc de Saxe-weimar, & le Duc de Modène ne se fut pas sitost déclaré pour la France, qu'il la contraignit de consentir qu'il se racommodast avec l'Espagne. On ne peut nier, que tous les engagements, & toutes les amitiés des Princes d'Italie, ont tousjours esté accompagnés de jalousies & de défiances, dont la France ne les a jamais pû guerir.

rir. Au contraire les Princes d'Allemagne ont tousjours secondé, avec fermeté & courage, les interets & les intentions de la France, pendant qu'elle s'est opposée constamment, depuis le regne de François I jusques à la paix de Westphalie, à une puissance predominante, qui s'alloit establir en Europe. Le Duc de Lunebourg, dont je viens de parler, a seul plus fait pour le succès des armes des alliés en Allemagne, que la France n'auroit pû esperer de tous les Princes d'Italie ensemble. Et quand mesmes l'histoire ne se souviendroit point d'un tresgrand nombre de Princes Allemands, qui ont eu de l'affection & de la fidelité pour la France, je n'aurois qu'à opposer à toute l'Italie cette incomparable Amelie de Hanau, Princesse Regente de Hesse, l'heroïne de nostre Siecle, qui a fait voir, que mesmes le merite personnel ne donne point d'avantage aux Princes d'Italie sur ceux d'Allemagne. La France, qui est capable d'en juger, & qui en juge avec liberté & avec Justice, m'advouera bien, que de tout temps l'Allemagne a produit de tresgrands Princes, & que dans un seul Siecle on en a plus veu à la teste des armées, que l'Italie n'en a fourny depuis la decadence de l'Empire Romain. Certes si le Droit de nommer des Ambassadeurs est affecté à l'esprit, à la conduite, à la generosité, & à toutes les autres qualités, qui forment des Princes extraordinaires, j'oserois dire, qu'il est deu aux Princes d'Allemagne par preference à ceux d'Italie.

Je sçais bien que presentement la pluspart des Princes d'Allemagne, se trouvant engagés dans un party opposé à la France, ils auront de la peine à se faire accorder une nouveauté, & un avantage, qui pour avoir esté negligé, est devenu de la derniere importance : mais comme le Roy est un Prince, qui est extrêmement raisonnable en toutes ses actions, je le supplie, avec un tresfond

respect , de me permettre d'examiner , s'il l'est aussy en celley.

L'ignorance de l'histoire de l'ancien droit Romain & de la veritable constitution des affaires presentes de l'Europe , a remply la plus part de livres des Jurisconsultes modernes de tant de paradoxes , qu'il n'y a presque point de difference entre leurs opinions communes & les erreurs populaires. On le remarque particulièrement en ceux d'Allemagne , où un Docteur ne donne pas sitost dans un prejugué , que tous les autres n'y entrent avec la mesme fureur , qui fit precipiter deux mille bestes gadarienes dans la Mer. Il semble que ce soit un charme , qui produise en eux le mesme effet , que le breuvage de Circé fit dans les compagnons d'Ulisse. Ils trouvent dans l'histoire , que le peuple Romain ceda tous ses droits de Souveraineté à l'Empereur Auguste , qui usurpa aussy petit à petit ceux que le Senat s'estoit conservés , & ils appliquent aux Empereurs de la Maison d'Austriche les commentaires & les glosses qu'ils font sur les anciennes Constitutions , pour tascher de former l'idée d'un Chef de la quatrième Monarchie. Il est certain , que les Empereurs Modernes partagent la Souveraineté de l'Empire en general avec les Estats qui le composent , & qu'il ne leur en est point resté du tout dans les Provinces qui ont leurs Princes particuliers. On peut excuser ceux du Conseil de l'Empereur , & mesme ceux du Conseil Aulique , lors qu'ils donnent dans ces sentiments : mais cette faute n'est pas pardonnable à ceux , qui estant du Conseil d'un Prince , & obligés de parler pour les droits de sa Souveraineté , osent se declarer pour des maximes directement opposées à la verité , & si prejudiciables à leur Maistre. L'ambition des Princes , qui ont quelque pensée pour la Monarchie Universelle , n'a pas besoin d'estre excitée par de si pernicious Confeils , qui
au-

auroient rendu la dignité Imperiale hereditaire, & le pouvoir de l'Empereur absolu, si Charles V eust pû la faire passer à ses Successeurs Rois d'Espagne, en la personne de son fils Philippe. Il y a quelque apparence aussy, que sans les armes victorieuses de Gustave Adolfe, on verroit en effet ce dont il n'est resté qu'une idée imparfaite dans l'imagination blessée de quelques pedants, qui font resider une puissance Souveraine & absolüe en la personne de l'Empereur d'Allemagne. Les Capitulations qui ont esté faites avec Ferdinand III & Leopold, aussy bien que les traittés de Westfalie, assurent aux Princes d'Allemagne les droits, qui les peuvent faire aller du pair avec les autres Souverains, & qui les mettent dans un rang, qu'ils ne sont obligés de ceder qu'aux Testes Couronnées.

Cependant ce n'est que sur les fausses maximes de ces Docteurs, que la France peut fonder le refus qu'elle fait d'admettre les Ambassadeurs des Princes d'Allemagne. Ce n'est que depuis la guerre de Boheme, que le Conseil y a voulu prendre une connoissance pertinente des affaires de l'Empire : & comme ce n'est que depuis le Ministre du Cardinal de Richelieu, qu'elle y a pris quelque part, ainsy les a on fort negligées après son decés, aussy bien que les inclinations des Princes, qui pour leur interest particulier ne pouvoient pas consentir à la predomination de la Maison d'Austriche. J'y adjousteray que la France, croyant pouvoir mieux faire reüssir le deßsein, qu'elle avoit, non de moderer, mais d'abattre la puissance d'Espagne, en l'attaquant dans le Duché de Milan, ou au Roiaume de Naples, elle a plus consideré les Princes d'Italie, qui y pouvoient contribuer ou consentir, que ceux d'Allemagne, dont l'amitié ne luy estoit pas si utile, ou du moins pas si necessaire. C'est à quoy ont fort aidé les Conseils des Ministres, qui pour faire canoniser leurs propres sentiments, ont agy contre les veri-

tables maximes, & ont méprisé les anciens amis, pour en faire de nouveaux, plus capables de seconder l'intention de ceux, qui vouloient élever la grandeur de la Monarchie de France sur les ruines de celle d'Espagne.

On ne peut nier aussy, que c'est la fierté du Roy, qui ne permettra pas facilement, qu'on change de stile & de conduite, presentement qu'il a porté la gloire de la Couronne au delà les pretensions & les esperances des Rois ses predecesseurs. On peut encore dire, que ce n'est pas sans sujet, qu'il veut que tous les Princes, quels qu'ils soyent, ayent pour luy le mesme respect, qu'ils ont pour l'Empereur, & qu'ils n'exigent pas plus de l'un que ce qu'ils savent qu'il leur sera accordé par l'autre. Il voit que les Princes d'Allemagne, en escrivant à l'Empereur, luy rendent les mesmes soumissions, qu'ils luy rendoient lors qu'il estoit Souverain, & lors que la dignité Imperiale estoit hereditaire dans les Maisons de Saxe, de Franconie & de Suabe, & de plus grandes mesmes que celles que les François rendent à leur Roy. C'est pourquoy il croit ne devoir point traiter en Souverains ceux que l'Empereur traite en *Sujets*.

Je dis *Sujets*, & pour faire voir, que je ne parle pas improprement, je pourrois marquer icy les soumissions que quelques Princes Protestants, & entre autres le Landgrave de Hesse & le Duc de Wirtemberg firent à l'Empereur Charles V après la bataille de Roglits, *qui en se prosternant à ses pieds, & en luy demandant pardon, dirent, qu'ils sont ses tresumbles & tresobeïssants Serviteurs, Vassaux & Sujets*. Mais je considere, que l'Empereur en usoit en Prince victorieux, qui ayant les armes à la main, donnoit la loy à toute l'Allemagne, où il pretendoit regner en Prince Souverain & absolu. Ce fut aussy une action de Souveraineté, lors qu'en l'an 1549 il fit arrester à Placense les Deputés

putés ou Ambassadeurs des Princes, qui avoient protesté contre le decret de la diète de Spire, & mesme ce ne fut pas sans faire quelque violence au *Droit des Gens*, ou du moins sans contrevenir à la Capitulation. Il s'en est encore fait de cette force sous le regne de Ferdinand II, & mesmes sous Ferdinand III. Lors qu'on commença à parler de faire negotier la Paix à Cologne, & pendant que les Ministres de l'Empereur & de France regloient les preliminaires à Hambourg. Le Roy, en demandant des passeports pour ses Alliés, nomma la Suede, les Provinces Unies & *les Princes d'Allemagne*. L'Empereur répondit, que pour les Suedois, il avoit consenty à un congrés particulier, qui se feroit à Lubec, & que c'estoit à eux à demander des passeports, s'ils en vouloient. Qu'estant en neutralité avec les Provinces Unies, leurs Deputés n'en avoient pas besoin : mais pour ce qui estoit des Ministres des Princes Protestants d'Allemagne, qu'il n'en vouloit point oïr parler. *Que les sujets de l'Empire devoient demander pardon à l'Empereur*, & ne point parler de negotiation : sur tout puis que la porte de la reconciliation leur estoit ouverte, par le moyen du traitté de Prague. Cette declaration de l'Empereur obligea les François à changer de batterie. Ils dirent, que ce n'estoit pas l'intention du Roy de faire trouver les gens des Princes Protestants à l'assemblée comme Ministres Publics, mais comme des personnes particulieres, qui instruiraient les Plenipotentiaires de France des interets de leurs maistres. La Republique de Venise, dont la mediation avoit esté agréée, & qui devoit s'employer principalement à l'égard des Princes Protestants, ne pouvant empescher le Roy de France d'insister, à ce que du moins il leur fust permis d'envoyer à l'assemblée des particuliers, qui sollicitassent leurs interets, fit faire deux ouvertures pour cela. L'une, que l'Empereur fist expedier des passeports pour la

seureté de ceux, qui comme particuliers recommanderoient les interêts de leurs Maistres aux Plenipotentiaires de France, & qu'il leur accordast la faculté de dépescher & de recevoir des courriers. L'autre estoit, que si l'Empereur faisoit difficulté de faire expedier cette sorte de passeports, qu'il fist une declaration generale, pour la seureté de tous ceux, que les interêtés en cette guerre voudroient envoyer à l'assemblée, avec la mesme faculté d'envoyer & de recevoir des Courriers. L'Empereur répondit, qu'il n'y avoit point de difference entre les passeports, qu'on donneroit aux Ministres des *Princes Protestants, sujets de l'Empire*, où la qualité de Ministre seroit exprimée, & ceux où elle ne le seroit point, & qu'il suffisoit, que les Princes fissent bien informer les Plenipotentiaires de France devant que de se rendre sur le lieu, & devant que d'entrer en matiere.

Le Roy de Pologne secondoit les instances du Roy de France, en faveur des Princes Protestants; mais l'Empereur s'en fascha, & demanda au Ministre de Pologne ce que l'on diroit en France, *si le Roy son Maistre, y faisoit demander des passeports pour le Comte de Soissons, ou pour le Duc d'Espernon*. Que si les *Princes rebelles d'Allemagne* demandoient des seuretés, ils les pouvoient trouver dans la Paix de Prague, en vertu de laquelle *ils pouvoient se prosterner à ses pieds*, & obtenir, *par leurs soumissions*, avec la restitution de leur bien, les bonnes graces de l'Empereur, & leur propre repos. Mais qu'ils méprisoient l'ample Sauf-conduit, que le traitté de Prague leur donnoit, & en vouloient un, qui leur permist de demeurer dans un lieu neutre, où ils püssent faire mettre leurs pretensions sur le tapis, & contester avec l'Empereur, comme avec leur compagnon, afin que les *sujets rebelles, tirant leur tres Clement Seigneur & leur Souverain* pardevant un tribunal estranger, y püssent traiter avec luy d'égal, au lieu d'avoir recours
à sa

à sa bonté *par des supplications & par des remontrances.*

Mais d'autant que cette repugnance retardoit la negotiation des preliminaires, ou du moins servoit de pretexte au retardement, l'Empereur s'avisa enfin le 21 d'Avril 1638, de faire une declaration, par laquelle il autorisoit les Plenipotentiaires, qui estoient de sa part à Cologne, de dépescher des passeports pour ceux, que les Princes & les Estats, qui ne s'estoient pas encore reconciliés avec luy, voudroient envoyer à l'assemblée, *où ils seroient à la suite des Ambassadeurs de France.* Le Cardinal de Richelieu, qui ne se pressoit pas trop de faire partir ceuxcy, fit demander des passeports particuliers pour les Ministres du Duc Bernard de Weimar & de la Lantgrave de Hesse, à cause de l'affection singuliere qu'ils témoignoiient pour la France: le mesme Cardinal protestant tousjours, *que ce n'estoit pas l'intention du Roy, que ces Princes envoyassent leurs Plenipotentiaires au Congrès, & demeurant d'accord qu'ils n'avoient pas le droit d'y envoyer.* La declaration de l'Empereur, dont je viens de parler, contenoit une clause, portant que les passeports de ses Plenipotentiaires serviroient mesmes à ceux, *qui auroient commis crime de lèse Majesté.* Or ce crime ne pouvant se commettre qu'à l'égard du Souverain, l'Empereur supposoit qu'il l'estoit, *& que les Princes d'Allemagne estoient ses sujets.* Mais cette fermeté de l'Empereur ayant esté bientôt ébranslée par la decadence de ses affaires, & la France voulant profiter de la prosperité des siennes, le Roy fit encore demander d'autres passeports, pour l'Electeur Palatin, pour la Duchesse de Savoye, comme Tutrice & Regente, pour l'Electeur de Treves, & pour le Duc de Brunsvic & Lunebourg, qu'il disoit n'estre pas moins considerable que le Duc de Weimar & la Lantgrave de Hesse: & l'Empereur, ne pouvant resister à tant d'instances, accorda enfin tous les passeports qu'on luy demandoit.

Ces

Ces expressions rudes & impropres fournissent à la France un specieux pretexte de refuser aux Princes d'Allemagne l'honneur, qu'ils prétendent leur estre deu; & on peut dire, que si l'on y joint la difference du traitement, que l'Empereur fait aux Ministres des Princes estrangers & à ceux des Princes d'Allemagne, il faudra avouer qu'elles en deviennent la veritable cause. Mais c'est à quoy le Roy ne devoit pas s'arrester, & peut estre ne s'y arresteroit il pas en effet, dans une autre conjoncture. Il faut aller au fond & à la verité, & laisser là les apparences. *Jean Frederic*, Electeur de Saxe, & le mesme *Lantgrave de Hesse*, dont il a esté parlé cydevant, publierent un Manifeste en l'an 1546, devant la bataille de Roglitz, pour la justification de leurs armes; où ils disent, que comme Princes de l'Empire ils peuvent faire ligue défensive, tant avec les autres Princes d'Allemagne qu'avec les estrangers, & qu'ils peuvent reformer la religion en leur pais. La France sçait, que l'Empereur est le chef & non le Souverain de l'Empire, où son autorité est bien moins absolüe que celle du Roy ne l'est en Pologne. Et de fait les Plenipotentiaires de France, estant à Munster en l'an 1644, escrivirent du 6 Avril une lettre circulaire aux Princes d'Allemagne, & la concluent en ces termes. *Enfin vostre Altesse se doit asseurer, aussy bien que tous les autres Princes d'Allemagne, que c'est icy, & non ailleurs, où ils doivent recouvrer leur ancienne dignité, leurs droits & leur liberté, & où elles jouïront de cette prosperité, qu'elles se doivent promettre de la communication de leurs avis avec les nostres, en la presente assemblée de ce lieu.* Toute la lettre n'est remplie que de protestations que la France fait, qu'elle n'a pris les armes, que pour remettre l'Empire & ses Princes en leur premiere liberté: de sorte que sur ce fondement la France ne les peut considerer comme sujets de l'Empereur, & ne leur peut refuser les mesmes honneurs,

neurs, dont elle est si prodigue envers ceux d'Italie, qui sont vassaux & feudataires de l'Empire, & qui ne sont pas plus Souverains que ceux d'Allemagne. La France mesme ne le peut pas contester, après la declaration que ses Ministres ont faite à l'occasion suivante. Au mois d'Octobre 1644, il y eut une grande contestation à Munster sur les pouvoirs, & on demeura enfin d'accord, que les Ministres de l'Empereur & des Couronnes feroient un projet, qu'ils feroient agréer & signer en leurs Cours. Les François ayant communiqué le leur aux Plenipotentiaires de l'Empereur, ceuxcy dirent, que ce n'estoit pas l'intention de leur Maître de traiter avec tous les Princes, & avec toutes les villes, qui s'estoient engagés d'alliance avec un Roy ennemy de sa Majesté Imperiale, parce que cela blesseroit sa dignité. Mais les Ministres de France soutinrent, *que les Princes d'Allemagne pouvoient faire alliance avec les estrangers, sans le consentement de l'Empereur*, & que son approbation n'estoit point necessaire, pour legitimer celle qu'ils avoient faite avec la France. Et au mois de Juin ou de Juillet 1646, les Comtes de Trautmansdorf & d'Avaux, Plenipotentiaires de l'Empereur & de France, s'entretenant du traité de garantie pour l'observation de la paix, qui se negotioit à Munster, le premier dit, que les Estats de l'Empire ne pouvoient entrer en cette garantie, sans le consentement de l'Empereur, non plus qu'on voudroit souffrir en France que les Estats du Roiaume en fussent garands. Mais d'Avaux répondit, qu'il y avoit grande difference entre les deux Estats; *parce que les uns estoient Souverains & les autres Sujets.*

Il est vray qu'il semble qu'il y ait deux choses, qui derogent en quelque façon à la Souveraineté des Princes d'Allemagne. Les appellations de leurs sentences à la Chambre de Spire, ou au Conseil Aulique, & les subsides qu'ils pa-

yent à l'Empereur, & au payement desquels ils peuvent estre contraints, après qu'ils y ont consenty. Mais on en pouroit dire autant des Provinces Unies. Il n'y a personne qui ne sçache, qu'elles sont toutes Souveraines, & indépendantes les unes des autres, & neantmoins la Zeelande n'a point de Justice, où les appellations ressortissent, si non en cette Cour qui est establie à la Haye : ce qui pourtant ne fait point de prejudice à la Souveraineté de cette Province là : tant parce que cette soumission se fait en vertu d'un contract passé avec la Hollande, que parce que cette Cour, aussy bien que le Grand Conseil, est composée d'assesseurs nommés par les deux Provinces. Ainzy les Princes d'Allemagne ne sont pas moins Souverains, parce que les sentences de leurs juges peuvent estre reformées ou cassées par la Chambre de Spire, ou par le Conseil Aulique ; veu que cela se fait en vertu des Constitutions qui ont esté faites aux diètes, du consentement des Princes ; & aussy parce que les Princes nomment les Conseillers ou assesseurs, dont ces Cours sont composées. Pour les subsides, on en peut dire la mesme chose, que je viens de marquer au Sujet de la Justice ; sçavoir que les Provinces Unies peuvent aussy estre executées, & contraintes au payement des subsides où elles ont consenty : & ce en vertu de l'Union d'Utrecht ; quoy que sans prejudice de leur Souveraineté.

Mais je diray quelque chose de plus fort, & qui regarde plus particulièrement la France. Au mois d'Avril 1646 on mit en deliberation au Conseil de Paris, si on tascheroit de faire la paix avec l'Empereur, quand mesmes on ne la pourroit pas conclurre avec l'Espagne. Le Cardinal Mazzarin, après avoir traité la question problematiquement, à son ordinaire, conclut à l'affirmative, & tous le Conseil resolut d'un consentement unanime, entre autres choses, que si on laissoit l'Alsace au Roy, aux mesmes conditions que la Suede preten-

tendoit se faire donner la Pomeranie, il y auroit *bien plus d'avantage que de prejudice* à contribuer aux *nécessités de l'Empire*, pourveu qu'on donnast au Roy rang & voix deliberative dans les diètes, & que sa quote part, pour tout ce que la France posséderoit dans l'Empire, n'excédast point celle d'un des Electeurs. Dont il faut nécessairement conclurre, que la France mesme juge, que les subsides, qui ne se levent en Allemagne que du consentement des Princes, & par une maniere de convention, qui se fait entre l'Empereur & les Estats, ne font point de prejudice à la Souveraineté de ceuxcy. Et de fait la France en faisant des traittés avec les Princes d'Allemagne, les reconnoit pour Souverains.

Si les Princes l'Allemagne se connoissoient, & s'ils avoient assés de resolution pour se faire Justice, ils se feroient considerer, & prendroient possession du Droit, qui leur est acquis par les mesmes raisons qui le donnent aux Electeurs: mais c'est à mon grand regret, que je me trouve obligé de dire, que s'il y a quelque chose de desobligeant au procedé du Roy, il y a quelque chose de bien irregulier en celuy des Princes. Ils ne scauroient se plaindre, qu'on ne leur puisse reprocher en mesmes temps, & avec Justice, qu'ils ne font pas tout ce qu'ils peuvent & qu'ils devroient faire pour soutenir leur Droit, en faisant voir, qu'ils meritent d'avoir des Ambassadeurs, & qu'ils sont capables de proteger leurs Ministres.

Toutefois comme la foiblesse de quelques uns ne peut faire le crime de tous, il faut croire, qu'il y aura encore des Princes, qui s'opposeront avec vigueur à ceux qui leur voudront disputer le rang & l'honneur qu'on ne peut refuser à leur dignité. Le Duc de Baviere refusa de ceder à la Republique de Venise, au Concile de Trente, bien que cellecy aille du Pair avec les Couronnes, & en l'an 1620 il

refusa de visiter les Ambassadeurs, que la France envoya en Allemagne. L'Ambassadeur de l'Archiduc Albert ne pût souffrir, que l'Ambassadeur de Venise luy fust preferé à Londres au mariage de l'Electeur Palatin, & le feu Duc de Neubourg dit au Ministres des Provinces Unies, que dans sa Maison il ne cedit qu'à l'Ambassadeur d'Espagne. Il avoit raison, ce me semble; parce qu'il pouvoit & devoit se faire rendre le mesme respect, que le Ducs de Baviere & de Lorraine, & mesmes ceux de Mantoue & de Parme se font rendre chez eux. Je sçay bien que *Boischot*, Ambassadeur d'Albert, vouloit faire considerer son Prince, à cause des Provinces des Pais-bas, qu'il possedoit en Souveraineté, & qu'il pretendoit les prerogatives des anciens Ducs de Bourgogne: mais comme il n'avoit point succédé à leur grandeur, aussy faut il advoüer, que la plus eminente de ses qualités estoit celle d'Archiduc d'Austriche, qui le faisoit le premier Prince d'Allemagne, après les Electeurs.

Aussy estime je pouvoir dire, que ce n'est pas le droit; mais la possession, que la France conteste aux Princes d'Allemagne: & d'autant qu'il est constant que ce n'est que depuis le Congrès de Munster, que l'on a réglé les civilités & les ceremonies qui se font aux Ministres des Electeurs, on ne peut pas soutenir, que devant ce temps là ceux des Princes ayent jouï de la qualité & des honneurs qu'ils pretendent presentement. Tous ce qu'on peut dire à leur avantage est, que les qualités & les ceremonies n'estoient pas si bien réglées en Allemagne il y a cent ans, ny mesmes au commencement de ce siecle, & que les tiltres de *gesanter* & *d'abgesanter* ont esté souvent confondus, & appliqués indistinctement, tantost aux Ambassadeurs, & tantost aux Ministres du second ordre: dont on peut tirer une infinité d'exemples de l'histoire & des archives. Tellement que les Princes d'Allemagne, qui avoient peu de commerce avec la Cour
de

de France, & point du tout avec celles d'Italie, se contentoient de faire jouir leurs Ministres de la protection du *Droit des Gens*, sous quelque qualité publique que ce fust. Mais dautant que la condition des Electeurs n'estoit pas meilleure en ce temps là, je ne vois pas pourquoy celle des Princes en doit estre pire en celuicy. Je me souviens avoir leu dans la relation, qui a esté imprimée des voyages de *Guillaume, Duc de Saxe Weimar*, l'aîné des huit freres, qu'il se couvrit dans l'audiance, qu'il eut du Roy Louis XIII & de la Reine Mere. *Le Duc de Bernard*, qui estoit le plus jeune des huit freres, & qui n'avoit pour tout partage qu'un cœur de Prince, voyant que le Roy permettoit au Duc de Parme de se couvrir, ne hesita point de se couvrir aussy en la premiere audiance que le Roy luy donna. La Cour, qui ne se pouvoit persuader, qu'il en eust l'assurance, ne luy en fit point parler, de peur de luy faire venir une pensée, laquelle peuestre il n'auroit point, & n'osa point capituler avec luy. Il la surprit, & emporta un avantage, qu'il ne pouvoit pas pretendre, si on ne l'eust accordé à un Prince, à qui il ne croyoit pas devoir ceder. Si tous les Princes d'Allemagne agissoient avec cette resolution, & s'ils estoient tousjours assistés de Conseils vigoureux, il y a longtemps qu'on ne leur auroit pas refusé les honneurs que les Electeurs ont obtenus. Mais il y en a qui sont persuadés, que la facilité & la complaisance sont plus nécessaires aux Princes, que la generosité & la fermeté, & qu'une foiblesse bassè les fera mieux réussir, que cette elevation d'ame, sans laquelle ils n'ont du Prince que le nom & la naissance. Il y a trente ans, qu'un Prince, qui seroit le premier de toute l'Allemagne, s'il vouloit, & des plus considerés de l'Europe, se trouvant en France, où il estoit comme incognito, voulut neantmoins voir le Roy, qui luy donna audiance, & le receut avec de grandes civilités, demeurant debout & décou-

vert pendant que le Prince parla. Mais au lieu d'en demeurer là, & de remporter cette satisfaction chez luy, il voulut visiter le Duc d'Orleans, nonobstant la declaration, que celuicy luy fit faire, qu'il ne souffriroit point, qu'il se couvrift devant luy. Il n'y avoit rien qui pust obliger ce Prince à rendre civilité au Duc d'Orleans, qui avoit permis que le Duc de Weimar, & mesmes un cadet de la Maison de Wirtemberg & le Duc de la Trimouille se fussent couverts devant luy, & qui avec sa qualité de fils & de frere du Roy, estoit sujet, pour en estre traitté avec des incivilités, que l'Empereur mesme ne luy voudroit pas faire, & que le Roy ne luy avoit point faites. On l'en advertit, mais il se voulut bien faire faire un affront : comme je croy aussy que les Ministres des autres Princes ont bien voulu negliger les avantages, qu'ils pouvoient obtenir à Munster, où la France n'avoit pas moins besoin d'eux que des Electeurs. Si les bassesses, qui se font sans necessité, se pouvoient aussy facilement excuser ou reparer que commettre, on pourroit dire, que ce jeune Prince, qui n'avoit alors pour tout apenage qu'une pension de douze ou quinze mille escus, croyoit rien hasarder : mais je ne puis justifier l'action du Marquis de Bade Dourlach. Ce Prince, qui estoit chef de la Maison, & qui entroit dans les interets de la France contre l'Empereur, en arrivant à la Cour vers la fin de l'an 1635, fut conduit à l'audiance par un Mareschal de France & par l'un des Introduceurs des Ambassadeurs; mais il ne pretendit pas seulement de se couvrir en parlant au Roy. Tout ce qu'on en peut dire est, que cette action particuliere d'un Prince, qui avoit besoin de la protection du Roy, ne peut prejudicier à ceux qui se connoissent mieux, & qui ne voudroient pas faire ce tort à la grandeur de leur Maison, dont l'ancienneté peut du moins aller du Pair avec les premieres de l'Europe. J'ose y adjouster, qu'ils n'en au-

roient

roient pas esté refusés, lors qu'on les engagea dans l'Alliance du Rhin, ny mesmes immédiatement devant la guerre, qui avec les autres incommodités, a aussi fait naître cette difficulté; au lieu de le vouloir emporter presentement l'épée à la main, & de se mettre en estat d'extorquer, avec quelque violence, ce que l'on ne peut esperer que d'un accommodement. Encore faudra il, que l'Empereur en use, comme il a fait autrefois à l'égard des Electeurs, & qu'il n'exige des Princes que ce qu'ils rendront au Roy de France, & à son exemple aux autres Rois, qui leur feront le mesme honneur. Que les Princes de leur costé se fassent rendre dans l'Empire le respect qui leur est deu, & qu'ils n'ayent plus pour l'Empercur des complaisances tresprejudiciables à leur Souveraineté. Un Cardinal Lantgrave peut entrer au service particulier de l'Empereur; mais on ne peut nier, que l'Electeur de Treves, l'Evesque de Strasbourg & le Marquis de Bade, qui comme Princes de l'Empire avoient seance aux diètes, ne se fissent grand tort, en se chargeant en l'an 1570 de la conduite de la Reine de France, fille de l'Empereur Maximilian II, & que l'Evesque d'Osnabrug, qui comme Prince pouvoit envoyer ses Ministres à l'assemblée de Munster, ne fist grand tort à tout l'ordre, en y paroissant comme Plenipotentiaire du College Electoral. Ce sont des fautes qui se remarquent, mais qui ne se peuvent reparer après qu'elles sont faites.

La lettre, que l'on a publiée sous la qualité d'un desintéressé, quoy qu'il ne soit rien moins, veut faire croire, que ce sont les Electeurs qui s'y opposent le plus fortement. Devant que d'y faire les reflexions qu'elle merite, je remarqueray, que dans une remonstrance, qui fut imprimée en l'an 1673, où on represente aux Estats d'Allemagne les dangers, dont l'Empire est menacé, avec les remedes, dont on se pourroit servir, pour les prevenir, l'auteur dit, qu'une des choses,

ses, qui déconcertent le plus l'Union des Princes, est la supériorité que les uns prétendent sur les autres. Que les Electeurs se tirant hors du Pair d'avec les autres Princes, faisoient traiter leurs Ministres d'Excellence. Que les Electeurs mesmes, en donnant audience aux Ministres des Princes, se couvroient, & vouloient que ceuxcy fussent découverts. Qu'à la dernière diète de Ratisbone l'Electeur de Cologne en usa de cette manière, mais que peu de Ministres le virent, & qu'il y en eut mesmes, qui se couvroient dès qu'ils voyoient l'Electeur couvert : ce qui l'obligea à changer de manière d'agir, & à demeurer découvert pendant l'audience. L'Empereur mesme se plaignit en la mesme diète des honneurs excessifs, que l'on avoit faits aux Ministres des Electeurs à Munster, & dans le mesme temps qu'il permit qu'on les traitast d'Ambassadeurs au Congrès, il ne les voulut pas reconnoître en cette qualité à Vienne. En l'an 1646 l'Electeur de Baviere y envoya le Comte de Terri, pour faire les compliments de condoléance sur la mort de l'Imperatrice. Il avoit la qualité d'Ambassadeur ; mais on ne luy fit point d'entrée. L'Empereur ne luy envoya point son carrosse, & il n'y eut qu'un gentilhomme, qui le vint prendre pour le conduire à l'audience, non dans la salle ordinaire, mais dans la chambre, où l'Empereur estant toujours découvert, affecta cette circonstance, afin d'obliger l'Ambassadeur à demeurer dans le mesme estat. Les Ministres de l'Electeur de Saxe, se contentant de leur qualité d'*abgesante*, rejetterent le tiltre d'Excellence, que ceux des Princes refuserent de donner aux Plénipotentiaires des Electeurs, bien que ceuxcy offrisent de leur rendre le reciproque.

C'est pouquoy après que le College Electoral eust pris une resolution, qui défendoit leurs Ambassadeurs de ceder à celuy de Venise, les Princes en prirent une dans le leur, par laquelle

laquelle ils ordonnerent, que leurs premiers Plenipotentiaires ne cederoient point aux seconds Plenipotentiaires des Electeurs: pour faire voir, que tout l'avantage, que ceuxcy ont sur ceux là est celuy que le premier a sur le deuxieme: le deuxieme sur le troisieme &c. Et de fait, si le College des Electeurs fait le premier ordre des Estats de l'Empire, les Princes font le second: non comme les villes libres font le troisieme, dont ceux qui ne sont pas tout à fait estrangers dans les affaires d'Allemagne ne peuvent point douter, mais comme un corps aussy puissant, & composé des Princes aussy Souverains que les premiers. Ce n'est pas icy, où il faut parler de l'origine de la dignité Electorale, & il n'est pas necessaire de faire voir, que ce n'est pas de leur premiere institution qu'ils tiennent l'avantage qu'ils prennent sur les autres Princes; mais aussy ne doivent ils pas trouver mauvais, que ceuxcy soyent jaloux de la conservation de leurs droits, & des prerogatives qui sont inseparables de leur dignité, pour les laisser à leur posterité aussy entiers qu'ils les ont receus de leurs ancestres. En vertu de cette resolution des Princes, les Plenipotentiaires de Saltzbourg & de Hildesheim, qui estoient à Munster, refuserent de ceder dans les ceremonies publiques, aux deuxiemes Plenipotentiaires de Mayence, de Treves & de Cologne, & aimerent mieux quitter leurs habits pontificaux, & sortir de l'Eglise, que de souffrir qu'on prist le moindre avantage sur eux.

La lettre du Desinteressé dit, que la pretension des Princes est injurieuse aux Electeurs; que c'est à l'instigation de la France qu'ils la poursuivent, & que l'intention du Roy est de commettre les Electeurs & les Princes avec l'Empereur, en rejettant sur luy la faute du refus, que l'on fait de reconnoistre leurs Ministres comme Ambassadeurs. Je suis d'accord avec cet auteur, que les Electeurs ont des droits treseminents, & qu'ils ont de grands avantages sur les au-

très Princes, qui leur ont esté confirmés par la Paix de Westfalie. Aussi ne scauroit on parler avec trop de respect de leur Auguste Colleege; mais ils ne pretendent pas eux mesmes d'estre plus Souverains en leurs païs, que les autres Princes sont chez eux: de forte qu'il n'y a rien qui puisse affoiblir les pretensions de ceuxcy, ou les empescher de se faire rendre les honneurs, qui leur sont deus dans le rang qu'ils tiennent immediatement après les Electeurs.

J'advoüe que je ne puis pas bien comprendre, comment c'est à l'instigation de la France, que les Princes forment ces pretensions, puis que c'est elle qui s'y oppose le plus. Je veux bien croire, que M. Gravel, qui a eu le loisir d'estudier les affaires d'Allemagne, & qui s'y est appliqué, a peut-estre fortifié les pretensions des Princes, & leur a représenté; qu'ils peuvent se faire rendre tous les honneurs qui sont deus aux Souverains, aussi bien que les Electeurs, qui en jouissent comme Princes & comme Souverains; & non comme Electeurs: mais c'est là le tout.

J'ay tant de respect pour eux, que je ne voudrois pas repeter icy ce qui a esté escrit & publié a cette occasion sur des principes assés solides, & sur des preuves convaincantes: mais il me semble, qu'il y a quelque chose de si opposé en ce que la lettre dit de l'intention de la France, à ce qu'on voit dans les actions de ses Ministres, que j'ay de la peine à l'ajuster dans mon esprit. Si elle juge, que les pretensions des Princes soyent bien fondées, & si elle les fortifie contre celles des Electeurs, comment les peut elle eluder? & comment peut elle refuser aux Princes un honneur, qu'elle juge elle mesme estre legitime? On dit que c'est à dessein de les commettre avec l'Empereur; parce qu'elle veut que la Cour de Vienne luy serve d'exemple. Le Roy n'a pas besoin que je Justifie ses intentions; mais je ne puis m'empescher de dire, que les intentions là ne sont pas fort sinceres, qui don-
nent

nent une meschante explication à celles qui peuvent recevoir une tresfavorable, sur des raisons, sinon tout a fait demonstratives, du moins fort vraysemblables. Lors que les Ministres des Electeurs commencerent à parler de leurs pretensions à Munster, la France, qui ne pouvoit pas esperer sa satisfaction sans leur consentement, offrit de leur faire faire les mesmes honneurs, que l'on fait aux Ambassadeurs de Venise & de Hollande: Sous cette condition expresse, qu'en cela le Roy ne feroit ny plus ny moins que ce que l'Empereur feroit à leur égard. Cela fut trouvé fort juste en ce temps là: mais presentement, que le Roy tient le mesme langage, & qu'il veut que les Princes ayent pour luy la mesme consideration qu'ils ont pour l'Empereur, à qui le Roy ne pretend rien devoir, il le fait pour commettre les Princes avec l'Empire.

Pour conclurre cette Section, je poseray comme une chose constante, que les Princes d'Allemagne sont en possession d'envoyer des Ministres Publics en toutes les Cours de l'Europe; ce qu'ils ne pourroient pas faire, s'ils n'estoient Souverains. Et puis qu'avec le Droit ils en ont aussy la possession, on ne les peut pas empescher de leur donner le caractere qu'il leur plaist, & si on ne leur fait pas l'honneur qui leur est deu, on ne manque pas seulement à la civilité, mais aussy à ce qui est deu au *Droit des Gens*.

C'est sur quoy le Roy fera, sans doute, reflexion, s'il luy plaist se faire représenter, que *le Roy defunt a reconnu l'Ambassadeur du Duc Charles de Lorraine*, qui a eu l'honneur de se couvrir, en parlant à sa Majesté: & sur tout, qu'elle a souffert, que les Commandeurs de Formigeres & de Forbin, ses Sujets & ses Officiers de Guerre, Ambassadeurs du Grand Maistre de Malthe, se soyent couverts dans les audiences qu'elle leur a données. De sorte que les Princes d'Allemagne, qui doivent estre considerés tout autrement que le

Grand Maître d'un Ordre, ont raison de s'offenser du refus qu'on fait d'une chose qui leur est si legitimentement deüe.

Cependant les autres Princes se servent si bien de l'exemple de la France, qu'ils refusent de faire à ceux d'Allemagne les honneurs, qu'ils font à l'Ambassadeur de Venise, & à des Souverains, qui ne peuvent pas avoir de competence avec eux. Clement VIII. fit faire une entrée solemnelle au Grand Maître de Malthe, à qui il donna audience, le faisant asseoir au dessus du dernier Cardinal Diacre : mais un des Premiers Princes d'Allemagne après les Electeurs, estant allé à Rome en l'an 1665, Alexandre VII dit, qu'il ne luy permettroit pas de s'asseoir, ny de se couvrir à l'audience.

Il reste seulement à y adjouster un mot touchant le Duc de Lorraine en particulier; parce que c'est à son occasion qu'on a refusé la qualité d'Ambassadeur aux Ministres des Princes d'Allemagne. Que le Marquis de Ville, Ministre du defunt Duc de Lorraine, ait eu cette qualité, & qu'il se soit couvert, en parlant au Roy, c'est ce qui ne se peut nier. Il a pû le faire, tant par la raison qui fait le commencement de la presente Section, que parce que sa Souveraineté est bien moins contestable que celle des Princes d'Italie. Charles IX, Roy de France, s'obligea d'une maniere assés extraordinaire, par devant deux Notaires du Chastelet de Paris, à ceder au Duc de Lorraine tous les droits de Souveraineté, que les Rois ses predecesseurs avoient eus sur le Duché de Bar. Ce que le Roy Henry III confirma incontinent après son retour de Pologne, & le fit verifier au Parlement. Il y avoit longtemps, qu'Antoine avoit obtenu du Roy François I les droits de regale, pour luy & pour son fils, & par l'accord qui fut fait à Nuremberg, entre l'Empereur Charles V & les Estats de l'Empire d'un costé, & Antoine Duc de Lorraine de l'autre, elle fut declarée libre & franche Principauté,

té, & exemte de l'hommage de l'Empereur, & de la Souveraineté de l'Empire, sinon en de certains cas. Depuis ce temps là les Ducs de Lorraine ont esté considérés comme Souverains : comme tels ils ont esté connus dans les traittés, que les Couronnes ont faits entre elles, & comme tels ils ont fait des traittés avec les Couronnes. Tellement que leur Souveraineté estant incontestable, le droit d'envoyer des Ambassadeurs le doit estre aussy.

SECTION V.

Des Ministres du second ordre.

TOUS ceux qui ont escrit du Droit Public, posent unanimement, que les Ministres du second ordre estant compris sous le nom de *Legati*, jouissent, sans aucune contradiction, de tous les avantages, que le *Droit des Gens* leur attribue : & la declaration des Estats de Hollande du 29 Mars 1651, dont il sera parlé cy après, est si expresse sur cela, que quand mesmes on en voudroit douter ailleurs, on ne le pourroit pas faire dans un país, où la Loy parle si nettement. Elle nomme les *Ambassadeurs*, les *Residents*, les *Agents*, & y comprend tous ceux qui ont la qualité de *Ministre Public*, de la part de quelque Roy, Prince, Republique qu'ils soyent employés, c'est à dire les *Internonces*, les *Envoyés Extraordinaires*, les *Plenipotentiaires*, les *Commissaires*, les *Secretaires de l'Ambassade* &c. condamnant par là les sentiments de la Cour de Justice de la mesme Province, qui dans un démêlé qu'elle eut en l'an 1644 avec Spiring, Resident de Suede, soustint que le *Droit des Gens* ne protegeoit que les Ambassadeurs, & ne s'estendoit pas jusques aux Ministres du second ordre. Le consente-

ment des peuples sert de fondement à la declaration des Estats de Hollande, & rend cette protection d'autant plus necessaire, que les Princes auroient plus de peine à se passer de cette sorte de Ministres que d'Ambassadeurs. Les Electeurs & les Princes d'Allemagne, qui n'ont pas encore pû faire reconnoître le caractere representant de leurs Ministres, n'en peuvent point avoir d'autres. Le Roy de France mesme, qui ne peut obliger la Cour de Vienne à donner à son Ambassadeur le rang qu'il tient par tout ailleurs, n'y envoie qu'un Ministre du second ordre, aussy bien qu'en plusieurs autres lieux, où sa dignité l'empesche d'envoyer une personne caracterisée; comme à Liege, à Hambourg, & mesmes aux dietes, où un Ambassadeur ordinaire de France seroit sujet à recevoir quelquefois du déplaisir. Les autres s'en servent, ou par ménage, ou parce que les affaires qu'ils font negotier, ne sont pas de si grande importance, qu'elles puissent occuper un Ambassadeur. C'est par cette consideration que la Republique de Venise a un Resident auprès des Cantons Suisses, & que les Estats des Provinces Unies ont des Ministres de la mesme qualité en Espagne, en Suede, en Dannemarc, à Vienne, à Bruxelles & ailleurs: comme aussy dans les armées de leurs Alliés. L'Empereur mesme n'a qu'un Secretaire ou un Agent à Venise. La Tuillerie, Ambassadeur de France, estant party de la Haye après la Paix de Munster, *Brasset* y demeura en qualité de *Resident*; comme il avoit laissé *Chanut* en la mesme qualité à Stocolm, & *Chanut* y laissa *Piques*, qui après avoir fait quelque temps les affaires de France comme *Agent*, eut enfin la qualité de *Resident*.

Outre que bien souvent les Princes se servent plus volontiers du Minister de ceuxcy, que de la qualité éclatante de ceux là, comme estant plus propres à conduire seurement une intrigue, où le secret est plus necessaire que la pompe. Ils ne-

negotient auffy avec moins d'embaras, & avec plus de fuccés. Ils peuvent aller & venir fans façon : ils n'ont que faire de ménager leurs démarches, dont l'irregularité ne fait point de tort à la dignité du maiftre, pourveu qu'elles ne foyent ny fauffes ny ridicules. L'Ambaffadeur eft obligé de les mefurer, de concerter toutes fes actions, d'agir dans les formes, & de conferver la reputation de fon Prince, auffy bien que fes interefts. Pour cet effet il doit demander fes audiences, tant du Souverain que des Miniftres; au lieu que le Refident les prend de ceuxcy, quand il en rencontre l'occafion, & eftant moins incommode & moins façonier que l'Ambaffadeur, il trouve fes accès plus faciles & fes expéditions plus promptes. J'en donneray icy quelques exemples.

Le victoire, que les armes de l'Empereur Charles V remporterent devant Pavie en l'an 1524, allarma tellement toute l'Italie, que le Pape Clement VII, fe faifant fort de la Republique de Florence, fit avec celle de Venife une Ligue défenfive, où les alliés pretendoient faire entrer la France & l'Angleterre, dont l'une eftoit opprimée par l'Empereur, & l'autre eftoit jaloufe de fa puiffance. Les alliés ne faisoient que de la conclurre, lors qu'ils apprirent, que le Roy François I avoit fait le traitté de Madrid, pour le recouvrement de fa liberté. Ils en furent fort furpris; mais ayant bientoft fçeu, que le Roy n'eftoit point du tout fatisfait de l'Empereur; tant à caufe du mauvais traitement, qu'il en avoit receu pendant fa detention, que parce qu'il ne pouvoit digerer la durezza des conditions du traitté, ils refolurent d'achever de nouer avec luy. L'intention des Venitiens eftoit d'envoyer en France deux de fes principaux Senateurs, qui fous pretexte de faire compliment au Roy fur fes malheurs & fur fa liberté, y negotieroient des affaires de plus grande importance: mais confiderant qu'il falloit donner du temps aux Ambaffadeurs, pour faire leur equippage,

ge, & jugeant qu'un Ministre subalterne travailleroit avec moins de bruit & avec plus d'effet, *ils y envoyerent André Rosse, Secrétaire du Conseil de Pregadi*. Le Pape, suivant leur exemple, y employa *Paul Vettori*, & ces deux Ministres du second ordre conclurent heureusement le traité, à la satisfaction des intéressés. La République se servit en Angleterre, dans le mesme temps, & pour le mesme dessein, de *Gaspar Spinelli*, Secrétaire de Laurens Orio, leur Ambassadeur, qui estoit decédé à Londres quelque temps auparavant.

En l'an 1537 la mesme République, voyant que François I, rebuté de l'alliance & du secours du Grand Seigneur, qui le rendoient odieux à la Chrestienté, & qui n'avoient rien produit sous Barberosse, songeoit à la paix, envoya en France *François Justiniani*, non en qualité d'Ambassadeur, mais comme Gentilhomme Envoyé, & *Louïs Badoüere* alla en la mesme qualité à Madrid, quoy qu'il y eust un Ambassadeur ordinaire de sa part. Ces Ministres sans caractere disposerent les deux Monarques à faire trouver leurs Plenipotentiaires à Narbonne; où le Roy de France, qui y envoya d'abord le Cardinal de Lorraine, fit aussy aller le Roy de Navarre, son beaufrere.

Je fais volontiers mon profit des exemples de cette puissante & sage République, parce qu'il y a de la seureté à les suivre; c'est pourquoy j'en tireray encore un ou deux de l'histoire du mesme temps. En l'an 1538 elle employa à Constantinople *Laurens Gritti*, fils naturel d'André, bien qu'en ce temps là il y eust un Bayle à la Porte. On vouloit qu'il taschast de faire une Trêve generale entre l'Empereur des Turcs & les alliés, qui estoient le Pape Paul III, l'Empereur Charles V & la République de Venise: mais tout ce qu'il pût obtenir ce fut une suspension d'armes de trois mois. *Jacomo Ragazzoni*, que le Senat envoya à Constantin-

tinople pendant la guerre de Chypre, n'avoit point de qualité du tout. Selim II ayant resolu de conquerir cette Isle, & ayant sceu que le *Chiaux Cubat*, qu'il avoit envoyé à Venise, pour la demander, en avoit rapporté un refus absolu, accompagné d'une resolution determinée de la Republique de s'opposer à la violence, fit donner des gardes au Bayle *Marc Antoine Barbaro*, & fit arrester prisonniers les Consuls d'Alexandrie & d'Alep; mais ces derniers furent bientost remis en liberté. Cette guerre se faisoit contre l'avis, & contre l'inclination du Premier Vizir Mehemet, & la Republique de son costé, ne trouvoit pas son interest en la continuation d'un démeslé, où les Princes Chrestiens, ses alliés, ne contribuoient rien pour son soulagement; de sorte qu'il ne fut pas fort difficile de disposer les uns & les autres à la paix. Les Turcs craignant, qu'il ne se fît une puissante ligue dans la Chrestienté, qui les empeschast d'achever la conquête du Roiaume, après celle de Nicosie, firent sonder le Bayle, s'il n'avoit point d'ordre de parler d'accommodement, & le Premier Vizir, le trouvant ferme, voulut bien luy en faire la premiere ouverture. Il prit son pretexte sur les plaintes de quelques particuliers, qui avoient esté pris, & dont les marchandises avoient esté saisies depuis la rupture, & fit prier le Bayle de faire office auprès du Senat, à ce qu'on les restituast, & qu'on mist les prisonniers en liberté, puis que les marchands Vene- tiens continuoient de faire leur commerce, sans empeschement, par tous les pais de l'obeissance du Grand Seigneur. Il luy permit, & l'exhorta mesmes d'escire, & de faire partir un exprés: luy faisant en mesme temps connoistre, par Ebrahim Bey, premier Truchement du Divan, qu'il seroit bien aise, que le Senat envoyast quelqu'un à la Porte, qui en parlant du commerce, fît aussy quelque proposition de paix. Le Bayle dépescha son Maistre d'hostel avec un de

I. Part. P ses

ses truchemens, & le Senat eut d'autant moins de peine à y acquiescer, que c'estoient les Turcs, qui en faisoient les premieres avances. *Jacomo Ragazzoni*, qui comme marchand estoit interessé au commerce, & qui d'ailleurs avoit toutes les qualités necessaires pour la negotiation d'une affaire de cette nature, fut envoyé à Constantinople. Le Conseil de dix luy donna, avec sa commission, un ordre secret pour le *Bayle*, de ne se point éloigner des propositions, que les Turcs luy feroient, si elles estoient honorables, & tant soit peu compatibles avec la dignité de la Republique, & donna le mesme pouvoir à *Ragazzoni*, en cas que les Turcs fissent difficulté de traiter avec le *Bayle*, à cause de détention. Mais le Divan pretendait se faire donner par le traité ce que les armes n'avoient pas encore conquis dans l'Isle, le *Bayle*, qui n'y pouvoit consentir, sans excéder ses ordres, rompit la negotiation, & renvoya *Ragazzoni* à Venise, laissant mesmes le traité de commerce imparfait. Le Senat, voyant enfin toute l'Isle perdue, suivit l'avis de la France, qui luy conseilla de sortir de la guerre par un bon accommodement, & fit connoître son intention au *Bayle*. Les Turcs en avoient envie aussi bien que les Vénitiens, & neantmoins lors que le *Bayle* leur en parla, ils redoublèrent les rigueurs de sa prison, condamnerent les fenestres de sa chambre, renforcerent ses gardes, & acheverent de luy ôter le peu de communication qu'il avoit encore: tant pour l'obliger à découvrir ses derniers ordres, que pour l'empescher de s'aboucher avec l'*Evesque d'Acs*, qui arriva en ce temps là à Constantinople de la part de Charles IX, Roy de France, dont ces barbares avoient pris ombrage. Mais le premier Vizir, s'estant bien tost assuré, que ce Ministre ne sçavoit pas l'intention du Senat, & apprehendant mesmes, que la France ne voulust s'en mêler, pour se rendre necessaire, le laissa là, & fit continuer & conclurre la

la negotiation avec le Bayle par *Ebrahim Bey*, & par un *Medecin Juif*, nommé Salomon, qui l'acheverent le 15 Mars 1573.

François I se servoit souvent de cette sorte de Ministres. Il envoya à Constantinople *Cesar Cantelmo*, Napolitain, exilé pour avoir suivy le party de France. Il y eut audience de Soliman, & *negotia avec le Divan*, non comme Ambassadeur, mais comme gentilhomme de la Maison du Roy; parce qu'en ce temps là la qualité d'*Envoyé Extraordinaire* n'estoit pas encore connue. *Merveille*, dont il sera parlé en la Section X, estoit employé par le mesme Roy auprès du Duc de Milan, & on peut dire, que les plus importantes affaires ont esté faites par ceux que *Phil. de Comines* appelle Ambassadeurs ou Ministres secrets. *Francisco Bernardo*, gentilhomme Venitien, qui demouroit pour ses affaires particulieres à Londres, passoit souvent la mer sous ce pretexte, & cependant il ne laissoit pas de negotier en France de la part de Henry VIII Roy d'Angleterre. *Paul Paruta* dit, que ce fut *Bernardo*, qui contribua le plus au traitté, qui se fit entre Henry II & Edüard VI en l'an 1547. Ce ne furent pas François de Montmorancy, Seigneur de Rochepot, Gouverneur de Picardie, Gasparde Coligny, Colonel de l'infanterie Françoisse, ny les autres Deputés de France, qui firent, avec le Comte de Bethfort, Guillaume Paget & Guillaume Peters, le traitté, par lequel Bologne fut restituée à la France en l'an 1550; mais ce fut *Antoine Guidotti*, gentilhomme Florentin, qui en faisant son commerce dans les deux Roiaumes, y en faisoit un, qui ne paroissoit point, & qui ne laissoit pas d'estre tresimportant; veu que ce fut luy, qui ájusta à Paris les plus grandes difficultés, de la part du mesme Edüard VI. De mesme, ce fut *Guy Cavalcanti*, qui au commencement du regne de la Reine Elisabeth eut le plus de part au traitté,

P 2

qui

qui se fit entre la France & l'Angleterre , après le traité de Chasteau en Cambresis. Le Marechal Desfrades sçait, qu'une des grandes difficultés , qui empeschoient la conclusion du traité , que les Estats des Provinces Unies faisoient negotier en France en 1661 & 1662 , ne fut levée que par une personne particuliere , qui ne s'en fait point de feste, & à qui l'Estat ne laisse pas d'en estre obligé. *Hugues de Lionne* , Secretaire de la Reine de France , fut envoyé à Madrid en l'an 1656 , & y disposa si bien les affaires , que si en ce temps là Don Loüis de Haro eust voulu se relascher sur les interests du Prince de Condé , il auroit fait , avant que de partir , ce qu'*Antoine Pimentel* fit depuis à Paris , où il conclut le traité , que le Roy d'Espagne ratifia devant que les deux Ministres se rendissent sur les frontieres, où il receut sa derniere perfection. On avoit quelques années auparavant parlé deux fois d'une entreveüe du Cardinal Mazzarin & du Comte de Pegnaranda. Le Cardinal avoit fait faire l'ouverture de la premiere , mais le Comte ne doutant point , que l'intention de ce Premier Ministre , le plus adroit negotiateur de son temps , ne fust d'en tirer un grand avantage pour le Roy son Maistre , le fit sonder par Friquet , qui en parlant au Cardinal , reconnut bientost que leur abouchement seroit inutile. De l'autre costé , lors que le Comte demanda à voir le Cardinal , au plus fort des troubles du Roiaume , *Lionne* , qui alla trouver le Comte à Cambray , découvrit dès la premiere conference, que ses intentions n'estoient pas meilleures que celles du Cardinal avoient esté , & que si la France vouloit avoir la paix , il faudroit qu'elle l'achetast aux dépens d'une partie de ses conquestes. Ces Ministres subalternes previnrent par leur adresse le scandale , que le Cardinal & le Comte ne pouvoient éviter , en se separant avec aigreur , & avec un mécontentement éclatant , après une conference publique.

De ces Ministres du second ordre les uns ont une qualité publique, comme *d'Envoyé*, de *Resident*, de *Commissaire* &c. & les autres n'en ont point, comme ceux dont je viens de parler; mais le *Droit des Gens* ne laisse pas de les protéger tous également. L'Empereur Charles V, voulant excuser l'exécution violente, qui avoit esté faite en la personne de *Merveille*, disoit qu'un Ministre ne pouvoit jouir des privileges du Ministère, si sa qualité ne paroïssoit publiquement. Il est vray, que celui qui offense un Ambassadeur, ou un Ministre, dont le caractère ne paroist point, ne viole point le *Droit des Gens*; mais on ne peut nier, que le Prince, qui a reconnu le Ministre en cette qualité, & qui a négocié avec luy, viole le mesme *Droit des Gens*, s'il luy fait violence, ou s'il souffre qu'on luy en fasse. *François Sforze*, Duc de Milan, avoit souffert *Merveille*, & avoit négocié avec luy, comme avec un Ministre du Roy de France; c'est pourquoy il estoit obligé de le faire jouir de la seureté, que ses lettres de creance luy acqueroient. *Lionne* & *Pimentel* n'avoient point de qualité; mais ils avoient un pouvoir formel. *Desfrades* n'avoit que la qualité d'officier de guerre en Hollande, lors qu'il y négocioit les plus importantes affaires, que les Provinces Unies eussent avec la France: mais le *Droit des Gens* protegeoit les uns & les autres.

Il faut pourtant faire quelque distinction entre le Ministre & le Négociateur; parce que tout négociateur n'est pas Ministre. Le *Duc de Longueville* estant prisonnier de guerre en Angleterre, & *André Gritti* l'estant en France, y négocioient, mais ils n'estoient point Ministres, parce qu'ils ne faisoient que des ouvertures pour la négociation, & ne négocioient pas en effet. Ce qu'on doit dire aussy de *Bernardo*, de *Guidotti* & de quelques autres: & je ne sçais, si j'en en dois point dire autant de *Jean François Valerio*. Ce

Gentilhomme Venitien, ayant fait quelque séjour en France, y avoit fait de si bonnes habitudes, que les premiers Seigneurs du Roiaume ne faisoient point de difficulté de luy communiquer les affaires les plus importantes. Il en faisoit de temps en temps part au Senat, & sur la connoissance qu'il en avoit, il ne craignoit point de l'asseurer, que le Roy feroit solliciter les interets de la Republique à Constantinople, & que si la negotiation de *Cantelmo* n'avoit pas le succès que l'on s'en promettoit, il y enverroit d'autres Ministres. Il exhortoit le Senat de se fier en la parole du Roy, & de s'asseurer de l'inclination, que sa Majesté témoignoit avoir au bien de la Republique, pour la faire sortir d'affaires avec reputation. *Valerio* estoit sujet de la Republique, & n'avoit point d'employ de sa part. La Republique n'avoit point de liaison en ce temps là avec la France, mais bien avec l'Empereur : On sçait aussy qu'il n'y a point d'Estat au monde, qui soit plus jaloux de ses interets que celui de Venise, & neantmoins il trouva bon, que *Valerio* entretenist correspondance avec les principaux Seigneurs de la Cour de France, pour le service de sa patrie.

Pour entrer dans le détail de ces Ministres du second ordre, il faut commencer par les *Residents*. On appelloit autrefois *Residents* les Ambassadeurs ordinaires, pour les distinguer d'avec les Extraordinaires, & c'est ainsi qu'il faut entendre la qualité de *Resident*, qui se trouve au titre des negotiations de François Walsingham, qui estoit Ambassadeur ordinaire en France. Ce mot a une signification particuliere depuis environ quatrevingts ans, & marque un Ministre, qui n'a pas proprement le caractère de représentant au premier degré, mais qui ne laisse pas d'avoir une qualité, qui le fait jouir de la protection du *Droit des Gens*, & qui se fait considerer, comme Ministre Public, à cause du Souverain qui l'employe. La declaration des Estats de
Hol-

Hollande, dont il sera souvent parlé en traité, met les *Residents* au nombre des Ministres Publics, & il n'y a point de Cour, où cette qualité soit connue, qui ne leur donne tous les avantages que le *Droit des Gens* accorde aux Ministres, & qui ne leur fasse toutes les civilités, qui ne tiennent point des ceremonies qui sont affectées aux Ambassadeurs privativement. Ceuxcy ne possèdent presque point de droits, qui ne leur soyent communs avec les *Residents*, & particulièrement le plus eminent de tous, qui est de pouvoir faire faire dans leur Maison l'exercice d'une religion défendue par les loix de l'Estat, où ils resident. On en verra des exemples en la Section XXVII; c'est pourquoy je n'en diray icy autre chose, sinon que mesmes dans les lieux où l'inquisition a erigé son tribunal, on ne leur refuse pas cette liberté; de sorte qu'on ne leur dispute pas non plus les autres droits, que le *Droit des Gens* donne à la qualité de Ministre Public, & de représentant. Je sçais bien qu'il l'est dans un degré inférieur à celuy d'Ambassadeur; mais c'est de la mesme façon que les Abbés mitrés ne laissent pas d'estre Prelats, quoy que constitués dans une dignité bien inférieure à celle des Evêques, & dans une distance bien plus éloignée encore de celle des Archevêques, des Patriarches & des Cardinaux.

La qualité d'*Envoyé Extraordinaire* est encore plus moderne que celle de *Resident*. Elle a pris son origine de ce que les Princes envoient quelquefois à des Cours estrangers des Gentilshommes de leur Maison pour des affaires, dont la negotiation n'estoit ny longue ny épineuse, ny aussy assés importante, pour pouvoir occuper un Ambassadeur: de sorte que l'*Envoyé* est comme un *Resident Extraordinaire*. Ce n'est en effet autre chose, & les Princes, qui les ont employés les premiers, ne peuvent avoir eu autre intention; bien que depuis quelque temps les Ministres, qui se sont vus revestus de cette qualité, ayent voulu s'eriger en quelque chose

chose de plus, & se faire confiderer comme de petits Ambassadeurs. Jamais personne ne s'y prit avec tant de hauteur, & jamais personne n'y reussit si mal, que le *Marquis Justiniani*; le premier Ministre ordinaire, que je sçache qui ait eu la qualité d'envoyé Extraordinaire à la Cour de France, depuis que les honneurs y ont esté réglés. Il osa esperer qu'on luy permettroit de se couvrir en parlant au Roy, & il se mit en devoir d'entrer en carosse au Louvre. Les gardes de la Porte, qui estoient advertis de son intention, presenterent la pointe de leurs hallebardes au cocher, repousserent & arresterent ses chevaux à la veüe de tout le monde. On luy donna mesmes la mortification, qu'on l'obligea à ceder au Resident de Brandebourg, ou du moins à s'absenter des assemblées publiques, où ils eussent pû entrer en competence. Le Maistre des Ceremonies & les Introduceurs des Ambassadeurs ne connoissent point de qualité entre le premier representant & le Resident, conformément à l'intention du Roy Treschrestien; qui voyant que ces nouvelles pretensions en pourroient produire d'autres, declara, il y a dix ou douze ans, qu'il n'entendoit point que l'Envoyé Extraordinaire, qui estoit de sa part à la Cour de Vienne, fust autrement consideré qu'un Resident ordinaire: & comme il ne pretendoit point qu'on luy fist d'autres honneurs, que ceux qu'on a accoustumé de faire à ceux de cette qualité, ainsy estoit il resolu de les traiter tous deux également. Autrefois on faisoit honneur aux *Envoyés* en France, & on leur donnoit les carosses du Roy & de la Reine, pour les conduire à l'audiance. Mais en l'an 1638 le Roy d'Angleterre, ayant sceu, qu'on avoit fait cet honneur à S. Ravy & à Jermin, que luy & la Reine avoient envoyés en France, à l'occasion de la naissance du Daupin, il s'en plaignit. Il disoit, que si le Roy de France en usoit ainsy, luy de son costé seroit obligé de le faire aussy à l'égard des Gentil-

Gentilshommes qu'on luy envoyeroit; mais qu'il faudroit auparavant demeurer d'accord de tout, & faire un reglement particulier pour cela. Surquoy il fut resolu en France, qu'à l'avenir, à commencer avec l'an 1639, on ne feroit plus honneur à cette sorte de Ministres, & on n'en a point fait depuis.

M. Trevor estoit Envoyé Extraordinaire à la Cour de France en l'an 1668, pour l'affaire des Pais-bas. *Conrad van Beuninguen* y estoit dans le mesme temps & pour la mesme affaire, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire de Hollande. Il n'y a point de competence entre l'Angleterre & les Provinces Unies, mais la qualité d'Envoyé ceda, sans aucune contestation, au caractere d'Ambassadeur, comme elle cederoit aussy à celle de Resident, si cellecy se rencontroit en la personne du Ministre d'une Teste Couronnée, & celle là au Ministre d'une Republique, ou de quelque autre Prince. *M. Cramprigt*, Resident de l'Empereur, à precedé, sans contredit, les Envoyés de Dannemarc, de Suede & de tous les autres Princes, qui ne pouvoient pas pretendre cet avantage sur luy, à moins de former un nouveau Cere monial. Il n'y a point de lieu, où le fait des ceremonies soit moins réglé, qu'il l'est à la Haye; parce qu'il n'y a personne qui en fasse son application; & c'est la raison, pourquoy on a accordé à ces sortes de Ministres des avantages, qui ne leur sont point deus. *George Downing*, ayant obtenu du Roy la confirmation de l'employ, que *Cromwel* luy avoit donné en Hollande, vouloit qu'on le yinst recevoir au carosse, c'est à dire qu'on luy fist les mesmes honneurs qu'on y fait aux Ambassadeurs ordinaires, lors qu'ils prennent audience, & il fit appuyer ses pretensions par ceux qui cherchoient un pretexte de rupture.

Sur l'advis qu'on eut à Stocolm en l'an 1652, qu'*Antoine Pimentel* estoit arrivé aux Dales de la part du Roy d'Es-

pagne, le Comte de la Garde, qui avoit ordre de le faire recevoir, en l'absence de la Reine, envoya audevant de luy deux carosses à six chevaux, avec quelques officiers de la Maison, pour le défrayer & pour l'amener à l'hostel de la Reine Mere, que l'on avoit meublé pour son logement. La Reine estant de retour à Stocolm, & ayant appris que Pimentel n'avoit que la qualité d'*Envoyé*, ne fut pas fort satisfaite des honneurs qu'on luy avoit faits. Elle dit, que puis qu'il n'avoit qu'un caractère du second ordre, il ne falloit point envoyer audevant de luy, ny le défrayer : toutefois puis qu'on avoit commencé, qu'il falloit achever, & on continua de le traiter jusques au troisiéme jour après sa première audience. L'intention de la Reine estoit de le faire défrayer pendant tout le séjour qu'il auroit fait en Suede, s'il eust eu le caractère d'Ambassadeur. Ce Ministre Espagnol acquit un si grand pouvoir sur l'esprit de cette Princesse, qu'il en effaça mesmes le souvenir de l'amitié, qu'elle avoit promise, & qu'elle devoit à la France. Elle le fit loger dans le Chasteau, sous son appartement, & donnoit des nuits entieres à sa conversation. A l'entrée de l'Ambassadeur d'Angleterre son carosse suivit immédiatement celui de la Reine, & preceda ceux des Senateurs & des officiers de la Couronne. Lors qu'il prit son audience de congé, il voulut qu'on luy amenast les carosses de la Cour, bien qu'il eust si peu de chemin à faire, que la teste des chevaux du postillon avançaient jusques au grand escalier, devant que le carosse commençast à rouler. Pimentel estoit homme de merite ; mais il y eut un peu d'ostentation en cette rencontre, & il faut croire, qu'il vouloit faire voir, que si la France faisoit des conquestes en Flandres, l'Espagne en faisoit aussy de tresconsiderables en Suede. Ces honneurs excessifs ne sont point deus aux Ministres du second ordre, & ne peuvent pas plaire aux Maistres, qui doivent desirer, qu'il y ait quel-

quelque reserve pour le caractère representant. En l'an 1633 le *Cardinal de Richelieu* fit envoyer à quelques Princes d'Allemagne un nommé *la Grange aux Ormes*, fils d'un Medecin de Metz. Ce n'estoit qu'un simple porteur des lettres, où le Roy leur faisoit compliment sur la mort du Roy de Suede. On le traitta en cette qualité presque par tout ; mais l'Electeur de Saxe le fit laver le premier, le fit mettre au haut bout de la table, & luy fit les mesmes honneurs, qu'il luy auroit pû faire, s'il eust eu la qualité d'Ambassadeur. On en fut fort fasché à la Cour de France: le Cardinal reprocha à la Grange son orgueil & son imprudence, le fit sortir de la Cour, & l'éloigna de toutes sortes d'emplois. Tout ce qui passe les civilités ordinaires ne regarde point les Princes, qui se servent de Ministres du second ordre, de sorte que ces civilités ne peuvent estre tirées à consequence, parce que cela se fait, ou à la consideration de la personne du Ministre, ou par ceux qui n'entendent point le fait des ceremonies.

Sabran, Resident de France à Londres, ayant des lettres de creance pour le Parlement, rencontra de tresgrandes difficultés sur les honneurs qu'il pretendoit se faire rendre, lors qu'on luy donneroient audience : mais ils furent enfin réglés, en sorte que le Parlement nommeroit des Deputés, qui entreroient en conference avec luy, & qui chez eux feroient l'honneur de la Maison. Le Parlement nomma pour cet effet six Seigneurs, & douze Deputés de la Chambre Basse, qui dans les conferences, qui se tenoient chez eux, luy donnoient une chaise à bras au haut bout de la table, & envoyoient tousjours deux Deputés chez luy, pour luy faire sçavoir les resolutions, que le Parlement prenoit sur leur avis & sur leur rapport. On a veu à la Haye les Deputés des Estats Generaux se rendre chez les Ministres de Lunebourg, pour entrer en conference avec eux, & cela plus

d'une fois. Ce qui estoit pourtant d'une consequence d'autant plus grande, que c'estoit un acte de possession pour ceuxcy, & qu'après cela les Envoyés & les Residents des Couronnes pouvoient pretendre le mesme avantage. Les uns & les autres ont negligé celuy qu'ils en pouvoient tirer, & les Deputés des Estats se sont maintenus en la possession, de faire tenir les conferences dans une des Chambres de leur appartement. Je ne sçais par quel mouvement ils ont renoncé à celle, où ils estoient, d'y prendre aussy la place d'honneur sur les Ministres du second ordre. Ils l'ont premierement cédé à ceux des Couronnes, & depuis ils ont fait la civilité entiere à tous les autres. Je m'y suis trouvé à plusieurs conferences; mais j'advoüe, que je fus fort surpris de voir au commencement de l'an 1675, lors qu'on signa le traitté avec l'Evesque d'Osnabrug, trois Ministres de ce Prince prendre la place d'honneur. La perte de cette sorte d'avantages ne pouvant pas estre réparée, le Souverain n'y doit jamais consentir, & ceux qui le representent, ne le peuvent pas faire sans crime: principalement lors qu'on peut croire, que c'est une marque de foiblesse plustost que de generosité. La civilité ne doit pas obliger un Estat Souverain à renoncer à son droit, & à sortir d'une possession, dont il jouïssoit paisiblement, & avec justice.

Le *Prince Palatin Charles Gustave*, estant arrivé à Stoccolme, peu de jours devant l'abdication de la Reine Christine, à laquelle il alloit succeder, tous les Ministres estrangers luy firent civilité. *Piques*, *Resident de France*, fut conduit à l'audiance par l'Introducteur des Ambassadeurs, dans un des carosses de la Reine, accompagné de plusieurs vallers de pied du Prince. Le Marechal de la Cour du mesme Prince le receut au haut de l'escalier, & le Prince mesme, traversant son antichambre, le receut au milieu de la Salle, & le mena dans la Chambre. Après l'audiance il reconduisit le

Resi-

Resident jusques au lieu, où il l'avoit receu, & le Marechal & l'Introducteur l'accompagnerent aussy ; le premier jusques au haut de l'escalier, & l'autre à son logis. Mais on peut dire, que le Prince n'estant pas encore Souverain, il n'avoit point de mesure à garder, ny à ménager ses civilités. Le mesme *Piques*, n'estant encore qu'*Agent* en l'an 1651, alla voir le mesme Prince Palatin, qui le receut à l'entrée de la Sale, & le conduisit dans son cabinet, où il luy presenta un siege; mais *Piques* s'en excusa, & refusa de s'asseoir. Il convia le Prince à prendre sa commodité, pendant qu'il luy feroit lecture d'une relation, que la Cour de France luy avoit envoyée, de la retraitte du Prince de Condé: mais le Prince demeura debout & découvert. Il avoit esté déclaré Successeur presomtif de la Couronne, & en cette qualité il ne devoit pas toutes ces civilités à un *Agent*, qui de son costé n'en avoit pas beaucoup, en conviant le Prince à s'asseoir, pendant que luy mesme l'obligeoit, par un refus incivil, de prendre le siege qu'on luy presentoit, à demeurer debout & découvert.

Il y a des *Envoyés*, & mesmes des *Residents*, qui ne faisant point de distinction entre le caractere representant & la qualité de Ministre subalterne, affectent d'aller du pair avec les personnes de la premiere qualité, & de se presser de prendre tous les avantages imaginables sur des Comtes, & sur d'autres Seigneurs d'une naissance tresrelevée. A l'entrée, que M. de la Tuillerie, Ambassadeur de France, fit à la Haye au mois de Novembre 1640, il y eut un grand démeslé pour le rang des carosses, entre les cochers de *Mr. de Brederode*, *Marechal de Camp des Provinces Unies*, & *Mr. Spiring*, *Resident de Suede*. Le cocher de Brederode, ayant laissé passer le carosse de l'Ambassadeur, avança, dans le dessein de couper celuy de Spiring, & pour y reussir, le postillon mit pied à terre, & coupa les traits des chevaux de Spiring. Ce

Ministre, voyant revenir ses chevaux en cet estat, leur fit mettre d'autres harnois, & renvoya son cocher, avec ordre de prendre avantage sur l'autre, à quelque prix que ce fust : mais il n'y fit rien. *Spiring* s'en plaignit au Prince d'Orange, qui ne se voulant point mêler de leur différent, parce que M. de Brederode estoit son beaufrere, le renvoya aux Estats Generaux, qui le reglerent en sorte que le Resident n'en fut pas fort satisfait. Lors que le carosse de Pimentel suivit immédiatement celui de la Reine, ainſy que je viens de dire, les Senateurs protesterent, qu'ils ne le souffroient, que par l'obeissance, qu'ils vouloient bien avoir pour la volonté absolüe de la Reine: tellement que *Spiring* avoit tort de disputer le rang à un Seigneur, qui sans la charge de Mareſchal de Camp, qui luy donnoit le tiltre d'Excellence, estoit le premier gentilhomme de Hollande, où il estoit bien autant considéré, qu'un Sénateur l'est en Suede. On verra ailleurs un exemple plus fort sur une semblable rencontre. Le Ministre du second ordre ne doit pas entrer en cette sorte de contestations, dont la fin n'acquiert point d'avantage à son Maître, mais luy peut bien faire tort. C'est ce qu'il doit fuir, & éviter toutes les rencontres, qui luy peuvent faire des affaires.

L'Agent n'est pas proprement Ministre Public, & neantmoins il n'y a pas cent cinquante ans, qu'on ne connoissoit point d'autre Ministre, après l'Ambassadeur, que *l'Agent*. *Henry Estienne* dit. *Ily a aussy un autre mot nouvellement venu d'Italie, touchant celui auquel on ne veut faire qu'à demy l'honneur d'Ambassadeur : car on l'appelle Agent, & principalement quand il est envoyé à un Prince qui est moins que Roy.* Aujourdhuy la qualité de Resident est bien plus relevée, que celle là, parce qu'il est aussy représentant, quoy que non au premier degré. La signification du mot d'*Agent* marque, que ce n'est qu'un faiseur d'affaires. *M. Piques*, presentement Conseiller en la Cour des Aides de Paris, estant

estant *Agent* en Suede, après que Chanut en fut party, pria la Reine de luy permettre de faire venir un Prestre, afin de pouvoir faire dire la Messe dans sa Maison; parce que depuis qu'il n'y avoit point d'Ambassadeur de France, ny de Portugal à Stocolm, ny ses domestiques ny les François & les Italiens, qui estoient au service de la Reine, n'avoient plus cette consolation. La Reine dît, que *Piques* n'avoit point de qualité qui luy donnaist cette autorité, mais que si le Roy, son Maistre, luy en vouloit escrire un mot, elle l'asfeuroit dès à present, qu'elle y consentiroit. Le Baron de Rorté & Chanut, n'estant que *Residents* en Suede, y avoient fait dire la Messe, mesmes sans la permission de la Reine, & si hautement, que lors qu'elle leur en fit parler, ils ne craignirent point de luy répondre, que leur maison estant la Maison du Roy, ils y pouvoient faire exercer leur religion. Cet *Agent* ne fut point estably en vertu d'une lettre de creance, mais seulement par Chanut, qui en prenant son audience de Congé, dît à la Reine, qu'il y laissoit *Piques*, qui y feroit les affaires, en attendant que le Roy y envoyast un Ministre. Quelque temps après, *Piques*, ayant présenté les lettres, par lesquelles le Roy luy donnoit la qualité de *Resident*, la Reine luy dît, qu'elle estoit bien aise de voir, que le Roy vouloit bien entretenir un Ministre auprès d'elle; parce que c'estoit une marque de son affection, & de son inclination à entretenir la bonne correspondance entre les deux Couronnes. Ce n'est pas que les Princes, auprès desquels les *Agents* sont employés, ne doivent avoir quelque consideration pour eux, comme la declaration des Estats de Hollande les met au nombre de ceux qui doivent jouir de la protection du *Droit des Gens*; mais il faut aussy que ceux qui les emploient, ne se servent point de gens, qui par leur maniere de vivre basse & abjecte, fassent honte à leurs Maistres. On a veu à Paris & à la Haye des *Agents*, qui tenoient hauber-

ge,

ge, & logeoient en chambre garnie. Les Princes qui le souffrent, ne se peuvent pas plaindre, si on n'a point de consideration pour leurs *Agents*, & si on ne les distingue point d'avec les autres gens de la mesme profession.

La qualité de *Plenipotentiaire* ne donne pas un nouveau caractère au Ministre : elle marque seulement l'estendue de son pouvoir & de son autorité. S'il n'a point d'autre caractère, il ne peut estre considéré que comme porteur d'une ample procuration. Les Ministres, qui negotierent de la part de l'Empereur le traité de Queraſque, & celuy des Preliminaires de Westſalie, avoient la qualité de *Commissaires*, & avoient un plein pouvoir. *Saavedra* & *le Brun* n'avoient que celle de *Plenipotentiaire* lors qu'ils arriverent à Munster. *D'Avaux*, qui avoit traité avec celuy de l'Empereur à Hambourg, & qui luy avoit rendu les mesmes honneurs qu'il en avoit receus, souſtenoit que *Saavedra* & *le Brun* devoient estre considérés & traités comme Ambassadeurs, quoy que cette qualité ne se trouvaſt point en leur pouvoir. *Servien*, qui avoit fait entrer la Cour de France dans ses ſentiments, diſoit au contraire, que l'Empereur & le Roy d'Espagne, en ne donnant point la qualité d'Ambassadeur à leurs Ministres, en pouvoient tirer de grands avantages; parce qu'ils pouvoient prodiguer leurs civilités à l'égard des Ambassadeurs de France, pour se faire faire des honneurs qu'ils ne pouvoient pas pretendre, & mettre par ce moyen des Ministres du ſecond ordre, c'est à dire des *Residents* & des *Agents*, à qui on peut donner plein-pouvoir; ſans qualité caractéristique, en poſſeſſion de droits, qui n'appartiennent qu'aux representants. Que l'Empereur donnoit ſouvent la qualité de *Plenipotentiaire* à des Ministres, qui aſſiſtent les Ambassadeurs, & qui leur ſervent de Conſeil, lesquels pourtant il ne veut pas faire conſiderer comme ſes Ambassadeurs; parce qu'ils ne ſont pas d'une qualité aſſés relevée, pour re-
presenter

presenter sa personne. Que le plein pouvoir ne regardoit que l'autorité de traiter, qu'il n'avoit rien de commun avec la qualité representante, & que le Prince se pouvoit servir de telle personne qu'ils luy plaisoit, pour traiter, mais que tout le monde n'estoit pas propre pour le caractère. Que l'Espagne s'estoit reservée la faculté de donner le caractère d'Ambassadeur à *Don Francisco de Melo*, ou au Marquis de *Castilrodrigo*, ou bien au Duc de *Medina de las Torres*, laissant la qualité de *Plenipotentiaire* à *Saavedra* & à *Brun*, qui bien loin de pretendre les honneurs du caractère, n'osoient se traiter d'Excellence entre eux. Et comme les Ministres de France ne faisoient point de difficulté de ceder à ceux de l'Empereur, qui se trouveroient revestus de la mesme qualité, ainſy *celuy des Ministres de France, qui avec la qualité de Plenipotentiaire auroit celle d'Ambassadeur Extraordinaire, pretendroit preceder un Commissaire Plenipotentiaire* du mesme Empereur, qui ne l'auroit pas. Ce fut une des plus fortes raisons, pourquoy il fallut changer les pouvoirs, pour y faire adjouster la qualité d'*Ambassadeur Extraordinaire*. Les Princes, qui ne donnoient pas la qualité d'Ambassadeur à leurs Ministres, à cause des difficultés, que j'ay marquées en la precedente Section, leur donnoient celle de *Plenipotentiaire*. *Clingenberg & Carisius*, à qui le Roy de Dannemarc ne trouvoit pas bon de donner le caractère representant, eurent la qualité de *Plenipotentiaires* à l'assemblée de Breda en l'an 1667. Ils avoient celle d'*Envoyés Extraordinaires* à la Haye, & ce fut elle qui les fit considerer par les Ambassadeurs de Testes Couronnées, qui les traittoient comme Ministres du second ordre. Le Cardinal *Mazzarin* & *Don Louis de Haro* n'avoient que la qualité de *Plenipotentiaires* au Congrès des Pirenées, mais ils en avoient encore une, qui étant bien plus eminente que celle d'Ambassadeur, ne leur pouvoit pas acquerir un nouveau lustre

par le caractère. Dès l'an 1639, pendant qu'on traittoit des preliminaires, les Provinces Unies rencontrèrent quelques difficultés sur les passeports, que les Espagnols leur devoient donner, & les Estats en estant enfin demeurés d'accord avec le Cardinal Infant, ils s'offenserent fort du mot de *Deputés Plenipotentiaires*, que l'on y avoit mis au lieu de celui d'*Ambassadeurs*. Mais les Ministres d'Espagne disoient, que la pretension des Estats estoit d'autant plus estrange, que cette qualité ne se trouvoit point dans les passeports, que l'Empereur & le Roy d'Espagne faisoient expedier pour leurs propres Ministres, & que la qualité d'Ambassadeur presupposoit une Souveraineté, qu'on ne leur avoit pas encore accordée, & qui ne se pouvoit regler qu'à Munster: ainisy qu'il a esté dit en la premiere Section de ce livre.

Les Commissaires, dont je viens de parler, qui estoient de la part de l'Empereur à Querasque & à Hambourg, estoient Ministres Publics, sans aucune contestation, & l'auroient esté, mesmes sans leur qualité de Plenipotentiaire. Servien & d'Avaux, qui avoient traité avec eux, les avoient considérés comme tels, & leur avoient fait les mesmes honneurs, qu'ils auroient faits au caractère representant. Sur quoy je dois pourtant remarquer une chose fort considerable. Dans cette assemblée de Querasque, Matthias Baron de Galas avoit la qualité de Commissaire & de Plenipotentiaire de l'Empereur Ferdinand, & le Comte de la Roque, qui avoit le caractère d'Ambassadeur d'Espagne, pretendoit en cette qualité precéder le Ministre de l'Empereur. Et de fait, dans la visite, qu'ils rendirent à M. Servien, le Comte prit la main sur le Baron, & pour cette raison le Marechal de Toiras & Servien pretendoient aussy precéder Galas, qui avoit cédé au Comte de la Roque, qui devoit leur céder. Cette pretension des Ambassadeurs de France obligea les Ministres de l'Empereur & d'Espagne à s'en accommoder entre eux

eux, en sorte que pour cette fois l'Ambassadeur d'Espagne cederoit au Commissaire de l'Empereur ; afin que les Ambassadeurs de France luy cedassent aussy , comme ils firent. Dans les Conferences ils estoient assis en cet ordre. Le Nonce Pancirole estoit assis au bout de la table , ayant auprès de luy à sa gauche , Galas , & après luy à costé de la table , Servien : Le Marechal estoit à la droite , & avoit auprès de luy le President de Ravis , & le Secretaire Guichardi estoit au bas bout de la table. Les Ambassadeurs de France y firent une grande faute ; mesmes suivant la maxime de Servien , qui dans une autre occasion soustint, que la qualité de Plenipotentiaire ne donne pas le caractere representant, & l'emporta : ainisy que je viens de dire.

Les deux Rois du Nort donnent aussy cette qualité aux Ministres , qu'ils envoient sur les frontieres pour les affaires des deux Roiaumes , & la Republique de Venise employe aussy des *Commissaires* aux differents , qu'elle a quelquefois avec la Maison d'Austriche , pour leurs frontieres communes, du costé du Frioul & de la Dalmatie : & il ne faut point douter , que ces *Commissaires* ne soyent Ministres Publics.

L'Empereur nomme souvent des *Commissaires* pour les affaires qui regardent l'Empire , comme on a veu en celles de Juillers , de Mantoüe & d'autres. En l'an 1574 l'Empereur Maximilian envoya deux Conseillers à Genes , à l'occasion des differents qui divisoient l'ancienne & la nouvelle Noblesse , & leur donna la qualité *Commissaires*. Le Senat luy representa , qu'il ne les pouvoit reconnoistre en cette qualité ; parce *qu'elle se donne* , à ce qu'il disoit , *à ceux que les Souverains employent auprès de leurs Sujets*. Il est vray , que cela se fait quelquefois ; mais l'Empereur consideroit cette Republique comme une dépendance de l'Empire , & comme un arriere fief du Duché de Milan. Les Estats

des Provinces Unies donnent quelquefois la qualité de *Commissaires* à ceux qu'ils employent dans les Cours estrangeres; mais pour juger, s'ils sont alors Ministres Publics, il faut considerer la nature des affaires qu'ils ont à manier. Le Sieur Heuft, qui a demeuré plus de trente ans en cette qualité à Paris, & qui y recevoit les Subsidés, pour en faire la remise, estoit un bon banquier & partisan, qui bien loin d'estre consideré comme Ministre Public, n'a pû exempter sa Succession d'estre taxée, comme celle de tous les Financiers, qui avoient fait leur profit du desordre du temps, & de la dissipation de l'argent du Roy. Il estoit proprement Facteur & Commissionnaire, & on peut donner le mesme nom aux marchands, qui à Amsterdam & à Hambourg mendent cette qualité des Couronnes de Suede & de Danne-marc, afin de faciliter par là leur petit commerce. Ils n'ont point d'affaires d'Estat à manier, & ne resident point auprès du Souverain, qui est celuy qui les peut faire jouir de la protection du *Droit des Gens*. Il semble aussy qu'ils ne la pretendent pas, sinon en ce qu'ils se font exempter de subsidés extraordinaires qui se levent sur les autres Sujets.

C'est ce qui se doit aussy entendre *des Consuls*, & pour la mesme raison. Les Princes qui les employent les protegent, comme personnes qui sont à leur service, & comme tout bon maistre protege son serviteur & son domestique; mais non comme Ministres Publics. Le Gouverneur de Cadix, ayant depuis sept ou huit mois, fait affronter & arrester le *Consul Hollandois*, les Estats Generaux des Provinces Unies en firent leurs plaintes à la Cour de Madrid, comme d'une violence, qui avoit esté faite au *Droit des Gens*. Au lieu de se plaindre de l'inexecution des traittés, où ils devoient trouver la seureté de leur pretendu Ministre, & non ailleurs. Il y a quelques années, qu'ils voulurent faire passer pour Ministre le *Consul*, qui estoit de leur part à Gen-
nes:

nes : mais le Senat leur escrivit , qu'ils ne le reconnoissoient point pour Ministre Public , & que tout ce qu'on pouvoit desirer d'eux , c'estoit la jouissance paisible des droits & des privileges , que la coustume attribue à cette sorte d'emplois. *Les Consuls* ne sont que des marchands, qui avec leur charge de juge des differents, qui peuvent naistre entre ceux de leur nation , ne laissent pas de faire leur trafic , & d'estre Sujets à la Justice du lieu de leur residence , tant pour le civil que pour le criminel : ce qui est incompatible avec la qualité de Ministre Public. En l'an 1634 la Republique de Venise pensa rompre avec le Pape Urbain VIII , à cause de la violence , que le Gouverneur d'Ancone avoit faite *au Consul* , qui y estoit de la part du Senat. *Ce Consul* s'appelloit *Michel Oberti* , & estoit de Bergame , d'une famille , qui avoit exercé cette charge pendant plusieurs années. Le Gouverneur , qui le soupçonnoit d'avoir donné des avis , sur lesquels les galeres de la Republique avoient pris quelques barques de Ragouze , pour avoir fraudé les droits , qui se payent dans le Golfe , persecuta si fort *le Consul* , qu'il fut contraint d'aller à Venise , pour en informer le Senat. Il ne fut pas si tost party , que le Gouverneur envoya garnison dans sa maison , & en fit enlever les meubles & les papiers : mesmes ceux qui regardoient les fonctions de son employ. Le Senat s'en plaignit , & en demanda reparation , avec tant de chaleur , que l'Ambassadeur de France , craignant que l'on n'en vint à une rupture declarée avec le Pape , tascha d'ajuster le different , en sorte que la Republique y trouvast sa satisfaction. Mais devant que l'accommodement pust estre conclu , le Gouverneur fit adjourner , contumacer , & condamner le Consul au bannissement , sous pretexte d'avoir , en temps de contagion , déchargé des marchandises , au prejudice des defenses. Il y avoit plus de passion que de Justice en cette Sentence ; puis *qu'Oberti* pouvoit verifier , qu'il n'avoit

rien fait sans la permission du Magistrat. Tellement que le Senat se trouvant plus offensé de cette dernière injustice que de la première, il fallut que l'Ambassadeur de France redoublât ses offices, pour porter les esprits à l'accommodement. Il se fit enfin : à condition que le Gouverneur revoqueroit son ban, & qu'il souffriroit *qu'Oberti seroit restitué*, & que le Senat, qui rappelleroit *Oberti*, y substituât celui qu'il voudroit. *Michel* étant decédé avant que tout cela pût être exécuté, le Senat mit le frère du défunt en sa place ; mais celui-ci ne fut pas si tost arrivé à Ancone, que le Gouverneur le fit mettre en prison, & ne le voulut point relâcher, qu'après qu'il eût donné caution, qu'il sortiroit de la ville, & qu'il n'y reviendrait point. Les Ministres de France, qui y avoient travaillé, & qui avoient engagé leur parole pour l'exécution de la condition, qui permettoit aux Vénitiens de nommer tel autre Consul qu'ils voudroient, furent fort scandalisés de ce procédé, tellement le Senat, pour témoigner son indignation, refusa audience au Nonce, & défendit à son Ambassadeur de la prendre du Pape, jusques à ce qu'on leur eût donné satisfaction : comme le Gouverneur fut contraint de faire. Les juges Consuls des marchands à Paris, à Lion & ailleurs, sont toute autre chose.

Comme le *Commissaire* est un *Député*, que le Prince emploie auprès de ses Sujets, ainsi peut on dire que le *Député* est un *Commissaire*, que les Sujets emploient auprès de leur Prince ; & en cette signification il n'est pas Ministre Public, ny en la protection du *Droit des Gens*, qui n'a point de lieu, où les loix civiles peuvent agir avec liberté. Le même mot a souvent une signification plus étendue, & marque un Ministre, qui n'a point d'autre qualité particulière, & alors il peut être Ministre Public, soit qu'il ait été envoyé à un Congrès, ou à quelque Prince ou République.

Le Président Jeannin, qui ne s'amuse point aux mots, mais

mais va au solide, donne cette qualité à tous les Ministres, qui se trouvoient à la Haye pour la negotiation de la Trêve, quoy qu'il ne laisse pas de la confondre avec celle d'Ambassadeur, en la personne de ceux, qui avoient le caractère representant en effet. Les Ministres de l'Archiduc, sçavoir le *Marquis Spinola*, le *President Richardot*, le *Secrétaire Mancidor*, l'*Andiencier Verreyken* & le *Commissaire General des Cordeliers*, n'avoient point de qualité. On n'avoit eu garde de leur donner celle d'Ambassadeur, parce que l'Archiduc consideroit les Estats des Provinces Unies comme des Sujets & des rebelles, & ces Seigneurs n'estoient pas de condition à passer pour des Ministres du second ordre. Cependant on ne peut nier qu'ils ne fussent Ministres Publics, & que comme tels ils ne jouïssent de la protection du *Droit des Gens*.

Le Prince Maurice de Nassau, accompagné du Comte Henry son frere, du Comte Guillaume de Nassau, Gouverneur de Frise, & de deux autres Seigneurs de la mesme Maison, & suivy d'un tresgrand nombre d'officiers, François & Anglois, les alla recevoir à une demy lieüe de la Haye, & on leur fit les mesmes honneurs que l'on auroit pû faire au caractère.

Ce n'est que depuis quelques années qu'on parle de *Deputés Extraordinaires*, comme d'une nouvelle espece de Ministres: mais elle n'est connue qu'en Hollande, & comme on leur a fait mille chicanes sur les civilités, qu'ils pretendent se faire rendre dans les Cours estrangeres, qui ne s'accoustument pas facilement à ces nouveautés, il n'y a point d'apparence, que ces Ministres y reussissent sous cette nouvelle qualité. On ne la reconnoïtra jamais dans les Cours, où les ceremonies sont réglées, & il n'y a point d'Ambassadeur, qui sçache ce qu'il se doit, qui fasse qui la moindre difference entre le *Deputé Extraordinaire* & un autre En-
voyé

voyé ou *Resident*. *Shering Rosenhan*, qui avoit esté Ministre aux Congrès de Westfalie & de Lubec, où les qualités des representants avoient esté fort bien examinées, & Ambassadeur en France, & qui estoit en l'an 1654 Ambassadeur Plenipotentiaire de Suede en Allemagne, fit bien connoistre à *Conrad van Beuninguen* & à *Epo Bootsma*, *Deputés Extraordinaires* des Provinces Unies, qu'il en avoit assés appris, pour sçavoir qu'il n'y a point de qualité publique entre l'Ambassadeur & le Ministre du second ordre. Pour dire la verité, ils ne l'ignoroient pas eux mesmes; puis qu'estant arrivés à Stade, au lieu d'attendre la premiere visite, ils envoyerent leur lettre de creance à *Rosenhan*, & luy firent la civilité qu'il leur devoit, s'ils eussent esté quelque chose de plus que Ministres du second ordre. Il leur renvoya la lettre de creance, & leur fit dire qu'il ne la pouvoit point recevoir. Que les Estats, en escrivant à la Couronne de Suede, avoient accoustumé de se servir de la langue Latine, & non de la Flamende: qu'elle estoit pleine de ratures, & indigne d'estre présentée à une personne de qualité, & qu'il ne sçavoit pas ce que signifioient ces deux caracteres *V. L.* dans une lettre, où on ne pouvoit pas refuser le tiltre d'Excellence à l'Ambassadeur d'une Teste Couronnée. Les *Deputés Extraordinaires* n'eurent pas beaucoup de peine à lever ces difficultés; mais ils en rencontrerent bien d'autres & de plus grandes, tant sur le point de leur negotiation, que touchant la maniere de leur reception.

Rosenhanne les receut qu'au milieu du vestibule, qui luy servoit aussy d'antichambre, prit la main & le pas sur eux, & estant entré dans sa chambre, il s'alla placer au lieu le plus honorable auprès d'une chaise à bras, conviant *Mrs. les Deputés* à s'asseoir sur des sieges à dos, qui estoient vis à vis, & en les reconduisant il les quitta à la porte, devant qu'ils fussent montés en carosse. Ils se trouverent tellement offensés, de ce proce-

procedé, qu'au sortir du dîner ils luy firent dire par leur Secrétaire, que pour ne point faire de prejudice à la dignité & à la grandeur de leurs Committents, ils estoient obligés de luy faire entendre, qu'ils ne se pouvoient point satisfaire de la reception, qu'on leur avoit faite le matin. Qu'ils estoient Deputés à l'assemblée des Estats Generaux, & que ceux de ce corps, lors qu'ils sont deputés, bien que ce ne soit que verbalement, pour parler aux Ambassadeurs des Très Couronnées, sont receus au sortir du carosse, & reconduits jusques à la portiere, & que cela se pratiquoit mesmes à la Haye. Qu'à plus forte raison cet honneur estoit deu à ceux, que les Estats employoient hors du pais en qualité de *Deputés Extraordinaires*, munis de lettres de creance. Que cette raison leur faisoit esperer, que son Excellence ne feroit point de difficulté de les considerer en cette qualité; à moins que son dessein fust de rompre la negociation. *Rosenhan* leur fit dire, que ce n'estoit pas son intention de leur faire prejudice, non plus qu'à leurs Committents. Qu'il sçavoit bien ce qu'il devoit aux Ambassadeurs de Messieurs les Estats; mais qu'il *n'entendoit pas ce que signifioit la qualité de Deputé Extraordinaire: qu'il croyoit devoir distinguer entre le caractère d'Ambassadeur, & la qualité de Deputé*, & que si M^{rs}. les Deputés vouloient, qu'il les traittast autrement qu'il n'avoit fait, qu'il falloit que la qualité d'Ambassadeur se trouvast en leur lettre de creance. Il leur fit dire la mesme chose par son Secrétaire, en leur faisant demander l'heure de leur commodité, pour la visite, qu'il leur vouloit rendre. Les Deputés repartirent, que ce mot de *Deputé Extraordinaire* n'estoit point nouveau: mais que les Estats des Provinces Unies en avoient envoyé au Rois du Nort, à l'Electeur de Brandebourg, au Duc de Neubourg & ailleurs, & que luy van Beuninguen, estant dans la mesme qualité en Suede, les Ambassadeurs n'avoient

point fait de difficulté de le recevoir & de le reconduire au carosse. *Rosenhan* ne leur en parla point dans sa visite, & leur dit seulement, qu'ils feroient bien de se faire donner la qualité de *Legati*. Les *Deputés* répondirent, qu'il ne dépendoit point d'eux, mais de leurs Maîtres, de leur donner la qualité qu'ils jugeoient leur estre convenable. Ils avoient raison, comme *Rosenhan*, de son costé, l'avoit de se conserver l'avantage, que son caractère luy donnoit sur les Ministres du second ordre. Il n'y a point de Prince ny d'Estat, qui puisse, sans le consentement des autres Potentats, introduire dans le commerce une qualité, que l'on ne connoit pas ailleurs, ny qui puisse prescrire aux Ambassadeurs des Couronnes, de quelle maniere ils doivent traiter les Ministres, qui n'ont pas la mesme qualité qu'eux. Si en Suede ils ont fait quelque chose au delà de ce qu'ils devoient à *van Beuninguen*, ils l'ont fait par ignorance, ou bien pour quelque considération personnelle, qui ne peut pas obliger les Ambassadeurs à suivre leur exemple. Il faut aussi remarquer necessairement sur ce que ces Messieurs disent des *Deputés*, que les Estats envoient aux Ambassadeurs qui sont à la Haye, que ceuxcy sont du corps de l'Assemblée, & qu'ils la representent lors qu'ils vont en ces commissions; au lieu que les *Deputés Extraordinaires*, qui sont envoyés hors du pais, n'en sont plus depuis qu'ils ont fait serment sur leur employ, & ils deviennent Ministres, qui ne sont plus partie de l'Estat, & n'ont point de seance dans l'Assemblée, qu'après avoir fait rapport de leur employ. A quoy on peut adjouster, que cette qualité de Deputé à l'Assemblée des Estats Generaux est d'autant moins considerable, qu'elle se trouve dans la commission & dans les lettres de creance de tous les Ambassadeurs; encore qu'il y en ait, qui n'y comparoissent, que lors qu'ils reçoivent leur commission, & qu'ils font serment devant que de partir, & pour en
faire

faire rapport à leur retour. On leur donne cette qualité comme la Republique de Venise donne à ses Ambassadeurs la qualité de Sage Grand, ou de Sage de Terre ferme.

Les Ceremonies n'ont jamais esté fort bien réglées en Pologne, & neantmoins on y a bien sceu distinguer entre l'Ambassadeur & le Ministre du second ordre, en faisant connoître qu'on ne devoit rien à la qualité de *Deputé Extraordinaire*. Jean vanden Honart, du Magistrat de Dordrecht, s'en trouvant revestu en l'an 1659, & estant arrivé auprès de Warfavië, en donna advis au Chancelier. On fit conduire son homme à une meschante petite maison, que l'on avoit destinée pour son logement, & on luy fit dire, qu'il pouvoit venir quand il voudroit; parce qu'on ne luy feroit point de civilité. Il y fit son entrée sans ceremonies, & après le compliment, que le Chancelier luy fit faire le lendemain, il alla voir le Chancelier. Il luy parla du sujet de sa commission, le pria de luy faire donner audience, & sortit d'avec luy assés satisfait; parce que le Chancelier l'avoit reçu & reconduit au carosse. Le 2 Juillet le Chancelier luy fit dire, par un de ses clerks ou commis, que le lendemain le Roy & la Reine luy donneroient audience à trois heures après midy: à quoy le *Deputé Extraordinaire* répondit, qu'il se tiendrait prest, pour y estre conduit en la maniere accoustumée. Sur le rapport, que le Commis fit de ces dernières paroles, on le renvoya, pour sçavoir de quelqu'un des domestiques de *Vanden Honart*, de quelle façon il pretendoit estre conduit; veu que la qualité que ses lettres luy donnoient, n'estoit point connue en cette Cour là. Le *Deputé* luy fit dire, que ce caractère de *Deputé Extraordinaire* n'estoit point nouveau, que M^{rs}. les Estats s'en servoient, depuis plusieurs années auprès des Rois du Nort, qui les traittoient à peu près comme les Ambassadeurs. Le lendemain le mesme commis luy vint dire, que le Chan-

celier l'envoyoit là de l'ordre du Roy , pour l'accompagner à l'audiance , & l'accompagna en effet jusques dans l'antichambre , qui estoit remplie de toutes sortes de gens ; parmy lesquels il n'y avoit personne qui luy fist la moindre civilité , sinon qu'on luy demanda s'il ne vouloit pas se reposer sur un banc , que l'on y avoit posé pour le premier venu. Après qu'il y eut attendu quelque temps , un vallet de Chambre le fit entrer au lieu de l'audiance. On en fit sortir tout le monde , pour luy donner plus de liberté de faire son compliment : après lequel le Roy luy dit , qu'il estoit bien obligé à M^{rs}. les Estats ; tant à cause de l'*Ambassade*, que M. Ysbrants y avoit faite depuis quelque temps , que de la presente *Deputation* : le Roy demeurant de bout & découvert. On ne luy fit pas plus d'honneur chez la Reine, où il fut introduit par le mesme commis , & en sortant le second Secretaire le ramena jusques au milieu de la Chambre. Le Chancelier , qui luy rendit visite le lendemain , luy dit qu'on n'avoit pû en user autrement à l'égard de sa reception , *parce que cette qualité de Deputé Extraordinaire estoit tout à fait inconnüe en cette Cour là* , où on n'en avoit veu qu'un seul , de la part du Roy de Dannemarc , à qui on n'avoit pas fait plus d'honneur , qu'à luy quoy qu'il eust avec cette qualité celle de Plenipotentiaire. *Vanden Honart* n'y put répondre autre chose , sinon que cette qualité n'estoit pas nouvelle en Hollande : mais ce n'estoit pas à la Hollande , ny aux Estats , à establir un nouveau caractere en ce commerce , & à obliger les autres Cours à acquiescer à cette nouveauté. Eux mesmes ne font point de reception aux Envoyés Extraordinaires , & ne le font conduire à la premiere audiance qu'avec deux Carosses. Neantmoins ils ordonnerent à *Vanden Honart* de n'entrer plus en conference avec les Ministres de la Cour de Pologne , si elle ne reparoit le passé. Elle le repara en quelque fa-

façon, fort peu de jours après sa premiere audience, devant que cet ordre y arrivaſt: & ce de l'advís de la Reine, qui eſtoit obligée de rectifier ſouvent ce qu'il y avoit d'irregulier en la conduite du Roy. Dés le 27 Juillet un caroffe, accompagné de deux gentilshommes & de quatre vallets de pied, vint prendre *Vanden Honart*, pour le conduire à la Cour, & lors qu'il voulut partir, pour aller à Dantſig, on luy envoya un caroffe à ſix chevaux, deux gentilshommes & quatre vallets de pied. En arrivant au chaſteau, il y rencontra le Comte de Dönhof, l'un des Chambellans du Roy, & en entrant dans la Chambre il y trouva deux chaiſes à bras de velours rouge cramoify, dans l'une desquelles le Roy ſ'afſit, & convia le *Deputé Extraordinaire* à ſ'afſeoir dans l'autre, & à ſe couvrir. La Reine le traitta de la meſme maniere: mais ils en firent trop cette ſeconde fois, & pas affés la premiere. Le Roy ne le devoit pas faire couvrir, & mepris un officier de la Cour qui auroit bien ſceu ſon meſtier, n'auroit pas conſeillé au Roy de luy preſenter une chaiſe à bras. En ces rencontres il faut avoir recours, comme je ſeray obligé de faire ſouvent, à ce que diſoit le Duc de Neubourg, que dans les Cours éloignées de celles de France & d'italie, les ceremonies ne ſont pas fort bien réglées.

En l'an 1656 *M. van Ommeren*, perſonnage d'un tres-grand merite, & d'une probité exemplaire, fut envoyé par les Eſtats en la meſme qualité aux Cantons Suiffes, pour les affaires des Vallées de Piedmont: mais lors qu'il voulut voir *M. de la Barde*, Ambaſſadeur de France en ces quartiers là, celuicy ne craignit point de luy faire dire; qu'il ne pourroit pas recevoir un *Deputé Extraordinaire* avec les meſme honneurs, qu'il feroit à un Ambaſſadeur. Celuy de France a des défenſes expreſſes de le faire, & il ne faut point douter, que les autres Rois ne ſuivent cet exemple. L'Ambaſſa-

fendeur de Savoye, qui estoit auprès des Cantons en ce temps là, n'y manqua point. Il fit dire à *Van Ommeren*, qu'il ne le pouvoit voir, qu'après qu'il auroit veu l'Ambassadeur de France : parce qu'il vouloit sçavoir de quelle façon il en seroit receu. Ils se virent pourtant en lieu tiers, où le *Deputé* pouvoit ceder à l'Ambassadeur, sans scrupule. De tous les Cantons Catholiques il n'y eut que celui d'*Uri*, qui luy fist faire civilité, mais les Protestants le receurent en corps à la porte de l'Hostel de ville : le firent entrer le premier, & luy donnerent la place d'honneur & le tiltre d'Excellence. C'est à dire ils firent tout ce qu'ils auroient pû faire au caractère representant. Je ne pense pas qu'en cette Republique là il y ait une Academie, où la jeunesse puisse aller estudier les regles de ces ceremonies, non plus qu'en Hollande ; quoy que la Haye soit tousjours remplie d'un grand nombre de Ministres, & qu'il y ait plusieurs grands personages, qui en ont fait la fonction dans les Cours estrangeres.

Le Secretaire de l'Ambassade a aussi une qualité representante. Le Ceremonial de Rome, qui sert de regle à toutes les ceremonies, le dit positivement, & y ajoute, que les Cardinaux font asseoir & couvrir ceux des Ambassades des Couronnes & de Venise, & leur font les mesmes civilités, qu'ils font aux Residents des Princes, à qui on donne le tiltre de Serenissime. Mais quand le Maistre des Ceremonies ne s'en expliqueroit pas si nettement, la qualité mesme marque assez, que le Secretaire faisant partie de la fonction de l'Ambassadeur, fait aussi partie de l'Ambassade : non comme serviteur domestique & Secretaire de l'Ambassadeur, mais comme un Ministre, qui dépend du Prince, & qui agit sous ses ordres immediatement. Il est vray qu'il les reçoit quelque fois de l'Ambassadeur ; mais il ne les reçoit point comme de son maistre, mais comme d'un Ministre,

stre, de l'organe duquel leur maître commun se sert, pour luy faire sçavoir son intention. Et de fait il y a une tres-grande difference entre *le Secrétaire de l'Ambassade & le Secrétaire de l'Ambassadeur*. L'un est officier domestique, ain-sy que je viens de dire: l'autre est Ministre de leur Prince commun, & son représentant en quelque degré. L'Ambassadeur choisit l'un: le Prince nomme l'autre. L'un est au serment & aux gages de l'Ambassadeur: l'autre est au serment & aux gages du Prince. L'un n'écrit que ce que son maître luy dicte, & l'autre advertit le Prince de tout ce qu'il juge estre du bien de son service; mesmes sans la participation de l'Ambassadeur. L'un est vallet de l'Ambassadeur; l'autre est en quelque façon son Contrôleur. Il n'y a que la Republique de Venise qui n'y fait point de distinction; parce que le Secrétaire de l'Ambassadeur l'est aussi de l'Ambassade, & se trouve present aux audiences, & à toutes les actions publiques de l'Ambassadeur. Mais il se tient de bout derriere sa chaise. En l'an 1641 arriverent à Londres deux Ambassadeurs de Portugal, qui en rendant visite au Prince Guillaume d'Orange, qui y estoit pour son mariage, y amenerent leur Secrétaire, & le firent asseoir auprès d'eux. Ce qui fut une grande incongruité en matiere de civilité, où le vallet ne doit jamais s'asseoir en la presence du maître. Le Prince auroit pû le faire asseoir, en recevant de luy quelque message de la part de ses Maîtres; mais dans une visite de ceremonies, où toutes les chaises devoient estre posées & rangées, devant que les Ambassadeurs arrivassent, on n'en pouvoit augmenter le nombre, ny changer l'ordre, sans confusion. La France n'a point de Secrétaire de l'Ambassade, sinon à Rome & à Constantinople. Elle en avoit un à Munster, & dans tous les congrés, où elle employe plusieurs Ambassadeurs, il y a un Secrétaire, qui les sert tous en general, sans ceux que chaque Ambassadeur a en son particulier.

lier. Feu M. Brasslet, après avoir fait la charge de Secrétaire sous plusieurs Ambassadeurs, eut enfin celle de l'Ambassade, qui luy servit de recompense, & il fut fait Resident lors qu'on commença à s'assembler à Munster. Il y en avoit un auprès de M. de Thou, pendant qu'il estoit Ambassadeur en Hollande; mais il n'en faisoit pas les fonctions. Il estoit prestre, & le Cardinal Mazzarin, qui l'estimoit à cause de son sçavoir, luy fit donner cet employ, avec une pension de douze cens livres, comme à un des plus grands Mathematiciens du temps. Au contraire le *Sieur Richard*, que l'on a veu à la Haye Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne, sous Don Estevan de Gamarra, faisoit avec cette fonction celle de Secrétaire de l'Ambassadeur, & il s'en falloit peu qu'il ne fît aussy celle d'Ambassadeur.

Le Secrétaire, que les Ambassadeurs laissent dans un Cour lors qu'ils en sortent, ou qui demeure après le décès de l'Ambassadeur, ne peut estre considéré comme Ministre Public, s'il n'a des lettres de creance: & s'il en a, il devient ou *Agent*, ou *Secrétaire de l'Ambassade*. Après que *M. de Foix*, Ambassadeur de France, fut mort à Rome, M. de Villeroy envoya ordre à *Arnaud Dossat*, Secrétaire du defunt, de veiller aux interets du Roy, en attendant que l'on y convoyast un successeur. On n'y en envoya point, à cause des guerres civiles, du décès de Henry III, & du peu de consideration, qu'on avoit à Rome pour Henry IV. devant son absolution, & cependant *Dossat* ne laissoit pas de faire les affaires, avec un succès admirable; mais sans qualité. Il n'en eut point mesmes lors qu'il fut compris dans la commission, que l'on donna à *du Perron*, de faire les soumissions, & de recevoir les penitences. Ils n'avoient ny l'un ny l'autre aucune des qualités, dont il est parlé en cette Section, mais ils ne laissoient pas d'estre Ministres Publics, & de jouir de la protection du *Droit des Gens*. Il n'estoient que

Pro-

Procureurs ; mais d'autant qu'ils l'estoient d'un tresgrand Roy , & pour une action fort extraordinaire & solemnelle , & qu'ils estoient eux mesmes Prelats , on ne les pouvoit pas considerer comme des particuliers. Ils avoient avec leur procuration , des lettres de creance , qui les faisoient Ministres Publics , bien que sans qualité : de sorte que j'estime , qu'on peut encore mettre cette sorte de *Procureurs* au nombre des Ministres du second ordre.

SECTION VI.

A qui on envoie des Ambassadeurs.

LE Droit de l'Ambassade estant inseparable de la Souveraineté , & ce commerce ne se faisant qu'entre des Souverains , il en faut conclurre , que le Prince , ou l'Estat qui reçoit l'Ambassadeur , doit estre Souverain aussi bien que celuy qui l'envoie. En parlant en la Section II des Princes , qui ont le Droit d'employer des Ambassadeurs , j'ay aussi marqué ceux à qui ils en envoient ; de sorte qu'il sera bien difficile de dire quelque chose de nouveau sur ce sujet en celley. Aussi ne crois je pas devoir entrer en des redites ; mais je poseray simplement , que les Souverains n'envoient point d'Ambassadeurs ny à leurs sujets , ny à ceux d'autrui , non plus qu'aux rebelles d'un Prince , dont ils veulent ménager l'amitié. Ils en envoient aux Usurpateurs , qui sont en possession , & aux Vicerois & Gouverneurs , qui ont une autorité absolüe. Il y a mesme des Souverains , à qui ils n'envoient que des Ministres du second ordre. *Charles Paschal* , qui à formé son Ambassadeur dans les Montagnes des Grisons , sur le lieu commun de *Legatus* , honnore de ce caractère toutes les personnes , qui sont employées en

I. Part. T quel-

quelque deputation que ce soit : mais comme nous ne donnons pas une si vaste estendue ny à l'Ambassadeur, ny mesmes au Ministre Public moderne, nous luy permettrons de s'égayer de son Grec & de son Latin, pendant que nous parlerons un langage, que l'on puisse entendre aujourd'hui, quand on traittera de l'Ambassadeur & de ses Fonctions. Le Roy de France a ses Ambassadeurs ordinaires à Rome, à Venise & à Turin, & aux occasions, il honnore de ses Ambassadeurs Extraordinaires le Granduc de Toscane, & les Ducs de Mantoue, de Parme & de Modène. Le Roy d'Espagne au contraire n'employe auprès des trois derniers que des Envoyés, ou des Ministres subalternes, qui y vont avec des lettres du Viceroy de Naples, ou du Gouverneur de Milan. Ny la France ny l'Espagne n'ont point d'Ambassadeur ordinaire à Gennes, quoy qu'on reçoive les Ambassadeurs de cette Republique en France: tant parce que sa Souveraineté est fort moderne, que parce qu'elle n'est pas si absolue, que la France ne la luy disputa, si elle estoit en possession du Duché de Milan, dont la ville de Gennes dépendoit autrefois. La consideration que l'on y est obligé d'avoir pour l'Espagne, tant à cause de l'intérêt des plus puissants de ses habitants, qu'à cause du voisinage de Milan & de Final, fait que la France la neglige. J'ay dit ailleurs pourquoy cellecy n'a qu'un Ministre du second ordre à Vienne, & ce n'est que depuis la paix de Munster, qu'elle y a un ordinaire, & un autre aux diètes de l'Empire, à cause de l'intérêt que l'Alsace, la Lorraine & Brisach luy font prendre aux affaires d'Allemagne. Pendant la guerre de l'Empire elle avoit un Ministre perpetuel auprès du General de l'armée Suédoise, & il n'y a point de Cour, ny d'assemblée en toute l'Allemagne, où elle n'eust ou ses Ministres, ou ses emissaires, depuis que le Cardinal de Richelieu se fut mis à la teste des affaires.

Les Ambassadeurs, qui sont envoyés à des assemblées composées de plusieurs Ministres representants, sont envoyés en effet aux Souverains, que ces Ministres representent. Ceux que l'on envoie aux diètes d'Allemagne sont employés auprès de l'Empereur, & auprès des États de l'Empire. Les *diètes des Cantons*, & l'*Assemblée des États Generaux* representent la Souveraineté de ces deux Republiques. *M. d'Avaux*, en negotiant à Hambourg avec le Commissaire Imperial, traittoit avec l'Empereur mesme, dans un lieu neutre. Jusques icy les Couronnes n'ont pas encore honoré de leurs Ambassades les Electeurs & les Princes en particulier; mais elles n'ont point fait de difficulté d'envoyer leurs Ambassadeurs aux États de l'Empire en general, & mesmes au College Electoral en corps, comme aussy aux assemblées de quelques Princes unis ou alliés ensemble. *Le Duc d'Engoulesme*, *le Comte de Bethune* & *M. de Chasteauneuf* à l'assemblée d'Ulm, *Feuquieres* à celle de Hailbron, *le Duc de Grammont* & *Hugues de Lionne* à Francfort.

Le mesme raison, qui empesche le Roy de France de recevoir les Ambassadeurs des Electeurs & des Princes d'Allemagne, l'empesche aussy de leur en envoyer: de sorte que dès que cette difficulté sera levée d'un costé, elle le sera aussy de l'autre, & on verra des Ambassadeurs dans les Cours des uns & des autres, comme aujourd'huy on n'y voit que des Ministres du second ordre. Le Roy de la Grande Bretagne, qui a receu à Londres les Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg, n'en a pas encore envoyé à Berlin, que je sçache; quand ce ne seroit, que parce qu'il ne veut point faire de démarche, qu'il ne voye faire aux Rois de France & d'Espagne. S'il l'a fait, en reconnoissant les Ministres de Brandebourg en cette qualité, c'est qu'il a cru, qu'il ne pouvoit pas pécher dans un excès de civilité: comme en envoyant des Am-

baſſadeurs, il ſembleroit qu'il fiſt une eſpece de ſoumiſſion.

Les Rois du Nort ne ſont pas ſi difficiles : mais auſſy ne ſont ils pas ſi réglés au fait des Ceremonies, & ne diſtinguent pas tousjours entre le Miniſtre du premier & celuy du ſecond ordre : entre le *geſanter* & *l'abgeſanter*, entre *l'Ambaſſadeur* & *l'Envoyé*. Ceux dont ils ſe ſervent d'ordinaire dans les Cours des Princes d'Allemagne, ne ſont pas Ambaſſadeurs, quelque qualité qu'ils ſe faſſent donner, & quelque honneur qu'on leur faſſe : ce ne ſont que des Envoyés, qui ſe devroient contenter des civilités ordinaires. En l'an 1647 *l'Electeur de Brandebourg* envoya *Conrad de Burgſtorf*, ſon Grand Chambellan & premier Miniſtre, à l'Electeur de Saxe, & aux Princes de la Maiſon de Brunsüic & Lunebourg. C'eſtoit un gentilhomme, qui avec toutes ſes autres qualités, n'avoit pas une de celles qui forment un grand Miniſtre, & j'oſe dire, qu'il ne ſçavoit pas luy meſme diſtinguer entre l'Ambaſſadeur & l'Envoyé. Il marchoit avec un train de Prince, & on luy faiſoit les meſmes honneurs, que l'on auroit pû faire à l'Electeur meſme. Lors qu'il arriva à Wolfembuttel, l'artillerie le ſalüa. Le Duc luy cedoit la place d'honneur à la table, au caroſſe & par tout ailleurs : dont je fus aſſés ſurpris en le voyant ; mais bien plus lors que je ſceus qu'on luy avoit fait les meſmes honneurs à Dresde. Mais comme dans ces Cours là on ne connoit pas les regles de cette ſorte de ceremonies, auſſy ne ſerviront elles pas d'exemple à ce qui ſe dira en la ſuitte de cet ouvrage.

Les Souverains n'envoyent leurs Ambaſſadeurs qu'à des Souverains ; mais comme ils n'ont point de commerce ny de liaiſon d'intereſt avec tous indiftinctement, ainſy n'ont ils leurs Miniſtres qu'auprès de ceux, avec qui ils ont des affaires à negotier. C'eſt pourquoy il n'y a point de Prince, qui entretienne un Miniſtre auprès du Grand Maiſtre de Malthe

Malthe, & mesmes ils n'y envoient point d'extraordinaire. Comme il est Chef d'un Ordre de Religieux, le Pape, qui le traite au reste comme il traite les Princes, à qui on ne donne point le tiltre de Serenissime, n'envoie à Malthe qu'un Commissaire. De l'autre costé les Souverains envoient quelquefois leurs Ministres en des lieux, où ils ont des interets à ménager, bien qu'il n'y ait point de Souverain qu'ils puissent considerer.

La France a eu un Resident à *Hambourg* : non pour des affaires qu'elle eust à démesler avec le Magistrat, ny aussy pour faciliter la correspondance de Suede, mais pour d'autres considerations particulieres. L'Empereur y a aussy un Resident, qui estant employé auprès des Estats du Cercle de la Basse Saxe, a choisy cette ville là comme le lieu le plus commode, & non à cause des affaires qu'il y ait à negotier, comme avec une ville Anseatique, avec laquelle l'Empereur n'a point de commerce en cette qualité.

Toutefois ces deux Residents ne laissent pas d'estre Ministres Publics ; puis qu'ils jouissent de la protection du *Droit des Gens*, & ont la liberté de l'exercice de leur Religion dans leur maison : lequel ils n'auroient point, s'ils n'avoient des lettres de creance. Le Ministre, qui y est de la part des Estats des Provinces Unies, y est comme dans une ville, qui aujourd'hui soustient presque seule le peu de reputation qui reste à la *Hanse Teutonique*, & s'il y sejourne plustost qu'à Lubec ou à Breme, c'est à cause du grand commerce, que ces Provinces ont avec elle, plustost qu'avec les autres villes, & parce qu'elle sert comme de ligne de communication avec les Roiaumes de Dannemarc & de Suede. C'est aussy la raison pourquoy ils ont un Commissaire à *Dantzig* ; quoy que cette ville, aussy bien que celle de *Hambourg*, ne soit point libre, quelques privileges qu'elle ait. Ce Commissaire est une espece de Consul, qui n'ayant point de lettres

de créance pour le Roy, ny pour le Senat de Pologne, ne peut pas estre considéré comme Ministre Public. Le Resident, que les mesmes Estats ont presentement à *Francfort* l'est aussi, comme le Resident, que le Roy de France entretient à Strasbourg l'est encore, bien qu'on puisse dire, que ces sortes de Ministres se soustiennent mieux par la consideration, qu'on a pour leurs Maistres, que par celle de leur caractère. Le *Roy d'Angleterre* a un Ministre à Hambourg, auquel il donne la qualité de Resident, quoy que ce ne soit en effet qu'un Commissaire ou un Consul; veu qu'il n'y est estably qu'à cause des marchands aventuriers Anglois, qui y font leur trafic sous le nom de la Court d'Angleterre. La *Couronne de Suede* y en avoit aussi un devant cette derniere rupture, qui y a tousiours jöüy du benefice du *Droit des Gens*, & y a esté considéré & respecté comme Ministre, nonobstant qu'il le fust dans sa patrie, & frere d'un des Bourguemaistres de la mesme ville. Ce que je me trouve obligé de remarquer, à la confusion de nos nouveaux & faux politiques, qui ont osé, de leur autorité privée, abolir ce qui a esté introduit, & inviolablement observé de tout temps, du consentement de tous les nations de la terre. La *Ville de Liege* est immediatement sujette à l'Evesque, & neantmoins le Roy de France n'a pas laissé d'y avoir souvent un Ministre, & y en a encore un presentement.

Le *Comte de Warfusé*, de la Maison de Renesse, en faisant assassiner le Bourguemaistre Ruelle, qu'il avoit fait prier à dîner, n'osa pas violer le *Droit des Gens*, en violant celuy de l'hospitalité, qui ne devoit pas estre moins sacré, quoy qu'il n'eust pas moins d'intérest de se défaire de l'Abbé de Mouson, Ministre de France, que de l'autre, & qui devoit estre de la feste, comme il fut du Festin. Le Comte fit cette action noire & perfide, pour faire plaisir aux Espagnols, qui estant en rupture avec la France, ne

con-

confideroient pas fort son Ministre ; mais le Comte en respecta le caractère, & le sauva. Charles IX Roy de France, envoya en l'an 1573 Nicolas d'Angennes de *Ramboüillet au Senat de Pologne*, pour le remercier du choix qu'il avoit fait ; à sa recommandation, du Duc d'Anjou, son frere. Mais le Senat y representa la Republique ; c'est à dire un corps, dont le Roy est bien le Chef, mais non le Souverain.

L'Ambassadeur estant donc Ministre d'un Souverain à un autre Souverain, & entre deux Princes ou Estats, qui sont Souverains en effet, ou qui en font la figure, un Prince n'est pas obligé de faire jouir de la protection du *Droit des Gens* le Ministre, qu'un autre Prince envoie à ses Sujets soulevés & rebelles, pour fomenter la revolte & la faction dans son Roiaume. Jamais il y en eut une si pernicieuse que celle des Catholique Zélés, ou ligueurs, vers la fin du regne de Henry III, Roy de France. Après son décès Henry IV avoit esté appelé à la Couronne par des loix, qui y sont inviolablement observées depuis plusieurs siecles. Philippe II, Roy d'Espagne, qui ne le pouvoit pas ignorer, qui n'avoit que faire de se meller des affaires d'autrui, & qui ne s'en mesla que pour ruiner les siennes aux Pais-bas, ne laissa pas d'avoir ses trois Ambassadeurs à Paris, le Duc de Feria, Don Diego d'Ibarra & Jean Battiste Taxis. Les habitants de Paris avoient chassé Henry III, & ne reconnoissoient point Henry IV ; comme ces Ministres Espagnols ne le reconnoissoient point non plus, mesmes après son absolution & son sacre : au contraire ils employoient tout ce que l'Espagne pouvoit fournir d'argent, de forces & d'artifices, pour confirmer les François dans la felonnie & dans la rebellion. Il ne faut point douter, que le Roy ne les pust traiter comme ennemis déclarés, parce que ces pretendus Ministres n'ayant point de lettres de creance pour luy,

luy, ny ordre de negotier avec son Conseil, il n'estoit pas obligé de les considerer comme Ambassadeurs. J'en dis autant du *Legat*, & des autres emissaires, que le Pape y avoit en ce temps-là, & qui ne rendoient pas de meilleurs offices au Roy. Nonobstant tout cela Henry leur permit de se retirer en Italie ou à Bruxelles, & mesmes après la reduction de la ville de Paris il fit faire civilité au Legat. Mais outre l'excellent naturel de ce bon & grand Prince, il avoit permis, que dans la capitulation secrete, qui fut faite avec M. de Brissac, on fist couler quelques articles, qui leur donnoient cette seureté, bien que l'on en fust convenu sans eux.

Pendant les derniers mouvements d'*Angleterre*, on y a veu des Ministres de la pluspart des Puissances Voisines; mais ceux qui y ont esté pendant la vie du Roy, n'avoient pour object que la reconciliation des Sujets avec leur Souverain, & après son decés il n'y paroissoit qu'un party, qui estoit assés puissant, pour obliger tous les voisins à rechercher son amitié. C'est une chose certaine, que l'Ambassadeur ne doit reconnoistre autre autorité dans l'Estat, où il negotie, que celle du Souverain, pour lequel il a des lettres de creance.

La Ferté-Imbault, que l'on a connu depuis sous la qualité de *Mareschal Destampes*, estant Ambassadeur en Angleterre en l'an 1642, avoit sceu que *Roe*, qui estoit de la part du Roy d'Angleterre à Ratisbone, y avoit offert de faire une alliance offensive & défensive avec la Maison d'Austriche, si l'Empereur donnoit satisfaction au Roy, son Maistre, touchant le Palatinat & la dignité Electorale, dont il fit des plaintes au Parlement par le moyen du Comte de Hollande. Le Parlement n'avoit jamais pris connoissance de cette sorte d'affaires, & ce n'estoit pas à cette assemblée, que les Ambassadeurs avoient accoustumé de s'adresser;

fer, c'est pourquoy le Roy fit escrire à *la Ferté*, par l'un de ses Secretaires d'Estat, que l'Ambassadeur, qui n'estoit pas bien informé de la negotiation, que *Roe* faisoit en Allemagne, avoit trop legerement crû & publié ce qu'il avoit oüi dire. Il luy fit demander aussy, si c'estoit de l'ordre du Roy, son Maistre, qu'il s'estoit adressé au Parlement, ou *si cette nouveauté estoit son ouvrage* : & ce qui l'avoit obligé à faire cette insulte à sa Souveraineté. *La Ferté* répondit, qu'il avoit executé le Commandement du Roy, son Maistre. Ce fut une tresgrande imprudence à ce Ministre, que de produire de cette maniere son Prince, & de le faire l'object de l'averfion du Roy de la Grande Bretagne; à qui on ne pouvoit pas faire un plus sanglant affront. Aussy escrivit il en France, que si on ne revoquoit incontinent cet Ambassadeur, il en useroit ainsy qu'il le jugeroit à propos pour son honneur, & pour le bien de son service. On le revoqua, & d'une façon qui fit bien connoistre, qu'on le jugeoit plus propre pour la guerre que pour la negotiation. Au mois de May 1665 le Roy de France fit enregistrer au Parlement une bulle du Pape, par laquelle il condamnoit ce que les Jansenistes avoient escrit contre son infallibilité. Le Nonce la fit imprimer de son autorité, & y prenoit la qualité de Nonce au Roy & au Roiaume de France. Ce qui fut trouvé si mauvais, que le Parlement decreta contre l'imprimeur, & luy faisit tout son bien. Le Parlement disoit, que si le Nonce avoit esté envoyé au Roiaume, ce seroit pour y exercer une Jurisdiction : mais qu'il n'en avoit point, & qu'il n'estoit envoyé qu'au Roy; c'este à dire au Souverain de l'Estat.

SECTION VII.

De la Naissance & de l'Estude de l'Ambassadeur.

Quelque sens qu'on donne au mot de naissance, elle acquiert un tresgrand ornement à l'Ambassadeur; si elle luy est tant soit peu avantageuse. S'il la prend dans une Maison illustre, ou dans une famille noble, elle donne un grand éclat à l'Ambassade, & si elle est accompagnée d'habitudes naturelles, qui la relevent, elles rendent l'Ambassadeur d'autant plus propre pour cet eminent employ. L'une luy sert de lustre, & l'autre luy est absolument necessaire, & luy donne l'habilité, sans laquelle il est impossible de reussir.

La providence de Dieu, qui est evidente en toute l'Oeconomie de l'Univers, est admirable en la distribution de ses graces. La plus part de ceux qui possèdent des richesses, ne sont pas capables d'en acquérir, & tout ce qu'ils peuvent faire, par le moyen de leur bien, c'est de s'élever au dessus de la condition du faquin & du crocheteur. Il y a fort peu d'hommes qui fassent honneur à la dignité, dont la naissance ou la fortune les a revestus. Au lieu de s'en servir pour se faire aimer & respecter, elle ne sert qu'à les faire mépriser & détester. Si la vertu estoit hereditaire, il n'y a point d'employ, qui ne fust deu à la Noblesse par preference; & plust à Dieu qu'elle le fust, & que les gentilshommes ne fissent pas leur principale vertu de cette bravoure, qui de tout temps se plaist à noyer dans un deluge de sang les habitants des villes & des Provinces, que le feu a destruites & desolées, qui a ensevely une infinité de chasteaux & de maisons dans leurs ruines, & qui reduit encore tous les jours tant de familles & tant de personnes, de tout age & de tout sexe,

sexe, à des miseres & à des extremités, qui feroient horreur aux nations le plus feroces & les plus barbares. La *valeur* est la premiere, ou plustost la seule vertu de ceux qu'on appelle Nobles ou Gentilshommes, & qui pretendent avoir un grand avantage sur les autres, que l'on appelle roturiers : & ce par le préjugé d'une qualité imaginaire, que quelqu'un de leurs predecesseurs a acquise à toute sa posterité, par faveur ou par merite. Leur inclination à faire la guerre ne s'acquiert point à l'Academie ny à la chasse ; mais ils y apprennent comment elle se doit faire, & en s'accoustumant à la fatigue, l'exercice qu'ils font dans l'apprentissage, leur devient divertissement lors qu'ils sçavent le mestier. Il y en a fort peu qui y joignent l'estude, & qui soyent assés heureux, pour s'appliquer à celle qui les peut faire aux affaires, & qui leur peut donner les qualités, sans lesquelles on n'est jamais ny grand ny habile homme. Ceux qui s'y appliquent, ou qui en naissant apportent au monde un naturel capable de suppléer à ce qui manque à l'acquis, peuvent reussir dans & l'une & l'autre profession : mais cela est rare, & il se trouve peu de grands Capitaines, qui soyent aussy habiles Ministres. Le *Comte de Dunois*, souché des Ducs de Longueville, dont nous avons veu manquer la posterité depuis fort peu d'années, estoit sans doute un des premiers Capitaines de son temps, & il estoit avec cela tresadroit negociateur. Il estoit fils naturel de Louïs Duc d'Orleans, qui estoit frere de Charles VI, Roy de France ; mais j'estime, que je ne fais point de tort à sa memoire, en disant, qu'il s'estoit fait plus grand qu'il ne l'estoit de naissance, & que mesmes sans cet avantage, il auroit esté un des premiers hommes de son siecle. Le *Mareschal de Biron*, le pere, estoit aussy habile que vaillant : & il n'y a point de País, qui n'ait produit de cette sorte de Heros. Ce n'est pas pourtant le fort des grands Seigneurs. Ils ne sont pas tous

grands hommes: au contraire il y en a fort peu qui le foyent, & mesme qui le voulussent estre, ou qui aimassent mieux estre honnestes gens que meschants Princes. J'oserois dire, qu'il n'y jamais eu Roy, qui ait eu des sentimens si nobles & si élevés, & qu'*Alfonse le Magnanime*, Roy d'Aragon & de Naples, n'estoit pas ce qu'il vouloit faire croire, quand il disoit, qu'il trouvoit dans les lettres des avantages, que les Couronnes ne luy pouvoient pas donner.

Le *Mareschal de Biron*, dont je viens de parler, faisoit le caractère des Princes du Sang de son temps d'une maniere, qui faisoit connoistre, que si leur naissance les faisoit confiderer, leurs autres qualités les faisoient mépriser. *Antoine Roy de Navarre* estoit un Prince extrêmement foible: les *Cardinaux de Bourbon & de Vendosme* n'estoient pas fort raisonnables. Les *Princes de Montpensier, de Rochefuryon, & de Conty, & le Comte de Soissons* estoient Princes du Sang; mais c'estoit là le tout. Il n'y avoit que *Henry Roy de Navarre, & Loüis Prince de Condé*, qui fussent veritablement plus grands hommes que grands Princes, & qui faisoient bien autant d'honneur à leur naissance qu'ils en recevoient.

Ce n'est pas que les Grands Seigneurs ne puissent estre employés à des Ambassades, & mesmes utilement; mais c'est à celles, où il faut plus paroistre que negotier. Après le decés de *Henry II. Roy de France*, on envoya au Roy d'Espagne les *Princes de Condé & de Rochefuryon*: l'un pour voir jurer l'observation du traitté de Chasteau en Cambresis, & l'autre pour y porter l'Ordre de S. Michel. *Antoine Roy de Navarre & le Cardinal de Bourbon* conduisirent la Reine d'Espagne jusques sur les frontieres. Le *Prince Daulfin* fut envoyé en Angleterre pour la recherche du mariage du Duc d'Alançon: le *Duc du Mayenne* en Espagne pour le double mariage, & le *Duc de Chevreuse* après celui d'Angleterre. Les Princes, & les personnes de la premiere qualité

lité après eux, donnent beaucoup de lustre à ces Ambassades de ceremonies, & y sont plus propres que les plus habilles negotiateurs, parce qu'ils representent plus naturellement le Souverain dans une Ambassade d'obedience, à un mariage, à un battefme, ou à un enterrement, où il y a quelque chose de plus éclatant & de moins solide, que dans la negotiation. Le *Duc de Longueville* fut employé à celle de Munster, non parce qu'il avoit plus de capacité que d'Avaux & Servien; mais parce qu'on estoit convenu avec l'Espagne, qu'on donneroit un illustre Chef à une si illustre Ambassade. Il avoit de bons seconds: & c'est ainfty qu'on a accoustumé d'en user lors que l'on met des Princes à la teste d'une negotiation. Louïs XI, en envoyant le *Comte d'Eu, Prince du Sang*, à Philippe Duc de Bourgogne, y joignit le Chancelier Morvillers & l'Archevesque de Narbonne, & au *Seigneur de Cran*, qui estoit homme d'espée, le Chancelier Doriolle. Philippe de son costé fit accompagner le *Seigneur de Crequy* de l'Evesque de Tournay, & Charles luy envoya son Chancelier *Hugonet* avec le *Seigneur d'Imbercourt*. Henry II, pour faire negotier le traitté, qui fut conclu à Vaucelles en l'an 1556, y employa Sebastien de l'Aubépine, Maistre des Requestes, avec l'*Admiral de Coligny*, comme Charles V & Philippe son fils, y envoyerent avec *Charles, Comte de Lalain*, Simon Renard, Charles Tisnaque, Philippe de Bruxelles & Jean Battiste Scicchi, Jurisconsulte. Henry III, en envoyant en l'an 1581 le *Prince Daulfin* Ambassadeur en Angleterre, le fit accompagner de plusieurs personnes de qualité, & entre autres de *Pinart*, Secetaire d'Estat, & de quelques autres Messieurs de robe, pour luy servir de Conseil. Ils avoient à negotier une des plus difficiles affaires qui puissent exercer l'esprit & l'industrie d'un Ambassadeur: le mariage de la Reine Elisabeth.

Il n'est pas nécessaire d'alleguer des exemples, après ce que l'on a veu à Munster; si ce n'est qu'on vueille dire, que celuy qui se trouve presentement à Nimegue à la teste de l'Ambassade de France, vaut bien un homme de robbe.

Le *Duc de Longueville* avoit plusieurs bonnes qualités; mais elles estoient plus propres pour l'Altesse que pour l'Excellence. En l'an 1647 *Servien* estant allé à la Haye, où il conclut je ne sçay quel traité de garantie, & d'Avaux estant obligé de faire quelque sejour à Osnabrug, pour l'ajustement de l'affaire de Pomeranie entre les Suedois & l'Electeur de Brandebourg, le Duc, qui estoit demeuré seul à Munster, voulut negotier en grand Seigneur, & n'estant plus sous la ferule de ses pedagogues, il fit des avances si grandes, que le Cardinal Mazzarin commença à en apprehender la fuitte. *Servien*, qui sçavoit seul l'intention du Premier Ministre, disoit que le Duc alloit tout gaster: que d'Avaux perdoit inutilement le temps à Osnabrug, pendant que sa presence estoit si nécessaire à Munster, où l'on avoit besoin d'un homme, qui en discutant les droits & les pretensions des Couronnes, sceust la propriété & la force des mots, & qui eust l'adresse de se servir de ces subtilités de grammaire, que les Princes & les Grands Seigneurs ne connoissent point, s'ils ne les apprennent de leurs Secretaires. Qu'il falloit considerer aussy, qu'une seule personne n'estoit pas bien propre pour une affaire de cette nature; principalement si la naissance l'exemtoit en quelque façon de cette obeissance soumise & aveugle, que les subalternes ont pour leurs superieurs. Et de fait lors que le *Nonce Scotti* & *Ange Cornaro*, Ambassadeur de Venise, presserent, en l'an 1639, le Roy de nommer des Plenipotentiaires pour le Congrès, qui se devoit tenir à Cologne, & qui fut depuis transferé à Munster, le Roy leur dit, que *Charnacé* & *Fenquieres*, qui avoient esté destinés à cet employ, estant de-

cedés,

cedés, il n'y avoit gueres de Seigneurs dans son Roiaume, à qui il le püst donner. *Que la plupart de ceux qui portent l'espée, suivent leur caprice plutost que les ordres qu'on leur donne*, & qu'il estoit fort resolu de ne le plus souffrir; mais bien de laver les fautes de ses Ambassadeurs dans leur propre sang; & ainſy qu'il luy falloit du temps, pour faire choix des personnes, qui euſſent les qualités neceſſaires pour cela.

Si ces raisons empeſchent les Rois & les Souverains de mettre leurs affaires entre les mains de perſonnages, qui n'ont pas aſſés d'habilité, ou aſſés d'obeiſſance pour reüſſir dans la negotiation, il y en a d'autres, qui les obligent à les employer en des occasions, où ils ne haſardent rien, où ils font plus d'honneur au maiſtre, que ne ſçauroit faire un homme de condition mediocre, & meſmes où un grand Roy ne ſe peut diſpenſer de ſe ſervir d'un grand Seigneur. Les Rois de France, d'Eſpagne, de Pologne &c. en faiſant faire l'obediſſance au Pape, en donnant la commiſſion à des Ducs & Pairs, Grands d'Eſpagne, & à des Seigneurs de la premiere dignité de leurs Roiaumes; mais pour faire voir, que ce n'eſt que pour faire figure, ils ont un Orateur à gages, qui fait la harangue pour l'Ambaſſadeur, & en ſa preſence.

Bien que les grands Seigneurs ſoyent incommodés, & peu propres pour les Ambaſſades, il n'y a pas moins d'incommodité à employer des gens ſans naiſſance, pour repreſenter un Souverain dans une Cour eſtrangere. Comme un barbouilleur ne peut pas faire un excellent pourtrait, ny bien copier un grand original, ainſy un homme de baſſe condition ne peut pas bien faire la figure d'un grand Prince; ſi ce n'eſt ſur le theatre, & pour divertir le peuple. C'eſt ce qui ne reçoit ny contradiction ny exception à l'égard du caractère, qui ne doit point eſtre proſtitué: & je voudrois meſmes qu'on euſt la meſme conſideration pour les Miniſtres du ſecond ordre.

Louïs

Loüis XI mettoit toutes sortes de gens en œuvre : mais outre que l'intérêt estoit le seul object de toutes ses actions, il ne faut pas croire qu'*Olivier Daim*, son barbier & son valet de chambre, fust Ambassadeur, en la signification qu'on donne aujourd'hui au caractère. En ce temps là on faisoit honneur à l'entrée & à l'audiance des Ambassadeurs ; mais on n'en fit point du tout à *Olivier*. Au contraire il arriva à Gand sans ceremonies : il y demeura quelque temps, pour faire ses intrigues, & il ne parla à la Princesse, que lors qu'on l'obligea à paroître & à parler. L'intention de Loüis estoit de s'en servir pour faire soulever les Gantois ; en quoy il reussit si mal, aussy bien qu'en tout le reste de son Ambassade, qu'il eut de la peine à se sauver des mains des habitants. *Philippe de Comines*, en donnant la qualité d'Ambassadeur au Marchand, que *Galeas Sforce*, Duc de Milan, envoya Loüis XI, parle le jargon de ce temps là. Ce prétendu Ambassadeur estant arrivé sans bruit à Lion, où la Cour estoit, le Roy le renvoya à *Comines*, qui ayant sceu, que le Marchand avoit ordre de faire la paix du Duc, qui avoit quitté l'alliance du Roy, son beaufrere, pour s'allier avec le Duc de Bourgogne, & qu'il avoit cent mille escus d'or à luy offrir, en fit son rapport, & fit donner audience à l'Ambassadeur. Le Roy ne voulut point de son argent, receut la satisfaction que le Duc luy fit faire, consentit à la reconciliation, & permit qu'elle fust conclue & publiée dans le mesme jour. Il luy dit, qu'il avoit trois fois plus de revenu que le Duc, qu'il n'avoit que faire de son argent, & que si sa repentance estoit sincere, il vouloit bien estre son amy, comme il avoit esté auparavant.

Le mesme Roy, qui se servoit de toutes sortes de personnes indistinctement, fit bien connoître, qu'il sçavoit distinguer entre celles qu'on luy envoyoit, lors de la *deputation*, que les *Estats des Pais-bas* luy firent après la mort de Char-

Charles, dernier Duc de Bourgogne. Les habitants de Gant s'estoient saisis de la Princesse Marie sa fille, & pre-tendoient se faire donner toute la direction des affaires, conjointement avec les Estats de Flandre & des Provinces voisines. Les Deputés s'estoient fait donner des lettres de creance, & croyoient se rendre fort agréables, en proposant à Louïs le mariage du Daulfin avec cette Princesse. En présentant leurs lettres, ils parlerent avec beaucoup de presomtion de l'autorité qu'ils avoient dans le païs, de la part qu'ils avoient aux affaires, & de la déference que la Princesse avoit pour les Conseils des Estats. Le Roy, pour se moquer d'eux, ou plustost pour leur faire voir, que la Princesse mesme s'en moquoit, leur mit entre les mains une lettre, où Marie disoit, qu'elle avoit confié toute la direction de ses affaires à *Marguerite*, Doüïeriere de Bourgogne, sa belle mere, à Adolfe de Cleves, Seigneur de Ravestein, son proche parent, au Chancelier Hugonet & au Seigneur d'Imbercourt, dont les deux derniers estoient auprès du Roy, avec des lettres de creance de la Princesse. *Comines* y adjouste, que l'intention de Louïs estoit de broüiller les Flamens avec les Bourguignons; afin de pouvoir profiter de leurs divisions; & que considerant que ceux qui négotioient avec luy n'estoient que des bestes, & n'avoient leur correspondance qu'avec la canaille & avec la lie du peuple, il les voulut mettre hors de contenance & de replique; c'est pourquoy il leur monstra la lettre, qui détrui-soit tout ce qu'ils avoient dit de leur credit & de leur pouvoir.

Encore qu'il ne soit pas absolument necessaire, que l'Ambassadeur ait de la naissance, il faut pourtant qu'il n'y ait rien de bas; si ce n'est qu'il y ait quelque chose qui repare ce defaut, & qui supplée à ce qui manque d'ordinaire à l'education de ceux qui n'ont pas cet avantage; en sorte que le Prince puisse donner au merite ce qu'il ne donne-

roit pas à la naissance. Celle du *Cardinal Dossat* estoit si obscure, que l'on n'a jamais connu ses parents; mais cette bassesse estoit relevée par des qualités si eminentes, que le Roy Henry le Grand, qui se connoissoit en hommes, après l'avoir employé dans ses plus importantes affaires à Rome & ailleurs, obtint pour luy la premiere dignité Ecclesiastique après la Papale. Il n'avoit point fait de mestier ny de profession qu'on luy püst reprocher : au contraire il acheva ses estudes, & ne les quitta que pour s'appliquer aux affaires, dans la Maison de Paul de Foix, Archevesque de Tolouse, & Ambassadeur de France à Rome, & en suite sous les Cardinaux d'Este & de Joyeuse.

Pierre Paul Rubens ne faisoit point de honte au Roy d'Espagne, ny par la consideration de sa naissance ny par celle de sa profession. L'une n'estoit ny vile ny abjecte, & l'autre ne servoit qu'à représenter sur de la toile, bien plus naturellement que sur le papier, la connoissance qu'il avoit des belles lettres, & à exprimer ses riches pensées bien plus heureusement, qu'il n'auroit pû faire dans un livre. C'est pourquoy je n'ay garde de le mettre au nombre de ceux que la naissance pourroit exclurre de cette sorte d'emplois. *Ragazzoni*, que la Republique de Venise envoya à Constantinople, estoit marchand, mais il estoit du corps de ces Cittadins, où le Senat a accoustumé de prendre ses Ministres, & ceux qu'il employe hors du pais en qualité de Residents ou d'Envoyés; quoy que d'ordinaire les marchands n'y soyent pas fort propres. Les *Florentins*, craignant que l'entreveüe, qui se devoit faire à Boulogne du Pape Clement VII & de l'Empereur Charles V, ne se fist aux dépens de leur liberté, parce que l'Empereur avoit promis au Pape, de luy prester ses armes pour la reduction de la ville, y envoyerent Louïs Soderin, André Nicolini & Robert Bonzy, à qui la Republique donna la qualité
d'Am-

d'Ambassadeurs. Le Pape les receut fort mal, & les traitta avec d'autant plus de mépris, qu'il disoit, que *la Republique, au lieu de Senateurs, luy envoyoit des marchands*, & non pas mesme des plus considerables. Ces Ambassadeurs, pour faire voir qu'ils estoient marchands en effet, avoient caché parmy leur bagage une grande quantité de fil d'or & d'argent, à dessein de frauder les droits de la douane; afin de pouvoir debiter leurs marchandises à d'autant meilleur marché; mais ayant esté découverts par les commis, on en divertit le Pape & l'Empereur, qui les renvoyerent sans réponse. Nous avons veu de nostre temps *Michel Particelli d'Emery* devenir de Marchand de Lion, Ambassadeur de France auprès du Duc de Savoye, & en suite Surintendant des Finances: & l'Une des Couronnes du Nort s'est depuis quelques années servie à la Haye d'un Ministre, qui avoit esté tapissier: mais ces deux ne laisserent pas de reüssir dans une profession si éloignée de leur premier mestier. L'histoire de France parle fort de *Jaques Coeur*, que Charles VII fit seul tresorier de son épargne. Il estoit marchand, mais de la façon que les Fuggres l'estoient à Augsbourg, les Wertmüllers & Vidmans à Venise, & que plusieurs des meilleures familles le sont à Gennes. Le Roy l'employa à des Ambassades de tresgrande importance, & entre autres à celle de Rome, où il alla avec Tanneguy du Chastel, & travailla heureusement à lever le schisme entre les Papes Felix & Nicolas, dont l'Eglise estoit fort incommodée. Ny *Jaques Coeur* ny *d'Emery* n'estoient plus marchands lors qu'ils estoient Ambassadeurs, & je ne pense pas qu'il se trouve un seul exemple, où ces deux qualités se soyent rencontrées dans le mesme temps en une mesme personne. Celuy du Duc de Milan ne l'estoit que dans une signification fort ample.

Le feu Roy d'Angleterre fit son Resident en France un

nommé *Auger*, François de naissance, & de profession joueur de Luth; c'est à dire d'un mestier fort approchant de celuy de Comedien: bien que ce Ministre n'eust point de merite extraordinaire, qui le pust recommander. Aussi fut il le premier, qui fit connoistre ce qu'on se doit promettre de cette sorte de gens, qui n'ont point d'honneur à ménager, ny de bien à perdre. Ce mal heureux quitta le service du Roy, & servit le Parlement contre son bienfaiteur.

Je ne sçais, si *les gens de lettres* y sont plus propres que les marchands: mais je ne crains point de dire, que l'Ambassadeur ne se forme pas mieux au College que dans la boutique. Si on devient lasche & interessé dans l'une, on devient grossier & opiniastre dans l'autre, & l'on n'y apprend rien de ce que l'Ambassadeur doit sçavoir. En parlant des gens des lettres, j'entens ceux, qui ont contracté une trop grande habitude avec les livres, qui ont une trop forte liaison avec les prejugez des Docteurs, & qui ont plus de lecture que de bon sens: & pour dire en un mot, qui sont pedants de profession, ou qui en ont les sentiments. Devant que l'Europe vist renaistre chez elle la connoissance des langues mortes, pendant que l'ignorance avoit couvert la face de la terre, on n'employoit le plus souvent aux Ambassades que des gens d'Eglise, ou de robbe: ou du moins il s'en faisoit rarement, où l'on ne meslast quelques uns de ceux qu'on appelloit *Clercs*; parce qu'il n'y avoit que les cloistres, où on apprenoit le Latin, & il n'y avoit que ceux qui en sortoient, qui le sceussent. C'est à quoy il faut rapporter la coustume, qui subsiste encore à Rome, où les Ambassadeurs d'obedience ont leurs Orateurs à gages, qui font les harangues Latines pour eux. Il y a des Ambassadeurs qui les amenant avec eux, mais il y a aussi des Couronnes, qui donnent pour cela une pension à quelque illustre personnage, qui fait profession de haranguer au Consistoire, & de

de faire l'éloge des Ambassadeurs & des Cardinaux après leur décès. Marc Antoine Muret, qui parloit & escrivoit si elegamment en Latin, ne subsistoit presque que des appointements, que la France luy donnoit en cette consideration. Un Ambassadeur, qui sçauroit autant de Latin que Muret, s'en devroit cacher; de peur de donner dans le pedantisme, qui est un des plus dangereux escueils, où sa reputation puisse faire naufrage. *Dossat* estoit Docte, & le *President Jeannin* estoit homme de lettres; mais il ne se trouve pas un seul mot de Latin en toutes leurs dépesches, qui ne sont remplies que d'avis importants, de raisonnemens forts & judicieux, & d'une suite d'affaires, qui marquent qu'ils sçavoient quelque chose de plus que ce qu'ils avoient appris à l'escole. *Walsingham* avoit de l'estude, & le fait bien connoître dans ses lettres, quoy qu'il n'y mesle point de Latin, comme *Thomas Smith*, qui fut employé avec luy à la Cour de France. *Charles Paschal*, qui a formé l'idée de l'Ambassadeur dans son livre, ne le representoit pas fort bien en son Ambassade auprès des Grisons. Quand mesmes *Philippe Canaye*, Seigneur de Fresne, Ambassadeur de France à Venise, n'en parleroit pas comme il fait, & son Ambassadeur & son Ambassade, qu'il a bien voulu donner au Public, doivent faire juger, qu'il sçavoit force Grec & Latin, mais que c'estoit un Ministre fort mediocre. *Le Cardinal Bessarion* estoit fort propre à remplir une chaire de professeur, pour enseigner la langue Grecque, comme il fut un de ceux qui en réveillèrent la premiere connoissance dans les parties les plus Occidentales de l'Europe au quinziesme siecle; mais lors qu'on le fit entrer dans une autre profession, & qu'on le revestit de la qualité de *Legat*, pour negotier avec les premiers Princes de la Chrestienté, il découvrit son ignorance, & fit voir qu'il n'en sçavoit pas les premiers principes, en allant voir

le Duc de Bourgogne devant que de visiter le Roy de France.

Loüis XI la luy reprocha par une raillerie fort piquante, & ne voulant point negotier avec un Ministre, qui ne faisoit point de distinction entre les deux Princes, il le renvoya au Pape, qui reconnut trop tard la faute qu'il avoit faite, en faisant choix d'un Ministre impertinent & ridicule. *Jean Lascharis*, que Loüis XII envoya en Ambassade à Venise en l'an 1503, ne l'estoit gueres moins. Il estoit fort d'une Maison, qui avoit autrefois donné de Grands Princes à l'Empire de Constantinople, & il estoit fort sçavant; mais il n'avoit point de connoissance du tout des affaires du Monde. Il avoit avec cela une trespetite mine, accompagnée d'une maniere de vivre si basse & si sordide, qu'il sembloit, qu'au lieu de paroistre en Ambassadeur, & de faire honneur au Roy son Maistre, il affectast d'imiter la fausse modestie de ceux, qui se donnant entierement à la Philosophie contemplative, font profession d'une pauvreté étudiée, & tiennent un peu du Cynique. Sa commission estoit d'autant plus difficile, qu'il avoit ordre d'emprunter de l'argent, & de faire une alliance, dans un temps, où les inclinations du Senat n'estoient point du tout Françoises, parce que les affaires du Roy n'estoient pas dans un fort bon estat en Italie. *Laurens Suarez de Figueroa*, Ambassadeur de Ferdinand le Catholique, qui ne manquoit point de profiter du mécontentement de la Republique, laquelle ne pouvoit souffrir, que le Roy luy envoyast un pedant au lieu d'un Ambassadeur, dit en plein Senat: qu'on devoit juger de quelle maniere le Roy de France la traitteroit, si après la conquête qu'il pretendoit faire du Roiaume de Naples, il se voyoit au dessus de ses affaires, & qu'il pust tyranniser l'Italie à son aise; puis que dans ses incommodités & necessités il méprisoit le

Senat

Senat à un point, que *de luy envoyer un Philosophe Grec, fraichement sorty du College.*

Je ne parlerois pas icy du plus sçavant & du plus grand homme de ce País, & de nostre temps, si je ne m'y trouvois obligé par les Remarques, qu'on a voulu faire à Bruxelles sur ce que j'en ay dit dans mes memoires. Je ne doute point, que l'on ne comprenne bien, que c'est de *Hugues de Groot* que je veux parler. J'admire, avec le reste du monde, l'esprit, la probité & les ouvrages de ce grand personnage: & avec cela j'ay des raisons particulieres, qui me donnent de la veneration pour sa memoire; c'est pourquoy je n'avois garde rien dire qui pust faire tort à cette haute reputation. Tellement le Remarqueur se seroit bien dispensé de me reprocher ce que j'ay escrit de l'application, qu'il avoit à l'estude. Je sçais bien, qu'un homme comme luy, ne pouvoit prendre un divertissement plus honneste ny plus solide; mais je souhaittois, avec ses amis, qu'il n'en eust point fait son occupation, dans un poste qui demandoit un homme tout entier. Aussi, bien loin d'exclurre tous les sçavants de cette sorte d'emplois, je voudrois que tous ceux qui y entrent le fussent; pourveu qu'avec leur sçavoir ils eussent aussi toutes les autres qualités necessaires. *Guillaume Budé* sçavoit autant de Grec que le Cardinal Bessarion & Lascaris, & le sçavoit mieux. Il avoit mesmes rampé dans la poudre du College; mais le Roy François I l'en tira, le fit entrer dans son Conseil, & l'envoya depuis Ambassadeur au Pape Leon X, qui estant celuy, à qui l'Europe est en partie obligée de la restitution des bonnes lettres, le receut comme un homme qui n'estoit pas si sçavant qu'il estoit habille. *Jean Jovian Pontan* avoit un sçavoir poly, qui ne tenoit rien du *pedant*, & il sçavoit bien d'autres choses, que celles qui se trouvent dans ses livres. Il estoit Secretaire d'Estat & Ministre de Ferdinand d'Arragon, fils naturel & Succes-

seur

seur d'Alfonse le Magnanime au Roiaume de Naples, qui sçavoit regner, encore qu'il rendist son regne detestable par ses cruautés & par ses tyrannies. Ce Prince l'employa auprès du Pape Alexandre VI, qui estoit une autre espece de monstre; mais qui ne laissoit pas de faire estat des sçavants, quand ils estoient habiles, & qui luy donna son estime; pas tant à cause de son sçavoir, que parce qu'il le consideroit comme un des plus adroits negotiateurs de son temps. Qualité qu'il avoit acquise à la Cour, & dans les affaires: non au College, ny dans les livres.

Je veux bien que l'Ambassadeur ait de l'estude, parce qu'elle supplée à ce qui manque quelquefois au naturel; mais je ne voudrois pas qu'il s'y attachast: tant parce que l'on contracte dans la lecture une habitude, qui est directement contraire à l'activité continuelle de l'Ambassadeur, que parce que dans l'escole on s'accoustume à une certaine humeur contredisante, qui est incompatible avec le caractère d'honneste homme. Ceux qui n'estudient que pour tascher de le devenir, & pour faire servir les lettres à leur profession, ont un tresgrand avantage; quoy que le bon sens vienne tousiours au secours de ceux qui n'ont point d'estude.

Celle des bonnes lettres doit servir de fondement à toute la science de l'Ambassadeur. On y apprend la veritable morale: non seulement dans les auteurs, qui font profession de Philosophie, mais aussy dans ceux, qui l'enseignent avec plus d'efficace, que ne font ceux qui la reduisent en regles & en preceptes. Il n'y a point de Philosophe qui l'enseigne plus agréablement qu'Horace, ny qui en se jouiant, die mieux.

*Quid sit pulchrum, quid turpe, quid utile, quid non,
Plenius & melius Chrysippo & Crantore.*

Pourveu qu'on ne donne point dans la Critique, ny dans le Pedantisme, on y trouve les principes de l'honnesteté, qui doit

doit estre la premiere qualité de l'Ambassadeur. La jurisprudence, fondée sur la *connoissance de l'Histoire du Droit Romain*, est une piece admirable pour un Ministre : mais il y a fort peu de gens qui s'y appliquent, parce que mesmes la pluspart des Docteurs qui l'enseignent, ne l'entendent pas, ou s'ils l'entendent, ils ne se veulent pas donner la peine de l'apprendre à leurs disciples : qui de leur costé se contentent d'en prendre une bien legere teinture ; afin de ne point perdre le temps, qu'ils croyent pouvoir employer plus utilement à estudier la chicane. Il n'y a que la parfaite connoissance de l'Estat de l'ancienne Rome, & des occasions, qui ont fait publier les Loix, qui puisse faire juger de l'intention des Legislatteurs, aussy bien que des raisons, sur lesquelles tant de grands hommes ont fondé les advis, qui composent les Digestes ou Pandectes, comme les Constitutions & les Edits des Empereurs font ce qu'on appelle le Code & les Authentiques. J'y adjousté, qu'un Ministre employé, comme ordinaire, à la Cour de Rome, ne doit pas ignorer le *Droit Canon* ; veu qu'il n'a pas tousjours des affaires d'Estat à negotier, & que presque toutes les autres ne regardent que l'expedition des benefices, & les differents qu'on peut avoir avec les expeditionnaires, pour les droits des Officiers de cette Cour là, qui se reglent tous par les Decrets, Decretales & autres Constitutions particulieres, qui font proprement le Droit des Papes & des Papalins.

Mais la principale estude de ceux, qui pretendent se faire employer aux Ambassades, doit estre *l'Histoire*. Je comprends sous ce nom tout ce qui en dépend, & qui y peut servir, comme les Memoires, les Instructions & les Negotiations, & particulierement les Traittés, qui en font une des plus essentielles & de plus principales parties. On peut dire de *l'Histoire*, qu'il n'y en a point de si meschante, où il n'y

ait quelque chose dont on puisse profiter. Mais outre qu'on se fait tort, aussi bien qu'au public, en perdant le temps mal à propos, il n'y a rien de si tuant, que de feuilleter un gros volume, pour y rencontrer peutestre un seul endroit raisonnable. C'est pourquoy un des premiers soins de celuy qui voudra entreprendre de former un Ambassadeur, doit estre de luy faire connoistre les Historiens, dont la lecture luy puisse estre utile & necessaire. Il aura, sans doute, appris les noms des anciens au College, & il s'en fera servy pour former son style. C'est à quoy ils servent en cet age, & à remplir & charger la memoire des jeunes gens, en attendant qu'ils forment le jugement, lors qu'on n'entend pas seulement le Grec & le Latin, mais lors qu'on peut penetrer les sentimens des auteurs, & qu'on peut raisonner avec eux. Tous les anciens Historiens sont connus, & on peut dire, que tous ceux, dont les livres se sont conservés jusques icy, sont bons, quoy qu'ils ne soyent pas tous également propres à contribuer pour la perfection de l'Ambassadeur. *Thucydide, Xenophon & Polybe* parmy les Grecs : *Tite Live, Jules Cesar, Saluste, Vellejus Paterculus & Tacite* parmy les Romains, doivent estre leus & estudiés. Ceux qui ont escrit depuis, dans le declin, ou plustost dans la decadence de l'Empire Romain, ne peuvent estre mis en paralelle avec les autres : & à peine plusieurs Siecles, depuis l'invasion des Gots, des Vandales & des autres nations Barbares, jusques au quinzième & seizième, en ont produit un ou deux, qui puissent estre mis au nombre des mediocres. *Lipse* recommande fort *Lambert d'Aschaffenbourg*, & parle avec avantage de *Saxo Grammaticus* : mais tout ce qu'on peut dire du dernier, est qu'il y a de quoy s'estonner, qu'il ait escrit d'un style si peu barbare, dans un temps où tout le monde l'estoit. Depuis que l'on a commencé à imiter la politesse & l'élégance des anciens, avec plus de succès que leur

leur sculpture, il n'y a presque point de país, qui n'ait donné quelque excellente production sur cette matiere. Que nos Politiques donnent la premiere reputation à *Tacite*, s'ils veulent; mais j'ose dire, que si on en veut juger equitablement, *Philippe de Comines*, *Seigneur d'Argenton*, ne luy cede en quoy que ce soit : estant sans comparaison plus fidelle & plus judicieux en ce qu'il escrit des maistres qu'il a servis, & des actions aussy bien que des negotiations, où il a eu bonne part, & dont il a pû avoir une tresparfaite connoissance. Il n'y a point de livre, où il y ait tant à profiter, pour les Princes & pour les Ministres, que dans *les Memoires de Comines*. Son desintereffement paroist par tout : il fait Justice à tout le monde, & il n'y a point d'accident remarquable, dont il ne rapporte la premiere cause à la providence de celuy, qui tient le cœur des Rois en sa main, qui est le Dieu des batailles, & qui dispose seul des Couronnes & des Monarchies.

L'Histoire de Florence de Nicolas Macchiavel est un ouvrage achevé, & presque inimitable : celle de *Gennes de Hubert Foglietta* : *l'histoire d'Escoffe de George Buchanan* : celle de *l'Estat de la Religion en Allemagne de Sleidan* : *l'histoire du Concile de Trente de Frà Paolo*, & celles de *Hugues de Groot* & de *Everard de Reyd* des Païs-bas, sont des pieces admirables en leur espece. *Don Carlos Coloma* a escrit avec beaucoup de fidelité & de jugement ce qui s'est passé dans les mesmes Païs-bas depuis l'an 1588 jusques en 1600. Ce que *Pompeo Justiniani* en a escrit est fort bon, encore que ces deux Illustres personnes ne parlent presque que des affaires de leur mestier. *Paul Paruta* & *Battiste Nani*, tous deux Procurateurs de S^t. Marc, font voir qu'ils ont esté aussy capables d'escire l'histoire de leur patrie, que de la servir dans les plus importantes conjonctures. Ils seroient sans doute du premier rang, sans les frequentes harangues, dont pas une n'estant

veritable, elles ne peuvent avoir esté faites qu'à plaisir, pour establis des pieces d'une fausse eloquence, qui ne devroient point avoir place dans l'histoire: & sans l'indulgence qu'ils ont pour leur Republique. *Hierôme Connestaggio & Pierre Jean Capriata* sont de tresbons Historiens, & approchent fort de la bonne maniere d'escrire, qui recommande les deux derniers Tomes de *Hieronymo Zurita*: bien qu'ils ne soyent si longs, ny si sujets à des redites, comme le dernier. L'histoire du *President de Thou* est fort bien escrete; aussy bien que celle de *François de Mezeray*, qui passeroit tout ce que la France a eu d'Historiens, s'il nous en vouloit donner la fuitte, & prester à la memoire de Henry IV & de Louïs XIII la mesme plume, qu'il a si heureusement employée pour leurs predecesseurs. La vie de Henry IV de l'Evesque de Rhodéz, depuis Archevesque de Paris, est un ouvrage excellent. Celle de Henry VII Roy d'Angleterre, escrete par *Bacon*, passe pour une piece assés judicieuse, & j'en pourrois dire autant de celle de Henry VIII, si *Herbert* n'eust pas trop flatté la memoire d'un Prince, qui avoit de grandes qualités, mais bien plus de meschantes que de bonnes. *Benjamin Priolo*, qui a escrit l'histoire de la Minorité de Louïs XIV, en copiant Tacite en plusieurs endroits, & en imitant ce que celui-cy a de mauvais en d'autres, n'a pas acquis une si grande reputation que *l'Abbé Vittorio Siri*, qui sous le tiltre de *Mercure*, a obligé le Public de plusieurs volumes des plus beaux memoires que l'on ait jamais veus. L'histoire, ou le recit des affaires d'Estat & de guerre, qui a esté escrete en Hollande en quatorze ou quinze volumes, contient plusieurs traittés, resolutions & autres pieces authentiques; de sorte qu'elle peut servir comme d'Inventaire à ceux qui n'ont point d'accés aux archives de l'Estat: mais ce que l'auteur y a adjousté du sien ne vaut pas la gazette, de quelque façon qu'on le puisse pren-

prendre. Il n'a point de style, son langage est tout a fait barbare, & ce n'est qu'un chaos que tout le composé de son ouvrage. Cela luy est commun avec la pluspart de ceux qui en ce pais se mélangent d'écrire l'histoire, sans ordre & sans permission, & presque tousjours sans jugement & sans verité.

Pour les negotiations, on les peut lire toutes; mais il y en a que l'Ambassadeur ne doit jamais perdre de veüe, ny devant ny pendant l'Ambassade. Celles du *Cardinal Dossat* & du *President Jeannin* sont seules capables de l'instruire, & d'en faire un Ministre accomply. *François Walsingham* l'estoit, & a laissé dans ses dépesches l'Idée d'un Ambassadeur digne de la Reine qu'il servoit, & du Premier Ministre sous lequel il agissoit. J'ose dire qu'il n'y a pas une seule lettre dans les deux premieres, où il n'y ait quelque chose, dont le plus habille Ministre ne puisse faire son profit. Je voudrois en pouvoir dire autant de la negotiation du *Cardinal du Perron*, & que *Dossat* n'eust pas eu tant de modestie, quand il escrit à M. de Villeroy, qu'il avoit beaucoup appris de l'autre, non seulement pour la pieté, mais aussy pour les affaires d'Estat. Pour dire la verité, ce n'estoit qu'un Fanfaron, qui se moquoit de Dieu, & qui n'avoit pas une connoissance solide des affaires du monde. Je joins aux negotiations les traittés, qui instruisent merveilleusement: parce que l'Ambassadeur y apprend non seulement le veritable estat des affaires, mais aussy les interets des Princes: & s'il a tant soit peu de genie, il y découvrira aussy celuy des parties, & formera la dessus les seuretés & les precautions, qu'il faut prendre en negotiant. On a encore quelques relations de l'Estat des Cours, où les Ambassadeurs ont negocié, dont il sera parlé en la 16 Section du 2 livre; c'est pourquoy je n'en diray icy autre chose, sinon qu'elles donnent de tresgrandes lumieres à ceux qui sçavent s'en servir utilement.

Je parlerois bien d'autres livres, qui ne seroient pas inutiles à l'Ambassadeur; mais je suppose qu'il en a veu une partie, & que n'ayant pas le loisir de s'appliquer à la lecture avec assiduité, il ne doit faire choix que des plus necessaires; c'est pourquoy je ne luy en marqueray encore qu'un seul, qui est l'admirable traitté du *Comte Baltasar de Castillon*; parce que l'Ambassadeur devant estre non seulement habille, mais aussy honneste homme, ou du moins en faire la figure, il est impossible qu'il le soit, ou qu'il le fasse, s'il ne se forme sur les regles de civilité & d'honnesteté, que ce galant homme donne dans son livre. Je ne dis rien des *Reflexions & Maximes Morales*; parce qu'on n'en sçauroit parler, non plus que de son incomparable auteur, que l'on ne fasse tort à ce que l'un & à l'autre meritent. On sera peut estre scandalisé de ce que je diray de toutes les œuvres de *Nicolas Macchiavel*, qu'elles peuvent estre d'un grand secours à l'Ambassadeur. Je ne pretens pas faire l'apologie de ce Politique Florentin, & j'advoüe qu'il y a des passages, qui ne sont pas fort orthodoxes: mais je soustiens aussy, qu'il y en a qui peuvent souffrir une explication plus favorable, que celle que le pedantisme leur donne ordinairement. Il faut supposer, qu'il dit presque par tout ce que les Princes font, & non ce qu'ils devroient faire, & s'il y mesle quelquefois des maximes, qui semblent estre incompatibles avec les regles de la Religion Chrestienne, c'est pour faire voir, comment les Tyrans & les Usurpateurs en usent, & non comment les Princes legitimes en doivent user. Je suppose, que l'Ambassadeur a un fonds d'honneur, & qu'il a ses lumieres, qui luy feront voir la difference du bon & du mauvais, & qui luy feront prendre connoissance de l'un & de l'autre, pour embrasser le premier, & pour rejeter le second.

SECTION VIII.

De l'Age de l'Ambassadeur.

L'Avantage de la Naissance, en la signification que je lui donne dans la Section precedente, est bien different de celuy que la nature donne à ceux qui ne doivent rien à leurs ancestres, & qui sont veritablement grands hommes; parce qu'en venant au monde ils y apportent les principes de grandeur, dont ils ne sont obligés qu'à eux mêmes. L'extraction noble est un singulier ornement à l'Ambassade, la force du genie & l'excellence du naturel sont incomparablement plus necessaires à l'Ambassadeur; mais ny la naissance, en quelque sens qu'on la prenne, ny l'estude ne peuvent pas former un Ambassadeur accompli sans l'experience, qui acheve ce que les autres qualitez ne font qu'ébaucher. Tellement que cet employ ne pouvant seurement estre confié qu'à des personnes, que les années ont meuries, je diray icy un mot de *l'age de l'Ambassadeur*.

La Republique de Rome avoit ses Loix pour l'age des Magistrats. La pluspart des Roiaumes en ont encore pour ceux qui sont appellés aux charges de Judicature, & à Venise on n'avance aux plus importants emplois de l'Estat que des Senateurs qui ont passé par les petits, & qui ont donné des preuves de leur Zele & de leur habilité pendant une longue suite d'années. De sorte que bien qu'il n'y ait point de regles dans la politique, ny d'exemples dans l'histoire, sur lesquels on puisse fonder une maxime certaine touchant l'age de l'Ambassadeur, on peut dire pourtant, que ce n'est que dans un age meur & avancé qu'on doit estre employé à l'Ambassade, comme à une fonction tresdifficile, tant à l'égard

l'égard du Souverain qu'il sert, que de la Cour où il negotie. Le vieux bergers se trompent rarement au jugement, qu'ils font dès le matin du temps qu'il fera le reste du jour. Il est vray, que la prudence, qui doit estre le Nort de toutes les actions de l'Ambassadeur, n'est pas tousjours particuliere à un certain age. Le jugement, & le sens commun qui le forme, font souvent dans un jeune homme de vingt cinq ou de trente ans ce que bien souvent l'experience d'une longue vie ne sçauroit produire en un barbon de quatre-vingts. Il y a des climats, où les esprits meurissent & se consomment bien plustost que dans les autres, & il y a des constitutions de corps, où les humeurs sont mêlées avec une si grande justesse, qu'elles font un temperament admirable, dont les effets se produisent dans la premiere jeunesse, & laissent de beaux restes dans une vieillesse decrepite. On dit communement, que les Florentins sont plus fins & ont plus d'esprit que les Venitiens, & que ceuxcy ont plus de jugement & qu'ils sont plus solides que les Florentins, & on en cherche la cause dans la subtilité & dans grossiereté de l'air de l'un & de l'autre país. Il est certain qu'à Venise le jugement se forme plustost qu'ailleurs, & que d'ordinaire on y est plus sage à trente ans qu'ailleurs à cinquante: mais il n'est pas necessaire d'en chercher la cause dans un raisonnement de Physique, puis que l'on en trouve une si evidente dans la Morale. Il n'y a point de País, où tant de personnes ayent part aux affaires publiques qu'à Venise. Partout ailleurs elles ne sont communiquées qu'à trespeu de deputés ou de Ministres, & il n'y a point de país, où l'on s'y applique dans une si grande Jeunesse. La conversation d'un tresgrand nombre d'hommes sages & reservés les faconne de bonn'heure, & les peres, qui ne sçavent qu'un mestier, n'en pouvant point apprendre d'autre à leurs enfants, il ne faut pas s'estonner, si on les voit capables d'affaires,

faïres, dès qu'ils commencent à se connoître. La République a ses interêts particuliers, qui n'ont presque rien de commun avec ceux des autres Princes de la Chrestienté. Si on excepte *la Porte*, où elle a ses plus importantes affaires à negotier, & où elle n'employe ordinairement que des Ministres, qui ont passé par toutes les autres Ambassades, ses Ambassadeurs n'ont presque point d'autre fonction dans les Cours où ils resident, lors qu'elle n'a point de guerre, & que l'Italie n'en apprehende point, que d'y observer les intrigues, & la suite des affaires generales. Elle a aussi le soin de mettre auprès de ses Ambassadeurs quelques jeunes gentilshommes, qui étant de la mesme qualité qu'eux, & pouvant aspirer aux mesmes emplois, taschent de s'en rendre capables, en se faisant aux affaires de bonn'heure.

Les Grecs donnoient à leurs Ambassadeurs un nom, dont on a fait celuy de prestre, & signifie ancien ou agé; pour marquer que ces emplois ne se doivent pas donner à de jeunes gens. *Philippe de Comines*, dont j'emprunte volontiers l'autorité, veut qu'en ces occasions les Princes se servent de personnes qui ne soyent ny trop jeunes ny trop agées: parce que si les uns sont sujets à des emportements, les autres ont leurs foibleesses, qui sont tresdange-reuses. Il dit, que les vieillards sont tousjours timides: qu'ils s'allarment hors de propos, & qu'ils font souvent des rapports, qui peuvent déconcerter toutes les deliberations d'un Conseil. Mais c'est ce qui se doit entendre de ces vieillards, en qui l'age a tellement esteint la chaleur naturelle, qu'ils ne sont plus propres pour la negotiation, à la quelle une chaleur modérée n'est pas moins necessaire que le phlegme. Toutefois comme ce defect se decouvre incontinent en celuy en qui il se trouve, le Prince n'y peut estre trompé, s'il ne le veut bien estre. Il peut & doit connoître ceux qu'il veut placer dans un poste si relevé & si im-

portant. Le *President Jeannin* avoit plus de soixante douze ans , lors qu'il fit cette considerable & épineuse negotiation pour la trêve des Pais-bas , une des plus fortes & des plus intriguées , dont nous ayons les particularités : & neant-moins jamais Ministre se conduisit avec plus de vigueur , & avec plus de prudence : jusques là que le Roy Henry IV & son Conseil, qui estoit composé des plus habilles gens de son temps , luy en laisserent toute la direction. Pourveu que le Sang ne soit pas tout à fait gelé dans les veines , on peut suivre seurement la maxime qui dit, que *le Sang froid est bon pour le Conseil, & le chaud pour l'exécution*. Le Senat de Venise , qui est également prudent & heureux au choix de ses Ministres , avoit en l'an 1539 nommé à l'Ambassade de Constantinople *Pierre Zenon*, lequel estant decedé en chemin , on luy substitua *Thomas Contarini*, *Seigneur agé de quatrevingts quatre ans*. Ce viellard fit le voyage , & eut une audience tresfavorable du Grand Seigneur: mais le *Divan* luy ayant fait connoistre , que la Republique n'auroit point la Paix , si elle ne cedoit Malvasie & Naples de Romagne aux Turcs , y adjousta , qu'il feroit bien d'aller luy mesme à Venise , & d'informer le Senat de l'intention de l'Empereur ; afin qu'on luy donnast l'ordre , qu'il disoit n'avoir point, pour la cession de ces deux villes. Il partit de Constantinople , & n'y retourna point. Le mesme Senat, voulant faire faire un compliment à Sultan Soliman , au retour de son expedition de Perse , chargea en l'an 1550 de cette commission *Catherin Zenon*, *agé de quatrevingts quatre ans*, comme Contarini. Et bien qu'après le compliment, il eust aussy des affaires à negotier , il ne refusa point de faire ce long & penible voyage , & il y reüssit merveilleusement bien. *Soliman*, qui estoit un Prince tresgenereux , le receut fort bien , luy fit plusieurs faveurs , & consentit en sa consideration , qu'il ne seroit plus parlé de la mort de

Sabba Rays, dont les Turcs poursuivoient la vengeance avec grande animosité.

Nous avons une relation, bien qu'imparfaite, de l'Ambassade que *Garcia de Silva Figueroa* fit en Perse il y a soixante ans. Il n'avoit pas l'age de Zenon ny de Contarini, mais il en avoit les defauts & les imperfections. Les cheveux gris, point de dents dans la bouche, & des emportemens qui marquoient une derniere foiblesse; & neantmoins le Conseil de Philippe III engagea le bon homme à un voyage de plusieurs années, où il falloit doubler le Cap de Bonne esperance, passer & sejourner à Ormus, dans le plus meschant climat de toute l'Asie, penetrer jusques aux Provinces les plus avancées de Perse, & negotier avec *Schach Abas*, le plus fin & le plus adroit Prince de son temps. Auffy n'y fit il rien, sinon condamner par le succès de sa negotiation, le choix que le Premier Ministre d'Espagne avoit fait du Negociateur. Il y a des loix, qui ne dispensent pas seulement ceux de cet age de se charger de cette sorte d'emplois, mais qui leur défendent mesmes de se mesler des affaires publiques. Neantmoins si la vieillesse a ses infirmités qui la rendent incapable, il faut avoüer que la Jeunesse a des defauts, qui sont incompatibles avec les qualités, que l'Ambassadeur doit posseder necessairement. J'ose dire, qu'il est particulier à la ville de Venise de produire des sujets, à qui on peut confier une Ambassade dans un age peu avancé, & encore dans une derniere vieillesse. Les Nobles y naissent & y meurent politiques, quoy que cela ne soit pas si generalement vray, qu'il n'y ait des exemples, qui font voir, qu'on employe bien plus seurement les uns que les autres. En l'an 1605 un Ambassadeur de Venise, de la Maison de *Soranzo*, en revenant de Madrid, prit querelle à Barcelone avec un marchand, ou faiseur de cuir doré, qui le blessa tresdangereusement. De Fresne Canaye

dit, que les gentilshommes de cette maison ont la reputation d'estre glorieux & hauts à la main, & celui cy estant jeune, il faut croire, qu'il eust bien outragé le marchand, pour s'attirer, par un emportement de jeunesse, une disgrâce, dont il porta les marques toute sa vie. Ce n'est pas que les autres climats ne produisent aussy des hommes, qui en s'appliquant à la politique dans leur jeunesse, n'y reussissent, & il n'y a point de pais, où il n'y ait des esprits, qui meurissent dans le printemps de leur age : mais ils n'y sont pas si communs. Le plus souvent leur estude & leur veüe ont plus d'un objet, ou s'ils n'en ont qu'un, il est trop vaste & de trop grande étendue. Il semble pourtant, qu'on peut poser comme une maxime generale, qu'une vieillesse qui se soustient encore, doit estre preferée à une trop verte jeunesse, & que l'age le plus propre pour l'Ambassade est celui de quarante à soixante ans. Il y faut adjouster, qu'on peut faire quelque distinction entre les affaires, que l'Ambassadeur a à negotier, dont les unes peuvent estre maniées par un esprit & par une habilité mediocre, & les autres demandent l'experience consommée d'un Ministre & d'un Politique achevé. Le Prince ne doit pas estre fort scrupuleux au choix d'un Ambassadeur, qui n'a qu'un compliment à faire, qui ne fait qu'assister à une cérémonie, ou qui a ordre de negotier une affaire, qu'il ne peut pas manquer de conclurre, s'il demeure dans les termes de son instruction. En ces rencontres tous les ages sont propres, & je serois d'avis qu'on y employast des jeunes gens, afin qu'ils y fissent leur apprentissage, bien loin de les en éloigner. Il n'y a point de lieu, où un jeune Ministre puisse estre mieux employé qu'à Venise ; parce qu'il n'y a point de Cour, où la conduite de l'Ambassadeur soit si bien observée, & où il apprenne mieux à agir avec la dernière circonspection. Le plus habille Ministre du monde pourroit faire son chef d'œuvre

d'œuvre de cette Ambassade, s'il y avoit des affaires d'importance à negotier, comme elle est l'escole d'un Novice, qui s'y veut faire devant que de les manier. Par tout ailleurs l'Ambassadeur visite les Ministres, & en est visité. Son Secrétaire & ses gentilshommes ont l'occasion de voir les Commis des Secrétares d'Estat, & luy mesme peut faire des habitudes, qui luy donnent de grandes lumieres, pourveu qu'il en ait assés pour se conduire, & pour pouvoir faire son profit des réponses & des repliques indifferentes, de la mine & du silence mesme, qui dit quelquefois beaucoup dans la conversation familiere. Il y a des Cours, où l'Ambassadeur peut voir les dames, qui bien souvent ont bonne part aux intrigues. Mais les secrets de la Republique de Venise sont presque impenetrables. Les Ministres Publics n'y ont point de commerce du tout avec ceux qui y ont la direction & le secret des affaires. Ils n'en parlent jamais que dans le Senat, ou dans les Assemblées qui le representent, de sorte que l'on ne peut sçavoir son intention, que lors qu'il s'en explique en ses resolutions. Tout ce que l'Ambassadeur peut faire c'est d'en juger par les apparences, & de faire des habitudes avec des gens d'Eglise, ou avec d'autres, qui n'estant point dans les grandes charges, y ont des parents ou des amis, dont ils peuvent apprendre quelque chose. Encore est il si difficile, que c'est par un bonheur extraordinaire qu'on y reussit. *François de Carmagnole*, General des Venitiens, estant soupçonné d'avoir intelligence avec les Turcs, le Senat resolut de le faire mourir. Plus de cent cinquante personnes, & entr'autres quelques parents & amis de Carmagnole, eurent part à la deliberation, & connoissance de ce qui avoit esté resolu, & neantmoins Carmagnole n'en put rien apprendre pendant les huit mois, qu'il différa d'aller à Venise. On peut juger par la trahison des *Cavazzas* & d'*Abondio*, dont on dira les

particularités en la Section 28, qu'il y a des ames venales à Venise auffy bien qu'ailleurs, & qu'encore qu'il ne soit pas fort facile d'y apprendre les secrets de l'Estat, qu'il n'est pas pourtant absolument impossible.

La Couronne de Suede a employé en France, & dans quelques autres Cours, les *Comtes Tott, Oxenstirn, Spar, Konigsmarc & Magnus de la Garde*, qui estoient tous fort jeunes. Mais outre que le dernier estoit assisté du Sieur Strasbourg, gendre de Camerarius, qui luy servoit de Conseil, on peut dire de luy & de tous les autres, qu'en Suede on donne ces emplois à de Jeunes Seigneurs, parce que ceux qui ont de l'age, & un establisement fixe, ne veulent point quitter leur poste, ny se charger d'une dépense qui les incommoderoit. Le Comte de la Garde n'y alla, que pour faire un compliment sur la Paix, que la France avoit fait conclurre entre les deux Couronnes du Nort, par l'entremise de la Tuillerie, pendant que le gros des affaires estoit debattu entre les Ministres des Alliés à Munster & à Osnabrug.

La conduite du jeune *Cardinal Hypolite de Medicis*, dont je diray un mot dans la Section 10, fut si estourdie, que bien qu'il fust Legat de Clement VII, l'Empereur Charles V ne laissa pas de le faire arrester. Celle de *Charles Caraffe*, neveu & Legat de Paul IV, ne fut gueres plus prudente, ny en France ny en Espagne. Il y a cinquante trois ans, que le *Cardinal François Barberin*, presentement Doyen du College, estoit Legat en ces deux Roiaumes; mais bien qu'il se gouvernast par les Conseils de Pamphilio, auditeur de la Legation, que l'on a veu depuis Pape sous le nom d'Innocent X, il ne laissa pas de faire des jeunesses. Les Cours de Vienne & de Madrid ont veu depuis quelques années un Ministre, qui n'avoit pas plus de poil au menton que dans la main, & la Haye a eu le divertissement d'un Ambassadeur,

deur, qui n'estant qu'un escolier travelsty, fit bientost connoistre ce qu'il estoit en effet, donnant en des vanités qui luy firent tourner l'esprit, & dégenererent en des extravagances, qui l'ont fait enfermer aux petites maisons.

Quelques avantages que la naissance donne, & quelques qualités naturelles que l'on apporte au monde, il faut que l'age rectifie ce qui leur manque, & on ne doit employer la Jeunesse qu'avec une tresgrande circonspection : les escapades & l'imprudence en estant inseparables, jusques à que l'experience l'ait rendu capable de manier les affaires. C'est pourquoy la Republique de Venise, qui le plus souvent n'a pas de grands interets à negotier dans les Cours de France & d'Espagne, ne craint point d'y employer de jeunes gentilshommes, afin qu'ils y apprenent comment ils pourront un jour negotier à Rome, & principalement à Constantinople, où ils n'employent que des Ministres, qui ont donné des preuves de leur capacité en plusieurs autres Ambassades, dont on voit des exemples dans les Histoires de Venise, qui en sont toutes remplies. La France, l'Angleterre, & presque tous les autres Potentats de la Chrestienté, excepté l'Empereur, qui comme Roy d'Hongrie est voisin, & ennemy reconcilié du Turc, n'ont presque autre chose à negotier à la Porte, sinon un simple interest de commerce : & à cause de cela ils s'y servent quelquefois de personnes, qu'ils ne pourroient pas employer dans les autres Cours, sans se prostituer, & qui ne laissent pas de faire figure en cellelà. Il y a des Princes qui y sont fort réservés, & qui ne remplissent ce poste que de sujets qui leur peuvent faire honneur ; mais ce n'est pas dans les pais, où quelquefois la faveur, souvent le fort & tousjours l'interest, mais jamais le choix & le jugement du Maistre dispose des Ambassades. La France n'y a pas tousjours esté fort heureuse ; quoy qu'elle y ait aussi eu de grands hommes, qui luy auroient fait honneur
dans

dans une Cour Chrestienne, aussy bien que dans la Turque. Le Marquis du Guast, Gouverneur de Milan, qui se connoissoit parfaitement en merite, disoit d'*Antoine Paulin, Baron de la Garde*, qui fit plusieurs fois le voyage de Constantinople du temps de François I, & qui estoit l'élève de M. de Langey, Gouverneur de Piedmont, que c'estoit le plus sage gentilhomme françois qu'il eust jamais connu.

M. de Cesis estoit un si grand Ministre, qu'après le vingt-deux années de son Ambassade de Constantinople, où il s'estoit fait admirer, on luy confia l'education du Duc d'Orleans, frere de Loüis XIII. Le caractère d'*Achilles de Harlay, Baron de Sancy*, successeur & parent de M. de Cesis, se trouve dans les relations de *Pietra della Valle*, qui en parle en ces termes. C'estoit un Seigneur d'environ trente ans, c'est à
 „ dire fort jeune, & qui en cet age avoit achevé ses Cours
 „ de Philosophie, de Theologie & de Droit, comme ayant
 „ esté destiné à la robe: mais s'estant fait d'espée, il s'estoit
 „ appliqué aux Mathematiques, où il avoit fait des pro-
 „ grés qui luy avoient donné une tresgrande reputation,
 „ comme il estoit en effet un des premiers hommes de
 „ cette profession. Il avoit avec cela une parfaite connois-
 „ sance des simples, & avoit penetré les plus intimes se-
 „ crets de la Chimie. Pour les langues, outre la François-
 „ se, qui luy estoit naturelle, il sçavoit l'Italienne, l'Espa-
 „ gnole & l'Allemande, la Grecque, ancienne & moder-
 „ ne, aussy parfaitement que la Latine; & avec peu de
 „ peine, & en fort peu de temps, il apprit si bien l'He-
 „ breu à Constantinople, qu'il entendoit les Rabins, & le
 „ parloit raisonnablement. Tout cela joint à ce qu'il sça-
 „ voit de l'Histoire de tous les Siecles & de tous les peu-
 „ ples, aussy bien des interets des Princes, formoit un
 „ Ministre achevé, dans un age, où les autres commen-
 „ cent

„ cent qu'à entrer dans la connoissance des affaires. Je joindray à cet Ambassadeur celuy qui vient de partir de Venise, où il a esté pendant quelques années de la part de la France. Il n'y a rien de si jeune, mais aussy il n'y a rien de si prudent ny de si habille. Il ne faut pas l'estre mediocrement, pour se faire donner l'approbation de Louïs XIV: & certes des qualités ordinaires ne luy auroient pas acquis l'estime du plus sage Senat du Monde, au point qu'il l'a possédée. Ses memoires & ses discours marquent une si grande Justesse: il donne un tour si admirable à ses pensées, & il sert le Roy son maistre, avec une exactitude si punctuelle, que le succès va au delà de ce qu'on pourroit attendre d'un Ministre de soixante ans. On en fera d'autant moins estonné quand on sçaura qu'il est fils de maistre, & que toutes ses belles qualités luy sont hereditaires. C'est ce qu'on ne peut pas dire de *Jules Mazzarin*. Il n'avoit rien appris de son pere, & neantmoins dans l'age de vingt ans il commença à faire le Ministre, & à vingt sept il pouvoit donner des leçons pour la negotiation; de sorte qu'il seroit bien difficile de fixer l'age de l'Ambassadeur, qui ne doit pas estre tant consideré que son merite. Certes si on peut dire, que la Cour est comme une mer agitée, pleine de rocs & d'escueils, & couverte d'escumeurs & de pirates, il faut avoüer, qu'il est necessaire que le Ministre, qui s'engage dans l'une, & que le pilote, qui s'embarque sur l'autre, ayent tous deux non seulement un courage intrepide, mais aussy une experience consommée, qui ne s'acquiert qu'avec l'age.

SECTION IX.

*Si les Gens d'Eglise sont propres pour
les Ambassades.*

L'Auteur de *l'Idée du Parfait Ambassadeur* se declare pour l'affirmative, & fortifie son sentiment de plusieurs exemples, qu'il tire de la Bible, & de l'Histoire, laquelle qu'il seroit bien aise de faire entrer toute dans son livre. Je n'examineray point la justesse de ses exemples; mais j'estime pouvoir dire, qu'il en allegue fort peu qui puissent servir à son intention. Les Sacrificateurs, qui marchent à la teste des armées du peuple d'Israël, n'estoient pas Ambassadeurs, & n'en faisoient point les fonctions. Les Religieux, que les Papes envoient autrefois aux Empereurs, ne l'estoient point non plus; parce que ce n'estoient que des sujets, qui demandoient la confirmation de leur élection, ou qu'imploroient la protection & la justice de leur Souverain. Je doute aussy bien fort de ce que le mesme auteur dit, qu'il n'y a point de loy, ny divine ny humaine, qui empesche les Gens d'Eglise de se faire employer aux Ambassades. Il est vray que depuis que la puissance spirituelle se trouve confondue avec la jurisdiction temporelle en la personne du Pape: depuis que les Cardinaux vont du pair avec les Rois, & que les Evêques sont ensemble & Princes & Prelats, tous les gens d'Eglise suivent leur exemple, & imitent la licence qu'ils se donnent, de se mesler de toutes sortes d'affaires indistinctement. Mais il y en a parmy eux, qui jugent que c'est contre le commandement de Dieu, & contre les preceptes du Christianisme. Dieu ne voulut point que les Levites partageassent avec les autres tribus, afin que le soin assidu & continu,

nuel, qu'ils devoient au service de l'autel, ne fust point distrait par celuy, qu'ils feroient obligés de donner à la culture de leurs terres, & à la conservation de leur bien. C'est pourquoy il dit aussy, qu'il fera leur part & leur heritage. N. S. Jesus Christ dit, que son regne n'est point de ce monde : que ceux qui le veulent suivre, doivent renoncer à tout, & se décharger du foudoy des choses temporelles, afin qu'ils cheminent avec d'autant moins d'embaras, dans la route, qu'ils ont à tenir pendant tout le cours de leur vie. Que celuy qui tient la main à la charüe, ne doit pas regarder en arriere, & que celuy qui se dédie au Ministère spirituel, ne se doit plus mesler des affaires du Monde. On ne peut servir deux Maistres, ny partager le cœur, que l'on a donné & consacré tout entier à Dieu.

A Venise les Gens d'Eglise n'ont point de part aux affaires d'Estat, & il y a dequoy s'estonner, qu'il y ait encore des Princes, qui employent des Prelats à la Cour de Rome; tant parce qu'ils ne peuvent pas faire faire le procès à un Evêque, qui est au ferment, & qui dépend de la jurisdiction du Siege de Rome, que parce que les Prelats ont plus à esperer du Pape que de leur Maistre. Un Noble Venitien, dont le frere, l'oncle ou le neveu est Cardinal, est exclus de toutes les deliberations, qui se font pour des affaires Ecclesiastiques. Les Cardinaux d'Amboise & du Prat, Prelats fort desintereffés, avoient une tresgrande direction; l'un sous Louïs XII, & l'autre sous François I, mais ils ne vouloient jamais estre des deliberations, qui se faisoient au Conseil pour les affaires du Pape. L'insolence du Cardinal de Lorraine estoit trop grande, pour en user avec la mesme modestie, sous François II & Charles IX, & les Cardinaux de la Rochefoucault, de Richelieu & Mazzarin, Premiers Ministres sous Louïs XIII, & au commencement du regne du Roy d'aujourd'hui, & qui estoient

A a 2

maistres

maistres absolus des affaires, vouloient aussy disposer de celles qui regardoient le Pape ; selon qu'ils estoient bien ou mal avec luy. Le *Cardinal Mazzarin* estoit l'averſion d'Innocent X & d'Alexandre VII, de sorte qu'on ne le pouvoit pas soupçonner d'avoir trop d'amitié ou de complaisance pour eux, & neantmoins il ne laissoit pas de ménager extrêmement la Cour de Rome. Richelieu avoit beaucoup de consideration pour Urbain VIII, parce que celuicy n'en avoit pas moins pour la France.

La Republique de Venise, qui est admirable en toute sa conduite & en toutes ses maximes, l'est particulièrement en ce qu'elle ne souffre pas que les *gens d'Eglise entrent dans le Senat*. Elle considere, que ceux qui vivent dans le Celi-bat, n'estant point touchés de la tendresse, que les hommes mariés ont pour leurs enfants & pour leur famille, n'ont point d'affection naturelle pour un país, qui ne peut servir de patrie à une posterité qu'ils n'ont point, & que ceux qui se font d'église deviennent comme estrangers, & sujets d'une puissance estrangere. C'est pourquoy aussy les Venitiens ne veulent point, que leurs gentilshommes prennent des benifices du Pape, ou qu'ils en reçoivent quelque dignité, sans le consentement & sans la recommandation du Senat. *Marc Antoine Amulio* estant Ambassadeur à Rome de la part de la Republique, le Pape Pie IV luy donna un Evesché dans l'Estat de Venise. Le Senat s'en trouva tellement offensé, qu'il envoya aussy tost ordre à son Ambassadeur, de prendre congé de la Cour de Rome, & de venir rendre compte de ses actions. Le Pape, qui aimoit *Amulio*, voyant qu'il estoit devenu la cause, bien qu'innocente, de la disgrace de son amy, escrivit au Senat, qu'*Amulio*, bien loin de luy avoir demandé l'Evesché, qu'il luy avoit donné, ne sçavoit pas seulement son intention lors qu'il le luy donna. Ce qu'il accompagna de protestations si fortes & si animées, que

que le Senat, pour obliger le Pape, ordonna à *Amulio* de demeurer à Rome. Il en estoit desja party sur ses premiers ordres; mais le courrier l'ayant rencontré en chemin, l'obligea à y retourner. Après cela le Senat luy recommanda particulièrement de solliciter avec chaleur le chapeau pour *Jean Grimani*, Patriarche d'Aquilée; à quoy *Amulio* s'appliquoit avec d'autant plus d'affection, qu'il taschoit d'effacer par ce service la memoire du déplaisir, que le Senat avoit du procedé du Pape. Mais quelques jours avant la grande promotion, qui se fit au mois de Fevrier 1561, Pie luy parla de la repugnance, que l'Inquisition témoignoit avoir pour la promotion de Grimani, à cause des sentiments qu'il avoit touchant la predestination, qui, à ce qu'on disoit, n'estoient pas fort conformes à ceux de l'Eglise Romaine. Pendant qu'on tenoit le consistoire, où la promotion se devoit faire, le Pape, qui avoit envoyé querir *Amulio*, le fit enfermer dans une des chambres de l'appartement du Cardinal Borromée, jusques à ce qu'il l'eust nommé Cardinal avec les autres. *Amulio* voulut s'en excuser, & dit, qu'outre que cette dignité passoit son merite, il ne la pouvoit accepter sans la permission de la Republique: mais le Pape luy ayant commandé de l'accepter à peine de desobeissance, il crut ne devoir plus resister à cette douce violence, & répondit, qu'estant sujet d'une Republique, qui fait profession d'estre tresobeissante au Saint Siege, il croyoit ne devoir differer d'obeir au Pape. Le Senat, à qui on venoit de refuser Grimani, & qui avoit témoigné tant de déplaisir du premier avancement d'*Amulio*, eut d'autant moins de sujet de se satisfaire de celuicy, qu'il estoit persuadé, que le mécontentement qu'il avoit témoigné de l'un, luy avoit, sans doute, attiré l'autre. Ce qui fut cause, qu'en envoyant un de ses Secretaires à Rome, pour remercier le Pape de la promotion de Navager, qui avoit esté honoré

de la pourpre dans le mesme Confistoire, il ne luy fit pas dire un seul mot d'*Amulio*, & défendit mesmes à ses parents de faire des feux, ou d'autres rejoüissances publiques, que l'on a accoustumé de faire en de semblables rencontres.

Il y a encore une raison tresforte, qui devroit empêcher les Princes d'employer à des Ambassades des Prelats ou des Gens d'Eglise, quels qu'ils puissent estre. On peut dire, que les Ambassadeurs ne font point de faute qui ne soit criminelle, & mesmes qu'ils ne font pas tousjours ex-
emts de crime, & neantmoins le Prince, qui n'a point de jurisdiction sur les Ecclesiastiques, ne les peut ny punir ny corriger, sinon en saisissant leur temporel. Au mesme temps que Henry III, Roy de France, fit tuer le Duc de Guise, aux Estats de Blois, & en suite le Cardinal, frere du Duc, il fit arrester *Pierre d'Espinac Archevesque de Lion*, un des principaux chefs de la Ligue. On avoit aussy arresté quelques domestiques du Duc, & sur leur deposition on voulut faire interroger l'Archevesque par deux Conseillers du Grand Conseil; mais il refusa de répondre. Le Roy luy envoya le Cardinal de Gondy, Evesque de Paris, pour l'obliger à répondre; mais il dit, qu'il *ne répondroit que devant le Pape*, ou devant des Commissaires que le Pape nommeroit. Toutefois si le Cardinal Morosini, qui estoit alors Legat en France, & luy Cardinal de Gondy jugeoient, qu'il deust répondre pardevant les Commissaires du Grand Conseil, qu'il le feroit; mais qu'alors ce seroient eux qui *violeroient les Droits de l'Eglise*, & qui seroient tenus d'en rendre compte au Pape, & non luy. Le Conseil du Roy soustenoit, qu'en cas de crime de Lese Majesté, & particulierement au premier chef, un Evesque estoit obligé d'ester à droit, & de répondre pardevant le Juge Royal, & on alleguoit pour cela plusieurs exemples, tirés de archives & des registres du Parlement, domestiques & estrangers.

gers. Sur ce fondement on luy envoya *Nicolas Fumée*, Evêque de Beauvais, & *Beaulieu Rusé*, Secrétaire d'Etat, pour le disposer à subir l'interrogatoire. Mais l'Archevêque dit à Fumée, que s'il pretendoit l'interroger en qualité de Prelat, il devoit considerer, que comme Evêque il n'avoit point de superiorité sur luy, qui estoit Archevêque, & son Primat. Que s'il le vouloit faire comme Pair de France, *il ne pouvoit ignorer, que la Jurisdiction des Pairs ne s'estendoit pas jusques à sa personne.* Le Roy n'en pût tirer autre chose, & fut obligé de le laisser là.

De mesme, lors que le mesme Roy envoya l'Evêque du Mans à Rome, pour justifier ce qui s'estoit passé à la mort du Cardinal de Guise, le Pape luy dit, qu'il ne luy parloit point de la mort du Duc, lequel estant sujet du Roy, son Souverain en pouvoit faire faire justice; pourveu que ce fust dans les formes. Mais qu'il pretendoit qu'on luy donnast satisfaction touchant la mort du Cardinal, qui estoit son sujet, & non du Roy; *parce que tous les Cardinaux sont exemts de la Jurisdiction des Princes seculiers, & deviennent sujets du Pape, aussy bien que les Archevesques & les Evêques, qui font un serment particulier pour cela.* Que le Roy devoit avoir mis le Cardinal entre les mains du Legat, qui l'auroit envoyé à Rome, où on luy auroit fait son procès sur les informations, que le Roy y auroit envoyées. Le Pape Urbain VIII disoit, que *l'Evêque de Lamego estoit son sujet*, & ayant fait proceder contre luy, le fit condamner.

Le Cardinal de Balüe avoit esté convaincu d'avoir conspiré avec le Duc de Guyenne, frere de Louis XI, & avec les Ducs de Bretagne & de Bourgogne, contre le repos du Roiaume, & contre la personne du Roy. Il confessa son crime, & fut mis dans la Bastille, où il demeura onze ans; pendant lesquels le Pape fit faire des instances continuelles

à ce

à ce qu'on le luy mist entre les mains, *parce qu'il n'estoit point Justiciable du Roy*. Le Roy mesme ne pretendoit point de jurisdiction sur la personne du Cardinal ; mais il vouloit, que le Pape nommast des juges, qui luy fissent son procès dans le Roiaume mesme, & refusoit de l'envoyer à Rome. Cette dispute fut cause de la longue detention du Cardinal, & neantmoins le Roy n'osa jamais entreprendre de le mettre entre les mains de la justice seculiere, ny mesmes en celles des juges ordinaires de l'Eglise. Le Cardinal estoit né sujet du Roy, & avec cela il luy estoit obligé par un serment particulier, à cause du temporel de son Evesché ; mais il n'y a que le Pape, qui puisse déléguer des juges, pour faire le procès à un Evesque, & il n'y a que luy, qui puisse presider au jugement du procès d'un Cardinal. *M. le Cardinal de Retz* fut arresté au Louvre, & conduit prisonnier au Chasteau de Vincennes vers la fin de l'an 1652 : mais le Cardinal Mazzarin, qui apprehendoit son genie, & qui l'avoit fait arrester par une jalousie d'Estat, parce qu'il le confideroit comme l'homme de tout le Roiaume le plus capable de le déposséder du poste de Premier Ministre, n'osa neantmoins conseiller le Roy de luy donner des juges, pour luy faire faire son procès, dont les pretextes ne manquent jamais à ceux qui en ont le pouvoir. L'Empereur Ferdinand I fit tuer *George Martinuzzi, Cardinal d'Hongrie*, & en l'an 1618 Ferdinand, Roy de Boheme, & depuis Empereur, concerta avec Maximilian, Archiduc d'Austriche, l'enlevement du *Cardinal Clefel*, & le fit conduire en Tirol : mais la Justice n'eut point de part à ces deux violences, non plus qu'à l'Emprisonnement du *Cardinal de Retz* : & le Pape, en justifiant *Clefel*, condamna les auteurs de l'injustice qui luy avoit esté faite, à luy restituer tout ce qu'on luy avoit pris, à peine d'excommunication ; quoy que ce ne fust qu'au bout de six ans, & avec

con-

connoissance de cause. *Le Cardinal Doffat*, bon françois, fidelle, & fort zelé pour le service du Roy, son Prince & son Maistre, en escrivant au Roy Henry IV du 10 Fevrier 1601, au sujet de sa promotion, dont il estoit obligé à sa Majesté, dit, qu'il n'auroit jamais crû, qu'elle luy deust procurer cet honneur; *veu qu'estant par ce moyen devenu l'homme du Pape*, elle auroit sujet de douter, qu'à l'avenir il ne la servist point avec la mesme fidelité, qu'il avoit fait jusques à ce temps là. Consideration, que cet homme de bien & ce sage politique representa au Roy, son Souverain & son bienfaiteur, pour luy faire connoître, que le serment, que les Cardinaux font au Pape, les tire de la sujettion, qu'ils ont à leurs Princes naturels à cause de leur naissance.

Au commencement de l'année 1645 le *Cardinal de Valençay*, qui avoit obtenu la pourpre sans la permission, & mesmes contre l'intention du Roy, estant party de Rome, sans le consentement du Pape, pour venir en France travailler à l'accommodement des Barberins, qui en ce temps là estoient fort mal à la Cour, la Reine Regente, qui avoit esté advertie de son voyage par le Cardinal Bichi, envoya un gentilhomme audevant de luy, pour luy faire dire, qu'il eust à s'en retourner sur ses pas, & que s'il avoit des affaires particulieres en France, il pouvoit donner procuration à quelqu'un de ses parents. Le Cardinal, qui se doutoit, qu'on luy pourroit envoyer quelque ordre, évita la rencontre de ce gentilhomme, se mit sur la riviere à Roane, & se rendit à Paris sur l'heure de minuit. Dés que la Reine le sceut, elle luy fit commander de sortir de la Ville le mesme jour, & du Roiaume dans trois semaines: mais celui qui luy porta ce commandement ne l'ayant pas trouvé fort disposé à obeïr, elle resolut de le faire arrester. Toutefois devant que d'en venir là, elle envoya querir *M. Bagny*,

Nonce du Pape, à qui elle dit, qu'elle estoit bien marrie de se voir reduite à la necessité de proceder avec rigueur contre le Cardinal de Valençay, pour maintenir l'autorité du Roy; mais que devant que de se porter à cette extremité, elle avoit bien voulu donner au Nonce une preuve du respect, que le Roy avoit pour le Siege de Rome, en faisant part de sa resolution au Ministre du Pape: à quoy elle croyoit avoir satisfait; puis qu'après l'avoir communiquée au Nonce, il n'y avoit rien, qui pust empêcher le Roy de se faire obeïr dans son Roiaume. Bagny avoua, que le Cardinal s'attiroit la juste indignation du Roy par son opiniastrété, mais il pria la Reine de differer cette execution, jusques à ce qu'il eust parlé à Valençay. Il luy parla, & l'ayant disposé à l'obeïssance, il obtint un délai de quelques jours pour son retour. On ne l'auroit pas tant pressé de sortir de Paris, s'il eust eu un peu plus de complaisance. Il alla à Villeroy, où Lionne, & en suite le Cardinal Mazzarin mesme l'allerent voir, & firent avec luy un project d'accommodement pour les Barberins. Il estoit françois, né sujet du Roy, & venoit parler d'une affaire, qui d'abord n'estoit pas agréable, à cause de la conduite des deux freres, François & Antoine, & neantmoins la Reine n'osa proceder avec rigueur contre luy, sans la participation du Pape; quoy qu'elle sceust que sa negociation ne pouvoit pas plaire à sa Sainteté. Il est vray que depuis l'on n'eut pas la mesme consideration pour le Cardinal de Retz: mais outre qu'en ce temps là on n'en avoit pas beaucoup pour le Pape mesme, il y alloit du repos du Premier Ministre, dont on faisoit dépendre celui du Roy & du Roiaume.

Il y quelques années que le *Cardinal Imperiale*, ayant esté obligé de sortir de Rome, pour donner quelque satisfaction au Roy de France, qui le croyoit complice de l'insolence des gardes Corfes, & de la negligence du Pape Alexandre VII & des Ghigis, qui ne l'avoient point punie, se re-

tira à Gennes, sa patrie. Le Senat, craignant que son séjour ne leur fît une affaire avec la France, tascha de le disposer à se retirer volontairement, & se servit pour cet effet de l'entremise de Carlo Imperiale, son frere. Celuy cy, qui estoit du Senat, bien loin d'y travailler, dit à celuy qui luy en parla de la part de la Republique, qu'il n'estoit pas au pouvoir du Senat de faire sortir de la Ville un citoyen de cette qualité, qui n'avoit point commis de crime, ny contre l'Estat *ny contre le Pape, son Souverain*. Que c'estoit du consentement, & mesmes de l'ordre de sa Sainteté, que le Cardinal son frere estoit venu à Gennes, & qu'il n'en pouvoit partir sans un autre commandement exprés. *Qu'avec cela il estoit d'Eglise, & ainsy en aucune maniere sujet aux ordres de la Republique, qui n'avoit rien à luy commander*. Que son frere ne se retireroit point, & que s'il estoit contraint de céder à la violence, le Senat seroit un jour obligé d'en rendre compte. Le Senat de Gennes, en chassant le Cardinal offensoit le Pape; mais en le souffrant dans la ville, il offensoit la France, dont le voisinage & la puissance luy faisoient peur, & il sçavoit qu'elle le feroit tousjours comprendre dans l'accommodement qui se feroit avec la Cour de Rome. Il n'estoit pas obligé de souffrir dans la ville un sujet, qui ne l'estoit plus, qui l'estant devenu d'un Prince estrange, & qui n'estant pas Ministre Public non plus, n'y pouvoit plus esperer de protection. De sorte qu'il n'y avoit rien qui le pust convier à desobliger le Roy, qui n'avoit que trop de moyens de se ressentir de la retraitte, qu'on donnoit à un Cardinal, qu'il avoit fait sortir de Rome : ce qui rendoit leur crainte bien plus legitime, que celle de quelques Princes, qui ayant peur de leur propre ombre, n'osent donner à leur Ministre la protection, qu'ils luy doivent par toutes les loix de l'honneur & de la Justice. Surquoy il y a

une remarque nécessaire à faire, contre la these de ceux, qui jugent, dans leur ignorance, qu'il n'y a rien qui puisse tirer un sujet de la juridiction du Souverain du lieu de sa naissance.

Cette exemption & cette indépendance des Cardinaux, avec le rang qu'ils pretendent, & qu'ils prennent sur les premiers Princes après les Couronnes, sont cause qu'il y a des païs, où on ne les souffre pas volontiers. Le Roy de Pologne donne le plus souvent sa nomination à des estrangers, & la Republique de Venise se contente de faire recommander simplement les sujets, qu'elle veut bien faire revestir de cette dignité. Aussi ne se donne elle pas beaucoup de peine à acquiescer l'amitié des Cardinaux, ou à faire des partisans dans leur College, qui la pourroient faire considerer dans l'élection des Papes; quoy qu'il ne luy importe pas moins qu'aux autres Potentats d'Italie, de n'estre pas mal avec la Cour de Rome. Elle a mille moyens pour cela : mais le Senat juge, qu'il n'y a desja que trop de factions parmy les Cardinaux, & craignant que celles qu'il fomenteroit à Rome, ne se communicassent par contagion à Venise, & n'infectassent la Republique, il n'a pas voulu s'en mesler. C'est en ces termes, qu'un de ses premiers & plus graves Senateurs en parle. C'est pour la mesme raison aussi, que *Ferdinand*, Roy d'*Aragon*, ne voulut pas permettre, que le Pape Alexandre VI fist une promotion de plusieurs Cardinaux, qui estoient la pluspart sujets du Roy, nés en Catalogne, en Aragon ou en Valence, & il n'y consentit, qu'après que le Pape luy eust promis un chapeau pour l'Evesque d'Albi, qui estoit celuy, qui avoit le plus aidé à disposer Charles VIII à la restitution du Roussillon. Mesme les Rois qui affectent, & qui croient qu'il leur importe d'avoir plusieurs partisans dans le College, ne veulent pas qu'on le remplisse de leurs sujets sans leur participation. Henry IV trouva fort mauvais, que Clement VIII eust donné le chapeau à

l'E-

l'Evesque de Lisieux, que l'on appella depuis le Cardinal de Givry, qui ne luy estoit pas agréable, & la Cour ne fut point du tout satisfaite de la promotion des *Cardinaux de Marquemont & de Valençay* sous Urbain VIII, quoy qu'elle consentist enfin à celle du premier.

Ce que je viens de dire de l'Archevesque de Lion, fait voir, que ce ne sont pas les seuls Cardinaux qui jouissent de cette exemption, mais qu'elle s'estend aussy aux autres Prelats, & particulièrement aux Evesques. En l'an 1607 les Cantons d'Uri & de Lucerne envoyerent représenter à *Charles Paschal*, Ambassadeur de France, que c'estoit une chose estrange de voir *l'Evesque de Coire*, qui ne pouvoit reconnoistre autre juge que le *Pape*, sujet à la juridiction d'un tribunal, que les Grisons avoient erigé extraordinairement. Les Juges de ce tribunal, auquel on avoit donné le nom de *Strafgerigt*, suivant la coustume de tous les juges incompetents, ne laisserent pas de passer outre, & condamnerent l'Evesque à une somme de douze cens escus, tant en reparations & amendes, qu'en dépens. Ils casserent & desadvoüerent tout ce qu'il avoit fait à Milan, excepté ce qui regardoit les droits de son Evesché, & ordonnerent que sa personne & son temporel seroient sujets aux Trois Liges, avec défenses de se mesler des affaires de l'Estat. Moyennant quoy ils promettoient d'oublier tout le passé, comme au contraire ils le menacerent de le déposséder, & de luy donner un successeur, s'il ne déferoit à la sentence. Mais il n'y a personne qui ne voye, que tout ce procedé estoit violent & injuste, comme une suite ordinaire des desordres qui ne sont que trop frequents dans un Estat, où une faction predominante opprime l'autre; particulièrement lors que la Religion s'y mesle: comme il arriva en ce temps là aux Grisons, où ce *Strafgerigt*, & tout ce qu'il avoit ordonné, fut bientost aboly. Un Roy Catholique Romain, quel-

que absolu & despotique qu'il soit, ne fera jamais faire le procès à un Evêque par des Juges Royaux, c'est à dire par la Justice ordinaire : mais il demandera que le Pape luy donne de juges. Lors que la Reine Mere Marie de Medicis, se retira de Compiègne, pour passer aux Pais-bas, elle se servit d'un carosse, qu'un des Seigneurs de sa suite avoit emprunté de *l'Evêque de Leon en Bretagne*. Le Cardinal de Richelieu, qui n'aimoit pas ce Prelat, & qui estoit extrêmement vindicatif, obtint en l'an 1632 un bref, par lequel *le Pape commettoit quatre Evêques, pour faire le procès à tous les Ecclesiastiques, de quelque qualité qu'ils fussent, qui se trouveroient avoir attenté à la personne du Roy, ou troublé le repos du Roiaume*. Ces quatre Evêques dépouillerent celui de Leon, & mirent son Evêché en œconomat. Mais après le décès du Cardinal, l'Evêque ayant porté ses plaintes à l'Assemblée generale du Clergé, où il representa l'irregularité des procédures des quatre Evêques, *le Conseil du Roy trouva bon, qu'il en appellast à la Cour de Rome*; parce que l'Assemblée jugeoit, que la sentence n'estoit point Canonique. L'Evêque le fit, & en obtint la cassation. Le Roy & sa Justice n'y eurent point de part : au contraire sa Majesté recommanda l'affaire de son sujet à un juge estanger. *Sebastien de Matos, Archevesque de Braga*, estoit chef des Conjurés, qui avoient entrepris de tuer Jean IV, Roy de Portugal, au commencement de son regne. Il fust arrêté prisonnier. *Jamais crime de Lèse Majesté au premier Chef ne fut mieux verifié*. Ses complices, le Marquis de Villareal, le Duc de Camine, le Comte d'Armamar, & quelques autres furent executés : mais l'Archevesque, l'Inquisiteur General, & quelques Ecclesiastiques de moindre qualité, demurerent prisonniers; parce qu'il n'y avoit point de juge, qui leur pust faire le procès, sans une commission particuliere du Pape. Aussi fut ce une des causes, ou des pre-
textes,

textes, dont le Pape Urbain VIII se servit, pour ne point admettre l'Evesque de Lamego, Ministre de Portugal; parce que le Roy detenoit dans ses prisons des Prelats & des gens d'Eglise, qu'il devoit mettre entre les mains du Pape.

Jamais sujet eut plus d'obligation à son Souverain, que *Thomas Becquet* en avoit à Henry III Roy d'Angleterre. Le Roy l'avoit tiré de la dernière bassesse, pour l'élever aux premières dignités de son Roiaume, en le faisant son Chancelier, & en suite Archevesque de Cantorberry & Primat d'Angleterre. Cependant on peut dire, qu'on ne vit jamais sujet dans une rebellion plus obstinée, ny Prelat dans un orgueil plus insupportable. Il prenoit plaisir à opposer à l'autorité souveraine & legitime de son Roy la puissance injuste & estrangere du Pape: de sorte que son insolence étant devenue tresincommode le Roy le poursuivit avec tant de chaleur, qu'il le contraignit de passer la mer, pour aller chercher la protection de celui, dont il avoit si souvent protégé l'autorité illegitime contre le Roy, son Prince Souverain. Henry, qui au lieu de mettre son sujet entre les mains de la Justice, taschoit de le ramener à son devoir par la douceur, le suivit en France, où l'Archevesque s'estoit abouché avec le Pape, & permit que le Roy de France travaillast à leur accommodement: jusques là, que pour vaincre l'opiniastreté de cet homme, il consentit que la Clergé de France prist connoissance du different, & qu'il le reglast. Mais l'Archevesque, qui ne vouloit point d'autre juge ou arbitre que le Pape, dont les interets faisoient leur querelle, refusa de s'y soumettre, & donna tant de peine au Roy, qu'il fut contraint de luy permettre de retourner à son Diocese. Ce Prestre n'arriva pas sitost en Angleterre, qu'il excommunia l'Archevesque de Yorc, & refusa de reconcilier les autres Prelats, qui avoient suivy le party du
Roy.

Roy. Tellement que Henry perdant patience , & ne le pouvant mettre entre les mains de la Justice , en devint si chagrin , qu'il ne pût s'empêcher de témoigner dans ses conversations familières , qu'on luy feroit plaisir de le délivrer d'un homme si incommode , & incompatible. Il se trouva des gentilshommes , qui tuerent l'Archevesque dans son Eglise ; mais le Pape proceda contre eux avec tant de rigueur , que le Roy , de peur de passer pour complice , ou pour auteur du meurtre , le desadvoïa , & s'en purgea par ferment.

Mais afin qu'on ne s'imagine point , que les seuls Cardinaux & les seuls Prelats jouissent du privilege de cette exemption , je pose qu'il leur est commun avec tous les autres gens d'Eglise. Tellement que j'y comprends non seulement les *Commandeurs & les Chevaliers de l'ordre de S. Jean de Jerusalem, ou de Malthe* ; mais aussy tous les Prestres & tous les Religieux , de quelque qualité , ou de quelque Ordre qu'ils puissent estre. Il ne faut point d'autre preuve de ce que je viens de dire , que le different , que la Republique de Venise eut avec le Pape Paul V , dans les premieres années de son Pontificat , & de ce Siecle. Les Venitiens n'estoient pas fort bien avec le Siege de Rome , parce qu'on ne pouvoit souffrir à Rome ce qu'on faisoit à Venise pour la conservation de la jurisdiction temporelle. Le Conseil de Dix , qui y juge souverainement les affaires criminelles , avoit fait arrester un Chanoine nommé *Vincent Scipion Sarasin* , & le Comte *Brandolin Valdemarino* , *Abbé de Nerveze* , à qui il faisoit le procès pour des crimes enormes & atroces. Ils demanderent leur renvoy pardevant le juge d'Eglise , & le Nonces'y interessant , le Pape declara , qu'il ne permettroit point , que le Conseil de Dix prist connoissance des crimes des Gens d'Eglise , & d'autant qu'à Venise on ne laissa pas de travailler au procès des prisonniers , le Pape passa outre

outre aux censures, & en suite à l'excommunication & à l'interdit. Le différent fut débattu avec grande animosité de part & d'autre, & avec tant d'obstination, que sans les offices, que Henry IV y fit faire par les Cardinaux de Joyeuse & du Perron, & par Bethune & de Fresne, ses Ambassadeurs ordinaires à Rome & à Venise, on auroit eu de la peine à esteindre le feu, que la guerre alloit allumer en Italie. On le prevint, mais le Senat de Venise fut obligé de remettre entre les mains du Pape les deux prisonniers, qui furent pour cet effet amenés au palais du Doge, & confiés à un Docteur & à un Commissaire du Pape, en la présence de témoins : dont on fit un procès verbal, devant que les censures fussent levées. On ne peut nier, que par une action si solennelle, après une contestation opiniastree pendant quelques années, la Republique ne renonçast à la Jurisdiction, qu'elle pouvoit pretendre sur les gens d'Eglise.

Or afin que l'on ne puisse point dire, que ce fust à cause de la dignité de l'Abbé & du Chanoine, que le Pape voulut prendre connoissance de leur procès, j'ajousteray icy celui d'un simple moine. Vers la fin de l'an 1647 on debitoit à Turin un Almanac contenant, entre autres choses, plusieurs predictions fort fascheuses pour l'année suivante, où la personne du Prince mesme n'estoit pas ménagée. L'Almanac estoit de la façon d'un Religieux de l'ordre de St. Bernard, qui s'appelloit Dom Jean Gandolfe, & avoit esté autrefois de celui des Augustins Reformés. Ce Maistre Moine, qui sçavoit quelque chose de plus que de faire des Almanacs, sentant sa conscience chargée, se sauva; mais il fut arresté à Ceve, où il se tenoit caché dans un couvent, en attendant l'occasion de se retirer à Savone, sur les terres de la Republique de Gennes. Dès qu'il se vit prisonnier, il escrivit à la Duchesse de Savoye, qu'il avoit à luy reveler des choses tresimportantes; où sa vie & celle du Duc son

filsestoient intereffées. Le moine ayant esté amené à Turin, on commença à instruire son procès, *en la presence d'un Commissaire délégué par le Nonce*. Il nomma deux complices, dont l'un mourut en prison, & l'autre fut executé. Mais dautant que le Nonce, qui ne vouloit point que le juge seculier instruisist le procès, avoit revoqué le pouvoir de son Commissaire, & que le Pape faisoit difficulté de nommer un autre, *on fit surseoir toutes les procedures*, qui se faisoient contre le prisonnier, jusques à ce que le Nonce eust prié l'Evesque de Maurienne, *du consentement du Pape*, de l'interroger. Le Moine confessa son crime, & neantmoins la Cour de Turin trouva bon d'envoyer le mesme Evesque à Rome, *pour prier le Pape de déléguer un autre Commissaire*, qui assistast au procès du Criminel : mais le Pape n'y voulut point consentir, sinon à des conditions que le Conseil de Turin ne pouvoit pas accepter. Tellement que le juge seculier ne laissa pas de passer outre, & de condamner le criminel ; tant à cause de la nature du crime, qui estoit de la derniere importance, que des personnes eminentes que le criminel y vouloit mesler. Il estoit necessaire de faire mourir l'auteur d'une si dangereuse conspiration : mais dautant qu'on ne le pouvoit pas faire dans les formes ; veu l'incompetence du juge, on l'executa dans la prison. C'est dont on pourroit alleguer une infinité d'exemples.

En France on n'a pas cette consideration pour les simples prestres & religieux, en cas de crime de Lese Majesté. Je parle ailleurs de frere Hilaire, Capucin, qui estant sorty du couvent, pour se faire prestre seculier, entreprit sur la vie de la Reine Mere, & fut roüé vif à Paris. L'Evesque du Mans & le Marquis de Pisani, en parlant au Pape Sixte V de la mort du Cardinal de Guise, luy firent entendre, qu'en France le Roy peut faire faire le procès, mesmes aux Prelats, en cas de crime de Lese Majesté : mais le Pape n'en
de-

demeura pas d'accord ; quoy que l'intention des Ministres de France fust de parler du crime de Lèse Majesté au premier chef.

Ces exemples ne sont pas proprement de mon sujet, & j'en ay desja dit beaucoup ; mais j'estime que je n'en pouvois pas dire trop pour l'appuy d'une verité, que j'establi-ray dans la Section II touchant l'exemption des Ministres Publics. Voyons maintenant si les *Gens d'Eglise*, qui ne se devoient point laisser employer aux Ambassades, y sont propres. Il faut avouer, qu'il y a des Prelats, qui s'en sont tresdignement acquittés, & qui en sont trespasables ; mais comme ce sont deux professions differentes, & que cet employ n'est point naturel aux Ecclesiastiques, ce n'est aussy que par hasard qu'il s'y en trouve d'habiles. Autrefois presque toutes les Ambassades estoient remplies de gens de robbe, ou du moins il n'y en avoit presque point, qui n'eust un Prelat pour chef, ou un moine pour adjoint. On croyoit que toute la science & toute la sagesse estoit ou enfermée dans les cloistres, ou possedée par les Gens d'Eglise : & encore presentement la plupart des Princes ne sont point de difficulté de s'en servir aux Ambassades & aux intrigues : mais non indistinctement. Tous les Ministres du Pape sont Prelats. La plupart des Legats sont Cardinaux, & les Nonces & Internonces sont Archevesques, Evêques, Abbes, ou officiers de la Cour, ou de la Maison du Pape. Les Princes mesmes se servent quelquefois de Cardinaux à leurs Ambassades. Il n'y a pas longtemps que le *Cardinal Lantgrave de Hesse* estoit *Ambassadeur* de l'Empereur à Rome. Le *Cardinal de Joyeuse* l'estoit de la part du Roy Henry IV à Rome & à Venise, pour le different qui estoit entre le Pape Paul V & la Republique en 1606 & 1607. Le *Cardinal Bichi* le fut en 1643 en Italie, à cause de la guerre, que la mesme Republique & quelques Princes d'Italie firent

aux Barberins. Le *Cardinal de Lion* avoit esté nommé pour l'assemblée, qui se devoit faire à Cologne, & le *Cardinal Mazzarin* avoit esté nommé à l'Ambassade de Munster. Le *Cardinal d'Estrée*, qui est un tresdigne & tresillustre Prelat, negotie encore presentement en Italie & en Allemagne pour le Roy. Puis qu'ils peuvent estre Vicerois & Gouverneurs de Provinces, comme ils l'ont esté en plusieurs Roiaumes d'Espagne, à Naples, en Sicile, à Milan & en Flandres : puis qu'ils ont presidé aux diètes en Allemagne, & aux Conseils en Espagne, & qu'ils peuvent mesmes estre Premiers Ministres, dont on a de si grands & de si heureux exemples en France, on doit croire, qu'ils ont aussy les qualités necessaires pour les Ambassades. S'ils ont esté plus malheureux dans les eminents emplois en Espagne, en Allemagne, en Angleterre, en Hongrie, en Transilvanie, & ailleurs, où on a veu perir ou disgracier les Cardinaux d'Espinosa, Clefel, Wolzey, Martinuzzi, Battory &c. ç'à esté par la faute de leurs Princes plustost que par la leur.

Je ne puis parler des Archevesques & des Evesques, que je ne me souviene de M. de Marquemont, Archevesque de Lion, Ambassadeur de France à Rome, & depuis Cardinal. Le Premier Ministre jugeoit, que le Roy en estoit fort bien servy, parce que ce Prelat estoit fort bien avec le Pape, & vouloit qu'il continuast de demeurer à Rome. Mais Marquemont luy escrivit, *que ce n'estoit pas le fait d'un Archevesque de Lion de passer toute sa vie à la Cour : & que ce qui le pressoit le plus de faire instance pour sa revocation, c'estoient les reproches de sa conscience, & le regret de se voir privé des consolations, qu'il recevoit dans les fonctions de sa charge.* Dossat ne fut pas si tost consacré Evesque de Rennes, qu'il escrivit à Villeroy, que le devoir de son nouveau caractere l'obligeroit à la residence : & qu'à Rome on publioit tout les ans un *Edict*, par lequel on ordonne aux Evesques,

& aux autres qui ont cure d'ame , d'aller resider en leurs Eglises. Neantmoins la plus part des Princes se sont autrefois servis des uns & des autres dans leurs plus importantes negotiations, & il y en a qui le font encore presentement. Surquoy on peut dire, que cydevant, lors que toutes les Ambassades estoient extraordinaires , un Prelat pouvoit s'absenter de son Eglise pour le peu de temps , qu'il employoit au service de son Roy & de sa patrie , & le pourroit faire encore sans scandale; mais je ne sçay comment & eux & tous les autres, qui ont charge d'ame , & qui sont obligés à la residence par le Droit Divin, s'en peuvent dispenser, pour en quittant leur troupeau, estre employés à des Ambassades ordinaires, qui les occupent pendant plusieurs années de suite. On les a veu sortir d'une Ambassade ordinaire, pour entrer dans une autre, & mesme dans une troisieme. S'ils veulent vivre de l'autel , il faut qu'ils y servent , & s'ils ne paissent le troupeau , dont la conduite leur a esté confiée, ils deviennent apostats, & sont tenus d'en rendre compte à Dieu. A moins d'estre employés pour le service de l'Eglise en general , ou de la leur en particulier , ou d'estre deputés à un Concile, à un Synode , ou à une Assemblée du Clergé, ils ne peuvent abandonner leurs brebis , pour se jeter dans la Cour , & pour participer aux vices , qui y regnent , & qui en sont inseparables. Il se peut faire qu'il se presente des occasions, où si non la necessité, du moins l'avantage de l'Estat auroit besoin du service d'un Prelat, qui à cause de son habilité extraordinaire, ou bien à cause des habitudes qu'il auroit dans la Cour du Prince , auprès duquel on voudroit l'employer, & alors il ne seroit pas hors de propos de s'en servir dans une Ambassade extraordinaire ; mais il semble que l'ordinaire est incompatible avec leur dignité, & avec leur fonctions Ecclesiastiques. On ne peut nier que ceux qui en usent autrement , n'ayent plus d'ambition que de pieté, & qu'il

est du tout impossible, ou du moins tres difficile, d'estre ensemble habile & adroit Ministre, & bon & pieux Evesque. Je ne parle point de ceux, qui au lieu d'estre Ministres de paix deviennent instruments & herauts de guerre, comme ce *Caraffe*, dont la Legation fut si funeste à la France sous Henry II, qui à l'instance de Prelat rompit la trêve, qu'il venoit de conclurre à Vaucelles; mais de ceux, qui se mélangent intrigues, qui seroient innocentes entre les mains des gens du mestier. On peut dire de l'Evesque de Beziers, aujourd'hui Cardinal de Bonzy, que sans sa qualité de Prelat & sa dignité Episcopale, le caractere d'Ambassadeur ne pouvoit pas estre donné à un plus digne Ministre.

Au reste, je ne sçais comment un Evesque, qui peut se faire respecter dans la Cour d'un Potentat Chrestien, peut se résoudre à souffrir, qu'on l'employe en celle de Constantinople, & auprès d'un infidelle, qui devoit estre son abomination. *François de Noailles*, *Evesque d'Acqs*, estoit Ambassadeur de la part de Charles IX auprès de Selim II, & *Jean de Monluc*, qui avoit la qualité de Protonotaire lors qu'il y fut envoyé, & qui eut depuis l'Archevesché de Vienne en Dauphiné, n'ont pas esté les seuls Ambassadeurs Ecclesiastiques à la Porte; puis que les Rois d'Hongrie y en ont envoyé souvent, & que Ferdinand d'Autriche y envoya l'*Evesque d'Agria* en l'an 1556. On dira peut estre, qu'un Prelat peut, sans scrupule, negotier avec un Prince, dont le Pape mesme recherche l'amitié. Mais je ne sçais, si cette raison satisfera bien ceux, qui n'approuvent pas fort ce commerce du Pape, & qui y trouvent quelque chose de si criminel, qu'il ne peut estre justifié par la distinction, qu'on fait entre le Prince temporel & le Chef de l'Eglise. Le Grand Seigneur mesme s'est quelquefois servy d'Evesques en ses Ambassades. En l'an 1565 Soliman envoya l'*Evesque de Harmstadt* en Transilvanie, à l'Empereur Maximilian II,

pour

pour l'exhorter de ne point faire la guerre à Jean, qui estant fils de Jean Zapoli, prenoit la qualité de Roy d'Hongrie & de Prince de Transilvanie. On en a plusieurs exemples dans l'histoire, & particulièrement en la Byzantine. Mais ces Prelats, qui sont effectivement esclaves, & qui sont contraints d'obeir aux commandemens qu'on leur fait, quelque tyranniques qu'ils soyent, sont d'autant plus excusables, que dans ces emplois ils croient travailler pour le bien de la Chrestienté. Il faut pourtant advoüer, que le Pape ne fait pas une action fort religieuse, en entretenant correspondance avec le Grand Seigneur, pour l'obliger à faire la guerre aux Chrestiens; à moins que l'on y soit contraint par une derniere necessité. L'Histoire rougit, quand elle parle de l'Ambassade, qu'Alexandre VI envoya à Constantinople, pour y demander secours contre Charles VIII, Roy de France. Il donna cet employ à *George Bouchard*, de Gennes, Bajazeth le renvoya en la Compagnie du *Chiaux Daut*, qui estoit chargé d'une bonne somme d'argent, & d'une promesse, laquelle il augmentoit jusques à deux cens mille escus, si le Pape faisoit empoisonner *Gemez*, frere de Bajazeth, qui estoit gardé à Rome, depuis que Louïs XI, Roy de France l'eust envoyé à Alexandre. Ces deux Ministres du Pape & du Turc, en passant de Grece en Italie, furent pris sur mer par *Jean dela Rovere*, frere du Cardinal de St. Pierre, ennemy déclaré du Pape, pillés & exposés à terre. Le Chiaux, qui avoit perdu son argent, & qui n'avoit pas dequoy s'en retourner, ny dequoy subsister, s'avisa d'aller trouver le Marquis de Mantoüe, qui vivoit en fort bonne intelligence avec Bajazeth. Le Marquis le receut, le traitta bien, & le renvoya à son Maistre, qui à son tour fit connoistre au Marquis, qu'une amitié bien placée ne se peut ny payer ny estimer; veu qu'estant tombé entre les mains des Venitiens, que le haïssoient

mor-

mortellement , il n'en seroit jamais fortý sans la puissante intercession du Grand Seigneur.

Les autres Prelats, & les *Gens d'Eglise*, qui n'ont pas charge d'ame, & qui par consequent ne sont pas obligés à la Residence, ny par voeu à la vie claustrale, peuvent entrer en toutes sortes d'emplois. Car encore qu'il n'y ait point d'Ordre, qui par sa premiere institution n'oblige son Abbé à s'appliquer à toute autre chose plustost qu'à des negociations, neantmoins comme on s'est fort éloigné de ces premieres regles, & qu'on voit la plus part des Cours tellement remplies de cette sorte de Prelats, qu'on ne les distingue plus d'avec les autres Courtisans, je ne sçais pas pourquoy on ne les employeroit point aux Ambassades. Puis qu'on les juge capables de toutes les charges & fonctions Civiles, au Parlement, au Conseil & par tout ailleurs, on ne les peut exclurre des autres emplois plus relevés, s'ils ont les qualités necessaires pour y reussir.

Pour les Religieux, il faut sçavoir premierement, si leur profession ne les doit point exclurre du maneige de toutes les affaires publiques. Secondement s'ils y sont propres, & en troisiéme lieu, s'ils doivent estre considerés comme Ministres Publics, & jouir de la protection du *Droit des Gens*. Je pourrois faire icy distinction entre les Moines, qui vivent des fondations de leurs Couvents, & les mendiants, qui ne devroient point avoir d'autre revenu que celui de leur besace, n'estoit que leur premiere institution exclut les uns & les autres indistinctement des Ambassades & des Negociations. Tous les Religieux, en entrant dans le Couvent sortent du monde, & font voeu de renoncer à tout ce qui les y peut attacher; tout de mesme que ces premiers moines, qui pour éviter la cruauté des persecutions, ou pour quelque autre raison, se retiroient aux deserts, afin de fuir le commerce des hommes. Ils ne peuvent estre employés aux
Ambassa-

Ambassades, qu'ils ne s'emancipent de l'obeïssance qu'ils doivent à leurs supérieurs, qu'ils ne se dispensent de la pauvreté, dont ils font voeu, & qu'ils n'exposent à des tentations violentes cette chasteté, qui leur fait regarder le mariage même comme un état d'impureté & de pollution. Je ne croy pas devoir repeter icy ce que l'Abbé d'Ursperg dit des moines Mendiants, ny ce que M. le Camus, Evêque de Bellay, dont le zèle & la candeur approchoient de la piété des Evêques de l'Eglise primitive, en a écrit & publié depuis quelques années en plusieurs volumes; mais je poseray simplement, que les Moines ne péchent pas seulement contre les regles de leur ordre, en se mêlant des affaires du monde, ce qui les rend incapables du caractère, mais aussi qu'ils ne sont point du tout propres pour la négociation. Quand je parle de la négociation, je prens ce mot en sa signification naturelle, pour un maneige d'affaires publiques, fondé sur une parfaite connoissance, & sur une prudence éloignée de ces artifices, qui dégènerent souvent en tromperies & en trahisons: dont on n'a que trop d'exemples.

Les *Rois Catholiques Ferdinand & Isabelle* se servoient de Religieux en presque toutes leurs affaires. Ils avoient une devotion tresintéressée, qui tenoit bien fort de la bigotterie, pour faire valoir leur fausse piété. Ils n'avoient que des moines à leur suite, & dans les intrigues, qu'ils faisoient dans toutes les Cours des Princes voisins. Frere *Jean de Mauleon* negotioit continuellement auprès de Charles VIII, & en obtint enfin la restitution du Comté de Roussillon. Des *religieux du Montserrat* y furent employés après la revolution des affaires de Naples: & ce fut *Jean d'Enguera*, Moine de l'Ordre de S^t. Bernard, & Inquisiteur de Catalogne, qui fit les premières propositions du mariage de Germaine de Foix, nièce de Louis XII, avec Ferdinand, & il ne partit point de la Cour de France, qu'il n'eust con-

clu le mariage de cette Princesse, & une alliance avec le Roy. Les Prelats faisoient l'ornement de toutes les Ambassades, & les Religieux le fort de toutes les negotiations, particulièrement lors qu'il avoit envie de tromper : ce qui ne luy estoit pas fort extraordinaire. Je n'en dirois pas davantage, n'estoit qu'un certain Remarqueur de Bruxelles, auteur du *Traitté curieux touchant l'enlevement au Prince G. de Furstemberg*, se trouvant fort scandalisé de ce que j'ay dit ailleurs de l'infidelité de Ferdinand le Catholique, entreprend de justifier sa memoire; de sorte que je ne puis me dispenser d'y adjouster, qu'il n'y a point d'histoire de ce temps là, qui n'en parle que comme du plus perfide de tous les Princes. Celle d'Espagne, au lieu de le justifier, l'excuse sur la necessité, où il se trouvoit reduit, par l'infidelité des Princes, à qui il avoit à faire, de prevenir par ses trahisons celles qu'on luy vouloit faire. Hier : *Zurita*, qui semble n'avoir composé son histoire, c'est à dire les deux derniers Tomes de son ouvrage, que pour la faire servir de panegirique à Ferdinand, ne peut s'empescher d'en parler en ces termes. *Non seulement les estrangers, mais aussy ceux du pais l'ont fort blâmé de n'avoir point gardé la parole & la foy qu'il avoit donnée, & qu'il preferoit tousjours la consideration de son interest particulier à ce qui estoit juste & honneste ; veu que le veritable fondement de la justice consiste en la constance & en la fermeté des paroles, & principalement en celle des œuvres. Celuy qui viole la foy détruit tout le bien universel des hommes.* *Zurita* pour l'excuser, ne le nie point, mais il dit, qu'il n'est pas juste de charger un seul Prince d'une faute, dont tous les Princes estoient coupables. Ce n'est pas mon intention de justifier les autres Princes. Il n'y a rien qui m'y oblige : mais il y a dequoy s'estonner de ce que les histoires du temps ne parlent point de ceuxcy, comme elles font de celuy là, & ne les marquent point de la mesme infamie. Ferdinand ne

pou-

pouvoit point apprehender de trahison de Henry VIII, Roy d'Angleterre, son gendre, & neantmoins il le trompa deux fois tresvilainement. Mais afin que de ne m'engager point à une trop longue digression, je feray icy son portrait d'un seul coup de pinceau, en rapportant le conte, que fait de luy un auteur Espagnol, qui a fait des commentaires sur les Memoires de *Phil. de Comines*. Il dit que Ferdinand avoit envoyé son Secretaire *Pierre Quintana* à Louïs XII, Roy de France, pour luy faire quelque ouverture d'alliance; mais Louïs luy dit, que Ferdinand : qui l'avoit trompé deux fois, ne le tromperoit pas la troisième, & le renvoya. *Quintana*, en faisant rapport du mauvais succès de sa negotiation, eut de la peine à dire le veritable sujet du refus de Louïs, & à marquer le reproche qu'on luy avoit fait de l'infidelité de Ferdinand : mais se voyant pressé par le Roy, il dit enfin, que Louïs luy avoit déclaré, que Ferdinand l'ayant trompé deux fois, il n'avoit garde de traiter avec luy, de peur de l'estre une troisième. *Ferdinand* après avoir refusé un peu sur le rapport de *Quintana*, luy demanda : Combien de fois est ce que Louïs dit que je l'aye trompé ? deux fois ? Par dieu il en a menty l'yvrogne ; car je l'ay trompé plus de dix fois. L'auteur, qui en parle comme d'une fort jolie repartie, y adjousté ; *Ma foy, je croy que Ferdinand disoit vray*. Je ne sçais si après cela on peut me faire mon procès, pour avoir soustenu, que la veritable pieté & la sincerité n'estoient pas les plus grandes vertus du Roy Catholique.

Outre que les Moines ne font plus partie de la société civile, & qu'ils ne font dans une Republique que ce que les guêpes font dans une ruche, *ignatum pecus* : ces ames basses, qui se peuvent refoudre à s'enfermer dans un couvent, & à ramper dans la faineantise & dans les ordures d'une mendicité volontaire, ne peuvent pas avoir cette éle-

vation d'ame, qui est une des plus nécessaires parties de l'Ambassadeur. Leur prudence n'est composée que d'artifices & de petites finesſſes, qui n'entrent point dans le commerce des honnestes gens: & au lieu de cette noble asſeurance, qui sied si bien au Ministre Public, ils ont une impudence Cynique, qui est propre au dernier degré à ceux de leur profession. Ils sont la plus part vains, indiscrets, imprudens & temeraires, & ainſy plus capables de gaster les affaires que de les conclurre. Je veux croire que les Capucins, les plus mortifiés de tous les Religieux, ne voudroient pas faire une fourberie ny une infidelité, & veux bien encherir sur tout ce qu'on dit de l'habilité de ceux que l'on a veu courir l'Italie, la France & l'Allemagne pendant les guerres, qui ont eu leur commencement en Boheme & à Mantoüe: Mais comment peut on n'avoir pas une tresmeſchante opinion d'un Capucin, qui sort de son couvent, pour se mettre à la teste d'une armée de rebelles, comme le *Pere Ange de Joyeuse*? ou pour se charger de toutes sortes d'affaires, politiques & militaires, comme le *Pere Joseph*? ou bien pour faire des ouvertures, qu'un Ministre & un homme d'honneur ne voudroient & ne pourroient pas faire? comme ce Capucin, qui alla trouver le Prince d'Orange au ſiege de Hulſt, dont je parleray incontinent: ou bien encore, pour faire d'autres intrigues plus dangereuſes, comme ceux qui par leurs Conſeils ſanguinaires, ont allumé & nourry la guerre en pluſieurs parties de l'Eûrope. Il n'est pas neceſſaire de les nommer, de peur de ſcandalifer un Ordre, qui n'approuve pas les déreglements de quelques particuliers, qui comme des apoſtats n'ont pas voulu ſe ſoumettre à ſa diſcipline.

Le Capucin, dont je viens de parler, eſtoit d'une des meilleures Maisons des Pais-bas, & ayant fait autrefois le meſtier de Cavalier, il croyoit pouvoir ſervir le Roy d'Eſpagne

pagne dans sa profession. S'estant travestý, & s'estant chargé de lettres de creance, il alla vers la fin de l'an 1645 au Camp du Prince d'Orange, qui avoit assiégué Hulst. Il luy dit, qu'il avoit ordre d'offrir aux Provinces Unies la paix ou la trêve, au choix du Prince, & aux conditions, que les Estats mesmes mettroient sur le papier. Le Prince repartit, que l'affaire estant de la derniere importance, il falloit luy donner le loisir d'y songer, & qu'il luy feroit sçavoir sa réponse. Dès que le Moine fut fortý, le Prince fit part de sa negotiation à Destrades, qui estoit l'homme du Roy de France, & le lendemain il le fit enfermer dans un cabinet, d'où il pouvoit entendre la conversation, que le Prince auroit avec le Moine. On luy fit repeter tout ce qu'il avoit dit le jour precedent, touchant la restitution des terres, qui appartiennent à la Maison d'Orange dans la Franche Comté, lesquelles le Roy d'Espagne laisseroit au Prince en toute Souveraineté, & en augmenteroit le revenu de deux cens mille livres, pour le dédommager de celuy, dont il n'avoit point jouý pendant la guerre. Il offrit aussy la Souveraineté aux Provinces Unies, avec l'arbitrage des differents des deux Couronnes, & conclut son discours, en representant le sujet que l'on avoit d'apprehender le voisinage de la France. Après que le Capucin eust achevé sa harangue, le Prince luy dit: *que ce luy estoit un grand scandale de voir dans cet equippage un homme, qui avoit renoncé au Monde, & qui ayant fait voeu de servir Dieu, ne se devoit pas mesler des affaires de cette nature.* Qu'il ne luy pouvoit dire autre chose, sinon qu'il auroit mauvaise grace d'écouter des propositions de paix, pendant qu'il estoit occupé au siege d'une des plus fortes places de Flandre. Cela fait, le Prince fit entrer Destrades, à qui il donna copie des lettres, que le Moine luy avoit apportées, & en rendant au Moine les originaux, il luy ordonna de sortir du Camp dans six

heures, & de n'y plus revenir. Cette commission estoit fort propre pour un moine, que l'on pouvoit desaduotier, & charger impunement de l'infamie & du mauvais succès de la negotiation. On voit un portrait admirable d'un Moine negociateur dans la lettre que Cardinal Dosfat escrit à M. de Villeroy du 22 Fevrier 1601, au sujet de *frere Hilaire de Grenoble, Capucin*. Le Moine avoit trouvé le moyen de se faire donner une lettre de creance du Roy Henry IV pour le Pape; mais il ne tint pas à luy, qu'il ne fist au Roy des affaires, capables de rejeter le Roiaume dans les desordres & les troubles, dont on avoit eu tant de peine à le tirer. Tout ce qu'on peut dire de la vanité, temerité, imprudence, de l'orgueil, des emportements & de l'impudence des Moines, se rencontra en ce Capucin, dans un si haut degré, qu'il pourroit seul verifier ce que j'ay dit de tous les autres moines. Celuicy qui s'appelloit Travail, jetta quelque temps après le Froc, pour se faire prestre seculier, & offrit à M. de Luines de faire mourir le Marechal d'Ancre. Il s'y intrigua si avant, qu'on fut contraint de luy communiquer le dessein qu'on avoit de s'en défaire: mais l'exécution s'estant faite depuis, sans qu'il y eust part, & craignant, ou voulant faire croire que la Reine Mere se vengeroit sur luy de la mort du Marechal, il entreprit de faire mourir cette Princeesse, par le fer, ou par le poison: dont ayant esté bien convaincu, il fut rompu vif à Paris le 10 May 1616. Estant sur la sellette il dit, qu'il auroit volontiers sacrifié la vie de son pere & de sa mere pour le bien de l'Estat.

C'est à quoy & eux & les autres gens d'Eglise, j'en excepte les Prelats, sont fort sujets. En l'an 1639, pendant les contestations que les Hollandois avoient avec les Espagnols pour les passeports des Ministres, qui devoient travailler à la paix, la Cour de Bruxelles envoya un project de passeport à la Haye, par le *Curé d'un village de la Mairie de Boisleduc*.

leduc. L'ordre vouloit qu'elle l'envoyast à l'Ambassadeur de Venise, dont la mediation avoit esté agréee, afin qu'il le fist tenir aux Estats. Mais dautant que par ce moyen les Espagnols auroient esté obligés de garantir leur escrit, après l'avoir mis entre les mains d'un Ministre Public, & qu'ils vouloient se réserver la liberté de le changer, & mesmes de s'en dédire, s'ils le trouvoient à propos, ils en chargerent un prestre.

Philippe II, Roy d'Espagne, ayant formé le dessein de joindre la Couronne de Portugal à la Monarchie de Castille, après le decés du Roy Sebastien, avoit envoyé *Christoffre de Mora*, son Ambassadeur extraordinaire, à Henry, successeur & oncle de Sebastien : mais afin de s'asseurer entierement de la succession, il luy importoit d'empescher, que Henry, qui estoit desja fort agé & prestre, ne se mariait, & n'osant luy en faire parler par une personne de qualité, il y envoya un *Moine Jacobin*, nommé *Ferdinand de Castille*. Ce negociateur froqué representa à Henry, qu'il donneroit un grand avantage aux heretiques, & un grand scandale à tous les bons Catholiques, s'il se resolt au mariage. Henry estoit devot jusques à la superstition; c'est pourquoy Philippe croyoit qu'il luy pouvoit employer un Religieux pour luy faire faire un discours, qu'un Cavalier ne luy auroit pas voulu faire; mais Henry qui le receut fort mal, ne luy parla qu'une seule fois, & le renvoya sans réponse.

Ils sont impudents au delà de l'imagination. *Harold*, ayant usurpé la Couronne d'Angleterre après la mort d'Edüard, dernier Roy de la posterité des Saxons, *Guillaume*, Duc de Normandie, qui y pretendoit, passa en l'an 1066 la mer avec une puissante armée, & s'estant campé auprès de Hastings, proche de celle de Harold, il luy envoya dire par un *Moine*, qu'il eust à luy ceder le Roiaume, conformément-

mément au serment, que Harold luy avoit fait quelques années auparavant, ou du moins qu'il luy fist hommage du Roiaume, qu'il offroit de luy laisser à cette condition ; mais que s'il refusoit de faire l'un ou l'autre, leur different se pourroit décider par un combat particulier, à la veüe des deux armées. *Harold* luy répondit, qu'il n'y avoit que Dieu qui le pust regler : mais le moine repartit avec audace, que si Harold pretendoit contester le droit de Guillaume, il falloit s'en remettre au Pape, *ou bien au sort des armes*. Il est vray que l'Histoire du temps blame Harold de n'avoir pas fort bien traitté les Ambassadeurs de Guillaume, mais cela ne justifie pas le Moine, qui ne se devoit pas charger de cette commission, ny porter une parole de défy & de combat.

En l'an 1292, après que *Pierre Roy d'Aragon*, à qui les Histoires du país donnent le surnom de *Grand*, eust conquis le Roiaume de Sicile, Charles Duc d'Anjou, qui avoit la reputation du plus vaillant Prince de son temps, luy envoya dire par un *Moine Jacobin, ou de l'Ordre de St. Dominique, nommé Simon de Lentin* : Que Pierre n'estoit point entré en Sicile par la porte, mais comme un larron, par de mauvais moyens ; puis que luy Charles n'estant pas son ennemy ny de ses Roiaumes, il luy faisoit la guerre, sans qu'il la luy eust declarée, ou qu'il l'eust défié. Qu'il estoit prest de luy soutenir, par le combat de corps à corps, *qu'il luy détenoit son Roiaume injustement, & qu'il le luy avoit usurpé & ravy comme un voleur, s'estant fait chef d'une troupe de rebelles & de traistres*. Pierre considerant que ce discours, qui luy fut fait avec une incivilité & une impudence de moine, n'estoit pas un message à faire par un homme de cette robbe, ne daigna pas luy faire réponse, & le renvoya. En l'an 1309 Jacques II, Roy d'Aragon, envoya au Pape Clement V, *Pierre de Marsilio, moine du mesme ordre de St. Dominique, & Fortugno Martinez*, pour luy demander secours contre
les

les Mores. Le Moine parla avec si peu de respect, que le Pape le fit mettre entre les mains du General de son Ordre, pour le faire punir.

Ce n'est pas que les Princes ne s'en puissent servir quelquefois utilement, mais c'est plustost pour disposer les parties à la negotiation, que pour negotier. *Françisco de Quiñones*, General des Cordeliers, & depuis Cardinal de S^{te}. Croix, faisoit les allées & venües entre le Pape Clement VII & l'Empereur Charles V, pour les disposer à l'accommodement, qui se fit depuis. *Gabriel de Gusman*, Cordelier, & Confesseur d'Eleonor d'Autriche, Reine de France, fit les premieres ouvertures de la paix, qui se conclut en l'an 1544, entre le mesme Empereur & François I Roy de France. Ces Princes estoient tous deux las de la guerre, & neantmoins ils ne pouvoient se resoudre, ny l'un ny l'autre, à faire les premieres avances pour la paix : de sorte que la Reine les fit faire par ce moine. Après qu'il eust fait quelques voyages du Camp des François à celuy de l'Empereur, où il ájusta les preliminaires, c'est à dire le temps & le lieu du Congrès, l'Admiral de France, avec Bayard, Secrétaire d'Estat, d'un costé, & Don Ferdinand de Gonzague, avec Granvelle, de l'autre, s'assemblerent à Cambray, où ils demurerent bientost d'accord des conditions du traité ; dont on voulut bien precipiter la conclusion, afin d'en oster la gloire aux Legats du Pape, qui estoient desja en chemin. *Bonaventure Calatagironne*, General des Cordeliers, s'intrigua fort en la negotiation de la paix de Vervins, & *Jean Neyen*, Commissaire general du mesme Ordre, en celle de la trêve des Païs-bas, mais ils y agissoient en couretiers plustost qu'en marchands.

Quand ils se meslent du commerce mesme, ils y reüssissent rarement. Don Garcia de Silva Figüeroa, Ambassadeur de Philippe III Roy d'Espagne en Perse, Seigneur

fort devout & trescatholique , parlant de l'employ , que Schach Abasavoit donné à un *Religieux* , nommé *frere Redemto de la Croix* , en le faisant comprendre en la commission de *Robert Sherley* , qu'il envoyoit en Ambassade au Roy d'Espagne , dit , que ce Moine estoit fort bon homme , & d'une vie assés innocente ; mais qu'on pouvoit dire , qu'en se mêlant d'affaires , qui n'avoient rien de commun avec celles de sa profession , il fut la seule cause de la déplorable perte d'Ormuz , par son imprudence plustost que par malice. Quelque temps avant les derniers mouvements de Naples , les Marquis d'Achaïe & de Monti , Seigneurs Napolitains , s'estant ligüés avec plusieurs autres personnes de qualité , pour secoüer le joug de la domination Espagnole , se servirent d'un *Moine Theatin* , nommé *André Paulucci* , à qui ils firent faire plusieurs voyages vers le Prince Thomas de Savoye , & vers le Cardinal Mazzarin ; mais il en usa avec si peu de discretion , que son intrigue ayant esté découverte , le Supérieur de son Ordre le fit arrester , & enfermer dans un couvent de Ravenne. Quelques uns des Conjurés trouverent le moyen de l'en tirer ; mais se défiant de sa conduite , ils luy ordonnerent , de ne plus revenir au Roiaume , & de rendre compte de sa negotiation par ses lettres , sur les ordres qu'ils luy envoyeroient. Le Cardinal Mazzarin mesme le fit advertir de prendre garde à luy , d'estre plus reservé à parler de sa negotiation , & d'éviter les lieux , où les Espagnols luy pourroient mettre la main sur le collet. Mais il negligea tous ces advis , & fut mesmes assés temeraire , pour aller à Naples , pendant le peu de jours de repos , dont la ville jouït après la mort de Mas Aniello. Il y fut trouvé travesty en soldat , arresté , conduit au chasteau , appliqué à la question , & executé. Le Marquis de Monti le fut aussy , mais celuy d'Achaïe trouva le moyen de se sauver dans l'Isle de Corfou , & de là à Venise.

se. Ceux de la ville de Naples avoient leur intrigue avec les Ministres, qui estoient de la part la France à Rome, par le moyen d'une *Moine Jacobin*, nommé le *Pere Capece*, qui ne valoit pas mieux que *Pau'ucci* ; parce qu'il trahissoit le Roy, son Prince Souverain, aussy bien que l'autre. En l'an 1548, le Pape ayant rappellé d'auprès de l'Empereur le Cardinal Sfondrate, qui y avoit esté Legat, y envoya en qualité de Nonce, l'Évesque de Fano, qui estoit de l'Ordre de St. Dominique. L'Ambassadeur de France, qui pretendoit que le Pape devoit rompre tout commerce avec Charles V, s'en plaignit : mais le Pape luy fit dire, qu'en envoyant un moine à l'Empereur, il en avoit usé comme on fait d'ordinaire à l'égard des agonisans, à qui on envoie un Religieux, pour le disposer à la mort : voulant faire entendre, qu'il n'envoyoit ce Ministre auprès de l'Empereur que pour luy faire connoître, que leur amitié languissante estoit bien presté d'expirer.

Autrefois, sous le regne de la superstition & de l'ignorance, on respectoit les Religieux ; mais il y a longtemps que l'habit & la mine ne trompent plus : au contraire, on ne traite avec eux qu'avec scrupule, & on est en des défiances continuelles de leurs equivoques, aussy bien que de l'intention des Princes qui les employent. Ils n'ont pas la qualité d'Ambassadeur, parce que la representation tiendrait du ridicule : mais soit qu'ils ayent des lettres de creance, où qu'on les en vueille bien croire sur leur parole, si on negotie avec eux, bien qu'ils n'ayent pas le caractère de Ministre Public, ils ne laissent pas de jouir de la protection du *Droit des Gens* : comme de l'autre costé, on ne les peut punir avec trop de severité, s'ils abusent de leur habit & de leur profession, pour tramer des trahisons & des assassinats, dont on pourroit faire plusieurs volume. Le P. Joseph, qui aida Leon Brulard

à faire le traité de Ratifbonne, n'avoit point de caractère.

SECTION X.

Des Legats.

IL manqueroit quelque chose de bien essentiel à ce traité, si en parlant des Ambassadeurs, je ne donnois aussi une Section aux *Legats*. Il y en a de deux sortes. Les uns sont gouverneurs de Province, ou de ville, comme d'Avignon de Ferrare, d'Urbain, de Bologne &c, & peuvent estre créés par un bref du Pape, aussi bien qu'au Consistoire, mais les autres sont Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, que le Pape nomme tousjours au Consistoire; c'est à dire dans assemblée des Cardinaux, qui font le Conseil du Monarque, & le Senat de l'Hierarchie. C'est de ces derniers qu'il sera parlé presentement. Je ne puis me dispenser de les mettre au rang des Ministres Publics; parce que le Pape envoie ses *Legats* pour les mesmes causes, pour lesquelles les Princes séculiers s'envoient des Ambassadeurs Extraordinaires. Le Pape n'envoie point à des Dames. Marie, sœur de Philippe II, & veuve de l'Empereur Maximilian II, passant par l'Italie, pour aller en Espagne, envoya un Ambassadeur au Pape, pour luy baiser les pieds. Frederic Madrucci, Ambassadeur de Rodolfe, & l'Abbé de Bergues, Agent d'Espagne, firent instance à ce que le Pape envoyast un *Legat* à l'Imperatrice. Mais on leur répondit, que les *Papes n'envoient jamais des Legats à des Dames*, si elles ne passent par les terres de l'Eglise: aussi Gregoire XIII se contenta de luy envoyer quelques chapelets & des *Agnus Dei* par le P. Tolete Jesuite, qu'elle avoit envoyé querir.

Le Pape ordonna bien au Cardinal Riario, qui revenoit de sa Legation d'Espagne, de les presenter à l'Imperatrice; mais comme ce Prelat estoit desja trop éloigné du chemin qu'elle prenoit, on chargea du compliment le Seigneur Taverna, qui alloit en qualité de Nonce en Espagne.

Après que le Legat a esté déclaré dans le Consistoire tout le College l'accompagne en ceremonies jusques hors la porte de la ville, avec leurs familles, masses d'argent, & valises, en la mesme maniere que se fait la cavalcade d'un Cardinal, qui va recevoir le chapeau des mains du Pape. Après cela le Legat peut bien rentrer dans la ville incognito; mais il n'y doit plus paroistre, ny recevoir des visites publiques. Lors qu'il part effectivement, il ne peut faire porter la croix devant luy, qu'il ne soit à quarente milles de la ville de Rome, parce que ce n'est qu'alors qu'il fait paroistre les marques de sa Legation, & qu'il commence à en faire les fonctions. A son retour on luy fait entrée, les Cardinaux envoient audevant de luy, & luy rendent visite en ceremonies. Ces Legats sont des Protonotaires Apostoliques, des Chevaliers, & des Docteurs en toutes les facultés. Ils legitiment aussi des bastards, & ont plusieurs autres pouvoirs, qui n'estant pas fort compatibles avec les Libertés de l'Eglise Gallicane, on ne reçoit les Legats en France, qu'après que leurs bulles ont esté examinées & enregistrées au Parlement de Paris, en vertu d'une lettre d'attache que le Roy y joint, pour luy ordonner l'enterinement des bulles, lequel ne se fait qu'avec les modifications suivantes, qui font connoistre le pouvoir que les Legats ont dans les autres Roiaumes.

„ Que le Legat ne pourra, en vertu de ses bulles, exercer aucune Jurisdiction dans le Roiaume, mesmes du
„ consentement des parties, non pas mesmes sur ceux, qui
„ comme estant immediatement sujets au siege de Rome,
„ sont exemts de la Justice ordinaire : mais il sera obligé de

„ leur donner des juges sur le lieu, qui prendront connois-
 „ sance de l'affaire, & la regleront. Que les lettres de legiti-
 „ mation, qu'il fera expedier pour des bastards, ne pour-
 „ ront servir qu'à les rendre capables d'estre admis aux Or-
 „ dres, & sans prejudice des Chapitres & des Colleges, qui
 „ ne reçoivent point de bastards, & que ces légitimés ne
 „ pourront avoir part aux successions, ny estre admis aux of-
 „ fices civils. Que le Legat ne pourra incorporer les benefi-
 „ ces, mais seulement nommer des juges, suivant les de-
 „ crets du Concile de Constance. Qu'il ne pourra dispen-
 „ ser des années, que sont obligés d'employer aux études
 „ ceux, qui à cause de leur qualité peuvent estre nommés
 „ aux benefices. Qu'ils ne chargera point les benefices ny
 „ les prebendes de pensions, mesmes du consentement de
 „ ceux qui les possèdent; si ce n'est au profit de celui qui
 „ les resigne, ou bien pour prevenir les procès, & qu'il
 „ ne permettra pas que ceux qui les resignent, se reservent
 „ tout le revenu, sous pretexte de pension. Qu'il ne per-
 „ mettra point, que ceux qui possèdent des benefices, en
 „ alienent les terres ou les rentes, sous quelque tiltre ou
 „ sous quelque pretexte que ce puisse estre; quand mesmes
 „ ces benefices ne seroient point dépendants d'aucune juris-
 „ diction du Roiaume, & qu'ils seroient immédiatement
 „ sujets au Pape: auquel cas il sera tenu de nommer des ju-
 „ ges dans le Roiaume, qui y pourvoyent ainsy que de rai-
 „ son. Qu'il ne pourra donner les Abbayes, tant d'hommes
 „ que de femmes, en Commande, sans la nomination du
 „ Roy, qui en a le pouvoir, en vertu du Concordat fait
 „ avec le Pape Leon X: & qu'il ne disposera point des bene-
 „ fices vacants, au prejudice de l'indult accordé par le Roy
 „ aux Conseillers du Parlement. Qu'il n'exercera point de
 „ juridiction entre les sujets du Roy, pour fausseté, usure
 „ ny divorce, touchant la restitution de la dot, ou
 „ pour

„ pour des biens injustement acquis par des contractz illegi-
 „ times ou illicites. Qu'il ne prendra point de connoissance
 „ du crime d'heresie, lors que le repos public s'y trouvera
 „ interessé, & qu'il ne sera question que du fait; parce qu'el-
 „ le n'appartient qu'aux juges Royaux: & qu'en ce cas là il
 „ ne pourra absoudre les sujets du Roy, sinon à l'égard de
 „ la conscience & de la penitence Canonique. Qu'il ne
 „ pourra donner dispense aux beneficiers & aux religieux
 „ de tester, au prejudice des coustumes ordinaires du Roi-
 „ aume, des Edits du Roy, & des arrests du Parlement.
 „ Qu'il ne pourra donner dispense, au prejudice des loüa-
 „ bles coustumes & privileges des Eglises Cathedrales &
 „ Collegiales, ny contre les privileges accordés aux Rois
 „ par les Papes. Qu'il ne pourra donner à une mesme per-
 „ sonne plusieurs benefices dans une mesme Eglise, ny don-
 „ ner aux executeurs testamentaires du temps au delà de ce-
 „ luy qui est réglé par les loix. Qu'il ne convertira point les
 „ legs pieux à d'autres usages, contre l'intention du testa-
 „ teur; si ce n'est que la volonté du defunt ne puisse pas estre
 „ accomplie, & pourveu qu'on les employe à des usages
 „ conformes à sa volonté. Qu'il ne fera rien contre la regle
 „ *de Verisimili notitia & publicandis resignationibus*. Qu'il
 „ ne composera point des fruits perçus par ceux, qui se se-
 „ ront mis en possession des benefices sans juste tiltre, ny ne
 „ les leur quittera point; parce qu'ils doivent estre restitués
 „ aux Eglises, à qui ils appartiennent. Qu'il n'ordonnera
 „ point, qu'en la collation des benefices on ait égard seule-
 „ ment à ses lettres, sans la production des procurations, en
 „ vertu desquelles les benefices auront esté resignés. Qu'en
 „ ses lettres il n'employera point la clause *antefirri*, ny de
 „ semblables clauses, au prejudice du droit acquis à autrui.
 „ Qu'il ne pourra evoquer à luy les causes Ecclesiastiques,
 „ ny en prendre connoissance, au prejudice du *Chap. de*
 „ *Causis*

„ *Causis*, ny user de sequestration. (*Ce chapitre de Causis dans les concordats dit, que le Pape doit commettre les causes de France, qui luy sont reservées, in partibus, c'est à dire à des Prelats François.*) Qu'il ne connoistra point des crimes, qui ne sont pas purement Ecclesiastiques, quand mesmes ils feroient mixtes, commis contre des laics, mais seulement contre des gens d'Eglise: & mesmes dans les crimes purement Ecclesiastiques il ne pourra condamner les laics à des amendes pecuniaires; mais seulement les Ecclesiastiques: & ce suivant les Canons, & pourveu que ce soit sans prejudice des decrets des Conciles inserés au Droit Canon. Qu'il ne pourra faire expedier des lettres de restitution, ny de rescision de contracts. Qu'il ne pourra prendre connoissance des actions réelles, dont les contracts auront esté passés entre des laics, ou bien entre des Ecclesiastiques, pardevant des Notaires Royaux. Qu'il ne pourra rehabiliter des laics notés d'infamie, mais seulement les Ecclesiastiques, à l'égard de leur fonction & les Ordres. Qu'il ne permettra pas, que ceux qui ont resigné des benefices, cedent à d'autres les pensions, qu'ils se sont reservées. Que la disposition des benefices, dont le Legat à la collation, cessera après qu'il sera sorty dū Roiaume, & que devant que d'en sortir il y laissera les actes de sa legation. Enfin qu'il ne fera rien, qui puisse prejudicier aux Saints Canons, aux Concordats faits entre les Rois & les Papes, aux Conciles Oecumeniques, aux droits, immunités & privileges de l'Eglise Gallicane, aux Universités & aux autres Escoles publiques, dont il passera acte de sa main. C'est ce que les Cardinaux d'Amboise, Gouffier, du Prat, Farnese, Sadolet, Caraffe, de Ferrare, de St. George, Verallo & autres ont esté obligés de promettre.

Le Cardinal Barberin, en venant Legat en France en l'an

1625,

1625, avoit envoyé ses bulles au *Nonce Spada*, pour y faire joindre les lettres d'attache du Roy, & pour en procurer l'enregistrement. Le Parlement ordonna, qu'elles seroient enregistrées avec les modifications, qui se trouveroient exprimées dans un acte qu'il feroit expedier. Mais sur les plaintes que le Nonce en fit, le Roy ordonna au Parlement d'enregistrer les bulles en la mesme maniere, que celles du Cardinal de Medicis l'avoient esté sous le regne de Henry IV. Le Parlement obeît: mais dautant que les officiers du Pape avoient oublié d'y mettre la qualité de Roy de Navarre, le Parlement fit de nouvelles difficultés, & refusa d'enregistrer les bulles, si le Nonce n'en faisoit venir d'autres, ou du moins un bref, qui rectifiast cette omission, & si luy & le Legat ne s'obligeoient par escrit d'y satisfaire dans un certain temps. Le Nonce n'en voulut rien faire, & par ses importunités obtint d'autres lettres de jussion, qui obligerent le Parlement à passer outre à l'enregistrement. Mais il fut ordonné en mesme temps, qu'il seroit mis sur le reply, *leües publiées & registrées, aux charges portées par le Registre*, & qu'à l'audiance, où les facultés seroient publiées, il seroit dit de vive voix: que c'estoit sans l'approbation du Concile de Trente, & que les Bulles ne seroient rendues au Legat, qu'il n'eust apporté un bref, qui suppleast à cette omission du Roiaume de Navarre. Mais le Pape aima mieux envoyer d'autre bulles.

Le mesme Cardinal Barberin, en partant de la Cour assés brusquement, & avec quelque incivilité, emporta le registre & le sceau de sa legation, qu'il estoit obligé de laisser au Parlement. Le Procureur General, en ayant esté adverty, la Cour ordonna au Procureur du Roy du Presidial de Lion de retirer l'un & l'autre du Dataire: & cet officier subalterne, s'estant fait accompagner du Lieutenant General du mesme Presidial, alla avec une suite de quarente sergents au logis du sousdataire, qui s'excusa bien sur l'ab-

sence du Dataire son Maistre, mais il fut obligé de promettre par escrit, qu'il rendroit l'un & l'autre le lendemain. Le Dataire Pamfilio, depuis Pape sous le nom d'Innocent X, dit à M. de St. Chaumont, qui estoit de la part du Roy après du Legat, depuis qu'il estoit entré en France, pour le servir, que l'outrage que l'on avoit fait au Legat estoit insupportable; *veu qu'à Rome un sergent n'oseroit avoir approché du Palais de l'Ambassadeur de France.* On en fit excuse au Legat, & le Lieutenant General avec le Procureur du Roy eurent ordre de venir à la Cour, & d'y rendre compte de leur action; qui estoit en effet un peu irreguliere. Ce fut tout ce qu'on fit pour satisfaire le Legat, qui envoya le sceau & le registre de la Legation par un exprés au Nonce, & celuicy les remit au Parlement.

Quelque consideration, que les Princes ayent pour le Siege de Rome, & quelque avantage qu'il trouvent dans l'amitié du Pape, ils ne veulent pas qu'elle fasse prejudice aux Droits de leur Souveraineté, ny aux interests de leur Couronne. Dés que le Pape Paul III eust appris la mort d'Edüard VI Roy d'Angleterre, il nomma le Cardinal de la Pole à la legation de ce Roiaume là. Toutefois jugeant, qu'il ne feroit pas à propos de commettre l'autorité du Siege de Rome, que les affaires n'y fussent un peu establies, il suivit l'advis de la Reine Marie, qui luy conseilloit de ne rien precipiter; parce que celles de la religion ne pouvoient estre réglées que par le Parlement, qui seroit convoqué après son Couronnement. C'est pourquoy le Pape, donnant un autre pretexte à la Legation, fit partir le Cardinal, avec un ordre de travailler à la paix entre l'Empereur Charles V, & Henry II Roy de France, en attendant la commodité de son passage. Le Pape en donna advis à ces deux Princes, & son intention fut agréée en France; mais l'Evesque d'Arras dit à l'Abbé, que le Cardinal avoit envoyé
à Bru-

à Bruxelles, pour advertir l'Empereur de son voyage, qu'il estoit estonné du procedé du Pape, qui en devoit avoir donné avis à l'Empereur avant que de faire partir le Legat. Qu'il ne sçavoit pas ce qu'on se pouvoit promettre des offices d'un seul Ministre, puis que les deux Legats, que le Pape venoit de revoquer, n'y avoient rien pû faire. Qu'on vouloit couvrir de ce voile la Legation d'Angleterre, dont la Reine avoit d'autant plus de sujet de se plaindre, que cette commission estoit d'un dernier prejudice à son Estat & à ses interets. Qu'il sçavoit qu'elle ne s'en estoit point cachée au Legat mesme. Ce qui estoit vray : mais le Cardinal n'avoit pas laissé de poursuivre son voyage jusques au pais de Wirtemberg, après qu'il eust receu le passeport du Duc, qu'il attendit quelque temps à Dillinguen. L'Empereur l'ayant sceu, luy envoya dire par Don Jean de Mendosse, que pour des raisons tresimportantes, dont il avoit fait part au Pape, il ne pouvoit pas permettre que le Legat continuast son voyage, pour se rendre à Bruxelles; de sorte qu'il feroit bien de se tenir au lieu où il se trouvoit, ou dans quelque autre ville de son passage. Il adjousta à ce que l'Evesque d'Arras avoit dit à son Abbé, que puis que le Pape n'envoyoit qu'un Legat, l'Empereur ne pouvoit pas trouver bon, que la negotiation fust commencée chez luy; parce que si elle n'avoit pas le succès, que le Pape s'en promettoit, on pourroit s'imaginer, que l'obstacle vint de la part de l'Empereur. Il luy parla aussy du mariage, comme d'une affaire, qui se devoit faire avant toutes les autres, & mesmes avec un estranger; afin d'éviter l'emulation des Seigneurs d'Angleterre. Le Legat ne decouvrit point ses sentiments sur ce sujet; mais il ne pût s'empescher de faire connoistre, que l'opposition qu'on faisoit à son voyage, luy estoit extrêmement sensible. Il dit, que c'estoit un affront, que l'Empereur faisoit au S. Siege. Qu'ayant ordre

de pourfuivre son voyage, il ne voyoit point comment il pouvoit en estre empesché par un autre Prince. Que l'Empereur feroit bien de parler franchement, & de dire que ce n'estoit pas à la Legation, mais à la personne du Legat qu'il en vouloit. Mendosse tascha de le guerir de cette opinion, & de luy persuader de continuer son voyage jusques à Liege; où il pourroit s'arrester en attendant les ordres du Pape. Le Legat, jugeant qu'il demeureroit avec plus de reputation en Allemagne, que s'il sejournoit dans une ville voisine d'une Cour, où on ne le vouloit point admettre, & considerant que lors qu'il seroit à Liege, il n'auroit plus le choix de la route, qu'il pourroit prendre, pour passer en Angleterre, aima mieux retourner à Dillinguen; où il receut ordre du Pape de n'en bouger, que l'Empereur ne luy eust fait sçavoir son intention. Le Legat avoit envoyé un autre Abbé en France, où il trouva des dispositions tresfavorables; mais le mesme Abbé, en faisant le rapport de son voyage, dit au Legat, qu'en repassant à Bruxelles, il avoit bien reconnu que l'Empereur ne trouveroit pas bon, que le Legat allast en France devant que de le voir; parce qu'on craignoit, qu'il n'allast de là en Angleterre. Les lettres, que le Legat escrivit au Pape, à l'Empereur & à la Reine Marie mesme, ne firent point d'effet, jusque à ce que Pierre Soto, qui avoit esté Confesseur de Charles, fist un voyage à Bruxelles, & obtint la permission, que le Legat demandoit pour la continuation de son voyage; mais ce ne fut qu'après que l'on fust assésuré de la conclusion du Mariage de Philippe, fils de l'Empereur, avec la Reine d'Angleterre. L'Empereur envoya le Duc de Savoye bien loin en Allemagne audevant de luy, pour le conduire à Bruxelles, où on luy fit de grands honneurs. Cependant le mécontentement, que plusieurs avoient de ce mariage en Angleterre, y ayant fait soulever quel-
ques

ques Provinces, le Legat, qui n'y pouvoit pas passer, à cause des troubles, fit le voyage de France, quoy qu'avec si peu de succès, qu'à son retour l'Empereur ne craignit point de luy dire, *qu'il se seroit bien dispensé de la peine, qu'il avoit prise de revenir.* Le Legat se trouva tellement offensé de ce reproche, qu'il envoya un courrier exprés à Rome, pour prier le Pape de le décharger de la Legation, & de luy donner son congé: dont il fut refusé. L'Empereur estoit jaloux du voyage, que le Cardinal y alloit faire, & ce n'estoit pas sans sujet. Il estoit persuadé, que le Legat entreroit dans les sentiments de presque tous les Anglois, qui avoient de l'aversion pour le mariage, parce qu'ils le consideroient comme le commencement d'une domination estrangere. La Reine mesme avoit demandé à Commen-don, lors qu'elle le vit bientost après le decés d'Edüard, si le Pape feroit difficulté de dispenser le Cardinal de ses ordres, afin qu'il se pust marier. Il avoit dans sa suite quelques parents, qui comme Anglois, parloient de cette alliance avec grande liberté, & on avoit remarqué, que luy mesme ne s'en expliquoit pas bien nettement, quand on luy en parloit. Mesmes après la conclusion & la consommation du mariage on ne luy permit pas de passer en Angleterre, qu'il n'eust satisfait Philippe sur quelques difficultés qu'il luy fit proposer. Il fit demander au Legat, s'il vouloit bien entrer dans le Roiaume sans les marques de sa Legation. S'il pretendoit user du pouvoir de sa Legation de son chef, ou bien de concert avec Philippe & avec la Reine: & il luy fit dire, qu'il estoit necessaire, qu'il obtinst un pouvoir plus ample que celuy qu'il avoit. Qu'il ne suffisoit pas de reconcilier les infirmes, & de dispenser les prestres mariés, à condition de ne servir plus à l'autel, & de ne jouïr plus de leurs benefices: comme aus-sy de l'abstinence de certaines viandes aux jours défendus,

& autres semblables. Que la faculté, que le Legat avoit, de transiger & de composer des biens Ecclesiastiques, estoit inutile; parce que cela faisoit croire, que son intention estoit d'eriger un tribunal, & de proceder contre les usurpateurs par la voye de la Justice: mais qu'il estoit necessaire, qu'il eust aussi le pouvoir de les ceder & de les laisser à ceux qui les possedoient. Que si le Legat esperoit obtenir ce pouvoir du Pape, il n'avoit qu'à venir presentement; mais s'il en doutoit, qu'il feroit bien de l'attendre à Bruxelles. Le Legat répondit, qu'il n'auroit point crû, qu'on le deust chicaner sur les ceremonies de sa reception, après l'avoir fait attendre si longtemps. *Qu'il soustenoit trois personnes: la sienne particuliere: celle d'Ambassadeur du Pape, & celle de Legat du Siege Apostolique.* Et bien qu'avec Justice il püst pretendre les honneurs deus à la troisieme; il se contenteroit pourtant de ceux qu'on ne pouvoit pas refuser à la deuxieme; puis que le Pape luy avoit ordonné de passer par dessus toutes ces considerations, & de n'avoir pour objet que le salut de ces peuples là. Que son intention avoit toujours esté de ne rien faire sans la communication de leurs Majestés. Et pour le troisieme point, qu'il avoit une bulle particuliere, par laquelle le Pape luy permettoit de faire tout ce qu'il jugeroit necessaire pour le salut de tant d'ames dévoyées, & qu'il ne doutoit point que le Pape ne ratifiast tout ce qu'il feroit, ny mesmes qu'il luy refusast un pouvoir plus ample, s'il luy en demandoit un. Le Deputé de Philippe, après avoir témoigné au Legat, qu'il estoit satisfait de cette réponse, luy dit, qu'il avoit ordre du Roy & de la Reine de luy offrir l'Archevesché de Cantorberry, avec la Primacie d'Angleterre: mais le Cardinal repartit, qu'estant Ministre du Pape, il ne pouvoit rien accepter sans l'ordre de sa Sainteté: outre qu'il n'avoit garde de parler de son interest particulier, que celui du public ne fust

fust réglé. Après cette conference il resolut de passer en Angleterre, sous la conduite du Lord Hastings, Grand Escuyer, & de Guillaume Paget, que la Reine avoit envoyés audevant de luy jusques à Bruxelles. L'Evesque d'Ely & le Vicomte de Montaigu le receurent à son débarquement à Douvres: l'Evesque de Durham & le Comte de Shropshire le complimenterent à Gravesende, & le conduisirent à Londres. Ce ne fut qu'à Gravesende, qu'il fit mettre la Croix, comme la marque de sa Legation, à la proue de sa barque. Le Roy, qui disnoit lors qu'on le vint advertir, que le Legat arrivoit, se leva de table, l'alla recevoir au quay de la Tour, & la Reine le receut au haut de l'escalier. Il fut le premier à rendre ses devoirs au Roy, qui le receut hors de la porte de sa chambre, & le lendemain le Roy luy rendit la visite.

En l'an 1537 le mesme *Cardinal de la Pole* avoit esté envoyé par le Pape en France, pour travailler comme Legat à la paix entre l'Empereur & le Roy. Il fut fort honorablement receu dans toutes les villes de son passage: mais en arrivant à Paris, on luy vint dire de la part du Roy, qui estoit à Hesdin, *que le Roy, bien loin de permettre au Legat d'aller à la Cour, entendoit qu'il ne fist point de séjour dans le Roiaume.* Ce fut pour complaire à Henry VIII, Roy d'Angleterre, qui estoit fort mal avec le Pape, & persuadé, qu'il se servoit du Cardinal, pour faire soulever ses sujets. C'est pourquoy il fit de grandes instances auprès de François I à ce qu'il le luy envoyast prisonnier, & voyant que ce n'estoit pas un Prince à faire une action lasche, contre le *Droit des Gens*, il mit la teste du Cardinal à prix, & promit cinquante mille escus à celui qui la luy apporteroit. Ce qui obligea la Pape à le faire revenir à Rome, & à luy donner des gardes.

Lors que le *Cardinal de Ferrare*, *Hippolyte d'Este*, arriva en France, du regne de Charles IX, le Chancelier de
l'Hof-

l'Hospital refusa de sceller les lettres d'attache, dont le Roy a accoustumé d'accompagner les Bulles du Pape, pour en recommander l'enregistrement au Parlement, & ne les scella, qu'en y adjoustant, *qu'il le faisoit par le commandement exprés du Roy, & contre son propre sentiment*. Encore ne fut ce qu'après que le Cardinal eust fait de grandes soumissions, & qu'il eust promis, *qu'il ne se serviroit point de ses facultés au prejudice de la demande, que les Estats du Roiaume avoient faite à Orléans, qu'il ne fust plus permis au Pape de disposer des benefices, ny de dispenser contre les Canons* : dont le Parlement prit acte.

Prés de trois cens ans auparavant, sçavoir en l'an 1239, *Otton Cardinal de S^t. Nicolas in Carcere Tulliano*, après avoir fait quelque séjour en Angleterre, fit dessein de passer en Escoffe, afin d'y faire sa raccolte, comme il venoit de faire en Angleterre. Mais Alexandre Roy d'Escoffe, en ayant esté adverty, alla audevant de luy jusques sur la frontiere, & luy dit, que *jusques à ce temps là on n'avoit point veu de Legat en son Roiaume, & qu'on s'en passeroit bien encore à l'avenir*, parce que toutes les Eglises y estoient en fort bon estat. Neantmoins après de grandes contestations le Roy luy permit d'entrer en Escoffe; à condition que *ce seroit sans faire prejudice à sa Couronne, & sans pouvoir estre tiré à consequence, & qu'il le promist par escrit* devant que d'en sortir. Le Cardinal, voyant qu'il n'y feroit point ses affaires, n'y entra pas fort avant, n'y fit pas grand séjour, & ne vit plus le Roy, qui ne se soucioit point de luy.

Lors que le *Cardinal Caraffe*, néveu & Legat du Pape Paul IV, arriva à Bruxelles le 13 Decembre 1558, *Philippe Roy d'Espagne*, le receut à la porte de la ville, & le mit à sa main droite. Quelque temps après, le Roy l'ayant fait convier d'assister aux ceremonies de la feste des Rois, alla luy mesme le prendre à son logis, le conduisit à la Messe, & au for-
tir

tir de là il le fit dîner avec luy : ce que les Rois d'Espagne ne font jamais. Il fit auffy à Bruxelles des tournois , & d'autres divertiffemens pour l'amour de luy ; mais il luy donna fi peu de fatisfaction au fujet des affaires qu'il avoit à negotier, que le Legat, pour en remeigner son mécontentement, fe retira dans un Couvent affés éloigné de Cour, à deffein de s'en retourner à Rome. Philippe, craignant que cet esprit broüillon & violent ne luy fift de nouvelles affaires, le fit revenir, en luy faifant efperer, qu'il feroit donner plus de fatisfaction au Pape par les Miniftres qu'il avoit à Naples & ailleurs en Italie, qui fçavoient mieux les affaires de ces quartiers là, que ceux qu'il avoit auprès de luy à Bruxelles. Il le renvoya avec cette consolation au Pape, qui ne fe loüa pas fort de fon néveu, ny de Philippe non plus. Philippe & Charles fon pere, avoient herité cela de *Ferdinand le Catholique*, le Prince du monde qui fçavoit mieux faire fervir la religion à fes interefts. J'ay dit un mot dans la Section precedente de l'infidelité de Ferdinand : en cellecy j'en feray autant de fon hypocrifie. Le Remarqueur de Bruxelles ne peut fouffrir, que les Memoires dient, qu'il avoit plus de devotion que de confcience, & tafche de le juftifier par le témoignage *du Pere le Moine*, c'eft à dire de *l'Auteur du traitté de la devotion aifée*. Ce pere, pour flatter la bigotterie, eftablit dans ce livre une pieté plus conforme aux regles de l'Alcoran, qu'à la doctrine de l'Evangile, puis qu'à fon dire elle n'eft pas incompatible avec l'hypocrifie, & que dans un abifme de vices on ne laiffe pas d'eftre fort bon Chreftien. Voicy une preuve de la devotion de *Ferdinand*. Le Pape Jules II, Seigneur Souverain du Royaume de Naples, y avoit fait faire un exploit par un officier de Juftice, touchant l'exercice d'une jurifdiction, que le Pape pretendoit luy appartenir. *Ferdinand* en ayant efté adverty, ordonna à Don Jean d'Aragon, Comte de Riba-

gorça & Viceroy de Naples, son neveu, de se faisir de cet officier du Pape, & *de le faire pendre incontinent* : non comme Ministre du Pape, disoit il, mais comme officier du Seigneur direct du Fief: en y adjoustant ces paroles formelles. *Ellos al Papa, y vos à la capa*. C'est, en verité, une distinction fort belle, bien devote & tout à fait Catholique. *Ferdinand* se faisoit honneur de ses infidelités, que l'auteur, que j'ay allegué cydevant, appelle quelquefois finesses, & quelquefois *Zorrierias*, qui en bon françois signifient des malices noires, des trahisons & des actions indignes d'un Prince & d'un homme d'honneur.

Je ne diray rien du traitement, que *Clement VII* & *Paul I V* ont receu de *Charles V* & de *Philippe* son fils, de peur de m'éloigner trop de la matiere que je traite ; mais je croy ne devoir pas oublier de faire remarquer de quelle maniere *Charles* en usa à l'égard du Cardinal de Medicis, neveu du mesme Pape *Clement*. *Soliman*, Empereur des Turcs, après avoir fait une invasion en Allemagne, voyant qu'il n'y avoit point d'apparence d'y faire de grandes conquestes, se retira bientost. *Charles* de son costé, ayant dessein de passer en Espagne, & voulant laisser quelques regiments Italiens à *Ferdinand* son frere, afin qu'il s'en servist en Hongrie, leur donna un Chef estranger, qui leur estoit si desagréable, qu'ils déchirerent leurs drapeaux, & se débanderent entierement. Ce fut *Pierre Marie Rossi*, mestre de Camp Italien, qui avoit le plus contribué au desordre ; mais le Cardinal de Medicis, qui estoit auprès de l'Empereur en qualité de Legat, protegeoit *Rossi*, & s'attira par ce moyen sur le bras une assés fascheuse disgrâce. L'Empereur avoit luy mesme réglé ses journées & l'ordre de la marche, en sorte qu'il se devoit mettre en chemin le premier avec l'avantgarde, & le Legat le devoit suivre deux jours après, afin de n'incommoder point les logements. Cette
resolu-

resolution avoit esté prise au Conseil de guerre, & on l'a fait sçavoir au Legat, qui poussé par un mouvement de jeunesse, ne laissa pas de partir le premier, & de prendre les devants avec Rossi, & donna par ce moyen occasion à l'Empereur de luy témoigner son ressentiment. *Ils furent arrestés tous deux*: & bien que le Legat fust remis en liberté au bout de cinq jours, & que Charles en fist faire des excuses à Rome, le Pape en fut tellement touché, qu'il ne se pût empêcher de le témoigner par ses larmes.

Tous les autres Princes ne considerent pas fort les Legats, quand ils ne sont point satisfaits de ceux qui les envoient. Le Pape Jules III ayant fait un tresgrand nombre de Cardinaux à la nomination de l'Empereur Charles V, & ayant avec cela parlé au Consistoire avec peu de respect de Henry II, Roy de France, celui-cy fit sortir le Cardinal Verello, Legat du Pape, du Roiaume, & fit revenir M. de Termes, qui estoit de sa part à Rome. Loüis XI traitta fort mal le Cardinal Bessarion, & l'Empereur ne receut pas fort bien le Cardinal de Viseo. La Reine Marie d'Angleterre ne voulut point, que Petey, son Confesseur acceptast les bulles de sa Legation. Elle fit arrester à Calais, & permit qu'on crochettast les coffres, & qu'on ostast les papiers de celui qui apportoit à Petey les bulles, en vertu desquelles il devoit succeder à la Legation du Cardinal de la Pole.

Charles Pascal dit en son traité de l'Ambassadeur, qu'à la reserve du Roy de France tous les autres Rois vont au-devant du Legat lors qu'il fait son entrée. Il est vray qu'on en a plusieurs exemples dans les histoires d'Angleterre & d'Espagne. En l'an 1237 *Henry III*, Roy d'Angleterre, alla au-devant du Cardinal de St. Nicolas, dont j'ay parlé cy-dessus, jusques au lieu où il prit terre, & luy fit de tresgrandes soumissions: mais ce fut contre le sentiment de la

pluspart des Seigneurs de son Roiaume. En 1473 *Rodrigue Borgia*, Cardinal de Valence, depuis Pape sous le nom d'Alexandre VI, estant Legat de Sixte IV, & faisant son entrée à Madrid, non seulement on *luy donna le poisle*, mais le Roy mesme alla audevant de luy, & luy fit l'honneur entier, en le mettant à sa droite. Philippe II fut audevant des Cardinaux de la Pole & Caraffe; mais ce ne fut pas sans quelque contradiction des Anglois, qui jugeoient qu'il en faisoit trop. Philippe IV fut audevant du Cardinal Barberin en l'an 1626, quoy que d'une maniere si desobligeante, que la Cour de Rome n'a pas sujet de s'en vanter. Le Roy, en joignant le Legat auprès de la porte, par laquelle il devoit faire son entrée, le salua du chapeau assés maigrement, & luy parlant en seconde personne, ce qui ne se fait en Espagne, qu'à des personnes, à qui on ne veut point faire d'honneur du tout, il luy demanda, *en quel estat il avoit laissé son oncle*, & des nouvelles de la santé du Legat, & après luy avoit dit, *qu'il estoit le bien venu*, il le mit à sa gauche, & le conduisit jusques à la porte l'Eglise de S^{te}. Marie, où il le laissa. Le Commandeur de Ricla avoit receu le Legat à Barcelone, à son débarquement. Le Comte d'Ognate fut audevant de luy jusques sur les frontieres de Castille. Le Cardinal Infant l'envoya visiter par un gentilhomme de sa chambre à Barrajas, & dès qu'il fut arrivé à S^t. Hierôme de l'Escorial, le Roy le fit complimenter par les Ducs de Sesse & d'Albuquerque & par le Marquis de Liche. Mais lors qu'il fallut regler les honneurs, qu'il se vouloit faire rendre, on les luy refusa absolument. Il pretendoit qu'on luy donnast le poisle à son entrée, & que les Princes d'Espagne luy rendissent la premiere visite; mais il n'obtint ny l'un ny l'autre, parce que les Princes vouloient qu'il leur cedast la place d'honneur chez luy, & qu'il leur donnast de l'Altesse, pendant qu'ils ne le traitteroient que de *Seigneurie illustrissime*.

Il soustenoit qu'on ne luy pouvoit pas refuser le poisle, puis qu'on l'avoit accordé au Prince de Galles, lors qu'il fit son entrée à Madrid. On luy dit, qu'il se trouvoit dans les archives, qu'autrefois on avoit fait le mesme honneur à un Prince de Castille à Londres. Que l'exemple du Prince de Galles ne pouvoit pas servir à son intention, parce que sur le mesme fondement il pourroit pretendre tous les autres avantages, que l'on fit alors au Prince, par une resolution formelle du Conseil, qui ordonna, entre autres choses, qu'il prendroit rang sur le Roy en toutes les rencontres. Qu'il feroit son entrée dans le Palais au mesme estat, & avec les mesmes ceremonies, qu'on fait au Roy le jour de son Couronnement. Qu'on luy donneroit un des meilleurs appartements du Palais. Que cent archers de la garde du Corps se trouveroient continuellement auprès de sa personne. Que le Conseil obeïroit à ses ordres comme à ceux du Roy. Que les prisonniers seroient mis en liberté, & qu'on revoqueroit la declaration, qui avoit esté publiée contre les excés, qui se commettoient aux habits. Les honneurs qui se font aux Souverains, & aux heritiers presomptifs des Couronnes, ne doivent pas estre tirés à consequence, ny communiqués à des representants, quelque qualité ou caractère qu'ils puissent avoir. J'en donneray encore icy un exemple. Le 25 Novembre 1624, *l'Archiduc Charles* arriva à Madrid. L'Admirant de Castille l'estoit allé rencontrer à deux journées de là, avec un tresbeau cortège de Seigneurs. Les deux Princes, freres du Roy, Don Carlos & le Cardinal, furent audevant de luy à la campagne, & le Roy mesme sortit de la ville, pour le recevoir à deux cens pas de la porte. Il mit pied à terre, embrassa l'Archiduc, & le fit mettre auprès de luy au fonds du carosse. Les deux Princes se mirent sur le devant du costé des chevaux. Le Duc de Neubourg & le Comte Duc prirent place à l'une

des portieres, & l'Admirant avec l'Ambassadeur de l'Empereur à l'autre : celuy là prenant la place d'honneur sur ce-luicy. Ce qui est à remarquer.

Les Espagnols ne donnent pas le poisle aux Legats. *François Cardinal de Didrigstein*, nommé Legat, pour aller saluer de la part de Clement VIII, d'Archiduc Albert & l'Infante sa femme, qui passoient par l'Italie, pour aller aux Pais-bas, fit instance à ce qu'on luy donnast le poisle, lors qu'il feroit son entrée à Milan ; mais le Connestable de Castille, Gouverneur du Duché, luy fit dire, que puis que le Roy luy avoit défendu de le donner aux Archiducs, qui luy estoient si chers & si proches, il ne pouvoit accorder au Legat ce que le Roy refusoit à sa sœur. Le Cardinal s'y opiniastra longtems, & ne ceda enfin qu'à la fermeté du Connestable, qui l'obligea à se contenter de l'honneur, que l'Archiduc & le Gouverneur luy firent, d'aller audevant de luy, & de le prendre au milieu d'eux, pour le conduire à l'Eglise.

En France l'on en use autrement. Le Roy ne va point audevant du Legat, & mesmes ne le visite pas tousjours. Au contraire le Roy Henry IV fit dire au Pape Clement VIII, à l'occasion de la Legation du Cardinal de Florence, qu'il le feroit recevoir à son entrée par le Prince de Condé, ne luy estant par permis à luy de faire cet office en personne. Et bien que les Rois ses predecesseurs eussent attendu les Legats dans le Louvre, il iroit rendre une visite au Cardinal devant qu'il entraist dans Paris. Ce n'est aussy que depuis le regne du mesme Roy, qu'on le fait recevoir & accompagner d'un Prince du Sang à son entrée. *George Cardinal d'Amboise*, Legat du Pape, & Premier Ministre de Louis XII, fit son entrée à Paris le 16 Fevrier 1501. Les rues furent tapissées, le poisle fut porté d'abord par les eschevins, & en suite par quelques uns des corps des marchands & des mestiers successivement. Le

Par-

Parlement s'y trouva par *Deputés*, en robes noires, & l'Hôtel de ville avec le Chastelet en corps, & en habit de cérémonie. Il n'y est point parlé du Duc d'Engoulême, qui estoit alors le seul Prince du Sang, de la branche de Valois, non plus qu'à l'entrée du *Cardinal Salviati*, qui se fit le 31 Octobre 1526. Le *Cardinal du Prat*, Archevesque de Sens, & Chancelier de France, la fit le 27 Decembre 1530, & estoit accompagné des Cardinaux de Tournon & de Grammont, & de quelques autres Prelats. L'entrée du *Cardinal Farnese* se fit le 29 Decembre 1539 : celle du *Cardinal Verallio* le 13 Decembre 1551 & celle du *Cardinal Caraffe* le 23 Juin 1556, toutes trois sans Prince du Sang. Je ne pense pas non plus, que Louis XI envoyast audevant du Cardinal Bessarion, dont il a esté parlé cydessus. Henry IV, qui vouloit obliger le Pape Clement VIII, & qui estoit fort satisfait du *Legat Alexandre de Medicis*, luy rendit une visite familiere devant qu'il arrivast à Paris, & voulut que le Prince de Condé, qui estoit fort jeune, & qui venoit de changer de religion, fust audevant de luy jusques à la porte S. Jaques. Le *Cardinal Aldobrandin*, neveu & Legat du mesme Pape, ne fut pas jusques à Paris, parce que le Roy faisoit la guerre au Duc de Savoye ; mais en arrivant à Chambéry, où il y avoit garnison françoise en ce temps là, il fut receu à la porte de la ville par le *Comte de Soissons* & par le *Duc de Montpensier*, Princes du Sang. La Buisse, Gouverneur de la place, luy fit l'honneur d'aller prendre l'ordre de luy, quoy que cela fust deu aux Princes du Sang. Le Roy trouva bon ce que la Buisse avoit fait, quoy que la negotiation du Legat ne luy fust pas fort agréable. Il ne le visita point : au contraire il l'attendit au Couvent des Capucins, où il luy donna sa premier audience ; tant pour la raison que je viens de marquer, que parce que la Cour de Rome auroit pû former un tiltre sur
la

la possession. Lors que *le Cardinal Barberin* vint en France de la part d'Urbain VIII en l'an 1625, le Cardinal de Richelieu voulut obliger le Roy à rendre visite au Legat, & il l'y auroit apparemment obligé en effet, si en ce temps là il eust eu le credit qu'il eut depuis. Le Roy s'en excusa sur son indisposition, & luy fit civilité par un mot de lettre, se reservant à luy rendre visite lors qu'il seroit à la Cour; comme il fit pendant que le Legat estoit à Fontainebleau. *Le Duc d'Orleans*, frere unique du Roy, le receut à la porte St. Jaques, par laquelle tous les Legats font leur entrée; mais ce ne fut qu'avec beaucoup de repugnance, ayant de la peine à faire cet honneur à un representant. Le Duc d'Orleans, frere unique de Louis XIV, ne voulut pas accompagner *le Cardinal Ghigy*, Legat d'Alexandre VII, & à son refus on donna cette commission au Prince de Condé & au Duc d'Enguien son fils, Princes du Sang. De sorte qu'il faudra qu'à l'avenir les Legats reglent leurs pretensions sur les exemples de Henry IV & de Louis XIV. Le Legat Barberin cedit chez luy la place d'honneur aux Cardinaux de Richelieu & de la Vallette, comme à ses anciens, & pour la mesme raison il la ceda aussi depuis au Cardinal Infant en Espagne, le recevant au bas de l'escalier, & le reconduisant jusques au Carosse.

A l'entrée, qu'on fit *au Cardinal Aldobrandin* à Chambéry, il y eut une rencontre, dont il faut necessairement dire icy un mot. Les Evêques d'Eureux & de Bayonne avoient resolu d'aller au devant du Legat en leurs habits pontificaux; mais il leur fit dire, qu'en la qualité, & dans le pouvoir qu'il avoit, il ne pouvoit souffrir, que ces Prelats parussent devant luy avec des marques de jurisdiction & d'autorité Episcopale. Les Evêques répondirent, que peuteestre les Legats en usoient ainsi delà les monts; mais qu'estant en France, puis que Chambéry estoit une

con-

conquête du Roy, ils pretendoient user de leur droit, & de l'autotité qu'ils tenoient de Dieu, afin de ne rien faire, que les autres Evesques, leurs confreres, leur pûssent reprocher. Le Roy, qui ne vouloit pas offenser le Legat, tant parce qu'il estoit obligé au Pape de sa reconciliation avec le Siege de Rome, & de la dissolution de son mariage, que parce qu'il avoit encore besoin de luy pour l'affaire de Savoye, ne voulut point que les Evesques allassent audevant du Legat; tellement qu'ils se contenterent de luy rendre des visites particulieres en leurs habits ordinaires.

Il arriva quelque chose de semblable en la Legation du *Cardinal Barberin*. Le Legat estant arrivé à Orleans, l'Archevesque de Tours & les Evesques de Auxerre, de Nismes, de Malesais & de Clermont s'y rendirent, à dessein de le saluer, & de luy faire civilité: mais le Legat ne voulut pas permettre, qu'ils se presentassent devant luy avec le Rochet & le Camail découverts; parce que suivant le Ceremonial de Rome, les Evesques ne doivent pas paroistre devant le Legat avec des marques de jurisdiction. Les Evesques de leur costé soustenoient, que les libertés de l'Eglise Gallicane leur donnoient ce privilege, & ne pouvant pas estre admis, ils s'en retournerent chez eux sans le voir. Devant qu'il fist son entrée à Paris, les Prelats, qui y estoient assemblés en grand nombre, offrirent de luy rendre visite en leurs habits ordinaires, la sottane & le manteau, & de l'accompagner à son entrée avec le rochet & le camail découverts. Ce que le Legat ne voulant pas agréer, on demeura d'accord, qu'en cette ceremonie le rochet & le camail seroient couverts de la manteline, laquelle ils osteront en arrivant à l'Eglise Nostre Dame: de la mesme maniere que les Evesques ont accoustumé d'en user en la presence du Roy. En suite de cet accommodement les quatre Archevesques, & les trente deux Evesques, qui estoient à Paris, allerent saluer

le Legat, & l'accompagnerent en cet estat à son entrée. Neantmoins quelque temps après, le Legat voulant luy mesme dire la messe pontificalement, le jour de la N. Dame d'Aoust, dans la grande chapelle de Fontainebleau, pas un des Prelats ne voulut assister à cette cérémonie; parce que depuis son entrée il avoit fait difficulté d'admettre quelques Evêques, qui l'avoient voulu visiter avec le rochet & le camail decouverts, & par ce qu'il disoit, qu'ils ne devoient pas avoir osté la manteline dans d'Eglise; quoy qu'il en fust demeuré d'accord. C'est pourquoy aussy ils ne le virent plus que dans leurs habits ordinaires.

On luy fit au reste de tresgrandes civilités. Devant qu'il fist son entrée à Paris, il estoit logé Chantelou, où le Roy luy escrivit, qu'il estoit bien marry de ce que son indisposition empeschoit de l'aller visiter, comme il feroit cela. Ce n'estoit pas l'intention du Roy, & le Legat ne pouvoit pas douter que ce ne fust une défaite; mais l'excuse ne laissa pas d'estre fort obligeante. Pendant qu'il estoit à Fontainebleau le Roy luy rendit visite dans son appartement. Le Legat alla audevant du Roy le plus loin qu'il pût, & la conversation fut environ d'une demyheure. A sa premiere audience publique il fit marcher la Croix devant luy jusques dans l'antichambre, & le Roy & luy s'assirent en des chaises égales. Le Cardinal de Richelieu, M. de Schomberg & d'Herbaut, Secrétaire d'Estat, qui estoient les Commissaires, du Roy, negotioient avec luy à Fontainebleau dans son appartement, & à Paris dans l'Hostel de Clugny; où il estoit logé. On le défraya pendant tout le séjour qu'il fit en France, & les officiers du Roy le traitterent à deux mille cinq cens livres par jour, pour sa table. Le Roy le fit disner avec luy, & les deux Reines luy donnerent chacune une superbe collation. Après qu'il eust pris son audience de congé comme Legat, il en prit encore une comme néveu du Pape. On

On n'envoye point de Legat en France, que le Pape n'en fasse advertir le Roy, & qu'il ne fasse agréer sa personne. C'est ce qui s'observe aussy à l'égard des Nonces; dont on a un exemple en l'Evesque de Mantoüe, que Clement VIII eut bien de la peine à faire agréer. On le soupçonnoit d'estre Espagnol d'inclination, & on ne l'accepta, que parce c'estoit celuy de tous les pretendants, dont on avoit le moins de sujet de se plaindre. On n'en eut point du tout en la suite de sa negociation; tellement que ce fut sans chagrin qu'on le souffrit avec le Legat à assemblée de Ver vins. Ces Nonces sont à l'égard du Pape ce que les Ambassadeurs sont à l'égard des Princes seculiers, comme il y en a aussy d'ordinaires & d'extraordinaires. *Antoine Marie Gratiani*, qui a escrit la vie du Cardinal de Commendon, en parlant du premier employ, que ce Prelat eut comme *Nonce*, s'exprime d'une façon, qui fait juger qu'en ce temps là le mot de *Nonce* n'estoit pas si connu, ou du moins pas si commun qu'il l'est devenu depuis; particulièrement en Italie. Il dit qu'en l'an 1555 Commendon fut envoyé par le Pape à l'Empereur en qualité d'Ambassadeur, *ou pour me servir du terme nouveau, qui est desja fort en usage à Rome*, dit il *y alla comme Nonce de sa Sainteté*. Ceux qui n'ont qu'une connoissance fort mediocre des affaires de France, ne peuvent pas ignorer, qu'il y avoit longtemps qu'on y parloit de *Nonces*. Le mot est un peu plus latin que celuy d'Ambassadeur, mais il signifie la mesme chose; sinon qu'il designe particulièrement le Ministre representant du Pape: comme *l'Internonce* est son Envoyé extraordinaire

SECTION XI.

Le Prince peut employer des Eſtrangers en ſes Ambaſſades : Meſmes dans leur Patrie.

JE n'auray pas tant de peine à verifler cette theſe , qu'il eſt difficile d'ajouſter quelque choſe à ce qui a eſté dit ſur ce ſujet dans les Memoires. Neantmois voyant qu'il y a des eſprits qui ne ſont pas encore bien convaincus de cette verité , & qu'en mon particulier je me trouve obligé de l'eſtablir , en ſorte qu'elle ne puiſſe plus eſtre conteſtée, je luy donneray cette Section entiere , en traittant ſéparemment les deux parties , dont la theſe eſt compoſée. Pour ce qui eſt de la premiere ; puis que le Souverain peut prendre les Miniſtres par tout, meſmes dans les cloiſtres, qui ne ſont point de ſa Jurisdiction , il les peut auſſy aller chercher chez les eſtrangers , & y faire choix de perſonnes , ſur qui il puiſſe faire agir ſa Juſtice ordinaire. Les Rois ſe ſont de tout temps donnés cette liberté , & ſe ſont ſervis d'eſtrangers , avec ſuccés , dans leurs plus importantes negotiations. Le Roy de Perſe a employé en ſes Ambaſſades *Antoine & Robert Sherley* , & *plusieurs moines* , Caſtillans & Portugais. J'auray cy après occaſion de parler d'*Ebrahim Strotzen* & de *Barthelemy Cœur* , qui ont eſté envoyés par le Grand Seigneur auprès des Rois Chreſtiens. Louïs XI ſe ſervit utilement *Philippe de Comines* à Veniſe & à Florence. Louïs XII employa *Albert Pio* , Seigneur de Carpy dans l'Ambaſſade de Rome. *Ceſar Cantelmo* Napolitain negotia pour François I à Conſtantinople , & *Franciſco Bernardo* , gentilhomme Venitien , pour Henry VIII Roy d'Angleterre, en France. Eſtienne Battory, Roy de Pologne envoya en l'an 1582 *Dominique Alamanni* , Florentin , à Jean Roy
de

de Suede. La Reine Elisabeth employa *Guy Cavalcanti*. Philippe II, Roy d'Espagne, envoya *Robert Chelley*, Anglois, en qualité d'Ambassadeur auprès de l'Empereur Maximilian II. L'Espagne ne manque pas d'habiles Ministres, & on peut dire, qu'il y en trop en France, & neantmoins on s'y est de tout temps servi d'estrangers, aussy bien qu'en toutes les autres Cours de la Chrestienté. *Schomberg*, *Alleman* & *Bassompierre*, *Lorrain* ont esté employés en plusieurs Ambassades. *Antoine Rincon* estoit Espagnol : *Cesar Fregose* estoit Gennois, aussy bien que *Claudio Marini*. *Merveille* estoit Milanois : *Le Cardinal Bichi* estoit Sienois, *Mazzarin* estoit Sicilien, & ces deux derniers estoient sujets du Pape, à cause de leur dignité, mais ny elle ny leur naissance ne les ont pas empeschés d'entrer au service de Princes estrangers. Le Roy & la Couronne de Suede ont employé des estrangers presque par tout, mesmes à l'Assemblée de Westfalie, & à celle de Lubec, où *Salvius* avoit la confidence, à l'exclusion de ses Collegues. Les Papes en ont usé de la mesme maniere : & il n'y a point de Prince qui ne le fasse lors que l'occasion s'en presente : de sorte que le consentement des tous les Peuples y estant conforme, il seroit inutile de s'estendre sur une matiere, qui n'est point contestée.

L'autre partie de la these ne le devroit pas estre non-plus, après le grand nombre d'exemples, dont on l'a appuyée; parce qu'à l'égard du *Droit des Gens*, il suffit de sçavoir ce qui se fait par tout, sans qu'il soit necessaire d'en rechercher scrupuleusement la raison. Toutefois d'autant qu'il y a des gens qui ne se satisfont jamais, & qui sont tellement charmés de leurs prejugués, qu'il est impossible de les en faire revenir, je tafcheray du moins de faire connoistre leur maladie, & d'empescher, en détruisant leurs principes, qu'elle ne se communique à ceux qui ne sont pas encore prevenus de leurs

fausses opinions. Jusquesicy personne n'a douté, que le sujet ne püst faire la fonction d'Ambassadeur auprès du Souverain du lieu de naissance. Je sçais bien que *Bodin* soutient, & que le sujet, qui se met au service d'un Prince étranger, contre les défenses, ou sans la permission de son Souverain, peut estre reclamé par son Prince, & retenu comme un serf fugitif, quand mesmes il viendroit auprès de luy comme Ambassadeur : Mais je sçais aussy que c'est le sentiment particulier de *Bodin*, c'est à dire d'un officier de Justice, qui entendoit mieux le droit Civil que le Droit Public, & qui n'appuyant son advis ny de raisons ny d'exemples, ne peut m'obliger à y déferer, au prejudice des raisons & des exemples que j'ay au contraire.

La difficulté sera facilement éclaircie, après qu'on aura bien décidé la question; sçavoir si un sujet peut sans crime se soustraire de la sujettion & de l'obeïssance qu'il doit au Souverain du lieu de sa naissance. Il est certain qu'il peut s'exemter de la jurisdiction de la Justice de son Souverain, & je l'ay démontré cydevant par l'exemtion des gens d'église. J'y adjousteray seulement, qu'au lieu que les Evêques & les autres Ecclesiastiques, qui font serment à leur Souverain, à cause de leur temporel, & qui jouissent de sa protection, luy sont aussy obligés par des devoirs particuliers, les Chevaliers de l'Ordre de *Malthé* deviennent tellement sujets du Grandmaître, qu'ils sont obligés de luy obeïr aveuglement, & de preferer le service de l'Ordre à celuy de leur patrie. Cependant pour y entrer, & pour sortir de la sujettion du premier Souverain, on n'a pas besoin de sa permission ny de son acquiescement; bien qu'en faisant vœu à l'Ordre, on se donne à un Souverain étranger. Ce que *Bodin* ne pouvoit pas ignorer, ny aussy ce que tout le monde sçait, que *l'air de France* est si noble, qu'il donne la liberté à ceux qui ne l'ont point, & ne souffre point d'esclaves, quand

quand mesmes ils entreroient dans le Roiaume à la suite d'un Ambassadeur. Il devoit sçavoir aussi par l'expérience, que le Roy ne s'oppose jamais à la volonté de ceux de ses sujets, qui sortent de France, pour s'aller établir sous un autre Souverain. On en voit comme des Colonies entieres en Hollande : & l'Espagne mesme seroit encore plus deserte qu'elle n'est, sans les familles françoises, qui peuplent quelques unes de ses meilleures villes. *En Espagne* mesme il y a une tresancienne coustume, qui permet aux sujets de renoncer à la sujettion qu'ils doivent au Souverain, & à la protection qu'ils en esperent. Ce qui estant conforme au *Droit de la Nature & au Droit des Gens*, il faut avouer, que cette liberté est commune à tous les hommes ; si ce n'est aux lieux ou elle a esté alterée par les loix, ou par la coustume du pais. Celles de Rome la retranchoient en quelque façon, en ce qu'elles ne permettoient les transmigrations, qu'à condition de continuer de contribuer aux charges municipales du lieu, d'où ils délogoient. *Le Czaar de Moscovie* empesche ses sujets de sortir du pais sans sa permission, & bien moins encore de changer de demeure. Ils sont ses esclaves, & ne peuvent pas disposer de leurs personnes. *A Hambourg* un bourgeois ne se peut aller établir ailleurs, qu'il ne laisse la dixième partie de son bien au Magistrat, & il y a des Provinces en Allemagne & dans le Nort, où les païsans, appartenant en propriété au Seigneur de la terre, ne peuvent changer de demeure, parce qu'ils ne peuvent changer de maistre, ny de condition : mais ce sont des restes de la servitude du paganisme. Par tout ailleurs on jouit de la liberté de la transmigration, suivant le sentiment de *Groenwegen*, en son traité *des loix abrogées*, & de *Hugues de Groot* en son admirable livre *du Droit de la guerre & de la paix* : où il allegue le dire de Ciceron dans la harangue qu'il fit pour *Balbus*, où il dit, que c'est le fondement de la

la liberté, & que chacun a le droit de disposer de sa personne, ne pouvant estre contraint d'estre bourgeois d'une ville plus longtemps qu'il ne veut. De Groot y adjouste, que cette liberté estant commune, ne peut prejudicier au Souverain; parce que s'il perd un sujet, il luy en peut venir dix autres d'ailleurs. Seulement y marque il deux exceptions : sçavoir, que ce qui est permis à quelques particuliers n'est pas permis à toute une communauté : comme il est bien permis de puiser de l'eau d'un ruisseau ou d'un fleuve, mais il n'est pas permis de le détourner : & aussy que le citoyen d'une ville oberée, & qui à esté obligée de faire de la dépense, ne peut aller s'establir ailleurs, qu'il ne paye sa part de la dette.

C'est à quoy les Estats de Hollande ont, sans doute, regardé, quand ils ont ordonné, que les habitants de la Province, qui iroient s'establir dans une autre pendant la guerre, continueroient de contribuer aux frais, tant qu'elle dureroit; parce qu'il est raisonnable, que ceux qui y ont jouï des commodités de la protection du Souverain pendant la paix, prennent aussy part à ses incommodités pendant la guerre. Mais ils n'ont jamais défendu les transmigrations mesmes, ny empesché les habitants de leur Province de transferer leur domicile dans une autre : ce qui ne se peut faire qu'on ne change de Souverain, tant dans l'estendue de celles de l'Union, qu'en sortant tout à fait du país. Au contraire, en obligeant ceux qui se vont establir ailleurs, à continuer à contribuer aux charges & aux necessités de l'Estat, ils permettent tacitement les transmigrations. Tellement qu'on se seroit bien passé de faire paroistre dans une resolution formelle des Estats de la Province, & de la Generalité mesme, un paradoxe, destitué de toute apparence de raison. Dont il s'ensuit, par une consequence infallible, que celuy qui se peut transferer avec sa famille hors du País,

se

se peut, à plus forte raison, mettre au service & au serment d'un Prince estrange. Parce que celuy qui peut le plus peut aussi le moins. S'il le fait avec le consentement, ou avec la permission, expresse ou tacite du Souverain du lieu de sa naissance, celui-cy perd avec la jurisdiction tous les autres droits, qu'il avoit sur la personne de son sujet. La raison en est tres-evidente; parce que celuy qui fait serment à un Prince estrange devient son justiciable, & est obligé de luy rendre compte des ses actions. Obligation sans comparaison plus forte que celle que l'on a à la naissance; puis que le sujet peut sortir des pais & de la sujettion de son Souverain, & comme disent les Espagnols, *desnaturalise*, sans sa permission; mais celuy qui est au serment d'un Prince n'en peut sortir, s'il ne s'en fait décharger: comme le soldat ne peut quitter le drapeau, ny l'officier le service, sans congé, à moins de devenir déserter, transfuge & infidèle. Or on ne peut estre sujet de deux Souverains, ny responsable de ses actions à deux Princes differents; mais en faisant serment à l'un on sort de l'obligation que l'on avoit à l'autre, & en promettant fidelité au dernier, on ne doit plus rien au premier; veu que l'on ne peut servir deux maîtres, dont les interets peuvent estre differents & contraires.

C'est pourquoy je n'oserois asseurer, que la resolution, que M^{rs}. les Estats de Hollande ont prise depuis quelques années, touchant les Hollandois qui deviennent Ministres d'un Prince estrange, ait esté concertée avec leur prudence ordinaire. Ils considereront, s'il leur plaist, si en ordonnant, que leur sujet, qui, en qualité de Ministre Public, se mettra au service d'un Prince estrange, ne laissera pas de demeurer sujet à la justice de la Province, ils ne donnent pas une atteinte indirecte au *Droit des Gens*, qui l'en exemte. De permettre qu'un sujet passe au service d'un Prince estrange, & de se réserver la jurisdiction sur sa per-

sonne, c'est le rendre inutile au Prince, & ôster mesme au Prince le droit qu'il a de disposer de la personne de son Ministre, & de le punir, s'il le merite. De l'autre costé, c'est encore effacer le caractère du Ministre, en le dépouillant du plus beau de ses droits; sçavoir de l'exemption de la justice du lieu où il reside: ainly qu'il sera dit cyaprès. Il n'y a point de Ministre, qui, se connoissant, soit assés lasche pour faire cet outrage à son caractère, & il n'y a point de Prince, qui ait de l'honneur, qui vueille permettre, qu'une justice, autre que la sienne, mette la main sur son Ministre, sous quelque pretexte que ce puisse estre. Aussi ne croy je pas, que jusques icy il y en ait eu un seul Ministre, qui ait acquiescé à une resolution si prejudiciable à la dignité, & à la reputation de son Prince, ou qui ait voulu accepter un si illustre employ à une condition si servile & si abjecte.

Messieurs les Estats de Hollande me permettront bien de dire, que ce n'est pas à eux à frustrer un Ministre Public des avantages, que son caractère luy donne, du consentement de toutes les nations de la Terre. S'il veulent que leur sujet reconnoisse leur justice, qu'ils ne l'admettent point comme Ministre Public: mais après l'avoir admis & reconnu en cette qualité, qu'ils ne l'empeschent point de jouir de tous les avantages qui sont inseparables du Ministre, dont l'exemption de la justice du lieu est la premiere & la plus importante. Mais c'est dont il sera plus amplement parlé dans la Section 27: si bien que j'adjousteray seulement à ce que je viens de dire, que je ne sçais, si M^{rs}. les Estats Hollande ont bien agy selon leur intention, quand ils ont pris une resolution, qui empesche les Princes estrangers d'employer un Ministre Hollandois; veu que par ce moyen ils s'opposent à la bonne volonté du Prince, qui, en employant un des sujets de cette Province auprès de l'Union, croit les obliger, & leur donner des marques de son amitié, en y envoyant

voyant une personne qui leur doit estre d'autant plus agréable, que l'on ne se défait jamais de l'inclination naturelle que l'on a pour sa patrie. Si la personne du sujet n'est pas agréable, comme ils font partie de l'Union, & la principale, ils se peuvent opposer à son admission : & s'il devient desagréable pendant la negotiation, c'est à Messieurs les Estats Generaux à faire ce que la bienfiance leur permet de faire, pour se décharger d'un Ministre incommode ou impertinent.

En Angleterre les sujets ont une obligation plus forte & plus particuliere à leur Souverain qu'ailleurs, en vertu du *Droit* que l'on y appelle *Allegeance* : mais cela n'empesche pas que les Anglois ne se retirent hors du Roiaume, sans la permission du Roy, & lors qu'ils se sont establis ailleurs, ny l'autorité du Roy ny les loix du Roiaume n'ont plus de pouvoir sur eux. En l'an 1644 *Jean Webster*, marchand Anglois demeurant à Amsterdam, & quelques autres marchands de la mesme nation, qui secouroient le Roy de leurs deniers, furent declarés ennemis de l'Estat par le Parlement de Londres. *Sur les plaintes que les Estats de Hollande en firent dans l'assemblée des Estats Generaux, ceuxcy ordonnerent à leurs Ambassadeurs, de s'informer de quelles loix ou coustumes le Parlement pretendoit se servir, pour soustenir qu'un Anglois, demeurant hors du Roiaume, qui a fixé son domicile en ce païs, & qui y est devenu bourgeois, est encore sujet à la Jurisdiction & aux Loix de ce Roiaume là.* Dont il faut necessairement conclurre, que les Estats de Hollande mesmes jugent, qu'il n'y a point de loix, ny en Angleterre ny ailleurs, qui puissent empescher un sujet de transferer son domicile dans un autre païs, & de se donner un autre Souverain, que celui que sa naissance luy avoit donné. Ce qui est confirmé par la réponse, que les Estats des Provinces Unies firent faire au commencement de la

présente guerre, au Manifeste, que le Roy de la Grande Bretagne publia pour la Justification de ses armes, & particulièrement à l'article, où sa Majesté promet toute seureté & tout bon traitement aux habitants de ces Provinces, qui voudront aller s'establiir en Angleterre. Les Estats pouvoient dire, suivant le sentiment de quelques Politiques ou Jurisconsultes modernes, qu'il y a des loix particulieres, qui défendent aux habitants de transférer leur domicile ailleurs, sans la permission de leur Souverain : mais au lieu de mettre en avant une si extravagante maxime, ils disent seulement, qu'on ne voit pas encore désertir le país par les frequentes transmigrations des habitants, qui preferent la douceur du gouvernement d'Angleterre à celui des Provinces Unies. Dont on doit juger infailliblement, que les Estats entendent, que ceux qui croient trouver plus de douceur & de commodité en Angleterre qu'en ce país, y peuvent aller demeurer, sans la permission du Souverain. On en peut aussy conclurre, que quand mesmes l'opinion de *Bodin* pourroit subsister en France ; c'est à dire dans une Monarchie despotique, elle ne pourroit pas avoir lieu à l'égard de la Hollande.

Les raisons, que je viens de marquer en verifient assés l'impertinence : mais afin d'achever de la détruire, & de faire voir, qu'elle est fausse, mesmes à l'égard de la France, où il a escrit, je mettray icy, comme dans son propre lieu, l'exemple de *Claude Marini*, & la declaration, que le Roy Louis XIII fit à son occasion, sur le sujet que je traite en cette Section. Ce gentilhomme ayant esté obligé de se retirer de Gennes, sa patrie, fut receu en France, & employé par le Roy en qualité d'Ambassadeur à la Cour de Turin, dans un temps où le Duc de Savoye & le Connestable de Lesdiguières faisoient la guerre à cette Republique. Le Senat, qui sçavoit que *Marini*, qui n'estoit pas fort satisfait de

de ceux qui avoient la principale direction des affaires à Gennes, luy rendoit de fort mauvais offices, luy fit faire son procès : le fit condamner par contumace, comme rebelle, fit raser sa maison, & mit sa teste à prix ; promettant dixhuit mille escus à celui qui la porteroit à Gennes. Le Roy voyant son Ministre traité de la sorte, en eut le ressentiment, que tous les Princes doivent avoir de l'outrage qu'on fait à ceux qu'ils honnorent de leur caractère. Il ordonna à du Fargis, Ambassadeur de France à Madrid, de faire donner à l'article du traité de Mouçon, qui parloit du rappel & du rétablissement des exilés, *une explication particuliere en faveur de Marini*. Il vouloit qu'il y fust dit expressément, que son Ministre seroit rétably en son honneur, en ses biens & en ses facultés, & qu'il luy seroit payé cinquante mille livres comptant pour son dédommagement. Le Comte Duc d'Olivares, ne pouvant pas s'engager à cette promesse particuliere, sans le consentement de l'Ambassadeur de Gennes, qui n'avoit point de pouvoir pour cela, le Roy fit vendre au profit de Marini cinquante balles de soye, qui appartenoient à des marchands de Gennes, & le fit jouir des rentes, que d'autres Gennois avoient sur l'hôtel de ville de Paris. Quelque temps après le Roy envoya le Marquis de Ramboüillet, pour faire regler quelques points, qui regardoient l'exécution du mesme traité de Mouçon, & entre les autres articles de son instruction, *le Roy luy recommanda tresparticulierement le dédommagement de Marini* : mais comme le Marquis ne pût rien obtenir touchant l'affaire principale, & qu'il n'eut pas grande satisfaction à Madrid, il ne parla point de cet interest particulier. Le Roy voulut mesmes que *Marini* fust un des arbitres du différent, que la Republique de Gennes avoit avec le Duc de Savoye pour le Marquisat de Zuccarello : & bien que le Senat le recusast, il fut pourtant obligé de rap-

peller son ban, & de restablir *Marini* en la possession de son bien & de son honneur. La declaration du Roy explique si bien le *Droit des Gens*, & la question que je traite, que je ne puis m'empescher de l'inferer icy tout du long. Elle parle en ces termes.

„ Sa Majesté, ayant est deüement advertie, que ceux
 „ qui Gouvernent à present la Republique de Gennes, au-
 „ roient, par une audace & temerité extraordinaire, violé
 „ le *Droit des Gens* en la personne du *Sieur Marini*, Ambas-
 „ sadeur de sa Majesté en *Piedmont*, fait publier une sen-
 „ tence, par laquelle ils l'ont déclaré rebelle au premier
 „ Chef, & comme tel condamné à mort, avec confisca-
 „ tion de tous ses biens, meubles & immeubles, estant en
 „ leur jurisdiction, & démolition de ses Maisons; ayant de
 „ plus mis sa teste à prix de dixhuit mille escus. Sa Majesté
 „ considerant combien en ce sujet sa dignité se trouve offensée,
 „ & les loix publiques violées, & voulant en faire la repara-
 „ tion telle que cette entreprise requiert. Sa Majesté a pris
 „ & mis en sa Protection & Sauvegarde, la personne &
 „ biens dudit *Sieur Marini*, son Ambassadeur. En conse-
 „ quence de quoy elle a ordonné & ordonne, que les effets,
 „ marchandises & biens, tant meubles qu'immeubles, de
 „ tous les Gennois estant en ce Roiaume, seront des à present
 „ saisis, en quelque lieu qu'ils puissent estre, & de tout
 „ fait bon & fidelle inventaire par ses officiers. Que les per-
 „ sonnes desdits Gennois seront pareillement arrestées, &
 „ mises és prisons Royales des lieux, où elles auront esté pri-
 „ ses, pour servir de garand de la personne & biens dudit *Si-*
 „ *eur Marini*, & pour y demeurer jusques à ce qu'il en ait
 „ esté autrement ordonné par sa Majesté: fors & excepté, à
 „ l'égard de l'emprisonnement des personnes, ceux desdits
 „ Gennois, qui se trouveront avoir lettres de naturalité de
 „ sa Majesté deüement verifiées. Veut & entend, que pour
 „ l'execu-

„ l'exécution de ce que dessus, les livres de negoce desdits
„ Gennois soient semblablement saisis, pour découvrir tous
„ leurs effets, & empêcher qu'ils ne soyent cachés & cou-
„ verts sous le nom d'autres marchands. Enjoignant expressé-
„ ment à tous ses sujets, de quelque condition ou qualité qu'
„ ils soyent, qui auront en main des biens & effets & les per-
„ sonnes desdits Gennois, ou qui sçauront en quel lieu ils
„ sont, de les manifester & declarer dans huit jours, du jour
„ de la publication de la presente ordonnance, sur peine aux
„ défaillants & contrevenants de confiscation de tous leurs
„ biens : dont le tiers sera applicable aux hospitaux des pau-
„ vres, & l'autre à sa Majesté, & la troisième au denonciateur.
„ Declarant que ceux qui donneront la main, pour cacher
„ lesdits biens, effets & personnes, auront encouru les mes-
„ mes peines. Et d'autant que sa Majesté veut, *sur une proce-*
„ *dure si extraordinaire, que celle dont a usé la Republique, dans*
„ *laquelle la foy publique est offensée*, user de moyens extra-
„ ordinaires, & non pratiqués en ce Roiaume, pour en
„ faire la reparation, sa Majesté ordonne & promet soixan-
„ te mille livres de recompense à ses sujets, ou autres per-
„ sonnes, de quelque condition qu'ils soyent, qui verifie-
„ ront deüement avoir chastié & puny de mort l'un de ceux,
„ qui auront assisté au jugement & *temeraire sentence* don-
„ née contre ledit Sieur Marini, *son Ambassadeur*, & avoir
„ mis sa teste à prix: dont elle les fera payer actuellement en
„ deniers comptants des deniers de son Espargne. Ordon-
„ nant sa Majesté, que la presente ordonnance sera publiée
„ en tous les lieux de son Roiaume, que besoin sera, com-
„ me aussy au dehors, & à tous ses justiciers, officiers &
„ sujets de tenir la main à l'exécution d'icelle. Donné à Fon-
„ tainebleau le 4 jour d'Octobre 1625. Signé Louïs, & plus
„ bas de Lomenie.

Suivant cette ordonnance tous les Gennois furent mis

en prison, en Provence, à Lion & à Paris : Mais suivant l'opinion de *Bodin* la Repulique de Gennes avoit raison, & pouvoit proceder contre un gentilhomme son sujet, qui s'estoit mis au service d'un Prince estranger. Il s'y estoit mis contre la volonté de son Souverain : il faisoit armer la France & la Savoye contre sa patrie, & nonobstant cela le Roy dit, que sa dignité se trouve outragée en la personne de son Ambassadeur : que la sentence du Senat est temeraire : que le *Droit des Gens* y est violé, & que les Loix Publiques y ont esté offensées. Tellement qu'on doit croire, que le Roy, qui juge, qu'un Souverain n'a pas le droit de reclamer son sujet, qui sert en qualité de Ministre Public un Prince estranger dans une autre Cour, ne voudroit jamais outrager dans la sienne un françois, qui y feroit employé par un autre Souverain : comme en effet on entend en ce Roiaume, que le caractere l'emporte par dessus la naissance, & que ny les loix civiles, ny les coustumes locales, non plus que les Constitutions particulieres des Princes ne peuvent détruire un Droit estably du consentement de tous les peuples.

Le Roy François I se servoit d'*Antoine Rincon* & de *Cesar Fregosé*, qui estoient tous deux estrangers. Le premier estoit Espagnol, c'est à dire sujet de l'Empereur Charles V, qui suivant la *maxime de Bodin*, le pouvoit reclamer quelque part que ce fust, & le traiter en sert fugitif : & neantmoins Charles, bien loin d'user de ce pretendu Droit, n'osa advoüer le meurtre, qui en avoit esté fait ou de son ordre, ou de son consentement. En l'an 1541 ces deux Ministres, dont l'un alloit à Constantinople, où il avoit desja fait quelques negociations contre le service de l'Empereur, croyant pouvoir passer en seureté par le Piedmont, à la faveur de la trêve, qui avoit esté faite à Nice, s'embarquerent sur le Pò, à dessein d'aller par Ferrare à Venise. Le

Mar-

Marquis du Guast, Gouverneur de Milan, ayant esté adverty de leur passage, les fit assassiner par des Soldats qu'il avoit fait cacher sur le bord de la riviere. Quelques uns de leurs gens se sauverent, & les autres furent emmenés au Chasteau de Cremone; de sorte que l'on ne pouvoit douter, que ce ne fust le fait du Gouverneur de Milan. Le Roy François en fit ses plaintes dans toutes les Cours de l'Europe, & en demanda reparation à l'Empereur: qui au lieu d'advoüer l'exécution, comme une action de Justice qu'il avoit faite de son sujet, la desadvoüa, & dit seulement, que *Rincon* & *Fregose* ne s'estant point fait connoistre comme Ministres Publics, *le Droit des Gens* n'avoit pas esté violé en des personnes, qui n'avoient pas fait paroître leur caractere. Le Marquis du Guast s'en défendit par un Manifeste imprimé, & offrit de combattre ceux qui l'accuseroient d'une action, où il disoit qu'il n'avoit point participé. Il falloit qu'elle fust bien noire, puis que l'Empereur & le Marquis ne l'osoient pas advoüer, comme ils auroient, sans doute, fait, s'il eust crû pouvoir disposer d'un sujet, qui avoit passé au service & au serment d'un Prince estranger. La politique des auteurs de cette maxime est plus moderne, & n'estoit pas encore connue de ceux qui croyoient entendre *le Droit des Gens* en ce temps là, & qui l'entendoient en effet parfaitement.

Après ce que je viens de dire de la liberté, que presque tous les Chrestiens ont, j'en excepte seulement le *Moscovites*, & quelques autres esclaves, de pouvoir transferer leur domicile hors du lieu de leur naissance, on ne peut plus douter, qu'un homme ne puisse estre Ambassadeur en sa patrie. Car puis que l'on ne peut estre sujet de deux Princes, comme j'ay dit cydessus, & que celuy qui sort du lieu de sa naissance, sort aussy de la sujettion de son Souverain, il s'ensuit, qu'il entre en celle d'un nouveau Souve-

rain, dont estant devenu sujet, il est obligé de luy obeïr, & de le servir, mesmes contre la personne de celuy qui *estoit* son Souverain, mais qui ne l'estant plus, ne peut desirer de luy aucuns devoirs prejudiciables au dernier, & par consequent il ne le peut empescher de faire la fonction d'Ambassadeur, ny de jouïr de tous les avantages & de toutes les prerogatives qui en dépendent.

Sur quoy je diray en passant, qu'un sujet des Estats de Hollande, qui en qualité de Ministre Public, passe au service d'un Prince estranger, soit que cela se fasse de leur consentement ou non, transfere son domicile hors de la Province, & n'est plus leur sujet. Car encore qu'il demeure à la Haye, il n'y est pas comme dans une ville de Hollande; mais il y est à la suite de la Cour, & comme dans un lieu, que les Estats de Hollande ont cédé à l'Union, afin que les Deputés qu'elle y envoie, y puissent estre comme dans un lieu Neutre, ainſy qu'autrefois ils ont esté à Utrecht, à Bergues op Zoom & ailleurs, & afin qu'elle puisse donner aux Ministres des Princes estrangers la seureté & la protection, qui leur est due en vertu du *Droit des Gens & de la Foy Publique*. Comme de l'autre costé un Hollandois, qui s'est mis en qualité de Ministre Public au service d'un Prince estranger, pour estre employé auprès des Estats Generaux, n'est pas Ambassadeur ou Resident dans sa patrie, mais il l'est auprès d'un Estat, ou auprès d'une Puissance, dont la Hollande ne fait qu'une partie. De sorte que comme les Estats de cette Province ne peuvent pas seuls faire revoquer un Ministre, qui ne leur seroit pas agréable, ny l'envoyer hors du païs; veu que cela ne se peut faire que par le moyen des Estats Generaux; ainſy n'est ce pas à eux, & encore moins à leur Cour de Justice, à proceder contre un Ministre Public, qui ne leur devant rien, ne doit rendre compte de ses actions, qu'au Prince qu'il sert, & à qui il a le serment de fidelité.

Il n'y

Il n'y a point de Prince, qui refuse de reconnoître son sujet en qualité d'Ambassadeur, s'il vient de la part d'un Souverain dont il ne se peut défier; si ce n'est que pour des considérations particulieres la personne de l'Ambassadeur ne luy soit pas agréable. En l'an 1514 le Pape Leon X envoya à Venise *Pierre Bembo*, gentilhomme Venitien, qui y fit un discours assés fort, conformément à son instruction & à l'intention du Pape. Les Sages du College en firent leur rapport au Senat, qui n'approuva point la harangue du Nonce; mais le Doge ne laissa pas de luy dire, que l'Ambassade, que le Pape leur avoit envoyée, estoit agréable; tant à cause de la personne de l'*Ambassadeur*, dont le Senat connoissoit le mérite; & l'affection qu'il avoit pour sa patrie, que pour l'amour du Prince qui l'employoit. Paul IV envoya dans un mesme temps le *Cardinal Caraffe*, son neveu, en France, & *Scipion Rebiba* à l'Empereur; à qui il escrivit, qu'il esperoit que ce Legat luy seroit d'autant plus agréable, qu'il estoit né son sujet. Les Papes, qui donnoient la qualité de Legat aux *Cardinaux Wolfsey & de la Pole*, & en suite à *Petey*, Confesseur de la Reine, le faisoient parce qu'ils croyoient que ces Ministres seroient agréables à la Cour d'Angleterre. *Guillaume Archevesque de Rheims*, n'estoit pas seulement François, & oncle maternel du Roy Philippe Auguste, mais il estoit aussy Regent en France, & avec cela Legat. *Otton de Chasteauroux* estoit Legat en France sous Louis IX, & fit le voyage de la Terre Sainte avec luy. *Pierre de Luxembourg*, Eveque du Mans & de Theroüenne, estoit Legat en France sous Philippe de Valois. *George d'Amboise* estoit Archevesque de Roüen, & Premier Ministre de Louis XII, & Legat: comme le *Cardinal du Prat* estoit Archevesque de Sens, Chancelier de France, & Legat du temps de François I. Le Pape Clement VI envoya à Pierre IV, Roy d'Aragon, le *Cardinal de Rhodéz*, du tiltre S^t. Cy-

riaque aux Thermes, qui estoit Legat, & Chef de l'Ambassade, avec *frere Bernard Olivier*, Religieux de l'Ordre de Saint Augustin, & Evêque de Huesca, dont l'un estoit fils d'un Catalan, & l'autre estoit de Valence, sujet de Pierre.

Jules III envoya *le Cardinal Mignelli* à Siene, qui estoit sa patrie, comme le jugeant fort propre pour y regler les affaires, à cause du credit, que sa naissance luy donnoit auprès de cette Republique. De mesme, Pie V, en envoyant en l'an 1570 *Louïs de Torres* Nonce en Espagne, escrivit au Roy, qu'il luy envoyoit *un de ses sujets*, afin qu'il y prist d'autant plus de confiance. Et de fait Philippe prit tant de plaisir à la conduite de ce Prelat, qu'il luy donna l'Archevesché de Montreal en Sicile. On a veu depuis quelques années le Cardinal Duc de Mercueur Legat en France, pour le baptême de M. le Dauphin; c'est à dire pour y assister comme parain de la part du Pape.

En l'an 1294 le Pape Celestin V envoya *Raimond*, Evêque de Valence, & *Boniface de Calamandrana*, Maistre de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem, à Jaques I, Roy d'Aragon, bien qu'ils fussent tous deux sujets du Roy. En l'an 1423 *Alfonse V* Roy d'Aragon, envoya en Castille *Don Jean de Valterre*, Evêque de Tarascon, & *Gonçale Monroy*, en qualité d'Ambassadeurs, quoy que ce Seigneur fust Castillan, natif de Salamanque; mais il avoit esté élevé en Aragon, devant qu'Alfonse succedast à la Couronne. Cette Ambassade fut envoyée à la Reine d'Aragon, qui estoit à Medina del Campo, & non au Roy de Castille, à qui elle n'estoit pas agréable, & toutefois le Roy souffrit que son sujet entraist dans le Roiaume en qualité d'Ambassadeur, & qu'il y trouvast sa seureté. En l'an 1486 *Bernardin de Carvajal*, fut envoyé par le Pape Innocent VIII à Ferdinand le Catholique, bien qu'il fust sujet de ce Roy. *Ladron de Guevarra*, gentilhomme Aragonois, fut en l'an 1492 envoyé par Phi-

Philippe Archiduc d'Autriche, à Ferdinand & Isabelle Rois Catholiques, encore qu'il fust leur sujet. Il y fit les premieres ouvertures du mariage qui se fit depuis avec Jeanne leur fille: & quelque temps après, Maximilian, Roy des Romains, pere de Philippe, y envoya *Gaspar de Lupian*, son Maistre d'Hostel, qui estoit d'une des premieres Maisons du Roussillon, & ainisy *sujet de Ferdinand*, quoy que dès sa jeunesse il eust esté élevé à la suite de Maximilian.

Les Rois de Suede, predecesseurs de Gustave Adolfe, avoient fort peu de commerce avec le reste de l'Europe. Leurs sujets, qui ne connoissoient presque que les costes de la Mer Baltique, ne sçavoient que les affaires de leur pais, & les interets de leur Prince, qui n'estoient pas de fort grande estendue. C'est pourquoy le Grand Gustave, qui après s'estre glorieusement démeslé des guerres de Moscovie, de Dannemarc & de Pologne, se faisoit considerer comme le seul heros, capable de restablir les affaires d'Allemagne, voyant que les Seigneurs de son Roiaume estoient plus propres à executer ses ordres dans les armées, qu'à faire reussir ses intentions dans les Cours estrangeres, par la negotiation & par l'intrigue, prenoit ses Ministres par tout où il en trouvoit. *Charles* son pere s'estoit desja servy de *Van Dyck*, & luy mesme continua de s'en servir, & d'employer indistinctement des Hollandois & des Allemans en Hollande & en Allemagne, en France & ailleurs. Sous la Reine Christine, & sous le regne de Charles Gustave, comme aussy pendant la minorité du Roy d'à present, la Couronne de Suede a employé *Hugues de Groot*, *Camerarius*, *Sadler*, *Strasburguer*, *Salvius*, & particulierement *Spiring*, *Christoffre Delfique Comte de Dona*, & *Vander Noot* Hollandois en Hollande mesme.

Alexandre Cardinal Bichi estoit né sujet du Granduc de Toscane, & l'estoit devenu du Pape par sa promotion: mais

ny sa naissance ny sa dignité n'ont pas empêché le Roy de France de l'employer auprès de l'un & de l'autre, comme il s'est servy, en qualité de Ministre Public, de *Jeannetin Justiniani* Gennois auprès de la Republique de Gennes. Les Papes, qui sçavent bien se faire rendre ce qu'ils croient leur estre deu, & au delà, souffrent que les Princes emploient en la mesme qualité, non seulement des Cardinaux, mais aussy des Romains, sujets nés du Siege de Rome. *Frederic Duc Savelli*, Baron Romain, estoit Ambassadeur auprès du Pape, de la part de l'Empereur Ferdinand III pendant la guerre des Barberins, & osa parler à Urbain en des termes si forts, que le Cardinal Patron s'en plaignit au Cardinal Savelli, frere de l'Ambassadeur. Il luy dit, qu'un sujet revestu du caractere d'Ambassadeur, devoit avoir du respect pour son Souverain. Le Duc en demeura d'accord; mais il y adjousta, que cette obligation luy estoit commune avec tous les autres Ministres Publics, qui doivent respecter les Princes avec qui ils negotient; mais aussy qu'ils ne se peuvent point dispenser d'executer, punctuellement & avec vigueur, les ordres de leurs Maistres, sans aucune consideration du Prince avec qui ils negotient, qui est obligé de respecter celuy qui luy fait parler par son Ambassadeur, nonobstant la pretendue obligation de la naissance. Et de fait *le Cardinal Bichi*, dont je viens de parler, estant arrivé à Rome, en qualité d'Ambassadeur de France, alla d'abord trouver les Cardinaux Barberins, & leur declara, qu'il ne partiroit point, qu'ils n'eussent fait réponse par escrit à tous les articles, qu'il leur avoit proposés. Il y adjousta, qu'il avoit appris, que leur intention estoit de tirer de l'argent du tresor du Chasteau S. Ange; mais qu'il vouloit bien les advertir, que s'ils y touchoient, tout le monde auroit sujet de croire, qu'ils le faisoient à dessein de continuer la guerre. *Bichi* estoit sujet du Pape: il estoit enco-

re

re la creature, & les Barberins estoient si puissants, ou pour dire la verité, si insolents en ce temps là, que pas un Cardinal n'eust osé leur tenir ce langage, & Bichi mesme s'en feroit bien gardé, sans sa qualité d'Ambassadeur, qui le mettoit à couvert de leurs insultes. Le mesme *Duc Savelli*, ayant un grand démeslé pour le rang avec le Prince Prefect, le Pape Innocent X luy fit dire, qu'il seroit bien aise qu'il ne se trouvast point à la Chapelle; mais il répondit, que quand sa Sainteté luy *commanderoit* de ne se point trouver au throne, il ne laisseroit pas d'y aller. En quoy on voit, que comme Ambassadeur il estoit plus obligé d'obeir à l'Empereur, que comme Baron Romain au Pape.

Il ne se peut rien voir de plus fort, que l'exemple d'*Abraham Strotzen*, qui a fait figure en la Cour de Constantinople, sous le nom d'*Ebrahim Bey*, comme Premier Truchement de Soliman & de Selim II, Empereurs Turcs. Il estoit Polonois & Renegat, & neantmoins Selim l'envoya en l'an 1569 à Sigismond Auguste, Roy de Pologne, pour le passage de l'armée qu'il alloit faire marcher contre le Moscovite. Il eut audience publique, & en suite plusieurs conferences particulieres avec le Roy, qui ne le traitta pas comme son sujet, mais comme Ministre d'un Prince Souverain, dont il respectoit le caractère.

En France, où on employe quelquefois des sujets auprès de leur Prince, on admet bien aussi des François en qualité d'Ambassadeurs. *Barthelemy de Cœur*, estoit Medecin & Provençal, mais le Grand Seigneur ne laissa pas de l'envoyer, avec un present, au Roy Henry IV, qui ne le traitta pas en sujet ny en Renegat, quoy que les loix de France soyent fort severes contre cette sorte de gens; mais en Ministre Public. On dira peuteestre, que le Roy estoit obligé d'avoir de la consideration pour la puissance du Prince qui l'envoyoit; mais cette raison
ne

ne peut avoir lieu à l'égard d'un Roy, qui n'agissoit pas sur ce principe, & qui n'y consideroit que le *Droit des Gens*, comme luy & les Rois ses successeurs en ont toujours usé avec leurs sujets, quand ils se sont présentés à eux revestus du caractère d'Ambassadeur; non seulement de la part de Testes Couronnées, mais aussy de la part de Princes, à qui on ne donne point la qualité de Serenissime. Je marqueray pour exemple les Ambassadeurs de Malthe. Le Grandmaistre le l'Ordre de St. Jean de Jerusalem est Prince Souverain, & reconnu pour tel par tous les autres Princes de la Chrestienté: mais il s'en faut beaucoup, que luy, ou ses Ambassadeurs soyent traittés à Rome, comme le Duc de Savoye & le Granduc de Toscane, ou comme leurs Ministres, & neantmoins le Roy de France les fait couvrir dans l'audiance, lors mesmes qu'ils sont ses sujets, & nonobstant le serment particulier qu'ils luy ont comme ses officiers de guerre. *M. le Commandeur de Hautefeuille*, Ambassadeur de Malthe, est Parisien, & avec cela il est Lieutenant General dans l'armée du Roy, servant actuellement lors que sa Majesté y est en personne: & neantmoins le Roy le considere comme Ambassadeur, ainisy qu'il avoit consideré en la mesme qualité le Commandeur de Souvré, predecesseur de *Hautefeuille*. Mais afin que l'on sçache de quelle façon on en use en France, je mettray icy l'extrait de quelques Memoires, que M. de Berlise, l'un des Introduceurs des Ambassadeurs a faits de la fonction de sa charge pendant quelques années. Il en parle ainisy. Le 30 Janvier 1639 le Marechal de St. Luc & le Sieur de Berlise, avec les Carosses du Roy & de la Reine, furent à Piquepuce, audevant du *Bailly de Forbin*, Grand Croix & Ambassadeur Extraordinaire de Malthe, & le conduisirent à l'hôtel de Sillery, son logis, avec un cortege de soixante carosses à six chevaux. Tous les Princes, Ambassa-

„bassadeurs Catholiques & quantité de Seigneurs ayant
„envoyé audevant de luy; n'ayant esté logé ny défrayé. Le
„lendemain le Sieur de Liancourt, Premier Gentilhomme
„de la Chambre, l'alla visiter de la part du Roy. Le treizie-
„me Fevrier le Marechal de S^t. Luc & le Comte de Brulon,
„avec les carosses du Roy & de la Reine le furent prendre
„à son logis, pour le conduire à S^t. Germain, à l'audiance
„de leurs Majestés, où le Roy luy donna à disner devant que
„d'y aller. *On mit en deliberation s'il se couvrirait* (ce qui
„est à remarquer.) Enfin le Comte de Brulon, qui en parla
„au Roy, sa Majesté se souvenant que le Commandeur de
„Formigere, *Ambassadeur Extraordinaire de Malte, estant*
„aussy françois, & Capitaine au regiment des Gardes, s'e-
„stait aussy couvert, *resolut qu'il se couvrirait*: mais qu'il en
„useroit modestement & avec respect, comme il fit. A-
„yant fait une petite harangue couvert, après il parla en-
„core quelque temps au Roy decouvert: comme il fit à la
„Reine. Il vit aussy Monseigneur le Dauphin, estant prin-
„cipalement venu pour se rejouir avec le Roy de sa naissan-
„ce. Puis après les Princesses du sang, qu'il baïsa: *Mon*
„*Seigneur le Prince, qui luy donna la main, & le tiltre d'Ex-*
„*cellence, & le Cardinal de Richelieu. Le 10 Avril il prit*
„congé de leurs Majestés, conduit par les mesmes, & en
„la mesme façon à S^t. Germain. Le Comte de Brulon luy
„porta une boüette de portrait de la valeur de quatre mille
„livres. Puis il partit, non pour aller à Malte, mais *pour*
„*aller commander les galeres du Roy, en qualité de Lieute-*
„*nant general.* Les Princes, qui sçavent le respect qui est
„deu au *Droit des Gens*, en useront tousjours de cette ma-
„niere; parce qu'ils sçavent aussy que le service & l'adveu
„public d'un Prince estranger exemte le Ministre; non seu-
„lement des devoirs de la naissance, mais aussy de l'obliga-
„tion du serment, qui est bien plus forte que l'autre. Ce

que l'on ne peut nier ; parce que si le serment de fidelité n'adjoûtoit pas une nouvelle & plus forte obligation à celle qu'on a desja au Souverain à cause de la naissance, on ne le feroit faire qu'aux soldats & aux officiers estrangers, & non à ceux du pais, & il seroit inutile de l'exiger des officiers de Justice, & de ceux qui sont appellés à la direction des affaires publiques, si le serment ne les obligeoit pas à un devoir particulier. On voit cependant que la dignité d'Ambassadeur n'est pas incompatible avec la charge d'officier, & que hors des fonctions purement militaires, cellecy cede tousjours à celle là. Ce que je viens de dire des Commandeurs de *Formigere*, de *Forbin* & de *Hautefeuille* confirment assés cette verité, quand mesmes il n'y auroit pas plusieurs autres exemples, qui y peuvent servir. M. *d'Avangour* estoit Colonel dans l'armée de Suede en Allemagne, où il estoit Ministre Public, & le *Comte de Konigsmarc* estoit Marechal de Camp dans l'armée de France, & il estoit Ambassadeur de Suede auprès du Roy. Le *Baron de Charnacé* estoit Colonel d'infanterie, Capitaine d'une compagnie de chevaux legers, & Ambassadeur de France en Hollande. On ne peut pas l'avoir connu, que l'on n'ait aussy connu son habilité, & il donna des preuves de son courage, quand il se fit tuer dans la tranchée au siege de Breda.

Le *Comte Destrades*, aujourdhuy Marechal de France, a fait toutes les campagnes en Hollande, comme officier de guerre, jusques au siege de Hulst inclusivement, & il ne laissoit pas de negotier & d'estre Ministre ; mais jusques icy personne n'a osé soustenir, que le Conseil de guerre eust pû proceder contre luy, nonobstant sa qualité de Ministre. Au contraire, je ne crains point de dire, que le Conseil de guerre n'auroit pû proceder contre luy, mesmes pour des delicts purement militaires, non pas mesmes de son consentement ;

tement ; parce qu'estant dépositaire des secretes intentions & des ordres du Roy , son maistre , il ne pouvoit s'affujettir à la jurisdiction du Conseil de guerre , ny à aucune , autre , sans faire tort à sa dignité & à son service. Je ne parle point du temps qu'on l'a veu Ambassadeur Extraordinaire en Hollande ; parce que bien qu'il eust aussy un regiment , & qu'il fust au serment des Estats , son caractere le mettoit , sans contredit , au dessus de toutes les Justices du pais , mesme de celuy , où il negotioit sans qualité , & où sa qualité d'officier de guerre servoit de couverture à celle de Ministre. Pendant qu'il negotioit sans paroistre , & qu'il estoit Ministre sans qu'il fust reconnu pour tel , sinon par ceux avec qui il negotioit , c'est à dire par le Prince d'Orange , & par ceux des Estats , à qui il vouloit faire part de la negociation , & qui estoient ceux qui le pouvoient faire jouir de la protection du *Droit des Gens* , il en jouït en effet ; puis que ce ne fut qu'en cette consideration qu'il sortit avec tant d'avantage , du démeslé qu'il eut avec le Prince d'Orange en l'an 1646. *Destrades* avoit ordre de faire confidence au Prince d'une proposition , qui avoit faite touchant le mariage du Roy avec l'Infante d'Espagne , à qui le Roy son pere donneroit pour dot , avec les Provinces de Flandres , les pretensions qu'il avoit sur les Provinces Unies. Il pria le Prince de ménager cet important secret : mais le Prince , jugeant qu'il ne le pouvoit faire , sans prejudice de la fidelité qu'il devoit à l'Estat , le communiqua à ses Maistres. On en voulut venir à des éclaircissements , mais *Destrades* fit l'ignorant , & dit qu'il ne sçavoit ce que c'estoit. Le Prince d'Orange estoit son Capitaine General , & dans la consideration , où il estoit au pais , on ne pouvoit pas douter de la verité de ce qu'il disoit , & neantmoins il fut contraint de souffrir une espece de démenty de la part d'un officier , qui estoit obligé d'obeïr à ses ordres. Il faut croire ,

que ce Prince n'auroit point dissimulé l'affront, s'il eust pû s'en ressentir, sans perdre le respect qu'il devoit à *Destrades* comme au Ministre d'un grand & puissant Monarque, qui le faisoit agir en cette rencontre. Ce qu'on ne pouvoit ignorer; puis que *Destrades*, qui estoit extrêmement réservé en toutes ses actions, n'avoit garde d'avancer une proposition de cette nature sans un commandement & un ordre exprés: & il est bien certain qu'il l'avoit. Le Prince d'Orange de son costé estoit fort sage, & jugea, qu'il valoit mieux dissimuler le procédé oblique des Ministres de France, qui faisoient agir *Destrades*, que de faire éclater son mécontentement, qui ne pouvoit servir qu'à augmenter son chagrin. Le Cardinal Mazzarin vouloit rendre les intentions des Espagnols suspectes aux Estats, qui commençoient à prester l'oreille à un traité particulier: mais cela fit un effet contraire, en redoublant la jalousie, que l'on avoit desja de cette puissance voisine.

La considération, que les Princes ont pour la qualité de Ministre Public est si grande, qu'ils la respectent en leurs sujets, mesmes lors qu'ils ne sont pas obligés de le faire. Je ne dis point, que ce soit une cause legitime, pour laquelle le Prince puisse refuser d'admettre le Ministre; au contraire je juge, qu'il ne se peut servir de ce pretexte, parce que le sujet, en se mettant au service d'un Prince estrange sort de l'obeïssance & de la sujettion de son Prince naturel; mais il s'y peut rencontrer d'autres circonstances, qui peuvent faire rejeter le sujet, quoy que revestu d'un caractère public. En l'an 1614, *Ferdinand*, Duc de Mantoüe, envoya à la Cour de Madrid *Scipion Pasquale* en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. Ce Prelat estoit de Cosence au Roiaume de Naples, & ainsy sujet du Roy d'Espagne, qui pouvoit dire, que le Duc manquoit au respect qu'il luy devoit, en luy envoyant un Napolitain, & ce pour une affaire,

re, où le Duc de Savoye, beaufrere du Roy, se trouvoit tellement interessé, qu'il avoit envoyé le Prince, son fils aîné, en Espagne, pour s'opposer à la negotiation de *Pasquale*. Mais nonobstant tout cela celui-cy s'y fit considerer comme Ambassadeur, & non comme sujet, & reussit si bien, que le succès de sa negotiation fut bientôt recompensé de l'Évesché de Casal.

Le Roy de France n'avoit il pas sujet de s'offenser de voir auprès de luy en qualité de Ministre *Auger*, joueur de Luth; comme si on fut venu en France exprés chercher un homme de neant, & d'une profession si abjecte, pour le placer dans un si illustre employ à la Cour du premier Roy de la Chrestienté? Ce n'auroit pas esté un pretexte recherché, mais une cause legitime pour ne le pas admettre: principalement lors qu'il vint en France de la part du Parlement. Cependant cela n'empescha point le Roy de le recevoir, & de le considerer non comme son sujet, mais comme Ministre Public.

Je me serviray de cette occasion, pour rectifier ce que les Memoires disent de *Bernardo Bandini*, l'un des assassins de Julien de Medicis. Je l'ay fait sur le témoignage d'un auteur Italien, dans un temps, où je n'avois presque point de livres. J'en ay encore fort peu, mais assés pour y avoir appris, que Bajazeth, bien loin d'envoyer Bandini à Laurens de Medicis, comme Ambassadeur, le fit mettre entre ses mains, comme le meurtrier de son frere, & comme une marque de l'estime qu'il avoit pour *Laurens*, un des illustres personages de son temps. Paul Jove dit, que Bandini fut pendu. C'est une erreur, & je sçais que ce n'est pas la seule que j'ay faite: mais je ne merite pas pour cela, que le Remarqueur de Bruxelles m'accuse d'avoir commis une fausseté, quand j'ay dit que le Comte de Fuenfaldagne estoit l'homme du Roy d'Espagne en Flandres sous D. Jean d'Au-

striche. J'avoüe mon erreur & mes infirmités, mais comme je suis incapable de faire une fausseté, aussy ne crains je point de dire, que les Remarques qui ont esté publiées à Bruxelles, en sont remplies. J'offre de le prouver toutes les fois que j'en seray sommé, & de faire voir, que l'auteur, s'il a le courage de se nommer, est un calomniateur infame: un syncophante, qui n'a point d'honneur, & qui tasche de prévenir le monde d'une infinité d'impostures, contre un homme Innocent: & sa lascheté est d'autant plus grande, qu'il ne me croyoit pas en estat de me pouvoir défendre. S'il juge que je luy fais tort, il peut se faire faire raison par la Justice, dans un lieu, où jusques icy il n'y en a point eu pour mon innocence. J'en dis autant de celuy, qui après avoir défiguré dans ses impertinentes histoires les illustres vies du Grand Gustave Adolfe & du Cardinal Mazzarin, a voulu augmenter le nombre de ses fots livres, par des dialogues Italiens, qui auroient esté fort propres derriere les almanacs des années 1674 & 1675.

Scach Abas, Roy de Perse, estoit un des grands Princes que cet Empire eust eus depuis quelques siècles. Il avoit deux puissants voisins, l'Empereur des Turcs & le Mogol, Empereur de l'Indosthan, & il estoit dans des inquietudes continuelles du premier. Pour s'en délivrer, & pour faire quelque diversion aux Turcs, il faisoit faire plusieurs negotiations dans la pluspart des Cours des Princes Chrestiens. Il y employa particulièrement deux freres, *Antoine & Robert Sherley*, qui estant d'une maison assés illustre en Angleterre, & ayant fait un fonds pour les frais de leur voyage, s'arrestèrent enfin en la Cour d'Ispahan. Je ne diray rien de l'aîné, qui quittant à Venise sa qualité d'Ambassadeur, y eut plusieurs disgraces: mais *Robert*, après avoir esté employé auprès de l'Empereur, & à la Cour de plusieurs autres Princes de l'Europe, passa en

An-

Angleterre , en qualité d'Ambassadeur du *Schach*. Le Roy *Jaques le fit couvrir*, & respecta en son sujet le caractère d'Ambassadeur. *Sherley* y retourna en l'an 1623 en la mesme qualité, & il y fut traité de la mesme maniere. Il estoit vestu à la Persane, & ayant esté conduit à l'audiance par le Comte d'Anglesey & par le Maître des Ceremonies, après avoir fait ses reverences à la Turquie, il osta son tulban, & le mit aux pieds du Roy; mais le Roy le luy fit reprendre, & le fit couvrir. Quelque jours après, il eut audience du Prince de Galles; mais il ne fit pas seulement mine de toucher à son tulban, quoy que le Prince se découvrist dès qu'il le vit entrer, & faire sa premiere reverence. Il y estoit encore lors du décès du Roy *Jaques*. Pendant le séjour qu'il fit à Londers, il y survint une chose fort extraordinaire, qui eust pû obliger le Roy à faire agir sa Justice ordinaire contre son sujet, qui ne verifioit pas bien sa qualité de Ministre. Il arriva en Angleterre un Persan, nommé *Magdibeg*, qui prenoit aussy la qualité d'Ambassadeur, & qui en presentant ses lettres de creance, soustenoit que celles de *Robert Sherley* estoient fausses & supposées. *Sherley*, voulant s'en éclaircir, & verifir sa qualité, alla trouver le Persan, en la compagnie de quelques uns de ses parents, qui devoient estre témoins de leur entreveüe; mais le Persan, au lieu de répondre à la civilité de *Sherley*, prit ses lettres, les jetta à terre, & luy donna un soufflet; le mettant par là tellement hors de contenance & de repliche, que les Anglois en prirent occasion de faire un tresmauvais jugement de la sincerité de leur parent. *Magdibeg* escrivit au Roy de la Grande Bretagne, qu'ayant l'honneur d'estre Ambassadeur d'un Monarque, amy de sa Majesté, il prenoit la liberté de luy demander la mesme Justice, qu'elle ne refuseroit pas au dernier de ses sujets. Qu'en arrivant dans le Roiaume il avoit appris, qu'un homme, qui se donnoit la

qualité

qualité d'Ambassadeur du *Scach*, son maistre, avoit la vanité de dire, qu'il avoit épousé une parente de sa Hauteſſe. Qu'il avoit esté tellement indigné de l'insolence de ce discours, qu'il n'avoit pû s'empescher d'en témoigner son ressentiment. Mais dautant qu'il luy importoit de justifier son procedé à la Cour d'Ispahan, & que pour cet effet il avoit besoin de preuves authentiques des bruits, que *Sherley* avoit fait courir, il supplioit le Roy de luy en faire expedier un acte authentique. Le Roy, à qui il importoit d'en sçavoir la verité, auroit pû en faire faire une recherche tres-exacte, sinon par la Justice ordinaire, du moins par son Conseil, s'il eust crû pouvoir fonder sa Jurisdiction sur son sujet, nonobstant la qualité de Ministre. Mais il n'en voulut rien faire, & se contenta de renvoyer l'un & l'autre en deux vaisseaux separemment, afin que le Roy de Perse fust le juge du different, & qu'il le reglast entre deux personnes, qui prenoient tous deux la qualité de son Ministre. Il y joignit une personne de qualité dans un troisiéme vaisseau, pour luy faire rapport de quelle façon le different auroit esté décidé à la Cour d'Ispahan : mais ils moururent tous trois au voyage.

Je croy que le Parlement de Grenoble n'auroit pas violé le *Droit des Gens*, en punissant le meurtre en la personne du pretendu Ministre, dont il sera parlé dans l'exemple suivant. Le *Colonel Alard*, *Provençal*, estant au service du Duc de Savoye, fut en l'an 1614. envoyé au Marechal de Lesdiguieres, Gouverneur du Daupiné, pour luy demander secours contre les Espagnols, au commencement de la guerre de Mantouë. Pendant le séjour qu'il fit à Grenoble, en attendant les ordres que la Cour devoit envoyer au Marechal, ses gens tuerent, par son commandement, un marchand de la ville, qui revenoit de sa mestairie. Ce meurtre commis sur le grand chemin par des gens,

que

que l'on sçavoit estre au Colonel, obligerent le Parlement à s'asseurer de la personne du maistre : mais le Marechal, qui estoit dans une de ses maison de campagne auprès de Lion, ayant esté adverty de cette capture, y accourut en diligence, & envoya à la conciergerie demander le prisonnier, *comme un Ministre Public, que le Duc de Savoye employoit auprès de luy.* Le Major de la garnison, qui fut à la prison, ne l'ayant pû obtenir du concierge, M. de Lesdiguières y fut luy mesme, & le fit mettre liberté. Le Parlement offensé d'une action si violente, députa le Premier President, avec quelques Conseillers & le Procureur General, pour faire des plaintes de M. de Lesdiguières à Lesdiguières mesme, pour luy en représenter la consequence, & pour en demander reparation. Ils le prierent de donner cette satisfaction à la Justice, que de permettre que le Colonel fust remis à la conciergerie, sous l'assurance qu'ils luy donnerent, qu'on l'en feroit sortir incontinent dans les formes, & avec quelque reputation pour le Parlement. Mais Lesdiguières n'y voulut point consentir. Il disoit, que son action se justifioit d'elle mesme. Qu'il avoit sujet de se plaindre du Parlement, lequel sçachant qu'il estoit dans la Province, n'avoit pas laissé *de decreter*, sans sa participation, *contre une personne publique.* Qu'il n'avoit pû se dispenser d'employer des moyens extraordinaires, parce qu'il les avoit voulu obliger à reparer la faute, qu'ils avoient faite par leur precipitation, contre *le Droit des Gens* en la personne du Colonel, qu'ils n'ignoroient pas estre Agent du Duc de Savoye, à qui il *falloit rendre ce respect, que de ne point toucher à son Ministre, sans l'en advertir.* Le Roy avoüa l'action du Marechal de Lesdiguières, par une declaration particuliere, qui fut verifiée au Parlement de Grenoble en l'an 1615. Le Colonel Alard estoit françois; mais dautant qu'il n'avoit des lettres de creance que pour Lesdiguières,

il ne pouvoit pas estre confideré comme Ministre Public, ny jouir de la protection du *Droit des Gens*. Car encore que j'aye dit cydevant, que les Princes envoient bien quelque-fois aux Vicerois & aux Gouverneurs des personnes, qui sont reconnües pour Ministres Publics; cela se doit entendre des Gouverneurs, qui ont un pouvoir absolu, & qui gouvernent sans aucune dépendance, que du seul Souverain qu'ils representent. Ce qui ne peut estre appliqué aux Gouverneurs des Provinces de France, qui partagent leur pouvoir, non seulement avec les Parlements, mais aussy avec les Lieutenants du Roy, dont la fonction est indépendante de celle du Gouverneur. De sorte qu'on peut dire qu'*Alard* n'estoit point Ministre Public, & quand il l'auroit esté, le Gouverneur de la Province, en forçant le concierge de luy rendre le prisonnier, faisoit violence à la Justice, & avoit besoin de la declaration du Roy, qui le mettoit à couvert du ressentiment, que le Parlement en auroit pû témoigner. Mais *Lesdiguières* avoit raison de dire, que *la Justice doit ce respect aux Souverains estrangers, que de ne point toucher à leur Ministre, sans les en advertir*. C'est dont il sera plus au long parlé en la Section 27.

Devant que d'achever cellecy il sera necessaire de faire quelques reflexions sur deux ou trois exemples, où l'on verra, que les Ministres n'ont pas tousjours esté fort bien traittés en leur patrie. En l'an 1644 le Parlement de Londres avoit ordonné à tous les Catholiques Romains de sortir de la ville, & permit au Chevalier *Brierton* de se saisir de leur bien, pour l'appliquer à la subsistence des gens de guerre. *Antoine Fortescu*, voyant la violence qu'on faisoit à ceux de la Religion Catholique Romaine, dont il faisoit profession, tascha de l'éviter, en declarant qu'il estoit *Ministre Public & Resident du Duc de Lorraine*. Le Parlement souste-

soutenoit, que ce Gentilhomme estant Anglois, & né sujet de l'Estat, ne pouvoit se mettre au service d'un Prince estranger, ny reclamer la protection du *Droit des Gens*. On y adjoustoit, qu'il avoit mendié cette qualité du Duc de Lorraine, pendant que les affaires estoient dans un autre estat qu'elles n'estoient alors. On se faisoit de tout son bien : on arresta un Prestre françois, qui s'estoit retiré chez luy, & on mit garnison dans sa maison. Mais on peut dire sur cet exemple, que c'estoit une autorité illegitime que celle du Parlement; puis que le Roy, qui en est le Chef, & qui en avoit convoqué un auprès de luy à Oxford, le desadvoüoit. On ne peut nier aussi que ce ne fust une assemblée composée de gens, qui n'avoient point de connoissance du *Droit des Gens*. Que les violences qu'on fit à *Fortescu* faisoient partie de celles que le Parlement faisoit à tous ceux, qui n'approuvoient point le zele brutal & aveugle de la rebellion, & qui conservoient encore quelque respect pour la dignité Royale, & quelque tendresse pour la personne du Roy. *Fortescu* avoit esté reconnu pour Ministre Public par son Souverain, & les exemples de *Wolfey*, de la *Pole*, de *Sherley* & de quelques autres font voir, que le droit d'*allegeance*, qui est particulier à l'Angleterre, n'empesche pas les Anglois de se mettre au service d'un Prince estranger, ny mesme de transferer leur domicile hors du Roiaume. Le Parlement ne pretendoit point violer le *Droit des Gens*, parce qu'il ne reconnoissoit point *Fortescu* pour Ministre Public.

François Sforze, dernier Duc de Milan, se servit du mesme pretexte pour justifier l'execution, qu'il avoit fait faire de *Merveille* ou *Maraviglia*, gentilhomme Milanois, qui estoit auprès de luy de la part de François I Roy de France. Sforze, qui avoit esté restably au Duché par l'Empereur Charles V, & qui sçavoit qu'il ne s'y pouvoit pas

maintenir sans sa protection, n'osoit souffrir publiquement dans sa Cour un Ministre françois. Toutefois comme il vivoit en des défiances continuelles de l'ambition & de la puissance de Charles, à qui le Duché faisoit grand'envie, il ne vouloit pas négliger l'amitié du Roy, & permettoit que *Merveille* luy parlât de temps en temps des affaires de son maistre: & le Duc mesme, en escrivant au Roy, s'en rapportoit à l'entretien qu'il avoit eu avec ce Ministre secret: jusques à ce que se doutant, que l'Empereur n'eust esté adverty de ce petit commerce, il voulut s'en justifier, & meriter par là les bonnes graces de Charles, en faisant un petit coup d'Estat. Un nommé *Castillon* avoit tenu des discours assés offensants de *Merveille*, qui s'en vengea, en le faisant tuer par ses domestiques. Le Duc en prit occasion de se défaire de ce Ministre, & pour obliger l'Empereur à luy donner sa nièce, fille de Chrestienne Roy de Danemarck, qui luy avoit esté promise, il luy fit faire son procès, & le fit executer dans la prison. Le Roy s'en sentit tellement offensé, qu'il s'en plaignit à tous les Princes de la Chrestienté, & entre autres à l'Empereur mesme, dont le Duc estoit Vassal, & en demanda Justice. L'Empereur dit, que *Merveille n'avoit pas esté Ministre*; de sorte que le Duc de Milan avoit pû faire proceder contre luy comme contre son sujet. On luy fit voir des lettres, où le Duc reconnoissoit le defunt pour l'homme du Roy; mais l'Empereur repartit, *qu'un Ministre ne pouvoit se prevaloir de sa qualité, s'il ne la faisoit paroistre publiquement*. Il n'avoit garde d'en parler en d'autres termes. Il estoit bien aise d'avoir rompu cette correspondance entre le Roy & le Duc, qui par le moyen de cette execution estoient devenus irreconciliables. Le Duc en fit faire des excuses au Roy, & luy fit dire; qu'il n'avoit jamais considéré *Merveille* comme Ministre Public, mais comme une personne particuliere, qui

qui n'avoit point de caractère, ny autre qualité que celle de son sujet. Qu'avec cela *Merveille* estoit d'une humeur si incommode; qu'il luy avoit fait dire souvent, qu'il se retirast. Le Roy ne se paya point de ses excuses: au contraire il protesta, qu'en temps & lieu il se ressentiroit de l'outrage, qu'on luy avoit fait en la personne de son Ministre.

L'Empereur & le Duc disent tous deux, que *Merveille* n'avoit point de caractère, & qu'il ne pouvoit estre considéré que comme particulier & sujet. Le Roy fait voir que le Duc l'a reconnu pour Ministre, & qu'il a négocié avec luy en cette qualité; de sorte que l'Empereur s'en voyant convaincu, a son recours à une tresmauvaise raison, & soutient, qu'il n'estoit point Ministre, parce qu'il n'avoit point paru comme tel publiquement. Mais c'est ce qui est de fort peu d'importance pour l'establissement de la verité que je pose, qu'un Ministre Public doit jouir des privileges du Ministère dans sa patrie; veu que l'Empereur & le Duc, en ne demeurant point d'accord du fait, c'est à dire de la qualité de *Merveille*, ne disputent point le Droit, & advoüent tacitement que s'il eust esté Ministre, le Duc n'auroit pû le faire executer, sans violer le *Droit des Gens*. Les défaites du Duc estoient impertinentes. On le pouvoit convaincre par ses propres lettres d'avoir négocié avec *Merveille*. En le faisant executer de nuit dans la prison, il fait connoistre qu'il faisoit faire une execution, que l'on n'auroit osé faire à la veüe du Soleil; & en disant, qu'il l'avoit fait advertir plusieurs fois, qu'il eust à se retirer, il confesse, qu'il le consideroit autrement que comme son sujet; veu que sans sa qualité de Ministre, & sans la consideration qu'il avoit pour le Roy, son Maistre, il l'auroit bien fait retirer sans l'advertir. Au reste, le Roy, en soutenant que le *Droit des Gens* avoit esté violé en la personne de *Merveille*, son Ministre, pose comme une chose constante, & qui ne luy

peut estre contestée, que *sa qualité de Ministre l'exemtoit de la jurisdiction du Souverain du lieu de sa naissance*. C'est ce que l'Empereur & le Duc ne nient point ; mais ils se contentent de dire, qu'il n'estoit point Ministre.

L'Empereur d'aujourd'hui & son Conseil justifient en la mesme maniere l'enlevement du *Prince Guillaume de Furstemberg*, en soustenant qu'il n'avoit point de caractère. Ils disent qu'il n'avoit point de pouvoir ny de lettres de creance qui le luy donnassent, ou s'il en avoit, qu'il ne les avoit point communiqués ; de sorte qu'on le pouvoit ignorer. Ils protestent qu'ils ignorent en effet qu'il ait esté Ambassadeur ou Ministre Public, & croient qu'il ne le pouvoit pas estre ; puis que l'Electeur de Cologne, son Maistre, estoit luy mesme sur le lieu. Les Ministres de France disoient au contraire, que le Prince avoit des lettres de creance, qu'il les leur avoit communiquées, & que cela suffisoit ; pour le mettre en possession de tous les avantages & de toutes les prerogatives, que *le Droit des Gens* donne au caractère. C'est un different, qui après avoir partagé tous les Princes de la Chrestienté, passe ma connoissance, & comme ils ne sont pas d'accord du fait, il est impossible de le regler par des raisons : comme aussy je ne puis m'engager à en parler icy, puis que ce n'est pas du sujet de cette Section. Le Prince de Furstemberg, s'il estoit Ambassadeur, ne l'estoit point en sa patrie, ny auprès de son Souverain, mais à Cologne, comme dans une ville neutre, & dans une assemblée, dont les Ministres de l'Empereur faisoient partie : de sorte qu'il n'a pas esté traité comme Ambassadeur d'une puissance estrangere, mais il a esté enlevé comme un sujet rebelle, pour estre mis entre les mains de la Justice. C'est pourquoy cet exemple se trouvant accompagné de particularités, qui ne se rencontrent point en ceux de *Fortescu* & de *Merveille*, je differeray d'y insister davantage, jusques à

ce

ce que je le puisse faire plus à propos dans une autre occasion. Seulement ne me puis je empêcher de dire icy, que je voudrois, que le *Remarqueur de Bruxelles*, qui est si sçavant dans l'histoire & dans la Politique, satisfit la curiosité de quelques uns, qui ne sont pas si bien informés que luy des affaires d'Allemagne, sur un scrupule qu'ils ont touchant le pouvoir de l'Empereur. Ils jugent que son autorité ne s'estend pas, jusques à pouvoir faire enlever dans un lieu neutre, un Prince qui n'est ny proscrit ny condamné, & qui en cette qualité de Prince est sujet de l'Empire, s'il est permis de parler ainfty, & non de l'Empereur. Ils doutent aussy, si l'Empereur a pû, comme Archiduc, exercer une autorité si forte, & que les François appellent violente, sur son sujet ou vassal, qui est d'ailleurs Prince de l'Empire. Ce sont de petites difficultés, que le *Remarqueur* feroit bien de lever, afin d'achever de mettre la France en son tort, où elle ne croit pas estre encore. Tellement que parmy tous les exemples que je viens d'alleguer, il né s'en trouve pas un, qui favorise l'opinion de *Bodin*: & j'ose dire, qu'il ne s'en trouve point dans toute l'histoire, quelle qu'elle puisse estre, & que la seule soustenüe d'un auteur, qui n'est pas des plus classiques, n'est pas capable de me faire charger de sentiment.

SECTION XII.

De la Fidelité de l'Ambassadeur.

EN donnant à l'Ambassadeur un age meur & avancé, je luy ay aussy donné l'experience, qui en est une suite necessaire: c'est pourquoy il feroit hors de propos de parler de cellecy; comme il feroit aussy superflu de faire
une

une Section particuliere de la fidelité, qui se trouve jointe à l'experience dans les commissions de tous les Ministres; n'estoit que *le Remarqueur de Bruxelles* m'oblige à faire icy une espece de digression. J'advoüe que je ne traite pas trop bien dans mes Memoires *Don Ferdinand Telles de Faro*, Ambassadeur de Portugal auprès des Estats des Provinces Unies; parce que j'avois de la peine à justifier un Ministre, qui non content d'abandonner les affaires qui luy ont esté commises, trahit les interests, devient deserteur & transfuge, & se jette dans le party de l'ennemy de son Maistre. Cet Ambassadeur, qui arriva à la Haye au mois de Juillet 1658, se servoit fort de l'entremise des Ministres de France & d'Angleterre en toute la suite de sa negotiation, plustost pour penetrer leurs sentiments, que pour leur découvrir les siens. Il entretenoit cependant une correspondance fort étroite, mais tres-secrete, avec Don Estevan de Gamarra, Ambassadeur d'Espagne, pour moyenner la paix à la Cour de Madrid, & pour concerter avec luy sa retraite: de sorte qu'il partit de la Haye au mois d'Avril 1659. Il n'y avoit pas plus de trois mois qu'il estoit en Hollande, lors qu'il commença à trahir son Prince, & à servir d'espion auprès de l'Ambassadeur de France, & auprès du Resident d'Angleterre. Pour justifier son action infame, il fit imprimer un Manifeste, où il disoit, que depuis la revolution des affaires de Portugal, il avoit tousjours conservé une fidelité inviolable pour le Roy Catholique, comme pour celui qu'il croyoit estre son Prince Souverain. Qu'il avoit esté obligé d'accepter l'Ambassade de Hollande; parce que s'estant desja défendu de plusieurs autres emplois, il n'avoit pû refuser celui-cy, sans se rendre suspect. Que le pouvoir qu'on luy avoit donné à Lisbonne, estoit si limité, qu'il estoit impossible de faire reussir sa negotiation, aux conditions qui y estoient

con-

contenües. Que la France la traversoit, & que M. de Thou estoit celuy qui s'y opposoit le plus fortement. Au reste qu'il ne croyoit pas, que personne voulust blâmer sa retraite, puis qu'il ne la faisoit que par le mouvement du devoir, qu'il avoit à son Prince legitime. La plupart de ses domestiques se retirerent chez l'Ambassadeur d'Espagne, qui se chargea du payement des dettes du fugitif. Quelques jours après son Secetaire presenta un memoire, où il parloit de cette action comme d'une trahison abominable, & disoit, qu'il n'avoit tenu qu'à *Don Ferdinand*, que le traitté n'eust esté conclu. *Le Remarqueur de Bruxelles* fait son apologie, & dit, que tout le crime de cet Ambassadeur estoit de n'avoir point approuvé la revolte de Portugal, ny le procedé de celuy qui en estoit l'auteur, & qu'il n'a fait que se jeter entre les bras de son Roy naturel & legitime.

Personne n'avoit contraint *Ferdinand Telles de Faro* de prester le serment de fidelité au Duc de Bragance, lors de son advenement à la Couronne. En voyant proclamer Roy, un Prince qui passoit dans son esprit pour usurpateur, il pouvoit se retirer en Castille, à l'exemple de plusieurs autres Seigneurs Portugais. Personne ne l'avoit contraint de se charger de l'employ de l'Ambassade, pour lequel il avoit fait un serment particulier, & personne ne l'avoit empêché de prendre le chemin de l'Allemagne, & d'aller de là en Espagne, avant que de commencer sa negotiation, comme il fit après s'y estre engagé. Il n'y a point d'Espagnol, qui ait tant soit peu d'honneur, qui voulust faire le mestier, que cet Ambassadeur fit pendant plusieurs mois, de ne voir les Ministres de France & d'Angleterre, que pour avoir de quoy entretenir l'Ambassadeur d'Espagne. Quand on dit, que l'Ambassadeur est un espion honorable, on entend parler de celuy qui sert son maistre, & non de celuy qui le

trahit. Hors cette fonction honorable, le mestier d'espion est infame, & celuy qui s'en mesle est pendable. Celuy d'Advocat de la perfidie & de la trahison ne l'est pas moins, & le panegyriste d'une action si lasche, seroit sans doute prest de faire luy mesme ce qu'il loüe si fort en autruy. Il y adjouste, *que la necessité & la France ont obligé l'Espagne à declarer le Portugal une Couronne libre, & que ce n'est que l'effet d'une des dures loix, où on ne consent qu'avec repugnance.* Cet honneste homme oblige bien les Portugais, par l'advis qu'il leur donne de ce qu'ils doivent attendre de l'Espagne, dès que la necessité, qui l'a forcée de subir des loix si dures, cessera, & dès que la France ne se meslera plus de leurs interests. On peut dire aussy, que cet advertissement ne sera pas tout à fait inutile aux Provinces Unies, qui ont contraint l'Espagne, par une semblable necessité, de subir la duresse des loix, qui les a fait reconnoistre pour un Estat tellement indépendant, qu'elles n'ont pas laissé au Roy la moindre marque de la Souveraineté qu'il y avoit autrefois. Mais si on veut croire ce grand Politique, leur Souveraineté ne durera que pendant que l'Espagne se trouvera embarrassée d'une guerre, qui l'empesche de se reconnoistre. Ce Roiaume là produit un tresgrand nombre d'hommes genereux, qui seroient bien marris, que ces pensées lasches fussent communes à toute la nation, & qui ne voudroient pas imiter l'infidelité de ce traistre, ny la prevarication de celuy qui la justifie. Quand il dit, que le Roy d'Espagne estoit le maistre de *Don Ferdinand*, ou il ne sçait pas ce qu'il dit; ou s'il y a bien pensé, il avance une chose notoirement fausse. Il pouvoit croire, que le Roy d'Espagne estoit son Prince Souverain, mais il ne pouvoit pas dire, qu'il estoit son Maistre. Le Roy de Portugal, à qui il avoit fait serment de fidelité, de qui il tenoit sa commission, & qui luy donnoit dequoy subsister, estoit son veritable Maistre.

stre. C'estoit luy qui luy avoit donné ses lettres de creance : c'estoit luy pour lequel il negotioit , & sous l'autorité duquel il jouïssoit de la protection du *Droit des Gens*. Il n'y a point de trahison si lasche , que l'on ne puisse justifier sur le principe de ce galant homme. Les Cordeliers de Metz , qui sous pretexte de leur assemblée generale , y avoient fait entrer des soldats & des armes , & les Religieux de Mastrigt , qui vouloient remettre la ville entre les mains des Espagnols , ne meritoient pas seulement son éloge ; mais mesmes d'estre canonisés.

Codignac , Ambassadeur de France à Constantinople , avoit fait de si bonnes habitudes avec les Ministres de la Porte , qu'il se rendit suspect à Henry II , son Maistre. L'ombre que l'on prenoit de sa fidelité , se fortifia par l'engagement , qu'il prit en l'an 1556 avec une demoiselle Grecque , Dame de deux petites Isles , qui pouvoient rendre environ deux mille escus par an. En l'an 1558 on luy envoya ordre de venir à la Cour , rendre compte de ses actions ; mais ce fut alors qu'il leva le masque , & qu'au lieu de passer en France , *il se declara pour le Roy d'Espagne* , & qu'il entra à son service. Les Espagnols luy avoient promis l'Ambassade de Constantinople , où il avoit ses intrigues , & où il faisoit , depuis quelque temps , negotier sous main pour son nouveau Maistre. En l'an 1559 il y obtint des passeports pour le Ministre , que le Roy d'Espagne y voudroit envoyer , comme Roy de Naples. Il avoit aussi correspondance particuliere avec un des fils du Grand Seigneur , & il fut verifié , qu'il avoit des intelligences dans Montdevis & dans Antibes , pour les faire rendre aux Espagnols.

Le Roy Henry IV , en escrivant à M. de Maïsse-Hurault , son Ambassadeur à Venise du 14 Mars 1590 , se plaint fort de l'infidelité du S^r. *de Lencôme* , son Ambassadeur à Constantinople , & dit qu'il en a plusieurs preuves ,

dont les Bachás mesmes l'ont adverty. M. de Breves, qui luy succeda, & le fit arrester, dans la Tour noire, de l'ordre du Roy. L'exemple de *Hierôme Lipomano* est d'autant plus memorable, que les trahisons ne sont pas plus rares parmy les Nobles Venitiens, que les Monstres le sont ailleurs. Il estoit Bayle à Constantinople, & s'estant rendu suspect, on luy substitua en l'an 1591 Laurens Bernardi. Dès que *Lipomano* se fut embarqué sur les galeres de la Republique, on luy donna des gardes; & en arrivant à la véüe de la ville de Venise, il se jetta dans la mer, où il y fut precipité, de l'ordre de ceux qui auroient eu quelque part à l'infamie de son supplice.

Il n'y a rien qui puisse excuser l'infidelité d'un Ministre Public. Il n'y a point de difference entre un Ambassadeur qui quitte le service de son Prince, sans sa permission, pour se mettre à celuy d'un autre Maistre, & entre un Gouverneur de ville, qui en quittant le service de son Maistre, vend sa place à l'ennemy. Il y a quelques années, que le *Ministre*, qui estoit de la part de l'*Electeur de Brandebourg* à Londres, le quitta pour aller servir la Couronne de Suede. L'*Electeur* le fit declarer infame, & attacher son nom au gibet, quoy que ce Ministre s'excusast sur la derniere necessité, où il se trouvoit réduit. Il avoit desja esté prisonnier pour dettes, & craignant de l'estre encore, parce qu'il n'estoit point payé de les appointements, il avoit esté contraint de prendre le premier party, qui luy offroit du pain. Ces gens là sont d'autant plus miserables, qu'estant l'áversion du party qu'ils quittent, & le mépris de celuy où ils entrent, leur infamie leur sert de supplice: & neantmoins ils ne sont pas si dangereux, que les Ministres, qui demeurant dans le service de leur maistre, ruinent ses affaires, en couvrant leurs meschantes intentions du manteau d'une fausse fidelité. Sur l'advis, qu'on eut à Florence des negotiations, que *Louis Sforze*,

Sforze, surnommé le More, usurpateur du Duché de Milan, faisoit faire auprès de Charles VIII, & des préparatifs qu'on faisoit en France pour le voyage d'Italie, *Pierre de Medicis*, Chef de la Republique, fit resoudre, que *l'Evesque d'Arezzo*, avec *Pierre Soderini* & *Pierre Caponi*, iroient en France, pour tascher de détourner l'orage, dont l'Italie estoit menacée. *Pierre de Medicis* avoit fait dresser leur instruction conformément à son intention. Mais *Soderini* & *Caponi*, qui estoient Republicains, & ennemis de la domination des Medicis, au lieu d'exécuter l'ordre qu'ils avoient, de faire trouver bon à Charles, que la Republique ne se declarast point contre le Roy de Naples, rendirent de tresmeschants offices à *Pierre*. Les Florentins avoient fait alliance avec les Rois de Naples, mesmes du consentement de Louis XI, pere de Charles, & pretendoient pouvoir demeurer neutres. Et sur ce qu'on les pressoit de se declarer, *Caponi*, qui estoit ennemy particulier de *Pierre de Medicis*, dont la conduite n'estoit pas si reguliere que celle de Laurens & de Cosme ses predecesseurs, dit aux Ministres de France, que l'intention de leurs Committents estoit fort bonne, mais que *Pierre* les empeschoit d'agir selon leur inclination, & que pour le rendre odieux au peuple, il falloit chasser tous les marchands & banquiers Florentins de France, & leur faire entendre, qu'ils n'estoient obligés de leur disgrâce qu'à la mauvaise volonté, que *Pierre de Medicis* avoit pour la France. L'infidelité de *Caponi* reussit : les Florentins eurent ordre de sortir du Roiaume, & Pierre fut chassé de Florence : mais *Caponi* fit bientost connoistre, qu'il avoit tout autre dessein, que de se défaire de la domination de Medicis pour y introduire celle des François. Il vouloit conserver la liberté entiere à sa patrie, comme il fit par une action tout à fait heroïque, dont il y aura occasion de parler cyaprès.

Le Comte *Albertin Bosschetto*, Maître d'hôtel du Duc de Mantoue qui commandoit l'armée des Confédérés en Italie contre Charles VIII, ayant rencontré *Philippes de Comines* à Casal, luy fit les premières ouvertures d'un traité, qui se fit quelque temps après. Afin d'en pouvoir continuer la négociation, il fut envoyé au Roy, pour luy demander les passeports, qui estoient nécessaires aux Députés, qui se devoient estre de la conférence. Dans l'audience publique qu'il eut, il ne parla que du sujet de sa commission, mais ayant après cela obtenu une audience particulière, *il conseilla au Roy de n'accorder point les passeports aux Confédérés*; parce que leur armée estoit dans un si mauvais estat, & les Chefs estoient tellement divisés, qu'il ne se pouvoit, qu'elle ne se dissipast dans fort peu de jours. Ce qu'il en disoit estoit véritable, & on ne le pouvoit ignorer dans l'armée de France, mais le Roy ne voulut point suivre le conseil d'un traître, qui au bout de quelques années fut exécuté pour une autre trahison, dont il avoit eu la conduite sous Ferdinand d'Este, & Jules son frere naturel, qui conspirerent en l'an 1505 contre la vie d'Alfonse, Duc de Ferrare.

Ferdinand le Catholique, qui trompoit plus souvent les autres qu'il n'estoit trompé, le fut pourtant vilainement par un nommé *Lucena*, qu'il envoya Ambassadeur en Angleterre en l'an 1475. Louis XI, qui ne manquoit jamais de profiter des occasions qui se presentoient, se le fit amener, & ayant reconnu la vanité & l'avarice du personnage, il luy fit tant de chere, tant de presents, & tant de promesses, jusques à l'asseurer d'un chapeau de Cardinal, qu'il n'en tira pas seulement tout le secret de son instruction; mais aussy tout le succès de sa négociation, lors qu'il repassa par la France, au retour de son voyage.

Andre Giezi, au lieu de solliciter à la Cour de Constantin-

stantinople le secours, sans lequel Gabriel Battory ne se pouvoit pas maintenir dans sa principauté de Transilvanie, contre les armes de la Maison d'Autriche, eut la lascheté de le trahir, & de faire un traité avec Mahomet Belzergi, pour faire chasser son Prince. Il promit à Mahomet, qu'il joindroit les troupes qu'il commandoit pour Battory, à l'armée des Turcs, afin de les rendre maîtres de tout le país, dont il pretendoit se faire investir par le Grand Seigneur. Le Bachà de Bude en empescha l'exécution, & en representant au *Divan* les suites de la rupture, qui seroit infallible avec l'Empereur, il y fit resoudre qu'on laisseroit les affaires dans l'estat où elles estoient, & que l'on confirmeroit avec Matthias, qui venoit d'estre élu en la place de Rudolfe, les traittés que l'on avoit avec son predecesseur.

Il y a des infidelités, qui ne sont pas tout à fait si noires, ny si capables de produire de si meschants effets; mais qui ne laissent pas d'estre tresdangereuses & detestables en la personne d'un Ministre. Ceux qui ont escrit les intrigues du Conclave, où Innocent X fut élu, disent plusieurs particularités de l'infidelité du *Cardinal Antoine Barberin*. Il estoit Protecteur du Roiaume de France: en cette qualité il avoit le secret du Conclave: il avoit aussy ordre exprés de faire donner l'exclusion au Cardinal Pamfilio, & il avoit promis plusieurs fois, de bouche & par escrit, qu'il ne consentiroit jamais à son exaltation. Il y consentit neantmoins. Mais ce qu'il y a de plus estonnant dans la mesme Histoire est, qu'on ne dissimule point, que le *Marquis de S'. Chaumont*, Ambassadeur de France, qui sçavoit que Pamfilio estoit l'aversion du Premier Ministre, & qui avoit commandement exprés de s'opposer à son élection, prit de l'argent pour y consentir. Le Cardinal Mazzarin se contenta de le faire revoquer, & releguer dans sa Maison, avec un peu trop d'indulgence pour une faute si criminelle.

Les François, & ceux qui ont escrit sur leurs Memoires ce qui s'est passé au Congrès de Westfalie, ne craignent point de dire positivement, que *Pau & Knuyt*, deux des Plenipotentiaires des Provinces Unies, furent corrompus par l'argent d'Espagne, afin qu'ils obligassent leurs Maistres à faire un traité particulier avec l'Espagne, à l'exclusion de la France. On peut croire, que c'est une calomnie: non seulement parce que *Pau* s'en est fait iustifier par une declaration formelle des Estats de Hollande, ses Souverains; mais aussi parce qu'il ne pouvoit pas agir autrement sans s'opposer à l'intention des mesmes Estats, qui estoient ses Maistres. Ces accusations d'ennemis declarés, comme les Ministres de France l'estoient de ces deux, sont tousjours suspectes, quand mesmes elles seroient veritables.

Au commencement de ce siecle les Grisons firent un traité avec le Comte de Fuentes, Gouverneur de Milan; qui ne pouvoit subsister avec celui, qu'ils avoient fait quelques années auparavant avec la Republique de Venise, & qui estoit incompatible avec l'ancienne alliance, qu'ils avoient avec la France. Ils n'en considererent la consequence, qu'après s'estre engagés si avant avec le Comte, qu'ils ne pouvoient plus s'en dedire, sans rompre avec l'Espagne. De sorte que pour tascher d'y trouver quelque temperament, ils furent d'avis, qu'on taschast de faire adjouster au traité de Milan, qu'il ne pourroit prejudicier aux traités, que les Ligues avoient avec la France & avec la Republique de Venise. Ceux qui avoient fait le traité de Milan se servoient de cet artifice, afin de le faire agréer en France, & de le faire ratifier avec cette reserve. Pour cet effet ils firent prier le Canton de Zurich, par une Ambassade expresse, de se joindre à celui de Berne, & de s'employer auprès du Roy de France, afin que le traité de Milan subsistant de son consentement, les Grisons se pussent tirer

tirer du mauvais pas, où ils s'estoient fourrés. L'Ambassadeur des Liges Grises, au lieu de demeurer dans les termes de sa commission, fit le contraire, & pria les deux Cantons de faire office auprès du Roy, à ce qu'il obligeast les Grisons à ratifier le traité de Milan purement & simplement, sans condition & sans reserve. Ce qu'il fit à l'instance de quelques Deputés, qui après la closture de leur *Pittag* ou diète, estoient demeurés à Coire, pour la signature & pour l'expédition des résolutions, qui y avoient esté prises. Les deux Cantons, pressés par les importunes instances de cet homme, escrivirent au Roy, contre leur propre sentiment & contre leur interest. Le mesme Ambassadeur estant de retour à Coire, & faisant rapport de sa commission, eut l'impudence de dire, que le Senat de Zurich, ayant veu la résolution des Communautés des Grisons, avoit esté estonné; mais qu'après qu'il eust esté informé des raisons, qui les y avoit obligées, il y avoit acquiescé, & avoit résolu d'escrire au Roy au desir & selon l'intention des Communautés. Il y adjousta, que dans peu de jours tous les Cantons s'assembleroient pour cette affaire à Bade.

Charles Paschal, qui parle de cette affaire en son Ambassade, dit qu'il ne veut pas marquer le nom de l'Ambassadeur, de peur de noter d'une infamie perpetuelle sa posterité, qui seroit peuteestre la premiere à détester une si horrible infidelité. On ne la pouvoit punir, sans jetter le païs dans un dernier desordre; tellement qu'on aima mieux dissimuler, que de découvrir un crime, qui ne pouvoit pas demeurer impuny estant public, & que l'on ne pouvoit punir sans troubler le repos de l'Estat, que l'on vouloit conserver en toutes façons.

Le différent, qui alloit commettre les deux Couronnes, de France & d'Espagne, pour l'affaire des Grisons, presque dans le mesme temps que les troubles Boheme donnerent

commencement à la guerre d'Allemagne, fut en quelque façon accommodé par le depost de la Valteline, que l'on fit entre les mains du Pape. Mais d'autant qu'il ne fut pas entièrement réglé par ce moyen, & que les deux Rois ne s'en pouvoient satisfaire, non plus que les Grisons, qui vouloient qu'on fist sortir les estrangers d'un païs, qui estoit de leur Souveraineté, il se fit plusieurs ouvertures d'accommodement, tant à Paris, qu'à Madrid & à Rome. *Le Commandeur de Sillery*, Ambassadeur de France auprès du Pape, agréa celles que les Espagnols firent faire par sa Sainteté, & signa un traité, qui estoit en apparence fort avantageux à la Religion Catholique Romaine, mais en effet tresprejudiciable à la reputation & à l'intérêt du Roy, son Maître. Le Conseil de France en fut tellement indigné, que dans l'opinion qu'on avoit, que l'Ambassadeur & le Chancelier son frere, agissoient de concert avec la Cour d'Espagne, on revoqua l'un, & on chassa l'autre, avec son fils, qui estoit Secrétaire d'Estat. Ce ne fut qu'un soupçon, dont on ne se voulut point éclaircir, à cause de la qualité des personnes qui s'y trouvoient intéressées, & qui dès le temps de Henry IV avoient esté employées aux plus importantes affaires du Roiaume.

Le seul soupçon d'infidélité doit faire éloigner un Ministre de toutes sortes d'emplois de cette nature ; parce que dans la défiance l'un ne peut jamais satisfaire, & l'autre ne peut jamais estre satisfait. *Abbert Pio*, Seigneur de Carpy, Ambassadeur de Louis XII auprès du Pape Jules II, estoit soupçonné de ne negotier pas trop sincerement entre ces deux Princes, touchant le différent qu'ils avoient, à cause de la protection, que Louis avoit promise à Alfonse, Duc de Ferrare. *Albert* n'aimoit pas beaucoup le Duc, parce que Hercules frere d'Alfonse, ayant obligé Guibert Pio, à luy vendre la moitié du Comté de Carpy, & de pren-

prendre d'autres terres en recompense, il avoit peur, qu'on ne le contraignist de vendre aussy l'autre moitié. C'est pourquoy il s'opposoit à tout ce qui pouvoit encore contribuer à la grandeur du Duc de Ferrare. Neantmoins le Roy, qui estoit Prince d'habitude, & qui ne se plaisoit point à changer de Ministres, ne laissa pas de s'en servir, & se contenta de le faire observer.

Il y a une espece d'infidelité, qui n'est pas proprement trahison, mais qui ne laisse pas de faire le mesme effet. Le Ministre, qui ne sçait pas ménager le secret de sa negotiation, par vanité ou par foiblesse, n'est point traistre; mais il ne laisse pas d'estre infidelle. Il n'est pas si criminel, mais il n'est pas moins dangereux que celuy qui le vend, ou qui le découvre par meschanceté. En l'an 1646 il y avoit à Stocolm un *Resident de Portugal*, qui en faisant confidence du secret de sa negotiation à Chanut Ministre de France, ruina entierement son propre ouvrage. Il luy dit, que le Conseil de Suede goustoit fort la proposition qu'il y avoit faite, d'establir un commerce entre les deux nations; en sorte que les marchandises & les denrées, que les deux Roiaumes produisent, ne passassent plus par les mains des Hollandois, mais que les vaisseaux allassent directement de Stocolm à Setubal & à Lisbonne. Chanut, qui confideroit, que par ce moyen la Suede se passeroit du sel de France, qui se debitoit avec grand profit en ce Roiaume là, ne manqua pas de profiter de cet advis, & sceut si bien traverser la negotiation du Portugais, qu'il n'en fut plus parlé.

L'Ambassadeur, qui quitte le service de son Prince, pendant qu'il y est employé, bien qu'il ne trahisse pas les interets de son Maistre, & qu'il ne prenne pas party avec son ennemy, ne laisse pas d'estre infidelle. *Don Jean Emanuel*, Seigneur Espagnol, & de la Maison Royale de Castille,

stille, estoit Ambassadeur de la part de Ferdinand le Catholique auprès de Philippe, Archiduc d'Austriche, lors que la Reine Isabelle mourut. Jeanne, femme de Philippe, estoit heritiere d'Isabelle, mais Ferdinand ne laissa pas de demeurer dans la possession du gouvernement du Roiaume. Les Seigneurs Castillans ne l'aimoient pas beaucoup, & *Don Jean Emanuel* exhortoit continuellement Philippe d'aller prendre possession d'une Couronne, qui luy appartenoit à cause de sa femme; c'est pourquoy Ferdinand, qui estoit bien adverty des mauvais offices, que son Ambassadeur luy rendoit, luy envoya ordre d'aller de sa part trouver l'Empereur Maximilian. *Don Jean* obeït, mais Philippe, qui ne se pouvoit passer de ses Conseils, le fit revenir, le retint, & l'employa un des plus confidens Conseillers. Il s'excusa cette desobeïssance, & escrivit à Ferdinand, qu'il pouvoit s'asseurer, que le séjour qu'il feroit auprès de Philippe, ne feroit point de tort à ses affaires, & que sa Majesté n'en pouvoit douter, après tant de preuves qu'il avoit données de sa fidelité; quoy qu'il ne fust point du nombre de ceux qui en avoient esté le mieux recompensés. Quelque nom, ou quelque couleur qu'on vueille donner au procédé de *Don Jean Emanuel*, il faut avouer, qu'il n'estoit pas fort honneste, & que si on ne le peut accuser de trahison, il ne se peut justifier d'une espece de desertion, qui estoit un peu criminelle. L'Archiduc estoit devenu son Souverain, mais Ferdinand ne laissoit pas d'estre son Maistre, jusques à ce qu'il en eut obtenu, ou du moins demandé son congé dans les formes. Il rendit de tresmeschans offices à son premier Maistre, qui envoya l'Evesque de Palencia exprés à l'Archiduc, pour luy demander son Ministre; mais celuicy refusa de le rendre, & *Don Jean*, qui n'avoit pas grand'envie de retourner auprès de Ferdinand, s'en excusa par une lettre. Le caractère de

la *fidelité du Ministre Public* se trouve bien exprimé dans la lettre, que le *President Jeannin* escrit au Duc de Sully, du 21 d'Octobre 1608, où il parle de luy mesme en ces termes. „ J'ay tousjours désiré, que le Roy fust informé au vray de „ l'estat des affaires de ce pais: & l'ay fait aussy du passé fidellement, & sans rien déguiser, mais non peuteestre „ au goust de ceux, qui estant d'avis contraire à la poursuite que je faisois au nom de sa Majesté, ont recherché „ de moy une dissimulation & apparence de devoir, au lieu „ des vrais effets d'un homme de bien, qui n'est content de soy „ mesme, s'il ne fait serieusement & à bon escient ce qui luy „ est commandé. Toutes les lettres que le Roy & Villeroy luy escrivent sont autant d'éloges de sa *fidelité*, aussy bien que de sa prudence.

Après avoir parlé de la fidelité, que le Ministre doit à son Prince, il est nécessaire de dire aussy un mot de celle que le Prince doit à son Ministre. Ce devoir est reciproque. C'est pourquoy il importe que l'Ambassadeur, devant que de se charger d'une fonction, qui est la plus difficile de toutes, s'assure de l'intention, de l'adveu & de la protection du Prince qu'il va servir; afin de ne se point engager avec un Prince lasche, infidelle & capable de trahir son Ministre, & de détruire son ouvrage. Le Pape Clement VII, voulant persuader Henry IV de faire la paix avec le Roy d'Espagne, nonobstant l'alliance qu'il avoit faite avec la Reine Elisabeth & avec les Estats des Provinces Unies, allegua une maxime de *François Marie Duc d'Urbain*. Ce Prince avoit accoustumé de dire, qu'un gentilhomme ne pouvoit manquer à sa parole, sans faire une bresche irreparable à son honneur, & sans se perdre de reputation; mais qu'un Prince Souverain la devoit accommoder à son interest, & qu'il pouvoit, sans se faire tort, fausser sa foy, mentir, trahir, & faire tout ce qu'il jugeoit nécessaire pour le bien de

ses affaires. Il est vray que la plus part de Princes en usent de cette maniere, & ce que Macchiavel dit sur ce sujet, est bien aussi fort; mais il veut que le Prince, quelque meschant & déloyal qu'il soit, emprunte tousjours le masque de pieté & de loyauté, & qu'il sauve pour le moins les apparences. Sa raison est, qu'outre qu'il y a fort peu de gens, qui vueillent qu'on les croye aussi meschants qu'ils le sont en effet, ceux qui se couvrent du manteau de bonté, le peuvent estre & plus longtemps & plus impunément. *Don Gonsalve de Cordoïe*, Viceroy de Naples, après avoir donné un saufconduit en bonne forme à Cesar Borgia, Duc de Valentinoïis, le fit arrester prisonnier, mais en mesme temps il envoya enlever chez le Duc le saufconduit; de peur qu'on ne produisist contre luy une preuve si evidente de sa perfidie. Tous ceux à qui il reste tant soit peu de pudeur, tascheront tousjours d'éviter les reproches qu'on leur en pourroit faire, s'ils sont incapables de s'en faire eux mesmes. Le Viceroy disoit, qu'il estoit obligé d'obeïr aux ordres du Roy, son Maistre, dont l'interest & l'intention ne pouvoient point recevoir de prejudice par le saufconduit: & cependant il le supprima; parce qu'il sçavoit, qu'on luy pouvoit reprocher, qu'il ne pouvoit pas ignorer l'intention du Roy Catholique, & qu'il la devoit avoir alleguée devant que de faire expedier le saufconduit, qui ne pouvoit estre violé, sans violer la foy & la seureté publique.

Ferdinand le Catholique ne laissa pas d'advoüer & d'approuver cette infidelité, aussi bien que l'horrible trahison, que le mesme Grand Capitaine avoit faite quelques années auparavant à Ferdinand Duc de Calabre, fils de Frederic Roy de Naples. Ce jeune Prince, se voyant assiégé dans Tarente, sans esperance de secours, fit un traitté formel avec Gonsalve touchant la place: Stipulant entre autres choses bien expressement, que si le Roy son pere, ne vou-

loit

loit pas consentir à toutes les conditions du traité, le Prince auroit la liberté de se retirer là où il voudroit : mesme en France, si son pere le desiroit. Il satisfit à tout ce qu'il avoit promis : mais Gonfalue, au lieu d'exécuter le traité de son costé, donna des gardes à ce jeune Prince, l'empescha de partir, & l'envoya enfin en Espagne. Avec tout cela le Remarqueur de Bruxelles ne peut souffrir, qu'on die que Ferdinand estoit, avec toute sa Catholicité, traistre & infidelle : quoy que Zurita die qu'en cela *su fê & verdad potia ser notada y amanzillada*.

Philippe de Commines, qui en la personne de *Loüis XI* fait le caractere de l'infidelité, dit, que le Roy estant allé en Guyenne, sur l'advis l'extremité de la maladie du Duc son frere, à dessein de se rendre Maître de la Province, & sçachant que Charles, Duc de Bourgogne, estoit avec une puissante armée sur les frontieres de Picardie, dans l'intention de faire une diversion de ce costé là en faveur des Ducs de Guyenne & de Bretagne, il luy envoya *le Seigneur de Cran & le Chancelier Doriol*, pour l'amuser d'un traité, qu'il ne vouloit ny conclurre ny exécuter. Charles avoit une passion extrême de rentrer en la possession des villes de la riviere de Somme, qui avoient esté engagées à Philippe le Bon, son pere, par le traité d'Arras, & avoient esté rachettées par Loüis, qui luy faisoit esperer qu'il les luy restitueroit ; quoy que son intention fust de gagner un peu de temps, en attendant le moment de la mort de son frere, laquelle n'estant pas naturelle, le Roy ne s'y pouvoit pas tromper. Le Duc receut avec joye les propositions des Ambassadeurs de France, & promit, que moyennant la restitution de ces villes, il ne renonceroit pas seulement à l'alliance des Ducs de Guyenne & de Bretagne, mais aussy qu'il les abandonneroit entierement à la disposition du Roy. Le traité fut conclu & signé ; mais les Ambassadeurs de France,

ce,

ce, qui connoissoient leur Maistre, & qui ne croyoient pas que son dessein fust de remettre ces villes entre les mains de Charles, luy dirent, qu'il feroit bien de né point éloigner son armée des frontieres, que le Roy n'eust ratifié le traitté, & qu'il n'en eust juré l'observation. Le Duc suivit leur Conseil, & envoya son Ambassadeur au Roy, pour le supplier de ratifier le traitté : mais le Roy, qui ne manquoit jamais de mauvais pretextes, différa la ratification, jusques à ce que le Duc de Guyenne estant decedé, & toutes les mesures du Duc Bourgogne se trouvant rompues par là, *il dit franchement qu'il n'en feroit rien, & que ses Ambassadeurs avoient excédé leur pouvoir.* Le Duc de Bourgogne ne valoit pas mieux que le Roy de France, & quoy qu'il n'eust pas tant d'esprit, il ne laissoit pas d'estre pour le moins aussy meschant. Il avoit envoyé *Simon de Quinsay*, son Ambassadeur, au Duc de Bretagne, pour luy declarer, qu'en vertu du traitté, qu'il avoit conclu avec le Roy, il estoit obligé de renoncer à l'amitié & à l'alliance des deux Ducs. Mais il y avoit à la suite de *Quinsay* un gentilhomme, porteur d'une lettre de creance, laquelle luy ordonnoit d'asseurer le mesme Duc, dès qu'il auroit advis de la restitution des villes de la Somme, que bien loin de l'abandonner, il l'assisteroit, luy & le Duc de Guyenne, de toutes ses forces. Louïs pensoit tromper ses Ambassadeurs, & le Duc vouloit tromper le Roy & son propre Ambassadeur ; mais celuicy se trouva le premier trompé par la mort du Duc de Guyenne, qui l'obligea à changer de conduite.

En l'an 1572 le Roy Charles IX, qui n'estoit pas moins perfide ; mais bien plus cruel que Louïs XI, desira que *François de la Noüe*, un des plus sages, des plus honnestes & des plus vaillants gentilshommes du Roiaume, allast à la Rochelle, & taschast de persuader les habitants de s'accommoder à la volonté du Roy. *La Noüe* s'en défendit d'a-

bord,

bord, comme d'un employ qui n'estoit ny propre à son humeur, ny conforme à sa profession; mais considérant enfin qu'il avoit à faire à un Prince qui ne vouloit point de contradiction, il dit qu'il obeïroit; mais qu'il conjuroit sa Majesté de croire, qu'il estoit incapable de seconder l'intention de ceux, qui voudroient surprendre ou trahir les Rochellois par son moyen. L'horreur du massacre de la St. Barthelemy estoit encore present aux yeux des Religionaires, c'est pourquoy il eut de la peine à se faire recevoir dans la ville; mais dès qu'il y fut, on luy donna le commandement des troupes, dont la garnison estoit composée. Il fit tout ce qu'il pût, pour tascher d'effacer de l'esprit du peuple la juste défiance qu'il avoit du Roy; jusques à ce que voyant, que sa personne pourroit devenir suspecte, & son séjour inutile au Roy, il se retira. Il ne pouvoit répondre de l'intention d'un Prince, qui s'estoit rendu execrable par la plus inhumaine action, dont on ait jamais oüï parler, & neantmoins sa conduite fut si sage & si pleine d'honneur, que la Cour & les habitants de la Rochelle demeurèrent également persuades & satisfaits de sa probité, & de la sincerité de son procedé.

Il y en aura sans doute, qui jugeront que je parle de ce jeune Monarque en des termes un peu trop forts: mais je les prie de suspendre leur jugement, jusques à ce que je leur aye marqué un passage d'une lettre du Cardinal Dossat du 22 Decembre 1599. Il escrit ainsi à M. de Villeroy. Vous sçau-

rez, s'il vous plaist, qu'un jour le Pape me dit, que lors qu'on estoit après à faire ce mariage (de Henry Roy de Navarre & de Marguerite de Valois,) M. le Cardinal Alexandrin, envoyé Legat par le Pape Pie V son oncle, se rencontra en France, & fit tout ce qu'il pût pour le détourner, & qu'après en avoir parlé plusieurs fois audit Roy Charles, sa Majesté le prit un jour par la main, &

„luy dît. Monsieur le Cardinal , tout ce que vous me
„dites est bon , & en remercie le Pape & vous , & *si j'avois*
„*quelque autre moyen de me venger de mes ennemis , je ne fe-*
„*rois point ce mariage ; mais je n'ay point d'autre moyen que cet-*
„*tui-cy.* Adjousta sa Sainteté, que lors que la nouvelle de la S.
„Barthelemy vint à Rome, ledit. Cardinal Alexandrin dît.
„Loüé soit Dieu : le Roy de France m'a tenu promesse. Di-
„soit sa Sainteté sçavoir tout cecy , pour ce qu'il estoit lors
„Auditeur dudit Cardinal , & fut avec luy en tout le voya-
„ge , que ledit Cardinal fit en Espagne premierement , &
„depuis en France , & qu'il avoit luy mesme escrit tout ce-
„la dés lors , & se pourroit encore trouver aujourd'hui
„parmy les papiers dudit Cardinal Alexandrin. Clement
VIII estoit un assés bon homme , mais un bon Chrestien
n'auroit pas tant recommandé la maxime du Duc d'Ur-
bin , & n'auroit pas parlé en ces termes de cette horrible
effusion de sang innocent , & de cette detestable perfidie ,
qui ont rendu le regne & la memoire de Charles IX abomi-
nables.

Henry III , frere & successeur de Charles IX , croyant
se devoir marier , au retour de son voyage de Pologne , en-
voya *Claude Pinart* , l'un des quatre Secretaires d'Estat , à
Stocolm , pour demander la Princesse Elisabeth sœur de
Jean , Roy de Suede. Sa negotiation estoit desja fort avan-
cée , & le mariage estoit prest d'estre conclu, lors que le
Roy , se souvenant d'une beauté qu'il avoit veüe à Nan-
cy , en allant en Pologne , s'engagea avec elle , & escrivit
à Pinart , qu'il eust à revenir , & à laisser sa negotiation en
l'estat où elle se trouvoit. Ce fut un sanglant affront , que
ce Prince inconstant fit , non seulement au Roy & à la
Princesse de Suede , mais aussy à son Ambassadeur mesme ,
qui eut de la peine à se tirer d'une si meschante affaire , & à
obtenir son congé.

La dernière de toutes les infidélités feroit le refus, qu'un Prince, qui feroit satisfait des services de son Ministre, feroit de le protéger contre une violence & une injustice manifeste: mais c'est dont je n'ay garde de parler; parce que je n'en trouve point d'exemple. Au contraire l'Histoire marque en plusieurs endroits, la fermeté des Princes, qui se sont opposés, non seulement aux outrages, mais aussi aux supercheries dont on menaçoit leurs Ministres. Le Marechal d'Estrée eut un furieux démêlé avec la Cour de Rome en l'an 1641. J'en diray les particularités en la Section 28, & ne toucheray icy qu'un mot des instances, que les Barberins firent faire à la Cour, pour faire révoquer un homme, qui non content de faire respecter le caractère, faisoit encore craindre sa personne & ses violences. Le Nonce Scotti, qui eut ordre de solliciter sa révocation, y rencontra d'abord une forte résistance, en ce que le Cardinal de Richelieu luy déclara, *que la dignité du Roy estoit bien fort intéressée, & que sans luy faire un dernier prejudice, l'on ne pouvoit consentir à révoquer un Ambassadeur, à l'appetit d'une Cour, où il n'estoit pas agréable, parce qu'il avoit trop de fermeté pour les intérêts du Roy, son Maître, & parce qu'il y avoit esté outragé.* Le Marechal d'Estrée s'estoit retiré à Caprarole, terre de la dépendance du Duc de Parme, d'où il continuoit de donner aux Barberins tant de déplaisirs & tant d'inquietudes, que ceuxcy faisoient redoubler leurs instances avec plus de chaleur que jamais, le Cardinal résolut enfin de faire révoquer ce Ministre; tant parce qu'il ne pouvoit plus servir le Roy à Rome, que parce que luy mesme ne pouvoit pas faire agir, selon ses intentions, cet esprit fier & peu complaisant. Encore ne fut ce qu'à condition, qu'en mesme temps le Pape révoqueroit aussi son Nonce; afin que la Cour de Rome n'eust point d'avantage sur celle de France.

Le 17 Aoust 1657 les Provinces Unies, resolurent, à l'instance de ceux de Hollande, qui pour cet effet furent en corps dans l'assemblée des Estats Generaux, que le Roy de Suede seroit requis de revoquer *Harald Appelboom*, son Resident, qui avoit employé plusieurs expressions un peu libres & fortes dans quelques lettres, qui avoient esté interceptées en Dannemarc. Les Estats, en escrivant au Roy, ne parloient pas seulement d'*Appelboom*, comme d'un Ministre inutile, & incapable d'entretenir la bonne correspondance entre la Couronne de Suede & leur Estat, mais ils le prioient aussy de le punir, pour avoir escrit des choses assés offensantes contre le gouvernement, & contre quelques uns de ceux dont il estoit composé. Ils y adjoustèrent qu'après un mois, à compter de la date de leur resolution, on ne receuroit & on ne liroit plus ses memoires, & on n'y feroit point de réponse; n'estoit qu'il importast à la Couronne de Suede & à l'Estat des Provinces d'y faire réflexion. *Le Roy*, qui sçavoit que ces lettres avoient esté interceptées, escrivit à son Resident mesme, quelque temps devant que la resolution eust esté prise, qu'il ne doutoit point, qu'elles ne fissent du bruit; *mais qu'il ne s'en mist pas en peine: qu'il estoit satisfait de ses services, & qu'il le maintiendrait.* Et de fait, le Roy bien loin de revoquer son Ministre, voulut qu'on luy fist reparation: tant parce qu'on l'avoit déclaré inutile & incapable, que parce qu'on avoit fait imprimer les lettres interceptées. Il protesta mesmes, *qu'il ne donneroit plus audience aux trois Ambassadeurs, qui estoient de la part des Estats auprès de luy, que son Resident ne fust restably en la fonction de son employ, & qu'on ne luy eust donné satisfaction.* Les Estats furent contraints de le souffrir, & de le considerer comme auparavant. Tellement qu'ils se seroient bien passés de faire cette démarche, pour faire une retraite, qui n'estoit pas fort honorable. Ces resolutions se prennent sou-

souvent sur les ouvertures, ou sur les avis de Ministres, qui avec toute leur habilité n'ont pas une fort pertinente connoissance du *Droit des Gens* ; ny une assés grande experience, pour ne pas commettre quelquefois des irregularités en des affaires de cette nature. Ceux qui sçavent ce que c'est, que de vouloir obliger un Prince, qui a du cœur & de l'honneur, à une action si delicate, ne l'entreprendront jamais, qu'ils n'ayent bien pris leurs mesures, & qu'ils ne sçachent, que celuy, à qui ils ont à faire, veut bien souffrir qu'on le traite mal en la personne de son Ministre.

Il y eut encore dans cette affaire une particularité, dont je diray un mot, bien qu'elle ne fasse rien au sujet, que je traite dans cette Section. Le Roy de Suede soustenoit, conformément aux loix, & au Droit Escrit, que ce n'estoit pas son Ministre, qui avoit offensé le gouvernement; mais qu'il falloit s'en prendre à ceux qui avoient publié & fait imprimer les lettres interceptées; par ce que ce ne sont pas ceux qui font les pasquinades & les libelles, mais ceux qui les debitent, qui péchent contre les loix, & qui sont les veritables criminels. Ce qui est fort à remarquer, par ce que quelques Ministres, quoy que grands Jurisconsultes, & si on les veut croire, grands politiques, ont fait des fautes tres-grandes sur ce sujet.

Je joindray à l'exemple d'*Appelboom* celuy de *François Baron de Lisola*, Ambassadeur de la part de l'Empereur à Warfavié. Ce Ministre, qui avoit de l'esprit, s'estoit rendu d'abord fort agréable au Roy & à la Reine de Pologne, qui en tiroient d'assés importants services; jusques à ce que voyant en l'an 1661, que la Reine entreprenoit de faire élire un Successeur du vivant du Roy, & qu'elle travailloit à faire reüssir l'élection en faveur d'un Prince François, il s'opposa assés ouvertement aux intrigues, qui se faisoient pour cela parmy les Senateurs. La Reine, qui ne le pou-

voit pas ignorer, & qui estoit pour le moins aussy capable de regner que le Roy, fit résoudre, que l'Evesque de Warmie & le Palatin de Pomeranie iroient dire à *Lisola*, que les cabales qu'il faisoit dans le Roiaume, empeschoient leurs Majestés de le plus admettre à l'audiance. *Lisola*, pour s'asseurer de leur intention, & pour sçavoir si en cela il y avoit quelque chose au delà du personnel, & si les défenses s'estendroient jusques à la negotiation, qu'il avoit à faire de la part de l'Empereur, son Maistre, demanda à voir le Roy, qui luy fit dire, que s'il avoit quelque proposition à faire, il le pouvoit faire par escrit. *Lisola* refusa de le faire, & en donna advis à la Cour de Vienne, d'où on luy fit réponse. Que l'Empereur estoit d'autant plus étonné du procedé du Roy de Pologne, que devant que d'en user d'une maniere si opposée à la bonne intelligence, qui devroit estre entre des Princes voisins, & si proches parents, & au Droit des Gens mesme, il en devroit avoir fait ses plaintes. Le Roy de Pologne escrivit depuis sur ce sujet à l'Empereur, & son Resident Vespasien Landskoronsky, seconda de ses offices les raisons du Roy, son Maistre : mais l'Empereur, à qui il importoit d'empescher l'élection d'un Prince François, approuva la conduite de son Ambassadeur. Toutefois considerant, qu'il ne luy pourroit plus rendre service dans une Cour, à laquelle il s'estoit rendu desagréable, il le revoqua à son instance mesme, & sous un autre pretexte. *Lisola* en partit, sans prendre congé du Roy & de la Reine, & l'Empereur l'a tousjours employé depuis dans les negotiations de la derniere importance: à quoy il s'est appliqué avec beaucoup de suffisance, quoy que souvent avec peu de succès.

Ces exemples suffiroient, si on ne pouvoit dire, avec quelque apparence, que la consideration, que le Pape a eüe pour le Roy de France, l'Estat des Provinces Unies pour le Roy de Suede, & le Roy de Pologne pour l'Empereur,

a em-

a empêché que l'on n'ait chassé ou renvoyé leurs Ministres : mais c'est ce qu'on ne pourra point dire de l'exemple suivant, où une Republique a maintenu son Ministre contre l'intention du plus puissant Monarque de la Chrestienté, & contre les instances du Cardinal Mazzarin, Directeur absolu des affaires de France. Il n'y a pas longtemps, que les Estats des Provinces Unies y avoient un Ambassadeur, qui ne manquoit point d'esprit ny de connoissance ; mais il n'avoit pas cette politesse, qui est nécessaire en toutes les Cours, & sans laquelle il est impossible de réussir en celle là. Son langage estoit grossier, & ses expressions estoient si rudes, que ses meilleures pensées en estoient défigurées. Ses sarcasmes perpetuels l'avoient rendu si odieux, que le Premier Ministre, qui en avoit esté le principal object, résolut de faire un dernier effort, pour le faire revoquer incontinent après la conclusion du traité des Pirenées. L'Ambassadeur avoit eu une tresfâcheuse rencontre avec le Cardinal Mazzarin, à cause des déprédations, que les armateurs François faisoient en la Mer Mediterranée, où ils incommodoient, ou ruïnoient plustost le commerce des Hollandois. Les plaintes, que les Estats en avoient fait faire de temps en temps, n'avoient servy de rien ; parce que quelques uns de ceux qui avoient le plus de part à la conduite des affaires du Roiaume, en avoient aussi le plus au butin. Tellement que voyant qu'il n'y avoit point d'autre remede, ils ordonnerent à leurs Chefs d'escadre de s'opposer à ces violences, & de se saisir de ceux qui les faisoient, ou qui les avoient faites. De Ruiter, leur Viceadmiral, en prit deux aux costes d'Italie : & d'autant que c'estoient des vaisseaux du Roy, quoy qu'ils eussent esté armés aux dépens de quelques particuliers, la Cour de France, jugeant que la dignité de la Couronne s'y trouvoit interessée, fit saisir tous les navires Hollandois, qui estoient dans les ports

ports du Roiaume. Ce procédé extraordinaire obligea l'Ambassadeur à demander audience publique, où il déclama fort contre cette violence, & justifia aucunement l'action de Ruiter. Le Roy l'écouta avec grande patience; mais lors qu'il commença à parler des déprédations, qui s'estoient faites avec la permission de la Cour, & peut-être avec les ordres secrets des Ministres, le Cardinal l'interrompit en la présence du Roy, & le traitta avec peu de respect. L'Ambassadeur n'y repartit autre chose; sinon qu'il avoit l'honneur de parler au Roy, & après avoir fait une profonde reverence à sa Majesté, il continua son discours avec la mesme vigueur. Le Cardinal, qui sçavoit que ce que l'Ambassadeur disoit des pirateries n'estoit que trop veritable, & qui ne pouvoit souffrir les reproches tacites qu'on luy faisoit, d'y avoir eu part, s'en fascha, l'interrompit encore deux fois, & tascha inutilement de l'empescher d'achever. Mais au sortir de l'audience il s'emporta jusqu'à luy dire des injures, au grand scandale de ceux, qui consideroient ce qu'on doit au caractère. Il fit bien davantage. Car estant descendu par l'escalier dérobé à l'appartement de la Reine, il la disposa à faire dire à l'Ambassadeur, qui alloit aussy prendre audience d'elle, que l'Ambassadeur n'ayant, sans doute, à l'entretenir que de ce qu'il venoit de dire au Roy, il n'estoit pas necessaire qu'il la vist cette fois. Cet Ambassadeur n'estoit pas fort bien en ce temps là, avec les Estats de Hollande qui l'avoient nommé à cette Ambassade, & pour s'y bien remettre il voulut faire une action d'éclat, pour laquelle il rencontra une occasion tresfavorable. Car le Duc d'Orleans, qui avoit esté pendant quelques années relegué en son appennage, ayant eu permission de revenir à la Cour, y estoit arrivé le mesme jour, & s'estoit rendu chez le Roy à l'heure de l'audience; de sorte que tout ce qu'il y avoit de Princes
& de

& de Seigneurs à Paris, remplissoit le Louvre, afin de rendre la premiere entreveüe du Roy & du Duc son oncle d'autant plus solemnelle, & l'Ambassadeur ne pouvoit pas souhaitter une meilleure conjoncture, pour faire paroistre son eloquence. L'affaire fit grand bruit. M. de Thou fut envoyé en Hollande, & pendant qu'il y estoit, on luy donna ordre de travailler à la revocation de l'Ambassadeur. Il le communiqua à une personne confidente, qui ayant ses veües particulieres, luy donna un advis interessé, dont le plus adroit Ministre du monde ne se seroit pas facilement défié. Ce Confident, qui estoit amy de celuy qui estoit en France, conseilla à M. de Thou d'escire au Cardinal Mazarin, que l'affaire estant de tresgrande importance; tant en elle mesme, qu'à cause de l'incertitude du succès, il se trouvoit obligé de luy représenter, que l'Ambassadeur estant fort bien avec ses Maistres, on auroit de la peine à le déposséder de son employ, & que quand mesmes on y reussiroit, que sa revocation seroit prejudiciable au service & aux interets de sa Majesté. Que l'intention de ceux qui y pourroient travailler, & peuestre consentir, estoit de luy faire succeder un Ministre dépendant entierement de la volonté de la faction prédominante, qui s'estoit saisie de la direction des affaires depuis le decés du Prince d'Orange; si bien que le Roy ne trouveroit pas son compte à ce changement. Le Cardinal, qui ne demandoit point de raisons mais une obeïssance aveugle, & qui dès ce temps là avoit dessein de faire une liaison étroite avec ceux que l'on jugeoit estre les plus puissants dans l'Estat, suivant la maxime generale & le veritable interest des Princes, ne pouvoit pas acquiescer aux remonstrances de M. de Thou, & luy fit reïterer les ordres pour la revocation de l'Ambassadeur Hollandois. M. de Thou, au lieu d'exécuter ces nouveaux ordres, alla encore au Conseil de son amy, qui ne se met-

tant pas fort en peine de ce que cette desobeïſſance pouvoit produire, luy conſeilla de continuer ſes remonſtrances, & d'oppoſer les meſmes advis aux meſmes ordres. De Thou le crût, & le Cardinal, rebuté de cette obſtination invincible, le fit revoquer. Le plus ſeur eſt de ne ſe point déclarer en ces rencontres, que l'on n'ait fait ſonder le Prince, dont on pretend faire revoquer le Miniſtre; parce que ſouvent les Princes, ſe couvrant du manteau de ne ſçay quelle fauſſe vertu, s'opiniaſtrent à maintenir leurs Miniſtres; de peur que leur complaiſance ne paſſe pour foibleſſe, & leur prudence pour timidité, comme elle l'eſt ſouvent en eſfet.

Tant y a que les Eſtats Generaux, qui avoient eu une preuve de la fidelité de leur Ambaſſadeur en l'exécution de leurs ordres, voulurent bien donner une marque de la leur, en le maintenant dans ſon poſte, nonobſtant les inſtances redoublées du Roy, & d'un Miniſtre tout puiffant, & tresſenſible en ce qui le regardoit en ſon particulier.

S E C T I O N XIII.

L'Ambaſſadeur doit eſtre Agréable.

LE Roy de France, en envoyant le *Sieur Lanier* à Liſbonne en l'an 1646, dit dans le premier article de ſon inſtruction, qu'il l'honnore de cet employ; tant pour d'autres conſiderations, que parce qu'il ſçait, qu'eſtant connu du Roy de Portugal, *ſa perſonne luy ſera d'autant plus agréable.* Au contraire, *Shering Roſenhan* avoit eſté Ambaſſadeur de Suede en France pendant les mouvemens de Paris, & cette Cour là avoit eſté ſi peu edifiée de ſa conduite, que la Reine Chriſtine avoit eſté obligée de le revoquer.

quer. En l'an 1652 on mit encore en deliberation au Conseil de Stocolm, de le renvoyer en France en la mesme qualité, & c'estoit le sentiment de la Reine. Mais on luy representa, qu'il n'y avoit point d'apparence, qu'un Ministre, qui autrefois n'avoit pas donné beaucoup de satisfaction de sa personne, y fust agréable; tellement qu'elle diffiera de luy donner cet employ, jusqu'à ce qu'elle sceust comment il seroit receu en France. On luy fit connoistre, qu'il n'y seroit pas agréable, & ainſy elle n'y songea plus.

Quelques qualités & quelques perfections qu'un Ambassadeur ait, on ne peut répondre du succès de sa negociation, s'il n'est agréable à la Cour où il negotie. Le Prince, qui fait choix d'un Ministre, qu'il ſçait estre desagréable, veut bien offenser le Prince à qui il l'envoye, ou il doit avoir fait divorce avec le ſens commun, s'il croit le pouvoir persuader de la ſincerité de ses intentions. De l'autre costé celles du Prince, qui pour des considerations particulieres reçoit un Ministre, qui ne luy peut pas estre agréable, doivent estre d'autant plus suspectes & dangereuses, qu'il ensevelit son juste ressentiment dans une profonde dissimulation.

Monsieur de Villeroy, qui estoit un tresadroit & un treshabile Ministre, disoit, que celui qui estoit de la part du Roy à Rome, devoit tascher d'empescher qu'on employast un Venitien ou un Florentin à la Nonciature de France; parce qu'on y estoit assés embarrassé des Ambassadeurs de la Republique & du Granduc, sans qu'incommo- dast encore la Cour de Nonces qui eussent dépendance de l'un ou de l'autre. Mais ce seroit beaucoup entreprendre, que de vouloir donner l'exclusion à tous les sujets de deux Potentats d'Italie, qui pour estre incommodes à la France n'estoient pas ses ennemis.

Je feray voir ce qui peut déplaire en l'Ambassadeur & dans l'Ambassade: dont on jugera aisément de ce qui peut

rendre l'un & l'autre agréable. L'Ambassadeur peut estre desagréable à cause du Prince qui l'employe, ou à cause de l'affaire qu'il a à negotier, ou bien parce qu'il y a quelque chose qui déplaist en sa personne. Il y a aussi des Ministres, qui estant agréables d'abord, deviennent desagréables & incommodes en la suite de la negotiation. Je parleray icy des uns & des autres, aussi bien que de la maniere, dont les Princes ont accoustumé d'en user avec ceux qui le sont, & avec ceux qui le deviennent. Pour les premiers, un Prince peut ne point admettre le Ministre qui ne luy est pas agréable; parce que le mesme *Droit des Gens*, qui ne permet pas qu'on fasse violence ou outrage au Ministre qui a esté admis & reconnu, permet aux Princes de ne point admettre un Ministre, dont ils puissent recevoir du déplaisir.

J'en donneray icy des exemples. Le Pape Clement VIII avoit de l'amitié pour le *Duc de Nevers*, & de l'estime pour le *Marquis de Pisani*; mais il fit declarer à l'un, qu'il ne le reconnoistroit point en qualité d'Ambassadeur, & il défendit à l'autre d'aller à Rome. Le Roy Henry IV, considerant qu'il hasardoit sa Couronne, en differant de changer de religion, fit profession de la Catholique Romaine, & se fit absoudre de sa pretendue heresie relapse par quelques Prelats de son Roiaume: dont le Pape se trouva d'autant plus scandalisé, qu'il appelloit l'action des Evêques de France un attentat contre l'autorité Pontificale. C'est pourquoy ne pouvant, selon les maximes de la Cour de Rome, approuver ce qui avoit esté fait à S. Denis, ny reconnoistre le Roy en cette qualité, il ne vouloit ny ne pouvoit aussi admettre son Ambassadeur. Mais afin de ne point offenser le Roy par un refus trop public & scandaleux, il fit advertir le Duc de son intention, & qu'il ne le considereroit point comme Ambassadeur du Roy de France.

France. Le Pere Possevin Jesuite, dont le Pape se servit en cette occasion, ayant rencontré *le Duc de Nevers* à Poschiano, Terre des Grisons, luy dit, en vertu de ses lettres de creance, que le Pape ne le receuroit & ne le l'admettroit point comme Ambassadeur ; mais seulement comme Duc de Nevers, & Prince de la Maison de Gonzague : à quoy il ajoûta, que sa Sainteté avoit bien de la joye de la conversion du Roy, & qu'elle prioit Dieu qu'elle fust bien sincere. Le Duc, quoy qu'estonné de ce discours, ne laissa pas de poursuivre son voyage jusques à Mantoüe, où il rencontra le mesme Jesuite, qui luy fit la mesme declaration de la part du Pape ; mais il ne laissa pas de suivre ses ordres, & d'aller droit à Rome. Devant que d'y arriver il rencontra encore le P. Possevin à Camoucha, où il luy fit voir une lettre, par laquelle le Cardinal de S^t. George, l'un des neveux du Pape, luy ordonnoit de declarer au Duc, que le Pape entendoit, qu'il *arrivast à Rome sans train, & sans aucune marque, qui pust faire croire qu'il estoit Ministre Public, ou qu'il esperoit la moindre faveur de sa Sainteté,* & mesmes qu'il ne s'y arrestast pas plus de dix jours. *Le Duc* eut en mesme temps advis de ses amis, que le Pape avoit défendu aux Cardinaux de le visiter, & de recevoir ses visites. Ce traitement rude & insupportable à un Prince, Ambassadeur du premier Roy de la Chrestienté, l'estonna, mais ne l'empescha point d'aller à Rome. Il y arriva un dimanche 21 Novembre, sans autre suite que celle qu'il avoit amenée de France, qui consistoit en cinquante gentilshommes, & en trois Prelats, que le Clergé de France avoit joint à l'Ambassade, pour justifier ce qui s'estoit passé à l'absolution du Roy. Il fut le mesme soir admis à faire la reverence au Pape, & il le supplia de ne point regler le séjour qu'il devoit faire à Rome, & de ne le point empescher de voir les Cardinaux ; parce qu'il estoit obligé de leur rendre

les lettres, que le Roy leur escrivoit, & de les informer des affaires qu'il avoit à negotier. Il le pria aussy de luy donner audience en plein Consistoire, en la presence de l'Ambassadeurs d'Espagne & des Deputés de la Ligue; afin de pouvoir justifier le procedé du Roy, son Maistre. Mais c'est ce que le Pape rejeta bien loin, & pour les deux autres points, il dît qu'il y adviseroit. Mardy 23 Novembre il eut sa premiere audience, & bien qu'elle ne fust pas publique, il ne laissa pas d'y aller avec un cortege de soixante dix gentilshommes. Il y parla fort avantageusement de l'estat des affaires du Roy, & se plaignit extrêmement du procedé impertinent & feditieux de la Ligue. Il pressa le Pape de donner sa benediction au Roy, comme une chose qui ne luy pouvoit pas estre refusée après sa conversion, & le pria, à l'égard de sa personne, de ne point limiter à si peu de jours le temps qu'il avoit à demeurer à Rome. Le Pape, qui en ce temps là estoit fort gouverné par les Espagnols, & qui croyoit trop les advis passionnés, que le Cardinal de Plaisance, son Legat, luy escrivoit de France, ne se voulut pas expliquer ny sur l'un ny sur l'autre. De sorte que le Duc voyant, que ce seroit inutilement qu'il demanderoit de se faire donner audience au Consistoire, rendit au Pape la lettre que le Roy luy escrivoit; l'accompagnant de fortes protestations du zele, que sa Majesté avoit pour la Religion Catholique, & de l'affection qu'elle avoit pour la personne du Pape, & pour la Maison Aldobrandine. Il y adjousta, que le Roy l'avoit fait accompagner de trois Prelats, qui ayant esté présents à son abjuration, en pourroient rendre compte à sa Sainteté, si elle desiroit qu'il les luy amenast. Le Pape ne répondit autre chose à tout cela, sinon qu'il y adviseroit. Samedi 27 l'Ambassadeur d'Espagne ayant obtenu audience, y alla avec une suite de soixante dix carosses, afin d'égalier par là le nombre des gentils-

tilshommes, que le Duc avoit amenés à la sienne. Celle de l'Ambassadeur d'Espagne produisit cet effet, que dès le Lundy suivant le Pape fit dire au Duc, que s'il le vouloit voir encore une fois, il luy donneroit une audience favorable: mais qu'il falloit qu'il se dépeschast; parce que le sejour, qu'il continueroit de faire à Rome, pourroit donner de l'ombrage à ceux, pour qui il estoit obligé d'avoir toute autre consideration que pour luy. Que n'estant venu à Rome que comme particulier, il n'avoit que faire de voir les Cardinaux. Pour ce qui est des trois Prelats françois, qu'il ne les pouvoit admettre à ses pieds, qu'ils n'eussent veu auparavant le Cardinal de S^{te}. Severine, Chef de l'Inquisition & Grand Penitencier. Le Duc voyant toutes ces irregularités: que le Pape le vouloit empescher de voir les Cardinaux, & qu'on vouloit engager les trois Prelats à une chicane de l'Inquisition, qui n'a point de fin, pria le Maître de Chambre, qui luy estoit venu faire ce message, de luy donner par escrit ce qu'il venoit de luy dire: & sur ce que l'autre luy dit, qu'il n'avoit point d'ordre pour cela, il le pria de l'aller prendre du Pape, afin qu'il püst considerer à loisir ce qu'il avoit à y répondre. Le Pape, au lieu d'y renvoyer le Maître de Chambre, y fit aller le Cardinal Toledo, qui luy tint le mesme discours, & remporta aussy la mesme réponse, après de contestations fort chaudes, qui ne produisirent rien; sinon que le Cardinal fit finir la conversation, en disant, qu'il en feroit rapport au Pape. Le 1^{er} jour de Decembre le Maître de Chambre vint dire au Duc, que le Pape n'avoit point changé de resolution, ny à l'égard de la visite des Cardinaux, ny touchant les trois Prelats. Et afin qu'il n'en püst point douter, l'Inquisition les fit poursuivre si chaudement, que tout ce qu'ils purent faire, ce fut de se sauver dans la Chambre du Duc; quoy qu'ils eussent leurs lettres de creance, & leur instruction parti-

particuliere, qui les pouvoient faire considerer comme des Ministres Publics. Le 5 Decembre le Duc eut encore une audience, & comme il croyoit que ce seroit la derniere, il voulut bien aussy faire un dernier effort sur l'esprit du Pape. Il se jetta à genoux aux pieds de sa Sainteté, & le conjura avec des soumissions extrêmes, accompagnées de larmes, de ne point refuser sa benediction au Roy, qui venoit à luy comme un pécheur repentant, que l'Eglise n'a pas accoustumé de renvoyer sans consolation. Mais trouvant le Pape inflexible, il se leva, & changeant de ton, il luy parla d'un air si touchant, que le Pape en fut ému; toutefois non jusques au point de vouloir accorder la moindre esperance au Duc; sinon qu'il luy permit de demeurer à Rome jusques au commencement de l'année suivante 1594. Le Duc, en sortant de l'audience laissa un memoire au Pape, & vers les festes de Noël il luy en envoya encore un autre, faisant de temps en temps instance à ce qu'on luy fist réponse par escrit. Il la redoubla dans l'audience qu'il eut le 2 Janvier; mais il ne pût rien obtenir: le Pape demeurant inexorable, nonobstant les fortes remonstrances, que le Duc luy fit, touchant les desordres, que le Siege de Rome avoit sujet d'apprehender d'un si cruel refus, & le déplaisir, que le Pape en auroit un jour luy mesme. Le 6 Janvier le Cardinal Toletto luy vint dire, que le Pape ne croyoit pas estre obligé de répondre par escrit au Duc, puis qu'il ne luy avoit rien donné de la part du Roy de Navarre, & que sa Sainteté l'avoit fait advertir, devant qu'il arrivast à Rome, qu'il ne le pouvoit considerer que comme particulier. Le Duc s'en fascha, & entra en suite dans une conversation, où il ne fut rien conclu: tellement que jugeant, que le séjour qu'il pourroit encore faire à Rome seroit inutile, il prit son audience de congé le 9 Fevrier, & partit le 14, après avoir receu la visite des deux Cardinaux, neveux du Pape.

Il se

Il se plaignit fort de la dureté de tout ce procédé, & des mauvais offices, que les Ministres, qui estoient de la part de sa Sainteté en France, rendoient au Roy & au St. Siege mesme : mais je ne sçay si ce fut avec beaucoup de justice. Le Pape avoit empêché le *Marquis de Pisani* d'aller à Rome, & ne voulut pas permettre que le *Duc de Nevers* y allast en qualité d'Ambassadeur. Comme Prince Souverain il pouvoit faire l'un & l'autre, & comme Pape il n'en pouvoit pas user autrement. Le Roy mesme, qui voyoit les civilités que le Pape faisoit à ses ennemis, & le secours qu'il leur donnoit, ne s'en pouvoit pas offenser ; parce que dans les maximes de Rome, receües par ceux de la Religion dont sa Majesté venoit de faire profession, il ne pouvoit pas esperer d'y estre reconnu pour ce qu'il estoit en effet, que le Pape ne l'eust luy mesme absous de sa pretendue heresie. Pour le Duc, il ne pouvoit reprocher qu'à luy mesme le mauvais succès de sa negotiation, après les trois advis de suite, que le Pape luy avoit fait donner, qu'il ne le pouvoit considerer que comme Duc de Nevers ; c'est à dire comme un Seigneur particulier. Il ne s'en pouvoit pas prendre à l'Inquisition non plus ; parce qu'elle pouvoit estendre sa Jurisdiction sur des Ecclesiastiques, qui se trouvoient en la compagnie d'un Seigneur, qui n'avoit point de caractere qui les pust proteger. Leur lettre de creance & leur instruction ne servoient de rien : parce que le Pape ne reconnoissoit point pour Souverain un Prince qui n'avoit pas encore esté receu dans l'Eglise Romaine, puis qu'il ne s'estoit pas encore reconcilié avec celui, qui luy en pouvoit ouvrir la porte. Outre qu'ils venoient de la part de Prelats, qui avoient entrepris sur la Jurisdiction du Pape, en un cas reservé. Dans cet exemple le Duc de Nevers n'estoit pas desagréable à Clement ; mais le Prince qui l'employoit l'estoit, aussy bien que le sujet de son

Ambassade. L'exemple suivant a beaucoup de rapport à ce que je viens de dire.

Après que l'Empereur Charles V eust resigné la dignité Imperiale entre les mains des Electeurs, Ferdinand, son frere, qui luy succeda dans l'Empire, crût estre obligé de faire part de son Election au Pape. Paul IV, qui tenoit alors le Siege de Rome, pretendait que la resignation de la Couronne Imperiale se devoit faire entre ses mains, & non en celles des Electeurs, *refusa d'admettre l'Ambassadeur de Ferdinand*. Il soustenoit, que ce n'estoit qu'en cas de mort que les Electeurs pouvoient proceder à une nouvelle election, & que sans cela l'election estoit vicieuse; parce que parmy les Electeurs il y avoit trois heretiques. Il envoya audevant de *Martin Gusman*, que Ferdinand employoit à cette Ambassade, & luy fit dire, qu'il feroit bien *de ne point venir à Rome*, jusques à ce que l'affaire auroit esté réglée par les sept Cardinaux, qu'il avoit nommés pour l'examiner, & qui estant tous fort affectionnés à la Maison d'Autriche, donneroient, sans doute, satisfaction à Ferdinand. *Gusman*, déferant aux ordres du Pape, se retira à Tivoli, d'où il rendit compte à l'Empereur, de ce qui luy estoit arrivé: & on luy envoya ordre de revenir, si le Pape ne luy faisoit raison dans fort peu de jours. *Martin Gusman*, au lieu d'y obeir, ne laissa pas d'aller à Rome; non comme Ambassadeur, à ce qu'il disoit, mais comme particulier, sous pretexte de visiter les lieux Saints & les Eglises. Il y vit mesme le Pape, qui luy donna audience *en la presence de quelques Cardinaux*. Il y representa le juste sujet de l'indignation & du ressentiment, que l'Empereur avoit de se voir traitter de la sorte. Il luy dit, que Ferdinand avoit esté élu Roy des Romains, non seulement avec la participation, mais mesmes à l'instance de Clement VII. Que pour succeder à l'Empire il n'estoit pas necessaire de proce-

der à une nouvelle élection après celle là ; parce que le Roy des Romains y succede de son chef, dès qu'il y a interregne : par mort ou autrement. Que les ennemis de la Religion Catholique se rejoüiroient de la mauvaise intelligence, qu'ils verroient se nourrir entre le Pape & l'Empereur, qui estoit seul cause de la devotion, que quelques Princes d'Allemagne conservoient encore pour le Siege de Rome & pour l'Eglise Catholique. Que Ferdinand ne pourroit souffrir, qu'avec chagrin & indignation, qu'on luy contestast la dignité Imperiale, que son frere & luy avoient eu tant peine à maintenir contre un si grand nombre de Princes, & contre tant de peuples, qui s'estoient soulevés contre elle. Le Pape luy dit, que l'affaire estant de la derniere importance, il la faisoit examiner dans une assemblée de Cardinaux, qui acquitteroient leur conscience. *Martin Gusman* fut contraint de se retirer, & Ferdinand n'en eut pas raison pendant la vie de Paul ; mais incontinent après son decés, *François de la Tour*, qui avoit succédé à l'employ de Gusman, fut reconnu comme Ambassadeur de l'Empereur par le College des Cardinaux, & par le Pape Pie IV, incontinent après son exaltation. Le refus que Paul IV fit d'admettre l'Ambassadeur estoit d'autant plus offensant, que l'Empereur & tout l'Empire s'y trouvoient interessés, mais il ne violoit point le *Droit des Gens* ; bien qu'il usurpast & qu'il s'attribuast une autorité temporelle, qui ne luy appartenoit point ; au lieu que Clement se servoit du pouvoir Spirituel ou Ecclesiastique, que les Canons & la possession donnent au Pape. Ce démêlé obligea Philippe II, Roy d'Espagne, qui prenoit part à l'intérêt de l'Empereur, son oncle, à ordonner à *Jean de Figueroa*, Gouverneur de Milan, d'aller à Rome, & d'y appuyer les instances de *Martin Gusman*. *Figueroa* avoit quelque temps auparavant fait battre un petit officier de la juridiction de l'Archevesque

de Milan, & à cause de cela il avoit encouru les censures Ecclesiastiques; dont il ne s'estoit pas fait absoudre dans les formes. C'est pourquoy le Pape luy défendit d'aller à Rome: dont *Figueroa* eut un si sensible déplaisir, que s'estant retiré à Gayette, il y tomba malade, & mourut peu de jours après. Ce fut la personne de l'Ambassadeur, qui n'estoit pas agréable, & en qui se trouvoit un empeschement, qui selon les maximes de la Cour de Rome estoit legitime; de sorte que non seulement le *Droit des Gens* ne s'y trouvoit pas offensé, mais aussy le Roy d'Espagne n'avoit pas sujet de se plaindre.

En l'an 1600 l'Archiduc Albert envoya *Charles Comte d'Egmont & le President du Conseil de Luxembourg* à plusieurs Princes d'Allemagne, pour leur faire part de son advenement aux Estats de Flandres & de Bourgogne, pour les convier à vivre en bonne intelligence avec luy, pour rejeter sur les Provinces Unies les incommodités, que le voisinage de la guerre leur apportoit, & pour excuser celles qu'ils recevoient des armes d'Espagne. *L'Electeur Palatin & le Landgrave de Hesse* refuserent de les oïr, & les renvoyerent au bout de deux jours; leur faisant dire par leurs Conseillers, que si l'Archiduc vouloit qu'on crust, qu'il n'avoit point de part aux desordres, dont l'Empire avoit tant de sujet de se plaindre, il devoit les faire cesser, & en punir les auteurs. Ce ne furent pas les Ambassadeurs qui estoient desagréables; mais on n'estoit point satisfait de leur Prince.

Gustave Adolfe, Roy de Suede, pour justifier les armes, qu'il porta en Allemagne il y a cinquante ans, dit dans son manifeste, entre autres raisons, *que contre le Droit des Gens*, on avoit fait l'affront à ses Ambassadeurs de les renvoyer, & qu'on avoit refusé de les admettre à l'assemblée de Lubec, & de les entendre sur les plaintes, qu'ils avoient charge d'y faire de sa part. Qu'aux premiers avis qu'on

qu'on avoit eu de leur venue, on ne s'estoit point contenté de leur défendre d'approcher du lieu où elle se tenoit, mais qu'on avoit aussy passé jusques à ce haut degré d'insolence & de bravade, *que de leur interdire l'entrée de l'Allemagne, sur peine de la vie.* Il disoit qu'il n'y avoit point de peuple si barbare, qui ne confessast que cette seule raison estoit suffisante pour le porter à un juste ressentiment. Surquoy un des grands hommes du temps dit ces paroles. *Il faudroit estre insensible tout à fait, pour ne se pas ressentir d'une injure si atroce, qui viole le Droit des Gens, & qui touche l'honneur des Princes en sa plus delicate partie.* L'Empereur ne pouvoit pas empescher un Roy estranger d'envoyer ses Ministres à une assemblée de l'Empire. En faisant *des défenses sur peine de la vie* à des Ambassadeurs d'un Prince, qui n'estoit pas ennemy déclaré de l'Empire, il violoit le *Droit des Gens* : & quand mesmes il ne l'auroit pas violé, il offensoit si cruellement le Prince, que ses armes en estoient suffisamment justifiées. On a raison de dire, que l'outrage qu'on fait à un Ministre Public, touche l'honneur du Maistre en sa plus delicate partie. Si un Prince peut estre offensé en son portrait, à plus forte raison le peut il estre en son Ministre, qui le represente d'une façon bien plus noble & plus relevée. J'exprime icy le sentiment du Cardinal de Richelieu.

En l'an 1648, bientoist après la conclusion de la paix de Munster, le *Commandeur de Souvré, Ambassadeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem* en France, vint en Hollande en la mesme qualité, pour reclamer les Commanderies, que l'Ordre pretend luy appartenir dans l'estendue des Provinces Unies. Les Estats vivoient dans une fort bonne correspondance avec le Grandmaistre, qui mesme pendant la guerre avoit donné retraitté dans le port de Malthe aux vaisseaux Hollandois, & avoit fort bien traitté ceux qui les commandoient; de sorte que les Estats en estant satisfaits,

son Ambassadeur ne leur devoit pas estre desagréable, & neantmoins ils ne le pouvoient pas traiter d'une maniere plus offensante, qu'ils le traitterent. L'Ambassadeur estant arrivé à Rotterdam, en fit advertir les Estats, & demanda en mesme temps qu'on donnast les ordres necessaires pour sa reception. Les Estats luy firent dire d'abord, que jusques alors on n'avoit point veu d'Ambassadeur de la part du Grandmaistre en ces pais, & ainsy qu'ils ne pouvoient rien resoudre touchant les ceremonies de sa reception, sans l'avis des Estats des Provinces, leurs Committents. Toutefois ils n'eurent pas si tost fait cette réponse, qu'ils considererent, que c'estoit manquer au respect qu'on doit au *Droit des Gens*, & qu'en renvoyant de cette façon le Ministre d'un Prince, reconnu pour Souverain par tout le monde, qui avoit obligé l'Estat en mille rencontres, & qui faisoit demander son bien par les voyes ordinaires, ils offensoient tous les autres Princes de la Chrestienté, qui parloient pour les interets de l'Ordre. C'est pourquoy ils luy firent dire quelques jours après, qu'ils estoient prests de le faire recevoir avec tous les honneurs deus à son caractere; mais qu'ils se trouvoient obligés de luy faire sçavoir, qu'ils ne pouvoient reconnoistre le Grandmaistre à l'égard des Commanderies qui sont situées en ces Provinces. Monsieur de Souvré, indigné de cette réponse, qu'il disoit estre injuste, & qui du moins n'estoit pas fort civile, reprit le chemin de la France, après avoir envoyé aux Estats une protestation formelle contre leur procedé. Les Estats la luy renvoyerent, & le firent prier en mesme temps de venir à la Haye recevoir les honneurs, que l'on preparoit pour sa reception; mais celuy qui luy devoit porter ce message, ne le trouva plus à Delft, d'où il estoit party, pour s'en retourner en France. Le compliment se devoit faire sans reserve: mais les Estats Generaux ne laisserent pas de la faire enregistrer dans les archives de
leurs

leurs resolutions secretes. Precaution d'autant plus inutile, qu'elle ne pouvoit donner aucun droit aux Provinces, qui possedoient plusieurs Commanderies sans tiltre, & à ce que l'on disoit, sans Justice. Il n'y avoit en cela que le sujet de l'Ambassade qui rendoit l'Ambassadeur desagréable, & qui le fit renvoyer avec une incivilité, qui ne seroit point demeurée sans ressentiment, sans les guerres civiles de France, qui empescherent alors les armemens, qui ont depuis fait tant de mal dans la Mer Mediterranée.

Quand les affaires, que l'Ambassadeur a à negotier, sont odieuses, sa personne ne peut pas estre agréable. Le Pape Boniface VIII, voulant en l'an 1296 ramener les Siciliens à l'obeïssance de Charles d'Anjou, envoya dans l'Isle *l'Evêque d'Urgel & Boniface de Calamendrana*, Maître de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, accompagnés de *l'Archidiacre de l'Eglise d'Urgel, & de Jean Perez de Navales*, Ambassadeurs de Jaques II Roy d'Aragon, qui les devoient exhorter de faire leur paix avec Charles. Mais les Ambassadeurs du St. Pere estant entrés dans le port de Messine, on ne leur voulut pas permettre de descendre à terre, ny d'entrer dans la ville, pour y prendre l'audiance qu'ils avoient demandée. Les Seigneurs Siciliens leur firent dire, par un gentilhomme nommé Pierre d'Anse, que les Estats du Roiaume avoient resolu de ne reconnoistre pour leur Roy que le Prince Don Frederic, frere du Roy d'Aragon. Ce gentilhomme, mettant la main sur la garde de son épée, adjousta à son discours, que ce seroit elle qui leur donneroit la paix, & qu'ils n'en vouloient pas estre obligés au parchemin & à la cire, dont les Ambassadeurs estoient chargés. Qu'ils eussent à fortir de l'Isle, ou qu'ils se preparassent à mourir presentement. Ils furent contraints de se retirer; de peur de commettre leurs personnes dans un lieu, où on n'auroit pas beaucoup respecté le *Droit des Gens*, qui
ne

ne se fait pas fort confiderer dans les desordres des guerres civiles. Les Siciliens le violoit, non en refusant d'admettre les Ambassadeurs, mais en les menaçant de les faire mourir.

L'Electeur de Brandebourg, qui n'estoit pas entré sans repugnance dans les interets du defunt Roy de Suede, Charles Gustave, en sortit bientoſt, dès que la Pologne, revenue de son premier estonnement, trouva le moyen de le faire changer de party, en luy promettant la Souveraineté de la Prusse Ducale. Il prit party; mais devant que de se declarer, le Roy & le Senat de Pologne trouverent bon, qu'il fist quelque ouverture d'accommodement au Roy de Suede, pour tascher de le disposer à la paix. Il luy envoya pour cet effet en l'an 1658 *Otton Baron de Suerin*, son premier Ministre, & *Daniel Weiman*, Chancelier de Cleves, qui estant arrivés à Kiel le 13 May, y furent visités par le Prince Palatin de Sultsbach & par le Comte de Slippenbach, qui s'y estoient rendus exprés, le premier de Gottorp, & l'autre de Wismar, & au bout de quelques jours le Roy les fit prier de l'aller trouver à Flensbourg. Ils y arriverent le 19, & après qu'ils eurent communiqué leur lettre de creance, le Roy les fit complimenter par un gentilhomme de sa Maison; mais il differoit tousjours de leur donner audience. On faisoit courir le bruit, quoy que contre la verité, que *le Baron de Suerin*, en entretenant le Prince de Sultsbach, avoit fait connoistre, qu'ils avoient ordre de presser le Roy de restituer la Prusse Royale à la Couronne de Pologne, de prendre en recompense une somme d'argent, & de la régler: comme aussy de demander au Roy le remboursement de la dépense, que l'Electeur avoit faite en le secourant, & que pour son dédommagement il luy cedast la ville & le baillage de Stettin. On y adjouſtoit, que les Ambassadeurs devoient declarer au Roy, que
l'Elec-

l'Electeur estoit si avant engagé avec le Pologne, qu'il estoit obligé de hasarder le tout avec elle. *Suerin* n'en avoit point parlé; mais le Roy de Suede, qui n'estoit que trop assuré de l'engagement, que l'Electeur avoit pris avec les Polonois, jugeant que l'intention des Ambassadeurs de Brandebourg estoit de luy declarer la guerre, s'il ne leur accordoit toutes leurs demandes, & craignant que dans l'audiance l'on n'entraft en des contestations qui achevaissent d'aigrir les esprits, il vouloit tirer quelque éclaircissement d'eux, devant que de leur donner audience. Il les fit sonder par trois de ses Ministres, & fit connoistre, qu'il desiroit que ceux de Lunebourg & de Hesse fussent presents à l'audiance qu'ils demandoient. *Suerin*, qui est des plus habiles, dit, que ce n'estoit pas la coustume d'entrer en negotiation devant l'audiance: qu'ils avoient ordre de la demander, & qu'ils ne pouvoient comprendre, pourquoy on y vouloit faire trouver d'autres Ministres estrangers, qui n'avoient point de qualité pour cela, ny comme témoins, ny comme parties. Les Ministres de Suede disoient, que le Roy, leur Maistre, estant persuadé, que l'Electeur avoit traité avec les Polonois, il ne pouvoit pas donner audience à ses Ministres, sans un éclaircissement precedent. Sur cette declaration les deux Ambassadeurs de l'Electeur resolurent de se retirer: mais devant que de partir ils escrivirent au Comte de Slippenbach: Que le Roy de Suede les ayant fait convier de l'aller trouver à Flensbourg, ils n'avoient pû douter que *leurs personnes ne luy fussent agréables*. Que c'estoit une chose sans exemple, que de les vouloir obliger à s'ouvrir de leur commission à d'autres qu'à sa Majesté mesme, & que n'ayant point d'ordre pour cela, ils alloient partir, pour aller en rendre compte à son Altesse Electorale; suppliant le Roy de les honorer de ses commandements. Le Comte leur fit réponse, que le Roy ne les admettroit point

à l'audience, qu'ils n'eussent un plein pouvoir pour le re-stablissement de la bonne intelligence entre l'Electeur & luy ; parce que sans cela il ne pouvoit considerer les Ambassadeurs que comme ses ennemis, ou du moins comme leurs partisans, & qu'il ne permettroit point, qu'on luy parlaſt de la paix de Pologne. Le porteur de cette réponse ne trouva plus les Ambassadeurs, qui estoient partis ; c'est pourquoy on la leur envoya par un trompette. *Le Baron de Suerin & Weiman* s'en plainquirent par un eſcrit, qui fut publié le 14 d'Aouſt: où ils diſent, que de la maniere qu'on les avoit traittés, *le Droit des Gens* avoit eſté violé. Les Sue-
dois y répondirent au bout de deux mois, par une eſpece de Maniſte, où ils diſent. Qu'ils demeurent d'accord, que le Roy, leur maiſtre, avoit deſiré, que l'Electeur luy envoyast ſes Ambassadeurs, pour voir s'il pourroit ſe guerir de la défiance, qu'il avoit de la conduite de ſon Alteſſe Electorale. Qu'ils avoient eſté receus avec civilité. Que ſes Miniſtres ne pouvoient nier, que l'alliance n'eust eſté violée de la part de l'Electeur, & que de ce coſté là on avoit desja fait tant d'hoſtilités ouvertes, que le Roy n'avoit pû en uſer autrement qu'il avoit fait. Qu'il ſçavoit, que l'intention de l'Electeur estoit bien contraire à ce que ſes Miniſtres en vouloient faire croire: c'eſt pourquoy il n'avoit garde de leur donner audience, qu'il ne ſ'en fuſt éclaircy. Que les Ambassadeurs, ſe trouvant dans un mauvais pas, s'estoient pluſtoſt dérobes que retirés. Qu'en differant de donner audience à des Ambassadeurs amis ; & *en la reſuſant entierement à des ennemis, on ne violoit point le Droit des Gens*, & que les advis qu'il recevoit de tous coſtés ; l'obligeoient à en uſer avec circonſpection. Le Roy de Sue-
de ſçavoit, que l'Electeur avoit traitté avec ſes ennemis, & qu'il s'alloit declarer ouvertement ; parce que ſa Majeſté ne vouloit pas luy accorder des conditions, qu'elle jugeoit eſtre

estre ny justes ny honorables. Le Roy avoit trop de cœur, pour se rendre aux desirs de ses ennemis contre son inclination : aussy ne s'y rendit il qu'après la perte qu'il fit de ses meilleurs troupes dans l'Isle de Funen, dont il luy prit un déplaisir, qui ne luy permit pas de survivre à cette disgrâce. Ce ne furent pas les Ambassadeurs qui estoient desagréables ; mais l'Ambassade ne luy plaisoit pas.

Le Roy de Suede ne fit rien qui offensast le *Droit des Gens*. Un Souverain, qui est absolu en ses Estats, ne peut estre forcé de recevoir des Ministres, s'ils ne luy sont agréables. Charles, dernier Duc de Bourgogne, avoit envoyé en Espagne le *Protonotaire Artus de Bourbon*, & *Pierre de Miraumont*, qui n'ayant pû estre admis dans Barcelone, envoyerent dire aux Estats de Catalogne, qu'on estoit obligé de leur donner audience; tant pour le respect du Prince, qui les envoyoit à eux particulièrement, qu'à cause de la consideration que l'on est obligé d'avoir, & que les Turcs mesmes ont pour les Ministres des Princes Chrestiens. Mais je ne sçais si on en doit conclurre, que le Prince, qui refuse d'admettre un Ministre qui ne luy est pas agréable, viole le *Droit des Gens*. Celuy qui outrage le Ministre Public, outrage aussy le *Droit des Gens*; mais celuy qui ne l'admet point manque seulement à l'amitié & à la civilité, qu'il doit au Prince qui l'envoie. *Alfonse V*, Roy d'Aragon & des deux Siciles, surnommé le *Magnanime*, envoya en l'an 1425 au Roy de Castille *Pierre de Peralta*, son Maistre d'hostel, *François Sargüela*, *Jean Olzina* son Secrétaire, & *Jean Martinez de Burgos*, pour voir signer le compromis, dont les deux Rois estoient convenus, en la personne de Jean, Roy de Navarre, frere d'Alfonse. Les intelligences, que ces Ambassadeurs avoient en la Cour de Castille, estant fort suspectes au Roy, il ne leur voulut pas permettre d'entrer dans *Vailladolid*, où la

Sf 2

Cour

Cour estoit alors, & il leur fit dire qu'ils eussent à aller à Medina del Campo, & à y demeurer jusques à autre ordre. Alfonse s'en trouva offensé, & en publiant le 4 Juin de la mesme année un Manifeste pour la Justification de ses armes, il y marque ce refus comme une des causes de la rupture; mais il ne dit point, que le Roy de Castille eust violé le *Droit des Gens*. Le mesme *Alfonse*, & Jean son frere, estant prests d'entrer avec une armée dans la Castille en l'an 1429, en envoyerent dire la raison au Roy par *Don Jean de Lune*, *Seigneur d'Illüeca*, *Pierre de Peralta*, *François de Sarçüela* & *Garcia Aznar d'Anon*. Dès que les Ambassadeurs furent arrivés auprès de la Cour, le Roy de Castille leur ordonna d'aller au village d'Aillon, où il leur feroit sçavoir son intention, & sur l'advis qu'il eut quelque temps après, que le Roy d'Aragon estoit entré avec une armée en Castille, il leur envoya dire, qu'ils n'avoient qu'à s'en retourner, & qu'il ne les vouloit point voir.

Il y a mesme de la prudence à ne pas admettre celuy que l'on seroit obligé de renvoyer, & de prevenir par là un scandale, que l'on auroit de la peine à reparer. *George Villers*, *Marquis & Duc de Buckingham*, s'estant fait donner la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, incontinent après le mariage de la Reine d'Angleterre, bien qu'il y eust desja deux Ambassadeurs en France de la part du Roy de la Grande Bretagne, y donna si peu de satisfaction de sa conduite, que lors qu'il y voulut revenir l'année suivante 1626, le Cardinal de Richelieu luy fit dire, qu'il n'en prist pas la peine; parce que *sa personne ne seroit pas agreable*: & on s'en expliqua au Comte de Hollande, qui estoit demeuré à Paris, depuis que la Reine en estoit partie. Le Comte representa à la Reine Mere, que de rebuter ainſy un Ministre, qui estoit tout puissant en sa Cour, c'estoit rompre entierement la bonne correspondance entre les deux Couronnes,

ronnes, & que le peu de complaisance, qu'on avoit pour luy en France, estoit cause de la dureté qu'on avoit pour les François en Angleterre. Mais la Reine ne luy donna point de satisfaction sur sa plainte, & ne luy dissimula point, qu'on se refoudroit plustost à la guerre que de souffrir un Ambassadeur, qui pour des raisons tresfortes *ne pouvoit pas estre agréable au Roy*. Le Comte l'escrivit au Duc, & luy conseilla de ne point songer à un voyage, dont il ne recevroit que du déplaisir. Pour peu que l'on sçache de l'histoire de ce temps là, on ne peut ignorer la cause de la rupture, qui suivit bientost ce refus, ny l'amour impertinente & temeraire, dont le Duc s'estoit entesté à son premier voyage. Son dessein estoit de paroistre avec tant de magnificence au second, qu'il pourroit donner dans la veüe des premieres personnes du Roiaume. Le dépit qu'il en eut, & la rage de voir ses pensées decouvertes le porterent à la guerre, qui luy cousta la vie, & qui ruina le party des Religionaires en France.

Quelque temps après, le Roy de la Grande Bretagne ayant congédié les domestiques François de la Reine, envoya *Montaigne* au Roy de France, pour luy en dire la raison; mais on ne le voulut point voir. En l'an 1627, après la descente que les Anglois firent dans l'Isle de Ré, le Duc de Buckingham, s'imaginant qu'on seroit bien aise à la Cour de France de recevoir quelque ouverture d'accommodement, y envoya un de ses parents, nommé *Asburnham*, pour la faire. Ce gentilhomme n'avoit point de lettres de creance que du Duc, qui n'estant alors que General de l'armée Angloise, on considéra son Ministre, & on le traitta, comme on auroit considéré & traité un tambour ou un trompette. Le Roy ne le voulut point voir, & il fut resolu qu'il ne luy feroit point parler de sa part: au contraire on le fit bien observer, & on le renvoya d'une maniere, qui marquoit

bien l'aversion & le mépris qu'on avoit pour son Maître.

Il seroit bien difficile , ou plustost impossible de dire toutes les considerations , qui peuvent rendre l'Ambassadeur ou l'Ambassade desagréable ; c'est pourquoy je m'arrestteray aux exemples , & y feray quelques remarques , quand elles seront necessaires. En l'an 1494 le Pape Alexandre VI envoya *François de Piccolomini, Archevesque & Cardinal de Siene* , en *qualité de Legat* , à Charles VIII , pour luy faire honneur à l'entrée de l'Estat Ecclesiastique : mais le Roy luy fit dire, qu'il ne l'admettroit point dans sa Cour , & l'obligea à s'en retourner. Ce Cardinal , qui fut depuis Pape sous le nom de Pie III , estant amy du Roy de Naples , ne le pouvoit pas estre de Charles , ny luy estre *agréable*. En l'an 1480 le Pape donna *la qualité de Legat* à *Alonse de Carillo, Cardinal & Archevesque de Toledé* ; mais Ferdinand le Catholique se sentit tellement offensé du procedé du Pape , qui l'avoit nommé à la Legation sans l'en advertir, qu'il donna ordre à *Gonçale de Betete*, son Ambassadeur à la Cour de Rome , de prendre congé du Pape , de partir, & d'emmener avec luy tous les Prelats Espagnols. Le mesme Ferdinand ne voulut point admettre *l'Evesque d'Arezzo*, Nonce de Jules II, parce qu'il estoit Florentin.

Le Pape a cette consideration pour les Couronnes de France & d'Espagne , que d'ordinaire il fait connoistre à leurs Ministres les qualités des Nonces , qu'il veut employer en ces deux Cours là. Alexandre VI , appelé *Rodrigue Borgia* devant son exaltation , estant Legat de Sixte IV , voulut entrer dans Barcelone , pour tascher de disposer les habitants à l'obeissance. Jean II Roy d'Aragon , qui assiegeoit la ville , y consentit ; mais on ne le voulut point admettre : les habitants s'y opposerent , & ne voulurent pas permettre qu'il y entraist. Clement VIII voulant , après l'absolution du Roy Henry IV , establir un Ministre

auprés

auprès de luy, & ayant fait choix de l'Evesque de Mantoue, il en parla à Dossat, comme d'un sujet fort capable d'entretenir la bonne correspondance entre la Cour de France & le Siege de Rome. Il en fit autant à l'égard des Evesques de Modène & de Camerin, successeurs de celui de Mantoue, & lors qu'il fallut envoyer un Legat en France, à l'occasion de la guerre de Savoye, le Cardinal Aldobrandin, Premier Ministre du Pape, se fit donner la liste de tous les Cardinaux, & examina avec le Cardinal Dossat les qualités de ceux, qui y pouvoient estre propres. Il est vray qu'il ne le fit point lors qu'il envoya le Cardinal de Medicis en France; parce qu'il sçavoit, que ce Cardinal, qui s'estoit assés hautement déclaré pour le Roy, ne luy pouvoit pas estre desagréable. Le Cardinal Dossat dit, à ce propos, en la lettre qu'il escrit à M. de Villeroy du 17 Janvier 1599, qu'on parloit d'envoyer un Nonce en France, & qu'il croyoit que le Pape luy en diroit quelque chose avant qu'il le nommast: *comme il a accoustumé d'en parler aux Ministres du Roy en telles occasions.* Lors qu'il en use autrement, il faut croire que l'intelligence entre le Vatican & le Louvre n'est pas trop bonne. Comme quand au commencement du Pontificat de Paul V, le Seigneur *Ubalдини*, qui fut depuis Cardinal, fut envoyé Nonce en France, quoy que le Roy s'y opposast, parce qu'il estoit pensionnaire & partisan d'Espagne, & depuis on luy refusa l'Archevesque d'Urbain, que le Roy & la Reine demandoient pour luy avec affection. Incontinent après l'assumption du Cardinal Ludovisio, qui prit le nom de Gregoire XI, l'Ambassadeur de France fit instance auprès du Cardinal neveu, à ce qu'on nommast à la Nonciature Bagny, Rucellay ou Frangipani, mais des lors qu'il en parla, le Cardinal Ludovisio luy dit, qu'il avoit donné sa parole à Corfini, Clerc de la Chambre, & le pria de faire agréer cette nomination à la Cour. L'Ambassadeur en

en escrivit, & representa, qu'il seroit bien difficile de s'opposer, avec succès, à l'intention du Cardinal néveu, & qu'on auroit mauvaise grace de desobliger le Cardinal Patron à l'entrée du Pontificat de son oncle; puis qu'aussy bien ce Prelat avoit des *qualités que le rendroient agréable*.

L'Empereur refusa de faire expedier un passeport pour le Cardinal de Lion, qui devoit aller de la part de la France au Congrès de Cologne. On ne trouvoit à redire en sa personne que cette qualité eminente, pour la quelle les autres Ambassadeurs Plenipotentiaires auroient esté obligés d'avoir une trop grande déference. Ce refus estoit desobligeant, & neantmoins on ne s'ávisa jamais en France de dire, que l'Empereur eust violé le *Droit des Gens*. Les Espagnols, ayant sceu après la mort de Louïs XIII que on parloit en la mesme Cour d'envoyer le *Cardinal Mazzarin* à l'assemblée de Westfalie, s'y opposerent; parce, que c'estoit luy, à ce qu'ils disoient, qui avoit ménagé les intrigues, que le Prince de Sans avoit faites, pour faire soulever le Roiaume de Naples. Les François de leur costé témoignèrent de la défiance du *Cardinal Rossetti*, qui devoit faire office de Mediateur entre les Couronnes, & obligerent le Pape à le retirer de Cologne, à cause des habitudes, qu'ils disoient, qu'il avoit faites en Angleterre avec la Reine Mere de France, qui l'avoient rendu suspect au Cardinal de Richelieu. *Michel Ghislery*, n'estant encore que Moine Dominicain, fut envoyé à Bergame en qualité d'Inquisiteur, & fit sa charge avec tant de severité & de rigueur, que non content de rechercher les actions & les sentiments de son predecesseur, il voulut aussy estendre sa jurisdiction sur *Vittorio Soranzo*, Evêque de la mesme ville. On sçait que l'Inquisition n'a pas une puissance purement Ecclesiastique dans l'Estat de Venise; c'est pourquoy *Nicolas da Ponte*, qui y exerçoit la charge de Podestà, ne pouvant
sout-

souffrir l'insolence du Moine, le fit sortir de son gouvernement. Quelques années après, *Michel* ayant esté élu Pape, sous le nom de Pie V, la Republique, en nommant les quatre Senateurs, qui devoient aller prester l'obedience, mit *Nicolas da Ponte* à la teste de cette Ambassade solemnelle. Le Senat ne sçavoit pas ce qui s'estoit passé à Bergame, & *Nicolas* ne s'en souvenoit point, ou croyoit que le Pape ne s'en souviendrait point : mais celui-ci ne s'en souvint que trop. Il ne le voulut point voir, & obligea les autres Ambassadeurs à prendre audience sans luy. En l'an 1541 Le Pape Paul III envoya *Michel de Silva*, Cardinal de Viseo, Legat à l'Empereur Charles V, pour tascher de le disposer à faire la paix avec François I. Ce Cardinal estoit fort mal avec le Roy de Portugal, & l'Empereur, qui vivoit dans une confidence intime avec le mesme Roy, craignant que la Cour de Lisbonne ne prist ombrage de cette Legation, en devint extrêmement chagrin, & s'en plaignit, comme si le Pape eust eu dessein de le mettre mal avec le Roy de Portugal. Ce qui obligea le Pape à revoke, non seulement le Legat, mais aussi l'Evesque de Bergame, qui l'avoit accompagné, & qui comme son amy, devoit demeurer Nonce à Lisbonne. Le Ministre, qui n'est pas agréable à la Cour où il negotie, ne peut pas estre utile à celui qui l'employe.

Zacharie Delfini, Nonce à la Cour de Vienne, & *Jean François Commendon*, Nonce Extraordinaire en Allemagne, furent envoyés par le Pape Pie IV aux Princes de ces quartiers là, pour les convier de se trouver au Concile de Trente, en personne ou bien par Deputés. Les Princes & les autres Estats Protestants estoient assemblés à Naumbourgen Misnie, où les deux Nonces resolurent de les aller trouver. Je ne sçais s'ils en firent advertir les Princes ; mais il est certain que personne n'alla audevant d'eux, &

on ne leur fit point de civilité du tout lors qu'ils arriverent. Tellement que ces Prelats, voyant au bout de deux jours qu'on ne leur disoit mot, resolurent entre eux, que l'un iroit voir l'Electeur Palatin, & l'autre celuy de Saxe, & pour cet effet ils firent demander audience à ces deux Princes: qui leur firent dire, que ne faisant que partie d'un corps, qui s'estoit assemblé pour les affaires communes, ils ne pouvoient pas leur donner une audience particuliere, sans en parler aux autres Princes & Deputés. L'Assemblée resolut, qu'on leur donneroit audience publique, & qu'on n'auroit point de communication particuliere avec eux; parce qu'il les falloit considerer comme Ambassadeurs de l'ennemy de leur party. En suite de cette resolution on les envoya querir dans un carosse, accompagné de quelques gentilshommes, & de plusieurs gardes, qui marchoiert à la teste des chevaux. On ne les receut point en arrivant. Ils ne trouverent personne dans l'antichambre, & tout l'honneur qu'on leur fit, ce fut que toute l'assemblée se leva dès que les Nonces entrerent, & personne ne se remit à sa place, que les Nonces n'eussent pris la leur. Il parlerent tous deux l'un après l'autre; mais on ne leur fit point d'autre réponse, sinon qu'on delibereroit sur leur proposition. On les ramena chez eux dans le mesme carosse, & avec le mesme cortège qui les avoit conduits à l'audience, & environ une heure après, trois Conseillers d'autant de Princes rapporterent aux Nonces les lettres de creance du Pape, & leur dirent. Que l'assemblée, en les recevant, n'avoit pas pris garde, que l'Evesque de Rome y donnoit aux Princes leurs Maistres la qualité de fils. Qu'ils ne le reconnoissoient point pour Pere, & ainsi qu'ils ne vouloient pas non plus passer pour ses fils, ny recevoir ses lettres. Trois jours après, l'assemblée leur fit declarer par dix Deputés, qu'elle n'avoit point d'autre réponse à leur faire; sinon que les Prin-

Princes, leurs Maistres, ne vouloient point avoir de communication avec l'Evesque de Rome. Les deux Nonces, en partant de Naumbourg se separerent. *Commendon*, dont le département comprenoit la Saxe & les Roiaumes du Nort, alla à Bruxelles, & de là à Lubec, sous la conduite d'un gentilhomme nommé Gaspar de Schoneich, que l'Empereur luy avoit donné pour la seureté de son voyage. Estant arrivés à Lubec, & ne voulant rien hasarder, après ce qui s'estoit passé à Naumbourg, ils envoyerent prier Frederic II, Roy de Dannemarc de leur envoyer un passeport. Le Roy ne fit point de réponse à *Commendon*; mais il escrivit à Schoneich, que s'il vouloit venir seul à Copenhague, il y feroit le bien venu, & qu'on luy feroit honneur, à cause de celui qui l'envoyoit. Pour le Nonce, qu'il trouvoit que du temps du Roy defunt on n'avoit point eu de commerce avec la Cour de Rome; de sorte que ne pouvant entrer en negotiation avec le Nonce du Pape, qu'après qu'il en auroit deliberé avec les Estats de son Roiaume, il ne le pouvoit presentement recevoir dans sa Cour, ny luy donner audience. Ce qu'il prioit Schoneich de dire à *Commendon*, & de le luy faire trouver bon. Eric, fils de Gustave, qui regnoit alors en Suede, avoit dans l'esprit la recherche du mariage d'Elisabeth, Reine d'Angleterre, & estoit sur le point de partir, pour en faire la demande luy mesme. Ce qui l'obligea d'escire à *Commendon*, qu'estant prest de passer la mer, dès que le vent le luy permettroit, il vouloit bien luy en donner advis; afin que s'il le jugeoit à propos, il l'allast trouver en Angleterre, où il luy pourroit faire entendre le sujet de sa commission. Il y adjousta, que pour faciliter son passage il luy envoyoit un passeport, bien qu'il crust, que *Commendon qui estoit Ministre Public, n'en auroit pas besoin*. Sur cette lettre le Nonce reprit le chemin de Bruxelles; à dessein de s'embarquer en Flandre,

dés qu'il auroit advis du passage du Roy de Suede. Il esperoit, que la Reine luy permettroit d'aller à Londres, pour l'amour d'un si illustre hôte. Toutefois considerant depuis, que la Reine s'y pourroit opposer, & qu'il ne devoit rien hasarder, il changea de resolution, & s'en retourna en Italie. Le Roy de Suede ne faisoit pas, la seureté du Nonce; en luy escrivant, que comme Ministre Public il n'avoit pas besoin de passeport. Il se trompoit & trompoit le Nonce.

Commendon se flaittoit d'une esperance vaine; veu que le mesme Pape Pie IV, voulant envoyer l'*Abbé Martinengue* en Angleterre, pour convier la Reine Elisabeth d'envoyer ses Deputés à Trente, luy ordonna d'attendre en Flandres le passeport, que l'Ambassadeur d'Espagne luy devoit faire expedier à Londres. La Reine ne luy en voulut point donner, & dit à l'Ambassadeur, que trois raisons l'empeschoient principalement de recevoir le Nonce du Pape. La premiere, que la convocation & l'ouverture du Concile ne luy avoient pas esté signifiées comme aux autres Princes. La seconde, que le Concile n'estoit ny libre ny Chretien: & la troisiéme, que le Nonce, sous pretexte de la venir convier d'y envoyer ses Deputés, venoit animer ses sujets à la revolte. Elle y adjousta, que ce n'estoit pas sans exemple, que sous les regnes precedents l'on eust refusé d'admettre les Ministres du Pape en Angleterre; puis que la Reine Marie, toute Catholique qu'elle estoit, n'avoit pas voulu permettre, que celuy qui apportoit le chapeau de Cardinal à Pettey, entraist dans le Roiaume. Ce qu'il faut remarquer, à cause de ce que le Roy de Suede dit dans sa lettre qu'il escrivit à *Commendon*, que son caractere luy pouvoit servir de passeport. Surquoy je ne m'estendray pas pourtant; parce qu'il en sera parlé plus amplement en la Section 17. J'adjousteray seulement icy, que si ces Ministres du Pape n'ont pas esté agréables aux Princes, à qui on
les

les envoyoit, ce n'a pas esté à cause de quelque défaut qui se trouvaſt en leur perſonne; mais parce qu'on ne vouloit point avoir de commerce avec leur Maître, & que leur commiſſion n'eſtoit pas agréable.

Delfin & Commendon avoient devant eux l'exemple de *Pierre Paul Verger*, lequel eſtant Nonce en Allemagne quelques années auparavant, obtint bien un paſſeport, qui luy permettoit de ſe trouver à l'aſſemblée de Smalcalde; mais lors qu'il fit demander audience à l'Electeur de Saxe, celuicy luy fit dire, que dautant que l'affaire, dont il le vouloit entretenir, regardoit l'intereſt general de tous les Princes de l'Union, l'audience particuliere, qu'il luy pourroit donner, luy ſeroit inutile. Ainſy que le Nonce pouvoit ſ'adreſſer à l'Aſſemblée, où l'Electeur ne manqueroit pas de faire tout ce qu'il jugeroit pouvoir ſervir à l'avancement de la gloire de Dieu, & à l'eſtabliſſement de la verité de l'Evangile. Le Nonce eſtant arrivé à Smalcalde, ne laiſſa pas d'obtenir une audience particuliere de l'Electeur, à qui il rendit les deux brefs, que le Pape luy eſcrivoit : l'un comme à un Prince Electeur, & l'autre comme à l'un des Directeurs du Cercle de la Haute Saxe; le conviant dans l'un & l'autre de ſe trouver au Concile. L'Electeur prit les deux brefs, & après les avoir mis ſur une petite table, ſans les ouvrir, il ſe retira avec quelques uns de ſes Conſeillers dans un cabinet; d'ou il envoya dire au Nonce, par les meſmes Conſeillers, que les Princes le preſſant d'aller à l'aſſemblée pour des affaires tres importantes, le Nonce devoit excuſer la faute qu'il commettoit contre la civilité; mais qu'il luy feroit bientôt ſçavoir ſon intention ſur les deux brefs. Le meſme Nonce ne pût jamais obtenir audience de Philippe, Lantgrave de Heſſe, quoy qu'il la luy demandaſt avec chaleur & emprefſement.

Les Eſtats des Provinces Unies ont ſouvent refuſé, tant

devant que depuis l'Union d'Utrecht, d'admettre les Ambassadeurs de l'Empereur, & de plusieurs Princes d'Allemagne ; parce qu'ils n'en attendoient que des propositions prejudiciables à leur liberté & à leur interest. En l'an 1579, *Charles Nutzel, Seigneur de Sunderpsful*, Conseiller de l'Empereur au Conseil d'Hongrie, s'estant avancé jusques à Cologne, à dessein de passer en Hollande, pour y faire quelque ouverture d'accommodement avec le Roy d'Espagne, demanda un passeport aux Estats. Ils luy firent connoître qu'ils sçavoient le sujet de son voyage ; que sa peine seroit inutile, & ainsy qu'il feroit bien de ne la point prendre. Il ne laissa pas de venir à la Haye, & de presenter à l'assemblée des Estats Generaux des lettres de l'Empereur & des Princes de l'Empire, qui estoient assemblés à Ratisbonne ; mais on le renvoya avec la mesme réponse, que l'on avoit autrefois faite à ceux qui avoient fait de semblables propositions. En l'an 1599 *Salentin, qui avoit esté Electeur & Archevesque de Cologne, Herman Comte de Manderscheit*, & le mesme *Charles Nutzel*, firent prier les Estats de leur faire expedier un passeport, dont ils croyoient avoir besoin pour la seureté de leur voyage. Les Estats leur firent dire, qu'on sçavoit le contenu de leur commission, & qu'il n'estoit pas necessaire qu'ils vinssent, parce qu'on ne leur feroit point d'autre réponse, que celle qu'on avoit desja faite à ceux qui leur avoient fait la mesme proposition. On ne leur envoya point de passeport, & ils ne se voulurent point commettre sans cela. Neantmoins en l'an 1600 les Estats envoyerent, un passeport au Comte de *Manderscheit* & à *Charles Nutzel* ; parce qu'ils ne venoient point avec ordre de parler de la paix, mais seulement pour traiter des interests des Princes & des Estats de la Basse Saxe, qui estoient fort incommodés du voisinage des armes des Provinces Unies, aussy bien que de celles de l'Archiduc.

Jean II Roy d'Aragon de son chef, & Roy de Navarre par sa femme, n'aimoit point Charles, Prince de Viane son fils, à qui le Roiaumè de Navarre appartenoit depuis la mort de sa mere, & le Prince faisant continuellement des cabales contre son pere, il y avoit tousjours quelque negotiation à faire entre eux. Les Catalans aimoient le Prince : & le Roy, pour tascher de les gagner, leur envoya en l'an 1461 le *Protonotaire Antoine de Nogueras*, avec ordre de saluer aussy le Prince, après qu'il auroit veu les Estats de la Province. Les Estats refuserent de l'entendre, jusques à ce qu'il eust rendu ses devoirs au Prince, qui ne donnant pas à *Nogueras* le loisir de faire son compliment, luy dit. Je „ m'estonne de deux choses, *Nogueras*. La premiere, que le „ Roy, mon pere, vous ait envoyé icy ; *veu que l'on doit* „ *tousjours envoyer des personnes, qui soyent agréables à ceux* „ *à qui on les envoie :* & l'autre, que vous ayez l'audace de „ vous presenter à mes yeux ; puis que lors que j'estois prisonnier à Saragosse, vous eustes la hardiesse de venir avec „ du papier & de l'ancre, pour m'interroger, me pressant „ sur les grands crimes, & sur les pretendues trahisons, dont „ on m'accusoit. Je veux bien que vous sçachiez, que je ne „ m'en souviens jamais, que je n'en sois tellement émeu, „ que je ne suis plus à moy mesme. Je veux bien que vous „ sçachiez encore, que sans le respect que j'ay pour mon „ pere, & sans quelques autres considerations, vous ne „ remporteriez pas d'icy ny la langue qui m'a osé interroger, ny la main qui a escrit les dépositions. Et afin que „ vous n'irritiez pas davantage ma patience, je vous prie, „ & vous ordonne de vous retirer de devant mes yeux, parce qu'ils ne peuvent pas souffrir un homme, qui m'a voulu charger de tant de crimes. *Nogueras* voulut répondre : mais le Prince luy imposa silence, & le fit retirer, en luy disant, que sa replique ne feroit que l'irriter davantage, & qu'il

qu'il s'en allast. Il eut la permission de se trouver le lendemain dans l'assemblée des Estats, mais le Prince ne le voulut plus admettre à sa presence. Je sçais bien que *Nogueras*, que le Roy envoyoit aux Estats de Catalogne ses sujets, & au Prince, son fils, n'avoit pas le caractère d'Ambassadeur, à parler proprement; quoy qu'en ce temps là les Catalans donnassent cette qualité à leurs Ministres, aussy bien qu'à ceux qu'on leur envoyoit; mais cela n'empesche pas, que cet exemple ne confirme puissamment ce que je pretens poser icy, que l'Ambassadeur doit estre agréable.

Je ne pense pas qu'on en puisse douter, & neantmoins je ne laisseray pas d'adjouster icy ce que *Hierôme Zurita* dit de *Gutierre Gomez de Fuensalida*. Ce Seigneur estant en l'an 1505 Ambassadeur de Ferdinand le Catholique, auprès de l'Archiduc Philippe & la Princesse Jeanne, sa femme, gendre & fille de Ferdinand, prit un jour audience de ce Prince en la presence de Maximilian, pere de Philippe: à qui il dit entre autres choses. Qu'il avoit prié le Roy, son Maistre, plus d'une fois de luy permettre de se rendre auprès de luy, *parce que voyant, que sa personne n'estoit pas agréable à son Altesse, il estoit impossible de le servir dans ce poste.* Que le Roy ne luy avoit point fait de réponse sur cet article, jusques à ce qu'il luy eust escrit, que si sa Majesté ne luy envoyoit la permission qu'il demandoit, il la prendroit de luy mesme; parce qu'il ne vouloit pas demeurer dans une Cour, où on le regardoit par dessus les épaules. Que sur cela le Roy luy avoit escrit, qu'il n'avoit garde de luy ordonner une chose, qui pourroit recevoir une mauvaise explication, & qui pourroit faire croire, que l'amitié entre luy & les Princes ses enfants n'estoit pas fort grande, puis qu'il revoquoit son Ambassadeur. Qu'il ne le feroit point, si l'Archiduc mesme ne luy faisoit sçavoir, qu'il ne le vouloit plus souffrir: & qu'il luy avoit fait des défenses

ses bien precises de partir sans la permission expresse de son Altesse. Qu'elle pouvoit s'en expliquer, *parce qu'il n'y avoit point de plaisir pour luy à demeurer dans une Cour, où il croiroit n'estre pas agréable.* L'Archiduc répondit sur cet article. Que cela dépendoit du Roy, son Maistre, qui le pouvoit revoquer, ou faire demeurer, ainsy qu'il jugeroit à propos. Que s'il vouloit que son Ambassadeur s'en allast, il pouvoit partir, & s'il luy commandoit de ne bouger, il pouvoit demeurer, & s'asseurer qu'il seroit bien receu & bien traité. L'Archiduc ne se soucioit point de faire revoquer ce Ministre, qui luy estoit incommode, parce qu'il sçavoit, qu'il ne gagneroit rien au change, & que Ferdinand vouloit entretenir auprès de luy un Ambassadeur, qui observast les conseils & les démarches de Don Jean Manüel, dont il a esté parlé en la Section precedente, & qui luy servist de controlleur, de Censeur & de pedagogue auprès de ces Princes.

L'Archiduc n'avoit qu'à apprendre du Roy, son beau-pere, comment on peut se défaire d'un Ministre incommode, & fermer l'entrée à un Ambassadeur qui est desagréable. Ferdinand avoit congedié en la mesme année, quoy que d'une maniere fort obligeante, du moins en apparence, *André del Burgo, Cremonois*, qui avoit negocié avec luy de la part de l'Empereur Maximilian : mais il fit dire en mesme temps à l'Empereur, qu'il le prioit, que si à l'avenir il luy vouloit envoyer quelqu'un, qu'il fist choix d'un Ministre, dont les intentions fussent bonnes & sinceres, & qui ne fist point d'intrigues dans sa Cour contre le repos de son Roiaume. Quelque temps après, Maximilian, sans faire autrement reflexion sur ce que Ferdinand luy avoit fait dire, envoya ordre à *André del Burgo*, qui faisoit ses affaires en Angleterre, de passer en Espagne, pour resider de sa part en cette Cour là. Ferdinand, en ayant esté ad-

verty, donna ordre aux Gouverneurs de toutes ses places maritimes, qu'en quelque lieu *André* abordast, on ne permit point qu'il allast à la Cour; parce qu'il ne le vouloit point admettre, ny souffrir qu'il fist séjour en Espagne. *André* débarqua à Laredo, & dès qu'il fut descendu à terre le Gouverneur le fit arrester, & l'ayant fait embarquer avec ses gens dans un autre vaisseau, il le renvoya en Angleterre; nonobstant les instances qu'il fit à ce qu'on l'envoyast à la Cour, où il promettoit de donner au Roy toute la satisfaction, qu'il pouvoit desirer de Maximilian. Mais le Gouverneur, qui avoit ses ordres, les exécuta avec punctualité. L'Empereur s'en offensa fort, & Don Jean Manüel, qui continuoit de rendre auprès de luy les mauvais offices, qu'il avoit rendus à Ferdinand auprès de Philippe, qui estoit decedé, dit, qu'il falloit que l'Empereur envoyast en Espagne un Ambassadeur suivy de cinquante mille Allemans, & que non seulement on n'y refuseroit point *ce qu'on ne refuse point aux Turcs ny aux Maures*, mais on y verroit encore Maximilian commander aussy absolument qu'il faisoit en Allemagne. Maximilian, qui estoit accoustumé de faire grand bruit, se contenta de faire des menaces, & fit faire quelques propositions en Angleterre d'une ligue contre Ferdinand; mais elles ne produisirent rien. *André del Burgo*, qui n'estoit pas agréable alors, le fut depuis, après que Maximilian & Ferdinand eurent fait leur accord touchant le gouvernement de la Castille.

Ce que Don Jean Manüel dit, qu'on ne refuse point d'admettre les Ambassadeurs des Turcs & des Maures, est vray, & il y pouvoit adjouster, qu'on reçoit mesmes ceux des ennemis declarés; pourveu qu'il n'y ait rien en leur personne, ou en leur commission, qui puisse déplaire ou offenser. L'Inquisition, qui employe le feu & le fer contre les
pre-

pretendus heretiques, souffre bien les Juifs, parce qu'elle craint plus les uns que les autres. Maximilian renvoya en Espagne un Ministre, qu'il sçavoit, ou qu'il devoit sçavoir n'y estre pas agréable; c'est pourquoy il ne pouvoit s'en prendre qu'à luy mesme de l'affront, que Ferdinand luy fit, en renvoyant son Ambassadeur; parce qu'il avoit esté un des principaux instruments des divisions, qui obligerent Ferdinand à sortir de la Castille. Il n'y a point de Prince qui n'en fist autant; & si Ferdinand pouvoit ausly bien justifier toutes ses autres actions que cellecy, il auroit évité bien des coups de plume, qui deschirent fort sa reputation, & qui en ont laissé un vilain portrait à la posterité. *Le Droit des Gens*, en protegeant les Ministres contre la violence, n'en pretend point faire aux Princes, ny ne veut pas leur oster la liberté d'agir conformément à leur interest, & de conserver le repos de leur Estat, qui pourroit estre troublé par un Ministre impertinent & incommode. Il ne les empesche pas non plus de se ressentir de l'outrage qu'un autre Prince luy a fait, ny de renvoyer le Ministre d'un Prince, qui n'a point respecté le sien. Philippe II refusa de donner audience à *Guillaume Waad*, Ambassadeur d'Angleterre, parce que la Reine Elisabeth avoit fait sortir de son Roiaume *Don Bernardin de Mendosse* Ambassadeur d'Espagne, pour avoir fait des intrigues contre le repos de l'Estat, & prejudiciables à la seureté de sa personne Royale. La mesme Reine ne voulut point voir *Alexandre Humes*, Ambassadeur d'Ecosse, parce que *Robert Bowes*, Ambassadeur d'Angleterre n'avoit pas esté bien traité en Ecosse. En ces cas les Ambassadeurs seroient agréables, si l'Ambassade l'estoit. En l'an 1672 au commencement de la guerre, & au plus fort des desordres des Provinces Unies, les Estats envoyerent au Roy de France *M^{rs}. de Guent, de Groot*, & deux autres, dont l'un demeu-

ra malade, ou feignit de l'estre, & l'autre fut désavoué par les Estats de sa Province. Ils alloient prier le Roy de donner la paix leur Estat; mais il ne les voulut point voir, & les renvoya aux Ministres, qui l'avoient suivy. Les deux que je viens de nommer estoient fort agréables, & les propositions, qu'ils avoient ordre de faire, le devoient estre aussi; mais leurs Committents ne l'estoient point.

Le Prince, qui peut ne point admettre un Ministre qui n'est pas agréable, doit estre plus réservé à l'égard de l'Ambassadeur, qui estant agréable à l'entrée de son employ, devient desagréable en la suite de la negotiation. Le refus qu'on fait de recevoir l'Ambassadeur peut chagriner le Prince qui l'envoye, mais on ne peut renvoyer sans scandale un Ministre qui est desja admis, & on ne luy scauroit faire tant soit peu de violence, qu'en n'en fasse aussi au *Droit des Gens*. Le moyen le plus ordinaire & le plus naturel, dont les Princes se puissent & se doivent servir, pour se défaire d'un Ministre qui leur est desagréable, c'est de se plaindre de sa conduite au Maistre qui l'employe, & si on veut faire quelque chose de plus, c'est de luy refuser audience, en attendant que son maistre le revoque, ou le justifie. C'est ainsi que les Princes les plus equitables & les plus moderés en ont usé, mesmes en des rencontres, où le *Droit des Gens* leur permettoit d'aller bien plus loin. Ce n'avoit jamais esté l'intention de la Cour d'Espagne de faire le mariage de l'Infante avec le Prince de Galles, & neantmoins elle ne pût souffrir, que celle d'Angleterre témoignast du ressentiment du juste sujet qu'on luy en avoit donné à Madrid. La difficulté que l'on y avoit formée touchant la restitution de l'Electeur Palatin, & le procédé oblique du Premier Ministre avoient obligé le Roy de la Grande Bretagne à s'accommoder aux bons sentiments du Parlement; & forte que *Don Jean de Mendosse, Marquis d'Inoyose, & Don Carlos*

Carlos Coloma, Ambassadeurs d'Espagne, sçachant que le Duc de Buckingham estoit celuy, qui y avoit le plus contribué, resolurent de le perdre dans l'esprit du Roy, en l'accusant d'une trahison execrable. Ils firent courir le bruit, & ils le porterent mesme jusques aux oreilles du Roy, que le Duc de Buckingham travailloit auprès du Parlement, avec la participation du Prince de Galles, à rompre la negotiation, que l'on continuoît en Espagne pour le Mariage, & pour la restitution du Palatinat. Que l'intention du Prince & du Duc estoit de forcer le Roy de consentir à cette rupture, & faute de cela de le releguer dans une des ses Maisons de campagne, & de faire passer la puissance Royale entre les mains du Prince, que l'on mettroit effectivement en possession de la Roiauté. Cette calomnie estoit capable non seulement d'irriter le Roy contre le Prince son fils, & de changer toute la face des affaires, en faisant chasser celuy qui en avoit toute la direction; mais aussy de jeter le Roiaume dans une dernière confusion. Le Roy méprisa l'advis des Ministres d'Espagne, & le Duc dissimula leur trahison, parce qu'il ne la pouvoit pas faire punir. Neantmoins d'autant que le peuple en murmuroit, on fit porter l'affaire au Conseil, & de là au Parlement, où quelques Deputés furent d'advis, qu'on procedast contre des gens, qui ne pouvoient pas jouir du benefice du caractère, dont ils s'estoient dépouillés, en devenant denonciateurs d'un crime, dont le public avoit interest de s'éclaircir. En ces sortes d'assemblées il se trouve tousjours peu de Deputés, qui ayent connoissance du Droit des Gens; mais il y en eut neantmoins, qui representerent, qu'on ne pouvoit examiner juridiquement des personnes qui se pouvoient couvrir de leur caractère de Ministre Public, & que le Roy d'Espagne ne manqueroit pas d'advouër : mais qu'il falloit leur faire représenter l'enormité de leur crime par les Orateurs des deux Chambres: les presser de nommer les

premiers auteurs de cette calomnie : leur declarer, que faute de cela on s'en prendroit à eux comme à des imposteurs, & qu'il falloit les arrester, jusques a ce qu'on en auroit donné advis au Roy, leur Maistre. D'autres y ajoûterent, qu'il falloit demander reparation au Roy d'Espagne, & en cas de refus luy declarer la guerre. Mais le Roy, qui ne s'en vouloit pas faire une affaire, se contenta d'en faire des plaintes au Roy d'Espagne, & ne laissa pas de permettre aux Ambassadeurs de prendre leur audience de congé, avec les ceremonies ordinaires. Ils en demanderent encore une, où ils pretendoient se justifier ; mais on leur envoya l'un des Secretaires d'Estat, pour les obliger à s'en expliquer. Ils ne le voulurent pas faire, & on les laissa partir, sans leur envoyer le present du Roy, & sans leur donner les carosses & les barges, qui ont accoustumé de conduire les Ambassadeurs lors qu'on en est satisfait. Leur procedé fut approuvé en Espagne, où on recompensa leurs services, au lieu de donner satisfaction au Roy d'Angleterre.

Le *Marquis de Mirabel*, Ambassadeur d'Espagne, s'estoit fort meslé des intrigues, que le Cardinal de Richelieu rompit à la journée des Dupes, par l'éloignement de la Reine Mere, & par la disgrace de plusieurs Seigneurs, dont les uns furent arrestés, les autres chassés & exilés, & il y en eut mesmes qui le payerent de la vie. Le Cardinal, ne s'en pouvant ressentir autrement contre l'Ambassadeur, luy fit dire, par M. de Guron, l'un des Introduceurs, que le Roy n'estant point satisfait de sa conduite, entendoit qu'il ne différast point de retourner en Espagne, & que si ses affaires particulieres l'obligeoient à faire encore quelque séjour en France, il pouvoit se retirer à Orleans. Le Roy luy fit dire en mesme temps, que ce qu'il faisoit ne regardoit que la personne du *Marquis de Mirabel*, & que pour l'amour du
Roy,

Roy, son maistre, avec lequel il continueroit de vivre en bonne intelligence, il luy feroit faire tout le bon traitement, qui estoit deu à son caractère. Et de fait deux de ses fils, qui alloient du Bourg la Reine, où le Marquis estoit logé, voir la Maison de Berny, ayant eu une mauvaise rencontre avec le vallet d'un gentilhomme françois, où l'Ambassadeur mesme fut blessé, on luy envoya un Exemt & deux gardes du corps, qui le conduisirent jusques sur la frontiere. Le Cardinal de Richelieu fit entrer dans cette action un peu de ressentiment particulier, & ne se voulut pas donner la patience de faire demander satisfaction au Roy d'Espagne.

Ce que je viens de dire arriva en l'an 1632. Deux ans après, *Don Christoval de Benavides & Benavente*, Successeur du Marquis de Mirabel, en parlant à M. Seguier, Garde des sceaux de France, au sujet de la rupture apparente, où les deux Couronnes alloient entrer, & du secours que le Roy donnoit aux Hollandois, s'emporta fort contre le Cardinal de Richelieu, comme contre l'unique cause, à ce qu'il disoit, de cette mauvaise intelligence, & ne craignit point d'y ajouster, que *c'estoit un homme, qui n'avoit ny honneur, ny foy ny religion*. Le Garde des sceaux, qui ne pouvoit souffrir qu'on traittast de cette maniere un Ministre, qui estoit son amy intime & son bienfaiteur, se leva & obligea l'Ambassadeur à se retirer. *Don Christoval* estant revenu de son emportement, & considerant qu'il luy pourroit faire tort, voulut s'en justifier, par l'entremise du Ministre de l'Empereur; mais ses excuses ne furent point receües, & la Reine luy fit dire, qu'elle ne le verroit point, s'il ne donnoit satisfaction au Cardinal. L'Ambassadeur vouloit faire croire, que M. Seguier n'avoit pas bien entendu l'Espagnol, & nia ce qu'il avoit dit: mais on ne s'en satisfit point, & sur les plaintes
que

que le Cardinal en fit, le Roy luy en fit faire des reproches par Bouthiller; Secretaire d'Estat.

M. de Blainville, Premier gentilhomme de la Chambre de Louïs XIII, & son Ambassadeur auprès de Charles I, Roy de la Grande Bretagne en l'an 1626, estoit d'une humeur fort difficile & inégale, & avoit tous les jours quelque démeslé avec la Cour. Mais ce qui acheva de le mettre mal avec le Roy, ce fut qu'il empescha la Reine d'estre presente au couronnement du Roy, à cause de quelques ceremonies, que l'Eglise Romaine n'approuve point. On sceut aussy, que c'estoit luy, qui avoit persuadé à la Reine de ne se point contenter d'une place, d'où elle devoit voir la cavalcade, que le Roy feroit en allant au Parlement le jour de l'ouverture, & qu'il fomentoit les semences de division, que quelques François, & entre autres les gens d'Eglise, jettoient dans l'esprit de cette Princeesse. C'est pourquoy le Roy d'Angleterre luy fit dire par le Lord Conway, l'un des Secretaires d'Estat, qu'il ne se presentast plus devant luy, & qu'il s'abstint d'aller chez la Reine, où il se rendoit fort assidu. *Blainville* répondit, qu'il ne recevoit point ses ordres du Roy d'Angleterre: qu'il estoit là pour executer ceux du Roy, son Maistre, & que personne ne l'empescheroit de faire sa charge; se mettant tellement en fougue, qu'il envoya deux ou trois fois, coup sur coup, demander audience. Le refus qu'on fit de la luy donner acheva de le mettre en fureur; de sorte que le Roy, pour satisfaire le Roy de France plustost que l'Ambassadeur, luy fit dire, qu'il ne feroit point de difficulté de l'admettre à l'audience pour les affaires du Roy, son Maistre; mais s'il pretendoit y en mesler d'autres, il le laisseroit là, & ne l'escouteroit point. *Blainville* repartit, qu'il n'estoit pas en Angleterre pour ses affaires particulieres, mais pour celles du Roy, son Maistre, & que le refus qu'on faisoit de luy don-

donner audience, ne regardoit point sa personne, mais celle du Prince qui l'employoit. Jusques à ce jour là il avoit esté logé & défrayé aux dépens du Roy d'Angleterre; mais après cette broüillerie il ne voulut plus estre logé ny traité, & se retira à Greenwich. Il dépescha de là un courrier en France, pour y donner advis de ce qui luy estoit arrivé; mais on l'avoit prevenu, en arrestant toutes les lettres qui passioient la mer, jusques à ce qu'on verroit l'effet de celles, que le Roy avoit escrites à la Cour de France. Cellecy ordonna à Blainville d'avoir plus de complaisance pour le Roy d'Angleterre, de s'accommoder à sa volonté, de sortir d'affaires de la bonne maniere, de prendre congé de la Cour, & de s'en venir. *Blainville* fut contraint d'obeïr, & après avoir veu le Roy deux fois dans le particulier, il prit son audience de congé publiquement. Il estoit fort emporté en toute sa conduite, & peu raisonnable en la réponse qu'il fit faire au Roy, qui le pouvoit empescher de voir la Reine, & luy refuser l'audience, jusques à ce qu'il eust fait entendre en France le juste sujet qu'il avoit de se plaindre de luy. Il le pouvoit mesme faire sortir de son Roiaume, où il estoit le maistre, & si en cela le Roy péchoit contre les loix de la civilité, ou contre le *Droit des Gens*, c'estoit au Roy de France à s'en ressentir, & non à l'Ambassadeur à tirer au baston avec un puissant Monarque. Les Princes sont obligés de maintenir leurs Ministres. Ceux qui ont de l'honneur n'y manquent jamais, & ceux qui se connoissent, sçavent jusques à quel point ils doivent porter leur ressentiment. Le Roy d'Angleterre n'offensa point celuy de France. Au contraire il se servit du moyen, que tous les Princes doivent employer, pour se défaire d'un Ministre qui leur est desagréable, en le faisant revoquer par le Prince qui l'employe. Le *Connestable de Monmorancy*, Premier Ministre de France sous François I. sçachant

I. Part. X x que

que le Nonce donnoit à sa Cour des advis fort prejudicia-
bles au service du Roy , & qu'il rendoit de tresmauvais of-
fices au Connestable en son particulier, en fit faire des plain-
tes au Pape, qui revoqua ce Ministre desagréable. Celuy
des Provinces Unies, dont j'ay parlé cydessus estoit l'aver-
sion du Cardinal Mazzarin, qui en ce temps là n'avoit pas
sujet d'aimer beaucoup ses Maistres, ny de ménager leur a-
mitié, & neantmoins au lieu de le faire retirer, il fit faire
office à la Haye, pour tascher de le faire revoquer. Ce fut
par la mesme voye qu'il se défit de Rosenhan, Ambassa-
deur de Suede, & que les Estats des Provinces Unies se vou-
lurent défaire d'Appelboom : & ce sera par la mesme voye
que les Princes se déchargeront tousjours des Ministres
qui ne leur sont pas seulement desagréables, mais aussy de
ceux qui se feront rendu odieux par des trahisons, & par
des crimes que *le Droit des Gens* ne protege point. Mais
dautant que je traiteray ce sujet plus amplement en la Sec-
tion 29, j'acheveray cellecy, par un exemple, dont les
circonstances sont assés particulieres.

Philippes de Commynes remarque, que quelque temps a-
près le decés de Charles, dernier Duc de Bourgogne,
l'Empereur Frederic III envoya aux Pais-bas une Ambas-
sade solemnelle, pour faire achever le mariage de la Prin-
cesse heritiere de ces riches Provinces, avec son fils Maxi-
milian, à qui elle avoit esté accordée quelques années au-
paravant. Les Gantois la gardoient dans leur ville, où elle
estoit fort observée, & avec cela elle estoit comme assiegée
par un Conseil, qui luy estoit d'autant plus incommode,
que la pluspart de ceux qui le composoient s'opposoient à
son mariage. Le Duc de Cleves, son proche parent, qui le
pretendoit pour son fils, ayant sceu que les Ambassadeurs
de Frederic, dont les Chefs estoient Loüis Duc de Baviere
& l'Evesque de Metz, de la Maison de Bade, estoient
arrivés

arrivés à Bruxelles, leur fit écrire par le Conseil, qu'ils eussent à y demeurer jusques à autre ordre: s'imaginant que ces Messieurs, offensés de cet affront, ou rebutés des remises, dont on les amuseroit, reprendroient le chemin de Vienne. Mais les Ambassadeurs, qui avoient leurs intelligences secretes dans le cabinet, & particulièrement avec la Duchesse Doüariere de Bourgogne, bellemere de la Princesse, dont ils sçavoient l'intention, ne laisserent pas de continuer leur voyage, d'arriver à Gand, & de demander & d'obtenir audience, en laquelle ils s'assurerent du succès de leur negotiation. Le Conseil voulut obliger la Princesse à renvoyer les Ambassadeurs à eux, afin qu'ils y apprissent sa resolution & sa volonté: mais elle se vouloit marier, & sortir de la sujettion de ces tuteurs; c'est pourquoy elle reconnut d'abord la lettre, qu'elle avoit écrite, de l'ordre de son pere, à l'Archiduc Maximilian, & la bague qu'elle luy avoit envoyée, & fit bien connoître, qu'elle ne se dédiroit point de ce qu'elle avoit promis autrefois. Le refus que le Conseil fit d'admettre les Ambassadeurs, n'estant pas conforme à l'intention de la Souveraine, qui estoit en age de pouvoir disposer de sa personne & de ses volontés, estoit impertinent, & l'autorité qu'il se donnoit, d'entreprendre sur les droits de leur Princesse, estoit criminelle. Les Ambassadeurs, l'Ambassade & le Prince qui les envoyoit, estant agréables à la Princesse, ils le devoient estre aussy à ceux de son Conseil, qui y avoient plus d'égard à leur interest qu'à leur devoir.

SECTION XIV.

De l'Instruction.

ON dit communement, qu'il suffit d'envoyer un habile homme, & de le laisser faire. Je ne pense pas pour-
tant, qu'on vueille entendre par là, qu'on peut faire partir l'Ambassadeur sans *Instruction*. Il est nécessaire qu'il sçache l'intention de son maistre, & qu'il soit informé de sa volonté touchant les affaires qu'il a à negotier: & tout ce qu'on s'en peut promettre, c'est que le Prince s'en rapporte à l'habilité de l'Ambassadeur pour la conduite & pour l'exécution. C'est surquoy il n'est pas besoin de luy rien dire: je l'advoüe. Car encore qu'on suppose, que le Ministre, dont le Prince fait choix pour un employ de cette nature, possède toutes les qualités propres à former un sujet achevé, & que le Ministre ait mesmes une parfaite connoissance de la Cour, où il va resider ou negotier, & qu'on ne doute point, que sa suffisance ne supplée à ce qui peut manquer à son *Instruction*, qui ne luy peut pas donner toutes les lumières qu'il doit suivre, il y a neantmoins plusieurs particularités, dont il doit estre nécessairement informé. M. de Villeroy, en escrivant du 30 May 1607 au *President Jeannin*, Ambassadeur de France en Hollande, dit, que par sa lettre du 14 il luy avoit donné un advis; mais que l'intention du Roy & le sien estoit, qu'il se servist de celuy là, & de tous les autres qu'il luy pourroit envoyer à l'avenir, ain sy qu'il le jugeroit à propos. *Parce qu'estant sur le lieu*, dit il, *vous pouvez mieux juger ce qui est expedient pour le service du Roy. Sa Majesté a toute confiance en vous, & en ces Messieurs qui vous assistent. Elle entend aussy, qui vous en tailliez & rogniez à vostre discretion.* Ce qui n'em-

n'empeschoit pas que Jeannin & ses Collegues n'eussent leur *Instruction*, & que de temps en temps ils ne receussent des ordres, qui en faisoient partie, & qui devoient regler leurs actions, auxquelles ils pouvoient donner la forme & le tour, qu'ils trouvoient à propos, pour faire reussir l'intention de leur Maistre. Le Roy mesme s'en explique bien plus fortement en la lettre, qu'il luy escrit du 17 Avril 1608, où il dit. *Je me confie tant en vous, & au soin que vous avez du bien de mon service, que vous élirez mieux le party qui sera le plus utile à mon service, que je ne le vous puis prescrire & ordonner d'icy.* Les termes de leur premiere Instruction, qui est du 22 Avril 1607, ne scauroient estre plus formels ny plus exprés qu'ils sont. *Sa Majesté ordonne le present memoire estre dressé, & leur estre délivré, pour leur servir de témoignage de ses intentions & commandements, & non pour leur prescrire aucune loy reglée en ce qu'ils auront à exécuter.* A quoy Villeroy ajousté, dans la premiere lettre qu'il escrit au President. *Le Roy entend, que vous tiriez de vous mesme la principale instruction de ce que vous aurez à faire en ce voyage.* Mais tous les Princes ne sont pas aussi magnanimes & aussi entendus que Henry IV, ny tous les Ambassadeurs aussi sages & aussi habiles que le President Jeannin: & nonobstant cela il se trouva chargé de deux parfaitement bonnes Instructions lors qu'il arriva à la Haye. Toutes les affaires ne sont pas d'une mesme nature non plus, ny toutes les Cours d'une mesme constitution. Je dis, que les ordres que le Prince donne, ou fait donner de temps en temps à son Ministre, font partie de son instruction. Doffat dit dans une „ de ses lettres à Villeroy: Les autres points de vostre lettre „ que je ne particularise, ne laissent de m'estre en aussi „ grande, ou encore plus grande estime & recommanda- „ tion, selon leur importance, mais il me suffit de vous „ dire en general, que je les ay bien notés pour mon instruc-

,tion, & que j'en partiqueray le contenu aux occasions.

Le *Marquis de Fontenay-Marüeil* avoit esté trois ans Ambassadeur ordinaire à Rome ; mais lors que le Roy de France l'y voulut renvoyer en l'an 1647, le Cardinal Mazzarin luy fournit luy mesme les memoires de son *Instruction*, où il luy fit voir, que les affaires estoient tellement changées sous le Pontificat d'Innocent X, que n'ayant point de rapport à l'estat, où le Marquis les avoit laissées sous Urbain VIII, il n'y pouvoit plus agir sur les mesmes principes. Il y devoit negotier des affaires fort épineuses, & desagréables au Pape & à ses Ministres. La reconciliation des Barberins : la consignation de Beaupuy entre les mains du Roy, & la promotion du frere du Cardinal Mazzarin. Le Pape haïssoit ce Cardinal mortellement, & ces inclinations estant toutes Espagnoles, il falloit faire connoistre à l'Ambassadeur l'estat de la Cour de Rome & l'humeur du Pape, en luy marquant, qu'il reussiroit mieux, s'il forçoit cet esprit timide, que s'il entreprenoit de le persuader, & s'il se servoit du mécontentement des autres Princes d'Italie, qui n'estoient point satisfaits d'Innocent, il le mettroit à la raison. Le Cardinal, qui sçavoit mieux les affaires de ces quartiers là que celles de France, & qui s'y appliquoit bien autant, en remplit toute son *Instruction*, sans laquelle il estoit impossible à l'Ambassadeur de servir le Roy suivant l'intention du Premier Ministre. On voit le mesme genie dans les *Instructions*, qu'il fit donner au President de Gremonville, à l'Abbé de St. Nicolas, à Plessis Befançon, à l'Abbé Bentivoglio &c. pour Rome, Venise, Florence, Modène & Parme. Pour dire en un mot l'Instruction sert à informer l'Ambassadeur de la volonté du Prince, & à l'instruire de plusieurs choses, qu'il ne peut pas apprendre ailleurs.

Je veux bien croire, que sans les particularités essentielles de l'affaire, qui fait le sujet de l'Ambassade, les *In-*
tions

tions les plus generales sont les meilleures pour un habile Ministre. Il sçait, que son employ doit avoir pour object la conservation de l'amitié entre les deux Princes : que c'est luy qui presente les lettres, que son Prince escrit à celuy auprès duquel il reside: Qu'il doit executer les ordres qu'on luy envoie : prendre garde, qu'il ne se fasse rien contre l'interest de son maistre : qu'il doit donner des advis continuels & certains, & proteger les fujets de son Prince. C'est ce qui seroit superflu de recommander à un Ambassadeur, quand il ne sçauroit son mestier que fort mediocrement. Et de l'autre costé il est impossible de luy marquer dans son instruction tous les accidents qui peuvent survenir, ny toutes les precautions qu'il pourroit prendre ; mais c'est à quoy on supplée par les nouveaux ordres, qu'on luy envoie de temps en temps, tant sur les advis qu'il donne luy mesme, que sur les rencontres, qui alterent l'estat des affaires.

L'Ambassadeur mesme doit desirer, que son *Instruction* soit fort particuliere, lors principalement qu'on le charge d'une negotiation difficile. Il en doit scrupuleusement examiner tous les points : se faire expliquer ce qu'il y a d'obscur ou d'ambigu : faire changer ce qu'il juge estre contraire au succès de sa negotiation : en faire oster ce qui pourroit rendre sa conduite suspecte ou odieuse, ou sa personne ridicule, & y faire adjouster ce qui pourroit recommander l'une & l'autre, & faire donner plus de satisfaction à son Maistre. Il doit aussy considerer, que plus son *Instruction* est generale, plus il demeure chargé de l'evenement des affaires qu'il a à negotier ; parce qu'on le rend comme garant de celles, dont on se promet le succès de son adresse & de sa prudence.

En l'an 1570 la Reine Elisabeth envoya *François Walsingham*, un des plus adroits esprits que l'Angleterre ait produits,

duits, à Charles IX. Roy de France, & elle luy recommanda principalement les intereſts de ceux de la Religion Reformée. C'eſtoit une affaire tresdelicate, & il avoit à faire à un Roy & à une Reine, qui eſtoient les plus défiants & les plus infidelles de tous les Princes. Le Roy de Navarre, le Prince de Condé & l'Admiral de Chastillon eſtoient leur averſion, & c'eſtoit en leur faveur que Walsingham devoit particulièrement agir. *L'Inſtruction*, que la Reine luy fit donner à l'entrée de ſon employ, eſt une piece ſi bien tournée, qu'il ne ſe peut rien voir de plus fort ny de plus judicieux ſur un ſujét ſi difficile. Il n'en ſortoit point d'autres des mains de la Reine, & de celles du Miniſtre qui avoit ſa confiance: mais comme elle s'alloit meſſer d'une intrigue, que le Roy de France pouvoit conſiderer comme une affaire domeſtique, où elle n'avoit point d'intereſt, il falloir donner à l'Ambaſſadeur le moyen de faire ſouffrir une negotiation, qui n'eſtoit pas agréable d'elle meſme. Dans cette veüe elle luy ordonnoit dans ſon inſtruction, de proteſter d'abord, que ce n'eſtoit pas l'intention de la Reine de proteger les ſujets d'autrui, ny de parler pour leurs intereſts au préjudice de ceux de leur Souverain. Que ce qu'elle en faiſoit n'eſtoit que par un excès d'affection, qu'elle avoit pour la perſonne du Roy, & pour le repos de ſon Roiaume. Qu'elle croioit eſtre obligée de l'advertir des pernicioeux Conſeils de ceux, qui le voudroient empêcher d'accorder la liberté de conſcience à une infinité de perſonnes, de toutes ſortes de qualités & d'ages; à qui elle avoit deſja eſté promiſe par des Edits formels, & qui après cela ne reſuſeroient point de rendre une obeïſſance aveugle aux commandemens & aux volontés du Roy. Qu'elle eſtoit tellement perſuadée, que l'eſprit de rebellion n'entroit point dans les actions de ces gens là, que ſi elle en appercevoit la moindre apparence, elle ſeroit la premiere, non ſeulement à les condamner, mais

mais auffy à joindre fes armes à celles du Roy , pour aider à les pourfuivre , & à les exterminer. *Walsingham*, après avoir appris dans fon *Inſtruction* la volonté de la Reine , defira d'eſtre informé de fon intention touchant quelques particularités , dont il n'y eſtoit point parlé. Il voulut ſçavoir, ſi en cas que le Roy, qui eſtoit maladiſ, & qui donnoit beaucoup de temps à ſes divertiffemens, le renvoyait à la Reine ſa Mere , ou à Monſieur , il traitteroit avec eux. Que puis que le Roy n'avoit pas la patience de ſouffrir qu'on l'entretint longtems d'affaires ſerieuſes , s'il ne pourroit pas negotier, par eſcrit & par memoires , celles qui ſeroient d'importance , & qui requerroient quelque longueur & application , & ſi en ce cas là la Reine ne jugeroit pas qu'il fuſt plus à propos , qu'il ſe ſerviſt de la langue Italienne , ou bien de la Latine , afin d'éviter les mauvaiſes explications , qu'on pourroit donner aux phraſes françoïſes mal tournées. Comment il ſe gouverneroit à l'égard des rebelles Anglois , qui s'eſtoient retirés en France , & quel rang il prendroit , lors qu'il ſe trouveroit dans quelque aſſemblée publique , avec les Ambaſſadeurs d'Eſpagne & de Portugal. Cette inſtruction n'eut point de lieu ; parce que le Roy de France donna à ſes ſujets , faiſans profeſſion de la Religion Proteſtante , une paix qui leur fut plus funeſte , que toutes les guerres paſſées n'avoient eſté ſanglantes : mais on ne laiſſe pas d'y voir pluſieurs marques de l'adreſſe de la Reine , & de la prudente conduite de *Walsingham*. La deuxième inſtruction , qu'on donna au Preſident Jeannin le 6 Aouſt 1608 , n'eſt autre choſe en effet , qu'un éclairciſſement des articles , qu'il avoit luy meſme propoſés au Conſeil du Roy , pour eſtre mieux inſtruit des intentions de ſa Majeſté.

Il y a au contraire quelque choſe de bien eſtourdy au procédé decet *Eveſque Eſcoſſois* , qui ſe chargeant de l'*In-*

struction impertinente de la Reine Marie d'Escoffe, entreprit de justifier en France le mariage, qu'elle avoit contracté avec le Comte de Botüel, & voulut bien faire l'apologie de l'un & de l'autre dans une audience qu'il eut du Roy, en la presence de toute la Cour. Les Ministres, qui estoient de la part de la France en Escoffe, avoient informé la Reine Mere de l'Estat des affaires de ce Roiaume là; de sorte que l'on y sçavoit desja que l'enlèvement de la Reine, qui a ce qu'elle disoit, avoit esté violent, s'estoit fait de concert avec elle, & que Botüel, qu'elle venoit d'épouser, estoit un des assassins de son premier mary. Tellement que l'Evesque se rendit ridicule, & ne fit que prostituer sa propre reputation, aussy bien que celle de la Reine. *Paul Dzialinsky*, qui en acquit si peu en ses Ambassades de Hollande & d'Angleterre, ne se seroit point exposé aux affronts qu'il y receut, s'il eust bien examiné son instruction devant que de s'en charger.

Au reste, *l'Instruction* est une piece secrete, que l'Ambassadeur n'est pas obligé de monstrier à la Cour où il negocie, & mesme je soustiens, qu'il ne la doit point produire sans necessité, & sans un ordre exprés. En l'an 1580 la Reine Elisabeth envoya en Escoffe *Robert Bowes*, avec ordre de faire instance à ce qu'on ostant le Duc de Lenox d'auprès de la personne du Roy, qui estoit encore fort jeune en ce temps là. Ceux du Conseil d'Escoffe disoient, que c'estoit une chose bien dure, & si injuste, que ne pouvant croire, que la Reine luy eust donné cet ordre, ils demanderent à le voir. *Bowes* dit, qu'il ne le monstreroit point, & que tout ce qu'il pourroit faire ce seroit de le faire voir au Roy, & à deux ou trois personnes de sa confidence. Les Escossois ne s'en contenterent point : mais la Reine trouva leur procedé si mauvais, qu'elle revoqua son Ambassadeur, & refusa de donner audience à celuy qu'ils luy envoyerent, pour justifier leur action.

En

En l'an 1643 *Walter Stricland*, Ministre du Parlement de Londres, presenta un Memoire aux Estats Generaux, où il parloit avec peu de respect du Prince d'Orange. On le pressa de faire voir son ordre: mais ce fut une espee de violence, qui ne se pouvoit pas bien justifier. Ceux qui la faisoient n'y pensoient pas, ou vouloient bien offenser ses Maistres. Nous avons veu depuis quelques années un Ministre, qui ayant esté envoyé par un puissant Estat à un des premiers Princes d'Allemagne, entra en negotiation en mettant son *Instruction* sur la table; mais ce qu'on en peut dire est, que ce fut l'action d'un sot, en toute l'estendue de la signification de cet epithete. C'est une chose inouïe, qu'on ait contraint un Ministre de monstrier son ordre, & ceux qui l'y contraignent font violence au *Droit des Gens*.

Le Public seroit bien obligé à celuy qui luy donneroit un recueil d'*Instructions*, du moins des plus importantes, dont on voit des extraits dans l'histoire, & il y a des curieux, qui en ont amassé une grande quantité. Car encore que l'on n'y trouve pas tousjours les veritables causes des mouvements, elles ne laissent pas de servir beaucoup à former le jugement, & à donner de beaux preceptes pour la prudence politique. Les deux *Instructions*, que la Reine Elisabeth fit donner à *François Walsingham*: celle que le Duc de Nevers emporta à Rome de la part du Roy Henry IV: Les deux autres, que le mesme Roy donna au President *Jeannin*, pour la negotiation de la paix des Provinces Unies, sont des pieces tresexcellentes. Il ne se peut rien adjouster à l'*Instruction*, qu'Urbain VIII fit donner au Cardinal *Ginetti* pour l'assemblée de Cologne, ny à celle que l'on donna en France à *M^r. d'Avaux & Servien* pour le Congrès de Westfalie. Je viens de parler de celle que le Cardinal Mazzarin fit donner au Marquis de Fontenay Ma-

riueil, qui est une production digne de l'esprit de ce Ministre, dont toutes les lettres, qu'il escrivit aux Ambassadeurs, qui estoient de la part de la France à Munster, sont autant de tresbonnes instructions.

Ce que je viens de dire du traitement, qu'on fit à la Haye à *Walter Stricland* est fondé sur le *Droit des Gens* : parce que l'Ambassadeur, après avoir présenté & fait agréer ses lettres de creance, doit jouir de leur effet purement & simplement, & n'a pas besoin de fortifier son caractère ny d'autoriser sa negotiation, en produisant d'autres pieces ; si ce n'est qu'il soit convié, ou qu'il demande luy mesme à faire un traité particulier, pour lequel il faut necessairement qu'il ait un *pouvoir Special*. C'est dont je parleray, après que j'auray dit un mot des lettres de creance, dans la Section suivante.

SECTION XV.

Des lettres de Creance.

LEs bulles, dont les Legats sont porteurs, leur servent & de *lettres de Creance* & de pouvoir general. Elles marquent leur caractère & font connoître leur autorité & leurs facultés. C'est pourquoy j'ay dit que les Legats sont comme Plenipotentiaires ; leur pouvoir estant d'autant plus grand, que par là le Pape estend le sien, mesmes au prejudice des Souverains, sur les quels il n'en a desja que trop usurpé. *Les lettres de Creance* sont necessaires à l'Ambassadeur ; tant parce qu'elles luy donnent le caractère, & le font connoître au Prince à qui on l'envoye, que parce que sans elles il n'est pas capable de negotier. Il est vray qu'elles ne sont pas si absolument necessaires, que quelquefois on ne puisse estre Ministre Public sans cela : mais c'est

c'est ce qui arrive tresrarement , & pour reparer ce defect , il faut qu'il soit muni de quelque autre instrument , pouvoir , procuration , passeport , ou ce qu'on appelle en Hollande *actus ad omnes populos* , qui fasse connoître & respecter sa qualité. *Albert* , Archiduc d'Auſtriche & Prince Souverain de Flandres , donnoit au Roy Henry le Grand la qualité de *Monſeigneur* & le tiltre de *Majeſté* ; mais après le decés du Roy il changea de ſtyle , & refuſa les meſmes tiltres au ſucceſſeur , & ſur cette difficulté la Cour de France refuſa d'admettre ſon Ambaſſadeur. Neantmoins dautant que parmy les autres foibleſſes du gouvernement , que l'on remarqua pendant la minorité de Louïs XIII , on eut encore celle d'entretenir une trop eſtroite confidence avec la Cour d'Eſpagne , on mit l'affaire en negotiation , & il fut reſolu , qu'on donneroit audience à l'Ambaſſadeur de l'Archiduc : mais qu'au lieu de preſenter *ſa lettre de creance au Roy* , *il la communiqueroit au Secretaire d'Eſtat* , afin qu'on ne puſt ignorer ſa qualité. De meſme , ſur la difficulté , que l'Empereur fit de donner le tiltre de Majeſté au Roy de France , pendant la negotiation de Munſter , on propoſa entre autres expedients , que pour ne point manquer aux civilités , que les Princes ſe doivent , & que la Reine eſtoit obligée de faire à l'occaſion de la mort de l'Imperatrice , l'Empereur n'eſcriroit point , mais que pour luy faire part de ſon affliction , il luy envoyeroit un gentilhomme , qui pour toutes lettres n'auroit *qu'un paſſeport* , contenant le ſujet de ſon voyage.

Cela dépend du Prince qui reçoit le Miniſtre : ſ'il eſt perſuadé de l'intention du Prince qui l'employe , cela ſuffit. Il le peut reconnoître comme tel , & meſmes le traiter comme Ambaſſadeur , ſ'il veut ; quoy que d'ordinaire on ſe ſerve de *lettres creance* , & qu'on y exprime la qualité du Miniſtre. En l'an 1643 *Guillaume Boreel* & *Jean de*

Reede de Renswoude, étant arrivés à Londres au commencement de Janvier, allèrent de là trouver le Roy à Oxfort. Ils revinrent à Londres au mois de Mars, & bien qu'ils n'eussent point de lettres de creance des Estats pour le Parlement, ils ne laisserent pas de presenter un memoire à chacune des deux Chambres. Le Memoire mesme n'estoit pas dans les formes, & neantmoins le Parlement avoit si grand' envie de se faire reconnoistre par une puissante Republique voisine, qu'il fit entendre aux Ambassadeurs des Estats, que s'ils avoient quelque chose à proposer aux Seigneurs & aux Communes, assemblés en corps de Parlement d'Angleterre, on leur feroit réponse. Les Ambassadeurs ne s'en expliquèrent point alors; mais au retour du deuxième voyage qu'ils firent à Oxfort, & dont ils revinrent au mois de Juin, ils firent dire aux deux Chambres, qu'ils avoient quelque proposition à leur faire. On leur répondit, que s'ils demandoient audience, ils pouvoient presenter un memoire, & qu'on la leur donneroit. Ils la demanderent le 5 Juillet, & l'eurent le 18, & ce ne fut qu'alors qu'ils presenterent leur lettre de creance. Ce ne fut pas avec beaucoup de satisfaction ny pour les uns ny pour les autres: mais je remarque en cet exemple, que le Parlement, qui n'avoit pas fort bien traité les Ambassadeurs; parce qu'ils luy estoient suspects de partialité, voulant justifier son procedé, fit connoistre qu'il n'auroit pas laissé de negotier avec eux, *quand mesmes ils n'auroient point eu des lettres de creance* pour le Parlement; parce que le Parlement sçachant qu'ils avoient le caractère d'Ambassadeur, il ne pouvoit point douter qu'ils n'eussent ordre de parler, & qu'ils ne se fissent bien advoüer.

J'ay dit, que la lettre de creance fait connoistre la qualité du Ministre, & particulierement celle d'Ambassadeur, qui y doit estre bien expressément marquée. En l'an 1600 *M. d'Alincourt* fut envoyé à Rome, pour faire un compliment

ment au Pape Clement VIII. Il estoit Chevalier de l'Ordre & Gouverneur de Lion; mais ce qui relevoit toutes ses qualités c'estoit celle de M. de Villeroy, son pere, Secretaire d'Estat & un des principaux Ministres de Henry IV. *Sa lettre de creance ne luy donnoit pas le caractere d'Ambassadeur*, & neantmoins le Pape, ne se donnant pas le loisir de la lire, *le fit asseoir*, & le traitta d'Ambassadeur. Le Pape, après avoir fait cette démarche, & après avoir veu que la lettre de creance ne luy donnoit point le caractere, en parla au Cardinal Dossat, qui ayant bien preveu ce qui en arriveroit, en avoit entretenu M. de Sillery, Ambassadeur Extraordinaire de France, & estoit demeuré d'accord avec luy, qu'on feroit passer *M. d'Alincourt* pour Ambassadeur. De sorte qu'ils dirent au Pape, que ce n'estoit pas une chose fort extraordinaire en France, de ne point exprimer le caractere dans *les lettres de creance* : particulierement lors que la naissance ou la dignité du Ministre ne permettoit point, qu'on luy donnast une qualité au dessous de celle d'Ambassadeur. Ce qu'ils persuaderent si bien au Pape, qu'il y acquiesça, & dit qu'il continueroit donc de le traiter comme il avoit commencé. Il ne s'en pouvoit plus dédire, & les Cardinaux estoient obligés de suivre son exemple. Tous les Ministres estrangers luy rendirent la premiere visite, & luy firent toutes les autres civilités ordinaires, dont ils ne se pouvoient plus dispenser après ce que le Pape & les Cardinaux avoient fait. Le Roy approuva l'adresse de ses Ministres, & trouva bon que *d'Alincourt* fust considéré comme Ambassadeur. Mais le Cardinal Dossat me permettra bien de douter de ce qu'il dit, qu'il n'est pas fort extraordinaire en France d'obmettre la qualité du Ministre dans *les lettres de creance*. Au contraire on y est fort exact & fort punctuel, & je ne pense pas mesme que M. de Villeroy eust peché par negligence en celles de son fils. Le Roy n'avoit garde de
des-

desadvoüer le Cardinal Doffat , parce qu'il luy avoit obtenu un honneur pour son Ministre qu'il ne pretendoit point.

En l'an 1648 l'Electeur de Brandebourg envoya à la Haye *Philippe Horn* , *Otton de Suerin* , *Wirich de Bernsau* & *Jean Portman*. Ils y arriverent sans en donner advis : on ne leur fit point d'entrée ; mais pour les conduire à l'audiance , il y eut un plus grand cortège de carosses , que les Estats n'ont accoustumé de donner aux Ministres du second ordre. Ils pretendoient se faire traitter d'Ambassadeurs , & vouloient que les conferences se tinssent chez eux , ainsy que l'on en use avec ceux des Couronnes. On leur fit entendre , qu'il n'y auroit point de difficulté , *mais que le caractère ne se trouvoit point exprimé dans leurs lettres* ; de sorte qu'on ne leur pouvoit pas accorder tous les honneurs qu'ils demandoient. Ils firent reformer leurs lettres de creance , & après cela on tint les conferences chez eux.

On peut encore faire servir à ce propos l'exemple de *la Barde*. Il avoit ses lettres de creance , qui le faisoient considerer au congrés de Westfalie comme Ministre du second ordre. La Cour de France l'avoit nommé à l'Ambassade de Suisses , & les Ambassadeurs Plenipotentiaires de cette Couronne là pressoient le Nonce de le traitter d'Excellence , & de luy rendre la premiere visite. Mais le Nonce dît , qu'il s'en garderoit bien , parce qu'il ne vouloit pas faire un exemple qui ne seroit suivy de personne. Que *M. de la Barde* rendoit de tresbons services à l'assemblée , mais qu'après cela il luy deviendrait tout à fait inutile ; veu que les autres Ministres ne luy donneroient jamais le tiltre d'Excellence , & luy mesme , après l'avoir obtenu du Nonce , les y voudroit obliger. L'Ambassadeur de Venise s'en défendit par la mesme raison , & par ce moyen la Barde fut obligé de se contenter des honneurs qu'on luy voulut bien faire. Il fit prier les Ministres , qui estoient de la part de l'Em-

l'Empereur à Osnabrug, de le distinguer d'avec les autres Ministres du Second ordre, & puis qu'ils ne le pouvoient pas traiter d'Ambassadeur, qu'ils ne le traittassent pas aussi de Resident, & pourveu qu'on le traittast en tierce personne, à la mode d'Italie, il ne pretendroit pas la place d'honneur aux visites ny aux conferences. Il avoit *des lettres de creance* pour les Cantons Suisses, qui ne le pouvoient pas faire considerer à Munster ny à Osnabrug.

En l'an 1613 La Republique de Venise envoya *Gregoire Barbarigo*, son Ambassadeur auprès du Roy de la Grande Bretagne, & luy donna des lettres de creance pour luy. Son intention & son interest estoient de faire continuer le traitté, qu'elle avoit fait quelques années auparavant avec les Liges Grises, & pour cet effet elle avoit ordonné à *Barbarigo* de s'arrester à Coire, & d'y travailler à renouer la negotiation, à l'occasion de son passage. Pendant le séjour que *Barbarigo* y fit, on découvrit qu'il faisoit des intrigues si suspectes, que le peuple commença à en murmurer, & à le menacer de luy faire violence. Pour la prevenir, il voulut louer la Maison d'un des Bourguemaistres, qui luy dit, que s'il avoit ordre de negotier avec les Liges Grises, & de demeurer dans la ville, il le devoit faire connoistre; afin qu'on en advertist les Triumvirs, qui luy donneroient audience. *Barbarigo* répondit, qu'il n'avoit rien à negotier avec les Liges, mais bien avec l'Ambassadeur de France, & qu'à cause de cela il estoit obligé de faire du séjour à Coire.

On le souffrit pour l'amour de l'Ambassadeur de France, & cependant il ne faisoit rien dire aux Triumvirs: il ne faisoit point faire de civilité au Magistrat, & on estoit adverty, qu'il faisoit des cabales tresprejudiciables au repos du pais. Il continua de vivre de cette façon, jusques à ce que voyant que le *Pittag* ou assemblée generale luy alloit faire dire, qu'il eust à se retirer, parce qu'il leur estoit incommode: & crai-

gnant, qu'on ne luy fîst affront; parce que faute de caractère il n'y avoit point de feureté pour luy, & il ne pouvoit sans se hasarder, continuer ses cabales, il s'avisa de demander audience. Il y dît, que le Sénat de Venise, qui l'envoyoit en Angleterre, avoit trouvé bon de luy commander, par un nouvel ordre, de s'arrester en quelqu'une des villes de son passage, & d'y attendre les articles, que l'on avoit jugé nécessaire d'adjouster à son instruction. Qu'il avoit choisy pour cela la ville de Coire, & qu'il se servoit de l'occasion de la presente assemblée, pour l'asseurer de l'affection, que la Republique avoit pour l'Estat des Ligues. Celuy qui faisoit l'office de truchement pour *Barbarigo*, y adjousta, que l'Ambassadeur prioit l'assemblée de luy donner feureté pour sa personne, & de le prendre en sa protection; parce que le Senat pourroit se ressentir de la violence qu'on feroit à son Ministre, contre les Grisons qui se retiroient ou passoient dans l'Estat de Venise. L'Assemblée surprise de ce discours, luy envoya dire, par les Triumvirs, assistés d'un Deputé de chaque Ligue: Que les Ligues répondroient tousjours à l'amitié, que la Republique leur faisoit témoigner; mais que les paroles de l'Ambassadeur n'avoient point de rapport à ses actions: qu'il faisoit des festins & des conventicules, où on parloit de choses, qui pourroient troubler le repos de l'Estat. Qu'elles s'acquitteroient tousjours de tous les devoirs qu'on pourroit desirer de leur bon voisinage; pourveu que la Republique en fîst autant de son costé, & qu'on laissât les affaires en l'estat où elles estoient. Après qu'on eust insinné cette resolution à *Barbarigo*, ou la luy laissa par escrit, & il se retira en Suisse. J'ay bien voulu marquer toutes les particularités de cette petite histoire; parce qu'à cette occasion on mit sur le tapit la question, si on auroit violé en sa personne *le Droit des Gens*, en cas qu'on ne l'eust point traité avec tout le respect qui est

est deu aux Ministres Publics : & on demeura d'accord, *qu'il n'y a point de Ministre Public, s'il n'a des lettres de creance pour le Souverain du lieu*, où il pretend demeurer quelque temps, & par lequel il se veut faire considerer en cette qualité. *Barbarigo*, en partant de Coire, avoit laissé sa maison meublée ; c'est pourquoy les Tirumvirs, qui cro-yoient qu'il y reviendrait, ayant voulu sçavoir des Communautés, comment ils auroient à se gouverner, s'il y revenoit, elles leur escrivirent, que s'il s'avisoit de revenir, ils luy fissent entendre, *qu'on ne le pouvoit plus souffrir dans le pais*, après les intrigues qu'il y avoit faites contre le repos public. *Charles Paschal*, qui estoit en ce temps là Ambassadeur de France auprès des Grisons, & qui a fait *un traité de l'Ambassadeur*, approuve fort le procedé des Communautés.

La *Republique de Venise* mesme l'a entendu ainsy, quand elle n'a pas voulu, que ses lettres de creance fussent mises entre les mains d'*André Gritti*, qu'il ne fust en estat de prendre la qualité de Ministre Public. *André* avoit esté fait prisonnier de guerre à Bresse, & ayant esté emmené en France, son esprit & sa conduite luy acquirent l'estime du Roy & l'amitié de toutes les personnes de qualité ; tellement qu'on luy permettoit de venir à la Cour, & d'y paroistre, non en prisonnier, mais presque comme Ambassadeur. On luy faisoit de temps en temps des propositions, qu'il communiquoit au Senat ; qui n'estant point satisfait de ses alliés, les écoutoit, & fit mesmes un projet d'alliance avec *Ferrier*, que Jean Jaques Trivulce avoit envoyé à Venise, avec la participation du Roy. Après que le projet eust esté concerté & agréé de part & d'autre, le Senat l'envoya en France par le Secetaire du Conseil de Dix, & le chargea de *lettres de creance pour Gritti* : qui pourtant ne pourroit s'en servir, s'il ne jouïssoit d'une entiere liberté. Le Roy ayant sceu

l'intention du Senat, mit *Gritti* en liberté, dès que le Secrétaire fut arrivé. Ce fut alors qu'il prit la qualité d'Ambassadeur *en vertu de la lettre de creance*, & qu'il conclut & signa le traité, qu'il avoit négocié étant prisonnier de guerre, & non comme Ministre. Pour parler plus juste, il faut dire, qu'il n'avoit point négocié; mais qu'en escoutant les propositions qu'on luy faisoit, & en les écrivant au Senat, il avoit donné lieu à la négociation qui se fit à Venise, & qui l'acheva depuis en France.

On en doit dire autant des toutes les autres négociations qui se font sans *lettres de creance*, & sans ordre exprés du Prince qui y est intéressé. *Enguelbert Comte de Nassau*, qui estoit au service de l'Archiduc Maximilian, dont il estoit sujet, ayant esté fait prisonnier de guerre dans une rencontre auprès de Bethune, disoit continuellement aux François, que si on luy donnoit la liberté, il représenteroit si bien à Maximilian le tort qu'il avoit de faire la guerre au Roy, qu'il le disposeroit à faire donner satisfaction à sa Majesté, & il fit tant d'ouvertures pour cela, qu'on luy permit enfin de payer sa rançon, & on le renvoya. Il avoit pénétré les véritables intentions de la Cour de France; de sorte qu'estant de retour en Flandres, il en écrivit à Maximilian, qui estoit à Francfort, & en obtint ordre de retourner en France, & d'y conclurre le marché. Il s'y rendit en la compagnie du Seigneur Descordes, Marechal de France, & y négocia quelque temps avec le Duc & avec la Duchesse de Bourbon, qui y avoient la principale direction des affaires. Il n'y pût rien conclurre alors; mais sur l'assurance qu'il donna, qu'il disposeroit Maximilian à faire tout ce qui seroit raisonnable, on fit partir avec luy l'Evesque de Lombez, qui estoit aussi Abbé de St. Denis, le Seigneur de la Roche-choüart & Pierre de Sacierges, Maistre des requestes, qui firent le traité de Francfort le 20 Juillet 1489. Le Comte de Nassau n'estoit

n'estoit point Ministre pendant qu'il estoit prisonnier de guerre, & ne le fut que lors qu'il revint *avec des lettres de creance*.

Le Duc de Longueville ayant esté fait prisonnier à la bataille de Guinegaste, & emmené en Angleterre, il y fit les premieres ouvertures du mariage de Louis XII & de Marie, sœur de Henry VIII, mais *sans lettres de creance*. Si bien que jusques alors il ne pouvoit estre considéré que comme prisonnier de guerre, qui ayant la liberté d'aller & de venir sur sa parole, & qui ayant la permission d'aller tous les jours à la Cour, travailloit à la reconciliation des deux Rois, par le mouvement d'une affection particuliere. Mais après qu'il eust fait connoître en France, que les discours qu'il avoit faits en Angleterre touchant le mariage, n'y avoient pas esté desagréables, & qu'on luy eust envoyé *des lettres de creance*, avec pouvoir de le conclurre, on le devoit nécessairement considérer comme Ministre, parce que ce ne fut qu'en cette qualité qu'il signa & qu'il conclut le traité. Ainsy le Sr. de Bertonville, ayant esté fait prisonnier, lors que l'Empereur Charles V entra avec une armée en Champagne, il fut mis en liberté par Jaques de Medicis & François de Somale, Conseillers de Charles, qui luy dirent lors qu'il partit, que si en France il y avoit quelque disposition à la paix, il y en avoit beaucoup de leur costé; parce que l'Empereur estoit las de la guerre. Bertonville le dit à Annebault, & celuicy en ayant fait rapport au Roy, cette ouverture fut goustée, & Bertonville fut renvoyé en Flandres avec le Bailly de Dijon, qui firent resoudre, qu'Annebault & Nueilly d'un costé, & Gonzague avec Granvelle de l'autre, s'assembleroient; comme ils firent, & conclurent le traité. Il est vray que Gabriel de Guzman, Confesseur de la Reine Eleonor, avoit fait quelques allées & venues, & avoit préparé les esprits.

Si on veut des exemples plus modernes. *Le Mareſchal de Gramont* ayant eſté fait priſonnier à la bataille de Norlingue le 3 Aouſt 1645, fut conduit Ingolſtadt, où ſon eſchange fut réglé avec le Comte de Glehen, que les François avoient pris en la meſme bataille. Mais devant que les priſonniers euſſent eſté effectivement eſchangés, & pendant que le Mareſchal eſtoit encore à Ingolſtat, l'Electeur de Baviere l'envoya querir dans ſon caroſſe, & ſe le fit amener à Munic. Le Prince de Condé, qui ne ſçavoit pas l'intention de l'Electeur, luy envoya dire par un trompette, que ſ'il ne renvoyoit le Mareſchal à Ingolſtat, il envoyeroit le Comte de Glehen au Bois de Vincennes. Mais il fut bientôt guery de cette inquietude. Le deſſein de l'Electeur eſtoit d'entretenir le Mareſchal de ſes veritables intereſts, & de l'aſſeurer de l'affection qu'il avoit pour ceux du Roy; jettant par là les fondemens de cette bonne intelligence, qui donna quelques années après la paix à l'Allemagne, qui acquit des avantages incomparables à la France, & qui eſt encore preſentement fort incommode à la Maiſon d'Auſtriche. On ne peut pas dire, que le Mareſchal fuſt Miniſtre, ny meſmes qu'il negotiaſt, *parce qu'il n'avoit point de lettres de creance*, & ne fit qu'écouter les ouvertures de l'Electeur de Baviere, pour en faire rapport lors qu'il ſeroit de retour en France.

Le Comte de Liche eſtoit priſonnier de guerre à Liſbonne, dans le temps que le Prince Don Pedro fit enfermer Alfonſe ſon frere, pour luy oſter, avec ſa femme, la Couronne & la liberté. Don Pedro jugea d'abord, que la paix luy eſtoit neceſſaire pour ſon eſtabliſſement, & les Portugais la ſouhaittoient avec tant de paſſion, que pour l'obtenir ils avoient offert de tresgrands avantages à la Caſtille; meſme juſques à luy laiſſer quelques marques de Souveraineté. Mais la negotiation qui s'eſtoit faite pour cela, n'ayant point

point reüssy, Don Pedro la renoüa avec le *Comte de Liche*, qui après avoir ébauché le traité, sans lettres de creance, se fit envoyer un plein pouvoir de Madrid, pour y travailler conjointement avec le Comte de Sandwich, Ambassadeur d'Angleterre, qui fit pour cela le voyage de Lisbonne. Celuy de France s'y voulut opposer, mais on ne laissa pas de signer le traité le 13 Janvier 1668. Avant que le *Comte de Liche* eust reçu ses lettres de creance & son pouvoir, il n'estoit ny Ambassadeur ny Ministre Public, & après qu'il l'eust reçu il n'estoit plus prisonnier de guerre, non plus qu'*André Gritti* & le *Duc de Longueville*. Tout ce que ces Messieurs faisoient, avant qu'ils eussent des lettres de creance, n'estoit pas proprement negotier, mais seulement ouvrir la voye à la veritable negotiation, de laquelle le seul Ministre Public est capable.

Non seulement un prisonnier ne peut s'eriger en Ministre, de quelque qualité qu'il puisse estre; mais aussi un Ambassadeur, quoy qu'il ne perde pas son caractère, quand on le fait prisonnier, en violant le *Droit des Gens*, ne peut pas faire les fonctions de Ministre Public; par ce qu'on luy oste la liberté d'exécuter les intentions de son Maître. En l'an 1474 Jean II Roy d'Aragon & Ferdinand & Isabelle, Princes de Castille, envoyèrent à Louis XI, Roy de France Jean Raimond Folch, Comte de Cardone & de Prades, Bernard Hugues de Rocaberti, Castellan d'Amposta, & le Connestable Pierre Peralta, pour tascher de regler le différent, que Jean & Louis avoient pour le Comté de Roussillon. Louis, qui n'estoit pas à Paris, ne voulut pas que les Ambassadeurs l'allassent trouver, & les obligea à traiter avec son Conseil; mais ne pouvant rien conclurre, ils protestèrent au nom du Roy, leur Maître, & partirent. En arrivant au Pont S. Esprit, on les fit retourner à Lion, où on leur donna des gardes, nonobstant le passeport qu'ils avoi-

avoient du Roy. Quelques jours après, on leur fit dire, qu'ils pouvoient partir, s'ils vouloient revoquer la protestation qu'ils avoient faite à Paris. Ils la revoquerent, mais après avoir protesté de nouveau de la violence qu'on leur faisoit. Sur cela on les laissa partir; mais on les arresta encore à Narbonne, & pendant le séjour qu'ils y firent, le Roy les fit convier plusieurs fois de l'aller trouver au lieu où il estoit; leur faisant esperer, qu'il donneroit satisfaction au Roy d'Aragon: mais ils répondirent. *Qu'ils n'avoient plus de pouvoir de negotier, ny d'entendre aucune ouverture de traitté. Que le Roy leur Maistre ayant sceu la violence qu'on leur faisoit, & qu'on ne les traittoit pas en Ambassadeurs, avoit revoqué son pouvoir, & estoit resolu de rejeter toutes les propositions qu'on pourroit faire, tant qu'ils seroient prisonniers.*

Les particuliers peuvent faire & recevoir les ouvertures & les propositions d'accommodement, bien qu'ils n'ayent ny lettres de creance ny commission; pourveu que leur intention soit bonne, & que leur dessein soit de rapporter tout au service du bien public, & à l'avantage du Souverain. Tout bon citoyen, & tout homme de bien est obligé de servir sa patrie du talent que Dieu luy a donné, & pourveu qu'il ne se donne pas un pouvoir qu'il n'a point, & qu'il n'interesse point l'autorité publique, il peut entrer en des entretiens, qui n'ont pour vetie que le bien de l'Estat & du Prince, & qui ne peuvent prejudicier à l'un ny à l'autre. En l'an 1612 les Trivulces, voulant aliener quelques droits ou terres, qu'ils avoient au pais des Grisons, les Liges envoyerent le juge d'une de leurs Communautés à Milan, pour en traiter avec eux. Les partisans d'Espagne en donnerent aussy tost advis à *Alfonse Casati*, Ambassadeur du Roy Catholique auprès des Cantons & après des Liges, qui estant alors à Milan, fit si bien observer le juge, qu'en descendant du cheval dans l'hostellerie, il se vit aussy tost accosté

accosté par un prestre de sa connoissance, qui après les premieres civilités, s'offrit à luy, & voulut l'accompagner par tout, pour luy faire voir les plus beaux palais de la ville. Le Prestre, après avoir promené quelque temps son homme, le fit rencontrer chez Don Jean de Velasque, Connestable de Castille & gouverneur de Milan, justement à l'heure qu'il sortoit de la Messe, accompagné d'*Alfonse Casati*. Ils s'arrestèrent à nostre estranger, & le Gouverneur luy demanda, pourquoy Messieurs des Liges avoient refusé le passage aux troupes Allemandes qu'il renvoyoit en leur país. Il y adjousta, qu'il vouloit vivre en bonne intelligence avec eux, & après cela il le laissa entre les mains de *Casati*, qui acheva de le Catechiser. Il luy dît, qu'il falloit, que les Grisons fissent leur profit de la bonne volonté, que le Gouverneur venoit de luy témoigner. Que sa patrie pourroit tirer un tresgrand avantage de ce bon commencement; parce que s'il vouloit bien se charger de l'intention & des ordres du Gouverneur, les Grisons pourroient faire un bon traitté avec luy, & en obtenir la démolition du fort de Fuentes, & qu'il n'y avoit que la France, & les Ministres Protestants qui pussent l'empescher. Le Juge répondit, *qu'il n'avoit pas la qualité de personne publique*, & qu'il n'estoit à Milan que pour des affaires particulieres. *Casati* repartit, qu'il le sçavoit bien; mais que cela n'empeschoit point, qu'il ne communiquast à quelques uns de son país ce qu'il venoit de luy confier. Qu'il rendroit un service tresignalé à sa patrie, & qu'il pourroit luy rapporter le sentiment de ses superieurs, lors qu'il reviendrait à Milan, où il sçavoit qu'il devoit faire un second voyage dans quelque temps. Dès que le Juge fut de retour à Coire, il ne manqua pas de faire rapport à l'Ambassadeur de France, & à quelques Seigneurs Grisons du mesme party, de la conversation qu'il avoit eüe avec *Casati*. L'Ambassadeur fut bien aise de voir,

que les Espagnols avoient rencontré un homme si bien intentionné, & fut d'avis, *que le juge continuast sa negociation secreta, lors qu'il seroit arrivé à Milan*. Sur ce fondement toutefois, qu'il osteroit à *Casati* l'esperance qu'il avoit, de pouvoir détruire ou alterer l'alliance, que les Grisons avoient avec le Roy, son maistre. Le Juge ne fut pas sitost arrivé à Milan au second voyage, qu'il vit *Casati* dans l'hostellerie : mais ce ne fut que pour luy faire un petit compliment; remettant à l'entretenir d'affaires au lendemain : comme il fit, se rendant à l'hostellerie à l'heure qu'il luy avoit donnée. Il luy fit d'abord voir un escrit, contenant les conditions, sous lesquelles le Gouverneur promettoit de faire démolir le Fort de Fuentes. Le Juge voyant, qu'une des premieres estoit, que les passages des Grisons seroient ouverts aux Espagnols, & fermés à tous les autres, rendit l'escrit à *Casati*, & luy dit, qu'il n'avoit garde de se charger de propositions, qui avoient esté si souvent rejettées par ses Supérieurs. *Casati* au lieu de se rebuter, repartit, qu'il falloit songer à d'autres moyens, & qu'on pourroit s'accommoder, si on sçavoit ce que les Liges desiroient du Gouverneur. Le Juge répondit qu'il ne le sçavoit pas. *Qu'il n'estoit point Ministre*, mais qu'il croyoit pouvoir dire neantmoins, qu'elles ne demandoient que l'exécution du traité fait en l'an 1531. Cette réponse rompit la negociation. *Charles Paschal*, qui rapporte toutes ces particularités dans son Ambassade, y adjouste : que le Juge en dit tant, au retour de son voyage, que luy & ces deux Messieurs, à qui il fit part de tout ce qui s'estoit fait à Milan, reconnurent bien que ce n'estoit qu'un artifice de *Casati*, qui taschoit de faire alterer le traité, que les Grisons avoient avec la France. Et de fait, les ordres, qu'il devoit faire venir d'Espagne pour la démolition du fort de Fuentes, n'arriverent point, & les affaires demeurerent en cet Estat, jusques à

ce qu'en l'an 1627 les Grisons chassèrent les François, pour se jeter entre les bras des Espagnols. Le Juge pouvoit, comme particulier, écouter les propositions qu'on luy faisoit pour l'avantage de son pais, & pouvoit, sans crime, dire ses sentiments, sans engager l'Estat, & particulièrement dans une Republique, où tous les habitants ont plus de part aux affaires, que dans une Monarchie.

Les Rois mesmes ne trouvent pas mauvais, que leurs sujets & leurs officiers fassent & reçoivent des propositions innocentes, qui ne luy font point de prejudice, & qui au contraire peuvent faire réussir leur intention. Les Preliminaires du traité, qui fut conclu le 9 Octobre 1495 entre le Roy Charles VIII d'un costé, & les Princes Confederés d'Italie de l'autre, furent réglés par des gens, *qui n'avoient ny lettres de creance ny pouvoir*. Charles s'arresta en Piedmont après la bataille de Fornove, & voyant qu'il n'y avoit point d'apparence de pouvoir secourir le Duc d'Orleans, qui estoit assiégé dans Novarre, témoigna qu'il n'avoit point de repugnance à traiter avec les Confederés, qui de leur costé souhaittoient avec passion de voir l'Italie delivrée des François; mais personne n'en vouloit faire la premiere ouverture. Il arriva que Charles ayant envoyé *Philippes de Commines* à Casal, à l'occasion de la mort de la Marquise de Montferrat, au mesme temps que *le Comte Albertin Bosschetto* y fut de la part du Marquis Gonzague, qui commandoit l'armée des Confederés, ces deux Deputés entrèrent ensemble en discours au sujet de la paix, & de l'avantage que toute la Chrestienté en tireroit. Ils le pousserent si loin, que le Comte ayant reconnu, qu'on y trouveroit les François disposés, en escrivit aux Provediteurs des troupes Venitiennes, qui y presterent l'oreille, & ayant communiqué l'affaire au Chef de l'armée du Duc de Milan, ils demurerent d'accord, que le Roy seroit prié

d'envoyer ses Deputés dans un lieu, que l'on avoit choisy entre Bolgari & Camariano, comme le plus commode aux uns & aux autres. Cela fut fait dès le lendemain. Gonzague & le Provediteur Contarini y furent de la part de la Republique. Le Duc de Milan y envoya Bernardin Visconti, & le Roy de France y deputa le Cardinal de S^t. Malo, le Prince d'Orange, le Marechal de Giez, Piennes & Commynes. Ce dernier devint Ministre dans cette Commission, mais il *n'avoit point de lettres de creance*, lors qu'il regla les Preliminaires avec *Bosschetto*, qui n'en avoit point non plus.

Supposé donques que *les lettres de creance* donnent le caractère au Ministre, & qu'elles le font connoistre au Prince, à qui les lettres s'adressent, afin qu'il le fasse jouir de sa protection & de celle du *Droit des Gens*, il s'ensuit que les Princes qui n'ont point de connoissance du caractère, ne sont pas obligés de respecter le Ministre. Aussi ne péchent ils point contre le *Droit des Gens*, s'ils le traittent d'égal avec les autres particuliers. En l'an 1572 la Reine Elisabeth, qui estoit fort jalouse de toutes les negotiations, qui se faisoient en Escosse, avoit fait un accord avec le Roy de France, que l'un n'y feroit point negotier sans l'autre; mais qu'on y laisseroit les affaires en l'estat où elles estoient. Neantmoins comme elle avoit sujet de se défier de la sincerité de la Reine Catherine de Medicis, elle faisoit si bien observer tous les passages, qu'à la reserve des marchands, reconnus pour tels, & de ceux qui avoient passeport, on arrestoit ceux qui prenoient le chemin de ce Roiaume là. *Du Croc*, qui alloit en Escosse, en qualité d'Ambassadeur de France, courut la mesme fortune : fut arresté & amené à Londres. On en fit grand bruit en France, où on en parloit comme d'une violence, qui avoit esté faite au *Droit des Gens*. Mais Walsingham dit à la Reine Mere, que *Du Croc* n'ayant esté
resté

resté qu'en vertu d'un ordre general, & des défenses que le Reine avoit faites, de ne laisser passer personne sans passeport, il devoit s'en prendre à luy mesme de la disgrâce qui luy estoit arrivée ; parce qu'il pouvoit la prevenir, en prenant un passeport, & que *le Droit des Gens* n'y avoit point esté lésé du tout. La Reine Catherine, qui sçavoit, qu'elle n'avoit point satisfait à l'accord, & qu'Élisabeth avoit sujet de prendre de l'ombrage de la negotiation de *Du Croc*, fut obligée de se payer de raison. Un Ambassadeur, qui ne se fait point connoître dans le país où il passe, ne se doit point plaindre des mauvaises rencontres qui s'opposent à son passage. C'est en ce cas là qu'on peut faire application de ce que l'Empereur Charles V disoit, à propos de *Merveille*, qu'on n'est pas obligé de respecter un Ministre, s'il ne se fait connoître publiquement.

Henry II Roy de France fit porter l'Ordre de S^t. Michel à Edüard VI Roy d'Angleterre, par le Mareschal de S^t. André. Marie, Reine doüariere d'Hongrie, Gouvernante des Païs-bas, tascha de faire prendre le Mareschal en reynant, à son passage de Douvres à Calais. Henry, en rompant quelque temps après avec le Roy d'Espagne, dit bien dans son Manifeste, que Marie avoit fait une action contraire à la paix ; mais il ne luy reproche point d'avoir violé *le Droit des Gens*, en voulant faire prendre son Ambassadeur : parce que le Mareschal ne l'estoit point à l'égard de Marie, ny du Roy d'Espagne. Selim II Empereur, étant sur le point de rompre avec la Republique de Venise, & luy ayant fait demander l'Isle de Chypre, envoya en France un *Chiaux*, nomme *Mamut Bey*, pour voir ce que l'on y disoit de son entreprise. Il l'adressa à Ferrier, Ambassadeur de France à Venise, qui ne voulant pas le faire partir, qu'il ne sceüst l'intention de sa Cour, y envoya un exprés ; mais devant que le courrier fust revenu, le Senat fit arrester le

Chiaux, & l'envoya prisonnier au chasteau de Verone, où il demeura jusques à la paix. L'Ambassadeur le reclama, & le Roy mesme fit des instances pour sa liberté; jusques à ce qu'ayant sceu, que le Turc n'avoit point d'autre commission, sinon de tascher de penetrer les sentiments, qu'on pouvoit avoir en France touchant la guerre de Chypre, il acquiesça aux raisons de la Republique, qui luy representa, *qu'un Souverain ne reconnoit point de Ministre Public, qui n'a point de letters de creance pour luy.*

Saint Amant, qui s'est fait connoistre par ses poësies, se voulant faire connoistre aussy par ses negociations, se chargea en l'an 1650 d'une commission, qui luy pust donner entrée auprès de la Reine Christine de Suede. Celle de Pologne estoit accouchée d'une Princesse, & il s'offrit d'en aller porter les nouvelles à Stocolm; mais il *oublia de prendre des lettres de creance.* C'est pourquoy Chanut, à qui il s'adressa, luy dit, qu'il ne pouvoit pas prendre la qualité de Ministre, & qu'on ne le traitteroît pas d'Envoyé, sur sa parole. S^t. Amant, en se chargeant de ce voyage sans lettres de creance, en usa en poëte plustost qu'en Ministre Public, & fit voir qu'il y a grande difference de la profession de l'un à la fonction de l'autre. Ces exemples font connoistre, que l'Ambassadeur, qui negotioit pour la Cour de Suede en celle de Pologne, parle fort improprement, quand il dit, que l'Electeur de Brandebourg, qui l'avoit menacé de coups de baston, a violé *le Droit des Gens.* L'Ambassadeur ne peut se faire respecter, sinon auprès du Prince, pour lequel il a des lettres de creance: tous les autres Souverains ne le peuvent considerer ny traiter, que comme une personne particuliere. S'ils font quelque chose au delà, ce n'est que par un excès de civilité, qui n'est pas d'obligation.

Les *lettres de creance* s'expedient d'ordinaire dans la Chancellerie, c'est à dire qu'elles sont scellées du petit sceau,

ou

ou du cachet, & contresignées d'un Secrétaire d'État, ou de quelque autre Ministre, qui en fait la fonction. Toutefois cela n'est pas absolument nécessaire : tant parce qu'en Allemagne & ailleurs, où les Princes signent les dépêches eux mêmes, ils les font contresigner fort rarement : que parce qu'il dépend du Prince, à qui le Ministre est envoyé, de se contenter de la forme qu'on leur donne, & il peut avoir la même considération pour une lettre du cabinet, que pour une expédition de la Chancellerie.

Les Princes, en employant une personne confidente dans une Ambassade, adjoustant quelquefois à la lettre de créance, une lettre de recommandation particulière, comme une marque de leur confiance. Les Reines, bien qu'elles ne soyent ny Regentes ny Tutrices, chargent aussy quelquefois l'Ambassadeur de leurs lettres particulières ; soit pour témoigner l'estime qu'elles ont pour sa personne, ou l'amitié qu'elles ont pour le Prince, à qui on l'envoie ; mais ce ne sont pas proprement *des lettres de créance*. Celles que les Princes, ou les États Souverains écrivent à des Reines, aux Ministres de la Cour, où l'Ambassadeur va négotier, ne le sont pas non plus ; mais ce ne sont que de simples lettres de civilité, dont souvent on se passeroit bien. La Cour d'Espagne en est fort jalouse, & veut que cet honneur soit réservé au Roy seul, comme n'estant deu qu'au Souverain, à l'exclusion de tous les autres : ce qui est très-vray. On n'y a pas tousjours est si difficile. *Vincent Trou* & *Guillaume Lippomano*, qui allerent en l'an 1581 complimenter Philippe II sur la succession, ou sur la conquête de Portugal, emporterent des lettres de créance pour les Cardinaux d'Autriche, de Toledé & de Granvelle, pour de Duc d'Albe &c. Les Ambassadeurs, que les Princes envoient aux Suisses, ont une lettre de créance pour tous les Cantons en general : une pour les Cantons Catholiques :
une

une pour les Cantons Protestants, & une pour chaque Canton en particulier.

Le Ministre communique ses lettres de creance par le moyen du Maître des Ceremonies, ou de l'Introducteur des Ambassadeurs, au Secrétaire d'Estat, ou à celuy des officiers de la Maison du Prince, qui doit donner ordre à sa reception. Ce qui ne se peut faire que l'on ne sçache sa qualité. En l'an 1638 le *Sieur Forbus*, estant arrivé de la part du Roy de Pologne, & se faisant traiter d'Ambassadeur, le Comte de Brulon, l'un des Introducteurs, fut chez luy, & demanda à voir ses lettres ou son passeport. Il se trouva, qu'on luy donnoit dans ses lettres la qualité de *Nuncius*. Il dit que dans son pais on ne faisoit point de distinction entre la qualité de *Nuncius* & celle de *Legatus* : mais le Conseil de France l'entendoit autrement, & la Cour le traitta en *Gentilhomme Envoyé*, tant aux audiences qu'au present, qui ne fut que d'une chaine d'orde quatre à cinq cens escus. En la mesme année un autre gentilhomme Polonois, nommé Dembisky, prenant la qualité d'Envoyé Extraordinaire, afin d'avancer son affaire, qui estoit de negotier la liberté du Prince Casimir, alors prisonnier à Salon en Provence, demanda à voir le Roy sans ceremonies, & lors qu'il voulut prendre son audience de congé, il pretendit estre traité en Gentilhomme Envoyé : mais dautant que ses lettres ne luy donnoient point de qualité, on ne luy fit point de civilité du tout, & mesmes on le renvoya sans present. On pourroit demander, si le Pape n'auroit pas pû traiter de la mesme façon d'*Alincourt*, à qui lettres de creance ne donnoient point de caractere, non plus qu'à *Doffat*, lors qu'il fit en 1598 de la part du Roy à Venise & à Florence.

L'Ambassadeur ou Ministre Public presente ses lettres à sa premiere audience. Il y en a qui le font devant que de commencer à parler : les autres le font après les premieres
civi-

civilités, devant que de parler d'affaires, & il y en a encore qui ne le font qu'après qu'ils ont achevé de parler. Il n'y a rien de réglé pour cela.

SECTION XVI.

Du Pouvoir.

LE *Pouvoir*, à l'égard de l'Ambassadeur, n'est autre chose que ce qu'une procuration est à l'égard d'un particulier. Le mot est nouveau en cette signification, aussi bien que celui de *Plenipotentiaire*, & il n'y a que quatre vingts ans, que les Ministres ne dédaignoient point de prendre la qualité de *Procureur*, mesme dans les traittés qu'ils faisoient de la part des Testes Couronnées. *Dossat* estoit Evêque, & faisoit les affaires de France à Rome, lors qu'en l'an 1598 il fit un traitté avec le Granduc de Toscane, pour la restitution des Isles d'If & de Pomegues, & neantmoins il n'y prend point d'autre qualité que celle de *Procureur*. Le *Pouvoir* est une piece essentielle de l'Ambassade, lors qu'il faut faire ou conclurre un traitté, ou bien negotier une affaire particuliere & importante, de l'exécution de la quelle on a interest de s'asseurer de part & d'autre. Après la conclusion & l'exécution de la paix de Munster & d'Osnabrug, la France avoit souvent fait faire ouverture, à la Reine & aux Ministres de Suede, d'une nouvelle alliance. Chanut n'en parloit jamais à Stocolm qu'il n'y trouvast une forte inclination, & qu'il n'en remportast des assurances formelles. Mais comme les guerres civiles de France, dont on craignoit le succès & les suites en Suede, y morfondoit extrêmement la premiere chaleur, & que Chanut receut ordre de se rendre à l'assemblée de Lubec, il

fit consentir la Reine à ce que cette alliance fust négociée en ce lieu là, & réglée entre luy & Salvius. Chanut avoit bien ordre de traiter, mais il n'avoit pas un *pouvoir en bonne forme* : c'est pourquoy lors qu'on commença à parler d'affaires, Salvius demanda communication de son *pouvoir*. Chanut dit, qu'il avoit des ordres exprés, signés du Comte de Brienne Secrétaire d'Estat, & les fit voir. Salvius repartit, *que ces ordres estoient fort bons; mais qu'ils ne pouvoient servir qu'à celui qui en estoit le porteur, & qu'il falloit qu'il eust un pouvoir formel, sans la communication duquel il ne pouvoit pas entrer en négociation avec luy pour une traité d'alliance*. La Reine de Suede en dit autant à l'Agent de France, & que dans ces rencontres il falloit avoir en main & communiquer un *pouvoir en bonne forme*. Qu'il y avoit grande difference entre un Ministre qui n'a point de pouvoir du tout, & celui qui en a un quoy qu'il soit defectueux; parce que sur l'un on peut continuer la négociation, & sans l'autre on ne la peut pas seulement commencer.

Ce que je viens de dire a aussi lieu à l'égard du Legat; parce que bien que ses bulles & ses facultés luy donnent un grand pouvoir, si est ce que ce ne sont que des lettres de creance en effet, & ne donnent point de *pouvoir* au Legat hors la fonction de sa Legation. On traittoit avec le *Cardinal Barberin*, tant qu'il ne parloit que d'une suspension d'armes, & de la reparation que le Pape demandoit, à cause de l'affront qu'on luy avoit fait, en se saisissant de quelques places, qui luy avoient esté données en depost dans la Valteline. Mais dès qu'il commença à parler des feuretés, qu'on pourroit prendre pour la Religion Catholique Romaine, que l'on vouloit conserver dans le mesme pais, c'est à dire d'un point essentiel, & qui faisoit un des principaux articles du traité de Madrid, que le Pape pretendoit faire changer, on luy fit demander, *s'il avoit un*
pou-

pouvoir formel pour cette affaire. Il dit qu'il n'en avoit point ; mais qu'il se feroit advoüer. Le Pape en dit autant à l'Ambassadeur de France, & sur cette assurance on fit d'autant moins de difficulté d'entrer en conference avec luy sur ce sujet, que l'intention des Ministres de France estoit de ne point conclurre. Le Roy, en faisant demander au Legat, s'il avoit un *pouvoir formel* pour l'affaire qu'il negotioit, confirmoit ce qui a esté universellement receu, qu'un pouvoir general, quelque estendue qu'on luy donne, & quelque clause que l'on y ajoûte, ne suffit pas pour faire un traitté particulier. Jeannin & Russy avoient un *pouvoir* fort ample pour negotier à la Haye : mais lors qu'on commença à parler d'une alliance entre la France & les Provinces Unies, le Roy leur envoya un *pouvoir special* pour cet effet du 24 Novembre 1607 ; bien que six semaines auparavant il leur eust envoyé le *pouvoir*, dont il sera parlé cy après.

Pour les affaires ordinaires, l'Ambassadeur n'a pas besoin d'un pouvoir special. L'Ambassadeur de Portugal, en disputant le rang à celuy d'Hongrie au Concile de Trente, disoit que celuy cy n'avoit pas un *pouvoir* authentique ; mais les Peres du Concile declarerent, que la lettre de creance suffisoit. Et de fait, il y a mille occasions & mille affaires, où non-seulement le *pouvoir* n'est pas necessaire, mais où il seroit aussy entierement inutile, & au contraire il y en a fort peu, où il faille employer des Plenipotentiaires. La plus part des Ambassades ne servent que de marques d'une amitié apparente, que les Princes ont les uns pour les autres, on ne font que des effets de leur civilité, de leur curiosité, ou de leur jalousie. Il y en a qui ne servent qu'à faire observer le Prince à qui on envoie un Ministre, ou bien à éloigner le Ministre mesme. L'employ qu'on donne hors la Cour à un Ministre qui en a eu la confidence, est une marque infallible de sa disgrâce, & l'Ambassade qu'on luy donne

est un bannissement honorable. La digression, que je feray en cottant quelques exemples, ne sera pas fort longue. Le *Comte de Lude*, jaloux du credit, que *Philippe de Commines* avoit auprès de Louïs XI, le fit charger d'une commission, qui luy donnoit de l'occupation sur les frontieres de Poitou & de Bretagne : & son Ambassade de Venise & de Florence ne fut qu'une fuite des mauvais offices, que le Seigneur de Chaumont luy rendit auprès du Roy, pour avoir parlé en faveur des habitants de Dijon. Au commencement du regne de François II, le Duc & le Cardinal de Guise, voulant éloigner les Princes du Sang de la Cour, firent envoyer les *Princes de Condé & de la Rochesuryon* au Roy d'Espagne, & donnerent au *Roy de Navarre & au Cardinal de Bourbon* la conduite de la Reine, femme de Philippe II. *Roger de Sanlary, Seigneur de Bellegarde* & Mareschal de France, avoit fort possédé les bonnes graces du Roy Henry III, pendant qu'il estoit Duc d'Anjou & Roy de Pologne; mais comme les derniers favoris n'avoient point de peine à faire chasser les premiers, par ce Prince foible & inconstant, le Roy, pour se défaire de *Bellegarde*, le nomma à l'Ambassade de Pologne, en luy donnant pour collegue Guy du Faur de Pibrac, & ordre d'excuser sa retraite honteuse, & pour tascher de luy conserver une Couronne, qu'il avoit méprisée & abandonnée. Pibrac y alla : mais *Bellegarde*, sous pretexte d'aller chez luy, donner ordre à ses affaires domestiques, se retira auprès d'Emanuel Philibert Duc de Savoye, & se moqua du Roy. La Republique de Venise estant persuadée, que l'Empereur Charles V seroit capable de donner le Duché de Milan à un Seigneur particulier, après la mort de François Sforze, resolut de faire alliance avec luy, & de renoncer à celle de François I, qui luy avoit esté honorable & utile. La France avoit ses partisans dans le Senat, qui s'estoient fortement opposés à cette resolution :

de

de sorte que les Senateurs qui l'avoient fait prendre, & qui s'estoient fait nommer, pour en porter les nouvelles à Charles, sous pretexte de l'aller complimenter à l'occasion de la victoire, qu'il avoit remportée sur les Turcs à Tunis, craignant qu'en leur absence on ne donnast un autre tour aux affaires, firent donner l'Ambassade extraordinaire de Rome à ceux qui avoient le plus de credit d'entre les opposants.

Je ne pense pas que ces sortes d'Ambassadeurs ayent besoin de *pouvoir*. J'y adjouste, que les *pouvoirs* ne sont pas si nécessaires aux Ministres qui en sont les porteurs, qu'ils le sont aux Commissaires ou aux Ambassadeurs, qui traittent avec eux, & à qui il importe d'estre asseurés, que ce qu'ils negotieront & traiteront avec les Plenipotentiaires, sera agréé & ratifié: encore que les *pouvoirs*, quelque amples & absolus qu'ils soyent, ayent tousjours quelque relation aux ordres secrets, qu'on leur donne, qui peuvent estre changés & alterés, & qui le sont souvent, selon les conjonctures & les revolutions des affaires. Les Ambassadeurs Plenipotentiaires, qui estoient de la part de la France à Munster, ne craignoient point de dire, à toutes les rencontres, qu'ils avoient escrit, ou qu'ils escriroient à la Cour, & qu'ils en attendroient de nouveaux ordres. Et bien que ceux de Suede se vantassent d'avoir un pouvoir absolu, de faire la paix aux conditions, qu'ils jugeroient eux mesmes estre raisonnables, il est bien certain pourtant, que pas un ordinaire n'arrivoit, qui ne leur apportast de nouveaux ordres, & que dans les affaires qui estoient tant soit peu importantes, ils ne resoluoient rien, qu'ils n'eussent consulté la volonté de la Reine, & l'avis du Senat de Stocolm. Chanut, Ambassadeur de France, y faisoit quelquefois changer les sentiments, & Oxenstirn ne faisoit point de démarche, que sous la conduite du Chancelier son pere.

Cependant le *pouvoir* ne doit point estre limité du tout, ny se rapporter à l'Instruction; parce qu'estant conditionné, il ne seroit plus ce qu'on appelle *Pleinpouvoir*. Le Cardinal Spada avoit ordre du Pape Urbain VIII de traiter avec Lionne de l'accommodement du différent, que les Barberins avoient avec le Duc de Parme touchant le Duché de Castro. On avoit fait couler dans le *pouvoir* du Cardinal la clause, *servatâ instructionis formâ*; mais Lionne la fit oster, parce qu'elle détruisoit ou affoiblissoit le *pouvoir*. Il est vray, que le Prince se peut réserver dans le *pouvoir* la faculté de ratifier; mais en ce cas là le *pouvoir* n'est pas plein: si ce n'est qu'il n'y soit parlé de la ratification que comme d'une chose ordinaire, qui donne la dernière forme au traité. Dans les simples *pouvoirs* on met d'ordinaire la clause, que *sur l'avis, que l'Ambassadeur donnera de l'estat de la negotiation, ou du traité, le Prince deliberera de ce qu'il luy ordonnera, pour le conclurre*, & alors le *pouvoir* de l'Ambassadeur est limité, en sorte qu'il ne peut signer le traité, s'il n'a un ordre plus exprés que celui qui est porté par son premier *pouvoir*. Le 1 jour de May 1572 la Reine Elisabeth donna un *pouvoir* à François Walsingham, pour entrer en negotiation avec les Ministres de France pour un traité de commerce; mais elle se reserva la faculté de luy faire sçavoir sa dernière intention, après que la negotiation seroit plus avancée.

Il est bien certain, que le *pouvoir* est bien pour le moins aussi nécessaire à celui qui traite avec le Ministre qu'au Ministre mesme; ce qui paroît dans l'exemple suivant. L'invasion, dont Philippe le Hardy, Roy de France, menaçoit le Roiaume d'Aragon en l'an 1285, obligea le Roy Pierre le Grand d'envoyer à Sanche le Brave, Roy de Castille, un gentilhomme, nommé *Pierre de Bolea*, pour tâcher de le faire entrer dans ses intérêts. Ce gentilhomme,

qui

qui n'avoit pour tout pouvoir qu'une simple lettre de creance, se trouva bien empesché, voyant le Roy de Castille fort peu disposé à agir pour les interets du Roy d'Aragon. Tellement que craignant qu'il ne se declarast mesmes pour la France, il luy dit, que s'il vouloit seulement promettre de demeurer neutre, le Roy d'Aragon luy donneroit la ville de Calatayud, après que la guerre seroit finie. Sanche demeura neutre, & voyant que Pierre avoit fait une paix assés avantageuse avec la France, il luy demanda la ville que *Bolea* luy avoit promise. Le Roy d'Aragon dit, que le gentilhomme qu'il luy avoit envoyé, n'avoit eu ny ordre ny pouvoir de rien promettre : mais que pour ne point manquer à ce qu'il devoit à un Roy, dont l'amitié luy estoit chere, il luy renvoyoit le gentilhomme, afin qu'il en disposast à sa volonté. *Bolea* confessa au Roy de Castille, qu'il n'avoit point eu d'ordre de luy rien offrir ; mais que c'estoit un excés d'affection, qu'il avoit pour le Roy, son Maître, qui l'avoit obligé à faire ces avances, pour le mettre à couvert des dangers, que la jonction des forces de France & de Castille rendoit inevitables. Le Roy de Castille loua son zele & son procedé, luy fit chere, & le renvoya à son Maître. Il devoit s'accuser luy mesme, de s'estre trop legerement fié au dire d'un Ministre, qui dans les regles de son mestier, ne craignoit point de mesler un peu d'artifice avec sa probité. Pourveu que les Ambassadeurs reüssissent, ils ne font pas de fort grands scrupules sur les moyens. Le Roy de Castille se devoit faire faire cette promesse par escrit, & devant que de l'accepter, se faire donner une copie authentique du *pouvoir*, en vertu duquel elle se faisoit. Le Roy d'Aragon, de son costé, qui vouloit, que celuy de Castille donnast croyance à ce que le gentilhomme luy diroit de sa part, n'estoit pas obligé advoüer tout ce que son Envoyé avoit fait sans ordre, & il faisoit au delà de ce qu'il

qu'il estoit obligé de faire, en mettant entre les mains du Roy de Castille celuy dont il se pouvoit plaindre d'avoir esté trompé; mais qui au reste avoit rendu un important service à son Maître.

Ce qui a esté marqué au commencement de cette Section du *Cardinal Barberin*, fait voir, qu'on peut quelquefois traiter avec un Ministre, bien qu'il n'ait point de *pouvoir*; pourveu qu'il soit de la qualité à se faire advoüer, & qu'il ait assés d'autorité pour cela. Après le decés de Henry III Roy de France, on ne pouvoit pas contester la succession de la Couronne au Roy de Navarre; parce que, comme dit la Coustume de Paris, *la mort saisit le vif*, & par ce moyen tous les François estoient devenus ses sujets. Neantmoins d'autant qu'il y avoit une faction formée dans l'Estat, & que le Roy vouloit bien souffrir, qu'on entrast en conference avec les Deputés du Duc du Maine & de la Ligue, on estoit obligé de les considerer comme des Ministres Publics, & de les faire joüir de la protection du *Droit des Gens*. En l'an 1593 ils s'assemblerent de part & d'autre au village de Suréne, & devant que de parler d'affaires, on demanda communication des *Pouvoirs*. Les Deputés du Roy en produisirent un qui estoit tresample; mais la commission des Ligueurs ne leur donnoit autre *pouvoir*, *sinon d'entendre les propositions, & d'en faire rapport*: de sorte qu'on fit difficulté d'entrer en conference avec eux. Mais l'Archevesque de Bourges, Chef de la Deputation du Roy, dit à ses Collegues, que ceux de la Ligue estoient des personages d'une qualité si relevée, & avoient tant de credit dans le party, que ne pouvant douter, qu'ils ne se fissent bien advoüer par leurs Committents de ce qu'ils feroient regler dans les conferences, il jugeoit, qu'on les pouvoit continuer seurement avec eux: & sur cette consideration on continua les conferences. Entre les Deputés,

que

que les Eſtats des Provinces Unies envoyèrent en Angleterre en l'an 1585, *Jacob de Griſe*, Bailly ou Eſcoutette de Bruges, & *Noël Caron*, Bourguemaître de la meſme ville, n'avoient point de *pouvoir*; mais la Reine ne laiſſa pas de les admettre avec les autres; parce qu'elle ſçavoit, qu'ils feroient bien advoüés, & que leurs Committents ratifieroient ce qui feroit conclu avec eux.

Car encore qu'il n'y ait point de ſeureté du tout à conclurre avec un Miniſtre, qui n'a point de *pouvoir*, & meſmes qu'il n'y en ait point à entrer en negotiation avec ce luy dont le *pouvoir* n'a pas toutes ſes formes, il ſuffit pourtant, que celui qui nonobſtant cela, veut bien négotier avec un Miniſtre, qui n'a point de *pouvoir*, ou qui en a un imparfait, s'en vueille bien contenter. En l'an 1645 le *Vicomte de Bregy*, Envoyé de France, après avoir réglé entre le Roy de Pologne & luy les conditions du mariage avec la Princeſſe de Mantouë, prit audience dans le Senat, où le contract devoit eſtre approuvé, mais il ne pût pas bien ſatisfaire quelques Senateurs, qui diſoient, que tous les biens de la Princeſſe eſtoient litigieux, & que le Roy n'y trouvoit pas ſes ſeuretés. Bregy repartit, qu'eſtant reconnu en cette Cour là pour Miniſtre Public, il eſtoit preſt de donner toutes les aſſurances, qu'on pouvoit deſirer d'un homme de ſon caractère. On luy répondit, qu'on ne luy conteſtoit point ſa qualité; mais *qu'il falloit voir, ſ'il avoit un pouvoir ſuffiſant*, pour entrer caution d'une affaire ſi importante. Bregy dit, que ſon pouvoir eſtoit compris dans ſon inſtruction, laquelle il tira de ſa poche. Son inſtruction eſtoit bien authentique, contresignée d'un Secrétaire d'Eſtat, & les Senateurs s'en feroient ſatisfaits, ſ'il leur euſt fait voir l'article, qui parloit de la dot de la Reine.

Bregy dit, qu'il ſuffiſoit, que le Roy l'eût veu, & qu'il

s'en fust contenté. Sur cela les Senateurs se leverent, pour aller rendre compte au Roy de ce qui s'estoit passé dans la conference. Mais le Roy leur dit, qu'il y avoit de l'incivilité en l'instance, que les Senateurs avoient faite touchant *le pouvoir*. Que c'estoit une affaire qui le regardoit, qu'il l'avoit veu, & qu'il y trouvoit son compte & sa seureté. Les Senateurs avoient raison de demander à voir *le pouvoir*, parce que c'estoit à eux à regler le doüaire de la Reine, & ils ne se devoient point contenter de l'instruction, ny de l'extract, que Bregy eust pû leur donner.

Les Plenipotentiaires d'Espagne, qui estoient à Munster en l'an 1644, au lieu de communiquer un *pouvoir* qui fust general pour eux tous, avoient chacun un pouvoir particulier, qui leur donnoit la faculté de negotier & de conclurre, *conjointement avec leurs Collegues*, dont le nombre ny les noms n'y estoient point exprimés. Tellement que pour retarder & embarrasser la negotiation, ils n'avoient qu'à s'excuser sur leur pouvoir, qui les empeschoit d'agir sans les autres Plenipotentiaires, leurs Collegues. Les Mediateurs y firent la mesme reflexion, & obligerent les Espagnols à faire reformer leur *pouvoir*. Mais afin qu'on ne fust pas obligé à entrer en de nouvelles contestations sur la forme, on demeura d'accord d'un projet, que les Plenipotentiaires de l'Empereur & de France signerent, & mirent entre les mains des Mediateurs. Ils convinrent aussy entre eux que sur la declaration, qui se fit de part & d'autre, que les *pouvoirs* seroient expediés en cette façon, on ne laisseroit pas de continuer la negotiation. Ce *pouvoir* pourra servir de modelle à tous ceux qu'on voudra donner à l'avenir aux Ambassadeurs. Il se trouve parmy les actes de la negotiation de Munster, sous la date du 20 Septembre 1643, qui est celle du premier *pouvoir*, lequel ne fut reformé qu'en l'an 1645.

Les Princes, qui veulent sortir d'affaires ne laissent pas de faire continuer la negotiation, encore qu'il se trouve quelque défaut au *pouvoir*. Les Ambassadeurs, qui furent de la part de l'Archiduc à Vervins, estoient porteurs d'un pouvoir, où les Espagnols marquoient, que le Roy Henry IV les avoit recherchés de paix. Les Ministres de France s'en plaignirent : mais comme cette grande ame estoit au dessus de ces petits artifices, il voulut que ses Ambassadeurs continuaissent de traiter, & que les *pouvoirs* ne fussent eschangés ou communiqués, que lors qu'on seroit prest de signer le traité.

Neantmoins le plus seur est de communiquer les *pouvoirs* devant que d'entrer en matiere. François I. Roy de France, ne voulut pas permettre, que la Regente, sa Mere, allast à Cambray, qu'il n'eust envoyé à Bruxelles, sçavoir si Marguerite d'Autriche, avec qui elle devoit traiter, avoit un *pouvoir* suffisant pour cela. En l'an 1640 le *Cardinal Infant* fit escrire au Nonce Scotti, & à Ange Cornaro, Ambassadeur de Venise à la Cour de France, que si le Roy vouloit envoyer quelqu'un à Peronne, avec pouvoir, il enverroient son Plenipotentiaire à Cambray, afin qu'ils convinssent entre eux du lieu, où on pourroit negotier & conclurre une trêve. Le Roy répondit, qu'il ne refuseroit pas de deputer quelqu'un ; mais qu'il enverroient auparavant à Bruxelles, pour voir *si le Cardinal Infant avoit pouvoir* de l'Empereur & du Roy d'Espagne de traiter d'une trêve de dix ou douze ans. En l'an 1642 le Roy de la Grande Bretagne & l'Electeur Palatin envoyerent leurs Ministres à Ratisbone, parce qu'on y devoit parler de l'accommodement de l'Electeur. Ces Ambassadeurs demandoient la restitution du Haut & du Bas Palatinat, avec celle de la dignité Electorale ; bien qu'il n'y eust point d'apparence du tout de l'obtenir : tant à cause de l'opposition de

l'Electeur de Baviere, que parce que c'estoit contre l'interest particulier de l'Empereur, qui s'en estoit assés expliqué. Neantmoins l'Empereur, pour faire croire qu'il vouloit complaire au Roy d'Angleterre, fit demander à l'Ambassadeur ce que le Roy, son maistre, feroit pour l'Empire, si on reestablissoit l'Electeur. L'Ambassadeur répondit, qu'en ce cas le Roy de la Grande Bretagne feroit une alliance offensive & defensive avec l'Empereur & avec l'Empire. On luy demanda, *s'il avoit pouvoir pour cela*, & on le pressa de le monstrier: mais il dit, qu'il ne le communiqueroit point, qu'on ne l'eust assésuré de la restitution de l'un & de l'autre Palatinat, avec la dignité Electorale. L'Empereur, craignant que l'Ambassadeur n'eust un *pouvoir* suffisant, & estonné d'une demande si haute, luy fit dire, qu'en l'estat, où estoient les affaires d'Angleterre, le *pouvoir du Roy seul* ne pouvoit pas faire sa seureté, & qu'il en falloit un du Parlement. Le Roy de Dannemarc, & les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, qui manioient cette affaire, comme Mediateurs, offrirent de *garantir le pouvoir*; mais l'Empereur, qui ne pouvoit rien apprehender du costé de l'Angleterre, & qui ne vouloit point oüir parler de restitution, rompit la negotiation, quoy qu'il ne parust point, que le *pouvoir* fust defectueux. Ce ne fut qu'un tresmeschant pretexte. L'Empereur ne pouvoit, sans outrager le Roy, demander un *pouvoir* du Parlement. Quand le Prince a enuie de faire une affaire, il ne laisse pas d'entrer en matiere, encore que le pouvoir n'ait pas toutes ses formes, ainsy que je viens de dire: particulierement lors qu'il ne peut douter, que le Ministre ne soit advoüé.

Ferdinand de Velasque, Connestable de Castille, en allant, au commencement de ce siecle, complimenter le Roy Jaques sur son advenement à la Couronne d'Angleterre, avoit aussy ordre de faire une alliance avec luy. Au lieu de passer la Mer

Mér en personne, il envoya à Londres le President Richar-
do, le Comte Taxis & deux autres Ministres, afin qu'ils
missent le traité en estat de pouvoir estre signé lors qu'il y
arriveroit. Le Conseil de Londres, en examinant *le pouvoir*
de ces Ambassadeurs, trouva qu'ils n'estoient que subalter-
nes & subdelegués, & qu'ils n'avoient point d'autre pouvoir
que celui que le Connestable leur avoit donné. Les Com-
missaires Anglois firent difficulté d'entrer en conference a-
vec eux; mais le Roy voulut, qu'on continuast de negotier
avec ces Ministres, & dit, qu'il ne falloit pas s'arrester à ces
mots, *de faire traiter*, que l'on avoit fait entrer dans *le pou-
voir* du Connestable. Que c'estoit aux advocats à chicaner
sur des mots, & que les Princes devoient agir d'une manie-
re plus noble. Le Roy Jaques vouloit traiter avec l'Espagne
en toutes les façons; c'est pourquoy il se laissa facilement
persuader, que le pouvoir du Connestable avoit esté pris
sur celui, que Philippe II avoit donné pour le traité de
Vervins. Les Espagnols firent d'abord instance pour une
ligue offensive, laquelle ils reduisirent en suite à une défen-
sive, & ils se contenterent enfin d'un simple traité d'amitié
& de commerce. L'histoire remarque que dans les confe-
rences les Commissaires du Roy leur cedoient la place
d'honneur. Elle leur estoit deüe; non seulement parce qu'ils
estoit estrangers, & que les conferences se tenoient dans
la salle du Conseil; mais aussi parce qu'on les consideroit
comme Ambassadeurs du Roy d'Espagne, & en la mesme
qualité qu'ils avoient eüe à Vervins.

Après que *Jean Zapoli*, Roy d'Hongrie, eust esté chassé
par les armes de Ferdinand d'Autriche, il se retira en Po-
logne auprès de *Hierôme Laski*, que la naissance, le merite
& les biens mettoient au rang des premiers Seigneurs du
Roiaume. Sigismond, Roy de Pologne, avoit épousé en
premières nopces la sœur de Jean, & à cause de cela, com-

me auffy à cause de la jalousie qu'il avoit du puissant voisinage de la Maison d'Auſtriche, il n'estoit pas marry du bon traitement, qu'on faisoit à ce Roy malheureux, sans sa participation. *Laski*, qui en faisoit seul toute la dépense, jugeant qu'il n'y avoit que Soliman, Empereur des Turcs, qui püst reſtablir *Jean* au thrône, & qui eust affés de generalité pour l'entreprendre, reſolut d'aller luy meſme à Conſtantinople, comme Ambaſſadeur du Roy d'Hongrie. Il n'avoit point d'autre creance, *ny d'autre pouvoir*, que quelques lettres de recommandation, que Sigismond eſcrivit à deux ou trois Bachás du *Divan*. Ferdinand y envoya *Jean Oberdansky*, gentilhomme Hongrois, afin qu'il traversaſt la negociation de *Lasky*; mais il ne pût pas empêcher que celui cy n'obtint l'investiture de l'Hongrie pour ſon amy, moyennant l'hommage que *Jean* en feroit à Soliman. L'armée Turqueſque entra en Hongrie, où *Jean* alla trouver le Grand Seigneur, qui l'aſſeura de la reſtitution de toutes les conquêtes qu'il feroit ſur Ferdinand. Ce fut un effet de l'interceſſion & de la negociation de *Lasky*, qui s'eſtant fait connoiſtre à la Porte, n'eut pas beaucoup de peine à s'acquérir l'eſtime de l'Empereur Turc, qui eſtoit certes un tresgrand Prince, & qui vouloit bien donner au merite de ce gentilhomme la meſme creance, qu'il eust pû donner aux lettres ou au pouvoir du Roy de Pologne.

On pourroit demander icy, *ſi la faculté*, que les deux Rois de France & d'Angleterre, François I & Henry VIII donnerent au Cardinal de Yorc, de faire un traité entre ces deux Princes, aux conditions qu'il jugeroit luy meſme eſtre raisonnables, eſtoit un *pleinpouvoir*; veu qu'il eſtoit leur arbitre pluſtoſt que leur *Plenipotentiaire*, & que ce fut une ſoumiſſion que les deux Rois luy firent, pluſtoſt qu'un pouvoir qu'ils luy donnerent. De meſme, *Leon X*, en offrant ſa mediation, pour faire la paix entre l'Empereur Maximilian

imilian I & la Republique de Venise, ne demandoit pas *un pouvoir* pour negotier, mais un entier acquiescement des deux Potentats à sa volonté. Le Pape, après avoir représenté à l'un & à l'autre l'intérêt qu'ils avoient de faire cesser une si longue & si fascheuse guerre, qui les ruinoit, & achevoit de ruiner l'Italie, leur fit entendre, que s'ils le trouvoient bon, il se chargeroit de toute la conduite de cette negotiation, & qu'il feroit regler leurs intérêts en sorte qu'ils seroient tous deux satisfaits. Le Senat y consentit, mais non sans grande repugnance. La plus grande difficulté, qui l'avoit empêché jusques alors de se raccommo-der avec l'Empereur, estoit touchant la ville de Verone, que l'Empereur pretendoit appartenir à l'Empire, & touchant la somme d'argent, que la Republique payeroit, tant pour les frais de la guerre, que pour les places & les droits, que Maximilian luy cederait, ou comme Empereur, ou comme Archiduc. C'est pourquoy le Senat fit faire un compromis, où il estoit aussi parlé des termes, dans lesquels la somme seroit payée, & l'envoya au Pape, avec les sousmissions ordinaires. Leon ne s'en contenta point, mais demanda *un pouvoir absolu*, sans condition & sans restriction, & assura si bien la Republique, qu'il considereroit ses intérêts comme les siens propres, & qu'il ne decideroit rien sans le consentement du Senat, & sans la participation de l'Ambassadeur, qu'on luy envoya *un pouvoir tresample de faire la paix, aux conditions qu'il jugeroit justes & raisonnables*. L'Ambassadeur, en mettant ce pouvoir entre les mains du Pape, ne laissa pas de luy dire, que le Senat sçavoit, qu'il s'y rencontreroit des difficultés d'autant plus grandes, que leurs ennemis, qui ne pouvoient pas ignorer, que le pouvoir du Pape estoit tresample, voudroient peutestre contraindre sa Sainteté de leur accorder des conditions, qu'elle mesme jugeroit estre ny justes ny raisonnables. Et
de

de fait, le Pape y rencontra de si grands obstacles, que l'Evesque de Gurc, qui arriva à Rome, dans le temps que l'on y examinoit les pretensions des interessés, jugeant qu'il falloit tirer l'affaire en longueur, les Espagnols eurent le loisir de rompre la trêve: ce qui obligea la Republique à reprendre les armes, & il ne fut plus parlé du pouvoir que le Pape s'estoit fait donner. Il n'y a point d'apparence de dire, que le Pape estoit *Plenipotentiaire*; parce qu'on sçait, qu'un *Plenipotentiaire* n'est en effet qu'un Mandataire ou procureur, & le *pleinpouvoir* n'est autre chose si non une procuration *cum libera*. Aussi ne peut on point douter, que le *Plenipotentiaire* ne soit obligé de rendre compte de sa negotiation au Prince qui luy a donné le pouvoir, par la mesme raison, qui oblige le procureur à rendre compte de son administration à son maistre. C'est ce qui ne se peut dire du Pape, qui n'auroit pas voulu s'y assujettir, ny avoir cette déference pour la Republique. Il ne vouloit point agir comme arbitre non plus; si bien qu'on peut dire, qu'il estoit Mediateur en effet, mais Mediateur qui pouvoit obliger les interessés à recevoir la loy de luy, & telle qu'il vouloit la leur donner. On sçait bien, que les Souverains ont cent mille moyens, pour se tirer de cette sorte d'engagements, lors qu'ils sont prejudiciables à leurs interets: mais cela n'empesche pas, qu'il ne soit tresdangereux de donner un pouvoir trop estendu à un puissant Mediateur, & pour des affaire, dont la perte ne peut estre réparée ny par le desadveu, ny mesmes par la mort du *Plenipotentiaire*.

François I ayant de la peine à souffrir, que l'Empereur Charles V annexast le Duché de Milan à la Couronne d'Espagne, & neantmoins ne pouvant se resoudre à rompre avec luy, déchargea son déplaisir sur Charles, Duc de Savoye, & envoya une armée en son pais sous le Commandement de l'Admiral Chabot, qui prit dans peu de temps la plupart
des

des meilleures places, que le Duc avoit tant deçà que delà les Monts. Le progrès de ses armes fut arresté par le Cardinal de Lorraine, que le Roy avoit envoyé en Italie avec *un pouvoir tresample de faire la paix*. L'Empereur y estoit en ce temps là, & le Cardinal n'y fut pas siftoit arrivé, qu'il obligea Chabot à consentir à une suspension d'armes, contre l'advis de tous les Chefs de l'armée, & au prejudice irreparable des affaires du Roy. Le Cardinal *excedoit son pouvoir*, & l'Admiral ne se connoissoit pas bien, de recevoir des ordres de cette nature de celuy qui n'avoit rien à commander à un General, qui ne les reçoit que de son Souverain immediatement. Aussi s'en trouva il fort mal. La faute qu'il fit luy cousta son bien & sa reputation, & luy auroit coûté la vie, sans la puissante intercession de ses parents & amis, qui luy obtinrent son pardon. Le crime du Cardinal demeura impuny, à cause de sa dignité, & aussi parce que dès ce temps là la Maison de Guise estoit si puissante, que le Roy François en fit un tresmeschant, mais trop veritable prognostic pour les Rois ses successeurs.

Le pouvoir, qui est commun à plusieurs Plenipotentiaires, doit necessairement contenir la clause, qu'en cas de mort ou d'absence d'un ou de deux, l'autre, ou les autres pourront continuer la negotiation; parce que sans cela la mort, ou l'absence de l'un rend tout le pouvoir inutile. Lors que la Regente de France & Marguerite d'Autriche s'assemblerent à Cambray, la Republique de Venise y deputa deux Ambassadeurs, *Justiniani & Navager*: mais le dernier estant decédé, le Conseil de France ne trouva pas bon que l'autre allast à Cambray, & le fit demeurer à St. Quentin. Le *President Jeannin, Buzanval & Ruffy* estoient compris dans *un mesme pouvoir*, avec cette clause, que tous les trois ensemble, ou bien deux, en l'absence du troisieme,

pourroient agir, negotier &c. Mais dautant que le pouvoir ne parloit point de la mort du troisieme, Jeannin escrivit à M. de Villeroy incontinent après le decés de Buzanval, *qu'ils estoient sans pouvoir & sans commission*, & qu'il leur en falloit necessairement un autre, ou du moins une declaration, par laquelle le Roy entendist, que luy & Ruffy continuassent de negotier, selon son intention, nonobstant le decés de Buzanval. Ce qui fut jugé si necessaire, qu'on leur envoya un autre *pouvoir* du 7 Octobre 1607 : & cela ne reçoit point de contestation.

Dans les Congrès, où se trouvent plusieurs Plenipotentiaires de divers partis, qui ont des interets ou opposés ou differents, les pouvoirs se communiquent par les mains des Mediateurs, ainſy qu'on remarque en plusieurs endroits de ce traitté. *Le Comte d'Aversberg*, qui estoit de la part de l'Empereur à Osnabrug, refusa de communiquer son pouvoir aux Ambassadeurs de Suede; parce que les Mediateurs estoient à Munster. Le Roy de Dannemarc y avoit fait l'office de Mediateur pendant quelque temps; mais depuis l'invasion, que les Suedois avoient faite dans le Holstein, & dans quelques Provinces de Dannemarc, ses Ministres s'estoient retirés du Congrès. Les Imperiaux, pour excuser la difficulté, qu'ils faisoient de communiquer leur *pouvoir* aux Suedois à Osnabrug, fondée sur l'absence des Ministres Danois, disoient que cette communication n'estoit pas necessaire; parce que le *pouvoir* estoit conforme au projet, dont on estoit demeuré d'accord à Hambourg. Mais les Ministres de France repartirent, que quand mesmes cela seroit vray, les Imperiaux ne pouvoient pas se dispenser de le communiquer, quand ce ne seroit que pour le collationner avec le projet, & pour voir s'ils estoient conformes.

Le *pouvoir* n'est qu'une piece particuliere, qui fait partie du traitté, après que celuicy a esté ratifié dans les termes,

mes, dont on est convenu. Tellement que bien qu'on ne doive point souffrir, qu'on y fasse couler des clauses, qui puissent faire prejudice aux droits & aux pretensions de l'un des interessés, elles ne peuvent pas estre tirés à consequence, si on n'a pas le loisir de le faire reformer; parce que c'est le traitté mesme, qui regle les uns & les autres, & qui altere ou qui ratifie ce qui est porté par le *pouvoir*. Les Ambassadeurs de Pologne & de Suede estant assemblés à Lubec en l'an 1652, pour tascher de faire prolonger la trêve entre les deux Couronnes, ou pour la faire convertir en une paix perpetuelle, mirent leurs *pouvoirs* entre les mains de Chanut, Ambassadeur de France, qui y faisoit l'office de Mediateur. Après qu'on les eust communiqués de part & d'autre, les Suedois trouverent à redire au *pouvoir* des Polonois, que le Roy de Pologne y prenoit la qualité de Roy hereditaire de Suede: toutefois ils se contenterent de la parole, que les Ambassadeurs de Pologne donnerent, qu'ils le feroient reformer. Après que cette difficulté eust est ainfy levée, Chanut croyant, qu'il n'y en avoit point d'autre, voulut entrer en matiere, & faire mettre l'affaire sur le tapit; mais lors qu'il en parla aux Suedois, Rosenhan luy declara, *qu'ils avoient ordre exprés, de ne point entrer en negotiation, que les pouvoirs n'eussent esté effectivement eschangés*. Les Polonois protesterent de leur costé, qu'ils ne se dessaisiroient point de leur *pouvoir*, que le traitté ne fust conclu. Chanut voulut disposer les uns & les autres à consigner les pouvoirs entre ses mains, jusques à la conclusion du traitté; mais l'instruction & les ordres des Suedois estoient si precis sur ce point, qu'ils n'osoient s'en relascher, ny admettre aucun temperament la dessus: Soustenant toujours, que l'eschange des *pouvoirs* se devoit faire avant que d'entrer en matiere. Ce ne fut qu'une chicane; parce que les *pouvoirs* estant entre les mains des Mediateurs, les Sue-

dois y pouvoient tousjours trouver leur feureté. Ils ne pouvoient douter, que les defauts, que l'on avoit remarqués dans le pouvoir des Polonois, ne fussent rectifiés; parce que la Republique de Pologne, ne voulant pas rentrer en guerre pour l'intérêt particulier du Roy, & bien moins encore pour un tiltre imaginaire, il n'y avoit rien qui la pûst empêcher de faire reformer le *pouvoir*.

SECTION XVII.

Des Passeports ou Saufconduits.

Bien que le Roy de Dannemarc, en escrivant à Schoneich, qui avoit ordre de l'Empereur de conduire Commendon, Nonce du Pape, par l'Allemagne, & de là jusques aux deux Roiaumes du Nort, marque dans sa lettre, que Schoneich, comme Ministre Public, n'avoit pas besoin de Passeport ny de Saufconduit, j'estime pourtant pouvoir dire, qu'il y a une infinité de rencontres, où l'Ambassadeur commettrait sa propre personne, & la dignité de son Maître, s'il ne se mettoit en la protection de la foy publique par le moyen d'un *passeport*. Il n'y a que les Princes, à qui les Ambassadeurs & les Ministres Publics sont envoyés, qui soyent obligés de les faire jouir de la protection du *Droit des Gens*.

La Republique de Pologne, voulant envoyer ses Ambassadeurs en France, pour y porter le decret de l'élection de Henry Duc d'Anjou, frere de Charles IX, fit demander un *passeport* pour eux à l'Empereur, & à quelques Princes d'Allemagne. Toutefois considerant, que l'Empereur, qui avoit brigué la Couronne de Pologne pour l'Archiduc Ernest, son fils, le pourroit refuser, & que les autres Prin-
ces

ces avoient, fans doute, affés de respect pour luy, pour en faire difficulté, elle ne laissa pas de les faire partir. Ces Ambassadeurs estant arrivés à Leipfig, escrivirent à Auguste, Electeur de Saxe, & luy firent excuse *d'estre entrés dans son païs sans en l'advertir*. L'Electeur leur fit réponse, qu'il estoit bien surpris d'apprendre, qu'ils s'estoient si fort avancés, devant que de sçavoir son intention touchant leur passage. Qu'il ordonnoit à ses officiers de les traiter avec civilité, *mais de ne point permettre qu'ils partis- sent*. Monluc, Evesque de Valence, qui avoit esté Ambassadeur de France en Pologne, & qui estoit celuy qui avoit le plus contribué à l'élection de Henry, servoit de conducteur aux Ambassadeurs Polonois, & leur representa, que le respect, que l'Electeur avoit pour l'Empereur, l'obligerait à faire quelque grimasse; mais que ce n'estoit pas son intention de les arrester; & le leur persuada si bien, qu'ils ne laisserent pas de continuer leur voyage. Devant que de partir, ils envoyerent un gentilhomme à l'Electeur, qui se divertissoit assés loin de là à la chasse, pour luy demander un passeport, dont ils n'avoient pas dessein de se servir; puis que devant que leus courrier revinst, ils estoient desja arrivés, par la Thuringe, en Hesse. Monluc mesme, quoy qu'il eust la qualité d'Ambassadeur, en allant en Pologne, considerant que ny son caractere, ny *le Droit des Gens* ne le pourroient pas mettre à couvert de la violence, qu'il avoit sujet d'apprehender en Allemagne, où on le pouvoit arrester, où autrement outrager, puis qu'il n'avoit point de passeport, *se travestit*, & passa ainsy en Pologne incognito, & avec peu de suite.

Pendant les premieres guerres des Païs bas *Key ou Cajus Rantzou*, que le Roy de Dannemarc avoit envoyé en Espagne, se faisant escorter de quelque Cavallerie Espagnole, fut rencontré entre Namur & Bruxelles par un party de Ber-

guesopzoom , qui après avoir battu les ennemis , emmenerent Rantzou dans leur garnison , sans qu'il se fît connoître, sinon au gouverneur de la place. On le trouva saisy d'une lettre, que le Roy d'Espagne escrivoit au Duc de Parme : il fut pris en país ennemy , & sans passeport de l'Estat , qui le pust mettre à couvert de cette sorte de disgraces. Neantmoins le Gouverneur de Bergues n'apprit pas si tost sa qualité , qu'il le mit en liberté , afin qu'il allast à la Haye , où il fit de grandes plaintes du mauvais traitement qu'il disoit avoir receu. On luy en fit des excuses : on luy fit rendre ses hardes : on luy fit d'autre civilités , & on luy envoya depuis une belle chaine d'or. Le Roy de Dannemarc ne laissa pas d'en prendre pretexte de faire une avanie aux Estats. Il disoit qu'ils avoient violé *le Droit des Gens* en la personne de son Ministre , fit arrester une flotte de navires marchands Hollandois au Sont , & ne la voulut pas laisser passer, que les propriétaires ne luy eussent payé une somme de trente mille escus , pour reparer l'injure , qu'il disoit luy avoir esté faite. Le Roy estoit fort Espagnol en ce temps là , & ne perdoit pas l'occasion de faire affront aux Estats , quand il pouvoit. Mais ceux qui luy faisoient accroire, que *le Droit des Gens* avoit esté violé en cette rencontre , se trompoient , ou avoient dessein de le tromper. Les Estats ne pouvoient pas deviner la qualité d'un gentilhomme qui avoit esté trouvé en país ennemy , avec une escorte ennemie , & qui n'avoit point de lettres pour l'Estat , où il pretendoit se faire considerer comme Ministre Public. Le Roy de Dannemarc viola la foy publique , en faisant saisir des navires de particuliers, contre lesquels il n'avoit point donné de lettres de représailles. Le Comte de Harcourt , Ambassadeur de France en Angleterre , estant obligé d'aller trouver le Roy à Oxfort , ne se fia pas tant en son caractère, qu'il ne prist un *passeport* du Parlement de Londres. Dans

les guerres civiles on n'a pas beaucoup de consideration pour le *Droit des Gens*, & on ne sçauroit prendre de trop grandes precautions contre les insolences de ceux qui ne reconnoissent ny maistre ny discipline.

Mais sans cela un Prince n'est pas obligé d'admettre l'Ambassadeur de son ennemy, ny de le respecter dans un lieu, où ses armes peuvent agir selon les loix de la guerre, sans violer le *Droit des Gens*. On n'employa pas tant d'années à regler les differents, que la France & la Suede avoient avec l'Empereur, & à ájuster les griefs de tous les Princes de l'Empire, que l'on employa à faire le traitté des preliminaires, dont les *passports* des Deputés faisoient la plus importante partie. J'ay commencé à dire en la quatrième Section de ce livre, que l'Empereur eut de la peine à en accorder aux Princes Protestants d'Allemagne, encore que le Roy de France, qui en demandoit pour eux, comme pour ses Alliés, consentist d'abord, que leurs Ministres ne s'y trouvasent que comme des particuliers. Les Nonces *George Bolognetti* & *Rainuccio Scotti*, avec *Aloysio Contarini*, Ambassadeur de Venise, firent de grandes instances, pour obliger le Roy à desister des poursuittes, qu'il faisoit en faveur des Princes Protestants : mais voyant que le Cardinal de Richelieu demeuroit ferme, ils firent deux propositions, qu'ils croyoient devoir estre agréables à tous les interessés. L'une estoit, que l'Empereur feroit expedier des passeports pour quelques personnes particulieres, qui y seroient nommées, & qui pourroient demeurer en seureté dans l'assemblée, auprès des Plenipotentiaires de France, mais ne paroistroient point comme Ministres Publics, & auroient neantmoins la faculté de dépescher & de recevoir des Courriers. L'autre proposition estoit, que l'Empereur feroit expedier un *Saufconduit General*, pour tous ceux qui auroient des affaires à Cologne, où le Congrès se devoit faire,

re, avec la mesme faculté de dépescher & de recevoir des Courriers. Mais ces deux ouvertures ne furent point recüeues à Vienne, & on rejetta aussi la troisiéme ; par laquelle on permettoit aux Princes Protestants d'informer les Ministres de France de leurs interets ; moyennant quoy il ne seroit pas necessaire, qu'ils envoyassent eux mesmes des Ministres à l'assemblée. La France demandoit principalement des passeports pour les Suedois & pour les Hollandois. L'Empereur disoit, que les premiers se devoient assembler à Lubec, suivant le premier projet, & que s'ils avoient besoin de passeports pour cela, ils en pouvoient demander : & pour les autres, qu'ils n'en avoient pas besoin, à cause de leur neutralité. L'Empereur se laissa vaincre pourtant : accorda les passeports qu'on luy demandoit pour les uns & pour les autres, & declara, qu'il autoriseroit les Plenipotentiaires, qui estoient de sa part à Cologne, afin qu'ils expediasent des *passeports ou saufconduits* pour les Princes, qui ne s'estant pas encore reconciliés avec luy, voudroient envoyer leurs Ministres à Cologne, *pour y demeurer à la suite des Ambassadeurs de France*. L'Empereur aima mieux que ces Princes dépendissent entierement de la France, & se donnassent à elle, que de souffrir, qu'ils traitassent immediatement avec luy, & sans l'intervention d'une puissance Souveraine & égale. Cette declaration se fit au mois d'Aoust 1638 : mais devant que ces passeports fussent expediés, le Cardinal de Richelieu dit à Ange Cornaro, qui avoit succedé à Contarini en l'Ambassade de Venise, que le Roy vouloit des passeports particuliers pour la Lantgrave de Hesse, & pour le Duc Bernard de Saxe-Weimar, comme pour des Princes, que la France distinguoit, à cause de l'affection qu'ils avoient pour le bon party, & des services qu'ils rendoient à la Couronne : pretendait neantmoins qu'ils n'envoyeroient point leurs Ministres à Cologne.

gne. La France trouvoit deux choses à redire à cette déclaration. L'une que l'Empereur faisoit expedier les passeports par ses Plenipotentiaires, au lieu de les faire expedier dans sa Chancellerie, & de les signer luy mesme : & l'autre qu'elle ne parloit point de la seureté des Courriers, qui faisoit pourtant une bonne partie du benefice des passeports. Elle y remarquoit encore, que la declaration portoit, que les Ministres des Princes Protestants seroient à la suite des Plenipotentiaires de France : dont on jugeoit, que hors de là ils ne seroient pas en seureté : Comme encore qu'elle parloit de crime de lese Majesté, & ainisy qu'on traitoit les Alliés du Roy de sujets & de rebelles. Et enfin que l'on n'admettoit au Congrès que les Princes de l'Empire qui ne s'estoient pas encore reconciliés avec l'Empereur, & que par ce moyen on en excluoit plusieurs de ceux qui y estoient les plus interessés.

Les Suedois alloient bien plus loin. Ils demandoient *des passeports* pour l'Electeur Palatin & pour le Duc de Wirtemberg, & insistoient à ce que tous les tiltres & toutes les qualités de ces Princes y fussent inserés : mais cette chaleur se morfondit bientoist, & il s'accommoderent aux sentiments de la France. Les *Estats des Provinces Unies refusoient le passeport*, que le Roy d'Espagne avoit fait expedier pour leurs Ministres, & la France mesme ne l'agréoit pas non plus, à cause des mots de *license* & de *permission*, que les Espagnols y avoient fait couler, & qui marquoient une superiorité, que les Estats ny leur Alliés ne pouvoient pas souffrir. Tous ces projets *de passeports*, à la reserve de ceux des Suedois & des Hollandois, portoient, qu'ils serviroient aux Ministres des Princes, qui negotieroient leurs interests par l'entremise des Plenipotentiaires de France. L'Empereur excluait du *passeport general* l'Electeur Palatin, parce qu'il avoit esté exclus du traitté de Prague, &

il en avoit fait expedier deux, qui estoient particuliers pour la Lantgrave de Hesse & pour le Duc de Weimar. Mais il ne voulut pas permettre; que le *passoport general* fust mis entre les mains des Ministres de France, que le Roy ne fist en mesme temps délivrer *les passeports* pour l'Empereur & pour ses Alliés, & nommément pour le Duc de Lorraine. Après cela la France fit demander *des passeports pour l'Electeur de Treves*, que l'Empereur detenoit encore prisonnier, & pour la *Duchesse de Savoye*, à la quelle la Cour de Vienne faisoit difficulté de donner la qualité de Regente & de Tutrice; parce que l'Empereur avoit déclaré le Cardinal de Savoye & le Prince Thomas Regents. Le Roy demandoit aussy un passeport pour les *Ducs de Brunsüic & Lunebourg*, qu'il disoit estre ses nouveaux Alliés; mais ayant sceu que ces Princes avoient envoyé leurs Deputés à Ratisbone, à dessein de se raccommo-der avec l'Empereur, il fit cesser ces instances pendant quelque temps, jusques, à ce qu'il sceust, que cette negotiation avoit esté rompue. L'Empereur resolut enfin de faire expedier le *passoport general*, & d'en oster la clause de *nondum reconciliati*; à quoy la France insistoit d'autant plus fortement, qu'elle jugeoit pouvoir faire mieux reussir ses intentions, en faisant venir à l'assemblée tout ce qu'il y avoit d'Estats dans l'Empire, dont le nombre & l'autorité affoiblissoit celle des Ministres de l'Empereur. Mais le Roy, non content du *passoport general*, pressoit tousjours l'expedition des *passeports particuliers*. Premièrement pour la *Duchesse Regente de Savoye*. Un deuxiême pour la *Lantgrave de Hesse*. 3. Pour les *Ducs de Brunsüic & Lunebourg*. 4. Pour l'*Electeur Palatin*, & pour les Princes ses freres. 5. Pour l'*Electeur de Treves*. Et un sixiême pour le *Resident* qui seroit de la part de la Couronne de Suede à Munster. Il desiroit aussy, que le Roy d'Espagne en fist expedier trois. Un
pour

pour les *Plenipotentiaires* qui iroient de sa part à Munster : un autre pour le *Resident* qu'il envoyeroit à Osnabrug, & un troisiéme pour les *Plenipotentiaires des Provinces Unies*. La Cour de Vienne en demeura enfin d'accord, & sur cela le traité des preliminaires fut conclu à Hambourg le 24 Decembre 1641. Les Ministres de France témoignèrent encore, qu'ils disiroient que les *passports* fussent expédiés en parchemin, & ils insistoient à ce que le *Roy d'Espagne signast luy mesme* ceux qu'il feroit expedier, & à ce qu'en cela il ne se servist point du Ministère de Don Francisco de Melos, qui avoit esté autorisé pour cette fin depuis la mort du Cardinal Infant. Mais ce scrupule estoit bien inutile, parce que le parchemin ne rend pas ces sortes d'expéditions plus authentiques que le papier, & il n'est pas nécessaire que le Roy les signe luy mesme. Il suffit qu'un Secrétaire d'Etat les signe & contresigne; & puis que le Prince peut bien donner à son Ministre le pouvoir de faire un traité, il le peut bien autoriser aussy pour donner des *passports* : comme en effet tous les *Plenipotentiaires*, qui estoient à Munster en donnoient à toutes les heures, en vertu du pouvoir particulier qu'ils en avoient. Les *passports*, qui furent expédiés pour *Bellieure & Sillery*, *Plenipotentiaires* de France au traité de Vervins, n'estoient signés que de l'Archiduc Albert, qui avoit pouvoir pour cela du Roy d'Espagne. Le projet des *passports* de l'Empereur, qui fut approuvé en France, estoit couché dans les termes suivans.

Ferdinandus Tertius, Divina Favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriciæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ : Comes Tirolis &c. Universis & Singulis, & Sancti Romani Imperii Principibus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus Electoribus, Archiepiscopis, E-

piscopis, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Castellanis, Capitaneis, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Gubernatoribus, Locumtenentibus, Ductoribus, Magistratibus, Exercituum ductoribus supremis, tant equestrium quam pedestrium copiarum, Legatis, tribunis, aliisque Capitaneis, Vexilliferis, Centurionibus, atque aliis quibuscumque militaria munera ac officia gerentibus: Burgimagistris, Consulibus, passuumque, pontium ac portuum quorumvis custodibus, ac classium, & quarumcunque præfectis urbium; item locorum, terrarum & Communitatum officialibus, ac quibuscumque nostris, ac Sacri Romani Imperii, regnorumque & dominiorum nostrorum hæreditariorum subditis, ac fidelibus dilectis, gratiam nostram Cæsaream & omne bonum. Devotionibus & dilectionibus vestris ac vobis, clementer mandamus ac præcipimus, ut Deputatos a Serenissimo franciæ Rege Christianissimo, affine ac fratre nostro carissimo, Plenipotentiariorum Monasterium, ad tractatum Pacis ibidem instituendum, proficiscentes, Videlicet N. N. N. per omnia territoria ac loca potestati ac Jurisdictioni suæ & vestræ subiecta, unà cum Comitibus, familiaribus, famulis, equis, curribus, navibus, rebus, sarcinis ac scripturis, quos secum habituri sunt, liberè, tutò, securè atque expeditè ire, transire, ac inibi commorari, & postmodum etiam a dicta Civitate Monasteriense recedere & redire sinant & sinatis: neque permittant aut permittatis, ne tam in itinere quàm in reditu, quicquam molestiæ aut impedimenti afferatur. Quin potius quibuscumque rebus poterunt & poteritis, si necessitas, aut ipsi ita postulaverint, juvent & juvetis. Mandamus quoque ut cursores, qui vel Monasterium ad dictos Plenipotentiariorum mittentur, vel inde ab ipsis expedientur, durantibus his tractatibus, liberè, tutò, securè ac expeditè ire, transire sinant ac sinatis. Spondente fide & verbo nostro Cæsareo, nullo nos modo commissuros, ut per nos dictorum Deputatorum securitas libertasque ullatenus turbetur, interpelle-

turue:

turue : quin potius jam nunc serie ac strictè mandamus omnibus & singulis Jurisdictionis vestræ subjectis ne cuiquam ex supradictis ulla via ausint contravenire. Hæc est seria, expressa & omnimodo nostra voluntas. Harum vigore litterarum manu nostra subscriptarum, & sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum. Data in civitate nostra Viennæ die 28 Januarii 1642.

L'affaire des passeports ayant esté ainsy réglée, les Espagnols vouloient, que les Plenipotentiaires de France leur donnassent un memoire, contenant les noms & les qualités de tous ceux, qu'ils pretendoient y faire comprendre. On craignoit en Espagne, que les Portugais & les Catalans ne fissent passer leurs Deputés à la suite des Ministres de France, & on s'y en inquietoit bien fort. Les Espagnols disoient qu'en France on en avoit usé avec cette rigueur pour le train du defunt Cardinal Infant, & pour celuy de Don Diego Saavedra, qui avoient esté obligés de faire un memoire de toutes les personnes qu'ils pretendoient faire comprendre dans les passeports. Mais les François répondoient, que bien loin de mendier les passeports, comme une chose gratuite, ils l'exigeoient comme un effet & une suite du traité preliminaire, que les Espagnols ne leur pouvoient refuser. Que leur intention n'estant pas d'en abuser, & bien moins de se les leur rendre inutiles, ils pretendoient, qu'on les leur expediaست avec toutes les seuretés necessaires, pour eux & pour leurs domestiques. Que *le passeport*, qu'on avoit demandé au Roy leur Maître, pour le train du Cardinal Infant, & pour Don Diego de Saavedra, estoit d'une autre nature. Qu'on le pouvoit limiter, & mesmes refuser tout à fait : mais pour les *passeports* qu'on demandoit pour le Congrès, que les Espagnols ne pouvoient faire ny l'un ny l'autre. Qu'ils marqueroient le nombre de leurs domestiques, & leurs qualités & fonctions en gros, mais qu'ils ne

les nommeroient point. On leur donna la satisfaction qu'ils demandoient, & ils passerent seurement.

Les Ministres de France parloient ainſy, parce que les Eſpagnols avoient dit, qu'en France on avoit limité ainſy le paſſeport, que l'on y avoit accordé pour le train du Cardinal Infant, & pour le paſſage de Saavedra, & ils avoient raiſon de dire, qu'ils ſe rendoient le paſſeport d'Eſpagne inutile, en faiſant paſſer ſous ce benefice des Miniſtres, qui n'eſtoient point leurs domeſtiques, & qui n'y pouvoient pas eſtre compris. Pigneranda ne voulut jamais permettre, qu'on luy parlaſt de paſſeport pour les Miniſtres de Portugal & de Catalogne. Les Catalans n'en demandoient point, parce que s'eſtant donnés à la France, c'eſtoit à elle à parler pour leurs intereſts. Le Portugal, au contraire, s'eſtoit ſoulevé, ſans que la France y euſt contribué quoy que ce ſoit. Auffy n'en tiroit elle point d'autre avantage, que celui qu'elle trouvoit en l'affoibliſſement de la puiſſance d'Eſpagne. Le Roy de Portugal negligeoit de profiter de la diverſion que les armes de France faiſoient en Catalogne, en Italie & dans les Pais-bas; c'eſt pourquoy le Roy n'avoit pas voulu faire une alliance avec luy, qui l'obligeaſt à le faire comprendre dans la paix, ou à continuer la guerre pour l'amour de luy. Neantmoins Servien avoit amené un des Deputés de Portugal & un de Catalogne à Munſter, quoy qu'avec grande repugnance, & pour complaire au Cardinal Mazzarin; parce qu'il ſçavoit qu'il haſardoit beaucoup, qu'il violoit la foy publique, & qu'il commettoit la dignité du Roy, ſon maiſtre, en s'expoſant à un treſcruel affront, par une action ſi temeraire.

Franciſco d'Andrada Leitao, Ambaſſadeur de Portugal à la Haye, receut en l'an 1644 ordre du Roy, ſon maiſtre, d'aller en la meſme qualité à Munſter: mais craignant que
les

les Espagnols ne luy fissent insulte par le chemin, il pria les Estats de luy permettre de faire le voyage en la compagnie, & comme à la suite de leurs Plenipotentiaires. Ils luy firent représenter, que cela estoit impossible; parce *qu'estant Ambassadeur de son chef, il ne pouvoit jouir du benefice du passeport de leurs Ministres*. Qu'il ne devoit rien craindre par le chemin, parce qu'ils luy donneroient si bonne escorte, qu'il pourroit faire le voyage en toute seureté: mais qu'il seroit obligé de la chercher ailleurs que dans leur garantie, après qu'il seroit arrivé à Munster, où ils ne pourroient pas le protéger, ny faire leur querelle de la sienne. Le Roy de Portugal ne laissa pas d'avoir ses Ministres à Munster & à Osnabrug, & bien que les Mediateurs, & les amis de la Maison d'Austriche ne les considéraient point en cette qualité, ils y estoient pour le moins en seureté sous la protection des Plenipotentiaires de France, qui les traittoient d'Excellence. Les Portugais, au lieu de s'en contenter, s'opiniastroient tousjours à demander des passeports & fauf-conduits, & en importunoient incessamment Servien & d'Avaux, mesmes lors qu'on croyoit, que les traittés alloient estre signés entre l'Empire & la France. Ils ne consideroient point, ou ne vouloient point considerer, que l'Espagne ne pouvoit faire expedier *des passeports pour eux*, qu'elle ne les reconnust pour Ministres d'un Prince Souverain, & le Duc de Bragance pour Roy legitime de Portugal.

La France, de son costé, ne voulut jamais accorder un *passeport pour le Ministre du Duc de Lorraine*; parce que ce Prince, en faisant le traité de Paris en l'an 1641, avoit renoncé à l'alliance de la Maison d'Austriche; de sorte que l'Empereur ne pouvoit plus parler pour luy comme pour son allié. Et de fait, le Ministre de l'Empereur, en réglant les preliminaires à Hambourg, avoit consenty qu'il n'en seroit

seroit point parlé; parce que son affaire n'avoit rien de commun avec celles de l'Empire, & l'Espagne n'y avoit point d'autre interest, que celuy qu'elle pouvoit prendre pour un Prince, qui luy prestoit ses troupes, moyennant des subsides qu'on luy payoit, & des quartiers, où il faisoit subsister son armée.

La difficulté que la France a faite, de faire expedier des passeports pour les Ministres, que le Duc de Lorraine d'aujourd'hui vouloit envoyer à Nimegue, ne semble pas si raisonnable. Aussi s'est elle bientost rendue à la raison: le Roy ayant considéré, que les traittés & les dispositions du Duc Charles defunt ne pouvoient prejudicier à celui-ci, qui en vertu des loix du pais, a ses droits acquis du premier possesseur, par sa naissance, & les a reunis en sa personne; soit qu'on vueille assujettir la Lorraine à la Loy Salique, ou qu'on en vueille ouvrir la succession aux femmes. Il seroit à souhaitter, que le Conseil de France eust esté un peu plus ferme sur ce sujet, & qu'il n'eust pas entrepris de renverser ce qui avoit esté estably sous le dernier regne, pour introduire de nouvelles maximes, comme des productions d'un Ministre, qui avoit bien autant d'esprit que de jugement & de conscience.

La peine qu'on a prise, & les années qui ont esté employées à ajuster les passeports pour les Plenipotentiaires de Munster, font bien connoistre, qu'ils sont quelquefois nécessaires à l'Ambassadeur, & que son caractère ne fait pas tousjours toute sa seureté. Le *Cardinal de la Pole* ne voulut pas passer par le pais de Wirtemberg, sans le saufconduit du Duc. *Du Croc*, Ambassadeur de France en Escosse, fut arresté en Angleterre, parce qu'il n'en avoit point: & le *Cardinal Scipion Rebiba*, Legat de Jules III, l'auroit esté en Flandres, si le Pape ne l'eust adverty de la rupture, où il alloit entrer avec l'Empereur, & si sur cet advis il n'eust
quitté

quitté les marques de sa legation, pour se sauver au pais de Liege. Au commencement des guerres civiles de France en l'an 1563, le Prince de Condé, & les autres Chefs du party des Religionnaires avoient mis le Havre de Grace entre les mains de la Reine d'Angleterre, pour la seureté des deniers, qu'elle leur avoit prestés. Mais le Roy Charles IX, ayant accordé une paix fourée à ceux de la Religion, le mesme Prince de Condé, pour donner une preuve de son zele pour le service du Roy, joignit ses troupes à celles de Connestable de Montmorancy, & aida à assieger le Havre. La Reine envoya en France *Nicolas Trogmorton*, qui y avoit esté Ambassadeur, & y fit offrir la restitution du Havre, moyennant qu'on la mist en possession de Calais, suivant le traité qu'elle avoit fait avec Charles. Il n'y avoit point de guerre entre les deux Couronnes, mais l'artillerie ne laissoit pas de se faire entendre devant le Havre, & on faisoit de grandes preparacions en Angleterre pour le secourir : de sorte que *Trogmorton*, craignant qu'il ne fust pas en seureté sans passeport, en prit un de l'Ambassadeur de France qui estoit à Londres : mais les François ne laisserent pas de l'arrester, & ne le mirent en liberté qu'après la reduction de la place. *Trogmorton* estoit l'homme de toute l'Angleterre le plus capable de conduire une intrigue, & dans l'apprehension qu'on avoit de son esprit, ceux qui l'arresterent ne croyoient pas violer le *Droit des Gens* ; parce que n'ayant point de lettres de creance, ou ne les ayant pas encore rendues, on pouvoit ignorer sa qualité. Il le jugeoit bien luy mesme, puis qu'il voulut bien prendre un passeport, quoy qu'estant habile, comme il estoit, il deust bien sçavoir, que le passeport de l'Ambassadeur ne le pouvoit pas proteger ; parce que l'autorité de l'Ambassadeur ne s'estendant pas jusques là, s'il n'est expressement autorisé pour cet effet, son passeport ne peut servir que d'une simple lettre de re-

commandation. En l'an 1601 le Cardinal Dossat, qui faisoit les affaires de France à Rome, pendant qu'il n'y avoit point d'Ambassadeur, fut prié par le Pape de donner un passeport à un Ambassadeur de Perse, qui vouloit passer par la France, pour aller en Espagne. Le Cardinal, en écrivant sur ce sujet au Roy Henry IV, en parle comme d'une chose indifferente, dont il n'avoit pas voulu refuser le Pape, & dit qu'il luy avoit promis *un passeport tel qu'il le pouvoit faire* : c'est à dire, qui ne seroit respecté qu'autant qu'on le jugeroit à propos pour le service du Roy. Il n'appartient qu'au Souverain de donner des passeports, parce qu'il n'y a que luy, qui puisse faire jouir de leur effet celuy à qui il les donne. Ceux qui le representent, comme les Viceróis & les Gouverneurs des Provinces, ne les peuvent faire valoir que dans l'estendue de leur gouvernement. Les passeports du Viceroy de Naples sont respectés à Milan, & ceux du Gouverneur de Milan sont respectés à Naples. Comme aussy ceux de l'Ambassadeur, qui est de la part du Roy d'Espagne à Venise, servent par tout l'Italie; par ce que ces trois Ministres ont la direction des affaires de ces quartiers là.

De l'autre costé, il faut que celuy qui veut jouir des benefices du passeport, demeure dans les termes qui luy sont prescrits. Les Courriers que les Plenipotentiaires de Munster depeschoient ou recevoient, avoient leur route, hors laquelle leurs passeports ne leur servoient de rien. En l'an 1588 la Reine Elisabeth, voulant bien écouter quelques ouvertures d'accommodement, dont on l'amusoit, pendant qu'on faisoit en Espagne le plus puissant armement de Mer dont on eust jamais ouï parler, envoya en Flandres le Comte de Derby, le Lord Cobham, & James Crofts, avec Dale & Rogers Jurisconsultes, pour traiter avec le Comte d'Aremberg, Champigny, Maas & Garbier, que le Duc de Parme avoit nommés de sa part. Le passeport qu'on avoit
 accor-

accordé aux Anglois estoit limité, en sorte qu'on ne leur permettoit pas d'entrer dans les places, où la Reine & les Estats avoient leurs garnisons, & mesmes il ne leur vouloit point donner des passeports, qui leur permissent d'entrer dans les villes de l'obeissance du Roy d'Espagne, tellement qu'ils furent contraints de camper sous des tentes entre Ostende & Oudenbourg. Il y eut d'abord quelque contestation pour la preface, qui obligea le Comte de Derby à aller trouver le Duc de Parme à Bruxelles. Il y estoit encore, lors que cette formidable armée navale parut dans la Manche; mais lors qu'il voulut partir, ou l'en empescha. Il fit une grande faute, de ne point prendre ses seuretés, & la Reine n'en fut point du tout satisfaite.

L'Archevesque de Malines, le Duc d'Arschot, & quelques autres Deputés des Provinces de Flandres, ayant en l'an 1633 fait quelque ouverture de paix ou de trêve à la Haye, & leur proposition ayant esté envoyée aux Estats particuliers des Provinces Unies, ils croyoient se pouvoir aller divertir dans les autres villes de Hollande, en attendant leurs resolutions. Mais les Estats Geueraux en ayant esté advertis, leur firent dire par leur Greffier, que dans fort peu de jours on sçauroit l'intention des Provinces, & que cependant ils prioient les Deputés de chercher leur divertissement à la Haye. Le Duc repartit, que puis que ce n'estoit qu'une priere, c'estoit à eux à y acquiescer ou non. Mais le Greffier repliqua, que la priere des Estats, qui representent le Souverain, valoit bien un commandement. Il y adjousta, que ce n'estoit point aux Deputés à estendre les termes de leur passeport, qui ne parloit que du voyage de Bruxelles à la Haye, & ne leur permettoit point de s'aller promener ailleurs. Et de fait, un de leurs Collegues estant party de la Haye, sous pretexte d'aller acheter des chevaux en Northollande, on l'envoya advertir par un exprés,

qu'il

qu'il eust à revenir, & à se mettre en chemin à lettre veüe ; parce qu'on auroit de la peine à le faire jouir du benefice du passeport, & qu'ils s'exposeroit aux inconveniens, qui sont inevitables à ceux qui n'en ont point.

Le *Prince n'est pas obligé d'accorder des passeports aux Ministres d'un autre Prince, avec lequel il est en guerre*, ou dont les intentions luy peuvent estre suspectes, puis qu'on les refuse mesme quelquefois à des amis ou à des indifferents. Le Roy François I n'avoit pas sujet d'estre satisfait de l'Empereur Charles V, qui ne l'avoit pas bien traité depuis le combat de Pavie ; de sorte qu'il n'avoit pas grande inclination à luy faire plaisir. Après que Louïs, Roy d'Hongrie, eust esté tué par les Turcs à la bataille de Moheac, les États de l'Empire, qui apprehendoient une invasion des infidelles, & qui jugeoient que la presence de l'Empereur seroit necessaire en Allemague, *demandèrent au Roy de France un passeport pour le Deputés, qu'ils luy vouloient envoyer*. Le Roy, qui ne le pouvoit avec Justice, & sans incivilité, refuser à des Princes, avec lesquels il n'avoit rien à démeller, & qui vouloit neantmoins embarasser l'Empereur, leur accorda un passeport ; mais en mesme temps il le leur rendit inutile, en le limitant à quatre mois, pour le voyage & pour le retour. Il falloit du temps aux Deputés pour faire leur equippage, & ils n'y pouvoient pas aller en poste ; de sorte qu'ils n'en voulurent pas avoir l'obligation au Roy, & se contenterent de représenter à Charles la necessité de sa presence, par des lettres.

Le Pape Pie IV, en faisant convier tous les Princes Chrestiens d'envoyer leurs Deputés au Concile de Trente, voulut aussy faire cet honneur au *Czaar* ou Granduc de Moscovie. Il voulut faire passer en ces quartiers là *Jean Canobio*, en qualité de Nonce ; mais Sigismond Auguste, Roy de Pologne, quoy que Prince tres catholique, ne le
luy

luy voulut pas permettre. Il dît à *Canobio*, qu'ayant fait proposer l'affaire au Conseil de Litüanie, il y avoit rencontré une opposition universelle. Que les uns avoient allegué une raison, & les autres une autre; mais qu'ils estoient tous demeurés d'accord, que par une coustume establie de toute ancienneté, *on ne permettoit jamais aux Ambassadeurs des autres Princes*, non pas mesmes à ceux de l'Empereur, *de passer par la Litüanie en Moscovie*, pendant la guerre. Il en escrivit aussy au Pape, & y adjousta, que mesmes sans cette difficulté, il n'y avoit point d'apparence, que le voyage du Nonce fist du fruit auprès de ces peuples schismatiques, & ennemis de l'Eglise Latine, & que le País, qui estoit ou desert, ou peuplé de barbares, auroit exposé la personne du Nonce à des incommodités tresfascheuses, & à des dangers inevitables. Ce qui faisoit esperer, que le Pape excuseroit bien *le refus, qu'il avoit faisoit d'accorder un passeport à Canobio*.

Jean Zapoli, Roy d'Hongrie, ne pouvant s'accommoder avec Ferdinand d'Austriche, qui avoit épousé la sœur de Louïs, predecesseur de Jean, & qui à cause de cela pretendoit succeder à la Couronne, vouloit envoyer *Hierôme Laski* aux Princes d'Allemagne, pour leur demander secours; mais Ferdinand ne luy voulut point donner de passeport, & *Laski* ne jugeant pas à propos de hasarder sa personne, *bien que caracterisée*, demeura en Hongrie.

Après que les soixante dix articles eurent esté signés le 8 Janvier 1647 entre les Plenipotentiaires d'Espagne & ceux des Provinces Unies, *Antoine le Brun*, l'un des Plenipotentiaires d'Espagne, partit de Munster dès le lendemain, pour en aller porter les nouvelles à Bruxelles. Pendant qu'il y estoit il envoya demander aux Estats *un passeport*, qui luy permist d'aller à la Haye. Son dessein estoit d'y observer & de traverser la negotiation de Servien, qui y travail-

loit à un traité de garantie ; mais Servien s'opposa à l'expédition du passeport , & fit en sorte que les États , après avoir pris l'avis du Prince d'Orange , le refuserent à M. le Brun. Ce Ministre Espagnol , voyant le refus , dit que *le passeport , qu'il avoit comme Plenipotentiaire d'Espagne , luy permettoit aussi d'entrer en Hollande* , & il y entra sans empeschement ; mais les États l'ayant sceu , le trouverent fort mauvais , & l'obligerent à s'en retourner. *Le passeport* , qu'il avoit comme Plenipotentiaire , ne luy pouvoit servir qu'au chemin & au lieu du Congrès , & ne luy donnoit pas la liberté d'entrer jusques dans le cœur du païs , pour y faire des intrigues & des cabales , contre l'intention des États. C'est ce qu'ils firent bien connoître au Duc d'Arschot , & aux autres Deputés , dont j'ay parlé cy dessus.

Pendant les negotiations de Munster , le Comte Borgia , Gouverneur de la Cittadelle d'Anvers , y fit arrester un gentilhomme , Ministre d'un Prince d'Allemagne , qui ayant pris à Paris un passeport pour Munster , croyoit pouvoir par ce moyen passer en Hollande. Il le traitta avec civilité , & luy permit de voir ses amis à la ville ; mais il l'obligea à faire venir un autre passeport de l'Archiduc. Après que la France eust offert , & fait agréer sa mediation pour la paix entre les deux Couronnes du Nort , & que les deux Rois eurent approuvé le choix , qu'elle avoit fait de M. de la Tuillerie , celuy cy en commençant à travailler au reglement des preliminaires , y rencontra d'abord une tresgrande, difficulté au *sujet des passeports*. Les Ministres de Danemarck disoient , que leurs Commissaires ne trouveroient pas leur seureté dans les simples passeports des Suedois , parce qu'on ne pouvoit s'asseurer ny de leur parole , ny de leur seing ou de leur sceau , si l'Ambassadeur de France n'en demeuroit garand , au nom du Roy , son Maistre. La Tuillerie dit , qu'il n'avoit garde d'engager le nom & l'autorité
de

de son Roy, sans ordre, & aussy qu'il ne pouvoit faire cette proposition aux Suedois, sans les offenser irreconciliablement, & sans rompre toute la negotiation devant que de la commencer. C'estoit les croire capables de *violier le Droit des Gens & la foy publique*: outre que la Suede, en mettant ses passeports entre les mains du Mediateur, pour les faire tenir en Dannemarc, rendoit le Roy de France garant de la seureté, que les Danois y devoient trouver. Je dirois, qu'il n'y a que le seul Ministre du Roy Ferdinand le Catholique capable de faire un si cruel outrage *au Droit des Gens*, comme le Grand Capitaine fit à Cesar Borgia, qu'il fit arrester, nonobstant le saufconduit qu'il luy avoit donné, s'il n'avoit devant luy l'exemple de Charles, dernier Duc de Bourgogne.

Ce Prince avoit concerté avec Louïs XI, Roy de France, la mort du Connestable de St. Pol, & ces deux Princes s'estoient promis, par un traitté formel, que celuy qui le pourroit faire prendre, le feroit mourir, ou le mettroit entre les mains de l'autre, afin qu'il en fît sa volonté. Depuis ce traitté le Duc luy avoit envoyé un saufconduit, sur l'assurance duquel le Connestable l'alla trouver aux Paisbas; mais il le fit arrester avant qu'il arrivast à la Cour, & le fit mettre entre les mains de Louïs, où il sçavoit, qu'il n'y avoit point de quartier pour ce miserable. Le Monde n'est pas moins meschant aujourd'huy qu'il l'estoit en ce temps là; mais il y a peu de gens, qui le voulussent estre si impudemment. C'est une temerité, & mesmes une espece de sacrilege de porter ses pensées profanes dans le sanctuaire des secrets de Dieu, & neantmoins j'estime pouvoir dire, sans pécher contre les loix du Christianisme & de la Charité, que les disgraces continuelles, qui n'abandonnerent point le Duc de Bourgogne depuis ce temps là, jusques à ce qu'elles le fissent perir par la perfidie du Comte de Campobasso, estoient

estoit une juste retribution de la sienne. C'est renverser les principes de l'honnesteté & de la société civile, que de manquer à ce qu'on a solennellement promis par escrit, & à la foy publique, que l'on y a fait intervenir.

L'expédition *des passeports* n'estant pas du fait de l'Ambassadeur, il seroit inutile de faire icy une digression, pour marquer la forme qu'il leur faut donner, & pour dire combien on doit estre exact à exprimer les tiltres & les qualités de ceux, à qui les passeports doivent servir. Il suffit d'avoir inferé icy un projet, dont les Chanceleries peuvent faire un modelle pour toutes les occasions: *mutatis mutandis*.

S E C T I O N XVIII.

De la Reception & de l'Entrée de l'Ambassadeur.

LES Civilités & les Ceremonies, qu'on fait aux Ambassadeurs, faisant une des parties les plus essentielles de l'Ambassade, je leur donneray les-trois ou quatre Sections suivantes; où je tascheray de rapporter tout ce qu'un pourra desirer de celui, qui se trouvant sans le secours necessaire de livres, & sans communication, ne peut rien produire qui ne soit tresimparfait en toutes ses parties.

„*Ph. de Commines* dit, que bien que les Ambassadeurs
 „viennent de la part de Princes, qui sont ennemis, soit
 „couverts ou declarés, ou qui sont amis suspects, on peut
 „s'en défier; mais il ne faut pas laisser de les bien traiter &
 „recevoir, d'envoyer audevant d'eux, de les loger, & de
 „mettre auprès d'eux des gens sages, qui les observent &c.
 En l'an 1627 les Estats des Provinces Unies envoyerent en
 Pologne *Roch vanden Honart*, Conseiller au Grand Conseil
 de

de Hollande & de Zeelande, *André Bicker*, Bourguemaître de la ville d'Amsterdam, & *Simon de Beaumont*, Pensionnaire de la ville de Middelbourg, comme Mediateurs entre les deux Rois de Pologne & de Suede. Le Roy Gustave Adolfe leur fit toutes les civilités qu'ils pouvoient pretendre; mais en Pologne on ne leur en fit point du tout. Lors qu'ils arriverent à Warfavie personne ne vint audevant d'eux, & après qu'ils furent descendus dans la maison qu'ils avoient fait loïer, on ne leur fit compliment que de la part du Marechal du Roiaume, qui à ce qu'on disoit, leur feroit sçavoir l'heure de leur audience. Trois jours après, on leur apporta quelques rafraischissements de viande, de volaille, de vin & de bierre, de la part du Roy, qui ne leur fit pas faire là moindre civilité. Le gentilhomme qui les vit de la part du Marechal, leur dit entre autres choses, qu'en Pologne on n'estoit pas accoustumé de faire entrée aux Ambassadeurs. Il ne disoit pas la verité; veu qu'on a plusieurs exemples d'entrées solempnelles & tresmagnifiques, que l'on y a faites, non seulement au Comte de Scafots, Ambassadeur de l'Empereur, & à Nassokin, Ambassadeur du Czaar de Moscovie, mais aussy aux Ministres de Brandebourg & de Courlande, lors que l'Electeur & le Duc estoient encore Vassaux de la Couronne de Pologne. Le 10 Octobre 1670 M^r. Jean de Wit, Ambassadeur des mesmes Provinces Unies, fit son entrée à Warfavie, & on luy fit civilité. Le Referendaire du Roiaume fut audevant de luy avec le carosse du Roy, suivy de plusieurs autres carosses. Le Ministre de Brandebourg fut receu par un des officiers Generaux, & par le Referendaire de Litüanie, qui furent audevant d'eux avec quantité de carosses. Ils vouloient qu'on envoyast des Palatins, ou du moins des Chastelains audevant d'eux; mais c'est ce qu'on ne voulut pas faire. Les Envoyés de Courlande furent receus

par Prasimousky , Secrétaire de la Couronne, dans le carrosse du Roy.

Les Civilités qu'on fait aux Ambassadeurs à leur réception & à leur entrée, sont réglées en presque toutes les Cours; mais il n'y a pas fort longtemps qu'elles le sont. Aussi n'y à il pas longtemps, que l'on y a des officiers exprés, qui les puissent régler, ou qui puissent faire exécuter les reglements que les Princes font pour cela. La Cour de Rome, qui n'est composée que de ceremonies, a un Maître des Ceremonies depuis plusieurs siècles. Ce n'est que depuis l'an 1585 qu'il y a un *grand Maître des Ceremonies* en France, encore ne se mêle il point du fait des Ambassadeurs, non plus que le *Maître des Ceremonies*, si ce n'est en l'absence des *Introducteurs*, ou dans quelque Ceremonie fort solennelle & extraordinaire, où il y concourt avec eux. Les Introducteurs des Ambassadeurs & des Princes estrangers, en titre d'office, sont encore plus modernes. A l'entrée, que la Reine Elisabeth d'Austriche, femme de Charles IX, fit à Paris, après son couronnement le 29 Mars 1571, où on remarque le Nonce & les Ambassadeurs d'Espagne, d'Escoffe & de Venise, le Sieur Hierôme Gondy, *Commis à les recevoir*, marchoit immédiatement devant eux, & ils estoient conduits, sçavoir le Nonce par l'Abbé de Vendôme: l'Ambassadeur d'Espagne par M. d'Espinay: celui d'Escoffe par le Comte de Chaune, & celui de Venise par M. de Meillant, Chevalier de l'ordre du Roy. A l'entrée que la mesme Reine fit à Mezieres le 26 Novembre 1570, les mesmes Ambassadeurs furent conduits & accompagnés par quatre des plus anciens Conseillers d'Estat; sçavoir par M^{rs}. de Morvillers, de Tavanès, de Lansac & de Limoges, sans qu'il y fust parlé d'*Introducteurs*. Dans toute l'Ambassade de Walsingham il n'est point parlé d'*Introducteur*. Lors que luy & Norris, son predecesseur, allerent à l'audience le 25 Janvier

1571, personne ne les conduisit. En arrivant au Chasteau de Madrid, ils y rencontrèrent M. de Lanfac, qui les entretint, & leur fit compagnie à leur dîner. Après le repas un autre Seigneur les vint entretenir, & après cela *Hierôme Gondy* les advertit que le Roy estoit prest de leur donner audience, & les fit entrer dans une chambre, où le Roy parut bientoist après. Lanfac les conduisit à l'audience de la Reine Mere.

Aujourdhuy il y a en France deux Introduceurs, qui servent par semestre, & ont pour aide, ou pour Lieutenant un officier qui est perpetuel, & qui fait sa charge à toutes les civilités qu'on fait aux Ambassadeurs, à quelque occasion que ce soit. Il y a aussy un Introduceur en Espagne: mais en la plus part des autres Cours il n'y en a point, & cette charge se trouve confondue avec celle du Maistre des Ceremonies: comme en celles de Stocolm, de Copenhaguen, à Turin &c. C'est le *Chiaux Bachi*, ou le Capitaine des *Chiaux*, qui en fait la fonction à Constantinople, & la Moscovie a ses *Pristaves*, comme la Perse ses *Mehemandars*, qui ne sont pourtant que des commis pour la seule action, à laquelle le Souverain les destine. Il n'y a ny Maistre des Ceremonies ny Introduceur à Vienne, en Pologne, en Portugal, ny mesme à Venise, & neantmoins il n'y a point d'Estat, où les ceremonies soyent mieux réglées qu'en cette Republique. Dans les Provinces Unies il n'y en a point non plus, quoy qu'il s'en faille beaucoup, que les civilités y soyent aussy bien réglées qu'à Venise, ou dans les autres Cours de l'Europe.

Je dis que ce n'est que depuis quelque temps que ces civilités sont réglées; c'est pourquoy on n'en trouve rien de marqué dans l'histoire de France. Ce n'est que depuis le regne du Roy defunt, que les Ambassadeurs, qui arrivent en Angleterre, ne sont plus receus ny défrayés à leur débar-

quement. On n'en fait pas trop en Espagne presentement , & c'est là où l'on en faisoit le plus autrefois. Au mois de May 1424 Alfonse le Magnanime Roy d'Aragon, envoya à Jean, Roy de Castille, *l'Archevesque de Tarragon & Berenger Bardaxi*, Justice d'Aragon. Ces Ambassadeurs estant arrivés à St. Clement, à une journée de Villareal, où la Cour estoit, en firent advertir le Roy par leurs Escuyers. Don Alvaro de Lune, qui gouvernoit en ce temps là le Roy de Castille, leur envoya dire, qu'ils pouvoient demeurer au lieu, où ils estoient jusques à ce qu'on leur fist sçavoir, où le Roy, qui alloit partir de Villareal, leur pourroit donner audience. Ils y demurerent environ quinze jours, & allerent de là trouver le Roy à Ocagne. *Ils furent receus hors la ville par le Connestable, par l'Admirant & par l'Adelantade de Castille, & par Garci Alvarez, Seigneur d'Oropesa, qui estoient accompagnés de plusieurs autres grands Seigneurs.* En l'an 1453 le mesme Roy d'Aragon envoya au Roy de Castille *Ferrier de la Nuça*, Justice d'Aragon, qui estant arrivé à une demylieüe de *Tordesillas*, où la Cour estoit, y fut receu par *Don Diego Hurtade de Mendosse, Prieur de St. Jean: par l'Adelantado Parafan de Ribera, par les fils du Maistre de l'ordre d'Alcantara, & par tous les autres Seigneurs, que cette ceremonie avoit faite rendre auprès du Roy; à la reserve de Ruy Dias, son Maistre d'hostel, qui se tint auprès de sa personne.* Henry Roy de Castille, envoya en l'an 1456 *Loüis Gonzalez d'Asiença, Doyen de Cordoüe, & Henry de Figueredo*, ses Ambassadeurs Extraordinaires, au mesme Alfonse, Roy d'Aragon & de Naples. Ces Messieurs estant arrivés à *Averse*, Alfonse les envoya recevoir par *Marin de Marsan, Prince de Rossano & Duc de Sesse: par Felix Ursin, Prince de Salerne: Don Inigue de Guevarra, Grand Seneschal: Don Diego Davalos, Grand Chambellan, & par plusieurs autres grands*

Seigneurs de la Cour, avec ses Rois d'armes, vestus de leurs cottes de ceremonies. Lors qu'il les receut dans le Chasteauneuf de Naples, il se trouva accompagné du Duc de Calabre, son fils naturel, qui luy succeda depuis au Roiaume de Naples, de Don Arnould Roger de Pallas, Patriarche d'Alexandrie, & de tous les Ambassadeurs des Princes estrangers. L'Empereur Maximilian I alla luy mesme jusques à une lieüe de la ville de Bruges, audevant du Cardinal de Yorc, Ambassadeur de Henry VIII Roy d'Angleterre.

La France mesme n'y a pas tousjours esté si reservée qu'elle est depuis quelques années. Le Roy Henry II, ayant sceu que le Duc d'Albe, qui venoit avec procuration de Philippe II, pour épouser Madame Elisabeth sa fille, approchoit de Paris, envoya audevant de luy le Prince de Condé, les Cardinaux de Lorraine & de Guise, le Duc de Lorraine, le Duc de Nemours, M^{rs}. de Guise & d'Aumale, le Duc de Boüillon, Monsieur de Nevers, le Prince de Ferrare, & plusieurs autres Seigneurs, qui avoient une suite de cent cinquante pages, sans leurs autres domestiques. Cette entrée se fit au mois de Juin 1559, & on n'y parle point d'Introduçteurs, non plus qu'à la reception qu'on fit en l'an 1564 au Lord Hudson, Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre : audevant duquel le Roy envoya le Duc de Nevers : M. de Boissy, Grand Escuyer : le Comte de Charry, & plusieurs autres Seigneurs & Gentilshommes. A l'entrée de la Reine Elisabeth d'Austriche, dont je viens de parler, elle estoit accompagnée de l'Electeur de Treves, de l'Evesque de Strasbourg, du Marquis de Bade & du Comte de Zollern, Ambassadeurs de l'Empereur Maximilian II, pere de la Reine. On n'envoya point audevant d'eux, parce que tous les Princes furent audevant de la Reine : mais en marchant vers la ville, les Ducs d'Anjou & d'Alançon, freres du Roy, prirent l'Electeur au milieu d'eux. L'Evesque

marcha entre les Ducs de Lorraine & de Montpensier : le Marquis au milieu du Prince Daupin & de Monsieur d'Aumale, & le Comte entre le Duc de Guise & le Marechal de Montmorancy. En l'an 1598 non seulement plusieurs Princes & Seigneurs, mais aussi les *officiers de l'Hostel de ville de Paris*, furent audevant des Ambassadeurs d'Espagne, qui venoient voir jurer l'observation du traité de Vervins. On leur fit civilité, & on les défraya dès qu'ils entrèrent dans le Roiaume, jusques au jour que le Roy Henry fit le serment pour l'exécution du traité. Après cela le traitement cessa à l'égard du Duc d'Arschot, de l'Admirant d'Aragon, du Comte d'Aremberg, & de Don Louïs de Velasque; parce que demeurant comme ostages, jusques à la restitution des places de Picardie & de Bretagne nommées dans le traité, leur qualité d'Ambassadeur cessa. Le Roy les renvoya sur leur parole. Le Chancelier de Chinnery dit en ses memoires, que le Roy en usa ainsi par le Conseil de M. de Villeroy, qui vouloit reconnoître par là les obligations qu'il avoit au Roy d'Espagne: & que depuis ce temps là on a continué de traiter ainsi les Ambassadeurs: ce qui a fort incommodé les Finances. Cela n'est pas fort obligeant pour Villeroy, & je ne sçais, si en cette rencontre on ne doit point douter de la sincerité de Chinnery; veu que le Ceremonial de France dit positivement, que l'on ne commença à défrayer ces Ambassadeurs, que du jour qu'ils arriverent à Paris. En l'an 1612 le Duc de Mayenne fut envoyé en Espagne, & le Duc de Pastrana vint en France pour le double mariage, qui se fit quelques années après. Le Duc de Pastrana ne fut pas seulement reçu avec de grandes civilités, en approchant de Paris, mais on luy fit des honneurs extraordinaires dès qu'il entra dans le Roiaume. Il arriva à *Bayonne* le 19 Juillet, si tard qu'il fut obligé de faire son entrée aux flambeaux. Quatre des
princi-

principaux habitants de la ville avoient esté audevant de luy jusques à S^t. Jean de Luz. Il y fut receu en ceremonies, & regalé avec toute sa suite, qui estoit de plus de trois cens personnes, & d'un tresgrand embaras de chevaux, de mulets & de bagage. Toutes les villes de *Guyenne & de Poitou* suivirent cet exemple, *jusques à Orleans*. où le Marechal de la Chastre, Gouverneur de la ville, fut audevant de luy, avec une troupe de deux cens gentilshommes. Le Marquis de Cœuvres, Gouverneur de l'Isle de France, avoit ordre de l'aller recevoir à Estampes; mais l'Ambassadeur faisoit de si grandes journées qu'il le rencontra à Linas, d'ou il le conduisit au Bourg la Reine, & le quitta là, pour en faire rappport au Roy. Le lendemain le Marquis d'Ancre, principal Ministre de la Reine, l'alla complimenter de la part du Roy. *Les Ducs de Nevers & de Piney, accompagnés de quatre ou cinq cens Seigneurs & gentilshommes*, le rencontrèrent hors les fauxbourgs de S^t. Jaques, sur des chevaux de poste. L'Ambassadeur & les deux Ducs s'estant joints, mirent pied à terre en mesme temps, & après les compliments l'Ambassadeur se servit du cheval que le Roy luy avoit envoyé. *Bonoeil* Introduceur des Ambassadeurs, ayant fait marcher les Seigneurs Espagnols & François, meslés ensemble, se mit seul immediatement devant l'Ambassadeur ordinaire d'Espagne, qui avoit à sa gauche le Duc de Piney, & estoit suivy du Duc de Pastrana, conduit par le Duc de Nevers. On le logea à l'hostel de S^t. Paul, où *M. de Bellegarde, Grand Escuyer* le fut voir de la part du Roy, & luy témoigner combien sa venue luy estoit agréable.

De l'autre costé le *Duc de Mayenne* n'eut pas si tost passé la riviere de Bidassô, qu'il rencontra l'Alcalde de la ville S^t. Sebastien, qui en est éloignée de trois lieües, assisté du Procureur du Roy, qui luy apportoit le passeport de l'Inquisition, pour luy & pour ceux de sa suite. Les officiers de la garnison

son & le Magistrat le receurent à un quart de lieüe de la ville, où on luy fit entrée : on luy donna le divertissement du combat des taureaux, & on fit des feux de joye en toutes les villes de son passage. Il rencontra à *Victoria* quelques officiers de la Maison du Roy, que l'on avoit envoyés audevant de luy, pour faciliter son voyage & la commodité des vivres. A *Lerma* il fut magnifiquement traité de la part du Duc du lieu. M. de Vaucelas, Ambassadeur ordinaire de France, vint audevant de luy jusques à *Aranda del Duero*, & la fièvre ayant obligé le Duc à s'arrester quelques jours à *Torres de Laguna*, le Roy y envoya ses Medecins & ses apothicaires. Estant au *chasteau d'Almeda*, où il fit quelque séjour, tant pour se refaire de sa maladie, que pour se preparer pour l'entrée, deux laquais du Comte de Montforeau estant entrés dans un champ labouré, l'Espagnol, à qui il appartenoit, chargea d'un coup de baston l'un des laquais, qui le tua sur le lieu. Ce meurtre faillit de faire soulever tous les villages voisins, jusques à ce qu'un Alcalde de Madrid, qui en informa, trouva que l'Espagnol avoit esté tué par deux laquais françois qui s'estoient sauvés. Le Duc de Mayenne voulut qu'on courust après eux; mais l'Alcalde dit, que le Roy luy avoit bien expressément défendu de proceder contre les françois. Pendant qu'il estoit à Almeda, le Roy luy envoya le Marquis d'Este, pour luy faire compagnie, & pour le servir jusques au jour de son entrée. Elle se fit le 17 Juillet, & il fut rencontré auprès de Madrid par le Duc d'Albe, que le Roy avoit envoyé audevant de luy, avec la pluspart des Grands de la Cour, & quantité de Noblesse. Ces deux Seigneurs en se rencontrant se salüerent, & le Duc d'Albe fit son compliment sans descendre de cheval. Après cela s'estant mis à le gauche de l'Ambassadeur, & faisant marcher devant eux tous les Seigneurs de l'une & de l'autre nation, le il conduisit au palais de Spinola, qui avoit esté meublé

blé pour son logement. De tous les Seigneurs Espagnols il n'y eust que le Duc d'Albe, qui mist pied à terre dans la Cour, & qui accompagnaist l'Ambassadeur jusques dans son appartement. Cela fait il remonta à cheval, & congédia tout le cortège. *Le Roy fit défenses à la Justice d'entrer dans les maisons où les François estoient logés, pour quelque crime que ce fust.* Les deux jours suivans furent employés à recevoir les visites du Nonce & des autres Ministres estrangers, comme aussy celles des Seigneurs de la Cour, & entre autres celles de l'Archevesque Cardinal de Toledé, qui ne fait cet honneur qu'au Roy.

Ces occasions extraordinaires ne font point de regle, particulièrement en Espagne, où on ne change pas facilement les anciennes coustumes, qui y sont establies depuis le regne de Charles V. Le *Marquis de Ramboüillet* ayant esté nommé à l'Ambassade Extraordinaire d'Espagne, vers la fin de l'an 1626, il se rencontra une assés grande difficulté sur la maniere de sa reception. Le *Comte de Gondemar*, en revenant de son Ambassade d'Angleterre, avoit passé par la France, & ayant des lettres de creance pour le Roy, on l'avoit considéré comme Ambassadeur Extraordinaire, & on l'avoit fait recevoir par un Mareschal de France. C'est pourquoy on pretendoit que le Marquis de Ramboüillet devoit aussy estre receu par un Grand d'Espagne, ou du moins par un Seigneur d'une qualité approchante. Du Fargis, qui estoit Ambassadeur ordinaire à Madrid, fit de grandes instances pour cela; mais le Conseil s'opposa à cette pretension, & ne voulut point qu'on changeast, ou qu'on alterast l'ancien usage. Il disoit, *qu'on avoit accoustumé de faire recevoir le Nonce & les Ambassadeurs de l'Empereur & du Roy de France par un Maistre d'hostel du Roy, & que l'on continueroit d'en user de cette maniere.* Et de fait, le Marquis de Formistan, un des Maistres d'hostel du Roy

I. Part. H h h d'Es-

d'Espagne, receut l'Ambassadeur à son entrée, & le conduisit à sa premiere audience. La Civilité qu'on avoit faite au Comte de *Gondemar* en France pouvoit bien convier, mais elle ne pouvoit pas obliger les Espagnols à suivre cet exemple,

Or comme une Cour ne change pas volontiers sa coustume, ainſy l'Ambassadeur ne doit point souffrir, qu'au prejudice de la dignité de son Prince, & des Ministres qui peuvent succeder à son employ, on altere quoy que ce soit aux honneurs qu'on a faits à ses predecesseurs. *Argenson*, Maistre des requestes, & Ambassadeur de France, en arrivant à Venise eut une rencontre, où son adresse le tira d'un piege, qu'on luy avoit rendu au commencement de son Ambassade. Les Venitiens, esperant pouvoir prendre avantage sur luy, & après son exemple sur tous les autres Ambassadeurs de France, luy firent une proposition veritablement Venitienne. La pluye, la gresle, & tout ce qui pouvoit rendre le temps extrêmement mauvais, troubloient les preparations qu'on avoit faites pour son entrée; c'est pourquoy le Senat luy fit dire, que s'il le trouvoit bon, on ne luy donneroit pas la peine d'aller jusques au Couvent du S^t. Esprit, qui est à trois milles de la ville de Venise, & on l'iroit prendre dans l'Abbaye de S. George. Mais *Argenson* répondit, qu'il ne luy seroit jamais reproché, qu'il auroit fait prejudice aux droits & aux honneurs de l'Ambassade. Puis qu'on estoit allé audevant de ses predecesseurs jusques à l'Abbaye du S^t. Esprit, il estoit prest d'aller jusques à Chiozza, si le Senat le vouloit bien faire recevoir là, sans que la pluye ny la gresle l'en empeschassent. Il est vray, que sa faute n'auroit pas fait exemple pour ses successeurs, & *Argenson* pouvoit prendre acte, que ce changement ne pourroit prejudicier aux Droits du Roy & de ses Ministres; mais le plus seur est, de ne souffrir point de nouveauté. Je
diray

diray tantost comment la Republique de Venise fait recevoir les Ambassadeurs.

En France, l'Ambassadeur, en arrivant en fait advertir celui des Secretaires d'Etat qui a le departement des affaires estrangeres, & qui en ayant fait part au Roy, en prend les ordres, pour les donner à l'Introducteur, qui est de semestre, & celuicy fait concerter le jour & les ceremonies de la reception avec l'Ambassadeur. Elle se fait ordinairement à St. Denis, à Piquepuce, à Rully, à la Maison rouge, ou dans quelque autre lieu proche de Paris, ou de la Maison Royale, où le Roy fait son sejour. On voit entre le Chateau de Vincennes & la Porte St. Antoine, qui est la plus belle avenue de la ville, le dessein d'un arc de triomphe, qui servira à cette ceremonie, & qui marquera aux estrangers, que ce que le Roy d'aujourd'huiy entreprend & execute, est sans comparaison plus grand que ce qu'on voit de reste de l'ancienne Rome dans ses ruines, & ce qu'on lit des actions de ses heros dans son histoire. Ce sont quelquefois des Princes, quelquefois des Ducs & Pairs, & quelquefois aussi des Mareschaux de France, que l'on employe à aller recevoir les Ambassadeurs; mais avec cette distinction, que les Princes ne font jamais cette fonction qu'à l'égard des Nonces, ou des Ambassadeurs des Testes Couronnées. Encore le font ils fort rarement. En l'an 1634 *le Comte d'Alais*, Prince, & le Comte de Brulon, l'un des Introducteurs, allerent prendre *M. Bolognetti*, Evêque d'Ascoli, Nonce du Pape, au village de Vanues; & le conduisirent à son logis. Le Lendemain le Roy l'envoya visiter par M. de Souvré, Premier gentilhomme de sa Chambre, & la Reine par son premier Maître d'Hostel.

Au mois de Novembre de la mesme année le mesme *Comte d'Alais*, & *Bautru*, Introducteur, furent audevant de *Jules Mazzarin*, *Nonce Extraordinaire du Pape*, à Pique-

puce. Le Nonce ordinaire, le Comte d'Alais, l'Introducteur, les Archevesques de Tours & d'Arles & l'Evesque de Bologne entrerent dans le carosse du Roy avec luy. Le lendemain M. de Liancourt, un des Premiers gentilshommes de la Chambre, le complimenta de la part du Roy, & le Comte d'Orval au nom de la Reine. Il ne fut point logé. Au mois d'Avril 1635 les mesmes *Comtes d'Alais* & de Brulon, furent audevant du *Chancelier Oxenstirn*, Legat Plenipotentiaire de Suede en Allemagne, jusques à deux lieües de Compiègne, où la Cour estoit alors, & le conduisirent dans une maison meublée des plus beaux meubles du Roy, où il fut traité pendant tout le séjour qu'il y fit. Environ un mois auparavant Monsieur *Grotius*, Ambassadeur ordinaire de Suede, estant arrivé, le *Mareschal d'Estree* & le Comte de Brulon l'allerent prendre dans les carosses du Roy & de la Reine, à S^t. Denis, & le conduisirent à son logis. Ce fut presque au mesme temps que le *Vicomte de Scudamor*, Ambassadeur Ordinaire d'Angleterre, arriva en France: & d'autant que le Roy alloit faire un voyage, où les Ambassadeurs ne le devoient point suivre, il prit son audience du Roy devant que de faire son entrée. Le Roy estoit à Monceaux, & l'Ambassadeur estant à Meaux, le Duc de Cheuseuse, & Berlise Introducteur, l'allerent prendre, & le conduisirent à l'audience. Après cela il voulut encore faire son entrée: c'est pourquoy le *Mareschal de S^t. Luc* & Berlise le furent prendre à S. Denis, & le conduisirent à son logis. On ne fit pas plus d'honneur l'année suivante au *Comte de Leicestre*, Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre, que le *Mareschal de Chastillon* & le Comte de Brulon allerent querir à S^t. Denis, & le conduisirent à l'hostel des Ambassadeurs Extraordinaires, où il fut traité par present, & visité de la part du Roy par M. de Souvré. En la mesme année le mesme *Mareschal de Chastillon* & Berlise

Berlise allerent prendre *Zavaski*, Ambassadeur Extraordinaire de Pologne, à S^t. Denis, & le conduisirent à l'Hostel de S^t. Chaumont, meublé des meubles du Roy, où il fut traité par les officiers de la Cour jusques à sa premiere audience. C'est ainsy qu'on en use ordinairement à l'égard des Ambassadeurs, mais ceux des Testes Couronnées sont conduits à l'audiance par un Prince. Au mois d'Octobre 1634 le *Mareschal de Chastillon*, & Berlise, avec les carosses du Roy & de la Reine, furent à S^t. Denis, audevant d'*Aloysio Contarini*, qui venoit succeder à Soranzo en l'Ambassade de Venise, & le conduisirent à son logis, derriere les Minimes. En Janvier 1638 le *mesme Mareschal* & le Comte de Brulon furent, avec les Carosses du Roy & de la Reine, prendre *Ange Cornaro*, Ambassadeur de Venise, à la Chapelle. On fait le mesme honneur aux Ambassadeurs des Provinces Unies, tant ordinaires qu'Extraordinaires: avec cette difference pourtant, que ceuxcy, c'est à dire les Extraordinaires, sont traittés jusques au jour de leur audience, & les autres non. Au mois de Juin 1634 le *Mareschal de Chastillon* & le Comte de Brulon allerent, avec les Carosses du Roy & de la Reine, à S^t. Denis, audevant des Sieurs Pau & Knuit, Ambassadeurs Extraordinaires des Estats, & les conduisirent à l'hostel des Extraordinaires, où ils furent traittés par present. Quelques années après, en l'an 1637 *Guillaume de Lire d'Osterüic*, Ambassadeur ordinaire des mesmes Estats, fut au receu par le *Mareschal de la Force* à S^t. Denis: & on en a usé de la mesme maniere, non seulement à l'égard des Testes Couronnées, & de ces deux puissantes Republiques, mais aussy envers les Ambassadeurs des Princes d'Italie, de Savoye, de Florence & de Mantoüe. En l'an 1638 au mois de Fevrier, le *Mareschal de la Force* & le Comte de Brulon allerent audevant du S^r. *Agnelli*, Ev^{esque} de Casa^a, Ambassadeur Extraordinaire de Mantoüe, à Piquepuce, &

le menerent à son logis, mais il ne fut ny logé ny traité par le Roy. Le Duc de Savoye pretend quelque chose de plus que les autres Princes d'Italie, depuis qu'il a pris la qualité de Roy de Chypre. J'en parle ailleurs; & pour ce qui est du *Granduc de Toscane*, il s'est si bien estably depuis les deux Mariages que Henry II & Henry IV ont faits dans cette maison, & les grandes alliances qu'elle a faites ailleurs, qu'il a de la peine à ceder à Savoye, & ses Ambassadeurs sont receus par des Mareschaux de France, comme ceux des premieres Puissances de l'Europe. En l'an 1643 *M. Corsi* estant venu en France faire compliment sur la mort du Roy Louis XIII, le *Mareschal de Bassompierre* le fut recevoir à Piquepuce, & le *Mareschal de Grammont* le conduisit à l'audiance.

On fait les mesmes honneurs à ceux du Grand Maistre de Malthe, dont on a un exemple au Bailly de Forbin, Grand Croix, que le *Mareschal de la Force* & le Sr. de Berlife, allerent le 30 Janvier 1639 recevoir à Piquepuce, avec les carosses du Roy & de la Reine, & avec un cortege de plus de soixante autres carosses à six chevaux, *bien qu'il fust sujet & officier du Roy*, Lieutenant General de ses galeres. On en use avec quelque distinction à l'égard des *Ministres de la Republique de Gennes*. Au mois de Novembre 1637 le *Sieur Sauli*, leur Ambassadeur Extraordinaire, fut receu à Piquepuce, non par un Mareschal de France, ou par quelque autre officier de la Couronne, mais par *M. de Noailles*, qui en revenant de son Ambassade de Rome, avoit receu de grandes civilités à Gennes. Aussi le Roy l'envoya visiter le lendemain, non par un des Premiers gentilshommes de sa Chambre, mais par le Marquis de Foulilles, Grand Mareschal des Logis. Il ne fut ny logé ny défrayé. Les Ambassadeurs, que tous les Cantons envoient en France, à l'occasion du renouvellement de leur alliance, sont

sont receus à l'entrée du Roiaume, on leur fait des honneurs & des civilités à toutes les villes de leur passage, & lors qu'ils arrivent à Paris, on leur en fait plus qu'aux Ambassadeurs des Testes Couronnées. Mais lors que quelques Cantons particuliers y envoient, on ne leur fait pas plus d'honneur, que l'on en fait aux Ministres du second Ordre. On ne leur fait point de reception du tout, & il n'y a que l'Introducteur avec M. de Villequier qui les accompagne à l'audiance. Au mois de Mars 1634 *Reding & Zurlauben*, Ambassadeurs des Cantons Suisses Catholiques, arriverent en France; mais on ne leur fit point d'autre honneur, sinon qu'on leur envoya les carosses du Roy, pour les conduire à l'audiance. Au mois de Decembre de la mesme année les Ambassadeurs des trois Cantons Protestants, Zurich, Berne & Schafhouse, furent traittés de la mesme façon. Je remarque ailleurs qu'en ce temps là on faisoit les mesmes honneurs aux Gentilshommes Envoyés.

Quelque honneur qu'on fasse aux Ambassadeurs des Cantons, on les distingue pourtant d'avec ceux des Testes Couronnées & des autres Souverains. On ne les fait point recevoir ny par un Introducteur, ny par un Prince, ou par un Marechal de France. Le Marechal d'Aumont va au-devant d'eux, non comme officier de la Couronne, mais comme Gouverneur de la ville de Paris, & le Prevost des marchands avec les Eschevins les reçoivent à cinquante pas de la porte; pour faire voir, que c'est la ville qui leur fait faire civilité & non le Roy. Henry III, qui se plaisoit fort aux ceremonies, fut le premier, qui le 28 Novembre 1582, envoya le Prevost des marchands & les Eschevins au-devant de Deputés des Cantons, & qui les fit conduire droit à l'Hostel de ville, où on leur envoyoit tous les jours des presents de pastés, d'hipocras & de flambeaux. En ce temps là on ne leur donna que la qualité de Deputés, & pour dire

la verité, on les traite encore aujourd'hui comme tels. Pour le verifier, je mettray icy un extrait de ce qui se passa à l'Ambassade, qu'ils envoyèrent en France en l'an 1663. Le 2 & 3 Novembre ils arriverent à Charenton, où on leur avoit marqué leurs logis. Le 4 le Maréchal d'Aumont & Berlise, Introduceur des Ambassadeurs, les visiterent de la part du Roy. Le 5 le Chancelier leur envoya faire civilité, & le Grand Prevost y fut mettre le taux sur les vivres; parce que les habitants les survendoient. Le 7 les Ambassadeurs firent entendre, qu'ils pretendoient se couvrir en parlant au Roy, qu'on les traitast d'Excellence, & qu'on leur cedast la place d'honneur aux visites qu'ils feroient chez les Princes & chez les Ministres; mais on ne leur voulut rien accorder de tout cela. Le 9 le Roy leur fit donner à disner à Vincennes, où la Barde, qui avoit fait le traité, & Servien, Conseiller d'Estat, leur firent compagnie, monterent à cheval avec eux au sortir du disner, & les conduisirent jusques à l'entrée du Faubourg St. Antoine, où ils rencontrèrent le Maréchal d'Aumont & M. Voisin, Prevost des marchands, qui prirent le premier Ambassadeur entre eux deux, comme M. d'Humieres & le premier Eschevin prirent le deuxième, & ainsy en suite, un Seigneur & un officier de l'hostel de ville les autres. On les conduisit en cette maniere à la rue St. Martin, où on leur avoit marqué des logis. Le 10 le Prevost des marchands & les Eschevins les firent complimenter, & leur envoyerent le present de vin, d'hipocras, de pastés & de jambons. Le mesme jour M. le Chancelier les envoya prier à disner pour le lendemain, & bien que les Ambassadeurs n'eussent pas encore veu le Roy, ils ne laisserent pas d'envoyer quatre deputés de leur corps, pour complimenter M. le Chancelier; mais d'autant qu'il estoit malade d'une erezipele à la jambe, ils ne le virent point. Le 11 le Chancelier leur en-
voya

voya Girault avec trente carosses, pour les amener chez luy, où M^{rs}. de Coaslin & de Rochefort les receurent au haut du perron, au dedans, les toucherent en la main à tous, & les firent entrer dans une chambre, en attendant qu'on servist. Il y avoit au haut bout de la table un fautüeil pour M. le Chancelier, son cademat & son couvert. Le premier Ambassadeur ayant pris sa place à la main droite, & les autres en suite au dessous de luy, on osta le couvert de M. le Chancelier, & les Marquis de Coaslin & de Rochefort se mirent à sa place. Ceux de la suite des Ambassadeurs se mirent dans les autres salles à deux tables de cinquante couverts chacune, qui furent servies en mesme temps. Chaque Ambassadeur avoit derriere luy un fantier, ou vallet de ville, pour le servir. Le Marquis de Coaslin commença toutes les fantés, & beut celles du Roy, de la Reine Mere, de la Reine, de M. le Dauphin, de Monsieur, de M. le Prince, de M. le Duc, M. le Prince de Conty, des Cantons, de M. le Cancelier, des Ambassadeurs, de Madame de Longueville & de M. le Comte de Soissons. Toutes ces fantés furent beües de bout & testes nues, au bruit de trompettes, de tambours & de timbales. Au sortir du disner on ramena les Ambassadeurs dans la chambre, où ils s'estoient reposés en arrivant. C'est là où M. de Comte de Harcourt les vint prendre, pour les conduire à l'audiance du Roy. Il les salüa tous à la mode de leur pais; mais en sortant il prit la main sur eux. Les Ambassadeurs estoient tous découverts pendant qu'ils parlerent au Roy, qui estoit couvert. Ils virent en suite les deux Reines, & *Monsieur* frere du Roy, *qui se couvrit aussi*, quoy que les Ambassadeurs demeurassent la teste nue. M. le Prince & le Duc d'Enguien demurerent découverts, & les conduisirent jusques à la porte de leur Chambre, l'un & l'autre prenant la main sur eux. Le 12 le Comte de Soissons leur envoya vingt cinq carosses, & leur

donna à dîner, comme Colonel General des Suisses, prenant la main sur eux : comme fit aussi M. de Thurenne, qui leur donna à dîner le 13. Le 14 sur les neuf heures du matin ils arriverent, en *des carosses de louage*, à l'hostel de M. le Chancelier, pour entrer en conference avec les Commissaires du Roy. Il y avoit dans la galerie une grande table, au bout de laquelle on avoit mis une chaise pour le Roy, à main droite il y avoit des chaises pour les Commissaires, & du costé gauche il y en avoit trente neuf pour les Ambassadeurs. Sur les neuf heures & demie Mr. de Villeroy, ayant pris la premiere place, en l'absence du Chancelier, Mr. de Brienne, le Tellier, Lionne, Colbert & la Barde s'assirent après luy. Ils se leverent & se decouvrirent, sans bouger de leurs places, lors qu'ils virent entrer les Ambassadeurs, qui prirent l'autre costé de la table : mais d'autant que ceux qui estoient au bout ne pouvoient pas bien entendre ce qui se disoit en la conference, ils rapprocherent leurs fautüeils au retour de la table, en sorte que celuy du dernier Ambassadeur touchoit presque celuy de M. de la Barde. Cette conference, qui ne fut pas longue, estant finie, les Ambassadeurs se retirerent de la mesme maniere qu'ils estoient entrés ; les Commissaires se tenant debout, & la teste une. Ce jour là le Mareschal de Grammont leur donna à dîner, & le lendemain ils eurent encore une conference chez M. le Chancelier. Le 17 ils eurent la derniere, où tout fut réglé & signé. Le 18 se fit le serment. Le 19 le Roy envoya une chaine & une medaille d'or à chaque Ambassadeur, & douze cens francs pour les frais de leur voyage. Le mesme jour le Prevost des marchands leur donna à dîner dans l'Hostel de ville, & le 20 ils dînerent encore aux dépens du Roy à Vincennes. Les jours suivans on leur fit encore des festins. Le 24 ils rendirent visite à M. le Chancelier, qui les receut dans sa chambre. Ils luy parlerent decouverts, le Chancelier

lier estant decouvert ausſy. Il ne les reconduiſit que juſqu'à la porte de ſon antichambre au dedans ; prenant tousjours la main ſur eux. Ils employèrent encore quelques jours à des viſites chez les Commiſſaires du Roy , qui prirent tous chez eux la place d'honneur ſur les Ambaſſadeurs , & après cela ils partirent les uns après les autres. Pas un Miniſtre ne les viſita.

C'eſt ainſy à peu près que j'ay marqué cydeſſus , que ces civilités ont eſté réglées en France , où elles eſtoient autrefois ausſy exceſſives qu'ailleurs. L'Histoire remarque, qu'en l'an 1457 *Ladislas*, Roy de Pologne, d'Hongrie & de Bohême, envoya en France une Ambaſſade ſolemnelle, compoſée de pluſieurs Seigneurs de ſes trois Roiaumes, pour la recherche du mariage de Magdelène de France, fille du Roy Charles VII. La Cour eſtant à Tours, le Roy envoya audevant des Ambaſſadeurs, juſques à une lieüe de la ville, le Duc d'Orleans, Meſſieurs d'Engoulefme, du Maine, de Foix, de Vendôme, de la Marche, le Chancelier de France, & pluſieurs autres Seigneurs. Le mariage ne ſe fit point ; parce que le meſme jour que le Contract devoit eſtre ſigné, on eut des nouvelles de la mort de *Ladislas*. Elles obligerent les Ambaſſadeurs à ſe congédier de la Cour, pour reprendre le chemin de l'Allemagne ; mais on ne laiſſa pas de leur faire entrée à toutes les villes où ils paſſoient, & particulièrement à Paris. Ils furent receus hors la ville par le Comte d'Eu, Prince du Sang, par l'Archeveſque de Narbonne, par les Eveſques de Langres, de Paris, de Noyon, de Rhodéz, de Meaux, de Beziers & de St. Brien : par le Comte d'Armagnac, le Prevost de Paris, le Premier Preſident du Parlement, accompagné de pluſieurs Conſeillers & autres officiers : par la Chambre des Comptes : par les Generaux de la Monnoye, par les Eleus, & par les Eſchevins de la ville. Le Recteur & toute l'Univerſité en corps allerent audevant

d'eux jusques au Couvent des Dominicains, auprès de la porte St. Jaques.

On ne fait plus de ces entrées embarrassantes, & si à celle qu'on fit aux *Ambassadeurs de Pologne en l'an 1645* il y eut quelque chose d'extraordinaire, ce furent plustost eux qui se firent honneur, que la Cour, qui ne leur en fit point d'autre; sinon qu'elle les fit recevoir par le Duc d'Elbeuf. Prince de la Maison de Lorraine. Je dois tant à la memoire de la feu Reine de Pologne, Marie Louïse de Gonzague, & les particularités de cette entrée sont si belles & si bizarres, qu'il faut necessairement dire icy un mot de l'honneur que cette Princesse reçut en cette rencontre.

Le dimanche 29 jour d'Octobre ayant esté arresté pour cette ceremonie, Berlize, l'un des Introduceurs, se rendit dès les onze heures du matin, avec les carosses du Roy & de la Reine, à l'hostel d'Elbeuf; parce que ce Duc, & le Prince de Harcourt son fils, avoient ordre d'aller recevoir les Ambassadeurs Polonois, qui avoient disné à Rully, maison appartenante au Sieur Ramboüillet, à la portée du Canon de la porte St. Antoine. Il y eut different entre le Duc d'Elbeuf & les Ambassadeurs; parce que le Duc pretendoit les rencontrer en chemin, & les Ambassadeurs ne voulurent point partir, ny monter à cheval, que le Duc ne les eust salüés à Rully. La pretension du Duc estoit nouvelle; mais il fallut la regler, & devant qu'elle le fust le jour estoit presque passé; de sorte qu'il commença à faire brun lors que les Ambassadeurs entrèrent dans la ville par la porte St. Antoine. Girault, Aide des Introduceurs, ayant fait ranger toute la troupe, qui estoit à cheval, se mit à la teste, & la fit marcher en cet ordre. Le Capitaine des Heiduques ou gardes du Palatin de Posnanie, l'un des Ambassadeurs, se presenta le premier. Il estoit à cheval, habillé d'un doloman ou juste au corps de satin jaune, & au dessus d'un long man-

manteau doublé de martre zebelline, le bonnet en teste, de drap d'or à fonds d'argent, fourré de mesme, & chargé de plumes de grüe blanches, qui estoient attachées au bonnet avec une enseigne de pierreries, tenant à la main un Busdigan, ou Polican, qui est une massüe de bois d'Indes, dont le bout estoit à six angles, & garny d'argent doré, & ayant au costé un cimeterre, dont le fourreau estoit d'argent, & chargé de turquoises. Son cheval estoit sellé & houffé en broderie d'or & d'argent à fleurs, les deux estriers d'argent, & fort larges, à la Polonoise, la bride, le poitrail & la croupiere faite de chainons d'argent, fort industrieusement travaillés, & à la selle de son cheval pendoit une longue espée dans un fourreau d'argent, couvert de turquoises. La Compagnie, qui estoit de trente hommes, estoit à pied. Ils estoient vestus d'un jupon de drap rouge, à manches coupées, & audeffus d'un manteau de la mesme couleur & de la mesme étoffe, retrouffé sur l'épaule, & attaché avec huit boucles d'argent de chaque costé: le bonnet fourré en teste de la mesme étoffe; avec une lame d'argent au lieu de plume. Ils portoient une carabine sur l'épaule droite & une hache d'armes sur la gauche; ayant tous la teste rase, à la reserve d'un toupet au sommet, & de deux grandes moustaches. Devant eux marchoient quatre hommes, vestus de la mesme livrée, portant chacun une enseigne, mypartie de rouge & de jaune, & estoient suivis de six piffres en la mesme livrée. Puis marchoit le Capitaine des Heidukes de l'Evesque de Warmie, l'autre Ambassadeur, couvert d'un jupon de satin rouge cramoisy, & d'un manteau de velours de la mesme couleur, fourré de martres zebellines. Son bonnet, son cheval & le reste de son equipage estoient semblables à celuy de l'autre Capitaine. Les Heidukes de sa compagnie estoient vestus & armés comme les autres, sinon que leurs habits estoient

verds, & au lieu de huit boucles d'argent ils en avoient seize de chaque costé. Ils n'estoient que vingt cinq, & elle n'avoit que cinq piffres, de la mesme livrée. Del Campo la suivoit, avec les gentilshommes de son Academie, & après eux l'Escuyer & Capitaine des Carabins de l'Ambassadeur Palatin, vestu d'un juste au corps de fatin incarnat, & d'un manteau de velours verd: le bonnet de mesme, garny d'aigrettes blanches, & chargé de pierreries. Il estoit monté sur un cheval superbement harnaché, ayant un riche cimenterre au costé, & un autre pendant à la selle. Sa Compagnie estoit de vingt six hommes, habillés de rouge, les selles & les houffes de leurs chevaux de drap rouge, ayant avec leurs carabines l'espée & le cimenterre. L'Escuyer de Vaux la suivit avec les gentilshommes de son Academie, dont les chevaux estoient fort parés de galands. Trezesky, Premier Gentilhomme de la chambre du mesme Ambassadeur, le suivoit, vestu d'un jupon de fatin violet, & par dessus d'un manteau sans collet de tabis de la mesme couleur, doublé de martre zebelline. Il tenoit à la main un marteau d'acier, dont le manche estoit d'argent doré, son espée & son cimenterre tous couverts de turquoises, la selle & la houffe en broderie d'argent, & la bride, le poitrail & la croupiere de chainons d'argent. Il estoit suivy des vingt quatre gentilshommes de la Chambre de l'Ambassadeur, qui avoient tous le doloman de fatin jaune, & le manteau de velours rouge, doublé de fatin jaune, & garnis de boutons à queue de fil d'or, tous fort bien montés & armés, & leurs chevaux tresrichement harnachés. Ils avoient chacun un grand arc, & un carquois de velours rouge, garny de fleches. Arnolfini, & son Academie, qui les suivoit, precedoit le Premier Gentilhomme de la Chambre de l'Evesque de Warmie, vestu d'un jupon de fatin blanc, & d'un manteau de velours rouge cramoisy, doublé de toile d'argent

gent, tenant à la main une massüe d'or, & estoit parfaitement bien monté. Il estoit suivy de seize gentilshommes, habillés de jupons de satin gris de lin, de manteaux & de bonnets de velours verd, avec des plumes de grüe blanches, armes, pierreries & monture comme les autres. Après eux marchoit Memon avec son academie, & après eux six trompettes, trois du Palatin, vestus de jupons de satin jaune, & de manteaux & de bonnets de drap rouge, & les trois autres de jupons de satin blancs, & de manteaux & bonnets de drap verd, les banderoles des trompettes chargées des armes de leurs maîtres en broderie d'or & d'argent. *Bilinsky* Escuyer du Palatin, faisoit mener devant luy un cheval Turc blanc, & estoit vestu d'un jupon de satin rouge cramoisy, & d'un manteau de velours gris de Mer; fourré de martre zebelline, monté & équipé comme les autres. La selle de ce cheval Turc estoit toute couverte de lames d'or, parsemées de grande quantité de rubis, de turquoises & de diamants, & sa housse en broderie d'or, sa bride, son poitrail & sa croupiere faits de chainons d'or, couverts de lames du mesme metal, si industrieusement travaillé, qu'ils estoient aussy maniables & aussy flexibles, que s'ils eussent esté de cuir. Il estoit ferré d'argent, & avoit sur sa teste un gros bouquet de plumes de heron, & sur le front une rose de rubis & d'autres pierres pretieuses: & de sa selle pendoit une espée, dont le fourreau estoit d'argent doré, semé de turquoises & de rubis, plus plein que vuide, comme aussy la garde. Après cela marchoient trois Musiciens à cheval, vestus de satin, devant plusieurs gentilshommes Polonois, qui estoient à Paris comme voyageurs, & estoient habillés à la françoise. Le Comte de Noailles, que la Princesse Louïse Marie avoit envoyé audevant des Ambassadeurs, marchoit à la teste de la moitié de l'academie de M. de Poix, conduite par le Baron de Biron, en l'absence

sence de l'Escuyer, & l'autre moitié par le Comte de Barrault, qui y estoit aussy de la part de la mesme Princeesse. Puis Szodrousky, Colonel Polonois, Capitaine des gentilshommes d'honneur du Palatin, se presenta, monté sur un cheval Turc blanc, peint par la moitié d'Isabelle en escharpe, à la Turquie, sellé & houffé de broderie d'or & d'argent, couvert de petits croissans d'argent doré, vestu de toile d'argent, & ayant sur le dos une aisse blanche si grande, qu'elle passoit par dessus sa teste, sur laquelle il avoit un bonnet de toile d'argent, doublé de martre zebelline, garnie d'une tresbelle plume de grue, ornée de plusieurs pierreries, ayant à ses costés deux hommes à pied, vestus à la Turquie, couverts de casques dorés, & portant de longues haches à la main. Alors parurent quelques Seigneurs, de ceux que le Roy, la Reine, le Duc d'Orleans, le Prince de Condé & le Duc d'Enguien avoient envoyés adevant des Ambassadeurs, pendant que les autres se mirent auprès des plus apparents de la suite des Ambassadeurs, comme le Comte Opalinsky, Cousin du Palatin, Alexandre Sielsky, Maistre d'Hostel de l'Evesque, & Stanislas Kostka, Comte de Steinberg, habillés de justes au corps & de vestes de brocard d'or à fleurs, avec des boutons enrichis de pierreries, leurs bonnets chargés de grandes aigrettes, montés sur des chevaux Turcs, harnachés de lames d'or couvertes de diamants, & ayant au col des chaines d'or faisant trois tours. Adrian Slupecki, néveu de l'Evesque, Eüiariste Belzecki, François Cischwicki, Stanislas Watta, Camerier du Palatinat de Pologne, & Marechal de l'Ambassade, montés & vestus comme les precedents: Jean Tragnincky, couvert d'une veste de brocard d'or fourrée de zebelline, le bonnet de mesme, avec un gros bouquet de plumes de heron, dont le tuyau estoit couvert de diamants, aussy monté sur un cheval Turc, ayant la bride d'or,

d'or, enrichie de plusieurs pierres pretieuses, la selle & la housse en broderie d'or à la Turque, une enseigne de diamants au front, avec un grand bouquet de mesmes plumes de heron, & l'espée pendante, comme les autres, à costé de la selle, garnie d'or & de pierreries. Ce cheval, ne se fit pas tant admirer par son riche harnois que par son adresse; celui qui le montoit le faisant mettre à genoux, & baisser la teste jusques à terre, en passant pardevant le Palais Royal, où le Roy & la Reine voulurent voir toute la cavalcade. Après cela suivirent plusieurs autres grands Seigneurs, entre lesquels Tzemberg, le Comte de Morstein, Orzechousky, néveu de l'Evesque, parurent bien autant que les autres, avec leurs jupons de satin, de velours, de brocard, & avec leurs vestes des mesmes étoffes, doublées de martre zebelline, de Linx ou d'autres fourures pretieuses. Le Secretaire de l'Ambassade, tres superbement vestu, & fort avantageusement monté, suivoit Roncagli, Resident de Pologne. Son cheval estoit harnaché de velours noir, & il estoit conduit par le Marquis de Mioffan, Lieutenant des gens d'armes du Roy. Puis Cieklinisky, Sénateur du Roiaume de Pologne, vestu de toile d'or, fourrée de Linx, le bonnet de mesme, monté sur un cheval Turc superbement harnaché. Après luy deux Princes Polonois, Radzivil & Zamoisky, dont le dernier estoit fils du defunt Grand Chancelier de Pologne, richement habillés à la Françoisé. Ce fut après eux que parurent les deux Ambassadeurs, ayant devant eux le Sr. de Berlise, & à leurs costés le Duc d'Elbeuf & le Prince de Harcourt. L'Evesque, qui tenoit la main sur son collegue, estoit habillé de tabis violet, avec le chapeau, & le cordon d'or trait, chargé de diamants. Le Palatin avoit un juste au corps & une casaque de brocard d'or, chargé de force pierreries, aussy bien que son cimenterre. Son épée estoit toute couverte de turquoises, comme aussy ses estriers, &

son cheval , sellé & houffé de toile d'or , estoit ferré de quatre fers d'or, dont l'un se déferra à dessein dans la rue. Ils avoient aussy plusieurs carosses , & entre autres deux fort beaux. Ils estoient tous remplis de plusieurs personnes de la suite des Ambassadeurs : comme de leurs Confesseurs, de leurs Medecins, de quelques Jesuites & autres Ecclesiastiques, tant Allemans que Polonois. Parmy les chevaux il y en avoit quarente Turcs , dont vingt trois estoient ferrés d'argent , sans celuy de l'Ambassadeur. Ce fut en cet estat , qu'ils traverserent presque toute la ville de Paris , depuis la porte S^t. Antoine jusques à la rue neuve S^t. Honoré , où ils furent loges à l'hostel de Vendôme. Dès qu'ils y furent arrivés le Roy les envoya complimenter par M. de Liancourt , Premier Gentilhomme de la Chambre , & la Reine par le Comte d'Orval , son Premier Escuyer. Deux jours après ils eurent leur premiere audience , dont j'auray peuteestre occasion de parler en la Section suivante. J'adjousteray seulement icy , qu'on fit bien plus d'honneur en France aux Ambassadeurs, que la Republique de Pologne y envoya en l'an 1573 , après l'Election de Henry Duc d'Anjou. Le Prince Daulfin, Prince du Sang, les Ducs de Guise, du Mayenne, d'Aumale , avec le Marquis d'Elbeuf, tous Princes de la Maison de Lorraine, les receurent hors la porte S. Martin, où Paul de Foix leur fit le compliment au nom de ces Princes. L'Ambassade, que Sigismond , pere d'Uladislas , envoya en l'an 1605 à l'Empereur Rodolfe II , & à Charles Archiduc de Gratz , pour son second mariage , avoit aussy quelque chose de plus superbe que cellecy.

La plus grande Ambassade , & pour laquelle on ait fait plus de ceremonies en Angleterre , est celle que Henry III, Roy de France y envoya en l'an 1581. Elle avoit pour Chef *le Prince Daulfin* , fils du Duc de Montpensier, Prince du Sang , & estoit composée du *Duc de Bouillon* , du *Mareschal*

schal de Cossé, de M^r. de Lansac, de Carouges, de la Motte-fenelon & de Pinart, Secrétaire d'Estat. Le Lord Cobham les receut de la part de la Reine à leur débarquement à Douvres, après les avoir attendu huit jours, avec plusieurs gentilshommes destinés pour les servir, & pour les défrayer. En arrivant à Gravesende ils y trouverent *les Comtes de Northumberland, de Bethfort, de Warriic & d'Arondel*, qui les conduisirent dans les barges de la Reine, à Londres. Dès qu'ils approcherent de la ville, cent pieces de Canon les saluerent, & ne cessèrent point de tirer qu'ils n'eussent passé le pont. Ils descendirent à l'hostel de Somerset, au bruit & au carillon de toutes les cloches de la ville, où on fit des feux de joye, par ordre exprés de la Reine, qui vouloit bien payer de ces apparences tant de personnes de qualité, dans une affaire, où elle n'estoit pas fort disposée à leur donner grande satisfaction. L'hostel estoit tresrichement meublé. Elle leur envoya tous les Seigneurs qui se trouvoient à Londres, & au souper ils furent tresmagnifiquement traittés par les officiers de la Reine, assistés de ses gardes, vestus de leurs hoquetons d'incarnat & de noir, pendant que la Musique les divertissoit, & que l'artillerie continuoit de se faire oïir de la Tour, & de plusieurs autres endroits de la ville. Après que la Reine les eust fait traiter trois jours avec la mesme magnificence, elle envoya dire aux Ambassadeurs, qu'elle leur donneroit audience au sortir de son dîner. Ils y furent conduits par les mesmes Seigneurs, qui les avoient receus à Gravesende. La Reine les attendoit dans une grande salle de charpenterie, qu'elle avoit fait faire exprés pour cette ceremonie, & l'avoit fait tendre de tresriches tapisseries, haussées d'or & de soye, & de brocard d'or & d'argent. Le toict de ce bastiment estoit soustenu de plusieurs piliers peints, & embellis de si grande quantité de devises & d'emblèmes, qu'il ne se pouvoit rien voir de

plus joly ny de plus spirituel. La Reine mesme estoit extrêmement parée, & chargée de pierreries, entre lesquelles on remarqua à sa coiffure un rubis & une émeraude de la largeur de la paume de la main. A l'autre extremité de la salle, vis à vis de la porte, il y avoit une espee theatre, où la Reine estoit assise sous un dais en broderie de grosses parles. Après que le Prince s'en fut approché de dix ou douze pas, elle se leva, & s'avancant jusques au premier degré du theatre, elle voulut qu'il la baist. Les autres Seigneurs luy baiserent la main, & après cela les premiers complements furent bientôt convertis en conversation, laquelle finit avec le jour. Les mesmes Seigneurs, qui les avoient conduits à l'audiance, les reconduisirent au logis. Le lendemain la Reine donna à dîner aux Ambassadeurs dans la mesme salle, & voulut obliger le Prince Dauphin à s'asseoir sous le dais auprès d'elle, mais il s'en excusa, & s'assit environ trois pas plus bas, ayant auprès de luy le Marechal de Cossé & M. de Lanfac. Le Duc de Bouillon, la Mottefenelon & Pinart estoient de l'autre costé, & Carouges avec la Mauvissiere, Ambassadeur ordinaire de France, estoit au bout de la table. Il y avoit encore d'autres tables pour les Seigneurs & pour les dames de l'une & de l'autre nation, & au sortir du dîner il y eut bal, où la Reine dansa avec le Prince. Après ce divertissement, qui dura environ deux heures, la Reine mena les Ambassadeurs dans sa chambre, & de là dans une galerie, où elle avoit fait ranger tout ce qu'elle avoit de riche, de pretieux & de rare, & auprès de toutes ces richesses une grande table, chargée d'une tres superbe collation. Le soir ils furent encore traités en leur hostel aux dépens de la Reine. Le lendemain elle les convia à une promenade, qu'elle voulut faire sur la riviere, où elle fit entrer dans sa barge le Prince, avec M^{rs}. de Bouillon & de Marchimont. Le jour d'après le Comte de Leicestre

Leiceſtre traitta les Ambaſſadeurs à l'Angloiſe : c'eſt à dire fort proprement ; mais avec une horrible profuſion de toutes fortes de viandes & de confitures, que tous les Seigneurs François en furent eſtonnés, & advoüerent qu'ils n'en avoient jamais tant veu à un ſeul feſtin.

C'eſt le *Grand Chambelan d'Angleterre*, qui donne en ce Roiaume là les ordres neceſſaires pour les entrées & pour les audiances des Ambaſſadeurs, nommant au Maître des Ceremonies, qui y fait auſſy la fonction d'Introducteur des Ambaſſadeurs, les Seigneurs qui les doivent accompagner à l'une & à l'autre, & reglant le nombre des barges, deſtinées pour leur transport depuis Gravesende ou Greenwich, & celui des caroſſes, qui les doivent conduire depuis le quay de la Tour juſques au logis. Cet office ſe fait ordinairement *par des Comtes* à l'égard des Ambaſſadeurs des Teſtes Couronnées, & des Republiques, & par des Barons pour ceux des autres Princes. C'eſt pourquoy on remarque comme une faute, que le Grand Chambelan fit, de faire accompagner l'*Abbé della Scaglia*, Ambaſſadeur de Savoye, par le *Comte de Carlille* : comme quelque temps auparavant il avoit fait conduire à l'audiance le Marquis *Pompeo Strozzi*, Ambaſſadeur de Mantoüe, par le *Comte de Cleveland*. Le Duc de Savoye eſtant beaufrere du Roy d'Angleterre, on pouvoit bien faire quelque choſe de plus pour ſon Ambaſſadeur ; mais il n'y avoit rien qui puſt obliger le Grand Chambelan à faire une choſe extraordinaire pour celui de Mantoüe, bien qu'en France on le faiſe auſſy recevoir par un officier de la Couronne.

En l'an 1660 les Eſtats des Provinces Unies envoyerent en Angleterre *Loüis de Naſſau*, Seigneur de Beverweert, *Simon van Hoorn*, *Michel van Gogh*, & *M. de Ripperda de Farmsum*, pour faire compliment au Roy ſur ſon reſtabliſſement ; comme auſſy pour taſcher d'y nouïr une liaiſon

plus étroite entre cette Couronne là & cette Republique , suivant l'espérance que le Roy en avoit donnée aux Estats , devant que de s'embarquer en Hollande. Ils arriverent en Angleterre au commencement de Novembre, & après avoir demeuré quelques jours incognito à Londres, ils se rendirent à Greenwich , où *le Lord Richard* , dont le frere aîné estoit gendre du S^r. de Beverweert , accompagné de cinq ou six gentilshommes de la chambre privée du Roy, leur vint faire civilité de la part de sa Majesté, & leur amena les barges, pour les conduire à Londres. Ils trouverent sur le quay de la Tour le *Lord Craven* , avec environ vingt carosses à six chevaux, qui les mena loger chez le S^r. Abraham Williams, Maître des Ceremonies , où ils furent défrayés , & au reste traités , tant à l'audiance que dans les autres rencontres, avec les mesmes honneurs , que l'on y fait aux Ambassadeurs des Testes Couronnées. Le Roy se souvenoit encore de l'affection qu'on luy avoit témoignée en Hollande , lors qu'il y passa pour s'embarquer auprès de la Haye , où les Estats de Hollande avoient fait une dépense de plus de deux cens cinquante mille escus. L'auteur Hollandois , qui a escrit l'histoire de son temps , en un jargon plustost que dans un langage intelligible , dit que ce fut là la premiere fois , que les Ambassadeurs des Estats avoient esté complimentés par un Lord hors de Londres ; de sorte qu'on pouvoit dire, que ce n'est que depuis ce temps là , qu'on les a traités du Pair avec ceux des Testes Couronnées. Il se devoit souvenir de ce qu'il avoit dit luy mesme, qu'en l'an 1644 *Boreel & Renswoude* , Ambassadeurs des mesmes Estats , furent complimentés à Greenwich par un Lord , & par deux Deputés de la Chambre basse. Il y devoit adjouster , que ce fut la premiere fois que *la Cour* leur fit cet honneur : ce qui estoit vray. La Reine Elisabeth se contentoit de les secourir puissamment , & le Roy Jaques , qui ne les aimoit point , faisoit

soit des affronts à leurs Ministres, quand il pouvoit, au lieu de leur faire honneur.

En ce temps là les Ambassadeurs des Couronnes estoient receus à leur débarquement à l'entrée du Roiaume, on les défrayoit par le chemin, & on leur fournissoit la voiture nécessaire pour eux, pour leur train & pour leur bagage, jusques à Londres. Le Roy les faisoit quelquefois manger avec luy à sa table, & aux assemblées & aux divertissements de la Cour, il les faisoit placer sur une mesme estrade, & sous un mesme dais avec luy. Mais le Roy Charles I, voyant que ses Ambassadeurs ne recevoient pas les mesmes Civilités dans les autres Cours, & particulièrement que la France estoit bien plus reservée sur ce sujet, retrancha toutes ces civilités superflues, & ordonna qu'à l'avenir les Ambassadeurs ne seroient receus qu'à Gravesende, & conduits de là dans les barges du Roy au quay de la Tour, où les carrosses de la Cour les prendroient, pour les conduire chez eux, ou au logis des Extraordinaires. C'est de cette maniere que l'on en use presque dans toutes les autres Cours, bien que là, & en celle de Londres mesme, on se dispense quelquefois de ces reglements. Lors qu'en l'an 1665 le *Duc de Vernueil* & *M. Courtin* furent envoyés en Angleterre, pour y travailler, conjointement avec le Comte de Cominges, Ambassadeur ordinaire de France, à l'accommodement avec les Provinces Unies, on ne les receut pas à Gravesende, suivant le reglement, mais *Cotterel*, Maistre des Ceremonies, *les alla recevoir à Douvres*. Il y a de l'apparence, que le Roy voulut faire honneur au Duc, qui estoit frere naturel & légitimé de la Reine Mere d'Angleterre, ou qu'il voulut obliger particulièrement la France, dont l'amitié luy estoit nécessaire en ce temps là.

Elle l'estoit bien pour le moins autant à l'Empereur Ferdinand II, au commencement de la guerre de Boheme. Le
Con-

Conneftable de Luines, qui en ce temps là gouvernoit le Roy & le Roiaume de France, & qui n'en connoiffoit pas les veritables intereffs, fit envoyer en Allemagne le *Duc d'Engoulême*, le *Comte de Bethune*, & *M. de Chasteauneuf*, que l'on appelloit *l'Abbé de Preaux*, pour voir fi on pourroit difpofer les efprits à la paix. Ces Meffieurs eftant arrivés en Auftriche, rencontrèrent à une journée de Vienne le Capitaine des Gardes de l'Empereur, accompagné d'un des premiers Seigneurs du païs, & d'un grand nombre d'officiers, pour luy faire les premiers compliments. Au fortir de la barque, à une demylieüe de la ville, ils furent receus par la Mareschal de la Cour de l'Empereur, fuivy de trois cens gentilshommes, & de plus de quatre vingts caroffes à fix chevaux, qui les conduifirent au logis qui avoit efté meublé pour eux. Dés qu'ils furent descendus du caroffe, le Comte de Meggau, Grand Chambelan, leur vint faire civilité de la part de fa Majefté Imperiale. Le Nonce, & les Ambaffadeurs d'Efpagne & de Venife les avoient fait complimenter hors la ville, & ceux de Florence, de Modéne & de Malthe les vifiterent dès qu'ils furent arrivés. C'eft encore le Grand Chambelan, qui donne en cette Cour là les ordres pour la reception des Ambaffadeurs.

La Cour de Rome n'eft pas fort prodigue de fes honneurs, & des civilités, dont le Maiftre des Ceremonies tient un regiftre fort exact. On n'y fait entrée qu'aux Ambaffadeurs d'obedience; c'eft pourquoy M. de Foix, Archevefque de Toloufe, & Ambaffadeur de France à Rome, en efcrivant au Roy, fon Maiftre, remarque que le Comte d'Olivares, Ambaffadeur ordinaire d'Efpagne, ayant fait prier Gregoire XIII, de luy faire preparer la vigne de Jules III, afin d'y eftre logé & receu, pour faire fon entrée, le Pape luy fit dire, que ces ceremonies ne fe faifoient que pour les Ambaffadeurs extraordinaires, & qu'il n'avoit

n'avoit qu'à aller droit à son logis. Neantmoins il luy fit faire quelque civilité, parce que l'Espagne se faisoit fort considerer en ce temps là. Les Papes ont tousjours eu de la consideration pour les puissances, qui se connoissent & qui se font valoir.

L'Empereur Maximilian I se servoit en ses plus importantes affaires de l'esprit hardy & entreprenant de *Matthieu Languen*, & particulièrement à celles d'Italie, où il l'envoya en l'an 1511, afin de moyenner quelque accommodement entre Jules II & Louïs XII, Roy de France. Les Ministres des ces Princes devoient s'assembler à Mantoüe: mais Jules, au lieu d'y en envoyer un de sa part, obligea *Matthieu Languen*, qui estoit Evesque de Gurc, à venir à Rome, avec *Don Pedro d'Urrea*, Ambassadeur de Ferdinand Roy d'Aragon, & à laisser à Parme *Estienne Poncher*, Evesque de Paris, qui y estoit pour Louïs. Le Pape, pour s'acquérir entierement *Matthieu*, qui gouvernoit l'Empereur, son Maistre, resolut de l'accabler d'honneurs, en allant luy mesme à Ravenne, & de là à Bologne, comme dans un lieu propre pour le bien regaler. *Matthieu* avoit avec la qualité d'Ambassadeur celle de Lieutenant General de l'Empereur, & comme tel il avoit un equipage répondant fort bien à la magnificence de l'entrée, que le Pape luy fit faire. Toute la Cour fut audevant de luy, & l'accompagna jusques au consistoire, où le Pape l'attendoit avec tous les Cardinaux: & ce ne fut qu'après cette audience publique qu'il vit le Pape dans sa Chambre. Lors que le mesme Evesque de Gurc alla à Rome l'an 1512, le mesme Pape, dont l'orgueil insupportable donnoit tant de peine au Roy de France, faisant un effort sur son propre naturel, luy fit faire entrée par toutes les villes de l'Estat Ecclesiastique, avec des honneurs, que l'on n'avoit pas veu rendre aux Ministres de l'Empereur de-

puis Charlemagne & Otton le Grand. Il envoya audevant de luy neuf prelatz, à qui il donna ordre de luy faire fournir toutes les choses necessaires. Il *voulut mesmes obliger tous les Cardenaux à aller en corps audevant de luy jusques à la porte de la ville* : ce qu'ils refusèrent pourtant de faire, comme une chose qui ne s'estoit jamais faite, & qui feroit tort à leur dignité. Les deux *Cardinaux d'Agen & de Strigonie* furent contraints de l'aller recevoir à une demy lieüe de la ville, où le prenant au milieu d'eux, comme Lieutenant General de l'Empereur, ils le conduisirent à l'Eglise de S^{te}. Marie del populo; afin que de là il se rendist avec sa suite au Consistoire.

J'ay parlé en la Section 13 du voyage, que le Duc de Nevers fit à Rome devant l'absolution de Henry IV, & de la maniere qu'il y fut receu par le Pape Clement VIII. En l'an 1608 le mesme Roy le renvoya à Rome, pour prester l'obedience à Paul V, successeur de Clement; Leon XI n'ayant vescu que fort peu de jours après son exaltation. Le Duc, en arrivant à Civita Vecchia, fut salüé *dans la galere de la part du Pape par deux prelatz*. Le lendemain M. de Breves, Ambassadeur ordinaire de France, le rencontra à Bracciano, avec une belle compagnie de plusieurs Seigneurs, tant François qu'Italiens. A six milles de Rome il rencontra les Ducs Sforze, Conti, S^{to}. Gemini, le Prince Perretti, & mesme le *Seigneur Victor*, néveu du Pape, avec six carosses à six chevaux. Les Cardinaux Gallo, Bevilacqua. *Delfin & Serafin* allerent audevant de luy jusques à Pontemole, & le ramenerent avec eux à Rome, où il arriva incognito. Le mesme soir il alla baiser les pieds au Pape. Le lendeman il visita les quatre Cardinaux, qui estoient allés audevant de luy, & employa le reste de la journée *à recevoir les visites des autres Cardinaux, & mesme celles des freres du Pape*. Le 25 Mars il fit son entrée publique.

Jean

Jean Battiste Borghese, frere du Pape, l'alla prendre à la Vigne de Leon Sforze, & dans la cavalcade *il marcha immédiatement devant l'Ambassadeur*. Les deux Patriarches, de Jerusalem & d'Alexandrie, le prirent au milieu d'eux, & deux Archevesque firent le mesme honneur à l'Ambassadeur ordinaire. Sa suite estoit de six vingts gentilshommes, & son train des plus superbes que l'on eust veus à Rome. Il alla loger à l'hostel de Ruccellay, & traitta à souper tous les Seigneurs, qui avoient honoré son entrée de leur presence.

Le 27 *le frere du Pape* l'alla prendre, pour l'accompagner à la cavalcade de son audience, à laquelle il alla presque dans le mesme ordre, qui avoit esté observé à son entrée; sinon qu'au lieu de mulets, & de la famille des Cardinaux, il n'y eut que des carosses. Après qu'il eust pris un peu de repos dans une chambre tresrichement meublée, les deux Patriarches le conduisirent à la Salle Royale, où il trouva le Pape au Consistoire. Après que l'Ambassadeur luy eust baisé les pieds, que l'Orateur eust sa harangue, & qu'on luy eust répondu, Ambassadeur baïsa encore les pieds du Pape, qui sur cela se retira dans sa Chambre, l'Ambassadeur le suivant, & portant la queue de sa chappe. Le Duc & l'Ambassadeur ordinaire disnerent avec le Pape, avec lequel ils eurent encore une assés longue conversation, devant qu'il les licentiaist.

Après cet exemple il n'y a point d'Ambassadeur d'obedience, s'il est Prince, & s'il vient de la part d'une Teste Couronnée, qui ne puisse pretendre les mesmes honneurs, & à qui on les puisse refuser. Deux Prelats vont, de la part du Pape, saluer l'Ambassadeur jusques dans sa galere. Le neveu du Pape va audevant de luy jusques à six milles de la ville. Les Cardinaux & les neveux du Pape le visitent les premiers: le frere du Pape marche devant luy en ses deux Cavalcades, & c'est luy qui le va prendre, pour le conduire à l'audience. Aujourdhuy il ne se fait rien d'approchant.

Au contraire, les parents du Pape pretendent, que l'Ambassadeur leur doit la premiere visite, & ceux qui sont Cardinaux se la font rendre en effet.

Ce ne sera pas tout a fait hors de propos, que je diray icy les particularités d'une entrée, qui bien qu'elle n'ait pas esté faite à un Ambassadeur, ne laisse pas d'avoir du rapport à ce que je viens de dire. En l'an 1598 l'Archiduchesse, Fiancée au Prince d'Espagne, en arrivant à Ferrare, où le Pape estoit allé prendre possession de ce Duché, toute la Cour, & mesmes tous les Cardinaux en corps allerent audevant d'elle, & l'accompagnerent jusques à la grande Eglise, & de là au Palais, où le Pape la receut en plein Consistoire, sans bouger de son siege, & sans dire mot. Après qu'elle luy eust baisé les pieds & *la main*, on la mit à deux pas près du Pape, à sa gauche, & après cela l'Archiduchesse mere eut le mesme honneur, & fut placée auprès de sa fille : l'une & l'autre debout. Cela fait, l'Archiduc Albert fut aussy admis à la mesme ceremonie. Le Pape l'embrassa, & le baïsa à l'une & à l'autre joüe, & après cela on le mit de l'autre costé, vis à vis de l'Archiduchesse. Un moment après le Pape s'estant levé, leur donna la benediction, & se retira, laissant les Archiduchesses & l'Archiduc au lieu où on les avoit mis, & où ils s'entretinrent quelque temps avec les Cardinaux, jusques à ce qu'on les conduisist aux appartements qui leur avoient esté préparés. Le lendemain les deux Archiduchesses & l'Archiduc ouïrent la Messe du Pape, & disnerent avec luy, & après disner ils receurent les visites des Ministres. Ce fut un samedi 14 Novembre, & le dimanche 15, le Pape, après avoir célébré la Messe en Pontifical, benit le mariage de l'Archiduchesse avec le Roy d'Espagne, dont l'Archiduc avoit procuration. Après cela le Pape maria l'Archiduc avec l'Infante, de laquelle le Duc de Sesse, Ambassadeur d'Espagne avoit pouvoir. Le Pape les communia tous quatre de sa
main,

main, & après la Messe il donna à la Reine la rose, que les Papes ont accoustumé d'envoyer aux grandes Princesses, lors qu'elles se marient. Pas un d'eux n'eut place au Cœur pendant la Messe, mais à six ou sept pas hors du Cœur, où on avoit fait deux cabinets ou tabernacles : l'un pour les deux Princesses, & l'autre pour l'Archiduc. L'Ambassadeur d'Espagne, ny le Conestable de Castille, Gouverneur de Milan, n'y eurent point de rang, mais se tenoient auprès de l'Archiduc, comme les dames auprès des Princesses. Les Ambassadeurs de l'Empereur & de Venise estoient debout auprès de la chaire du Pape. Il n'y avoit point d'Ambassadeur de France: car encore que Dossat en fist les fonctions, il n'en avoit pas le caractère : de sorte qu'il ne se trouva à la cérémonie qu'en qualité d'Evesque assistant. On fut assés satisfaits de ces Princes; parce qu'ils se contenterent des honneurs qu'on leur voulut faire, & ils ne refuserent point aux Cardinaux ceux qu'on desiroit d'eux. Il n'y eut que le Conestable de Castille, qui ne pouvant pas obtenir rang sur les Cardinaux lors de l'entrée, quitta là les Princes, & ne les accompagna point.

Philippe de Commynes dit, que c'est en Italie, & à Venise principalement, où on fait le plus de civilité aux Ambassadeurs. Et certes on ne doit pas s'en estonner; parce qu'il se trouve dans le Senat un grand nombre de personnes, qui ont veu, en cette qualité, la plus part des Cours de l'Europe. Lors qu'il faut recevoir l'Ambassadeur d'une Teste Couronnée, on nomme *un Chevalier de l'estole*, & le plus souvent un qui a esté employé à la Cour, qui envoie l'Ambassadeur que l'on fait recevoir. Le Chevalier, accompagné de soixante Senateurs, vestus de robes d'escarlatte, va trouver l'Ambassadeur à l'Abbaye du St. Esprit, qui est à trois milles de la ville, ainsy que j'ay dit cy dessus, & après luy avoir fait compliment de la part de la Republi-

que , il le conduit dans une gondole richement étoffée , à son palais , les Senateurs de sa compagnie se meslant avec ceux de la suite de l'Ambassadeur , & leur donnant la place d'honneur ; jusques aux pages. Le Chevalier Conducteur , car il n'y a point d'officier pour cela à Venise , en entrant dans le palais de l'Ambassadeur , luy cede la main & la porte ; mais en sortant il prend l'un & l'autre sur luy , & à son exemple tous les autres Senateurs la prennent aussi sur ceux de la suite de l'Ambassadeur. *Le Seigneur d'Argenton* se plaint pourtant , de n'avoir pas esté si bien reçu à la deuxième Ambassade qu'il fit à Venise , qu'il l'avoit esté à la première : & bien qu'il n'en die point d'autres particularités , il n'est pas difficile de juger pourtant , qu'il y manqua quelque chose à la reception , dont ce sage politique n'a pas voulu publier les circonstances , de peur de faire tort à sa reputation , & à la dignité du Roy , son Maître. Le Senat est fort exact en ses ceremonies ; mais quelquefois il se dispense de cette punctualité , & en fait au de là de l'ordinaire , selon les personnes , dont l'Ambassade est composée.

En l'an 1643 *le Cardinal Bichi* , Ambassadeur Extraordinaire de France , ayant fait sçavoir à Venise , qu'il avoit ordre du Roy d'y venir , pour travailler à l'accommodement du different , que la Republique avoit avec le Pape Urbain VIII pour l'interest du Duc de Parme , le Senat commanda au Podestà de Chiozza d'aller audevant de luy jusques à la Polifelle , & de le faire traiter magnifiquement par tout. Il disna à Chiozza , où il trouva plusieurs bateaux , chargés de toutes sortes de rafraischissements , & entre autres un bateau tout doré , qui le devoit porter au Couvent du S^t. Esprit. Estant là , *le Chevalier Landy* , accompagné de M. des Hameaux , Ambassadeur ordinaire de France , d'un grand nombre d'autres Senateurs , & de tous les domestiques du Cardinal Cornaro , l'alla prendre , & le conduisit

duisit au palais de ce Cardinal, qui avoit esté préparé pour luy, & où le Senat avoit fait mettre les armes de France au dessus de la porte. Le lendemain le mesme Chevalier Landy, assisté de *quatre vingts Senateurs*, l'alla prendre pour le conduire à l'audiance. Le Cardinal, qui estoit habillé de violet, à cause du dueil de la mort du Roy Louïs XIII, *l'attendoit au milieu de la Salle*, avec le rochet & le camail, & après quelques paroles de civilité, ils descendirent tous, & entrèrent dans les bateaux que le Senat luy avoit envoyés. Il y en avoit trois couverts de damas rouge cramoisy, où le Cardinal, l'Ambassadeur ordinaire, le Chevalier Landy, & quelques uns des principaux Senateurs prirent place, pendant que les autres & le reste de la suite, entrèrent dans les gondoles, dont ils estoient suivis. En mettant pied à terre à la place de S^t. Marc, le Chevalier prit la gauche du Cardinal, un autre Senateur celle de l'Ambassadeur ordinaire, & à leur exemple les Senateurs du cortège firent le mesme honneur à ceux de la suite des deux Ambassadeurs. *Le Doge, accompagné de toute la Seigneurie, le vint recevoir au haut de l'escalier*, & après l'avoir salué, *en ostant son bonnet Ducal*, il se mit à la main gauche du Cardinal, & en cet Estat ils marcherent ensemble jusques à la Salle du College, tous deux découverts. Ils monterent aussy de front, mais en sorte pourtant que le Cardinal avançoit tant soit peu, comme il prit aussy la premiere place au Siege du Doge, que l'on avoit fait élargir exprés, afin qu'il y en eust pour l'un & pour l'autre. Après qu'ils furent assis, le Cardinal presenta sa lettre de creance au Doge, qui la fit lire par un Secrétaire, & après cela le Cardinal fit son compliment, qui ne fut pas sitost achevé, qu'ils se leverent, & le *Doge, accompagné de la Seigneurie, le conduisit jusques à l'escalier*, qu'on appelle l'escalier des geans, & le Chevalier Landy l'accompagna jusques dans la Chambre de son palais.

palais. Quelques jours après le *Doge & la Seigneurie rendirent la visite au Cardinal*, qui le receut dans le vestibule, *ceda la place d'honneur au Doge*, & en le reconduisant il l'accompagna jusques à son bateau, refusant de se retirer, jusques à ce qu'il le vist partir. Ce fut un excès de civilité, qui ne faisoit point de prejudice à la dignité du Roy de France; parce qu'il ne recevoit point cette visite comme Ambassadeur, mais comme Cardinal, & mesmes comme Ambassadeur il devoit cet honneur au Doge, après celuy qu'on luy avoit fait. La pourpre mesme ne l'en pouvoit pas dispenser. Aux autres audiences particulieres, on le faisoit conduire par un Sage Grand & par un Sage de Terre ferme; mais la pluspart des conferences se tenoient chez luy.

Le Senat en avoit fait autant *au Cardinal de Joyeuse*, lors qu'en l'an 1607 il fut à Venise, pour le different, que la Republique avoit avec le Pape Paul V. Ce fut en la mesme année, que Charles Emanüel, Duc de Savoye, se fit nommer par l'Empereur à l'Ambassade de Venise: dont j'ay dit un mot dans la premiere Section de ce livre. Dès que l'on y fut adverty du dessein du Duc, on mit en deliberation de quelle façon on recevrait ce Prince, qui est, sans doute, le premier de toute l'Italie, & il fut resolu, que *le Doge*, accompagné de soixante Senateurs, iroit le recevoir *avec le Bucentaure*, dans l'Isle de St. Clement, & le conduiroit à son palais: mais que le Doge ne sortiroit point du Bucentaure, pour faire voir, que ce bastiment se donnoit au Doge plustost qu'au Duc. Que soixante Senateurs le conduiroient à l'audience, mais que le Doge le mettroit *à sa gauche*, & ne luy donneroit que *le tiltre d'Excellence*. Cette Ambassade n'eut point d'effet; mais quand le Duc auroit veritablement eu envie de la faire, la resolution du Senat auroit bien fait changer la sienne; parce que le Senat en avoit bien fait autant à d'autres, qui à son advis, ne le valoient pas. En l'an

1515 *Messieurs de Vendôme & de Guise*, l'Evesque de Lavaur, & quelques autres Seigneurs, des premiers de la Cour de France, se servant de l'occasion du voyage, que le Roy François I fit en ce temps là à Bologne, pour s'aboucher avec le Pape Leon X, eurent la curiosité d'aller voir la ville de Venise. Sur l'advis que l'on en donna au Senat, *le Doge fut en personne, avec le Bucentaure*, audevant d'eux; quoy qu'en ce temps là ce vaisseau ne pust estre tiré à la rame, comme il l'est aujourd'huy, mais on estoit obligé de le remorquer. On les logea dans les plus beaux palais de la ville, on leur fit des festins continuels, & on leur fit d'ailleurs dant d'honneur & de civilité, qu'ils en partirent fort satisfaits. Il y a apparence, que le Doge n'y seroit pas allé en personne, sans le Duc de Vendôme, à qui il voulut bien faire cet honneur, comme à un Prince du sang de France: qualité qui est si fort respectée à Venise, qu'on les traite d'égal avec les Princes Souverains, avec les Infants d'Espagne & avec les Cardinaux, à qui le Doge fait l'honneur d'offrir son bonnet Ducal, lors qu'ils ont audience dans le Senat, ou au College. Je ne mettray pas icy les particularités de la reception, que la Republique fit au Roy Henry III, lors qu'il passa à Venise à son retour de Pologne, en l'an 1574. Je diray seulement que ce Prince, qui estoit extrêmement sensible à toutes sortes de plaisirs, ne parloit jamais du séjour qu'il y avoit fait, qu'il ne le nommast un enchantement continuel. En l'an 1539 l'Empereur Charles V & le Roy François I, voulant faire croire, qu'ils alloient avoir leurs interests communs, & joindre leurs armes, pour faire la guerre, au Turc envoyèrent ensemble à Venise, l'un *Don Alfonse Davalos, Marquis du Guast*, Gouverneur de Milan, & l'autre *l'Admiral Annebault*, Gouverneur de Piedmont, qui y arriverent le 10 Decembre de la mesme anné. Le Senat envoya audevant d'eux *un nombre extra-*

ordinaire de Senateurs, le *Bucentaure*, sept galeres, & un nombre infiny de gondoles. Ils furent logés dans un palais superbement meublé, & defrayés aux dépens de la Republique. Ils eurent leur premiere audiance dans la grande salle, en plein Senat, où ils ne firent qu'un compliment. Dans l'audiance secrete, qu'ils eurent en suite au College, les deux Ambassadeurs parlerent l'un après l'autre : mais on leur fit une réponse si generale, que ces deux Seigneurs, voyant qu'ils avoient à faire à des gens, que les apparences ne sont pas capables de surprendre, prirent congé dans la mesme audiance, & partirent.

Le *Comte de Vaudemont*, second fils du Duc de Lorraine, s'estant engagé au service de la Republique, alla à Venise en l'an 1603. On luy fit de tresgrandes civilités en toutes les villes de cet Estat là, mais les *Podestás* prenoient par tout la place d'honneur sur luy ; parce qu'ils sont representants. *Quarente Senateurs*, vestus de leurs robbes d'escarlatte, l'allerent recevoir aux Saffousines. Autant de Senateurs le conduisirent à l'audiance, où le Doge *alla cinq ou six pas audevant de luy*, & *osta son bonnet Ducal* en le salüant. Il n'estoit point Prince Souverain, ny mesmes l'aîné d'un Souverain, & neantmoins le Doge luy fit un honneur, qu'il ne fait point aux Ambassadeurs, qui sont receus & accompagnés à l'audiance de soixante Senateurs.

La Republique avoit en la mesme année 1603 fait un traitté fort avantageux avec les *Trois Lignes Grises*, qui envoyerent sept Ambassadeurs à Venise, pour en voir jurer l'observation. Ils avoient une suite de cent cinquante personnes, & on leur fit par tout de si grands honneurs, qu'à la reserve de ceux qu'on avoit faits au Roy Henry III, dont je viens de parler, on peut dire, qu'on n'avoit jamais receu Ministres avec tant de magnificence. Toutes les villes mirent de la Cavallerie & de l'Infanterie en campagne, pour aller au-
devant

devant d'eux, & on les défrayoit par tout: mesmes à Venise, où leur dépense montoit à quatre cens escus par jour. Mais avec tout cela on ne les fit recevoir que par quarente gentils-hommes, au lieu que les Ambassadeurs le font par soixante, & on ne prit point ces gentilshommes dans le Pregadi, qui est composé de Senateurs, qui ont eu les principales charges, comme l'on a accoustumé de faire; mais parmy les moindres Magistrats. A Venise on est fort scrupuleux à ne rien innouer; mais il arrive tous les jours des rencontres, on l'on ne peut pas demeurer dans les termes d'un reglement general.

Cette Republique ne fait point de reception aux Ministres du second ordre, & c'est ce qui se pratique par tout ailleurs; de sorte que cet honneur n'estant deu qu'au seul caractère d'Ambassadeur, il ne se peut qu'on ne soit surpris de celuy que l'on y fit au Cardinal Dossat en l'an 1598. Il n'estoit encore qu'Evesque de Bayeux, & faisoit les affaires de France à Rome, sans qualité, ainssy que je viens de faire remarquer en cette mesme Section. Le Roy Henry IV luy commanda d'aller à Venise, & de faire part au Senat de la paix qu'il venoit de conclurre avec le Roy d'Espagne, & avec le Duc de Savoye à Vervins. Il arriva à Venise en Ministre du second ordre; mais dès qu'il eust fait sçavoir, qu'il y estoit de la part du Roy, & qu'il avoit des lettres pour le Senat, on luy envoya *deux Sages, l'un de Terre ferme, & l'autre des Ordres*, qui luy dirent, que le Senat estoit bien marry de n'avoir pas esté adverty de sa venue; parce qu'il n'avoit pû donner les ordres necessaires *pour sa reception*, laquelle se seroit faite avec les honneurs deus au Ministre d'un Roy, qui leur estoit dans une re particuliere veneration. Ils y adjousterent que le Senat leur avoit commandé de le conduire à un logis, qui avoit esté meublé & preparé pour luy. Ils l'y conduisirent en effet, quelque resistance qu'il y apportast, & il y fut traité aux dépens de la Republique.

Phil. de Commynes dit, que lors que le Roy Charles VIII l'envoya la premiere fois à Venise, la Republique luy fit faire entrée, & le fit défrayer en toutes les villes de son Estat. *Vingt cinq gentilshommes* allerent audevant de luy jusques en Terre ferme, & le conduisirent à l'Eglise de S^t. André, où *vingt cinq autres gentilshommes*, ou Senateurs joignirent les premiers; de sorte que toute la troupe fut de *cinquante gentilshommes*. Ils le conduisirent au Couvent de S^t. George, où il fut logé & défrayé; la Republique faisant la dépense, non seulement pendant les huit mois, que *Commynes* demeura à Venise; mais aussy tant qu'il fut en leur Estat, & jusques à ce qu'il arriva à Ferrare.

Le 7 Juillet 1670 *le Lord Falcombridge*, que le Roy de la Grande Bretagne envoyoit à quelques Princes & Potentats d'Italie, fit son entrée à Venise. *Soixante Senateurs*, vestus de leurs robes d'escarlatte, avec autant de gondoles, & suivis de plus de cinq cens autres, l'allerent prendre au Couvent du S^t. Esprit, & le conduisirent dans la gondole de Morosini, qui estoit à la teste du Cortege, au logis qu'il avoit fait louer & meubler. Après que Morosini eust fait le compliment au nom du Senat, luy & les Senateurs qui l'accompagnoient, prirent la main sur l'Ambassadeur, qui estant chez luy, estoit obligé de faire les honneurs de la Maison. L'Ambassadeur les reconduisit jusques à leurs gondoles, où il les vit entrer devant que de se retirer. Sur le soir le Senat luy envoya toutes sortes de rafraischissements.

Commynes, pour verifiser ce qu'il avoit dit, que les Princes d'Italie sont honorables, & qu'ils font profession de bien sçavoir quels honneurs on doit rendre aux Ambassadeurs, marque, qu'estant en l'an 1495 allé, à Vigévano, trouver *Loüis Sforze*, Duc de Milan, de l'ordre du Roy, ce Prince sortit de la ville, sous pretexte d'aller à la chasse; mais en effet pour aller audevant du Ministre du Roy de France.

Le *Granduc de Toscane* a en cela, auffy bien qu'en plusieurs autres chofes , un grand avantage fur la pluspart des autres Princes d'Italie , & fait honneur à la nation , en faifant des civilités excessives aux Miniftres des Princes eſtrangers. *Paul de Foix* , dont il eſt parlé fort ſouvent , & dont on ne ſçauroit trop parler en ce traitté , ayant eſté envoyé par le Roy Charles IX aux Princes d'Italie, qui luy avoient fait faire compliment ſur l'Election de ſon frere à la Couronne de Pologne , & entre autres à *François Duc de Florence* , celuicy alla en perſonne audevant de luy avec pluſieurs caroffes. Il eſt vray , que *Cofme* , pere de *François* , vivoit encore ; mais ſes maladies & ſes infirmités l'ayant rendu incapable de gouverner ſes Eſtats, il les avoit cedés à ſon fils , & ne ſ'en eſtoit reſervé que le ſeul tiltre. Le meſme M. de Foix fut en l'an 1574 renvoyé à Florence par le Roy Henry III , & alors le meſme *Duc François* , dont le pere eſtoit decedé depuis quelques mois , luy fit la meſme reception.

M. Doſſat , en partant de Veniſe, eut ordre d'aller à Florence , pour la negotiation d'une affaire, dont il eſt parlé ailleurs. En arrivant à *Fiorenzole* , qui eſt la premiere ville de Toscane de ce coſté là , il y trouva la Comte Albert Caſtello , que le Granduc y avoit envoyé pour le recevoir. Le Comte le conduiſit chez le *Podestà*, où le Grand Mareſchal des Logis du Granduc l'attendoit , avec quantité d'officiers & de pages de ſon Alteſſe , pour le traiter à diſner. On le mena de là coucher au palais , que le Granduc a à l'Eſcarperie, & le lendemain il alla diſner au Pratolin , où il fut receu par le Prince de Toscane, fils ainé du Granduc. En approchant de Florence ſur le ſoir , il trouva bien loin hors la porte le Seigneur *Jean de Medicis* , avec deux Caroffes , & un grand nombre de gentilshommes à cheval , qui le conduiſirent dans un des plus beaux appartements du palais de Pi-

ti, où le *Granduc* *mesme* l'alla voir, dès qu'il fut arrivé.

On ne fit pas de plus grands honneurs au *Lord Falcombridge*, lors qu'il fut à Florence de la part du Roy d'Angleterre en l'an 1670. En arrivant à Ligourne, il y trouva deux carosses, & quelques officiers du *Granduc*, qui l'attendoient, & qui faisoient venir tous les jours des raffrischissements de la Cour. A quatre milles de Florence, le Marquis Salviati, qui avoit esté Ambassadeur en Angleterre, l'attendoit avec les Carosses du *Granduc*. Le frere du *Granduc*, qui se trouva la porte de la ville, luy fit civilité, le fit entrer le premier dans le carosse, le mit à sa main droite, & le conduisit à son appartement au Palais. On ne fit rien à *Falcombridge* que l'on n'eust fait à *Dossat*, bien que celui cy n'eust pas le caractère que l'autre avoit. En l'an 1643 *Bertuccio Valieri*, Sénateur de Venise, fut député par la Republique à l'armée, que les alliés avoient mise sur pied pour les interets du Duc de Parme. Et dautant que par ce moyen il estoit devenu *Représentant*, comme on dit en Italie, le *Granduc* luy fit rendre les mesmes honneurs, que l'on auroit pû faire à l'Ambassadeur d'une Teste Couronnée. *Valieri* trouva le Marquis de Joigny, avec les officiers de la Maison, à l'entrée du pais, pour le traiter. Le Prince Leopold de Medicis l'alla recevoir hors la porte, & le conduisit à son appartement au palais. En partant de Florence les mesmes officiers l'accompagnèrent, & le traitterent jusques à Cortone, où le *Granduc* estoit en ce temps là. Ce Prince estoit malade; de sorte qu'il le receut dans son liêt, après avoir envoyé le Marquis de Gonzague audevant de luy jusques hors de la porte. Lors qu'en l'an 1581 le Comte d'Olivares alla à Rome, en qualité d'Ambassadeur ordinaire, le *Granduc* fut audevant de luy jusques à Ligourne, mais il y a apparence que le *Granduc* le fit, parce qu'ils est vassal du Roy d'Espagne, à cause de Siene.

La reception que le Duc de Savoye fit faire au *Lord Falcombridge*, est assés bizarre. Le Duc ayant sceu, que l'Ambassadeur approchoit de ses Estats, envoya audevant de luy le *Comte Muratore*, Maistre des Ceremonies : qui ayant fait mettre trois mille hommes sous les armes, luy fit faire son entrée à Veillane, aux flambeaux. A trois ou quatre milles de Turin il receut les compliments des Gentilshommes des Ministres estrangers & des Seigneurs de la Cour, qui envoyoient leurs carosses audevant de luy. A quelques pas de là, le Marquis de S^t. Germain, Grand Escuyer du Duc de Savoye, Gouverneur de Turin & Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, l'attendoit avec le carosse de son Altesse, où le Lord entra, & prit le chemin de la ville, suivy de deux cens quatre vingts gardes à cheval. Dès qu'il fut descendu dans le palais qu'on luy avoit préparé, il y fut complimenté de la part du Duc, & la pluspart des Seigneurs luy rendirent visite. Le Lendemain il receut celles des Ambassadeurs de France & de Venise, & le mesme jour il eut audience, à laquelle il fut conduit par le Marquis de S. Germain & par le Maistre des Ceremonies, qui luy avoient amené quatre carosses de la Cour. Le Duc le receut à l'entrée de la Chambre, & ils demurerent tous deux *de bout & découverts*. Le Prince, qui ne se couvre point, ne traite pas le Ministre en Ambassadeur, parce qu'il ne veut pas que le Ministre se couvre. On peut dire, que le Duc de Savoye luy fit trop d'honneur à l'entrée, pour luy en faire si peu à l'audiance.

Falcombridge, qui en partant de Turin alla à Gennes, rencontra auprès de Savone le Maistre des Ceremonies, & le Capitaine de la galere, que la Republique luy envoyoit, pour le conduire à Gennes. Il se faisoit porter en chaise, & en sortit dès qu'il vit approcher le Maistre des Ceremonies; mais il y rentra aussytost, & traversa en cet estat la ville,

le, pour se faire porter ; dans la galere où le Gouverneur de vone l'alla salüer, & l'Ambassadeur ne sortit point de sa chambre pour le recevoir. Estant arrivé à *environ quatre milles de Gennes*, on le fit advertir par un exprés, que quatre Senateurs le venoient salüer de la part de la Republique : comme en effet ils y arriverent presque au mesme moment. L'Ambassadeur sortit de la Chambre de la poupe pour les recevoir, les fit entrer les premiers, & leur fit prendre la place d'honneur. Le canon de la ville, des vaisseaux & des galeres, qui estoient dans le port, le salüerent lors qu'il y entra, & en mettant pied à terre on luy presenta une litiere, qui le porta au palais, que le Senat avoit fait meubler pour luy. Le lendemain deux Senateurs, vestus de robbes de damas, & accompagnés de plus de deux cens gentilshommes, luy firent compliment de la part de la Republique. Il les receut au bas de l'escalier, leur ceda la main, les traitta d'Excellence, & en les conduisant, il les accompagna jusques à la porte de la rüe. Il y en a qui pourroient trouver estrange, que les Senateurs se fissent ceder le rang dans une galere qui appartenoit à la Republique : mais c'est en quoy ils faisoient d'autant plus d'honneur à l'Ambassadeur ; parce qu'ils le consideroient comme le Maistre de la galere.

Les Souverains, qui vont eux mesmes audevant des Ambassadeurs, comme l'Empereur Maximilian I fit à Wolfsey, en font trop ; parce qu'il n'y en a point qui pretendent, qu'on fasse cet honneur à leurs Ministres. L'exemple de Louïs Sforze ne peut estre tiré à consequence, non plus que celui du Duc de Lorraine, qui alla audevant du Duc d'Engoulême, du Comte de Bethune & de M. de Preaux, Ambassadeurs de Louïs XIII, qui avoient aussy des lettres de creance pour luy. Il les receut hors de la ville de Nancy, & les conduisit jusques au lieu, où il les avoit receus lors qu'ils

qu'ils partirent. Ce n'est pas sur l'exemple de ces Princes qu'on règle les civilités.

En Hollande, où les autres civilités ne sont pas fort réglées, celles de l'entrée des Ambassadeurs le sont en quelque façon. Ceux de l'Empereur, de France, d'Espagne & d'Angleterre en arrivant dans le país, peuvent passer par Rotterdam, & ceux qui viennent de la part des Rois du Nort peuvent, sans s'incommoder, se rendre à Delft, & estant là, ils en donnent advis aux Estats, par le moyen de celuy qui est President de semaine, & font concerter le jour de leur entrée & leur reception. Les Estats ont un officier, auquel ils donnent la qualité de Maistre d'hostel, qui n'a que cette seule fonction, d'aller à Rotterdam ou à Delft, si l'Ambassadeur y est, de payer la dépense de son dernier repas, & de le conduire, avec des bateaux, jusques à une petite demylieüe de la Haye, où il fait arriver l'Ambassadeur au mesme temps que deux Deputés des Estats y arrivent avec un cortège d'une trentaine de carosses, à six, quatre & à deux chevaux. L'Ambassadeur & les deux Deputés, après les premiers compliments, entrent dans le carosse de l'Estat, dont pourtant les chevaux sont à des particuliers & empruntés, & le conduisent dans une maison, qu'on loüe d'un particulier, pour y faire loger des Ambassadeurs jusques à leur premiere audience. Autrefois les Princes d'Orange alloient eux mesmes audevant des Ambassadeurs. Quand le President Jeannin ne diroit pas dans la lettre, qu'il escrit au Roy du 29 May 1607, que *le Prince Maurice* alla audevant de luy jusques à une demylieüe de la Haye, & qu'il entra dans la maison, où les Ambassadeurs de France estoient descendus, on en a tant d'autres exemples, qu'il seroit superflu d'en alleguer icy quelques uns. Le *Prince Frederic Henry* s'en excusa vers la fin de ses jours, sur les incommodités de son age & la goutte,

I. Part. N n n dont

dont il estoit affligé, & le Prince son fils, qui avoit fait cette fonction quelquefois pendant la vie du pere, ne la voulut plus faire après son decés. Depuis que le Roy avoit donné le tiltre d'Altesse au Prince d'Orange, celui cy se pouvoit bien dispenser d'un employ, qui estoit si loin au deffous de sa qualité. Deux Deputés des Estats Generaux, de deux differentes Provinces, qui roulent, font cet office, & dès que l'Ambassadeur est descendu dans son logis, il y est complimenté par huit Deputés; parce qu'en toutes les deputations & Commissions la Hollande en a tousjours deux. A tous les repas qu'il fait aux dépens de l'Estat, jusques à son audience publique, deux Deputés de l'assemblée des Estats, ou du Conseil d'Estat, luy font compagnie. Mais dautant que le plus souvent ces grands & longs repas ne se font pas sans quelque excés, les Ambassadeurs ont trouvé le moyen de se faire traiter par present: non comme on l'entend en France, lors que le Roy leur fait envoyer les viandes crües, afin qu'ils les fassent apprester par leurs domestiques, mais en leur faisant effectivement un present de la valeur de la somme, à laquelle monteroit la dépense, si l'Estat la faisoit. Tellement que cette charge de Maistre d'hostel, qui n'estoit pas fort necessaire, est devenue tout à fait inutile: mais ce n'est pas là la seule.

On ne feroit point de difficulté à la Haye de recevoir les Ambassadeurs des Electeurs avec les mesmes civilités, que l'on y fait à ceux des Testes Couronnées, mais jusques icy on n'y en a point veu. Ceux qui y furent en l'an 1648 de la part de l'Electeur de Brandebourg, n'avoient pas le caractere lors qu'ils arriverent, & lors qu'on le leur donna, ils n'estoient plus en estat de faire leur entrée; parce que leur negotiation estant desja fort avancée, & ne promettant pas un fort bon succès, ils ne voulurent pas paroistre pour ne rien faire. De l'autre costé les Couronnes n'envoyant

yant point d'Ambassadeurs aux Electeurs, on ne sçauroit dire si ceuxcy leur feroient de plus grandes civilités qu'a ceux des Provinces Unies. En l'an 1658 le *Sieur Ysbrants*, allant en cette qualité à Berlin, en advertit le Baron de Suerin, Premier Ministre de l'Electeur de Brandebourg. Deux Conseillers, & plusieurs gentilshommes luy amenerent cinq carrosses à six chevaux, à une demy lieüe de la ville, & le conduisirent au logis, qui avoit esté meublé pour luy, où il fut traité troisjours par les officiers de l'Electeur. Au commencement de l'an 1633 les Estats envoyèrent *Gasspar de Vosbergue*, leur Ambassadeur, à l'Electeur de Cologne, au Duc de Neubourg & à l'Evesque d'Osnabrug. Vosbergue estant arrivé à un quart de lieüe de la ville de Cologne, où l'Electeur estoit alors, y rencontra deux Conseillers, accompagnés de quelques gentilshommes, qui luy avoient amené deux Carosses. On le conduisit au logis d'un Chanoine, que l'Electeur avoit fait meubler de belles tapisseries, & de quantité de vaisselle d'argent. Il y avoit aussy envoyé bonne provision de vivres & de rafraischissements, sous la dispensation d'un Maistre d'hostel, qui estoit assisté de quelques gentilshommes, Suisses de sa garde & pages, pour le servir: tellement qu'il n'y manquoit que le dais, que l'Electeur luy avoit autrefois donné à Bonne. Les Electeurs n'en ont pas tousjours usé d'une mesme maniere, & ce n'est que depuis fort peu d'années, que l'on commence à y regler les civilités, & les ceremonies. Au mois d'Octobre 1627 *Vanden Honart*, *Bicker* & *Beaumont*, Ambassadeurs des Provinces Unies, allerent voir l'Electeur de Brandebourg à Conigsberg. On ne leur fit point d'entrée; mais dès qu'ils furent arrivés à l'hostellerie, l'Electeur leur envoya un carrosse, qui les mena au chasteau, où ils furent logés & défrayés.

Les *Ducs de Baviere* & de Neubourg ont esté plus punctuels

tuels que les autres Princes d'Allemagne , parce qu'ils vivent & se font traiter à l'Italienne. *Vosbergue*, dont je viens de parler, en arrivant en l'an 1633 à Dusseldorp , trouva à la porte le *Comte de Grevenér*, Gouverneur du Prince de Neubourg, qui l'attendoit avec deux carosses & quelques gentilshommes à cheval, & le conduisit au chasteau; les gardes du Duc faisant une double haye le long des rües, où il devoit passer. En sortant du carosse il fut reçu & complimenté par le *Baron de Wonsheim*, Lieutenant General du Duc au gouvernement de toutes ses Provinces. Le Duc mesme & le Prince vinrent audevant de luy jusques dans l'antichambre, où le Prince s'arresta, & le Duc mena l'Ambassadeur par plusieurs appartemens, dans une chambre, où il luy donna audience, prenant tousjours la main & le pas sur luy. Ils'y passa plusieurs autres particularités, dont il sera parlé ailleurs, & qui ont esté cause en partie, que les Estats ont esté plus reservés depuis ce temps là à donner le caractere aux Ministres qu'ils envoient aux Princes, qui n'entretiennent que des Ministres du second Ordre auprès d'eux. *M^{rs}. Jean, Baron de Guent, Jaques de Wassenæer d'Opdam, Antoine Parmentier de Heeswycq, & vander Beecke*, que les Estats employerent en l'an 1651 auprès de l'Electeur de Brandebourg & auprès du Duc de Neubourg, n'avoient que la qualité de Deputés. On ne leur fit point de reception à Cleves; mais dès qu'ils y arriverent, le *Comte Maurice de Nassau*, Gouverneur de cette Province là pour l'Electeur, les alla voir, & le lendemain le Baron de *Suerin* leur rendit visite. Ils allerent de là à Dusseldorp, où le Duc les fit recevoir à la porte par le Capitaine de ses gardes, qui avoit amené deux Carosses, & les conduisit à l'hostellerie; parce qu'ayant refusé de loger au Chasteau à Cleves, ils ne voulurent pas recevoir cet honneur à Dusseldorp.

Les autres Princes d'Allemagne ont réglé ces civilités sur l'intérêt qu'ils avoient avec les Provinces Unies. En l'an 1657 elles envoyèrent à l'Evesque de Munster trois Deputés de l'assemblée des Estats Generaux, & un du Conseil d'Estat. En arrivant auprès de la petite ville d'Ahus, où l'Evesque se tenoit alors, ils furent complimentés par le Drossart de Rhenen, lequel mettant pied à terre, leur fit excuse de ce que l'incommodité du lieu empeschoit l'Evesque de les loger au chasteau, comme il l'auroit bien désiré. Dès qu'ils furent descendus à l'hostellerie, l'Evesque les envoya prier jusques à trois fois, d'aller souper avec luy, & afin de les y obliger, il avoit fait faire défenses à la ville, & dans l'hostellerie mesme de leur fournir des vivres. Ils s'opiniâstrerent pourtant, & refuserent mesmes de recevoir quelques plats, qu'il leur avoit fait apprestre par son cuisinier; leur scrupule allant jusques à vouloir jeûner plustost, qu'à manquer au serment, qu'ils avoient fait de ne point prendre de presents, de quelque nature qu'ils pussent estre. Le lendemain l'Evesque les envoya querir par le mesme Drossart, qui les conduisit au chasteau dans un carosse à six chevaux. *L'Evesque mesme les receut au bas de l'escalier, leur ceda la place d'honneur, & les fit entrer dans une salle, où ils s'assirent tous.* Au mois d'Avril 1668, *Godard de Reede d'Amerongue*, Deputé de la Province d'Utrecht à l'assemblée des Estats Generaux, fut envoyé à l'Evesque de Munster, pour le faire consentir au passage des troupes, dont les Ducs de Luncbourg secouroient les Provinces Unies. L'Evesque, qui estoit à Lutguersborg, pria le Deputé d'aller jusques là, & envoya audevant de luy, à plus d'une lieüe de là, deux Colonels, avec six carosses à six chevaux, vingt Heiduques, avec quelques archers de sa garde, & plusieurs pages & vallets de pied. A une demylieüe du chasteau il trouva le carosse de l'Evesque, & cent cinquante chevaux

pour son escorte. En arrivant à Lutgersbourg, il fut reçu à la portiere du carosse par quatre Drossarts, & au bas de l'escalier par l'Evesque même. En entrant dans la salle ils y trouverent deux chaises de velours rouge cramoisy, où ils s'assirent, & après l'entretien d'un quart d'heure, l'Evesque le fit conduire à l'appartement qu'il luy avoit fait preparer. Il traitta M. d'Amerongue comme son parent, & voulut bien avoir quelque consideration pour sa naissance, quoy que bien souvent il en eust si peu pour ses Committents, que leurs Ministres n'avoient que trop de sujet de s'en plaindre. Les mesmes Deputés, à qui il fit de si grandes civilités à Ahus, l'estant allé trouver après la reduction de la ville de Munster, n'en furent pas si bien traittés : car en les reconduisant il descendit la montée le premier, & prit la main sur eux. Il repara la faute le lendemain, lors qu'ils prirent leur audience de Congé, en les recevant comme il avoit fait la premiere fois, & en leur cedant la place d'honneur par tout. En d'autres occasions il a traitté les Ministres des Estats si indignement, que sans une insensibilité plus que Stoïque on ne le pouvoit dissimuler. Sur quoy on pourroit former une question, & demander, si l'Evesque de Munster, qui est Prince de l'Empire, & qui comme Ecclesiastique precede presque tous les Princes seculiers, est obligé de faire aux Deputés des Provinces Unies, c'est à dire à des Ministres du second ordre, des honneurs, qu'un Ambassadeur ne leur feroit pas? *La Barde & Rosenhan*, Ambassadeurs de France & de Suede, refusent de donner la place d'honneur aux Deputés Extraordinaires des Provinces, & de la facon que les Civilités sont réglées à l'égard des Ministres du second ordre, ils avoient raison : c'est pourquoy je ne sçais, si on pourroit exiger d'un Prince de l'Empire ce qu'on n'obtiendrait pas d'un Ambassadeur, qui sçauroit bien son mestier. En quoy je ne déroge point à la dignité de M^{rs}. les Estats,

Estats, qui peuvent se faire respecter en leurs Ministres, pourveu qu'ils leur donnent un caractère, que les Princes soient obligés de considérer.

C'est à l'assemblée de Westfalie, où les regles de la civilité ont esté observées dans la dernière punctualité; particulièrement aux entrées. *M. d'Avaux*, Ambassadeur Plenipotentiaire de France, y arriva le 17 Mars 1644. *Le Colonel Remond*, Gouverneur de la ville, fut audevant de luy à la campagne, & luy fit civilité de la part du Magistrat. En arrivant auprès de la ville, deux gentilshommes luy firent civilité de part du Comte de Nassau, Plenipotentiaire de l'Empereur. Après cela deux autres gentilshommes le salüerent de la part de Saavedra & de Zapata, Plenipotentiaires d'Espagne, & en suite de cela le Secretaire d'Antoine le Brun, troisième Plenipotentiaire d'Espagne, & celuy de l'Ambassadeur de Venise luy firent compliment. Ils estoient tous en carosse, & accompagnés d'un grand nombre de domestiques de leurs Maistres, qui se faisoient connoistre par leurs livrées. L'Ambassadeur, qui faisoit son entrée, descendoit du carosse pour recevoir le compliment.

Le 9 d'Aoust 1657 *le Marechal de Grammont & Lionne*, Ambassadeurs de France, & Plenipotentiaires du Roy en toute l'estendue de l'Empire, & aux Roiaumes du Nort, firent leur entrée à Francfort. Le carosse du Marechal marcha le premier, & estoit suivy de celuy de Lionne : après lequel marcha celuy de Berenclau, Ambassadeur de Suede, & en suite celuy de Snoilsky, Envoyé de la mesme Couronne. Après cela vinrent trois autres Carosses du Marechal & autant de Lionne. Ce qu'il faut remarquer contre les pretensions de M. de Thou, dont il sera parlé en la Section suivante.

En l'an 1645 la France commença à presser fort *les Estats* d'envoyer *leurs Ministres* à Munster, & en mesme temps elle

le faisoit mille difficultés sur les honneurs qu'on leur feroit , à la veüe de cette illustre assemblée. On en demeura enfin d'accord, de la maniere qu'il sera dit cy après. En arrivant le 11 Janvier 1646 à une demylieüe de Munster , ils y rencontrèrent les carosses des Ambassadeurs de France & des Ministres de Portugal , accompagnés de quelques gentils-hommes , pour faire les compliments. Les deux Carosses des Ambassadeurs Hollandois se mirent à la teste des autres. Trois compagnies d'infanterie estoient sous les armes auprès de la porte de la ville , & auprès d'elles quelques compagnies de bourgeois. Les Ambassadeurs de Venise , de Brunsüic & de Hesse leur envoyèrent faire civilité dès qu'ils furent arrivés : & celuy de Venise se fit particulièrement excuser , de ce qu'il n'avoit pas envoyé son carosse audevant d'eux , à cause de la resolution , que les Mediateurs avoient prise, qu'ils ne feroient plus cet office à l'égard des autres Ambassadeurs.

A l'entrée, que le *Comte de Witgüestein* , *Plenipotentiaire de Brandebourg*, fit à Osnabrug en l'an 1645, il y eut un grand démêlé entre les Ministres de Suede & ceux de l'Electeur de Mayence , dont il y avoit sujet d'apprehender la suite. Dans le mesme temps que l'on y mettoit les chevaux au carosse, pour aller audevant du Comte, on donna advis au Plenipotentiaire de Mayence, que ceux de Suede pretendoient y envoyer leurs deux Carosses , & faire prendre rang à l'un & à l'autre devant celuy de l'Electeur de Mayence. Le *Comte Cratz*, Premier Plenipotentiaire de cet Electeur , qui y voulut aller en personne , croyoit pouvoir prevenir le pretendu affront , en priant le Comte de Witgüestein d'entrer dans son carosse , qui par ce moyen precederoit ceux des Suedois : mais il y trouva de l'obstacle. Le Comte de Witgüestein dit, qu'il estoit obligé de se servir de son carosse ; parce que l'Electeur l'avoit fait faire exprés , afin qu'il

qu'il servist à son premier Ambassadeur en cette ceremonie. C'est pourquoy Cratz s'avisa d'une autre invention, & s'estant mis dans le carosse du Comte de Witgüestein, il renvoya le sien à la ville, avec tant de diligence, que celui de Salvius ne le put pas prevenir. Les Suedois en voulurent faire une affaire, & se plainquirent aussy de ce que le Comte Cratz n'estoit point sorty de son carosse, pour recevoir les compliments des gentilshommes, qu'ils avoient envoyés audevant de luy, lors qu'il fit son entrée.

Les Plenipotentiaires de Baviere demurerent plus d'un mois dans un chasteau proche de Munster, en attendant qu'on concertast les ceremonies de leur entrée, & les autres civilités qu'ils vouloient se faire rendre. Le Nonce dit, qu'il enverroient son carosse audevant d'eux, qu'il ne refuseroit pas au premier des Plenipotentiaires le tiltre d'Excellence; ny les autres avantages qu'il pouvoit pretendre. Les Espagnols s'y rendirent d'abord fort difficiles. Ils disoient, qu'ils avoient satisfait à ce qu'ils devoient au College Electoral, en envoyant audevant de l'Evesque d'Osnabrug. Ils y adjoustoient, que peutestre se laisseroient ils disposer à faire quelque chose de plus en faveur de Baviere, afin de mortifier d'autant plus les Electeurs Protestants; mais dès que les Plenipotentiaires de France receurent ordre de traiter le Ministres des Electeurs de la mesme maniere, que les Plenipotentiaires de l'Empereur les traitteroient, toutes ces difficultés cessèrent, & les ceremonies de leur entrée furent bientost réglées. L'Evesque d'Osnabrug fut en personne audevant d'eux: entra dans le carosse du premier, & le mit à sa main droite. Le Gouverneur de la ville y fut aussy, bien plus avant à la campagne, qu'il n'avoit esté pour l'Ambassadeur de Venise. Après le carosse des Plenipotentiaires de Baviere marchoiert six autres à six chevaux; sçavoir celui du Nonce, les deux des Plenipotentiaires de l'Empereur: les deux des Ambassa-

I. Part. O o o deurs

deur de France, & celuy de l'Ambassadeur de Venise. Les gentilshommes, qui accompagnoient le cortège, estant descendus du carosse, firent leurs compliments aux Plenipotentiaires qui faisoient leur entrée, & qui avoient aussy mis pied à terre. Les mesmes ceremonies se faisoient à l'entrée des Ministres de tous les autres Electeurs, & l'artillerie les saluoit en entrant dans la ville. Il n'y eut que ceux de Saxe, qui ne se souciant point de tout ce bruit, arriverent à Munster sans ceremonies.

La pluspart des Princes ne permettent plus, que les Ministres qui se resident auprès d'eux, se meslent dans les civilités qu'ils font aux Ambassadeurs à leur entrée, à cause des contestations & des querelles, que l'on y voyoit pour le rang. Le demeslé, que le Comte Destrades eut à Londres avec le Baron de Vatteville, Ambassadeur d'Espagne, en l'an 1661, à l'entrée de l'Ambassadeur de Suede, obligea le Roy de la Grande Bretagne à exclurre les Ministres estrangers de ces sortes de ceremonies. Il y en a eu tant d'autres ailleurs, que les autres Princes ont crû devoir suivre cet exemple: avec succès, & aussy avec raison; puis que ce sont eux qui font les honneurs chez eux, & que les estrangers n'ont que faire d'y prendre part. L'Ambassadeur de Venise, qui estoit à Londres en l'an 1641, fit dire à ceux qui y estoient de la part des Provinces Unies, qu'il pretendoit faire marcher son carosse devant le leur en la cavalcade de leur audience. Ils firent réponse, qu'en toutes les autres occasions ils ne contesteroient point la preface à l'Ambassadeur de Venise; mais qu'en cellecy, qui estoit leur feste, ils feroient marcher leur carosse immediatement après celuy du Roy. Ce n'est pas entre les Ambassadeurs seuls que ces querelles peuvent arriver, mais aussy avec les Ministres. Le cocher de M. de Thurenne prit rang sur celuy de l'Ambassadeur d'Espagne, & lors que le Comte de Schafgots, Ambassadeur de
l'Empe-

l'Empereur, eut son audience dans le Senat de Pologne le 7 Juin 1669, le General & le Marechal de la Couronne ne voulurent pas permettre, que les Carosses du Nonce & de l'Ambassadeur de France, marchassent devant les leurs, & les obligerent à se retirer. Ce qu'il faut remarquer : parce que cela ne se feroit pas ailleurs.

Je n'aurois jamais fait, si je remplissois cette Section de ce qui se peut dire sur ce sujet ; mais j'estime que le lecteur ne s'ennuyera point de voir icy, comment on en use dans les Cours, qui pour n'estre pas si civilisées que celles que je viens de nommer, ne laissent pas de faire honneur aux Ambassadeurs, & de faire connoître, que dans leur brutalité ils ont encore plus de respect pour *le Droit des Gens*, que l'on n'en a en quelques autres endroits de l'Europe. Si les Turcs sont cruels, insolents & superbes, les Moscovites sont incivils, barbares & brutaux. Bien que la naissance fasse quelque distinction entre les derniers, ils sont pourtant tous esclaves du *Czaar*, & dans cette education basse on ne voit rien qui ne soit bas, grossier & rustique. Le *Czaar* ou *Granduc*, fait recevoir tous les Ambassadeurs à l'entrée de ses Estats, & les fait défrayer tant qu'ils y demeurent : mais ce traitement, & l'honneur qu'il leur fait faire, est accompagné d'une arrogance presque bestiale. Au lieu que dans les autres Cours les Maîtres des Ceremonies & les Introduceurs des Ambassadeurs font toutes les civilités imaginables aux Ambassadeurs, & font l'honneur de la Maison, au nom de leur Prince, le *Pristave* Moscovite fait tout ce qu'il peut pour prendre la place d'honneur, fait difficulté de descendre de cheval que l'Ambassadeur n'ait mis pied a terre, se jette le premier dans un traisneau, ou dans un carosse, pour y prendre la place la plus honorable, & le traite avec hauteur en toutes les rencontres. Il y a plusieurs relations de ces quartiers là, & entre autres une

trespertinente de l'Ambassade, que le Duc de Holstein-Gottorp y fit faire, comme aussy en Perse en l'an 1633, & dans les années suivantes: mais il n'y en a point; où leurs impertinences soyent mieux représentées, qu'en ce que nous avons du voyage, que *le Comte de Carlisle* y fit en l'an 1663 de la part du Roy de la Grande Bretagne. Le *Pristave* qui le receut à Archangel, prit la main sur l'Ambassadeur, & ne la luy voulut ceder, que le Gouverneur de la ville ne luy eust ordonné de s'accommoder à la volonté du Comte, qui estoit bien resolu de maintenir la dignité du Roy son maistre. On luy avoit marqué le jour qu'il devoit faire son entrée à Moscou. Il estoit à cheval, & avoit fait près d'une demylieüe, lors qu'on l'obligea à la differer jusques au lendemain, & à aller loger cependant dans un meschant petit village auprès de la ville. L'Ambassadeur temoigna en estre fort offensé, & s'en plaignit au *Czaar* par une lettre tresforte: mais au lieu d'en tirer satisfaction, on ne luy en donna point du tout, ny sur cette rencontre, ny touchant le sujet de son Ambassade, & dans une occasion, où on luy devoit faire le plus d'honneur, on luy fit le plus sanglant affront. Le *Czaar* le fit disner avec luy, mais à une table separée, & plus éloignée de la sienne, que celle que l'on avoit servie pour quelques Bojares, c'est à dire pour quelques esclaves du *Czaar*, qui eurent mesmes la droite, pendant que l'Ambassadeur tenoit la gauche. Aussy partit il si peu satisfait de cette Cour là, que refusant le present du *Czaar*, & témoignant son ressentiment avec beaucoup de chaleur, le *Czaar* en fit faire des plaintes, au Roy de la Grande Bretagne, par une Ambassade expresse.

Les Turcs sçavent bien ce qu'ils doivent aux Ambassadeurs, & ne manquent pas de leur rendre l'honneur qui leur est deu, quand il n'est pas incompatible avec leur intrest: & en ce sens il y a aussy un tresgrand nombre de Turcs en la Chrestienté.

enté. Ceux qui croient qu'à la Porte on ne fait point de distinction entre les Ambassadeurs & les Ministres du Second ordre, parce qu'ils comprennent les uns & les autres sous la qualité generale d'*Elchi*, se trompent. Ils distinguent fort bien entre les caracteres, aussy bien qu'entre le merite des Ministres, & entre la qualité des Princes qui les employent. Les Ministres qui n'y sont que pour le commerce, y sont fort peu considerés, s'ils ne le sont pour leur merite personnel, dont les Turcs jugent assés equitablement. Pour faire voir la difference qu'ils font entre l'Ambassadeur & le Ministre du Second ordre, je diray icy les particularités de l'entrée, qu'*Armory ou Almeric Nani*, Ambassadeur & Bayle de Venise, fit à Constantinople en l'an 1617. En arrivant à la veüe de la ville le 11 Fevrier, il salua le Serrail de toute l'artillerie du vaisseau Anglois, qui avoit servy à son transport depuis l'Isle de Chio. Dés qu'il fut descendu à terre, & devant qu'il fust entré dans son logis, bien qu'il commençast à faire nuit, l'Ambassadeur de France, & les Ministres des autres Princes Chrestiens luy firent faire compliment par leurs Secretaires, & le lendemain ils y furent eux mesmes en ceremonies: à la reserve de l'Internonce de Pologne, qui ne croyoit pas estre obligé à cette civilité, parce qu'il avoit desja pris son audience de congé, mesmes du Bayle, auquel *Nani* venoit succeder. Il fit son entrée le 25 du mesme mois en la maniere suivante.

Les deux Ambassadeurs, *Nani* & son Colleague, ou predecesseur, s'estant rendus vers le port, du costé de Galata, à environ deux milles de la ville, où on avoit donné rendez-vous à tous ceux qui le devoient accompagner en cette cavalcade, les deux Ambassadeurs monterent à cheval, & marcherent vers la ville. Les quatre *Janissaires* ordinaires de l'Ambassadeur marcherent les premiers: non à cheval, mais à pied, ayant par dessus leur jupon, qu'ils appellent

Doleman, la veste de drap rouge. *Quarente* autres *Janissaires*, avec leurs habits & leurs armes ordinaires, suivoient à pied, commandés par leur Capitaine, qui les suivoit à cheval, & precedoit autant de *Spahis*, ou Cavaliers, qui n'avoient pour toutes armes que des arcs & des fleches. *Quarente Chiaux* les suivoient, & après eux les domestiques du Bayle, c'est à dire quarente Courriers, ou porteurs de lettres, qui sont tous sujets de la Republique, & servent à aller & venir de Venise à Constantinople. Ils ne font ces voyages qu'à pied, mais ils ne laissent pas de les faire avec assés de diligence. Ils estoient tous habillés à la Grecque, & des Couleurs de l'Ambassadeur, avec la veste & le bonnet plissé. Après eux marchaient les estafiers, & les autres valets de livrée, suivis des *Dragomans* ou Truchements de la Republique, qui estoient accompagnés des *Dragomans* de tous les autres Ministres Chrestiens, tous à cheval, & dans le rang que leurs maistres ont accoustumé de tenir entre eux. Après eux venoit le *Chiaux Bachi*, c'est à dire le Chef des *Chiaux*, qui est comme le Maistre des Ceremonies, ayant à sa droite, qui est la place la moins honorable en Turquie, un Capitaine de *Spahis*. Ces deux officiers marchaient immédiatement devant les deux Ambassadeurs; dont l'ancien tenoit la place d'honneur, parce que l'autre n'estoit pas encore entré dans l'exercice de son employ, & ils avoient quantité de gens de livrée auprès d'eux. Les deux Ambassadeurs estoient suivis des Secretaires des Ambassades de France, de Hollande & de Venise; ce dernier faisant en cette rencontre honneur aux deux autres. Avec les Secretaires marchaient les deux fils, que le nouveau Bayle avoit amenés avec luy de Venise, & le gentilhomme Romain, auquel nous sommes obligés de cette relation. Ces derniers, c'est à dire, les trois Secretaires & les trois Gentilshommes, marchaient en deux rangs, trois de

de front : le Secretaire de France au milieu des deux fils de l'Ambassassadeur, & celuy de Hollande entre le Secretaire de Venise & le gentilhomme Romain : mais quand ils entroient en de petites rues, où il falloit défilér, ils marchoiens en deux colonnes, dont les trois Secretaires tenoient la droite, & les trois gentilshommes la gauche. Un tresgrand nombre de gentilshommes, de domestiques des autres Ambassadeurs, & de marchands de Pera, faisoient la fin du cortege, qui estoit composé de deux cens cinquante chevaux, sans les gens de pied. Ce fut dans cet ordre que les deux Ambassadeurs prirent le chemin de Galata, & après en avoir fait le tour en partie, ils entrèrent par l'une des portes, & en sortirent par une autre, pour aller au palais du *Bayle*, qui estoit hors l'enceinte des murailles, à l'endroit où tous les autres Ministres Chrestiens sont logés. En arrivant au palais, les Turcs qui y trouverent leur disner prest, au lieu de manger, partagerent la viande entre eux, & s'en allerent. Le nouveau *Bayle* fit un festin à cette occasion ; mais de tous les Ministres estrangers il n'y eut que le Baron de Sancy-Harlay, Ambassadeur de France, qui fust du disner, & il ne s'y passa rien de considerable.

Si le Resident, qui est de la part des Provinces Unies à Constantinople, eust envoyé aux Estats une relation pertinente des particularités de son entrée, on pourroit juger de la difference, que l'on y fait entre les Ministres du Premier & du Second ordre ; mais comme il ne s'est pas fait beaucoup d'honneur en arrivant à la Porte, non plus qu'à ses Maistres, il n'avoit garde de parler en ses dépesches d'une action, qui n'a pas relevé sa reputation.

Le mesme gentilhomme Romain, qui a donné au public une relation de l'entrée du *Bayle Nani*, a aussy veu celle, qui fera la fin de la presente Section, parce qu'on y verra quel-

quelque chose de si grand , que tout ce que j'en ay dit jusques icy , n'en approche point.

Au mois d'Avril 1619 arriverent en Perse deux Ambassadeurs Moscovites , *Knez Juan Vorotinsky* , & *Juan Juanovitz Schach Abas* estoit occupé dans une expedition contre les Turcs ; de sorte que ne pouvant faire recevoir les Ambassadeurs à Ardebil, où on estoit en des allarmes continues , on différa de leur faire entrée jusques à ce que le Roy seroit arrivé à Ispahan. Elle s'y fit le 19 Juin de la mesme année, & au mesme temps on la fit aussy à l'Ambassadeur Indien du Mogul , & à un Chiaux Turc. Le Roy fit prier Don Garcia de Silva Figuerôa , Ambassadeur d'Espagne , & le Resident d'Angleterre , d'honorer la ceremonie de leur presence , & leur fit dire , qu'ils pouvoient y venir en sa compagnie , parce qu'il iroit en personne audevant des Ambassadeurs. *Schach Abas* , pour leur faire plus d'honneur , ou pour faire plus d'ostentation de sa grandeur , avoit fait un *rolle de soixante mille hommes* de compte fait , dont il s'estoit fait donner les noms , & il leur avoit fait distribuer des armes à feu , bien que ce ne fussent la plupart que des artisans , habitants d'Ispahan & des villages voisins. Tous ces gens s'estoient rendus de fort grand matin au *Maidan* , qui est leur marché , tres bien vestus , & rangés en plusieurs compagnies & bataillons , sous leurs drapeaux , commandés par leurs Capitaines & par d'autres officiers , qui avoient leurs tambours , timbales , flutes & autres instruments de musique. Le Roy fit faire de ces soixante mille hommes deux files ou hayes égales , qui s'estendoient depuis la porte du Palais jusques au quartier , où les Ambassadeurs avoient logé la nuit precedente , & estoit à douze milles d'Ispahan , laissant entre les deux hayes un passage assés large pour la cavalcade des Ambassadeurs. Tous ces instruments de musique , qui estoient en tresgrande quantité , faisoient

soient cependant un bruit, qui auroit empêché d'ouïr le tonnerre, & de vingt en vingt pas on voyoit des hommes qui sortoient de leur rang pour danser, & pour faire une espèce de ballet, dont ils se divertissoient bien autant pour le moins que les spectateurs. Avec cela il y avoit en plusieurs endroits le long du *Maidan*, & dans les rues, plusieurs jeunes hommes fort bien faits, & tresproprement vestus, qui avec des flacons & des tasses d'or, versaient du vin & de l'eau à la glace à ceux qui en demandoient. Le Roy envoya jusques au village, où les Ambassadeurs estoient logés, tout ce qu'il y avoit de Seigneurs à la Cour. Ils estoient tous parfaitement bien montés, & superbement vestus; de sorte qu'on n'y voyoit que de tresriches estoifes, de selles & des mors de leurs chevaux d'or & d'argent massif, & chargés de pierreries, aussi bien que leurs bonnets, & les aigrettes trespretieuses. Et bien que cela ne fît pas l'effet que ces richesses pouvoient produire, parce que ces Seigneurs ne faisoient que se promener par la ville pour se faire voir, on ne laissoit pas de découvrir dans cette confusion une bizarrerie fort agréable. *Le Schach* voulut, que les Juifs & les *Gaures*, qui font encore profession de la religion des anciens Perses, y allassent aussi en procession separement; mais les Chrestiens du fauxbourg de *Tzulf*, qui avoient fourny sept cens hommes, se meslerent avec les autres Persans. En fin le Roy, pour faire plus d'honneur aux Ambassadeurs, fit monter à cheval vingt ou vingt-cinq des plus belles courtisanes de la ville, fort richement vestues, & ayant le visage découvert, qui est la marque qui les distingue d'avec les honnestes femmes. *L'Ambassadeur Indosthan*, qui estoient le premier, & qui croyoit, que le *Schach* le viendrait prendre luy mesme dans son quartier, l'attendit fort longtemps dans le village, faisant de temps en temps partir des courriers, pour en apprendre des nouvelles: mais

voyant qu'on le vouloit amuser, il monta à cheval, & les autres Ambassadeurs en ayant fait autant à son exemple, ils se mirent en estat de marcher vers la ville, chaque Ambassadeur à la teste de sa troupe. Des autres Ministres estrangers, qui avoient esté conviés de s'y trouver, il n'y eut que le Resident d'Angleterre qui poussa jusques à leur quartier, par curiosité plustost, que pour leur faire honneur. L'Ambassadeur d'Espagne, qui estoit fort à la campagne, voyant que le Schach ne venoit point à l'assignation qu'il luy avoit donnée, s'en retourna chez luy, fort en colere de ce qu'on l'avoit obligé à aller audevant de l'Ambassadeur Indien, lequel il traittoit de marchand, quoy qu'il fust proche parent du Mogul, & qu'il eust plus de quinze cens personnes à sa suite. Les autres Ambassadeurs, sçavoir le Moscovite, qui estoit seul, son collegue estant decédé, & le Turc estoient desja arrivés au palais, lors que le *Roy, qui estoit enfin allé audevant de l'Indien jusques à la porte de la ville*, parut avec luy au *Maidan*. Dès qu'il fut entré au palais, où Figueroa, qui s'estoit ravié, s'estoit rendu aussy, tous les cinq Ministres luy présentèrent des lettres de la part de leurs Maistres. C'est à quoy on employa toute l'audiance, & à vuider quelques tasses de vin de Schiras, pendant qu'on s'entretenoit de choses indifferentes, & avec assés de desordre. Après une conversation de deux ou de trois heures ils se retirerent tous, sans prendre congé du Roy, & sans se faire civilité entre eux. Je n'ay point dit, que lors que les trois Ambassadeurs commencerent à sortir du village, les soixante mille hommes, qui, comme je viens de dire, faisoient haye depuis le palais jusques au quartier, commencerent aussy leur mouvement, se mettant en troupe, & sans ordre, à la suite des Ambassadeurs, entrant ainisy en foule dans la ville, & en occuperent tellement toutes les avenues, que l'Ambassadeur Indien, qui avoit beaucoup de bagage,

bagage, ne le put pas faire entrer ce jour là. Le mesme Ambassadeur, ayant sceu que ces soixante mille hommes estoient la pluspart gens de mestier, qui avoient perdu leur journée pour l'amour de luy, ordonna à son argentier de leur donner à chacun dix sequins, ce qui auroit fait une somme de douze cens mille escus: mais *Schach Abbas*, qui n'estoit pas des plus liberaux, & qui ne vouloit point que l'Ambassadeur Indien luy reprochast son avarice, s'en facha, & ne le voulut pas permettre. Dès que l'Ambassadeur Turc entra en Perse, le *Schach* fit défenses, à peine de la vie, d'avoir aucune communication avec luy, mesmes sous pretexte de luy vendre des vivres, mais il luy en fit fournir abondamment de sa cuisine.

Ces entrées & ces receptions ne se faisant qu'à l'Ambassadeur, à l'exclusion du Ministre du Second ordre, il faut croire, que Jaques Löffler & Philippe Streif, qui arriverent à Paris le 16 Octobre 1634, estoient Ambassadeurs. Il ne tint qu'à eux qu'on ne les receust en ceremonies, & que le Roy ne les logeast. Ils furent traittés par presents pendant tout le séjour qu'ils firent à Paris. Le Marquis de Mortemar, un des Premiers gentilshommes de la Chambre, les visita de la part de sa Majesté, & le Comte de Harcourt avec M. Bautru les conduisirent à l'audiance. Il est vray, que le Comte de Brulon dit en ses Memoires, que l'un estoit Ambassadeur Extraordinaire de Suede, & l'autre des quatre Cercles d'Allemagne: mais outre que Löffler n'avoit point de Commission de la Couronne de Suede, ainſy que je feray voir incontinent, ils furent tous deux traittés également, en toutes les rencontres: au present & autrement. Pour monſtrer qu'ils estoient tous deux Ambassadeurs des quatre Cercles de la Haute Allemagne, & qu'ils n'avoient ny pouvoir ny lettres de creance de la Couronne de Suede, je n'ay qu'à produire leur declaration, où ils disent. Nous Jaques Löffler &c, &

Philippe Streif, &c, en vertu du pouvoir à nous donné par nos Seigneurs, les Princes & Estats des quatre Cercles de la Haute Allemagne, ratifions le susdit traité. Or ces quatre Cercles n'estant composés que de Princes Ecclesiastiques & seculiers d'Allemagne, de Prelats, de Comtes & de villes, il semble que l'on ne scauroit nier, qu'en cette rencontre la France n'ait reconnu les Ambassadeurs des Princes d'Allemagne.

S E C T I O N X I X .

Des Audiances.

LEs *Audiances* sont ou publiques & solennelles, ou particulieres & pour affaires. Cellescy faisant partie de la negotiation de l'Ambassadeur, feront aussy partie du second livre de ce traité, & les autres feront le sujet de cette Section, à cause des ceremonies, dont elles sont accompagnées. L'audience publique fait le commencement de l'employ de l'Ambassadeur, & l'establit en la fonction de sa charge; quoy qu'elle ne soit pas si absolument necessaire, qu'il ne puisse bien negotier sans cela. Les Ambassadeurs, qui sont envoyés à des congrés, ne peuvent pas prendre audience, & ne font que communiquer leurs lettres de creance aux Mediateurs, ou aux Ministres, avec les quels ils ont à negotier. Il est vray que le Ministre, à qui le Prince refuse audience, est incapable de negotier; parce qu'on luy fait connoistre, qu'on ne veut point avoir de commerce avec luy: comme lors que les Estats des Provinces Unies la refuserent à l'Ambassadeur de Portugal, & que le Roy de Suede n'y voulut pas admettre ceux de Brandebourg; mais lors que quelque autre obstacle ou empeschement legitime

s'y oppose, & qu'au lieu de refuser on ne fait que différer l'audiance, ce délai ne peut empêcher l'Ambassadeur de faire toutes les fonctions de sa charge. Monsieur de Bassompierre, en arrivant à Madrid en l'an 1621, ne put avoir audience, parce que le Roy estoit malade; mais le mesme Roy ne laissa pas de luy faire dire, que s'il luy vouloit envoyer ses lettres de creance, il nommeroit des Commissaires, qui entreroient en conference avec luy. Bassompierre luy envoya ses lettres, & le Roy luy donna des Commissaires, qui travaillerent si bien pendant la maladie du Roy, que le traité de Madrid, pour les affaires de la Valteline, fut bientôt conclu après son décès. Bassompierre prit audience du successeur avec les ceremonies ordinaires.

Elles sont réglées presque par tout, aussi bien que celles de l'entrée, & elles sont toutes particulieres à Rome, où il n'y a que l'Ambassadeur d'obedience, que prenne audience au Consistoire, se tenant de bout & découvert, pendant qu'un Orateur à gages fait la harangue, en la presence du Pape, & du College des Cardinaux. Les Ambassadeurs de l'Empereur, des Testes Couronnées & de Venise ont ces audiences dans la Salle Royale; mais les Ambassadeurs des autres Princes l'ont en la Salle Ducale, & il y en a mesmes, à qui le Pape ne donne audience que dans sa Chambre, où il fait venir quelques Cardinaux; mais non en assés grand nombre, pour pouvoir dire qu'ils font consistoire. Le Duc de Savoye pretend la Salle Royale depuis qu'il prend la qualité de Roy de Chypre: & d'autant qu'il ne l'a pû obtenir jusques icy, il n'envoye plus l'Ambassadeur d'obedience à Rome. La Republique de Gennes a offert des millions, pour se faire donner la Salle Royale; mais le Pape n'y a pas voulu consentir, à cause de l'opposition du Senat de Venise, qui ne veut pas souffrir cette égalité. Au sortir de l'obedience l'Ambassadeur suit le Pape, luy porte la queue de sa

chappe, & disne avec luy : ainſy j'ay marqué en la Section precedente de l'Ambassadeur de France.

Le 13 Sept. 1582 arriva à Rome un Ambassadeur Moscovite, à qui on fit entrée: Il eut son audience dans une grande Salle, où le Pape se trouva accompagné de quinze Cardinaux, & non dans la Salle ordinaire des audiences. L'Ambassadeur fit les mesmes ceremonies que les autres Ambassadeurs ont accoustumé de faire, en faisant ses trois reverences, & en baissant les pieds. Il parla en sa langue, parce qu'il n'en ſçavoit point d'autre. Le Pape luy fit present de trois vestes de brocatel & d'une chaine d'or, & de quelques chaines à ceux de sa suite.

Lors que le Pape donne des *audiances particulieres* aux Ambassadeurs des Couronnes & de Venise, il est assis dans une chaise de velours rouge cramoisy à franges d'or & d'argent, ayant sous les pieds un tapis d'escarlata. L'Ambassadeur est assis vis à vis du Pape sur un tabouret, & ne se couvre point pendant *l'audiance*. Les Ambassadeurs des autres Princes se tiennent debout, & le plus souvent le Pape se promene pendant qu'ils luy parlent, où il se tient de bout, la main appuyée sur la table; mais au commencement de *l'audiance* il se met dans sa chaise. Le Prince, qui se promene, en donnant audience à un Ministre, luy fait un peu plus d'honneur que s'il s'endormoit, ou s'il luy parloit en passant. Lors que les Cardinaux vont à *l'audiance* du Pape, on leur donne un siege à dos. L'Ambassadeur de Venise y amene tousjours son Secretaire, qui se tient de bout derriere la chaise du maistre: ce qui s'observe aussy lors qu'il prend *audiance* des Cardinaux. Ces audiences des Cardinaux ne sont proprement que des visites; c'est pourquoy on en pourroit parler plus à propos ailleurs; mais comme il n'y a que deux mots à dire sur ce sujet, j'y ajousteray, que lors que le Secretaire de l'Ambassadeur de Venise a à trait-

à traiter avec quelque Cardinal, en l'absence de son Maître, on le fait asseoir, aussy bien que les Secretaires des Ambassadeurs de l'Empereur & des Rois de France & d'Espagne, & on leur fait les mesmes honneurs, qu'on fait aux Residents & aux Agents des Princes, à qui on donne le tiltre de Serenissime. Ce qui se fait principalement aux *Secretaires de l'Ambassade*; parce que ceuxcy sont aussy *Ministres representants*. Les Cardinaux font encorè asseoir les Secretaires des Ambassadeurs de Savoye & de Toscane. Aussy ne faut il point croire, qu'en ces quartiers là on donne ces importants emplois à des clerics ou à des copistes, mais à des Ministres, qui y font leur apprentissage, & qui après y avoir donné des preuves de leur merite, peuvent aspirer aux premieres charges de l'Estat. Les mesmes Prelats, c'est à dire les deux Patriarches, qui ont receu l'Ambassadeur à son entrée, le conduisent aussy à l'audiance.

Ce n'est que la premiere, & la seule audiance que le Pape donne au Consistoire, & ce n'est que fort rarement que les Ambassadeurs y en prennent une seconde, pour des affaires extraordinaires & tresimportantes. *M. de Termes*, Ambassadeur de France, l'ayant obtenue au mois de May 1551, dit bien expressément dans sa harangue, qu'il sçavoit bien que c'estoit contre la coustume; mais que c'estoit par l'ordre exprés du Roy, son Maître. Il ne pouvoit pas s'adresser au Pape Jules III, parce que c'estoit de luy qu'il avoit commandement de se plaindre. Il accompagna son discours d'une protestation formelle, après laquelle il devoit partir, & emmener avec luy les Cardinaux de Ferrare & de Tournon, qui faisoient les affaires du Roy à Rome. Quelques années auparavant, ce fut au mois de Decembre 1547, *Don Diego Hurtado de Mendosse*, Ambassadeur de l'Empereur Charles V, prit audiance au Consistoire, au sujet de la translation du Concile de Trente, & il y fut aussy appelé,
pour

pour entendre la réponse, que le Pape voulut faire à sa proposition. Il y fut encore le 16 Janvier 1548, & il y fit la mesme protestation, que François de Vargas & Martin de Velasque firent le mesme jour à Boulogne contre la translation du Concile. *Don Diego* y parla en des termes si forts, que le Pape, n'osant témoigner le dépit qu'il en avoit, voulut faire croire, que Mendosse, en faisant cette protestation dans le Consistoire, avoit excédé ses ordres; puis que l'Empereur luy avoit commandé de se plaindre des auteurs de la translation, & non du Pape, qui n'y avoit point de part, à ce qu'il disoit; toute l'affaire ne regardant que les Legats & les Prelats du Concile, qui avoient jugé la translation necessaire. Il faut aussy remarquer en passant, que le Pape ne donne point d'audiance dans la Semaine Sainte.

On y fait quelque distinction en France; mais devant que d'en parler, je diray qu'à Vienne ce sont les officiers de la Maison de l'Empereur, qui sont employés à ces fonctions. Il n'y a point de Maître des Ceremonies, ny d'Introducteur d'Ambassadeurs en cette Cour la. C'est le Grand Chambellan qui y regle les civilités, & qui donne les ordres pour la reception des Ministres Publics. Lors que le Duc del Sesto, Ambassadeur d'Espagne, arriva à Vienne au mois d'Octobre 1670, le Comte de Slabata l'alla prendre chez luy avec les carrosses de l'Empereur: en arrivant au palais, il fut receu à l'entrée par le Marechal de la Cour: Le Grandmaître le receut dans la salle des Chevaliers, & à l'entrée de l'antichambre il fut receu par le Comte de Lamberg, Grand Chambellan.

En France les Nonces & les Ambassadeurs des Couronnes y sont conduits par des Princes, & c'est en cela seulement, que les Ambassadeurs de Venise ne sont point traittés comme ceux des Testes Couronnées. Le dernier jour d'Aoust 1635 le *Vicomte de Scudamor*, Ambassadeur d'Angleterre, s'estant rendu à Meaux, pour aller à la premiere audiance du Roy,

Roy, qui estoit à Monceaux, dit à Berlise qu'il ny iroit point, s'il n'y estoit conduit par un Prince. Il n'y en avoit point à la Cour; de sorte qu'il fallut envoyer Giraut à Paris en poste, d'où il ramena le lendemain le Duc de Cheureuse, qui en fit l'office. Le *Lord Filding*, Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre en l'an 1634, fut conduit à l'audiance par le Comte d'Alais, Prince de la Maison de Valois: Le *Comte de Leicester*, dans la mesme qualité en l'an 1636, par le mesme Duc de Cheureuse. *Löffler & Streyf* Ambassadeurs des quatre Cercles en 1634, par le Comte de Harcourt, Prince de la Maison de Lorraine. *Grotius*, Ambassadeur ordinaire de Suede, par le Duc de Mercœur, fils du Duc de Vendôme. *Savadsky*, Ambassadeur Extraordinaire de Pologne en l'an 1636, par le Duc de Cheureuse. Le Duc de Joyeuse, de la Maison de Lorraine, conduisit à l'audiance l'*Evesque de Warmie & le Palatin de Posnanie*, Ambassadeurs extraordinaires de Pologne en l'an 1645. Elle fut accompagnée des mesmes ceremonies, qui s'estoient faites à leur entrée; sinon que les deux Ambassadeurs, avec les principaux Seigneurs de leur suite, se mirent dans les carosses du Roy & de la Reine. On avoit fait advertir tous les Princes & tous les Grands de se trouver au Palais Royal, où leurs Majestés logeoient en ce temps là: & de Rhodes, Grandmaistre des Ceremonies, eut commandement de donner les ordres nécessaires pour cette audiance extraordinaire. Après que les carosses eurent fait un caracol en la deuxième Cour, ils s'arrestèrent devant la Chambre de descente, où les Ambassadeurs entrèrent, & dès qu'ils eurent pris un peu de repos, & que tous les Polonois furent arrivés, on les fit passer par la Cour entre deux hayes d'archers du Grand Prevost en armes. Le *Grandmaistre des Ceremonies* les receut au pied de l'escalier, qui estoit bordé des deux costés des cent Suisses, qui y estoient en haye, le tambour battant,

ayant S^{te}. Marie, leur Lieutenant, à la teste. A l'entrée de la Salle des Gardes du Corps ils rencontrèrent le Marquis de Chandenier, Capitaine des gardes Escossoises, qui ayant fait passer une partie de la Noblesse Polonoise, se mit devant le Grandmaistre des Ceremonies & l'Introducteur, & après eux suivirent les deux Ambassadeurs, conduits par le Duc de Joyeuse, qui estoient suivis d'une autre troupe de Polonois. Les gardes du corps estoient en haye, l'antichambre pleine de Noblesse, & la Chambre remplie de Seigneurs & d'officiers de la Maison. A mesure que les Seigneurs Polonois entroient dans la galerie, où le Roy & la Reine estoient, le Grand Maistre les faisoit ranger en haye, afin de faire passage aux Ambassadeurs. Après que le Capitaine des Gardes, le Grand Maistre de Ceremonies & l'Introducteur eurent fait leurs reverences, ils s'ouvrirent, pour faire approcher les Ambassadeurs, qui après avoir achevé les leurs, firent leur compliment en latin: l'Evesque parlant le premier & après luy le Palatin. Cela fait, ils presenterent leurs lettres de creance à leurs Majestés, qui les donnerent au Comte de Brienne, Secrétaire d'Etat. Le reste de l'audiance se passa en des discours indifferents, où les Ambassadeurs parlerent françois, & après cela tous les Seigneurs Polonois firent la reverence au Roy & à la Reine.

Au sortir de là ils furent à l'hostel de Nevers, prendre audience de la Princesse de Mantoue, qui les receut à l'entrée de la Salle. Ils luy parlerent aussy en latin, & luy firent present d'une Croix de diamants de la valeur de cent mille escus. L'Evesque d'Orange répondit à la harangue des Ambassadeurs, que la Princesse, leur future Reine, conduisit jusques au milieu de la Salle.

Après ce que j'ay dit en la Section precedente de la reception, qui fut faite en 1612 au Duc du Mayenne en Espagne,

pagne, & au Duc de Pastrana en France, il y faut ajouter les particularités de *leurs audiences*. Le premier l'eut le 23 Juillet, & y fut conduit par le Duc d'Uffede, fils du Duc de Lerme, qui estoit accompagné des Ducs d'Albe & d'Albuquerque, & de plusieurs autres Seigneurs, qui l'allèrent prendre avec un tresgrand cortège de carosses au palais où il estoit logé. Après avoir passé par plusieurs galeries & corridors, où les gardes Espagnoles, Suisses & Bourguignonnes estoient en haye, il fut rencontré à la porte de la Salle de l'audience par les Comtes de *Castelruvio & Salasar*, *Maitres d'hostel* du Roy, qui le conduisirent jusques auprès de l'estrade, où le Roy estoit assis sous un dais, ayant auprès de luy à sa main gauche le Prince son fils, à sa droite le Duc de Lerme debout, & derriere sa chaise le Marquis de la Velade, la teste nue. *Après que l'Ambassadeur eust fait sa premier reverence, le Roy se leva: à la deuxième il se decouvrit, & à la troisième il embrassa l'Ambassadeur, & le fit couvrir.* Après que l'Ambassadeur eut achevé son compliment, il alla saluer le Prince, qui l'embrassa. Mais cela ne se fit que par rencontre; parce qu'il estoit obligé de rendre ce devoir à l'Infante auparavant. Cependant le Prince de Tingri, fils de l'Ambassadeur, alla faire la reverence au Roy, qui le fit couvrir, & les autres Seigneurs François luy baisèrent la main. Au sortir de cette audience il alla à celle de *l'Infante*, à laquelle il fit la reverence, comme à sa Reine, parce qu'elle l'avoit désiré ainſy, & après cela il salua les Dames. Le lendemain il rendit la visite aux Ministres, & aux Seigneurs qui l'avoient visité, & trois jours après il alla rendre à l'Infante une lettre que le Roy luy escrivoit. Le 22 d'Aoust il eut encore une audience solemnelle, où on leut le contract de mariage. *Le Duc de Lerme*, accompagné de tous les Grands de la Cour, l'alla prendre chez luy, & en le conduisant fit ranger toute la compagnie,

en sorte que toute la Noblesse Françoisse marchoit la première, deux à deux, & après eux le Prince de Tingry seul. Après luy M. de Puisieux, qui avoit apporté le contract de mariage, avec M. de Vaucelas, Ambassadeur ordinaire, immédiatement devant les Ducs de Mayenne & de Lerne. Ils trouverent dans la Salle le Nonce Gajetan, qui en cette occasion devoit faire la fonction de Legat. Le Duc de Mayenne se mit à la droite du Nonce, le Duc de Lerne à la gauche, & auprès de luy le Comte Ortodelli, Ambassadeur de Toscane, M^{rs}. de Puisieux & de Vaucelas achevant de remplir le banc de l'autre costé. Il y eut un autre banc pour les Seigneurs du Conseil d'Etat, & du costé du Duc de Lerne on mit une forme pour les Grands d'Espagne; où estoient assis le Duc d'Uffede, le Prince de Tingry, l'Admirant de Castille, le Duc de Maqueda, le Comte de Pegnerande, les Ducs d'Albe, de Sesse, de Feria, de Montalte, de Villhermose & de Veragas. Devant le Nonce il y avoit une table couverte d'un tapit de velours rouge cramoisy, accompagnée d'un escabeau, sur lequel s'assit Don Antonio d'Arosequi, Secrétaire d'Etat, qui leut le contract en langue Espagnole. Le Duc de Mayenne, & M^{rs}. de Puisieux & de Vaucelas, comme procureurs du Roy & de la Reine Mere, signerent les premiers le contract, qui estoit couché en françois, & après eux le Duc de Lerne, comme Procureur du Roy & de l'Infante, le signa, avec Arosequi. Le Duc de Lerne signa le premier le contract Espagnol, & les Ministres de France le signerent après luy. Au sortir de cette Salle ils entrerent dans une autre, où ils trouverent le Roy assis entre l'Infante & le Prince. L'Ambassadeur luy fit compliment sur le mariage, comme aussy à l'Infante & au Prince. Après cela on luy donna une dame pour l'entretenir, & à tous les Seigneurs François chacun la sienne. Quelques jours après le Roy convia l'Ambassadeur à faire une promenade avec luy à cheval,

& fit mettre en liberté tous les François qui estoient dans les prisons, ou sur les galeres d'Espagne.

L'audiance que le Duc de Pastrana eut, fut bien pour le moins aussy solemnelle. On la luy donna le 16 d'Aoust, & pour l'y conduire on luy envoya trente chevaux de l'Ecurie du Roy, deux carosses à six chevaux, & autant à quatre & à deux. Le Duc de Guise, accompagné du Prince de Joinville & du Chevalier de Guise ses freres, du Duc d'Elbeuf, des Marquis de Nermoustier, de Nesle, de la Vallette, de Crequy, de St. Luc, de Bassompierre, de Termes, & d'autres Seigneurs, l'alla prendre à l'hostel de S. Paul, & faisant marcher à la teste trois cens gentilshommes à cheval, & après eux trente Seigneurs Espagnols, chacun entre deux Seigneurs François, il le conduisit en cet estat au Louvre. Les gardes estoient en haye depuis le petit Bourbon. Le Grand Prevost le receut à la porte, & le Capitaine des cent Suisses dans la Cour du Louvre. Le Capitaine des gardes du corps le receut à l'entrée de la Salle des gardes, & le Comte de Soissons, Prince du Sang, au sortir de la mesme Salle. Les passages estoient fort éclairés; parce que tous les pages de la petite & de la grande escurie, tenant chacun deux flambeaux de cire blanche, le firent passer par la Chambre du Roy dans la galerie, où sa Majesté l'atendoit. Sur l'estrade, où le Roy estoit assis, il y avoit un tapit de velours violet, parsemé de fleurs de lis d'or, sous un dais & dans une chaise de la mesme étoffe, ayant à sa main gauche la Reine sa mere, assise dans une chaise de velours noir. L'Ambassadeur s'estant approché, après ses trois reverences, presenta au Roy une des lettres qu'il tenoit entre ses doigts, & fit un compliment fort succinct. Après cela le Roy se leva, répondit au compliment, & embrassa l'Ambassadeur, qui alla après cela parler à la Reine, à laquelle il presenta l'autre lettre, & on entra en conversation, *l'Ambassadeur s'estant couvert*

d'abord. Après cela le Roy se retira dans sa chambre, où l'Ambassadeur l'ayant suivy, le Duc de Guise conduisit ce-luicy à la Chambre de Madame. M. le Premier, & quatre Maistres d'hostel le receurent dans l'Antichambre. En voyant Madame il fit une profonde reverence, en passant sous le dais il fit une deuxiême, à laquelle Madame se leva, & à la troisiême il *mit un genou à terre*, & luy baïsa la main en cet Estat, sans qu'elle le fist lever; jusqu'à ce que l'Ambassadeur ordinaire l'en fist souvenir, & la pria *de le faire couvrir*. Au sortir de la il alla salüer Monsieur & les deux autres Princeſſes. Depuis le 17 jusques au 21 il receut les viſites des Princes & des Seigneurs de la Cour, des *Cardinaux de Sourdis & du Perron & du Chancelier*, & il employa les jours ſuivans à rendre les viſites, & à se trouver aux festins que plusieurs Seigneurs luy firent. Le contract de mariage fut leu le 25, & ce fut *le Prince de Conty*, qui l'alla querir dans le carosse du Roy, suivy de vingt-cinq autres. Après que l'Ambassadeur, qui avoit à sa suite quarante pages habillés de toile d'argent, fut entré dans la Chambre, M. de Villeroy, Secretaire d'Estat, leut le Contract, que le Roy, la Reine & l'Ambassadeur signerent, & après que M. de Seaux, autre Secretaire d'Estat, l'eust contresigné, on le remit entre les mains de M. de Villeroy, pour y faire mettre le Sceau.

J'ay touché un mot cy devant de l'audiance; que la Reine Elisabeth donna en l'an 1581 aux Ambassadeurs de France: comme aussy de celle que le Duc de Nevers eut à Rome en l'an 1608, de celle du Cardinal Bichi à Venise en l'an 1643 &c: mais d'autant que ces rencontres extraordinaires ne peuvent faire ny reigle ny exemple, je reserveray pour elles la fin de la presente Section, & continueray de dire icy, que ce sont des Mareſchaux de France, & non des Princes qui conduisent les Ambassadeurs des Republiques à l'audiance.

ce. *Soranzo & Contarini* y furent conduits en l'an 1634 par le *Mareschal de Chastillon*, qui y conduisit aussy en l'an 1638 *Ange Cornaro*, Ambassadeur de la mesme Republique: comme aussy *Pau & Knuit*, Ambassadeurs Extraordinaires des Provinces Unies. Le *Mareschal de la Force* fit en l'an 1637 le mesme office à l'égard du *Sieur d'Osterüic*, leur Ambassadeur ordinaire, & en la mesme année le *Mareschal de S. Luc* y conduisit le Seigneur *Sauli*, Ambassadeur Extraordinaire de Gennes, quoy qu'à son entrée il n'eust este receu que par un Chevalier de l'Ordre. Il n'y a que les Cantons Suissès, dont les Ambassadeurs soyent traittés avec quelque inégalité. On leur fait des honneurs excessifs lors qu'ils viennent faire confirmer les traittés d'alliance, ainisy que j'ay desja en la Section precedente; mais hors de là on ne leur en fait que de tresmediocres. On ne fit point de reception du tout aux Ambassadeurs, que les Cantons Catholiques envoyerent en France au mois de Mars 1634, ny à ceux qui y arriverent de la part des Cantons Protestants au mois de Decembre de la mesme année, & ils ne furent conduits à l'audiance que par des Chevaliers de l'Ordre: les premiers par M. de Villequier, Capitaine des gardes du Corps, & les autres par le Marquis de Nesle, Gouverneur de la Fere.

La Republique de Gennes ne s'est pas encore si bien establie, que l'on ne distingue souvent ses Ministres d'avec ceux des autres Souverains; non seulement en France, mais aussy ailleurs. En l'an 1649 la Soeur de l'Empereur passant à Milan, pour aller épouser le Roy d'Espagne, tous les Potentats d'Italie luy envoyerent des Ambassadeurs. La Republique de Gennes luy envoya aussy les siens, que la Reine fit conduire à l'audiance par Don Rodrigue de Tappia, l'un de ses Escuyers, qui faisoit aussy la fonction de Maistre des Ceremonies. Il leur amena un des carosses de la Reine à six chevaux,

chevaux, dans lequel les Ambassadeurs entrèrent, & se firent suivre du leur, aussy atellé de six chevaux. Le Marquis de Caracena, qui estoit à la fenestre, voyant entrer ce dernier carosse dans la Cour, envoya dire aux Ambassadeurs, qu'on ne leur permettroit point de monter, ny de voir la Reine; parce qu'ils avoient manqué au respect qu'ils luy devoient, en entrant avec un carosse à six chevaux au lieu où elle estoit, contre la coustume d'Espagne. On les voulut obliger à le renvoyer; mais l'affaire ayant esté mise en negotiation, & bien contestée, on regla enfin le different, en sorte qu'à la veüe de tout le monde, ils feroient oster deux chevaux de leur carosse, & les renvoyeroient au logis. Ils le firent, & après cela on leur permit de monter, & de faire leur compliment à la Reine.

L'Ambassadeur de Savoye a formé de grandes pretensions, particulièrement depuis que le Duc a pris la qualité de Roy de Chypre, & qu'il se fait traiter d'Altesse Royale; mais jusques icy il n'a encore pû obtenir le moindre avantage sur celuy des Provinces Unies. Au contraire le Roy a fait visiter celuicy par M^r. de Liancourt, Premier gentilhomme de la Chambre, pendant qu'il faisoit visiter celuy là par le Comte de Nancey, Maistre de la garderobbe. C'est aussy un Mareschal de France, qui conduit les Ambassadeurs du Granduc de Toscane & de Mantoüe: ainisy qu'ils font à leur entrée.

Le Comte de *Droüent*, Ambassadeur de Savoye, en prenant son audience de congé, receut un honneur extraordinaire, en ce qu'on fit prendre les armes aux gardes. Le Comte de *S^t. Maurice*, qui luy succeda en l'an 1633, pretendoit qu'on luy fist le mesme honneur, & sur la difficulté qu'il y rencontra, il demeura huit mois à Paris incognito, devant que de paroistre comme Ambassadeur. Il fut enfin contraint de ceder, & de se contenter des honneurs ordinaires.

naires. Il fut conduit à l'audiance le 22 Septembre 1634 par le Mareſchal de Chaſtillon : mais les gardes ne prirent point les armes. Ils les prennent tousjours pour les Nonces, pour les Ambaſſadeurs des Couronnes, & pour celuy de Veniſe. En l'an 1634 ils ne les prirent pas pour les Ambaſſadeurs Extraordinaires des Provinces Unies, & en 1637 il n'y eut que les cent Suiffes & les gardes du corps, qui les prirent pour l'Ambaſſadeur ordinaire. *Guillaume Boreel* arriva en France avec la meſme qualité en l'an 1650, au plus fort des mouvements du Roiaume. La Cour eſtoit en Guyenne, occupée à la reduktion de la ville de Bourdeaux ; de ſorte que l'Ambaſſadeur s'eſtant rendu à Blaye, Saintot, Maïſtre des Ceremonies y fut de la part du Roy & de la Reine, pour luy faire les premiers compliments, & le lendemain il y amena les Caroffes du Roy & de la Reine, & le Duc d'Amville, pour le conduire à Bourg, à ſa premiere audiance. Il y trouva *les gardes ſous les armes*, les cent Suiffes & les gardes du corps en haye, & il fut receu par le Capitaine des gardes du corps & par les autres officiers de la Maiſon, à l'entrée de la Salle & de la Chambre. Dès qu'ils euſt fait ſa premiere reverence, le Roy & la Reine ſe leverent : le Roy & Monſieur ſe decouvrirent, & demeurerent debout pendant l'audiance, auſſy bien que la Reine. L'Ambaſſadeur ſe couvrit, après que le Roy l'en euſt convié deux fois. Dès qu'il eut achevé ſon compliment, il preſenta ſa lettre de creance, & alors il fit ſa propoſition. Il eut le meſme jour audiance du Cardinal Mazzarin, qui le receut avec les meſmes civilités, qu'il avoit accouſtumé de faire aux Ambaſſadeurs des Couronnes. Les officiers & les domeſtiques de ſon Eminence le prirent au fortir du caroffe, & le conduiſirent juſques au haut de l'eſcalier, où le Cardinal le receut, & le mena dans ſa chambre, prenant comme Cardinal, la place d'honneur ſur luy par tout, meſme dans la

ruelle de son liét, & après l'audiance il le reconduisit jusques au lieu, où il l'avoit reçu. Le Duc d'Amville le traitta au nom du Roy ; mais c'est ce qui se fait ordinairement, lors que le Roy est dans une de ses maisons de campagne, où l'Ambassadeur n'est point logé.

En France on fait civilité aux Ambassadeurs qui ne font que passer par le Roiaume, soit qu'ils ayent des lettres pour le Roy, comme le *Comte de Schaumbourg*, qui alloit de la part de l'Empereur Ambassadeur ordinaire en Espagne, ou qu'ils n'en ayent point, comme *Falconieri*, qui alloit Nonce au aux Paisbas. Mais avec quelques difference. Le premier fut considéré comme Ambassadeur Extraordinaire, conduit à l'audiance par le Comte d'Alais, traité à disner par les officiers du Roy, & regalé d'une boüette de portrait trois mille escus. L'autre fut conduit à l'audiance par le Comte de Harcourt, & traité à disner : mais il n'eut point de present.

Les Ambassadeurs de Venise prennent leur premiere audiance lors que leur predecesseur prend la sienne pour se licentier de la Cour où il a residé, & à cet exemple *François Walsingham*, Ambassadeur d'Angleterre en France, fut présenté en sa premiere audiance au Roy Charles IX, par *Henry Norris*, son predecesseur. Dès que *Norris* eut fait connoistre la qualité de *Walsingham*, & la raison pourquoy il l'amenoit, il le fit approcher. Après que *Walsingham* eust fait ses reverences & ses compliments, il rendit sa lettre de creance, qui fut leüe par un Secretaire d'Etat. Il ne dit autre chose, sinon qu'il avoit ordre de la Reine, sa Maistresse, de s'employer à l'affermissement de l'amitié entre les deux Couronnes, & de la bonne correspondance entre les sujets. Qu'il y travailleroit avec application ; tant pour satisfaire à son devoir, que parce qu'il sçavoit, que c'estoit l'interest des deux Princes. Le Roy, après avoir demandé

à *Walsingham* des nouvelles de la santé de la Reine d'Angleterre, dit qu'il estoit bien aisé du choix qu'elle avoit fait d'un si habile Ministre : qu'il estoit le bien venu, & qu'il *luy donneroit audience* toutes les fois qu'il la demanderoit pour les affaires de la Reine sa Maistresse. Après cela *Walsingham* demanda à voir la Reine, qui estoit malade, & il vit en suite la Reine Mere & les Ducs d'Anjou & d'Alençon, quoy que devant ce temps là ces Princes eussent accoustumé de se trouver auprès du Roy, lors que les Ambassadeurs y prenoient leur premiere audience.

Bien qu'il y ait quelque chose de plus respectueux au salut & aux reverences des peuples Orientaux, qu'au coup de chapeau ou de bonnet des Chrestiens de nostre Europe, il faut advoüer pourtant, qu'une des plus grandes soumissions que le Ministre puisse rendre au Prince, c'est de ne se point couvrir en luy parlant. De sorte que quelque civilité, que le Prince fasse à l'Ambassadeur, s'il ne le fait couvrir à l'audience, il ne le traite pas en Ambassadeur. Tous les honneurs qu'il luy peut faire ne servent de rien, s'il luy refuse celuicy ; quand mesmes il demeureroit luy mesme découvert. Il n'y a que le Pape, à qui les plus grandes puissances de la Chrestienté font rendre ce respect : non comme à un Prince Souverain, mais comme au Chef visible de leur Eglise. Tous les autres Princes doivent faire honneur aux Ambassadeurs, & souffrir qu'ils se couvrent. En l'an 1627 *Roch vanden Honart*, Conseiller au Grand Conseil de Hollande, *André Bicker*, Bourguemaistre d'Amsterdam, & *Simon de Beaumont*, Conseiller Pensionnaire de Zeelande, furent envoyés en Prusse, pour tascher de moyenner un accommodement entre les deux Rois de Pologne & de Suede.

J'ay parlé en la Section precedente de la reception qu'on leur fit à leur entrée. Le 6 Juillet *l'Escuyer trenchant de Li-*

tüanie, & le Staroste ou Chastelain de Warfawie vinrent prendre les Ambassadeurs, pour les conduire à l'audience avec trois carosses du Roy. Le Marechal de la Cour les vint recevoir à la portiere du carosse, & les ayant fait passer au milieu d'une double haye de gardes, les fit entrer dans l'appartement du Roy. Ils le trouverent dans une Salle, appuyé de la main sur une table, & *toute la civilité qu'il leur fit, ce fut qu'après leur troisieme reverence il toucha un peu à son chapeau, & le remit en mesme temps; permettant que les Ambassadeurs luy parlassent découverts, & ne leur faisant pas le moindre signe de se couvrir.* La Reine ne les receut pas mieux; se contentant de se lever un moment de dessus sa chaise, pour s'y remettre aussytost. Les Ambassadeurs témoignèrent estre fort scandalisés de ce procedé; mais on leur dit, que c'estoit là toute la civilité que le Roy leur avoit pû faire; parce qu'encore que les Rois de France & d'Angleterre souffrissent, que les Ambassadeurs des Provinces Unies se couvrent en parlant à eux, que ce n'estoit qu'à cause des alliances que les Estats avoient avec ces Couronnes : mais que cela ne pouvoit faire consequence pour le Roy de Pologne, qui n'en ayant point avec eux, n'estoit pas obligé d'avoir la mesme consideration ny pour leur Estat, ny pour leurs Ambassadeurs. Ce fut une tresmeschante excuse; parce que les Rois de France & d'Angleterre ne font pas cet honneur à l'alliance qu'ils ont avec les Provinces Unies, mais à la Souveraineté de leur Estat, & c'estoit la Souveraineté, qui avoit fait faire l'alliance. On croyoit que le Roy avoit bien voulu leur faire cette incivilité, à cause de l'estroite liaison qu'il avoit avec la Maison d'Autriche. On disoit aussy à la Cour, qu'on n'y estoit point satisfait de ce que les Ambassadeurs avoient esté voir le Roy de Suede, devant que d'aller à Warfawie. Les trois jours suivants on leur fit festin : le premier chez le Marechal : le second
chez

chez le Vicechancelier, & le troisiéme chez Gaspar de Dönhof, Chambelan du Roy. Le 9 Juillet ils eurent *audiance du Prince Vladislav*, qui leur envoya trois carosses & deux de ses gentilshommes : les fit recevoir au sortir du carosse, & *les fit couvrir*. Le 12 ils eurent une conference au logis du Vicechancelier, qui les vint recevoir luy mesme à la portiere du carosse. Après la conference les Ambassadeurs se plainquirent de *l'incivilité que le Roy & la Reine leur avoient faite, en leur donnant audience*. On leur dit, *qu'elle seroit réparée, & qu'on leur denneroit satisfaction* ; mais que cela ne se pouvoit pas faire presentement, parce qu'on ne vouloit point qu'on crust, que c'estoit le Roy qui la reparoit, & on en vouloit rejeter la faute sur le Mareschal, qui, à ce qu'on disoit, devoit advertir le Roy de ce qu'il avoit à faire. Que pour cette fois il pouvoient partir avec la réponse, que les Commissaires du Roy leur donneroient, & qu'à leur retour ils auroient plus de contentement au sujet des ceremonies. Le 16 les deux Vicechanceliers, de Pologne & de Litüanie, le Mareschal & le Tresorier apporterent la réponse aux Ambassadeurs, & lors qu'ils partirent deux gentilshommes leur amenerent trois carosses, qui les conduisirent à la riviere, où ils s'embarquerent. Leur negotiation estant fort épineuse, & rencontrant beaucoup de difficultés & obstacles des deux costes, les Ambassadeurs, après avoir inutilement negocié auprès du Roy de Suede, resolurent enfin de partir, & de prendre leur audience de congé de celuy de Pologne, sur l'assurance qu'on leur donna, qu'ils y seroient mieux traittés qu'à la premiere. Et de fait, après qu'à leur retour le Mareschal de Litüanie les eust introduits, le Roy les receut fort bien, *les faisant couvrir dès qu'il eust mis le chapeau*. Ce ne fut pas une audience publique pourtant ; parce que ce ne fut qu'en la presence du Mareschal, qui les avoit accompagnés, du premier Secretaire du Roy, & des gentilshommes des Ambas-

fadeurs, qui firent la reverence à sa Majesté. Ces Messieurs, après avoir esté si indignement traittés à leur entrée, car en Pologne on en fait aux Ambassadeurs aussy bien qu'ailleurs, devoient concerter les ceremonies de leur audience, ou bien se couvrir, sans qu'on le leur dist. Les Ambassadeurs, qui font ces soumissions aux Princes prostituent la dignité de leur Maistre, & renoncent en quelque façon à sa Souveraineté. *Robert Sherley*, en mettant son tulban aux pieds du Roy d'Angleterre, commit un crime qui ne pouvoit estre expié que par la mort, & le Roy, en le luy faisant reprendre, fit connoistre qu'il l'entendoit mieux que cet Ambassadeur, qui ne sçavoit pas, que le *Droit des Gens* se fait respecter mesmes par ceux, à qui d'ailleurs on ne peut pas rendre trop de respect.

Je dis qu'en Pologne on fait civilité aux Ambassadeurs aussy bien qu'ailleurs. *Commendon* n'estoit encore qu'Evesque & Nonce en Pologne, lors que le Roy Sigismond Auguste envoya deux Evesques audevant de luy avec un tres-grand cortege de carosses, jusques à trois lieües de la ville de Warfavie. Et lors que le mesme *Commendon*, estant Cardinal, y retourna comme Legat, après la mort de Sigismond, trois Evesques & autant de Senateurs laïcs le furent prendre à son logis, & en descendant du carosse, à l'ouverture de la tente où le Senat estoit assemblé, les deux Mareschaux de Pologne & de Litüanie le receurent, & ayant le baston de commandement à la main, firent faire place: ce qui ne se fait qu'à la seule personne du Roy. Après qu'il eust salüé l'assemblée, il prit la premiere place, entre l'Archevesque de Gnesne & l'Evesque de Cracovie. On fit en cette rencontre au Legat un honneur, que l'on ne feroit pas à un autre Ambassadeur; mais si on considere celuy que le mesme Senat fit en l'an 1670 au Comte de Schafgotz, Ambassadeur de l'Empereur, on sera obligé d'avoüer, que les Polonois sçavent

ſçavent bien ce qu'ils doivent au caractère, & que ce n'eſt pas par ignorance qu'ils y manquent. Je l'ay fait remarquer en la Section precedente.

Guillaume Boreel, Albert Sonck & Epo d'Ailüa, Ambaſſadeurs des Provinces Unies en Suede l'an 1640, y furent fort bien receus, logés dans une Maifon tresmagnifiquement meublée, chaque Ambaſſadeur ayant un dais dans ſa chambre, ſans celui qui eſtoit au deſſus de leur table, où ils mangeoient en commun, & eſtoient défrayés pendant tout le ſejour qu'ils firent à Stocolm. Le 3 d'Aouſt ils eurent leur premiere audience. La Reine, qui eſtoit aſſiſe dans une eſpece de thrône, ſe leva à la premiere reverence des Ambaſſadeurs : à la deuxieme elle la fit auſſy, & à la troiſieme *elle descendit juſques à la premiere marche de ſon thrône*. Ils firent leur harangue en Flamen ; & dautant qu'après les premiers compliments *la Reine ne les fit point couvrir, ils ne laiſſerent pas de mettre le chapeau* : ſe decouvrant pourtant de temps en temps, aux endroits, où il falloit accompagner le diſcours de quelques termes de reſpect. Les Senateurs leur cedoient la main, la porte & la chaiſe en toutes les conferences ; mais d'abord ils firent quelque difficulté de donner le tiltre d'Excellence aux Ambaſſadeurs, & jugeoient *que ceuxcy ne ſe devoient pas couvrir dans l'audience*. Mais tout cela fut réglé au contentement des Ambaſſadeurs. La Reine eſtoit fort jeune en ce temps là, mais les Senateurs, & entre autres le Chancelier, la devoient advertir de ce qu'elle avoit à faire, & ne devoient pas ignorer de quelle façon le feu Roy avoit traité les Ambaſſadeurs des Provinces Unies.

La Tuillerie, Ambaſſadeur de France en Suede, ſçavoit parfaitement bien ménager ce qui eſtoit de la dignité du Roy, ſon Maïſtre, & neantmoins il ne ſe couvroit jamais aux audiences, qu'il prenoit de la Reine Chriſtine. En
partant

partant de Stocolm, il y laissa *Chanut*, son parent, qui y fit pendant quelques années les affaires de France en la qualité de Resident; mais avec tant de capacité & d'adresse, qu'on luy donna bientôt le caractère d'Ambassadeur. Dans la premiere audience qu'il prit de la Reine en cette qualité, elle le voulut obliger à se couvrir, & l'en pressa. Il dit, qu'il ne feroit point de difficulté de se couvrir, quand ce ne seroit que pour faire voir, que le Roy de France vouloit bien entretenir un Ministre du premier rang auprès de sa Majesté: mais que le Roy, son Maistre estoit un Prince si civil & si bien élevé, que sans doute, il ne voudroit pas se couvrir luy mesme, s'il avoit honneur de parler à la Reine, c'est à dire à la Princesse du Monde, qui meritoit le plus d'estre servie & reverée: & ainsy qu'elle luy permettroit bien de demeurer dans le respect. La repartie estoit spirituelle & galante. On ne peut pas rendre de trop grandes soumissions aux Dames; de sorte que quand tous les Ambassadeurs imiteroient l'action de *M. Chanut*, ils n'en seroient pas moins honnestes gens, ny moins habiles Ministres. J'y adjousteray, que ny luy ny la *Tuillerie* ne hasardoient pas tant que *Boreel & ses Collegues*; tant parce que les Senateurs de Suede ne se seroient jamais avisés de disputer cette faculté de se couvrir aux Ambassadeurs de France; que parce que la Reine mesme les en convia ce qu'elle n'avoit pas fait à l'égard des autres. Ne peut on pas dire aussy, que *Boreel* avoit beaucoup d'esprit & d'habilité; mais que la galanterie n'estoit ny sa vertu ny son vice?

En l'an 1626 *Bethlem Gabor*, Prince de Transilvanie, envoya en Angleterre un gentilhomme Alleman, nommé *M. Quaadt*, à l'occasion des guerres, où l'Electeur Palatin, beaufrere du Roy d'Angleterre, se trouvoit fort interessé. Ce Ministre estoit assés mal suivy, pour un Ambassadeur qui auroit voulu faire honneur à son Maistre, & d'ailleurs le

le Prince n'estoit pas assés connu, ny assés estably, pour pouvoir passer pour Souverain; c'est pourquoy le Roy, qui luy fit faire les civilités ordinaires, en le faisant conduire à l'audience par le maistre des Ceremonies, ne se couvrit point; afin de l'obliger à demeurer decouvert. Le Ministre vit en suite la Reine, qui le pressa deux ou trois fois de se couvrir, & le fit couvrir. Les Anglois l'en blâmoient, & jugeoient qu'il avoit fait une faute. Il en avoit fait une en effet; mais les Anglois firent la premiere & la plus grande; parce qu'ils devoient advertir la Reine, que le Roy ne l'avoit pas fait couvrir. Lors que le Maistre des ceremonies conduisit ce gentilhomme à l'audience de congé, il luy demanda, s'il se couvreroit encore en parlant à la Reine; mais il répondit, qu'il ne se couvreroit point, quelque instance que la Reine luy en pust faire. Qu'il ne s'estoit couvert en la premiere audience, sur les instances reiterées que sa Majesté luy en avoit faites, que parce qu'il y avoit parlé au nom du Prince son Maistre, qui luy avoit commandé de voir la Reine; mais qu'en prenant congé d'elle, il s'acquittoit d'un devoir particulier. Le Roy trouva la repartie spirituelle; mais les Courtisans n'en firent pas le mesme jugement. Le Prince de Transilvanie, en commandant à son Ministre de faire en cette Cour là les civilités ordinaires, y comprenoit toutes les audiences, la derniere aussy bien que la premiere; de sorte que ce fut au nom de son Maistre qu'il fit la reverence à la Reine, en l'une aussy bien qu'en l'autre. Le Duc de Savoye, en ne se couvrant point dans l'audience qu'il donna au Lord Falcombridge, afin de l'empescher de se couvrir, ne le traitta pas en Ambassadeur.

Le Marquis Pompée Strozzi, Ambassadeur du Duc de Mantouë, arriva à Londres en l'an 1627, dans un temps, où on ne se souvenoit point d'y avoir veu un Ambassadeur de la part de ce Prince. Le Roy ne voulut pas consentir

d'abord qu'il se couvrist; parce qu'il sçavoit, que l'Ambassadeur de Mantoüe ne se couvre point en parlant au Roy d'Espagne. Le Marquis disoit, que les Ambassadeurs de son Maistre se couvroient en parlant au Pape, à l'Empereur & au Roy de France, & que luy mesme estant allé voir le Roy de France, qui estoit malade au liët, sa Majesté l'avoit fait asséoir & couvrir. Il ne parloit point du Roy d'Espagne, & il se feroit bien passé de parler du Pape; parce que l'Ambassadeur de France mesme ne se couvre point, en parlant à luy. L'Empereur ne fait pas couvrir l'Ambassadeur de Mantoüe non plus. Mais ce qu'il dit en suite de la France, & que le Duc son Maistre ne visite point les Ambassadeurs des premiers Rois de la Chrestienté, & ne leur donne pas la place d'honneur chez luy, estoit vray: & il a cela de commun avec le Duc de Savoye & avec le Granduc, & depuis quelques années avec les Ducs de Parme & de Modéne.

En l'an 1639 *Le Bailly de Forbin, Grand Croix, Ambassadeur Extraordinaire de Malthe*, estant venu en France, complimenter le Roy sur la naissance du Dauphin, & ayant esté receu de la maniere, que j'ay dit en la Section precedente, le Marechal de S^t. Luc eut ordre de le conduire à l'audience. La Cour estoit à Saint Germain, & l'Ambassadeur y estant arrivé, on luy donna à disner, & cependant *on mit en deliberation, si on luy permettroit de se couvrir*. On en parla au Roy, qui se souvint, qu'il avoit auparavant permis au Commandeur de Formigiere, aussy Ambassadeur de Malthe, *de se couvrir à l'audience, quoy qu'il fust Capitaine au regiment des gardes*. On representa aussy au Roy, que sa Majesté avoit fait le mesme honneur au Marquis de Ville, *Ambassadeur du Duc Charles de Lorraine*: de sorte qu'il fut resolu *que le Bailly se couvrirait*; mais qu'il en useroit modestement, & avec respect, comme il fit. Après avoir fait

une petite harangue couvert, il parla encore quelque temps au Roy découvert : comme aussy il ne se couvrit point en parlant à la Reine. Il vit les Princeesses du Sang, lesquelles il baïsa. Le Prince de Condé & le Cardinal de Richelieu luy donnerent le tiltre d'Excellence, & le premier luy ceda la place d'honneur. Le 10 Avril il prit son audience de congé, avec les mesmes ceremonies, & le Roy luy fit present d'une boüette de portrait de quatre mille livres. En partant de Paris il n'alla pas à Malthé, faire rapport de son Ambassade au GrandMaistre, mais il alla commander les galeres de France, dont il estoit Lieutenant General.

Axel Baron Oxenstirn, Chancelier de Suede, & Legat Plenipotentiaire de la mesme Couronne en Allemagne, ne pouvant gagner la Mer Baltique, pour passer de là en Suede, & se trouvant obligé de prendre son chemin par la France, arriva à Compiègne le 26 Avril 1635. Le Comte d'Alais & le Comte de Brulon allerent audevant de luy avec les Carosses du Roy & de la Reine, & le conduisirent dans une des meilleures Maisons de la ville, que le Roy avoit fait meubler. Le mesme jour il fut visité par M. de la Meisleraye, Chevalier de l'Ordre, & le lendemain les mesmes Comtes le conduisirent à l'audience du Roy, qui le fit couvrir. Les regiments des gardes, les archers du Grand prevost, les cent Suisses & les gardes du corps prirent les armes. Le Cardinal de Richelieu le receut au bout de la Salle de ses gardes, & le reconduisit jusques au bas de l'escalier. Le Cardinal estant allé voir le Chancelier deux jours après, celuicy le receut au sortir du carosse, & en le reconduisant il ne partit point, que le carosse ne roulast. Le 30 du mesme mois il prit son audience de congé, avec les mesmes ceremonies. Le Roy luy fit present d'un diamant de douze mille escus, & luy envoya encore par l'Introducteur une boüette avec son portrait, de six mille escus. Ce gentilhom-

me, un des premiers officiers de la Couronne de Suede, avoit bien la direction generale & absolüe des affaires d'Allemagne; mais il n'avoit point de caractère, qui püst obliger le Roy à le faire couvrir, puis que quelques années après il ne le voulut pas permettre à un Prince, qui pouvoit aller du pair avec les premiers de l'Europe; tant pour la naissance que pour le merite.

Je parle du Duc Bernard de Saxe Weimar, & du voyage qu'il fit à Paris en l'an 1636. Le Duc de Parme y estoit arrivé quelques jours auparavant, & comme on luy avoit fait des honneurs excessifs, l'autre croyoit qu'on ne luy en devoit pas moins; quoy que l'on fist une grande distinction en la reception de l'un & de l'autre. On fit recevoir le Duc de Parme à Orleans, où on envoya l'un des Introduceurs, un Maistre d'hostel, un Controlleur & deux gentilshommes servants, pour le traiter. Le Maire & les Eschevins le haranguerent, les soldats & les bourgeois estoient sous les armes, & le magistrat luy fit le present de vin & de confitures. Le Chapitre & l'Université luy firent leurs compliments. Le Duc de la vallette fut avec un des carosses de la Reine, & trente six autres carosses audevant de luy jusques à Chilly. Les Ducs de Mercœur & de Beaufort allerent avec quantité de Seigneurs & de gentilshommes, le recevoir au Bourg la Reine, & le conduisirent au Louvre, où les regiments des gardes estoient sous les armes, & les Suisses du corps avec les gardes le long de la montée & dans la Salle. Il alla tout droit trouver le Roy dans sa chambre, *qui fit cinq ou six pas audevant de luy*, & l'embrassa plusieurs fois. Monsieur, qui y estoit, le salua aussy; puis *ils se couvrirent tous trois*.

Le Duc de Weimar ne vit personne de la part du Roy qu'il ne fust arrivé à Lagny, où le Comte de Guiche l'alla trouver avec trois ou quatre de ses amis. Un Maistre d'hostel

stel & un Controlleur, avec quelques officiers de la Maison du Roy, le traitterent à disner au Camp, à trois ou quatre lieües de Paris, où le Duc de la Trimouille le joignit avec plusieurs carosses, & l'amena à l'Arsenal, que l'on avoit meublé des meubles du Roy. Il se reposa le lendemain, & le jour d'après le Duc de la Trimouille le conduisit à l'audiance du Roy à S. Germain. Le Duc d'Orleans, qui y estoit lors que la Trimouille advertit le Roy, que le Duc de Weimar estoit arrivé, demanda, s'il se couvrirait. La Trimouille dit qu'il n'en sçavoit rien, & qu'il en avoit parlé au Cardinal de Richelieu, qui luy avoit dit, qu'il ne se devoit pas couvrir. On pressa Chavigni, qui y estoit present, d'en dire son sentiment. Il dit, qu'il ne pouvoit, & que si le Roy le trouvoit bon, il en parleroit au Duc de Weimar; mais qu'il ne le feroit pas sans un commandement exprés; parce que cela luy pourroit faire venir une pensée, que peut estre il n'auroit pas sans cela. Qu'il estoit de la Maison de Saxe: qu'il sçavoit *que l'Evesque de Wirtsbourg s'estoit couvert à Metz*, & qu'il croiroit, sans doute, qu'on ne luy pouvoit refuser ce qu'on avoit accordé au Duc de Parme. Il fut enfin resolu, qu'on ne luy en parleroit point. Le Duc de Weimar avoit attendu cependant dans l'appartement du Surintendant des finances, où on luy vint dire qu'il pouvoit voir le Roy. Les gardes n'avoient pas pris les armes lors qu'il arriva, mais en montant dans l'appartement du Roy, les Suisses & les gardes du corps se mirent en haye. Après qu'il eut fait ses reverences & son compliment, voyant que *le Roy se couvroit, il se couvrit en mesme temps*. Ce qui obligea le Roy à se découvrir; de sorte qu'après cela ils se parlerent quelque temps découverts, & après cela le Roy commanda qu'on menast le Duc disner. Au sortir de l'audiance Chavigny demanda au Ministre du Duc, comment il en useroit chez la Reine, & s'il pretendoit s'y couvrir. On

luy répondit, que le Duc avoit cru devoir faire ce qu'il avoit fait, après ce qu'on avoit souffert au Duc de Parme; mais qu'il ne se couvriroit point en la presence de la Reine. On l'y mena, & en suite chez Monsieur, *qui le fit couvrir* : mais il fit le mesme honneur au Duc de la Trimouille & au Prince de Wirtemberg, qui accompagnoient le Duc de Weimar. Le Cardinal de Richelieu le receut au haut de l'escalier, & luy offrit la place d'honneur, mais il la prit après quelques civilités. Au sortir le Cardinal le reconduisit jusques au carosse, où le Duc ne voulut point entrer que le Cardinal ne se fust retiré. Devant que le Duc arrivaft à Paris, on estoit demeuré d'accord avec son Ministre, qu'il se couvriroit, en parlant au Roy, ou bien qu'on luy donneroit le tabouret chez la Reine; sorte que lors qu'il voulut voir le Roy après la premiere audience, il fallut venir à de nouvelles capitulations, & après plusieurs allées & venues, le tout fut réglé en sorte, qu'il se contenteroit du tabouret. Le Duc dit, qu'il luy suffisoit d'avoir soutenu les droits de sa naissance, afin que ceux de sa Maison n'eussent rien à luy reprocher : & au reste qu'il en useroit ainsy qu'il plairoit au Roy. Après cette declaration le Roy luy fit grand'chere, demeura un demy quart d'heure decouvert; puis se couvrit. Mais ce fut dans le cabinet, & en la presence de peu de confidents. Après disner il fut chez la Reine, qui luy fit donner le tabouret; mais il n'y demeura qu'un demy quart d'heure; puis il se leva, & la Reine s'estant levée en mesme temps, ils se tinrent debout jusqu'à ce qu'il se retirast après la conversation d'une demy heure. Lors qu'il partit de Paris il demanda qu'on luy donnast un des carosses du Roy, pour le conduire jusques à Chaalon, mais on en fit difficulté, pour la consequence, & le Cardinal de Richelieu luy donna un des siens. Les officiers du Roy le traitterent encore à Chaalon. Il y aura occasion de

de dire encore quelque chose du Duc de Parme cy après.

Bien que ce qui se fait hors de l'Europe ne fasse pas tous-jours exemple, on ne laisse pas d'y trouver de quoy s'instruire, ou de quoy se divertir ; c'est pour quoy je feray icy l'histoire d'une audience, sinon solennelle, du moins fort extraordinaire, qu'un Ambassadeur a prise dans un des quartiers du monde les plus éloignés de nostre Climat. En l'an 1623, c'est à dire presque au mesme temps que Garcia de Figueroa fit son Ambassade de Perse, Francisco de Gama, Comte de Vidigueira, Viceroy des Indes Orientales, envoya *Don Jean Fernandes Leitao* en qualité d'Ambassadeur, à *Venctapà Najeka*, Roy d'une partie du pais que les Portugais appellent *Bisnagà*. On ne luy fit point de civilité du tout lors qu'il arriva à *Jekeri*, ville Capitale de ce pretendu Roiaume, & on ne luy fit pas le moindre compliment ; sinon que le lendemain on luy apporta quelques rafraichissements de fort peu de valeur, comme de quelques cannes à succe, du fruit, du succe, & d'autres bagatelles, & on luy dit, que le lendemain on le viendroit prendre, pour le conduire à l'audience. Les Indiens anticiperent l'heure qu'ils luy avoient donnée ; de sorte que l'Ambassadeur n'avoit pas encore achevé de disner, lors qu'on luy vint dire, que quelques Seigneurs Indiens *l'attendoient dans la rue*, pour le conduire à l'audience. Il les envoya prier, de n'estre pas trop civils, & de luy donner le loisir de disner & de s'habiller, parce qu'en ces pais chauds on se met à son aise pendant les plus grandes chaleurs du jour. Les Indiens, après avoir attendu quelque temps à la porte, entrèrent dans le logis, où on les fit attendre encore dans le vestibule, jusques à ce que l'Ambassadeur & ses gens fussent en estat de les recevoir. L'un de ces Seigneurs Indiens avoit esté Ambassadeur auprès du Viceroy de Goa de la part de *Venctapà*, & en estoit revenu avec l'Ambassadeur

Portugais, & l'autre avoit esté General de son armée. Le dernier, qui y avoit amené son fils, fit present au Portugais d'une de ces pieces de toile fine peinte, qui est tres-commune en ces quartiers là, & l'Ambassadeur reconnut son present d'un autre, de quelques aulnes de drap. Pendant que ce petit commerce se faisoit, une femme publique leur donnoit le divertissement de la danse. La compagnie estant montée à cheval, on commença à défilér en cet ordre. Premièrement marchaient deux hommes, conduisant autant de chevaux de main, dont l'un appartenoit à l'Ambassadeur, & l'autre estoit un present que le Viceroy envoyoit à *Venétapà*, & après eux suivoient quelques Indiens, dont les uns estoient armés de mousquets & les autres de demypiques; les uns à pied & les autres à cheval, accompagnés de leur musique ordinaire, composée de tambours & de flutes. Après eux suivoient quelques mousquetaires, tous habillés d'une mesme couleur, représentant la garde de l'Ambassadeur. Un hidalgo Portugais, qui faisoit en cette occasion la charge de Capitaine des gardes, marchoit à leur queue, à cheval, & assés bien vestu. L'Ambassadeur le suivoit immédiatement, accompagné des deux Seigneurs Indiens : & quatre ou cinq Européens, meslés avec autant d'Indiens, qui estoient les gentilshommes de l'Ambassadeur & des Conducteurs, faisoient la fin du cortège. Ceux de la suite de l'Ambassadeur, qui comme je viens de dire, estoient au nombre de quatre ou cinq, estoient à cheval, à la reserve d'un, qui n'en ayant point trouvé à louer, avoit pris les devants, & estoit allé attendre les autres à la porte du palais, afin de pouvoir entrer lors que les autres y mettroient pied à terre. Le palais estoit dans un grand enclos, enfermé de plusieurs fossés & murailles, tellement qu'il falloit passer plusieurs ponts & portes, devant que d'arriver au corps du logis. Après que ceux de la cavalcade

valcade eurent passé les deux premières portes, ils descendirent de cheval, & en entrant par une quatrième porte, ils apperceurent le Roy, qui estoit assis dans une petite Cour à l'opposite de la Porte. Il estoit sur l'estrade, sous un pavillon en forme de tour de liêt, soustenu de quatre piliers de bois d'oré. Il avoit sous luy un meschant tapit, & un petit matelas, & estoit appuyé contre un de ces piliers, ayant derrière le dos deux carreaux de toile de cotton, fort fine & fort blanche. Son espée, dont la garde estoit d'argent, estoit auprès de luy, d'un costé, sur un autre petit matelas, & de l'autre costé, sous le pavillon, estoit une petite table octagone, ou plustost une espeece de gueridon. Le plancher d'enbas estoit de bois, depuis le pavillon jusques à la porte, ayant au milieu une ouverture aussy large que la gueule d'un puits, & l'on disoit, que sous le couvercle il y avoit un reservoir, qui fournissoit de l'eau à une fontaine, que l'on y posoit pendant les plus grandes chaleurs de l'esté, qui n'estoient pas trop incommodés en cette saison la; c'est pourquoy cette ouverture estoit bouchée en forte, qu'on avoit de la peine à s'appercevoir qu'il y en eust une. Le Roy avoit auprès de luy, à sa main droite, plusieurs Seigneurs de la Cour, & entre autres un, qui estoit couvert d'une toile de cotton fort fine & fort deliée, & ne faisoit qu'agiter un éventail, pour chasser les mouches. Tout le monde estoit de-bout auprès du Roy, excepté un seul homme, que l'on disoit estre son favory, & qui estoit sous le mesme pavillon contre la muraille. L'Ambassadeur, en mettant le pied dans la Cour, fit la reverence à la Portugaise, tenant le chapeau à la main, & on le fit asséoir aussy tost dans une distance également éloignée du Roy & du favory; le Roy demeurant cependant aussy immobile qu'une statue. L'un des Seigneurs Introduceurs, qui devoit aussy servir d'interprete, se posta auprès de l'un des piliers, qui estoit vis

à vis de celuy contre lequel le Roy s'appuyoit. Après que le Roy eust demandé des nouvelles de la santé du Roy d'Espagne & du Viceroy, & que l'Ambassadeur y eust répondu, celuicy y adjousta, que tout le sujet de son Ambassade n'estoit qu'une visite de civilité, pour entretenir la bonne intelligence & amitié avec son *Altesse*, & que le Viceroy, pour luy en donner une marque, luy envoyoit un cheval, lequel il le prioit d'agréer, en attendant le présent que les premiers navires luy apporteroient de la part du Roy d'Espagne; ainſy qu'il verroit par les lettres du Viceroy. Je diray en passant, que les Portugais donnent le tiltre d'*Altesse* à tous les Rois de ces quartiers là; parce que devant l'union de la Couronne de Portugal à celle de Castille, il n'en donnoient point d'autre à leur propre Roy, ny les Espagnols mesmes ne traitoient pas le Roy de Castille de Majesté devant le regne de Charles V.

Après que l'Ambassadeur eust achevé son compliment, il se leva de sa place, *mit un genou en terre*, & presenta sa lettre de creance au Roy, qui sans faire la moindre inclination, la prit pour la donner au Seigneur, qui servoit d'interprete, & celuicy la mit entre les mains d'un Secretaire. L'Ambassadeur avoit aussi des lettres du Roy d'Espagne; mais il les garda pour une autre audience. Cependant on apporta le présent du Viceroy, qui consistoit en quelques lambeaux de drap de diverses couleurs, & estoient dans un bassin de bois d'oré, meuble ordinaire des Indiens, & une lance faite à la Moresques, à fer émoulu, comme celuy d'une pique, avec une fort jolie targe. On amena aussi le cheval, couvert d'une housse de soye. Après que le Roy l'eust considéré, & qu'il eust un peu manié la lance, que l'Ambassadeur disoit estre de la façon de Portugal, on fit asseoir les gentilshommes de sa suite. On remarque, que l'Ambassadeur *ne se couvrit point pendant l'au-*
dience,

diance, & celui qui nous donne cette histoire y adjouste, que *cela faisoit une consequence d'autant plus fascheuse, que cette Ambassade estant la premiere, que les Portugais eussent envoyée à Vençapà, il faisoit exemple pour tous ses successeurs. Que ces exemples pouvant estre d'un dernier prejudice, le Ministre doit bien prendre garde à ce qu'il fait en ces rencontres. Mais que les Portugais qui sont dans les Indes, sont fort ignorants, & ne sçavent ce que c'est que de la Cour, quelque habiles gens qu'ils soyent, ou qu'ils croient estre; comme cet Ambassadeur, qui avoit une tresgrande opinion de son merite. Il faut avoüer que le Portugais en faisoit trop, & que ses bassesses estoient criminelles, quand mesmes il auroit eu à faire, non à un Vençapà, mais à un Roy de Pegu ou de Siam, au Mogul, ou à l'Empereur de la Chine. Aussi se seroit il bien passé de dire à ce Roitelet, qu'autrefois il avoit esté en cette Cour comme particulier, & qu'il luy avoit présenté des chevaux à vendre. L'audiance ayant esté couverte en conversation, & enfin en festin, l'Ambassadeur Portugais y donnoit à tous moments en des Extravagances insupportables: jusques à prier Vençapà de le recommander par ses lettres au Roy d'Espagne. Après que la conversation eust duré assés longtemps, le Roy se fit apporter une piece de drap d'or, de la grandeur d'une toilette, & la mit sur les épaules de l'Ambassadeur, qui se retira avec ce present.*

Je croy pouvoir dire, que c'est peutestre le seul Ambassadeur, qui ne se soit point couvert dans une audience, où il devoit & pouvoit se couvrir. Les Ambassadeurs des Cantons Suisses, qui à leur entrée avoient receu des honneurs, que l'on ne rend pas à ceux des plus grands Monarques, ne purent jamais obtenir celui que l'on ne refuse pas à ceux des derniers Princes d'Italie. Après qu'ils eurent fait leur entrée à Paris de la maniere qu'il a esté dit en la Section precedente, *le Comte de Harcourt, Prince de la Maison de Lorraine, &*

les deux Introduc-teurs les allerent prendre, avec les Carof-fes du Roy, chez le Chancelier, où ils avoient disné, pour, les conduire à l'audiance. Les deux regiments des gardes estoient sous les armes. *Le Duc d'Enguien*, Prince du Sang, accompagné de plusieurs Ducs & Pairs, & de quelques Marefchaux de France, les recent au bas de l'Escalier. *Le Marquis de Vardes*, Capitaine des cent Suiffes, se presenta à la teste de sa compagnie, & le *Marquis de Villequier*, Capitaine des gardes du Corps, estoit à l'entrée de la Chambre du Roy. Sa Majesté avoit auprès d'elle Monsieur le Duc d'Orleans, le Prince de Condé, & les officiers de sa Maison. Au sortir de cette audiance, ils prirent celle de la Reine, & allerent de là faire la reverence à M. le Daulfin. *Ils avoient fait grande instance à ce qu'on leur permist de se couvrir pendant qu'ils parleroient au Roy*: mais on rejetta cette demande, & le Roy voulut demeurer en la possession de l'avantage; que les Rois ses predecesseurs luy avoient acquis & laissé, & les Suiffes, qui preferent l'argent à l'honneur, voulurent bien negliger l'un pour se conserver l'autre. Aussi fait il grande difference entre les Suiffes & ses autres alliés. Il donne quelquefois des subsides à ceuxcy, mais des pensions à ceux là: les uns sont ses amis, les autres sont ses Pensionnaires. Il loüe ou achette les Soldats des uns, & les autres le secourent en vertu de leur alliance.

Il y a un procès Verbal, ou acte du serment qui se fit à Turin au commencement de l'an 1652 pour l'exécution du traitté d'alliance, que l'on venoit de renouveler entre le Duc de Savoye & les neuf Cantons Catholiques, où il est expressément marqué, que lors que le Duc sortit de dessous son dais, pour s'approcher de la table, auprès de laquelle le serment se devoit faire, *les Ambassadeurs des Cantons* avancerent de l'autre costé, *la teste nue*; tout le reste de l'assemblée estant dans le mesme estat, excepté le
Duc

Duc qui estoit couvert. Tout le monde demeura decouvert, pendant que Hartman, Secretaire des Cantons, fit la harangue, & pendant que le Chancelier du Duc fit la réponse au nom de son Altesse Royale. On les fit couvrir tandis que le Comte Nomis, Truchement du Duc, interpreta l'une & l'autre. Mais après que le Duc & les Ambassadeurs eurent presté le serment, le Duc se remit sous le dais & se couvrit, les Ambassadeurs & les Seigneurs de la Cour demeurant decouverts.

On observe encore en France, que lors que l'Ambassadeur entre dans la Chambre, ou dans le cabinet, où le Roy luy donne audience, l'huissier ouvre les deux battants de la porte; mais si c'est un Ministre du Second ordre, il n'en ouvre qu'un. Dès que l'Ambassadeur se couvre tous les Princes, qui se trouvent dans la chambre de l'audience, se couvrent aussi: & ce ne sont pas seulement les Princes du Sang, ny ceux, qui bien que fortis d'une maison Souveraine se sont establis en France, comme ceux de Savoye & de Lorraine, qui jouissent de ce privilege; mais aussi tous ceux que le Roy a déclaré estre Princes: comme ceux de la Maison de la Tour, à cause de la terre de Sedan, qu'ils ont possédée pendant quelques années. Le Dernier Duc d'Espernon, dont le pere avoit esté le premier Seigneur de la famille, se l'estoit fait donner; quoy qu'il n'eust point de principauté, & que le pere, qui croyoit ne devoir rien au Roy, n'eust jamais porté sa pensée jusques là. Lors que le Duc de Parme arriva à Paris, il se couvrit en la presence du Roy, & pour luy faire honneur, le Roy défendit aux Princes de se couvrir: à quoy ils obeirent; mais les Princes du Sang n'y voulurent pas estre presents. En France il n'y a point de lieu particulierement affecté pour les audiences. Le Roy les donne le plus souvent dans sa chambre, dans la ruelle de son lit, dans son cabinet, ou

dans une galerie, selon les occasions. En Angleterre, le Roy d'Angleterre les donne aux Ambassadeurs de Testes Couronnées, & quelques fois aussy aux autres, dans sa Chambre de presence, & aux Ministres du Second ordre dans quelque autre lieu, où il se rencontre. On ne leur fait point de civilité, sinon qu'autrefois on les faisoit accompagner par quelques gentilshommes de la Chambre, mais cela ne se fait plus.

Le respect qui est deu aux Souverains, requiert que l'Ambassadeur parle en ses audiences d'une voix intelligible, mais basse. Il est vray que cela ne se peut pas bien faire dans les Republiques, où les audiences se donnent en des assemblées composées de plusieurs personnes, & neantmoins en ces occasions là mesmes il en faut user avec discretion, & parler au Doge, ou au President plustost qu'à toute la compagnie. Il ne doit pas aussy faire des discours longs, tuants & inutiles. C'est une incivilité, quand on abuse de la patience d'un particulier & d'un amy; mais c'est une imprudence qui ne se peut pardonner, que d'irriter celle d'un Prince. On ne se peut rien figurer de plus impertinent, que le Docteur, qui ayant ordre de seconder la negotiation, que le fils puiné du Duc de Meklenbourg devoit faire en Suede, fit à la Reine Christine une harangue latine de deux heures, s'estendant sur des lieux communs, & rebattant à tous moments sur la politique des Italiens, opposée aux regles du Christianisme, en ce qu'elle prefere l'utile à l'honneste. C'estoit bien tenter la discretion d'une Princeesse, qui ne pouvoit souffrir les pedants ny la pedanterie, depuis qu'elle en eust reconnu le foible. Ceux qui la connoissent, sçavent que ce n'est pas un esprit à lieux communs. On dit qu'Alfonse le Magnanime, Roy d'Aragon & de Naples, prit tant le plaisir à ouïr *Janos Maneti*, Ambassadeur de Florence, que dans son attention il ne sentit point une mouche,

mouche, qui se mit sur son nés au commencement, & qui y demeura jusques à la fin de la harangue. On pourroit dire, que peutestre elle ne fut pas bien longue, mais on peut dire aussi, que tous les Rois ne sont point *des Alfonsés*, ny tous les Ambassadeurs des *Maneti*.

J'ay dit en la Section 10, qu'à la premiere audience, qui Louïs XIII donna au Cardinal Barberin, Legat d'Urbain VIII, il luy fit donner une chaise à bras, & j'ay parlé ailleurs des Rois de Castille & de Pologne, qui ont fait asséoir des Ambassadeurs; mais il y a longtemps que cela ne se fait plus en Espagne, ny dans les autres Cours, où les ceremonies sont réglées. Le Pape fait encore asséoir les Ambassadeurs des Couronnes, mais par tout ailleurs le Prince qui donne l'audience, se tient de bout, aussi bien que l'Ambassadeur qui la prend.

Ces civilités estant dont presque égales chez tous les Princes, il faut voir ce qui se pratique dans les deux Republiques, où les Princes ont leurs Ambassadeurs. *A Venise ils prennent leurs audiences dans le College* & ils y sont conduits par les mesmes Senateurs, qui luy ont fait honneur à son entrée. Le College est composé de la Seigneurie, c'est à dire du Doge & de ses six Conseillers: de trois Deputés de la Quarantie criminelle: de six Sages Grands, de cinq Sages de Terre Ferme, & de cinq Sages des Ordres, faisant en tout vingt six personnes. Dès que l'Ambassadeur met le pied dans la Salle, toute l'assemblée se leve, & ils se découvrent tous, à la reserve du Doge, qui n'oste son bonnet que pour les Princes Souverains, pour les Infants d'Espagne, pour les Princes du Sang de France, & pour les Cardinaux. L'Ambassadeur fait ses trois reverences, & trois à chaque fois: la premiere au Doge & aux six Conseillers, qui sont vis à vis de la porte, & les deux autres aux Senateurs qui sont des deux costés, les Sages Grands avec les Deputés de la Quarantie, du costé droit,

droit, & les Sages de Terre Ferme & des Ordres du costé gauche. Après que l'Ambassadeur a pris sa place à la main droite du Doge, il presente ses lettres de creance, que l'on fait lire par un Secretaire, & après la lecture on ouvre la porte, afin que tout le monde entre. L'Ambassadeur parle à la Republique, & en commençant son discours il dit: *Serenissime Duc: Tresexcellents Seigneurs:* mesmes lors que le Doge n'y est pas present. Cela fait, il se retire, & le Chevalier, qui l'a conduit à l'audiance, le reconduit jusque dans son palais, où il luy fait encore compliment, & l'Ambassadeur le reconduit jusques à sa gondole, luy cedant la place d'honneur. Les Ambassadeurs des Princes qui n'ont que la qualité de Duc, sont aussy assis du costé droit du Doge; mais le College ne se leve qu'après qu'ils ont fait leur deuxième reverence au milieu de la Salle. On ne fait *point assieoir les Residents*; non pas mesmes celuy de l'Empereur, qui à cause de cela n'a d'ordinaire qu'un Agent à Venise. Le *Resident de Toscane* a sa premiere audiance à huit ouverts, qui est un avantage qu'il a sur tous les autres Ministres subalternes, à qui on ne donne point d'audiance publique.

A la Haye l'Ambassadeur est conduit à la premiere audiance avec les mesmes civilités, qu'on luy a faites à son entrée; c'est à dire par deux Deputés des Estats Generaux, qui le vont querir chez luy, avec un cortege de trente à quarante carosses, à la suite d'un tresgrand & assés beau carosse, qui est à l'Estat, mais les chevaux qui le tirent, sont à des particuliers, & le conduisent jusques au pied de l'escalier de la grand'Salle du palais. Ils y mettent pied à terre, & traversent la Salle pour aller à l'appartement, où les Estats s'assemblent. Il se levent tous dès que l'Ambassadeur entre, & demeurent de bout & découverts, jusqu'à ce que l'Ambassadeur s'assée, & se couvre. On luy donne une chaise à bras de velours verd, avec un carreau de la mesme étoffe, que l'on pose

pose vis à vis de celle du President, & les deux Deputés qui l'ont conduit, se mettent à ses costés. Les Ambassadeurs s'adressent tous à l'assemblée, & la plupart la traittent de *Hauts & Puissants Seigneurs*. Les Ministres de l'Empereur & du Roy d'Espagne, qui n'ont pas voulu faire plus que l'Ambassadeur de France, commencent leur harangue par *Messieurs*, & traittent les Estats de *Seigneuries*. Le Roy de France mesme, en leur escrivant, ne leur donne autre qualité que celle de *Chers & Bons Amis, Alliés & Confederés*. Il n'en donne point d'autres ny à la Republique de Venise, ny aux Cantons Suisses, & neantmoins quand ses Ambassadeurs parlent au College, ils traittent le Doge de *Serenissime*, & le reste des Senateurs de *Tresexcellents Seigneurs*, & les Cantons Suisses de *Tresmagnifiques Seigneurs*. Le Roy de la Grande Bretagne, & à son exemple, les Rois du Nort, & tous les autres Princes & Souverains, les traittent de *Hauts & Puissants Seigneurs*, & de *Hautes Puissances*. M. Desfrades, presentement Marechal de France, en prenant sa premiere audience en l'an 1662, commença son discours par *Illustres Seigneurs*; mais ils ne s'en trouverent point obligés. Ce tiltre dit bien quelque chose de plus que celui de Messieurs, dont le Roy se sert mesmes en parlant aux Estats de son Roiaume, & mesmes à ses Parlements, qui sous ses sujets: je veux bien croire encore qu'il est plus honorable que celui de *Hauts & Puissants*: mais on jugeoit qu'il n'estoit pas necessaire de changer de Style, pour ne leur donner pas tout ce qu'ils pouvoient pretendre, & on n'en estoit point satisfait à la Cour; parce qu'il avoit fait aux Estats un honneur que ses predecesseurs n'avoient pas accoustumé de leur faire. On voit en la negotiation du President Jeannin, que l'Archiduc avoit de la repugnance à souffrir, que les Estats prissent les tiltres de *Hauts & Puissants*, & leur donna au traité celui d'Illustres. Il faut pourtant ad-

voüier qu'en ce simple tiltre de Messieurs il y a quelque chose de plus grand, qu'en tous les epithetes qu'on y peut ájouter. *Sire* en France & *Señor* en Espagne expriment bien mieux la grandeur de ces deux Monarques, que ne font tous les tiltres de Serenissime, de Tresexcellents &c, que les autres Princes se font donner. Les *Estats de Hollande* se font donner le tiltre de *Nobles, Grands & Puissants Seigneurs*, & ceux des autres Provinces la qualité de *Nobles & Puissants Seigneurs*. Il y a dequoy s'estonner, que les Estats de ces Provinces Souveraines se contentent de ces tiltres, qui leur sont communs, non seulement avec les Deputés des Estats Generaux, avec ceux du Conseil d'Estat, & mesmes avec leurs propres Deputés, mais aussy avec la Cour de Justice de Hollande, dont les Juges se font aussy traiter de Nobles & Puissants Seigneurs; quoy que ce ne soit proprement qu'un Presidial, dont les Sentences sont sujettes à cassation & reformation.

Aprés que l'Ambassadeur à achevé son compliment, & que ses lettres de creance sont lües, le President, qui prend l'advis de trois ou quatre Deputés qui sont assis proche de luy, répond, & alors l'Ambassadeur se retire, & est reconduit chez luy par les mesmes Deputés qui l'ont amené. Les *Gentils hommes Envoyés* sont aussy conduits à l'audiance par deux Deputés, mais tout leur cortege ne consiste qu'en un carosse à quatre chevaux, & un autre à deux, & la chaise à bras qu'on luy donne n'est que de drap. Les Residents & les Agents des Princes, qui ne sont point du rang des premiers, ont quelque chose de moins, & les Agents, comme aussy les Deputés des villes Anseatiques ne sont amenés que par un Commis du greffe dans un carosse à deux chevaux.

A la Haye on fait aussy quelque difference entre les Ambassadeurs Extraordinaires & les Ordinaires. Ceux là ne prennent jamais audiance qu'ils n'y soyent conduits avec les
mesmes

mesmes ceremonies qu'on leur a faites à la premiere ; mais on ne fait cet honneur aux ordinaires qu'à la premiere audience & à la derniere : aux autres audiences, ils se rendent dans leur carosse au bas de l'escalier, qui conduit à l'appartement des Estats, qui les y font recevoir par deux de leurs Deputés : comme ils font recevoir en la mesme maniere, au haut de l'escalier, les Ministres du Second ordre.

Le Parlement de Londres vouloit aussy faire une espee de Republique pendant les derniers mouvements d'Angleterre. Le Sieur de *Sabran*, qui y estoit de la part de la France, taschoit de faire habitude avec quelques Deputés du Parlement, afin d'effacer les impressions, que les discours des Ministres d'Espagne y faisoient, au prejudice des interets du Roy, son Maistre. Il n'avoit point de lettres de creance ; c'est pourquoy pas un Deputé ne luy vouloit donner accès. Il se fit envoyer des lettres, & alors il demanda audience. Le Parlement la luy accorda ; mais au lieu de la luy donner en la maniere accoustumée, & à peu près comme l'Ambassadeur de Hollande l'avoit eüe, on luy fit dire, qu'on luy feroit donner un siege, où il se pourroit asseoir en arrivant, mais que le Parlement entendoit, *qu'il parlast debout & decouvert*. Il refusa l'audience à cette condition, & eut quelques conferences. Il n'y a que les Rois, à qui il soit permis de traiter de cette hauteur les Ministres du Second ordre. Car encore que ceuxcy ne puissent pas pretendre les mesmes honneurs, que l'on rend à ceux qu'on appelle caracterisés, puis que non seulement les Souverains, mais aussy les Ambassadeurs les distinguent, on est pourtant obligé d'avoir de la consideration pour les Princes qu'ils representent, & de ne point prostituer leur grandeur & leur dignité par des soumissions, qui ne sont deües qu'aux Couronnes. A Venise les Residents se couvrent : à la Haye ils se couvrent, & ils sont assis. On ne leur fait point d'entrée.

ny de reception, mais on leur fait quelque civilite aux audiences. Il n'y a pas longtems qu'on leur en faisoit d'affés grandes, non seulement dans les Cours du Nort; mais aussy en celle de France: Toutefois depuis qu'elles ont esté abolies en cellecy, ou ne les a pas voulu continuer dans les autres. A Coppenhague on avoit accoustumé de faire prendre les Envoyés des Electeurs dans un carosse a six chevaux, jusques à ce que le Roy d'aujourd'hui ait changé cette coustume, tant l'égard des Envoyés des Electeurs, que de ceux des Testes Couronnées: ainsy qu'il le fit declarer au Ministre de Brandebourg au mois de Septembre 1671. J'en ay parlé plus amplement en la Section 5.

Après le *mariage du Prince de Conty*, le Cardinal Mazarin, oncle de mademoiselle Martinozzi, que le Prince avoit épousée, fit connoistre aux Ministres estrangers, qu'il feroit bien aisé qu'ils fissent civilité aux nouveaux mariés. Le Resident de Brandebourg dit, qu'il feroit tousjours prest de complaire à son Eminence, pourveu qu'on en usast avec la civilité ordinaire; que le Conducteur des Ambassadeurs, ou son aide, luy fist part du mariage, & qu'on reglast les civilité de l'audiance. On luy fit connoistre, qu'on croyoit qu'il ne feroit point de difficulté de demeurer decouvert, pendant qu'il parleroit à un Prince du Sang. Le Resident repartit, que M. le Cardinal mesme n'exigeoit pas cette soumission de luy: que son Eminence sçavoit, comment les Residents des Princes, qui ont le tiltre de Serenissime, estoient traittés à Rome, qu'il esperoit qu'on ne l'obligerait pas à cela dans une audiance publique, & qu'on ne luy reprocheroit jamais d'avoir fait cette bassesse, tant qu'il feroit au service d'un Prince, auquel celuy de Conty feroit obligé de ceder par tout. Le Cardinal en demeura satisfait, & dit, qu'en effet le Prince de Conty ne le pouvoit pas pretendre avec Justice.

J'ay

J'ay parlé en la Section precedente de l'entrée *qu'Emery Nani*, Ambassadeur de Venise, fit à Constantinople en l'an 1615, & j'espere qu'on ne s'ennuyera point de voir en celley les particularités de sa premiere audience; parce qu'elles n'ont point de rapport du tout avec les ceremonies, qui se font dans les autres Cours de l'Europe. Le jour ayant esté arresté au 27 May, & ceux qui devoient faire le cortege s'estant rendus au palais de l'Ambassadeur, les deux Bayles en sortirent, & allerent à pied jusques à l'Arcenal, où ils entrerent dans une barque couverte, dans laquelle ils passerent le golfe qui separe Pera de Constantinople. Ils estoient couverts de vestes de brocard d'or tresriches, & toute leur suite estoit fort leste. Au sortir de la barque, auprès de la porte de la Juifverie, ils virent les chevaux de l'escurie du Grand Seigneur, & les *Chiaux* qui les devoient conduire, accompagnés d'un tresgrand nombre de Turcs, qui ne manquent pas de se trouver à ces rendezvous, afin de tirer une gratification de quelques *aspres* des Ambassadeurs. Il pleuvoit; c'est pourquoy les Ambassadeurs aussy bien que ceux de leur suite, qui s'estoient fait donner des balandrans, ou manteaux de pluye, prirent le droit chemin *du Serrail*. Après qu'on eust traversé la premiere Cour, qui est fort grande, & où on voyoit un tresgrand nombre de *Spahis*, qui estoient à cheval, & faisoient haye des deux costés; on mit pied à terre à la porte de la deuxieme Cour, où personne n'entre à cheval, sinon le Grand Seigneur seul. Ce fut là que les Ambassadeurs quitterent leurs manteaux de pluye, pour faire paroistre leurs vestes & les beaux habits de leurs gens. En cette deuxieme Cour il y a deux allées de cyprés, dont l'une conduit depuis la porte de la deuxieme Cour jusques à la porte, par laquelle on entre dans ce qui est veritablement le Serrail, ou le palais du *Sultan*, & l'autre conduit à la porte du *Divan*, c'est à dire au

lieu où les *Bachàs Vizirs* s'assemblent pour les affaires de l'Estat ; ce mot de *Divan* signifiant le Conseil aussy bien que le lieu où il s'assemble. *Quatre mille Janissaires*, rangés en bataille, estoient sous une galerie à costé droit de la porte du *Divan*, & observoient un si profond silence, qu'on y auroit oüï courir une souris, & ils demeuroient aussy immobiles que des statues. On voyoit de l'autre costé plusieurs *Chiaux*, dans le mesme respect & dans le mesme silence : le resté de la Cour estant tellement vuide, que l'on n'y appercevoit pas une seule personne. Les deux Ambassadeurs & leur suite, passerent au milieu de ces *Chiaux* & de ces *Janissaires*, & furent receus par le *Chiaux-Bachi* à la porte du *Divan*, où les *Vizirs* estoient assemblés. Le *Chiaux-Bachi* estoit accompagné de quelques autres officiers, qui avoient tous le baston d'argent à la main, & il fit entrer les Ambassadeurs dans une galerie, qui sert de vestibule au *Divan*. Le *Divan* mesme n'est qu'un bastiment fort mediocre, n'ayant ny tapisserie ny autre ameublement. Le *Bachà*, ou *Pachà*, c'est ainisy qu'on appelle par excellence le *Grand ou Premier Vizir*, estoit assis sur un banc vis à vis de la porte, au dessous d'une petite jalousie, par laquelle le *Sultan* peut voir & oüir tout ce qui se fait au *Divan*. Sur le mesme banc, & à la main droite du *Premier Vizir* estoient assis les autres *Bachàs*, & à sa gauche, mais dans quelque distance, les deux *Cadalesquiers*, ou Juges de *Romelie* & de *Natolie*, c'est à dire, d'Europe & d'Asie. Au bout de la table qui estoit devant eux, estoient assis les deux *Tefterdas*, ou Surintendants des finances, & derriere eux, sur un banc separé, plusieurs Greffiers ou Secretaires, qui avoient tous la plume à la main, prests d'escrire ce qu'on leur commanderoit, & du costé droit, à l'opposite des *Tefterdas*, estoit assis le *Nasciangi*, ou Chancelier, qui signe les ordonnances du *Divan* & les volontés du *Sultan*. Pas un des

Bachàs

Bachàs ne se leva lors que les Ambassadeurs entrèrent, & eux de leur costé ne touchèrent pas seulement à leur bonnet, non plus que ceux de leur suite au chapeau. On les fit asseoir sur deux tabourets vis à vis du *Premier Vizir*, & ceux de leur suite, que la petite capacité du lieu avoit permis d'entrer, se tinrent debout derriere leurs sieges. Après que de part & d'autre on eust fait quelques compliments, le *Premier Vizir* commanda au Maistre d'hostel de faire servir le disner. On avoit cependant fait apporter les vestes, dont les Ambassadeurs font present aux *Bachàs*: mais ceuxcy firent assés connoître, qu'ils les recevoient comme un tribut; veu qu'ils eurent l'impudence de les faire mesurer en la presence des *Bayles*, & qu'ils oserent bien leur reprocher, que les unes estoient plus courtes que les autres.

Le disner estant prest, un certain officier vint jetter ça & là quelques toüailles, de la façon, de celles dont on se sert dans les couvents au lieu de serviettes; mais en cette occasion elles servirent à essuyer les mains, après qu'on eust lavé, & le mesme officier mit sur ces toüailles d'autres, d'une toile rayée, que tenoient lieu de serviettes. Cela fait, on mit devant le *Premier Vizir*, sur un escabeau fort bas, un rond d'argent, de la grandeur du fond d'un muid, dont le bord estoit chargé de quantité de pieces de pain, le milieu estant vuide pour le plat; parce que l'on ne servit qu'un à la fois. A cette premiere table se trouverent deux des *Bachàs* avec le *Premier Vizir*, & les deux Ambassadeurs. On mit une deuxieme table, semblable à la premiere, devant les autres *Bachàs*: une troisieme devant les *Cadalesquiers*: une devant les *Tefterdas*, & une cinquieme devant le *Nasciangi*. On servit sur chaque table trente quatre plats, la plupart remplis de ris, & chargés de trois ou quatre volailles, rosties ou bouillies, avec des sausses à leur mode. Les derniers services estoient de pastés, mais il n'y eut ny potages ny entre-

trements, ny fruit ny confitures; parce que les Turcs n'en mangent point à disner ou à souper, mais seulement entre les repas. Ils ne boivent qu'après qu'ils ont achevé de manger; de sorte que ce ne fut qu'à la fin du repas qu'on apporta le serbet. Il y en eut de toutes les sortes, & de tresexcellent, & on le servit en de grandes tasses d'argent; parce qu'après que le Premier avoit beu un bon coup; on la faisoit passer de main en main, jusques à ce qu'elle fust vuide. On le servoit sur une assiette ou soucoupe d'estain, & la viande en des plats de la mesme estoffe. Le disner estant achevé, on osta tout, à la reserve des toüailles, qui furent laissées jusques à ce qu'on eust encore lavé, & essuyé les mains. Après que les Ambassadeurs eurent pris congé du *Divan*, ils allerent s'asseoir dans la Cour, auprès de la porte, par laquelle on entre dans l'appartement du Grand Seigneur, en attendant qu'on les introduisist, & ce fut là qu'ils mirent les vestes, dont le Sultan leur avoit fait present. Elles estoient à fond rouge & violet, parsemées de fleurs d'or, mais d'un ouvrage si chetif, que les Ambassadeurs ont accoustumé d'en faire present à leurs vallets de chambre, en sortant de l'audiance. Il y en eut en cette occasion vingt quatre, sans les trois, dont le *Premier Vizir* avoit fait present aux deux *Bayles*, & au *Chiaux*, qui avoit conduit le nouveau depuis Venise, & cellescy furent mises par dessus les autres, que les Ambassadeurs avoient desja sur le dos. Pendant que les deux Ambassadeurs estoient ainsi assis dans la Cour, tous les officiers du *Divan* allerent à l'audiance du *Sultan*; les moins considerables la prenant les premiers, contre la coustume de nostre Europe, où ceux de la premiere qualité vont les premiers à l'audiance. *L'Aga des Janissaires*, qui y alla le premier, & qui estoit assis tout contre la porte, au lieu d'y entrer, fit le tour de toute la Cour, passant par devant tous les Janissaires, qui le saluerent d'une profonde inclination, demeu-

demeurant les bras croisés, & les yeux baissés, jusqu'à ce qu'il fust entré. Après cela les deux *Cadelesquiers* entrèrent ensemble, celui de Romelie prenant la place d'honneur; l'un & l'autre portant sur le visage les marques du respect & de la crainte, que l'abord du Grand Seigneur imprime en ces esclaves. Après eux tous les Vizirs entrèrent ensemble & à la file, le *Premier* portant la parole. Leur audience fut fort courte, & dès qu'elle fut achevée, on vint prendre les deux Ambassadeurs, & quelques uns de leur suite, dans l'ordre suivant. L'ancien Bayle entra le premier, & après luy le nouveau: le Secrétaire de l'ancien: le Secrétaire du nouveau: les deux fils de celui-cy, & après eux quelques gentilshommes, qui avec les *Dragomans* faisoient le nombre de vingt sept. Lors qu'on entre par cette troisième porte, qui est vis à vis de la deuxième, & qui a une galerie des deux costés, on trouve dans un petit passage, entre deux portes, qui sont doubles par tout, quelques Ennuques blancs, & quelques autres officiers, qui en ont la garde, & qui firent passer les Ambassadeurs dans une grande Cour, où on ne voyoit autre chose, si non le bastiment qui fait la Salle, où le *Sultan* donne audience. C'est un appartement détaché du reste du corps du palais, & on y entre par une espece de corridor, qui est pavé de marbre noir. La porte de ce bastiment est si étroite, que deux hommes ont de la peine à y passer de front, & elle a de chaque costé une petite fontaine, dont l'eau sort de la muraille, qui est toute revestüe de marbre noir, ayant ça & là quelques caracteres Turcs & Arabes, On monte deux pas devant la porte, qui est placée en forte, qu'à la considerer par dehors, il semble qu'elle soit au milieu du bastiment, & neantmoins en y entrant on trouve qu'elle est dans un des coins de la Salle; ayant une muraille à la droite, tout joignant la porte. De l'autre costé de la Salle, à l'extrémité la plus éloignée de la

porte, il y avoit un glais, couvert d'un tapis de Perse à fond d'or, & tout le reste du plancher l'estoit de tresbeaux tapis de Turquie. Elle n'avoit pour tout ornement aux murailles, que de petits carreaux peints & dorés, avec des fleurons à l'Arabesque. *Le Sultan* estoit assis sur l'estrade ou glais, ayant le visage tourné vers les *Vizirs*, qui estoient debout, rangés contre la muraille, vis à vis de luy, avec une mine & contenance d'esclave: tellement que les Ambassadeurs & ceux de leur suite ne pouvoient voir le Grand Seigneur qu'en pourfil. Les Ambassadeurs s'arrestèrent à l'entrée, jusqu'à ce que ceux qui les devoient suivre, les eussent joints, & que deux *Capigibachis*, ou Maîtres portiers, pour les faire approcher des l'estrade, les eussent pris par la main, mais aussi doucement que le Medecin fait au malade, en luy tastant le pouls. Les deux Ambassadeurs ayant esté amenés en cet estat auprès du *Sultan*, mais en quelque distance, luy firent la reverence, en mettant un genou en terre, & en avançant un peu la teste, pour baiser le bord de la veste, qu'un des *Capigibachis* leur presentoit à la bouche. Après qu'eux, & en suite leurs Secretaires & leurs gentilshommes eurent fait la reverence au Grand Seigneur, on ramena ceuxcy, les faisant marcher à reculons jusques à la porte, & on les fit sortir dans la Cour, en attendant que les Ambassadeurs fissent leur compliment, qui fut fort court. Le glais, sur lequel le Grand Seigneur estoit assis, n'estoit pas de la hauteur de nos bancs ordinaires, & bien que le Sultan eust encore un escabeau avec un carreau sous ses pieds, il sembloit qu'il ne laissoit pas d'estre fort à son aise; parce que c'est la coustume des Turcs d'estre accroupis plustost qu'assis. Il y avoit auprès de luy, sur un tabouret, une fort belle escrtoire, couverte de diamants. Son juste au corps estoit de toile d'argent, & sa veste de satin blanc, doublée de martres Zebelines. *Il ne dit mot aux deux*

deux Bayles ; mais le Premier Vizir répondit à leur compliment : en disant à l'ancien , que le Grand Seigneur luy souhaittoit un bon voyage , & au nouveau , qu'il estoit le bien venu. Au sortir de la Salle ils quitterent les vestes , que le Grand Seigneur leur avoit données , monterent à cheval , & retournerent chez eux dans le mesme ordre qu'ils estoient venus.

En l'an 1601 du temps du Roy Henry IV , deux Ministres Turks vinrent en France. *Barthelemy de Cœur*, Provençal Renegat , & Medecin du Grand Seigneur , qui fut suivy d'un *Chiaux* en l'an 1607 ; mais il ne se passa rien d'extraordinaire en leurs audiences ; comme à celle de *Mustafa Feraga* , qui fut bien singuliere. Il arriva en Provence en l'an 1669 , & après qu'il eust fait sa quarentaine , à cause de la peste qui estoit à Constantinople , on le fit venir à Paris , où il fut logé à l'hostel des Extraordinaires. Lionne le visita , & luy dit , que ses lettres ne luy donnant autre qualité que celle d'*Elchi* , qui est commune aux Ministres du premier & du Second ordre , on faisoit difficulté de le considerer comme Ambassadeur. *Mulstafa* repartit , qu'il en avoit encore d'autres ; mais qu'on luy avoit enjoint , à peine de la vie , de les donner à l'Empereur des François en mains propres. On resolut de le traiter à la Turque , & en attendant qu'on preparast les choses necessaires pour cela , on l'envoya loger à une de ces Maisons de plaifance , dont il y a une si grande quantité au village d'Issy , à deux lieües de Paris. Le 19 Novembre on luy envoya trois carosses à six chevaux , qui l'amenerent à Paris au logis de Lionne. En descendant du carosse il ne trouva personne dans la Cour , pour le recevoir , mais estant monté dans une Salle haute , il y rencontra le Premier Commis de Lionne , qui fit trois ou quatre pas audevant de luy , le fit asseoir sur un tabouret : prit place auprès de luy , & fit apporter à boire. Cepen-

dant le truchement de Mustafa, ayant esté sçavoir de Lionne quand son maistre le pourroit voir, rapporta, que ce Ministre avoit une affaire à expedier, & que dès qu'elle seroit faite, il en feroit advertir le Turc: comme il fit bientoist après. On le fit passer par une petite galerie, qui estoit toute remplie de personnes de qualité, & on le fit entrer dans une petite Salle, ou Lionne s'entretenant avec quelqu'un de la compagnie, se contenta de salüer le Turc du chapeau, fort maigrement, & après avoir achevé son entretien, il alla prendre place sur un liêt de repos de brocard d'or, posé sur un tapit de Perse de soye, à fond d'or & d'argent, le dos appuyé contre deux carreaux de brocard d'or, & fit asseoir *Mustafa Feraga* sur un tabouret pliant de damas rouge cramoisy, à franges d'or & d'argent, que l'on avoit posé devant le tapit de pied. Lionne luy dit, qu'il sçavoit, qu'on luy avoit fait accroire, qu'il estoit en France ce qu'on appelle en Turquie *Vizir Azem*, ou Premier Vizir. Mais qu'il devoit se détromper. Que l'Empereur de France ne communiquoit son autorité à personne, & pour luy, qu'il n'estoit qu'un des quatre petits Secretaires, qui servoient à faire executer les Commandemens du Souverain. Au reste, qu'il ne sçavoit pas, si le Roy luy voudroit donner audience; veu qu'il ne luy apportoit point de presents, que l'Empereur, son maistre, se faisoit donner comme un tribut. Il eust pourtant audience, & il y fut conduit par l'Introducteur, & par un des Escuyers de la grande escurie. Les gardes à pied & à cheval estoient sous les armes: non pour luy faire honneur, puis qu'il n'estoit pas accompagné d'un Prince ny d'un Mareschal de France; mais pour luy faire voir la grandeur de la France. Le Roy estoit assis dans un thrône, au bout de la grande galerie du Chasteau neuf de S^t. Germain, & avoit un habit tout couvert de pierreries, de la valeur de plus de Cinq millions.

Mustafa

Mustafa commença à faire ses reverences en entrant dans la galerie, & ne cessa point d'en faire, jusqu'à ce qu'il eust présenté ses lettres de creance, sans que le Roy touchast seulement à son chapeau. Le Roy, qui sçait bien faire ce qu'il est en effet, le fit parfaitement bien en cette audience. Mais Lionne, qui n'estoit qu'un des quatre petits Secretaires, à ce qu'il disoit, ne devoit pas faire le *Vizir Azem*. Le Premier Ministre de la Porte, qui a une autorité, sans comparaison plus absolüe que celui de France, a raison de traiter les Ambassadeurs des Princes estrangers avec hauteur, puisque les Cardinaux le font bien : Mais Lionne, que n'estoit ny Cardinal ny premier Ministre, jouïoit un assis meschant personnage en cette comedie. Il y a apparence qu'elle estoit de sa façon, & qu'elle tenoit de la Turquie.

Il y a quelque chose de plus fort dans l'exemple suivant. Aussi l'un n'estoit que façon, & l'autre estoit veritable Turquie. Il est vray, que les Turcs traittent les Ministres Publics d'une maniere si offensante, qu'on ne parle pas bien proprement, quand on dit, qu'ils font civilité aux Ambassadeurs. Au mois de May 1677 l'Ambassadeur de France s'estant rendu chez le *Premier Vizir*, suivant l'assignation qu'on luy avoit donnée, on le fit passer dans la Chambre du Secretaire, où on le fit attendre trois heures, devant qu'on le fist entrer dans la Salle, où il devoit avoir audience, où on l'amusa encore une bonne heure. On y avoit posé sur un estrade élevé d'un pied & demy, une chaise de velours, en broderie d'or & d'argent, pour le *Premier Vizir*, & au pied de l'estrade un tabouret de velours pour l'Ambassadeur. Dans le chagrin, que l'Ambassadeur avoit, de se voir traitter avec tant de hauteur & d'inégalité, il commanda à son truchement de mettre le tabouret sur l'estrade, à costé de la chaise du *Vizir*. Un des *Chiaux* luy dit, que ce n'estoit pas sa place, & que l'estra-

de estoit reservé pour le *Vizir* : ce qui mit l'Ambassadeur tellement en colere, qu'il prit luy mesme le tabouret, le mit sur l'estrade, & s'assit dessus. *Le Premier Vizir*, en ayant esté adverty, luy fit dire, que ses pretensions estoient mal fondées, & que les Ambassadeurs ne se mettoient jamais sur l'estrade : & sur ce que l'Ambassadeur s'opiniastra, il commanda qu'on le fist sortir de là, de gré ou de force. *Le Chiaux Baschi* estant rentré dans la Salle avec cet ordre, dit à l'Ambassadeur, avec une mine fiere & dédaigneuse, qu'il eust à s'oster de là ; & par ce que l'Ambassadeur ne s'en pressa pas trop, il commanda à quelques uns de ses gens de tirer le tabouret de dessous luy. Ce qui fut executé si brusquement, que tout ce que l'Ambassadeur put faire, ce fut de se lever devant qu'on le fist tomber. Il se retira, en disant, que puis qu'on le traittoit avec tant d'incivilité, il n'avoit que faire de l'audiance du *Vizir*, qui s'en soucia si peu, qu'il fit dire à l'Ambassadeur, que puis qu'il ne vouloit point d'audiance de luy, qu'il l'allaist prendre du diable.

Comme ces gens là sont esclaves, & capables des plus basses soumissions, ils croient que tous les autres peuples le sont aussy, & qu'ils les peuvent traiter avec la mesme superiorité. En l'an 1646 *l'Ambassadeur du Cham de Tartarie*, en prenant audiance du Roy de Pologne, y parut avec sa veste de taffetas, qu'il avoit mise sur sa casaque de peaux de mouton, dont la laine estoit par dehors. Le Roy estoit assis sous un dais, dans une chaise, qui representoit une espee de thrône, tout de brocard d'or. L'Ambassadeur, en entrant dans la Salle se mit à genoux sur le seuil de porte, avec tous ceux de sa suite, & en fit autant en arrivant aux pieds du Roy, faisant une inclination de la teste jusques au plancher, devant que de baiser le bord du manteau Royal : par ce que ce n'est qu'aux Chrestiens qu'on permet de luy bai-

baïser la main. Après que l'Ambassadeur eust présenté ses lettres de creance, luy & les gens se retirerent ainſy à genoux, juſques à un dés coins de la Chambre, où il fit ſa harangue. Ces baſſeſſes volontaires, qui ſe font du conſentement du Prince qui envoie l'Ambassadeur, ſont pardonables à des peuples, qui font une troiſième eſpece entre les hommes & les animaux.

Les trop grandes civilités dégènerent en des ſoumiſſions, qui ſont indignes du Miniſtre Public & du Prince qui l'employe. Cet Ambassadeur Portugais du Viceroy de Goa, dont il eſt parlé cydeſſus, qui en preſentant ſa lettre de creance à un Roitelet Indien, mit le genou à terre, & qui ne ſe couvrit point pendant l'audiance, commit une incongruité inexcusable. *Don Garcia de Silva Figueroa*, Ambassadeur du Roy d'Eſpagne en Perſe, l'entendoit bien mieux. Le jour qu'il fit ſon entrée à Iſpahan, les deux Gouverneurs de la ville, qui l'accompagnoient en cette ceremonie, le firent paſſer par le *Maidan*, & le voulurent obliger à deſcendre de cheval, pour aller baiſer le paſ de la porte du Palais *du Schach*. Ils diſoient que c'eſtoit une couſtume, de l'obſervation de laquelle perſonne ne ſe pouvoit diſpenſer, & que les fils du Roy meſmes eſtoient obligés de rendre ce reſpect au Palais de leur pere : mais *Figueroa* leur répondit, qu'il ne les empeſcheroit point de faire leurs ceremonies ; mais pour luy qu'il n'avoit garde de faire au *Schach* un honneur, qu'il ne feroit paſ à ſon propre Maïſtre. Tellement que bien les deux Gouverneurs, & ceux de leur ſuitte, miſſent pied à terre, l'Ambassadeur defendit à ſes gens de deſcendre de cheval, & eſtant proche du Palais il ſe contenta de tourner la teſte de ſon cheval vers la porte, & de la ſaïüer d'un coup de chapeau. La reverence que les Ambassadeurs font au Grand Seigneur, & la profonde inclination qu'on leur fait faire eſt forcée, & tirent leur origine de l'a-

doration,

doration, que le Rois Orientaux exigent de ceux qui les approchent: dont on voit un exemple dans l'histoire des Sages, qui vinrent adorer N. Seigneur quelque temps après sa naissance. Leur adoration n'avoit pas pour objet la Divinité de J. Christ; mais une Majesté humaine, bien qu'extraordinaire. Ces Sages n'estoient pas plus illuminés que S. Jean, qui ne le fut que par cette voix du Ciel: c'est icy mon fils bien aimé, en qui j'ay pris mon bon plaisir. La chicane, dont l'Eglise & le Palais sont également infectés, distingueroit icy entre l'adoration de Latrerie & de doulie.

L'Afrique produit une autre sorte de bestes. En l'an 1670 arriva à Paris un *Ambassadeur du Roy d'Ardes en Guinée*. Il s'appelloit *Matthieu Lopés*, & estoit agé de soixante douze ans; mais en cet age il ne laissoit pas de se faire accompagner de trois femmes, dont il avoit autant de fils, & il estoit d'ailleurs assés bien suivy. Lors qu'il fit son entrée à Paris il estoit dans un carosse à six chevaux: ses femmes estoient dans un autre, & ces deux carosses estoient suivis de ceux du Roy, de la Reine & des Princes. Il faisoit marcher à la teste de son carosse douze Negres, dont le Capitaine sonnoit du cor, au lieu de trompette. Il fit habiller ses femmes & ses fils à la françoise, & les faisoit manger en public. Il estoit logé à l'hostel de Luines, & traité aux dépens du Roy. La Compagnie des Indes Occidentales, qui ne se promettoit pas des avantages mediocres de cette Ambassade, leur fit faire des vestes de brocard d'or pour l'*audiance*. L'Ambassadeur, en s'approchant du Roy, le salua à la mode de son pais, *en se couchant le ventre à terre*. Il offrit au Roy l'accès & l'entrée de tous les ports & havres du Roiaume d'Ardes; de sorte que les François se flattoient fort de l'esperance du riche commerce de cette coste, & croyoient posséder desja tous l'or & toute l'Ivoire du pais: mais on n'en a point ouï parler depuis. Les singes de ces pais là passent en malice & en

& en infidélité ceux des Indes, & de tous les autres quartiers du monde.

Je pourrois enfler cette Section de plusieurs autres exemples, & mesme des particularités des audiences, que les Rois d'Angleterre & de Bohême, & quelques autres Princes ont voulu prendre à la Haye & ailleurs; mais outre que les Ambassadeurs n'en peuvent point tirer de conséquence, j'estime ne devoir pas parler icy des choses, qui ne sont pas proprement de mon sujet.

SECTION XX.

*Des Honneurs & des Civilités, que les Ambassadeurs
sont obligés de faire, & que l'on fait
aux Ambassadeurs.*

Messieurs d'Arpajoux & de Bregy, Ambassadeurs de France, étant en Pologne pendant l'interregne, après le décès du Roy Vladislas, donnoient le tiltre de Majesté au Prince Casimir, mesmes devant son élection. La Reine Christinè, qui consideroit, qu'on ne luy pouvoit donner ce tiltre, sinon à cause de sa pretension sur la Couronne de Suede, en fut fort indignée, & en fit des reproches assés forts à Chanut, Ambassadeur de France à Stocolm. Ce Ministre, qui estoit fort bien avec elle, voyant que ses mauvaises excuses ne faisoient que l'aigrir davantage, dit enfin, que la Cour de France les avoit desavoués. Cela satisfit la Reine en quelque façon; mais pour achever de se guerir de ses inquietudes, elle demanda à Chanut, si le Roy & la Reine Mere, en escrivant au Prince Casimir, luy donnoient le tiltre de Majesté, & sur ce que Chanut dit, à tout hasard, que non, quoy qu'il n'en sceust

I. Part. Y y y rien,

rien, elle repartit, qu'elle n'avoit donc pas sujet de se plaindre; *parce que les civilités des Ambassadeurs ne font point de consequence.* Au traitté de la trêve, que M. d'Avaux avoit fait conclurre entre la Pologne & la Suede, le Roy de Pologne n'avoit pas pris la qualité de Roy hereditaire de Suede, & avoit donné celle de Reine de Suede à Christine; & neantmoins lors que les Ministres des deux Couronnes s'assemblerent à Lubec en l'an 1651, les Ambassadeurs de Pologne vouloient donner la qualité de Roy hereditaire de Suede à Casimir, & refuserent celle de Reine de Suede à Christine. Ce qui fut la cause la plus apparente de la separation de l'assemblée; quoy que d'ailleurs il y eust, de part & d'autre fort peu de disposition à l'accommodement. La Reine avoit raison de dire, que *les civilités des Ambassadeurs ne font point de consequence*, lors que ce ne sont que de simples compliments: mais il faut advoüer qu'elles font consequence lors qu'elles sont estudiées & affectées; comme il est certain, de l'autre costé, que le refus, que l'Ambassadeur fait de rendre les civilités à ceux à qui il en doit, peut avoir des consequences tresfascheuses. Il en doit au Prince, auquel il est envoyé, à son Estat & à ses Ministres, & il n'y peut manquer, sans manquer à son devoir. En arrivant sur la frontiere, il doit se faire connoitre aux Gouverneurs, & rendre aux places & aux armes du Souverain le respect, que l'on ne peut luy refuser, sans l'offenser.

Le Comte d'Aversperg estant en l'an 1640 arrivé à la Haye de la part de l'Empereur, au lieu de communiquer sa lettre de creance au President de l'assemblée des Estats Generaux, les fit rendre à un huissier, qui les porta dans l'assemblée. L'inscription des lettres avoit des tiltres fort magnifiques de *Illustribus, Generosis, Nobilibus & honorabilibus, Nostris & S. Romani Imperii fidelibus, dilectis, N. N. Ordinibus Unitarum Provinciarum.* Cependant il ne se pou-

pouvoit rien voir de plus offensant, que de traiter d'amés & de feaux un Estat Souverain & indépendant. Les Estats, au lieu d'ouvrir la lettre, la renvoyèrent au Comte, & luy firent dire par trois Deputés, qu'ils avoient tousjours esté disposés à vivre en bonne intelligence avec l'Empire & avec l'Empereur, & qu'ils receuroient tousjours avec respect les Ambassadeurs de sa Majesté Imperiale; mais que de l'autre costé ils estoient obligés de maintenir, avec Jalousie, les droits de leur Souveraineté. Que l'inscription de la lettre leur faisant juger, que l'Estat ne seroit pas mieux traité dans le texte, le Comte feroit bien, à leur advis, d'aller luy mesme trouver l'Empereur, pour informer son Conseil comment il leur faut escrire, & pour faire reformer les lettres: ou bien qu'il pouvoit se retirer chez l'Electeur de Cologne, ou dans quelque autre lieu voisin, jusques à ce qu'il en eust receu d'autres. La Cour de Vienne luy en envoya d'autres, mais on y trouva encore quelque chose à redire; de sorte que le Comte, qui estoit cependant demeuré à la Haye, voyant qu'on le vouloit chicaner, & qu'il n'y avoit rien à esperer de sa negotiation, se retira, après un séjour inutile de sept ou de huit mois. *M. Friquet*, qui vint résider à la Haye de la part de l'Empereur en l'an 1658, apporta des lettres avec l'inscription, *Charissimi amici*. Mais outre qu'elle ne portoit point les marques de superiorité, qui se trouvent dans les termes de *Nostris & S. R. Imperii fidelibus dilectis*, l'Empereur en usoit comme fait le Roy de France. L'ignorance de ceux qui ont la direction des Chanceleries est cause des fautes, que les Princes font en ces rencontres: comme l'ignorance du Droit Public fait tomber d'autres dans une faute si criminelle, que de violer la seureté publique en la personne d'un Ministre Public.

En l'an 1639 *Le Palatin de Smolensko*, en passant par la Haye, pour aller en France solliciter la liberté du Prince

Casimir, fit demander audience aux Estats ; mais on sçavoit que sa lettre de creance ne leur donnoit point le tiltre de *Celsi & Præpotentes* ; c'est pourquoy ils ne le voulurent point admettre à l'audience. Ils se souvenoient de quelle façon le *Prince Janus Radzivil* les avoit traittés en l'an 1633. Ce Prince estudioit à Leide, où on n'enseigne pas le Droit Public, lors que le Roy Vladislas luy donna le qualité d'Ambassadeur, pour faire part de son Election aux Estats des Provinces Unies. L'inscription de sa lettre de creance estoit remplie de tiltres d'*Illustrissimis, illustribus, Magnificis, Generosis, Nobilibus* &c. dont on est fort prodigue en Pologne, mais il n'y en avoit pas un qui marquast la Souveraineté de l'Estat. L'Ambassadeur, en faisant sa harangue, commença par *Illustris, Magnifici*, parlant au Prince d'Orange, & aux Estats, comme s'il eust parlé au Magistrat d'une ville, en traittant M. le Prince d'Orange mesme moins honnorablement qu'il n'auroit fait un Palatin de Pologne. En voulant trop faire l'Ambassadeur, il fit voir, qu'il ne le sçavoit point faire du tout ; ayant l'incivilité de laisser dans le vestibule les Deputés, que les Estats luy envoyerent, au lieu de les accompagner au carosse. Il fut obligé de le reparer, & de reconnoistre son erreur.

Je ne veux, ny ne puis entrer en la discussion du Droit du Roy de la Grande Bretagne, qui fait respecter son pavillon dans les Mers Britanniques, jusques sur les costes de France : ny disputer si *Mansel*, Viceadmiral d'Angleterre, pouvoit empescher de Vic, Viceadmiral de France, d'arborer le pavillon du Roy, son maistre, à la veüe de Calais. Il le fit par ordre de M. de Sully, qui alloit passer en Angleterre en qualité d'Ambassadeur ; mais *Mansel* le contraignit de l'oster, & de reconnoistre la Souveraineté de la Mer au pavillon d'Angleterre. On sçait ce qui est deu à un vaisseau Admiral, ou qui en porte les marques : mais on soustient en France,

ce, que l'Admiral du Roy peut porter les marques de la Souveraineté de son maistre par tout , & que comme aujourd'hui , que les forces maritimes du Roy ne sont pas peu considerables , l'Admiral de France ne feroit point de difficulté de salüer le pavillon du Roy de la Grande Bretagne sur les costes d'Angleterre , ainſy pretendroit il le reciproque sur celles de France, & égalité d'honneur en pleine mer: principalement lors que les forces seroient égales. L'Ambassadeur Suedois , qui refusa de salüer le pavillon d'Angleterre sur la riviere de Londres, ne l'entendoit pas bien : puis que par là il n'acqueroit point de droit ny d'avantage au Roy , son maistre, & il apprenoit aux Anglois , qu'en arrivant aux rades & dans les havres de Suede, ils n'estoient pas obligés de salüer le pavillon du Roy dans son Roiaume mesme. *Le Comte d'Essex*, Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre, en arrivant avec un vaisseau de guerre au Sond , au mois de May 1670 , negligea ou méprisa de salüer le Chasteau de Cronembourg. *Le General Major Holke*, qui y commandoit , voulant faire souvenir l'Anglois de son devoir , luy fit tirer trois coups de canon à balle. L'Ambassadeur s'en trouva scandalisé ; mais *Holke* luy fit dire , qu'il estoit obligé de conserver les droits de Souveraineté du Roy , son Maistre , qui entendoit qu'on luy rendist sur ses costes le respect , que le Roy d'Angleterre se faisoit rendre sur celles de son Roiaume. Le Comte n'en eut point d'autre satisfaction , non plus que le Duc de Sully des plaintes qu'il fit à Londres de *Mansel*. Les Princes ne desadvoüent jamais ces actions : sur tout quand ils n'en doivent point craindre les suites.

Or si l'Ambassadeur , qui refuse de reconnoistre le Souverain , auquel on l'envoye , & de le salüer , en arrivant sur ses costes , manque de respect , que doit on dire du Ministre , qui conteste au Souvrain ses qualités & ses tiltres , &

qui se met en devoir de les luy ravir ? On ne peut nier que ce ne soit un outrage , qui peut obliger le Prince à passer par dessus toutes les considerations , qu'on doit avoir pour un Ministre Public. La Republique de Venise estoit extrêmement offensée de ce que le Duc de Savoye avoit pris le tiltre de Roy de Chypre. Elle en avoit fait des plaintes par tout , & neantmoins *le Comte de Bigliore* , Ambassadeur du mesme Duc , osa bien faire mettre au dessus de la porte de son palais , les armes de son maistre , *écartelées de Chypre*. Le Senat fit dire à l'Ambassadeur , que s'il ne faisoit oster les armes , il auroit le déplaisir de les voir enlever & briser en sa presence : de sorte que l'Ambassadeur aima mieux les faire oster , que de s'exposer , avec le Prince , son Maistre , à un affront , qu'il n'auroit pû éviter , & qui estoit irreparable.

On doit aussy respect aux Ministres , & à ceux qui sont les plus considerables dans l'Estat , où l'Ambassadeur est employé. Les Ambassadeurs d'Angleterre ne voyoient point le Cardinal de Richelieu , parce qu'il ne leur cedit point la main , & aussy parce qu'on n'avoit pas pour luy la consideration que l'on devoit. Au mois d'Aoust 1635 *le Vicomte de Scudamor* , Ambassadeur d'Angleterre , estant prest de faire son entrée à Paris , l'Introducteur demanda au Cardinal , s'il envoyeroit son carosse audevant de luy. Le Cardinal dit , que si l'Ambassadeur le vouloit voir , il y envoyeroit son carosse , & non autrement. On le voulut sçavoir de l'Agent d'Angleterre , qui en estant pressé , dit que Scudamor en useroit comme ses predecesseurs avoient fait : c'est à dire qu'il ne verroit point son Eminence , de sorte que le Carosse du Cardinal n'y fut point. Je puis dire avec certitude , que le mépris , que l'on avoit pour ce Ministre en Angleterre , fut une des principales causes du malheur du Roy , & des desordres du Roiaume.

Le *Cardinal d'Este*, Protecteur de France, qui avoit obtenu le chapeau à la nomination de l'Empereur, avoit quitté le party de la Maison d'Autriche, pour prendre celui de France. L'Admirant de Castille, Ambassadeur d'obedience de la part du Roy d'Espagne en l'an 1646, en faisant convier les Cardinaux de luy faire honneur à son entrée, n'en fit point prier le Cardinal d'Este, & declara mesmes, qu'il ne le visiteroit point, & ne feroit pas arrester son carosse, lors qu'il le rencontreroit par la ville. Cette incivilité fut cause, non seulement de ce que les Cardinaux Grimaldi, de Valençay & Theodoli, partisans de France, n'envoyerent point leurs familles audevant de luy; mais aussy d'un tresfascheux démeslé, dont l'Admirant sortit extrêmement mal. Le Cardinal d'Este dit, qu'il trouveroit bien le moyen de se faire rendre le respect qui luy estoit deu, & qu'il feroit bien arrester carosse de l'Admirant, quelque part qu'il le rencontrast, & afin de n'y pas manquer, il fit venir quantité de soldats de Modéne & d'ailleurs. L'Admirant, de son costé, fit venir deux mille hommes de Naples, & ne craignoit point à dire, qu'il feroit enlever le Cardinal jusques dans son Palais. Ce bruit obligea le Pape à faire venir des troupes à Rome, & tous les autres Cardinaux prenant part à l'affront, que l'on faisoit à celui d'Este, firent dire à l'Admirant, *qu'ils ne receuroient point sa visite*: de sorte que l'Ambassadeur, voyant que tout le College se declaroit contre luy, fut contraint de s'accommoder, de faire civilité & mesmes une espece de reparation au Cardinal d'Este. Les Ambassadeurs, qui se font des affaires de cette nature, doivent bien prendre leurs mesures, parce que l'intérest & la dignité du Prince souffrent en ces rencontres, & qu'ils se rendent odieux à la Cour où ils negotient.

L'Empereur Ferdinand I, en envoyant ses Ambassadeurs

deurs à Trente en l'an 1562, leur *défendit de ceder la main à qui que ce fust, sinon aux Legats*. Ces Ambassadeurs s'estant un jour rendus au logis du plus ancien Legat, à dessein de l'accompagner à l'Eglise, firent entendre qu'ils ne cederoient point au Cardinal Madrucci, parce qu'il n'avoit pas la qualité de Legat, suivant le Commandement exprés porté par leur instruction. On leur representa, que leur instruction ayant esté prise sur celle, que l'Empereur Charles V avoit autrefois donnée à ses Ambassadeurs, lors que tous les Cardinaux, qui estoient à Trente, estoient Legats, ils n'en devoient point tirer de consequence au prejudice du Cardinal Madrucci. Qu'ils ne pouvoient pas ignorer, que *tous les Cardinaux precedent les Ambassadeurs, non seulement en lieu tiers, mais par tout*, & qu'on y pouvoit ajouster, que les mesmes Ambassadeurs de Charles V avoient cédé au mesme lieu, aux Cardinaux de Trente & de Jaen, qui n'estoient point Legats. Les Ambassadeurs de Ferdinand répondirent, que ce n'estoit pas à eux à expliquer l'intention de l'Empereur contre les paroles formelles de leur instruction: de sorte qu'il fallut, que les Cardinaux *Hofius & Simonetta*, qui attendoient les Ambassadeurs dans une autre Salle, les allassent trouver, & demeurassent garands de l'approbation, qu'ils asseuroient que l'Empereur donneroit à l'honneur, qu'ils feroient au Cardinal Madrucci. L'Empereur les advoüa: mais ce procedé ne doit point servir d'exemple, parce qu'il n'y a rien qui puisse garantir le Ministre, qui agit contre son instruction, s'il n'est d'ailleurs asseuré de l'intention du Maistre.

Ces rencontres sont d'autant plus incommodes, qu'elles impriment d'abord une tresmauvaise opinion de la conduite de l'Ambassadeur d'un costé, comme de l'autre costé l'incivilité qu'on luy fait, le doit faire douter de l'intention du Prince, & du succès de l'Ambassade.

L'Admiral

L'Admiral de Chastillon n'avoit rien à negotier à Bruxelles, lors qu'il y fut envoyé en l'an 1555, pour voir jurer l'oservation de la trêve, qui avoit esté faite à Vaucelles. De la façon qu'il fut reçu il estoit bien facile de juger, que le traitté faisoit bien cesser les animosités des Princes, mais qu'il ne les avoit pas esteintes. L'Admiral, qui estoit Gouverneur de Picardie, & néveu du Connestable, voulut paroistre avec une belle suite; mais le Comte de Bossu, que l'Empereur Charles V envoya audevant de luy, pour l'observer plustost que pour luy faire honneur, luy dit d'abord, que la ville de Bruxelles estoit tellement remplie de monde, à cause de l'assemblée des Estats de toutes les Provinces des Pais bas, que l'Empereur y avoit convoqués, que tout le train de l'Ambassadeur n'y trouveroit pas le couvert, & ainsy qu'il feroit bien d'en renvoyer une partie: comme il fut obligé de faire. Lors qu'on le conduisit à l'audiance, on le fit passer par la grande Salle du palais, qui estoit tendüe d'une tapisserie, où on voyoit représenté, avec le combat de Pavie, une des plus grandes disgraces, qui soyent jamais arrivées à la France. L'Admiral s'en sentit fort offensé, & les Seigneurs de sa suite ne pûrent s'empescher d'en témoigner leur ressentiment. Il faut advoüer qu'après Philippe, Roy d'Espagne, qui avoit aussy signé le traitté, peu de Princes seroient capables de recevoir l'Ambassadeur d'un grand Monarque d'une maniere si offensante.

Après la conclusion du traitté de Vervins, le Cardinal de Florence, qui y avoit assisté en qualité de Legat, en revenant des frontieres de Picardie, pour s'en retourner à Rome, témoigna avoir envie de voir S. Germain. Le Roy, le voulant regaler, parce que c'estoit un Prelat fort affectonné à la France, commanda qu'on y portast les plus beaux meubles de la Couronne. Le Gardemeubles ne manqua pas d'y faire porter un liët & une *tapisserie, que la Reine Jeanne de*

Navarre, Mere du Roy Henry IV, *avoit brodés de sa main*, comme le plus riche de tous les ameublements, & en avoit fait tendre la chambre où le Legat devoit coucher. Le bonheur voulut, que le Marquis de Rosny, qui avoit ordre de le faire traiter, voulant voir, si l'intention du Roy avoit esté bien suivie, s'apperceut d'abord de cet ameublement, qu'il connoissoit, pour estre remply d'une infinité de devises contre le Pape & contre les gens d'Eglise. Il le fit oster aussy tost, & prevint par la un estrange scandale. Il y a quelques années, qu'une des plus grandes & plus puissantes villes de Europe, voulant bien regaler une Princesse, fit représenter à son entrée toutes les particularités d'une horrible tragedie, où le pere de cette illustre Dame avoit fait le principal personnage. Il faut avoir l'esprit tourné d'une terrible maniere, pour pouvoir croire, que des objets si funestes puissent plaire à une personne que l'on veut divertir, & à qui on pretend faire honneur. Ces incongruités sont incompatibles avec le sens commun, mais elles sont fort ordinaires à ceux qui ont plus de lecture que d'estude, & qui ont voyagé comme Jonas, dans le corps d'une beste. L'Histoire remarque comme une tresgrande incivilité, la rencontre, que le Roy de Pologne, Henry de Valois, eut à Heidelberg. L'Electeur, qui d'ailleurs estoit un Prince fort civil, & qui ne pouvoit pas ignorer que le Roy le venoit voir, non seulement n'envoya personne audevant de luy; mais aussy ne laissa pas chez luy un seul homme qui luy fist honneur, en arrivant au Chasteau. La nuit on luy donna une allarme fort chaude, sous pretexte du feu qui s'estoit pris dans un des appartements, & l'Electeur mesme, en le conduisant par les galeries & par les Chambres, luy fit voir & remarquer les portraits de plusieurs Seigneurs, qui avoient esté massacrés à la S^t. Barthelemy, & entre autres celui de l'Admiral de Chastillon. Henry avoit esté un des
princi-

principaux auteurs du meurtre ; c'est pourquoy l'Electeur luy en parla en des termes, qui servoient d'un cruel reproche à ceux, qui avoient contribué à la mort d'un homme, qui estoit un des plus dignes sujets, que le Roy de France eust. Mais l'Electeur se feroit bien dispensé de traiter de cette façon un Prince, à qui il devoit rendre chez luy le respect qui luy estoit deu, ou ne le devoit point recevoir.

Commines a raison de dire, qu'il n'y a point de ville, où où fasse plus de civilité aux Ambassadeurs qu'à Venise; parce qu'il n'y en a point, où on les reçoive avec plus de magnificence. J'y adjouste, qu'il n'y a point d'Estat, où les Ministres Publics jouissent d'une plus grande seureté. Lors que *Selim II*, Empereur des Turcs, envoya *Cubat Chiaux* à la Republique de Venise, pour luy demander l'Isle de Chypre; c'est à dire, pour luy declarer la guerre, le Senat ne laissa pas de luy faire civilité: on le fit conduire à l'audiance par des Senateurs, & on luy donna la place la plus honorable, ainsy que les autres Ministres de la Porte l'avoient tousjours eüe. Un Prince ne peut faire trop de civilité à un Ministre estrangier, mais il peut pécher en ne luy en faisant pas assés. Il ne luy importe pas moins de le faire considerer dans ses Estats, que de faire respecter son Ambassadeur dans la Cour d'autrui. Il n'y a rien, où les Princes qui se connoissent, soyent plus sensibles, qu'au traitement, qu'on fait qu'à ceux qui les representent. C'est en quoy les Princes ne doivent pas estre ignorants, ou s'ils le sont il faut qu'ils ayent des officiers qui l'entendent; de peur de se voir reduits à la necessité de faire des reparations honteuses, ou des excuses peu honnestes: Comme ce Roy de Pologne, qui pour excuser la rusticité, avec laquelle il avoit receu les Ambassadeurs des Provinces Unies, s'en prit à son Chambelan, qui, à ce qu'il disoit, le devoit advertir de ce qu'il avoit à faire.

J'ay dit cy dessus en la Section 18 , qu'il *n'y a point de Maître des Ceremonies à Venise ny en Hollande* : mais c'est pourtant un officier fort necessaire, & bien important, quand il est habile homme. Car comme il est obligé de voir souvent les Ambassadeurs, tant à cause des audiences & des assemblées publiques, que par civilité, il les peut & doit visiter de temps en temps, & en les entretenant, il ne se peut qu'il n'en tire des lumieres, qui bien qu'incertaines quelquefois, ne laissent pas de le conduire à des veritables.

Pour ce qui est de la Civilité, les Turcs mêmes, lors qu'ils ont eu de grands Princes, ou d'habiles Ministres, en ont fait aux Ambassadeurs, & ont advoïe, que l'on n'y pouvoit pas manquer, sans destruire le Commerce, qui n'est pas moins necessaire aux Souverains qu'aux particuliers. Après que *Rocquendorf*, qui commandoit les armes de Ferdinand d'Austriche, eust assiegé Bude sans succès, & que *Soliman* se fust rendu Maître de cette ville, la Capitale d'Hongrie, Ferdinand luy envoya demander la paix par Nicolas de Salms & Sigismond de Ligtenstein. Il y avoit guerre ouverte entre les deux Princes, mais elle n'empescha pas, que *Soliman* ne receust parfaitement bien les Ambassadeurs. *Soliman* les fit bien traiter par les *Bachàs*; & ceux de leur suite par des *sargiacs*, & au sortir du disner, il les fit conduire par tout le Camp; afin qu'ils le vissent, & qu'ils en admirassent l'ordre, la discipline, la propreté & le silence. Pour la negotiation mesme, il leur fit dire par *Rustan*, son Premier Vizir, qu'il estoit prest de faire la paix, si Ferdinand restituoit toutes les Places, que Louïs, Roy d'Hongrie, beaufrere de Ferdinand, avoit possédées. S'il faisoit retirer toutes ses troupes, & s'il le dédommageoit des frais de la guerre, en luy payant pour ses terres hereditaires d'Austriche un tribut annuel, dont ils conviendroient:

en

en y adjoustant, que si ces conditions n'estoient pas agréables à Ferdinand, il n'avoit qu'à se refoudre à la continuation de la guerre.

Mais devant que d'entrer dans le détail de ces civilités, il faut poser, que celles qui se font à l'Ambassadeur hors les actions publiques & solennelles, ne peuvent estre tirées à consequence, ny par ses successeurs, ny par les autres Ministres du mesme caractere. Pourveu qu'on rende à l'Ambassadeur les civilités qui luy sont deües, il ne se doit pas plaindre de celles qu'on fait à un autre, pour des considerations particulieres & personnelles. La Reine *Elisabeth* voulut bien faire l'honneur au *Mareschal de Biron* de jouer de l'épinette en sa presence, de danser pour le divertir, quoy qu'elle ne fust pas jeune, & de l'aller visiter chez luy, en faisant arrester sa littere devant le Palais, où il estoit logé. *Louis Sforze*, Duc de Milan, ayant sceu, que *Louis*, Duc d'Orleans, avoit surpris *Novarre*, pendant que *Charles VIII* estoit au Roiaume de Naples, alla voir *Hierôme Leone*, Ambassadeur de *Venise*, chez luy, pour le prier de représenter au Senat le danger, où il se trouvoit, & de preser le secours, qu'il demandoit. Le Roy *Jaques d'Angleterre* vivoit si familièrement avec le Comte de *Gondemar*, Ambassadeur d'Espagne, que les officiers les plus necessaires auprès de sa personne ne l'approchoient pas plus librement, que cet Ambassadeur le voyoit. Le feu Roy de Suede, *Charles Gustave*, souffroit que l'Ambassadeur de France fist le compagnon avec luy; mais il s'en rejoüissoit, comme d'un personnage plus capable de divertir que de negotier. Le Roy de la Grande Bretagne d'aujourd'hui ne dédaigne pas les festins, que les Ambassadeurs luy font, & les Rois du Nort font quelquefois cet honneur, non seulement aux Ambassadeurs, mais aussy aux Ministres du Second ordre, sans que pour cela les autres Ambassadeurs, avec lesquels ils

ne trouvent pas bon de vivre dans la mesme familiarité, s'en puissent offenser. Cela ne se fait point en Espagne, où personne ne mange à la table du Roy, & je ne pense pas, que le Roy, qui regne presentement en France, l'ait jamais fait. Un Prince Souverain, qui ne donne la main, le pas ny la chaise aux Ambassadeurs, n'a garde de leur rendre visite chez eux. On a veu Henry IV, Louis XIII, Rois de France, & Philippe II, Roy d'Espagne, visiter les Legats; mais ce fut pour des considerations particulieres, & cela n'a pas fait exemple. Louis XIV & Philippe IV ne l'ont pas fait. Je parle souvent de l'illustre Ambassade, que la France envoya en Allemagne en l'an 1620. Plusieurs Princes visiterent les Ambassadeurs, & il y en eut mesmes qui les previnrent. Les Ambassadeurs, ayant appris que le Duc de Baviere ne les visiteroit point, voulurent sçavoir du Roy leur maistre comment ils s'y gouverneroient. On leur escrivit, qu'ils pouvoient faire sonder le Duc sous main, & que s'ils ne le trouvoient point disposé à leur rendre la civilité, qu'il luy feroient, qu'ils n'y allassent point, mais qu'ils luy fissent faire excuse.

Autrefois, pendant que toutes les Ambassades estoient extraordinaires, on défrayoit les Ambassadeurs. *Phil. de Commines* dit, que la Republique de Venise sçavoit ce qu'elle devoit donner tous les ans à l'Ambassadeur de Milan, & le Duc de Milan sçavoit ce qu'il devoit fournir à l'Ambassadeur de Venise, & que luy mesme fut défrayé pendant plus d'un an qu'il y séjourna. Cela se faisoit par tout, & en quelques endroits on défrayoit encore les Extraordinaires au commencement de ce Siecle. Le Senat de Venise faisoit donner à *Don Francisco de Castro*, Ambassadeur Extraordinaire d'Espagne, deux cens escus par jour pour son plat: il en offrit autant au Cardinal de Joyeuse, qui y fut en mesme temps de la part de la France, mais il la refusa. J'ay dit cy devant, qu'en l'an 1640
les

les Ambassadeurs Extraordinaires des Provinces Unies furent défrayés en Suede. Mais depuis que la pluspart des Ambassades sont devenues ordinaires, & que les extraordinaires mesmes sont souvent de plusieurs années, les Princes ont jugé à propos de se décharger de cette dépense, & de la convertir en un traitement, qui fait partie des Civilités qu'ils font faire aux Ambassadeurs. Il ne l'est d'ordinaire que de trois ou de quatre jours au plus; c'est à dire jusques au jour ou au lendemain de la premiere audience. *Il n'y a que les Ambassadeurs qui soyent traittés en France, & ils ne le sont pas tous.* Ceux des Princes d'Italie ne le sont point, non plus que ceux de la Republique de Genes. Berlise, l'un des Conducteurs des Ambassadeurs en France, dit à *Sauli*, Ambassadeur de cette Republique, que le Roy ne faisoit traiter que les Ambassadeurs des Couronnes: mais il ne s'en expliqua pas bien. Il y devoit ajouter, que le Roy fait encore cet honneur aux Republiques de Venise & des Provinces Unies; veu qu'il l'a fait mesmes, avant que les civilités eussent esté bien réglées à l'égard de cellescy, comme j'ay remarqué ailleurs, en parlant de la reception qui fut faite à Pau & Kruit en l'an 1634. Les Ambassadeurs sont traittés, ou par un Controllleur & par les autres officiers de la Maison du Roy, ou bien par present; c'est à dire, en envoyant chez eux une quantité de viande & de gibier, afin qu'ils le fassent accommoder par leurs domestiques. En quoy on ne distingue point entre les Ambassadeurs des Couronnes & les autres; parce qu'on en use tantost d'une façon, tantost d'une autre. *Le Duc de Pastrana*, qui vint en France en l'an 1612, pour le double mariage, *fut traitté par presents*, pendant le séjour qu'il fit à Paris, & ne fut traitté par les officiers du Roy qu'à Fontainebleau, après qu'il eust pris congé de la Cour, qui estoit demeurée à Paris. On fit bien plusieurs festins

aux

aux Ministres des Cantons, lors qu'ils vinrent à Paris pour le renouvellement de l'alliance en 1602 & en 1663, mais le Roy ne les fit point traiter, en attendant le jour de leur audience, & on ne leur fit pas une des civilités, qu'on à accoustumé de faire aux Ambassadeurs, si non qu'on fit mettre les gardes sous les armes; parce qu'on croyoit devoir faire voir des soldats aux Ministres d'un País, qui en fournit un si bon nombre à la France. Le Czaar de Moscovie défraye tous les Ambassadeurs, depuis le jour qu'ils entrent dans les Estats, jusques à celuy qu'ils en sortent. Le Grand Seigneur & l'Empereur défrayent aussy reciproquement les Ambassadeurs qu'ils s'envoyent, & les font traiter par presents, ou ils leur donnent de l'argent. Celuy que Sultan Ebrahim envoya à Vienne en l'an 1665, demanda une si horrible quantité de vivres pour luy & pour les gens de sa suite, qu'il y avoit dequoy faire subsister une ville entiere. On le croira facilement quand on sçaura, que pour faire ses fausses, il vouloit qu'on luy fournist tous les jours quatre livres de poivre, quatre livres de cloux de giroffle, deux livres de saffran, soixante livres de succe, quatrevingts livres de miel, cent livres de beurre, quatrevingts livres d'amendes, &c.

Ce n'est plus qu'en des occasions extraordinaires, que les Princes donnent aux Ambassadeurs des repas après la premiere audience, & qu'ils les font disner avec eux, ainisy que je feray voir, après que j'auray dit un mot, d'une coustume, qui n'est abolie en France que depuis quelques années. Il n'y a pas longtemps, que le Prevost des Marchands & les Eschevins de la ville de Paris, faisoient un present de flambeaux de cire blanche, de confitures, de dragées & de Vin aux Ambassadeurs, qui y venoient pour des affaires extraordinaires & importantes. Ils firent cette civilité au *Lord Hays*, qui y vint renouveler l'alliance en l'an 1616,

&

& aux trois Ambassadeurs Anglois, qui y estoient à l'occasion du mariage du Roy & de la Reine d'Angleterre defunts. Je ne trouve point, que depuis ce temps là ces civilités ayent esté faites à d'autres Ambassadeurs, & comme cellescy ont esté accompagnées de circonstances assés particulieres, j'en marqueray icy quelques unes.

Ce fut en l'an 1625 que le mariage fut solemnisé à Paris, & la Reine d'Angleterre estant prestee de partir, le Roy commanda au Prevost des Marchands & aux Eschevins de l'aller salüer, & de luy porter, comme aussy au *Comte de Carlisle* & au *Lord Rich, depuis Comte de Hollande*, Ambassadeurs Extraordinaires d'Angleterre, le present ordinaire de la ville. Ces officiers de la ville, après avoir salüé la Reine, allerent voir les Ambassadeurs à leur hostel, & furent receus par eux au milieu de la Montée. Le Comte de Carlisle, qui estoit le premier, offrit la main au Prevost des Marchands, & ne pouvant l'obliger à passer le premier, ils entrèrent ensemble dans la chambre, le Lord Rich les suivant. En sortant, les Ambassadeurs les conduisirent jusques au carosse, & ne se retirerent point, que le Prevost des Marchands & les Eschevins n'y fussent entrés. Quelques jours après ils firent le mesme present au *Duc de Buckingham*, qui estoit arrivé après le mariage. Il les receut au milieu de la Salle, où ils luy firent leur harangue, & presenterent les flambeaux, le vin & les confitures. Il les voulut reconduire jusques au carosse, mais ayant rencontré le Duc de Nemours sur la montée, le Prevost des Marchands le pria de les quitter, pour faire compagnie à ce Duc: comme il fit après plusieurs paroles fort obligeantes, & après avoir prié les Lords de Carlisle & Rich de conduire Messieurs de la ville jusques au carosse.

On trouve estrange, que le Roy d'Espagne, qui fit de si grands honneurs au Prince de Galles, lors de son voyage de

Madrid, ne le fit pas une seule fois disner à sa table. C'est un honneur que le Roy d'Espagne ne fait à personne. Les autres Rois, qui avoient la coustume de le faire aux Ambassadeurs, l'ont abolie chez eux petit à petit. En France & en Angleterre on ne le fait plus qu'aux solemnités d'un mariage, ou d'un serment pour l'observation des traittés : & comme ces serments ne se font plus, parce que la ratification y supplée, ces festins ne se font plus aussy. Il est inutile de repeter icy ce qui a esté dit sur ce sujet dans les Memoires ; puis que dans le Nort mesmes on imite en cela, & en plusieurs autres choses, ce qui se pratique dans les autres Roiaumes. Je n'ay remarqué jusques icy, que le seul exemple du Cardinal Caraffe, néveu de Paul IV, que Philippe II fit disner avec luy à Bruxelles.

On loge aussy les Ambassadeurs Extraordinaires jusques au jour de leur audience, & en la pluspart des Roiaumes il y a des hostels exprés pour cela. Autrefois les Estats des Provinces Unies logeoient mesmes les Ambassadeurs & les Residents ordinaires des Testes Couronnées, & l'Ambassadeur de France a eu son hostel affecté à la Haye, jusques en l'an 1648. En ce temps là la Tuillerie estant Ambassadeur en Hollande, en partit assés brusquement ; afin que la paix separée, qui avoit esté faite à Munster, ne fust pas publiée en sa presence. Devant que de partir il renvoya les clefs de sa maison, que ses predecesseurs avoient accoustumé de faire garder par celuy qui y faisoit les affaires du Roy pendant qu'il n'y avoit point d'Ambassadeur ; & il fit entendre en mesme temps, qu'à l'avenir le commerce ne seroit pas si grand entre le Roy & les Estats, qu'on ne le fust bien entretenir par un Ministre du Second ordre. Sur quoy les Estats resolurent au mois de Janvier 1649, qu'à l'avenir les Ambassadeurs & les Residents des Testes Couronnées ne seroient plus logés aux dépens de l'Estat.

Je

Je viens de dire, que les Extraordinaires sont logés jusques au jour de l'audiance, & cela s'observe presque par tout ; mais non si regulierement, que l'on ne permette quelquefois aux Ambassadeurs d'y demeurer : sur tout lors qu'ils ne sont pas obligés de faire place à un dernier venu. Mesmes en ces rencontres on ne les peut pas faire déloger de bonne grace, quoy que ce soit une incivilité d'y demeurer au delà du terme ordinaire. *Le Comte de Leicestre*, Ambassadeur d'Angleterre, estoit logé à Paris dans l'hostel des Extraordinaires, lors que *Zavadsky*, Chambelan & Ambassadeur Extraordinaire de Pologne, y arriva en l'an 1636. On voulut faire déloger le Comte, & le Cardinal de Richelieu y insista d'autant plus, que l'Ambassadeur d'Angleterre ne le voyoit point. Mais Berlize representa au Cardinal la consequence de l'affront qu'on feroit au Comte, si on employoit la force, pour le faire déloger, & y ajouta, qu'infaliblement on en useroit de la mesme maniere avec M. de Senneterre, Ambassadeur de France en Angleterre, qui y estoit logé aux dépens du Roy. Le Cardinal y acquiesça, & on logea *Zavadsky* à l'hostel de S. Chaumont. M. Servien, en arrivant à la Haye en l'an 1647, trouva l'hostel des Extraordinaires occupé par des Ambassadeurs Moscovites. On fit tout ce qu'on put pour les faire déloger ; mais ils n'en voulurent rien faire : de sorte qu'on fut obligé de loger Servien ailleurs. Il y auroit eu de l'injustice à déloger les Moscovites ; parce que le Czaar loge & défraye tous les Ambassadeurs.

C'est encore une civilité necessaire, que le Prince fait faire à l'Ambassadeur, que de le faire visiter le jour mesme qu'il arrive, on bien le lendemain : en quoy j'ay dit, qu'on fait aussi quelque distinction entre les Ambassadeurs des Couronnes, où je comprends ceux de Venise & de Hollande, & entre ceux des autres Princes & Potentats de l'Europe. On ne la fait point à ceux des Cantons, & puis

qu'on ne les fait point couvrir, qu'on ne leur donne point le tiltre d'Excellence, & que les Princes & les Ministres ne leur cedent point la main, il faut croire qu'on ne les traite point en Ambassadeurs. Ces deux civilités du tiltre & de la main, feront la plus grande partie de cette Section, parce qu'on accorde, sans difficulté, toutes les autres à ceux qui ont la qualité d'Ambassadeur.

Ce n'est que depuis la fin du siècle precedent, que les Ambassadeurs se font donner *le tiltre d'Excellence*. *Loüis de de Gonzague, Duc de Nevers*, ayant esté envoyé à Rome par le Roy Henry IV en l'an 1593, le Pape ne le voulut point reconnoître comme Ambassadeur; mais le Ministres des autres Princes, affectionnés à la France, ne laisserent pas de le voir, & comme il estoit Prince de la Maison de Mantoue, ils ne faisoient point de difficulté de luy donner le tiltre d'Excellence.

Les partisans d'Espagne, qui ne vouloient point, que l'Ambassadeur de cette Couronne fust inferieur à l'autre en quoy que ce soit, luy donnerent le mesme tiltre. *Foscarini*, qui estoit en ce temps là Ambassadeur en France de la part de la Republique de Venise, laquelle est en possession d'aller du pair avec les Couronnes, & de les suivre immédiatement, s'avisâ de se faire traiter d'Excellence par le Sieur de Jacob, Ambassadeur de Savoye, & ne fit point de difficulté de luy donner la mesme qualité. Le Marquis de St. Maurice, successeur de Jacob, suivit l'exemple de son predecesseur, & ces deux Ambassadeurs continuerent de se traiter avec cette égalité, jusques à ce que Contarini, successeur de Foscarini, refusa de faire cet honneur à l'Abbé de Mante, successeur de St. Maurice. Le pretexte de son refus fut, qu'il ne pouvoit donner le *tiltre d'Excellence* à un Prelat du Second ordre, pendant que l'on ne donnoit que celui de *Seigneurie Reverendissime & Illustrissime* aux Cardinaux.

naux. Toutefois comme ce n'estoit qu'un pretexte en effet, le mesme Contarini le refusa aussy au *Comte de Verrië*, successeur de l'Abbé. Il disoit qu'il n'avoit garde de donner au Comte une qualité qu'il avoit refusée à son predecesseur ; se moquant par ce moyen de l'un & de l'autre : bien que les Nonces du Pape, Spada, Bichi & Ceua la luy eussent donnée, sans difficulté. Le Duc s'en plaignit, aussy bien que du tort, qu'il disoit que le Doge de Venise luy faisoit, en refusant à l'inscription de ses lettres le tiltre d'Altesse, lequel il luy donnoit dans le texte.

Il y a tousjours eu de la jalousie entre cette Republique & les Ducs de Savoye, depuis près de deux cens ans. Elle cedit autrefois aux Ducs ; jusques à ce qu'*Emanuel Philibert*, voyant que l'Empereur Charles V ne le protegeoit pas assés puissamment contre François I, reclama la protection du Senat de Venise, & se fit donner la qualité de fils de S.^t Marc. Or comme le fils ne pouvoit pas, de bonne grace, preceder le pere, il ceda le rang à la Republique : à condition qu'aux visites, & aux autres ceremonies ils se traitteroient également à l'égard des tiltres. C'est ce qui a esté observé de costé & d'autre, jusques au temps que je viens de marquer. Le Duc Charles Emanuel fut tellement offensé du refus de Contarini, qu'il ne le voulut point voir lors qu'il passa par la Savoye, en revenant de son Ambassade de France, & défendit qu'on luy fist les civilités, qu'il avoit accoustumé de faire rendre aux Ambassadeurs de Venise, lors qu'ils passaient par ses Estats. Les animosités allerent mesmes si loin, qu'en l'an 1631 il fit sortir l'Ambassadeur de Venise de sa Cour, sous pretexte que l'Ambassadeur, y faisoit des intrigues contre son service : mais cette inimitié est devenue comme irreconciliable depuis que le Duc a pris la qualité de Roy de Chypre, & qu'il l'a disputée à la Republique, qui possédoit ce Roiaume lors que Selim

Il le conquist il y a environ cent ans. Il faudroit faire une trop grande & trop ennuyeuse digression, pour parler des droits & des pretensions de la Republique & du Duc de Savoye; c'est pourquoy je n'y toucheray point du tout.

Le *Marquis de St. Maurice*, Ambassadeur Plenipotentiaire du mesme Duc de Savoye au Congrès de Westfalie, ne voulut pas faire son entrée à Munster, qu'il ne sceust de quelle façon il y seroit traité. Devant qu'il partist de Turin, la France avoit fait asseurer cette Cour là, qu'on ne le distingueroit pas d'avec les Ministres des Provinces Unies. Le Nonce luy fit dire, qu'il estoit prest de luy donner *le tiltre d'Excellence*; pourveu qu'il l'obtinst aussy des Ambassadeurs de l'Empereur & des Couronnes. A son entrée il n'y eut que le Nonce, les Ambassadeurs de France, l'Evesque d'Osnabrug, Plenipotentiaire du College Electoral, les Plenipotentiaires de Baviere & le Resident de Suede, qui envoyerent leurs carosses audevant de luy. Le Nonce & les mesmes Ministres, que je viens de marquer, le visiterent les premiers: mais *le mesme Nonce, & les Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne refuserent de luy donner le tiltre d'Excellence*: dont il témoigna d'autant plus de ressentiment contre ceux d'Espagne, que quelque temps après ils en furent si prodigues envers ceux, à qui l'Ambassadeur de Savoye voulut bien donner la qualité de rebelles, pendant qu'on traittoit si indignement un Prince, proche parent du Roy, leur Maistre. Le Nonce, qui avoit fait tant de démarches, auroit bien pû en faire encore une, puis que le *Pape Innocent X ordonna quelque temps après, que les Ambassadeurs de Savoye & de Toscane seroient traités d'Excellence*.

Il n'y a pas longtemps qu'on estoit encore fort difficile, sur ce sujet. En l'an 1603, *Francisco de Castro*, Ambassadeur Extraordinaire d'Espagne à Venise, fit entendre, qu'il

ne

ne donneroît pas de l'Excellence aux Ambassadeurs ordinaires qui y résidoient : non pas mesmes à celui d'Espagne : mais ceux de France & d'Angleterre luy firent dire, que s'il refusoit de leur donner le tiltre qui estoit deu à leur caractère, ils ne le verroient point. Que tous les autres Ministres, & les Cardinaux mesmes ne faisant point de difficulté de le leur donner, ils ne sçavoient pas sous quel pre-texte l'Ambassadeur d'Espagne pouvoit le leur refuser. *Don Francisco* voulut s'aider de l'exemple du Connestable de Castille, qui en allant quelque temps auparavant en Angleterre, ne l'avoit point donné aux ordinaires ; mais *Don Francisco* fut enfin contraint de se rendre, & de faire comme les autres.

L'Empereur, en ordonnant à ses Plenipotentiaires de faire à ceux des Electeurs les mesmes honneurs qu'ils faisoient à l'Ambassadeur de Venise, tant à l'égard de la premiere visite, que pour l'accompagnement, *ne voulut pas d'abord qu'on leur donnast le tiltre d'Excellence* ; parce qu'on ne le donne point aux representants, qui sont de leur part aux diètes ; mais il se relascha aussy sur cet article, & le leur fit donner. *D'Avaux & la Tuillerie*, Ambassadeurs de France à Venise, ne refusoient point de ceder la main chez eux aux Ambassadeurs des Provinces Unies, & ne faisoient point de difficulté de les accompagner ; *mais ils ne leur vouloient pas donner le tiltre d'Excellence*. En quoy il faut avouer, qu'il y a quelque chose de si bizarre, qu'on a de la peine à le comprendre. Pendant qu'on marchandoit avec les Estats touchant les civilités, qu'on feroit à leurs Ambassadeurs à Munster, le Cardinal Mazzarin, qui leur vouloit faire donner quelque satisfaction, jugeoit qu'on pouvoit *traitter leurs Ambassadeurs d'Excellence*, & ne leur point ceder la main. Il disoit qu'à Rome les Cardinaux, & mesmes les Cardinaux néveux, donnent le tiltre d'Excellence à

tous les *Ambassadeurs*, & ne cedent la place d'honneur à pas un.

En l'an 1644 *Boreel & Renswoude*, Ambassadeurs des Provinces Unies en Angleterre, eurent different sur ce sujet avec le Comte de Harcourt, Ambassadeur de France. Ils disent dans le rapport, qu'ils firent de leur Ambassade, que le Comte leur avoit refusé la place d'honneur & le tiltre d'Excellence. Le Comte dit, au contraire, qu'il ne leur avoit refusé ny l'un ny l'autre, & qu'il n'avoit répondu autre chose à ceux qui luy en avoient parlé, sinon qu'il donneroit à la civilité tout ce qu'on pouvoit raisonnablement desirer de luy & au de là; mais qu'il ne pretendoit pas s'obliger par forme de contract ou de stipulation: sans qu'il s'en fust expliqué plus particulièrement. Les Ambassadeurs Hollandois furent assés advisés, pour ne se pas commettre avec le Comte de Harcourt, qui estoit plus accoustumé de faire le Prince & le Capitaine, que l'Ambassadeur.

En l'an 1641 les Estats des Provinces Unies envoyèrent à Londres cette solemnelle Ambassade, dont il est parlé ailleurs. L'Ambassadeur de Venise fit les civilités ordinaires aux Ambassadeurs des Estats, dés qu'ils furent arrivés à Londres; mais on remarque que leur Secretaire ne prononçoit jamais le mot d'Excellence. Il suivoit en cela l'exemple de ceux de France, & particulièrement celui d'Avaux & de la Tuillerie, qui estant Ambassadeurs à Venise, ne donnoient point de l'Excellence à ceux de Hollande, ainsy que je viens de dire.

Cependant on sçait les contestations, que les Ministres de l'Empereur & du Roy d'Espagne ont eu sur ce sujet avec les Ambassadeurs de Venise mesme. En l'an 1622 *Girolamo Landy*, Ambassadeur de Venise à Londres, ayant sceu, que le Comte de Süartzembourg, Ambassadeur Extraordinaire de l'Empereur, y estoit arrivé, l'envoya complimen-

menter par son Secretaire, & luy fit dire, qu'il luy rendroit bientost ses devoirs en personne. Mais le Secretaire remarqua, que le Comte, en parlant de l'Ambassadeur de Venise, ne le traittoit que de *Seigneurie Illustrissime*, à l'exemple du Comte de Gondemar & du Marquis d'Inoyosa, Ambassadeurs d'Espagne, qui en avoient usé de la mesme maniere. Landy, fort offensé du procedé du Comte de Süartzembourg, qui ne l'avoit pas seulement renvoyé visiter, luy en fit parler par le Maistre des Ceremonies, ausly bien que touchant tiltre de *Seigneurie Illustrissime*. Le Comte répondit. Qu'il ne pouvoit pas traiter autrement un Estat, qui estoit si loin au dessous de la dignité de l'Empereur son Maistre. Qu'il ne luy pouvoit donner le tiltre d'*Excellence*, lequel il sçavoit que l'Ambassadeur d'Espagne ne luy donnoit point. Que ce que les autres Ambassadeurs avoient fait, ne pouvoit pas faire exemple à son égard, & que si l'Ambassadeur de Venise pretendoit le traiter de *Seigneurie illustrissime*, qu'il ne luy donneroit que le tiltre de *Seigneurie simplement*, & qu'il y feroit tousjours quelque distinction. Que Landy n'avoit pas sujet de se plaindre non plus de ce qu'il n'avoit point répondu au compliment, qu'il luy avoit fait faire; parce que le Secretaire luy avoit dit, que son Maistre le viendrait voir incontinent: & qu'il s'y estoit attendu. Ces deux Ambassadeurs ne se virent point, & ne se pouvoient point voir après cette rencontre. Le Comte de Süartzembourg n'entendoit pas bien la civilité, ou ne la vouloit pas entendre.

Au mesme temps que le Comte traittoit d'une maniere si offensante Girolamo Landy à Londres, le Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne, ne traitta pas mieux Pierre Gritti à Vienne, en refusant de luy donner le tiltre d'*Excellence*. Les Espagnols estoient fort puissants en cette Cour là, & y avoient la principale direction des affaires; c'est pourquoy l'Empereur n'osant s'opposer à l'orgueil du

Comte d'Ognate, ne put empêcher aussy *Gritti* de s'en plaindre au Senat, qui luy ordonna de se retirer, & de laisser un Secrétaire dans ce poste. C'est bien souvent un effet du caprice du Ministre plustost, que de la volonté ou des ordres du Maître. En l'an 1624, *Le Comte de Kevenhüller*, Ambassadeur de l'Empereur à Madrid, ne voulut pas donner le *tiltre d'Excellence à celuy de Venise*. Son predecesseur l'avoit fait, & le refus du Comte faillit estre cause d'un grand scandale; parce que les deux Ambassadeurs se rencontrant un jour dans l'antichambre du Roy, où on ne donne entrée qu'aux Ambassadeurs des Testes Couronnées, ils se prirent de paroles si fortement, qu'ils en alloient venir aux mains. On les mit d'accord, en les disposant à se faire civilité du chapeau lors qu'ils se rencontreroient, mais qu'ils ne se parleroient point. Tout cela fut réglé en l'an 1636, lors que la France & l'Espagne, ayant désiré que la Republique travaillast à leur accommodement, & qu'elle eust nommé Jean Pésaro pour cela, les Ministres de l'Empereur & du Roy d'Espagne promirent, qu'ils traitteroient les Ambassadeurs de Venise comme ceux des Testes Couronnées.

Le Comte François Nerli, Plenipotentiaire du Duc de Mantouë à Munster, pretendoit estre traité d'*Excellence*, & l'obtint des Ambassadeurs de France & de ceux des Electeurs: ce qu'il faut bien remarquer; mais le Nonce & les Ambassadeurs de l'Empereur refuserent absolument de luy donner ce tître. C'est pourquoy les François luy déclarerent, que s'il ne l'obtenoit aussy des Ministres de l'Empereur, ils ne continueroient pas de le luy donner non plus. Le Comte, pour se maintenir, fit bien semblant de de plus voir les Plenipotentiaires de l'Empereur; mais il ne laissa pas d'entretenir son commerce avec eux sous main. Sa femme mourut, & il se fit d'Eglise, de sorte que
ne

ne pouvant plus pretendre que le Nonce le traittast d'Excellence, il se contenta du tiltre de *Seigneurie Illustrissime*, dont le Nonce mesme estoit obligé de se contenter.

En l'an 1639 le *Bailly de Forbin*, Grand Croix, vint *Ambassadeur Extraordinaire de Malthe* en France. Il estoit François, & Lieutenant General des galeres de France, & neantmoins le Roy luy permit de se couvrir; le Prince de Condé & le Cardinal de Richelieu luy donnerent le tiltre d'Excellence, & le Prince luy ceda la place d'honneur. On ne doute point que le Grand Maistre de Malthe ne soit Souverain; mais on ne luy fait point d'Injustice, quand on dit, qu'il n'est proprement, que le General d'un Ordre de Religieux: que sa Souveraineté est enfermée dans la circonference d'un roc, & que toutes ses forces consistent en six ou sept galeres, qui au lieu de faire la guerre aux Turcs, ne font souvent qu'incommoder les particuliers par leurs depredations. Dont la Republique de Venise, & avec elle toute la Chrestienté n'ont fait qu'une trop fascheuse Experience. Je ne puis m'empescher de dire icy, que c'est une chose assés estonnante de voir les Ambassadeurs de France donner le tiltre d'Excellence à un Ministre, auquel ceux de l'Empereur le refusent, & le Roy, qui accorde à ses officiers & à ses Sujets des honneurs qu'il refuse à de puissants Princes, dont il n'a pas dédaigné l'amitié ny l'alliance. C'est ce que l'on ne peut pas bien comprendre.

Le *Comte Duc d'Olivares*, Premier Ministre d'Espagne, se faisoit donner de l'*Excellence*, tant à cause du poste qu'il occupoit, qu'à cause de sa qualité de Grande, & cependant il avoit accoustumé les Ambassadeurs à souffrir, qu'il ne leur donnast que le tiltre de Seigneurie. Mais craignant, que le Marquis de Ramboüillet, qui fut envoyé en Espagne, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, vers la fin de l'an 1626, ne consentist point à cette inégalité, il

luy en fit parler par du Fargis, Ambassadeur ordinaire de France. Il fit aſſeurer le Marquis, que s'il luy accorderoit cet avantage, il luy feroit d'ailleurs plus de civilité qu'il ne ſçauroit ny pretendre ny eſperer. Le Marquis ne s'en expliqua pas autrement, & ſe contenta de repartir en des termes generaux, qu'il répondroit aux civilités qu'on luy feroit, de la maniere que le Comte Duc pourroit deſirer. Cette réponſe generale, qui ne ſignifioit rien, faiſant bien juger, que le Marquis ne cederait pas ſon droit, le Comte Duc luy fit dire, que bien que tous les Grands d'Eſpagne fiſſent difficulté de traiter d'égal avec les Ambaſſadeurs, à l'égard des tiltres, qu'il fuſt du nombre des Grands, & qu'il euſt ordre exprés de ne traiter les Ambaſſadeurs des Couronnes que de Seigneurie, tellement qu'il n'eſtoit pas en ſon pouvoir d'y rien alterer, il vouloit bien neantmoins eſtablir cette égalité entre le Marquis & luy, *qu'ils ne ſe traitteroient reciproquement que de Seigneurie*. Le Marquis y acquieſça, & cela fut fort punctuellement obſervé. Le Comte Duc, eſperant qu'un excés de civilité luy feroit obtenir un avantage, qu'il ne ſe pouvoit promettre de ſon droit, alla voir le Marquis dès qu'il ſeut qu'il eſtoit arrivé à Madrid; faiſant par ce moyen à l'Ambaſſadeur de France un honneur, qu'il n'avoit pas voulu faire au Legat: mais il n'y gagna rien.

C'eſt ſurquoy il y a bien des reflexions à faire. *Les Princes du Sang* en France ne font point de difficulté de traiter les *Ambaſſadeurs d'Excellence*, quoy que depuis quelque temps ils ne leur veuillent point ceder la place d'honneur. Les Cardinaux n'en font point non plus, ny *auffy les Princes Souverains d'Italie*, encore que dans leur Cour ils prennent la main ſur eux; c'eſt pourquoy je ne ſçais ſi les Grands d'Eſpagne ont raiſon de leur diſputer le tiltre d'Excellence. D'ailleurs je ſçais bien que les Rois ne donnent pas
de

de l'Excellence aux Ambassadeurs; mais je ne sçais pas, s'ils peuvent défendre à leur Ministre de leur donner ce tiltre : & je ne distingue pas mesmes entre le premier & les autres; puis que la confiance luy donne bien un pouvoir plus grand, mais elle ne luy donne pas une qualité, qui luy acquiere un nouveau tiltre. Le Cardinal Patron a toute l'autorité, mais il n'a pas une qualité plus relevée, & ne pretend point d'autre tiltre que celui que l'on donne aux autres Cardinaux. De l'autre costé l'Ambassadeur ne doit pas permettre qu'on luy refuse le tiltre *d'Excellence*; parce qu'on le luy doit comme au representant d'un Prince Souverain. Le Marquis de Ramboüillet se pouvoit aucunement satisfaire; parce que le Premier Ministre, qui estoit Duc, & Grande d'Espagne, ne pretendoit rien de luy qu'il ne luy accordast de se part: mais du Fargis n'y pouvoit consentir, sans faire tort à la grandeur du Roy, son Maistre.

Le Roy d'Espagne, Philippe IV, fit difficulté de donner le tiltre de *Señor* à M. de Bassompierre, Ambassadeur Extraordinaire de France à Madrid en l'an 1621. Il disoit que ce n'estoit qu'un gentilhomme, qui n'avoit point la qualité de Marquis ny de Comte. Mais quand Bassompierre n'auroit pas esté d'une naissance assés illustre, & quand mesmes à la Cour de France il n'auroit pas tenu rang parmi les premiers Seigneurs du Roiaume, après les Ducs & Pairs & les Officiers de la Couronne, le Roy d'Espagne ne pouvoit pas refuser le tiltre de Seigneur à son caractère d'Ambassadeur Extraordinaire. Il est vray que le Roy d'Espagne n'a pas pour les Seigneurs de sa Cour la civilité, que le Roy de France a pour ceux de la sienne : mais il falloit distinguer entre le sujet & l'estranger : entre le particulier & le Ministre Public. Philippe revint de son premier sentiment, & receut si bien Bassompierre, que le jour, qu'il fit son entrée à Madrid, on ouvrit les prisons, non

seulement aux domestiques des Ambassadeurs ordinaires de France & de Venise, qui avoient fait de violences; mais aussi à tous les autres François.

L'Ambassadeur, qui ne donne pas aux autres le titre qui leur est dû, n'a pas sujet de se plaindre, si on ne lui donne pas celui d'Excellence. En l'an 1603 le Duc de Mantoue étant allé à Venise, l'Ambassadeur d'Espagne le visita; mais au lieu de lui donner le titre d'*Altesse*, il lui donna celui de *Serenité*, comme moins estimé en Espagne, où on ne donnoit celui d'*Altesse* qu'au Roy, devant le temps de Charles V, & mesmes quelque temps depuis. Toutefois comme ce titre a cédé à celui de Majesté il y a longtemps, & que les fils naturels du Roy sont mesmes traités d'*Altesse*, le Duc voyant, que ce n'estoit pas l'intention de l'Ambassadeur de lui faire honneur, il ne le traita aussi que de *Seigneurie*. Le Doge de Venise se sent honnoré du titre de *Serenité*, & l'Electeur de Brandebourg a autrefois fait instance à ce que le Roy Treschrestien le lui donnast.

Le Baron de Haslang, Premier Plenipotentiaire de l'Electeur de Baviere, ne pouvant obtenir le titre d'Excellence des Ambassadeurs de France, & étant neantmoins obligé de negotier avec eux, ne leur donnoit pas le titre, & ne parloit à eux qu'en tierce personne, à la mode d'Allemagne & d'Italie, & eux de leur costé en usoyent de la mesme maniere; comme, *M. d'Avaux a dit, M. le Baron a dit &c.* Cela fut réglé depuis à l'égard des premiers Plenipotentiaires des Electeurs; mais les Ambassadeurs des Couronnes ne donnoient jamais de l'Excellence au second, ny aux autres Ambassadeurs, & les Ministres des Princes d'Allemagne ne le donnoient ny aux uns ny aux autres: c'est à dire ny au premier ny au second des Ambassadeurs Electoraux.

Ce titre s'est rendu si commun depuis l'assemblée de Mun-

Munster, qu'on ne le peut plus refuser à ceux que le Souverain a revestus du caractère d'Ambassadeur, bien que les Ministres de France prétendent demeurer dans la règle établie à Munster, & de ne le donner qu'au premier. C'est dont je parleray cy après en la Section 26. Il y a pourtant une exception à faire pour ceux, qui à cause de leur naissance, ou de leur dignité, ont une qualité plus relevée que celle que le caractère leur donne. *Le Cardinal Alexandre Bichi* estoit Ambassadeur Plenipotentiaire de France en Italie, mais on ne laissoit pas de le traiter d'*Eminence*, & on faisoit au Cardinal des honneurs, que l'on n'auroit point fait à l'Ambassadeur. Personne ne refusoit de traiter d'*Altesse* le *Cardinal Lantgrave de Hesse*, Ambassadeur de l'Empereur à Rome. Les Ministres de France ne faisoient point de difficulté de donner le tiltre d'*Altesse* à l'*Evesque d'Osnabrug*, Plenipotentiaire du College Electoral, devant qu'ils eussent ordre de donner celuy d'Excellence aux Plenipotentiaires des Electeurs, & le Duc de Nevers mesmes fut traité en cette qualité, comme Prince de la Maison de Mantoue, & non comme Ambassadeur de France. Le Roy Treschrestien, devant que d'envoyer le *Duc de Longueville* à l'assemblée de Munster, voulut qu'on luy donnast le tiltre d'*Altesse*; tant parce qu'il estoit en quelque façon du sang Royal, estant descendu du Comte de Duinois, fils naturel de Louis Duc d'Orleans, frere de Charles VI, que parce qu'il possédoit en Souveraineté la Terre de Neufchastel en Suisse; mais le Duc trouva de tresgrandes difficultés à se le faire donner au lieu du Congrès. Les Plenipotentiaires des Electeurs n'en firent point du tout; parce que la France leur avoit accordé le tiltre d'*Excellence*, ce qui fut une grande nouveauté dans l'Empire. Les Mediateurs & les Ambassadeurs de l'Empereur refuserent de le luy donner, & ceux de Suede mesme, jugeant qu'il

qu'il y alloit de la dignité de leur Couronne, ne vouloient faire que ce qu'ils voyoient faire aux autres. Le mesme jour que le Duc arriva à Munster, le Nonce & l'Ambassadeur de Venise luy firent faire compliment par deux gentils-hommes de leur suite ; mais d'autant qu'ils demandoient à parler à Monsieur le Duc, sans prononcer le mot d'Altesse, il ne les voulut pas admettre ; se faisant excuser sur la lassitude qui luy restoit des fatigues de son voyage. Tellement que les Mediateurs mesmes ne le virent point, qu'après qu'on fust convenu, que ce ne seroit pas une visite formelle, ny de ceremonie, mais qu'elle passeroit pour une conference d'affaires, où on ne se donneroit point de tiltre de part ny d'autre, & on se parleroit en troisieme personne, à la mode d'Italie. Le Comte de Pegnarande estant arrivé à Munster quelques jours après, M. de Longueville, qui n'avoit pas encore admis de visite publique, & qui apprehendoit que les Mediateurs n'allassent voir le Comte le premier, leur fit dire, que bien qu'il ne fust pas encore en estat de recevoir des visites, il ne laisseroit pas de voir ceux qui voudroient se donner la peine de venir chez luy. Les Mediateurs répondirent, qu'eux & les Ambassadeurs de l'Empereur avoient desja fait demander audience à Pegnarande, qui leur avoit donné heure au lendemain, au sortir du disner, & que sans cela ils n'auroient pas manqué à luy rendre la premiere visite, *comme au premier venu*. Les Ambassadeurs de France s'en fascherent : mais il n'en fut autre chose. Huit jours après les Mediateurs firent dire au Duc de Longueville, que le Comte leur avoit communiqué son pouvoir, & qu'ils seroient bien aises de l'eschanger. Celuy qui fit ce message ne parla point d'Altesse ; c'est pourquoy le Duc ne le voulut point voir & luy fit faire réponse par un de ses domestiques. Le Secrétaire de l'Ambassade de France estant allé en suite voir le Nonce, pour luy

luy porter le pouvoir du Duc de Longueville, & s'estant mis sur le discours des tiltres, le Nonce luy dit, que lors qu'à l'avenir il envoyeroit un de ses gentilshommes au Duc, il luy feroit donner *le tiltre d'Altesse*; pourveu que l'on n'en tirast point de consequence au prejudice des Mediateurs mesmes, comme on feroit en Italie, où celuy qui fait donner un tiltre par quelqu'un de ses domestiques, fait connoistre que son intention est d'en faire autant luy mesme. De fait, le gentilhomme qui porta au Duc de Longueville le pouvoir de Pegnarande, de la part du Nonce, *le traitta d'Altesse*. Servien, qui reporta le mesme pouvoir aux Mediateurs, en prit occasion de dire au Nonce, qu'il ne pouvoit pas comprendre, pourquoy on faisoit difficulté de faire soy mesme ce qu'on faisoit faire par un gentilhomme. Que les Mediateurs avoient tousjours dit, qu'ils suivroient en cela l'exemple des Plenipotentiaires de l'Empereur, & que *ceuxcy avoient donné le tiltre d'Altesse au Duc de Longueville*. Le Nonce repartit, que c'estoit une chose, dont il ne falloit plus parler; puis qu'en offrant au Secretaire de l'Ambassade de France, de faire donner au Duc le tiltre d'Altesse par son gentilhomme, il y avoit adjousté expressément, que ce seroit à condition qu'après cela on ne luy demanderoit rien, qu'il ne pust justifier par l'exemple du Comte de Nassau. Servien dit, que le Duc n'avoit point oüi parler de condition : tellement qu'il fallut en venir à un éclaircissement avec le Secretaire de l'Ambassade. Le Secretaire, estant allé trouver le Nonce, le fit souvenir, qu'il ne luy avoit dit autre chose, sinon que ce que son gentilhomme feroit ne pourroit point faire de prejudice à sa personne, mais qu'il n'y avoit point esté parlé de condition, ny du Comte de Nassau. Servien pretendoit, que puis que les Mediateurs avoient imité les Plenipotentiaires de l'Empereur, en ce qu'ils avoient fait donner le tiltre

d'Alteſſe au Duc de Longueville par un gentilhomme, ils pouvoient bien faire encore une démarche ; veu que celuy des Plenipotentaires de l'Empereur, qui portoit la parole pour tous les deux, luy donnoit la meſme qualité : mais les Mediateurs demeurerent fermes. Servien ne diſoit pas tout. Il n'eſtoit pas vray, que le ſecond Plenipotentiaire de l'Empereur euſt donné le tiltre d'Alteſſe au Duc de Longueville, lors qu'il avoit auſſy parlé pour le Comte de Naſſau, & il avoit eſté deſadvoüé à Vienne des avances qu'il avoit faites en ſon particulier. Le Secretaire de l'Ambaſſade de France s'appelloit *Boulanger*, & avoit un genie admirable pour cette fonction, accompagné d'une probité, qui luy avoit acquis l'eſtime de tous les honneſtes gens. C'eſtoit celuy de tous les François, pour lequel le Nonce avoit quelque affection, & il continua de luy en donner des marques après ſa promotion, de forte que Boulanger, ſe promettant un grand avantage de l'exaltation de Fabio, il delibera de l'aller trouver à Rome ; mais le Pape Alexandre VII luy témoigna bientoſt, qu'en ſa nouvelle dignité il n'eſtoit pas meilleur François, qu'il l'avoit eſté en ſa Nonciature, & que l'averſion que le Pape avoit pour toute la nation, s'eſtendoit juſques à ſa perſonne : ce qui le fit demeurer en France.

On pourroit demander icy, ſi le Roy Treſchreſtien, qui a un plus grand pouvoir dans ſon Roiaume, que l'Empereur n'en a dans l'Empire, n'a pas la meſme faculté que luy de faire des Princes. Mais c'eſt dont il n'eſt pas queſtion. Ce n'eſtoit pas l'intention du Roy de faire le Duc de Longueville Prince, en luy faiſant donner le tiltre d'Alteſſe ; mais ſeulement de declarer, que puis que le Duc eſtoit Souverain de Neuchâſtel, on ne luy pouvoit pas refuſer *le tiltre d'Alteſſe*. De meſme, le Roy, en ordonnant à ſon Ambaſſadeur de donner le meſme tiltre au Prince d'Orange,

range, ne le declara point Prince, & n'erigea point Orange en Principauté ou en Souveraineté; mais il jugeoit, que le Prince estant Souverain, il falloit luy donner *le tiltre d'Altesse*. Il est vray que cette declaration ne peut pas mettre les autres Souverains dans la necessité de suivre son exemple; mais on ne peut nier aussy, qu'après que le Premier Roy de la Chrestienté a bien voulu faire cet honneur à un Prince, les autres Rois ne peuvent le luy refuser, & le Prince qui le reçoit, ne doit pas souffrir, que les autres le luy ravissent.

J'ay dit cydessus, que les Plenipotentiaires de France offrirent de donner *de l'Altesse* à l'Evesque d'Osnabrug, devant qu'ils eussent ordre de traiter *d'Excellence* les Plenipotentiaires des Electeurs, & ils luy donnoient en effet le tiltre de *Grace ou dignité Principale*, pour exprimer ce qu'on dit en Alleman *Fürstliche Gnade ou Wurde*, & après que M. de Longueville fut arrivé à Munster, ils donnerent à l'Evesque le tiltre d'Altesse. J'estime devoir dire en cet endroit, que comme en Italie on ne le donne pas à tous les Princes indistinctement; veu que la Republique de Venise ne donne que *celuy d'Excellence au Duc de Parme*, & qu'il y a des Maisons, ou on ne le donne point aux puînés: Ainsy en Allemagne on ne donne point *de Durchleuchtigheit*, qui répond au tiltre d'Altesse, aux Evesques, ny aux Prelats, ny mesmes aux Electeurs, qui ne sont Princes qu'à cause de leur dignité Ecclesiastique, & qui ne le sont point naissance. On ne le donne point non plus à tous les Princes indifferement; mais il y en a, qui pour n'estre pas du premier rang, sont traittés de *Fürstliche Gnade*. Ce mot de *Gnade* signifie proprement grace, pardon, ou clemence: mais comme le mot de *grace* signifie aussy bonté, faveur ou bienveillance, on s'en sert aussy dans les païs, où on ajuste l'expression Françoise à la pensée Allemande, pour en honorer les Prin-

ces, qui ne pretendent point le tiltre d'*Altesse*. La Reine Marguerite de Valois dit en ses Memoires, qu'en passant au pais de Liege, pour aller aux eaux de Spa, on y donnoit cette qualité à l'Evesque, qui est Prince de l'Empire. Cette qualité de *Gnade* est si commune dans la Haute Allemagne, & particulièrement dans l'Austriche & dans les Provinces voisines, qu'il n'y a point de Baron, qui ne se la fasse donner, comme un tiltre inferieur à celuy d'Excellence. Les Anglois s'en servent aussi, & le donnent à leurs Evesques, & aux personnes de la premiere qualité après celle des Princes: au lieu que les Espagnols traitent de *Merced*, qui a la mesme signification, les marchands, les artisans, & les personnes les plus viles & les plus abjectes parmy la populace. Neantmoins en Hollande, où on ne connoit le mot de *Gnade* qu'en sa premiere signification, on est si jaloux de la liberté, dont on s'y est figuré une estrange idée, qu'on ne le peut souffrir, & dans cette averfion les Estats mesmes aiment bien mieux donner le tiltre d'*Altesse*, que celuy de *grace* à ceux qui se contenteroient fort de l'un, & qui ne peuvent pas pretendre l'autre. Mais ce n'est pas là la seule irregularité qui s'y commet à l'égard des honneurs & des civilités. On y croit faire honneur à celuy à qui on donne le tiltre de *Heer*, qui ne signifie en effet que *Sieur* ou *Seigneur*, & on pretend traiter avec quelque superiorité ceux à qui on donne la qualité de *Monsieur*, qui dit certes quelque chose de plus que *Sieur* ou *Seigneur*, qui est le tiltre des marchands en Brabant. Il y a des filles en Allemagne, & à leur exemple en Hollande, qui se tiendroient affrontées, si on les traitoit de *Damoiselle*, & si on ne les appelloit *Fräulein*, qui est un mot Alleman, qui a la mesme signification & la mesme etimologie. Car comme en France on a formé *Damoiselle* de *Dame*, ainsi on a formé en Allemagne *Fräulein* de *Frau*. En France le frere du Roy ne traite

traitte son aîné & son Souverain que de Monsieur, & la premiere Princesse de France après les filles du Roy, & la plus riche de l'Europe, fait gloire d'en estre aussi la premiere *Damoiselle*.

Il y a bien des choses à dire sur ce sujet; mais cela suffit pour une digression. J'y adjousteray seulement, que bien que cette difference de *Gnade* & de *Durchleugtigkeit* s'observe aussi entre les Electeurs, ainsi que je viens de remarquer; neantmoins lors qu'on s'assembla à Munster, l'Empereur trouva bon, que les Plenipotentiaires des uns & des autres fussent traittés également avec ceux de Venise. Le Nonce ne voulut jamais donner le tiltre d'Altesse à l'Evesque d'Os-nabrug, mais il le traittoit tousjours de *Seigneurie Illustrissime*, parce que l'Evesque n'estoit pas Prince né, & le Nonce, qui ne donnoit le tiltre d'Altesse qu'à ceux qui estoient Princes de Naissance, & aux Cardinaux Princes, n'avoit garde de le donner à l'Evesque, qui ne l'estoit pas.

Comme le Pape, en donnant le tiltre d'*Eminence* aux Cardinaux, n'a pû ny pretendu y obliger les Couronnes, où la Republique de Venise a esté comprise par une declaration particuliere, ainsi les Ambassadeurs, en se faisant donner celuy d'*Excellence* par leurs semblables, ou par leurs inferieurs, n'ont pû obliger les Souverains à les traiter de la mesme maniere. Aussi n'y a il point de Roy, du moins parmy ceux qui sçavent ce que c'est que des civilités, qui traite les Ambassadeurs d'*Excellence*. Le Senat de Venise ne les traite que de Seigneurie, & il n'y a que les Estats Generaux des Provinces Unies, que je sçache, qui traittent les Ambassadeurs d'*Excellence* en toutes les rencontres, de bouche & par escrit. *L'Archiduc Leopold*, en écrivant du 24 May 1620 au Duc d'Engoulesme, au Comte de Bethune & à Chasteauneuf, Ambassadeurs Extraordinaires de France en Allemagne, donne au Duc, qui estoit

Prince , le tiltre d'*Excellence*, & aux deux autres celuy de *Seigneurie Illustrissime*. A son exemple le *Duc de Baviere* defunt, en leur escrivant du 16 & du 20 Juin de la mesme année, donne le tiltre d'*Excellentissimus* au Duc, & aux deux autres celuy d'*Illustres*. Le mesme Duc de Baviere, estant Electeur, & escrivant aux Ambassadeurs Plenipotentiaires, qui estoient de la part de la France à Munster, du 26 Octobre 1644, ne leur donne que la qualité de *Messieurs* & de *vous*, la premiere ligne sans civilité, & en la souscription *Vostre Tresaffectionné*. Il est vray que le Duc de Longueville n'y estoit pas encore; mais il semble qu'il y avoit un peu d'incivilité en cette maniere d'escire à des Ministres representants, avec plein-pouvoir, du plus puissant Roy de la Chrestienté, qui n'estoient point ses sujets, & dont l'amitié luy estoit si necessaire pour la conservation de ses plus importants interests. Les Souverains ne partagent leur dignité qu'avec leurs semblables; mais j'ose dire, qu'il n'y a rien qui la releve tant que la civilité qu'ils font aux personnes, qui ne leur doivent que le chapeau, & il n'y a point de liberalité qui couste moins. Il est vray que le Duc & les deux autres Plenipotentiaires de leur costé en userent bien cavalierement dans l'inscription de leurs lettres, à *Monsieur, Monsieur le Duc de Baviere*, & en la souscription, *vos bien humbles serviteurs*. D'Avaux & Servien, en escrivant une lettre Circulaire aux Princes d'Allemagne, le 20 Janvier 1645, les traittent de *Serenissimes* & d'*Alteesses*, mais en la souscription, *prests à servir vostre Altesse*. Le *Duc d'Engoulesme*, au contraire, bien que Prince de naissance, en escrivant, avec ses Collegues, au *Comte de Hanau*, signe *vostre tresaffectionné serviteur*.

En l'an 1641 le Roy d'Espagne fit offrir la charge de General de la Mer au Prince *Charles de Medicis*, frere du Granduc de Toscane, vacante par la mort de Don Carlos, frere

frere du Roy : mais le Granduc ne voulut point, que son frere l'acceptast, si on ne la luy donnoit avec tous les avantages, que l'on avoit accordés au Prince Philibert de Savoye. Il stipula entre autres choses, que le Prince ne seroit pas obligé de ceder chez luy la main aux Grands d'Espagne, quand mesmes ils auroient la qualité de Viceroy ou d'Ambassadeur : & on luy promit tout cela. Le Granduc oublia de stipuler en mesme temps, que le Roy obligerait les Grands d'Espagne à aller visiter le Prince ; parce que sans cela il y avoit apparence, qu'ils n'en feroient rien ; puis qu'ils refusent de donner de l'Altesse aux Princes puînés de la Maison de Savoye, qui precedent ceux de Toscane, & qu'ils ne l'ont donné à Don Jean d'Autriche, qu'à condition, qu'il leur donneroit le tiltre d'Excellence.

Ce n'est que depuis quelques années, que les Ministres de la Cour de France, & mesme les Secretaires d'Estat, veulent qu'on leur donne le tiltre d'*Excellence*. C'est à l'exemple de plusieurs autres Cours de l'Europe, parmy les quelles celle de Suede pretend qu'on ne le peut refuser aux Senateurs ; parce qu'ils ne font pas tant partie du Conseil du Roy, que du Senat du Roiaume. Les Italiens, les Espagnols & les Allemans parlent presque tousjours en troisième personne, mais les François ont de la peine à s'y accoustumer ; c'est pourquoy ces tiltres n'y font pas fort communs. M. le *Prince de Condé* ne peut souffrir qu'on le traite d'*Altesse*, depuis qu'on a prostitué ce tiltre, qui n'appartient qu'aux Souverains, à des personnes, qui auroient eu de la peine à verifiser les quartiers de leur Noblesse, en sorte qu'il alloit estre presque aussy commun que celui de fire l'est à Lion. On n'y parle d'*Altesse Royale*, que depuis le premier voyage, que le feu Duc d'Orleans fit à Bruxelles en l'an 1631. On ne le donne qu'aux enfans des Rois, & le Duc de Savoye ne le prend, qu'à cause des pretensions qu'il

qu'il a sur le Roiaume de Chypre : mais assés improprement. Si ce Roiaume est à luy, il est Roy, & s'il ne luy appartient point, on ne le doit point traiter d'Altesse Royale non plus.

En parlant cydessus, en la Section 18, de la reception, qu'on fit aux Ambassadeurs Suisses à Paris, Lionne Secrétaire d'Estat prit chez luy la place d'honneur, la main, la porte & la chaise sur eux : ce que les Ministres ne font point sur l'Ambassadeur du plus petit Prince d'Italie. Les Ambassadeurs de leur costé doivent faire honneur aux Ministres, & à toutes les personnes de qualité, qui les visitent de la part du Prince. En l'an 1620 le *Mareschal de Cadenet*, que l'on a connu depuis sous la qualité de Duc & Mareschal de Chaunes, fut envoyé en Angleterre, à l'occasion d'un voyage, que le Roy defunt, Louïs XIII, fit à Calais, d'où il croyoit devoir envoyer visiter le Roy de la Grande Bretagne. Le Mareschal estant arrivé à Douvres, le Maître des Ceremonies luy amena vingt carosses & trois cens chevaux. Le Lord Hunsdon fut adevant de luy jusques à Cantorbery, & le *Comte d'Arondel* fut à Gravesende, luy faire compliment de la part du Roy. Le Mareschal ne le receut qu'au haut de l'escalier, & en le reconduisant il ne l'accompagna que jusques au lieu où il l'avoit reçu. Le Comte en fut tellement scandalisé, que lors qu'il fallut partir le lendemain, il ne voulut pas voir le Mareschal chez luy, & luy fit dire, que la suite de l'Ambassadeur remplissoit tellement la maison, où il estoit logé, que sa personne estant inaccessible, il l'attendroit dans la rue, pour le conduire à la barge. Il l'y attendit en effet, & en arrivant à l'hostel de Dannemarc, où l'Ambassadeur devoit loger, il prit congé de luy au pied de l'escalier, le laissant entre les mains de quelques gentilshommes, qui l'accompagnerent jusques dans sa Chambre. Ce ne fut pas tout le ressentiment, que le

Comte

Comte d'Arondel en témoigna. Il s'en plaignit au Roy, qui en fit faire des reproches au Marechal par le Contrôleur de sa Maison, & l'obligea à en faire réparation. Le Marechal disoit, que son indisposition l'avoit empêché d'aller audevant du Comte à Gravesende, & de le reconduire : mais ce ne fut qu'une tresmeschante excuse, qui auroit esté un peu moins mauvaise, s'il l'eust faite au Comte mesme. Cet Ambassadeur estoit frere du Favory, & ce fut en cette consideration qu'on luy fit des honneurs extraordinaires. Le Marquis de Buckingham, & les Comtes de Dorset & de Warüic le conduisirent à l'audiance, & quelques jours après le Roy le fit dîner avec luy.

La Villauxclercs de Lomenie, que l'on a connu depuis sous la qualité de *Comte Brienne*, fut en l'an 1624 en Angleterre, comme Ambassadeur Extraordinaire, pour y faire ratifier le contract de mariage du Prince de Galles avec Henriette, fille de France. Estant arrivé à Gravesende, avec le Marquis Deffiat, qui estoit allé audevant de luy jusques à Douvres, quoy qu'il eust la mesme qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, il y fut complimenté, au nom du Roy, par le *Comte de Dorset*, qui s'y estoit rendu avec une suite de vingt cinq gentilshommes, & avec un cortège de vingt deux barges. Le Comte, en arrivant à Gravesende, fut droit à l'hostellerie, où les Ambassadeurs estoient logés, & fut receu au pied de l'escalier dans le vestibule, par le Marquis de Rotelin & par M. de Massey, beaux freres de la *Villauxclercs*, & par les deux Ambassadeurs au haut du mesme escalier. Ils se firent de grandes civilités à la porte de la Chambre, mais enfin le Comte fut obligé d'entrer le premier. La *Villauxclercs* le suivit. Après luy entra Edüard Herbert, qui avoit esté Ambassadeur en France, & le Marquis Deffiat voulut faire l'honneur de la Maison. En sortant, le Comte refusa longtemps de pren-

dre la place d'honneur, & ne la prit qu'après de grandes contestations. Les deux Ambassadeurs le reconduisirent jusques à la porte de la Maison. *La Villauxclercs* croyoit estre l'homme de France, qui sceust le mieux les Ceremonies, & il faut avouer, qu'après l'ineestimable cabinet de M. le Comte de Bethune, on trouvoit chez luy un assemblage des plus beaux memoires du monde : mais il semble, qu'en cette rencontre ny luy ny tous les autres ne sçavoient pas bien ce qu'ils faisoient. Le *Comte de Dorset*, estant l'homme du Roy d'Angleterre, la place d'honneur luy estoit deüe dans le logis des Ambassadeurs. Il pouvoit s'en défendre par civilité, mais il ne pouvoit pas permettre qu'on la prist sur luy. *La Villauxclercs* devoit envoyer sa famille audevant du Comte jusques à la porte de la rue, & devoit descendre quelques degres, pour le recevoir sur la montée. Ce n'estoit pas à Deffiat à faire l'honneur de la Maison. Au contraire, bien que *la Villauxclercs* eust le pas & la main sur luy, comme le dernier venu, cela ne pouvoit pas avoir lieu chez *la Villauxclercs* mesmes, qui estoit obligé de faire honneur chez luy à son Colleague, qui avoit le mesme caractere que luy. Il n'y eut que Herbert, qui fit bien de recevoir la civilité qu'on luy voulut faire. Les Anglois, en sortant de là, mirent en deliberation, si on ne feroit point sçavoir aux Ambassadeurs de France, qu'on s'attendoit à ce que le lendemain ils rendissent la visite au Comte, & que s'ils y manquoient qu'on ne les iroit point prendre, pour les conduire à la riviere. Ce fut certes une proposition bien impertinente, & comme telle elle n'eut point de suite.

Berlise, l'un des Introduceteurs des Ambassadeurs en France, escrit dans ses memoires, que voulant un jour aller voir de la part du Roy, le *Vicomte de Scudamor*, Ambassadeur d'Angleterre, & se trouvant à vingt pas de l'hostellerie, où le

Vicomte

Vicomte estoit logé, il demanda au Sieur Giraut, si l'Ambassadeur ne le traitteroit pas comme les autres Ambassadeurs avoient traité les autres Conduc-teurs des Ambassadeurs. Que Giraut luy dit bien, qu'il n'en falloit pas douter, & neantmoins qu'il voulut biens'en éclaircir avec *M. de Vic*, Agent d'Angleterre, devant que d'entrer, & que de *Vic* luy dit que *Waque*, predecesseur de Scudamor, *avoit esté blâmé en Angleterre d'avoir cédé la place d'honneur à l'Introduc-teur*. Que sur cela il avoit dit à Giraut, que luy, qui estoit ancien dans la charge, ne devoit pas commettre celui qui representoit la personne du Roy : que c'estoit la premiere fois qu'il y avoit esté pris, & que ce seroit la derniere. Qu'on resolut enfin sur le champ, que *Berlise* verroit l'Ambassadeur dans sa Salle, sans s'asseoir : que celuicy le viendrait conduire, & le verroit monter en carosse : ce qui fut fait. Que depuis ce temps là il ne voulut plus aller chez l'Ambassadeur, & que le Cardinal de Richelieu luy avoit dit, qu'il faisoit bien de conserver là dignité de la charge. *Berlise* y adjouste, qu'il alloit chez l'Ambassadeur de la part du Roy, & qu'à cause de cela on le devoit considerer, & luy faire honneur. Si on veut prendre la peine de raisonner sur ce que ces memoires disent, on sera obligé de juger, qu'en cet exemple les coustumes de France & d'Angleterre sont differentes. Puisque cellecy trouve mauvais, que *Waque* cede la place d'honneur chez luy au Conduc-teur des Ambassadeurs, il faut croire que les Ambassadeurs ne la cedent point au Maistre des Ceremonies à Londres. Et cela est tres certain, comme il est certain aussy, que les Introduc-teurs sont en possession de se la faire donner en France. Je l'ay veu plus d'une fois, & que les Ambassadeurs conduisoient l'Introduc-teur au carosse. Mais il semble qu'il y ait quelque chose à redire au raisonnement de *M. de Berlise*, & il y a d'ailleurs tant d'autres choses à remarquer sur ce sujet,

qu'il

qu'il y en a qui pourroient douter du droit des Conducteurs, & si on n'a pas plus de raison en Angleterre qu'en France. *Berlise*, en disant, qu'il alloit voir l'Ambassadeur de la part du Roy, dit bien la verité, mais il luy donne un tour qui ne luy est pas naturel. Il y alloit comme officier du Roy, & par le devoir de sa charge; de sorte qu'il ne pouvoit pas estre consideré comme un Premier gentilhomme de la Chambre, un Maistre de la Garderobbe, ou quelque autre officier de la Maison, dont le Roy se sert pour faire faire compliment à l'Ambassadeur. Cet officier ou Seigneur, qui est representant, estant une espece d'Ambassadeur, doit estre consideré comme l'homme du Roy; mais je ne pense pas, que l'on en puisse dire autant de l'Introduit, qui ne fait que ce à quoy la fonction de sa charge l'oblige.

Je m'assure, qu'on aura de la peine à ajuster les pretensions de *M. de Berlise* avec celles du President de Bellicure, qui estant Ambassadeur de France en Hollande, fit bien plus que le Vicomte de Scudamor. Il avoit esté Ambassadeur à Venise & en Angleterre. Il estoit petit fils de deux Chanceliers de France, il estoit President au Mortier, & il avoit avec cela un merite qui relevoit infiniment ce qu'il y avoit d'illustre en sa charge & en sa naissance. Ses predecesseurs dans l'Ambassade avoient pris chez eux la main & la porte sur les Deputés des Estats qui les alloient voir. Mais le rang & les tiltres avoient esté réglés à l'assemblée de Munster, & l'Estat des Provinces Unies avoit esté reconnu tellement Souverain, que le Roy d'Espagne n'avoit pas seulement renoncé à son droit, mais aussy à ses tiltres; c'est pourquoy les Estats ne pouvant souffrir qu'on les traittast encore comme les Cantons Suisses, firent représenter à *M. de Bellicure* les raisons qu'ils avoient de se faire rendre chez luy l'honneur qui leur estoit deu, en faisant faire civilité

vilité à leurs Deputés, lors qu'ils l'alloient voir de leur part. Ils prirent sur cela plusieurs resolutions tresfortes; mais l'Ambassadeur continua de leur refuser la place d'honneur dans sa Maison. Il disoit qu'il ne le pouvoit faire sans ordre, & la Cour n'estant pas en estat de songer à ces fortes d'affaires, il partit de la Haye, où il ne laissa pas grande satisfaction de sa personne. Il me semble que l'Ambassadeur d'Angleterre pouvoit bien faire à l'égard d'un Introducteur, qui n'est pas des premiers officiers de la Maison du Roy, ce que l'Ambassadeur de France faisoit à l'égard des Deputés, qui l'alloient voir de la part des Estats, & qui estoient du corps de leur assemblée. Chanut, de Thou, Destrades & Pomponne l'ont fait sans contestation.

D'ailleurs il semble, qu'il y ait de l'injustice à vouloir exiger cette complaisance des Ambassadeurs estrangers, pendant que le Roy ne veut point, que les siens l'ayent mesmes pour des Princes. je ne parle point de ces Princes imaginaires, comme de celui de Tarente, qui refusa de visiter le premier M. Destrades, Ambassadeur du Roy de France, dont le Prince de Tarente estoit sujet, & pretendoit la main, la porte & la Chaise chez l'Ambassadeur, mais de ces veritables Princes, que l'on a obligé de ceder aux Ambassadeurs tous les avantages imaginables, quelque part qu'ils se rencontraient, jusques dans le palais de l'Ambassadeur mesme. *Le Duc de Guise*, Prince de la Maison de Lorraine, & Chef de la branche, qui avoit pris racine en France, estant à Rome, pour tascher de faire declarer nul le mariage, qu'il avoit contracté avec la Comtesse de Bossu à Bruxelles, & qui avoit fait perdre à la Maison plus de cent mille escus de rente en benefices, fit difficulté d'aller voir le *Marquis de Fontenay Marüeil*, Ambassadeur de France, parce que celui-cy refusoit de luy

ceder la main dans sa Maison. Sur les plaintes que l'Ambassadeur en fit, le Roy escrivit au Duc de Guise du 27
 „ Juin 1647, que le refus, que le Duc faisoit de ceder à
 „ l'Ambassadeur, regardoit sa personne Royale, & don-
 „ noit aux estrangers une tresmauvaise opinion du respect,
 „ que le Duc avoit pour son Souverain, & pour la digni-
 „ té de sa Couronne. *Qu'il luy ordonnoit, de ne plus differer*
 „ *de rendre à son Ambassadeur un honneur qui estoit si juste :*
 „ que le Prince de Joinville, frere aîné du Duc, l'avoit
 „ rendu sans repugnance à l'Ambassadeur de France, qui
 „ estoit en Piedmont. Que tout le monde voyoit assés,
 „ qu'il ne pouvoit point avoir de competence avec le Mar-
 „ quis de Fontenay, comme personne particuliere; mais
 „ aussy qu'il ne pouvoit, sans scandele, continuer ses
 „ contestations avec un Ministre, qui representoit sa per-
 „ sonne. Ainsy qu'il esperoit, que le Duc s'acquitteroit de
 „ ce devoir sans delay, & sans autre regret, que de ne l'avoir
 „ pas fait plustost. Le Cardinal Mazzarin y joignit une let-
 tre, qui estoit pour le moins aussy forte, tellement que le Duc
 fut contraint d'obeïr. Le *Prince de Tarente* avoit cet exem-
 ple devant les yeux, & neantmoins il s'opiniastra à ne point
 voir M. Desfrades, jusques à ce qu'il fust obligé de faire
 par force ce qu'il auroit pû faire de bonne grace. Surquoy
 je diray à ce propos, que puis que les Ambassadeurs trait-
 tent de cette maniere les Princes, les Ministres du Second
 ordre n'ont pas grand sujet de se plaindre, lors qu'on leur
 fait ou le mesme honneur, ou des civilités fort approchan-
 tes de celles qu'ils font aux Princes. Surquoy on pourroit
 bien dire d'autres choses; mais ce qui sert au sujet est, qu'il
 semble qu'on peut douter, si l'Ambassadeur qui ne cede
 pas la place d'honneur chez luy à un Prince, est obligé de
 la ceder à l'Introducteur des Ambassadeur.

*Le Lord Hollis, Ambassadeur d'Angleterre, & l'Ambassa-
 deur*

deur de Venise, ne vouloient pas ceder, en lieu tiers, au Prince de Condé. Je ne veux pas dire, qu'ils ayent eu raison. Au contraire j'estime, qu'en France on doit quelque chose aux Princes du Sang. Je dis quelque chose ; mais non tout ce que le Roy leur a donné depuis peu : & je croy mesmes que l'Ambassadeur de Venise avoit d'autant plus de tort, qu'il ne pouvoit pas ignorer quelle consideration on a pour les Princes du Sang dans sa patrie ; mais je le dis seulement, parce qu'il y a bien plus de raison à refuser la place d'honneur au Conduc-teur, qu'à la disputer a un Prince du Sang en lieu tiers. Le Duc de Savoye ne voulut pas permettre, que *Prinly*, Ambassadeur de Venise, precedast le Prince Thomas à la procession de la Feste Dieu, quoy qu'il permist que celuy d'Espagne prist cet avantage sur luy. La Republique qui s'en ressentit, n'auroit pas souffert, sans doute, que le mesme Prince prist dans sa Maison la place l'honneur sur l'Ambassadeur.

Les neveux des Papes ne sont point Princes du Sang, parce que la Souveraineté élective ne se communique point aux parents ; c'est pourquoy les Cardinaux refuserent de donner de l'Altesse au Prince Casimir Cardinal de Pologne. Les neveux qui sont Cardinaux, sont considérés à cause de leur dignité, & Thadée Barberin n'entra en competence avec les Ambassadeurs, qu'à cause de sa qualité de Prefect de Rome. *M. d'Urfé*, Ambassadeur de France, en escrivant au Roy Henry II du 5 Novembre 1549 dit, qu'à l'occasion de l'anniversaire il avoit esté convié au festin, que le Pape avoit fait aux Cardinaux & aux Ambassadeurs. Que devant que de se mettre à table, le Maître d'hostel & l'Evesque d'Imola luy estoient venu demander de la part du Pape, & en sa presence, s'il *pretendoit preceder en cette ceremonie le Duc Horatio*, neveu de sa Sainteté, & qu'il avoit répondu qu'oüy. Qu'il entendoit que
Horatio,

Horatio, comme Duc de Castro, prist place après luy : neantmoins qu'il luy vouloit bien luy ceder, *non à cause de sa qualité de Duc*, mais parce qu'il alloit estre gendre du Roy, son Maistre, & que pour faire voir, que ce n'estoit qu'en cette consideration qu'il cedit à *Horatio*, il declaroit *qu'il ne cederait ny la main ny aucun autre avantage à Octavio son frere*. Qu'il avoit prié le Maistre des Ceremonies de luy donner acte pour cela, & qu'en mesme temps il avoit pris *Horatio* par la main, & l'avoit fait asseoir audeffus de luy. Il y adjouste, *que son procedé avoit esté trouvé fort galant ; parce que bien loin de faire prejudice à son caractère, il avoit fait connoistre publiquement, que sans l'honneur de l'alliance du Roy, à laquelle Horatio pretendoit, il n'auroit point cédé à la qualité de Duc*. Que le Pape mesme, bien qu'il ne fust pas bien aise de voir les pretensions de l'Ambassadeur, qui prenoit rang sur ses néveux, ne laissa pas d'estre bien aise de le voir flatter de l'esperance de ce mariage.

Les Civilités, comme elles ne sont point du Droit des Gens, doivent estre réglées sur la coustume, ou selon les occasions ; mais les Ambassadeurs feront tousjours sagement de les estendre, ou d'y estre réservés selon l'intention & les interets de leurs Maistres. *Chanut*, Ambassadeur de France en Suede, avoit ordre de s'accommoder à la volonté de la Reine *Christine*, touchant les civilités, qu'il pourroit pretendre du Prince Palatin, designé à la succession de la Couronne, aussy bien que touchant ceux que le Prince desireroit de luy : sçavoir s'il cederait la place d'honneur au Prince, & s'il luy donneroit le tiltre d'Altesse Royale. *Chanut* dit, qu'il feroit tout ce qu'on luy demanderoit, mais qu'il entendoit aussy, qu'on luy fist les mesmes honneurs, que les Princes du Sang de France font aux Ambassadeurs. Le Maistre des Ceremonies luy dit, que le Prince Palatin estant le Successeur presomtif de la Couronne,

l'Ambas-

l'Ambassadeur n'en pouvoit pretendre d'autres honneurs, que ceux que le Duc d'Orleans feroit à un Ministre de son caractère. Il y adjousta, que le Prince estant Successeur nommé, & ayant esté déclaré tel par acte des Estats, il estoit quelque chose de plus que le Duc d'Orleans. Chanut repartit, que Monsieur estoit fils & frere de Roy, & qu'en cette qualité il avoit un avantage, que le Prince Palatin n'avoit point. Cette difficulté fut cause que Chanut resolut de ne point visiter le Prince. Mais dès la premiere ouverture, que Chanut en fit faire au Prince mesme, il le trouva tout disposé à luy ceder la main, la porte & la chaise. Il y fut conduit par le Maître des Ceremonies. Le Prince le receut à la portiere du carosse, & le reconduisit jusques au mesme lieu. Il en fit trop. A l'entrée qu'on fit à la Reine Christine, lors qu'elle arriva à Upsal la veille de son Couronnement, le carosse de l'Ambassadeur de France ceda à celui du Prince Palatin, & au festin, qui se fit après la ceremonie, l'Ambassadeur estoit assis immédiatement après le Prince, & les Ambassadeurs de Portugal & de Brandebourg furent aussy placés devant les autres Princes. Chanut ne pretendoit autre honneur, que celui que les Princes du Sang de France font aux Ambassadeurs. Il est vray, qu'en ce temps là les Princes du Sang cedoient la main & le pas aux Ambassadeurs; & non seulement à ceux des Testes Couronnées, mais aussy à ceux des Republiques. Le Comte de Brûlon marque en ses Memoires, qu'en l'an 1639 le feu Prince de Condé fit cet honneur au Bailly de Forbin, Ambassadeur de Malthe, & Lionne dit dans une lettre, qui fut interceptée il y a environ dix ans, que les Ambassadeurs d'Angleterre & de Venise refusoient de ceder en lieu tiers à M. le Prince d'aujourd'hui, ainssy qu'il a esté dit cy devant. De sorte que Chanut pouvoit pretendre le mesme avantage sur le Palatin, qui par maniere de dire, n'estoit Prince du Sang

que par adoption. En l'an 1667 *George d'Aubusson de la Feuillade*, Archevesque d'Embrun, estant Ambassadeur à Madrid, s'âvisa d'aller visiter *Don Jean d'Autriche*, frere naturel du Roy, devant que d'avoir fait concerter les civilités qu'il en pouvoit pretendre. *D. Jean* ne luy en fit point, mais prit chez luy la place d'honneur sur l'Ambassadeur : dont on fut si mal edifié en France, qu'on défendit à l'Ambassadeur de continuer ses visites, si l'autre ne luy cedit la main dans sa Maison, & mesmes on ne voulut point souffrir, que l'Ambassadeur cedast à *Don Jean* en lieu tiers. Les fils naturels sont fort considerés en Espagne, mais ils n'y peuvent pas tenir le mesme rang que les Princes du Sang tiennent en France, & neantmoins les Ambassadeurs d'Angleterre & de Venise ne leur voulurent point ceder, & le *Marquis de la Fuente*, Ambassadeur d'Espagne, ne ceda point en effet au Duc de Vendosme. La faute de M. d'Embrun estoit d'autant plus grande, qu'il fit plus que n'avoit fait l'Ambassadeur de l'Empereur, qui ne voulut point visiter *Don Jean* chez luy, à cause de ces pretensions. Depuis quelques années le Roy a desiré, que les Princes du Sang en usassent autrement, & qu'ils prissent chez eux tous les avantages sur les Ambassadeurs : mais comme le Princes n'ont point de part aux affaires de l'Estat, je ne pense pas que les Ambassadeurs, qui ont fait difficulté de leur ceder en lieu tiers, comme Lionne le remarque, se tuent pour voir M. le Prince chez luy, afin d'y recevoir un affront. C'est une politique raffinée de ceux, qui voulant éloigner les Princes du Sang de toutes sortes d'affaires, leur ostent aussy la communication qu'ils pourroient avoir avec les Ministres estrangers.

Les Ducs de Baviere, de Neubourg, de Lorraine, & tous les Princes d'Italie, jusques au Duc de Parme inclusivement, prennent chez eux la main sur les Ambassadeurs de France,
 quoy

quoy qu'il y en ait parmy eux qui la donnent aux Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne. Je dis bien davantage. Les Princes puisnés de la Maison de Savoye la pretendent chez eux, & ils se le font fait donner en lieu tiers; ainſy qu'il ſera dit ailleurs. J'ay parlé cydevant de la reception, que le feu Duc de Neubourg fit en l'an 1633 à *Gaspar de Vosbergue*, Ambassadeur des Provinces Unies. Pour luy faire la civilité entiere, il voulut que le Major de la garnison allaſt recevoir l'ordre de l'Ambassadeur. A l'heure du ſouper le Duc alla luy meſme le querir dans ſon appartement: le conduiſit dans la Salle, où on avoit ſervy, & le fit laver en meſme temps: mais le Duc prit la premiere place à ſa table. *Vosbergue* en ayant témoigné quelque mécontentement, le Duc luy fit dire, qu'il n'avoit jamais donné la premiere place aux Miniſtres des Provinces Unies. Qu'il avoit traité en la meſme maniere le Comte de Grimbergue, que l'Infante luy avoit envoyé, & que chez luy il ne cedoit point la main ny aux Ambassadeurs de la Maison d'Autriche, ny meſmes au Nonce, & qu'il n'y avoit que le ſeul Ambassadeur d'Espagne, à qui il fiſt cet avantage. Qu'on ne luy marqueroit pas une ſeule rencontre, où aucun des Electeurs du Rhin l'eufſt fait; parce qu'eſtant voiſins de la France & de l'Italie, ils eſtoient bien plus punctuels au fait des ceremonies que les Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Le Duc de Neubourg avoit raiſon de ſe faire rendre chez luy le meſme reſpect que les Ducs de Mantouë & de Parme ſe font rendre chez eux: mais je ne ſçais comment ajuſter ce qu'il dit du Nonce & de l'Ambassadeur d'Espagne, ny comment il pouvoit refuſer au premier ce qu'il accordoit au ſecond. Il n'y a point d'apparence, que de longtems on voye des Ambassadeurs de France à Duffeldorp ou à Neubourg, mais ſi dans la revolution des affaires le Roy ſ'aviſoit d'y envoyer un Miniſtre, il

faudroit pour le moins le traiter d'égal avec celui d'Espagne, & les autres Rois ont raison de pretendre le même traitement. Il pouvoit bien dire aussi, que dans les Cours éloignées de celles de France & d'Italie, on n'y est pas si scrupuleux, quoy qu'en celle de Berlin plusieurs choses ayent esté bien mieux réglées, depuis que le Baron de Sue-rin y a eu la principale direction des affaires; mais l'Electeur de Saxe ne veut rien alterer en ses anciennes coustumes.

Celui qui a donné au public un extrait de la negotiation, que feu M. Chanut avoit faite en Suede & à Lubec, dit qu'on observe en Dannemarc, que *le Roy cede la main aux Ambassadeurs des Testes Couronnées, qui ont esté expressement conviés à la Ceremonie.* Que c'estoit la raison, pourquoy on en avoit usé ainsi à Coppenhague avec d'Avaux & la Tuillerie, & mesmes avec Benk ou Benedict Schut, Ambassadeur de la Reine de Suede, qui y avoit esté envoyé pour presenter une des Princesses au battesme : mais qu'il ne fait jamais cet honneur à l'Ambassadeur ordinaire. Il allegue pour cela les particularités des ceremonies, qui furent faites au mariage du Roy Frederic II en l'an 1575, & il remarque qu'au festin le Roy estoit assis au haut bout de la table, ayant à sa main droite *Dauffay*, Ambassadeur ordinaire de France, & à sa gauche Auguste Electeur de Saxe. Mais il semble que cet exemple ne peut servir à l'intention de l'abbreviateur; veu que le Roy estant le Marié, la premiere place luy appartenoit en cette qualité. Jaques Roy d'Angleterre ne se voulut point trouver au festin du mariage de la Princesse sa fille, parce qu'il vouloit que tout l'honneur de la journée fust pour le marié, l'Electeur Palatin. Pour ce qui est du rang, que l'on donna en Dannemarc à *l'Ambassadeur de France* par dessus l'Electeur de Saxe, qui ne le devoit pas mesmes ceder chez luy à *l'Ambassadeur*, j'advoüe
que

que je n'ay pas affés estudié le Ceremonial, pour comprendre cette irregularité, & je suis contraint d'avoir mon recours au principe du Duc de Neubourg, qui dit que dans les Cours du Nort les ceremonies ne sont pas si bien réglées, qu'en celles qui sont voisines de la France & de l'Italie. Au festin qui se fit en l'an 1634 à Coppenhague, à l'occasion du mariage du Prince avec la Princesse de Saxe, on fit honneur aux Mariés. Le Roy ne s'y trouva point, & les Ambassadeurs furent placés après eux devant tous les Princes & devant toutes les Princesses. Au souper du troisiéme jour les *Ambassadeurs eurent la premiere place, devant les Mariés*, & au bal que l'on dansa en suite, le *Roy prit le quatriéme rang après les trois Ambassadeurs*. Trois jours après se fit le mariage du Comte Pens avec une des filles naturelles du Roy, où les *Ambassadeurs de l'Empereur & de France conduisirent le Marié, & l'Ambassadeur de Pologne, avec le Roy, la mariée*. Au caroufel, qui se fit le dimanche suivant, le *Roy prit encore place après les Ambassadeurs*. Ils representoient leurs Maistres, qui avoient esté expressément conviés au mariage du Prince, mais ils n'avoient pas esté priés au mariage d'une fille naturelle, de sorte que la raison, ou plustost la distinction, qui à esté marquée cy dessus, n'y peut avoir lieu; & bien moins en ce que je vay dire de la Tuillerie. Ce Ministre, après avoir en l'an 1645 moyenné la conclusion du traitté de Bromsebro entre les deux Couronnes du Nort, prit son chemin par le Dannemarc, pour retourner en Hollande. Le Roy de Dannemarc, qui ne trouvoit pas son compte au traitté, ne laissa pas de luy faire tous les honneurs imaginables. L'artillerie le salua, & les bourgeois se mirent sous les armes dans toutes les villes de son passage. Le General de la Cavallerie alla audevant de luy avec mille chevaux, à quelques lieües de Coppenhague, & l'Admiral du Roiaume le receut hors de la ville,

avec un tresgrand cortège de carosses. Le Roy mesme luy fit mille civilités; jusques là, que faisant un grand festin pour l'amour de luy, *il le fit mettre au haut bout de la table.* Le Roy Treschrestien n'y avoit pas esté expressément convié, ny son Ambassadeur, & cependant on luy fit un honneur qui ne luy appartenoit point. Je parle ailleurs de la *Grange aux Ormes*, que le Cardinal de Richelieu fit chasser, de la Cour, parce qu'il avoit souffert, que l'Electeur de Saxe l'eust mis audeffus de luy à sa table. Il ne se peut, qu'en lisant cecy on n'ait de l'indignation pour l'insolence de ces Ministres, aussy bien que pour la foiblesse des Souverains, qui sçachant ce qu'ils sont, ne se font point rendre ce qu'on leur doit. C'est aux Dieux à venger les injures que l'on fait aux Dieux. Tous les Souverains y ont interest, & ont interest de punir leurs sujets, quelque qualité ou caractère qu'ils ayent, s'ils manquent au respect qu'ils doivent à ceux, en qui ils voyent l'image & le caractère de la grandeur & de la dignité de leur Prince.

J'ay veu dans la Cour d'un Prince, Chef d'une des premieres & des plus puissantes Maisons d'Allemagne, le Ministre d'un Electeur prendre la premiere place par tout : à la table, dans le carosse, au chasteau & dans la ville, comme s'il la pouvoit pretendre par un Droit acquis & incontestable. Ceux qui sont d'accord, que les Princes d'Allemagne ont le droit de l'Ambassade à l'égard des Souverains estrangers, soustiennent qu'ils n'ont pas le mesme Droit dans l'Empire; parce qu'ils y sont comme chez eux. Mais quand un Electeur donneroit le caractère d'Ambassadeur à son Ministre, comment est ce que celuicy oseroit prendre la place d'honneur chez un Prince, qui ne la donneroit pas à l'Ambassadeur d'une Teste Couronnée, ou du moins ne la devroit pas donner?

En l'an 1530 la Reine Eleonor, seconde femme du Roy
Fran-

François I. fit son entrée à Paris après son Couronnement, & le soir il y eut festin au palais, suivant la coustume de ce temps là, où la Reine qui estoit au milieu de la table, avoit à sa main droite le Cardinal de Sens, Legat du Pape, & les Cardinaux de Grammont & de Trivulce, les *Ambassadeurs du Pape, de l'Empereur, d'Angleterre & de Venise*, & à la main gauche estoient des *Princesses & d'autres Dames*.

Dans l'ordre qu'on fit pour le festin des Fiançailles de Philippe II & d'Elisabet de France en l'an 1559, on plaçoit le Roy & la Reine au lieu de la table. A la main droite du Roy la fiancée : après elle le *Duc d'Albe, Ambassadeur de Philippe*, Madame soeur du Roy, le Duc de Lorraine, & après plusieurs autres Princes, Princesses & Cardinaux, les Ambassadeurs du Pape, de Portugal, de Venise, de Ferrare & de Mantoüe.

Au festin qui se fit à Mesieres en l'an 1570, le jour du mariage du Roy Charles IX & d'Elisabeth d'Austriche, le Roy estoit assis au milieu d'une grande table, ayant à sa main droite la Reine sa femme, & les Ducs d'Anjou & d'Alançon, ses freres. A sa main gauche estoient la Reine sa mere, *l'Electeur de Treves, qui estoit l'un des Ambassadeurs de l'Empereur*, la Duchesse de Lorraine, Madame soeur du Roy & le Duc de Lorraine. De l'autre costé de la table, vis à vis de l'Electeur, estoient assis *le Nonce & les Ambassadeurs d'Espagne, d'Escoffe & de Venise*. Il y avoit outre cela deux autres tables; à l'une des quelles estoient les Cardinaux de Bourbon, de Lorraine & de Guise, *L'Evesque de Strasbourg, le Marquis de Bade & le Comte de Zollern, Ambassadeurs de l'Empereur*. La Duchesse de Monpensier, la Princesse Daupine & Madame de Nevers. Où il faut remarquer que des quatre Ambassadeurs de l'Empereur il n'y eut que le premier qui eust place à la table du Roy, avec les Ambassadeurs du Pape, d'Espagne, d'Escoffe & de Venise;

Venise ; de sorte qu'on y fit une grande difference entre les premiers & les trois autres ; bien que parmy ceuxcy il y eust deux Princes de l'Empire.

Lors que le Roy Henry IV fut couronné à Chartres , en l'an 1594, les Ambassadeurs d'Angleterre & de Venise , qui avoient esté presents au Sacre, furent aussy traittés au festin. Le Roy avoit sa table élevée sur une estrade ; a la main droite il y avoit une table pour les Pairs Ecclesiastiques , & du costé gauche une pour les Pairs laics , & un peu plus bas une pour les Ambassadeurs , pour le Chancelier & pour les autres officiers de la Couronne. Je ne sçay pas comment ils y estoient assis, mais il faut croire, qu'ils l'estoient dans le mesme rang, qui fut observé au Sacre de Louïs XIII. Les tables y estoient disposées de la mesme maniere, & les Ambassadeurs estoient assis en sorte, que le Nonce, l'Ambassadeur de Savoye, & Bonoeil, Introduceur des Ambassadeurs, estoient du costé de la muraille , & l'Ambassadeur de Venise avec le Chancelier de l'autre costé ; tous les Ambassadeurs estant par ce moyen au dessus du Chancelier. Bonoeil y eut place à cause de la fonction , & non a cause de la dignité de sa charge. Où il faut remarquer , que les Pairs, tant Ecclesiastiques que Seculiers , y estoient dans leurs fonctions , & faisoient partie de la ceremonie : de sorte que personne ne pouvoit estre placé entre le Roy & eux.

Siles Ambassadeurs sont obligés de se trouver à toutes sortes de ceremonies, c'est dont il sera parle en la Section suivante : je diray seulement en cellecy , que lors qu'ils en font , ils ne doivent pas porter leurs pretensions trop haut. L'Ambassadeur de France, qui estoit à Londres en l'an 1612 , fut convié au festin que l'on y fit pour le mariage de la Princesse d'Angleterre & de l'Electeur Palatin. Le Roy n'en voulut pas estre , parce qu'il vouloit que tout l'honneur fust pour les nouveaux Mariés ; c'est pourquoy
aussy

aussy on leur donna des chaises à bras, & on ne donna qu'un siege à dos au Prince de Galles, qui y representoit le plus proche parent de la Mariée. Neantmoins il prit envie à l'Ambassadeur de France, & à son exemple à celuy de Venise, d'insister à ce qu'on leur donnast des chaises à bras, & que l'Escuyer trenchant, qui devoit servir les nouveaux mariés, se mist au dessous d'eux. Mais leur pretensions furent jugées si impertinentes, qu'on leur fit entendre, qu'on se passeroit de leur compagnie plustost, que de les leur accorder. Le mesme Ambassadeur de Venise se trouva l'année suivante au mariage d'une Dame de la Cour, où on luy donna une chaise à bras, parce que le Prince de Galles, qui y estoit aussi, en avoit une. *Le Vicomte de Bregy*, fils de M. de Fleffelles, President en la Chambre des Comptes de Paris, avoit fait deux voyages auprès d'Vladislas, Roy de Pologne, à qui il avoit fait les premieres ouvertures d'une plus estroite liaison avec la France. Elle fut confirmée par le mariage, que le Roy contracta quelque temps après avec la Princesse de Mantoüe: & d'autant que *Bregy* y avoit beaucoup contribué, le Roy de France luy ordonna d'assister aussi aux ceremonies, comme son Ambassadeur. Vladislas envoya audevant de la Reine le Prince Charles, son frere, qui la receut de la part du Roy, dans la Cassube, de deçà Dantzig, & en mesme temps *Bregy*, qui y estoit comme Ambassadeur pretendit rang sur luy. Ce fut une pretension assés extravagante. Car quand Charles n'auroit pas esté né Prince de Suede, comme il estoit, puis que Casimir ne renonça à son droit que par le traité d'Olive en l'an 1660, il estoit aussi Ambassadeur en cette occasion, & destiné à une fonction, où personne ne le pouvoit preceder, de quelque qualité qu'il fust. *La Marefchalle de Guebriant*, Ambassadrice à la conduite de la Reine de Pologne, dont je viens de parler, forma une pretension,

qui n'estoit pas moins ridicule. Elle vouloit qu'on luy donnast le mesme rang , & qu'on luy fist les mesmes honneurs que l'on avoit faits à l'Archiduchesse , lors qu'elle amena la Reine sa fille en Pologne.

Les Cardinaux sont en possession de prendre chez eux la place d'honneur sur les Ambassadeurs. C'est dont la Reine de Suede n'estoit pas si bien informée qu'elle l'est presentement , lors que voulant en l'an 1646 envoyer le *Comte de la Garde* , Ambassadeur Extraordinaire en France, elle osa esperer, que le Cardinal Mazzarin luy cederait cet avantage. Mais des qu'elle en parla à Chanut, celuicy luy dit, que le Roy son maistre avoit une consideration si particuliere pour elle, qu'elle pouvoit s'asseurer, qu'on feroit pour sa personne, & pour la dignité de la Couronne de Suede, tout ce qu'elle pouvoit legitimement desirer : mais aussy qu'il n'y avoit point de consideration, qui pust obliger le Cardinal à faire à sa pourpre un tort, dont il seroit responsable à tout le College. La Reine repartit, que le Chancelier Oxenstirn n'avoit point de caractere à l'égard de la France, lors qu'il y passa pour retourner en Suede, & que neantmoins le Cardinal de Richelieu partageoit si bien les honneurs aux visites qu'ils se rendirent, qu'il estoit difficile de dire, qui des deux y avoit l'avantage. Chanut soustint qu'il avoit esté tout entier du costé du Cardinal, & il disoit la verité.

Le *Comte de Trêmes-Potier*, & le *Marquis Deffiat*, Ambassadeurs Extraordinaires de France à Londres, firent difficulté de se trouver à l'enterrement du Roy Jaques ; parce qu'on ne vouloit pas permettre qu'ils marchassent dans un mesme rang avec le Roy. On leur representa, que cela ne se faisoit point ny en France, ny en Angleterre, n'y ailleurs, & on les disposa enfin à desister de leurs pretensions. On les fit marcher immediatement après l'Archevesque de Can-

Cantorbery. La vanité de ces fortes de pretensions fait bien connoître celle de l'Ambassadeur, qui ne fait pas moins de prejudice à son Maître, en pretendant des honneurs qui ne luy sont point deus, qu'en negligant ceux qu'on ne luy pourroit point refuser avec Justice.

Les Ambassadeurs, qui sont de la part de la France & d'Espagne à Rome, ne cedent chez eux la place d'honneur qu'aux Ambassadeurs des Couronnes, & à celuy de Venise; & non aux autres: non pas mesmes à celuy de Savoye. D'Avaux, qui sçavoit comment on en use à Rome, en recevant à Munster la visite d'Aloysio Contarini, l'un des Mediateurs, *ne descendit que cinq degres, pour aller au devant de luy, & en le reconduisant il ne l'accompagna que jusques au bas de l'escalier.* Contarini disoit, que l'Avaux ne luy rendoit pas l'honneur qui luy estoit deu. Qu'il avoit receu les Ambassadeurs de l'Empereur & du Roy d'Espagne au bas de l'escalier, qu'il les avoit accompagnés au carosse, & qu'il luy devoit les mesmes civilités. D'Avaux luy fit dire, que Contarini ayant esté Ambassadeur à Rome, il pouvoit sçavoir comment les civilités estoient réglées entre les Ambassadeurs de France & de Venise en cette Cour là: que celuy de Venise n'estoit receu & reconduit, qu'au haut de l'escalier. Ce qui est vray, comme il est vray aussi, que l'Ambassadeur de Venise n'y fait pas de plus grandes civilités à celuy de France. Neantmoins comme cette distinction de traitemens se faisoit fort remarquer dans la premiere Cour de l'Europe, les Ministres de la Republique avoient tasché de faire abolir cette coustume, qui n'avoit lieu qu'à Rome; les honneurs, que l'on faisoit par tout ailleurs, aux Ambassadeurs des Testes Couronnées & de Venise, estant égaux. C'est pourquoy Contarini repartit à D'Avaux, que les Ambassadeurs de la Republique estoient en possession d'une entiere égalité avec ceux de

France ; puis que l'un ne faisoit pas un pas plus que l'autre. Qu'il falloit considerer, que la mesme égalité se trouve entre deux Ambassadeurs, qui ne se conduisent que jusques au haut de l'escalier, & entre ceux qui s'accompagnent tous deux jusques au Carosse. Que Messieurs de Chasteau-neuf & de Bassompierre, Ambassadeurs Extraordinaires de France en Angleterre l'avoient tous deux accompagné jusques au carosse : que ce n'estoit pas à *M. d'Avaux* à le distinguer d'avec les Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne, & que ce qui estoit particulier à Rome, ne pouvoit pas faire consequence à Munster. *D'Avaux* répondit, qu'il n'y pouvoit rien changer sans ordre de la Cour, & que cela ne dépendoit pas de luy ; mais qu'il s'estonnoit que Contarini pretendoit profiter de ce qui s'estoit fait à Londres, plustost que de se tenir à ce qui se pratiquoit à Rome, & bien plus de ce qu'il demandoit qu'on alterast une chose, où l'Ambassadeur de France n'avoit pas le moindre avantage sur celuy de Venise. Contarini ne se satisfaisant point de ces raisons, d'Avaux fut obligé d'en escrire à la Cour, où il representa d'un costé ce que pourroit produire le mécontentement d'un Mediateur, & de l'autre la consequence, que cela feroit pour les pretensions des Provinces Unies, des Electeurs & de plusieurs autres Princes, à qui on ne pourroit pas refuser les mesmes honneurs. Avant que la resolution de la Cour arrivast, Contarini receut d'Avaux de la mesme maniere qu'il recevoit les autres Ambassadeurs des Couronnes, & l'accompagna jusques au carosse. Les ordres de la Cour de France furent conformes au desir & à l'intention de Contarini, qui en fut plus satisfait, que s'il eust fait une grande conquête pour la Republique.

D'Avaux & Servien, en allant à l'assemblée de Munster, avoient ordre de passer à la Haye, & d'y ajuster plusieurs choses, que le Conseil de France jugeoit necessaires, pour
faire

faire reussir les traittés à l'avantage commun des Alliés, ou du moins selon l'intention du Cardinal Mazzarin. Entre les autres contestations qu'ils eurent avec les Deputés des Estats, il y en eut de fort chaudes sur le traitement, qu'on feroit aux Ministres des Provinces Unies, lors qu'ils seroient arrivés à Munster. Ils pretendoient estre traittés comme ceux de Venise, & ne dissimuloient point, que si on ne leur faisoit les mesmes honneurs ils n'iroient point au Congrès, mais se feroient donner une autre ville, où ils pourroient paroistre d'une maniere, qu'ils ne feroient point de prejudice à la grandeur de leur Estat, & parloient de convenir avec les Espagnols d'une assemblée particuliere, qui se pourroit faire à Boisleduc. Ils disoient, que le Roy Henry IV avoit ordonné, que les Ambassadeurs des Provinces Unies suivroient ceux de Venise immediatement, & qu'on leur feroit les mesmes honneurs. Que cela s'estoit fait jusques alors, & qu'on les vouloit deposseder d'un avantage, dont ils avoient jouÿ sans contestation, & particulierement en France. D'Avaux & la Tuillerie, dont le dernier estoit Ambassadeur ordinaire à la Haye, disoient que c'estoit une pretension nouvelle. Qu'eux estant Ambassadeurs à Venise, avoient fait distinction entre les Ambassadeurs des Couronnes & ceux des Provinces Unies, *à qui ils n'avoient jamais donné le tiltre d'Excellence*, quoy qu'ils ne leur eussent point refusé la place d'honneur aux visites qu'ils recevoient d'eux. Que les Estats, qui estoient obligés à la France des civilités que l'on faisoit à leurs Ministres par tout ailleurs, n'en devoient pas abuser au prejudice de la France mesme, en luy extorquant des avantages, qu'elle ne leur pourroit accorder, sans se faire tort. Que les Electeurs, qui disputent la preface aux Estats, & qui se la font donner dans l'Empire, & dont neantmoins les Ministres ne se couvrent point en parlant

au Roy, les voudroient auffy faire traitter d'Excellence, & y obligeroient la France, si elle ne se vouloit rendre incapable de negotier avec eux. Que la diversité des lieux, où les Assemblées se font, en fait auffy au traitement des Ministres & aux ceremonies. Qu'à Rome les Ambassadeurs des Couronnes ne cedent pas chez eux la main à celui de Savoye, & que mesmes les Cardinaux néveux faisoient quelque distinction entre les Ambassadeurs qui sont à Rome, & ceux qui resident ou negotient dans les autres Cours. Que les Estats avoient autrefois demandé en France, qu'on leur donnaist rang devant l'Archiduc & devant le Duc de Savoye; mais que le Roy Henry IV n'y avoit pas voulu toucher, & s'estoit contenté de les traitter d'égal avec ces Princes. Ils conclurent, que la Reine n'y pouvoit rien innouer pendant la minorité du Roy, auquel elle estoit obligée de remettre tous ses droits, auffy entiers qu'elle les avoit reçeus au commencement de la Regence. D'Avaux & Servien laisserent l'affaire en cet Estat lors qu'ils partirent de la Haye, & elle y demeura jusques au commencement de l'an 1645. Alors Destrades, qui faisoit les affaires de France en Hollande sans caractere, declara aux Estats, que la Reine Regente leur accordoit ce qu'ils avoient désiré touchant le rang & les tiltres. Je viens de parler d'un démêlé que d'Avaux eut à Munster avec Contarini, Ambassadeur de Venise, où il ne se souvint point de ce qu'il dit icy, que la diversité des lieux, où les ceremonies se font, fait auffy une distinction au traitement des Ambassadeurs.

J'acheveray cette Section, en disant un mot des honneurs qu'on fait aux Ambassadrices, par reflexion sur les Ambassadeurs, leurs maris. Les Ambassades estant autrefois toutes extraordinaires, qui finissoient avec l'affaire, que les Ambassadeurs avoient à negotier, ils n'y menoient point

point leurs femmes ; c'est pourquoy on n'y parloit point
aussy d'Ambassadrices. Aussi n'y a il pas longtems qu'on
leur fait des civilités , qui les mettent au rang des dames,
qui suivent immédiatement les Princeesses. Du moins on
le fait en France , où elles sont plus considérées qu'ailleurs.
Cependant il n'y a gueres plus de cinquante ans , que la
Reine leur fait donner le tabouret. *La Marquise de Mira-*
bel, dont le mary estoit Ambassadeur d'Espagne , fut la
premiere , à qui la Reine , qui estoit Espagnole , accorda
cet honneur en l'an 1621. Le Roy y consentit , à condition
qu'on feroit le mesme honneur à l'Ambassadrice de France
à Madrid , où on est fort reservé à l'égard de cette sorte de
civilités ; sur tout lors qu'on veut introduire une nouveauté.
Bassompierre , qui estoit en ce temps là Ambassadeur
Extraordinaire en Espagne , offrit à Dufargis d'en parler
à la Cour , & de l'obtenir pour l'Ambassadrice sa femme :
mais Dufargis l'en remercia , & dit qu'il rencontreroit bien
l'occasion & le moyen de se faire donner cette satisfaction :
comme il fit quelque temps après En l'an 1634 le Com-
te de Schaüembourg , qui alloit au mois d'Aoust 1634 , de
la part de l'Empereur , Ambassadeur en Espagne , passant par
la France , desira que sa femme fist la reverence à la
Reine. Il avoit des lettres pour le Roy , qui le considera
comme Ambassadeur Extraordinaire. *La Reine envoya*
son carosse à l'Ambassadrice, qui en arrivant à Chantilly , fut
receüe au pied de l'escalier par la Marquise de Senecey , Da-
me d'honneur de la Reine , qui la mena dans une chambre ,
où elle la fit disner , disna avec elle , & la conduisit en suite
chez la Reine , qui luy fit donner le tabouret. Le Roy y
vint , & la baïsa , après luy avoir fait demander , si elle le
trouveroit bon , parce que ce n'estoit pas la coustume d'Al-
lemagne. Au mois d'Octobre 1635 la Reine fit recevoir
avec les mesmes civilités *la Vicomtesse de Scudamor*, & luy fit
les

les mesmes honneurs: & le 29 Avril 1647 *la femme de Corfits Ulefelt*, Ambassadeur Extraordinaire de Dannemarc, receut les mesmes civilités, & vit la Reine plusieurs fois. Elle se trouva mesmes à un bal, où on luy donna rang parmy les Duchesses.

Madame de Guent, qui avoit accompagné son mary, Chef de l'Ambassade solemnelle, que les États des Provinces Unies envoyèrent en France en l'an 1660, ayant témoigné la passion, qu'elle avoit de faire la reverence à la Reine, l'un des Introduceurs des Ambassadeurs, accompagné de Giraut, aide ou Lieutenant des Introduceurs, que j'ay dit estre l'homme du monde, qui entend le mieux les civilités, alla la prendre au logis des Ambassadeurs avec les carosses de la Reine, & la conduisit dans l'Antichambre, où elle fut receüe par la Dame d'honneur, par la Dame d'Atour & par les filles de la Reine. On luy donna la tabouret, mais la Reine ne la baïsa point, parce que c'est un honneur, qui est reservé aux Princesses du Sang. Son mary & elle estoient deux personnes parfaitement bien faites, & comme ils estoient tous deux sortis de Maisons illustres, leur conduite, qui marquoit quelque chose de bien élevé, les faisoit considerer à la Cour, & Madame de Guent en remporta l'estime des deux Reines. Il y avoit longtems que l'on n'avoit point veu d'Ambassadrice de Hollande à la Cour. Depuis la mort de Madame de Languerac elles n'y avoient paru qu'aux jours de Carefme prenant, & alors elles aidoient à divertir la compagnie, autant que les personages du theatre. Madame de Groot, dont le mary estoit Ambassadeur ordinaire des mesmes Provinces Unies, y fut receüe avec les mesmes civilités, que Madame de Guent; sinon en ce que la Cour estant à St. Germain, elle y fut conduite dans les carosses de la Reine, regalée d'un magnifique disner, & servie par les officiers de la Reine. On

On ne fait pas les mesmes civilités aux Ambassadrices en Angleterre. Les François croient se faire honneur, en faisant civilité à autrui, & particulièrement aux estrangers, mais c'est en quoy fort peu de nations les imitent. Pendant que le Marechal de Cadenet ou de Chaulnes fut en Angleterre de la part du Roy Louïs XIII, luy & le Comte de Tillieres, Ambassadeur ordinaire de France furent conviés à un bal, & à un grand festin, où la Comtesse de Buckingam, mere du favory, avoit fait convier toutes les beautés de la Cour. Elle y donna la premiere place à la Marquise de Buckingam, sa belle fille, *la Seconde à la Comtesse de Tillieres*, & elle prit la troisiéme pour elle : au grand scandale des autres Comtesses Angloises, qui vouloient precéder l'Ambassadrice de France. Quelques jours après, le Vicomte de Duncafter donna le bal, & fit aussy festin aux Ambassadeurs. Le Roy, qui en voulut estre, avoit sa table, où estoient assis le Prince de Galles à la main droite du Roy, l'Ambassadeur Extraordinaire à sa gauche, & l'ordinaire au bout de la table. Il y en avoit encore une pour les Seigneurs & pour les Dames, où la Marquise de Buckingam eut la premiere place du costé droit : un Seigneur François eut la deuxiéme, & *la Comtesse de Tillieres* la troisiéme. La Comtesse de Warüic eut la premiere place du costé gauche : un Seigneur François la deuxiéme, & Madame de Duncafter la troisiéme &c. La Comtesse de Dorset alla prendre place vers le bas bout de la table, au dessous de plusieurs Dames, qui n'auroient pas fait difficulté de luy ceder ; soit qu'elle le fist par galanterie, ou qu'elle ne voulust pas suivre immédiatement l'Ambassadrice de France. Au festin, qui se fit en l'an 1612 pour le mariage de l'Electeur Palatin & de la Princesse d'Angleterre, le Grand Chambelan ordonna, que l'Ambassadrice de France seroit placée après la dernière Comtesse, devant la premiere Baronnesse ; mais la Vi-

comtesse d'Effingham ne voulut point ceder à l'Ambassadrice, & aima mieux se retirer. Les honneurs qu'on fait aux estrangers, ne font ny consequence ny exemple, sur tout quand on les fait à la qualité plustost qu'à la personne. En l'an 1614 *la femme de M. de Marais*, Ambassadeur de France, ayant demandé à saluer la Reine, l'un des substituts du Maître des Ceremonies, qui y fait aussy la fonction d'Introducteur, la receut à la porte de l'hostel de Dannemarc, où l'Ambassadrice sortit de son carosse, & la conduisit dans une chambre du premier estage, où elle prit un peu de repos. Dès que la Reine en fut advertie, elle y envoya la Comtesse d'Arondel, & les Dames de Sidney & de Southwel, Dames de la Chambre du liêt, avec une des filles d'honneur, pour entretenir l'Ambassadrice, & pour la conduire à l'audiance. Un des gentilshommes ordinaires de la Reine estant venu dire, que sa Majesté estoit dans sa Chambre de presence, & qu'elle attendoit l'Ambassadrice, les Dames la conduisirent : le Grand Chambelan la receut à la porte de la Chambre, & la Reine luy fit de grandes civilités, mais elle ne la fit point asseoir. En sortant le Grand Chambelan l'accompagna jusques à la Salle des gardes, les Dames la conduisirent jusques à la galerie de la premiere Cour, & l'Introducteur la mena jusques au carosse. Il est de ces civilités comme de plusieurs autres choses, où si on n'a tout on n'a rien : bien que pour dire la verité, ce ne soyent que des civilités toutes pures. Les Ambassadrices n'ont point de part au caractère, & on ne leur doit que ce qu'on ne peut refuser au sexe. Il est vray, que le Roy de France veut qu'on ait un respect particulier pour les femmes de ses Ambassadeurs, & qu'on les considere comme Ambassadrices, c'est à dire, qu'on leur fasse des honneurs extraordinaires : mais comme ils ne sont pas réglés, je differeray d'en parler jusques à ce qu'on ait fait un nouveau Ceremonial pour elles. Ce-
pendant

pendant je diray , qu'à Munster & à Osnabrug *les femmes* des *Ambassadeurs* & des *Ministres* du second ordre , *observoient* dans leurs visites *le mesme rang* & les mesmes regles , que les maris prenoient & observoient entre eux. C'est pourquoy lors que *la Comtesse de Sanazzare* , dont le mary avoit succédé au Comte Nerli, en la qualité de Plenipotentiaire de Mantouë, voulut rendre visite à Madame Servien, après avoir visité Madame le Brun , elle ne fut point admise.

SECTION XXI.

De la Premiere Visite.

Monsieur de Foix, Archevesque de Tolouse, & Ambassadeur de France à Rome, en escrivant au Roy Henry III, son Maistre, du 15 May 1581, dit, que dés qu'il eust appris, que le Comte d'Olivares, Ambassadeur d'Espagne, estoit arrivé, il luy *avoit fait faire civilité par un Secetaire*, & qu'il luy avoit fait dire, qu'il iroit luy mesme le voir, dés que le Comte auroit eu sa premiere audience du Pape : *comme requiert la coustume*, dit il, *entre les Ambassadeurs des Rois : sçavoir que le dernier venu est visité le premier*. C'est une regle generale, qui ne reçoit point d'exception ; sinon à Rome, où les Ambassadeurs de l'Empereur, de France & d'Espagne ne rendent ce devoir qu'à ceux des Testes Couronnées ; c'est pourquoy M. de Foix dit que c'est *la coustume entre les Ambassadeurs des Rois*. Il dit, qu'il avoit fait faire compliment à l'Ambassadeur d'Espagne par un Secetaire. C'est une civilité, qui doit preceder celle de la visite, parce qu'elle est aussy essentielle. Elle sert ou à répondre au compliment que le dernier venu

a fait faire, pour remercier les Ambassadeurs, qui ont envoyé leurs carosses audevant de luy, ou pour les advertir qu'il est arrivé. Le nouveau venu y répond dès le lendemain, en la mesme maniere, & dans le mesme ordre qu'il l'a receu. *Le Comte d'Avaux* estant arrivé à Munster, envoya dès le lendemain complimenter *le Comte de Nassau, Saavedra & Zapata*, Plenipotentiaires de l'Empereur & d'Espagne, par des gentilshommes, & *le Brun* & *l'Ambassadeur de Venise* par un de ses Secretaires. Il croyoit devoir faire cette distinction; tant parce que le Brun n'estoit que le troisième Plenipotentiaire, que parce qu'il n'estoit pas de la qualité des deux autres, & pour celuy de Venise, il vouloit bien faire quelque chose de moins pour la Republique que pour les Couronnes.

De Fresne-Canaye, Ambassadeur de France à Venise, avoit esté employé à des Ambassades en Allemagne & en Angleterre, où il devoit avoir appris le Ceremonial, & neantmoins il voulut prendre avantage de la coustume de Rome, & refuser la premiere visite à l'*Abbé de Provane*, „ *Ambassadeur de Savoye*. Il escrit à M. de Villeroy du 12 „ Juillet 1605, que l'Abbé, au lieu de prevenir les visites, „ comme son predecesseur avoit fait, s'attendoit à la pre- „ miere, & vouloit qu'on satisfist à la coustume. Que l'Am- „ bassadeur d'Espagne l'avoit fait ; mais que luy de Fresne „ ne suivroit pas cet exemple, qu'on ne luy eust envoyé „ ordre pour cela ; parce qu'il sçavoit ce qui se partiquoit „ à Rome. Si on s'en remettoit à luy, il feroit la premiere „ visite sans grand train & sans bruit. Qu'il feroit bien aise „ d'en estre éclaircy, parce qu'il sçait, que le Duc de Savoye „ se faisoit informer particulièrement de tout ce qui se fai- „ soit en cette sorte de ceremonies. Le mesme de Fresne, „ qui faisoit le difficile avec l'Ambassadeur de Savoye, n'avoit „ esté que trop facile au démeslé qu'il eut sur une semblable „ rencontre avec le Nonce.

Antoine Marie Gratian, Evêque d'Amelia, celui qui a écrit la vie du Cardinal de Commendon, étant Nonce à Venise sous le Pontificat de Clement VIII, de *Maiffes-Hurault*, qui y avoit esté Ambassadeur de France, fit un voyage à la Cour, & retourna à Venise après l'absolution de Henry IV, & comme le dernier venu il prétendit, que le Nonce luy rendist la première visite. Le Nonce dit, que c'estoit une même personne & une même Ambassade. En ce temps là le Nonce, qui avoit esté en plusieurs Ambassades, à la suite de Commendon, & qui sçavoit ce qui se faisoit en toutes les autres Cours, ne contesta point le Droit, mais il n'estoit point d'accord du fait, & disoit que de Maiffes n'estoit pas le dernier venu. Et de fait, à voir la lettre de Dossat du dernier Fevrier 1596, il faut croire, qu'on l'entendoit ainsi à la Cour, & que l'on donna ordre à de Maiffes de rendre la première visite à l'Evêque d'Amelia, comme au dernier venu. Quoy qu'on voulust faire croire au Pape, que ce fut par complaisance. Mais l'Evêque de Malfetta, Nonce à Venise, refusa en l'an 1601 de rendre la première visite à l'Ambassadeur d'Espagne, qui de son côté ne voulut point voir le Nonce. Sur les plaintes, que les Espagnols en firent à Rome, le Cardinal Aldobrandin, neveu du Pape, s'en voulut informer du Nonce, qui luy écrivit, qu'il estoit vray, qu'autrefois les Nonces faisoient comme les autres Ambassadeurs, & rendoient la première visite aux derniers venus. Mais que depuis quelque temps ils estoient en possession à Venise de se faire rendre la première visite par les derniers venus. Que *Don Diegue de Mendosse*, qui y estoit arrivé depuis l'Evêque d'Amelia, l'avoit fait, sur ce que le *Duc de Sesse*, qui estoit Ambassadeur d'Espagne à Rome, luy avoit écrit, qu'il ne devoit point faire de difficulté de faire cet honneur au Nonce ; parce qu'on n'en pouvoit pas trop faire à celui qui représente le Pere com-

mun de tous les Catholiques Rom. Le Cardinal Aldobrandin, pour justifier le procedé du Nonce, dît qu'il avoit trouvé, après une exacte recherche, que le Nonce en uſoit de la meſme maniere à Madrid. Qu'il ne ſçavoit pas ce qui ſe faiſoit ailleurs, & qu'il vouloit bien croire meſmes, que ceux de Vienne & de Paris ſuivoient l'exemple des autres Ambaſſadeurs; mais puis que celuy de Veniſe eſtoit en poſſeſſion, il eſtoit d'avis qu'il ſ'y maintinſt. On l'entendoit autrement en France. Lors que le *Préſident de Villiers*, Successeur de M. de Maiſſe, arriva à Veniſe, il n'y avoit point de Nonce; de ſorte que le Préſident ne fit point de difficulté de viſiter le premier celuy qui eſtoit arrivé après luy. De *Frefne-Canaye* ſucceda à Villiers, & le Roy Henry IV, prevoiant que ſon Ambaſſadeur pourroit avoir à démeſler ſur ce ſujet avec le Nonce, luy ordonna bien expreſſément, de ne point viſiter le Nonce, qu'il trouveroit à Veniſe, qu'il n'en euſt reçu la premiere viſite. Les ordres, que le Nonce avoit n'eſtoient pas moins precis; & les deux Miniſtres avoient envie de ſe voir; c'eſt pourquoy il ſe fit pluſieurs propositions pour cela, & enfin de Frefne agréa celle que le Nonce fit de viſiter l'Ambaſſadrice. De Frefne diſoit, que ſon appartement eſtoit ſi proche de celuy de ſa femme, qu'il ne la pouvoit voir, qu'il ne le viſt auſſy. Cela s'exécuta en la maniere ſuivante. Le Nonce alla voir l'Ambaſſadrice, & l'Ambaſſadeur, qui eſtoit au logis, fit les honneurs de la maiſon, en recevant & en conduiſant le Nonce; faiſant cependant courir le bruit que le Nonce luy avoit rendu la premiere viſite. Le Nonce diſoit au contraire, qu'il avoit viſité l'Ambaſſadrice, & pour preuve de cela, qu'il y avoit eſté en ſon habit ordinaire; au lieu que s'il euſt rendu une premiere viſite à l'Ambaſſadeur, il y auroit eſté en habit decent, avec le roquet & le camail. L'Ambaſſadeur ne laiſſa pas d'aller voir le Nonce. Il dît que ce fut en

man-

manteau, & avec peu de suite; mais comme chez le Nonce il ne pouvoit visiter que le Nonce mesme, le Nonce le prit pour une visite formelle, comme elle l'estoit en effet, & rendit après cela la visite à l'Ambassadeur dans les formes, avec le roquet & le Camail. Ceux qui ont fait imprimer les lettres de M. de Fresne, ne nous ont pas laissé l'Idée d'un grand genie. Et certes il fit en cette rencontre une faute, qui ne se pouvoit pardonner. Il ne devoit point voir le Nonce, que celuicy ne luy eust rendu une visite publique & solennelle, afin que tout Venise vist l'honneur qu'il faisoit à l'Ambassadeur du Roy de France, quand mesme le Nonce n'auroit pas fait courir le bruit; qu'il n'avoit visité que l'Ambassadrice, & que si son intention eust esté de rendre visite à l'Ambassadeur, il l'auroit fait dans les formes. Le Nonce fit faire la mesme proposition à l'Ambassadeur d'Espagne; mais celuicy luy fit dire, qu'il falloit necessairement passer par son appartement, pour entrer en celuy de sa femme. Je ne sçais en vertu dequoy les Nonces peuvent pretendre la premiere visite des derniers venus: veu qu'ils ne sont en effet qu'Ambassadeurs du premier Prince de la Chrestienté, qui à l'égard du temporel n'a point d'avantage du tout sur les autres Souverains, & si les Ministres de ceuxcy cedent la premiere place au Nonce, c'est parce que le Pape est leur Pere spirituel: mais ils n'entendent pas luy ceder une prerogative, qui marque la moindre superiorité, ou qui puisse faire le moindre prejudice à leur Souveraineté. Autrefois on appelloit les Nonces Ambassadeurs. Il n'y a gueres plus que cent ans qu'on parle de Nonces, si on veut croire Henry-Estienne, M. de Brant-holme & le mesme Evesque d'Amelia, dont je parle dans cet article: bien que je me souviene avoir trouvé la mesme qualité dans quelques unes des lettres, que le Connestable de Montmorancy escrivoit du regne de François I. en l'an 1538 ou 39.

Desira-

Destrades arriva à la Haye vers la fin de l'année 1662, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, au sortir d'un semblable employ qu'il avoit eu en Angleterre. *Don Estevan de Gamarra*, Ambassadeur d'Espagne, estoit allé faire un voyage à Bruxelles en ce temps là, & en estant revenu au bout de deux ou de trois mois, il pretendit que *Destrades* luy rendist la premiere visite, comme au dernier venu. Un amy commun representa, à la priere de *M. Destrades*, à *Don Estevan*, qu'il falloit qu'il considerast, qu'il y avoit plusieurs années qu'il residoit à la Haye. Que tous les ans il faisoit le voyage de Bruxelles, pour ses affaires ou pour son divertissement. Que l'on ne pouvoit pas mesmes dire, qu'il avoit esté absent, puis qu'une partie de sa famille estoit demeurée à la Haye, & que sa Maison y avoit esté ouverte & respectée, comme s'il y eust esté present. Qu'en partant il n'avoit pas pris son audience de congé, & qu'en revenant il n'avoit point apporté de nouvelles lettres de creance. *Don Estevan*, qui estoit un fort bon homme, & c'estoit le tout; fort capable de faire grand' chere à ses amis, mais estant d'ailleurs un Ministre assés mediocre, ne laissa pas de s'opiniastrer, & de dire, que si *Destrades* s'attendoit à la premiere visite, il ne la verroit pas plustost que le jour du jugement. *Destrades* en rendit compte au Roy, son Maître, qui ordonna à l'Ambassadeur, qui estoit de sa part à Madrid, de declarer à cette Cour là, que si *Don Estevan* ne faisoit les choses dans l'ordre, sa Majesté seroit obligée de s'en ressentir. Le Roy d'Espagne commanda à son Ambassadeur de ne faire plus le difficile sur une ceremonie, qui estoit reglée entre les Ambassadeurs. De sorte que *Don Estevan*, voyant qu'il n'y avoit plus moyen de s'en dedire, & ne faisant pas semblant pourtant d'avoir reçu ordre de suivre la coustume, en voulut faire une galanterie, & envoya dire à *Destrades*, que s'il l'avoit agreable,

il

il iroit dîner avec luy. *Destrades*, qui sçait son mestier aussy bien qu'homme du Monde, répondit, qu'il jugeoit, qu'il y auroit quelque chose de bien irregulier, si après une si grande froideur, que *Don Estevan* avoit bien voulu rendre publique, ils passoient tout à coup à une si grande familiarité. Que *Don Estevan* en useroit ainsy qu'il luy plairoit, après qu'il luy auroit rendu la premiere visite dans les formes. Il fallut que *Don Estevan*, qui avoit fait le fier, jusques à offenser ceux qui luy avoient conseillé de faire cette démarche de bonne grace, la fît de force, & qu'il donnast à *Destrades* un avantage, bien plus grand que celuy que *Vatteville* avoit voulu prendre sur luy à Londres. *Don Estevan* croyoit profiter de la faute, que le predecesseur de M. *Destrades* avoit faite, qui luy avoit rendu la premiere visite après la paix des Pirenées; quoy que *Don Estevan* fust son ancien de plus de deux ans. Il avoit aussy fait le voyage de Bruxelles en ce temps là, & à son retour il se fit faire cette civilité par l'Ambassadeur de France. *Destrades* l'entendoit autrement, & avoit raison. Lors que l'Ambassade est composée de plusieurs Ambassadeurs, il les faut visiter tous sans interruption, ainsy qu'il sera dit cyaprès en la Section 26.

Cette regle ne recevant point d'exception, d'Ambassadeur à Ambassadeur, sinon à Rome, comme je viens de dire, il faut croire, ou qu'elle n'estoit pas bien establie il y a six ou sept vingts ans, ou que le *Seigneur de Grignan*, Ambassadeur de France à Rome sous le regne de François I, ne sçeuft pas bien son mestier. Il n'estoit entré dans cet employ que par le credit du Cardinal de Tournon, dont il avoit épousé la nièce, & le peu de lettres que l'on a de sa façon, font bien connoistre, que ce n'estoit pas son fort que la negociation. En escrivant au Connestable de Montmorancy, Premier Ministre de France, du 9 Novembre

1538, il dit. *Que son intention avoit esté de rendre la premiere visite à l'Ambassadeur de l'Empereur*, dès qu'il auroit pris audience du Pape, mais qu'il en avoit esté prevenu. Que cet Ambassadeur luy avoit fait demander l'heure pour la visite dès le lendemain de sa premiere audience. Que luy Grignan s'en estoit défendu, & que pour empescher le Ministre de l'Empereur de le prevenir, il luy avoit fait dire, que des affaires importantes l'obligeant à fortir presentement il le prioit de l'excuser, s'il ne le pouvoit pas attendre. Qu'au mesme temps il avoit fait mettre les chevaux au carosse; mais que devant que de pouvoir sortir de la Cour, il y avoit veu entrer celuy de l'Ambassadeur de l'Empereur. Il y adjouste, que *tout Rome admira cette civilité, & en parloit comme d'une chose qui ne s'estoit jamais faite*. Pour moy j'admire M. de Grignan, qui estant Ambassadeur à Rome, pouvoit croire, que le Ministre de Charles V fist à celuy de François I. une civilité de cette nature, s'il n'y estoit obligé par une loy indispensable. Je n'oserois dire avec De Fresne Canaye, qu'elle fait partie du *Droit des Gens*, mais je croy, que cette coustume est si ancienne, que Grignan ne le devant pas ignorer, non plus que l'avantage qu'il acqueroit au Roy, son Maistre, si l'Ambassadeur de l'Empereur luy faisoit une civilité qu'il ne luy devoit point.

Je viens de dire que la regle du dernier venu a tousjours lieu entre les Ambassadeurs : en quoy je comprends aussi les Nonces, qui la doivent observer aussi bien que les autres. Le *Duc de Crequy*, pere de celuy qui eut le grand démestlé avec les Ghisi, estant allé à Venise en l'an 1634, au sortir de son Ambassade de Rome, le *Nonce le visita le premier*, le mesme jour qu'il eut son audience dans le Senat. Celuy de Madrid en fit autant à l'égard du *Duc du Mayenne* en l'an 1612, & il est certain, qu'à Paris & ailleurs les Nonces suivent l'exemple des autres Ambassadeurs. Mais la regle a ses excep-

exceptions à l'égard de quelques autres personnes. *Les Cardinaux se font rendre la premiere visite*, & il y a eu des neveux de Papes, qui ont pretendu cet honneur, & qui se l'ont fait rendre, encore qu'ils ne fussent point Cardinaux. Le *Duc de Crequy*, Ambassadeur Extraordinaire de France à Rome, ne le voulut pas faire, & ce refus fut une des causes, & peutestre la plus forte, du démeslé qu'il eut avec les *Ghisi*. Les Ambassadeurs d'obedience le portent fort haut, & *M. de Crequy*, un des fiers Seigneurs du Roiaume, jugeoit qu'il falloit distinguer ceux que la pourpre distinguoit. Cet Ambassadeur de France, qui cedant la main à l'un des neveux du Pape Paul III, en consideration du mariage, que celuicy esperoit contracter avec une fille naturelle du Roy, fit bien connoistre, que ce ne fut que pour cette seule raison qu'il ne prit pas le mesme avantage sur l'un qu'il avoit pris sur l'autre. Neantmoins *M. de Foix*, Ambassadeur de France à Rome, dit dans une de ses lettres, qu'incontinent après sa premiere audiance il alla voir le Cardinal Guastavilain & le *Seigneur Giacomo Boncompagno*, fils naturel de *Gregoire XIII*, quoy que le dernier ne fust point d'Eglise. Il semble qu'on peut dire, que l'Ambassadeur ne doit point la premiere visite à celuy à qui il n'est pas obligé de ceder en lieu tiers, & ainsy que le *Duc de Crequy* ne la devoit point à *Don Sigismond Ghisy*, non plus qu'aux autres parents d'*Alexandre VII*. A plus forte raison ne la doivent ils point à ceux, sur qui ils prennent la main & le pas, en quelque lieu qu'ils se rencontrent. C'est pourquoy *Fontenay Marüeil* ne rendit point la premiere visite au *Duc de Guise* à Rome, ny *Destrades* au Prince de Tarente à la Haye. Le Roy, en escrivant au mois d'Aoust 1662 à la Reine Christine, au sujet de l'action des Corfes, dit, que le *Duc de Crequy* avoit differé quelque temps de visiter les parents seculiers du Pape, parce que ceux qui l'avoient

precedé en cet employ en avoient usé differemment ; mais qu'il les avoit enfin visités les premiers, en suite de l'ordre qu'il luy avoit envoyé.

Destrades faisoit difficulté de rendre la premiere visité aux Seigneurs de la Maison de Nassau, qui depuis quelque temps avoient esté declarés Princes par l'Empereur, & ne le fit point sans ordre exprés. Autrefois on n'estoit pas difficile sur ce sujet. Le President Jeannin, Ambassadeur Extraordinaire de France en Hollande, en escrivant au Roy du 19 Juin 1607, dit, que le Comte *Guillaume de Nassau*, Gouverneur de Frise, en arrivant à la Haye l'estoit venu voir, *avant qu'il eust le loisir de le prevenir*. Ce qui marque l'intention, que Jeannin & ses Collegues avoient de rendre la premiere visite au Comte. Ceux qui pourroient croire, que Jeannin y péchoit contre les regles, ne connoissent pas bien ce Ministre, & se pourront détromper par l'exemple suivant. Il escrit dans une de ses lettres, qu'on avoit advis, que l'Archiduc alloit envoyer à la Haye le Grand audiancier *Verreiken*, un des principaux Ministres de sa Cour, qui avoit desja esté Ambassadeur à Vervins & en Angleterre; mais que les Ambassadeurs du Roy ne le verroient point, s'il ne leur rendoit la premiere visite. Qu'ils sçavoient bien, *qu'ils la luy devoient comme au dernier venu*, & comme à l'Ambassadeur d'un Prince, amy de leur maistre : mais qu'il venoit de la part d'un Prince, qui estoit ennemy de l'Estat, où ils negotioient. Qu'ils jugeoient, qu'ils ne devoient point donner d'ombrage aux Estats, & qu'avec cela il y avoit une *si grande difference entre la dignité du Roy & celle de l'Archiduc*, qu'ils croioient se pouvoir dispenser de cette civilité. Ils ne virent point *Verreiken*, mais ce ne fut que parce qu'il n'avoit pas le caractere d'Ambassadeur. Les autres raisons pouvoient excuser en quelque façon, mais elles ne pouvoient pas justifier l'incivilité

vilité des Ambassadeurs de France. Auffy se raviferent ils depuis, & *Ruffy-La Place*, Ambassadeur ordinaire, alla voir *Verreiken*, dès que celuicy eust pris son audience. Les deux Extraordinaires ne le virent point, parce qu'ils apprehendoient, qu'il ne repondist point à leur civilité, après avoir fait courir le bruit, qu'il ne verroit personne. *Verreiken* ne laissa pas de faire connoistre à *Ruffy*, qu'il s'estoit auffy attendu à la visite du President.

Les *Ambassadeurs des Couronnes* n'ont jamais eu de contestation sur ce sujet avec les *Princes d'Orange*, & n'ont point fait de difficulté de leur rendre la premiere visite. Le President *Jeannin* dit dans sa lettre du 29 May de la mesme année 1607, que le Prince *Maurice* fut audevant d'eux jusques à une demylieüe de la Haye. Mais c'est ce qui ne fait point de consequence; tant parce qu'en ce temps là le Prince *Maurice*, n'estant que le puisné du Prince *Philippe*, qui estoit Souverain de la principauté d'*Orange*, ne pouvoit pas avoir competence avec l'Ambassadeur de France, puis qu'il alloit mesmes audevant de luy de la part des Estats, que parce que depuis quelques années, & principalement depuis que le Roy veut, que ses Ambassadeurs donnent le tiltre d'Altesse au Prince, ils ne luy peuvent plus refuser cet honneur. Je ne parle point des Princes du Sang, qui se font rendre la premiere visite, mais du Chancelier en France, & de l'Archevesque de *Toledo* en Espagne, qui reçoivent les mesmes honneurs, bien qu'ils ne soyent pas plus considerables chez eux, que le Prince d'*Orange* l'est dans les Provinces Unies, où il est la premiere & la plus autorisée personne de l'Estat. Il y a mesmes des Cours, où il y a des Premiers Ministres, à qui l'Ambassadeur est obligé de rendre la premiere visite, & qui neantmoins ne voyent jamais l'Ambassadeur chez luy, si ce n'est qu'ils ayent quelque consideration particuliere pour sa personne, ou qu'ils

y foyent conviés par quelque occasion extraordinaire. *L'Archevesque de Toledé & le Chancelier de France*, qui ne visitent point les Ambassadeurs, virent pourtant ceux qui en l'an 1612 furent envoyés pour le double mariage en France & en Espagne. Depuis cinquante ans & plus qu'il n'y a point de Connestable en France, le Chancelier y est la premier officier de la Couronne, aussy bien qu'en Angleterre.

De *Fresne Canaye* ne fit scrupule à l'égard de l'Ambassadeur de Savoye, que parce qu'il ne le croyoit pas fort affectionné à la France, & s'en expliqua bien, lors qu'il ne fit point de difficulté en l'an 1606 de faire cet honneur au Marquis Guicciardin, *Ambassadeur du Granduc de Toscane*. On n'en fut point satisfait à la Cour, parce qu'il l'avoit refusé à celuy de Savoye, & tout ce qu'il put dire pour son excuse, ce fut qu'il l'avoit fait, parce que le Granduc estoit oncle de la Reine : comme si les Rois & les Reines avoit des parents. L'Ambassadeur d'Espagne, qui estoit en ce temps là Venise, dit sur ce sujet à Fresne, qu'il estoit prest de rendre aussy la premiere visite à l'Ambassadeur de Toscane, si Fresne vouloit promettre, qu'il feroit le mesme honneur au premier Ambassadeur, qui y arriveroit de la part du Duc de Savoye. L'Ambassadeur de France luy repartit, qu'il feroit bien marry, que luy, Ambassadeur d'Espagne, fist violence à son inclination, pour faire honneur à l'Ambassadeur de Toscane, & pour luy qu'ils honnoreroit celuy de Savoye, selon qu'il le connoistroit bien ou mal affectionné à la France.

Lors qu'*Alexandre, Abbé della Scaglia, Ambassadeur Extraordinaire de Savoye*, arriva à Londres, en l'an 1627 de tous les autres Ambassadeurs il n'y eut que celuy des Provinces Unies, qui luy voulust rendre la premiere visite. Les deux Ambassadeurs de Dannemarc, Brahe & Thomafon,

fon, qui y estoient en ce temps là, s'en excuserent, ils disoient d'abord que l'indisposition de l'un, empeschoit l'autre de s'acquitter de cette civilité, & après cela ils dirent, qu'ayant desja pris leur audience de congé, ils ne pouvoient pas s'engager à des visites, qui seroient suivies d'autres embarras, qui les incommoderoient. Ce qui estoit une excuse fort legitime; parce qu'après l'audience de congé l'Ambassadeur ne doit plus paroître que pour faire les dernieres visites, & non pour en commencer de nouvelles.

Le Duc de Savoye estoit pere du beaufrere du Roy d'Angleterre, & l'Abbé y alloit faire des negociations contre la France; c'est pourquoy la Cour auroit esté bien aise qu'on luy eust fait honneur, & en fit parler avec chaleur aux Ambassadeurs de Dannemarc; mais ils dirent enfin qu'ils n'en feroient rien, parce que c'estoit une chose sans exemple, qu'un Ambassadeur de Roy eust rendu la premiere visite à l'Ambassadeur d'un Duc. Je croy en effet qu'en ce temps là on n'en avoit point veu d'exemple à Copenhague; mais on en avoit bien veu ailleurs, & il s'en trouve mesmes dans cette Section. Le Comte de Carlisle dit à ce propos, que lors qu'il avoit esté Ambassadeur à Paris en l'an 1624, il y avoit rendu la premiere visite à l'Ambassadeur de Savoye: & ce à l'exmple du Nonce & des autres Ambassadeurs.

On remonstra aux Ambassadeurs de Dannemarc, qu'au commencement de ce Siecle il y eut une assemblée de plusieurs Princes à Dusseldorp, pour les affaires de la succession de Juillers, où l'Ambassadeur de France estant arrivé le premier, refusa de rendre la premiere visite aux Deputés des Estats des Provinces Unies, qui y estoient arrivés après luy, jusques à ce que voyant que ceuxcy s'opiniastroient à s'absenter de l'assemblée, où on ne pouvoit rien faire sans eux, il leur fit enfin l'honneur de les visiter.

Mais

Mais il fut impossible de vaincre les Ambassadeurs Da-
nois, qui faisoient bien de s'en défendre; mais la raison,
dont ils se servoient ne valoit rien. L'Ambassadeur de Ve-
nise en fit autant, à l'exemple de M. de Blainville, qui a-
voit traité de la mesme maniere les Ambassadeurs de Sa-
voye & de Mantoue, qui arriverent à Londres pendant
qu'il y estoit Ambassadeur. Aujourdhuy que l'on est tres-
difficile en plusieurs autres choses, on ne l'est plus du tout
à l'égard des Princes d'Italie, dont les Ambassadeurs sont
visités les premiers dans toutes les Cours, où ils arrivent
les derniers: à la reserve de celle de Rome & de Vienne.

J'excepte encore de la regle generale les Ministres des
Cantons. Ils n'en ont point de caractérisés dans les Cours
des autres Princes, & lors qu'ils y envoient des Extraordi-
naires, on ne les traite pas en Ambassadeurs, à l'égard de
cette civilité non plus qu'à l'égard des autres. On n'a garde
de visiter les premiers de pretendus Ambassadeurs, que
tous les Ministres traittent d'inférieurs, & qui effective-
ment ne sont point Ambassadeurs; puis qu'ils ne se cou-
vrent point. Ils le voyent bien eux mesmes, & n'aspirent
point à des honneurs qu'ils ne connoissent point. Les Am-
bassadeurs, que les Grisons envoyerent à Venise en l'an
1603, furent regalés par tout l'Estat; mais le mesme jour
qu'ils eurent leur premiere audience, ils allerent rendre
leur devoir à l'Ambassadeur de France: & afin que l'on n'en
pust douter, ils y furent avec le tambour & avec le flageo-
let. Les *Plenipotentiaires de l'Electeur de Saxe* ont bien
voulu s'excepter eux mesmes de la regle generale. Au lieu
d'attendre la visite de tous les autres Ministres, en arrivant
à Osnabrug, ils *previnrent le Comte de Trautmanstorf*, Pre-
mier Plenipotentiaire de l'Empereur, à qui ils rendirent
la premiere visite; dont ceux de Suede prirent occasion de
se faire rendre les mesmes honneurs. Les mesmes Ministres
de

de Saxe estant depuis arrivés à Munster, voulurent changer de conduite, & se faire rendre la premiere visite par les Ambassadeurs des Couronnes. Pignerande le fit; mais les Ministres de France ne les virent point, & pretendoient qu'on leur devoit pour le moins ce qu'on avoit fait pour les Plenipotentiaires de Suede.

L'Ambassadeur qui pretend cet honneur, doit faire advertir les Ministres qui le luy doivent, qu'il est arrivé, ou qu'il va arriver, afin qu'ils luy fassent faire compliment par un gentilhomme. L'Ambassadeur, qui envoye faire civilité au dernier venu, devant que d'en avoir reçu de sa part, péche contre les formes. En l'an 1653 il se fit une deuxième assemblée à Lubec pour les interets de la Pologne & de la Suede. Dès que Chanut, qui y devoit faire l'office de Mediateur de la part de la France, y fut arrivé, Shering Rosenhan, premier Plenipotentiaire de Suede, luy fit demander heure pour la visite qu'il luy vouloit rendre, dans le dessein de prevenir les Polonois. Chanut, qui prenetroit son intention, luy fit dire, qu'il recevoit son compliment comme une civilité particuliere, mais que luy ny sa Maison n'estoient pas encore en estat de recevoir des visites de ceremonie: comme aussy *qu'il n'en attendoit point de luy, qu'après qu'il l'auroit fait advertir qu'il estoit arrivé; parce que c'est un devoir qui devoit preceder.* C'est ce que sçavoient bien les Ambassadeurs des Provinces Unies, qui devoient intervenir à la mesme negotiation, comme Mediateurs avec Chanut, mais ils ne laisserent pas d'y commettre deux fautes bien grossieres. La premiere fut, qu'ils ne firent advertir qu'ils estoient arrivés, si non l'Ambassadeur de France & les Chefs des deux Ambassades de Pologne & de Suede: & l'autre fut, qu'ils accompagnerent leur civilité mal reglée d'un tresmeschant compliment. Ils reparerent la premiere, après que Chanut eust pris la liberté de leur remonstrer,

qu'il falloit auffy advertir les autres Ambassadeurs ; mais ils ne rectifierent point l'autre. En faisant advertir les Ambassadeurs qu'ils estoient arrivés, ils y firent adjouster, que de trois ou quatre jours ils ne feroient pas en estat de recevoir des visites. Il sembloit, qu'ils voulussent faire souvenir ces Messieurs de leur devoir, ou leur apprendre leur mestier, en leur faisant dire ce qu'ils devoient faire. En faisant parler à des gens, qui sçavoient ce qu'ils avoient à faire, ils leur devoient faire dire, que dés qu'ils se feroient un peu reconnus, & remis des fatigues de leur voyage, ils ne manqueroient pas de les visiter. Leur compliment sentoit le terroir. Il ne faut jamais faire civilité à demy, ny la corrompre par des rusticités & grossieretés indignes d'un homme qui ne sçait pas vivre. Le dernier venu, en faisant advertir les autres Ambassadeurs, y doit observer l'ordre, dans lequel il pretend se faire visiter : c'est pourquoy il faut qu'il y soit extrêmement punctuel ; parce qu'estant obligé de rendre les visites dans le mesme ordre qu'il les a receües, il peut en cela favoriser les uns plus que les autres.

L'Evesque de Gurc, Premier Plenipotentiaire de l'Empereur au Congrès de Nimegue, après y avoir demeuré quelque temps incognito, commença à paroistre à l'entrée du mois de Septembre 1677, & fit sçavoir aux autres Ministres qu'il estoit arrivé. Les Ambassadeurs d'Espagne furent les premiers, mais en mesme temps il mit entre les mains du Nonce un escrit, où il disoit, qu'il les consideroit en cette rencontre comme des Ministres d'une mesme Maison avec l'Empereur, son Maistre, & que ce seroit sans consequence à l'égard des autres. Ceux d'Espagne le visiterent le premier jour. Le lendemain il en donna advis au Nonce, aux Mediateurs, aux Ambassadeurs des Couronnes, des Provinces Unies & de l'Electeur de Brandebourg, qui le visiterent tous le mesme jour : & le jour d'après il commença à rendre les visites. Les

Les Plenipotentiaires de l'Electeur de Treves estant arrivés auprès de Munster, ceux de France les firent prier de ne point recevoir la visite des Ambassadeurs d'Espagne devant la leur. Ceux de Treves répondirent, qu'ils ne pouvoient renvoyer personne; c'est pourquoy d'Avaux & Servien les visiterent, dès qu'ils sceurent que le Nonce & les Ambassadeurs de l'Empereur y avoient esté. Les mesmes Plenipotentiaires de Treves, en recevant la visite du Nonce, luy demanderent, comment ils avoient à se gouverner en cette sorte de ceremonies. Le Nonce leur dit, *qu'en visitant les premiers, ils estoient obligés d'avoir égard au rang de ceux qu'ils visitoyent; mais qu'en rendant la visite à ceux qui les avoient visités, il falloit observer l'ordre, dans lequel ils les avoient receües.* Ce qui est si vray, que c'est à cause de cela principalement qu'il y a de la presse à qui rendra le premier la visite au dernier venu. Les Ambassadeurs de Baviere, après avoir reçu la visite de tous les autres Ministres, visiterent le Nonce: après luy le Comte de Nassau, & en suite les Plenipotentiaires de France: premierement tous les deux chez M. d'Avaux, & au sortir de là M. Servien chez luy separemment; dont les Espagnols furent bien mortifiés. Il me semble, qu'après ce qui vient d'estre dit on comprendra facilement, que la regle du dernier venu ne doit pas estre appliquée au dernier arrivé de deux ou de trois Ambassadeurs, qui arrivent presque en mesme temps; en sorte que le dernier de ces deux ou trois doive estre visité devant que ceux, qui sont arrivés un jour ou deux devant luy, ayant esté visités. Au contraire lors que les Mediateurs rendirent la premiere visite à Pegnerande, qui estoit arrivé quelque temps après le Duc de Longueville, ils envoyerent dire au Duc, qu'ils ne pouvoient plus differer de visiter le Comte, *quoy qu'ils sceussent qu'ils luy devoient la premiere visite, comme au premier*

venu ; & qu'il n'avoit pas tenu à eux ; mais que le Duc n'avoit pas voulu admettre leurs gens , parce qu'ils ne luy donnoient point le tilre d'Altesse.

A l'entrée du Comte de Witgüestein, Plenipotentiaire de Brandebourg, il y eut un petit démêlé entre les Ministres de Suede & de l'Electeur de Mayence, qui fut cause que ceux de Suede visiterent le Comte devant que de voir l'autre. Le Comte Cratz, Plenipotentiaire de Mayence, en fit de grandes plaintes, comme si le Comte, en recevant la visite des Suedois, eust fait un dernier prejudice à l'Electeur de Mayence, qu'il disoit estre Doyen d'un College, où l'Electeur de Brandebourg n'occupoit que la septième place. Le Comte disoit, qu'il s'en estoit défendu, mais qu'il avoit esté enfin obligé de recevoir la visite ; parce que les Suedois, après avoir envoyé chez luy jusques à trois fois, luy avoient fait declarer, que s'il ne recevoit leur visite, ils n'admettroient point la sienne. Cratz ne laissa pas d'en faire une affaire au Comte de Witgüestein, que les Ministres des autres Electeurs eurent de la peine à regler. Cratz devoit s'en prendre au Suedois, qui estoient ceux qui renversoient l'ordre des visites, & non au Comte de Witgüestein, qui ne pouvoit pas renvoyer ceux qui demandoient à le voir, & qui n'estoit pas obligé de s'informer, si les Plenipotentiaires de Suede avoient veu celui de Mayence ou non. Dés que d'Avaux fut en estat de recevoir visite à Munster, le Comte de Nassau Hademar fut chez luy, & après luy les trois Plenipotentiaires d'Espagne firent leur visite, de compagnie, & la receurent de la même maniere ; s'estant pour cet effet rendu tous trois au logis de Saavedra.

On ne fait pas tousjours cette distinction entre les deux derniers venus : au contraire un Ambassadeur de France, qui seroit arrivé dans une Cour deux ou trois jours après

un

un Ambassadeur d'Espagne, ne laisseroit pas de pretendre la premiere visite, par la mesme raison, par la quelle à Rome il se fait rendre la premiere visite par un nouveau Cardinal, quand mesmes celui cy auroit esté visité le premier par l'Ambassadeur d'Espagne. La regle n'a lieu qu'entre le Ministre qui est desja dans la Cour, & celui qui y arrive après luy. C'est la coustume, que les Cardinaux & les Ambassadeurs des Testes Couronnées visitent les nouveaux Cardinaux incontinent après leur promotion. Les nouveaux Cardinaux rendent les visites, non dans le mesme ordre qu'ils les ont receües, mais après avoir visité le Doyen du College, ils voyent les autres Cardinaux, sans ordre, & selon que leurs palais se rencontrent en leur route. Pour les Ambassadeurs, les Cardinaux doivent la premiere visite à celui de l'Empereur, & la seconde à celui de France, quand mesmes l'Ambassadeur d'Espagne auroit prevenu l'un & l'autre.

Le Cardinal Savelli, Archevesque de Salerne, avoit eu le chapeau dans une mesme promotion avec l'Archevesque d'Aix, frere du Cardinal Mazzarin, le 7 d'Octobre 1647.

Le Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne, taschant de le faire declarer pour les interets de la Maison d'Autriche, à la quelle celle de Savelli est fort affectionnée, ne manqua pas de le visiter des premiers, & le Cardinal luy rendit la visite, immediatement après l'avoir rendüe aux Cardinaux. *Fontenay-Mariueil*, Ambassadeur de France, qui en avoit esté adverty, s'en ressentit d'une maniere, qu'on peut appeller cruelle. Dés qu'il vit les carosses du Cardinal arrestés dans sa Cour, pour en faire sortir le Maistre, il luy envoya dire par son Maistre de Chambre, que l'Ambassadeur ne le vouloit point voir. Le Cardinal, extrêmement surpris d'une si estrange rencontre, demanda pourquoy on luy faisoit un si sanglant affront. Le Maistre de Chambre de l'Ambassadeur luy dit, que

c'estoit parée que contre la coustume, & contre la dignité de la Couronne de France, il avoit rendu la premiere visite à l'Ambassadeur d'Espagne. Le Cardinal repartit, qu'il falloit l'en advertir, & ne pas permettre qu'il avançast jusques là, pour devenir la risée du monde : mais on luy dit, qu'il ne devoit se plaindre que de luy mesme ; parce qu'estant Romain, il devoit sçavoir la coustume de Rome, & *ce qui est deu à l'Ambassadeur de France*. L'Ambassadeur en parla en sa premiere audience au Pape, qui luy dit, qu'ayant appris le different que l'Ambassadeur avoit avec le Cardinal Savelli, il avoit voulu sçavoir sur ce sujet le sentiment des six les plus anciens Cardinaux, & qu'ils luy avoient déclaré tous d'une voix, que les nouveaux Cardinaux n'observoient point d'ordre en leurs visites, sinon à l'égard du Doyen. M. de Fontenay repliqua, qu'il sçavoit bien, que cela avoit lieu à l'égard des Cardinaux ; mais pour les Ambassadeurs, *que celui de France estoit en possession d'estre preferé à l'Ambassadeur d'Espagne*. Qu'en l'an 1641 le Cardinal Montalte l'avoit visité devant que de voir l'Ambassadeur du Roy Catholique, & que sans cela il ne l'auroit pas admis. Que ce qui avoit tousiours esté pratiqué à Rome, ne devoit estre ny changé ny alteré : du moins qu'il ne souffriroit point que cela se fist de son temps. Que luy mesme voulant obliger le Cardinal Bichi, qui avoit eu le chapeau à la nomination du Roy, son Maistre, & qui estoit Comptecteur de France, à ne point considerer les Ministres de Ferdinand III comme Ministres de l'Empereur, mais seulement comme Ministres du Roy d'Hongrie, parce qu'on ne le reconnoissoit en France qu'en cette derniere qualité, le Cardinal luy avoit répondu : qu'il estoit à Rome, & puis que le Pape reconnoissoit Ferdinand pour Empereur, luy comme Cardinal ne pouvoit pas se dispenser de reconnoistre ses Ministres.

Le Cardinal Savelli employa des amis communs, pour faire entendre à M. de Fontenay, qu'il avoit un dernier déplaisir de cette mesintelligence, & protesta, que ce n'avoit pas esté son intention d'offenser la France ny l'Ambassadeur; mais qu'il avoit suivy l'advis de quelques Prelats, qui luy avoient dit, qu'il falloit rendre les visites dans le mesme ordre, qu'il les avoit receües. Que le Maistre de Chambre de M. de Fontenay auroit bien pû en user, comme avoit fait autrefois celui du Marechal d'Estrée, qui avoit adverty le Duc Savelli, son pere, Ambassadeur de l'Empereur, que s'il voyoit le Duc d'Albuquerque, Ambassadeur d'Espagne, devant que de faire cette civilité à luy, il ne le pourroit pas admettre. Qu'il estimoit la personne de M. de Fontenay: qu'il avoit de la veneration pour son caractere, & qu'en toutes les façons il vouloit estre bien avec luy. Les Cardinaux, qui croyent pouvoir devenir un jour papables, ne veulent pas estre mal avec les Couronnes, qui leur peuvent faire donner l'exclusion. Le *Cardinal Savelli*, qui sçavoit comment le Marechal d'Estrée avoit traité le Duc son pere, ne devoit pas ignorer la conduite, qu'il devoit tenir avec M. de Fontenay.

Le Comte de Guldeleeu, qui estoit *Ambassadeur Extraordinaire de Dannemarc* à Londres en l'an 1669, ayant sceu que *Jacob Boreel* y estoit arrivé de la part des Estats des Provinces Unies, comme Ambassadeur ordinaire, luy fit faire compliment par un Secretaire, & demander en mesme temps, quand sa commodité luy permettroit de recevoir sa visite, & *Boreel* luy marqua les trois heures après midy du lendemain. Le mesme jour *M. Colbert*, *Ambassadeur de France*, fit faire la mesme civilité à *Boreel*, qui luy fit dire, qu'il ne luy pouvoit donner que l'heure de quatre, après avoir donné celle de trois à l'Ambassadeur de Dannemarc. *Colbert*, voulant profiter de cette réponse, afin de
se

se faire rendre la premiere visite par *Boreel*, s'il prevenoit l'Ambassadeur de Dannemarc, prit si bien ses mesures, qu'il eut achevé sa visite, devant que celuicy eust commencé la sienne. Mais *Guldeleeu* ayant sceu que *Colbert* y avoit esté devant luy, & ne pouvant douter, que ce ne fust à dessein de se faire rendre la premiere visite par preference, envoya dire à *Boreel*; que *comme il avoit esté le premier, qui luy eust fait faire civilité, & qu'il avoit esté punctuel à se rendre à son hostel à l'heure qu'il luy avoit donnée, il pretendoit aussy la primauté, & esperoit qu'on luy rendroit la pareille, & la premiere visite, à l'exclusion de tous les autres. Qu'il sçavoit, que Boreel estoit si prudent, qu'il n'entreprendroit pas de regler le rang entre les Couronnes; mais que s'il manquoit à l'ordre, il ne manqueroit pas d'en témoigner son ressentiment; non seulement comme Ambassadeur, mais aussy comme Cavalier.* *Boreel* répondit, que ce n'estoit pas sa faute : qu'il avoit assigné la visite de M. *Colbert* après l'heure qu'il avoit donné à *Guldeleeu*, & que l'autre ayant anticipé l'heure il n'avoit pû le chasser. Il ne laissa pas de s'en trouver tellement embarrassé, que ne sçachant quel party prendre, il n'osoit rendre visite ny à l'un ny à l'autre; jusqu'à ce que le Roy, considerant que ce petit démêlé pourroit faire une affaire aux trois Ambassadeurs, s'advisa d'un moyen de l'accommoder, en sorte qu'il n'eust point de suite. Il fit prier l'Ambassadeur de Dannemarc de prendre quelques jours de divertissement avec luy à Windsor: dont on fit advertir *Boreel*, qui se rendit à la porte de *Guldeleeu* à l'heure mesme qu'il devoit monter à cheval, pour aller trouver le Roy. *L'Ambassadeur Danois* surpris de cette rencontre, ou le voulant bien estre, se fit excuser sur la necessité où il se trouvoit de suivre le Roy, qui l'attendoit, & fit dire à *Boreel*, qu'il estoit satisfait de la visite, comme s'il l'avoit effectivement receüe, & qu'à son retour il

ne manqueroit pas de l'en remercier. Je ne sçais, si Dossât & Jeannin en auroient usé comme Colbert & Guldeleeu. Ces Barbons auroient craint de faire une affaire à leur Maître pour rien, & eussent mieux aimé éviter le démeslé, que d'en sortir aussy cavalierement que ceuxcy firent. Boreel, en rendant les visites dans l'ordre qu'il les avoit receües, ne faisoit point de tort à l'Ambassadeur ny au Roy de France, & Colbert n'acqueroit point d'avantage du tout, en faisant une supercherie à l'Ambassadeur de Dannemarc. Les Plenipotentiaires de France firent bien dire à ceux de l'Empereur, que s'ils voyoient le Comte de Pegnarande, devant que de visiter le Duc de Longueville, il n'y auroit plus de commerce de visites entre eux; mais les autres ne laisserent pas de suivre l'exemple des Mediateurs, & de visiter le Comte. Ils firent dire aux Ministres de France, qu'ils ne pouvoient pas s'en dédire après avoir fait demander audience, & que ce seroit sans prejudice des Ambassadeurs de France.

Le *Comte de Sïartzembourg*, Ambassadeur de l'Empereur en Angleterre, estant arrivé à Londres en l'an 1622, l'Ambassadeur de France luy fit faire les civilités ordinaires, & trois jours après il le visita: ne doutant point que le Comte ne luy rendist la premiere visite par preference aux autres Ambassadeurs. Mais le Comte fit cet honneur à l'Ambassadeur d'Espagne; tant parce que celuicy avoit prevenu l'Ambassadeur de France, que parce que dans l'ordre qui s'observe à Vienne, l'Ambassadeur d'Espagne est preferé à tous les autres Ambassadeurs. Neantmoins celui de France s'en trouva tellement offensé, que lors que le Comte envoya demander, s'il le pourroit voir au sortir de son dîner, il luy fit dire, que le temps ayant esté fort mauvais pendant quelques jours, & s'estant mis au beau, il vouloit profiter de la belle journée, & aller se promener à la campagne. Il

avoit tort; parce que les visites se rendent dans l'ordre qu'on les reçoit, & l'Ambassadeur d'Espagne avoit visité le Comte devant que celui de France le vîst. C'est une civilité, que l'on doit, & la dignité du Maître n'y est point intéressée.

L'Ambassadeur est obligé de s'accommoder aux regles qui ont esté establies pour cela, & n'y peut manquer, sans déconcerter l'harmonie, sans laquelle il n'y peut point avoir de conversation entre les Ministres Publics. Mais d'autant que la dignité du Maître n'a pas tousiours part à ces civilités, particulièrement lors qu'il n'y a point de compétence, l'Ambassadeur peut quelquefois se dispenser de ces punctualités: & il le doit faire, si elles sont trop incommodés, ou si en s'en dispensant il peut acquérir quelque avantage à son Prince. Le *Comte de Lamberg*, Plenipotentiaire de l'Empereur, estant arrivé à Munster, *Oxenstirn* offrit de luy rendre la premiere visite, comme au dernier venu; mais devant qu'il la luy rendist en effet, *Salvius* arriva aussy à Munster, & comme le dernier venu, il pretendoit la premiere visite du Comte. Celuicy ne sçachant comment sortir de l'embaras, afin de n'offenser ny l'un ny l'autre, les prevint, & les alla voir tous deux devant qu'*Oxenstirn* l'eust visité. Le *Comte de Lamberg* en usa en galanthomme; mais il voulut trouver de la difficulté là où il n'y en avoit point du tout. Il n'avoit qu'à attendre *Oxenstirn*, & à luy rendre sa visite, sans aucune consideration de *Salvius*, qui n'avoit pas sujet de se plaindre de la preference qu'on donnoit à son Collegue, parce que c'estoit une obligation, où le Comte estoit entré en recevant la visite d'*Oxenstirn*, & il satisfaisoit *Salvius*, en le visitant devant que de recevoir sa visite. La regle du dernier venu ne fixe pas le temps, dans lequel la visite se doit faire, & n'a lieu qu'entre deux Ambassadeurs, dont l'un est sur le lieu devant que l'autre y arrive.

Chanut

Chanut estoit fort punctuel, & les *Ministres de Suede* ont tousjours esté fort difficiles, & tressensibles au fait des Civilités, & neantmoins ils eurent une rencontre affés delicate à l'assemblée qui se fit à Lubec en l'an 1651. *Chanut* y trouva quatre Ambassadeurs Polonois, & *Salvius* y estoit seul pour la Couronne de Suede. Les premiers, qui vouloient faire leur visite avec de grandes ceremonies, prirent tant de mesures, que *Salvius* les prevint, & *rendit sa visite à Chanut*, devant que les autres fussent prests. Il pretendit après cela, que *Chanut* luy rendist la premiere visite par preference; mais l'autre n'y voulut point consentir; parce que les Polonois y avoient envoyé les premiers.

Les Ambassadeurs doivent aussy la premiere visite aux *Princes* qui arrivent après eux, pourveu que les *Princes* ne soyent point sujets du Maistre de l'Ambassadeur. J'en ay touché un mot cydessus, & y adjousteray seulement, que les trois Ambassadeurs de France, le Duc d'Engoulesme, le Comte de Bethune & l'Abbé de Preaux, dont le premier estoit Prince, & les deux autres avoient esté employés en plusieurs Ambassades, tellement qu'ils pouvoient sçavoir le Ceremonial, ces trois Ambassadeurs disje, estant à Ulm, & ayant appris que le Marquis d'Anspach & le Duc de Wirtemberg y estoient arrivés, les envoyerent visiter aussy tost, & demander l'heure de leur commodité, *pour leur rendre visite, comme aux derniers venus*. Les *Princes* s'en excuserent, & previnrent les Ambassadeurs, en les visitant chez eux. Ils se firent grand tort, & à tous les autres *Princes* d'Allemagne, qui font presentement penitence des péchés de leurs ancestres. Le refus qu'on leur fait de les considerer comme les *Princes* desireroient, n'est pas fort juste, mais il le seroit encore moins, s'il n'y en avoit à qui on ne sçau-roit faire de trop grandes indignités, parce qu'ils ne sçau-roient faire des lachetés plus infames.

Tous les Ambassadeurs, qui estoient à Venise allerent voir le Duc de Mantoüe, lors qu'il y arriva en l'an 1602. De Fresne dit, que le Duc le fit recevoir au sortir de sa gondole, par Alexandre Prince de la Mirande, & par ses autres domestiques, & qu'il le receut au haut de l'escalier, qu'il luy ceda la main, qu'il le mena dans son cabinet, qu'il le fit asseoir, & qu'il le reconduisit jusques au lieu, où il l'avoit receu. Que lors que le Duc l'alla voir, il le receut dans le vestibule, à quelques pas de l'escalier, quoy que ses predecesseurs ne l'eussent receu qu'au pied de l'escalier. Je doute de ce qu'il dit de la main, & non de ce qu'il y adjouste, que le Duc ne fut pas fort satisfait de la reception que l'Ambassadeur luy avoit faite.

L'Ambassadeur d'Angleterre, qui estoit à Paris en l'an 1640, ne refusa point de rendre la premiere visite au Duc de Lorraine, mais il vouloit que le Duc, en le reconduisant, l'accompagnast jusques au carosse; parce qu'il avoit fait cet honneur au Nonce. Les Ministres des Princes Protestants, qui ne considerent le Pape que comme un Souverain temporel, ne veulent point ceder au Nonce, & bien que les Ambassadeurs des Couronnes Catholiques luy cedent, comme à leur premier, ils pretendent neantmoins qu'on leur doit le mesme honneur; c'est pourquoy ceux qui estoient à Paris ne voulurent point voir le Duc de Lorraine, pour la mesme raison.

Les visites, dont je viens de parler, sont de necessité, & sont partie des ceremonies, qui sont inseparables de l'employ de l'Ambassadeur. Celles qui sont de pure civilité ont des regles particulieres, que l'on apprend dans le grand monde, & non dans les negotiations. L'Ambassadeur qui fait un voyage hors du lieu de sa residence, pour ses affaires particulieres, ou pour celles de son Maistre, ne doit pas estre consideré à son retour comme le dernier venu, & on
ne

ne luy doit la premiere visite que par une pure civilité, qui s'exerce aussy entre des particuliers en de semblables occasions. Si l'Ambassadeur reçoit de nouvelles lettres de creance, à cause d'un changement qui est arrivé dans l'Estat, par la mort du Prince, ou autrement, en ces rencontres on luy fait civilité, non sur les nouvelles lettres, mais sur la cause, qui les luy a fait envoyer.

Les visites qu'on rend aux Ambassadeurs, qui ne font que passer par une Cour, sont de la mesme nature. Les autres Ambassadeurs les visitent ordinairement; mais c'est sans obligation. *Salagnac*, en allant Ambassadeur à Constantinople de la part de la France, passa à Venise, où tous les autres Ambassadeurs le visiterent. Il n'y eut que le Nonce qui ne le visita point, & il ne voulut point voir le Nonce. De Fresne, Ambassadeur de France, luy dit, que ce que les autres Ambassadeurs avoient fait, avoit esté par civilité & non par devoir; ainsi que ne pouvant rien exiger du Nonce, il ne pouvoit se faire prejudice, ny au Roy en luy faisant cette civilité. Il y en a qui n'auroient pas esté tout à fait du sentiment de M. de Fresne. Ce n'estoit pas à Salagnac à distinguer, en faisant au Nonce un honneur qu'il ne faisoit point aux autres Ambassadeurs: & de Fresne avoit tort de donner à Salagnac un Conseil, qu'il n'auroit osé prendre pour luy mesme, après les défenses que le Roy luy avoit faites, de ne pas rendre la premiere visite au Nonce.

Cette civilité de la premiere visite, qu'on rend au dernier venu, ne se fait que d'Ambassadeur à Ambassadeur, & ne regarde pas le Ministre du second ordre. Neantmoins il est certain, que Dossat qui n'estoit qu'Evesque d'Eureux, lors qu'il fut à Venise, faire part au Senat de la conclusion de la paix de Vervins, n'avoit pas le caractère representant; veu que ses lettres de creance ne le luy donnoient point: mais les

Ambassadeurs d'Espagne & de Savoye ne laisserent pas de le visiter les premiers, comme le dernier venu. Ce n'estoit pas dans l'ordre, & aujourd'hui un Ambassadeur n'auroit garde de le faire. Tout ce qu'on peut dire sur ce sujet est, que Dossat n'estoit pas Ministre du second ordre. Sa qualité d'Evesque ne le permettoit pas, & il faut croire, que la Republique le consideroit tout autrement, puis qu'elle le fit conduire à l'audience par trente Senateurs, & que son intention estoit de luy faire reception & entrée. Il fut logé & défrayé, & on luy fit des honneurs, que l'on ne fait jamais aux Ministres du second ordre. On y peut ajouster, qu'en ce temps là on n'estoit pas si punctuel en France à exprimer dans les lettres de creance la qualité d'Ambassadeur; dont on a un exemple si particulier en celles d'Alincourt, qui fut considéré comme Ambassadeur par le Pape, quoy que ses lettres ne luy donnassent pas le caractère.

S E C T I O N X X I I .

De quelques autres Civilités qu'on fait aux Ambassadeurs, ou que les Ambassadeurs se font entre eux.

Aprés avoir parlé en quelques unes des Sections precedentes des Civilités qui sont d'obligation, & qui sont en quelque façon réglées; au moins autant que les choses de cette nature le peuvent estre, je parleray en cellecy, de quelques unes qui ne le sont qu'en partie, ou qui ne le sont point du tout. L'Ambassadeur, dont le Prince a esté solennellement convié à une ceremonie de batteſme, de mariage ou d'enterrement, y doit tenir rang; mais si l'Ambassadeur qui est sur le lieu, n'en est prié que par civilité, & s'il

s'il n'y intervient que comme Ministre d'un Prince ou d'un Estat amy, ou comme spectateur, on n'est pas obligé de luy donner rang, & il suffit de le placer honnorablement & commodement. Davantage, lors mesmes que les Princes ont esté expressément conviés, leurs Ministres ne peuvent pas pretendre rang devant les officiers, dont les fonctions sont necessaires dans la mesme ceremonie : ce que j'ay remarqué avoir esté observé au sacre de Henry IV & de Louïs XIII, où les Pairs furent placés devant les Ambassadeurs. Autrefois on faisoit de plus grandes dépenses aux battêmes & aux mariages, que l'on ne fait aujourdhuy ; si ce n'est en Allemagne & dans le Nort, où on convie encore quantité d'étrangers à cette sorte de ceremonies, avec une dépense si enragée, qu'il n'y a point de Prince, qui sans s'incommoder puisse faire un battême, un mariage & un enterrement dans une mesme année. C'est encore en ces quartiers là, que l'on a la coustume de faire assister plusieurs parains au battême, & d'y convier un grand nombre de personnes, sans distinction de religion. En quoy pourtant les Catholiques Romains sont plus réservés que la plus part des Protestants, qui deuroient estre plus difficiles sur ce point que les autres. Jaques, Roy d'Angleterre, n'auroit pas fait presenter un de ses enfants au battême par un Prince Catholique Rom. puis qu'il ne voulut pas accepter la civilité, que le Roy Henry IV luy fit, d'envoyer quelqu'un de sa part au battême qu'il fit faire en l'an 1606 du Dauphin & de quelques Princesses ses enfants. De Fresne Canaye dit, que le refus du Roy d'Angleterre est contraire à ce que ceux de la Religion ont tousjours pratiqué, & qu'il marque une grande aversion pour le Pape. Ce Ministre s'estoit autrefois fait de la Religion Reformée, & en avoit fait profession trente ans, mais il ne sçavoit pas bien la discipline de leurs Eglises : comme de l'autre costé le

Car-

Cardinal Dossat n'approuve point du tout la resolution, que le Roy Henry IV vouloit prendre quelques années auparavant, de convier la Reine Elisabeth d'estre maraine de la Princesse, fille aînée de France, qu'il vouloit faire baptiser avec le Dauphin. La discipline des Eglises Reformées de France oblige les parains & les maraines à élever les enfants qu'ils presentent au batteſme, dans la meſme religion : c'eſt pourquoy elle n'y admet point les heterodoxes.

La couſtume de faire de grandes aſſemblées pour les mariages, & d'y appeller quantité d'eſtrangers, eſt abolie chez la plus part des Souverains, il y a longtems, & depuis que l'on ne fait plus de grands feſtins à ces occasions, les Ambaſſadeurs, dont les Maîtres n'ont point d'intereſt au mariage, n'ont point de part non plus à la feſte. A celui du Roy & de la Reine d'Angleterre defunts ne ſe trouverent, avec le Duc de Cheureuſe, qui representoit le marié, que les Comtes de Carlisle & de Hollande, qui avoient negocié l'affaire & ſigné le contract. Ils furent preſents à la celebration du mariage; mais & eux & le Duc ſe retirerent pendant la Meſſe, parce que le Roy leur Maître eſtoit de religion differente. Ils furent auſſy conviés au feſtin, & aſſis à la table du Roy. Au mariage de Charles IX & d'Elisabeth d'Auſtriche, il n'y eut que l'Eleſteur de Treves, qui euſt place à la table du Roy, les trois autres Ambaſſadeurs, l'Eveſque de Strasbourg, le Marquis de Bade & le Comte de Zollern, furent placés à une autre table. On n'en a pas touſiours uſé de la meſme façon: c'eſt pourquoy on pourroit douter, ſi les quatre Ambaſſadeurs des Provinces Unies, qui en l'an 1641 avoient negocié le mariage du Prince Guillaume d'Orange, avoient raiſon de reſuſer de diſner à la Cour; parce qu'ils ſçavoient qu'ils n'auroient point de place à la table du Roy. Au mariage de l'Eleſteur
Palatin

Palatin & de la Princesse d'Angleterre on convia les Ambassadeurs de France & de Venise au festin, & ils eurent l'honneur de manger à la table des mariés : mais le Roy ne s'y trouva point; quoy que ce fust dans un temps, où il convioit fort souvent les Ambassadeurs à sa table.

Je viens de dire, qu'il n'y eut que les deux Ambassadeurs d'Angleterre, qui furent presents à la celebration du mariage. Je sçay bien que le Nonce, & les Ambassadeurs d'Espagne, de Venise & de Savoye y furent aussy, mais il n'y eurent point de rang. Il n'y eut que le Baron de Languerac, Ambassadeur des Provinces Unies, qui voulant y faire figure, demanda qu'on le fist marcher immédiatement après l'Ambassadeur de Venise, conformément à l'intention & au reglement du feu Roy. Mais d'autant qu'on craignoit l'opposition de l'Ambassadeur de Savoye, & que celui de Hollande ne pouvoit pas estre present à la Messe, il fut trouvé bon, qu'on le feroit marcher avec le Duc de Chevreuse, & avec les deux Ambassadeurs d'Angleterre : de sorte qu'il entra avec eux dans le carosse du Roy, & marcha avec eux immédiatement devant sa Majesté.

Pour ce qui est des enterrements, ce n'est qu'aux lieux où ils sont accompagnés de grands festins, que l'on y fait assister les Princes estrangers, à qui on donneroit sans cela un triste & meschant divertissement. Lors qu'on convie les Ambassadeurs presents à des ceremonies, on les place le plus souvent après les Cardinaux, & immédiatement après les officiers, que leurs charges obligent d'y assister. Cela s'observe au Sacre & au Couronnement des Rois & des Reines : au serment qui se fait pour l'observation d'un traité, ou pour le renouvellement d'une alliance : au *Te Deum*, à la creation des Chevaliers : à l'ouverture d'une assemblée des Estats ou des Notables, & à toutes les autres ceremonies de ce genre : comme à l'ouverture du Parlement d'An-

gleterre &c. On n'y convie presque jamais les Ministres des Princes Protestants; parce que le plus souvent elles se font en des lieux, où ils n'aiment pas à se trouver à cause de quelques devotions qu'ils n'approuvent point. Les Catholiques n'y sont pas également scrupuleux. Trêmes & Deffiat, Ambassadeurs de France, après avoir accompagné le convoi jusques dans l'Eglise de Westmunster, à l'enterrement du Roy Jaques, ne voulurent point assister au sermon, ou à l'oraison funebre. D'Avaux, Catholique devot, conduisit la mariée au mariage du Prince de Danemarck, & fut present à la Ceremonie. Blainville disoit, qu'il vouloit bien faire une petite bresche à sa conscience, en se trouvant au sacre du Roy d'Angleterre. La Reine de Suede, en faisant prier Chanut, Ambassadeur de France, d'assister à son Couronnement, luy fit dire, qu'il s'y feroit un sermon, mais que cela ne l'obligeroit à aucun culte religieux. Chanut répondit, qu'il ne consideroit cette action, comme une ceremonie purement politique, & qu'il ne feroit point de difficulté de s'y rendre, comme il fit, avec les Ambassadeurs de Portugal & de Brandebourg.

Le serment, que les Princes font pour l'exécution & observation des traittés, est tellement politique, qu'il n'est pas nécessaire qu'il se fasse dans l'Eglise, bien que la superstition croye, que Dieu, à qui le serment se fait proprement, y soit plus particulièrement present qu'ailleurs. Celuy que les Grisons firent à Venise en l'an 1603 pour l'exécution de l'alliance qu'ils avoient faite avec la Republique, se fit dans la salle du Senat, & le Pape l'approuva. De mesme, lors que le Roy d'Espagne fit le serment pour l'observation du traitté, que le Connestable de Castille avoit fait en l'an 1604 à Londres, on en fit les ceremonies à Vailladolid dans une salle, entre les mains de l'Archevesque de Toledé, en la presence de Charles Houïard, Comte de Nottingham, Admiral

miral d'Angleterre. Une partie des Deputés Grisons estoient Protestants, c'est pourquoy on eut cette consideration pour eux à Venise, & pour la mesme raison le mesme égard pour l'Admiral d'Angleterre en Espagne.

En l'an 1610 le serment pour la confirmation de l'alliance entre la France & d'Angleterre se fit dans l'église des Feuillants à Paris, & celuy pour l'exécution de la paix de l'an 1629 dans l'Eglise du Bourg de St. Germain. Cette ceremonie se faisoit autrefois avec de grandes solemnités, & on faisoit des honneurs extraordinaires aux Ambassadeurs, que l'on envoyoit exprés pour y assister. Lors qu'Edmond, Ambassadeur d'Angleterre, entra dans l'Eglise du bourg, les gardes estoient en haye, tambour battant & les drapeaux déployés: ce qu'on luy fit remarquer comme un honneur, que l'on ne fait qu'aux Souverains. Aujourdhuy cela ne se fait plus. Depuis que les Princes observent aussy religieusement leur parole que leur serment, on se contente de la ratification, & si on le fait encore quelque fois, ce n'est que pour les Suisses, qui sont encore persuadés, qu'il y a plus de seureté au serment, qu'au parchemin & à la cire.

Les Princes, qui sont amis en effet, ou qui gardent quelque apparence d'amitié entre eux, se servent de l'entremise de leurs Ambassadeurs, pour se faire des civilités sur les bonnes ou mauvaises rencontres qui leur arrivent: comme de la naissance, du mariage, de la mort d'un Prince &c. Et en ces occasions il faut observer ce que j'ay dit cydevant de la premiere visite; sçavoir que ceux qui veulent qu'on leur fasse civilité, previennent ceux de qui ils l'attendent, & qu'ils leur fassent part de leur bonne ou mauvaise fortune. Ce n'est pas qu'il n'y ait des occasions, où il faut prevenir les advis, & où mesmes l'Ambassadeur doit faire cette civilité, sans attendre l'ordre de son Maistre; mais il doit tousiours prendre garde, que la dignité de son Prince n'y soit

point blessée. Après qu'on eust découvert, verifié & puny en France la trahison du Mareschal de Biron, tous les Ministres des Princes estrangers accoururent en foule au Louvre, pour en feliciter le Roy Henry IV; parce qu'ils sçavoient bien, que les veritables amis en auroient de la joye, & que les ennemis couverts, qui y avoient trempé, estoient le plus obligés d'en témoigner. Sur une rencontre si extraordinaire, dont le Roy ne vouloit point donner advis aux Princes ses amis, de peur de parler de ceux qui y avoient part, leurs Ambassadeurs ne devoient pas mesmes attendre les ordres de leurs Committents. Mais dans les rencontres ordinaires il faut suivre la coustume. La Reine de Suede trouva fort mauvais, que le Roy Vladislas de Pologne ne luy eust pas fait sçavoir la mort du Prince, dont la Reine sa femme estoit accouchée quelques jours auparavant, & prit ce silence pour une marque certaine de l'averfion, que le Roy avoit pour elle. De l'autre costé la mesme Reine remercia le Roy de Dannemarc, qui luy avoit fait part de son affliction après mort du Prince, son fils aîné, & elle en prit le dueil, quoy qu'elle n'aimast pas plus le Roy de Dannemarc que celui de Pologne.

En l'an 1672 les Estats Generaux donnerent à M. le Prince d'Orange la charge de Capitaine General; c'est à dire le Commandement en chef des armées de l'Union, lors qu'elles feroient hors le territoire des Provinces Unies. Les Estats de Hollande luy défererent en mesme temps les importantes charges de Gouverneur, Lieutenant & Capitaine General de leur Province, & de ses forces, par mer & par terre. Les Estats Generaux firent sçavoir leur resolution aux Ministres des Princes estrangers; mais les Estats de Hollande & le Prince mesme ne leur firent rien dire. Il y eut des Ministres, qui allerent faire civilité à son Altesse; mais il y en eut aussy, qui crurent, qu'ils ne se devoient pas

pas haster sur le compliment, qu'on leur avoit fait faire par un Commis du greffe des Estats Generaux. Ils en donnerent advis à leurs Maistres, & receurent ordre d'attendre la premiere civilité du Prince. Les Ministres, qui sçavent leur mestier, ne font rien au prejudice de la dignité du Maistre, comme ils feroient, s'ils se méloient dans une antichambre avec un nombre d'officiers de guerre, & de gens de moindre étoffe, & s'ils n'estoient assurez des civilités qu'on veut faire à leur Maistre en leur personne.

Il y a bien des mesures à garder, mesmes pour les visites particulieres. Je parle ailleurs de la contestation que Contarini eut avec d'Avaux à Munster, pour les civilités d'une visite particuliere, & c'est en quoy les Ministres de Venise sont fort punctuels, ou plustost superstitieux. Au mois d'Octobre 1668 l'Ambassadeur d'Espagne estant allé voir celui de Venise à Londres, & estant descendu du carosse, entra dans une salle, en attendant que l'autre le vint recevoir; mais Ambassadeur de Venise luy fit dire, qu'il l'attendoit en haut. Celuy d'Espagne demanda, s'il estoit malade, & ayant appris que non, il luy fit dire qu'il l'attendoit en bas. L'Ambassadeur de Venise ne descendit point, & l'autre remontant en carosse se retira chez luy. Quelques jours après l'Ambassadeur de Venise, voulant rendre visite à l'Ambassadeur d'Espagne, celui cy luy fit dire, qu'il ne le pouvoit pas admettre, sans l'ordre du Roy son Maistre; à qui il avoit donné advis de ce qui s'estoit passé entre eux. Il falloit que les Ambassadeurs de France & des Provinces Unies les accommodassent. L'Ambassadeur de Venise fit cette incivilité à celui d'Espagne, parce que celui cy l'avoit traité de la mesme maniere, & comme les Ministres de France & de Venise se font les mesmes honneurs, l'Ambassadeur de la Republique pretendoit autant de celui d'Espagne, & avec Justice.

Pour les civilités, que les Ministres se doivent dans les ceremonies publiques, ils n'y sçauroient estre trop difficiles. On a fort parlé autrefois de la rencontre, que *le Marquis de Trénel* eut à Rome avec l'Ambassadeur d'Espagne en l'an 1625. Le Marquis ayant fait une partie pour aller se divertir à la campagne avec quelques gentilshommes François, se souvint, devant que de monter en carosse, qu'il estoit feste, & demanda à la Compagnie, s'il ne seroit pas à propos d'oüir Messe. C'estoit un jour de la S^t. Jaques, & l'Eglise des Espagnols, où la feste estoit principalement chommée, estant dans le voisinage, ils resolurent d'y aller, & d'y prendre mesmes avantage sur l'Ambassadeur d'Espagne, qui y devoit faire les honneurs. L'Ambassadeur de France, après avoir fait assembler les François qu'il avoit pû faire advertir, alla droit à l'Eglise de S^t. Jaques, après y avoir envoyé son carreau par le Doyen de ses estaffiers. L'Ambassadeur d'Espagne, voyant entrer le Doyen, luy demanda, si celuy de France auroit la bonté d'honorer la feste du Patron de leur nation de sa presence, alla audevant de Marquis de Trénel, & fit les honneurs, comme estant le Maître du lieu & de la feste. Il y auroit acquis de la reputation, si quelques jours après il ne fust pas allé à la feste des François à l'Eglise de S^t. Louïs. Si on veut croire M. de Foix, qui entendoit admirablement bien les ceremonies & les civilités, ils y firent tous deux une faute de novice. Il escrit dans une de ses lettres au Roy Henry III, que *Madrucci, Ambassadeur de l'Empereur, avoit cédé la place d'honneur à l'Ambassadeur d'Espagne, dans une ceremonie publique*, & qu'il disoit que c'estoit une civilité, qu'il avoit crû devoir faire dans une Eglise, où il faisoit les honneurs, comme il auroit esté obligé de les faire dans sa Maison, si l'Ambassadeur d'Espagne l'estoit venu visiter. *Mais dautant que c'estoit une ceremonie publique*, y ajousté M. de

de Foix, & une feste solemnelle, où Madrucci estoit à la teste de toute la nation, en la presence de plusieurs Cardinaux, & d'un grand nombre d'autres personnes de qualité, *il y devoit tenir son rang, & tout le Monde jugeoit, qu'il y avoit de l'irregularité en son action.* Pour moy j'ay assés bonne opinion de l'Ambassadeur d'Espagne, & de toute la nation, pour croire, qu'il n'auroit pas eu tant de complaisance pour le Marquis de Trénel, s'il eust crû s'en pouvoir dispenser, ou éviter le scandale. On en jugera par l'exemple suivant.

A la canonisation, qui se fit à Rome en l'an 1588 de Diego d'Alcala, l'Ambassadeur d'Espagne pretendoit preceder celui de France, comme dans une action qui se faisoit à l'honneur & aux dépens de la nation Espagnole. Mais le Marquis de Pisani, Ambassadeur de France, luy envoya dire, qu'il ne permettroit point, qu'il demeurast dans la Chapelle, après qu'il auroit fait ce qui estoit de sa fonction, s'il ne se venoit mettre auprès & au dessous de luy. L'Ambassadeur d'Espagne le fit prier de souffrir, que ce fust pour cette fois là seulement, qu'il prist la premiere place, & que ce seroit sans consequence. Le Marquis répondit, qu'il le vouloit bien; mais que ce seroit à condition que l'Ambassadeur d'Espagne declareroit, que ce seroit sans prejudice du droit de l'Ambassadeur de France, & qu'il promettrait, qu'à la premiere chapelle que le Pape tiendrait, il viendrait se mettre audeffous de luy. Ce que l'Ambassadeur d'Espagne n'avoit garde de faire, & aima mieux sortir de la Chapelle, après qu'il y eust fait ses fonctions.

Il ne fera pas hors de propos, peutestre, d'ajouter à ce que je viens de dire, ce que le mesme M. de Foix marque dans une autre lettre, que les Ambassadeurs qui sont d'Eglise, ont leur place dans la Chapelle du Pape, auprès de sa Sainteté devant les Patriarches, immédiatement après le Gouver-

verneur de Rome. Qu'autrefois les Ambassadeurs laics y avoient leur place aussy ; mais qu'ils y estoient debout & découverts. Que le Pape Pie IV, voulant reserver ces dernieres places pour les Princes, à qui on ne donne point le tiltre de Sernissime, & qui ne sont pas de la qualité à estre placés avec les Cardinaux, avoit ordonné en l'an 1575, par un nouveau reglement, que les Ambassadeurs laics seroient assis & couverts, dans un lieu plus éloigné : mais que pas un Ambassadeur ne l'avoit voulu faire, & que depuis ce temps là pas un Ambassadeur n'avoit voulu faire honneur au Pape tenant Chapelle. Que ce nouveau reglement donnoit un tresgrand avantage à l'Ambassadeur d'Espagne, dautant que le mesme Pape, ayant maintenu l'Ambassadeur de France en la possession de la prefféance, celuy d'Espagne n'estoit plus singulier ; tellement que son absence ne pouvoit plus estre remarquée comme un avantage qu'il cedit à la France. M. de Grignan, qui dit une chose si extraordinaire au sujet de la premiere visite, en dit une qui n'est pas moins surprenante, touchant la Chapelle du Pape.

La lettre qu'il escrit au Connestable de Montmorancy du 22 Avril 1639, porte, que l'Ambassade de Rome seroit bien plus propre à un Evesque, qu'à un homme de sa profession. Que les Prelats ont dequoy soustenir la dépenfe de l'Ambassade, & qu'ils la font fort volontiers ; tant parce qu'ils le prennent sur un bien, dont ils n'ont que l'usufruit, que parce que c'est le moyen de se faire donner d'autres benefices, & mesmes de parvenir au Cardinalat. Il y adjoust, que si le Roy juge à propos d'y employer un homme d'espée plustost qu'un Prelat, qu'il faut que ce soit un Seigneur tiltre, & qu'il ait pour le moins la qualité de Marquis ou de Comte. *Car je vous assure, Monseigneur, dit il, qu'il me fait bien mal, veu la grandeur de nostre Maistre, de*
voir

voir l'Ambassadeur de l'Empereur auprès du Pape, & moy au fonds de la Chapelle, avec les Ambassadeurs de Venise & de Florence : chose toutefois que j'ay bien debatüe au commencement ; mais j'ay trouvé, que le dit Ambassadeur est là comme Marquis & non comme Ambassadeur. Le Comte de Cifuentes avoit aussy gagné ce rang comme Comte. Quand vous y tiendrez un Evesque, il sera au rang des Evesques, & ainsi il ne paroistra pas au rang des autres Ambassadeurs. Il ne se peut rien dire de plus directement opposé à ce qui se pratique aujourd'huy, & à la raison mesme. Sur les principes du Seigneur de Grignan les Ambassadeurs ne prennent pas le rang des maistres qu'ils representent, mais celuy que leur propre qualité leur donne. C'est ce qui est inouï, mesmes aux siecles precedents celuy de M. de Grignan.

Du temps du mesme Pape Pie l'Ambassadeur d'Espagne entra en contestation, pour la preface, avec le *Senateur de Rome*. Ce *Senateur* est un officier de Justice, qui a sous luy des juges civils, que l'on appelle *Collateraux*, & un juge criminel, qui jugent en premiere instance toutes les causes civiles & criminelles des habitants de Rome, & on appelle de leurs sentences au Capitaine des appellations, qui tient son siege au Capitole, comme fait aussy le *Senateur* avec ses *Collateraux*. Le *Senateur* doit estre estranger, & non Romain, & aux jours de ceremonies il paroist en public avec une veste de brocard d'or, presque trainante, doublée d'une étoffe de soye rouge cramoisie, à manches Ducalés, portant au col une chaine d'or à l'antique. Ce *Senateur*, qui n'est qu'un juge subalterne, comme je viens de dire, n'osa pas seulement entrer en competence avec l'Ambassadeur d'Espagne, mais il l'emporta aussy sur luy ; le Pape jugeant, de l'advis du Maistre des Ceremonies, qu'il n'y avoit que l'Ambassadeur de l'Empereur, qui püst preceder le *Senateur* dans la Chapelle.

J'ay parlé ailleurs des Civilités que les Cardinaux font aux Ambassadeurs, & j'ay dit un mot du different, que les Ambassadeurs eurent avec le Duc de Lorraine touchant celles qu'ils pretendoient de luy. C'est en quoy les uns & les autres font fort difficiles.

Le Duc de Parme estant en l'an 1641 allé faire un voyage en son Duché de Castro, on luy fit entendre de la part du Pape, qu'il feroit plaisir à sa Sainteté de luy rendre une visite à Rome, pendant qu'il estoit dans le voisinage, & qu'on ne le trouveroit pas bon, s'il reprenoit le chemin de Lombardie, sans luy rendre ce devoir. Le Duc y consentit, à condition, que Thadée Barberin, Prefect de Rome, ne demeureroit point dans la ville, pendant le séjour que le Duc y feroit, afin d'éviter la competence qu'ils pourroient avoir pour le rang. On le luy promit, & bien qu'il receust advis en chemin, qu'on luy manquoit de parole, & que le Prefect ne bougeoit de Rome, il ne laissa pas de continuer son voyage. Don Thadée offroit bien de faire au Duc toutes les civilités, qu'il pourroit desirer de luy; mais il vouloit que le Duc luy rendist le reciproque: ce que le Duc ne voulut point faire, & refusa mesmes de visiter la femme du Prefect, si le mary ne le venoit recevoir au carosse, & ne faisoit tous les autres honneurs de la Maison, puis qu'il y estoit. A cette contestation succeda une autre bien plus forte entre le Duc & les deux Cardinaux Barberins, sur les mesmes civilités. Le Cardinal Antoine, en reconduisant le Duc, se retira devant que celui cy fust monté en carosse. Le Duc le luy rendit, mais d'une maniere bien plus offensante. Car après que le Cardinal eust achevé sa visite, & qu'il fust remonté en carosse, il ne laissa pas de tenir le chapeau à la main, de conjurer le Duc de se retirer, & de ne se point incommoder, quoy que le Duc n'y fust plus il y avoit longtemps, & qu'il l'eust quitté dans le vestibule. Ce fut le foible

foible commencement, mais auffy la veritable cause de la guerre des Barberins & des Confederés, qui dans une autre conjoncture auroit attiré les armes des plus grandes puissances de l'Europe en Italie.

Les Ambassadeurs, qui resident dans une mesme Cour de la part de deux Princes ennemis ne se visitent point, pendant qu'il y a guerre ouverte, & évitent mesme les occasions, qui les pourroient faire rencontrer en lieu tiers. Toutefois lors que cela arrive par hasard, ils se doivent faire civilité l'un à l'autre; parce que comme les plus grandes generosités s'exercent dans la plus grande chaleur de la guerre, ainly l'Ambassadeur doit tousjours suivre l'intention & l'inclination des Princes, dont les animosités ne sont jamais brutales. Il doit distinguer entre les personnes & les interets, & satisfaire à la dignité de son employ, après avoir fatisfait à ce qu'il doit à celle de son Maistre. En l'an 1647 un moine Jacobin, qui cachoit son veritable nom sous celui de *François Taquet*, avoit ordre d'employer jusques à cinq cens mille escus, s'il trouvoit le moyen de faire mettre en liberté Don Duarte, frere du Roy de Portugal, Mais voyant que le Senat n'estoit pas fort disposé à prester l'oreille aux propositions qu'il fit pour cela, il pratiqua quelques intelligences dans la Citadelle de Milan, où Don Duarte estoit enfermé; quoy que sans succès, parce que le Marquis de la Fuente, Ambassadeur d'Espagne, observoit tellement toutes les actions du moine, qu'il ne commençoit point d'intrigue qui ne fust auffy tost découverte. Ce qui fit resoudre cet homme à se défaire de l'Ambassadeur, par le moyen de quelques braves, qu'il avoit à sa disposition. Il en fit confidence au President de Gremonville, Ambassadeur de France, croyant le pouvoir faire avec seureté, à cause de la part, que le Roy Treschrestien prenoit aux interets de Portugal; mais le President, qui estoit trop homme d'honneur, pour vouloir dé-

venir complice d'une action si lasche & si noire, en advertit le Marquis de la Fuente, & luy rendit par ce moyen le mesme office , qu'il eust pû luy rendre, si leurs Maistres eussent esté en parfaitement bonne intelligence. La qualité d'Ambassadeur n'est pas incompatible avec celle d'honneste homme : au contraire il semble qu'elle en doive estre inseparable.

Le Cardinal d'Este, fils de Renée de France, laquelle estoit fille de Loüis XII, estoit Protecteur de France, & *Christoffre Cardinal Madrucci* l'estoit d'Espagne ; de sorte qu'ils estoient Pensionnaires, partisans declarés & Ministres de Princes, qui avoient des interets differents & opposés, & neantmoins ils s'aimoient si fort, que leur amitié peut estre mise en comparaïson avec celle de ces personnages, dont tant d'Historiens & de Poètes ont remply leurs livres. ne se passoit point de jour, qu'ils n'eussent ensemble une conversation de trois heures, & mesmes dans leur éloignement ils témoignoient une si forte passion l'un pour l'autre, que le Cardinal d'Este estant tombé malade à Paris, Madrucci, qui estoit à Rome, luy dépeschoit tous les jours six courriers, de trois heures, afin qu'il pust autant de fois avoir des nouvelles de la santé de son amy. Le Cardinal d'Este, estant de retour à Rome, eut la satisfaction de voir expirer ce parfait amy entre ses bras. On peut dire que ces deux Prelats estoient Ministres, & ils avoient, sans doute, la confiance des Rois leurs Maistres, qui estoient bien asseurés de leur affection & de leur fidelité : mais à la reserve du secret du Conclave, & des affaires ordinaires du Consistoire, le Protecteur n'est pas Ambassadeur, ny Ministre representant, & n'est pas responsable du succès de la negotiation ; de sorte qu'il ne peut prejudicier à l'intention du Prince, si non en contribuant à l'election d'un Pape, qui ne seroit pas agréable à son maistre ; comme fit le Cardinal Antoi-
ne

ne Barberin, en consentant à l'exaltation d'Innocent X, contre l'ordre qu'il avoit de la Cour, & contre la parole qu'il avoit donnée. Aussi luy osta on la protection de France.

L'Ambassadeur ne peut aller si loin. Les visites, qu'il rendroit à l'Ambassadeur d'un Prince ennemy de son maistre, ne seroient pas innocentes, & si elles n'estoient tout à fait criminelles, elles seroient tousiours extrêmement suspectes; mais en le rencontrant par hasard en lieu tiers, il ne luy doit pas refuser les civilités, que l'on fait à des personnes indifferentes. Les officiers & les soldats de partis contraires font cesser leurs hostilités dans un lieu neutre; c'est pourquoy il semble, que l'Ambassadeur, qui a certes quelque chose de plus noble & de plus relevé que le soldat, ne doit pas en user avec plus d'incivilité.

En l'an 1615 le *Comte de Gondemar, Ambassadeur d'Espagne à Londres*, ayant esté convié à un ballet, qui se devoit danser à la Cour, fut fort surpris lors qu'on luy dit, que Noël Caron, Ambassadeur des Provinces Unies, y avoit aussi esté convié, qu'il alloit arriver, & qu'il souperoit aussi avec le Roy, dans le balustre. Il dit au Maistre des Ceremonies, que *s'il rencontroit M. Caron dans un lieu particulier, il luy feroit civilité*: mais qu'il ne pouvoit souffrir que le Ministre des sujets du Roy son maistre, qui s'estoient souslevés contre luy, fust traité d'égal avec luy dans une assemblée publique, en la presence du Roy & de la Reine, où tout le Monde seroit témoin de l'égalité d'honneurs, que l'on faisoit à l'un & à l'autre. Que s'il n'estoit pas desja sur le lieu, il n'y viendrait pas; mais puis qu'il y estoit, & que son déplaisir pourroit troubler la feste, il estoit prest de se retirer, pourveu qu'on obligeast Caron à en faire autant. On luy representa, que le Roy auroit mauvaise grace de renvoyer un Ministre Public, qu'il avoit fait

convier solennellement. Que *Don Alonso de Velasco*, predeceffeur du Comte, avoit souffert que l'*Ambassadeur des Estats mangeast avec luy à la table du Roy*; se contentant d'occuper la premiere place à la main droite, pendant que l'autre estoit assis en la seconde à la gauche. Mais il fut impossible de vaincre l'opiniaftreté du Comte de Gondemar, qui se retira avec son Secretaire & avec un vallet de pied; permettant à ses autres domestiques de demeurer à la fêste. Il n'avoit pas raison de dire, que les Estats des Provinces Unies estoient sujets du Roy son maistre; parce que le Roy Catholique les avoit cedées, avec celles de Flandres, aux Archiducs, & ceuxcy avoient traité avec eux, tant en leur nom, qu'en vertu du pouvoir qu'ils avoient du Roy d'Espagne, comme avec des Estats & des peuples libres, sur lesquels ils n'avoient rien à pretendre. Peutestre que dans une autre Cour qu'en celle du Roy Jaques, on n'auroit pas prié ces deux Ambassadeurs à une mesme fêste. Le Comte disoit, qu'il feroit civilité à Caron, s'il le *rencontroit* en lieu tiers. Un jour M. Piques, Resident de France en Suede, estant allé voir Mr. Whiteloc, Ambassadeur d'Angleterre, D. Antoine Pimentel, Ministre d'Espagne, vint visiter le mesme Ambassadeur, sans le faire advertir. Piques demeura dans sa place, & Pimentel, qui sçavoit fort bien vivre, luy fit un compliment si obligeant, que le Ministre de France, qui ne vouloit rien devoir à la civilité Espagnole, ne pût se dispenser d'y répondre.

Les Ministres de Princes ennemis & de partis contraires se voyent sans scrupule aux assemblées, où on negotie la paix. Une des premieres choses que Contarini fit, en arrivant à Munster, ce fut de disposer les Plenipotentiaires de l'Empereur & d'Espagne, qui y arriverent les premiers, à visiter les Ambassadeurs de France dès qu'ils seroient venus, & à recevoir les visites de ceuxcy, en la mesme maniere,

re, que les Ministres des deux Couronnes faisoient avant la rupture : en leur representant, qu'il falloit qu'entre ceux qui s'assembloient pour une si bonne œuvre, il y eust pour le moins quelque image de paix. Ceux qui ont fait des memoires bien pertinents de ce qui s'est passé en la negotiation de Munster, remarquent, que dans les occasions, où les civilités n'estoient pas de pure obligation, & où les Ministres, de quelque party qu'ils fussent, se visitoient sur une bonne ou mauvaise rencontre, ils se prevenoient les uns les autres. Les Mediateurs, & les Plenipotentiaires des Couronnes, aussy bien que ceux des Electeurs virent le Comte de Nassau sur la mort de l'Imperatrice, & le mesme Comte & les Plenipotentiaires de l'Empereur & d'Espagne visiterent le Duc de Longueville, à l'occasion du decés du Prince de Condé, son beaupere. D'Avaux & Saavedra se voyoient souvent en lieu tiers comme amis, sans entrer en contestation pour le rang, & sans ceremonies.

L'un ne passoit jamais par devant la porte de l'autre, qu'il n'envoyast demander des nouvelles de la santé du Maître du logis ; mais d'Avaux & le Brun ne pûrent jamais convenir ny du lieu ny des civilités d'une entreveüe en lieu tiers, parce d'Avaux pretendoit y prendre avantage. On n'en use pas autrement à Nimegue.

Les Ministres des Princes Protestants ne voyent point ceux du Pape ; parce que d'un costé ils ne le considerent que comme Prince seculier, & que de l'autre le Pape ne veut point avoir de communication avec ceux qu'il appelle heretiques. Les Ambassadeurs Plenipotentiaires des Provinces Unies, en arrivant à Munster, envoyerent un gentilhomme chez le Nonce *Fabio Ghigy*, pour luy faire sçavoir qu'ils estoient arrivés. On dit à ce gentilhomme, que le Nonce n'estoit pas au logis, & lors qu'ils l'y renvoyerent, le Nonce luy fit dire, qu'estant des habillé, il n'estoit pas en

en estat de parler. Le Nonce avoit desja declaré, qu'il ne vouloit point avoir de communication avec les heretiques, & qu'il ne pretendoit estre Mediateur que des Princes Catholiques Romains : de sorte que les Ambassadeurs d'un Estat, qui n'a point de commerce du tout avec la Cour de Rome, pouvoient bien se dispenser de luy faire cette civilité. On avoit tasché de le disposer à en faire aux Ministres des Princes Protestants, & pour cet effet on luy avoit allegué les exemples des Cardinaux de la Vallette, de Richelieu & Mazzarin, de Ditrigstain & de quelques autres ; mais il dit, que dans le poste où il estoit, il estoit obligé d'en user comme il faisoit, & que s'il avoit esté envoyé à une diète de l'Empire, où à la Cour de Vienne ou de Paris, où on ne peut éviter la rencontre des Protestants, peutestre ne feroit il pas le scrupule, qu'il faisoit à Munster. Le Nonce, qui est à la Cour de France, n'a point de communication avec les Ministres des Princes Protestants ; mais il ne laisse pas de leur faire civilité lors qu'il les rencontre au Louvre, où ailleurs. Le Nonce Bagny en prit un jour occasion de dire au Ministre d'un des premiers Princes d'Allemagne, qu'il regrettoit bien le temps, où les Ministres, qui pour des considerations particulieres ne se visitoient point, se voyoient deux ou trois fois la semaine chez Mademoiselle de Senneterre, où ils s'entrenoient, avec grande liberté, des affaires du Monde. Que la diversité des religions ne devoit pas empescher ce commerce ; puis que les Catholiques & les Protestants estant Chrestiens les uns & les autres, & ne pretendant leur salut que par la mort & passion de Jesus Christ, on ne deuroit pas se fuir comme des Turcs & des payens, & destruire par là le seul principe du Christianisme, qui est la Charité. Il faut croire, que ce fust une estrange bizarrerie d'esprit en *Fabio Ghigy*, & en ceux qui l'employoient, ou il faut chercher la cause de
ce

ce qu'on voit aujourd'hui au plaisir, que la nature prend à se faire admirer en ses fréquentes & presque continuelles bizarreries. *Bevilacqua*, qui est Nonce au congrès de Nîmegue, non seulement n'abhorre point la fréquentation des Ministres des Princes & des États Protestants; mais il a mesmes offert de les prévenir de ses civilités, s'ils vouloient promettre qu'ils y répondroient.

Les Ambassadeurs de Dannemarc & de Brandebourg n'en ont point fait de difficulté, mais ils vouloient, que ceux des Provinces Unies, qui ont donné passeport au Nonce, leur servissent d'exemple. Ceuxcy ne l'ont pas voulu faire jusques icy : non par un scrupule de conscience; mais parce qu'ils craignoient, que les alliés ne les voulussent insensiblement engager à souffrir la Mediation du Pape, & les offices de son Nonce: ce qui rendroit celle des Anglois moins considerable, & les offenseroit. Tant y a qu'il ne tient pas au Nonce qu'on ne se défasse de cette sorte d'aversi-
 on, qui est si peu charitable, si inhumaine, & si contraire à la société civile. Il semble qu'en Hollande, où il y a bien pour le moins autant de bigots & d'athées que de bons Chrestiens, on ne s'y devroit pas opposer par politique, puis qu'on ne le fait pas par conscience. Religion & faction sont synonymes, depuis que les prestres sont Seigneurs temporels, & que les Ministres predicants sont flatteurs ou mutins.

Les Princes font encore la civilité de convier les Ambassadeurs, comme aussi les Ministres du second ordre, de prendre leur part des divertissemens extraordinaires qui se font à la Cour. Je viens de parler du ballet, où le Roy Jacques fit convier les Ambassadeurs d'Espagne & des Provinces Unies. En l'an 1635 le Roy Louis XIII, en ayant fait preparer un magnifique pour les jours gras, les Ambassadeurs demanderent à le voir, & le Roy s'estant fait donner

une liste des Ministres qui estoient à Paris, dît qu'il vouloit, que tout y entraist, & qu'on les y conviaist de sa part. On luy remonstra, qu'il y auroit du desordre, par ce qu'il y auroit, sans doute, contestation entre quelques uns pour le rang; de sorte que le Roy dît, qu'on n'en priaist pas un, mais qu'on leur fist dire, que s'ils y vouloient venir comme particuliers, & non comme Ambassadeurs, on les feroit entrer sans ceremonie. La Reine de Suede en fit autant à un ballet qu'elle danfa, & dît a Chanut, Ambassadeur de France, qu'il y pouvoit venir, s'il vouloit, qu'elle le feroit placer commodément; mais que ce n'estoit pas son intention de regler le rang entre les Ministres, qui n'en auroient point à cette assemblée, dont elle ne faisoit qu'un divertissement, & non une ceremonie. Lors qu'on en fait prier les Ambassadeurs, il faut faire en sorte, que le divertissement ne soit point troublé par leurs contestations, & aussy qu'en faisant plaisir aux uns on n'offense pas les autres.

Le Roy Jaques, qui estoit entesté du Comte de Gondemar, & qui s'estoit fait une affaire avec luy, comme je viens de dire, en fit une ample reparation aux Espagnols en l'an 1620. D'Aarssens, Bas & Stavenisse, Ambassadeurs Extraordinaires des Estats, avec Caron leur Ambassadeur ordinaire, furent conviés, de la part du Roy, de se trouver à la feste de St. George, pour voir les ceremonies de l'ordre de la Jarrettiere, & leur dît, qu'ils seroient placés dans une loge du costé de la Reine, comme Don Carlos Coloma, Ambassadeur d'Espagne, le feroit du costé du Roy. Le Maistre des Ceremonies n'eut pas si tost fait son rapport du message, que le Grand Chambelan luy dît, qu'on ne pouvoit pas placer les Ambassadeurs Hollandois si près de celui d'Espagne: qu'il n'y avoit qu'une petite cloison d'aix fort minces entre deux, avec une fenestre qui s'ouvroit des deux costés, & que celapourroit donner matiere de scandale.

dale. Sur cela le Maître des Ceremonies alla dire aux Ambassadeurs, qu'il y avoit du mal entendu au premier message qu'on leur avoit fait; parce qu'on jugeoit, que ny l'Ambassadeur d'Espagne ny aussy eux ne feroient pas bien aises d'estre si proches les uns des autres. Qu'on les prioit d'agréer qu'on les fist assister le matin à la procession, dans leur place ordinaire, & le soir aux vespres, où se feroient les mesmes ceremonies qu'à l'office du matin. M. d'Aarssens, qui estoit le Chef de l'Ambassade, répondit pour tous: que comme ils tiendroient à honneur, & le receuroient comme une grace, toutes les fois qu'il plairoit au Roy les faire convier à quelque divertissement ou ceremonie, ainsy se soumettroient ils, sans chagrin, à la volonté de sa Majesté, lors qu'elle leur feroit connoître, que leur presence ne luy estoit pas agréable, ainsy qu'elle le leur faisoit témoigner par le maître des ceremonies, après les avoir fait convier solennellement. Que puis que le Roy jugeoit, que sa faveur seroit mieux employée ailleurs, & qu'il ne trouvoit pas à propos qu'ils assistassent au service du matin, ils s'absenteroient aussy de la procession & des vespres, dont ils prioient qu'on les excusât.

Au carême prenant de l'année suivante on fit encore une affaire aux mesmes Ambassadeurs, & d'une maniere pour le moins aussy grossiere & aussy offensante. On le devoit masquer à la Cour, & on n'avoit pas grand'envie, que les Ambassadeurs Hollandois fussent du divertissement; mais comme on estoit obligé de les en prier, on les en pria en effet, & on leur fit en mesme temps naître tant de difficultés, qu'ils aimèrent mieux n'en estre point, que de souffrir qu'on manquât à l'honneur, qui estoit deu à leur Estat. On leur dît d'abord, qu'on leur donneroit une loge, où ils seroient seuls: mais ils dirent, qu'ayant jusques là eu l'honneur d'estre auprès de la personne du Roy, avec l'Ambassadeur

de France, & avec les autres Ambassadeurs des Testes Couronnées, mesmes avec celui d'Espagne, ils ne pouvoient accepter ce party. Les Anglois repartirent, que les Hollandois ayant depuis peu envoyé du secours à ceux de la Rochelle, l'Ambassadeur de France ne seroit pas bien aise de voir leurs Ministres si près de luy. On leur répondit, que l'Ambassadeur avoit fait une declaration toute contraire, & qu'il n'avoit point d'ordre d'éviter la rencontre des Ambassadeurs des Provinces Unies. Sur cette réponse les Anglois s'aviserent d'une autre défaite, & dirent, qu'on estoit obligé de leur donner une loge pour eux seuls, parce qu'estant quatre il n'y auroit point de place pour eux tous en celle du Roy. On leur repartit, que cette difficulté seroit bientôt levée; parce que si le Roy les faisoit prier, un seul d'entre eux y iroit pour tous, afin de ne point incommoder sa Majesté. Les Anglois n'ayant plus de meschantes raisons à alleguer après cellecy, témoignèrent bien, qu'ils ne se soucioient pas beaucoup de donner satisfaction aux Ambassadeurs; veu qu'on ne les en pria point du tout. Le Roy, qui avoit bien fait connoistre, depuis son advenement à la Couronne d'Angleterre, qu'il n'aimoit point l'Estat des Provinces Unies, ne craignoit point de faire mille indignités à ses Ministres; principalement depuis que le mariage d'Espagne occupoit toutes ses pensées.

Je n'estime pas devoir parler icy des civilités extraordinaires, qui pour n'estre point déües, ne peuvent point faire de regle, ny servir à mon intention. J'en ay marqué quelques unes cy devant, & y adjousteray encore icy l'honneur, que Don Louïs de Haro fit à *Hugues de Lionne*, qui l'alla complimenter de la part du Cardinal Mazzarin à St. Sebastien. Il n'avoit point de qualité, ny de lettres de creance; de sorte qu'il ne pouvoit estre considéré que comme l'homme du Plenipotentiaire de France, bien qu'il fust
aussy

aussy Ministre d'Estat. Don Louïs envoya audevant de luy jusques à deux lieües de la ville. Le fit loger dans une Maison qu'il luy avoit fait meubler : il luy donna le tiltre d'Excellence, le luy fit donner par tous les Grands, qui ont de la peine à le donner aux Ambassadeurs. Don Louïs mesme le receut au milieu de la Salle de ses gardes, & luy donna la premiere place à sa table. Il fit cette civilité à un Ministre, qui n'estoit pas seulement dans les dernieres soumissions en la presence du Cardinal, mais qui aussy sous le nom de Secrétaire d'Estat, faisoit les fonctions de Secrétaire de son Eminence.

Après que *M. d'Avaux* eust fait son entrée à Munster, il envoya deux gentilshommes au *Comte de Nassau* Hadermar, Ambassadeur de l'Empereur, pour le remercier de l'honneur qu'il luy avoit fait, d'avoir envoyé son carosse audevant de luy, & de luy avoir fait faire civilité par deux gentilshommes. Le Comte en reconduisant ceux de *M. d'Avaux*, les accompagna jusques à la porte de la rue. Les civilités excessives, que l'Ambassadeur fait dans les rencontres, où il est obligé de faire l'Ambassadeur, ne sont pas fort regulieres, & font connoistre qu'il ne sçait pas bien ce qu'il est, ny ce qu'il fait.

Il n'y avoit point de competence entre le Cardinal Bichi, & les Commissaires qui estoient à Orange de la part de l'Electeur de Brandebourg, tuteur du Prince, en lan 1652. Le Cardinal, qui n'estoit pas fort bien avec le Pape, s'estoit retiré dans son Evesché de Carpentras, où ses eminentes qualités luy donnoient bien autant de lustre, qu'il en tiroit de la pourpre, & où il estoit bien autant respecté, qu'il l'auroit esté à Rome. Le Comte de Dona, qui s'estoit acquis l'amitié & l'estime de ce Prelat, dont les Conseils luy estoient d'un grand secours, fut d'avis que les Commissaires de Brandebourg l'allassent voir dans son Evesché. Le Cardinal

les receut avec les mesmes civilités, qu'ils auroient pû esperer d'un de ses Prelats domestiques. Il les fit passer dans le fond de la ruelle de son liét, les fit asseoir en des chaises à bras, & se mit sur un tabouret à l'entrée. En leur donnant à disner il leur fit donner des chaises à bras, & en les reconduisant il les accompagna jusques au carosse, & leur fit apporter du vin à la portiere.

Quelque temps après l'un des Commissaires estant retourné en Hollande, le Cardinal voulut aller voir l'autre au Chasteau d'Orange. Il y disna, mais il ne voulut point s'asseoir, que l'on n'eust apporté des chaises à bras pour le Gouverneur & pour le Commissaire, qui s'estoient fait donner des sieges pliants. Ayant sceu que ce Commissaire estoit allé à Avignon incognito, voir les ceremonies d'une procession de penitents, il luy rendit la premiere visite, avec un cortege de plus de quatrevingts gentilshommes, & lors qu'il la receut, il luy fit donner une chaise à bras, faisant asseoir l'Archevesque d'Avignon, qui y arriva pendant la visite, sur une forme contre la muraille. Le Cardinal Bichi, en traittant de cette maniere des personnes, qui estoient inferieures à luy dans une distance infinie, & qui mesmes n'avoient point de qualité publique à son égard, & hors la Principauté d'Orange, ne se faisoit point de tort; parce que tout le monde sçavoit, qu'il leur faisoit un honneur & une grace, qui ne pouvoient pas estre tirés à consequence.

Les Princes, qui se connoissent en hommes, sçavent bien distinguer ausly entre le merite des Ministres qui negotient avec eux; par la confidence qu'ils donnent aux uns, & par l'indifference qu'ils ont pour les autres. *Schach Abbas*, Roy de Perse, estoit un des plus adroits Princes de son temps, & il vouloit qu'on crust ausly qu'il estoit fort galant homme. Ce n'estoit pas son intention de contenter *Garcia de Silva Figueroa*, qui estoit auprès de luy de la part
du

du Roy d'Espagne en l'an 1619, c'est pourquoy il luy faisoit mille civilités & caresses, quoy que la conduite de ce Ministre ne fust pas fort judicieuse, ny sa conversation fort agréable. Un jour le *Schach*, suivy de deux ou trois personnes seulement, alla voir l'Ambassadeur à son logis, & pour luy faire connoistre, qu'il en vouloit user avec luy dans une tresgrande familiarité, il le salüa à la franque, en ostant son tulban. En parlant à luy, il l'appelloit tousjours *mon pere* ou *Grand pere*: & dautant qu'un jour Figueroa prit la liberté de luy dire, que dans la conversation il recevoit ces termes de respect, comme un honneur que le *Schach* vouloit bien faire au Roy, son maistre, *Schach Abas* luy fit répondre, non par le moyen de son truchement, mais par un Religieux Espagnol, qui y estoit present, que ce n'estoit pas la consideration du Roy d'Espagne, qui l'obligeoit à luy faire ces civilités; qu'il les luy faisoit comme à son hôte, & comme à une personne dont il estimoit le merite. En nostre Europe les Rois ne se servent point de ces termes, pour exprimer la consideration qu'ils ont pour les Ministres Publics, & il y a bien de l'apparence, qu'ils ne feroient pas fort bien receus non plus.

Ferdinand de Velasque, Connestable de Castille, que Philippe III envoya au commencement de ce siecle au Roy Jaques, pour luy faire civilité sur son advenement à la Couronne d'Angleterre, avoit de l'esprit, mais bien autant de vanité; c'est pourquoy les Anglois, voyant que les grandes apparences luy plaisoient, luy en donnoient au delà de l'imagination & de ses pretensions. Le Roy mesme, ayant appris que le Connestable gardoit le liët, parce qu'il s'estoit legerement blessé au pied, l'alla visiter: ce qui le ravit tellement de joye, que voyant entrer le Roy dans sa chambre, il s'escria. *Seigneur, je ne suis pas digne, que tu entres sous mon toit.* En repassant par Paris, au retour de son Ambassade

baſſade d'Angleterre, le Roy Henry IV commanda à Sebaſtien Zamet de donner à ſouper, au Conneſtable, & ainſy qu'ils ſ'alloient mettre à table, le Roy y ſurvint, & voulut eſtre de la partie. Le Conneſtable ſe mit à genoux, pour preſenter la ſervitte au Roy; mais le Roy ne le voulut pas permettre, & luy dît, qu'on l'avoit fait venir chez Zamet, afin qu'on luy fiſt honneur, & non pour en recevoir de luy. Le Conneſtable ſe ſentit tellement chatoüillé de ces obligantes paroles, qu'il proteſta, que tous les honneurs qu'on luy avoit faits en Angleterre, & tous les riches preſents qu'il y avoit receus, ne luy eſtoient rien au prix de la bonté, avec laquelle il ſe voyoit traitté par le plus grand Roy de la Chreſtienté.

Les Civilités qu'on fait aux Ambaſſadeurs, ſ'eſtendent quelquefois juſques aux morts. Don *Franciſco de Vera*, Ambaſſadeur d'Eſpagne à Veniſe, y eſtant decedé en l'an 1603, le Senat luy fit faire des obſeques, avec les meſmes ceremonies, que l'on a accouſtumé de faire au Doge, avec une dépenſe de trois mille eſcus. En l'an 1607 *M. de Buzanval*, l'un des trois Ambaſſadeurs de France, eſtant decedé à la Haye, les Eſtats firent auſſy les frais de ſon enterrement, & au retour du Convoy ils firent un grand diſner dans l'hoſtel de la Princeſſe d'Orange, où le defunct eſtoit loyé. Puis que le Preſident *Jeannin* veut bien marquer au Roy meſme le rang qui y fut obſervé, j'eſtime en devoir faire icy deux ou trois lignes; parce que ce qu'il en dit merite bien, qu'on y faſſe quelque reflexion, afin qu'on en faſſe comparaïſon avec ce qui a eſté pratiqué depuis. Il dit dans ſa lettre du 24 Septembre, que *les Ambaſſadeurs de France y avoient eu le premier & le plus honorable lieu: puis au deuxiême les Deputés* (ils eſtoient Ambaſſadeurs) *d'Angleterre, qui n'ont fait aucune contenance d'avoir la penſée de débattre la preſeance; encore que les Deputés des Eſtats, en-*
voyés

voyés en Angleterre, nous eussent dit à leur retour, qu'aucuns du Conseil du Roy d'Angleterre les avoient asseurés, qu'ils le feroient : Monsieur le Prince Maurice, & Monsieur le Comte Guillaume les suivoient : puis Monsieur le Comte Henry & Monsieur de Chastillon, & deux autres Seigneurs de cette mesme Maison de Nassau. Après eux Messieurs les Estats en corps : le Conseil d'Estat, puis les autres corps, l'un après l'autre, tous deux à deux, & chacun en grand dueil. Le mesme ordre fut garde au retour, & à s'asseoir à table au dîner. Il n'y a point de Prince qui prenne exemple sur le procedé de ces deux Republiques. Je sçais bien, que depuis quelques années la Reine Regente d'Espagne a fait la dépense des funerailles d'un Ambassadeur qui estoit decedé à Madrid ; mais ce fut pour des raisons particulieres, qui entreront dans l'histoire du temps, mais ne feront pas partie de cet ouvrage. Je feray seulement une remarque sur ce que le President Jeannin dit dans sa lettre, de la presseance que les Ministres d'Angleterre pretendoient, qu'ils n'avoient garde d'entrer en contestation sur ce point dans cette occasion, où les Ambassadeurs de France representoient les proches parents du defunt, & où les Estats vouloient faire honneur au Roy Treschrestien.

Devant que d'achever cette Section, j'y adjousteray encore un mot, à propos de ce que j'ay dit, que la diversité des religions empesche quelquefois la communication d'entre les Ambassadeurs ; mais ce n'est qu'entre les moins habilles. *Pietro della Valla* dit en ses relations, qu'un Resident d'Angleterre estant en l'an 1618 arrivé à Ispahan, ville Capitale de Perse, les Catholiques Europeens, qui y sont en assés grand nombre, mirent en deliberation de quelle façon ils vivoient avec luy. Les Religieux Portugais, qui sçavoient que les Anglois y venoient incommoder le commerce de ceux de leur nation, estoient d'avis

que l'on n'eust point de conversation du tout avec le Resident : mais les autres disoient, que si les Portugais avoient des raisons qui les empeschoient de le voir, qu'ils n'en avoient point eux. Qu'il ne falloit point donner ce scandale à un Roy infidelle, que de faire paroistre une mauvaise intelligence, si incompatible avec la Charité Chrestienne, dans une Cour, où ils avoient à se voir tous les jours. Que tous les Chrestiens vivoient dans une si parfaite union à Constantinople, que l'on y avoit veu les Anglois & les Hollandois, qui estoient d'ailleurs les plus grands ennemis des Jesuites, s'employer pour eux avec plus de chaleur, que les plus zelés Catholiques. Que les Religieux que le Pape envoye en ces quartiers, les plus avancés de l'Asie, deuroient avoir pour object la conversion, non seulement des infidelles, mais aussi des heterodoxes, & que ce n'estoit pas le moyen de les convertir, que d'en éviter la compagnie. Surquoy il fut resolu, *qu'on visiteroit le Resident d'Angleterre* avec la mesme indifference, avec la quelle on voyoit les autres Chrestiens.

Les Souverains ont quelquefois des raisons particulieres, qui les obligent à ordonner à leurs Ministres de ne point voir celuy d'un autre Prince, & alors cela est personnel. En l'an 1620 le Roy de France défendit à ses trois Ambassadeurs, le Duc d'Engoulesme, le Comte de Bethune & l'Abbé Des Preaux, de recevoir les visites de *M^r. d'Aarsens*, qui alloit de la part des Estats des Provinces Unies negotier avec quelques Princes d'Allemagne & d'Italie, touchant les mesmes affaires de Boheme, qui faisoient le sujet de l'Ambassade de France. L'ordre qu'on leur envoya, portoit, que ce n'estoit pas à cause des Estats, avec lesquels le Roy vouloit continuer de vivre en bonne intelligence; mais *à cause de M. d'Aarsens en particulier*, pour en avoir mal usé touchant le service & la dignité de sa Majesté.

Majesté. Ceux qui ont quelque connoissance des affaires de ce temps là, ne peuvent pas ignorer, que ce fut parce qu'Aarsens s'estoit mis à la teste de ceux, qui s'opposèrent en l'an 1619 à l'affaire, que le Roy fit negotier à la Haye avec beaucoup d'empressement, par Boissise & du Maurier, Ambassadeurs.

Le 29 Mars 1647 *Adrian Pau, Sr. de Heemstede*, un des Plenipotentiaires des Provinces Unies à Munster, ayant envoyé le Secretaire de l'Ambassade au Duc de Longueville, pour luy demander l'heure de sa commodité, pour la visite qu'il pretendoit luy rendre, le Duc dit au Secretaire, que *le Roy son maistre luy avoit defendu d'avoir aucun commerce avec le Sieur de Heemstede*; parce que c'estoit luy qui avoit obligé les autres Plenipotentiaires, ses Collegues, à signer les Soixante dix articles, qui avoient esté concertés avec les Ministres d'Espagne. Qu'il donnoit par tout des preuves de la mauvaise volonté qu'il avoit pour la France, & particulièrement dans un escrit, qu'il avoit envoyé aux Estats Generaux, où il avoit tasché d'alterer, *par ses mensonges*, la Justice des plaintes des Ministres de France, & de donner un mauvais sens à leurs intentions. Que c'estoit luy aussy, qui avoit envoyé à la Haye un escrit des Espagnols, qui estoit une espece de Manifeste contre la France, & que toutes ses lettres estoient remplies de bile, contre le gouvernement & contre la nation. Les François publierent en ce temps là des choses atroces contre le *Sr. de Heemstede*, & leurs livres en parlent d'une maniere, qui pourroit faire tort à sa memoire, s'ils n'y méloient pas tant de passion.

Une des choses qui empeschent le plus les Ambassadeurs de se rendre des civilités, c'est le démeslé, qu'ils ont pour les honneurs & pour le rang, non seulement à cause de la competence des Maistres, mais aussy à cause de

quelques prétensions, qu'ils ont quelquefois entre eux. Les Ambassadeurs des Provinces Unies & de Savoye, ne feroient point de difficulté de se faire les mesmes civilités l'un à l'autre : mais ils ne se visitent point, parce qu'ils ne se pourroient point voir en lieu tiers, sans se contester le rang, dont leurs Maistres ne font point d'accord entre eux. L'Ambassadeur de Savoye & M. van Ommeren se virent en lieu tiers en Suisse, parce que celuicy n'ayant pas le caractère representant, il devoit la place d'honneur à l'autre. Il y a de l'apparence, qu'il ne l'auroit point veu du tout, s'il n'y eust esté obligé à cause de l'intérest des habitants des Vallées de Piedmont. Le Plenipotentiaire de l'Electeur de Baviere offrit de rendre visite aux Plenipotentiaires de Suede à Osnabrug, mais Oxenstirn ne le voulut pas admettre, ny reconnoistre son maistre pour Electeur. Ce ne fut qu'au bout de trois ans, qu'il receut la visite du Ministre de Baviere, à l'instance des Plenipotentiaires de France, qui estoient les Protecteurs des intérests de Baviere, comme l'Electeur estoit le Solliciteur de ceux de France.

Ce n'est pas qu'il n'y ait aussy des mesures à garder dans les civilités, que les Ambassadeurs font, ou entre eux, ou bien aux Ministres du lieu de leur residence. Le Chevalier Temple, en arrivant à la Haye en l'an 1668, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire, avoit ordre du Roy d'Angleterre de ceder la main à M. le Prince d'Orange par tout, mesmes chez son Altesse & à sa table. Ce qui estoit d'autant plus juste, que le Prince estant néveu du Roy, l'Ambassadeur le devoit respecter comme Prince du Sang d'Angleterre, & ne luy pouvoit pas faire trop d'honneur. En l'an 1674, il s'estoit fait donner un autre ordre, qui n'estoit pas si raisonnable, ny de si facile execution. On luy ordonnoit de ceder chez luy la place d'honneur au Conseiller Pensionnaire de Hollande. M. Temple avoit desja publié
en

en ce temps là ses remarques sur l'Estat des Provinces Unies, de sorte qu'il y a de quoy s'estonner, qu'il permist qu'on chargeast son instruction d'un article, qui pouvoit estre cause d'une infinité de desordres.

Les Ambassadeurs des Testes Couronnées ne cedent pas chez eux aux Ministres du second ordre, ny aux Deputés des Estats Generaux, ou des Estats de Hollande, s'ils n'y vont en deputation de la part de leur corps. Le Conseiller Pensionnaire a deux qualités : l'une de Ministre des Estats de Hollande, & l'autre de Deputé de la mesme province aux Estats Generaux. En la premiere il est le dernier de toute l'assemblée, & en l'autre il ne prend rang qu'après tout les Deputés de Gueldre & de Hollande, & il n'a que le pas sur ceux de tous les Deputés des cinq autres Provinces : tellement que l'Ambassadeur ne luy peut point faire d'honneur, que les deputés de Gueldre & de Hollande ne puissent pretendre par preference, & ceux des autres Provinces par égalité.

Les Conseiller Pensionnaire de Zeelande, & tous les Ministres, qui sous d'autres qualités font les mesmes fonctions dans les autres Provinces, ont les mesmes pretensions, & les mesmes droits : si bien que l'Ambassadeur ne pouvant refuser à l'un ce qu'il accorde à l'autre, il doit estre fort réservé à l'égard de ces civilités : veu particulierement que les Ministres du second ordre, qui ne cedent point au Conseiller Pensionnaire, les peuvent demander avec plus de Justice que luy.

SECTION XXIII.

De l'habit & de la dépense de l'Ambassadeur.

SI l'habit & la dépense de l'Ambassadeur ne font pas partie, ils font du moins une suite des civilités, dont il a esté parlé dans les Sections precedentes : & il y en a mesme, qui seroient defectueuses, si l'habit y manquoit. On a veu dans une des premieres Cours de l'Europe un Ambassadeur, qui en sortant d'auprés du feu de sa cuisine, ne craignoit point de se produire, sans rabat & en mules de Chambre, à des officiers qui luy venoient parler de la part du Roy. On ne peut nier que ce fust une tresgrande incivilité. Ces gens là font honte à leur caractere ausly bien qu'à leur Souverain, qui ne devroit jamais donner ces emnents emplois à des personnes mal élevées, qui ne sçavent pas les principes de la veritable civilité. L'Ambassadeur ne se doit point produire, ny se faire voir à ceux qui ont à negotier avec luy, qu'il ne soit en estat & vestu. feu M. d'Avaux, qui sçavoit si bien faire l'Ambassadeur, estoit si punctuel en cela, qu'à la reserve de ceux qui le servoient à la chambre, pas un ses domestiques ne le voyoit, qu'il ne fust en l'estat où il recevoit ses plus solemnelles visites. Il ne sortoit point de sa chambre qu'il n'eust le manteau sur épaules, & il ne le quittoit point qu'il n'y fust retourné, pour s'aller coucher.

Comme je juge qu'il n'est pas necessaire, que l'Ambassadeur se fasse connoistre par ses habits ; parce que son caractere le distingue assés, & que s'il veut paroistre il le peut faire en son train, & en la dépense de sa table, ain sy ne voudrois je pas absolument condamner le sentiment de ceux, qui voudroient que toutes les personnes de qualité en fissent

sont connoître la difference par la diversité de leurs habits. C'est ce qu'on voit presque par tout ; n'y ayant quasi point de pais , où l'habit ne fasse connoître les officiers de Justice & de police. Car encore qu'en France la robe de serge & le bonnet carré ne distinguent pas le President d'avec l'huissier, ils marquent pourtant qu'ils sont tous deux officiers de Justice. Il faut avouer qu'un habit grave sied bien à un magistrat qui doit regler les mœurs ; & comme c'est à luy à empêcher le luxe , dont l'estat pourroit estre infecté, ainſy doit il servir d'exemple de modestie aux autres, & non se rendre ridicule, par des perruques blondes, par des points de Venise, ou par des points d'Espagne, ny se parer de robes d'une étoffe bariolée, figurée & voyante, que l'on ne souffre pas mesmes aux femmes, si elles ne sont jeunes ou coquettes. Il est bien plus infame de voir dans une assemblée convoquée pour des affaires d'Estat & d'importance, des Deputés, qui au lieu d'y comparoître dans un habit grave, y vont sans manteau, le chapeau trouffé, la canne ou la baguette à la main, & dans un estat qui seroit honteux à des clers d'une Justice subalterne.

Pour les Ambassadeurs, je diray d'abord, qu'ils s'habillent ordinairement à la mode du pais où ils sont employés : ce qu'il faut entendre particulièrement des Ambassadeurs Residents ou ordinaires. Il n'y a que ceux d'Espagne, qui jugeant leur façon la meilleure de toutes, ont de la peine à s'accoustumer à celle des autres nations : & on ne le trouve pas estrange à Rome, à Venise, à Turin ny à Vienne. Les Moscovites, les Polonois, & les autres peuples qui s'habillent à l'Asiatique, n'ont point de Ministres ordinaires dans les Cours des autres Princes de la Chrestienté

Tous les autres s'habillent ou à la Françoisé, ou d'une mode fort approchante. *Jules Mazzerin* n'estant encore que Negotiateur, avoit des habits de toutes les façons, &
comme

comme il s'accommodoit, avec une adresse admirable, à l'humeur de toutes sortes de personnes, il vouloit aussi avoir de la complaisance pour les Cours, où il estoit employé, & les imiter en leurs habits, afin de paroître François avec les François, Espagnol avec les Espagnols &c. Philippe de Commynes dit, que *Galeas de St. Severin*, que Louïs Sforze envoya à Charles VIII Roy de France, en arrivant à la Cour, s'habilla à la François, & entroit en toutes les galanteries du temps. L'Ambassadeur qui paroîtroit à la Cour de France dans un habit estrange, attireroit bien les yeux des François, & particulièrement ceux des Dames; mais il n'acquerroit pas par là l'estime des uns ny des autres. Celui qui veut bien passer pour estrange dans le país où il negotie, veut bien aussi qu'on croye, qu'il y a quelque chose de singulier dans son esprit, aussi bien qu'en ses habits. L'humeur de *Philippe II, Roy d'Espagne*, n'estoit pas fort complaisante, & on ne l'avoit jamais veu habillé à la Portugaise, bien que sa mere le fust, & neantmoins lors qu'il alla à Lisbonne, après la conquête du Roiaume de Portugal, il n'y voulut pas paroître en Roy de Castille, mais afin de se rendre moins desagréable aux Portugais, il s'habilla à la mode du país.

Pour la couleur & pour les ornements des habits, les Ambassadeurs en usent selon leur inclination; demeurans toujours dans la bienséance qu'ils doivent à leur aage, à leur profession & à leur caractère, & en s'habillant selon les occasions, où ils se doivent rencontrer. Il y a des Ambassadeurs, qui font consister une partie de l'Ambassade en une sorte ostentation de la grandeur de leur Maître, la quelle ils pretendent représenter en leurs habits & en leur suite; pour flatter l'humeur du Prince, où pour satisfaire leur propre vanité. Ce n'est pas par là que l'on connoit ny les forces d'un Estat, ny la véritable magnificence d'un Monar-

Monarque. On ſçait bien qu'ils ſont tous également Souverains, mais on ſçait bien auſſy qu'ils ne ſont pas tous également puiffants. Nous avons veu que ceux qui l'eſtoient le moins, affectoient de faire le plus de dépenſe, meſme dans les Cours, où on ſçavoit que le Miniſtre les faiſoit des ſubſides qu'on donnoit à ſon Prince. L'Eſpagne eſt fort puiffante, mais on ne peut nier, que l'humeur de la nation ne la vueille encore faire paroître plus puiffante qu'elle n'eſt en effet. Ses Ambaſſades ſont magnifiques, & ſ'il m'eſt permis de le dire, pluſtoſt ſuperbes : ceux qui les ont voulu imiter, n'en ont point approché. Rome a veu un Ambaſſadeur d'Eſpagne, qui pour accompagner le Pape, qui ſ'alloit divertir à la campagne, avoit dans ſon train ſix littieres, autant de caroſſes à ſix chevaux, deux cens vallets, & ſoixante charrettes de bagage. On eſtoit perſuadé en France, que les Plenipotentiaires de Suede ne vouloient pas venir à Munſter, de peur que le luſtre de l'Ambaſſade de France n'eſſaçait celui de la dépenſe, que la Suede pourroit faire : mais les François en furent bien détrompés, lors qu'en arrivant à Osnabrug ils virent paroître les Suedois avec une pompe & une magnificence ſi grande, qu'on ne voyoit rien de ſemblable à Munſter. Les Ambaſſadeurs de Suede ne faiſoient point de viſite de ceremonie que dans le caroſſe de la Reine. Douze gardes habillés de livrée, & armés de hallebardes, marchotent aux deux portieres, & à la teſte des chevaux pluſieurs gentilshommes, avec un grand nombre de pages & de vallets de pied, avec leur quatre trompettes & le timbalifte, qui ſe faiſoient entendre, tant en allant qu'en venant.

Le Duc de Cheureuſe, qui après le mariage de la Reine d'Angleterre, eut ordre de la conduire, fit le plus ſuperbe equippage, que l'on euſt jamais veu en France. Tous les gens de livrée eſtoient habillés de velours rouge cramoify,

le pourpoint de satin, à la reserve de celuy des pages, qui l'avoient de brocard d'or, aussy bien que la doubleure de leurs manteaux, couverts de plusieurs bandes en broderie d'or & d'argent, si riche & tellement chargés de ces deux metaux, qu'ils ne pouvoient servir que pendant une ceremonie de deux ou de trois heures. Les Casques des vallets de pied, les Manteaux des cochers & des postillons n'estoient pas moins riches, & il ne falloit presque point d'autre charge aux mulets, tant la broderie de leurs couvertures estoit pesante. Le buffet de vermeil doré ciselé estoit composé de bassins, de barils, de fontaines, de cuvettes & d'autres vases d'une pesanteur extraordinaire : de sorte que ne pouvant pas mesmes servir à un Souverain, que dans des occasions qui n'arrivent que rarement ou jamais, le Cardinal Mazzarin obligea le Roy à acheter ce qui en restoit, pour en faire un present, avec d'autres beaux meubles, au defunct Roy de Suede. Le Chevalier de Terlon, alors gentilhomme de la suite du Cardinal, en fut le porteur : & ce fut l'employ, où il se fit si bien connoistre à ce Roy, qu'il luy fit donner la qualité d'Ambassadeur. Le Cardinal ne parloit jamais de la violence, qu'on luy avoit faite en l'obligeant à faire donner le caractère. representant à Terlon, qu'avec une derniere indignation. Le Comte de la Garde, presentement Chancelier de Suede, fut en l'an 1646 envoyé en France, pour remercier le Roy & la Reine Regente de leur Mediation, qui avoit fait faire la paix entre les deux Couronnes du Nort. Le sujet de son Ambassade n'estoit qu'un compliment, & cependant jamais Ambassadeur de Suede ne parut avec un train si magnifique, & jamais Ministre fit une si belle dépense.

Les Prelats & les gens de robbe, qui sont employés aux Ambassades, doivent estre vestus d'une maniere, qui fasse connoistre leur profession en leur habit. De mesme, un Prince,

Prince, un Grand, ou une autre personne, qui porte l'espée, se fera tousjours honneur, en joignant aux marques de son Ambassade celles de sa profession. C'est à quoy ils ne doivent point manquer dans les ceremonies & aux visites solennelles. Le Nonce, en rendant sa premiere visite à un Prince, ou à un Ambassadeur, le doit faire avec le rochet & le Camail. C'est pourquoy le *Nonce de Venise*, qui avoit esté chez M. de Fresne en son habit ordinaire, avoit raison de dire, qu'il avoit visité l'Ambassadrice & non l'Ambassadeur. *Jules Mazzarin* estant Nonce Extraordinaire en France en l'an 1634, eut different avec le Prince de Condé, qui estant arrivé à Paris après Mazzarin, faisoit difficulté de le visiter le premier. Ils convinrent enfin que celui-cy iroit voir Madame la Princesse, comme il fit, mais avec son habit ordinaire. Monsieur le Prince s'y trouva, & visita en suite le Nonce, qui luy rendit après cela la visite avec le rochet & le Camail. Il les avoit aussy lors qu'il visita Mademoiselle, mais en visitant les autres Princeses il n'avoit que le manteau & la sottane. Le Cardinal *de Richelieu*, ayant sceu que le Cardinal Bichi, qui venoit prendre congé de luy, & presenter le Nonce Bolognetti, son successeur, estoit en habit decent, il mit aussy ses habits pontificaux : & ce fut en cet Estat qu'il receut, & qu'il visita l'Electeur Palatin en l'an 1640. *Fabio Ghigy*, qui estoit Nonce à Munster, recevoit les visites des Ambassadeurs des Couronnes & des Premiers Plenipotentiaires des Electeurs, en rochet & camail, avec le bonnet carré. Aux autres visites il ne mettoit que le camail, reservant le rochet pour les fonctions Ecclesiastiques. Lors qu'il rendoit la visite aux Chefs des Ambassades, il mettoit le camail, le mantelet & le chapeau. Il ne visitoit les autres Plenipotentiaires qu'après avoir receu leur visite, & il ne les recevoit que dans son habit ordinaire, avec la robe de chambre &

le bonnet carré. C'est enquoy les gens d'Eglise doivent estre fort punctuels, ainſy que le Cardinal Doſſat le remarque tresparticulierement dans les viſites, qu'il receut & rendit à Veniſe, lors qu'il y fut envoyé en l'an 1598, n'eſtant encore que Prelat. Il dit qu'eſtant à Veniſe, il receut le Nonce & l'Ambaſſadeur d'Eſpagne avec le rochet & le mantelet, & que le Cardinal Priuly, Patriarche de Veniſe, en rendant viſite à Doſſat, avoit l'habit que les Cardinaux ont accouſtumé de mettre lors qu'ils vont chez le Pape. Surquoy je remarqueray que les Evesques de France ne ſe ſervent point du mantelet, comme ceux d'Italie; mais ſeulement du camail. C'eſt ce que tous les autres Ambaſſadeurs doivent auſſy obſerver en toutes les viſites ſolemnelles, tant actives que paſſives; ceux de robbe, ſinon en ſottane & manteau long, du moins en habit propre & modeſte, & les militaires l'eſpée au coſté. Le Duc de Longueville, voulant rendre la premiere viſite aux Ambaſſadeurs de l'Empereur, y pretendoit mener ſes gardes, mais le Comte de Naſſau, qui n'en avoit point, luy fit dire par les Mediateurs, que ſi le Duc amenoit ſes gardes, on ne l'admettroit point. Les gardes marquent une ſuperiorité, que les Ambaſſadeurs ne reconnoiſſent point entre eux. Le Cardinal de Richelieu avoit ſes gardes; mais quand le Roy l'alloit voir, le Capitaine des gardes du corps deſarmoioit ceux du Cardinal, & enfermoit les armes ſous la clef; laquelle il ne rendoit qu'après que le Roy eſtoit fortý.

Il y a des occasions où il eſt neceſſaire, que l'Ambaſſadeur paroiſſe extraordinairement en ſes habits, auſſy bien qu'en ſa ſuite. Dans les Ambaſſades d'obediſſance, & en toutes les autres, où il faut que l'Ambaſſadeur ſe trouve à des aſſemblées ou à des ceremonies ſolemnelles, il faut auſſy qu'il y faiſſe honneur tant au Prince qu'il ſert, qu'à celui à qui il eſt envoyé. L'Ambaſſadeur de Veniſe, dont il a eſté

esté parle ailleurs , ayant sceu qu'il seroit convié au mariage de l'Electeur Palatin & de la Princesse d'Angleterre , fit faire une belle livrée neufve , pour faire honneur à sa Re-
publique aussy bien qu'aux nouveaux mariés. Le Comte de Carlisle & le Lord Kensington , qui avoient negocié le mariage du Roy & de la Reine d'Angleterre defunts , y parurent avec des habits de toile d'argent batu , avec la toque & le capot chargés de pierreries. Le Baron de Languerac , Ambassadeur des Provinces Unies en France , fut convié d'assister à cette ceremonie ; mais on luy fit dire , qu'il falloit qu'il quittast le dueil , & qu'il prist un habit , qui fist honneur aux mariés.

Ainsy dans une occasion de dueil , l'Ambassadeur ne se peut dispenser de le prendre , soit que la Cour où il reside le luy donne , ou que son Maistre en fasse la dépense. Mais c'est en quoy il y a bien des precautions à prendre. Car outre qu'il faut distinguer entre les personnes , pour qui on le prend , l'Ambassadeur ne le doit donner à ceux de ses domestiques qui portent les couleurs , si ce n'est pour la mort du Prince qui l'employe. Dans les autres occasions il ne doit passer au delà de sa personne , & de ceux de sa suite qui le peuvent accompagner jusques dans l'antichambre. Les plus grands dueils de la Cour ne durent pas longtemps , & comme les Princes se consolent facilement , l'Ambassadeur ne doit pas affecter de paroistre plus affligé que ne sont ceux du país. Le Roy Henry IV , en envoyant *le Marquis de Rosny* à Londres , pour faire civilité au Roy Jaques sur son advenement à la Couronne d'Angleterre , luy ordonna de paroistre en dueil dans sa premiere audience ; parce qu'il y devoit aussy faire un compliment de condoléance sur la mort de la Reine Elisabeth. En suite de cet ordre tous les Seigneurs & gentilshommes de la Maison de l'Ambassadeur avoient pris le dueil le jour qu'il devoit aller à l'audience :

mais d'autant que depuis que le Roy estoit arrivé en Angleterre, pas un Anglois n'avoit paru devant luy en dueil, les Seigneurs Anglois, qui craignoient, que le Marquis, en se presentant en cet estat, ne leur reprochast l'ingratitude, qu'ils avoient pour la memoire de la Reine, la plus grande & la meilleure Princeesse, qui eust jamais porté Couronne, en furent scandalisés. Ils firent entendre à l'Ambassadeur, que le Roy, à qui on pouvoit faire le mesme reproche, aussy bien qu'à toute la Cour, le trouveroit fort mauvais: tellement que l'Ambassadeur changea d'habits, & à son exemple les Seigneurs & gentilshommes de sa suite les changerent aussy.

La Duchesse de Bar, Sœur du Roy Henry IV, estant décedée, tous les Ambassadeurs prirent le dueil, & parurent en cet Estat devant le Roy, pour luy faire compliment sur son affliction. Certe Princeesse avoit fait profession de la Religion Protestante depuis sa naissance, & n'avoit pas voulu apostaser, quelque peine que le Pape eust prise pour cela: ce qui fut cause que le Nonce ne voulut pas prendre le dueil. Le Roy luy fit dire, qu'il en pouvoit user ainfty qu'il luy plairoit; mais qu'il le prioit ne le point voir, que le dueil ne fust passé.

Les Ambassadeurs de Venise ne prennent point le dueil pour la mort de leur Doge, parce qu'il n'est pas le Souverain, mais seulement le premier de leur Republique; Aussy le Senat assiste à son service en robes rouges, & on luy donne un successeur dans si peu de jours, qu'on n'a pas le loisir de faire reflexion sur la perte, que la Republique vient de faire. Le Chancelier de France ne prend jamais le dueil; parce que le Roy ne meurt point en France, où le mort saisit le vif, en sorte qu'il n'y a point d'intervalle entre le decés de l'un & la succession de l'autre.

Les mesmes Ambassadeurs de Venise sont d'ordinaire
vestus

vestus de noir, & ils le sont toujours lors qu'ils prennent audience. Et afin d'y paroître avec plus de gravité & en Senateurs, ils quittent le manteau, pour prendre la veste, qui est une sorte de robe, de la façon de celles que les Conseillers d'Estat portent en France, & que ceux de la Cour de Justice de Hollande imitent en quelque façon; sinon que cellescy sont plus courtes, & depuis quelques années, de tabis, qui est une étoffe un peu trop voyante pour des Conseillers d'un Presidial. Les Ambassadeurs des Couronnes peuvent porter l'espée aux audiences: & c'est ce qu'on a veu faire mesmes à ceux qui n'estoient point de cette profession.

Comme le Religieux travestit perd le privilege de l'exemption de la Jurisdiction seculiere, ainſy l'Ambassadeur travestit déroge à son caractère, & ne peut jouir de la protection du *Droit des Gens*. Je ne parle point de cet Ambassadeur, qui fut trouvé dans la Cour de son logis les armes à la main; parce que les officiers de Justice ne pouvoient pas ignorer sa qualité; mais de l'Ambassadeur qui est trouvé hors du lieu de sa fonction & de sa résidence, dans un habit peu convenable à son employ. *M. de Lansac de St. Gelais*, qui avoit esté Ambassadeur à Trente, & l'estoit à Rome de la part de la France, receut ordre du Roy d'aller à Sienne, & de s'y charger de la direction des affaires, en l'absence de Strozzi & de Monluc, dont l'un estoit blessé, & l'autre malade. Cosme, Duc de Florence, avoit si bien occupé toutes les avenues de la ville, que Lansac, qui estoit à Montalcin, voyant qu'il n'y avoit point d'apparence de passer, *se travestit en soldat*, & se mit en chemin avec des guides, qui le firent tomber entre les mains des ennemis. Don Francisco de Toledé, & Don Jean Manriques, qui commandoient les troupes Espagnoles, le firent conduire à St. Miniato, & le voulurent faire interroger formellement
sur

sur les intelligences, que le Prince de Salerne avoit au Roiaume de Naples. Il s'en défendit, non par sa qualité d'Ambassadeur, mais il soustenoit qu'il estoit prisonnier de guerre. Le Roy, son maistre, le reclama, & pretendoit le faire considerer, comme s'il faisoit encore les affaires de France à Rome, parce qu'il n'avoit pas esté revocé, & il n'avoit pas pris son audience de congé du Pape. Mais il ne fut point traité en Ambassadeur, & ne fut pas mis en liberté en vertu du *Droit des Gens*, mais par échange avec Ascagne de la Corgne. Les Espagnols, pour excuser la violence, qu'ils firent après le combat de Pavie, à Aleandre, Nonce du Pape, disoient, qu'ils n'estoit pas en habit decent, & qu'ils ne l'avoient pas connu. Ils ne disoient pas la verité, mais aussy Lansac ne pouvoit en aucune façon reclamer la protection du *Droit des Gens*, que le Pape ne pouvoit pas donner à un Ministre travestý, qui avoit esté fait prisonnier hors de l'Estat de l'Eglise, & il ne la pouvoit esperer du Roy, pendant qu'il estoit entre les mains des ennemis, qui le pouvoient traiter en prisonnier de guerre, quand mesmes il n'auroit point esté travestý. L'exemple de *Philippe de Dreux, Evêque de Beauvais*, fait connoistre, qu'il n'y a point de Droit ny de privilege qui protege ou qui favorise les travestis.

Après la decés de Philippe d'Austriche, Roy de Castille, les Grands de ce Roiaume là firent mille cabales & intrigues contre Ferdinand le Catholique, qui pretendoit & obtint enfin le gouvernement de ce Roiaume, pendant l'indisposition de la Reine sa fille, & la minorité de Charles, son petit fils. Plusieurs de ces Grands estoient d'intelligence avec l'Empereur Maximilian I, qui comme pere de Philippe, & ayeul de Charles, pretendoit la tutele de sa personne, & l'administration de son Roiaume pendant la minorité. Il entretenoit pour cela ses correspondences en Castille,

le, où il envoya en l'an 1508 *Don Pedro de Guevarra*, qui s'estant *traveſty en laquais*, & s'estant mis à la suite d'un autre Seigneur, fut reconnu & pris à l'entrée du Roiaume par les gardes des frontieres. Ferdinand l'ayant fait emmener au chasteau de Simancas, luy fit donner la queſtion, & arracha de luy, à force de torments, le ſecret de toutes les intelligences que l'Empereur avoit avec les Grands de Caſtille, & principalement avec le Grand Capitaine, Don Gonçale Fernandes de Cordoue. Maximilian fut tellement indigné du mauvais traitement qu'on avoit fait à ſon Miniſtre, qu'il voulut faire arreſter tous les Eſpagnols qui demeuroient à Anvers, & dans les autres villes de Flandres, & fut ſur le point de rompre. Mais Ferdinand dît, qu'on ne pouvoit pas trouver mauvais, qu'il euſt fait proceder ainſy contre un homme, qui avoit eſté pris dans un *habit*, qui faiſoit juger, que ſon intention eſtoit de troubler le repos du Roiaume, pluſtoſt que de travailler à la bonne correfpondence entre les deux Rois. Outre qu'il n'avoit point de lettres de creance, ny aucune autre marque de Miniſtre public.

Il eſt parlé en la Section deuxiême, de cet Ambaſſadeur qui fit un ſi extravagant perſonnage pendant les mouvements de la ville de Naples. Ils ſont une des plus memorables parties de l'hiſtoire du temps, qui remarque particulièrement, que le Marquis de Fontenay, Ambaſſadeur de France à Rome, donna la meſme qualité à un nommé *Loüis del Ferro*, pour en faire la fonction auprès de la pretendue Republique de Naples, & *le traittoit d'Excellence*. Ce pretendu Miniſtre ayant ſceu, que le Duc de Guiſe, qui eſtoit arrivé à Naples, eſtoit en conference avec Gennaro Anneſe, ſe fit ouvrir la porte de la Chambre, comme à l'Ambaſſadeur de France. Il n'avoit point de chapeau, mais deux chapelets au col, dont l'un, à ce qu'il

I. Part.

Q q q q

diſoit,

disoit, fervoit à prier Dieu pour le Roy de France, & l'autre pour le peuple de Naples, & tenoit l'espée une à la main, avec la mine d'un homme qui se fauvoit des petites Maisons plustost que d'un Ministre. Dès qu'il apperçeut le Duc, il jetta son espée, & se prosternant à terre, il luy alla baiser les pieds, & luy embrassa les genoux si fort, que le Duc eut de la peine à s'en défaire. Le Duc avoit des lettres de M. de Fontenay pour cet Ambassadeur; mais voyant un homme qui n'en avoit *ny l'habit ny la mine*, il ne sçavoit s'il devoit les luy rendre. Toutefois considerant que c'estoit cet enragé, qui avoit fait enrager le peuple de Naples, & qui l'avoit obligé à reclamer, avec la protection de la France, le secours du Duc mesme, il resolut de les luy presenter, & de luy faire civilité. Le lendemain il accompagna le Duc à la Messe, portant l'espée nue devant luy, & la teste découverte, ayant mis une perruque de crin de cheval, comme celles qu'on donne aux furies à la comédie. Cet Ambassadeur chimerique, employé auprès d'une populace revoltée, en vertu d'une commission burlesque, estoit dans un équipage convenable à sa qualité, & en habit decent.

Le jugement doit regler l'habit, la livrée & la dépense de l'Ambassadeur. Les occasions extraordinaires, dont je viens de parler, le peuvent & le doivent convier à faire quelque chose d'extraordinaire, sur tout si on y employe des Princes, ou des personnes d'une qualité eminente; quoy qu'ils soyent sujets à donner en des excès aussy bien que les autres. Le Duc de Pastrana, qui vint en France en l'an 1612 pour le double mariage, avoit quarente pages habillés de brocard d'or. Le Roy mesme n'en avoit pas tant, ny de si richement vestus, le jour de son mariage: & il n'y a point de Monarque, qui vueille faire une dépense de cette nature; si ce n'est pour un Carousel, ou pour quelque autre divertissement, qui tienne de ceux des jours gras, ou qui
doive

doive faire partie du theatre. Le Duc de Cheureuse se sentit tellement incommodé de la dépense qu'il fit au voyage d'Angleterre, qu'il le fut le reste de ses jours. Il falloit que la table répondist à la magnificence des habits & de la livrée, & c'est en quoy s'engagent tous les Ambassadeurs, qui doivent tous considérer, que l'honneur du Prince ne laisse pas de estre prostitué par une dépense peu judicieuse, & par une profusion étourdie, quand mesmes elle ne cousteroit rien au Maistre. Le Ministre Public, qui observe les autres, est observé à son tour, & ne peut faire approuver le choix, que le Prince a fait de sa personne, sinon par une conduite réglée & égale. On a vu des Ambassadeurs, qui après une dissipation puerile, estoient reduits à engager leur vaisselle d'argent, & mesmes le présent qu'on leur avoit fait : ce qui faisoit bien mépriser l'Ambassadeur, & ne faisoit pas beaucoup d'honneur au Maistre.

L'Ambassadeur, qui fait une dépense extraordinaire & déréglée, bien qu'il en fasse luy mesme les frais, ne laisse pas quelquefois de faire tort au service de son Prince. Entre les autres avantages, que les Turcs obtinrent des Polonois par la paix de Chocein en l'an 1623, le Roy de Pologne s'obligeoit d'envoyer un Ambassadeur extraordinaire, & d'entretenir un ordinaire à Constantinople. *Christoffre Zbarausky*, qui fut nommé à l'Ambassade extraordinaire, y parut avec une suite de quatre cens personnes, & y fit une si prodigieuse dépense, que lors que Sigismond y envoya en l'an 1630 *Alexandre Piaseczinsky*, les Turcs ne le voulurent pas reconnoistre d'abord pour Ambassadeur, mais ne le considererent que comme un porteur de lettres, ou au plus comme un Ministre du second ordre, parce qu'il n'avoit pas le moyen de faire la dépense que *Zbarausky* avoit faite. La peine que cela luy donna au commencement de la negotiation de *Piaseczinsky*, fit connoistre le prejudice, que la

dépense de l'autre avoit fait aux affaires. C'est sur quoy les Princes pourroient bien faire reflexion, s'ils vouloient, & regler le train & la dépense des Ambassadeurs, qui en effet n'ajoute rien à la veritable grandeur du Maistre.

Les Princes, qui permettent aux Ministres du second ordre de faire une dépense, qu'une Cour bien réglée ne permettroit pas de faire à un Ambassadeur, ne sont pas bien conseillés. Il suffit que ceux qui ne sont pas representants au dernier degré, ayent de quoy subsister honnorablement; en sorte qu'ils puissent faire honneur au Prince, regler leur train & leur maison d'une maniere qui les distingue d'avec les particuliers, & obliger le Prince à les avancer à d'autres emplois, & à recompenser leurs services. C'est une des choses, dont les Princes doivent estre le plus soigneux; veu que s'ils ne leur donnent des appointements honorables, & s'ils n'ont un soin particulier de les faire payer punctuellement, ils ne se peuvent faire honneur à eux mesmes, & n'en tirent point les services, qu'ils s'en pourroient promettre. Le Ministre, qui est incommodé en ses affaires, & qui est obligé de donner toutes ses pensées au moyens de sa subsistance, ne peut travailler avec application à celles d'un Maistre, qui le neglige: ainzy que Walsingham le represente si bien dans la lettre, qu'il escrit à Cecil du 14 Mars 1571. Avec cela on reduit quelquefois le Ministre au desespoir; comme l'on voit en ce Resident de Brandebourg, qui ayant esté une fois prisonnier pour dettes, fut contraint de deserter, & d'entrer dans les interets des ennemis de son maistre, pour ne point rentrer dans la prison, ou du moins on l'expose à des tentations capables de corrompre sa fidelité.

L'Ambassadeur se doit bien asseurer du payement punctuel de ses appointements, devant que de se charger de son employ; mais j'advoüe que cela estoit absolument impossible

ble sous le Ministre du Cardinal Mazzarin. Entre les fonds qui se font en France au commencement de l'année, celui qu'on fait pour les Ambassadeurs est un des premiers, après la dépense de la Maison du Roy, & neantmoins peu d'Ambassadeurs estoient payés, & pas un ne l'estoit punctuellement.

Après que les deux Plenipotentiaires des Couronnes eurent signé le traité des Pirenées, on fit partir le Marechal de Grammont, pour aller à Madrid demander l'Infante, dont le mariage faisoit la principale partie du traité. Il y alla en poste; mais bien qu'il fist le voyage en courrier, il ne laissa pas d'y faire une grande dépense & un equippage tres-magnifique. C'est en quoy il suivit son humeur; mais afin qu'il fist quelque chose au de là, le Cardinal luy dit, qu'il n'y épargnast rien, & qu'on luy donneroit de quoy. Ce Ministre estoit fort prodigue de cette sorte de promesses & d'avances, quand il trouvoit des gens qui le vouloient croire. Je me souviens à ce propos, d'une rencontre qu'il eut en l'an 1652 avec un gentilhomme, nommé *Gentillot*, qui est assés connu en Hollande, où il estoit Lieutenant Colonel d'un regiment d'infanterie. Il estoit fort bon officier, & homme d'honneur, mais je ne l'ay pas assés familièrement connu, pour pouvoir dire s'il estoit aussy fort habille negociateur. Tant y a que le Cardinal Mazzarin le voulut employer en cette qualité auprès de Cromüel. Pendant le séjour qu'il fit à Londres, il escrivit au Cardinal, que quelques marchands s'estoient offerts à luy de faire entrer du secours & des munitions dans Dunquerque, que les Espagnols tenoient assiegée, & qu'ils ne demandoient pour cela qu'une somme de vingt mille escus. Le Cardinal, en remerciant *Gentillot* fort civilement de l'important service qu'il rendoit au Roy, y adjousta, qu'il n'en falloit pas demeurer là, mais qu'il devoit tascher de faire cette somme de vingt

mille escus, & de fouïller pour cela dans sa bourse, ou dans celle de ses amis, & qu'il l'en feroit rembourser au premier jour. *Gentillot*, qui estoit de Guyenne, & qui avoit achevé de se polir en Hollande, repartit, qu'il falloit que son Eminence ne l'eust pas bien connu lors qu'il l'avoit envoyé en Angleterre. Qu'il n'estoit pas marchand, pour pouvoir fournir vingt mille escus de sa bourse, où par son credit; mais quand il auroit l'un & l'autre, il faudroit qu'on le crust bien fou, si on le jugeoit capable d'avancer un sol sur la parole de son Eminence.

Les appointements, que la Republique de Venise donne à ses Ambassadeurs, sont assés mediocres; mais ils sont réglés, de sorte qu'ils sçavent dequoy ils peuvent faire estat, & quelle dépense ils peuvent faire. Ils ont le nécessaire; & suppleent au superflu du leur, dans l'esperance de s'avancer par là à de plus grandes dignités dans le pais, & à de plus importants emplois au dehors. Les Provinces Unies donnent dixhuit mille livres à leurs Ambassadeurs ordinaires, & les font payer fort exactement. Les Extraordinaires sçavent ce qu'ils peuvent dépenser par jour, & leur train est réglé, suivant une resolution formelle que les Estats ont prise pour cela; mais on ne laisse pas de l'alterer quelquefois pour des considerations particulieres. La France donne six mille escus aux Ambassadeurs ordinaires, & douze mille aux Extraordinaires. Lors que le Chevalier Temple vint à la Haye, en l'an 1674 il avoit cent livres Sterlins par semaine, & avec cela un tresriche buffet de vaisselle d'argent aux armes du Roy de la Grande Bretagne: tellement qu'il n'y avoit point de table d'Ambassadeur ou l'on en vist tant, ny qui fut couverte de si grands plats, & de si belles machines pour le fruit & pour les confitures. Lors que le Cardinal Aldobrandin alla Legat en France en l'an 1600, il avoit à dépenser mille escus par jour, sans le revenu de ses

be-

benefices. Le Roy d'Espagne traite auffy fort bien ſes Ambaffadeurs & ſes Miniſtres, quoy qu'ils ne ſoyent pas tous-jours fort punctuellement payés. Le Viceroy de Naples eſt obligé de payer ceux de Rome, de Veniſe & de Turin.

Le Duc & le Cardinal de Guiſe, voulant faire éloigner les Princes du Sang après la mort de Henry II, firent donner commiſſion au Prince de Condé d'aller en Eſpagne, en qualité d'Ambaffadeur Extraordinaire, & d'y aſſiſter au ferment, que le Roy Philippe devoit faire pour l'obſervation de la paix. Le Cardinal, qui avoit la direction des finances, luy fit donner une ordonnance de mille eſcus. Le Prince eſtoit fort incommodé en ſes affaires, & on auroit bien donné la meſme ſomme à un courier, que l'on auroit dépeſché pour un ſi grand voyage; de ſorte que le Prince ne pouvoit pas faire un equippage convenable à ſa qualité & à ſon employ ſans ſe ruiner, & en n'en faiſant point, il ſe faiſoit le mépris de la Cour d'Eſpagne. Le Cardinal, qui ne craignoit point de faire recevoir un affront à un Prince du Sang, & qui ménageoit ſi peu l'honneur d'un Ambaffadeur de France, proſtituoit bien celuy du Roy & de la Couronne.

Un habile homme, qui avec ſa capacité a un peu de cœur & de naiſſance, ne ſe chargera pas volontiers d'une Ambaſſade, & ne voudra pas ſervir à ſes dépens, à moins que l'incommodité des affaires de ſon maiſtre, & ſon propre zele l'obligent à ſervir ſans intereſt, en attendant la recompence, qu'il ſ'en doit promettre infailliblement. Sans cela le Prince, qui n'a pas de quoy faire ſubſiſter ſon Miniſtre, ſera contraint d'employer le premier venu, & des gens, qui veulent bien acheter un faux honneur aux dépens de la veritable reputation de leur Maiſtre. La diſſipation des finances eſtoit extrême pendant tout le règne de Henry III

Roy

Roy de France. Tout l'argent, qu'il levoit sur ses fujets, par une infinité d'Edits, entroit dans la bourse de ses favoris, comme dans un abîme; tellement qu'il n'y avoit jamais de fonds pour les dépenses neceffaires, & particulièrement pour celle des Ambaffades. C'est pourquoy, faute de perfonnes de merite & de qualité, on les donnoit à des gens qui n'avoient ny l'un ny l'autre. De ce nombre estoit *Germigny de Gerroles*, à qui le Roy donna l'Ambaffade de Constantinople, comme un poste, où un autre que luy n'auroit pas voulu fervir fans appointements. Auffy s'en acquitta il tresmal, & particulièrement dans une occasion, où il devoir neceffairement paroître, pour conferver le rang du Roy, son maistre. En l'an 1582 Selim II, Empereur des Turcs, voulant faire circoncire fons fils Mahomet, qui estoit aagé de feize ans, fit convier tous les Ambaffadeurs qui estoient à Constantinople, d'estre Spectateurs des ceremonies publiques, qui devoient preceder celles de la circoncifion, la quelle se fit dans la Chambre du Sultan, par le Bachá Mahomet, qui avoit esté autrefois barbier de Selim. Tous les Ambaffadeurs furent presents aux ceremonies publiques, à la reserve de celuy de France. L'auteur, qui a publié la relation de ces ceremonies, se trompe, en ce qu'il dit, que l'Ambaffadeur de France s'en absenta, parce qu'il ne vouloit point ceder à celuy de l'Empereur Rodolfe. Ce qui n'est pas vray; veu que l'Ambaffadeur de France est le premier de tous les Ambaffadeurs à Constantinople, celuy de l'Empereur n'y estant confideré que comme Ambaffadeur du Roy d'Hongrie. *Germigny* y devoit paroître, nonobstant la presence de l'Ambaffadeur de Pologne; parce que son absence n'empescha pas celui cy de s'y trouver, & donna la premiere place à l'Ambaffadeur de Rodolfe. Henry III prenoit tousjours la qualité de Roy de Pologne avec celle de Roy de France, c'est pourquoy

Ger-

Germigny ne voulut pas se trouver, dans une assemblée publique, avec un autre Ambassadeur de Pologne.

L'Ambassadeur Extraordinaire ne se peut pas bien dispenser de tenir table, & de faire de la dépense pour cela, s'il veut faire honneur à son Maître. A Venise un Sénateur ne peut avoir communication avec l'Ambassadeur, & dans les Cours de Rome, de France & d'Espagne, les Ministres ne se rendent jamais si familiers avec les Ambassadeurs, qu'ils aillent dîner avec eux, s'ils n'y sont conviés dans une occasion extraordinaire. Je parle des Ministres qui sont du Conseil, & qui ont part aux affaires, & non des subalternes, comme des Maîtres des ceremonies & de l'Introducteur des Ambassadeurs, parce que ceuxcy sont obligés de visiter quelquefois l'Ambassadeur, & de luy faire compagnie à dîner, tant par civilité, & pour luy faire honneur, que pour tâcher de profiter de sa conversation, dont ils peuvent tousjours tirer quelque chose. Dans les Cours du Nort, où les grands repas sont une partie de la négociation, cette dépense est fort nécessaire, aussi bien qu'en Hollande, où on aime fort à raisonner entre deux treteaux. Les marais du pais produisent grande quantité de grenouilles. La plupart des Ambassadeurs n'y réussissent point, tant parce que tout le monde n'y est pas propre, que parce que la dignité du caractère y est contraire.

Il y a aussi fort peu d'Ambassadeurs, qui s'acquittent bien dignement de ce qu'ils doivent à leur Prince à cet égard. Il n'y a que *M. Destrades*, qui pendant les six années de son Ambassade extraordinaire en Hollande, ait tenu une table splendide, magnifiquement & également bien servie, sans que le prétexte de ses dépêches l'ayent empêché d'y recevoir tous les jours toutes les personnes de qualité, qui vouloient prendre part à sa bonne chère. Il y en a qui y affectent une fausse frugalité, & les autres ta-

schent de profiter des emoluments de l'Ambassade ; mais la pluspart n'y reussissent point , parce que les officiers, qu'ils amènent du país n'y entendent rien. La Maison de l'Ambassadeur est celle de son Souverain , & la table du Ministre doit représenter la grandeur du Maître, en marquant les appointements honorables qu'il luy donne. J'ay veu l'Ambassadeur Extraordinaire de la plus puissante Republique de l'Europe, qui ayant esté regalé de plusieurs festins, en voulut faire un à son tour. Entre les autres personnes de grande qualité, les Mareschaux de Chastillon & de la Meisleraye estoient de la partie ; mais le traitement fut si chetif, qu'il n'y a point de bourgeois de la rue St. Denis qui ne traitast mieux son voisin, ou son amy particulier , & il n'y a point de nopces de village on ne n'eust esté mieux servy. Tout le monde se regardoit , & au sortir de ce grand repas les deux Mareschaux se demanderent , où ils iroient dîner. Ce fut le mesme Ambassadeur qui se fit donner le present du Roy en lettres de change.

En l'an 1651 la Reine de Suede nomma quatre Ambassadeurs pour l'assemblée de Lubec. Le *Comte de la Garde, Wachtmeister*, Grand Escuyer de Suede, *Salvius & Rosenhan*, dont les deux derniers avoient esté employés au Congrès de Westfalie. Et d'autant que les finances du Royaume estoient presque épuisées, & qu'il auroit fallu faire une dépense prodigieuse, s'ils tenoient chacun table ouverte, la Reine ordonna, qu'il n'y en auroit qu'une pour les quatre Ambassadeurs, & qu'ils feroient servis par les officiers de sa Maison, qui y furent envoyés. Mais le voyage & l'employ du Comte de la Garde n'ayant point eu de suite, Salvius ne voulut pas s'assujettir à vivre en commun, & renvoya les officiers de la Maison de la Reine.

Il y a encore une dépense qui est tresnecessaire, & que l'Ambassadeur ne peut éviter. Il est obligé de faire des presents

sents aux officiers qui l'ont servy & traitté au nom du Prince, auprès duquel il est employé, aux tambours & aux trompettes: aux cochers & aux valets de pied; non seulement aux jours de son entrée & de son audience; mais aussy aux estrénes, & aux autres festes solemnelles.

Phil. de Commines dit, que les presents qu'il avoit faits aux officiers de la Republique de Venise, en passant à Bresce, Verone, Vincenze & Padoüe luy avoient bien cousté autant, que s'il eust vescu à ses dépens. *Mais qu'il faut considerer en cela l'honneur qu'on fait à l'Ambassadeur, qui de son costé doit estre honorable, & mesmes magnifique.* Enquoy toutefois il faut fuir l'excés, comme en toutes les autres choses. Entre les autres profusions, qu'un certain Ambassadeur fit en France, on remarqua qu'il fit donner cinq cens pistoles aux Trompettes du Roy, qui se seroient fort bien contentés de cinq. Il meritoit qu'on trompettast sa liberalité mal concertée par toute la Cour, & par toute l'Europe.

SECTION XXIV.

De la Competence entre la France & l'Espagne.

J'Ay dit en la Section 22, qu'un des obstacles, qui empêchent les Ambassadeurs de se visiter, est la contestation pour le rang. Ceux qui ne se peuvent voir sans competence en lieu tiers, ne se plaisent pas non plus à se rendre des visites familiares. Quand mesmes depuis de deux siecles il n'y auroit point eu de guerre, presque sans interruption, entre la France & l'Espagne, qui a fait naistre une averfion comme naturelle entre les deux nations, & quand mesme tant de grands & de si contraires interêts ne rendroient pas ces deux Couronnes presque irreconciliables, les Ambassadeurs des deux Rois ne se visiteroient jamais,

s'ils n'y estoient obligés par des devoirs, dont ils ne se peuvent dispenser. Le Roy d'Espagne a bien fait declarer publiquement, par le Comte de la Fuente, que son Ambassadeur ne se trouvera jamais aux lieux, où le rang pourroit estre disputé entre les deux Ministres, mais il ne s'est pas obligé à le luy ceder, ny à ordonner à son Ambassadeur de se trouver aux ceremonies, où il feroit tenu de faire place à celuy de France. Au contraire il se le conserve encore à la Cour de Vienne, & son Ambassadeur n'a garde d'aller aux assemblées, où celuy de France se pourroit mettre dans une possession incontestable, fondée sur une cession volontaire. Ce n'est pas que la France n'y soit, mais cela n'empesche pas que le Roy d'Espagne ne pretende, qu'elle esté adjudgée à la France avec injustice, & qu'il ne soit d'humeur à la luy contester, s'il estoit en estat de le pouvoir faire.

Cette matiere a esté si souvent debatue, qu'il n'y a rien à ajouster à ce qu'un tresgrand nombre de Docteurs ont escrit pour les droits de l'une & le l'autre Couronne. Ce n'est pas mon intention non plus d'entrer en la discussion de leurs pretensions; mais seulement de faire un narré historique & desinteressé de ce qui s'est passé sur ce sujet à Venise, à Trente & à Rome. Ce n'est que depuis que l'Union des Couronnes de Castille & d'Aragon, & des Estats & Roiaumes qui en dépendent, avec ceux d'Austriche & de Bourgogne, que le Roy d'Espagne croit, que sa puissance le doit mettre hors du pair d'avec tous les autres Princes de la Chrestienté, & il est certain, que ce n'est qu'en la qualité d'Empereur, que Charles V a precedé François I & Henry II Rois de France. *Au Concile de Constance il n'y eut point de contestation du tout pour la presepance entre les Ambassadeurs de France & ceux des autres Couronnes, & le 6 Septembre 1434 il fut ordonné au Concile de Basle, que les Ambassadeurs de Castille suivroient immediatement ceux du*
Serenissime

Serenissime Roy de France. Le *Docteur Medina*, & le Prototaire *Bernardin de Carvajal*, estant en l'an 1486 Ambassadeurs à Rome pour les Rois Catholiques, eurent un grand démestlé pour la preseance, dans la Chapelle du Pape, avec l'Ambassadeur de Maximilian Roy des Romains. Ils avoient ordre, *ce qu'il faut bien remarquer*, de ne point poursuivre leur pretensions, si l'Ambassadeur de Maximilian precedoit celuy de France : mais en cas qu'il ne le precedast point, de ne pas permettre, que celuy du Roy des Romains prist place sur eux après l'Ambassadeur de France : *parce que personne ne se pouvoit mettre entre les Ambassadeurs de France & de Castille.*

Après que l'Empereur Charles V eust abdiqué, les Ministres de France s'opposerent aussytost aux pretensions de Philippe son fils, & le premier démestlé qu'ils eurent fut à l'occasion suivante. *François de Vargas*, qui avoit esté Ambassadeur à Venise, de la part de Charles, avoit esté revoqué par Philippe, dès que Charles se fut remis de la dignité Imperiale entre les mains des Electeurs. Philippe, en revoquant Vargas, escrivit au Senat, que son intention estoit de le renvoyer dans peu de temps, & cependant il ne laissa pas de luy substituer *Don N. Layala*. Ce nouveau venu voulut se maintenir en la possession où son predecesseur avoit esté comme Ambassadeur de l'Empereur ; mais l'Evesque de Lodève, Ambassadeur de France, y forma de si fortes oppositions que l'autre n'osa jamais paroistre en aucune action publique. *Vargas*, en retournant à Venise en l'an 1557, ne voulut pas qu'on luy fist entrée, afin de faire croire, que ce n'estoit qu'une continuation de sa premiere Ambassade, où il jugeoit pouvoir prendre le mesme rang qu'il y tenoit estant Ambassadeur de l'Empereur. Il avoit pris congé du Senat dans les formes, & avoit receu le present ordinaire lors qu'il estoit party. Mais

quand mesmes il n'auroit pas pris congé, & qu'il n'auroit point eu le present : & qui plus est, quand il ne seroit point party de Venise, il ne pouvoit pas représenter un Empereur qui n'estoit plus, & qui par son abdication avoit fait cesser le pouvoir & la commission de son Ambassadeur : de sorte que Vargas, qui ne pouvoit plus agir pour Charles, ne pouvoit plus estre considéré que comme Ministre de Philippe. La Republique, qui ne vouloit pas offenser l'Espagne, tascha de se décharger de la decision de ce different sur le Pape, & avoit cependant ordonné, que les Ambassadeurs n'assisteroient point aux ceremonies publiques, que le different n'eust esté réglé à Rome. *L'Evesque d'Acs*, de la Maison de Noailles, qui avoit succédé à l'Evesque de Lodève, fit au mois d'Avril 1558 de nouvelles instances auprès du Senat, à ce qu'à l'avenir on ne l'empeschast plus de se trouver aux Ceremonies, pour y prendre la place, qui estoit deüe à la dignité du Roy, son maistre ; veu que Vargas ne pouvoit plus prendre la qualité d'Ambassadeur de l'Empereur, depuis que Ferdinand avoit succédé à l'Empire. Dès que les deux Ambassadeurs commencerent à entrer en contestation sur ce sujet, le Senat ordonna à *Jacomo Soranzo*, son Ambassadeur en France, d'y représenter l'estat de l'affaire, & de tascher de faire trouver bon, qu'on eust fait prier l'Ambassadeur de France de s'absenter des ceremonies, jusques à ce que le different eust esté réglé : & la Cour y avoit aucunement acquiescé. C'est pourquoy le Senat fit dire à l'Evesque d'Acs, qu'il estoit bien marry de voir les deux Ambassadeurs dans cette contestation : tant parce que leurs actions publiques n'estoient point honorées de la presence des Ministres de deux si grands Monarques, que parce que c'estoit en leur Estat qu'on avoit fait revivre cette question, & qu'il sembloit que ce fust au Senat, à qui on en demandast la decision. Qu'il esperoit, que
le

le different seroit accommodé ailleurs que chez eux, & que cependant le Roy souffriroit, que les affaires demeurassent dans les mesmes termes: du moins jusques à ce qu'on eust consulté le Ceremonial de Rome, & que l'on fust assuré comment on en usoit en cette Cour là. L'Ambassadeur de France répondit, qu'il ne se mettoit pas beaucoup en peine de ce que le Ceremonial de Rome en pouvoit dire: que son intention estoit de se maintenir en la possession, où le Roy, son maistre, estoit depuis plusieurs siecles, & neantmoins qu'il vouloit bien ne point troubler leur ceremonies publiques, jusques à celles de l'Ascension, où il pretendoit assister. Mais ayant appris le lendemain, que l'Ambassadeur d'Espagne avoit déclaré dans une audience secreete, qu'il avoit eüe ce jourlà, *qu'il pretendoit la presepance, non comme Ambassadeur de l'Empereur, mais comme Ambassadeur du Roy d'Espagne*, il demanda aussy audience, & en suite une deuxiême, où il dît, que le different avoit changé de nature, & que ce que Vargas avoit dit en sa derniere audience, estant une nouvelle pretension, dont il n'avoit pas esté parlé auparavant, qu'il n'estoit plus question d'accommodement; mais qu'il vouloit bien declarer, que c'estoit à la Republique à le maintenir en la prerogative, qui estoit acquise au Roy, son Maistre, de temps immemorial, confirmant encore ce qu'il avoit promis, de ne se point trouver aux ceremonies publiques devant l'Ascension. Quelques jours avant cette feste le Senat le fit prier de s'absenter encore pour cette fois des ceremonies, & de ne point forcer le Senat de decider un different, dont il ne devoit pas prendre connoissance. On avoit adverty l'Evesque, que l'Ambassadeur qui estoit de la part de la Republique à Rome, n'avoit point d'ordre de consulter le Ceremonial; mais seulement de prendre garde à ce qu'on y observeroit touchant le rang, à l'égard de l'Ambassadeur de France qui y estoit desjà, & celui

celuy d'Espagne qui y estoit attendu. C'est pourquoy il protesta qu'il useroit de son droit, & qu'il ne pouvoit pas déferer à la priere du Senat, au prejudice du commandement qu'il avoit du Roy son Maistre. Les Deputés du Senat repartirent, que ce n'estoit pas une priere, mais une ordonnance du Senat, qui ne desiroit point que l'Ambassadeur troublast la ceremonie par sa presence. L'Ambassadeur fit venir tous les domestiques du Cardinal de Tournon, qui estoit logé chez luy, pour estre témoins de ce que le Senat luy faisoit dire, & en donna advis au Roy par sa lettre du 20 May. Sur cela le Roy escrivit au Senat du 11 Juin, & donna en mesme temps ordre à l'Evesque d'Acqs de declarer à la Republique, que si elle continuoit de faire difficulté de luy donner le rang qui luy estoit deu, il prendroit son audience de congé, & se retireroit. Le Senat en avoit desja esté adverty par son Ambassadeur, à qui le Roy s'en estoit expliqué; tellement que pour prevenir ce que l'Evesque en auroit pû dire, il resolut de le faire prier d'assister à la ceremonie, & à la procession solennelle, qui se devoit faire le jour de la visitation de la Vierge, où le Doge seroit accompagné des Ambassadeurs, que le Senat avoit fait convier. Celuy d'Espagne n'en fut point prié, de sorte que l'Ambassadeur de France en estant convié seul, *il parut assés qu'on luy adjugeoit la prescence.*

Loüis de Lansac de St. Gelais, dont il a esté parlé dans la Section precedente, arriva à Trente le 18 May 1562, en qualité d'Ambassadeur de France. Son Instruction portoit entre autres choses, que puis que l'Ambassadeur d'Espagne avoit voulu disputer à celuy de France le rang; que le Roy a tousjours tenu immédiatement après l'Empereur, il luy estoit ordonné de ne point permettre, *qu'au Concile, ny ailleurs, on donnast une autre place, ny à luy ny à ses Collegues, ny qu'on y fist la moindre alteration, ou qu'on mist seulement l'affaire*

l'affaire en dispute. Enjoignant à luy, comme aussy aux autres Ambassadeurs de France, qu'en cas qu'on leur refusast une chose si Juste, de protester de la nullité du Concile, dont la France ne receuroit point les decrets en aucune maniere; de partir incontinent, & d'emmener tous les Prelats François. Ce fut par là que Lanfac commença sa negotiation, & à donner de l'inquietude aux Legats. *Le Marquis de Pescara*, qui avoit esté à Trente comme Ambassadeur de Philippe, mais qui n'y avoit pas fait grand séjour, n'avoit pas seulement déclaré aux Legats, qu'il ne se contenteroit point de la place, qu'on luy donneroit immédiatement après les Ambassadeurs de France; mais il avoit aussy fait connoistre, qu'il ne s'opiniastéroit point à demander la preface, & qu'il consentiroit, qu'on y trouvast quelque temperament. Les Legats, craignant que cette contestation ne fust cause d'un grand desordre, estoient d'avis, que le Pape ordonnast par un decret, que les Ambassadeurs ne se trouvasent point aux Congregations ny aux sessions, s'ils n'y estoient expressement conviés par un des courriers ou huissiers du Concile, & que l'Ambassadeur, qui ne laisseroit pas d'y aller, sans en avoir esté prié, seroit obligé de céder à ceux qui auroient esté conviés. Et d'autant qu'il importoit d'ailleurs à la reputation du Concile, aussy bien qu'à celle des Ambassadeurs, de les nommer tous dans les actes, tant les absents que les presents, on estoit d'avis, qu'on les y nommast dans l'ordre qu'ils estoient arrivés à Trente. Mais les François rejeterent ces ouvertures, aussy bien que toutes les autres qui pouvoient rendre leur Droit problematique, ou qui pourroient seulement donner lieu à la contestation. Le Cardinal Borromée, Premier Ministre de Pie IV, fit quelques autres propositions; mais les Ambassadeurs de France demurerent fermes, & de l'autre costé, le Roy d'Espagne ne vouloit point que le

Comte de Lune, son Ambassadeur, alla à Trente, que l'on n'eust réglé son rang, tant aux Congregations qu'aux sessions. Le Pape proposoit, que pour éviter toutes ces contestations, que l'on prevoyoit devoir estre infallibles, on en pourroit user comme on faisoit à Rome, où l'Ambassadeur d'Espagne ne se trouve point aux ceremonies, lors que celuy de France y veut estre present; ou bien qu'un mesme Ambassadeur fist les affaires de l'Empereur & du Roy d'Espagne. Mais cette ouverture n'ayant pas esté approuvée par les Espagnols, & l'Empereur ne jugeant pas à propos de donner commission au Comte de Lune, parce que l'Allemagne & l'Espagne avoient des interets differents à ménager à Trente, il fallut songer à d'autres moyens : puis qu'aussy bien Philippe refusoit d'y envoyer un Prelat, qui auroit pû prendre place avec les autres Ambassadeurs Ecclesiastiques. Le Pape exhortoit continuellement les Legats d'y travailler, mais en leur défendant, d'en parler à Lansac devant la prochaine session; de peur qu'elle n'en fust troublée ou retardée. Car bien que son intention fust de ne rien faire sans la participation des Ministres de France, ou qui pust faire prejudice au Roy, leur maistre, tant au petitoire qu'au possessoire, il sçavoit neantmoins qu'ils estoient si sensibles en cet endroit, qu'ils ne pouvoient souffrir, qu'on leur fist la moindre proposition d'accommodement. C'est ce que le Pape escrivit aux Legats en general; mais dans une dépesche particuliere, qu'il fit au Cardinal de Mantoue, il luy marquoit, que *Francisco de Vargas*, Ambassadeur d'Espagne, luy avoit dit en confidence, & comme un grand secret, que le Roy, son Maistre, luy escrivoit, que plustost que de troubler, ou de faire rompre cette sainte assemblée, il aimeroit mieux ordonner à son Ambassadeur de ceder au dernier de tout le Concile: en protestant toutefois, que son intention estoit, que cette
pieuse

pieuse complaisance ne prejudiciaſt point à ſes droits ny à ſes pretenſions. *Vargas* avoit deſiré, que le Pape en fiſt auſſy un ſecret aux Legats ; afin que cela ne les rendiſt pas plus negligents à travailler à l'accommodement, qu'on eſperoit faire avec les François : mais Pie n'eut pas aſſés de diſcretion, pour faire un ſecret de l'affaire, qui à ſon advis, pouvoit bien fort faciliter le progrès du Concile, que les conteſtations de cette nature pouvoient beaucoup retarder.

Sur ces lettres les Legats firent venir les Ambaſſadeurs de France chez eux, & leur representerent, combien il importoit à la Chreſtienté, que le Concile fuſt continué & achevé: que les offices des Miniſtres des deux Couronnes eſtoient neceſſaires pour cela: que pour cet effet il eſtoit auſſy neceſſaire, que ceux de France fiſſent pour le Roy d'Eſpagne, beaufrere de leur Roy, tout ce qui dépendroit d'eux; pourveu que ce fuſt ſans prejudice de la dignité du Roy leur maïſtre. Ils leur propoſerent en meſme temps deux moyens, qui tous deux leur conſervoient leur place immédiatement après l'Ambaſſadeur de l'Empereur. L'un eſtoit, qu'on donnaſt à l'Ambaſſadeur d'Eſpagne un ſiege au milieu de la ſalle, vis à vis des Legats, au meſme endroit, où celui de Portugal avoit eſté aſſis du temps de Jules III, à cauſe de la conteſtation qu'il eut avec celui des Ambaſſadeurs de l'Empereur Ferdinand, qui le repreſentoient comme Roy d'Hongrie. L'autre eſtoit, qu'on donnaſt au Comte de Lune place ſur le banc des Eccleſiaſtiques, après l'Ambaſſadeur de l'Empereur, qui eſtoit Archeveſque. Les Ambaſſadeurs François répondirent, qu'ils n'avoient point de propoſitions à faire n'y à recevoir. Que le deſordre ne procedoit que de ceux qui vouloient introduire des nouveautés, & que pour le prevenir, le plus ſeur eſtoit de laiſſer les affaires en l'eſtat, où elles eſtoient depuis pluſieurs ſiecles. Que c'eſtoit là l'ordre qu'ils avoient du Roy, leur

maître, qui leur commandoit de partir, & d'emmener tous les Prelats François, si on y faisoit la moindre innovation. Qu'il falloit accuser de toutes ces alterations non le Roy Philippe, mais quelques esprits ambitieux, inquiets & ennemis du repos. Qu'ils estoient si bien persuadés de la bonne intention du Roy d'Espagne, qu'ils sçavoient que ce Prince, bien loin de vouloir faire prejudice au Roy, son beaufrere, pendant sa minorité, seroit tousjours prest de le secourir de toutes ses forces contre les rebelles. Que la France ne se pourroit satisfaire, si elle ne répondoit à cette amitié; mais que les loix de la gratitude n'obligeoient point le Roy à faire une bresche à sa propre dignité.

Le Cardinal de Mantoüe leur remonstra, que puis qu'on leur laissoit leur rang, il ne se devoient point opposer à la satisfaction d'autrui; du moins si leurs intentions estoient bonnes à l'égard du Concile. Les Ambassadeurs repartirent, qu'ils seroient bien aises de contribuer à la satisfaction d'autrui, pourveu qu'elle ne fust point de tort à l'honneur de leur Prince. Que toutes ces propositions venoient de la part des Espagnols, qui n'avoient point d'autre intention, sinon de rendre douteux & problematique ce qu'il importoit à la dignité de la Couronne de France de poser comme une chose certaine: sçavoir que la premiere place, après celle de l'Empereur, est due au Roy. Et qu'on ne les pouvoit accuser, ny mesmes soupçonner de mauvaise volonté à l'égard du Concile, parce qu'ils vouloient se maintenir dans une possession ancienne, & qu'ils ne vouloient point consentir à une nouveauté. Alors le Cardinal de Mantoüe, qui sçavoit le secret, & qui vouloit faire conclurre quelque chose de plus avantageux pour le Roy d'Espagne, qu'en obligeant son Ambassadeur à prendre place après celuy de France, demanda aux Ambassadeurs de France ce qu'ils diroient, si celuy d'Espagne alloit s'asseoir au des-

deffous de tous les autres Ambassadeurs, & si en ce cas ils pretendroient le contraindre de prendre une place plus digne, que celle qu'il se donnoit luy mesme. Les Ambassadeurs de France, surpris d'une question si extraordinaire, dirent qu'ils y songeroient. Les Legats les prierent d'y songer serieusement, & cependant ils taschoient de gagner le Cardinal de Lorraine, afin qu'il disposast les Ambassadeurs à se rendre plus faciles.

Ce Cardinal leur dit d'abord, que les Ambassadeurs devoient sçavoir quels ordres ils avoient: qu'ils estoient obligés d'y obeir, de se tenir à l'ancien usage, & que c'estoit à la Cour qu'il falloit s'adresser, pour tascher d'y trouver quelque temperament. *Lansac*, en escrivant sur ce sujet à l'Ambassadeur de France qui estoit à Rome, ne craignit point de luy dire, qu'il n'en seroit autre chose. Et d'autant que le bruit couroit en temps là, que *Loüis D'Avila*, Ambassadeur d'Espagne, avoit ordre de presser le Pape de donner au Roy, son Maistre, le tiltre d'Empereur des Indes, *Lansac* ajousta à sa lettre, qu'il ne falloit point que les Espagnols s'imaginassent, que ce nouveau tiltre acquist un nouveau droit au Roy Philippe, qui n'obligeroit pas par là l'Empereur des Gaules à luy ceder.

Le Pape, ayant sceu ce qui s'estoit passé en la premiere conference, escrivit aux Legats, que la réponse des François ne l'avoit point surpris, & qu'il avoit bien crû, que les moyens qu'il avoit proposés, ne reussiroient point; mais qu'il avoit jugé aussy devoir faire tout ce qui dépendoit de luy. Qu'il n'avoit autre chose à dire; sinon que si les Espagnols vouloient protester, que les Legats receussent leur protestation. Ce fut vers la fin de l'an 1562 que cela arriva, & ce fut presque au mesme temps, que Philippe escrivit au Pape, que dans la conjoncture presente il ne vouloit pas trop regarder à la presence, parce que dans

le poste, où Dieu l'avoit estably, ces pensées de vanité ne l'inquiétoient point, mais qu'il ne songeoit qu'au bien du service de Dieu & de l'Eglise. L'extrait de cette lettre ayant esté communiqué aux Legats, ils dépeschèrent aussy tost, Lancelot, Advocat du Concile, au Comte de Lune, qui se trouvoit auprès de l'Empereur à la diète d'Augsbourg, pour le convier de venir à Trente. Le Comte dit, qu'il ne pouvoit partir, qu'il ne fust assuré, que le rang qu'on luy donneroit, seroit conforme à son honneur, & que sans cela il ne se mettroit pas en chemin, si le Roy, son maistre, ne luy envoyoit des ordres plus precis que ceux qu'il avoit. Lancelot luy demanda ce qu'il entendoit par ce rang conforme à son honneur. Le Comte répondit, que c'estoit la premiere place après celle de l'Ambassadeur del'Empereur, ou bien immédiatement après celle du premiere Ambassadeur Ecclesiastique; parce que la deuxieme representoit Ferdinand comme Roy d'Hongrie. Les Legats, qui sçavoient bien que les François rejetteroient absolument le premier party, voulurent obliger le Cardinal de Lorraine à leur faire agréer le second. Mais le Cardinal le rejetta aussy, & dit, que la place des Ecclesiastiques estant plus honorable que celle des Laics, cela ne feroit que redoubler les honneurs, que l'on pretendoit faire aux Espagnols. Il s'y rencontra encore une autre difficulté: qui fut, que *Jean de Morvillers*, Evêque d'Orleans, qui en l'absence de Lanfac faisoit la fonction de premier Ambassadeur, estant d'Eglise, les Ministres de France avoient place sur l'un & sur l'autre banc; de sorte que celui d'Espagne ne pouvoit s'y asseoir, sinon en cedant aux autres. C'est pourquoy les Legats retournerent à leur premiere proposition; sçavoir de donner aux Espagnols la place, qu'on avoit autrefois donnée aux Portugais, vis à vis des Legats, & le Cardinal de Lorraine jugeoit, par une prevarication criminelle, que

que les Ambassadeurs François, à qui on conservoit la place, qu'ils avoient tousjours eüe, immédiatement après l'Ambassadeur de l'Empereur ne s'y devoient pas opposer. Mais les Ambassadeurs en parloient tout autrement. Ils disoient, que leur intention & leur devoir estoient de conserver au Roy, leur maistre, la premiere dignité après celle de l'Empereur, en sorte que cela parust aux yeux de tout le Monde, & que personne ne pouvoit la leur disputer, comme on pourroit faire, si on donnoit à l'Ambassadeur d'Espagne une autre place que l'ordinaire, qui est celle qui suit immédiatement la place de l'Ambassadeur de France. Qu'ils n'avoient point d'ordre d'accepter d'autre party, & que si on ne leur donnoit de satisfaction sur ce sujet, ils se retireroient à tous les Prelats François de se retirer, sur peine de desobeissance, & de faillie de leur temporel. Les Legats s'imaginant, qu'une opposition vigoureuse vaincroit enfin la fermeté des François, leur dirent, que leur dureté & leur obstination n'estant point raisonnables, ils ne laisseroient pas de passer outre, & de donner à l'Ambassadeur d'Espagne la place qu'ils luy avoient destinée. Les Ambassadeurs de France en eurent d'autant plus de chagrin, qu'ils s'imaginoient, que l'intention des Legats estoit de donner à celuy d'Espagne une place extraordinaire, non seulement dans les sessions, mais aussi dans les Congregations, où les sieges estant disposés d'une façon, que l'Ambassadeur d'Espagne y auroit eu la place la plus honorable, ils jugeoient, que les Legats en usoient ainsi à dessein, afin d'offenser si cruellement la France, qu'elle seroit obligée de revoquer ses Ambassadeurs & ses Prelats, & donner par la occasion à la dissipation du Concile. C'est pourquoy, afin que la dissolution du Concile n'entraînast pas après elle la rupture entre les deux Couronnes, dans un temps, où la France ne vouloit pas irriter

l'Es-

l'Espagne, les Ambassadeurs de France vouloient reduire les Legats à la necessité de rompre avec eux les premiers, & resolurent d'envoyer un exprés à la Cour. Dés que les Legats en furent advertis par le Cardinal de Lorraine, ils en détromperent les Ambassadeurs, & leur firent dire, que leur pensée n'alloit qu'aux sessions, & pour les Congregations ils tascheroient de disposer le Comte de Lune à s'en absenter, comme il le pouvoit faire sans prejudice de l'honneur du Roy, son maistre, puis que ce n'estoient point des actions publiques. Ce fut là la couleur que l'on donna à l'acquiescement des Ambassadeurs de France. Mais la verité est, que *le Cardinal de Lorraine*, en trahissant l'honneur & l'interest du Roy, son maistre, *les contraignit de consentir à ce qu'on donnast une place extraordinaire à l'Ambassadeur d'Espagne.*

Cela estant donc en quelque façon réglé, il y restoit encore une difficulté touchant le rang qu'on luy donneroit aux processions, & aux ceremonies de l'Eglise; c'est à dire pour la paix & pour l'encens aux messes solennelles. Le Cardinal de Lorraine disoit, qu'il ne trouvoit point d'autre accommodement en cela, sinon que l'Ambassadeur d'Espagne ou cedast, ou s'absentast en protestant. Il y ajouta, qu'à son advis on luy pouvoit donner aussy seance, dans les Congregations mesmes, vis à vis des Legats, mais hors du rang des Ambassadeurs, auprès du Secrétaire du Concile, afin que l'on ne pust croire, que cette place luy avoit esté donnée par l'assemblée, ou de l'ordre des Presidents; surquoy il eust pû former de nouvelles pretensions. Mais ce n'estoit que le sentiment du Cardinal, sur lequel les Ambassadeurs ne s'estoient point expliqués. Après qu'il en eut conféré avec eux, au commencement du Mois de Fevrier 1563, il dit aux Legats, que les Ambassadeurs jugeoient, que pendant la minorité
du

du Roy, les Ministres ne pouvoient consentir à la moindre alteration, qui pust prejudicier à la possession, en laquelle la France estoit de preceder tous les autres Rois de la Chrestienté par tout. Que ce qui se feroit à Trente seroit d'une consequence d'autant plus grande, que les yeux de tout le monde s'arresteroient à ce qui seroit réglé par ce Concile Oecumenique. Que les services, que les Rois de France avoient rendus au siege de Rome, ne permettoient point qu'on leur fist moins d'honneur en celuicy, qu'ils en avoient receu dans les precedents. Que quelque place que l'Ambassadeur d'Espagne pust prendre, autre que l'ordinaire, immediatement après celuy de France, *quand mesmes il prendroit la derniere de toutes*, cela pourroit faire revoquer en doute le Droit du Roy, leur maistre: & ainsy que ce seroit un *Spolium*, qui les obligeroit à partir. Que la guerre, que le Roy soustenoit contre les Huguenots, pour l'amour de l'Eglise & de la Religion, y devoit convier les Peres, à l'exemple du Senat de Venise, qui avoit maintenu le Roy en la possession où il estoit. Les Legats furent d'autant plus surpris de ce discours, que le Roy d'Espagne avoit fait esperer au Pape, que les offices, qu'il feroit faire à la Cour de France, l'obligeroient à envoyer bien d'autres ordres aux Ambassadeurs.

Claude de Quignones, Comte de Lune, estant arrivé à Trente le 11 Avril 1563, il y eut contestation pour la competence. Il disoit, que s'il ne pouvoit obtenir la preface sur l'Ambassadeur de France, il se contenteroit, si on le plaçoit vis à vis de luy, ou bien de quelque autre costé, au choix de l'Ambassadeur de France mesme. Il declara aussy, qu'il ne feroit point de difficulté de prendre telle autre place, que les Legats luy assigneroient; pourveu qu'il ne parust point qu'il cedoit à l'Ambassadeur de France. Mais si on ne luy en donnoit pas une qu'il pust prendre avec honneur, il suivroit l'or-

dre qu'il avoit de se retirer. Il l'avoit en effet. Car encore que Philippe eust escrit au Pape, ainſy qu'il a eſté marqué cydeſſus, qu'il ne ſe vouloit point amuſer à ces vanités, ny pouſſer ſes pretenſions, ces ſentiments n'avoient paſeſté trop ſinceres, ou elles devoient avoir eſté bien alterées depuis. Cependant les Legats, conſiderant que la preſence de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne ne donnoit pas un petit luſtre au Concile, & qu'elle luy eſtoit meſmes plus neceſſaire que celle de l'Ambaſſadeur de France, à cauſe du grand nombre de prelats, ſujets, creatures ou dépendants du Roy d'Eſpagne, reſolurent d'exécuter ce qui avoit eſté propoſé touchant la place, & en eſcrivirent au Pape. Le Cardinal de Lorraine, de ſon coſté, en eſcrivit à la Reine Mere, Catherine de Medicis, pour ſçavoir ſon intention ſur ce ſujet. Elle répondit, qu'elle aimoit tendrement le Roy d'Eſpagne ſon fils, c'eſt ainſy qu'elle l'appelloit, quoy qu'il ne fuſt que ſon gendre, & qu'elle ne luy vouloit pas ſeulement conſerver ſon honneur, mais auſſy le luy augmenter, ſi elle pouvoit. Que ſ'il eſtoit en la poſſeſſion de la preſeance, elle ne ſongeroit pas ſeulement à la luy conteſter. Mais qu'il eſtoit conſtant, que les Ambaſſadeurs de France avoient tousjours eu, en tous les Conciles, ſeance immédiatement après celui de l'Empereur, & particulierement devant celui d'Eſpagne. Qu'au Concile de Conſtance cet illuſtre *Jean Gerson*, Ambaſſadeur de France, avoit eu la premiere place, & après luy *Raimond Folch*, Comte de Cardone, Ambaſſadeur d'Alfonſe, Roy de Caſtille, & qu'au Concile de Lateran, ſous Léon X, quoy que Ferdinand poſſedaſt en Eſpagne les meſmes Roiaumes que Philippe y poſſede, *Guillaume de Vic*, ſon Ambaſſadeur, avoit en toutes les occaſions cédé à *Jean de Soliers*, Ambaſſadeur de Louïs XII, & notamment dans les ſeſſions 8. 9. & 10. Qu'en ce Jeune âge du Roy la Reine

ne

ne pouvoit rien faire au préjudice du Roy son fils, & contre l'honneur de la nation. Sur cette réponse le Cardinal alla trouver l'Empereur à Inspruc, pour le prier de faire en sorte que le Comte de Lune s'accommodast; l'assurant qu'après cela les Ambassadeurs de France luy rendroient tous les honneurs, qu'il pourroit desirer d'eux. L'Empereur luy dit, qu'il ne se vouloit point mesler de ces prétensions, ny se constituer juge des droits des deux Rois; mais que le Cardinal devoit se souvenir de ce qu'il avoit autrefois dit luy mesme, que les Ambassadeurs de France ne se dépouilloient point de leur possession, en permettant qu'on donnast une place extraordinaire à ceux d'Espagne, pendant qu'ils conservoient la leur. Qu'il souhaitteroit, que les Ambassadeurs s'accommodassent entre eux à l'amiable, sans y interesser les Rois leurs maistres: à quoy il pria le Cardinal de travailler.

Le Pape, à qui les Legats en avoient escrit, ainsy que je viens de dire, avoit la mesme consideration pour l'Espagne qu'eux, & jugeant qu'on ne pouvoit offenser Philippe, sans faire un dernier préjudice aux affaires du Concile, résolut de luy faire donner quelque satisfaction. Et afin que les Legats eussent d'autant plus d'autorité, & d'autant plus de courage d'exécuter ses ordres, il leur escrivit, que le Roy d'Espagne le pressoit fort, & trouvoit estrange, qu'on différeroit tant à donner place à son Ambassadeur, tant aux Sessions qu'aux Congregations. Qu'il jugeoit, qu'il estoit juste, qu'on eust quelque consideration pour un si grand Monarque, & qu'on trouvast moyen de le satisfaire, sans préjudice de l'intérêt des parties. Que le lieu, qu'il leur marquoit dans un dessein qu'il leur envoyoit, luy sembloit honorable & propre, & qu'il ne voyoit point de quoy les François se pussent plaindre. Que c'estoit là son intention: que c'estoit à eux l'exécuter avec leur

dexterité accoustumée, & que s'ils y trouvoient de l'opposition, qu'ils laissassent protester ceux qui en auroient envie; pourveu que son ordre fust executé, & qu'ils n'y manquaissent point. Le Cardinal Borromée y adjousta une lettre en chiffre, où il disoit, que le Pape entendoit, que l'affaire demeurast secreta jusques au temps de l'execution, afin de surprendre les François. Que peuestre ceuxcy ne feroient point satisfaits, mais qu'il les falloit laisser protester, & mesme partir, s'ils vouloient: mais qu'on commandoit aux Legats d'executer l'ordre en toutes les façons. Outre cette lettre generale, Borromée en fit une secreta au Cardinal Moron, laquelle portoit, comme un grand secret, que *d'Avila & Vargas*, Ambassadeurs d'Espagne, avoient mis entre les mains du Pape un escrit, signé d'eux deux, & scellé de leurs cachets, par lequel ils luy promettoient, au nom du Roy, leur maistre, qu'il employeroit toutes ses forces, ses Estats & sa propre personne mesme, pour la défense & pour l'augmentation de l'autorité du Pape, du S. Siege & de la foy Catholique. Que le Pape vouloit, que Moron sceust cette particularité, afin qu'il jugeast parlà, que ce n'estoit pas sans sujet, qu'il taschoit de faire donner satisfaction à Philippe. Les Legats, avant que d'en venir là, voulurent bien faire encore un effort sur l'esprit des Ambassadeurs de France, pour les disposer à acquiescer à ce party. Ils y reussirent; mais avec beaucoup de peine, & par l'infidelité du Cardinal de Lorraine: ainsy qu'il a esté dit cydessus. Lors que les Legats en parlerent au Comte de Lune, ce Ministre, soit qu'il voulust faire connoistre aux François, qu'il ne leur en estoit pas obligé comme d'une faveur, ou qu'il voulust faire croire, que si le Roy son maistre & luy y acquiesçoient, que c'estoit par une certaine déference, que le Roy vouloit bien avoir pour le Roy de France, son beaufrere, publia luy mesme

ce que le Pape avoit escrit sur ce sujet, dont il ne fit point de scrupule d'alterer un peu la verité & les circonstances. Il y adjousta mesmes, que ce que le Pape en faisoit estoit de son mouvement. Ce qui acheva d'irriter les François, & de leur persuader, que l'intention de la Cour de Rome estoit de chasser les Ministres & les Prelats François de Trente, à dessein de faire dissiper le Concile.

Le Comte de Lune, non content de la place, qu'on luy donnoit hors de rang, dans les sessions aussy bien que dans les Congregations, voulut sçavoir, où il feroit assis dans l'Eglise : ce qui fit naistre une difficulté plus grande que la premiere ; tellement que les Legats n'en pûrent faire convenir les Ambassadeurs des deux Couronnes, quelque peine qu'ils y prissent. Celuy d'Espagne refusoit de consentir à tout ce qui pouvoit marquer la moindre inégalité, & ceux de France ne pouvoient pas souffrir qu'on parlât d'égalité. Cette nouvelle contestation obligea les Legats à prier encore le Pape de leur ordonner ce qu'ils auroient à faire, & en cas qu'en cette rencontre il voulût encore favoriser l'Espagne, qu'il luy plust de le leur commander par une lettre expresse, & en des termes, qui leur pûssent servir de justification. *Avila & Vargas* l'en pressoient aussy à Rome ; si bien que le Pape, voyant que son premier ordre avoit esté si heureusement executé, qu'il n'en estoit point arrivé de bruit, & esperant que le second auroit le mesme succès, il leur escrivit. Que les Ambassadeurs d'Espagne le pressoient de regler le rang, que le Comte de Lune tiendrait aux Messes solennelles : à quoy il ne pouvoit manquer ; parce qu'après luy avoir assigné sa place, il importoit aussy qu'on en fît autant à l'égard de la paix & de l'encens, si on ne vouloit souffrir, que le Comte se retirast. Que considerant le Roy d'Espagne comme le principal appuy de la Religion Catholique, il

desiroit que les Legats fissent en sorte, que *dans le mesme temps qu'on presenteroit la paix & l'encens à l'Ambassadeur de France, un autre Prestre, ou Ministre Ecclesiastique, en fist autant à l'égard de celui d'Espagne*, en y procedant avec tant d'adresse, qu'on ne s'apperceust de rien, sinon dans le moment de l'execution. Il leur escrivit aussy, que son intention estoit, que cet ordre fust executé, quelque chose qui en püst arriver : sans prejudice toutefois du Droit des parties.

Le Cardinal Borromée y joignit deux lettres, dont l'une recommandoit fort le secret, qui ne devoit estre communiqué par les Legats qu'au Comte seul : l'adresse avec laquelle l'ordre se devoit executer, & le choix des Ministres, qui y devoient estre employés. Elle marquoit aussy le jour de l'execution, qui devoit estre la veille ou la feste de S. Pierre. L'autre lettre portoit, que le Pape ne seroit pas bien aise, que les Legats en usassent, comme ils avoient fait en l'execution du premier ordre, où ils avoient publié, que c'estoit sa Sainteté qui les avoit fait agir de son mouvement; mais qu'il entendoit, que mesmes dans le moment de l'execution on fist connoistre, que le Pape le faisoit faire à l'instance du Roy d'Espagne, afin d'empescher que le Comte de Lune ne partist point : & que c'estoit la raison, pourquoy le Pape, qui voyoit comment les choses alloient en France, ne vouloit pas prendre ny hasarder l'Espagne avec elle. Les Legats communiquerent leur ordre au Comte le 22 Juin, ainsy qu'il montoit à cheval, pour aller trouver l'Empereur à Inspruc. Le Comte leur dit, qu'il en estoit satisfait, & qu'il croyoit qu'il n'y auroit pas grande repugnance de la part des François : neantmoins que les Legats pouvoient, sans decouvrir leur secret, leur faire proposer *le party des deux paix & des deux encensoirs*, par Drascoüitz l'un des Ambassadeurs de l'Empereur, comme si c'estoit une pensée de son maistre, pour tascher de le faire agréer.

agréer. *Draſcoüitz* en parla au Cardinal de Lorraine, & ſ'en voyant rebuté d'abord, il propoſa un autre temperament : ſçavoir que le jour de la S. Pierre on ne donnaſt point la paix & l'encens ny à l'un ny à l'autre, comme on avoit fait en la competence des Ambaſſadeurs de Portugal & d'Hongrie ſous Jules III : mais ce moyen dépleut encore au Cardinal. C'eſt pourquoy *Draſcoüitz* le ſupplia de luy parler franchement, - non comme Miniſtre de France, mais comme Cardinal & zelateur du bien public, & de luy dire ce qu'il jugeoit qu'on pouvoit & devoit faire. Le Cardinal luy fit deux propoſitions. La premiere, que l'Ambaſſadeur d'Eſpagne ne viſt à l'Egliſe que vers la fin de la Meſſe, après que les ceremonies de la paix & de l'encens auroient eſté faites. L'autre propoſition eſtoit : qu'on ne preſentaſt la paix au Comte qu'après qu'elle auroit eſté preſentée à tous les Ambaſſadeurs. Il y adjouſta, que la derniere ne pouvoit en rien prejudicier à l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, parce qu'eſtant aſſis hors de rang, on pouvoit n'en point garder pour luy, ſans luy faire tort ; puis que les Ambaſſadeurs & l'Empereur & de France ne faiſoient point de difficulté de recevoir la paix & l'encens après les Ambaſſadeurs de Pologne & de Savoye, qui avoient leur place au banc des Eccleſiaſtiques. Mais *Draſcoüitz* ne demeura pas plus ſatisfait de ces ouvertures, que le Cardinal l'eſtoit de celles qu'on luy avoit faites : c'eſt pourquoy en faiſant aux Legats rapport de ſa negotiation, il en parla comme d'une affaire deſeſperée. Le Comte de Lune revint d'Inſpruc le 27, mais ſi tard que ne pouvant parler aux Legats ce ſoir là, il les fut voir le lendemain, & apprit d'eux ce qui ſ'eſtoit paſſé entre *Draſcoüitz* & le Cardinal de Lorraine. Ils luy dirent, qu'ils eſtoient preſts d'exécuter les ordres du Pape. Il accepta leur offre, & y adjouſta qu'il ne croyoit pas, que les François en fiſſent du bruit, ſi on les ſurprenoit, &

qu'ils

qu'ils en feroient bien moins après que l'affaire feroit faite ; parce qu'ils ne voudroient pas, que le Monde crust, que les Espagnols eussent remporté quelque avantage sur eux, ou qu'eux eussent negligé de s'y opposer : mais qu'ils seroient bien aises de faire accroire, qu'il ne s'y estoit rien passé à leur prejudice. Toutefois qu'au sortir du dîner il verroit encore les Legats, & leur en parleroit plus amplement. Il ne le fit pas pourtant, & cependant dans cette incertitude des intentions du Comte, ils se flattoient toujours de l'esperance qu'ils avoient, qu'à la veille de l'exécution d'une chose si importante, il feroit peutestre reflexion sur l'ordre precis qu'il avoit, d'éviter scrupuleusement toutes les causes & toutes les occasions de rupture. Ce fut dans ces incertitudes que la feste de S. Pierre les surprit. Les Ambassadeurs, & un tresgrand nombre de Prelats s'estoient rendus chez les Legats, pour les accompagner à l'Eglise ; mais devant que de partir on leur vint dire à l'oreille, que l'Ambassadeur d'Espagne faisoit estat d'y venir, & d'y amener quelques Prelats de sa nation. Sur cet advis les Legats donnerent un ordre secret au Maistre des Ceremonies de faire porter un siege dans la Sacristie, & de faire venir deux prestres estrangers, qui presentassent dans le mesme temps la paix aux deux Ambassadeurs.

Ceux de France ne s'en apperceurent point ; mais à peine avoient ils pris leur place dans l'Eglise, qu'ils virent arriver l'Ambassadeur d'Espagne, devant que la Messe fust commencée, & en mesme temps on apporta un siege, qui fut mis hors de rang. La place qu'on luy donna n'estoit pas la mesme qu'il avoit eüe dans les Congregations, parce que la differente situation du theatre ne le permettoit pas ; mais on mit le siege à l'endroit, que le Pape avoit marqué dans sa lettre, devant un pillier, audeffus des patriarches, assés proche des chaises des Legats, & presque vis à vis du banc
des

des Ambassadeurs laics. Les Ambassadeurs de France en furent fort estonnés, & le Cardinal de Lorraine s'en plaignit aux Legats, & particulièrement de ce qu'on luy avoit fait un secret de l'ordre du Pape : ce qui fit un bruit, qui se communiqua à toute l'assemblée. Les mesmes Ambassadeurs, après en avoir conféré entre eux, firent venir le Maistre des Ceremonies, & luy demanderent, comment il pretendoit en user à l'égard de la paix & de l'encens. Il leur dit l'ordre qu'il avoit, & sur cela ils firent des plaintes fort aigres aux Legats, avec des menaces de protester. Le Cardinal de Lorraine, qui estoit assis auprès des Legats, en secondant les plaintes des Ambassadeurs dit, qu'ils avoient commandement d'en appeller au Concile, & de protester contre le Pape Pie, que les François disoient n'estre point legitime; parce qu'il avoit esté élu par simonie, & que la Reine avoit des lettres de la main du Pape, qui le prouvoient evidemment. Après ce premier emportement, qui ne fit point d'impression, les François dirent, que quand mesmes le Pape auroit esté canoniquement élu, ils appelleroient de luy, comme d'un Pape tyrannique, qui meritoit d'estre déposé, à cause de l'injustice notoire qu'il faisoit, en dépossédant un Roy mineur d'un droit, dont il jouïssoit depuis plusieurs siecles, sans contestation : & ce devant que de l'avoir oüy. Que la France se separeroit du siege de Rome, jusques à ce qu'on y eust mis un Pape plus juste, qui auroit restably le Roy dans la possession, dont on le dépouïlloit avec tant d'injustice. Le Cardinal y ajouta, que tous les Prelats François partiroient, & que dans le Roiaume on donneroit ordre aux affaires de la Religion, ainisy qu'on jugeroit à propos : par un Sinode national, ou autrement. *Muglits & Drascoïitz*, qui comme les premiers Ambassadeurs Ecclesiastiques, estoient les plus proches des Legats, faisoient les allées & venües, & taschoient de re-

mettre les esprits : à quoy ils travaillèrent pendant qu'on achevoit de lire l'Evangile. Mais lors que le predicateur voulut commencer le sermon, le bruit fut si grand, que les Legats, pour éviter un plus grand scandale, se retirerent dans la sacristie, où les Ambassadeurs de l'Empereur & de Pologne les suivirent. Le Cardinal de Lorraine y entra aussi, & y fit entrer *Regnaut Ferrier*, l'un des Ambassadeurs de France, avec l'Archevesque de Sens, & pria l'Archevesque de Grenade d'y estre present. Celuy cy luy rapporta, que le Comte de Lune ne demandoit autre chose; sinon que les ordres de Rome fussent executés, & qu'il s'y en rapportoit. Neantmoins les Legats, qui sçavoient, que le Roy d'Espagne avoit enjoint au Comte de ne point rompre, ce que l'Archevesque de Grenade leur avoit confirmé, dirent, qu'il ne falloit rien precipiter dans une affaire de cette importance, & qu'ils estoient obligés de mettre le Pape à couvert du reproche qu'on luy pourroit faire de la dissipation du Concile, que l'on avoit sujet d'apprehender de cette division. C'est ce qu'ils disoient aux Espagnols, pendant qu'ils répondoient aux menaces des François, & qu'ils taschoient d'abattre leur fougue, en leur représentant, que ce qui se faisoit estoit sans prejudice de leurs droits & de leurs pretensions. Que cela avoit este ainsi resolu dès la premiere ouverture du Concile, & que le Pape en parloit en ces termes dans ses lettres, qu'ils offroient de produire. Ils y ajoutoient, qu'on ne pouvoit forcer l'Ambassadeur d'Espagne de ceder à un autre, s'il ne vouloit, & puis que les François avoient bien consenty qu'il fust mis hors de rang, ils pouvoient bien souffrir aussi, qu'on luy presentast la paix & l'encens extraordinairement. Les François repartirent, qu'ils ne pouvoient prendre des paroles en payement : que ce n'estoit que du vent : que dans les actions il y avoit de la realité, & que dès qu'on met quelqu'un en possession, en
quelque

quelque maniere que ce soit, on luy acquiert un tiltre. Les Legats, pour sortir de cet embaras, prièrent l'Archevesque de Grenade de sçavoir du Comte de Lune, s'il vouloit bien, que pour cette fois on obmist les ceremonies de la paix & del'en-cens : luy faisant dire en mesme temps, qu'ils estoient prests d'executer les ordres du Pape, s'il le desiroit absolument. Le Comte consentit qu'on ne les fist point cette fois, se reservant la faculté de faire executer ces ordres à la premiere occasion. Elle se devoit presenter dans trois ou quatre jours; mais les Legats esperoient, qu'ils trouveroient cependant le moyen d'ajuster le different, ou du moins que les Prelats Espagnols & Italiens auroient le loisir de se preparer à soutenir l'action du Pape : ce qu'ils n'avoient pû faire, parce qu'on ne leur en avoit rien communiqué. Mais comme les ordres du Pape estoient fort precis, & que les Legats, qui estoient obligés d'avoir une consideration toute particuliere pour le Roy d'Espagne, ne vouloient point qu'on leur pust rien reprocher, ils prièrent le Cardinal Madrucci de faire le mesme message au Comte de Lune, que l'Archevesque de Grenade luy avoit fait. Le Cardinal le fit, en la presence de *Draſcoüiz* & de l'Ambassadeur de Pologne, & en remporta la mesme réponse.

Pour les François, il est vray, qu'ils avoient rejetté la proposition qu'on leur avoit faite, touchant l'omission des Ceremonies : mais considerant, qu'en s'opiniastrant ils reduisoient les Legats à la necessité d'executer les ordres qu'ils avoient, & perdoient, du moins de fait, une chose dont ils vouloient conserver le droit en toutes les façons, & qu'ils rompoient avec le Pape, ce qui peuteſtre ne seroit pas l'interest du Roy, leur maistre, ils agréerent enfin le temperament. Ils consentirent, que ce jour là les ceremonies ne se feroient point; non seulement pour les Ambassadeurs; mais aussy pour les Legats mesmes : à quoy ceuxcy acqui-

esçerent d'autant plus volontiers, qu'ils ne vouloient point devenir la cause, ou l'occasion du scandale, qui en auroit pû arriver. Après cela l'Ambassadeur d'Espagne se leva, dès que la Messe fut achevée, au lieu qu'auparavant il avoit accoustumé de demeurer le dernier, & il sortit, mesme avant que la croix des Legats marchast.

Le mesme jour tous les Ambassadeurs furent chez les Legats, les uns comme interessés, & les autres comme Mediateurs. Les Legats dirent aux uns & aux autres, que se trouvant pressés par l'Ambassadeur d'Espagne, ils ne pouvoient plus différer d'exécuter les ordres du Pape. Et de fait, le Cardinal Simonetta, ayant envoyé querir *Gabriel Palotta*, Auditeur de Rote, il luy dit, qu'il fist un projet de réponse à la protestation, que les Ambassadeurs de France pourroient faire. *Palotta* répondit, qu'il jugeoit, que ce n'estoit ny le service de Dieu, ny celui du Pape, que d'allumer un feu, que l'on auroit peutestre de la peine à esteindre. Que tous les Prelats estoient extrêmement allarmés de l'apprehension, qu'ils avoient du schisme de la France, & que l'Ambassadeur de Pologne avoit déclaré, que ce Roiaume suivroit infalliblement l'exemple de celui là. Le Cardinal repartit, que les ordres de Rome estoient si precis & si absolus, qu'ils ne laissoient pas aux Legats la liberté d'en deliberer. *Pallotta* repliqua franchement, qu'il estoit resolu de ne point contribuer à ce qui pourroit estre la ruine de l'Eglise. Qu'il ne consideroit point le commandement du Pape, mais celui de Dieu, qui défend expressément de donner occasion à un schisme apparent dans l'Eglise. Que tous les Jurisconsultes declaroient unanimement, qu'un commandement n'a point de force, lors que dans l'exécution il arrive des changements, que le supérieur n'a pû prévoir. *Buoncompagne*, que Simonetta envoya querir après que *Pallotta* fust sorty, se trouva dans les mesmes sentiments,

timents, aussy bien que Navager, l'un des Legats : tellement que tous les Legats furent d'avis de dépêcher un exprès au Pape, pour luy représenter ces difficultés. Ils le firent le 1 jour de Juillet : mais afin de porter cependant les esprits à quelque moderation, ils firent un dernier secret de cette dépêche. Ils escrivirent au Pape, que l'affaire avoit esté tresmal receüe, non seulement de ceux qui s'y trouvoient interessés, mais aussy des Portugais, & mesme de quelques Espagnols, qui disoient, qu'il n'estoit pas juste de dépouïller un Roy mineur de son ancienne possession, sans l'oïr. Que Ferdinand, oncle de Philippe, ne l'avoit pas voulu faire dans sa Cour, ny mesmes le Pape dans la sienne, où il l'auroit pû faire avec plus de liberté qu'au Concile. Qu'on leur avoit donné avis, que dès le lendemain les Ambassadeurs de France leur devoient venir declarer, que cette liberté & cette seureté, que le Pape leur avoit si souvent promises, ne se trouvoient point au Concile; puis que sans l'avis des Peres, & sans avoir fait sonder leurs sentiments, il en usoit avec tant d'empire, & que de son chef, & par sa seule autorité, il faisoit une innovation si prejudiciable au Roy, fils ainé de l'Eglise, reconnu pour tel depuis plusieurs siecles, à qui on faisoit un si cruel outrage, à la veüe de tout le Concile, où il avoit envoyé ses Ambassadeurs & ses Prelats. Les Legats en parloient comme d'une action, qui n'estoit pas seulement injuste, mais aussy trespernicieuse. Que les François tenoient une protestation toute prestee pour le premier dimanche; où ils s'attendoient à l'effet des menaces des Legats: qu'ils y parleroient avec peu de respect du Pape & du Pontificat, pendant qu'ils traittoient le Roy d'Espagne & son Ambassadeur avec grande civilité; à dessein de charger Pie de toute la faute: & qu'ils partiroient incontinent après cela. Qu'ils disoient, qu'ils feroient proceder contre luy, comme contre un Simoniaque & schismatique, & qu'ils le feroient dé-

poser : en quoy ils sçavoient que tout le Nort seconderoit la France. Que parmy les Prelats qui estoient à Trente, il y en avoit, qui estoient assés malicieux pour croire, que le Pape se servoit de cette invention, pour faire dissiper le Concile, afin qu'il ne fust pas obligé de mettre la main à la reformation.

Ainsy que c'estoit à sa Sainteté à considerer, s'il estoit à propos de differer l'exécution d'un ordre, dont il pourroit arriver un si grand scandale, lequel ils n'avoient point preveu eux mesmes, lors qu'ils l'avoient prié de leur faire sçavoir sa volonté, dans un temps, où ils ne croyoient point, que l'exécution deust estre accompagnée de tant de difficultés. Le Cardinal de Lorraine dépescha aussy un exprés, & escrivit au Pape en des termes tresforts : jusques à luy dire, que sans la pieté & sans la prudence du Comte de Lune, & sans la moderation des Ministres de France, il n'avoit pas tenu aux Legats, que la feste de St. Pierre ne fust devenue la plus malheureuse journée, que la Chrestienté eust jamais veüe. Que le rang qu'il tenoit dans l'Eglise, & le zele qu'il avoit pour le bien public, l'obligeoient à avertir le Pape, que si son ordre s'exécutoit, les Ambassadeurs de France declareroient, que puis qu'il avoit abandonné l'office de pere, pour prendre la qualité de partie, en donnant sentence, sans entendre celui qui y estoit le plus intéressé, ils n'y défereroient point ; mais donneroient ordre à leurs affaires, en s'adressant au Concile, ou ailleurs, ainsy qu'ils le jugeroient à propos. Que le Pape ne pouvoit pas ignorer, que le ressentiment des Grands Princes, qui sçavent qu'on leur fait tort, leur fait perdre toute sorte de consideration & de respect : & ainsy qu'il le supplioit d'y *faire* reflexion.

Après que les Legats eurent cachetté leurs lettres, ils y en ajoustèrent une pour le Cardinal Borromée, à qui ils escrivirent, qu'on venoit de leur donner advis, que le
Comte

Comte de Lune estoit resolu de faire executer les ordres du Pape le dimanche suivant, & que les Ministres de l'Empereur, qui condamnoient l'opiniaftreté, avec la quelle les Ambassadeurs de France rejettoient le temperament, s'estoient joints à luy. Que le mesme Comte, voyant que les offices, qu'il avoit fait faire auprès du Cardinal de Lorraine, avoient esté inutiles, luy devoit faire sçavoir le mesme jour, par trois Evêques, qu'il avoit resolu de faire executer les ordres de Rome, & qu'il avoit sujet de se plaindre de la froideur des Legats; afin que cette plainte leur servist de de Justification, aussy bien qu'au Pape, qui, à ce que le Comte disoit, n'agissoit pas en cela de son mouvement; mais à l'instance du Roy d'Espagne, son maistre; bien que les François voulussent faire croire le contraire. Que les mesmes Evêques y devoit ajouster, que le Comte avoit oüi dire, que l'intention des François estoit de protester; mais qu'il ne le pouvoit croire, ny que le Cardinal le souffrist, quand mesme les Ambassadeurs auroient cette volonté. Toutefois si cela arrivoit, qu'il protesteroit de son costé, & qu'il répondroit aux termes peu respectueux, qu'ils pourroient employer contre le Pape, d'une maniere qui feroit connoistre à tout le monde, que le Roy, son maistre, ne permettra pas qu'on perde le respect, qui est deu au Pere Commun. Que le Roy de France mesme donneroit un jour des marques de son ressentiment & de son indignation à ceux qui l'auroient separé de l'Eglise: & que quand mesme les François partiroient de Trente, le Concile ne laisseroit pas de subsister & de continuer. La Conclusion de la lettre fut, que tout ce procedé ne diminuoit point la perplexité, en laquelle ils se trouvoient, & qu'ils prioient Dieu de les assister de sa grace, pendant qu'ils travailleroient à disposer les parties à un accommodement.

Le Comte avoit en effet entretenu plusieurs Prelats affection-

fectionnés à l'Espagne, qui luy avoient offert tout ce qui dépendoit d'eux, pour maintenir l'honneur du Roy & l'autorité du Pape. Mais aussy avoit il rencontré des Espagnols, qui estant plus sages & plus resolués que les autres, luy avoient remontré, qu'il devoit faire une serieuse reflexion sur l'ordre qu'il avoit du Roy de ne point rompre, & luy avoient mesmes déclaré, qu'un jour ils luy en reprocheroient le violement en la presence de sa Majesté. L'opinion commune estoit, que comme en toutes les assemblées, qui sont composées de gens de robbe, l'inclination va plustost à la paix qu'à la guerre, le sentiment du Concile auroit esté, qu'on attendist de nouveaux ordres du Pape. Ses premiers commandemens portoient bien, que les Legats ne se devoient pas arrester aux menaces des François, quand mesmes ils partiroient de Trente; mais ils ne parloient point du cas, où il y avoit apparence de schisme. C'est pourquoy le Pape leur escrivit, que s'il y avoit apparence de schisme, il falloit l'éviter en toutes les manieres, & en laissant là toutes les pointilles, demeurer dans les termes des loix & des Canons, & dans les sentiments des saints Docteurs. Que son opinion estoit, qu'il n'y avoit point de nouveauté en ce qu'il avoit ordonné aux Legats, & que ce n'estoit pas son intention, qu'on en fist à l'avenir; mais qu'ils gagnassent du temps, & qu'ils taschassent de porter l'affaire à un temperament: & en tout evenement, qu'ils offrissent de faire le Concile juge du different. Que si les François l'acceptoient, & que le Comte le rejettast, il se mettroit en son tort, & le Pape hors d'obligation. Que depuis le commencement de son Pontificat les Espagnols n'avoient pas cessé de le persecuter, & de le menacer, que leur Roy retireroit son Ambassadeur de Rome, & de Trente mesme, si le Pape ne faisoit ce qu'ils desiroient. Que voyant, que pour si peu de chose il couroit risque de perdre l'amitié d'un si puissant & si bon Roy, pen-

dant

dant que les François manquoient à ce qu'ils devoient à Dieu, par la paix qu'ils venoient de faire avec les heretiques, & par leurs Edits, qui permettent les presches, en dépit des Catholiques, comme aussy par l'alienation des biens de l'Eglise, sans son consentement & contre sa volonté, il avoit esté contraint de leur envoyer ses premiers ordres; afin de ne se point voir abandonné, sans amis & sans appuy. Qu'il avoit bien esperé, que l'execution s'en feroit faite sans bruit, ainisy que le Comte de Lune avoit fait accroire; mais voyant le peril du schisme, quoy qu'il fust bien persuadé, que mesmes sans cela les François fussent bien pour le faire, qu'il ne voudroit pas neantmoins leur en fournir l'occasion ny le pretexte. Ainisy qu'ils pouvoient differer l'execution de ses ordres, ménageant le secret de celuy, qu'il leur donnoit pour la surseance, jusques à ce qu'on auroit trouvé le moyen d'accorder les parties: s'en remettant pourtant à la discretion des Legats, pour le publier, lors qu'ils le jugeroient à propos.

La disposition generale du Concile estoit favorable aux François: de sorte que les Ambassadeurs de l'Empereur, voyant qu'on les blâmoit, parce qu'on trouvoit leur procedé trop partial, s'en excuserent auprès des Legats; en protestant, qu'ils ne s'en estoient point mêlés comme interessés, mais seulement comme Mediateurs. Il y eut mesme des Jurisconsultes du Conseil des Legats qui soustenoient, *que cette matiere estant purement laïque, le Pape ne la pouvoit decider qu'avec connoissance de cause, & mesmes après la soumission volontaire des parties.* Cependant les Legats avoient formellement promis au Comte qu'ils passeroient outre, s'il le desiroit, & ils ne pouvoient se justifier auprès du Roy d'Espagne, s'ils s'en dedisoient; de sorte qu'ils travailloient continuellement, avec une application extrême, à l'accommodement, qui se fit enfin en la maniere suivante. *Que dans les Sessions on garderoit le mesme ordre, qui avoit esté*

tenu le jour de la St. Pierre. Qu'aux autres jours solennels, les Ambassadeurs conviendroient entre eux, qui des deux se trouveroit aux Ceremonies: surquoy on pretendoit faire un si bon ajustement, qu'il n'en pourroit arriver du desordre, & que cependant on escriroit aux deux Rois, pour voir s'il n'y auroit pas moyen de faire un reglement fixe pour cela. Le Cardinal de Lorraine y disposa, ou pour mieux dire, y contraignit les Ambassadeurs de France, & l'Archevesque de Grenade y fit acquiescer celuy d'Espagne: l'un & l'autre assurant les Ambassadeurs de l'aveu du Roy, leur maistre. Il faut avoüer, que le Comte de Lune y obtint tout ce qu'il pouvoit pretendre. Premièrement il ne cedit point à l'Ambassadeur de France: secondement on luy donnoit une place honorable dans toutes les assemblées, qui marquoit la competence entre les deux Couronnes: & en troisième lieu ses contestations ne firent point dissiper le Concile, ny rompre avec la France, laquelle en est obligée à la Maison de Lorraine.

Le different de la preface demeuroit cependant indecis à Rome. L'Ambassadeur d'Espagne y faisoit instance à ce qu'il fust decidé par une sentence diffinitive, & demandoit qu'on luy donnast la premiere place, à la main gauche du Pape, laissant celle de la droite à l'Ambassadeur de l'Empereur. Il ne craignoit point de dire, que si on luy refusoit une chose, qu'il disoit estre tresjuste, le Roy, son maistre, ne se contenteroit point de revoquer son Ambassadeur; mais il ordonneroit aussy à tous ses sujets de sortir de l'Estat de l'Eglise. L'Ambassadeur de France protestoit au contraire, que si on le troubloit en la possession, où il estoit depuis plusieurs siecles, de prendre rang immediatement après l'Ambassadeur de l'Empereur, le Roy son maistre revoqueroit son Ministre, & se separeroit, avec tout son Roiaume, de l'obeissance du siege de Rome. Et de fait, le Roy avoit ordon-

ordonné à son Ambassadeur, en cas qu'on entreprist la moindre chose sur son droit, de declarer cette separation au Pape, & de sortir de la ville. Le Pape craignant, que la France, où la religion protestante avoit desja fait de grands progrès, ne suivist l'exemple de l'Angleterre, avoit de la peine à prendre party. Il avoit esté malade, & sous ce pretexte il differoit de tenir Chapelle, & lors que le jour du Jeudy saint il donna la benediction au peuple, de la loge du Vatican, *il avoit réglé le rang entre les Ambassadeurs des deux Couronnes en sorte, qu'on ne pouvoit dire lequel des deux avoit le premier*: s'excusant sur ce qu'en ces jours de devotion on n'en donnoit à personne.

Loisel, Ambassadeur de France en cette Cour là, s'en trouva tellement scandalisé, qu'il en prit occasion de demander son audience de congé: mais on l'empescha de partir, en luy faisant esperer, qu'à la Chapelle de la Pentecoste on luy donneroit satisfaction. Le Pape esperoit, qu'il le pourroit faire, mesmes du consentement de Philippe, qui luy avoit escrit, ainsy que j'ay dit cydessus, qu'il ne s'amuseroit point à ces vanités, & bien qu'il eust changé de sentiment depuis, le Pape ne laissoit pas de se flatter, qu'il le pourroit faire revenir au premier; en luy representant, que plus les maux de France estoient grands & violents, plus Philippe en devoit avoir compassion, & ne se point arrester à un peu de fumée de vaine gloire. Mais Philippe répondit aux deux Nonces, qui luy en parlerent, qu'on en estoit venu trop avant, & qu'il s'en remettoit à son Ambassadeur, qui avoit ses ordres. Ruy Gomez de Silva rejeta aussy les deux propositions, que les mesmes Nonces luy firent, de faire absenter l'Ambassadeur d'Espagne des ceremonies publiques, & dit, qu'après ce qui estoit arrivé à Trente, le Roy n'en demeurerait pas là, mais iroit plus loin. Le Pape, afin de n'offenser personne, avoit cepend-

dant défendu à tous les Ambassadeurs de se trouver aux Ceremonies publiques, sans son ordre : & afin d'obliger celuy de France à y déferer, il avoit fait prier l'Empereur, de commander à son Ambassadeur d'y acquiescer. L'Empereur le fit, & son Ambassadeur témoigna estre prest de s'en abstenir; dissimulant l'ordre qu'on luy avoit envoyé de sa Cour, & voulant faire croire, que ce qu'il en faisoit n'estoit que par déference pour les desirs du Pape, afin d'obliger par là l'Ambassadeur de France à suivre son exemple : mais tout cela ne servit de rien. Sur l'advis que l'on eut en France de ce qui s'estoit passé à Rome le jour du Jeudy saint, la Reine Mere dit au Nonce : que le Roy, tout Jeune qu'il estoit, n'avoit pas laissé de declarer en plein Conseil, qu'il ne souffriroit point qu'on luy fist tort. Que l'Ambassadeur avoit fort bien fait d'avoir pris son audience de congé, mais tres mal de n'estre point party en mesme temps. Toutefois puis que l'affaire estoit en cet estat, il y pouvoit encore demeurer jusques à la Pentecoste; mais qu'on luy envoyoit ordre exprés, si on ne luy donnoit satisfaction dans ce temps là, de partir, & d'emmener le Cardinal de Bourdaisiere avec luy. Elle y ajouta, qu'elle luy vouloit bien parler, non en Mere du Roy & Regente, mais comme fille de l'Eglise Catholique, & dire, que si le Pape y manquoit, elle voyoit un feu s'allumer, dont les ennemis de l'Eglise se serviroient; pour irriter davantage l'indignation du Roy, au grand prejudice de la Religion. Le Cardinal de Lorraine luy parla dans les mesmes termes, & sur cela le Nonce escrivit à Rome, qu'il s'asseuroit, que le bon Roy Philippe ne voudroit pas, pour une pretension si vaine & si frivole, estre cause de la perte de tant d'ames, & de l'incendie qui embraseroit un Roiaume voisin de ses Estats d'Espagne & de Flandres. Que le Roy se feroit honneur, en donnant en cela des marques de sa prudence, & de celle de son Conseil.

feil. Au reste que le Pape ne feroit en cela que ce qu'il avoit voulu faire autrefois, & que ce que la Republique de Venise faisoit desja : si bien que son exemple pouvoit servir de Justification à sa Sainteté.

Le Pape avoit offert de laisser la decision du different au Concile, ou bien à la Rote; mais ny la France ny l'Espagne ne s'y voulurent pas soumettre: L'une parce qu'elle ne vouloit pas qu'on revoquast son droit en doute, & l'autre parce qu'il se désoit du sien. C'est pourquoy il ordonna enfin, que sans prejudice du droit, que chacune des parties pourroit avoir au fond, l'Ambassadeur de France seroit maintenu en la possession, & qu'on luy donneroit la place, que ses Predecesseurs avoient tousjours occupée, avant que Charles, pere de Philippe, eust esté élu Empereur, & dont ils avoient effectivement jouï, tant dans la Chapelle qu'à Trente. Il offrit en mesme temps de renvoyer la connoissance de l'affaire au Concile, ou à la Rote, & cependant de donner place à l'Ambassadeur d'Espagne, separemment des autres Ambassadeurs, parmy les Cardinaux, après le dernier Cardinal prestre. *Loüis de Cuniga & de Requesens*, Grand Commandeur de l'ordre de S. Jaques en Castille, depuis Gouverneur de Milan, & en suite des Pais-bas, où il mourut, s'emporta si fort sur cette declaration, que le Pape luy dit en colere, que c'estoit une civilité qu'il luy avoit faite, en le mettant hors de rang d'avec les autres Ambassadeurs; mais puis qu'il ne s'en vouloit point satisfaire, qu'il n'avoit qu'à aller où il luy plairoit, & qu'il ne revoqueroit pas son ordonnance. Il escrivit aussy sur ce sujet à la Reine Catherine de Medicis, que ce qu'il en avoit fait avoit esté par un mouvement de Justice, qui l'avoit obligé à regler le different comme il avoit fait. Les Espagnols en firent grand bruit, & publioient que Philippe feroit agir ses armes pour s'en venger. Mais toute la vengeance qu'il en fit

ce fut qu'il revoqua son Ambassadeur, & le Pape vouloit bien qu'on crust, qu'il y avoit en cela plus de complaisance que de ressentiment. Il y avoit quelque temps, que Requesens avoit, de son autorité privée, fait enlever un certain Licentié, & l'avoit fait mettre en prison; ce qui avoit si fort fasché le Pape qu'il avoit refusé de luy donner audience, & avoit fait prier Philippe, par le Cardinal Pacheco, de le retirer, comme un Ministre, qui n'estoit pas fort propre à entretenir la bonne intelligence entre eux. Mais c'est en quoy il ne se flattoit pas tant, qu'il en vouloit donner à garder aux autres.

Les Espagnols, qui estoient obligés de respecter le reglement du Pape à Rome, ne renoncèrent pas pour cela à leurs pretensions: au contraire ils ont depuis ce temps là recherché toutes les occasions, qui les pouvoient favoriser, ou qui leur pouvoient fournir quelque tiltre ou pretexte. *Don Pedro Faxardo* ayant esté envoyé, fort peu d'années après cette declaration du Pape, à la diète, qui avoit esté convoquée en Pologne, pour l'élection d'un nouveau Roy, après le decés de Sigismond Auguste, & voulant aller à l'audience, que le Senat donnoit aux Ambassadeurs de tous les pretendants à la Couronne, pour y recommander les interets de leurs Maistres, il se joignit à *l'Ambassadeur de l'Empereur*, & *tascha d'entrer avec luy dans la tente, où le Senat estoit assemblé*. Il disoit que le Roy d'Espagne, son maistre, n'avoit point d'autre interest que celuy de l'Empereur, & que n'ayant point d'autre intention que de recommander la personne de l'Archiduc Ernest, fils de Maximilian, il croyoit le pouvoir faire dans une mesme audience avec l'Ambassadeur de l'Empereur; sans qu'il fust besoin de demander pour cela une particuliere: mais *les Ambassadeurs de France s'y opposerent, & en le faisant retirer, se conserverent le rang, qui estoit deu au Roy, leur maistre*.

Il y eut encore contestation pour la preſeance à l'aſſemblée de Vervins en l'an 1598, entre Meſſieurs de *Bellicure & de Sillery*, Ambaſſadeurs de France, d'un coſté, & Meſſieurs *Richardot, Taxis & Verreyken*, Ambaſſadeurs d'Eſpagne, de l'autre. Le Cardinal de Florence, qui y eſtoit Legat de Clement VIII comme Mediateur, & qui s'en trouvoit fort embarſſé, propoſa pluſieurs expedients, qui furent tous rejettés par les François, auſſy bien que l'offre, que les Eſpagnols firent, de ceder en la qualité Ambaſſadeurs du Cardinal Archiduc, Gouverneur des Pais-bas. *Bellicure* diſoit, qu'il ne les pouvoit conſiderer que comme Ambaſſadeurs du Roy d'Eſpagne, avec lequel le Roy, ſon maſtre, pretendoit traiter, & non avec l'Archiduc, ny avec ſes Miniſtres, & inſiſtoit à ce qu'ils cedaffent en cette qualité. Pour ſortir de ce démeſlé, on s'áviſa de regler les ſeances en forte, que le Legat prendroit le haut bout de la table. Que l'Eveſque de Mantoüe, Nonce du Pape, ſe mettroit à la main droite du Legat, & qu'après cela on laiſſeroit le choix des places aux François, ou la premiere à la main gauche du Legat, ou la deuxiême à la droite, après le Nonce. Ils ſe mirent à la premiere place auprès du Legat; bien qu'il ſemblaſt, qu'en cela il y euſt quelque choſe; qui ne ſe rapportoit point à la maxime, qui dit, que *la derniere place du premier rang eſt plus honorable que la premiere du ſecond*. Mais outre que le choix mettoit tout l'avantage du coſté des François, il n'y avoit pas deux rangs differents en cette rencontre, & les places les plus proches de la premiere eſtoient les plus honorables: bien entendu que les deux places des Ambaſſadeurs de France n'eſtoient comptées que pour une, non plus que les trois des Ambaſſadeurs d'Eſpagne. Auſſy ne faut il point douter, que les Eſpagnols n'eufſent pris le meſme party, ſi on leur en euſt laiſſé le choix: en quoy conſiſtoit preſque tout l'avantage.

Le Comte de Tillieres, Ambassadeur ordinaire de France, & le Comte de Gondemar, Ambassadeur Extraordinaire d'Espagne en Angleterre, ayant esté conviés au divertissement d'une course de bague, la Cour, qui les vouloit contenter tous deux, avoit fait faire deux loges, qui estoient placées d'une façon, que l'on ne pouvoit dire, que l'un des Ambassadeurs y fust plus favorisé que l'autre. Celuy de France dit, *qu'il ne suffisoit pas de les mettre tous deux en pareil degré d'honneur; mais qu'il falloit que tout le monde vist, que la France avoit la preſeance sur l'Espagne*, & que pour le moins on luy laissast le choix des loges. Il ne le pût obtenir; tellement qu'il ne voulut pas aller au divertissement, ny permettre que sa femme y fust. L'Ambassadeur d'Espagne en prit avantage, comme s'il eust fait quitter la partie à celui de France. On ne le peut nier: mais il est impossible, que l'Ambassadeur puisse parer ces coups, lors que le Prince, auprès duquel il reside, se declare pour son competitor. Le Roy Jaques avoit les inclinations plus Espagnoles que Françoises, si on veut croire l'histoire & les memoires de ce temps là, & il se divertissoit avec le Comte de Gondemar, qui de son costé l'entretenoit de l'esperance qu'il luy donnoit du mariage de l'Infante. Il y a difference entre ces assemblées & les ceremonies solennelles. L'Ambassadeur peut s'absenter des uns, mais il ne peut se dispenser de prendre le rang du Roy, son maistre, aux autres.

Le Duc de Longueville & le Comte de Pigneranda, Chefs des Ambassades de France & d'Espagne à Munster, ne se voyoient point: pas tant à cause du refus absolu, que le Comte faisoit de donner de l'Altesse au Duc; veu que celui-cy declara, qu'il ne le prétendoit point du Comte, & qu'il vouloit bien qu'ils se parlassent en tierce personne, sans titre; mais parce que difficilement se pouvoient ils voir particulièrement en lieu tiers, que l'un ne prist quelque avantage
sur

sur l'autre: le Comte sçavoit, que les François s'estoient vantés, qu'ils se le feroient donner à quelque prix que ce fust, si l'occasion se presentoit ; c'est pourquoy il n'avoit garde de se commettre. Diego de Saavedra & Antoine le Brun voyoient souvent d'Avaux & Servien dans les conférences, tantost chez les uns, tantost chez les autres, où ils se traittoient d'Excellence reciproquement ; mais ils évitoient toujours de se rencontrer en lieu tiers. M. d'Avaux, se trouvant seul des Plenipotentiaires de France à Munster, tascha de disposer M. le Brun à consentir à une assignation au jardin des Capucins ; mais quelques ouvertures qu'on fist, & quelques expedients qu'on proposast, pour concerter cette entreveüe, en sorte que la dignité des deux Couronnes n'y fust point blessée, on n'en pût jamais convenir. D'Avaux fit représenter à de Brun, que luy estant le deuxième en la Commission de l'Ambassade de France, & l'autre le troisième en celle d'Espagne, celuicy ne se feroit pas un fort grand prejudice, s'il luy cedioit quelque petit avantage : mais tout cela inutilement. Cette jalousie alla mesmes si avant, que l'assemblée faillit à se rompre sur la difficulté qui fut proposée, *lequel des deux Rois seroit nommé le premier dans les actes Publics*. On proposa, qu'on nommeroit ny l'un ny l'autre, & qu'on diroit simplement *les deux Couronnes*. D'Avaux goustâ cette ouverture, mais Servien, qui condamnoit tout ce que l'autre approuvoit, la rejetta : quoy qu'il auroit bien pû se souvenir, s'il eust voulu, qu'il n'en avoit pas esté usé autrement au traité de Querasque, qu'il avoit luy même négocié & signé, avec le Marechal de Toiras, en l'an 1631.

La rencontre, que le Comte Desfrades & le Baron de Vatteville, Ambassadeurs de France & d'Espagne, eurent à Londres en l'an 1661, fit bien voir que les Espagnols n'avoient point renoncé à leurs pretenfions, nonobstant le

reglement du Pape Pie. Ils devoient envoyer tous deux leurs carosses audevant du Comte Brahe, Ambassadeur de Suede, le jour de son entrée. Et dautant, qu'ils ne doutoient point, qu'il n'y eust contestation pour le rang, ils prirent de part & d'autre les mesures, qu'ils jugeoient necessaires, pour mettre chacun l'avantage de son costé. Vatteville fit venir quelques soldats d'Ostende, s'assura de plusieurs Anglois, & au lieu de traits des chevaux, il fit couvrir de cuir des chaines d'une grosseur mediocre, afin qu'on ne les coupast point, Destrades avoit bien renforcé aucunement son train; mais ne croyant pas qu'on en vinst à de si grandes extremités, il n'avoit pas pris toutes les precautions, qui l'auroient pû garantir de la violence des autres.

Le Duc de Yorc, qui craignoit & prevoyoit le desordre, avoit fait mettre une Cornette de Cavallerie, & trois Compagnies de son regiment d'infanterie sous les armes: mais comme les officiers n'avoient point d'ordre de se mêler de la querelle des Ambassadeurs, tout ce qu'ils pûrent faire, ce fut d'estre spectateurs du combat & de la confusion. Quelques chevaux de carosse de l'Ambassadeur de France furent tués, aussy bien que deux ou trois de ses gens. Il y eut aussy des Espagnols qui y perdirent la vie: mais ils ne laisserent pas de triompher; parce que le carosse de Destrades n'avoit garde de marcher, faute de chevaux. Ce fut en suite de ce desordre, & des plaintes que Destrades en fit, que le Roy d'Angleterre ordonna, que les carosses des Ministres estrangers ne se trouveroient plus à cette sorte de ceremonies. Sur les premiers avis que l'on en eut en France, le Roy fit dire au Comte de Fuenfaldagne, Ambassadeur d'Espagne, qui avoit desja commencé à faire ses visites d'adieu, qu'il eust à sortir de la Cour dans vingt-quatre heures, & à ne se point arrester en aucune des villes de son passage, qu'il ne fust sorty du Roiaume. Il envoya
ordre

ordre à l'Archevesque d'Embrun, son Ambassadeur à Madrid, d'en demander satisfaction & reparation, & faute d'obtenir l'un & l'autre, de se retirer. Le Roy d'Espagne, qui estoit agé & maladif, promit qu'il la feroit faire au Roy son gendre : *Qu'il revoqueroit Vatteville de l'Ambassade d'Angleterre : qu'il donneroit ordre à tous ses Ambassadeurs de ne se point trouver aux ceremonies, où ceux de France assisteroient, & que le Marquis de la Fuente, qui avoit esté nommé à l'Ambassade de France, en feroit une déclaration formelle au Roy.* Il la fit le 24 Mars 1662 dans le grand cabinet du Louvre, où le Roy avoit fait venir tout ce qu'il y avoit d'Ambassadeurs & de Ministres estrangers à Paris, en la presence du Duc d'Orleans, du Prince de Condé, du Chancelier, de plusieurs Ducs & Pairs, & des quatre Secretaires d'Estat, qui en prirent acte. C'est en cet Estat là que l'affaire se trouve presentement, & on peut dire, qu'à moins qu'il y arrive une grande revolution, il n'y a point d'apparence, que les Ambassadeurs d'Espagne se trouvent à des ceremonies, où ils soyent obligés de contester, ou de ceder le rang à ceux de France.

Vatteville croyoit, sans doute, rendre un tresignalé service au Roy d'Espagne, & il luy fit une tresmeschante affaire, dont ny luy ny son Maistre ne pouvoient tirer aucun avantage. Quelque succès que son entreprise eust, il n'y acqueroit point de tiltre au Roy, ny de gloire pour luy mesme.

Au Mois de Septembre 1667 Le Duc de Chaunes, Ambassadeur Extraordinaire de France à Rome, avoit envoyé son carosse audevant de l'Ambassadeur de Malthe, pour luy faire honneur à son entrée; mais la Cavalcade estant obligée de passer pardevant le palais de l'Ambassadeur d'Espagne, celuy cy fit sortir tous ses domestiques, & faisant arrester les chevaux de l'Ambassadeur de France, il fit precéder son carosse. Le Duc s'en plaignit au Pape, qui en parla à l'Ambassa-

bassadeur ; mais celui cy luy dît , qu'il n'avoit point de mesures à garder avec le Duc de Chaunes , puis qu'e le Roy, son maistre , avoit en deux façons rompu avec le Roy d'Espagne : en secourant les Portugais , & en portant ses armes en Flandres. Qu'il n'y avoit rien, qui le pust empescher de s'en venger à toutes les occasions. Ce fut là une chetive vengeance, & une pauvre consolation , après la perte de tant de belles villes de Flandres.

S E C T I O N X X V .

De plusieurs autres Competences.

IL n'y a rien , dont l'Ambassadeur doive estre si jaloux , que des droits & de la dignité de son Prince , & principalement du rang qu'il tient parmy les autres Princes ; afin de le luy conserver dans les ceremonies , & dans les assemblées publiques. C'est dont il ne se peut dispenser , pour quelque cause , ou pour quelque consideration que ce soit , & il n'y peut manquer qu'aux dépens de son honneur & de sa vie. Le Pape Urbain VIII, qui avoit beaucoup d'indulgence pour ses parents , vouloit que les Ambassadeurs des Couronnes cedassent , dans les Chapelles & dans les autres ceremonies publiques , à Thadée Barberin , Prefect de Rome. Ils eurent cette complaisance pour le Pape pendant son Pontificat : ou du moins ils évitoient les rencontres, où il auroit fallu entrer en contestation avec son neveu. Mais incontinent après l'exaltation d'Innocent X , *le Duc Savelli* , Ambassadeur de l'Empereur , bien que sujet du Pape , & *le Comte de Sirvella* , Ambassadeur d'Espagne , firent parler au *Marquis de St. Chaumont* , Ambassadeur de France , & resolurent ensemble, qu'ils reprendroient hautement

ment le rang sur le Prefect. Les deux premiers ne voyoient point le troisieme, parce que leurs maistres estoient en guerre; mais ils entrerent bientost dans les mesmes sentimens, pour l'interest commun de leur honneur. *Sr. Chaumont* estoit au liect, malade de la goutte; mais les deux autres se mirent en possession de leur aucien droit le mesme jour de l'Electiion du Pape: qui n'ayant pas encore efface de sa memoire l'obligation qu'il avoit au defunct, & aux Barberins, qui venoient de le faire Pape, eut de la peine à se declarer en faveur des Ambassadeurs. Il les fit prier, par le Cardinal Caponi, de ne se point trouver à la Chapelle ce jour là, leur faisant dire en mesme temps, qu'il feroit aussy absenter le Prefect: tellement qu'il ne s'y passeroit rien au prejudice de leurs droits, qui leur seroient conservés entiers. Les Ambassadeurs témoignerent estre fort scandalisés de cette proposition, qui les mettoit en parallele avec un particulier. Celuy de France declara formellement, *qu'il n'y avoit rien qui le pust empesther de s'y trouver, quand il seroit assure d'y mourir: parce qu'il en avoit ordre exprés du Roy, son maistre.* Ceux de l'Empereur & d'Espagne firent une réponse moins forte; mais après avoir mis l'affaire en deliberation avec les Cardinaux du party, ils resolurent, que *Savelly* escriroit un biller au Cardinal Caponi, où il luy diroit positivement, *que quand mesmes le Pape luy feroit des defenses expresses de se trouver au throne* (les Italiens l'appellent *Solio*) *il ne laisseroit pas d'y aller prendre place, quelque opposition qu'on luy pust former.* *Sr. Chaumont* y ajouta, que s'il rencontroit le Prefect par la ville, il le contraindrait de faire arrester son carosse, & de luy ceder. Le Pape prononça enfin pour les Ambassadeurs, & permit au Prefect de protester. Le Pape, en faisant convier les Ambassadeurs de se trouver à la Chapelle, leur fit dire, que le Prefect n'y feroit point, parce qu'il estoit allé pour des

affaires hors la ville. Les Ambassadeurs répondirent, qu'ils alloient prendre leur place au thrône, & qu'ils ne s'enqueroient point, si le Prefect estoit à Rome, ou à la campagne.

Il faut juger du billet de *Savelli*, qu'il auroit pris sa place à la Chapelle, quand mesmes le Pape, au lieu de la priere qu'il luy fit faire, comme à l'Ambassadeur de l'Empereur, luy auroit commandé, comme à son sujet, de s'en absenter, & qu'il auroit preferé le service de son maistre aux ordres de son Souverain, quelque absolus qu'ils eussent esté. Où il faut remarquer ce qui est dit ailleurs, du respect, que les Souverains doivent avoir pour le caractère, en quelque personne qu'il se rencontre. Il est vray, que le Prince Souverain se peut faire obeïr, mesmes par l'Ambassadeur, pourveu qu'il ne viole point le *Droit des Gens*; mais comme l'Ambassadeur, de son costé, ne reconnoit point d'autres ordres que ceux de son Maistre, il faut que le Prince voye, comment il se puisse justifier auprès du Prince de l'Ambassadeur, si on ne laisse pas à celui cy toute la liberté, qui est déüe à son caractère. En l'an 1558 le Senat de Venise fit dire à l'Evesque d'Acqs, Ambassadeur de France, qu'on n'entendoit point qu'il fust present à une procession, où on auroit esté obligé de convier aussy l'Ambassadeur d'Espagne. L'Evesque fut tellement surpris de ce message, qu'il voulut que ses domestiques, & ceux du Cardinal de Tournon, qui estoit logé chez luy, en fussent témoins: mais il ne laissa pas de déferer aux desirs du Senat; parce que le Souverain peut & doit prevenir, par tous les moyens possibles, tout ce qui peut troubler le repos de son Estat. Les Rois de France & de la Grande Bretagne ont jugé à propos de n'admettre plus les carosses des Ambassadeurs aux entrées de ceux qui arrivent; parce que les Rois & les Souverains, qui font en ces rencontres tous les honneurs, ont
raison

raison de ne trouver pas bon , que les estrangers s'y mélent. A Rome il y a une raison particuliere, qui oblige les Ambassadeurs à paroistre aux ceremonies publiques ; parce qu'en leur absence les autres prendroient possession de quelques fonctions qui leur son affectées ; comme de porter la queue de la chappe du Pape, ou bien le poisle , & de marcher dans leur rang aux processions solennelles. On peut dire à propos de cette competence des Ambassadeurs & du Prefect , que l'Ambassadeur , qui ne cede pas chez luy la place d'honneur à un Prince de la Maison de Lorraine , n'a garde de la ceder en lieu tiers à un Prince imaginaire : quoy qu'on puisse dire aussy , que le Pape Pie jugea la preface à l'avantage du Sénateur de Rome, contre l'Ambassadeur d'Espagne. Ceux qui ont quelque connoissance de l'histoire , sçavent quelle estoit l'autorité du Sénateur de Rome pendant quelques siecles après le dixième. Le Pape Clement IV , pour faire honneur à Charles Duc d'Anjou , Frere de Loüis IX Roy de France , se fit Sénateur de Rome. Nicolas III ordonna , qu'à l'avenir on ne donneroit plus la qualité de Sénateur à aucun Prince de Sang Royal : tellement il n'en reste aujourd'hui que le seul nom.

J'ay parlé amplement en la Section precedente , du different que les Ambassadeurs de France & d'Espagne eurent pour le rang , & de quelle façon il fut réglé, tant à Trente qu'à Rome. Dés l'an 1542 on avoit fait revivre celuy que le *Roy de France* avoit , pour le mesme sujet, avec le *Roy des Romains* , & ce à l'occasion de la contestation , où les Allemans & les François entrerent , lequel des deux Rois seroit nommé le premier dans les decrets du Concile de Trente. Les François disoient , que leur Roy estoit Souverain & absolu , & qu'il estoit en possession de suivre immediatement l'Empereur , & de preceder tous les autres Rois de la Chrestienté. Que le Roy des Romains n'estoit
que

que Roy titulaire, & Empereur en esperance, comme Coadjuteur de la dignité Imperiale. Les Allemans soustenoient au contraire, que le Roy des Romains avoit la mesme autorité, que les loix donnent à l'Empereur : qu'il dispoſoit des fiefs : que c'estoit de luy que les Princes prenoient les investitures, & recevoient les regales, & qu'en l'absence de l'Empereur il s'asseoit au thrône Imperial: qu'il convoquoit les diètes : qu'il faisoit des edits, & generalement tout ce que l'Empereur pouvoit faire. Ils y ajoſtoient, que du temps de l'Empereur Frederic III, les Ambassadeurs de Maximilien, Roy des Romains, avoient precedé ceux de Louïs XII Roy de France, en la Chapelle du Pape *D'Urfé, Lignerés & Danais*, Ambassadeurs de France, estant arrivés à Trente quelque temps après, voulurent ſçavoir quelle place on leur donneroit, tant dans les Sessions que dans les Congregations. Le Cardinal Pacheco leur dit, qu'il luy sembloit, qu'ils faisoient cette demande bien hors de propos; veu qu'il jugeoit, que les Ambassadeurs de France ne voudroient pas entrer en competence avec ceux de l'Empereur, & qu'il n'y avoit point d'autres Ambassadeurs à Trente, & ainſy qu'il n'y avoit personne, avec qui ils pûſſent entrer en contestation pour le rang. On en feroit apparemment demeuré là, si l'Archevesque de Madera ne se fuſt avisé de parler du Roy des Romains, en diſant qu'au Concile de Lateran son Ambassadeur avoit precedé celui de France. L'Archevesque d'Armac repartit, qu'en ce temps là Maximilian n'estoit pas Roy des Romains, mais Empereur, & qu'il n'en prenoit pas la qualité, parce qu'il n'avoit pas encore esté couronné par les mains du Pape; au lieu que Ferdinand n'avoit que le tiltre tout nud. L'Evesque de Feltro dit, que les exemples de l'histoire ancienne faisoient voir, que l'Empire pouvoit en mesme temps avoir deux Empereurs, avec une puissance ou autorité égale. Mais l'Evesque de Bitonte
le

le releva, & dit, qu'il n'avoit jamais oüi dire ny leu, que Charles & Ferdinand fussent tous deux Empereurs. Les autres Prelats voulurent aussy dire leur sentiment, & on alloit pousser la contestation bien loin, sans l'Evesque de Lucera, qui dit, que ce n'estoit pas matiere de Concile, & que ce n'estoit pas aux Peres à en prendre connoissance; mais qu'elle devoit estre reglée par les Legats. Toute l'assemblée y acquiesça, quoy que d'une maniere, qu'on reconnut bien que le Concile estoit favorable à la France. Les Legats parlerent à cette occasion d'un decret, qui avoit esté fait bientoist après l'ouverture du Concile, portant que ce qui s'y feroit à l'égard des ceremonies, ne feroit point de prejudice aux parties, & ne feroit point tiré à consequence.

Les Ambassadeurs de France, ayant appris ce qui s'estoit passé en cette conference, declarerent aux Legats, que si on ne leur assignoit une place certaine & honorable parmi les Ambassadeurs des autres Rois, ils partiroient. Les Legats répondirent, qu'ils devoient avoir plus d'égard à la disposition generale du Concile, qui leur estoit à avantageuse, qu'à l'emportement de deux ou trois éventés, qui abusoient de la liberté de parler, que le lieu leur donnoit. Que depuis que les Ambassadeurs de l'Empereur estoient arrivés à Trente, ceux du Roy des Romains n'avoient plus paru; parce que les derniers venus pouvoient agir pour l'un & pour l'autre: si bien qu'il n'estoit pas necessaire de commencer un procès, devant qu'on leur eust contesté la possession. Les Ambassadeurs de France ne se satisfirent point de cette réponse, & les Legats témoignèrent d'en estre d'autant plus empeschés, qu'il n'y avoit point d'apparence de faire ceder l'une ou l'autre des parties. Ils consideroient aussy que le Concile ne pouvoit pas prononcer sur une chose, touchant laquelle il n'y avoit ny loy ny coustume, & qui n'estoit point

de sa Jurisdiction. Dont on pouvoit bien juger, que quand mesmes les Perés prononceroient sur de bons principes, & sur un droit incontestable, ils ne pourroient pas faire executer leur sentence, ny se faire obeir. Il sembloit que le seul moyen de lever ces difficultés fust, de disposer les Ambassadeurs de Ferdinand à ne se point trouver aux actions publiques; parce que n'y ayant point esté, pendant que l'Empereur n'avoit point d'Ambassadeur à Trente, ils pouvoient bien s'en abstenir encore, sans qu'on soupçonnast, que ce fust à cause des Ambassadeurs de France. Les Legats apprehendoient encore, que les Ambassadeurs de l'Empereur, qui comme protecteur particulier du Concile, y pretendoit quelque primauté, ne fissent difficulté de souffrir, que les Ambassadeurs de France prissent place immédiatement après eux: mais ils n'en firent point, & ceux de France se contentant d'estre placés dans le rang qui leur appartenoit, immédiatement après les Ambassadeurs de l'Empereur, y acquiescerent aussy. Il est evident, que les Ambassadeurs de France sortirent de cette contestation avec avantage. Car si les pretensions du Roy des Romains estoient justes & bien fondées, ses Ministres luy faisoient un prejudice irreparable, en se trouvant point aux assemblées publiques. Ils renonçoient au droit de leur Maistre, en souffrant que les Ambassadeurs de France prissent place auprès de ceux de l'Empereur, pour ne la plus quitter après l'avoir une fois occupée. Et de fait, puis que les Ambassadeurs de Ferdinand faisoient cesser les fonctions de leur employ, en la presence des Ministres de l'Empereur, ils faisoient bien connoistre, que leur Prince n'estant que Lieutenant, Vicaire ou Coadjuteur de son frere, la presence de l'Empereur faisoit eclipser sa dignité, laquelle en effet n'a point de lustre, sinon dans l'éloignement de l'astre qui le luy donne.

On ne peut nier, que les Ministres du Roy des Romains, ne se défiaient du droit de leur Maistre; puis qu'ils eurent de la peine à le maintenir dans la compétence, qu'ils eurent depuis avec une partie bien moins forte. En l'an 1552 arriverent à Trente trois Ambassadeurs Portugais, *Jaques de Selva*, *Jaques de Govea* & *Jean Paez*, qui eurent aussy tost à démesler pour la preséance avec les Ambassadeurs du Roy des Romains. Pour regler le different, en sorte que le droit des uns & des autres fust conservé, il fut ordonné, que pour la premiere fois l'Orateur Portugais seroit assis au banc des Ecclesiastiques, vis à vis des presidents ou Legats: qu'en ce lieu là il exposeroit son obedience, & que cependant les Ambassadeurs de Ferdinand demeureroient dans une salle proche de là. Mais comme cette provision ne decidoit point le different, les parties convinrent entre eux, qu'on s'en remettroit au Pape, qui en prit connoissance comme juge, & non comme arbitre. Les interessés, pour se le rendre favorable, taschoient de faire des amis à Rome, & recherchoient l'intercession de ceux, qui y avoient le plus de credit. Les Ministres de Ferdinand, en escrivant sur ce sujet à quelques officiers du Pape, & en leur recommandant les interets de leur Maistre, les prioient de leur fournir quelque exemple, qui pust obliger le Pape à prononcer pour le Roy des Romains; soit qu'il considerast Ferdinand en cette qualité, ou qu'il luy voulust donner cet avantage, à cause de son Roiaume d'Hongrie, qui n'estoit pas un tiltre nud & vain, mais une possession effective. On leur fit réponse, qu'après toutes les recherches qu'on avoit faites, il se trouvoit, que le different n'avoit jamais esté réglé à l'égard de la Chapelle: tellement que sa Sainteté ne pouvoit decider le different, sans ouïr les raisons des interessés. Que son avis estoit que les Ambassadeurs de Ferdinand, qui estoient Evesques, prissent place avec les Ecclesiastiques, & se

missent à la teste de tous les Prelats, pendant que ceux de Portugal se rangeroient avec les laics ; & que si cette proposition ne leur agréoit point, qu'ils s'accommodassent avec les Peres du Concile, ainsy qu'ils le jugeroient à propos. Le 24 jour d'Avril les parties tomberent d'accord entre eux, que dans l'assemblée generale de ce jour là, où tous les Ambassadeurs devoient estre presents, comme aussy en celles du lendemain, & du 27 & 28 du mesme mois, les Ambassadeurs de Portugal feroient assis vis à vis de ceux de l'Empereur ; c'est à dire du costé droit, devant les Legats, où les Electeurs Ecclesiastiques, que estoient partis, avoient esté assis, & que ceux de Ferdinand se mettroient auprès des Ambassadeurs de l'Empereur du costé gauche : le tout pour ces jours là seulement. Et afin qu'il ne s'y passast rien au prejudice des uns ou des autres, on ne presenta point la paix ny l'encens à pas un de tous les Ambassadeurs : dont ceux de Portugal se firent donner acte. Depuis ce temps là il n'y eut plus de contestation avec les Ambassadeurs du Roy des Romains ; parce que Ferdinand ayant succédé à l'Empire, par la resignation de Charles, il envoya ses Ambassadeurs à Trente comme Empereur. Il estoit aussy Roy d'Hongrie, & en cette qualité il y avoit encore son Ambassadeur.

Mais devant que de parler de la contestation, que celui-cy eut avec l'Ambassadeur du Roy de Portugal, j'estime devoir dire un mot du different, qu'il y eut à Munster, touchant la qualité de Majesté entre l'Empereur & le Roy de France. En l'an 1646 la Reine Regente avoit envoyé à Munster le Sieur de Mondevergues, afin que les Plenipotentiaires le fissent aller de là à Vienne, pour y faire les compliments sur la mort de l'Imperatrice. Mais dautant que du regne de Louis XIII on avoit escrit à l'Empereur sur une semblable rencontre, & que l'Empereur n'avoit pas fait réponse à la lettre, la Reine ne vouloit point qu'on fist par-

tir ce gentilhomme, qu'on ne fust aſſeuré, que l'Empereur répondroit à la civilité qu'on luy vouloit faire. Dans les conferences, que les Plenipotentiaires de France eurent ſur ce ſujet avec ceux de l'Empereur, le Comte de Trautmansdorf leur dît, qu'on n'avoit pas fait réponſe, parce que dans les lettres le Roy ne donnoit point d'autre tiltre à l'Empereur, que celui de *Serenité*. On luy repartit, qu'on avoit ſuivy en cela l'exemple de l'Empereur, qui avoit donné le meſme tiltre au Roy dans les ſiennes, de ſorte que le Conſeil, qui en avoit deliberé, avoit reſolu, qu'on ne permettroit point, qu'il y euſt la moindre inégalité entre l'Empereur & le Roy. Que le Roy de France eſtoit Empereur en ſon Roiaume, meſmes ſuivant les ſentiments des Jurisconſultes d'Allemagne. Qu'on pouvoit faire voir, que cette égalité avoit tousjours eſté obſervée entre eux, & que la Reine ne permettroit pas qu'elle fuſt alterée en aucune maniere. Le Comte dît, qu'au contraire, on pouvoit verifier, que le Roy Henry IV & le Roy deſunt avoient tousjours traité l'Empereur de *Majeſté*, & que celui-cy ne leur avoit donné que de la *Serenité*. On n'eſtoit pas d'accord du fait; c'eſt pourquoy on propoſa pluſieurs moyens d'accommodement. Les Mediateurs s'en meſlerent, & on croyoit, qu'il y avoit dequoy ſe ſatisfaire, ſi de part & d'autre on ſe traittoit de *Majeſté*, ou de *dilection*, ou bien de *Majeſté Imperiale*, & *Majeſté Royale*, l'Empereur & le Roy s'eſcrivant reciproquement de leur main, ou du Style de la Chancellerie. On en eſcrivit à Vienne & à Paris: mais comme en ce temps là ces deux Cours n'avoient pas beaucoup de complaiſance l'une pour l'autre, il fut impoſſible d'ajuster le different. La Chancellerie de l'Empereur s'opiniaſtra, & ne voulut point changer de ſtyle, & les Miniſtres de France ne pouvoient ſouffrir, qu'on donnaſt au Roy un tiltre, qui luy eſtoit commun avec pluſieurs Princes

d'Allemagne & avec le Doge de Venise. Ils disoient, qu'autrefois il n'y avoit que les Rois de France qui fussent expressément nommés, dans les bulles du Pape, avec les Empereurs, comme leurs égaux, pendant qu'elles ne parloient de tous les autres Rois, qu'en general, & sans les nommer, & que cela n'avoit esté changé que depuis le Concile de Trente. Que s'il falloit rappeler les choses à leur premiere origine, il se trouveroit, que le Roy de France n'estoit pas obligé de prendre rang après l'Empereur, sinon après qu'il auroit esté Couronné par le Pape; parce que sans cette Ceremonie il n'estoit proprement que Roy des Romaines. Il fut pourtant enfin convenu entre Trautmansdorf & les Plenipotentiaires de France, par l'entremise des Mediateurs, que lors que l'Empereur & de Roy de France s'escriroient de leur main, ils se donneroient le tiltre de Majesté Imperiale & Royale.

L'Ambassadeur, dont je viens de parler, qui representoit Ferdinand à Trente comme Roy d'Hongrie, s'appelloit *George Drascoüitz*, & estoit Evesque de Cinqeglises. Il y arriva incognito; mais lors qu'*Antoine Muglitz*, Archevesque de Prague, l'un des Ambassadeurs de l'Empereur, y fit son entrée quelques jours après, *Drascoüitz* sortit aussy de la ville, & on leur fit entrée à l'un & à l'autre, en les faisant accompagner de cinq Evesques, que l'on envoya audevant d'eux. *Martin de Mascaregnas*, Ambassadeur de Sebastien Roy de Portugal, estant arrivé presque en mesme temps à trois lieües de Trente, fit dire aux Legats, qu'il n'entendoit pas que l'Ambassadeur du Roy d'Hongrie eust audience devant luy: tant parce qu'il n'avoit que de simples lettres de creance, sans autre pouvoir, que parce qu'il ne representoit Ferdinand que comme Roy d'Hongrie, & qu'en cette qualité il devoit ceder au Roy de Portugal. De cette pretension Portugaise nasquirent trois difficultés

ficultés. La premiere, si *Drascoüitz* devoit estre receu en vertu de ses lettres de creance, encore qu'il n'eust point de pouvoir. L'autre difficulté estoit, si on devoit differer de luy donner audience, jusqu'à ce que *Mascaregnas* eust pris la sienne : & la troisiéme estoit, comment on regleroit le rang entre eux. Les Peres du Concile declarerent sur les deux premiers points, que les lettres de creance suffisoient, pour donner le caractere à *Drascoüitz*, & que comme il estoit arrivé avant l'Ambassadeur de Portugal, on le pouvoit aussy admettre le premier à l'audience : mais le troisiéme point, comme le plus difficile, fut mis entre les mains de quelques Prelats, pour l'examiner. Les Legats en escrivirent au Pape, & le prierent dans la mesme lettre, de n'en point renvoyer la connoissance ny à eux ny au Concile, non plus que celuy, que les Ambassadeurs de France & d'Espagne avoient sur le mesme sujet ; parce que les Espagnols y estant en grand nombre, il ne falloit point douter, qu'ils ne le jugeassent à l'avantage de leur Roy. Cependant les mesmes Legats, considerant que la competence n'estoit pas une chose, qu'ils pussent regler de leur autorité, & comme juges, taschoient de disposer les parties à s'accommoder. Ils firent un reglement, par lequel ils ordonnerent, que les Ambassadeurs Prelats ou d'Eglise, seroient assis sur un banc du costé droit, à la teste de tous les autres Prelats ; mais qu'en opinant sur les matieres, qui estoient proposées, ils diroient leur advis dans le rang de leur ancienneté, à l'égard de leur promotion ; parce qu'alors ils faisoient la fonction d'Evesque, & non celle d'Ambassadeur. Pour les Ambassadeurs laics, qu'ils auroient leur banc du costé gauche, & qu'ils precederoient tous les Prelats qui ne seroient pas Ambassadeurs, sinon lors qu'ils seroient vestus pontificalement, pour quelque fonction Ecclesiastique, en laquelle les Evesques & les Abbés mitrés iroient à l'autel devant les Ambaf-

Ambassadeurs laics, & qu'aux processions solennelles ceux-cy marcheroient immediatement devant les Legats; qui est le rang ordinaire qu'ils ont à Rome dans les processions, où le Pape marche en personne. Ce que je viens de rapporter se fit au commencement 1562. Le 26 Fevrier de la même année on leut dans l'assemblée les lettres de creance de l'Ambassadeur de l'Empereur, & en suite celles de *Drascoiitz*, Ambassadeur de Ferdinand Roy d'Hongrie. Après cela on demanda à *Mascaregnas* les siennes; mais il ne les voulut point donner, pretendant que le Concile, en faisant lire celles de l'Ambassadeur d'Hongrie les premières, avoit fait prejudice aux droits du Roy de Portugal, son maistre. Le Secretaire du Concile descendit de son pulpitre pour représenter à *Mascaregnas*, que le Concile avoit suivy en cela la coustume de Rome, & de toutes les autres Cours de l'Europe, où les premiers venus sont ouïs les premiers. On eut de la peine à le luy faire comprendre, & à luy persuader, que ce n'estoit pas l'intention du Concile, de faire prejudice au Roy de Portugal, ny à son Ambassadeur; parce qu'on ne luy pouvoit parler que par truchement: mais il s'accommoda enfin, & il n'y eut point de dispute pour le rang: l'un estant d'Eglise & l'autre laic.

Je parleray icy d'une halene, & peuteestre pas trop hors de propos, de quelque autres competences, qui interrompoient souvent les occupations ordonnaires du Concile. *Jean Strozzi*, Ambassadeur de *Cosme*, Duc de Florence, qui n'avoit pas encore la qualité de Granduc de Toscane, arriva à Trente le 15 Mars 1562, & le lendemain on y vit arriver *Melchior Lussy*, Ambassadeur des Cinq petits Cantons Suisses. Ce dernier avoit ordre exprés de ses superieurs de prendre rang immediatement après l'Ambassadeur de Venise, & de preceder tous ceux qui cederoient à la Republique. *Strozzi* s'y opposa, & l'Ambassadeur Suisse
pro-

protesta, que si on ne luy donnoit cette satisfaction, il partiroit. Les Legats en estoient d'autant plus embarrassés, qu'il n'y avoit point d'accommodement à esperer, & qu'en rompant avec l'un ou avec l'autre on faisoit un tresgrand prejudice au Concile, & une bresche irreparable à la religion. Ils ne pouvoient aussy estre juges d'une affaire de cette nature, & l'estant mesmes, ils ne la pouvoient decider, sans offenser irreconciliablement les parties. Pour se délivrer de cette inquietude ils prierent le Pape, de faire en sorte que Cosme n'entraist pas en contestation pour cela; mais qu'il donnast son interest au bien & au repos de la Chrestienté. *Cosme le fit*, en donnast ordre à son Ambassadeur de chercher quelque pretexte, qui le pust obliger d'aller à la campagne, lors qu'il sçauroit, que l'Ambassadeur Suisse se trouveroit à l'assemblée. Si les Cantons entroient aujourdhuy en dispute pour le rang avec le Granduc, ils n'y trouveroient pas la mesme facilité. Mais cette competence ne peut avoir lieu qu'au Concile; parce que les Suisses n'ont point d'Ambassadeurs ordinaires dans les Cours des Princes, & les Extraordinaires y font si peu de sejour, qu'ils ne peuvent pas avoir grande communication avec les autres Ambassadeurs, qui n'ont pas l'occasion de se rencontrer avec eux en lieu tiers, & ne la cherchent pas aussy.

De ce different nasquit un autre entre le *mesme Ambassadeur Suisse & Augustin Baumgartner*, que *Albert, Duc de Baviere*, avoit envoyé à Trente, en qualité d'Ambassadeur, avec le Jesuite Cavillon. Ils ne firent point d'entrée publique; mais en voyant les Legats, ils leur dirent, que l'Ambassadeur avoit ordre de ne ceder qu'à ceux des Couronnes & des Electeurs. Les Legats repartirent, que la Republique de Venise possedoit deux Roiaumes. Les Ministres de Baviere répondirent, qu'il se pouvoit faire, que le

Duc leur Maître, en parlant des Couronnes, y eust aussy compris la Republique; mais que ce n'estoit pas à eux à expliquer l'intention de leur Maître; puis qu'il ne l'avoit pas fait luy mesme. Qu'ils luy en escriroient, & cependant qu'il plust aux Legats convoquer une assemblée, où les Ambassadeurs de Venise n'assistassent point; afin qu'ils y pussent exposer leur creance. Les Legats dirent qu'ils ne le pouvoient pas faire, & prièrent les Ambassadeurs Bava-rois de dépescher un exprés à leur Prince, afin qu'il leur envoyast ses derniers ordres. Ils les receurent bientost; mais fort precis: le *Duc enjoignant à Baumgartner de partir incontinent de Trente, si on ne luy donnoit rang devant l'Ambassadeur de Venise*. On ne pouvoit regler cette competence au contentement de tous les deux, & on ne pouvoit desobliger l'un ou l'autre, sans hasarder beaucoup la Religion: le Duc estant bien aussy considerable en Allemagne, que la Republique l'estoit en Italie. Les Legats prièrent le Pape d'employer l'autorité de Ferdinand auprès du Duc de Baviere, son gendre, & de luy faire représenter, que la Republique estoit Roy en effet, & qu'elle estoit en possession incontestable de suivre les Couronnes immediatement. Mais l'Empereur, qui ne se vouloit pas intriguer dans une negotiation si delicate, demeura dans les termes generaux, & se contenta d'envoyer les propositions du Pape & des Legats au Duc, son gendre. Neantmoins *l'Ambassadeur Bava-rois receut un second ordre, de ceder à l'Ambassadeur de Venise, en protestant toutefois, que c'estoit en consideration de la paix, & sans prejudice de ses droits*. *Baumgartner* ayant après cela esté admis dans la Congregation, y protesta, que la preface estoit due au Prince, son Maître, parce que la dignité Electorale estoit dans sa Maison, & que l'Imperiale y avoit esté autrefois. Nicolas da Ponte, Ambassadeur de Venise, protesta au contraire, que ce n'estoit

n'estoit ny par grace ny par faveur qu'il prenoit la premiere place, mais par droit & Justice : non par provision, mais pour tousjours. Ils requièrent tous deux que leur protestation fust enregistree, & l'animosité alla si avant, que l'Ambassadeur de Baviere refusa de donner copie de sa harangue ; parce qu'il avoit sceu que celui de Venise n'en avoit point donné.

Baumgartner ne pouvoit former cette difficulté, qu'il n'eust aussi à démêler avec les *Ambassadeurs des Cantons & de Florence* ; de sorte que les Legats, pour regler en quelque façon le different, disposerent le premier de ces deux à s'absenter des Congregations, jusques à ce qu'il eust receu de nouveaux ordres sur ce sujet, & Cosme se laissa persuader, de commander à son Ambassadeur de ne s'y point trouver, lors mesmes que celui des Cantons n'y seroit point. Mais le Duc de Baviere trouva si mauvais, que celui des Cantons osoit entrer en contestation avec son Ambassadeur, & que le Concile le permist, qu'il commanda à son Ambassadeur de partir de Trente, & il en partit en effet. Les Legats le firent asseurer, que son rang luy seroit tousjours conservé dans les Congregations, & que l'Ambassadeur des Cantons n'en seroit jamais prié ; mais il ne s'en voulut point contenter, à moins qu'on en fist un decret formel : ce que le Concile ne jugea pas à propos de faire ; de peur d'offenser trop cruellement les Suisses. Les Legats y procederent avec d'autant plus de circonspection, qu'ils avoient receu ordre de Rome de declarer aux Ambassadeurs, qu'en attendant la réponse, qui devoit venir de Baviere & des Cantons, pas un Ambassadeur ne pourroit estre des Congregations, s'il n'y estoit expressément convié : que ceux qui ne laisseroient pas d'y aller, cederoient aux conviés, & que ceux qui ne seroient point satisfaits de ce reglement, en usassent ainsi qu'ils le trouveroient bon. Les

Suiſſes ordonnerent à leur Ambaſſadeur de ſe contenter de l'alternative, ſi celui de Baviere y conſentoit : mais *Baumgartner* eſtoit party lors que cet ordre arriva.

L'Ambaſſadeur de Baviere diſoit bien , que la dignité Electorale eſtoit dans la Maïſon de ſon maïſtre ; mais quand meſmes le Duc auroit eſté Electeur , l'Ambaſſadeur de Veniſe n'auroit pas laiſſé de luy diſputer la preſeance. La conteſtation , que l'Eveſque d'Oſnabrug , Ambaſſadeur du College Electoral , eut à Munſter avec Aloyſio Contarini , fait bien connoiſtre , que la Republique eſt reſolüe de ſe maintenir en la poſſeſſion , où elle eſt dans toutes les Cours , de ſuivre immédiatement les Couronnes. L'Eveſque y allegua entre autres raiſons , qu'aux nopces de l'Empereur Matthias & d'Anne de Baviere , qui ſe firent à Gratz en l'an 1600, l'Ambaſſadeur de l'Electeur avoit precedé celui de Veniſe. Contarini , qui n'en eſtoit point d'accord , diſoit , que quand cela ſeroit vray , les Electeurs n'en pouvoient point tirer d'avantage ; parce que le Palatin y pouvoit avoir eſté conſideré comme parent de la mariée. Ces exemples particuliers , où les Princes reglent les ceremonies à leur caprice , ne font point de conſequence. Lors qu'en l'an 1605 Sigismond, Roy de Pologne, fit le mariage de Demetrius , pretendu Czaar de Moſcovie , avec la fille du Palatin de Sendomirie , il ne fit diſner à ſa table que les mariés , la Reine , la Sœur de la mariée , femme de Sigismond Battory , Prince de Tranſilvanie , & l'Ambaſſadeur de Moſcovie. Il y avoit une autre table pour les autres Ambaſſadeurs , où celui de l'Electeur de Brandebourg ayant eſté placé audeſſus de l'Ambaſſadeur du Granduc de Toſcane , le dernier en eut grand dépit ; mais avec d'autant moins de raiſon , que le Granduc , qui cede par tout au Duc de Savoye , ne doit point faire de difficulté de ceder aux Electeurs , avec lesquels le Duc de Savoye n'a point de
compe-

competence : si ce n'est que celui-ci ait de nouvelles prétentions, depuis qu'il s'est donné le titre d'Altesse Royale. L'Ambassadeur de Brandebourg n'avait pas plus de raison d'y contester le rang au Nonce. Car encore que l'Electeur ne reconnoisse point le Pape au Spirituel, & qu'il n'ait point de commerce avec luy à l'égard du temporel, son Ambassadeur ne devoit pas ignorer le rang, que le Nonce tient dans toutes les Cours Catholiques.

Aujourd'hui il y a competence entre tous les Rois, parce qu'estant tous Souverains, ils jugent que leur rang ne doit point estre réglé par leur puissance, qui est bien plus grande & plus absolue chez les uns que chez les autres, mais par la seule Souveraineté, qui n'admet point de comparatif. Dès qu'on commença à travailler aux preliminaires pour le Congrès de Westphalie, les Suedois declarerent, qu'ils ne cederoient point aux Ministres de France en rien; parce que la *Couronne de Suede*, bien que moins puissante que celle de France, *possede la mesme dignité au mesme degré, & ainsi qu'elle pouvoit pretendre le mesme rang*. La France, de son costé, ne jugeant pas à propos de desobliger sur ce sujet une Couronne, dont l'amitié luy estoit necessaire, & ne pouvant aussi renoncer à une primauté, dont elle jouissoit depuis plusieurs siècles, on s'avisa d'un autre moyen, & que pour éviter ces contestations, on s'assembleroit en des lieux differents, les uns à Munster, & les autres à Osnabrug. Mais de cet accommodement nasquit une autre difficulté touchant la premiere visite. Il falloit necessairement que les Ministres se vissent souvent; parce qu'ils ne pouvoient pas separer leurs interets qu'ils ne les ruinaient : c'est pourquoy ils convinrent enfin, après de longues & de facheuses contestations, que les conferences se tiendroient dans un lieu tiers, à moitié chemin de Munster & d'Osnabrug, dans deux maisons voisines, *dont on laisseroit le choix*

aux François, & que les Suedois y arriveroient les premiers, pour rendre la premiere visite aux François, comme aux derniers venus. Mais devant que tout cela püst estre executé, Salvius, l'un des Plenipotentiaires de Suede, ayant esté obligé de faire un voyage à Munster, les François luy rendirent la premiere visite, comme au dernier venu. Servien alla quelques jours après à Osnabrug, où il receut aussy la premiere visite. Je parleray en la seconde partie de cet ouvrage de la contestation, que les deux Couronnes eurent pour la place qu'elles prendroient en la signature du traité, qu'elles devoient negotier avec l'Empereur & avec les Estats de l'Empire, aussy bien que du different, que la France a eu sur mesme sujet avec l'Angleterre.

En l'an 1607. La France avoit trois Ambassadeurs à la Haye : & dautant que l'on y en attendoit deux d'Angleterre, & que les premiers apprehendoient, qu'il n'y eust contestation pour le rang entre les Ministres, le President Jeanin voulut sçavoir de M. de Villeroy, comment ils auroient à se gouverner avec les Ambassadeurs d'Angleterre, lors qu'ils seroient obligés d'entrer en conference avec eux, soit au logis des Ambassadeurs de France, ou en lieu tiers, chez le Prince Maurice, ou ailleurs. Surquoy M. de Villeroy luy escrit du 29 Aoust en ces termes. *Nous ne pouvons croire, qu'ils (les Ambassadeurs d'Angleterre) soient si presomtueux, que de debattre avec vous la prefaceance : s'ils le font ce sera pour traverser les affaires. Cette question n'a jamais esté contestée entre nous & eux, comme elle a esté, à bon droit, par eux avec les Espagnols. Car les Anglois ont autrefois precedé les Castillans. Venant en vos logis, vous les devez honorer, & leur donner le premier lieu par courtoisie. Mais quand ils viendront chez vous, pour traiter en la presence des Deputés des Estats ou autres, vous ne devez ceder ny à eux ny à autres, pourquoy que ce soit. Cette contention seroit*
de

de soy mesme si prejudiciable à la dignité de Nostre Maistre, que vous devez éviter d'y entrer, & mesmes d'en parler, si faire se peut. Vous assemblant avec eux, chez le Prince Maurice ou ailleurs, vous devez prendre la plus honorable place. C'est ce que le Roy m'a commandé de vous escrire. Il est vray, que lors que les conferences se tenoient chez les Ambassadeurs de France, leur logis devoit estre considéré comme un lieu neutre; mais ceux d'Angleterre, pour ne se point voir réduits à la nécessité de ceder aux François dans la Maison des Ambassadeurs de France, ne devoient point permettre que les conferences se tinssent ailleurs qu'en lieu tiers. Les Anglois dirent bien, qu'ils avoient ordre de ne point entrer en contestation avec ceux de France pour le rang; mais qu'ils estimoient, qu'en déferant ce respect aux François, ceuxcy leur devoient aussy faire la civilité, de leur donner la premiere place dans leur logis, lors qu'ils s'y trouveroient avec les Deputés des Estats, & qu'on leur feroit les mesmes civilités, qu'on leur faisoit aux visites particulieres. Les Ambassadeurs de France répondirent, *que cela feroit prejudice à la dignité du Roy leur maistre, & feroit contraire à protestation que les Anglois faisoient de vouloir ceder, parce qu'en ces rencontres leur Maison feroit un lieu public, destiné à une assemblée solennelle: & ainisy qu'ils y prendroient la place la plus honorable; comme ils firent.* Cela ne se feroit plus aujourd'huy; puis que les Ambassadeurs de France cedent chez eux la place d'honneur mesmes aux deputés des Estats, & à plus forte raison le feroient ils aux Ambassadeurs d'Angleterre; qui mesmes sans cela ne seroient plus si faciles.

Ce que Villeroy dit, que l'Angleterre a autrefois precedé la Castille n'est pas sans fondement. Le Roy Henry IV ayant en l'an 1600 disposé l'Espagne & l'Angleterre à envoyer leurs Ministres à Bologne, pour y negotier la paix, on considéra

sidera en Angleterre, que la premiere difficulté, qui s'y rencontreroit seroit touchant la preface. C'est pourquoy la Reine Elisabeth ayant ordonné, qu'on fist une recherche exacte de ce qui avoit esté observé sur cela par le passé, on avoit trouvé dans le Ceremonial de Rome, que parmy les Rois, la premiere place estoit due au Roy de France, *la deuxième au Roy d'Angleterre, & la troisième au Roy de Castille.* Que les *Anglois* avoient paisiblement joui de cet avantage aux Conciles de Constance, de Basle &c. Outre que le Royaume de Castille, qui fait le premier tiltre du Roy d'Espagne, est tout nouveau à l'égard de l'Angleterre; veu que devant l'an 1017 il n'avoit point de Rois, mais seulement des Comtes: Et que le Pape *Jules II* avoit prononcé en faveur de *Henry VII* contre Ferdinand le Catholique. Conformément à cela la Reine commanda bien expressément à Henry de Neufville, son Ambassadeur ordinaire en France, à Jean Herbert, Robert Beale & Thomas Edmonds. Ses Ambassadeurs Extraordinaires, de ne point ceder la preface aux Ministres d'Espagne: toutefois plustost que de permettre, que la negotiation se rompist, de souffrir qu'on s'en rapportast au fort. Après que l'on eust communiqué les pouvoirs de part & d'autre, les Anglois pretendirent la preface. Les Ministres d'Espagne dirent, qu'ils estoient estonnés de voir, que les Anglois, qui ne pouvoient pas esperer l'égalité avec le Roy Catholique, pretendoient la preface. Les Anglois repartirent, que leur droit estoit notoire, & qu'en tout cas leur Ambassadeur devoit preceder les Ministres d'Espagne & de l'Archiduc, qui n'avoient que la qualite de Deputés: mais les Espagnols n'en voulurent point ouïr parler, & dirent que le Roy d'Espagne ne consentiroit ny à la preface ny à l'égalité. Ils n'avoient pas grand'envie de traiter, & prirent ce pretexte, pour rompre la negotiation; quoy que les Anglois offrisent d'en-

d'entrer en matiere, sans prejudicier à cette pretenſion, & de negotier par eſcrit.

J'ay commencé à dire, qu'à Munſter il y eut grande conteſtation pour le rang entre l'Ambaſſadeur de Veniſe & celui des Electeurs. J'acheveray d'en parler, quand j'auray dit un mot de celle que les Electeurs eurent avec le Duc de Bourgogne au Concile de Baſle. Les Ambaſſadeurs de Philippe le Bon diſoient, que leur Maïſtre eſtoit Prince du Sang, & premier Pair laïc de France. Qu'il poſſedoit la Bourgogne, la quelle avoit autrefois eſté Roïaume, & avec elle ſix Duchés, quinze Comtés, & pluſieurs autres Seigneuries Souveraines, qui luy donnoient rang immediatement après les Teſtes Couronnées. Philippe eſtoit en effet un des puiffants Princes de la Chreſtienté, & ce qu'il poſſedoit en Bourgogne & en Flandres valoit bien le Roïaume de France, devant que Charles VII y euſt reuiny la Normandie & la Guyenne, & que Louïs XI y euſt joint la Bourgogne & la Provence, & Charles VIII la Bretagne: mais tous ſes Eſtats enſemble ne luy pouvoient pas donner une dignité, que pas une de ſes Provinces n'avoit en particulier. Les qualités de Prince du Sang & de Premier Pair ne le pouvoient faire conſiderer qu'en France, & ce n'eſtoient pas elles, qui luy donnoient la faculté d'envoyer des Ambaſſadeurs au Concile. Le Duché de Bourgogne n'eſtant aujourd'huy qu'une bien petite partie de ce qui faiſoit autrefois un aſſés grand Roïaume ſous ce nom, il ne luy pouvoit donner autre rang que celui de Duc. On ne peut nier, que les Electeurs & les Princes d'Allemagne ne doivent eſtre pour le moins auſſy conſiderables dans l'Empire, que les Cardinaux le ſont à Rome; parce qu'ils ſont Souverains & ſont partie de l'Empire; au lieu que les Cardinaux ſont ſujets du Pape, & ne ſont que ſon Conſeil: de ſorte qu'en cette qualité les Electeurs doivent preceder tous ceux qui

ne font point Souverains. *Chopin & Chassagne*, Jurisconsultes François, disent, que les Peres du Concile adjugerent la preface aux Ambassadeurs du Duc de Bourgogne; mais la verité est, qu'après une contestation de plusieurs heures, on donna à ceuxcy place vis à vis de celle de l'Empereur, au banc destiné pour les Ambassadeurs des Testes Couronnées, & que les Electeurs garderent le leur auprès de l'Empereur, comme des membres indivisibles de leur chef. Aussi ne fut ce pas le Concile qui regla le different & le rang entre les Ambassadeurs; mais ce fut seulement par maniere d'accommodement, & par provision : ainsi que l'Empereur Sigismond le dit bien expressément dans une lettre, qu'il écrit sur ce sujet aux Peres du Concile. Tellement qu'on peut dire, que les Ambassadeurs du Duc de Bourgogne n'en tirent point d'autre avantage, que celui qu'on accorda à l'Ambassadeur d'Espagne à Trente, où on luy donna place hors de rang, pendant qu'on conservoit à ceux de France la place, qu'ils avoient tousjours occupée, immédiatement après l'Empereur. Il est vray que cet avantage estoit d'autant plus grand pour les Espagnols, & pour le *Duc de Bourgogne*, qu'en cas de preface il ne suffit pas de conserver son rang, mais il importe de le faire garder aussi à ceux qui doivent suivre.

La contestation, que l'Evesque d'Osnabrug & l'Ambassadeur de Venise eurent à Munster, fut assés forte. Les Plenipotentiaires de France declarerent d'abord, que l'Evesque estant Prince de l'Empire, ils ne feroient point de difficulté de luy rendre la premiere visite, & de luy donner le tiltre d'*Altesse*, & ceux de l'Empereur entrerent dans les mesmes sentiments. Mais l'Ambassadeur de Venise, craignant que ce ne fust un préjugé contre luy, alla dire aux Ministres de France : qu'il voyoit bien, que l'intention du Coliege Electoral estoit de déposséder la Republique du rang, qu'elle tenoit depuis plusieurs siècles immédiatement

ment après les Couronnes ; dont sa dignité & sa reputation receuroient un prejudice, qu'il estoit obligé de prevenir. Que la prestance estoit due à la Republique , à cause de son ancienneté : à cause de la puissance & de l'estendue de ses Estats, ayant plus de revenu que tous les Electeurs ensemble, comme aussi à cause de sa liberté , ne reconnoissant point de superieur, sinon Dieu seul ; au lieu que les Electeurs ont serment à l'Empereur, & relevent de luy : protestant qu'il seroit obligé de se retirer, si on ne luy donnoit satisfaction. L'Evesque allegua pour luy la resolution, que le College Electoral avoit prise sur ce sujet , & la possession où les Electeurs sont, de preceder tous les autres Princes & Estats, à la reserve des Testes Couronnées. Il disoit, que si les Electeurs cedoient à Venise, les Provinces Unies pretendroient aussi la prestance, & qu'après cela ils auroient la mesme contestation avec les Cantons Suisses, & avec la Republique de Gennes. Que si Contarini vouloit se retirer, ce ne seroit pas les Electeurs qui le chasseroient, mais ce seroit l'injustice de ses pretensions qui en seroit cause. L'Evesque pressoit fort les Plenipotentiaires de France de se declarer pour les droits des Electeurs ; mais ils disoient, que c'estoit une nouveauté, & qu'il en falloit deliberer, sans rien precipiter ; bien qu'il assuraist que le Comte de Nassau & Volmar avoient ordre de l'Empereur de faire les mesmes honneurs aux Ambassadeurs des Electeurs qu'à ceux de Venise. *Don Diego de Saavedra*, alors premier Plenipotentiaire d'Espagne, dit d'abord, que la demande de l'Evesque n'estoit ny juste ny raisonnable : mais d'autant que l'amitié des Electeurs estoit plus necessaire au Roy, son maistre, que celle de la Republique, il resolut bientost de faire les mesmes honneurs à l'Evesque, laissant le different du rang indecis. Les Ministres de France y consentirent aussi, à condition, que ceux des Electeurs ne feroient pas plus

d'honneur aux Plenipotentiaires de l'Empereur qu'à ceux du Roy : faisant connoître , dans une autre rencontre , que ce qui se faisoit à Munster ne feroit point de consequence hors de là. Il n'y a pas longtemps qu'à Vienne on faisoit plus d'honneur aux Ambassadeurs de Venise & de Florence qu'à ceux des Electeurs , & lors qu'on en fit des plaintes , le Comte de Trautmansdorf dit , que *dans la Maison de l'Empereur on consideroit les Electeurs , comme ceux qui en faisoient une partie essentielle , & les Princes d'Italie comme des estrangers , à qui il falloit faire plus de civilité qu'aux domestiques*. Il me semble , que la comparaison estoit bien familiere , & que Trautmansdorf en parloit en officier de la Maison de l'Empereur , mais il ne faisoit pas grand honneur aux Electeurs. La Bulle de Charles IV dit , qu'ils sont les pilliers , les arcbutants , les luminaires de l'Empire , dont ils font une partie essentielle , & non de la maison de l'Empereur , où leurs Ministres doivent estre preferés à ceux de tous les autres Princes & Estats , excepté les Testes Couronnées ; pourveu qu'ils ayent le mesme caractere. Je doute que ceux , que les Electeurs envoient à Vienne , ayent celuy d'Ambassadeur : parce qu'il n'y a point d'apparence , que leurs Ambassadeurs parlassent à l'Empereur decouverts ; veu qu'ils peuvent éviter ce chagrin , en donnant à leurs Ministres la qualité d'*Abgesanter* au lieu de celle de *Gesanter* : & si je ne me trompe , c'est celle qu'ils leur donnent ordinairement : bien que ces deux mots se trouvent souvent confondus , dans les Chanceleries aussy bien que dans les livres. La resolution des Electeurs , dont l'Evesque d'Osnabrug parloit , est conforme au quatriéme article de la Capitulation de l'Empereur Ferdinand III & au cinquiéme de celle l'Empereur qui regne aujourd'hui. Elles parlent toutes deux presque dans les mesmes termes : mais comme les Electeurs y agissent pour leur propre interest,

rest, & ne regardent que l'Empire, elles ne se peuvent pas estendre au delà, au prejudice des autres Souverains qui ne reconnoissent ny les loix ny les decrets des Princes d'Allemagne.

Ce ne sera pas hors de propos que je marqueray icy ce que le Chancelier de Chiverny dit d'une difficulté, qu'on eut à l'entrée, que la Reine Elisabeth, fille de l'Empereur Maximilian II, qui venoit épouser le Roy Charles IX, fit à Mezieres en l'an 1570. Le Roy envoya audevant d'elle le Duc d'Anjou, son Frere, & l'Empereur avoit mis à la teste de la conduite de sa fille l'Electeur de Treves. Et dautant qu'on se trouvoit empesché touchant le rang, que ces deux Princes prendroient, on envoya un exprés à la Cour, pour sçavoir l'intention du Roy; qui dit que le Duc devoit ceder à l'Electeur, comme à un Prince Souverain, qui estoit Ambassadeur de l'Empereur. Chiverny dit, que luy qui estoit alors Chancelier du Duc, sceut si bien représenter au Conseil le tort, qu'on faisoit au Premier Prince du Sang de France, & à l'heritier presomtif de la Couronne, qui ne doit ceder qu'aux testes Couronnées, mesmes hors du Roiaume, qu'on luy permit de mettre l'affaire en negotiation, & de tâcher d'y faire consentir l'Electeur, sans qu'il s'en offensast. Que luy Chiverny, qui avoit acquis quelque creance auprès de l'Electeur, le ménagea si bien qu'il l'y fit acquiescer: mais que le Duc ne laissa pas de luy faire civilité, & de luy offrir la place d'honneur, que l'Electeur refusa. Ce passage est d'autant plus remarquable, que le Roy mesme jugea, que le Duc son Frere devoit ceder à l'Electeur, & que le Duc mesme luy offrit la place d'honneur. Que la ceremonie se fit dans le Roiaume mesme, où Monsieur est, sans doute, la deuxième personne, quand il n'y a point de Dauphin, & que l'Electeur, qui n'avoit pas bien estudié le ceremonial, se laissa aller aux cajoleries de Chiverny, qui parloit pour l'intérest de son Maistre. Au

reste, je ne sçais pas comment il pourroit soustenir ce qu'il y ajoûste, que le premier Prince du Sang de France doit preceder tous les autres Princes, à la reserve des Testes Couronnées, mesmes hors du Roiaume: veu que les Princes Souverains, & particulièrement les Electeurs, n'en sont point d'accord. Lors qu'en l'an 1640 l'Electeur Palatin fut à Paris M. le Duc d'Orleans fit difficulté de luy donner la place d'honneur chez luy; c'est pourquoy ces deux Princes ne se virent point. Le Duc d'Orleans ne se souvenoit pas tous-jours qu'il estoit sujet; mais le Cardinal de Richelieu eut l'occasion de le luy faire connoistre plus d'une fois.

En l'an 1641 les Estats des Provinces Unies envoyerent en Angleterre une Ambassade, composée des Seigneurs de Brederode, d'Aarsens & de Heemvliet, pour le mariage du Prince Guillaume, fils du Prince d'Orange. Une des premieres visites qu'ils firent, fut chez l'Electeur Palatin, qui estoit à Londres en ce temps là. L'Electeur, qui avoit traité d'égal avec le Prince d'Orange le fils, prit chez luy la main & le pas sur les Ambassadeurs, sans marchander. Ils luy firent dire, qu'ils pretendoient estre traittés de la mesme maniere qu'il traittoit le Prince d'Orange: mais il répondit, qu'il estoit en possession de la preface, & qu'il ne pouvoit rien innover, sans qu'il sceust l'intention du Roy; mais il ne visita point les Ambassadeurs. Il y a dequoy s'estonner, que Aarsens, qui avoit esté si longtemps Ambassadeur en France, & qui avoit esté employé à tant d'Ambassades en Allemagne & en Italie, ne sçavoit point, que les Ducs de Savoye, de Florence & de Mantoué ne cedent pas chez eux la place d'honneur aux Ambassadeurs des Testes Couronnées, & neantmoins ces Princes n'ont point de competence avec les Electeurs. Il semble pourtant, par la réponse, que l'Electeur Palatin fit, *qu'il vouloit sçavoir l'intention du Roy*, qu'il pretendoit cette prerogative comme

me Prince du Sang d'Angleterre,plustoft que comme Electeur;quoy que j'aye de la peine à croire,que ç'ait esté la pensée de S. A. Electorale;parce qu'en ce tempslà les Princes du Sang de France mesmes ne faisoient point de difficulté de ceder chez eux la main & le pas aux Ambassadeurs, qui n'avoient garde de quitter ailleurs l'avantage, qu'ils avoient dans la premiere Cour de l'Europe.

On ne peut nier, que les Electeurs n'ayent obtenu un grand avantage, en obligeant le Roy de France à les traiter de freres; par ce qu'en les traittant par ce moyen du pair avec les Ducs de Savoye & de Lorraine, on diroit qu'après cela sa Majesté ne feroit point de distinction non plus entre les Ministres des uns & des autres. Je ne me donneray pas trop de vanité, quand je diray, que la negotiation, qui a esté faite pour cela, est mon ouvrage, & que Monsieur l'Electeur de Brandebourg en est obligé à mon zele, & aux habitudes que j'avois à la Cour de France. *Fabian, Comte de Dona*, qui avec les qualités eminentes,qui sont hereditaires dans sa Maison, avoit un merite particulier,qui relevoit extrêmement le lustre de sa naissance, estant en l'an 1646 arrivé en France de la part de l'Electeur de Brandebourg,representa,que ce Prince, qui possede tant de grandes Provinces, que sa domination s'estend depuis les frontieres des Gaules jusques à celles de Moscovie, ne pouvoit pas souffrir, qu'on le traittast d'égal, non seulement avec les Ducs, Pairs & officiers de la Couronne de France, mais aussy avec plusieurs petits Comtes d'Allemagne, pendant que le Roy donnoit la qualité de Frere aux Ducs de Savoye & de Lorraine, qui cedent aux Electeurs en toutes les rencontres. On luy dit, que c'estoit l'ancien Stile de la Chancellerie, & qu'on ne le pouvoit changer pendant la minorité du Roy. Que la conséquence en seroit trop grande. Qu'après cela l'Electeur pretendroit aussy *faire couvrir son Ambassadeur*,

& que leur exemple feroit naître plusieurs autres preten-
sions, où une Regente n'avoit garde de toucher. Que les
Ducs de Savoye & de Lorraine donnoient au Roy le tiltre
de Majesté, ce que l'Electeur ne faisoit point, quoy que quel-
ques uns de ses predecesseurs l'eussent fait. On y adjousta
pourtant, qu'on verroit ce qui se pourroit faire, si l'Elec-
teur dispoſoit tout le College Electoral à traiter le Roy de
Majesté; en quoy il rencontreroit d'autant moins de diffi-
culté, que les trois Electeurs Ecclesiastiques & celuy de Ba-
viere le faisoient desja. Le Comte de Dona repartit, qu'il
n'avoit point d'ordre d'engager l'Electeur à cette negotia-
tion, qu'il ne parloit que pour l'interest de son Maistre, &
que ce qu'il demandoit estoit tresjuste: mais il ne pût rien
obtenir, & en partant il me laissa en cette Cour là comme
Ministre de l'Electeur, qui m'envoya quelque temps après
les lettres & les commissions necessaires. L'année suivante
1647 on proposa dans le Conseil de l'Electeur le dessein de
former un tiers party dans l'Empire, avec l'Electeur de Saxe
& avec les Princes de la Maison de Brunsüic & Lunebourg.
L'execution de ce projet détruiſoit tout l'ouvrage, où le Car-
dinal Mazzarin faisoit travailler depuis tant d'années à Mun-
ster; c'est pourquoy en ayant pris l'allarme bien chaude, il
pria l'Electeur de trouver bon, que le Roy se servist de moy
pour luy faire faire des propositions, qu'il jugeroit, sans dou-
te, tresavantageuses pour ses interests. Je me disposay à faire
le voyage, mais à condition qu'on me donneroit des let-
tres avec la qualité de frere. Le Comte de Brienne, que je
voyois tort souvent, & assés familièrement, ne me dissimu-
la point, que si on en parloit au Conseil, il s'y opposeroit
de tout son pouvoir, & me dit, qu'il ne signeroit point les
lettres, quand mesmes la Reine le luy commanderoit abso-
lument. Il empescha en effet le Conseil de rien resoudre en
faveur de l'Electeur; mais le Cardinal, qui estoit liberal
de

de tout ce qui ne coustoit point d'argent, & qui vouloit obliger l'Electeur, fit en sorte que la Reine luy escrivit une lettre de sa main, comme le Roy en escrivit aussy une, & toutes les deux traittoient l'Electeur de frere. Incontinent après la Majorité du Roy, le Cardinal, voyant presque tout le Roiaume soulevé contre son autorité, & voulant faire des amis au dehors n'eut point de peine à ceder aux instances que je fis, à ce qu'on fist expedier dans la Chancellerie les lettres en la mesme forme : & le Comte de Brienne fut obligé d'executer les ordres que le Roy luy donna pour cela après sa Majorité : comme il fit alors sans repugnance.

Les Estats des Provinces Unies ont different pour le rang, non seulement avec les Electeurs ; mais aussy avec quelques autres Princes d'Allemagne. En l'an 1671 il y eut une assemblée de plusieurs Deputés des Princes des Cercles de Westfalie & de la Basse Saxe à Bilefeld, où le Chancelier du Duc Neubourg, ayant fait courir le bruit, qu'il ne cederoit point aux Deputés des Provinces Unies, ceux-cy s'en allarmerent, & en donnerent advis à leurs Committents. On en prit feu à la Haye, & on escrivit sur ce sujet au Duc une lettre tresforte. Le Duc n'y fit point de réponse ; mais quelque temps après on vit paroistre un escrit, où les pretensions des Estats estoient examinées & debatües, de la part du Duc, avec grande aigreur & animosité. Les Princes, qui font branche, & qui comme tels ont voix & seance aux diètes, ne sont pas obligés de ceder dans l'Empire à des Puissances estrangeres, si ce n'est aux Testes Couronnées, & j'ose dire, qu'ils ne le devroient point faire à qui que ce soit, si les Ministres n'ont le caractere representant. On peut faire civilité aux autres ; mais ils ne peuvent pas pretendre la preface. Le College Electoral, dont les Deputés estoient assemblés à Ratisbonne, prit occasion de

cette dispute, au mois d'Aoust 1671, de faire un reglement, qui portoit, *que suivant la coustume ancienne, les Ambassadeurs, les Envoyés & les Residents des Electeurs precederoient, tant à la Cour de l'Empereur, que dans les autres Cours, les Ministres de tous les Princes & de toutes les Republiques, à la reserve de ceux des Testes Couronnées, & de ceux de leurs veufues, & de leurs enfants destinés à la Succession, lors qu'ils seront en âge.* Ce qui y est dit des autres Cours, se doit entendre des Cours des autres Princes d'Allemagne : car chez les Princes d'Italie la Republique de Venise & les Provinces Unies sont autrement considérées que les Electeurs.

Il est vray, que le reglement dit, que ce qui oblige le College Electoral à le faire, est, qu'il arrive souvent, qu'à la Cour de l'Empereur, & *dans celles des autres Rois*, & ailleurs, les Electeurs, leurs Ambassadeurs, Deputés & Ministres se rencontrent avec les Ambassadeurs, Deputés & Residents d'autres Princes, & il leur importe de se maintenir en la possession de la preface, où ils sont depuis plusieurs siecles. Et ainsy ils ordonnent à leurs Ministres, qui seront employés, tant dans l'Empire qu'ailleurs, de ne point ceder à ceux des autres Princes, sinon à ceux des Couronnes &c. Mais c'est ce qui est impossible de faire observer ; mesmes à la Cour de Vienne, où l'Ambassadeur de Venise precede les Ministres de tous les Electeurs : quoy que la capitulation oblige l'Empereur à faire jouir les Electeurs de cette prerogative.

Au Congrès de Westfalie il y eut *contestation pour le rang entre les Provinces Unies & le Duc de Savoye*, comment ils seroient nommés au traité. Les Estats vouloient qu'on les considerast à cause de leur puissance, sans doute la plus grande de toute l'Europe après celle des trois premieres Couronnes, & à cause de l'estendue de leur domination, reverée par plusieurs puissants Rois dans les autres parties

parties du Monde. Le Duc faisoit alleguer l'ancienneté de sa principauté, quoy que la dignité de la pluspart des Provinces des Pais-bas soit, sans comparaison, plus ancienne que celle de Savoye, l'avantage de sa naissance, & des illustres alliances, que luy & quelques uns de ses predecesseurs ont prises dans les premieres Maisons de la Chrestienté. Cette dispute cessa, parce que le Duc se fit mettre au nombre des Princes d'Italie. Le Granduc de Toscane, qui croyoit, que le Duc de Savoye aimeroit mieux se faire placer avec les Princes d'Allemagne, pretendoit se faire donner rang immediatement après la Republique de Venise: mais le Duc, qui sçavoit que parmy les Allemans il seroit obligé de ceder aux Electeurs, & aux Archiducs, & que les Provinces Unies, & quelques autres Princes luy disputeroient le rang, prit l'autre party, & se fit mettre avec les Princes d'Italie, où son rang estoit réglé.

C'est une chose assés estrange que l'inégalité des traitemens qu'on fit à Trente au Duc de Baviere, & aux Princes Ecclesiastiques, qui comme on sçait precedent pourtant les laics. *Martin de Roxas de Portalarabio*, Commandeur de Malthe, & *Ambassadeur du Grand maistre*, arriva à Trente au mois de Mars 1563, & demanda place au banc des Ambassadeurs laics. Les Procureurs de l'Archevesque de Saltzbourg, de l'Evesque d'Aichstat, & de quelques autres Prelats, à qui on n'avoit pas permis, non plus qu'aux *Electeurs Ecclesiastiques*, d'envoyer des *Ambassadeurs au Concile*, bien qu'avec la qualité de Prelat ils ayent aussy celle de Prince, s'opposerent à la pretension de l'Ambassadeur de Malthe, & dirent, que puis qu'eux, dont les Maistres estoient Princes, avoient leur place parmy les Ecclesiastiques, l'Ambassadeur d'un Ordre qui est purement Ecclesiastique, comme est celuy de S. Jean de Jerusalem, y devoit estre assis aussy. L'Ambassadeur disoit, que la milice

temporelle estoit inseparable de leur Ordre, qui avoit ses armées, qui battoit monnoye, & qui faisoit tout ce qu'un Prince Souverain peut faire, & qui à cause de cela n'avoit point les Procureurs au Concile, comme l'Archevesque de Saltzbourg, mais son Ambassadeur : & ce de l'ordre exprés du Pape, qui luy avoit ordonné par son bref, d'envoyer un Ambassadeur, & non des Procureurs. *Que depuis le Pontificat de Leon X les Ambassadeurs de l'Ordre avoient place dans la Chapelle du Pape,* avec les autres Ambassadeurs: que le Ceremonial l'ordonnoit ainſy, & qu'on n'en uſoit pas autrement dans les Cours des deux premiers Rois de la Chreſtienté. Que les Evesques venoient au Concile, pour y avoir voix & ſeance, & que ſi avec leur Eveſché ils avoient la qualité de Prince, ou s'ils poſſedoient quelque Principauté en effet, que ce n'eſtoit qu'une dépendance, dont la condition ne pouvoit pas eſtre meilleure que celle du principal. Que pour preuve de cela il ſuffiſoit d'alleguer une ſeule raiſon: ſçavoir que ſi l'Archevesque de Saltzbourg fut venu en perſonne au Concile, il n'auroit eu place que parmy les Eccleſiaſtiques, & dans le rang de ſa promotion. On renvoya la connoiſſance du different au Pape, parce que le démeſlé eſtoit entre des Eccleſiaſtiques, & il fut ordonné qu'il auroit ſeance parmy les laics: ce qui fut ſignifié à l'Archevesque de Saltzbourg.

Après cela il y eut encore une oppoſition de la part des Patriarches, qui ne vouloient point ceder à l'Ambaſſadeur d'un Ordre de Religieux, quoy que les Legats euſſent déclaré, que ce ſeroit ſans prejudice de leurs droits. Pour lever toutes ces difficultés, les Legats eſcrivirent au Pape, que l'Ambaſſadeur de Malthe ſe trouvant bien embarſſé de toutes ces diſputes, & ſa perſonne eſtant de peu de ſecours au Concile, ſa Sainteté ſeroit bien de luy ordonner de partir. Le Pape le fit : mais devant que ſon ordre arrivaſt à Trente, les

les Legats changerent d'avis, & ne jugerent pas à propos d'exécuter leur dessein, parce qu'ils accommoderent le différent en sorte, que l'Ambassadeur se contenta de la place qu'on luy assigna au banc des Prelats, après le dernier Ambassadeur Ecclesiastiques des Princes laics : dont il prit possession le 7 Septembre. Il n'y a personne, qui conteste la qualité de Prince Souverain au Grandmaistre de Malthe.

Le Pape mesme le considere comme tel, & voulut bien le témoigner en l'an 1581, lors que *Jean l'Evesque de la Cassiere*, Grand maistre de l'Ordre, alla à Rome, pour se Justifier des crimes, dont il estoit accusé par quelques Chevaliers, qui s'estoient soulevés contre luy. Lors qu'il arriva à Rome, les familles du Pape & des Cardinaux furent audevant de luy : l'artillerie du Chasteau St. Ange le salua à son passage, & on luy fit tous les honneurs, qu'on à accoustumé de faire aux Souverains. Le Cardinal d'Este, Protecteur de France, qui le logea, parce que le Grandmaistre estoit François, le receut au haut de l'escalier, assisté de M. de Foix, Ambassadeur de France, & quatre autres Cardinaux, François de naissance ou d'inclination, l'attendoient dans l'appartement, qui luy avoit esté préparé. Le Pape ne le receut point au Consistoire, mais dans sa chambre, où il avoit fait venir douze Cardinaux, pour luy faire honneur, & il le fit asseoir après le dernier Cardinal. Le Pape, en luy donnant audience dans sa chambre, luy fit le mesme honneur, qu'il fait aux Ambassadeurs du Duc de Mantouë, & des autres Princes d'Italie, & qu'il feroit aux Princes mesmes, s'ils y venoient en personne, excepté le Duc de Savoye & le Granduc de Toscane, qui ont audience dans la Salle Ducale. Le President de Thou, d'ailleurs tresexact & tresfidelle, dit dans son histoire, que le Pape fit asseoir le Grandmaistre après le quatrième Cardinal, devant les huit autres. Mais il me semble, qu'on doit

avec plus d'apparence croire en cela M. de Foix, qui estoit en ce temps là Ambassadeur à Rome, & qui ayant un soin tresparticulier de l'affaire du Grandmaître, escrit au Roy Henry III dans les termes que je viens de marquer. Et ce qui me fait croire que M. de Thou, ou celuy qui a fait imprimer ses œuvres après son décès, s'est oublié en cet endroit, est que lors que Cosme, Duc de Florence arriva à Rome le 5 Fevrier 1560, on luy fit de bien plus grands honneurs, que l'on n'en fit depuis au Grandmaître de Malthe. Les Cardinaux de S^{te}. Flore & de Ferrare furent audevant de luy jusques à la porte de la ville. Au sortir de son audience, qu'il eut dans la Salle Ducale, le Pape luy donna à disner, & à tous les Cardinaux; mais on le fit asseoir immédiatement devant le dernier Cardinal Diacre. Il marcha aussy dans le mesme rang en la procession, qui se fit à Rome le 24 du mesme mois. Sur quoy je feray cette petite remarque en passant, que lors que le Pape va en procession, les Ambassadeurs portent le poisle jusques à un certain endroit, où les Barons Romains les relevent.

Il ne fera pas hors de propos de parler icy de la competence, que quelques Princes d'Italie ont entre eux, & des démeslés que leurs Ministres ont eu pour cela. Le Duc de Fera, Gouverneur de Milan, ne faisoit pas les mesmes civilités aux *Ministres du Duc de Mantoüe*, qu'il faisoit à ceux de Savoye: & à l'occasion de cela ces deux Princes entrèrent en de grandes contestations: non pour la preface, mais pour les tiltres & pour l'égalité. Les Ministres de Mantoüe disoient, que le Gouverneur avoit tort; parce qu'à Madrid, & à Milan mesme, les Ministres des deux Princes avoient tousjours esté traittés également. Que le Roy d'Espagne n'avoit jamais voulu donner place dans la Chapelle à l'Ambassadeur de Savoye, quelque instance que le Duceust faite pour cela, & qu'il n'avoit pas voulu permettre,

qu'à

qu'à l'égard du nombre des Chevaux de son carosse, & des autres honneurs, il fust distingué d'avec l'Ambassadeur de Mantoue, d'avec celui de Genes, & des autres Princes d'Italie. Que les Gouverneurs de Milan, predecesseurs du Duc de Feria, n'en avoient pas usé autrement: tant à l'égard des tiltres, que pour la Chapelle, & pour les autres Ceremonies publiques, où les Ministres de Savoye & de Mantoue avoient tousjours esté conviés alternativement. Que les Savoyards disoient bien, que Philippe II, Roy d'Espagne, avoit traité leur Duc d'Altesse, lors qu'il fut à Madrid pour son mariage; mais qu'ils ne disoient point, que les Grands d'Espagne luy avoient refusé le mesme tiltre. Qu'il estoit vray, que lors que le Duc alla à Madrid, *le Roy fut audevant de luy, & luy ceda l'honneur de la main*; mais que dès le lendemain du mariage il le traitta de la mesme maniere, qu'il avoit accoustumé de le traiter devant qu'on parlât de cette alliance. Que ce ne fut qu'à l'instance pressante du Roy, que le Conestable de Castille, & les autres Grands d'Espagne luy donnerent le tiltre d'Altesse. Que dans les lettres, que Philippe II & Philippe III luy avoient escrites, ils l'avoient tousjours traité de *Vos*, & au commencement de la lettre *Señor Hijo: Señor hermano*, dans la mesme ligne, & sans civilité. Qu'on y avoit fait un reglement depuis, par lequel il avoit esté ordonné, que *le Prince, les Infants & leurs beauxfreres seroient traittés d'Altesse*; mais que le Duc n'en pouvoit tirer aucun avantage, parce que cela ne se faisoit, qu'afin qu'on ne fust pas plus d'honneur à la femme qu'au mary: au lieu que l'Empereur mesme avoit publiquement donné de l'Altesse à la Duchesse de Mantoue, lors qu'elle fut à Vienne. Mais que les Ministres ne doivent point tirer de consequence des honneurs qu'on fait à leur Prince. Que puis que le Roy Catholique avoit bien voulu ne faire point de distinction entre les Ducs de Savoye & de Man-

roüe, le Gouverneur de Milan se seroit bien passé d'en faire là où son Roy mesme n'en fait point.

Le Conseil de Savoye répondit à cet escrit par un autre; où il disoit, qu'il n'y avoit point de comparaison entre les Ducs de Savoye & de Mantoüe, ny pour l'ancienneté des Maisons, ny pour l'avantage des alliances, dont on y fait une longue enumeration. Que les Gouverneurs de Milan avoient tousjours traitté le *Duc de Savoye d'Altesse*, & celuy de *Mantoüe d'Excellence*. Que la Republique de Venise en usoit de la mesme maniere. Que mesmes le Duc *Emanuel Philibert* ne traittoit le Duc de *Mantoüe* que d'*Excellence*, pendant que celui cy luy donnoit le tiltre d'*Altesse*. Que Sanfovine escrit, que de son temps de tous les Princes d'Italie, il n'y avoit que celuy de Savoye à qui on le donnaist. Que lors que le Duc Charles Emanuel alla en Espagne, à l'occasion de son mariage, le Roy *alla audevant de luy*, & *luy ceda la main*: & puis que le Roy mesme luy donnoit le tiltre d'*Altesse*, les Grands d'Espagne ne le luy pouvoient point refuser non plus. Que bien que dés le lendemain de son mariage, & depuis, il fust tousjours traitté de *Vos* & de *Hijo*, que ce fut pour luy faire d'autant plus d'honneur; parce qu'en cela il le traittoit d'égal avec ses enfants, & avec les autres Princes de sa Maison. Qu'il faut croire, que le Roy ne le faisoit pas à autre intention, puis que le Duc de Savoye luy estant devenu fils, il y a de l'apparence, qu'il luy voulut bien faire plus d'honneur qu'auparavant. Qu'il estoit vray, que devant qu'on parlaist du mariage, le Roy d'Espagne ne luy avoit donné que le tiltre d'*Illustrissime*; mais qu'il estoit vray aussy, qu'en ce temps là il ne donnoit au Duc de Mantoüe que du *fort illustre*. Qu'on n'avoit jamais donné le tiltre d'*illustrissime* au Duc de Mantoüe devant Ferdinand, qui faisant son profit de la mauvaise intelligence, qui estoit entre l'Espagne & la Savoye, l'avoit mendié à Madrid.

Madrid. Qu'encore que le mesme Philippe ne jugeast pas à propos de donner place dans la Chapelle à l'Ambassadeur de Savoye, quoy que celui-cy la pust pretendre avec Justice, puis qu'il l'avoit en celles de France, de Vienne & de Rome mesme, qui est la premiere Cour de la Chrestienté, le Duc de Mantoüe n'en pouvoit tirer aucun avantage pour luy; veu que ce n'estoit pas pour lever la difference, qui est entre ces deux Princes, le Duc de Mantoüe n'ayant point de place dans la Chapelle des autres Cours, & ainisy que pour cela il n'y avoit point de competence entre eux. Que le Roy luy avoit témoigné, qu'il seroit bien aise de n'en estre pas pressé davantage: parce que ce qu'il en faisoit estoit pour luy faire d'autant plus d'honneur, en le traitant d'égal avec les autres Princes de sa Maison, & avec les Archiducs mesmes. Que devant que les Ducs de Savoye cessassent de prester obediencce au Pape, à cause de la pretension bien fondée qu'ils ont, de la faire dans la Salle Royale, ils la faisoient dans la Salle Ducale, au lieu qu'aujourd'huy encore les Ducs de Mantoüe, ou leurs Ministres, ne la font point au Consistoire, mais dans la Chambre du Pape. Que pour le tiltre d'Altesse, que l'Empereur avoit donné à la Duchesse de Mantoüe, lors qu'il se maria; du moins s'il estoit vray qu'il le luy donnaist en effet, qu'il pouvoit avoir égard à la Maison, où la Duchesse avoit pris naissance, ou à l'alliance qu'elle avoit l'Archiduchesse, Sœur de l'Empereur, dont elle estoit bellesœur; quoy que l'on puisse dire, que ce fut une civilité, que l'Empereur voulut bien faire à une Dame, à qui les plus grands Princes se font gloire de faire honneur.

Qu'il estoit bien certain, que si le Duc de Mantoüe eust accompagné sa Sœur en Allemagne, l'Empereur ne luy auroit pas donné de l'Altesse; parce qu'il ne l'auroit pû faire au prejudice de ceux, qui le pouvoient pretendre avec

plus de Justice que le Duc. Mais que ce fut une prudence à luy de n'y pas aller, de peur d'y rencontrer le *Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne, qui pretendoit preceder le Duc, & qu'on se donnaſt reciproquement les meſmes tiltres* à l'un & à l'autre. Qu'on trouvoit pluſieurs lettres & actes dans les Archives de Savoye, où l'Empereur donne le tiltre d'Alteſſe aux Ducs. Qu'il eſtoit impertinent de dire, que les honneurs qu'on fait aux Princes, ne font point de conſequence pour les Miniſtres; veu que ceuxcy ne ſe reglent que ſur la grandeur & ſur les qualités de leurs Maîtres. Et pour ce qui eſt de l'alternative, qu'on diſoit avoir eſté pratiquée à Milan entre les Miniſtres des deux Princes, qu'il y avoit une ignorance groſſiere, ou une malice bien grande en ceux, qui avançoient des choſes ſi peu veritables. Que le contraire eſtoit ſi notoire, que le Duc de Feria n'auroit pû en uſer autrement qu'il avoit fait, ſans introduire une nouveauté offenſante & ſcandaleuſe: eſtant certain que l'Ambaſſadeur de Mantoüe ne s'y eſtoit jamais trouvé aux aſſemblées publiques, que celui de Savoye ne fuſt abſent ou malade. Aujourdhuy il n'y a point de competence entre ces deux Princes. Le Duc de Mantoüe cede à celui de Savoye, & ils ſe traittent reciproquement d'Alteſſe.

Il n'y a point de competence non plus entre le Granduc de Toſcane & le Duc de Parme, & neantmoins le Prince François, fils de Coſme, eſtant à Madrid en l'an 1562, il y eut démelé avec Alexandre Farnefe, fils du Duc de Parme & de Marguerite d'Autriche, Sœur naturelle de Philippe II Roy d'Espagne: Coſme, qui en ce temps là faiſoit negotier le mariage de ſon fils avec une des filles de l'Empereur, & qui avoit beſoin pour cela de la faveur de Philippe, voulut bien que ſon fils cedatſt, & qu'il diſſimulatſt meſmes ſon déplaiſir.

Ce fut presque dans le mesme temps, qu'il y eut contestation pour le rang à la Cour de France, entre les Ministres de Florence & de Ferrare, & ceux de Florence y eurent l'avantage par la faveur de la Reine Mere, Catherine de Medicis. Le Comte Ferdinand Scotti, Plenipotentiaire d'Edüard Duc de Parme, estant en l'an 1643 à Venise, où il negotioit une ligue contre les Barberins, dit, qu'il ne se pouvoit trouver aux Conferéces, parce qu'il avoit ordre de ne point ceder au Ministre du Granduc. Il se fendoit sur l'exemple de Madrid, dont je viens de parler, comme sur un tiltre qui verifioit sa possession. Guffoni & Nani, Deputés du Senat, dirent, *qu'en ces rencontres on estoit obligé de suivre ce qui se pratiquoit dans toutes les autres Cours*, où les Ministres du Granduc precedent ceux de Parme, sans contestation, & qu'à Venise mesme on traittoit ces deux Princes avec une tresgrande difference; puis que le Senat donnoit de l'*Altesse* à l'un & de l'*Excellence* à l'autre. Qu'il y avoit bien des choses à dire sur ce qui s'estoit passé à Madrid; veu que ce ne fut qu'à l'instigation de quelques ennemis de la Maison de Toledé, étroitement alliée à celle du Granduc, qu'on luy avoit suscitè cette querelle.

Aujourdhuy il n'y a plus de *Duc de Ferrare*, depuis que ce Duché a esté annexé à la Tiare du Pape, comme un fief du siege de Rome, du temps de Clement VIII, vers la fin du siecle precedent: & neantmoins pour faire voir, qu'il n'y a rien de fixe en la plus part des rangs des Princes, je diray encore un mot du *démeslé*, que le *Ministre du Duc* eut pour cela avec celui de Florence. Cosme disoit, que la Republique de Florence avoit tousjours precedé le Duc de Ferrare, & qu'elle ne pouvoit perdre le rang qu'elle avoit tousjours tenu, sous pretexte qu'elle estoit gouvernée par un Prince Souverain. Le *Duc de Ferrare* soustenoit, que Florence ayant perdu sa premiere dignité d'ancienne Re-

publique , pour devenir nouvelle Principauté, il n'estoit plus question que de l'ancienneté entre les deux Duchés. Le Pape Pie V offrit de regler le different ; mais le Duc de Ferrare soustenoit , que c'estoit à l'Empereur à le decider. Le Duc de Florence y acquiesça , & y fit aussy consentir le Pape ; mais à condition que l'Empereur n'y feroit que l'office d'arbitre , & non de juge. Maximilian II s'en fascha , & comme les deux Princes estoient ses alliés fort proches , il n'avoit pas grand' envie de prononcer , & tiroit l'affaire en longueur. Le Duc de Ferrare fit cependant regler le different à son avantage à la Cour de France , sous François II ; pendant que le Duc de Guise , son beaufrere , y estoit tout puissant. Mais ses pretensions ayant esté remises sur le tapit sous Charles IX , à l'occasion du service qu'on fit à Paris en l'an 1568 pour le Prince d'Espagne, l'Ambassadeur de Florence , appuyé du credit de la Reine Catherine de Medicis , demanda rang immediatement après celui de Venise : & l'Ambassadeur de Ferrare s'y opposa avec tant de chaleur , que les Ducs d'Anjou & d'Alençon , avec le Cardinal de Bourbon , eurent de la peine à les empescher d'en venir aux mains , & les obligerent tous deux à se retirer , en leur permettant de protester. Cosme ayant esté fait Granduc de Toscane quelque temps après , la Reine Mere fit prononcer en sa faveur.

Il est necessaire de dire encore un mot de ce qui vient d'estre touché du Comte d'Ognate , Ambassadeur d'Espagne , qui pretendoit precéder le Duc de Mantoue , & le traiter d'égal à l'égard des tiltres. Il le consideroit comme Vassal de l'Empereur où de l'Empire , & il sçavoit qu'à la Cour de Madrid son Ministre est traité avec quelque difference des autres : mais au reste il tient rang de Prince Souverain : il prend chez luy la place d'honneur sur l'Ambassadeur de France , & son Ambassadeur se couvre , en parlant aux
Rois

Rois de France & d'Angleterre. Si le Marquis de Fontenay prend dans sa maison la main, la porte & la chaise sur le Duc de Guise, il le traite en sujet du Princc qu'il represente ; mais quelque caractere qu'un Ministre puisse avoir, il ne se peut dispenser du respect qui est deu aux Princes Souverains : & il en doit faire d'autant moins de difficulté, qu'il n'en fait point à l'égard des Cardinaux. Il est vray que les Cardinaux precedent les Princes ; mais ce n'est qu'à Rome, & dans quelques Cours où on le veut bien souffrir : mais ils ne precedent pas les Princes du Sang de France, ny les Princes ou Infants d'Espagne. Un Electeur Ecclesiastique ne permettroit pas qu'un Cardinal le precedast : un Electeur Protestant le permettroit bien moins, & je ne pense pas mesmes que l'Electeur de Baviere le permist. Quelques Princes d'Italie le font, & peutestre que ceux d'Allemagne le feroient : mais les uns & les autres ont tort.

En l'an 1642 quelques Ministres Electoraux prenant audience de l'Empereur, témoignerent estre fort scandalisés de ce que le Duc de Neubourg, qui y estoit present, se couvrit pendant qu'ils parloient à l'Empereur découverts. Je ne sçay s'ils avoient raison. Les Princes d'Allemagne doivent avoir pour le moins le mesme avantage auprès de de l'Empereur, que les Grands d'Espagne ont auprès de leur Roy, c'est à dire le droit de se couvrir en la presence de l'Empereur.

Le Duc de Neubourg l'avoit en effet, puis que l'Empereur le souffrit, & ce n'estoit pas aux Ministres des Electeurs à le faire souvenir de son devoir, s'il y manquoit. S'ils estoient Ambassadeurs en effet, ils se devoient couvrir, & s'ils n'estoient que Ministres du second ordre, pourquoy vouloient ils que le Duc de Neubourg eust ce respect pour eux ? je me trouve obligé de repeter icy ce que j'ay dit cy-devant, que les Electeurs & les Princes d'Allemagne ne

donnent pas le veritable caractere aux Ministres qu'ils employent auprès de l'Empereur, mais s'ils le leur donnent, & s'ils souffrent avec cela que leurs Ministres ne se couvrent point en parlant à l'Empereur, ils ont tort de se plaindre de la distinction, qu'on fait en France de leurs Ministres d'avec ceux des Princes d'Italie.

Il faut encore ajoûter un mot à ce que j'ay dit, que le Duc de Savoye ne fait plus faire d'obedience au Pape : l'Empereur ne le fait point faire non plus. Lors que les Empereurs prenoient encore la Couronne Imperiale des mains du Pape, ils luy faisoient un serment, qui estoit une espece d'hommage lige ; dont on voit un exemple particulier en Lothaire II.

Rex venit ante fores, Jurans prius Urbis honores.

Mox homo fit Papæ, sumit quo dante Coronam.

Mais il ont reconnu depuis, qu'ils ne pouvoient, sans faire tort à la dignité Imperiale, prester serment à l'Evesque de Rome, qui dans l'ordre des choses, leur devoit demander la confirmation de son Election, & prester serment de fidelité. Le Pape Pie IV disoit, que l'Election de Maximilian II estoit vicieuse ; parce que de tous les Electeurs, qui s'y estoient trouvés, il n'y en avoit que deux de legitimes ; puis que des cinq autres les trois estoient heretiques, celui de Cologne estoit malade, & Maximilian luy mesme estoit Roy de Boheme. Le Pape pretendoit encore, que les Electeurs ne pouvoient, sans son consentement, nommer un successeur à l'Empire, pendant que l'Empereur est en vie ; mais seulement dans l'interregne, & après sa mort. Qu'ils pouvoient bien nommer un Coadjuteur du vivant de l'Empereur ; mais qu'il ne dépendoit point de ce Coadjuteur, ny des Electeurs de changer la qualité de Roy des Romains, que l'Election luy donnoit, en celle d'Empereur, sans le Pape, qui doit confirmer l'Election. Il fit
con-

connoître pourtant, qu'il passeroit par dessus toutes ces considerations, si Maximilian luy vouloit faire serment, & s'il vouloit envoyer à Rome une Ambassade d'obedience, comme tous les autres Princes Chrestiens font, & comme l'Empereur Ferdinand, son pere, avoit fait. Le Pape luy envoya mesmes un modele de serment, qu'il disoit avoir esté pris sur celui de ses predecesseurs. Maximilian dît, qu'il ne demanderoit pas la confirmation de son élection, si on ne luy faisoit voir, que les autres Empereurs l'eussent demandée. Que le serment qu'on exigeoit de luy, estoit une nouveauté, & que celui que Charles V avoit fait, n'estoit applicable qu'aux Empereurs, qui prennent la Couronne des mains du Pape. Il y adjousta, qu'il ne se trouveroit point, que Charles ou Ferdinand eussent envoyé des Ambassadeurs d'obedience à Rome. Qu'il estoit vray, que l'Ambassadeur de l'Empereur son pere l'avoit faite; mais qu'il l'avoit fait sans ordre, & qu'il s'estoit laissé persuader à cela par les Cardinaux Moron & Madrucci, qui luy avoient promis d'en fournir des exemples, & que mesmes l'Empereur s'en estoit trouvé tellement offensé, que s'il n'eust plus considéré l'intention que l'action de son Ambassadeur, il l'en auroit tresseverement puny. Maximilian offrit bien de faire obedience pour ses Roiaumes d'Hongrie & de Boheme, & pour ses autres pais hereditaires, comme l'Empereur Maximilian I, son bisayeul, l'avoit faite pour les Provinces de la succession de Bourgogne, au nom de son fils Philippe, & que c'estoit tout ce que Jules II avoit pretendu de luy: & c'est dont Pie IV fut contraint de se satisfaire.

Les Cardinaux ont competence avec tous les Princes. Ils pretendent aller du pair avec les Rois, & de preceder tous les autres Princes; mesme ceux du Sang de France. Dans l'assemblée, que le Roy Henry III avoit convoquée à S. Germain

Germain en l'an 1583 il y eut contestation pour le rang entre Charles Cardinal de Guise, & Charles de Bourbon, Prince du Sang, qui n'avoit point d'autre qualité que celle là. Le Cardinal de Bourbon, Archevesque de Roüen, qui avoit des sentimens de prestre plustost qu'un cœur de Prince, se declara contre Charles de Bourbon, son neveu, & luy reprocha son audace, d'oser vouloir preceder un Cardinal, qui estoit avancé en âge & prestre: mais le Roy, prononça en faveur du Prince du Sang, & luy adjugea la prefeance, conformement aux loix du Roiaume. Le Cardinal de Guise ne se voulut point trouver à l'assemblée.

Quelque temps après le mesme Charles de Bourbon, ayant esté fait Cardinal, François de Joyeuse, Archevesque de Narbonne, qui fut fait Cardinal dans la mesme promotion, voulut preceder Charles, que l'on appelloit le Cardinal de Vendôme; parce qu'à Rome les Cardinaux prestres precedent les diacres, & il auroit triomphé par le credit du Duc de Joyeuse, son Frere, si Jean Louïs de Nogaret Duc d'Epernon, qui partageoit la faveur avec Joyeuse, n'en eust representé la consequence au Roy, & s'il ne l'eust fait souvenir de ce qui s'estoit passé avec le Cardinal de Guise. Après le sacre de Louïs XIII, le Roy voulut faire une promotion de Chevaliers de l'Ordre. Il y eut quelque contestation pour le rang entre les Candidats; mais particulièrement entre le Prince de Condé & le Cardinal de Joyeuse, dont je viens de parler. Le Prince l'emporta, & le Cardinal aimamieux ne recevoir point l'Ordre que de ceder. Il faut avouer, que c'est un glorieux animal qu'un Ecclesiastique; de quelque religion qu'il soit. Leur orgueil a succédé a celuy des anciens Philosophes, dont ils imitent les maximes en toutes leurs actions. Les Cardinaux de Retz & de la Rochefoucault, Chefs du Conseil de France, n'eurent pas le loisir de se reconnoistre en ce poste; mais le Cardinal de Richelieu, le

le plus fier de tous les Ministres, qui l'ayent jamais occupé, se faisoit rendre en France les mesmes soumissions, que les Cardinaux se font rendre à Rome. Le Prince de Condé, qui estoit sage, & qui ne demandoit qu'à faire ses affaires, avoit une derniere complaisance pour le Cardinal : mais le Comte de Soissons, qui n'en avoit pas tant, disoit, que l'exemple du Prince ne luy faisoit point de prejudice, & en s'opposant à la puissance & à l'autorité Royale, qui estoient entre les mains du Cardinal, il fut contraint de sortir du Roiaume, & perdit avec la vie, la fortune de ses amis, dans la contestation. Les Ambassadeurs d'Angleterre ne vouloient pas negotier avec le Cardinal de Richelieu, afin de ne luy point ceder la place d'honneur chez luy ; mais les affaires de leur Maistre n'en alloient pas mieux, & leurs successeurs ont sceu profiter des meschants effets de ces scrupules difficiles & incommodes. Le Cardinal Mazzarin, qui entra dans le Ministere pendant la minorité du Roy, ne se pouvoit passer de l'amitié ny du credit du Prince de Condé, estant estranger, sans naissance, & sans autre appuy, que celuy de la Reine Mere, n'avoit garde de disputer le rang aux Princes du Sang ; mais il ne laissa pas de se faire respecter, & de se ressentir du mépris qu'on avoit eu pour luy, en obligeant l'un à se jeter entre les bras des Espagnols, & l'autre à se soumettre entierement à ses volontés, jusques à épouser une de ses niées. Lors que le Duc de Savoye, pere de celuy qui regne aujourd'hui, vint à Lion en l'an 1659, il ne voulut point ceder en lieu tiers au Cardinal Mazzarin. Les Princes, qui n'oseroient faire une difficulté à Rome avec les Cardinaux, qui ne leur peuvent faire ny bien ny mal, en devroient bien moins faire avec un Cardinal, Ministre absolu d'un trespuissant Roiaume. Le Prince Thomas, oncle du Duc de Savoye, scachant que le Cardinal Zapata avoit cédé la main & le pas à Emanuel

Philibert, troisième fils du Duc Charles Emanuel, dont Thomas estoit le cinquième, taschoit de prendre le mesme avantage sur le Cardinal Mazzarin : mais celuicy s'en défendit si bien, qu'il n'eust pas sujet d'apprehender les reproches que la Cour de Rome fit à Zapata. *Don Jean d'Autriche*, fils naturel de Charles V, estant allé à Rome, recevoir la benediction du Pape pour l'expédition, où il devoit commander l'armée navale contre les Turcs, *ne voulut pas visiter un seul Cardinal*, afin de n'estre pas obligé de leur rendre les honneurs, qu'il ne croyoit pas leur estre deus. Pendant qu'il fut à Naples, le Cardinal de Granuelle luy cedit la place d'honneur par tout ; sinon à la seule ceremonie qui se fit dans l'Eglise S^{te}. Claire, où le Cardinal benit l'estendart Royal. Le *Cardinal Albert d'Autriche au contraire*, estant à Ferrare, où le Pape Clement VIII estoit allé après la mort du dernier Duc, *visita tous les Cardinaux*, & leur fit tout l'honneur qu'ils pouvoient desirer de luy. *Don Jean Autriche*, celuy qui est presentement premier Ministre du Roy d'Espagne, estant à Naples, après la reduction de cette ville, ne voulut jamais ceder au Cardinal Filomarin, Archevesque du lieu, sinon dans son Eglise.

Le Cardinal de Bourbon, dont je viens de parler, estant en la compagnie d'Antoine Roy de Navarre, son frere, qui conduisoit Isabelle de France, Reine d'Espagne, jusques aux Frontieres du Roiaume, eut ordre de faire civilité aux Seigneurs d'Espagnols, qui la venoient recevoir. C'estoient le Duc de l'Infantado & le Cardinal de Burgos, son Frere, qui se trouvoient suivis d'un tresgrand nombre de personnes de qualité, & entre autres de onze Seigneurs tiltres de la Maison de Mendosse. Le Cardinal les receut à l'entrée de son logis, & les ayant fait passer dans une salle basse, qui estoit tendue de dueil, à cause de la mort de Henry II, & s'estant assis dans une chaise sous un dais,

au milieu du Duc & du Cardinal, il fit lire le pouvoir, que le Duc & le Cardinal avoient de recevoir leur Reine. *Après la lecture du pouvoir* le Cardinal de Bourbon ceda la place d'honneur au Cardinal de Burgos, comme à son ancien. En montant à l'appartement, où la Reine & le Roy de Navarre les attendoient, le Duc prit le devant, & le Cardinal de Burgos prit la main sur le Cardinal de Bourbon.

Philippe, Prince & depuis Roy d'Espagne, croyant pouvoir disposer Ferdinand son oncle, à luy ceder sa qualité de Roy des Romains, alla en Allemagne en l'an 1551; mais son voyage ayant esté inutile, & voulant à son retour prendre son chemin par l'Italie, il passa à Trente, pendant que le Concile y estoit assemblé. Le Legat en ayant esté adverty, fut avec le Cardinal Madrucci audevant de luy jusques à trois cens pas hors de la ville. Philippe & le Legat s'embrasserent à cheval, mais les autres Prelats mirent pied à terre, & baisèrent la main au Prince. Les deux Cardinaux le prirent au milieu d'eux, & le conduisirent à l'Evesché, où il devoit loger, & où le Legat prit congé de luy, sans descendre de cheval. Le lendemain *Philippe visita le premier le Legat, qui sortit de la porte de son logis, pour le recevoir.* Sa visite fut fort courte, & au sortir de là il emmena le Legat dans une Isle, que l'Adice forme auprès de la ville, où le Cardinal Madrucci avoit fait faire une maison de charpenterie, parfaitement bien meublée, dans la quelle on luy avoit préparé un tresmagnifique festin. Philippe, les deux Cardinaux & le Prince de Savoye, qui estoit venu avec Philippe, estoient tous quatre au haut bout de la table, & les autres Prelats estoient des deux costés. Le jour d'après le Legat rendit la visite à Philippe, & le jour suivant, qui fut le 9 Juin, le Prince partit de Trente. Tous les Prelats, à la reserve des Cardinaux, le

conduisirent jusques hors la porte. Quelques jours après Maximilian, Roy de Boheme, qui alloit querir sa femme en Espagne, passa aussi à Trente; mais d'autant qu'il n'avoit point de train, & qu'il passoit comme incognito, on ne luy fit point d'entrée, ny autre civilité, sinon que *le Legat le visita le premier*, & le Lendemain il rendit la visite au Legat. Lors qu'Albert, & l'Archiduchesse, qui alloit épouser le Roy d'Espagne Philippe III, arriverent à Ferrare, tout le College des Cardinaux fut en corps audevant d'eux.

Il n'y a point de juge legitime pour les competences entre les Souverains, & ce n'est pas matiere de Concile. Aussi n'y a il point de Prince, qui vueille entreprendre, ou qui ait jamais entrepris de regler le rang entre les Ministres. Le Roy d'Angleterre, en mariant la Princeesse sa fille en l'an 1612, fit convier les Ambassadeurs de France & de Venise au festin du premier jour, & *Boischot, Ambassadeur des Archiducs Albert & Isabelle*, à celuy du lendemain. *Boischot* en fut fort offensé, & dit qu'il ne pouvoit souffrir, qu'une Republique, qui ne possedoit qu'un pied de terre, en comparaison des grandes & vastes Provinces des Archiducs, fust preferée à eux; veu quelle n'avoit jamais fait difficulté de ceder à leurs predecesseurs, lors qu'ils n'estoient encore que Ducs de Bourgogne. *Le Roy luy fit dire, que ce n'estoit pas son intention de s'eriger en juge de la competence des Princes, ny de faire prejudice à leurs droits & pretensions, en reglant le rang entre leurs Ministres.* Qu'il avoit fait prier l'Ambassadeur de Venise le premier; parce qu'il s'en estoit en quelque façon prié luy mesme plus de quinze jours auparavant, & que le Republique, ayant bien voulu faire quelque chose d'extraordinaire, en ordonnant à son Ambassadeur de faire un equippage magnifique, pour faire honneur aux nouveaux mariés, il avoit crû devoir faire
aussy

aussy cette civilité à son Ambassadeur. Que tous les jours seroient égaux, aussy bien que les traitemens & les divertissemens, & qu'il jugeoit mesmes, que celuy de carésme prenant, où *Boisshot* avoit esté convié, seroit le plus fort de tous : comme le jour de la plus grande rejoüissance. *Protestant encore, qu'il n'entreprendoit pas de regler le rang entre les Ministres.* Ce qu'il luy fit donner par escrit.

La Reine Christine de Suede, ayant fait prier l'Electeur de Brandebourg d'envoyer ses Ministres à Lubec, pour y faire office de Mediateur entre la Pologne & la Suede, avec la France, Venise & les Provinces Unies, *Erwald Cleyst*, Ambassadeur de l'Electeur, dit à la Reine, qu'il esperoit, que les parties, qui convioient le Prince son maistre à cette mediation, auroient le soin de luy faire conserver le rang qui luy estoit deu. La Reine luy répondit, *que ce n'estoit pas à elle à regler la preface entre les Ministres,* & que l'Electeur, en faisant faire cette proposition, renversoit l'ordre des choses, en voulant que les parties interessées devinsent Mediateurs. Cleyst estoit un Ministre digne de cette Cour là, comme elle estoit constituée alors. Quelque temps auparavant il avoit dit à Chanut, Ambassadeur de France, que le Marquis Sigismond, Ambassadeur de l'Electeur, avoit voulu donner un soufflet à un bourguemaistre d'Amsterdam, qui luy disputoit la preface. Il entroit un peu d'ignorance & beaucoup de malice en ce conte. Ce ne fut pas un Bourguemaistre d'Amsterdam, mais un Conseiller de la Cour de Justice de Frise, qui eut different pour le rang avec le Marquis Sigismond, & on n'en vint point jusques aux menaces, ny à rien d'approchant.

En l'an 1653, La Reine Christine ayant fait convier tous les Ministres estrangers à un ballet, où elle devoit danser, elle leur dit. *Messieurs vous vous placerez vous mesmes, s'il vous plait; car ce n'est pas à moy à regler vos rangs.* Ils se mé-

lerent tous avec les Senateurs, sans ordre. Il n'y eut que Pimentel, Ministre d'Espagne, qui se mit dans un lieu separé, avec Radzieusky & Ulefelt, qui s'y estoient refugiés de Pologne & de Dannemarc.

Le Roy d'Angleterre ne regla pas le rang en effet ; mais il ne laissa pas de distinguer entre les Ministres : & cela se fait par tout ; quoy qu'il y ait quelque chose de bien delicat en cette distinction.

S E C T I O N X X V I .

Des Ambassades composées de plusieurs Ambassadeurs.

P*Hilippe de Commines* dit, qu'il vaut mieux envoyer deux ou trois Ambassadeurs qu'un ; parce que ce que l'un ne peut sçavoir l'autre l'apprend. Il escrivoit dans un temps, où on ne parloit pas encore d'Ambassades ordinaires, qui ne sont jamais composées de plusieurs Ambassadeurs, & les extraordinaires ne le sont pas tousjours. Je ne parle pas icy de ces Ambassadeurs Extraordinaires, qui n'en ont que le nom & les appointements, & qui ne font en effet que les fonctions d'ordinaire ; mais de ceux qui ne sont employés que pour faire une civilité, pour assister à une ceremonie, où à negotier une seule affaire, dont la conclusion fait aussy la fin de l'Ambassade. Pour une obedi-
 cence : pour signer un contract de mariage, dont les articles ont esté concertés : pour presenter l'enfant d'un Souverain au battefme : pour faire un compliment sur le mariage, ou sur le decés d'un Prince : sur son advenement à la Couronne : pour voir jurer l'execution & l'observation d'un traité de paix ou d'une alliance, & pour plusieurs autres affaires

res de cette nature, les Princes n'employent souvent qu'une seule personne, & les Republiques s'y servent presque toujours de plusieurs Ambassadeurs : bien qu'il n'y ait point de regle pour cela. Après la paix de Vervins, Henry IV envoya à Bruxelles le Marechal de Biron, qui à cette occasion fut fait Duc & Pair de France, afin qu'il y pût paroître avec plus de lustre, & le fit accompagner de Pomponne de Bellievre & de Nicolas Brulart, qui avoient négocié le traité. L'Archiduc envoya à Paris le Duc d'Arfchot, le Comte d'Aremberg, l'Admirant d'Aragon, Don Louïs de Velasque, Richardot &c. Ce qui fut une chose fort extraordinaire, qui ne se seroit peutestre point faite, si l'Archiduc n'eust esté obligé d'envoyer le Duc, le Comte l'Admirant & Don Louïs en France, pour y demeurer en ostage, jusques à la restitution des places, que les Espagnols devoient vuider en vertu du traité, & Henry IV, qui estoit le meilleur & le plus civil Prince qui fut jamais, voulut bien répondre à l'honneur apparent, que l'Archiduc luy faisoit de la part du Roy d'Espagne. La Republique de Venise employe ordinairement quatre Senateurs aux Ambassades d'obedience, & quelquefois elle augmente & double mesmes ce nombre. Les Estats des Provinces Unies composent presque toutes leurs Ambassades extraordinaires de plusieurs personnes, parce que leur Estat estant composé de plusieurs Provinces Souveraines, elles veulent toutes avoir part aux honneurs, & aux affaires mesmes. Il y a quelques années, que les Cantons Suisses envoyerent trenteneuf Ambassadeurs ou Deputés en France, pour y voir jurer la confirmation de l'alliance : & en l'an 1602 ils en envoyerent bien autant au Roy Henry IV.

La Republique de Venise, pour faire honneur à l'Empereur Charles V, qui estoit venu en Italie en l'an 1530, pour s'aboucher avec le Pape Clement VII à Boulogne, luy en-
voya

voya six de ses principaux Senateurs, *Marc Dandolo, Louïs Gradenigo, Louïs Mocenigo, Laurens Bragadin, Antoine Suriano & Nicolas Tiepolo*, qui après avoir fait leur compliment, assisterent aux ceremonies de son Couronnement. Quelques années auparavant, au premier voyage que François I fit en Italie, elle envoya au Roy *George Cornaro, André Gritti, Antoine Grimani & Dominique Trevisan*, tous quatre *Procurateurs de St. Marc*, qui est la premiere dignité après celle de Doge, & elle leur ordonna de demeurer auprès du Roy, tant qu'il seroit en Italie. Lors que Henry III, Roy de France, à son retour de Pologne, entra dans cette partie du Frioul, qui appartient aux Venitiens, il y fut rencontré par *André Badoüere, Jean Miqueli, Jean Soranzo & Jaques Foscarini*, qui le conduisirent à Muran, où le Doge mesme l'alla prendre avec les barques & avec des gondoles, & l'accompagna jusques au palais de Foscarini, qui avoit esté preparé pour son logement. Ces quatre Senateurs ne le quitterent point pendant le séjour qu'il fit dans la ville, & le conduisirent par tout l'Estat de la Republique, en le défrayant jusques sur les frontieres du Duché de Ferrare. Après la mort de Jules II la Republique nomma dix Senateurs, des plus graves & de la premiere autorité, pour aller rendre obediencce à Leon X : ce qu'elle luy fit sçavoir par Foscarini, son Ambassadeur ordinaire. L'intention de la Republique estoit, en faisant cet honneur excessif au Pape, de le faire entrer au traité, qu'elle venoit de conclurre avec la France : mais voyant que les pensées de Leon en estoient bien éloignées, elle perdit aussy celle de faire un dépense si extraordinaire.

Ce grand nombre d'Ambassadeurs, qui sert d'ornement à l'Ambassade, lors qu'on veut faire honneur à un Prince, devient necessité, quand on les employe à des negotiations difficiles, épineuses & importantes : sur tout si plusieurs
diffe-

différents intérêts s'y trouvent mêlés. Un seul Ministre ne peut pas toujours répondre à la suffisance de plusieurs, ny démesler seul toutes les difficultés qui s'y rencontrent; ny aussi se charger du succès d'une infinité d'intrigues, qui n'y sont que trop ordinaires. *Le President Jeannin*, en parlant de M. de Ruffy, son Collegue, dit, que c'est un tres-habile Ministre, & capable de soutenir seul la charge & la dignité d'une Ambassade; mais que l'affaire qu'ils avoient à negotier, estoit si bizarre & si épineuse, qu'elle pouvoit bien occuper deux Ambassadeurs. Qu'ils avoient l'un & l'autre leurs habitudes particulieres, & que bien que le Roy eust permis au President de faire un voyage à la Cour, il craignoit pourtant de manquer au service qu'il devoit à sa Majesté, s'il s'absentoit, pendant que les Ministres de l'Archiduc continuoient leurs conferences. En l'an 1647 d'*Avaux* estant allé à Osnabrug, negotier avec les Ministres de Suede & avec les Estats de l'Empire, pendant que *Servien* estoit à la Haye, *le Duc de Longueville*, qui estoit demeuré seul à Munster, y fit des démarches, qui surprirent la Cour, & qui obligerent Servien à se plaindre de la permission, qu'on donnoit à d'*Avaux* de s'éloigner si longtemps d'un lieu, où il estoit impossible qu'un seul Ministre fist le service du Roy. Il disoit que M. de Longueville avoit pensé gaster les affaires. Il vouloit dire, qu'il avoit pensé faire la paix, contre l'intention du Premier Ministre.

Mais il semble, que sans cette necessité il vaut mieux n'employer qu'un seul Ambassadeur. Car si dans le nombre ils sont tous également habillés, la contestation est inévitable. Si parmy eux il se rencontre un genie fort, & un esprit imperieux, il veut regler les affaires à son caprice, les faire seul, & s'en donner seul la gloire. L'Ambassade, que le Roy Henry IV envoya en Hollande en l'an 1607, estoit composée du President Jeannin, de Buzanual & de Ruffy,

qui vivoient dans une parfaite harmonie entre eux: pas tant à cause de la superiorité, que le President, qui estoit l'un des plus confidens Ministres du Roy, avoit sur les deux autres, que principalement parce qu'avec ses lumieres extraordinaires il avoit une modestie & une douceur qui ne se peut exprimer. Cet exemple est rare, & encore ne peut on nier, qu'après la mort de Buzanual il n'y eut quelque petite mesintelligence entre les deux autres. On ne peut nier non plus, que le President n'eust tout le secret & toute la confiance, après ce que Villeroy luy escrit du 23 Avril 1607. Buzanual & Russy estoient tous deux de la Religion R. & ainisy ils ne pouvoient avoir la confiance de Villeroy. Les Ministres qui ont un mesme caractère, qui se voyent tous les jours, & qui ont souvent à deliberer ensemble, ne sont pas tousjours dans les mesmes sentimens, ny d'humeur à entrer en ceux de leur Collegue. On se plaist à soustenir sa propre opinion: on le fait quelquefois avec chaleur, & mesmes avec obstination: on en vient à des querelles, & à des inimitiés déclarées. Il ne se peut aussy que dans le nombre il n'y ait tousjours quelqu'un qui ait la confiance du Maistre, & qui excite par là l'envie & la jalousie de son compagnon.

Des trois Ambassadeurs, qui estoient de la part de la France à Munster, il n'y avoit que Servien qui eust le secret; parce que les deux autres n'estoient pas capables de seconder les artifices de celuy, qui avoit la direction de cette negotiation, avec celle de toutes les affaires du Roiaume. D'Avaux, qui croyoit devoir avoir cet avantage sur son collegue, en prit une jalousie, qui devint une espece de rage, puis que de part & d'autre ils voulurent bien rendre leurs animosités publiques par des lettres imprimées. Le scandale, que toute l'assemblée en prit fut si grand, que le Duc de Longueville ayant inutilement travaillé à leur reconciliation, le Nonce & l'Ambassadeur de Venise leur firent

rent connoître, que le Pape & la Republique seroient obligés de prier le Roy d'envoyer à Munster des Ministres plus capables de travailler à la paix qu'eux. Le Roy, après avoir dissimulé quelque temps le scandale, revoqua d'*Avaux*, & laissa *Servien* seul à Munster. Il acheva seul le traité de l'Empire, comme quelques années auparavant d'*Avaux* avoit moyenné seul la trêve entre la Pologne & la Suede, & fait regler seul les preliminaires pour le Congrès de Munster. La *Tuillerie* avoit seul fait faire la paix entre les deux Couronnes du Nort. *Chanut* avoit esté envoyé seul à Lubec, pour la mediation de la paix entre la Pologne & la Suede, & la Reine Christine mesme, qui estoit bien Reine en effet, s'en expliqua bien en ce temps là; en disant, qu'en ces sortes de negotiations le grand nombre d'Ambassadeurs estoit incommode.

Les Estats des Provinces Unies en avoient huit à Munster; mais je ne sçay s'ils en furent mieux servis. Il y en avoit deux, qui pour avoir esté employés en plusieurs negotiations, vouloient gouverner les autres, & se rendoient necessaires. Les François disoient publiquement, que l'or & l'argent d'Espagne avoit corrompu ces deux, & ils ne craignent point de dire dans leur histoire, qu'il y en avoit parmy eux, qui communiquoient les plus intimes & les plus importants secrets de leur negotiation aux Plenipotentiaires de France. Ils se seroient bien passés de prostituer dans leurs livres les noms & la memoire des personnes de qualité, dont ils avoient avoir tiré de si notables services. Mais c'est l'humeur de la nation, qui trouve plus de satisfaction à publier le plaisir qu'on leur fait, qu'à le recevoir.

Oxenstirn & *Salvius*, qui estoient de la part de la Suede à Osnabrug, n'estoient pas ennemis declarés comme d'*Avaux* & *Servien*, mais ils estoient presque tousjours en des sentimens contraires. Le premier suivoit ceux du Chance-

lier son pere , & l'autre dépendoit entierement de la Reine, dont il avoit la confidence. On en voit des marques dans une infinité de rencontres, mais particulièrement dans une conjoncture, où la Reine voulut bien témoigner l'estime qu'elle avoit pour l'un , & le mépris qu'elle faisoit de l'autre. L'Electeur de Baviere, ayant en l'an 1647 presque aussy-tost rompu que conclu le traité d'Ulm , que la France luy avoit fait obtenir, nonobstant l'opposition de la Suede, *Oxenstirn* s'en mit tellement en colere, qu'il alloit achever le traité avec l'Empereur, à l'exclusion de la France, si *Salvius* eust voulu le signer avec luy. *Oxenstirn* se plaignit à la Reine du refus de *Salvius*, & luy dit, qu'il n'avoit tenu qu'à ce dernier, qu'il n'eust fait un traité tresavantageux avec l'Empereur. La Reine s'en moqua, & envoya la lettre d'*Oxenstirn* à *Salvius*, qui la fit voir à *Servien*; afin de détruire par là l'opinion, que les François pouvoient avoir de la disposition de la Cour de Stocolm, comme si elle eust esté capable de traiter sans ses alliés. Les Princes ne rencontrent pas tousjours des Ministres qui meritent leur confidence, comme *Servien* & *Salvius*, qui n'avoient point d'autre veüe que leur propre interest, lequel ils trouvoient en la satisfaction de ceux qui les employoient.

Charnacé & *St. Estienne*, estant à la Cour de Baviere de la part de la France en l'an 1632, se porterent à de si grandes extremités, qu'ils se voulurent battre en duel: tellement que leur division les rendit inutiles auprès de l'Electeur. En Angleterre il y avoit trois Ambassadeurs des Provinces Unies, qui estant logés dans une mesme maison, avoient chacun leur cuisine & leur table particuliere, & vivoient d'ailleurs si mal ensemble, qu'on les appelloit *les Ambassadeurs des-unis des Provinces Unies*: se faisant parce moyen la risée & le mépris des gens, que le crime de rebellion avoit si parfaitement unis contre leur Souverain.

Lors

Lors qu'en l'an 1570 le Pape, le Roy d'Espagne & la République de Venise firent negotier à Rome une ligue, qu'on devoit faire contre Selim II, Empereur des Turcs, le Senat, qui y avoit employé pendant quelque temps *Suriano*, son Ambassadeur ordinaire, jugea à propos d'y joindre *Jean Soranzo*, comme Extraordinaire. *Suriano* avoit eu besoin de toute son adresse, pour vaincre les obstacles, que les Ministres d'Espagne y formoient continuellement, & comme il avoit beaucoup d'esprit, on se persuada aisément à Venise, qu'il avoit trop de complaisance pour les autres, & qu'il consentoit avec trop de facilité à des choses, qu'il devoit débattre avec vigueur, & que le Senat avoit desja rejetées. Il s'en justifia, & fit si bien approuver sa conduite, que *Soranzo*, qui n'y avança pas plus que luy, fut bientôt revoqué.

Il se peut faire, que le Prince, qui ne se fie pas trop en la capacité, ou en la fidelité de son Ministre, luy donne un Colleague, qui luy serve de controlleur & de surveillant, pour observer ses actions: mais cela arrive si rarement, qu'à peine en trouve on un exemple dans toute l'histoire. On peut croire tout ce que celle du temps dit des dangereuses intrigues de Henry de la Tour, Duc de Buillon, & neantmoins j'estime devoir avertir le Lecteur, que c'est après le Duc de Sully, qui n'estoit pas son amy, que je dis, que le Roy Henry IV, se voyant fort pressé par le Duc de Buillon, qui vouloit qu'on l'envoyast en Angleterre, afin qu'il y pust apprendre les veritables sentiments, que la Reine Elisabeth avoit pour la France, & le Roy ne voulant pas le refuser, quoy qu'il fust dans une défiance continuelle de son esprit & de ses intentions, en parla au Duc de Sully, & tascha de le disposer à faire le voyage d'Angleterre avec l'autre; afin de faire prendre garde à ses actions; mais que le Duc de Sully s'en excusa.

En l'an 1623 il y eut tout à la fois trois Ambassadeurs d'Espagne à Londres: deux Extraordinaires, *Le Marquis d'Inoiosa & Don Diego Hurtado de Mendosse*, & un ordinaire, *Don Carlos Coloma*, sans *Don Diego Mexia*, qui y estoit de la part de l'Infante. *Le Marquis & Don Diego de Mendosse* eurent different entre eux pour le rang; & bien que *Don Carlos* eust beaucoup de déference pour *le Marquis*, leurs humeurs estoient si opposées, que les qualités de l'huile & du vinaigre ne le font pas davantage. Les années suivantes 1624 & 25 virent Sept ou huit Ambassadeurs de France à Londres, *Le Duc de Cheureuse, Messieurs de la Villauxclercs, de Trêmes, Deffiat, de Tillieres, de Chasteau-neuf, de Blainville &c. Augustin Justiniani*, Evesque de Nebio, dit dans ses annales, qu'en l'an 1494 la Republique de Gennes envoya *Seize Ambassadeurs* à Loüis le More, Duc de Milan, & qu'en l'an 1499 elle en envoya vingtquatre à Loüis XII, Roy de France. *Alfonse le Magnanime*, Roy d'Aragon & de Sicile, ayant sceu, qu'*Alfonse Borgia* avoit esté élu Pape, sous le nom de Calixte III, en eut tant de joye, qu'il luy envoya faire l'obedience par quinze ou seize, tant Prelats que Seigneurs, des plus qualifiés de ses Roiaumes: entre lesquels estoient un Patriarche, trois Archevesques, un Evesque, le Chefjusticier de Sicile, le Maistre de l'Ordre de Montesa, & plusieurs autres personnes de marque.

On envoie d'ordinaire plusieurs Ambassadeurs aux Congrès, qui se font pour negotier la paix entre plusieurs parties interessées: dont on a quantité d'exemples dans l'histoire ancienne & moderne. Les guerres, qui ont troublé, & presque ruiné une bonne partie de la Chrestienté, en ont produit plusieurs: de sorte que ceux qui ne se peuvent Souvenir de ce qui s'est fait en Westfalie, ne peuvent pas ignorer ce qui s'est passé à Cologne, & ce qui se fait encore pre-
sen-

sentement à Nimegue. Mais je ne pense pas que jamais on ait ouï parler d'une assemblée, qui fust plus illustre que celle qui fut convoquée à Arras en l'an 1435. La guerre, que les Anglois faisoient en France depuis plusieurs années, avoient reduit le Roiaume dans un tres déplorable estat, particulièrement depuis que Philippe, Duc de Bourgogne, qui vouloit venger la mort de son pere, & qui la vengea en effet d'une maniere trescruelle, se fut déclaré contre le Roy. Le Pape, qui voyoit perir la France, crût estre obligé de faire tous les efforts imaginables, pour tascher de porter les esprits à un accomodement raisonnable. Les Anglois n'avoient pas bien ménagé l'amitié du Duc de Bourgogne depuis la mort de leur Roy, Henry V; de sorte que le Duc, qui avoit plusieurs sujets de mécontentements, n'eut point de peine à consentir au lieu & au temps, qu'on avoit pris pour le Congrès. Le Pape y envoya les *Cardinaux de S^e. Croix & de Chypre, l'Archevesque d'Auch, les Evesques d'Acqs, d'Uzès, d'Auxerre, d'Albanie*, avec quelques autres Evesques & Prelats. De la part de Charles VII, Roy de France, s'y trouverent le *Duc de Bourbon*, Prince du Sang, le *Comte de Richemont*, Connestable de France, *Christoffre de Harcourt*, le *Mareschal de la Fayette*, *Adam de Cambray*, Premier President au Parlement de Paris, & trente autres Seigneurs & personnes de marque, que l'histoire nomme. Henry VI, Roy d'Angleterre, y envoya le *Cardinal de Winchestre*, l'*Archevesque de Yorck*, les *Evesque de Lisieux, de Norwits & de S^t. David*, le *Comte Huntington*. avec plus de cinquante autres Lords, Prelats & officiers de la Maison du Roy. Les Ambassadeurs du Duc de Bourgogne estoient les *Evesques de Liege, de Cambray & d'Arras*, *Nicolas Rollin*, son Chancelier: le *Duc de Gueldre*, les *Comtes d'Estampes, de S^t. Pol, de Ligny, de Nassau, de Vandemont, de Nevers, de Montfort, de Valquenbourg, de Megue, le fils du Prince*

Prince d'Orange, & plusieurs autres Seigneurs, & personnes de qualité. Les Ducs de Bretagne, d'Alençon & de Bar: & les Provinces de Brabant & Hollande y avoient aussy leurs Deputés. Le Fourrier de la Maison du Duc de Bourgogne, qui en avoit tenu registre, fit rapport à son maistre, qu'il y avoit dans la ville Cinq cens Chevaliers, & en tout environ neuf à dix mille estrangers: y compris plus de cinquante herauts, poursuivants & Rois d'armes.

Le Cardinal de la Pole, ayant obligé Marie, Reine d'Angleterre, à offrir sa mediation, pour l'accommodement des differents, qui entretenoient la guerre entre l'Empereur Charles V, son beaupere, & Henry II Roy de France, elle les fit consentir à une assemblée d'Ambassadeurs, & à une suspension d'armes. Elle avoit fait faire une Maison de charpenterie à Marc, à deux ou trois lieües de Calais, où estoient trois appartements separés, pour les Ambassadeurs de l'Empereur & pour ceux de France, & le troisiéme pour le Cardinal. Ce bastiment avoit ses commodités pour le jour; mais sur le soir tous les Ambassadeurs se retiroient chez eux. Ceux de l'Empereur à Gravelines, les François à Ardres, & les Anglois à Calais. Au milieu de cette maison de bois il y avoit une grande tente, où tous les Ambassadeurs se pouvoient rendre de leurs appartements, par une galerie couverte. *Jean de la Cerde, Duc de Medina Celi, Charles Comte de Lalain, Antoine Perenot de Granuelle, Evesque d'Arras, & Garde des sceaux de Charles, avec Viglius de Zuichem, President du Conseil privé, & Bravenus, President du Parlement de Malines, y furent de la part de l'Empereur. Le Roy de France y envoya Charles Cardinal de Lorraine, le Connestable de Montmorancy, Charles de Marillac, Evesque de Valence, Jean de Morvillers, Evesque d'Orleans, & Claude de l'Aubépine, Secretaire d'Estat. Le Cardinal de la Pole, Estienne Gardinet, Evesque de Winchester,*

chester, & Chancelier d'Angleterre, *Guillaume d'Arondel & Guillaume Paget* y furent de la part de Marie, pour la Mediation. Les Ambassadeurs de l'Empereur & de France ne se virent qu'une seule fois, pour se faire civilité, & toute la negotiation se fit par l'entremise des Anglois. Ils ne firent rien cette fois là; mais au mois d'Octobre 1558 il se fit une autre assemblée, de la part de Henry & de Philippe, Roy d'Espagne, dans l'Abbaye de Cercamp, où se rendirent pour la France le *Cardinal de Lorraine*, le *Connestable de Montmorancy*, le *Marschal de St. André*, l'*Evesque d'Orleans*, & *Laubépine*; & pour l'Espagne *Ferdinand de Toledé*, *Duc d'Albe*, *Guillaume de Nassau*, *Prince d'Orange*, *Ruy Gomez de Silva*, l'*Evesque d'Arras*, & *Ulrich Viglius de Zuichem*, qui y firent le projet du traité, qui fut conclu l'année suivante à Casteau Cambresis. La Reine d'Angleterre y envoya l'*Evesque d'Ely* & *Thomas Howard d'Effingham*, son Grand Chambelan. Lors que Charles d'Autriche fit solliciter la Couronne Imperiale, il y employa en qualité d'Ambassadeurs, l'*Archevesque de Saltzbourg*, les *Evesques de Liege & de Trente*, *Frederic Comte Palatin du Rhin*, *Casimir Marquis de Brandebourg*, & *Henry Comte de Nassau*, accompagnés & assistés de quelques Conseillers.

Dans les Ambassades, qui sont composées de plusieurs Ministres, tous les Ambassadeurs, en quelque nombre qu'ils soyent, sont inseparables, & ne font ensemble qu'un seul corps, où le representant est comme l'ame dans le corps humain, entiere par tout, & entiere en chaque membre. C'est ainsi que les trois Ambassadeurs de France, qui furent envoyés en Allemagne en l'an 1620, à l'occasion des troubles de Boheme, l'entendoient, & c'est ainsi que ceux, qui ont esté de la part de la mesme Couronne à Munster, l'ont entendu, quand ils ont voulu, qu'on leur ait rendu les visites à tous, sans interruption, & qu'on leur ait fait les mesmes

honneurs, sans distinction. En l'an 1645, au commencement de la negotiation de Munster, les *Deputés des Villes Anseatiques* ayant fait demander audience aux Ambassadeurs de France, à l'hostel de M. d'Avaux, qui estoit alors le premier, on la leur assigna au dimanche 29 Janvier, & *on leur fit dire en mesme temps, qu'au sortir de la visite, ou bien le lendemain, ils pourroient aussy voir M. Servien*, qui estoit logé separemment. Ils furent receus dans le vestibule par les domestiques de M. d'Avaux, qui le remplissoient, aussy bien que la montée, par laquelle on les conduisit à la Chambre : où ils trouverent aussy M. Servien, qui leur fit la mesme civilité que fit d'Avaux, en les touchant en la main, à la mode du pais. On les fit asseoir sur des sieges à dos, & après qu'ils eurent achevé leur compliment, qu'ils adresserent à l'un & à l'autre, d'Avaux voulut déferer l'honneur de la réponse à Servien, qui ne voulut pas accepter la civilité, mais obligea d'Avaux à répondre : comme aussy celui cy les conduisit seul jusques au bas de l'escalier. Les Deputés, croyant avoir bien fait leur affaires, & satisfait à ce qu'ils devoient aux Ambassadeurs de France, ne furent pas si tost arrivés au logis, qu'ils envoyerent demander audience à ceux d'Espagne, qui la leur donnerent le lendemain, en la mesme maniere qu'ils l'avoient eüe des autres. Le dernier jour de Janvier ils envoyerent demander audience à Servien en particulier, & il la leur assigna à deux heures après midy. Les domestiques les receurent dans le vestibule, & les firent entrer dans une Chambre, où ils demurerent quelque temps seuls. Après cela un gentilhomme leur vint dire, que M. Servien leur avoit bien donné heure, mais que presentement il estoit occupé à d'autres affaires. Qu'il avoit appris aussy, que le jour precedent ils avoient rendu visite aux Ambassadeurs d'Espagne. Que cela détruisoit le droit incontestable du Roy de
Fran-

France, & celuy de M. Servien en son particulier, qui estoit Ambassadeur au mesme degré & en la mesme dignité que M. d'Avaux: qu'il avoit sujet d'en estre offensé, & qu'il ne les pouvoit admettre, sans l'ordre exprés du Roy, son maistre. Qu'ils avoient péché contre leurs Committents, aussy bien que contre sa Majesté Treschrestienne, & qu'ils auroient de la peine à s'en justifier. Les Deputés, surpris de cette harangue, voulurent justifier leur procédé; mais leurs excuses ne furent point receües: de sorte que voyant, qu'il n'y avoit point d'apparence de pouvoir parler à Servien, ils se retirerent, les mesmes domestiques les conduisant jusques au carosse. Les Deputés disoient pour leur justification, qu'ils n'avoient qu'une seule lettre de creancee, qui s'adressoit aux deux Ambassadeurs. Que les deux Ambassadeurs de France ne composoient qu'une seule & mesme Ambassade, qui estoit indivisible. Qu'ils avoient parlé à l'un & à l'autre devant que de voir les Ambassadeurs d'Espagne. Que M. d'Avaux avoit répondu pour tous deux, & qu'ils croyoient avoir satisfait, en preferant la France à l'Espagne. Ils furent tellement scandalisés du procédé de Servien, qu'ils voulurent s'en ressentir par un escrit public; mais les Ministres de Hesse les en empêcherent, & ajusterent le different au contentement de Servien, qui estant allé quelque temps après à Osnabrug, fit aussy advertir les Deputés de villes Anseatiques qu'il estoit arrivé. Ils le visiterent, & il leur rendit la visite. Il y avoit quelque apparence de raison en ce que les Deputés disoient; mais on ne peut nier, qu'ils ne fissent une grande faute. S'ils croyoient avoir eu audience de M. Servien chez M. d'Avaux, il n'estoit pas necessaire de demander une deuxieme, & s'ils ne le croyoient pas, ils ne devoient pas interrompre leurs visites, pour voir les Ambassadeurs d'Espagne: mais ils avoient à faire à un homme, qui ne distinguoit point entre la faute & le

crime. Au commencement de l'assemblée de Munster les Deputés des Electeurs, des Princes & des Estats de l'Empire avoient accoustumé de voir les deux Ambassadeurs de France separement, chacun à son logis. Mais quelque temps après la Cour ordonna, que les deux Ambassadeurs, pour recevoir la premiere visite, se rendroient, avec leur suite, chez le premier, afin de la recevoir avec plus décla pour la dignité de l'Ambassade, & neantmoins que la visite continuaît pour le deuxiême sans interruption. Le Cardinal Mazzarin voulut imiter en cela la coustume de Rome, où lors qu'il y a deux Ambassadeurs d'un mesme Prince, ils reçoivent la premiere visite chez le premier, où ils se rendent tous deux. Ce ne fut pas une petite mortification pour Servien, le plus fier de tous les hommes.

Les trois Ambassadeurs de France, dont je viens de parler, rencontrèrent la mesme difficulté, parce que quelques Princes d'Allemagne, qui ne vouloient pas offenser l'Espagne, les vouloient obliger à se contenter de l'alternative. Les Princes vouloient bien commencer par la France, mais ils jugeoient, qu'on devoit souffrir, qu'après avoir visité le Duc d'Engoulesme le premier, ils visitaient Ambassadeur d'Espagne devant que de voir le Comte de Bethune, & le deuxiême Ambassadeur d'Espagne devant que de visiter M. de Chasteauneuf; mais les François ne voulurent jamais admettre cette separation, & aimerent mieux se résoudre à recevoir ensemble les visites dans un mesme lieu. Ce qui estoit, sans doute, le party le plus seur & le plus raisonnable. Le Lord Woton, qui estoit en ce temps là Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, fit la mesme difficulté. Il visita le Duc d'Engoulesme le premier, & voulut après cela visiter l'Ambassadeur d'Espagne, à dessein d'achever après cela ses visites chez M^{rs}. de Bethune & de Chasteauneuf. Mais ils luy firent dire, que s'il voyoit l'Ambassadeur d'Espagne, devant que d'ache-

d'achever ses trois visites, ils ne le verroient point, & ne negotieroient point avec luy, mais que ce seroit M. d'Engoulesme seul, qui traitteroit avec luy. Sur cela Woton offrit de voir encore M. de Bethune devant Chasteauneuf; mais ils rejetterent encore cette proposition, de sorte qu'il fut obligé de les voir tous trois devant que d'aller chez l'autre.

Gaspar de Geneve Marquis de Lullins, que le Duc de Savoye avoit envoyé à l'assemblée de Vervins en l'an 1598, voulut prendre place après les deux premiers Ambassadeurs d'Espagne, devant le troisiéme. Il supposoit que les deux estoient effectivement Ambassadeurs d'Espagne, mais que le troisiéme estoit Ministre de l'Archiduc, Gouverneur des Pais bas. La verité est, qu'ils estoient tous trois Ambassadeurs de Roy d'Espagne, qui estoit celuy avec lequel Henry IV traittoit, & non avec l'Archiduc. Les Ambassadeurs d'Espagne s'y opposerent, & obligerent celuy de Savoye à s'asseoir au bas bout de la table, avec le General des Cordeliers, vis à vis du Legat.

Les mesmes Ambassadeurs de France, qui estoient si sensibles sur ce point, & le mesme M. Servien, qui traitta si outrageusement les deputés des villes Anseatiques, osèrent bien proposer aux Estats des Provinces Unies, qu'aux visites, que leurs Plenipotentiaires rendroient à ceux de France à Munster, ceuxcy cederoient la main au premier, ou bien aux deux premiers, & la prendroient sur les autres. Ce qui fut trouvé d'autant plus impertinent, que par ce moyen on ne faisoit pas seulement une injure à l'Union, mais on distinguoit aussy entre les Provinces, qui sont toutes également Souveraines. Aussy ne voulut on point écouter cette ouverture, & les François furent obligés de faire à l'égard des Ambassadeurs des Provinces Unies, ce qu'ils se faisoient faire par les autres.

Il y en a qui s'estonnent, que les Ambassadeurs Pleni-

potentiaires de France, qui sont presentement à Nimegue ; & qui ne voudroient pas qu'on distinguast entre le *Mareschal Destrades* & *M^{rs}. d'Avaux* & *Colbert*, bien que le premier soit officier de la Couronne, fassent distinction entre le premier Ambassadeur des Electeurs & le deuxieme ; en rendant au premier des honneurs, qu'ils ne veulent point faire aux autres. Je sçais bien qu'on en a ainſy uſé au Congrès de Westſalie ; mais il ſemble, qu'on peut dire auſſy, que puis que la France deſira alors, que ce qui ſ'y faiſoit à l'égard des ceremonies, ne feroit point de conſequence hors de là, on ne doit point tirer à conſequence non plus ce que les Electeurs jugent y avoir eſté fait au préjudice de leurs legitimes pretentions. Tellement qu'on pourroit dire, que tout ce qui ſ'y eſt paſſé ſur ce ſujet, ne peut faire ny regle ny exemple. On y peut encore adjouſter, qu'en ce temps là les Electeurs, & l'Empereur meſme, donnoient à leurs Ambaſſades un Chef, qu'ils vouloient bien faire conſiderer autrement que leurs Collegues. L'Empereur faiſoit quelque diſtinction entre le Comte de Naſſau, & les Docteurs Crane & Volmar : l'Electeur de Brandebourg diſtinguoit luy meſme entre le Comte de Witgueſtein, & les Docteurs Weſenbecq & Fromhold ; de ſorte qu'ils ne pouvoient pas s'offenſer de la diſtinction que les François, & à leur exemple, les Mediateurs faiſoient entre les uns & les autres. Mais je ne ſçais, ſi un Prince ſe peut donner la faculté de faire entre les Miniſtres d'autrui une diſtinction, que le Maïſtre meſme ne fait point : particulierement ſi ces Miniſtres ſont d'une meſme qualité, ou du moins fort approchante. Neantmoins les Ambaſſadeurs Plenipotentiaires de France, & après eux ceux de Suede, qui ne ſont point de difficulté de donner le tiltre d'Excellence, de ceder la main, & de faire à M. Somnitz, tous les autres honneurs qu'ils ſont aux Ambaſſadeurs des Provinces Unies, les re-
fuſent

furent au Sr. Blaspiel, son Collegue. Les Ambassadeurs d'Angleterre en firent autant d'abord ; mais se souvenant depuis de ce qui s'estoit passé chez eux dans l'Ambassade du *Prince Maurice de Nassau & de Daniel Weiman*, qui bien qu'ils fussent d'une qualité fort differente, furent pourtant traittés également à Londres, ils ont changé de conduite depuis, & ont acquiescé aux desirs de l'Electeur. On dira peutestre, que comme le Roy de la Grande Bretagne peut avoir eu une consideration particuliere pour son Altesse Electorale, pour laquelle il a de l'estime, qu'il a associé à son ordre, & avec qui il a bien voulu partager le soin des interets de la Maison d'Orange, pendant la minorité du Prince ; ainsy peut on croire, qu'il s'est meslé un peu d'animosité dans les ordres, que le Roy Treschrestien a donné sur ce sujet à ses Ministres. On n'aura pas beaucoup de peine à se le persuader, on à soupçonner au moins, qu'il n'y a pas grande complaisance à esperer de ce costé là, si on veut faire reflexion sur les démeslés, que la France a eus avec l'Electeur depuis les avantages, que le Roy accorda à l'Electeur par le traitté de Vossen en 1673, & sur ce que les Ministres de l'un ont publié contre la reputation de l'autre. Il y a aussy des interets fort opposés entre la Suede & l'Electeur, tant a cause de la Pomeranie, que pour d'autres raisons ; de sorte qu'on ne se doit point estonner du peu de disposition, que les deux Rois ont à complaire à son Altesse Electorale.

Mais voyons, si celui qui a entrepris de dénouer la question, y a si bien reussy, qu'il laisse l'assemblée de Nimegue bien persuadée & convaincüe de la force de ses raisons, & si cette cause, qui devoit estre débattue par un raisonnement puissant, n'a pas rencontré, sinon un prevaricateur ; du moins un tresmeschant Advocat, & un trespauvre Sophiste.

Premierement ce qu'il tire de l'histoire ou du Mercure de l'Abbé Siri, ne fait pas beaucoup à son avantage ny à son intention. Il n'estoit pas fort necessaire d'establir la creance de cet auteur par la qualité de Conseiller d'Estat qu'il se donne. Il y a plus de dix mille Conseillers d'Estat en France, sans ceux qui le sont en effet, & sans ceux qui en ont la qualité à cause de leurs offices : comme tous les Presidents, tous les Procureurs & Advocats Generaux, les Maistres des Requestes &c. Mais qui n'y ont pas plus de part ny aux affaires, ny aux honneurs qui les accompagnent, que ceux qui sont aux Indes. Ce n'est pas que je pretende affoiblir l'autorité de l'Abbé Siri : au contraire, je sçais que feu Lionne luy a communiqué plusieurs excellents Memoires, & qu'il n'y a point d'historien qui parle des affaires de Munster avec plus de connoissance & avec plus de jugement que luy. Mais ce que l'auteur du dénoüement en tire, touchant le tiltre d'Excellence, qu'on donna en ce temps là aux Ambassadeurs des Electeurs, & de l'ordre, que ceux de France eurent de les traiter également avec les Ambassadeurs de Venise & des Provinces Unies, est assés hors de propos ; parce que cela ne regarde que le traitement, que les Ambassadeurs de France avoient ordre de faire au premier des Ambassadeurs Electoraux, à l'exclusion des autres. On s'en rapporte à Vittorio Siri, dont l'autorité est si grande auprès du Dénoüeur, qu'il veut bien s'en remettre à son arbitrage ; auquel les Plenipotentiaires de France ne feront point de difficulté non plus de se soumettre pour cet égard.

Je ne sçais pas non plus, s'il est bien raisonnable luy mesme quand il dit qu'il n'est pas raisonnable, que les Potentats estrangers, à qui les Electeurs envoient leurs Ministres, fassent entre eux une distinction que leurs Maistres ne font pas eux mesmes. Ce n'est pas dont il est icy question. Les Electeurs n'envoient pas leurs Ambassadeurs au Roy de Fran-

France; parce qu'il ne leur veut pas permettre de se couvrir: mais s'il s'advisoit de les admettre, & de les traiter comme ceux de Venise, on ne le pourroit pas empêcher, de ne le faire qu'à condition, qu'on ne luy envoyast qu'un Ambassadeur à la fois, ou si on luy en envoyoit plusieurs, qu'il ne feroit cet honneur qu'au premier. Si le *Dénoïeur* veut dire que cela est injuste; on entrera dans un Cercle, qui n'a point de fin. Cependant la France a pour elle l'exemple de Munster, où l'Empereur mesme l'a pratiqué, & où tous les Electeurs y ont acquiescé. On a encore tout fraîchement l'exemple de Hambourg, où le premier Deputé de Lunebourg a pretendu la preface sur le Second de l'Electeur de Brandebourg. Je suis bien encore d'accord avec luy, que le Prince peut donner à son Ministre la qualité qu'il veut, ainssy que Lionne disoit au Pape Urbain VIII; mais les Princes, à qui ce Ministre est envoyé n'est pas obligé pour cela de le traiter autrement qu'il avoit accoustumé de faire. L'Empereur ne pouvoit pas empêcher le Commandeur de Gremonville de prendre la qualité d'Ambassadeur, mais il se reservoit la liberté de conserver le rang a celuy d'Espagne. Le Roy de France n'empesche pas les Ministres des Cantons de prendre la qualité d'Ambassadeur; mais il les empesche de se couvrir à l'audiance, & il ne veut pas que ses Secretaires d'Estat leur donnent le tiltre d'Excellence, ny qu'ils leur cedent la main & le pas. On ne disputa point au Comte de Gronsfelt & à M. Curtz leur qualité d'Ambassadeur, mais on leur fit entendre, qu'avec leur caractere ils ne laisseroient pas de demeurer dans le respect.

Il est vray, que dans les assemblées qui se font hors l'Empire, les Princes ne sont pas obligés de se tenir scrupuleusement à l'ordre qui s'observe dans les diètes, parce que les Electeurs y sont chez eux: mais ne peut on pas dire aussy, que les Rois ne sont pas obligés de canoniser toutes les nouveau-

tés, que les Electeurs veulent introduire? & que ce n'est pas aux Electeurs à prescrire aux Couronnes de quelle façon ils veulent estre traittés? Elles suivent en cela le Style, qui est receu dans leur Cour, lequel elles n'alterent point à l'appetit d'autrui.

Je ne diray rien des exemples, que l'auteur du dénoüement appelle à son secours; sinon que celuy de l'assemblée de Lubec, où Chanut voulut suivre l'ordre qui avoit esté observé à Munster, fait contre luy. Il importe de sçavoir en quels termes *Lignage* en parle. Il dit, qu'en l'an 1653 il se fit une assemblée à Lubec, pour l'accommodement des differents, qui selon toutes les apparences ne pourroient estre réglés que par les armes, si on ne prolongeoit la trêve entre les deux Couronnes de Pologne & de Suede, ou si on ne la convertissoit en une paix perpetuelle. La France, Venise, les Provinces Unies & Brandebourg y devoient intervenir comme Mediateurs, & ils y envoyèrent leur Ambassadeurs. Il y en eut trois de la part de l'Electeur, qui en arrivant au lieu du Congrès, y rencontrèrent d'abord un tresgrand obstacle; parce que *Chanut, Ambassadeur de France, ne voulut ceder la place d'honneur chez luy qu'au premier Ambassadeur, & refusoit de donner le tiltre d'Excellence aux deux autres.* Ils s'en plainquirent fort; mais Chanut se défendit par l'exemple de Munster & d'Osnabrug, qui, à ce qu'il disoit, devoit servir de regle en ces rencontres. Il y adjousta, qu'il avoit *ordre exprés du Roy son maitre*, d'en user de cette maniere. Les Ambassadeurs de Pologne firent les mesmes civilités à tous les trois Ambassadeurs de Brandebourg, & les ttaiterent également. Ceux de Brandebourg en voulurent prendre avantage; mais *Chanut* leur dît, que les Polonois ne luy pouvoient pas donner la Loy, & que la France n'estoit pas obligée de suivre l'exemple de Pologne. Que le Nort n'estant pas bien re-

glé

glé en ses ceremonies, n'en pouvoit pas establir de nouvelles, sans le consentement des autres Souverains. Les Ministres de Suede suivirent l'exemple de Chanut, & ceux de Venise & des Provinces Unies, avec les quels les Ambassadeurs de Brandebourg vouloient venir en competence, disoient, qu'ils ne les visiteroient point, & que dans leurs propres Maisons ils ne leur cederoient point la main. Je ne sçais si la fierté de ces derniers pouvoit estre bien soutenüe: veu particulierement que les Ministres de Brandebourg avoient le caractere d'Ambassadeurs: mais aussy ose je dire, que le Dénouëur ne fortifie pas bien son raisonnement par cet exemple.

Il n'agit pas de trop bonne foy non plus, quand il dit, que les quatre Ministres, qui en l'an 1648 furent à la Haye de la part de l'Electeur de Brandebourg, n'avoient pas la qualité d'Ambassadeur à leur premier voyage. Il est tres-vray au contraire que sur la difficulté, qu'on leur fit touchant leur caractere, ils firent reformer leurs lettres de creance, sans bouger de la Haye, & on leur donna celuy d'Ambassadeur devant qu'ils en partissent. Pour ce qui est de M. de Lumbres, il estoit President au grenier à Sel à Monstrüeil sur mer, c'est à dire dans un lieu, & dans une fonction, où il n'avoit jamais oüï parler de cette sorte d'affaires, lors qu'il fut tiré de son poste à la recommandation du Duc de Longueville, pour estre employé auprès de l'Electeur de Brandebourg. C'estoit un novice, qui ne sçavoit ce qu'il faisoit, qui a esté desadvoüé, & qui quand il ne l'auroit pas esté, ne pouvoit prejudicier ny aux droits ny aux pretensions du Roy, son maistre.

Quelque chose qu'on puisse dire, il est certain, que les honneurs qu'on fait aux Ministres des Electeurs, n'ont esté réglés qu'au Congrès de Munster. Devant ce temps là on ne leur donnoit la qualité d'Ambassadeur que dans une signifi-

cation fort generale. Ils ne se couvroient point devant les Testes Couronnées, & ils ne pretendoient pas mesmes le tiltre d'Excellence. *Le Dénouëur* devoit estre plus sincere, & reconnoistre, avec l'auteur qu'il allegue si souvent, que la France stipula expressément, que les nouveaux honneurs, qu'on faisoit aux Ministres Electoraux, estoient reservés au premier, à l'exclusion de tous les autres. Il devoit aussy répondre à ce que l'abbreviateur de la negotiation de Suede dit, touchant ce qui se passa dans l'assemblée de Lubec en l'an 1653. Sçavoir qu'on y fit remarquer, que lors que l'Electeur le Brandebourg fit prendre la derniere investiture pour le Duché de Prusse en Pologne, des trois Ambassadeurs de l'Electeur il *n'y eut que le premier, à qui on donna place à costé de la chaise du Roy, & que les deux autres furent placés dans quelque distance, sur une autre ligne.* Il y adjouste, qu'à la diète, qui fut convoquée à Ratisbone, après la paix de Westfalie, l'Empereur se plaignit fort des honneurs excessifs, qu'on avoit faits aux Ministres des Electeurs. J'y ajousteray, que le *Dénouëur* ne songe pas bien à ce qu'il dit, quand il parle des Ambassadeurs des Cantons. Quelle distinction pouvoit on faire entre eux, pendant que Lionne les recevoit tous au haut de l'escalier, & qu'il prenoit la main & le pas sur le premier, aussy bien que sur les autres. Ils parlerent tous au Roy, non comme Ambassadeurs, mais comme Deputés, la teste nue. Il ne connoit pas bien la Tuillerie, puis qu'il dit, que cet Ambassadeur avoit cédé chez luy la place d'honneur aux Ministres de Brandebourg, qu'il dit n'avoir esté que Deputés. Ce Ministre sçavoit trop bien son mestier, pour faire une faute de cette nature. C'est bien hors de propos aussy qu'il parle de l'honneur, que *M^{rs}. Colbert, Milet, S^r. Geran, Furstemberg, Vauguyon, Verjus &c.* ont fait aux Ministres de l'Electeur de Brandebourg; veu que ny les uns ny les autres n'avoient point

point le caractère d'Ambassadeur, non plus que *Downing*, *Vane & Loccard*; mais quand tous ces Ministres auroient esté revestus du caractère, ceux de l'Electeur, que l'on traittoit d'Excellence, à cause du rang qu'ils tenoient dans le Conseil, ne pouvoient pas faire consequence pour les Ambassadeurs. Je ne doute point que l'auteur du dénoüement ne soit treshabile homme, mais je croy aussy, que dans sa maison il auroit plustost trouvé dequoy couper le nœud de la question, que sous sa perruque dequoy la dénouër.

Il y a d'assés habilles gens, qui jugent, que les Ministres, qui combattent avec tant d'obstination pour un avantage de si peu d'importance, y ont plus d'égard à leur propre gloire, quoy qu'imaginaire, qu'au veritable interest de leur Maistre. Les Electeurs n'y en ont point d'autre, sinon de faire reconnoître leur representant pour Ambassadeur, & de luy faire faire les mesmes civilités, qu'on fait aux Ambassadeurs de Venise & des Provinces Unies, & de se mettre par là en la possession d'un Droit, qu'ils n'avoient & ne pretendoient point il y a cinquante ans, & qui leur estoit devenu commun avec les premieres puissances de la Chrestienté. C'est ce que la France & la Suede offrent de faire, & elles jugent, que son Altesse Electorale s'en devoit contenter; parce que tout ce qu'elle pretend au delà ne luy acquiert pas plus d'honneur, mais bien plus de Vanité à quelqu'un de ses Ministres, qui a de si grandes obligations à la fortune, qu'elle auroit plus de sujet de se plaindre de l'ingratitude de sa creature, si à l'exemple des autres louves, elle n'estoit accoustumée de se prostituer aux plus indignes. Je me trompe peuteestre, mais je suis persuadé, qu'il n'y a point d'Electeur, qui ne renonçast de bon cœur à l'avantage, qu'il pretend pour son second Ambassadeur, si le Roy de France vouloit dans sa Cour faire au Premier les mesmes

civilités qu'il fait aux Ambassadeurs des Princes d'Italie.

Lors qu'un Prince employe dans une mesme Cour deux Ambassadeurs, dont l'un est ordinaire, & l'autre extraordinaire, celui cy precede tousjours celuy là, & s'ils sont tous deux extraordinaires, le dernier venu precede le premier. *Deffiat* estoit Ambassadeur extraordinaire à Londres; mais *la Villeauxclercs*, qui y arriva après luy, le precedoit par tout. En l'an 1623 *Don Carlos Coloma*, Gouverneur de la Cittadelle de Cambray, estoit Ambassadeur ordinaire d'Espagne en Angleterre. *Don Jean de Mendosse*, Marquis d'*Inoyosa*, y arriva quelque temps après, en qualité d'extraordinaire, & dans le mesme temps que le Prince de Galles revint d'Espagne, *Don Diego Hurtado de Mendosse* y arriva en la mesme qualité. Le Marquis, craignant que *Don Diego*, comme le dernier venu, ne pretendist la prefeance, & sçachant qu'il ne la luy pourroit pas refuser avec justice, le logea chez luy, comme son parent, & y fit les honneurs de la Maison. Mais *Don Diego* s'estant enfin aperceu de l'artifice, ne craignoit point de témoigner au Marquis, que si jamais il y avoit occasion de paroistre ensemble en public, *il seroit homme à se faire donner le rang qu'il jugeoit qui luy appartenoit*. Le Marquis disoit bien, que *D. Diego* ne pouvoit pas prendre le premier, parce qu'il n'avoit esté envoyé qu'au Prince de Galles, & qu'il n'avoit autre chose à faire qu'à rapporter au Roy son maistre des nouvelles de l'heureux passage du Prince, & cependant il évitoit la necessité de se trouver avec luy à la Cour. Il disoit bien aussy, que le Roy d'Espagne, avoit réglé le rang entre eux, & à son avantage; mais il n'osa pas pourtant l'accompagner à l'audiance, *de peur d'estre obligé de luy ceder*, & il laissa faire cet office à *Don Carlos Coloma*. *Don Diego* ne fit pas grand sejour en Angleterre, & il n'estoit presque pas party lors que l'on y vit arriver des lettres du Roy d'Espagne,

pagne, qui luy faisoit une forte reprimende, d'avoir osé disputer la preface au *Marquis d'Inoyosa*, & ne revoquoit pas seulement la commission que Don Diego avoit de voir l'Archiduc & le Roy, en passant par les Pais bas & par la France; mais il luy commandoit aussi de se retirer dans sa maison, & d'y demeurer jusques à autre ordre. La Cour de Madrid vouloit qu'il respectast la qualité du Marquis, qui estoit du Conseil d'Estat, qui avoit esté Gouverneur de Milan, & estoit Viceroy de Navarre; mais c'est ce que le Conseil luy devoit expressément commander; parce que dans l'ordre Don Diego devoit preceder. En ces contestations l'interest estoit purement personnel, où la dignité du Prince n'avoit point de part.

Don Diego de Saavedra, Plenipotentiaire d'Espagne à Munster, ayant sceu que l'Evesque de Boisleduc avoit esté nommé, pour y negotier avec luy, s'en chagrina bien fort, & fit tout ce qu'il put pour se faire conserver la premiere place, mais inutilement. L'Evesque estant arrivé à Munster, envoya demander à *Saavedra* le sceau & le chiffre de l'Ambassade, en suite d'un ordre qu'il avoit du Marquis de Castellarodrigue, lequel il luy communiqua: mais *Saavedra* luy fit dire, que pour une affaire de cette importance il ne recevoit ses ordres que du Roy immédiatement, & n'en voulut rien faire. Leur querelle dura jusques à ce que *Pegnaranda* estant arrivé à Munster, *Saavedra* remit le sceau & le chiffre entre ses mains. Il faut croire qu'autrefois il n'y avoit point de regle pour cela; veu que *Don Gutierre Gomez de Fuenzalida*, estant en l'an 1505 Ambassadeur de Ferdinand le Catholique auprès de Philippe d'Autriche, son gendre, Ferdinand y envoya encore un autre Ambassadeur, nommé *Don Pedro d'Ayala*, & nonobstant cela *Don Gutierre* precedoit & portoit la parole tousjours. L'histoire dit bien expressément, que Don Pedro cedit cet honneur, com-

me

me au plus ancien , & il y a de l'apparence , qu'elle fait cette remarque , parce qu'aujourd'hui on partique tout le contraire.

En l'an 1607 le Roy Henry IV envoya en Hollande le *President Jeannin* , pour y moyenner la paix avec l'Espagne , à quoy il devoit travailler conjointement avec le S^r. de Buzanual , qui y estoit Ambassadeur ordinaire. Le Roy s'avisa depuis de substituer le S^r. de Ruffy en la charge d'ordinaire , & de le comprendre en la commission avec les deux autres. Il arriva en Hollande après eux ; mais il ne les preceda point ; tant parce que ce n'estoit pas l'intention du Roy , que parce que les deux autres estoient extraordinaires , à qui l'ordinaire est obligé de ceder. C'est en quoy il faut tousjours avoir égard à l'intention du maistre. En l'an 1573 Charles IX , Roy de France , envoya en Pologne *Jean de Monluc* , Evesque de Valence , pour y recommander l'Electi^{on} du Duc d'Anjou. Le voyage estoit dangereux , & on craignoit que l'Empereur , qui faisoit briguer la Couronne de Pologne pour son fils , ne fust on tuer ou arrester Monluc en Allemagne : c'est pourquoy la Cour fit partir après luy *Gilles de Noailles* , celui qui succeda depuis à l'Evesque d'Ac^s , son Frere , en l'Ambassade de Constantinople , pour faire la fonction d'Ambassadeur auprès du Senat de Pologne , en l'absence de *Monluc* , s'il luy estoit arrivé quelque malheur , ou bien conjointement avec luy. *Monluc* , qui ne vouloit point de compagnon , & qui consideroit que le dernier venu pretendroit la pre^seance , en prit du chagrin ; mais l'autre eut tant de déference pour ses advis , en luy cedant par tout , que Monluc se voyant plus tost respecté comme Maistre , que considéré comme Colleague , le souffrit sans repugnance.

Autrefois on n'y faisoit pas tousjours tant de façon. *Philippe de Commines* dit , que Ferdinand le Catholique , se voyant

voyant en la possession du Roussillon, & voulant faire croire, que son intention estoit de reparer l'horrible infidelité, qu'il avoit faite à Charles VIII, en faisant armer toute l'Italie contre luy, à dessein de s'opposer à son passage, enrevenant du Roiaume de Naples, eut l'impudence de luy envoyer son negociateur ordinaire, frere *Jean de Mauleon*, avec quelques autres religieux du Couvent de Montserrat. Les Rois Catholiques, qui avoient fait chasser Charles d'Italie, & qui avoient fait perdre le Roiaume de Naples, à la reserve de Gayette, luy firent faire des propositions d'une trêve, qui luy pouvoit conserver cette importante place, la plus forte de routes. Charles, qui vouloit s'éclaircir de l'intention de ces Princes, qui venoient de le tromper si vilainement, envoya en Espagne *Guillaume de Poitiers, Seigneur de Clairieux*; mais Gayette ayant esté prise devant que cet Ambassadeur arrivast auprès de Ferdinand, de sorte que l'affaire n'estoit plus au mesme estat, on fit d'autres ouvertures à Charles pour le partage du Roiaume de Naples & de toute l'Italie. Sur cette proposition Charles y renvoya *Clairieux* avec un autre gentilhomme, nommé *Michel de Clermont*. *Clairieux* rapporta à son retour du deuxième voyage, que Ferdinand & Isabelle luy avoient déclaré, que leur derniere intention estoit, de se contenter de cette partie du Roiaume de Naples, qui est la plus proche de la Sicile; c'est à dire de la Calabre, & qu'ils laisseroient le reste à Charles. On fut fort surpris en France de ces offres liberales, de la part de Princes, dont on avoit tant de sujet de se défier. C'est pourquoy Charles renvoya les mesmes Ambassadeurs pour la troisième fois, & y joignit *Imbert de Bertenay, Seigneur de Boccage*, qui pour estre alléve de Louis XI, estoit plus propre pour negotier avec Ferdinand & Isabelle, les plus fins & les plus perfides Princes de leur temps. Mais dès que ces trois Am-

baſſadeurs furent arrivés, on les fit ſi bien garder & obſerver, qu'ils n'eurent point de communication avec qui que ce ſoit, & on les renvoya bientôt.

En ce temps là on ne ſçavoit ce que c'eſtoit que d'Ambaſſadeurs ordinaires, mais d'autant que *Clairieux* & *Clermont* avoient eſté employés à la Cour d'Eſpagne, & pour la meſme affaire, pour laquelle *du Bocage* y fut envoyé, on les comprit dans la meſme commiſſion. C'eſt ce qui ſe fait preſque tousjours ; tellement que lors que le Prince envoie un Ambaſſadeur extraordinaire à une Cour, où il a deſja un ordinaire, il ne peut exclurre celui cy de la negotiation, ſans luy faire tort, & ſans ſe faire tort à luy meſme. En oſtant à l'ordinaire la confiance, il luy oſte auſſy le credit, ſans lequel il eſt impoſſible de reuſſir dans les affaires, qu'il a ordre de negotier. La Republique de Veniſe, en envoyant en l'an 1581 *Vincent Tron* & *Hierôme Lippomano*, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires en Eſpagne, pour complimenter Philippe II ſur la ſucceſſion au Roiaume de Portugal ; voulut que *François Morisini*, leur Ambaſſadeur ordinaire, & *Matthieu Zane*, qui luy devoit ſucceder en l'Ambaſſade, aſſiſtaſſent à toutes les fonctions des Extraordinaires. Je viens de dire que *Buzanual* eſtoit Ambaſſadeur ordinaire en Hollande lors que Jeannin y arriva, mais il fut compris dans la meſme commiſſion, & il devint extraordinaire, dès que *Ruſſy* fut arrivé à la Haye, & celui cy y travailla avec les deux autres, bien qu'ordinaire. *Dufargis* eſtant Ambaſſadeur ordinaire de France à Madrid, fut compris en la commiſſion de *Baſſempierre*, & en ſuite dans celle du Marquis de Ramboüillet. *Guillaume Boreel*, Ambaſſadeur ordinaire des Provinces Unies à Paris fut en l'an 1660 compris en la Commiſſion de *M^r. de Guent*, *van Beuninguen* & *de Hubert*.

Surquoy je feray encore deux ou trois remarques neceſſaires.

fares. Premièrement que dans les commissions d'une Ambassade extraordinaire, où on comprend l'ordinaire avec les extraordinaires, ou les distingue en sorte que le Prince fait connoître, que l'ordinaire ne change point de qualité, en disant en sa lettre de creance *N. N. N. mes Ambassadeurs Extraordinaires, pour avec N. mon Ambassadeur ordinaire, faire &c.* Secondement il faut, que l'ordinaire, pour estre compris dans la mesme commission, ait le mesme caractere que l'extraordinaire, parce que sans cela il ne le peut pretendre; ny l'extraordinaire souffrir qu'on luy associe un Ministre du Second ordre. *M. de Baugy*, que l'on a veu Ambassadeur de France en Hollande, estant Resident à Vienne au commencement de la guerre de Boheme, fit de grands devoirs, pour se faire comprendre en la commission de *M^{rs}. d'Engoulême, de Bethune & de Chasteauneuf*, Ambassadeurs Extraordinaires auprès de l'Empereur, & il ne leur estoit pas inutile, à cause de la connoissance qu'il avoit des affaires d'Allemagne; mais la Cour n'y voulut jamais consentir. En l'an 1653 le Roy de Dannemarc envoya un Ambassadeur Extraordinaire à Stocolm, pour tascher de persuader la Reine de Suede de secourir les Provinces Unies contre les Anglois, ou du moins pour en tirer assurance, qu'elle n'inquieteroit point le Roiaume de Dannemarc, pendant que le Roy employeroit ses forces en faveur des Hollandois. Il avoit desja un Ministre du Second ordre en cette Cour là; & il ne laissa pas de le comprendre dans la Commission de l'Ambassade extraordinaire; mais il luy donna le caractere d'Ambassadeur, & le fit demeurer en cette qualité, après que l'Extraordinaire fut party. Cependant *Harald Appelboom* Ministre du Second ordre de Suede signa avec le Comte de Dona, Ambassadeur Extraordinaire de la mesme Couronne, le traité qui fut fait à la Haye le 23 Janvier 1668, pour servir de preliminaire à la triple

alliance : mais ce fut une irregularité, & le Comte de Dona ne le devoit pas souffrir.

J'adjousteray à ce que je viens de dire, que *Paul Paruta*, en parlant des quatre Procureurs de S. Marc, que la Republique de Venise envoya au Roy François I, dit, que ce fut à *Trevisan*, comme au plus jeune de tous, à porter la parole. Ce qui fait juger c'est la coustume à Venise, que dans les Ambassades, qui sont composées de plusieurs Ambassadeurs, le plus jeune fasse les harangues.

Je pourrois encore faire remarquer icy, que l'*Ambassadeur, qui a des Collegues, ne peut pas negotier seul*, ny avoir des conferences particulieres sans eux ; mais comme cela est proprement de la fonction de l'Ambassadeur, il en fera parlé plus à propos en la troisième Section du Second livre de ce traité. Devant que d'achever cellecy je diray seulement, que comme d'un costé le Prince peut employer plusieurs Ambassadeurs dans une mesme Cour, ainsy de l'autre, un seul Ministre peut servir plusieurs Princes : mais c'est en quoy il y a bien des exceptions & des distinctions à faire. Car deux Princes n'ayant jamais tous leurs interets tellement communs, quelque alliance ou liaison qu'il y ait entre eux, que leur amitié ne soit sujette à alteration, & mesmes à rupture, il est impossible que le Ministre puisse également bien servir l'un & l'autre : sur tout si leurs interets changent de nature. C'est alors que le dire de l'Evangile est tresveritable, que nul ne peut servir deux maîtres : & c'est là l'explication la plus naturelle du passage. Plusieurs alliés se peuvent servir d'un mesme Ministre, pour le fait & pour l'interest de l'alliance ; comme les Provinces Unies ne se servent toutes ensemble que d'un seul Ministre en toutes leurs Ambassades ordinaires ; & en la pluspart de leurs Commissions : mais ce n'est que pour l'interest commun de toute l'Union. Sans cela il se faut tenir au dire de la Sainte es-

ture.

ture. *Nicolas de Bie*, Resident de Pologne à la Haye se chargea aussi des affaires du Duc de Holstein Gottorp, pendant que celui-ci n'en avoit point ny avec la Pologne ny avec les Provinces Unies : tellement qu'il y avoit rien d'incompatible en ces deux emplois. Quelque temps après le Roy de Suede, Charles Gustave, ayant rompu avec le Roy de Pologne, les Rois avoient tous deux interest de se conserver l'amitié des Provinces Unies. *De Bie* estoit obligé de parler, non seulement pour le Roy de Pologne, mais aussi pour le Duc de Holstein, qui estant beaupere du Roy de Suede, & en des interests opposés à ceux du Roy de Pologne, obligeoit son Ministre à presenter des memoires peu conformes au service du Roy son maistre, où il donnoit souvent en des contradictions, qui luy faisoient tort, & qui n'avançoient point le service ny de l'un ny de l'autre.

Après le décès du Cardinal de Mantoüe, un des Legats du Concile de Trente, où il mourut au commencement du Mois de Mars 1563, les Ministres & les Prelats de France, & mesme ceux de l'Empereur Ferdinand, jetterent les yeux sur Charles Cardinal de Lorraine, pour luy faire donner la qualité de Legat. Mais le Pape, qui n'en vouloit point qui ne dépendist entierement de luy, afin de demeurer Maistre absolu du Concile, & à qui il importoit, que ceux qui y presidoient n'eussent point de dépendance d'autrui, prévint la priere, qu'il sçavoit que l'Empereur & les Prelats du Concile luy devoient faire sur ce sujet, & nomma aussy tost les Cardinaux Moron & Navager Legats, pour presider au Concile. Le Cardinal de Lorraine estoit à Trente de la part de la France, & il parloit continuellement de la conservation des Libertés de l'Eglise Gallicane, pour la superiorité du Concile au dessus du Pape, pour la communion sous les deux especes, pour la Liturgie en lan-

gue Vulgaire, & pour plusieurs autres choses, qui estoient l'averfion de la Cour de Rome, & peu conformes aux sentiments de ceux, qui combattoient pour l'autorité du Pape, comme eftant payés pour cela. Le Pape confideroit, qu'il estoit impossible, que le Cardinal de Lorraine, se trouvant dans ce poste, ne manquast à ce qu'il devoit ou à la France, ou au siege de Rome, & particulièrement à sa Sainteté mesme, qui en le faifant Legat, le faisoit le depositaire de ses secrets & de ses interests. Le Cardinal de Bourdaifiere, qui avoit penetré l'intention du Pape, fit des instances fort pressantes en faveur du Cardinal de Lorraine, devant que la declaration s'en fist au Consistoire: mais le Pape luy dit franchement, que le Cardinal de Lorraine eftant Chef de party à Trente, ne pouvoit pas occuper le poste de Legat, qui n'estoit que pour un Ministre neutre & desintereffé: *& qu'on ne pouvoit servir deux Maistres.* Le Cardinal de Lorraine s'en plaignit, mais avec peu de justice.

Charles VIII & Ferdinand le Catholique se servoient tous deux de frere *Jean de Mauleon*. Ferdinand, parce qu'il vouloit tromper Charles, & Charles parce qu'il vouloit bien estre trompé par Ferdinand. L'un mouroit d'envie de rentrer en la possession du Rouffillon, que son pere avoit engagé à la France, & l'autre, qui avoit bien pour le moins autant de passion pour le voyage d'Italie, & pour la conquête de Naples, avoit de l'impatience de se décharger de ce precieux gage. Il s'en cachoit à ses plus fidelles serviteurs, & faisoit faire la negotiation par ce moine, qui en servant deux Maistres, faisoit les affaires de l'un & ruinoit celles de l'autre. *Don Diego Sarmiento d'Acugna, Comte de Gondemar*, eftant Ambassadeur d'Espagne en Angleterre, s'estoit rendu si agréable au Roy Jaques, que non seulement il vivoit avec luy dans un familiarité de domestique; mais il en eut aussy la confidence pour les affaires les plus importantes, & entre
autres

autres pour la conduite de la negotiation du mariage du Prince de Galles. Il y avoit plusieurs années qu'on en parloit, & le Roy ne manquoit point d'amis & de fidelles serviteurs, qui l'avoient adverty de temps en temps, que la Cour de Madrid ne songeoit à rien moins qu'à cette alliance, non plus qu'à la restitution du Palatinat, qui en devoit faire une des premieres conditions : mais le Comte de Gondomar luy avoit tellement empoisonné l'esprit de ces fausses esperances, qu'il ne croyoit point d'autres oracles que ceux qui sortoient de la bouche de ce Ministre commun. Le Comte parloit du mariage comme d'une chose tellement assurée, que le Roy ne fit point de difficulté d'envoyer le Prince, son fils unique, en Espagne, & de le confier à des gens, qui auroient pû s'en defaire, s'ils en eussent en l'intention, aussy bien qu'ils avoient celle de le tromper. Le Comte de Gondomar, qui ne pouvoit pas ignorer, que l'Inquisition & l'interest politique formoient des obstacles invincibles contre cette alliance, ne laissoit pas d'en amuser le Roy & toute la Cour d'Angleterre, où il faisoit commerce, & touchoit de l'argent des charges de la Maison de la Reine future, & le Roy d'Espagne recompensa la fourbe d'une place au Conseil d'Etat.

Les Cardinaux de Richelieu & Mazzarin se sont souvent utilement servis des Ministres des Princes d'Allemagne, qui residioient à la Cour de France, auprès de leurs propres Maistres, & Priandy, Resident de Mantoüe, faisoit presque seul les allées & venües, pendant plusieurs années, pour les affaires de Mantoüe, quoy qu'il fust Ministre du Duc. Mais en ces rencontres le Ministre fera fort bien de ne point quitter son poste, sans la permission expresse de son Maistre, ou s'il n'est assuré que sa negotiation fera agréable au Prince qu'il sert, & qu'il pourra répondre du succès. *Roncaglio* faisoit les affaires du Roy de Pologne, Uladislas

IV, à la Cour de France, dans le temps que Casimir, frere d'Uladislas, resigna le chapeau de Cardinal, avec la mesme legereté, qu'il l'avoit pris, & avec laquelle il avoit quelque temps auparavant pris & quitté l'habit de Jesuite. Le Cardinal Mazzarin, qui vouloit faire revestir son frere, de la pourpre, disposa Roncaglio à aller à Rome, pour en faire les Sollicitations, sans que ny l'un ny l'autre le communiquassent au Roy de Pologne, qui croyant que Roncaglio faisoit ses affaires à Paris, apprit qu'il sollicitoit celles du Cardinal Mazzarin à Rome. C'estoit une irregularité, qui n'avoit point d'exemple, mais qui meritoit qu'on en fît un.

SECTION XXVII.

*Les Ambassadeurs sont inviolables
en leurs personnes.*

LA necessité des Ambassades fait la seureté des Ambassadeurs, du consentement universel de toutes les nations de la terre; & c'est ce consentement qui fait ce qu'on appelle *le Droit des Gens*. Il tient le milieu entre le Droit naturel & le Droit civil, & est d'autant plus considerable que le dernier, qu'il ne peut estre changé ny alteré, sinon du mesme consentement unanime de tous les peuples. Il n'y a point de Souverain, qui se puisse donner l'autorité d'expliquer les loix, dont ce Droit est composé, & il n'y a point de juge: qui puisse estendre sa Jurisdiction sur les personnes, que ce Droit protege; parce qu'il troubleroit un commerce, dont la liberté est fondée sur une necessité indispensable, & il osteroit de celuy des hommes le moyen de conserver la societé, qui ne pourroit pas subsister sans ce principe, qui est plus que Mathematique. Je feray servir

fervir cette Section, en quelque façon, de commentaire à la Loy, *siquis, ff. de Legation*. Ce n'est pas sans repugnance que je melle un peu de latin dans un discours & dans un ouvrage, où j'affecte mesmes de m'éloigner de ce qui peut sentir l'ancienne Rome; mais ayant à faire à des gens, qui sont grands chicaneurs & tresmauvais Jurisconsultes, je me trouve obligé de faire voir au public, que les juges qui arrestent un Ministre Public, sans information precedente, & qui le condamnent contre les formes, ne péchent pas moins contre le Droit civil, dont ils font profession, que contre le *Droit des Gens*, qu'ils ignorent.

Le Jurisconsulte *Pomponius* dit en la Loy que je viens d'alleguer, que *celuy qui outrage ou bat l'Ambassadeur de l'ennemy, viole le Droit des Gens; parce que la personne de l'Ambassadeur est sacrée. C'est pourquoy ceux qui se trouvent chez nous, pendant que nous declaron la guerre aux peuples qui nous les ont envoyés, ne laissent pas de demeurer libres: tellement que celuy qui outrage l'Ambassadeur doit estre mis entre les mains de celuy qui a envoyé l'Ambassadeur*. A quoy on peut ajouster ce que le Jurisconsulte *Ulpian* dit en la Loy, *Lege Julia. ff. ad Leg. Jul. de vi publica*, de ceux qui battent ou injurient les Ambassadeurs, orateurs, ou ceux de leur suite, & ce qu'en dit l'illustre *Hugues de Groot*, en son excellent traité de *Jure Belli & Pacis* liv. 2. ch. 18 au commencement. Mais il n'y a point d'explication plus nette & plus naturelle, que celle que les Illustres, Grands & Puissants Estats de Hollande & Westfrise donnent à ces deux lois en leur declaration du 29 Mars 1651. Ils entendent qu'elle tienne lieu de reglement & d'Edict perpetuel; c'est pourquoy ils en recommandent l'observation & l'exécution à la Cour de Justice de leur Province, dans les termes suivans.

„ Les Chevaliers, les Nobles & les Villes de Hollande &
 I. Part. K k k k k „ de

„ de Westfrise, representants les Estats de la mesme Pro-
 „ vince; A tous ceux qui ces presentes verront, ou lire or-
 „ ront salut. Comme ainſy ſoit, que ſuivant *le Droit des*
 „ *Gens, & meſmes ſuivant celui des Barbares, les perſonnes des*
 „ *Ambassadeurs, des Residents, des Agents & des autres ſem-*
 „ *blables Ministres Publics de Rois, Princes & Republiques,*
 „ ſoyent tenus par tout dans une ſi haute conſideration,
 „ qu'il n'y a perſonne, quelle qu'elle puiſſe eſtre, qui les oſe
 „ offenſer, injurier ou endommager: mais au contraire, qu'ils
 „ ſont en poſſeſſion d'eſtre reſpectés, hautement conſiderés
 „ & honorés d'un chacun. Neantmoins dautant qu'il eſt
 „ parvenu à noſtre connoiſſance, que quelques gens *inſo-*
 „ *lents, emportés & diſſolus*, ont bien oſé faire & entre-
 „ prendre le contraire de ce que deſſus, à l'égard de quel-
 „ ques Ministres Publics, qui ont eſté envoyés à cet Eſtat, &
 „ qui reſident en noſtre Province. *Nous*, voulant y pour-
 „ voir, avons trouvé bon d'ordonner bien expreſſément par
 „ cette noſtre declaration, de Statuer & de défendre bien
 „ ſerieuſement, ainſy que nous ordonnons, Statuons &
 „ défendons bien ſerieuſement par les presentes : *Que per-*
 „ *ſonne, de quelque nation, eſtat, qualité ou condition qu'el-*
 „ *le puiſſe eſtre, n'offenſe, endommage, injurie de parole, de*
 „ *fait ou de mine, les Ambassadeurs, Residents, Agents,*
 „ *ou autres Ministres de Rois, Princes, Republiques ou au-*
 „ *tres, ayant la qualité de Miniſtre Public, ou leur faſſe in-*
 „ *jure ou inſulte, directement ny indirectement, en quelque fa-*
 „ *çon ou maniere que ce puiſſe eſtre, en leurs perſonnes, gen-*
 „ *tils hommes de leur ſuite, Vallets, Maisons, caroſſes & au-*
 „ *tres choſes qui leur puiſſent appartenir, ou dépendre d'eux, à*
 „ peine d'encourir noſtre derniere indignation, & d'eſtre
 „ punis corporellement, *comme violateurs du Droit des*
 „ *Gens, & perturbateurs du repos public*: le tout ſelon la conſ-
 „ titution & l'exigence des cas. Ordonnant à tous les habi-
 „ tants

„ tants de cette Province , & à tous ceux qui s’y trou-
 „ veront , qu’au contraire de ce que dessus, ils ayent à
 „ faire tout honneur , & à rendre tout respect à cet-
 „ te sorte de Ministres : mesmes de leur donner , comme
 „ aussy à leurs domestiques , & à ceux de leur suite toute
 „ aide , & de contribuer tout ce qui pourra servir à leur
 „ honneur , & aider à leur service & commodité. *Ordon-*
 „ *nant & Commandant au Premier, & aux autres Conseillers*
 „ *de la Cour de cette Province*, comme aussy à tous Officiers,
 „ Justiciers & Magistrats , & à tous ceux à qui il appartiен-
 „ dra, de proceder contre les transgresseurs par l’execution
 „ des peines cydessus mentionnées, sans connivence ou dis-
 „ simulation quelconque. Fait à la Haye, sous nostre
 „ grand sceau, le 29 Mars 1651.

Il est impossible de faire un plus illustre commentaire, & ensemble une glosse plus authentique & plus autorisée sur la loy *siquis* , que celuy que les Estats de Hollande luy donnent par leur declaration ; c’est pourquoy je feray sur l’une & sur l’autre quelques reflexions , qui serviront fort à éclaircir la matiere ; aussy bien que ce que j’ay à dire sur ce sujet en la suite de cette Section. Et Premièrement , on peut conclurre de la Loy mesme, que ceux qui offensent & outragent le Ministre public , ne violent pas seulement le *Droit des Gens* , mais ils commettent aussy un crime capital contre les lois Civiles. Et que ce crime soit capital en sa plus propre signification , c’est à dire , punissable de mort , paroist evidemment , en ce que la declaration des Estats de Hollande dit expressement , qu’ils doivent estre *punis comme violateurs du Droit des Gens , & perturbateurs du repos public*. Le Jurisconsulte dit , qu’ils doivent estre mis entre les mains de celuy dont l’Ambassadeur a esté outragé.

Secondement il faut sçavoir, que bien que l’advis de *Pomponius* tienne aujourd’huy lieu de Loy , il ne fait pourtant

qu'expliquer *le Droit des Gens*. Il ne dit point ce qui se doit faire , & n'ordonne point , comme fait la declaration des Estats de Hollande ; mais il dit seulement ce qui se fait & ce qui se pratique conformément *au Droit des Gens*. Il y ájoute que cette partie du *Droit des Gens* , qui protege les Ambassadeurs l'emporte sur l'autre partie , qui rend les prisonniers de guerre esclaves ; puis que nonobstant la declaration de la guerre , les Ambassadeurs des ennemis ne laissent pas de demeurer libres : dont il faut necessairement conclurre , qu'elle l'emporte aussy sur tout le Droit civil.

Il me doit bien estre permis d'alleguer un exemple de l'histoire Romaine , pour l'eclaircissement d'une loy Romaine. Les Consuls , qui furent avec une armée en Afrique , à la troisieme guerre Punique , avoient ordre du Senat de demolir la ville de Carthage. Dès que l'armée eust pris terre ceux de la ville envoyerent des Ambassadeurs aux Consuls , qui leur dirent l'ordre qu'ils avoient du Senat Sur cela les Ambassadeurs s'emporterent à tout ce que la douleur & l'indignation pouvoit dicter a des desesperés. Les Consuls les laisserent achever , & après cela *Censorin* , l'un des Consuls leur dît : *retirez vous ; car vous estes encore Legati* ; c'est à dire Ambassadeurs : parce que leur ville n'avoit pas encore esté détruite. Le Consul fit connoistre par là , que bien qu'ils fussent ennemis , & que leur emportement meritoit bien quelque ressentiment , ils estoient pourtant en feureté dans le Camp des Romains , à cause de leur caractere , qui les mettoit à couvert de toutes sortes d'insultes : nous enseignant par cet exemple , que puis que *le Droit des Gens* veut qu'on ait cette consideration pour l'Ambassadeur de l'ennemy , il faut croire , que celuy qui perd le respect qui est deu à l'Ambassadeur d'un Prince amy , fait quelque chose de pis quē de violer *le Droit des Gens*.

Pour

Pour la declaration des Estats de Hollande, il n'y a presque point de periode, sur laquelle il n'y ait quelque consideration à faire. Elle dit d'abord, que les personnes des Ambassadeurs sont privilegiées, *mesme suivant le sentiment des barbares*; de sorte que ceux qui les violent sont pires que les barbares. 2 Elle estend la protection du Droit des Gens jusques aux Ministres du Second ordre, & mesmes jusques aux *Agents*, qui ne sont point Ministres caracterisés. Ce qu'il faut bien remarquer contre la Cour de Justice de Hollande, laquelle agissant contre les maximes establies du consentement universel de tous les peuples, voulut bien soutenir en l'an 1644, que *la regle* qui dit qu'on ne peut user de contrainte contre le Ministre Public, ne devoit estre appliquée qu'à ceux qui ont le caractere d'Ambassadeur, & non aux Ministres du Second ordre. Du moins si elle estoit encore en cette erreur en ce temps là, elle en doit estre détrompée depuis l'an 1651, & elle ne devoit pas en l'an 1675 proceder contre le Resident d'un Prince Souverain, allié de cet Estat, & le faire arrester prisonnier, sans information precedente, & sans les autres formalités qui sont necessaires, mesmes à l'emprisonnement d'une personne particuliere. 3 Les Estats traittent d'insolents, d'emportés & de dissolus ceux qui osent offenser ou injurier les Ministres Publics, *directement ou indirectement*: dont on peut juger ce qu'on doit dire de ceux, qui offensent & outragent *directement & indirectement* le Ministre Public d'un Prince amy & allié de l'Estat, d'une maniere inouïe, & qui n'a point d'exemple dans l'histoire. 4 Les Estats de Hollande ordonnent expressement, qu'on respecte les Ministres Publics, non seulement en leur personne; mais aussy en *leur Maison*, en *leurs Vallets*, en *leurs carosses*. 5 Tous ceux qui agissent ain sy directement contre la declaration de Messieurs les Estats de Hollande, font voir, qu'ils

ont *un dernier mépris pour la dernière indignation*, dont ils menacent les transgresseurs de leur ordonnance. 6 Ne doit on pas mettre au nombre *des violateurs du Droit des Gens*, & des *Perturbateurs* du repos public ceux, qui sous quelque prétexte que ce soit, font insulte & injure au Ministre Public, au préjudice de leurs défenses expresses & rigoureuses? Je ne remarqueray point icy que la déclaration ne distingue point entre le Ministre né dans le pays & l'étranger; quoy que les Etats de Hollande ne pussent pas ignorer le démeslé, que Spiring avoit eu pour cela avec la Cour de Justice. J'ay traité cette matiere si amplement en la Section 11, qu'il ne s'y peut rien ajoûter.

Les Turcs disent, que deux raisons les obligent à souffrir, que les Princes Chrestiens aient leurs Ministres à la Porte: la premiere, afin que le Grand Seigneur ait à qui se plaindre, & à qui s'en prendre des infractions des traités; & l'autre afin d'avoir des ostages pour l'exécution des traités. Ils en usent à la Turquie, comme on dit, & dans l'averfion que leur ferocité a des Chrestiens, ils ne craignent point d'offenser les Ministres des Souverains, qui résident auprès d'eux; mais il faut considerer que c'est contre leur Loy; *l'Alcoran défendant expressément d'offenser l'Elchi*, c'est à dire le Ministre Public: & que ceux parmy les Turcs qui ne s'abandonnent pas tout à fait à leur bestialité, avoient que les Ministres Publics doivent trouver leur seureté, mesmes au plus fort de la guerre, & qu'ils n'outragent point le Ministre, qu'après qu'ils ont perdu la crainte & le respect pour le Maître. Ils ont bien témoigné, qu'ils ne sont pas insensibles à l'endroit, où le Prince, qui ne veut pas prostituer sa reputation, doit estre extrêmement sensible, & qu'ils ont sceu se ressentir de l'outrage qu'on faisoit à leurs Ambassadeurs. Selim II s'estant ouvert le chemin à la conquête de l'Egyp̄te par celle de l'Isle de Chypre, y trouva
d'abord

d'abord d'assés grands obstacles, parce que les rencontres continuelles avoient tellement éclaircy ses troupes, qu'il n'estoit pas en estat de faire des progrès fort considerables; c'est pourquoy il auroit volontiers persuadé *Tomumbey*, Soldan ou Sultan d'Egypte, de sortir de la guerre par un bon accommodement. Il luy envoya pour cet effet ses *Ambassadeurs*; mais les *Arabes*, qui servoient dans l'armée de *Tomumbey*, croyant qu'ils ne devoient plus craindre *Selim*, les massacrerent, & *Tomumbey*, qui ne pouvoit punir des gens, qui ne sçavoient ce que c'estoit que de discipline, fut contraint de dissimuler cette horrible violence. Mais *Selim*, qui avoit esté renforcé d'un nouveau secours d'autres Arabes, donna la bataille à *Tomumbey*, le défit, & l'ayant fait prisonnier après le combat, il luy reprocha le meurtre de ses Ambassadeurs, & l'ayant fait estrangler par deux bourreaux, il fit pendre le corps au gibet. *Tomumbey* n'approuvoit point le meurtre des Ambassadeurs, mais en ne le punissant point, il en devint complice, & justifia le ressentiment de *Selim*, puis que selon le dire du Prince Maurice de Nassau, on ne peut punir avec trop de severité celuy qui viole le *Droit des Gens*. Il ne le disoit qu'à l'occasion d'un tambour ou d'un trompette, sur lequel on avoit tiré. Que n'auroit il point dit de ceux, qui perdant tout le respect qui est deu à un Prince Souverain, & à son alliance, font à son Ministre un plus cruel outrage, que s'ils l'eussent fait mourir?

Tous les Souverains l'entendent ainſy, & ont puny avec severité les outrages, que leurs sujets faisoient aux Ministres Publics. En l'an 1601 *Soranzo*, qui revenoit de son Ambassade d'Espagne, en passant par Barcelone, où il devoit s'embarquer, eut un grand démêlé avec un faiseur de cuir doré, qui ne l'avoit pas bien servy à sa fantaisie. Le Marchand Espagnol blessa l'Ambassadeur de Venise tresdange-

dangereusement à la teste & au bras, & craignant la Justice il se jetta dans une église, qui est en Espagne la retraite ordinaire des assassins. Il pretendoit jouir de la protection de son azile, & les Catalans parlerent avec grande chaleur pour les privileges du lieu & de la ville de Barcelone : mais le Roy voulut qu'on passast par dessus ces considerations, qu'on tirast le marchand de son azyle, & qu'on le punist comme violateur du Droit public, qui ne pouvoit pas trouver son impunité dans les privileges d'une Eglise. Les Princes, qui perdent le respect qu'ils doivent *au Droit des Gens*, destruisent les principes de la société civile, & n'y doivent pas estre soufferts, non plus que les loups dans une bergerie. Ferdinand d'Aragon, Roy de Naples, estoit le plus meschant Prince que l'on eust veu depuis plusieurs siecles. L'histoire de son regne est remplie d'une infinité d'inhumanités, & en parle comme du plus avare, du plus cruel & du plus violent homme de son temps, & Philippe de Commines, qui fait son éloge, dit qu'il estoit gourmand, infidelle & prophane, n'ayant ny religion, ny conscience ny honneur. C'est pourquoy il ne faut pas s'estonner, s'il voulut bien tremper ses mains dans le sang de *Jaques Trivulce*, Ambassadeur de Milan, & faire voir, qu'il n'y avoit point de meschanceté assez noire, dont il ne fust capable. Il estoit fils, mais bastard, d'Alfonse V, Roy d'Aragon. Surnommé le Magnanime, qui estoit sans doute un des grands & des meilleurs Princes de son temps. Les derniers Empereurs Grecs estoient ou fots ou meschants, & quelquefois l'un & l'autre ; de sorte que comme on lit les autres histoires, afin que l'on y trouve des exemples de vertu, on n'à qu'à lire celle de Constantinople, pour y voir le vice représenté en son thrône. Les Chrestiens des autres parties de l'Europe n'avoient point de plus grands ennemis que les Empereurs Grecs. Entre les autres horreurs, dont l'histoire rend leur vie & leur re-

gne

gne abominables, on y trouve que *Henry Dandolo*, gentilhomme Venitien, ayant esté envoyé à Constantinople par *Vital Micheli*, Doge de Venise, pour y achever le traité de paix, que l'on avoit commencé à negotier, Emanuel, l'Empereur Grec, le fit entrer dans un cabinet, où il le contraignit de regarder fixement dans un bassin de cuivre, rougy au feu, jusques à ce qu'il en eust perdu la veüe. C'est ce qu'en dit l'histoire, quoy que cela n'ait pas beaucoup de rapport à ce qu'elle dit en suite, que *Dandolo* fut fait Doge de Venise en l'an 1194, après la mort d'Orio Malipiero, & qu'il l'estoit encore, lors qu'il mourut à Constantinople en l'an 1207: de sorte qu'il n'y a pas grande apparence, qu'il eust entierement perdu la veüe lors qu'il y fut Ambassadeur.

On a accoustumé de demander en cet endroit, si l'Ambassadeur est sujet à la Justice du lieu de sa residence; & d'autant qu'il y en a qui soustiennent l'affirmative, je marqueray icy quelques uns de leurs raisons. La Cour d'Espagne estant à Vailladolid au mois de Juillet 1601, les gens du Comte de Rochepot, Ambassadeur de France, prirent querelle avec quelques Espagnols, dont il y en eut deux de tués. La Justice entra par force dans le logis de l'Ambassadeur, où les Sergents, & le peuple, qui estoit entré avec eux, firent plusieurs insolences, volerent les meubles & la vaisselle d'argent, & emmenerent à la prison publique quelques domestiques, & entre autres le neveu de l'Ambassadeur; à dessein de leur faire leur procès. Sur les plaintes que le Comte en fit à sa Cour, on luy envoya ordre de sortir de celle de Madrid, & le Roy n'en seroit pas demeuré là, si le Pape n'eust obligé le Roy d'Espagne à envoyer les prisonniers à Rome, pour estre remis entre les mains de sa Sainteté, & par elle en celles de l'Ambassadeur de France. Dans ce temps là les Ambassadeurs qui estoient pour la

France & pour l'Espagne à Venise estant entrés en discours sur ce sujet, celuy d'Espagne, voulant justifier l'action du Roy, son maistre, dit à celuy de France, qu'encore qu'il ne fist pas profession de lettres, il vouloit bien neantmoins alleguer la Loy, qui pose, que bien qu'un Ambassadeur puisse demander son renvoy devant son juge naturel, pour les actions dont il pouvoit estre convenu devant son Ambassade, qu'il est pourtant obligé de répondre devant le juge de sa residence pour ce qui luy est arrivé depuis son Ambassade. Mais de Fresne Canaye luy répondit, que ces loix ne parloient que des Ambassadeurs, que les villes Municipales & sujettes à l'Empire Romain envoioient à Rome, qui n'estoient Ambassadeurs que dans une signification fort ample, laquelle ne peut pas estre appliquée au caractère moderne. Ce qui est tresvray, & l'Ambassadeur d'Espagne en fut si bien convaincu, qu'il ne put repliquer autre chose pour justifier l'action de Vailladolid, sinon que le Roy avoit esté contraint de laisser agir la Justice, afin de prevenir un plus grand desordre, & de donner quelque satisfaction au peuple, qui alloit se soulever contre l'autorité Royale.

La question fut plus formellement débattüe à Londres en l'an 1571. Le Conseil, en faisant faire le procès au Duc de Nortfolc, y trouva des preuves de plusieurs tresdangereuses intrigues, que *Jean Lesley, Evêque de Rossé*, faisoit contre la personne de la Reine, & contre le repos du Roiaume. Il avoit la qualité d'Ambassadeur de la Reine Marie d'Escoffe, qui estoit alors prisonniere en Angleterre, & jugeant qu'il luy estoit permis de tout faire pour l'avantage des affaires de la Reine, sa Maistresse, parce que *son sacré & inviolable caractère le mettoit à couvert de toutes les pour suites*, que la Justice pourroit faire contre luy, il n'y eut point de conspiration, dont il ne fust ou le chef, ou un des principaux complices. Il avoit eu des conferences secretes avec
le

le Comte de Southampton, & il entretenoit correspondance avec les rebelles, qui estoient refugiés en Flandres, avec le Duc d'Albe, avec le Roy d'Espagne & avec le Pape, pour leur faciliter la descente en Angleterre. Sur les preuves que l'on en eut, mesmes par la confession de l'Evesque, le Conseil prit l'advis de David Lewis, de Valentin Dale, de Guillaume Drury, de Guillaume Aubry & de Henry Jones, Cinq des plus sçavants Jurisconsultes du Roiaume, à qui il proposa les quatre questions suivantes.

1 *Si l'Ambassadeur qui excite une rebellion contre le Prince auprès duquel il reside, doit jouir des privileges de son caractère, & s'il ne doit pas estre puny & traité en ennemy?*

2 *Si le Ministre, ou le Procureur d'un Prince, qui a esté déposé par autorité publique, & en la place duquel un autre a esté Couronné, peut jouir des privileges & des Droits des Ambassadeurs?*

3 *Si un Prince, qui est venu dans le Roiaume d'un autre Prince, & qui y est detenu prisonnier, y peut avoir un Ministre, & si celui cy sera considéré comme Ambassadeur?*

Et 4 *Si le Prince advertit ce Ministre, & son Maistre, qui est gardé prisonnier, qu'à l'avenir ce Ministre ne sera plus considéré comme Ambassadeur; si ce Ministre peut pretendre en Justice de jouir des privileges du caractère?*

Ces Jurisconsultes répondirent au premier point: que le Droit des Gens, aussi bien que le Droit civil des Romains, déclarent qu'un tel Ministre est déscheu des privileges de son caractère, & qu'il est sujet aux peines des Loix.

2 Que si ce Prince est légitimement déposé, le Ministre ne peut plus jouir des privileges du caractère; veu qu'il n'y a que les Princes Souverains, & qui ont le droit de Majesté, qui puissent envoyer des Ambassadeurs.

3 Sur le troisieme: Que si ce Prince n'a pas perdu sa Souveraineté il peut avoir un Ministre: Mais si ce Ministre

doit estre considéré comme Ambassadeur ou non, que cela dépend de l'autorité que sa commission luy donne.

Et 4 Qu'un Prince peut empescher l'Ambassadeur d'entrer dans son Roiaume, & l'en peut faire sortir aussy, si l'Ambassadeur ne demeure pas dans les termes de son devoir: mais pendant qu'on le souffre il ne laisse pas de jouir des privileges du caractere.

Sur cette réponse le Conseil envoya querir l'Evesque, luy fit une forte reprimende, & luy dit, qu'il ne seroit plus considéré comme Ambassadeur, mais qu'il seroit puny comme ses crimes meritoient. L'Evesque répondit, qu'il estoit *Ambassadeur d'une Reine Souveraine, qui avoit esté injustement déposée: que suivant son devoir il avoit appliqué tous ses soins à faire remettre sa Princesse en liberté, & à procurer le bien des deux Roiaumes. Qu'il estoit venu en Angleterre avec un bon passeport, lequel il fit voir, & avec le caractere & avec l'autorité d'Ambassadeur, dont le sacré droit ne doit & ne peut en aucune maniere estre violé.* Le Lord Burleigh repartit, qu'il n'y avoit point de *Droit des Gens*, ny de passeport, ou de lettres de seureté, qui la puissent donner à des Ambassadeurs, qui péchent contre la Majesté du Prince, mais qu'ils sont sujets aux peines de la Loy; veu que sans cela un meschant Ambassadeur pourroit impunément entreprendre contre la vie du Prince. L'Evesque soustint qu'il n'avoit point violé le *Droit des Gens*, & leur fit entendre, qu'il esperoit, qu'on ne le traitteroient pas plus mal, qu'on avoit traité *Trogmorton, Randolf & Tamworth* en France & en Escoffe, où ils avoient excité & fomenté des rebellions, & neantmoins tout ce qu'on leur avoit fait; c'estoit de leur commander de sortir du Roiaume dans un certain temps. On l'envoya prisonnier à la Tour, où il fut encore interrogé; mais on n'osa luy faire son procès. On le remit en liberté après une detention de deux ans, & on le fit sortir du Roiaume. Puis

Puis qu'au bout de quelques années on fit bien le procès à la Reine d'Escoffe mesme, & qu'on ne le fit point à l'Evesque, à cause de son caractere, il faut croire, que ce que le Lord Burleigh luy dit n'estoient que des menaces, & que le Conseil ne fut point de l'avis des Jurisconsultes. Et de fait, il y a lieu de douter, s'ils ne s'estoient point trompés en ce qu'ils répondent sur le premier article, & si les Loix Romaines, sur lesquelles ils se fondent, ne doivent pas estre appliquées à ces Ambassadeurs, que les villes Municipales, ou les Colonies Romaines envoioient au Senat, ou à l'Empereur. Pour ce qui est *du Droit des Gens*, dont ils parlent, il semble que cela soit directement opposé à ce que Tive Live dit des Ambassadeurs de Tarquin, qui avoient tramé une trahison dans la ville. Les Ambassadeurs venoient de la part d'un Roy chassé & déposé: ils estoient apparemment Romains, & ils avoient fait des intrigues & des cabales, pour y faire changer le gouvernement, à dessein d'y introduire la Tirannie. On mit en deliberation, si on procederoit contre eux, comme contre des traistres & des perturbateurs du repos public, & *il fut jugé, que le Droit des Gens les mettoit à couvert de toute la violence qu'on leur pouvoit faire, sous quelque pretexte que ce fust.* Le Grand Hugues de Groot, dont on ne doit jamais parler sans veneration; en examinant le passage, où *Saluste* dit, qu'on fit le procès à *Bomilcar*, qui estoit à la suite de l'Ambassadeur de Jugurthe, explique les mots *d'aquum & bonum*, à quoy ont eut plus d'égard à Rome qu'au *Droit des Gens*, pour le *droit naturel* en sa plus propre signification. En sorte que *Saluste* veut dire, que le Senat suivit en cela le *droit naturel*, qui permet de punir le crime par tout où on trouve le criminel, plustost que le *Droit des Gens*, qui en excepte les Ambassadeurs, & leurs semblables, qui doivent trouver leur seureté en la foy pu-

blique. Il y ajoûte, qu'il faut croire, que le *Droit des Gens* donne aux Ambassadeurs quelque chose de plus, que ce que le *Droit commun* donne aux particuliers; qui auroient le mesme avantage que les Ministres Publics, si le caractere de ceuxcy ne les asseuroit que contre l'injustice. Que bien que la qualité de l'Ambassadeur ne doive point servir de couverture ny d'impunité à ses crimes, le Magistrat Ordinaire neantmoins n'en doit pas connoistre. Il le faut renvoyer à son Prince, qui le doit punir, si le Magistrat ne veut passer pour complice de l'outrage qu'on luy fait. Il conclut enfin par ces magnifiques paroles. *Quare omnino ita censeo: placuisse gentibus, ut communis mos, qui quemvis in alieno territorio existentem ejus loci territorio subjecit, exceptionem pateretur in Legatis, ut qui sicut fictione quadam habentur pro personis mittentium* (Senatus faciem secum attulerat, faciem Reipublicæ, ait de Legato quodam M. Tullius) *ita etiam fictione simili constituerentur quasi extra territorium: unde & civili jure populi, apud quem vivunt, non tenentur.* J'y melle ce peu de mots latins, contre mon humeur & contre ma coustume, pour faire la leçon à ceux qui sçavent bien autant de meschant latin que de bon françois: afin qu'ils y apprennent, que l'Ambassadeur ou Ministre Public, qui fait les affaires d'un Prince estrange, & qui est reconnu pour tel, est exempt de la Jurisdiction du lieu de sa residence; parce que ses actions doivent estre considerées, comme si le Prince mesme les avoit faites; jusques à ce qu'il les desavoïe.

De fait, la raison pourquoy le *Droit des Gens* exemte le Ministre Public de la Jurisdiction du lieu de sa residence, est, parce qu'il represente un Souverain, sur lequel un autre Souverain n'a ny superiorité ny Jurisdiction; c'est pourquoy il ne la peut estendre sur son Ambassadeur non plus. Joint que par ce moyen le Ministre seroit sujet à deux Juridictions

dictions différentes en même temps, & par ce moyen il deviendroit inutile à son Maître, si un autre luy pouvoit faire rendre compte de ses actions. *Jean de Vivonne, Marquis de Pisani*, Ambassadeur de France à Rome, estoit, sans doute, un des grandshommes, qui la France ait jamais eus pour cette sorte d'emplois. Il estoit Ambassadeur Ordinaire auprès de Sixte V, lors que le Roy Henry III envoya au Pape Claude d'Angennes, Evêque du Mans, pour le justifier du meurtre du Cardinal de Guise, qui avoit esté tué aux Estats de Blois. Le Pape refusoit d'absoudre le Roy, s'il ne luy demandoit l'absolution dans les formes & par écrit, & si on ne mettoit entre ses mains le Cardinal de Bourbon & l'Archevesque de Lion, qui estoient prisonniers. L'Evêque & le Marquis eurent plusieurs audiences, entre autre une, où le Pape menaça l'Evêque de l'envoyer prisonnier, parce qu'il avoit parlé avec grande liberté des Droits de l'Eglise Gallicane : mais le Marquis interrompit le Pape, & luy dit en la présence du Cardinal de Joyeuse, qu'ils estoient prests de luy rendre tout le respect, & toutes les soumissions qu'ils devoient à sa dignité ; mais qu'ils estoient obligés de luy dire, *que les Ambassadeurs des Souverains sont de tout temps en possession d'exécuter les ordres de leurs Princes en toute liberté & en toute sûreté, sans aucune crainte de prison ou d'autre outrage*. Qu'ils ne feroient point de difficulté de baiser la terre, sur laquelle le Pape marchoit ; mais aussi qu'il devoit estre persuadé, que la crainte de la prison, ny de la mort même, ne les empescheroit pas de luy parler conformément à leurs ordres & à leur instruction. Cette genereuse réponse fit taire le Pape, & devoit servir de leçon aux Ministres, qui par une fausse prudence, & par une complaisance lasche & criminelle, trahissent l'honneur & l'intérêt de leurs Maîtres.

Certes si le Droit Canon exemte l'Ecclesiastique de la Jurisdiction de la Justice ordinaire, comme j'ay fait voir ailleurs : si un soldat , en prenant service , s'assujettit à une Justice estrangere , mesme dans le pais de sa naissance , & si un Escolier de Salamanque , qui auroit fait un meurtre , ou commis un autre crime dans Madrid , ou ailleurs , peut demander son renvoy devant le Juge de l'Université , le *Droit des Gens* , qui l'on peut appeller le *Privilege des Privileges* , doit exempter le Ministre Public de la Justice du lieu de sa residence. Tous les Souverains l'ont ainsy entendu , & tous les Princes , qui ont eu la reputation d'estre sages & prudents , ont confirmé cette verité par leur exemple.

Nous venons d'en voir un en la personne de *l'Evesque de Rosse*. Il avoit esté convaincu , tant par des preuves irreprochables , que par sa propre confession , qu'il avoit fait des intrigues , qui auroient troublé le repos du Roiaume , & dont le succès auroit cousté la vie à la Reine d'Angleterre , & neantmoins elle se contenta de l'envoyer en France , où il continua de travailler à la liberté de la Reine d'Ecosse. La mesme Reine Elisabeth , ayant sceu que *Don Bernardin de Mendosse* , *Ambassadeur d'Espagne* , avoit eu part à toutes les cabales , que François Trogmorton , & d'autres traistres avoient faites contre sa personne & contre son Estat , luy en fit faire des reproches fort aigres par le Conseil , qui luy commanda , de la part de sa Majesté , de sortir du Roiaume. Il ne se hâta pas trop ; c'est pourquoy on le fit embarquer dans le vaisseau du Capitaine Haukins , qui le mit à terre à Calais. On ne peut nier , que les Ambassadeurs , qui se font auteurs ou complices de trahisons , qui menacent d'un peril eminent la vie du Prince , auprès duquel ils resident , ou l'Estat d'une revolution , inevitable ou apparente , sortent de la Sfere de leur fonction , & que
n'estant

n'estant ny ennemis couverts ny espions honorables , mais traistres, dont on ne se peut garder, violent le *Droit des Gens*, & ne doivent plus jouïr du privilege du caractere. Ce qui est aussy indubitable, comme il est incertain, non comment le Prince offensé *peut*, mais comment il en *doit* user. Sçavoir s'il doit punir le traistre luy mesme, ou s'il doit encore considerer en sa personne celle du Prince qui l'emploie. Les Princes, à qui il reste un grain d'honneur, ne souffrent point qu'on outrage leur Ministre, pour quelque cause, ou sous quelque pretexte que ce soit, parce qu'ils jugent qu'on leur doit ce respect, que de leur laisser la connoissance & le chastiment des crimes de leur Ministre, & qu'on s'en doit plaindre à eux, afin qu'en faisant Justice, ils puissent donner satisfaction au Prince, qui la leur peut demander. En quoy il y a d'autant plus d'apparence de raison, que si on laisse aux Princes la liberté de proceder contre l'Ambassadeur qui negotie avec eux, pour quelque cause ou sous quelque couleur que ce soit, la personne de l'Ambassadeur ne sera jamais en seureté, parce que ceux qui voudront s'en défaire, ne manqueront jamais de pretexte : & par ce moyen le Prince, qui ne peut proteger son Ministre contre toutes sortes d'insultes, ne pourra jamais estre bien servy. *Philippe II* se trouva tellement offensé de la violence, qu'il disoit avoir esté faite à son Ambassadeur, qu'il ne voulut point voir *Guillaume Waad*, que la Reine Elisabeth luy envoya, pour faire des plaintes contre Mendosse, & pour verifier la necessité, qu'il avoit obligé à le faire sortir de l'Angleterre. *Waad* sortit aussy d'Espagne; parce que le Roy l'ayant renvoyé au Conseil, il dit, qu'il avoit ordre de s'adresser au Roy, & puis qu'il ne le vouloit pas admettre, il n'avoit plus rien à faire en Espagne.

Je ne sçay si en toute l'histoire il se trouve un seul Prince, qui eust tant d'eminentes qualités que le Roy Henry IV, &

à qui la posterité ait donné & conservé le surnom de *Grand* avec plus de Justice. On peut dire, que la conquête du Roiaume de France ne fait pas sa plus grande gloire, mais que les dix ou douze années de paix, qui rendirent à la France le lustre, qu'elle avoit perdu depuis le traité de Chasteau en Cambresis, & depuis la mort de Henry II, qui le suivit de près, firent bien connoître, que les vertus qui conservent valent bien celles qui font les conquêtes. Il avoit bien autant de clemence, de Magnanimité & de prudence que de courage, & c'est dont je marqueray deux ou trois exemples propres pour le sujet de cette Section.

Après la mort de la Duchesse de Beaufort, le Roy prit de l'amour pour la Demoiselle d'Enragues, qui estoit une des belles, & aussy une des rusées filles de son temps. Elle faisoit la pretieuse, & se voyant pressée par le Roy, elle luy dit, qu'elle ne luy osoit rien accorder, si le Roy ne luy faisoit une promesse de mariage. Que ce n'estoit pas son intention de s'en servir; mais qu'elle luy estoit nécessaire, pour contenter son pere & ses parents. Le Roy luy en fit une: mais il ne laissa pas de se faire separer de la Reine Marguerite, par l'intervention de l'autorité du Pape, & de se marier, sans que la d'Enragues y formast opposition, & on n'entendit parler de la promesse qu'après la naissance du Dauphin. Je ne diray point toutes les particularités de cette intrigue, mais seulement que le *Comte de Taxis*, & après luy *Don Balthasar de Zuniga*, Ambassadeurs d'Espagne, gagnerent le pere de la Demoiselle, & complotterent avec luy, & avec le Comte d'Auvergne, ou Duc d'Engoulesme, de les faire passer, avec ses enfants, en Espagne. Les Ministres d'Espagne ne pouvoient point avoir d'autre intention, que de faire croire, que le mariage, que le Roy avoit contracté avec Marie de Medicis, au prejudice de la promesse qu'il avoit donnée à la d'Enragues, n'estoit pas legitime, &
ainsy

ainſy que le Dauphin, & les autres Princes, qui en naiſtroient, ne pouvoient pas ſucceder à la Couronne. C'eſtoit jeter la France dans la dernière confuſion, en diſputant la naiſſance à l'heritier preſomtif du Roiaume. Il eſtoit impoſſible de filer une trahiſon plus dangereuſe. On fit le procès au Duc d'Engouleſme, au pere & à la fille, & on eut des preuves couvaincantes des trahiſons des Ambaſſadeurs d'Eſpagne, & cependant le Roy ne voulut point, qu'il y fuſt ſeulement parlé de leur maiſtre.

Le meſme *Don Balthaſar de Zuniga*, Ambaſſadeur d'Eſpagne, pratiqua en pleine paix *Jean d'Alagon de Merargues*, pour faire rendre la ville de Marſeille au Roy Catholique. Ce gentilhomme eſtoit originaire du Roiaume d'Aragon, mais ſes predeceſſeurs s'eſtoient eſtablis en Provence, où il avoit deux galeres entretenües, & il eſtoit Procureur Syndic de la province. Un forçat, à qui il avoit confié ſon deſſein, le revela au Duc de Guiſe, qui en donna advis à la Cour. On le veilla ſi bien, qu'on le ſurprit avec *Bruneau*, *Secretaire de Don Balthaſar*, & on les arreſta tous deux priſonniers. On trouva ſous les Jarrettières de *Bruneau* un diſcours, qui contenoit les particularités de l'exécution de l'entreprise : de ſorte que ſe voyant convaincu, & pris en flagrant delict, il ne fit plus de difficulté de confeſſer toutes les circonſtances de la trahiſon. Le Parlement fit le procès à *Aerargues*, qui eut la teſte trenchée en greve, & *Bruneau* fut renvoyé au Roy, qui le rendit à l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, en luy faiſant dire en meſme temps, qu'il euſt à le faire ſortir du Roiaume. L'Ambaſſadeur avoit fait grand bruit, dès qu'il ſçeut que ſon Secretaire eſtoit priſonnier, & s'emporta fort en parlant au Roy ſur ce ſujet; juſques à luy reprocher, qu'il violoit la paix, en ſecourant les Hollandois d'hommes & d'argent, & en ayant voulu corrompre la fidelité de quelques Miniſtres de Bru-

xelles. Le Roy, qui luy pouvoit faire des reproches avec plus de Justice, luy répondit fortement, & luy dit, que *le Droit des Gens* n'empeschoit pas qu'on arrestast un Ministre, pour luy oster le moyen de faire du mal. Presque en mesme temps on découvrit une entreprise, que l'on vouloit faire sur la ville de Metz. Les auteurs furent punis, & d'autant que parmy les complices il se trouva deux sujets de l'Archiduc, le Roy ne voulut point qu'on en fît Justice; mais il les luy envoya avec le procès: ne doutant point qu'il ne les fît punir luy mesme, quand ce ne seroit que pour purger le soupçon, qu'on en pouvoit avoir. L'histoire remarque, que le Roy Henry IV prit l'avis des plus sçavants & des plus habilles Jurisconsultes de Paris sur l'affaire de *Bruneau*, & que sur cela il le rendit à son Maistre.

Alfonse de la Cueva, Marquis de Bemar, formoit avec Pierre Giron, Duc d'Osune, Viceroy de Naples, & avec Pierre de Tolède, Marquis de Villafranche, Gouverneur de Milan, un triumvirat pour la direction des affaires d'Italie sous le Roy Philippe III, & sous le Duc de Lerme, son premier Ministre. Le Marquis de *Bemar* estoit Ambassadeur d'Espagne à Venise, & il n'y avoit point d'hostilité qu'il n'exerçast publiquement, ny d'artifice qu'il n'employast sous main contre le service de la Republique. *Le Procureur Nani*, qui en parle en ces termes, dit les particularités d'une trahison, dont le Marquis estoit l'architecte, & qui estoit si detestable, qu'elle le rendoit indigne de toutes les considerations qu'on doit avoir pour un Ministre public. Un François, Norman de naissance & corsaire de profession, nommé Jaques la Pierre, prenant pretexte du mécontentement qu'il disoit avoir du Duc d'Osune, se retira à Venise, où il offrit son service au Senat, avec un autre François, nommé Langlade, qui s'entendoit à faire des feux d'artifice. Ces gens, qui trouverent aussytost
de

de l'employ, furent introduits dans l'Arſenal; mais ils ne laiſſoient pas d'entretenir correfpondence avec l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, à qui ils avoient promis de mettre le feu aux munitions, & à quelques unes des meilleures maiſons de la ville. Le Duc d'Oſſune avoit cependant fait habitude avec un Anglois, nommé Halliot, qui avoit fait fonder les canaux de Veniſe, où il devoit entrer avec pluſieurs barques & brigantins, que le Viceroy feroit tenir dans le Golfe, pendant que l'armée Navale tireroit vers les coſtes de l'Iſtrie, afin d'augmenter la confuſion, pendant laquelle on mettroit le feu à la Monnoye, & que l'on tueroit quelques uns des principaux Seigneurs du Senat. Ce deſſein auroit eſté executé, ſi la Pierre & Langlade n'euffent eſté obligés de ſ'embarquer, pour ſervir dans l'armée Navale de la Republique, ce qui le fit differer, & ſauva l'Eſtat. Car le Secret ayant eſté cependant communiqué à pluſieurs autres, deux gentilshommes François, dont l'un eſtoit de Normandie & l'autre de Dauphiné, à qui on avoit fait part de la trahiſon, en eurent tant d'horreur, qu'ils la découvrirent au Conſeil de dix. Quelques uns des complices furent pris & executés, & le Senat envoya ordre au Capitaine de la Mer, de faire mourir la Pierre & Langlade. *La Cueva*, qui avoit eu la direction de toute l'intrigue, craignant une injulte de la part du peuple, ſe retira à Milan, *après que le Senat euſt deſja eſcrit au Roy d'Eſpagne, pour le prier de retirer ſon Ambaſſadeur.* Il ne ſe pouvoit rien penſer de plus horrible ny de plus déteſtable, parce que c'eſtoit la ruine entiere & inévitable de la Republique, & neantmoins elle n'en témoigna point d'autre reſſentiment, que de ſ'en plaindre au Roy, au lieu d'abandonner l'Ambaſſadeur à la rage du peuple, qui en auroit fait une cruelle vengeance. *Capriata* excuſe fort l'Ambaſſadeur, & veut faire croire, qu'il n'avoit point de part à la trahiſon; mais je ne ſçais ſi le *Procurateur Nani*,

qui estoit homme d'honneur & tres sage, auroit voulu offenser la memoire d'un Seigneur qui est mort dans la pourpre, & s'il auroit pris plaisir à outrager, par maniere de dire, une nation entiere par une accusation si atroce, s'il n'en avoit de bonnes preuves, & s'il ne croyoit devoir ces circonstances à la verité de son histoire.

Le Marquis d'Inoyosa & Don Carlos Coloma, estant Ambassadeurs d'Espagne à Londres, entreprirent de ruiner le Duc de Buckingham dans l'esprit du Roy Jaques, & d'y jetter des semences d'une si forte jalousie des intentions du Prince de Galles son fils, que s'ils y eussent reussy, la Maison Royale s'alloit diviser, & le Roiaume se seroit partagé en des factions irreconciliables. Le Parlement en considera la consequence, & voulut qu'on leur fist représenter l'atrocité de leur crime : qu'on les obligeast à nommer les auteurs de la calomnie, & qu'on leur declarast, que faute de le faire on s'en prendroit à eux, & on les tiendrait pour des imposteurs. Mais le Roy & le Conseil, qui ne suivoient pas les mouvements d'une assemblée passionnée, fut d'avis, qu'il falloit s'en plaindre au Roy d'Espagne, & luy en demander satisfaction. On se contenta de les l'aïsser partir, & de leur témoigner, qu'on en avoit fort peu de leur conduite, puis qu'on ne leur fit point le present, qu'on ne manque jamais de donner aux Ambassadeurs, dont on n'a pas sujet de se plaindre. Toutefois ces disgraces tiennent quelque fois lieu d'un tres grand merite auprès du Maistre de ces disgraciés.

Si on ne peut faire le procès à l'Ambassadeur pour un crime d'Estat, bien moins le peut on faire pour un delict commun, pour la faute d'autrui, ou les arrester pour dette civile. Il y a environ trente ans, que le Gouverneur Espagnol d'une Province Voisine de celle de Perou, envoya un de ses officiers à Constantinople, pour tascher de se faire donner la protec-

protection du Grand Seigneur, dans le dessein qu'il avoit de convertir son gouvernement en Souveraineté, moyennant un tribut, qu'il payeroit tous les ans à la Porte. Le *Divan* détestant la perfidie du gouverneur, fit mettre son messager à la cadène, & ne l'en retira, qu'après que l'Espagnol eust renié, & qu'il eut promis de se faire circoncire. Cela se fit au mois de Septembre 1646, & environ un mois après le Renegat disparut; de sorte qu'on croyoit qu'il s'en estoit retourné en son pais, ou qu'il s'estoit retiré en quelque autre partie de la Chrestienté. Mais le Premier Visir, ayant sceu qu'on l'avoit veu entrer dans la Maison d'Alexandre Grifenbec, Resident de l'Empereur, & que personne ne l'en avoit veu sortir, il envoya le dernier jour d'Octobre quelques Chiaux, qui en visitant tout le logis, découvrirent l'endroit où l'Espagnol avoit esté enterré. Le Resident fut aussy tost arresté, & amené au Grand visir, à qui il confessa le meurtre; mais il dit, qu'il y avoit esté provoqué par l'insolence du defunt, qui avoit parlé avec peu de respect de l'Empereur, son maistre. Il se trouva pourtant, que c'estoit un assassinat premedité, & que le Resident, pour faire son coup, avoit fait sortir de la Maison tous ses domestiques, à la reserve de celuy, qui avoit coupé la gorge au Renegat. On envoya le Resident prisonnier, non à la prison publique, *comme on fait ailleurs*, mais dans la maison d'un des Chiaux, avec son *Dragoman*, & avec cinq ou six de ses domestiques. Les Turcs jugeoient, que le Ministre de l'Empereur n'auroit pas osé entreprendre une action de cette force, que de faire assassiner de sangfroid un *Musulman*, & nouveau profelyte, sans ordre exprés de son Maistre, qui, sans doute, avoit concerté l'affaire avec le Roy d'Espagne; c'est pourquoy ils traînoient son affaire, & luy donnoient le loisir d'employer ses amis pour en sortir. L'Ambassadeur de France en entreprit la sollicitation, & bien que le Roy,

son

son maistre, & l'Empereur se fissent la guerre, il ne laissa pas d'en parler au Premier Visir. Il luy representa, que le
 „ Divan ne pouvoit se dispenser de donner advis à l'Empereur
 „ de ce qui venoit d'arriver, devant que de rien resoudre contre
 „ une personne privilegiée, qui ne pouvoit reconnoistre autre
 „ Jurisdiction, ny autre Justice que celle l'Empereur son
 „ maistre, & qui ne pouvoit mesmes estre interrogée ny jugée
 „ que par luy. Que le Droit des Gens vouloit, qu'en ces ren-
 „ contres, où le Ministre Public d'un Prince amy ou allié,
 „ commet un delict, où manque à son devoir, on en donne
 „ advis à son Prince, à qui il appartient d'en faire Justice :
 „ & que sans doute l'Empereur la feroit, s'il en estoit re-
 „ quis. Les Turcs crurent son Conseil en partie, & dépê-
 „ cherent un exprès à Vienne : mais craignant qu'au retour
 du courrier ils ne fussent obligés de mettre le Resident en
 liberté, si l'Empereur avoüoit son Ministre, comme il fe-
 roit sans doute, parce que c'estoit de son ordre, que l'Espa-
 gnol avoit esté tué, ils aimerent mieux composer avec luy, &
 en tirer une somme d'argent. On luy osta les fers, à l'instan-
 ce de l'Ambassadeur de France & de l'Internonce de Polo-
 gne, & quatre jours après on luy envoya dire par un Juif,
 qu'on le mettroit en liberté, s'il promettoit de payer dans
 trois jours la somme, dont on demeureroit d'accord avec
 luy, & que l'Ambassadeur de France en demeurast caution.
 Le Resident en fit prier l'Ambassadeur, qui luy fit dire,
 que dans le poste où il estoit, il ne se pouvoit obliger, sans
 la permission du Roy, son maistre; particulièrement en-
 vers des Gens, qui n'ont point de consideration pour le
 caractère ny pour le *Droit des Gens*. Sur le refus de l'Ambassadeur le Juif luy dit, que si le Resident vouloit sortir
 d'affaires, il falloit qu'il s'obligeast formellement, de faire
 payer les deux cens mille Escus, que l'on demandoit à l'Em-
 pereur pour le renouvellement de la paix, & qu'avec cela
 le

le Resident payast presentement trente mille escus. Le Resident representa, que non seulement il ne pouvoit pas obliger l'Empereur, son Maistre, sans se rendre criminel; mais aussy qu'il seroit inutile: parce que son maistre le des-avoüeroit, & ne payeroit pas un sol, & qu'il luy estoit aussy impossible de trouver une somme de trente mille escus dans la bourse de ses amis. Que tout ce qu'il pourroit fournir dans quelques jours monteroit au plus à dix mille escus: dont les Turcs se contenterent. Les Juifs en répondirent, & le Resident fut mis en liberté. Je pourrois ájouter à cet exemple celuy du Colonel Alard, qui ayant esté envoyé par le Duc de Savoye au Mareschal de Lesdiguieres, fit assassiner un bourgeois de Grenoble, en revenant de sa mestairie; mais comme je m'y suis fort estendu dans mes Memoires, & qu'après celuy là j'en pourrois alleguer plusieurs autres, je ne croy pas devoir ennuyer le Lecteur par le nombre, après ce que j'ay marqué sur le sujet de cet exemple en la Section II.

Aprés qu'en l'an 1644 les galeres de Malthe eurent pris le gallion, où on trouva une Sultane avec son fils, *le Divan* fit donner assignation aux Ambassadeurs de France, d'Angleterre & de Venise, & au Resident des Provinces Unies pardevant les deux *Cadilesquiers de Romelie & de Natolie*, pour estre interrogés au sujet de cette dépredation. L'Ambassadeur de France se plaignit au *Premier Visir Mehemet Bachà* d'un procedé si extraordinaire, & le Visir luy ávoüa, qu'il estoit certain, *qu'on violoit le Droit des Gens, & que dans l'ordre on ne pouvoit pas faire venir les Ambassadeurs pardevant des Juges*; mais il y ájouta, que c'estoit la volonté du Grand Seigneur, & que dans tout le Serrail il n'y avoit personne, qui osast la controller, ou y contredire. Les deux Ambassadeurs de France & de Venise comparurent, & dirent en leur deposition, que le gallion

ayant esté pris en des Mers fort éloignées de Constantinople, ils n'en sçavoient point d'autres particularités que celles qu'ils avoient apprises par le bruit commun. L'Ambassadeur d'Angleterre dit, que les Anglois faisant profession d'une creance & d'une religion fort contraire à celle des Chevaliers de Malthe, on n'en voyoit point qui portassent la croix: & qu'ils n'avoient point de communication avec eux, ny de part à leurs dépredations. Le Resident de Hollande répondit, que l'Isle de Malthe appartenoit au Roy d'Espagne, à qui les Estats ses Maistres faisoient la guerre depuis quatrevingts ans; si bien que ce n'estoient pas eux qu'on pouvoit rendre responsables des actions des Chevaliers de cet Ordre, ny leur demander reparation d'une violence, où ils n'avoient point de part, & dont ils n'avoient pas oüï parler. Les Turcs, qui s'estoient sauvés des mains des Maltois, avoient rapporté, que la plupart des Chevaliers, qui avoient fait l'exploit estoient François; de sorte que lors que l'Ambassadeur de France voulut justifier sa nation, par un grand memoire, le *Cadilesquier* dit à son Dragoman, que ce que l'Ambassadeur disoit n'estoit qu'une chanson. Qu'il vouloit bien, à son ordinaire, luy parler franchement, & declarer, que l'Empereur avoit resolu d'aller en personne au siege de Malthe, & que s'il découvroit, que quelque Prince eust l'audace de secourir l'Isle d'hommes, de vivres, de Munitions ou d'argent, *il mettroit la main sur son Ambassadeur, & non content de le faire mourir, il le feroit expirer entre les plus cruels tourments du Monde.* L'Ambassadeur rendit compte à sa Cour du procedé du Turc: mais le Roy, qui estoit en guerre avec l'Empereur & avec le Roy d'Espagne, luy fit escrire, qu'il mélast si bien la prudence avec son courage & sa fermeté, qu'il n'en arrivaft pas un plus grand desordre, où on ne pourroit point remedier, en l'estat où estoient les affaires. Que le Roy ne pouvant rompre

pre avec la Porte, l'Ambassadeur feroit bien de dissimuler le passé, & de ne point témoigner de ressentiment, comme s'il eust esté offensé en son caractère. Il fallut boire en calice; mais cette patience, au lieu de moderer la fureur des Turcs, les rendit plus insolents: tellement qu'ils traitterent depuis l'Ambassadeur mesme d'une estrange maniere. *M. de la Haye Vantelay*, Ambassadeur de France, avoit residé vingt cinq ans à Constantinople, & avoit rendu de fort bons offices au Bayle de Venise depuis l'ouverture de la guerre de Candie, quoy qu'ils n'eussent pas tousjours esté fort bien reconnus. *Soranzo*, c'est ainsy que s'appelloit le Bayle, croyant rendre un tres important service à la Republique, en obligeant la France à rompre avec la Porte, taschoit de rendre toutes les actions de l'Ambassadeur suspectes aux Ministres de cette Cour là. C'est pourquoy on se persuada facilement en France, que ce fut par l'adresse du Bayle, qu'on fit tomber entre les mains des Turcs une lettre escrite en chiffres, où on découvrit plusieurs intrigues, qui se faisoient contre le service du Grand Seigneur. La lettre ayant esté portée à Andrinople, où la Cour estoit, on envoya aussy tost ordre à *la Haye* de s'y rendre en diligence; mais son âge, la goutte & ses autres incommodités l'empeschant de faire le voyage, il y envoya son fils, assisté du Secretaire des marchands françois. Dès qu'ils furent arrivés le Premier Visir les fit venir chez luy, & leur parla de la lettre en des termes si fiers & si offensants, que *le Jeune la Haye*, perdant la patience & le respect, luy dit, qu'il ne craignoit point ses menaces: qu'il avoit un Maistre, qui s'il n'en pouvoit pas prevenir les effets, ne manqueroit pas de s'en venger cruellement. Ce qui irrita tellement le Premier Visir, qui estoit fort brutal, & ennemy des François, qu'il commanda à un des Chiaux de luy donner sur la jouë, & ce commandement fut si bien executé, que la Haye en eut

deux dents de cassées dans la bouche, & après cela il fut entraîné, avec le Secrétaire, dans une basse fosse. Le Visir, n'ayant point satisfait à sa cruauté, voulut que l'Ambassadeur fît le voyage en personne, & le fit aussy mettre en prison. Luy & son fils en sortirent au bout de deux mois, à force d'argent & de soumissions, mais ce ne fut que pour luy faire encore d'autres avanies, qui l'obligerent enfin à quitter ce poste, & à se retirer en France, avec la permission du Roy son maistre.

Le Resident de l'Empereur avoit commis un meurtre en la personne d'un proselyte, qui est un des plus grands crimes, qu'on puisse commettre contre l'Alcoran. La perte du gallion : l'outrage fait à une Sultane & l'enlèvement de son fils, troublèrent la raison du Grand Seigneur, & ce ne fut pas tout à fait sans sujet, que le Premier Visir s'emporta contre la Haye ; parce qu'il est bien certain, qu'il avoit intelligence avec quelques Evesques Grecs, pour faire soulever la Morée : & neantmoins il faut avouer, que le Visir en usa à la Turquie. Nous verrons comment on en use ailleurs, après que j'auray fait voir, que les Anglois n'ont pas voulu violer *le Droit des Gens* à cet égard, mêmes dans un temps, où l'on ne connoissoit point d'autres loix, que celles qui pouvoient servir à l'establissement de l'usurpation & de la tyrannie. En l'an 1654 *M. de Bas, Envoyé de France en Angleterre*, fut accusé d'avoir eu part à une conspiration, qui s'estoit faite contre la personne de Cromüel. Un nommé Naudin, Medecin Parisien, l'avoit mis au nombre des Complices, & il y avoit d'ailleurs des preuves si fortes contre *de Bas*, que le Conseil l'ayant fait venir pour l'ouïr, on luy leut les depositions des témoins. Mais lors que les Conseillers le voulurent interroger, & sçavoir la verité de sa bouche, celuicy dît, qu'il pourroit bien répondre, & declarer qu'il n'avoit point de connoissance de l'affaire, dont

il ne s'estoit point mêlé. Qu'il ne feroit point de difficulté non plus d'informer Cromüel en particulier, par maniere d'éclaircissement, de ce qu'il en sçavoit, mais *qu'il n'estoit pas obligé de subir interrogatoire devant le Juge, ny de répondre en Justice; parce qu'estant Ministre Public, il pécheroit contre la dignité du Roy, son maistre, à qui seul il estoit obligé de rendre compte de ses actions.* Surquoy Cromüel, & cinq des Sept Conseillers, qui faisoient tout le Conseil, s'estant retirés dans une autre Chambre, & rentrés quelque temps après, ils demanderent à *de Bas*, s'il persistoit à ne point vouloir répondre; & parce qu'il dit, *qu'il ne répondroit point*, ou luy ordonna de sortir du Roiaume dans deux fois vingt-quatre heures. Il estoit suffisamment convaincu d'avoir conspiré contre Cromüel, & neantmoins cet Usurpateur, qui avoit bien fait voir en d'autres occasions, qu'il ne confideroit pas fort les Ambassadeurs, & qui en ce temps là n'avoit pas plus besoin de la France que la France avoit besoin de luy, jugea que tout ce qu'on pouvoit faire à *de Bas*, sans violer le *Droit des Gens*, c'estoit de le faire sortir de l'Ile.

Dés l'an 1618, un nommé *la Chesnaye*, qui avoit esté domestique de M. des Maretz, Ambassadeur de France, & qui l'estoit alors de *M. le Clerc*, qui estoit demeuré à Londres en qualité d'Agent de cette Couronne là, avoit confessé, qu'on avoit eu dessein de faire passer *Walter Raleigh* en France, & que le dessein avoit esté communiqué à l'Agent. Le service du Roy d'Angleterre s'y trouvoit intéressé; c'est pourquoy on fit venir *le Clerc* pour l'oüir. *Le Clerc* dit qu'il ne parleroit point, s'il n'estoit assis & couvert; parce qu'on traittoit ainſy la *Berchere*, qui faisoit les affaires d'Angleterre en France. Les Conseillers répondirent, que chaque país avoit ses coustumes; & qu'en Angleterre on n'estoit pas obligé de suivre celles de France. Neantmoins

le *Clerc* s'opiniastra si bien, qu'on resolut, qu'ils iroient tous dans une autre chambre, laquelle n'estant pas affectée au Conseil, ils s'y tiendroient de bout, & que cela ne passeroit pas pour une action juridique, mais qu'on y parleroit de l'affaire de Raleigh par forme de discours & d'entretien. Le *Clerc* fit d'abord des serments horribles, qu'il ne sçavoit ce que c'estoit, jusques à ce qu'en ayant esté convaincu par la confession, & par confrontation de la Chesnaye, il le confessa aussy, non sans une derniere confusion. Sur cela le Conseil luy dit, que le Roy ne permettroit point qu'il se meslast plus d'affaires, ny qu'il se presentast devant luy, que l'on ne sceust, au retour du courier que l'on avoit envoyé en France, si le Roy, son maistre l'avoüerent ou non. La Cour de France auroit bien voulu maintenir son Ministre, & luy envoya une dépesche, avec ordre de la mettre entre les mains du Roy d'Angleterre, pour voir s'il y auroit moyen de le faire rapprocher de la Cour : mais on ne le voulut pas admettre ; de sorte qu'il fut obligé de se retirer en France, où il ne fut pas fort considéré depuis ce temps là.

Or si on ne peut faire le procès à l'Ambassadeur pour crime, & particulièrement pour un delict commun, on peut bien moins l'assujettir à la Justice du lieu de sa residence pour une action civile, ny l'arrester pour dettes. Il y a quelques années, que la Cour de Justice de Hollande fit arrester pour dettes le Resident de Portugal ; parce qu'elles avoient esté contractées pendant son Ministère. Elle se fondeoit sur les loix, qui comme je viens de dire, ne peuvent estre appliquées qu'à ces sortes d'Ambassadeurs, que l'on appelleroit aujourd'hui *Deputés*, que les villes sujettes de l'Empire envoyoient à Rome, & nullement à ceux qui ont le veritable caractère, ou la qualité de Ministre Public, qui represente la personne d'un Prince Souverain. Car si les Deputés d'une ville de Hollande ne peuvent pas estre arres-

tés

tés pour dettes, pendant qu'ils sont membres de l'assemblée, à plus forte raison doit on avoir ce respect pour le représentant d'un Prince Souverain étranger, qui doit être inviolable; parce qu'on ne le peut empêcher d'agir, que le service du Maître n'en souffre. Don Francisco de Melos, Ambassadeur de Portugal, ne fit pas de fort grands devoirs pour la liberté du *Resident*, parce qu'il y avoit dans le procédé de celui-ci quelque chose de si infame, qu'on n'avoit garde d'en faire du bruit, de peur que la friponnerie du Ministre ne fît tort à la dignité du Prince qui l'employoit.

Je ne crains point de dire après M. de Groot, que puis que la Justice ne peut saisir les meubles du Ministre Public pour dettes, bien moins peut elle emprisonner sa personne: parce qu'il doit être exempt de toute contrainte; tant à l'égard de sa personne, que pour ce qui est de ses meubles; parce que sans cela il ne peut soutenir la dignité de son caractère. Ceux qui lui font credit, doivent prendre leurs sûretés devant que de le faire, & s'en prendre à eux mêmes, s'ils ne le font pas. Les marchands en font tous les jours, & hasardent leur bien, dans l'esperance de gagner. Ils savent que ce n'est pas sans risque de banqueroute: qu'ils doivent bien autant apprehender d'un Ambassadeur que d'un particulier. Les Souverains ruinent tous les jours ceux qui leur font credit, & le Ministre ne vaut pas mieux que le Maître.

En l'an 1646. *Le Divan* fit donner assignation par un Chiaux à l'Ambassadeur d'Angleterre, à la requeste de quelques marchands Anglois de Constantinople, pour le voir condamner à la restitution des deniers, qu'ils disoient avoir été injustement exigés d'eux. L'Ambassadeur, pour gagner un peu de temps, fit le malade, & pria cependant celui de France de représenter au Premier Visir, l'incongruité du procédé du Divan, & l'impertinence des

mar-

marchands Anglois, de faire adjourner un Ambassadeur par-devant un Juge Turc, où les Francs, qui ont leurs Juges particuliers, ne sont point tenus de comparoître. Le Visir en demeura d'accord, & dit qu'il sçavoit bien, *que c'estoit une chose inouïe, que de faire adjourner un Ambassadeur au Divan, & que cela ne détruisoit pas seulement les privileges des Ambassadeurs, mais aussi le Droit des Gens.* Que les marchands Anglois avoient gagné les deux Cadilesquiers. Que les excès de l'Ambassadeur meritoient bien quelque correction, & qu'il feroit bien de composer avec les parties, & de sortir d'affaires sans bruit. Qu'il consideroit l'intercession de l'Ambassadeur de France, qui pourroit s'en charger, & en estre l'arbitre; pourveu que ce fust du consentement des interessés: parce que les Juges Turcs ne renvoyent jamais les procès que l'on intente pardevant eux. L'Ambassadeur repartit, que si le Visir vouloit employer son autorité auprès des marchands Anglois, on n'auroit point de peine à ajuster le reste; puis que ce n'estoit en effet qu'une suite de leur desobeïssance. Le Visir y travailla, & y reussit, en reconciliant l'Ambassadeur avec les marchands; mais cette paix ne dura que jusques aux premieres nouvelles qui vinrent de Londres. Les Anglois de Constantinople, animés du mesme esprit de rebellion, qui avoit fait soulever presque toute l'Angleterre, ne se donnerent point de repos, qu'ils n'eussent fait chasser l'Ambassadeur, d'une maniere, qui fait connoître, qu'il y a des Chrestiens capables d'encherir sur la brutalité des Circoncis, qui n'auroient pas esté si inhumains, sans l'instigation des Anglois. Le Parlement envoya un autre Ambassadeur à Constantinople, & le Premier Visir, en prenant connoissance du different, qui estoit entre les deux Ambassadeurs Anglois, s'erigea en juge incompetent, & en faisant emmener l'un il viola la foy publique, la parole qu'il avoit donnée à l'Ambassadeur de France,

ce,

ce, & tout ce qu'il y a de plus sacré dans le commerce des hommes. Il perdit mesmes le respect qu'il devoit au Sexe, en contraignant l'Ambassadrice de s'embarquer dans un meschant petit bastiment, & il ordonna qu'on mist l'Ambassadeur dans un vaisseau Anglois à Smirne, afin qu'on le rendist entre les mains du Parlement.

La declaration de M^{rs}. les Estats de Hollande dit, que ceux qui offensent les Ambassadeurs ou Ministres Publics, de mine ou de parole, *violent aussy le Droit des Gens*. En l'an 1472 le Connestable de St. Pol fut à Roye de la part du Roy Loüis XI, conférer avec le Chancelier de Bourgogne & avec le Seigneur d'Imbercourt, Ambassadeurs du Duc de Bourgogne, avec lequel Loüis avoit tousjours quelque chose à démêler. Le Connestable, qui estoit insolent, s'emportant dans la chaleur de la contestation, *donna un démenty à Imbercourt*. *Phil. de Commines*, en parlant de ce Seigneur, dit que c'estoit le plus Sage gentilhomme, qu'il eust jamais connu : & certes il le témoigna bien en cette rencontre. Il ne répondit autre chose au Connestable; sinon *qu'il ne recevoit point le démenty de luy, comme du Connestable; mais comme de la propre personne du Roy de France, lequel le Connestable representoit, & qui luy avoit promis secreté en toutes les manieres: comme luy de son costé ne considéreroit point cet affront, comme fait à Imbercourt, mais comme au Duc de Bourgogne mesme, dont il representoit la personne de son costé, & à qu'il en feroit rapport*. Cette boutade de gens d'arme, indigne d'un Ministre, fit un tresmeschant effet, & fut la principale cause de la perte du Connestable, qui ayant esté mis quelque temps après entre les mains d'Imbercourt, & par luy en celles du Roy de France, eut la teste tranchée. Ce gentilhomme donne, en sa sage & prudente réponse, une leçon necessaire aux Princes, *qui y doivent apprendre, qu'on ne scauroit faire outrage au Ministre, qu'on*

ne le fasse directement au Maître mesme, dont il représente la personne. Que c'est au Prince à s'en ressentir, s'il a de l'honneur, & qu'il ne doit estre ny mol ny insensible en ces rencontres, s'il veut en quelque façon soutenir sa reputation dans le Monde. Un simple gentilhomme campagnard protege son domestique, & ne souffre pas mesmes qu'on outrage son chien.

En l'an 1627 *Paul Rosencrantz*, Ambassadeur de Danemarck à Londres, estant obligé de faire un voyage à la Cour de France pour les affaires du Roy, son maistre, & d'y faire quelque sejour, fit marché avec un Alleman, qui demouroit à Londres, & faisoit profession de conduire les personnes de qualité de Londres à Paris & de Paris à Londres, & fit marché avec luy à cent cinquante escus par mois, comme aussy pour la conduite & pour la nourriture de luy & de ses gens à vingt cinq escus par teste, dont il le paya en arrivant à Londres. Deux jours après l'Alleman, témoignant n'estre point satisfait, forma de nouvelles pretentions assés impertinentes, & s'adressant à l'Ambassadeur mesme il luy dit plusieurs choses fort offensantes, & il eut l'impudence de les luy laisser par escrit. L'Ambassadeur s'en plaignit au Grandchambellan, & le Roy en ayant esté informé, ordonna au President du Conseil privé, au Grand Chambellan & au Vicechambellan d'entendre celuy, qui portoit les plaintes de la part de l'Ambassadeur, aussy bien que l'Alleman, & de prendre connoissance de l'affaire. Ils le firent, *condamnerent Philippe Weisman*, c'est ainsy que l'Alleman s'appelloit, à *tenir prison, jusques à ce qu'il auroit donné satisfaction & fait reparation; n'estoit que l'Ambassadeur aimast mieux l'amener au Roy, son maistre, pour le faire punir.* Philippe demeura cinq ou six jours arresté dans la maison d'un Sergent : mais dautant qu'il s'opiniastra à ne donner point de satisfaction, on fit delivrer à l'Ambassadeur

fadeur un acte, par lequel *on luy permettoit de faire transférer son homme dans une prison publique, & de le faire garder là jusques à ce qu'il eust la commodité de le faire embarquer, pour l'envoyer à Hambourg, & de là en Dannemarc.* L'Alleman voyant, que l'Ambassadeur luy feroit faire le voyage, & qu'on luy pourroit faire un affront, resolut de faire reparation, de bouche & par escrit.

Le *General Spar & Gilles de Hase*, que les dernieres guerres d'Allemagne ont bien fait connoistre, se haïssoient mortellement: de sorte que dès que le dernier se mit au service de la Republique de Venise, l'autre prit party avec le Pape & les Barberins, pendant la guerre de Castro, vers la fin de l'an 1643. *Spar*, voyant son ennemy en la protection de la Republique, escrivit une lettre tres impertinente à l'Ambassadeur de Venise qui estoit à Vienne. Sur les plaintes, que ce Ministre en fit à l'Empereur, *Spar fut arresté, & gardé par quinze mousquetaires, à ses dépens, & le Docteur, qui luy avoit conseillé d'escire la lettre, fut mis aux fers.* Avec cela l'Empereur luy fit ordonner, d'envoyer deux personnes de qualité à l'Ambassadeur, de luy demander pardon, & de luy offrir la satisfaction qui luy estoit due. Il fit dire en mesme temps à l'Ambassadeur, que s'il n'estoit satisfait de la reparation, que *Spar* luy feroit, il luy en feroit faire une qui serviroit de preuve evidente de l'estime, qu'il faisoit & de la Republique & de la personne de l'Ambassadeur. *Spar* luy fit demander pardon par les Comtes Magnus & Montecueuli, accompagnés du Baron de Rocquendolf, mais dautant que l'Ambassadeur témoigna de n'estre point satisfait de cette reparation forcée, l'Empereur mit en deliberation ce qu'il auroit encore à faire, pour luy donner satisfaction. Le Conseil declara, que la reparation que *Spar* avoit faite, estant tresgrande, à cause de sa qualité, de son merite & des

grands emplois qu'il avoit eus, l'Ambassadeur s'en pouvoit contenter, & que l'Empereur ne luy pouvoit pas imposer une plus grande peine, après avoir esté sept semaines arresté, si sa Majesté vouloit qu'il y eust quelque proportion entre la peine & le delict: & que l'on pouvoit dire la mesme chose du Docteur. Mais l'Empereur estant allé en personne au Conseil, & ayant fait mettre l'affaire en deliberation en sa presence, *condamna luy mesme Spar à estre conduit à Neustadt, & à y estre enfermé avec deux vallets, jusques à ce que l'Ambassadeur fust satisfait, & que le Docteur seroit banny de la Cour, & de toutes les Provinces hereditaires.* Spar enrageoit de ce qu'on l'alloit enfermer dans un lieu, qu'il disoit ne servir de prison qu'à des traistres, & toute la Cour en eut de l'indignation: tellement que l'Ambassadeur, craignant que sa trop grande dureté ne le rendist odieux à la nation, se trouva un jour à la Messe de l'Empereur, & en sortant il remercia sa Majesté Imperiale de la consideration, qu'elle avoit bien voulu avoir, tant pour la dignité de son caractère, que pour la reputation de la Republique. Il y ajoûta, qu'il pouvoit bien asseurer sa Majesté, que le Senat ne luy feroit pas moins obligé de la grace, qu'elle feroit au General Spar, que de la mortification qu'elle luy avoit donnée: la suppliant de recevoir son intercession. L'Empereur, après avoir répondu au compliment de l'Ambassadeur, luy dit, qu'il estoit bien aise de le voir satisfait. Que comme il avoit bien voulu punir Spar en sa consideration, ainsy luy vouloit il bien faire grace pour l'amour de luy. *Que Spar avoit fait une grande faute, & qu'il avoit bien voulu le faire servir d'exemple à ceux, qui voudroient manquer au respect, qui est deu aux Ministres Publics.* Lors que l'Ambassadeur sortit de l'audiance, tout le monde luy fit chere & civilité; la Cour ne pouvant se lasser de louer sa generosité. Sur le soir le Comte de Kevenhuller, du

du Conseil d'Etat, & Premier Maistre d'hôtel de l'Impératrice Marie, fut avec un grand cortège de tréneaux, remplis de dames, renouveler les compliments de toute la Cour à l'Ambassadeur : & deux jours après, *Spar, accompagné du Comte de Wolkestein, Grand Escuyer de l'Empereur, luy fut rendre ses devoirs.* Le Docteur ne fut pas sitôt mis en liberté ; parce qu'ayant sceu, que le Conseil d'Etat n'avoit pas approuvé la grande severité de l'Empereur, il avoit présenté requeste au Conseil Aulique : ce qui avoit déplu.

Il y a à remarquer en ces deux derniers exemples, que ce n'est pas la Justice ordinaire, qui prend connoissance de l'Injure qui a esté faite à l'Ambassadeur ; mais en Angleterre le Roy en envoie la connoissance à son Conseil privé, & à Vienne l'Empereur, non content des sentiments de son Conseil d'Etat, en juge luy mesme, & prononce la Sentence. Dont il faut juger & conclurre, que c'est une grande temerité & outrecuidance à une Cour Subalterne & prefidiale d'entreprendre de faire le proces au Ministre Public & caractérisé d'un Prince Souverain & allié de l'Etat où il reside. Il y faut encore remarquer, & particulièrement en l'exemple de *Rosencrantz*, que le Conseil d'Angleterre ordonne, que l'Alleman qui l'avoit offensé, sera mis entre les mains du Roy de Dannemarc, conformément à la loy, dont j'ay parlé au commencement de cette Section.

Imbercourt dit au Connestable de St. Pol, que c'est au Roy de France à le faire jouïr de la seureté qui est deüe à son caractère, & fait connoître par là que c'est au Prince, auprès duquel le Ministre Public reside, ou avec lequel il negotie, à le proteger contre toutes sortes d'injures, d'insultes & de violences ; comme en effet le Roy d'Angleterre & l'Empereur protegent hautement les Ambassadeurs de Dannemarc & de Venise. C'est ce que sçavent bien les Estats de

Hollande, quand ils prennent les Ambassadeurs & les Ministres Publics en leur protection particuliere, dans cette illustre declaration de l'an 1651. M. Hugues de Groot dit sur ce sujet, que dès que le Prince admet & reconnoit un Ministre Public, il s'oblige à son protection, & à le faire jouïr du benefice du *Droit des Gens*, par une espece de convention ou de contract tacite. Tellement que l'on ne peut pas faire un jugement fort avantageux des Princes, qui au lieu de proteger les Ambassadeurs & Ministres qui resident auprès eux, les persecutent & les outragent. Le Pape Jules II fit mettre l'Ambassadeur de Charles III, Duc de Savoye, en prison, & luy fit donner la question, parce qu'il luy avoit dit, que le Duc, son maistre, s'employeroit volontiers à faire son accommodement avec le Roy de France. Le Pape le traitta d'espion & de traistre : mais Jules estoit l'homme du monde le plus orgueilleux & le plus insolent, & lors que les vapeurs du vin luy avoient troublé le cerveau, ce qui luy arrivoit assés souvent, il ne sçavoit ce qu'il faisoit. Ses violences & ses emportements obligerent Louïs XII à convoquer un Concile contre luy à Pise, & à faire battre de ces escus d'or, que l'on voit encore avec l'inscription, *Nomen Babylonis perdam*. Le Marquis de Pisani, Ambassadeur de France à Rome, disoit du Pape Sixte V, que c'estoit le plus meschant moine qu'il eust jamais veu. Il n'auroit point parlé ainfty, s'il eust connu Sixte IV, qui estoit moine ausfy, & bien plus meschant que Sixte V. Quand en toute sa vie il n'auroit fait autre action, que de conspirer contre la vie de Laurent & de Julien de Medicis, & de consentir qu'ils fussent tués dans l'Eglise, & que l'elevation de l'hostie servist de Signal aux conjurés, il faut avoüer, que ce n'estoit pas seulement un tresmeschant moine, mais ausfy un tresdetestable Pape. Le Comte Hierome de Riario, son neveu ou son fils, qui secondoit ses violences, osa bien dire à quel-

quelques Ambassadeurs, que le Pape les feroit jeter dans le Tibre. Un auteur Catholique dit de Jules II, qu'il estoit né pour la destruction de l'Eglise, & le judicieux auteur de l'histoire de Florence, en faisant le caractère de Sixte IV, en a laissé une estrange Idée à la posterité.

La fin malheureuse & tragique des Caraffes est une preuve manifeste du desordre de leur gouvernement. Les Espagnols, qui ne pouvoient pas ignorer les negotiations que le Pape Paul IV faisoit faire en France, en vouloient prevenir l'effet par le moyen Duc d'Albe, Viceroy de Naples. Le Duc, qui sçavoit, que les Caraffes avoient l'œil sur le Roiaume, avoit continuellement des courriers en campagne, & des correspondences fort étroites avec les Ministres d'Espagne qui estoient à Rome. Il arriva un jour, que le courrier, que le Comte de Taxis, Maître des postes de l'Empereur, envoyoit à Naples, fut découvert à Terracine, & d'autant plus observé, qu'ayant quitté les marques de sa fonction, son voyage devint fort suspect au Gouverneur, qui le fit arrester, & l'envoya à Rome. On le trouva chargé de quantité de lettres, qui estant presque toutes escrites en-chiffre, augmenterent le soupçon, que l'on en avoit desja. Le Pape, s'en voulant éclaircir, *fit arrester le Comte de Taxis.* Dès que le Marquis de Sarria, Ambassadeur de l'Empereur, en fut adverty, il demanda audience, à dessein de se plaindre de la violence, que l'on faisoit à un officier de l'Empereur. Le Marquis avoit amené avec luy *Garcilasso de la Vega, qui faisoit les affaires de Philippe, Roy de Naples, auprès du Pape, & qui estoit celui qui avoit fait les dépesches dont le courrier avoit esté trouvé saisy; c'est pourquoy le Cardinal Caraffe le fit tirer de l'antichambre du Pape, & l'envoya prisonnier au Chasteau S. Ange.* L'Ambassadeur ayant appris au sortir de l'audience, qu'on venoit de luy faire un second affront, demanda à rentrer, & à parler

ler au Pape: mais on luy refusa la porte. Après qu'on eust fait déchiffrer les lettres, il fut verifié, qu'on convioit le Duc d'Albe à venir attaquer l'Estat de l'Eglise, pendant que le Pape estoit desarmé, & que les villes estoient hors de défense. Le Pape, voulant justifier son procedé, tint Consistoire le 27 Juillet 1555, où il fit appeller le Procureur & l'Advocat Generaux, qui y dirent, en la presence de plusieurs officiers de Justice, que les Ministres de l'Empereur & du Roy Philippe, & particulièrement le Viceroy de Naples, formoient des desseins tresdangereux contre l'Estat de l'Eglise, & demanderent que quelques Cardinaux fussent commis, pour en informer, & qu'après cela les Princes & leurs Ministres fussent excommuniés: que les fiefs qu'ils tenoient du S. Siege fussent declarés caducs, & eux privés de leurs Estats, honneurs & dignités. Ce qui fut arresté au Consistoire. Le Duc d'Albe, craignant que le Pape, dont les emportemens approchoient de la fureur, ne fust mourir Garcilasso, *puis qu'il luy faisoit faire son procès*, luy envoya le Comte de la Tolfe, *pour faire des plaintes de la violence qu'on faisoit à des Ministres Publics*. Le Marquis de Sarria de l'autre costé, ayant demandé son audience de congé, sur l'ordre qu'il avoit receu de se retirer, le Pape, qui consideroit qu'il ne seroit pas bien facile de renouer la negotiation, après que l'Ambassadeur seroit party, differoit de la luy donner, & s'avisa enfin de faire un festin, où il convia douze Cardinaux de ses plus confidents, le Duc de Palliano, son neveu, & l'Ambassadeur de l'Empereur. Au sortir du disner le Pape luy dit, qu'ayant appris, qu'il vouloit partir, & que c'estoit pour cela qu'il luy avoit fait demander audience, il le prioit de dire, en la presence de la Compagnie, ce qu'il avoit à luy porposer. Le Marquis le fit, & après s'estre plaint, en des termes tresforts, des violences, qu'on faisoit à Rome à ses Princes,

&

& à leurs Ministres, il y ajouta, qu'il avoit ordre exprès de prendre congé, & de partir. Les Cardinaux représenterent au Marquis, que bien qu'on ne le pût empêcher de partir, sans violer le *Droit des Gens*, qu'il leur sembloit neantmoins qu'il feroit bien de différer son voyage de quelques jours, s'il le pouvoit faire sans préjudice de l'obéissance, qu'il devoit aux ordres de l'Empereur, son maître. L'Ambassadeur repartit, qu'ils estoient trop exprès, & qu'il estoit obligé d'obeir, & sur cela on le fit retirer dans une autre chambre, avec le Duc de Palliano, afin que le Pape & les Cardinaux pussent concerter, avec d'autant plus de liberté, la réponse qu'ils luy devoient faire. L'avis des Cardinaux fut, que suivant le *Droit des Gens* on ne le pouvoit empêcher de partir; mais qu'il falloit redoubler les instances, pour le faire demeurer. Après qu'on eut fait rentrer l'Ambassadeur, le Pape luy dit le sentiment de la compagnie, avec tant de civilité, que l'Ambassadeur crut estre obligé à luy répondre, que lors qu'il seroit au logis, il examineroit encore ses ordres & verroit ce qu'il pourroit faire, sans offenser l'Empereur, son maître. Mais il partit dès le lendemain, & alla à Naples afin de ne point consentir, en quelque façon, aux procédures des officiers du Pape & du Procureur General. Le Roy d'Espagne se ressentit de l'outrage qu'on avoit fait à ses Ministres, & s'en fit faire réparation.

La Justice, qui étend sa Jurisdiction sur la personne sacrée du Ministre Public, & la violence, qui se trouve destituée de toutes les formalités, sont également criminelles, & détruisent le *Droit des Gens*, l'une aussi bien que l'autre. La Cour de Justice, qui menace de la torture le Ministre Public d'un Prince allié, pour le contraindre, non de nommer les complices d'une conspiration qui eust esté faite contre le repos de l'Estat, ou de découvrir le secret d'une correspondance criminelle, mais pour le forcer de déclarer les intelli-

gences, qu'il pouvoit avoir dans l'Estat meſme, pour en tirer les lumieres, qui luy eſtoient neceſſaires pour le ſervice du Prince ſon Maïſtre, commet un crime abominable, qui ne ſe peut expier que par le dernier ſupplice des ces juges incompetents & iniques.

Il n'y a qu'un Ferdinand d'Aragon, un Ceſar Borgia, un Hierôme de Riario, & tels autres Monſtres, qui ſoyent capables de faire violence à des Miniſtres Publics; mais ny eux, ny les Turcs meſmes, n'exercent leur brutalité que ſur les Ambaſſadeurs de leurs ennemis, au lieu que quelque peu de juges d'un preſidial, encore en veux je excepter ceux qui n'ont pas voulu prendre part à l'injuſtice & aux irregularités des autres, ont bien oſé entreprendre de traiter avec la derniere ignominie le Miniſtre du plus fidelle & du moins intereſſé allié de l'Eſtat. On en verra toute l'hiſtoire dans un traitté particulier.

En l'an 1672, après que l'Eveſque de Munſter eut levé le ſiege de Groningue, le Magiſtrat de la ville fit arreſter un gentilhomme du païs, luy fit faire ſon procès, & le condamna à une priſon perpetuelle. Les Eſtats de la Province de Groningue ſont compoſés du Magiſtrat de la ville d'un coſté, & des gentilshommes & des propriétaires du païs circonvoiſin de l'autre, qui en font les deux Membres. Cette Province eſt auſſy Souveraine que ſont toutes les autres, dont l'Union eſt compoſée; mais l'aſſemblée des Eſtats Generaux eſt juge des differents, qui peuvent naiſtre entre les Membres de la meſme Province.

C'eſt pourquoy ceux du Païs Circonvoiſin, après avoir donné à l'affaire un autre tour, par le moyen de leur Sindic, porterent l'affaire en l'an 1677 à l'aſſemblée des Eſtats Generaux, où ils ſouſtinrent, que la ville n'avoit pû ſeule faire le procès à un gentilhomme, mais qu'il falloit y appeller les Deputés de l'autre membre, ſans lesquels les juges de la ville n'eſto-

n'estoient ny competents ny legitimes. Les Estats Generaux casserent en l'an 1678 la Sentence de la ville, & remirent le gentilhomme en sa liberté, en ses biens, honneurs & dignités. Mais ce ne fut qu'après que l'affaire eut esté agitée avec beaucoup de chaleur, particulièrement dans l'assemblée des Estats de Hollande, ou on jugea, après une tresforte contestation, qu'il falloit entrer dans l'interest du Pais Circonvoisin contre les sentiments de la ville: & pour la mettre dans son tort, on dit que le *Droit des Gens* avoit esté violé en la personne du gentilhomme prisonnier. On fut un peu surpris de l'avis de ceux, qui se fortifioient du *Droit des Gens*, où en d'autres rencontres on avoit fait si peu de reflexion. En parlant pour le S^r. Renguers, on ne justifioit pas bien les procedures, qu'une Cour de Justice subalterne avoit faites contre un Ministre Public, qui s'estoit trouvé revestu du caractère representant de la part d'un Prince Souverain, allié de l'Estat. Il sembloit aussy, qu'on n'appliquoit pas fort à propos le *Droit des Gens* à une affaire purement domestique, ou mesmes les autres Provinces Unies n'avoient point de part, que celle qu'elles croyoient devoir prendre au repos de leurs voisins & alliés, par une raison d'Estat, & non par la considration de l'interest commun de tous les peuples. Pour dire la verité: on s'y estoit un peu oublié, en ne distinguant point entre la *foy publique* & entre le *Droit des Gens*. L'une donne la seureté au Deputé, l'autre la donne au Ministre. On peut & on doit jouir de la seureté publique en vertu d'un passeport ou saufconduit, comme aussy en vertu d'un contract, d'une alliance & d'une Union; mais le Ministre Public en jouit à cause de son caractère, en vertu du *Droit des Gens*. Les Deputés, que les Provinces Unies envoient à l'assemblée des Estats, y doivent jouir de la seureté publique, non en vertu du *Droit des Gens*, qui n'a lieu qu'entre les estrangers; mais en vertu de leur Union, parce qu'elles ne font toutes

ensemble qu'un corps d'Estat. A plus forte raison les Deputés d'une mesme Province, soit qu'elle ait deux, ou qu'elle ait plusieurs membres, ne peuvent pretendre de jouir de la seureté publique en vertu du *Droit des Gens*, mais seulement en vertu des traittés, que les membres ont faits entre eux, & de la liaison qu'ils ont ensemble. De mesme, le Souverain qui convoque les Estats de son Roiaume, ou de sa province, est obligé de garantir aux Deputés leur seureté, & neantmoins je ne pense pas qu'on puisse dire, que les Deputés la pussent pretendre en vertu du *Droit des Gens*. Le Roy Henry III, en faisant tuer le Duc & le Cardinal de Guise aux Estats de Blois, viola la foy publique, mais il ne pouvoit pas violer le *Droit des Gens*, en faisant mourir les sujets, ainly que j'ay dit en la Section 3.

Les Deputés, que les *Princes & les Estats de l'Empire* envoient aux Diètes, ou à la Cour de l'Empereur, sont d'une autre condition. L'Empereur, comme Empereur, n'est point Souverain, & il n'y a point de Prince de l'Empire qui ne le soit; pourveu qu'il soit en possession d'une principauté, qui luy donne voix & seance aux diètes: & neantmoins il y a des loix fondamentales de l'Empire, qui font considerer ces Princes comme Membres d'un mesme corps, dans l'Empire mesme. C'est pourquoy leurs Ministres ne sont considerés que comme des Deputés, & non comme Ambassadeurs aux diètes, où ils jouissent d'une seureté entiere, en vertu de la foy publique, & non en vertu du *Droit des Gens*. En l'an 1529 l'Electeur de Saxe, George Marquis de Brandebourg. Ernest & François, Ducs de Lunebourg, le Landgrave de Hesse, le Prince d'Anhalt, & quelques autres Princes & villes ayant protesté contre le decret de l'assemblée de Spire, envoyerent à l'Empereur Charles V trois deputés, pour luy représenter les griefs, qui les obligeoient à s'opposer à l'exécution du decret, & à en appeller. Les Deputés trou-

trouverent l'Empereur à Placense en Lombardie, luy presenterent la protestation & l'appel des Princes, & luy parlerent avec une si grande fermeté & liberté, tant de bouche que par escrit, que l'Empereur, s'en trouvant offensé, les fit arrester dans leur hostellerie, & leur fit défendre, sur peine de la vie, d'escire aux Princes, ou de leur faire sçavoir leur arrest par quelque autre voye indirecte. Dans la relation, que ces Ministres font de ce qui s'estoit passé en cette rencontre, ils disent, que l'Empereur, qui avoit juré lors de son sacre, qu'il conserveroit les droits & les libertés des Princes de l'Empire, estoit obligé d'écouter leurs remonstrances, & d'admettre leurs Ministres, lesquels il ne pouvoit faire arrester, sans contravenir à son serment, & *sans violer le Droit des Gens*. Aussi en protesterent ils formellement pardevant l'un de leurs Collegues, qui estoit Notaire, & ils en appellerent solennellement. L'Empereur mesme, considerant que cette violence seroit mal receüe dans l'Empire, les fit remettre en liberté au bout de quinze jours, & les renvoya en Allemagne. Il violoit son serment & la foy publique, mais il ne violoit point *le Droit des Gens*, auquel ces Deputés donnent une trop grande estendue.

Ce n'est pas que *le Droit des Gens* ne puisse estre quelque fois violé en la personne de ceux qui n'ont point de caractère; mais il faut qu'ils soyent estrangers, & bien qu'ils n'ayent point de caractère public, qu'ils ayent du moins une qualité particuliere, qui leur donne la protection *du Droit des Gens*. Calatagironne, qui intervint au traité de Ver vins, & qui avoit fait plusieurs allées & venues auparavant, n'avoit pas la qualité d'Ambassadeur, & n'estoit point compris en la Commission du Pape. Le P. Jean Neyen, qui eut tant de part à la negotiation de la trêve des Pais-bas, & le P. Joseph qui aida à faire le traité de Ratisbonne, n'avoient point de qualité; mais cela n'empeschoit point qu'ils

ne jouissent tous de la protection du *Droit des Gens*. A l'assemblée de Crespy en Valois il y eut un Moine Jacobin, qui y negotioit du consentement de Charles V & de François I. Estienne de Nueilly, Maître des requestes, estant entré en contestation avec le Moine, luy donna un soufflet. Nueilly viola *Droit des Gens*, & se fit si grand tort par cette action, que lors que quelque temps après on parla de le faire Chancelier de France, le Cardinal de Tournon s'y opposa, & dit, qu'un esprit si violent n'estoit pas propre pour la premiere dignité de la robbe, ny pour estre Ministre, qui estant à la teste des affaires, doit servir d'exemple de modération aux autres. La maxime du Cardinal de Tournon n'est pas bien establie par tout. Il y a des Ministres, qui ne se recommandent que par leurs violences, qui estant gourmandés par les affaires, dont ils ne sont pas capables, gourmandent tout le monde, & font faire par force ce qu'ils ne peuvent pas entreprendre par raison. Mais comme ce ne sont pas des Ambassadeurs, on n'en parlera point en ce traité.

Au commencement de la negotiation de Munster les Plenipotentiaires de France, en examinant les pouvoirs des Plenipotentiaires de l'Empereur, y remarquoient entre autres défauts, que ceuxcy ne s'y faisoient pas donner la *qualité d'Ambassadeur*, & firent grande instance à ce qu'ils la fissent ajouster à celle de Plenipotentiaire. Le Comte de Nassau & Volmar disoient, que cela ne dépendoit point d'eux, & que les François pouvoient faire oster la qualité d'Ambassadeur, s'ils vouloient. D'Avaux & Servien jugeoient au contraire, qu'ils ne la devoient point faire oster; tant parce qu'ils n'estoient pas obligés d'avoir de la complaisance pour ceux qui n'en avoient point pour eux, que parce que c'estoit le Style ordinaire de la France. Ils y ajoutoient, que se trouvant en pais ennemy, où on leur pourroit

roit donner ordre de traitter des alliances avec quelques Princes d'Allemagne, & de faire des negociations, qui n'auroient rien de commun avec celle de Munster, & qui peutestre ne feroient pas fort conformes à l'intention de l'Empereur, le caractère d'Ambassadeur leur estoit necessaire: tant pour donner plus d'autorité à ce qu'ils traitteroient, *que pour la plus grande seureté de leurs personnes, si on decouvroit qu'ils fissent des negociations, qui n'eussent point de rapport à celles de l'assemblée: parce que le caractère d'Ambassadeur estant venerable auprès de toutes les nations, on le respectoit &c.* Surquoy on pourroit dire, qu'en posant, que le caractère d'Ambassadeur donne une entiere seureté à celuy qui s'en trouve revestu, il semble que les Ministres de France vueillent faire croire, que celle de Plenipotentiaire ne la donne point, & que les Ministres du Second ordre ne doivent point jouir de la protection *du Droit des Gens*: ce qui est pourtant contraire à l'intention & au consentement de tous les peuples. La Declaration des Estats de Hollande est expresse sur cela, & je le marque d'autant plus volontiers, qu'il en faut juger, qu'on les doit avoir surpris par un estrange artifice, pour les faire consentir à l'outrage scandaleux, que leur Cour de Justice à fait à un Ministre Public à leur veüe. Tellement que pour donner une veritable explication à ce passage, il faut necessairement dire, que les Ambassadeurs de France y ont eu égard, non aux Princes ny aux Ministres, qui sçavent ce que c'est que *du Droit des Gens*, & ce qui est deu à tous ceux qui representent un Prince Souverain, quelque caractère ou qualité qu'ils ayent; mais qu'ils y font reflexion sur le peuple, qui ne connoit point d'autre representant que l'Ambassadeur: estant bien certain, que là où la qualité de Plenipotentiaire ne les auroit pas mis à couvert des violences & des insultes, le caractère d'Ambassadeur ne les auroit pas protegés non plus.

plus. J'ay parlé en la premiere Section de ce livre de l'instance, que les Estats des Provinces Unies firent, à ce que les Ministres de France ostassent la qualité d'Ambassadeur de leur pouvoir. Ils n'en voulurent rien faire; mais ils ne parlerent point de la raison, qu'ils marquent icy.

Ce fut presque au mesme temps que les Estats de Hollande publierent leur declaration, qu'ils firent voir qu'ils sçavoient bien pratiquer eux mesmes ce qu'ils ordonnoient aux autres, & faire executer leur intention par la Cour de Justice. *Don Antonio de Sousa de Macedo*, Ambassadeur de Jean Roy de Portugal, faisant des propositions, que les Estats jugeoient peu raisonnables, ils luy firent signifier, qu'on n'entreroit plus en conference avec luy, & qu'à l'avenir *on ne le considereroit plus comme Ambassadeur*, mais comme une personne particuliere. Don Antonio répondit, qu'il dépendoit de *M^{rs}. les Estats* de continuer les conferences, ou de les faire cesser; mais pour ce qui estoit de la qualité d'Ambassadeur, qu'il ne la tenoit pas d'eux, & ainsi qu'ils ne l'en pouvoient point dépouiller non plus: cette faculté estant réservée au Roy, son Maistre, à l'exclusion de tous les autres Souverains, Que le Droit des Gens obligeoit les Estats à le reconnoistre pour tel, quoy qu'il ne leur fust pas agréable. Qu'il avoüoit bien, que le mesme *Droit des Gens* leur permettoit de le faire sortir de leur país, s'ils vouloient rompre avec le Roy, son maistre; mais qu'il se promettoit toute autre chose de leur prudence: qu'en ce cas là ils devoient luy donner le loisir de partir, & de le reconnoistre pour Ambassadeur, jusques à ce qu'il fust arrivé à *Lisbone*. Et de fait, lors que ses creanciers, & ceux de son predecesseur, pour lequel il avoit répondu, presenterent requeste, pour le faire arrester comme personne particuliere, la Cour de Justice, qui estoit remplie de gens de bien, & de personnes graves en ce temps là, ne le voulut point faire qu'elle ne sçeuft au-
para-

paravant les sentiments des Estats de Hollande sur une affaire si importante. Ils declarerent, que la Justice ne devoit pas avoir égard à la *resolution des Estats Generaux*; parce qu'elle n'avoit sa reflexion, que sur la negotiation de l'Ambassadeur de Portugal, & ne pouvoit empêcher, que le *Droit des Gens* ne fust considéré & conservé en sa personne, & que l'on ne respectast son caractère.

Mrs. Slingelant, de Masdam, de Hubert & Ysbrants, Ambassadeurs des Provinces Unies, étant au mois d'Avril 1656 arrivés à Louënbourg, ville de Cassube ou de Pomerelle, le Gouverneur de la place, qui estoit Suedois, les empêchant de poursuivre leur voyage, ils protesterent, que le *Droit des Gens* avoit esté violé en leurs personnes. Le Gouverneur dit, qu'il ne les arrestoit point; mais qu'il ne leur pouvoit pas permettre de passer, à cause des défenses generales qu'il avoit de ne laisser passer personne. Ils en envoyerent faire des plaintes au Chancelier de Suede, qui leur fit dire, que ce n'avoit pas esté l'intention du Roy, son maître, de les faire arrester; mais qu'il desiroit seulement, que les Ambassadeurs le vissent avant que d'aller à Dantfig, & neantmoins qu'il leur laissoit la liberté de prendre la route qu'ils voudroient. Ils prirent celle de Dantfig, suivant l'ordre qu'ils avoient, & y arriverent le 24 du mesme mois. Les Ambassadeurs Hollandois disoient, qu'en les empêchant de passer, on violoit le *Droit des Gens*, *quia omnis coactio debet abesse à Legato*, & la Cour de Justice Hollandoise ne viole point le *Droit des Gens*, en mettant un Ministre Public prisonnier. Un Ministre Public, qui avoit esté admis par les Estats Generaux, du consentement des Estats de toutes les Provinces Unies, & par consequent il y avoit une obligation formelle de le proteger: au lieu que les Ambassadeurs Hollandois, dont je viens de parler, n'avoient pas encore présenté leurs lettres de creance, & n'a-

voient pas encore esté admis par le Roy de Suede, lequel, s'il respectoit leur caractere, ce fut parce qu'il ne voulut point rompre avec les Estats, & non par déference pour le *Droit des Gens*, qui n'y estoit violé, que dans une signification fort ample & impropre.

Le mesme Roy de Suede auroit plustost violé le *Droit des Gens*, dans une rencontre qu'il eut avec les mesmes Ambassadeurs Hollandois au mois de May suivant. *Sidney, Honiwood & Bond*, Ambassadeurs d'Angleterre, qui devoient travailler avec eux à la paix du Nort, avoient demandé audience pour tous, & après que Sidney, qui portoit la parole, eust achevé son discours, & qu'il eust donné au Roy le projet, sur lequel la France, l'Angleterre & les Estats pretendoient faire conclurre l'accommodement, le Roy dit. Je sçais bien ce que ce papier contient. Mais je m'estonne, que vous autres Messieurs les Anglois, qui estes mes amis, ayez bien voulu me donner la Loy. Je vous accepte, non pour mes arbitres, mais comme Mediateurs; pourveu que vous ne fassiez rien qui soit contre les regles de l'amitié. Puis se tournant vers les Ambassadeurs Hollandois, il leur dit, & pour vous : *je vous refuse pour Mediateurs : car vous estes mes ennemis. J'aurois pû vous traiter, comme le Roy de Dannemarc a traité mon Ambassadeur, le Baron Bielke.* Ce Baron avoit esté arresté prisonnier à Copenhague; de sorte que le Roy de Suede, en menaçant de prison des Ambassadeurs, à qui il ne pouvoit refuser la seureté publique, perdoit le respect qu'il devoit au *Droit des Gens*, & le violoit en effet. Le Pape Sixte V dit à l'Ambassadeur d'Espagne, qui le prioit d'accommoder le Roy, son maistre, d'une partie de ses tresors, pour faire la guerre aux heretiques de France, que s'il luy tenoit encore ces discours. il luy feroit trancher la teste. Il n'entendoit point raillerie, & comme il haïssoit mortellement les
Espag-

Espagnols, l'Ambassadeur d'Espagne ne se devoit pas jouer à luy : mais il faut avouer, que s'il est permis de parler ainſy d'un Pape, que ce fut une beſtialité, qui ne ſeroit pas demeurée impunie, ſi ſon excès fut allé juſques à l'effet de ſes menaces. Pour le Roy de Suede, qui n'eſtoit pas en eſtat d'offenſer les Provinces Unies, en faiſant arreſter leurs Ambaſſadeurs, il ſe ſeroit bien paſſé de les en menacer. Lors que les Princes conquerants ne ſont que ſoldats, ils ſont fort ſujets à ces boutades.

Sixte IV ne pouvant ſouffrir la liberté, avec laquelle l'Eveſque d'Oſma, Ambaſſadeur de Ferdinand le Catholique luy parloit, le fit mettre en priſon : mais Ferdinand fit dire au Pape, par Diego de Vadillo, un des gentils-hommes de ſa Maiſon, que s'il ne mettoit ſon Ambaſſadeur en liberté, il iroit luy meſme le tirer de la priſon. C'eſtoit parler & agir en Prince, qui ſçavoit combien il importoit à ſa reputation de proteger ſon Miniſtre.

Il me ſemble, que ce ſeroit donner une grande eſtendue au *Droit des Gens*, ſi on ſouſtenoit qu'on le viole en faiſant la mine à l'Ambaſſadeur. On peut manquer au reſpect qu'on doit à ſon caractère, ſans l'outrager, bien que M^{rs}. les Eſtats de Hollande en parlent auſſy en leur declaration. Le Mareſchal d'Eſtrée, Ambaſſadeur de France à Rome, avoit fait faiſir la ſucceſſion d'un juge Criminel, qui eſtant François n'avoit point laiſſé d'enfants, & le Comte de Chateauvilain, qui ſ'eſtoit retiré à Rome ſous le Pontificat d'Urban VIII, dont il eſtoit parent, protegeoit un homme, qui ſe diſoit creancier du deſunct. Le Mareſchal le trouvoit mauvais ; de ſorte qu'ils en vinrent à des paroles, dont l'Ambaſſadeur croyoit devoir témoigner du reſſentiment. Il arriva le 25 Mars 1641 que le Comte eſtant allé voir le Comte de Fieſque, celui-cy luy dit, qu'il attendoit l'Ambaſſadeur de France, qui l'en avoit fait advertir : ce qui o-

bligea le Comte de Chastellain à prendre congé, & à commander à son cocher d'aller droit au logis ; mais il ne put éviter la rencontre du carrosse de l'Ambassadeur. Et bien que suivant la coustume de Rome, il s'arrestast, & se levast mesmes, le chapeau à la main, pour saluer l'Ambassadeur, celui cy ne laissa pas de passer outre, & mesmes de le menaça. Le Comte en fut tellement outré, qu'estant arrivé au logis, quoy qu'il fust d'Eglise, il mit en deliberation, s'il ne feroit point appeller le Mareschal, ou si son fils ne feroit pas appeller celui de l'autre. Toutefois considerant ce qu'il devoit au caractère, il resolut d'attendre une autre occasion, & cependant il se faisoit accompagner par la ville d'un bon nombre de gens armés, évitant pourtant tousjours de passer pardevant le palais de l'Ambassadeur. Celui cy ne laissa pas de faire ses plaintes au Pape, qui pour donner quelque satisfaction à l'Ambassadeur, fit mettre le Comte prisonnier au chasteau St. Ange, mais on l'en fit bientôt sortir, & on l'envoya à Viterbes, plutôt pour le mettre à couvert de la violence de ce Ministre, que pour le punir.

Steno Bielke, dont le Roy de Suede parloit, estoit de sa part à Coppenhague, avec *Pierre Jules Coyet*, pour faire regler les interets du Duc de Holstein Gottorp, beau pere du Roy, en vertu du 21 article du traité de Roschild. Ils y estoient encore, lors que le mesme Roy resolut d'achever la conqueste du Roiaume de Dannemarc. Coyet, qui sçavoit que sa personne ne feroit pas en seureté après cette seconde rupture, partit, sous pretexte d'aller faciliter l'exécution du traité auprès du Roy, son maistre, promettant de revenir dans quinze jours. Cependant les armes Suedoises estant rentrées dans l'Isle de Zeelande, & *Beilke*, craignant, que le peuple de Coppenhague ne luy fist insulte, achetta des armes, & augmenta le nombre de ses domestiques, à dessein de s'opposer à la premiere violence. Toutefois

tefois voyant que cette foible resistance ne feroit que precipiter sa perte, il reclama la protection du Roy contre la fureur du peuple, & fut bien aise de trouver sa seureté dans un des appartements du Jardin Royal, où on luy donna des gardes, & où il demeura prisonnier jusques au mois d'Aoust 1659. C'est une grande question : sçavoir si le Roy de Dannemarc, en faisant arrester *Steno Bielke*, violoit le *Droit des Gens*, & s'il estoit obligé de le faire jouir de la seureté publique, tant pendant son séjour, qu'en allant & venant, puis qu'il l'avoit admis ; où s'il le pouvoit traiter en ennemy, puis que le Roy, son Maistre, rompoit le traité qu'il venoit de conclurre, & qu'il faisoit une invasion dans le Roiaume, sans declaration precedente. Mais on peut dire, que le Roy de Suede alleguoit *Steno Bielke* mal à propos ; parce que si le Roy de Dannemarc avoit eu raison de l'arrester, le Roy de Suede avoit tort de s'en plaindre : & si le Roy de Dannemarc y avoit peché contre le *Droit des Gens*, celui de Suede se faisoit tort, en faisant connoistre, qu'il estoit capable de faire un arrest, qu'il jugeoit luy mesme estre injuste & violent. Il ne pouvoit faire arrester les Ambassadeurs Hollandois, sans violer le *Droit des Gens*, parce qu'il les avoit admis & reconnus comme Ambassadeurs d'une Estat amy. Leurs Maistres n'avoient point fait d'hostilités contre luy, & si d'ailleurs il estoit arrivé quelque chose, dont il eust sujet de n'estre point satisfait, il pouvoit les faire retirer.

L'outrage, qui se fait à l'Ambassadeur dans une émotion populaire, viole bien le *Droit des Gens* ; mais comme en ces cas la protection du Prince luy est inutile, celui cy ne doit pas manquer de le venger, s'il en a le moyen ; ou du moins il doit faire voir, qu'il ne tient pas à luy qu'on ne le repare. Lors que François Sforze, General de l'armée de la ville de Milan, se fit Prince de tout le Duché, par la faveur du

peuple, *Leonard Veneto*, Ambassadeur de Venise, fut tué, avec quelque autres personnes de qualité, qui s'opposoient à la rage du peuple. Après qu'on se fut défait des partisans de la liberté, on offrit la Souveraineté à Sforze, qui n'avoit garde de punir les auteurs du meurtre de l'Ambassadeur, puis que les mesmes scelerats estoient aussy les auteurs de sa fortune, dont sa maudite posterité ne jouït pas longtemps.

Dans les Republiques, où le Magistrat fait partie du peuple, les uns & les autres sont responsables de la violence qu'on fait au Ministre Public. Les Suisses, qui entrèrent en France en l'an 1513, au mesme temps que l'Empereur Maximilian & Henry VIII Roy d'Angleterre, estoient sur les frontieres avec de puissantes armées, avoient assiégué Dijon, & en prenant cette ville, il n'y avoit rien qui les pust empêcher de penetrer jusques dans le cœur du Roiaume. Le Seigneur de la Trimoüille le sauva apparemment, par le traité qu'il fit avec eux, en leur promettant six cens mille ducats: que le Roy ne protegeroit plus le Concile, qu'il avoit convoqué à Pise, & qu'il renonceroit aux pretensions qu'il avoit sur le Duché de Milan. Louis XII n'estoit point du tout satisfait de ce traité, & particulierement du dernier article; de sorte qu'il refusa de le ratifier. Le Suisses enragés de ce désaveu, & de se voir frustrés d'une si notable somme, parce que les ostages, qui avoient esté donnés pour la seureté de l'exécution du traité, s'estoient sauvés, rejettoient avec ferocité toutes les propositions, que le Roy leur faisoit faire, quoy qu'à la reserve de la renonciation aux droits du Duché de Milan, il leur fist offrir des avantages incomparablement plus grands, que ceux qu'ils avoient stipulés par le traité. Dans leur rage ils contraignirent ceux de Geneve de leur mettre entre les mains le President de Grenoble, que le Roy leur envoyoit, pour traiter avec

vec eux, & se l'estant fait amener, *ils luy donnerent la question*, pour sçavoir de sa bouche, qui estoient ceux à qui le Roy son maistre, donnoit des pensions, ou qui avoient correspondance secreete avec luy. Tous les Suisses estoient coupables de l'outrage que l'on faisoit à un Ministre Public. Tous les Grisons, tant les Magistrats, que les Peuples estoient responsables du desordre qui arriva en l'an 1617 à *Jean Battiste Padavin*, Secetaire de la Republique de Venise dans l'Agnedine. Le peuple s'estant soulevé contre luy employa les armes publiques, pour le contraindre de se sauver à Morbegno, & de là dans l'Estat de Venise.

Des l'an 1513 le mesme Senat avoit envoyé aux Cantons *Pierre Stella*, Secetaire du Conseil de Pregadi, pour rascher de les faire entrer dans la ligue, que la Republique avoit faite avec la France contre l'Empereur Maximilian, & contre les autres Princes, qui en vouloient à la liberté de l'Italie. Mais dès que Stella commença à parler à Zurich de renoüer l'amitié avec la France, le peuple entra en fureur, & perdant le respect, que les personnes raisonnables ont pour *le Droit des Gens*, il se jeta sur ce Ministre Public, qui eut de la peine à se sauver des mains de ces eüragés, par le moyen de quelques uns du Magistrat, qui luy fit donner des gardes. Le Conseil fut convoqué au mesme temps, où on resolut de faire la guerre à la France: ce qui fut executé avec tant de precipitation, que la levée mercenaire des troupes, leur marche confuse, la défaite des François, qui furent battus à Novarre, & le reſtablishement de François Sforze n'eurent presque point d'intervalle. Les resolutions, qui se prennent en cette sorte d'assemblées, ressemblent aux desordres & aux dereglements, que produisent les soulèvements populaires, où *le Droit des Gens* n'est pas plus considéré que le Droit commun. L'Ambassadeur ne trouve pas sa seureté en son caractere contre l'insolence d'un peuple

ple soulevé, & le Ministre Public demande inutilement la protection d'un Magistrat qui a perdu son autorité.

C'est pécher contre les loix Civiles, & c'est un crime que d'intercepter les lettres d'un particulier, parce qu'on trouble la feureté publique; mais on ne peut intercepter celles d'un Ambassadeur, sans violer *le Droit des Gens*. Le President Richardot, en partant de la Haye, où il avoit négocié comme Ministre Public de la part de l'Archiduc Albert, laissa dans la Layette de sa table l'original de l'instruction, que son Maistre luy avoit donnée. L'hoste de son logis l'ayant trouvée, la donna au Comte Jean de Nassau, & celuicy l'ayant fait tomber entre les mains du Prince Maurice, qui la communiqua aux Estats, elle fut aussy-tost envoyée aux Provinces, & rendue publique. *Richardot*, en ayant esté adverty, écrivit au President Jeannin du 7 Octobre 1608 en ces termes. *C'est violer & Jus hospitii, & le religieux respect, qui se doit aux Ambassadeurs, les personnes & les biens desquels doivent estre en pleine feureté: & vouloit la raison, qu'ils me la renvoyassent, au lieu d'en faire trophée.* Personne n'a jamais douté, que la feureté, qu'on doit aux personnes publiques, ne passast aussy jusques à leurs lettres. Le *President Jeannin*, Ambassadeur de France en Hollande, avoit confié ses dépesches à un homme de connoissance, pour les porter à la poste. Cet homme eut l'assurance d'ouvrir la lettre, d'en faire un extrait, dont la copie ayant esté communiquée à plusieurs personnes, tomba enfin entre les mains de l'Ambassadeur. Il en fit ses plaintes aux Estats, qui offrirent de punir exemplairement l'infidelité d'un homme, *qui avoit violé le Droit des Gens, en décachettant les lettres d'un Ministre Public;* mais M. Jeannin ne le voulut point nommer, de peur de l'exposer à un scandale sur l'eschaffaut.

Aloisio Contarini étant Ambassadeur de Venise en Angleter-

gleterre en l'an 1625, envoya un paquet de lettres à Douvres aux deux Ambassadeurs de Dannemarc, qui alloient passer en France, & avoient promis de le rendre à l'Ambassadeur, qui estoit de la part de la Republique à Paris. Le Lieutenant du Chasteau de Douvres en ayant eu advis, fit prier les Ambassadeurs de luy envoyer la dépesche, afin qu'il la vist seulement, parce que c'estoit une déference, à ce qu'il disoit, qui se devoit à sa charge: mais dès que leur Secretaire la luy eust donnée, il luy dit, qu'il auroit luy mesme le soin de la faire tenir, & au lieu de l'envoyer en France, il la renvoya à Londres. Après qu'on eust ouvert le paquet à la Cour, & que l'on en eust osté les lettres qu'on avoit envie de voir, on le rendit à l'Ambassadeur de Venise. Il s'en plaignit au Roy, & luy dit, qu'il fortiroit de la Cour jusques à ce qu'il sçeuft le sentiment du Senat sur une rencontre si extraordinaire. Il y demeura pourtant, après que le Roy luy eust donné quelque satisfaction, & qu'il luy eust fait rendre ses lettres; mais il ne laissa pas d'en donner advis au Senat, qui *luy ordonna quelque temps après, de s'abstenir de prendre audience du Roy, ou du Conseil, qu'après qu'en effet on luy auroit fait une réparation publique.*

En l'an 1646, au plus fort des mouvements d'Angleterre, on avoit intercepté à Rochester des lettres, qu'un Courrier extraordinaire portoit à *Sabran*, Resident de France à Londres. Ce Ministre en ayant esté adverty, envoya demander ses lettres, & fit faire instance à ce qu'on reparast l'insulte, que l'on venoit de faire à un Ministre Public, en interceptant ses lettres. Sur l'advis, que les François eurent, que le Courrier avoit esté mené à l'hostel du Comte de Northumberland, & qu'on y avoit aussy portées les lettres, *Monstrüeil*, qui y faisoit aussy les affaires de France, mais principalement auprès du Roy, & auprès des Escoffois, s'y en alla aussy tost, & estant monté dans une

chambre haute, il y trouva sur la table, entre plusieurs paquets, celui où le courrier disoit qu'on avoit enfermé les lettres qu'on luy avoit ostées. *Monstrüeil* s'en faisit, & ayant ouvert le paquet, mit les lettres dans sa pochette, avec quelques autres qui s'adressoient à Sabran & à luy. Les domestiques du Comte, surpris d'une action si hardie, ne dirent mot; mais le Comte mesme estant entré bientoist après, *Monstrüeil* luy fit des reproches sanglants & fort emportés, de ce que contre le *Droit des Gens* on avoit arrêté son courrier, & qu'on luy, avoit osté les lettres, que le Roy son Maître, luy escrivoit, dont il demandoit réparation. Le Comte répondit, que ce n'estoit pas sa faute, & que les lettres avoient esté portées chez luy, pour les faire tenir aux Deputés des deux Nations, à qui il estoit obligé d'en répondre. Qu'il leur feroit part de ses plaintes; mais qu'il ne luy vouloit point celer, qu'il trouvoit fort estrange, que dans sa Maison luy *Monstrüeil* eust pris & ouvert un paquet qui ne s'adressoit point à luy. *Monstrüeil* repartit, qu'il trouvoit bien plus estrange, que les Anglois retinssent un jour entier les lettres du Roy de France, & qu'on ne vouloit point, que son Ministre ouvrist un papier, qui les enfermoit, pour les reprendre. Le Comte le pria de les luy rendre; mais *Moustrüeil* dit, que l'outrage que le Comte luy faisoit, en le jugeant capable d'une action si infame, & en croyant qu'il eust le cœur assés lasche, pour trahir les secrets & les interets du Roy, son maître, comme il feroit, s'il donnoit à un autre les lettres qui s'adressoient à luy, estoit bien plus offensant que celui qu'il luy avoit fait, en arrêtant son Courrier, & en interceptant ses lettres. Qu'il estoit si fort éloigné de cette pensée, qu'il n'y avoit point de peril, où il ne s'exposast, pour empêcher qu'on ne les luy ostast, ou pour les aller prendre entre les mains de celui qui les vouloit retenir. *Sabran*, de son costé, ayant appris ce qui

se

se faisoit à l'hostel de Northumberland, y accourut incontinent, & en arrivant il dit au Comte, que si ses lettres estoient entre les mains d'un Souverain, il iroit les luy arracher. Le Comte ne voulut point, que *Monstrüeil* emmenast le courrier avec luy, que *Sabran* ne demeurast caution de le représenter toutes les fois qu'il en feroit requis. Mais les deux Ministres François, bien loin de luy donner cette satisfaction, dirent qu'ils pretendoient qu'on leur fît réparation, & qu'ils se la feroient faire. Cependant dans cette contestation, qui fut assés forte, les domestiques du Comte n'avoient pas manqué de fermer la porte de la rüe, de sorte que lors que les François voulurent sortir, ils se trouverent arrestés: mais le Comte les fit sortir. Le mesme jour il envoya aux Deputés des deux nations une relation de tout ce démeslé, & comme dans le desordre & dans le changement d'un gouvernement on voit d'ordinaire de grandes violences, il y en eut parmy ces Deputés, qui estoient d'avis, qu'on fît venir *Monstrüeil* au Conseil de guerre, pour luy faire son procès. D'autres dirent, qu'il falloit informer de la cause du séjour qu'il faisoit à Londres, & que l'on y trouveroit, sans doute, dequoy le rendre criminel. Mais le Comte de Lauderdale, qui y estoit seul de la part des Escoffois, dit, qu'il ne pouvoit consentir, qu'on manquast de respect au Ministre d'un si grand Roy, comme celuy de France. Il y representoit seul toute la nation, comme je viens de dire; de sorte que son avis seul faisant le partage, les Deputés ne pûrent rien resoudre, & renvoyerent l'affaire au Parlement, qui fut bien aise de ne s'en point mesler, & jugea à propos qu'on n'en parlast pas davantage. Celuy qui a tiré les particularités, que je viens de marquer, des dépesches mesmes de ces Ministres, y ajousté. *Que peutestre ne seroit ce pas à propos d'enfler de toutes ces minucies le recit d'une histoire reglée: mais qu'il en dit le détail à dessein;*

afin que cette action ferve d'exemple & de regle aux Ministres, qui y peuvent apprendre avec quel courage, & avec quelle intrépidité ils doivent agir, pour soutenir la dignité de leur employ, en conservant l'honneur, la grandeur & la reputation de leur Maître: comme les Princes peuvent apprendre, à quoy le Droit des Gens les oblige à l'égard des Ministres des Princes estrangers.

Le Ministre, qui veut estre inviolable, doit faire connoître son caractère, ainſy que je diray en la Section 29. Pour conclurre cellecy, qui n'est desja que trop longue, j'y ajouſteray, que tout le mauvais traitement qu'on fait au Miniſtre Public, ne viole pas le *Droit des Gens*. Les Deputés, que les Cantons de Zurich & de Glaris envoyèrent aux Grifons au commencement de ce ſiecle, y furent fort mal receus. On ne leur fit point de civilité du tout, & meſmes on fit déſenſes d'avoir aucune communication avec eux: & en les renvoyant on ne leur fit point d'autre réponſe; ſinon qu'on ne feroit rien de ce qu'ils demandoient. Les Suifſes diſoient, que les Grifons violoient le *Droit des Gens* par cette maniere d'agir. Ils ne parloient pas juſte. Ce fut une ruſticité, & un procédé aſſés extraordinaire à l'égard des Deputés d'un Eſtat, qui fait presque une meſme Republique avec eux. Les Civilités ne ſont point du *Droit des Gens*.

Je comprends icy ſous le nom de Miniſtre Public, non ſeulement ceux qui ont une qualité Publique, comme les Ambaſſadeurs, les Envoyés, les Reſidents &c, mais auſſy ceux qui negotient ſans caractère; pourveu que le Prince les ſouffre & negotie avec eux. *Merveille* devoit jouir de la protection du *Droit des Gens*, qui s'eſtend auſſy ſur les moines, ainſy que je viens de dire. En l'an 1579 *Simié* eſtoit employé en Angleterre, pour pourſuivre de la part du Duc d'Alañon la recherche du mariage de la Reine Elifabeth.

beth. Il estoit à Londres, non de la part d'un Souverain, mais pour le frere du Souverain, & neantmoins dès que la Reine sceut, que quelques Seigneurs Anglois en vouloient à sa vie, elle leur fit bien entendre, que son intention estoit, qu'outre la protection particuliere qu'elle luy donnoit, il jouïst encore de celle du *Droit des Gens* : & c'est ain sy que tous les Princes en usent.

Il n'est pas necessaire d'ajouster icy, que les Princes ont tousjours esté extrêmement sensibles aux injures qu'on fait à leurs Ministres; parce qu'ils sçavent qu'elles se font à leurs personnes: mais je ne puis m'empescher de dire, que ceux qui n'en ont point de ressentiment ne meritent pas le nom de Prince. Tous ceux qui ont escrit du Droit Public, demeurent d'accord, qu'un Souverain ne peut avoir une cause plus legitime de faire la guerre; de sorte qu'il y a de quoy s'estonner de l'ignorance & de la stupidité d'un Ministre, dont je me trouve obligé de faire l'histoire. C'estoit une pretendue Excellence, mais elle ne s'estendoit pas au delà de ses domestiques, parce qu'on ne le vouloit pas reconnoître en la qualité d'Ambassadeur. On luy representa le tort, que le Prince, son Maistre, se faisoit, en souffrant qu'on luy fist mille indignités en la personne de son Ministre, & en témoignant tant d'indifference pour une affaire, où sa reputation estoit si avant interessée. Il repartit, qu'il ne falloit pas s'imaginer, que son Prince endossast le harnois, ou qu'il fist la guerre pour la querelle de son Ministre. Certes cet impertinent Ambassadeur & ignorant ne fit pas grand honneur à son maistre, ny à luy mesme. Il devoit étouffer en son ame vile & basse une si lasche pensée, & plaindre les Ministres, qui sont assés malheureux, pour servir des Princes, qui les abandonnent, & qui font connoître publiquement, qu'il n'ont ny le cœur, ny la puissance, ny peuteestre la volonté de les proteger

contre les violences , qui n'ont point d'exemple dans l'histoire.

Voyez ce que Cicéron dit de la guerre, que les Romains firent à Mithridate : mais particulièrement la réparation , que le Roy Treschrestien se fit faire en l'an 1663 par le Pape Alexandre VII, de l'insolence, que les Gardes Corfès avoient faite l'année précédente au Duc de Crequy, Ambassadeur de France. Ce Ministre estoit fier, & les Ministres du Pape estoient insolents; de sorte que dans ces dispositions ils passerent bientoist de petites froideurs à de grandes inimitiés, dont les Ghigy, parents du Pape, donnerent une preuve le 20 Aoust 1662. Les domestiques de l'Ambassadeur avoient eu à démeller avec les gardes Corfès , qui tirèrent plusieurs coups de fusil dans le carosse de l'Ambassadrice, tuerent un de ses pages, & la poursuivirent les armes à la main , jusques dans son palais, où elle eut de la peine à se sauver, avec desordre & precipitation. Le Duc, en colere de se voir si indignement traité par ces gens, s'en prit aux parents du Pape, & après en avoir communiqué avec les Cardinaux François, il sortit de Rome, & se retira sur les terres du Granduc de Toscane, nonobstant les offices, que le Pape fit faire auprès de luy, & auprès de sa femme, pour l'empescher de partir. Le Pape mesme en escrivit au Roy, & offrit de faire punir severement les auteurs du desordre. Mais la satisfaction que le Pape offroit, n'ayant point de proportion avec celle que le Roy desiroit, le Nonce sentit le premier effet du ressentiment, que l'on en avoit en France. Il eut ordre d'aller à Meaux, & d'y attendre la volonté du Roy, qui ayant sceu, que le Nonce, au lieu de prendre le chemin de Meaux, estoit allé à S. Denis, y envoya quarente mousquetaires à cheval de sa garde, qui occuperent toutes les avenues du Couvent, où le Nonce estoit retiré. Ils l'accompagnoient
par

par tout, & l'observoient si bien, qu'à la reserve de ses domestiques, personne ne luy pouvoit parler. Ce fut le premier traitement qu'on luy fit, sur l'advis qu'on eut de ce qui estoit arrivé le 20 Aoust; mais dès qu'on sceut en France, que le Duc estoit fortý de l'Estat de l'Eglise, on augmenta le nombre des mousquetaires de dix autres, qui firent partir le Nonce & en prenant, lors qu'on marchoit, son carrosse au milieu, en sorte que la moitié estoit à la teste des chevaux, & l'autre moitié derriere le carosse, ils le conduisirent de cette maniere jusques à l'entrée de la Savoye. Le Nonce arriva à Rome presque au mesme temps, que le Duc de Crequy revint en France. On fit bien quelques ouvertures d'accommodement, mais le Roy prenant la lenteur ordinaire de la Cour de Rome pour une marque de la mauvaise volonté des parents du Pape, fit filer quelques troupes vers l'Italie, se saisit d'Avignon, & de ses dépendances, & faisoit courir le bruit, qu'il alloit passer les Alpes en personne. Alexandre VII, qui avoit fait honneur à son poste lors qu'il estoit Nonce à Munster, & qui avoit acquis de la reputation estant Cardinal, l'avoit toute perdue depuis qu'il estoit Pape; de sorte que ne trouvant point d'amis, qui se voulussent declarer pour luy contre la France, il fut contraint de s'accommoder. La premiere chose que le Roy stipula, fut, qu'on ne traitteroit point à Rome, mais on choisit pour cela la ville de Pise, où le Pape envoya Cesar Rasponi, Referendaire de l'une & de l'autre, Signature, & le Roy y employa l'Abbé de Bourlemont, Auditeur de Rote, qui conclurent le traité le 22 Fev. 1664. Ce fut un traité en effet, mais à des conditions bien inégales. Le Pape s'y obligea à une reparation, qu'on pouvoit appeller amende honorable; puis qu'il promit, qu'il envoyeroit le Cardinal son neveu, en qualité de Legat, qui protesterait, que ce n'avoit pas esté son intention d'offenser le Roy, ny son

Ambassadeur. Que ny luy ny aucun de sa maison n'avoient eu part à l'attentat, & qu'à l'avenir ils donneroient au Roy des preuves de leur Zele, de *leur obeïssance & de leur fidelité*. Que Don Mario Ghigy feroit la mesme protestation, & qu'il sortiroit de Rome jusqu'à ce que le Legat eust donné cette satisfaction au Roy &c. Que toute la nation Corse seroit declarée incapable de servir à l'avenir, non seulement à Rome, mais ausly dans tout l'Estat Ecclesiastique, & *qu'on eleveroit une pyramide vis a vis de leur ancien corps de garde, avec une inscription, où cette declaration seroit contenue*. Puis que le Roy passoit par dessus la consideration, que toutes les puissances Catholiques ont accoustumé d'avoir pour le Pape, & qu'il vengea si cruellement l'outrage, qu'on avoit fait à son Ambassadeur, il faut croire, que les Princes, qui doivent faire considerer leurs Ministres, comme leurs images, doivent employer tout ce qu'ils ont de cœur & de forces, pour se venger de l'injure qu'on leur fait en la personne de leur Ministre.

Qu'il me soit permis de faire icy une seule reflexion sur l'enlevement du *Prince Guillaume de Furstemberg*, & de faire remarquer, que parmy ceux qui entreprennent de justifier cette action, il y a deux sortes d'Advocats. Les uns défendent le Droit de l'Empereur, & soustiennent, qu'il a pû, avec justice, faire enlever son sujet, & son vassal, mesmes dans un lieu, où il estoit employé avec le caractère de Ministre Public par une Souveraineté estrangere. Les autres ne veulent pas entrer dans l'examen de cette question, mais demeurent dans les termes du fait, & supposent, comme une chose constante, qu'il n'avoit point de caractère : ou du moins qu'il ne l'a point fait connoître, de sorte que l'Empereur n'estoit pas obligé de le respecter. Il est bien certain, que le Prince, pour jouir de la protection du *Droit des Gens*, devoit produire ses lettres de cre-

ance

ance, ou communiquer son pouvoir à toute l'assemblée, & il est certain aussy, qu'il ne l'a pas fait. Tellement qu'on doit avouer, qu'avec cet avantage il n'estoit pas necessaire de rendre problematique une maxime incontestable, qui pose, qu'on ne peut violer la personne d'un Ambassadeur, ou Ministre Public, qui est reconnu pour tel, quelque part qu'il se trouve, sans faire violence au *Droit des Gens*.

SECTION XXVIII.

La Maison & les Domestiques de l'Ambassadeur sont inviolables.

GUillaume Pelissier, Evêque de Montpeliers, Ambassadeur à Venise, du temps du Roy François I, se servant de l'entremise de Cesar Fregose, celui qui fut tué quelque temps après avec Antoine Rincon, avoit gagné *Constantin & Nicolas Cavazza*, dont l'un estoit Secrétaire du Conseil de Dix, & l'autre du Conseil des Pregadi, *Maffée Leone*, Sage de Terre ferme, *Augustin Abondio & Jean François Valerio*, qui luy découvroient ce qu'ils pouvoient apprendre des secrets de la Republique. Girolamo Martelosso, gentilhomme Venitien, qui entretenoit la femme d'Abondio, ayant un jour trouvé dans le cabinet de celui cy quelques billets de *Nicolas Cavazza*, qui parloient d'affaires d'Estat, les communiqua au Conseil de Dix, où la main de *Cavazza* ayant esté reconneüe, on n'eut pas beaucoup de peine à penetrer jusques à la source de la trahison. *Maffée Leone & Constantin Cavazza* eurent le loisir de se sauver, & les trois autres se jetterent dans la Maison de l'Ambassadeur de France. Le Senat y envoya Bernard

Georgio, l'un des Advocadors du commun, qui est un magistrat fort considerable à Venise, pour faire prier l'Ambassadeur de mettre les traistres entre les mains de la Justice : Mais les Domestiques l'empescherent de luy parler, & mesmes firent quelque violence aux gens, dont le Conseil de Dix avoit fait accompagner l'Avogador, pour luy prester main forte. Cette resistance l'obligea à sortir de la Maison, mais on mit aussytost des gardes à toutes les avenues, & on amena deux petites pieces de Canon sur une barque, à dessein de foudroyer & d'abattre la porte. l'Ambassadeur voyant ces preparatifs, & craignant que cette violence ne fust suivie d'une plus grande, ceda, & rendit les criminels. Le Roy disoit, qu'on avoit violé le *Droit des Gens*, en forçant la Maison de son Ministre, & en témoignant son ressentiment, en refusant pendant quelques mois d'admettre à sa presence *Antoine Venier*, Ambassadeur de la Republique. Mais quelque temps après, le Roy ayant assiégué la ville de Perpignan, où Venier l'avoit suivy, le fit venir, & ne luy dit rien de fâcheux : il luy demanda seulement ce qu'il diroit, si on le traittoit de la maniere que son Ambassadeur avoit esté traité à Venise. *Venier* répondit, que si les traistres, ou les rebelles de Sa Majesté se retiroient dans sa Maison, il les prendroit luy mesme par les bras, pour les mettre entre les mains de la Justice ; parce que s'il ne le faisoit point, le Senat ne manqueroit pas de le punir avec severité. La réponse estoit digne d'un Ambassadeur & d'un Sénateur de Venise, & ne pouvoit pas estre plus avisée ; parce qu'elle se rapportoit aux paroles, & non à l'intention du Roy : puis qu'il faut croire, que le Senat ne puniroit pas son Ambassadeur, pour avoir retiré, ny mesmes pour avoir fait évader des traistres qui l'auroient servy.

On peut dire sur cet exemple, que suivant le *Droit des Gens*

Gens, la Maison de l'Ambassadeur ne peut donner seureté qu'à luy & à ses Domestiques, & ne peut servir d'Azyle aux estrangers, que du consentement du Souverain du lieu, qui peut estendre ou restreindre ce privilege comme il veut; parce qu'il ne fait pas partie *du Droit des Gens*. L'Auditeur du Legat Barberin dit bien au Procureur du Roy de Lion, qui luy demanda le sceau & le registre de la Legation avec un peu d'incivilité, qu'à Rome un officier de Justice n'oseroit approcher du Palais d'un Ambassadeur de France: ce qui est vray, & on sçait qu'en Espagne les Maisons des Ministres Publics jouïssent de libertés & d'exemtions fort considerables: Mais dautant qu'ils abusoient de ce qu'ils possedoient sans tiltre, & par la seule indulgence des Rois, on a eu raison de les leur oster, & de les faire contenter de quelques autres avantages plus proportionnés à ceux qu'on leur fait dans les autres Cours. Le Pape d'aujourd'hui a raison aussy de vouloir retrancher cette enorme licence, que les Ambassadeurs des Couronnes se donnent, de prester leur protection à des quartiers entiers, pour les faire servir de retraite à toutes sortes de sclerats contre la Justice. Il y en a qui jugent, que les Ambassadeurs de leur costé ont raison de se maintenir en la possession d'un Droit, dont ils jouïssent, il y à longtems, sous un Prince, qui ne peut verifier le tiltre de sa Souveraineté que par la seule possession.

A parler generalement, la Maison de l'Ambassadeur ne doit point proteger des gens, qui par leurs crimes troublent & détruisent la societé civile, laquelle le Droit Public tasche de conserver & de faire subsister; veu que selon la loy de Moyse mesme, les lieux les plus saints ne doivent servir d'azile qu'aux malheureux. C'est la superstition, qui les a ouverts indistinctement à toutes sortes de criminels, qui y sont protegés par une puissance estrangere & illegitime.

Tellement que je crois pouvoir dire, que si l'Ambassadeur de France ne pouvoit de bonne grace abandonner des gens qu'il avoit corrompus, il ne pouvoit proteger contre la Justice du lieu les sujets de la Republique, parmy lesquels il y en avoit, qui devoient une fidelité plus particuliere à l'Estat, à cause de leurs offices. Comme le Souverain ne peut soustraire l'Ambassadeur à la Justice de son propre Prince, ainisy l'Ambassadeur ne peut soustraire les sujets à la Justice de leur Souverain, ny l'empescher de faire agir sa Justice contre eux, sans luy faire tort, & sans attenter aux Droits de sa Couronne. Dans les autres occasions, *la Maison* de l'Ambassadeur doit estre respectée, comme si c'estoit le Palais du Prince mesme. Elle l'est en effet, ou du moins elle est en la protection particuliere, aussy bien que sa personne. C'est pourquoy en plusieurs Cours de l'Europe les Ambassadeurs font mettre les armes de leur Maistre au dessus de la porte de leur Palais, & presque par tout ils ont une chaise d'Estat, qui marque la presence du Maistre du logis. Au Congres de Westphalie on connoissoit les hostels des Ambassadeurs & des Plenipotentiaires par les armes des Souverains qu'ils representoient ; non seulement ceux des Couronnes, des Republiques & des Electeurs, mais aussy ceux des Princes d'Allemagne & d'Italie. Les Ambassadeurs des Provinces Unies, en escrivant aux Estats Generaux, ne manquent pas de dater leurs lettres de la Maison de leurs Hautes Puissances : pas tant parce qu'elles font la dépense de l'Ambassade, & payent le loyer de la Maison, que principalement parce que c'est leur representant qui y est logé.

Au reste, l'Ambassadeur doit jouir dans sa Maison d'une liberté si grande, qu'il n'y ait personne qui y puisse controller ses actions, ny mesmes empescher qu'il y fasse exercer la Religion de son Prince, quoy qu'elle soit defendue par les loix du Pais de son employ. En l'an 1644. le Parle-

ment

ment de Londres envoya quelques Deputés à l'*Ambassadeur d'Espagne*, avec ordre d'y faire recherche de deux moines ou Prestres Irlandois, à qui on disoit que l'Ambassadeur donnoit retraite. L'Ambassadeur dit, qu'il ne permettroit point qu'on visitast sa Maison, & qu'il aimoit mieux se faire tuer en s'y opposant, que de se faire trancher la teste en Espagne, pour n'avoir sceu soustenir la dignité de son caractere, ny l'honneur du Roy, à qui la Maison appartenoit, & non à luy. Pour les Prestres, qu'il entretenoit pour son service, qu'il en rendroit compte au Parlement. On croyoit qu'il eust tenu la main à l'évasion de deux Seigneurs Irlandois, qui s'estoient sauvés de la Tour de Londres, ou du moins que les Prestres Irlandois, à qui l'Ambassadeur donnoit retraite, y avoient aidé: ce qui fut cause que le peuple menaçoit de piller sa Maison, & il auroit esté presque impossible de la sauver, si en mesme temps les Seigneurs Irlandois n'eussent esté repris.

Ce fut en la mesme année, que le mesme Parlement, ayant fait enlever, & mettre l'Hostesse de *Sabran, Resident de France*, prisonniere, envoya guarnison dans sa Maison. *Sabran* s'en plaignit; mais le Parlement dit, que la Demoiselle estoit Angloise, que la maison n'estoit pas au Resident, mais à elle, & que son crime estoit averé: de sorte que le Resident, qui n'y tenoit que quelques Chambres, ne pouvoit pas empescher la Justice de proceder contre elle. Neantmoins comme cela fit du bruit, & que les autres Ministres Publics s'interessèrent dans l'affaire, le Parlement crût s'en devoir justifier en France: & ce fut pour cela principalement qu'il y envoya ce joueur de Luth, dont il à esté parlé ailleurs.

Les Estats de Suede estant assemblés à Stocolm en l'an 1648, les Evesques & les Ministres, qui y sont en grand nombre, & qui y ont du credit auprès du peuple, comme par tout ailleurs, faisoient de grandes plaintes contre les

estrangeurs, que l'on voyoit tous les jours aller à la Messe chez M. Chanut, qui en ce temps la n'estoit encore que Resident de France. La Reine, qui estoit obligée d'avoir de la complaisance pour ces gens là, fit dire à Chanut, *qu'elle ne luy vouloit pas oster l'exercice de sa Religion dans sa Maison* ; mais qu'elle le prioit de n'y admettre pas tant d'estrangeurs, parce que le peuple en estoit scandalisé. Le Secrétaire Guldenclau, qui avoit fait le message, l'avoit pris d'un ton un peu haut; c'est pourquoy Chanut répondit, qu'il n'estoit pas obligé à la Reine de la liberté qu'il avoit d'exercer sa Religion dans sa Maison, & pour sa Famille, mais *qu'il la tenoit du Roy qui l'employoit, & du Droit des Gens* : & ainſy qu'il ne fermeroit point la porte aux Catholiques qui s'y presenteroient. *Que la Loy de Suede ne pouvoit pas abolir le Droit des Gens* (ce qu'il faut bien remarquer contre les nouveaux Politiques) *ny les privileges, qu'il donne à la personne & à la Maison de l'Ambassadeur, ou du Ministre Public*, & qu'elle ne pouvoit s'estendre jusques aux estrangeurs qui estoient venus dans le Roiaume sous la foy publique. Qu'il ne voyoit point de Suedois dans sa Chapelle, au lieu qu'à Paris toutes sortes de personnes se rendoient chez le Ministre Lutherien, qui y estoit toleré pour l'amour de la Reine. Que le Baron de Rorté, son predecesseur, avoit fait la même réponse à ceux qui luy avoient tenu le même discours de la part des Directeurs du Royaume. *Que la Maison estoit au Roy & non à luy*, & qu'il n'empescheroit pas les estrangeurs, & particulierement les François s'y venir. Le Secrétaire repartit, qui si le Resident n'y donnoit ordre, il y avoit lieu de craindre, que le peuple, qui en prenoit du scandale, ne se portast à quelque violence. Chanut repliqua, que la Reine estoit si bien obeïé dans son Royaume, & que le Roy, son Maistre y estoit si fort considéré, qu'il ne pouvoit pas apprehender qu'il en arrivaſt

vast du desordre. Il en fit ses plaintes à la Reine, qui luy dit, que le Secretaire avoit excédé ses ordres, & qu'il avoit plus fait qu'on ne luy avoit commandé. Qu'elle estoit obligée d'avoir de la complaisance pour les Estats du Royaume, & qu'elle le prioit d'en avoir un peu pour elle, pendant qu'ils seroient assemblés, & qu'après leur closture il en pourroit user comme de costume, & avec la mesme liberté qu'auparavant.

En l'an 1603 le Nonce, qui estoit à Venise, se plaignit de la liberté, que l'Ambassadeur d'Angleterre se donnoit de faire prescher publiquement dans sa Maison. Le Nonce disoit, qu'on y faisoit le presche en Anglois, mais qu'un jour on le pourroit faire en Italien, & y recevoir toutes sortes de personnes. Qu'il falloit obliger l'Ambassadeur à aller demeurer à Muran, ou en quelque autre lieu escarté, afin d'éviter le scandale. Ces plaintes ayant esté portées au Senat, il y fut dit, que le Roy d'Angleterre estoit un si grand Prince, que la Republique ne se pouvant passer de son amitié, on ne pouvoit pas empescher son Ministre de faire exercer la Religion de son maistre chez luy : mais qu'il seroit prié de n'y admettre point les estrangers. Il est certain qu'entre les autres droits, dont le Ministre Public doit jouir, est celuy de pouvoir faire exercer dans sa Maison la Religion, dont il fait profession, ou plustost celle du Prince qui l'employe. Comme on considere en cela le Souverain, que le Ministre represente, aussy est ce à sa Religion qu'on veut bien rendre ce respect. Tellement qu'il y a lieu de douter, si l'Ambassadeur, qui seroit profession d'une Religion, qui n'auroit point de rapport à celle de son Maistre, ny à la Religion dominante du País où il reside, en pourroit faire l'exercice publiquement dans sa Maison. Mais il semble qu'on peut dire, que si le Prince, qui ne voudroit pas que son Ministre fust athée, & qui aimeroit
mieux

mieux qu'il eust une mauvaise religion, que de n'en avoir point du tout, luy permet d'en faire faire l'exercice dans sa Maison, le Souverain, auprès du quel il reside, ne l'en doit point empêcher. Les Princes employent rarement des Ministres, qui fassent profession d'une religion différente de la leur; mais quand ils le font ils choisissent ordinairement ceux qui sont de la Religion des Princes à qui ils les envoient, *Mirebeau*, que Henry III. Roy de France employa auprès des Princes Protestants d'Allemagne, estoit de leur religion. *Segur*, *Calignon*, le *Duc de Boüillon*, le *Marquis de Rosny*, *Buzenval*, la *Place*, du *Maurier*, que Henry IV & Louys XIII ont employés en Allemagne, en Angleterre & en Hollande, comme aussy les Comtes de *Zinzendorf* & de *Windischgrats*, dont l'Empereur s'est servy depuis quelques années, estoient Protestants; de sorte qu'il n'estoit pas nécessaire qu'ils fissent prescher dans leur Maison: & neantmoins si les Princes, qui les employoient, & qui estoient Catholiques, eussent désiré, qu'ils eussent fait dire la Messe chez eux, on ne les en auroit pas empêchés.

Les Ministres du second ordre jouissent de ce droit, aussy bien que de plusieurs autres, également avec les Ambassadeurs. Les Residents du Roy de la Grande Bretagne en ont jouy par tout, sans contradiction, & les Residents des Provinces Unies font librement prescher chez eux, non seulement dans les Cours des Princes Lutheriens, où l'exercice de la Religion, qu'on appelle Reformée, n'est pas moins severement défendu que celui de la Religion Catholique Romaine; mais aussy à Constantinople, à Bruxelles, & mesmes à Lisbonne & à Madrid, à la veüe de l'Inquisition.

Mais c'est une Privilege en effet, qui ne se doit estendre au delà de la personne de l'Ambassadeur & de ses Domestiques.

riques. Car encore qu'on ne le puisse pas empêcher d'admettre tous les estrangers, qui se presentent à sa porte, le Souverain peut pourtant défendre à ses sujets, & à tous les estrangers qui sont tenus de respecter les loix de son Estat, d'aller chez les Ambassadeurs, & d'avoir aucune communication avec eux; tant pour le fait de la Religion qu'autrement. C'est pourquoy les Princes, qui ne veulent pas que les loix de leur país soyent alterées, ne permettent pas que leurs sujets se trouvent à cette sorte d'assemblées, ny que les Ambassadeurs fassent faire le service en autre langue qu'en celle de leur Maistre. L'Inquisition y a pourveu en Espagne: & en France, aussy bien que dans les Provinces Unies, quoy que l'exercice de la Religion Reformée soit estably par Edict dans l'une, & que dans les autres ont ait beaucoup d'indulgence pour ceux qui font profession de la Romaine, on n'a pas laissé de faire des défences tresrigoureuses aux sujets de frequenter ces assemblées illicites. *Philippe II* ne voulut pas permettre, que l'Ambassadeur de la Reine Elisabeth priaist Dieu à sa mode, dans sa Maison, & contraignit ses Domestiques d'aller à la Messe; mais ses Successeurs ont bien fait connoistre, que la devotion des Princes, quelque Religieux qu'ils soyent, n'est jamais si pure, que l'interest de l'Estat ne s'y mesle, & que bien souvent celuy cy l'emporte sur l'autre.

Supposé donc que *la Maison* de l'Ambassadeur est aussy en la protection *du Droit des Gens*, elle doit aussy estre inviolable, en sorte qu'elle ne peut estre sujette à aucune recherche; si ce n'est qu'il la fasse servir d'azile à des scelerats; puis que ce n'est pas jusques là que *le Droit des Gens* la protege. Sur ce principe *M. de Bye*, Resident de Pologne, ne devoit pas permettre, que les Estats des Provinces Unies, ou ceux de Hollande, envoyassent chercher dans sa Maison un gentilhomme, sujet du Roy de Pologne, son Maistre:

aussy ne l'auroit il point souffert, sans doute, si on n'y fust entré à main armée, & si on ne luy eust fait violence. Ce Gentilhomme Polonois ayant esté obligé de sortir de sa patrie, pour une disgrâce qui luy estoit arrivée, s'estoit retiré en Moscovie, & s'estoit mis à la suite de deux Ambassadeurs, que le *Czaar* envoyoit en Hollande, mais son dessein estoit de ne retourner point dans un país, où tout le monde est esclave. Il se déroba de la suite des Ambassadeurs, & se retira chez le Resident de Pologne, qui craignant ce qui luy arriva depuis, le fit évader. Les Moscovites en firent tant de bruit, que les Estats de Hollande, après avoir fait occuper toutes les avenues de la Maison, y firent entrer quelques Officiers & Soldats, pour faire la recherche du fugitif. Ils n'y trouverent personne, & cependant ils firent cet affront au Ministre Public du Roy de Pologne. Le Polonois n'estoit point esclave né du *Czaar*, & s'il l'estoit devenu, en allant demeurer en Moscovie, il recouvrit sa liberté naturelle, en mettant le pied dans un país, qui ne nourrit point d'esclaves, & où non ne devoit point sçavoir ce que c'est que de servitude ou d'esclavage. Les Jurisconsultes François disent, que l'air de France est si bon & si benin, que dés qu'un esclave entre dans le Roiaume, mesme à la suite d'un Ambassadeur, il ne respire que liberté, & la recouvre aussytost. A plus forte raison l'Etat des Provinces Unies, qui ne devoit subsister que par la liberté & par la Justice, & qui devoit proteger ceux que la tyrannie veut poursuivre & opprimer, ne se peut excuser d'avoir ainisy traitté la Maison du Resident de Pologne.

En l'an 1642, *Francisco Andrada Leitao*, Ambassadeur de Portugal à la Haye, ayant esté trompé par un maquignon, le retint prisonnier dans sa Maison. La Femme du maquignon en fit du bruit, sur lequel la canaille s'estant assemblée, cassa d'abord les vitres à coups de pierres: en
fonça

fonça la porte de la rue, força en suite toutes les autres portes, les coffres & bahus, & emporta tout ce qu'il y avoit de vaisselle & de meubles: avec tant de desordre, que tout ce que l'Ambassadeur & ses Domestiques pûrent faire, ce fut de se sauver par le jardin dans les maisons voisines. Les bourgeois se mirent sous les armes, & la Cour de Justice, avec le Magistrat de la Haye, se porta sur le lieu, pour arrêter le progrès du tumulte. L'Ambassadeur en fit des plaintes aux États Generaux, & il y eut des Deputés, qui estoient d'avis qu'il le falloit dédommager, afin de décharger l'État du juste reproche, qu'on luy pouvoit faire, d'avoir souffert, qu'on eust violé le *Droit des Gens*, en sa personne & en sa Maison. Mais le *Droit des Gens* fut encore negligé en cette occasion, & on obligea l'Ambassadeur à se contenter d'une meschante excuse, que les États luy firent faire par trois de leurs Deputés. L'Ambassadeur, qui avoit publiquement enseigné le Droit, devoit sçavoir qu'il ne luy estoit pas permis de faire une prison de sa Maison, & ce fut une grande imprudence à luy de se commettre avec une canaille, qui ne connoit point de milieu entre la plus débordée licence & la plus infame servitude. Mais l'État estoit obligé de reparer une violence, qu'elle ne pouvoit punir, & de le dédommager de ce qu'il avoit perdu dans ce soulèvement populaire.

Il arriva quelque chose de semblable en l'an 1601 à *Antoine de Silly, Comte de Rochepot, Ambassadeur de France en Espagne*. La Cour estoit à Vailladolid, où les habitants n'estant pas fort accoustumés de voir des François, firent plusieurs insolences à ceux de la suite de l'Ambassadeur, jusques à l'obliger à sortir du carosse, pour mettre l'espée à la main contre ceux qui outrageoient ses gens, & qui avoient tué un de ses laquais derriere luy, sans qu'il en pust avoir raison. Après cela quelques uns de ses gentilshommes estant un soir

allé prendre le frais, le peuple commença à leur dire des injures, & à les traiter de *Vellacos*, de *Borachos* & de *Luthernos*; de sorte que les François mettant l'espée à la main, en coucherent deux sur le carreau. Mais ils ne se furent pas sitôt retirés au logis, qu'ils s'y trouverent investis par le peuple, assisté d'un bon nombre d'officiers de Justice, qui sous prétexte de prévenir un plus grand desordre, forcerent la Maison en plusieurs endroits, enfoncerent les portes des chambres, pillerent & emporterent la vaisselle d'argent, & les autres meubles, battirent & outragerent les Domestiques, & emmenerent les gentilshommes prisonniers, & avec eux le neveu de l'Ambassadeur. Quelques jours après on luy fit rendre ce qu'on pût recouvrer de ce qui avoit esté dérobé; mais les gentilshommes demurerent prisonniers. Sur l'avis que l'Ambassadeur en donna au Roy son maistre, on luy ordonna de sortir de la Cour d'Espagne, le Roy défendit le commerce avec ce Roiaume là, & les deux Couronnes alloient apparemment rompre, sans l'entremise du Pape, qui se fit amener & délivrer les prisonniers, & qui les mit entre les mains de l'Ambassadeur de France, qui estoit à Rome. *Du Fargis*, qui estoit Ambassadeur de France à la Cour de Madrid, y eut une rencontre presque semblable en l'an 1621, & elle auroit produit un semblable effet, si le Marechal de Bassompierre, qui y arriva en ce temps là, en qualité d'Extraordinaire, n'eust accommodé le différent.

La Justice de Vailladolid viola le *Droit des Gens*, en deux façons, en forçant la Maison de l'Ambassadeur, & en enlevant ses Domestiques; & le Roy d'Espagne en consentant à l'un & à l'autre, n'estoit pas tout à fait innocent. Ses Ministres en ont rejetté la faute sur le peuple, lequel s'estant soulevé, on estoit contraint de luy donner quelque satisfaction: & cela auroit un peu d'apparence, si les gentils-

tilshommes ne fussent demeurés prisonniers & aux fers, jusques à ce qu'on les leur ostast à Rome. Le Roy devoit demander à l'Ambassadeur ceux qui avoient tué les Espagnols, ou le presser d'en faire Justice luy mesme, & faute de l'un & de l'autre se faire faire raison par le Roy de France. Quelque temps après, & mesmes avant que les prisonniers fussent remis entre les mains du Pape, ce qui ne se fit qu'au bout de dix mois, les gens de l'Ambassadeur de Venise tuerent deux Espagnols à Madrid, mais le Roy d'Espagne défendit qu'on les prist, ny dans la Maison, ny à la suite de l'Ambassadeur, quelque part qu'il fust, à la ville ou à la Campagne. Ces defences estoient conformes au *Droit des Gens*, & c'est ainsy que l'on en a usé en Hollande, pendant qu'on y avoit encore du respect pour le mesme Droit. Le mesme jour que M. de Thou, Ambassadeur de France, arriva à la Haye, vers la fin du mois d'Avril 1657, un de ses Domestiques voulut faire violence à une femme, qu'il rencontra la nuit dans la rue. La patroüille l'en empêcha, & l'emmena au Corps de garde, à dessein de le mettre le matin entre les mains de la Justice, l'Ambassadeur en ayant esté adverty, reclama son Domestique, & les Conseillers Deputés de Hollande, qui representent le Souverain de la Province en l'absence des Estats, le luy firent rendre, afin qu'il en fist luy mesme faire Justice. De Thou avoit raison de parler pour son Domestique, & de faire voir à l'entrée de son employ, qu'il n'estoit pas indigne du caractère, dont le Roy l'avoit honoré, puis qu'il en sçavoit bien soustenir la dignité: & les Estats de Hollande de leur costé firent bien connoistre, qu'ils vouloient respecter le *Droit des Gens*.

C'est pourquoy on ne doit point prendre exemple sur l'action d'Olivier Cromüel, qui fit en l'an 1653 enlever *Pantaleon de Sa & Meneses*, de la Maison du Comte de

Penagion, Ambassadeur de Portugal, son Frere, & le fit publiquement executer à Londres. Il est vray que *Pantaleon* avoit fait une grande violence, en tuant mal à propos un Anglois, qui se promettoit avec son accordée au lieu, que l'on appelle le Nouveau change. Il est vray encore, que les habitants de Londres furent extrêmement irrités de cette action, qui estoit capable de faire soulever la ville, & qu'il estoit necessaire de leur donner quelque satisfaction. Mais il est vray aussy, que Cromüel les pouvoit satisfaire par des apparences, & qu'il devoit faire toute autre chose plustost que de violer *le Droit des Gens*. Il le voulut bien sacrifier, avec ce gentilhomme, à son ambition, & après avoir commis un parricide, il ne craignoit point de commettre un sacrilege.

L'offre que M. de Thou fit de punir son Domestique, & l'acquiescement des Estats de Hollande confirment ce qu'on dit du Droit, que l'Ambassadeur a de faire faire Justice dans sa Maison de ceux qui en dépendent. En l'an 1603 Henry IV envoya *le Marquis de Rosny* au Roy Jaques, pour luy faire civilité sur son advenement à la Couronne d'Angleterre. Le mesme jour que l'Ambassadeur arriva à Londres, quelques un de ses gentilshommes allerent dans une maison de débauche; où ils prirent querelle avec des Anglois, & en tuerent un. Le peuple en fit du bruit, & menaça les François de les aller attaquer chez eux; de sorte qu'ils se sauverent tous dans le Palais de l'Ambassadeur, qui estoit logé à l'hostel d'Arondel. Ces mouvements ne se pûrent pas faire avec si peu de desordre, que l'Ambassadeur ne s'en apperceust, & n'en apprist en mesme temps la cause. Il s'assëura aussytost de l'auteur du meurtre, & s'estant retiré dans une chambre avec quelques Seigneurs François, qui l'avoient accompagné en son voyage, on le condamna à la mort, sur la confession que l'on tira de sa
bou.

bouche. Le criminel estoit fils d'un des grands Audienciers de la Chancellerie, & d'une des meilleures familles de Paris, & neantmoins l'Ambassadeur, qui estoit d'ailleurs d'une humeur assés severe, voulant obliger le peuple de Londres, envoya dire au Maire, qu'il avoit fait faire le procès au Meurtrier, qu'il avoit esté condamné à la mort, & que les officiers de Justice n'avoient qu'à le venir prendre, pour faire executer la Sentence.

Le Maire l'envoya querir, & le fit emmener, mais le Comte de Beaumont-Harlay, Ambassadeur ordinaire de France, qui s'estoit fort opposé à la resolution que M. de Rosny prit, de mettre ce jeune gentilhomme entre les mains des Anglois, alla cependant trouver le Roy d'Angleterre, obtint le pardon du Criminel, & le fit mettre en liberté. Henry IV, qui approuvoit toutes les actions du Marquis de Rosny, loua encore celle cy, bien que contre le sentiment du Conseil & de toute la France, qui sostenoit, qu'il n'y avoit que le Prince Souverain & naturel du Criminel, qui luy püst donner sa grace, & que le Roy d'Angleterre, qui n'avoit point de jurisdiction sur le Domestique de l'Ambassadeur, pouvoit bien moins disposer de la vie du mesme Domestique. Tout ce que le Roy de la Grande Bretagne pouvoit faire, c'estoit de faire surseoir l'execution, de donner advis au Roy de France de l'estat de l'affaire, & de luy laisser la disposition de son sujet, qui estoit venu en Angleterre avec son Ambassadeur : ou bien de le renvoyer à l'Ambassadeur mesme, afin qu'il fît luy mesme faire l'execution de sa Sentence, pour laquelle le Roy d'Angleterre n'estoit pas obligé de prester ses officiers, qui ne doivent pas servir d'autres juges, que ceux à qui ils ont serment.

L'Ambassadeur est d'autant plus particulièrement obligé à proteger ses Domestiques, qu'on ne leur sçauroit faire
ou-

outrage, qu'on ne le fassé à sa personne mesme. Un des pages de *François Miqueli*, Ambassadeur de Venise à Turin, ayant tiré l'espée dans l'antichambre du Duc, contre Don Antonio de Savoye, le Duc vouloit que l'Ambassadeur mist le page entre ses mains, afin qu'il le fist punir; mais *Miqueli* refusa de le faire, nonobstant le mécontentement que le Duc en témoigna. Le Senat de Venise, qui craignoit que le Duc passast à quelque ressentiment violent; veu que l'intelligence entre la Republique & la Cour de Savoye n'estoit pas trop bonne, rappella son Ambassadeur, & par ce moyen la correspondance entre la Republique & le Duc cessa tout à fait. *Le Comte de Bigliore*, qui estoit de la part du Duc de Savoye à Venise, prit aussy son audience de Congé au College, & partit dés le lendemain; afin de n'estre pas obligé de prendre le present ordinaire, que l'on fait aux Ambassadeurs. Le Comte n'estoit pas d'ailleurs fort satisfait des Venitiens, qui l'avoient contraint de faire oster de dessus sa porte les armes du Prince, son Maistre, parce qu'ils les avoit escartelées de Chypre.

En l'an 1626 le *Cocher de M. d'Espeffes*, *Ambassadeur de France*, ayant fait insulte à un Capitaine François, celuicy n'en remporta point d'autre reparation, sur les plaintes qu'il en fit à l'Ambassadeur, si non l'impertinente réponse que celuicy luy fit, que le Cocher d'un Ambassadeur de France valoit bien un Capitaine d'une Compagnie Française en Hollande. Les autres Capitaines, qui estoient la pluspart personnes de naissance, s'en ressentirent, en donnant des coups de baston au Cocher, à la veüe de l'Ambassadeur, qui estant allé faire une visite, eut le déplaisir de voir par la fenestre l'affront qu'on luy faisoit en la personne de son Domestique. Il s'en plaignit au Roy son Maistre, qui escrivit aux Estats, & leur fit entendre par un courier exprés, qu'il vouloit, que les officiers, qui a-
voient

voient fait cet outrage à son Ambassadeur, luy fussent envoyés prisonniers en France, & que le refus, que les Estats feroient de luy complaire en cela, l'empescheroit de leur envoyer un autre Ambassadeur à l'avenir, & mesmes de leur continuer les subides. Ces *Capitaines estoient sujets du Roy*, & en tiroient pension; neantmoins toute la satisfaction qu'on luy donna, ce fut qu'on les suspendit quelque temps de leurs charges. L'Ambassadeur ne s'en satisfisoit point, mais en témoignoit son ressentiment de temps en temps; jusques à n'épargner pas mesmes l'Estat, dans un memoire si offensant & si scandaleux, que les Estats l'envoyerent aux Ambassadeurs Extraordinaires, qui estoient de leur part en France, & firent prier le Roy, d'ordonner à son Ambassadeur de traiter avec plus de civilité un Estat, que sa Majesté honnoroit de son alliance, & de demeurer dans les termes du respect, que les Alliés ont accoustumé de se rendre, au lieu de les importuner de ses memoires, remplis d'injures & de reproches. Ils firent aussy témoigner leur ressentiment à l'Ambassadeur mesme, qui estant revenu de son premier emportement, s'en vouloit excuser; mais il avoit esté trop violent, & il s'estoit fait tant d'ennemis, que l'on n'eut pas beaucoup de peine à le faire revoker.

Spiring, Resident de Suede à la Haye, c'est à dire dans sa patrie, soustint que la Cour de Justice n'avoit point de Jurisdiction sur sa personne, & qu'elle la luy devoit laisser sur ses Domestiques. Elle ne voulut pas s'expliquer alors sur la question, qui fut proposée, si on pouvoit obliger le Ministre Public à répondre pour crime pardevant le juge du lieu de sa residence. Elle s'en est bien expliquée depuis au procès du Resident de Lunebourg, contre le sentiment uniforme de tous ceux qui ont escrit du Droit Public: mais il sembloit qu'elle avoit raison de faire difficulté touchant

le droit, que le Resident s'attribuoit de vouloir exercer Jurisdiction sur ses Domestiques. Le Souverain mesme n'est qu'une personne particuliere, & n'a point de Jurisdiction dans le territoire d'autrui; de sorte qu'il semble que son representant ne la sçauroit pretendre non plus. Il semble encore, qu'il y ait une grande incongruité de permettre à un Ambassadeur, ou à un Ministre du second ordre d'exercer Jurisdiction sur ses Domestiques; parce que ne se trouvant pas accompagné d'un nombre suffisant de juges, il ne peut proceder contre eux dans les formes; & quand il les auroit condamnés, il n'a point de Ministres de Justice qui puissent executer sa Sentence. Mais d'autant que la Maison de l'Ambassadeur est la Maison du Prince qu'il represente, il n'y a point de doute, qu'il n'ait Jurisdiction dans l'enclos de ses murailles, & qu'il ne puisse disposer de ses Domestiques, dans l'estendue de l'autorité que son Maître luy a donnée pour cela. Les formalités de Justice ne sont point du Droit naturel, que l'Ambassadeur peut suivre, & n'est pas obligé de se conformer au Civil, & s'il y trouve quelque scrupule, il peut envoyer le criminel dans son pais, & le faire juger par la Justice de son Prince.

On pourroit encore douter, si l'Ambassadeur peut estendre sa Jurisdiction sur ceux des Domestiques, qui sont sujets du Souverain, auprès duquel il reside: & il semble qu'on doive aussy juger pour l'affirmative. Car si le Souverain permet, que son sujet se mette au service d'un Prince, ou d'une autre personne qui ait Jurisdiction sur tous ceux qui sont à son service, il les abandonne aussy à cette Jurisdiction estrangere. *Spiring* traite fort mal la Cour de Justice de Hollande en ses protestations; quoy qu'il n'ait pas raison au fond, parce que la Cour de Justice pouvoit & devoit prendre en sa protection & sauvegarde speciale les habitants de la Haye, pour les mettre à couvert des insolén-

folences , dont les Domestiques du Resident les menaçoient.

Dont je prendray occasion de dire , que comme l'Ambassadeur doit proteger ses Domestiques, ainsy doit il en quelque façon répondre de leurs actions. C'est pourquoy il doit estre tresdifficile au choix qu'il en fait ; non seulement à cause des desordres, que les personnes déreglées ont accoustumé de faire : mais aussy parce que sous le nom de Domestiques , il s'y peut fourrer des espions , & mesme des ennemis couverts , qui traversent sa negotiation sous main , & qui trahissent ses interets , aussy bien que ceux de son maistre. En l'an 1567 l'Empereur Maximilian II avoit envoyé en Angleterre le Comte de Stolberg , pour y proposer le mariage de l'Archiduc Charles, son fils , avec la Reine Elisabeth. La Reine voulant répondre à cette civilité , quoy que son intention fust bien éloignée du mariage , fit partir *le Comte de Suffex* , pour aller porter l'Ordre de la jarrettiere à l'Empereur , & pour l'éclaircir de plusieurs difficultés , qui se rencontroient en cette recherche. Le Comte , qui avoit de l'inclination pour le mariage , eust bien voulu faire mettre l'affaire en negotiation , & la faire reussir : mais le Comte de Licestre , qui pretendoit au mariage de la Reine , & qui vouloit faire rompre la negotiation de Vienne , fit entrer dans la Maison de l'Ambassadeur *le Baron de North* , homme adroit & confident de Licestre. Le Baron estoit d'une naissance , qui luy acquit facilement la familiarité du Comte de Suffex , & luy donna le moyen de penetrer toutes les intrigues & tous secrets de la negotiation , dont il ne manquoit point de faire part à son amy en Angleterre.

Les Domestiques des Ambassadeurs ne font que trop souvent degenerer leur juste liberté en des licences , dont les suites peuvent estre tresdangereuses. Au commence-

ment de l'an 1563 il arriva à Trente un tresgrand desordre, à cause d'une querelle, que les Domestiques de deux Evesques, dont l'un estoit François & l'autre Espagnol, prirent entre eux, en la quelle celuy de l'Evesque François fut blessé à mort. Quelques Italiens, qui s'y trouverent presents par rencontre, jugeant qu'il y avoit eu de la supercherie, parce que plusieurs Espagnols avoient tiré l'espée contre un seul François, prirent party, & par ce moyen il s'en fit une querelle de nation à nation, entre les François & les Italiens d'un costé, & les Espagnols de l'autre. Elle alla si avant, qu'ils ne se rencontroient jamais, que ceux qui croyoient avoir de l'avantage sur les autres, n'attaquassent les plus foibles, sans que les Legats püssent empescher le massacre, quelque peine qu'ils y prissent : tellement que le 12 Mars il y eut un combat, ou plusieurs furent tués & blessés de part & d'autre. Le Gouverneur & la garnison de la ville eurent de la peine à les separer, & les Legats s'en allarmerent si fort, qu'ils n'osoient plus sortir du logis. Ils voulurent obliger le Cardinal de Lorraine, qui estoit celuy qui avoit le plus d'autorité parmy les Ministres de France, à desarmer ses Domestiques ; mais il dit, que sa personne n'estant pas en seureté, il falloit que ses gens fussent armés. *Lansac*, l'un des Ambassadeurs de France, soustenoit de son costé, que sa qualité luy permettoit de se faire accompagner de tel nombre de Domestiques qu'il luy plaisoit. Les Espagnols, qui estoient fiers, ne vouloient pas desarmer non plus ; si bien que pendant six jours il n'y eut point d'assemblée ; les Prelats n'osant paroistre dans la rue de peur d'estre mal traittés. Les Legats, n'y voyant point d'autre remede, firent venir les Ambassadeurs chez eux, & leur presenterent, qu'il estoit impossible de faire continuer le Concile, si on n'avoit la Paix dans la ville, & qu'on ne la pouvoit esperer dans ces grandes animosités, si

on

on ne desarmoit de part & d'autre. *Que dans une autre conjoncture les Ambassadeurs pourroient jouir de leurs privileges, où ils serviroient plus à donner du lustre à leur caractère, qu'à répandre du sang.* Les Ambassadeurs défererent à cette remonstration, & consentirent qu'il n'y auroit qu'eux, & un certain nombre de personnes de leur suite, dont ils feroient donner les noms au Magistrat de la ville, qui pourroient porter des armes. Que le nombre ne seroit point réduit à si peu de personnes à l'égard du Cardinal de Lorraine, mais qu'il seroit pourtant réglé, & qu'il seroit aussy tenu de les nommer au Magistrat; avec défenses à toutes les autres personnes de porter des armes. Les Legats, pour servir d'exemple aux autres, desarmerent les premiers.

Les Legats avoient raison d'appeller privilege la permission, qu'on donne aux Domestiques des Ambassadeurs de porter des armes; parce qu'ils ne l'ont point en vertu *du Droit des Gens*. Puis qu'il les protege, aussy bien que leurs Maistres, contre toutes sortes d'insultes & de violences, il les devoit desarmer, au lieu de leur fournir des armes, qui ne peuvent servir qu'à offenser autrui, & non à défendre ceux qui sont en la protection de la foy publique. En France on a souvent fait défenses aux laquais de porter des armes, & on a veu cydevant, que les Ambassadeurs ne laissoient de faire distinguer les leurs; parce que ces ordonnances estoient méprisées, & presque aussytost abolies que publiées. Mais depuis que Louis XIV a trouvé le moyen de se faire obeïr, & de desarmer cette canaille, les Ambassadeurs ne pretendent plus de privilege pour leurs valets de pied. Quand tous les autres porteroient l'espée, les Domestiques des Ambassadeurs ne devroient chercher leur seureté, qu'en la dignité & au caractère de leur Maistre.

Tous les Ministres convinrent à Munster, que la con-

noissance des crimes de leurs Domestiques seroit de la Jurisdiction du Magistrat de la ville : ce qui se faisant par une soumission volontaire, ne faisoit point de prejudice à leur caractere, ny à la dignité de leurs Maistres, & servoit de bride à l'insolence des Domestiques. Le *Comte de Nassau*, Chef de l'Ambassade de l'Empereur, & *Contarini*, l'un des Mediateurs, mirent quelques uns de leurs gens entre les mains du Magistrat, après leur avoir fait oster les Couleurs; afin de faire voir, qu'ils n'estoient plus à eux. On observe la mesme chose à Nimegue. A Breda, où la garnison pouvoit avoir à démescier avec les Domestiques, tous les Ambassadeurs firent un reglement avec le Gouverneur, & ordonnerent que les gens de livrée ne porteroient point d'armes courtes, qui se püssent cacher, & qu'il ne leur seroit point permis de s'opposer à la patrouille. Que cellecy, en rencontrant de nuit des Domestiques de quelque Ambassadeur, faisans du bruit ou du desordre, les conduiroit doucement au logis, & en cas de resistance, les meneroit à la grand garde, où ils seroient detenus jusques au lendemain, pour estre mis entre les mains de leur maistre, afin qu'il en fist luy mesme le chastiment. On n'y pouvoit pas craindre les mesmes inconveniens; tant parce que l'assemblée n'estoit pas si forte, que pour ce qu'elle ne dura pas si longtemps que celles de Munster & de Nimegue.

Les *Dragomans* ou *interpretes*, dont les Ambassadeurs des Princes Chrestiens se servent à Constantinople, jouissent aussy des privileges de leurs autres Domestiques; de sorte que si les Turcs ne les respectent pas tousjours comme ils devroient, c'est un effet de leur brutalité, qui n'a pas beaucoup de consideration pour les Ambassadeurs mesmes. Le *Premier Vizir* a accoustumé de se servir d'un *Chiaux*, quand il veut faire faire quelque message à un Ambassadeur; mais en l'an 1647 *Salis Bach* s'âvisa d'envoyer

voyer un Janissaire chez celui de France, pour luy demander de certaines machines de verre, dont on couvre les chandelles contre l'agitation du vent. Mais d'autant que le truchement de l'Ambassadeur ne se presenta pas assés tost pour recevoir son message, & aussy parce qu'on ne luy donna point ce qu'il demandoit, il y fit plusieurs insolences, & au sortir de là il alla se plaindre le premier, comme s'il eust esté fort mal traité. Le *Dragoman* de l'Ambassadeur estant allé chez le Vizir de la part de l'Ambassadeur, pour se plaindre de l'insolence de Janissaire, fut fort mal reçu, & mis en prison. L'Ambassadeur n'en fut pas sitost adverty, qu'il y envoya son Secrétaire; mais on ne luy donna pas le loisir de justifier le *Dragoman*: on le chassa, en le menaçant de luy faire donner des coups de baston, & de l'envoyer aux galeres, qui est le compliment ordinaire de ces Messieurs. L'Ambassadeur s'en plaignit à l'*Aga Ali*, qui luy promit de luy faire rendre son Domestique, & luy dit, qu'il le feroit mesmes en dépit du *Vizir*, s'il ne craignoit, qu'en d'autres occasions celui-cy ne se vengeast des François. Quelques jours après, le *Dragoman* fit sçavoir à l'Ambassadeur, que le *Chiaux Bassi* l'estant allé voir, luy avoit dit, que le *Vizir*, qui estoit révenu de sa precipitation, consentiroit à sa liberté, si on luy presentoit un memoire pour cela. L'Ambassadeur, qui ne jugeoit pas à propos de rompre avec le Premier Ministre, prit cette voye, & obtint la liberté de son Truchement; mais le Vizir défendit à celui-cy de mettre plus le pied dans le Divan. *C'est une copie tirée sur l'original de l'humeur des Turcs, dit l'auteur de cette histoire, & le caractère d'une nation barbare, qui transportée par les premiers mouvements de sa passion, bien qu'elle s'en repente quelque fois, ne la confesse jamais, & au lieu de la reparer, cherche tousjours de mauvais pretextes pour la couvrir, & tasche de la justifier*

par

par de nouvelles injustices. Ces avanies estoient autre fois particulieres aux Turcs ; mais depuis quelque temps elles se sont si bien communiquées à la Chrifienté , que les Circoncis y pourroient venir apprendre quelque chose de plus que ce qu'ils sçavent.

La declaration des Estats de Hollande parle encore *du carosse* de l'Ambassadeur & du Ministre Public, comme s'il estoit aussy en la protection *du Droit des Gens*, avec les autres dépendances de l'Ambassade. Il doit estre inviolable en effet ; soit qu'il soit vuide , ou que l'Ambassadeur les vueille faire servir de seureté à une personne qui est en sa protection. Le Marquis de Fontenay Marüeil, Ambassadeur de France à Rome, donnoit retraitte aux exilés & aux rebelles de Naples, pendant les derniers mouvements de ce Roiaume là. Mais dautant qu'il avoit de la peine à se faire rembourser de la dépenſe qu'il y faisoit, il voulut s'en décharger, en les renvoyant à Naples, où ils ne feroient pas si inutiles qu'à Rome, & se servit pour cela de l'occasion de quelques vaisseaux & galeres, qui avoient amené le Prince Thomas de Savoye aux costes de Toscane. *Les carosses de l'Ambassadeur & du Cardinal Barberin*, escortés de quelques Domestiques de l'Ambassadeur, sous la conduite de son Maistre de Chambre, les devoient mener jusques au lieu de leur embarquement. Mais en sortant de la ville ils se virent attaqués par quantité de Corſes de la garde du Pape, qui s'estoient cachés dans quelques maisons voisines, de forte que quelque resistance qu'ils fissent, ils ne pûrent empescher que Hyppolite Pastena, un des principaux rebelles de Naples, & seize autres ne fussent entraînés en prison. *L'Ambassadeur, cruellement offensé de l'insulte que l'on avoit fait à son carosse*, après en avoir deliberé avec les Cardinaux Barberin & Ursin, fit courir le bruit, qu'il s'alloit embarquer sur les vaisseaux du Prince

Tho-

Thomas, ordonna à sa fille de se preparer au voyage, & fit demander audience au Pape, pour luy dire le sujet de son mécontentement & de sa retraite. Ayant esté admis à l'audience, il déclama fort contre la violence, qui avoit esté faite à ses gens & à son carosse. Il dit au Pape, que c'estoit une chose inouïe, qui *n'offensoit* pas seulement la dignité du Roy, son maistre, mais aussi le *Droit des Gens*, & estoit capable de faire cesser tout le commerce entre les Princes: ainsy qu'il ne pouvoit se persuader, que ce fust de l'ordre de sa Sainteté, qu'on l'eust faite; mais bien à l'instigation de quelques uns de ses Ministres, affectionnés au party d'Espagne. *Il luy demanda la liberté des prisonniers, & reparation de l'affront.* Le Pape avoüa, que c'estoit de son ordre que cette execution s'estoit faite, & qu'il avoit voulu faire saisir les gens, que l'Ambassadeur avoit fait évader de la prison. Que puis que l'Ambassadeur se donnoit la liberté de proteger des scelerats, & tout ce qu'il y avoit de criminels dans l'Estat de l'Eglise, qu'il devoit pour le moins estre permis à luy, qui en estoit le Souverain, de les faire reprendre par tout où ils se rencontroient: *le Droit & de Privilege des Ambassadeurs ne devant pas s'estendre si loin*; particulièrement puis qu'il l'en avoit fait advertir. L'Ambassadeur repartit, qu'il ne se trouveroit point qu'il eust donné retraite aux sujets du Pape, mais bien à quelques Napolitains, à qui il pouvoit donner seureté contre les persecutions des Espagnols. Après quelque contestation, le Pape consentit qu'on mist en liberté ceux que l'Ambassadeur nommeroit: mais M. de Fontenay ne se contenta point de ce consentement, & fit instance à ce qu'on punist exemplairement ceux, *qui avoient fait cet outrage au Roy, que de violer le carosse de son Ambassadeur.* Le Pape soustint, que c'estoit l'Ambassadeur luy mesme, qui avoit donné occasion à ce qu'on *eust manqué de respect pour*

son carosse, quis qu'il l'avoit fait servir à sauver des prisonniers. Après de grandes contestations, jusques à des menaces de part & d'autre, M. de Fontenay, à qui il importoit de renvoyer les Napolitains, & qui avoit peur, que le Pape Innocent, qui estoit extrêmement opiniastre, & plus Espagnol que François, ne se rebutast enfin, demeurera d'accord avec luy, qu'on feroit sortir tous les prisonniers, & que le Nonce, qui estoit à Paris, regleroit avec le Roy la *reparation*, que l'Ambassadeur demandoit, à *cause de la violence qui avoit esté faite à son carosse*. Tout l'avantage fut du costé de l'Ambassadeur; puis que le Pape, en rendant les prisonniers, ávoüa tacitement qu'il se feroit bien passé de les faire arrester, & qu'il avoit fait du bruit pour rien.

Les Ambassadeurs jouissent en Hollande de l'exemption de tous les Droits, qui s'y levent sur les denrées qui se consomment, mais ils sont obligés de payer ceux d'entrée & de sortie, dont on n'exempte personne. En France, où le Roy mesme est obligé de diminuer sur le bail du fermier de la traitte foraine les Droits que doit tout ce qu'il fait venir pour son propre usage, l'Ambassadeur ne peut pretendre autre chose, sinon que le Roy luy fasse la grace de contenter le fermier pour luy; mais il est obligé de declarer ce qu'il fait entrer dans le Roiaume, ou ce qu'il en fait sortir pour son compte. En l'an 1561 la Reine Elisabeth envoya en Espagne *Thomas Chaloner*, son Ambassadeur, qui ne pouvant souffrir, que les commis de la Douane eussent ouvert ses caisses & ses coffres, pour les visiter, en fit des plaintes à la Reine, sa maistresse, & demanda à sortir d'un poste, où on traittoit les Ambassadeurs avec tant d'incivilité. Mais la Reine luy escrivit, *que l'Ambassadeur estoit obligé de dissimuler tout ce qui n'offensoit pas directement la dignité de son Souverain*. Le Droit des Gens n'y estoit point violé; c'est
pour-

pourquoy il ne se pouvoit plaindre, sinon d'une incivilité, dont la Reine pouvoit se ressentir, si elle le trouvoit à propos.

L'Ambassadeur, qui s'oblige dans un contract passé par-devant un Nottaire du lieu de sa residence, s'oblige aussy à l'execution du contract, parce qu'il s'assujettit aussy à la Jurisdiction du Souverain du lieu. Mais comme il ne le peut faire, sans le consentement du Prince son maistre, dont la dignité s'y trouve interessée; du moins pour ce qui regarde sa personne, on pourroit demander icy, si en de certains cas ses meubles ne pourroient pas estre executés: comme pour les loyers de sa Maison, ou autrement. L'Ambassadeur, qui auroit loué une maison, est obligé d'en sortir à la fin du bail, s'il ne l'a pas voulu continuer; & s'il ne le veut pas faire, il y peut estre contraint par la justice du lieu: parce que le propriétaire, qui a loué sa maison à un autre, ou qui y veut venir demeurer luy mesme, estant obligé d'accomplir ce qu'il a promis d'ailleurs, ou ne pouvant luy mesme coucher dans la rue, l'Ambassadeur doit satisfaire au contract, & mesme y peut estre contraint. Mais bien qu'en ce cas on ne fasse point de violence *au Droit des Gens*, neantmoins dautant que ces executions ne se font point, sans offenser le Maistre de l'Ambassadeur, le plus seur est de ne point contracter avec l'Ambassadeur, qu'il n'y fasse intervenir une caution bourgeoise, que l'on puisse executer, sans offenser *le Droit des Gens*, directement ny indirectement.

Le Pape avoit raison de dire, que le privilege des Ambassadeurs ne leur permet pas de donner protection à toutes sortes de gens indistinctement: parce *qu'ils ne le tiennent point du Droit des Gens*, mais seulement de l'indulgence des Princes, que l'on ne doit pas presumer leur avoir concedé quoy que ce soit, au prejudice de leur Souveraineté.

neté. C'est pourquoy l'Ambassadeur y doit bien prendre garde, s'il ne se veut mettre au hasard de recevoir un affront, & d'en faire recevoir un à son Maître. Il y faut estre aussy réservé qu'aux passeports. Montaigu, Ministre Confident de la feu Reine d'Angleterre, avoit passé la mer avec le Comte de Harcourt, Ambassadeur de France. En arrivant à Douvres il n'eut point de peine, dans la confusion du débarquement, de se mesler avec les Domestiques du Comte; mais lors qu'il en voulut partir, pour aller à Londres, & de là trouver le Roy à Oxfort, il fut reconnu, arresté, & en suite envoyé à la Tour. Le Comte de Harcourt le reclama, & fit de grandes instances, pour se le faire rendre, mais inutilement. Il ne pouvoit pas proteger celui qui n'estoit pas son Domestique, non plus qu'un Ministre Public ne pourroit pas donner seureté à un autre Ministre Public, ny mesmes à une personne estrangere, qui pretendroit jouir du benefice de son passeport. Aussy ne fut il point pris à la suite de l'Ambassadeur, & ne fut point trouvé saisy de ses dépesches, mais bien de quelques lettres, que la Reine escrivoit au Roy, à qui le party, qui fit arrester Montaigu, faisoit la guerre.

SECTION XXIX.

Les Ambassadeurs ne sont pas tous-jours inviolables.

LEs Ambassadeurs Plenipotentiaires de France, estant arrivés à Munster au mois d'Avril 1644, escrivirent une lettre Circulaire à tous les Princes d'Allemagne, & une autre aux Deputés de l'assemblée de Francfort, pour convier les Estats de l'Empire d'envoyer leurs Ministres

au Congrès, afin d'y travailler, disoient ils, au recouvrement de la liberté, que l'Empereur leur avoit ravie. La Cour de Vienne se sentit extrêmement offensée de ce procédé, & disoit, que les François mettoient toute l'Allemagne sans dessus dessous: que leurs Ministres renversoient „ les principes du gouvernement estably dans l'Empire, „ & qu'ils débaucheroient les sujets de l'obéissance qu'ils doivent à leur Souverain. Elle soutenoit qu'on ne violeroit „ point le Droit des Gens, si en retirant le passeports „ qu'on leur avoit donnés, on les punissoit selon la rigueur „ des loix. Qu'on ne leur avoit point donné les passe- „ ports, afin qu'ils s'en servissent au prejudice du repos de „ l'Empire, & pour y susciter une rebellion, en faisant „ soulever les sujets contre leur Magistrat; mais afin de „ travailler à la Paix generale. Si ce ressentiment de la Cour de Vienne estoit juste, il faut dire, que la personne de l'Ambassadeur n'est pas tousjours inviolable. C'est ce qui est bien certain; mais il n'est pas si facile de déterminer jusques à quel point elle l'est, ou de dire en quels cas elle ne l'est pas, ny aussi par qui, & en quelle façon l'Ambassadeur doit estre puny, lors qu'après avoir violé *le Droit des Gens*, il en reclame inutilement la protection.

Celuy qui a donné au public un traitté, sous le tiltre d'*Idee du parfait Ambassadeur*, dit, que l'Ambassadeur d'un des premiers Potentats d'Italie, ayant donné dans Madrid retraite à un criminel, que la Justice poursuivoit, & ayant convié le Prevost d'entrer dans son Palais, le fit battre & mal traiter par ses Domestiques. Que sur les plaintes que le Prevost en fit, le President de Castille y envoya d'autres officiers de Justice, qui ayant trouvé l'Ambassadeur dans la Cour, l'espée au poing & la targe au bras, se faisoient doucement de luy, & l'emmenerent dans une Maison voisine, pendant que l'on arrestoit quelques uns de ses

Domestiques. Qu'on leur fit leur procès : que le gentilhomme de l'Ambassadeur, qui avoit rompu la verge du Prevost, fut condamné à avoir la teste tranchée : que quelques vaillets furent condamnés à estre pendus, & d'autres à estre envoyés aux galeres. Que le Roy d'Espagne, après avoir fait communiquer le procès au Maistre de l'Ambassadeur, ne voulut point que la Sentence fust executée ; se contentant de faire sortir les coupables du Roiaume. Qu'il escrivit en suite à ce Prince, & à tous les autres Potentats, qu'il entendoit, que si ses Ambassadeurs faisoient des actions indignes de leur qualité & de leur employ, qu'on ne les fist point jouïr du benefice *du Droit des Gens*, ny des Privileges de leur caractère ; mais qu'on leur fist leur procès, selon les loix du pais de leur residence. J'avoüe que je ne sçais de cette hystoire, que ce que l'auteur en dit. Bien se trouve il quelque chose d'approchant en la violence, qu'on fit à Vailladolid à l'Ambassadeur de France en l'an 1601, dont il a esté parlé en la Section precedente ; quoy qu'avec un succès fort different : parce que le Roy d'Espagne en fit reparation à celuy de France, & fut obligé d'envoyer les prisonniers à Rome, où le Pape les mit entre les mains du Comte de Bethune. Les Ministres Publics doivent respecter la Justice du lieu où ils resident ; mais les officiers de Justice sont aussy obligés d'avoir de la veneration pour le caractère, & ceuxcy ne doivent pas tousjours croire leur zele, qui n'est pas tousjours inseparable de la prudence & de la moderation. Au contraire on trouve en ces gens là d'autant plus d'emportement, qu'ils croyent estre au dessus des loix, & de ne pouvoir estre jugés de personne. C'est pourquoy on ne peut nier, que s'il est vray, que le Roy d'Espagne s'en soit expliqué de cette maniere, que ce ne soit une fort estrange expression. Car si on permet qu'un Souverain fasse proceder contre le Ministre qu'un autre Souverain

verain luy envoie, mesme pour des delicts communs, on ne destruit pas seulement *le Droit des Gens*, qui exemte le Ministre Public de la Jurisdiction de la justice ordinaire du lieu de sa residence, mais celuy qui le permet agit aussy contre sa propre dignité, & contre son propre interest. Si on donne cette permission aux Princes, pas un Ambassadeur ny Ministre Public ne sera en seureté, & pas un Souverain ne pourra proteger son Ministre, ny s'asseurer de sa fidelité. Comment est ce qu'un Ambassadeur pourra penetrer le secret des affaires, ce qui fait pourtant une des principales parties de sa fonction, si on fait un crime d'Etat de ses intrigues, & si on permet au juge du lieu d'en informer, & de proceder contre luy ? On sçait qu'il n'y a point d'amitié entre les Princes, & que les apparences estant souvent plus dangereuses que les inimitiés déclarées, il seroit impossible, que l'Ambassadeur, qui craindroit la recherche de l'un des Princes, évitast les reproches de l'autre. Que seroient devenus tant d'Ambassadeurs, qui ont fait revolter les sujets contre leur Prince ? Qui ontourny l'argent & les armes dont ils ont fait le guerre à leur Souverain ? Qui ont fait des intrigues, pour faire surprendre des places en pleine paix ? Qui ont formé & fomenté des trahisons, dont la seule memoire fait horreur, & qui ont mesmes attenté à la vie des Princes, auprès desquels ils residoient ? Cependant après que la Reine Elisabeth eust fait retirer *Bernardin de Mendosse*, Ambassadeur d'Espagne, pour avoir eu part à la conspiration de Trogmorton, Philippe II le trouva si mauvais, qu'il ne voulut point voir *Guillaume Waad* ; que la Reine luy envoya, pour justifier son procedé, & pour faire des plaintes contre *Mendosse*. Philippe jugeoit que la Reine estoit obligée de luy faire sçavoir le sujet, qu'elle avoit de n'estre point satisfaite de la conduite de l'Ambassadeur, devant que de le chasser. Il est vray : dans
une

une affaire ordinaire elle le devoit faire , & les Princes ont accoustumé d'en user ainſy : mais il faut conſiderer, qu'il y a des rencontres, où non ſeulement on n'eſt pas obligé de garder ces meſures; mais où il feroit meſmes tresdangereux de prendre toutes ces precautions. *François Trogmorton* avoit conſpiré contre la perſonne de la Reine, dont la vie eſtoit trespretieufe & tresimportante à l'Eſtat. *Mendofſe* y avoit trempé, & c'eſtoit ſous ſon nom que la trahiſon avoit eſté formée, & ſa preſence pouvoit fomenter la conſpiration, & animer les conjurés, & ainſy on ne peut nier, que ce n'euſt eſté une tresgrande imprudence de le ſouffrir dans le Roiaume, en attendant qu'on eſcrivift en Eſpagne, & que Philippe fiſt réponſe. Outre qu'en le faiſant retirer, on le mettoit à couvert de la violence du peuple, dont le Magiſtrat n'eſt pas tousjours le Maître. C'eſt le meſme *Bernardin Mendofſe*, qui traitta avec le Roy Henry IV, n'eſtant encore que Roy de Navarre, de la part de Philippe II, qui luy promit quatre cens mille eſcus, pour l'obliger à prendre les armes contre Henry III, & qui après la mort de celui-cy, fut un des plus grands bouteſeux de la guerre, que la ligue continua de faire à ſon Successeur. La Republique de Veniſe ne fit point retirer *Alfonſe de la Cueva* après la trahiſon qui l'auroit renverſée juſques aux fondemens. Elle ſe contenta de prier le Roy d'Eſpagne de le revoquer: mais ce fut lors qu'il n'y avoit plus rien à craindre, & cette moderation eſt particulière au plus ſage & au plus grave Senat du monde. Don *Alfonſe* ſçavoit, que le *Droit des Gens* ne le pouvoit pas protéger, du moins contre un peuple juſtement irrité, c'eſt pourquoy il ſe retira à Milan, ſans prendre congé,

L'Ambaſſadeur, qui viole le premier le *Droit des Gens* a tort d'en demander la protection. Je ne me ſers pas volontiers d'exemples de l'hiſtoire ancienne; mais il y en a un
dans

dans T. Live, qui est si illustre, qu'il peut bien trouver place parmi les plus forts de l'Histoire Moderne. Les Gaulois estant entrés jusques dans la Toscane, où ils avoient assiégué la ville de Chiufy, le Senat de Rome y envoya Fabius, avec deux Collegues de la mesme Famille, pour prier les Gaulois de retirer leurs armes, & de ne point incommoder les alliés de la Republique. Les Ambassadeurs, au lieu de faire office de pacificateurs, prirent party avec ceux de Chiufy, & se trouverent en des combats qu'ils firent avec les assiegeants. Les Gaulois envoyerent faire des plaintes à Rome de la violence, que leurs Ambassadeurs avoient faite *au Droit des Gens*: mais les Romains bien loin de les mettre entre les mains des Gaulois, qui les demandoient, ou de les punir, leur defererent l'année suivante les premieres dignités de la ville, sous le nom de Tribuns militaires, avec puissance Consulaire. Ce qui irrita tellement les Gaulois qu'ils marcherent droit à Rome, prirent la ville, & l'auroient détruite en sorte, qu'aujourd'hui ou n'en connoistroit plus le nom, sans la resistance qu'ils trouverent au Capitole. Tout Ambassadeur qui prend party, perd le privilege de son caractère, aussy bien que l'Ecclesiastique, qui est pris ayant les armes à la main. J'ay parlé ailleurs de l'Evesque de Beauvais.

François, dernier Duc de Bretagne, estoit d'intelligence avec Richard III Roy d'Angleterre, de sorte qu'il y avoit une tresestreite correspondance entre eux. Louïs XI, qui en estoit bien adverty, & qui avoit trouvé le moyen d'intercepter plusieurs de ses lettres, avec les réponses de Richard, voyant que le Duc, & Pierre Landais, son Ministre confident, le jouïoient, & faisoient des intrigues tresdangereuses en Angleterre, à son prejudice, fit mettre le Chancelier de Bretagne, & six autres Conseillers, que le Duc luy envoyoit, en *autant de prisons sepa-*

rées, où il les fit garder douze jours. Après cela il monstra les originaux des lettres au Chancelier, & permit qu'il les emportast; afin que le Duc vîst, que le Roy estoit fort bien informé de ses mauvaises intentions, & des artifices de son Ministre: justifiant par là la violence qu'il avoit faite à ses Deputés, en les traittant comme espions, & non comme Ambassadeurs. Ils estoient pourtant venus sous la foy publique; de sorte qu'ils devoient estre considerés & traittés comme Ministres. Le Roy les pouvoit renvoyer, ou ne pas permettre qu'ils entraissent dans le Roiaume; mais Louïs XI, qui n'estoit pas fort regulier en toutes ses actions, ne le fut pas non plus en celley, & voulut bien faire un affront aux Ministres; parce qu'il ne craignoit point le ressentiment du Prince leur Maistre. Selim II envoya en l'an 1570 à Venise *Cubat Chiaux*, pour demander l'Isle de Chypre, & en cas de refus pour declarer la guerre à la Republique. Selim avoit fait arrester l'Ambassadeur de Venise, Marc Antoine Barbaro; de sorte que *Cubat* mesme craignoit, qu'il ne fust pas en seureté dans la ville, & apprehendoit quelque violence de la part du peuple: mais le Senat, le voyant en cette peine, bien loin de l'arrester, le rassura, en luy disant, *que la Republique n'avoit jamais souffert, que ses sujets violassent le Droit des Gens, en outrageant, ou en offensant un Ambassadeur*: tellement qu'il ne devoit rien apprehender, & qu'il seroit ramené en toute seureté par le mesme chemin, par lequel il estoit venu. Il seroit à souhaitter, que toutes les Republiques prissent exemple sur le procedé juste, prudent & genereux du Senat, qui ne voulut pas faire à l'égard d'un Ministre Turc & ennemy ce qu'on fait en Hollande au Ministre d'un Prince allié, qui secouroit les Estats de ses armes.

Le Droit des Gens ne protege point les crimes que la nature

ture abhorre ; parce que ce n'est pas son intention de la détruire, ny de prester son autorité à des scelerats, qui ne peuvent point avoir de part à la société civile. Neantmoins il semble que les Souverains se doivent ce respect les uns aux autres, que ne les croyant pas capables de pensées, qui sont toujours désavouées, particulièrement lors qu'elles ne reussissent point, ils peuvent bien s'en prendre aux Ministres, mais ils sont mieux de s'en plaindre aux Maîtres, afin que ce soient eux qui les punissent, puis que ce sont eux, qui sont tenus de répondre de leurs actions. Mais comme ces trahisons ne se font pas d'ordinaire de la part de Princes qui s'aiment beaucoup, & que les Princcs, qui ont des interets opposés sont toujours ennemis couverts, & ne se mettent pas fort en peine de se satisfaire les uns les autres, le Prince offensé, qui ne veut point faire de plaintes inutiles, & garder neantmoins quelque respect pour *le Droit des Gens*, fait retirer le Ministre, & ne donne pas à son Maître le loisir de le revoquer.

Le Roy Henry IV, en faisant arrester *Bruneau*, Secrétaire de *Don Balthasar de Zuniga*, & en le mettant entre les mains du Parlement, ne péchoit point contre *le Droit des Gens*. *Bruneau* fut pris en flagrant delict, marchandant avec un des sujets du Roy, en pleine paix, une des plus importantes villes du Roiaume. Il importoit au Roy d'en sçavoir la verité, & d'en convaincre Merargues : ce qui ne se pouvoit faire que par la bouche de *Bruneau*, & il satisfit *au Droit des Gens*, en empeschant le Parlement de le condamner. Il se contenta de faire verifier le crime, & d'en découvrir les auteurs.

On remarque, mais principalement dans l'histoire d'Angleterre, parce que ces trahisons ont esté plus frequentes & moins dissimulées en ce Roiaume là qu'ailleurs, que ç'a esté le plus souvent le Conseil d'Estat, qui a pris connois-

fance de ces sortes d'affaires, & non la justice ordinaire. La raison est, parce que les Ministres Publics ne la peuvent ny la doivent reconnoître : comme aussy parce que ces démestlés, où les Souverains se trouvent interessés directement, ne peuvent estre réglés que par eux mesmes, ou bien par leur Conseil privé. Les Jurisconsultes, dont les Cours de Justice sont ordinairement composées, peuvent bien sçavoir quelles peines les loix statuent contre les Criminels d'Estat; mais je doute, s'ils sçavent bien distinguer entre un Criminel d'Estat, & entre un delinquant commun. La Cour de Justice de Hollande soustenoit, que le Sieur Sas, cy devant Advocat de la nation Angloise à la Haye, en blessant un homme dans la rue, avoit violé *le Droit des Gens*. Il ne se pouvoit rien dire de plus impertinent. Elle devoit dire, qu'il avoit violé la seureté publique : mais en disant, qu'il avoit violé *le Droit des Gens*, elle faisoit voir, qu'elle n'avoit pas fort estudié un Droit, qui ne fait pas partie de sa profession. Ceux qui volent sur le grand chemin, ou qui font des effractions, pour entrer de nuit dans une maison, quoy qu'ils ne soyent pas si dangereux que d'autres gens que je connois, violent bien la seureté publique, mais jusques icy pas un de tous ceux qui ont escrit *du Droit Public*, n'a mis ces crimes au nombre de ceux qui se commettent contre *le Droit des Gens* : comme au contraire il n'y en a pas un, qui ne mette au nombre des violateurs *du Droit des Gens*, ceux qui font ce que les Estats de Hollande defendent si rigoureusement dans leur declaration.

Le *Marquis de Sarria*, Ambassadeur de l'Empereur Charles V à Rome, avoit obtenu du Comte de Montorio, néveu du Pape Paul IV, la permission de sortir de la ville à telle heure de nuit qu'il luy plaisoit. Il alloit souvent à la chasse, & s'estant un jour présenté à la porte de fort grand
matin

matin, le Capitaine de la garde, qui ne sçavoit rien de l'ordre du Comte, ne voulut point ouvrir la porte, & l'Ambassadeur, qui se trouvoit fort bien accompagné, fit chasser les soldats, & fit ouvrir la porte de force. C'estoit un crime de lèse Majesté, pour lequel *fraterno primum maderunt sanguine muri*, mais ce n'estoit pas un crime contre le *Droit des Gens*. Le Pape & ses neveux en firent de grandes plaintes, & l'Ambassadeur, pour s'en justifier, demanda audience avec empressement : mais le Cardinal Caraffe luy fit dire, qu'il feroit bien de ne faire de si grandes instances pour cela; parce que l'intention du Pape estoit de le faire arrester, & peutestre de luy faire quelque chose de pis. Le Pape ne le pouvoit faire, sans violer le *Droit des Gens*, qui n'auroit pas esté violé, si on eust arresté, & mesmes tué l'Ambassadeur dans l'action, pendant qu'il chassoit la garde, & qu'il forçoit les portes de la ville. Selon le Droit naturel on peut opposer la violence à la violence; & il ne considere l'Ambassadeur, qui sort des termes de sa fonction, pour troubler le repos public, que comme un particulier dans la chaleur de l'action; ainssy que je diray tantost. *Diego de Mendosse* fit battre le Barrizel ou Prevost de Rome. Le Marschal d'Estrée fit donner des coups de baston en plein jour au Greffier du Consistoire, & son Escuyer força la chaine des galeriens : & neantmoins de tous ceux qui parlent de ces actions, il n'y en a pas un qui die, que le *Droit des Gens* y ait esté violé. Au contraire, le Greffier Criminel de Rome fut banny, parce que dans la Sentence de l'Escuyer de M. d'Estrée, il en avoit parlé comme d'un Domestique de l'Ambassadeur de France.

Je dis bien davantage. A moins qu'il y ait un peril eminent, ou que le Prince, auprès duquel le Ministre Public reside, ait dessein de rompre avec le Maistre, les Souve-

rains se doivent ce respect, que celuy qui n'est point satisfait de la conduite d'un Ministre, s'en plainte au Maistre, devant que de faire retirer le Ministre; se reservant à témoigner son ressentiment contre celuy qui refuse de luy faire raison. En l'an 1563 la Reine Elisabeth ayant esté advertie, qu'*Alvaro de Quadra, Ambassadeur d'Espagne*, faisoit de tresdangereuses cabales dans son Roiaume, fit prier Philippe II de le revoquer. Philippe dit à l'Ambassadeur de la Reine, qui l'en pressoit, qu'il ne luy pouvoit pas complaire en cela. Que la condition des Princes seroit bien malheureuse, s'ils estoient obligés de revoquer leur Ministre, dès que sa conduite ne répondroit point à l'humeur ou à l'interest de ceux avec qui il negotie. La Reine, qui d'ailleurs n'avoit pas sujet d'estre fort satisfaite du Roy d'Espagne, ne l'estant point du tout de cette réponse, fit donner des gardes à *Don Alvaro*, & le fit interroger par les Seigneurs de son Conseil. Cet Ambassadeur avoit traité la Reine avec peu de respect; c'est pourquoy elle n'en eut pas beaucoup pour son caractère; mais le fit traiter avec tant de dureté, qu'il en tomba malade, & mourut de déplaisir. Il falloit qu'il l'eust cruellement offensée, puis que ces duretés ne luy estoient point naturelles, & que depuis elle ne voulut point violer le *Droit des Gens*, en la personne de l'Evesque de Rossé, qui avoit bien fait autant de mal que la Reine d'Escoffe, sa Maistresse. Philippe en fit faire des reproches fort sanglants à la Reine par *Diego Gusman de Silva*, qui succeda à *Don Alvaro* dans l'Ambassade. Cette action fut une des premieres marques de la mauvaise intelligence, qui ne cessa point entre ces deux Princes tant qu'ils vesquirent. Philippe s'en vengea par l'employ, qu'il donna à *Robert Chelley*, qui estoit l'aversion de la Reine, en l'envoyant Ambassadeur à Vienne auprès de l'Empereur Maximilien. La Reine avoit satisfait, en priant Philippe de revoquer son Ambassadeur. En

En l'an 1626 il se fit une tresdangereuse conspiration en France, où l'intention des Conjurés estoit, non seulement de changer le Ministère, mais aussy de déthrôner le Roy, & de mettre le Duc d'Orleans à sa place. Le Comte de Soissons & les deux Freres de Vendôme en estoient; mais celuy qui servoit de premier mouvement à cette machine, c'estoit le Duc de Savoye. Il n'estoit point du tout satisfait du traité de Mouçon, & comme son esprit ne se nourrissoit que d'intrigues, il voulut se venger de la Cour de France, en la brouillant en sorte, qu'il pust profiter de ses desordres. *L'Abbé Alexandre Scaglia*, son Ambassadeur, & un de ses plus confidens Ministres, secondoit admirablement bien ses intentions, & y engagea tant de personnes de qualité, que sans une rencontre, qui fit découvrir le secret des Conjurés, le coup estoit infallible. On devoit tuer le Premier Ministre à Fleury, où il estoit logé. Le Comte de Chalais, dont les autres s'estoient servis, fut executé; mais *l'Abbé Scaglia*, qui sçavoit bien, que le Cardinal de Richelieu ne le luy pardonneroit jamais, se fit envoyer par son Maistre en Angleterre, où il persuada le Duc de Buckingham de chasser les François de la Maison & de la suite de la Reine, & fut en partie cause de l'armement, qui s'y fit depuis pour ceux de la Religion en France, que le Roy de la Grande Bretagne prit en sa protection. L'Ambassadeur, en se meslant d'une si horrible conspiration, sortoit des bornes de sa fonction, & violoit *le Droit des Gens*. Le Cardinal de Richelieu, qui sçavoit que l'Abbé n'avoit agy que sur les ordres de son Maistre, & que celuicy n'estoit pas d'humeur à donner satisfaction au Roy, qui de son costé n'estoit pas en estat de faire la guerre au Duc, se seroit satisfait luy mesme, & n'auroit pas tant consulté *le Droit des Gens*, que son propre ressentiment.

Il semble qu'on peut dire sur cette matiere, qu'il n'y a point

point de cas où la Justice ordinaire puisse estendre sa Jurisdiction sur les Ministres Publics, & ce avec d'autant plus d'assurance, que je voy que c'est le sentiment de *M. Hugues de Groot*. Cela est incontestable à l'égard des delicts communs, & pour ce qui est des crimes d'État, où l'Ambassadeur viole le *Droit des Gens*: particulièrement s'il attente à la vie du Prince, auprès duquel il reside, le Souverain seul, ou le Conseil d'État de sa part, en peut prendre connoissance: faire arrester le traître dans sa maison, & l'envoyer en suite, avec les informations, au Prince son maistre, afin qu'il le punisse. Il ne se trouve point que depuis plus d'un siecle on en ait usé avec cette rigueur, mais les Souverains se sont contentés de faire sortir ces dangereux Ministres de leurs États. C'est ainſy que les Rois de France, d'Angleterre & la Republique de Venise en ont usé avec des Ambassadeurs convaincus de trahisons si noires, que le *Droit des Gens* ne les pouvoit plus proteger. Le moyen le plus benin, le plus civil, & j'ose dire le plus necessaire, & presque l'unique, c'est de prier le Prince de retirer son Ministre. *Don Alfonse de la Cueva* estoit le plus grand ennemy que la Republique de Venise eust. C'est luy à qui elle est obligée de ce scrutin, qui revoque en doute sa liberté, & on ne se peut rien imaginer de plus horrible, que le feu qui auroit consumé la ville, le sang qui auroit noyé ses habitants, & la confusion qui avoit renversé tout l'État, si deux gentilshommes François n'eussent sauvé la Republique, en decouvrant le danger au Senat: & neantmoins on aima mieux le faire revoquer que de le chasser.

Le Roy de la Grande Bretagne est le premier de ses Roiaumes, à cause de sa dignité & de sa naissance, & il merite aussi de l'estre, a cause de sa bonté & de sa civilité: c'est pourquoy il faut croire, que ce n'est pas sans sujet, qu'il

qu'il fit dire à Don *Bernardo de Salinas*, *Ministre d'Espagne*, au mois de Mars 1677, qu'il eust à sortir de sa Cour dans vingt quatre heures, & du Roiaume dans vingt jours. Il en fit dire la raison au Roy d'Espagne, & au Duc de Vilhermosa, Gouverneur des Pais-Bas. Ce que j'en ay pû apprendre au lieu ou je suis, est, que le Roy se plaint des cabales, que *Don Bernardo* a faites contre le repos de son Roiaume: & assure que sans cela il n'en seroit pas venu à cette extremité. Le Duc de Vilhermosa ne fit point d'autre réponse au Resident d'Angleterre, qui luy en parla, sinon qu'il ne sçavoit qu'en dire, parce qu'il n'en avoit point d'avis de *Don Bernardo de Salinas*: mais qu'il luy sembloit, que c'estoit aller bien viste à l'égard du Ministre d'un Grand Monarque. *Don Bernardo* dit, qu'il ne sortiroit point de l'Angleterre sans le commandement expres du Roy, son Maistre, dont il avoit executé les ordres & l'intention. Les divisions de la Cour de Madrid, & le desordre des affaires des Pais-bas ont empesché le Roy d'Espagne d'en témoigner du ressentiment.

J'ay dit cydessus, que c'est le Souverain, auprès du quel le Ministre reside, qui le doit faire jouir de la seureté, que le *Droit des Gens* & la foy Publique luy donnent; parce que depuis qu'il a admis le Ministre, il entre dans une espece de Contract tacite, qui l'y oblige indispensablement. Mais le Prince, qui fait arrester dans ses Estats un Ambassadeur, qui y entre, ou qui y passe sans sa permission, ne viole point le *Droit des Gens*. *Antoine Rincon* & *Cesar Fre-gose*, dont l'un alloit à Constantinople & l'autre à Venise, de la part du Roy François I, furent tués sur le Pò, où ils s'estoient embarqués, pour aller à Ferrare. Le Roy disoit que le Marquis du Gast, Gouverneur de Milan, les avoit fait prendre sur la riviere: qu'il leur avoit fait donner la question, & qu'il les avoit fait mourir, après en avoir tiré

le secret de leur negotiation. Il disoit que le Marquis avoit violé le *Droit des Gens*, & pressoit l'Empereur de faire Justice du meurtre, s'il ne vouloit qu'on crust, que son intention estoit de rompre la trêve. Le Pape Paul III craignant, que cette rencontre ne la fîst rompre en effet, ou ne servist de pretexte à la rupture, envoya en France *Guillaume Dandin*, alors son Secetaire, & depuis Cardinal, pour y faire quelque ouverture d'accommodement. Mais le Roy continuoit tousjours de faire instance à ce qu'on luy donnast satisfaction de l'outrage qu'il disoit luy avoir esté fait en la mort de ses Ministres; & pour se la faire donner effectivement, il fit arrester à Lion George d'Autriche, Archevesque de Valence en Espagne, oncle naturel de l'Empereur, & le retint prisonnier, jusques à ce que le Nonce *Ardinghello*, que le Pape envoya exprés en France, le fît mettre en liberté. Le Nonce representa au Roy, que ce Prelat, *qui comme Archevesque estoit sujet du Pape*, n'avoit point eu de part à l'affaire de *Rincon*, & qu'il n'estoit pas juste de le faire souffrir pour un mal qu'il n'avoit point fait. L'Empereur, en escrivant depuis au Pape sur ce sujet, dit dans sa lettre, que le Roy François, afin de pouvoir faire la guerre en Italie, & sur les frontieres d'Espagne & des Pais-bas, se servoit du tresmeschant pretexte de la mort de *Rincon* & de *Fregose*. Qu'ils avoient esté tués en Piedmont, où ils passaient, *non avec un train d'Ambassadeurs, mais comme des espions*. Que ne s'estant point fait connoistre, on n'avoit pas esté obligé de les reconnoistre non plus, ny de les considerer comme Ministres Publics. *Rincon* avoit desja negocié & concerté un traitté à Constantinople, & en repassant à Venise, il avoit rendu compte au Senat de l'estat de la disposition, où il avoit trouvé & laissé la Porte; tellement que l'Empereur ne le pouvoit pas ignorer, & *Rincon* mesme ne se tenoit pas

pas si bien assuré sous sa qualité d'Ambassadeur, dans un pais estranger, qu'en partant de Venise il ne se fist escorter jusques sur les frontieres de l'Estat, afin de pouvoir passer seurement en France. *Paul Jove* dit, que François I avoit tort de se plaindre de la mort de *Rincon*; tant parce qu'il fut tué en pais ennemy, que parce que comme deserteur il avoit esté condamné & banny en Espagne par contumace: & qu'à cause de cela il ne se devoit point trouver dans les terres de l'Empereur. Il y ajoûte, que Camille, Lieutenant de Fregose, & les batteliers, qui devoient conduire ces deux Ministres à Ferrare, furent menés en prison au Chasteau de Cremone, tellement qu'on ne pouvoit pas douter, que ce ne fust le Gouverneur de Milan, qui eust fait faire l'assassinat. Celuicy s'en justifia par une apologie imprimée, offrant de combattre tous ceux qui le voudroient accuser d'une si lasche action. *Paul Jove* ne justifie point du tout l'Empereur. Le Piedmont n'estoit pas à luy, & n'estoit point pais ennemy pendant la trêve. D'ailleurs si *Rincon* estoit traistre & deserteur, l'Empereur le pouvoit faire enlever avec la mesme facilité, avec laquelle il le fit tuer, & luy pouvoit faire faire son procès. De l'autre costé, le Roy François ne pouvoit pas dire, que l'Empereur eust violé le *Droit des Gens*, parce que *Rincon* & *Fregose* n'estoient pas Ministres Publics à son égard; mais il viola la foy publique, en faisant assassiner des personnes, qui devoient jouir du benefice de la trêve. Il faut distinguer entre le *Droit des Gens* & la foy publique: parce que ce sont en effet deux choses fort differentes.

Marie, Reine d'Escoffe, ayant esté contrainte d'abdiquer, & se voyant fort persecutée après son abdication, se sauva en Angleterre, où elle demeura prisonniere. La France, qui s'interessoit fort pour elle, vouloit aussy avoir part à la direction des affaires d'Escoffe, & dans cette in-

tention elle fit concerter avec les Ministres, qui estoient de la part de la Reine Elisabeth à Paris, une instruction, dont on chargea *du Croc*, qui y fut envoyé en qualité d'Ambassadeur. *Du Croc*, en prenant son chemin par l'Angleterre, y fit de grandes instances pour avoir permission de voir la Reine prisonniere. Ce fut en l'an 1571, dans le temps que *Seton*, Seigneur Escossois, que la tempeste avoit obligé de débarquer à Harwitz, s'estant travesty, avoit traversé l'Angleterre, & s'estoit jetté dans le Chasteau d'Edimbourg, qui tenoit pour la Reine d'Escoffe. Cette rencontre, & l'empressement, avec lequel *du Croc* demandoit à la voir, le rendirent si suspect, que la Reine Elisabeth s'opposa à cette visite, aussy bien qu'à la continuation de son voyage. Il s'en plaignit comme d'une violence qu'on faisoit *au Droit des Gens*, & la Reine Catharine, en parlant sur ce sujet à l'Ambassadeur d'Angleterre, dit que *c'estoit une chose inouïe, que dans un pais neutre on eust arresté l'Ambassadeur d'un Prince amy*. La Reine luy fit dire, qu'elle n'avoit point fait arrester *du Croc*: qu'il avoit la liberté d'aller & de venir, & mesmes de retourner en France; mais qu'elle s'estoit opposée à son passage, parce qu'elle ne pouvoit consentir qu'il allast en Escoffe, qu'elle n'eust réponse à ce qu'elle avoit fait représenter à la Cour de France au sujet de ce voyage. Qu'il avoit esté arresté sur les frontieres, en vertu des défenses generales que les officiers de ces quartiers là avoient, de ne laisser passer personne sans passeport, & que la Cour de France s'estoit obligée à ne rien faire negotier en Escoffe sans la participation de l'Angleterre. La Reine Catharine, qui ne vouloit point qu'on crust qu'elle avoit part aux intrigues, qui se faisoient pour la Reine d'Escoffe, de peur que les François Protestants ne trouvassent de la protection en Angleterre, escouta les raisons de la Reine Elisabeth, & y acquiesça.

Le

Le Roy Henry IV, n'estant encore que Roy de Navarre, envoya en l'an 1583 *Jaques Segur de Pardailhan & Geoffroy de Calignon* en Angleterre, & de là en Danemarck & aux Princes d'Allemagne, pour tascher de disposer les Protestants à s'accorder entre eux des points, qui les divisoient au fait de la Religion. L'Empereur, indigné de voir chez les Electeurs, & dans l'Empire, des Ambassadeurs estrangers, qui ne s'adressoient point à luy, & qui en unissant les Protestants entre eux, affoiblissoient le party Catholique, ordonna au Duc de Baviere & au Comte de Solms de les arrester, s'ils pouvoient, comme des gens qui faisoient des cabales contre le repos public. *Segur*, en ayant esté adverty, escrivit à l'Empereur, qu'ayant appris, qu'on le blâmoit d'estre entré dans l'Empire comme Ministre Public, sans se faire connoistre à celuy qui en est le chef, & qu'il avoit des intrigues avec quelques Princes au prejudice du repos de l'Allemagne, & contre la dignité de sa Maïesté Imperiale, il croyoit luy devoir dire. Qu'il avoit crû pouvoir entrer en Allemagne sans fausconduit, sous le benefice de la paix, que l'Empire avoit avec la France. Que c'estoit de l'Ordre exprés du Roy de Navarre, son Maistre, qu'il avoit commencé sa negotiation avec les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, afin qu'ils pussent estre témoins de la sincerité de son procedé, & faire connoistre à l'Empereur, qu'il n'y avoit rien qui püst troubler le repos de l'Empire : dont il se rapporteroit aux Princes, qu'il avoit veus en passant. Mais comme *Segur* estoit un peu visionnaire, & que les Princes d'Allemagne n'estoient pas fort disposés à seconder les intentions du Roy de Navarre, qui tout zelé qu'il estoit pour la religion, avoit bien d'autres veües, la negotiation de ces Ambassadeurs n'eut pas le succès qu'il s'en promettoit : & comme ils ne trouvoient pas leur seureté en Allemagne, ils n'y firent pas

grand séjour ; mais se retirèrent chez eux par de diverses routes. Le Roy de Navarre, comme Roy, avoit la faculté d'envoyer des Ambassadeurs, mais on n'en voyoit point dans les autres Cours de l'Europe, & sans la consideration de la Religion il n'auroit pas hasardé ceuxcy ; parce qu'il n'estoit point considéré ny traité comme Souverain en celle de France. L'Empereur jugeoit, que tous les Ambassadeurs se devoient adresser à luy, & non ailleurs, s'ils vouloient jouir du benefice *du Droit des Gens*, & estre inviolables. On n'estoit pas encore bien détrompé de sa pretendue Souveraineté en ce temps là : & ce fut sur ce principe, que l'Empereur Charles V fit arrester, & renvoya le trompette, que François I envoya aux Estats de l'Empire.

Il est encore certain, que l'Ambassadeur n'est pas inviolable lors qu'il fait violence ; parce qu'en ce cas le *Droit naturel* l'emporte sur *celuy des Gens* : bien qu'alors il faille toujours demeurer dans les termes d'une défense legitime & necessaire ; c'est à dire s'opposer à la violence plustost que d'en faire. Un des Domestiques de Don *Baltasar de la Cueva*, Ambassadeur d'Espagne à Vienne, ayant dit quelques paroles insolentes au Comte de Kevenhuller, Grand Veneur de l'Empereur en la Haute Autriche, en remporta pour recompense quelques coups de canne. L'Espagnol travesty, ne pouvant digerer l'affront, fit partie avec les autres Domestiques de l'Ambassadeur, & attaqua un soir le Comte dans son carosse, à coups de pée & de pistolets, avec tant de chaleur, que tout ce que le cocher, qui y fut dangereusement blessé, pût faire, ce fut de mettre le carosse de travers à l'entrée d'une petite rüe estroite ; de sorte que le Comte eut le moyen d'en sortir, & de se sauver au logis de sa mere. Le bruit fit assembler plusieurs personnes de qualité, qui dissipèrent les Espagnols, en sorte neant-

moins

moins qu'il y en eut neuf, qui se jetterent dans l'hôtel de ville, & s'y barricaderent si bien, qu'on ne les put forcer, qu'après qu'on en eust mis deux hors de combat. Sur l'avis que l'Ambassadeur eut, qu'on attaquoit ses gens dans l'hôtel de ville, il y accourut en personne, & se mit en devoir de les secourir; mais la grand'garde, qu'on avoit doublée, l'obligea à se retirer. Le lendemain il fut en fureur au palais de l'Empereur, où il fit des plaintes fort hautes de la violence, qu'on avoit faite à ses Domestiques, & en demanda reparation. L'Empereur ne le voulut point voir; si bien que l'Ambassadeur, considerant, qu'il avoit à faire à une forte partie, & que son procedé avoit esté plus violent que judicieux, tascha de faire son accommodement par le moyen du Confesseur de Imperatrice, & eut d'autant plus de peine à le faire conclurre, que l'on n'estoit pas d'accord des circonstances. L'Empereur & l'Ambassadeur dépescherent des exprés, qui devoient porter les plaintes & les justifications reciproques à la Cour de Madrid, mais le Courrier de l'Ambassadeur fut arresté à quelques lieües de Vienne. *Don Balthasar* estoit cependant gardé dans sa maison, dont quarente mousquetaires occupoient les avenues: c'est pourquoy il pria le Nonce de dire à l'Empereur, que puis que sa Majesté avoit refusé deux fois de luy donner audience, il ne la luy demanderoit plus, si elle mesme ne la luy faisoit offrir: si presentement elle ne faisoit mettre ses Domestiques en liberté, & si on ne faisoit retirer les Mousquetaires, qui assiegeoient sa Maison. On en vint enfin à composition, & on fit l'accommodement. L'Ambassadeur fit excuse à l'Empereur, & le Comte de Kevenhuller declara, sur sa foy & sur sa conscience, en la presence de l'Ambassadeur & de quelques Deputés, qui furent nommés pour cela, qu'il ne sçavoit pas que celuy à qu'il avoit donné des coups de canne, fust

fust Domestique de l'Ambassadeur d'Espagne. Ses Serviteurs furent mis en liberté , l'Ambassadeur parut à la Cour , & le Comte, après avoir rendu la premiere visite à l'Ambassadeur, receut aussy celle de son Excellence. L'Ambassadeur, en permettant à ses gens de faire une si grande violence, se fit d'autant plus de tort, qu'il n'estoit plus en droit de se plaindre de celle qui avoit esté faite à un de ses Domestiques, & en allant en personne au secours de ses gens il justifioit tout ce qui luy arriva depuis, & tout ce que l'Empereur pouvoit faire contre un Ministre, qui prostituant luy mesme son caractere, se devoit attendre à toutes les oppositions, qu'on pouvoit faire à ses violences. Un Ambassadeur, qui est reduit à la necessité de faire des excuses, ne fait pas grand honneur, ny à sa qualité, ny à son maistre.

J'ay parlé ailleurs de la civilité, que les Moscovites font aux Ministres estrangers; mais lors que les Polonois ont de l'avantage sur eux, ils en prennent en toutes les manieres. Quelque temps après que l'armée du *Czaar* eust esté défaite devant Smolensco, le Roy de Pologne envoya une Ambassade solemnelle en Moscovie. Cet Ambassadeur Polonois obligea les *Pristaves* Moscovites à luy ceder par tout & en tout. Il fit sa proposition estant assis, & lors qu'en nommant le Roy son maistre, avec tous ses tiltres il voyoit, que les *Bojares* ne se découvroient point, il s'arrestoit jusques à ce que le *Czaar* leur eust commandé d'oster le bonnet. Le Roy de Pologne n'envoya point de present au *Czaar*, mais l'Ambassadeur, en son particulier, luy fit present d'un fort beau carosse. Après qu'il eust pris son audience de congé, le *Czaar* luy envoya un fort riche present de martres; mais il ne le voulut point prendre; c'est pourquoy on luy renvoya aussy son carosse; & l'Ambassadeur, qui ne cherchoit qu'un pretexte de pouvoir
faire

faire voir le mépris qu'il avoit pour la nation, en prit occasion de jeter le *Pristave* du haut en bas de la montée. Ce fut un affront qu'il fit au *Czaar* mesme, qui eut grand sujet de s'en ressentir contre un Ministre, qui par une si horrible insolence se rendoit indigne de la protection du *Droit des Gens*. L'Ambassadeur avoit à faire à une nation, qui ne respecte pas tousjours le caractere; mais elle avoit esté tellement mortifiée devant Smolensko, qu'elle estoit incapable d'en témoigner du ressentiment. Le *Czaar* fit dire à l'Ambassadeur, qu'il ne sçavoit, si c'estoit de l'ordre de son Roy, qu'il commettoit ses excès, ou si c'estoit de son mouvement qu'il s'emportoit de la sorte. Que si le Roy, son maistre, luy avoit commandé de l'outrager ainisy, il falloit avoir patience, jusques a ce que Dieu luy eust donné le moyen de s'en venger. Que l'evenement des combats estoit dans sa main, & qu'il le pouvoit esperer en sa faveur. Mais que si l'Ambassadeur l'avoit fait sans ordre, il s'en plaindroit au Roy de Pologne, & luy en demanderoit Justice. L'impuissance fit agir ce Prince conformément au *Droit des Gens*: ce que la raison ne luy auroit pas fait faire.

Le Duc Frideric de Holstein-Gottorp auroit plusieurs grands desseins, & entre autres d'establir le commerce des foyes de Perse, par la Tartarie & la Moscovie, en Allemagne. Pour le faire reussir, il envoya, il y a un peu plus de quarante ans, à Moscou & à Ispahan, deux Ambassadeurs, dont l'un estoit Advocat, & l'autre marchand: & comme ils estoient d'une profession fort differente, aussy estoient ils d'une humeur tout à fait contraire. Pendant le séjour qu'ils firent à Ispahan, l'Ambassadeur marchand, faisant une querelle d'Alleman à un des gentilshommes de leur suite, le fit mettre aux fers. Le gentilhomme trouva le moyen de se sauver, & de se jeter dans un azile, que les

Perſes appellent *Alla-Capi*. Les Ambaſſadeurs firent inſtance à ce qu'on le leur rendiſt, & diſoient qu'il les avoit volés. Le *Scach* leur fit dire, que ſi le fugitif ſe trouvoit faiſy de la choſe, que les Ambaſſadeurs diſoient leur avoir eſté dérobée, elle leur ſeroit rendue: mais qu'il n'eſtoit pas en ſon pouvoir de tirer l'homme de la Franchiſe du lieu, quand meſmes il auroit commis un crime contre ſa perſonne Royale. *Brugman*, c'eſt ainſy que s'appelloit l'Ambaſſadeur Marchand, ſe mit tellement en colere de cette réponſe, qu'il dit, qu'il auroit ſon Domestique, & qu'il le tueroit, quand il ſeroit entre les bras *du Scach*. Non content ne cet emportement, il ſuborna un Armenien, qui devoit perſuader au gentilhomme de ſortir de l'azile de nuit, & de ſe ſauver chez l'Agent de Hollande, & cependant il envoya pluſieurs de ſes gens à la porte *d'Alla-Capi*, afin qu'ils le priſſent, ou qu'ils le tuaſſent lors qu'il en ſortiroit. Son Collegue fit tout ce qu'il pût, pour empêcher cette violence, mais ſon oppoſition ne ſervit de rien; de ſorte que les executeurs de ſa brutalité, voyant que le gentilhomme ne ſortoit point, ſe mirent en devoir de forcer l'azile, & de charger les ſoldats, qui y eſtoient de garde. Ils firent tant de bruit, que *le Scach*, s'en eſtant reveillé, commanda qu'on fermaſt la porte *d'Alla-Capi*: ce qui ne s'eſtoit point veu de memoire d'homme. Le Roy en fut tellement faſché, que dès qu'il fut levé le lendemain, il dit aux Seigneurs de ſon Conſeil, que n'eſtant pas en ſeureté dans ſon Palais, à cauſe de ces Allemans, qui troubloient meſme ſon ſommeil, il falloir qu'ils ſortiſſent de la ville, ou qu'il en ſortiſt. *Brugman* fit encore une autre affaire, d'autant plus dangereuſe, qu'il y engagea tous les Chreſtiens, & qu'il avoit à faire à un Prince, qui après avoir perdu les ſentiments qu'il devoit avoir pour ſon ſang, & pour ſes plus proches parents, n'auroit pas grande conſide-

ration

ration pour les Ambassadeurs d'un Duc de Holstein. Il jouïoit à faire couper la gorge à toute l'Ambassade, & le ressentiment du *Scach* auroit esté d'autant plus juste, qu'il n'y a point de Prince, qui soit obligé de souffrir la violence publique d'un Ambassadeur; mais il peut & doit y opposer les forces, que Dieu & la nature luy ont données, pour maintenir sa dignité, & pour protéger ses sujets.

J'en dis autant des particuliers, qui quelque respect qu'ils doivent au caractère, se peuvent défendre contre l'Ambassadeur qui les outrage, & repousser la violence par la force. *Le Droit des Gens* protege le Ministre contre la violence qu'on luy pourroit faire: mais il n'autorise point ses excès ny ses insolences. L'Ambassadeur, qui contraint un particulier de mesurer son espée avec luy, se fait particulier, & ne se peut plaindre des disgraces, qui luy peuvent arriver en ces rencontres, que de luy mesme, pour avoir cherché dans la violence la protection, la quelle il ne devoit trouver qu'au *Droit des Gens*. *Jules Mazzarin*, que le Pape Urbain VIII employoit, comme Ministre Public, pour les affaires de Mantoue, avoit moyenné une suspension d'armes entre les François & les Espagnols, & croyant estre obligé de la faire observer punctuellement, il se prit de paroles avec *Don Martin d'Aragon*, Mestre de Camp & Lieutenant General de la cavallerie, qui au prejudice de la trêve, faisoit renforcer le retranchement qui couvroit son quartier. *Don Martin*, qui ne pouvoit souffrir les reproches de *Mazzarin*, luy dit plusieurs choses fort offensantes, tant contre le Pape que contre son Ministre; jusques là qu'il dit, que les voyages & les negotiations de ce Ministre avoient fait plus de mal à l'Espagne, qu'elle n'en avoit reçu de l'invasion des Maures. *Mazzarin* se sentant fort outragé de ce discours, & se souvenant encore d'avoir esté Capitaine sous Torquato Conti, mit

l'espée à la main, & chargea *Don Martin*, qui de son costé repoussa l'assaut avec vigueur; si bien qu'il en alloit arriver un grand desordre, si le Duc de Lerme & Piccolomini, qui y survinrent fort à propos, ne les eussent séparés. Ils obligerent *Don Martin* à faire reparation, *non pour avoir tiré l'espée en se défendant*; mais de ce qu'il avoit dit d'offensant contre le Pape & contre son Ministre. Par ce moyen *Mazzarin* en sortit assés cavalierement; mais ayant tiré l'espée le premier, & contraint *D. Martin* de se défendre, il commettoit son caractere, & s'exposoit au hasard d'un affront, dont il n'auroit pas pû demander reparation. Les Espagnols ont des expressions qui leur sont particulieres. En celle de *D. Martin* il y avoit de l'hyperbole; mais j'estime qu'on peut dire presentement avec plus d'apparence, ce qu'il dit alors dans l'empyement de sa colere. L'acquisition de Pignerol, qui oste aux Espagnols l'autorité predominante en Italie, celle de Sedan, la conquête de plusieurs places importantes en Flandres, & enfin la paix des Pirenées sont son ouvrage; & je ne crains point de dire, que les traittés de Portugal & d'Aix la Chapelle en sont des suites, & que les grands desseins, que l'on a veu executer depuis, ont esté formés sur le plan qu'il en a fait. De sorte que ce qui estoit hyperbole alors, pourroit bien estre verité aujourd'hui.

L'Ambassadeur ne se doit jamais battre en duel, pour quelque occasion que ce soit. Il est payé pour servir son maistre de son esprit & de sa langue, & non de son espée. Les Princes se servent bien de leurs Ministres, pour faire disputer leurs droits & leurs interets, mais ce sont les Generaux de leurs armées qui démeslent leurs querelles, & qui vengent les injures qu'on leur a faites. Les memoires touchant les Ambassadeurs & les Ministres Publics parlent d'un appel, que le *Comte de Soissons* auroit fait au *Lord Ken-*

Kensington, depuis Comte de Hollande, Ambassadeur d'Angleterre à Paris. L'auteur a suivy en cela la foy de l'histoire de France : mais le Lord mesme, en escrivant au sujet de cette rencontre au Duc de Buckingham, se plaint bien de l'incivilité du Comte de Soissons, dans les termes que l'histoire de France marque, mais il ne dit pas un seul mot point du pretendu duel. Au contraire, il dit qu'il n'en témoigna autre ressentiment, sinon qu'il en fit faire reproche au Comte de Soissons, par le Marquis de la Vallette, à qui le Comte fit la réponse, qui se trouve dans les memoires. Il y ajoûte, que quelques jours après, le Comte de Lude luy ayant fait dire, qu'il avoit à luy parler de la part d'un Grand Prince, & que luy, qui ne doutoit point qu'il ne luy vinst porter une parole d'honneur de la part du Comte de Soissons, l'ayant fait entrer, le Comte de Lude, après un compliment fort civil, ne luy avoit dit autre chose ; sinon que le Comte de Soissons avoit veu un des ses chevaux Anglois, qu'il seroit bien aise d'acheter, si l'Ambassadeur le vouloit mettre à prix. Qu'il avoit répondu, que si le Comte de Soissons luy vouloit faire l'honneur de luy en parler luy mesme, il luy en feroit volontiers present, & que sans cela le cheval ne sortiroit point de son escurie. Il y ajoûte, encore que depuis ce temps là le Comte de Soissons l'avoit salüé fort civilement à toutes les rencontres. Je sçay bien que depuis quelques années un Ministre du Second ordre, croyant avoir esté offensé par un Ambassadeur dans une des Cours du Nort, en voulut témoigner du ressentiment, & fit connoître à l'Ambassadeur, qu'il pretendoit s'en satisfaire en Cavallier, & que l'Ambassadeur luy fit dire, qu'il seroit tousjours prest de luy donner satisfaction par les voyes d'honneur : mais ils me le pardonneront bien tous deux, si je dis, que c'estoit en user assés imprudemment de part & d'autre. Ces petites émotions de bile,

& ces actions gaillardes tiennent un peu du Roman. L'Ambassadeur peut & doit estre un peu comedien, mais il ne doit jamais représenter le personnage d'un Capitaine de theatre.

Devant que d'achever cette Section, je diray un mot de ce qui s'est passé depuis peu entre un grand Prince & l'Ambassadeur d'une Teste Couronne, à propos de ce que j'ay marqué cydessus, que l'Ambassadeur n'est inviolable qu'à l'égard du Prince, auprès duquel il reside *M. Lelienhouc, Ambassadeur de la Couronne de Suede* auprès du Roy de Pologne, y avoit, de l'ordre du Roy, son maître, publié plusieurs choses, qui deschiroient bien fort la reputation de *l'Electeur de Brandebourg*. Ce Prince s'en trouva si sensiblement offensé, qu'il luy eschappa de dire, qu'il feroit donner des coups de baston à *Lelienhouc*. Celuicy s'en plaignit au Roy de Pologne par un escrit, où il dit, qu'il *donnera des coups de baston à l'Electeur*, qui à ce qu'il dit, a violé *le Droit des Gens*, en faisant des menaces à une personne caractérisée. Je n'examineray point, s'il y avoit de l'excès dans le ressentiment de l'un & de l'autre; mais il faut voir, si l'Electeur violoit *le Droit des Gens*, en menaçant l'Ambassadeur qui reside dans une Cour neutre: & je ne crains point de dire, qu'il ne l'a point violé du tout. Le Maître de l'Ambassadeur estant ennemy déclaré de l'Electeur, l'Ambassadeur l'estoit aussy, & celuicy n'ayant point de caractère à l'égard de l'Electeur, l'Electeur n'estoit pas obligé d'avoir aucune consideration pour luy; mais le pouvoit traiter en ennemy, quelque part qu'il le rencontrast, sans violer *le Droit des Gens*. *Lelienhouc* estoit en droit de reclamer la protection du Roy de Pologne contre la violence qu'on luy vouloit faire, & c'estoit au mesme Roy de Pologne à luy faire trouver de la seureté dans sa Cour, pour laquelle l'Electeur devoit avoir du respect.

L'E-

L'Electeur en violant ce respect, offensoit le Roy de Pologne, & l'obligeoit à entreprendre la protection de l'Ambassadeur, qui residoit auprès de luy, & s'attiroit les armes de Pologne sur les bras; mais il ne violoit point le *Droit des Gens*: il ne violoit pas mesme la seureté publique, en faisant donner des coups de baston à *Lelienhouc*, sinon à l'égard du Roy de Pologne. Tellement que je croy pouvoir conclurre, que la personne de l'Ambassadeur n'est pas tousjours inviolable.

J'ay parlé ailleurs des Ambassadeurs, qui se trouvent dans un pais sans lettres de creance pour le Souverain du lieu: c'est pourquoy j'ajousteray seulement icy, que cet Ambassadeur ne peut estre consideré que comme particulier par le mesme Souverain. En l'an 1641 un Ambassadeur, que le Roy de Portugal envoyoit en Hollande, passant par l'Angleterre, demanda à voir le Roy, qui ne fit point de difficulté de luy donner audience; mais il luy fit dire, qu'il ne la luy donneroit que comme a un particulier, & qu'il ne luy permettroit pas de se couvrir. L'Ambassadeur ne vouloit point d'audience à cette condition. Le Roy de la Grande Bretagne n'estoit pas obligé de le traiter autrement. Il ignoroit le caractere de cet estranger, qui n'avoit point de lettres de creance pour luy, & qui ne se pouvoit pas faire considerer comme Ministre Public. Les Ambassadeurs, qui ont à passer par les terres d'un autre Souverain, se doivent charger d'une lettre de creance, ou d'un passeport, qui les fasse connoistre. En l'an 1634 le Comte de Schaüembourg, qui alloit resider en Espagne de la part de l'Empereur, passa par la France, & ayant des lettres pour le Roy, se fit donner audience, & fut regalé d'un beau present. Quelque temps après, Falconieri, passant par la France, pour aller en qualité de Nonce en Flandres, demanda à voir le Roy, qui luy donna audience, quoy qu'il n'eust

n'eust point de lettres pour luy : mais ce fut par le Nonce Ordinaire Bolognetti, qu'il l'obtint, & par lequel il y fut conduit. Il n'eut point de present; parce qu'il n'avoit point de lettres.

Il y a quelque chose de plus singulier dans l'exemple suivant. Ferdinand le Catholique pretendoit, après la mort de la Reine sa femme, avoir la mesme part aux affaires du Roiaume de Castille, qu'il avoit eüe pendant la vie de la Reine. Philippe d'Austriche, son gendre, s'y opposoit, & se voulut faire declarer Roy de Castille, comme mary de la Reine sa femme, qui en estoit l'heritiere incontestable. Ferdinand ayant appris, que Philippe envoyoit à Rome *Antoine d'Acugna*, pour la justification de son droit, donna ordre à Gonçalo Hernandes, qu'on appelloit le Grand Capitaine, de faire enlever cet Ambassadeur, soit par le chemin, ou à Rome mesme. On le manqua, quoy que le Seigneur de Piombino eust adverty Don Gonçalo, que l'Ambassadeur, ayant mis pied à terre, en passant de Savone à Portohercule, il estoit facile de le surprendre. Don Gonçalo s'en excusa, & dit, qu'il luy avoit esté impossible de le prendre en chemin, parce que Prosper Colonne, qui avoit eu ces ordres devant luy, en avoit fait advertir d'Acugna par le Cardinal Colonne, qui estoit son amy intime : & que l'Ambassadeur se tenoit si bien sur ses gardes à Rome, qu'on ne le pouvoit prendre sans une violence manifeste, & sans un scandale public : a quoy il n'avoit pû se refoudre. Et de fait le Grand Capitaine, en faisant cette violence, rompoit avec le Pape, qui estoit obligé de proteger l'Ambassadeur, & donnoit un horrible scandale à tous ceux, qui ont quelque respect pour le *Droit des Gens*, qui protegeoit d'Acugna au lieu de sa residence, à l'égard du Pape.

SECTION XXX.

Quand la fonction de l'Ambassadeur cesse.

Bien que je ne parle de la fonction de l'Ambassadeur que dans le livre suivant, j'estime pourtant devoir dire à la fin de celui-cy, comment l'Ambassadeur cesse d'estre Ministre. Il est certain, que les mesmes causes, qui font cesser le pouvoir dans les affaires particulieres, font aussy exspirer la Commission d'un Ministre, dans les affaires publiques. Le pouvoir de l'Ambassadeur cesse, lors que le Prince qui l'employe n'est plus en estat d'agir, ou que celui, auprès duquel il est employé, n'est plus en estat de faire negotier avec luy; c'est à dire par la mort de l'un ou de l'autre. En l'an 1566 l'Empereur Maximilian II envoya à Constantinople, en qualité d'Ambassadeur, un Seigneur Hongrois qui ayant appris la mort de *Soliman*, à qui il avoit esté envoyé, revint sur ses pas, & rencontra en sa route *Selim II*, fils & Successeur de *Soliman*. Il parla au Premier Vizir *Mehemet*, & demanda à faire la reverence au Grand Seigneur. Mais le Premier Vizir luy dit, que puis que l'Empereur, son Maistre, l'avoit envoyé à *Soliman*, qui n'estoit plus, il ne pouvoit pas negotier avec *Selim*, pour qui il n'avoit point de lettres. Qu'il luy permettroit bien de voir le Grand Seigneur; mais qu'il ne luy parleroit point, & que si *Maximilian* avoit quelque chose à luy faire entendre, qu'il pouvoit envoyer un autre Ambassadeur, ou bien *d'autres lettres de creance à celui à qui il parloit*. *Jean Mocenigo* estoit Ambassadeur de Venise en France, dans le temps que *Henry III* fut tué, & bien que selon les loix du Royaume, la France ne soit jamais sans Roy, parce que le

I. Part. Bbbbbbb mort

mort y faisoit le vif, ainſy que j'ay dit ailleurs, & que le plus proche Prince du ſang y ſuccede immédiatement, neantmoins l'Ambaſſadeur demeura ſans fonction & ſans caractère. De l'autre coſté de *Maiffe Hurault*, qui eſtoit Ambaſſadeur de France à Veniſe, ſe trouva dans la meſme condition, juſques à ce que le Senat y euſt pourveu. Ce-luicy reſolut, d'un conſentement unanime, que le Roy de Navarre ſeroit reconnu pour Roy de France; faiſant dire au meſme temps à M. de Maiffe, qu'il pouvoit continuer de faire ſa charge, & qu'il ſeroit conſideré comme il l'eſtoit du temps du Roy deſunt, juſques à ce qu'il euſt fait venir d'autres lettres de creance. On peut dire, que la Republique fit un Ambaſſadeur de France en cette rencontre; ce qu'elle ſe ſeroit bien gardée de faire dans une autre conjoncture: mais elle ſçavoit, qu'elle obligeoit Henry IV, en le reconnoiſſant pour Roy de France en la perſonne de ſon Miniſtre: comme elle envoya en meſme temps ordre à Mocenigo, de continuer de faire ſa charge auprès de Henry IV. Cette action eſtoit ſi importante, que le Pape fit faire un dernier effort, pour tacher d'empêcher que le Senat ne priſt cette reſolution, & le Roy d'Eſpagne, qui depuis dixhuit ans n'avoit point eu d'Ambaſſadeur à Veniſe, y en envoya un pour le meſme effet. Le Pape uſa meſme de menaces, ſi la Republique reconnoiſſoit un Roy, que le S^t Siege avoit condamné & excommunié comme heretique. En l'an 1621 Baſſompierre fut envoyé à Madrid pour l'affaire de la Valteline. A peine y eſtoit il arrivé, que le Roy tomba malade, & mourut. Il avoit des lettres de creance pour Philippe III, mais les Miniſtres de Philippe IV ne laiſſerent pas d'entrer en conference avec luy, auſſy bien qu'avec du Fargis, Ambaſſadeur ordinaire de France; quoy que dans l'ordre il falluſt de nouvelles lettres de creance à l'un & à l'autre. Sous ce pretexte, qui n'eſtoit

étoit pas seulement specieux, mais aussi legitime, les Espagnols pouvoient tirer les affaires en longueur, mais ils aimeroient mieux faire un traité, qu'ils n'avoient pas envie d'exécuter, que de s'en défendre, en refusant de négotier avec des Ministres, qui n'avoient ny lettres ny pouvoir.

Le pouvoir de l'Ambassadeur cesse aussi quand il est révoqué, & quand il a achevé le temps de son service. Celui des Ambassadeurs ordinaires est presque réglé par tout à trois ans: mais il n'est pas permis pour cela à l'Ambassadeur de quitter son poste, sans un ordre exprés, ou sans la permission de son Prince. A Venise on est si punctuel en cela, qu'il n'est pas permis à l'Ambassadeur de partir de la Cour, où il reside, que son Successeur ne soit arrivé. Ce qui est encore une preuve de la prudence inimitable de cette Republique, qui enobligeant l'Ambassadeur à instruire son Successeur de l'estat des affaires de la Cour, où il vient négotier, & à remettre entre ses mains tous les memoires de son Ambassade, fait voir que dans le changement des personnes, il n'y a point de changement d'air ny de genie, non plus que de maxime dans la conduite du Senat, & dans la forme du gouvernement. L'Ambassadeur de Venise, qui après ses années de service quitteroit son poste, sans attendre son Successeur, seroit considéré & puny comme deserteur; tout de mesme que s'il l'avoit abandonné au milieu de son employ. Toutes les Republiques ne sont pas si difficiles que celle-là. En l'an 1647 les Estats des Provinces Unies envoyerent ordre aux Ambassadeurs Plenipotentiaires, qui estoient de leur part à Munster, de n'en bouger, & neantmoins il y en eut trois, qui ne laisserent pas de partir. Ils avoient assez de credit dans leurs Provinces, pour faire approuver leur desobeissance par les Estats Generaux, & pour se faire renvoyer au Congrès. Ils avoient devant eux

l'exemple d'un autre Ambassadeur du mesme pais, qui estant auprès des Rois du Nort, & s'y ennüyant, quitta tout, & s'en revint. Je crois qu'après ces exemples on n'en trouve gueres d'autres. La Republique de Venise puniroit, avec la derniere severité, une si honteuse desertion, & un Monarque ne le pardonneroit jamais à un si horrible mépris. Il y a en Hollande des esprits trescapables de negotiation; mais ils n'y sont pas en fort grand nombre, & comme il n'y a point de loy, qui oblige ceux qui ont part au gouvernement de l'Estat, à se charger de cette sorte d'emplois, ils n'y entrent la plupart, qu'à condition d'en sortir quand il leur plaist, & ils n'y demeurent en effet, que tant qu'ils y trouvent leur compte.

On ne stipule pas de cette maniere avec les Princes. Il faut que leur Ministre demeure dans son poste, jusques à ce qu'ils l'en fassent relever, ou qu'ils luy permettent d'en sortir. *Morfontaine-Hotman*, Ambassadeur de France auprès des Cantons, voyant en l'an 1598, que le Roy son maistre alloit perdre ces importants & necessaires alliés, si on ne les satisfaisoit promptement, resolut d'aller luy mesmes à la Cour, sans attendre la permission du Roy. Le Conseil le trouva fort mauvais, & disoit qu'un Ambassadeur, qui quittoit son employ d'un seul moment, n'estoit pas moins criminel qu'une sentinelle qui quitte son poste. Le Roy dit au contraire, qu'il falloit avoir égard à l'intention de l'Ambassadeur, & à l'estat dangereux où se trouvoit l'alliance. On consideroit aussy, que le voyage de *Morfontaine* empeschoit les Cantons d'envoyer leurs Ambassadeurs à la Cour, qui auroit bien eu plus de peine à les contenter, après qu'ils auroient fait la dépense du voyage, que n'eut l'Ambassadeur, qui à son retour les contenta d'une somme fort raisonnable.

Le Marquis de Fontenay-Marüeil, en succedant dans
l'Am-

L'Ambassade de Rome au Marechal d'Estrée, avoit ordre de negotier principalement la reception de l'Ambassadeur de Portugal, & l'accommodement du different, que le Duc de Parme avoit avec les Barberins pour le Duché de Castro. Il ne reussit ny dans l'un ny dans l'autre, & prit du chagrin contre le Cour de Rome, parce que le Pape avoit cassé ce que le Chapitre General des Jacobins avoit fait à Genes, où le Pere Mazzarin, frere du Cardinal, avoit esté élu General de l'Ordre. Le déplaisir qu'il en eut le fit *sortir de Rome, & se retirer à la campagne*. On en fut fort fâché en France, où l'on témoigna bien au Nonce le chagrin, qu'on avoit du procédé du Pape, mais on ne laissa pas d'y en avoir aussy de celuy de l'Ambassadeur, à qui le Roy commanda de retourner faire sa fonction à Rome. Toutefois afin que cela se fît avec quelque reputation pour la Couronne, & pour l'Ambassadeur mesme, on agréa l'offre, que Justiniani, Ambassadeur de Venise, fit de la mediation de la Republique. Elle s'y employa, quoy qu'avec quelque repugnance; tant parce qu'elle n'avoit qu'un Resident à Rome, où une affaire de cette importance ne pouvoit pas estre bien negotiée par un Ministre du second ordre, que parce qu'elle n'estoit point satisfaite de l'offre, que son Ambassadeur avoit faite sans sa participation. Elle approuva pourtant enfin l'office de Justiniani, & sa mediation produisit un fort bon effet. On soustenoit à Rome, qu'on n'estoit pas obligé de donner satisfaction à M. de Fontenay, parce que s'estant retiré sans ordre, & contre l'intention du Roy, la reputation de sa Majesté ne s'y trouvoit point interessée. Neantmoins afin de luy donner quelque satisfaction apparente, le Pape contenta le Pere Mazzarin, en le faisant Maistre du Sacré Palais. L'Ambassadeur, qui sçavoit, que le Cardinal ne vouloit point qu'on crust, que luy & son frere faisoient partie de

ces mécontentemens, remercia le Cardinal Barberin de la nouvelle dignité, dont on avoit honoré le Moine, & luy fit dire, que dans peu de jours il retourneroit à Rome, pour y continuer les fonctions de son Ambassade.

L'Ambassadeur peut sortir de son poste, lors qu'en sa personne on outrage le Prince qu'il représente, en sorte qu'il est obligé d'en témoigner du ressentiment, & de demander reparation. Le Marechal d'Estrée & le Duc de Crequy, Ambassadeurs de France à Rome, sortirent tous deux de cette Cour là; mais pour des sujets & avec des succès fort differents. Le Marechal protegeoit son Escuyer, qui en forçant la chaine des galeriens, avoit violé la Justice & la seureté publique. Ceux qui estoient depositaires de l'autorité Souveraine à Rome, firent tuer l'Escuyer, & firent mettre sa teste, parmy celles des autres criminels & bandits, sur le Pont S. Ange. On ne pouvoit pas faire un plus grand affront à l'Ambassadeur; mais dautant qu'il se l'estoit attiré, en protegeant un Domestique, qu'il devoit punir ou faire evader, on ne luy en fit point de satisfaction. Le Roy, son maistre, n'en eut point de ressentiment, & bien loin d'approuver son action, les Barberins eurent le contentement de le voir revoquer à leur instance. Le Duc de Crequy au contraire fut hautement protégé; parce que le démeslé, qu'il avoit avec les Ghisy, ne meritoit pas qu'on luy fist un si sanglant outrage en la personne de l'Ambassadrice sa Femme. La dignité du Roy s'y trouvoit blessée, en sorte qu'il ne pouvoit pas continuer de faire les fonctions de son employ, si on ne luy faisoit une reparation proportionnée à l'affront qu'il venoit de recevoir, & si on ne satisfaisoit le Roy, son maistre, qui y estoit bien plus interessé que luy. C'est ce qu'il ne pouvoit pas esperer des parents du Pape: & comme le Roy luy devoit donner ses ordres sur cela, il sortit d'abord de l'État de l'Eglise, &
ne

ne retourna à Rome, qu'après que le traité de Pise eust réglé la réparation publique, que le Pape devoit faire faire au Roy, à l'Ambassadeur & à sa femme.

Le Prince, qui a sujet d'estre satisfait de la conduite de son Ambassadeur, le témoigne en luy continuant son employ au delà du temps ordinaire. En Hollande, où tous les sujets ne sont pas fort propres pour cette sorte d'emplois, je parle de ceux qui y ont part à la direction des affaires; parce que les uns manquent d'habilité, & les autres n'ont pas cette louable ambition, qui presque par tout ailleurs fait rechercher ces glorieux postes, on les continue le plus souvent à ceux qui les ont, & qui y sçavent trouver leur interest, & faire quelque ménage.

Les Princes qui revoquent leurs Ministres devant que leurs années de service soyent expirées, le font ou de leur mouvement, pour n'en estre point satisfaits, ou pour les avancer à d'autres emplois, ou bien à la priere des Princes, auprès desquels ils resident. *M. Destampes*, frere du Cardinal de Valençay & de l'Archevesque de Rheims, Ambassadeur de France en Hollande, fut revoqué assés brusquement, parce qu'il n'avoit point negocié selon l'intention du Premier Ministre. *M. de Pomponne* fut tiré de l'Ambassade de Hollande, pour estre employé en Suede, où il estoit plus necessaire, & il ne sortit de cette Cour là, que pour entrer en la charge de Secretaire d'Etat. *M. Pierre de Groot* estoit Ambassadeur de la part des Provinces Unies en Suede, où il servoit si utilement, qu'en luy continuant son employ, on pouvoit s'asseurer de l'amitié de cette Couronne là, & neantmoins on le fit revenir, pour l'envoyer en France, où il estoit entierement inutile, parce que l'on y avoit pris les mesures avec le Roy d'Angleterre, pour faire la guerre aux Estats. *Blainville* ne fut revoqué que parce qu'il n'estoit pas agréable au Roy d'Angleterre, & parce qu'on

qu'on jugeoit son humeur difficile & bourüe peu propre pour la negotiation.

Le Prince, qui fait sortir de sa Cour un Ministre qui negotie avec luy, fait bien cesser la fonction de son employ, mais il ne luy oste pas son caractere. Cet Ambassadeur de Portugal, dont il a esté parlé ailleurs, à qui les Estats des Provinces Unies firent dire, qu'ils ne le reconnoissoient plus pour Ambassadeur, & qu'on n'entreroit plus en conference avec luy, répondit fort sagement, que l'un dépendoit des Estats, mais que l'autre dépendoit absolument du Roy, son maistre seul. Que c'estoit luy qui luy avoit donné le caractere, que c'estoit luy qui le luy pouvoit oster, & que c'estoit entre ses mains qu'il pretendoit le remettre.

Les Princes obligent quelquefois les Ministres à sortir de leurs Estats, & les font emmener à main armée. La Reine Elisabeth fit embarquer *Don Bernardin de Mendosse*, Ambassadeur d'Espagne, & *l'Evesque de Rosse*, Ambassadeur de la Reine d'Ecosse : mais l'un & l'autre avoient fait des intrigues contre sa vie, & contre le repos de son Estat. Le Nonce, que le Roy de France d'aujourd'hui fit emmener jusques sur les frontieres de Savoye, essuya le premier effet de la juste indignation, que le Roy avoit du procédé violent des parents du Pape. Le Roy de Portugal, ne pouvant faire admettre ses Ministres à la Cour de Rome, ne voulut plus souffrir le Ministre du Pape dans son Roiaume, d'ou le S. Siege ne laissoit pas de tirer son revenu ordinaire. Ayant pour cet effet fait venir le Vicecollecteur à l'audiance vers la fin de l'an 1646, il luy dit, que puis que le Pape ne le vouloit pas reconnoistre pour ce que tout le Roiaume l'avoit fait, c'est à dire pour Roy de Portugal, il n'estoit pas obligé de souffrir un Ministre de Rome dans sa Cour. Que luy Vicecollecteur estoit plus capable qu'aucun autre d'informer sa Sainteté du veritable estat des Eglises de Portugal,

tugal, & de la necessité de les pourvoir de pasteurs. Que toutes les fois qu'elle admettroit ses Ministres, il seroit aussy prest de recevoir ceux de Rome à bras ouverts, & que ce seroit avec joye qu'il verroit revenir le Vicecollicteur en qualité de Nonce. Qu'il avoit donné les ordres necessaires pour la commodité de son voyage, & qu'il y avoit un vaisseau prest, qui le porteroit en Italie. On le fit embarquer la nuit suivante, & partir en mesme temps. Il y avoit six ans qu'on refusoit d'admettre ses Ministres à Rome; c'est pourquoy il n'estoit pas obligé de respecter ceux du Pape. En l'an 1659, sous le Ministère du Cardinal Mazzarin, *on fit dire au Resident de Brandebourg, qu'il eust à sortir du Roiaume avec sa famille.* Quelques jours après on luy permit d'y demeurer encore un mois, & pour cet effet on luy fit expedier un passeport en forme, signé le Tellier: mais devant que le terme fust expiré on le mit à la bastille, & au bout de quelques semaines on l'en tira, pour le faire conduire & embarquer à Calais. Les Princes n'en usent ainssy avec les Ministres, qu'ils n'ayent esté offensés par les Maistres, s'ils ont quelque consideration pour l'un & pour l'autre. Le Cardinal eut regret d'avoir traité avec tant de rigueur un Ministre, dont il n'avoit pas sujet de se plaindre, & le témoigna, en luy offrant de tresgrandes avantages, pour le convier de revenir en France.

Le Ministre n'est pas tousjours obligé de se retirer, lors qu'on luy témoigne qu'il n'est pas agréable. Il faut que le Prince, qui le veut faire retirer, s'adresse au Maistre de l'Ambassadeur, & qu'il le fasse revoquer; parce que le Ministre ne peut sortir de son poste, que de l'ordre de celuy qui l'y a mis. Ferdinand le Catholique, après avoir tiré des mains de Charles VIII le Comté de Roussillon, le voulut encore empescher d'aller en Italie, à la conquête du Roiaume de Naples. Il luy envoya pour cet effet Don Al-

fonse de Silve, frere du Comte de Cifuentes, qui se rendit si incommode par les remontrances continuelles, que le Roy luy fit dire, qu'il pouvoit partir quand il luy plairoit. C'estoit luy donner congé en des termes assés intelligibles; mais D. Alfonse repartit: qu'il croyoit negotier avec un Prince, frere & allié du Roy, son maistre, dont il faisoit les affaires, sans lesquelles il partiroit. Que si le Roy de France vouloit faire sçavoir ses intentions au Roy, son maistre, par luy ou par un exprés, il le pouvoit faire, mais que pour luy il demeureroit jusques à autre ordre. Il y demeura en effet, & suivit le Roy en Italie; jusques a ce que voyant qu'on luy faisoit mille indignités, & craignant qu'on ne luy fist de plus grandes insultes, après qu'on luy eust fait dire, qu'il sortist de la Cour, il se retira à Gennes: faisant connoistre à Charles, devant que de partir, que Ferdinand ne pourroit pas se dispenser d'envoyer au Pape le secours, qu'il luy demandoit. L'Archevesque d'Embrun, Ambassadeur de France à Madrid, estant au mois d'Octobre 1662 dans l'Antichambre du Roy d'Espagne, entra en discours touchant les affaires de Portugal, avec un Seigneur Espagnol, qui estoit fort bien à la Cour, & comme M. d'Embrun a beaucoup de zele & de chaleur, il ne se contenta pas de dire, que le Roy, son maistre, se serviroit de toutes les forces de son Roiaume, pour s'opposer a la conquête de Portugal; mais il osa bien le soustenir en la presence du Roy d'Espagne, on luy ordonna de sortir de sa Cour. L'Ambassadeur repartit, qu'il se retireroit, lors que le Roy, son maistre, le luy ordonneroit, & non autrement. Le Roy d'Espagne s'en plaignit, & pria le Roy son gendre, de revoquer son Ambassadeur, parce ce que dans une autre occasion il avoit parlé encore fort haut; à cause du refus qu'on avoit fait de mettre entre ses mains un Cordelier François, qui, a ce qu'on disoit, faisoit à Madrid
des

des intrigues contre le service du Roy : mais on éluda les plaintes du Marquis de la Fuente, & le Roy maintint son Ministre. Il disoit que les Espagnols n'avoient pas bien entendu le François de l'Ambassadeur, ou que celuicy ne s'estoit pas bien expliqué en Espagnol. Cependant après qu'en l'an 1667 le mesme Roy fust entré dans les Pais-bas, la Reine Regente d'Espagne fit dire au mesme Archevesque, qu'il eust à se retirer, & ne luy voulut pas donner le loisir d'attendre dans Madrid les lettrres, que le premier Courier luy devoit apporter ; & tout ce qu'il put obtenir, ce fut qu'on luy permit de les attendre à Alcala. Il les y receut, avec l'ordre du Roy de partir de la Cour d'Espagne, dès qu'on luy auroit donné les passeports necessaires pour la seureté de son voyage.

Les hostilités font aussy cesser l'Ambassade. *Le Droit des Gens* ne se viole point en la personne du Ministre d'un Prince, qui rompt avec celuy auprès duquel ce Ministre reside; parce qu'après la declaration, & après la guerre ouverte, le Ministre du Prince ennemy devient ennemy aussy, & ne peut plus jouïr de la seureté publique. Mais soit que le Maistre du Ministre, ou que le Prince auprès duquel le Ministre reside, rompe, ou declare la guerre, on doit toujours donner au Ministre le loisir de se retirer. Si c'est le Maistre de l'Ambassadeur qui va declarer la guerre, ou rompre sans declaration, il en doit advertir son Ministre, & le faire retirer de bonn'heure : comme de l'autre costé, si c'est le Prince, auprès duquel il reside, qui la declare, le Ministre doit jouïr de la protection du Droit des Gens, jusqu'à ce qu'il soit sorty de ses Estats. La Republique de Venise, le Granduc de Toscane & le Duc de Modène, ayant en l'an 1643 fait une ligue, pour faire restituer le Duché de Castro au Duc de Parme, le *Senat* ordonna au *Secrétaire Bon*, qui faisoit les affaires de la Republique à Rome,

de se retirer, & le *Granduc* envoya un semblable ordre à *Nicolini*, son *Ambassadeur*. Les Cardinaux Espagnols, qui auroient esté bien aises de travailler à l'accommodement, voulurent disposer *Nicolini* à demeurer : mais il dît, *qu'il avoit ses ordres, & avec cela qu'il ne se vouloit pas exposer aux affronts, qu'on luy pourroit faire après la rupture.* Les Princes permettent bien quelquefois qu'un Ministre ennemy demeure chez eux, nonobstant la rupture : mais cela se fait le plus souvent contre la raison, & contre toutes les regles de la prudence. Après la premiere rupture qui se fit avec les Anglois en l'an 1665, l'Ambassadeur des Provinces Unies ne laissa pas de demeurer à Londres, & le Ministre du Roy d'Angleterre demeura à la Haye ; mais avec un tresmechant succès. Les Estats eurent le déplaisir de voir arrester le Secretaire de l'Ambassadeur, & d'estre comme contraints de faire aussy arrester le Secretaire du Ministre d'Angleterre. Ils revoquerent tous deux leurs Ministres, après avoir tous deux violé le *Droit des Gens*. Après la derniere rupture les Estats laisserent encore un Ministre à Londres, & un autre à Paris ; mais avec fort peu d'avantage : & si presentement ils en ont encore un à Stocolm, c'est parce que les Provinces Unies ne traittent le Roy de Suede en ennemy, que parce qu'il l'est de leurs alliés, & non le leur. Je ne puis pas comprendre pourquoy ils laisserent un Ministre à Paris, dans une Cour, qui est tellement jalouse de toutes les correspondences, que mesmes en pleine paix, on y ouvre toutes les lettres qui sont tant soit peu suspectes ; & ainsy ce Ministre, qui n'y pouvoit pas rendre le moindre service, ne faisoit que fortifier les ombrages, que l'on prenoit de son séjour, parce qu'il ne pouvoit donner le moindre advis, qu'il ne s'exposast à un affront inevitable.

Pour prevenir tous ces déplaisirs, les Princes, qui sont reguliers en leur conduite, rappellent leur Ambassadeur
sur

sur le point de la rupture, ou immédiatement après, ainſy que je viens de dire. Après que l'Empereur, le Roy d'Eſpagne, la Republique de Veniſe & le Duc de Milan eurent conclu leur ligue contre Charles VIII, le Senat dît à Philippes de Commiſes, Ambaſſadeur de France, *qu'il avoit ordonné à Dominique Treviſan & à Dominique Lore-dan, Ambaſſadeurs de la part de Republique auprès de Charles, à Naples, de s'en venir, parce qu'elle alloit rompre avec le Roy.* En l'an 1646 le Roy de France envoya douze vaiſſeaux de guerre au ſecours de la Republique, ſous la conduite du Commandeur de Neuſchaiſe. On luy donna ordre d'arborer l'eſtendart de St Marc dès qu'il feroit arrivé dans l'Iſle de Corſou; de peur que paroiffant dans l'armée navale de Veniſe ſous la banniere de France, les Turcs n'en priſſent ou pretexte ou occaſion de rupture. Neantmoins comme on ſçavoit, que les Venetiens meſmes feroient bien aiſes, que les Turcs fuſſent advertis du ſecours de France, afin de les obliger à quelque reſſentiment, qui engageaſt les François, le Roy fit eſcrire à ſon Ambaſſadeur, que *s'il jugeoit, que ces barbares luy fiſſent quelque avanie, ou s'il croyoit n'eſtre pas en ſeureté à Conſtantinople, qu'il ſe dérobaſt le mieux qu'il pourroit, & qu'il taſchaſt de ſe ſauver en France.* On ne trouve gueres d'exemples, où les Princes ayent eſté contraints d'envoyer de tels ordres à leurs Miniſtres, & qu'ils l'ayent fait, ſinon à l'égard des Turcs. Il y en a qui ſe ſont retirés, ſans attendre les ordres de leur Maïſtre; parce que leurs inquietudes ne leur en donnoient pas le loisir: comme *Don Alſonſe de la Cueva*, après qu'on découvrit à Veniſe la trahiſon, où il avoit eu tant de part, qu'il avoit ſujet de craindre le reſſentiment du peuple. Il y a de l'apparence, qu'à l'avenir les Princes, qui envoyeront leurs Miniſtres à la Haye, prendront pour leur ſeureté les meſmes precautions, qui leur ſont neceſſaires.

Tout ce qui a esté dit jusques icy doit principalement estre appliqué aux Ambassades ordinaires ; veu que les extraordinaires finissent avec la negotiation de l'affaire qui fait le sujet de l'employ de l'Ambassadeur. On en trouve des exemples par tout, où on voit qu'elles ont esté la plus-part fort courtes, & mesmes qu'il y en a dont les affaires ont esté réglées en moins de vingt quatre heures. *Philippe de Commines* raconte, que Louis XI, jugeant qu'il devoit profiter de l'occasion de la guerre, que Charles, Duc de Bourgogne, faisoit aux Liegeois, & qu'il pouvoit cependant attaquer seurement le Duc de Bretagne, qui avoit esté l'un des principaux acteurs en la guerre du bien public, envoya à Charles le Cardinal de Balüe & le Connestable de St Pol. Ces Ambassadeurs dirent au Duc de Bourgogne, que les Liegeois estant compris au traitté, que le Roy leur Maistre avoit fait avec le Duc, il ne leur pouvoit faire la guerre, sans violer la paix, s'il ne permettoit au Roy de faire la guerre au Duc de Bretagne. Que le Roy abandonneroit les Liegeois, si le Duc vouloit abandonner le Breton. Charles répondit, que la guerre, qu'il faisoit aux Liegeois, estoit défensive à son égard. Que c'estoient eux qui avoient rompu le traitté, pour l'observation duquel ils luy avoient donné trois cens ostages, & qu'il ne pouvoit souffrir, que le Roy fist la guerre au Duc de Bretagne, qui estoit son allié. Ces Ambassadeurs firent leur affaire, & furent dépeschés en fort peu d'heures. Charles leur dit, en les congediant, qu'il alloit combattre les Liegeois : que s'il estoit défait, le Roy en pourroit user à l'égard du Duc de Bretagne, ainssy qu'il le jugeroit à propos : mais aussy s'il en revenoit victorieux, que le Roy laisseroit bien le Breton à repos. Ce n'estoit pas la maxime de *Schach Abas*, Roy de Perse, qui disoit, qu'en dépeschant les Ambassadeurs avec tant de precipitation, on ne les traittoit pas en Mini-

Ministres, mais en couriers. Le Duc suivit celle de nostre Seigneur d'Argenton, qui juge, qu'il faut renvoyer promptement les Ambassadeurs des ennemis declarés ou couverts.

Lors que le feu Roy d'Angleterre envoya l'Ordre de la Jarretiere au Prince Henry de Nassau, le Resident, qui estoit de sa part auprès des Estats des Provinces Unies, eut commission d'assister à la ceremonie en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, comme il fit : mais il se dépouilla du caractère le mesme jour. De mesme, les deux Evesques, qui assisterent au mariage d'Vladislas Roy de Pologne, comme *Ambassadeurs des Ducs de Neubourg & de Mantouë*, n'eurent le caractère que ce jour là. Après la paix de Vervins l'Archiduc envoya à Paris le Duc d'Arschot, l'Admirant d'Arragon, le President Richardot, le Comte d'Aremberg, Don Louïs de Velasco & l'Audiancier Verreycken, pour voir jurer l'execution & l'observation du traitté. Incontinent après les ceremonies, Richardot & Verreycken s'en retournerent à Bruxelles, & les autres quatre demurerent à Paris; *mais leur caractère d'Ambassadeur cessa*, & ils ne furent plus considerés que comme des ostages, pour l'assurance de la restitution de places, que le Roy d'Espagne tenoit encore en France. Le Prince peut revoquer son Ministre quand il luy plaist, & le Prince, auprès duquel le Ministre reside, peut aussi faire instance à ce qu'on le revoque, lors que sa conduite luy est suspecte ou desagréable. Mais un Prince, qui n'est ny le Maistre du Ministre, & qui n'a rien à negotier avec luy, ne peut obliger le Prince qui l'employe à le revoquer, sans entreprendre sur sa Souveraineté, & sans se donner dans une Cour estrangere une autorité qui ne luy appartient point. *Jean François Belletia*, Senateur de Turin, faisoit les affaires du Duc de Savoye à Munster, conjoin-

jointement avec le Marquis de St Germain, non comme Ambassadeur, mais comme Ministre subalterne. Il déplaçoit à la Cour de France; parce qu'on y avoit advis, qu'il vouloit faire mettre sur le tapit l'affaire de Pignerol : c'est pourquoy elle fit presser la Duchesse Regente de Savoye de le revoquer. Elle en fut fort offensée, comme d'une chose qui touchoit la Souveraineté du Prince son fils, qu'elle disoit avoir en depest, pendant la Regence & la minorité du Prince. Le Marquis de Pianezza, principal Ministre de la Cour de Turin, dit au Marquis du Plessis-Pralin, qui commandoit les armes de France en Italie, que la Duchesse se verroit plustost reduire aux dernieres extremités, que de souffrir qu'on donnast cette atteinte à la Souveraineté du Prince son fils. La Reine Regente de France, & le Cardinal Mazzarin, passant par dessus toutes ces considerations, revoquerent le Sr d'Aiguebonne, Ambassadeur de France à Turin, & refuserent de donner audience à l'Abbé de Verrüe, Ambassadeur de Savoye. La Duchesse avoit une armée Françoisse dans le cœur de son pais, & le Cardinal, pour l'intimider davantage, faisoit courir le bruit, qu'on y faisoit encore passer d'autres troupes. L'Abbé en donna advis par un exprés, & acheva d'allarmer la Duchesse en sorte, que pour ne pas entrer en rupture avec la France, elle resolut enfin de revoquer *Belletia*. Toutefois afin que cela se fist avec quelque reputation pour elle & pour luy, elle se servit du pretexte de l'Ambassade de Pologne, où elle l'envoya, pour complimenter le Roy Vladislas sur son mariage avec la Princesse de Mantoüe. Jamais Prince n'entreprendra d'imiter cette action, qu'il ne vueille bien que tout l'Univers sçache, qu'il n'a pas beaucoup de consideration pour celuy, qu'il oblige à faire une action si indigne d'un Souverain.

L'Ambassadeur remet son caractere entre les mains de
celuy

celuy qui le luy a donné, au retour de l'Ambassade. En l'an 1645 les Estats des Provinces Unies firent entendre à d'Avaux & Servien, qu'ils estoient estonnés, que dans le pleinpouvoir, que le Roy leur avoit fait expedier, il leur donnoit la qualité d'Ambassadeur, au prejudice de ce qui avoit esté concerté avec les Espagnols, que de part & d'autre on ne prendroit que celle de Plenipotentiaire. Les Ministres de France dirent, qu'ils n'estoient pas moins estonnés de la remarque que les Estats y faisoient, & qu'ils ne sçavoient dequoy les Estats estoient convenus avec les Espagnols. Que la mesme qualité d'Ambassadeur se trouvoit au pouvoir qu'ils avoient communiqué à la Haye, où on ne leur en avoit rien dit. *Que puis qu'ils avoient eu cette qualité, lors qu'ils estoient en Hollande, ils ne pouvoient s'en défaire qu'entre les mains du Roy, lors qu'ils seroient arrivés en France.* J'ay parlé, ailleurs, de *Don Antonio de Sousa de Macedo*, & de la réponse qu'il fit aux mesmes Estats. Cela est si veritable, que quand mesmes il y auroit eu guerre ouverte & declarée entre le Roy de Portugal & les Estats, & que *Don Antonio* auroit esté pris sur mer, devant que d'arriver à Lisbonne, on n'auroit pû le declarer de bonne prise.

L'histoire ancienne parle d'un Romain, qui en arrivant à Rome, au retour d'une Ambassade, fut tué avant qu'il eust fait son rapport. Le meurtrier disoit, qu'il n'avoit point violé le *Droit des Gens*, en tuant un homme, qui estant revenu de son Ambassade, ne pouvoit plus estre considéré comme Ambassadeur: & que d'ailleurs estant fils d'un pros crit, il pouvoit estre tué impunément. Le Meurtrier fut condamné comme violateur du *Droit des Gens*; parce que l'Ambassadeur doit estre en seureté, & en la protection du *Droit des Gens* jusques à ce qu'il ait fait son rapport, & qu'il ait esté déchargé de l'Ambassade. J'esti-

me pourtant , qu'il falloit distinguer en cette rencontre entre la feureté publique & le *Droit des Gens*.

Mais dautant qu'il sera parlé plus particulièrement du rapport en la seconde partie de ce traité , je diray seulement icy , que les Ambassadeurs que les Provinces Unies employent , prennent seance dans l'assemblée des Estats Generaux , afin qu'ils ayent la qualité de Deputé à l'assemblée , qui represente toute l'Union , & ils sont considerés comme tels , jusques à ce qu'ils ayent fait serment sur leur commission. Après cela on ne les considere plus que comme Ministres de l'Estat , & ils n'ont plus seance dans assemblée. Mesmes lors qu'à leur retour ils font rapport de leur Ambassade , ils sont assis hors de rang , derriere les autres Deputés , dont l'assemblée est composée. Il est vray , que lors que M. de Groot , qui estoit Ambassadeur en France , vint à la Haye en l'an 1671 , pour informer l'Estat des preparations , qui se faisoient en France , & des desseins que l'on y formoit contre les Provinces Unies , on luy permit de prendre sa place ordinaire dans l'assemblée des Estats Generaux ; mais ce fut de l'ordre exprés des Estats de Hollande , les Souverains , qui y peuvent deputer extraordinairement ceux qu'il leur plaist ; non seulement en vertu de lettres de creance ; mais aussy par la bouche des autres Deputés de la mesme Province. Aussy ne fit il pas rapport de son Ambassade , mais il y donna seulement advis de quelques particularités , qu'il importoit à l'Estat de sçavoir. Ceux dont la Republique de Venise se sert en de semblables emplois , ont la qualité de *Sages* , mais ils n'ont point de part au gouvernement , & mesmes à leur retour de l'Ambassade , ils n'y peuvent entrer qu'après un nouveau ballottage.

La Reine Christine de Suede avoit reconnu le Roy de Portugal , & avoit mesmes fait alliance avec luy. Elle avoit

voit reconnu son Ministre , & luy avoit fait honneur aux ceremonies de son couronnement. Neantmoins quelques jours avant son abdication, elle s'âvisa de commander au Maître des Ceremonies d'aller trouver *Antoine de Silva & Sousa*, Resident de Portugal, avec un billet cachetté, & ordre de ne l'ouvrir qu'en la presence du Resident, de le luy lire, & d'en rapporter l'original á elle, en luy en laissant une copie, s'il desiroit en avoir une. Ce billet portoit, que la Reine ne reconnoissant point d'autre Roy de Portugal que Philippe IV, Roy d'Espagne, elle faisoit sçavoir au Resident du Duc de Bragance, pretendu Roy de Portugal, que son employ estant inutile en cette Cour là, il n'avoit qu'à se retirer, parce qu'à l'âvenir on ne considereroit le Duc, son Maître, que comme un usurpateur. Toutefois puis que le Resident estoit venu en Suede sous la foy publique, elle le feroit jouir de la protection inviolable du *Droit des Gens*. Le Resident ne laissa pas de demeurer á Stocolm, de jouir de cette protection en effet, & de rentrer en la fonction de son employ sous le regne de Charles Gustave. Ce n'estoit pas á la Reine á le dépouïller de sa qualité, non plus qu'il n'est pas en la puissance d'une Cour presidiale d'oster le caractere, que le Resident du Duc de Lunebourg tient d'une puissance Souveraine estrangere qui la luy continue, & qui peut seule disposer du caractere de son Ministre.

L'Ambassadeur qui part d'une Cour, où il laisse quelque satisfaction de sa conduite, en reçoit des marques lorsqu'il s'en licentie, & après qu'il a pris son audience de congé, on le regale, selon l'estime qu'on fait de son merite, ou selon la consideration qu'on a pour le Prince son Maître, & quelquefois aussy selon l'importance de l'affaire, qui fait le sujet de son Ambassade. Il y a des Cours, où on fait quelque civilité á l'Ambassadeur, lors qu'il part, mais ce-

la ne se fait plus gueres. A la Haye on le conduit jusques au mesme lieu, ou il a esté receu. En Angleterre on leur donne des barges, qui le menent au bord du navire destiné pour son transport : mais en tout cela on fait fort peu de Ceremonies.

C'est un grand point que celuy des *Presents* ; parce que la Republique de Venise croit qu'on luy fait un grand affront, si on ne fait point de *present* à son Ambassadeur, & les Provinces Unies défendent à leurs Ambassadeurs d'en prendre, à peine d'infamie. En l'an 1603 *Priuly*, Ambassadeur de Venise à Turin, n'estant pas bien avec le Duc de Savoye, à cause d'une jalousie de femmes, ne pût obtenir son audience de congé, & fut contraint de partir *sans present*. Le Senat en fut tellement fasché, que lors que le Nonce voulut travailler à l'accommodement de leurs differents, la Republique fit demander trois choses. Que le Duc envoyast le premier un Ambassadeur à Venise. Qu'il reglast le rang entre les Princes ses enfants & les Ambassadeurs de la Republique, & en troisième lieu, *qu'il envoyast à Priuly le present, qui luy estoit deu, comme à un Ambassadeur de Venise*. Le mesme Senat, jugeant que ce n'estoit pas à luy à abolir une coustume, qui se trouve establie en toutes les Cours du Monde, & que ses Ambassadeurs ne devoient pas refuser l'honneur, que les autres Princes font à ceux qui representent la Republique, à estimé de l'autre costé, que le present qu'on leur fait, comme à ses Ministres, ne devoit pas estre converty à leur profit particulier, & a ordonné, à cause de cela, que *le present* qui leur seroit fait, fust apporté au Senat, afin qu'il en disposast ainsy qu'il le jugeroit à propos. Les Ambassadeurs le font, & bien que d'ordinaire le Senat le leur rende, il ne le fait pas tousjours ; mais il leur fait tousjours connoistre, que c'est à leur Souverain qu'ils en sont obligés, plustost qu'à
une

une puissance estrangere. En l'an 1530 la Republique envoya au Pape Clement VII, & à l'Empereur Charles V, six de ses principaux Senateurs, qui se trouverent au Couronnement de Charles, après qu'ils eurent fait leur compliment sur la paix, que ces deux Princes venoient de conclurre entre eux, qui estoit proprement le sujet de leur Ambassade. Lors qu'ils partirent *l'Empereur leur fit present de cinq cens doubles Portugaloises, de dix escus la piece : mais le Senat les fit mettre au tresor de S. Marc, pour estre employées au service de la Republique.* L'Empereur répondit à la civilité de cette Ambassade par une autre, composée de trois de ses Conseillers, qui furent fort bien receus à Venise, & *regalés chacun d'une coupe d'or de la valeur de mille escus.*

En la pluspart des Cours de l'Europe on fait un honneur particulier aux Ambassadeurs de Venise : car si c'est leur premiere Ambassade, on leur demande, s'ils veulent estre faits chevaliers. En France on appelle cet ordre *l'Accollade*, & le Roy le donne à l'Ambassadeur dans une audience particuliere, après qu'il a pris publiquement congé. Cela se fait sans ceremonies. Un des premiers vallets de Chambre ou de garderobbe jette un careau aux pieds du Roy, où l'Ambassadeur se met à genoux. Le Roy luy tire son espée, le fait Chevalier, & luy donne en mesme temps une espée & un baudrier. Le Pape le fait aussy quelquefois : & sur cela il y eut une rencontre assés remarquable en l'an 1601. Le Pape Clement VIII ayant fait les deux Ambassadeurs de Venise, l'ordinaire & l'extraordinaire, Chevaliers, il se trouva que *Jean Mocenigo*, l'un d'eux, avoit desjà esté fait Chevalier par le Roy Henry IV. Il y en avoit qui disoient, que c'estoit une chose sans exemple, & que peut-estre le Pape l'avoit fait à dessein, parce qu'il jugeoit, que ce que le Roy avoit fait devant son absolution estoit nul.

Mais les autres disoient au contraire, que lors que *Mozenigo* sceut que le Pape le vouloit faire Chevalier, il dit qu'il l'estoit desjà de la main du Roy de France. Mais l'affaire ayant esté mise en deliberation, on allegua, que le Pape Sixte V fit Chevaliers les quatre Ambassadeurs d'obedience, que la Republique luy envoya, quoy que *Foscarini*, qui en estoit, eust desjà esté fait Chevalier à Venise mesme, par le Roy Henry III, qui estoit logé chez luy; de sorte qu'il fut jugé, que la Chevalerie du Pape n'estoit pas incompatible avec celle des autres Princes Chrestiens, parce qu'ils n'ont point de competence avec sa Sainteté.

En l'an 1646 *Jean Tiepoli* fut de la part de la Republique en Pologne, pour tascher de persuader le Roy de rompre avec le Turc, afin de divertir les armes qui attaquoient l'Isle de Candie. Le Roy Vladislas avoit fait lever quelques troupes estrangeres, sous pretexte de la défense necessaire des frontieres du Roiaume; mais à dessein de rompre avec le Turc, & d'engager la Pologne à une guerre offensive: de sorte que *Tiepoli* y trouva des dispositions si favorables, qu'il se pouvoit promettre un heureux succès de sa negotiation, si elles n'eussent esté alterées par l'ombrage, que les Polonois prirent de l'armement du Roy; parce qu'ayant esté fait sans le consentement des Estats du Roiaume, ils apprehendroient que son intention ne fust de changer la forme du gouvernement. Ils s'en plainquirent à la Diète, & contraignirent le Roy de desarmer, & de licentier toutes les troupes estrangeres, dont il pretendoit faire un corps de vingt cinq mille hommes, qui avec les amis & les partisans, qu'il avoit dans les troupes du pais, eussent pû faire un prejudice irreparable à la liberté Polonoise. C'est pourquoy *Tiepoli*, voyant qu'il estoit impossible de porter cette nation à la rupture, prit son audience de congé. Dans cette audience le Roy le fit Chevalier, en
la

la presence de la Reine & de toute la Cour. Il voulut que le nouveau Chevalier chargeast les armes de sa famille d'un aigle & d'une gerbe, qui sont les armes de Pologne, & de la Maison Royale de Suede, dont le Roy estoit sorty. C'est un des principaux ornements de la premiere Noblesse de Venise, parmy laquelle on distingue ceux cy, qui paroissent en public avec une estole, & à cause de cela on les appelle *Chevaliers de l'estole*. En l'an 1603 les Lignes Grises envoyerent sept Ambassadeurs à Venise, pour voir jurer l'observation de l'alliance, qui avoit esté faite entre ces deux Republiques. Le serment se fit dans la salle du Grand Conseil, & lors qu'ils prirent leur audience de congé, le Doge les fit tous sept Chevaliers, en leur donnant un coup sur l'épaule & sur la teste, pendant qu'on leur chauffoit des esperons dorés, & on leur donna a chacun une chaine d'or, avec une medaille, de la valeur de cinq cens escus.

A Venise les défenses sont tresrigoureuses contre ceux qui reçoivent des benefices, ou qui prennent des pensions d'un Souverain estranger : mais la Republique, bien loin de s'offenser des presents qu'on feroit à ses Ambassadeurs, ou de leur défendre d'en recevoir à la fin de leur Ambassade, trouve mauvais qu'on ne leur en fasse point, & les obligeroit à rendre compte de leurs actions, qui les auroient rendu indignes de la bienveillance du Prince, qu'ils viennent de quitter. *Antoine Foscarini*, celuy qui fut depuis estranglé dans la prison pour crime d'Estat, dont il fut trouvé innocent, avoit esté six ans Ambassadeur à Londres, & sçachant qu'on avoit fait de fort beaux presents à ses predecesseurs, il s'en promettoit un pour le moins aussy considerable, que celuy qui l'on avoit donné au dernier Ambassadeur, qui n'y avoit residé que trois ans : mais il fut bien estonné de voir qu'on luy en apportoit un qui ne valoit

loit que la moitié. Il s'en plaignit ; mais on luy dit , que c'estoit la volonté du Roy , qui avoit reduit la valeur des presents à la moitié , & il n'en fut autre chose.

Comme le Prince , qui fait un present à l'Ambassadeur à la fin de son employ , considere non seulement la personne du Ministre , mais aussy celle du Souverain qu'il represente : ainsy l'Ambassadeur , en acceptant le present , doit bien avoir autant de consideration pour l'interest de son maistre , & pour la satisfaction qu'il remporte de son Ambassade , que pour celle qu'il laisse de sa conduite dans la Cour où il a servy. C'est pourquoy on voit tant d'exemples d'Ambassadeurs , & des plus civils & des plus entendus , qui ont *refusé les presents* des Princes , qui n'avoient point répondu à ce que le Ministre avoit sujet de se promettre de sa negotiation. *Octavian Bon* , Ambassadeur Extraordinaire de Venise à Madrid , n'ayant pû se faire faire Justice de quelques depredations , que les Espagnols avoient faites sur les sujets de la Republique , & voulant témoigner le peu de contentement qu'il remportoit , refusa le present qu'on luy porta de la part du Roy.

Après que la ligue de Cambray eust esté conclue entre le Pape Jules II, L'Empereur Maximilian, Loüis XII Roy de France, & Ferdinand le Catholique , Loüis fit dire à *Antoine Condolmer* , Ambassadeur de Venise , qu'il ne desiroit point qu'il le suivist au voyage d'Italie ; mais qu'il allast à Lion , où il luy ferrit sçavoir ce qu'il auroit à faire. Le Roy luy envoya en mesme temps un fort beau present. Mais d'autant qu'on ne fait cette civilité aux Ambassadeurs que lors qu'ils partent , *Condolmer* , qui jugeoit bien par là qu'on luy donnoit son congé , ne le voulut pas accepter , & dit , *qu'il y alloit de sa vie , s'il recevoit le present d'un Roy , qui alloit faire la guerre à la Republique.* Après que le *Lord Hollis* , Ambassadeur d'Angleterre en France , eust pris son audian-

ce de congé en l'an 1666, le Roy luy envoya un diamant de la valeur de vingtcing mille livres. Les deux Rois alloient entrer en guerre, à cause de celle que le Roy d'Angleterre faisoit aux Provinces Unies; c'est pourquoy *Hollis* refusa le present. Il dit qu'il n'estoit pas venu en France pour s'enrichir, & d'ailleurs qu'on ne luy avoit pas donné satisfaction touchant l'affront que la Princesse de Carignan avoit fait à sa femme. On luy representa, une c'estoit une marque de l'estime que le Roy faisoit de sa personne, & que c'estoit une coustume en France, où on ne pouvoit refuser le present du Roy sans incivilité. Ce n'estoit pas une en l'Estat, où estoient les affaires entre les deux Couronnes: où l'Ambassadeur en pouvoit bien faire une à l'égard d'un Roy, qui n'estoit pas amy de son Maistre.

En l'an 1595 *Clement VIII* envoya *Jean François Aldobrandin*, son neveu, en Espagne, pour tascher d'obliger le Roy à envoyer un puissant secours contre les Turcs en Hongrie. Il fit fort peu de sejour à Madrid, & lors qu'il en voulut partir, le Roy, le Prince & l'Infante luy voulurent faire des presents fort considerables, mais le Pape luy avoit défendu d'en prendre. Le Pape ne voulut pas, que ses parents fussent obligés aux Couronnes, & comme il ne fait point de presents fort magnifiques aux Ambassadeurs, son incivilité ne faisoit point de consequence.

Ces presents se refusent aussy lors que le Maistre de l'Ambassadeur n'est point satisfait du Prince, avec lequel l'Ambassadeur a negocié, ou lors que l'Ambassadeur ne veut pas estre obligé à la civilité d'un Prince, dont il n'est pas satisfait d'ailleurs; ainisy que je viens de dire. En l'an 1483 *Ferdinand* & *Isabelle* envoyerent à *Charles VIII*, *Jean de Ribera*, *Seigneur de Montemayor*, pour demander la restitution du Roussillon. Il n'y fit rien; c'est pourquoy il refusa de prendre la vaisselle d'argent, dont le Roy

luy fit faire present. Les François disoient, que c'estoit une incivilité, & qu'on n'avoit jamais veu en France, qu'on eust refusé le present du Roy. *Ribera* se contenta de répondre, *qu'on n'avoit point veu en Espagne, qu'on eust receu le present d'un Roy, dont celuy que l'Ambassadeur servoit, n'avoit pas sujet d'estre satisfait.* Il me semble qu'on peut se souvenir de ces Ambassadeurs Romains, qui refuserent les presents, que *Ptolomée*, Roy d'Egypte, leur vouloit faire; mais ils souffrirent, que dans un festin, que le Roy leur fit, on leur mist des Couronnes d'or sur la teste. Au lieu de rejeter avec rusticité l'honneur, que le Roy leur faisoit, ils receurent les Couronnes, & le lendemain ils allerent les mettre sur les testes des Statues des Rois, qui estoient dans le temple de Jupiter. *Charles Hoüard*, Comte de *Carlisle*, estant Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre auprès du *Czaar de Moscovie* en l'an 1664, y fut assés mal traité: de sorte que ne recevant point de satisfaction, ny sur l'affaire qu'il avoit à negotier, ny sur les plaintes qu'il faisoit des incivilités qu'on luy avoit faites, en témoignoit son mécontentement en toutes les rencontres, mais principalement quelques jours devant qu'il partist de cette Cour là. Le *Czaar* luy envoya un present de martres, de la valeur de deux mille escus: un autre de quatorze cens escus pour la femme, & un troisiéme de mille escus pour le fils de l'Ambassadeur, sans les autres presents pour ses Domestiques: mais il les renvoya, & traitta d'une maniere assés offensante le Seigneur qui les accompagnoit. Le *Czaar* y envoya une autre personne de qualité, pour en demander la cause à l'Ambassadeur, qui dit au *Mocovite*, *qu'il ne croyoit pas devoir emporter des marques de la bienveillance de sa Majesté Czaarique, pendant qu'elle donnoit si peu de satisfaction au Roy, son Maistre.* Le *Czaar* se satisfit de cette réponse, & estant bien aise

de garder ses martres, il renvoya le present, que l'Ambassadeur luy avoit fait en son particulier, & l'Ambassadeur le reprit aussy.

Lors qu'il n'y a point de sujet legitime, l'Ambassadeur ne peut refuser, sans rusticité, & sans faire affront au Prince, le present qu'il luy fait faire. En l'an 1632 *Don Gonzales de Cordoïe*, Ambassadeur Extraordinaire d'Espagne, receut de grandes civilités en France, où il ne fit pas grand sejour. Lors qu'il partit le Roy luy fit presenter une espée, qui avec le baudrier valoit bien dix mille escus. Il ne la voulut pas accepter, & ne laissa pas d'envoyer un present au Comte de Guron, l'un des Introduceurs des Ambassadeurs; mais le Comte dit au Secretaire, que le luy porta, qu'il ne recevoit point de present d'un Ministre d'Espagne, qui avoit eu l'incivilité de refuser les effects de la liberalité du Roy. M. Doffat, n'estant encore qu'Evesque, eut ordre d'aller à Venise, & de faire part au Senat de la paix, qui venoit d'estre conclue à Vervins. Lors qu'il partit on luy envoya mille escus, en quatre sacs de toile rouge. Il les voulut refuser; mais on luy representa, *que ce ne seroit pas seulement une incivilité, mais aussy un affront, qui offenseroit la Republique*, & l'obligerait à défendre à ses Ministres de ne jamais rien prendre du Roy. Après que le President Jeannin eust presque achevé la negotiation pour la treuvé de douze ans, l'Archiduc luy fit escrire, que son intention estoit de faire à luy, & aux autres Ambassadeurs, qui y avoient travaillé avec luy, une somme considerable en argent: ce qu'il ne voulut pas accepter; mais il ne fit point de difficulté d'accepter les deux tentures de tapisserie, que l'Archiduc luy envoya: bien que ce fust un Ministre, dont l'integrité estoit hors de reproche & hors de soupçon, & qu'il n'eust point negocié auprès de l'Archiduc, mais auprès de ses ennemis.

Après que *Don Antonio Pimentel* eust conclu à Paris le traité, qui receut depuis sa dernière perfection aux Pyrénées, & après qu'il eust fait ratifier ce qu'il avoit négocié, & fait joindre les Premiers Ministres des deux Couronnes sur les frontieres, le Cardinal Mazzarin luy envoya un cordon de diamants, & des pendants d'oreille pour sa femme. Il refusa le present, & fit dire au Cardinal, que puis que l'affaire n'estoit pas encore entierement achevée, il supplioit son Eminence de differer de luy faire sentir les effets de la liberalité du Roy. Qu'il n'estoit pas assés incivil pour les refuser, lors qu'il verroit l'accomplissement de ce qu'il avoit promis de la part du Roy, son Maistre, & de son Premier Ministre. Je ne puis m'empescher de faire icy une comparaison de ce procedé avec celui d'un certain Ministre, qui après avoir fait à la Haye la fonction de herant plustost que celle d'Ambassadeur, & après avoir déclaré, qu'il n'avoit plus de caractère, jusques à refuser le memoire, que les Estats luy voulurent faire donner, ne laissa pas de prendre son audience de congé publiquement, afin de se faire donner le present de six mille livres, que les Estats donnent depuis quelque temps aux Ambassadeurs des Couronnes, quoy qu'il ne pust pas ignorer, que son Roy leur alloit faire la guerre. Il estoit l'averfion des Hollandois lors qu'il entra dans le país, & il en estoit l'execration lors qu'il en sortist; au lieu que Pimentel laissa en France la reputation d'un treshonneste, d'un tresgalant & d'un treshabile homme. C'est le mesme Ministre, qui pendant le sejour qu'il avoit quelques années auparavant fait en Suede, avoit si bien effacé de l'esprit de la Reine toute l'affection, & toute l'estime, qu'elle avoit pour la France, & y avoit fait succeder des inclinations si contraires, qu'on ne connoissoit plus cette grande Princeesse, que par les lineaments de son visage, qui n'estoit pas l'endroit, par où elle estoit grande.

Tous

Tous les Princes ne font pas également liberaux & magnifiques en ces rencontres. Il y en a qui considerent en cela le Maistre de l'Ambassadeur : il y en a qui donnent quelque chose au merite personnel de l'Ambassadeur, & il y en a aussi qui font reflexion sur le sujet de l'Ambassade, & sur l'importance de sa negociation. On ne peut nier aussi, qu'il n'y ait des Princes qui font servir leurs liberalités à leur ambition, ou à quelque autre dessein particulier, pour gagner ceux, à qui les presents ne font que des arrhes de ce qu'ils doivent esperer à l'avenir. Le Marechal de Biron alla à Bruxelles, pour y voir jurer l'observation de la paix de Vervins, & en remporta des presents, qui l'engagerent à de tresmechantes affaires. En France on fait ordinairement present au Nonce d'un buffet de vaisselle d'argent de dix mille livres, & s'il est fait Cardinal pendant sa Nonciature, on le fait monter à sept ou huit mille escus. Les presents des Ambassadeurs Ordinaires sont reglés à environ deux mille escus, pour ceux des Testes Couronnes & de Venise; mais on y ajoute quelquefois un present extraordinaire, & on l'excede aussi, selon les occasions. On n'est point du tout reglé pour les Ambassadeurs Extraordinaires; mais on y considere le Prince qui les envoie, la personne de l'Ambassadeur, & l'affaire qu'il a negocié. Lors que M. de Bassompierre fut en Angleterre en l'an 1626, on luy fit un present de la valeur de sept mille livres sterlins, & le Marechal de Grammont, qui alla faire la demande pour le mariage de l'Infante en l'an 1659, eut un cordon de diamants de la valeur de trente mille escus.

Mais c'est en quoy il se fait bien des fripponeries; sur tout quand le present se fait en pierreries. *Jean Zaiadsky*, Ambassadeur de Pologne, après avoir esté à la Haye, à Bruxelles & à Londres, arriva à Paris au mois de Mars 1636. L'affaire qu'il y avoit à negotier n'estoit pas fort im-

portante, & d'autant qu'on le confideroit comme un Ambassadeur Circulaire, & que M. d'Avaux qui avoit esté deux fois auprès du Roy de Pologne, n'en avoit pas rapporté de grands presents, on resolut aussy de luy en faire un fort mediocre. Neantmoins après qu'il eut fait voir celuy que le Cardinal Infant luy avoit fait, qui valoit bien vingt mille livres, on resolut d'employer seize mille livres à celuy que le Roy luy feroit. Berlize luy porta un diamant & une boëtte de portrait, qu'on luy dît avoir esté achettés quinze mille livres. *Zaiïadsky* tomba malade, & estant après sa reconvalescence prest de partir, Berlize le fut voir, pour luy faire les derniers compliments, & excuse de ce qu'à cause de l'absence de la Cour il n'avoit pas esté fort bien receu & traitté, pendant le séjour qu'il avoit fait à Paris; mais l'Ambassadeur le tirant à part, luy dît, qu'on luy avoit escrit de la Cour, que le Roy avoit ordonné, qu'on luy fist un present de six mille escus, & que celuy qu'on luy avoit apporté ne valoit que deux mille escus au plus. Que s'il n'y avoit que deux ou trois mille livres à dire, qu'il n'en parleroit point, & que ce qu'il en disoit n'estoit pas par maniere de plainte, mais pour faire voir comment on traittoit les Ambassadeurs, & comment le Roy estoit servy en France. Qu'on ne manqueroit point d'escire en Pologne, qu'on luy avoit fait un present de six mille escus; de sorte qu'on le soupçonneroit d'artifice, s'il produisoit celuy qu'on luy avoit apporté, parce qu'on ne croiroit jamais, que le Roy de France luy auroit fait un si chetif present, après ceux qu'on luy avoit fait en Angleterre & à Bruxelles. Berlize, qui estoit incapable d'une mauvaise action, n'eut point de peine à se justifier, mais les personnes de qualité, qui luy avoient mis les pierreries entre les mains, n'y acquirèrent pas une fort grande reputation. On envoya encore à *Zaiïadsky*, après qu'il fut party, une chaine d'or
de

de mille escus. Les deux Ambassadeurs Hollandois estoient bien plus fins. Ils prefererent de bonnes lettres de change, où ils ne pouvoient estre trompés, & où il n'y avoit rien à perdre à la façon, comme aux pierrieres & à la vaisselle d'argent, dont on leur donnoit le choix. Le Protecteur Cromüel voulut faire un present de vaisselle d'argent, de la valeur de vingt mille livres à *Guillaume Nieuport*, Ambassadeur des Provinces Unies à Londres. Les defenses expressees qu'on fait aux Ambassadeurs en Hollande de prendre des presents, obligerent *Nieuport* à refuser celui-cy, mesmes après son retour, & après qu'il eust fait rapport de son Ambassade. Celuy qui avoit ordre de le luy offrir à la Haye, voulut profiter du refus & de la probité de l'autre, le garda, & Cromüel estant mort quelque temps après, le Ministre en demeura faisy, & le feroit encore, si après le reestablissement du Roy un ingrat & infidelle amy ne l'eust decouvert à une personne puissante, qui l'obligea à restituer ce qu'il ne possedoit pas à trop bon tiltre.

Pour prevenir ces fraudes, on se sert en ces occasions de personnes de confiance, & ce sont ou les Maistres de ceremonies, ou les Introducteurs des Ambassadeurs, qui reçoivent le present ou de la main du Roy, ou bien d'un des officiers de sa Maison, du Surintendant des Finances, ou du Secretaire d'Etat, qui a le departement des affaires estrangeres. En l'an 1636 le Marquis de S^t Germain, Envoyé Extraordinaire de Savoye, ayant pris son audience de congé, M. de Chavigny, Secretaire d'Etat, luy envoya le present du Roy par la Barde, son premier Commis. *Berlize* jugeant que cela s'estoit fait au prejudice de la fonction de sa charge, s'en voulut plaindre, mais n'osant offenser un Secretaire d'Etat, qui avoit grand credit auprès du Cardinal de Richelieu, il s'en voulut éclaircir avec Chavigny
mei-

mesme, & luy demanda, si c'estoit de l'ordre du Roy, qu'il y avoit employé une personne, qui n'estoit pas à sa Majesté, & qu'il avoit fait ce prejudice à sa charge. Chavigny repartit, que ce seroit sans consequence, & que si *Berlize* s'en plaignoit, il diroit, que l'Introducteur n'estant pas allé luy mesme prendre le present de ses mains, il n'avoit pas voulu le confier à une personne, dont le bien ne pourroit pas répondre des presents, qui sont quelquefois de tresgrande valeur: qu'il ne l'avoit fait qu'à cause de cela, & non pour offenser *Berlize*, ou pour rien innouer en sa charge. Ce fut une reparation; mais une tresmauvaise excuse; parce que celuy à qui Chavigny avoit refusé de remettre le present, estoit officier du Roy de pere en fils, qui avoit beaucoup d'honneur, & plus que ceux qui avoient fait leur profit du present de Saüadsky, que Chavigny pouvoit bien connoistre.

Je viens de parler du riche present qu'on fit à M. de Bassompierre, lors qu'il fut Ambassadeur en Angleterre. Ils y ont un officier d'importance, qui a la garde de toute la vaisselle d'argent, & de toutes les pierreries du Roy, qui ne sont pas enchassées. Cet officier pretendoit, que c'estoit à luy à porter le present à l'Ambassadeur, & avoit si bien fait sa partie à la Cour, que le Duc de Buckingham s'estoit déclaré pour sa pretension. Mais le Maistre des Ceremonies & son Aide, en ayant esté advertis, representèrent leur interest au Comte de Montgommery, Grand Chambellan, & en suite au Comte de Pembrock, Grand Maistre de la Maison du Roy, & les laisserent si bien persuadés de leur droit, qu'ils firent aussy revenir le Duc de Buckingham: de sorte qu'il fut resolu, que ce seroit le Maistre des Ceremonies, qui porteroit le present: comme il fit. Le Roy mesme dit au Maistre des Ceremonies, lors que celui cy luy fit rapport de la façon que l'Ambassadeur avoit
receu

receu le present, & qu'il remercia sa Majesté de la grace qu'elle luy avoit faite de luy donner cette commission, que c'estoit au Maistre des Ceremonies à porter les presents de pierreries aux Ambassadeurs, à l'exclusion de tous les autres.

Cette coustume de faire un present à l'Ambassadeur, lors qu'il part d'une Cour, ayant succedé à celle qu'on avoit de le défrayer, & estant si bien establie, qu'elle est d'aussy grande estendue que le *Droit des Gens* mesme, il y a dequoy s'estonner du reglement, que l'on a fait sur ce sujet en Hollande. Les Estats des Provinces Unies, estant extraordinairement assemblés en l'an 1651, à l'occasion de la mort du Prince d'Orange, pere de celuy qui gouverne aujourd'huy, prirent le 10 d'Aoust une resolution, par laquelle ils défendent aux Ministres, qui sont de leur part employés en des pais, ou auprès des Princes estrangers, de prendre des presents, directement ou indirectement, en quelque façon ou maniere que ce puisse estre. Ces défenses sont si scrupuleusement observées, qu'il n'y a point de Ministre, qui ne refuse les civilités que les Princes luy veulent faire, & mesmes les rafraischissements, dont les Princes le veulent regaler, lors qu'il passe par leur pais. Je n'ay pas encore pû apprendre la veritable cause, qui ait obligé un Estat si prudent & si sage, à faire un reglement, qui détruit les principes d'une civilité, qui est receüe chez toutes les autres nations du Monde. J'ay dit cydessus, que la Republique de Venise feroit le procès à un Ambassadeur, qui reviendrait sans present, & cellecy declareroit infame celuy qui en rapporteroit un, ont qui receuroit seulement un plat de fruit ou d'autres rafraischissements. Je ne sçais, si les auteurs de ce reglement ou pretendu fonder en leurs Marais une Republique de Platon; mais on ne peut nier, qu'ils ne condamnent les sentiments de tous les autres Rois

& Potentats de la terre, qui jugent, qu'on doit témoigner à l'Ambassadeur la consideration qu'on a pour son Prince, l'estime qu'on a pour la personne de l'Ambassadeur, & la satisfaction que l'on a de sa conduite. Il faut avouer aussi, que ceux qui ont bien voulu prendre une resolution si singuliere, doivent avoir une tresméchante opinion des Ministres qu'ils employent, puis qu'ils les jugent tellement corruptibles, qu'un plat de viande ou de fruit, ou une bouteille de vin les puisse faire manquer de fidelité à leur patrie. Je veux croire, qu'il y a des ames assez interessées & assez infidelles, pour se laisser corrompre; mais je ne vois point, comment un Ambassadeur puisse estre corrompu par le present qu'on luy fait lors qu'il n'est plus en estat de negotier, ny de trahir les interests de son Prince, quand il le voudroit faire; & par un present, qui ne pourroit pas servir de recompense, je ne dis point à une déloyauté & à une trahison, mais mesmes à un service de peu d'importance. Je n'oserois dire aussi, qu'un si puissant & si glorieux Estat l'ait fait par un principe de ménage; veu qu'il ne laisse pas de faire des presents fort considerables aux Ambassadeurs estrangers, & de leur faire un honneur, qu'ils ne voulient pas qu'on fasse à leurs Ministres.

Je voudrois que l'histoire du temps n'eust pas remarqué la difficulté, que les Estats de Hollande firent en l'an 1654 de consentir à un present de cinq cens escus, que les Estats vouloient faire au Sieur Brassiet, Resident de France. C'estoit un Ministre habille & commode, qui ayant perdu la veüe dans le service de son Maistre, alloit se retirer, & il estoit question de luy faire le present ordinaire. Les Deputés de Hollande s'y opposerent; jugeant qu'il n'estoit pas raisonnable de faire des presents aux Ministres estrangers, pendant que ceux de cet Estat n'en prenoient point dans les autres Cours. Ils furent du mesme advis, lors qu'on

qu'on parla de faire le present ordinaire aux heritiers de M. le Brun, Ambassadeur d'Espagne, qui estoit decedé à la Haye, & au Sieur Stockar, Envoyé des Cantons Protestants; mais les autres Provinces l'emporterent enfin, & firent faire les presents. Un Prince, ou un Estat peut faire tels reglements qu'il luy plaist, pour ses sujets, mais il n'est pas juste d'y assujettir ceux d'un autre Prince, & de vouloir regler, à leur égard, les civilités qui ont esté universellement receües. *Spinola*, Ministre de Gennes, dit qu'il vouloit avoir son present; & qu'il vouloit estre traité, comme *Jacomo Negrone*, son predecesseur, l'avoit esté. Le Prince, qui n'est point satisfait de la conduite du Ministre estranger, n'est pas obligé de luy donner des marques de sa bonne volonté: dont on a plusieurs exemples, & entre autres un tresfort, au Marquis *d'Inoyosa* & *Don Charles Coloma*, Ambassadeurs d'Espagne en Angleterre, qui après avoir cruellement offensé le Prince de Galles & le Duc de Buckingham, eurent bien leur audience de congé; mais ils partirent sans presents. En l'an 1647 *Servien* fit un traité de garantie à la Haye; mais sa maniere de negotier estant insupportable, les Estats de Hollande ne voulurent pas permettre qu'on luy fist le present ordinaire. Il avoit eu de grands démellés avec le Ministre, qui estoit de la part de cette Province à Munster; c'est pourquoy on luy témoigna en toutes les rencontres qu'on ne l'aimoit point, & qu'on ne le consideroit pas beaucoup.

Je ne voy pas, que jusques icy ce reglement ait apporté de grands avantages à l'Estat, mais bien qu'il luy a attiré plusieurs disgraces. Dés l'an 1652 le Parlement d'Angleterre se servit de ce pretexte, pour défendre à *St John* & *Striclant*, de recevoir les presents, que les Estats leur envoyèrent, pour avoir negocié quelque temps en Hollande. Ces Ministres rendirent depuis de tresmeschants offices à

l'Estat des Provinces Unies, & furent en partie cause de la guerre, où elles entrèrent bientoſt avec la nouvelle République. En l'an 1662 *M^{rs} de Guent, van Beuningen & de Hubert*, avec l'Ambassadeur ordinaire Boreel, firent à Paris un traité, qui devoit apparemment renouer l'amitié entre la France & les Provinces Unies. Le Roy fit offrir de tresriches presents aux quatre Ambassadeurs, qui les refuserent. Le Roy n'en dit mot, mais il défendit aux six ou sept Commissaires, qui avoient travaillé au traité, de recevoir les presents que les Estats leur voulurent faire, & par ce moyen les Estats se firent autant d'ennemis dans le Conseil du Roy de France.

Après que l'Ambassadeur a receu son present, & qu'il a achevé ses dernieres visites, il faut qu'il fasse aussy un present à l'Introducteur, & il se regle en cela sur la valeur du present qu'on luy a fait, ou sur la peine que l'on a eüe à le conduire aux audiances, qu'il a cües pendant son Ambassade. Monsieur de Bassompierre ne fit pas grand sejour à Londres, mais on luy fit un si beau present, qu'il en envoya un de trois cens Jacobus au Maistre des Ceremonies. Il y a des nations, & mesmes des Ministres, qui sçavent mieux la lesine les uns que les autres, & il y a des Ambassadeurs, qui n'ayant point d'honneur, ne sçavent pas aussy comment ils en doivent faire à leurs Maistres. On doit avoir honte de lire dans les Memoires d'Angleterre imprimés les noms de quelques Ambassadeurs, qui après avoir esté quatorze mois à Londres, & après avoir eu plus de soixante audiances, furent assés lasches, pour faire au Maistre des Ceremonies un present de six vingts ducats; quoy qu'il leur eust porté un fort riche present de la part du Roy.

Bien que ce ne soit pas mon intention de parler icy des presents, que les Princes se font entre eux, non plus que de ceux que les Ambassadeurs font dans les Cours où ils
nego-

negotient , je diray pourtant , qu'ils sont tellement de l'essence de l'Ambassade dans les Cours de l'Orient , qu'il y a des Princes , qui ne s'envoyent des Ambassadeurs , que pour faire accompagner leur presents , dont ils font une espeece de commerce. En l'an 1621 le *Roy Indien de Decan* envoya son Ambassadeur à *Schach Abas* , Roy de Perse ; seulement pour luy faire present de quantité de ces pieces de cotton , qui se font en son païs , qui devoient en quelque façon payer les chevaux , que le Schach luy avoit envoyés quelque temps auparavant. Mais ce qu'ils appellent present n'est proprement que marchandise ; parce que de part & d'autre ils en ájustent si bien la valeur , qu'il n'y a point d'avantage ny pour celuy qui fait , ny pour celuy qui reçoit le present , & ils le reglent comme une chose , où leur reputation est interessée. Sur quoy il y a bien des choses à dire , mais comme elles ne sont pas de nostre sujet , je finiray icy la premiere partie de ce traité.

Fin du Premier Livre.





262.

YSSS 93 / 095

H. EEC

KZ
4078
J52
1724
Rare



ROBBINS
COLLECTION

LAW LIBRARY



THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA

THE REUEL DRINKWATER AND
SADITHA MC CULLOUGH ROBBINS FUND
ESTABLISHED BY
DR. LLOYD M. ROBBINS

C-1.10

L'AMBASSADEUR

ET SES FONCTIONS,

Par M. DE WICQUEFORT,

Conseiller aux Conseils d'Etat & Privé, du Serenissime
Duc de Brunſwic & Lunebourg-Zell, &c.

NOUVELLE EDITION.

AUGMENTÉE D'UN TRAITÉ

DU JUGE COMPETENT

DES AMBASSADEURS;

ECRIT EN LATIN PAR

M. DE BYNKERSHOEK,

Président du Haut Conseil de Hollande &c.

ET TRADUIT EN FRANÇOIS

PAR M. J. BARBEYRAC,

Professeur en Droit Public & Privé à Groningue.

Avec des Notes & une Preface du Traducteur.

TOME SECOND.



A LA HAYE,

Chez T. JOHNSON, Libraire.

M. DCC. XXIV.

RECEIVED 7-20-00 2632445

T A B L E

D E S

S E C T I O N S

D U

S E C O N D L I V R E ,

S E C T I O N P R E M I E R E .

D <i>E la Fonction de l'Ambassadeur en general. Pag. 3</i>	
Sect. II.	
<i>Avec qui l'Ambassadeur doit negotier.</i>	26
Sect. III.	
<i>Comment l'Ambassadeur doit negotier.</i>	43
Sect. IV.	
<i>L'Ambassadeur ne se doit point mêler des affaires domestiques de l'Etat où il negotie.</i>	75
Sect. V.	
<i>L'Ambassadeur doit executer ses ordres , & com- ment.</i>	98
Sect. VI.	
<i>De la Prudence & de la Finesse.</i>	119
Sect. VII.	
<i>De la Liberté de parler.</i>	155

TABLE DES SECTIONS

Sect. VIII.

De la Moderation.

189

Sect. IX.

*Il est permis à l'Ambassadeur de corrompre les Ministres
de la Cour où il negotie.*

200

Sect. X.

Des Lettres ou Depêches.

213

Sect. XI.

De la Mediation , & des Ambassadeurs Mediateurs.

237

Sect. XII.

Des Traitez.

261

Sect. XIII.

Des Traitez de Munster & d'Osnabrug.

308

Sect. XIV.

*Les Principaux Traitez , touchant les affaires de ce
Siecle.*

330

Sect. XV.

De la Ratification.

375

Sect. XVI.

Du Rapport que l'Ambassadeur fait de sa Négotiation.

403

Sect. XVII.

De quelques Ambassadeurs Illustres de nostre temps.

412

L'AMBASSADEUR

E T

SES FONCTIONS.

LIVRE SECOND.

SECTION I.

*De la Fonction de l'Ambassadeur
en General.*

N'Employe ce mot exprés, afin de distinguer entre les fonctions & les actions de l'Ambassadeur; parce que les unes ont plus de rapport au caractère, & les autres à la personne. L'Ambassadeur ne negocie pas tousjours; c'est à dire, il ne doit pas faire l'Ambassadeur par tout & en toutes les rencontres. J'ay dit ailleurs qu'il doit estre un peu Comedien, & j'y ajousté icy, que peuteestre dans tout le commerce du Monde, il n'y a pas un personnage plus Comique que l'Ambassadeur. Il n'y a point de theatre plus illustre que la Cour: il n'y a point de comedie, où les acteurs paroissent moins ce qu'ils sont en effet que les Ambassadeurs font dans la negotiation, & il n'y en a point qui y representent de plus importants personnages. Mais comme le plus habile acteur n'est pas tousjours sur le theatre, & change de maniere d'agir après que le rideau est tiré, ainsi

l'Ambassadeur, qui a bien joiué son rôle dans les fonctions de son caractère, doit faire l'honneste homme lors qu'il ne joiie plus la comédie. Dans les assemblées de ceremonies il ne peut pas quitter son rang sans crime, & mesmes en tenant table, où il estale un eschantillon de la grandeur & de la magnificence de son Prince, il le peut représenter en quelque façon. Mais comme les Rois mesmes se déchargent quelquefois de cette gravité pesante & incommode, & que comme Moyse, ils mettent quelquefois un voile sur la face, afin que leur Majesté n'ébloüisse pas ceux qui en approchent, ainsy l'Ambassadeur ne peut, sans effacer le caractère d'honneste homme, faire paroistre continuellement celui de Ministre Public. Ce composé de formalités, de bienseances & de circonspections peut bien former un pendant politique, mais non un parfait Ambassadeur, qui doit estre parfaitement galant homme, c'est à dire un homme fait à la mode de la Cour. Il n'est pas défendu à l'Ambassadeur de voir & de regaler les Dames; mais si en ces occasions, où les Rois mesmes se plaisent à se communiquer familièrement, il pretend faire le grave & l'Ambassadeur, je n'oserois dire, qu'il se rendroit ridicule, mais il ne s'en faudroit gueres. *Chanut*, qui sembloit estre né pour cet eminent employ, ne se voulut point couvrir, en prenant audience de la Reine Christine de Suede. Il sçavoit ce qu'il devoit au Monarque qu'il representoit: mais il fit bien plus d'honneur au Roy, son Maistre, en disant à la Reine la raison, pourquoy il ne se couvroit point, que s'il se fust couvert en effet. L'Ambassadeur, qui fait civilité aux Dames, & à ceux qui n'ont point de competence avec luy, fait connoistre, que son Maistre ne s'est point trompé en son choix, & que son Ministre sçait aussy bien vivre qu'il sçait negotier. Il ne se peut que l'Ambassadeur, qui veut tous-jours faire l'Ambassadeur, ne soit incommode à luy mes-

me,

me, & qu'il ne se trouve chargé de sa dignité, ainſy que de ces habits qui ne ſont faits que pour une action ſolemnel-
le, & pour une cérémonie de peu d'heures, dont on ne voi-
droit & on ne pourroit pas ſe reveſtir tous les jours. L'Ambaſſadeur, qui veut faire paroître ſon caractère en toutes ſes actions, doit ſe reſoudre à renoncer non ſeulement aux devoirs de la civilité, mais auſſy aux loix de l'amitié, & à tout ce qu'il y a de plus doux & de plus charmant dans la vie, à la ſociété, & à la conſervation qui eſt une des principales parties, & comme l'ame de la vie.

C'eſt ce que j'ay crû devoir dire, devant que de parler des Fonctions du Miniſtre, qui ne peut eſtre utile à ſon Prince, ny meſmes eſtre conſideré dans la Cour, où il reſide, ſ'il ne l'eſt en celle qui l'employe. Quelle eſtime peuvent faire les eſtrangers de celui qui n'en a point en ſon païs? Et quelle créance peut on avoir aux offices & aux paroles de l'Ambaſſadeur qui n'a pas la confiance de ſon Maïſtre? Les Plenipotentiaires, qui eſtoient à Munſter de la part de la France, diſoient, qu'il n'y avoit point d'apparence, que l'intention de la Maiſon d'Auſtriche fuſt de faire la paix; *veu que de tous les Miniſtres, qu'elle avoit au Congrès, il n'y en avoit pas un, qui euſt la confiance de ſon Maïſtre, ou qui euſt les qualités neceſſaires pour une négociation de cette force.* Que tout le Monde ſçavoit, que le Comte de Naſſau n'avoit que le ſeul avantage de la naiſſance, qui luy puſt faire donner cet employ. Qu'il n'avoit eſté quatre ou cinq ans à Cologne, que pour faire figure, pendant qu'il n'y avoit rien à négotier. Que *Saavedra* avoit eu quelque réſidence, dont il avoit eſté tranſſéré tout à coup à la premiere aſſemblée de l'Europe. Que le Comte *Zapata* eſtoit conſideré à cauſe de ſon ſçavoir, pluſtoſt que pour ſes autres qualités, & que le *Brun*, qui n'eſtoit que Procureur General dans une Cour provinciale, eſtant eſtranger, ne

pouvoit pas ſçavoir les veritables intentions de la Cour de Madrid, ny avoir ſa confiance. Que la France au contraire y avoit envoyé le *Duc de Longueville*, le premier & le plus grand Seigneur du Roiaume après les Princes, avec les *Comtes d'Avaux & Servien*; dont le premier, après ſes Ambaffades de Veniſe & de Dannemarc, avoit, comme Mediateur, fait la trêve entre la Pologne & la Suede, & avoit en ſuite négocié & conclu les preliminaires à Hambourg: & l'autre, après avoir manié & négocié de tresimportantes affaires en Italie, avoit eu en France la direction des affaires de la guerre, ſous le Cardinal de Richelieu, en qualité de Secretaire d'Eſtat, qui eſt une charge de la dernière confiance. Tellement que ſi on vouloit faire comparaifon des qualités de tous ces Miniſtres de part & d'autre, on jugeroit laquelle des deux Couronnes avoit le plus d'inclination à la paix. L'Ambaffadeur, qui eſt aſſuré de la confiance, ou du moins de l'eſtime de ſon maître, marche d'un pas ferme, agit avec vigueur, & fait confiderer en ſa perſonne celle de ſon Prince dans toute la ſuite de ſa negotiation.

Les perſonnes de qualité, que les Princes employent à des Ambaffades, pour les éloigner de la Cour, doivent eſtre conſiderés comme de exilés honorables, & ne ſont pas fort capables de ſervir. Auſſy n'eſt ce pas l'intention du Prince, qui en chaffant, ſous quelque pretexte que ce ſoit, une perſonne qui luy eſt incommode, s'en veut décharger, imite les medecins, qui en purgeant les corps, chaffent les humeurs ſuperflues auſſy bien que les dangereuſes. Il y a des Princes, qui ſe ſervent du pretexte honorable de l'Ambaffade, pour couvrir la cauſe honteuſe de l'éloignement de l'Ambaffadeur: dont on n'a que trop d'exemples dans l'hiſtoire, & alors le pauvre Miniſtre devient l'objet du mépris, ou de la compaſſion du Prince, auprès duquel
il

il est employé; si ce n'est que celuicy ait assés de generosité, pour donner son estime au merite personnel d'un Ministre, que la violence, l'injustice & mesmes la brutalité persecutent. En ces cas on considere plustost la personne que le caractere, qui n'est pas seulement inutile, mais mesmes à charge à un Ministre disgracié & exilé: de sorte que je ne le metteray pas au nombre de ceux, dont la fonction fera le sujet de l'autre partie de mon traitté.

J'exclus aussy de l'Ambassade tous ces pretendus Ambassadeurs, qui ne sont propres que pour le theatre, & que l'on produit comme des personages muets dans une comedie ou d'une farce. Les Jesuites, qui se plaisent fort à ces divertissements, & qui sont grands comediens eux mesmes, jusques à convertir en pompes & en ostentations tout le service divin, s'aviserent il y a prés de cent ans, de faire envoyer un Ambassade solemnelle de Japonois à Rome, vers la fin de la vie de Gregoire XIII. Ces Peres avoient en effet fait un tresgrand nombre de Profelytes dans le Japan; au moins si on peut donner cette qualité à ceux, que l'on fait sortir de l'idolatrie du paganisme, pour les noyer dans un abisme d'ignorance, & pour les jeter dans un gouffre de superstitions, qui ne valent gueres mieux que celles des payens, dont ils les ont empruntées: & pour faire voir en Europe ce qu'ils estoient capables de faire dans les dernieres extremités de l'Asie, ils obligerent ces miserables à deputer quelques uns, qui reconnussent le Pape pour Chef visible de l'Eglise Universelle. Ils furent trois ans en chemin. On leur fit des honneurs extraordinaires par tout; mais particulièrement à Rome, dont ils ne remporterent que des benedictions Papales, qui ne furent point suivies de celles du Ciel. Toutes les persecutions des premiers Siecles de l'Eglise ne peuvent pas estre mises en paracelle avec la cruauté & l'horreur des supplices, qu'on fit souffrir

frir à ces pauvres Idiots, qui n'estoient Chrestiens que de nom, & qui ne tenoient de la religion de Rome mesme, que la foy implicite, c'est à dire une ignorance grossiere des premiers & plus necessaires articles de la veritable foy. Sous le Pontificat de Clement VII arriva à Rome un pretendu Ambassadeur du Roy des Abissins, pour l'Union des Eglises Schismatiques de ces quartiers là avec celle de Rome: dont toutefois on n'entendit plus parler depuis. Au commencement de l'an 1595, sous Clement VIII, arriverent à Rome *Abdel Messias & Joseph*, moines du desert de St Macaire en Egypte, avec *Barsus*, Archidiacre, qui disoient avoir esté envoyés par *Gabriel*, Patriarche d'Alexandrie, pour faire abjuration, entre les mains du Pape, de l'erreur, où l'Eglise Grecque est touchant la procession du St Esprit: comme ils firent, en se prosternant aux pieds de sa Sainteté. Mais cette Ambassade ne fut en effet qu'une comedie; parce qu'on sçeut bientost, que le Patriarche d'Alexandrie ne s'appelloit point *Gabriel*, ny son predecesseur *Ambo Johannes*; mais que le Patriarche s'appelloit *Miletius*, surnommé *Pegas*, & estoit *Candiot*, dont les pensées estoient bien éloignées d'une reconciliation avec l'Eglise Romaine.

Les Ambassades Extraordinaires ont pour objet ou la negotiation d'une affaire, ou bien une ceremonie, où l'Ambassadeur ne fait que représenter la personne du Prince. Dans les Ambassades d'obedience l'Ambassadeur fait la mesme figure, qu'un personnage muet fait dans la comedie. Son Orateur parle pour luy, & pourveu que l'Ambassadeur sçache bien faire ses reverences & ses inclinations à propos, il n'est que trop habille pour cette fonction. Dans les autres ceremonies, d'un baptesme, d'un mariage, d'un enterrement, pour voir jurer l'observation d'un traité de paix, ou d'une visite, que les Princes se font les uns aux

autres, par des Ambassadeurs, lors qu'ils s'approchent en personne de leurs frontieres communes, on employe toujours de grands Seigneurs : & on fait fort bien ; mais on feroit encore mieux, si en ces rencontres on faisoit choix de ceux qui ont le plus de mine & peu d'esprit ; parce qu'il est question de payer de l'un, & l'autre n'y est pas necessaire. Henry IV se feroit bien passé d'envoyer le Duc de Biron à Bruxelles après la paix de Vervins : mais ce Prince estoit si genereux, qu'il ne pouvoit se défier de ceux qui luy devoient toute leur fortune.

L'Ambassadeur Ordinaire a plusieurs objets vagues, que l'on ne peut ranger sous de certains tiltres. On en peut dire en general, *que sa fonction principale consiste à entretenir la bonne correspondance entre les deux Princes : à rendre les lettres, que son Maistre escrit au Prince, auprès duquel il reside : à en solliciter la réponse : à observer tout ce qui se passe en la Cour où il negotie : à proteger les sujets, & à conserver les interests de son maistre.* Il sert de truchement aux deux Princes, & de courretier du commerce qui se fait entre eux. Celuy de leurs lettres ne s'entretient entre les Princes, que par le moyen de leurs Ministres, qui les accompagnent d'un discours convenable au sujet, & conforme aux ordres qu'on leur donne.

J'ay parlé en la Section 14 du premier livre, de instruction, que la Reine Elisabeth donna en l'an 1570 à *François Walsingham*, qui alloit de sa part en qualité d'Ambassadeur en France. Elle contient presque tous les devoirs generaux de l'Ambassadeur ordinaire ; c'est pourquoy je croy pouvoir mettre icy quelques periodes de cette excellente piece. *Après que vous aurez rendu vos lettres, dit elle, „ & que vous aurez esté présenté par nostre Ambassadeur, au- „ quel vous devez succeder, qui ne manquera pas de vous „ donner les advis necessaires, & de recommander vostre*

„ personne au Roy, à la Reine Mere, & à tous les autres
 „ qu'il fera besoin, vous leur parlerez en des termes, qui
 „ leur fassent connoître, *que vous avez ordre exprés de fai-*
 „ *re servir vostre Ministère à entretenir la bonne amitié, qui*
 „ *est entre nous & le Roy, & conséquemment à entretenir*
 „ *l'union & le commerce reciproque entre les sujets de l'un &*
 „ *de l'autre: conformément aux traittés qui ont esté faits en-*
 „ *tre nous sur ce sujet. C'est pourquoy estant resolu de sui-*
 „ *vre ces ordres, tant à cause du devoir de vostre employ,*
 „ *qu'en considération du bien, que les deux Roiaumes*
 „ *s'en doivent promettre, vous les requerez, que s'il arri-*
 „ *ve quelque chose, qui puisse alterer la bonne opinion*
 „ *qu'on doit avoir de vous, ce que nous nous assurons qui*
 „ *n'arrivera point, & encore moins que vous leur en don-*
 „ *nerez sujet, de suspendre le jugement, qu'on pourroit*
 „ *faire à vostre prejudice, jusques à ce qu'ils se soyent es-*
 „ *claircis de la verité, par la réponse satisfaisante, que*
 „ *nous leur ferons. Elle y ájousté. Vous prendrez garde*
 „ *à toutes les actions du Roy & de la Reine Regente, tant*
 „ *particulieres que publiques, qui pourroient estre prejudici-*
 „ *ables à nous, ou à nostre Estat, dont vous nous tiendrez bien*
 „ *adverties, avec toute la diligence, & avec tout le secret*
 „ *necessaire. Et afin que vous y puissiez bien reussir, vous*
 „ *sçaurez de nostre Ambassadeur, vostre predecesseur, les*
 „ *moyens, par lesquels vous pourrez apprendre les choses,*
 „ *lesquelles il nous importe de sçavoir, &c.*

Dans ce peu de lignes vous trouvez les deux premieres fonctions de l'Ambassadeur, qui y est representé comme un *messager de paix* d'un costé, & comme un *espion honorable* de l'autre. Il ne doit servir principalement qu'à entretenir la bonne correspondance entre le Prince qui l'employe, & celuy auprès duquel il reside. Ce qui se fait principalement, quand l'Ambassadeur explique les intentions de

son Maître de la bonne maniere: lors qu'il persuade bien de la sincerité de son Prince celui avec qui il negotie: quand il leve les ombrages que celui cy pourroit avoir, & qu'il previent ceux qu'il pourroit prendre, ou qu'on luy pourroit donner d'ailleurs. Justin en parlant, au deuxieme livre de son histoire, des Ambassadeurs que Vexoris, Roy de Egypte, envoya aux Scythes, les appelle *Lenones*. Le glossaire dit expressément *Leno* id est mediator, qui apud Italos dicitur *Ambasciator*.

Une des premieres choses, que l'Ambassadeur doit faire, pour reussir au mestier d'espion, c'est de bien estudier l'humeur & le genie des Ministres, qui composent le Conseil du Prince, avec lequel il doit negotier; parce que sans cela il luy est impossible de prendre des mesures certaines pour sa negotiation. Tous les Ministres sont hommes, & comme tels ils ont leur foible; c'est à dire leurs passions & leurs interests, que l'Ambassadeur doit connoistre, s'il se veut faire honneur, & à son Maître aussi. Il pourra pour cet effet contracter des habitudes avec des Ambassadeurs, qui y ont residé devant luy, & particulierement avec les Ministres du Second ordre, qui ayant un accès plus facile & moins suspect que celui des Ambassadeurs, ont aussi plus de moyen de penetrer les affaires. L'Ambassadeur doit supposer, qu'il n'y a point de Prince, qui vueille que son Ministre luy fasse des affaires. Ceux qui en veulent avoir, ne manquent pas de moyens de s'en faire, quand ils en ont envie, & il leur en vient souvent de tant d'endroits, que leurs Ministres peuvent bien se dispenser de leur en faire de nouvelles. Tous les Princes ne sont point faits comme Louis XI, ou comme Charles Duc de Bourgogne, dont l'un ne pouvoit vivre sans intrigues, & l'autre ne sortoit jamais d'une guerre, que pour entrer dans une autre. Aussi ne peut on pas dire, que ce furent leurs Ministres, qui les

engagerent à de mauvaises affaires, qui n'estoient que des effets de leurs inclinations perverses, & de leurs inquietudes. L'un faisoit seul tout son Conseil, & l'autre estoit le Chef du sien.

Au contraire il n'y a presque point de Prince, qui hors la rupture & la guerre déclarée, ne vueille estre bien avec ses voisins, & j'ose dire qu'il n'y en a point, qui ne vueille sauver les apparences, même avec les faux amis & avec ses ennemis couverts. Il y peut avoir de l'amitié entre les Rois de France & d'Angleterre, autant que les Rois & les Princes en sont capables; mais il n'y en aura jamais entre les deux nations. Il n'y en avoit point du tout entre Catherine de Medicis & la Reine Elisabeth, & il n'y en pouvoit point avoir entre des humeurs & des inclinations si opposées. La negotiation, qui se fit en ce temps là pour la mariage de la Reine Elisabeth avec le Duc d'Anjou, & pour l'alliance qui fut conclue à Blois, ne servit qu'à attirer les Huguenots dans le piège, où ils donnerent le jour de la Saint Barthelemy l'an 1572. Cette horrible infidélité, & cette sanglante & execrable execution n'empescherent point, que les deux Princes n'eussent leurs Ambassadeurs l'un auprès de l'autre, & qu'ils ne conservassent quelque apparence d'amitié & de bonne intelligence entre eux. La paix des Pyrénées, & le mariage, qui fut la cause ou une suite du traité, n'avoit pas restably entre la France & l'Espagne l'amitié, que les deux nations ne connoissent point depuis près de deux siècles, & le Roy d'Espagne ne pouvoit considerer celui de France, que comme un gendre, qui après luy avoir enlevé sa fille, & après l'avoir contraint de faire une paix désavantageuse, continuoit de secourir ses ennemis, & d'armer ses rebelles contre luy: ce que les Espagnols disoient estre directement contraire au traité. Cependant il y avoit un Ambassadeur de France à Madrid, & un d'Es-

pagne

pagne à Paris, & cette apparence d'amitié continua, jusques à ce qu'en l'an 1667 l'armée de France entra en Flandres, sans declarer la guerre. Le Roy disoit, qu'il ne la faisoit pas en effet, & qu'il se mettoit seulement en possession de ce qui appartenoit à la Reine sa femme, en vertu du Droit de Devolution. Que ne reconnoissant point de juge, pardevant lequel il pust plaider, il faisoit rouler le Canon, & vouloit se faire Justice luy mesme.

Il y a mesme des Princes, qui jugeant qu'il leur importe de faire accroire, qu'ils sont fort bien, & mesmes d'intelligence avec ceux qui ont des Ambassadeurs auprès d'eux, affectent d'establiir une espece de confidence avec les Ministres d'un Souverain, dont l'amitié peut donner de la reputation à leurs affaires. Henry II Roy de France, ayant resolu en l'an 1551 de se mettre à la teste d'une puissante armée, & d'entrer en personne en Allemagne, communiqua son dessein à *Jean Capello*, Ambassadeur de Venise, & luy témoigna, qu'il luy feroit plaisir de le suivre au voyage. L'intention du Roy estoit de faire voir à l'Empereur, dans cette apparence, qu'il estoit parfaitement bien avec la Republique, & qu'elle approuvoit son dessein. Le Senat de son costé estoit bien aisé de donner de la jalousie à l'Empereur, qui en donnoit beaucoup à toute l'Italie, à cause de l'affaire de Parme, dont la Republique pouvoit bien avoir pris sujet ou pretexte de renouer une étroite intelligence avec la France. *Capello* obtint le consentement du Senat, qui luy estoit d'autant plus necessaire, qu'il semble que le Souverain, qui veut bien que son Ambassadeur se trouve à une expedition, l'approuve & la justifie en quelque maniere. Les Espagnols disoient, qu'ils n'avoient point connu *Aleandre*, Nonce du Pape, lors qu'il fut rencontré & fort mal traité au Camp des François devant Pavie : mais ce fut une tresméchante excuse. Ils le firent

à dessein ; parce que toutes les personnes qui se trouvent dans une armée ennemie deviennent ennemis par contagion.

A moins que l'Ambassadeur ait un ordre exprès de se trouver à cette sorte d'expéditions, il n'en doit point faire l'empresse, & les Princes mesmes y doivent estre fort réservés. *Marin Justiniani*, Ambassadeur de Venise, suivit l'Empereur Charles V en celle d'Algers, où il mourut de maladie & d'incommodité : quoy que ce fut ce qu'il devoit apprehender le moins. Il auroit esté bien plus malheureux, s'il fust tombé entre les mains des Africains, qui n'ayant pas moins de ferocité, que ces bestes que le climat produit en si grande quantité, auroient pris plaisir à la redoubler à l'occasion de son caractère. En ces rencontres, où il n'y a point de lieu de negotier, & où tout ce que l'Ambassadeur peut faire, c'est de donner à son Maître advis de ce qui s'y passe, le Prince feroit bien mieux d'employer un officier de guerre, qui estant capable de juger des actions militaires, en peut aussy mieux rendre compte qu'un homme de robbe ; sans qu'il soit besoin de le revestir du caractère representant, que le Prince ne devoit jamais commettre sans nécessité. *Sultan Mahomet*, ayant levé une puissante armée vers la fin du siecle passé, à dessein de faire la guerre en Hongrie, voulut que les Ambassadeurs de France & d'Angleterre le suivissent en cette expedition. Ils n'en pouvoient pas advertir leurs maistres, ny attendre leurs ordres, & je ne sçais si on leur eust permis de deliberer sur la signification de la volonté de l'Empereur Turc, qui croit agir conformément au *Droit des Gens*, lors qu'il traite les Ambassadeurs un peu moins mal que ses esclaves. Le *Sultan*, pour donner aux Ambassadeurs le moyen de subsister à la suite de l'armée, faisoit porter tous les jours à chacun cinq moutons, vingt poules ou chapons, deux cens

cens pains, douze livres de sucre, & autant de miel & de beurre, une livre de poivre, & autant de gingembre & de cloux de girofle: douze livres de chandelles & autant de bougies. Un sac de ris: deux charges de cheval de bois, autant de foin, & de l'orge à suffisance pour la nourriture de leurs chevaux, & vingt chameaux pour porter leur bagage. Je ne parle point icy de ces Ambassadeurs hermaphrodites, qui sont ensemble Ministres Publics & officiers de guerre; parce que ces deux professions estant directement opposées, & leur fonctions incompatibles, il faut nécessairement que la fonction de l'une fasse cesser celle de l'autre. *Charnacé, Destrades, d'Avaugour, Konigsmarc, Hautefueille* estoient Ambassadeurs & Officiers de guerre: mais ils n'estoient pas considérés comme Ambassadeurs à l'armée, ny comme officiers de guerre à la Cour où ils negotioient. J'en ay parlé ailleurs: c'est pourquoy je continueray de poursuivre ce que j'ay commencé à dire, qu'une des principales fonctions de l'Ambassadeur est de faire *l'espion*. *Philippe de Commines* dit, qu'il faut distinguer entre les Ambassadeurs, qui viennent de la part de veritables amis, & ceux que les faux amis, ou les ennemis couverts envoient. Les uns se contentent d'observer la Cour où ils resident; en sorte qu'il ne s'y passe rien au prejudice de leurs Maistres, & les autres sont de veritables *espions*. Les uns servent leur maistre, sans offenser le Prince, auprès duquel ils resident, & les autres ne craignent point d'offenser le Prince, avec lequel ils negotient, pourveu qu'ils fassent les affaires de celui qui les employe. Ce que la Reine Elisabeth exprime si bien dans l'instruction de *Walsingham*, que je puis dire sur ce fondement, que l'Ambassadeur doit travailler avec application à entretenir la bonne correspondance entre les deux Princes, & n'avoir autre vüe, en observant les actions de la Cour où il reside, sinon d'éviter

le prejudice, qu'elles pourroient faire aux affaires de son Maistre. Mais comme la sincerité n'est pas une vertu qui soit fort connue à la Cour, & qu'il y a fort peu de Princes, qui ayent une veritable amitié les uns pour les autres, aussy y a il fort peu de Ministres qui se tiennent resserrés dans ces termes. Ils ne servent la pluspart qu'à faire des intrigues, & ils ne prennent point d'autre interest aux actions des Princes voisins, sinon pour en prendre occasion de troubler leur repos, & pour allumer en leur pais un feu, où leur Maistre se puisse chauffer. Les Ambassadeurs que la France envoyoit en Angleterre sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & les Agents qu'elle employoit en Escoffe, n'ont pas peu contribué aux mouvements de ces deux Roiaumes, où ils ne servoient pas seulement d'espions, mais ils devinrent aussy les premiers ressorts des machines, qui y firent de si estranges changements de theatre. Le procedé imprudent & temeraire du Premier Ministre: les discours emportés & offensants de la Reine: le ressentiment du Cardinal de Richelieu, & les Ministres qu'il y fit envoyer, y ont fait perir le Roy, & ont failly d'y faire abolir la Royauté.

Cette fonction de l'Ambassadeur de *faire l'espion*, est d'autant plus difficile qu'elle n'est pas naturelle. Comme il est suspect, tout le monde luy doit estre suspect aussy, & il ne doit pas legerement croire les advis qu'on luy donne. Un homme d'honneur ne voudra pas suggerer des advis à un estranger au prejudice de l'interest de sa patrie, & un traistre peut estre double. Il peut faire recompenser sa trahison par l'Ambassadeur, & se peut encore faire recompenser en la decouvrant le premier. Les gens interessés & necessiteux doivent tousjours estre suspects, & mesme ceux qui ne le sont point ne doivent pas estre admis indistinctement par l'Ambassadeur. Les Princes ont leurs gens, qui
s'ac-

s'acquierent la confiance de l'Ambassadeur, en luy donnant quelques advis, dont la verité fait passer une infinité de fausses nouvelles, qui luy donnent un prejuge contre les veritables. L'Ambassadeur qui estoit de la part des Provinces Unies à Londres en l'an 1671, c'est à dire, dans le temps que le Roy de la Grande Bretagne fit son traité avec celui de France, pour leur faire la guerre, avoit ses habitudes avec des gens, qu'on luy envoyoit exprés, pour luy inspirer, sous le pretexte d'une derniere confiance, les sentiments qu'on vouloit qu'il eust des intentions du Roy. C'estoit un Ministre fort neuf, & d'ailleurs d'une habilité au dessous du mediocre; de sorte que sur le dire de ces gens apostés, il asséuroit les Estats, ses Maistres, que le Roy estoit bien éloigné des pensées de leur faire la guerre, & qu'il se declareroit, sans doute, pour eux, s'ils luy donnoient satisfaction sur quelques points, qui, à ce qu'il disoit, n'estoient pas de grande importance. Peut-estre que dans toute Angleterre cet Ambassadeur estoit le seul, qui ignoraist que la guerre estoit resoluë, & neantmoins on ne voyoit point de ses dépêches, qui ne traitassent de ridicules ceux qui advertissoient leurs Maistres communs du dessein, que les deux Rois avoient concerté d'attaquer les Provinces Unies; quoy que leurs advis fussent accompagnés de particularités, qui ne permettoient point qu'on doutast de la verité: comme on n'en auroit point douté en effet, sans la passion brutale de quelques uns, & sans l'aveuglement fatal des autres, qui faisoient considerer les veritables advis, qui venoient de France, comme des productions de ceux, qui s'en pourroient servir contre l'avancement de M. le Prince d'Orange.

Au commencement de l'an 1588, après la condamnation & devant l'exécution de la Reine d'Ecosse, *l'Aubépine Chasteauneuf*, Ambassadeur ordinaire de France, voyant

que les offices, qu'il faisoit pour la liberté de la Reine estoient inutiles, voulut employer d'autres moyens, pour la luy procurer, en se défaisant de la Reine Elisabeth. Il communiqua son dessein, premierement à un nommé Staffort, dont le frere estoit Ambassadeur d'Angleterre en France: & parce que celui-cy refusa de souiller ses mains du sang de la Reine, sa Souveraine, il fit traiter, par l'entremise de son Secretaire, avec un scelerat, que l'on devoit faire sortir de la prison, où il estoit detenu pour crime. *Stafford*, qui avoit esté témoin de la conference, que le Secretaire & le criminel avoient eüe sur la maniere, dont on se devoit servir, pour faire perir la Reine, en rapporta toutes les particularités au Conseil. Le Secretaire de Chasteauneuf, qui devoit passer en France, fut arresté en chemin, & sur cela on fit venir l'Ambassadeur dans la Maison de Cecil, où on luy dit la raison, pourquoy on avoit arresté son Secretaire, avec toutes les circonstances de la conspiration. Le Grand Tresorier, après avoir achevé son discours, voulut faire amener Staffort, le Secretaire & le Criminel, afin que par leur deposition ils confirmassent ce qu'on venoit de dire: mais l'Ambassadeur, se levant en colere, dit qu'il ne vouloit point entendre d'accusation quelle qu'elle fust, au prejudice de son caractere, & de la dignité du Roy, son Maistre. Ceux du Conseil de la Reine, sçavoir le Tresorier, le Comte de Licestre, Christoffre Hatton, Vicechambelan de la Reine, & le Secretaire Davison, luy ayant représenté, que ce n'estoit pas pour produire des delateurs, qu'on faisoit venir ces gens; mais seulement pour luy faire voir, que ce n'estoit pas une chose controuvée, & pour luy faire connoistre la verité, il y acquiesça. Dès que l'Ambassadeur vit entrer Staffort, il ne luy permit pas de parler; mais il luy reprocha, que c'estoit luy qui en avoit fait la premiere proposition, & que luy

Am-

Ambassadeur l'avoit menacé de l'envoyer pieds & poings liés à la Reine, s'il ne desistoit de son pernicieux dessein, & que s'il n'en avoit point donné d'avis, que c'avoit esté à cause de sa mere & de son frere. Staffort se jettant à genoux, protesta avec de grandes imprecations, que c'estoit l'Ambassadeur qui luy en avoit fait la premiere ouverture. Surquoy l'Ambassadeur s'emporta si fort, qu'on fit retirer *Staffort*, & on ne produisit point les autres.

Le Tresorier, tirant des paroles de l'Ambassadeur cette verité, qu'il avoit eu connoissance de la conspiration, luy en fit reproche. L'Ambassadeur repartit, que quand mesmes il auroit eu connoissance de l'affaire, *il n'estoit pas obligé, comme Ambassadeur, de la reveler, sinon au Roy son Maistre*. Le Tresorier répondit, que quand mesmes l'Ambassadeur ne feroit pas obligé, dont pourtant on n'estoit pas d'accord, de découvrir au Prince, auprès duquel il reside la conspiration, qui se forme contre sa personne & contre sa vie, que c'estoit le devoir d'un Chrestien d'avertir son prochain du mal qui le menace. *L'Aubépine* repliqua, que la dignité de sa charge l'obligeoit à un autre devoir particulier. Qu'un Ambassadeur de France, ayant appris qu'il se decouvroit une conspiration contre le Roy d'Espagne, ne l'en avoit point adverty, mais en avoit donné avis au Roy son maistre, qui avoit approuvé sa conduite. Le Tresorier l'exhorta de prendre garde de n'offenser point la Reine à l'avenir : de se souvenir de ce qu'il devoit à son caractère & à la clemence de la Reine, laquelle en laissant les meschants Ambassadeurs impunis, ne vouloit pas donner un mauvais exemple aux bons : & qu'il devoit considerer que l'impunité n'est pas tousjours une preuve de l'innocence.

L'Aubépine ne travailloit point à entretenir la bonne intelligence entre les deux Princes; il la détruisoit, & au

lieu de faire le mestier d'espion, il faisoit celuy de traistre. Auffy ne servoit il pas le Roy son maistre, selon ses intentions, ny selon ses interests; mais il executoit les ordres secrets des Chefs de la Ligue, dont le Roy Henry III avoit desja pris des jalousies, qui ne cessèrent qu'avec la vie des uns & des autres. L'Ambassadeur estoit beaufriere de M. de Villeroy, qui estoit entré si avant dans la Ligue, qu'il ne pût éviter le soupçon d'avoir eu part à la mort du Roy, son bienfaiteur. Les trahisons de l'Aubépine, bien loin de soulager la Reine d'Escoffe, firent precipiter l'execution de sa Sentence, & ne le rendirent pas seulement suspect; mais auffy incapable de negotier avec une Reine, qu'il avoit voulu faire mourir. Ces intrigues sont indignes d'un homme d'honneur, & incompatibles avec la prudence d'un Ministre, qui veut faire le service de son Maistre.

Les violences, dont il a esté parlé dans la Section 29 du premier livre, sont auffy incompatibles avec la fonction de l'Ambassadeur, qui en violant la seureté publique, se rend indigne de la protection *du Droit des Gens*. *Robert Bowes*, qui estoit Ambassadeur de la part de la Reine Elisabeth auprès de Jaques Roy d'Escoffe en l'an 1599, voyoit qu'un nommé *Achfield* avoit de fort bonnes habitudes en cette Cour là, & craignant qu'elles ne fussent prejudicia-bles au repos de la Reine sa Maistresse, il trouva le moyen de le faire enyurer par ses Domestiques, de le faire enlever & conduire à Barüic. Le Roy, qui se sentoit extrêmement offensé de cette violence, fit donner des gardes à l'Ambassadeur, & le voulut obliger à faire revenir *Achfield*. Il le fit demander au gouverneur de Barüic, qui dit, qu'il n'en pouvoit pas disposer sans l'ordre de la Reine, & l'Ambassadeur s'en déchargea sur ses Domestiques, qui à ce qu'il disoit, avoient enlevé *Achfield* sans sa participation: mais le Roy ne se paya point de cette meschante excuse,

cuse , & ne voulut plus voir *Bowes* , qui fut obligé de se retirer. Le Roy Jaques , qui estoit heritier presomtif de la Couronne d'Angleterre , dont la succession dépendoit en partie de la declaration de la Reine Elisabeth , avoit des considerations pour elle , qui l'empescherent de témoigner un plus grand ressentiment , qui pouvoit aller jusques à retenir l'Ambassadeur , & à le contraindre de faire revenir celuy qu'il avoit fait enlever : & ce sans violer le *Droit des Gens*.

En l'an 1639 le *Marquis de Casteldrigne* , Ambassadeur d'Espagne à Rome , se servant de l'occasion des desordres de la Messe de minuit , qui se dit la nuit de Noël , fit enlever le *Prince de Sans* , & le fit conduire à Naples , où il eut la teste tranchée publiquement. Ce Seigneur estoit de la Maison de Dorefici , & avoit negocié avec les Ministres de France , au prejudice des interets du Roy d'Espagne : non sans la participation du Pape. Les deux Cours de Rome & de Madrid n'estoient pas fort bien ensemble ; de sorte que les Ministres ne se ménageoient pas beaucoup , & les Barberins , comme les plus foibles , n'osoient pas faire éclater leur ressentiment , sinon par des affronts , qui n'estoient pas si publics , mais qui estoient bien aussy sensibles que ceux qu'on leur faisoit. Il y a fort peu d'années , que le *Ministre de Brandebourg* fit enlever dans Warfavié le *Colonel Kalcstein* , & le fit conduire en Prusse , où on luy fit son procès. Le Ministre en fut quitte pour désavoüer la violence ; mais il avoit à faire à un Roy insensible. Un Prince , qui n'est ny impuissant , ny tout à fait stupide , se doit venger de cette sorte d'affronts ; comme l'Ambassadeur de son costé doit bien prendre les mesures , non seulement contre le Prince , qui luy fait faire la violence ; mais aussy contre celuy qui peut s'en ressentir , si ce n'est publiquement , de peur d'estre accusé d'avoir vi-

olé le *Droit des Gens* , du moins par des moyens qu'il peut désavouer , & qui ne manquent jamais aux Princes. Le Cardinal de Richelieu , en faisant en l'an 1640 enlever à Turin le Comte Philippe d'Aglié , Ministre tresconfident de la Duchesse de Savoye , n'y employa pas l'Ambassadeur de France , afin de ne point commettre son caractère , mais il se servit du Gouverneur de la Citadelle , comme plus propre pour soutenir une action de cette nature.

Commynes parle avec une grande naïfueté , à son ordinaire , & avec beaucoup de jugement , des Ambassadeurs , qui faisoient les negotiations entre le Roy Louis XI & les Ducs de Normandie & de Bretagne. Il dit , *qu'on ne voyoit que des Ambassadeurs aller & venir , entre le Roy & les Ducs , comme aussy entre le Roy & le Duc de Bourgogne. Non pour noüer ou pour entretenir une bonne intelligence entre eux : mais les uns pour apprendre des nouvelles : les autres pour donner des avis , & quelques uns pour gagner , suborner & débaucher des gens : les uns & les autres se servant de toutes sortes d'artifices & de tromperies , sous le beau pretexte de la bonne foy , & sous le tiltre honorable d'Ambassade.* Ces mesmes artifices & ces mesmes tromperies font encore aujourd'hui la meilleure partie des Ambassades. On ne se trompe pas si grossièrement ny si impudemment qu'on faisoit en ce temps là , mais les artifices des Ambassadeurs , pour estre plus fins ne font pas moins dangereux. Louis XI, Ferdinand le Catholique, le Duc de Bourgogne , & la plupart des Princes de ce temps là ne sçavoient ce que c'estoit que de bonne foy , & comme ils ne ménageoient pas fort leur propre reputation , ils ne craignoient point de prostituer celle de leurs Ministres , qui ne trouvant point de creance dans les autres Cours , n'y pouvoient pas faire reussir les intentions de leur maistre. Louis XI avoit fait faire plusieurs negotiations avec l'Empereur Frederic III, &

luy

luy avoit promis de puissants secours contre le Duc de Bourgogne, & n'en avoit pourtant rien fait. En fin il s'avisa de luy envoyer *Jean Tiercelin*, Seigneur de la Brosse, qui promit à l'Empereur de partager les Estats du Duc avec luy, s'il luy vouloit declarer la guerre. L'Empereur ne luy fit point de réponse, & le renvoya avec le conte de ces trois compagnons, qui avoient fait un bon escot sur la peau de l'ours, qu'ils n'avoient ny pris ny tué.

Commynes dit, qu'il n'y a point de Cours, où il n'y ait des mécontents, & je crois y pouvoir ajoûter, qu'il n'y en a point où il n'y ait des infidelles : mais comme il faut se défier de ceuxcy, ainſy l'Ambassadeur ne doit pas se fier indistinctement en ceux là. Il y en a qui sont malcontents ; parce qu'ils se voyent reculés des emplois, qu'il croient pouvoir pretendre de leur merite ou de leurs services, & il y en a d'autres, qui s'éloignent eux mesmes des affaires, parce qu'ils n'approuvent point la conduite des Ministres. Il se trouve souvent parmy les uns & les autres des personnes de qualité, qui ont de tresbons sentiments pour l'Estat, & qui au travers de leurs bonnes intentions ne laissent pas de faire paroître quelquefois leur mécontentement, & de parler avec liberté du veritable estat des affaires, & de la foiblesse du gouvernement. C'est de cette sorte de gens, que l'Ambassadeur peut tirer de grandes lumieres, pourveu qu'il sçache discerner les veritables d'avec les fausses. Il en faut avoir de bien penetrantes, pour aller jusques au fond de l'ame de l'homme, qui est impenetrable à toute autre connoissance qu'à la divine. C'est surquoy il n'y a point de regles ny d'instructions à donner, sinon des generales, que l'Ambassadeur se doit former sur sa propre experience. Il doit s'appliquer principalement à estudier le genie du Prince, & l'humeur des Ministres, avec lequel il a à negotier. Car comme leurs intentions sont impene-

rables,

trables, on n'en peut juger, non plus que de leurs actions, que par le caractère de leur personne. C'est luy qui produit les unes, & qui fait connoître les autres fort naturellement. Il n'y a presque point de lettre, dans les negotiations du Cardinal Dossat, où on ne trouve quelques traits de l'idée qu'il donne de Clement VIII & du Cardinal Aldobrandin, son Premier Ministre, & il n'y a point de peintre qui puisse si naturellement représenter un visage, que le President Jeannin fait le Caractere du Prince Maurice de Nassau & du Sr d'Oldenbarnevelt. Au contraire *François Walsingham* estoit un tresadroit & un treshabile Ministre, & neantmoins Charles IX sceut si bien luy cacher ses veritables sentiments, & l'horrible aversion qu'il avoit pour l'Admiral de Chastillon, qu'il trompa ce clair voyant Ministre, qui ne craignit point d'escrire à la Reine Elisabeth, *qu'il estoit bien assésuré, que de tous les sujets du Roy il n'y en avoit point, dont le Roy eust une si grande opinion que de l'Admiral, & qu'il y avoit lieu de croire, que sa Majesté l'employeroit dans les affaires de la derniere confiance.* Jamais Ministre s'appliqua plus à estudier une Cour : jamais Ministre fut plus défiant, & jamais Ministre n'eut plus de sujet de se défier, & neantmoins jamais Ministre reussit si mal à faire l'espion auprès d'un jeune Roy, qui le dupa ; parce que *Walsingham*, qui estoit homme de bien, autant qu'on le peut estre en la profession d'Ambassadeur & de Ministre, ne pouvoit se persuader, qu'en cette grande jeunesse un Roy pût estre assés meschamment perfide, pour couvrir sous de si belles paroles, & de si fortes protestations de si detestables pensées. Charles IX avoit esté élevé de la main d'une mere, qui avoit empoisonné la Cour & tout le Roiaume des plus dangereux vices de sa patrie. Le Comte Louïs de Nassau, frere de Guillaume Prince d'Orange, que le Roy trompa le premier, aida bien

bien à tromper *Walsingham*. Que seroit devenue la France, si ce Prince, qui en l'âge de vingt trois ans estoit plus dissimulé que Tibere, & plus cruel que Herode, eust atteint l'âge de ces deux monstres d'inhumanité? Les Ambassadeurs avoient au contraire un grand avantage de negotier avec le Roy Henry IV & avec la Reine Elisabeth. Ils trouvoient en l'un une ame grande & ouverte, & en l'autre une conduite égale (*semper eadem*) & une prudence vigoureuse, sans aucun mélange de ces artifices & de ces finesses, qui font le fort de la plupart des femmes. C'est pourquoy le Pape Sixte V disoit, qu'il n'y avoit que ces deux Princes, qui fussent capables de regner, & avec qui il voulust se lier d'interests, s'il n'estoient point heretiques.

Ce que *Commines* dit des artifices des Ambassadeurs de Louis XI & des Ducs de Normandie, de Bretagne & de Bourgogne, fera cy après plus amplement expliqué en la Section 6. Pour achever cellecy, j'y adjousteray seulement; que bien qu'une des principales fonctions de l'Ambassadeur soit de veiller continuellement à ce qui regarde l'interest de son Maistre, pour luy en rendre un compte fidelle & exact, il ne doit pas negliger pourtant de s'informer soigneusement des affaires, que les autres Princes font negotier en la Cour où il reside. Car encore qu'il semble, que son Prince n'y ait point de part, & qu'il n'y en ait point en effet, du moins directement, elles peuvent toutefois avoir quelque reflexion sur luy indirectement. Outre que la curiosité des Princes va jusques à vouloir sçavoir mesmes les choses les plus indifferentes, dont ceux qui ont de l'esprit, & qui entendent leur interest, ne laissent pas de profiter. Louis XI, qui establit le premier les postes en France, vouloit tout sçavoir. Il est vray, qu'il luy importoit d'estre punctuellement & promptement adverty du succès des armes du Duc de Bourgogne, dont la prosperité fai-

II. Part. D soit

soit toutes ses inquietudes ; mais il avoit d'ailleurs ses intrigues en toutes les autres Cours , & il vouloit estre informé de ce qui se passoit en tout le reste du monde.

SECTION II.

Avec qui l'Ambassadeur doit negotier.

J'Ay dit en la 6. Section du premier livre , que l'Ambassadeur ne peut reconnoistre qu'un seul Souverain dans l'Estat où il reside ; de sorte que ce n'est qu'avec luy qu'il peut negotier. Mais dautant qu'il ne peut pas tousjours negotier avec le Prince immediatement , il sera à propos de parler icy de ceux qui traittent avec l'Ambassadeur de la part , & sous l'autorité du Prince.

Maistre Olivier Daim , Barbier & Vallet de Chambre de Louïs XI, en allant en qualité d'Ambassadeur trouver Marie, heritiere de Bourgogne & des Pais-bas, avoit ordre de ne parler qu'à elle seule dans le particulier. *Olivier* estoit flamen , d'un petit village proche de Gand , & parce qu'il avoit des habitudes dans cette grande ville , il y devoit faire des intrigues , pour la faire soulever contre la Princeesse. C'est à quoy il s'amusoit , au lieu de demander audience , & de faire l'Ambassadeur ; de sorte que son sejour commençant à estre suspect , le Conseil luy fit dire , que s'il ne faisoit connoistre son caractere , on ne le souffriroit point dans la ville. Ayant donc esté admis à l'audience , il trouva la Princeesse accompagnée d'Adolfe Duc de Cleves , de Louïs de Bourbon , Evêque de Liege , & des autres Seigneurs de son Conseil. Après qu'il eut rendu ses lettres de creance , & fait ses premieres civilités , on le voulut obliger à exposer sa commission ; mais il dit , *qu'il avoit ordre*
de

de ne s'en expliquer qu'à la Princesse seule. On luy repartit, que ce n'estoit ny la coustume ny la bienséance de permettre, qu'un homme entretinst dans le particulier une jeune Princesse, qui estoit à marier, & que s'il ne disoit ce qu'il avoit ordre de negotier, on le feroit bien parler. Cette declaration resoluë estonna *Olivier*, qui n'ayant rien de bon à dire ny à negotier, persista tousjours à vouloir parler à *la Princesse seule*; & ce avec tant d'opiniatreté, qu'on vit bien qu'il ne pouvoit sortir de l'audiance sans confusion. Il ne demeura plus gueres dans la ville après son audience, parce que le peuple le vouloit jetter dans la riviere. Ce fut une assez estrange maniere de negotier, que de vouloir faire un secret de la negotiation aux Ministres d'une Princesse, que le Roy sçavoit bien n'estre pas en estat d'agir de son chef. Les Ministres, qui ont à negotier dans une Cour, où le Prince est aussy bien l'ame que le chef de son Conseil, sont bien heureux; parce que le Prince, voulant luy mesme prendre connoissance de ses affaires, & se rendant accessible, l'Ambassadeur n'a pas tant de peine, & est assuré, que les intentions, qui ne passent pas par les organes d'autres, ne peuvent pas estre alterées. Un personnage grave, qui a merité par ses services une des plus hautes dignités de la premiere Republique de l'Europe, dit, que Louis XI, Roy de France, au lieu d'imiter les autres Princes, qui aiment la pluspart le faste & les pompes, mepri-soit l'exterieur, & ne s'arrestoit qu'à son cabinet, & aux Ministres, qui negotioyent sans bruit & sans ostentation; afin de les pouvoir entretenir familièrement. Ils n'avoient que faire de demander audience, & en grattant à la porte de la chambre du Roy, ils se faisoient donner entrée. Henry III estoit Façonnier, & aimoit les ceremonies, mais au lieu de faire ses affaires, d'autres les faisoient à ses dépens. Henry IV au contraire, ne faisoit point de façon.

Il vouloit tout sçavoir, & en faisant luy mesme ses affaires, il estoit asseuré, qu'elles estoient faites, & à sa mode. Les Ambassadeurs, qui negotioient en France en ce temps là, & les Ministres, qui y estoient employés travailloient sur des principes qui ne les pouvoient pas tromper.

Il y a des Cours, où les affaires se font au cabinet, comme en France, & d'autres où il se faut adresser au Conseil, comme en Espagne, & dans les Cours de presque tous les Princes d'Allemagne. En Angleterre les Ambassadeurs traittent quelquefois avec le Roy immédiatement, & quelquefois avec le Conseil, selon les occasions & les affaires. Je suppose, qu'il n'y a point d'Ambassadeur, qui soit si neuf & si estranger, qu'il ne sçache devant que d'arriver dans une Cour, avec qui il aura à negotier, quand il y sera arrivé. Il doit sçavoir, qui y a la principale direction des affaires, non seulement sous le Prince, mais aussi sous le Premier Ministre, s'il y en a un, afin qu'il sçache à qui il se doit adresser immédiatement après sa premiere audience. L'Ambassadeur doit faire ses premieres habitudes avec le Maistre des Ceremonies, ou avec l'Introducteur des Ambassadeurs dans les Cours, où ces deux charges sont séparées. C'est d'eux qu'il peut apprendre plus particulièrement les noms & les qualités des Ministres qu'il doit voir, & ce sont eux qui luy peuvent marquer les Ministres estrangers, avec lesquels il pourra avoir quelque commerce d'affaires ou de civilités. En France & en Espagne ces deux officiers ont leurs fonctions distinctes: mais en Angleterre un mesme officier les fait toutes deux. Ce n'est que depuis fort peu d'années qu'on connoit ces officiers dans les Roiaumes du Nort. Les Electeurs n'en ont point, & mesmes il n'y en a point à Venise ny à la Haye. Il y en a un à Venise, que l'on appelle *le Chevalier du Doge*, qui est aux gages de la Republique, & n'a point d'autre fonction, sinon de recevoir
les

les Ambassadeurs à l'entrée du Palais, & de les conduire jusques à l'appartement du Doge, lors qu'ils y sont conviés pour quelque assemblée ou ceremonie publique. Les civilités des receptions & des audiences sont assés bien réglées en Hollande, mais faute d'un officier qui l'entende, elles sont quelquefois alterées, au grand prejudice de la dignité de l'État. Outre que dans les occasions, où les États sont obligés de faire faire quelque compliment extraordinaire, ils se servent d'un *Commis du greffe*, au lieu qu'en ces conjonctures ils devroient employer un personnage, qui leur fît honneur, aussy bien qu'aux Princes, à qui ils veulent faire faire civilité en la personne de leur Ministre. J'en dis autant de M. le Prince d'Orange, qui ayant rendu les charges & les dignités de ses Predecesseurs hereditaires dans sa Maison, l'État luy devoit entretenir un officier, à qui les Ministres estrangers s'adressassent, afin de pouvoir sçavoir par son entremise l'heure de son Altesse, qui en seroit moins incommodé, & qui donneroit plus de satisfaction à ceux qui ont à negotier avec luy.

Il y a des Cours, qui ne sont presque jamais sans premier Ministre, & mesmes les Princes, qui n'abandonnent pas toute la conduite de leurs affaires à un seul Ministre, ne laissent pas d'en avoir un, qui possède plus leur confiance que les autres: & c'est à eux, à qui les Ambassadeurs se peuvent adresser dans les intervalles de leurs audiences, dont les Princes ne veulent pas estre importunés tous les jours. Le Premier Ministre, qui le plus souvent est pour le moins aussy inaccessible que le Prince mesme, a ses Ministres subalternes, dont l'accès n'est pas si difficile, & qui ont plus de loisir de diger les affaires, devant que de les porter au *Patron*. Il n'y a rien de si embarrassant pour l'Ambassadeur, que l'ordre qu'on luy donne de ne point negotier avec le Premier Ministre.

Le Comte de Liestre,

Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre, & *M. de Groot le Pere*, Ambassadeur de Suede, ne voyoient point le Cardinal de Richelieu; parce qu'ils jugeoient, qu'il ne devoit point prendre d'avantage sur eux, à cause de sa pourpre. Si ce ne fut pas là le pretexte, ce ne fut pas aussy la veritable cause. L'Angleterre negligeoit fort l'amitié de la France en ce temps là, & la Reine de la Grande Bretagne, au lieu de ménager celle du Cardinal, entroit dans les interets & en la passion de la Reine Mere, & ne craignoit point d'offenser irreconciliablement le Premier Ministre, en l'irritant par des discours outrageants, dont elle eut le loisir de se repentir. Pour ce qui est de la Suede, *le Chancelier Oxenstirn*, qui la gouvernoit pendant la Minorité de la Reine, n'estoit point satisfait des Civilités, que le Cardinal luy avoit faites, lors qu'il passa par la Cour de France, pour retourner en Suede. Il estoit bien aise aussy d'attirer toute la negotiation à Stocolm, & de faire faire la plus importante auprès des Generaux en Allemagne; de sorte que *M. de Groot* n'avoit pas de grandes affaires à démeller avec le Cardinal de Richelieu. *Edüard Duc de Parme*, avoit toutes les inclinations Françoises, mais il haïssoit mortellement le Cardinal Mazzarin, & dans cette averfion il défendit au Ministre, qui faisoit ses affaires à Paris, de voir le Premier Ministre, pour quelque occasion que ce fust. C'estoit un Prince fort bizarre, qui s'abandonnoit à ses caprices, & qui en rompant avec le Cardinal auroit, sans doute, rompu avec la Cour mesme, s'il eust pû trouver son compte avec les Espagnols. Le Pape Innocent X se plaisoit aussy à se décharger de ses mauvaises humeurs sur le Cardinal Mazzarin. Il y avoit une inimitié Domestique, & avec cela une antipatie naturelle entre eux, & le Pape, qui d'ailleurs n'aimoit pas fort la France, ne craignoit de se mettre mal avec elle, pourveu qu'elle sceust

sceust que ce n'estoit que pour l'amour de son Premier Ministre. Le Cardinal s'en chagrinoit ; mais il donnoit aussy mille déplaisirs & inquietudes au Pape, & des plus sensibles qu'il eust pendant tout son Pontificat. Les deux Cardinaux de Richelieu & Mazzarin estoient les Maistres absolus des affaires ; de sorte qu'il estoit impossible d'en faire dans la Cour sans eux ; tant s'en faut qu'on les y pust faire reussir sans leur participation, & sans leur consentement ; tellement que c'estoit une folie de l'entreprendre. Les Princes mesmes jugent, que le mépris qu'on a pour leur Ministre condamne le choix qu'ils en ont fait, & le prennent comme une injure qu'on fait à leur personne.

Les Papes, qui d'ordinaire ne parviennent à cette dignité que dans un âge fort avancé & presque decrepire, sont bien aises d'en jouir longtemps ; c'est pourquoy ils se déchargent volontiers des affaires, & particulièrement de celles qui peuvent alterer leur santé, ou troubler leur repos, sur quelqu'un de leurs parents, ou sur quelque autre Cardinal Confident, à qui on donne la qualité de *Cardinal Patron* ; parce qu'il est le Maistre des affaires, dont il a la direction & la Surintendance. Tels ont esté le *Cardinal Borgia* sous Alexandre VI, *Farnese* sous Paul III, *Caraffe* sous Paul IV, *Borromée* sous Pie IV, *Aldobrandin* sous Clement VIII, *Borghese* sous Paul V, *Ghisy* sous Alexandre VII, *Rospigliosi* sous Clement IX, *Alteri* sous . . . , *Cibo* sous le Pape d'aujourd'hui, & plusieurs autres, dont l'histoire du Nepotisme fait une longue enumeration. C'est d'eux, dont tous les Legats & tous les Nonces reçoivent leurs instructions, & à qui ils rendent compte de leurs negotiations : comme aussy c'est à eux, que tous les Ministres estrangers s'adressent pour celles qu'ils ont à faire à la Cour de Rome. Il y a bien aussy un Cardinal, qui a la qualité de Secrétaire d'Etat, & qui
a l'ex-

a l'expédition de toutes les lettres & dépesches ; mais ce n'est qu'un Ministre subalterne, qui reçoit ses ordres du Cardinal Patron, comme du Premier Ministre.

A la Cour de Constantinople les Ambassadeurs ne negotient point du tout avec le *Sultan*. L'orgueil des Turcs & la coustume des Princes Asiatiques ne luy permettent pas de se communiquer, sinon aux femmes & aux officiers de son Serrail. Le Grand Seigneur se décharge de la conduite & du chagrin des affaires sur le *Premier Vizir*, que l'on appelle par excellence le *Pachà*. C'est luy qui est le Maître absolu de toutes les affaires qui se font par tout l'Empire Turc. Car encore que son autorité soit preciaire, & que son pouvoir, & mesmes sa vie dépendent du sourcil du Sultan, qui ne distingue point entre le premier de ses Ministres, & le dernier de ses esclaves, il commande si absolument hors le Serrail, que ses ordres ne sont pas moins respectés, ny moins punctuellement excutés que ceux du Sultan mesme. C'est avec luy que tous les Ambassadeurs negotient : ou en personne ou par truchemens. En l'absence du Premier Vizir ils traittent avec le *Divan*, & quelquefois ils voyent le *Caimacan*, le *Bachà de la Mer*, ou quelque autre officier du Serrail, dont ils peuvent acheter l'amitié & la confidence. Les deux Premiers Vizirs, pere & fils, Predecesseurs de celui cy, se sont maintenus dans leur credit jusques à la mort : ce qui est sans exemple en cette Cour là.

Bien qu'il n'y ait point de Premier Ministre à Vienne, les Empereurs ont pourtant tousjours eu quelque Ministre, qui avoit plus de part à leur confidence, & à qui les Ambassadeurs s'adressoient pour les affaires qu'ils avoient à negotier. *Maximilian I* avoit entre autres son *Matthieu Languen*, qui de Secrétaire devint Evesque de Gurc, Cardinal, & Lieutenant General de l'Empereur en Italie. *Charles*

Il avoit son *Mercurin de Gattinara*, & les deux *Granvelles*, pere & fils, & quelques autres Ministres, à qui il confioit les dépesches & les affaires estrangeres. Les Empereurs ses Successeurs ont aussy eu leurs Principaux Ministres. *Rodolfe* & *Matthias* en avoient besoin. Les deux *Ferdinands* ne s'en sont point passés non plus, & on pourroit nommer plus d'une douzaine de Seigneurs, qui ont eu la principale direction des affaires sous eux, & sous l'Empereur qui regne aujourd'hui; sans y comprendre *le Prince de Lobkowitz*, dont la memoire est encore tout fraische. Les Ambassadeurs en usent à Vienne d'une autre façon qu'ils ne font ailleurs, & on doit aussy faire quelque distinction entre eux, à cause de l'avantage que celuy d'Espagne y a, de se faire considerer comme Domestique, & de se faire donner audience de l'Empereur & du Conseil toutes les fois qu'il s'y presente. Les autres Ambassadeurs ont aussy une grande facilité à negotier avec l'Empereur mesme; tant parce qu'il se trouve souvent au Conseil en personne; que parce qu'ils se peuvent tous les jours rendre dans l'antichambre, pour l'accompagner à ses devotions, & au retour ils ont presque tousjours la commodité de luy parler, ou d'affaires indifferentes, ou de celles qu'ils ont ordre de negotier. Hors de ces occasions, tant les Ambassadeurs que les Ministres du Second ordre negotient avec ceux du Conseil, & particulierement avec *le President*, qui est ordinairement un des principaux officiers de la Maison de l'Empereur. Les Ministres, que le Grand Seigneur envoie, negotient tousjours avec *le President du Conseil de guerre*; parce que les desordres qui arrivent sur les frontieres en Hongrie, font toutes leurs affaires.

Les fonctions des Ministres estant réglées dans les Cours de France & d'Espagne; aussy bien qu'en presque toutes les autres, l'Ambassadeur ne peut ignorer avec qu'il a à ne-

gotier. Il n'y a point de Roy ny de Prince, qui ne vueille faire croire, qu'il entend ses affaires parfaitement, & qu'il est capable de les faire luy mesme: mais on ne peut nier, que les uns s'y appliquent plus que les autres. Il n'y a point eu de Roy de France depuis *Louïs XI*, jusques à *Henry IV* qui n'ait eu son Ministre, & qui ne se soit laissé gouverner. *Briçonnet & de Vers* estoient les Principaux Ministres de *Charles VIII*. Le Cardinal d'*Amboise* gouvernoit tout sous *Louïs XII*. Le Connestable de *Montmorancy* estoit tout puissant sous *François I* & sous *Henry II*, sous lequel les Guises commencerent à entrer en autorité. Sous *François II*, *Charles IX* & *Henry III* tous les Ambassadeurs negotioient avec la Reine Mere *Catharine de Medicis*, qui estoit aussy Regente pendant la Minorité, ou Maistresse absolüe des volontés des Rois ses fils, qui pour dire la verité, ne valoient gueres mieux que les derniers Rois des deux premieres races. *Henry IV* estoit Roy, & regnoit en effet. On ne sçavoit de son temps ce que c'estoit que de premier Ministre. Son Conseil estoit composé de treshabiles gens, mais il estoit le plus habile de son Conseil. Il escoutoit leurs avis, mais après les avoir écoutés, il suivoit les lumieres de son propre jugement. Il se plaisoit en la conversation des Ambassadeurs & des Ministres des Princes & des Republiques qu'il aimoit, parce qu'ils l'avoient aimé devant qu'il fust en estat de se faire considerer. Les Ambassadeurs de la Reine *Elisabeth*, de *Venise* & des Provinces Unies le voyoient familierement; quoy qu'eux & les autres Ministres negotiaissent ordinairement avec *Villeroy*, qui estoit celuy des quatre Secretaires d'Estat qui avoit le département des affaires estrangeres. Après la mort de *Henry* la Regente, *Marie de Medicis*, mit les affaires entre les mains du *Marquis d'Ancre*, qui eut pour Successeur sous *Louïs XIII* *M. de Luines*, qui mourut Connestable de France.

Son

Son administration ne donna pas grande reputation aux affaires de cette Couronne, qui ne se releverent qu'après que le Roy en eust donné la conduite au *Cardinal de Richelieu*, qui s'en rendit le Maistre sous la qualité de Premier Ministre. Elles passaient toutes par ses mains, de sorte qu'il falloit que les Ministres estrangeres y passassent aussi. Ils negotioient aussi quelquefois avec le *Pere Joseph*, Capucin, mais ordinairement avec *Bontiller & Chavigny* son fils, qui comme Secretaires d'Estat l'un après l'autre, avoient le département des affaires estrangeres. Le *Comte de Brienne* succeda à M. de Chavigny au commencement de la dernière Regence & du Ministère du *Cardinal Mazzarin*, & c'estoit à luy, à qui les Ministres estrangeres s'adressoient pour les affaires, dont il falloit parler au Conseil; mais pour celles qui se resolvoient dans le Cabinet, le *Cardinal* s'en estoit réservé la connoissance, & comme il estoit devenu inaccessible, on se servoit de l'entremise de *Hugues de Lionne*, qui par ce moyen attiroit chez luy tous les Ministres estrangers, & faisoit en effet ce que le Comte de Brienne n'estoit qu'en apparence. Le Comte resigna sa charge à son fils, qui fut obligé de la vendre à Lionne, & celui-cy l'a laissée par sa mort à un *Successeur*, qui le remplit d'un merite infiny, & qui a sans comparaison plus d'honneur & de probité, que son Predecesseur. *M. Colbert*, qui est auprès du Roy de la main du Cardinal Mazzarin, & qui en a la confidence entiere, est de toutes les deliberations qui se font pour les affaires estrangeres, & neantmoins il ne voudroit pas avoir parlé à un Ambassadeur; tant parce que ses occupations ne sont desja que trop grandes, l'en empêchent que parce qu'il ne veut pas entreprendre sur la charge d'autrui.

Philippe II, Roy d'Espagne, avoit ses Ministres, mais il n'avoit point de Premier Ministre. Au contraire il appre-

hendoit si fort qu'on ne crust qu'il se laissoit gouverner, ou qu'un autre fist les affaires, qu'il éloigna le *Cardinal d'Espinoza* de la Cour, parce qu'il se vouloit donner trop d'autorité dans le Conseil. *Philippe III* s'estoit entierement abandonné à *Don Francisco de Sandoval de Roxas, Duc de Lerme*. Après la mort de *Philippe III* *Don Baltasar de Zuniga* & *Don Gaspar de Guzman, Comte d'Olivares*, possédoient ou la faveur ou le credit, que les Espagnols appellent *Privança*; mais *Don Baltasar* estant decédé bientoist après le Roy, le *Comte d'Olivares* demeura seul le tout-puissant auprès de *Philippe IV*, & ce fut avec luy que les Ambassadeurs negotioient, comme ils firent après sa disgrâce avec *Don Louïs de Haro*. Devant ce temps là, & depuis la mort tragique de *D. Alvaro de Luna*, Connestable de Castille, on n'y avoit point ouï parler de Premier Ministre. *Ferdinand le Catholique* estoit luy mesme son Premier Ministre, & en sçavoit plus que tout son Conseil. *Philippe* son gendre, se seroit laissé gouverner, s'il eust vescu. *Charles*, fils de *Philippe I*, se servit du *Cardinal de Ximenez*, non comme d'un Premier Ministre, mais comme de Lieutenant General en son absence. Luy & *Philippe II* son fils suivoient leurs propres lumieres, & en faisant choix de leurs Ministres, ils sçavoient aussy distinguer leurs advis & leurs Conseils, dont ces deux Rois estoient tousjours les Maistres. Les Presidents du Conseil Privé & celuy de Castille, sont deux Ministres de grande confiance; & au dessus des Secretaires d'Estat, il y en a un pour les dépesches, & ce sont à ces trois Ministres, que les Ambassadeurs ont à faire, lors qu'il n'y a point de Premier. *Don Jean d'Autriche* est au dessus de ce qu'on y appelle *Privança*. Estant frere naturel du Roy, & s'estant placé luy mesme dans le poste où il se trouve, il ne voudroit pas, qu'on fist comparaison de luy avec les *Privados* des deux derniers

regnes : mais il ne laisse pas d'en faire les fonctions ; de sorte qu'il est impossible que les Ambassadeurs reussissent à la Cour de Madrid sans luy.

A cette occasion je rapporteray icy ce que se passa sous le regne de Philippe III entre *le Duc de Lerme*, son Premier Ministre, & *Pierre Gritti*, Ambassadeur de Venise. La Republique se trouvant extrêmement embarrassée de la guerre, qu'elle avoit avec la Maison d'Autriche, à cause des Viscoques, pendant qu'elle estoit encore engagée en celle que le Duc de Savoye avoit avec l'Espagne, ordonna à *Gritti*, qui estoit de sa part à Madrid, de tascher de porter cette Cour là à la paix. Il y trouva le Premier Ministre si bien disposé, que le Roy d'Espagne fit office à Vienne, & y disposa aussy l'Empereur. *Christoffre de Keverhuller*, Comte de Franquenbourg, qui arriva à Madrid avec pouvoir de l'Archiduc Ferdinand, qui avoit des affaires plus importantes en Allemagne, y demeura bientoist d'accord d'une paix, qui estoit honorable, & en toutes les manieres avantageuse à la Republique. Mais dès qu'on communiqua le traité à *Gritti*, & qu'il y vit, que le Roy d'Espagne s'y erigeoit en arbitre, & qu'il ne parloit pas en Mediateur, de sorte que c'estoit une Sentence plus-toist qu'un traité, il dit, qu'il n'estoit pas en son pouvoir d'y consentir : qu'il n'y avoit point eu de soumission de sa part : qu'il avoit prié *le Duc de Lerme* d'employer l'autorité du Roy, afin de faire donner la paix à l'Italie, & que tout ce qu'il pouvoit faire, c'estoit d'envoyer le projet du traité à Venise, & que le Senat l'examinast & le ratificast, s'il le jugeoit à propos. *Le Duc de Lerme*, voyant qu'on alloit commettre la dignité du Roy, son maistre, qui s'estoit engagé bien avant avec l'Empereur & avec l'Archiduc, fit venir *Gritti*, & fit prier tous les Ambassadeurs, qui se trouvoient à Madrid, d'estre presents à ce qu'il di-

roit à l'Ambassadeur de Venise, afin qu'un jour ils en pussent estre témoins. Il reprocha à *Gritti* la duplicité de son procédé: mais *Gritti* demeura ferme, & soustint au Premier Ministre, qu'il n'y avoit point eu de soumission: qu'on ne la luy avoit point demandée, & mesmes qu'il n'y en pouvoit point avoir, parce qu'il n'avoit point d'ordre pour cela; de sorte qu'il n'avoit garde d'y consentir. Je diray cyaprès, comment on sortit de ce demeslé, & marqueray seulement icy, que le Roy d'Espagne prit le party de son Premier Ministre, & se trouva tellement offensé du procédé de l'Ambassadeur de Venise, qu'il ne se voulut plus interesser en l'affaire.

Le Roy de la Grande Bretagne veut bien, que les Ambassadeurs se messent avec les Seigneurs de sa Cour: qu'ils se trouvent comme particuliers aux assemblées & aux divertissemens publics, & qu'ils cherchent les occasions de luy parler, & de prendre des audiences sans les demander, & sans ceremonies. Mais cela n'empesche point, que les Ambassadeurs ne sçachent, qu'il y a un organe ordinaire, par lequel ils doivent sçavoir les intentions de leur maistre au Roy: & ce dans les formes. C'est à quoy servent les deux Secretaires d'Estat, que l'on y appelle *Principaux Secretaires*. Ils ont leurs départemens séparés; de sorte qu'il n'y a point d'Ambassadeur qui ne sçache à qui des deux il se doit adresser, pour les affaires de son maistre. Il n'y a point de Premier Ministre en Angleterre depuis la mort de *George de Villers*, *Duc de Buckingham*, pere de celui qui vit aujourd'huy. Le Roy defunt a bien donné sa confiance à des Ministres, comme à l'*Archevesque de Cantorberry* & au *Comte de Staffort*, & celuicy à *M. Hide*, Chancelier d'Angleterre, & presentement au *Lord Latimer*, Grand Tresorier; mais on ne peut pas dire, qu'ils soyent Premiers Ministres, ny qu'ils ayent toute la direction des affaires. Le Roy d'a present
n'en

n'en a que faire, non plus que celui de France, dont l'habilité n'est que trop grande pour ses voisins, & trop redoutable pour ses ennemis.

Pendant la minorité de *la Reine Christine*, quelques Senateurs de Suede faisoient avec les autres affaires de l'Estat, encore celles qui regardoient les interets, que la Couronne avoit a démêler avec les estrangers : la premiere autorité demeurant auprès du *Chancelier Oxenstirn* ; tant à cause de celle qu'il avoit eüe auprès du Roy defunct, dont il composoit seul tout le Conseil, que parce qu'en ce temps là il avoit plus de connoissance des affaires estrangeres, que tous les autres Senateurs ensemble. Outre qu'en sa charge de Chancelier il faisoit aussy celle de Secretaire d'Estat. La Reine n'eut pas fitost atteint l'âge, où les loix luy permettoient de regner de son chef, qu'elle fit connoistre qu'elle en avoit aussy la capacité : & neantmoins le credit de Chancelier ne laissa pas d'estre si grand dans la Majorité de la Reine, que Chanut, Ministre de France, craignoit de témoigner, qu'il suivoit les sentiments de la Reine plus tost que ceux de son Premier Ministre. La Reine n'aimoit point Oxenstirn, ny toute la Maison ; mais comme c'est une des plus puissantes, & des mieux alliées du Roiaume, & qu'elle ne pouvoit se passer de ses Conseils, ny de son service, elle ne pouvoit aussy empescher les Ministres estrangers de negotier avec luy, comme avec celui qui faisoit la charge de premier Secretaire d'Estat, ainisy que je viens de dire. Le Successeur de la Reine, qui avoit trop d'esprit & trop d'ambition pour la Suede, n'avoit garde de se laisser gouverner, & pendant la minorité du Roy son fils, les Senateurs, qui avoient part à la Regence & à la tutele avec la Reine, negotioient aussy avec les Ministres estrangers, à qui ils donnoient des Commissaires, pour entrer en conference avec eux : où le Chancelier avoit

voit tousjours le plus de part. Pimentel, Ministre d'Espagne en Suede, estoit logé dans le Chasteau de Stocolm, & negotioit avec la Reine immediatement, passant des nuits entieres dans son cabinet.

Mais c'est ce qui ne peut pas faire exemple, non plus que la liberté, que *Terlon*, Ambassadeur de France se donnoit auprès du Roy *Charles Gustave*, & en Dannemarc auprès du Roy defunt. En ce Roiaume là, aussy bien qu'en Suede, le Roy se communique assés familièrement aux Ministres des Princes & Estats, dont il n'a pas sujet de se défier : sur tout lors que le Ministre a un merite, qui luy acquiert l'estime du Roy, ou quelque qualité qui le divertisse. Le Roy de Dannemarc met ordinairement à la teste de ses affaires, ou son Chancelier, ou quelque autre Seigneur, à qui il donne le tiltre de Vicaire ou de Lieutenant General, que l'on appelle d'un mot alleman *Stadthalter*. On en a veu plusieurs sous le Roy defunt, & mesme du Regne de celuicy, qui bien qu'ils n'eussent pas la qualité de Premier Ministre, avoient pourtant une autorité fort approchante de celle que les Premiers Ministres se donnent dans les autres Cours. En ces deux Roiaumes il ne se negotie presque point d'affaire, qui ne soit portée & resoluë au Conseil, quoy que le Roy de Dannemarc d'aujourd'hui agisse avec une autorité plus absolüe que n'ont fait ses Predecesseurs.

Le Republique de Venise negotie avec les Ambassadeurs dans une assemblée, que l'on appelle le *College*, & est composé de la Seigneurie & de Deputés de quelques autres Magistrats, & c'est là où le Senat leur fait sçavoir ses intentions de la maniere, que je diray en la Section suivante; ayant dit en la 19 du premier livre comment ils y prennent audience. C'est pourquoy je n'ajousteray rien icy; sinon que lors que l'Ambassadeur a une affaire particuliere, qui

regard de sa personne, ses Domestiques ou ses amis, il ne s'adresse point au *College*, qui represente la Souveraineté de la Republique, & qui ne se mesle que des affaires d'Estat, mais aux *Sages Grands*, par le moyen de leur Secrétaire, ou par l'extremité du Consul de la nation. Il n'y a point de Sénateur à Venise, ny de Ministre qui soit au service de la Republique, qui ose avoir la moindre communication avec l'Ambassadeur, ou avec un Prince estranger, à peine de la vie. Cette Loy s'étend mesmes jusques au Doge. *Phil. de Commynes* dit bien, que lors qu'il fut Ambassadeur à Venise de la part de Charles VIII, il eut une conférence particulière avec le Doge, qui voulut se servir de luy, pour persuader au Roy son maître de laisser le Roiaume de Naples aux Aragonois, moyennant une reconnoissance annuelle: mais il faut croire, que le Doge eut permission expresse pour une action si extraordinaire.

Dans les Republiques, où les loix regnent, ou du moins où elles devroient regner plustost que les Magistrats, on ne connoit point d'autre puissance que la Souveraine. Elle ne peut estre communiquée à qui que ce soit; parce que ces sortes d'Estat, n'estant point sujettes à des infirmités personnelles, ny à des minorités, il n'est pas necessaire d'y appuyer la puissance Souveraine d'une autorité empruntée & subalterne. Les Ministres, que les Republiques employent, doivent estre Ministres en effet, & ne peuvent estendre leur autorité au delà des termes de leur instruction. Neantmoins lors qu'on leur permet d'escouter les Ministres estrangers, & de negotier avec eux, l'Ambassadeur est obligé de s'y accommoder, & ne feroit pas le service du Maître, si s'adressoit à quelque autre Ministre. Les Princes & les Estats, qui envoient leurs Ambassadeurs ou Ministres à l'Estat des Provinces Unies, leur donnent des lettres de creance pour un College, s'il m'est permis de par-

ler ainſy, que l'on appelle *l'Assemblée des Eſtats Generaux*, parce qu'elle eſt compoſée de Deputés des ſept Provinces qui forment l'Union. Ce ſeroit m'engager à une trop grande digreſſion, ſi j'entreprendois de traiter icy de la forme du gouvernement de cet Eſtat ; c'eſt pourquoy je me contenteray de dire, que le nombre de ces Deputés n'eſt point réglé, parce que chaque Province y en peut envoyer autant qu'il luy plaift, veu que l'on n'y opine pas par teſtes mais par Provinces, & chaque Province y preſide une ſemaine, chacune à ſon tour. Celuy qui y preſide de la part d'une Province, & que l'on appelle *le Preſident de ſemaine*, eſt auſſy celuy à qui l'Ambaſſadeur ſe doit adreſſer, pour les affaires qu'il a à negotier. Ces Deputés partagent au commencement de l'année les affaires entre eux, & ſont comme Commiſſaires perpetuels, pendant l'année, de celles qui leur ſont eſcheües par le ſort. Et comme il n'y en a point d'importance, que l'aſſemblée ne leur renvoye, pour eſtre examinée & digerée par eux, l'Ambaſſadeur ſe peut informer au greſſe des noms de ceux qui travaillent aux affaires de ſon Maiftre. Et comme la Province de Hollande ſe donne une tresgrande direction dans le gouvernement d'un Eſtat, dont elle fait une ſi notable partie, & que ſon Miniſtre, qui n'eſt en effet que le Sindic des Eſtats de cette Province, eſt auſſy de leur part Deputé perpetuel à l'aſſemblée des Eſtats Generaux ; en ſorte qu'il ne ſ'y reſout rien, qu'il n'ait propoſé ou approuvé de le part de ſes Maiftres, les Miniſtres eſtrangers ſont bien aiſes de la prevenir & de le preparer ; parce que comme ſon approbation eſt capable de faire reuſſir leurs intentions, ainſy ſon oppoſition eſt capable de les ruiner & de les deſtruire. Depuis la naiſſance de cette Republique les Eſtats Generaux, & meſmes ceux des Provinces particulieres, à la reſerve de celles de Friſe & de Groningue, n'ont rien fait ny deliberé d'impor-

portant, sans l'avis du Prince d'Orange, leur Capitaine General, & Gouverneur de la pluspart des mesmes Provinces, & ils s'en sont assés bien trouvés; particulièrement des oracles du Prince Henry, le plus grand Capitaine & le plus habile politique de nostre siecle. Tellement qu'il n'y a point de Ministre estranger, qui après avoir rendu ses civilités aux Estats, ne rende aussy ses devoirs au Prince, qui n'ait des lettres de creance pour luy, & qui ne luy communique les interets de son Maistre; tant pour luy en donner connoissance, que pour se le rendre favorable. Le Premier Ministre des Provinces Unies est le *Tresorier General*, qui est l'ordonnateur des Finances sous le Conseil d'Estat: le Second est le *Greffier* des Estats Generaux, & le troisieme le *Secrétaire du Conseil d'Estat*; qui sont tous trois Officiers de Confidence; mais pas un ne se mesle des affaires estrangeres, & l'Ambassadeur ne negotie point avec eux. Les Estats de Hollande ont leurs Ministres particuliers, sçavoir leur Conseiller Pensionnaire, qui est le Premier, & qui fait aussy en quelques rencontres la charge de Secrétaire d'Estat, & un Secrétaire. Ils ont aussy un Garde des Sceaux; mais il ne fait que sceller, & n'a point de part aux affaires, ny aux deliberations, en cette qualité.

SECTION III.

Comment l'Ambassadeur doit negotier.

IL n'y a point de regles à donner pour la maniere de la negotiation: si elle se doit faire de bouche, ou par écrit. C'est enquoy il faut que l'Ambassadeur suive la coustume de la Cour, où il se trouve, & qu'il s'accommo-

de à ce qui s'y pratique. Je sçay bien que ce n'est pas de la Turquie ny de la Perse que l'Ambassadeur doit emprunter des exemples ; sur tout lors qu'il se voudra former des preceptes de civilité ou de Justice : mais on ne peut nier , qu'il n'est pas au pouvoir de l'Ambassadeur de changer dans une Cour la maniere de negotier , qu'il y trouve establie, & qu'il ne la peut condamner sans injustice. *Vincenzio de gli Alessandri*, que la Republique de Venise envoya en Perse du temps de la guerre de Chypre, fut obligé de negotier avec *Sultan Caidar Mirza*, troisiéme fils, & Premier Ministre de *Scach Tamas*. Le Ministre Venitien n'eut pas beaucoup de peine à se faire donner audience, & le Prince luy promit, qu'il en feroit rapport au Roy, son pere. Trois mois se passerent depuis l'audience, devant que le *Mirza* luy fist dire, que le Roy avoit fort bien compris le sujet de sa commission ; mais qu'il jugeoit, que dans une affaire de cette importance il ne falloit rien precipiter, & que puis que l'alliance, que la Republique vouloit faire, devoit estre perpetuelle, on pourroit voir dans deux ou trois ans quel train les affaires prendroient, & former sur cela des resolutions convenables aux interets communs des Alliés. Cet autre Roy de Perse, *Scach Abas*, disoit qu'en dépeschant sítost les Ministres Publics, on les traittoit en courriers, & non en Ambassadeur. Chaque Cour, & mesme chaque Roy a sa maniere d'agir particuliere, & c'est surquoy il faut que l'Ambassadeurs se regle. L'Auteur du traicté de l'*Idee du Parfait Ambassadeur*, allegue les exemples des Ambassadeurs d'*Homere* & de *Virgile*, pour faire voir comment l'Ambassadeur doit negotier. Il en emprunte aussy d'*Arioste* & de *Tasso* ; mais c'est sans doute, a dessein de former un Ambassadeur aussy Chimerique, que sont les Heros de ces Poétes.

A Venise, où les Ambassadeurs n'ont point de commer-

ce du tout avec ceux qui y ont part aux affaires, & où il n'y a point de Ministre, qu'ils puissent entretenir des interets de leur Maistre, ils sont obligés de se faire entendre *par escrit* au College. Le Senat répond aussy par escrit aux Memoires des Ambassadeurs, & les fait venir au College, pour leur faire lire la réponse, où *il la leur envoie chez eux par un Secrétaire, qui la lit à l'Ambassadeur, ou la dicte à son Secrétaire, & en remporte la minute*: luy estant défendu sur peine de la vie de la laisser à l'Ambassadeur. Ce qui est, sans doute, l'effet d'une tresfine politique; parce qu'il y peut arriver des rencontres, où le Senat pourroit désavouer ce qu'elle auroit fait, & soutenir, que la copie, que l'Ambassadeur produit, auroit esté alterée par son propre Secrétaire; veu que celuy de la Republique ne la signe point.

Les Ministres Publics negotient aussy *par Memoires en Hollande*, où depuis quelques années on en a fait une nécessité, par une resolution, que l'on y a esté obligé de prendre; parce qu'un certain Ministre estranger ne faisoit point de difficulté de se dédire de la parole, qu'il avoit fait porter par le President de semaine, ou par quelque autre Deputé, où de donner à ses discours un sens si contraire à ses premieres intentions, qu'on ne pouvoit point faire de fondement sur ce qu'il disoit. Le Greffier, ou bien un des Commis du Greffe, qu'on appelle *Agent*, se mettant derriere la chaise du President, lit les memoires, que les Ministres Estrangers presentent. On les met ordinairement entre les mains de Commissaires, qui les examinent, & en font rapport dans l'assemblée des Estats Generaux, accompagné de leur avis, sur lequel les Estats forment leur resolution. Cette resolution estant arrestée, enregistrée, signée du President, & contresignée du Greffier, est mise entre les mains de *l'Agent*, qui la communique à l'Ambassadeur.

Dans les autres Cours, où on en use autrement, l'Ambassadeur doit estre fort reservé à mettre ses pensées sur le papier. J'ay dit en la 14 Sect. du premier livre, que *François Walsingham*, desirant estre esclaircy sur quelques points de l'instruction, que la Reine Elisabeth luy fit donner en l'an 1570, demanda entre autres choses, *s'il ne luy seroit par permis, dans les affaires d'importance, de donner ses raisons par escrit, & en cas que la Reine le trouvast bon, s'il ne pourroit pass'y expliquer en Latin ou en Italien, parce qu'il possédoit mieux ces langues que la Françoisse: & aussy parce qu'en cela les François n'auroient point d'avantage sur luy.* La mesme Reine dit dans l'Instruction, qu'elle luy donna le 23 Fevrier 1571, que si *Walsingham* juge, qu'il aura de la peine à s'exprimer dans les audiences, comme il voudroit bien, il pourra prier le Roy de luy permettre de lire ses pensées, ain sy qu'il les aura mises par escrit, & traduites en François; puis que l'Ambassadeur de France en use ain sy auprès d'elle. Que le Roy le doit trouver d'autant moins mauvais d'un Anglois, qui ne se sert point de sa langue maternelle, qu'on le permet bien à l'autre, qui est François: toute fois *que son intention n'est point, en cas qu'on le souffre, qu'il laisse cette copie au Roy, ou qu'il permette qu'on la copie; mais qu'elle entend qu'il la garde, si ce n'est qu'on la luy demande avec empressement.*

Paul de Foix, Ambassadeur de France à Rome, fit de grandes plaintes en l'an 1582 de Jean Vitelli (fils naturel de Chiapin, Marquis de Ceton) qui commandoit les armes du Pape à Avignon, & ne traittoit pas fort bien les sujets du Roy en ses Provinces de Daupiné & de Provence. Ces plaintes avoient esté accompagnées de si fortes instances, que le Roy Henry III faisoit faire pour la revocation de Vitelli, que le Pape, se trouvant obligé d'y faire reflexion, fit dire à l'Ambassadeur, qu'il seroit bien aise d'a-

voir

voir par escrit ce que l'Ambassadeur luy avoit dit de bouche, afin qu'il le pust considerer à loisir, pendant quelques jours qu'il alloit passer à la campagne. M. de Foix dit au Secretaire du Pape, qui luy vint faire le message, *qu'il trouvoit cette demande bien nouvelle, parce qu'on avoit accoustumé de traiter les affaires de bouche*: toutefois qu'il y songeroit. Cet Ambassadeur, en escrivant sur ce sujet au Roy, son Maistre, dit, *qu'il avoit bien voulu donner satisfaction au Pape pour cette seule fois, & qu'il luy avoit envoyé un papier, qui n'estoit point signé, & qui ne portoit point son nom*. C'est ce qu'il escrit en sa dépesche du 3 Avril 1582, & en celle du 11 Juin de la mesme année il dit, *qu'il attendra l'ordre de sa Majesté, s'il doit negotier par escrit ou non*.

Bernardin Bochetel, Evesque de Rennes, & Ambassadeur de France à Vienne, avoit ordre de negotier le mariage du Roy Charles IX avec Elisabeth d'Auſtriche, fille de l'Empereur Maximilian II. Il en fit la demande dans les formes, & l'Empereur, après avoir pris l'advis de son Conseil, luy fit une réponse fort offensante; parce que Chantonay-Granvelle, Ambassadeur de Philippe II, & quelques autres partisans d'Espagne, formerent de grands obstacles contre cette alliance. L'Empereur, après quelques paroles d'honnesteté, qui faisoient la teste de la réponse, & qui relevoient fort l'avantage, que toute la Chrestienté tireroit de cette haute alliance, y disoit, qu'il consentiroit au mariage, aux conditions suivantes. Que dès à present le Roy remist les villes de Metz, Toul & Verdun en l'estat, où elles estoient lors que Henry II les prit. Qu'il renonçast à l'amitié du Turc, & qu'il fist une ligue avec l'Empereur contre l'ennemy commun. Que dans la conjoncture presente le Roy le secourust d'une puissante armée: & que s'il arrivoit, qu'à l'avenir il y eust different
entre

entre les deux Rois , d'Espagne & de France , celui-cy souffrist que l'Empereur se declarast pour celuy là : surquoy il attendroit les sentiments du Roy , son Maistre. L'Ambassadeur y répondit dès le lendemain , mais de bouche. Qu'il y avoit trois ans , qu'il parloit de ce mariage , & qu'il avoit esperé , que puis que l'Empereur n'avoit pas la disposition des ses enfans , pour les marier , ainisy qu'il le jugeroit à propos pour l'honneur & pour l'avantage de sa Maison , que du moins il se seroit servy d'une expression & d'une excuse plus honneste , dont le Roy , son maistre , auroit pû se satisfaire. Mais qu'au lieu de luy communiquer des articles d'un contract de mariage , il luy prescrivait des conditions , & luy donnoit des loix , qu'à peine le vainqueur voudroit donner au vaincu. Que le Roy ne se trouvoit point reduit aux extremités que les Espagnols s'imaginoient. Qu'il vouloit bien secourir la Chrestienté contre l'ennemy commun ; mais qu'il n'entendoit point , qu'elle en fust plus obligée à sa femme qu'à luy &c. Toute la suite de la réponse de l'Ambassadeur fut de la mesme force , & il la conclut en disant , qu'il ne seroit plus parlé du Mariage. Et de fait on luy défendit de poursuivre cette negotiation ; la quelle pourtant s'acheva quelques années après. *On pressa l'Evesque de donner sa réponse par escrit , mais il n'en voulut rien faire.*

En l'an 1586 quelques Electeurs , Princes & Villes d'Allemagne envoyerent une Ambassade fort solemnelle au Roy Henry III , pour le prier de moderer un peu la rigueur des persecutions de ceux de la Religion Reformée. Les Ambassadeurs luy firent un discours trop fort pour les oreilles d'un Roy , qui estoit accoustumé aux plus basses flatteries , & *le luy laisserent par escrit.* Le lendemain le Roy leur fit porter la réponse par un de ses Secretaires d'Estat , qui la leut en la presence des Ambassadeurs , mais *il refusa*

de leur en laisser copie, quelque instance qu'il fissent pour cela. En l'an 1589 le mesme Roy, qui s'estoit défait à Blois du Duc & du Cardinal de Guise, se faisant quelque scrupule de la mort du Cardinal, envoya à Rome l'Evesque du Mans; afin que conjointement avec le Cardinal de Joyeuse, & avec le Marquis de Pisani, Ambassadeur ordinaire de France, il justifiast son action, & obligeast le Pape à l'approuver: mais *il luy defendit bien expressément de ne rien presenter par escrit*; afin que le Pape ne s'imaginast point, que le Roy vouloit s'adresser au Pape par forme de requeste, ou que son intention estoit de faire demander l'absolution des Censures, qu'il ne croyoit pas avoir encourües. Ainsy le Pape *Clement VIII ne voulut rien faire donner par escrit* au Duc de Nevers, que le Roy Henry IV avoit envoyé à Rome, pour demander l'absolution au Pape, qui n'avoit pas voulu recevoir des lettres du Roy, ny rien faire qui püst faire croire, qu'il reconnoissoit le Roy en cette qualité.

Presentement on negotie bien plus par memoires qu'on ne faisoit autrefois, non seulement à la Cour de Madrid, où cela est fort ordinaire; mais aussy en celle de France. Celuy des Secretaires d'Estat, qui y a le département des affaires estrangeres, ne s'y pouvoit pas bien accoustumer, & encore presentement il ne porte pas les memoires des Ambassadeurs au Conseil d'enhaut, s'il n'est obligé de le faire pour sa décharge; aussy n'y répond point pas escrit, si ce n'est pas ordre exprés du Roy. C'est ce qui se fait aussy ailleurs: particulierement lors que les Escrits peuvent faire consequence. Il a esté parlé cydevant du mécontentement, que *Boisshot*, Ambassadeur de l'Archiduc Albert à Londres eut; parce que l'Ambassadeur de Venise luy avoit esté preferé au festin, que l'on y fit pour le mariage de la Princesse avec l'Electeur Palatin, où l'un avoit esté

convié le premier jour, & l'autre le deuxième. *Boisshot* en fit de grandes plaintes au Maître des Ceremonies, & envoya un escrit au Grand Chambelan, qui est celuy qui regle ces civilités en Angleterre, dans lequel il alleguoit plusieurs raisons, qui luy devoient donner presceance par dessus l'Ambassadeur de Venise. Le Grand Chambelan, après avoir leu l'escrit, le rendit au Secretaire de *Boisshot*, qui le remporta. Quelques jours après le Roy y fit faire une réponse, laquelle il fit aussy mettre par escrit, où il justefioit son procedé, & protestoit que ce n'estoit pas son intention de regler les rangs entre les Ministres estrangers. Après que le Maître des Ceremonies eust fait lire l'escrit à l'Ambassadeur, il le voulut retirer; mais *Boisshot refusa de le rendre, & dit que son Secretaire ne luy avoit point rendu celuy qu'il avoit envoyé au Grand Chambelan.* Ce que le Maître des Ceremonies ayant rapporté au Grand Chambelan, celuicy le renvoya aussy tost, & fit dire à l'Ambassadeur, qu'il avoit rendu son escrit à son Secretaire, & *qu'il vouloit r'avoir celuy du Roy.* *Boisshot* s'estant informé de son Secretaire de ce que son escrit estoit devenu, & ayant sceu qu'il l'avoit rapporté, *renvoya aussy l'autre.* Le Roy avoit raison de faire retirer un escrit, qui faisoit voir, que son procedé avoit eu besoin de justification.

Les negotiations, qui se font dans les assemblées, en des villes neutres, ou qui sont considerées comme telles, & par des Ministres de plusieurs Princes qui sont en guerre, ont leurs formes particulieres, & on n'en use pas tousjours d'une mesme maniere. Quelquefois les Ambassadeurs, ou Plenipotentiaires, s'assemblent pour negotier & traiter en effet, & alors la negotiation se fait par l'entremise de Mediateurs, au moins le plus souvent; encore qu'on soit d'accord des points les plus essentiels, comme à Vervins, à Breda & à Aix la Chapelle, ou qu'on ne le soit point

point du tout : comme à Munster, à Cologne, à Nimegue, & aux Congrès, qui se sont faits depuis plusieurs années pour les traittés de paix entre les Couronnes du Nort. Mais lors qu'on est d'accord de tout, en sorte qu'il n'y ait rien qui puisse apparemment rompre la negotiation, on ne s'assemble, qu'afin de conclurre & d'achever le traitté avec plus de solemnité. *Lionne* avoit commencé à traiter à *Madrid*, & *Pimentel* avoit achevé à *Paris*, tellement que les deux Premiers Ministres estant bien assurez, qu'ils ne se separeroient point, sans donner la derniere perfection au traitté, ne firent point de difficulté de se porter sur les Frontieres des deux Roiaumes, de s'aboucher, & de regler entre eux quelques points, sur lesquels ils sçavoient bien qu'il n'arriveroit point de rupture. Les Mediateurs, qui se trouverent à Vervins & à Aix la Chapelle, avoient ajusté les points les plus difficiles, & presque tous, devant que les Ministres des Princes interessés se rendissent au lieu du Congrès, & n'y estoient principalement, qu'afin qu'en signant le traitté avec les Ambassadeurs des parties, ils pussent remporter, pour eux & pour leurs Maistres, l'honneur qui estoit deu à leur glorieux travail. *Commynes* s'estend assés sur les particularités d'une assemblée & d'une negotiation, qui se fit entre Charles VIII & les Princes Confederés d'Italie, après la malheureuse expedition de Naples : mais dautant que cette matiere est differente de celle qui se traite en cette Section, on la reserve pour une autre.

Je feray cy après quelques reflexions sur la negotiation de Munster, mais j'estime devoir dire icy, que les premieres propositions, que d'Avaux & Servien y firent, furent communiquées aux Mediateurs par escrit. Mais dautant que de part & d'autre on commença à verbaliser, & à faire des réponses & des repliques, comme dans un procès

cès juridique & formel, *la Cour de France envoya ordre à ses Plenipotentiaires de ne plus negotier par escrit*, & de ne communiquer, que les demandes & les pretensions; se reservant d'appuyer de bouche leurs raisons, en parlant aux Mediateurs. *Ceux de Suede* declarerent au contraire, qu'ils ne pouvoient negotier que par escrit, tant parce que c'estoit la coustume de Suede & de tout le Nort, que parce qu'à Osnabrug il n'y avoit point de Mediateurs, à qui ils pûssent dire leurs raisons de bouche, pour les rapporter aux parties. Les Ambassadeurs de France repartirent, *que leurs ordres ne leur permettoient point de negotier par escrit*. Que les Suedois pouvoient bien suivre en cela la coustume de leur pais, mais qu'ils n'y pouvoient pas assujettir la France : de sorte qu'on en useroit ainsy qu'on le jugeroit à propos de part & d'autre. Ils presenterent aux Ministres de Suede, qu'on seroit obligé d'employer beaucoup de temps à ces escritures, & que cette maniere d'agir tiendrait de la chicane plustost que de la negotiation. Les Suedois dirent enfin, que ce n'estoit pas leur intention de tirer les affaires en longueur; mais qu'ils estoient obligés de faire les principales propositions par escrit; tant à cause des instances que les alliés faisoient pour cela, que parce qu'il y alloit de l'interest des deux Couronnes.

En l'an 1646 les mesmes Plenipotentiaires de France, voyant que le different, que les Ministres de Suede & de Brandebourg avoient pour la Pomeranie, estoit un puissant obstacle à la paix, resolurent d'ecrire en Suede, afin d'obliger la Reine à relascher un peu de la dureté, avec laquelle elle traittoit l'Electeur. On souhaittoit en France la paix avec d'autant plus de passion, que les Finances y estoient fort incommodées, & qu'on y estoit d'accord avec l'Electeur de Baviere de la satisfaction de cette Couronne là. d'Avaux, qui se plaisoit à escrire, & qui s'expliquoit
bien

bien en latin, fit en suite le projet d'une grande lettre, que les Plenipotentiaires devoient escrire à la Reine de Suede : mais Servien, qui condamnoit tout ce qui fortoit de la plume & de l'esprit de son Collegue, dit, *que le Roy leur avoit défendu expressement de negotier par escrit*. Qu'il n'avoit eu que trop de complaisance, lors qu'il avoit signé les lettres Circulaires, qu'ils avoient escrites incontinent après l'ouverture de l'assemblée de Munster, qui avoient fait un si meschant effet. Qu'il avoit esté bien resolu entre eux, qu'on escriroit en Suede ; mais qu'on pouvoit bien escrire en Suede, sans escrire à la Reine. Que le Roy avoit son Ambassadeur à Stocolm, à qui on pouvoit escrire. Que la lettre, dont d'Avaux avoit fait un projet, ne pouvant estre ny alterée ny favorablement expliquée, pourroit passer pour une invective, & estre considerée comme une justification du procedé de leurs ennemis communs, au prejudice de leurs alliés. Que l'Ambassadeur pourroit dire de bouche tout le contenu de la lettre, & avec plus de succès ; parce qu'il le feroit, ou tout à la fois, & dans un mesme temps, ou à sa commodité, & selon l'impression que son discours feroit dans l'esprit de la Reine. Qu'il pourroit rectifier les endroits, où il trouveroit un peu trop de force & d'emportement ; au lieu que la lettre pourroit produire un effet tout contraire, mesmes auprès de ceux, qui estant convaincus par la force des raisons & de la verité, ne pourroient point approuver la maniere d'agir des Plenipotentiaires de France.

Le Tuillerie, Ambassadeur de France, ayant obligé les deux Rois du Nort à envoyer leurs Commissaires avec pleinpouvoir à Bremsebro, sur les Frontieres des deux Roiaumes, pour y traiter la paix, les fit demeurer d'accord de part & d'autre de trois points. Le premier, qu'à leur premiere entreveüe ils se toucheroient en la main, & se

feroient les civilités qui feroient concertées entre eux. Le second estoit que leurs pouvoirs feroient eschangés par les mains de la Tuillerie, & le troisiéme, qu'ils approuveroient la maniere de negotier, dont il se serviroit en cette assemblée. Il desira, & obtint des parties, *qu'on negotieroit par escrit*, & qu'on mettroit les propositions entre ses mains, de peur que dans la chaleur de la contestation on ne s'emportast à des ressentiments, capables de faire rompre le traitté plustost que de le conclurre.

Il a esté parlé de l'instruction en la premiere partie de ce traitté, où il a esté remarqué, que c'est une piece secrette que l'Ambassadeur ne doit point communiquer. J'en dis autant de tous les ordres qu'on luy donne, parce qu'ils font partie de son instruction. C'est ce que le Ministre doit observer en toute la suite de son employ, & il doit mesmes éviter de donner des extraits de ses lettres. Dossat ayant receu une lettre, qu'il jugeoit devoir estre agréable au Pape, resolut de la luy lire. Toutefois comme il committoit en cela une irregularité contre sa fonction, il voulut bien s'en justifier au Roy, en luy escrivant en cette termin. *Encore que ce ne soit chose accoustumée, ny qui se doive faire aisément, & laquelle je voudrois moins faire que tout autre*, si est ce que pour cette fois, & sans tirer à consequence, je l'estimay devoir faire ainsy &c. Pour éviter qu'on püst dire en France, que j'eusse obmis de remonstrer rien de tout ce qu'on vouloit estre remonstré: ny icy me calomnier, que j'y eusse rien adjousté du mien. Le Cardinal Aldobrandin luy demanda un extract de la lettre, & Dossat dit, qu'il n'en fit point de difficulté *pour cette fois, & sans tirer à consequence pour d'autres choses*. Dont on peut conclurre, qu'on ne peut obliger un Ministre Public à produire ses ordres, sans faire violence au *Droit des Gens*, & sans outrager le Prince,

ce, dont il a présenté les lettres de creance à l'entrée de son Ambassade.

L'Ambassadeur qui negotie de bouche, le fait ou avec le Prince mesme, en des audiances particulieres, avec le Premier Ministre, avec le Secretaire d'Estat, ou avec quelque autre Ministre, ou bien avec le Conseil, ou avec des Commissaires, en des conferences. En la Section 7 de la premiere partie, j'ay recommandé à l'Ambassadeur, ou à celuy qui pretend entrer dans cet employ, les Reflexions & Maximes Morales d'un des premiers & des plus illustres personnages de nostre temps. Pour faire voir comment le Ministre en peut faire son profit, au sujet de cette Section, je marqueray icy la Maxime 141, où il dit. Qu'il n'y a
 „ quasi personne, qui ne pense plustost à ce qu'il veut dire,
 „ qu'à répondre precisement à ce qu'on luy dit, & que les
 „ plus habiles & les plus complaisants se contentent de
 „ monstrier seulement une mine attentive, au mesme temps
 „ qu'on voit dans leurs yeux, & dans leur esprit, un éga-
 „ rement pour ce qu'on leur dit, & une precipitation pour
 „ retourner à ce qu'ils veulent dire: au lieu de considerer,
 „ que c'est un mauvais moyen de complaire aux autres, ou
 „ de les persuader, que de chercher si fort à se plaire à soy
 „ mesme, & que bien escouter & bien répondre est une
 „ des plus grandes perfections qu'on puisse avoir dans la
 „ conversation. La Morale n'a icy pour object que la
 „ conversation, & tasche de former un honneste homme:
 „ mais il me semble qu'on peut estendre la Maxime jusques
 „ à la Politique, & dire, que c'est une partie necessaire
 „ du Ministre Public, qui ne passera jamais pour habile ny
 „ pour raisonnable, s'il n'a dans les conferences & dans les
 „ audiances, la mesme retenüe, que l'honneste homme doit
 „ avoir dans les assemblées particulieres. La precipitation
 „ à répondre, dont M. L. D. D. L. R. parle dans cette Maxi-
 me,

me, n'est pas également commune à toutes les Nations. Les François y sont un peu plus fujets que les autres, & neantmoins il faut admirer l'attention de Doffat, non seulement dans les audiences, qu'il prend du Pape & de ses Ministres, où il remarque toutes les circonstances, & mesmes les moindres paroles : mais on voit aussy la mesme attention, la mesme patience & la mesme retenüe dans les audiences qu'il donne.

L'Ambassadeur ne se doit jamais presenter à l'audiance, qu'il ne l'ait fait demander, & qu'on ne luy ait donné heur. Le *Duc de Monteleon*, Ambassadeur d'Espagne en France, se rendoit si assidu au Louvre, qu'il ne se passoit presque point de jour, qu'il ne vist la Reine Mere, Marie de Medicis. Le jour que le Marechal d'Ancre fut tué, il entra au Louvre à pied ; mais Vitry, qui voyoit qu'il prenoit le chemin de l'appartement de la Reine mere, l'appella & luy dit que ce n'estoit pas là, mais chez le Roy qu'il falloit aller : ce qu'il fut obligé de faire. On luy fit dire en mesme temps par Villeroy, qu'il n'estoit pas raisonnable de le voir si souvent au Louvre. Qu'il suffisoit d'y venir qu'une fois la semaine, pour les audiences ordinaires, & quand il en voudroit d'extraordinaires, qu'il pourroit les demander extraordinairement. Que les autres Ambassadeurs ne prenoient les leurs que de quinze en quinze jours, & qu'on vouloit bien avoir une consideration particuliere pour luy. Le Duc répartit, que ce n'estoit pas comme Ambassadeur, mais comme Majordomo Major de la Reine Regnante, qu'il alloit si souvent au Louvre. On luy dit, qu'on ne connoissoit point cette qualité de Majordomo en France, que ce n'estoit pas au Roy d'Espagne à donner des officiers à la Reine de France, & qu'on ne souffriroit point, qu'il se donnast plus de liberté, qu'on en donnoit à l'Ambassadeur de France à Madrid. Aujourdhuy il n'y a plus

plus de jour réglé pour les audiences, & les Ambassadeurs n'en ont point, s'ils ne les demandent. Le Ministre du Second ordre, qui n'a pas un caractère qui l'oblige à concerter avec tant de justesse toutes ses démarches & toutes ses actions, ne se doit point profiter pour tant; mais il peut mesmes rechercher l'occasion de parler au Prince, ou au Ministre, pourveu qu'il ne se fasse point rebutter, & qu'en sa personne on ne fasse point d'affront à son Maître. Ce qui se doit entendre d'une Cour réglée, où tout le Monde sçait ce qui est dû aux Ministres estrangers; parce qu'il n'y a point de prudence, qui puisse mettre l'Ambassadeur, ou un autre Ministre, à couvert de l'insulte d'un Prince violent, & d'un Ministre ignorant & emporté, qui au lieu d'éviter scrupuleusement les occasions de scandale, court audevant d'elles, & ne craint point d'offenser ces personnes sacrées.

Charles Sforze, Prieur de Lombardie, commandoit trois galeres au service de Henry II Roy de France, & dans le dessein qu'il avoit de s'en retirer; pour suivre la fortune de ses freres, qui estoient dans les interets de l'Empereur, il croyoit se pouvoir rendre considerable au party, & à ses nouveaux amis, par une action de mal honneste homme, en faisant enlever les trois galeres, pour en faire present à l'Empereur. *Sforze* desespéroit de pouvoir gagner Nicolas l'Alleman, qui commandoit les galeres sous luy; de sorte que n'osant luy en parler, il l'obligea à les conduire à Civita-Vecchia, sous pretexte de les y faire radoubler, devant que de les ramener hiverner en Provence. Pendant qu'elles estoient dans le port, les freres de Charles s'en rendirent les Maistres, & les voulurent envoyer à Naples, entre les mains de Bernardin de Mendosse, qui y commandoit en l'absence du Duc d'Albe: mais le Commandant ne le voulut pas permettre, sans un ordre

exprés du Comte de Montorio, néveu du Pape, qui estoit Gouverneur en chef de Civita-Vecchia. Le Comte permit qu'on emmenast les galeres, mais les Ministres de France s'en plainquirent si hautement, que le Pape fit dire au Cardinal de S^{te} Flore, Frere de Charles, que si on ne faisoit revenir les galeres, il s'en prendroit à luy. Le Cardinal, au lieu d'y obcir, assembla la nuit suivante tous ses amis, tous les Cardinaux Imperiaux & Espagnols, le Marquis de Sarria, Ambassadeur de l'Empereur, le Comte de Chincon, Ambassadeur d'obedience de Philippe, & tous les partisans de la Maison d'Austriche. Dans cette assemblée il fut parlé du Pape avec tant d'emportement, & avec tant d'insolence, que Paul IV n'en fut pas si tost adverty le lendemain matin, qu'il resolut de s'en ressentir. Cependant le Comte de Montorio, craignant l'humeur opiniastre & irreconciliable de son oncle, trouva le moyen de retirer l'ordre, qu'il avoit envoyé au Gouverneur de Civita-Vecchia touchant les trois galeres, & d'y en substituer un, qui chargeoit de cet enlevement Lotin, Secretaire du Cardinal de S^{te} Flore, qui à ce qu'on disoit, l'avoit changé contre l'intention du Comte: ce qui obligea le Pape à envoyer le Secretaire en prison. L'Ambassadeur de l'Empereur, en ayant esté adverty, *fit demander audience, & bien qu'on la luy refusast, il ne laissa pas de monter en carosse, & de se rendre dans l'antichambre, pour le demander luy mesme: mais on la luy refusa encore; de sorte qu'il fut contraint de se retirer.* Sur cet affront il envoya un exprés à l'Empereur, qui luy ordonna de partir de Rome: tant à cause de cela, qu'à cause de plusieurs autres affronts, qu'on fit en ce temps là à ceux qui avoient de l'affection pour l'Espagne. Le Cardinal de S^{te} Flore fut un de ceux qui en sentirent les premiers effets. Le Cardinal Caraffe, sous pretexte de le visiter, & de le mener à la promenade, le

tira

tira de sa Maison, & le conduisit au Chasteau St Ange, où il le laissa, jusques à ce qu'il eust obligé Mendosse à renvoyer les trois galeres, qui furent rendues à Nicolas l'Alleman.

Le Marquis de Sarria n'avoit pas subjet de se plaindre du refus, que le Pape avoit fait de luy donner audience, au mesme moment qu'il la demanda; parce que cela dépend du Prince, qui prend les heures de sa commodité pour cela: & c'est ainſy que l'on en use en toutes les Cours, bien qu'il y ait des rencontres, où on ne peut ny refuser ny differer l'audience; a moins qu'on ait dessein de rompre. C'estoit l'intention de Paul IV, qui avoit desja fait arrester les Abbés Bersegue & Nanni, dont le premier estoit Agent du Duc d'Albe, Viceroy de Naples, & Lieutenant general de l'Empereur en Italie. Il avoit aussi fait arrester Garcilasso de la Vega, qui faisoit les affaires du Roy d'Espagne à Rome. Mais le Pape disoit, que les deux Abbés étant Ecclesiastiques, il avoit Jurisdiction sur leurs personnes, & pouvoit faire proceder contre eux dans les formes. Que l'Abbé Bersegue ne faisoit plus les affaires du Duc, & que Garcilasso avoit le premier violé *le Droit des Gens*, qui défend aux Ministres Publics de rien entreprendre contre le repos de l'Estat où ils resident: parce que comme le Ministre trouve sa seureté en la protection *du Droit des Gens*, ainſy le Prince doit trouver la sienne en la conduite du Ministre.

Ce que je viens de dire des audiences particulieres, peut aussi estre appliqué aux publiques, que l'on peut quelquefois differer, & mesmes refuser sans violer *le Droit des Gens*, & mesmes sans pécher contre la civilité. En l'an 1638 le Pape envoya des Nonces en France & en Espagne, pour exhorter les deux Rois à la paix. *Le Nonce Scotti*, qui estoit en France, ne pût obtenir d'estre admis, parce qu'on

y ſçavoit , que le Nonce qui devoit aller en Eſpagne , n'eſtoit pas encore party de Rome , & le Roy ne vouloit point que le Monde cruſt , qu'il avoit moins d'inclination à la paix que le Roy d'Eſpagne , & ainſy qu'il avoit plus beſoin d'y eſtre exhorté. On peut dire , que le Prince qui n'admet point le Miniſtre d'un autre Prince , ou qui après l'avoir admis, differe ou refuſe de luy donner audience , péche contre la couſtume & contre la civilité , mais je n'oſerois ſouſtenir , que ces refus ou ces delais violent *le Droit des Gens* , à moins que l'on ne donne une tresvaſte ſignification à ces mots de violer & de violence : bien qu'on ne puiſſe nier , que celui qui mépriſe le Miniſtre offense auſſy le Maïſtre. En l'an 1658 les Miniſtres de Brandebourg , qui avoient eſté envoyés au Roy de Suede l'année precedente , n'ayant pû obtenir audience , publioient que *le Droit des Gens avoit eſté violé* en leurs perſonnes , par le refus que le Roy de Suede avoit fait de les oûir , après les avoir admis. Les Miniſtres de Suede diſoient au contraire , que non ſeulement il eſtoit permis au Roy , leur Maïſtre , d'en uſer comme il avoit fait , mais auſſy que ç'auroit eſté une tresgrande imprudence de les oûir. Qu'il avoit eſté adverty , que l'Electeur avoit traité avec le Roy de Pologne , & qu'eſtant par ce moyen devenu ſon ennemy , rien ne pouvoit l'obliger à faire civilité aux Miniſtres d'un Prince , avec lequel il alloit rompre , & avec lequel il n'avoit plus de meſures à garder. Que le Roy leur maïſtre , n'avoit pas refusé l'audience aux Miniſtres de l'Electeur. Qu'il avoit voulu ſçavoir , devant que de les y admettre, comment il les devoit traiter , comme amis ou comme ennemis , & que les Ambaſſadeurs , de peur d'eſtre obligés de ſ'en expliquer , ſ'eſtoient pluſtoſt dérochés que retirés. Que *le Droit des Gens* n'y avoit point eſté violé ; parce que tous les Princes prennent leur commodité pour les audiences , & que le

Roy

Roy pouvoit differer, pendant quelques jours, celle de Ministres d'un Prince, qui avoit traité avec leur ennemy commun, & qui avoit fait des hostilités contre luy. Qu'on peut bien admettre l'Ambassadeur d'un Prince ennemy, mais qu'on n'y est pas obligé, & mesmes qu'on luy peut refuser audience, sans violer *le Droit des Gens*, dont la protection ne s'estend que jusques à la seureté de la personne de l'Ambassadeur & de sa suite; puis qu'on le peut mesmes faire sortir du pais; ainzy qu'il a esté dit en la Section 30 du premier livre.

Le Prince, qui veut continuer de vivre en bonne intelligence avec une autre Prince, recevra fort bien son Ministre, l'escouterá favorablement, & luy fera civilité: mais au contraire celuy qui ne craint point d'offenser l'autre, ne considerera pas son Ministre, sans que pour cela il viole *le Droit des Gens*. En l'an 1586 Fredric Duc de Wirtemberg, Comte de Montbeliard, Wolfgang, Comte d'Isembourg, & quelques autres Seigneurs de la premiere qualité, furent envoyés en France de la part de plusieurs Princes & Estats de l'Empire. Le Roy Henry III, sçachant que ces Ambassadeurs luy venoient parler des interests de ses sujets Protestants, s'éloigna de Paris, sous pretexte d'aller prendre les eaux de Bourbon, & fit aller la Reine à Chenonceaux. Les Ambassadeurs, étant arrivés à Paris, ou leur dit, qu'il falloit qu'ils se donnassent un peu de patience, en attendant le retour du Roy, qui reviendrait dans trois mois. Le Duc & le Comte, voyant qu'on les traittoit si indignement, écrivirent au Roy, que leur affaires Domestiques ne leur permettant point de faire un si long séjour en France, ils estoient obligés de demander leur congé, & partirent. Leurs Collegues, qui attendirent le retour du Roy, furent bien mal traittés: mais ny les uns ny les autres ne

se plainquirent point, que le *Droit des Gens* eust esté violé à leur égard.

L'Empereur Charles V avoit envoyé à Trente *Nicolas Perenot de Granvelle*, un de ses plus confidens Ministres, & *Antoine de Granvelle*, Evesque d'Arras, *Fils de Nicolas*. Ces Ambassadeurs demanderent audience dès qu'ils furent arrivés; mais les Legats, qui jugeoient que cette action publique feroit l'ouverture du Concile, laquelle ils vouloient différer encore, firent difficulté de la leur accorder, & leur en dirent la raison: leur représentant qu'il y avoit encore si peu de Prelats à Trente, qu'ils ne pouvoient pas faire figure d'un Concile Oecumenique. *Granvelle*, surpris & indigné du refus, dit aux Legats, *qu'on ne les pouvoit empêcher de prendre audience, si on n'avoit dessein de faire affront à l'Empereur & à ses Ambassadeurs*, qui representoient le premier Monarque de la Chrestienté, & un Roy, qui estoit Seigneur d'une grande partie du Monde; puis *qu'on ne pouvoit la refuser au Ministre de quelque Prince que ce fust*. Que si on continuoit de la leur refuser, ils feroient attacher un escrit à la grande porte de l'Eglise Cathedrale, où ils protesteroient de la nullité du Concile. Les Legats se voyant pressés de la sorte, leur donnerent audience dès le lendemain; mais ce fut dans la salle du Cardinal Parisio, qui estoit le plus ancien Legat, & non au lieu, où les Prelats se devoient assembler pour le Concile. Les menaces de leur protestation estoient fondées sur ce que l'Empereur estoit Protecteur du Concile, & que luy, & Philippe son fils, avoient esté nommément conviés d'y envoyer leurs Ambassadeurs. Ils ne disoient point, que par ce refus on violoit le *Droit des Gens*; mais *qu'on faisoit affront à leurs Maistres*.

Ces refus se font tous les jours, & on en pourroit produire un volume d'exemples. En l'an 1614 la Reine Re-

gente de France envoya le *Marquis de Coeuvres*, depuis connu sous la qualité de *Mareschal d'Estrée*, aux Princes d'Italie, à l'occasion de la guerre de Montferrat. Le Duc de Savoye, Charles Emanuel, qui sçavoit que cet Ambassadeur ne luy diroit pas des choses fort agréables, pour éviter sa rencontre, alla à Nice, & par ce moyen il ne luy donna point d'audiance, qu'après que le différent, qu'il avoit avec le Duc de Mantouë, eust esté en quelque façon ajusté, & lors que le Marquis, qui avoit veu tous les autres Princes d'Italie, reprit le chemin de la Cour de France. En l'an 1641 l'Empereur, se trouvant à la Diète de Ratisbonne, refusa de donner audiance à l'Ambassadeur de Dannemarc; parce que dans les lettres de creance le Roy ne luy donnoit pas le tiltre de Majesté, mais seulement celui de *Dignité Imperiale*. Le Roy de Dannemarc traitte tous les autres Rois de Dignité Royale; du moins il en usoit ainfty il y a quelques années, & mesmes les Princes de l'Empire se servoient de ce style: mais ils l'ont changé depuis; parce qu'ils jugent qu'il y a bien autant de civilité que de defference aux honneurs qu'ils font aux Couronnes. Les Rois de Dannemarc n'ont pas tousjours esté si difficiles. On peut produire des lettres, où ils donnent le tiltre de Majesté au Roy de France, il y a plus de six vingts ans. Les façons de parler & d'escrire, à l'égard des tiltres, changent si souvent, que les plus habilles Princes ne s'y sont jamais gueres assujettis; mais ont esté fort prodigues de civilités, quand elles leur ont esté utiles. Il n'y a point de liberalité qui incommode moins, & qui acquiere plus d'amis.

Les representants subalternes, ou du Second ordre, ne voyent pas si souvent les Souverains que font les Ambassadeurs; mais on ne laisse pas de les admettre quelquefois aux audiances, & de les convier aux assemblées solemnelles.

Il n'y a que le Pape, qui croit que c'est au dessous de luy que de traiter avec cette sorte de Ministres. Au commencement de la guerre de Castro la Republique de Venise n'avoit point d'Ambassadeur à Rome, à cause du démêlé, que le dernier Ambassadeur avoit eu avec le Prince Prefect, de sorte qu'elle faisoit faire ses affaires *par un Secretaire*, à qui elle avoit donné la qualité de *Resident*. Ce Secretaire obtint audience du Pape, sur les ordres que le Senat luy envoya de représenter à sa Sainteté les fascheuses suites de cette guerre. Mais le Cardinal Barberin, escrivant sur ce sujet au Nonce, luy ordonna de faire entendre au Senat, que c'estoit une grace, que le Pape luy avoit faite ; *veu que ce n'estoit pas la coustume de donner audience à des Residents*, ny de negotier avec des Ministres de cette qualité. Le Pape luy donna pourtant encore d'autres audiences depuis. Le Maistre de Chambre *ne voulut pas demander audience au Pape pour le Secretaire Monguidi*, que le Duc de Parme avoit laissé à Rome, pour y faire ses affaires, & le Pape mesme se plaignit depuis à Lionne de ce que le Duc se servoit d'un Secretaire, pour negotier avec luy : mais Lionne répondit, que c'estoit aux Princes à faire choix de leurs Ministres, & à leur donner la qualité & le caractère qu'il leur plaist. L'Abbé de St Nicolas n'estoit pas Ambassadeur, & ne laissoit pas de negotier avec le Pape.

Au reste ce n'est pas dans les audiences publiques, où se fait le fort de la negotiation. Elles ne consistent le plus souvent qu'en des ceremonies, & ne servent qu'à faire un compliment, ou au plus à faire quelque declaration au Prince, ou à en tirer une. Celle que l'Ambassadeur des Provinces Unies eut en l'an 1657, à cause des déprédations que les François faisoient en la Mer Mediterranée, & celle, que le Marquis de Fuentes, Ambassadeur d'Espagne, eut en l'an 1662 touchant la satisfaction, que le Roy Catholique

que fit donner à celui de France, au sujet de la presceance, sont fort remarquables; mais pas tant que les circonstances d'une audience, que Henry III Roy d'Angleterre donna au Nonce du Pape. Les Ministres qui estoient de la part du Siege de Rome en Angleterre, estoient si insolents, que leur tyrannie fut une des principales raisons des soulèvements continuels, qui troublerent le repos de son regne: tellement que de peur d'estre déthroné par ses sujets, il estoit quelquefois contraint de leur abandonner les Nonces, qui y vivoient comme dans un pais de conquête. Le Pape y avoit envoyé un nommé *Maistre Martin*, que les Anglois appelloient *Maistre Mastin*, parce qu'il ne faisoit qu'abbayer après les benefices & les prebendes. Cet homme s'estoit rendu si odieux par ses pilleries & par ses rapines, que quelques Seigneurs luy envoyerent dire par un gentilhomme, que s'il ne sortoit du Roiaume dans trois jours, on le mettroit en pieces avec tous ses gens. Il demanda une audience, pour tirer du Roy une declaration, si c'estoit par son ordre qu'on luy avoit fait ce message. Le Roy luy dit; qu'il n'en avoit point de connoissance; mais que les actions des Ministres du Pape avoient tellement irrité son peuple, & particulièrement les grands Seigneurs, qu'estant prests de prendre les armes contre luy, il jugeoit que la vie du Nonce n'estoit pas en seureté. Sur cela le Nonce supplia le Roy de luy donner une personne de qualité, qui le conduisist seurement jusques à Douvres: mais le Roy luy dit, qu'il luy donnoit le diable, qui le conduiroit en enfer. Il luy donna pourtant un gentilhomme, qui le conduisit jusques au lieu de son embarquement.

L'Ambassadeur, soit qu'il negocie par memoires, ou qu'il traite de bouche, ne doit pas faire l'Orateur, ny se piquer d'eloquence; son discours & son raisonnement doivent estre forts & succints. Celuy qui se plaist à se faire

écouter, ou qui se plaist à s'écouter luy mesme: qui fait des harangues, & qui propose plusieurs partis, se coupe souvent, ou fait des ouvertures, qui ne peuvent pas estre agréables à son Prince. Le mot de *dicerie*, que les Italiens donnent à cette sorte de discours, en exprime merveilleusement bien la vanité. Il faut en avoir beaucoup, pour se pouvoir imaginer, qu'on a seul assés d'esprit, pour pouvoir faire entrer dans ses sentimens, non un amas de peuple, qui est facilement pris par les oreilles, mais cinq ou six Ministres, qu'un Roy habille choisit parmy ceux de son Conseil, pour conserver ses interets & sa reputation contre les pretensions des estrangers. La force des raisons se perd dans le nombre & dans la confusion, & outre que ce flux de bouche fait mal au cœur, c'est donner la question à l'esprit, que d'entreprendre de l'entraîner par force, au lieu de le ramener par une violence douce & insinuante. J'ay dit en la 7 Section de la premiere partie de ce traité, que les Negotiations du *Cardinal Dossat* & du *President Jeannin* sont presque seules capables de former un parfait Ambassadeur, & j'en ay donné des preuves, lors que l'occasion s'en est présentée; & comme elle s'offre assés belle icy, je marqueray encore un endroit, qui luy donne deux leçons importantes. *Dossat* n'estoit encore que Ministre de France, quand le Pape Clement VIII luy parla de la paix, que le Roy Henry IV devoit faire avec le Roy d'Espagne, & de la conqueste de l'Angleterre, que Philippe II devoit entreprendre. Et sur ce que *Dossat* luy representa, que le Roy ne pouvoit pas manquer à l'alliance, qu'il venoit de faire avec la Reine d'Angleterre, le Pape se laissa eschapper de la bouche des maximes pernicieuses, & indignes de tout homme de bien. Surquoy *Dossat*, en escrivant a Villeroy du 1 Fevrier 1597, dit qu'il n'avoit que trop à repliquer à tout cela, mais qu'il estimoit ne se de-

voir

voir pas arrester en un lieu si glissant. Instruisant par là tous les Ministres , & leur enseignant , de ne point témoigner au Prince , qui leur parle , qu'ils ont remarqué ou la foiblesse de son raisonnement , ou les dangereuses maximes ; bien loin d'y insister , comme pour luy en faire une espece de reproche. L'autre leçon , qu'il y donne aux nouveaux Ambassadeurs est , qu'ils souffrent que le Prince parle le dernier , afin de ne point passer pour oppiniâtres ou pour incivils. Après avoir rapporté dans la mesme lettre tous le discours du Pape , & ce qu'il y avoit ré-
„ pondu , il y ajoûte. J'eusse pû repliquer à tout cela ,
„ comme à plusieurs autres choses , mais je *ne voulus pas*
„ *parler le dernier , tant pour garder la civilité & la reveren-*
„ *ce qu'il appartenoit , & mesmes en temps où il ne se de-*
„ *cidoit rien , qu'aussy afin de luy conserver cette facilité*
„ *de se communiquer , & laisser entendre ses intentions.* Où il faut remarquer ce que *Dossat* y dit en passant , *que l'on n'y decidoit rien* : voulant faire entendre , que lors qu'on decide , on peut repliquer fortement , pourveu qu'on demeure dans les termes du respect & de la civilité , & que l'on évite la chicane & les contestations obstinées & inutiles , qui sont indignes d'un honneste homme. Aussi dit il en un autre endroit , qu'en traittant & negotiant *il accorde dès le premier mot ce qu'il reconnoit estre juste & raison-*
nable ; mais qu'après cela il n'y a rien à gagner , si c'est pour autrui qu'il traite.

Il y a bien des choses à dire sur le langage , dont les Ambassadeurs & les Ministres Publics se servent en leur negotiation. Il n'y a presque point de Cour , où on n'en use diversément , tant dans les audiences publiques , que dans les memoires , & dans les negotiations particulieres. A la Cour de Constantinople tous les Ministres ont leurs Dragomans. Les Turcs ne sçavent point d'autre langue que la

leur, & n'en admettent point d'autre. La harangue, que l'Ambassadeur d'obedience fait au Consistoire, ou qu'il y fait faire, est Latine: mais toutes les negotiations, qui se font; tant avec le Pape, qu'avec les Cardinaux néveux, se font en Italien. En France tous les Ministres negotient en François, & parlent tous François en leurs audiences & en leurs Memoires. Le Comte de la Garde, Ambassadeur de Suede, parla Suedois en la premiere harangue, qu'il fit au Roy & à la Reine Regente: en quoy il fit bien quelque chose pour la dignité de la Couronne de Suede en apparence; mais on y trouva à redire, qu'il se servoit d'une langue, que pas un des sujets du Roy ne pouvoit ny entendre ny interpreter. Il fit un grand discours en suite au Duc d'Orleans, Lieutenant General du Roy par tout le Roiaume, & il ne parla que François en toute la suite de sa negotiation. En Angleterre presque tous les Ministres negotient en François: ce que l'on y souffre, tant parce que c'estoit autrefois la langue du pais, que parce que la langue Françoisse a en quelque façon succédé à la Latine; & est devenue commune. A Madrid on negotie en Espagnol, bien que l'Ambassadeur de France se serve de la langue de son pais, & que celui des Provinces Unies, qui n'ont point de commerce avec le Roy d'Espagne, qu'en qualité de Duc de Bourgogne, presente aussi ses memoires ou en Flamen, ou bien en François, avec une traduction Espagnole. C'est en quoy le Ministre doit suivre la coustume de la Cour, où il se trouve, & s'accommoder à ce qui s'y pratique. *M. de la Court*, qui avoit aussi la qualité d'Ambassadeur de France à Munster, mais non celle de Plenipotentiaire, ayant un jour présenté aux Deputés des Estats de l'Empire *un memoire en François*, ils en furent fort scandalisés, & en murmerent fort contre les Deputés de l'Electeur de Mayence, qui ayant la direction
de

de la Chancellerie, l'avoient receüe & portée à l'assemblée. Ils resolurent qu'on feroit dire aux Ministres de France, *que c'estoit une ancienne & inviolable coustume des diètes de l'Empire, que l'on n'écoutoit point les propositions, ny de bouche ny par escrit, si elles n'estoient faites en la langue du pais, ou bien en latin*; parce que si on souffroit qu'on y introduisist aussy la Françoisë, les Espagnols, les Italiens, & en suite les Hongrois & les Suedois voudroient aussy s'y faire entendre en leur langue. A Vienne on se sert de l'Alleman & du Latin, & quelquefois de l'Italien, qui y est afés familier. Dans les Cours du Nort les Ministres estrangers ne se servent jamais de la langue du pais, mais bien de la leur, de l'Alleman ou du Latin. La langue latine est fort familiere en Pologne, & les Ambassadeurs n'y en emploient point d'autre, & quelquefois l'Italienne, mais rarement; si ce n'est dans la conversation. A la Haye, où il y a des Ministres de presque tous les endroits de l'Europe, on se sert de la langue Françoisë plus que d'aucune autre. Les Ministres, qui la possèdent, ne se servent point d'autre. *Le Brun*, Ambassadeur d'Espagne, *Friquet & Lisola*, Ministres de l'Empereur, estoient tous trois Bourguignons; de sorte que la langue Françoisë leur estant naturelle, ils ne se servoient point d'autre en toutes leurs negotiations. Ceux d'Espagne s'expliquent quelquefois en leur langue dans leurs memoires; mais il les accompagnent d'une copie Françoisë. Les Ministres d'Angleterre parlent aussy Anglois & François, c'est pourquoy les Estats, en communiquant leurs resolutions aux Ministres de l'Empereur & de ces trois Couronnes, les font traduire aussy en François. Les Envoyés & les Residents de Suede & de Dannemarc ont tantost parlé François, tantost Latin, & quelquefois aussy Flamen, ou Alleman, avec une traduction Flamen de.

Les Princes affectent fort de parler leur propre langue dans les traittés, ou du moins d'y employer une langue commune. En l'an 1647, lors qu'on commença à Munster à mettre quelques articles sur le papier, touchant la paix qui se devoit faire entre les deux Couronnes, *le Comte de Pegnarande fit instance à ce qu'on les mist aussy en Espagnol.* Le Duc de Longueville dit, qu'en cela, ny en des choses semblables, la France ne pretendoit point d'avantage sur l'Espagne; mais aussy qu'il ne souffriroit point, qu'on introduisist une nouveauté, ny qu'il se fist rien contre ce qui avoit esté pratiqué dans les traittés precedents, qui estoient tous en François: ainſy qu'on pouvoit voir dans le recueil, qui en a esté imprimé à Anvers. Les Espagnols repartirent, que de tous les traittés, qui avoient esté faits entre la France & l'Espagne, il n'y avoit que celui de Vervins qui fust en François: & *ce parce que ce n'estoit pas le Roy d'Espagne qui y avoit traité directement, mais l'Archiduc, avec la procuration du Roy.* Ce fut une raison tres-foible. Le Roy qui donne pouvoir de traiter, quoy qu'il le donne à un Prince, ou bien à un Ambassadeur directement & immediatement, ne laisse pas de traiter en personne. Philippe II traittoit à Vervins, aussy bien qu'à Chasteau en Cambresis, & ce furent ses Ambassadeurs, & non ceux de l'Archiduc qui y conſterterent la presceance aux Ambassadeurs de France. Le Duc de Longueville avoit raison d'alleguer le recueil d'Anvers, parce qu'on y trouve plusieurs traittés, qui ont esté faits entre l'Empereur Charles V & le Roy François I, qui suivoient en cela l'exemple des Rois de France & des Ducs de Bourgogne, leurs Predecesseurs. Le traité des Pirenées a esté couché dans les deux langues: & il est certain que cela a esté observé en plusieurs autres rencontres, tant à l'égard de la France, que de plusieurs autres Rois & Estats, & c'est

ce que l'on ne peut refuser lors que les parties sont d'une dignité égale.

L'Ambassadeur, dont les Collegues sont compris dans la mesme commission, ne peut negotier sans leur participation, ny mesmes recevoir des ouvertures qu'en leur presence; à moins de se rendre criminel. Le Duc de Holstein-Gottorp fit faire le procès, & trancher la teste à *Otton Brugman*, au retour de son Ambassade de Perse: & un de ses plus grands crimes estoit d'avoir negocié sans son Colleague, tant à Ispahan qu'en Moscovie. En l'an 1646 le Comte de *Pegnarande* fit dire au Duc de Longueville, que s'il vouloit recevoir, sous la foy du secret, la proposition qu'il luy feroit, il luy diroit en confidence sur quel pied on pourroit faire la paix entre les deux Couronnes. Le Duc répondit, qu'il ne la pouvoit point recevoir sans en faire part à ses Collegues, & qu'il demeureroit aussi leur caution à l'égard du secret. Mais c'est dont le Comte ne se voulut pas contenter; de sorte que cela n'eut point de suite. Dans les negotiations du President Jeannin on voit souvent ce Ministre en des conferences & en des visites particulieres avec le Prince Maurice, avec le Comte Guillaume de Nassau, avec le Premier Ministre de Hollande: mesme avec Richardot & avec d'autres: Mais outre qu'il estoit un des plus confidens Ministres de Henry IV, il avoit le secret de l'Ambassade, & des ordres exprés pour ces negotiations particulieres. De mesme le President Richardot, qui avoit la confidence de l'Archiduc, bien que le Marquis *Spinola* fust le Chef de la deputation, & que *Mancicidor* fust l'homme du Roy d'Espagne, rendoit tous les jours des visites particulieres au President Jeannin, & se trouvoit à des rendez vous secrets avec luy: Mais l'Archiduc le trouvoit bon, & ne vouloit point pas mesme, que ses Collegues eussent part à ces conversations, où ces deux habiles Ministres

nistres avançoient le plus les affaires. C'est aussy la coustume que tous les Ambassadeurs signent, non seulement les traittés qu'ils font, mais aussy les Memoires qu'ils presentent, & les lettres qu'ils depeschent en commun. Toutefois cela n'est pas si absolument necessaire, à l'égard des memoires, qu'ils n'en puissent user autrement, s'ils veulent. Pendant que l'on negoitoit le mariage du Prince Guillaume d'Orange en Angleterre, en l'an 1641, il n'y avoit qu'Aarssens seul qui signast les memoires; parce que Brederode & Heemvliet n'estant pas grands clerks, ils s'en fioient bien a leur Colleague; qui y travaillant seul, les signoit seul aussy.

C'est icy où il seroit à propos de parler de l'avantage, les Princes ont de faire negotier leurs plus importantes affaires par des Ministres du Second ordre, si je n'en avois parlé en la 5 Section du premier livre. C'est là ou j'en ay dit la raison, & où j'en ay allegué des exemples. Tellement que je n'y ajousteray autre chose, sinon que si on a tant soit peu de connoissance de ce qui se passe dans le monde, on trouvera que la plupart des grandes affaires ont esté faites ou préparées par des personnes inconnües, ou par des Ministres subalternes. Louïs XI & Charles Comte de Charolois, ne pouvant ajuster leurs differents entre eux, y employerent deux gentilshommes sujets du Duc de Bourgogne. Ils avoient esté au service de Charles, qui avoit esté obligé de les chasser, pour complaire à son pere, & Louïs les avoit retirés, & fort bien traittés; de sorte qu'estant agréables au Roy & au Comte, ils reglerent les differents entre ces deux Princes. *L'Empereur Maximilian & Ferdinand le Catholique* avoient soumis à Louïs XII & au Cardinal de Roüen le different qu'ils avoient entre eux, pour la Regence de la Castille, pendant la Minorité de l'Archiduc Charles, leur petit fils, après la mort de Philippe,

lippe, qui estoit fils de l'un & gendre de l'autre. Mais la *Princesse Marguerite*, soeur de Philippe, fit negotier cette affaire sous main par un gentilhomme, nommé *Claude de Chilly*. Ce Ministre sans qualité, estant allé trouver Ferdinand, regla si bien tout le different, que le Roy de France & le Cardinal n'y eurent point de part, ny autre peine que de prononcer sur ce que Ferdinand avoit desja agréé. Ce n'est pas aux Plenipotentiaires de l'Empereur & des Couronnes de France & de Suede, que l'Allemagne est obligée de la paix qui fut conclue à Munster il y a environ trente ans. Ce furent les negotiations secretes, que l'Electeur de Baviere fit faire à Paris par son Confesseur, par les Nonces & par d'autres Ministres qui ne paroissoient point, qui firent ce grand ouvrage ; parce que sans elles l'Empereur n'auroit jamais consenty aux conditions qui firent faire la paix entre les parties. L'assemblée de Nimegue est composée d'aussy grands personages, que l'on en ait veu en aucune autre ; mais je ne pense pas qu'ils pretendent regler les differents entre les Princes interessés. Ils signeront peuteestre la paix ; mais ils ne la feront point. Ce sont de terribles Ministres qui s'en meslent.

En ces rencontres les Princes ne se doivent point servir de toutes sortes de personnes indifferemment ; mais ils doivent faire choix d'habiles gens : sur tout lors qu'il faut faire porter quelque parole, ou donner quelque advis de bouche. Le Duc de Bretagne se servit d'un vallet de pied, pour donner advis au Duc de Bourgogne des intelligences, qu'il disoit, que Louïs XI avoit dans les villes de Bruges, d'Anvers & de Bruxelles. Ce laquais, qui n'avoit point de lettres de creance, recontrant le Duc de Bourgogne à la campagne, luy fit cet important message. Charles en fut extrêmement fasché, & ne dit autre chose au messager, sinon qu'il rapportast au Duc, son maistre, qu'il n'estoit pas

II. Part. K bien

bien informé de ses intentions, ny de l'estat de ses villes. *Philippe de Commines* le remarque comme un negligence tresimprudente du Duc de Bretagne : & dit ailleurs, que le mesme Duc de Bourgogne, n'estant encore que Comte de Charolois, fit negotier ses interests auprès de Louïs par deux personnes, de condition fort mediocre, pendant la guerre du bien public, & que les Princes ses alliés en furent si scandalisés, qu'ils s'assemblerent deux ou trois fois sans le Comte, & l'auroient abandonné, s'il n'eust changé de conduite. Ce furent les deux gentilshommes, dont je viens de parler.

Ce qui soit dit de la forme de negotier : mais pour ce qui est de l'essence de la negotiation, il n'y a point de preceptes ny aussy d'exemples à donner, parce qu'elle change avec les affaires que l'Ambassadeur a à negotier, qui sont infinies, & presque toutes d'une differente nature. Toutefois comme l'Ambassadeur ne doit pas seulement conserver les interests de son maistre, mais aussy s'employer pour ceux de ses sujets, j'estime que l'Ambassadeur y peut faire quelque distinction, & qu'il doit suivre le Conseil, que le *Cardinal de Florence* donna à Dossat en l'an 1599. Henry IV faisoit faire des instances continuelles, pour faire transférer l'Archevesque de Bourges à l'Archevesché de Sens. Ce Prelat avoit donné l'absolution du Roy à S^t Denis, & estoit par là devenu l'âversion du Pape, qui croyoit qu'il eust entrepris sur son autorité : tellement qu'à peine pouvoit il souffrir qu'on luy en parlât. Le Cardinal, qui sçavoit que le Pape ne consentiroit jamais à cette translation, s'il n'y estoit forcé, dit à Dossat, qui la sollicitoit, *que toutes les affaires ne se devoient pas traiter d'une mesme façon. Qu'il falloit traiter comme particulieres celles des particuliers, & celles du Roy & du Roiaume comme Royales & publiques.* Parce que bien souvent, en obte-

tenant une faveur pour des particuliers, on se chargeoit d'une obligation, que l'on devoit réserver pour des occasions importantes. Cette remonstration fit une si forte impression dans l'esprit du Roy, qu'il desista de la poursuite, qu'il avoit fait faire pour l'Archevesque. l'Ambassadeur en pourra faire son profit, s'il le juge à propos.

SECTION IV.

L'Ambassadeur ne se doit point mesler des affaires Domestiques de l'Estat, où il negotie.

LA Reine *Elisabeth*, dont les plus sages Princes peuvent emprunter des exemples de prudence & de circonspection, en voulant en l'an 1570 envoyer *François Walsingham* à la Cour de France, luy recommanda particulièrement les interests de ceux de la Religion Reformée. C'estoit *une affaire Domestique* & tresdelicate: de sorte que bien qu'elle la mist entre les mains d'un fort habille homme, elle ne laissa pas de le charger d'une instruction, qui vouloit faire croire, que ce n'estoit que par un excès d'affection, que la Reine avoit pour la personne du Roy & pour le bien de son Roiaume, qu'elle parloit pour le Roy de Navarre, pour le Prince de Condé, & pour les autres Seigneurs, qui faisoient profession de la Religion Protestante. Le Roy *Charles IX*, avec qui Walsingham devoit negotier, estoit si sensible sur cette matiere, que lors que les Ambassadeurs ou Deputés des Princes d'Allemagne luy représenterent l'interest, qu'il avoit à conserver & à ménager les sujets Protestants, il leur dit, qu'estant Roy Tres-Chrestien, & né Catholique, il estoit obligé de conserver la religion, en laquelle il avoit esté

élevé. Qu'on ne le pouvoit pas empêcher d'employer la voye ordinaire de la Justice contre les heriteques, qui sous le pre-texte de la religion formoient une rebellion en son Roiaume, & *qu'il n'avoit que faire de tuteurs, pour apprendre d'eux, comment il devoit gouverner chez luy.* Quelques Princes d'Allemagne voulurent faire faire les mesmes offices auprès du Roy Henry III en l'an 1586, mais ils ne furent pas mieux receus que les autres. Les Ministres Allemans, ayant obtenu audience à St Germain en Laye, dirent au Roy, qu'on estoit la liberté de conscience à ceux de la Religion en France, pour satisfaire l'ambition du Pape & de quelques Seigneurs de Roiaume, au prejudice de la parole qu'on leur avoit donnée, & des Edits qu'on leur avoit accordés : suppliant sa Majesté de leur donner la paix, & de jetter par ce moyen les fondemens de l'amitié eternelle, que les Princes interressés en la cause de la Religion, pretendoient entretenir avec la France. Le Roy, qui se sentoit extrêmement offensé de ce discours, & du reproche, qu'on luy faisoit d'avoir manqué à sa parole, répondit avec fierté, *qu'il n'avoit à rendre compte de ses actions, sinon à Dieu :* qu'il pouvoit donner des loix à ses sujets, & les abolir, ain-sy qu'il luy plaisoit. *Que jusques icy il avoit regné souverai-nement & sans dependance, & qu'il pretendoit y continuer,* & que ceux qui disoient qu'il avoit manqué à sa parole, avoient menty. Que c'estoit là toute la reponse qu'il avoit à leur faire, & qu'ils sortissent de son Roiaume.

Il n'y a point de Prince, qui ne reçoive avec chagrin ces sortes d'offices, & qui n'ait de la peine à souffrir, que les Princes estrangers intercedent pour ses sujets. Le Cardinal de Richelieu, ayant sceu que le Comte de Soissons avoit prié *le Nonce Scotti* de faire en sorte, que le Pape intercedast pour luy auprès du Roy, dit au Nonce, que le Roy ne trouveroit pas bon, que sa Sainteté se mé-last

last de cette affaire, *laquelle estant purement Domestique*, sa Majesté ne permettroit pas, que qui que ce fust se mist entre elle & ses sujets. Le Nonce, devant que d'écrire au Pape, avoit voulu sçavoir l'intention du Cardinal, qui luy fit la réponse que je viens de marquer. Tous les Ministres doivent suivre l'exemple de ce Nonce, & s'ils sont prevenus par les ordres de leurs Maistres, il doivent bien estudier l'humeur du Prince à qui ils ont à parler, & choisir des termes, qui ne puissent pas offenser. Il n'est pas bien facile de determiner, s'il y avoit plus de crime ou plus d'imprudence en la conduite, que le Duc de Bouillon tint après la mort du Mareschal de Biron: ou si le Duc avoit plus de sujet de se défier des intentions du Roy Henry IV, ou bien de sa propre conscience. Pendant qu'il se condamnoit volontierement à un exil de plusieurs années, la Reine d'Angleterre, & la pluspart des Princes Protestants d'Allemagne intercederent pour luy auprès du Roy, qui reçeut les Ministres des uns avec chagrin & des autres avec indifférence; mais il donna une réponse trefavorable aux Deputés des Cantons Reformés, qui joignirent leurs offices à ceux des autres Potentats. Les intentions de ses bons Comperes ne luy pouvoient pas estre suspectes, & leurs prieres estoient si soumises, que le Roy leur voulut bien répondre par escrit: Que leur intercession luy estoit agréable; parce qu'il ne sçavoit pas seulement, qu'ils estoient persuadés de l'innocence du Duc, mais aussy que c'estoit l'affection, qu'ils avoient pour le bien de son Estat, qui les faisoit parler. Qu'il leur en sçavoit bon gré, & qu'il les en remercioit. Qu'ils devoient sçavoir, que le Duc de Bouillon n'estoit pas si innocent qu'ils croyoient, & qu'il estoit bien marry de ne pouvoir pas faire pour l'amour d'eux ce que sans cela il feroit par inclination: mais qu'ils pouvoient s'asseurer, que le Duc pouvoit, en toute seure-

té, avoir recours ou à sa Justice, ou à sa clemence, & qu'il trouveroit son repos & sa satisfaction en l'une ou en l'autre.

Les Souverains ont tousjours de l'âversion pour des offices de cette nature, parce que c'est une espece de protection, que les estrangers donnent aux sujets, & qu'il semble qu'ils vueillent prendre part au gouvernement de l'Estat où ils employent leurs Ministres. Le Marquis de Fontenay Marueil, estant Ambassadeur de France à Rome en l'an 1641, avoit à negotier, entre les autres affaires, l'accordement du different, qu'on avoit avec le Duc de Parme pour le Duché de Castro: mais lors que l'Ambassadeur commença à en parler, le Pape luy dit, qu'il entendoit que le Duc s'humiliait en personne. Que ce seroit d'un pernicieux exemple, de souffrir qu'un sujet traittast du pair avec son Souverain, & qu'il pretendist luy faire parler de composition & d'accord, par l'entremise d'un tiers: qu'il desiroit, que le Duc luy mesme luy rendist l'obeissance & la soumission qui luy estoit dueë. *Qu'il s'estonnoit bien fort de voir, que le Roy de France pretendoit, que les sujets d'un autre Souverain en usassent d'une maniere, qu'il n'avoit pas voulu approuver lors qu'on luy avoit voulu parler pour les Ducs de Guise, de Montmorancy, de Lorraine, & d'autres. Que le Roy ne se souvenoit point de la réponse, qu'il avoit faite à son Nonce, lors qu'il voulut ouvrir la bouche, pour luy parler de l'affaire du Comte de Soissons.* Innocent X le prit d'un ton bien plus haut, lors que la France donna sa protection aux Barberins, & que le Roy fit faire instance pour leur reestablisement. Le Pape disoit, que c'estoit une affaire Domestique, qui avoit esté mise entre les mains de la Justice ordinaire, & qu'il esperoit, que le Roy ne s'en mesleroit point: comme luy ne voudroit pas se mêler des affaires de son Roiaume. Ils ne se rendit enfin qu'aux efforts

redoublés des Ministres de France, que les instances continuelles de la Republique de Venise & du Granduc de Toscane secondoient puissamment, plustost qu'à la raison & à la Justice, qui estoient du costé du Pape. Les Barberins estoient ses sujets, qui ne pouvoient, sans crime, avoir recours à une puissance estrangere, dont ils n'avoient aucune dépendance, ny reclamer sa protection. Le Pape témoigna bien qu'il ne cedit qu'à la violence, que les Ministres de la France luy faisoient, quand il dit à ceux de Venise & du Granduc de Toscane, qu'il n'admettroit jamais leur mediation ny leurs offices, & que *tout ce qu'il pouvoit faire, c'estoit de souffrir l'intercession de la France, pour l'amour de laquelle il vouloit bien faire grace aux Barberins; mais non entrer en capitulation avec eux.* Tellement que voyant qu'après leur retour l'Ambassadeur de France on ne laissoit pas de parler pour leurs interets, il dit à M. de Gremonville : *que ce n'estoit pas aux estrangers à se mesler de ses affaires Domestiques, & luy parla en des termes si forts, que l'Ambassadeur voulut se lever, & se retirer, fort peu satisfait du Pape.*

La Reine Christine de Suede, qui se connoissoit en sujets extraordinaires, qui les admiroit, & qui avoit une estime tresparticuliere pour le Prince de Condé, & pour ses vertus & actions heroïques, ayant appris, que pendant les troubles de Paris on l'avoit enfermé dans le Chasteau de Vincennes, avec le Prince de Conty & le Duc de Longueville, elle en fut touchée, & témoigna qu'elle seroit bien aise d'interceder pour sa liberté, & de travailler à l'accommoder avec le Premier Ministre, si la Reine Regente l'avoit agréable. Mais Chanut, Ambassadeur de France, qui avoit beaucoup de pouvoir sur l'esprit de la Reine, luy fit perdre cette pensée, & les revolutions frequentes qui arriverent en France, luy en osterent l'occasion. Mais
enfin

enfin le Prince, qui après avoir esté mis en liberté, s'estant retiré en sa Maison de S^r Maur, & de là hors du Roiaume, elle pria le Sieur Piques, Resident de France, de tascher de sçavoir, si la Reine Regente trouveroit bon, qu'elle s'employast à l'ajustement des differents, qui divisoient la France, & qui donnoient de si grands avantages à ses ennemis. Piques en escrivit, & receut ordre de remercier la Reine Christine de sa bonne volonté, & de luy dire, que les affaires du Roiaume estant sur le point d'estre accommodées, il n'estoit pas necessaire, que la Reine Christine se donnaist la peine d'y travailler. Elle en eut un tres-sensible dépit, & dit, que puis que le Roy Tres-Chretien ne jugeoit pas à propos qu'elle s'en meslast, elle n'en parleroit plus. Quelque temps après le Resident de France, s'entretenant de cette affaire avec Salvius, un des Senateurs de Suede, & des plus Confidens Ministres de la Reine, celuicy luy avoua franchement, que ce n'avoit pas esté de son advis, que la Reine avoit offert de faire cet office, & qu'il n'avoit point crû, que le Roy le deust accepter; parce *qu'un Prince ne doit jamais permettre, qu'un Prince estranger se mesle de ses affaires domestiques.*

M. Chanut, Ambassadeur de Suede, treshabile Ministre, & treszelé Catholique, sur les principes de Descartes, sceut bien se défendre des offices, qu'on vouloit qu'il fist pour l'avancement de la Religion Romaine, qu'on vouloit introduire en ce Roiaume là, *parce que c'estoit une affaire domestique.* Ceux de la Congregation, qu'on appelle *de propaganda fide*, ayant resolu à Rome d'envoyer en ce Roiaume là trois Jacobins travestis, comme Missionnaires, firent prier Chanut, par Gueffier, Resident de France à Rome, de seconder leurs bonnes intentions. Chanut luy répondit, qu'il ne pouvoit donner retraitte à ces Religieux, sans ordre exprés du Roy, son maistre, qui sans doute, ne luy en

en envoyeroit point, dans l'estat où estoient les affaires. Qu'il jugeoit *que c'estoit une affaire domestique*, & qu'il y avoit du danger à hasarder, sous le nom & sous l'autorité du Roy, une mission qui seroit inutile. Que le Chancelier Oxenstirn, qui avoit tousjours tasché d'étouffer la mauvaise volonté qu'il avoit pour la France, la feroit éclatter à cette occasion, pour y rendre le nom François odieux, & pour recommander sa personne & son zele aux Ecclesiastiques du pais. Que la mesme raison, qui avoit obligé les Suedois à abolir l'ancienne religion, les obligeroit à maintenir la nouvelle, qui estoit si bien establie dans le Roiaume, qu'il sembloit, qu'il n'y en eust jamais eu d'autre. Que l'on n'y souffroit point, que pas un habitant fist profession de la Religion Catholique Romaine; si bien que parmy tant de millions d'ames il n'en connoissoit qu'une, qui en eust les sentiments. Que l'ignorance de la langue du pais s'opposoit absolument au dessein qu'on formoit à Rome. Que la Cour de Stocolm n'estant pas accoustumée de voir une grande affluence d'estrangers chez elle, ces religieux n'y paroistroient pas sitost, que leurs visages nouveaux & inconnus n'excitassent la curiosité de ceux, qui voudroient sçavoir leur profession, aussy bien que le sujet de leur voyage, & que s'ils s'avisent de parler de controverses, ce qui est tresseverement défendu par les loix du Roiaume, ils exposeroient leurs personnes à des perils tresevidents, & l'autorité du Roy à un affront inevitable. Que toute la faveur, qu'on pourroit obtenir pour eux, ce seroit de les faire chasser honteusement, & avec scandale. Qu'avec cela *la Couronne de Suede auroit sujet de se plaindre au Roy, de ce que son Ambassadeur s'ingeroit aux affaires domestiques du Roiaume*, & qu'au lieu de travailler à conserver la bonne intelligence entre les alliés, il donnoit azyle & retraite à des gens, qui estoient

capables de troubler le repos de l'Estat, mesmes au prejudice des interets de la France. De toutes les affaires, qui peuvent occuper un Ambassadeur, celles qui regardent la Religion & les Religieux sont les plus delicates. Le Patriarche Latin de Constantinople, voulant envoyer quelques Jesuites à Pera, pria *Doffat* de les recommander à de Breves, Ambassadeur de France, afin qu'ils trouvaissent leur protection en son caractere. *Doffat* répondit, qu'il n'oseroit escrire sur ce sujet, sans l'ordre du Roy, & que quand il escriroit, Breves n'auroit point d'égard à ses lettres, & n'y en devroit point avoir, sans sçavoir la volonté du Roy. Que les Jesuites avoient la reputation d'estre partisans d'Espagne, & le Turc estant en guerre avec la Maison d'Autriche, on ne seroit pas bien aise peuteestre, de voir arriver de ces Religieux à Constantinople.

Devant que de sortir de la Suede, je parleray encore d'une affaire, où elle eut bonne part. Le commencement des troubles de France estoit d'autant plus dangereux, que le Roy estant sorty de Paris la veille des Rois, mit le Siege devant cette ville, la Capitale du Roiaume. *Shering Rosenhan*, Ambassadeur de Suede, craignant que ces desordres n'empeschassent l'eschange des ratifications, & l'execution du traitté de Munster, pendant que la France estoit encore en guerre avec que l'Espagne, & que la Suede ne demeurast seule exposée au ressentiment de l'Empereur, en parla avec tant de chaleur au Cardinal Mazzarin, que celuicy luy dit, qu'il doutoit que la Reine de Suede l'avoüast de tout ce qu'il avançoit. *Rosenhan* vouloit obliger la Reine Regente à s'acommoder avec le Parlement, & avec ceux qui s'estoient declarés contre la Cour; mesmes à des conditions, qui faisoient une bresche à l'autorité Royale. Le Cardinal en escrivit à Chanut, qui en parla à la Reine Christine, mais en des termes si generaux, que

la Reine ne pouvant comprendre de son discours ce qui s'estoit passé entre les deux Ministres, répondit seulement, qu'elle esperoit, que *Rosenhan* n'avoit rien dit ny conseillé à la Reine Regente, qui peust faire croire, qu'il eust plus de considération pour l'intérêt des sujets que pour la dignité du Roy : & que s'il en avoit usé autrement, ou *s'il se mesloit de ce qui n'estoit point de son Ministère, elle le désavoüoit.* Elle offrit aussi sa médiation pour l'accommodement du différent, qui estoit entre la Cour & le Parlement de Paris : mais Chanut ne s'expliqua point sur ces offres ; tant parce qu'il n'avoit point d'ordre pour cela, que parce *qu'il jugeoit, que ces entremises estrangeres estoient incommodes dans les affaires domestiques.*

Elles le sont en effet. Il est mesmes tresdangereux d'admettre un Ministre estranger aux deliberations importantes de l'Estat, quelque liaison d'amitié ou d'intérêt que l'on ait avec son Maître. Les *Comtes de Gayazze & de Beljoyeuse*, Ambassadeurs de Louis Sforze, Regent du Duché de Milan, se trouvoient à tous les Conseils, que Charles VIII tenoit pour les affaires d'Italie. Les deux Ministres, qui gouvernoient le Roy, Estienne de Vers & Briçonnet, ne les y souffroient pas seulement ; mais ils les y faisoient mesmes appeller ; jusques à ce qu'ils vissent, que Louis, qui n'avoit attiré les armes de France en Italie, que pour son intérêt particulier, trahissoit le Roy, & traversoit luy mesme les desseins, qui avoient esté formés sur ses avis & sur ses Conseils, par le moyen de ses Conseillers infidèles, que l'argent de Louis avoit corrompus. *Communes* dit, qu'on ne commença à soupçonner ces deux Comtes, que lors que Louis se retira de la Cour, pour aller prendre possession du Duché de Milan, & que ce fut alors que l'on s'âvisa de les exclurre du Conseil, après y avoir fait tout le mal qu'ils pouvoient faire. Le *Conseil d'E-*

stat, qui fait une si considerable partie du gouvernement des Provinces Unies, ne se trouvoit pas moins incommode de la presence de l'*Ambassadeur d'Angleterre*, pendant qu'il y avoit seance, qu'un corps naturel le peut estre, lors qu'un corps estrange s'y fourre ou s'y engendre.

Au commencement des derniers mouvements d'Angleterre le Pape envoya en Irlande *Jean Battiste Rainuccini*, Archevesque de Fermo, qui acquit dans fort peu de temps un si grand credit parmy le Clergé de ce pais là, le plus ignorant & le plus superstitieux de toute l'Europe, qu'il obligea leur assemblée à protester contre la paix, que quelques Catholiques y avoient faite avec ceux du party du Roy de la Grande Bretagne, & il excommunia ceux qui y avoient consenty. S'estant après cela transporté, avec toute l'assemblée, à Kilkenny, il y fit venir les Generaux de l'armée, & ayant formé avec eux un *Conseil* pour la direction des affaires, tant politiques que militaires, *il s'en fit le Chef*, nonobstant les ordres exprés du Pape, qui luy avoit défendu de sortir des termes de sa profession. Il s'estoit fait donner la disposition de toutes les finances, de tous les offices & de toutes les charges, & il en ufoit avec tant d'empire, que de son autorité il fit mettre en prison le Baron de Mousquery, beaufrere du Marquis d'Ormont, avec huit autres Seigneurs Catholiques, qui avoient consenty à la paix, & ce ne fut que par miracle, que le Viceroy, en se sauvant de ses mains, luy osta le moyen de donner l'Irlande à qui il auroit voulu. Mais le mauvais succès du Siege de Dublin, qu'il avoit conseillé, sa conduite inégale & irreguliere, l'aversion que l'on avoit pour le gouvernement d'un prestre, & principalement la liberté & la justification des Seigneurs, qu'il avoit fait arrester, luy firent perdre son autorité, & ruinerent son credit dans le Parlement, aussy bien que les esperances, que l'on avoit

à Rome de la reunion de ce Roiaume là. Tellement que le Nonce estant devenu l'averfion & le mépris des gens, on luy fit mille insultes & affronts, jusques à casser les vitres de la Maison où il estoit logé. *Ce Ministre ne sortoit pas seulement de la Sphere de ses ordres, mais aussy des fonctions de son Ambassade, qui ne luy permettoit point de se faire chef de party, & de se faire President au Conseil d'Estat dans un pais où il estoit estranger, & où son Maistre n'avoit rien à commander.*

C'est ce que l'Ambassadeur doit éviter, comme le plus dangereux escueil, qu'il puisse rencontrer en toute la route de sa negotiation. Il ne luy est pas permis de se mesler dans les partis qui se forment à la Cour, ny d'entrer dans les factions, qui partagent l'estat où il negotie. Il ne doit point avoir de communication avec le party qui se declare contre le Souverain, ou contre son premier Ministre. En l'an 1585 le Pape Sixte V, après avoir revoqué Jaques Ragazzoni, Evesque de Bergame, son Nonce en France, luy fit succeder *Fabio Muerto de Frangipani*, Archevesque de Nazareth, qui y avoit esté Nonce auparavant. Le Roy Henry III, qui n'estoit point satisfait de la nomination de ce Prelat, tant parce qu'il estoit Napolitain & sujet du Roy d'Espagne, que parce qu'en sa premiere Nonciature il ne l'avoit pas fort obligé, ordonna au Cardinal d'Este, & au Marquis de Pisani, son Ambassadeur, de prier le Pape de luy envoyer un Ministre qui luy fust moins suspect; ne pouvant souffrir celuicy, à caule de son humeur violente. Le Pape leur dit, qu'on ne le pouvoit pas empescher de se servir de tel Ministre qu'il luy plaisoit, & ne laissa pas de le faire partir, en protestant, que si le Roy ne l'admettoit point, il ne donneroit plus audience à son Ambassadeur. Henry croyoit que le Nonce estoit fort affectionné au party de la Ligue; c'est pourquoy sur l'ad-

vis qu'il eut qu'il estoit party de Rome, il envoya un exprés audevant de luy, pour le prier de s'arrester au lieu, où le courier le rencontreroit, & de n'en point partir sans ordre. *Le Nonce*, qui estoit arrivé à Lion, en fut fort surpris; mais considerant, que d'un costé il avoit à faire à un Maistre qui vouloit estre obeï, & de l'autre à un Prince qui estoit la facilité & l'inconstance mesme, donna advis à Rome de ce qui luy estoit arrivé, & escrivit au Roy, qu'il sçavoit l'ordre qu'il avoit, & qu'il ne laisseroit pas de poursuivre son voyage: comme il fit. Dès que le Pape eust appris la rencontre, que son Nonce avoit eüe, envoya dire au Marquis de Pisani, qu'il eust à sortir de ses Estats dans trois jours. Le Marquis fit réponse à celuy qui luy porta ce message, que les Estats du Pape n'estoient pas si grands, qu'il n'en pust bien sortir dans vingtquatre heures, & il en sortit en effet. Le Pape revint de son emportement, & fit negotier le retour du Marquis par Horace Ruccellay. En France on accommoda aussy l'affaire du Nonce, dont la conduite fut si honnestes & si moderée, que le Roy eut sujet d'en estre satisfait. Après le decés de Henry III le mesme Pape envoya en France le *Cardinal Cajetan*, en qualité de Legat; mais ce Ministre du pretendu Pere commun, au lieu de voir les Cardinaux de Vendôme & de Lenoncourt, qui bien qu'ils se fussent declarés pour Henry IV, leur legitime Souverain, ne laissoient pas de travailler à la conservation de la Religion Catholique R. ne voulut conferer, ny avoir communication qu'avec les Prelats & les Seigneurs de la Ligue, & ne prenoit conseil que des Ministres d'Espagne, qui entretenoient les habitants de Paris & de la pluspart des villes du Roiaume dans la rebellion. Le Roy se rencontrant un jour à la campagne, comme si c'estoit par hasard, avec Marc Antoine Mocenigo, Evesque de Cenede, se plaignit bien fort à luy de la
par-

partialité du Legat, avec lequel l'Evesque estoit venu en France, & luy dit, que bien que le Legat n'eust point de lettres de creance pour luy, il n'y avoit point d'apparence que le Pape luy eust ordonné d'agir comme il faisoit. *Que ce ne pouvoit estre l'intention du Pape, que son Ministre, en entrant dans le Roiaume, se declarast ennemy du Roy, & se joignist à une troupe de seditieux, pour fomenter la rebellion au lieu de l'esteindre: de sorte que bien loin de faire office de Mediateur, & d'étouffer le feu de la guerre civile, il y versoit de l'huile* Ce Ministre ne sortoit pas seulement des termes de son employ & de sa fonction; mais puis qu'il n'avoit point de lettres de creance pour le Roy, il n'avoit point de caractère non plus, qui le pust faire considerer comme Ministre Public: & quand il en auroit eu, en se declarant ouvertement contre le Souverain, il ne pouvoit pas jouïr de la protection *du Droit des Gens* de la part d'un Prince, qu'il ne reconnoissoit pas luy mesme.

Les Reines Catherine & Marie de Medicis avoient toutes deux la foiblesse de croire, que les Conseils & la puissance de la Cour de Madrid leur estoient necessaires, pour maintenir leur autorité particuliere contre les Princes du sang, qui avoient raison de pretendre la Regence dans un Roiaume, où la loy Salique est la plus fondamentale de toutes. Cependant on peut dire avec verité, que *les guerres civiles*, dont la France fut travaillée depuis le decés de Henry II jusques à la paix de Vervins, ou peu s'en faut, *estoit des effets des Conseils*, que Catherine prenoit *des Ministres d'Espagne*. Un jour cette Princesse s'entretenant avec *Thomas de Perenot de Chantonnay, Ambassadeur de Philippe II*, luy demanda son advis touchant les troubles qui déchiroient le Roiaume sous François II. Ce Ministre luy dit, qu'il jugeoit, qu'il n'y avoit qu'un seul moyen de les faire cesser, qui estoit si la Reine éloignoit des affaires
le

le Duc & le Cardinal de Guise, & si elle reſtaſſoit le Conneſtable de Montmorancy dans l'autorité, qu'il avoit eüe ſous le Roy defunt. C'eſtoit un Conſeil qui eſtoit treſ-fidelle en apparence, mais qui en effet eſtoit treſdangereux. L'Ambaſſadeur d'Eſpagne haïſſoit le Conneſtable mortellement, & il ne donnoit ce Conſeil à la Reine, qu'à deſſein de jeter la France dans une derniere confuſion. Elle ne le crut point, parce qu'elle n'aimoit point le Conneſtable, & ne craignoit pas encore ceux de Guise : mais elle ne crut depuis que trop les Conſeils, que le Cardinal de Granvelle & le Duc d'Albe luy donnerent, lors qu'il s'aboucha avec elle à Bayonne. Philippe, qui avoit du mépris pour cette femme & pour ſon gouvernement, oſa bien luy faire dire, qu'il ne pouvoit approuver ce qui s'eſtoit paſſé au Colloque de Poiffy, où elle avoit fait trouver quelques Docteurs Proteſtants, & que c'eſtoit à luy à empêcher à ce que pendant la minorité du Roy, il ne ſe fiſt rien en France au prejudice de ſon beaufrere. La Reine fut aſſés foible & aſŴ imprudente, pour envoyer en Eſpagne Jaques de Momberon, Seigneur d'Aufance, qui rendit compte à Philippe de ce qui s'eſtoit paſſé dans l'affaire de Poiffy. Philippe ſ'attribuoit la tutele de Charles IX, bien que toutes les loix, tant generales que particulieres, l'éloignaffent d'une adminiſtration, qui ne pouvoit pas tomber en de plus meſchantes ny en de plus dangereuſes mains.

J'ay dit cydevant, que le Prince qui défend à ſon Ambaſſadeur d'avoir commerce avec le Premier Miniſtre de la Cour où il doit negotier, fait tort à ſes affaires; mais l'Ambaſſadeur qui offense le Premier Miniſtre les ruine, & ſe rend incapable de negotier. *Le Marquis d'Inoyosa & Don Carlos Coloma*, Ambaſſadeurs d'Eſpagne à Londres, entreprirent de perdre le *Duc de Buckingham*, Favory & Premier Miniſtre de Jaques Roy d'Angleterre, dans l'eſ-
prit

prit de son maistre, par une accusation destituée non seulement de toutes les preuves nécessaires, mais aussi de toutes les apparences. Ils s'aviserent de presenter au Roy, & de communiquer à plusieurs Seigneurs du Conseil, un me-
„ moire, où ils disoient. Que le Roy ne jouïssoit pas
„ d'une plus grande liberté, que faisoit Jean, Roy de
„ France, lors qu'il estoit prisonnier en Angleterre, ou
„ que faisoit François I à Madrid; parce qu'il estoit assie-
„ gé & observé par les serviteurs & par les creatures du *Duc*
„ de *Buckingham*. Que les Ambassadeurs avoient appris,
„ & qu'ils le sçavoient fort bien, qu'il y avoit quatre mois,
„ que le Roy devoit estre enfermé dans une de ses Maisons
„ de campagne, pour s'y divertir, pendant qu'on feroit
„ passer les affaires en d'autres mains, & que les amis de
„ *Buckingham* n'en faisoient plus un secret. Que le mesme
„ Duc s'asseuroit de tous ceux qu'il sçavoit estre ennemis
„ du gouvernement present: qu'il les tiroit de la prison,
„ ou qu'il les faisoit rappeler de leur exil, pour fortifier
„ son party dans le Parlement; comme les Lords d'Ox-
„ fort, de Southampton & Say. Que le Duc, pour le fai-
„ re considerer, & pour faire mépriser le Roy, s'estoit
„ souvent vanté dans le Parlement, d'avoir obligé le Roy
„ à faire cecy ou cela. Que les trois Roiaumes n'estoient
„ point gouvernés par un seul Monarque, mais par un
„ Triumvirat, dont le *Duc* estoit le Premier & le Chef,
„ le Prince de Galles le deuxième, & le Roy le dernier,
„ & que tout le monde avoit les yeux tournés vers la Soleil
„ levant. Qu'il falloit que le Roy, qui estoit le plus an-
„ cien & le plus sage de tous les Princes de l'Europe, le fust
„ en effet, qu'il se tirast de la captivité où il estoit detenu,
„ & qu'il se délivrast du danger dont il estoit menacé. Qu'il
„ ne le pouvoit faire, qu'en se défaisant de celuy, dont la
„ grandeur luy devoit estre aussi suspecte, que son affec-
„
II. Part. M tation

„ tation de se rendre populaire, estoit dangereuse. Qu'ils
 „ feroient bien aises, que sa Majesté ménageast le secret
 „ de cet advis, qui ne se pouvoit éventer, qu'il ne les ex-
 „ posast à un peril inevitable. Et neantmoins si elle jugeoit
 „ à propos pour le bien de son service, de le communiquer,
 „ ils y consentoient volontiers; parce qu'ils estoient prests
 „ de sacrifier leur vie pour luy. Il n'y avoit rien, que l'on
 ne pust attendre de l'esprit irregulier & emporté du *Mar-*
quis; mais je ne puis comprendre comment il y put faire
 consentir *Coloma*, qui estoit un homme sage & moderé,
 ennemy de l'irregularité & de la violence. Il n'y a point
 d'apparence, que la Cour de Madrid leur eust donné or-
 dre d'outrager si cruellement le *Duc*, qui estoit tout puis-
 sant auprès du Roy, & d'envelopper le Prince mesme dans
 une accusation si atroce, qu'elle estoit capable de com-
 mettre le fils avec le pere, & de jetter tout le Roiaume dans
 une horrible confusion. Ils ne l'auroient pas fait impuné-
 ment, s'ils se fussent adressés au Cardinal de Richelieu,
 qui dans une accusation ou calomnie de cette nature n'au-
 roit pas fort considéré leur caractère, n'y l'ordre du Roy
 leur Maistre, quand mesmes ils en auroient eu un ex-
 près.

J'ay parlé ailleurs du *Comte de Benavente*, Ambassadeur
 d'Espagne, qui en entretenant le Chancelier de France,
 s'estoit laissé eschapper quelques paroles, dont le Cardi-
 nal de Richelieu, Premier Ministre de cette Cour là, eut
 sujet de s'offenser; bien qu'il n'eust rien dit qui pust rendre
 sa fidelité suspecte. Neantmoins le Cardinal s'en fit faire re-
 paration, & obligea l'Ambassadeur à se retirer plustost
 qu'il n'auroit fait sans cela. *Walter Stricland*, Ministre du
 Parlement d'Angleterre à la Haye, ayant présenté un me-
 moire aux Estats, où il offensoit le Prince d'Orange, on
 le fit venir dans une des antichambres, où on luy deman-
 da,

da, si c'estoit de son mouvement, ou par ordre exprès, qu'il eust présenté le memoire, qui parloit en des termes si offensants du Prince. Il dit d'abord, qu'il n'estoit pas obligé de s'en expliquer, & que si dans son memoire il y avoit quelque chose qui ne plust pas, on pouvoit s'en plaindre à ses Committents, à qu'il estoit tenu de rendre compte de ses actions, & non aux Estats. Toutefois se voyant pressé par les Deputés, il tira enfin de sa poche un papier, contenant l'ordre du Parlement, à ce qu'il disoit. Les Estats ne s'en satisfaisant point, declarerent par leur resolution du 7 May 1643. *Que ce que le Memoire disoit de M. le P. d'Orange estoit faux, controuvé & contraire à la verité. Qu'on en escriroit au Parlement, pour en demander reparation, & que cependant on ne receuroit plus les memoires de Stricland.* Le Roy de Pologne fit dire au Baron de Lisola, Ambassadeur de l'Empereur, qu'il ne l'admettroit plus à l'audiance, à cause des Cabales qu'il faisoit en son Roiaume. Lors que Robert Bowes, Ambassadeur d'Angleterre fit instance en Escosse, à ce qu'on éloignast le Duc de Lenox d'auprès du Roy, ceux de Conseil d'Escosse dirent, que c'estoit une chose inouïe, qu'un Prince eust entrepris de regler le Conseil dans le Roiaume d'un autre Souverain: qu'ils ne pouvoient croire, que la Reine eust donné cet ordre à son Ambassadeur, & demanderent à le voir. Bowes, qui ne vouloit pas faire ce tort à la dignité de la Reine, que de produire son instruction, aima mieux se retirer, sans prendre congé du Roy.

Blainville, Ambassadeur de France, s'oublia bien fort, en flattant les petits déplaisirs de la Reine d'Angleterre, & en fomentant les divisions Domestiques, qui firent enfin chasser tous les François de la suite de la Reine, & furent l'une des premieres causes de la guerre qui se fit entre les deux Couronnes. La Cour de France désavoüa la con-

duite de ce Ministre, & le revoqua, parce que, contre le devoir de sa charge, il s'estoit meflé *des affaires domestiques* du Roy d'Angleterre. Le Ministre prudent n'a garde d'y toucher, & prendra tousjours plaisir à imiter ce sage Ambassadeur Espagnol, qui estant employé dans une des premieres Cours de l'Europe, refusa de complaire à la Reine, qui vouloit, qu'il parlât au Roy *d'une affaire domestique* & tresdelicate. Il dit qu'il n'avoit point ordre pour cela : mais quand il en auroit un bien precis, il feroit difficulté de l'exccuter, & représenteroit au Roy, son maistre, qu'on luy pourroit faire une réponse qui luy fermeroit la bouche, & qui feroit repentir sa Majesté de luy avoir donné des ordres si contraires à ses interests.

En l'an 1571 le Duc de Nortfolc, qui avoit fait des intrigues pour la liberté de la Reine d'Escoffe, laquelle il pretendoit épouser, & qui avoit fait prendre les armes à quelques Seigneurs dans les Provinces septentrionales d'Angleterre, fut arresté & executé. En luy faisant son procès il fut verifié, que la *Mottefenelon*, Ambassadeur de France, avoit fait tenir de l'argent aux gens du Duc, & qu'il y avoit une tresétroite intelligence entre eux. La Reine Elisabeth, au lieu d'en témoigner du ressentiment, se contenta d'en faire faire des plaintes, aussy bien que de la chaleur, avec laquelle l'Ambassadeur poursuivoit la liberté de la Reine d'Escoffe. *Walsingham*, qui eut ordre de faire ces plaintes, après en avoir parlé à la Reine Catherine, y ajousta, qu'il ne pouvoit pas s'empescher de dire à sa Majesté, qu'il estoit certain, que la *Motte* avoit eu des intrigues avec le Duc de Nortfolc, qui estoit un tresdange-reux sujet, & qu'il parloit avec tant de zele pour la liberté de la Reine d'Escoffe, ennemie jurée de la Reine, sa Maistresse, qu'il falloit croire, qu'il n'agissoit point sans ordre exprés de sa Cour, dans une affaire de cette importan-

ce: dont on pouvoit juger, *que la France se vouloit mesler des affaires domestiques d'Angleterre.* La Reine excusa les intentions & le procedé *de la Motte*, & dit, que s'il avoit fait quelque chose qui pust déplaire à la Reine Elisabeth, que c'estoit contre l'ordre qu'il avoit du Roy son maistre, & que la bonne volonté, qu'il avoit en son particulier pour la Reine d'Escoffe, ne seroit point prejudiciable au service de la Reine d'Angleterre.

On peut ajouster à ce que je viens de dire l'exemple d'*Alfonse Roy de Castille*, & de *Pierre IV, Roy d'Aragon*, dont il est parlé dans les Memoires. *Pierre* avoit resolu de punir severement la rebellion des habitants de Valence; mais *Alfonse* le fit prier par *Gomes Fernandez de Soria*, de differer l'exécution de sa resolution, jusques à ce qu'il luy eust envoyé l'Infant Don Ferdinand, & le Comte Enrique son fils, qui devoient interceder pour les rebelles. Pierre répondit à *Gomes Fernandez*, qu'il estoit bien estonné, que le Roy de Castille luy destinoit une Ambassade sur ce sujet; veu que luy, & tous les autres Princes du monde devroient louer la resolution qu'il avoit prise de punir ses sujets rebelles, au lieu de l'en empêcher. *Que c'estoient ses sujets, & qu'il luy en falloit laisser la disposition.*

En l'an 1650 il y eut quelque démêlé entre le Prince d'Orenge & les Estats de Hollande. Quelques uns de leurs Deputés furent envoyés prisonniers au Chasteau de Louvestein, & le Prince porta les armes de l'Estat devant la ville d'Amsterdam. *Antoine le Brun*, Ambassadeur d'Espagne, qui d'ailleurs estoit un adroit & un fort sage Ministre, croyant faire une chose fort agréable au Prince, luy alla offrir les armes du Roy, son maistre, pour la reduction de la ville; mais le Prince luy répondit, que le *Roy d'Espagne n'avoit que faire de se mesler des affaires domestiques du*

païs, & que luy ny les Eſtats n'avoient pas beſoin de ſes armes. Que ſi le Roy faiſoit avancer ſes troupes, ces petites meſintelligences ceſſeroient bientôt, & on verroit en un moment toutes les forces de l'Eſtat ſe réunir, pour ſ'oppoſer aux eſtrangeres. Elles ceſſerent bientôt en effet : & le meſme Ambaſſadeur, voulant repaſſer ſa premiere faute, en fit une ſeconde, en demandant audience aux Eſtats, pour les complimenter ſur la reconciliation. On la luy accorda, mais dès qu'ils en ſceurent le ſujet, ils luy envoyèrent dire, quoy qu'il fuſt deſja au pied de l'eſcalier, où leurs Deputés le devoient recevoir, qu'ils eſtoient obligés de le faire prier de trouver bon, qu'on le remiſt à une autre fois ; de ſorte qu'il ſ'en retourna, avec une eſpece d'aſfront, *pour avoir voulu parler d'une affaire domeſtique*, dont il ne devoit pas prendre connoiſſance.

Ce fut par la meſme raiſon, que *les Ducs de Brunſwic & Lunebourg* refuſerent en l'an 1670 d'admettre la mediation des Eſtats des Provinces Unies, pour l'accommodement du different, qu'ils avoient avec la ville capitale de leur païs. On ne peut nier qu'elle ne ſoit immédiatement ſujette aux Princes de cette Maiſon ; mais comme elle avoit obtenu de grands privileges de leurs Predeceſſeurs, & qu'eſtant une des plus conſiderables de la Hanſe Teutonique, elle ſ'eſtoit petit à petit débauchée de l'obeiſſance qu'elle leur devoit, elle avoit bien eu l'audace de leur en empêcher l'entrée. Tous les Princes de la Maiſon eſtoient armés à l'occaſion d'un demeflé, qu'ils avoient eu avec l'Eveſque de Munſter pour la protection de la ville de Höxer, & ſçachant que la ville de Brunſwic n'eſtoit pas en eſtat de faire grande reſiſtance, ils y mirent le Siege. Les Eſtats des Provinces Unies, qui ont je ne ſçay quels traités avec les villes Anſeatiques, dont pourtant ils n'ont jamais tiré le moindre avantage, avoient autrefois fait lever le

le siege de la mesme ville, & croyant y pouvoir reussir encore, y envoyerent pour tout secours une deputation assés solemnelle, qui offrirent leur mediation pour l'accommodement des differents. Les Princes firent dire aux Deputés, que *comme leurs Hautes Puissances ne seroient pas bien aises, qu'ils prissent connoissance des differents, qu'elles pourroient avoir avec leurs sujets, ainsy esperoient ils, qu'elles n'entreroient point dans les demeslès qu'ils avoient avec les leurs, & ne se mèleroit point de leurs affaires domestiques.* Ils ne voulurent pas seulement permettre, que les Deputés envoyassent leurs lettres par un trompette dans la ville : & ce avec d'autant plus de Justice, que les Estats en ont usé ainsy en tant de rencontres, que les Deputés, qui ne le pouvoient pas ignorer, se seroient bien dispensés de le demander.

Au mois de Mars 1644 *M^{rs} d' D'Avaux & Servien*, Ambassadeurs Extraordinaires de France, en prenant leur audience de Congé dans l'assemblée des Estats Generaux, pour aller à Munster, les prierent d'avoir un peu de douceur & de moderation pour les habitants des Provinces Unies, qui faisoient profession de la Religion Catholique Romaine. Ils avoient témoigné quelques jours auparavant, qu'ils en parleroient, & on les avoit priés de n'en rien faire, & de considerer que leur intercession feroit bien autant de mal que de bien aux Catholiques Romains. Tellement que les Estats voyant, que les Ambassadeurs n'avoient pas laissé de suivre leur sentiment, plustost que le Conseil qu'on leur avoit donné, témoignèrent qu'ils le trouvoient fort mauvais, & declarerent, par une resolution formelle, que cette proposition estoit contraire aux loix fondamentales de l'Estat, & à son repos. Qu'ils en estoient fort mal edifiés, & que pour prevenir les desordres & les malheurs qui en pourroient arriver, ils feroient des reglements

ments si rigoureux, & des ordonnances si severes, que l'insolence des Catholiques Romains, qui avoient mendié cette intercession estrangere, auroient sujet de s'en repentir. *C'estoit une affaire domestique*, qui estant de la dernière importance, obligea les États à faire porter cette resolution aux Ambassadeurs par huit Deputés, qui y ajoutèrent de bouche ce que la resolution n'exprimoit pas en des termes assés forts. *D'Avaux* avoit un peu trop de devotion pour un homme de sa profession, & *Servien*, qui accommodoit la sienne aux affaires, avoit esté d'avis, qu'on suivist celui de quelques uns des plus moderés de l'État, qui avoient conseillé de ne rien hasarder dans une rencontre, où il n'y avoit rien à esperer. Il avoit représenté à d'Avaux, que ce qu'ils feroient ne seroit qu'une ostentation inutile aux Catholiques, laquelle pourroit produire au tresmeschant effet, & qu'il valoit mieux prendre un temperament touchant l'execution des ordres, qu'ils avoient du Roy, en convertissant leurs recommandations publiques en des offices particuliers pour la soulagement des Catholiques. Ces deux Ambassadeurs, & ceux qui leur avoient donné ces ordres, devoient faire reflexion sur la réponse, que Charles IX & Henry III avoient faite aux Princes Protestants d'Allemagne, qui avoient voulu faire faire de semblables offices pour les Religioneux de France.

L'Ambassadeur, qui s'est acquis la confidence de la Cour, où il negotie, ou par son propre merite, ou par la consideration de l'interest commun qui est entre les deux Princes, se peut ingerer aux affaires du pais où il reside, s'il en est requis. *Angelo Cornaro*, Ambassadeur de Venise à Paris, s'estoit rendu si agréable à cette Cour là, que le Cardinal de Richelieu, voyant que ses Conseils luy estoient fort utiles, se les rendit necessaires, & fit prier la Republique de le continuer dans l'Ambassade, après ses an-

années de service : mais en ces rencontres le Ministre, au lieu de faire la fonction d'Ambassadeur, fait celle de Conseiller & d'amy particulier. Le *Roy de Portugal*, dernier decedé, n'avoit accepté la Couronne, que parce qu'il supposoit, qu'il ne luy cousteroit rien de se maintenir, tant que la France & l'Espagne se feroient la guerre, & que la France, en faisant la paix, l'y feroit comprendre. Il en fut détrompé, tant par la repugnance, que les Espagnols y apportoit à Munster, que par la difficulté, que le Cardinal Mazzarin faisoit, de faire entrer le Roy, son maître, dans une alliance, qui l'y pust engager. C'est pourquoy il luy prit la fantaisie de resigner la Couronne au profit du Duc d'Orleans, ou de quelque autre Prince que la France luy nommeroit, & de se retirer aux Terceres. Il fit communiquer cette pensée, par un de ses Secretaires d'Etat, à Lanier, qui estoit de la part de la France à Lisbonne. L'Ambassadeur, considerant que ce n'estoit pas une pensée qui n'avoit fait que passer par l'esprit du Roy, mais que c'estoit une resolution déterminée, qui avoit esté communiquée à la Reine, & à quelques uns des Seigneurs du Conseil, en dit ses sentiments au Secretaire, & y ajouta, qu'il en parleroit au Roy. Il le fit, & luy representa, aussy bien qu'à la Reine, que le Roy, son maître, seroit fort surpris d'apprendre, que sa Majesté avoit esté capable de prendre une resolution si peu conforme à son honneur & à ses interets, sans doute sur l'advis de personnes peu affectionnées au bien de son service, & de le voir en dépenses si prejudiciables aux interets des deux Couronnes. Qu'il n'avoit garde d'en rien faire connoistre à sa Cour; mais puis que le Roy avoit bien voulu luy en faire confidence, il prendroit la liberté de luy dire. Que le dessein, que sa Majesté avoit de faire rechercher Mademoiselle, ou bien la fille du Duc de Longueville, pour le Prince son fils, ne

reussiroit point, & qu'il ne falloit pas seulement songer à mettre le commandement de son armée entre les mains de quelque Prince ou Seigneur de France, aussy bien que la direction des affaires de son Roiaume, pour remettre l'un & l'autre au Prince son fils, après sa Majorité. Que l'intérêt du Roy de France ne pouvoit pas permettre, que la Couronne de Portugal fust reunie à celle de Castille, & qu'il feroit, sans doute, un dernier effort pour l'empescher; mais qu'il falloit aussy que le Roy de Portugal s'aidast, & qu'il ne s'abandonnast point. Qu'il n'avoit point d'autre moyen de se conserver, qu'en agissant de son costé avec vigueur, pendant que la France le secouroit d'hommes & d'argent, & pendant qu'elle faisoit une puissante diversion, tant du costé de la Catalogne, qu'en Italie & en Flandres. La revolte de la ville de Palerme & le soulevement de Naples firent revenir le Roy de Portugal, & non les raisons de *Lanier*, qui en cette rencontre ne se produisit pas luy mesme, *pour se mesler d'une affaire domestique* du Roy de Portugal; mais il ne fit que dire son avis sur la proposition, que le Roy luy avoit fait faire.

SECTION V.

*L'Ambassadeur doit executer ses Ordres :
& comment.*

L'Ambassadeur ne se peut dispenser d'executer punctuellement les ordres de son Prince, lors qu'ils sont exprés & reïterés, s'il n'est assuré qu'il feroit plus de mal, & qu'il se rendroit plus criminel en les executant, qu'en differant d'y obeïr. Ce Romain, qui voyant les échelles dressées, & les ennemis en estat de surprendre la ville,

ville, n'eut point d'égard à la Loy, qui luy défendoit sur peine de la vie, d'approcher du rempart, ne laissa pas d'accourir au peril, de repousser l'ennemy & de renverser leurs eschelles. Le Magistrat, au lieu de le punir selon la rigueur de la loy, loüa son zele, approuva son action, & recompensa le service, que ce bon citoyen venoit de rendre à sa patrie. *Walsingham*, en escrivant du 2 Avril 1571 au Lord Burleigh, se sert de cet exemple, & dit, que considerant, qu'il ne pouvoit executer les ordres de la Reine, sans manquer au zele & à la fidelité qu'il luy devoit, il avoit bien voulu s'en éloigner, & *s'exposer au hasard d'en recevoir quelque reproche*. Le Cardinal d'Ossat, en parlant des ordres, que le Roy Henry IV luy envoyoit, ne craint point de dire plus d'une fois, que ce sont des ordres qu'il ne peut executer, que sa Majesté ne s'en explique plus expressément sur les remonstrances, qu'il fera, ou qu'il a faites à sa Majesté. Et de l'autre costé il ne craignoit point de hasarder quelque chose au delà de ses ordres, lors qu'il croyoit les pouvoir excéder, sans prejudice de l'intérest du Roy. La negotiation qu'il eut commandement de faire avec le Granduc de Toscane, pour la restitution des Isles de Pomégues & d'If, estoit d'autant plus difficile, qu'on ne les pouvoit retirer des mains du Granduc, si non en le remboursant d'une bonne somme de deniers. Le Roy, qui n'avoit point d'argent, n'avoit point de credit auprès du Granduc; de sorte que Dossat pour ne point laisser ces places en des mains estrangeres, s'obligea à faire donner douze répondants ou cautions pour le remboursement de cette somme. Il n'avoit point d'ordre pour cela, & il dit, qu'il confesse que c'estoit un coup bien hardy, qu'il venoit de faire: mais il y ajoûte, qu'il avoit appris, que dans les grandes affaires, pour éviter un grand mal, & obtenir un grand bien, il faut oser quelque chose, & prendre une bonne resolu-

tion , pour sortir d'un mauvais passage , le mieux & le pluſtoſt que l'on peut. Il ſe juſtifie en ſuite, en diſant, qu'il l'a fait pour mettre l'eſprit du Roy à repos, & pour aſſeurer les coſtes de Provence , qui ſeroient expoſées à la diſcretion des eſtrangers, ſi le Roy n'entroit en la poſſeſſion de ces Iſles.

Non ſeulement l'Ambaſſadeur n'eſt pas obligé , mais meſmes il ne doit pas executer tous les commandemens qu'on luy donne, ſ'il juge, qu'il pourroit devenir plus criminel en obeiſſant, qu'en repreſentant à ſon Prince les raiſons, qui l'empeschent d'obeir. Le Roy Henry IV vouloit transferer l'Archeveſque de Bourges à l'Archeveſché de Sens, & faiſoit faire pour cela de fort grandes inſtances à Rome. Le Pape Clement VIII, qui n'aimoit point ce Prelat, par ce que c'eſtoit luy, qui avoit donné l'abſolution au Roy à St Denis, n'y voulut point conſentir. Le Roy de ſon coſté , ſe laſſant dès refus continuels du Pape, eſcrivit de ſa main à Doſſat, qu'il ne demanderoit plus de faveur au Pape, qu'il n'eũt obtenu celle là : luy ordonnant de lire la lettre à ſa Sainteté. Doſſat ſe mit en devoir de le faire, mais le Pape ne ſe voulant pas donner la patience de l'entendre , luy commanda de luy en dire le contenu. Doſſat le fit, mais il ne dit mot au Pape de la declaration que le Roy y faiſoit, qu'il ne demanderoit plus de faveur. En eſcrivant à Villeroy, il dit qu'il l'avoit fait à deſſein ; tant parce que cette declaration ſe pouvoit faire tousjours, que parce que quand tels mots ſont une fois eſchappés à un grand Prince, il faut, ou les maintenir & faire valoir au detriment de plusjeurs particuliers & du public, ou y contrevenir avec peu de reputation.

C'eſt enquoy il faut que l'Ambaſſadeur conſulte ſa prudence, & la nature de l'affaire qu'il a à manier. Les Miniſtres qui expedient les ordres du Prince, y font quelque-fois

fois entrer leur passion ou leur interest, & le Prince mesme ne suit pas tousjours si bien la raison & ses veritables intersts, qu'il ne les perde quelquefois de veüe. Ses intentions, quelque bonnes & justes qu'elles soyent, peuvent estre alterées par des prejugez, ou par de mauvais Conseils. C'est la raison pourquoy le Roy de France, le plus absolu de tous les Monarques de la Chrestienté, entend que ses Edits soyent verifiés & enregistrés au Parlement, & que ses ordres passent par les mains des Gouverneurs des Provinces, qui devant que d'y joindre leurs lettres d'attache, qui en autorisent l'exécution dans leurs gouvernements, voyent si les volontés du Roy ont leurs formes nécessaires, & si elles ne contiennent rien qui soit opposé à ses intersts, à la Justice & aux loix du Roiaume. Le Roy souffre aussy, que son Parlement luy fasse des remonstrances, & que les gouverneurs luy representent ou l'injustice qui reside dans les ordres, ou la difficulté qui se rencontrera dans l'exécution. De mesme, un Prince, qui envoie ses ordres à son Ambassadeur, veut bien qu'il les examine, & qu'il juge, s'ils peuvent estre executés, sans faire prejudice à ses affaires; afin qu'il ne les ruine point par un zele imprudent, ou par une obeïssance estourdie & aveugle. Le Roy Henry IV en sçavoit bien autant que le plus habille de ses Ministres, & Villeroy, qui avoit la principale direction des affaires estrangeres sous luy, estoit un Ministre consommé: & neantmoins lors qu'ils envoyent des ordres au President Jeannin; ils luy disent presque tousjours, que c'est leur sentiment, & que c'est à luy à juger, s'ils sont compatibles avec l'estat de l'affaire qu'il à negotier. Pourveu que l'Ambassadeur n'excede point les termes de son pouvoir, & qu'il n'agisse point contre les intentions & contre la dignité de son Prince, il doit estre facile, & eviter la chicane & la contestation. L'affaire de l'absolution

de Henry IV estoit tresdelicate, parce qu'il falloit ménager l'intérêt & la reputation de la Couronne de France, aussi bien que rendre au Siege de Rome ce qu'il jugeoit luy estre deu. C'est pourquoy les Procureurs du Roy, en n'excedant point leur pouvoir, & en conservant la dignité du Roy & de la Couronne de France, disent, qu'ils n'avoient pas voulu rien refuser de tout ce qui appartenoit à la dignité du Saint Siege, & du Pape, autant que leur pouvoir se pouvoit estendre. Comme en effet l'Ambassadeur, qui aura du merite, & qui entendra bien son mestier, passera par dessus plusieurs petites choses, qui arresteroient un esprit ignorant, ou une habilité mediocre.

Le Pape Pie V, qui ne se pouvoit défaire des meschantes habitudes, qu'il avoit contractées dans le Couvent, ayant sceu qu'on devoit faire quelques reglements touchant la religion en la diète, qui avoit esté convoquée à Augsbourg en l'an 1566, escrivit au *Cardinal Commendon*, qui estoit auprès de l'Empereur, qu'il eust à protester contre tout ce qui s'y feroit, & à declarer aux Princes Ecclesiastiques, qu'il employeroit le glaive spirituel contre eux, & contre l'Empereur tout le premier: qu'il le dépouilleroit de la dignité Imperiale, qu'il le déposseroit de ses Roiaumes & païs hereditaires, & qu'il le declareroit inhabile à succeder à la Couronne d'Espagne, lors que la succession seroit ouverte. *Commendon*, qui estoit Venitien, c'est à dire ny estourdy ny bigot, jugeant que l'exécution des ordres du Pape ne feroit qu'achever d'aigrir les esprits, les communiqua à l'Empereur, & demeura d'accord avec luy, qu'il escriroit au Pape, *qu'il estimoit, qu'après l'assurance que l'Empereur luy avoit donnée, qu'il ne seroit point parlé de religion dans la diète, il n'estoit pas à propos de faire une protestation qui seroit inutile.* Le Pape, qui ne pouvoit souffrir de contradiction, luy redoubla ses ordres:

dres : & y ajoûta , que si l'Empereur permettoit qu'on y parlât seulement de religion , quand mesmes on n'y refoudroit rien , il excommuniasst aussy tost l'Empereur , avec tous les auteurs Princes Catholiques. *Commendon n'en fit rien pourtant* , & en usa avec la mesme prudence , dont on voit tant de marques en toutes ses negociations , où on reconnoit par tout l'air & le genie de sa patrie. Il est vray , que devant que les derniers ordres fussent arrivés , il avoit esté resolu , que l'affaire de la religion seroit renvoyée à une autre diète ; mais il ne tint pas au Pape , que le Cardinal , en executant ces ordres precipités , ne fît revolter tous les Princes Catholiques d'Allemagne contre le Siege de Rome.

De fait , l'Ambassadeur peut faire autant de tort aux affaires de son Maistre , en executant ses ordres avec trop de precipitation & d'exaëtitude , qu'en les eludant par une desobeïssance affectée. Le Comte de Trautmansdorf , Chef de l'Ambassade de l'Empereur au Congrès de Westphalie , travailloit avec une application continuelle , & assés heureuse , à la paix de l'Empire. Il n'y avoit point d'avantages , qu'il n'offrist aux Ministres de Suede , dans le dessein & dans l'esperance qu'il avoit de pouvoir détacher cette Couronne là des interets de ses alliés , afin qu'on ne fust point obligé de donner à la France la satisfaction , que l'Electeur de Baviere luy faisoit esperer. Il y rencontroit des obstacles presque invincibles. Mais en l'an 1647 il trouva une conjoncture si favorable , qu'il se pouvoit presque asseurer du succès de sa negociation. La France avoit pris des engagements fort particuliers & fort estroits avec la Cour de Munic , dont les Suedois estoient si jaloux , qu'Oxenstirn ne craignit point de dire , que la Suede aimeroit beaucoup mieux voir la dignité Imperiale perpetuer en la Maison d'Austriche , que de la voir passer en celle de Baviere , pendant que cellecy s'entendoit si bien avec la France.

ce. Avec cela l'armée Suedoise se trouvoit tellement embarrassée en Boheme, qu'on doutoit si elle pourroit bien se dégager, & le Cardinal Mazzarin, qui estoit tousjours ménager hors de saison, avoit fait declarer à la Cour de Suede, que la France n'estoit pas en estat de luy continuer le payement des subsides. Cette declaration, qui incommodoit & irritoit les Suedois, estoit contraire aux Traittés, où la France s'obligeoit à les Payer jusques à la conclusion de la paix: de sorte que *Trautmansdorf* pouvoit profiter de ce mécontentement, & esperer de faire consentir les Suedois à un traitté separé, sans l'ordre que l'Empereur luy envoya, par un exprés, d'en différer la conclusion, parce qu'il avoit desja débauché Jean de Weert, & il croyoit pouvoir faire passer à son service toutes les troupes de l'Electeur de Baviere, dont la disposition absolüe luy promettoit des progrès infallibles dans l'Empire, & des avantages incomparables sur ses ennemis. Le Comte obeït *punctuellement* aux ordres de son maître, dont les affaires receurent un prejudice irreparable par cette punctualité; parce qu'il perdit l'occasion de gagner les Suedois, & de fortifier la mauvaise intelligence, qui n'estoit pas petite entre les Ministres des deux Couronnes. *Trautmansdorf* possèdoit si bien les bonnes graces de l'Empereur, son maître, que nonobstant son éloignement, les Espagnols, qui ne l'aimoient point, ne purent pas ruiner son credit à la Cour de Vienne, mais il *n'osa pourtant se hasarder de différer l'execution de ses ordres*; quoy qu'en faisant un traitté separé avec la Suede, il s'acquist une reputation tresglorieuse & eternelle, & à son Maître un avantage, qui ne pouvoit estre ny payé ny reconnu.

L'Ambassadeur qui a une parfaite connoissance des interests & de l'humeur de son Prince, de celle de son premier

mier Ministre, & de la constitution de son Conseil, peut prendre ses mesures, & juger jusques à quel point il doit déferer aux ordres de l'un & de l'autre. Le *Duc d'Albe*, Viceroy de Naples, & Lieutenant General de Philippe II en Italie, avoit resolu de rompre avec les Caraffes, qui avoient fait mille indignités aux Ministres de l'Empereur & du Roy d'Espagne, & voulant que tout le Monde crust qu'il y estoit forcé par le Pape Paul IV, il envoya à Rome *Pirro Loffredi*, *Marquis de Trevico*, pour faire quelque ouverture d'accommodement au Pape & aux Cardinaux. Le *Duc* luy donna ordre exprés, de ne demeurer à Rome que quatre jours; soit qu'on luy fist réponse ou non. Mais le Pape, qui attendoit de jour à autre des nouvelles du succès de la negotiation qu'il faisoit faire en France, n'osant ny rompre ny conclurre avec le Marquis, luy representa, qu'il luy estoit impossible de répondre dans quatre jours aux propositions qu'il luy avoit faites; parce qu'estant obligé de les communiquer à tous les Cardinaux, il luy falloit du temps pour combattre les sentiments de ceux qui n'estoient pas bien intentionnés. Ce Ministre, qui ne sçavoit pas le dessein du Viceroy, & qui se flattoit vainement de l'esperance de pouvoir porter les esprits à un accommodement, se laissa persuader de demeurer encore quelques jours à Rome, au delà du terme que son Maistre luy avoit donné. Le Duc, qui ne songeoit pas seulement à s'accommoder avec le Pape, ne voyant point revenir son homme au bout des quatre jours, fit une invasion dans l'Estat de l'Eglise. Le Pape fit arrester le Marquis, comme le Ministre de celui qui luy faisoit la guerre, sans la luy avoir déclarée, dans un temps où il le faisoit amuser d'une negotiation. Le Ministre, qui n'exécutoit point ses ordres, en demeurant à Rome au delà du terme qui luy avoit esté prescrit, & qui pouvoit par là déconcerter tous les desseins de son Maistre,

II. Part. O estoit

estoit devenu criminel, & justifioit aussy le procedé du Pape, qui n'estoit pas obligé de le considerer comme Ministre Public, après les hostilités que son Maistre faisoit, & après le declaration, que luy mesme avoit faite, que sa commission n'estoit que pour quatre jours.

Le Roy Henry IV avoit reduit le Duc de Savoye a de si grandes extremités, que sans la consideration du Pape il l'auroit contraint non de traiter avec luy, mais de recevoir la loy du Vainqueur. Dans cet Estat le Duc envoya auprès du Roy, *François d'Arconnas, Comte de Toulaine, & René de Lucinge, Seigneur des Alymes*, son Premier Maistre d'Hostel, avec pouvoir de faire un eschange pour le Marquisat de Salusses, & mesmes il leur envoya ordre de signer le projet que l'on avoit fait pour cela : mais *trois jours après il se ravisa, & le revoqua*. Le Cardinal Aldobrandin, qui y estoit comme Mediateur de la part du Pape, considerant que le procedé du Duc seroit capable de rallumer la guerre entre les deux Couronnes, s'en rebutta tellement, qu'il declara aux Ambassadeurs de Savoye, qu'il ne se mesleroit plus de l'affaire, jusques à ce qu'ils luy eussent promis par escrit, qu'ils signeroient tout ce qu'il regleroit avec les Commissaires du Roy. Les Ambassadeurs n'eurent pas sitost passé cette promesse, qu'ils receurent de *nouvelles défenses de ne rien signer*, & de fait, après que le Legat eust achevé d'ajuster tout le traité, ils refuserent de le signer. Le Legat en eut un dernier déplaisir, & employa toutes sortes de promesses, de menaces & de commandements, pour les obliger à signer, bien qu'inutilement : mais il s'avisa enfin de leur promettre par escrit, qu'il feroit agréer & ratifier par le Duc tout ce qu'ils signeroient : qu'il leur feroit conserver leurs charges & leurs dignités : qu'il les garantiroit de toutes les persecutions qu'ils pouvoient apprehender, & de declarer, que ce qu'ils
en

en avoient fait, estoit comme par force, & en suite de l'ordre, qu'ils avoient de déferer à l'autorité du Cardinal. Les Ambassadeurs signerent enfin le traité: mais ils eurent bientoſt ſujet de s'en repentir; parce que le Duc les deſavoïa, & fut tellement indigné de la deſobeïſſance de ſes Miniſtres, qu'*Arconnas* eut de la peine à ſe reſoudre à ſe preſenter devant luy, & des *Alymes*, qui eſtoit devenu ſujet du Roy de France, à cauſe des terres qu'il avoit en Bugey, ne voulut plus retourner en Savoye.

Le traité qui avoit eſté fait à Vienne en l'an 1602 pour l'affaire des Viſcoques, & celuy qui ſe fit quelques années après à Aſt pour les intereſts du Montferrat, n'ayant pas eſté executés, la France craignant qu'elle ne fuſt obligée de faire paſſer ſes armes en Italie, pour s'oppoſer à la puifſance predominante de l'Eſpagne, fit conſentir la Cour de Madrid à un traité, qui fut achevé à Paris en l'an 1617. La Republique de Veniſe y eſtoit fort intereſſée, & elle trouvoit ſa ſatiſfaction au traité; mais *Ottavio Bon* & *Vincent Guſſoni*, ſes Ambassadeurs, avoient ordre de ne rien ſigner, ſans la reſtitution effective de ce qui avoit eſté dépredé ſur leurs ſujets dans le Golfe. Le Roy de France leur promit de faire de ſi preſſants offices auprès du Roy d'Eſpagne, ſon beaupere, qu'il ne falloir point douter de la reſtitution; mais cette aſſurance ne fut pas capable de les faire paſſer par deſſus les ordres qu'ils avoient. Toutefois les meſmes Ambassadeurs, conſiderant depuis, que ſi le Duc de Savoye, qui trouvoit ſon compte au traité, l'acceptoit, la Republique demeureroit ſeule expoſée au reſſentiment de l'Archiduc & du Roy d'Eſpagne, ils reſolurent de ſigner. On en fut fort aïſe à Veniſe; parce qu'elle ſortoit d'affaires avec tous les avantages imaginables: & neantmoins le Senat, en delibérant ſur les circonſtances de la negotiation, jugeant, que l'on n'y voyoit point

les marques de l'obeïssance, que les Ambassadeurs doivent aux ordres de la Republique, leur fit ordonner de se venir rendre prisonniers, pour répondre de leur desobeïssance. Il envoya mesmes le Chevalier *Simon Contarini*, comme Ambassadeur Extraordinaire au Roy, pour luy dire la raison, qui l'obligeoit à proceder ainſy contre *Bon & Guffoni*: mais le Roy ordonna à Contarini de demeurer à Lion, jusques à ce que le Senat eust donné son ressentiment à l'intercession, que sa Majesté faisoit pour les Ambassadeurs; dont les intentions n'avoient pas seulement innocentes, mais aussy utiles. Le Senat se contenta de revoquer les Ambassadeurs, & de ratifier le traité, de la maniere qu'il sera dit cy après. L'Ambassadeur ne peut trouver sa seureté qu'en l'execution punctuelle de ses ordres. Il n'y a point de garantie, qui le puisse mettre à couvert de la juste indignation du Prince, que sa desobeïssance luy a attirée.

Comme de l'un costé l'Ambassadeur, qui a des ordres exprés & precis, les doit executer punctuellement, s'il est bien persuadé de l'intention & de la volonté constante de son Maistre, ainſy doit il de l'autre costé, *agir avec grande circonspection* & avec beaucoup de reserve, *dans les affaires, pour lesquelles il n'a point d'ordre du tout*. Au commencement de la guerre de Candie, la *Haye Vantelay*, Ambassadeur de France, avoit gagné un *Dragoman* Turc, qui gouvernoit le Premier Vizir, & qui l'avoit disposé à écouter quelques propositions qu'on luy pourroit faire de la part de la Republique: jusques là que le Premier Vizir demanda au Truchement ce que le Senat de Venise donneroit, en terres & en argent, pour avoir la paix. L'Ambassadeur de France, qui faisoit ménager cette intrigue, croyant avoir acquis un avantage incomparable à la Republique par le moyen de la declaration du Vizir, en fit part au

Bay-

Bayle, & celuicy répondit avec affés de fierté, que c'estoit au Grand Seigneur, qui avoit commencé la guerre, à dire ce qu'il pretendoit. La Haye jugeoit bien, que cela estoit raisonnable, & que par tout ailleurs on en useroit ainfty; mais il croyoit aussy, que l'affaire seroit bien avancée dans le Serrail, si l'Ambassadeur luy donnoit le pouvoir de demander la paix au nom de la Republique; afin qu'il en pust porter le projet au Premier Ministre. Le Bayle repartit, que cela estoit impossible : *qu'il n'avoit point d'ordre de demander la paix*, & ainfty qu'il n'avoit garde de faire cette avance. Sur cela l'Ambassadeur de France declara, qui ny luy, ny le truchement, qui avoit fait le Mediateur, ne se pouvoient plus mesler de cette affaire; parce qu'il n'y avoit point d'apparence, que l'Empereur Turc consentist à la paix, s'il n'en estoit recherché avec le respect, qu'il crovoit estre deu à sa grandeur. Le Bayle Soranzo en demeurait bien d'accord; mais il disoit, *qu'il n'avoit point d'ordre*, & qu'il falloit en demeurer là jusques à ce qu'il en eust donné advis au Senat. Il n'y a point de Ministres, qui soyent plus scrupuleux sur ce sujet que ceux de Venise; parce que la Republique exige d'eux une obeïssance d'autant plus punctuelle, que la moindre indulgence qu'elle auroit pour ceux que la naissance rend tous égaux, déconcerteroit l'harmonie qui la fait subsister. J'ay parlé ailleurs, & parleray encore cyaprès d'*Ottavian Bon* & de *Vincent Gussoni*, dont l'histoire est fort singuliere en toutes ses circonstances.

En l'an 1558 les Estats d'Escoffe envoyerent en France l'*Archevesque de Glasco*, l'*Evesque d'Orcney* & les *Comtes de Rothsay* & de *Casselles*, avec plusieurs autres Seigneurs, afin d'assister au mariage de leur Reine, qui devoit espouser le Daulfin, fils aîné de Henry II. Après la consommation du mariage on fit venir ces Ambassadeurs au Con-

feil, où on leur dit, que le Roy desiroit, qu'ils fissent venir la Couronne & les autres honneurs, en France, parce qu'il vouloit faire couronner son fils Roy d'Escoffe. Les Ambassadeurs ayant reparty, *qu'ils n'avoient point d'ordre touchant cette affaire*, ceux du Conseil repliquerent, que ce que le Roy desiroit presentement d'eux estoit, qu'ils donnassent leur parole, que lors qu'on en delibereroit au Conseil ou au Parlement d'Escoffe, ils appuyeroient l'intention du Roy de leurs suffrages, & que pour cet effet ils signassent un escrit qu'on leur presenteroit. Les Ambassadeurs répondirent, *qu'ils avoient leurs ordres, & qu'ils ne les pouvoient excéder*: qu'ils feroient volontiers ce que les François, leurs anciens & fidelles amis & alliés, desireroient d'eux; mais qu'ils esperoient aussy qu'on ne leur demanderoit rien, qui püst faire prejudice à leur honneur ou à leur conscience.

Le Ministre, qui entreprend une affaire, pour la quelle il n'a point d'ordre, est responsable du succès; au lieu que celui, qui ne fait qu'exécuter les ordres qu'on luy donne, quelque injustes ou irraisonnables qu'ils soyent, en charge son Maistre. Je ne sçais comment *Gabriel d'Aramont* se pût justifier auprès du Roy Henry II de la commission qu'il prit en l'an 1551 du Grand Maistre de Malthe. *Gabriel* retournoit à Constantinople, où il avoit desja esté en qualité d'Ambassadeur, & ayant en son voyage relâché au port de Malthe, le Grand Maistre le pria d'aller trouver Sinan Bacha & Dragut, qui assiegeoient la ville de Tripoli, & de les obliger à lever le Siege. Il y avoit alliance entre Henry & Soliman: mais j'avoue, que je ne puis comprendre, comment *d'Aramont* pouvoit s'imaginer, qu'à son instance ces deux Generaux levassent le Siege d'une importante place, sans nécessité, & sans l'ordre de leur Prince, sur le dire d'un Ambassadeur, qui

qui n'avoit point de pouvoir du Roy, son maistre, ny des lettres de creance pour eux. Auffy y receut il un affront, & en fit recevoir un au Roy; parce que Sinan continua le Siege, & obligea d'*Aramont* à demeurer comme prisonnier au Camp, jusques après la reduction de la ville.

Il y a pourtant des occasions, où l'Ambassadeur doit hasarder quelque chose; parce qu'il est impossible, que le Prince prevoye tous les accidents & toutes les rencontres, en sorte qu'il puisse instruire son Ambassadeur de tout ce qui peut survenir. Auffy ne luy donne on pas tousjours le loisir d'attendre les ordres de son Prince, mais on l'oblige à prendre party: & c'est en ces rencontres que le Ministre fait voir ce qu'il vaut, & ce qu'il sçait faire. En l'an 1645 les Estats des Provinces Unies mirent en deliberation, s'ils ne s'interesseroient point en la guerre du Nort, & s'il ne changeroient pas leur mediation en rupture. Desfrades, qui en ce temps là faisoit à la Haye la fonction d'Ambassadeur, bien qu'il n'en eust point le caractere, representa aux Estats, que les traittés qu'ils avoient avec la France, les obligeoient à employer toutes leurs forces contre les Espagnols, & qu'ils affoibliroient extrêmement celles qu'ils avoient en Flandres, s'ils en envoyoient une partie en des quartiers si éloignés des frontieres de France, & leur fit si bien comprendre le prejudice, qu'ils faisoient à la cause commune, qu'il leur fit perdre la pensée, qu'ils avoient de se declarer. La Cour de France en tiroit un tresgrand avantage, & neantmoins elle témoigna de n'estre pas fort satisfaite de quelques expressions, dont il avoit esté contraint de se servir, qui n'estoient pas fort obligantes pour une Couronne alliée de la France. Mais outre que Desfrades y avoit agy de concert avec le Prince d'Orange, le Conseil de France mesme avoüa, que non seulement il avoit rendu un signalé service au Roy; mais
aussy

aussy qu'on n'y pouvoit pas proceder avec plus d'adresse & de prudence. Il n'avoit point d'ordre; mais s'il n'eust parlé, les Estats se seroient declarés, & la Suede auroit esté obligée de retirer ses forces d'Allemagne, où elle n'auroit pû seconder les armes & les intentions de la France.

L'Ambassadeur doit principalement prendre garde de ne se point engager, sans ordre exprés, en des negotiations, dont les suites peuvent estre importantes & les succès incertains, & considerer, que les effets du faux zele & de l'imprudence sont souvent aussy dangereux que ceux de l'infidelité. L'Empereur Ferdinand II dit a Don Balthasar de Zuniga, Ambassadeur d'Espagne, & le fit dire au Roy d'Espagne mesme, par le Pere Hyacinte, que l'Electeur Palatin ne pouvoit estre restably, que la Religion Catholique n'en souffrist extrêmement, & que la Maison d'Austriche n'en receust un dernier prejudice. C'est ce que le Comte de Bristol, Ambassadeur d'Angleterre à Madrid, ne pouvoit pas ignorer. Il sçavoit aussy que Ferdinand avoit effectivement disposé du Haut Palatinat, & de la dignité Electorale mesme: qu'il n'en pouvoit dépouïller l'Electeur de Baviere, qu'en le remboursant de plusieurs millions d'escus, qu'il luy avoit prestés depuis le commencement des troubles de Boheme, & que les Espagnols mesmes n'avoient pas grand' envie de sortir du Bas Palatinat, qu'ils possedoient. Il sçavoit encore, que le mariage du Prince de Galles & de l'Infante d'Espagne ne se feroit point sans cette restitution, & si de l'autre costé on n'accordoit aux Catholiques R. d'Angleterre l'exercice de leur religion. Ces difficultés estoient invincibles, mais elles n'empescherent point le Comte de mettre l'affaire du mariage en negotiation, & d'escouter les propositions, que le Duc de Lerme luy fit sur ce sujet, comme une chose qu'il croyoit pouvoir faire reussir, & dont il fit une
affai-

affaire sous Philippe IV, avec le Comte d'Olivares. La passion, que le Comte de Bristol avoit d'obliger les Anglois de sa religion, & de rendre sa personne necessaire, estoit si grande, qu'il engagea le Prince, heritier presomptif de la Couronne de la Grande Bretagne, à faire le voyage d'Espagne, & à se mettre entre les mains de gens qui haïssoient sa religion, & qui ne pouvoient pas aimer sa personne. Il n'en seroit jamais sorty, si son destin ne l'eust reservé pour une fin plus malheureuse, & si la Cour de Madrid n'eust fait connoître en cette rencontre, dont elle pouvoit tirer des avantages incomparables, qu'elle preferoit cette apparence d'honneur à toutes les autres considerations. Je ne voudrois pas dire, que l'intention du Comte de Bristol fust mauvaise: mais on ne peut nier, que son procedé ne fust fort imprudent, & que la negotiation qu'il continua de faire, après que le Prince fust party d'Espagne, ne fust criminelle. Il connoissoit assés la Cour de Madrid, pour ne point pouvoir douter, que la difficulté, que celle de Rome faisoit sur la dispense, ne fust un artifice des Espagnols: estant certain qu'il n'y en avoit point d'autres, que celles que l'inquisition d'Espagne & le Comte Duc faisoient naître. Le mariage de Marguerite de Valois avec Henry, Roy de Navarre: celui de Catherine, soeur du mesme Henry, avec le Prince de Lorraine: de Madame Henriette de France avec le mesme Prince de Galles, dont je viens de parler, & de la Princesse de Portugal avec le Roy d'Angleterre, font bien voir, que la diversité des religions n'empesche point la Cour de Rome de donner ses dispenses, lors qu'on les demande dans les formes.

Si l'Ambassadeur ne doit point agir sans ordre, & s'il ne peut, sans necessité, se dispenser d'exécuter celui qu'on luy donne, il ne peut sans crime & sans trahison, agir directement contre les ordres de son maître. *Le Comte Al-*

bertin de Bosschetto, que les Princes Confederés d'Italie envoyèrent au Camp de Charles VIII, afin que sous le pretexte d'aller voir son fils, qui servoit dans l'armée de France, sous Jean Jaques Trivulce, il demandast un sauf-conduit pour les Deputés, qui se devoient trouver au congrès. Après qu'il eut exposé sa commission au Roy, il demanda une audience secrete, où il l'advertit du mauvais estat de l'armée des Confederés & de la division des Chefs, l'exhortant de ne leur rien accorder; parce que leurs troupes se dissiperoient dans fort peu de jours, & qu'ils seroient contraints de lever le Siege de Novarre. Ce Ministre, qui devoit travailler à l'avancement de la paix, taschoit de rompre le traitté devant qu'il fust commencé.

On ne hasarde rien en prenant exemple sur les actions de *M. Chanut*, parce que c'estoit un Ministre sage & entendu; c'est pourquoy je marqueray comment il en usoit à l'égard des ordres qu'on luy envoyoit. Il n'estoit encore que Resident en Suede lors qu'on luy commanda de pressentir, si on trouveroit mauvais, que la France fist un traitté d'amitié avec le Roy de Pologne, & qu'elle luy donnast des subsides, pour faire la guerre aux Tartares. La Reine de Suede vivoit en des défiances continuelles de la Pologne, & avoit mesme prié *Chanut* de ne luy point parler d'accommodement; parce qu'elle n'en vouloit point faire avec le Roy, que la paix n'eust réglé les affaires d'Allemagne. *Chanut* de son costé entretenoit la Reine tous les jours de la peine, où on estoit en France de trouver de l'argent; parce qu'elle luy parloit continuellement des subsides, qu'elle pretendoit se faire augmenter, & faisoit faire des instances pour cela à la Cour. Tellement que *Chanut*, jugeant que ce seroit se commettre, s'il disoit que la France assisteroit le Roy de Pologne d'argent; pendant qu'il protestoit tous les jours, qu'il n'y en avoit point pour pa-
yer

ver les subſides de Suede , avoit grand' envie de n'en rien dire à la Reine : mais conſiderant après , que *les ordres qu'on luy envoyoit , eſtoient fort precis* , il reſolut deluy en parler , & y reuſſit mieux qu'il n'avoit eſperé. La Reine , qui connoiſſoit l'humeur du Cardinal Mazzarin , & qui ſçavoit qu'il n'eſtoit pas homme à donner de l'argent au Roy de Pologne pour ne rien faire , pendant que la France avoit tant de peine à payer ce qu'elle devoit à la Suede , dont l'amitié luy eſtoit ſi neceſſaire , répondit , qu'elle eſtoit bien aïſe , que la France ſe fiſt des amis , & qu'elle ne feroit point du tout jalouſe d'un traité , qui auroit plus d'apparence que d'effet. *Chanut* ſçavoit que le Cardinal vouloit , que les ordres qu'il donnoit au nom du Roy , fuſſent executés ; c'eſt pourquoy il ſe maintint auſſy mieux que cet autre Miniſtre , qui negligea d'executer les ordres reïterés , qu'on luy envoya , de travailler à la revocation d'un Ambaſſadeur , qui n'eſtoit pas agréable à la Cour. Presque au meſme temps que *Chanut* parla à la Reine de l'alliance de Pologne , il eut auſſy ordre de faire inſtance à ce que les deux mille Cavalliers Allemans de l'armée du Mareſchal de Turenne , qui s'eſtant mutinés , eſtoient allés joindre celle de Suede , retournaffent au ſervice du Roy. Il en parla auſſy au Prince Palatin , qui alloit paſſer en Allemagne , comme Generaliſſime des armées de cette Couronne là , & il le trouva aſſés diſpoſé à complaire à la France , en ſuite du commandement que la Reine luy en avoit fait. Mais ſur ce que le Prince y ajoûta , que le plus ſeur moyen de ramener ces mutins à leur devoir , feroit de les aſſeurer , qu'ils ne ſeroient jamais recherchés pour cette mutinerie & deſertion , en quelque maniere que ce fuſt , & que luy *Chanut* demeurait caution de l'execution de la parole que le Roy leur feroit donner , *Chanut* ne voulut rien promettre , & dit *qu'il n'avoit point d'ordre pour cela*. Il

ne doutoit point, que le Roy ne leur accordast une amnistie, & il consideroit bien, que par ce moyen on gaignoit l'affection des troupes Allemandes, qui après la paix de l'Empire pouvoient passer au service du Roy d'Espagne; mais il jugeoit aussi, que la parole du Roy n'avoit pas besoin de caution, & qu'il ne pouvoit rien promettre sans ordre exprés. La *Haye Vantelay*, Ambassadeur de France à Constantinople, fit dire au Resident de l'Empereur, qu'il ne pouvoit demeurer caution d'une dette particuliere, *sans l'ordre du Roy son maistre.*

Le mesme *Chanut* avoit esté nommé en l'an 1651 à l'Ambassade de Lubec, pour y faire l'office de Mediateur de la part de la France entre la Pologne & la Suede: mais dautant que l'on ne croyoit point à Paris, que les Ambassadeurs des interessés fussent fort punctuels à se rendre au lieu du Congrès, on avoit negligé de luy envoyer les ordres necessaires pour son voyage. Cependant on eut advis à Stocolm, que les Ministres de Pologne estoient partis de Dantzig; de sorte que la Reine craignant que l'impatience ne les prist, si en arrivant à Lubec ils n'y trouvoient pas un Ambassadeur de Suede, ny mesmes un seul Mediateur, & qu'ils ne s'en retournassent chez eux, pria & pressa *Chanut* de partir. Elle luy representa, qu'ayant esté nommé à cette Ambassade, & sçachant que l'intention du Roy, son maistre, estoit qu'il y allast, il ne devoit pas faire difficulté de partir, ny differer son voyage, sous pretexte qu'il n'avoit pas encore receu ses ordres; veu qu'ils les trouveroit sans doute à Lubec ou à Hambourg. Mais il témoigna à la Reine, que *n'ayant garde de partir pour une action de cette importance, sans ordre exprés, & sans instruction*, tout ce qu'il pouvoit faire c'estoit de se tenir prest, & de partir dès qu'il l'auroit receu: & que cependant il envoyeroit un Secretaire à Lubec, qui as-

seu-

feureroit les Ministres Polonois , qu'il suivroit au premier jour. Et de fait il ne partit point qu'il eust reçu ses ordres.

Les ordres du Cardinal Mazzarin estoient quelquefois admirables , mais fort embarrassants. Ce Ministre , voulant profiter des derniers mouvements de Naples , & ne voulant pas neantmoins que le Monde crust , que son intention fust de se servir de cette occasion , pour retarder la conclusion de la paix qui se negotioit à Munster , escrivit au *Marquis de Fontenay-Mariüeil*. *Que s'il jugeoit pouvoir faire le service du Roy , en allant en personne à Naples , sans pourtant commettre la dignité de son caractère , il pouvoit s'y transporter , dans un vaisseau de guerre qu'il luy feroit tenir prest , & que ceux qui faisoient les affaires du Roy en Italie , & qui y commandoient ses armées , comme le Cardinal Grimaldi , le Duc de Modène , Destrades &c. auroient ordre de luy donner tout le secours qu'il demanderoit , d'hommes , de vivres & de munitions. Le Cardinal , après avoir fait ajouster à cet ordre bizarre une instruction , touchant la maniere , en la quelle il devoit parler de l'affaire de Naples au Pape , & comment il en devoit user avec le Granduc de Toscane , avec les Ducs de Parme & de Modène , & avec la Republique de Venise , dit , qu'il ne se doit point presser de faire un traité avec le peuple de Naples , que les affaires n'y fussent mieux establies qu'elles n'estoient. Toutefois comme on s'en remettoit à luy touchant le voyage , on le faisoit aussy à l'égard de l'avancement ou du reculement du traité : tant parce qu'estant presque sur le lieu , il en pouvoit mieux juger que l'on ne faisoit à Paris , que parce que le Roy ne laisseroit pas de faire pour les Napolitains , sans convention , tout ce qu'on pourroit stipuler de sa Majesté par un traité formel. Mais sur tout qu'il falloir faire en sorte , que la negotiation de Munster*

n'en fust ny troublée ny reculée. Le Cardinal luy recommanda la mesme chose dans une lettre, qu'il luy escrivit de sa main : *en luy representant pourtant, qu'il ne falloit pas laisser eschapper une occasion, dont la France pouvoit tirer de si grands avantages.* Il y avoüoit, qu'il y avoit quelque contradiction en ses ordres ; mais qu'il espéroit, que la prudence de l'Ambassadeur la pourroit bien démesler & ajuster. Ce ne fut pas la consideration du traité de munster, qui empescha le Cardinal de s'engager dans l'affaire de Naples ; mais c'estoit parce qu'il ne voyoit pas clair dans tous ces mouvements. On avoit pris des mesures avec quelques Seigneurs Napolitains : mais elles furent rompues par le soulevement du peuple, qui s'emporta avec plus fureur contre la Noblesse que contre les Espagnols. Mais ce qui déplaisoit le plus au Premier Ministre, ce fut le voyage du Duc de Guise, qui faisoit apprehender en France, ou qu'il n'y gastaît les affaires, ou qu'il ne se rendist le maistre du Roiaume. Les ordres, où il y a de la contradiction, de l'obscurité ou de l'ambiguité, embarrassent l'Ambassadeur, si on ne luy donne pas le loisir de s'en éclaircir : mais lors que l'exécution des mesmes ordres dépend de l'Ambassadeur, & qu'il ne tient qu'à luy de prendre le party le plus seur, il ne luy est pas fort difficile d'eluder l'intention de ceux, qui voudroient le charger du succès d'une meschante affaire.

Un des ordres, dont l'exécution est tresdifficile, est celuy qu'on donne à l'Ambassadeur, de disposer d'une certaine somme de deniers, qu'on luy met entre les mains, afin qu'il l'employe ainsy qu'il le jugera à propos, sans qu'on luy marque precisement les postes ; parce qu'il n'y a point d'Oeconomie si fine, qui puisse satisfaire l'esprit d'un Prince tant soit peu ménager & défiant. Le Cardinal Mazzarin, qui a disposé de tant de millions par son testa-

testament, & qui avoit si richement doté ses nièces, disoit qu'il ne pouvoit se resoudre à dépenser cent escus de l'argent du Roy, qu'il ne sceust qu'ils seroient bien employés. Il avoit fait donner à l'Abbé Bentivoglio trois mille pistoles, qui devoient estre employées à l'achat de chevaux pour les recreües de l'armée d'Italie, & devoient aussy servir à gagner quelques Ministres des Princes de ces quartiers là. L'Abbé devoit aussy prendre sur cette somme les frais de son voyage, & avec cela le Cardinal luy recommanda de ne point faire de dépense inutile. Le Roy Louïs XI estoit extrêmement défiant & ménager; mais il estoit prodigue, & il se fioit de son argent au premier venu, quand il vouloit gagner quelque Ministre estranger.

SECTION VI.

De la Prudence & de la Finesse.

JE viens de dire en la Section precedente, que l'Ambassadeur, en recevant les ordres de son Prince, doit consulter sa prudence devant que de les executer. J'y ajousté en celley qu'elle luy doit servir de Nort en toute la suite de sa negotiation. C'est elle seule qui la peut faire reussir, & c'est elle qui est seule capable de former un parfait Ambassadeur. Elle tient la principauté entre les vertus politiques, qui peut seule reparer tout ce qui manque à l'Ambassadeur; de sorte qu'on peut bien dire avec le Poëte : *Nullum numen abest, si sit prudentia*. Mais comme on a de la peine quelquefois à discerner la veritable vertu d'avec les apparences, on se peut facilement tromper en celley, en prenant la finesse pour la prudence. L'une est une grande vertu & l'autre est un vice, qui tient beaucoup de la las-

lascheté. La finesse n'est en effet qu'une prudence bastarde, une fausse delicateffe, & un production d'un esprit bas & rampant, incapable de grandes affaires. *Bonjani Gianfigliuzzi*, Ambassadeur du Duc de Florence à Rome, estoit un tresprudent & un tresadroit Ministre, & porta le premier coup contre la fortune de Caraffes. Cosme, son Maistre, qui n'estoit pas moins adroit que luy, & qui avoit grand'envie de joindre la ville de Siene à ce qu'il possedoit desja de la Toscane, se servit heureusement de la prudence de ce Ministre, pour faire reussir son intention. Cosme avoit beaucoup contribué à faire sortir la garnison Françoisse de cette ville là, par le moyen de ses troupes, des vivres & des munitions, & par l'avance de tresconsiderables sommes de deniers, qu'il avoit prestées à l'Empereur Charles V, & à Philippe son fils, à qui il en faisoit de temps en temps demander le remboursement. Ces deux Princes s'ennuyoient de la dépense qu'ils estoient obligés de faire pour la subsistence de la garnison de Siene; c'est pourquoy ils écoutoient volontiers la proposition de ceux, qui leur conseilloient de vendre la ville aux Caraffes, & d'acquérir par là l'amitié de Paul IV. Cosme en ayant esté adverty par le Duc d'Albe, qui estoit parent de sa femme, fit représenter à Philippe, par *Alfonso Tornabon*, qui residoit auprès de luy en Angleterre, le tort qu'on luy faisoit, en luy donnant ce Conseil, & le prejudice qu'il faisoit à ses affaires, en preferant à ses veritables amis & Serviteurs des gens insolents & orgueilleux, qui le payeroient d'ingratitude. Il ne luy fut pas fort difficile de rompre ce marché, parce qu'en ce temps là les Caraffes s'engagerent avec la France; mais toute la difficulté estoit d'obliger Philippe à donner Siene à Cosme, qui pour la faire lever se servit de l'a droite prudence de *Gianfigliuzzi*. Ce Ministre, pour faire accroire à Philippe, que l'intention

tion de Cosme estoit d'entrer dans les interêts du Roy de France, y fit quelque ouverture d'accommodement, & pria le Pape d'en estre le Mediateur; luy recommandant particulièrement de le faire conclurre promptement, & sur tout d'en ménager le secret, afin que les Espagnols, dont le voisinage luy estoit incommode, à cause de places qu'ils tenoient en la coste de Toscane, n'en prissent ombrage, & qu'ils n'en fussent point advertis qu'après que l'affaire seroit conclüe. Le Pape, qui ne se défioit point de Cosme, communiqua toute la negotiation aux Ministres de France, qui ne manquerent point de dépescher un exprés au Roy, & de le presser d'envoyer quelqu'un en diligence, qui eust pouvoir d'accorder au Duc tout ce qu'il demandoit. Charles de Marillac, Archevesque de Vienne, que le Roy fit partir aussytost, ne fut pas sitost arrivé à Rome, que les François, qui s'imaginoient que Cosme n'oseroit plus s'en dire, après que la negotiation seroit publique, en parloient comme d'une affaire faite. Ce qui répondoit à l'intention du Duc de Florence, & faisoit le jeu de son Ministre; *parce qu'ils vouloient, que le Roy d'Espagne en fust adverty & allarmé*, afin que cela produisist l'effet qu'ils s'en promettoient, & qu'ils en tirerent incontinent. Car Philippe ayant appris le bruit de cette negotiation, & craignant que Cosme ne fît son traité avec la France, resolut de le mettre en possession de Siene, & commanda pour cet effet au Cardinal de Burgos, qui y commandoit, d'en faire sortir la garnison Espagnole. Le Cardinal le fit; mais non sans regret.

Ces adresses, bien loin d'estre criminelles, sont fort louables, & ces artifices, pourveu que la fripponnerie & la mauvaise foy n'y entrent point, acquierent une grande reputation à l'Ambassadeur. *Le Cardinal Alexandre Bichi* avoit un genie tout particulier pour la negotiation, &

une prudence qui le faisoit admirer. Le Pape Urbain VIII, pour n'offenser point l'Espagne, n'osoit admettre l'Evesque de Lamego, Ambassadeur du nouveau Roy de Portugal, & ne vouloit point qu'il entraist dans la ville de Rome. La France le vouloit faire admettre, & employoit pour cela auprès du Pape le Marquis de Fontenay-Marüeil; mais celuy qui luy obtint la permission de venir à Rome, ce fut le Cardinal Bichi. Il estoit Conprotecteur de France, & sçachant que le Pape se donnoit de grandes inquietudes, depuis que l'Evesque estoit arrivé à Civita-Vecchia, il alla trouver le Pape, & luy dit. Qu'ayant appris, que l'Evesque faisoit estat de venir à Rome, & que le Pape avoit resolu de ne le pas admettre, il vouloit bien advertir sa Sainteté, que si elle faisoit loger l'Evesque à la campagne, elle seroit obligée de luy donner des gardes, pour le proteger contre les insultes, que les Espagnols luy pouvoient faire; si elle ne vouloit que sa dignité fust violée en la personne de ce Prelat. Qu'il falloit avoüer, que le Roy de Portugal ne sçavoit pas encore bien faire le Roy; puis qu'il employoit à cette Ambassade l'argent, qu'il auroit bien plus utilement employé à acheter des armes, & à fortifier les frontieres. Qu'il y avoit aussy de l'imprudence en ce qu'il envoyoit cette Ambassade, devant que d'avoir fait sonder si elle seroit agréable. Mais qu'il falloit avoüer aussy, que cette simplicité estoit une marque d'une devotion extraordinaire, dont le S. Siege tiroit la satisfaction de voir, que ce Prince avoit passé par dessus toutes ces importantes considerations d'Estat, pour donner une illustre preuve du respect & de la veneration, qu'il avoit pour le Siege de Rome; dans l'intention de faire connoistre au Monde, qu'il vouloit commencer son regne par une si éclatante action de pieté. Que pour mettre l'Evesque à couvert des violences des Espagnols, & l'esprit de sa

Sain-

Sainteté à repos, il n'y avoit point de meilleur party à prendre, que de permettre à l'Evesque de venir à Rome; puis qu'aussy bien le Pape se déchargeroit par là d'une grande dépense, qu'il seroit obligé de faire, en faisant garder l'Evesque à la campagne. Il ne se peut rien voir de plus prudent ny de plus adroit. Tout le raisonnement du Cardinal estoit fondé sur ce principe, que l'Evesque de Lomago ne seroit pas en seureté hors la ville de Rome. Il semble que ce principe n'estoit pas fort veritable; parce que les Espagnols n'avoient point d'autre interest, si non d'empescher l'Evesque de venir à Rome, & d'y paroistre en Ministre public; parce que par ce moyen le Pape se declaroit contre l'usurpation. Plus il blame la precipitation & l'imprudence du Roy de Portugal, plus il recommande son zele & sa pieté, & oblige le Pape à y faire une serieuse reflexion. L'Evesque vint à Rome en effet; mais il auroit trouvé plus de seureté à la campagne.

Le traitté de Vervins, où Charles Emanuel Duc de Savoye, s'estoit fait comprendre, faisoit le Pape arbitre du different, que le Duc avoit avec le Roy pour le Marquisat de Saluces, & le Roy faisoit solliciter ses interests à Rome par le *Marquis de Sillery Brulart*. Les deux Princes interessés apprehendoient également, que le Pape ne demandast, que le Marquisat fust mis entre ses mains par forme de sequestre: & Sillery craignant tout de l'esprit & des artifices du Duc, le prevint en cette maniere. *Il fit courir le bruit, que l'intention du Roy estoit d'investir un des neveux du Pape du Marquisat, dès qu'il en auroit la possession.* Ce qui allarma tellement le Duc de Savoye, qu'il ordonna à son Ambassadeur de dire au Pape, qu'il avoit esperé, que sa Sainteté n'auroit point fait de difficulté, de prononcer sur la possession, & de l'y maintenir. Le Pape répondit, qu'il feroit ce qui seroit de la Justice, & que sur ce fondement

il tafcheroit de conferver l'union entre les Princes Chreftiens. L'Ambaffadeur de Savoye , ne fe fatisfaisant point de cette réponfe generale, repartit, que fi Sainteté adjugeoit le Marquifat au Duc, elle en pourroit difpofer en faveur d'un de fes néveux, ou de quelqu'un de fes autres parents. Ce qui offensa tellement le Pape, qui jugeoit par là que le Duc de Savoye le croyoit corruptible, qu'il déclara, que de ce moment il n'eftoit plus arbitre, & qu'il ne s'en mêleroit plus, puis qu'on le croyoit partial & interreffé. L'adrefse de *Sillery* fit un bon effet, & fit faire au Duc une faute affés grande pour un Prince, qui avoit beaucoup d'efprit, & qui vouloit bien fçavoir qu'il en avoit.

Cosme & fon Miniftre fe fervirent de moyens fort legitimes, pour obliger le Roy d'Efpagne à retirer fa garnifon de Siene. Philippe ne pouvoit pas garder cette ville; tant parce qu'elle luy eftoit inutile, que parce qu'il ne pouvoit eftendre fa domination en ces quartiers là, fans donner de la jalousie à tout le refte de l'Italie. Cosme avoit fort aidé à fa reduction de la ville, & avoit prefté de confiderables fommes de deniers à Philippe, ainfty que je viens de dire. Ce n'eftoit pas l'intention du *Cardinal Bichi* de tromper le Pape, en luy confeillant de faire venir l'Evesque de Lamego à Rome, & *Sillery* ne fit que prevenir les artifices du Duc de Savoye. Ce font des adreffes qui font permifes, & mefme neceffaires à l'Ambaffadeur.

Les deux exemples fuivants ont efté pris de la negotiation d'un Miniftre, dont la probité & l'habilité eftoient hors de reproche. Son employ public fous Henry IV, commença par l'ordre qu'on luy donna de penetrer les fentiments du Pape, tant touchant l'absolution, que le Roy avoit refolu de faire demander, que touchant les conditions, fous lesquelles on voudroit la luy donner. Les lettres qu'on luy efcrivit fur ce fujet, pafferent par les mains
du

du Granduc de Toscane, qui luy recommanda le secret, comme une chose dont dépendoit le succès de l'affaire. Le Pape & le Cardinal Aldobrandin luy en dirent autant ; de sorte qu'il ne parla à personne des dépesches qu'il avoit reçues. Mais le Cardinal de Gondy ayant écrit à deux personnes de qualité, & fort affectionnées à la France, qu'on avoit donné ces ordres à Dossat, & mesme que les lettres parloient des conditions de l'absolution, dont il n'avoit entretenu ny le Pape ny le Cardinal Patron, parce qu'on ne luy avoit pas donné ordre pour cela, Dossat se vit en des perplexités d'autant plus grandes, que ces deux Messieurs en vouloient parler à l'un & à l'autre. Un Ministre moins habile & moins prudent n'en seroit point fort. Il avoit gardé le secret fort religieusement, jusques à faire violence à ses propres sentiments, en persistant à nier qu'il eust reçu les lettres, dont le Cardinal de Gondy faisoit mention dans les siennes. Mais ce qui l'inquietoit le plus ce fut la crainte, qu'il avoit, que le Pape & son Ministre n'en prissent sujet de douter de sa sincérité ; parce qu'en apprenant d'ailleurs les choses, qu'il ne leur avoit point dites, ils le pouvoient croire ou double, en leur déguisant les véritables sentiments du Roy, ou assés lasche, pour n'avoir pas osé executer les ordres qu'on luy avoit donnés. Pour faire voir qu'il n'estoit ny l'un ny l'autre, & qu'avec sa sincérité & avec son courage, il avoit assés d'adresse & de prudence, pour sortir d'un si mauvais passage, il alla trouver le Cardinal Aldobrandin, & luy dit : qu'estant obligé de garder le secret au Roy, son Maître, au Pape & a luy, Premier Ministre de sa Sainteté, à qui il l'avoit promis, il se trouvoit réduit à la nécessité d'aller au delà des Commandements du Roy, & de luy communiquer les particularités de ses dépesches ; afin de se justifier du soupçon qu'on pourroit avoir de sa sincérité. Que sans cela il

ne s'emanciperoit pas de parler, sans ordre, des choses, que l'on ne luy avoit écrites, que pour sçavoir ses sentiments particuliers, & dont il n'auroit pû entretenir sa Sainteté, sans manquer, en quelque façon, au respect qu'il luy devoit. Après cela il s'estendit tout du long sur les doutes, que l'on avoit à la Cour de France, que celle de Rome ne voulust faire entrer au fait de l'absolution des conditions, que le Roy ny le Roiaume ne pourroient pas accepter. Le discours de Doffat fut fort bien receu: il penetra les intentions du Pape, & remporta de son entretien la satisfaction qu'il se devoit promettre de sa prudence.

On apprehendoit encore en France, & non sans sujet, que le Pape, en donnant l'absolution, ne voulust abolir celle que les Prelats de France avoient donnée au Roy à St Denis. Doffat le craignoit aussy, & se défioit extrêmement des intentions de la Cour de Rome pour cet égard: c'est pourquoy il marque au Roy plusieurs precautions, qu'on pourroit prendre contre les artifices de ces gens là. J'en marqueray deux seulement, qui sont d'une prudence bien fine. L'une est touchant les termes de l'acte de l'absolution, & l'autre touchant le procuration, que les Ministres du Roy devoient apporter à Rome. Pour la premiere, il dit, que les Procureurs du Roy, après avoir débattu tous les mots de l'absolution, la pourroient emporter telle qu'on voudroit la leur donner, & qu'au bout de quelque temps le Procureur General pourroit se pourvoir au Parlement contre les clauses prejudiciables, que la Cour de Rome auroit fait couler dans la Bulle: ou bien on pourroit y faire intervenir les Estats du Roiaume, pour les faire oster. Doffat y ajousté, que cet expedient n'est pas selon son humeur; mais qu'en des affaires de cette nature on est quelquefois obligé d'employer des moyens pires que celuy là. De mesme, il dit à l'égard de la procuration, que le Roy pourroit faire demander l'absolution pu-

re & simple; en sorte que l'on n'en pourroit point tirer de prejudice contre la premiere absolution: & afin que la Cour de Rome ne prist point d'avantage de ces termes generaux, le Roy pourroit expliquer son intention par un acte secret, qu'il passeroit devant que de faire partir ses Ambassadeurs. Mais dautant que cette maniere d'agir n'est pas fort naturelle à Doffat, il dit, que ce n'est pas sans quelque honte, qu'il parle de cet acte; parce qu'il sçait que la magnanimité & la generosité du Roy n'y consentiront pas sans peine: mais quand on a à faire à des gens, qui ne s'aident que d'artifices, on est contraint de se servir d'autres artifices, qui destruisent les leurs. Comme on se peut servir d'armes offensives, & que l'on peut mesmes impunement tuer, en demeurant dans les termes d'une défense legitime & necessaire, ainly peut on, en cas de necessité, employer des moyens, qui ne seroient ny permis ny legitimes sans cela.

C'est un tour de la plus fine prudence, que de faire accroire qu'on neglige les choses qu'on desire le plus: qu'on les tient comme indifferentes, & mesme qu'on en a quelque aversion. S'il m'est permis d'employer icy cette comparaison familiere des rameurs, qui tournent le dos au lieu où ils pretendent aborder, j'estime qu'elle peutestre fort bien appliquée en cet endroit. Le Cardinal Mazzarin s'aidoit merueilleusement bien de cet artifice, & en donna une excellente preuve au Congrès des Pirenées. Dans le traitté, que Pimentel avoit ajusté à Paris avec Lionne, on avoit aussy réglé les interests du Prince de Condé, & on estoit demeuré d'accord, qu'il reviendrait en France, & qu'il rentreroit en son bien, mais non en ses charges ny en ses gouvernements. Don Louïs de Haro s'estoit engagé de parole au Prince, qu'il luy feroit rendre les uns & les autres, & la negociation, que Lionne avoit faite quelques années auparavant à Madrid, ne c'estoit
rom-

rompue que sur cette difficulté. Lors que les deux Ministres se trouverent sur les frontieres, pour mettre la dernière main au traité, & pour concerter l'exécution de ce qui avoit esté résolu à Paris, Don Louïs fit encore de nouvelles instances pour l'entier rétablissement du Prince. Le Cardinal témoigna tant de repugnance pour cela, que D. Louïs luy dit, dans la chaleur de la contestation, que le Roy, son maître, ratifieroit, sans aucune difficulté, ce que Pimentel avoit accordé, mais aussy qu'on ne pouvoit pas empêcher sa Majesté de récompenser M. le Prince, en luy donnant quelques places en Souveraineté sur les frontieres du Roiaume & des Pais-bas. Cette repartie estonna & embarassa le Cardinal. Il consideroit, que le Prince, qui devoit revenir en France en vertu du traité, n'y pouvoit pas vivre en particulier : que le gouvernement de Bourgogne, qu'il avoit devant qu'on luy donnast celui de Guyenne, n'estoit pas grand' chose : que sa charge de Grand Maître ne le faisoit pas plus considerer que sa qualité de Premier Prince du sang : qu'en le rétablissant en ses charges & en ses dignités on l'attachoit plus fortement au service du Roy, & que s'il y rentroit par l'entremise de luy Cardinal, il luy en auroit l'obligation, & deviendrait son amy ; c'est pourquoy *il desiroit avec passion luy rendre cet office.* Mais afin d'en tirer quelque avantage pour le Roy, *il protesta qu'il n'y consentiroit jamais, & fit mine d'avoir de l'aversion pour toutes les ouvertures qu'on luy feroit sur ce sujet.* Cette maniere d'agir estoit si naturelle au Cardinal Mazzarin, qu'il n'eut point de peine à persuader au Premier Ministre d'Espagne, que pour dégager la parole qu'il avoit donnée au Prince de Condé, il en cousteroit au Roy son Maître. Comme en effet pour obtenir un rétablissement, qui n'incommodoit point la France, & que le Cardinal desiroit bien autant que Don Louïs, celui cy ceda encore quelques

ques places, qui couvroient les nouvelles conquêtes. Je ne sçais, si on ne pourroit pas dire, qu'il en cousta bien pour le moins autant au Roy de France, qui avoit déclaré qu'il aimeroit mieux que la paix & le mariage ne se fissent point, que de permettre que les Espagnols eussent l'avantage de faire restablir le Prince de Condé: & neantmoins ils l'eurent, & surprirent par là la fine politique du Cardinal. Si ce Ministre eut fait negotier les interets particulier du Prince avec le Prince mesme, il s'acqueroit l'amitié d'un si grand Sujet, & mettoit du costé du Roy un avantage incomparablement plus grand que celuy, que luy donnoit l'acquisition de deux ou trois meschantes bicoques, que ses armes auroient acquises en l'an 1667 sans la moindre resistance.

La *prudence* a cela de commun avec toutes les autres vertus, qu'on ne sçauroit s'en éloigner tant soit peu, que l'on ne donne dans le vice, & qu'elle ne devienne timidité, ou qu'elle ne dégénere en *fineffe*, & mesmes en *fourberie*. Au commencement de l'an 1573, le Roy Charles IX envoya en Angleterre *Albert de Gondy*, *Comte de Retz*. C'estoit un adroit Florentin, qui sous pretexte de faire confirmer le traitté, qui avoit esté conclu à Blois l'année precedente, avoit ordre de justifier ce qui s'estoit passé au meurtre de la St Barthelemy. Il rencontra la Reine Elisabeth à Canterbury, où le jour de la naissance de cetre Princesse devoit estre celebré par l'Archevesque du lieu, qui luy fit un superbe festin. L'Ambassadeur de France, qui en fut prié, trouva l'occasion de mettre la Reine sur le discours de cette horrible journée, & sceut donner un si admirable tour à cette action inhumaine, dont il rejetta la cause sur les Religioneux, que la Reine en demeura comme persuadée: ou du moins elle voulut bien faire croire, qu'elle l'estoit; afin d'avoir un pretexte de ne point secourir les Protestants de

France, dont elle n'estoit pas fort satisfaite. L'action de Charles IX ne se pouvoit pas justifier, & un homme d'honneur ne l'auroit pas voulu entreprendre. Ce que le Pape Clement VIII en dit au Cardinal Dosfat, fait connoître, que c'estoit la plus lasche trahison, dont on ait jamais ouï parler.

En l'an 1583 le *Duc de Joyeuse*, l'un des favoris de Henry III, ayant dessein de faire un établissement proportionné à sa fortune, jetta les yeux sur le gouvernement de Languedoc, & ne pouvant obliger le Duc de Montmorancy à s'en défaire, il tascha de l'en faire déposséder par des voyes indirectes, en faisant accroire au Pape, que ce Seigneur estoit amy & partisan du Roy de Navarre & du Prince de Condé, ennemis de la Religion Catholique Romaine. Le Roy & la Reine Mere, qui n'aimoient point la Maison de Montmorancy, & qui vouloient faire paroître le Duc de Joyeuse en Italie, avec des marques éclatantes de la faveur, secondoient ses desseins, & luy donnerent des lettres de recommandation pour le Pape, & pour tous les autres Potentats de ces quartiers là. Le Duc, en parlant au Pape, luy dit, que le Roy son maistre, veilloit continuellement à la conservation de la Religion Catholique & de l'autorité du S. Siege; mais *que ses bonnes intentions estoient tousjours traversées ou éludées principalement par le Duc de Montmorancy, qui souffroit, que la Religion Huguenote s'establist dans son gouvernement, avec plus de liberté qu'à Geneve.* Qu'il y avoit longtemps, que le Roy songeoit au ressentiment qu'il en devoit témoigner, & qu'il n'avoit rien voulu resoudre sur ce sujet sans la participation du Pape, & sans avoir pris son advis touchant la conduite qu'il y devoit tenir. Le Pape, qui avoit esté adverty du sujet de l'Ambassade, & de l'intention de l'Ambassadeur, luy dit, après quelques paroles de civilité, qu'il

qu'il croyoit, que le Roy n'estoit pas bien informé de l'affaire du Duc de Montmorancy. Qu'on n'en pouvoit pas faire accroire à luy, qui avoit une parfaite connoissance de la pieté du Duc, & qui avoit des preuves de son zele. Ainsy qu'il joindroit ses prieres à celles de tous les gens de bien, afin que le Roy, continuant d'honorer le Duc de l'affection, que ses services & ceux de ses Predecesseurs meritoient, ne le reduisist point à la necessité de se jetter entre les bras des ennemis de la Religion, & d'y chercher son salut. Le Pape en dit tant à Joyeuse, que ce jeune Seigneur, voyant que la Cour de Rome n'avoit pas pour luy la mesme consideration, ny les mesmes sentiments qu'on avoit en France, demeura sans replique, & se retira avec confusion. Il avoit la qualité d'Ambassadeur; mais le sujet de son Ambassade ne fut pas fort honneste, ny sa maniere d'agir fort prudente.

D'Avaux & Servien estoient, sans doute, de tresgrands Ministres, qui en toute la suite de la negotiation de Munster donnoient tous les jours de nouvelles preuves de leur suffisance; mais ils s'aviserent un jour d'un artifice, où il y avoit bien pour le moins autant de finesse & de subtilité que de prudence. Ils avoient escrit des lettres Circulaires à tous les Princes & à tous les Estats d'Allemagne, pour les prier d'envoyer leurs Deputés à l'assemblée, afin de pouvoir deliberer avec eux des moyens, qui les pourroient remettre en leur ancienne dignité & liberté. Après que quelques uns des Deputés furent arrivés à Munster, il vint une pensée assés extraordinaire aux Plenipotentiaires de France, qui s'imaginerent qu'ils feroient un grand coup d'Etat, s'ils declaroient que le Roy leur Maistre, pour donner aux Princes d'Allemagne une illustre marque de son desintereffement & de sa bienveillance Royale, offroit de retirer toutes les troupes qu'il avoit dans l'Empire, si l'Empereur

de son costé, vouloit accorder une amnistie generale, & consentir que les affaires fussent remises en l'estat où elles estoient en l'an 1618, & que l'on convinst des moyens d'asseurer l'exécution & la durée de la paix. Ils supposoient qu'ils ne hasardoient rien; parce qu'ils estoient bien assurez, que l'Empereur & le Duc de Baviere n'y consentiroient jamais: que cependant, par le moyen de ces offres specieuses, ils acquerioient l'affection des Princes d'Allemagne au Roy, leur maistre, & en le rendant garant de l'exécution du traité, ils le faisoient arbitre des affaires de l'Empire. Toutefois comme les Suedois s'y trouvoient fort interessés; parce que cette proposition les renvoyoit au delà de la Mer Baltique, les Ministres de France jugerent bien, qu'ils ne la devoient point faire sans la participation de leurs alliés, & mesmes sans l'avis de leur Cour. Mais le Cardinal, qui avoit ses veües particulieres, & qui estoit pour le moins aussi délié qu'eux, leur representa, qu'on ne pouvoit faire ces offres, sans offenser le Duc de Baviere, & sans le détacher entierement des interets du Roy; parce qu'elles le depoüilloient de la dignité Electorale, du Haut Palatinat, & des tous les avantages qu'il avoit acquis depuis le commencement de la guerre. Que les offres seroient suspectes, & sembleroient ridicules, mesmes à ceux qui auroient de la peine à croire, que la France fust d'humeur à restituer Brisach, & toutes les places d'Allemagne, & qui sçavoient qu'on offroit à la Suede la Pomeranie, avec quelques villes maritimes & une bonne somme d'argent. Qu'il croyoit bien, que l'Empereur n'accepteroit point ce party; mais qu'il croyoit aussi, que le Conseil de Vienne seroit assez artificieux, pour faire courir le bruit qu'il l'acceptoit; afin de jetter les François dans la necessité de s'en dédire, ou de faire une démarche honteuse, qui décrieroit leur intention & toute leur conduite

uite. Il y ajouta plusieurs autres raisons, qui découvroient la vanité de cet artifice, qui bien loin de persuader le Monde de l'inclination, que la France disoit avoir à la paix, auroit fait croire tout le contraire. Dossat, en entrant dans la negotiation des affaires de France, & ne pouvant demander audience au Pape, que les Espagnols n'en prissent ombrage, la fit demander, comme s'il avoit à parler au Pape de la part de la Reine Doüariere de France, qui l'avoit chargé de la sollicitation des honneurs, qu'elle vouloit faire rendre à la memoire du Roy defunct. Se trouvant aux pieds du Pape, il luy dit, qu'il s'estoit servy de ce pretexte, afin de pouvoir par ce moyen s'approcher de sa Sainteté, sans que les Espagnols s'en allarmassent, mais qu'il avoit ordre du Roy de luy parler de ses interets. Toutefois afin de ne passer point pour fourbe dans l'esprit du Pape & du Roy mesme, il dit, qu'il avoit en effet reçu depuis quatre jours commandement de la Reine de faire de nouvelles instances; de sorte que ce qu'il avoit fait dire a sa Sainteté estoit veritable: comme il le seroit aussy, quand au sortir de l'audience il diroit, qu'il luy avoit parlé des affaires de la Reine. Il y a aujourd'hui peu de Ministres, qui fissent ce scrupule.

Il y a une espece d'adresse, qui est plustost fripponerie que finesse ou artifice. En l'an 1626 le Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne à Rome, en faisant l'hommage pour le Roiaume de Naples, la veille de la S. Pierre, avoit bien fait presenter la hacquenée blanche, mais les sept mille escus, dont elle devoit estre accompagnée, n'estoient pas prests. Le Tresorier de la Chambre Apostolique en advertit le Pape, & y ajouta, que l'Ambassadeur l'avoit asseuré, qu'il ne manquoit à la lettre de change que la signature; mais qu'il la signeroit, & que l'argent seroit payé incontinent, suppliant le Pape d'accepter cependant la

hacquenée, sans prejudice de ses droits. L'intention de l'Ambassadeur estoit d'acquiescer par là un tiltre, qui exemptast le Roiaume de Naples de ce tribut annuel. Mais le Pape répondit, qu'il ne vouloit pas faire ce tort à la Chambre Apostolique, & que l'Ambassadeur payast les sept mille escus presentement, ou qu'il fist emmener la hacquenée, & qu'il ne receuroit point l'hommage sans l'argent. Que le banquier Sacchetti, qui s'y trouvoit present, en fist sa dette; non en la consideration du Pape, mais qu'il prist ses seuretés de l'Ambassadeur, & que sans cela il n'en feroit rien. L'Ambassadeur, qui croyoit duper le Pape, y receut un grand affront, estant contraint de faire intervenir le credit d'un banquier, pour se tirer d'un mauvais passage, où un Ministre plus prudent & moins fin se seroit bien donner de garde d'entrer.

De ces petites finesses & fripponneries, que l'on tasche de faire passer pour des galanteries, on passe aisément à des fourberies grossieres, qui sont indignes d'un Ministre, qui a un peu d'honneur & de reputation à ménager. Car si l'Ambassadeur est assés malheureux pour la perdre, & pour passer pour fourbe & pour menteur, il ne peut plus ny negotier ny paroistre; parce qu'il perd la confiance & le credit, qui est le fondement de tout le commerce qui se fait entre les hommes, quel qu'il puisse estre. Dans les défiances perpetuelles on a dessein de tromper, ou peur d'estre trompé; de sorte qu'il est impossible de faire reussir la negotiation, où elles entrent. Car soit que l'Ambassadeur suive en cela les ordres de son Prince, ou qu'il agisse conformément à son humeur & à son genie, il ne se peut qu'il ne devienne suspect, & incapable de negotier. L'Ambassadeur n'est pas obligé de decouvrir toutes les pensées, & il luy est permis, ou plustost necessaire de les déguiser quelquefois: mais je ne sçais s'il luy est permis, en quelque

que occasion que ce soit , d'agir contre les principes de l'honneur ; C'est à dire , s'il peut détruire la vérité par un mensonge. *Phil. de Commines* étant Ambassadeur de France à Venise , & voyant continuellement aller & venir des courriers , n'eust point de peine à deviner , qu'il s'y faisoit des intrigues contre le service de Charles VIII , son Maître. Pour s'en éclaircir , il tascha d'en découvrir quelque chose par le moyen des Ambassadeurs du Duc de Milan , qui estoit allié de Charles. Ces Messieurs ne se contenterent point de faire les ignorants , & de témoigner à *Commines* qu'ils n'estoient pas moins estonnés que luy de l'allée & venue de tant d'Ambassadeurs ; mais ils luy vnderent mesmes ce que l'Ambassadeur d'Espagne devoit faire à Venise , quoy qu'ils sceussent qu'il avoit passé à Milan , & qu'il y avoit conféré avec le Duc. Enfin le voyant pressés de dire ce qu'ils sçavoient de la negotiation qui se faisoit à Venise , parce que *Commines* leur declara , qu'il vouloit faire sçavoir au Roy , son Maître , ce qui s'y passoit , *ils protesterent , avec de grands serments , qu'il ne s'y negotioit rien contre le service du Roy.* *Commines* dit qu'ils mentoient ; c'est à dire qu'ils faisoient une action infame , indigne d'un Ministre & d'un honneste homme. Le Cardinal d'Amboise étant allé trouver l'Empereur Maximilian I à Trente en l'an 1509 , on y mit en deliberation ce qu'on feroit de la Republique de Venise. Le Cardinal estoit d'avis qu'on la détruisist jusques aux fondements. Ce n'estoit point le sentiment de Ferdinand le Catholique , qui avoit donné ordre à Jaques de Conchillos , Evêque de Catania , son Ambassadeur , de proposer à l'Empereur un accommodement avec le Pape & avec la Republique , afin d'arrester le progrès des armes de Louis XII , qui avoit desja fait de grandes conquestes en Italie , devant que les autres alliés se fussent mis en devoir d'exécuter le

trait-

traitté de Cambray ; à la reserve du Pape, qui avoit pris quelques places en la Romagne. Cet Ambassadeur, qui avoit ces ordres, qui sçavoit les intentions du Roy son maistre, & qui estoit fort resolu de les suivre, fut neantmoins de l'avis du Cardinal ; a dessein de le tromper, & de luy déguiser les veritables sentiments du Roy Catholique, qui trahissoit celuy de France. Il sçavoit qu'il ne pouvoit point faire de prejudice à son maistre, par ce qu'il estoit asseuré que le Pape ne consentiroit jamais à la perte de la Republique : mais cela n'empeschoit point qu'il n'y eust en son procedé une mauvaise foy, indigne d'une honneste homme.

Le mesme *Commines*, en parlant de sa personne, dit, que pendant qu'il estoit encore au service du Duc de Bourgogne, il fut envoyé à Calais, où il trouva que Vauclerc, gouverneur de la place, & tous les officiers Anglois avoient pris la devise du Comte de Warüic, qui estoit un baston noir. Qu'ils faisoient cette declaration ouverte, parce qu'on les avoit asseurés, que le Roy Edüard IV avoit esté tué à la bataille qu'il avoit donnée au Comte. *Commines* y ájousté, *qu'il leur disoit, que cette nouvelle estoit certaine, quoy qu'il sceust le contraire*, & qu'il fust asseuré, qu'Edüard estoit en Hollande. Il n'eust point de peine à faire croire ce qu'il disoit ; parce que tout le monde sçavoit ; que les premieres nouvelles que le Duc de Bourgogne avoit eües de la défaite d'Edüard, avoient esté accompagnées de celles de sa mort. Mais je ne sçais si son procedé peuteestre bien justifié. L'Ambassadeur peut & doit estre dissimulé, & bien loin d'estre obligé de tout dire, son silence fait une partie de sa fidelité. Il peut taire une verité, qui seroit prejudiciable au service de son Prince ; mais il me semble qu'on ne peut jamais justifier le menfonge.

En l'an 1646 l'Ambassadeur d'Espagne qui estoit à Venise

se en ce temps là, s'estant fait donner audience dans le College, au sujet de la descente que les François avoient faite en la coste de Toscane, & du passage que la Republique de Gennes donnoit à leurs troupes, dit qu'on voyoit arriver presentement ce qu'il avoit predit longtemps auparavant de l'intention des François. Qu'ils n'en avoient point d'autre, sinon d'affoiblir les forces des Princes d'Italie, afin de les mettre hors d'estat de s'opposer à celles du *Grand Seigneur*, avec lequel ils avoient resolu la guerre de Candie. Une fausseté si grossiere & si impudente oste à l'Ambassadeur tout son credit & toute sa reputation. Dossat, qui ne prononce que des Oracles, pour ceux qui sont dans le maneige des affaires, ou qui y pretendent entrer, dit en la lettre qu'il escrit au Roy du 23 Decembre 1594, qu'après la promesse qu'il avoit faite au Pape & au Cardinal Aldobrandin, de ne parler à personne de la dépesche qu'il avoit receüe du Roy, il avoit crû devoir s'acquitter de sa parole, pour fonder auprès d'eux cette creance, qu'il ne les trompera jamais, & qu'il est secret & veritable; afin qu'à l'avenir ils luy puissent parler avec la mesme confiance & assurance qu'ils avoient fait. Et de fait, il est impossible, que l'Ambassadeur acquiere la moindre creance dans la Cour, où il negotie, si l'une de ces deux qualités luy manque. Je sçais bien que tout homme est menteur, & que Dossat, qui avec les qualités d'un habille Ministre, avoit aussy celles d'honneste homme, dit dans sa lettre du 4. Janvier 1595, qu'il avoit nié constamment à Lomelin & à Delbene d'avoir receu la dépesche, dont il avoit dit le contenu au Pape: ce qui semble estre peu conforme à cette prud'homme, dont il faisoit profession, & dont on voit tant de marques en toute la suite de sa negotiation. Mais je ne crains point de dire, qu'en cela il n'a point fait de tort à sa reputation: & j'ose y ajouster, sans

faire le casuiste, qu'il faut distinguer, premierement entre l'habitude & l'action. Secondement autre chose est de nier une verité & autre chose est de mentir. En troisieme lieu il faut considerer, que Dossat, en déguisant la verité, n'offensoit personne, & finalement qu'il falloit qu'il devinst infidelle au Roy, son Maistre, & qu'il manquast à sa parole, ou qu'il ne dist point la verité, ce qui n'est pas mentir, sinon dans une signification assés impropre.

Il y a des Ambassadeurs, qui croient estre fort prudents, & de rendre un important service à leur Prince, en faisant courir de fausses nouvelles, s'imaginant d'emporter par là un grand avantage sur leurs ennemis. *D. Bernardin de Mendosse*, *Ambassadeur d'Espagne*, fut jusques dans le Louvre asséurer le Roy, que cette formidable armée navale de l'an 1588 avoit fait descente en Angleterre, que tout le Roiaume s'estoit soulevé contre la Reine Elisabeth, & que la conquête de toute l'Isle estoit asséurée. Un religieux Espagnol, en preschant à Milan en la presence du Gouverneur & du Magistrat, le dit comme une verité Evangelique, & cependant tout le monde sçavoit le contraire. Il y en a encore qui ne craignent point de debiter des lettres qu'ils font accroire avoir esté interceptées, pour décrier les affaires & la conduite de ceux dont la prosperité leur est incommode. Pendant la guerre des Barberins *l'Ambassadeur d'Espagne* fit courir une lettre à Venise, où le Cardinal Mazzarin exhortoit le Cardinal Bichi d'agir avec adresse en sa negotiation, & de ne rien precipiter, afin que les Princes d'Italie, se mangeant & consumant entre eux, fissent les affaires de la France. Ces lettres furent envoyées à toutes les Cours de l'Europe; mais on en découvrit bientost la fourbe; parce que ce n'estoit pas l'intérest de la France de faire continuer la guerre en Italie, où elle auroit esté obligée de prendre part, & d'employer une
par-

partie de ses troupes. *Le Brun*, Ambassadeur d'Espagne à Munster, y proceda avec plus d'adresse, mais avec aussy peu de succès. Il sçavoit que les Plenipotentiaires de France n'estoient point satisfaits de ceux de Suede, & qu'ils ne manqueroient pas de le témoigner dans les premieres depesches, qu'ils envoyeroient à la Cour; c'est pourquoy il trouva le moyen d'en recouvrer une, qui parloit en des termes bien forts de l'humeur & du procedé d'Oxenstirn, & du Chancelier son pere. *Le Brun* croyoit devoir encherir sur ce que la lettre en disoit, & en altera quelques passages, en sorte que cela n'estoit pas seulement capable d'offenser extrêmement ces deux Ministres, mais aussy de broüiller les deux Couronnes alliées. Il en fit trop, & donna par ce moyen un grand avantage aux François, qui pouvant facilement découvrir ce qu'il y avoit de faux, n'eurent point de peine à rendre tout le reste suspect, & à faire croire que ce n'estoit qu'imposture.

Au commencement de la guerre, dont la Chrestienté se trouve encore affligée, un Ministre de la Cour de Vienne fabriqua une piece fort scandaleuse, sous le tiltre d'un discours, que le Commandeur de Gremonville, Ministre de France, auroit fait au Conseil de l'Empereur contre l'Estat des Provinces Unies. Mais on reconnut bientost que ce n'estoit qu'une fourberie fort grossiere, & que c'estoit l'ouvrage d'un homme, dont toutes les productions marquoient beaucoup d'esprit, & assés de connoissance, mais fort peu de jugement & de conduite. L'Ambassadeur doit chercher la gloire & l'avantage de son maitre en toutes les rencontres. Il peut faire valoir celuy de ses armes, couvrir & dissimuler ses pertes & ses disgraces: mais il ne peut fabriquer & supposer des pieces fausses, qu'il ne deshonnore son caractere. Le Ministre Public doit detester ces impostures & ces artifices criminels, & il doit

estre au dessus de ces petites finesse & duplicités, qui ne sont que des productions d'un esprit foible & mal tourné.

Vers la fin du dernier siecle *Sigismond Battory*, ne pouvant se maintenir en la Principauté de Transilvanie, la ceda au Cardinal André Battory son parent. L'Empereur Rodolfe, qui vouloit annexer cette Province à son Royaume d'Hongrie, se servit de Michel, Despote de Wallachie, pour l'empescher d'en prendre possession. Le Cardinal de son costé employa le Nonce du Pape, pour tascher de persuader Michel de ne se point mesler de cette guerre. *Le Nonce*, pour y reussir, *dit à Michel, qu'il avoit un ordre de l'Empereur, qui desiroit qu'on ne troublast point le Cardinal en sa possession.* Michel ayant demandé à voir l'ordre, le Nonce luy dit, qu'il l'avoit laissé entre les mains du Cardinal, qu'il l'iroit querir dans peu de jours, & qu'en mesme temps il disposeroit le Cardinal à s'accommoder avec l'Empereur. Le malheur du Nonce voulut, que Michel receut un ordre, par lequel l'Empereur luy commandoit de chasser le Cardinal; de sorte qu'il se disposa à le combattre. Le Nonce s'y opposa encore, & se trouvant dans tous les quartiers de l'armée, & representant aux officiers l'horreur de l'effusion de tant de sang Chrestien, taschoit de les empescher de consentir à la bataille: mais Michel, pour s'oster devant les yeux un objet, qui l'empeschoit d'executer les ordres de l'Empereur, se faisit doucement de la personne du Nonce, le fit emmener au quartier, & commanda a son fils de le garder pendant le combat, qui fut funeste au Cardinal. *Le Nonce mentoit*, contre son honneur, & avec cela il prit party, contreson instruction: il en fut desavoué, & relegué dans son Evesché.

La prudence de l'Ambassadeur consiste principalement à sçavoir éluder les finesse d'autrui, & à éviter les pieges qu'on

qu'on luy tend: c'est à dire à s'empescher d'estre trompé. Il ne l'est pas tousjours, quoy qu'on le trompe en effet. Il n'est point trompé, lors que découvrant l'artifice du trompeur, il luy fait connoistre, qu'on luy peut bien faire violence, mais que son habilité est hors de surprise. *Corvitz Ulefeld*, Grand maistre de Dannemarc, ayant esté contraint de se sauver, trouva sa seureté à Stocolm, en la puissante protection de la Reine Christine de Suede, qui recevoit & caressoit tous les estrangers, & estoit fort sujette à donner son estime au dernier venu. Elle n'en fit pas un mistere à l'Ambassadeur de Dannemarc, qui en estoit extrêmement scandalisé: mais un jour elle s'avisâ d'envoyer le Maistre des Ceremonies au mesme Ambassadeur, & de luy faire dire, qu'elle avoit effectivement reconnu, qu'Ulefeld estoit un fourbe, un meschant & un scelerat, qui estoit indigne de sa protection. Qu'elle estoit resoluë de la retirer, & de le luy declarer elle mesme, en la presence de l'Ambassadeur, si le lendemain il se vouloit trouver à la Cour. *L'Ambassadeur témoigna estre fort surpris d'un langage si different de celuy que la Reine luy avoit tenu quelques jours auparavant, & ne dissimula point au Maistre des Ceremonies la défiance, qu'il avoit de l'intention de la Reine;* mais il ne laissa pas de luy dire, qu'il ne manqueroit point de se rendre au Chasteau, parce qu'il s'asseuroit que les intentions de la Reine estoient sinceres, & qu'elle ne permettroit point, qu'Ulefeld y fît sa justification, ny qu'il y dist rien contre l'honneur & contre la reputation du Roy son Maistre. On luy donna le mesme jour advis, que la Reine, ayant passé au logis d'Ulefeld, l'avoit pris dans son carosse, & l'avoit mené à la promenade: c'est pourquoy il envoya querir le Maistre des Ceremonies, & luy fit les mesmes protestations, qu'il luy avoit desja faites, qu'il ne suffriroit point, qu'Ulefeld fît rien au prejudice

du Roy son Maistre. Il luy dît aussi le sujet qu'il avoit de se défier de l'intention de la Reine. Neantmoins sur les nouvelles assurances, que le Maistre des Ceremonies luy donna, il alla le lendemain au Chasteau: mais à peine estoit il entré dans la Chambre de la Reine, qu'elle y fit venir Ulefeld, à qui elle permit de se justifier, au grand estonnement de l'Ambassadeur: qui ne pouvant sortir de la chambre; parce qu'il en fut empêché par quelques Seigneurs, qui gardoient la porte, il se mit à rêver à une fenestre, jusques à ce qu'Ulefeld eust achevé de lire son escrit. Après cela il sortit, & se retira à son logis, sans parler du sujet de l'assemblée; mais il se plaignit bien fort à quelques Senateurs du procédé de la Reine. Elle ne le trompa point, parce qu'il se défioit d'elle. On n'est trompé & fourbé que lors que l'on croit ne l'estre pas. La prudence, quelque consommée qu'elle soit, ne nous peut pas garantir de la trahison; mais celuy qui a publié cette histoire n'a pas fort obligé cette grande Princesse. Il ne faut pas avoir beaucoup d'esprit ny de delicateffe pour un artifice si grossier.

Ce que les dépesches des Plenipotentiaires de France disent des artifices honteux, dont les Ministres des Provinces Unies couvroient les intrigues, qu'ils avoient avec ceux d'Espagne à Munster, est si scandaleux, que je m'estonne que jusques icy il ne se soit trouvé personne, qui ait entrepris de justifier leur procédé, pour sauver l'honneur de l'Estat. Un auteur moderne en parle en ses termes.

„ Quelque chaleur, qu'on remarquaît en la conduite des
 „ Plenipotentiaires de France, on la pouvoit excuser, si
 „ après tous les remedes lenitifs ils employoient de forts,
 „ avec des gens resolus de conclurre en toutes les manieres,
 „ & qui ne voulant se souvenir des obligations qu'ils avoient
 „ ient à la France, non plus que des traittés qui les devoient
 „ ient

„ ient empêcher de songer à un traité séparé, en usoient
 „ si desobligeamment avec elle. Si au contraire ils pou-
 „ voient, par des voyes plus seures & plus honorables
 „ obtenir, avec l'applaudissement de tout le Monde, tou-
 „ tes leurs pretensions, ils ne devoient point, par des voyes
 „ indirectes & incertaines, s'attirer la detestation de tous
 „ les honnestes gens, en sortant de si mauvaise grace d'une
 „ amitié & d'une alliance, qui leur estoit si commode & si
 „ necessaire. Si en soupirant après le repos, ils jugeoient
 „ que le Premier Ministre de France s'y opposoit, & que
 „ s'ils croyoient enfin que la prodigieuse grandeur de cet-
 „ te Couronne faisoit leur malheur, ils pouvoient trou-
 „ ver leur compte d'une maniere plus honneste, sans s'em-
 „ porter à une espece de felonie & de parjure, & sans don-
 „ ner à l'Univers une si meschante opinion de leur duplici-
 „ té, que ce sera avec horreur, que la posterité lira dans
 „ l'histoire l'infamie, avec laquelle ces peuples, *leurs Mi-*
 „ *nistres, leurs Deputés* & les principaux de leur Estat,
 „ *mentoient, juroient à faux à tous moments*, & commet-
 „ toient des trahisons toutes les fois que les Ministres de
 „ France les sommoient de l'exécution des traittés, qu'ils
 „ avoient avec le Roy. Il est vray que les Plenipoten-
 „ tiaires, qui estoient de la part des Provinces Unies à Mun-
 „ ster, se firent grand tort en plusieurs rencontres, où ils
 „ faisoient des protestations fort solennelles de la sincerité
 „ de leur intention, quoy que leurs actions les démentissent
 „ ouvertement. Quelques traittés que les Estats eussent
 „ avec la France, ils n'estoient pas obligés de permettre qu'ils
 „ servissent à la ruine de leur Republique: mais aussy pou-
 „ voient ils sortir avec honneur de leur engagement, en sui-
 „ vant l'exemple de Henry IV, qui voulant traiter avec
 „ l'Espagne, fit declarer à la Reine d'Angleterre & aux Pro-
 „ vines Unies ses alliés, que l'est at de ses affaires ne luy
 per-

permettoit pas de continuer la guerre. Le Prince, qui voudroit que son allié se ruinaſt pour l'amour de luy, ſeroit injuſte, & celui qui ruineroit ſes ſujets pour l'amour de ſon allié, ne le ſeroit pas moins.

Une des choſes, dont l'Ambaſſadeur ſe doit le plus garder en ſa negotiation, c'eſt *de ne point prendre le change*. Je veux dire, qu'il ne faut pas qu'il ſe laiſſe amuſer dans les conférences qu'il a avec les Miniſtres, ou dans les audiences que le Prince luy donne. Toutes les civilités, toutes les careſſes, toutes les digreſſions, qui eludent ſes inſtances: toutes les fauſſes remiſes, toutes les proteſtations, & à plus raiſon toutes les réponſes ambigües luy doivent eſtre ſuſpectes: & meſmes il doit conſiderer tous les feſtins & tous les divertifſemens, comme autant d'obſtacles que l'on oppoſe à l'exécution de ſes ordres. *Whiteloc*, qui eſtoit Ambaſſadeur d'Angleterre en Suede, dans l'année 1653, ſe plaignoit à tout le monde, qu'en ſes audiences la Reine ne luy parloit que de philoſophie, & ne l'entretenoit que de ſes ballets & de ſes divertifſemens, & qu'elle ne luy diſoit jamais ny ouï ny non. Le Duc de Guiſe dit en ſes memoires, que les larmes ne couſtoient rien au Pape Innocent X, & en parle comme d'un homme qui jouoit fort bien toutes ſortes de perſonnages. Le Cardinal Mazzarin, qui le connoſſoit parfaitement, recommandoit continuellement à l'Abbé de St Nicolas, depuis Evesque d'Angers, qui faiſoit les affaires du Roy à Rome, *de ne s'y point laiſſer tromper: d'eſſuyer les emportemens, & d'applaudir meſmes aux diſcours, aux cageoleries & aux proteſtations du Pape; mais de ne prendre en payement que des effets, de pourſuivre ſa pointe, & de ne le point quitter, qu'il ne l'euyt fait expliquer, & qu'il n'en euyt tiré une réponſe Cathégorique*. Si jamais il a eſté neceſſaire que l'Ambaſſadeur ait pris ces meſures, ç'a eſté avec le meſme Cardinal Mazzarin.

Il ne donnoit audience aux Ministres estrangers qu'après plusieurs instances, & qu'il ne vist, par maniere de dire, les portes de son appartement forcées : & lors qu'il les admettoit, au lieu de leur donner audience, il commençoit le premier à parler, & ne cessoit point de les entretenir de choses indifferentes, afin de gagner du temps, & d'oster aux Ministres le loisir & le moyen de faire les affaires de leurs Maistres. Il faisoit tout le tour de l'Europe, & debitoit toutes sortes de nouvelles ; faisant bien voir du pais à ceux qui le vouloient suivre : tellement que le plus souvent les Ambassadeurs & Ministres avoient de la peine à trouver un moment, pour luy dire une bien petite partie de leurs affaires. C'estoit avec cela l'homme du monde le plus caché. Ses pensées & ses intentions estoient impénétrables à ses plus grands confidens, & il n'y avoit point d'assurance à prendre en sa parole, ny en ses sermens quelque forts qu'ils fussent. C'est ce qu'en dit Vittorio Siri, & j'en sçais aussi une partie par experience.

En l'an 1646 l'Abbé Bentivoglio, un des plus confidens Ministres du Cardinal Mazzarin, après Zongo Ondedei, fut envoyé à quelques Princes d'Italie, pour les obliger à entrer dans les interets du Roy, pendant que les armes de France agiroient en la coste de Toscane. Il avoit ordre de faire les mesmes offices auprès du Granduc, le Prince du Monde le plus réservé & le plus circonspect : qui luy dit. Qu'il falloit luy donner du temps, pour deliberer touchant les propositions, que l'Abbé luy avoit faites, & pour faire reflexion sur les avantages, qu'il luy avoit dit, que les Princes d'Italie trouveroient dans le voisinage des armes de France. Que si elles estoient employées au Roiaume de Naples ou en Sicile, peutestre ne s'en mèleroit il point : mais si elle attaquoient quelque place en la coste de Toscane, les traités qu'il avoit avec

l'Espagne, & l'obligation, en laquelle il se trouvoit à cause de la ville de Siene, l'empesheroient de s'expliquer dans si peu de temps touchant la neutralité, que la France luy faisoit demander. Qu'il avoit des terres au Roiaume de Naples, & que le Roy d'Espagne luy devoit cinq millions d'or : ce qui l'embarassoit, & l'obligeoit à songer à luy. L'Abbé luy répondit, *qu'il demandoit une résolution, & non des paroles.* Qu'il ne sçavoit pas ce que l'armée navale devoit entreprendre ; mais qu'il vouloit bien luy declarer, qu'en quelque lieu qu'elle prist port, elle traitteroit en ennemis tous ceux qui auroient directement ou indirectement secouru les ennemis du Roy.

Je donneray un exemple de ce que je viens de dire des festins & des divertissements. Après la mort de Henry Roy de Portugal, le Pape Gregoire XIII envoya en Espagne le Cardinal Riario, en qualité de Legat. Le Comte de Sastago, Viceroy d'Arragon, luy fit si grand' chere, dès qu'il entra dans son gouvernement, que le Cardinal luy fit confidence du secret de la Legation. L'intention du Pape estoit de s'eriger en juge, & de prononcer sur le Droit des Princes qui pretendoient à la Couronne de Portugal. Le Comte en donna advis au Roy, qui de son costé donna ordre, qu'on luy fist entrée solennelle en toutes les villes de son passage, où on fit tant de preparatifs, tant de festins, tant de combats de taureaux, & on luy donna tant d'autres divertissements, que le Roy eut le loisir d'entrer en Portugal, & de pousser ses conquestes, devant que le Cardinal le pust joindre.

Au commencement de l'an 1660 deux Ambassadeurs d'une des Couronnes du Nort estant en Hollande, pour tascher d'obliger les Provinces Unies à se declarer pour les interests du Roy leur maistre, allerent à Amsterdam ; afin de disposer le Magistrat de cette ville là à favoriser leurs

leurs pretensions dans l'assemblée des Estats de la Province. On les receut fort bien, on leur fit des festins, on les défraya, on leur donna la Comedie, & plusieurs autres divertissemens, & pour le fait de leur negotiation, on les renvoya avec des assurances fort generales de la bonne intention du Magistrat : mais ils furent fort peu satisfaits du traitté qui se fit en suite, à l'instance des Couronnes de France & d'Angleterre, & du consentement des Estats. Les festins & les divertissemens payerent la peine du voyage des Ambassadeurs, & l'honneur que leur Roy avoit fait à la ville de luy escrire.

Il y a encore un vice fort opposé à la *Prudence*, & qui neantmoins s'en masque quelquefois : c'est la timidité, lors que l'Ambassadeur n'a pas l'assurance d'exécuter les ordres qu'on luy donne, & de les exposer avec la vigueur qu'il doit à sa charge. C'est proprement une lâcheté infame, & indigne du caractère. *Je ne voudrois pas, dit Dossat, que le Pape me crust assés lâche, pour n'oser pas luy porter les commandemens du Roy, dans les termes, que je les avois receus.* Et de fait, le Ministre qui a l'ame assés basse, pour ne pas suivre les ordres qu'on luy donne, bien loin de passer pour prudent, ne merite pas d'occuper le poste, dont on l'a honoré. Il dit dans un autre endroit. *Je me prepare à l'exécution des commandemens, qu'elle me veut departir pas Monsieur du Perron, pour y servir Vostre Majesté sous luy de toutes les forces de mon ame. En quoy la fidelité l'integrité & le zele ne me manqueront jamais, ny quelque difficulté que j'y apprehende, la hardiesse non plus.* Au contraire, on ne peut assés estimer la generosité de ceux qui parlent avec liberté & avec courage pour les interets & pour la dignité du Maistre : dont il y aura occasion de parler en la Section suivante.

L'Ambassadeur prend le change, non seulement lors

qu'il se laisse amuser, mais aussy lors qu'il se rebutte. Le Cardinal Barberin avoüoit, que ç'avoit esté un des secrets de son Ministère, aussy bien que du gouvernement du Pape, son oncle, que de se pouvoir délivrer de l'importunité des Ministres Publics, en les rebutant par des refus peu raisonnables, ou par des longueurs & des remises affectées. C'est pourquoy le Cardinal Mazzarin, le plus habile negotiateur du Monde, recommanda bien fort à l'Abbé de S^t Nicolas, dont je viens de parler, de ne point témoigner, que la maniere incommode d'agir du Pape fust capable de le chagriner, ou de le rebutter, jusques au point de n'aller plus à l'audiance; parce qu'il ne pourroit pas faire un plus grand plaisir au Pape.

C'est aussy une grande prudence, que de sçavoir couvrir un mal, où on ne peut remedier. L'Ambassadeur, qui se trouve parmy des barbares, qui n'ont point de respect pour le *Droit des Gens*, ne peut pas tousjours éviter les injures & les outrages, qu'il ne craindroit point parmy une nation civilisée, mais il n'en doit demander reparation, s'il n'est assuré de l'obtenir. En dissimulant il souffre, mais en demandant reparation il engage le nom & la dignité du Maître, & s'il n'obtient rien, il luy fait recevoir un affront, qui oblige le Prince au ressentiment, & le Ministre à la retraite. Les *Turcs avoient contraint les Ambassadeurs de France, d'Angleterre & de Venise de comparaître pardevant les juges ordinaires*. On ne pouvoit pas faire un plus grand affront ny aux Souverains ny aux Ministres; mais la Cour de France escrivit à l'Ambassadeur qu'il le dissimulast, parce que les affaires du Roy ne luy permettoient point de s'en ressentir. Le *Comte de Carlisle*, Ambassadeur d'Angleterre en Moscovie, estant desjà à cheval, & ayant fait une partie du chemin, pour faire son entrée, on l'en destourna, pour le faire aller loger dans

un meschant village auprès de la ville. Il s'en plaignit par escrit, & en demanda reparation. Et demandant raison à ceux qui n'en ont point, & en se faisant refuser, il fit devenir outrage ce qui en effet n'estoit qu'une rusticité, qu'une prudente dissimulation auroit fait passer pour bevue. Il y aura occasion de parler cyaprès en la Section 16 de la fausse prudence d'un Ambassadeur, qui faute de faire rapport de ce que l'Empereur luy avoit dit, fit recevoir un sanglant affront à son Maistre. Mais aussy la veritable prudence ne permet pas à l'Ambassadeur d'escrire son Prince tout ce qui se passe. M. de Foix dit, qu'il suffit, d'en donner advis à un des Ministres confidens du Prince, en attendant que son adresse y remedie. Le 2 Juin 1616 le Roy Louis XIII envoya querir le Duc de Monteleon, Ambassadeur d'Espagne, & luy dit, qu'estant demeuré garand de l'exécution du traité d'Ast, il ne pouvoit pas souffrir, que le Roy Catholique inquietast le Duc de Savoye, & qu'il estoit resolu de le secourir, puis que les bons offices, qu'il avoit faits pour la continuation du repos de l'Italie, avoient esté inutiles. L'Ambassadeur répondit, qu'il travailleroit tousjours de tout son pouvoir à la paix; mais pour la declaration, que sa Majesté venoit de faire, qu'elle envoyeroit du secours au Duc de Savoye, il la supplioit de la faire entendre par quelqu'autre au Roy son Maistre; parce qu'il ne pouvoit pas changer sa qualité d'Ambassadeur en celle de Heraut; particulièrement envers le Prince qu'il servoit. Le Roy repartit, qu'il luy avoit dit son intention, & qu'il la fist sçavoir au Roy d'Espagne, s'il le jugeoit à propos. La réponse de l'Ambassadeur estoit fort prudente; parce que le Roy de France devoit charger de cette commission le Ministre qui estoit de sa part à Madrid; mais l'Ambassadeur ne pouvoit pas se dispenser de donner advis au Duc de Lerme de ce, que le Roy luy avoit dit.

La prudence a un objet si vaste, qu'on peut dire qu'il est presque infiny. L'Ambassadeur ne doit pas seulement considerer, que les principes du raisonnement dans la politique sont aussy incertains, que ceux de la Mathematique sont infallibles; mais il doit aussy sçavoir, que les raisons les plus fortes, & qui sont en quelque façon demonstratives, ne sont pas tousjours concluantes. C'est une maxime fondamentale dans le gouvernement des Provinces Unies, que les resolutions qui s'y prennent du consentement & de l'ordre exprés de toutes les Provinces, ne peuvent aussy estre alterées ny détruites que de leur consentement unanime, & de leur ordre exprés. L'instruction, que leurs Plenipotentiaires emporterent à Munster, avoit esté examinée par toutes les Provinces, réglée & arrestée de leur ordre & de leur consentement unanime. Il est certain, que cette instruction ordonnoit aux Plenipotentiaires d'observer punctuellement le traité de l'an 1644, & de ne rien conclurre sans la France. Sur ces principes la Tuillerie, Ambassadeur de France, soustenoit, que les Plenipotentiaires des Estats n'oseroient & ne pouvoient faire un traité particulier avec l'Espagne. Il disoit, que tout l'Estat n'estoit point corrompu. Qu'il y avoit des personnes de jugement & de qualité, qui ne permettraient point qu'on manquaît si vilainement à la France, à l'amitié que l'Estat luy devoit, & à la parole qu'on avoit donnée: sur tout puis que les Estats n'avoient point de garant de tout ce que l'Espagne leur promettoit par le traité, & que les Plenipotentiaires ne s'exposeroient point au reproche, ny à la recherche qu'on en pourroit faire. Il raisonnoit juste, & en homme entendu; mais il ne laissa pas de se tromper, par ce qu'on ne laissa pas de conclurre à l'exclusion de la France.

Il y a une infinité d'avis à donner à l'Ambassadeur au
sujet

sujet de la prudence ; mais j'ose dire , qu'il n'y en a point à donner à un Ministre , à qui cette vertu est naturelle , ou acquise par une longue habitude. Il forme sa conduite sur ses propres maximes , & ménage les occasions selon qu'elles se présentent. Il ne manquera pas de mettre par écrit tout ce que son Prince luy ordonne ou recommande de bouche ; tant pour le soulagement de sa memoire , que pour la justification de son procedé. Il se gardera bien de parler avec trop de liberté dans un lieu suspect , & croira tousjours que les murailles mesmes ont des oreilles : mais il considerera particulièrement ce que l'illustre-auteur des excellentes reflexions Morales dit , *que la prudence la plus consommée ne sç'auroit nous assurer du plus petit effet du monde ; parce que travaillant sur une matiere aussy changeante , & aussy inconnüe qu'est l'homme , elle ne peut executer seurement aucuns de ses projets.* J'y ajousté qu'il n'y en a point , qui puisse ny deviner ny prevenir les artifices , que les esprits malicieux employent pour la surprendre. J'avoüe que *Creville* , gentilhomme , & *Richer* Secrétaire du Connestable de St Pol , n'estoient pas de fort grands Ministres , mais il faut demeurer d'accord , qu'il n'y avoit point de prudence , quelque raffinée qu'elle fust , qui pust éviter les filets que *Loüis XI* leur tendit. Leur intention estoit de détruire le Duc de Bourgogne dans l'esprit de *Loüis* , & mesme de le rendre ridicule , s'ils pouvoient. Le Roy qui les haïssoit tous deux également , & qui les vouloit perdre , taschoit de les rendre irreconciliables , en découvrant à l'un les duplicités & les perfidies de l'autre. Le *Sieur de Contay* estoit auprès de luy de la part du Duc , & pour le laisser persuadé des meschantes intentions du Connestable , il fit cacher ce gentilhomme derriere un bavent dans la Chambre , où il devoit donner audience à ces Ministres.

Ils

Ils avoient desja fait cent contes du Duc de Bourgogne, & afin que son Ministre luy en pust faire un fidelle rapport, le Roy les remit sur le mesme discours, & leur fit repeter les railleries, que le Duc faisoit du Roy d'Angleterre, & le ressentiment qu'il avoit de la paix qu'Edüard avoit conclüe avec le Roy. Ils en dirent tant, qu'il n'en falloit pas davantage pour persuader Contay de la duplicité du Conestable, & pour donner au Duc une défiance de ce Seigneur, dont il ne le pût jamais guerir.

Estienne Taverna estoit un treshabile Ministre, mais avec toute sa prudence il ne pût pas eluder les artifices de Pierre de Medicis. Celuicy avoit la premiere autorité à Florence, & celle de la Republique estoit fort considerable dans une conjoncture, où Charles VIII alloit entrer en Italie pour la conqueste de Naples. Louïs le More, qui y attiroit les armes de France, ne le faisoit, que pour ne point demeurer exposé à la discretion d'Alfonse, fils aîné de Ferdinand Roy de Naples, qui ne pouvoit pas souffrir, que Louïs usurpast le Duché de Milan sur Jean Galeas, son gendre, & neveu de Louïs IV. C'est pourquoy considerant, que les victoires des François pourroient bien estre sa perte, il tascha d'obliger Pierre de Medicis de disposer Alfonso à ne se point mesler des affaires de son gendre: & ce fut pour cela qu'il luy envoya *Estienne Taverna*. Pierre, qui se défioit des intentions de Louïs, qui estoit en effet un des plus dangereux hommes de son temps, en donna advis à Alfonso, & demeura d'accord avec luy, qu'on feroit connoistre la perfidie & la trahison de Louïs à *Jean Mattaron*, Ambassadeur de France, à dessein de faire connoistre sur quels fondements son Maistre formoit sa resolution de passer en Italie. Et afin que l'Ambassadeur ne pust point douter des veritables intentions de Louïs, Pierre le fit mettre dans un cabinet, qui répondoit à la ruelle du

du Liét, où il estoit couché, sous pretexte de son indisposition. L'Ambassadeur de Milan estant arrivé, Pierre de Medicis luy dit, qu'il ne luy pouvoit pas dissimuler, qu'il avoit grand sujet de se défier des intentions de Louïs; parce qu'il estoit asseuré, qu'il faisoit continuer ses negotiations à la Cour de France, & presser Charles de venir en Italie. Que cela l'obligeoit à se défier de luy, & à prendre des mesures, qui le pussent mettre à couvert de l'orage, qui alloit fondre sur sa teste. *Taverna* repartit, qu'on ne pouvoit pas douter de la sincerité de ce qu'il disoit de la part de son maistre; puis qu'on ne pouvoit pas douter, qu'il n'avoit pas moins de sujet d'apprehender le succès des armes de France, ny moins d'intérêt de s'y opposer que tous les autres Princes d'Italie: & pressa fort Pierre de conserver de bons sentiments pour leur patrie commune, qui sans cela alloit inévitablement tomber dans une servitude estrangere. L'Ambassadeur de France ne manqua pas d'en donner aussytost advis au Roy, son maistre; mais l'advis fit un effet tout contraire qu'il n'auroit fait dans un esprit plus raisonnable & moins preoccupé que celui de Charles. Louïs voyant ses trahisons découvertes, s'en justifia, en redoublant ses instances pour le passage, aussy bien que ses offres de secours d'hommes & d'argent. Le Conseil de France fut assés malheureux pour negliger cet important advis, & pour entrer dans les sentiments d'un traistre, qui fut le premier à se declarer contre le Roy, & à prendre les armes, pour l'empescher de sortir d'Italie.

Hierôme Moron, Chancelier de François Sforze, dernier Duc de Milan, avoit la reputation d'un des plus habilles Ministres d'Estat de son temps. Le Duc son maistre estoit en des inquietudes & en des défiances continuelles de l'Empereur Charles V, qui avoit grand'envie de se

rendre maître du Duché, comme du poste le plus commode, pour la communication & pour la jonction mesme de ses Estats d'Italie & d'Espagne à ceux d'Allemagne; & afin de luy donner de l'occupation ailleurs, le Pape, la Republique de Venise & luy, firent traiter avec Don Alfonse Davalos, Marquis de Pescaire, pour l'obliger à se rendre Maître du Roiaume de Naples. Ce Seigneur avoit la confiance de l'Empereur. Les gens de guerre le reveroient, & il avoit bien autant d'ambition que de courage & de conduite; de sorte qu'on croyoit, que l'offre qu'on luy faisoit d'une Couronne, ne luy seroit pas desagréable. Il y a de l'apparence qu'elle ne le fut pas d'abord, puis qu'il entra bien avant en negotiation: mais soit qu'il trouvast de l'impossibilité dans l'exécution, ou qu'il jugeast l'action mesme peu honneste, il resolut de découvrir toute l'intrigue à l'Empereur, d'une maniere qu'il n'en pourroit point douter. Il fit cacher Antoine de Leiva, dans un lieu, où sans estre veu, il en pouvoit apprendre toutes les particularités de la bouche de *Moron*, qui estoit celui qui manioit toute cette affaire. Elle cousta la vie à *Moron*, & le Duché à François Sforze.

On a un exemple plus moderne au Duc d'Offune, Viceroy de Naples. Ce Seigneur, qui avoit beaucoup d'esprit, & encore plus d'ambition, taschoit de se faire Roy de Naples, & pour cet effet il entretenoit des intelligences à la Cour de France, par le moyen du Mareschal de Lesdiguières, & avec le Duc de Savoye. De Veyne, gentilhomme de Dauphiné, qui estoit le courretier de ce commerce, avoit ordre de s'adresser pour cette affaire à Deageant, qui avoit beaucoup de credit à la Cour en ce temps là; mais le Duc de Luynes, qui sous le nom de favori faisoit les fonctions de Premier Ministre, estant devenu jaloux de *Deageant*, le fit éloigner, & par ce moyen
il

il ruina ce grand dessein la veille de l'exécution. Le Duc d'Offune ne le pouvant plus exécuter de son côté, & se voulant justifier auprès des Ministres d'Espagne, qui n'étoient que trop persuadés de son intention, fit cacher deux Espagnols derrière une tapisserie de la Chambre, où Veine luy devoit venir parler. Mais ce gentilhomme, qui en arrivant à Naples, fut adverty qu'il n'y trouveroit plus les dispositions qu'il y avoit laissées, ne dit rien au Duc, qui pût faire croire, que la Cour de France eût part à cette intrigue.

SECTION VII.

De la Liberté de parler.

LA liberté de parler est une des premières parties, & un des principaux droits de l'Ambassadeur : mais c'est en quoy il a aussi le plus de besoin de sa prudence. Il n'y a rien qui le recommande tant, & qui luy soit si nécessaire que cette assurance, avec laquelle il ose parler pour les intérêts du Prince son maître, & exécuter ses ordres, quelque forts qu'ils soyent : mais il y a grande différence entre la liberté de parler & la petulance : entre la répartie libre & spirituelle & entre le sarcasme offensant : entre des plaintes légitimes & respectueuses, & entre des reproches grossiers, rustiques & impudents. L'Ambassadeur est obligé d'exécuter les ordres de son maître, & ne peut s'en dispenser ; mais il le peut faire d'une manière, qui adoucisse la dureté de son action, & qui justifie sa conduite, encore qu'on n'approuve pas l'intention de son Maître. Il doit demeurer dans le respect, bien que son Prince luy commande de porter des paroles, qui ne peu-

vent pas estre agréables. L'Ambassadeur, qui sort de ce respect qui est deu aux Souverains, ne s'expose pas seulement à des affronts, qu'il doit attendre d'un Prince qui ne seroit pas fort endurant ; mais il court aussy risque d'estre desavoüé. L'action d'*Antoine Fonseca*, Ambassadeur de Ferdinand le Catholique, qui deschira le traitté en la presence de Charles VIII, estoit insolente, & meritoit bien qu'on luy fist un sanglant affront. Louïs XI n'avoit envoyé le Comte d'Eu & le Chancelier Morvillers à Philippe Duc de Bourgogne, qu'à dessein de faire porter quelque parole offensante au Comte de Charolois. Le Chancelier le fit, mais le Comte luy dit, ou à l'Archevesque de Narbonne, qui estoit le troisiéme Ambassadeur, que le Roy s'en repentiroit, & l'en fit si bien repentir en effet, qu'il fut contraint de desavoüer & de chasser le Chancelier, son Ambassadeur.

Le moins qui luy en puisse arriver, c'est de s'attirer une réponse fascheuse, qui fasse bien autant de tort au Maistre qu'au Ministre. Henry VIII, Roy d'Angleterre, estoit un Prince assés irregulier, & croyoit qu'il devoit estre l'arbitre des affaires de l'Europe. Il estoit fasché du refus, que l'Empereur Charles V luy avoit fait de luy rendre un Seigneur Anglois, qui s'estoit refugié aux Pais-bas, & dans sa colere il ordonna à son Ambassadeur d'en faire reproche à l'Empereur. L'Ambassadeur, ou trop punctuel à executer ses ordres, ou poussant le ressentiment de son maistre un peu trop loin, se laissa eschapper le mot d'*ingratitude*. Charles, qui luy avoit donné une audience fort paisible jusques là, releva le mot d'*ingratitude*, & luy demanda, qui estoit celuy qu'il pretendoit en accuser, & l'Anglois ayant dit, que c'estoit de luy & du Roy de France qu'il entendoit parler, l'Empereur, luy repartit : qu'il ne doutoit point, que le Roy de France ne se justifiast fort bien.

bien. Pour luy, qu'il vouloit bien que l'Ambassadeur sceust, que ce n'estoit pas à luy, ny aussy à son Maistre de le taxer *d'ingratitude*. Que le Roy d'Angleterre n'avoit jamais rien fait, & ne pouvoit mesmes rien faire pour luy qui le pust rendre ingrat : que s'il avoit fait quelque petite chose pour luy, il le luy avoit bien rendu au double. Au reste *que le mot d'ingratitude, dont l'Ambassadeur se servoit, pouvoit bien estre employé entre des personnes d'une qualité ou dignité égale, ou par un supérieur envers un inférieur ; mais non par luy Ambassadeur, qui n'estoit ny l'un ny l'autre ; & qu'il ne croyoit point, que le Roy, son maistre, l'avoüast.* Paul Dzialinsky, Ambassadeur de Sigismond III, Roy de Pologne, fut envoyé auprès des Estats des Provinces Unies, & en suite auprès de la Reine d'Angleterre. Cet Ambassadeur, qui venoit de la part d'un Roy, qui s'estoit fait chasser de Suede, & qui n'estoit pas fort considéré en Pologne mesme, ne reussit pas fort bien en Hollande, & estant passé de là en Angleterre, il dit à la Reine. Que les Anglois ne troubloient pas seulement le commerce des marchands de Pologne & de Prusse ; mais aussy, que contre *le Droit des Gens*, ils les empeschoient de trafiquer en Espagne. Que le Roy, son maistre, qui estoit si estroitement allié avec la Maison d'Austriche & avec le Roy d'Espagne, ne pouvoit pas souffrir que ses sujets fussent ainfty traittés, & que si la Reine ne leur faisoit restituer leurs navires & leurs marchandises, & ne leur permettoit de trafiquer librement en Espagne, il se feroit Justice luy mesme, en forte que les auteurs de ces desordres auroient sujet de s'en repentir. La Reine luy répondit sur le champ. *Que je suis bien trompée ! J'attendois un Ambassadeur, & voicy un heraut. Depuis que je suis au monde on ne m'a point fait un discours si insolent ny si temeraire.* Si vous avez cette commission de vostre Roy,

V 3

„ dont

„ dont je doute pourtant bien fort, il faut qu'il ait bien
 „ peu de connoissance de ce qui s'est passé entre les Rois
 „ ses Predecesseurs & nous. Pour ce qui est de vous, il
 „ semble que vous ayez leu plus de livres, que vous n'avez
 „ appris de politique. Car puis que vous parlez tant *du*
 „ *Droit des Gens*, il faut que vous sçachiez, que lors qu'il
 „ y a guerre entre deux Princes, *le Droit des Gens*, aussi
 „ bien que celui de la nature permettent d'empescher que
 „ l'on n'aide ou secoure les ennemis. Pour ce que vous
 „ vous vantez tant de l'alliance que vostre Roy a avec la
 „ Maison d'Austriche, souvenez vous que quelques uns
 „ de cette maison l'ont voulu dépouïller de sa Couronne.
 „ Pour le reste vous apprendrez ma volonté de mes Con-
 „ seillers. Après avoir dit cela, elle se retira dans son ca-
 „ binet, & laissa là l'Ambassadeur. Dans les conferences
 qu'il eut avec le Conseil, il s'excusa, & dit que la haran-
 gue luy avoit esté donnée par escrit. Il ne vit plus la Reine,
 & on le renvoya avec une réponse, dont il n'eut pas grand
 sujet de se satisfaire.

Il y a eu des Princes, qui ont fait dire aux Papes des
 choses fort offensantes. Calixte III estoit né sujet d'Al-
 fonse le Magnanime, & devoit toute sa fortune à ce Prin-
 ce, & neantmoins il fit difficulté de l'investir du Roiaume
 de Naples. *Ximen Perez Corella*, Comte de *Concentayna*,
 Ambassadeur d'Alfonse, voyant que le Pape s'opiniastroit
 à luy refuser l'investiture, luy dit, *qu'il se devoit sou-*
venir de la bassesse de sa naissance, & du lieu d'ou il estoit sor-
ty, & y ajouta tant d'autres reproches, que le Pape,
 qui ne pouvoit pas s'en ressentir autrement, luy donna sa
 malediction.

Il ne se peut rien voir de plus fort que ce que Charles
 VIII, Roy de France, fit dire à Alexandre VI, à qui il fit
 aussi demander l'investiture du Roiaume de Naples. Son
 Am-

Ambassadeur luy dit. *Que le Pape devoit considerer, que le Roy, s'estant allié avec le Roy des Romains, il seroit tousjours en son pouvoir de le dépouiller de la dignité Papale, non seulement par les armes, mais aussy par la raison & par la Justice, en convoquant un Concile General. Qu'on pouvoit verifier par de bonnes preuves, qu'il avoit esté élu par simonie: qu'il estoit profane en sa vie & en ses moeurs: que le bruit couroit, qu'il estoit complice de plusieurs meurtres, & qu'on luy pouvoit prouver qu'il estoit heretique.* Le Pape, qui meritoit bien ce reproche, & quelque chose de plus, ne s'en ressentit point contre l'Ambassadeur, parce que le Roy venoit avec une puissante armée en Italie; mais il trouva bientost l'occasion de se venger du Roy mesme, en luy faisant perdre le Roiaume de Naples.

Ferdinand le Catholique, tout devot qu'il estoit, ne traitta pas mieux le mesme Pape; parce que n'ayant pû l'empescher de consentir, que Louïs XII ne fist divorce avec Jeanne de Francé, sa premiere femme, pour épouser Anne de Bretagne, il luy fit dire par Garcilasso de la Vega, son Ambassadeur, qu'il falloit qu'il songeast à la reformation, à cause des scandales que la Cour de Rome donnoit tous les jours. Et afin que le Pape sceust qu'il luy parloit en ces termes par le commandement exprés de son maistre, il luy leut l'ordre qu'il avoit par escrit. Le Pape s'en mit tellement en colere, qu'il arracha le billet des mains de l'Ambassadeur, & le menaça, comme s'il excedoit ses ordres. *Garcilasso repartit, qu'il ne disoit & ne faisoit rien que ce qu'un Ambassadeur & un homme de bien estoit obligé de dire & de faire pour le service de son Prince. Qu'il vouloit bien que le Pape sceust, que tant qu'il demeureroit dans sa Cour il luy diroit avec grande liberté tout ce qui luy seroit ordonné, & ce qu'il jugeroit estre du bien de la Chrestienté. Que si le Pape en estoit incommodé, il le pouvoit faire*

retirer, & qu'il en seroit bien aisé; parce qu'il voyoit aufsy bien que le séjour qu'il y faisoit, estoit inutile.

Ce fut en l'an 1497, & en l'an 1498 le mesme Roy Ferdinand & Emanüel, Roy de Portugal, firent redoubler leurs instances pour la reformation, par *Don Inigo de Cordoüe*, *Philippe Ponce*, *Don Rodrigue de Castro* & *D. Henry Coutinho*, leurs Ambassadeurs. Le Pape, au lieu d'escouter leurs remonstrances, leur dit des injures, & n'épargna pas mesmes leurs Maistres. Ils eurent une deuxième audience vers la fin de Decembre, & apperceurent fort bien, en entrant, que l'on avoit renforcé les gardes; mais cela ne les empescha pas de dire au Pape, que tout le Monde sçavoit les moyens illegitimes, qu'il avoit employés pour se faire élire, & que son election estoit scandaleuse & vicieuse. Le Pape, en interrompant leur discours, repartit que le Roy & la Reine d'Espagne ne tenoient pas leurs Roiaumes à si juste tiltre, qu'il tenoit le Siege de Rome. Qu'ils les avoient usurpés, mais qu'il avoit esté canoniquement élu. Après cela, en s'adressant à *Philippe Ponce* en particulier, il luy dit, qu'il le feroit chastier comme un fou; parce qu'il avoit osé parler mal de son election. *Inigo*, prenant la parole, dit au Pape, que ce n'estoit pas de cette maniere qu'il falloit traiter les Ambassadeurs, & particulièrement eux qui representoient de si grands Princes. Le Pape leur dit qu'il excommunieroit Ferdinand in *Coena Domini*. Les Ambassadeurs avoient ordre de faire en plein consistoire la mesme declaration qu'ils avoient faite au Pape, à qui ils firent une sommation formelle le 23 Janvier 1499, en la presence des Cardinaux de S^{te} Croix & Sforze: ce qui le mit dans une si grande colere, qu'il dit, que si le Duc de Valentinois estoit là, ils n'oseroient luy tenir ce langage. Que du temps du Pape Sixte le Comte Hierôme de Riario avoit bien dit aux Ambassadeurs d'Espagne, qu'il
les

les feroit jétter dans le Tibre. Qu'ils luy avoient dit plusieurs fois les mesmes choses, & qu'il n'en vouloit plus oïr parler : qu'ils se gardassent bien d'en ouvrir la bouche au Consistoire ; parce qu'ils n'y obtiendroient rien, & s'en trouveroient mal. Ces Ambassadeurs avoient leurs ordres exprés, qu'ils estoient obligés de suivre, quoy qu'ils sceussent qu'ils avoient à faire à un homme, qui après avoir violé le Droit de la nature en toutes ses parties, n'auroit pas grande consideration pour *celuy des Gens* : qu'il n'y avoit pas plus de seureté à Rome pour les Ambassadeurs que parmy les Tartares de Daguesthan, & que le Duc de Valentinois estoit bien aussy dangereux pour le moins, que le Comte Hierôme de Riario.

L'Ambassadeur, à qui on donne cette sorte d'ordres, doit sçavoir si le Prince, qui les luy donne à le coeur & le pouvoir de le maintenir & de le proteger ; parce qu'il ne peut ignorer, qu'on n'offense pas impunement un Prince qui connoit sa puissance, & qui est tant soit peu sensible aux reproches ; sur tout si on les luy fait en public, & avec quelque apparence de verité. Il falloit que les *Princes d'Allemagne* eussent bien mauvaise opinion du Roy Henry III, puis qu'ils luy firent faire un discours si offensant vers la fin de l'an 1586. Ils l'avoient fait mettre par escrit, afin que les Ambassadeurs le pussent lire dans l'audiance : comme ils firent. Ils y disoient, que les Princes, leurs Maistres, avoient esté bien estonnés de la temerité de quelques particuliers, qui de leur autorité privée avoient bien osé troubler la paix, que le Roy avoit accordée à ceux de la Religion Reformée de son Roiaume ; quoy qu'il l'eust confirmée par un serment solennel. Que ce qui redoubloit leur déplaisir estoit le changement du Roy. Que sa Majesté, après avoir escrit aux Gouverneurs des Provinces, que son intention estoit de faire observer & executer

la paix, avoit donné dans des sentiments contraires, en défendant l'exercice de la mesme religion. Que le Roy rejettoit la cause de la nouvelle guerre sur les Religioneux; bien que cydevant il eust déclaré le contraire, & qu'il eust promis sur sa parole, de les faire jouir du benefice de ses edits. Qu'ils ne voyoient point quel avantage le Roy pouvoit tirer d'un changement, qui alteroit le repos de son Roiaume, & qui faisoit tort à la reputation de sa Majesté, qui ne devoit avoir rien de si precieux que sa foy & sa parole. Que Dieu n'en laissoit jamais le violement impuny, & que celuy qui persecute & opprime ceux qu'il scait estre innocents, ne peut estre innocent luy mesme. Que les Princes, leurs Maistres, supplioient le Roy de considerer, que la fin d'une guerre injuste ne pouvoit pas estre heureuse, & qu'il feroit bien de donner la paix à ses sujets, qui avoient de la veneration pour sa personne, & de l'obeïssance pour ses commandements. Qu'il devoit boucher les oreilles aux advis de la Cour de Rome & de ses emissaires, qui n'avoient point d'autre intention, sinon d'affoiblir l'autorité & les forces du Roy, afin de pouvoir troubler l'ordre legitime de la succession, pour faire ouverture à une estrangere. Henry III haïssoit ses sujets Protestants, & craignoit les Ligueurs, mais il haïssoit plus ceux là & craignoit plus ceuxcy; c'est pourquoy trouvant l'occasion de donner une marque de sa haine & de son ressentiment aux premiers, il fit à ces Ambassadeurs la réponse, que j'y marquée en la Section 4. Ces Princes se feroient bien passés de faire parler au Roy en ces termes; parce qu'ils n'estoient pas en estat de soustenir leurs Ambassadeurs, ny de se ressentir de l'affront qu'on leur pouvoit faire, & qu'on leur fit en effet. Il faut avouer qu'il y avoit dans leur discours une grossiereté qui approchoit de l'impudence, & qui meritoit bien que le Roy les fist chas-

chasser: outre que ce n'estoit pas aux Princes d'Allemagne à se mesler des affaires des Religioneux de France:veu qu'ils n'eussent pas voulu souffrir, que le Roy eust intercedé pour leurs sujets Catholiques Romains.

Si l'Ambassadeur doit estre reservé en ces rencontres avec tous les Princes, il le doit estre avec ceux, dont l'orgueil ne peut pas souffrir, qu'on leur fasse des reproches ou des remonstrances. *Hierôme Laski*, qui estoit sans doute, un des plus illustres personnages du dernier siecle, avoit donné retraite à Jean Zapoli, Roy d'Hongrie, qui avoit esté obligé de ceder aux armes de Ferdinand d'Autriche. *Laski* avoit fait l'Ambassade de Constantinople à ses dépens, & y avoit obtenu le reſtablishement de Jean, sous la protection de *Sultan Soliman*. Quelque temps après il se broüilla si bien avec Jean, qu'il quitta son party, pour prendre celuy de Ferdinand, qui l'employa à son tour, pour negotier ses intereſts à la Porte, quoy que non avec le mesme succès. *Soliman*, qui estoit en effet un tres-grand Prince, & qui vouloit qu'on crust, que la Justice & la generosité estoient les principes de toutes ses actions, fit dire aux Ambassadeurs de Ferdinand, que la protection qu'il avoit promise à Jean Zapoli, qui estoit mort, l'obligeoit à la continuer à sa veuve & à son fils, qui estoit son vassal & son tributaire. Que son intention estoit, que le fils regnast après le pere, & qu'il s'en estoit bien expliqué dans les lettres d'investiture. Et de fait *Soliman*, pour faire connoître qu'il confirmoit au fils la protection qu'il avoit donnée au pere, luy avoit envoyé une veste de brocard, une masse d'armes, & d'autres presents, que les Turcs ont accoustumé de faire en de semblables occasions. *Laski* trouvant l'affaire en cet estat, lors qu'il arriva à Constantinople, dit avec une liberté Polonoise, que l'Empereur & Ferdinand son frere se ressentiroient du tort qu'on leur

X 2 fai-

faisoit. Il en dit trop dans une Cour, où on ne distingue point entre la violence & la Justice, & où les Ministres ne peuvent pas souffrir qu'on leur fasse des reproches. Le Premier Vizir disoit, que *Laski* meritoit qu'on le fît mourir, & le fit mettre en prison; mais *Soliman*, qui aimoit les grands hommes, le remit bientôt en liberté.

Le Pape Sixte V, que la fortune avoit élevé de la dernière bassesse à la première dignité de la Chrestienté, n'en estoit pas si fort obligé à la fortune qu'à son mérite; étant certain que depuis quelques siècles le Siege de Rome n'avoit pas esté rempli d'un si grand personnage. Il faisoit estat des esprits, où il reconnoissoit quelque chose d'extraordinaire, & bien qu'il n'eust pas sujet de les aimer, il ne laissoit pas de leur donner son estime. Il avoit tousjours quelque démêlé avec le Marquis de *Pisani*, & fit sortir de l'Estat de l'Eglise; mais il le fit bientôt revénir, parce qu'il admiroit en luy cette grandeur d'ame, qui le met encore aujourd'hui au nombre des plus grands Ministres qui aient jamais esté. Il eut une forte contestation avec Pie V pour le Comte de Gayazze, que le Pape avoit fait mettre dans l'Inquisition. Le Roy Charles IX, qui aimoit ce gentilhomme, ordonna à *Pisani* de le reclamer comme son sujet & son officier, & de le faire mettre en liberté. Le Marquis, après en avoir parlé plusieurs fois au Pape inutilement, luy dit enfin, *qu'il luy donnoit encore huit jours, & que si dans ce temps là il ne mettoit le Comte en liberté, il seroit obligé de faire ce qui ne seroit pas agréable au Pape.* *Pisani* ne se voyant pas plus avancé au bout de huit jours, il dit au Pape, *que si dans vingt quatre heures il ne mettoit le Comte en liberté, il sortiroit de Rome, & emmeneroit l'Ambassadeur ordinaire:* Ce qui romproit le commerce que la Cour de Rome avoit avec la France pour l'expédition des benefices. Le Pape, qui estoit intéressé, suivit le Conseil
des

des Cardinaux, qui furent d'avis qu'il rendist le prisonnier.

Lors qu'il y va de la gloire & de l'intérêt du Prince, & que l'Ambassadeur a ses ordres de parler avec liberté, il les doit exécuter sans scrupule, parce qu'il n'y a plus rien à délibérer ny à marchander. *Jaques Amiot*, Abbé de Bellosane : depuis Evêque d'Auxerre & Grand aumonier de France, fut envoyé au Concile de Trente en l'an 1551. Ses lettres s'adressoient non au Concile, mais à l'assemblée, *Conventus*, de Trente : dont les Peres furent si scandalisés, qu'ils mirent en délibération s'ils receuroient les lettres, & s'ils donneroient audience à l'Ambassadeur. Amiot ayant enfin obtenu l'un & l'autre, il dit dans l'audience.

„ Que c'estoit une chose estrange de voir le Pape, qui se
„ donnoit la qualité de Pere commun, prendre celle de
„ partie. Que le Roy, son maistre, avoit esperé, qu'a-
„ prés la mort de Paul III, Jules, son Successeur, auroit
„ travaillé à la conservation de la liberté de l'Italie, en
„ protegeant la Maison Farnese, & en la maintenant dans
„ Parme ; mais que le Pape avoit joint ses Conseils & ses
„ armes à ceux des ennemis de l'une & de l'autre, & que
„ non content de cela, il avoit fait attaquer Mirandole par
„ Jean Battiste de Monte, qui y avoit commis des cruau-
„ tés inouïes, mesme chez les Barbares. Qu'au lieu de se
„ servir du glaive de la parole de Dieu, dans un temps, où
„ l'ennemy commun menaçoit la Chrestienté, dont le re-
„ pos estoit d'ailleurs troublé par de tresdangereuses divi-
„ sions, il attaquoit avec des armes effectives les vassaux de
„ l'Eglise, & le Roy Tres-Chrestien mesme. Que ce pro-
„ cedé estoit indigne de celuy qui se honnoit de la qua-
„ lité de Serviteur des Serviteurs de Dieu, & de Vicaire
„ en terre de cet agneau pacifique. Que le Roy estoit
„ fort estonné de voir, que le Pape convoquoit un Conci-

„ le, dans un temps où il joignoit ses armes à celles de
 „ l'Empereur pour le combattre : & ce afin que les Prelats
 „ de France, qui ne s'y pourroient point rendre à cause de la
 „ guerre, ne fissent point informer contre le Chef aussy
 „ bien que contre les Membres, & afin qu'ils n'aidassent
 „ point à rectifier ce qu'il y a de corrompu, tant aux meurs
 „ qu'en la doctrine. Qu'il n'avoit point d'ordre de se
 „ plaindre de la guerre qu'on faisoit au Roy ; tant parce
 „ que ce n'estoit pas là où cette matiere se devoit traiter,
 „ que parce que sa Majesté avoit dequoy se faire faire rai-
 „ son, & dequoy faire peur à ceux qui le menaçoient.
 „ Mais que sa Majesté ne pouvoit souffrir, qu'on couvrîst
 „ l'ambition du voile de la pieté, & qu'on fîst servir la Re-
 „ ligion à l'avidité, avec laquelle on ravissoit le bien d'au-
 „ truy, & qu'il ne pouvoit voir l'horrible confusion de
 „ toutes les choses, tant sacrées que profanes. Que le
 „ Roy, comme fils aîné de l'Eglise, declaroit à cause de
 „ cela qu'il ne pouvoit permettre, que les Evesques de
 „ son Roiaume allassent au Concile de Trente, pendant
 „ qu'on luy faisoit la guerre injustement, ny tenir cette
 „ assemblée pour un Concile Oecumenique & legitime-
 „ ment convoqué ; mais pour une assemblée particuliere,
 „ aux decrets de la quelle ny luy ny son Roiaume ne défe-
 „ roient point. Il pria les Peres d'excuser la liberté de
 „ son discours, & de faire enregistrer sa protestation, dont
 „ il leur laissa copie.

Quelques années après, sçavoir en l'an 1563 *Arnaud du Ferrier*, Ambassadeur de France à Trente, y fit vers la my Septembre un discours pour le moins aussy fort que celui d'Amiot. Ce fut au sujet de la place, qu'on avoit donnée à l'Ambassadeur d'Espagne, & dit. Que Pie IV, comme un pere dénaturé, avoit dépouillé le Roy Tres-Christien, son fils aîné, contre les formes, de l'avance-
 „ tage

„ tage qu'il avoit de tout temps, de preceder tous les au-
 „ tres Rois Chrestiens. Que le mesme Pie, en se faisant
 „ juge en sa propre cause, avoit élevé sa propre autorité
 „ au dessus de celle du Concile. Que sous pretexte de
 „ l'Union de l'Eglise & des Princes Chrestiens, il trou-
 „ bloit la paix, & commettoit les deux Rois, beauxfreres
 „ entre eux, en changeant, par force & par une meschan-
 „ ceté insigne, l'ordre des Conciles de Constance, de
 „ Basle & de Lateran. Que ce procedé obligeoit les Am-
 „ bassadeurs de France à s'éloigner d'un lieu, ou Pie estoit
 „ la force aux loix, l'autorité aux Canons, & la liberté au
 „ Concile. Que les Peres n'y resoluoient & n'y publi-
 „ oient rien, qui n'eust esté auparavant resolu à Rome, &
 „ après avoir receu les ordres du Pape. Que tous les de-
 „ lais & toutes les remises ne venoient que de ce Pie, qui
 „ sçavoit que les abus de l'Eglise ne pouvoient estre corri-
 „ gés, si on ne les reformoit en son chef aussy bien qu'en
 „ ses Membres. Il y ajousta. C'est contre ce Pie que
 „ nous protestons particulierement. Nous avons versé
 „ nostre sang pour l'Eglise & pour les Papes, & nous avons
 „ de la veneration pour eux : mais nous ne connoissons
 „ point Pie, ny son autorité, & nous rejettons tous ses
 „ decrets & toutes ses ordonnances. Il n'est ny Vicaire
 „ de Jesus Christ, ny Successeur de S^t Pierre. Et dau-
 „ tant que les decrets se forment à Rome, & ne se font
 „ point à Trente, nous avons raison de les considerer com-
 „ me des declarations de Pie plustost, que comme des
 „ Canons d'un Concile Oecumenique. Et Nous decla-
 „ rons & protestons, que ce qui se refout, & sera cy après
 „ resolu dans cette assemblée, ne sera point approuvé par
 „ le Roy, ny considéré par l'Eglise Gallicane, comme
 „ des decrets d'un Concile legitiment convoqué. Ce-
 „ pendant je vous exhorte, Messieurs les Archevesques,
 „ Evê-

„ Evesques & Prelats de France, & je vous ordonne de la
„ part du Roy, de partir d'icy, & de n'y point revenir, que
„ l'outrage qu'on a fait à sa Majesté, n'ait esté réparé. Ces
deux harangues estoient tresfortes, il n'y a point de doute;
mais on ne peut nier qu'il n'y eust quelque chose de plus
fort dans les discours des Ambassadeurs, qui parloient au
Pape mesme, & à des Papes, qui avoient assés de coeur
pour s'en ressentir: encore n'oserois je bien asseurer que la
harangue de Ferrier fut effectivement prononcée *Don*
Pedro d'Aragon, Ambassadeur d'Espagne à Rome en
l'an 1665, s'estant laissé eschapper quelques paroles de res-
sentiment contre la Cour, qui favorisoit les affaires du
Roy de Portugal, en ce qui regardoit les Eglises de ce Roi-
aume, le Pape Alexandre VII, qui en avoit esté informé,
luy dit, qu'il estoit un meschant homme, & un Ministre
incapable de servir le Roy, son Maistre. L'Ambassadeur
repartit, que le Pape avoit raison de l'accuser de negligen-
ce & d'incapacité, puis qu'il avoit bien voulu ne pas exe-
cutter l'ordre du Roy, lors qu'on traittoit, à son prejudice,
avec le Ministre de Portugal. Que le Pape, en luy fai-
sant ce reproche, luy reprochoit aussy sa bonté; mais a-
voit tort de dire qu'il estoit un meschant homme, & que
luy pouvoit dire, avec plus de Justice, que *Fabio Ghisy*
estoit un meschant homme; puis qu'il le contraignoit d'exe-
cuter ses ordres du Roy, son maistre, & de prier le Col-
lege des Cardinaux de considerer, s'il importoit plus au
Siege de Rome de faire quelque chose pour quatre Eves-
chés de Portugal, que de hasarder cent trente Eveschés
& soixante Abbayes en Espagne. Le Pape luy dit aussy,
que les assemblées qu'il faisoit chez luy, estoient fort dan-
gereuses, & pourroient donner occasion au pillage de la
ville. L'Ambassadeur répondit, que si c'estoit là son in-
tention, il n'avoit qu'à se retirer avec tous les sujets du Roy,
son

son maître, parce que ceux qui y resteroient, ne pouvant pas subsister, feroient le desordre, que l'on ne pouvoit pas craindre de luy.

Ce que je viens de dire de l'Ambassadeur, qui a ordre exprès, est clair. J'y ajousté, qu'il peut aussy parler avec liberté sans ordre, lors qu'il le juge nécessaire pour l'honneur & pour le service de son maître, & qu'il sçait qu'il ne sera point désavoué. *Le Comte de Bethune*, estant de la part de la France à Rome pour l'affaire de la Valteline, le Cardinal Magalotti luy vint dire, que le Pape avoit resolu d'envoyer Torquato Conty en la Valteline, avec des troupes, pour se rendre maître des forts, qui avoient esté donnés en depost à son Predecesseur. Le Comte luy répondit, qu'il avoit de la peine à croire ce que le Cardinal venoit de luy dire de la resolution du Pape. Que la reputation imaginaire, sur laquelle le Cardinal disoit que le Pape fondeoit sa resolution, estoit une consideration de Prince temporel, & non d'un Chef de l'Eglise, qui se feroit tousjours plus de gloire en souffrant & en endurant, qu'en témoignant du ressentiment d'une chose, où il n'avoit point esté offensé: & que quand mesmes il l'auroit esté, l'exemple de ses premiers Predecesseurs le devoit convier à oublier les injures. Que sa Sainteté sortoit des termes de la neutralité, & renonçoit à la qualité de Pere commun, en employant ses troupes contre celles du Roy, qui trouveroit, sans doute, mauvais, que le Pape prist une si estrange resolution. Que ce n'estoit pas le moyen de demeurer en bonne intelligence avec sa Majesté que de la menacer. Qu'elle seroit obligée d'écouter les propositions, que les heretiques luy faisoient, de faire une étroite alliance; dont les effets feroient un juste reproche au Pape, & au lieu de faire faire la paix, achevéroient d'allumer le feu de la guerre en la Chrestienté, au prejudice de la Religion

Catholique. *L'Ambassadeur dit bien, qu'il n'avoit point d'ordre de parler ainſy, & que c'eſtoit le zele, qu'il avoit pour le ſervice du Roy, ſon maĩſtre; & l'affection qu'il avoit pour le Pape, qui luy faiſoient tenir ce langage; dont le Pape priſt pretexte de dire, que ce n'eſtoit pas l'intention ny le ſentiment du Roy: mais le Comte ſçavoit bien ce qu'il faiſoit, & ſe fit fort bien avouer.*

Cependant il ſit fort bien de dire au Cardinal, qu'il ne parloit pas par l'ordre de ſon maĩſtre; mais que c'eſtoit ſon ſentiment particulier. En l'an 1572 & 1573 on parla fort du mariage de la Reine Eliſabeth & du Duc d'Alaçon. La Reine ordonna à *Walsingham* de faire entendre en France, qu'elle ne pouvoit ſe reſoudre à conſentir au mariage d'un Prince qu'elle n'avoit point veu, ny auſſy à ſouffrir qu'il euſt aucun exercice d'une religion, qu'elle jugeoit eſtre contraire à la parole de Dieu, comme elle l'eſtoit aux loix du Roiaume. La Reine Mere répondit, qu'il n'y avoit point d'apparence, que le Duc ſon fils paſſaſt en Angleterre, s'il n'eſtoit aſſeuré du ſuccès de ſa recherche, & demanda à *Walsingham*, comment la Reine d'Angleterre l'entendoit, que le Duc n'auroit point d'exercice de ſa religion. *Walsingham* dit, que ce n'eſtoit point à luy à expliquer l'intention de la Reine; mais en ſon particulier, qu'il croyoit que la Reine ne permettroit point l'exercice d'une religion defendüe par les loix du Roiaume. La Reine Mere repartit, qu'elle ne deſiroit autre choſe, ſinon que la Reine Eliſabeth l'aſſeurat ſeulement par un mot de ſa main, du ſuccès de ſon mariage, devant que d'engager ſon fils à paſſer la Mer: & pour la religion, que ſon fils n'en demandoit l'exercice que pour luy, & pour quelques uns de ſes Domeltiques, à l'excluſion de tous les Anglois. *Walsingham* dit, qu'il en rendroit compte à la Reine, ſa Maĩſtreſſe; mais qu'il ne croyoit pas qu'elle accordaſt ny l'un ny l'autre.

En ostant à l'Ambassadeur la liberté de parler, on le dépossède d'une des principales fonctions de son employ : & de l'autre costé le Prince ne peut pas assés estimer un Ministre, qui a cette noble assurance d'oser executer ses ordres avec vigueur. *Michel Jean Gralla*, Maistre d'hostel de Ferdinand le Catholique, & son Ambassadeur auprès de Louis XII, avec *Diego Perez*, prenant un jour audience du Roy & de son Conseil, il y eut grande contestation sur l'exécution ou l'inexécution des traittés, que les deux Rois avoient entre eux. *Gralla* dit, que le Roy, son maistre, les avoit punctuellement executés de son costé. Le Roy repartit, qu'il en avoit fait autant de sa part, & qu'il le feroit encore à l'avenir : surquoy il estoit prest de combattre le Roy d'Espagne & le Roy des Romains. *Gralla* répondit, *que son Roy estoit un Prince aussy juste & aussy accomply, qu'il y en eust un au monde, & que pour la défense de sa personne & de son honneur, il combattroit sa Majesté, & tout autant de Princes qui se presenteroient, & qui seroient de la mesme dignité que luy.* Louis dit, qu'il croyoit, que le Roy d'Espagne ne pretendoit pas estre plus que luy. *Ny vous ne pretendez pas estre plus que le Roy, mon Maistre,* répondit *Gralla*. La repartie d'un Ambassadeur ne pouvoit pas aller plus loin, sans manquer au respect qu'il devoit au Roy.

Les Princes ne se doivent point exposer à ses rispostes, ny contraindre l'Ambassadeur de sortir du respect qui est deu au Souverain ; parce qu'il n'en doit point à celuy qui le perd pour le Maistre qui l'employe. *Ulefeld*, Grandmaistre de Dannemarc, s'estant retiré en Suede, y fut puissamment protégé par la Reine. L'Ambassadeur de Dannemarc, pour faire voir, que ce gentilhomme estoit indigne de cette protection, dit un jour à la Reine, que le Grandmaistre avoit converty à son profit particulier une

somme de vingt cinq mille escus, que le Roy luy avoit fait remettre, pour en secourir le Roy d'Angleterre dans sa necessité. La Reine dit, que si le Grandmaistre asseuroit, qu'il avoit fait payer cette somme au Roy d'Angleterre, elle l'en croiroit, & que si celuicy le nioit, elle diroit, qu'il en avoit menty, & que si douze autres Rois comme luy le disoient, elle soustiendrait, qu'ils avoient tous douze menty. Puis que le Roy de Dannemarc ne vouloit pas remettre le Grandmaistre en la possession de son bien, elle luy en donneroit tant, qu'il n'auroit point de regret à celuy qu'il perdoit en Dannemarc. L'Ambassadeur Danois luy repartit d'un ton asseuré, que sa Majesté luy pouvoit donner la moitié de son Roiaume, si elle vouloit, sans que le Roy, son maistre y trouvast à redire; mais que *cela n'empeschoit point, qu'il ne tint Ulefeld pour le plus lasche & pour le plus perfide de tous les hommes.* Cela se fit en l'an 1654 peu de temps devant que la Reine abdiquast, & lors qu'elle ne pouvoit plus disposer de rien; de sorte qu'elle se feroit bien passée de s'attirer cette repartie.

Antoine Donati, Ambassadeur de Venise à Rome, s'entretenant un jour de discours familiers avec Paul V, le Pape, qui vouloit railler la Republique, luy demanda, où elle faisoit garder les chartres & les tiltres, qui justifient la possession de tant de villes qu'elle a dans la Lombardie, & ailleurs en la terre ferme. *Donati* n'en fut point surpris; mais répondit, *qu'on les trouveroit au dos de la donation de Constantin le Grand.* La repartie mit le Pape hors de republique, en reprochant au Siege de Rome une usurpation, dont le Pape vouloit accuser la Republique. Ils n'avoient rien à se reprocher l'un à l'autre. La Republique ne possède Brescie & Bergame, qu'en vertu d'un traité fait avec François Sforze, usurpateur du Duché de Milan, & ce ne sont que les cruautés barbares & les perfidies du
Duc

Duc de Valentinois, qui ont donné au Siege de Rome, après la mort d'Alexandre VI & sous Jules II, tout ce que le Pape possède en la Romagne. Ces reparties fortes & spirituelles donnent une grande reputation au Ministre : mais comme ce sont des effets d'une presence & vivacité d'esprit, qui n'est pas donné à tout le Monde tous les Ambassadeurs n'en sont pas capables. La repartie de *Pierre Darnais*, Ambassadeur de France au Concile de Trente, estoit admirable. Il avoit fait un discours touchant la reformation, qui n'estant pas fort agreable aux creatures du Pape, un Prelat Italien dit par mépris : *Gallus cantat* : un Coq chante : mais il repartit aussy tost : *Utinam ad istum galli cantum Petrus resipisceret*. Pleust à Dieu qu'au chant de ce coq Pierre vinst à se repentir. Il ne se trouve rien dans les apophtegmes des anciens qui en approche.

Catarin Belegne, Ambassadeur de la part de la Republique de Venise à Turin, se trouvant un jour dans une conversation, où le Comte Philippe d'Aglié, le plus autorisé Ministre de cette Cour là, parloit fort avantageusement des droits, que le Duc de Savoye a sur le Roiaume de Chypre, prit la parole, & luy dit, que le Senat voudroit pour beaucoup, que cette Isle là fust entre les mains du Duc de Savoye ; parce qu'elle n'y seroit pas deux mois. Il disoit vray ; parce que toutes les forces navales, que le Duc pouvoit opposer à celles de Venise, ne consiste qu'en deux galeres, qu'il entretient à Nice, & qui le plus souvent manquent de chiourme.

L'Ambassadeur ne sort point des termes de la prudence, en justifiant ses actions, & en parlant pour son honneur en des termes forts, & avec chaleur. Le *President Jeannin* ayant sceu que Lambert, alors Capitaine en Hollande, & depuis fort considéré en France, avoit rapporté à la Cour, que le President n'estoit point aimé à la Haye, parce qu'il

travailloit avec trop d'affection à la trêve, dît dans la lettre qu'il escrit à M. de Villeroy du 22 Novembre 1608, *que c'est un impudent mensonge*, & qu'il est plus honoré & respecté en Hollande, que jamais personne ne l'eust esté dans cet employ. Il repete les mesmes termes dans une autre periode de la mesme lettre, laquelle il poursuit & conclut avec la mesme force.

Antoine Donati, dont je viens de parler, estant Ambassadeur de Venise à Turin, au commencement de la guerre de Piedmont, avoit le maniement des subsides, que la Republique donnoit à Charles Emanüel, Duc de Savoye. Le Duc se plaignit de l'Ambassadeur, comme s'il profitoit des deniers, qui passaient par ses mains, & mesmes il demanda quelques arrerages, après que *Donati* eust achevé ses années de service. Le Senat, qui avoit veu les Comptes de son Ambassadeur, & qui les avoit fait clorre, répondit au Duc, qu'il se trouvoit qu'il ne luy estoit rien deu, & pour le verifier, il luy envoya une lettre, que *Donati* avoit escrite à Venise pendant son Ambassade, où il donnoit trois démentis au Duc de Savoye. Le Vénitiens n'estoient point du tout satisfaits de la conduite du Duc; c'est pourquoy ils ne craignirent point de l'offenser. *Donati* envoya la réponse de la Republique au Duc par un exprés, & luy offrit d'aller en personne à Turin, afin d'y achever de regler son compte : mais le Duc ne voulut point voir son homme.

Le Cardinal Mazzarin ne pouvoit consentir à la paix, si elle ne joignoit les Provinces de Flandres à la Couronne de France. Pour y reussir, il n'y avoit point d'artifice, dont il ne se servist, afin d'obliger les Provinces Unies à continuer de faire la guerre à l'Espagne. Mais n'ayant pû les empescher de faire une paix particuliere, parce qu'elles craignoient de devenir frontieres de la France, il tourna ses pen-

pensées du costé de l'Allemagne, & fit tous ses efforts, pour tâcher d'y faire un traité, qui défendist à l'Empereur de secourir l'Espagne contre la France. Le Cardinal & ses confidens faisoient cependant ce qu'ils pouvoient, pour laisser le Monde persuadé de la sincerité de ses intentions, & de l'inclination qu'il avoit à faire la paix avec l'Espagne. Mais *Servien* s'estant un jour advisé de faire des plaintes aux Mediateurs des nouvelles difficultés, que les Ministres de la Maison d'Austriche faisoient naistre continuellement, pour faire différer la conclusion de la paix, plus tost que pour la faire avancer, *Contarini*, Ambassadeur de Venise, & l'un des Mediateurs, ne pût s'empescher de dire, que ce n'estoient point les Ministres de la Maison d'Austriche, mais ceux de France qui faisoient naistre ces difficultés, & pour dire la verité, *que c'estoit luy Servien, qui faisoit seul naistre tous les obstacles.* Que c'estoit luy, qui depuis trois ans formoit tous les empeschemens, qui embarassoient la paix, & ce sur les ordres secrets de quelques personnes, qui ne la desiroient point: dont il s'expliqueroit davantage, s'il estoit necessaire. *Servien* repartit, que le procedé de *Contarini* estoit estrange, & indigne d'un Mediateur, qui en devoit user avec moderation, & non s'emporter avec passion contre les parties. Que luy *Servien* parloit de la part d'un grand Roy, comme son Ministre & Plenipotentiaire, & que ce n'estoit pas à un Mediateur à le traiter de la sorte. Qu'il y avoit longtemps, que luy *Contarini* se servoit de cet artifice, & qu'il parloit par tout de ces pretendus ordres secrets, à dessein de semer de la division entre les Ministres de France. Que les intentions du Conseil estoient droites & sinceres, & qu'on y desiroit la paix avec passion. Le Nonce & d'Avaux, qui estoient presents à cette conversation, ne dirent mot ny l'un ny l'autre; tant parce qu'ils estoient persuadés de la

Justice des reproches de Contarini, que parce que celui-cy ne faisoit qu'exprimer les pensées du Nonce, qui s'en estoit expliqué en plusieurs rencontres. Il n'y a point d'apparence que ce fust par affection, que Contarini eust pour l'Espagne, qui le fist parler de cette maniere. On ne peut pas dire non plus, que ce Ministre, qui avoit acquis une si grande reputation dans les Ambassades, qu'il avoit faites dans la pluspart des Cours de l'Europe, péchast par imprudence. Le zele qu'il avoit pour la conservation de sa patrie, qui se trouvoit engagée en la fascheuse guerre de Candie, luy arracha ces expressions, & l'obligea à décharger son coeur contre ceux, qui en differant de faire la paix, empeschoient les autres Princes Chrestiens de secourir la Republique contre les infidelles. *Servien* avoit raison de dire, que le Conseil de France demandoit la paix avec passion, & il en pouvoit bien dire autant du Cardinal: mais ce n'estoit pas le different qu'il avoit avec *Contarini*. La France vouloit la paix à sa mode: mais elle n'estoit pas d'accord avec l'Espagne, ny mesmes avec les Mediateurs, de la Justice & de l'equité des conditions.

La liberté de parler s'estend aussy aux plaintes des Ambassadeurs, & à leurs sollicitations, qui ne doivent estre ny injustes ny importunes, mais tousjours legitimes & necessaires. *Antoine Paulin*, Baron de la Garde, avoit esté élevé de la main de M. de Langeay, Gouverneur de Piedmont, un des premiers hommes de son siecle, & *Paulin* avoit si bien profité en cette escole, que le Marquis du Guast, qui n'en jugeoit point en escolier, & qui estoit un grand connoisseur d'esprits, disoit de luy, que c'estoit le plus habille François, qu'il eust jamais fréquenté. Le Roy François I l'employoit auprès de Soliman, Empereur des Turcs, & il avoit desja negocié à Constantinople, lors qu'il y fut renvoyé, pour seconder les instances de l'Evesque

que

que d'Acs, qui y estoit Ambassadeur ordinaire, c'est pour-
quoy il devoit connoistre l'air de cette Cour là, & l'hu-
meur des Ministres. En arrivant à Constantinople il trou-
va, que non seulement on n'y faisoit point d'armement de
mer, mais mesmes qu'il n'y avoit point de disposition à
divertir les forces de l'Empereur Charles V, pendant que
le Roy l'attaqueroit en Espagne & en Flandres; de sorte
que ces deux Ministres, dont l'un devoit porter la resolu-
tion du *Divan* en France, en témoignèrent leur déplaisir
si publiquement, que le Premier Vizir, croyant devoir
justifier le procedé de son Prince, les fit venir au Conseil,
& leur parla en ces termes. Nous nous assemblons tous
„ les jours en ce lieu, destiné par le Grand Seigneur aux
„ deliberations de ses plus importantes affaires, & Nous
„ ses esclaves, nous n'y apportons point nos passions; afin
„ que nous y puissions parler avec d'autant plus de liberté,
„ mais je ne voudrois pas, que cette liberté, fidelle com-
„ pagne de la verité, vous offensast, ou qu'elle vous fust
„ incommode. Car depuis que le Roy, vostre Maistre,
„ a fait alliance avec la Maison Ottomane, nous n'avons
„ pas manqué de luy rendre tous les bons offices, qu'il
„ pouvoit desirer de nous; parce que le Grand Seigneur
„ vous aime, & voudroit contribuer tout ce qui dépend
„ de sa puissance pour establir la vostre, aux dépens de vos
„ ennemis. Mais il y a si peu de raison & d'équité en vos
„ demandes, que nous pouvons dire, qu'elles ne sont
„ ny justes ny honnestes, & ceux qui ne vous aiment pas
„ tant que nous vous aimons, pourroient dire, *qu'elles sont*
„ *impertinentes & effrontées, puis que vous violez vous*
„ *mesmes, avec tant d'insolence, les loix de l'amitié.* Les
„ alliés font subsister l'alliance, en partageant le péril & la
„ dépenſe entre eux, mais elles se détruisent bientost, si
„ on neglige de les entretenir par des offices reciproques.

„ C'est vous, Messieurs les François, qui tousjours ne-
„ gligents & endormis en nos dangers, & tousjours pres-
„ sants & éveillés dans les vôtres, & n'avez jamais fortifié
„ nostre amitié de secours effectifs, mais seulement de pa-
„ roles & d'Ambassades inutiles. Dites nous, je vous prie,
„ quelle preuve nous avez vous donnée de vostre amitié,
„ qui püst faire la moindre diversion à nos ennemis com-
„ muns, pendant que Charles avoit attiré toutes les forces
„ de l'Occident en Autriche & en Hongrie, pendant le
„ Siege de Cortone & de Patras, l'attaque & la prise de
„ Tunis? Nous voulons bien vous pardonner cette faute,
„ mais nous ne pouvons souffrir, que vous n'ayez point
„ compaty, à nostre douleur, & qu'au lieu de ressentir
„ les outrages qu'on nous faisoit, vous avez bien voulu en
„ faire complimenter l'auteur. Nostre General s'estoit
„ avancé jusques à Aulone, à dessein de passer en Italie
„ pour vostre service; mais nous n'avons point trouvé en
„ la Pouille les amis & les intelligences, dont vous estiez
„ tant vantés, & mesmes vous demeurassés cependant im-
„ mobiles dans ces autres quartiers de l'Italie, où vous
„ deviez faire une si puissance diversion. Tellement que
„ ne servant de rien à nous, & estant inutiles à vous mes-
„ mes, vous avez tousjours perdu les occasions de bien fai-
„ re; quoy qu'en ce temps là nous n'eussions pas besoin de
„ vos Conseils ny de vos secours, & n'en avons pas eu be-
„ soin depuis, La Republique de Venise a senty les effets
„ de nostre puissance, & a eu des preuves de nostre fideli-
„ té, & nos armes nous ont fait raison, pendant que vous
„ faisiez des trêves avec nostre ennemy commun, & que
„ vous secondiez imprudemment les desseins qu'il formoit
„ contre nous. C'est sans vostre secours, que nous avons
„ repoussé les efforts de nos ennemis: que Barberousse a
„ dissipé leurs armes navales, qu'il a détruit les pirates Es-

„ pagnols, & qu'il a fait de nouvelles conquêtes, après
„ la reduction de nos villes. Nous voulons donc bien que
„ vous sçachiez, que nous ne vous avons point d'obligation : mais nous aimons mieux ne nous point souvenir
„ de tout cecy, que de manquer à l'amitié. Nous vous
„ voulons bien donner des marques de nostre affection ;
„ mais considerez aussy la saison, les perils & les conjonctures, afin de ne nous abandonner pas trop à la fortune.
„ Vous estes arrivé icy si tard, que ce seroit une temerité
„ à nous de mettre une armée navale en mer. L'Esté est
„ trop avancé, & l'Automne si proche, qu'il est impossible
„ de donner aux galeres la chiourme, & aux vaisseaux l'équipage qui leur est nécessaire. Ceux qui ne sont pas
„ accoustumés à de longues navigations sont sujets à des
„ maladies inévitables. Le naufrage, que Barberouffe a
„ fait au mois d'Aoust, fait connoître combien la mer est
„ infidelle en cette saison. L'Hiver doit estre employé à
„ l'armement, on doit mettre en mer au Printemps, & on
„ se doit servir de l'armée l'Esté, pour se retirer au commencement de l'Automne. J'espere que vous n'aurez pas
„ trouvé mauvais, que je vous aye parlé avec autant de liberté que d'affection : me remettant du reste à ce que le
„ Grand Seigneur voudra resoudre touchant vos demandes. Il n'y a rien de barbare en ce raisonnement, & si
„ l'on y trouve quelques expressions fortes, il faut avouer, que les François le meritoient bien.

Cette liberté de parler peut encore s'estendre jusques à ceux, qui n'ont pas le caractère d'Ambassadeur ou de Ministre Public, comme aux Deputés que les villes & les Communautés envoient à leurs Souverains. Toutefois d'autant que ceuxcy ne peuvent pas jouir de la protection du *Droit des Gens*, mais seulement de la feureté de la foy publique, qui n'est pas de si grande estendue, leur liber-

té ne le doit pas estre non plus. L'Ambassadeur peut quelquefois sortir du grand respect qui est deu à tous les Princes ; mais le Deputé doit demeurer dans les termes de la soumission qu'il doit à son Souverain : & si le zele qu'il a pour le bien de sa patrie , l'oblige à parler avec quelque chaleur , elle doit estre si respectueuse , que le Prince n'en soit point offensé. Les troupes Espagnoles , qui estoient logées dans le Milanois , s'estoient mutinées faute de paye , & y commettoient des insolences insupportables. Le Magistrat de Milan envoya des Deputés à l'Empereur Charles V , pour en faire des plaintes. *Battiste Archinte* , Chef de la Deputation , après avoir représenté à l'Empereur la misere du peuple , & après avoir parlé des preuves , que tous les habitants donnoient continuellement de l'affection qu'ils avoient pour la Maison d'Austriche , dit à la fin de son discours. Qu'il estoit bien facile de faire cesser tous ces desordres ; mais qu'il n'y avoit que deux moyens pour cela. Qu'il falloit payer presentement les monstres qui estoient deües aux soldats , & que s'il ne leur en estoit point deu , qu'il falloit permettre aux Milanois de se venger des outrages qu'ils en avoit receus , & employer leurs armes contre des voleurs , qui n'avoient point d'obeïssance pour leur General , ny de respect pour l'Empereur mesme. Charles , qui n'estoit pas en estat de faire l'un , ny d'humeur à souffrir l'autre , & *qui se trouva fort offensé de la liberté du harangueur* , le renvoya à Granvelle , à qui il fit dire en mesme temps , qu'il luy fist une bonne reprimende. Granvelle , qui en sçavoit fort bien faire , n'y manqua pas : mais *Archinte* luy répondit , que l'Empereur ne se devoit point offenser de la liberté du discours , que le sentiment du mal luy avoit arraché , & qu'il estoit contraint d'y ajouter , que si on n'y donnoit ordre , les actions des Milanois seroient bien plus fortes que n'avoient esté ses paroles. Et

comment pouvez vous souffrir, dit il à Granvelle, *vous qui avez la principale direction des affaires de l'Empereur, que les excès de quelques voleurs & soldats mutinés ruinent une ville, qui vous enrichit tous, & qui fait subsister la cuisine & la Maison de l'Empereur depuis tant d'années ? Archinte n'en fut pas plus mal traité, mais l'Estat de Milan ne s'en trouva pas plus soulagé non plus, & on ne pouvoit pas empêcher ces misérables de crier & de se plaindre.*

On ne sçauroit parler trop dignement de l'histoire de Florence de Nicolas Macchiavel, & neantmoins j'estime qu'on doit faire de ses harangues le mesme jugement, que les écrits delicats font de celles, dont quelques uns des meilleurs historiens défigurent leurs excellents ouvrages. Ce qui n'empesche pas pourtant qu'on ne doive croire, que les Deputés, que la ville de Milan envoya au Comte François Sforze, après la paix qu'il avoit faite avec les Venitiens, avoient ordre de luy faire des reproches fort sanglants. Il estoit General de l'armée des Milanois contre la Republique de Venise, & fit de son Chef un traité avec elle, aux dépens de la liberté de l'Estat de Milan, dont il se fit Prince Souverain. Les Milanois, qui ne pouvoient plus douter de son intention, après un effet si visible, luy envoyerent des Deputés, qui luy dirent tout ce que le juste ressentiment, la rage & le desespoir pouvoient dicter à des gens, qui se voyoient trahis par celuy qui les devoit défendre, & opprimés par celuy qui les devoit proteger. Il luy reprocherent son avarice, son ambition, son orgueil, sa cruauté, son ingratitude, son infidelité, ses tromperies, ses trahisons, & tout ce qu'on pouvoit dire du plus scelerat de tous les hommes. On n'en pouvoit pas trop dire, non plus que de Galeas & de Louïs le More, ses fils, dont l'un fut tué dans l'Eglise de St Estienne de Milan, & l'autre mourut prisonnier au Chasteau de Loches en Touraine.

L'Ambassadeur ne doit point mêler l'insolence avec cette liberté, ainſy que je viens de dire, de peur de l'attirer les disgraces, dont cette Section marque quelques exemples.

En l'an 1469 *Eſtienne*, Prince ou Waiüode de Walachie, ayant défait en bataille les Tartares, & le fils du Cham y ayant eſté fait priſonnier, le Pere l'envoya demander, par une Ambaſſade compoſée de cent perſonnes. Ces barbares, au lieu de demander leur Prince en des termes civils, menacerent *Eſtienne* de ravager & de ruiner ſon païs, s'il ne leur rendoit leur Prince; mais le Waiüode, bien loin de s'eſtonner de leurs menaces, ſe fit amener le priſonnier; & l'ayant fait mettre en quatre quartiers en leur preſence, fit empaler tous les Ambaſſadeurs, à la reſerve d'un, à qui il fit couper le nez & les oreilles, & le renvoya ainſy au Cham, afin qu'il luy fiſt rapport du ſuccès de l'Ambaſſade. Je ne voudrois pas que cette brutalité fiſt exemple; mais elle ſervira toujours à faire voir, qu'il n'y a point de ſeureté pour l'Ambaſſadeur, qui donne en des emportemens incompatibles avec ſa fonction. S'il ne rencontre pas toujours de ſi fortes disgraces, il s'attire des reparties, qui le mettent en deſordre. Les gens d'Egliſe, & particulièrement les moines y ſont fort ſujets. En la Section 9 du premier livre il eſt parlé de deux Moines Jacobins, *Simon Lentin* & *Pierre de Marſilio*, dont l'un fit un diſcours tresinſolent à Pierre le Grand Roy d'Arragon, & l'autre au Pape Clement V. Pierre traitta & renvoya ſon moine avec mépris; mais Clement mit le ſien entre les mains de ſon ſuperieur, pour le faire chaſtier. Les Princes ne ſouffrent pas, que les gens d'Egliſe les inſultent. Philippe Auguſte, Roy de France, & Richard, Comte de Poitou faiſoient la guerre à Henry II Roy d'Angleterre. Le Pape Clement, qui les vouloit obliger tous à porter
leurs

leurs armes contre les infidèles en la Terre Sainte, ce qui a esté la manie des Princes & des peuples pendant quelques siècles, leur envoya le Cardinal d'Agnanie, pour les mettre d'accord. Le Legat voyant que son autorité & ses menaces ne faisoient point d'impression dans l'esprit de Philippe, luy dit enfin, qu'il l'excommunieroit, & qu'il mettroit son Roiaume en interdit, s'il ne faisoit la paix avec le Roy d'Angleterre. Philippe luy répondit, qu'il ne craignoit point ses fulminations; tant parce qu'elles estoient injustes, que parce que ce n'estoit pas à l'Eglise de Rome à proceder par des censures contre un Roy de France, qui n'avoit pris les armes, que contre ses sujets desobeïssants & rebelles.

Vers la fin de la vie de Clement VIII la Republique de Venise commença à avoir plusieurs démêlés avec le Siege de Rome, & le Pape, qui ne se vouloit point donner d'inquietude, voulut que le *Cardinal Borghese* en traittast avec *Leonard Donati*, Ambassadeur de Venise. Le *Cardinal*, qui estoit grand Canoniste, & qui parloit fort pour les droits de l'Eglise, voyant que *Donati* défendoit avec une grande fermeté ceux de la Republique, luy dit un jour que s'il estoit Pape, il ne s'amuseroit pas tant à discourir, mais qu'il excommunieroit le *Doge* & le *Senat*: & moy, répartit *Donati*, si j'estois *Doge*, je ne me soucierois point de vos excommunications. Le *Cardinal* fut élu Pape, & *Donati* *Doge*, & ils s'acquitterent de leur parole dignement l'un & l'autre. Paul V excommunia le *Doge* avec le *Senat* & le *Doge* & le *Senat* se moquerent de l'excommunication, & sortirent d'affaires avec gloire.

Ces réponses sensées & courageuses, & les actions fortes de l'Ambassadeur sortant d'un mesme principe, il semble que j'en dois dire un mot dans cette Section. Les unes & les autres doivent estre également estimées, pourveu que

que la petulance ne se mesle point dans les paroles, & que l'insolence n'entre point dans les actions. Celle d'*Antoine de Fonseca*, qui deschira le traitté, en la presence de Charles VIII & de plusieurs grands Seigneurs, estoit impudente. Il voulut faire une action d'éclat; mais elle meritoit qu'on luy fist un sanglant affront, puis que le *Droit des Gens* empeschoit qu'on ne luy fist violence. L'action de *Pierre Caponi*, au contraire, luy pouvoit bien attirer une violence; mais non un affront: parce qu'elle estoit genereuse & honorable. Charles VIII Roy de France ne traitta pas fort bien les Florentins, après qu'ils l'eurent receu dans leur ville, & leur demandoit des choses fort prejudiciables à leur liberté. *Pierre Caponi*, qui estoit un des quatre Deputés, qui devoient traiter avec les Commissaires François, se trouvant un jour en conference avec eux, en la presence du Roy, & voyant que les François infistoient tousjours à demander des conditions fort dures & injustes, arracha le papier, où elles estoient contenues, des mains des de celuy des Conseillers qui les avoit proposées, & en les déchirant devant le Roy, il dit. *Puis que vous vous opiniastrez à demander des choses si peu raisonnables, vous n'avez qu'à sonner vos trompettes, & nous sonnerons nos cloches, pour voir qui demeurera le maistre.* On pouvoit luy faire violence, sans en faire au *Droit des Gens*, parce qu'il n'estoit pas Ministre Public: & parce qu'il fit une action glorieuse, pour la conservation de la liberté de sa patrie, on ne luy pouvoit pas faire un affront. Elle luy reussit, parce que les François fut pris d'une si belle resolution, modererent leurs demandes, & s'accommoderent avec les Florentins.

Sultan Ibrahim fut tellement irrité de la perte de Galion, que les galeres de Malthe avoient pris, qu'il jura qu'il feroit mourir tous les Chrestiens qui se trouvoient dans son

Em-

Empire, & qu'il n'épargneroit pas mesmes les personnes sacrées des Ambassadeurs. Les visites du Grand Seigneur sont fatales à ceux qui les reçoivent. *Ibrahim* avoit dit, qu'il vouloit aller visiter ses bons amis, les Ambassadeurs de France & de Venise : & cette resolution estoit si bien prise, que le dernier en fut adverty par un Bostangi. Le *Hogia*, c'est à dire le Docteur ou Precepteur d'*Ibrahim*, qui avoit de l'amitié pour l'Ambassadeur de France, luy en donna advis, & luy fit dire, qu'il feroit bien de se retirer, afin de laisser passer l'orage qui menaçoit tous les Chrestiens. La *Haye Ventelay*, qui occupoit ce poste en ce temps là, fit remercier le *Hogia* de sa bonne volonté, & y ajouta : *qu'il n'avoit garde de se servir de son Conseil. Que son employ & son honneur l'empeschoient de se retirer en la presente conjoncture d'affaires, sans le consentement & sans l'ordre du Roy, son Maistre. Que bien loin de songer à se sauver, il jugeroit au contraire qu'on luy feroit tort ; si sa Majesté faisoit remplir sa place par un autre, & qu'il la feroit supplier de differer l'exécution de cette resolution à une autre temps, & de ne luy envier point la gloire, qu'il auroit de sacrifier sa vie pour le service du Prince. Que d'ailleurs il ne pouvoit s'imaginer, que l'Ambassadeur d'un Roy de France, amy & allié de la Maison Otomane, deust craindre qu'on luy fît insulte ou outrage, sous le regne d'un Empereur aussy juste qu'estoit Ibrahim, & qui estoit servy d'un Conseil composé de tant de sages Ministres, qui ne manqueroient pas de luy représenter de quelle importance luy doit estre l'amitié d'un Roy de France. Le Hogia loua sa resolution, & dit, qu'il voudroient que tous les Turcs luy ressemblassent, mais non pas tous les Chrestiens.*

Il arriva quelque chose de semblable presque en ce temps là à *Soranzo*, Ambassadeur ou Bayle de Venise à Constantinople. Le mesme Ambassadeur de France, qui avoit

répondit avec tant de fierté au Docteur Turc, donna avis à *Soranzo*, qu'on avoit résolu au Serrail de l'enfermer dans les sept Tours, ou dans quelque autre prison fascheuse, ou bien de le faire mourir; l'exhortant de prévenir le peril, qu'il ne pouvoit éviter que par sa retraite, en luy offrant son secours, pour le faire sortir de Constantinople. *Soranzo* le fit remercier, & luy fit dire, qu'il ne doutoit point, qu'il ne courust risque en continuant de demeurer à Constantinople, & neantmoins qu'il ne se retireroit point sans l'ordre exprés de la Republique. Lors que la grandeur de l'ame répond à ces expressions, qu'on peut appeler sublimes, l'Ambassadeur qui la possède est un trésor inestimable pour le Prince qui l'employe. On acquiert moins de gloire à conduire des enfants perdus à une attaque, ou à reconnoître une bresche dans la brèche mesme, que dans un si honorable & si dangereux poste. Il y a mille & mille soldats capables de l'un, mais il n'y a point de Generaux, & fort peu de Ministres capables de l'autre.

Loüis le More, usurpateur du Duché de Milan, estoit trop meschant pour estre habille. On le connoissoit, & on se défoit de luy. Après que Charles VIII eust conquis le Roiaume de Naples, les Princes & les Potentats d'Italie, qui avoient fait alliance contre luy, y vouloient faire entrer la Republique de Florence, & pour l'y obliger, ils luy firent esperer, qu'ils le mettroient en possession de la ville de Pise. Les Florentins sçavoient que les Venitiens & le Duc de Milan la pretendoient chacun pour soy mesme, & qu'ils ne demandoient la declaration de Florence que pour se moquer d'elle. Ils envoyerent des Ambassadeurs à l'Empereur Maximilian, pour tascher d'obtenir son consentement. L'Empereur les renvoya au Legat du Pape, & ce-luicy leur dit, que c'estoit de Loüis, qu'ils devoient apprendre les sentimens des alliés. Ils allerent à Milan, &

avoient demandé audience lors que la Republique leur fit sçavoir, qu'ils n'eussent rien à demander au Duc de Milan. Le Duc pretendoit joüer les Ambassadeurs, & ayant pour cet effet fait venir quantité de personnes de qualité, il fut bien surpris du compliment que les Ambassadeurs luy firent. Ils ne luy dirent autre chose; sinon que passant par ses Estats, pour retourner en leur país, ils avoient crû luy devoir faire civilité. Le Duc leur demanda quelle réponse l'Empereur leur avoit faite. Ils répondirent, que les loix de leur Estat ne leur permettoient pas de reveler les secrets de leur Ambassade. Cette réponse ayant un peu défermé le Duc, il leur demanda, s'ils ne l'écouteroient point, s'il leur disoit celle de l'Empereur. Ils dirent, qu'il ne leur estoit point défendu d'entendre ce qu'on leur diroit, & qu'ils ne pouvoient pas l'empescher de parler. Le Duc repartit qu'il leur alloit donc dire la réponse de l'Empereur; mais qu'il falloit qu'ils luy dissent auparavant ce qu'ils luy avoient proposé. Les Ambassadeurs repliquerent, qu'il devoit les en dispenser, pour la raison, qu'ils venoient de luy dire: comme aussy parce que cela estoit inutile; vëu qu'il ne se pouvoit, que l'Empereur, qui luy avoit fait sçavoir la réponse qu'il leur avoit faite, ne luy eust aussy mandé leur proposition. Le Duc n'ayant plus rien à dire, demeura confus: dît des injures aux Ambassadeurs, & les renvoya.

J'ay parlé en la Section II du premier livre, du discours que *Gutierre Gomez de Fuensalida*, Ambassadeur de Ferdinand le Catholique, fit à l'Archiduc Philippe, parce qu'il croyoit que sa personne n'estoit pas agréable à ce Prince. *Don Pedro d'Ayala* succeda à Gutierre, mais il ne fut pas plus agréable à Philippe, qui avoit une aversion generale pour tous les Ministres de son beaupere. *Ayala*, après avoir esté employé auprès du Roy d'Angleterre,

passa depuis en Espagne avec Philippe, qui luy dit un jour: que jusques icy il ne luy avoit voulu rien témoigner de ce qu'il avoit négocié en Angleterre & en Flandres à son prejudice; mais que presentement qu'il estoit en Espagne, il devoit considerer, qu'il estoit sujet de la Reine sa femme & le sien, & que sur cela il devoit prendre ses mesures. Don Pedro luy répondit *que par tout où il avoit esté, il s'estoit acquis du devoir d'un bon Castillan: qu'il continueroit d'agir en la mesme maniere, & qu'il croyoit, qu'il n'en arriveroit pas plus de mal, qu'il en estoit arrivé jusqu'alors. Que si son Altesse jugeoit, que le séjour qu'il feroit dans sa Cour fust prejudiciable à sa personne, ou à ses Roiaumes, il en advertiroit le Roy son maistre, & partiroit.* L'Archiduc, qui prenoit la qualité de Roy de Castille, & qui l'estoit en effet de la part de sa femme, agréant *cette liberté*, repartit, qu'il aimoit mieux que ce fust luy qui y demeurast qu'un autre; mais qu'estant son sujet, il devoit prendre garde de ne rien faire contre son service. J'ay parlé de l'obligation que le Ministre, qui est employé par un Prince estrange, a à son Prince naturel, en la mesme Section II du premier livre.

Un Ministre de Venise fera la fin de cette Section. *Morosini*, estant Ambassadeur de la part de la Republique à Constantinople, eut de la peine à justifier le desordre, qui estoit arrivé en l'an 1569 dans l'Isle de Corfou, où plusieurs Turcs avoient esté tués assés mal à propos. Le Grand Seigneur le ressentit tellement, qu'il jura que non seulement la Republique, mais aussy toute la Chrestienté auroit sujet de s'en repentir. *Morosini*, qui sçavoit que l'action ne se pouvoit excuser, taschoit d'eluder l'effet des menaces des Turcs; mais voyant qu'ils en vouloient avoir satisfaction, il leur dit qu'ils n'en pouvoient point pretendre d'autre, sinon qu'on leur mist *le Podesà de Corfou* en-

tre les mains. Il promit qu'on le feroit : & en mesme temps il escrivit au Senat, qu'on se défit du Podesà, afin de ne point donner cet avantage aux Turcs. Le Senat fit embarquer le Podesà, afin qu'il vinst rendre compte de ses actions ; mais on le fit jeter dans la mer, & on fit accroire, qu'il s'y estoit précipité luy mesme, pour éviter le supplice, que les Turcs luy auroient fait souffrir. La Porte s'en contenta, & par ce moyen la Republique fut déchargée d'une grande reparation publique. *Morosini* y acquit une si haute reputation, & le Senat en fut si satisfait, que sur la declaration qu'il fit à son retour, qu'il ne se marieroit point, on luy donna l'Evesché de Verone, & Sixte V, qui connoissoit & estimoit les hommes extraordinaires, le fit Cardinal.

SECTION VIII.

De la Moderation.

JÈ ne parle pas icy de cette *moderation*, dont l'Illustre auteur des Reflexions, Sentences & maximes morales fait un si excellent caractère, & dont les plus sages n'ont que l'apparence ; mais de ce phlegme & de cette froideur, étudiée ou naturelle, qui est si nécessaire à ceux qui entrent au maneige des affaires publiques. Je ne pretens pas faire le Philosophe, & me contente de dire, que la moderation, soit que ce soit un effet, ou une partie de la prudence, est une qualité d'autant plus propre à l'Ambassadeur, que celuy qui ne se possède point, donne un avantage incomparable à celuy avec qui il negotie. *Jules Maz-zarin*, n'ayant que vingt ans, eut l'adresse de mettre le Duc de Feria, Gouverneur de Milan, en colere, & de

découvrir par ce moyen ses veritables sentiments. Ces esprits composés de souffre & de salpêtre, que la moindre estincelle fait prendre feu, sont fort capables de gaster les affaires par leurs emportements; parce qu'il est fort facile de les mettre en colere & en fureur, où ils ne sçavent ce qu'ils font. J'ay marqué en la Section precedente, que *Contarini* ayant reproché à *Servien* que c'estoit luy particulierement, qui formoit tous les obstacles qui empeschoient la paix, *Servien* luy repartit, , que ce n'estoit pas au Mediateur à parler avec emportement, mais qu'il devoit avoir de la *Moderation*. Ce qu'il dit du Mediateur, doit estre appliqué à tous les Ambassadeurs indistinctement. *Servien* n'estoit pas homme d'un talent mediocre. Il n'y avoit point d'affaire qu'il ne fust capable de manier, & il n'y avoit point de poste qu'il ne pust dignement remplir: mais de l'autre costé il estoit d'une humeur si bouillante, qu'il n'y avoit point de negotiation, qui ne courust risque d'estre broüillée & gastée entre ses mains par ses emportements. En l'an 1647 le Cardinal Mazzarin luy fit ordonner d'aller à la Haye, pour traiter une garantie avec les Estats des Provinces Unies, pour l'exécution de la paix qu'on negotioit à Munster: mais il en usa d'une maniere si imperieuse & si superbe, qu'au lieu de gagner ces Republicains, accoustumés d'estre traittés avec douceur, il sembloit qu'il voulust agir en Dictateur, & leur extorquer par force & d'autorité ce qui estoit purement volontaire, & ce qu'il ne pouvoit esperer, qu'en leur faisant comprendre raison & leurs propres interets. Il parloit aux Deputés des Estats, non comme à des alliés du Roy, son Maître; mais comme à ses sujets. Ses Collegues ne pouvoient pas approuver son procedé, & particulierement la *Tuillerie*, qui secondoit ses negotiations en Hollande, & qui d'ailleurs n'estoit ny froid ny stupide, mais un Ministre re-

resolu & vigoureux, luy representa le tort qu'il faisoit aux affaires du Roy, en irritant un peuple, dont l'alliance n'avoit pas tousjours esté inutile à la France.

Ceux qui ont escrit l'histoire du temps en France mesme, ne dissimulent point, que les deux Plenipotentiaires, qui en arrivant à la Haye en l'an 1644 avoient tout gasté par leur orgueil, & par leur maniere d'agir imperieuse, achevoient de détruire, par leurs emportemens, dont leurs lettres estoient remplies, ce que ces peuples pouvoient encore avoir d'affection pour la France. Que la prudence vouloit bien qu'ils employassent des remèdes, pour prevenir le mal qu'on avoit sujet de craindre, & pour guerir celuy qui paroissoit desja; mais qu'il falloit y appliquer ceux qui pouvoient adoucir le mal, & non ceux qui l'aigrissoient visiblement, ou qui le rendoient incurable, en faisant crever l'apostume trop tost & hors de saison. On disoit, que si la legereté de ces peuples devoit estre bridée, qu'on pouvoit se passer de cavesson, & que la correction trop rude y produisoit le mesme effet, que les remèdes trop forts font dans un corps cacochimique. *La Tuillerie*, qui comme je viens de dire, blâma depuis la conduite de *Servien*, & qui avoit bien autant de feu que luy, avoit fort aidé à aigrir les esprits devant que *Servien* arriva à la Haye en l'an 1647. Il le reconnut, & s'en corrigea, lors que *Servien* voulut encherir sur luy.

Au contraire on ne vit jamais rien de si doux ny de si engageant, que l'humeur du *President Jeannin*. J'aurois tort de dire, qu'il avoit de la *moderation*: c'estoit la *Moderation* mesme. Il estoit bien difficile de resister à la force de son raisonnement; mais il estoit absolument impossible de ne se point rendre à la maniere insinuante, dont il l'accompagnoit. Il faisoit sur l'esprit une violence douce & agréable, à laquelle on ne pouvoit, & on ne vouloit point

resister. En tous ses memoires, & dans toutes les conferences on voit un Ministre sans passion & sans interest, qui rapportoit tout à l'avantage de l'Estat, où il negotioit : en sorte qu'il leur fit goustier, & mesmes embrasser les propositions, qui y avoient esté rejettées depuis le commencement des troubles. Le Roy Henry IV estoit extrêmement indigné de la premiere suspension d'armes, que les Estats avoient faite avec les Espagnols en l'an 1607, sans sa participation, & ordonna à *Jeannin* de leur en témoigner son ressentiment, qui estoit grand & juste. En la premiere audience que *Jeannin* prit, il representa le sujet que le Roy avoit d'estre fâché de se voir ainſy negligé par les Estats, après les preuves qu'ils avoient de son affection, & pendant qu'il les secouroit de sommes si considerables. Il y ajouta, que ce n'estoit pas tant la resolution, qu'ils avoient prise de faire cesser les hostilités, qui offensoit le Roy, puis qu'ils jugeoient le devoir faire pour le bien de leur Estat, mais que la maniere & la forme estoient outrageantes ; parce qu'ils n'en devoient pas faire un secret à celui de tous les Princes, qui prenoit le plus de part à leur bonne ou mauvaise fortune.

Les Ministres, qui sont obligés de cette *moderation* à leur temperament sont heureux, mais ceux qui ne l'acquierent qu'avec beaucoup de peine, & en se faisoit violence, pendant qu'ils taschent de se vaincre, & d'abattre les vapeurs incommodés d'une bile noire ou d'un sang brulé, meritent bien plus de gloire. Il n'y a personne, qui n'ait ouï parler des promptitudes du Mareſchal d'Eſtrée, & qui ne connoisse un Ministre de la mesme qualité, qui negotie depuis plus de quarente ans, & qui est encore presentement à la teste d'une des premieres Ambassades de l'Europe. On ne peut pas dire, qu'il ait la ceruelle troublée par des incommodités de cette nature : mais il ne laisse pas d'avoir

voir l'esprit vif, & il est sujet à des émotions de bile, dont ses Domestiques ont quelquefois la peine à parer les effets, & neantmoins dans les conferences & dans la negotiation il ne se démonte jamais. Il a une froideur, une égalité & une *moderation*, que ne eschappe jamais, en quelque contestation qu'il soit obligé d'entrer, & il se possède si bien, qu'il n'y a point d'object, qui le puisse tirer de la route, qu'il s'est proposée, pour parvenir à ses fins.

Je ne crains point de donner à la *moderation* la mesme estendue, que j'ay cydevant donnée à la prudence: & j'ose y ajouster, que c'est la mesme vertu sous un autre nom. Elles ont toutes deux les mesmes fins & les mesmes objets. Quand je dis que l'Ambassadeur doit estre *modéré* en ses discours: qu'il ne doit ny railler ny offenser personne: qu'il doit estre *modéré* en sa depense, & ne se point rendre ridicule par ses profusions, ou par la vanité de ses habits, ou par le nombre excessif de Domestiques, ne dis je point, qu'il doit estre sage & prudent? Quand je dis, que les emportements, qui sont si contraires à la *moderation*, sont les escueils qui font eschoüer sa negotiation, & qui font faire naufrage à sa reputation, ne dis je point que la prudence luy doit servir de guide en toute sa conduite? Il y a environ trente ans, qu'un Ambassadeur, qui ne faisoit de la depense que de l'argent qu'il tiroit du lieu de son employ, en fit une si prodigieuse, qu'après avoir dissipé en moins de six semaines ou de deux mois, plus de deux cens cinquante mille escus, il fut contraint d'engager sa vaisselle d'argent, & mesmes le present qu'on luy avoit fait après son audience de congé. On sçavoit que le Prince qu'il servoit n'estoit pas en estat de le faire paroistre, & on disoit, qu'un peu de *moderation* auroit fait plus d'honneur au Maistre & au Ministre, qui ne se seroit pas trouvé dans la necessité d'emprunter de l'argent par tout, pour se reconduire chez luy.

L'Ambassadeur des Provinces Unies avoit ordre de témoigner à la Cour de France, qu'on ne pouvoit plus souffrir les déprédations, que ses armateurs faisoient dans la Mer Mediterranée; & d'autant qu'on estoit persuadé, que quelques uns des Ministres y avoient part, on luy commanda d'en parler au Roy mesme. Ces déprédations estoient en effet insupportables, & comme l'Ambassadeur n'aimoit pas beaucoup le Cardinal Mazzarin, qui luy rendoit bien la pareille, il chercha ou rencontra l'occasion de luy faire un cruel déplaisir, dans une audience où toute la Cour estoit presente. Je ne sçais, si c'estoit l'intention de ses Maistres, qu'il fist affront au Premier Ministre, & qu'il offensast irreconciliablement celuy qui en ce temps là regnoit plus absolument que le Roy. L'Ambassadeur fut assés heureux pour se faire avoüer, & les Estats prirent de tresfortes resolutions sur ce sujet; mais il y a quelque apparence, que ce ne fut ny leur interest ny leur intention de les executer. Les armes de France estoient victorieuses par tout, & faisoient de grands progrès en Flandres: le Protecteur les secondoit: les Estats se trouvoient fort embarrassés de la guerre du Nort. Ils pouvoient bien considerer, que si les déprédations incommodoient le commerce, la guerre le détruisoit, & qu'ils ne pouvoient rompre avec la France sans hasarder le tout. Il semble qu'une audience secrete, ou un memoire fort & bien raisonné n'auroit pas fait tant d'éclat & bien autant d'effet. L'Ambassadeur moderé auroit pris ce party, & ne se seroit pas attiré l'affront, que le Cardinal fit à celuicy au sortir de l'audience.

Il s'en falloit beaucoup que *le Marquis du Fargis*, Ambassadeur de France en Espagne, eust *la moderation*, qui fait une des premieres parties d'un Ministre accompli. Sa fierté estoit mal soustenue, & tenoit plus de l'orgueil que de

de cette grandeur d'ame, que signifie le mot de fierté lors qu'on en fait une bonne qualité. Il estoit en des emportemens continuels, & il n'y avoit point de *moderation* en ses discours. Ayant en l'an 1623 suivy la Cour d'Espagne à Barcelone, où le Roy avoit convoqué les Estats de Catalogne, qui n'estoient pas fort disposés à accorder les subsides, qu'on leur demandoit, il dit, que le Roy, son maistre, seroit tousjours prest de venir au secours du Roy d'Espagne, son beaufrere, avec une armée de vingt mille hommes, pour punir ses sujets rebelles. Ce discours irrita tellement les Catalans, qu'ils furent sur le point de prendre les armes, à dessein de tuer *Fargis*. Le Roy, qui fut adverty du danger où *Fargis* se trouvoit, pria l'Ambassadeur de l'Empereur de ne le point abandonner, & de se faire accompagner de quelques gardes du corps, pour le conduire en seurete à son logis : mais *Fargis*, au lieu de *moderer* sa chaleur, & de ne se point commettre, comme il avoit desja fait deux ans auparavant, s'emporta encore à de plus grandes vanités, & à de plus sottes rodomontades, qui dépleurent bien autant à la Cour de France qu'aux Estats de Catalogne.

Un Ministre moderé en auroit tout autrement usé, que ne fit *Don Balthasar de la Cueva*, Ambassadeur d'Espagne à Vienne en l'an 1666. Quelques uns de ses Domestiques avoient fait une grande violence à un des premiers officiers de la Cour de l'Empereur. On les avoit poussés, & contraints de se sauver dans l'hostel de ville, où ils continuoient de s'opposer à la garde. L'Ambassadeur, au lieu de blâmer l'insolence de ses gens, & de tascher de les faire retirer, voulut bien autoriser leurs excès par sa presence, & remplir la Cour de ses injustes plaintes. L'Empereur en fut fort scandalisé, donna des gardes à l'Ambassadeur, refusa de luy donner audience, & l'obligea à luy faire des

excuses. Le Ministre, qui est obligé d'en venir là ne fait pas grand honneur à son caractère, ny à son Maître.

L'Ambassadeur doit faire paroître sa moderation en toute sa conduite, où il en peut trouver l'occasion tous les jours; dont on a un tresillustre exemple au Cardinal Dossat, & au demeslé qu'il eut avec Frere Hilaire de Grenoble, Capucin, un des plus impertinents moines, que le cloistre ait jamais nourris. Le Cardinal en dit les particularités dans la lettre, qu'il escrit à M. de Villeroy du 22 Fevrier 1601. Ce Moine, qui estoit la vanité mesme, après avoir entretenu le Cardinal de plusieurs choses fausses, le pria de luy faire avoir audience du Pape. Dossat le luy promit, & en parla luy mesme au Maître de la Chambre, au lieu que s'il l'eust demandée pour luy mesme, il l'auroit fait demander par un estaffier, ou par un gentilhomme: mais dautant que le Pape, qui avoit esté indisposé, n'en avoit point donné aux Cardinaux ny aux Ambassadeurs depuis quelque temps, & qu'il n'y avoit point d'apparence qu'il leur preferast un Capucin, *Dossat* fit dire au Moine, qu'il falloit qu'il se donnaist un peu de patience. Le Moine s'en trouva offensé, se mit en colere, & dit à plusieurs personnes de qualité, qu'il se feroit bien donner audience, sans que le Cardinal s'en meslast: & sur le message honneste, que le *Cardinal* luy fit faire pour le mesme sujet, il luy fit dire, qu'il s'en retourneroit bientost en France, & que le Roy le renvoyeroit avec d'autres lettres, mais qu'elles ne feroient point pour le Cardinal, qui negligeoit les affaires de sa Majesté, & n'estoit pas capable de les faire, non plus que M. de Sillery. Tout le ressentiment que *M. Dossat* en témoigna, ce fut qu'il en parla avec mépris, comme d'un veritable moine, se contentant de dire, qu'il ne craignoit point, que le jugement que le Roy feroit de son Zele & de ses actions, dépendist du rapport

port de ce Capucin, ny de tous les Capucins & de tous les moines du Monde. Je n'aurois jamais fait si je tirois des preuves de ses autres lettres, aussy bien que de celles du President *Jeannin*; parce qu'il n'y a presque pas une, qui ne puisse fournir un exemple. J'estime pourtant devoir ajouter icy deux preuves de *la Moderation de Monsieur Dossat*. Il estoit Domestique du Cardinal de Joyeuse, & avoit travaillé sous luy aux affaires de France avec tant de jugement & de succès, que le Roy Henry III le voulut approcher de luy, & luy donner une charge de Secretaire d'État. Il la refusa, quoy qu'il n'eust point d'employ ny de benefice qui le pust faire subsister. L'autre preuve est, que le Cardinal d'Este, qui avoit tiré de grands services de Dossat, & qui en connoissoit la probité, estant au lit de la mort, luy lega quatre mille escus: mais craignant que Dossat n'eust de la peine à se faire payer de cette somme par le Duc de Modène, il luy voulut donner une enseigne de diamants de la valeur de vingt mille escus, afin qu'elle luy servist de gage, jusqu'à ce qu'il eust esté payé des quatre mille: mais *sa moderation* ne luy permit pas de prendre des assurances d'un don, qui estoit purement gratuit & volontaire; quoy qu'il fust assés necessiteux en ce temps là; aussy bien qu'en tout le reste de sa vie. Cette mesme necessité estoit encore une marque de *sa moderation*.

Cette vertu est plus familiere aux Ministres de robbe, qu'à ceux d'espée; parce que ceuxcy ne distinguent pas toujours entre l'Ambassadeur & le Capitaine. En l'an 1651 pendant les mouvements de Paris, le Marechal de Thurenne, qui s'estoit déclaré pour les Princes, taschoit d'amener à leur secours les troupes qu'il commandoit en Allemagne. *Le Baron d'Avaugour*, Ministre de France dans l'armée de Suede, avoit obtenu du Prince Palatin, qui la commandoit comme Generalissime, deux mille

chevaux, qui devoient joindre le Colonel Erlach, & s'opposer au passage de M. de Thurenne. Le Marechal Wranguel avoit donné ordre à l'officier, qui devoit commander ces deux mille chevaux de ne point sortir de l'Allemagne, & de ne point combattre ny les Allemans ny les Lorrains. *D'Avangour*, qui jugeoit cette restriction prejudiciable au service du Roy, son maistre, s'en prit de paroles avec Wranguel, lequel estant Marechal de Camp, l'autre, comme Colonel, luy devoit du respect & de l'obeissance, & neantmoins ils alloient mettre tous deux la main à l'espée, dans l'antichambre du Generalissime, qui estant sorty de son cabinet sur le bruit, commanda à Wranguel de se retirer : mais il dit *D'Avangour*, *qu'il sortoit des termes de son Ministère & de la moderation*. Qu'elle devoit estre inseparable de son caractère, & que ce n'estoit pas à luy à s'emporter, & à avoir recours aux armes, pour soutenir les interets de son maistre. Après que le Baron se fut retiré le Prince ne laissa pas de loüer le Zele, que ce Ministre avoit pour le service de son Roy.

Le Roy de France avoit donné sa protection aux Barberins contre les persecutions du Pape Innocent, & avoit fait faire la paix entre eux & les Princes & Estats d'Italie, qui avoient pris les armes pour le recouvrement du Duché de Castro. La Republique de Venise, qui estoit de la Ligue, avoit fait saisir tout le revenu, que les Barberins avoient dans l'Etat de Venise : & bien qu'après la paix le Senat les deust remettre en la possession de leur bien, il n'en faisoit rien cependant, & recevoit avec assés de froideur & d'indifference les offices, que le Roy faisoit faire pour leur retablissement. Le *President de Gremonville*, qui y estoit Ambassadeur, ayant reçu ordre de faire enfin fixer les réponses vagues & incertaines, qu'on faisoit à ses instances, en pressa le Senat si fort, que celuicy consentit à la main-
le.

levée. Il estoit obligé de la donner en vertu du traité, & néanmoins il le fit si tard, & de si mauvaise grace, qu'on voulut persuader à l'Ambassadeur, que s'il ne se vouloit point ressentir du mauvais procédé du Senat, il devoit du moins s'abstenir de luy en faire compliment. Il répondit, que c'estoit au Roy, son maître, à faire connoître à l'Ambassadeur de Venise, que le Senat auroit bien pû en user d'une autre maniere qu'il n'avoit fait; mais pour luy, qu'il ne vouloit pas manquer à ce qu'il devoit à *la moderation* & à la civilité: & resolut de faire un compliment au Senat.

Je dis encore, que puis que *la moderation* doit entrer en toutes les parties des actions de l'Ambassadeur, on luy peut donner la mesme estendue, que j'ay cydevant donnée à la prudence, & on peut dire, que c'est une retenue, dont il doit accompagner toute sa conduite. Il doit estre fort jaloux, & extrêmement scrupuleux à l'égard des honneurs qu'on ne luy peut refuser, comme au representant d'un Prince Souverain; mais il ne doit point donner dans l'extravagance, ny pretendre des honneurs, qui ne sont deus ny à sa personne ny à son caractère. Il peut prendre rang sur un Prince, qui bien que sorti d'une Maison Souveraine, est devenu sujet d'un autre Prince Souverain: mais il ne le doit point disputer à un Souverain. Les Princes des Maisons de Savoye & de Lorraine, qui se sont establis en France, qui par maniere de dire y ont pris racine, & qui sont effectivement sujets, ne peuvent entrer en competence avec les Ambassadeurs des Couronnes. J'en dis autant des Princes puinés d'Italie, quoy que ceux de Savoye, & depuis quelque temps ceux de Toscane, le leur disputent, & de ceux d'Allemagne, qui n'ayant qu'un simple apennage, n'ont point de seance aux diètes de l'Empire; de sorte qu'ils n'ont point de part à leur Souveraineté. Mais l'Ambassadeur, qui pretend preceder un
Sou-

Souverain , ou son heritier presomtif , ou bien se faire traitter d'égal avec les fils ou freres des Testes Couronnées péche contre *la Moderation*. Les Ambassadeurs, qui se voulurent faire donner une chaise à bras dans un festin , où le Prince de Galles n'en avoit point : Celuy qui fit difficulté de ceder au Prince hereditaire de Suede , frere du Roy de Pologne , & la Marechalle de Guebriant , qui pretendoit se faire rendre les mesmes honneurs , qu'on avoit autrefois faits à l'Archiduchesse de Tirol , donnoient dans une impertinence qui n'est pas pardonnable , & faisoient recevoir un affront à leur maistre. L'Ambassadeur represente le Souverain , mais il ne l'est point ; c'est pourquoy il doit ceder à ceux qui ont cette prerogative , quelque part qu'il se rencontre avec eux. C'est la seule raison , pourquoy le Roy de France veut bien souffrir , que les Princes d'Italie , qui sont reconnus pour Souverains , prennent chez eux la place d'honneur sur les Ambassadeurs. Mesmes un Souverain ne doit point desirer , qu'on fasse des honneurs excessifs à son Ambassadeur ; parce qu'ils l'obligent à en faire autant , & ces civilites coustent à ceux qui ne les doivent point , & ne se rendent pas sans repugnance.

SECTION IX.

*Il est permis à l'Ambassadeur de corrompre les
Ministres de la Cour , où il negotie.*

J'Ay parlé en la derniere Section du premier livre , des presents , que le Prince fait aux Ambassadeurs , lors qu'ils sortent de leur employ ; tant pour marquer l'estime qu'il fait de leur personne , & la satisfaction qu'il a de leur

leur conduite, que pour témoigner la considération qu'il a pour leur Maître. Je parleray icy des presents, que les Ambassadeurs font, & des autres moyens, dont ils se servent, pour acquérir à leur Prince les Ministres de la Cour, où ils negotient. C'est une des fonctions de l'Ambassade, que l'Ambassadeur ne fait jamais sans ordre exprés, où s'il n'est bien assuré qu'il sera avoüé; veu qu'il n'y a point d'Ambassadeur, qui sans cela en voulust faire la dépense, ou se mettre au hazard de se faire une affaire avec le Souverain du lieu de sa residence. Lors que le Roy Henry IV fit arrester le Secretaire Bruneau, qui avoit esté surpris en traittant avec Merargues de la surprise de Marseille, l'Ambassadeur d'Espagne, en reclamant le Secretaire, son Domestique, reprocha au Roy entre autres choses, que ses Ministres s'estoient mis en devoir de corrompre ceux de la Cour de Bruxelles: le Roy répondit, *que cela estoit permis à l'Ambassadeur, afin de découvrir par là les intrigues qui se font contre le service de son Maître, & que l'affaire de Marseille, de Metz & plusieurs autres, faisoient voir, qu'il avoit raison de tascher de penetrer les desseins, qu'on formoit à Bruxelles contre le repos de son Roiaume.* Phil. de Commines ne se peut lasser de parler de l'adresse, que Louïs XI, & ses Ministres avoient à gagner ceux des autres Princes. Il ne se rebutoit point du premier refus: il redoubloit ses instances, & ne cessoit de promettre argent, rentes, offices & benefices, jusqu'à ce qu'il eust reussy. Commines en pouvoit parler par experience, parce qu'il se laissa luy mesme débaucher du service du Duc de Bourgogne, pour entrer en celui du Roy, qui ne se trompa point au choix de ce Ministre. Le Roy se faisoit par ce moyen quantité d'amis, & sortit de plusieurs meschantes affaires, par ses liberalités plustost que par son adresse, quoy qu'il en eust beaucoup. Dés qu'il remarquoit de

l'esprit ou du merite dans un homme, il ne se donnoit point de repos qu'il ne l'eust gagné. *Un gentilhomme Gascon*, qui estoit au service du Roy d'Angleterre, estant un jour entré en conversation avec *Commynes*, luy dît que le Roy Edüard IV s'estoit trouvé à sept batailles, où il avoit tousjours combattu à pied, & qu'il estoit sorty victorieux de toutes : mais qu'il en avoit perdu une, qui avoit effacé le lustre de la gloire qu'il avoit acquise à toutes les precedentes : & que c'estoit la paix qu'il venoit de faire avec le Roy de France. Le Roy ne sceut pas sï tost les particularités de cet entretien, qu'il commanda à *Commynes* de luy amener le gentilhomme Gascon, qu'il fit dîner avec luy, & luy en conta tant, qu'il le fit passer à son service.

Pendant le Congrès de Westphalie le Duc de Longueville voulut faire un présent considerable au *Sieur de Reede de Nederhorst*, l'un des Deputés des Provinces Unies, de la part des Estats d'Utregt, & il en offrit aussy un au Secrétaire de l'Ambassade, parce qu'ils avoient de l'affection pour la France. Ils le refuserent tous deux, & dirent, qu'après la conclusion de la paix, ils ne refuseroient pas les marques de la liberalité du Roy, si sa Majesté jugeoit qu'ils les eussent meritées : mais qu'on les en devoit dispenser pendant la negotiation. Les Provinces Unies firent un traité particulier, & les François, qui ne firent le leur que de plus d'onze ans après, ne se souvinrent plus des bons offices, qu'ils avoient receus de ces Ministres. Au contraire ils ont permis, que l'un ait esté deshonoré après sa mort, par un des leurs meilleurs historiens, qui ne craint point de dire, qu'il reveloit aux Plenipotentiaires de France les plus intimes sentiments de ses Collegues. Ils s'en feroient bien passés, comme Servien de son costé n'a pas acquis une grande reputation de prudence, en accusant Paau de Heemstede & Knuit, deux des Plenipotentiaires

tiaires des Provinces Unies, d'avoir esté corrompus par l'argent d'Espagne. C'estoient deux Ministres, qui estoient en effet ce qu'on appelle à Florence *Misero*; mais comme il n'y a rien de si facile que de se justifier d'un crime qui n'a point de témoins, ils s'en purgerent par serment, & se firent honneur de l'accusation de leur plus grand ennemy.

Au plus fort de la mesme negotiation de Munster, *Noirmont* Agent des Ministres d'Espagne, & couratier du commerce secret, qu'ils avoient avec ceux des Provinces Unies, dît à *Knuit*, qui manioit les interets du Prince d'Orange, que l'intention du Roy d'Espagne estoit de faire present au Prince des villes de Venlo & de Ruermonde, & que si son Altesse le desiroit on y ajoüsteroit encore la ville de Gueldre, & qu'on en feroit venir la ratification d'Espagne dès que le Prince s'en seroit expliqué. *Servien*, craignant que ces offres ne fissent impression dans l'esprit d'un Prince, dont le jugement se trouvoit extrêmement affoibly par l'aage & par les maladies continuelles, dépescha son neveu à la Cour en toute diligence, afin qu'on luy envoyast ordre d'offrir au Prince la ville de Bruges, s'il la prenoit pendant la mesme campagne, pour luy demeurer en toute Souveraineté, avec quelques villages voisins; à condition d'en prendre l'investiture du Roy, & d'y laisser la Religion Catholique en l'estat où elle estoit: mais sur tout à condition que les Estats ne se separeroient point des interets de la France. *Destrades* avoit autrefois offert au Prince l'eschange de la ville d'Anvers avec la Principauté d'Orange, & de luy ceder quelques autres Droits & pretensions imaginaires; mais le Prince, au lieu d'agreër ces offres, les avoient rejettées, & elles produisirent un tres-meschante effet. *Servien* y ajoüsta, qu'il falloit gagner le Princeesse d'Orange, & en mesme temps luy & ses Collegues tascherent de gagner quelques uns des Plenipoten-

tières qui estoient à Munster; mais tout cela ne reussit point. Les Ministres des deux Couronnes agissoient en cela conformément aux interests de leurs Maistres, & se servoient pour cet effet de moyens, qui estoient fort legitimes à leur égard. *Destrades* estoit au serment & au service des Estats, & ne laissa pas, comme Ministre Public, de faire des offres capables de corrompre la premiere personne de l'Estat, s'il eust rencontré un sujet corruptible. Les Deputés, que les Archiducs envoyerent à la Haye en l'an 1607, pour y faire des propositions de paix, qui fut depuis convertie en une trêve de douze ans, employerent un Cordelier, qu'ils avoient avec eux, pour corrompre la fidelité du Greffier des Estats Generaux, qui estoit un Ministre fort autorisé en ce temps là, & luy firent offrir des presents fort considerables. Il en donna connoissance au Prince Maurice & au Sieur d'Oldenbarnevelt, Premier Ministre de la Province de Hollande, qui luy conseillerent de prendre le present, & de le mettre en main tierce. On luy donna un fort beau diamant de la valeur de six mille escus, une lettre de change de quinze mille, & une promesse de trente cinq mille escus, qu'il devoit toucher après la conclusion de la paix. Les Estats furent fort scandalisés de ce procedé, & l'Archiduc le désavoua. M. de Villeroy dit dans une de ses dépesches, que l'action du Cordelier fut désavouée, parce qu'il en avoit usé en moine, c'est à dire d'une maniere fort grossiere. Il n'y avoit que trop de personnes de qualité & d'autorité en Hollande, qui n'approuvoient point la negotiation de frere Jean Neyen, qui n'ayant point de caractère de Ministre Public, ne pouvoit pas s'emanciper, jusques à corrompre un des principaux Ministres de l'Estat, sans contrevenir à son passeport, qui faisoit toute sa seureté: & neantmoins au lieu de luy faire un affront, on se contenta de

de donner quelque confusion aux autres Deputés, & au Cordelier autant de honte que les Moines sont capables de prendre. Quelque temps après le Cordelier fit un voyage en Espagne, & à son retour il fit demander aux Estats un passeport pour luy & pour l'Audiencier Verreiken, qui devoit apporter à la Haye la ratification du Roy d'Espagne en la forme que les Estats l'avoient demandée. On mit en deliberation, si on ne devoit pas refuser le passeport à celuy qui avoit voulu corrompre le Greffier; mais il fut résolu qu'on le luy enverroient. Il revint à la Haye, & continua de faire le negociateur, non obstant l'intrigue qu'il avoit faite.

Edüard IV, dont je viens de parler, sçavoit bien que les Principaux Seigneurs de sa Cour tiroient pension de Louïs XI. *Commines* en nomme une bonne partie, & raconte comment Hoüard, Grand Chambelan d'Angleterre, ne refusa point de recevoir la pension de France: qu'il mit les beaux escus au Soleil dans sa Manche; mais qu'il n'en voulut point donner de quittance, afin que l'on ne vist pas son nom dans les registres de la Chambre des Comptes de Paris. Il ne s'y trouve point en effet, mais on le voit bien marqué dans les Memoires de Phil. de Commines, qui sont bien plus publics, & meritent bien autant de foy que les registres de la Chambre des Comptes. On dit qu'un jour un gentilhomme Anglois fit remonster au Roy *Jaques* qu'il avoit un tesimportant advis à luy donner; mais qu'il falloit, que sa Majesté l'asséurast de sa protection particuliere; parce que sans cela sa vie ne seroit pas en seureté. Après qu'il eust pris ses precautions necessaires, il dit que plusieurs Seigneurs de sa Cour & de son Conseil tiroient pension d'Espagne, & qu'il avoit de quoy le verifier. Le Roy luy répondit, qu'il le sçavoit bien, & en fit une raillerie. Il y ajouta, qu'il voudroit que le Roy d'Espagne

leur en donnaſt dix fois autant ; parce qu'en faiſant cette dépenſe inutile , il auroit d'autant moins de moyens de luy faire la guerre. Les François qui prennent plaifir à publier le bien qu'ils font auſſy bien que les faveurs qu'ils reçoivent , ont voulu faire croire , que les Miniſtres de la Cour d'Angleterre n'eſtoient pas encore fort difficiles ſur ce ſujet il n'y a pas longtems. La Reine Elifabeth ne l'auroit point ſouffert. Henry IV avoit donné l'Ordre de S. Michel à *Nicolas Clifford* & à *Antoine Sherley* , à caule des ſervices , qu'ils luy avoient rendus pendant la guerre. Ces deux gentilshommes eſtant de retour en Angleterre , la Reine les fit mettre en priſon , & leur commanda de renvoyer l'Ordre , & de faire oſter leurs noms des regiſtres. Elle diſoit , que comme une femme chaſte ne doit regarder que ſon mary , ainſy un ſujet ne doit regarder autre Souverain que celuy que Dieu à eſtably ſur luy. Je ne veux pas , diſoit ellè , que mes brebis ſoyent marquées à une marque eſtrangere , ny qu'elles ſuivent le flageolet d'un berger eſtranger, *La Reine Chriſtine* ne voulut pas permettre , que le Prince Palatin receuſt l'Ordre de la jarretiere , ny que le Comte de la Garde ſe fiſt faire Prince de l'Empire. Ces deux Reines avoient raiſon d'empêcher leurs ſujets de prendre des engagements avec des puiffances eſtrangeres. Ils ne peuvent partager leur affection ny leur zele , qu'ils n'en dérobenſt autant à leur Souverain , qui en doit eſtre auſſy jaloux , que le mary de l'honneur de ſa femme.

Ce fut bien une eſpece de corruption , que l'office que *la Tuillerie* , Ambaſſadeur de France , fit auprès de la Princeſſe d'Orange en l'an 1646. Il luy dît , qu'après la mort du Prince ſon mary , qui apparemment ne vivroit pas longtems , le Roy ne manqueroit pas de la protéger & de l'appuyer. Que ſi devant la concluſion de la paix il ſe pou-

pouvoit faire quelque chose pour les interets de sa Maison, sa Majesté n'y employeroit pas seulement ses bons offices, mais aussi ses armes, s'il estoit besoin, pour luy faire obtenir tous les avantages possibles. Il luy fit entendre que le Roy ne permettroit point, que de Hollande l'inquietast, pour s'estre opposée à une paix qui separeroit les Provinces Unies des interets de la France. On ordonna mesmes à la *Tuillerie* de luy confirmer l'offre qu'on avoit faite au Prince, de luy laisser Anvers, & de l'asseurer, que le Roy joindroit ses armes à celles de l'Estat, pour la reduction de cette ville là. Le Prince avoit déclaré positivement, qu'il ne vouloit point qu'on traittast de ses interets particuliers; mais la Princesse, profitant des infirmités de son mary, le disposa à tout ce qu'elle vouloit, & le fit consentir à un traitté, par lequel le Roy d'Espagne donnoit à la Princesse les terres de Turnhout & de Sevenbergue. Elle n'esperoit rien d'approchant de la France, & elle aima mieux s'accommoder aux sentimens de la Hollande: outre qu'il y avoit des considerations domestiques qui luy firent prendre ce party.

Phil. de Commynes dit, que c'est un tresgrand avantage à l'Ambassadeur, que de pouvoir decouvrir les affaires d'un Prince par le moyen de son Ministre. Et de fait, on peut dire, que c'est un des importants services, que l'Ambassadeur puisse rendre à son Maistre, que de luy acquerrir un des Ministres de la Cour où il negotie. Car servant d'espion honorable, ce n'est pas seulement un moyen seur de penetrer le secret, mais aussi de faire donner aux affaires le tour que son maistre desire, & qui s'accommode à ses interets. Or que l'Ambassadeur, qui gagne ou corrompt un Ministre ne viole point le *Droit des Gens*, & demeure dans les termes de sa fonction, c'est dont tout le Monde est d'accord: mais cette liberté qu'on donne à
l'Am-

l'Ambassadeur, n'est pas d'une estendue infinie. Le mesme *Henry IV*, qui disoit à Don Balthasar de Zuniga, qu'un Ambassadeur peut gagner & corrompre un Ministre, pour tascher de sçavoir les secrets de la Cour où il reside, fit arrester Bruneau, qui débauchoit Merargues. Les Espagols avoient corrompu l'Hoste, Commis de M. de Villeroy, & apprenoient de luy les plus importants secrets de l'Estat. Le Roy ne s'en prit pas aux Ministres d'Espagne, parce que ce commerce est permis, quoy que sous le benefice de cette permission on ne laisse pas quelquefois de faire passer des marchandises de contrebande. Les veritables amis ne s'en servent gueres, & n'en abusent jamais. *Guillaume Pelissier*, Evesque de Montpellier, Ambassadeur de France à Venise, avoit corrompu *Maffée Leone*, les deux freres *Cauasses*, & quelques autres, ou Ministres ou sujets de la Republique de Venise, qui luy communiquoient des secrets, dont il faisoit part à la Cour de Constantinople. Le Senat punit severement les traitres, mais il ne se plaignit point de l'Ambassadeur, & si quelque temps après il fit instance auprès du Roy à ce que ce Ministre fust revoqué, ce ne fut que parce qu'il leur rendoit plusieurs mauvais offices, & faisoit de faux rapports, capables d'alterer la bonne intelligence, que la Republique vouloit entretenir avec le Roy.

J'ay de la peine à me persuader pourtant, que le *Droit des Gens*, qui ne doit servir qu'à la conservation de la société civile, voulust proteger ceux qui en détruisent les principes, en formant des trahisons, en faisant des attentats contre la personne du Prince, auprès duquel ils resident, en fomenttant la rebellion, en troublant le repos de l'Estat, ou en favorisant des hostilités en pleine paix. *L'Evesque de Rosse*, *Don Bernardin de Mendosse*, *l'Abbé Scaglia*, & quelques autres Ambassadeurs, dont j'ay parlé ailleurs,

leurs, ne faisoient pas un commerce que le Droit des Gens souffre. Ils ne corrompoient pas les Ministres, pour en apprendre des secrets, mais ils faisoient des cabales & des trahisons contre le Prince & contre l'Estat. *Phil. de Commines* juge, que le Prince bien advisé se doit défaire de ces sortes de Ministres, meschants ou incommodes.

On corrompt les Ministres, non seulement par des presents; mais aussy par plusieurs autres moyens. On flatte la vanité des uns, & on excite l'ambition des autres par des louanges & par des éloges excessifs. On fait esperer une grande fortune aux uns, & nourrit le mécontentement des autres, en entrant dans leurs interets contre le Prince, dont ils croient estre negligés ou méprisés. Les Ministres d'Espagne & de Savoye employèrent tous ces moyens pour débaucher & pour perdre le *Duc de Biron*. Le Roy Henry IV l'envoya à Bruxelles, pour y voir jurer la paix de Vervins. L'Archiduc luy fit des presents, non comme à un Ambassadeur, ou comme à un officier de la Couronne, que le Roy consideroit extrêmement, mais comme à un homme, qu'il vouloit acquerir, & qu'on ne pouvoit acheter trop cher. Les Espagnols luy empoisonnerent l'esprit par des louanges extravagants, & par des esperances d'une Souveraineté imaginaire. Le Duc de Savoye acheva de le gagner par des promesses d'une grande alliance, mais principalement par des rapports malicieux, qu'il luy faisoit du peu d'estime, que le Roy faisoit de la personne. Il croyoit que le Roy ne pouvoit reconnoistre ses services, qu'en partageant le Roiaume avec luy; de sorte que se voyant mis au rang des autres sujets, bien que des plus illustres, il s'oublia si fort, qu'il se mit à conspirer contre la vie de son Souverain, le meilleur Prince, qu'on ait veu depuis plusieurs siècles. Le Comte de Fiesque, Ambassadeur de Savoye, en faisant

compliment au Roy sur la découverte de la conspiration de Biron, voulut justifier son Maître; mais sa justification ne fut pas bien receüe. Le Roy, bien loin de se plaindre des Ministres, qui s'en estoient mêlés, ne voulut pas seulement qu'on en accusast ny eux ny leurs Princes. Ceux qui ont tant soit peu de generosité, ne se souillent point de cette sorte de trahisons, & ceux qui ont un grain de prudence, ne doivent pas faire connoître qu'ils en sont capables.

Il est parlé ailleurs d'un Ambassadeur, qui bien loin de gagner quelque Ministre de la Cour de France, pour en apprendre les secrets, reveloit ceux de Ferdinand le Catholique à Loüis XI. Ces infidelités ne sont pas du sujet de cette Section. Je diray seulement que les Princes, qui n'ont pas le moyen de faire ces acquisitions, perdent un tresgrand avantage, & une belle occasion de faire leurs affaires. Les Estats des Provinces Unies n'en donnent pas le moyen à leurs Ministres. Ils n'ont point de fonds pour cela; de sorte que ne pouvant faire de la dépense pour ces intrigues, sans la participation d'un tresgrand nombre de gens, qui ne sont pas tous capables du secret, ils n'y pourroient pas bien reussir, quand mêmes ils l'entreprendroient; si ce n'est qu'ils en laissassent toute la conduite à M. le Prince d'Orange; comme ils luy ont bien confié celle de leurs plus importantes affaires. Je pourrois marquer des conjonctures, ou une dépense de cinquante mille escus leur auroit épargné des millions, & on ne peut nier que ce ne soit une des plus grandes foiblesses du gouvernement, puis que des gens de toutes sortes de conditions y participent. Mais c'est ce qui fait partie de l'histoire, & n'a rien de commun avec la matiere que je traite.

Pour la verification du contenu de cette Section il importe de voir l'instruction, que le President Jeannin donne

ne à M. de Preaux du 11 Avril 1609, qui est fort particuliere sur ce sujet, avec l'instruction que le Sieur de Preaux rapporta de la Cour. Il parle dans la premiere en ces termes.

„ Pour le service particulier de sa Majesté, il est besoin
„ de sçavoir son intention. On sçait bien en premier lieu,
„ que c'est de fortifier autant qu'on pourra l'autorité de M.
„ le Prince Maurice, & des particuliers, qu'on sçait estre
„ les plus ennemis de la domination d'Espagne, & d'y ac-
„ querir & entretenir des Serviteurs, lesquels ayent soin,
„ & soyent obligés de faire souvenir les Estats des bienfaits
„ & merites de sa Majesté envers eux : *ce qu'on ne peut fai-*
„ *re qu'en y employant chacun un quelque argent, pour les in-*
„ *teresser & affectionner.* Car quand il n'y a que le corps
„ d'une Republique obligé en general, ils se desobligent
„ bien souvent de leurs dettes par ingratitude; mais les
„ particuliers interessés, estant gens de creance & de capa-
„ cité, sont tresutiles pour servir, & en cet Estat on le juge
„ necessaire; dautant qu'on a bien reconnu, qu'ils sont
„ pour recevoir les commodités & avantages qu'on leur
„ voudra faire. Et ce qui doit plus convier sa Majesté à y
„ penser, est qu'il est vray semblable, que le Roy d'Es-
„ pagne, lequel a fait un traitté, que plusieurs tiennent
„ luy estre honteux, n'y avoir esté induit, outre la neces-
„ sité, que l'on met pour une principale cause, en y joig-
„ nant aussy la crainte qu'il a eu de l'assistance & secours de
„ sa Majesté, sinon pour avoir esperé, ou plustost s'estre
„ promis, qu'il pourroit faire quelques pratiques parmy
„ eux, *en y espanchant chacun un quelque notable somme,*
„ pour les changer, & faire retourner d'où ils sont sortis.
„ Or il n'y a point de meilleur moyen, outre la bonne & sa-
„ ge conduite de l'Estat en general, *sinon que sa Majesté*
„ *oblige des Serviteurs, pour s'opposer à telles pratiques &*
„ *corruptions: en quoy un escu venant d'elle servira pour les*

„ *conserver ; & rendre affectionnés* a sa Couronne , plus que
 „ cent du Roy d'Espagne , pour les attirer à luy. S'estant
 „ acquis des serviteurs , & dressé des pratiques durant
 „ quelque temps , si sa Majesté desire quelque chose de
 „ plus , il s'en faudra alors découvrir.

Le Roy en faisant réponse à cet article de l'instruction
 „ de Jeannin , dit. C'est l'intention de sa Majesté , & le
 „ soin qu'elle veut avoir , de conserver , voire accroistre à
 „ l'avenir , autant qu'il luy sera possible , la creance & l'au-
 „ torité , que l'assistance qu'elle a donné auxdits Estats ,
 „ & sa bienveillance luy ont acquises cydevant parmy
 „ eux , tant pour avoir moyen de continuer à leur bien fai-
 „ re , & rendre les Conseils mieux receus d'eux , que pour
 „ le bien & avantage que son Roiaume en peut aussy rece-
 „ voir , & les autres bonnes raisons , esperances & confi-
 „ derations , que ledit Sieur Jeannin luy a fait représenter
 „ par ledit Sieur de Preaux. Pour ce faire *sadite Majesté*
 „ *a advisé d'employer par delà la somme de cent mille livres en*
 „ *pensions & bienfaits* , pour estre departis par ledit Sieur
 „ Jeannin ; soit par forme de pension annuelle , ou de don
 „ gratuit à ceux , qu'il jugera dignes de telle gratification ,
 „ & avoir pouvoir de servir sa Majesté. Au moyen de-
 „ quoy ledit Sieur Jeannin pourra , en vertu du present
 „ memoire , qui est signé de sa main , & contresigné par
 „ son commandement , promettre & accorder dès à pre-
 „ sent , & devant qu'il parte du pais , les dites pensions &
 „ bienfaits , jusques à la concurrence de ladite somme , en
 „ la forme qu'il jugera la meilleure : sa Majesté s'en remet-
 „ tant entierement à sa prudence & loyauté. Seulement
 „ il sçaura , que sa Majesté a loué & approuvé le project ,
 „ que ledit Sieur de Preaux luy a apporté , qu'il a desja fait
 „ pour le regard de la qualité & condition des personnes ,
 „ sur lesquelles il a jetté les yeux pour cet effet , qu'il con-
 „ vien-

„ viendra traitter & favoriser selon le merite & le pouvoir
 „ d'icelles, entre lesquelles il semble à sa Majesté, que
 „ l'on ne doit obmettre à faire une offre *au Prince Maurice*
 „ *par forme de pension ou de don qui soit digne de luy*, quand
 „ bien on scauroit qu'il ne devroit l'accepter, afin de luy
 „ témoigner de plus en plus l'estime que sa Majesté fait de
 „ luy : l'on juge qu'elle ne peut estre moindre *de trente*
 „ *mille livres*. Toutefois sadite Majesté le remet au juge-
 „ ment du Sieur Jeannin, comme elle fait tout ce qui con-
 „ cerne l'entiere distribution desdits deniers, à laquelle
 „ ledit *Sieur de Barneveldt doit avoir part* digne de son meri-
 „ te ; comme ledit Sieur de Preaux a esté chargé de dire au-
 „ dit Sieur Jeannin plus particulierement. Ladite somme
 „ de cent mille livres sera envoyée par delà à deux termes,
 „ avec les autres deniers, que sa Majesté fait estat d'y dé-
 „ pendre pour la folde desdits gens de guerre, pour estre
 „ mise és mains de celuy que ledit Sieur Jeannin jugera
 „ propre pour en faire la distribution, suivant ce qu'il au-
 „ ra arresté ; *afin que toutes choses soyent maniées secrete-*
 „ *ment & fidellement, comme il convient en cas semblables.*

SECTION X.

Des Lettres ou Depeschés.

JE ne m'amuseray point à dire icy, que l'Ambassadeur doit estre fort soigneux de garder la minute de ses lettres, & de les ranger, suivant l'ordre des dates, en sorte qu'il les puisse trouver sous la main, lors qu'il en a à faire : ce qu'il doit aussy observer à l'égard des depeschés qu'il reçoit ; parce que c'est proprement la fonction du Secrétaire, qui doit etiquetter les unes & les autres, & les

mettre d'ordre devant que luy ou son maistre, les ferre sous la clef. C'est enquoy le Cardinal Mazzarin estoit si exact, que ses Domestiques ne pouvoient pas manquer de porter d'abord l'oeil & de mettre la main sur le papier qu'il leur demandoit. La punctualité de feu M. de Wit, Premier Ministre de Hollande, approchoit fort de celle là, & y estoit parfaitement bien secondé par le Commis de Hollande, qui ser voit sous luy. Mais il semble qu'on peut dire, que l'Ambassadeur, qui est exact & punctuel, ne manque pas de marquer à la teste de ses dépesches les dates des precedentes, sur lesquelles on ne luy a point fait de réponse, comme aussy celles des lettres qu'il a receües depuis ses dernieres. Lors que les affaires sont importantes, & que les voyes ne sont pas trop seures, il est à propos d'envoyer des doubles. Il doit aussy escrire à toutes les occasions, tant ordinaires qu'extraordinaires, en quelque part qu'il se trouve; tant pour satisfaire la curiosité du Prince, que pour donner des preuves de sa diligence.

Pour ce qui est des dépesches mesmes, il y a plusieurs regles à donner, & plusieurs observations à faire: mais la regle la plus universelle est, qu'il faut que l'Ambassadeur s'accommode en cela à l'humeur & à la volonté de son Maistre. Il n'y a point de Prince, qui entende ses affaires, qui ne vueille que son Ambassadeur escrive à luy directement. Si le Prince a un Premier Ministre, l'Ambassadeur ne peut se dispenser de luy escrire aussy toutes les fois que l'occasion se presente, aussy bien qu'au Secrétaire, qui a la confidence pour cette sorte d'affaires, & qui fait réponse aux dépesches de la part du Prince. Sous le regne de Henry IV les Ambassadeurs n'escrivoient qu'au *Roy mesme*, & à celuy des Secretaires d'Estat, qui avoit le département des affaires estrangeres. Toutes les lettres du Cardinal Dossat, du Cardinal du Perron, du President Jeannin & de

de Fresne-Canaye, sont adressées au Roy mesme, ou à M. de Villeroy : du moins celles qui font partie de la suite de leur negotiation ; parce que le Roy, qui estoit le Chef & le Maître de son Conseil, vouloit que toutes les affaires passassent par ses mains & par son esprit. Pendant la faveur du Duc de Luines tous les Ambassadeurs luy escrivoient ; mais non continuellement, comme ils ont fait depuis sous le Ministère des Cardinaux de Richelieu & Mazarin, à qui on rendoit un compte plus exact des negotiations, qu'on ne faisoit au Roy mesme, & au Secrétaire d'Estat, qui en ce temps là n'estoit en effet qu'un Ministre subalterne sous le Premier. En Espagne, en Angleterre & en toutes les autres Cours de l'Europe, on en use de la mesme maniere. *Les Turcs*, qui n'ont point de Ministres ordinaires dans les Cours estrangeres, n'ont pas grand commerce de lettres. Leurs Chiaux, qui bien souvent ne sçavent ny lire ny escrire, ne sont que des Messagers, qui après avoir fait leur message, s'en retournent chez eux, & font leur rapport de bouche au Vizir. Toutes les negotiations & tous les traittés, que le Grand Seigneur fait faire, se font à Constantinople avec le Divan, ou bien à la Campagne avec le Premier Vizir, ou avec quelque Bachà, & tousjours en leur langue. *Les Ambassadeurs de Venise adressent leurs lettres au Doge*, bien qu'ils écrivent proprement à la Republique mesme ; c'est pourquoy c'est la Seigneurie qui les lit, ou on les fait lire au College, qui les communique au Conseil de Pregadi, ou bien au Senat mesme, si l'affaire le merite. Les Ambassadeurs & les Ministres, que l'on Provinces Unies employent ailleurs, écrivent aux Estats Generaux ; mais bien souvent ces lettres ne valent pas le papier qu'ils barboüillent, & bien moins le port que l'on en paye. S'ils ont quelque affaire importante à communiquer, ils adressent leur lettre au

Gref-

Greffier des Estats, qui la lit dans l'assemblée, ou bien à ceux d'entre eux qui sont Deputés aux affaires secretes. De ces dépesches les unes sont communiquées, par le moyen des copies que l'on envoie aux Provinces, & les autres sont ferrées sous la clef, avec les autres pieces secretes, dont il est défendu de faire copie. Il y a des Ambassadeurs qui escrivent aussy au Prince d'Orange, & aux Estats de la Province qui les a nommés à l'Ambassade. Ce respect est deu au Prince; parce que ses advis formant les plus importantes resolutions de l'Estat, il est necessaire qu'il soit punctuellement informé des particularités de toutes les negotiations, qu'on fait faire dans les Cours estrangeres. L'Ambassadeur qui est employé à la nomination des Estats de Hollande, escrit au Premier Ministre de la mesme Province, laquelle ayant tousjours une personne affectée en toutes les Ambassades, qui sont composées de plusieurs Ambassadeurs, les Estats de cette Province sont aussy plus particulièrement advertis que les autres de ce qui se negotie ailleurs.

Il arrive souvent, que le Prince, qui n'a point de Premier Ministre, ne laisse pas de donner sa confidence plus particuliere à quelqu'un de son Conseil, & alors l'Ambassadeur, pour menager l'amitié de ce Confident, luy doit souvent escrire, afin d'en estre protégé en son absence, & aussy afin d'estre plus particulièrement instruit des intentions du Prince. Il n'y avoit point d'Ambassadeur sous le regne de Henry IV, qui n'entretinst quelque correspondance avec le Duc de Sully; tant parce qu'il avoit plus de part à la confidence de ce Prince qu'aucun autre Ministre, que parce que ce n'estoit que sur ses ordres qu'on payoit leurs appointements. Il n'y a que le Cardinal Dossat, qui à cause de sa religion, ou parce qu'il avoit toutes ses habitudes avec M. de Villeroy, qui ne luy escrivit point du tout.

tout. *Walsingham* escrivoit au Comte de *Licestre*, Ministre Confident de la Reine *Elisabeth*, presque aussy souvent qu'à la Reine mesme, ou au Secretaire d'Etat : & il ne laissa pas d'escire au Lord *Burleig*, après que celuicy eust esté élevé à la charge de Grand Tresorier du Roiaume ; bien qu'il n'eust pas la qualité de Premier Ministre, & qu'il ne le fust pas en effet, sous une Reine, qui gouvernoit, & qui ne se laissoit point gouverner. Les Ministres de la Cour de Rome escrivent au Pape, mais ils ne manquent jamais d'escire au Cardinal Patron.

Pour la qualité des dépesches, il faut que l'Ambassadeur connoisse l'humeur du Prince & du Premier Ministre, qui a la direction de ses affaires. *Dossat* qui sçavoit que le Roy *Henry IV* prenoit luy mesme connoissance de ses affaires, & qu'il en vouloit estre trespaticulierement informé, en luy escrivant du 22 Decembre 1594, qui est la premiere, qui se trouve entre les dépesches qu'il a faites au Roy, luy escrit en ces termes. *Pour ce qu'il importe au contentement de Vostre Majesté d'entendre particulierement comme toutes choses se sont passées en mon audience, & mesmes que par plusieurs particularités vous pourrez plus aisement juger de la disposition du Pape, c'est aussy de mon devoir de vous deduire par le menu, comme je m'y suis conduit ; ce que j'ay dit, & ce qui m'y a esté répondu.* La dépesche qu'il fait en suite, merite d'estre veüé & estudiée, parce qu'elle peut servir de modelle, mesme à un treshabile Ministre. Ce que l'on peut dire en general des dépesches est, qu'il n'y a point de Prince, qui ne les aime mieux fortes que longues, & mesme la plupart des Ministres veulent des choses, & non des paroles inutiles. Le Roy *Henry IV* prenoit tant de plaisir à lire les lettres raisonnées du President *Jeannin*, qu'il luy fit escire par *Villeroy* le 8 Octobre 1607. *Que ses lettres ne pouvoient estre trop longues. Que l'on n'y trou-*
II. Part. *E e* *voit*

voit rien d'inutile ny de superflu. *Ainsy qu'il continuast de les estendre, & de particulariser, comme il avoit commencé. Que le Roy le desiroit, & qu'il luy avoit commandé de le luy escrire. Et certes que ses lettres estoient tresagréables à sa Majesté.* On peut dire avec verité des lettres du President Jeannin, ce que l'on dit des epistres d'un ancien que celles qui sont les plus longues sont les plus belles. Le Roy Henry IV s'y connoissoit ; mais il est certain que jamais Prince n'eut de si habiles Ministres, & que jamais les Ministres n'ont eu un si grand Maistre, ny un si equitable estimateur de leur merite. *Jeannin* ne pouvoit pas pretendre une plus glorieuse recompense de ses services, que l'approbation si authentique d'un si bon & un si puissant Monarque. Le Cardinal Mazzarin, qui se plaisoit à faire promener son esprit, & qui ne se lassoit jamais de raisonner, vouloit aussi que les Ambassadeurs s'estendissent en leurs raisonnements. En ses depesches il se servoit souvent de la plume de *Silhon*, particulièrement pour les affaires d'Allemagne & de Suede, & *Silhon*, qui se piquoit de politique & d'eloquence, secondoit heureusement les intentions de son Eminence. *D'Avaux & Servien* y répondoient parfaitement, & faisoient des volumes plustost que des lettres. On ne peut nier, qu'il n'y ait de l'étoffe, & qu'elles ne soyent presque toutes remplies de raisons solides, que l'estude & l'application fournissoit à l'un & la nature à l'autre ; mais il faut avoüer aussi, que les plus longs discours ne sont pas tousjours les plusforts, & qu'il ne se peut que dans un grand nombre de raisons il n'y en ait de foibles, qui au lieu de convaincre l'esprit, l'embarassent.

Le Nonce & l'Ambassadeur de Venise reprocherent un jour à *d'Avaux & à Servien*, Plenipotentiaires de France, qu'ils envoyoient toutes les semaines de grandes depesches à leur Cour : qu'il ne se pouvoit, qu'en cette prolixité il

n'y

n'y eust souvent des choses plus apparentes que veritables, & qu'ils feroient mieux d'estre plus succints, & plus réservés. Longueville & d'Avaux ne répondirent rien à ces reproches; mais Servien, qui n'estoit jamais sans repliche, repartit, que le plus jeune d'eux trois avoit cinquante ans passés, & qu'en cet âge on ne leur devoit pas apprendre comment ils avoient à faire leurs dépêches. Que leur intention estoit de satisfaire la Reine & le Premier Ministre : qu'ils y avoient reussy jusques alors, & qu'ils esperoient y reussir encore à l'avenir, sans que pour cela ils eussent besoin de l'advis d'autrui. Ils ne pouvoient pas faire leurs dépêches plus petites, parce qu'ayant à rendre compte de tout ce qui se passoit dans les negotiations, qui estoient d'une estendue fort vaste, & à répondre à tous les articles & à toutes les raisons des lettres du Cardinal, qui estoient fort grandes, & bien souvent accompagnées de grands memoires, ils estoient obligés de faire des reflexions sur les uns & sur les autres. Et de fait les lettres de l'Ambassadeur ne peuvent pas estre trop prolixes, lors que l'estat des affaires, qu'il a à negotier, l'y oblige. Les Plenipotentiaires de France avoient à negotier avec les Ministres de l'Empereur, avec ceux d'Espagne, avec ceux de Suede, de Baviere, & avec ceux de presque tous les Princes d'Allemagne & d'Italie, sans ceux des Provinces Unies. Ils avoient aussi à soustenir les interets de Portugal & de Catalogue, où il se rencontroit des difficultés & des oppositions invincibles; de sorte qu'il leur estoit impossible de faire de petites dépêches. Quoy qu'on vueille dire, leurs lettres, quelque longues qu'elles soyent, n'ennuient point, & sont bien plus agréables que celles de quelques autres, qui ne laissent pas de passer pour de grands hommes, quoy que leurs lettres ne soyent remplies que de bagatelles & de fadaïses, plus capables d'occuper

quelques pages d'un dictionnaire, que l'esprit d'une personne raisonnable. Il n'y a rien de si tuant que la longueur des uns, ny rien de si importun que la fausse éloquence des autres. Bassompierre, étant Ambassadeur Extraordinaire en Espagne en l'an 1621, dit en la lettre, qu'il écrit à M. de Puisieux du 27 Avril, qu'il veut demeurer dans les regles, que tous les Ambassadeurs doivent observer, *de faire une dépêche fort succinte au Ministre, lors qu'ils en font une longue au Maistre.* Mais cette regle n'est pas generale: il faut s'accommoder en cela à l'humeur du Prince & à l'autorité du Ministre. Le Roy, que Bassompierre servoit, n'aimoit pas à lire de longues lettres, & bien qu'il fust jaloux d'une autorité, qu'il ne connoissoit point, comme dit le Duc de Rohan, il aimoit mieux qu'on luy fist rapport du contenu des lettres, que de se voir obligé à les lire.

Il n'est pas necessaire que le stile de l'Ambassadeur soit fort poly. Il suffit qu'il soit clair & intelligible; en sorte neantmoins qu'il ne soit point défiguré par de solecismes ou par des barbarismes. Encore aimerois je mieux, qu'il n'eust pas une derniere netteré, que de le voir contraint & affecté. Une négligence de Cavalier vient bien mieux à l'Ambassadeur que l'affectation d'un pedant ou un avocat. Pourveu qu'il ait tant soit peu de capacité & d'habitude à écrire, il n'aura point de peine à bien exprimer ses sentiments, après les avoir bien conçus & digérés en son esprit; en sorte que s'il s'entend bien luy mesme, il se rendra bien intelligible aux autres. Afin qu'il le puisse faire avec ordre, il pourra décharger sa memoire sur un Agenda, ou sur des tablettes, d'où il pourra prendre, & arranger sur la papier ce qu'il a à écrire, tant touchant les affaires generales, que pour celles de sa commission: principalement lors qu'au sortir d'une audience ou d'une con-

feren-

ference, il a la memoire encore remplie de ce qui s'y est dit & passé. Le President Jeannin dit dans une de ses lettres, qu'il escrivoit de jour à autre ce qui se passoit, & le faisoit mettre en chiffre, pour l'envoyer à l'instant, si l'occasion se fust présentée. Que par ce moyen sa lettre s'estoit grossie; n'ayant rien pû obmettre de ce qui meritoit d'estre escrit. Il doit sçavoir à qui il peut confier le secret, & juger, s'il le doit escrire tout de sa main, ou s'il le peut faire passer par celle de son Secetaire, qui comme j'ay dit ailleurs, est une des plus importantes pieces de l'Ambassade: Ce qu'il faut escrire au Prince mesme, & ce qu'il faut reserver pour le Secetaire d'Estat, ou pour tel autre Ministre, à qui il a ordre d'adresser ses dépesches. C'est à luy à juger encore ce qu'il doit escrire en chiffre, & quand l'importance de l'affaire l'oblige à expedier un exprés. Sur toutes ces choses il n'y a point de regles à donner; parce que c'est à l'Ambassadeur, qui peut seul juger de l'importance de l'affaire, & de la curiosité ou de l'interest de son Prince, à s'en consulter luy mesme. Loüis XI, qui establit le premier les postes en France, vouloit tout sçavoir, & en estre informé le premier. Il y a des rencontres, où on ne doit point plaindre la dépense d'un courrier extraordinaire; parce que bien souvent les moments d'un premier avis ne se peuvent pas trop payer: veu que dans un accident surprenant ils peuvent donner de tresgrands avantages, ou apporter des prejudices irreparables. En quoy l'Ambassadeur ne doit point distinguer entre les bonnes & les mauvaises nouvelles: au contraire il doit estre d'autant plus prest d'escrire les mauvaises, lors que son Maistre y est interessé, qu'un avis donné à propos est de la derniere importance, à cause des suites que les mauvais succès peuvent avoir. Il n'est pas necessaire, ce me semble, d'ajouter à cecy, qu'en ces cas l'Ambassadeur doit avoir la pruden-

dence de faire passer les lettres par les mains d'un Ministre, qui ayant du credit auprès du Prince, puisse preparer son esprit à recevoir un fâcheux avis, & luy représenter le service, que son Ambassadeur luy fait en le luy donnant; parce qu'il luy donne le moyen & le loisir de reparer le passé, & de prevenir ce qui pourroit estre inevitable sans cela.

Ce n'est pas icy l'endroit, où il faut traiter des *chiffres*; parce qu'il faudroit faire une trop grande digression, pour parler d'une matiere si ample. J'en diray pourtant un mot. On en a fait des traittés entiers, & un Prince Souverain, pour faire voir que sa nombreuse bibliotheque ne luy avoit pas esté inutile, en a fait un assés gros volume. Mais il luy est arrivé ce qui est assés ordinaire à ceux qui font de cette sorte de livres, où au lieu d'épuiser la matiere, on passe fort légèrement par dessus ce qu'il y a de plus essentiel au sujet qu'on entreprend de traiter, & en ne parlant que de ce qu'il y a de plus commun, on ne repete & ne copie que ce que les autres en ont escrit, & ce que presque tout le monde sçait. On peut dire que le chiffre, c'est ainsy que l'on appelle la maniere secrete d'escire, parce que le plus souvent on se sert de ces caracteres de l'arithmetique moderne qui ont esté apportés des Indes, est une espece de magie. *Trithemius*, *Abbé de Spanheim*, l'a voulu reduire en cabale, & cependant il n'y a rien de si facile que de défaire ce charme apparent par le moyen de la clef. Il y a mesmes des gens, qui déchiffrent sans peine toutes sortes de caracteres, quelque difficiles, obscurs ou bizarres qu'ils soyent, & en trouvent si facilement la clef, qu'il semble qu'ils la portent sur eux. *Rossignol*, qui a servy le Cardinal de Richelieu en cette fonction, & qui y a fait sa fortune, y estoit si adroit & si heureux, qu'il déchiffroit sans peine toutes les lettres qu'on luy presentoit; non seule-

ment

ment celles qui estoient escrites dans une langue qu'il entendoit; mais aussy celles qui estoient escrites en des langues tout a fait estrangeres, & dont il n'avoit pas la moindre connoissance. Il n'est pas fort difficile d'inventer un million de nouveaux chiffres, mais il est presque impossible d'en trouver un, qui ne puisse pas estre déchiffré par ceux qui y ont un peu de genie & beaucoup d'habitude. Pendant les desordres & les guerres civiles de la Ligue les Espagnols se servoient d'un chiffre, qui estoit composé de plus de cinq cens caracteres; de sorte qu'il n'y avoit personne qui pust déchiffrer leurs lettres. On s'avisa enfin d'envoyer celles qu'on interceptoit à *François Viette*, celebre Mathematicien de ce temps là. Il ne s'estoit jamais appliqué à cette sorte d'estude, & n'avoit jamais oüi parler du chiffre, dont on se servoit dans les lettres, & neantmoins après y avoir refusé quelque temps, il en trouva la clef, & les déchiffrâ facilement. Les Espagnols ne sçurent qu'au bout de deux ans que leur secret estoit découvert, & lors qu'ils l'apprirent par des lettres interceptées, ils en furent tellement estonnés, qu'ils disoient, que le Roy Henry IV s'estoit aidé de la Magie, pour trouver la clef de leur chiffre. Ceux qui s'y entendent sçavent en quoy consiste le secret. Le Jargon, dont on se servoit autrefois plus que l'on ne fait presentement, estoit a mon advis bien inutile; soit qu'on le messast avec le chiffre ou non. Dés qu'on tient le fil d'une affaire, & qu'on connoit la Cour où elle se negotie, on n'a point de peine à connoistre les personnes dont les dépesches parlent.

Lors que les Ambassades sont composées de plusieurs Ambassadeurs, ils font le plus souvent une dépesche commune, & avec cela ils font encore chacun une lettre particuliere: mais c'est ce qui ne se fait pas tousjours. On ne voit pas une seule dépesche particuliere dans l'Ambassade, que

que *Le Duc d'Engoulême*, le Comte de Bethune & l'Abbé Despreaux firent en Allemagne en l'an 1621. *Du Perron* & *Doffat* n'estoient que Procureurs lors qu'ils négocioient l'absolution de Henry IV auprès de Clement VIII; mais ils ne laissoient pas d'estre Ministres Publics, & bien qu'ils eussent une affaire commune à manier, ils faisoient tous deux des dépesches particulieres. *Oxenstirn* & *Salvius*, Plenipotentiaires de Suede à Osnabrug, escrivoient chacun à la Reine & au Senat, outre leur lettre commune. Les Ministres, qui estoient de la part de la France à Munster, faisoient faire une dépesche commune, par le Secrétaire de l'Ambassade, pour la Reine Regente & pour le Secrétaire d'Estat, & avec cela ils escrivoient encore en particulier au Cardinal Mazzarin. *Norris* & *Walsingham*: *Smith* & *Walsingham* & le mesme *Walsingham* avec *Cobham* & *Sommers* écrivent conjointement à la Reine & aux Ministres d'Angleterre. Si le Prince envoie un Ambassadeur Extraordinaire dans une Cour, où il a desja un ordinaire, bien que celui cy soit compris dans la mesme commission, l'extraordinaire ne laisse pas de faire ses dépesches particulieres, pour les affaires qui luy sont particulièrement commises. Cela se voit en la negotiation du *President Jeannin*, qui rend un compte particulier & exact de toutes les circonstances, bien que le Roy eust encore d'autres Ministres à la Haye, qui travailloient à la mesme affaire avec le President. *Bassompierre*, Ambassadeur Extraordinaire de France, & *du Fargis* Ambassadeur ordinaire à Madrid, négocioient conjointement l'affaire de la Valrelaine. Ils faisoient quelquefois une dépesche commune; mais le plus souvent ils faisoient chacun une particuliere.

Il y a des Ambassadeurs qui font deux sortes de dépesches: les unes pour les affaires qu'ils ont à négotier, & où le Prince leur Maître a interest, & les autres pour les nouvelles

velles generales, dont ils sont obligés de s'informer & d'informer leur Maistre. Les uns en usent d'une maniere, & les autres d'une autre. Il me semble qu'il y a quelque distinction à faire, & que l'Ambassadeur peut bien enfler ses dépesches de quelques affaires importantes, bien qu'elles n'ayent rien de commun avec la negotiation; mais pour les nouvelles communes, j'aimerois mieux qu'il en fît une fueille à part, & qu'il en entretinst le Ministre plustost que le Prince. M. de Foix, Dossat, Walsingham & plusieurs autres, mélangent les affaires generales avec les particulieres, & je ne voy point, que les Princes, à qui ils escrivoient, le trouvaissent mauvais. L'Ambassadeur entendu ne se contentera pas de faire un simple recit des grandes affaires, mais il en penetrera aussy les raisons & les mouvements. Depuis quelques siecles il n'estoit point arrivé de plus importante affaire au Siege de Rome, que celle de Ferrare, après le decés du dernier Duc. Alphonse d'Este s'en estoit mis en possession, & s'estoit fait prester le serment de fidélité par les habitants. Avec cela la pluspart des Potentats d'Italie favorisoient ses pretensions: de sorte que l'on craignoit que le Pape n'y trouvast une forte opposition, & cependant il n'y en rencontra aucune. Mais afin qu'on n'en fust point surpris en France, Dossat en marque les raisons, qui sont tresfortes & convaincantes. Les Ministres, qui auront la mesme penetration, se feront honneur, en imitant son exemple.

L'Ambassadeur ne peut pas bien estre informé des affaires generales, s'il n'entretient correspondance, non seulement avec les autres Ministres, que le Prince leur maistre employe dans les autres Cours, ce qui leur est expressement enjoint par leur instruction, mais aussy avec toutes sortes de personnes indistinctement; pourveu qu'il ne peche point contre les interests de son Prince. Car s'il luy

est permis de corrompre les Ministres de la Cour où il reside, ainsy que j'ay dit en la Section precedente, à plus forte raison luy est il permis de débaucher ceux d'une Cour ennemie, pourveu qu'il en puisse tirer quelque avantage pour le service de son maistre: ce qui merite bien une remarque & une reflexion particuliere. Le *Resident qui estoit de la part de l'Electeur de Brandebourg à Stocolm* en l'an 1653, escrivoit reglement tant au Ministre que son Maistre entretenoit à Vienne, qu'à d'autres amis qu'il avoit en cette Cour là. Le Reine Christine, qui avoit encore ses premiers sentiments pour la France, & qui n'estoit point satisfaite de l'Empereur, fit dire au Resident, qu'elle ne pouvoit pas souffrir cette correspondance, & qu'il „ eust à la faire cesser. Le Resident répondit, qu'il n'y a „ voit personne, qui le pust empescher de la continuer. „ *Qu'il jouïssoit de cette liberté en vertu du Droit des Gens*, „ & qu'il luy importoit de s'informer de ce qui se passoit „ ailleurs, afin d'avoir d'autant plus de moyen de bien „ servir l'Electeur, son Maistre, qui luy avoit comman- „ dé d'escire à ses autres Ministres ce qui se passoit dans la „ Cour de Suede, & de recevoir d'eux les informations „ qu'ils luy pouvoient donner. Qu'il ne croyoit pas qu'on „ voulust entreprendre en Suede de regler ses correspon- „ ces, & de l'empescher d'entretenir ce commerce avec „ ceux qu'il trouveroit bon. Les autres Ministres Publics approuverent fort la repartie du Resident, & leur approbation ferma la bouche à ses Controllours. Et de fait, puis que le sujet d'un allié peut bien trafiquer avec le sujet d'un autre allié, pourveu qu'il ne luy fournisse point des armes & d'autres marchandises de contrebande, je ne voy point, comment on puisse empescher le Ministre Public d'un Prince allié d'entretenir correspondance avec l'ennemy du Prince, auprès duquel il reside: sur tout s'il ne luy submi-
nistre

nistrepont de marchandises de contrebande ; c'est à dire s'il ne luy donne point d'avis, qui puisse faire prejudice aux affaires du dernier. Mais si cela arrive, il en faut user comme on fait à l'égard de ceux qui font commerce de marchandises de contrebande. On les confisque, mais on n'estend pas la confiscation jusques aux navires, ny mesmes jusques aux autres marchandises qui se trouvent dans le mesme navire, & bien moins sur le Patron & sur les propriétaires du Navire. Le Prince, qui intercepte des lettres prejudiciables à son service, ne s'en peut prendre au Ministre Public qui les a escrites, mais il doit s'en plaindre au Prince qui employe le Ministre, & il faut qu'il s'en fasse raison par les voyes, que les Souverains ont accoustumé de suivre en de semblables rencontres. La Reine Christine mesme avoit bien reconnu dans une autre occasion, que le Ministre Public peut entretenir correspondance dans une Cour, qui n'est pas fort affectonnée à celle où il reside. En l'an 1651 elle resolut d'envoyer *Berenclau* à Vienne, pour y excuser le retardement de l'Ambassade, qui y devoit prendre l'investiture des nouvelles conquestes, que la Couronne de Suede avoit faites en Allemagne. *Berenclau*, en parlant de son employ à Chanut, le pria de faire un compliment pour luy à Servien, & de luy dire, que s'il le pouvoit servir au lieu où il alloit, il le feroit avec affection, à cause de l'estime particuliere, qu'il avoit pour sa personne. Chanut, croyant que les offres de civilité alloient jusques à vouloir entretenir correspondance avec Servien, le voulut confirmer dans ses bons sentiments : mais *Berenclau* l'en détrompa, & luy dit, qu'on ne devoit pas donner une si grande estendue à son intention, & il ne s'engagea point en effet à cette correspondance, qu'après que la Reine le luy eust ordonné, à l'instance de Chanut. Comme la principale application de l'Ambassadeur

doit estre d'entretenir l'amitié & la bonne intelligence entre les deux Princes, il ne doit pas tousjours criminaliser, ou rendre suspectes les intentions, & mesmes les paroles du Prince, avec qui il negotie. J'en ay marqué la raison ailleurs, quand j'ay dit, qu'il n'y a point de Prince, qui aime que son Ministre luy fasse des affaires. Outre qu'il y a de l'imprudence & de la malice à donner un mauvais sens aux expressions, qui sont bien plus naturelles, lors qu'on leur en donne un favorable. Le Cardinal Dossat avoit eu une audience, où le Pape avoit témoigné un grand ressentiment de l'enregistrement & de la publication de l'Edit de Nantes. Sa fidélité l'obligeoit à rapporter exactement tout ce qui s'y estoit passé; mais devant que d'entrer dans le recit des particularités, il dit au Roy Henry IV : qu'il espere que sa Majesté excusera le Pape; parce que les intentions ne sont pas mauvaises, & que c'est le zele qu'il a pour la Religion Catholique, aussy bien que ce qu'il doit à sa propre reputation, qui l'ont fait parler. Le Pape s'estoit assés emporté, & neantmoins Dossat en priant le Roy de l'excuser, l'excuse le premier.

L'Ambassadeur ne peut pas estre trop reservé à escrire des nouvelles, soit generales ou particulieres. Il doit estre fort punctuel à mander celles qui parviennent jusques à sa connoissance; mais il doit bien distinguer entre les douteuses & les certaines, de peur que meflant de fausses avec de veritables, la fausseté des unes ne détruise la croyance qu'on doit aux autres. Il doit estre bien plus reservé à dire son sentiment touchant l'estat des affaires, & particulièrement touchant le succès de sa negotiation, quelque assurance qu'on luy en donne. Si les hommes ne sont trompeurs, ils peuvent estre trompés eux mesmes, & il peut à tous moments arriver des accidents, qui renversent les plus belles apparences. Quelquefois on ne peut pas mes-

mes croire ce qu'on voit. *Vidit aut vidisse putat.* Le Sieur de S^{te}. *Aldegonde*, qui faisoit les affaires des Estats des Pais-bas à la Cour de Londres en l'an 1581, s'estant un soir rendu dans la Chambre de la Reine, la vit en conversation avec le Duc d'Alañon. Les Seigneurs & les Dames en estoient si éloignés, qu'ils n'y pouvoient pas avoir part; mais tout le monde fut témoin d'une action, dont on pouvoit former une grande consequence. La Reine, tirant une bague de son doigt, la mit à celui du Duc, qui sortit bientoit avec un joye, qui marquoit sa satisfaction, comme emportant avec luy les arrhes & les assurances de son mariage. S^{te} *Aldegonde*, qui jugeoit cette action de la derniere importance pour ses Maîtres, leur en donna avis par un exprés, qu'il leur dépescha la mesme nuit. Le bruit des cloches & du Canon, & les feux qu'on alluma dans toutes les villes des Pais-bas firent éclatter la joye que l'on y eut d'un avis, qui se trouva faux. Le Reine fit des reproches à S^{te}. *Aldegonde*, d'avoir donné avec trop de precipitation un avis, dont il eust pû s'éclaircir & détromper dans peu d'heures. Dés le mois de Juin 1646 le Secretaire de l'Ambassade, qui estoit de la part de la Suede à Osnabrug, escrivit au Prince Palatin Charles Gustave, qu'il y avoit une trêve signée entre les Espagnols & les Hollandois, & qu'elle avoit esté publiée à Amsterdam. Cet avis, qui fut donné par un Ministre Public, qui devoit estre bien informé d'une affaire de cette nature, estoit capable d'allarmer extrêmement la Cour de Suede, & l'auroit allarmée en effet, si Chanut n'eust fait voir des lettres de la Haye plus fraisches de quatre jours que celles d'Osnabrug, qui faisoient connoistre la vanité des avis du Secretaire.

Je suivrois volontiers le sentiment de ceux, qui voudroient que l'Ambassadeur fît un narré nud & simple de ce

qui se passe en sa negotiation, sans y mêler ses sentiments ny ses Conseils: en n'oubliant rien pourtant de ce qui peut fortifier les particularités de ses relations. Le Cardinal Dossat est fort exact à remarquer celles de toutes les audiences, où il a eu des affaires importantes à négotier: jusques à observer les sousris, la mine & les gestes du Pape Clement VIII, afin que le Roy pust d'autant mieux juger des pensées & des intentions de sa Sainteté: le ton de la voix, la chaleur ou l'indifference de son discours, & toutes les circonstances qui pouvoient faire juger, si ses paroles estoient estudiées, ou naturelles: ce qui marque la sincerité, ou découvre l'artifice, & fait distinguer les compliments d'avec les expressions sinceres. Je dis que je voudrois que l'Ambassadeur n'y fist pas entrer ses sentiments, si ce n'est que le Maistre les luy demande: car alors il luy doit dire son advis franchement, en homme d'honneur, sans interest & sans passion. *Je serois trop ignorant & simple*, dit Dossat au Roy Henry IV, *si j'en pensois autrement, & trop déloyal, & indigne de la charge, dont il vous plaist m'honorer, si je vous en escrivois contre ce que j'en pense.* S'il en parle de son mouvement, il peut s'en excuser sur son zele qui le fait parler, ou il peut faire passer son opinion particuliere pour un sentiment general, & il y peut ajoûter, qu'estant sur le lieu, il peut avec quelque apparence juger des choses, qui sont à sa veüe. Mon auteur, que je voudrois donner pour patron à tous les Ministres, exprime souvent ses sentiments en faisant parler les autres. En la lettre qu'il escrivit à M. de Villeroy du 15 Juillet 1602, au sujet du Duc de Biron, il dit, qu'il ne luy sçauroit rien marquer du sien, mais qu'il luy représentera ce qu'il a ouï dire à d'autres. Cependant ce ne sont que les mesmes sentiments dont il remplit la lettre, qu'il escrit au Roy sur le mesme sujet. C'est ainsi qu'il en use en plusieurs autres

endroits. Il est certain, qu'à moins que le Prince employe des stupides & des bestes, comme cela arrive quelquefois, il faut qu'il suive souvent les lumieres de son Ambassadeur, qui en peut avoir de meilleures que n'ont ceux, qui ne peuvent voir les affaires en leur propre jour. M. de Villeroy estoit un des adroits & des habiles Ministres, que la France ait jamais eus, mais il demande souvent l'avis du Cardinal Dossat, & luy aussi bien que Henry IV abandonnoient souvent les affaires à la conduite & au jugement du President Jeannin, qui avoit quelquefois executé les ordres devant qu'il les eust receus. Le Cardinal Mazzarin, qui vouloit bien qu'on crust qu'il avoit de l'esprit, & qui en avoit de reste, demandoit souvent avis aux Ambassadeurs de France qui estoient à Munster, & leur laissoit la disposition des affaires & des interets du Roy : mais ce n'estoit qu'après qu'il leur eust dit ses sentimens, & pour les rendre responsables du succès.

Il ne suffit pas que les avis, que l'Ambassadeur donne soyent veritables, mais il faut aussi qu'il ménage extrêmement le Prince & les Ministres de la Cour où il negocie, & qu'il ne dise rien en ses lettres qui les puisse offenser, à moins que le service de son maistre s'y trouve interessé, auquel cas il doit passer par dessus toutes les autres considerations, & ne respecter personne. Mais sans cette necessité il ne peut pas avoir trop de retenue. Car encore qu'il ne soit obligé de rendre compte de ses actions sinon au Prince qui l'emploie, celui avec lequel il negocie, peut s'en plaindre & en demander reparation : & de la façon que la plupart des Princes sont faits aujourd'hui, ils aiment mieux commettre & abandonner un Ministre, que de se faire une affaire. *Chanut* avoit dit dans une des lettres, qu'il escrivoit aux Plenipotentiaires de France, qui estoient à Munster, que le Chancelier Oxenstirn ne secondoit pas bien l'inclination
que

que la Reine de Suede avoit pour la paix d'Allemagne, & les Ministres, en escrivant à la Cour en ce sujet, s'y estendirent fort, & s'emporterent fort contre le Chancelier. Les Espagnols, qui avoient corrompu un des commis de la Secretairie des Ambassadeurs de France, qui en leur communiquant copie de toutes les lettres, que les Ambassadeurs avoient receües de leur Cour, où qu'ils y avoient envoyés depuis sept mois, leur en donnerent aussy une de cellecy. Ils ne manquerent pas de la faire voir aux Ambassadeurs de Suede qui estoient à Osnabrug, & particulièrement à Oxenstirn, qui en fut d'autant plus indigné, qu'il y découvrit les intrigues, qui s'estoient faites entre les deux Cours de France & de Suede, pour faire disgracier & chasser le Chancelier son pere. Cette fourberie ne fit pas l'effet que les Espagnols s'en estoient promis; parce que le Chancelier jugeant, qu'il ne s'en pouvoit ressentir sans déplaire à la Reine, & sans broüiller la Suede avec la France, voulut bien donner son ressentiment à l'intérest public, & en parla comme d'une piece supposée. La Reine n'en dit autre chose, sinon que quand Chanut auroit fait tort au Chancelier, en donnant un mauvais tour à ses sentiments, ce n'estoit pas à elle à luy en faire reproche; qu'il avoit un Maistre, à qui il estoit obligé de rendre compte de ses actions, & non à d'autres.

Neantmoins la mesme Reine sceut bien faire un tres-sanglant reproche au Ministre des Provinces Unies, qui avoit donné un assés extravagant advis à ses Maistres. Il leur avoit escrit, qu'il se faisoit une negotiation à Stocolm pour une estroite alliance entre la France & la Suede. Que le dessein estoit d'entretenir un certain nombre de vaisseaux de guerre dans les ports de Dunquerque & de Gottenbourg: mais qu'on avoit répondu de la part de la France, qu'il n'y avoit point d'apparence de faire un nouveau traité

té, que l'on n'eust rendu le repos au Roiaume : & pour des vaisseaux qu'il n'y avoit point de commodité du tout à Dunquerque. La Reine ayant veu copie de ces lettres, luy fit dire, qu'il eust à s'abstenir de semblables rêveries. Ce Ministre y estoit fort sujet, & un autre plus sage que luy ne les auroit point escrites ; comme aussy un autre plus resolu que luy ne feroit pas demeuré sans replique. Mais c'estoit un homme si pitoyable, qu'il n'y avoit point de si petit clerc, qui ne fust plus capable que luy de faire la fonction de Ministre Public.

Au commencement des derniers troubles de France, dont on avoit sujet de craindre d'aussy funestes suites, qu'on en avoit veu en ceux d'Angleterre, *Shering Rosenhan*, Ambassadeur de Suede, considerant que la guerre civile de ce Roiaume là pourroit bien empescher l'execution de la paix d'Allemagne, & incommoder la Suede, ne se contenta pas de presser continuellement le Cardinal Mazzarin de s'accommoder avec le Parlement : mais comme il estoit persuadé, qu'on n'en vouloit point au Roy ny à sa dignité, & que le different n'estoit proprement qu'entre le Cardinal & les Princes, qui faisoient agir le Parlement, il remplissoit toutes ses lettres de raisons, qui justifioient ceuxcy, & qui condamnoient toutes les actions de celuy là. Il accompagnoit aussy ses dépesches de tous les libelles, qu'on imprimoit & qu'on faisoit courir en ce temps là contre la Reine Regente, contre le Cardinal, & indirectement contre l'autorité Royale mesme. On s'en plaignit, non à *Rosenhan*, mais à la Reine de Suede, qui fut obligée de revoquer son Ministre, bien quelle fust fort satisfaite de ses services. Je viens de dire, que la Reine Elisabeth fit une forte reprimende à *Stc Aldegonde*, à cause de l'advis precipité qu'il avoit donné aux Estats & au Prince d'Orange, de son mariage avec le Duc d'Alañçon.

Mais cet advis la regardoit, & luy estoit fort important en son particulier : & avec cela l'autorité de la Reine estoit si grande auprès des Estats, qu'elle pouvoit bien dire un mot de ressentiment à leur Ministre.

Cette precaution est d'autant plus necessaire à l'Ambassadeur, non seulement parce que mille & mille rencontres peuvent faire égarer ou intercepter les lettres, & que l'infidelité d'un Domestique les peut communiquer ; mais aussi parce qu'il y a des lieux où on est obligé d'en faire des copies, & où il est presque impossible de ménager les plus grands secrets. Il n'y a point de Ministre qui ait négocié quinze jours à la Haye, qui ne sçache comment on s'y gouverne. En Suede les lettres sont lûes dans le Senat, qui est composé d'un grand nombre d'officiers de la Couronne & d'autres Ministres. Mesmes dans les Cours, où le Conseil est réduit à fort peu de personnes, on ne peut s'empescher de faire passer la plupart des dépesches par les mains des commis, dont la fidelité n'est pas tousjours à l'épreuve. Les plus importantes sont déchiffrées par des personnes, qui peuvent estre mercenaires & interessées. Après l'exemple de l'Hoste, filleul & Commis de Villeroy, qui vendoit les secrets de son maistre aux Espagnols, il n'en faut point chercher d'autres. Il n'y a pas longtemps, qu'on pendit à Paris un des Commis de Lionne, qui faisoit le mesme commerce ; mais on ne pend pas tous ceux qui s'en mêlent. *L'Ambassadeur ne doit pas estre moins réservé à donner ses advis à son maistre, & à dire ses sentiments, quand on ne les luy demande point : comme il doit s'en acquitter avec fidelité, lors que le Prince les luy demande.* Le Cardinal Dossat n'avoit pas la qualité d'Ambassadeur, mais il ne laissoit pas d'en faire les fonctions. On voit en toutes ses dépesches, avec quelle fermeté il donne ses advis, lors qu'on les luy demande. Le Roy Henry IV & Villeroy, son

son Ministre confident , voyant le procedé oblique du Duc de Savoye , à l'égard du Marquisat de Salusses , voulurent sçavoir le jugement , que le Cardinal faisoit de la conduite , que le Roy d'Espagne tiendrait en cette conjoncture là , & de ce que le Roy devoit faire en cas que l'Espagne se declarast. Il ne se peut rien voir de plus fort ny de plus judicieux , que l'avis que Dossat donne sur cette affaire , dans sa lettre du 23 Septembre 1600. Le Roy & Villeroy , qui estoient les premiers personnages de l'Europe pour la politique , voulurent bien prendre l'avis d'un prestre , dans une conjoncture si delicate & si difficile , où le Roy estoit desja entré avec une armée en Savoye. Au contraire , la retenue du mesme Ministre est admirable , lors qu'il donne un avis de son mouvement. Le Duc de Mercueur ne laissoit pas de pousser sa rebellion en Bretagne ; mesmes après que le Roy se fust reconcilié avec le Siege de Rome. Dossat estoit d'avis , que le Roy portast ses armes de ce costé là , laissant les frontieres de Picardie bien garnies , & cet avis estoit si conforme à la raison & aux intentions du Roy , qu'il fut suivy. Neantmoins Dossat , en parlant de cette affaire dans sa lettre du 19 Fevrier 1597 , dit , *que la pluspart de gens jugent , qu'il en faut user ainfty , & que s'il parle d'une chose , qui n'est pas de sa profession , que c'est par un excés de zele qu'il a pour le service du Roy. Et encore , après avoir parlé fort partinemment de l'affaire du Duc de Savoye dans la mesme lettre , il y ajoûste. Mais je m'oublie , dit il , de façon toutes fois que je ne seray pas marry , que le Roy voye cette mienne impertinence , qui ne provient que de Zele , que j'ay à son service , & à la seureté & au repos de ma patrie.*

Je devois mettre au commencement de cette Section ce qui en fera la fin : sçavoir que l'Ambassadeur est obligé de rendre compte en ses premieres dépesches de la reception

qu'on luy a faite en arrivant à la Cour, où il doit negotier: sur tout si on luy a fait des honneurs extraordinaires. *Le President Jeannin* dit dans la lettre qu'il escrivit au Roy le 23 May 1607, que le Gouverneur & le Magistrat de Vlissingue l'avoient receu au port, qu'on l'avoit salüé de vingt coups de Canon, & qu'il avoit trouvé la garnison sous les armes & en haye, depuis la porte jusques à son logis. Et dans celle du 29 du mesme mois il escrit, que par toutes les villes, où il avoit passé, le Magistrat l'avoit visité, & que le Prince Maurice, avec sept Deputés des Estats l'estoit allé recevoir dans un village, qui est à une demy lieüe de la Haye. Le Roy Henry IV, en faisant réponse à d'autres lettres, dit que ce luy a esté une grande satisfaction d'apprendre par ses dépesches, les civilités, que les Magistrats de villes de Hollande qu'il avoit esté voir, luy avoient faites, aussy bien que la reconnoissance, qu'ils témoignoient avoir des bienfaits qu'ils avoient receus de la France. *Doffat* n'obmet pas une *des particularités de la reception*, qu'on luy fit lors qu'il fut à Venise & à Florence de la part du mesme Roy, & ne manque pas de parler des presents, que la Republique & le Granduc luy firent. Ce qui est d'autant plus necessaire, que ces honneurs ne se font au Ministre, que pour faire voir la consideration que l'on a pour le Maistre: mais ce qu'il escrit au sujet de ce qui a esté dit dans cette Section, en sa lettre du 16 Janvier 1597, merite une reflexion toute particuliere. *Villeroy* luy avoit escrit, qu'on avoit donné advis à la Cour, que les Cardinaux Sforze & Aquaviva alloient entrer dans les interests d'Espagne: à quoy il répond en ces termes. *Ceux qui vous ont escrit, que le premier avoit pris le party d'Espagne, & que l'autre en vouloit faire autant, me le firent dire en mesme temps, & je l'oüis dire à d'autres. Mais en chose qui ne presse point, & où il n'y a aucun danger*

à attendre un peu, pour s'en éclaircir, je n'ay point accoustumé de me haster à vous en escrire, & mesmement s'il s'agit de vous donner mauvaise impression de personnes d'honneur, & de vous mettre en allarme. Après avoir justifié les intentions de ces deux Cardinaux, il y ájousté. J'eusse estimé faire quelque desservice à sa Majesté, si sans quelque bon fondement je luy eusse donné à penser mal, & à se défier de luy, & de l'autre precedent: & mesme que je craignois, que par delà on ne s'en laissast entendre quelque chose, qui püst parvenir à leurs oreilles, & qu'il n'y a chose, dont eux, qui sont genereux & magnanimes, s'irritassent plustost, que s'ils se voyoient mescrus & méconnus de vous & de moy, pour autre chose qu'ils ne sont, de vous escrire les choses qui se disent, que je ne croy point, ou que je sçais estre fausses, & vous en mander les refutations, ce ne seroit jamais fait: il n'y a jour que je n'en aye les oreilles battües. Si toutes les dépesches de ce grand homme n'estoient remplies de marques d'une prudence tresexquise, je dirois que ce passage est admirable; mais dautant que toute sa negotiation l'est, il suffira de la faire servir à la presente Section, & de leçon à l'Ambassadeur, qui ne s'égara jamais en suivant les vestiges de cet habille politique.

SECTION XI.

De la Mediation, & des Ambassadeurs Mediateurs.

LA qualité de *Mediateur* est une des plus difficiles que l'Ambassadeur ait à soustenir, & la *Mediation* est un de ses plus fascheux emplois. Le Prince qu'il represente doit estre sans interest, & son Ministre sans passion:

ce qui n'est pas fort facile, ny fort ordinaire ; veu que l'on en a presque tousjours, mesmes pour les choses & pour les personnes les plus indifferentes. C'est pourquoy il faut que l'un soit fort circonspect à offrir son entremise, & que la conduite de l'autre soit si réglée, qu'on ne le puisse pas soupçonner de partialité en quoy que ce soit. En l'an 1645 la France fit offrir sa mediation aux deux Couronnes du Nort, qui estoient en rupture. Elle estoit si étroitement alliée avec la Suede, que leurs interets estoient presque inseparables, & particulierement en Allemagne, & cette consideration fut cause que le Roy de Dannemarc receut ces offres avec tant de chagrin, qu'il les auroit rejetées, sans le mauvais estat de ses affaires, & sans la consideration qu'il avoit, que dans les avantages que les Suedois avoient sur luy, ils seroient gens à abandonner leurs conquestes d'Allemagne, pour poursuivre & pour s'asseurer celles, qu'ils faisoient avec tant de succès sur les frontieres de leur Roiaume. Il consideroit aussi, que les François ne pouvoient avoir autre intention, sinon de faire la paix ; parce que cette nouvelle guerre faisoit une puissante diversion des armes qu'ils employoient dans l'Empire, & faisoit perir en herbe les fruits qu'ils pretendoient moissonner, après tant de victoires qu'ils y avoient obtenues. Le Roy de Dannemarc y consentit enfin, parce qu'il ne pouvoit sans cela sortir d'une guerre, dont les commencements avoient esté tresmalheureux, & dont la fin pouvoit estre tresfuneste. En l'an 1651 on parla de faire une assemblée de Plenipotentiaires de Pologne & de Suede dans une des villes d'Allemagne, voisine des deux Roiaumes, & on demeura enfin d'accord de celle de Lubec. La France, la Republique de Venise, les Estats des Provinces Unies, l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Courlande devoient estre les Mediateurs. Les Polo-

nois

nois ne vouloient point que la France y employast le *Vicomte de Bregy*, Ambassadeur en Pologne, parce qu'il leur estoit suspect : & *Chanut* eut de la peine à se charger de cette *mediation* ; parce qu'il jugeoit, qu'il ne devoit pas estre moins suspect à la Pologne que l'autre ; à cause du long service qu'il avoit fait à la Cour de Suede, où il n'avoit pas seulement acquis l'estime, mais aussy la confiance de la Reine. Toutefois la reputation de sa probité estoit si bien establie, que les Polonois l'agrèerent sans difficulté, mesmes lors qu'après la closture infructueuse de la premiere assemblée, on convoqua une seconde pour l'an 1652. En l'an 1655 pendant la rupture entre les Couronnes de Pologne & de Suede, l'Empereur envoya offrir sa mediation à celley pas le Comte de Pottinguen, Vicechancelier de Boheme. Elles avoient desja commencé à traiter sans Mediateur : les Suedois estoient persuadés, que l'intention de l'Empereur estoit d'aigrir les choses plustost que de les accommoder. Ils sçavoient que si la negotiation se devoit faire par des Mediateurs, on ne se pouvoit passer de ceux qui y avoient desja travaillé à Lubec : que l'Empereur avoit tasché d'obliger le Moscovite à declarer la guerre à la Suede, & mesmes que Lessinsky, que le Roy de Pologne avoit envoyé à Vienne, en avoit remporté quelque assurance de secours. Le Comte arriva à Thorn au mois de Decembre ; mais parce que le Roy estoit en des mouvements continuels, il ne luy pût parler que le 5 Avril de l'année suivante, & il ne le vit plus depuis ce temps là, & s'estant rendu avec Lifola dans l'armée de Pologne, il renonça luy mesme à la qualité de *Mediateur*.

Quelques années après, sçavoir en l'an 1672 les deux Rois de France & d'Angleterre ayant déclaré la guerre aux Provinces Unies, la Suede, au lieu de secourir cellescy, comme elle y estoit obligée en vertu des traittés, qui esto-

ient

ient entre elles, & particulièrement par celuy de la Triple Alliance, se contenta d'offrir *sa mediation*. Le Roy de la Grande Bretagne l'accepta aussy tost & de bonne grace, dans le temps qu'il rejetta avec fierté celle de l'Electeur de Brandebourg. Ce Prince, qui avoit offert *sa mediation* au Roy de France devant la rupture, s'avisa de l'offrir à celuy d'Angleterre, après qu'il eust conclu son traité avec les Provinces Unies, & lors qu'il estoit desja en campagne avec une puissante armée pour leur secours. C'est pourquoy le Roy d'Angleterre receut avec indignation le memoire, que le Ministre de Brandebourg luy presenta sur ce sujet, & luy fit faire une réponse par escrit en assés mauvais François, mais en des termes fort intelligibles, où il disoit. Que le Ministre de Brandebourg ne devoit

„ pass'estonner de trouver sa Majesté tant surprise de voir
 „ son Altesse Electorale, son ancien allié, le principal sup-
 „ port de ses ennemis: veritablement mauvais fruit d'une
 „ alliance si longtemps chérie, de trouver S. A. El. en
 „ temps de paix se joindre tousjours avec sa Majesté, se
 „ plaignant des Estats Generaux, & au temps de guerre
 „ tousjours joindre ses armes avec lesdits Estats contre sa
 „ Majesté. Quant à ce qui est offert à la fin de ce memo-
 „ rial, à sçavoir *la mediation* de S. A. Electorale, que sa
 „ Majesté n'y peut nullement condescendre. Car encore
 „ bien que l'Envoyé Extraordinaire l'appelle par le doux
 „ nom de *Mediation*, neantmoins tous ceux qui sont im-
 „ partiales, qui la considereront comme accompagnée
 „ d'un tel traité, ne la jugeront qu'une arbitration, &
 „ on ne le peut interpreter autrement dans sa Majesté, en
 „ acceptant cette demande, & en admettant un traité
 „ comme il desire, sinon une soumission à ce que son Al-
 „ tessé Electorale auroit décidé. C'est surquoy *sa Maje-*
 „ *sté accepte la mediation du Roy de Suede, comme desarmé*

„ & desintereffé, & ne peut accepter celle de S. A. Eleſto-
 „ rale, lequel il conçoit armé, & engagé pour ſes ennemis.
 J'ay bien voulu rapporter icy les propres paroles du Roy
 d'Angleterre, & laiſſer au jugement du Lecteur, ſi ce
 n'eſtoit pas hors de ſaiſon, que l'Eleſteur fit offrir ſa me-
 diation à un Roy, qui venoit de rompre avec les Provin-
 ces Unies d'une maniere, qui faiſoit bien connoiſtre, que
 ce ne ſeroit pas la conſideration de ſon A. Eleſtorale, qui
 le feroit reconcilier avec elles.

Au commencement du mois de Novembre 1674 les
 „ Commiſſaires de l'Empereur eſtant entrés en conferen-
 „ ce avec le Miniſtre de Suede, au ſujet de la meſme me-
 „ diation, luy dirent de bouche & par eſcrit, que ſa Majeſté
 „ Imperiale acceptoit *la Mediation* de la Couronne de Sue-
 „ de, pourveu qu'elle declarast, que pendant la preſente
 „ guerre elle ne donneroit point de ſecours à aucune des
 „ parties: qu'elle promiſt, qu'elle ne quitteroit point l'offi-
 „ ce de la Mediation que la guerre ne fuſt finie; tant s'en
 „ faut qu'elle fiſt aucun acte d'hoſtilité contre l'Empereur,
 „ contre ſes alliés, ou contre l'Empire. Moyennant
 „ quoy l'Empereur offrit, tant pour luy, qu'au nom de ſes
 „ alliés, les ſeuretés reciproques pour la garantie du trait-
 „ té de Weſtphalie, à l'égard de la Suede.

Je viens de dire, que le Miniſtre Mediateur doit eſtre
 auſſy bien desintereffé que le Prince qui l'employe. Le
 Pape Urbain VIII avoit nommé *le Cardinal Roſſetti*, pour
 faire la fonction de Mediateur au Congrès de Cologne,
 qui fut depuis transferé à Munſter; mais dautant qu'en
 France on n'eſtoit point du tout ſatisfait de ſa conduite, à
 cauſe des habitudes qu'il avoit eües à Bruxelles & en An-
 gleterre avec la Reine Mere, Marie de Medicis, on rejettá
 ſa Mediation, & on obligea le Pape à le revoquer. *Le*
Cardinal Alexandre Bichi, eſtoit Italien, creature des

Barberins , & Cardinal , c'est à dire , obligé , tant par serment que par devoir particulier , à preferer l'interest & l'avantage du Siege de Rome à toutes les considerations qu'il pouvoit avoir pour sa patrie , pour ses parents & amis , & pour tout ce qu'il pouvoit avoir de cher au monde ; de sorte qu'il sembloit , que la Republique de Venise deust faire difficulté d'admettre sa mediation dans un démêlé , qu'elle avoit avec le Pape , pour le temporel , dont elle est extrêmement jalouse. Elle l'agréa neantmoins , tant à cause de la connoissance qu'elle avoit de son merite , que parce qu'il agissoit de l'ordre & selon l'intention de la France , qui ne luy pouvoit pas estre suspecte.

Le *Comte Servien* , en parlant des Mediateurs , qui se
„ tuoient à Munster à ne rien faire , disoit , qu'il ne pou-
„ voit pas comprendre pourquoy la France faisoit difficul-
„ té de faire negotier immediatement avec les Ministres
„ de l'Empereur & du Roy d'Espagne ; veu qu'il avoit
„ tousjours trouvé plus de lumiere , & rencontré plus de
„ facilité dans les affaires , en traittant directement avec
„ eux , que lors qu'on les faisoit passer par les mains des
„ Mediateurs. Que les Ministres de France ne s'estoient
„ jamais tant soit peu relaschés sur quelque point , que les
„ Mediateurs ne courussent en mesme temps aux autres ,
„ pour leur en faire part , sans le faire valoir , & sans en
„ tirer le moindre avantage pour la France. Qu'on avoit
„ remarqué , que les secrets , dont on avoit fait confiden-
„ ce aux Mediateurs , avoient esté publiés par eux en des
„ lieux éloignés , au prejudice des interests de la Couron-
„ ne. Que lors que les parties chargeoient les Mediateurs
„ de quelque parole , ceuxcy ne s'en servoient que pour
„ nuire aux François. Qu'il y avoit de l'artifice en tout
„ leur procedé , en ce qu'ils ne decouvroient qu'une par-
„ tie de ce qu'ils avoient pouvoir d'offrir à la France : &
„ mes-

„ mesmes devant que de faire des offres ils vouloient stipu-
 „ ler quelque chose : & qu'ils ne cessioient de parler de la
 „ complaisance des Austrichiens ; jusques à dire , qu'il
 „ falloit les retenir , afin qu'ils ne se precipitassent point à
 „ accorder tout ce que les François demandoient &c. Que
 „ le Nonce , l'un des Mediateurs , estant creature du Pa-
 „ pe Urbain , & voulant se mettre bien avec la Cour de
 „ Rome , traversoit les intentions de la France : la prof-
 „ perité de laquelle donnant de la jalousie à le Republique
 „ de Venise , on ne pouvoit pas se promettre beaucoup des
 „ bons offices de son Ministre , qui estoit l'autre Media-
 „ teur. *Servien* ne pouvoit pas dire plus nettement , que
 „ les deux Princes Mediateurs estoient interessés , & que
 „ leurs Ministres l'estoient aussy.

Le Cardinal Mazzarin mesme , en escrivant sur le mes-
 „ me sujet aux Plenipotentiaires de France en l'an 1646 ,
 „ parle des Mediateurs en ces termes. Les Ministres d'Es-
 „ pagne mesmes , dit il , ne sont pas si animés contre la
 „ France que les Mediateurs. Ils sont jaloux de l'affection ,
 „ que l'Electeur de Baviere a pour la Couronne , aussy bien
 „ que de la prosperité de ses armes. Ils pressent le Comte de
 „ Pigneranda de conclurre le traitté particulier avec les
 „ Provinces Unies. Si le Nonce s'appliquoit avec chaleur à
 „ reconcilier les deux Couronnes , afin qu'elles joignissent
 „ leurs armes contre les infidelles & contre les heretiques ,
 „ il feroit l'office d'un veritable Mediateur & d'un Mi-
 „ nistre du Siege Apostolique , qui ne doit avoir pour
 „ veüe que l'avantage & l'augmentation de la Religion Ca-
 „ tholique : mais en travaillant à faire accorder toutes for-
 „ tes d'avantages aux heretiques , pour les convier à une
 „ paix particuliere , & en faisant donner à l'Electeur Pala-
 „ tin ceux qu'on veut oster à l'Electeur de Baviere , *il ne*
 „ *faisoit ny le devoir d'un bon Mediateur , ny de Nonce du*

„ Saint Siege. Qu'il publioit, que le Nonce qui est à Paris luy
„ avoit escrit, que les intentions de la Reine estoient tres-
„ bonnes, mais qu'elles estoient empoisonnées par les per-
„ nicieux Conseils du Premier Ministre, qui s'entendant
„ avec Servien, s'opposoit aux bons desirs de sa Majesté:
„ Que l'Ambassadeur de Venise ne pouvoit avoir autre
„ motif, que la pensée, dont la Republique estoit entestée,
„ de vouloir mettre la puissance des deux Couronnes dans
„ une égalité, capable d'asseurer le repos de la Chrestienté.
Tellement que si on estoit si bien d'accord des principaux
points avec l'Empereur & avec le Roy d'Espagne, que
l'on ne pût croire, qu'on changeoit de maniere d'agir,
afin de reculer la conclusion du traité, il seroit d'avis
qu'on se passast tout à fait de Mediateurs, afin de se venger
du tort, que leur procedé faisoit à la France.

Pour dire la verité, les Mediateurs eurent beaucoup de
peine à Munster, mais peu de succès, & encore moins
d'honneur. Leurs intentions estoient bonnes, mais ils
rencontroient par tout des duretés, que les plus fortes rai-
sons du monde n'estoient pas capables d'amollir. C'est
pourquoy estant obligés de parler quelquefois avec hau-
teur, particulièrement aux Plenipotentiaires de France,
qui vouloient jouir du benefice de la prosperité des armes
du Roy, leur maistre, ils se rendoient suspects aux uns &
desagréables aux autres. Dans les affaires de l'Empire
mesme, où la paix se fit enfin, la satisfaction des Couron-
nes alliées, qui estoit le point le plus essentiel, fut ajustée
sans eux, par les offices & instances de l'Electeur de Ba-
viere. L'intention des François estoit d'exclurre entiere-
ment les Mediateurs, & ils les auroient exclus en effet,
sans la crainte qu'ils avoient, que ce procedé ne confir-
mast l'opinion, que l'on avoit desja, du peu d'inclination
qu'ils avoient à la paix.

On peut dire avec verité, que ce ne sont pas les Mediateurs, qui font faire les traittés, & que c'est la bonne disposition des parties qui les fait conclurre. La paix qui se fit à Munster entre l'Espagne & les Provinces Unies en l'an 1648 n'estoit pas l'ouvrage du Nonce ny de l'Ambassadeur de Venise, non plus que celle qui se fit quelques mois après entre l'Empire & les deux Couronnes de France & de Suede. Les Mediateurs ne reussirent point à celle d'Espagne, après y avoir inutilement travaillé plusieurs années; de sorte qu'il fallut que les deux Rois en convinssent entre eux, par l'entremise de deux Ministres subalternes, sans l'intervention du Pape & de la Republique, & mesmes sans la mediation des Electeurs, qui l'avoient offerte. La France voulut employer sa mediation à Constantinople, pour tascher de raccommoder la Republique de Venise avec la Porte, dans l'esperance de sauver la Candie, en tout ou en partie; mais cellecy fit sa paix avec le Grand Seigneur, lors que personne ne s'en mesla plus. C'estoient d'estranges Mediateurs, qui en l'an 1660 firent faire la paix entre Charles Gustave & Frideric III Rois de Suede & de Dannemarc, & on peut bien en dire autant de ceux qui firent faire le traitté d'Aix la Chapelle en l'an 1668; quoy que tous les Mediateurs ne s'en soyent pas également bien trouvés.

Le Pape Innocent X, voyant un jour de ses fenestres deux garçons se battre à coups de poing, ne voulut point qu'on les separast. Il dit, qu'ils se separeroient bien d'eux mesmes quand ils seroient las de se battre, & qu'il en arriveroit autant aux deux Rois de France & d'Espagne, qui cesseroient de se faire la guerre, lors que de part & d'autre ils n'en pourroient plus, sans qu'il fust necessaire qu'on s'en mist fort en peine. Les Plenipotentiaires des Provinces Unies, qui avoient plus d'envie que ceux de France d'a-

vancer & de conclurre leur negotiation, ne voulurent point passer par les mains des Mediateurs ; mais demeurèrent le 5 May 1646 d'accord avec les Ministres d'Espagne, qu'ils s'en passeroient, qu'ils traitteroient directement entre eux, & que les conferences se tiendroient alternativement tantost chez les Plenipotentiaires d'Espagne & tantost chez ceux de Hollande ; que ceux chez lesquels les conferences se tiendroient feroient les honneurs de la Maison &c. Les Provinces Unies, voyant que les Mediateurs n'avançoient rien entre la France & l'Espagne, les jugeoient inutiles pour eux. Mais lors que la Mediation a esté une fois admise, on ne la peut plus rejeter, si on n'a dessein d'offenser le Mediateur. *Le Cardinal Mazzarin*, qui comme je viens de dire, ne trouvoit pas son compte avec le Nonce & avec l'Ambassadeur de Venise, escrivit aux Plenipotentiaires de France, qu'il falloit negotier sans eux : mais d'Avaux dit, *qu'on ne pouvoit, sans scandale exclurre de la Mediation des Ministres, qui y travailloient depuis trois ans* ; parce que cela feroit crier le Monde, qui auroit sujet de croire, que l'intention de la France estoit de rompre la negotiation dans un temps, où on se croyoit à la veille de la conclusion de la paix. Et de fait les Plenipotentiaires escrivirent au Cardinal, *qu'il n'y avoit point d'apparence de faire cet affront aux Mediateurs*, qui au travers de leur procedé desobligeant n'avoient pas laissé de rendre plusieurs bons offices à la France, & qu'ils ne laisseroient pas de s'en servir comme de personnes necessaires, bien que suspectes. Ce n'avoit pas tousjours esté le sentiment de Servien, mais ces Collegues estoient plus moderés.

Les Plenipotentiaires qui estoient de la part des Provinces Unies à Munster, après avoir ajusté avec les Ministres d'Espagne les plus grandes difficultés de leur traité, té-

moig-

moignerent une si grande passion pour l'accommodement des differents, qui n'avoient pas encore pû estre réglés entre les deux Couronnes, que les Ministres de France leur permirent enfin, quoy qu'avec beaucoup de repugnance, de faire office, pour tascher de les faire rapprocher. Ils firent plusieurs allées & venües; mais outre qu'il n'y avoit point de disposition de part ny d'autre, ces pretendus Mediateurs ne s'y prenoient pas comme ils devoient. Neantmoins le Nonce, indigné de ce que les François & les Espagnols le negligeoient, pour se servir de l'entremise de Ministres, qui n'avoient point de part à la Mediation, s'en plaignit à ceux de France. Le Duc de Longueville luy répondit, qu'ils recevoient de tout le monde indifferemment les offices, qui pouvoient contribuer à l'ajustement de leurs differents; mais que lors que l'on *viendrait* aux prises, ils se serviroient de la voye ordinaire, & qu'ils ne recevraient la conclusion que par les mains des Mediateurs. Ce qui fait connoistre que les Ministres Hollandois n'estoient point Mediateurs, encore qu'ils en fissent les fonctions; mesmes avec plus de succès que n'avoient fait le Nonce & l'Ambassadeur de Venise: tellement qu'il y avoit apparence, que dans fort peu de jours ils auroient bien fait du chemin, si Pigneranda, qui estoit assure du traitté separé, n'eust point eu une si forte aversion pour celuy de France. Son Opiniaistreté & son orgueil ont cousté la meilleure partie des Pais-bas au Roy d'Espagne.

J'ay parlé au commencement de cette Section de la Mediation, que la France fit offrir aux deux Couronnes du Nort en l'an 1645. *Caspar Cognet de la Tuillerie*, qui y devoit travailler, rencontra une tresgrande difficulté à l'entrée de la *Mediation*, en la jalousie, qu'on prendroit de sa premiere visite en Suede aussy bien qu'en Danemarck. Il estoit Ambassadeur en Hollande, & ne pouvoit
aller

aller en Suede, qu'en passant par le Roiaume de Dannemarc, s'il ne faisoit le voyage par mer ; à quoy il ne pouvoit se refoudre ; & meismes en s'embarquant il falloit passer aux costes de Jutlande, & peuteestre par le Sond. La Reine de Suede vouloit nonobstant cela que l'Ambassadeur Mediateur luy rendist la premiere visite. Il trouva le moyen de sortir de cet embaras, en recherchant l'amitié du General Torstenson, Plenipotentiaire de Suede, & commandant les armes de cette Couronne là en Allemagne. Il luy rendit une visite, en passant auprès de son quartier, & luy dit, que l'intention du Roy son maistre estoit de faire travailler à faire cesser la guerre entre les deux Rois de Suede & de Dannemarc, afin de donner d'autant plus de moyen à la premiere de secourir ses amis en Allemagne : le priant d'accompagner de ses bons offices la lettre, qu'il envoyoit par un gentilhomme à la Reine, pour la supplier de trouver bon, qu'il passast à Coppenhague devant que d'aller à Stocolm. Le Prince Rodrigue de Wirtemberg y estoit allé quelque temps auparavant de la part de la Reine Regente de France, pour faire le mesme office ; mais sa personne n'y estant pas fort agréable, il falloit que la Tuillerie y suppléast par son adresse. Louïs XI fit affront au *Cardinal Bessarion* ; parce que voulant faire office de *Mediateur* entre luy & le Duc de Bourgogne, il avoit rendu la premiere visite au Duc.

L'Abbé de Brantholme, de la Maison de Bourdeilles, en parle dans ses memoires, en la vie de Charles VIII, en ces termes. Le Pape Eugene, ayant une fois envoyé au Roy Louïs XI un grand, docte & suffisant personnage, du pais de Grece, & Archevesque de Nicée, nommé *Bessarion*, pour Legat, à moyenner la paix entre luy & le Duc de Bourgogne Charles. Ce bon Docteur, n'estant si bon courtisan que Philosophe, & ne sçachant discerner

la grandeur de l'un à l'autre, & du Seigneur au Vassal, il s'en va luy premierement vers le Duc, duquel ayant eu sa dépesche, s'en alla après fort nesciemment trouver le Roy, qui trouva fort estrange la façon de ce pauvre Philosophe, d'avoir abordé premier le Vassal que le Seigneur; cuidant que ce fust par quelque mépris. Nonobstant il l'ouït en sa harangue philosophale tellement quellement. En après, d'un visage moitié couroucé, moitié ridicule & de mépris, & luy ayant mis douchement la main sur la barbe reverenciale, il luy dit: Monsieur le Reverend, *Barbara Græca genus retinent quod habere solebant.* Et sans luy faire réponse, le planta là tout ébahy, quant & quant luy fit dire par quelque autre, qu'il eust à se retirer, & qu'il n'auroit autre réponse ny dépesche. Brantholme fait sur cette rencontre des reflexions dignes de luy, & en forme en suite une question: sçavoir si l'Ambassadeur doit voir premierement le plus grand ou le plus petit des deux Princes, avec lesquels il a à negotier, & la traite fort problematiquement, à son ordinaire. Je ne pretens pas la decider, ny donner des regles pour cette sorte de visites. Paul III envoya Alexandre Farneze, son neveu, premierement au Roy François I, & après à l'Empereur Charles V. Pie V au contraire, envoya le Cardinal Alexandrin, son neveu, premierement à Philippe II, Roy d'Espagne, & après à Charles IX Roy de France, sans que celui cy le trouvast mauvais. On y est plus difficile aujourd'hui. Il est certain, qu'il faut que l'Ambassadeur distingue entre les Princes, lors que leur dignité les distingue: & lors qu'il y a competence entre eux, il faut qu'il en use en sorte avec l'un, que l'autre ne s'en puisse pas offenser, & que l'honneur qu'il fait à l'un ne donne point de jalousie à l'autre. On pourra former quelques regles sur les exemples allegués en cette Section.

Et de fait l'Ambassadeur, ou Ministre Mediateur, doit necessairement distinguer entre les Princes, qu'il veut reconcilier ; particulièrement si leur dignité les distingue. *Le Cardinal de la Pole* ne pouvant obtenir de l'Empereur Charles V la permission de poursuivre son voyage d'Angleterre, auroit bien voulu passer en France, afin d'y sonder cependant les intentions touchant *sa Mediation* ; mais Charles n'y voulut point consentir. Pendant la guerre de Castro, Hugues de Lionne eut ordre de s'employer pour l'ajustement des differents qui estoient entre les Barberins & les Princes d'Italie. Lionne, devant que d'aller à Rome, conferer avec le Pape, qui avoit mis ses armes temporelles & spirituelles en campagne, alla le premier trouver le Duc de Parme ; tant parce qu'il y estoit le plus interessé, que parce qu'il estoit en son chemin. Pour s'en excuser, il disoit, qu'il faisoit office d'intercesseur plustost que de Mediateur ; de sorte qu'il estoit necessaire qu'il sceust les intentions & les dispositions du Duc, qui estoit Vassal du Siege de Rome, devant que de pouvoir assurer le Pape des soumissions qu'il en devoit attendre. Neantmoins lors qu'après la paix, qui fut conclue en l'an 1644, on parla à Venise d'envoyer un Ambassadeur Extraordinaire en France, pour remercier le Roy de sa mediation, Guffoni, l'un des Deputés du Senat, qui n'estoit point d'avis qu'on fist cette dépense, dit que les deux Mediateurs, *le Cardinal Bichi & Lionne* avoient esté tous deux à Rome devant que d'aller à Venise, où du moins l'un devoit venir devant que d'aller à Rome, & qu'au contraire la Republique ne les avoit veus, qu'après qu'ils eurent concerté avec les Barberins tout ce qu'ils avoient voulu. Le Senat n'estoit pas fort satisfait de cette paix ; quoy que n'ayant pas agy avec la vigueur qu'on attendoit de la reputation de ses forces, & les armes des alliés n'ayant esté employées qu'avec beaucoup

de desordre & de confusion, la Republique n'en püst pas esperer de grands avantages. Elle pretendoit l'honneur de la premiere visite, parce qu'elle soustenoit qu'elle n'avoit rien à démeller avec le Siege de Rome ou avec le Pape; mais seulement avec le Barberins.

Je croy pouvoir dire à cette occasion, qu'en l'an 1625 le Pape Urbain se trouvant embarrassé de l'affaire de la Valtelline, envoya le Cardinal François Barberin, l'un de ses neveux en France, pour tascher de faire regler le different entre les deux Couronnes. Le Cardinal n'y eut pas grande satisfaction; c'est pourquoy le Pape le voulut faire passer en Espagne, pour voir s'il y trouveroit plus de disposition à l'accommodement. Mais les Espagnols protesterent, qu'ils ne receuroient point cette Legation; parce qu'ils la confideroient comme une suite de celle de France, & cette opposition obligea le Pape à faire revenir le Cardinal à Rome, pour l'envoyer de là en Espagne. Et dautant que les Espagnols ne s'en satisfaisoient point; *parce que le Legat avoit esté en France devant que d'aller en Espagne*, il falloit donner un autre pretexte à son voyage, & faire croire que le Cardinal n'y alloit que pour presenter au baptême de la part du Pape la Princeſſe, dont la Reine d'Espagne estoit depuis peu accouchée. Ce ne sont pas les Espagnols seuls qui ayent la vanité de se laisser tromper, & de se tromper eux mesmes par des apparences, qu'eux & tout le monde ſçavent estre fausses & ridicules.

Lors qu'en l'an 1651 *Chanut* se trouva à Lubec, comme Mediateur de la part de la France, on luy demanda s'il avoit un *pouvoir*. Il dit qu'il en avoit un, & qu'il estoit prest de le communiquer, mais qu'il n'en donneroit point de copie aux parties. Je ne ſçais si le pouvoir est absolument necessaire; parce que le Prince, qui fait agir le *Mediateur*, n'estant pas obligé de rien ratifier, il semble qu'il

suffit, que le Ministre verifie sa qualité par un acte public, quel qu'il puisse estre, & qu'on ne se sert du pouvoir, que parce que cette verification ne se peut pas bien faire par des lettres de creance, que le Prince Mediateur ne peut adresser à des Deputés, dont l'assemblée est composée. Et que ce ne fut pas un *pouvoir* formel, paroist par le discours, que Chanut fit en ce temps là, soustenant qu'il n'estoit pas necessaire que ce *pouvoir* fust expedie au grand sceau, & qu'il n'y falloit pas accoustumer les Princes, à qui la Mediation de la France pourroit estre utile ou commode.

Il faut remarquer qu'*Aloysio Contarini*, estant *Mediateur* de la part de la Republique de Venise à Munster, ne pretendoit point d'avantage, prerogative ou *presence*, à cause de sa qualité de Mediateur, au dessus des Ambassadeurs des Testes Couronnées: tellement que lors qu'il se trouvoit en lieu tiers avec le Nonce, & avec d'autres Ambassadeurs, le Nonce prenoit bien la premiere place, mais *Contarini* ne prenoit la sienne qu'après ceuxcy, & non immediatement après le Nonce. Et aux occasions, où les Princes & les Estats de l'Empire envoyoient une deputation aux Mediateurs, en la presence des Ambassadeurs de l'Empereur & du Roy de France, les Deputés saluoient premierement le Nonce, & après eux les Ambassadeurs de l'Empereur & de France; mais celui de Venise le dernier. Les Ambassadeurs des Couronnes font honneur au Mediateur, si son Maistre est de la mesme dignité que le leur. Au Congrès de Breda ils cederent tous aux Ambassadeurs de Suede. Mais comme les Rois Chrestiens ne considerent l'Empereur que comme leur premier, les *Ambassadeurs*, qui sont de la part du Roy de la Grande Bretagne à Nimmeque, pretendent que l'Evesque de Gurc & ses Collegues, *Ambassadeurs de l'Empereur*, ayent la mesme deference pour eux. Ils disent, qu'ils ont ordre ex-
prés

prés pour cela du Roy leur Maistre, & leur different sera d'autant plus difficile à ajuster, qu'il n'y a point de milieu à prendre, & qu'ils ne se peuvent soumettre à l'arbitrage d'un tiers : parce que pas un Roy ne voudra s'en remettre au Pape, & tous les autres Princes y sont interessés. Ce qu'il y a de plus fascheux en cela est, que le Roy de la Grande Bretagne, le prenant de cet air, pourroit aussi traiter les Princes d'Allemagne comme l'Empereur les traite.

Bien que l'Ambassadeur de Venise fust considéré & honoré à Munster comme Mediateur, neantmoins le Nonce pretendoit que cette qualité n'estoit due qu'à luy, parce que les Catholiques n'avoient point demandé d'autre *Mediation* que celle du Pape. Il disoit, que ses brefs ne parloient pas d'un autre Mediateur, & que mesmes les lettres de creance de Contarini ne portoient autre chose, sinon qu'il assisteroit le Nonce en cette negotiation, & que sur la premiere ouverture que la France avoit faite, d'y admettre les Venitiens, ceuxcy avoient employé leurs amis à Vienne, à Paris & à Madrid, afin de se faire agréer. Et de fait il n'y avoit que le Nonce, à qui on adressoit tous les escrits, les propositions, les réponses & les repliques, & il les gardoit chez luy : c'estoit luy qui les communiquoit aux parties, & qui signoit seul les réponses. Il n'alloit jamais voir l'Ambassadeur de Venise pour des affaires de cette nature ; mais il le faisoit venir chez luy. Il ne permettoit pas non plus que l'autre signast aucune chose avec luy, & s'il luy communiquoit quelque piece, ce n'estoit qu'une copie, que la signature de son auditeur ou de son Secrétaire, ou bien le sceau de la Nonciature rendoit authentique : de sorte qu'il passoit presque seul pour Mediateur auprès des Catholiques. Les Plenipotentiaires des Princes Catholiques tenoient leurs conferences dans

l'hostel du Nonce, après avoir obtenu de luy l'heure de l'audiance ou de la visite, à laquelle l'Ambassadeur de Venise se trouvoit aussy : comme aussy lors qu'ils devoient aller ensemble voir les Plenipotentiaires des Couronnes. On remarquoit, que l'Ambassadeur de Venise s'estoit rendu plus de huit cens fois chez le Nonce, qui disoit qu'il en avoit usé ainſy par precaution, afin qu'en des affaires de cette importance il eust un témoin irreprochable de ses actions, aussy bien que de ses paroles, contre les Equivoques des parties, & contre les doutes qu'on pourroit avoir de sa sincerité. Ce que je viens de dire *des brefs du Nonce & des lettres de creance* de l'Ambassadeur de Venise, confirme ce que j'avois marqué auparavant, que le pouvoir n'est pas absolument necessaire au Mediateur ; puis que ces deux Ministeres n'en avoient point.

Le mot de *Mediateur* exprime affés bien sa fonction, qui consiste proprement à se mettre au milieu, pour faire approcher les parties, qui en sont éloignées : dont je rapporteray icy un exemple qui est fort singulier, J'ay desja parlé plusieurs fois de *la Mediation*, que la France offrit aux deux Couronnes du Nort en l'an 1644. *La Tuillerie* ayant obligé les deux Rois, au commencement de l'année suivante, à envoyer leurs Commissaires à Bremsebro, sur les frontieres des deux Roiaumes, les fit consentir que de part & d'autre on mettroit les pouvoirs entre les mains, pour estre par luy communiqués aux parties. Qu'en cas que les pouvoirs fussent trouvés bons & suffisants, les Deputés de Suede & de Dannemarc se rencontreroient au milieu du pont, qui fait la frontiere des deux Roiaumes, & qu'ils se toucheroient en la main. Après que les pouvoirs eurent esté approuvés & eschangés, l'Ambassadeur Mediateur les fit demeurer d'accord des termes, dont ils se serviroient dans le compliment, à leur premiere entrevue.

veüe. Cela fait, les Deputés Suedois se rendirent à une demylieüe de Bremsebro, & les Danois à Christianople : & dautant que ceuxcy, qui suivant la coustume, devoient comme les premiers arrivés advertir les autres, y manquerent, les Suedois y suppleerent, en faisant sçavoir aux Danois, qu'ils seroient à Bremsebro à une heure & demie après midy. Les tentes des uns & des autres estoient dressées aux deux bouts du pont, & la Tuillerie s'estant posté au milieu du pont, auprès d'une pierre, qui marque les frontieres des deux Roiaumes, se mit au milieu des quatre Ambassadeurs des Provinces Unies, qui y estoient aussy comme Mediateurs, & comme la goutte l'empeschoit d'aller luy mesme querir les Deputés, pour les amener à cette pierre, & aussy parce qu'ils ne sçavoit lesquels des deux il iroit querir les premiers, il fit sonner la trompette, & à ce signal tous les Deputés sortirent de leurs tentes en mesme temps, & s'acheminerent à pas comptés, jusques au milieu du pont &c. Après cette premiere entreveüe les Mediateurs faisoient les allées & venues, recevoient & communiquoient les propositions & les réponses, & firent enfin conclurre le traitté.

Les Ministres de l'Empereur & des deux Rois, de France & d'Espagne, estant demeurés d'accord à Munster de la maniere de traiter, ils mirent le 4 Decembre 1644 leur premiere demande entre les mains des Mediateurs, à qui ceux d'Espagne firent dire le mesme jour, que si la proposition des François n'estoit pas conforme à la leur, & qu'ils n'eussent point d'autre intention que de parler de quelques preliminaires, on n'avoit qu'à leur renvoyer celles qu'ils venoient de fournir, sans la communiquer aux Plenipotentiaires de France. Surquoy les Mediateurs allerent chez les Plenipotentiaires d'Espagne, où ceux de l'Empereur se trouverent aussy, & leur dirent, *que ce n'estoit*

„ pas

„ pas à eux à juger du contenu des propositions. Que le de-
 „ voir de la mediation leur permettoit seulement de rap-
 „ porter avec fidelité ce qu'on leur disoit, sans y rien ajou-
 „ ster du leur, sinon des exhortations de faire ce qui est
 „ juste & raisonnable: mais de juger de l'équité & de la
 „ Justice des propositions, ou de dire quelles propositions
 „ seroient plus propres à faire avancer le traité, que cela
 „ excendoit le pouvoir de leur employ. Qu'il falloit ne-
 „ cessairement que leurs propositions fussent communi-
 „ quées aux François, ou qu'on les restituast toutes de
 „ part & d'autre.

Si les Mediateurs sont requis par une des parties de faire quelque proposition à l'autre, ils n'en doivent point faire de difficulté, quelque fascheuse qu'elle soit. Au commencement de l'an 1646 les Plenipotentiaires de France presserent les Mediateurs de demander aux Ministres d'Espagne un Passeport pour les Ambassadeurs de Portugal, & la liberté de Don Duarte de Bragance. Les Mediateurs sçavoient, que cette proposition seroit fort mal receüe; mais ils ne laisserent pas de la faire au Comte de Pegnaranda; & sur ce que celuicy s'emporta furieusement dès que le Nonce ouvrit la bouche, pour luy parler de Portugal, *Contarini*, qui de son costé prenoit facilement feu, luy dit, que ce n'estoit pas là le moyen de negotier, que
 „ de s'emporter de la sorte. Que l'office de Mediateur les
 „ obligeoit à rapporter punctuellement à l'une des parties
 „ la proposition dont l'autre l'avoit chargé: & que com-
 „ me ils ne hesiteroient point de demander aux Plenipo-
 „ tentiaires de France la ville de Paris, si les Espagnols le
 „ desiroient, ainsy ne feroient ils point de difficulté de
 „ demander Madrid aux Espagnols, s'ils en estoient re-
 „ quis par les François.

L'instruction, que la Cour de Rome donna au Cardinal
 Gi-

Ginetti , en l'envoyant *Legat Mediateur* au Congrès de Cologne , est tresconfiderable. Car outre qu'elle l'informe particulièrement de toutes les affaires , qui y devoient estre discutées , où presque toute l'Europe se trouvoit interessée , elle l'instruit parfaitement de tout ce qu'il y devoit faire en cette qualité. Elle luy recommande premierement , & sur toutes choses l'indifference , sans laquelle tous les offices seroient inutiles : en quoy le Legat devoit estre si exact , que non seulement on ne vist point de partialité en sa conduite , mais aussy qu'on n'en remarquast point dans les actions & dans les paroles de ses Domestiques. 2. Qu'il ne fist point de proposition ; parce qu'il en pourroit faire qui ne seroit pas agréable à l'une des parties , & par ce moyen il se rendroit suspect & inutile , & qu'il se contentast de rapporter fidèlement ce qui luy auroit esté dit. 3. Que dans les contestations de deux puissances égales pas une ne voulant faire la premiere proposition ; parce que cela marque quelque foiblesse ou déference , le Mediateur les doit obliger toutes deux à luy remettre leurs propositions en mesme temps. 4. Qu'il tasche de s'acquérir la confidence des parties , afin qu'elles luy découvrent leurs veritables sentimens. 5. Qu'il soit secret , & qu'il ne communique à l'une des parties que ce que l'autre voudra. 6. Qu'il ne se charge point d'arbitrage , & qu'il ne permette point non plus qu'on en charge le Pape ; parce qu'au lieu de Mediateur il deviendroît juge. 7. Qu'il ne dépesche point de courrier à l'un des Princes interessés ; parce que si ce Prince ne peut consentir à ce qu'on desire de luy , il se fâchera qu'on luy ait envoyé un exprés ; mais qu'il le fasse dépescher par les Ministres mesmes , & que par la mesme voye il escrive au Nonce qui reside auprès de ce Prince , afin qu'il fasse office. 8. Qu'il évite le plus qu'il pourra la jalousie & l'ombrage , qu'il

pourroit donner en dépeschant un exprés au Pape. 9. Il luy recommande *la moderation* & la patience.

Les Princes n'acceptent pas tousjours la mediation qu'on leur offre, dont j'ay marqué cy dessus un exemple, où le Roy d'Angleterre refuse celle de l'Electeur de Brandebourg, parce que celycy estoit interessé. Les Plenipotentiaires de l'Empereur & les Ministres de Dannemarc, considerant que le Roy de Dannemarc ne pouvoit plus faire office de Mediateur, après la rupture entre les deux Couronnes du Nort, Contarini representa aux Ministres de France, qu'il estoit necessaire de luy substituer un autre Mediateur; parce que les Suedois n'en ayant point à Osnabrug, ils ne pouvoient pas faire avancer leur negotiation: ce qui arrestoit aussy celle qui se devoit faire à Munster; puis que suivant le traité preliminaire, la France & la Suede y devoient marcher d'un mesme pas. Sur cette difficulté on proposa de faire faire la Mediation d'Osnabrug par la Republique de Venise; mais l'Empereur n'y voulut point consentir, & donna l'exclusion à Contarini. On prenoit le prétexte sur ce qu'on ne vouloit point desobliger le Roy de Dannemarc, qui auroit pû reprendre le fil de la Mediation, après que la paix du Nort seroit faite; mais la veritable raison estoit, que l'Empereur ne vouloit pas qu'il y eust un Mediateur entre luy & les Princes Protestants; parce qu'il pretendoit les traiter comme ses sujets.

Les Estats des Provinces Unies, en envoyant leurs Plenipotentiaires à Munster, leur ordonnerent d'éviter les occasions, qui les pouvoient obliger à negotier par le moyen de Mediateurs: & que s'il leur survenoit quelque different, qu'ils ne püssent regler avec les Espagnols immediatement, ils pouvoient s'adresser aux Ambassadeurs de France, ou bien à celuy de Venise, & les en entretenir
par

par forme de discours, afin que *comme* Mediateurs, ils proposassent quelques moyens d'accommodement. Mais au reste qu'ils s'assemblassent tousjours avec les Ministres d'Espagne directement, à l'hostel de ville, où dans quelque autre lieu public, sans Mediateurs, & qu'ils y prissent l'un costé de la table, laissant aux Espagnols le choix de l'autre. Je dis ailleurs qu'ils s'assembloient alternative-ment chez les uns & chez les autres.

Le Cardinal François Barberin fut envoyé en France en l'an 1625, pour tascher d'y accommoder le différent, qui estoit entre les deux Couronnes pour la Valteline. Il n'y fit rien, parce que le Roy vouloit, que suivant le traité de Madrid, la Valteline fust restituée aux Grisons, avec tous les droits de superiorité qu'ils y avoient devant le soulèvement de ceux de la Vallée. En l'an 1626 le mesme Cardinal passa en Espagne, à dessein d'y faire reussir la mediation, qui n'avoit point eu de succès en France : mais les Espagnols le mépriserent ou le negligerent si fort, qu'ils ne laisserent pas de conclurre le traité de Monçon, après que le Legat fust desja arrivé en Espagne : mais afin qu'il ne crust point qu'on luy vouloit faire affront, ou antidata le traité, où il n'eut point de part.

La paix ayant esté faite entre la France & l'Angleterre en l'an 1629, les instruments de part & d'autre furent mis entre les mains de quelques Ambassadeurs, qui s'y estoient employés comme *Pacificateurs*, & *non comme Mediateurs*, pour en estre les depositaires, jusqu'à ce que les ratifications eussent esté eschangées. On ne peut pas dire non plus, que l'Archevesque de Pise, Ambassadeur du Granduc de Toscane à Madrid, fust *Mediateur*, quoy que Bassompierre & du Fargis, Ambassadeurs de France, souffris-
sent qu'il se trouvast aux Conferences, afin d'y faire office de *pacificateur* aux differents, que les Ambassadeurs de

France pouvoient avoir avec les Commissaires Espagnols. Le Granduc n'avoit pas offert sa mediation, & elle n'avoit pas esté agréée en France : & pour dire la verité elle n'estoit pas fort necessaire , dans la disposition où les Espagnols estoient de satisfaire les François, en leur accordant un traité, qu'ils n'avoient pas envie d'exécuter. Les Ambassadeurs y firent une démarche bien hardie, en admettant l'Ambassadeur de Toscane aux conférences, sans l'ordre exprés de leur Cour, bien qu'ils fussent persuadés de l'intention d'un Ministre, dont le Maître avoit interest à ce que le repos de l'Italie ne fust point troublé à cause de la Valteline.

Le Roy de Suede Charles Gustave ne pouvoit pas souffrir, que les Estats des Provinces Unies intervenissent comme Mediateurs au traité, qu'on le vouloit obliger de faire avec le Roy de Dannemarc, non a sa mode ; mais selon l'intention de la France, de l'Angleterre & des mêmes Provinces Unies , qui s'estoient toutes trois erigées en Mediateurs ; afin qu'il s'y fist un traité, qui empeschast le Roy de Suede d'élever sa grandeur sur les ruines de celuy de Dannemarc. Il dit aux Ambassadeurs des Estats, qu'il refusoit leur mediation, qu'il les consideroit comme ses ennemis, & qu'il les pourroit traiter comme tels. La France & l'Angleterre avoient bien interest de s'opposer aux vastes desseins du Roy de Suede, mais elles ne faisoient que des offices fort languissans, & se seroient déclarés pour luy plustost que pour le Roy de Dannemarc : de sorte qu'il faut croire, que sans la perte de la bataille de Funen, qui mortifia bien le Roy de Suede, si elle ne le fit mourir en effet, leur Mediation n'auroit point produit l'effet qu'elle fit après sa mort. Ce ne fut qu'avec regret & avec repugnance que le Roy de France admit la mediation de l'Angleterre, de la Suede & des Provinces Unies
en

en l'an 1668, & il y a de l'apparence qu'il ne l'auroit point admise, s'il n'eust esté asseuré, qu'on luy laisseroit par le traité toutes les conquestes qu'il avoit faites, & qu'il avoit envie de faire. En entrant dans les Pais-bas en l'an 1667 il avoit protesté, qu'il n'avoit autre intention que de poursuivre les droits de la Reine sa femme, & de se mettre en possession de ce que la devolution luy avoit acquis, ou d'un equivalent : & c'est ce qu'il obtint par le traité d'Aix la Chapelle. Pour ce qui est du choix qu'il laissa aux Espagnols, ceuxcy n'en tiroient point d'avantage du tout ; parce qu'en cedant à la France les places qu'elle demandoit, ils estendoient & couvroient les frontieres de ce Roiaume là, & en luy laissant les villes qu'elle avoit conquises, ils entamoient leurs propres frontieres, & donnoient aux François entrée dans le pais, jusques dans la coeur du Brabant, & jusques aux portes de Bruxelles. Il est vray qu'en tout cela, aussy bien qu'en la Triple Alliance & en l'alliance défensive, qui fut depuis conclue entre l'Angleterre & les Provinces Unies, il y a quelque chose de si bizarre & de si misterieux, qu'on a de la peine à la démêler.

SECTION XII.

Des Traittés.

CE n'est pas à l'Ambassadeur à s'informer, si le Prince, qui luy commande de faire un traité, peut obliger son successeur à l'exécution. Il n'a qu'à suivre ses ordres, & à demeurer dans les termes de son instruction & de son pouvoir. Aussy n'entreray je point en la discussion de cette question : mais je diray seulement, que selon l'opinion de Bodin, le Roy de France ne peut en au-

cune maniere obliger son successeur à l'exécution du traité, qu'il a fait pendant son regne. Il fonde sa these sur ce principe, que le Roy, bien que le plus absolu de tous les Monarques de la Chrestienté, n'est qu'usufruitier de son Roiaume : ainsy que son pouvoir finit avec sa vie. Que son successeur n'estant pas appelé à la Couronne par la volonté ny par la disposition de son predecesseur, mais y succedant de son chef, en vertu de la Loy fondamentale du Roiaume, n'est pas tenu de suivre les sentimens, au prejudice de la liberté que le predecesseur ne luy peut oster. On peut sur cette maxime former deux Conclusions, à mon advis, fort pertinentes. La premiere : que quelques traittés que les Princes fassent, ils ne subsistent, mesmes parmy ceux qui sont les plus religieux, & les plus jaloux de leur parole, que pendant leur vie. L'autre conclusion est : que si les Rois, qui sont usufruitiers, ne peuvent obliger leurs successeurs & heritiers, ceux qui ont la direction des affaires dans un Estat ou Aristocratique ou Democratique, non à vie, ny comme usufruitiers, mais pour un temps seulement, & comme administrateurs, par election, peuvent bien moins obliger leur posterité, c'est à dire ceux qui succedent à leurs fonctions, soit pendant leur vie, ou après leur décès, mais ils sont obligés de laisser les affaires en l'estat où ils les ont trouvées, & à leurs successeurs la liberté entiere des deliberations, ainsy qu'ils l'ont receüe de leurs ancestres. Cependant on voit que les Princes & les Republicques s'obligent tous les jours dans les traittés, tant pour eux, que pour leurs heritiers & successeurs. Les renouvellements d'alliance, qui ont esté faits avec les Cantons Suisses, du regne de Henry IV, & depuis quelques années sous le Roy d'à present, s'estendent jusques au décès de leur successeur & au delà, & les traittés, qui par maniere de dire, ne doivent subsister que

que trois jours, parlent d'une amitié & d'une confédération, qui doit estre perpetuelle entre les Rois & leurs enfans, nais & à naistre, leurs successeurs & heritiers, Roiaumes & Estats &c. Le traité des Pirenées peut servir d'exemple. Mais c'est dont l'Ambassadeur ne se doit point inquieter. L'exécution du traité n'est pas de son fait : il n'y a que la conclusion, dont il puisse répondre, en y ménageant les interets de son maistre.

J'estime pourtant devoir dire, que comme les contrats qui se passent entre les particuliers, sont fondés sur les loix civiles, ainſy les traittés qui se font entre les Souverains, sont fondés sur *le Droit des Gens* : de sorte qu'il seroit ridicule d'en demander la rescision pour les causes, pour lesquelles le Droit Civil restitue le particulier lésé en l'estat, où il estoit devant le contrat. J'y ajouſteray, que les Princes ne font point de traité, ſinon avec cette condition tacite, qu'ils ne l'observeront, que tant qu'ils le pourront faire, ſans prejudice de leurs interets. Leur intention est d'en tirer tout le profit, & d'en laisser toutes les incommodités & tout le peril à leur compagnon, s'ils peuvent. Il n'y avoit pas longtems que le Roy Henry IV avoit fait une tresforte alliance avec la Reine d'Angleterre & avec les Estats des Provinces Unies, lors qu'il presta l'oreille aux ouvertures, que le Pape luy fit faire pour la paix, qui fut conclue depuis à Vervins. *Clement VIII*, en parlant un jour de cette affaire à Doſſat, dès le commencement de l'an 1597, c'est à dire, fort peu de mois après que l'alliance eust esté conclue avec la Reine d'Angleterre, il luy dit, que le Roy, qui avoit fait serment à une heretique, avoit un autre serment à Dieu, & à luy Pape. Il y ajouſta, que François Marie, Duc d'Urbain, avoit accoustumé de dire, qu'un ſimple gentilhomme, ou un Seigneur non Souverain ne pouvoit manquer à
fa

sa parole, sans faire tort à son honneur & à sa reputation, mais que les Princes Souverains pouvoient, pour raison d'Etat, faire des traittés & les rompre, prendre des alliances & les laisser, mentir, trahir & toutes telles choses, sans prejudice de leur honneur. Je ne sçais, si le Pape en avoit beaucoup à alleguer la belle maxime du Duc d'Urbain. Ce n'estoit pas le principe de Henry IV, mais il fit représenter à la Reine, par Hurault de Maiffes, son Ambassadeur, que l'estat de son Roiaume ne luy permettant pas de continuer une guerre, qui seroit ruineuse à ses sujets, il jugeoit, qu'il n'importoit pas moins à ses alliés, qu'à luy mesme, qu'il prist le soin de se conserver; afin qu'après avoir donné ordre à ses affaires il pust aussy donner à ses amis les secours, qu'ils devoient se promettre de sa bonne volonté; & la fit asséurer, que la paix qu'il alloit faire, seroit aussy utile à ses alliés qu'elle estoit necessaire à son Roiaume. L'Ambassadeur de France y ajousta ce que je viens de marquer de la condition tacite, qui est inseparable de tous les traittés, & de toutes les alliances des Princes. La raison de cela est, que les Princes ont une obligation à leurs sujets, qui est sans comparaison plus forte que celle où ils entrent par l'alliance, quelque estroite qu'elle puisse estre. On peut encore dire, qu'il vaut bien mieux finir l'alliance par un traitté séparé, pourveu que la lascheté & la perfidie ne s'y meslent point, que de laisser détruire l'allié par un puissant ennemy. Mais de renoncer, sans necessité, à un traitté formel, & de declarer hautement, qu'on ne le veut pas executer, c'est manquer à la foy publique, & renverser les fondemens de tout le commerce, que les Princes sont obligés d'entretenir entre eux.

Le *Comte Eric Oxenstirn*, qui succeda depuis à son pere en la charge de Chancelier de Suede, s'entretenant un
jour

jour avec le Resident de Dannemarc, au sujet de la guerre, que les Provinces Unies avoient avec les Anglois, luy dit, qu'il estoit vray qu'il y avoit des traittés, qui sembloient obliger la Couronne de Suede à secourir les Hollandois contre les Parlementaires d'Angleterre, & qui estoient allés exprés pour cela; mais qu'il ne falloit pas s'arrester à des traittés. Que lors qu'on les avoit faits, le temps le requeroit ainſy; mais que les affaires estoient bien changées depuis. Le Chancelier mesme en dit autant au Resident de France, qui luy voulut recommander les intereſts des Provinces Unies. Le Roy de Suede defunt ne craignoit point de dire, qu'il ne ſçavoit quel animal c'estoit qu'un traitté. Et de fait de la maniere qu'on en a usé depuis la Triple Alliance, qui fut conclüe en l'an 1668 entre l'Angleterre, la Suede & les Provinces Unies, il faut avouer, que les Princes n'observent les traittés, que tant qu'il leur plaist, & que c'est l'interet ou le caprice, & non la bonne foy qui conduit leurs actions. La cire & le parchemin ne lient pas plus fortement qu'un chaine de paille, & on fait gloire d'encherir sur tout ce que le Politique Florentin dit des plus pernicieuses maximes des plus meschans hommes. Ce n'est pas mon deſſein de parler icy des intentions & des ſentiments des Princes; mais ſeulement de la maniere qu'ils font faire les traittés par leurs Ambassadeurs.

En parlent des Traittés, j'y comprens auſſy les preliminaires, qui ſouvent donnent plus de peine & occupent plus de temps, que l'on n'en employe à ájuſter les differents memes. La ville de Hambourg vit ſept ans de ſuite des Miniſtres, qui n'avoient autre choſe à faire, ſinon à regler le temps & le lieu du Congrès, & les paſſeports des Miniſtres, dont l'aſſemblée devoit eſtre compoſée. J'ay parlé en la Section 17 du premier livre des difficultés, qui ſe

rencontrerent touchant les passeports : il n'y en eut point pour le temps ; mais on fut des années entieres à ajuster le lieu du Congrès. Le Pape Urbain VIII desiroit que la paix se negotiaſt à Rome. Le Conseil de France au contraire ne vouloit point que cette negotiation se fiſt ſous les yeux du Pape, & pour s'en défendre, il diſoit que cela eſtoit impossible, parce qu'on alloit travailler à une paix, qui ne pouvoit eſtre generale, ſi on n'y regloit auſſy les intereſts de pluſieurs Princes Proteſtants, qui ne voudroient, & ne pourroient envoyer leurs Miniſtres à Rome. L'Empereur, qui eſtoit bien aiſe de negotier en lieu où les Princes Proteſtants, & pluſieurs Catholiques meſmes n'envoyeroient point, parce qu'il ſeroit par ce moyen le maiſtre de leurs intereſts, ſeſſentit que le traité ſe fiſt à Rome, & promit qu'il y feroit auſſy ſeſſentir l'Eſpagne. Après que la France euſt reſuſé cette ouverture, l'Empereur propoſa, *Spire, Augsbourg, Conſtance & Trente* : mais cette propoſition fut encore rejettée par le Roy de France ; tant parce que ces villes dépendoient de l'Empereur, que parce qu'il jugeoit, que c'eſtoit contre ſa dignité, que de ſe laiſſer entrainer aux ſentiments d'autrui, & particulierement par l'Empereur, qui auroit pû en tirer un avantage, que la France ne luy accorderoit point. On demeura enfin d'accord, que les Catholiques ſ'aſſembleroient à *Cologne*, & les Proteſtants à *Hambourg* ou à *Lubec*. Mais d'autant que les Suedois jugeoient que *Cologne & Hambourg* eſtoient trop éloignées l'une de l'autre, & que la communication frequente & presque continue des Alliés en ſeroit fort incommodée, à cauſe de la diſtance des lieux, depuis le Rhin juſques aux bords de la Mer Baltique, ils prièrent Mr d'Avaux de propoſer *Munſter & Oſnabrug*, comme des villes également commodes à tous les intereſſés. Les Eſtats de l'Empire, qui en ce temps

temps là estoient assemblés à Ratisbonne , agréèrent ce choix , & l'Empereur y consentit aussy ; quoy qu'il eust mieux aimé qu'on eust pris *Spire & Worms*.

Quelques Princes ont esté fort difficiles sur ce point , & d'autres ne l'ont point esté du tout. En l'an 1559 les Rois de France & d'Espagne envoyerent premierement leurs Ministres à Lisle ; mais le Connestable de Montmorancy refusa de conclurre le traitté dans une ville de l'obeïssance du Roy d'Espagne ; parce qu'il ne vouloit point que le monde crust , que le Roy de France eust fait demander la paix au Roy d'Espagne jusques dans sa Maison. C'est pourquoy les Ambassadeurs des deux Rois s'assemblerent depuis *dans l'Abbaye de Cercamp* , & signerent le traitté à *Chasteau en Cambresis* , comme dans un lieu Neutre. Pendant la guerre de Castro les Cardinaux *Donghi & Bichi* ; dont l'un estoit Plenipotentiaire du Pape , & l'autre estoit Ambassadeur Extraordinaire & Mediateur de la part de la France , en parlant du lieu , où les Ministres des parties intéressées se pourroient assembler , pour traiter la paix , Bichi dit , qu'il seroit à propos d'en laisser le choix aux Princes alliés ; afin de leur témoigner quelque confiance. Mais Donghi repartit , *qu'il falloit que la negotiation se fist dans une des villes de l'Estat de l'Eglise : qu'il y alloit de la reputation du S. Siege , & que les Princes devoient ce respect au Pape*. La premiere chose , que le Roy Tres-Chretien proposa , lors qu'on commença à parler d'accommoder le different ; qu'il avoit avec Alexandre VII , à cause de l'insolence des gardes Corfes , ce fut *qu'on ne traitteroit point à Rome , mais dans un lieu neutre*. Et de fait le traitté fut achevé & signé à *Pise*. En l'an 1598 les deux Rois demeurèrent d'accord de la petite ville de *Vervins* , comme d'un lieu situé dans une distance presque égale de Paris & de Bruxelles , & également commode à Henry IV & à

l'Archiduc Albert, qui avoit procuration du Roy d'Espagne. La trêve entre le mesme Archiduc & les Provinces Unies fut d'abord négociée à la Haye, mais lors qu'on la voulut conclurre, les Deputés de part & d'autre s'assemblerent à *Anvers*. Bentivoglio dit, que les Espagnols insisterent à ce que le traitté fust signé en cette ville là, à cause de la reputation, où elle estoit dans le Monde. La France n'a point fait de difficulté de negotier, & de faire des traittés pour les affaires d'Allemagne en Allemagne mesme, à *Berwalde*, à *Ratisbone*, à *Hailbron*, à *Ulm*, à *Munster* &c. comme pour celles d'Italie, en Italie à *Querisque*, à *Turin* & ailleurs. Elle a mesmes bien voulu traiter en Espagne, à *Madrid*, à *Monçon* &c.

La negotiation, qui s'est faite pour la paix, qui fut conclüe entre les deux Couronnes en l'an 1659, fut commencée en l'an 1656 par Lionne à *Madrid*, continuée & achevée par Pimentel à *Paris*, & enfin signée aux Pirenées, c'est à dire *sur les frontieres des deux Roiaumes*. Et ce pour la dignité des deux Couronnes, dans un lieu presque également éloigné de Paris & de Madrid. Pour cet effet on prit des mesures si justes, dans une Isle qui separe les deux Roiaumes, que chacun des deux Premiers Ministres pouvoit dire, qu'il traittoit dans le territoire du Roy son Maistre, & ne cedit pas le moindre avantage à son compagnon. Après l'invasion, que les armes de France firent dans les Pais-bas en l'an 1667, & après l'alliance, que l'Angleterre, la Suede & les Provinces Unies firent, pour en arrester le progrès, l'Espagne, qui ne desespéroit point de pouvoir obliger les alliés à rompre avec la France, & qui avoit de la peine à consentir à la paix, à laquelle on peut dire, qu'elle fut comme forcée par les alliés, insista bien fort à ce qu'elle fust négociée à *Rome*, en la presence & par l'entremise du Pape, ou que les deux Rois envoyas-

sent

sent leurs Ministres aux *Pirenées* ; puis qu'il estoit question d'exécuter le traité qui y avoit esté fait en l'an 1659. Mais la France disoit, que c'estoit une affaire qui regardoit les Provinces de Flandres directement, & ainſy que le traité ne se pouvoit faire que sur les frontieres de deçà : principalement puis que l'Angleterre, la Suede & les Provinces Unies s'y interessoient. Je remarqueray icy en passant, que dans l'Isle des Faisans, au lieu où les deux Premiers Ministres s'assembloient, il y avoit une table pour chacun, dont l'une estoit sur le territoire de France, & l'autre sur celui d'Espagne, & chacun d'eux signa sur la sienne : mais le contract de mariage fut signé sur la table de Don Louïs de Haro ; parce que cet honneur estoit deu à l'Infante, que le Roy de France recherchoit.

Il n'y a jamais de different sur ce sujet entre les deux Rois du Nort ; par ce que d'ordinaire les Deputés ou Commissaires s'assemblent sur les frontieres des deux Roiaumes, ou bien en quelque lieu qui en est éloigné dans une distance égale. *Bremsebro*, où se fit le traité entre la Suede & le Danemarck en l'an 1645, est entre Calmar & Christianople, & si depuis ce temps là on a fait des traittés à Roschild, & à *Tosturp*, & depuis à *Coppenhague*, ce fut parce que les deux Rois se trouvoient sur le lieu. En l'an 1651, les Ministres de Pologne, qui se devoient assembler pour faire prolonger leur trêve, ou pour la convertir en une paix perpetuelle, eurent de grandes contestations sur le lieu du Congrès. Les Polonois vouloient qu'on s'assemblast à *Francfort sur l'Oder* ou à *Landsberg*, & les Suedois propoſoient *Lubec* ou *Hambourg*, & ils demeurerent enfin d'accord qu'on se rendoit à *Lubec* : mais on n'y fit rien, & le traité ne fut conclu qu'au bout de plusieurs années au *Couvent d'Olive* auprès de Dantſig, comme dans un lieu commode aux uns & aux autres.

Les Princes qui ont competence entre eux, en font souvent un point d'honneur : mais ceux qui sont au dessus de la competence ne s'arrestent point à ces petites difficultés. Le Roy de la Grande Bretagne, que les Estats des Provinces Unies avoient fait rechercher jusques dans Whitehal, pour y faire le traitté de l'an 1662, offrit en l'an 1667 d'envoyer ses Ambassadeurs jusques à la Haye, pour y faire negotier la paix, & les envoya en effet à Breda, où elle fut conclüe, bien que la ville soit de la Souveraineté des Estats. Dès qu'on commença à parler de renouïer la negotiation, que l'enlevement du Prince Guillaume de Furstemberg avoit fait rompre à Cologne, le Roy de France offrit d'envoyer ses Plenipotentiaires en telle ville qu'on luy nommeroit hors de l'Allemagne; parce qu'il jugeoit, qu'après ce qui estoit arrivé à Cologne, il n'y avoit point de seureté pour eux dans l'Empire. Et de fait dès qu'on luy eust nommé Nimmegue, il y acquiesça, quoy que ce soit la premiere ville de Gueldre, dans l'Estat des Provinces Unies. Les villes, où ces sortes d'assemblées se tiennent, doivent jouïr d'une parfaite neutralité, à l'égard de tous les interessés, afin que leurs Ministres y ayent la mesme liberté & la mesme seureté, qu'ils auroient chez eux. Après qu'on eust resolu, que l'assemblée seroit transferée de *Cologne à Munster*, Jean Crane, Conseiller au Conseil aulique de l'Empereur, y alla, & remit au Magistrat le serment de fidelité qu'il avoit à l'Empire, pour le temps que l'assemblée dureroit; afin que les Ministres des Princes interessés y pussent aller, venir & demeurer sans scrupule, comme dans un lieu neutre. Ce qui se fit solennellement à l'hostel de ville, & on en passa acte pardevant un Notaire.

Après que les Princes sont convenus du lieu de l'assemblée, & que leurs Ministres s'y sont rendus, ceux cy font quel-

quelquefois naître des difficultés sur la forme & la maniere de la negotiation. Si elle se fera de bouche ou par escrit : s'il y a un Mediateur, qui mettra le premier ses propositions entre ses mains : si les Ambassadeurs se visiteront : comment & où on s'assemblera, lors qu'on entrera en conference, & comment on accommodera toutes les choses, en sorte qu'il y ait une juste égalité entre ceux qui ont un mesme caractere, & entre lesquels il y a competence. On n'y estoit pas si scrupuleux autrefois que l'on est presentement. Charles VIII ayant presque en mesme temps conquis & perdu le Roiaume de Naples, & voyant tous les Potentats d'Italie ligués & armés contre luy, jugea qu'il n'y avoit point de meilleur moyen de dégager le Duc d'Orleans, qui estoit reduit aux derniers extremités dans Novarre, qu'en faisant la paix avec les Confederés. Les Preliminaires ayant esté réglés avec peu de peine, les Deputés de part & d'autre se rendirent à Verceil, & s'assembloient tous les jours dans la Maison, où le Duc de Milan estoit logé. Quand les Deputés de France y arrivoient, le Duc les recevoit luy mesme à la porte de son logis. La Duchesse venoit audevant d'eux à l'entrée d'une grande galerie, & alors les Seigneurs François, pour luy faire honneur, marchaient devant elle, & la conduisoient à l'appartement de son mary, où les conferences se tenoient. Il y avoit dans la Chambre deux rangs de chaises; les unes pour les Deputés des Confederés, & les autres pour ceux de France. Les premiers avoient à leur teste un Conseiller de l'Empereur, qui estoit suivy de l'Ambassadeur d'Espagne, après duquel estoit assis le Marquis de Gonzague, General de l'armée Venitienne, suivy des Provediteurs & de l'Ambassadeur de Venise. Le Duc & la Duchesse de Milan estoient assis après eux, devant l'Ambassadeur de Ferrare, qui estoit le dernier de tous. Il n'y avoit que le
Duc

Duc de Milan qui parlast pour tous les Confederés, & qui faisoit faire silence, lors que les François, selon leur coutume, vouloient parler deux ou trois à la fois. Après que les affaires eurent esté discutées & digerées pendant quelques jours, & qu'elles furent en estat qu'on pust mettre les articles sur le papier, les Deputés firent venir deux Secretaires, un de chaque party, qui mettoient par escrit ce dont on estoit convenu, chacun en sa langue, & après que ceuxcy avoient achevé d'escire un article, ils le lisoient tout haut. Dans la session suivante les mesmes Secretaires relisoient ce qui avoit esté arresté dans la precedente, afin qu'on vist, s'il n'y avoit rien de changé ou d'alteré. On en usa ain sy jusques à la conclusion du traité, & par ce moyen tous les differents furent réglés en fort peu de jours. Devant que d'entrer en conference, les Deputés des Confederés obligerent ceux de France à jurer, qu'ils traitteroient de bonne foy & avec sincerité, & à protester, que leur intention estoit de faire la paix, & non d'user de duplicité, à dessein de faire sortir le Duc d'Orleans de Navarre, & de s'en dédire après. Il falloit que les Confederés crüssent, que les François fussent plus gens de bien qu'eux, puis qu'ils s'en rapportoient à leur serment, dont les Italiens n'auroient pas fait grand scrupule.

J'ay bien voulu remarquer ces particularités après *Phil. de Commines*, pour faire voir, qu'on n'est pas si facile au temps où nous vivons. Les moindres difficultés deviennent souvent des obstacles invincibles. En l'an 1651 se fit à Lubec une assemblée de Ministres de Pologne & de Suede, dont je viens de parler. Chanut, qui y estoit Mediateur de la part de la France, y rencontra d'abord de si grandes obstacles, qu'il fut resolu, que les *Plenipotentiaires des deux Couronnes ne se verroient point*, sinon après que les affaires auroient esté réglées; qu'elles passeroient toutes par les
mains

mains des Mediateurs, & que cependant les Polonois & les Suedois se rendroient reciproquement une visite de civilité. Elle ne se fit point pourtant, parce que les Polonois refusoient de donner la qualité de Reine de Suede à la Reine Christine, quoy qu'elle la fust en effet. Dans le traité de Stumpsdorf, où on conclut la trêve, pour la prolongation de laquelle l'assemblée de Lubec se faisoit, le Roy de Pologne la luy donnoit, & cependant les Ministres de la mesme Couronne refusoient de la luy donner, en parlant d'elle. Les Polonois voyant, que les Plenipotentiaires de Suede ne vouloient pas admettre leur visite sans cela, firent assurer Chanut, qu'ils passeroient par dessus cette consideration, & qu'en parlant de la Reine, ils la nommeroient expressément Reine de Suede. Leur intention estoit de n'en rien faire, & de tromper Chanut aussi bien que les Ministres de Suede : mais comme ils avoient à faire à un adroit negociateur, qui penetrait leur pensée, il leur fit représenter, que cette meschante finesse leur feroit recevoir un vilain affront ; parce que s'ils manquoient à ce qu'ils avoient promis, les Suedois ne leur rendroient pas l'honneur, que les Polonois leur avoient fait, en les visitant. Les Suedois de leur costé, ne vouloient point, que les Ministres de Pologne donnassent à leur Roy la qualité de Roy de Suede, & refusoient d'admettre aucun temperament la dessus. On demeura donc d'accord enfin, qu'il ne se feroit point de visite de part ny d'autre, & ils agréerent l'ouverture que Chanut fit, qu'ils se verroient à un festin. Mais sur cela il se forma encore de nouvelles difficultés ; parce que les Polonois vouloient les premiers regaler les Suedois, & ceuxcy, qui jugeoient que la premiere visite leur estoit due, comme aux derniers venus, pretendoient devoir estre preferés : comme ils le furent, de l'avis de M. Chanut.

baſſade de Suede , fut le premier qui traitta tous les autres Miniſtres , qui ſe virent en ſuite en pluſieurs autres feſtins; où les choſes ſe paſſèrent aſſés bien:mais on n'entra pas pourtant en negotiation dans cette aſſemblée; non plus que dans celle qui ſe fit au meſme lieu en l'an 1653, où il ſe rencontra de grandes difficultés ſur les pouvoirs, dont il a eſté parlé en la 16 Section du premier livre. Au congrés de Bremſebro, les Miniſtres de Suede & de Dannemarc, en ſe rencontrant au milieu du pont, qui ſert de frontiere commune aux deux Roiaumes, ſalüerent bien les Mediateurs, mais ils ne ſe firent point de civilité; & ſe contenterent de ſe toucher en la main, ainſy qu'il avoit eſté convenu. Le Chancelier de Suede & le Grand Maiſtre de Dannemarc, Chefs des deux Ambaſſades, ſe firent un petit compliment dans les termes dont on eſtoit demeuré d'accord, & après cela on ſe retira de part & d'autre. Cette premiere entreveüe s'eſtant paſſée de cette maniere, ils mirent leurs propositions entre les mains de la Tuillerie, & ce fut là le commencement de la negotiation, qui produiſit enfin la paix.

Au congrés de Breda les Ambaſſadeurs de tous les intereſſés ſe viſiterent d'abord, avec grande civilité, dans l'ordre qu'ils y eſtoient arrivés: & après que les pouvoirs eurent eſté communiqués par les mains des Mediateurs, on fit l'ouverture de l'aſſemblée & de la negotiation dans le chateau le 4 Juin 1667. Les Miniſtres de Dannemarc, qui avoient bien la qualité de Plenipotentiaires, mais qui n'avoient pas le caractère d'Ambaſſadeur, s'y rendirent les premiers. Ceux des Provinces Unies les ſuivirent de près. Les Ambaſſadeurs de France, qui eſtoient logés auprès du Chateau, y allerent après eux, & à pied. Les Ambaſſadeurs de Suede, qui eſtoient les Mediateurs, y allerent en caroſſe, comme auſſy ceux d'Angleterre, qui fu-

furent les derniers. En arrivant auprès de la porte du Chasteau, ils y trouverent le Gouverneur, qui après quelques paroles de civilité, les conduisit aux appartements qui leur avoient esté préparés. Il y avoit une chambre particuliere pour chaque Ambassade, & une pour les Deputés des Estats Généraux; mais ceux cy s'assembloient après cela, avec les Ministres de Dannemarc, dans l'appartement des Ambassadeurs de France, comme alliés, pendant que les Anglois estoient dans le leur. Toutes les chambres répondoient à une Salle où se tenoient les Mediateurs, qui alloient vers les uns & les autres. La premiere conference dura depuis neuf heures du matin jusques à une heure après midy. Ils n'observerent point d'ordre en sortant; sinon que les derniers venus sortirent les premiers. Après cela les Mediateurs reduisirent les propositions des interessés à de certains articles, dont on composa le traitté, qui fut conclu le dernier jour de Juillet.

Toutes les conditions du traitté, qui fut fait entre les deux Couronnes en l'an 1659, avoient esté ajustées, & mesmes signées à Paris; mais pour les reduire en forme de traitté, & pour en concerter l'exécution, les deux Premiers Ministres se rendirent sur les frontieres, où toutes les formalités furent observées dans l'égalité, que j'ay marquée cydessus. Le Cardinal Mazzarin avoit auprès de luy Hugues de Lionne, Ministre & Secretaire d'Estat, & Don Loüis de Haro se servoit de Coloma, Secretaire d'Estat d'Espagne, qui entroient dans la Salle de la conference, après que les deux Ministres estoient convenus d'un article, qu'il falloit mettre par escrit. Le lendemain ces deux Ministres subalternes se voyoient à Fontarabie, ou à Andaye, alternativement, & ils y collationoient ce dont on estoit demeuré d'accord dans la derniere conference, &

on en faisoit un article formel du traité. On en usa de cette maniere jusques à ce qu'il fust achevé.

Les traittés, qui se font entre des Princes, qui ne sont pas en rupture, ne sont point sujets à toutes ces difficultés. Les lieux de l'assemblée leur sont indifferents, & il n'y a point de competence pour cela. Les François ont fait des traittés en Angleterre, & les Anglois en ont fait en France. La pretendue Triple alliance, & en suite l'alliance défensive entre l'Angleterre & les Provinces Unies, furent faites à la Haye, quelque temps après le traité de Breda. La France y en a fait aussy, tant devant la trêve de douze ans que depuis. Les alliances, que les Estats des Provinces Unies ont faites avec les autres Potentats, ont esté negociées, tantost à la Haye, & tantost chez les Rois, dont ils recherchoient l'amitié & la protection. *Lors que ces negotiations se font à la Haye*, les Estats nomment huit Deputés de leur assemblée; sçavoir deux de la Province de Hollande, & un de chacune des autres Provinces, pour lesquels on expedie une commission, ou un pouvoir au grand sceau, & après cela ils entrent en conference avec les Ministres estrangers. Si le Ministre se trouve revestu du caractère de premier representant, les conferences se tiennent dans son logis; mais les Ministres du second Ordre sont obligés de se rendre dans une des Salles ou antichambres des Estats Generaux, où on entre en conference avec eux. On les fait recevoir par deux Deputés au haut de l'escalier, & après la conference on les reconduit jusques au mesme endroit. On leur fait cette civilité à toutes les conferences, & à toutes les audiences, à la reserve de la premiere & de la derniere, pour lesquelles on les fait prendre chez eux dans un carosse à quatre chevaux, suivy d'un autre à deux: où le Ministre estranger peut joindre tant d'autres qu'il luy plaist, à ses dépens.

Je ne trouve pas dans l'histoire la raison, pourquoy les conferences pour la negotiation de la trêve de douze ans, furent tenües dans une des antichambres des Estats Generaux, que l'on appelle encore aujourd'hui la Chambre de la trêve. Il est vray, qu'il s'en tint plusieurs chez le President Jeannin, Chef de l'Ambassade de France, où les Ministres d'Angleterre, de Dannemarc & de quelques Princes d'Allemagne se trouvoient; mais il ne s'en tint pas une seule chez les Ministres d'Espagne. On peut dire qu'ils n'avoient pas le caractere d'Ambassadeur; parce que le Roy d'Espagne & l'Archiduc n'avoient garde de donner cette qualité à des Ministres, qu'ils envoyoit aux Estats; qu'ils ne reconnoissoient point pour Souverains: mais il semble aussy, qu'après les honneurs, qu'on leur avoit faits à leur entrée, on leur pouvoit bien encore faire celui-cy.

A Venise les conferences se tiennent au Palais, dans une des Chambres du Senat, qui ne sont point de l'appartement du Doge. Les Princes d'Italie, interessés en la guerre de Castro, ayant envoyé leurs Ministres à Venise, pour y convenir d'une ligue, qu'on devoit opposer aux Barberins, le Senat deputa Battiste Nani & Vincent Gufsoni, pour entrer en negotiation avec eux, & toutes les conferences se tinrent au Palais. Après que le Cardinal Bichi y fut arrivé, elles se tenoient quelquefois chez luy, mais le plus souvent au Palais.

En *France* les Ambassadeurs & Ministres Publics se rendent chez le Chancelier, qui est le premier Commissaire en toutes les affaires de cette nature, & qui à cause de la dignité de son office, ne se trouve jamais ailleurs; si ce n'est chez le Roy. Il ne visite aussy personne, si ce n'est Monsieur Frere du Roy, & les Princes du Sang; mais ceux-cy fort rarement. On considere son hostel comme la

Maison du Roy , parce que le sceau y est gardé. Un des cent Suisses garde sa porte , & deux gardes du Grand Prevost accompagnent tousjours sa personne. *Féu M. Segulier* , qui sembloit estre nay pour cette eminente dignité , & qui l'a possédée plus de trente ans , tenoit souvent chez luy , sous le regne du feu Roy , & sous le Ministère du Cardinal de Richelieu , le Conseil des parties & des Finances , où le Prince de Condé , Premier Prince du Sang , ne dédaignoit point de se trouver.

En *Angleterre* les conferences se tiennent dans une des Chambres du Conseil , à Whitehal , ou dans quelque autre Palais du Roy. Lors que *le Marquis de Rosny* y fut en Ambassade Extraordinaire de la part de Henry IV , il eut plusieurs conferences chez luy avec les Commissaires du Roy , qui luy voulut bien faire cet honneur , à cause de la confiance , dont le Roy , son maistre , l'honnoroit.

M. de Bassompierre en arrivant en l'an 1621 à *Madrid* , dans le temps que le Roy Philippe III tomba malade , ne put prendre son audience publique , & ne laissa pas de traiter , en vertu de ses lettres de creance , qu'il avoit envoyées au Roy. C'est pourquoy les Commissaires , qui à cause de cela ne le pouvoient pas faire venir au Palais , ne laissoient pas de le voir chez luy , & d'y travailler. Mais le Comte de Benevente , qui estoit un des Commissaires , refusa de s'y trouver , & vouloit que les conferences se tinssent au Palais. Après le decés du Roy , Bassompierre prit son audience publique ; bien qu'il n'eust point de nouvelles lettres de creance : mais depuis ce temps là toutes les conferences se tenoient au Couvent de S^t Hierôme , ou bien au Palais.

Au commencement de l'an 1646 les Plenipotentiaires de France , voulant negotier avec les Estats de l'Empire
di-

directement, sans l'intervention des Ministres de l'Empereur, firent dire à ceux des Electeurs, des Princes & des villes, que s'ils vouloient envoyer leurs Deputés au logis du Duc de Longueville, on leur communiqueroit la replique, que les François feroient à la réponse de l'Empereur. Les Ministres Imperiaux en ayant eu le vent, en presenterent la consequence aux Plenipotentiaires des Electeurs, qui n'eurent pas beaucoup de peine à se persuader, qu'il y alloit de l'honneur de l'Empire, & de celui de leurs Maistres. Tellement qu'ils firent dire aux Plenipotentiaires de France, que lors que l'Empereur mesme avoit quelque chose à proposer aux Estats de l'Empire dans les diètes, il ne les faisoit pas venir chez luy; mais il leur faisoit parler dans le lieu ordinaire de leur assemblée, par ses Commissaires ou representants. Qu'ils estoient prests de complaire aux Plenipotentiaires de France; mais qu'ils jugeoient, que sans se faire tort, ils ne pouvoient aller au logis du Duc de Longueville, à leur simple requisition. Qu'ils ne doutoient point que l'Ambassadeur de Venise ne fust la mesme difficulté qu'eux, & ainsy, *si M^{rs} les Plenipotentiaires de France avoient quelque chose à leur communiquer, qu'ils pouvoient se trouver au lieu & à l'heure, que les Estats de l'Empire ont accoustumé de s'assembler.* Qu'en l'an 1630 M. de Leon Brulard en avoit usé de cette façon dans la diète de Ratisbonne, & que les Ambassadeurs de Pologne en l'an 1636, & ceux d'Angleterre avoient suivy la mesme coustume au mesme lieu en l'an 1641. Surquoy il fut resolu, que les repliques seroient mises entre les mains des Mediateurs, pour estre communiquées là & ainsy qu'il appartiendroit. Ce furent les Estats de l'Empire en corps, c'est à dire les Deputés des trois Ordres, des Electeurs, des Princes & des villes libres: mais lors que les Plenipotentiaires d'un Electeur

ou d'un Prince, ou les Deputés de quelque ville avoient à negotier avec les Ambassadeurs de France, ils ne faisoient point de difficulté d'aller chez eux. Au contraire d'Avaux, estant allé faire un voyage à Osnabrug, pour conferer avec les Ministres de Suede, & avec les Deputés des Princes Protestants, ceux de Magdebourg, de Saxe Weimar, de Saxe Lauembourg, de Bade-Dourlach & de quelques villes luy allerent parler chez luy; mais tous separement. J'estime qu'il ne fera par hors de propos de parler icy d'une rencontre assés remarquable. Lors que George Frederic, Comte de Waldec, passa au service des Provinces Unies en l'an 1672, comme Marechal de Camp, il n'avoit point de connoissance du tout de la constitution de cet Estat, où il pretendoit pouvoir reestabli les affaires par une politique qui luy estoit particuliere. Il ne distinguoit point entre les Estats Generaux & les Estats particuliers des Provinces, & ne sçachant point quel estoit le pouvoir du Conseil d'Estat, ny quelle est l'autorité des Magistrats dans les villes, il s'en estoit figuré une assés estrange idée. Dans ces pensées il entreprenoit de regler tout, & de commander, non dans les formes, mais en chef de guerre, & à baguette. Estant un jour arrivé à Amsterdam, où il vouloit demander quelque chose pour un dessein, qui se devoit executer dans le voisinage, il envoya dire aux Bourguemaistres, qu'ils eussent à l'aller trouver à l'hostellerie, où il estoit logé; mais on luy répondit, que les Bourguemaistres avoient accoustumé de s'assembler à l'hostel de ville, & que si le Comte avoit quelque chose à proposer, il pouvoit s'y rendre, & qu'ils luy donneroient audience.

Par un acte particulier, qui fut signé le 5 May 1646, les Plenipotentiaires d'Espagne & des Provinces Unies convinrent, que les conferences se tiendroient alternativement chez les uns & les autres, & que ceux chez qui les con-

conferences se tiendroient, feroient les honneurs de la Maison.

Pour ce qui est de la forme de negotier, elle est fort differente, & on en convient ordinairement dans les premieres conferences. Lors qu'on commença à traiter à Munster & à Osnabrug, les Plenipotentiaires de France & de Suede demurerent d'accord, que de part & d'autre on en useroit ainſy qu'on le jugeroit à propos. Ceux cy vouloient faire leurs propositions par eſcrit, & verbaliser ſur les raiſons, dont ils les appuyeroient. Les François au contraire, entendoient que l'on ne miſt par eſcrit que les propositions toutes nues. Les Suedois deſiroient auſſy que la premiere proposition, que les Alliés feroient pour entrer en matiere, fuſt generale; c'eſt à dire qu'elle comprist tous les articles du traité. Les François s'y oppoſerent, comme à une choſe contraire à la couſtume de France, où on examine tous les articles les uns après les autres, & on demeure d'accord de tous devant que de les reduire en forme de traité. C'eſt pourquoy ils convinrent enfin, que les propositions ſe feroient dans les termes les plus generaux, dont on ſe pourroit avifer; parce qu'après cela on y pourroit faire entrer toutes les particularités qu'on voudroit.

M. de Baſſompierre, eſtant Ambaſſadeur Extraordinaire à Madrid en l'an 1621, eſcrivit au Roy, ſon Maiſtre, le 18 Mars, qu'eſtant preſt d'entrer en conference avec les Commiſſaires du Roy d'Eſpagne, l'Ambaſſadeur ordinaire & luy avoient eſté d'adviſ, *qu'il falloit recuſer le Comte de Benavente*; parce qu'eſtant oncle de la femme du Duc de Feria, Gouverneur de Milan, qui faiſoit ſon affaire de celle de la Valteline, il ne leur ſeroit pas fort favorable dans les conferences: mais qu'ils avoient jugé, qu'il valoit mieux le ſouffrir, que d'offenſer par cette re-

cufation un grand Seigneur, qui avoit beaucoup de credit à la Cour. Ce fut une grande prudence à ces Ministres de ne point irriter une personne de cette qualité; mais je ne sçais s'il n'y en avoit pas bien autant à ne point entreprendre une affaire, ou peutestre ils n'auroient point reüssy. Les loix permettent bien aux parties de recuser un juge pour des causes legitimes; mais de vouloir regler la volonté d'un Prince, touchant la nomination des Commissaires, qu'il choisit parmy les plus habiles & les plus fideles de son Conseil, c'est dont je ne trouve point d'exemple: & je crois que ceux, qui l'entreprendroient auprès des Princes qui se connoissent, ne seroient pas fort bien receus.

Le Comte de Carlisle, Ambassadeur du Roy de la Grande Bretagne auprès du *Czaar* de Molcovie en l'an 1663, ne recevant pas grande satisfaction en cette Cour là, s'en prit particulièrement à un Seigneur Moscovite, nommé *Pronchissos*, qui estoit un de ses Commissaires, & qui faisoit aussy auprès de l'Ambassadeur la fonction de *Pristave*, c'est à dire d'Introducteur. Le Comte ne craignit point d'accuser ce Seigneur Moscovite, dans une audience publique, de plusieurs impostures & faussetés, & tascha de le faire oster du nombre de ses Commissaires, comme une personne suspecte, & ennemie de l'Ambassadeur & de sa negotiation. Mais on ne laissa pas de le maintenir en ses fonctions; tant parce que le *Czaar* croyoit qu'il y alloit de sa dignité, que parce qu'on n'estoit point du tout satisfait de la conduite du Comte, qui après cela eut le déplaisir de voir tous les jours chez luy un Ministre, qu'il avoit voulu faire chasser, & qui avoit esté maintenu malgré luy. L'Ambassadeur d'Espagne fit instance à Paris à ce qu'on le fît accompagner à son audience de congé par un autre Conducteur, que celui qui estoit de remettre, parce qu'il

qu'il en avoit esté offensé a ce qu'il disoit : mais on jugea, qu'il ne falloit pas avoir cette complaisance pour un Ministre estranger, que de déposséder, pour l'amour de luy, un officier du Roy de la fonction de sa charge.

Pendant l'assemblée de Munster il y eut de grandes contestations sur le rang & sur les tiltres, qu'on donneroit à l'Empereur & aux deux Rois, de France & d'Espagne, au traitté, & dans les escrits & projets, que leurs Ministres se communiqueroient par les mains des Mediateurs. Les Plenipotentiaires de l'Empereur apprehendoient que ceux de France ne renouvellassent leurs anciennes pretensions, & que le Roy de France ne voulust precéder l'Empereur : parce que les François avoient autrefois soustenu, que l'élection ne luy donnoit autre qualité que celle de Roy des Romains, & que la dignité Imperiale dépendoit de la Couronne, que l'Eleu devoit recevoir des mains du Pape : & depuis Charles V qui fut couronné à Bologne, pas un de ses Successeurs ne s'estoit mis en devoir d'aller rechercher cet honneur à Rome. Les Ministres d'Espagne craignoient de leur costé, que ceux de France n'insistassent à faire placer le nom de leur Roy en sorte, qu'on ne pourroit plus douter de la preface. C'est pourquoy les Imperiaux consentirent, qu'on ne mettroit jamais dans un mesme escrit ces mots, *l'Empereur & les Couronnes*, comme aussy qu'après que l'Empereur y auroit esté nommé, la qualité de *Majesté*, qui suivroit seroit commune à l'Empereur & au Roy, qui y auroit esté nommé avec luy & que dans les projets, que les Plenipotentiaires de France feroient communiquer à ceux de l'Empereur, ils signeroient au lieu le plus honorable.

A cette occasion je parleray de la signature des traittés, où l'Ambassadeur doit bien scrupuleusement conserver le rang qui appartient au Prince, son maistre. Au contract

de mariage qui se devoit faire de la Reine Elifabeth d'Angleterre avec le Duc d'Anjou, dont on fit un projet en l'an 1581, les Ministres de France & d'Angleterre eurent de la peine à convenir du rang, qu'ils se donneroient en la signature. Les Commissaires Anglois, qui avoient dressé les articles, avoient mis leurs noms devant ceux des Ambassadeurs de France, & ceux cy soustenoient *que la prestance leur appartenoit*, tant dans les actes qu'ils emporteroient, qu'en ceux qui demeureroient en Angleterre. Ils disoient, que cela estoit deu à la dignité du Roy de France, & qu'il en avoit esté ainfy usé, sans aucune contradiction, au traité qui fut conclu à Blois en l'an 1572. Les Anglois disoient au contraire, qu'en tous les escrits, qu'ils avoient fournis & echangés, mesmes avec les Ministres de l'Empereur, les Commissaires Anglois avoient signé devant les autres, & leur nom precedoit par tout, dans le texte aussy bien qu'en la signature. Que cela avoit esté observé aussy avec les François, & offroient pour cet effet de produire les originaux des traittés faits entre Edüard VI & François I en l'an 1546: entre le mesme Edüard & Henry II en l'an 1551, & celuy de Chasteau en Cambresis de l'an 1559.

„ Ils convinrent enfin que les noms, les seings & les sceaux
 „ des Ambassadeurs de France precederoient ceux des
 „ Commissaires Anglois, tant au contract de mariage,
 „ que dans les autres actes, que les meimes Ambassadeurs
 „ delivreroient aux Commissaires d'Angleterre; & que
 „ reciproquement les noms, les seins & les sceaux des
 „ Commissaires Anglois precederoient dans les doubles,
 „ que ceuxcy donneroient aux Ambassadeurs de France.
 „ Et ce sans prejudice de ceuxcy, & à condition, que les
 „ Anglois feroient voir qu'il en avoit esté ainfy usé par le
 „ passé en tous les traittés; à la reserve de celuy de Blois,
 „ où les Anglois avoüoient qu'ils avoient fait une be-
 „ veüe:

„ veüe : quoy que ce fust Walsingham qui l'eust negocié & conclu, qui n'estoit pas fort accoustumé d'en faire. En l'an 1596 le Duc de Buillon la Tour conclut une alliance, au nom du Roy Henry IV, avec la mesme Reine, & avec les Estats des Provinces Unies ; mais lors qu'il fallut communiquer & eschanger les instruments, le Duc refusa de recevoir celuy des Commissaires Anglois ; parce qu'ils y avoient signé au lieu le plus honorable. Il disoit, que le Roy, son Maistre, estoit en possession de la premiere place, qui ne luy avoit jamais esté disputée en tous les traités, qui avoient esté faits entre les deux Couronnes, & allegua entre autres celuy de Blois, dont je viens de parler. Il est certain, qu'on en avoit ainſy usé pendant que les Rois d'Angleterre estoient Vassaux de la Couronne de France, à cause des Duchés de Normandie & de Guyenne, & que jamais ils n'avoient disputé le rang au Roy de France aux Conciles, ou ailleurs. Tellement qu'il ne faut pas s'estonner, que Walsingham & ses Collegues se soyent laissés entrainer par la coustume, après une si grande quantité d'exemples, dont on trouve un recueil imprimé par les soins de Jean du Tillet, Greffier en chef au Parlement de Paris. Mais comme en l'an 1581 les Commissaires Anglois l'emporterent sur les Ambassadeurs de France, ainſy l'emporterent ils cette fois sur le Duc de Buillon, qui eut ordre de ceder ; parce que l'amitié de la Reine estoit necessaire au Roy son maistre.

On fit revivre cette difficulté en l'an 1624, à l'occasion du mariage du Prince de Galles avec la fille de France, & elle fut réglée de la mesme maniere que cydessus, après que les Ambassadeurs d'Angleterre eurent donné un escrit de leur main, qui merite bien d'estre inseré icy dans ses „ propres termes. *Nous souſignés Ambassadeurs Extra-*
„ ordinaires, Procureurs & Deputés du Serenissime Roy de

„ *la Grande Bretagne &c.* pour traiter le mariage de Mon-
„ seigneur le Prince de Wales, son fils, avec Madame
„ Henriette Marie, sœur du Roy Treschrestien, re-
„ connoissons & confessons, qu'en passant les articles du-
„ dit contract de mariage, Messieurs les Commissaires &
„ Deputés du Roy Treschrestien ont fait difficulté & ré-
„ fus de signer deux copies desdits articles, entant que
„ nous pretendions en l'une dicelles mettre nos noms les
„ premiers, soustenant que leurs noms devroient estre
„ preposés aux nostres, tant en l'expedition qui leur de-
„ voit par nous estre délivrée, pour demeurer en France,
„ qu'en l'autre expedition par eux signée, & à nous deli-
„ vrée pour emporter en Angleterre : se fondans sur la
„ dignité, prerogative & préeminence dudit Roy Tres-
„ chrestien qu'ils representent. Alleguant aussy qu'au
„ traitté fait en l'an 1572 à Blois sur Loire fut ainsy fait &
„ observé entre les Deputés des Treschrestienne & Se-
„ renissime Majestés. A quoy nous Ambassadeurs susdits
„ de la Grande Bretagne, respondions & soustenions au
„ contraire. Quant aux escrits, qui ont esté baillés par
„ les Ambassadeurs ou Deputés de nos Rois ou Reines à
„ quelque Prince que ce soit, mesme des Empereurs, les
„ Ambassadeurs ou Deputés de nosdits Rois ou Reines
„ ont tousjours accoustumé de preposer leurs noms ou fig-
„ natures és escrits par eux baillés pour leurs parts aux
„ Commissaires des autres Princes, & qu'ainsy apparroist
„ par les propres originaux des traittés par eux signés &
„ delivrés auxdits Commissaires & Deputés des Princes
„ estrangers, mesme par ceux qui ont esté faits en l'an
„ 1546 entre le Roy Edüart VI Roy d'Angleterre, &
„ François I Roy Treschrestien : en l'an 1551 entre le-
„ dit Roy Edüart & le Roy Henry II, & en l'an 1559 au
„ traitté du Chastel en Cambresis : en tous lesquels en les
„ fig-

„ signant & les scellant, les Commissaires d'Angleterre
„ ont esté preposés aux Commissaires de France en ceux
„ qui ont esté par lesdits Commissaires d'Angleterre bail-
„ lés & délivrés. Auxquels nous nous remettons entie-
„ rement, & rapportons pour nostre direction en cet en-
„ droit, & accordons prendre droit par iceux. Surquoy
„ il a esté advisé, que suivant ladite forme & usance an-
„ cienne par nous alleguée, les noms, signes & sceaux des-
„ dits Commissaires dudit Roy Treschrestien precede-
„ ront les nostres auxdits articles, & autres actes qui en
„ dépendent, qui nous seront baillés & délivrés par eux;
„ comme aussy nos noms precéderont les leurs es actes, que
„ nous leur delivrerons: comme nous disons, qu'en cas
„ semblables cydevant a esté accoustumé, sans prejudice
„ des pretensions desdits Seigneurs Commissaires dudit
„ Roy Treschrestien. Et outre à la charge, que où
„ par lesdits traittés & contractz cydevant passés entre les
„ Deputés de nosdits Rois & Reines avec ceux desdits
„ Rois Treschrestiens, excepté toutefois le traitté fait
„ à Blois en l'an 1572, que nous disons, si ainsy est, avoir
„ esté passé par erreur & inadvertance, il ne se trouvera
„ & apparostrà, que les noms & signes des Deputés de
„ nos Rois & Reines auront esté mis & apposés après ceux
„ des Deputés desdits Rois Tres-Chrestiens: en ce cas
„ dés à present comme dés lors, nous contentons & ac-
„ cordons lesdits articles par nous signés & délivrés aux-
„ dits Sieurs Commissaires de France estre reformés pour
„ ce regard, & nos noms & signes estre postposés à ceux
„ desdits Commissaires. Sous lesquelles conditions,
„ charges & reformatiions ont esté lesdits articles signés res-
„ pectivement, en la forme que dessus. En foy & té-
„ moignage dequoy nous avons signé les presentes le ving-
„ tième jour de Novembre mille six cens vingtquatre.
„ Signé Carlisle, Hollande. Lors

Lors qu'on commença à mettre sur le papier un projet de traité, que les Couronnes de France & de Suede feroient avec l'Empereur & avec l'Empire, les Suedois ne manquerent point de s'y donner la place la plus honorable. Depuis le regne de Gustave Adolfe, la Suede avoit toujours agy avec la France d'une maniere, qu'il n'y avoit pas la moindre inégalité entre les deux Couronnes en tous les traittés, & les Ministres de France avoient souffert, que ceux de Suede signassent les premiers dans tous les traittés qu'ils fournissoient. Mais ils jugeroient aussi, que cela ne devoit pas avoir lieu dans un traité, qu'on feroit avec un tiers, & qui feroit veu de tout le Monde. Neantmoins comme ils ne vouloient pas offenser la Suede, ils consentirent à ce que les deux Couronnes en usassent ainsi qu'elles le jugeroient à propos, pour la conservation de leur propre dignité, dans les instruments qu'ils fourniroient à ceux de l'Empereur, afin qu'il y eust une juste égalité entre elles. Mais lors qu'après la paix de Westphalie on voulut parler de renouveler l'alliance entre les deux Couronnes, on ordonna à Chanut de conserver punctuellement à la France les avantages qui luy estoient deus, & de ne rien ceder aux Suedois, qui estoient fort difficiles sur ce sujet. Il est vray que tous les Rois sont égaux en dignité, mais ils ne le sont pas en puissance, & il n'y a rien qui puisse empêcher qu'entre des égaux il y en ait un, qui soit le premier en rang.

Il n'y a presque plus de contestation pour la signature. En l'an 1642 deux Ambassadeurs Moscovites, qui estoient à Copenhague, pressèrent fort le Roy de Dannemarc d'achever le traité, dont on avoit commencé à parler onze ans auparavant, touchant le renouvellement des alliances entre les deux Couronnes. Mais après qu'on eust réglé tous les articles du traité, les Moscovites s'opiniastrent

rent à vouloir faire nommer *le Czaar* le premier dans les deux instruments. Ils fondoient leur pretension sur l'exemple, & disoient, que l'on en avoit usé ainſy du temps du Roy Frederic, pere du Roy regnant. Les Commissaires Danois répondirent, *que c'estoit une coustume generale, que chaque Prince Souverain fait preceder son nom dans l'instrument qu'il fournit à l'autre, & que si cela ne s'estoit point observé du temps du Roy defunt, il falloit s'en prendre à l'ignorance du Secretaire, qui avoit escrit la minute du traitté, dont on ne pouvoit pas tirer consequence.* Et de fait, cela s'observe aujourd'huy entre les Souverains, qui sont d'une dignité égale: de sorte que cela ne reçoit point d'exception à l'égard des Testes Couronnées, qui en usent toujours entre eux dans cette égalité: mais non à l'égard des Republiques, que les Rois considerent comme leurs inferieurs, quelque honneur qu'ils leur fassent d'ailleurs. Les Provinces Unies se sont mises en possession de cette égalité avec les Rois du Nort, & elles en sont convenües avec les Electeurs.

Il y eut quelque contestation sur la signature du traitté, que *d'Avaux, Servien & la Tuillerie* firent à la Haye en l'an 1644. Les Deputés des Estats ne disputèrent pas le rang aux Ministres de France, mais ils vouloient, qu'ils signassent tous trois sur une mesme colonne, & non sur une mesme ligne. Ils alleguoient qu'au traitté de Compiègne en l'an 1624, le Mareſchal de Lesdiguieres & le Marquis de la Vieuille avoient bien signé en la premiere ligne; mais que Bulion, qui estoit le troisiéme Commissaire, avoit signé en la seconde: & que de la mesme maniere Charnacé avoit signé en la deuxiéme ligne après les autres Commissaires en l'an 1635, & que les Ministres des Provinces Unies avoient signé en la premiere. Mais *d'Avaux, Servien & la Tuillerie* n'en voulurent pas seulement ouïr par-

ler, & ils signerent tous sur une mesme ligne; mais d'un caractere si menu, que le premier des Deputés y put signer encore. La pretension de ceux cy n'estoit pas bien fondée, & la difficulté des autres estoit inutile; parce que le traité se faisant de Souverain à Souverain, & tous les Ambassadeurs ne representant ensemble qu'un seul Prince ou Estat; soit qu'ils signassent tous sur une mesme ligne, ou en colonne, ceux du premier rang estoient tous dans un lieu plus honorable que ceux du second: par cette regle, que le dernier du premier ordre precede le premier du second ordre. Aussi ne crois je pas que les Ministres des Provinces Unies, qui avoient signé les traittés de l'an 1624 & de l'an 1635 crussent avoir de l'avantage sur Bulion & Charnacé. En l'an 1662 il y eut tant de Commissaires de la part du Roy de France, qu'ils ne pouvoient tous signer sur une mesme ligne, mais signerent de part & d'autre en colonne: cependant je ne pense pas que M. de Guent, qui estoit le premier de la seconde colonne, s'imaginast avoir esté placé en lieu plus honorable que le Duc & Mareschal de Villeroy, qui estoit le deuxiême de la premiere.

Ce que je viens de marquer s'éclaircira bien par l'exemple suivant. Au traité, qui se fit à Breda la 31 Juillet 1667 entre la France & l'Angleterre separemment, les Mediateurs, George Fleming & Christoffre Delfique de Dona, Ambassadeurs de Suede, signerent en la place la plus honorable, & en colonne. Destrades & Courtin, Ambassadeurs de France, signerent après eux en la mesme maniere, & Hollis & Coventry, Ambassadeurs d'Angleterre signerent en la place qui estoit demeurée vuide, aussi en la mesme façon. Par ce moyen Fleming, Destrades & Hollis se trouvoient sur une mesme ligne, mais ny Destrades ny Hollis ne pretendoient pas avoir signé en un lieu plus honorable que le Comte de Dona, à qui ils cedoient

comme à l'un des Mediateurs, & Hollis ne pretendoit pas y preceder Courtin. La dernière place du premier rang est plus honorable que la première du second, & la dernière du second plus honorable que la première du troisième. C'est pourquoy il semble, que la contestation, que les Ambassadeurs de France eurent à la Haye avec les Commissaires des Estats estoit bien inutile. Charnacé, en signant en la deuxième ligne, au traité de l'an 1635, ne laissa pas de signer dans un lieu plus honorable, que celui qu'on avoit laissé au premier des Ambassadeurs de Hollande en la première. Il y avoit un peu de caprice de part & d'autre, & il semble, que les Ambassadeurs de France n'en firent un point d'honneur, que par ce que les Commissaires des Estats en voulurent faire une affaire.

Le Granduc de Toscane, qui n'avoit pas envie d'entrer en negotiation avec Dossat, Evêque de Rennes, s'en voyant enfin tellement pressé, qu'il ne s'en pût plus dédire, fit arrester quelques articles, dont on demeura d'accord de part & d'autre: mais après qu'on les eust réduits en forme de traité, le Granduc ne le voulut pas signer, & dit que puis que l'Evêque n'avoit qu'une procuration du Roy, on en donneroit aussi une à Vinta, Secrétaire d'Etat de Florence, qui signeroit pour le Granduc. Dossat ne le voulut point souffrir, ny mesmes accepter l'offre qu'on luy fit, de faire signer le traité par la Granduchesse, & on s'opiniastra si bien de part & d'autre, que le Granduc ne se rendit, qu'après que Dossat eust déclaré, que dès que son Altesse luy auroit dit positivement, qu'il ne signeroit point, il monteroit à cheval, & s'en iroit. Dossat avoit raison; parce que le Granduc estant present, le refus qu'il faisoit de signer, rendoit ses intentions suspectes.

Il y a une infinité de remarques à faire sur les termes, que l'on employe ordinairement dans les traités; mais

comme ce seroit aussy un travail presque infiny & inutile, je me contenteray d'en faire icy quelques unes, qui a mon advis, meritent bien la reflexion de l'Ambassadeur. Premièrement il ne doit point permettre, que les paroles formelles, qu'il importe au Prince son Maistre, de faire exprimer, soyent comprises ou estouffées sous des expressions generales; parce que cette negligence donne aux Princes, qui se tiennent tousjours plustost à la glosse qu'au texte, l'avantage d'en faire une explication plus conforme à leur interest, qu'à l'intention du Maistre de l'Ambassadeur. Il ne doit point souffrir non plus, que d'une clause ou condition importante & essentielle on fasse un article separé ou secret; s'il n'y est dit bien expressément, que cet article aura la mesme force, que s'il avoit esté inferé mot à mot au traité. Pendant que la Reine Elisabeth faisoit negotier en l'an 1572 l'alliance défensive, dont je viens de parler, elle vouloit qu'il y fust dit positivement, que le Roy de France luy donneroit le secours, dont on estoit convenu, *quand mesmes elle seroit attaquée pour cause, ou sous pretexte de religion.* Les Ministres de France disoient, que les termes generaux, de secourir la Reine, pour quelque cause, ou sous quelque pretexte qu'elle fust attaquée, suffisoient, & comprenoient aussy celuy que la Reine y vouloit faire inserer nommément. Ils y ajoûtoient, que si la Reine ne s'en contentoit point, le Roy luy donneroit une assurance particuliere par une lettre de cachet, par un brevet, ou par un article separé. Mais les Anglois soustenoient que ny la lettre de cachet, ny le brevet, ny l'article separé ne les asseuroient point; à moins que cet article fust signé du Roy, & expedie sous le Grand sceau, comme le traité mesme. Après de tresfortes contestations, la Reine ordonna à ses Ambassadeurs, d'avoir un peu plus de complaisance pour le Roy, de se contenter d'une

d'une declaration particuliere. Elle le fit sur l'assurance que ses Ministres luy donnoient de la sincerité de ce Prince, qui estoit bien le plus dissimulé & le plus infidelle de tous les Rois, que la France ait jamais eus. La seule difficulté, qui fit si longtems differer la conclusion du traité, qui se fit enfin entre le Roy de France & les Provinces Unies en l'an 1662, se forma sur l'instance, que les Ambassadeurs Hollandois faisoient, *à ce que le Roy garantist nommément la pèche.* Le Conseil de France, qui ne vouloit point offenser le Roy de la Grande Bretagne, soustenoit que la garantie generale, dont le traité parloit, comprenoit aussi cellecy, & qu'il n'estoit pas necessaire que pour une expression superflüe & inutile on se fist une affaire avec un puissant Roy, amy & proche parent de celui de France, & il s'y arresta avec tant de fermeté, qu'il n'y eust que la seule consideration de la liaison, que les mesmes Provinces auroient pû prendre avec la Maison d'Autriche, qui obligea les Commissaires François à se relâcher sur un point, qu'ils jugeoient tresdelicat & tresdifficile. Les trois Ambassadeurs, qui firent cette negotiation, sont encore en vie, aussi bien que le Marechal Destrades, & ils ne peuvent pas ignorer, qu'elle fut fort avancée par un particulier, qui n'y avoit point de part, & qui neantmoins y a rendu un fort bon service, dont il n'a pas esté fort bien recompensé.

Un des points, que l'on eut le plus de peine à ajuster au traité de la trêve de l'an 1609 estoit la continuation *de la navigation & du commerce des Indes*, dont les Estats vouloient qu'on fist un article exprés au traité. Les Ministres d'Espagne & de l'Archiduc n'y vouloient point consentir, & soustenoient, que les Estats se devoient contenter de l'expression generale, qui permettoit le commerce par tout. Mais dautant que de part & d'autre on s'opi-

nialtra si fort sur cet article, qu'on fut sur le point de rompre, les Mediateurs, c'est à dire, les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, s'aviserent de proposer un expedient, & de declarer par un acte particulier, signé d'eux, que bien que le commerce des Indes ne fust pas nommément exprimé au traité; neantmoins les Ministres d'Espagne avoient déclaré, que l'intention du Roy leur Maître estoit de le comprendre dans l'expression generale, mais que la consideration de la reputation du mesme Roy n'avoit pas permis de s'en expliquer plus particulièrement par escrit. Ainsy que les Ambassadeurs Mediateurs estoient demeurés depositaires de la parole de ces Deputés, & promettoient formellement, que les Rois leurs Maîtres garantiroient l'execution de cet article, aussy bien que celle de tous les autres. Ceux qui ont la moindre connoissance des affaires de ce temps là, ne peuvent pas ignorer, combien de peine on eut à donner un bon tour à ces mots de liberté & de Souveraineté, qui neantmoins faisoient le fondement de tout le traité.

De même il ne suffit pas, que dans le traité un des Princes interessés fasse une cession generale de toutes les conquestes, que l'autre aura faites sur luy; mais *il est necessaire d'exprimer les noms particuliers de toutes les villes & places que l'on cede, avec leurs appartenances & dépendances*, qu'il sera bon de specifier aussy, si cela se peut: & cela en des termes, qui ne puissent laisser aucun scrupule ou doute dans l'esprit; afin qu'on sçache precisement ce qu'on pretend comprendre sous ce mot de dépendances, & en quoy elles consistent. C'est surquoy les Plenipotentiaires de France insisterent particulièrement, lors qu'en l'an 1647 on parla de signer quelques articles, qui devoient faire partie du traité, qu'on esperoit pouvoir conclurre entre les deux Couronnes. Ils disoient que le Roy leur Maître en-

entendoit, que l'Espagne, en cedant à la France une ville, qui estoit chef d'une Chastelenie, ou d'un Baillage, luy cedit aussy tout ce qui dépendoit de la mesme Chastelenie, où du mesme Baillage, *à la reserve des places fortifiées, & où il y avoit garnison.* Il ne se peut rien voir de plus exact sur cette matiere, que le contenu des articles 35, 36, 37, & suivans jusques au 49 inclusivement, du traité des Pyrénées. C'estoit l'ouvrage du Cardinal Mazzarin, qui entendoit la chicane de la negociation mieux qu'homme du Monde. Neantmoins il n'y a personne qui ne sçache, qu'après le traité d'Aix la Chapelle les François formerent de nouvelles difficultés sur les dépendances des places, que l'Espagne leur cedit par le mesme traité, & que c'estoient des semences d'une nouvelle guerre, qui ne fut différée, que parce que la France la vouloit faire aux Provinces Unies. *Le salut de pavillon*, dont il est parlé en plusieurs traittés, qui ont esté faits entre l'Angleterre & les mesmes Provinces, n'a jamais esté si bien expliqué en aucun, qu'il n'ait esté plus d'une fois cause, ou pretexte de la mauvaise intelligence qu'on a veüe entre les deux nations; jusqu'à ce qu'on s'en soit si bien expliqué par le traité du mois de Fevrier l'an 1674, qu'il n'y a plus rien à chicaner sur ce sujet.

L'Ambassadeur ne doit pas estre moins exact à faire marquer precisement, & à faire specifier le secours, à quoy les alliés s'obligent reciproquement. On en a des exemples par tout. Dans les traittés faits entre François I & Henry VIII en l'an 1532: entre l'Empereur Charles V & le mesme Henry en l'an 1543 & 1548, & en plusieurs autres; mais particulièrement & plus fraichement, en ceux que les Estats des Provinces Unies ont faits avec la France depuis l'an 1624 jusques en l'an 1662. En ce dernier le Roy promet de secourir les Estats de douze mille hommes, à ses dépens, & les Estats de leur costé s'obligent de secourir le
Roy

Roy de six mille hommes de pied, auffy à leurs dépens : laiffant au choix de l'attaqué de recevoir ce fecours en hommes, en argent ou en munitions, en tout ou en partie. Semblablement en l'an 1668 les mefmes Etats firent une alliance défensive avec le Roy de la Grande Bretagne, où les alliés s'obligent reciproquement à fe fecourir de quarente vaiffeaux de guerre, dont le rang, la monture & l'equippage y font fpecifiés, & avec cela de six mille hommes de pied & de quatre cens chevaux. Le tout aux dépens de l'attaqué, qui pourtant ne feroit tenu de refondre les frais, & de rembourfer fon allié, finon trois ans après que la guerre feroit finie. Il faut avoüer, que ces deux traittés ont esté fort punctuellement executés du costé de la France & de l'Angleterre en l'an 1672. Dans l'alliance qui fut conclüe à Brunfwic le 22 Septembre de la mefme année entre l'Empereur, le Roy de Dannemarc, l'Electeur de Brandebourg, les Ducs de Brunfwic & Lunebourg, Zelle & Wolfembuttel, & le Lantgrave de Hefse-Caffel, le fecours fut réglé à trois mille chevaux & six mille hommes de pied pour chacun des trois premiers : à douze cens hommes de pied, & six cens chevaux pour Zelle, à mille hommes de pied & quatre cens chevaux pour Wolfembuttel, & à quatre cens chevaux & huit cens hommes de pied pour le Lantgrave. Ce que je marque à deffein, afin que l'on y voye la proportion, que les Princes font eux mefmes entre eux.

Les termes generaux, dont on fe fert ordinairement pour confirmer les traittés precedents, ne font pas des precautions fuffifantes contre les artifices de ceux, qui en veulent éluder les effets, s'il n'y est dit expreffément, qu'ils feront executés felon leur forme & teneur, comme s'ils avoient esté inferés de mot à mot dans le prefent traitté. Et fi dans un des traittés precedents, il y a une clause particulie-

culiere, ou un article essentiel, qui doit estre inseré au traité suivant, ou qu'il faille executer en le faisant, on ne le peut negliger, qu'on ne courre risque de perdre l'effet du premier. Le 15 Mars 1638 il fut signé à Hambourg un traité de garantie, entre d'Avaux & Salvius, Plenipotentiaires de France & de Suede, dont le 15 article portoit, *que le mesme article seroit inseré mot à mot au traité de paix, que l'on alloit negotier en Allemagne, & que ce traité de paix seroit signé respectivement des Plenipotentiaires des deux Couronnes.* Ce qui fut pourtant tellement negligé en l'an 1648, que les François ne signerent point le traité de Suede, ny les Suedois celuy de France: & cet article 15 ne se trouvant inseré ny dans l'un ny dans l'autre, l'obligation, où les deux Couronnes estoient entrées pour la garantie, demeuroid esteinte. Tellement qu'il fut jugé, que dans la necessité, qui les obligeoit a se garantir reciproquement les conquestes, qu'elles avoient faites en Allemagne, il falloit faire un nouveau traité de garantie, qui ne se fit pourtant qu'au bout de quelques années.

Si on veut que l'alliance s'estende au delà de la vie des Princes qui la traittent, il faut necessairement que les mots *d'heritiers* & de *successeurs* soyent exprimés dans le traité, & il ne suffit pas de dire qu'elle sera perpetuelle. C'est ce que Chanut soustint, lors qu'en l'an 1651 il travailla avec Salvius au renouvellement de l'alliance entre les deux Couronnes, de France & de Suede. De l'autre costé Chanut ne voulut pas permettre qu'on y mist les mots *le Roy & le Roiaume de France.* Il disoit que cette façon de parler faisoit croire, que le Roiaume pouvoit avoir ou représenter un corps separé de son chef, qui est le Roy, ou qu'il pouvoit avoir quelque droit ou action à part. Il y ajoûta, que peutestre cela n'avoit pas esté si scrupuleusement observé auparavant; mais qu'il estoit obligé d'y prendre garde, &

d'empescher que cela ne fust mis à la teste d'un traité solennel, & dans un temps, où il n'y avoit que trop de gens, qui entreprissent sur l'autorité Royale. Salvius au contraire vouloit que le mot *de Roiaume de Suede* y fust exprimé nommément, comme faisant un corps séparé: & bien qu'il fust Alleman, il ne pouvoit souffrir, que dans le traité les Suedois fussent considérés comme des sujets, aussi soumis que les François. Le scrupule de Chanut tenoit un peu de la superstition, & n'a pas esté approuvé: du moins son exemple n'a point esté suivy au traité des Pirenées, qui dit, qu'il y aura paix entre *les deux Rois, leurs Roiaumes, Estats, Pais & Sujets &c.* C'est à dire que les Roiaumes, les Estats, les Pais & les Sujets jouïront de la paix, que les deux Rois faisoient. Qui est, à mon avis, l'explication la plus naturelle qu'on puisse donner à cette sorte d'expressions.

De mesme, en faisant un traité d'amitié ou d'alliance, on y fait ordinairement inserer la clause, *que ce traité ne dérogera point aux traittés precedents, que les Alliés peuvent avoir faits auparavant entre eux, ou avec d'autres.* La Reine Elisabeth dit dans une instruction, qu'elle donne à ses Ambassadeurs, qui negotioient une alliance en France, que c'est une ancienne coustume d'y comprendre les amis communs, ou les amis particuliers de chacun des alliés. Mais il est nécessaire qu'on s'en explique devant la signature du traité; parce qu'il se peut faire, que l'un veut exclurre celuy que l'autre y voudroit faire comprendre. La Reine Elisabeth ne voulut point, que le Pape & le Siege de Rome fussent nommés au traité, qu'elle fit conclurre à Blois en l'an 1572. L'article 122 du traité des Pirenées porte, qu'outre les Princes & les Potentats, qui y sont nommés, on y comprendra encore tous les autres, qui *du consentement des deux Rois* voudront s'y faire comprendre dans

dans un an après la publication de la paix. Où on peut remarquer en passant, que le Roy d'Espagne y fit comprendre de sa part les Estats des Provinces Unies ; mais la France, qui se souvenoit, & se souviendra peutestre longtemps du traitté separé de Munster, n'en parla point du tout.

Il n'est pas fort nécessaire, ce me semble, d'ajouter à ce que je viens de dire, que si les mots equivoques & les ambiguïtés sont incommodés dans la conversation, ils doivent à plus forte raison estre bannis des traittés, où on ne sçauroit parler trop clairement, & où il faut employer des termes, qui ne laissent pas le moindre scrupule ou doute dans l'esprit, ny la moindre ouverture à une explication contraire à l'intention de ceux qui traittent. Car comme la défiance est la mere de la feureté, elle n'est que trop legitime dans la tresmeschante, & neantmoins tresveritable opinion, qu'on doit avoir de la pluspart de ceux, à qui les Princes donnent la conduite de leurs affaires. C'est en quoy l'Ambassadeur doit estre d'autant plus exact & difficile, qu'en donnant un petit tour à une periode, & en plaçant un mot en un certain endroit, on luy peut donner un sens directement contraire à l'intention & à l'interest du Prince qui l'employe. En l'an 1607 l'Archiduc Albert estoit demeuré d'accord avec les Estats des Provinces Unies d'une suspension d'armes, à dessein de traiter une paix, qui assseureroit la liberté & la Souveraineté aux Provinces, tant de sa part, qu'au nom du Roy d'Espagne. Le Roy acquiesça bien à la suspension d'armes, mais il ne voulut point consentir à la liberté ny à la Souveraineté, si les Estats n'accordoient aux Catholiques Romains l'exercice de leur religion, & s'ils ne renonçoient au commerce des Indes. Ces conditions estoient impossibles, de sorte que la negotiation qui se faisoit pour la paix, ne pouvant

réussir, on commença à parler d'une trêve : mais d'abord avec fort peu d'apparence de succès ; parce que les Provinces insistoient sur la liberté & sur la Souveraineté, dont on leur avoit donné des assurances formelles. Les Ministres de l'Archiduc disoient, que leur Maître ne pouvoit pas renoncer à la Souveraineté ; parce que la fin de la trêve remettoit les affaires au mesme estat, où elles estoient auparavant. Les Ambassadeurs de France vouloient, qu'on mist dans le traité ces mots. *Les Archiducs déclarent, tant en leurs noms, qu'au nom du Roy d'Espagne, qu'ils tiennent & reconnoissent les Provinces Unies pour Estats & Païs libres, sur lesquels ils ne prétendent rien, & en cette qualité ils traittent avec eux.* Mais les Deputés de Flandres changerent la periode en la maniere suivante. *Les Archiducs déclarent, qu'ils sont contents de traiter avec les Provinces Unies, comme les tenants & reconnoissants pour Estats & Païs libres, sur lesquels ils ne prétendent rien, & en cette qualité ils offrent de faire la trêve avec eux.*

Il y a souvent de tresgrandes contestations touchant les tiltres. Les Deputés de l'Archiduc ne voulurent jamais permettre, qu'au traité de trêve on donnast aux Estats des Provinces Unies les tiltres de Hauts & Puissants, & les obligerent à se contenter de celuy d'*illustres*. Les Ambassadeurs, qui firent le traité de l'an 1635 souffrirent, que l'on y mist simplement, *les Estats Generaux des Provinces Unies*, au lieu que les traittés de l'an 1608, & 1624 disent, *Messieurs les Estats Generaux*, & celuy de l'an 1610 *Hauts & Puissants*. Ceux qui ont fait des traittés après l'an 1635 y ont employé les mesmes termes, jusques à ce qu'en l'an 1644 d'*Avaux*, *Servien* & *la Tuillerie*, voulant suivre le mesme stile, les Deputés des Estats s'y opposerent, & obtinrent qu'on y fist couler le tiltre de *Seigneurs*.

neurs. Les Estats Generaux, à qui la pluspart des Rois de la Chrestienté donnent la qualité de *Hauts & Puissants Seigneurs*, ne la prennent pas eux mesmes, mais ils s'appellent *Hoog Mogende*, c'est à dire *Hautement Puissants*; bien qu'ils s'en soyent autrement expliqués dans les tiltres, qu'ils veulent, que les Princes estrangers leur donnent. La qualité de *Haut & Puissant* est si commune en France, que les Ducs, les Pairs & Mareschaux de France la dédaignent, & il n'y a point de pretendu Marquis, qui ne le prenne dans les actes qu'il passe pardevant Notaire. Les Ministres de France y sont fort difficiles, & quelquefois trop scrupuleux. Les mesmes Ambassadeurs de France, dont je viens de parler, voyant qu'un des Deputés des Estats prenoit la qualité de Conseiller de son *Altesse Monsieur le Prince d'Orange*, ne voulurent point qu'on vist la qualité d'Altesse dans un acte, où le Roy parloit: de sorte qu'il fallut l'oster, & laisser simplement *Monsieur le Prince d'Orange*. En quoy ces Ambassadeurs avoient d'autant plus de raison, que le Roy ne traite pas autrement les Ducs de Savoye & de Lorraine, & en parlant de la Duchesse de Savoye, sa sœur, il ne dit que *Madame la Duchesse de Savoye*. Mais il y a de quoy s'estonner, que les mesmes Ambassadeurs fissent difficulté de donner la qualité de *Messieurs* aux Estats Generaux, pendant qu'ils traittoient de *Monsieur* le Prince d'Orange, & de *Messieurs* les Princes puînés de la Maison de Savoye. On n'en peut trouver la raison que dans l'irregularité, qu'on remarque en tous les actes de cette nature. Le Marquis de St Chaumont, Ambassadeur de France, en faisant un traité avec Guillaume Lantgrave de Hesse, le 21 d'Octobre 1630, prend les qualités d'*Illustissime & Excellentissime* & ne donne que celle de *tresillustre & puissant* au Lantgrave; c'est à dire à un Prince, qui traittoit de Souverain à Sou-

verain avec le Roy : qui pour l'ancienneté pouvoit aller du pair avec les premiers Princes de l'Empire, & qui en avoit eu dans sa Maison devant que le Marquis eust eu des gentilshommes dans sa famille.

Ce n'est pas le fait d'un Novice, que de negotier un traitté d'alliance de la part d'un Prince, qui est desja en rupture, pour y engager un autre Prince, dont le principal interest consiste à jouir du repos & du benefice de la neutralité. J'ay dit, qu'à la guerre de Castro les Barberins employoient les armes temporelles & spirituelles du Pape, avec lesquelles le Duc de Parme ne pouvoit pas mesurer les siennes. Le Granduc de Toscane & le Duc de Modène estoient ses beauxfreres, & la Republique de Venise ne voyoit qu'avec regret des mouvements, qui alloient troubler toute l'Italie. La France favorisoit le Duc sous main, & l'Espagne avoit interest de prevenir une guerre, qui s'allumoit dans le voisinage du Roiaume de Naples, & qui communiqueroit, sans doute, ses incommodités à la Lombardie & au Duché de Milan. Mais les deux Couronnes, qui employoient toutes leurs forces en Allemagne, en Flandres & sur les frontieres d'Espagne, ne pouvoient secourir le Duc que de leurs vœux, & de leurs bons offices, pendant que les Princes d'Italie n'estoient ny en humeur ny en estat de se declarer ; de peur d'attirer dans leur país les armes, dont on ne menaçoit pas encore leurs frontieres. Il importoit aux uns & aux autres d'étouffer le feu dans ses cendres, devant qu'il embrasast toute l'Italie ; mais pas un ne vouloit se declarer. Le Duc de Parme envoya à Venise le *Comte Ferdinand Scotti*, treshabile negociateur, qui representa au Senat, non seulement la gloire, que la Republique y pouvoit acquerir, mais aussy l'interest qu'elle avoit de s'opposer au puissant armement, que les Barberins faisoient à la veüe de tout le monde, de

dissi-

dissiper les gens de guerre qu'ils assembloient sur ses frontieres, & d'empescher les fortifications de plusieurs postes du Ferrarois, presque sous le Canon des places de la Republique. Ce n'estoit ny l'interest ny l'inclination de la Republique de rompre avec le Pape, & de donner par là commencement à une guerre, dont les suites seroient fort longues & tresfâcheuses. Le Senat se desioit aussy de l'esprit emporté, & des démarches irregulieres du Duc de Parme, aussy bien que de la pensée qu'il pouvoit avoir, de faire venir des troupes estrangeres à son secours; qui estoit la chose du monde que l'on apprehendoit le plus à Venise: de sorte que le Senat, devant que des'engager, voulut s'asseurer des intentions du Granduc & du Duc de Modéne, qui y avoient bien autant d'interest que la Republique. C'est pourquoy *le Comte Scotti*, en arrivant à Venise, trouva le Senat si peu disposé à complaire au Duc, que bien loin d'y obtenir une declaration ouverte, on luy osta mesmes toute l'esperance du moindre secours, d'hommes ou d'argent. Tout ce qu'il en put tirer ce fut, que le Senat luy promit, que la Republique feroit faire des offices forts & efficaces auprès du Pape: mais on en pouvoit esperer d'autant moins d'effets que le Pape, qui estoit d'une humeur assés entiere, estoit devenu insolent, fier & inflexible après la reduction de Castro. Neantmoins ce fut cette dureté, & le peu de consideration qu'on eut à Rome pour l'intercession de cette puissante Republique, qui servirent le plus au succès de la negotiation de *Scotti*. Pour la faire reüssir, & pour engager la Republique, du moins indirectement, il pria le Senat d'ordonner au Resident, qui estoit de sa part à Rome, de faire office à ce que l'Ambassadeur, que le Duc son Maistre y vouloit envoyer, fust admis. Dont le Duc tiroit cet avantage: que si on admettoit son Ministre, les Barberins ouvroient l'oreille à

un accommodement, & si le Pape refusoit de l'admettre, il achevoit d'offenser & d'irriter la Republique, qui avoit pouvoir du Duc d'offrir à sa Sainteté toutes les soumissions, qu'on pouvoit raisonnablement exiger de luy. Le Nonce Vitelli, qui prenoit souvent audience au College, taschoit de justifier l'intention du Pape, & les actions de ses neveux, & ne manquoit pas d'exaggerer l'obstination du Duc de Parme, qui, à ce que le Nonce disoit, ne se dispoisoit point à s'humilier, ny à donner satisfaction à sa Sainteté. Le Senat estoit fort offensé du procedé des Barberins, & du mépris qu'ils avoient pour toutes les intercessions & instances, qu'il faisoit faire continuellement pour le Duc de Parme; mais il jugeoit aussy, que le Duché de Castro n'estoit pas de si grande importance, qu'il fallust pour cela rompre avec le Pape, & troubler le repos de l'Italie. Il faisoit aussy reflexion sur l'indifference des Princes, qui outre l'interest general, avoient encore celui de leur Maison, & qui neantmoins ne s'en expliquoient point: tellement qu'il demeura plus ferme que jamais à refuser du secours au Duc, & de s'engager avec luy; témoignant de l'averfion pour la declaration ouverte. La crainte, que les Venitiens avoient, que l'opiniastreté ou le desespoir ne fust jetter le Duc entre les bras d'une puissance estrangere, ébranloit, mais n'entamoit pas leur fermeté: & il est bien certain, que *le Comte Scotti*, tout habile homme qu'il estoit, n'auroit rien fait à Venise, si les Barberins n'eussent pas tout gasté à Rome, & s'ils eussent esté assez sages, pour ménager l'amitié de la Republique, & pour ne luy donner point de jalousie, comme ils firent, en faisant approcher leurs armes de la Lombardie. Cette temerité extorqua du Senat la declaration, que l'habilité de Scotti, ny la force des raisons des autres Ministres n'auroient pû en arracher.

On pourroit ajoûter icy quelque chose touchant les traittés de garantie ; mais dautant que l'Ambassadeur les negotie de la mesme façon que tous les autres traittés, je diray seulement, qu'il n'y a point de garantie ny de precaution, qui puisse faire trouver de la seureté dans un traitté, si le garant & le guaranty n'ont un mesme interest. Ce ne fut qu'avec une derniere repugnance, que Charles Emanuel, Duc de Savoye, consentit au traitté, qui fut fait à Ast en l'an 1615, & il refusa de le ratifier, si la France, l'Angleterre & la Republique de Venise ne luy engarantissoient l'execution, comme ils firent : & ce d'une maniere fort extraordinaire. Car le Roy d'Espagne souffrit, qu'il fust dit dans un des articles, qu'en cas d'infraction, le Marechal de Lesdiguières, Gouverneur de Dauphiné, auroit pouvoir de secourir le Duc des troupes de son gouvernement, & de celles des Provinces Voisines, sans que pour cela il eust besoin de nouveaux ordres de la Cour. Le 16 article du *traitté de Ratisbone* dit, que pour l'assurance de l'execution du traitté on donneroit des ostages de part & d'autre. Celuy de *Querasque* le dit aussy : mais dautant que le Pape refusa de se charger de la garde des ostages, il fallut avoir recours à d'autres moyens. On fut plus de deux ans à Nuremberg à regler l'execution des traittés de Westphalie. Pendant la negotiation, qui se fit au commencement de ce siecle avec les Provinces Unies, pour une paix, qui fut depuis convertie en une trêve de douze ans, les Estats vouloient que ceux de l'obeïssance du Roy d'Espagne demeurassent garants de l'observation & execution du traitté. Le President Jeannin leur remonstra, que non seulement cette demande estoit injuste ; mais aussy que cette precaution estoit entierement inutile ; parce que les sujets ne font que ce que leurs Princes veulent, & ceux là ne peuvent contraindre ceuxcy d'agir contre leurs

interests & contre leur intention. Les Ministres de l'Empereur firent faire une semblable proposition à ceux de France, pendant la negotiation de Munster; mais d'Avaux & Servien dirent, qu'il n'y avoit point de Seigneur en France, qui fust capable d'intervenir au traité, comme garant, ou comme caution, & que la verification des traités qui se fait au Parlement, n'est qu'un simple enregistrement, & une espece de publication, afin qu'ils s'exécutent d'autant plus facilement dans le ressort de sa Jurisdiction. Ainsy les traités qui regardent le commerce, sont enregistrés aux Parlements de Roïen, de Bourdeaux, de Nantes & d'Aix en Provence, aussy bien qu'en celuy de Paris, à cause du trafic, qui se fait sur la Seine, la Garonne, la Loire & en la Mer Mediterranée. Au traité particulier qui se fit à Munster pour les interests de la Maison d'Orange, on fit intervenir plusieurs Prelats de Brabant; mais a il esté mieux executé pour cela?

C'est pourquoy le Ministre se doit bien donner de garde d'obliger son Maistre à donner d'autres assurances, que celles de sa parole, de son seing & de son sceau. Doffat, ayant receu commandement du Roy de traiter avec le Granduc de Toscane de la restitution des Isles d'If, Rateneau & Pomegues, sur les costes de Provence, y rencontra de si grandes difficultés, que pour ne laisser pas sa negotiation imparfaite, & ces Isles en une main estrangere, il obligea le Roy à donner caution pour la seureté des sommes, dont le Granduc devoit estre remboursé, & à y faire intervenir douze personnes, que le Granduc nommeroit. *Doffat*, en escrivant sur ce sujet au Roy du 5 May 1598 dit, qu'il confesse, qu'il a esté bien hardy de passer cet article des cautions: mais que sans cela il n'auroit rien fait. Qu'il avoit appris, que dans les affaires d'importance, pour éviter un grand mal, & pour obtenir un grand bien, il faut

faut oser quelque chose, & sortir d'un mauvais passage le mieux qu'on peut. Il s'en justifie par plusieurs autres raisons; mais il fait bien connoître, que le Ministre ne doit pas faire entrer son Prince temerairement en cette sorte d'engagements: & que c'est une chose fort delicate, que de l'engager sans ordre exprès.

Ce que *Phil. de Commines* dit d'un traité, qui fut fait en l'an 1472 à Bovines auprès de Namur, entre **Louïs XI**, Roy de France & **Charles**, Duc de Bourgogne, est sans exemple. Les Ambassadeurs de ces deux Princes estoient convenus entre eux, que le Connestable de St Pol seroit publiquement déclaré ennemy du Roy & du Duc, & que celui des ces deux Princes qui le pourroit faire prendre le premier, seroit obligé de le faire mourir dans huit jours, ou de le faire mettre entre les mains de l'autre, afin qu'il en fît sa volonté. Le Connestable, qui ne pouvoit pas douter, que cette assemblée ne se fît à ses dépens; tant parce qu'il sçavoit l'intention des Princes, que parce que les Ambassadeurs estoient ses ennemis déclarés, sceut si bien cageoler le Roy, & luy persuader, que le dessein du Duc estoit de le tromper, que **Louïs** envoya ordre à ses Ambassadeurs d'en demeurer là, & de laisser l'affaire en l'estat, où elle estoit, sans la conclurre. Mais lors que le Courrier arriva à Bovines l'affaire estoit faite: le traité estoit signé, & suivant la coustume du temps, les Ambassadeurs en avoient donné leurs scellés reciproquement: c'est à dire, ils avoient fait l'échange des instruments dans les formes, & avoient fait le serment pour l'exécution. Neantmoins ils estoient si bons amis, que les Ambassadeurs du Roy disposerent ceux du Duc à consentir, qu'on les restitueroit de part & d'autre, & qu'on se separeroit sans rien faire. Les François executoient l'ordre & l'intention du Roy, leur Maître; mais les Bourguignons firent un coup bien hardy.

SECTION XIII.

Des Traittés de Munster & d'Osnabrug.

DEpuis plusieurs siècles il ne s'est point fait de négociation, où tant de Monarques, Potentats & Princes soient intervenus, où il ait fallu vaincre tant de difficultés, où il se soit rencontré tant d'intérêts différents & opposés, & où on ait employé un si grand nombre d'habiles Ministres, qu'au Congrès de Westphalie. C'est pourquoy j'ay jugé, que je ferois une chose, qui ne seroit ny desagréable ny inutile à ceux, qui prétendent entrer en des emplois publics, d'en dire les particularités les plus essentielles dans une Section séparée de celle qui parlera des principaux traittés, qui ont esté faits depuis quatre-vingts ans. L'Empereur, auquel s'estoient joints, avec l'Electeur de Baviere, les Princes & Estats Catholiques d'Allemagne: le Roy de France, celui d'Espagne, la Couronne de Suede, qui parloit pour les Protestants d'Allemagne, & les Estats des Provinces Unies, estoient les chefs de partis. Le Roy de Dannemarc avoit offert sa mediation à l'Empereur & à la Couronne de Suede, & elle avoit esté agréée: Mais ce Roy s'estant rendu suspect, par les intelligences secretes, qu'il entretenoit à la Cour de Vienne, & par les negotiations qu'il faisoit faire en Moscovie, où il n'avoit que trop témoigné la jalousie, qu'il avoit de la prosperité & de la grandeur de la Couronne voisine, les Suedois se voulurent dégager de cette mediation, & s'en dégagerent d'une terrible maniere, en rompant ouvertement en l'an 1644. Par ce moyen toute la Mediation demeura au Pape, & en quelque façon à la Republique de Venise, qui se servirent des talents de *Fabio Ghisy* &

& d'*Aloysio Contarini*, pour la perfection d'un si glorieux ouvrage. Le premier avoit, entre plusieurs autres grandes qualités, celle de sçavoir parfaitement bien couvrir ses mauvaises, & avec un si admirable artifice, que tout le College des Cardinaux ne les reconnurent, qu'après qu'ils l'eurent fait Pape. L'autre estoit homme d'honneur : & il estoit sorti avec reputation de tant d'Ambassades, qu'il y avoit acquis celle d'un des plus habiles negociateurs de son temps. L'intérêt de l'un & de l'autre estoit de faire réussir la negotiation ; tant pour se faire honneur, que parce que *Ghisy* s'ouvroit par là la voye à de plus grandes dignités, & que Contarini, en faisant faire la paix, donnoit à la plupart des Princes Chrestiens le moyen de secourir la Republique contre les armes du Turc, qui avoit fait descente en Candie. Mais c'estoit un opera.

Les Rois de France & de Suede estoient ennemis declarés de l'Empereur, & en rupture ouverte avec luy. Le Lantgrave de Hesse Cassel, qui avoit traité avec la France dès l'an 1630, avoit aussi une armée en campagne contre l'Empereur. Tous les Princes Protestants, à la reserve de l'Electeur de Saxe, & du Lantgrave de Hesse-Darmstadt, son gendre, n'estoient point satisfaits de la Cour de Vienne, & mêmes l'Electeur de Baviere, beaufrere de l'Empereur, jaloux de la grandeur de la Maison d'Autriche, qui estoit montée à une puissance formidable, après la conquête des Duchés de Meklenbourg & de Poméranie, non seulement ne suivoit point ses intérêts ; mais pretendoit mêmes les regler. La France demandoit pour sa satisfaction & pour son dédommagement, la ville de Brisach avec le Brisgou, l'Alsace, Philipsbourg, & les Eveschés de Mets, Toul & Verdun ; c'est à dire tout ce que ces armes avoient occupé ou conquis sur l'Empire depuis près de cent ans. Tellement qu'elle en démembroit

une tresconfiderable Province, & elle oſtoit à la Maifon d'Auſtriche une de ſes meilleures & plus importantes places, avec une bonne partie de ſon domaine. La Suede pretendoit l'une & l'autre Pomeranie, la ville de Wiſmar au Duché de Meklenbourg, l'Archeveſché de Breme & l'Eveſché de Verden, avec plusjeurs millions d'Eſcus pour la ſatiſfaction de ſes gens de guerre. L'Eleſteur de Brandebourg, qui avoit des pretenſions fort legitimes ſur la Pomeranie, s'oppoſoit à celles des Suedois, qui demandoient encore pour le Lantgrave de Heſſe l'Eveſché de Paderborn, & quelques autres avantages. Les Miniſtres de Suede aimoient mieux luy faire donner cette recompenſe aux depens des gens d'Egliſe Catholiques, que de conſentir qu'il la priſt ſur le Lantgrave de Darmſtadt; parce que celuicy eſtant Lutherien, ils vouloient favoriſer un Prince, qui faiſoit profeſſion d'une meſme religion avec eux. Ils inſiſtoient auſſy à ce qu'on reſtabliſt l'Eleſteur Palatin en la dignité Eleſtorale, auſſy bien que dans l'un & l'autre Palatinat, & qu'on permiſt l'exercice libre & public de la Religion Proteſtante, tant dans les Provinces hereditaires de l'Empereur, que par tout l'Empire, où il avoit eſté ſouffert en l'an 1618. Le Duc de Meklenbourg ne pouvoit conſentir, que la ville de Wiſmar fuſt déraſchée de ſon domaine, & le Roy de Dannemarc pretendoit, qu'on ne pouvoit reſuſer à ſon fils la reſtitution de l'Archeveſché de Breme. Il y eut de longues & de tresfaſcheuſes conteſtations pour la Pomeranie entre la Suede & l'Eleſteur de Brandebourg: d'abord pour la Province entiere, & en ſuite pour le partage, & finalement pour la recompenſe qu'on donneroit à l'Eleſteur. Les Suedois vouloient, qu'on le recompenſaſt en Eveſchés, & qu'on y joigniſt les Duchés de Jaguerndorf, de Sagan & de Glogau en Sileſie. Les Miniſtres d'Eſpagne exhortoient l'Eleſteur de tenir bon,

bon , & de ne point ceder la Pomeranie. Ils luy faisoient esperer les secours des Rois de Pologne & de Dannemarc , & ils luy promettoient toutes les forces du Roy , leur maître , pendant qu'elles ne pouvoient pas empêcher , que les François ne fissent de grands progrès aux Pais-bas , dont la conservation estoit de plus grande importance au Roy d'Espagne , que celle de la Pomeranie ne l'estoit à l'Electeur.

L'Intention de l'Espagne estoit d'obliger l'Electeur à se declarer pour la Maison d'Austriche ; mais de la façon que son Conseil estoit constitué en ce temps là , il ne pouvoit faire du bien à ses amis , ny du mal à ses ennemis ; mais bien à luy mesme , en donnant à la Suede un pretexte plausible de le dépouiller de toute la Pomeranie , & en l'obligeant à le frustrer de toute la recompense , qu'elle luy vouloit faire donner d'ailleurs. La France acqueriroit un avantage incomparable, en se faisant accorder l'Alsace, & deux importantes places sur le Rhin ; par ce qu'elle s'asseuroit par ce moyen de la Lorraine : Brisach luy seroit de ligne de communication avec l'Electeur de Baviere , & Philipsbourg tenoit en bride les quatre Electeurs du Rhin.

L'Empereur , considerant que ces satisfactions démembroient l'Empire , jusques à le défigurer , & que la parfaite Union , entre les Couronnes de France & de Suede , luy ostoit toute l'esperance de pouvoir sortir de la guerre avec avantage , taschoit de separer leurs interets , & de gagner particulièrement la Suede. Il luy fit esperer , qu'on luy donneroit une plus grande satisfaction , qu'elle ne pouvoit legitimement pretendre , si elle vouloit se joindre à ceux qui s'opposeroient aux demandes de la France , que les Ministres de l'Empereur disoient estre si exorbitantes , qu'elles devoient mesmes estre suspectes aux Suedois. Le Comte de Trautmansdorf , qui manioit particulièrement
cette

cette intrigue, y auroit reüssy, s'il eust sceu faire son profit des conjonctures, qui luy estoient fort favorables. Oxenstirn, l'un des Plenipotentiaires de Suede, n'avoit pas beaucoup d'affection pour la France, non plus que le Chancelier son pere, & on luy offrit des conditions si avantageuses, qu'il croyoit ne les pouvoir refuser, sans prejudice de la Couronne de Suede: mais le Comte Trautmandorf en perdit l'occasion mal à propos, rendant par son obeïssance imprudente, precipitée, & veritablement aveugle, les interets & les Conseils des deux Couronnes inseparables. Neantmoins toute la fermeté des Plenipotentiaires des alliés n'auroit pû extorquer de l'Empereur les satisfactions enormes, qu'elles demandoient, si le Duc de Baviere ne fust venu à la traverse. Pendant les mouvements de Boheme, il avoit avancé à l'Empereur jusques à neuf millions d'escus, & s'estoit fait engager la Haute Autriche; de sorte que l'Empereur pour le rembourser aux dépens d'autrui, & pour dégager en mesme temps une si importante Province, luy donna le Haut Palatinat, avec la dignité Electorale, qu'il avoit confisqués sur Frederic Roy de Boheme. L'Electeur de Baviere estoit dans un aage si avancé, & son fils si jeune, qu'il ne pouvoit presque esperer de faire continuer la dignité Electorale dans sa Maison, s'il n'en faisoit l'establissement pendant sa vie. L'Empereur luy estoit devenu un tresmauvais garant, depuis les progrès que les armes de France & de Suede avoient faits en Allemagne: tant parce que la Cour de Vienne n'estoit pas en estat de le proteger contre les armes des alliés, pendant qu'elles agiroient conjointement, que parce qu'il estoit en des inquietudes continüelles, que l'Empereur ne s'accommodast avec les Couronnes à son exclusion. La Suede faisoit d'abord de grandes instances pour le retablissement de l'Electeur Palatin: en quoy elle estoit secon-

déc.

dée par le Duc de Neubourg, heritier presomtif de la dignité l'Electorale, faute de mâles en la branche de Heidelberg. C'est pourquoy l'Electeur de Baviere, prenant son refuge à la Religion, qui est d'un grand secours à ceux qui ont l'adresse de s'en bien servir, envoya son Confesseur à la Cour de France, où il fit représenter combien il importoit à la Religion Catholique Romaine, que la dignité Electorale ne fust point conférée à un Prince heretique, & que la mesme religion, qui avoit esté introduite au Haut Palatinat, y fust conservée. Il n'y a point de Cour, où la Religion trouve moins de dupes qu'en celle de France: mais la Reine Mere estoit si devote, qu'il ne falloit que faire servir la Religion de pretexte à toutes les impressions qu'on luy vouloit donner: & le Cardinal Mazarin, bien qu'il ne fust ny superstitieux, ny excessivement devot, n'eut point de peine à entrer dans les mesmes sentiments: tant parce qu'il falloit donner quelque chose à la religion du Prince, & à la devotion de la Reine, que principalement parce que la declaration du Bavarois estoit un avantage incalculable pour la France. Ce Confesseur assura le Premier Ministre, que l'Electeur son maistre obligeroit l'Empereur à donner la paix à l'Empire, & satisfaction aux deux Couronnes. L'Electeur de Baviere estoit l'aversion des Suedois, qui ne le consideroient pas seulement comme le Chef du party Catholique en Allemagne; mais aussi comme celuy, dont l'amitié feroit mépriser ou negliger la leur: ou du moins que la France, estant assurée de l'intention de l'Electeur, le plus puissant & le plus sage de tous les Princes de l'Empire, s'opposeroit à l'avenir avec plus de fermeté à leurs volontés, que les Ministres de France disoient estre tousjours fort absolües, & quelquefois peu raisonnables. Les François de leur costé, ne pouvoient consentir à la perte de

ce Prince , parce qu'elle entraînoit après elle celle de tous les Catholiques , & apparemment la ruïne de la religion meſme en Allemagne , & elle mettoit la Suede en eſtat de ſe pouvoir paſſer des troupes & des ſubſides de France. Tellement que ce ne fut pas un petit ouvrage , que celui que d'Avaux & Servien entreprirent , de faire approuver cette nouvelle liaiſon à Oſnabrug : mais après qu'ils en eurent obtenu le premier acquieſcement , moyennant l'aſſurance qu'ils donnerent aux Miniſtres de Suede , que leur Reine y trouveroit ſon compte , & que la France ne prendroit point de ſatisfaction , que la Suede n'eût la ſienne , on ne ſe ſouvint plus de ce Zele de religion , qui les avoit fait parler pour l'Electeur Palatin. Ses intereſts furent abandonnés , & on ſe declara pour la Maiſon de Baviere. On conſentit que le Haut Palatinat demeurât au Duc , comme une Province qu'il pouvoit mieux conſerver que la Haute Auſtriche , laquelle l'Empereur pouvoit toujours retirer , ou en remboursant l'Electeur , ou en le dédommageant d'ailleurs. Devant que ce Prince ſe fuſt aſſuré de la France , & par ſon moyen de la Suede , on avoit propoſé de faire paſſer la dignité Electorale de Bohême dans la Maiſon de Baviere , ou de rendre celle du Palatin alternative aux deux branches de Heidelberg & de Munic , ou bien de la laiſſer au Duc pendant ſa vie , pour la faire retourner après ſa mort aux Princes Palatins : mais après cette reconciliation , on reſolut de l'en gratifier , auſſy bien que toute ſa poſterité , & de créer un huitième Electorat pour le Palatin.

Je viens de marquer une des plus fortes raiſons , qui obligerent la France à ſe declarer pour l'Electeur de Baviere , mais elle ne laiſſoit pas de faire entendre , qu'il y en avoit bien d'autres , qui l'obligeoient à ne ſe point intereſſer pour la Maiſon Palatine , laquelle elle diſoit eſtre peu affectonnée

à cette Couronne là. On en avoit eu toute autre opinion du temps du Roy Henry IV, & on sçavoit au contraire, que sans le Duc de Baviere la Maison d'Austriche auroit esté reduite aux dernieres extremités en Allemagne; c'est pourquoy la France ne vouloit pas qu'on crust, que c'estoit elle qui s'opposoit à sa satisfaction; mais au contraire que c'estoit à elle que le Palatin seroit obligé des avantages, que ses autres amis luy feroient obtenir, ou que le hazard luy seroit rencontrer. Elle protesta pourtant, & disoit estre resoluë, que si la Suede & les autres Princes Protestants s'opiniastroient à demander le reſtabliſſement de l'Electeur Palatin, en sorte qu'il fust inevitable, qu'elle se joindroit à eux, & les seconderoit avec chaleur; faisant cependant entendre aux Ministres de Suede, que plus ils demanderoient pour l'Electeur Palatin, moins ils obtiendroient pour eux. Ce que l'adresse de Servien leur sceut si bien représenter, qu'on changea en Suede toutes les résolutions, qui y avoient esté prises sur ce sujet, & elle prist le party de son plus grand ennemy.

Il y avoit encore d'autres jalousies entre les deux Couronnes alliées. Le Landgrave de Hesse, qui avoit un traité particulier avec la France, & qui en tiroit des subsides, estoit le seul de tous les Princes Protestants, qui ayant pris ce party ouvertement, dépendoit plus d'elle que de la Suede. L'Electeur de Treves, & quelques Evêques de Franconie, que l'Empereur ne pouvoit pas défendre contre les armes des Suedois, reclamoient la protection de la France. L'Electeur de Brandebourg, qui n'avoit rien à esperer de la Suede, & rien à craindre de l'Empereur, recherchoit aussi l'amitié de cette puissante Couronne. Toutes ces jalousies ne faisoient que fortifier celle qu'on avoit desja en Suede des intrigues, qui se faisoient entre les Cours de Paris & de Munic. Il y avoit plus d'un Mi-

nistres dans le Senat de Stocolm, qui estoient persuadés, que l'alliance de France n'estoit pas fort necessaire, ny mesme fort avantageuse à cette Couronne là, & qu'après la paix d'Allemagne, elle ne le feroit point du tout : en quoy neantmoins ils se trompoient bien fort. Ils jugeoient que les Plenipotentiaires de France devoient un peu moderer leurs demandes, & en se contentant des trois Eveschés, de la basse Alsace, de Brisach & de Philipsbourg, ne former pas des pretensions plus hautes. Ils disoient, que la France estoit injuste, en voulant empescher l'Empereur de secourir le Roy d'Espagne, pendant qu'elle vouloit se reserver la liberté de secourir le Roy de Portugal; bien qu'elle n'y fust point obligée par aucune consideration de parenté ou d'alliance. Qu'on ne pouvoit empescher l'Empereur de parler pour le Duc de Lorraine, ny de comprendre le Cercle de Bourgogne dans l'Empire. Ce fut la raison, pourquoy la France s'appuyoit du Duc de Baviere contre la Suede, laquelle de son costé se fortifioit du party des Princes Protestants : de sorte qu'il ne luy auroit pas esté fort difficile de s'acquérir un grand avantage dans l'Empire sur les François; principalement si dans la continuation de la prosperité de ses armes, elle eust remporté quelque signalée victoire sur l'autre party : parce qu'alors elle se seroit passée de la France. Les Suedois prirent aussy un grand & assés legitime chagrin de la violence, que la France leur fit, en les obligeant à consentir à une trêve, que l'Electeur de Baviere rompit incontinent après l'avoir conclüe. Mais au travers de toutes ces jalousies, de toutes ces défiances & de tous ces mécontentements, les deux Couronnes consideroient si bien, que leur division ruinoit les interets de l'une & de l'autre, qu'elles resolurent de chercher & de trouver leur satisfaction dans une Union indissoluble. Les Ministres de l'Empe-

pereur taschoient de gagner les Princes d'Allemagne, & particulièrement les Protestants : sur tout la Princesse Regente de Hesse, l'honneur de son sexe, & l'heroïne de nostre siecle ; mais ils y rencontrèrent une résistance invincible, qui les contraignit de se rendre à la nécessité, où l'Empereur se trouva réduit par les menaces de l'Electeur de Baviere. Il vouloit laisser à son fils, avec le repos, une possession incontestable de toutes ses acquisitions, ou de ses conquestes, dont la dignité Electorale faisoit partie, sous la protection de la France, accompagnée de la garantie de tout l'Empire. Avantages qu'il ne pouvoit espérer ny de la continuation de la guerre, ny de l'amitié de l'Empereur, son beaufrere.

Le Duc Charles de Lorraine estoit un grand obstacle à la paix ; au moins ceux qui ne la vouloient point aux conditions, que les Couronnes alliés la demandoient, se servoient de ces pretensions pour la reculer. Le Duc avoit esté dépossédé de ses Estats, ou pour parler proprement, de ceux de sa femme, pour avoir suivy le party de l'Empereur contre le feu Roy de Suede, contre les intentions & contre les interets de la France. Ses troupes agissoient encore conjointement avec celles d'Espagne, & une partie de la Lorraine relevoit de l'Empire ; tellement qu'il sembloit, que ses amis avoient raison de faire instance à ce que ses interets fussent considerés à Munster. Les Ministres de France soustenoient au contraire, qu'ils n'avoient rien de commun avec les affaires d'Allemagne. Que le Duc avoit fait plusieurs traittés avec le Roy, sans le consentement, & mesmes sans la participation de l'Empereur & des Estats de l'Empire. Que le Roy pretendoit les executer de son costé, & les faire executer par le Duc, & qu'à cause de cela il n'avoit jamais voulu permettre aux traittés preliminaires, qu'on accordast des passeports aux

Ministres du Duc, parce qu'il ne devoit point avoir de part à ce qui seroit negocié au Congrès. Il importoit au Roy de s'asseurer de la Lorraine, qui luy servoit comme d'une ligne de communication avec l'Alsace, & avec les autres conquestes d'Allemagne, lesquelles il estoit bien difficile de conserver sans cela : comme il estoit presque impossible au Duc de Lorraine de conserver ses anciennes inclinations pour la maison d'Austriche, pendant que le Roy seroit Maistre de Brisach. J'ay veu l'original d'une lettre, que le Duc de Lorraine escrivit peu de jours après que le Duc de Weimar se fust rendu maistre de cette place, où il disoit, qu'il falloit renoncer au mestier, & prendre le froc, puis qu'on n'avoit pû secourir le plus important poste que la Maison d'Austriche eust dans tous ses Pais hereditaires. Après le traitté, qu'il avoit fait le 29 Mars 1641, & dont il avoit solennellement fait jurer l'observation au Roy, entre les mains de l'Evesque de Meaux, & que le Duc avoit violé trois jours après l'avoir signé, il n'y avoit point d'apparence, que le Roy souffrist, qu'un Prince, comme le Duc de Lorraine, se moquast de luy. Et de fait les Plenipotentiaires de France eurent assés de fermeté, pour se faire accorder ce qu'ils demandoient, & pour faire exclurre le Duc de la negotiation & du traitté de Munster. Ce n'est pas icy, où il faut dire comment il fut traitté en celuy des Pirenées, où il ne fut pas plus considéré par ses pretendus amis, que par ses veritables ennemis.

La France vouloit conclurre avec l'Empereur ; parce qu'on avoit veu quelque commencement de troubles à Paris, dont la suite pouvoit estre tresdangereuse dans la continuation de la guerre d'Allemagne. Elle consumoit un grand fonds en subsides, qu'on donnoit à la Suede, au Lantgrave & ailleurs : ses armées pouvoient estre plus utile-

utilement employées aux Pais-bas, & elle estoit tousjours dans l'inquietude, que quelque caprice ou mécontentement n'obligeast les Suedois à faire un party avec les Protestants d'Allemagne, qui ne les establist si puissamment dans l'Empire, que celuy de France n'y fust plus considéré, & celuy des Catholiques tout à fait ruiné. C'est pourquoy, afin qu'il ne fust pas trop affoibly en la personne de l'Electeur de Baviere, qui en estoit le Chef, comme je viens de dire, la France fit consentir les Suedois à une suspension d'armes, en faisant représenter aux Ministres de Suede, que le Roy ne pouvant plus fournir à la dépense excessive de la guerre, ny mesmes aux subsides, il estoit temps de faire la paix; puis qu'aussy bien elle donnoit aux deux Couronnes tous les avantages, qu'elles se pouvoient promettre de toutes les hostilités, que la continuation de la guerre pourroit faire obtenir de l'Empereur. La France jugeoit, qu'elle estoit en droit de faire cette suspension d'armes, puis que les Suedois en avoient bien fait une avec l'Electeur de Saxe, sans la participation de ses alliés. L'Electeur de Baviere se trouvoit en des grandes perplexités. Il avoit tousjours suivy le party de l'Empereur, qui estoit son plus proche parent & son beaufrere, & il estoit obligé à la Maison d'Austriche de la dignité Electorale, & par maniere de dire, de toute sa fortune. Il y avoit aussy de l'apparence, que c'estoit d'elle qu'il en devoit esperer la conservation, au lieu de se la promettre d'une Couronne estrangere, dont il ne pouvoit prendre que des assurances fort incertaines. Il sçavoit que l'Empereur ne se pouvoit perdre, ny l'Empire se dissiper, qu'il ne courust la mesme fortune avec eux. Son intention estoit de se faire considerer également à Vienne & à Paris, & de se mettre en estat, où il pourroit donner le panchant au party, pour lequel il se decla-

declareroit. Ainsy en concluant une suspension d'armes avec la France, il voulut se réserver la liberté de secourir l'Empereur contre la Suede. Et dautant que la France ne vouloit ny ne pouvoit y consentir, il rompit aussytost la trêve, & ne renoïa la negotiation avec la France, qu'après que celuicy l'eust asseuré, que les Suedois se joindroient à elle, pour luy faire obtenir tous les avantages qu'il pourroit esperer pour sa Maison, & qu'on tâcheroit de contenter l'Electeur Palatin d'ailleurs.

La France avoit une tresgrand avantage au Congrès; parce qu'elle y estoit également considerée & respectée par les Protestants & par les Catholiques. Ceux cy avoient tousjours esté partisans affectionnés de la Maison d'Autriche, & ennemis des François, qui estoient ceux qui avoient fait armer la Suede contre l'Empire, & qui estoient la veritable cause des malheurs, dont l'Allemagne se trouvoit affligée depuis tant d'années: neantmoins dans la haine qu'ils avoient pour les Protestants, qui en vouloient à leur religion & à leurs benefices, ils desiroient qu'on donnast satisfaction à la France; parce qu'ils esperoient en estre protegés. Les Protestants, de l'autre costé, ne se promettoient rien de bon de la liaison, que la France alloit faire avec les Catholiques, contre les anciennes maximes de cette Couronne, & auroient bien souhaité, que toute la satisfaction eust esté pour la Suede: mais ils craignoient de le témoigner; parce qu'ils avoient esté si mal traittés par la Maison d'Autriche, qu'ils avoient besoin d'une puissante protection contre elle. Les Espagnols pressoient les Ministres de l'Empereur d'accorder aux Protestants tout ce qu'ils demandoient, & si Trautmansdorf eut eu le pouvoir, ou assés de resolution pour le faire, il auroit bien embarrassé la politique du Cardinal Mazzarin, & celle des Ministres, qui agissoient sous ses ordres.

Les

Les differents des deux Couronnes de France & d'Espagne n'estoient pas si faciles à ajuster. Le Portugal, la Catalogne, la Lorraine, Casal y faisoient de grands obstacles; mais le plus grand estoit le peu d'inclination du Cardinal Mazzarin, qui ne pouvoit pas consentir à une paix, si elle n'unissoit les Provinces de Flandres à la Couronne de France. Il s'estoit imaginé, que l'Espagne: pour recouvrer la Catalogne, & pour faire abandonner le Portugal, ne feroit point de difficulté d'abandonner les Pais-bas. Mais c'est à quoy il y avoit d'autant moins d'apparence, que les François jugeoient bien eux mesmes, qu'il leur seroit impossible de conserver la Catalogne, où ils ne se faisoient pas plus aimer que les Espagnols, & il n'y avoit rien qui les obligeast à protéger les Portugais, sinon le dessein, que le Cardinal avoit, & eut mesmes après la paix des Pirenées, d'y susciter une nouvelle guerre à l'Espagne. D'ailleurs les mesures, que le Comte de Pegnaranda prit avec les Hollandois, en les faisant consentir à une paix particuliere, rompit celles du Cardinal. Le Comte, qui estoit un Ministre sans experience & sans genie, s'estoit persuadé, que l'Espagne, en faisant la paix avec les Provinces Unies, pourroit opposer des forces égales à la France, lors que celles des Pais-bas ne seroient plus diverties par les Hollandois, & il se flattoit toujours de l'espérance d'une grande revolution, dont il croyoit la France estre infalliblement menacée. Il n'y avoit point de diligence, que les Ministres des deux Couronnes ne fissent, & il n'y avoit point d'artifice qu'ils n'employassent, pour se conserver, ou pour s'acquérir l'amitié de cette Republique. Mais les Hollandois, qui ne pouvoient souffrir la maniere imperieuse des Ministres de France, & qui dans l'apprehension du voisinage d'un puissant Monarque, & d'une nation belliqueu-

le & inquiete, n'estoient pas moins sensibles aux progrès, que les armes de France continuoient de faire en Flandres, que les Espagnols mesmes, presterent volontiers l'oreille à un accommodement particulier. Ils s'imaginoient que la France, qui n'avoit déclaré la guerre à l'Espagne que pour l'amour d'eux, aimeroit bien mieux faire la paix, que de continuer de faire la guerre seule dans un país, où chaque place cousteroit pour le moins une campagne : & que par ce moyen il y auroit tousjours une forte barriere entre les frontieres de France & les Provinces Unies. Eux aussi bien que les Espagnols ont eu le loisir de se détromper, & de connoistre, que les forces du Roiaume de France peuvent estre opposées à celles de tout le reste de l'Europe, sous un aussi grand Prince que celuy qui y regne presentement. Le Cardinal, pour ne se point charger de la haine de toute la Chrestienté, qui soupiroit après la paix, vouloit faire croire, qu'il la souhaittoit avec passion.

Les Plenipotentiaires de France jugeoient, que le Roy, leur Maistre se devoit contenter, si on luy laissoit le Comté de Roussillon, avec la ville de Roses : tout l'Artois, y compris Aire & St Omer, Gravelines, Bourbourg, Thionville, Cambray & le Cambresis, & que moyenant cela il pouvoit abandonner la Catalogne, comme une Province de tresdifficile garde, & mesmes restituer Damvillers, Landrechies, & quelques autres places de Flandres & du Comté de Bourgogne. La raison estoit, que la France en acquerant ces places du costé de la Picardie & du Boulenois, les trois Eveschés du costé de la Champagne, la meilleure partie de la Lorraine, avec Brisach & Philipsbourg, on estendoit bien les frontieres du Roiaume, & on donnoit de beaux dehors à la ville de Paris. Mais les Espagnols, qui estoient asseurés des intentions des Hollandois, n'avoient point d'envie de traiter avec la France,

ce, & bien moins de leur ceder Cambray, Aire & St Omer, qui ne couvrent pas seulement les Pais-bas, mais qui donnent aussy entrée en France. Le Cardinal de son costé, vouloit profiter de la prosperité des armes du Roy, & reduire l'Espagne dans un estat, qui l'empescheroit de rompre le traitté, quand elle voudroit, & il ne craignoit point de dire, que c'estoit la seule garantie de l'exécution de la paix. La France n'osoit proposer un eschange de la Catalogne avec quelque autre Province; de peur que les Catalans, qui n'estoient pas fort satisfaits du gouvernement François, ne la prevenissent, & ne se reconciliaissent avec leur Roy naturel. C'est pourquoy on leur faisoit accroire, que le Roy offroit la restitution de six des meilleures villes des Pais-bas, en eschange de celles que les Espagnols possedoient encore en Catalogne; afin d'unir par là toute la Province à la Couronne de France. Mais c'est dont ils n'avoit pas esté parlé, parce qu'on ne sçavoit que trop en France, que l'Espagne n'avoit garde de luy ceder une des plus peuplées Provinces du Roiaume, & qui luy est si necessaire pour la communication avec l'Italie. La France vouloit retenir toutes ses conquestes, à moins que l'Espagne luy restituast celles qu'elle avoit faites dans les guerres precedentes, & entre autres le Roiaume de Navarre. Ses Ministres faisoient entendre, qu'elle pretendroit encore le Duché de Milan, & peutestre le Roiaume de Naples. Piombino & Portolongone faisoient aussy une des plus grandes difficultés. Les Espagnols ne vouloient point du tout permettre, que les François eussent des places fortes en la coste de Toscane, d'où ils pouvoient extrêmement incommoder le Roiaume de Naples, & demandoient des explications sur les traittés de Monçon & de Querasque. Ils vouloient qu'on fist un reglement touchant Casal: qu'on donnast satisfaction au

Duc de Lorraine, & qu'on abandonnast le Portugal. Les François disoient, que ce n'estoit pas leur intention, que Casal leur demeurast; mais aussy qu'ils vouloient estre assurez, qu'en nul temps, & en nul cas cette place pourroit tomber entre les mains des Espagnols, & cette assurance estoit une chose fort chimerique, dont il estoit impossible de convenir. Il n'y avoit rien qui obligeast les François à parler pour le Roy de Portugal; ainly que je viens de dire. Il n'y avoit point d'alliance entre les deux Rois, & celuy de Portugal non seulement n'avoit rien fait pour la France depuis son advenement à la Couronne, mais mesmes il n'avoit sceu faire son profit des puissantes diversions, que la France avoit faites aux armes d'Espagne, jusques dans l'Espagne mesme. Les Hollandois, qui avoient sujet de n'estre point satisfaits des Portugais, à cause de ce qui s'estoit passé au Bresil, se joignoient aux Espagnols contre eux; de sorte que les Plenipotentiaires de France avoient à combattre, non seulement l'invincible resistance de ceux cy, qui estoient leurs ennemis, mais aussy le mécontentement de ceux là, qu'estoient leurs amis, & qui ne pouvoient souffrir qu'on parlaist pour les Portugais; parce que les Espagnols leur faisoient esperer, que par le moyen du traitté particulier, qu'on negotioit avec eux, ils rentreroient facilement en la possession du Bresil.

Le Cardinal, qui faisoit tous ces embarras, qui s'y plai-soit, & qui y trouvoit son compte, s'en voulut justifier neantmoins, & pour faire croire, que son intention & son interest l'obligeoient à faire la paix, il consentit, que pendant quelque temps les Plenipotentiaires des Provinces Unies fissent l'office de Mediateurs entre la France & l'Espagne: mais comme il avoit toute autre veüe, on y fit naistre tous les jours tant de nouvelles difficultés, que
les

les Hollandois, voyant qu'on se moquoit d'eux, abandonnerent la pretendue mediation comme une chose desesperée & ridicule. Le Cardinal vouloit cependant, que tout le monde crût, que la paix n'estoit pas seulement son inclination, mais aussi son interest, & il en parloit si souvent, & avec de si fortes expressions, qu'il estoit presque persuadé luy mesme, qu'il desiroit une chose qui estoit son averfion, & qu'il ne pouvoit desirer pour plusieurs considerations, que ne peuvent pas ignorer ceux qui ont une connoissance particuliere des affaires de ce temps là. Ceux qui ont crû, que Servien sceust ses veritables intentions, se sont trompés. Il en sçavoit plus que ces Collegues; mais il ne pouvoit pas se vanter d'avoir la confiance du Cardinal, qui n'en faisoit avec personne: non pas avec luy mesme: particulièrement pour les choses dont il vouloit ménager le secret, ou dont il luy importoit de déguiser la verité: tant il estoit dissimulé, ou pour le mieux exprimer en Italien, *Cupo*, avec ses plus confiderats amis. Il sçavoit qu'il ne se pouvoit rendre tout à fait impenetrable aux perçantes lumieres de Servien. M. Colbert le servoit dans les plus importantes interests. Ondedei avoit quelque pouvoir sur luy, & le Cardinal ne se pouvoit entierement cacher à Lionne, & à l'Abbé Bentivoglio, qui avoient grande part aux affaires d'Italie, où il s'appliquoit plus qu'à celles de France: mais de tous ceux là il n'y en avoit pas un pour qui il n'eust quelque reserve; tellement que ce qu'on a sceu de ses intentions, ce n'a esté que par des conjectures, qui ne trompent pas tousjours ceux qui ont quelque habilité. Un jour, en s'entretenant assés longtemps avec le Ministre d'un des Premiers Princes d'Allemagne, qui avoit ordre d'aller trouver son maistre, il luy dit, qu'il sçavoit bien, qu'on y parloit de former un tiers party entre les Electeurs de Saxe & de Brande-

bourg, & la Maison de Brunſwic & Lunebourg, qui obligeroit l'Empereur & les Couronnes à faire la paix dans l'Empire ; mais qu'il ne doutoit point, que tous ces Princes ne fuſſent bien perſuadés ; que la France la vouloit, & pour luy en ſon particlier, que c'eſtoit ſa paſſion. Que les eſtrangers pouvoient bien croire, qu'il eſtoit meſchant, mais qu'il eſperoit, qu'ils n'avoient pas aſſés mauvaiſe opinion de luy, pour croire, qu'il fuſt fou où enragé. Qu'il falloit qu'il fuſt quelque choſe de plus que cela, s'il preferoit les inquietudes & le chagrin, que l'incommodité des finances du Roy luy donnoit, pendant que la guerre les épuifoit toutes, au repos & à la ſatisfaction, qu'il trouveroit dans l'abondance, que la paix apporteroit au Roiaume. C'eſt ce qu'il vouloit, que tous les Miniſtres eſtrangers crûſſent : & neantmoins il eſt certain, que ce ne fut qu'avec une derniere repugnance qu'il ſeſſentit à la paix, qui ſe conclut depuis aux Pirenées onze ans après le Congrès de Weſtphalie ; dans un temps, où la conquête entiere des Pais-bas eſtoit bien plus apparente, que lors qu'on negotioit à Munſter. Le Roiaume jouiſſoit d'un profond repos au dedans, & au dehors d'une proſperité, qui faiſoit reſpecter & craindre ſa puiſſance : mais la Reine vouloit conſerver au Roy ſon Frere ce qui luy reſtoit encore des Provinces de Flandres : elle vouloit ſe donner la ſatisfaction de procurer la paix à la France, & ſa plus forte paſſion eſtoit, de voir le Roy, ſon fils, marié à l'Infante d'Eſpagne, ſa nièce. Le Cardinal ſ'y oppoſa d'abord avec chaleur, & representa les avantages incomparables, que la France pouvoit ſe promettre infailliblement de la continuation de la guerre, & il ne ſe rendit enfin qu'aux preſſantes & reïterées inſtances de la Reine : mais avec tant de chagrin, qu'il ne craignit point de luy dire, qu'en entrant dans les ſentiments de ſa Majeſté ſur un point

point de cette importance dans un temps, où on ne pouvoit douter de la conquête de toutes les Provinces de Flandres, il luy rendoit toutes les obligations, qu'il luy avoit, qui n'estoient ny petites ny en petit nombre. Cette résistance, qu'il fit pendant une suite de tant d'années, & l'étroite liaison qu'il prit avec l'usurpateur de la Couronne d'Angleterre, acheverent de détromper ceux, que le Cardinal avoit pû duper de la sincérité de ses intentions au sujet de la paix. Le Duc de Longueville ne s'y estoit pas laissé prendre; c'est pourquoy voyant que Servien estoit seul l'homme du Roy, ou plustost du Cardinal, & que les Hollandois avoient conclu leur traité avec l'Espagne, il demanda son congé, & s'en retourna en France. D'Avaux fut revoqué, parce qu'il n'estoit pas agréable, ny assés complaisant, pour justifier tout le procédé & toutes les intentions du Premier Ministre, & après la traité de ces deux Plenipotentiaires, Servien demeura seul le maître de la negotiation, & il l'acheva pour les affaires d'Allemagne, conformément au projet du Cardinal Mazzarin.

Les Provinces Unies avoient envie de traiter avec l'Espagne; mais tout le Monde n'estoit pas bien persuadé, qu'elles le pussent faire, sans violer les traittés qu'elles avoient avec la France. On n'estoit pas bien d'accord de l'explication des traittés precedents. Il y en avoit plusieurs; mais celuy qui regloit le plus les affaires estoit le traité que Charnacé avoit fait à la Haye le 16 d'Avril 1634. Le Roy s'y obligeoit de secourir les Estats d'un million & de trois cens mille livres tous les ans, outre le million, qu'il leur donnoit par le traité de l'an 1630. Il promettoit aussy de rompre avec le Roy d'Espagne, si celuicy violoit la paix ou la trêve, que les Estats pourroient faire avec luy, & les Estats s'obligeoient de leur costé, de ne point traiter avec le Roy d'Espagne, sans l'intervention du Roy de Fran.

France, & de rompre auffy avec le premier, s'il attaquoit la France *dans les Eftats, villes ou places, qu'elle poffedit lors du traitté.* Dont les Ministres de France concluoient, auffy bien que du memoire que Charnacé avoit fourny en ce tempslà, que les Hollandois estoient obligés de rompre avec le Roy d'Efpagne, en cas que le Roy de France fust attaqué dans les Grifons, dans la Valteline, à cause de l'affaire de Mantoüe, de Cafal, de Pignerol, de la Lorraine, & generally en tous ses autres Eftats. Ils difoient qu'alors les penfées du Roy ne pouvoient pas estre referrées dans les Pais-bas, où il n'y avoit point de guerre encore, & où il ne poffedit rien. Puis qu'en ce cas là les Provinces Unies devoient rompre avec le Roy d'Efpagne, quand mesmes elles auroient fait la paix avec luy; à plus forte raifon estoient elles obligées de ne point traiter avec luy, fans le consentement de la France. Que le terme de fept ans, dont les traittés de l'an 1630 & 1634 parlent, avoit esté estendu par celuy de l'an 1635, jusques à la paix, ou jusques à l'entiere expulsion des Espagnols des Pais-bas. Que le Roy, qui avoit le choix de continuer les subsides, ou bien de rompre avec l'Efpagne, avoit pris le dernier party. Que les Hollandois mesmes avoient infisté à ce que le Roy rompist, & que le traitté de 1635 ne regle pas seulement les actions des armées, & le partage des Conquestes; mais qu'il porte auffy, que les Eftats ne pourront traiter avec l'Efpagne; finon conjointement avec la France, & qu'ils feront obligés de rompre avec les Espagnols, s'ils attaquent le Roy. Que cette rupture estant generale, bien que le plus grand effort des armes se fist aux Pais-bas, la garantie reciproque le devoit estre auffy, à l'égard de toutes les conquestes, de quelque costé qu'elles se fissent. On soustenoit en Hollande, que les sept ans, dont il est parlé au traitté de l'an 1634, estant expirés,

spirés, & celuy de l'an 1635 ne parlant point de l'intérêt, que la France avoit dans les affaires des Grisons, de Mantoue &c, les Provinces Unies ne pouvoient estre obligées qu'à la garantie des Conquestes, qu'on feroit aux Pais-bas. Mais les Ministres de France repliquoient, que le dernier traité, bien loin de détruire le précédent, le confirmoit, & luy donnoit mesme une plus grande estendue à l'égard du temps. Il y en avoit, qui croyoient mettre les François hors de repliche, en disant, que l'article secret, qui sert d'explication au 9 article du traité de l'an 1635, n'obligeoit les alliés à faire la guerre qu'aux Pais-bas. Mais c'est en quoy il y avoit un peu de Sophisterie; parce que cet article, en parlant des principaux emplois des armées des alliés, ne dispensoit pas la France de la rupture generale, & ne pouvoit pas empêcher le Roy d'Espagne de l'attaquer par tout, ny les Provinces Unies de la secourir, si elle estoit attaquée ailleurs. Les Ministres François disoient que les diversions, que les armes de France feroient en Italie & en Espagne, feroient le mesme effet, & donneroient le mesme avantage aux Hollandois, que si elle les faisoit agir en Flandres. Que l'article secret ne défendoit point de faire la guerre dans les autres quartiers de l'Europe; mais qu'il marquoit seulement, qu'elle se pouvoit faire plus utilement dans les Pais-bas qu'en Italie ou en Espagne. Les Provinces Unies croyoient estre en droit d'empêcher la France de conclurre separemment avec l'Empereur, sans leur consentement: mais dautant qu'elles avoient refusé de rompre avec luy, lors qu'en l'an 1636 il envoya une armée en Bourgogne sous Galas, & en suite une autre en Picardie sous Piccolomini, ils ne s'y oferent pas opposer; de peur de s'attirer un reproche, qui n'auroit esté que trop juste. De toutes ces Provinces celle de Hollande se laissoit le plus de la guerre. Elles estoient

toutes jalouses des victoires continüelles des François, & apprehendoient plus son voisinage, que la puissance éloignée de l'Espagne; de sorte qu'elles resolurent enfin de faire un traité séparé avec cellecy; puis que la France ne pouvoit consentir à une paix generale, où elle ne trouvoit pas tous les avantages, qu'elle pouvoit se promettre de la prosperité de ses armes. D'Avaux & Servien avoient fait un traité à la Haye le 1 Mars 1644, par le quel les Estats estoient entrés dans une nouvelle obligation de ne point traiter, sinon conjointement avec la France; de sorte qu'il sembloit, qu'en faisant un traité séparé, ils manquoient à tout ce qu'ils devoient à la France, & à ce qu'ils devoient à eux mesmes; si ce n'est que pour le bien de leur Republique, ils fussent necessités de sortir d'une guerre, qui les épuisoit & les ruinoit entierement. La France de son costé resolut de la poursuivre, mesmes après que les Hollandois auroient fait leur traité, & elle a bien fait voir, que pour cela elle n'avoit pas besoin ny du secours ny de la diversion des armes des Provinces Unies: qui n'ont reconnu que trop tard, que ny eux ny leurs alliés ne pouvoient empescher le Roy Treschrestien de faire des conquestes, qui acheveroient d'unir les Provinces de Flandres à sa Couronne, si on ne le prevenoit par une bonne paix: comme l'on a fait.

SECTION XIV.

Les Principaux Traittés, touchant les affaires de ce Siecle.

J'Ay dit en la VI Section de la premiere partie de ce livre, que l'estude des *traittés* modernes doit faire la plus forte

forte application de l'Ambassadeur. Un Recueil des Traittés, qui ont esté faits depuis le commencement de ce Siecle, seroit un tresexcellent & un tresutile ouvrage, qui serviroit d'instruction generale au Ministre, parce qu'il y trouveroit un plan des affaires, qu'il ne doit pas ignorer, s'il veut reüssir en son employ. Je ne crains point de dire, que ce ne seroit pas une petite obligation, que le Public auroit a celuy, qui luy en feroit present : sur tout s'il mettoit à la teste des traittés les occasions, qui les ont fait faire, avec les plus remarquables particularités des negociations, qui se sont faites pour cela. *Jean du Tillet*, Greffier en chef au Parlement de Paris, & Garde des Chartres de France, a fait imprimer une suite des anciens traittés, qui se sont faits entre les Rois de France & d'Angleterre. Mon intention estoit de suivre son exemple, & de communiquer au Public tous les traittés, qui ont esté faits de nostre temps; & qui ont le plus de rapport aux affaires d'aujourd'huy, où ceux qui voudront un jour s'appliquer à escrire l'histoire, auroient decouvert de grandes lumieres pour la conduite que l'on a à y tenir : mais la Cour de Justice de Hollande ayant fait enlever tous mes papiers & memoires indistinctement, sans en faire faire le moindre inventaire (ce qui est à remarquer) & les ayant depuis distraits & dissipés, sans la participation de ceux qui y ont le plus d'interest, j'ay perdu, avec un travail de plusieurs années, l'envie & le moyen de le continuer. Tellement que tout ce que je puis faire, en l'estat où je me trouve, ce sera de donner en cette Section le projet d'un ouvrage, qui peutestre n'auroit esté ny inutile ny desagréable à ceux qui trouvent leur satisfaction en cette sorte d'estude : une des plus necessaires, où le Ministre Public se puisse appliquer.

Le traitté de Vervins faisoit le commencement de l'ouvrage, comme il faisoit le commencement du repos, dont

la Chrestienté alloit jouïr vers la fin du Siecle passé, s'il n'eust pas esté troublé par d'autres accidents, qui arriverent quelques années après que la paix fust faite entre la France & l'Espagne. Charles Emanüel Duc de Savoye avoit désiré d'y estre compris; mais il ne voulut point, qu'on y reglast le different, qu'il avoit avec le Roy pour le Marquisat de Saluces. On s'en remit de part & d'autre au Pape, qui le devoit regler dans un an, comme arbitre. Le Duc, qui avoit usurpé le Marquisat pendant les desordres de la Ligue, & qui n'en pouvoit pas esperer une decision favorable, se brouïlla si bien avec le Pape, que celuicy ne se voulut plus mêler de l'affaire. Le Duc, qui avoit de l'esprit, & qui sçavoit, que le Roy Henry IV avoit bien autant de generosité, l'alla trouver à Fontainebleau, & luy fit plusieurs propositions, qui n'auroient pas esté rejettées par un Roy moins éclairé que celuicy, & moins attaché a un interest, qui en cette conjoncture estoit inseparable de la veritable gloire. Il declara au Duc, que toutes les ouvertures qu'on luy pourroit faire devant la restitution du Marquisat, seroient inutiles, & cette fermeté obligea le Duc à faire *le traitté de Paris* du 27 Fevrier 1600; par lequel il promettoit de restituer le Marquisat, ou de donner au Roy la Bresse, avec quelques autres païs voisins de la Bourgogne. Le Duc estant de retour en Savoye, se repentit d'avoir fait le traitté, & refusa de l'exécuter: de sorte que le Roy, pour l'y contraindre, y employa les armes, & ayant conquis en fort peu de jours tout ce que le Duc possédoit de deçà les Alpes, il obtint enfin la Bresse avec le Baillage de Gez, Viromay &c. par *le traitté*, qui se fit à *Lion* le 17 Janvier 1601.

Après cela on ne parloit point d'autre guerre que de celle des Païs-bas. Le Roy Henry IV, qui vouloit qu'on crust que toutes ses pensées alloient à la paix, & se lassant de
se-

secourir les Provinces Unies des subsides considerables, dont il aidoit à soutenir la dépense de la guerre d'Espagne, pendant que toute sa passion estoit d'accumuler des tresors pour un dessein secret, fit presser les Estats d'escouter les ouvertures de paix, que l'Archiduc Albert leur faisoit faire. Mais dautant que les Espagnols y vouloient faire entrer des conditions assés dures, comme l'exercice de la Religion Catholique Romaine & les défenses du commerce des Indes, on ne parla plus de la paix, mais on fit consentir les parties à une *Trêve de douze ans*, qui fit conclüe à *Anvers* le 9 Avril 1609.

Devant que cette negotiation fust achevée le Roy de France voulut bien faire un *traitté d'alliance défensive* avec les mesmes Provinces le 23 jour de Janvier 1608, & à son exemple, Jaques, Roy de la Grande Bretagne, en fit un avec elles le 26 Juin de la mesme année 1608. Après que l'Archiduc eust traité avec ces Provinces, comme avec un Estat libre, sur lequel le Roy d'Espagne ny luy ne preten-
doient rien, la France & l'Angleterre firent un autre traitté plus particulier avec elles à la Haye le 17 Juillet 1609.

Le Roy Henry IV ayant esté tué au mois de May 1610 tous ses grands desseins s'évanoüirent, & la France ne songea plus qu'à se mettre bien avec l'Espagne, & à s'y maintenir, de sorte que depuis l'an 1598 il ne se fit point de traité entre ces deux Couronnes là jusques à la paix de Munster, dont il sera parlé cyaprès. Seulement le 13 Novembre de la mesme année 1610 il se fit à *Paris un traité de Neutralité* entre la Franche Comté, d'un costé, & la Vicomté d'Auxonne, avec le Pais de Bassigny de l'autre. Et le 27 Septembre 1614 se fit *un traité à Madrid*, sur un different, que les deux Couronnes auroient pour les frontieres de la Haute & de la Basse Navarre, où les Espagnols eurent tout l'avantage, & profiterent de la foiblesse

du gouvernement de France, sous la Reine Marie de Medicis, & en suite sous le Ministère du Duc de Luines.

Pendant que la Trêve se negotioit en Hollande, & devant qu'elle fust conclüe, on apperceut des semences d'une nouvelle guerre en Allemagne, où le Duc de Cleves estant decedé sans enfants, laissa une succession fort opulente; mais aussy fort contestée entre un si grand nombre d'hereditiers & de pretendants, qu'il ne falloit point douter, que ce ne fussent les armes qui decideroient les droits des uns, & qui regleroient les pretensions des autres. L'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg estoient les heritiers les plus proches. L'Electeur de Saxe, le Marquis de Burgou, de la Maison d'Austriche, y pretendoient aussy, & l'Empereur en vouloit disposer comme de fiefs dévolus à l'Empire, faute d'hoirs masles. Il y envoya l'Archiduc Leopold, afin qu'il en prist possession, comme Commissaire Imperial. La France ne pouvoit pas souffrir, que la Maison d'Austriche joignist à sa puissance des Provinces, qui pouvoient servir de ligne de communication entre les Pais-bas & l'Allemagne; c'est pourquoy Henry IV croyoit se devoir opposer à cet establisement, & ce fut en partie ou la cause, ou le pretexte des preparatifs qu'il fit pendant quelques années devant son decés. Il s'estoit assés ouvertement déclaré pour les deux Princes de Brandebourg & de Neubourg, qui estoient tous deux Protestants, & qui dès le 31 May 1609 avoient fait *le traité de Dortmund*, & le 14 Juillet de la mesme année celui de Dousbourg pour leurs interests communs: & encore un troisiéme à *Halen Suabe* le 27 Janvier 1610. La France, qui s'y trouvoit interessée, ainsy que je viens de dire, l'Angleterre & les Provinces Unies, qui craignoient, que l'interest n'alterast l'amitié de ces Princes, leur firent faire *le traité de Santen* le 12 Novembre 1614: mais ce traité

ne

ne fut point executé , nonobstant les devoirs des deux Couronnes & des Estats. Au contraire ces deux Princes estant depuis entrés en des interets differents & opposés , & même en des guerres déclarées , on a eu de la peine à faire cesser de temps en temps leurs hostilités par des traittés provisionels : dont les plus remarquables sont les trois traittés *qui furent faits à Dusseldorp* le 11 May 1624 , le 9 Mars 1629 , & le 8 Avril 1647 , pour le partage de la succession , en attendant que leur différent fust réglé. Le 11 Octobre 1651 il en fut fait encore *un à Essen* , où il se fit le 9 Septembre 1666 *un traitté* , qui convertit tous les traittés provisionels en un partage effectif ; à dessein de conclurre une amitié indissoluble entre ces deux Princes. Du moins si on le peut croire de deux parents , qui pretendant tous deux toute la succession , sont contraints de se contenter de la moitié. Le 15 Fevrier 1645 les Estats de Juillers , de Cleves &c. firent un traitté entre eux à Cologne.

L'Alliance que le Duc de Neubourg prit dans la Maison de Baviere , dont il faisoit une branche , faisant juger , qu'il chercheroit son appuy dans le party Catholique , comme il en avoit embrassé la religion , l'Electeur rechercha d'autant plus fortement l'amitié des Princes Protestants , & entre autres celle des Provinces Unies , avec lesquelles il avoit fait *un traitté* le 25 Avril de l'an 1605. Le 23 Decembre 1618 se fit encore *un traitté à la Haye* , pour la succession de Juillers entre les Estats Generaux , & quelques Princes Protestants , qui s'estoient assemblés à Hailbron. Après que le Duc de Neubourg se fust déclaré ouvertement , l'Electeur en fit autant de son costé , se fortifiant par le moyen des traittés qu'il fit avec les Estats , comme en l'an 1616 pour le prest de cent mille escus , qu'on luy fit avancer sous le nom d'un nommé Hoefyser. Après
cela

cela se fit *le traité de la Haye* du 23 Octobre 1624. *Celui* du 31 Juillet 1629 pour le remboursement de la somme de cent mille escus, avec les interets & les interets des interets. *Un autre* du 2 Avril 1632 & encore un du 4 Septembre 1636 pour la mesme dette. Le 27 Juillet 1655 se fit à *la Haye un traité d'alliance*, & depuis encore un du mois de Decembre 1665. *Le traité de Cleves* se fit le 16 Fevrier 1666, avec l'article separé pour le peage de Guennep, & un traité particulier pour une alliance plus estroité. Le 6 Janvier 1667 il s'en fit encore un à *la Haye*, à l'occasion de la guerre dont la France menaçoit les Pais-bas. Le 6 May 1672, pendant que les armées de France marchaient desja pour attaquer les Provinces Unies, elles firent un traité d'alliance à *Berlin*, pour la levée & la subsistence d'une armée de vingt mille hommes, dont l'Electeur devoit secourir les Estats, qui avoient deux puissants ennemis sur les bras, les Rois de France & d'Angleterre.

Les Princes d'Allemagne, les Catholiques Romains d'un costé, & les Protestants de l'autre, vivoient en des défiances continüelles & incurables. Dés devant la paix de Vervins il y avoit eu schisme dans le Chapitre de Strasbourg, où les uns avoient élu Charles Cardinal de Lorraine, & les autres Jean George, Marquis de Brandebourg, qui en virèrent aux armes, jusques à ce qu'on fist pour cela un *traité provisionel à Haguenau* le 22 Novembre 1604, & depuis confirmé par un autre traité au mesme lieu le 22 Fevrier 1620. Il y avoit longtemps que les Protestants se plaignoient des jugements, que la Chambre de Spire & le Conseil Aulique rendoient en haine de la Religion : des biens d'Eglise que les Catholiques usurpoient au prejudice du traité de Passau, mais principalement de la proscription de la ville de Donawceert, que le Duc de Baviere exectoît avec cruauté plustost qu'avec rigueur. Ils s'en estoient
plaints

plaints fort souvent , mais inutilement ; de sorte que craignant que la Maison d'Autriche & le party Catholique ne voulussent profiter de la succession de Juillers , & sur tout prenant ombrage de la part que l'Espagne se donnoit en la direction des affaires de l'Empire, comme elle n'avoit desja que trop d'autorité dans le Conseil de Vienne , ils s'assemblerent à *Halen Suabe* , où ils firent le 17 Janvier 1610 cette *Union* , qui a tant fait parler d'elle au commencement des premieres guerres d'Allemagne , & des mouvements de Boheme. Elle fut suivie d'un traité que les mesmes Princes firent au mesme lieu avec les Provinces Unies l'onzième Fevrier de la mesme année, qui fut confirmé par le Roy de France à Paris le 23 suivant , par celuy de *Hailbron* du 20 Septembre : d'un autre, que quelques Electeurs firent avec les Provinces Unies le 23 Decembre de la mesme année , & en suite par un autre traité , qui fut fait à la Haye le 16 May 1613.

Les Princes Catholiques opposerent à cette *Union la Ligue* , qu'ils firent à *Mulhausen* le On peut dire , que c'est elle qui a sauvé l'Empereur , & qui a conservé la dignité Imperiale à la Maison d'Autriche. Dès l'an 1606 l'Espagne avoit fait un traité secret avec les Archiducs Matthias , Maximilian & Ferdinand ; par lequel ils estoient convenus , qu'ils tascheroient de porter à l'Empire celuy d'entre eux qui seroit le plus âgé des Princes de la Maison : à quoy le Roy d'Espagne consentit : à condition , que faute d'hoirs mâles il succederait aux Roiaumes d'Hongrie & de Boheme. Ce traité fut depuis renouvelé & estendu à *Prague* le 6 Juin 1617 , où Ferdinand consentit que faute de mâles l'Espagne succederait à tous les païs hereditaires : & par ce moyen ils rendirent leurs interets communs.

L'Archiduc Ferdinand , avoit pour son appennage ,

II. Part.

Vv

avec .

avec la Stirie, la Carinthie, la Carniole & le Frioul, au moins la partie de cette Province, qui appartient à la Maison d'Auſtriche, & à cauſe de cela il avoit un affés fâcheux démêlé avec la Republique de Veniſe. Il protegeoit les Uſcoques, qui ne faiſoient pas ſeulement pluſieurs dépredations dans le Golfe, mais ils faiſoient auſſy pluſieurs courſes ſur les Turcs, qui en faiſoient une affaire aux Venitiens, garands de la ſeureté de la Mer Adriatique. L'Empereur accommoda le différent par un *traitté qui ſe fit à Vienne* en l'an 1612; mais Ferdinand negligéant de l'exécuter, on prit les armes de part & d'autre, & la guerre, qui ne ſe faiſoit d'abord qu'en Frioul & en Dalmatie, ſe communiqua au reſte de l'Italie, à l'occaſion du différent, que le Duc de Savoye avoit avec celui de Mantouë.

Le Duc de Savoye avoit des pretenſions ſur le Montferrat, & en mariant ſa fille à François, Duc de Mantouë, il ſouffrit qu'il n'en fuſt point parlé: mais François eſtant decédé en l'an 1612, ne laiſſant qu'une ſeule fille, fort jeune, & le Cardinal de Mantouë ayant ſuccédé au Duché, le Duc de Savoye fit revivre ſes vieilles pretenſions. Il ſe fit renvoyer ſa fille, veuve du défunt, & vouloit qu'on luy miſt entre les mains la jeune Princeſſe, ſa petite fille, laquelle il conſideroit comme heritiere du Montferrat. Le Duc de Mantouë ſ'y oppoſa, & ſe déclara Tuteur de ſa nièce, qui n'avoit que trois ans. Il la refuſa meſmes à Don Jean de Mendofſe, Marquis d'Inoyofe, Gouverneur de Milan, qui la luy demandoit de la part du Roy d'Eſpagne. Le Duc de Savoye entra en armes dans le Montferrat dès le mois d'Avril 1613, & offenſa par là également le Roy d'Eſpagne, qui pretendoit eſtre, ſinon juge, du moins arbitre des différends de tous les Princes d'Italie, & la Reine Regente de France, qui vouloit proteger le Duc de Mantouë, ſon neveu. Les traittés, qui avoient eſté
faits

faits à Chasteau en Cambresis en l'an 1559 & à Vervins en l'an 1598, portoient expressement ; que pas un des deux Rois ne pourroit attaquer les Estats du Duc de Mantoue, ny permettre, que le Duc de Savoye poursuivist ses pretensions contre le Montferrat. Tellement que le Gouverneur de Milan, craignant que les François ne se servissent de cette occasion, pour faire passer des troupes en Italie, obligea le Duc de Savoye à acquiescer aux desirs du Roy d'Espagne : mais d'autant que le traité qui fut signé pour cela à avoit esté fait sans la participation du Duc de Mantoue, que les Espagnols y avoient obligé à des conditions, que son honneur & son interest l'empeschoient d'accomplir, on en vint à une seconde rupture, qui dura jusques au *traitté d'Ast*, qui fut conclu le . . Juin 1615.

Quelques mois après, la Republique de Venise entra en rupture avec l'Archiduc Ferdinand sur le sujet des Uscoques, ainsy que je viens de marquer. Pour divertir les forces de Ferdinand, que l'Espagne alloit secourir, elle resolut de faire donner de l'occupation au Gouverneur de Milan, qui estoit celuy qui la pouvoit incommoder le plus. Pour cet effet elle traitta avec le Duc de Savoye, qui se plaignoit de l'inexecution du traité d'Ast, dont il accusoit les Espagnols : de sorte que se voyant asseuré de subsides fort considerables de la part des Venitiens, il refusa d'écouter les propositions d'accommodement, que le Pape & la France luy faisoient faire. Le Conseil de Paris n'avoit pas grand'envie d'engager le Roy dans la guerre d'Italie : elle n'estoit pas non plus l'inclination du Premier Ministre de la Cour de Madrid, & les armes Espagnoles ne faisant pas grand progrès en Piedmont, non plus que celles des Venitiens dans le Frioul, on consentit facilement à une negotiation, qui produisit en l'an 1617 le *traitté de Madrid*. Mais d'autant que le Roy d'Espagne y parloit en Maître & Arbitre, l'Ambas-

l'adeur de Venise ne le voulut pas accepter: & le Pape n'ayant pas voulu s'en mêler aux conditions, dont le Duc de Savoye fit accompagner sa soumission, l'affaire fut enfin portée à *Paris, où le traité fut conclu* le 6 Septembre 1617, ainſy qu'il ſera dit en la Section ſuivante. La Cour de Madrid le confirma vers la fin du meſme mois: & au mois d'Octobre de la meſme année il ſe fit *un traité entre le Duc de Savoye & le Gouverneur de Milan à Pavie*, pour l'exécution du traité de Paris.

Le Duc de Savoye ne ſortit pas ſi-toſt de cette guerre, qu'il entra en de nouvelles intrigues avec ceux, qui travailloient à faire ſoulever la Boheme, & les Provinces hereditaires de Ferdinand. La Republique de Veniſe avoit les meſmes intereſts & les meſmes intentions, & ce fut en cette veüe qu'elle ſ'allia avec les Provinces Unies, par *le traité qui ſe fit à la Haye* le 31 Decembre 1619, confirmé par un autre, qui ſe fit au meſme lieu le 18 Avril 1620.

Devant que de parler des mouvements de Boheme, qui ont eſté cauſe d'une tresfuneste guerre, laquelle à produit quantité de traités, il eſt neceſſaire de parler de ceux des Grifons, que quelques uns conſiderent, comme la ſource des deſordres, qui deſtruifent l'Europe depuis plus de ſoixante ans. Les differents que le Duc de Savoye eut avec la Republique de Gennes, pour le Marquiſat de Zucarello, & le Duc de Modene avec la Republique de Luques; pour la Garſagnana, ne meritent pas qu'on ſ'y arreſte; par ce que les petites guerres, qu'on fit pour cela, commencerent & finirent preſque en meſme temps. Le Roy Henry IV, en renouvelant *en l'an 1602* l'alliance avec les Cantons Suifſes, & avec les Liges Grifſes, ſ'eſtoit reſervé le paſſage de la Valteline pour luy & pour ſes amis. La Valteline eſt une Vallée, qui ſ'eſtend depuis le Lac de Como, & le Duché de Milan, dont elle faiſoit

au-

autrefois partie, jusques au Tirol : de sorte que ce passage, qui est de vingt deux lieues, est trescommode pour la communication des Estats, que la Maison d'Austriche possede en Allemagne avec ceux que le Roy d'Espagne occupe en Italie. Les Valtelins sont sujets des Ligues Grises, mais le Duc de Feria, Gouverneur de Milan, sous pretexte de maintenir la Religion Catholique Romaine dans la Valteline, & de proteger les habitants contre les Grisons, leurs Souverains, se saisit de toute la Vallée, & contraignit mesmes les Ligues de faire avec luy *le traité de Coire* du 19 Mars 1617, & en suite *un autre* du 15 Octobre 1619; l'un & l'autre tresprejudiciables à la France. Le Roy Louis XIII, se voyant depossédé d'un avantage, que le Roy son pere luy avoit acquis & laissé, & considerant de l'autre costé, que cette usurpation achevoit d'establir la puissance predominante des Espagnols en Italie, s'en plaignit au Pape, & envoya M. de Bassompierre en Espagne, avec ordre de faire reparer l'attentat. Bassompierre arriva à Madrid peu de jours devant que Philippe III mourust, mais il ne laissa pas d'entamer & de continuer sa negotiation : & bien qu'il n'eust point de pouvoir de faire *un traité*, il ne laissa pas de conclurre celuy *de Madrid* le 25 Avril 1621. Ce traité regloit en quelque façon l'affaire de la Valteline : il y conservoit la Religion Catholique Romaine, & la Souveraineté aux Grisons : mais les Espagnols, qui avoient apporté une grande facilité à la conclusion du traité, firent naistre mille difficultés sur l'exécution. Le Duc de Feria, au lieu de suivre les ordres, qu'on luy envoyoit de Madrid, fit venir les Deputés des Grisons à Milan, & les obligea, au mois de Janvier 1622, à faire *un traité*, par lequel ils renonçoient à la Souveraineté de la Valteline : & au mois de Septembre de la mesme année l'Archiduc Leopold leur fit signer un autre *traité* à

Lindau, par lequel les Grisons luy cederent la Ligue des Droitures, avec la Seigneurie de Mayenfelt.

Le 3 May 1622 il se fit bien un autre *traitté à Madrid*; mais celuy qui l'avoit conclu sans ordre, fut désavoué en France; parce qu'on y accordoit le passage de la Valteline à tous les Princes & Estats Catholiques indistinctement. Le refus, que les Espagnols firent d'exécuter le premier *traitté de Madrid*, obligea le Roy à faire en l'an 1623 *un traité avec la Republique de Venise & le Duc de Savoye*. On craignoit également à Rome & à Madrid, que dans cette disposition d'humeurs, les deux Couronnes n'entrassent en rupture: c'est pourquoy les Espagnols firent agir le Pape, qui engagea en l'an 1624 le Commandeur de Sillery, Ambassadeur de France à Rome, à un *Projet de traité*, qui fut désavoué en France; parce que l'Ambassadeur y faisoit un prejudice irreparable à la Souveraineté des Grisons, & qu'il n'avoit ny ordre ny pouvoir de traiter: de sorte que pour témoigner publiquement le peu de satisfaction, que l'on avoit de sa conduite, on le revoca. Ce fut pour la mesme affaire qu'Urbain VIII envoya le Cardinal Barberin en France, où il ne fit rien. Le Cardinal de Richelieu, qui avoit esté fait Premier Ministre en ce temps là, jugeoit que l'honneur du Roy n'y estoit pas moins engagé que l'intérest des Ligues, & s'emporta fort contre du Fargis, Ambassadeur de France en Espagne, qui d'un entretien familier, qu'il avoit eu avec le Comte Duc d'Olivares, estoit entré dans une negotiation formelle. Toutefois comme le party des Religioneux estoit encore fort considerable dans le Royaume, on ne jugea pas à propos de rompre avec l'Espagne, ny de désavouer le traité; mais on donna ordre à du Fargis d'en faire reformer quelques articles, dont, après plusieurs contestations, on fit enfin *un traité formel*, qui fut signé

à

à Mouçon le 5 Mars 1626. Au moins il fut daté de ce jour là, parce qu'on ne voulut pas que le Cardinal Barberin, qui arriva en Espagne lors qu'on fut sur le point de la conclurre, y eust part. Ce traité se fit sans la participation du Prince de Savoye, qui estoit en France en ce temps là, & on n'en dit rien à l'Ambassadeur de Venise; si bien que la Republique & le Duc s'en trouverent fort offensés. Le Roy tascha de justifier son procedé, par les Ambassades extraordinaires, qu'il envoya à Venise & à Turin: mais dautant que les Grisons mesmes rejetterent le traité, qui avoit esté fait sans eux, parce qu'on ne les y traittoit pas fort en Souverains, & que d'ailleurs il ne fut pas fort punctuellement executé de part ny d'autre, le Roy de France, estant au Siege de la Rochelle en l'an 1629, fit *une declaration*, qui devoit servir d'éclaircissement à plusieurs articles du traité de Mouçon. Les Imperiaux disoient, que ce n'estoit pas à la France à expliquer seule un traité, qui avoit esté fait pour des interets communs, & porterent leurs armes, qu'ils tenoient prestes en Allemagne, dans la Valteline, dont ils se rendirent les Maistres. Sur cela il falut entrer en des nouvelles negotiations, que l'Electeur de Baviere fit réussir à *Ratisbonne*, où il se conclut le 13 d'Octobre 1630, un traité entre l'Empereur Ferdinand II & Louis XIII. Il portoit, que les Grisons & la Valteline seroient reestablis dans leur premier estat; mais ce traité n'ayant pas esté executé à l'égard du 12 & du 13 articles, qui parlent de la Valteline, il se fit deux *traittes à Querasque* en Piedmont le 6 Avril & 19 Juin 1631; qui assèureroient l'execution de celui de Ratisbonne, tant pour les affaires de Mantoüe, que pour celles de la Valteline, d'ou l'Empereur retira ses armes; parce qu'il en avoit besoin contre le Roy de Suede.

La suite de la guerre de Boheme les avoit attirées en Alle-

lemagne, où ceux qui avoient la principale direction des affaires de France, voulurent prendre part : mais sur des principes bien opposés à ceux ; sur lesquels le Roy Henry IV avoit fait rouler ses maximes. Ils firent partir une Ambassade solennelle, composée du Duc d'Engoulesme, du Comte de Bethune & de M. de Chasteauneuf, qui au lieu d'entrer dans les interets des anciens amis de la France, firent faire *le traité d'Ulm* le 13 Juillet 1620. Ce traité portoit, qu'aucun Electeur ou Prince de l'un ou de l'autre party, c'est à dire de l'Union & de la Ligue, ne pourroit attaquer, directement ny indirectement, aucun Electorat, Principauté, Province ou Ville, sous quelque pre-texte que ce fust. Les Ministres de France croyoient avoir fait un coup d'Estat, & cependant ils donnerent au Duc de Baviere le moyen de joindre ses troupes à celles de l'Empereur en Boheme, & de luy procurer, avec la victoire de Prague, tous les avantages, que les armes de Ferdinand acquirent depuis en Allemagne. Le premier, que le succès de cette bataille luy donna, ce fut la reduction de la Hongrie, où Gabor Bethlehem s'estoit fait proclamer Roy. Bethlehem s'estoit allié avec Frederic Roy de Boheme par un *traitté qui s'estoit fait à Presbourg* en l'an 1620 : mais après la perte de cette bataille, & après la retraite précipitée du Roy de Boheme, il presta l'oreille aux propositions d'accommodement, que la Cour de Vienne luy fit faire, & il demanda des passeports pour les Deputés, qu'il devoit envoyer aux conferences, où les Ambassadeurs de France se trouveroient comme Mediateurs. Ce n'estoit pas l'intention de l'Empereur, qui se voyant au dessus de ses affaires, ne consideroit plus la France : fit continuer la negociation avec Bethlehem, & conclut enfin *le traité avec luy à Vienne* le 5 May 1624.

Pendant que l'Empereur & le Duc de Baviere achevoient

ient de reduire la Boheme & les Provinces qui en dépendent. Les Espagnols entrèrent dans le Palatinat, dont ils se rendirent les Maistres dans fort peu de temps, & épouvanterent par là tellement les Princes Unis, qui n'estoient pas en estat de s'y opposer, que pour ne se pas faire chasser de leur país, ils furent contraints de s'accommoder avec le Marquis Spinola, qui y commandoit les armes d'Espagne. Le Lantgrave de Hesse fut le premier qui fit son *traitté à Bingue* le 5 Avril 1621, & les autres Princes de l'Union firent leur *traitté* avec le mesme Marquis à *Mayence* le 12 du mesme mois.

Jaques, Roy de la Grande Bretagne, n'avoit pas approuvé la resolution de son gendre, & jugeoit que celle, que la Boheme avoit prise de l'appeller à la Couronne, estoit une revolte declarée; mais il ne pouvoit pas souffrir neantmoins que l'Empereur depouïllast le Palatin de la dignité Electorale, ny que les Espagnols & le Duc de Baviere le dépossédassent de ses Estats hereditaires. Toutefois comme la guerre n'estoit ny le talent ny l'inclination du Roy, il ne faisoit que negotier, & taschoit d'obtenir son reestablisement par le moyen des Ambassades, qu'il envoyoit tantost à l'Empereur, tantost aux diètes, & quelquefois à Madrid & à Bruxelles. L'Infante luy envoyoit aussy ses Ministres, accompagnés de ceux du Roy d'Espagne, qui firent *deux traittés à Londres*, le 29 Mars & le 14 Avril 1623: l'un pour la restitution du Palatinat, & l'autre pour la sequestration de la ville de Frankendal. Les Espagnols, qui connoissoient le Roy Jaques, & qui ne le craignoient point, le negligeoient, & la France avec les Provinces Unies, à qui il importoit de s'opposer à toutes les prosperités, & à cette monstrueuse grandeur de la Maison d'Autriche, n'attendoient rien de vigoureux de luy. Mais comme ils en estoient extrêmement jaloux, &

que d'ailleurs plusieurs autres Potentats en prenoient ombrage, la France & les Provinces Unies prirent des liaisons plus estroites entre eux, dont il sera parlé cyaprès, & le 8 Aoust 1624 se fit *un traité à Paris*, pour le recouvrement du Palatinat & de la Valteline, entre la France, l'Angleterre, la Suede, le Dannemarc, Venise, les Provinces Unies & le Duc de Savoye.

Dés l'an 1621 les Ministres d'Angleterre, de Dannemarc, de Suede, des Provinces Unies, de l'Electeur de Brandebourg, des Ducs de Brunsüic, Lunebourg, Holstein, Pomeranie, & des Estats du Cercle de la Basse Saxe, avoient fait *le traité de Segueberg* au pais de Holstein, en suite d'un *autre traité*, que les Estats des Provinces Unies avoient fait faire à *Londres* le 15 Juin 1624, pour les interests de l'Electeur Palatin. *Le traité particulier* qui se fit à *la Haye* le premier jour d'Aoust de l'année suivante 1625, avec le Roy Charles, n'avoit qu'un mesme object, aussy bien que celui qui se fit à *Tichfield* le 25 du mesme mois. Le 9 Decembre de la mesme année se fit encore *un autre traité à la Haye*, sur le mesme sujet, & on y fit entrer le Roy de Dannemarc. Ce fut en suite de ce traité que celui-cy declara la guerre à l'Empereur; mais les bonnes intentions furent si mal suivies, & ses armes furent accompagnées de si peu de fortune, que pour sortir de toutes ses disgraces, il s'accommoda avec Ferdinand II, par *le traité qui se fit à Lubec*, le 22 May 1629. Dés le 25 Mars 1625 il avoit fait le *Traité de Laiemborg*, avec les Archevesques de Magdebourg & de Breme, avec le Duc de Brunsüic Wolfembüttel, avec Adolfe Frederic & Jean Albert, Ducs de Meklenburg, & avec Frederic Duc de Holstein, pour la conservation de la Basse Saxe. Mais ce fut ce traité qui y attira l'armée de Tilly, & qui fut cause de la proscription des Ducs de Meklenburg, dont le Duché fut donné au Duc de Fridland. Le

Le mauvais succès de l'entreprise du Roy de Danemarck, faisant craindre à la France, que les anciens Alliés qu'elle avoit dans l'Empire, ne fussent opprimés par la puissance de la Maison d'Austriche, elle avoit fait travailler à l'accommodement entre les Rois de Pologne & de Suede, qui fut fait à Warfavie le 8 Octobre 1629, afin de donner au Grand Gustave Adolfe le moyen & le loisir de s'appliquer aux affaires d'Allemagne. L'Empereur avoit poussé ses conquestes jusques sur le bord de la Mer Baltique. Il avoit pris tout le Meklenbourg sur ses Princes, & en toute la Pomeranie il n'y avoit que la ville de Stralsont, qui refusaît de recevoir garnison Imperiale. Cette ville s'estoit mise en la protection du Roy de Suede, par *un traité* fait dès le 23 Janvier 1628; de sorte que lors que le General Arnhem l'assiégea, elle fit une si vigoureuse défense, qu'elle donna au Roy le loisir de se dégager de la guerre de Pologne, & de passer en Allemagne. Ce fut par le traité qui se fit à Tiegenhof le 28 Fevrier 1630: & en la mesme année il commença à traiter avec la France, qui y employa Hercules, Baron de Charnacé; avec lequel il conclut le 23 Janvier de l'année suivante, *le traité de Berwalde*, pour cinq ans. Le 12 Aoust de la mesme année 1631 le mesme Roy fit *un traité d'alliance* avec Guillaume Landgrave de Hesse, & en suite avec l'Electeur de Saxe, & avec quelques autres Princes Protestants, à qui l'Empereur opposa *une alliance*, qu'il fit avec quelques Princes Catholiques à Vienne, le 14 Fevrier 1632. Gustave Adolfe ayant esté tué à la bataille de Lutzen le 16 Novembre de la mesme année, l'alliance entre la France & la Suede fut renouvelée avec la Reine Chrifline, par *le traité* qui se fit à Hailbron le 13 Avril 1633; & cette alliance devoit durer jusques à la paix. Le 17 Septembre 1634 il se fit encore un autre *traité* à Francfort, avec le Chancelier Oxen-

stirn, Directeur general des affaires & des armes de Suede en Allemagne, & avec les autres Confederés, dont les Deputés estoient assemblés en ce lieu là. Ce traité fut depuis confirmé & estendu par un autre *traitté*, qui fut fait à *Paris*, le premier jour de Novembre de la mesme année. Le Chancelier, passant après cela par la France, fit encore un autre *traitté* à *Compiègne* le 28 Avril 1635. Les Plenipotentiaires des deux Couronnes firent le 20 Mars 1636 un autre *traitté* à *Wisnar*: mais ce traité n'ayant pas esté ratifié en Suede, & l'Empereur Ferdinand II, contre lequel les Alliés avoient pris les armes, estant decedé, il fut jugé necessaire de renouveler les alliances par un *traitté* que d'Avaux & Salvius, Ambassadeurs de France & de Suede firent à *Hambourg* le 6 Mars 1638. Ce traité, qui ne se fit que pour trois ans, devoit expirer le 15 Mars 1641. Le 30 Janvier de la mesme année 1641 il se fit un autre *traitté* entre les mesmes Ministres, & au mesme lieu, qui devoit durer jusques à la paix.

Le *Traité preliminaire* pour la paix generale, fut enfin conclu à *Hambourg* le 25 Decembre de la mesme année 1641. L'Empereur d'un costé, & la France avec ses Alliés de l'autre, y demurerent d'accord du temps & du lieu de l'assemblée, comme aussy des passeports de leurs Ministres. Depuis ce temps là jusques à la conclusion de la paix de Westfalie, il ne se fit point de traité entre les deux Couronnes de France & de Suede. Le 14 Mars 1647 il se fit bien un *traitté* à *Ulm*, avec l'Electeur de Baviere, qui avoit aussy pouvoir de l'Electeur de Cologne, où on comprit aussy le Lantgrave de Hesse, mais il fut aussytost rompu que conclu, & faillit de mettre les deux Couronnes en tresmauvaise intelligence. Depuis la paix d'Allemagne, la France a encore fait plusieurs traittés avec la Suede, & particulièrement depuis l'abdication de

la Reine Christine, & le décès de Charles Gustave: & entre autres *celuy de Fontainebleau* du 22 Septembre 1661: *celuy de Stocolm* du 30 Decembre 1662, touchant le Commerce, & particulièrement *celuy* que M. de Pomponne fit à *Stocolm* le 14 Avril 1672.

Les Congrès de Westphalie produisirent le traité qui fut *conclu à Munster* le 30 Janvier 1648 entre l'Espagne & les Provinces Unies. Celui qui fut signé au mesme lieu le 28 Octobre de la mesme année entre l'Empereur & le Roy de France. Un autre entre l'Empereur & la Suede à Osnabrug le 28 Octobre 1648, & enfin *celuy* de Nuremberg du 2 Juillet 1650, pour l'exécution des traittés de Westphalie.

Devant que la France se declarast contre la Maison d'Austriche, le Cardinal de Richelieu, qui vouloit susciter des ennemis à l'Espagne de tous costés, entreprit de luy faire une puissante diversion par le moyen des Hollandois, qui estoient rentrés en guerre avec les Espagnols, depuis l'expiration de la trêve de douze ans. Pour cet effet il se fit un *traitté à Compiègne* le 18 Avril 1624, avec un article separe du 18 Juin de la mesme année. Le 12 Avril de l'année suivante il se fit un *traitté particulier*, touchant quelques vaisseaux, qui devoient estre employés sous le Vice-admiral Hautain au Siege de la Rochelle. Le 28 Aoust 1627 il se fit bien un *traitté à Paris*, pour neuf ans; mais il ne fut point ratifié, & le 17 Juin 1630 il se fit un *traitté plus particulier à la Haye*, pour des subsides & pour une plus étroite alliance, qui fut confirmée & estendue par un *autre traité*, que le Baron de Charnacé fit à la Haye le 15 Avril 1634 & devoit durer sept ans. Les Estats Generaux, qui croyoient alors, qu'ils trouveroient plus d'avantage en la continuation de la guerre, si la France y entroit avec eux, obligerent le Roy à la declarer à l'Espag-

ne, en suite *du traité qui se fit à Paris* le 8 Fevrier 1635 pour une alliance perpetuelle. Depuis ce temps là il ne s'est presque point passé d'année, jusques à la paix de Munster, où il n'y ait eu quelque traité de fait entre la France & les Provinces Unies: comme dès le 16 Mars de la mesme année, pour le mot & l'ordre qui se donneroit dans l'armée. *Celuy de la Haye* du 6 Septembre 1636 pour le secours de quinze cens mille livres: *celuy du mesme lieu* du 17 Decembre 1637 pour un subside de douze cens mille livres, & du 26 Avril 1639 à St Germain pour des subsides. *Celuy de Paris* du 14 Fevrier 1641 pour des subsides: *celuy de la Haye* du 8 Mars 1642 pour trente Compagnies d'infanterie: *celuy de Paris* du 30 Mars 1643 renouvelé le 16 May suivant: *celuy de la Haye* du 29 Fevrier 1644 pour des subsides. *Celuy de garantie* du premier jour de Mars de la mesme année: *celuy de la Haye* du 20 Avril 1645 pour la campagne: *celuy de Paris* du 6 Avril 1646 pour des subsides. *Celuy de Marine* conclu à Paris le 18 Avril 1646, qui a servy de modelle à tous les traittés de cette nature, qui ont esté faits depuis ce temps là: & enfin *celuy de garantie* du 29 Juillet 1647.

Les Provinces Unies ayant au commencement de l'année suivante fait un traité separé avec l'Espagne à *Munster* le 30 Janvier 1648, elles n'eurent pas grand commerce d'affaires avec la France depuis ce temps là, mais bien un tresgrand démeſlé, à cause des dépredations continüelles, que les armateurs François faisoient en la Mer Mediterranée, qui donnerent occasion à des represailles, & en suite à *une espece de traité*, qui se fit à la Haye avec M. de Thou en l'an 1657. Le 20 May 1659 il se fit encore un *traitté à la Haye* entre les Ministres de France & d'Angleterre & les Deputés des Estats, pour les affaires du Nort, qui ne fut point executé de la part de la France, & l'Angleterre ne l'executa
que

que foiblement; tant pour d'autres confiderations, que pour le changement qui y arriva au gouvernement, après la mort d'Olivier Cromwel. Le 27 Avril 1662 se fit à *Paris une nouvelle alliance* entre la France & les Provinces Unies, en vertu de laquelle le Roy les fecourut contre l'Angleterre & contre l'Evesque de Munster. Pendant cette guerre d'Angleterre il se fit encore *un traité* le 5 May 1667 qui estoit particulier pour la conjunction des armées navales, qui ne se fit point; parce que les François employerent la leur sur les costes de Portugal.

Au plus fort de la guerre d'Allemagne, & presque au mesme temps que la France avoit traité avec le Roy de Suede, on travailla à détacher l'Electeur de Baviere des interets de la Maison d'Autriche, & pour cet effet on fit faire avec luy *le traité de Munic* du 8 May 1631. Le Roy promettoit au Bavarois par ce traité, de faire conserver la dignité Electorale en sa personne & dans sa Maison, & de ne point assister de ses armes ny de son argent ceux qui luy voudroient faire la guerre. Il y avoit en ce traité quelque chose de bien opposé à celuy que la France venoit de conclurre avec le Roy de Suede, qui confiderant le Duc de Baviere comme le Chef de la Ligue Catholique, & comme celuy, qui avoit seul relevé les affaires de l'Empereur, par les puissants secours qu'il luy avoit donnés de temps en temps, n'en fut point satisfait du tout; non plus que de celuy que la Saladie fit à *Ehrenbreistein*, avec Philippe Archevesque & Electeur de Treves, le 9 Avril 1632; parce que ce traité portoit entre autres choses, que le Roy de France employeroit les forces de son Roiaume, pour chasser les troupes Suedoises, qui se trouveroient dans l'Archevesché. La France fit encore une alliance particuliere avec luy à *Fontainebleau* le 12 Octobre 1661.

La France, pour fortifier son party dans l'Empire après le

le decés du Roy Gustave Adolfe, fit le 13 Avril 1633 un *traitté à Hailbron*, avec les Princes & Estats des quatre Cérclés du Haut & du Bas Rhin, de Franconie & de Suabe. Le 17 Septembre 1634 il s'en fit encore un, dont il a esté parlé cydessus, aussy bien que de celuy, qui fut fait à Paris le premier Novembre suivant, pour la continuation de la guerre de l'Empire. L'Empereur de son costé conclut le 30 May 1635 le *traitté de Prague* avec l'Electeur de Saxe, qui y stipula de certaines conditions pour luy & pour les autres Princes Protestants, qui y voudroient entrer. Le 21 Octobre 1636 il se fit un *traitté à Wessel*, entre le Marquis de St Chaumont, Ambassadeur de France, & Guillaume Lantgrave de Hesse, en suite d'un *autre traitté*, qui avoit esté fait à Minden le 12 Juin precedent; mais qui n'avoit pas eu la perfection, pour n'avoir pas esté ratifié, comme aussy en suite de *quelques conditions*, dont on estoit convenu à la Haye le 13 Septembre de la mesme année, pour la levée du Siege d'Ehrenbreistein ou Hermestein. Le Lantgrave y promet de lever le Siege de cette forteresse, & de faire subsister sept mille hommes de pied & trois mille chevaux, pour le service de la Cause commune, & le Roy promet de luy faire payer tous les ans un subside de deux cens mille escus. Ce traitté devoit subsister jusques à la paix. Il fut renouvelé après le decés de ce Prince avec Amelie de Hanau, sa veuve, Regente de Hesse, par un *traitté qui se fit à Dorsten* le 22 Octobre 1639, aux mesmes conditions que le precedent. Le 30 du mesme mois la mesme Princesse fit un *traitté à Munden sur la Werre*, avec les Princes de Brunsvic & de Lunebourg. Dès le 26 Octobre 1635 il s'estoit fait un *traitté à St Germain en Laye* entre Ponica, Ministre de Bernard, Duc de Saxe Weimar, & les Commissaires du Roy, pour la levée & la subsistence de douze mille hom-

hommes de pied & de cinq mille chevaux, moyennant quatre millions de livres par an. Le 17 Octobre 1637 le Duc fit encore *un traité à Paris*; mais ce ne fut que pour regler les arrerages qui luy estoient deus. Ce Prince estant decedé en l'an 1639, la France fit un *traitté à Brisach* avec les Directeurs de l'armée du defunt, au mois d'Octobre.

Aprés le Duc de Baviere il n'y eut point de Prince, qui témoignast plus de zele & plus d'affection pour les interets de la Maison d'Austriche, que Charles Duc de Lorraine. C'estpourquoy l'Empereur fit faire de grandes instances, pendant qu'on negotioit les preliminaires à Hambourg, à cè qu'on accordast des passeports pour les Deputés, que le Duc pretendoit envoyer à l'assemblée, qui se devoit faire pour la paix generale: mais la France n'y voulut jamais consentir, à cause des traittés particuliers, qu'il avoit faits avec le Roy, sans l'intervention de l'Empereur & du Roy d'Espagne. Et de fait, dès le 6 Janvier 1632 le Duc de Lorraine avoit fait *le traité de Vic*, par lequel il renonçoit à toutes les alliances, & à tous les traittés, qu'il avoit faits contre les intentions & contre les interets du Roy. Mais dautant que le Duc n'y satisfit point, & qu'il obligea le Roy à porter ses armes en Lorraine, on ne luy voulut point restituer les places, qui avoient esté conquises sur luy, qu'il ne mist entre les mains du Roy les villes de Stenay, Jametz & Clermont, qui y devoient demeurer quatre ans, & servir de caution à la parole, qu'il donnoit, de ne se separer jamais des interets de sa Majesté. *Ce traité se fit à Liverdun le 20 Juin 1632.* Ce mesme traité ne pouvant pas empescher le Duc de continuer ses intelligences avec la Maison d'Austriche, tant en Espagne qu'en Allemagne, le Roy, pour prevenir les Sue-
dois, qui menaçoient la Lorraine, fut contraint d'y entrer

encore avec une puissante armée, en l'an 1633, & y assiegea Nancy, obligeant le Duc à recevoir garnison Françoisse, par *un traité qui se fit au Camp devant Nancy* le 6 Septembre de la même année. On y ajouta quelques articles secrets, qui furent arrestés à *Charmes* le 20 du même mois. Le Duc de Lorraine, au lieu d'exécuter ces traittés de bonne foy, se jetta ouvertement dans le party de la Maison d'Autriche, & se declara contre la France. Il y demeura jusques en l'an 1641, qu'il vint en France; soit qu'il fust effectivement rebuté des adversités continüelles des armes de l'Empereur & du Roy d'Espagne, ou que son intention fust de faire sa condition meilleure avec eux, & il y fit *le traité de Paris* le 29 Mars de la même année 1641. Il cedoit par ce traité les villes de Stenay, Jametz, Clermont & Dun, pour estre annexés à la Couronne de France à perpetuité, avec leurs appartenances & dépendances, & consentit que le Roy mist garnison Françoisse dans Nancy, jusques à la paix. Mais ce traité fut aussytost violé que conclu, & le Duc retourna aussytost à ses premieres maximes, & à ses veritables inclinations. Dés le 19 Janvier 1634 il avoit cédé le Duché de Lorraine au Cardinal, son frere; mais à dessein de s'en reserver la Souveraineté & le revenu. Comme en effet, en traittant avec la France en l'an 1641, il y parle en Duc & en Souverain. Quelques années après il voulut renouer avec elle, & passer avec ses troupes au service du Roy; mais les Espagnols le previnrent, l'arrestèrent à Bruxelles, & l'envoyerent prisonnier à la citadelle d'Anvers, d'où ils le conduisirent en Espagne. Il y demeura prisonnier jusques à la paix des Pirenées, où il fut compris; mais d'une maniere, qui l'obligea à faire un traité particulier avec la France, qui fut conclu à Paris le dernier jour de Fevrier 1661, & en suite *un autre* du 6 Fevrier 1662; par lequel il cede la Lorraine à la France, moyen-

moyennant que les Princes de sa Maison soyent reconnus pour Princes du Sang de France, après ceux de la Maison de Bourbon. Ce fut l'ouvrage de M. de Lionne; mais ce ne fut pas celui qui luy fit meriter l'éloge, que M.D.S.E. fait de luy comme du plus achevé politique de nostre temps. Il ne le connoissoit pas si bien que d'autres le connoissoient depuis l'an 1636. Par le *traitté de Mets*, qui fut fait le dernier jour d'Aoust 1643, le Roy remet le Duc en la possession de la Lorraine, dans l'estat qu'elle luy avoit esté rendue par le *traitté de 1661*: à la reserve de la ville de Marsal, pour la quelle il fut fait une convention particulière par ce *traitté*. Les François ont accusé le Duc de Lorraine de duplicité, mesmes après ces deux derniers *traittés*; c'est pourquoy le Roy le voulut faire arrester: mais comme il vivoit en des défiances continüelles, il prit l'allarme au premier advis qu'il eut du mouvement des troupes de France, & se sauva, pour aller mourir dans l'exil, assés regretté de ses sujets, quoy que son humeur inquiete & son imprudence les eussent reduits à la dernière misere.

Charles Emanüel, Duc de Savoye, n'ayant pas tiré du Roy d'Espagne le secours ny la protection, qu'il s'en estoit promis au different qu'il avoit avec Henry IV touchant le Marquisat de Saluces, se lia d'interests avec la France; mais la mort de Henry & du Duc de Mantouë l'obligerent à prendre d'autres mesures. La France le secourut contre la Republique de Gennes, ainisy qu'il a esté dit cydessus, & le 14 Decembre 1616 elle moyenna un accommodement entre le Duc & le Duc de Nemours, qui estant de la mesme Maison, avoit levé des troupes, pour se faire donner un plus grand appennage. Le Duc de Savoye n'estoit point satisfait du *traitté de Mouçon*; c'est pourquoy il faisoit cent affaires au Cardinal de Ri-

cheliou, & traversoit tous les desseins, que la France formoit du costé de l'Italie. On fit bien avec luy *le traité de Suse* le 11 Mars 1629, & en suite *celuy de Mirefleur* du 19 Octobre 1631, mais ils ne changerent point l'inclination du Duc, qui haïssoit bien autant le Cardinal qu'il en estoit hay, & qui s'opposoit à tous ses desirs, de sorte qu'il souffrit, que les Ministres d'Espagne accommodassent le different de Zuccarello, par *le traité de Madrid* du 27 Novembre, sans la participation de la France. De l'autre costé l'Espagne n'eut point de part *au traité*, que le Mareschal de Toiras & Servien, qui avoient fait *celuy de Querasque*, conclurent à *Turin* le 19 Octobre 1631 pour le depost de Pignerol pendant six mois, & le 5 Juillet 1632, avec Victor Amedée, Duc de Savoye, pour la ville & citadelle de Pignerol. L'onzième Juillet 1635 se fit à Rivoles un *traitté de Ligue offensive & defensive* entre Louïs XIII & le mesme Duc: lequel estant decedé quelque temps après, *cette alliance fut renouvelée* avec la Duchesse sa veuve à *Turin* le 13 Juin 1638. Elle estoit Mere & Tutrice du jeune Duc, mais la Tutele & la Regence luy furent contestées par le Cardinal de Savoye & par le Prince de Carignan, freres du defunct, qui prirent les armes, & luy firent la guerre, jusqu'à ce que le different fust réglé par l'entremise de la France, qui fit faire *le Traitté de Turin* le 14. Juin 1642. Il y avoit un traité fait avec le Prince Thomas de Carignan du 2 Decembre 1640, mais il s'en dédit, & ne l'executa point.

Les Estats des Provinces Unies, devant que de s'intresser en la guerre d'Allemagne avec le Roy de Suede, avoient fait *un traité* avec luy à *la Haye* le 5 Avril & 11 Decembre 1614, qui fut suivy d'un *autre traité* du 11 Decembre 1616, par lequel le Roy s'obligeoit à fournir une certaine quantité de cuivre, & celuicy fut suivy d'un

trois-

troisième traité du 26 Novembre 1618 pour le prest d'une somme de sept cens cinquante six mille cinq cens quatre livres, treize sols. Après que le Roy de Dannemarc eust perdu la bataille de Lutern, & qu'il eust fait le Traitté de Lubec, dont il a esté parlé cydessus, plusieurs Princes & Estats traitterent avec Gustave Roy de Suede. Les Estats des Provinces Unies furent des premiers, & firent *le traité* de Quelques années après le decés du Roy, ils renouvelerent ce traité avec la Reine Christine, fille du defunct, & avec les Directeurs du Roiaume, le premier Septembre 1640 à Stocolm. Ce traité fut suivy d'un *traitté de garantie*, qui fut conclu à *Suderocra* le 15 Aoust 1645. L'onzième Septembre 1656 se fit avec Charles Gustave, Successeur de Christine, *le traité d'Elbing*, que les Estats des Provinces Unies refuserent de ratifier, sinon à la charge de *l'éclaircissement* de quelques articles, dont l'ajustement se fit à *Elfsenör* le 29 Decembre 1659. Le Roy de Suede s'y accommoda, parce que ne s'estant attiré que trop d'ennemis sur les bras, il fut contraint de ceder à la necessité. Quelques années après son decés, sçavoir en l'an 1665 il se fit à *la Haye un traité*, qui regloit les differents, que la Compagnie des Indes Occidentales de Hollande avoit avec la Compagnie Africaine de Suede, & le commerce de la coste de Guinée. Le 16 Juillet 1667 il se fit un traité preliminaire & le 18 du mesme mois un traité pour le renouvellement d'amitié. Vers la fin de la mesme année, le Comte Christoffre de Dona, qui comme Mediateur avoit travaillé à la paix de Breda, fit aussy rectifier le traité d'Elbing, dont quelques articles avoient esté changés contre l'intention du Roy de Suede. Le 23 Janvier 1668 se fit avec le mesme Comte le traité pour la paix entre les deux Couronnes de France & d'Espagne. Le 25 Avril 1668 se conclut à *Londres le traité*

de la Triple alliance, dont le Roy d'Angleterre avoit fait faire la proposition à la Haye vers la fin de l'année prece-
te : mais elle ne produisit aucun effet. Au contraire
l'Angleterre attaqua les Provinces Unies directement, &
la Suede tascha de divertir ses forces, en attaquant leurs
alliés. Le 16 Novembre 1675 se fit à *Stocolm un traité*
de commerce avec les mesmes Provinces.

Ce fut pendant la guerre d'Allemagne qu'il arriva ruptu-
re entre la France & l'Angleterre. Le mariage du Roy de la
Grande Bretagne, au lieu d'affermir la bonne intelligen-
ce entre les deux Couronnes, altera tellement leur ami-
tié, que les deux Rois en vinrent aux armes. Leur con-
fidence n'avoit pas esté fort grande depuis la mort de la
Reine Elisabeth, & les traittés qui s'estoient faits entre
eux ne passioient pas la bienséance : comme le traité qui
se fit avec le Roy Jaques en l'an 1603, bientoist après son
advenement à la Couronne d'Angleterre. *Celui qui se fit à*
Fontainebleau le 14 Avril 1623, ne fut qu'un simple trait-
té de Commerce, & le traité de Paris du 20 Novembre,
confirmé par le Roy Charles le 25 May 1625, ne regardoit
que son mariage. Leur bonne intelligence fut bientoist
rompüe par la descente, que les Anglois firent dans l'Isle de
Ré, & par la protection qu'ils promirent depuis à ceux de
la Rochelle, par le traité du 28 Janvier 1628. Mais leurs
armes ayant esté malheureuses, & le Duc de Buckingham,
qui estoit en partie cause de la mauvaise intelligence des
deux Rois, ayant esté tué, il ne fut pas fort difficile de
renouïer leur amitié, & de les porter à la paix, dont le
traitté fut fait à *Suse* le 24 Avril 1629. Le 29 Mars 1632
se fit à *S^t Germain un traité de Commerce* entre la France
& l'Angleterre. Depuis ce temps là ce Roiaume fut si fort
travaillé de guerres civiles, que le Roy n'eut presque plus
de commerce avec les Puissances estrangeres. Après son
de-

decés il s'y forma une espece de Republique, ou d'Anarchie, dont Olivier Cromwel se fit Souverain, sous la qualité de Protecteur.

Ce fut avec luy que les Provinces Unies entrèrent en guerre en l'an 1652, & qu'ils firent *un traité de paix à Londres* le 5 Avril 1654. L'onzième Avril de la mesme année se fit à *Upsal un traité* entre la Reine Christine de Suede & le mesme Protecteur, qui souffrit, que le 10 Juillet de la mesme année il se fit *un traité entre luy & le Roy de Portugal*. Le Roy de Dannemarc *traitta* avec luy à *Westmunster* le 15 Septembre de la mesme année 1654. La France n'y vint que tard, & ne conclut son *traitté à Londres* que le 3 Novembre 1655, & elle s'en trouva fort bien: estant certain que c'est à ce traité principalement, qu'elle est obligée des conquestes qu'elle a faites en Flandres depuis ce tempslà. Le 6 Fevrier 1659 se fit encore *un traité à la Haye*, pour l'ajustement des differents des Compagnies des Indes Orientales des deux nations, & le 27 on fixa la somme, que les Hollandois donneroient aux Anglois, en suite d'un traité qui s'estoit fait le troisième du mesme mois pour les affaires du Nort.

Incontinent après le reestablissement du Roy d'àpresent, tous les Princes de la Chrestienté rechercherent son amitié, & traiterent presque tous avec luy. Il n'y avoit point eu d'interruption d'amitié entre les Rois de France & d'Angleterre; c'est pourquoy on se contenta de faire un simple traité de commerce, qui fut conclu à *Fontainebleau* le 15 Octobre 1661. Le Roy de la Grande Bretagne, en s'embarquant en Hollande, pour passer en Angleterre, y fit des protestations si fortes d'une reconnaissance eternelle de l'affection, que les Estats luy témoignèrent lors de son passage, qu'ils croyoient le devoir faire suivre d'une Ambassade solemnelle, qui fut plus de
deux

deux ans à negotier un traité de simple amitié, ou pour parler plus proprement, de pure indifférence, qui ne fut *signé à Londres* que le 14 Septembre 1662. Comme de la froideur & de l'indifférence on passe aisément à une inimitié ouverte, les deux nations entrèrent dans une trescruelle guerre, dont la fin n'ayant pas esté si heureuse que le commencement le faisoit esperer, le Roy d'Angleterre consentit enfin *que la paix se fist à Breda* le 31 Juillet 1667; tant avec les Provinces Unies, qu'avec les Rois de France & de Dannemarc, leurs alliés, qui y firent des traittés particuliers, de la mesme date.

Devant que de parler de l'invasion, que les armes de France firent dans la mesme année en Flandres, qui nous conduira jusques à la paix, qui vient d'estre couclüe à Nimegue, & qui fera aussy la fin de cette Section, il faut dire un mot de la guerre de Castro, qui arma une bonne partie des Potentats d'Italie contre les Barberins, vers la fin du Pontificat d'Urbain VIII. La Republique de Venise n'y entra qu'à regret & on en peut dire autant du Granduc de Toscane & du Duc de Modène, qui & en sortirent avec joye, par le traité qui se fit à Ferrare le 31 Mars 1644.

L'invasion, que Charles Gustave, Roy de Suede fit en Pologne en l'an 1655, fut cause d'une grande revolution dans les affaires du Monde. Avant ce temps là dès le $\frac{4}{14}$ May 1653 il s'estoit fait *un traité à Stettin*, pour le partage de la Pomeranie entre la Suede & l'Electeur de Brandebourg, & après cette rupture, le Roy obligea l'Electeur à entrer dans ses interêts : premierement par le *Traité* que ces deux Princes firent à *Conigsberg* le 17 Janvier 1656, suivy d'un autre *traitté*, qui fut conclu à *Marienburg* le 15 Juin 1656, avec des articles separés du 19 du mesme mois. Le 20 & le 23 Novembre suivant le Roy
&

& l'Electeur firent encore un *traitté à Labiau* en Prusse : mais les conquestes de la Suede devenant incommodes à l'Electeur, celui cy se raccommoda avec la Pologne par le *traitté* qui se fit à *Welaue* le 19 Septembre 1657, & depuis encore par un autre, qui fut fait à *Bistgotz* le 6 Novembre 1659, où l'Electeur stipula d'assés grands avantages. Le Roy de Dannemarc ayant rompu avec celui de Suede, pendant que le dernier employoit ses armes ailleurs, il s'allia avec la Pologne, par un *traitté* qui se fit à *Copenhague* le 28 Juillet 1657, & en suite un autre à *Cologne sur la Sprée* le 17 Janvier 1658, entre le mesme Roy de Dannemarc & l'Electeur : en vertu duquel les armes de Brandebourg estant avancées dans le Holstein, il se fit le 25 Novembre 1658 un *traitté de Neutralité à Flensbourg* entre l'Electeur & le Duc de Holstein-Gottorp. Quelque temps auparavant, le Roy de Pologne avoit fait un *traitté à Vienne* avec le Roy d'Hongrie le 27 May 1657 pour le secours que celui cy donneroit contre la Suede, & le 14 Fev. de l'année suivante l'Electeur de Brandebourg fit un *traitté* avec le mesme Roy d'Hongrie, pour le mesme effet. Cependant les armes victorieuses du Roy de Suede contraignirent celui de Dannemarc de faire avec luy deux *Traittés*, l'un à *Toststrup* le 18, & l'autre à *Roschild* le 26 Fevrier 1658. Mais ces deux *traittés* ayant esté aussy tost violés que conclus, les hostilités recommencerent de part & d'autre, & ne finirent qu'avec la vie du Roy de Suede. Car ce ne fut qu'après sa mort que ce fit le *traitté d'Olive* le 3 May 1660, qui donna la paix à la Pologne, comme le *traitté de Copenhague*, qui fut conclu le 6 Juin de la mesme année, la donna au Roiaume de Dannemarc.

La France, l'Angleterre & les Provinces Unies s'interessèrent fort en tous ces *traittés*. La premiere, voyant que le Moscovite attaquoit le Roy de Suede en Livonie, &

que les Rois d'Hongrie & de Pologne, avec l'Electeur de Brandebourg, divertissoient ses armes en Pomeranie, pendant qu'il en avoit besoin en Dannemarc, craignoit qu'on ne le dépouillast de ses conquestes d'Allemagne. Les Anglois vouloient faire croire, que l'interest de la Religion Protestante les obligeoit à travailler à la reconciliation des deux Rois du Nort, quoy que ce fust pas par ce mouvement qu'ils firent *un traité* avec la France pour ces affaires à *Westmunster* le 3 Fevrier 1659. Les Provinces Unies, qui y avoient un interest plus veritable & plus sensible; sçavoir celuy du Commerce, & de la juste apprehension de voir les deux puissances de ces quartiers la reunies en la personne d'un seul Prince, firent le 21 May de la mesme année 1659 *un traité à la Haye* avec les Ministres de France & d'Angleterre, & en suite ceux du 4 Aoust & du 12 Septembre suivants, pour faire cesser cette guerre. L'Histoire dira de quelle façon ces traittés furent executés, aussi bien que celuy qui fut fait à Londres le 29 Juillet de la mesme année.

Les Provinces Unies non seulement estoient extrêmement incommodées en leur commerce, mais elles estoient aussi obligées de s'opposer à la puissance predominante de la Suede, tant par interest, qu'à cause de plusieurs traittés, qu'elles avoient avec la Couronne de Dannemarc. Entre les plus remarquables qui ont esté faits depuis la commencement de ce Siecle sont: *Le Traitté fait à la Haye* le 14 May 1621: du 6 Octobre 1625 pour un secours de trois mille hommes: celuy du 13 May 1645 pour les Droits qui se payent au Sont. *Celuy de Christianople* du 13 Aoust de la mesme année 1645, pour les droits qui se levent en Norüegue, à la Haye le 12 Fevrier 1646. *Celuy de la Haye* du 12 Fevrier 1647, touchant les droits qui se payent en Norüegue. *Le traité d'alliance fait à la Haye* le 9 Octobre

bre de la mesme année 1647, & *un autre* de le mesme date pour le rachat ou forfait des droits de peage du Sont. *Celui de Coppenhague* du 18 Fevrier 1649, & un autre du 26 Septembre de la mesme année, fait à *la Haye* pour la suppression du Traitté du 9 Octobre 1649, avec un traitté d'alliance defensiva de la mesme date touchant le forfait du peage du Sont. *Un autre* du 8 Fevrier d'alliance, & du 27 Septembre 1653 pour la mesme peage. *Un autre fait à Coppenhague* le 16 Aoust 1656 contre la Suede, avec son ampliation du 17 Juillet 1657. *Un autre traitté* touchant le jaugeage des Navires du 15 Avril 1658. *L'alliance faite à la Haye* entre le Roy de Dannemarc & les Provinces Unies de l'onzième Fevrier 1666, avec les articles separés, pour les interets de la Compagnie des Indes Occidentales, & le secours de huit vaisseaux de guerre. *Un autre traitté* touchant les droits qui se levent sur le bois en Norruegue. *Un traitté de garantie* entre la France, le Dannemarc & les Provinces Unies. Le 25 Octobre 1666 *se fit à la Haye* la quadruple alliance entre le Roy de Dannemarc, les Provinces Unies, l'Electeur de Brandebourg & les Ducs de Brunsüic & Lunebourg-Zelle & Osnabrug. Et finalement le 10 Juillet 1674 *se fit à Coppenhague* le traitté pour le secours des Provinces Unies.

Les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc ont esté en des guerres presque continüelles, qui ont donné lieu à plusieurs traittés, dont quelques uns ont esté marqués cydessus. Il s'en fit un en l'an 1613. Les Suedois, craignant que le Roy Chrestien IV ne se declarast contre eux, ou ne formast un tiers party en l'an 1644, au plus fort de la guerre d'Allemagne, le voulurent prevenir, & le contraignirent d'accepter les dures conditions, qu'ils luy imposèrent par *le traitté qui fut fait à Bremsebro* le 13 Aoust 1645. Ce traitté fut suivy *d'un autre*, qui fut con-

clu à *Coppenhague* le 5 Novembre de la mesme année, avec M. de Tuillerie, Ambassadeur de France. Le 19 Mars 1641 le mesme Roy avoit fait *un traité de Commerce* avec l'Espagne. Le différent, que le Roy de Dannemarca avec la ville de Hambourg, laquelle il pretend estre une dépendance du Duché de Holstein, a aussy fait faire quelques traittés, dont celuy qui fut fait à Sternbourg le 18 Juillet 1621, est le plus considerable, après celuy qu'il avoit fait avec les villes Anseatiques à Odenzée en l'an 1616. L'un & l'autre sont fondés sur le traité, qui fut fait à Coppenhague avec les villes Vandaliques la veille de la St Barthelemy 1441, & sur celuy qui fut fait à Odenzée le 20 Juillet 1560. *Le traité*, que l'Archevesque de Breme, fils de Chrestien IV, fit à *Stade* le 4 Octobre 1639, est de la mesme nature. En l'an 1660, immédiatement après le reestablissement du Roy d'à present, il se fit à *Londres* un traité entre les Rois d'Angleterre & de Danemarck, & un autre à *Breda* le 31 Juillet 1667.

La Suede a fait, outre les traittés que les affaires d'Allemagne luy ont fait faire avec la France & les Provinces Unies, dont il a esté parlé cydessus, un traité avec l'Angleterre du temps de Cromwel. Depuis, entre les deux Rois qui regnent aujourd'hui, premierement à *Londres* le 23 Octobre 1661, & un autre *au mesme lieu* l'onzième Avril 1664, & en suite un troisième du 16 Fevrier 1666 & enfin celuy de la Triple alliance, dont il est parlé ailleurs. Entre la Suede & la Pologne pour *un trêve de six ans* au mois de Juin 1629, laquelle estant expirée en l'an 1635, on fit *un autre traité* pour une trêve à longues années, qui fut conclüe à *Stumpsdorf* le 12 Septembre 1635, & devoit durer jusques au onzième Juillet 1661. Elle n'estoit pas encore expirée lors qu'en l'an 1656 Charles Gustave entra en Pologne, ainsi qu'il a esté dit : dont s'en suivit le

le traité d'Olive. Le 18 Fevrier 1630 se fit *un traité à Dirshau* entre la Suede & la ville de Dantfig. Et d'autant que par la paix de Westphalie la Principauté de Breme demeura à la Suede, qui forma des pretenfions sur la ville Capitale, cellecy se faisant bouclier de ses privileges, s'opposa aux armes Suedoises; de sorte qu'on en vint enfin à un *traitté qui fut conclu à Habenhausen* le 28 Novembre 1654: mais de nouveaux differents estant survenus entre la Couronne de Suede & la mesme ville, il en fallut aussy venir à *un autre traité, qui fut fait à Stade* le 25 Novembre 1666. Le 6 Juillet de la mesme année il s'estoit fait *un traité à Hal* entre la Suede & les Princes de la Maison de Saxe.

Les Provinces Unies ont fait quantité de traittés avec leurs Voisins, particulièrement depuis que le Roy d'Espagne a renoncé à la Souveraineté qu'il y pretendoit, par *le Traitté qui fut fait à Munster* le 30 Janvier 1648. Dés longtemps auparavant, scavoir le 26 Juin 1608 elles avoient fait un traité d'alliance avec l'Angleterre, & le 17 Septembre de la mesme année, pour la somme que la Reine Elisabeth leur avoit prestée. Le 21 May 1616 le traité de Greenwich, pour la restitution de Vlissingue &c. & ceux de Londres du 5 Juin 1624 & de la Haye du 5 Aoust 1625. Depuis la paix de Munster le Roy d'Espagne mesme a traité avec eux de Souverain à Souverain: comme par *le traité de Commerce & de Marine*, qui fut fait à *la Haye* le 17 Decembre 1650. Le Traitté pour *le partage provisionel des païs d'Outremeuse* du 27 Mars 1658, & *touchant les biens des Chartreux* du 28 Aoust de la mesme année. Le 26 Decembre 1661 se fit enfin *le partage des Païs d'Outremeuse*, & le 20 Septembre 1664 se fit à *Bruxelles* *le traité* pour les limites du Comté de Flandre. Le 29 Avril 1665 se fit à *la Haye* un traité pour la suppression de la Chambre mypartie. Le 9 Avril 1668 pour le prest de

deux millions, mais il ne fut ny ratifié ny executé. Le 30 Aoust 1673 se fit au mesme lieu *de la Haye* un traité d'alliance contre la France, pour vingtcinq ans, & le 16 Octobre 1675 il s'en fit un avec l'Espagne & avec l'Evesque de Munster. L'invasion que les François firent en Flandres en l'an 1667, & la guerre qu'ils firent en l'an 1672 aux Provinces Unies, firent faire ces trois derniers traittés, aussy bien que plusieurs autres, qui ont esté marqués cydessus. Les traittés qui ont esté faits avec l'Admirant d'Aragon en l'an 1603, & avec Spinola à Calmthout le 18 Octobre 1622 ne regardent que le quartier de prisonniers de guerre.

Depuis la paix de Vervins il ne s'estoit point fait de traité entre la France & l'Espagne, pour l'intérest des Couronnes directement, lors que le 7 Novembre 1659 on conclut celuy des Pirenées *dans l'Isle des faisans*, & le traité, qui fut arresté avec les Ministres d'Angleterre & de Hollande à *S^t Germain en Laye* le 15 Avril 1668, & en suite signé & conclu à *Aix la Chapelle* le 2 May de la mesme année. Ce dernier traité ne sublista que jusques en l'an 1673, & la rupture a duré jusques à la paix, qui a esté conclüe à *Nimègue* le 17 Septembre 1678. J'ay parié cy dessus d'un petit traité, qui fut fait à Madrid en l'an 1614, & de quelques autres traittés qui regardoient les affaires de Mantoüe & de la Valteline.

Les mécontentements estoient fort grands entre les deux Couronnes, mesmes avant qu'elles éclataissent en l'an 1635. Elles n'ont pas manqué de ménager les occasions, qui pouvoient faire des affaires l'une à l'autre. Le Duc de Rohan fit faire un traité avec la Cour de Madrid le 3 May 1629. Le Marquis d'Aytone, commandant les armes du Roy d'Espagne aux Pais-bas, fit *un traité* avec le Duc d'Orleans le 12 May 1632. Le 13 Mars 1642 Fontrailles fit à *Madrid un traité* pour le mesme Duc d'Orleans & le

Comte

Comte de Soissons , & au commencement de l'an 1643 encore un pour le Duc d'Orleans, le Duc de Bouillon, Cinq Mars &c. La France luy a rendu la pareille, quand elle a pû: comme lors qu'elle a pris les Catalans en sa protection, par *le traité* qui se fit à Paris le 18 Septembre 1641. Il est vray qu'en ce temps là elle estoit en guerre avec l'Espagne, & qu'elle y alloit entrer lors qu'elle fit *le traité de Lisbonne* le 31 Mars 1667 pour une alliance avec le Roy de Portugal. Ce traité, & l'invasion, que les armes de France firent en Flandres en l'an 1667, furent cause de celui qui fut conclu à *Madrid* le 5 Janvier de l'année suivante 1668 entre l'Espagne & le Portugal.

La mesme rupture entre la France & l'Espagne donna occasion à *la Triple alliance*, qui fut conclüe à *la Haye* le 23 Janvier 1668, entre l'Angleterre, la Suede & les Provinces Unies. Le mesme jour & au mesme lieu se fit un *traitté d'alliance defensive* entre l'Angleterre & les Provinces Unies, à laquelle on joignit un *traitté de Commerce & de Marine* le 17 du mois de Fevrier. Il sembloit, que le traité de Breda & ces belles & grandes alliances, qui ne furent conclües que sur les ouvertures que les Anglois en firent, ne deussent servir, que pour rendre les Provinces Unies irreconciliables avec la France; veu que dès l'an 1671, ou au commencement de l'an 1672 le Roy d'Angleterre fit une ligue avec elle pour la conquête de ces Provinces, à qui il fit en suite la guerre, sans la leur declarer. Toutefois voyant bientost, que ses sujets se lassioient d'une guerre, qui incommodoit leur commerce, pendant que la France seule profitoit de ses conquestes, il ceda enfin aux sentiments du Parlement, & souffrit, que le Roy d'Espagne moyennast un traité, qui fut conclu à Londres le 15 Fevrier 1674.

Parmy les Princes d'Allemagne, il n'y eut que l'Electeur

teur de Cologne & l'Evesque de Munster qui prirent party avec la France. Le premier avoit un different avec les Estats pour la ville de Rhinberg, mais ce qui l'anima le plus contre eux ce furent les Conseils interessés des deux Evesques de Strasbourg & de Metz, de la Maison de Furstemberg. Mais dès que l'Empereur eust fait *son traité* avec les Estats à Cologne le 22 Avril 1674, pour la jonction de leurs armes contre la France, l'Electeur conclut aussi *son traité avec eux* l'onzième May de la mesme année 1674.

L'Evesque de Munster eut bientost après son election à démêler avec la ville Capitale de son diocese, où les Estats Generaux s'interessèrent si avant pour la ville, que l'Evesque ne le leur pardonna jamais. Il reduisit la ville en quelque façon, en suite d'un *traitté* qui se fit à *Schonvilt* le 25 Fevrier 1655 & acheva de s'en rendre le maistre par le *traitté* qui se fit à *Geisten* le 24 Octobre 1657. Les mesmes Estats s'interessèrent aussi pour le Prince d'Ostfrise contre le mesme Evesque, qui executoit le Prince pour une somme qu'il devoit au Prince de Ligtenstein. Ce different fut accommodé, mais l'accommodement ne l'empescha pas de se liguier avec le Roy d'Angleterre, pour faire diversion aux Hollandois. L'alliance que ceuxcy firent avec les Ducs de Lunebourg, & en suite avec l'Electeur de Brandebourg, l'obligerent à faire *le traité*, qui fut conclu à *Cleves* le 18 Avril 1666, où les Ducs de Lunebourg-Zelle & Osnabrug entrèrent. Ces Princes avoient des le 9 Septembre 1665 fait un *traitté à la Haye* avec les Provinces Unies, par lequel ils promettoient de lever & de faire subsister quatre mille chevaux, & huit mille hommes de pied. Ils entrèrent depuis en la *quadruple alliance*, qui fut conclüe à la Haye le 25 Octobre 1666, & le 16 Mars 1668 ils firent encore un *traitté particulier* avec

avec les Provinces Unies. Le 22 Aoust 1667 il se fit un traité d'alliance à *Brunsvic* entre les Electeurs de Cologne & de Brandebourg, l'Evesque d'Osnabrug, les Ducs de Brunsvic & Lunebourg - Zelle & Wolfembuttel & le Lantgrave de Hesse-Cassel. Après la rupture de l'an 1672 on fit plusieurs traittés, dont le premier fut conclu à *Berlin* le 6 May avec l'Electeur de Brandebourg, pour la levée & la subsistance de douze mille hommes de pied & de huit mille chevaux. Le 22 Septembre de la mesme année 1672 se fit un traité d'alliance défensive à *Brunsvic* entre l'Empereur, le Roy de Dannemarc, l'Electeur de Brandebourg, les Ducs de Brunsvic & Lunebourg & le Lantgrave de Hesse-Cassel: en suite d'un *Traitté* qui avoit esté fait au mesme lieu le 22 Aoust 1667 entre les Princes & les Estats du Cercle de la Basse Saxe. Mais ces deux traittés furent, sinon détruits du moins fort affoiblis par celuy que l'Electeur fit avec la France au *Camp de Vossen* le 23 Avril 1673. Le 30 Aoust de la mesme année se fit un traité à la *Haye* entre le Roy d'Espagne & les Provinces Unies, & un second entre l'Empereur, l'Espagne & les mesmes Provinces, comme encore un troisième entre ces trois Alliés & le Duc de Lorraine. L'Electeur s'engagea encore depuis avec les Estats par un traité, qui se fit à *Berlin* le premier jour de Juillet 1674. L'Electeur de Cologne fit son accommodement avec l'Empereur & avec les Estats des Provinces Unies par le traité de *Cologne* du onzième May 1674. L'Evesque de Munster avoit fait le sien, & les Ducs de Brunsvic & Lunebourg-Zelle & Wolfembuttel avoient aussy traité avec elles. Le 9 Mars 1675 fut fait à *Munic* un traité d'alliance pour trois ans entre la Couronne de Suede & l'Electeur de Baviere, & le 18 Septembre de la mesme année se fit un traité de Neutralité entre le Roy de Dannemarc, l'Electeur de Brandebourg & l'Evesque de Mun-

ster, se faifans fort pour l'Empereur, avec Jean Frédéric Duc de Brunsüic & de Lunebourg.

Ce qui fit principalement refoudre l'Eleéteur de Brandebourg à ce rengager avec les Eftats des Provinces Unies, ce fut *le traité* qui s'estoit fait à *Londres* le 29 Fevrier precedent dont il est parlé ailleurs. Ce traité fut luivy d'un autre qui fut auffy conclu à *Londres* le 18 Fevrier 1675 entre les deux Compagnies des Indes Orientales, d'Angleterre & de Hollande. L'Eleéteur avoit pris des liaifons affés particuliers avec le Roy d'Angleterre pendant le fejour que celuicy fit en Allemagne & en Flandres, sous la tyrannie de Cromwel: de sorte qu'après le reftabliffement du Roy il se fit un traité d'alliance entre eux à *Londres* le 20 Juillet 1661. Ce fut par l'entremife de fes Ministres, qu'il estoit fait *en la mesme ville de Londres* le 17 May precedent, au nom de la Princeffe Douïariere d'Orange, un *traité* pour la tutele du Prince son petit fils.

Quoy que le Prince d'Orange ne soit pas du nombre des Souverains qui se font aujourd'hui la guerre: neantmoins le merite de quelques uns de ses predeceffeurs, & le poste que celuicy occupe dans la pluspart des Provinces Unies, m'obligent à toucher quelques traittés, qui ont esté faits pour ses interests particuliers: comme celuy qui fut fait à *Ruel* avec le Cardinal de Richelieu le 24 Novembre 1639. Le 8 Janvier 1647 se fit à *Munster* un *traitté* entre les Plenipotentiaires d'Espagne & ceux du Prince d'Orange, qui fut confirmé après le decés du Prince Frederic Henry le 17 Decembre de la mesme année: mais on luy donna une autre forme par le traité qui se fit à la Haye le 12 Octobre 1651 avec les Tuteurs du jeune Prince. Le 15 Fevrier 1659 se fit un *traitté* à *Coesfelt* entre l'Evesque de Munster & les Tuteurs du Prince pour la terre de Bevergarden.

On peut encore mettre au nombre de ces traittés particuliers

culiers *celuy qui* se fit le 4 Decembre 1616 entre les Ducs de Savoye & de Nemours. Le dernier pretendoit un plus grand appennage, & avoit fait quelques levées de l'argent d'Espagne; mais la France s'en mesla, & reconcilia ces deux Princes. Ce fut en la mesme année, que *le Comte de Bueil*, Seigneur Savoyard, se mit en la protection de la Couronne de France, mais ce ne fut pas proprement un traité, non plus que la convention, que le mesme Comte fut depuis avec le Gouverneur de Milan, pour se mettre en la protection du Roy d'Espagne. Le 8 Juillet 1641 se fit à Peronne le traité pour Monaco. Le 31 Aoust 1641 se fit à *Venise un traité d'alliance* entre la Republique, le Grand-duc de Toscane & le Duc de Modéne contre les Barberins. Leur different se raccommoda par le traité qui fut signé comme j'ay dit cydessus, à Ferrare le 31 Mars 1644 par les Cardinaux Donghi & Bichy, Plenipotentiaires du Pape & du Roy de France, & par les Alliés à Venise le mesme jour. Le traité de Ligue défensive, qui se fit à Cologne le 15 Decembre 1654 entre quelques Princes d'Allemagne est de la mesme nature: comme aussy celuy que les Estats de Cleves firent entre eux à Mehr le 24 Juillet 1646. On y peut encore joindre les traités, qui ont esté faits entre les deux Compagnies des Indes Orientales, d'Angleterre & de Hollande à Londres le 2 Juin & 17 Juillet 1619, avec celuy de la Haye du 6 Fevrier 1659: comme aussy celuy qui fut fait avec les Deputés de la ville de S^t Malo à la Haye le 20 Octobre 1623. Le traité fait à *Avignon* le 20 Mars 1660 avec le Comte de Dona, pour la Principauté d'Orange. Celuy que les deux Provinces de Hollande & de Zeelande firent à *la Haye* le 21 Septembre 1662 pour leur Cour de Justice, & pour la charge de Capitaine General. Le 21 Juillet 1668 se fit encore un traité à *la Haye* entre les Deputés de la Zuit-Hollande & ceux

de Nort-Hollande, pour leur quote part aux contributions de la Province, qui n'avoient pû estre réglées depuis l'Union. Les Provinces Unies firent auffy un traité particulier avec l'Electeur de Cologne à la Haye le 14 Fevrier 1667, & un autre du 22 Decembre de la mesme année pour la ville de Rhinberg. J'y ajousté *le traité* que les Estats de Prusse firent avec l'Electeur de Brandebourg à Mariembourg le 12 Novembre 1651, & celuy *qui fut fait à Paris* le 16 Decembre 1660 entre le Roy de France & l'Archiduc d'Inspruc, pour l'Alsace, qui ne fit proprement que faciliter l'exécution d'un des points du Traité de Westfalie. Le *Traité de Pise*, qui fut conclu le 12 Fevrier 1664 entre le Pape & le Roy de France, est singulier & tresconsiderable en tous ses points; mais on peut dire, que c'est une piece hors d'œuvre; parce qu'elle n'a rien de commun avec les affaires generales: non plus que *le traité* qui se fit à *Tillemont* entre Maximilian Henry, Electeur & Archevesque de Cologne & Archiduc Leopold Guillaume, Gouverneur des Pais-bas, pour les quartiers des troupes du Duc de Lorraine: ce qui fut conclu le 17 Mars 1654: & le Decembre de la mesme année il s'en fit un à *Cologne* sur le mesme sujet entre les Electeurs & les Princes du Rhin.

Les Provinces Unies furent les premieres, qui reconnurent le Duc de Bregance après son advenement à la Couronne de Portugal, & firent avec luy le 13 Juin 1641 *le traité de la Haye*, tant pour les interets des deux Estats, que pour ceux de la Compagnie des Indes Orientales. Ce traité, auffy bien que tous les autres, que les Estats ont faits avec le Roy de Portugal, ont esté conclus à la Haye, comme *celuy* du 27 Mars 1645, pour le Fort de Galle dans l'Isle de Ceylon, & *le Traité de paix*, qui fut conclu le 16 Aoust 1661.

Les mesmes Provinces Unies sont intervenus comme

garands, aux traittés & conventions, qui se font faits de temps en temps entre les Comtes & Princes d'Ostfrise d'une part, & les Estats de la mesme Province d'autre. Il y en a tant qu'on en feroit des volumes, & la connoissance que j'en donneroie, ou l'enumeration que j'en ferois, ne pourroit servir qu'à ceux qui sont employés à ces affaires, & qui se plaisent à la contestation & à la chicane. Il suffit de marquer en general, que le traitté du 2 Janvier 1624 fit sortir l'armée du Comte de Mansfelt de ces quartiers là: Et dautant que quelques années après le Lantgrave de Hesse y avoit logé la Sienne, il fallut encore traiter avec luy, ainsy que l'on fit à *Lieroort* le 23 Septembre 1637.

Les traittés que les Estats ont faits avec les villes Anseatiques en general, ou avec quelques unes d'elles en particulier, n'ont point donné d'avantage du tout aux Provinces Unies. Au mois de May 1613 elles en firent un à *la Haye* avec la ville de Lubec. En Decembre 1615 elles en firent un avec les Villes Anseatiques au mesme lieu de *la Haye*. Le 4 Aoust 1645 elles en firent un avec les villes de Breme & de Hambourg, & le 24 Novembre 1641 se fit un traitté avec les villes de Lubec, Breme & Hambourg: l'un & l'autre à *la Haye*. Le 10 Juillet 1656 le fit à *la Haye* un traitté avec la ville de Dantfig, à l'occasion de la guerre, que le Roy de Suede faisoit en Pologne. A quoy j'ajouteray que les mesmes villes Anseatiques, c'est à dire, Lubec, Breme & Hambourg obtinrent le 10 May 1655 la confirmation de leurs privileges du Roy Treschrestien, pour treize ans, à la quelle elles donnent le nom de traitté. Il estoit fondé sur un privilege, que le Roy Louïs XI leur avoit accordé à *Amboise* au mois de Septembre 1483, confirmé par le Roy Henry IV à *Fontainebleau* le 2 Decembre 1604. Ces trois villes avoient fait une alliance particuliere le 24 Novembre 1614. On feroit un vouldume des traittés

les Cantons Suisses ont faits ou entre eux ou avec leurs voisins, & particulièrement avec la France, & avec l'Espagne. Avec cellecy pour la défense du Duché de Milan, comme aussy avec la Maison d'Austriche, pour les villes forestieres, avec les Grisons &c. qui ont peu ou point de rapport avec les affaires generales, si on en excepte ceux qui ont esté faits pour la Valteline, dont on a touché quelque chose cydessus.

Plusieurs Princes & Estats Chrestiens ont fait des traittés, tant avec la Porte, qu'avec les Corsaires d'Afrique. Le 17 Juillet 1662 le Roy d'Angleterre fit faire *un traitté avec ceux d'Algers*: le 5 Octobre suivant un autre avec ceux de Tunis, & finalement un troisiéme le 18 du mesme mois, & un, *avec ceux de Tripoli*. Le 2 Avril 1666 il fut fait *un traitté à Tanger* avec Cid Hamet Hader Gailant. Le 24 Decembre 1610 se fit *un traitté à la Haye* avec le Roy de Marocco. Au commencement de Juin 1612 il s'en fit *un traitté à Constantinople* avec le Grand Seigneur. Au mois de May 1617 & en Juin 1629 les Estats traiterent avec ceux d'Algers comme aussy le 30 Janvier 1626. Le 7 Fevrier 1631 il se fit *un traitté à la Haye* avec le Roy de Perse. Le 9 Fevrier 1651 se fit un traitté, dans le vaisseau Leeüarden, avec la ville de Sallé, à la rade de la mesme ville: & un autre *traitté à la Haye* le 25 Mars 1657 avec les Deputés de Sallé, & l'elucidation du mesme traitté le 22 Octobre 1659. Le 26 Mars 1662 il s'en fit un avec ceux d'Algers, & le 2 Novembre de la mesme année, un autre avec ceux de Tunis. Dés l'an 1674 ceux d'Algers avoient fait ouverture d'un nouveau traitté avec les Provinces Unies, mais après de grandes negotiations on ne pût convenir que du rachat des esclaves, dont il fut fait un traitté en l'an 1677, & ratifié par les Estats le 25 Septembre de la mesme année.

Les traittés les plus considerables, que la Pologne ait fait

fait de nostre temps avec les Turcs, sont, premierement celui que Stanislas Zolskieusky fit en l'an 1617 avec Skinner Bachá *auprès de la ville de Buffa*. Il n'avoit ny ordre ny pouvoir de traiter avec les Turcs, & bien moins de leur ceder une Province aussy considerable qu'est la Moldavie, qui couvroit la Pologne contre les courses des Tartares. *L'autre traité* est celui qui se fit le 9 Octobre 1621 *auprès de Chocim*, & est sans comparaison plus honorable que le premier; mais les Turcs ne laisserent pas de s'y conserver les avantages, que l'autre traité leur avoit acquis. Le 18 Octobre 1672 se fit en plaine campagne le dernier traité entre le Grand Seigneur & le Roy de Pologne.

En l'an 1640 se fit un traité entre la France & la Pologne; mais il ne parle que de la liberté du Prince Casimir, frere du Roy de Pologne, & le 13 Juillet 1656 se fit un *traité à la Haye* entre le Roy de Pologne & les Provinces Unies; mais il n'eust point de suite.

SECTION XV.

De la Ratification.

LE President Jeannin, Ambassadeur Extraordinaire de France en Hollande, pour la negotiation de la trêve de douze ans, en escrivant à M. de Villeroy du 16 Septembre 1608, dit une chose fort remarquable au sujet des ratifications. Il y marque, qu'il avoit représenté au President Richardot, Ambassadeur des Archiducs, que son Maistre ayant une bonne & suffisante procuration du Roy d'Espagne, il n'avoit pas besoin d'un nouveau pouvoir, pour accorder aux Estats des Provinces Unies la declaration, qu'ils demandoient touchant la liberté

berté de leur Republique. Que bien que peuteſtre il y euſt quelque choſe de contraire en leur inſtruction, qu'il y avoit de l'apparence, que ſi les Archiducs pouvoient ſe reſoudre à prendre ce Conſeil, le Roy d'Eſpagne aimeroit mieux le diſſimuler, & meſmes le ratifier, que d'y conſentir expreſſément, devant que l'affaire fuſt faite. *Que quand les Eſtats n'auroient que ce traité, ſans la ratification du Roy d'Eſpagne en bonne forme, celui cy ne laiſſeroit pas d'eſtre formellement obligé envers eux; parce que ſa procuration l'oblige ſuffiſamment; au lieu que lors de la ſuſpenſion d'armes les Archiducs n'en avoient point, mais ayant promis de la faire ratifier, ils eſtoient tenus de fournir la ratification en bonne forme.*

J'employe volontiers ce paſſage, pour faire voir que la ratification n'eſt pas une partie eſſentielle du traité. Ce qui eſt d'autant plus evident, non ſeulement parce que le traité eſt une piece commune & publique, & la ratification une piece privée & particuliere; mais auſſy parce que le traité ne laiſſeroit pas de ſubſiſter ſans la ratification, ſi on eſtoit aſſeuré, que le traité, & celui qui l'a fait, ne fuſſent point deſavoués. Le traite de Vervins fut conclu & ſigné le 2 May 1598. La paix fut publiée à Paris le 12 Juin, & le ſerment, pour l'obſervation & execution du traité, qui tenoit lieu de ratification, ne ce fit que le 21 du meſme mois. Le Roy d'aujourd'huy, en eſcrivant aux Eſtats des Provinces Unies du 30 Juin 1678 dit, que l'uſage voudroit, que les choſes demeuraſſent au meſme eſtat qu'elles ſont, juſques à ce que la paix fuſt entierement confirmée par l'eſchange des ratifications, & par la publication des traités; & que neantmoins à la priere des Eſtats il veut bien faire ceſſer les hoſtilités aux Pais-bas. Le Roy dit que *l'uſage le voudroit*; mais en faiſant ceſſer les hoſtilités, il fait voir qu'elle n'eſt pas abſolument neceſſaire. Il eſt
vray

vray qu'on pourroit soustenir par la mesme raison, que la signature du traité n'estoit pas necessaire; veu que le traité n'estoit pas encore signé: mais le Roy suppose qu'il l'estoit, puis que les Estats l'avoient asseuré, qu'il le feroit dans la fin du mesme mois de Juin, dont le 30 faisoit le dernier jour. De sorte qu'apparemment les ordres qu'il donnoit pour la cessation des hostilités, ne pouvoient estre portés aux Generaux qu'après la signature. Le traité qui fut signé à Paris le 27 Avril 1662, ne fut ratifié par le Roy que le 20 Mars de l'année suivante.

Après qu'en l'an 1598 Doffat eut traité avec le Granduc de la restitution des Isles d'If & de Pomegues, & que le traité eust esté ratifié en France, le Granduc luy dit, que s'il vouloit remporter & renvoyer au Roy *les lettres de ratification*, il se contenteroit de la seule parole de sa Majesté. Il luy fit dire la mesme chose par le Chevalier Vinta, son Secretaire; mais Doffat ne laissa pas de mettre la ratification entre ses mains. Aussi ne me suis je servy de cet exemple, que pour faire voir, que le Granduc ne doutoit point de l'execution du traité, mesmes sans la ratification.

Le traité qui fut fait à Nimegue entre la France & l'Espagne le 17 Septembre 1678 porte, qu'après que les Ratifications auront esté fournies, le Roy Treschrestien jurera l'observation du traité sur le Croix & l'Evangile. Il me semble que c'est une precaution fort inutile; veu que le Prince qui aura engagé sa foy en la signature, & son honneur en la ratification, s'il viole l'un & l'autre, ne fera point de scrupule de faire une bresche à sa conscience, qui n'est pas moins interessée, à l'égard de ceux qui en ont, en leur parole. J'y ajousté, que la ratification ne feroit point du tout necessaire, si le traité estoit fait & signé par les Princes mesmes, ou si on estoit asseuré, que les instructions, que les Princes donnent à leurs Ministres, fussent

conformes aux pouvoirs que ceux cy communiquent à ceux qui traittent avec eux.

En l'an 1449 le Comte de Dunois, Coitivy, Amiral de France, le Seigneur de Retz & Bertrand de Beauvau, Seigneur de Precigny, firent un traité avec le Duc de Bretagne de la part de Charles VII Roy de France. Dès que le traité fut conclu, *le Duc fit expedier ses lettres patentes, qu'il signa de sa main, & y fit mettre les seings & les sceaux des Barons de son País.* Outre cela le mesme Duc, & les Barons & Seigneurs de Bretagne, promirent de faire & d'accomplir religieusement & punctuellement le contenu des lettres patentes, & de ne jamais rien faire au contraire; dont ils donnerent leur foy & parole solennellement, en touchant en la main des Ambassadeurs de France, suivant la coustume de ce temps là. Ce ne fut pas une ratification, mais une espece de garantie; parce que la ratification n'estant que l'approbation de l'action d'autrui, il n'estoit pas necessaire, que les Barons ratifiassent ce qu'ils avoient fait & signé eux mesmes. Semblablement lors que le Seigneur de Cran & le Chancelier Doriol firent avec Charles, Duc de Bourgogne, ce beau traité, dont il est parlé ailleurs, le Duc en donna *ses scellés*, c'est à dire *ses lettres patentes*, & les Ambassadeurs de France promirent, que le Roy leur Maistre en jureroit l'observation.

Neantmoins, bien que *la ratification* ne soit pas une partie essentielle du traité, ny mesmes de la fonction de l'Ambassadeur, il semble pourtant, qu'elle soit devenue une dépendance necessaire de l'un & de l'autre; puis que c'est par elle que le traité reçoit sa derniere perfection, & que sans elle on ne peut pas s'asseurer qu'il sera executé. Ce qui est une des raisons, pourquoy la publication des traités ne se fait qu'après que les ratifications ont esté eschangées; quoy qu'en cela on ne soit pas tousjours fort exact, pour

pour la raison que je viens de marquer, que la ratification n'est pas de l'essence du traité, & n'en fait pas partie. Dès qu'en l'an 1571 la Ligue fut conclüe contre le Turc, entre le Pape, l'Espagne & la Republique de Venise, le Pape Pie V en jura l'exécution incontinent. Le Cardinal Pacheco en fit autant pour le Roy d'Espagne, & l'Ambassadeur de Venise l'ayant aussy jurée à leur exemple, le traité fut publié dès lendemain. La Ligue fut conclüe à Rome le 20 May. Les Ambassadeurs ne le signerent, & n'y apposerent leurs sceaux, qu'après qu'ils en eurent juré l'observation, & elle ne fut publiée à Venise que le 2 Juillet; c'est à dire six semaines après qu'il eust esté publié à Rome, & *devant qu'il eust esté ratifié en Espagne.* Les Ambassadeurs mesmes, qui ont négocié & conclu un traité, sont obligés par honneur à le faire ratifier; parce que le Prince, qui refuse de ratifier le traité, désavoüe son Ministre, ou l'accuse tacitement d'avoir excédé son pouvoir. *Jean de Monluc*, Evesque de Valence, & Ambassadeur du Roy Charles IX en Pologne, voulant faire reüssir l'élection du Duc d'Anjou, qu'il avoit entrepris de négotier, promit entre autres choses, que pour l'amour des Seigneurs Polonois, qui faisoient profession de la Religion Protestante, & qui estoient en assés grand nombre en ce temps là, on obtiendrait de grands avantages pour les Religioneux de France. Les Ambassadeurs de Pologne, qui portoient le decret d'Election en France, parmy lesquels il y avoit des Protestants fort Zelés, insisterent avec chaleur sur l'exécution de ce point. Le Conseil du Roy dit, que Monluc n'avoit point eu d'ordre de rien promettre en faveur de ceux de la Religion, & Monluc demeura d'accord que ny son pouvoir ny son instruction n'en parloient point: mais il dit, qu'il avoit eu un ordre general, de faire faire l'élection à quelque prix que ce fust, & que voyant qu'il

estoit impossible de faire reüssir les intentions du Roy, si on n'asseuroit les Seigneurs Polonois Protestants, que le Roy ny le Duc d'Anjou n'avoient point eu de part au Massacre de la S^t Barthelemy, il n'avoit point craint de dire, que le Roy, bien loin de consentir à cette action, en feroit punir les auteurs, & traitteroient fort bien ceux de la Religion de son Roiaume. Mais que c'estoit une chose, où la Pologne n'avoit point d'interest; *de sorte que le Roy n'estoit pas obligé de ratifier ce que son Ambassadeur avoit promis sans ordre.*

Cette expression de l'Evesque de Valence est un peu trop generale, & s'il prend icy le mot d'ordre pour celuy d'instruction, elle est absolument fausse. Car si l'Ambassadeur n'a pas excédé les termes de son pouvoir, bien qu'il ne soit point demeuré dans ceux de son instruction, le Prince est obligé de l'avoüer, & de ratifier ce qui a esté négocié en son nom, & en vertu de son pouvoir. La raison est; parce que le Ministre, à qui le pouvoir est communiqué, & à qui on en donne une copie authentique, supposant que l'Ambassadeur, avec lequel il traitté, est pleinement informé de l'intention & de la volonté de son maître, & qu'il agit conformément à l'un & à l'autre, ne fait point de scrupule d'entrer en negotiation & de conclurre avec celuy, qui est porteur d'un plein pouvoir, & qui doit sçavoir quelle estendue son instruction luy donne. Mais celuy qui traitté avec un Ministre qui n'a point de pouvoir du tout, se doit attendre à un désaveu, & n'a pas sujet de se plaindre, si le Maître refuse de ratifier ce que son Ambassadeur a fait sans ordre & sans pouvoir. Les Espagnols ne vouloient point executer le traitté, que M. de Bassompierre avoit fait à Madrid en l'an 1621, & la France de son costé, n'ayant pas voulu agréer les articles, qui avoient esté concertés avec le Commandeur de Sillery à Rome

tou-

touchant la Valteline, le Comte Duc d'Olivares, craignant que la France ne se fît enfin faire raison par les armes, engagea du Fargis, Ambassadeur de France à Madrid, dans une negotiation, qui produisit enfin le traité, qui fut signé à Monçon en l'an 1626. Sur l'avis, que du Fargis donna à sa Cour des ouvertures, qu'on luy avoit faites, & des avantages qu'il esperoit pouvoir obtenir pour le Roy, *si on luy donnoit ordre ou seulement permission* d'entrer en negotiation, on se contenta de luy escrire, qu'il pouvoit bien répondre avec civilité aux bonnes paroles, qu'on luy donnoit à Madrid, & mesmes témoigner, que le Roy ne s'éloigneroit point de l'accommodement, si on proposoit pour cela des conditions honorables & une seureté entiere. On luy marqua mesmes en quoy ces conditions honorables & cette seureté consistoient; sçavoir en conservant aux Grisons la Souveraineté de la Valteline, & le passage pour les troupes, que le Roy voudroit envoyer en Italie, conformément au traité de Madrid. Et dautant que l'on estoit en des défiances continüelles de l'intention des Espagnols, on ordonna à du Fargis, par une autre dépêche expresse, d'en user avec beaucoup de retenüe, & de ne se point engager, qu'il ne fust assuré d'en sortir avec avantage. On y ajouta des défenses bien expresses de faire des réponses, dont les Espagnols pussent faire leur profit. Néanmoins le premier Janvier 1626 il signa un projet de traité avec le Comte Duc, & eut l'assurance de l'envoyer à la Cour: mais son procédé y fut si mal receu, que dans le premier ressentiment on parla de revoquer incontinent un Ambassadeur, qui avoit eu l'audace de faire un traité, sans ordre & sans pouvoir, & il y en avoit mesmes au Conseil, qui estoient d'avis qu'on luy fît son procès. Toutefois dautant que les affaires de ce Roiaume n'estoient pas encore bien disposées à la rupture, il fut resolu qu'on dissimule-

muleroit cette faute, & *qu'au lieu de ratifier* ce que du Far-gis avoit fait, on luy envoyeroit un autre projet, sur lequel il feroit reformer le premier. Il le fit, & avec quelque avantage pour les interets du Roy, son Maistre, mais pas encore tout à fait conforme à l'intention du Premier Ministre : tellement qu'on luy envoya un troisiéme projet, & *on y joignit la ratification du Roy*, pour en faire l'eschange, s'il le pouvoit faire agréer à Madrid, où il fut approuvé; ainsy qu'il a esté dit ailleurs.

J'ay dit en la Section 8 de ce livre, comment la Republique de Venise sortit du démeslé qu'elle eut avec la Maison d'Austriche, à cause des dépredations des Uscoques & de l'engagement, qu'elle avoit pris avec le Duc de Savoye contre l'Espagne. Le traité qui se fit à Madrid en l'an 1617 la tiroit d'affaires glorieusement, si le Duc de Lerme, Premier Ministre d'Espagne, n'y eust pas fait parler le Roy, son Maistre, en arbitre plustost qu'en Mediateur. L'Ambassadeur de Venise protesta, qu'il n'avoit point fait de soumission, & qu'il n'avoit eu garde de la faire, parce qu'il n'avoit point de pouvoir pour cela. Ce different fut debattu entre le Duc & l'Ambassadeur avec tant de feu, que le Duc voulut, que tous les Ambassadeurs, qui se trouvoient à Madrid, en fussent témoins, & le Roy s'en fascha si fort, que ne se voulant plus mesler de l'affaire, il la renvoya au Pape. Le Duc de Savoye, en ayant esté adverty par l'Abbé Scaglia, qui faisoit ses affaires à Rome, luy commanda d'asseurer le Pape, qu'il agreoit & ratifioit tout ce qui avoit esté fait à Madrid par Pierre Gritti, qui avoit aussy pouvoir de luy; pourveu qu'on s'assurast aussy de l'execution du traité d'Ast; & que la Republique y trouvast sa seureté. Ces Conditions faisant connoistre au Pape, que le Duc ne ratifioit rien en effet, & qu'il ne luy laissoit pas la mesme liberté, que le
Roy

Roy d'Espagne luy donnoit, refusa de connoître de l'affaire. Le Senat de Venise, qui voyoit une armée navale estrangere dans le Golfe, & les preparations que le Duc d'Ossuna continuoit de faire à Naples, agrea & approuva le traitté de Madrid; en protestant toutefois qu'il le recevoit de la mediation, & non de l'arbitrage du Roy d'Espagne. Il envoya aussy par un exprés, pouvoir à *Octavio Bon* & à *Vincent Gussoni*, qui estoient de sa part à la Cour de France, d'arrester les mesmes articles avec les Ministres du Roy, en leur donnant la faculté de substituer *Pierre Gritti*, afin qu'il y donnast la derniere perfection en Espagne. Je ne m'estendray pas sur les raisons, qui obligerent la Republique à en user de la sorte; mais je diray seulement, que la Cour de France, qui estoit bien aise de se faire considerer en Italie, comme arbitre d'un si important different, ajusta toutes les difficultés du traitté avec les Ambassadeurs de Venise, & regla tout avec eux, sans la participation des Ambassadeurs d'Espagne & de Savoye; quoy que le Duc, pour empescher le Gouverneur de Milan de porter ses armes dans l'Estat de Venise, n'eust point craint de les attirer en son pais. La Republique y trouvoit son avantage, & estoit bien aise de sortir d'affaires de cette maniere: mais considerant que l'indifference, qu'elle avoit pour les interets du Duc, faisoit tort à la reputation qu'elle avoit dans le Monde, & craignant qu'un jour on ne la fust repentir d'un mépris, qu'elle avoit pour les bons sentiments du Roy d'Espagne, fit mine de ne point approuver ce qui avoit esté fait à Paris, & refusa de le ratifier. Elle prit son pretexte, sur ce que le traitté ne parloit point de certaines Mahones, qui avoient esté prises par les vaisseaux du Viceroy de Naples, quoy que le Roy eust formellement promis, qu'il feroit en sorte à la Cour de Madrid, qu'elles fussent restituées; comme aussy sur

ce que l'Ambassadeur d'Espagne n'avoit point de pouvoir pour la restitution. Ce fut le pretexte, dont le Senat se servit pour *refuser de ratifier*. Il désavoïa les Ambassadeurs, qui avoient si heureusement fait sortir la Republique d'une tresmeschante affaire, & leur ordonna de se venir rendre prisonniers, pour répondre de leur action. *Simon Contarini* fut en mesme temps envoyé en France, pour dire au Roy les raisons, qui obligeoient la Republique à proceder avec tant de rigueur contre les deux Ambassadeurs, qui à ce qu'on disoit, ne pouvoient pas justifier leur conduite. On publioit cependant à Venise, *que le Senat ne ratifieroit point ce qui avoit esté fait à Paris*; mais le Roy, se moquant de ces petites finesses, ordonna à Contarini de ne bouger de Lion, que la Requeblique n'eust ratifié le traitté, que les deux Ambassadeurs avoient signé & qu'elle n'eust approuvé leur conduite. *Battiste Nani*, Procureur de St Marc, qui a escrit l'histoire de sa patrie, ménage fort la reputation du Senat en cette rencontre, & en dit fort peu de particularités; c'est pourquoy j'ay bien voulu m'y estendre un peu davantage.

Le Prince, qui ne se veut rien reprocher, ne peut refuser de ratifier le traitté, que son Plenipotentiaire a fait & signé, à moins qu'il le désavoïe hautement, & qu'il le punisse, pour avoir excédé son pouvoir. Il doit cette satisfaction, & quelque chose de plus au Prince que son Ministre a trompé, & il la doit à son propre honneur, qui ne luy permet pas de se dédire de la parole, qu'il luy a donnée dans le plein pouvoir. On y voit d'ordinaire ces termes. *Nous promettons en foy & parole de Roy, ou de Prince, & sous l'obligation & hypothèque d tous nos biens, présents & à venir, de tenir pour bon, ferme & stable, & d'accomplir tout ce qui aura esté ainsy stipulé, accordé & convenu par nos Plenipotentiaires, & d'en faire expedier nos lettres de ratification*

cation dans le temps, dans lequel ils se seront obligés de les fournir.

Je viens de dire, que le simple désaveu d'un Ministre, qui a excédé son pouvoir, ne satisfait point le Prince qui a traité de bonne foy avec le Plenipotentiaire. Comme les loix Civiles obligent le particulier à ratifier ce que son mandataire a fait en vertu de sa procuration ; ainsi le *Droit des Gens* oblige le Prince à ratifier ce que son Ministre a fait en vertu de son pouvoir : sur tout si le pouvoir est plein & absolu, sans clause & sans condition, qui le limite ou le restreigne. C'est pourquoy je ne sçais, si on peut bien justifier le refus, que les Etats des Provinces Unies firent en l'an 1656 de ratifier le traité, que leurs Ambassadeurs Plenipotentiaires avoient fait avec le Roy de Suede à Elbing. Il est certain que les Ministres avoient leur pouvoir en bonne forme, & qu'ils ne l'avoient point excédé, puis qu'ils n'avoient pas seulement fait une seule démarche, ny arrêté un seul article, sans la participation, & sans le consentement de leurs Committents. Il est certain aussi, que les Deputés des Etats, qui examinerent le traité, le trouverent conforme aux ordres & aux instructions des Ambassadeurs. Les Etats mesmes le communiquerent aux Ministres de leurs alliés, au Roy de Dannemarc & au Protecteur d'Angleterre ; de sorte que l'on ne doutoit point, qu'il ne fust ratifié du consentement unanime de toutes les Provinces.

Neantmoins les Etats de Hollande voulurent bien donner une preuve de leur habilité ; si ce qu'on dit est vray : que *les plus habiles affectent toute leur vie d'éviter les finesses, pour s'en servir en quelque grande occasion, & pour quelque grand interest.* Ils ne refuserent pas seulement de ratifier le traité d'Elbing, comme estant incompatible avec leur interest ; mais ils firent aussi entrer les Deputés des autres

Provinces dans leurs sentiments, & firent refoudre, que devant que de ratifier le traité, on demanderoit aux Suedois l'éclaircissement de quelques points, que l'on jugeoit estre de la dernière importance pour le commerce. Le Roy de Suede leur fit offrir cette satisfaction, pourveu qu'ils l'assurassent, qu'après cela ils ratifieroient le traité: mais c'est surquoy ils ne se voulurent pas expliquer: de sorte qu'on reconnut bien, que ce n'estoit pas leur intention de le ratifier; quoy que les Estats de Zeelande & de Frise, qui avoient eu leurs Ambassadeurs sur le lieu, fussent d'avis, qu'on le ratifiast purement & simplement. Quelque temps après on fit une espece de traité, auquel on donna le nom *d'elucidation*: mot aussy nouveau, que cette maniere d'agir estoit nouvelle dans un pais, où on avoit tousjours affecté de paroistre fort religieux à executer la parole qu'on avoit donnée. Ce ne fut qu'une finesse en effet, & une subtilité, qui ne sont que de fausses vertus, & l'averfion des honnestes & habiles gens. Les Estats furent contraints de le reconnoistre, & de renoncer aux avantages, que *l'elucidation* leur donnoit, lors qu'en l'an 1667 & 1668 ils voulurent bien faire acheter l'amitié de la Suede, pour la faire entrer en la Triple alliance.

Le Cardinal Mazzarin, qui n'estoit point esclave de sa parole, & qui vouloit bien qu'on sceust qu'il ne l'estoit point, avoit réglé, ou fait régler à Paris avec Don Antonio Pimentel, tous les articles, dont on fit depuis le traité des Pirenées. Il ne s'estoit pas engagé en cette negotiation, que Don Antonio n'eust fait voir un pouvoir en bonne forme; comme quelques années auparavant le Roy de France en avoit signé un pour Lionne, en la presence de l'homme du Roy d'Espagne. Mais sçachant, que ce que Lionne avoit fait à Madrid, n'avoit esté rompu que sur la difficulté, qui s'y rencontra touchant les interets du Prin-

ce de Condé, & craignant que Don Louïs de Haro, qui estoit extrêmement jaloux de sa parole, ne voulust executer celle qu'il avoit donnée au Prince, & qu'il ne désavouast Pimentel, comme le Cardinal n'auroit point fait de scrupule de prostituer un Ministre subalterne, & mesmes un Ambassadeur, pour un si important interest, ne partit de Paris qu'en tremblant, resolu de ne se point porter aux frontieres, & mesmes de ne point passer Poictiers, si on ne luy apportoit la ratification de l'arresté de Paris, laquelle tardoit au delà du terme que Pimentel avoit pris pour la fournir. On la luy apporta devant qu'il arrivast à Amboise, & sur cela il continua son voyage jusques au lieu de la Conference, où le Premier Ministre d'Espagne se rendit en mesme temps, & avoüa tout ce que Pimentel avoit conclu à Paris. Et bien qu'on y fist quelque alteration à l'égard des interests du Prince de Condé, ce ne fut que du consentement du Cardinal, qui avoit bien autant d'adresse que Don Louïs, & bien autant de pouvoir dans sa Cour; mais Don Louïs, en faisant consentir le Cardinal au retablissement du Prince, & en executant punctuellement sa parole, fit connoître qu'il ne manquoit point d'esprit, & qu'il avoit assés de probité, pour faire ratifier de bonne foy ce qui avoit esté arresté sur le pouvoir de Pimentel.

Au commencement de l'an 1646 quelques Seigneurs Napolitains envoyerent à Rome *L'Abbé Laudati*, & firent declarer au Marquis de Fontenay-Marüeil, Ambassadeur de France, qu'ils ne vouloient point de Roy estrange; mais que si la France se contentoit de voir la Couronne de Naples arracher de dessus la teste du Roy d'Espagne, pour la faire transferer dans une des premiers familles de ce Roiaume là, ils y travailleroient, & elle en auroit le divertissement. L'Ambassadeur receut & approuva la proposition de l'Abbé; mais il luy dit, qu'il falloit que quel-

ques uns de ces Seigneurs se missent à la teste du peuple, qui s'estoit desja soulevé en plusieurs Provinces du Roiaume, afin de le disposer à recevoir le Roy que la Noblesse leur donneroit. Les Seigneurs Napolitains répondirent, que l'Ambassadeur avoit raison : mais qu'il estoit juste aussy, que l'Ambassadeur leur promist, au nom du Roy, son maistre, par une promesse de sa main, que si par malheur leur bonnes intentions ne produisoient pas l'effet, qu'ils avoient sujet de s'en promettre, on les dédommageroit, & qu'on leur donneroit autant de revenu en France, qu'ils en perdoient à Naples, en fond de terre ou en benefices. L'Ambassadeur n'en fit point de difficulté du tout, & leur donna des obligations à tous : aux uns de dix, aux autres de douze ou quinze mille escus de revenu. L'Ambassadeur qui n'avoit point d'ordre ny de pouvoir d'obliger le Roy, ne leur donna en effet qu'une feuille de papier blanc. Il n'obligeoit point le Roy, & n'obligeoit pas sa propre personne non plus, parce qu'il ne passoit les obligations qu'au nom du Roy, qui ne luy avoit point donné d'ordre, & ne promettant rien en son particulier. Les Seigneurs Napolitains mesmes ne pouvoient pas s'en plaindre ; parce qu'ils sçavoient, ou ils devoient sçavoir, que l'Ambassadeur n'avoit point de procuration, qu'il seroit desavoué, & que *son Maistre ne ratifieroit point* ce qui avoit esté fait sans son ordre.

En l'an 1644 *Leonard Torstenson*, Legat Plenipotentiaire de la Couronne de Suede, & General des armées qu'elle avoit en Allemagne, fit avec Ragoczy, Prince de Transilvanie, un traité d'autant plus bizarre, que je ne die extravagant, qu'il n'avoit ny ordre ny pouvoir du Roy de France, qui ne sçavoit pas mesmes ce qui se negotioit avec Ragoczy. Il l'obligea au payement de quelques subsides, & encore à plusieurs autres choses, à quoy le Roy ne vouloit
ny

ny ne pouvoit consentir : de sorte *qu'il n'y avoit point d'apparence, que le Roy ratifiast un traité*, où il n'avoit point eu de part, & qui avoit esté fait contre son intention. Et de fait, le Roy, au lieu de le ratifier, fit faire un autre traité, avec Ragoczy par Croissy, qui luy promit un subside de cent mille ecus, payables à Constantinople. Surquoy il arriva deux choses assés extraordinaires. L'une que la Reine de Suede, *au lieu de ratifier dans les formes le traité* que son Ministre avoit fait, se contenta d'écrire une lettre à Ragoczy, où elle l'asseuroit, que *Torstenson* ne manqueroit pas d'exécuter ce qu'il luy avoit promis. *Torstenson* le fit en effet, mêmes au de là de l'intention de la Reine. Car encore qu'il fust bien adverty, que Ragoczy traittoit avec l'Empereur, & que le traité alloit estre conclu, il ne laissa pas de luy faire payer les subsides, au hasard d'estre désavoué. L'autre est, que Croissy de son costé, voyant le procédé double de ce Prince, fit arrester à Dantzig les lettres de change, qu'il devoit envoyer à Constantinople pour le compte de Ragoczy. *Torstenson* disoit, que pour un peu d'argent on ne devoit pas perdre l'occasion de conserver un bon amy, qui se voyant contraint par la nécessité de ses affaires, agissoit contre son inclination : & qu'il ne vouloit pas manquer à la parole qu'il luy avoit donnée. Cette histoire me fait souvenir d'une autre, dont je diray un mot, sans faire une grande digression. *Saint Aulnais*, Gouverneur de Laucatte, participant à la disgrâce du Marechal de Toiras, son oncle, estoit tellement abandonné par le Cardinal de Richelieu, qu'il sembloir qu'on eust dessein de le faire perir dans sa place, ou de l'y faire recevoir un affront. Ce qui le reduisit à de si grandes extremités, qu'il en traitta avec la Cour de Madrid, & promit de rendre Laucatte aux Espagnols, si le Roy, son Maître, ne luy envoyoit dans un certain jour de quoy payer

sa garnison. Il en donna en mesme temps advis au Cardinal, qui luy fit envoyer de l'argent au jour nommé, & luy permit de demeurer dans la place, dont il avoit voulu le déposséder. Le mesme jour que *S^r Aulnais* eust receu l'argent de France, ou bien le lendemain, un Commissaire Espagnol arriva à Laucatte, avec la somme qu'il avoit demandée à la Cour de Madrid. *S^r Aulnais* luy dit, qu'il n'estoit plus en estat de la recevoir, parce que le Roy, son maistre, luy avoit envoyé dequoy payer la garnison. Le Commissaire Espagnol repartit, que ce n'estoit pas la coutume du Roy d'Espagne de faire rentrer dans ses coffres l'argent qui en estoit une fois fort. Que la somme qu'il avoit destinée pour *S^r Aulnais* luy demeureroit, & qu'il ne la remporteroit pas. Je ne sçais comment *S^r Aulnais* en usa alors : mais je sçais bien que continuant de se rendre suspect à la Cour de France, elle continua aussy de le persecuter ; de sorte que s'en lassant enfin, il se rendit aux conditions avantageuses, que les Espagnols luy offrirent, il se retira en Espagne, où il est mort, après y avoir rendu de tresgrands services contre sa patrie.

Ce n'est qu'après tous les auteurs, je n'en excepte pas mesmes les Espagnols, que je parle de l'infidelité de *Ferdinand le Catholique*. Il trompoit tous les Princes qui traittoient avec luy ; mais dans l'exemple suivant on verra s'il avoit plus de consideration pour son gendre que pour les autres. *Zurita* dit, qu'il chassa Frederic Roy de Naples d'une maniere abominable, & il n'y eut pas plus d'honesteté au partage, qu'il fit du mesme Roiaume avec Louis XII, Roy de France. Philippe d'Autriche, son gendre, considerant que la rupture entre ces deux Rois communiqueroit ses incommodités à ses Provinces de Flandres, tascha de la prevenir, & voulant prendre son chemin par la France, pour s'en retourner chez luy, il se fit donner

donner un pouvoir fort ample pour l'accommodement, qu'il pretendoit faire entre les deux Couronnes. Ferdinand le fit accompagner de deux Ambassadeurs, qui luy devoient servir de Conseil, & avoir le plus de part à la negotiation, où l'Archiduc ne pouvoit rien conclurre sans eux. Ce fut de leur avis que le traité fut fait, & que les parties demeurerent d'accord, que les Provinces du Roiaume de Naples, qui faisoient le different, seroient mises entre les mains de *l'Archiduc*, & que tout le Roiaume seroit donné à Charles, Duc de Luxembourg, son fils, qui épouseroit la fille de Loüis. Ce traité fut envoyé en Italie, avec ordre aux Generaux des deux armées de faire cesser les hostilités. Le Duc de Nemours, qui commandoit celle de France, y obeït; mais Gonçale Fernandez, que l'on appelloit le Grand Capitaine, voulant profiter des avantages qu'il avoit sur les François, répondit, qu'il ne recevoit point d'ordres, s'ils ne venoient d'Espagne, & que jusques à ce qu'il les eust receus, il continueroit de faire la guerre. Et de fait il la poursuivit si bien, qu'il se rendit maistre de tout le Roiaume, pendant que Loüis, s'attendant à l'effet du traité, qu'il venoit de conclurre avec l'Archiduc, negligeoit de le secourir. *L'Archiduc*, qui n'estoit pas moins indigné du refus du Grand Capitaine, que Loüis l'estoit des artifices & de l'infidelité de ces Rois Catholiques, protesta qu'il n'y vouloit point avoir de part, & offrit de demeurer à la Cour de France, jusqu'à ce que ce qu'il avoit négocié fust *ratifié* & executé. Il faisoit des instances continüelles pour cela auprès de Ferdinand: mais il n'en obtint rien; parce que ce Roy, qui au travers de sa devotion n'avoit autre religion que son interest, prenoit tantost l'un, tantost l'autre pretexte, pour differer de faire expedier sa *ratification*; jusques à ce que se voyant assuré de la conquête de tout le Roiaume de

Naples, il refusa absolument de ratifier le traité, que son gendre avoit fait : en disant que Philippe avoit excédé son pouvoir. Qu'il estoit bien vray, que pour luy faire plus d'honneur, on luy avoit donné un pouvoir tresample, mais qu'il estoit limité par son instruction, laquelle il avoit ordre de suivre. Philippe soustenoit au contraire, que son instruction estoit pour le moins aussy ample que son pouvoir. Que devant qu'il partist de la Cour d'Espagne, le Roy & la Reine luy avoient déclaré positivement, que leur intention estoit, que la paix se fist par son entremise, & qu'ils avoient tous deux fait serment sur les Saints Evangelles & sur la Croix, qu'ils observeroient religieusement, & executeroient punctuellement tout ce qui seroit par luy négocié & conclu. Que bien qu'il eust pû se servir de son pouvoir en toute son estendüe, il ne l'avoit pas voulu faire ; mais n'avoit rien accordé ny resolu sans l'advis des deux Ambassadeurs. Louis fut fort satisfait du procedé de Philippe, qui estoit un bon flamen, & n'y entendoit point de finesse : mais Ferdinand luy ayant envoyé deux autres Ambassadeurs, qui devoient excuser le passé, & faire ouverture de quelque autre accommodement, il les fit venir en pleine audience, où il leur dit en la presence de toute la Cour, qu'il n'escouteroit point de proposition ; que Ferdinand n'eust ratifié & executé le traité de Blois, & que Ferdinand n'eust réparé le passé. Qu'il ne trouvoit pas seulement estrange, mais que c'estoit aussy une chose abominable & detestable, que ces Rois, qui venoient de se faire donner le surnom de Catholiques, faisoient si peu de cas de leur foy, de leur honneur, de leur serment & de leur religion, & qu'ils avoient bien peu de consideration pour leur gendre, un des grands, des puissants & des meilleurs Princes de l'Europe, leur fils & heritier presomtif. Après cela il ordonna aux Ambassadeurs de sortir de la Cour le mesme jour.

Il ne faut pas s'estonner de l'apologie, qu'un certain remarqueur de Bruxelles fait de ce Roy Catholique, puis qu'il fait bien celle du Duc d'Albe, & de cet Ambassadeur de Portugal, qui fut assés infame pour trahir les interests du Roy son maistre, & pour entrer publiquement dans le party de son ennemy, devenant en mesme temps deserteur & traistre. Si c'eust esté là la seule perfidie de Ferdinand, on pouvoit, si non la justifier, du moins l'excuser par l'exemple des autres Princes, parmy lesquels, on peut dire qu'il n'y en a pas un, dont l'honneur & la conscience soyent à l'épreuve d'une Couronne.

J'ay dit en la Section 12 de ce livre, que Bodin soustient, qu'un Roy ou Prince n'est pas obligé d'exécuter le traité fait par son predecesseur, s'il y trouve quelque chose de contraire à ses interests. Et de fait on voit d'ordinaire, que tous les traittés se renouvellent ou se confirment par le successeur, bien qu'il y ait esté obligé par son predecesseur. Sur ce principe on doit dire, qu'à plus forte raison on ne peut obliger le successeur à achever un traité, que son predecesseur avoit laissé imparfait, faute de ratification. *Antoine Iscalan Ademar Paulin, Baron de la Garde*, après avoir esté employé par le Roy François I à Constantinople fut envoyé en Angleterre, où il fit un traité avec Henry VIII. Ce Roy étant decédé, & François I l'ayant suivy de près, *avant que le traité eust esté ratifié*, les Tuteurs d'Edüard VI, qui avoit succédé à Henry, & qui avoit envoyé Jean Briand, son Ambassadeur, en France, pour faire civilité à Henry II sur son advenement à la Couronne, firent faire instance pour la *ratification* du traité, qui avoit esté fait entre les Rois leurs peres. Mais Henry répondit, qu'il ne le *ratifieroit* point; tant parce qu'il contenoit plusieurs choses injustes, que *parce qu'il n'estoit pas obligé de ratifier ce que le Roy son pere avoit refusé ou différé de ratifier*

Je ne repeteray pas icy ce que je viens de dire de l'obligation, où le Prince entre par le plein pouvoir qu'il donne à son Ministre ; parce que ce n'est pas proprement le fait de l'Ambassadeur, qui a achevé sa negotiation, en concluant & signant le traité. Aussi n'est il pas necessaire que l'Ambassadeur demeure au lieu du Congrès, jusques à ce que la *ratification* soit arrivée ; parce que l'eschange, qui s'en doit faire n'y est pas affecté : au contraire il se fait souvent ailleurs, par les mains de Ministres subalternes, ou par celles des Mediateurs, s'ils veulent bien se donner la peine de l'attendre. Après que la *Tuillerie* eust fait le traité entre les deux Couronnes du Nort à Bremsébro, en l'an 1645, les *ratifications de l'une & de l'autre furent mises entre les mains de Philibert Hennequin, Resident de France à Coppenhague*, qui en fit l'eschange dans un village sur les frontieres des deux Roiaumes, où les Deputés de part & d'autre se rendirent, & en donnerent leur receu. Lors qu'il n'y a point de Mediateurs, on donne la *ratification* à l'Ambassadeur ordinaire, ou bien à quelque autre Ministre, qui l'envoye au Prince son Maistre. Le traité qui fut fait à Blois en l'an 1572, entre Charles IX Roy de France & la Reine Elisabeth d'Angleterre, portoit, qu'il seroit ratifié de part & d'autre dans quatre mois, & que la *ratification* de la Reine seroit mise entre les mains de l'Ambassadeur ordinaire de France, qui seroit specialement autorisé pour cela. C'est pourquoy elle ordonna à Walsingham de sçavoir de la Cour de France precisement, dans quel temps elle desiroit que l'eschange se fît.

Lors que le traité se fait entre des Princes & des Potentats, entre lesquels il n'y a point de competence, comme lors que les Testes Couronnées sont traitter avec d'autres Princes, ou avec des Republiques, où rend quelquefois ce respect à la dignité des premiers, qu'on leur communi-
que

que les *ratifications* devant que d'en faire l'eschange. Le Cardinal *Donghi*, Plenipotentiaire d'Urbain VIII au traité qui se fit entre les Princes d'Italie & les Barberins, à la fin de la guerre de Castro, en écrivant au Cardinal Bichi, Plenipotentiaire de France, luy parle en ces termes. *Bien que le devoir & la coutume obligent les Princes à fournir leurs ratifications les premiers, afin que le Pape, qui doit estre le dernier à la presenter, y puisse faire les reflexions nécessaires, il sçait neantmoins, que sans cette considération de la coutume, Bichi ne laisseroit pas d'y apporter les precautions convenables, afin qu'on leur donnast la plus grande estendue qu'on pourroit, & qu'on les fist conformes à celle du Pape.* La Republique trouvoit à redire à cellecy, qu'on y avoit mis une clause, qui obligeoit aussy les successeurs à l'exécution du traité, & disoit, que son Estat estant perpétuel, on ne pouvoit pas parler de successeurs dans la *ratification*. Les Barberins répondoient, que c'estoit une chicane, & non une difficulté; parce que la mesme clause se trouvoit au traité, qui avoit esté fait à Bologne en l'an 1630. Que le Doge, qui y est nommé, estant mortel, on pouvoit & on devoit aussy parler des successeurs; puis que c'estoit une clause ordinaire de la Republique mesme, qui dit en ses actes: *Nos cum nostro Senatu, pro nobis nostrisque successoribus, dominioque nostro*: ou bien, *pro nobis nostrisque successoribus & Republica Veneta*. Mais il s'y rencontra une difficulté plus grande de la part de tous les alliés, qui ne vouloient point souffrir, que la *ratification* fust croire au monde, que c'estoient eux qui estoient auteurs de la guerre, & qui demandoient la paix, parce que l'un & l'autre estoit faux. Ils disoient, que c'estoient les Barberins qui avoient commencé la guerre; non seulement par l'invasion du Duché de Castro, mais aussy par les preparations, qu'ils avoient faites, pour porter leurs armes en

Lombardie. Qu'il falloit que le Pape fist oster cette clause de sa *ratification*, ou qu'il souffrist, que la Republique & les autres alliés fissent couler dans les leurs des clauses, qui ne luy seroient pas fort agréables. Et de fait le Senat fit faire une *ratification*, qui faisoit les Barberins la cause de la guerre, laquelle avoit obligé les Princes à se liguier, & à s'opposer à la violence de la Cour de Rome. Cette resolution allarma tellement le Cardinal Bichi, qui faisoit l'office de Mediateur, qu'il declara aux Ministres du Granduc & du Duc de Modène, qu'à Rome on n'admettroit jamais cette ratification, & les pria de disposer le Senat à changer ces termes. Il entra sur cela en conference avec les Deputés de la Republique: mais tout ce qu'il en put obtenir, ce fut, *ou que le Pape ratifiast purement & simplement*, en retranchant les paroles, qui ne pouvoient pas estre agréables, ou que s'il vouloit absolument dire un mot de la guerre, on n'y mist que ces seules paroles: *que pour finir la presente guerre, on estoit convenu du traité &c.* lequel il ratifioit. Et c'est à quoy le Pape s'accommoda. En effet *les ratifications* les plus courtes & les plus generales sont les meilleures; pourveu qu'elles soyent en bonne forme. Il suffit qu'elles agréent & approuvent ce qui est porté par le traité: & ce en des termes exprés & efficaces.

Je dis *en bonne forme*; parce qu'il est necessaire que la *ratification* soit expédiée sous le grand sceau, & de la mesme façon que le traité mesme. Les Estats des Provinces Unies, devant que d'entrer dans une negotiation formelle avec les Ministres de l'Archiduc Albert en l'an 1607, consentirent à une suspension d'armes, que le Roy d'Espagne devoit approuver & ratifier, aussy bien que le point qui regardoit la liberté & la Souveraineté de leur Estat. Le Conseil d'Espagne, bien qu'il desirast la paix avec passion, ou du moins une cessation d'armes dans les Pais-bas; où toutes

toutes les Finances se perdoient comme dans un abîme, eut de la peine à ratifier ce que l'Archiduc avoit promis & accordé, pour avoir la suspension d'armes; mais ne voulant point dédire ce Prince, & la Monarchie d'Espagne n'estant pas en estat de continuer une guerre, qui luy estoit onereuse, le Roy d'Espagne fit enfin expedier un acte de *ratification*. L'Audiencier Verreyken l'apporta à la Haye, où elle fut trouvée si defectueuse, qu'à peine luy voulut on permettre d'y demeurer quelques jours, pendant lesquels il promettoit de la faire reformer. Les Estats y trouverent à dire, que *la ratification n'estoit escrite qu'en papier*, & qu'elle estoit signée *To el Rey*, au lieu qu'elle devoit estre en parchemin, & signée du nom du Roy, qui en use ain-sy avec tous les estrangers, qui n'ont point de dépendance de luy. Ils jugeoient aussy, qu'elle n'estoit pas moins defectueuse en la substance qu'en la forme. Pourveu que la ratification soit conceüe en des termes simples & generaux, & que le traitté entier y soit inseré, on n'y peut pas estre trompé.

Ce fut une espece de traitté que l'absolution du Roy Henry IV, que du Perron & Dossat avoient negocié à Rome, & il falloit que le Roy ratifiast ce qu'ils y avoient fait. La Cour de Rome, qui ne se contente pas de faire venir les Rois aux pieds du Pape, mais qui veut qu'il leur marche sur le ventre, insistoit à ce que dans les lettres patentes de *ratification*, on inserast tout l'acte de l'absolution, afin que le Roy eust la mortification d'en faire un aveu exprés. Mais Dossat escrivit, que le Roy n'avoit à faire autre chose, qu'à prendre en sa main les lettres patentes de la *ratification*, & à dire au Legat, qu'il a *ratifié & approuvé*, *ratifie & approuve* tout ce qui a esté fait à Rome, par ses Procureurs, au fait de son absolution, & qu'il a fait expedier ses lettres de *ratification in forma probante* & authent-

tique, lesquelles il luy conſigne & baille, le priant de les envoyer à Noſtre Saint Pere. Il y ajoſte. *C'eſt la forme la plus courte & la plus ſimple, & qui ſuffit.*

Le traité de Breda ayant eſté ſigné le dernier jour de Juillet 1667 entre les Rois de France & de Dannemarc, & les Eſtats des Provinces Unies d'une part, & le Roy de la Grande Bretagne de l'autre, tous les Ambaſſadeurs, à la reſerve de ceux du païs, qui allerent faire un tour chez eux, demurerent ſur le lieu, en attendant les *ratifications* de leurs Maîtres, Celle d'Angleterre y eſtant arrivée le 12 d'Aouſt, on prit jour au 24, pour en faire l'eſchange, qui ſe fit en la maniere ſuivante, La Cavallerie & l'infanterie de la garniſon s'eſtant miſe en bataille devant le Chateau, les deux Ambaſſadeurs de France s'y rendirent ſur les 11 heures devant midy, & entrerent dans la Chambre, où pendant la negotiation ils avoient accouſtumé de ſe reposer devant que d'entrer en conference. Les Plenipotentiaires des Provinces Unies les ſuivirent de près, & ſe rendirent auſſy dans la Chambre qui leur eſtoit affectée, comme ceux de Dannemarc, & en ſuite les Ambaſſadeurs de Suede, qui eſſoient les Mediateurs, chacun dans la leur. Les Ambaſſadeurs d'Angleterre furent les derniers. Dès que ceuxcy furent arrivés, les Mediateurs entrerent dans la Salle de la Conference, où les Miniſtres des trois alliés s'eſtant auſſy rendus, ceuxcy mirent *les traittés avec les ratifications* entre les mains des Mediateurs, qui entrerent en ſuite, avec les Miniſtres de France, de Dannemarc & des Provinces Unies, dans la Chambre des Ambaſſadeurs de France, d'où ceux de Suede fortirent auſſy toſt, pour entrer en celle des Ambaſſadeurs d'Angleterre, qui leur delivrerent *les traittés avec la ratification* du Roy de la Grande Bretagne. Après que leur Secretaire les euſt colationnés, & que les Ambaſſadeurs d'Angleterre les euſſent

sent signés & scellés, les Mediateurs les porterent aux Ministres des trois Alliés, qui les leurent & collationnerent encore. Cela fait ceuxcy se rendirent dans la Salle de la conference, où les Mediateurs conduisirent aussy les Ambassadeurs d'Angleterre, qui furent receus avec de grandes civilités par les autres, & après quelques compliments on se separa. La publication de la paix se fit le mesme jour à Breda, comme dans une ville, dont la neutralité avoit esté expressément stipulée pour toute la negociation, & pour toutes ses suites, & ce en vertu d'un pouvoir, que les Ambassadeurs de tous les interessés avoient pour cet effet. Ceux d'Angleterre & des Provinces Unies la firent faire solennellement au son de trompettes, mais ceux de France & de Dannemarc se contenterent de le faire par des placards, qu'ils mirent aux portes de leurs hostels. On ne pouvoit pas differer de faire la publication; parce qu'il y avoit des lieux éloignés, où les hostilités ne devoient cesser que dans un certain temps après la publication.

Le traité de Osnabrug estant sur le point d'estre signé, Servien estoit demeuré d'accord avec les Plenipotentiaires de Suede, que ceuxcy feroient en sorte, qu'on leur envoyast *la ratification* par avance; afin qu'on en fît l'eschange incontinent après la signature: parce que les Ministres de France, qui vouloient sortir de la guerre d'Allemagne, afin de la pouvoir continuer avec d'autant plus de vigueur contre l'Espagne, estoient en des défiances continüelles des intentions de la Cour de Stocolm, aussy bien que de celles de la Cour de Vienne. Ils donnerent ordre à Chanut d'en parler; mais le Chancelier Oxenstirn luy dit, que la Reine & le Senat jugeoient, qu'il seroit inutile d'envoyer en Suede un traité, que les Ministres des Princes interessés n'avoient pas encore signé, & *que c'estoit une pure resverie de croire, que la Reine donnast sa ratification sur la*
simple

simple copie d'un acte qui n'avoit pas encore ses formes. Que sa Majesté estoit trop prudente d'elle mesme, & assistée d'un Conseil trop expérimenté dans les affaires, pour agir de cette sorte : que rien ne pressoit : qu'on auroit le loisir d'observer l'ordre : que cette paix ne se pouvoit pas exécuter dans quinze jours &c. Les Estats de l'Empire firent instance, environ ce temps là, à ce que la Suede licentiaست ses troupes incontinent après la signature du traité : mais les Suedois disoient, que *le traité n'avoit sa perfection qu'après la ratification.* Lors qu'en l'an 1647 Servien fit un traité de garantie à la Haye, on proposa entre autres difficultés cellecy ; sçavoir si après la signature du traité, qui se negotioit à Munster, il y auroit cessation d'hostilités ou non. Les Estats dirent, que *la seule signature ne faisoit pas cesser les hostilités* : mais qu'on pourroit, après la signature, mettre en deliberation, s'il seroit à propos de les faire cesser devant la ratification & la publication.

Ce n'est pas que les traittés ne subsistent quelquefois, bien qu'ils ne soyent point ratifiés, parce que comme j'ay dit, *la ratification* n'en est pas une partie essentielle. La trêve qui fut conclüe en l'an 1609 entre l'Espagne & les Archiducs d'un costé & les Provinces Unies de l'autre, n'a jamais esté ratifiée dans les formes : & on ne s'en est pas beaucoup soucié ; parce que les Estats avoient de bons garands. On fut trois ans devant que la Cour de Madrid ratifiast le traité de Vervins ; mais le Roy Henry IV ne s'en mit pas fort en peine ; parce que l'Archiduc ne laissa pas de l'exécuter, & de retirer les garnisons Espagnoles des places, qui devoient estre restituées, & qui furent restituées en effet, en vertu du traité. La mort de Philippe II fut aussy cause en partie de ce retardement : le Successeur, qui estoit jeune, croyant devoir témoigner, qu'il n'approuvoit pas ce que son pere avoit fait sur la fin de sa vie, fit le difficile.

Il est vray que le Prince, qui refuse de ratifier, empêche l'exécution du traité; dont je viens de marquer quelques exemples. En l'an 1624 le Commandeur de Sillery, Ambassadeur de France à Rome, ayant agréé quelques articles, que le Pape avoit fait mettre sur le papier, touchant l'affaire de la Valteline, avec la participation du Duc de Pastranc, Ambassadeur d'Espagne, il les envoya par un exprès à la Cour, pour les faire ratifier. Le Courrier, en arrivant à Paris, trouva que le Chancelier & Monsieur de Puisieux, Secrétaire d'Estat, frere & neveu du Commandeur, avoient esté disgraciés, & qu'on n'y estoit point du tout disposé à ratifier les articles, qui avoient esté concertés à Rome. On dit aux Nonces Corsini & Spada, *qu'on desavoüoit le Commandeur, & que le Roy ne ratifieroit point ce que son Ambassadeur avoit fait sans ordre & sans pouvoir.* On y ajouta, qu'il n'y avoit rien de signé, de sorte que l'affaire estoit encore en son entier, & mesmes que l'Ambassadeur n'avoit agréé les articles, que depuis qu'il avoit sceu la disgrâce & l'exil de son frere. On donna aussy ordre au Cardinal de la Vallette & à l'Archevesque de Lion, qui estoient à Rome, d'en parler au Pape dans les mesmes termes, & de faire instance pour l'exécution du traité, que Bassompierre avoit fait à Madrid en l'an 1621. Où il faut remarquer pourtant, que ce ne fut pas proprement une *ratification*, que le Commandeur de Sillery demandoit; mais seulement un aveu de ce qu'il avoit fait; puis qu'il n'y avoit point de traité, & jusques à ce qu'il y eust quelque chose de signé, on ne pouvoit pas parler de *ratification*. Le Pape & le Duc de Pastrane, qui avoient traité avec un Ministre, qui n'avoit point de pouvoir, n'avoient pas sujet de se plaindre du refus qu'on fit en France.

Le procédé du Cardinal de Richelieu ne fut pas si since-

re à l'égard du traité de Ratisbonne. Ce Premier Ministre, craignant que les intrigues du cabinet ne le ruinaient depuis que la Reine Mere, qui s'estoit déclarée, avoit fait un puissant party contre luy, pendant que les affaires d'Allemagne & d'Italie l'embarassoient, & mettroient un grand avantage du costé de ses ennemis, donna un ordre secret à Charles de Leon Brulard, & au Pere Joseph Capucin, qui sçavoit les dernières intentions du Premier Ministre, de conclurre le traité de Ratisbonne en toutes les manieres. Ils le conclurent en effet; mais le Cardinal ne se vit pas si tost Maître des affaires dans le Roiaume, qu'il désavoua ce qui avoit esté fait en Allemagne. Le Roy refusa de le ratifier, & disoit, que ses Ministres avoient excédé leur pouvoir. Qu'ils y avoient meslé les affaires de l'Empire & de Lorraine avec celles d'Italie: Que la Republique de Venise ne s'y trouvoit comprise qu'en des termes foibles & ambigus, & enfin que l'intérêt des Grisons ne s'y trouvoit pas assuré. Mais il semble qu'on peut dire, que ces reproches se pouvoient faire aux Ministres que le Roy avoit employés, & non à l'Empereur, qui avoit traité de bonne foy avec eux, en vertu de leur plein pouvoir, qui luy avoit esté communiqué. C'est pourquoy il n'en devoit pas souffrir non plus, & la malice, ou l'imprudence d'autrui ne luy pouvoit pas estre imputée.

Devant que d'achever cette Section, je rapporteray icy un exemple, que je croy estre singulier en son espece. *L'Abbé Bentivoglio*, Confident du Cardinal Mazzarin, ayant en l'an 1646 conclu un traité de neutralité avec le Granduc de Toscane, le Granduc voulut, que le Prince Thomas de Savoye, qui commandoit les armées de France en Italie, le *ratifiast*. Ce Prince le *ratifia* en effet, par un acte du 20 May de la même année, & le Roy l'approuva après cela. Ce fut une chose tout à fait extraordinaire.

Car

Car puis qu'il falloit, que le Roy ratifiast la negotiation & le traité de son Ministre, qui estoit assés avilé, pour ne rien faire contre ses ordres, *la ratification* du Prince Thomas estoit inutile, & ne pouvoit asseurer le Granduc.

Ce que le Cardinal Dossat dit de la ratification de l'absolution du Roy Henry IV dans la lettre qu'il escrit à M. de Villeroy du 18 Septembre 1596, qui est toute sur ce sujet, merite bien d'estre veu & considéré par ceux qui jugeront peutestre, que je n'en dis pas assés en la presente Section. A quoy on peut ajouster un passage assés remarquable de sa lettre du 4 Aoust 1598, où il parle de l'offre, que Ferdinand Granduc de Toscane fit de rendre la ratification, que le mesme Roy Henry IV avoit faite du traité, qui avoit esté fait pour la restitution du Chasteau & de l'Isle d'If, & des forts & de l'Isle de Pomegues, par l'entremise du Sieur Dossat Evesque de Rennes, le premier jour de May de la mesme année 1598.

SECTION XVI.

*Du Rapport que l'Ambassadeur fait de sa
Negotiation.*

IL y a grande difference entre le Rapport, que l'Ambassadeur fait de sa negotiation & de son Ambassade, & entre la relation qu'il fait de la Constitution de l'Estat & de la Cour où il a negocié. Tous les Ambassadeurs font rapport; mais il y en a si peu qui fassent une relation per-
tinentte de l'Estat, où ils ont residé, qu'il semble que cela soit particulier à ceux de Venise, qui en ont fait de tres-belles; particulièrement de la Cour de Rome, & de quelques autres Cours d'Italie. *Philippe de Commynes* dit,
E e e 2 „ que

„ que le Prince ne doit point souffrir, que son Ambassa-
 „ deur fasse son rapport en public; mais qu'il doit se le fai-
 „ re faire à luy seul, ou en la presence de peu de person-
 „ nes; de peur que les mauvaises nouvelles, dont ils peu-
 „ vent estre porteurs, n'intimident le Conseil, ou n'é-
 „ pouvantent le peuple. Il y ajousté, que le Prince doit
 „ advertir son Ministre de ce qu'il veut qu'il en soit publié,
 „ & de ce qu'il doit répondre à ceux qui luy parleront du
 „ succès de sa negotiation. *Commynes* escrivoit dans un
 temps, où toutes les Ambassades estoient extraordinaires,
 & où le plus souvent une seule affaire faisoit le sujet de
 l'Ambassade. Les voyages & le séjour des Ambassadeurs
 estoient le plus souvent fort courts; de sorte qu'à leur re-
 tour ils ne fatiguoient pas beaucoup le Prince, en luy ren-
 dant compte de l'affaire, dont ils avoient eu le maneige &
 la conduite. Mais cette precaution n'est pas fort necessai-
 re aujourd'huy, parce qu'il n'y a point de Souverain, qui
 ne vueille que son Ambassadeur luy fasse rapport de sa ne-
 gotiation à luy seul, bien que toutes ses dépêches luy aient
 esté communiquées, & qu'il ne puisse pas ignorer ce qui
 s'y est passé: tellement qu'encore que fort rarement il ap-
 prenne par la bouche de l'Ambassadeur autre chose que ce
 qu'il a veu dans ses lettres, il veut neantmoins qu'on luy
 rende ce respect: *ut ratio uni reddatur*. Outre qu'il est
 juste & necessaire, que le Ministre remette son caractère
 entre les mains du Souverain, de qui il l'a reçu.

Dans les Roiaumes & Estats, où le Souverain partage
 en quelque façon la connoissance & la disposition des affai-
 res, ou avec un Premier Ministre, ou avec son Conseil,
 ou bien avec le Senat, l'Ambassadeur fait aussy rapport à
 ceux qui ont part à la premiere autorité. Les Republiques
 ont leurs Conseils, ou leurs assemblées, où les Ambassa-
 deurs font leur rapport. A Venise ils le font d'ordinaire

au College, ou au Conseil de Pregadi, & quelquefois, si l'affaire est importante, au Conseil de dix. En Hollande l'Ambassadeur fait un rapport general & succinct dans l'assemblée des Estats Generaux, ou s'il a à dire quelque chose de particulier, dont on doit ménager le secret, on luy donne des Commissaires. Et comme on ne prend les Ambassadeurs que dans le Corps des Estats Generaux, l'Ambassadeur fait aussi quelquefois rapport dans la Province qui l'a député à l'assemblée generale. Lors que l'Ambassadeur fait son rapport, il est encore Ministre, & comme tel il ne prend pas place au bureau avec les autres Deputés; mais on luy donne un Siege un peu éloigné de la table, derriere les Deputés, qui sont assis vis à vis du President: mais dès qu'il a achevé de faire son rapport, & qu'il a esté remercié, il reprend sa place parmy les autres Deputés de sa Province. A Venise les Ambassadeurs font un extrait de tout ce qui s'est passé en leur Ambassade, & y ajoustent une relation exacte de la Constitution de l'Estat, où ils ont esté employés: mais en Hollande les Ambassadeurs font une espece de procès verbal, où ils ne disent autre chose que ce qu'ils ont dit en leurs dépesches, qui s'y trouvent inserées de mot à mot, & par ce moyen on n'y trouve que ce qu'on sçait desja, & ce qu'on trouveroit avec la mesme facilité dans les lettres mesmes, si on les faisoit relire en un seul volume. Cependant les Ambassadeurs se font payer de la peine, qu'ils prennent à bastir & à faire copier ces procès verbaux, qui contiennent assés souvent non des mains, mais des rames de papier, qui ne servent qu'à remplir les archives de registres monstrueux & inutiles.

On ne peut pas empêcher les Ambassadeurs les mieux intentionnés de découvrir, dans leur rapport, leurs propres sentimens, en faisant parler d'autres, ny de justifier & de rectifier tout ce qui s'est passé dans l'Ambassade: c'est

à dire, qu'on est obligé de souffrir, qu'ils fassent un rapport à leur mode. Mais on a fort peu d'exemples qu'un Ambassadeur ait fait un rapport faux, & directement contraire au succès de sa négociation. Neantmoins il s'en trouve un, qui pour estre assés singulier, merite bien que j'en die un mot. Les Florentins, esperant pouvoir conserver leur Republique & leur liberté, envoyerent en l'an 1530 quatre Ambassadeurs à l'Empereur Charles V, qui estoit en ce temps là arrivé à Genes. Ces Ambassadeurs, après avoir demandé pardon de la faute, qu'ils avoient faite, en se declarant pour la France, & après avoir recommandé à l'Empereur la conservation de leur liberté, n'en obtinrent point d'autre réponse; sinon qu'on leur pardonneroit le passé, pourveu qu'ils donnassent satisfaction au Pape, & qu'ils remissent la Maison de Medicis en l'estat, où elle estiot devant le dernier soulevement du peuple. Les quatre personnes, dont cette Ambassade estoit composée, considerant, que la réponse de l'Empereur ne seroit pas fort agréable au peuple, n'avoient pas grand'envie d'aller faire leur rapport à Florence. Matthieu Strozzi, qui'en estoit le premier, au lieu d'y retourner, alla à Venise. Thomas Soderin, faisant le malade, demeura dans une de ses maisons de campagne, & Nicolas Caponi mourut dans la Commission: de sorte qu'il n'y eut que Raphaël Hierôme, qui alla seul rendre compte de leur négociation commune. En arrivant à Florence, il ne se donna pas le loisir de changer d'habit, mais il se laissa conduire droit à l'hostel de ville; où il dit au peuple, qui l'avoit suivy depuis la porte de la ville, que les affaires n'estoient pas en si mauvais estat que l'on pensoit: que l'Empereur n'avoit amené avec luy que fort peu de gens de guerre: que l'invasion, dont le Turc menaçoit l'Hongrie, & la mauvaise disposition des esprits en Allemagne, l'obligeroient à se-

courir

courir Ferdinand son Frere, & l'empescheroient de rien entreprendre contre la Republique de Florence, si non avec des troupes fort mediocres, & peu proportionnées à une si grande entreprise. Tellement que la Republique pouvoit se resoudre à la guerre, & s'asseurer qu'elle en fortiroit à son avantage. Ce faux rapport fit resoudre les Florentins à la guerre, & les jetta dans des malheurs, qui ne finirent qu'avec leur liberté; laquelle ils ne perdirent pourtant, que pour jouir d'un plus heureux repos, sous une legitime Souveraineté. Je parle en la Section 12 du premier livre d'un Ambassadeur Grison, & du rapport qu'il fit au retour de l'Ambassade qu'il avoit faite auprès du Canton Zurich. Ce qu'il en dit estoit aussy faux, que tout ce qu'il avoit fait en vertu de sa commission estoit infidelle.

Au contraire un rapport fidelle, judicieux & desintereffé marque une probité & une grandeur d'ame, qui recommande extrêmement l'Ambassadeur. *Le Seigneur de Montgomery* estoit ennemy mortel de Matthieu Stuart, Comte de Lenox, que le Roy François I avoit envoyé en Escosse, afin qu'il travaillast à lever les divisions, dont le Roiaume estoit déchiré par de tresfâcheuses factions, qui s'y formoient sous la Reine & le Cardinal de S^t André d'un costé, & de Jaques Hamilton de l'autre. Le Comte de Lenox n'estoit pas fort agréable à la Reine; c'est pourquoy elle luy rendoit de tresmauvais offices à la Cour de France, & le Roy, prevenu de ses avis, prit de l'indignation contre le Comte, fit mettre d'Aubigny, son frere, à la bastille, & se servit de Montgomery, comme d'un ennemy déclaré du Comte, pour informer de sa conduite en Escosse. Montgomery y fut; mais ayant appris que ce Seigneur Escossois n'estoit criminel, que par ce que la Reine vouloit s'en défaire, en fit des reproches fort aigres au Cardinal de S^t André, & estant de retour en France, il y
fit

fit un rapport si favorable du Comte de Lénnox, que le Roy en estant entierement satisfait, fit mettre d'Aubigny en liberté.

Bien que les Ambassadeurs Venitiens fassent à la fin de leurs Ambassades une relation du genie, des inclinations, des vertus & des vices des Princes, comme aussy de l'humeur & des interets des Ministres de la Cour, aussy bien que de la disposition des peuples du lieu où ils ont negocié, j'estime neantmoins que cela doit faire partie de leur employ plustost que de leur rapport. Il semble que c'est au Ministre à s'informer exactement de toutes ces choses dans le cours de sa negociation, & qu'il est obligé d'en faire part à son maistre; parce qu'elles peuvent donner de grandes lumieres, & peuvent servir de regle aux mesures que le Prince veut prendre. Pendant que Chanut negotioit à Stocolm pour la Cour de France, la Reine luy donna ordre de luy envoyer le portrait de la Reine Christine de Suede. Il en parla à celle cy, qui en fut bien aise, & y fit travailler; mais devant qu'il fust achevé, Chanut fit son portrait, ou son caractere, dans une lettre, où il representa si bien ce qu'il y avoit d'agréable dans le visage, & de grand & de charmant dans l'ame de cette Princesse, que le sçavant pinceau de Bourdon ne satisfit pas tant la curiosité de la Cour de France & de la Reine Regente, que fit l'admirable plume de cet adroit Ministre. On a veu depuis quelques années en Hollande une relation du Resident, que les Estats des Provinces Unies entretiennent à Constantinople. Ce Ministre, qui ne sçavoit qu'un peu de chicane, en entrant dans ce nouveau employ, s'avisa de faire le plan d'une Cour où il ne faisoit que d'arriver, & envoya aux Estats ses Maistre une relation si impertinente & si grossiere, & mesmes si peu judicieuse & si offensante, que je m'estonne comment on ait permis qu'elle ait esté
impri-

imprimée; la piece estant capable d'attirer l'indignation du Grand Seigneur non seulement sur la teste de ce Ministre; mais aussy sur toute la nation.

L'Ambassadeur, en faisant son rapport, doit estre si fidelle & si punctuel, qu'il n'y obmette rien de ce qu'il importe à son Maistre de sçavoir; en sorte qu'il ne luy cache on ne déguise rien de tout ce qu'il luy a esté dit. Le Roy François I estant de retour en France, après avoir esté prisonnier en Espagne, envoya dire à l'Empereur Charles V par le President de Bourdeaux, que plusieurs raisons l'empeschoient d'executer quelques articles du traitté de Madrid. L'Empereur répondit au President, que le Roy son Maistre n'agissoit pas de bonne foy, & qu'il ne procedoit pas en homme d'honneur: ce qu'il estoit prest de luy soutenir de telle maniere qu'il voudroit. Le President, en faisant son rapport, ne dit pas un seul mot de tout ce discours, bien que ce fust la réponse essentielle de l'Empereur. Tellement que lors que François I & Henry VIII envoyerent quelque temps après défiér Charles, celui cy dit au Heraut, que sans doute, le Roy, son Maistre, n'avoit point sceu la réponse, qu'il avoit faite au President de Bourdeaux. Qu'il luy avoit dit, qu'il prioit le Roy de se souvenir du dernier discours, qu'il luy avoit tenu lors qu'ils se separerent: sçavoir que si le Roy manquoit à la parole, qu'il luy avoit donnée, luy Empereur luy soustiendrait, qu'il n'en usoit pas en homme d'honneur, & qu'il s'estoit mieux acquitté de sa parole que le Roy. Cette réponse, que l'Empereur fit au Heraut en la presence de plusieurs personnes de qualité, donna de la confusion au Roy, qui l'auroit évitée, si le President luy eust fait un fidelle rapport de son Ambassade.

Ce n'est pas tousjours à la fin des Ambassades que ies Ambassadeurs font leur rapport. Il y a souvent des occa-

sions extraordinaires, où il leur importe d'informer leurs Maîtres de bouche plus particulièrement, qu'ils ne sçau-roient faire par leurs dépesches, Il est impossible d'en voir de plus amples & de plus judicieuses, que celles que le President Jeannin escrivoit, pendant qu'il negotioit en Hollande. Le Roy Henry IV & M. de Villeroy ne se peuvent pas lasser d'en parler avec satisfaction, & avec tous les eloges qu'elles meritent : & neantmoins le mesme Roy, jugeant, que ce Ministre, dont il apprenoit tant de belles choses, luy diroit quelque chose de plus, voulut qu'il l'al-last trouver, & l'en pressoit de temps en temps si fortement, qu'il ne dissimuloit point qu'il l'attendoit avec impatience. Le President fit enfin le voyage, & sur son rapport on forma la derniere instruction qu'il remporta de la Cour.

M. de Puisieux, Secretaire d'Estat, qui avoit le département des affaires estrangeres, en escrivant à M. de Bassompierre, Ambassadeur Extraordinaire en Espagne en l'an 1621, luy dit, que sur *le rapport* qu'il fera de sa negotiation, le Roy prendra ses mesures. Ce qui fait connoistre que *le rapport* est quelquefois d'autant plus necessaire, que quelque estendues que les dépesches soyent, l'Ambassadeur en peut plus dire à son maistre, ou à son Conseil, dans une audience, touchant la veritable constitution des affaires, qu'il ne sçauroit escrire en cent lettres. Pendant la negotiation qui se faisoit pour la paix à Munster, les Plenipotentiaires des Provinces Unies firent plusieurs voyages à la Haye, & ceux d'Espagne en faisoient de temps en temps à Bruxelles. En l'an 1646, pendant le fort de la negotiation, qui se faisoit entre les Ministres d'Espagne & des Provinces Unies, la Cour de France en prit de si grandes inquietudes, que voulant s'éclaircir de l'intention des Estats, elle ordonna à la Tuillerie de l'en venir informer de bouche. Ce Ministre estant sur le point de partir, presenta

ſenta le 7 Aouſt un memoire, où il diſoit, qu'eſtant obligé, en arrivant à la Cour, d'y faire rapport de l'eſtat, où il avoit laiſſé les affaires de ces Provinces, il luy importoit de ſçavoir quelle réponſe il pourroit faire au Roy & à la Reine Regente, lors qu'ils luy demanderoient, comme ils feroient, ſans doute, ce qui eſtoit des veritables intentions des Eſtats, après les bruits qui couroient de l'accommodement qu'ils faiſoient avec les Eſpagnols, contre la foy des traittés, qu'ils avoient avec la France. On luy fit une réponſe plus ſatisfaiſante en apparence qu'elle ne l'eſtoit en effet, & la Tuillerie, qui ſçavoit ſon meſtier mieux que homme du monde, fit mine d'y acquieſcer, & d'eſtre fort ſatisfait, puis qu'il pouvoit aſſeurer le Roy de la ſincerité des intentions des Eſtats: quoy qu'il en fuſt ſi peu perſuadé, que ſon voyage ne ſervit principalement, qu'à achever de détromper la Cour de France de la bonne opinion, qu'elle en pouvoit encore avoir.

En l'an 1671 Pierre de Groot, Ambaſſadeur des Provinces Unies en France, avoit dans fort peu de temps fait de ſi bonnes habitudes en cette Cour là, qu'il eſtoit fort punctuellement adverty des reſolutions, qui s'y prenoient contre l'Eſtat de ſes Maîtres. Il les en advertiſſoit continuellement, mais n'oſant, & ne pouvant tout eſcrire, & voyant d'ailleurs que ſes lettres ne faiſoient pas l'impreſſion qu'elles devoient faire, il pria qu'on luy permiſt de faire un voyage en Hollande, afin qu'il y puſt faire un *rapport* pertinent de la veritable conſtitution des affaires, & des intentions de la France. On le luy permit, & je ſçais, qu'il fit un *rapport*, qui euſt pû mettre les Provinces Unies à couvert des injultes, qu'on leur vint faire l'année ſuivante juſques dans le cœur de leur Eſtat, ſi les diviſions au ſujet de l'employ du Prince d'Orange, & le prejugué de quelques uns, qui ne ſe pouvoient perſuader, que l'An-

gleterre fust capable de rompre avec ces Provinces, n'eussent corrompu l'effet des bons & salutaires advis de ce Ministre. Mais en ces rencontres l'Ambassadeur ne doit ny ne peut abandonner son poste, sans ordre, ou du moins sans la permission de son maistre.

La relation, que Lazare Mocenigo a faite de la Cour du Duc d'Urbain, & celle que Hierôme Lippomano a faite de la Cour du Duc de Savoye, sont tresbelles & fort particulieres, aussy bien que celle que le Chevalier *Cornare* a faite de la Cour de Rome, telle qu'elle estoit du temps d'Alexandre VII. Il seroit à souhaitter, que tous les Ambassadeurs suivissent l'exemple de ceux de Venise; parce que ce seroit un des meilleurs services qu'ils pourroient rendre à leurs Successeurs, aussy bien qu'à leurs Princes. Les remarques que le Chevalier Temple a faites de l'Estat des Provinces Unies, seront inimitables, quand il y aura mis la derniere main, dont elles ont d'autant plus de besoin, que pendant l'employ qu'il a eu depuis à la Haye, il y a sans doute appris des choses, dont il ne pouvoit pas avoir une parfaite connoissance lors qu'il a publié son livre.

SECTION XVII.

*De quelques Ambassadeurs Illustres de
Nostre temps.*

MOn intention estoit de remonter jusques au Siecle passé, & de rendre à quelques uns des grands hommes de ce temps là l'honneur qui est deu à leur memoire. Mais considerant que l'histoire leur fait Justice, & me trouvant d'ailleurs destitué de ce qui me seroit le plus necessaire pour l'execution d'un si vaste dessein, mes livres
&

& mes memoires ayant esté distraits & dissipés, je me suis reduit aux Ambassadeurs de nostre temps, qui se sont fait connoître par leurs negotiations, & qui meritent certes que la posterité ait pour eux la veneration, qui doit estre inseparable des actions, que les armes & la robe rendent également illustres. Il n'y auroit pas moins de plaisir à parler de Philippe de Commines, de Lansac de St Gelais, du Marquis de Pisani, de Paul de Foix, Archevesque de Thoulouse : de Laurens de Suarez de Figueroa, de Garcilasso de la Vega son frere, de Pedro d'Ayala, de Gutierrez Gomez de Fuenfálida, de Thomas Randolfe, de François Walsingham, & de plusieurs autres personnages qui ont negocié cydevant avec succès dans les premieres Cours de l'Europe, qu'il y en auroit à remarquer les endroits de leur vie, qui leur ont acquis la reputation qu'ils nous ont laissée. Je trouveray peutestre l'occasion de donner ailleurs de l'encens à leurs Manes, & cependant je diray un mot de quelques uns de ceux qui se sont fait connoître, ou qui se font connoître encore dans les plus importantes negotiations de nostre Siecle. Or comme il n'y a rien de si difficile que de regler le rang entre les Ambassadeurs, je n'y observeray point d'autre ordre que celuy que l'on a donné à l'alfabet.

Abel Servien, Ambassadeur Plenipotentiaire de France à Munster, avec le Duc de Longueville & avec Claude de Mesmes, Comte d'Avaux, estoit un tresgrand Ministre, & des plus habiles de son mestier; mais pour bien faire son caractere, & en mesme temps celuy de *M^r d'Avaux*, son collègue, je me serviray du parallele, que Victorio Siri fait de ces deux personnages, afin que l'on y voye le portrait & les qualités de l'un & de l'autre. Il dit donc, que *d'Avaux* avoit autant de merite qu'aucun autre Ministre du Roiaume, & que dans les emplois continüels il avoit acquis une experience

& une prudence, qui le rendoient capable du maneige des affaires les plus importantes. Qu'il en avoit donné des preuves estant Ambassadeur à Venise, où il fit conclurre une alliance pour les interets du Duc de Mantoue : en la trêve qu'il fit conclurre entre la Pologne & la Suede, & en la longue & fascheuse negotiation du traité preliminaire, qu'il fit conclurre à Hambourg ; mais particulièrement en la suite de la negotiation de Munster, dont celle qu'il fit à la Haye en l'an 1644, faisoit partie. Tellement qu'on le croyoit au dessus de toutes les affaires, quelque difficiles ou épineuses qu'elles fussent. Mais qu'il estoit pesant & rude plustost qu'éveillé & poly ; quoy qu'il reparaist ce défaut par une application infatigable ; employant quelquefois de semaines entieres à retoucher ses ouvrages, encore qu'il ne fussent que de peu de lignes. Qu'il avoit fort bonne opinion de sa personne, & qu'il ne pouvoit souffrir qu'on mist qui que ce fust en comparaison ou en égalité avec luy. Que *Servien* au contraire avoit la reputation d'un des plus habiles hommes du Roiaume. Qu'il avoit exercé la charge de Secrétaire d'Estat, sous le difficile Ministère du Cardinal de Richelieu, avec une tresgrande suffisance, aussy bien que celle d'Ambassadeur Extraordinaire aux traittés de *Querasque*, qu'il avoit fait conclurre avec une adresse admirable. Qu'il avoit l'esprit vif, present, & tout de feu, propre pour l'humeur & pour le genie de la nation. Que c'estoit pour cela qu'il avoit de la peine à ceder à *d'Avaux*, qui estoit son ancien dans l'employ, & aussy plus considerable à cause de ses parents, qui possédoient les premieres charges de la robbe. Tellement qu'on pouvoit dire d'eux ce qu'on disoit autrefois de *Cesar* & de *Pompée*, que si l'un ne pouvoit point souffrir d'égal, l'autre ne vouloit point reconnoistre de supérieur. L'un avoit un zele trop ardent pour la Religion Catholique

que Romaine, & l'autre estoit trop ombrageux, emporté & violent : mais ils estoient tous deux hautains & superbes avec excès. Ceux qui pourroient croire, que je ne donne pas un air affés naturel à leurs portraits, n'ont qu'à lire les lettres qu'ils se sont escrites, & qu'ils ont bien voulu publier, quoy qu'ils ne s'y fassent pas grand honneur, non plus qu'au Roy leur Maistre. Il faut avoüer que s'il y avoit quelque chose d'incommode en *d'Avaux*, il y avoit quelque chose d'insupportable en *Servien*, que celui cy n'avoit pas la probité ny le desinteressement de l'autre, & que si *Servien* a laissé une grande reputation, d'*Avaux* en a laissé une beaucoup meilleure. Le Comte d'*Avaux*, son neveu, ájousterá un nouveau lustre à la memoire de celui, dont je viens de parler, & augmentera le nombre des grands hommes, que la Maison de Mesmes a produits. Il faut avoir eu un merite bien extraordinaire pour avoir esté employé au Congrès de Nimegue, où les interets de presque tous les Souverains de la Chrestienté ont esté discutés & réglés, & pour avoir pû obliger le Roy, son Maistre, à le faire entrer dans un employ, pour le moins aussy difficile que l'autre, en l'honorant de l'Ambassade extraordinaire de Hollande. Ce n'est pas un affés illustre theatre pour ses eminentes qualités; mais comme dans les importants emplois, ou le Roy son maistre s'est servy de luy, il a donné des preuves d'une grande capacité; ain sy donne il des marques de son adresse dans celui cy, qui n'est pas d'un si grand éclat, que les precedents l'ont esté; mais pour le moins aussy considerable, pour ses suites.

J'ay parlé en la Section 8 du premier livre d'*Achilles de Harlay*, Baron de Sancy, Ambassadeur de France à Constantinople, & y ayant fidellement copié le portrait, que *Pietro della Valle* en fait en ses lettres, je n'en diray icy autre chose, sinon qu'on le doit necessairement mettre au
nombre

nombre des plus illustres Ambassadeurs, puis qu'il en avoit toutes les qualités. J'en dis autant de *M. de Harlay, Comte de Cesis*, predecesseur d'Achilles, qui pendant les vingtdeux années de son Ambassade, fit tellement admirer la conduite, que s'estant acquis l'estime du Divan, & l'amitié de la pluspart de Vizirs & des Bachás, il n'y avoit point d'affaire, quelque difficile qu'elle fust, qu'il ne fist réussir par sa prudence, tant pour le service du Roy, son Maistre, que pour la satisfaction de la pluspart des autres Princes Chrestiens, dont les sujets, qui avoient des affaires à la Porte, trouvoient un puissant Protecteur en la personne de ce Ministre. Ceux qui en sçavent les particularités, demeurent d'accord, que sur sa maniere d'agir & de negotier on formeroit mieux l'Idée d'un parfait Ambassadeur, que l'on n'en trouve dans les livres de ceux qui ont fait un grand amas de lieux communs, pour représenter toute autre chose que ce qu'ils promettent.

Adrian Paau, S^r de Heemstede &c. a eu plusieurs emplois, tant en Hollande, sa patrie, qu'ailleurs, en des Ambassades tresconsiderables. La ville d'Amsterdam, où son pere estoit Bourguemaistre, le fit son Pensionnaire, & en cette qualité il accompagnoit les Deputés de la mesme ville aux assemblées des Estats de Hollande. Il a fait diverses Ambassades en France, en Angleterre & ailleurs, où il a fait voir au travers d'une grossiereté & une lesine, qui luy estoient particulieres, & qui estoient accompagnées d'autres qualités peu propres à un Ambassadeur, qu'avec ces imperfections on ne laisse pas d'avoir quelquefois un grand sens & un jugement assés solide. On peut dire, que le traitté, qui fit rompre les deux Couronnes de France & d'Espagne en l'an 1635, est principalement son ouvrage; mais c'est en la negotiation de Munster, où son talent parut le plus. On ne peut nier, que ce ne fust luy
parti-

particulièrement, qui suivant les ordres des Estats de sa Province, y fit faire la paix séparée avec l'Espagne: s'y conduisant avec tant de fermeté, mêlée avec un peu d'artifice, que les Ministres de France, qui n'avoient pas grand sujet de l'aimer, & qui ne le tenoient pas pour fort homme de bien, ne pouvoient pas s'empescher de parler de sa capacité. Le Roy défendit en ce temps là à ses Plenipotentiaires d'avoir aucun commerce avec luy. Ce fut après la conclusion de la paix de Munster, & après le decés du feu Roy de la Grande Bretagne qu'il fut employé auprès du Parlement de Londres, & qu'on le fit pour la deuxième fois Premier Ministre des Estats de Hollande, sous la qualité de Conseiller Pensionnaire. Il avoit quitté cette charge, pour entrer en la Chambre des Comptes du Domaine de la même Province; mais comme après la mort de Jacob Catz, qui en son employ de Pensionnaire avoit eu beaucoup de mollesse & de negligence, elle eut besoin d'un esprit plus fort & d'un homme plus entendu, on obligea *Paau* à se remettre à la teste des affaires. Il y mourut au commencement de l'an 1653, & fit d'autant moins regretté, qu'il fit place à un Successeur, dont le merite extraordinaire & miraculeux, a effacé tout ce que ses Predecesseurs avoient acquis de gloire & de reputation dans ce poste.

Alexandre Cardinal Bichi sembloit estre né pour la negotiation; de sorte que si avec son habilité, il eust esté un peu plus fourbe qu'il n'estoit, il auroit peutestre pû prendre auprès du Cardinal de Richelieu le poste, que Jules Mazarin y occupa depuis. Estant Nonce en France, il y fit tellement approuver sa conduite, que ce ne fut pas moins à l'instance du Roy, que par l'inclination du Pape, qui estoit son parent, qu'il se vid revestu de la pourpre vers la fin de sa Nonciature. Le Roy le consideroit comme un Prelat tresaffectionné à sa Couronne, &

les Barberins en faisoient estat comme de celui qui estoit capable de rendre au jour de tresignalés services à leur Maison & au Siege de Rome. La France se servit de ses avis & de ses Conseils en plusieurs grandes affaires ; mais particulièrement dans l'accommodement du démêlé que les Barberins eurent avec le Duc de Parme, & à son occasion avec la Republique de Venise, & avec quelques autres Princes d'Italie. Il estoit obligé aux Barberins, comme je viens de dire, mais ayant bien voulu en cette conjoncture prendre la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire de France, il y travailla à faire réussir l'intention du Roy, sans aucune consideration de ce qu'il devoit au Pape & aux Barberins. Il estoit grave sans affectation : adroit sans finesse, habille sans façon, & amy sans interest. Le plus civil & le meilleur de tous les hommes. Pendant le séjour qu'il fit dans son Evesché de Carpentras, sous le Pontificat d'Innocent X, il protegea si hautement le Comte de Dona, Gouverneur d'Orange, & d'une maniere si engageante, que je me trouve obligé de dire, comme témoin oculaire, que c'est à ses bons offices & à son autorité que la Principauté doit le repos, dont elle a jouï pendant la Minorité du Prince, & au plus fort de la contestation des deux Princesses.

Alexandre Abbé Scaglia, frere du Comte de Caluse, Ministre de Charles Emanüel Duc de Savoye, n'avoit pas les qualités de Cardinal Bichi ; mais on luy peut fort bien appliquer ce qui se dit comme en proverbe : tel Maistre tel Vallet. Le Duc, qui estoit le plus ambitieux & le plus inquiet de tous les Princes, en avoit fait son confident, & se servoit de luy en ses plus delicates negotiations. Il faisoit les affaires de Savoye auprès du Pape Paul V, en qualité d'Ambassadeur, lors que Philippe III, Roy d'Espagne envoya à la Cour de Rome, la connoissance du démêlé,

que

que les Venitiens & le Duc avoient avec la Maison d'Autriche, & il eut l'adresse d'y faire naître tant de difficultés, que le Pape ne s'en voulut point mesler : en quoy il executa l'ordre & l'intention de son maistre. En l'an 1626 il estoit Ambassadeur en France, où il eut bonne part aux intrigues, qui firent executer le Comte de Chalais à Nantes, & qui menaçoient le Roy & le Roiaume d'une horrible revolution, si la prudence & le bonheur du Cardinal de Richelieu ne l'eussent prevenüe. *L'Abbé* ne pouvant pas après cela demeurer dans une Cour, où il avoit voulu perdre le Premier Ministre, passa en Hollande, & delà en Angleterre, dans l'intention d'y susciter de nouveaux ennemis à la France, & de faire de nouvelles affaires au Cardinal, en taschant de faire envoyer du secours aux Rochellois, & aux autres Religioneux du Roiaume. Après cela le Duc de Savoye l'envoya à Madrid, où il rendit de tresmeschants offices au Marquis Spinola, qui n'agissoit point dans l'affaire de Mantoue selon l'humeur de ce Prince. *L'Abbé* avoit de l'esprit ; mais c'estoit un grand broüillon, aussy bien que son maistre, & plus propre à faire des affaires qu'à les démeler : de sorte que bien qu'on ne le puisse pas mettre au nombre des sages Ambassadeurs, on luy doit pourtant donner place parmy les plus habiles.

Alfonse de la Cueva, Marquis de Bedmar, Ambassadeur d'Espagne à Venise, n'estoit pas un homme ordinaire ; mais c'estoit le plus grand & le plus dangereux ennemy que la Republique eust. Ceux que le font auteur du livre appellé le scrutin ou l'examen de la liberté de Venise, n'en produisent qu'une preuve assés foible, quoy que l'on y voye un tresgrand sçavoir & une plus grande animosité contre cet Estat : mais je ne sçais comment *Capriata* le peut justifier de l'exécrable trahison, qui eust abismé la ville & la Republique, si deux gentilshommes François n'en eussent

sent découvert les particularités au Senat. Certes après ce que le Procureur Nani en a publié sur les preuves, qu'il a tirées des Archives de la Republique, il n'y a plus de lieu de douter, que *Don Alfonse* n'en fust la principal Architecte. Tellement qu'on peut dire, que tout habille homme qu'il estoit, il n'estoit pas fort habille Ambassadeur, puis que par une action si noire il se rendoit indigne de la protection du *Droit des Gens*, & s'exposoit à la discretion d'un peuple justement indigné d'un si horrible attentat. Le Roy d'Espagne, qui le revoqua à l'instance du Senat, ne laissa pas de reconnoistre son merite, & le service qu'il luy avoit voulu rendre en cette conjoncture; premierement par l'Ambassade de Flandres auprès des Archiducs, & en suite en luy faisant donner un chapeau de Cardinal, & la surintendance des affaires des Pais bas sous l'Infante.

Aloysio ou Louïs Contarini, estoit tellement fait pour la negotiation, que toute sa vie ne fut presque qu'une Ambassade continüelle. Dés l'an 1627 il fut envoyé Ambassadeur de la part de la Republique à Londres, où il travailla assés heureusement à l'accommodement des differents, qui avoient fait rompre la France avec l'Angleterre. En l'an 1629 il estoit Ambassadeur ordinaire à Paris, & en 1632 à Rome. En l'an 1638 il estoit Bayle ou Ambassadeur à Constantinople. En ce temps là les Venitiens attaquèrent & ruïnerent dans le port de Valone plusieurs galeres, que les Corsaires d'Algers y avoient retirées. Ces Corsaires en firent de grandes plaintes à la Porte, & les Turcs en auroient, sans doute, témoigné du ressentiment, si le Grand Seigneur, Amurath IV, n'eust pas esté occupé à la guerre de Perse. En son absence le Caimacan ne laissa pas de faire arrester le Bayle, & de le faire enfermer dans une petite chetive maison de Galata. Il fit aussy mettre garnison dans le Palais de l'Ambassadeur; mais il
luy

luy permit de recevoir la visite de ses amis. L'accommodement se fit l'année suivante , & on le renvoya à son hostel. En l'an 1643 il fut nommé à l'Ambassade de Munster , pour y faire office de Mediateur de la part de la Republique , conjointement avec le Nonce du Pape. Il y apporta une grande application , & il faut avouer , qu'il s'acquitta dignement de son employ , bien qu'il ne satisfist point les Ministres de France ; estant certain , que pendant ce congrès il se trouva à plus de huit cens conférences , qui furent toutes inutiles à légard des deux Couronnes de France & d'Espagne : & encore qu'il contribuaît beaucoup à la paix d'Allemagne , on ne trouva pas à propos neantmoins de parler de luy au traité , non plus que du Nonce ; parce que le Pape ne pouvant consentir aux avantages , que l'on y accordoit aux Protestants , ne voulut point que son Nonce y fust nommé.

Ange Contarini possédoit toutes les qualités nécessaires à un Ambassadeur , quoy que la Republique de Venise l'ait employé à des Ambassades solennelles plustost qu'à de grandes negotiations. Il fut envoyé d'abord en Angleterre avec Antoine Cornaro , pour complimenter le Roy Charles I sur son advenement à la Couronne. En l'an 1629 il fut envoyé au Pape Urbain VIII , qui en fit une estime toute particuliere , & en l'an 1637 il fut Ambassadeur Extraordinaire auprès de l'Empereur Ferdinand III. La conduite , que son Successeur tint en l'an 1643 à légard du General Spar , qui l'avoit offensé , fait voir , que c'estoit un veritable Ambassadeur , & qu'il sçavoit bien ce que c'estoit de la dignité de son caractère.

Ange Cornare , Ambassadeur de la part de la Republique à Paris , estoit un sujet si habille , que le Cardinal de Richelieu , le plus grand Ministre , que la France ait eu depuis que cette Monarchie subsiste , le consultoit , & se

tervoit souvent de les advis dans les conjonctures les plus fascheuses. Il souffrit mesmes, que ce Ministre estranger s'employast pour la reconciliation du Comte de Soissons & du Duc de Guise, qui estoit une affaire tresdelicate, pour lesquels on ne vouloit pas que le Pape intercedast, & il auroit sans doute fait l'accommodement du dernier, sans les emportements de ce Prince, qui furent cause de sa ruine, & il s'en fallut peu qu'elles ne le fussent de celle de sa Maison. *Cornare* s'estoit rendu si agréable, & mesmes si necessaire à ce Premier Ministre, que les années de son Ambassade, qui sont réglées à Venise, estant expirées, le Roy escrivit de sa main au Senat, pour le prier de dispenser l'Ambassadeur de la rigueur des loix de l'Estat, & de luy continüer son employ pendant quelques années: à quoy le Senat acquiesça. Il falloit posseder des qualités bien extraordinaires, pour pouvoir s'acquérir dans ce poste non seulement l'estime, mais aussi la confiance d'un Ministre, qui n'estoit pas fort prodigue ny de l'une ny de l'autre, jusques à luy communiquer les affaires les plus secretes, & à employer sa personne en des Cours estrangeres, pour le service du Roy.

Antoine le Brun, Procureur General au Parlement de Dole, estoit le dernier, mais le plus habille des Plenipotentiaires, que le Roy d'Espagne eust à Munster. Il avoit plus de connoissance des affaires des Pais-bas qu'aucun de ses Collegues, & comme il avoit aussi l'humeur plus accommodante & la conversation plus agréable, il estoit aussi plus propre pour la negotiation. De sorte qu'on peut dire, que c'est à luy particulièrement que le Roy d'Espagne fut obligé de la paix, que les Hollandois y firent à l'exclusion de la France. Ce service fut reconnu de l'Ambassade qu'on luy donna auprès des Estats des Provinces Unies, & en suite par une charge considerable aux Finances à
Bruxel-

Bruxelles. Il s'exprimoit bien, de bouche & par escrit, & comme il estoit né dans le Comté de Bourgogne, c'est à dire dans les Pais-bas mesmes, il n'avoit point de peine à s'accommoder à l'humeur d'un peuple, qui avoit quelque rapport à son genie & à sa maniere de vivre. Les habitants de tous les Pais-bas sont assés dociles, pourveu qu'on les gouverne avec douceur & avec raison, & ils suivent sans resistance ceux qui les emmenent, mais ils s'opposent à ceux qui les veulent entrainer par force. Il se faisoit aimer à la Haye, & y auroit utilement servy le Roy, son maistre, si son employ n'eust point finy avec sa vie; lors qu'on commençoit à le bien connoistre, & à estimer son merite.

Je n'ay rien à dire d'*Arnauld Cardinal Doffat*; parce qu'on n'en sçauroit parler sans luy faire tort, puis qu'Antoine Muret, le plus eloquent personnage de son temps, demeure court, en voulant faire son éloge, dans son oraison funebre. Je n'en diray autre chose, sinon que jamais Ministre fit entrer dans son employ tant d'affection, tant de zele, tant d'application, ny tant de fidelité pour le service du Roy, son Maistre, que fit ce Prelat. Pour ce qui est de son habilité, on en peut juger par ce que nous avons de ses negotiations; dont le public est obligé aussy bien que de plusieurs autres excellents traittés, à feu Messieurs du Puy, l'honneur & l'ornement de nostre Siecle. On voit des preuves de son adresse en la negotiation, qu'il fit avec le Granduc de Toscane pour la restitution de l'Isle d'If: en celle qu'il fit avec Clement VIII pour la reconciliation du Roy Henry IV avec l'Eglise Romaine, pour la declaration de la nullité du mariage du mesme Roy, qui subsistoit depuis prés de trente ans avec la Reine Marguerite de Valois, & pour la despenſe du mariage de Catharine de Bourbon, ſœur de Henry, avec le Duc de Bar, & pour plusieurs
jours

jeurs autres affaires fort importantes & tresdifficiles. Ses dépesches ne sont pas moins necessaires à un Ambassadeur, qui pretend reüssir en son employ, que la Bible & le Cours de Droit le sont aux Theologiens en aux Jurisconsultes, qui veulent reüssir en leur profession.

Tout ce que je puis dire de *M. S. Arnauld Seigneur de Pomponne*, c'est que le Roy, son maistre, ne l'auroit pas de son propre mouvement, avancé à une des premieres & plus importantes charges du Roiaume, en le faisant Secretaire d'Etat pour les affaires estrangeres, si ce Ministre n'eust fait connoistre une capacité extraordinaire dans les Ambassades, où il a esté employé pendant plusieurs années. Il avoit esté Ambassadeur en Suede & en Hollande, & avoit esté renvoyé pour la deuxiême fois en Suede, lors que le Roy Treschrestien le rappella auprès de luy; pour y venir exercer une charge, que l'on ne peut jamais posséder, que l'on ne possède aussy la confidence du Maistre. Ce que ce grand Monarque, qui sçait si bien choisir ses Ministres, n'auroit pas fait, s'il n'eust esté extrêmement satisfait de la conduite de celuicy, & s'il n'eust jugé, que *M. Arnauld* entendoit si bien les affaires de cette nature, qu'il luy pouvoit bien confier la direction de celles qui font la principale occupation du Conseil d'en haut. En sa premiere Ambassade de Suede il n'avoit que des affaires ordinaires à negotier, & il fit si peu de séjour en Hollande qu'il estoit impossible de faire rapprocher des esprits, que la Triple alliance avoit rendu comme irreconciliables: mais sa derniere Ambassade de Suede assura cette Couronne là à la France, à laquelle il importoit si fort, que les Suedois n'entraissent point dans les interets des Provinces Unies, que sans cette assurance le Roy auroit eu de la peine à se refoudre à la guerre, qui eut son commencement en l'an 1672 *M. Arnauld* est d'une famille, qui a produit un fort grand

grand nombre d'hommes illustres en toutes sortes de professions, & pour ce qui est de sa personne, il faut avouer qu'avec le merite, qui luy est comme hereditaire, il a un fonds de probité, qui peut faire la seureté de ceux qui negotient avec luy. Je voudrois en pouvoir dire autant de son predecesseur.

Tout ce qu'on peut dire d'avantageux de tous les Ambassadeurs en general, peut estre appliqué au seul *M. de Barillon*. Je ne parle point de sa vertu, ny de son honnesteté, qui luy sont familiares & hereditaires, mais je ne puis m'empescher de dire, que pour représenter l'idée d'un veritablement homme de bien, & d'un grand Ambassadeur, il suffiroit de faire le portrait & le caractère de ce grand Ministre. Son nom est illustre, mais son merite personnel luy a acquis une veneration particuliere, & l'estime du plus grand Roy de la Chrestienté. Il a servy avec reputation & avec succès au Congrès de Cologne, au sortir du quel sa Majesté l'a employé en Angleterre, dans une tresfâcheuse conjoncture d'affaires. Il y réussit de la maniere que le Roy, son maistre desire, & il ne faut pas douter, qu'il n'en remporte la gloire qui est deüe à son incomparable habilité.

Le Caractere de *Battiste Nani*, Procureur de S^t Marc, se trouve dans l'histoire de sa patrie, & des affaires qui de son temps se sont passées en Italie. Il l'a escrite avec tant d'adresse & avec tant de jugement, que quand il n'auroit point donné d'autres preuves de sa suffisance, il passera tousjours pour un tresgrand homme dans l'esprit de ceux qui s'y connoissent. Mais il a acquis une si haute reputation en toutes ses Ambassades, & particulièrement en celle de France, qu'on luy feroit injustice, si on ne luy donnoit rang parmy les plus grands Ambassadeurs, & parmy les plus habiles Ministres; puis qu'il ne se peut qu'il ne sceust

parfaitement les affaires, qu'il a si judicieusement escrites. Le defunct Empereur, qui l'avoit veu negotier à Vienne, faisoit estime de sa personne, & la Republique mesme a bien voulu faire voir jusques à quel point elle le consideroit, en honorant son merite de la premiere dignité après la Ducale.

Le Comte de Bethunes estoit bien aussy illustre par ses belles qualités que par sa naissance, qui est sans doute une des premieres & des plus anciennes des Pais-bas. Le Duc de Sully, son frere, qui estoit un des plus confidens Ministres du Roy Henry IV, le fit entrer dans les affaires; mais dès son premier employ il fit connoistre, qu'il en estoit trespasable. Il fit honneur au Roy, son maistre, dans l'Ambassade de Rome, où il s'acquitta si bien de ce qu'on s'estoit promis, qu'il ne fut presque point sans employ depuis ce temps là. Le Duc son frere n'en avoit plus, lors qu'après la mort de Henry on envoya le Comte à Milan & à Turin, pour travailler à l'accommodement des differents, que le Duc de Savoye & le Gouverneur de Milan avoient pour les affaires du Montferrat. En l'an 1620 il fut envoyé avec le Duc d'Engoulême & avec le Sr Depreaux, en Allemagne, à l'occasion des mouvements de Boheme. Il estoit l'ame de cette Ambassade, & il y auroit rendu de grands services à la France, si le Duc de Luines, qui dispoisoit absolument de toutes les affaires, les eust fait rouler sur les anciennes maximes de cette Couronne là. Il n'avoit pas tant d'exterieur, mais bien autant d'esprit & d'adresse, que le Duc son frere, & peut estre mis au nombre des plus grands hommes, & des meilleurs negotiateurs de son temps. Le Comte son fils avoit autant de merite que Seigneur du Roiaume, mais trop d'honneur pour pouvoir se resoudre à dépendre de Ministres, qui ne vouloient point d'amis ny de serviteurs, mais des esclaves. Il

n'a jamais voulu d'employ , quoy qu'il en fust trespas-
ble.

Le Cardinal de Bonzy a cessé d'estre Ambassadeur dans
un âge, où les autres commencent à l'estre, & a fait voir
qu'il estoit capable de cet eminent employ devant que d'y
entrer. Venise, qui est l'escole ordinaire des nouveaux
Ambassadeurs, luy a servy de theatre, où il a fait paroî-
stre ses incomparables qualités. La Cour de Madrid, qui
est fort reservée à donner son estime aux estrangers, n'a pû
la luy refuser, & à admiré son eloquence, son jugement,
son esprit & sa conduite : mais toutes ces grandes qualités
ont esté estalées avec bien plus de lustre dans son Amba-
sade de Pologne, où il fallut combattre & vaincre des dif-
ficultés insurmontables. Jamais Ministre negocia avec
plus de facilité & avec plus de succès, & jamais Ambassa-
deur ne laissa son maistre plus satisfait de sa maniere d'agir.
Aussy a il servy un Prince, qui ne se connoit pas seulement
en hommes, mais qui sçait aussy parfaitement recompen-
ser leurs services, & qui n'en pouvoit pas donner une plus
illustre marque, qu'en obtenant pour luy la pourpre, qui
luy donne rang immediatement après les Princes du Sang,
devant tous les autres Princes & Seigneurs du Roiaume, &
qui à l'avenir luy acquerra dans le Conseil, dans le Con-
sistoire & dans le Conclave autant de reputation, qu'il en
a acquis & laissé dans les Cours estrangeres.

Chasteauneuf d'Aubépine, estoit fils de maistre, mais
il avoit fait son apprentissage sous un des premiers hommes,
qui ayent jamais esté employés dans les affaires d'Estat. Il
n'estoit encore qu'Abbé de Preaux, lors que M. de Ville-
roy, son oncle, le mit auprès du President Jeannin, qui
alloit negotier la paix, & conclurre une trêve en Hollande.
Il y servit de Ministre subalterne, & réussit assés bien aux
voyages, que le President luy faisoit faire de temps en

temps, tant auprès de l'Archiduc Albert, qu'auprès du Roy. En l'an 1620 il fut envoyé en Allemagne, avec le Duc d'Engoulême & avec le Comte de Bèthunes, pour l'accommodement des affaires de Bohème & du Palatinat ; mais avec des ordres trop limités, pour pouvoir réussir dans une négociation, dont le Premier Ministre ne considéroit pas assez l'importance en ce temps-là. En l'an 1626 il fut envoyé à Venise, pour y justifier l'intention du Roy, & pour y faire goûter les raisons, qui avoient obligé la France à agréer le traité de Monçon. La République reçut les mauvaises excuses d'une chose, où elle ne pouvoit pas remédier ; mais les Cantons Suisses, qu'il alla voir après cela sur le même sujet, ne demeurèrent point du tout satisfaits de ce qui y avoit esté fait à l'égard de la Valteline. En l'an 1629 il fut Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, pour y voir jurer la paix. Après cela le Cardinal luy fit donner les sceaux ; mais il les luy fit ôster bientôt, & l'envoya prisonnier au Chasteau d'Engoulême, comme un esprit incompatible, & infidèle à son bienfaiteur. On les luy rendit pendant les derniers mouvements de Paris : mais son humeur n'estant pas agréable à la Cour, & encore moins au Cardinal Mazarin, contre lequel il faisoit des cabales continuelles, on le relegua à Maisonrouge, où il deceda quelques années après. C'estoit un grand Ministre, qui remplissoit bien son poste, & c'estoit un treshabile négociateur ; mais il estoit si fier & si orgueilleux, qu'en toutes ses actions il representoit la personne d'un Premier Vizir plustost, que celle d'un Ministre de la Cour de France, la plus polie & la plus civile de toute l'Europe.

Christoffre de Bassompierre, Marechal de France, nous a laissé, avec les memoires de sa vie, des relations des Ambassades qu'il a faites en Espagne, en Angleterre & auprès
des

des Cantons Suisses : c'est pouquoy je pourrois me dispenser d'en parler, & contenter d'augmenter de son nom le nombre des Ambassadeurs, dont j'ay entrepris de faire un petit crayon en cette Section. Mais comme j'ay eu l'occasion de faire une connoissance assés particuliere avec luy, jusques à en obtenir la communication de ses memoires, qui n'ont esté publiés qu'après son decés, j'estime devoir dire un mot de ce que j'ay reconnu d'extraordinaire en ce Seigneur. Ce qu'on a imprimé de ses ouvrages fait bien voir, que la negotiation n'estoit pas son talent. Il avoit d'autres qualités, qui le rendoient extrêmement considerable. Il estoit impossible de voir un plus bel homme que M. de Bassompierre, ny qui eust l'esprit plus present & plus agréable. Il estoit avec cela splendide en sa dépense, & plustost magnifique que liberal. Le plus civil & le plus genereux de tous les hommes. Tellement qu'avec ces qualités, & avec les habitudes qu'il avoit dans la Maison de Guise, il ne luy fut pas fort difficile de se faire considerer à la Cour sous la Regence de Marie de Medicis. Le Cardinal de Richelieu l'aimoit; mais ayant sceu, qu'il avoit esté de la cabale des Seigneurs, qui conspirerent à Lion, où le Roy estoit malade à l'extremité, contre sa fortune & contre sa vie mesme, il le fit mettre à la bastille, où il demeura jusques après la mort de ce Ministre. Il fut restably en sa charge de Colonel General des Suisses; mais il n'en jouïit pas longtems, car un matin il fut trouvé mort dans son liét.

Christoffre Kevenhuller, Comte de Franquenbourg, Ambassadeur de l'Empereur Matthias, & de l'Archiduc Ferdinand à Madrid, estoit un tresdigne Ministre. Au mesme temps que Ferdinand fut appelé à la Couronne de Boheme, *Kevenhuller* ajusta heureusement le different, que la Republique de Venise avoit avec la Maison d'Au-

triche pour les Uscoques. Ce traité n'eut point de lieu, ainſy que j'ay remarqué ailleurs, & particulièrement en la Section 15 de ce livre, juſques à ce qu'on l'eut achevé à Paris, & que le Roy de France eut obligé les Venetiens à le ratifier. *Kevenhuller* a eſcrit ſes negotiations, & en a publié une partie en Allemagne; mais on en a ſupprimé l'autre. Ceux qui ont veu ce qui eſt public, en jugent, que c'eſtoit un des habilles negotiateurs que la Cour de Vienne ait produits & employés, & qu'on ne peut rien ajouter à la fineſſe, qu'on voit en toute ſa maniere d'agir. On y en parle encore avec reſpect, & on y a une tresgrande eſtime pour ſa memoire & pour ſes ouvrages.

M. Colbert doit beaucoup à ſon frere ainſné qui l'a mis dans les affaires & dans le grand monde; mais il doit quelque choſe de plus à ſa vertu & à ſon merite; puis qu'il ſ'y eſt maintenu, & ſe maintient encore par ſes ſervices, & par ſa propre ſuffiſance. Les diverſes negotiations, qu'il a cydevant faites en Allemagne, particulièrement à Cleves & à Aix la Chapelle, comme Miniſtre du ſecond Ordre, luy ont donné de la reputation, & entrée aux Ambaſſades. En celle d'Angleterre il a ſurpaſſé luy meſme, & a eſté l'admiration de cette Cour là, qui n'en a pas beaucoup pour les eſtrangers. Ceux qui ſçavent ce qui ſ'eſt negotié entre les deux Cours depuis la Triple alliance, & particulièrement depuis la rupture de l'an 1672, & le traité de Londres de 1674, ne peuvent pas ignorer, qu'il a eu des affaires de la derniere importance à negotier. Il ſ'y eſt conduit en ſorte, que le Roy, ſon maiſtre a jugé, qu'il ne pouvoit pas faire un meilleur choix que de ce Miniſtre, pour le faire travailler avec le Mareſchal Deſtrades & le Comte d'Avaux à la paix generale: & il y a apparence, qu'il ne partira point de Nimegue, qu'il n'ait aidé à don-
ner

ner la dernière perfection à un ouvrage , qui doit faire le repos de la Chrestienté.

Si je ne dois pas parler sans scrupule des Ambassadeurs , qui sont encore en vie & dans l'employ , j'en dois avoir beaucoup , en faisant l'éloge de *Conrad van Beuninguen* , Bourguemaître de la ville d'Amsterdam ; tant parce que je ne suis pas tout à fait desintéressé , que parce que parmy tous les Ambassadeurs , dont je fais icy un petit Catalogue il n'y en a presque point qui ait esté si souvent & si continuellement employé en des negotiations estrangeres. Les Cours de Coppenhague & de Stocolm l'ont veu , pendant la ruineuse guerre , que les Provinces Unies eurent avec Olivier Cromwel , jusques en l'an 1654. Ce fut luy principalement , qui avec M. Trevor , Ministre d'Angleterre , fit en l'an 1668 arrester à St Germain en Laye les articles , dont on fit en suite le traité d'Aix la Chapelle. Dès l'an 1654 il avoit esté envoyé à Breme , pour l'ajustement du différent , que cette ville avoit avec la Couronne de Suede. Il a depuis negocié avec le Comte de Monterey à Bruxelles , & il est depuis quelques années en Angleterre. Il a une tresgrande vivacité d'esprit , une facilité de s'exprimer inimitable , & un fonds de raisons , dont ses discours sont remplis , qui ne se tarit jamais. Il a beaucoup d'estude , & un grand penchant vers la Philosophie , tant en ses sentiments qu'en ses mœurs : dont je conclus qu'on le peut mettre non seulement au nombre des illustres Ambassadeurs ; mais aussy au rang des sçavants hommes de nostre temps.

Je ne satisferois point au public , ny à moy mesme , si je ne donnois quelques lignes à M. Honnoré Courtin , & si je ne disois un mot des grands emplois , que le Roy , son maistre , luy a confiés. Je ne parle point de ceux qu'il a eus dans le Roiaume , où il a fait
son

son apprentissage dans les emplois que l'on donne à ceux, que l'on destine aux premières charges de la robe. Au Parlement & au Conseil, comme Maître des Requestes, & dans les Provinces, comme Intendant de la Justice & des Finances. *M. Courtin* y avoit passé, lors qu'après la conclusion de la paix des Pyrénées, il fut député pour régler les limites des nouvelles conquêtes du côté des Paisbas. En l'an 1665 il fut envoyé avec le Duc de Vernueil en Angleterre, pour tâcher d'obliger le Roy à faire cesser les hostilités, dont les Anglois troubloient le repos des Provinces Unies. En l'an 1667 il fut envoyé avec *M. Desfrades* au Congrès de Breda, comme Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, après avoir esté employé en Allemagne pour l'accommodement du différent que l'Electeur Palatin avoit avec les Electeurs de Mayence, de Treves & de Cologne &c. pour le droit de Wildfang. En l'an 1673 il fut envoyé en la mesme qualité à Cologne, avec le Duc de Chaulne & *M. de Barillon*, & cette assemblée ayant esté dissipée, à cause, ou à l'occasion de l'enlèvement du Prince Guillaume de Furstemberg, le Roy, son maître, l'a voulu employer à l'Ambassade extraordinaire d'Angleterre. Son esprit & sa conduite ont paru en cette Ambassade, aussy bien qu'en toutes les précédentes, avec tant d'éclat, qu'on ne peut nier, que ce ne soit un des habilles Ambassadeurs de nostre temps, & que ces services ne sçauroient estre dignement reconnus, si on ne le place dans un des plus considerables postes de la Cour, du Conseil ou du Parlement.

La Maison d'Estrée, une des plus illustres de France, a produit des heros en grand nombre, dont *M. le Cardinal de Laon* est, sans doute, un des premiers. Le *Mareschal d'Estrée*, son pere, avoit de tresgrandes qualités; qui le firent considerer par le Cardinal de Richelieu, comme

me un Seigneur trescapable de servir le Roy, non seulement à la teste de ses armées, mais aussy dans les affaires & dans les negotiations les plus épineuses, & en cette consideration il luy fit donner les Ambassades de Rome, & auprès des Cantons Suisses. Ceux qui l'ont connu, & qui savent de quel air il a agy dans tous ses emplois, demeurent d'accord, qu'il estoit bien plus propre pour la campagne que pour le cabinet. Il avoit du cœur, & estoit l'homme du monde le plus capable de faire une action forte : mais quand il rencontroit des esprits un peu adroits, il ne disputoit pas le terrain avec le mesme avantage, que là où il falloit agir avec vigueur & avec courage. Il estoit né Capitaine, & dans cette humeur il vouloit commander, & ne pouvoit souffrir, qu'en des conferences, où il falloit negotier avec ses égaux, ou avec ses superieurs, on ne le traittast point avec le respect, qu'il vouloit qu'on eust pour luy par tout. Le Cardinal ne s'en apperceut que trop tard, après que le Marechal se fust broüillé avec les neveux du Pape, sans esperance de retour. Ils firent mettre la teste de l'Escuyer de l'Ambassadeur de France parmy celles de plusieurs autres bandits & scelerats ; de sorte qu'il n'y avoit que trop de quoy faire une affaire avec la Cour de Rome. Après plusieurs emportemens il refusa d'aller rendre compte de ses actions à la Cour. Les Seigneurs, qui sont de cette humeur, & qui entreprennent de proteger leurs domestiques, quelque atroces que soyent leurs crimes, ne sont point propres du tout pour le Ministère ; parce que l'Ambassadeur doit tousjours éviter les occasions, qui peuvent faire des affaires à son Maistre. Il n'est pas necessaire d'alleguer d'autres exemples après ceux que l'on trouve en ce traitté Le Cardinal, son fils n'en useroit pas de cette maniere. C'est un grand homme, un sage Prelat, & un treshabile Ministre & negociateur.

Ceux qui ont écrit tout ce qui s'est passé au différent, qui arma la Republique de Venise, & quelques autres Potentats d'Italie contre les Barberins, il y a environ quarante ans, ne peuvent pas assés admirer l'adresse & la prudence du Comte *Ferdinand Scotti*, qui negotioit les interets du Duc de Parme auprès du Senat. Je ne trouve point qu'il se soit mêlé d'autres affaires publiques; mais il faut avoüer, qu'il fit en cellecy, qui estoit des plus intriguées, & où il avoit à combattre l'obstination naturelle, & presque invincible d'une Republique, qui ne vouloit point oüir parler de rompre avec le Pape, au delà de tout ce qu'on pouvoit attendre de la prudence consommée du plus habile Ministre. Ceux qui voudront prendre la peine de lire avec application, tout ce qui s'est passé en cette negotiation, & particulierement à Venise, demeureront d'accord, que je ne louë pas assés un homme qui réussit si bien dans un mestier, dont il n'avoit jamais fait profession. Cela n'est pas fort extraordinaire en Italie.

Le Marquis de Fontenay-Marueil avoit si bien satisfait le Roy & le Premier Ministre en sa premiere Ambassade de Rome, que le Cardinal Mazzarin, qui faisoit ses affaires de celles que le Roy faisoit negotier avec le Pape, pendant les derniers mouvements du Roiaume de Naples, qu'il s'en voulut servir encore en cette conjoncture, comme d'un Ministre fort capable de gouverner l'esprit du Pape Innocent X. Le Marquis s'y appliqua avec zele & affection; mais il y avoit une haine domestique & irreconciliable entre le Pape & le Cardinal, & avec cela les inclinations d'Innocent estoient fort Espagnoles; de sorte que le Duc de Guise, dont la conduite estoit assés irreguliere, venant à la traverse, il fut impossible à M. de Fontenay de rien faire à l'avantage de la France. L'Ambassadeur avoit ordre de s'opposer aux desseins du Duc, qui n'estoient pas agré-

agréables à la Cour, & c'est à quoy il n'eust point de peine à reüssir, parce qu'il estoit impossible, que le Duc, qui n'avoit ny troupes, ny argent, ny munitions, chassast les Espagnols de Naples, pendant que le peuple persécutoit avec fureur la Noblesse & les Barons, qui estoient ceux qui y pouvoient contribuer le plus. *M. de Fontenay*, qui estoit un fort habille Ministre, ne satisfit point pourtant le Cardinal Mazzarin en cette dernière Ambassade, quoy que ce fust la dureré du Pape, qui rendit l'industrie & l'application de l'Ambassadeur inutiles. Neantmoins encore qu'il ne perdist pas en cet employ la reputation que le premier luy avoit donnée, & qu'il avoit remportée de l'Angleterre, où il avoit aussy esté Ambassadeur, il perdit neantmoins les fruits de ses travaux, & avec eux l'amitié du Premier Ministre, qui ne l'employa plus depuis ce temps là.

François Aarsens, Seigneur de Somelsdicq & de Spyck &c. estoit un des plus grands Ministres, que les Provinces Unies ayent eus pour la negotiation. Son pere, qui estoit un autre habille homme, estoit dans un poste, où il luy estoit facile de faire donner de l'employ à son fils. Jean d'Oldenbarnevelt, dont je parleray tantost, qui avoit alors la principale direction des affaires de Hollande, & de toutes les Provinces Unies, le fit envoyer en France en qualité d'Agent. Ce fut là où il apprit à negotier avec ces grands Maîtres, Henry IV, Villeroy, Rosny, Sillery, Jeannin &c. & il y reüssit en sorte qu'ils approuverent sa conduite. Il eut en suite le caractère d'Ambassadeur, & fut le premier qui fut considéré en cette qualité dans cette Cour là, & du temps duquel le Roy Henry IV déclara, que l'Ambassadeur des Provinces Unies prendroit rang immédiatement après celui de Venise. Il fut après cela employé auprès de cette Republique & auprès de plus-

jeurs Princes d'Allemagne & d'Italie, à l'occasion des mouvements de Boheme. Il a outre cela fait plusieurs Ambassades extraordinaires en France & en Angleterre, dont il a fait des recueils fort exacts & tresjudicieux. Je les ay veus, & y ay remarqué, que toutes les instructions que l'Estat luy a données, & toutes les lettres de creance qu'il a emportées en ses dernieres Ambassades, sont toutes de sa façon: tellement qu'il faut croire qu'il estoit l'homme de tout le país, qui sceust le mieux non seulement negotier, mais aussy instruire l'Ambassadeur de ce qu'il devoit negotier. Et de fait il a fait honneur à l'Estat en toutes ses Ambassades, aussy bien qu'au caractère, dont ses Souverains l'ont revestu; quoy que luy ny sa posterité ne doivent point regretter le temps, qu'il a employé au service de la patrie.

Je ne sçais si *le Comte de Fuersaldagne* a servy en d'autres Ambassades qu'en celle de France: mais de la façon qu'il s'est gouverné en cellecy, il faut croire, qu'une seule Ambassade suffit, pour donner une haute reputation à l'Ambassadeur. Il avoit donné des preuves de son habilité, pendant qu'il avoit eu la principale direction des affaires des Pais-bas sous l'Archiduc Leopold, & en suite au gouvernement de Milan. Comme il sçavoit le mauvais estat de ces Provinces là, il fut le premier qui détrompa Don Louïs de Haro des vaines esperances, dont le Conseil d'Espagne estoit prevenu, de les pouvoir sauver des armes de France, & ce fut luy qui luy conseilla de faire la paix à quelque prix que ce fust. Ce fut dans cette intention qu'il commença, estant encore à Bruxelles, à entretenir correspondance avec le Cardinal Mazzarin, & qu'il s'opposoit à tout ce que le Prince de Condé vouloit entreprendre pour irriter encore la France. Estant Gouverneur de Milan il continua cette correspondance, de sorte qu'estant ce-
luy

luy qui avoit donné les premières dispositions à la paix, on jugea après le traité des Pyrénées, qu'il seroit aussi le plus propre à conserver un fruit qu'il avoit planté & cultivé, c'est pourquoy on l'envoya Ambassadeur Extraordinaire à Paris. Il s'estoit si dignement acquitté des grands emplois qu'on luy avoit confiés, qu'il n'eust point de peine à réussir en celuicy, où il tint une conduite si sage & si égale, qu'il fut bien autant aimé à la Cour de France, qu'il estoit estimé en celle d'Espagne. J'en pourrois dire des particularités fort considérables, s'il m'estoit permis de faire la moindre digression dans une Section, où j'ay à parler de tant de grands personnages. J'ay dit ailleurs comment il sortit de la Cour de France, & comment en arrivant aux Pais-bas il mourut en la première place & le premier jour de son gouvernement.

Je ne parleray de *Gaspar de Bracamonte, Comte de Pignaranda*, que parce qu'il estoit le Chef de l'Ambassade solennelle, qui estoit de la part du Roy d'Espagne à Munster. Il ne faisoit alors que d'entrer dans les affaires, & n'avoit pas l'expérience nécessaire, pour sortir avec succès d'une négociation de cette force. Il n'avoit veu que la Cour d'Espagne; de sorte que n'ayant pas eu le loisir de se défaire des mauvaises habitudes, qui sont comme naturelles à ceux qui n'ont pas esté dépailés, de quelque nation qu'ils soyent, il estoit orgueilleux & opiniastre, & tellement préoccupé de ses propres sentiments, qu'il estoit impossible de l'en guerir. Il estoit persuadé, que l'Empereur n'osoit traiter sans l'Espagne: que la France estoit menacée d'une révolution infallible, & qu'en concluant un traité particulier avec les Provinces Unies, on ne devoit point craindre, que les armes de France fissent de plus grands progrès en Flandres: & sur ces préjugés il rejettoit toutes les propositions, qui pouvoient avancer l'accommodement

entre les deux Couronnes. Il n'a pas acquis à Munster la reputation d'un habille negociateur, parce qu'estant emporté & obstiné, comme je viens de dire, il ne prenoit Conseil de personne, ny autre party que celuy de la grandeur du Roy, son maistre, qui luy est obligé de toutes les pertes, qu'il a faites aux Pais bas depuis ce temps là; c'est à dire depuis la rupture de la negotiation de Munster. Il a esté depuis employé dans le Conseil d'Espagne, où il a fort bien remply son poste, & où il a fait voir, qu'il ne luy fallut qu'un peu d'experience pour le rendre capable d'affaires.

Gaspar Coignet de la Tuillerie avoit des parties, tant naturelles qu'acquises, qui le faisoient considerer comme un des plus habilles hommes de France. Il avoit une mine qui relevoit son caractère, & avec cela il estoit civil, insinuant, raisonnable, moderé, de bonne compagnie, puissant en son raisonnement, eloquent au delà de l'ordinaire, ferme & solide. Estant Ambassadeur à Venise, il y travailla heureusement à l'accommodement des differents, que la Republique avoit avec le Pape pour leurs frontieres communes, du costé du Ferrarois, vers l'embouchure du Po. Il estoit Ambassadeur en Hollande en l'an 1645, lors que le Roy, son maistre, le fit partir, pour aller faire le Mediateur entre les deux Puissances du Nort. Il y réussit si bien, qu'elles demeurerent toutes deux fort satisfaites de ses bons offices. La Reine de Suede le fut, parce que la paix qui fut faite à Bromsebro, donnoit aux Suedois le moyen de poursuivre leurs desseins en Allemagne, & d'y seconder ceux de France: & bien que le Roy de Danne marc n'y trouvast pas son compte, il fut bien aisé pourtant de pouvoir conserver une bonne partie de ses Estats, pendant qu'il couroit risque de les perdre tous. Il alla après cela à Stocolm, où il servit parfaitement bien le
Roy,

Roy, son Maître : comme il fit encore à son retour en Hollande. Il y demeura jusques à ce que les Provinces Unies ayant conclu un traité particulier avec l'Espagne, & fait une espece divorce avec la France, il se retira en 1648 à Paris, où on le destinoit à de plus grands emplois, sans les troubles du Roiaume, pendant lesquels il mourut.

Je voudrois bien n'avoir pas tant de sujet de parler de *Godefroy Comte Destrades*, Marechal de France & Chevalier des Ordres du Roy &c. Je ne le considereray point icy comme un officier de la Couronne, qui s'est élevé à cette dignité par son propre merite, & par ses services, sans que la faveur, qui semble estre inseparable de la fortune de la Cour, y ait eu la moindre part. Le Roy Treschreisten, qui est tresjuste en toutes ses actions, a fait une Justice extraordinaire, quand il a honoré de cette eminente dignité. *M. Destrades*, dans un aâge si avancé, qu'il ne pouvoit pas différer de luy donner une si illustre marque de son estime. Mais ce n'est pas de mon sujet. J'en parle icy comme d'un habille Ministre, & non comme d'un Chef d'armée. Il ne se fut pas siftoit jetté dans cette profession, qu'il fut mis dans la negotiation par le plus grand de tous les hommes, qui ayent jamais eu la direction des affaires d'un grand Estat, & il répondit d'abord si bien à ce que le Cardinal de Richelieu s'estoit promis de son habilité, qu'on peut dire, que depuis ce temps là il partageoit avec les Ambassadeurs la confidence des affaires, qui se font negociées en Hollande. Le Cardinal Mazarin, & les Ministres qui luy ont succédé, n'ont pû se passer de ce negociateur de robbe courte dans les conjonctures les plus difficiles. Il est impossible de s'en imaginer de plus embarrassantes, que celles qui faisoient ses occupations ordinaires pendant les negotiations de Munster & d'Osnabrug, & sur tout dans la precipitation, avec laquelle les Hollandois couroient à la paix, durant la maladie & les infirmités du

du Prince d'Orange. L'histoire du temps dit les particularités des intrigues de toute la negotiation, & marque la part que *Desfrades* y eut; c'est pourquoy je n'en parleray point, non plus que de ce qui s'est passé, & négocié par son moyen en Italie, pendant qu'il y commandoit l'armée de France, sous le nom du Duc de Modène. Mais peut on sans admiration repasser la memoire sur l'adresse, qu'il a eüe d'acquérir à la France la ville de Dunquerque? Non cette bicoque qui a esté prise & reprise plusieurs fois devant la paix des Pirenées; mais cette place, que Cromwel avoit fait fortifier avec une dépense prodigieuse, & qui devoit servir de porte, par laquelle les Anglois pourroient entrer en France quand ils voudroient. Je n'aurois jamais fait, si j'entrois dans le detail de tout ce qui s'est fait en Hollande, pendant les six années de son Ambassade Extraordinaire. Il suffit de dire, que son Roy en a esté tellement satisfait, qu'il n'a pas seulement reconnu ses services à toutes les occasions; mais il a aussi voulu le mettre à la teste de l'illustre Ambassade, qui devoit rendre la paix aux Provinces Unies. Et comme en cela sa Majesté a considéré *M. Desfrades*, comme la personne de son Roiaume la plus capable de faire réussir ses intentions, pour la gloire de son regne & pour le repos de la Chrestienté, aussi ne faut il point douter, que ce Ministre ne couronne tant de belles actions de son illustre vie, par la plus glorieuse de toutes, en ne partant point de Nimegue, qu'il n'y ait conclu la paix generale.

Le Marquis de Grana & de Final, pere de celuy, qui pendant ces dernieres guerres estoit un de ceux qui y ont acquis le plus de reputation dans le party, soit pour les armes ou pour les negotiations, ne s'est pas moins fait considérer dans le Conseil de Vienne, que dans les armées, où il a eu les principaux emplois après les premieres. Mais
dans

dans l'Ambassade qu'il fit à Madrid en l'an 1641, qui est la seule, si je ne me trompe, où il ait esté employé, il fit un coup du plus habille homme, qui se mélast jamais de negotier. Philippe IV Roy d'Espagne avoit abandonné toute la conduite de ses affaires au Comte Duc d'Olivares; mais soit que sa capacité, ou que son genie cedast à celuy du Cardinal de Richelieu, rien ne luy réussissoit : au contraire plusieurs Provinces se revolterent, & des Roiaumes entiers se détacherent de la Couronne de Castille. Les Pais-bas estoient sur le point de se perdre, & le mal se communiquant à l'Allemagne, *le Marquis de Grana*, considerant l'interest commun de la Maison, entreprit de représenter au Roy d'Espagne le pitoyable estat de ses affaires, & prit pour cela des mesures si justes avec la Reine, qui estoit fort entendue, qu'ils firent éloigner le Comte. Ce fut un coup hardy & adroit d'un Ministre, qui en sçavoit bien d'autres, & qui rendit en cela un tresignalé service à l'Empereur, & à toute la Maison d'Autriche.

La Republique de Venise pourroit seule fournir de quoy faire un gros volume d'Illustres Ambassadeurs. Tellement que bien que je ne nomme que peu de Venitiens, ce n'est pas mon intention de faire tort à ceux qui ne se presentent pas à ma memoire; mais je ferois prejudice à ceux qui font une si considerable partie de l'histoire moderne, si je ne leur faisois trouver place dans ce Catalogue. De ce nombre est *Guillaume Soranzo*, qui fit en l'an 1612 le traité de Vienne pour l'affaire des Uscoques. En l'an 1618 il fit à Rome un autre traité avec le Cardinal Borgia, touchant la restitution de quelques navires pris & dépredés par les gens du Duc d'Osune, Viceroy de Naples. En l'an 1621 il fut Ambassadeur Extraordinaire à Madrid, pour faire compliment à Philippe IV sur son advenement à la Couronne. En l'an 1623 il fut en la mesme qualité à Rome,

à l'occasion de l'exaltation d'Urbain VIII. En l'an 1629 il fut envoyé Ambassadeur Extraordinaire en France, à cause de la guerre de Savoye; parce que le Duc s'opposoit aux passage de l'armée de France. En l'an 1630 le Cardinal de Richelieu le pria de faire un voyage à Turin, & en suite à Casal, pour le reglement de la garnison de cette place, avec les Espagnols, où il réussit au contentement des deux Couronnes; & en l'an 1635 il fut employé avec Nani, pour regler les limites entre l'Estat de l'Eglise & la Republique.

Hercules Baron de Charnassé estoit aussy du choix du Cardinal de Richelieu: ce qui doit d'abord donner une opinion tresavantageuse de l'Ambassadeur. Mais celuy dont je parle, n'avoit pas besoin de ce prejudgé. Les negotiations qu'il a faites avec Gustave Adolfe, Roy de Suede, qui produisirent le traité, de Berwalde le 23 Janvier 1631, & qui firent un si grand effet en Allemagne, en sont des preuves bien convaincantes, quand il n'y en auroit point d'autres. C'est luy qui fit passer les armes de Suede dans l'Empire, & qui jetta les premiers fondements de l'alliance, qui a esté si utile & si glorieuse aux deux Couronnes, & qui l'est encore à celle de Suede. Il continua de negotier avec le mesme Roy, & avec le Chancelier Oxenstirn, jusqu'après la bataille de Lutzen, qui le fit retirer en France. Il avoit aussy négocié avec l'Electeur de Baviere à Munic; mais avec peu de succès, à cause de la mauvaise humeur de St Estienne, parent du Pere Joseph, qui estant jaloux de voir en cette Cour là un plus habille homme que luy, traversoit toutes ses negotiations, au grand prejudicé des affaires du Roy leur Maître. Ce fut *Charnassé*, qui signa le 15 jour d'Avril 1634 le traité de la Haye, après lequel il fut jugé à propos de faire celuy du 8 Janvier de l'année suivante, où il intervint

vint comme un des Commissaires du Roy. Par le traité de 1634 le Roy promit de faire lever & d'entretenir au service des Estats un regiment d'infanterie & une Compagnie de Cavallerie, dont le commandement fut donné à *Char-nassé*, qui mélangant la profession de Colonel avec la fonction d'Ambassadeur, voulut se trouver au dernier Siege de Breda, où il fut tué dans la tranchée.

Hierôme Beverning est sans doute un des premiers hommes des Provinces Unies pour la negotiation. La ville de Goude, qui d'ailleurs ne manque pas de grands sujets, l'a député plus d'une fois aux assemblées des Estats de la Province de Hollande, & aux Colleges de la Generalité, & il a tousjours parfaitement bien répondu à ce qu'on pouvoit se promettre de son habilité. Ce fut luy qui en l'an 1654 fit avec Olivier Cromwel le traité, qui donna la paix aux Provinces Unies; mais qui faillit les jetter dans une guerre civile, à cause des interets du Prince d'Orange, qui selon l'avis de quelques uns, n'y avoient pas esté bien ménagés. La Hollande en son particulier fut tellement satisfaite du service qu'il luy rendit en cette rencontre, qu'elle luy fit donner la charge du Tresorier General; c'est à dire, de Premier Ministre des Provinces Unies. Il n'y a point d'affaire si difficile qu'il ne démêle lors qu'il s'y veut appliquer. Si on en veut des preuves, il ne faut que voir le traité, qu'il fit conclurre à Cleves avec l'Evesque de Munster en l'an 1666, & il n'a pas moins heureusement negocié à Madrid, touchant les importants interets des Provinces de Flandres. S'il n'a pas réüssy à Cologne, il s'en faut prendre à la mauvaise dispositions des esprits, & à la mechante conjoncture des affaires, plustost qu'à sa maniere d'agir, qui s'est tousjours soustenue avec la mesme force. Aussi luy a on confié toute la negotiation qui s'est faite à Nimegue, & c'est luy que les Estats on choisy,

pour l'aller achever avec le Roy Treschrestien auprès de Gand. Il se trouve rebuté des emplois; de sorte qu'au lieu que les autres les cherchent, il les fuit; aimant mieux se posséder dans sa solitude champêtre, que de nourrir le chagrin que les affaires luy donnent, & qui bien souvent ne luy est pas moins incommode qu'à ceux qui ont à négotier avec luy. Pour faire le caractère de M. de Beverning il faudroit une autre plume que la mienne; parce qu'à en bien examiner toutes les parties, il se trouvera, que sans une petite inégalité, qui se rencontre en son humeur, il n'y a rien qui ne soit achevé.

Jean Baron de Guent, Seigneur d'Osterwede, Deputé de la part de la Province de Gueldre à l'assemblée des Estats Generaux depuis prés ou plus de quarente ans, a esté employé dès l'an 1651, à l'accommodement des differents qui avoient brouillé l'Electeur de Brandebourg avec le Duc de Neubourg. En l'an 1660 il fut envoyé avec Conrad van Beuninguen, dont j'ay parlé cy dessus, & avec Juste de Hubert, presentement Secetaire des Estats de Zeelande, pour aller faire civilité au Roy Treschrestien sur la paix des Pirenées, & sur son mariage. Ces Ambassadeurs avoient aussy ordre de renouveler l'alliance entre cette Couronne là & les Provinces Unies, qui se trouvoit bien fort alterée depuis la paix de Munster. Elle ne fut conclüe qu'en l'an 1662; tellement que *M. de Guent* eut le loisir d'y faire connoistre son talent. C'est un gentilhomme tresbien fait de sa personne, & qui possède parfaitement la Langue Françoisse: & comme c'estoit à luy, comme au Chef de l'Ambassade, à faire toutes les harangues & tous les compliments, il s'en acquittoit si bien, que cette Cour, qui est la plus polie, mais aussy la plus difficile de toutes les Cours, ne se pouvoit pas lasser d'admirer la politesse de cet estranger. En l'an 1672 il fut deputé
avec

avec quelques autres Messieurs de l'assemblée des Estats Generaux, pour voir à quelles conditions le Roy voudroit donner la paix aux Provinces Unies. Dès quatre Ministres, dont cette Deputation estoit composée, il y en eut un qui fit le malade: un autre fut désavoué des Estats de sa Province; de sorte qu'estant revenu avec la premiere resolution, que les Ministres de France leur avoient donnée, il n'y retourna point. M. de Groot, qui y estoit de la part des Estats de Hollande, fit bien un second voyage à l'armée de France; mais voyant qu'il seroit à propos de luy en faire faire un troisième, s'en défendit. *M. de Guent*, qui estoit cependant demeuré à la Cour de France, en attendant le retour de ses Collegues, fut contraint de la suivre, jusques à Paris. On le fit observer, mais aussy fort bien traiter au voyage, & dès qu'il fut arrivé à Paris, on luy donna la liberté de voir & de recevoir toute sorte de Monde, & il y reçut plusieurs marques de l'estime qu'on faisoit de sa personne. M. le Daulphin, M. le Duc d'Orleans, & tout ce qu'il y avoit de grands à la Cour luy firent chere. Depuis son retour il a repris son poste dans l'assemblée des Estats Generaux, & il est presentement dans un aage, où il a acquis tant de gloire, qu'il ne doit plus avoir d'ambition pour des emplois estrangers.

Jean Knuit, Deputé de la part de la Province de Zee-lande à l'assemblée des Estats Generaux, comme representant le Prince d'Orange, Premier & seul Noble de cette Province là, a esté employé à de tresimportantes negotiations: Entre autres à celle qui fit faire la rupture en l'an 1635, & à celle qui fit faire la paix séparée à Munster en 1648. Luy & Paau furent les principaux architectes de l'un & de l'autre ouvrage. C'estoit un esprit hardy & entreprenant, rusé & infatigable. Le Prince d'Orange Frederic Henry s'en servit en des conjonctures tresdelicates,

& avec succès ; particulièrement dans l'affaire de la Principauté d'Orange, dont le Gouverneur avoit traité avec une puissance étrangère. Il se travestit en marchand, fit entrer des soldats dans la ville, fit couper la retraite au Gouverneur, qui estoit sorti du Chasteau, & l'attaqua dans une maison particulière, où il s'estoit retiré, & par ce moyen il sauve un Estat à la Maison, qui sans cela ne produiroit point de Princes. Ce fut en recompense de ce service que le Prince luy donna la principale direction des affaires de Zeelande, & le mit dans un poste, qui luy faisoit donner tous les jours de nouvelles commissions dans l'Estat & hors du pais, de la pluspart des quelles il est fort heureusement sorti. En l'an 1647 il fit le traité pour les interets de la Maison d'Orange avec les Plenipotentiaires d'Espagne. Comme sa naissance estoit assés basse, il ne pouvoit se défaire de certaines habitudes, que l'on contracte dans une meschante education. Il n'avoit rien de grand : tout estoit finesse & artifice, & il estoit tellement fordide, & ce que les Florentins appellent *Misero*, que l'on auroit pû faire des regles de la plus fine lesine sur celles de son Oeconomie.

La vie de *Jean d'Oldenbarneveldt* a esté assés illustre, pour meriter qu'on en ait fait un assés gros volume. Je n'éplucheray point le particulier de ses actions, & je ne me donneray pas la peine de justifier sa memoire ; parce que je ne le considere icy que comme un Ambassadeur, qui en cette qualité a rendu de si grands services à sa patrie, qu'on se seroit bien dispensé de le faire mourir, par les mains d'un bourreau, sur la sentence d'un grand nombre de juges incompetents & illegitimes. En l'an 1585, n'estant encore que Pensionnaire de la ville de Rotterdam, il fut envoyé avec d'autres Deputés en Angleterre, pour offrir à la Reine Elisabeth la Souveraineté des Provinces Unies,

&

& il en obtint un considerable secours d'hommes & d'argent ; moyennant l'engagement de quelques villes de Hollande & de Zeelande. En l'an 1597 il fut envoyé avec Justin de Nassau, au Roy Henry IV, pour tascher de luy faire perdre la pensée, qu'il avoit de traiter avec le Roy d'Espagne. Mais la resolution en estoit prise : le Roy s'en estoit expliqué avec la Reine d'Angleterre, & la paix se fit effectivement l'année suivante à Vervins. En cette Ambassade le Roy voulut entretenir ce Ministre en particulier, & luy faire approuver les raisons qui l'obligeoient à finir une guerre qui ruinoit son Roiaume, & l'assura de la constance de son affection vers l'Estat des Provinces Unies, dont il luy promit de donner des marques par des subsides considerables. Justin de Nassau & le Sieur *d'Oldenbarnevelt*, en sortant de la Cour de France, passerent en Angleterre, où ils firent rapport à la Reine de la disposition, en laquelle ils avoient laissé Henry IV, & ils en tirerent une declaration tresfavorable ; bien que le Lord Burleigh, qui estoit ennemy de la guerre, approuvast la resolution, qu'on avoit prise en France de faire la paix avec l'Espagne. Il avoit esté fait Premier Ministre de Hollande, sous la qualité d'Advocat de la Province, dés l'an 1586, & en la mesme qualité il avoit le secret de toutes les Ambassades, où il fut employé depuis ce temps là : comme en celle que les Estats Generaux envoyerent en Angleterre en l'an 1598, pour regler avec la Reine les sommes, à quoy montoient les deniers, dont elle les avoit secourus. Ce fut là la troisieme Ambassade, qu'il avoit faite auprès de la Reine, & encore qu'il y eust plusieurs collegues, elle desira voir *Oldenbarnevelt* dans une conference particuliere, & l'entretenir teste a teste. En l'an 1603 il fut envoyé, avec le Prince Frederic Henry de Nassau, avec le Seigneur de Brederode, & avec quelques autres personnes de qualité, pour
faire

faire compliment au Roy Jaques sur son âvenement à la Couronne de la Grande Bretagne. En cette Ambassade le *Sr d'Oldenbarnevelt* eut encore une conference particuliere avec le Roy, & y justifia si bien les intentions de ses maistres, & les raisons qu'ils avoient de continuer de faire la guerre à l'Espagne, que le Roy en demeura satisfait. Il avoit acquis assés de credit dans sa Province, pour la faire consentir à la trêve de douze ans contre les sentiments du Prince Maurice de Nassau, qui en conceut une haine si crüelle contre ce Ministre, qu'il ne se donna point de repos, qu'il ne l'eust fait mourir de la maniere que je viens de dire.

Après le paralelle que Vitorio Siri fait de Messieurs d'Avaux & Servien, je ne dois point faire de difficulté, ce me semble, d'en faire un de deux autres, qui vivoient ensemble à Osnabrug presque de la mesme façon, que ceux dont je viens de parler vivoient à Munster, quoy qu'avec bien moins de scandale, puis qu'ils se garderent bien de faire imprimer leurs querelles. C'est de *Jean Oxenstirn* & de *Jean Adeler Salvius*, Ambassadeurs Plenipotentiaires de Suede au Congrès de Westphalie, dont je pretens parler. Le premier, dont le pere estoit Chancelier, & le grand directeur des affaires de ce Roiaume, y apporta, avec ce grand nom, l'avantage d'une naissance illustre, & celuy des avis & des Conseils continüels d'un pere, qui n'avoit pas son pareil pour la negotiation, & qui avoit une connoissance intime des affaires d'Allemagne. L'autre n'avoit pas tant de naissance; mais il estoit bien aussy fin & aussy artificieux *qu'Oxenstirn*, & comme creature de la Reine il avoit la confidence de cette Princeesse, qui n'aimoit pas le Chancelier, & qui à cause de luy ne vouloit point de bien à toute sa Maison: de sorte que ces deux Ministres recevant quelquefois des instructions differentes,

&

& mesmes contraires, il ne faut pas s'estonner, si dans la suite de la negociation, on les voyoit si souvent en des sentimens differents & opposés. *Les Oxenstirn*, tant le pere que le fils, n'aimoient point la France ny les François: la Reine au contraire ne pouvoit pas souffrir les autres nations en ce temps là. C'est pourquoy *l'Ambassadeur Oxenstirn* insistoit tousjours à ce qu'on s'accommodast avec l'Empereur, & à ce que la Suede cherchast sa satisfaction, mesmes au prejudice de la France. *Salvius*, qui suivoit l'inclination & les ordres de la Reine, ne vouloit point consentir à ce qui auroit pû faire tort à une Couronne si étroitement alliée, à laquelle elle estoit obligée de tous les avantages, que la Suede possedoit en Allemagne. *Oxenstirn* estoit brusque, & quelquefois opiniastre. *Salvius* estoit mol & complaisant; mais tellement timide, que *Servien* disoit, qu'il n'auroit pas tant de peine à vaincre l'obstination de l'un qu'à fixer l'irresolution de l'autre. *Servien* estoit de l'humeur d'*Oxenstirn*, & en parloit par sympathie; mais pour dire la verité, l'humeur de l'un estoit sans comparaison plus commode que celle de l'autre. Avec cela *Salvius* estoit fort interessé, & non tout à fait incorruptible: dont on ne pouvoit pas soupçonner *Oxenstirn*, qui possedoit desja de grands biens, & en attendoit encore d'autres; quoy que *Salvius* de son costé n'en manquast point, & qu'il eust fait une assez belle fortune pour un homme de sa condition. La Reine luy continua sa faveur après la conclusion de la paix de Westphalie. Elle l'employa pour l'exécution du traitté, & depuis encore à l'assemblée de Lubec, au retour de laquelle, & la veille d'un autre voyage, qu'il alloit faire, il mourut à Stocolm. *Oxenstirn* n'eut point d'autre employ: & mesmes la Reine ne fut point du tout satisfaite de celuy qu'il avoit eu en Allemagne.

Jean Richardot, Président du Conseil de l'Archiduc Albert, avoit la confidence de son Prince, qui se servoit de ses advis en toutes ses affaires, & employoit sa personne dans les plus importantes. Il estoit chef de l'Ambassade, que le mesme Archiduc envoya, au nom du Roy d'Espagne, à Vervins, où se fit la paix entre les deux Couronnes en l'an 1598. Quelques années après, le Roy Philippe III envoya le Connestable de Castille en Angleterre, pour faire civilité au Roy Jaques sur son avenement à la Couronne, & pour faire un traité d'alliance avec luy. Le Connestable, qui n'estoit pas un fort grand negociateur, substitua *Richardot*, & quelques autres Ministres de l'Archiduc, qu'il fit passer en Angleterre, où ils preparerent tout le traité, en sorte qu'il n'y manquoit que la signature, lors que le Connestable arriva à Londres: quoy que ce ne fust qu'un simple traité d'amitié & de commerce. *Richardot* donna de tresgrandes preuves de son habilité en la negotiation, qui se fit à la Haye au commencement de ce Siecle, pour la trêve de douze ans. Car bien qu'il ne fust pas le Chef de l'Ambassade, pendant que le Marquis Spinola y estoit, il ne laissa pas d'avoir toute la confidence & le secret de l'Archiduc, qui luy permit d'avoir des conferences particulieres avec le President Jeannin. Tellement qu'on peut dire, que le fort de la negotiation, pour ce qui regardoit l'intérest du Roy d'Espagne & de l'Archiduc, se fit entre ces deux Ministres. Il estoit homme d'honneur, & si quelquefois il entroit un peu d'artifice dans quelques unes de ses actions, ce n'estoit pas sans faire quelque violence à son naturel.

Toute la vie du *Cardinal de Joyeuse* porte tant de marques d'un merite extraordinaire, qu'on ne peut nier, qu'il ne fust plus obligé à luy mesme, qu'à la faveur de son frere, qui le fit revestir de la pourpre à la requisition du Roy
Henry

Henry III. Pendant la vie de ce Roy, & particulièrement après la mort du Duc & du Cardinal de Guise, il fut employé auprès du Pape, avec l'Evesque du Mans & le Marquis de Pisani, pour tascher de le faire absoudre de la violence, qui avoit esté faite au Cardinal: mais il n'eut la qualité de Ministre Public, & d'Ambassadeur, que pour faire l'accommodement entre le Pape Paul V & la Republique de Venise, comme Mediateur de la part du Roy Henry IV. On voit une partie des particularités de sa negotiation dans les lettres de M. de Fresne Canaye, qui font connoître que c'estoit un grand homme, & un tres-adroit & treshabile Ambassadeur: sur tout en ce qu'il s'y conduisit en sorte, que les Ministres d'Espagne n'eurent point de part du tout au traité, & qu'il en conserva toute la gloire à la France. La Republique fut fort satisfaite de sa maniere d'agir, & en témoigna sa reconnoissance par les honneurs excessifs, que le Senat luy fit lors qu'il alla à Venise, pour mettre la derniere main à son ouvrage. A cette occasion je diray un mot en passant de *Fresne-Canaye*. Ceux qui ont publié, après son decés, les depesches qu'il a faites pendant son Ambassade de Venise, n'ont pas fait grand honneur à sa memoire. Il faut croire, qu'il avoit du merite, puis que le Roy Henry IV l'avoit employé en Allemagne & en Angleterre, où il avoit negocié devant son Ambassade de Venise: mais comme il se trouva depuis dans un lieu, où il n'y avoit rien à negotier, il ne faut pas s'estonner du peu de matiere qui se trouve en ses lettres. Mais, comme je viens de dire, on se feroit bien passé de les donner au public, & de faire trois gros volumes de ce qui se pourroit dire en dix ou douze fueilles.

Isaac Volmar, Baron de Rieden, l'un des Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur au Congrès de Westphalie,

lie, estoit des plus habilles Ministres de l'Assemblée. Il entendoit parfaitement les interets de la Maison d'Autriche, & les sçavoit ménager : de sorte qu'on peut dire, que ce fut l'un de ceux qui y rendirent le plus de service au party. La plupart des Jurisconsultes d'Allemagne ont leurs principes particuliers, qui n'estant pas tousjours fort conformes au sens commun, forment aussy de ces gens une sorte de politiques, qui ne se font considerer que dans les Cours, où on n'en connoit point d'autres, & où ils regnent. *Volmar* avoit estudié à la mode d'Allemagne, mais il s'estoit défait du pedantisme, & des maximes de l'escole de bonn' heure, du moins autant qu'on peut se guerir d'une gangrene, qui penetre d'abord jusques aux os, & qui infecte mesme la moëlle. Il estoit civil & moderé, & s'estoit façonné à la Cour de Vienne, où on voit tousjours grand nombre de Seigneurs & de Ministres Espagnols & Italiens. Il auroit sans doute rendu des services plus utiles à l'Empereur son maistre, & à sa patrie, qu'il n'a fait, s'il eust pû agir selon son genie, & se détacher de la dépendence, que les Ministres de l'Empereur avoient de ceux d'Espagne. Il fut depuis Deputé de la part de l'Empereur Leopold à l'Assemblée de Francfort en l'an 1657, & suivants, & enfin à Ratisbonne, où il mourut le 13 Octobre 1662, aagé de 76 ans.

Pierre Chanut estoit parent & élève de M. de la Tuillerie, dont j'ay parlé cydessus. Ce fut la Tuillerie qui le mena en Suede, qui l'y laissa, & qui luy fit donner la qualité de Ministre Public du Second Ordre. Cela suffiroit pour recommander la personne de tout autre Ambassadeur que celle de *Chanut*. Il devoit quelque chose de plus à luy mesme qu'à son parent & à son patron. Il estoit un des plus sçavants hommes de son temps, & des premiers disciples de Descartes. Il s'exprimoit parfaitement bien en
la

la plus part des langues qui sont le plus en usage, tant vivantes que mortes. Il avoit fort voyagé, & ayant profité de ses voyages, il y avoit acquis une connoissance, qui luy donna d'abord non seulement l'estime, mais aussi la confiance de la Reine Christine de Suede. Il avoit avec cela de l'honneur, & beaucoup de zele pour la Religion Catholique Romaine, quoy que peu compatible avec la Philosophie Cartesienne. Toutes ces qualités, & entre autres l'adresse qu'il eut de gouverner l'esprit de la Reine, luy firent donner la caractere de premier representant. Il n'en prit pas plus de vanité, & si cette nouvelle qualité fit quelque changement en son train & en sa suite, elle n'en fit point en sa personne ny en sa conduite. N'estant encore que Resident il avoit négocié avec une habilité d'Ambassadeur, & estant Ambassadeur on voyoit en luy la modestie d'un Resident; quoy qu'en plusieurs rencontres, dont j'ay marqué quelques unes, il sceut bien se faire rendre ce qui estoit deu à la dignité de son caractere. La Suede & les Provinces Unies se souviennent, & se souviendront longtemps du merite de ce grand personnage. Il se trouva comme Mediateur, de la part de la France, aux deux assemblées de Lubec en l'an 1651 & 1652, & on peut dire que de tous les Ministres de ce Congrès, il n'y eut que Chanut qui y fist figure; tous les autres estant comme des personnes muettes du theatre. On peut dire, que c'estoit un Ambassadeur de la premiere classe, & qu'il y en a fort peu qui puissent prendre rang sur luy. Ses amis eussent désiré, qu'au sortir de tant d'illustres emplois, qu'il avoit eus en Suede, en Allemagne & en Hollande, il ne se fust pas donné à un Ministre, qui parmy ses autres vanités insupportables, vouloit avoir celle de se faire suivre, par un Ministre qui avoit place au Conseil avec luy. Ses negotiations, toutes estropiées & défigurées qu'elles sont,

ne laissent pas de porter des marques de ce qu'il estoit en effet ; quoy que celuy qui les a publiées & mutilées , luy ait fait un tort irreparable. Ceux qui se donnent l'autorité de retrancher ainſy des ouvrages de ces grands hommes ce qu'ils jugent ne devoir pas eſtre communiqué , feroient bien mieux de ne rien donner au public , que de produire leurs extraits imparfaits & peu judicieux , où on ne voit ny l'air ny le genie du Miniſtre.

Pierre de Groot , fils de ce grand Hugues , n'estoit pas si ſçavant que ſon pere ; mais j'eſtime pouvoir dire , qu'il estoit bien pour le moins auſſy habille Miniſtre. Après avoir ſervy , avec ſuccès , l'Eleſteur Palatin , & quelques autres Princes d'Allemagne à la Haye , il ſe donna entiere-ment au ſervice de ſa patrie. Comme Penſionaire de la ville d'Amſterdam il eut entrée dans l'aſſemblée des Eſtats de Hollande , & au bout de quelques années il fut envoyé , en la qualité d'Ambaſſadeur ordinaire à la Cour de Stoc-olm , où les Eſtats n'avoient accouſtumé d'entretenir qu'un Miniſtre du Second Ordre : mais on jugea , qu'on devoit faire quelque choſe d'extraordinaire pour un perſonage ſi extraordinaire. Il y negotia ſi heureuſement , qu'il y avoit lieu d'eſperer , qu'il auroit rendu les intereſts de la Couronne de Suede inſeparables de ceux des Provinces Unies , ſi on ne l'eult rappellé , pour le faire paſſer en France. Ce fut dans un temps , où le Roy , fort indigné de la Triple alliance , que les Eſtats avoient fait faire , pour la déſenſe des Provinces de Flandres , qui ſont de l'obeiſſance du Roy d'Eſpagne , avoit reſolu de ſ'en reſſentir , & de faire la guerre aux Provinces Unies. On peut dire de *M. de Groot* , que jamais un corps ſi mal fait logea une ſi belle & ſi grande ame. Il avoit une preſence d'eſprit admirable : la converſation charmante : le jugement net & ſolide : des ſentiments juſtes & equitables : une tresgrande

de connoissance de toutes sortes d'affaires, tant domestiques qu'étrangères, & sur tout ce que les François appellent l'art de plaire. Son nom estoit connu à la Cour de France, où on le considéra d'abord comme le seul Ministre capable de reconcilier les esprits, s'ils n'eussent pas esté irreconciliables. J'ay parlé ailleurs de civilités, que le Roy luy fit faire jusques à la veille de la declaration. Après la rupture en l'an 1672 il fut envoyé au Roy, avec M. de Guent, & avec quelques autres Deputés, que l'histoire fera connoistre, pour tascher de porter les affaires à un accommodement; mais la revolution, qui arriva dans le païs, rompit la suite de cette negotiation, & le contraignit de chercher ailleurs à son innocence un azyle, qu'il ne pouvoit pas trouver dans sa patrie. Ses ennemis & les miens n'ont pas cessé de le persecuter, mesmes après que la Cour de Justice de Hollande, qui n'osa pas faire deux violences de suite, l'eust justifié dans les formes, je n'oserois dire d'avantage, bien qu'on n'en puisse pas dire trop d'un homme, qui estoit au dessus de tous les eloges. J'escris cecy dans le temps que j'apprens la nouvelle de son décès, & que je plains la Hollande d'avoir perdu un homme, qui auroit bien aidé à reparer les bresches, que les desordres ont faits dans l'Estat depuis quelques années.

Il y a des hommes, dont on n'a point d'honneur à parler; parce qu'on n'en sçauroit rien dire, qui ne soit infiniment au dessous de leur merite. *Pierre Jeannin* est du nombre de ces grands hommes. Il avoit servy de Conseil au Duc de Mayenne, pendant que celuicy estoit Chef de la Ligue, & il avoit justifié le procedé de son maistre à la Cour de Madrid, dans un temps, où on se prenoit à ce Prince de toutes les disgraces, qui arrivoient au party. Après la réconciliation du Duc, le Roy Henry IV le fit entrer à son service, & en fit un de ses plus confidens Ministres.

nistres. Le Roy l'aimoit, parce qu'il sçavoit, que c'estoient les Conseils de Jeannin principalement, qui avoient renversé les desseins de ceux, qui vouloient appeller un estrangier, ou une estrangere à la Couronne. L'Eloge, qu'on a mis à la teste de la negotiation qu'il a faite en Hollande, ne dit rien d'approchant de ce qui se trouve dans la negotiation mesme, où on voit que le Roy Henry IV & M. de Villeroy, quel Roy & quel Ministre ! prennent plus de plaisir à suivre ses advis, qu'ils n'ont de peine à l'instruire de leurs intentions, & à regler sa conduite. Quand *le President Jeannin* n'auroit fait autre chose en sa vie, que d'avoir fait conclurre la trêve de douze ans, nonobstant les difficultés & les oppositions qu'il rencontroit de tous costés, & d'avoir fondé ce puissant Estat des Provinces Unies, on ne peut nier que ce ne soit une espece de miracle, & qu'il ne merite qu'on le mette au rang des plus grands & des plus illustres Ambassadeurs qui aient jamais esté. Je ferois volontiers un juste parallele entre le Cardinal Dossat & *le President Jeannin*; mais comme je trouve en tous les deux des qualités également grandes : un profond sçavoir, un esprit extrêmement éclairé, un jugement net & solide, un zele prudent & desinteressé, une fidelité incomparable, & une adresse & une application que l'on ne voit point ailleurs, j'avoüe que je ne pourrois rien dire de l'un, que la Justice ne doive aussy à l'autre. La force de leur raisonnement, la douceur de leur humeur, & leur moderation paroist avec tant d'éclat en toutes leurs dépesches, qu'il semble qu'ayant esté employés sous un mesme Monarque, ils aient aussy apporté à son service les mesmes talents, pour en meriter la mesme estime, & les mesmes recompenses, chacun en sa profession : bien que le Roy Henry IV n'eust pas la reputation d'en donner de fort grandes.

Le pere & l'ayeul de *Pomponne de Bellieure* ayant esté employés en plusieurs Ambassades , on peut dire qu'il estoit fils de Maistre. Estant petit fils , de la part de son pere & de sa mere , de deux Chanceliers de France , & fils d'un President au Mortier , il n'y avoit point de plus illustre personne dans la robbe que luy. En l'an 1635 , bientoist après la rupture des deux Couronnes , il fut envoyé , en la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire en Italie , pour informer la Republique de Venise , & les autres Potentats de ces quartierslà , de la Justice des armes du Roy , & pour tascher de faire entrer quelques uns dans le party. Il estoit desja President au Parlement , lorsqu'en l'an 1645 il fut envoyé en la mesme qualité en Angleterre , à l'occasion des mouvements de ce Roiaume là ; mais il trouva les esprits tellement aigris , qu'il n'y avoit point d'apparence de les pouvoir reconcilier. En l'an 1651 , après le decés de feu M^r Prince d'Orange , pere de celuy qui vit aujourd'huy , il fut envoyé en Hollande , tant pour faire civilité aux Estats sur cette conjoncture , que pour voir ce qui seroit deliberé dans la grande assemblée , qui avoit esté convoquée à la Haye ; parce que la pluspart des Provinces se trouvoient sans Gouverneur , & l'Estat n'avoit point de Capitaine General. Il y rencontra d'abord , & y fit luy mesme naistre de si grandes difficultés sur le fait des Ceremonies & des Civilités , que les Deputés des Estats se faisoient rendre depuis le Congrès de Westphalie , que voyant avec cela , que les Ministres estrangers n'auroient point de part aux deliberations de la grande assemblée , & qu'il avoit tous les jours de mauvaises rencontres à essuyer , à cause des ceremonies , il prit congé , & s'en retourna en France. Deux ou trois ans après on luy donna la charge de Premier President au Parlement de Paris , qui

est la premiere de la robbe après celle de Chancelier. Elle a tousjours esté remplie de grands hommes , mais on n'y en avoit pas encore veu un qui luy eust fait tant d'honneur , ny qui l'eust exercée avec tant de gravité & avec tant de sùffisance. Il ne la posséda pas assés longtemps , pour y pouvoir faire valoir son talent ; la mort enviant au Parlement un Chef , qui faisoit toute sa gloire , & qui en sçavoit fort bien conserver la dignité & les prerogatives.

La Reine de Suede , connoissant les bonnes qualités de *Shering Rosenhan* , luy fit d'abord donner un employ fort honorable & de grande confidence. Elle l'envoya à Munster , en la qualité de Resident , afin qu'il se trouvast , de la part de la Couronne de Suede , aux conferences , que les Plenipotentiaires de France auroient avec les Ministres de l'Empereur ; c'est à dire afin d'observer leurs actions & leurs démarches. Il y eut luy mesme quelques intrigues avec les Ministres d'Espagne , qui luy attirerent des reproches de la part de d'Avaux & de Servien , qui en prenoient ombrage. Ils n'estoient pas encore bien gueris de leur jalousie , lors qu'estant Ambassadeur en France , pendant les derniers mouvements de Paris , il voulut presser le Cardinal Mazarin de s'accommoder avec le Parlement ; mesmes en faisant quelque bresche à l'autorité Royale. Le Cardinal , qui sçavoit que cet accommodement ne se pouvoit faire qu'aux dépens de sa fortune , en fit faire des plaintes en Suede , & le fit revoquer. La Reine Christine voulut bien avoir cette complaisance pour la Reine Regente de France , mais comme elle sçavoit , que les intentions de *Rosenhan* estoient bonnes , parce qu'il craignoit , que les broüilleries de France n'empeschassent l'execution de la paix d'Allemagne , ou n'y rallumassent une nouvelle guerre , elle ne condamnoit point son procédé ,

cedé, & ayant de l'estime pour le Prince de Condé, elle n'approuvoit point celuy du Cardinal. Depuis ce temps là elle continua d'employer *Rosenhan* à Lubec & ailleurs : & après son abdication, le Roy son Successeur a estimé le merite de ce Ministre, & s'est servy de luy aux affaires de Breme & autres. C'estoit un Ministre fort entendu, qui avoit un grand fond d'estude, & une grande connoissance d'affaires, & qui pour avoir pris naissance dans un des plus froids climats de l'Europe, avoit des qualités, qui ne sont pas fort ordinaires mesmes dans les plus chauds. Il n'y avoit ny affectation ny artifice en ses actions, & neantmoins il y avoit quelque chose de si fin, que l'on avoit de la peine à s'en défendre, & une liberté naturelle, qui marquoit une grandeur d'ame, digne d'un veritable Ambassadeur.

Le Comte de Trautmansdorf avoit la principale confiance de son maistre, lors qu'il se fit donner l'Ambassade de Munster. Il sçavoit, qu'il n'y a rien qui détruise si facilement la faveur que l'absence, & il ne pouvoit pas ignorer, que les Ministres d'Espagne ne luy rendissent tous les mauvais offices imaginables pendant son voyage, pour tascher de luy oster le credit, qu'il avoit dans la Cour de Vienne : & neantmoins il quitta volontairement ce poste, pour tascher de faire donner la paix à l'Allemagne. L'Empereur avoit sur les bras les deux puissances de France & de Suede, mais il n'estoit pas moins incommodé de l'amitié de ses plus proches parents & alliés : du Roy d'Espagne & de l'Electeur de Baviere. *Trautmansdorf*, pour délivrer son Maistre de toutes les inquietudes, resolut de démesler les interets de son maistre d'avec ceux de ses parents, & de faire la paix avec l'une des deux Couronnes. Il avoit l'ame assés ouverte ; mais avec sa sincerité il avoit assés d'habilité & d'adresse pour le maneige des plus

importantes affaires , & pour se parer des artifices des Ministres, avec qui il avoit à negotier. Il jugeoit que l'intérêt du Roy d'Espagne ne devoit pas faire partie de celui de l'Empereur & de l'Empire , & dans cette pensée ils s'appliqua tellement à cette negotiation , qu'on ne peut nier , que l'Allemagne ne luy soit obligée de la paix, qui se fit avec les Couronnes de France & de Suede en l'an 1648 : & c'est à luy aussy , que la France est obligée des avantages , qu'elle se fit donner par ce traité , parce qu'il perdit l'occasion de conclurre avec la Suede sans la France : ainsy que j'ay dit ailleurs.

William Temple est creature du Lord Arlington , qui estant Secrétaire d'Estat , & possédant la confidence du Roy , son maistre , fit donner la Residence de Bruxelles à son amy. Ce fut par cet employ qu'il entra dans les affaires , dont il acquit quelque connoissance sous les auspices de ce grand homme d'Estat. Il passa de Bruxelles en Hollande , dans un temps , où l'invasion que les François avoient faite dans les Pais bas , sembloit rendre les intérêts de l'Angleterre & des Provinces Unies inseparables. Lors que *M. Temple* arriva à la Haye , il trouva le Premier Ministre disposé à escouter toutes les ouvertures , qui pouvoient servir à faire arrester le progrès des armes de France , & à recevoir avec joye les propositions qu'il y fit d'une nouvelle alliance. Elle fut proposée , négociée & conclüe en quatre ou cinq jours. Les Deputés de l'assemblée des Estats Generaux jugeant , qu'en cette conjoncture , où il estoit question de s'acquiescer le Roy d'Angleterre , on pouvoit bien passer par dessus les formes , & en user un peu cavallierement. *M. Temple* travailla après cela à une Triple alliance , où on fit entrer la Suede , & en suite une Alliance défensive particuliere entre le Roy son maistre & ces Provinces.

Mais

Mais tous ces traittés estoient à peine conclus, que le Roy de la Grande Bretagne, prenant de nouveaux engagements avec celuy de France, cellecy fit revoquer *Temple*, qui demeura depuis ce temps là sans employ, jusques à ce que la paix estant faite entre l'Angleterre & les Provinces Unies, en l'an 1674, le Lord Arlington, qui luy continuoit sa protection, le fit renvoyer à la Haye, comme Ambassadeur Extraordinaire, & en suite à Nimegue, en la qualité d'Ambassadeur Plenipotentiaire pour la paix generale. Il y a esté environ un an, au bout duquel il a eu ordre ou permission de se retirer en Angleterre; où il est encore presentement. Les remarques qu'il a faites sur l'Estat des Provinces Unies, & quelques autres pieces, qu'il n'a communiquées qu'à ses amis, font connoistre que c'est un Ministre, qui a de tresgrandes parties, & qui est capable de servir le Roy, son maistre, en des emplois de cette nature. Il a publié les remarques après sa premiere Ambassade; ce qui fait croire, que nous les verrons augmentés, & rectifiés en quelques endroits après la seconde.

Mon dessein estoit d'en dire quelque chose de plus, & mesmes de parler de plusieurs autres Ambassadeurs, comme aussy de quelques Ministres du Second Ordre, & particulièrement de tous ceux qui sont presentement à Nimegue, parmy lesquels il y en a de tresillustres: mais n'ayant desja donné que trop d'estendüe à mon ouvrage, & mon esprit n'ayant pas la liberté necessaire, pour luy donner une plus grande perfection, pendant que le corps est enfermè dans une tresdure prison, je suis contraint de finir. Il se trouvera peutestre quelqu'un, qui ayant plus de fonds & plus de moyens que moy, pourra donner un autre tour à ce que j'ay commencé, & faire un traitté achevé de l'Ambassadeur & de ses Fonctions.

T A B L E

D E S

S E C T I O N S

D U

PREMIER LIVRE.

SECTION PREMIERE.

D	<i>E l' Ambassadeur en General.</i>	Pag. 3
II.	<i>Il n'y a que les Souverains qui envoient des Ambassadeurs.</i>	17
III.	<i>Si les Usurpateurs & les Gouverneurs en Chef peuvent envoyer des Ambassadeurs.</i>	53
IV.	<i>Les Princes d'Allemagne sont en droit de se faire représenter par des Ambassadeurs.</i>	82
V.	<i>Des Ministres du Second Ordre.</i>	109
VI.	<i>A qui on envoie des Ambassadeurs.</i>	145
VII.	<i>De la Naissance & de l'Estude de l'Ambassadeur.</i>	154
VIII.	<i>De l'Agé de l'Ambassadeur.</i>	175
IX.	<i>Si les Gens d'Eglise sont propres pour les Ambassades.</i>	186
X.	<i>Des Legats.</i>	220
XI.	<i>Le Prince peut employer des Estrangers en ses Ambassades : mesmes dans leur Patrie.</i>	244
XII.	<i>De la Fidelité de l'Ambassadeur.</i>	279
XIII.	<i>L'Ambassadeur doit estre agreable.</i>	306
		XIV.

DES SECT. DU I LIVRE.

XIV.	<i>De l'Instruction.</i>	348
XV.	<i>Des Lettres de Creance.</i>	356
XVI.	<i>Du Pouvoir.</i>	377
XVII.	<i>Des Passeports ou Saufconduits.</i>	396
XVIII.	<i>De la Reception & de l'entrée de l'Ambassadeur.</i>	416
XIX.	<i>Des Audiances.</i>	484
XX.	<i>Des Honneurs & des Civilités que les Ambassadeurs sont obligés de faire, & que l'on fait aux Ambassadeurs.</i>	537
XXI.	<i>De la Premiere Visite.</i>	603
XXII.	<i>De quelques autres Civilités qu'on fait aux Ambassadeurs, ou que les Ambassadeurs se font entre eux.</i>	630
XXIII.	<i>De l'habit & de la dépense de l'Ambassadeur.</i>	662
XXIV.	<i>De la Competence entre la France & d'Espagne.</i>	683
XXV.	<i>De plusieurs autres Competences.</i>	724
XXVI.	<i>Des Ambassades composées de plusieurs Ambassadeurs.</i>	774
XXVII.	<i>Les Ambassadeurs sont inviolables en leurs personnes.</i>	808
XXVIII.	<i>La Maison & les Domestiques de l'Ambassadeur sont inviolables.</i>	873
XXIX.	<i>Les Ambassadeurs ne sont pas tousjours inviolables.</i>	900
XXX.	<i>Quand la Fonction de l'Ambassadeur cesse.</i>	929

T A B L E

D E S

S E C T I O N S

D U

SECOND LIVRE.

SECTION PREMIERE.

D	<i>E la Fonction de l'Ambassadeur en General.</i>	Pag. 3
II.	<i>Avec qui l'Ambassadeur doit negotier.</i>	26
III.	<i>Comment l'Ambassadeur doit negotier.</i>	43
IV.	<i>L'Ambassadeur ne se doit point mesler des affaires Domestiques de l'Estat où il negotie.</i>	75
V.	<i>L'Ambassadeur doit executer ses ordres, & comment.</i>	98
VI.	<i>De la Prudence & de la Finesse.</i>	119
VII.	<i>De la Liberté de parler.</i>	155
VIII.	<i>De la Moderation.</i>	189
IX.	<i>Il est permis à l'Ambassadeur de corrompre les Ministres de la Cour où il negotie.</i>	200
X.	<i>Des Lettres ou Depeschés.</i>	213
XI.	<i>De la Mediation, & des Amb^s Mediateurs.</i>	237
XII.	<i>Des Traittés.</i>	261
XIII.	<i>Des Traittés de Munster & d'Osnabrug.</i>	308
XIV.	<i>Les Principaux Traittés, touchant les affaires de ce Siecle.</i>	330
XV.	<i>De la Ratification.</i>	375
XVI.	<i>Du Rapport que l'Amb^r fait de sa Negotiation.</i>	403
XVII.	<i>De quelques Ambassadeurs Illustres de nostre temps.</i>	412

T A B L E

DE LA

DEUXIÈME PARTIE.

A.

A bas, Roy de Perse.	Pag. 44	Alliance entre la France, l'Angleterre & les Provinces Unies.	263
Abbé Bentivoglio, Ministre de France en Italie.	119. 145 & 402	Alvaro de Luna, Connestable de Castille.	36
Confident du Cardinal Mazzarin.	325	Altesse, qualité rejetée dans un traité.	301
Abbé de Bersegue, Agent d'Espagne.	59	Ambassadeur d'obedience.	68
Abbé de Brantholme.	248	Ambassadeur du Roy d'Egypte.	11
Abbé Nanni, Agent d'Espagne.	59	Ambassadeur de Japan à Rome.	7
Abbé de St. Nicolas, Ministre de France à Rome.	64 & 144	Ambassadeur Hermaphrodite.	15
Abbé Scaglia, Ministre de Savoye.	208	l'Ambassadeur ne doit pas faire le Heraut.	149
& 382		Ambassadeurs de France trop imperi-	
son caractere.	418	eux	321
Absolution de Henry IV.	126	l'Ambassadeur est Comedien.	3
Achilles de Harlay, Baron de Sancy.	415	doit estre galant homme.	4
Adolfe Duc de Cleves.	25	doit estre considéré dans la Cour de son Maistre.	5
Adrien Paau.	416	Est messager de paix.	10
Avis des Ambassadeurs.	231	Espion honorable.	15 & 207
Affaires domestiques.	75 & suivants	Ne doit pas parler avec trop d'assurance du succès de sa negotiation.	228
Agent des Estats en Hollande.	45	Ne peut pas recuser le Commissaire.	281
Aleandre, Nonce en France.	13	Ambassadeur de la Republique de Florence.	186 & 406
Alexandre VI. Pape.	158 & 173	Ambassadeurs des Provinces Unies.	194
Alexandre VII. Pape.	168 & 267	Adressent leurs lettres aux Estats Generaux.	215
Alfonse de la Cueva Marquis de Bedmar.	419	Les Ambassadeurs de Venise adressent leurs lettres au Doge.	215
Alfonse Prince de Naples.	152		T t t Amba-
Alfonse Roy de Castille.	93		
Alfonse le Magnanime.	158		
Alfonse d'Este.	225		
Alfonse Tornabon, Ministre de Florence en Angleterre.	120		
II. Part.			

Ambassadeurs d'Angleterre passent un acte touchant le rang.	285
Ambassadeurs illustres.	412 & suiv.
Ambassades Extraordinaires.	8
Ambassades Chimériques.	8
Ambassade solennelle des Princes d'Allemagne en France.	48
Ange Cornaro, Ambassadeur de Venise en France.	96
son caractère.	421
Anne de Bretagne.	159
Antoine Donati, Ambassadeur de Venise à Rome.	172
à Turin.	174
Antoine de Fonseca, Ambassadeur d'Espagne à Venise.	156 & 184
Antoine Paulin de la Garde, Ambassadeur de France à Constantinople.	176
En Angleterre.	393
Antoine Sherley.	206
Apologie de Ferdinand le Catholique.	393
Application principale de l'Ambassade.	23
Archiduc Philippe.	187 & 390
Archevesque de Bourges.	100
de Cantorberry, premier Ministre d'Angleterre.	38
de Fermo, Nonce en Irlande.	84
de Glasco, Ambassadeur d'Ecosse en France.	109
de Lion, Ambassadeur de France à Rome.	401
de Narbonne, Ambassadeur auprès du Duc de Bourgogne.	156
de Nazareth, Nonce en France.	85
de Pise, Ambassadeur du Granduc à Madrid.	259
de Vienne, Charles de Marillac, Ambassadeur de France à Rome.	121
Arnauld du Ferrier, Ambassadeur de France à Trente.	166
Article séparé du traité.	292
Artifice de la Reine de Suede.	141
des Plenipotentiaires de France.	131
Avaugour, Ministre de France en Suede.	15 & 197
d'Avaux.	6. 51. 52. 95. 131. 218. 246

289. 292. 413. &c.

Audience des Ambassadeurs. 56

B.

Balthasar de la Cueva, Ambassadeur d'Espagne à Vienne.	195
Balthasar de Zuniga, Ministre d'Espagne.	36
Balthasar de Zuniga, Ambassadeur d'Espagne à Vienne.	112
Barillon.	425
Baslompierre, Ambassadeur de France en Espagne.	220. 224. 259. 278. 281 & 410
son caractère.	428
Battiste Archinto, Deputé de Milan.	180
Battiste Nani, Ministre de Venise.	277.
384. & 420.	
son caractère.	425
Baviere s'accommode avec la France	103
Bayle.	109
Berenclau, Ministre de Suede à Vienne.	227
Bernardin de Mendosse.	57. 138 & 208
Beveüe du Secetaire de l'Ambassade de Suede.	229
Blainville, Ambassadeur de France en Angleterre.	91
Boischot, Ambassadeur de l'Archiduc en Angleterre.	49
Bonjani Gianfigliuzzi, Ambassadeur de Florence à Rome.	120
Bostangi.	185
Bregy, Ambassadeur de France en Pologne.	239
Briçonnet, Ministre confident de Charles VIII.	34
Le Brun, Antoine, Ambassadeur à Munster & à la Haye.	5. 69. 93 & 139
son caractère.	422
Bruneau, Secetaire de l'Ambassadeur d'Espagne.	201
Bulion, Ministre de France.	289
Burleigh, Ministre confident de la Reine Elisabeth.	217

DE LA II PARTIE

C.

Caidar Sultan, Mirza, Prince de Perse.

44

Caimacan. 32

Calixte III Pape. 158

Cardinal Aldobrandin. 24. 54. 106 & 125

Alexandrin, Legat en France & en

Espagne. 249

d'Amboise. 73 & 135

d'Anagnin. 183

Aquaviva. 236

Cardinal Barberin, Legat en France & en

Espagne. 64. 148. 251 & 259

Battori. 140

Bessarion. 248

Bichi. 121. 241. 267 & 395

son caractere. 417

de Bonzi. 427

Borghese. 183

de Burgos. 121

Cardinal Cajetan, Legat en France. 86

Caraffe. 58

Commendon. 102

Cardinal Donghi. 267 & 395

Dossat. 54. 56. 99. 124. 186. 197

216. 217. 225. 291. 305 & 377

son caractere. 423

Cardinal Espinosa. 36

d'Este. 197

d'Estree. 433

Cardinal Farnese. 249

de Florence. 74

Cardinal Ginetti. 256

Gondi. 125

Grimaldi. 117

Guise. 88

Cardinal de Joyeuse. 49. 197 & 450

Cardinal de Lenoncourt. 86

Cardinal Magalotti. 169

Le Cardinal Mazzarin. 30. 31. 82. 117

127. 144. 148. 174. 194. 275 243

246. 325. & 386

Morofini. 189

Cardinal Pacheco. 379

Pariso. 62

de la Pole. 250

Cardinal Riario, Legat en Espagne. 144

de Richelieu. 22. 30. 31. 76 & 401

Rosserti. 241

Cardinal de Saint André. 407

de Ste. Croix. 160

de Ste. Fiore. 58

Sforze. 160

Cardinal de la Vallette. 401

de Vendôme. 86

Cardinal de Ximenez. 36

Cardinaux patrons. 217

Carlos Coloma, Ambassadeur d'Espagne

à Londres. 88

Catalogne necessaire à l'Espagne. 323

Catarin Belegne, Ambassadeur de Venise

à Turin. 173

Catherine de Bourbon, Princesse de Lor-

raine. 113

Catherine de Medicis. 12. 34 & 87

Cavassès, traistres. 208

Cercle de Bourgogne. 316

Chancelier de France, Premier Commis-

saire. 277

Chantonnay Granvelle, Ambassadeur

d'Espagne à Vienne. 47

En France. 87

Chanut, Ambassadeur de France en Sue-

de, en Hollande, & à Lubec. 4. 39. 80

114. 116. 239. 251 & 452

Charles Duc de Bourgogne. 11. 248 &

307

Charles V. Empereur. 32. 36. 70

& 409

Charles VII. Roy de France. 378

Charles VIII. 83. 156. 158 & 248

Charles IX. 24. 34. 129. 164 & 394

Charles Gustave, Roy de Suede. 40. 245

& 260

Charles Sforze. 57

Charnacé. 15. 289 & 442

Chasteauneuf. 17 & 427

Chevalier Cornaro, Ambassadeur de Ve-

nise à Rome. 412

Chevalier du Doge. 28

Chiaux, 215

Chiffre. 220

Christine Reine de Suede.	39. 79 114	de Licestre.	217
206 & 226		Comte de Montorio.	58
Claude de Chilly, Ministre sans caracte-		Comte de Nassau, <i>Loiis.</i>	24
re.	73	de Nassau, <i>Hadamar.</i>	5
Clement V. Pape.	182	Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espag-	
Clement VII.	8	ne à Rome.	133
Clement VIII. 8. 24. 66. 100. 130. 183		d'Olivares.	36. 113 & 381
& 263		Comte de Pegnaranda.	70. 321 & 437
Coitivy, Amiral de France.	378	Comte de Pottinguen. Ministre de l'Em-	
Colbert.	430	percur.	239
College à Venise.	40 & 405	Comte de Retz, Ambassadeur de France	
Coloma, Secrétaire d'Etat d'Espagne.	273	en Angleterre.	129
Commandeur de Gremonville.	139	de Rothsay, Ambassadeur d'Ecosse	
de Sillery.	401	en France.	109
Commines. 15. 22. 23. 41. 135. 136		Comte de Sartago, Viceroy d'Aragon.	
201. 413 & presque par tout.		144	
Commis du Greffe en Hollande.	29	Ferdinand Scotti, Ministre de Par-	
Commissaires.	269	me.	302 & 434
Comte d'Aglié.	22 & 173	de Staffort.	18 & 38
Comte de Beljoyeuse, Ministre de Milan.		Comte de Toulaine, Ambassadeur de	
83		Savoye en France.	106
Comte de Benavente Benavides. 99. 278		de Trautmansdorf.	103. 311. 320
& 281		& 459	
de Bethune.	169	Comte de Waldec.	280
son caractere.	426	de Warüic.	136
de Bosschetto.	114	Conferences.	276 & 277
de Bristol.	112	Confesseur de l'Electeur de Baviere ne-	
Comte de Carlile, Ambassadeur d'An-		gotiateur.	313
gleterre en Moscovie.	148 & 282	Confidents des Princes.	216
de Casselles. Ambassadeur d'Ecosse		Congrés, 50. 51. 53. 127. 252. 254. 271	
en France.	109	272 & 308	
de Charolois.	156	Connestable de Montmorancy.	267
de Cesis.	416	de St. Pol.	307
de Chincon, Ambassadeur d'Espag-		Conrad van Beuninguen.	431
ne à Rome.	58	Conseil d'Etat en Hollande.	84
Comte de Dona.	290 & 418	Conseil de Pregadi.	405
de Dunois.	378	Conseiller Pensionnaire.	43
Comte d'Eu.	156	Constance de l'Ambassadeur de Venise.	
Comte de Fiesque, Ambassadeur de Sa-		185	
voye en France.	209	Contay, Ministre du Duc de Bourgogne	
de Fuensaldagne.	436	151	
Comte de la Garde, Ambassadeur de Suc-		Contarini, Mediateur à Munster.	175
de en France.	68	190. 252. 256 & 309	
de Gayazze, Ministre de Milan.	83	son caractere.	420
Comte d'Isembourg, Ambassadeur en		Correspondence des Ambassadeurs.	225
France.	61	Corruptions.	200 & suiv.
Comte de Lenox, <i>Matthieu Stuart.</i>	407	Corfini, Nonce en France.	401
		Cer-	

DE LA II PARTIE.

Corvitz Ulefeld, Grand Maistre de Dan-	
nemarc.	141 & 171
Cosme Duc de Florence.	120
La Cour de Rome dispense pour les ma-	
riages avec des heterodoxes.	113
La Court, Ambassadeur de France à	
Munster.	68
Courtin, Ambassadeur de France à Breda.	
290	
Creville, Ministre du Connestable de St.	
Pol.	151
Czaar.	289

D.

Daufin.	109
Defiance contraire à la negotiation.	
134	
Dépandances.	294
Dépêches ou Lettres.	213 & 224
Déprédations des François.	194
Deputés des Archiducs à la Haye.	204
Deputés qui ne sont pas Ambassadeurs.	277
Desaveu du traité d'Elbing.	385
Destrades. 15. 111. 117. 192. 204 & 290	
Diego Perez, Ambassadeur d'Espagne	
en France.	171
Different entre le Pape & la Rep. de Ve-	
nisé.	183
Entre la France & l'Espagne.	321
Pour le rang. 282. 283. 288 & suiv	
Pour le Marquisat de Saluces.	106
& 123	
Difficultés touchant les passeports.	265
Dignité Imperiale.	283
Divan.	177
Doge.	41
Doriole, Chancelier de France.	378
Dragomans.	67
Dragut, General Turc.	110
Droit de Devolution.	13
Droit des Gens fondement des alliances.	
263	
Duc d'Albe.	57. 59. 88 & 105
d'Alançon.	170 & 229
d'Anjou.	380
Duc de Biron.	9. 77 & 209

de Bouillon.	77 & 285
de Bretagne.	378
de Brunšvic & Lunebourg.	94
de Buckingham.	38 & 88
Duc de Courlande.	238
Duc de Feria.	198 & 341
Duc de Guise.	88. 118 & 144
Duc de Holstein Gottorp.	71
Duc de Joyeuse.	130
Duc de Lerne.	36. 37. 112 & 382
de Longueville.	6. 70. 247 & 327
de Lorraine.	316 & 317
de Luines.	215
de Luxembourg.	391
Duc de Meklenbourg.	310
de Mercueur.	235
de Milan.	271
de Modène.	117 & 302
de Monteleon.	56 & 149
Duc de Nemours.	391
de Neubourg.	313 & 334
de Norfolk.	92
Duc de Parme.	30. 78. 250 & 302
de Pastrana.	401
Duc de Savoye.	63. 106. 123. 174. 305
& 332	
de Sully.	216
Duc d'Urbain.	263

E.

Eduard IV, Roy d'Angleterre.	136
202 & 205	
Eduard VI.	283 & 393
Electeur de Baviere	244. 312. 316 & 320
de Brandebourg.	338. 310. 315 &
334	
Palatin.	310
de Saxe.	309 & 334
de Treves.	315
Elisabeth, Reine d'Angleterre.	12. 25
75. 170. 206 & 394	
Elucidation.	386
Emanuel, Roy de Portugal.	160
L'Empereur offre sa mediation à la Suc-	
de.	239
consent qu'on traite à Rome.	266

T A B L E

Enregistrement des Traittés.	305	France Mediatrice entre les Rois du Nord.	238
Erlach, Colonel.	198	François I.	70. 283 & 409
Estats Generaux.	42. 238. 299 & 300	François II.	87
Estats de Hollande.	215	François Aarffens.	435
Estienne, Despote de Walachie.	182	François Sforze.	181
Estienne Taverna, Ambassadeur de Milan		François Viète, Mathématicien.	223
à Florence.	152	Frederic, Roy de Naples.	390
Estudé des Traittés digne de l'application		Frederic III, Roy de Dannemarc.	245 & 289
de l'Ambassadeur.	330	Frederic III, Empereur.	22
Evêque d'Acs, Ambassadeur de France à		Frederic, Duc de Wirtemberg, Ambassa-	
Constantinople.	176	deur en France.	61
d'Arras, Ambassadeur à Trente.	62	Fresne Canaye, Ambassadeur à Venise.	
de Bergame, Nonce en France.	85		215
de Catania, Ambassadeur d'Espagne		En Angleterre & en Allemagne.	
auprès de l'Empereur.	135	Friquet, Ministre de l'Empereur à la	
de Cenede.	86	Haye.	69
de Lamego, Ambassadeur de Por-			
tugal à Rome.	122		
de Liege.	26		
du Mans, Ambassadeur de France à			
Rome.	49		
de Montpelliers, Ambassadeur de			
France à Venise.	208		
D'Orcney, Ambassadeur d'Ecosse			
en France.	109		
de Rennes, Ambassadeur auprès de			
l'Empereur.	47		
de Rosse.	208		
Eugene Pape.	248		

F.		G.	
Fabio Ghigy.	168 & 308	Gabriel d'Aramont, Ambassadeur de	
Du Fargis.	194. 224. 259 & 381	France à la Porte.	110
Faux rapport.	406	Garantie de la pesche.	293
Ferdinand le Catholique.	36. 72. 135	Garcilasso de la Vega.	59. 159 & 413
	159. 160 & 390	Garde des Sceaux en Hollande.	43
Ferdinand Roy de Naples.	152	Gentilhomme Gascon.	202
Ferdinand Roy des Romains,	163	George Fleming, Ambassadeur de Suede	
Ferdinand II & III.	33	à Breda.	290
Finesse.	119	Gomes Fernandez de Soria, Ambassadeur	
Fonctions de l'Ambassadeur different de		de Castille en Aragon.	
ses actions.	3	Gonçalo Fernandez de Cordoue,	391
Fonctions de l'Ambassadeur ordinaire.	9	Granduc de Toscane.	125 & 291
Fontenay Maréil.	78. 117 & 434	Greffier des Estats Generaux.	43 & 204
Forme de negotier.	281	Gregoire XIII Pape.	7. & 146
Fourbe de l'Ambassadeur d'Espagne.	136	Gremonville, Ambassadeur de France à	

		Rome.	79
		a Venise.	198
		De Groot, Hugues, Ambassadeur de Sue-	
		de en France.	30
		Gueffier, Resident de France à Rome.	80
		De Guent, Jean.	445
		Guerre de Castro.	302 & 395
		Guerre des Uscoques.	107
		Guillaume Lantgrave de Hesse.	301
		Guillaume Soranzo.	441
		GutiereLopes de Fuenfalida, Ambassa-	
		deur	

DE LA II PARTIE.

deur d'Espagne auprès de l'Archiduc.
187 & 413

I

H.

Hambourg & Lubec proposés pour le Congrès. 266
 Hatton Vicechambelan d'Angleterre. 18
 Haute fueille. 15
 La Haye Vantelay, Ambassadeur de France à la Porte. 108 & 116
 Hennequin, Resident de France à Copenhague. 394
 Henry II Roy de France. 13 & 393
 Henry III. 27. 34 & 61
 Henry IV. 9. 25. 27. 34. 100. 101. 106. 206. 209. 217. 234 & 263
 Henry II Roy d'Angleterre. 182
 Henry III. 65
 Henry VIII. 156. 393 & 409
 Henry Roy de Portugal. 146
 Henry, Prince d'Orange. 43
 Henry Coutinho, Ambassadeur de Portugal à Rome. 160
 Henriette de France, Reine d'Angleterre. 113
 Hierôme Beverning. 443
 Hierôme Laski. 163
 Hierôme Lippomano, Ambassadeur de Venise à Turin. 412
 Hierôme Moron, Chancelier de Milan. 153
 Hierôme de Riario. 160
 Hilaire, Capucin. 196
 Histoire de Florence. 181
 Hogia. 185
 Hollis, Ambassadeur d'Angleterre à Bre-da. 290
 Honnoré Courtin. 431
 Hoste, Commis de Villeroy, traître. 208 & 234
 Houïard, Grandchambelan d'Angleterre. 205
 Hurault de Maïsse, Ambassadeur de France en Angleterre. 264
 Hyacinthe, Moine Negotiateur. 112

Jacod Catz. 417
 Jaques Amiot Ministre de France à Trente. 165
 Jaques de Momberon, Ministre de France en Espagne. 88
 Jaques Roy d'Escoffe. 21
 d'Angleterre. 205
 Ibrahim Sultan. 184
 Idée du Parfait Ambassadeur. 44
 Jean Briand, Ambassadeur d'Angleterre en France. 393
 Jean Capello, Ambassadeur de Venise en France. 13
 Jean Crane, Ministre de l'Empereur à Munster. 270
 Jean Galeaz, Duc de Milan. 152
 Jean Jaques Trivulce. 114
 Jean Mattaron, Ambassadeur de France à Florence. 152
 Jean de Mendosse, Marquis d'Inoyola. 88 & 338
 Jean de Monluc, Evêque de Valence Ambassadeur de France en Pologne. 379
 Jean Neyen, Moine Negotiateur. 204
 Jean du Tillet. 285 & 331
 Jean Tiercelin, Ambassadeur de France auprès de l'Empereur. 23
 Jean Zapoli, Roy d'Hongrie. 163
 Jeanne de France, femme de Louis XII. 158
 Jeannin, Ambassadeur de France à la Haye. 24. 71. 101. 173. 191. 210. 220. 236 & 409
 son caractère. 455
 L'Imprudence est aussi dangereuse que l'infidélité. 112
 Inigo de Cordoue, Ambassadeur d'Espagne à Rome. 160
 Innocent X Pape. 30. 78. 144 & 245
 Insolence des Corfes. 267
 Instruction est une piece secreta. 53
 du Cardinal Ginetti. 256
 de Walsingham. 9
 In-

T A B L E

Introduéteur des Ambassadeurs.	28
Jules II Pape.	173
Jules III Pape.	165
Jules Mazzarin	189

K.

K alestein enlevé.	21
Kevenhuller, Ambassadeur de l'Empereur en Espagne.	37
son caractère.	429
Knuît.	202. 203 & 445
Konigsmarc.	15

L.

L angeay, Gouverneur de Piedmont.	176
Lanier, Ambassadeur de France en Portugal.	97
Lanzac de St. Gelais.	413
Lantgrave de Hesse-Cassel.	309 & 315
de Darmstadt, ibid.	
Laurens de Suarez Figueroa.	413
Lazare Mocenigo, Ambassadeur de Venise à Urbain.	412
Leon Brulard, Ambassadeur de France à Ratisbonne.	279
Leonard Donati, Ambassadeur de Venise à Rome.	183
Lessinsky, Ambassadeur de Pologne à Vienne	239
Lettres Circulaires.	131
Lettres d'Ossat, de Jeannin &c	214
Liberté de Parler.	155 & suiv.
Lionne, <i>Hugues</i> . 51. 250. 268. 275. 325 &c	386
Lisola.	239
Lobcoùitz.	33
Louïs XI. 11. 22. 25. 27. 72. 119. 156. 201	
221. 248 & 307	
Louïs de Haro.	36. 127. 275 & 387
Louïs Sforze, Duc de Milan.	83. 152 &c
	186

M

M ahometh Sultan.	14
Maître des Ceremonies.	28
Mancicidor, Ministre d'Espagne à la Haye.	71
Mareschal Destrades.	439
Mareschal d'Estrée.	192 & 432
de Lesdiguieres.	154. 289 & 305
de Thurenne.	198
Wranguel.	198
Mareschalle de Guebriant.	200
Marguerite d'Autriche.	73
Marguerite de Valois, Reine de Navarre.	113
Mariage du Prince de Galles.	285
Marie de Medicis.	87 & 241
Marin Justiniani, Ambassadeur de Venise auprès de l'Empereur.	14
Marquis de Burgou.	334
Marquis de Castelnodrigue, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	21
Marquis de Cocuvres, Ambassadeur de France en Italie.	63
Marquis de Fuentes, Ambassadeur d'Espagne en France.	64
de Gonzague, General des Venitiens.	271
de Grana.	440
de Pescara.	154
Pisani.	49. 164 & 413
Marquis de Rosny.	278
de Sarria.	58
de St. Chaumont, Ambassadeur en Allemagne.	301
de Sillery.	123
Spinola.	71
de la Vieville.	289
Matthias Empereur.	33
Matthieu Languen.	32
Matthieu Strozzi, Ambassadeur de Florence.	406
Maurice, Prince d'Orange.	24. 204 & 236
Maximilian Empereur.	72
Mediateurs.	51. 237 & suiv.
Mediateurs interessés.	243
Me-	

DE LA II PARTIE.

Mediation de Brandebourg rejetée.	240
de Venise.	258
des États des Prov. Unies.	94 & 260
Mediation de l'Angleterre, de la Suede & des Prov. Unies.	261
Merargues.	201
Mercurin de Gattinara, Ministre de l'Empereur.	33
Michel Jean Gralla.	171
Michel Desportes de Walachie.	140
Ministère des Cardinaux de Richelieu & Mazzarin.	215
Ministre du Pape mal traité.	65
Ministres de Brandebourg non admis.	60
Misero.	203
Moderation.	189 & suiv.
Moines sont emportés.	182
Montgomery, Ministre de France en Espagne.	407
Morofini, Ambassadeur de Venise à Constantinople.	188
Morvillers Chancelier de France & Ambassadeur.	156
La Mottefenelon, Ambassadeur de France en Angleterre.	92
Munster & Osnabrug nommés pour le Congrès.	266

N.

Nederhorst.	202
Negotiation de Munster.	51
Negotiations de Doslat & Jeannin.	66
Negotiation de Baviere en France.	313
Nicolas Caponi, Ambassadeur de Florence.	406
Nicolas Clifford.	206
Nicolas Granvelle, Ministre de l'Empereur à Trente.	62
Noirmont, Ministre d'Espagne en Hollande.	203
Nonce, seul Mediateur.	247 & 252
Nouvelles, comment l'Ambassadeur les doit écrire.	228

O.

Octavio Bon, Ambassadeur de Venise en France.	107. 109 & 382
Offres de la France à la Princesse d'Orange.	207
Oldenbarnevelt, Jean.	24. 204 & 446
Olivier Daim.	26
Ondedei, Confident du Cardinal Mazzarin.	325
Ordres: comment l'Ambassadeur les doit exécuter.	98 & suiv.
Otton Brugman.	71
Oxenstirn, Axel.	30. 39 & 81
Oxenstirn, Eric.	264
Oxenstirn, Jean.	103 224. 312 & 448

P.

Pacificateurs.	259
Paix particuliere des Hollandois.	321
Le Pape Mediateur.	308
Parallele de d'Avaux & de Servien	414
Paul III, Pape.	165 & 249
Paul IV, Pape.	58. 105 & 120
Paul V, Pape.	172
Paul de Foix.	46. 149. 225 & 413
Paul Sdialinsky, Ambassadeur de Pologne en Hollande & en Angleterre.	157
Pedro d'Ayala.	187 & 413
Pedro d'Aragon, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	168
Pension destinée au Prince d'Orange.	213
Du Perron, Ministre de France à Rome.	224
Pere Joseph, Capucin.	402
Persecutions du Japon.	7
Philippe d'Autriche.	36 & 72
Philippe II & Philippe III.	36
Philippe IV.	113
Philippe Auguste Roy de France.	182
Philippe Ponce, Ambassadeur d'Espagne à Rome.	160
Pie IV, Pape.	166
Pie V.	102. 164 & 249
Pierre IV Roy d'Aragon.	93

T A B L E

Pierre le Grand Roy d'Aragon.	182
Pierre Caponi.	184
Pierre Danaïs, Ambassadeur de France à Trente.	173
Pierre Gritti, Ambassadeur de Venise en Espagne.	37 & 384
son caractère.	453
Pierre de Groot.	410
Pierre de Marfilio.	182
Pierre de Medicis.	152
Pietro della Valle	415
Pimentel, Antoine, Ministre d'Espagne en Suede.	40. 51. 268 & 386
Piques, Ministre de France en Suede.	80
Pirro Loffredi, Marquis de Trevico.	105
Plenipotentiaires Hollandois, Mediateurs.	324
Plenipotentiaires, qui ne sont pas Ambassadeurs.	274
Pomponne de Bellievre.	457
Pouvoir necessaire à l'Ambassadeur.	251
Podestà de Corfou noyé.	189
Preliminaires.	265
Premier Ministre.	29 & 214
Premier Vizir.	32. 108. 164 & 176
Premiere Visite.	247 & 251
Presens des Ambassadeurs.	201
President de semaine.	42
President du Conseil de Vienne.	33
President du Conseil privé & de Castille.	36
Pretensions de la France.	323
de deux Ambassadeurs Moscovites.	288
Prince de Condé.	79. 80 & 127
Prince de Galles.	112
Prince d'Orange.	29. 43. 93 & 210
Prince Palatin, Generalissime de Suede.	115
Princes Protestants, recherchés par les Espagnols.	320
Prince de Sans enlevé.	21
Princes de Savoye & de Lorraine sujets.	199
Princes puinés d'Italie.	199
Le Prince se peut servir de tel Ministre qu'il veut.	85
Principaux Secretaires en Angleterre.	
Principes de la Politiques incertains.	150
Prislave.	282
Privance, Privados.	36
Procede Turc.	148
Prodigalité d'un Ambassadeur.	193
Protetation de la France contre le Concile de Trente.	166
Provinces Unies.	142. & 258
Prudence.	92. & 119
Publication des traittés.	378
Puisieux, Secetaire d'Estat de France.	220. 401 & 410
R.	
Raisons pourquoy la France veut la paix.	318
Rang de la Signarure aux traittés.	283
Rapport de l'Ambassadeur.	403 & suiv.
Raphaël Hierôme, Ambassadeur de Florence.	406
Ratification des traittés.	376 & suiv.
Reception de l'Ambassadeur.	235
Reduction de Siene.	120
Relation.	403
Relation des Cours de Savoye & d'Urbain.	412
de M. Temple.	412
Remarqueur de Bruxelles.	393
Remonitrance des Princes d'Allemagne.	161
René de Lucinge, Ambassadeur de Savoye.	106
Repartie forte.	172
Republique de Venise.	40. 238 & 308
Richard, Comte de Poictou.	182
Richardot.	71 & 450
Richer, Secetaire du Connestable de St. Pol.	151
Robert Boües, Ambassadeur d'Angleterre en Ecosse.	20 & 91
Rodolfe, Empereur.	33
Rodrigue de Castro, Ambassadeur de Portugal à Rome.	160
Rodrigue de Wirtemberg.	248
Rossignol.	222
Roy	

DE LA II PARTIE.

Roy d'Angleterre.	240 & 253
Roy de Dannemarc.	40. 238. 258 & 308
Roy de France.	309
Roy de Portugal.	97
Roy de Suede.	309
Les Rois ne font qu'usufruitiers.	262

S.

S aavedra, Plenipotentiaire d' d'Espagne à Munster.	5
Sages Grands.	41
Sainte Aldegonde, Ambassadeur en Angleterre.	229
Saint Aulnais, Gouverneur de Laucatte.	390
Salvius, Ministre de Suede.	80. 224. 273
	297 & 449
Salut du pavillon.	295
Satisfaction de la France.	309
Satisfaction de la Suede.	310
Scotti, Nonce en France.	59 & 76
Secours doit estre specifie dans les traittés.	295
Secetaire du Conseil d'Estat en Hollande.	43
Secetaire d'Estat.	214
Seguier, Chancelier de France.	278
Seigneurie de Venise.	215
Servien, <i>Abel.</i>	6. 51. 53. 95. 131. 175
	190. 218. 242. 246. 289 & 412
Shering Rosenhan.	82. 233 & 458
Siege de Brunsuic.	94
Siege de Novare.	114
Sigismond Battory, Prince de Transilvanie.	140
Sigismond III, Roy de Pologne.	157
Signature des traittés.	283
Silhon, Secetaire du Cardinal Mazzarin.	218
Simon Contarini, Ambassadeur de Venise en France.	108 & 384
Simon Arnould de Pomponne.	424
Simon Lentin, Moine Negotiateur.	182
Sinan Bachà.	110
Sixte V, Pape.	25. 85 & 164
Soderini, Ambassadeur de Florence au-	

prés du Pape.	406
Soranzo Bayle à Constantinople.	185
Spada, Nonce en France.	401
<i>Stadthalier.</i>	40
Stile des lettres de l'Ambassadeur.	220
La Suede ne souffre point de Catholiques.	81
Offe sa Mediation à Vienne.	241
<i>Sultan.</i>	32
<i>Sultan Soliman.</i>	163

T.

T amas, <i>Schach</i> ou Roy de Perse.	44
Tartares de Dagueithan.	161
Terlon, Ambassadeur de France en Suede.	40
Termes generaux font incommodes dans les traittés.	
Thomas Prince de Savoye.	402
Thomas Randolfe.	413
Tiers party en Allemagne.	325
Tiltre de dignité Royale.	63
Tiltres: differents pour cela.	283
Timidité est une fausse prudence.	147
Torquato Conty.	169
Torstenfon, General Suedois.	
Traitté d'Aix la Chapelle.	245. 261 & 295
d'Amboise.	372
d'Ast.	149. 305 & 339
d'Avignon.	371
de Berlin.	336 & 339
de Berwalde.	347
de Bingue.	345
de Bittgotz.	361
de Blois.	283 & 394
de Boulogne.	395
de Bovines.	307
de Breda.	360 & 398
de Bremsebro.	269 & 363
de Brnach.	353
de Brunsuic.	296 & 369
de Bruxelles.	365
de Buila.	375
Traitté de Calmthout.	366
de Charmes.	354
de Chateau en Cambresis.	70. 267
V v v z	283

T A B L E

283 & 339		366 & 381	
de Chocim.	375	de Marine.	350
de Christianople.	362	de Marienbourg.	360 & 372
de Cleves.	336 & 368	de Mayence.	345
de Coire.	341	de Mehr.	371
de Cologne.	335. 368 & 371	de Metz.	355
de Cologne sur la Sprée.	361	de Minden.	352
de Compiègue.	348 & 349	de Mirefleur.	356
de Couigsberg.	360	de Monçon.	259 & 343
de Copenhague.	269 & 363	de Mulhausen.	337
de Cousfelt.	370	de Munden.	352
de Dirshau.	365	de Munic.	351 & 369
de Dorsten.	352	de Munster.	349. 350. 365 & 370
de Dortmund.	334	de Nancy.	354 & 370
de Dusseldorp.	335	d'Odenzée.	364
Traité d'Ehrebretlein.	351	d'Olive.	361 & 365
d'Elbing.	357	d'Osnabrug.	399
d'Elfenör.	357	Traité de Paris.	332. 333. 339. 346
d'Essen.	335	348. 349. 350. 351. 353. 354. 366	
de Ferrare.	360	& 377	
de Flensbourg.	361	de Pavie.	340
de Fontainebleau.	349. 351. 358	de Peronne.	371
359 & 373		des Pirenées.	70. 263 295 & 299
de Francfort.	347	de Pise.	372
Traité de Garantie.	305 & 350	de Prag.	337 & 352
de Gueiften.	368	de Presbourg.	344
de Greenwich.	365	de Querasque.	305 & 343
de Habenhausen.	365	de Ratisbonne.	305. 343 & 402
de Haguenau.	336	de Rivoles.	356
de Hailbron.	337. 347 & 352	de Roschild.	369 & 361
de Hal en Suabe.	334 & 337	de Ruel.	370
de Hal en Saxe.	365	Traité de St. Germain.	352 & 358
de Hambourg.	297 & 348	de Santen.	334
de la Haye.	327. 330. 333. 335	de Schonvliet.	368
336 340. 346. 349. 350. 362. 363		de Segueberg.	346
&c.		de Stade.	364
de Labiau.	361	de Sternberg.	364
de Laüembourg.	346	de Stettin.	360
de Lindau.	341	de Stocolm.	357 & 358
de Lion.	332	de Stumsdorf.	364
de Liroort.	373	de Suderocra.	357
de Lisbonne.	367	de Suse.	356 & 358
de Liverdun.	353	de Tanger.	374
de Londres.	345. 346. 357. 359	de Tichfield.	346
360. 362. 364 & 367		de Tiguenhof.	347
de Lubec.	346	de Tolstrup.	269 & 361
Traité de Madrid.	333. 339. 341. 356	de Tunis.	374
		de	

DE LA II PARTIE.

de Turin.	1356
Traité de Venise.	371
de Vervins.	70. 123. 331 & 339
de Vic.	353
de Vienne	338. 344. 347 & 361
d'Ulm.	344 & 348
d'Upsal.	359
de Warfawie.	347
de Welau.	361
de Wefel.	352
de Westfalie.	305. 308 & suiv.
de Westmunster.	359 & 362
de Wismar.	348
Traité pag. 327 lig. 16 Lisez retraite.	
Tresorier general, Premier Ministre des Provinces Unies.	43
Treves de douze ans.	268. 293 & 333
Triple Alliance.	240
Trithemius, Abbé de Spanheim.	222
La Tuillerie.	53. 150. 190. 206. 247
	254. 289. 394 & 410

V.

Vauchere, Gouverneur de Calais.	136
Verreyken, Ministre d'Espagne en Hollande.	205 & 397
Villeroy, Ministre de France.	101. 204
	216 & 400
Vincent de gli Alessandri, Ministre de Venise en Perse.	44
Vincent Guffoni, Ambassadeur de Venise en France.	107. 109 277 & 382

Vinta, Secrétaire d'Etat de Florence.	291
Visites du Grand Seigneur sont fatales.	185
Vitelli, Nonce à Venise.	304
Voisinage de la France incommode à la Hollande.	322
Volmar, Ministre de l'Empereur.	451
Urbain VIII, Pape.	122. 241 & 395

W.

Waltingam, Ministre d'Angleterre.	9
	24. 46. 75. 99. 170. 217. 225
	& 413
Walter Stricland, Ministre du Parlement d'Angleterre.	90
Whiteloc, Ambassadeur du Parlement en Suede.	144
William Temple, Ministre d'Angleterre.	412 & 460
De Wit, Jean, Premier Ministre de Hollande.	214

X.

Ximen Perez Corella, Ambassadeur du Roy d'Aragon & de Naples.	158
---	-----

Z.

Zapata, Plenipotentiaire d'Espagne à Munster.	5
Zurita.	390

Vvv3



T R A I T E
D U
JUGE COMPETENT
D E S
A M B A S S A D E U R S ,

Tant pour le Civil, que pour le Criminel.

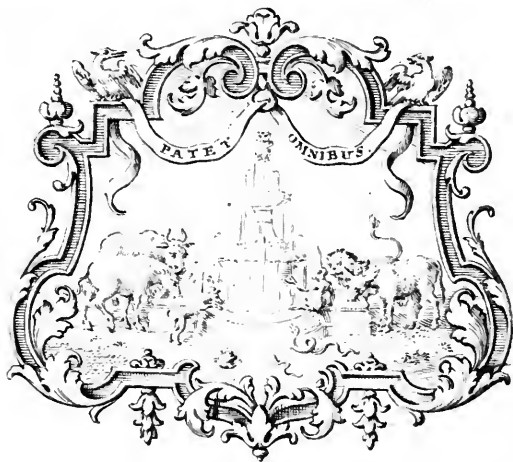
Traduit du Latin de

Mr. DE BYNKERSHOEK,

Conseiller au Haut Conseil de *Hollande &c.*

PAR JEAN BARBEYRAC,

Professeur en Droit Public & Privé à Groningue.



A L A H A Y E,
Chez THOMAS JOHNSON.
M. DCC. XXIII.

A M O N S I E U R
M O N S I E U R
E V E R A R D J U S T E L E W E ,
S E I G N E U R D ' A D U A R D ,
E T D E S V I L L A G E S D E S A D E -
P E N D A N C E , C O M M E A U S S I
D E F E R W E R T , H O O G H K E R K ,
L E E G H K E R K , D O R Q U E R T & c .
P R E ' S I D E N T D E L A C H A M B R E
Q U I A L ' I N S P E C T I O N D E S
E A U X E T C H E M I N S D E L ' A -
D U A R D E R Z Y L : I N S P E C T E U R
H E ' R E ' D I T A I R E D E S E A U X
E T C H E M I N S D E W I N S U M E R
E T S C H A P H A L S T E R Z Y L & c .
D E ' P U T E ' D E S E T A T S D E L A
P R O V I N C E D E G R O N I N G U E
E T D E S O M M E L A N D E S , D I -
R E C T E U R D E L A C O M P A G N I E
D E S I N D E S O C C I D E N T A L E S
& c . & c . & c .



M O N S I E U R ,

*En Vous offrant cette Traduction,
& les Notes dont elle est accompagnée,
* 2 je*

IV E P I T R E.

je n'ai point à craindre les reproches auxquels s'expose ordinairement l'Auteur d'une Epître Dédicatoire. Quelques beautez que l'Original puisse avoir perdu en passant par mes mains, il en conservera toujours assez de celles qui sont indépendantes de l'expression, pour se soutenir par lui-même, sans avoir besoin qu'on prévienne le Public en sa faveur, en mettant un nom illustre à la tête de l'Ouvrage. Vous le savez, MONSIEUR, mieux que personne, puis que c'est Vous-même qui m'avez engagé à entreprendre ce travail. Charmé de la lecture de l'Original, & sachant que, comme le Public souhaittoit d'en avoir une Traduction Françoisse, l'Auteur, Vôte Illustre Ami, n'étoit pas fâché que ce fût moi qui l'entreprisse, Vous m'avez fait l'honneur de me proposer cette tache. Vôte désir m'a tenu lieu de commandement, & c'est uniquement pour Vous montrer que j'ai obéi

obéi de mon mieux, que je Vous présente l'Ouvrage fait. Car que pourrois-je me proposer autre chose? Comblé de Vos faveurs; honoré de V^ôtre bienveillance avant même que j'eusse l'honneur de Vous connoître, & que je pûsse m'imaginer que Vous pensassiez à moi; convaincu de plus en plus, depuis que je suis dans ce pais où Vous avez contribué si efficacement à m'attirer, avec quelle ardeur & quelle constance Vous savez obliger ceux pour qui Vous vous intéressez; ressentant tous les jours les effets de V^ôtre bonté, qui va jusqu'à prévenir mes souhaits: je n'ai plus rien à désirer, ni à Vous demander, que la continuation de Vos bonnes grâces, dont V^ôtre inclination bienfaisante, si fort éprouvée par le passé, m'est un bon garant, assuré que je suis de ne rien faire par où je puisse m'en rendre indigne.

Il est vrai que cela même deman-

VI E P I T R E.

doit de moi un témoignage public de ma reconnoissance. Mais , quelque envie que j'eusse d'en trouver l'occasion , je craignois qu'elle ne se présentât pas d'une manière assez favorable pour me donner lieu de croire que je pouvois en profiter sans Vous déplaire. Je sai que les Epîtres Dédicatoires ne sont pas trop de Vôte goût , & qu'autant que d'autres s'en font honneur , autant appréhendez-vous d'y être en butte. Vôte modestie ne s'en accommode pas , & effectivement elle a beaucoup à souffrir , avec quelque délicatesse qu'on ménage des louanges dont bien des Auteurs font un encensoir qu'ils jettent au travers du visage de leur Héros. Ainsi il ne falloit pas moins qu'un Ouvrage entrepris par Vôte ordre même , pour m'enhardir à prendre la liberté de Vous le dédier. Refuseriez-vous , MONSIEUR , ce qui Vous appartient si naturellement , & cette grace seroit-elle la
seule

seule, que je ne pourrois obtenir de Vous ?

Je Vous la demande avec d'autant plus de confiance, que je veux m'abstenir absolument de ce qui pourroit Vous porter à me la refuser, ou à ne l'accorder qu'avec peine. Quelque violence que je me fasse à moi-même, j'aime mieux me gêner, que de Vous désobliger. Point d'éloges; aussi bien sont-ils superflus à qui Vous connoît, & Vous ne cherchez pas les applaudissemens inutiles de ceux qui ne sont pas à portée de vous connoître. Je me borne à des vœux, les plus sincères du monde, pour Vôtre prospérité, & c'est en faire pour la prospérité de cette Province, à laquelle je dois sans doute m'intéresser. Puissiez-Vous lui être long-tems utile, comme Vous l'avez été jusqu'ici, par l'attachement inviolable que Vous avez à ses véritables intérêts, par l'habileté & la dextérité merveilleuse,
avec

avec laquelle Vous savez les ménager,
& exercer les plus hauts Emplois;
par cette noble fermeté, que rien ne
peut ébranler (nous l'avons vû dans
les occasions les plus perilleuses); par
la protection généreuse, que tant de
gens trouvent en Vous, sans autre re-
commandation que celle de leur bon
droit ou de leurs besoins. Puissiez-
Vous jouir long tems du plaisir de voir
une belle Famille croître, sous Vos
yeux, dans toute sorte de belles qua-
litez de l'Esprit & du Cœur, dignes
de son rang & de Vos soins; se mul-
tiplier, comme elle fait déjà, par des
alliances, qui promettent à la Pro-
vince une longue & nombreuse Posté-
rité, instruite dans vôtre École, au-
tant par de grands exemples, que
par de sages leçons. Je m'arrête-là,
MONSIEUR, je sens que, si je
suis mon zèle, je me laisserois en-
traîner imperceptiblement où je ne
veux point venir. La retenue m'est
ici

*ici fort difficile ; & pour plus grande
sûreté , il faut finir , en Vous assû-
rant que je suis avec toute la recon-
noissance & tout le respect imagi-
nable ,*


MONSIEUR,

A Groningue, ce 9.
Novembre 1722.

Vôtre très-humble & très-
obéissant serviteur

B A R B E Y R A C.

P R É F A C E
D U
T R A D U C T E U R.

ETTE Traduction n'est pas un travail que j'aie entrepris par mon propre choix , & de mon pur mouvement. Un Seigneur de cette Province , à qui je ne puis rien refuser , m'a fait l'honneur de m'y engager : & l'Auteur lui-même a témoigné souhaiter que je m'en chargeasse , préférablement à tout autre. Je n'ai pû résister à de si fortes considérations , & elles m'ont fait même passer par dessus les obstacles qu'y opposoit la situation où je me trouvois alors.

Ce n'est pas que l'Ouvrage par lui-même n'eût assez d'attraits pour me faire prendre envie de donner quelque partie de mon loisir à le mettre en état d'être lû par un plus grand nombre de gens. Le nom seul de
l'Au-

l'Auteur est un préjugé favorable pour la bonté de son Livre : & la manière dont il s'est fait connoître au Public par diverses productions , ne promet rien que d'exquis dans cette nouvelle. Savant du premier ordre , grand Jurisconsulte , également versé dans le Droit Privé & dans le Droit Public , dans la Théorie & dans la Pratique , Conseiller d'une Cour Souveraine de Justice , après avoir exercé pendant plusieurs années les fonctions d'Avocat avec beaucoup d'applaudissement : que ne doit-on pas d'abord attendre d'un tel Ecrivain , sur un sujet comme celui qui est traité dans cet Ouvrage ? Et en faut-il davantage pour exciter la curiosité de toutes les personnes qui se piquent de lecture ?

La matiere en elle-même est aussi fort intéressante , non seulement pour les personnes que leur rang & leurs Emplois peuvent appeller quelque jour à être envoyez en ambassade ,

XII P R E' F A C E.

mais encore pour tous ceux qui peuvent avoir quelque chose à démêler, soit directement, ou indirectement, avec les Ambassadeurs; sans en excepter les simples Particuliers, qui verront ici quelles précautions ils doivent prendre, pour éviter les pertes qu'ils courroient risque de faire, à l'occasion des privilèges de ces Ministres Etrangers.

L'USAGE des Ambassadeurs en général, si l'on en excepte ceux que l'on appelle *Ordinaires*, est fort ancien: l'Histoire (a) Sainte, la plus ancienne de toutes, suffit pour nous en convaincre. Cependant il ne nous reste aucun Livre de l'Antiquité, où l'on aît pris à tâche d'expliquer les fonctions & les droits des Ministres Etrangers: le titre même d'un tel Ouvrage, entrepris par quelque Auteur Ancien, n'est point parvenu, que

(a) Voyez, par exemple, *Nombres*, XX. 14. XXI. 21. II. Samuel, V. 11. &c.

(1) Une partie de ce Lieu commun fut publiée en Grec, sans aucune Version, par FULVIUS URSINUS, à Anvers, en M. D. LXXXII. L'autre, aussi pur Grec, par D A-

que je sâche , jusqu'à nous. Les Fragmens des Jurisconsultes Romains n'indiquent rien de semblable : tout ce que l'on trouve par-ci par-là dans le DIGESTE , & dans le CODE , ne regarde presque que les Députez d'une Ville ou d'une Province de l'Empire , qui alloient à *Rome* auprès de leur Souverain. L'Empereur CONSTANTIN *Porphyrogennète* s'avisa , vers le milieu du X. Siècle , de faire compiler par diverses personnes un vaste Recueil de Lieux communs d'Histoire , de Politique , & de Morale , parmi lesquels il s'en trouvoit un (1) *Des Ambassades* , que nous avons encore aujourd'hui : mais ce ne sont que des Extraits historiques , tirez des Historiens de tous les siècles précédens.

Les Jurisconsultes Scholastiques sont les premiers , qui ont écrit quelque

DAVID HÖSCHELIUS , à *Augsbourg* , en M. DC. III. Celle-ci se trouve , avec une Version & des Notes , dans un des Volumes de l'HISTOIRE BYZANTINE , Edition du Louvre.

XIV P R E F A C E.

que chose sur ce sujet, à leur manière; & on a vû depuis un assez grand nombre d'Ouvrages, où tantôt la Jurisprudence, tantôt la Politique, & tantôt la Littérature, dominant, selon le goût & le génie des Auteurs. On trouve, dans un de ces Traitez, composé en François par JEAN HOTMAN, & intitulé, *De la charge & dignité de l'Ambassadeur*, une liste (2) de ceux qui avoient paru jusqu'alors: & une autre, dans la Préface d'une Dissertation Latine de CHRISTOPHLE BESOLD, docteur Allemand, *De Legatis eorumque jure*.

DE tous les Auteurs en ce genre, que j'ai vus, les plus considérables sont ALBERIC GENTIL, *De Legationibus*, qui fut imprimé pour la première fois à Oxford, en M. D. LXXXV. CHARLES PASCHAL, dont le Livre, intitulé *Legatus*, parut à Rouen, en M.

(2) C'est ce que dit notre Auteur dans sa Préface: & il se sert apparemment de l'Edition de Dusseldorp, publiée en M. DC.

M. D. XCVIII. & fut depuis augmenté de plusieurs Chapitres par l'Auteur , dans l'Edition de *Paris*, M. DC. XIII. sur laquelle est faite celle d'*Amsterdam* , chez *Elzevir*. HERMAN KIRCHNER, qui publia à *Lich*, en M. DC. III. son *Legatus, ejusque jura, dignitas & officium*: dont il donna, cinq ans après, à *Marpurg* , une autre Edition , augmentée; & une troisième, augmentée de nouveau, en M. DC. XIV. FRIDERIC DE MARSELAER, dont le *Legatus* fut imprimé à *Anvers*, en M. DC. XXVI. & a été depuis rimprimé ailleurs plus d'une fois. Enfin, ABRAHAM DE WICQUEFORT, dont les *Mémoires touchant les Ambassadeurs* , & le grand Ouvrage , qui a pour titre, *L'Ambassadeur & ses fonctions* , sont aujourd'hui les plus connus, les plus estimez, & les plus recherchez. On

DC. XIII. & qui est la troisième. Car je ne vois point de pareille liste, dans mon Edition, qui est la seconde de *Paris*, M. DC. IV.

On peut dire de tous ces Ouvrages en général, qu'ils fournissent bien des matériaux sur un sujet si vaste : mais il faudroit quelcun qui les mît en œuvre, pour en faire un corps regulier. L'ordre & la méthode y manquent beaucoup, &, & ce qui est plus considérable, on y raisonne souvent sur des principes ou faux, ou douteux, ou vagues, ou confus & peu liez.

IL N'Y a guères ici de question plus importante, que celle qui regarde les privilèges des Ambassadeurs, par rapport à la Jurisdiction, soit civile ou criminelle, de la Puissance auprès de qui ils sont envoieez : & cependant c'est peut-être celle qui avoit été traitée avec le moins d'exactitude. Un cas particulier, arrivé depuis peu, qui y avoit du rapport, est cause que nôtre Auteur a pris la plume pour la discuter à fond ; comme il nous l'apprend lui-même, & dans sa Préface, & dans (a) le corps de l'Ouvrage. Un

(a) Chap.
XIV, §. 2.

Un Envoié du Duc de *Holstein* auprès de Leurs Hautes Puissances les *Etats Généraux* de ces Provinces, s'étoit fort endetté dans le commerce des actions de la *Mer du Sud*, à la fin de l'année M. DCC. XX. Ses Créanciers s'adressèrent à la *Cour de Hollande*, qui là-dessus accorda saisie de tous les effets du Ministre Etranger qu'on pourroit découvrir, qui ne seroient pas nécessaires pour son usage; & le fit en même tems citer par devant Elle. L'Envoié s'en plaignit aux *Etats Généraux*, comme d'une infraction du Droit des Gens faite en sa personne. La *Cour de Hollande*, à qui appartient la connoissance de ces sortes de causes, justifia amplement ces procédures dans une Lettre qu'Elle écrivit en réponse aux Etats de la Province. L'affaire faisoit grand bruit, & nôtre Auteur étoit souvent questionné là-dessus dans les conversations particulières. Il dit ce qu'il en pensoit :

* * *

il

xviii P R E' F A C E.

il fit plus , il promit d'exposer son sentiment au grand jour de l'Impression , & il ne manqua pas de tenir parole bien tôt après. Son Livre parut au mois d'*Août* de l'année passée M. DCC. XXI. & c'est le seul avantage qui soit revenu au Public à l'occasion d'un négoce le plus ruineux qui aît jamais été inventé.

L'affaire, dont il s'agissoit alors, ne regardoit, comme on voit , que la Jurisdiction Civile. Mais la Jurisdiction Civile a ici trop de liaison avec la Jurisdiction Criminelle, eu égard aux fondemens du privilège des Ambassadeurs, pour qu'on puisse les separer, sans faire regarder la matière comme traitée à demi. Il y a d'ailleurs encore plus de difficulté pour ce qui regarde la Jurisdiction Criminelle, que pour ce qui est de la Jurisdiction Civile. Ainsi on doit être fort obligé à nôtre Auteur, de ce qu'il a traité la question entière, avec toute son érudition & tout son discernement.

Je

Je puis affûrer, qu'on n'avoit jamais vû , sur ce fujet, d'Ouvrage auffi exact, auffi bien raifonné, auffi clair, auffi fimple, auffi méthodique, auffi plein; & où néanmoins tout foit traité auffi brièvement. On y trouvera des principes fuffifans, pour réfoudre aifément toutes les queftions qui peuvent naître là-deflus dans l'occafion.

Le deffein principal de l'Auteur étoit, & devoit être, par rapport au cas particulier qu'il avoit en vuë, de rechercher ce qu'établiffoient là-deffus les Loix & l'Ufage du païs. Il ne diffimule point, bien loin de là il s'attache expreffément à montrer, par des faits incontestables, que la *Cour de Hollande* a ici varié dans fes décifions, & qu'Elle n'a pas été toujours d'accord avec Elle-même. Il propofe & explique les dernières Déclarations de Leurs Hautes Puiffances les *Etats Généraux*, sur ce qui regarde les privilèges des Ambaf-

fadeurs par rapport à la Jurisdiction Civile. Mais il n'en demeure pas là: il remonte, comme il faut, jusqu'au *Droit des Gens*, qui bien entendu, est toujours celui auquel il faut enfin avoir recours, pour décider les questions qu'on peut avoir à examiner sur toute cette matière.

J'AI donc lieu d'espérer, qu'on recevra favorablement la Traduction d'un tel Ouvrage. J'ose dire, qu'elle est très-fidèle: & je ne serois point excusable si je commettois des fautes considérables, puis que j'ai pû consulter l'Auteur même, lors que j'avois le moindre doute sur le sens de ses paroles. Le stile de l'Original, quoi que ferré, est exact & clair à qui entend la Langue & la matière: je n'ai guères eu besoin de demander des explications à l'Auteur, que sur quelque peu d'endroits, où il s'agissoit de choses, dont je n'aurois pû m'instruire que par le moien de certains Livres dans une Langue qui
m'est

m'est inconnue. J'ai tâché d'ailleurs de rendre la lecture de cet Ouvrage aussi commode & aussi agréable, qu'il m'a été possible, à ceux en faveur de qui je l'ai traduit. L'Auteur m'a communiqué quelques petites corrections ou additions, dont j'ai fait usage.

Mais comme, dans les Traductions que j'ai publiées jusqu'ici, je ne me suis pas borné à la fonction de simple Traducteur, y ajoutant toujours, plus ou moins, quelque chose du mien, je n'ai pas cru devoir changer de méthode pour le coup: cela me conviendrait encore moins, que par le passé. Il est vrai que l'entreprise paroît d'abord plus délicate, s'agissant de traduire un Auteur plein de vie, à qui l'on pourroit croire que cette liberté ne feroit point agréable. Mais Mr. DE BYNKERSHOEK est d'un tout autre caractère: & c'est en vertu d'un plein-pouvoir général de sa part, que j'ai fait tout

ce dont je vais rendre compte en gros.

Nôtre Auteur est un de ces Ecrivains du plus haut vol , qui n'écrivent que pour les Savans , & qui ne veulent dire , autant qu'il se peut, rien que de nouveau. Il en a fait plus d'une fois sa déclaration , & il a raison de se mettre sur ce pié-là. Quand on est si riche de son propre fonds , & qu'on a d'ailleurs tant d'occupations aussi importantes , que celles à quoi engage l'Emploi de Conseiller dans une Cour Souveraine , par devant laquelle sont portez un grand nombre de Procès , & des plus considérables de tout le païs ; on fait très-bien de laisser à d'autres le soind'emprunter ce qui a été déjà dit , pour le tourner à leur manière , & y joindre leurs propres observations. On doit ménager son tems , pour communiquer au Public , sans de grands délais , les trésors de science & de nouvelles découvertes , que l'on possède ,

féde ,

féde, tels que ceux dont nôtre Auteur laisse entrevoir de tems en tems qu'il a fait bonne provision.

Mais cette manière d'écrire, autant qu'elle est commode pour épargner de la peine à de tels Auteurs, autant en doit-elle donner nécessairement à un Traducteur, qui veut faire lire l'Ouvrage avec fruit & avec plaisir dans quelque Langue vulgaire. Dès-là, on doit supposer, que la plûpart des Lecteurs ne feront rien moins, que Savans. Ceux qui ont quelque teinture de Science, n'ont pas toujours autant d'attention & de pénétration qu'il en faut, pour bien comprendre ou suivre les raisonnemens d'un Auteur, qui suppose des gens accoûtumés, comme lui, à méditer, & à entendre quelquefois à demi mot. On examine des pensées d'autrui, que l'on rapporte en abrégé : on allégué des faits, dont on n'expose pas toutes les circonstances, que bien des personnes peuvent souhaiter de
fa-

savoir: on ne repéte pas, dans une juste étendue, ce qui a été déjà dit de bon: on se contente, sur tout cela, de renvoyer aux Auteurs, que l'on critique, ou que l'on approuve, ou que l'on appelle en garantie. Une infinité de gens n'ont ni le moien, ni la volonté, de s'éclaircir là-dessus. Les Livres nécessaires pour cela leur manquent, ou bien ils ne les ont pas sous la main, ou même ils aiment mieux ignorer ce qu'ils voudroient savoir, & n'entendre qu'imparfaitement l'Ouvrage qu'ils lisent, que de se donner la peine, trop fatigante pour eux, de chercher les choses dans les sources qu'on leur indique. Si l'on ne trouve moien de s'accommoder & de suppléer ici en quelque manière à leur peu de lumières, ou à leur paresse, il est à craindre qu'ils ne se dégoûtent, ou qu'ils ne tirent pas grand profit de la lectu-

(1) *Tam festinante calamo, ut nunc scriptum vides*
Me-

lecture des meilleurs Ouvrages de la nature de ceux , dont je parle ; quelque soin qu'on aît pris de le mettre à leur portée , par une Traduction la plus exacte & la plus claire qu'il est possible.

La chose étoit d'autant plus nécessaire ; dans celle-ci , que nôtre Auteur déclare lui-même , à la fin de sa Préface, (1) qu'il a composé cet Ouvrage *en homme des plus occupez*, & à la hâte , comme on pourroit d'abord l'inferer , quand il ne le diroit pas , du peu de tems qu'il s'est écoulé entre l'affaire qui lui a donné occasion d'écrire sur ce sujet , & la publication de (a) son Livre : circonstance , qui , bien loin d'être de mauvais augure , servira à faire d'autant plus admirer l'heureuse facilité & l'érudition féconde de celui qui peut , dans un espace si court , concevoir & enfanter des productions si bien di-

(a) Il parut au mois d'Août de l'année passée 1721.

Memineris etiam , me non aliter scribere , quàm solent occupatissimi. Præfat. in fin.

* * * *

digérées & si solides. Quand avec cela il lui seroit échappé quelque petite inadvertence, bien loin d'en être surpris, il faudroit admirer qu'il ne s'en fût pas glissé davantage, & de plus considérables. Une attention, qui se soutient si fort, au milieu d'une foule de grandes occupations, doit être bien affermie par l'habitude.

Je me suis donc mis à la place du plus grand nombre de Lecteurs, pour l'usage desquels une Traduction, comme celle-ci, est destinée: & j'ai tâché de les contenter, sans oublier néanmoins tout-à-fait les autres. Après m'être fait une idée nette des principes & des raisonnemens de mon Auteur, j'ai expliqué, éclairci, confirmé, dans mes Notes, tout ce que j'ai cru en avoir besoin. J'ai marqué en peu de mots de quoi il

(2) *De Jure & Judice Legatorum Diatribe: Quâ Legatorum immunitas & impunitas, tam ex Jure Natura strictè sic dicto quàm ad Gentes applicato, asseritur; quid Juris necessarii, quid voluntarii & pactitii sit, demonstratur; H.*

il s'agissoit dans les endroits d'autres Livres , auxquels nôtre Auteur ne faisoit que renvoyer , ou dont il n'indiquoit le contenu que d'une manière qui laissoit quelque chose à désirer. J'ai ajouté par-ci par-là des choses qui m'ont paru à propos , soit pour les faits , soit pour le fond des pensées. J'ai réfuté quelquefois des raisons ou des objections proposées par d'autres contre des principes ou des raisonnemens semblables à ceux dont nôtre Auteur se sert ; sur tout quand je les ai trouvées dans des Livres qui ne sont pas tombez entre ses mains. Tel est entr'autres un Traité Latin, qui a été publié en M. DCC. XVII. plus gros que celui-ci , mais écrit d'un stile & dans un goût bien différent , & où il s'en faut bien qu'on entre dans un si grand détail. Il est intitulé, (1) *Des droits*



GROTIJ *conjectura adversus Dissertationem* LUDERITZIO - COCCEJANAM & PRESBEUTAM *vindicantur*; & WICQUEFORTIUS *suppletur* &c. A STEPH. CASSIO. Francof. 1717.

xxviii P R E' F A C E.

& du *Fuge des Ambassadeurs* ; & je soupçonne fort que l'Auteur ne se soit déguisé sous le nom de STEPHANUS CASSIUS. S'il s'appelle ainsi véritablement, il paroît au moins fort zélé pour les intérêts de la Cour de *Suède*, telle qu'elle étoit alors : & il donne assez à entendre qu'il n'a composé son Ouvrage que pour justifier les plaintes qu'elle faisoit sur la détention du Comte de *Gyllenborg* en *Angleterre*, & du feu Baron de *Gortz* dans ces Provinces. Ainsi ce cas particulier, qui se rapporte à la question de la Jurisdiction Criminelle, donna naissance à l'Ouvrage de cet Auteur ; comme le nôtre s'est déterminé depuis à composer le sien, à l'occasion d'un cas qui se rapporte à la Jurisdiction Civile.

Pour revenir à mes Notes, j'y ai rapporté en Original les passages citez, soit Grecs, ou Latins, ou Flamands, lors que cela m'a paru nécessaire ou de quelque utilité. J'ai
véri-

vérifié & examiné toutes les citations dans les sources, autant qu'il m'a été possible. J'ai indiqué celles de quelques passages, ou de quelques exemples, qui ne l'étoient pas dans l'Original, ou dans les Auteurs cités, sur tout dans W I C Q U E F O R T, qui ne nomme presque jamais les garants, de quoi on le blâme ^(a) avec raison. On trouvera aussi des échantillons de bevuës que lui, ou d'autres, ont commises, faute d'attention ou d'exactitude.

J'ai plus fait: j'ai eu le courage de proposer mes difficultez sur les choses mêmes, & sur les pensées de mon Auteur, ou l'application qu'il fait de certains passages. Je lui en avois d'abord communiqué quelques-unes, sur quoi on verra dans mes Notes sa réponse: mais ni son loisir, ni le mien, n'ont pas permis que j'allasse plus loin. Il y a d'ailleurs de ces difficultez, qui sont fondées sur une diversité d'idées, ou de lan-

gage, qui demanderoit beaucoup de tems, & une situation plus à portée de conferer là-dessus, pour qu'on pût se bien éclaircir; après quoi peut-être ne conviendrait-on pas encore. J'ai donc cru, que, sans attendre davantage, & pour mettre au plutôt un Ouvrage si utile entre les mains des Lecteurs François, ou qui entendent mieux le François que le Latin, je pouvois, après avoir rendu les pensées de mon Auteur avec la dernière exactitude, dire naïvement ce que je pensois, ou qui me faisoit de la peine; d'autant plus que je suis parfaitement d'accord avec lui sur le fond de la question principale qui fait le Sujet de cet Ouvrage. Toute la différence roule sur une différente manière de concevoir le *Droit des Gens*, dont il s'agit; & sur le point précis où commence l'état d'hostilité qui met fin à l'engagement de respecter un Ambassadeur.

Bien

Bien loin que je craigne que l'Auteur me lâche mauvais gré d'avoir témoigné n'entrer pas toujours dans ses sentimens , je suis sûr qu'il verra que je ne pouvois mieux marquer la haute idée que j'ai de lui , & la sincérité de tout ce que je dis à sa louange. Une approbation sans réserve est fort suspecte , ou mérite peu d'entrer en ligne de compte , sur tout de la part d'un Traducteur , qui , comme tel , croit ordinairement qu'il y va de son honneur de prévenir tout soupçon qu'il y aît rien à reprendre dans son Original. Il y a une si grande différence entre les génies des Hommes , & dans la manière dont chacun envisage les choses , que quiconque fait usage de sa Raison trouvera , dans les plus excellens Ouvrages des plus grands Maîtres , & qu'il estime le plus , quelque chose dont il ne s'accommodera pas tout-à-fait , & peut-être avec assez de fondement. De sorte que ,
quand

quand on s'y prend d'une manière à donner tout généralement pour incontestable, on se fait soupçonner, ou de basse flatterie, ou d'admiration aveugle. Il ne conviendrait ni à mon Auteur, ni à moi, de m'exposer à de tels soupçons. Et il est fort au-dessus de cette foiblesse, dont les Grands Hommes ne sont pas toujours exemts, de ne souffrir qu'avec peine la moindre contradiction. Il m'a d'ailleurs lui-même réduit en quelque manière à la nécessité de dire mon sentiment, en me faisant l'honneur de me citer, tout à la fin de cet Ouvrage, sur ce que j'ai dit il y a long-tems dans la première Edition de mon grand P U F E N D O R F, *Du Droit de la Nature & des Gens*. Je ne pouvois, ce me semble, après cela, me dispenser de déclarer ce que je pense à l'heure qu'il est, & quelle impression ont fait sur moi les principes & les raisonnemens de Mr. de B Y N K E R S-

H O E K,

HOEK, examinez avec toute l'attention que demande une Traduction comme celle que je donne.

Une autre chose m'y engageoit indispensablement. J'avois eu déjà occasion d'examiner avec soin la matière, dans mes Notes sur GROTIUS, *Du Droit de la Guerre & de la Paix*, qui quoi que sous la presse depuis long tems, ne verront le jour qu'après cette Traduction. Le Chapitre, où ce grand homme traite des Ambassades, étoit déjà imprimé, quand l'Original du Livre de Mr. DE BYNKERSHOEK parut; & j'aurois bien souhaité que cet Ouvrage fût venu plutôt, pour revoir là-dessus mes Notes. Mais n'y ayant plus de remède, il falloit ou retracter les choses que j'ai dites dans ces Notes, ce que je n'aurois pû faire de bonne foi; ou que je donnasse lieu de le croire par mon silence, ce qui seroit revenu à peu près au même. Le seul parti qui me

ref-

restitoit, étoit celui que j'ai pris. Il m'a donné occasion d'éclaircir & de confirmer mes pensées : de sorte qu'on peut regarder toute cette Traduction, avec les assortimens, comme un bon supplément au Chapitre de GROTIUS touchant le droit des Ambassades, & aux Notes dont il est accompagné. Je voudrois, de tout mon cœur, que mes difficultés, bien ou mal fondées, contribuassent quelque chose, fût-ce à mes dépens, à la découverte ou l'éclaircissement de la Vérité, & des regles inviolables de la Justice, qui est le but commun de mon Auteur & de moi. Personne n'est plus disposé à changer de sentiment, & à se faire honneur, bien loin d'avoir honte, de reconnoître ses fautes, dès que j'en serai convaincu ou de moi-même, ou par autrui.

Mais c'est trop s'arrêter à une espèce de justification, qui est fort superflue par rapport à un Auteur,
dont

dont les qualitez du Cœur vont du pair avec celles de l'Esprit. Aussi ne l'ai-je entreprise, que par rapport à ceux qui connoissant son mérite, & en étant, comme moi, pleins d'admiration, mais jugeant des autres par eux-mêmes, pourroient trouver étrange que j'eusse pris une liberté, dont ils croiroient, à sa place, devoir se scandalizer.

Je n'ajouterais plus qu'un mot, sur mon travail. C'est que, pour la commodité des Lecteurs François, j'ai divisé quelquefois les paragraphes de chaque Chapitre un peu autrement qu'ils ne sont dans l'Original, & mis ensuite à chacun son *numero*. De là il reviendra un autre avantage, par rapport à la Table, que j'ai dressée, des choses ou des Auteurs, sur quoi il y a quelque chose de remarquable dans cet Ouvrage. En renvoyant au Chapitre, & au paragraphe, sans a-

xxxvi P R E' F A C E.

voir égard au nombre des pages,
l'*Index* peut servir pour toutes les
Editions, & être ainsi touûjours beau-
coup plus correct.



T A B L E

D É S

C H A P I T R E S.

CHAP. I. *Que l'on donne aux Ambassadeurs divers Titres, & différens caractères, qui mettent entr'eux quelque différence par rapport à leur rang & leur état. Mais que tout cela ne fait rien à la question, dont il s'agit, qui est de savoir, Quel est leur Juge compétent?*

Pag. 1

CHAP. II. *Par quel principe on doit décider la question, du Juge Compétent des Ambassadeurs.*

8

CHAP. III. *Sur quel pié doit être regardé un Prince, par rapport à la Jurisdiction compétente, lors qu'il se trouve en personne dans un Pais étranger.*

17

CHAP. IV. *Si l'on peut faire saisir les biens d'un Prince, qui se trouvent dans les terres d'un autre Etat, & par là les rendre Sujets à la Jurisdiction du pais?*

39

CHAP. V. *Du droit qu'ont les Ambassadeurs d'être regardez comme des Personnes sacrées; & si c'est ce qui leur donne le Privilege d'être exemts de la Jurisdiction du lieu où ils sont en ambassade.*

47

CHAP. VI. *Décisions du Droit Romain au sujet des Legati; & de quelles sortes de Ministres Publics les Jurisconsultes veulent parler.*

57

CHAP. VII. *Qu'à en juger par la Raison toute seule, on dispute & l'on peut disputer pour &*

* * * * *

3

con-

TABLE DES CHAPITRES.

contre sur la Question du Juge Compétent des Ambassadeurs. 74

CHAP. VIII. Raison particulière du privilege qu'ont les Ambassadeurs de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile. Comment on peut savoir, si cette raison, ou quelque autre, a été autorisée par un consentement des Peuples. Témoignages & exemples que l'on trouve là-dessus en fait de Causes civiles. 86

CHAP. IX. Remarques sur une Déclaration des Etats Generaux, qui permet aux Ambassadeurs de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile, en matiere de Causes Civiles. Opinion de Grotius sur ce sujet, accompagnée aussi de quelques reflexions. 97

CHAP. X. Où c'est qu'un Ambassadeur doit être appelé en Justice, pour affaires civiles, & de quelle maniere on peut s'y prendre. Comment il faut en user ici, à l'égard de ceux qu'on appelle Consuls d'une Nation. 108

CHAP. XI. Par devant quel Tribunal on doit appeller en Justice un Ambassadeur, qui, avant son Ambassade, demeureroit dans le lieu même où il l'exerce. 115

CHAP. XII. Diverses Questions touchant le Juge competent des Ambassadeurs, selon leur différente condition. 126

CHAP. XIII. Si tous les Ambassadeurs, quelque rang & quelque titre qu'ils aient, ont le privilege de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile. 137

CHAP. XIV. D'un Ambassadeur Marchand ou Negociant. 146

CHAP. XV. Des Gens de la suite d'un Ambassadeur. 157

CHAP. XVI. Pour quelles causes un Ambassadeur

TABLE DES CHAPITRES.

leur peut être appelé en Justice dans le lieu où il exerce son emploi · Et comment on doit, en ce cas-là, lui signifier l'adjournement	167
CHAP. XVII. Où c'est qu'on doit accuser un Ambassadeur coupable de quelque Crime? Qu'il est difficile de décider là-dessus par les principes de la Raison toute seule. Que cependant l'opinion de Grotius paroît la mieux fondée.	189
CHAP. XVIII. Quel est l'usage des Peuples à l'égard du Juge compétent des Ambassadeurs, en matiere de Crimes.	204
CHAP. XIX. Où l'on traite encore des exemples, par où se prouve l'usage des Nations; Et l'on répond aux Objections qui peuvent être faites ici.	225
CHAP. XX. Des Crimes commis par quelcun de la suite d'un Ambassadeur.	236
CHAP. XXI. Si l'Hôtel des Ambassadeurs doit servir d'Azyle.	247
CHAP. XXII. S'il y a quelques cas particuliers, pour lesquels on puisse arrêter un Ambassadeur?	257
CHAP. XXIII. Si les Ambassadeurs peuvent renoncer au privilege du renvoi, Et se soumettre à la Jurisdiction d'un Juge d'ailleurs incompetent.	270
CHAP. XXIV. Opinions différentes de divers Auteurs, sur le Juge compétent des Ambassadeurs.	280

ERRATA.

- Pag. 19. Not. ligne 3. §. 13. Lisez : §. 16.
 Pag. 41. lig. 27. *n'avait-on* : Lif. *n'aurait-on*.
 Pag. 74. lig. 21. *qu'elles* : Lif. *Et qu'elles*.
 Pag. 81. Not. lig. dernière : ajoutez : *Leg. XIX*.
 Pag. 122. dans la Note, lisez : §. 8.
 Pag. 135. Not. lig. 9. ajoutez : *Leg. XX*.
 Pag. 137. lig. 16. *Puissance aussi Souveraine* : Lif.
Puissance Souveraine.
 Pag. 142. lig. 4. *de l'admettre* : Lif. *d'admettre*.
 Pag. 143. à la marge, *lett. a* Lif. *pag. 934, 935*.
 Pag. 155. à la marge, *in fin*. Lif. §. 10.
 Pag. 160. lig. 13. *attribué* : Lif. *attribuée*.
 Pag. 192. Not. lig. 7. *les Juges* : Lis. *sés Juges*.
 Pag. 200. lig. 4. *par toute* : Lif. *pour toute*.
 Pag. 211. Not. lig. penult. Lif. §. 9.
 Pag. 225. à la marge, après *Cap. 18*. ajoutez : §. 4.
 Pag. 242. Not. lig. 12. *Et à moins* : Lif. *à moins*.
 Pag. 243. & 245. au haut des pages, mettez *Chap.*
XX. au lieu de Ch. XVIII.
 Pag. 254. à la marge, *lett. 9.* au lieu de *pag. 472,*
473. mettez : *pag. 452, 453.*
Ibid. letr. *b.* lif. *pag. 796.*
 Pag. 271. Not. lig. 2. *ce Peines* : Lisez : *ces Peines*.
 Pag. 276. lig. dern. mettez en marge : *Placat. III. 3. 7.*
 Pag. 290. Not. §. VIII. après *Chap. XVII.* mettez
 §. 8. au lieu de §. 7.


JUGE COMPÉTENT DES AMBASSADEURS,

Tant pour le Civil, que pour le Criminel.

~~~~~

## CHAPITRE I.

*Que l'on donne aux AMBASSADEURS divers TÎTRES, & différens caractères, qui mettent entr'eux quelque différence par rapport à leur rang & leur état: mais que tout cela ne fait rien à la question, dont il s'agit, qui est de savoir, Quel est leur Juge compétent?*

§ I.  Es Anciens ne distinguoient pas différentes sortes de personnes envoyées de la part d'une Puissance auprès d'une autre Puissance: on ne trouve guères, dans les Auteurs Latins, qui en font mention, que le mot de (1) *Legatus*,  
ou

§.I. (1) Ce mot signifie proprement une personne qu'on envoie; & l'usage l'affecta ensuite particulièrement à ceux qui étoient envoyez par autorité publique, soit du Souverain, soit de quelque autre. Je ne remarquerois pas cela, si l'Auteur de la Dissertation *De Jure & Judice Legatorum*, qui a paru en M. DCC. XVII. sous le nom de STEPHANUS CASSIUS, ne vouloit tirer de l'étymologie même du mot *Legati*, une preuve, que les Ambassadeurs représentent la personne du Prince, comme étant ses *Lieutenans*. Sect. I. §. 25. Mais, soit que ce terme vienne de *legere*, choisir, comme le dit VARRON (*De Ling. Lat. Lib. IV. pag. 23. & 57.*  
A Ed.

## 2 DU JUGE COMPETENT

ou celui d'*Orator*. Aujourd'hui on donne divers titres à ces Ministres Publics : mais l'Emploi est au fond le même ; & toutes les distinctions qu'on fait , sont plutôt fondées sur le plus ou moins d'éclat avec lequel ils soutiennent leur dignité , ou sur la pension plus ou moins grosse , qui leur est assignée , que sur quelque autre raison qui aît du rapport à leur Caractère.

§. II. TOUT le monde connoît ces différens noms , que l'usage a introduits ; & d'autres (1) Auteurs les rapportent en détail. Celui d'*Orateur* , qui étoit si commun chez les (2) *Romains* , est presque entièrement inusité. Je trouve seulement , que les *Etats Généraux des Provinces Unies* qualifient ainsi , dans les anciennes Ordonnances , ceux qu'ils envoioient en ambassade à la Porte.

§. III. IL N'Y A même (1) aucune trace , dans toute l'Antiquité , de la distinction , qui est aujourd'hui la plus connue & la plus suivie , en

*Ed. H. Steph.*) parce qu'on choissoit ceux qu'on envoioit ; soit qu'ils aient été ainsi appelez , *quod lege fieri solebant* , comme le prétend *GROTIUS* (*Sparfion. flor. ad Jus Justinian.* pag. 227.) avec peu de vraisemblance : on ne sauroit nier , que les mots *Legare* & *Legatus* ne donnent par eux-mêmes l'idée d'un envoi , dans les anciens Auteurs de la bonne Latinité , auxquels on en appelle. Je ne veux , pour le prouver , que ce passage de *PLAUTE* :

— — — *Ubi primum terram tetigimus ,*  
*Continuo Amphitruo delegit viros primorum principes ,*  
*Eos LEGAT , Telebois jubet sententiam ut dicant suam.*  
*Amphitr. Scen. I. vers. 48 , & seq.*

En vain dit-on , qu'il y a quelquefois des Ambassadeurs , qu'on n'envoie point , parce qu'ils se trouvoient déjà dans le lieu de l'Ambassade. Comme s'il ne suffisoit pas que ce soit l'ordinaire d'envoier les Ambassadeurs d'un lieu à un autre ! Et d'ailleurs , au lieu de l'exemple du Prince *Radzivil* , tiré du dernier Siècle , il auroit fallu en produire quelqu'un de l'Antiquité , où l'on auroit eu bien de la peine à en trouver.

§. II.

en *Ambassadeurs Extraordinaires*, & *Ambassadeurs Ordinaires*. Les *Ambassadeurs Extraordinaires*, tels qu'étoient autrefois tous ceux qu'on envoioit, sont ceux que l'on charge seulement d'une certaine négociation particulière. Au lieu que les *Ambassadeurs Ordinaires* sont ceux que l'on tient dans les Cours des Etats, dont on est ami, pour y ménager toute sorte d'affaires, & même pour épier ce qui s'y passe.

§. IV. LE changement de la situation des choses, dans nôtre *Europe*, aiant rendu fort commodes ces sortes d'Ambassadeurs Ordinaires, en a aussi fait introduire l'usage. Les anciens *Romains* n'en avoient pas besoin, à cause du peu de commerce qu'ils entretenoient avec les *Etrangers*, & parce qu'ils n'avoient pas tant à craindre de la part de l'Ennemi. Ils se reposoient sur la grandeur de leur Empire, & sur les Troupes qu'ils tenoient continuellement aux frontières : quelquefois même ils défendoient expressement

§. II. (1) Voyez le Chapitre I. de WICQUEFORT; & ci-dessous, Chap. XIII.

(2) On en trouvera des exemples, aussi bien que de quelques autres noms dont les Auteurs Latins se servent, dans ALBÉRIC GENTIL, *De Legationibus*, Lib. I. Cap. 2. & dans le *Legatus* de CHARLES PASCHAL, Cap. II.

§. III. (1) C'est ce que GROTIUS a remarqué, *De Jure Belli ac Pacis*, Lib. II. Cap. XVIII. §. 3. à la fin; & après lui, WICQUEFORT, Liv. I. Sect. I. où il ajoute, que les *Polonois* même aujourd'hui ne souffrent pas volontiers chez eux des Ambassadeurs Ordinaires. Pag. 17. FRIDERIC DE MARSELAER, qui n'en approuve guères l'usage, croit qu'il a été introduit par *Ferdinand de Castille & d'Aragon*, surnommé le *Catholique*, Lib. II. Diff. XI. pag. 319. Edit. Amst. Mr. THOMASius, après un Auteur déguisé sous le nom de JUSTIN PRESBEUTA, (que je n'ai jamais vu, & que l'on croit être HENNIGES) en rapporte l'origine aux *Nonces du Pape*, Not. in HUBER. *De jure Civit.* Lib. III. Sect. IV. Cap. 2. §. 8.



ment le commerce avec les Etrangers, pour empêcher, comme ils (1) le temoignoient eux-mêmes, que ceux-ci ne découvriſſent les ſecrets de leur Empire. Mais, lors que cet Empire eut été détruit, les affaires changerent entièrement de face. Il s'éleva pluſieurs Princes Souverains, & pluſieurs petites Républiques ſe formèrent. Le Commerce ſ'accrut & ſe répandit de tous côtez: on trafiquoit ordinairement dans des païs ſoumis à une autre Domination, où l'on ne peut guères vaquer ſurement à ſes affaires, ſans quelque puiffant Patron, qui prenne en main la défenſe des Marchands. Pour ne pas dire, que les ſujets de crainte ſ'augmentoient de jour en jour, & qu'il y avoit de fréquentes plaintes portées de part ou d'autre au nom du Public; ce qui fournifſoit des occasions preſque perpétuelles d'envoyer des Ambaſſades. Auffi n'y a-t-il eu depuis rien de plus commun, que les Ambaſſadeurs Ordinaires. Et ſi quelques Princes encore aujourd'hui ne ſ'en ſervent point, ce ſont ſeulement ceux, dont les Sujets, comme autrefois les *Romains*, ſe tiennent plus renfermez dans l'enceinte de leurs Etats.

§. V. Les Ambaſſades Ordinaires ſont avantageuſes aux *Provinces Unies*, auffi bien (1) qu'aux autres Nations; & je ne vois pas qu'on en

§. IV. (1) Cela paroît par la Loi ſuivante, que l'Auteur indique ici: *Mercatores, tam Imperio noſtro quàm Perſarum Regi ſubjectos, ultra eà loca, in quibus fœderis tempore cum memoratâ natione nobis convenit, nundinas exercere minimè oportet: ne alieni regni, quod non convenit, ſcrutentur arcana.* CoD. Lib. IV. Tit. LXIII. De Commerciis & Mercatoribus, Leg. 4.

§. V. (1) L'Auteur, qui ſe nomme STEPHANUS CASSIUS, ſe déclare auffi pour l'utilité des Ambaſſades de réſidence,

en puisse douter raisonnablement, si l'on fait attention aux raisons qui viennent d'être alleguées. La question fut néanmoins proposée & débattue, dans l'Assemblée extraordinaire des *Etats Généraux*, tenuë en M. DC. LI. mais on n'y décida rien, & on se contenta de renvoyer l'affaire aux Assemblées ordinaires de Leurs Hautes Puissances.

§. VI. AU RESTE, quel que soit le nom qu'on donne aux Ambassadeurs, quelle que soit l'Ambassade, Ordinaire ou Extraordinaire, quelque différence qu'il y aît entre les honneurs qu'on rend à ces Ministres Publics, selon la dignité & le titre, tant de celui qui les envoie, que de celui auprès de qui ils sont envoyez; on doit tenir pour maxime constante, à en juger, comme il faut, par le Droit des Gens, que la personne de l'Ambassadeur est toujours également sacrée, & qu'on est également tenu de lui laisser une pleine & entière jouissance des droits qu'ont les Ambassadeurs, considerez comme tels. Le Jurisconsulte ULP IEN, au moins, n'y met aucune distinction, lors qu'en parlant des violences injustes dont on doit les mettre à couvert, il dit, (1) que, *si l'on frappe, ou que l'on outrage de quelque autre manière, un Ambassadeur, ou quelqu'un de sa suite, on contrevient à la Loi Julienne touchant*

dence, contre lesquelles la plupart de ceux qui ont traité cette matière se sont déchainés, seulement à cause des abus qu'il y a ici, comme dans toutes les choses humaines. Voiez la *Seff.* I. §. 38. de la Dissertation, que j'ai déjà citée.

§. VI. (1) *Item, quod ad Legatos, Oratores, comitesve adinebit, si quis eorum quem pulsasse, sive injuriam fecisse arguetur* [Lege Julia de vi publica tenetur] DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. VI. *Ad. L. Jul. De Vi Publ. Leg. 7.*

*chant les Violences Publiques.* POMPONIUS, & les anciens Jurisconsultes qu'il cite, étendent aussi (2) à tous les Ambassadeurs indifféremment le privilège qui les rend inviolables. Ces grands hommes entendoient trop bien le Droit Public, dont ils faisoient aussi profession, pour ne pas mettre au même rang, en ce qui est fondé sur le Droit des Gens, tout Ambassadeur qui vient avec des Lettres de créance d'un Prince Souverain, ou d'un Peuple Libre.

§. VII. *LES États de Hollande*, suivant ce principe, dans les défenses qu'ils ont faites d'user d'aucune violence injuste envers les Ambassadeurs, y ont compris & spécifié toutes les sortes de Ministres Etrangers, qui sont aujourd'hui en usage. Car en l'année M. DC. LI. ils firent publier une Déclaration, dattée du 29. de *Mars*, par laquelle ils menacent des derniers effets de leur indignation ceux qui feront quelque injure ou quelque insulte aux Ambassadeurs, en leur Hôtel, en leur personne, ou celle des gens de leur suite, & autres choses à eux appartenantes: soit, ajoûtent-ils, (1) *qu'il s'agisse d'Ambassadeurs, ou de Résidens, ou d'Agens, ou d'autres Ministres de Rois, Princes, Républiques, &c. lesquels portent le nom de Ministres Publics.* Les *États Généraux des Provinces Unies* ne font non plus aucune distinction entre tous ces Ministres Etrangers, dans une Déclaration du 9. de *Septembre* M. DC. LXXIX. ni dans une Ordon-

nan-

(2) *Si quis Legatum hostium pulsasset, contra jus Gentium id commissum esse existimatur: quia Sancti habentur Legati.* DIGEST. Lib. L. Tit. VII. De Legationib. Leg. ult.

§. VII. (1) *Ambassadeurs, Residenten, Agenten, of andere Ministers van Coningen, Princen, Republycquen, of andere, de naam van publieke Ministers dragende.* On trouvera la

Dé-

nance du 19. *Juin* M. DC. LXXXI. dont nous parlerons plus au long ci-dessous : mais Leurs Hautes Puissances s'expriment en sorte qu'Elles disent tantôt , les *Ambassadeurs* & autres *Ministres*, & tantôt Elles parlent seulement des *Ambassadeurs*, prenant ce mot dans sa signification générale.

§. VIII. AINSI, dans la question que nous avons à examiner, qui consiste à savoir, Quel est le Juge compétent des Ambassadeurs, il ne faut pas distinguer de quel rang ils sont, & quel titre on leur donne. Car le privilège qu'ils ont de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile, ils le tiennent du Droit des Gens, qui l'accorde aux Ambassadeurs du second ordre, & d'un rang encore plus inférieur, aussi bien qu'à ceux du premier. Je ne sai sur quel fondement la *Cour de Hollande* décida autrement, en l'année M. DC. XLIV. & d'une manière encore plus claire, en l'année M. DC. LIX. Car Elle (a) déclara, que, si les Ambassadeurs sont hors de la Jurisdiction des Puissances, chez qui ils résident, cela ne regarde que ceux qui sont envoyez, comme elle s'exprime, avec une dignité éminente, & que l'on appelle *Ambassadeurs* par excellence. La même Cour publiant en la même année M. DC. XLIV. un Mandement contre ceux qui s'attrouppent auprès de l'Hôtel d'un Ministre Etranger, & qui y font du tumulte ou des violences, ne parle que des

*Am-*

Déclaration toute entière, traduite par WICQUEFORT, dans son *Traité De l'Ambassadeur*, Sect. XXVII. pag. 809, 810. de l'Edition de la *Haïe*. Je cite toujours cette Edition, comme fait aussi l'Auteur : ce qui soit dit une fois pour toutes.

(a) *Aitzema*, Lib. XXIV. pag. 792. & Lib. XXXIX. pag. 680.

*Ambassadeurs*: comme si c'étoit assez pour les autres Ministres d'un rang inférieur, d'être sous la protection commune des Loix, ou qu'on ne dût pas les protéger de la même manière que les Ambassadeurs du premier ordre! Mais ne viennent-ils pas également les uns & les autres sous la foi publique? Ne sont-ils pas tous envoyés de la part d'un Souverain? Et si, pour faire moins de dépense, ou pour quelque autre raison, on leur donne différens titres, cela peut-il rien changer aux droits de leur caractère commun? Il y a des Princes, qui n'envoient jamais des *Ambassadeurs*, ainsi nommez selon l'usage moderne: exclurra-t-on les Ministres de ces Princes des privilèges du Droit des Gens? Pour nous, nous n'avons garde d'adopter de telles maximes de Droit Public. WICQUEFORT <sup>(b)</sup> & AITZEMA <sup>(c)</sup>, les condamnent aussi avec raison, après plusieurs autres.

(b) *L' Ambassadeur*,  
Liv. I. Sect.  
V. princ.  
pag. 109.  
& Sect.  
XXVII.  
pag. 813.  
(c) *Lib.*  
XXIV. pag.  
799, 800.

---

## CHAPITRE II.

*Par quel PRINCIPE on doit décider la question, du JUGE COMPETENT DES AMBASSADEURS.*

§. I. **I**L PAROÎT par ce que nous venons de dire dans le Chapitre précédent, que la question, dont nous avons à traiter, regarde tous

CH. II. §. II. (1) *Extra territorium jus dicenti, impune non paretur.* DIGEST. Lib. II. Tit. I. De Jurisdictione, Leg. ult.

(2) *Si quis, in jus vocatus, non ierit, ex causâ, à competenti Judice, multâ, pro jurisdictione Judicis, damnabitur.* DIGEST. Lib. II. Tit. V. *Si quis in jus vocatus &c.* Leg. II.

tous ceux généralement qui sont envoyez, en qualité de Ministres Publics, de la part d'une Puissance auprès d'une autre. Mais avant que d'examiner, en quel endroit les Ambassadeurs doivent être appelez en Justice, ou accusez, il est bon de rechercher l'origine & la nature du droit qu'a un Juge, de prétendre que telle ou telle Cause soit portée devant son Tribunal.

§. II. *TOUTE Jurisdiction, & Civile, & Criminelle*, appartient au *Souverain* seul, qui peut l'exercer ou par lui-même, ou par autrui. Mais de quelque manière qu'il en dispose, elle ne sauroit jamais s'étendre plus loin, que sur les Personnes, ou les Biens, qui dépendent de sa domination : car comme, selon la maxime du Droit Civil, (1) *on peut impunément refuser d'obéir à un Juge qui veut connoître de ce qui est hors de son ressort* ; c'est aussi une règle inviolable du Droit des Gens, *Qu'on ne doit commander, qu'à ses Sujets*. Tout dépend donc ici de la *Sujettion*, sans laquelle la *Jurisdiction* n'a aucune force, non plus que l'*Assignment en Justice*, qui la précède. Si une personne étant appelée en Justice, n'y va point, elle encourt, selon le Droit Romain, (2) la peine d'une amende : or peut-on condamner à une amende, quelcun qui ne dépend point de nous ? Si, lors qu'on a été appelé en Justice, on donne pour répondant une personne, qui ne relève pas de la jurisdiction de celui par devant lequel on a été cité, (3) la Caution est re-

gar-

II. §. 1. On peut voir là-dessus le grand C U J A S, *Recit. in Paul. ad Edict. Tom. V. Opp. Ed. Fabrot. pag. 11, 12.*

(3) A moins que la Caution n'ait renoncé spécialement à son privilège : *Si quis, in jus vocatus, Fidejussorem dederit in Judicio sistendi causâ, non suppositum jurisdictioni illius, ad*  
B
quem

gardée comme non-donnée. Tout Magistrat a droit, pour maintenir sa juridiction, de condamner à quelque peine, (4) *selon l'étendue de son pouvoir* : or quel pouvoir a-t-il sur des Personnes, ou des Biens, qui sont hors de sa juridiction ? Un Juge peut-il contraindre quelqu'un, qui ne dépend point de lui, (5) à faire ou souffrir ce que porte la Sentence, dont l'exécution est le but & la fin de tout Jugement ? Si l'on appelle quelqu'un en Justice dans le lieu où il réside, c'est parce qu'il relève de la domination de celui qui est Maître de ce lieu. Si l'on appelle quelqu'un en Justice dans le lieu où il a contracté, c'est parce qu'il étoit Sujet dans le tems qu'il traitoit là, & qu'ainsi il s'est soumis à cette juridiction. Lors que la Loi dit, que quiconque s'engage par un Contrat doit le tenir, elle parle des Sujets de l'Etat, & entant que tels : sans quoi cette déclaration de la volonté du Législateur est fort inutile, comme l'est toute Ordonnance, par rapport à ceux qui ne reconnoissent point l'autorité de celui de qui elle émane.

§. III. LA *Sujettion*, comme je l'ai insinué un peu plus haut, est de deux sortes. L'une, des *Personnes* : l'autre, des *Biens* situez dans les terres

*quem vocatur, pro non dato Fidejussor habetur, nisi specialiter suo privilegio renunciaverit.* DIGEST. eod. Tit. L. I.

(4) *Omnibus Magistratibus, non tamen Duumviris, secundum jus potestatis suae, concessum est, jurisdictionem suam defendere poenali judicio.* DIGEST. Lib. II. Tit. III. *Si quis jus dicenti non obtemper.* Leg. I. princ.

(5) *Ad id, quod extremum est in jurisdictione*, dit nôtre Auteur. Ce sont les propres termes du paragraphe 1. de la Loi, qui vient d'être citée, & sur le sens desquels on peut consulter le beau Commentaire de Mr. NODD, sur le même Titre, pag. 80.



res de l'Etat, dont il s'agit. L'une & l'autre fait que l'on doit reconnoître tel ou tel Tribunal, comme compétent.

§. IV. LE Juge compétent d'une *Personne*, est celui du lieu de son domicile, parce que chacun dépend du Magistrat établi dans l'endroit où il demeure, à moins qu'il n'ait quelque privilège particulier qui l'en exemte. C'est aussi par cette qualité seule de Sujet qu'il faut juger, si l'on a droit de faire arrêter quelcun. Je ne dois pas m'étendre ici à examiner si ces *Arrêts* (pour me servir d'un terme de Barreau, qui est présentement reçu par tout) étoient en usage chez les *Romains*, & s'ils autorisoient à prendre connoissance des affaires pour lesquelles on les avoit ordonnez, comme cela se pratique aujourd'hui presque par tout pais. Je n'oserois assûrer, qu'ils fussent absolument hors d'usage; & il me semble au contraire, qu'on trouve quelque chose de semblable dans ce qui nous reste des *Ecrits* des anciens Jurisconsultes. Si un Gouverneur de Province, après avoir, en sortant de charge, déclaré dans les *Regîtres* du Trésor Public l'argent qui lui restoit de son administration, le garde ensuite par devers lui, on n'a pas à la vérité contre lui *action* (1) de *Résidu*, mais celui qui

gou-

§. IV. (1) *Residua pecunia actio*, c'est-à-dire, pour reste d'argent, ou pour argent retenu. C'est qu'on ne pouvoit intenter cette action qu'un an après la reddition de comptes: jusques-là, celui qui gardoit l'argent, n'étoit regardé que, comme Débiteur privé du Fisc; au lieu qu'au bout de l'an, il falloit qu'il rendît trois fois autant, comme ayant voulu retenir les deniers publics qui lui restoit de son administration. *Cum eo autem, qui, quum Provinciâ abiret, pecuniam, qua penes se esset, ad ararium professus, retinuerit, non esse residua pecunia actionem: quia eam privatus Fisco debeat; ideo inter debitores eum ferri; eamque ab eo is, qui hoc imperio*

gouverne actuellement la Province peut se faire rendre cet argent, *en saisissant les effets du Débiteur*, EN L'ARRETANT LUI-MEME, ou le condamnant à une amende : c'est la décision de PAUL. Et que l'on aît quelque juridiction sur les Etrangers même, du moins pour les Causes Criminelles, c'est ce que PROCULUS donne à entendre, lors qu'après avoir dit, que les Peuples Libres & Alliez sont regardez comme Etrangers par rapport à nous, il ajoûte, (2) que néanmoins *ceux des Nations Alliées sont accusés*

*rio utitur, exigeret, id est, PIGNUS CAPIENDO, CORPUS RETINENDO, mulctam dicendo. Sed eam quoque Lex Julia residuorum post annum residuam esse jussit.* Lib. XLVIII. Tit. XIII. *Ad Leg. Jul. Peculatus &c.* Leg. IX. §. ult. *Qua lege damnatus, amplius tertiâ parte, quam debet, punitur.* Ibid. Leg. IV. §. 5. Voyez les *Semestria* de PIERRE DU FAUR, Lib. I. Cap. XXII. au commencement.

(2) *At fiunt apud nos rei ex Civitatibus Fœderatis, & in eos damnatos animadvertimus.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captiv. & Postlimin.* Leg. VII. §. 2. J'avouë, que j'ai suivi dans mes Notes sur GROTIUS, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. I. Chap. III. §. 21. l'opinion de feu Mr. le Baron de SPANHEIM, qu'il a établie dans son *Orbis Romanus*, sur tout au Chap. X. de la seconde Dissertation. Selon cet illustre Savant, le Jurisconsulte PROCULUS a mal défini la condition des Peuples qu'on nommoit alors *Libres* ou *Alliez*, en donnant l'idée de ce qu'ils étoient dans les premiers Siècles de la République, & dont ils ne conservoient, de son tems, d'autre reste, que la permission de se gouverner par leurs propres Loix (*αὐτονομία*.) Les Romains traitoient d'ailleurs ces Nations d'une manière à faire bien sentir, qu'elles n'avoient qu'une ombre d'indépendance : & sur ce pié-là, il ne faut pas s'étonner, qu'ils connussent, quand ils le jugeoient à propos, des accusations intentées contre quelque Citoyen d'un tel Peuple, soit que le Crime eût été commis à Rome, ou que le Coupable y fût venu après l'avoir commis ailleurs ; soit qu'on le contraignît de venir, pour y être jugé, comme nous voions qu'Hérode, Roi des Juifs, fut obligé d'aller se justifier devant Marc Antoine, sur ce qu'on l'accusoit d'avoir fait mourir Aristobule, (Jo-

*cusez en Justice par devant nous , & punis en conséquence du Jugement rendu contr'eux.* Il y a une autre Loi, (3) où le Jurisconsulte PAUL pose en fait la même chose. Et on chercheroit en vain quelque autre fondement d'un tel droit , que la Sujettion ; comme c'est aussi de là uniquement qu'il faut tirer l'origine des *Arrêts* , dont l'usage est aujourd'hui si commun & si étendu. Car en vertu dequoi arrête-t-on les biens de quelcun , si ce n'est parce qu'ils dépendent de celui qui les fait saisir ,  
soit

SEPH. *Antiq. Jud.* XV. 4.) car , dans les paroles de PROCULUS , dont il s'agit , on ne distingue point , si l'Accusé est ou n'est pas actuellement dans les terres de la juridiction des Romains. J'ai proposé cette difficulté à Mr. DE BYNKERSHOEK : mais il persiste à croire , que toute la Loi doit être entendue de Peuples véritablement libres & indépendans. Il se fonde sur la définition même & l'autorité de l'ancien Jurisconsulte , comme aussi sur ce qu'ils sont qualifiez *Etrangers* (*Externi* ,) tels que ceux dont il est parlé dans la Loi précédente , qui est de POMPONIUS. Mr. le Baron de SPANHEIM a allegué une autre Loi , qui semble prouver que ces Nations Etrangères n'étoient pas pour cela indépendantes , puis qu'on y regarde comme coupables du crime de Lèze Majesté ceux qui , de propos délibéré , empêchent qu'un Roi de quelque Nation Etrangère n'obéisse au Peuple Romain : *Cujusque dolo malo factum erit , quo Rex EXTERÆ NATIONIS Populo Romano minus obtemperet.* DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. IV. *Ad Leg. Juliam Majest.* Leg. IV.

(3) Il s'agit , dans cette Loi , des Etrangers , c'est-à-dire , de tous ceux qui ne sont pas de la Province , où commande un Gouverneur , & qui y ont commis quelque violence. Le Jurisconsulte dit , que le Gouverneur a pouvoir de les punir , aussi bien que ceux de sa Province. *Habet interdum imperium & adversus extraneos homines , si quid manu commiserint : nam & in Mandatis Principum est , Ut curet is , qui Provinciæ præest , malis hominibus Provinciam purgare : nec distinguitur , unde sint.* DIGEST. Lib. I. Tit. XVIII. *De officio Præsidis* , Leg. III.

soit (4) meubles, ou immeubles? Et pourquoi est-ce que cette saisie donne la Jurisdiction, dans l'affaire dont il s'agit, si ce n'est parce que le Juge peut faire exécuter sa Sentence sur les biens de celui qu'il a condamné? Les Praticiens, ingénieux à inventer des chicanes subtiles, croient que, pour se rendre Juge compétent, il suffit de faire saisir la moindre chose appartenante à quelcun, quoi qu'elle soit de telle nature, qu'on ne puisse y faire aucune exécution de ce que le Juge ordonne ou défend. Je n'examine pas maintenant sur quoi est fondée cette maxime: il me suffit, que l'on tienne pour constant, qu'il n'y a que la Sujettion qui puisse autoriser une saisie de biens. Il faut dire la même chose des Personnes. Car soit qu'on fasse arrêter des Etrangers sur ses propres terres, ou des Sujets du même Etat dans un autre territoire, avec la permission de ceux à qui il appartient, tout le droit qu'on a vient de ce que, par tout où chacun se trouve, il est censé Sujet du Maître du país, &, comme tel, obligé de se soumettre à la Jurisdiction de celui par ordre duquel il a été appelé en Justice. Ainsi je ne comprends pas ce que veut dire NEOSTADIUS, (a) lors qu'il pose en fait, que *la Cour seule peut ordonner un Arrêt, pour des causes exprimées dans le Droit; & que les Villes aussi ont ce pouvoir*

(a) Decis.  
Suprem.  
Curia 83.

(4) Il n'y a point de doute, à l'égard des Immeubles, qui étant inséparables des Terres de la domination de quelcun, doivent par cette raison en dépendre nécessairement. Mais pour ce qui est des effets mobilières, je ne sais si, mis à part la coutume des *Arrêts* qui s'est introduite, on peut aisément montrer leur dépendance. Ils ne sont attachés à aucun lieu, & ainsi ils semblent devoir suivre toujours le Propriétaire. La difficulté est d'autant plus grande, que  
notre

voir par privilège ; mais que les Princes ne l'ont pas donné aux Villages. On ne trouve dans le Droit aucunes causes exprimées, qui seules autorisent la Cour de Hollande à faire arrêter quelqu'un, ou ses effets. Il n'y a non plus aucun privilège, qui donne ce droit aux Villes. Et par tout où le Magistrat du lieu a juridiction pleine & entière, les Arrêts s'ordonnent légitimement, à la campagne même, à moins que cela ne soit défendu par quelque Loi, ou par une Convention réciproque, ou qu'il n'y ait quelque privilège, en vertu duquel les intéressez soient exemts du Droit commun. Ces Loix, ces Conventions, & ces Privilèges, sont en grand nombre : mais je ne m'arrêterai pas à les indiquer en détail. C'est à ceux qui les allèguent à les prouver : autrement il faudra, à mon avis, qu'ils en passent par le Droit commun ; & je ne fais nul état de pauvretes semblables à celle que je viens de rapporter.

§. V. IL Y A une merveilleuse diversité de sentimens entre le commun des Docteurs, sur l'origine des *Arrêts*. Si l'on est friand de ces sortes de disputes, on n'a qu'à consulter PECKIUS (a), BUSIUS (b), HILLIGER (c), GROENEWEGEN (d), & feu Mr. (e) VOET. Ou plutôt on peut ne pas s'embarrasser de tout ce qu'ils disent, & considérer seulement les di-

vers

notre Auteur ci-dessous (*Chap. III. § 5.*) ne peut se résoudre à convenir, qu'un Etranger, qui ne fait que passer, soit pendant ce tems-là Sujet de l'Etat. La dépendance des Personnes, encore même qu'elles ne soient dans le pays que pour peu de tems, est bien plus nécessaire pour la fin de tout Gouvernement Civil, que la dépendance des effets mobilières d'un Etranger, qui les laisse dans le pays le moins qu'il peut, & contre le gré de qui ils s'y trouvent souvent.

(a) *De Jure*  
*sistendi*,  
Cap. 2.

(b) *Ad L. I.*  
*Dig. De*  
*Judiciis*,  
num. 7.

(c) *Ad Do-*  
*nellum enu-*  
*cleat. Lib.*  
*XVII.*

Cap. 14.  
liter. L.

(d) *Ad L.*  
*unic. Cod.*

*Ubi conve-*  
*niatur qui*  
*certo loc.*  
*dare promiss.*

Tom. II.  
pag. 78.

*Tract. De*  
*Legib.*

*abrogat.*  
(e) *Ad Tit.*

*Dig. De in*  
*jus voc. r*

num. 22,  
& 23.

vers Etats distincts qu'il y a aujourd'hui, & les différentes Sujettions, tant des Personnes, que des Biens, qui naissent de là. Pendant que l'Empire Romain étoit gouverné par une seule Tête, on ne pouvoit pas tant s'accommoder de l'usage des *Arrêts*, qui est un moien violent, & incommodé aux Sujets d'un même Etat. Mais lors que l'Empire Romain eut été divisé en un grand nombre de Gouvernemens distincts, & même de petites parties, chacune Souveraine & indépendante, chaque Etat pensa à sa commodité, & à celle de ses Sujets, sur tout par rapport aux affaires qu'ils pouvoient avoir avec les Etrangers. Et quoi que depuis ce tems-là plusieurs petits Etats aient été réunis sous un même Gouvernement, en sorte qu'ils ne font plus qu'un seul Corps, ils semblent néanmoins avoir retenu l'usage ancien, qu'ils suivoient chacun en particulier, pendant qu'ils étoient séparés. On exerça d'abord ce droit contre les Etrangers, & cela avec quelque apparence de raison, puis que les Loix ne pensent pas tant à leur avantage, qu'à celui des Sujets & des Habitans du pays. C'est ainsi que les petites Seigneuries, dans lesquelles la Hollande étoit autrefois partagée, faisoient saisir les personnes ou les biens des Etrangers; comme il paroît par diverses Loix anciennes de ce pays. Mais dans la suite, quoi que réunies, elles ont conservé l'usage de ce droit (1) l'une par rapport à l'autre: & il a passé en loi commune, que chacun peut être appelé en Justice par tout où il se trouve, & arrêté même, si l'on craint

§. V. (1) Cela se pratique aussi dans les autres Provinces, excepté en *Frise*; où même on se sert de la voie des *Arrêts*, par droit de Rétorsion, contre ceux des autres pays, où l'usage

craint qu'il ne s'évade; la seule présence étant censée soumettre toute personne à la juridiction d'autant de Territoires qu'il y en a de distincts, & en divers Etats, & sous un seul & même Prince. C'est aussi la maxime que nous suivons aujourd'hui, à moins que, comme je l'ai déjà dit, il n'y ait là-dessus quelque règlement particulier, qui ne le permette pas.

### CHAPITRE III.

*Sur quel pié doit être regardé un PRINCE, par rapport à la Jurisdiction compétente, lors qu'il se trouve en personne dans un PAÏS ÉTRANGER.*

§. I. **A**VANT QUE d'examiner la question, dont il s'agit, par rapport à un Ambassadeur, qui représente la personne de son Maître, il faut dire quelque chose du Maître même, c'est-à-dire, d'un Souverain qui ou se trouve en personne dans les Etats d'une autre Puissance, ou y a des biens, qui lui appartiennent.

§. II. ICI, aussi bien que dans toutes les autres Questions qui se présenteront à examiner, nous distinguerons toujours avec soin les *raisons d'Etat*, d'avec les *raisons de Droit*, & nous ne rechercherons pas tant ce qui est avantageux, que ce qui est permis, si l'on veut user de ses privilèges.

§. III.

sage en est généralement établi. Voyez JOANN. A SANDE *Decisiones Curia Frisica*, Lib. I. Tit. XVII. Defin. 3.



§. III. IL Y A des Auteurs, qui prétendent, qu'en vertu du pouvoir qu'a un Prince dans les Terres de son obéissance, tous ceux qui s'y trouvent sont censez être ses Sujets; jusques-là qu'un Roi même, (1) qui séjourne dans un Pais Etranger, est regardé, pendant ce tems-là, comme dépouillé de ses droits de Souveraineté, & mis au même rang que tout Particulier, Membre de cet Etat; obligé par conséquent de suivre les Loix & les Coûtumes des lieux où il demeure. Il faut, dit-on, que la chose soit ainsi nécessairement, puis que quiconque entre dans un Pais Etranger, n'y est reçu & ne peut y être reçu que sous cette condition tacite. Un (a) Jurisconsulte Anglois pose en fait, que l'Empereur même, s'il se trouve sur les terres d'un autre Etat, n'est que *comme simple Particulier*; & il allégué là-dessus ses garants. DANIEL MOLLER, (b) Auteur Allemand, dit que les Princes, en ce cas-là, dépendent de la Jurisdiction du pais, où ils sont, tout de même que chaque Particulier; & il produit aussi des autoritez. RICHARD ZOUCH, (c) Anglois, est à peu près de même sentiment, & il cite deux (2) ou trois exemples de Princes, qui ont été condamnés

(a) *Arthur Duck, De usu & autorit. Jur. Civil. Lib. II. Cap. V. num. 9.*

(b) *Semestr. Lib. IV. Cap. 20. num. 2.*

(c) *De Jur. Feclal. inter Gent. Part. II. Sect. II. Quæst. 6. pag. 127.*

CH. III. §. III. (1) C'est ce que prétend aussi feu Mr. COCCÆJUS, dans sa Dissertation *De Legato sancto, non impuni* (Cap. II. §. 16.) dont nôtre Auteur fait mention ailleurs; mais sur tout dans une autre Dissertation Académique, intitulée, *De fundatâ in Territorio, & plurium concurrente potestate*, Tit. II. §. 12. Les raisons qu'il allégué, fondées sur des principes assez creux, comme la plupart de ceux qu'il débite sur ces matières, ont été examinées & réfutées depuis peu, par l'Auteur de la Dissertation *De Jure & Judice Legatorum*, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, Sect. II. §. 18, & seqq. Celui-ci veut, avec raison, que le Prince Etranger ne vienne point malgré le Souverain du pais,

nez juridiquement dans un Pais Etranger, où ils se trouvoient.

§. IV. MAIS je ne vois pas pourquoi un Prince qui est dans les Etats d'un autre Prince, ne pourroit pas, pendant ce tems-là même, exercer, par rapport aux siens, les droits de Souveraineté. Ceux qui le nient, & qui rabaisissent jusques-là l'autorité d'un Prince, par cette seule raison qu'il séjourne en pais étranger, se trompent assurément, soit qu'on en juge par la Raison, ou par le consentement des Peuples. A la vérité, pour ce qui regarde la Souveraineté de l'Etat, où il se trouve, il est clair, qu'un tel Prince ne sauroit faire légitimement aucun acte de Souverain. Et comme la Jurisdiction est une des parties de la Souveraineté, c'est avec grand' raison qu'on trouva mauvais en *France*, que la Reine *Christine* y eût fait exécuter dans son Hôtel un de ses gens, (1) pour avoir revelé ses secrets. Rien n'empêche pourtant, qu'un Prince, pendant qu'il est sur les terres d'un autre, n'exerce certains actes de Souveraineté (2) par rapport à ses propres Sujets, qui s'y trouvent aussi; comme l'explique l'Auteur Anglois, que nous venons de citer.

#### §. V.

ou à son infü. Voyez ce que dit là-dessus PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. IV. §. 21.

(2) Voyez ci-dessous, §. 13. de ce Chapitre.

§. IV. (1) Voyez ci-dessous, §. 16. de ce Chapitre.

(2) Annoblir, par exemple, un de ses Sujets; le faire Duc, Baron: car cela ne donne aucune atteinte à la Souveraineté du Maître du pais où il se trouve. RICHARD ZOUCH, *De Jur. & Judic. Fecial.* Part. II. Sect. II. *Quest.* 9. à qui nôtre Auteur renvoie, a copié ici JOSIAS NOLDEN, *De Statu Nobilium Civili*, Cap. II. pag. 49, 50. num. 184, & seqq. qui rapporte plus d'exemples & d'autoritez sur ce sujet.

§. V. DU RESTE, je n'oserois soutenir, à l'égard même d'un simple Particulier, ce que les Docteurs, dont j'ai parlé, accordent si libéralement, par rapport à un Prince, qui est entré dans les Etats d'un autre. Et en effet, le moien de se persuader, qu'un Particulier, qui n'est ni Bourgeois, ni Habitant, & qui par hazard fait quelque séjour dans un Pais Etranger, relève (1) dès-lors, comme Sujet, de la Jurisdiction de ce Pais? Posons qu'un *François* vienne en *Hollande*, & qu'il y aille de côté & d'autre, pour voir ses Amis, ou pour régler ses affaires avec les Marchands, ou pour voir ce qu'il y a de curieux,

§. V. (1) Si l'on soumet en tout & par tout un tel Etranger à la Jurisdiction des lieux par où il passe, c'est-là sans doute une extrémité peu raisonnable. Mais on peut garder ici un milieu; & il faut voir, à mon avis, en ceci comme en toute autre chose, jusqu'où un Souverain, qui ne reçoit les Etrangers que parce qu'il le veut bien, est & peut être censé leur donner permission d'entrer & de passer sur ses Terres, comme Etrangers. Rien ne l'oblige nécessairement à exiger qu'ils reconnoissent, pendant ce tems-là, sa jurisdiction pour toute sorte d'affaires qu'ils peuvent avoir à démêler, en quel tems & avec qui qu'ils aient contracté. Mais, comme Souverain, il est tenu d'empêcher que les Etrangers ne causent aucun dommage à ses Sujets, & de leur en procurer, autant qu'en lui est, une réparation prompte & aisée. Supposé donc qu'un Etranger, peu connu ou point du tout, bien connu, si l'on veut, ait acheté, par exemple, quelque chose dans le pais, & qu'il ne veuille point paier; faudra-t-il que le Vendeur, Citoyen ou Habitant, perde ou coure risque de perdre son bien, ou que, pour être païé, il entreprenne un voyage, qui lui coûtera peut-être plus que la valeur de la Dette? Supposons encore, que l'Etranger aiant contracté ailleurs ait refusé obstinément de satisfaire l'autre Partie, ou de lui donner caution; le Souverain du pais ne pourra-t-il pas l'y contraindre, en faveur de son Sujet? Il peut y avoir d'autres cas, & d'autres circonstances, où le Souverain, qui reçoit des Etrangers, négligeroit l'intérêt & la défense de ses Sujets, s'il ne se reservoit quelque Jurisdiction sur les premiers; de sorte qu'alors il doit être censé l'avoir stipulé tacitement. Les

rieux, & apprendre, en voiageant, les mœurs & les coûtumes du País; un tel homme reconnoîtra-t-il pour ses Juges compétens ceux de toutes les Villes par où il passe? Rien n'est plus vrai, ni plus équitable, que la décision du Jurisconsulte PAUL sur ce sujet. Voici ses propres paroles: (2) *Disons-nous, que si l'on a acheté ou vendu quelque chose à un Marchand Etranger, que l'on savoit devoir partir incessamment du lieu où le marché se concluoit, on ne doit pas être mis en possession des biens qu'il peut avoir laissez là, mais le poursuivre en Justice dans le lieu de son domicile? Et qu'au contraire, si le Marchand avoit*  
*bou-*

*Représailles* ont quelque chose de bien plus dur: & cependant elles sont fondées sur le Droit même de Nature, appliqué à la constitution des Societez Civiles; comme je tâche de le montrer, sur GROTIUS, III. 2. 2.

(2) *Numquid dicimus, eum, qui à Mercatore quid comparavit advena, vel ei vendidit, quem scit inde confestim profecturum, non oportet ibi bona possidere, sed domicilium sequi ejus? at si quis ab eo, qui tabernam vel officinam certo loci conductam habuit, in eâ caussâ est, ut illic conveniatur? quod magis habet rationem. Nam ubi sic venit, ut confestim discedat, quasi à Viatore emptis, vel eo qui παραπλεῖ, id est, praternavigat, emit, durissimum est, quotquot locis quis navigans, vel iter faciens, delatus est, tot locis se defendi. DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. XIX. §. 2.* On peut voir là-dessus CUYAS, *Observ.* Lib. XI. Cap. 13. & *Recit. in DIGEST.* Tom. IV. Opp. pag. 150, 151. Dans les paroles, qui précèdent immédiatement, il y a (pour le dire en passant) quelque chose de corrompu, à quoi CUYAS remédie, en lisant *debebit*, pour *videtur*: mais peut-être vaut-il mieux, en laissant *videtur*, lire à la fin de la période, *se defendere DEBERE*. Le mot *debere* peut avoir été aisément omis par les Copistes, à cause de la ressemblance avec *defendere*. Au reste, le Jurisconsulte PAUL ne parle que des différentes Jurisdictions d'un même Empire; & à cet égard, il en faut juger par les Loix Civiles, qui peuvent régler les choses de la manière qu'elles le jugent à propos, & favoriser qui il leur plaît de ceux qui dépendent d'un Souverain commun.

*boutique ou magasin de louage dans un certain quartier du lieu où l'affaire s'est faite, il peut y être adjourné ? Cela est plus raisonnable. Car, quand le Marchand n'est venu que pour s'en retourner incessamment, c'est comme si l'on avoit acheté d'un Voyageur qui ne faisoit que passer, par terre ou par mer : & il seroit très-dur d'être obligé à répondre en Justice, dans tout autant de lieux par où l'on passe, & auxquels on aborde, en voyageant. Cette distinction fut aussi approuvée par le Droit Romain, selon lequel cependant le lieu du Contract fonde par lui-même une Jurisdiction compétente ; au lieu qu'aujourd'hui c'est tout autrement presque par tout pais.*

§. VI. AUTRE chose est, quand on change de domicile d'un Pais à l'autre, & que par là on cesse d'être Sujet de l'Etat, des terres duquel on sort. Car chez tous les Peuples, à la reserve de la *Chine*, de la *Moscovie*, & de l'*Angleterre*, il est libre, & il l'a toujours été à chacun, de se transplanter ailleurs, & par là de dépouiller la Sujettion où l'on étoit, par rapport au Souverain du Pais qu'on a quitté. C'est ce que les *Etats Généraux* des *Provinces Unies* soutiennent au long, contre les prétensions de l'*Angleterre*, dans

§. VI. (1) *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap. V. §. 24. On pourra voir là-dessus mes Notes.

(2) *Incola & his Magistratibus parere debet, apud quos incolatus est, & illis apud quos civis est: nec tantum municipali Jurisdictioni in utroque municipio subiectus est, verum etiam omnibus publicis muneribus fungi debet.* DIGEST. Lib. I. Tit. I. *Ad Municipal.* &c. Leg. XXIX. Il ne s'agit point là de ceux qui vont s'établir dans un autre Etat : mais de ceux qui étant Bourgeois d'une Ville Municipale (*Cives, Municipis*) avoient transféré leur domicile dans quelque autre Ville Municipale de l'Empire Romain. Ils étoient censez avoir toujours leur domicile dans le lieu d'où ils sortoient ( car, selon le

dans une (a) Déclaration du 13. de *Mars*, M. DC. LXXXVIII. & cela par de très-bonnes raisons. GROTIUS (1) est aussi de cette opinion : & je ne sâche aucun Auteur, qui aît pris le parti contraire, si ce n'est ANTOINE MATHIEU (b), qui s'est avisé de dire, fondé sur une Loi (2) qu'il n'a point entendue, qu'on demeure toujours Sujet du Souverain, de qui on dépendoit, encore même qu'on se soit allé établir ailleurs. S'il y a quelque Loi particulière, qui défende de passer sous une autre domination, à la bonne heure : mais, lors qu'il ne paroît point de telle Loi, on peut cesser d'être Sujet d'un Etat, en changeant de domicile d'une manière à marquer clairement sa volonté. Que si l'on n'a point prétendu changer de domicile, quelque peu de séjour qu'on fait dans un Pais Etranger ne suffit pas pour établir une Jurisdiction compétente, à laquelle on soit soumis : & c'est le cas où se trouvent ordinairement les Voiegers, & même ceux qui ne sont que simples Particuliers.

(a) Elle se trouve dans le *Mercur* Hollandois de la même année 1688. pag. 188, 189.  
(b) *De Criminib. Ad L. 48. Dig. Tit. II. Cap. I. num. 8. pag. 306.*

§. VII. J'EXCEPTE ici les affaires criminelles : car, selon le Droit Romain même, un Gouverneur, quoi qu'il n'eût jurisdiction que sur les gens de sa Province, (1) pouvoit l'exercer néanmoins

le Droit Romain, on peut être domicilié en plusieurs endroits à la fois) & en vertu de cette fiction, ils demeueroient Sujets aux charges & à la Jurisdiction de la Ville où ils ne résidoient plus, aussi-bien qu'à celles de la Ville dont ils étoient devenus Habitans. Ainsi on voit bien, que cela ne fait rien à la question dont il s'agit.

§. VII. (1) La Loi a été citée ci-dessus, *Chap. II. §. 4.* Tous les Crimes étant de leur nature nuisibles ou à quelqu'un de l'Etat en particulier, ou à tous en général, par le mauvais exemple qu'ils donnent : aucun Souverain ne peut être censé, en laissant passer un Etranger sur ses terres, l'exempter de la Jurisdiction à cet égard.

moins contre les Etrangers, qui avoient commis quelque violence. Et tel est l'usage des Nations encore aujourd'hui : par tout où le Crime a été commis, on juge le Coupable, du moins si on l'y trouve, clause que les Loix de quelques Pais ajoutent. Mais cette matière est si vaste, qu'il vaut mieux n'en rien dire, que de la traiter superficiellement.

§. VIII. IL FAUT aussi excepter les Causes dont on prend connoissance en vertu d'un *Arrêt* : car tout le monde convient, qu'aujourd'hui (2) on peut faire arrêter un Etranger par tout où il se trouve, & que cette saisie fonde par elle-même une Jurisdiction compétente.

§. IX. REVENONS maintenant au cas d'un Prince Souverain. Il peut être allé sur les terres d'un autre Etat, ou pour travailler lui-même à ses affaires, pour négocier, par exemple, ou conclurre un Traité, une Alliance, pour établir son Commerce, & autres choses semblables, que les Souverains ménagent d'ordinaire par leurs Ambassadeurs : ou pour faire un accommodement avec le Maître du Pais : ou pour s'instruire des maximes du Gouvernement, & les appliquer à

§. VIII. (2) L'usage étant ainsi établi, chacun peut le savoir : & ainsi il s'y soumet tacitement, dès-là qu'il entre dans un Pais Etranger. Ce n'est au moins que sur ce pié-là, qu'il y est reçu.

§. IX. (1) Dès-là qu'un Prince Etranger, soit qu'il vienne tout ouvertement ou *incognito*, vient comme Prince, avec la permission de l'autre Puissance, dans les Etats de qui il entre ; comme il témoigne vouloir conserver son caractère de Souverain, il est & doit être certainement censé vouloir demeurer, comme il étoit, égal & indépendant de toute Jurisdiction & Civile, & Criminelle, de celui chez qui il va ; & celui-ci le reçoit sur ce pié-là, comme il voudroit être reçu lui-même, s'il alloit à son tour dans les Etats de l'autre. Les règles



à la conduite de ses propres Etats : ou pour voia-  
ger simplement par plaisir. Quelle de ces rai-  
sons qui l'aît obligé à sortir de son païs, person-  
ne ne s'avisera de dire, qu'il soit entré (1) dans  
celui d'un autre Souverain à dessein de se sou-  
mettre à sa domination, & de devenir son Sujet,  
en transportant là son domicile. Il est Etranger,  
comme tout simple Particulier : & si un Parti-  
culier, en ce cas-là, n'est ni soumis aux charges,  
tant personnelles, que réelles, ni dépendant de  
la Jurisdiction du lieu, où il se trouve, le  
Prince sans contredit doit par la même raison  
être regardé sur le même pié.

§. X. IL EST plus difficile de décider, si les  
exceptions, dont nous avons parlé, qu'il faut  
faire ici à l'égard du simple Particulier Etranger,  
ont aussi lieu par rapport au Prince. Posons  
qu'un Prince étant sur les terres d'un autre Sou-  
verain, y commette des Meurtres & des Rapi-  
nes, qu'il use de toute sorte de violences, non  
seulement contre ses gens, mais encore contre  
des Sujets de l'Etat : que même il trâme quelque  
acte d'hostilité contre le Prince, qui l'a reçu  
dans son païs : (1) dirons-nous, que, parce qu'il  
s'agit

régles ordinaires & incontestables de l'interpretation des  
Conventions & des Traitez, suffisent ici, à mon avis.

§. X. (1) Il y a ici une grande différence entre un simple  
Particulier Etranger, & un Prince Souverain. Le premier  
a pû être reçu comme Etranger, avec quelque réserve de  
Jurisdiction en certains cas. Il n'a aucun caractère, qui de-  
mande une entière indépendance. Mais lorsqu'un Prince a  
été reçu comme Souverain, on a par cela même tacitement  
renoncé à tout droit d'exercer contre lui aucun acte de Juris-  
diction. De sorte que, s'il manque à la bonne foi des Con-  
tracts, ou qu'il commette quelque Crime, on ne peut en  
user avec lui que de la même manière qu'on feroit, s'il étoit  
hors du païs.

s'agit de Crimes, il peut être arrêté & jugé par le Souverain, qu'il a offensé? Supposons encore, que ce Prince Etranger se soit endetté considérablement dans le païs, ou qu'il y eût déjà, avant que de venir, de vieilles dettes, en sorte qu'il doive beaucoup aux Sujets de l'Etat, ou à d'autres: peut-on l'arrêter, le citer en Justice, & le contraindre à paier?

§. XI. Ici je ne décide rien. La solution de cette question doit être tirée des principes du Droit des Gens, comme toutes les autres qui regardent les affaires à démêler entre Prince & Prince. Nous avons des Livres entiers, où l'on explique ce que c'est que ce *Droit des Gens*, son origine, ses règles, & les distinctions qui en résultent. Les anciens Jurisconsultes disent, que le *Droit des Gens* est ce qui (1) s'observe, conformément aux lumières de la Raison, entre les Nations, sinon toutes,

§. XI. (1) *Quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes peraquè custoditur: vocaturque JUS GENTIUM, quasi quo jure omnes Gentes utuntur. DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Justit. & Jure, Leg. IX. Voyez ci-dessous, sur Chap. VIII. §. 4.*

(2) *Nobis videtur observatio collegisse, & rerum sapse factarum inter se collatio, per analogiam nostro intellectu & Honestum, & Bonum, judicante. Epist. CXX. pag. m. 594. Edit. Elzevir. maj.*

(3) *Ex quo quidem adparet, non usu illa [Animalia] ad hoc pervenire, sed naturali amore salutis suæ. Epist. CXXI. pag. 604.* Dans ces deux passages, le Philosophe ne parle pas des fondemens du Droit: mais il traite cette question, par quelle voie & de quelle manière on vient à connoître les principes du Bien ou du Mal, de l'Honnête ou du Dishonnête (*Quomodo ad nos prima Boni Honestique notitia pervenerit. Pag. 594.*) soit qu'il s'agisse de choses bonnes & honnêtes, que la Raison fait regarder comme telles à tous les Peuples, ou du moins aux plus civilisez, soit qu'il s'agisse de celles auxquelles on est porté par un instinct naturel, commun à l'Homme & aux Bêtes, tel qu'est le soin de nôtre propre conservation, & de nôtre défense. SENEQUE soutient, que les unes & les autres ne nous sont pas connus naturellement

tes, du moins parmi la plûpart, & les plus civilisées. On peut, à mon avis, sans craindre de se tromper, suivre cette définition, qui établit deux fondemens du Droit, dont il s'agit, savoir, la *Raison*, & l'*Usage*. C'est ainsi, à mon avis, que SENEQUE le décrit dans les paroles suivantes d'une de ses Lettres: (2) *La connoissance de ce qui est Bon & Honnête semble être le résultat des réflexions & des comparaisons, que nôtre Esprit fait, par analogie, entre les choses qu'on a souvent vues & observées.* Et le Philosophe distingue par là le *Droit des Gens*, d'avec le *Droit de Nature*, qu'il fait regarder, dans la Lettre suivante, comme indépendant de l'*Usage*: car après avoir parlé de l'instinct naturel, qui se trouve dans tous les Animaux, il ajoute: (3) *D'où il paroît, qu'ils ne l'apprennent point par l'usage, mais que*  
le

(*natúra*) en sorte que l'idée d'une Vertu se présente par hazard à un homme tout d'un coup, & sans quelque réflexion [*Quidam aiunt, nos in notitiam incidisse: quod est incredibile, Virtutis alicujus speciem nobis incidisse*] La Nature, dit-il, nous a donné des semences de Science, mais non pas la Science même: [*Semina nobis Scientia dedit, Scientiam non dedit.*] Cette Science est le résultat des réflexions & des comparaisons &c. Voilà pour le premier passage. Ainsi l'*usage*, dont il est parlé dans le second, n'est pas celui qui fait passer une chose en coutume parmi les Nations: mais c'est l'*expérience* même de chaque Animal, que l'on dit n'être nullement nécessaire, pour qu'il se porte à fuir ou repousser ce qui est capable de lui nuire, comme il paroît de ce qu'une Poule, par exemple, fuit un Epervier, qu'elle n'avoit jamais vû &c. *Quid est, quare Pavonem, quare Anserem Gallina non refugiat, quum tanto minorem, & ne notum quidem sibi, Accipitrem fugiat? quare Pulli Felem timent, Canem non timent? Adparet illis inesse scientiam nocituri, non experimento collectam: nam, antequam possint experiri, cavent.* Pag. 604. Ainsi tout ceci se rapporte à la question des *Idées innées*, qui a été beaucoup plus détaillée & approfondie de nos jours. Mr. DE BYNKERSHOEK, à qui j'ai proposé cette explication, la reconnoît bien fondée, & il consent qu'on regar-

*le désir naturel de leur propre conservation est uniquement ce qui le produit.*

§. XII. MAIS de quelque manière qu'on définisse le *Droit des Gens*, & quelques disputes qu'il y aît là-dessus, il faut toujours en revenir à dire, Que ce que la Raison dicte aux Peuples, & ce que les Peuples observent entr'eux, par une suite de la comparaison qu'ils ont faite entre les cho-

de les deux passages de SENEQUE comme ne pouvant se rapporter au Droit de la Nature & au Droit des Gens, que *translatione quadam*, par une espece d'accommodation.

§. XII. (1) Il est certain que l'Usage n'est pas de peu de poids, en matière même de choses qui sont fondées sur les lumières de la Raison. Il forme un préjugé favorable de cette conformité avec la Raison, sur tout quand on le trouve établi chez les Nations le plus civilisées. D'ailleurs, comme il frappe les sens, & que, pour s'en instruire, il ne faut pas beaucoup de pénétration, lors qu'il s'agit de choses dont on voit tous les jours des exemples incontestables, on peut convaincre par là plus facilement ceux qui ne sont ni disposez, ni accoutumés, à raisonner par règles & par principes, c'est-à-dire, le plus grand nombre de gens. Il y a aussi des choses fondées en raison, qui peuvent également bien, ou à peu près, être réglées de différentes manières; de sorte qu'en ce cas-là, rien n'est plus à propos, ni plus commode, que de suivre la Coutume. Et du moment qu'il y a quelque Usage clair & connu, pour peu qu'il soit raisonnable, on est & l'on peut certainement être censé s'y soumettre, par cela seul qu'on ne détermine rien sur ce qui y a du rapport dans l'affaire dont il s'agit. Mais est-ce l'Usage, ou l'acte par lequel on s'y soumet, soit expressément ou tacitement, qui donnent aux maximes de la Raison la vertu d'imposer aux Peuples une obligation réciproque, en sorte qu'elles ne l'aient point avant que d'être autorisées &, comme homologuées par la pratique de tous les Peuples, ou du moins des plus civilisés? Les premiers, qui en ont donné l'exemple aux autres, l'ont-ils fait sans se croire dans aucune obligation, & sans y être effectivement? Selon la distinction & la définition de ceux d'entre les Jurisconsultes anciens que nôtre Auteur suit (car d'autres, comme on fait, rapportoient tout à un seul & même Droit, qu'ils appelloient indifféremment, tantôt *Droit de Nature*, tantôt *Droit des Gens*) en suivant, dis-je, ceux qui

choses qui sont souvent arrivées, est l'unique Droit de ceux qui n'ont point d'autre Loi à suivre. Si tous les Hommes sont Hommes, c'est-à-dire, s'ils sont usage de leur Raison, la Raison ne peut que leur conseiller & leur commander certaines choses, qu'ils doivent observer comme par un consentement mutuel, & qui étant ensuite (1) établies par l'usage imposent  
aux

qui distinguoient ces deux sortes de Droit, entendant par le premier celui qui est fondé sur un instinct naturel, commun aux Hommes & aux Bêtes, il faut réduire ce qui est en soi d'une obligation indispensable, & indépendante de la volonté des Hommes, au désir naturel de la propagation de l'espèce, à l'éducation des Enfans, & au soin d'éviter les choses capables de nous nuire: tout le reste doit être du *Droit des Gens*. Et ici il est vrai, qu'il y a des règles, à l'observation desquelles ont donné lieu certains établissemens, introduits par l'usage, & qui en eux-mêmes dépendent de la volonté des Hommes, telle qu'est la coutume des *Ambassades*, dont il s'agit. Mais prenons, par exemple, les *Conventions* en général, qui sont du *Droit des Gens*, dans le sens dont il s'agit, n'y ayant point d'instinct naturel qui y porte tous les Animaux, puis qu'on n'en voit aucune trace dans les mouvemens des Bêtes. A-t-il été besoin, pour rendre une Promesse obligatoire, & pour donner droit à celui, en faveur de qui elle étoit faite, d'en exiger l'accomplissement, que l'usage de s'engager ainsi fût établi parmi tout le Genre Humain? Cet usage a sans doute précédé l'établissement des Sociétés Civiles, dont il est le fondement. Les besoins de la Vie en ont bien-tôt fait connoître la nécessité: & ceux qui les premiers s'en sont avisés, ont d'abord reconnu par les seules lumières de la Raison, sans attendre aucune approbation du reste des Hommes, qu'il est également commode & indispensable de garder la foi donnée. Et sans cela, au fond, pourquoi s'embarrasser de l'Usage, puis que l'Usage n'a de force qu'autant qu'on s'y soumet par une convention, du moins tacite, en sorte qu'on est dispensé de le suivre, si on le déclare d'avance, comme nôtre Auteur le dira ci-dessous, *Chap. dernier*, §. 10. Les difficultez, que je viens de proposer, disparoîtroient sans doute, si Mr. de BYNKERSHOEK eût exécuté le dessein qu'il avoit d'abord, d'inserer dans cet Ouvrage une espèce de digression sur le

aux Peuples une obligation réciproque ; sans quoi on ne sauroit concevoir ni Guerre, ni Paix, ni Alliances, ni Ambassades, ni Commerce.

§. XIII. CELA posé, pour savoir si un Prince, qui a commis quelque Crime, ou contracté quelque Engagement, dans les terres de la dépendance d'un autre Souverain, peut y être puni, ou arrêté & contraint à paier ce qu'il doit, il faut consulter, premièrement la Raison, & puis l'Usage. A en juger par la Raison toute seule, il y a beaucoup de choses à dire pour & contre. En effet, si un tel Prince agit, non en Prince, mais en Brigand, s'il tuë, s'il cabale, s'il exerce des actes d'hostilité contre l'Etat ou le Souverain, faudra-t-il que tout cela demeure im-

*Droit de la Nature & le Droit des Gens*, expliquez en général de la manière qu'il entend cette distinction. Il a craint, qu'on ne trouvât qu'il s'écartoit trop de son sujet principal: crainte mal fondée, il me permettra bien de le dire. Sous quelle forme, & à quelle occasion, qu'il propose ses pensées, elles seront toujours bien reçues du Public. Il seroit à souhaiter, à la vérité, que, sur des matières aussi importantes, tous les Auteurs s'exprimassent de même, du moins quand il s'agit des termes & des principes généraux de la Science, à laquelle se rapporte une question. La diversité de langage & de méthode répand quelquefois presque autant d'obscurité sur les matières, que la différence des idées. Mais ce mal posé, auquel je ne vois guères de remède, de la manière que les choses vont; le seul moien d'éviter les logomachies, & de donner lieu à la découverte de la Vérité, est que chacun explique bien nettement, en termes reçus & entendus de tout le monde, le sens qu'il attache à certains termes, & les principes qu'il pose, avec tous leurs fondemens. Ici la chose n'auroit pas été inutile. Il y a apparence, que nôtre Auteur, en suivant les définitions des anciens Jurisconsultes, les explique autrement, que n'ont fait jusqu'ici leurs Interprètes les plus judicieux & les plus éclairés, comme, par exemple, C U J A S (*Recit. in Digest. Tom. VII. Opp. pag. 13, & seqq.*) & M r. N O O D T (*Comm. in I. Part. Pandect. pag. 6, & seqq.*) Heureusement la question principale, que  
Mr.

impuni? S'il escroque l'argent des Sujets de l'Etat, en empruntant de toutes parts, le laissera-t-on aller, remportant chez lui ce riche butin? Il est difficile de se résoudre à accorder cela.

§. XIV. IL NE manque pas néanmoins de quoi appuier par la Raison l'opinion contraire. Car si les Ambassadeurs, qui représentent la personne de leur Prince, ne sont point soumis à la Jurisdiction des Puissances auprès desquelles ils sont en ambassade, ni pour ce qui regarde les Contrats, ni pour fait de Crime, comme je le démontrerai ci-dessous; dirons-nous, que le Prince lui-même doit reconnoître ce Tribunal? (1) Ce que la Raison & le consentement de tous  
les

Mr. de BYNKERSHOEK se propose d'examiner, est de telle nature, que, quelque idée qu'on ait du *Droit des Gens*, elle regarde une Coutume arbitraire en elle-même. Que les Ambassadeurs, & les Princes même, qui viennent dans un Pais étranger, soient regardez comme n'y étant pas, & par là indépendans de la Jurisdiction du Souverain, dans les terres de qui ils se trouvent, tout cela est fondé sur une supposition, sur une pure fiction, qui dépend par conséquent de la volonté des intéressez. Aussi peut-on, si l'on veut, n'y avoir aucun égard. Il est libre de recevoir, ou de ne pas recevoir, sur ce pié-là les Princes Etrangers, & à plus forte raison leurs Ministres, comme on le dira plus bas. J'ajouterai encore, que Mr. de BYNKERSHOEK aiant entrepris cet Ouvrage à l'occasion d'un cas particulier arrivé en *Hollande*, & des procédures faites à ce sujet, s'est principalement proposé d'examiner les réglemens & la pratique de ces Provinces en pareils cas. Ce qui soit dit sans préjudice du désir que j'ai témoigné, & qu'auront, à mon avis, toutes les personnes de bon goût, de voir le système de notre Auteur, sur les principes du Droit de la Nature & du Droit des Gens, publié, à son loisir, dans quelque autre Ouvrage.

§. XIV. (1) Dès-là qu'on a reçu chez soi un Prince Etranger, comme tel, on ne peut jamais le regarder & le traiter comme Sujet de l'Etat, il est vrai. Mais cela n'empêche



les Peuples ont établi à l'égard des Ambassadeurs, parce qu'ils représentent leur Prince, & qu'ils exécutent ses ordres auprès de la Puissance à qui ils sont envoie, le refuserons-nous au Prince lui-même, qui vient en personne, & qui veut peut-être négocier lui seul les affaires? Le Prince n'est-il pas plus respectable, que ses Ambassadeurs? Sera-t-il donc permis de l'arrêter, & de le traîner en Justice, pour y défendre sa cause? Ou bien dirons-nous, que, si l'Ambassadeur a ici plus de privilège, c'est par cela même qu'il a un Maître, dont il représente la personne, & devant les Tribunaux duquel on peut le convenir, au lieu qu'il n'y a aucun Supérieur, qui puisse faire raison aux intéressez des sujets de plainte qu'ils ont contre le Prince. A peu près par la même raison que l'on refusa en *Suède* à la Reine *Christine* (a) la permission de faire dire chez elle la Messe, quoi qu'on l'accordât à tous les Ambassadeurs. On n'aura pas moins de peine à tomber d'accord de ceci.

(a) *Aitzema*, Lib. XLVII. pag. 406, & 407.

§. XV. Si nous consultons maintenant l'Usage, selon la seconde maxime du Droit des Gens,

pêche pas que, s'il commet des actes d'hostilité, s'il trame quelque chose contre l'Etat, ou le Souverain qui l'a reçu, on ne soit alors d'autant plus autorisé à le regarder & à le traiter comme Ennemi, qu'il n'y a point de Supérieur à qui l'on puisse s'adresser alors, pour obtenir la satisfaction qu'on a droit d'exiger. Aucune Puissance ne sera assez ennemie d'elle-même, pour laisser seulement entrer dans ses Etats un Prince Etranger qui y viendrait avec des sentimens & des desseins d'Ennemi. Ainsi, du moment qu'il y commet quelque acte d'hostilité, l'engagement où l'on étoit entré envers lui finit, par la violation de ceux où il étoit entré lui-même, & l'on peut agir avec lui comme s'il étoit hors du pays. Il n'y a point-là d'acte de Jurisdiction, proprement ainsi nommée: & en faisant cette distinction, que l'on doit aussi appliquer aux Ambassadeurs, il n'y a plus, ce me sem-

Gens, nous nous trouverons encore dans un plus grand embarras. Tout bien compté, on ne sauroit guères s'empêcher d'en venir à reconnoître, que la question, dont il s'agit, n'est ni ne peut être décidée par le Droit des Gens. Car comme le Droit Civil laisse à quartier (1) les *cas imprévus*, & ce qui n'arrive qu'une ou deux fois, ainsi que les Jurisconsultes s'expriment : de même le Droit des Gens doit être d'autant plus censé n'avoir rien décidé sur de tels cas, qu'il faut, pour le prouver, des exemples, & en assez grand nombre, de jugemens conformes rendus par divers Peuples en différentes occasions. Il est rare, qu'un Prince Souverain aille voïager dans les Pais Etrangers. Il est encore plus rare, que ceux, qui sont sortis de leurs Etats, tombent ailleurs dans des Crimes, ou y contractent des Dettes, qui puissent donner lieu à la question dont il s'agit. Et après tout, le respect pour la personne d'un Souverain oblige toujours à user d'un tel ménagement, qu'on n'en vienne pas à de grandes extrémités pour des choses de peu de conséquence.

## §. XVI.

ble, de difficulté, ni aucune nécessité d'attendre là-dessus aucune décision de l'Usage, que l'on n'aura jamais apparemment, parce que le cas d'un Prince qui va lui-même dans un autre Etat pour y tramer quelque conspiration ou quelque trahison, sera toujours assez rare. Les Princes, qui ont envie de cela, trouvent assez de gens, qui le font pour eux : & ils n'ont garde d'entreprendre eux-mêmes des choses si périlleuses.

§. XV. (1) *Jura constitui oportet, ut dixit THEOPHRASTUS, in his quæ ἐπὶ τὸ πλεῖστον, id est, ut plurimum, accidunt, non quæ ἐκ παραλόγου, id est, ex inopinato.* DIGEST. Lib. I. Tit. III. *De Legib.* Leg. 3. *Τὸ γὰρ ἅπαρ ἢ δις, id est, Quod enim semel aut bis existit... παραβαίνουσιν οἱ νομοθέται, id est, prætereunt Legislatores.* Ibid. Leg. VI.

§. XVI. Ces fortes de cas arrivant donc très-rarement, comme je viens de le dire, si lors qu'ils sont arrivez, le Peuple, chez qui l'affaire a été débattuë, a jugé, que le Prince peut ou ne peut pas être arrêté dans le lieu où il a commis quelque Crime, ou contracté quelque Engagement ; personne, à mon avis, ne dira, que cela seul fait une règle du Droit des Gens. ZOUCH (1) allégue deux exemples de Princes, qui, comme il croit, ont été condamnez juridiquement dans un autre Etat ; & il en apporte un troisiéme dans ses Notes. Mais je doute qu'ils conviennent bien à la question présente. Accordons-le pourtant (car il seroit trop long d'examiner ces exemples en détail) il ne s'ensuivra

§. XVI. (1) Dans l'endroit déjà cité, §. 3. de ce Chapitre. Le premier est le fameux exemple de *Marie*, Reine d'*Ecosse* : & l'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, dit là dessus, que quand *Elizabeth* fit faire le procès à cette Princeesse, celle-ci ne pouvoit plus être regardée comme Reine, mais comme simple Particulière. *De Jure & Judice Legatorum*, Sect. II. §. 25. Le second exemple, est celui de *Robert*, Roi de *Naples & Sicile*, que l'Empereur *Henri VII.* condamna à la confiscation de ses Etats, & même à perdre la tête. Le Pape *Clément V.* cassa cette Sentence, entr'autres raisons, parce que l'Empereur l'avoit prononcée à *Pise*, & par conséquent hors de son territoire. On trouve cet acte de cassation dans les CLEMENTINES, Lib. II. Tit. XI. *De Sententia & Re Judicata*, Cap. II. Et la Sentence même de l'Empereur a été rapportée tout du long par HERMAN CONRINGIUS, *De finibus Imp. Germanici*, Lib. II. Cap. XXII. après d'autres Auteurs. Le dernier exemple, dont parle ZOUCH, est celui de *CONRADIN*, illustre malheureux, à qui *Charles d'Anjou*, Roi de *Naples & Sicile* fit faire le procès, &, en conséquence de cela, trancher la tête. Sur quoi on peut consulter principalement PANDULPHUS COLLENTIUS, *Hist. Neapolit.* Lib. IV. pag. 185. & seqq. Ed. Basil. 1572.

(2) C'est ce que pose en fait Mr. de CALLIERES, *Man. de négociier* &c. pag. 105. mais les menées du Duc de Savoie  
ne

vra point de là, que cette maxime aît été approuvée de toutes les Nations, ou de la plûpart; qui est l'unique principe, à quoi l'on connoît ce qui est du Droit des Gens. *Charles Emanuel*, Duc de *Savoie*, après avoir cabalé secrètement en *France*, alla lui-même auprès d'*Henri IV.* sous prétexte de lui rendre ses devoirs, mais en effet pour avancer plus aisément ses projets par sa présence à la Cour. Le Roi (2) l'ayant découvert, renvoya le Duc, sans lui faire aucun mal; en quoi il ne suivit pas l'avis de son Conseil, mais le sien propre, qu'il trouvoit plus conforme au Droit des Gens. Et lors que *Charles-Quint* passa par la *France*, *François I.* ne fit point arrêter (3) cet Empereur, pour le contrain-

ne furent découvertes qu'après son départ, & au bout de deux ans, lors que *La Fin* révéla la conspiration du Maréchal de *Biron*. Et ceux qui conseilloyent au Roi, de faire arrêter le Duc, se fondonoient sur ce que, ce Prince *ayant tant de fois faussé les communs accords à son profit*, on pouvoit par droit de représailles, *retenir & violer le fausconduit*; comme le témoinne D'AUBIGNE', qui étoit alors à la Cour, *Hist. Universelle*, Tom. III. Liv. V. Chap. 5. Voyez aussi DE THOU, sur l'année M. DC. pag. m. 897. & l'HIST. DE FRANCE du PÈRE DANIEL, Tom. VI. pag. 733, & suiv. Edit. d'Amst.

(3) *Charles Quint* avoit demandé permission de passer par la *France*, sans qu'on se prevalût de cette circonstance pour les démêlez qu'il avoit avec *François I.* Le Roi donna parole à l'Empereur, jusques-là qu'il voulût envoyer en ôtages, sur les Terres d'*Espagne*, le Dauphin, & le Duc d'*Orléans*. Voyez SLEIDAN, *Comment.* Lib. XII. pag. 198. Edit. 1559. BELCAR. *Comm. Rer. Gall.* Lib. XXII. pag. 704. & l'*Histoire de France* du P. DANIEL, Tom. V. pag. 368. & suiv. Ainsi *François I.* avoit manifestement renoncé au droit d'user d'aucune voie, qui emportât la moindre violence. Il y a un exemple contraire, de *Charles le Hardi*, Duc de *Bourgogne*, qui, pendant l'entrevuë qu'il eut à *Peronne* avec *Louis XI.* Roi de *France*, & pour laquelle il lui avoit envoyé un fausconduit, le tint néanmoins en prison dans le Château de

traindre à lui rendre le Duché de *Milan*, comme il le lui avoit tant de fois promis, quoi qu'il y eût des gens qui conseilloyent au Roi de se prévaloir de l'occasion. La Reine de *Suède*, *Christine*, après s'être dé faite du Marquis de *Monaldeschi*, pendant qu'elle étoit en *France*, l'année M. DC. LVII. se défendit, en disant, comme AITZEMA (a) le raporte, Qu'elle étoit Reine, ne relévant que de DIEU, encore qu'elle fût dans les terres de *France*: Qu'elle n'étoit pas non plus prisonnière, & qu'elle avoit une autorité souveraine sur ses gens. La (4) Cour de *France*, quoi qu'elle témoignât du mécontentement de ce procédé, ne poussa pas la chose plus loin, peut-être, dira quelcun, aiant égard à la foiblesse d'une Femme, qui s'étoit laissée emporter à cet excès; ou plutôt, dira quelque autre, pour suivre exactement une des règles les plus inviolables (5) du Droit des Gens.

(a) Lib.  
XXVII.  
pag. 1064.

§. XVII. ON n'avancera donc rien ici par des exemples, n'y aiant point de jugemens uniformes des Nations sur ce sujet. Il ne reste donc plus qu'à consulter la Raison. Et en suivant ce qu'elle nous dicte, je n'oserois, pour moi, donner plus de droit à l'Etat sur un Prince Souverain Etranger, qu'à un Ambassadeur non-sujet. Ceux qui parloient autrefois pour *Elizabeth*, Reine d'*Angleterre*, contre *Marie*, Reine d'*Ecosse*,

cette Ville, parce que, pendant ce tems-là, il apprit la révolte des *Liégeois*, ménagée par des émissaires du Roi, qui ne racheta sa liberté que par un Traité fort avantageux au Duc. Voyez les *Mémoires* de PHILIPPE DE COMMINES, Liv. II. Chap. V. & suiv. PONTUS HEUTER. *Rer. Burgundic.* Lib. V. pag. 162. Edit. Plantin. & l'*Hist. de France* du P. DANIEL, sur l'année 1468. pag. 294, & suiv. Tom. IV.

*coffe*, & dont (a) CAMBDEN rapporte les discours, ne firent pas difficulté de soutenir le contraire, à cause, disoient-ils, de la nécessité des Ambassades, qui fait que le Maître même ne doit pas avoir ici autant de privilège que son Ministre. Mais, quelque nécessaires que soient les Ambassades, cette raison ne rend point plus sacré & plus respectable celui qui est chargé d'une Commission Publique, que ne le doit être celui qui a donné la Commission, lors qu'il veut négocier par lui-même ses affaires. Ainsi, comme la dernière extrémité à laquelle on peut en venir contre un Ambassadeur, c'est qu'on lui ordonne de sortir du pays, je croirois qu'il faut en user de même à l'égard d'un Prince, qui a violé les droits de l'Hospitalité.

(a) *Annal. Angl.* pag. 443. (p. 476. Ed. *Lugd. Bat.* 1625.) in ann. 1586.

§. XVIII. ON peut cependant prendre ici ses sûretés. Si un Prince, agissant en vrai Brigand, ne respecte ni la vie, ni les biens, ni l'honneur, de tous ceux qu'il lui prend fantaisie d'insulter, s'il porte par tout l'horreur & l'effroi, comme feroit un Ennemi dans une Ville prise d'assaut; il est permis certainement de se saisir de sa personne, & peut-être même de le faire mourir. Que si l'on en vient jusqu'à lui ôter la vie, je voudrois que ce fût comme dans une espèce de mêlée, plutôt que par une procédure judiciaire. Des Auteurs, qui ne témoignent pas d'ailleurs être

(4) Voiez les *Mémoires* de WICQUEFORT, pag. 56; 57. de la 1. Edit. pag. 57. 2. Edit. Il parut, vers ce tems-là, une *Histoire de la Vie de la Reine CHRISTINE, avec un véritable récit du séjour de la Reine à Rome, & la défense du Marquis Monaldeschi contre la Reine.*

(5) C'est ce que prétend aussi STEPHANUS CASSIUS, dans la Dissertation déjà citée, *De Jure & Judice Legatorum*, Sect. II. §. 27.

être peu favorables aux Souverains, accordent ce droit aux Sujets même d'un Prince absolu, dans le cas dont il s'agit, & leur permettent de se soulever contre un Tyran, qui par ses excès s'est dépouillé lui-même du caractère de Prince.

(a) *De Jure*  
*Civit. Lib.*  
I. Sect. III.  
Cap. 3. §. I.

C'est l'opinion de feu Mr. HUBER (a), & de plusieurs autres.

§. XIX. IL n'y a donc point de doute, qu'un Prince qui use ouvertement de violence dans les terres d'un autre Etat, ou par lui-même, ou par ses gens, ne puisse être aussi repoussé par les voies de la force. Que s'il trame sourdement quelque chose contre la personne du Souverain, qui l'a reçu, ou contre son Gouvernement, ou s'il commet quelque autre Crime du nombre des ordinaires, on ne fera rien, à mon avis, de contraire, ni à la Raison, ni au Droit des Gens, (si tant est qu'il y aît ici quelque règle de ce Droit) en ordonnant à cet indigne hôte de sortir des terres de l'Etat, & de ne plus le troubler.

§. XX. JE dis la même chose à l'égard d'un tel Prince, qui s'est endetté dans nôtre pais. Car de l'arrêter, pour le contraindre à paier, cela ne s'accorderoit pas avec ce qui est reçu par tout au sujet des Ambassadeurs, qui auroient autrement ici plus de privilège que ceux de la part de qui ils sont envoyez. Si l'on dit, que, dans ce qui se rapporte au Droit des Gens, on ne peut point raisonner par analogie, je nierai que la question puisse être décidée par le Droit des Gens, puis que nous manquons d'exemples, qui prouvent ici le consentement des Peuples. Ainsi je soutiendrai qu'il n'y a d'autre parti à prendre, que de se régler sur ce qui se pratique constamment à l'égard des Ambassadeurs, de sorte que ceux-ci  
étant



étant à l'abri de toute saisie de corps, les Rois & les Princes doivent l'être à plus forte raison, & différer en cela de tous les autres Etrangers qui ne sont que simples Particuliers. J'apprens à la vérité, qu'en M. DC. XCIII. la *Cour de Hollande* fit arrêter dans ce pays le Duc de *Meklembourg*, Prince Souverain : mais j'ai quelque lieu de douter du fait, & quand il seroit certain, on ne sauroit en tirer une règle du Droit des Gens, par les raisons alléguées ci-dessus.

## CHAPITRE IV.

*Si l'on peut faire saisir les BIENS D'UN PRINCE, qui se trouvent dans les terres d'un autre Etat, & par là les rendre Sujets à la Jurisdiction du pays?*

§. I. **A**PRE'S avoir traité de la personne des Princes Etrangers, il faut maintenant examiner la question par rapport à leurs *biens*, puis que l'on dépend de la Jurisdiction d'un Juge, non seulement parce que l'on est soi-même dans son territoire, mais encore parce qu'on y a des biens, & que c'est à cause de cette dépendance qu'on peut y être appelé en Justice, après une saisie de ces biens. Cela se pratique, en matière d'affaires civiles, de Particulier à Particulier, dans tout pays où l'usage des *Arrêts* est introduit : & je ne vois pas pourquoi la même chose ne devrait pas avoir lieu à l'égard des biens d'un Prince Etranger.

§. II. SI l'on s'abstient de faire arrêter le Prince lui-même, c'est par respect pour son caractère-

ractère: mais peut-on dire, que les biens qu'il a dans un autre Etat soient aussi sacrés & aussi respectables que la personne? Selon l'usage des Nations, les biens qu'un Prince a acquis dans les terres d'un autre Souverain, soit par succession, ou à quelque autre titre, sont regardés sur le même pié, que les biens d'un simple Particulier, & sujets également aux charges & impôts que le Maître du pays juge à propos d'exiger. (1) Les biens étant donc dépendans par eux-mêmes, ils doivent aussi en tout & par tout subir la Loi du Souverain des lieux où ils se trouvent. Si quelqu'un, pour disputer, s'avisait de dire, que les Chiens, les Chevaux, & autres choses encore moindres, qui appartiennent à un Empereur Romain, étoient par cela seul regardées autrefois comme *Sacrées*; il s'exposeroit à la risée, & ne mériteroit pas qu'on lui répondît sérieusement. D'ailleurs, ce qu'il y a de *Sacré* dans le caractère des Ambassadeurs, & dont on parle avec tant d'emphase, n'est pas, à mon avis, la raison pourquoi ils sont exemts de toute Jurisdiction du pays où ils exercent leurs fonctions. Il y en a une autre, fort différente, que j'expliquerai dans le Chapitre suivant.

§. III. Les opinions des Savans sont néanmoins partagées, sur ce qui regarde les biens d'un Prince Etranger. Pour moi, j'approuve ce que dit HILLIGER, (1) *Qu'encore qu'une*  
per-

§. II. (1) Voyez GROTIUS, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap. III. §. 4.

§. III. (1) *Quin ratione rei, etiamsi qui possidet honore superior sit, inferioris jurisdictionem subit, ... Eoque respectu subditum quem tradunt, etsi regia dignitate emineat.* Comm. in DONELLUM enucleat. Lib. XVII. Cap. 17. Lit. A.

(2) *Ex clausula Edicti.* C'est une expression de l'usage du Barreau, dans ces Provinces: & en voici le sens, tel que  
l'Au-

personne soit fort élevée en dignité, elle est soumise, en ce qui concerne les biens qu'elle possède, à la Jurisdiction de son Inférieur, & qu'à cet égard on regarde un Roi même comme Sujet, c'est-à-dire, par rapport au pouvoir qu'a le Juge de citer par devant lui le Propriétaire des biens, meubles ou immeubles, sans en excepter l'argent, qui se trouvent dans l'étendue de sa Jurisdiction, & d'ordonner quelque exécution sur ces biens, pour quelle Dette que ce soit. C'est au moins ainsi qu'il faut entendre, à mon avis, les paroles de ce Docteur Allemand. Feu Mr. HUBER (a) prétend néanmoins, qu'en vertu de ce que l'on doit aux Princes Etrangers par un accord public, toute saisie de leurs effets est défendue : & il allégué là-dessus (b) une Sentence de la Cour de Frise, qui prononça, en M. DC. LXXXI. le 7. de Novembre, qu'une somme due à l'Empereur, laquelle se trouvoit entre les mains du Trésorier de la Province, n'avoit pas pû être saisie, pour une obligation de quelques milliers d'Ecus que l'Empereur lui-même devoit à d'autres; parce, dit nôtre Auteur, qu'on ne pouvoit faire aucune *intimation*, ou signification judiciaire à un Souverain Etranger. Mais il est clair, que cette raison ne vaut rien. Car pour/

(a) *Prælect.*  
Ad Tit.  
Dig. De in  
jus voc.  
Loc. De  
Arresto  
Reali,  
num. I.  
(b) *Ibid.*  
& De Jure  
Civit. Lib.  
III. Sect.  
II. Cap. 2.  
§. 21.

prapa-  
l'Auteur me l'a appris. Lors qu'on appelle en Justice quelcun, qui est absent, on insère dans le Mandement une clause, qui s'appelle *Clausula Edicti*, & qui consiste en ceci, Que la personne absente doit être citée, au son de la Cloche, dans le lieu du ressort du Juge qui a donné le Mandement, lequel lieu est le plus proche du domicile de celui qu'on cite, & à qui on envoie en même tems les Lettres de Citation.

(c) *De Jure*  
*Civit. ubi*  
*supr.*

pratique? L'Empereur n'auroit-il pas donné charge à quelcun de retirer son argent des mains du Trésorier de *Frise*? Et en ce cas-là, pourquoi n'auroit-on pas pû notifier au Commissonnaire la saisie de ce qui étoit dû à son Maître? Mais Mr. HUBER désapprouve lui-même un peu (c) plus bas l'opinion que nous venons d'examiner, & il dit, qu'elle est plus conforme à la *Politique*, qu'au *Droit*, y ajoutant des raisons, (3) qu'on pourra lire, si l'on veut, dans son *Traité*. Un Juge, en effet, doit examiner ce qui est permis, & non pas ce qui est avantageux. C'est dans le Conseil du Prince qu'on délibère principalement sur les raisons d'Etat & de Politique: dans un Tribunal, les Juges se contentent de prononcer selon les Loix, sans craindre toutes les menaces d'un Tyran. Les Etats ont souvent jugé d'une manière qui faisoit du tort à leurs Sujets, parce qu'ils croioient que cela étoit avantageux à la République. En voici un exemple, qui se trouve dans (d) AITZEMA. L'année M. DC. LXVIII. trois Vaisseaux de Guerre du Roi d'*Espagne* étant abordez au Port de *Flessingue*, quelques Particuliers les firent arrêter, pour être paiezs de ce qui leur étoit dû par le Roi, à qui ils appartenoient, & ce Prince fut adjourné par Lettres devant les Juges de *Flessingue*: mais  
sur

(d) *Lib.*  
*XLVIII.*  
*pag. 1033--*  
*1037.*

(3) C'est qu'en matière de Contrâts les Monarques sont soumis aux mêmes Loix, que les simples Particuliers: & qu'une telle saisie peut être fondée sur le même droit, que les Représailles. Mr. THOMASius, qui d'ailleurs reprend avec raison son Auteur, dans ses *Notes* sur cet endroit (*pag.* 616.) semble n'avoir pas bien entendu la dernière raison: car il la critique, parce qu'il n'y a eu aucun déni de Justice dans le cas dont il s'agit. Mais Mr. HUBER paroît ne vouloir dire autre chose, si ce n'est que, comme, après un déni

sur les plaintes de l'Ambassadeur d'*Espagne*, les *Etats Généraux* résolurent, le 12. de Décembre de la même année, que la Province de *Zélande* feroit priée de faire relâcher incessamment les Vaisseaux arrêtez, & que cependant on écriroit à la Reine d'*Espagne*, pour lui dire, de donner ordre qu'on satisfît les Créanciers, à qui il étoit dû très-légitimement, de peur qu'on ne fût obligé d'en venir à des représailles, qu'ils demandoient instamment. Ce ne fut point par crainte, mais par un pur motif de compassion, que, dans l'année M. DC. LIV. la Comtesse Palatine, à qui l'on donnoit ici ordinairement le titre de Reine de *Bohême*, s'étant endettée dans le païs, les Etats & la Cour de *Hollande* refusèrent aux Créanciers de cette Princesse un arrêt sur ses biens; comme le rapporte le même (e) AITZEMA.

(e) *Lib.*  
XXXIV.  
pag. 76.

§. IV. LES Princes en usent ainsi, ou lors que le bien de l'Etat demande qu'on ne choque point quelque autre Prince, ou par pitié pour la misère du Débiteur, ou pour quelque autre raison. Mais alors ils agissent par un principe d'Humanité, plutôt que selon l'Edit du Préteur, ou selon le Droit des Gens: car si on en juge par là, mis à part la raison d'Etat, il n'y a rien qui empêche qu'on ne saisisse les effets des Puissances Etrangères, & qu'on n'exerce sa Jurisdiction sur  
ces

ni de Justice, on peut faire arrêter les effets de quelque Sujet que ce soit des Païs Etrangers où l'on a refusé de rendre justice à quelcun des Sujets du nôtre: de même l'usage des Arrêts étant une fois établi, à l'égard des biens d'un Particulier Etranger, on peut les ordonner sur les biens d'un Prince, qui, comme Débiteur, est censé Particulier: *Et quo jure nituntur Represalia, eodem id genus arresta fundari possunt.*

ces fortes de biens. Les *Etats Généraux* le déclarèrent eux-mêmes, en l'année M. DC. XXVIII. Car l'Electeur de *Brandebourg* n'ayant pas satisfait un Créancier, qui avoit porté plainte par devant Eux, Ils ordonnèrent, au mois de *Décembre* de la même année, que le Créancier pourroit faire saisir les biens que l'Electeur avoit dans le ressort du Conseil de *Brabant* & de celui de *Flandres*, & plaider contre lui devant ces Tribunaux; comme nous le voions dans (a) AITZEMA. Le procès fut effectivement intenté par devant le Conseil de *Flandres*; de quoi l'Electeur (b) se plaignit aux *Etats Généraux*, en l'année M. DC. XXXI. Un Marchand d'*Amsterdam* fit aussi arrêter dans cette Ville, en M. DC. LXX. quelque argent qui étoit dû à la République de *Vénise*. La République eut beau en témoigner du ressentiment, on ne leva point l'arrêt, malgré toutes ses demandes, jusqu'à ce que l'affaire fut accommodée, comme cela est exprimé dans l'Ordonnance des *Etats de Hollande*, du 3. *Décembre* de la même année. En M. DC. LXXXIX. un Créancier du Duc de *Meklembourg* fit arrêter, par ordre de la Cour, les biens qu'il avoit en *Hollande*: de quoi ce Duc se plaignit fort amplement aux *Etats Généraux*, comme d'une infraction du Droit des Gens à son égard: mais je ne trouve pas qu'on aît levé l'arrêt, à sa réquisition. Les *Etats de Hollande* ordonnèrent seulement, le 19. d'*Octobre* de la même année, qu'on délibéreroit là-dessus avec la Cour. Les deux Ordonnances, dont je viens de parler, se trouvent parmi celles qui ne sont point imprimées, sur les années que je viens d'indiquer.

(a) Lib.  
VIII. pag.  
672, 673.

(b) Idem,  
Lib. XI.  
pag. 445.

§. V. JE pourrois ajouter plusieurs exemples,  
même

même de cas arrivez de mon tems. *Jaques*, Duc de *Courlande*, devoit plusieurs milliers d'Ecus à un Marchand d'*Amsterdam*, en vertu d'une Sentence Arbitrale du *Haut Conseil*, qui l'avoit condamné à cette somme. Le Duc ne payant point, & ses Héritiers, les Princes de *Courlande*, aiant des Vaisseaux & des Marchandises en *Hollande* & en *Zélande*, le *Haut Conseil* les fit arrêter en M. DC. XCVI. & souvent encore depuis, avec la clause du (1) *Mandement* insérée dans les Lettres de Citation, & établissant aussi un Curateur, pour prendre la défense des Princes, dont les biens étoient arrêtez. J'ai moi-même assisté, depuis que je suis Conseiller de la *Cour de Hollande*, au jugement de quelques causes qui regardent cette affaire; car la plus grande partie de la dette n'est pas encore payée. Il n'y a que peu d'années que le Roi même de *Prusse*, aujourd'hui régnant, fut appelé en Justice par ordre de la Cour Souveraine, avec la clause du *Mandement*, après la saisie d'une portion de l'hérédité, qui lui étoit échue, du Roi d'*Angleterre*, *Guillaume III.* Succession, pour laquelle on a plaidé plusieurs fois, en sorte que l'affaire n'est pas encore finie. Ce qui choqua alors le Roi de *Prusse*, ce ne fut pas tant la citation en Justice, que la manière dont elle se fit, avec la clause du *Mandement*, notifiée publiquement au son de la cloche, comme cela se pratique: & peut-être feroit-il bon de s'abstenir d'une formalité de si grand éclat, lors que le Prince, dont on a fait arrêter les effets, a un Ambassadeur, ou autre Ministre Public, qui veut bien recevoir des Lettres de Citation. Le Roi de *Prusse* ne laissa pourtant pas

§. V. (1) Voyez la Note sur le §. 3. de ce Chapitre.



pas de plaider quelque tems par devant la *Cour de Hollande*, & aiant été condamné sur un article, le 15. de *Juillet*, M. DCC. XVI. il en appella au *Haut Conseil*, où le procès fut commencé. Mais, aiant ensuite révoqué les ordres qu'il avoit donnez à son Agent, il ne voulut ni poursuivre la cause, ni renoncer à son appel; de sorte que le Prince, Héritier du Roi *Guillaume*, comparut seul en Justice par son Avocat: & le 18. de *Juillet*, M. DCC. XIX. celui-ci, qui avoit eu gain de cause auparavant, la perdit, malgré tout ce qu'on allégua en sa faveur & en son nom, contre l'Appellant, qui n'avoit personne pour le défendre.

§. VI. JE sai aussi, que, dans la Province de *Gueldre*, & en d'autres endroits, on appelle en Justice les Princes Etrangers, en conséquence d'une saisie de leurs effets: & la chose y est si fort passée en coutume, que tout le monde la regarde aujourd'hui comme un usage incontestable. Il faut pourtant prendre garde ici, que cela n'aboutisse à des injustices manifestes, & qu'en appliquant aux Princes ce qui à toute rigueur peut être décerné de Particulier à Particulier, selon les maximes peut-être injustes des Praticiens, on ne fasse un grand tort à ces Puissances Souveraines. Les Praticiens disent, que la moindre chose appartenante à quelqu'un, qui ait été saisie, suffit pour fonder la Jurisdiction. Accordons cela, si l'on veut, entre simples Particuliers, puis que telle est la coutume reçue: mais si le Cheval d'un Prince passe sur les terres d'un autre Etat, pourra-t-on l'arrêter, pour assujettir par là le Prince à venir répondre devant les Tribunaux du Pais? Pour moi, je ne saurois en demeurer d'accord, & rien, à mon avis, n'est plus contrai-

traire, sinon à une déclaration formelle, du moins à une juste présomption de la volonté des Peuples.

---

## CHAPITRE V.

*Du droit qu'ont les AMBASSADEURS d'être regardez comme des PERSONNES SACRÉES; & si c'est ce qui leur donne le privilège d'être exemts de la Jurisdiction du lieu où ils sont en ambassade.*

§. I. **C**eux qui ont donné des Traitez sur les AMBASSADEURS & les AMBASSADES, se sont fort étendus à faire voir, par des témoignages de toute l'Antiquité, Gréque & Romaine, que les Ambassadeurs sont des *personnes Sacrées* & inviolables: & plus ces Ecrivains ont eu d'érudition, plus ils ont étalé ici un tas d'autoritez, pour prouver une chose que personne ne nie. Si je voulois rapporter ici les belles Sentences, anciennes & nouvelles, qu'on a copiées tant de fois sur ce sujet; y ajouter ensuite celles que je pourrois alleguer de mon chef; rapporter les différentes manières dont on a puni, chez les divers Peuples, ceux qui avoient insulté les Ambassadeurs, contre le Droit des Gens; faire voir enfin de quel opprobre se sont couverts les Princes, qui ont fait mettre en prison, ou aux fers, ou même fait mourir les Ambassadeurs des Puissances Etrangères, & de combien de Guerres ces mauvais traitemens ont été la cause; si j'allois, dis-je, entrer dans tout ce détail, il faudroit faire un plus gros Livre, que

Lib. XI.

Cap. 5.

(b) *De Legationibus*,  
Lib. II.

Cap. I. &amp;

14.

(c) *De Jure*  
*Bell. &*  
*Pac.* Lib.

II. Cap. 18.

§. I. & 6. &  
in *Not.*(d) *Legat.*  
Capp. 22--

26.

(e) *In Legato*, Lib.

II. Diff. 13.

(f) *De la*  
*charge &*  
*dignité de*  
*l'Ambassadeur*,

Chap. 3.

(g) *De Legato & Legatione*, pag.

44, 68, 69.

(h) *In Legato*, Lib.

II. Cap. I.

num. 28,

& *seqq.*(i) *L'Ambassadeur*,

Liv. I.

Chap. 27.

& 28. &  
*Mémoire*  
*touchant les*  
*Ambass.*

Var. loc.

(k) Diff.  
*De Legatis*  
*eorumque*  
*jure* : Cap.V. §. 9. &  
*seqq.*(l) Diff.  
*De Legato*  
*sancto*, non*impuni*,

Cap. I.

(m) *Arcan.*  
*Status*, Lib.IV. C. 2.  
*mem. 8.*

que je n'ai résolu de le donner à l'heure qu'il est. Pour se contenter de reste là-dessus, on n'a qu'à lire ce qui a été recueilli par (a) JACQUES CUVAS; ALBÉRIC GENTIL (b); HUGUES GROTIUS, (c) le premier Auteur en matière de Droit Public, & presque tous ses Commentateurs, sur l'endroit où il traite des Ambassades; CHARLES PASCHAL (d); FREDERIC DE MARSELAER (e); JEAN (f) HOTMAN; CHRISTOPHLE (g) VARSEVIC; HERMAN KIRCHNER (h); ABRAHAM WICQUEFORT (i); CHRISTOPHLE BESOLD (k); HENRI COCCÉJUS (l); FRANÇOIS ALBERT PELZHOFFER (m); & une infinité d'autres Auteurs: car il n'y en a guères, qui ne se jettent sur ce lieu commun, lors qu'ils ont occasion de parler des Ambassadeurs. Et la chose est si fort établie parmi toutes les Nations, que, dans le (I) DROIT CANONIQUE, on rapporte formellement au *Droit des Gens*, la coutume de respecter les Ambassadeurs, & de ne leur faire aucun mal.

§. II. IL est plus à propos d'examiner, en quoi consiste ce privilège qu'ont les Ambassadeurs, d'être regardez comme *sacrez* parmi tous les Peuples. Le Jurisconsulte MARCIEN (I) entend par *Sacré*, ce qui est mis à couvert de toute injure & toute insulte des Hommes; & FESTUS

(2)

§. I. (I) *JUS GENTIUM est sedium occupatio.... Legatorum non violandorum religio &c.* Distinct. I. *De Jure Divin. & Humano*, Can. IX.

§. II. (I) *SANCTUM est, quod ab injuria hominum defensum atque munitum est.* DIGEST. Lib. I. Tit. VII. *De divisione rerum &c.* Leg. VIII. *princ.* Il y a ici une bizarrerie singulière, dans l'usage de nôtre Langue. Les mots *Saint* & *Sacré* viennent visiblement des mots Latins *Sanctus* &

(2) expliquant ce mot de la même manière, se fonde sur sa signification propre & naturelle. Cela étant, il falloit dire, que les Ambassadeurs sont *sacrez*, entant qu'il n'est pas permis de les offenser, ni en actions, ni en paroles : & on doit s'abstenir de cela envers eux, parce qu'ils représentent toujours leur Prince, qu'ils sont les Messagers & les Entremetteurs de la Paix & des Alliances, de sorte que, sans eux, les Peuples ne pourroient vivre en repos, ni avoir entr'eux une douce société.

§. III. MAIS, dira-t-on, il n'est pas non plus permis d'offenser toute autre personne, en actions ou en paroles. Car il y a des Loix établies, qui mettent aussi en sûreté les corps, les biens, & l'honneur des Particuliers. Quel est donc ici le privilège des Ambassadeurs?

§. IV. JE répons, que l'on punit plus rigoureusement ceux qui ont maltraité un Ambassadeur, que ceux qui ont fait quelque injure ou quelque insulte à un simple Particulier, & que c'est à cause du caractère qui rend les Ambassadeurs *sacrez*, qu'on décerne une peine si différente pour un même genre d'offense. Le Jurisconsulte POMPONIUS, après avoir dit, que c'est un attentat contre le Droit des Gens, de frapper un Ambassadeur, parce que l'Ambassadeur est une personne sacrée; (1) ajoute, en  
sui-

& *Sacer*: cependant le sens de *Saint* répond à celui de *Sacer*; & au contraire le sens de *Sacré* à celui de *Sanctus*; comme on le voit par la manière dont j'ai été obligé de traduire la Loi citée.

(2) *Plerique autem* [SANCTUM dictum ajunt] *quòd ei, qui id violavit, pœna sit multatave SANCITA.* Pag. 479. Edit. *Amstelod.*

§. IV. (1) *Si quis Legatum hostium pulsasset, contra Jus Gentium id commissum esse existimatur; quia Sancti habentur*  
G Le-

suivant l'opinion de MUCIUS, que l'on doit livrer aux Ennemis celui qui a frappé leur Ambassadeur. Il allégué ensuite un exemple de cette punition; & l'Histoire Romaine nous en fournit grand nombre d'autres. C'est une sorte de Peine extraordinaire; & la raison pourquoi on a jugé à propos de l'établir, est, peut-être, parce que, comme je le montrerai plus bas, les Ambassadeurs sont censez, par une fiction de droit, être hors du territoire de la Puissance auprès de laquelle ils sont envoyez, & demeurer Sujets de celle qui les envoie, laquelle par conséquent peut être dite offensée en leur personne. Il y a encore ceci de particulier, que celui qui est convaincu d'avoir fait la moindre injure aux Ambassadeurs, ou aux gens de leur suite, contrevient par cela seul, selon le Droit (2) Romain, à la *Loi Julienne touchant les Violences Publiques*.

§. V. C'EST ainsi que les *Etats de Hollande*, dans une Ordonnance du 29. de Mars M. DC. LI. (1) témoignent entendre l'obligation où l'on est de regarder les Ambassadeurs comme *sacrez*. Car après s'être beaucoup étendus sur cette obligation, reconnuë & pratiquée parmi les Peuples même Barbares, ils en concluent, & ordonnent là-dessus, Que personne ne fasse aucun mal ni aucune insulte, en aucune manière, aux Ambassadeurs, en leur personne ou celle de leurs gens, en leur Hôtel, leurs Carrosses, & autres choses à eux appartenantes; sur peine d'être regardé com-

*Legati.... Itaque eum, qui Legatum pulsasset, Quintus MUCIUS dedi hostibus, quorum erant Legati, solitus est respondere &c. DIGEST. Lib. L. Tit. VII. De Legationib. Leg. ultim.* On peut voir là-dessus FRANÇOIS BALDUIN, dans sa *Jurisprudencia Muciana*, pag. 100, & seqq. Edit. Basil. 1558.

comme infracteur du Droit des Gens, & perturbateur du repos public, & en cette qualité d'être puni corporellement. Voilà, comme on voit, une Punition extraordinaire, mais qui n'est pas décernée ici pour la première fois : on a toujours auparavant puni sur ce pié-là ceux qui avoient insulté un Ambassadeur. En l'année M. DC. XLVII. le 14. d'*Avril*, il y eut des gens, qui jettèrent des pierres contre l'Hôtel de l'Ambassadeur de *Moscovie*, & y cassèrent des vitres : sur quoi la *Cour de Hollande* publia, le 20. du même mois, (a) un Placart, par lequel Elle déclaroit, que, si quelcun, soit de nuit ou de jour, commettoit désormais quelque violence contre l'Hôtel de cet Ambassadeur, il seroit puni de mort, & ses biens confisquez ; menaçant de plus d'une punition arbitraire ceux qui, par des huées, ou de quelque autre manière, insulteroient les gens de sa suite. On peut voir une autre Ordonnance de la *Cour de Hollande*, du 5. de *Septembre* M. DC. XLII. où l'on remarquera, comme par tout ailleurs, une sévérité extraordinaire des Loix contre ceux qui troublent, de quelque manière que ce soit, le repos des Ambassadeurs.

(a) *Placat.*  
II. *Append.*  
Fol. 2387,  
& seqq.  
Voiez aussi  
*Aitzema*,  
Lib.  
XXVII.  
pag. 400.

§. VI. VOILÀ en quoi consiste, & à mon avis, uniquement, le privilège qu'ont ces Ministres Publics, d'être regardez comme des personnes sacrées. GROTIUS (a) fonde là-dessus (1) l'autre privilège, qu'il attribué ensuite aux Ambassadeurs, d'être exemts de la Jurisdiction du

(a) *De Jure*  
*Bell. ac*  
*Pac. Lib.*  
II. Cap. 18.  
§. 4.

(2) On a déjà cité ci-dessus la Loi, dont il s'agit, *Chap.* I. §. 6.

§. V. (1) Voiez le même Chapitre, §. 7.

§. VI. (1) Voiez ci-dessous, *Chap.* VIII. où notre Auteur rapporte & approuve la véritable & prochaine raison, pourquoi GROTIUS exemte les Ambassadeurs de la Jurisdiction

(b) Pag.  
39. de la 2.  
Edit.

du Souverain auprès duquel ils sont envoie<sup>z</sup>. WICQUEFORT, dans ses (b) *Mémoires touchant les Ambassadeurs & les Ministres Publics*, fuit en cela GROTIUS. Mais je doute qu'ils aient raison l'un & l'autre. Quelque sacrée que soit une personne, on ne donne aucune atteinte à son inviolabilité par cela seul qu'on l'appelle en Justice. L'Empereur MARC ANTONIN, (2) dans un de ses Rescripts, fait regarder comme un acte de violence, la conduite d'une personne, qui demandant ce qu'elle croit lui être dû prend pour cela une autre voie que celle de la Justice. Donc, si on prend la voie de la Justice, ce n'est pas une violence. Les (3) *Prêtres, les Vierges*  
*Vesta-*

di<sup>tion</sup> du lieu où ils résident pendant leur Ambassade. Au reste, on peut d'autant moins fonder cette exemption de Jurisdiction sur le caractère de la personne des Ambassadeurs, considérez comme des personnes sacrées, que leur privilège à cet égard n'a aucun rapport avec l'origine de cette inviolabilité. Il y a grande apparence, que c'est à l'occasion des Guerres que l'usage des Ambassades s'est introduit. Il étoit donc nécessaire que l'on renonçât pour cela au droit qu'a un Ennemi de faire du mal à tous ceux du Parti contraire; de sorte qu'il fallut faire regarder les Ambassadeurs de part & d'autre, dont le ministère étoit si utile, & pendant la Guerre, & par rapport aux négociations de Paix, comme des personnes respectables, & à couvert de toute insulte, malgré l'état d'hostilité qui subsistoit encore. Ainsi on ne pensoit point du tout à la Jurisdiction, ni Civile, ni Criminelle. Et la plupart des passages de l'Antiquité, qu'on a entassés, touchant le caractère sacré des Ambassadeurs, regardent la sûreté de ceux qui sont envoie<sup>z</sup> à un Ennemi, & qui ne font aucun mal.

(2) *Quum* Marcianus diceret, Vim nullam feci; CÆSAR [Divus Marcus] dixit: Tu vim putas esse solum, si homines vulnerentur? Vis est & tunc, quotiens quis id, quod deberi sibi putat, non per Judicem reposcit? DIGEST. Lib. IV. Tit. II. *Quod metus causâ* &c. Leg. XIII. Voyez aussi Lib. XLVIII. Tit. VII. *Ad Leg. Jul. de Vi Privata*, Leg. VII.



*Vestales*, les *Tribuns du Peuple*, étoient, parmi les anciens *Romains*, des personnes sacrées : & cependant on pouvoit les appeller en Justice, comme nous en voions des exemples (4) dans les Auteurs. Il étoit défendu d'appeller en Justice un Pontife, (5) pendant le tems qu'il vaquoit à ses fonctions sacrées : mais du reste on pouvoit très-bien l'adjourner comme toute autre personne. Le caractère qui rend quelcun sacré & respectable, n'a jamais exempté qui que ce soit de la Jurisdiction du Magistrat, de qui on dépend.

§. VII. IL FAUT donc chercher quelque autre raison, qui donne aux Ambassadeurs le privilège

(3) C'est ce qui paroît par un passage remarquable, que je trouve dans D E N Y S *d'Halicarnasse*, & où il est dit, que l'emploi des Ambassadeurs est le plus honorable & le plus sacré parmi les *Romains*, parce qu'ils représentent celui qui les envoie par autorité publique, & qu'ils sont inviolables & respectables, tout de même que les *Prêtres* : Ἐστὶ δὲ πάντων τιμιώτατόν τε καὶ ἱερώτατον ὁ Πρεσβευτὴς παρὰ Ῥωμαίοις, ἐξουσίαν μὲν ἀρχόντος ἔχων καὶ δύναμιν, ἀσυλίαν δὲ καὶ σεβασμὸν ἱερέως. *Antiquit. Roman. Lib. XI. Cap. 25. pag. 673. Edit. Oxon.* L'inviolabilité des *Prêtres*, & des *Ambassadeurs*, est ici exprimée par le même mot (ἀσυλία) dont on se sert pour marquer celle des *Tribuns du Peuple* : Ἱερῶν καὶ ἄσυλον ἀποδείττει τὴν ἀρχὴν [τῶν Δημάρχων] *Idem, Lib. VI. Cap. 89. pag. 395.*

(4) C'est ainsi qu'*Aulus Virginius* & *Quintus Pomponius*, *Tribuns du Peuple*, furent accusez en Justice, & condamnés à une amende; comme on le voit dans T I T E L I V E, *Lib. V. Cap. 29.* On fait que les *Vierges Vestales*, qui venoient à violer leur vœu de chasteté, étoient enterrées toutes vives: il falloit pour cela, qu'elles en fussent convaincues juridiquement, & condamnées par sentence des *Pontifes*. Les *Pontifes* eux-mêmes pouvoient être appelez en Justice: l'exception de la Loi, qui va être citée, le suppose manifestement, & suffit pour le prouver.

(5) *Nec Pontificem* [in jus vocari oportet] dum sacra facit. *DIGEST. Lib. II. Tit. IV. De in jus vocando, Leg. II.*

vilége de ne pouvoir être appellez en Justice dans le lieu de leur Ambassade. Pour la trouver, cette raison, on n'a qu'à se souvenir, que, selon l'usage constamment reçu, un Ambassadeur n'est point regardé comme Sujet de la Puissance auprès de laquelle il est envoyé, mais demeure Sujet de celle qui l'envoie, & par conséquent n'est censé soumis en aucune manière, ni pour dettes, ni pour crimes, à la Jurisdiction du Souverain, chez qui il réside. Je ferai voir dans la suite, par le consentement & tacite, & exprès, des Peuples, que celui qui est absent pour cause d'Ambassade, n'est point censé avoir changé de domicile.

§. VIII. SUR ce principe, je crois qu'on doit entendre des Ambassadeurs, ce qui est dit dans les *Règles* que *Charles (a) le Hardi* prescrivit à la *Cour de Hollande* le 4. de *Septembre* de l'année M. CCCC. LXII. & dans celles que l'Empereur *Charles-Quint* donna à la même Cour le 20. d'*Août*, M. D. XXXI. Car il y est fait mention, outre les Sujets & Habitans, d'autres qui demeurent en *Hollande*, & ne sont pourtant pas Sujets. Les *Etats de Hollande*, dans une Déclaration du 22. de *Mars*, de l'année M. DC. LVII. défendent les Duels non seulement à leurs Sujets, mais encore aux autres personnes qui se trouvent en *Hollande*. Tout cela semble ne pouvoir être entendu simplement des Etrangers qui passent ou séjournent dans le país, sans y avoir domicile: du moins les articles des *Règles* de *Charles le Hardi*, & de *Charles-Quint*; puis qu'ils donnent à la seule Cour de *Hollande* la

§. VIII. *Interdicta*; Terme du Droit Romain, par où l'on entend les Mandemens provisionnels que le Juge don-  
noit

la Jurisdiction sur de telles personnes non-Sujettes de l'Etat; & cependant les Villes, aussi bien que cette Cour, ont jurisdiction sur les Etrangers, c'est-à-dire, en conséquence d'un Arrêt de leurs corps ou biens; sans quoi la Cour même ne connoît point de ce qui les regarde. On ne peut pas non plus entendre ces deux articles des *Cardinaux* de l'Eglise Romaine. Car, quoi que les *Cardinaux*, en quelque lieu qu'ils se trouvent, soient censez Sujets du *Pape* seul, la Cour de *Hollande* n'a aucune Jurisdiction sur eux, puis que cette Jurisdiction appartient uniquement au *Pape*. Mais, direz-vous, la Cour n'a non plus aucune Jurisdiction sur les Ambassadeurs. Fort bien, selon moi, mais non pas dans la pensée de cette même Cour: car (b) dans les *Règles* qu'Elle se dressa elle-même l'année M. DC. LXX. & que les Etats de *Hollande* n'ont jamais approuvées, Elle s'attribuë formellement la Jurisdiction sur les Ambassadeurs des Princes Etrangers, & les gens de leur suite, dans les causes où le privilège d'exemption n'a point lieu. On n'explique point là, quelles sont ces causes; & la Cour a varié là-dessus en divers tems, comme on le verra dans la suite. Il suffit de savoir maintenant, que dans ce qu'Elle dit des Ambassadeurs, Elle semble avoir voulu expliquer l'article des *Règles Judiciaires*, prescrites par *Charles-Quint*, qu'Elle suit encore aujourd'hui. On pourroit aussi entendre cet article, & celui des *Règles* de *Charles le Hardy*, non de toute action intentée en Justice contre les Ambassadeurs, mais seulement des Ordonnances (1) ou Défenses qu'on leur signifie,

pour

(b) *Formæ  
judicandi  
Cur. Holl.  
§. 89, & 90.  
pag. 12.*

noit, pour commander ou défendre à tel ou tel, de faire telle ou telle chose. Ainsi, par exemple, on peut défendre  
à

pour empêcher les désordres de l'Anarchie, lesquelles peuvent, à mon avis, être mises en usage par rapport aux Ambassadeurs, comme je le dirai plus au long dans le Chap. XVI. de cet Ouvrage. Et quand même la Cour ne prétendrait avoir aucune Jurisdiction sur les Ambassadeurs, Elle ne laisseroit pas de pouvoir, quand on s'adresse à elle, connoître des privilèges de ces Ministres Publics: or les deux articles, dont il s'agit, ne disent autre chose, si ce n'est que la Cour de *Hollande* connoitra des privilèges des Sujets, & de ceux des Etrangers, qui ne sont point Sujets de l'Etat. Peut-être même, que ce pouvoir est donné à la Cour, afin qu'Elle empêche que l'on ne fasse aucune violence ni aucune insulte aux Ambassadeurs, comme en effet Elle l'a souvent défendu par des Placards, ou qu'Elle punisse celles qui ont été actuellement commises, pouvoir dont Elle a quelquefois usé avec beaucoup de rigueur contre ceux qui avoient insulté les Ambassadeurs, de quelque manière que ce fût, en leur personne, en leurs gens, en leur Hôtel, ou leurs biens. De sorte qu'on ne sauroit tirer de ces deux Articles aucun préjugé contre l'exemption de la Jurisdiction commune, en les entendant même, comme je fais, des Ambassadeurs.

## CH A-

à un Ambassadeur d'aller en un certain endroit du Pais, où il y a quelque chose à craindre de sa part; ou lui ordonner de sortir du Pais en tel ou tel tems &c. Voyez d'autres exemples ci-dessous, *Chap. XVI. §. 16, 17.*

CH. VI. §. II. Tels sont ceux qui ont été appelez ailleurs pour être Juges, ou Témoins, dans quelque affaire: ceux qui ont été envoyez de *Rome*, dans une Province: ceux qui ont appellé d'une sentence, à *Rome*, ou en quelque autre

en-

## CHAPITRE VI.

*Décisions du DROIT ROMAIN au sujet des  
LEGATI; & de quelles sortes de Ministres  
Publics les Jurisconsultes veulent parler.*

§. I. **Q**UOI QUE nous traitions une question du Droit des Gens, & non pas du Droit Civil de l'ancien Peuple Romain; il ne fera pourtant pas hors de propos, de faire ici d'abord quelques remarques sur ce que le DROIT ROMAIN établit au sujet des Ministres Publics auxquels on donne en Latin le nom de *Legati*, que nous traduisons ordinairement par celui d'*Ambassadeurs*. Car, outre que les décisions de cet ancien Peuple semblent être la voix commune de presque toutes les Nations; quelques Docteurs ont imprudemment appliqué à tous ceux que l'on désigne par le mot de *Legatus*, ce que les Loix Romaines n'entendent que d'une certaine sorte. Voïons donc ce qu'elles ont jugé à propos d'établir à leur égard pour des raisons particulières, & premièrement en matière d'*affaires civiles*; après quoi nous parlerons de ce qui regarde les *affaires criminelles*.

§. II. ULP IEN faisant un dénombrement de ceux (1) qui ont droit de demander à être ren-

endroit, pendant le tems nécessaire pour poursuivre l'Appel &c. *Legatis, in eo quod ante legationem contraxerunt, item his qui testimonii causâ evocati sunt, vel si qui judicandi causâ arcessiti sunt, vel in Provinciam destinati, revocandi domum suam jus datur. Ei quoque qui ipse provocavit, non imponitur necessitas, intra tempora provocationis exercenda, Romæ, vel alio loco, ubi provocatio exercetur, aliis pulsantibus respondere: nam CELSUS huic etiam domum revocationem*

renvoiez par devant les Juges du lieu de leur domicile, met en ce rang les *Ambassadeurs*, à l'égard des affaires contractées avant qu'ils fussent en ambassade. La raison en est, comme le dit peu après le Jurisconsulte, qu'on a trouvé à propos que ceux qui viennent pour un certain sujet ne soient pas contraints à se défendre en Justice pour d'autres sortes d'affaires; & cette raison s'applique également bien à tous ceux qui ont le privilège dont il s'agit. Mais il y en a une autre particulière en faveur des Ambassadeurs, sur laquelle on se fonde manifestement dans la décision des cas qui les regardent eux seuls, c'est qu'autrement (2) ils seroient détournés des fonctions de leur Emploi, ou, comme il est dit ailleurs, (3) cela apporteroit de l'empêchement à l'ambassade, ou, ce qui revient encore à la même chose, ils (4) ne pourroient pas vaquer à l'Emploi public dont ils sont chargez. C'est-là certainement une raison très-véritable de la concession du privilège, dont il s'agit: mais elle est également forte, par rapport aux affaires contractées pendant le tems de l'Ambassade; car en plaidant contre un Am-

*dandum ait: quoniam ob aliam causam venerit. hac CELSI sententia, & rationalis est. DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. II. §. 3.*

(2) JULIANUS, *sine distinctione denegandam actionem [adversus Legatum]. merito: ideo enim non datur actio, ne ab officio suscepto legationis avocetur. Ibid. Leg. XXIV. §. 2.*

(3) *Ne impediatur legatio. Ibid. Leg. XXVI.*

(4) *Quid enim prohibet Legatum publico munere fungi, & actorem, custodia causâ, in possessione rerum hereditariarum esse? Ibid. Leg. XXVII.* Il s'agit-là d'une exception au privilège, fondée sur ce qu'elle n'a rien de contraire au but pour lequel le privilège est accordé. Un Député de Province, dans le tems qu'il est à Rome, accepte une Hérité qui lui survient, & se porte pour Héritier. Ni les Légataires, ni les Créanciers du Défunt, ne peuvent à la vérité lui demander

Ambassadeur pour ces sortes d'affaires, on ne le détourne pas moins de ses fonctions, que si on l'appelloit en Justice pour toute autre affaire. Et cependant ULP IEN fait immédiatement après cette distinction dans la Loi citée: (5) *Tous ceux-ci*, dit-il, *demandent un renvoi chez eux, à moins qu'ils n'aient contracté dans le lieu où on les appelle en Justice; car s'ils ont contracté là, ils n'ont pas droit d'être renvoyés au lieu de leur domicile.* C'est-à-dire, encore même qu'ils aient contracté là avant que d'être à Rome pour leurs affaires: ce qui paroît manifestement par l'exception ajoutée ensuite au sujet des Ambassadeurs, (6) lesquels, *quoi qu'ils aient contracté dans Rome, pourvu que ce soit avant leur ambassade, ne sont point obligés de se défendre là en Justice, pendant tout le tems qu'ils y sont en ambassade; & cela selon la décision du Jurisconsulte JULIEN, aussi bien qu'en vertu d'un Rescript d'ANTONIN le Débonnaire.* Ainsi, à cet égard, le privilège des Ambassadeurs est plus étendu, ainsi que le Jurisconsulte PAUL (7) l'explique & l'approuve ailleurs: quoi que, par rapport aux affaires contrac-

der rien alors en Justice: mais, s'il ne donne caution, on les met, par provision, en possession des biens de l'hoirie: cela ne sauroit détourner le Député de ses fonctions, & il faut qu'il paie tôt ou tard.

(5) *Omnes autem isti domum revocant, si non ibi contraxerunt, ubi conveniuntur; ceterum, si contraxerunt ibi, revocandi jus non habent.* Ibid. Leg. II. §. 4.

(6) *Exceptis Legatis, qui, licet ibi contraxerunt, dummodo ante legationem contraxerunt, non compelluntur se Romæ defendere, quamdiu, legationis causâ heic demorantur. Quod & JULIANUS scribit, & DIVUS PIUS rescripsit.* Ibid.

(7) Un Député de Province a passé un Compromis à Rome, avant que d'y être envoyé: la Partie ne peut, pendant qu'il y est en députation, obliger les Arbitres à prononcer. Mais s'il a passé le Compromis depuis qu'il est à Rome, l'autre



tractées pendant tout le tems de leur ambassade, ils suivent la même règle, que les autres. C'est que les Auteurs du Droit Romain ont bien vû, qu'il étoit à la vérité très-à-propos de favoriser ici les Ambassadeurs en ce qui concerne les affaires contractées avant leur ambassade, mais qu'une raison plus forte & plus importante s'y opposoit, à l'égard des affaires contractées pendant le tems même de l'ambassade. La voici, cette autre raison, telle qu'elle se trouve élégamment exprimée par le Jurisconsulte JULIEN : (8) *Si un Ambassadeur, dit-il, pendant qu'il est en ambassade, achète un Esclave, ou quelque autre chose, ou a pris possession d'une chose à quelque autre titre, il n'y a rien d'injuste à le contraindre de se défendre en Justice contre ceux qui l'attaquent pour ce sujet : car AUTREMENT CE SEROIT AUTORISER LES AMBASSADEURS A' EMPORTER CHEZ EUX LE BIEN D'AUTRUI SOUS PRÉTEXTE DU PRIVILEGE DE LEUR EMPLOI.* C'est-là certainement la vraie & unique raison pourquoi leur privilège est ici borné : on n'a pas voulu leur donner occasion de mal faire, à l'abri de leur caractère. Car pour ce que d'autres se sont avisez de dire, qu'on a ainsi réglé la chose pour l'avantage des Am-

Partie peut contraindre les Arbitres à donner leur sentence ; *Item, si quis Romæ compromiserit, mox Romam in legationem venerit ; non est cogendus Arbitr sententiam dicere, non magis quàm cogeretur, si litem ante contestatus esset, nunc exercere... Sed si nunc in legatione compromittat, puto cogendum arbitrum sententiam dicere &c.* DIGEST. Lib. IV. Tit. VIII. De Recept. qui arbitr. Leg. XXXII. §. 9. Voyez, sur tout ce paragraphe, C U J A S, Obs. Lib. XXII. Cap. 22. & Recit. in Paul. ad Edict. pag. 197, & seqq. Tom. V. Opp. Ed. Fabrott.

(8) *Si legationis tempore quis servum, vel aliam rem emerit,*

Ambassadeurs mêmes, qui ne trouveroient pas autrement des gens qui voulussent traiter avec eux, & pourroient manquer par là des choses nécessaires pour leur entretien & celui de leurs gens; c'est une imagination assez frivole.

§. III. IL Y A d'autres décisions dans le Droit Romain, au sujet des Ambassadeurs, par rapport aux affaires civiles. ULP IEN, au même endroit que nous avons cité, après avoir expliqué dans quelles sortes d'affaires les personnes privilégiées peuvent demander un renvoi au lieu de leur domicile, & fait voir comment cela avoit lieu encore plus à l'égard des Ambassadeurs, ajoute: (1) *Si quelqu'un d'eux a contracté hors de sa Province, mais non pas en Italie, peut-il être appelé en Justice à Rome?* MARCELLUS dit, sur cette question, que le privilège qu'ils ont de demander un renvoi chez eux, regarde seulement les affaires qu'ils ont contractées dans leur Ville, ou du moins dans leur Province; & cela est vrai. C U J A S (a) entend fort bien ceci de tous les autres qui peuvent se faire renvoyer en Justice au lieu de leur domicile, à la réserve des Ambassadeurs; puis que ceux-ci ont ce privilège par rapport aux affaires contractées dans Rome même, avant leur ambassade. Ainsi le leur refuser

au

*aut ex aliâ causâ possidere cœperit, non iniquè cogetur ejus nomine judicium accipere. ALITER ENIM POTESTAS DABITUR LEGATIS, SUB HAC SPECIE, RES ALIENAS DOMUM AUFERENDI. DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. XXV. Voyez là-dessus C U J A S, Recit. in Julian. Tom. VI. Opp. pag. 5.*

§. III. (1) *Item si extra Provinciam suam contraxerunt, licet non in Italiâ, questionis est, an Romæ conveniri possint?* & MARCELLUS, in eo solo, privilegio eos uti domum revocandi, quod in Civitate suâ, vel certe intra Provinciam contraxerunt: quod est verum. Ibid. Leg. II. §. 5.

(a) Comment.  
postum. ad  
d. L. 2.  
Tom. VII.  
Opp. pag.  
137.

au sujet de ce qui s'est passé hors de leur Province, ce feroit renverser l'exception dont on vient de parler. J'approuve aussi l'explication que le même Interprète donne aux paroles suivantes : (2) *Que s'ils se portent eux-mêmes pour Demandeurs en Justice, ils sont obligés alors de se défendre contre tous.* Il a raison de dire, que cela ne doit point être appliqué aux Ambassadeurs ; & c'est mal-à-propos que la plupart des Interprètes Modernes, & même les anciens Compilateurs Grecs (3) des BASILIQUES, entendent toutes ces décisions des Ambassadeurs seuls. La règle (4) d'ailleurs générale pour toutes les autres personnes, qui ont le privilège de demander un renvoi au lieu de leur domicile, ne convient point aux Ambassadeurs ; parce que le Droit Romain désapprouve, comme une chose contraire à l'Equité, que l'on puisse appeler les autres en Justice, dans un lieu où l'on n'est pas obligé de se défendre soi-même ; sur tout s'il se trouve que la même raison pour laquelle on n'est point soumis à la Jurisdiction du lieu ne permette pas qu'on y ait recours contre les autres. Ainsi un Ambassadeur ne pouvoit pas, de peur que cela ne le détournât des fonctions de son Emploi, ni se mêler des procès d'autrui, ni poursuivre les

(2) *Sed & si agant, compelluntur se adversus omnes defendere.* Ibid. Voyez encore ici Cujas, *Obs.* XXII. 22.

(3) Voici le passage, où la chose est claire : *Τὸ δὲ τὸ προνόμιον ἔχει [ὁ Πρεσβευτὴς] ἐπὶ μόνοις, οἷς ἐν τῇ πόλει αὐτῷ, ἢ τῇ ἐπαρχίᾳ συνήλλαξεν. & μὴν ἐφ' οἷς ἐπεράξεν ἐν ἑτέρᾳ ἐπαρχίᾳ, καὶ πρὶν ἢ φθάσῃ τὴν Ἰταλίαν.* Lib. VII. Tit. V. pag. 295. Tom. I. Edit. Fabrott.

(4) *Qui non cogitur in aliquo loco judicium pati, si ipse ibi agat, cogitur ibi excipere actiones, & ad eundem Judicem mitti.* DIGEST. Lib. V. Tit. I. De *Judiciis* &c. Leg. XXII.

les siens propres, ni vaquer à aucune autre affaire qui le regardât en particulier, (5) jusqu'à ce qu'il eût achevé sa commission; à moins qu'on n'eût fait à lui, ou à ses gens, quelque insulte ou quelque injure, dont il voulût demander satisfaction. J'avouë que ceci n'est pas conforme à l'usage reçu parmi les Nations: mais la chose en elle-même est très-raisonnable. Et c'est pourquoi je soutiens sans hésiter, qu'aujourd'hui qu'il est permis presque par tout à un Ambassadeur d'attaquer en Justice tous ceux avec qui il a quelque chose à démêler, il doit aussi, en ce cas-là, se défendre contre tous, lors que ceux qu'il a appeliez en Justice intentent à leur tour quelque action contre lui; comme je le ferai peut-être voir plus au long (6) en son lieu. C'étoit aussi avec beaucoup de raison qu'on permettoit aux Ambassadeurs de demander, en Justice, réparation ou satisfaction des torts & injures faites à eux ou à leurs gens; puis que cela étoit permis à toutes les autres personnes qui avoient le privilège de demander un renvoi au lieu de leur domicile, en sorte qu'elles n'avoient pas même alors à craindre la *réconvention*: car, comme le dit élégamment le Jurisconsulte JULIEN, (7) dans la Loi déjà citée, *il arriveroit autrement, ou que*  
ces

(5) PAULUS respondit, eum qui legatione fungitur, neque alienis, neque propriis negotiis se interponere debere..... Legatus, antequam legationis officio functus sit, in rem suam nihil agere potest: exceptis his, qua ad injuriam ejus, vel damnum, parata sunt. DIGEST. Lib. L. Tit. VII. De Legation. Leg. VIII. §. 2. & Leg. X. princ. Voyez aussi les Loix IX. XI. & XV. que l'Auteur indique.

(6) Voyez ci dessous, Chap. XVI. §. 13.

(7) Non tamen [compelluntur se adversus omnes defendere] si injuriam suam per equantur, vel furtum, vel damnum, quod nunc passi sunt: alioquin (ut & JULIANUS  
els-

*ces sortes de personnes seroient exposées à recevoir impunément des insultes & du dommage, ou qu'il seroit au pouvoir de chacun, en les frappant, de les soumettre à la Jurisdiction du lieu, par la nécessité où elles se trouveroient, si elles vouloient demander satisfaction, de se défendre à leur tour.*

§. IV. IL Y A ici une autre Question du Droit Romain, au sujet des *Actions Réelles*. Comme ces sortes d'Actions sont fondées sur la possession actuelle de celui à qui l'on demande quelque chose, il semble d'abord qu'elles puissent être intentées contre un Ambassadeur. Le Jurisconsulte PAUL traitant ce cas, (1) rapporte là-dessus une décision de CASSIUS, qui prétendoit, que, *si une telle action contre un Ambassadeur, tend à lui ôter tous les Esclaves, qui le servent, il faut la refuser: mais que, s'il s'agit seulement d'un Esclave, entre plusieurs autres qui resteroient à l'Ambassadeur, on doit donner action contre lui.* Par exemple, quelcun réclame parmi les gens de l'Ambassadeur, un seul Esclave, dont celui-ci peut

*eleganter ait) aut impune contumeliis & damnis adficiuntur; aut erit in potestate cujusque, pulsando eos, subicere ipsos jurisdictioni, dum se vindicant. DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. II. §. 5.*

§. IV. (1) *Sed si postulatur in rem actio adversus Legatum, numquid danda sit? quoniam ex presenti possessione hæc actio est. CASSIUS respondit, sic servandum, ut si subducatur ministerium ei, non sit concedenda actio: si vero, ex multis servis, de uno agatur, non sit inhibenda. Ibid. Leg. XXIV.*

(2) JULIANUS, *sine distinctione denegandam actionem. Merito: ideo enim non datur actio, ne ab officio suscepto legationis avocetur. Ibid.*

(3) Car, si c'étoit-là le véritable fondement de la distinction dont il s'agit, il faudroit refuser action en Justice contre un Ambassadeur pour toute sorte d'affaires, puis que, de quelque nature qu'elles soient, un Procès le détournera toujours, plus ou moins, des fonctions de son Emploi. Or il est

peut aisément se passer : en ce cas-là, celui qui prétend que l'Esclave est sien, peut le demander en Justice, selon l'opinion de l'ancien Jurisconsulte, qu'on cite. Mais (2) JULIEN, autre Jurisconsulte, n'étoit pas de même sentiment, il *refusoit action, en ce cas-là, sans aucune distinction*; & cela, ajoute PAUL, *avec raison, parce qu'autrement l'Ambassadeur seroit détourné des fonctions de son Emploi*. J'entre aussi dans cette pensée, à l'égard des Esclaves, & autres choses nécessaires pour vaquer à l'Ambassade, qui sont celles dont CASSIUS venoit de parler : mais pour ce qui est de la raison, que PAUL allégué, je ne saurois encore déterminer, si elle (3) est aussi solide. A suivre la distinction de CASSIUS, on court risque certainement de donner dans une Figure de *Rhétorique*, qui s'appelle, je crois, (4) *Sorite*; & il est à craindre, que l'on n'établisse quelque chose qui va à diminuer l'éclat de l'Ambassade, & qui tend à empêcher que l'Ambassadeur ne puisse aisément exécuter ce à quoi  
il

est constant, qu'on peut l'appeller en Justice pour tout ce qu'il a fait ou contracté pendant son Ambassade. C'est apparemment ce que notre Auteur veut dire, & la raison pour-quoi il doute de la solidité de celle que donne l'ancien Jurisconsulte, dont il s'agit.

(4) *Σωρίτης*, ou plutôt *Σωρείτης*. C'est un raisonnement sophistique & captieux, qui va à détruire ce que l'on veut établir, & ce qui paroît le plus clair. Voyez CUYAS, sur la Loi CLXXVII. du Titre du DIGEST, *De Verborum significatione*, pag. 655, & *seqq.* Opp. Tom. VIII. comme aussi MÉNAGE, sur DIOGÈNE LAERCE, Lib. II. §. 108. Ainsi, selon la distinction du Jurisconsulte CASSIUS, aujourd'hui on ôtera un Esclave à l'Ambassadeur, sous prétexte qu'il lui en reste encore assez, pour le servir : demain on en réclamera encore un autre; & ainsi à la fin on le dépouillera peu-à-peu de tous ses gens.

il emploie le ministère de ses gens ; pour ne rien dire d'autres raisons semblables qu'on peut opposer ici. Mais ce que je viens de dire, doit être entendu selon les règles du Droit Romain, des choses dont l'Ambassadeur a aquis la possession avant son Ambassade ; car s'il a commencé d'en prendre possession pendant le tems même de l'Ambassade, il est obligé de se défendre en Justice contre ceux qui les réclament, ainsi que JULIEN le dit dans la Loi (5) qui suit immédiatement ; & c'est pour cela que les Compilateurs des (6) BASILIQUES n'ont fait qu'un article de ces deux Loix. Il est bon de faire attention à ce que l'on vient de remarquer, pour s'en souvenir, quand nous traiterons des Actions Réelles, & de la détention des biens d'un Ambassadeur, entant qu'elles peuvent avoir lieu selon l'usage des Nations.

§. V. Je pourrois ajouter plusieurs autres remarques, touchant les décisions de la Jurisprudence Romaine en matière de Causes Civiles. Mais cela serviroit plus à expliquer les subtilitez du Droit Civil, qu'à éclaircir nôtre sujet, qui

(5) Elle a été déjà citée, Not. 8 du paragraphe 2. de ce Chapitre.

(6) Οὐκ ἐνάγονται δὲ τῇ περὶ πρᾶγματος ἐκδικήσει, καὶ ἐν τῇ πρεσβείᾳ νέμονται, εἰ μὴ ἐν αὐτῇ ἡγόρασαν, ἢ ἡρξάντο νέμεσθαι. Lib. VII. Tit. V. pag. 300. Tom. I.

§. VI. (1) *Legati, ex delictis in legatione commissis, coguntur iudicium Romæ pati ; sive ipsi admisserunt, sive servi eorum.* DIGEST. Lib. V. Tit. I. De *Judiciis* &c. Leg. XXIV. §. I.

(2) *Item Legatum Provinciale, ejus dumtaxat criminis [accusare licet] quod ante commiserit, quàm in legationem venerit.* DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. II. De *Accusationibus*, &c. Leg. XII. princip.

(3) Il s'agit des Sénateurs ou autres personnes honorées du titre de *Clarissimi*. L'Empereur veut, qu'en matière d'affaires



qui se rapporte proprement au Droit des Gens.

§. VI. POUR ce qui regarde la Jurisdiction compétente, à laquelle les Ambassadeurs sont soumis pour cause de Crimes, le Jurisconsulte PAUL (1) décide là-dessus en peu de mots, que, *si le Crime a été commis pendant le tems de l'Ambassade, les Ambassadeurs sont obligez de répondre en Justice à Rome, soit qu'eux-mêmes, ou leurs Esclaves s'y soient rendus coupables de quelque chose.* VÉNULE JUS, autre Jurisconsulte, dit, (2) *qu'il n'est pas permis d'accuser un Ambassadeur de Province;* mais il ajoûte, que cela regarde les Crimes qu'il peut avoir commis avant que de venir en Ambassade. Et en effet, si les Ambassadeurs, selon le Droit Romain, n'ont aucun droit de demander un renvoi chez eux pour les affaires civiles qu'ils ont contractées pendant leur Ambassade; à plus forte raison ne peuvent-ils point s'attribuer le privilège en matière des Crimes qu'ils ont commis pendant ce tems-là : car on s'oblige par un Délit, autant que par un Contract; & le Crime dépouille le Coupable de toutes les prérogatives d'une Dignité, (3) comme s'ex-  
prime

res criminelles ils soient jugez par le Juge ordinaire, ou le Gouverneur de leur Province, sans pouvoir demander d'être renvoyez à Rome, par devant le Gouverneur de la Ville (*Præfectus Urbi*) comme cela leur étoit alors permis, quand il s'agissoit d'affaires civiles: *Nec fori præscriptione utatur: omnem enim hujusmodi honorem reatus excludit.* Co D. Lib. III. Tit. XXIV. *Ubi Senatores, vel Clarissimi, civiliter vel criminaliter conveniantur*, Leg. II. Voyez là-dessus le docte JACQUES GODEFROI, in Co D. THEODOS. Lib. IX. Tit. I. *De Accusationib.* &c. Leg. I. Tom. III. pag. 4. Ainsi c'est mal-à-propos que quelques-uns, (par exemple, ANTOINE PEREZ, in Cod. *De Legationib.* num. II.) débitent cela, comme une règle générale, en vertu de laquelle ils prétendent qu'un Ministre Etranger est entièrement déchu de ses privilèges, & sujet par conséquent à la Jurisdiction du

prime l'Empereur CONSTANTIN, sur un sujet approchant. Il suffit donc qu'on aît égard au caractère des Ambassadeurs, & à leur privilège de demander un renvoi, en matière des Crimes qu'ils ont commis avant que d'être revêtus de l'Emploi; comme cela se déduit des paroles du Jurisconsulte PAUL, que je viens de citer, & comme le décide expressément VENULEJUS, dans l'autre Loi alléguée.

§. VII. POUR ce qu'ajoute (1) PAUL, au sujet des Esclaves coupables de quelque crime, il est clair, par une autre Loi, que cela regarde seulement l'action (2) que l'on peut intenter en Justice contre un Maître pour le mal qu'a fait son Esclave.

§. VIII. IL NE reste plus qu'à voir, de quelle sorte de personnes envoyées par autorité publique on doit entendre ce que les *Romains* avoient établi au sujet de la Jurisdiction compétente des *Legati*, que nous traduisons par le mot d'*Ambassadeurs*. Et il est d'autant plus nécessaire de l'expliquer, que l'ignorance de quelques personnes a fait tirer ici du Droit Romain un préjugé mal fondé contre les véritables règles du Droit des Gens.

§. IX. LES *Ambassadeurs* ou sont envoyez de

lieu où il réside, du moment qu'il a commis quelque Crime.

§. VII. (1) C'est-à-dire, qu'ils doivent répondre du fait même de leurs Esclaves, si ceux-ci ont commis quelque Crime à Rome pendant l'Ambassade.

(2) *Actio Noxalis*, en vertu de laquelle le Maître de l'Esclave malfaiteur étoit condamné ou à paier le dommage, ou à livrer l'Esclave. Voici la Loi, que nôtre Auteur indique : NOXALES ACTIONES adpellantur, quæ non ex contractu, sed ex noxa atque maleficio Servorum adversus nos instituuntur: quarum actionum vis & potestas hæc est, ut, si dans-

de la part d'un Prince Souverain, à un autre Prince Souverain, soit que celui-ci soit Allié, ou Ennemi: ou bien ils sont envoyez de la part des Provinces & des Villes, c'est-à-dire, par les Sujets même à leur Souverain. Si on lit tous les fragmens qui nous restent des anciens Jurisconsultes, tous les Rescripts des Empereurs, qui se trouvent dans les Titres du DIGESTE & du CODE, *De Legationibus*; on conviendra, sans hésiter, que tout ce qui est dit-là ne doit s'entendre que des Députez de quelque Province ou de quelque Ville de l'Empire Romain; hormis peut-être la dernière Loi du Titre du DIGESTE, où il s'agit d'Ambassadeurs envoyez par l'Ennemi. Si ailleurs il est parlé par occasion des Ambassadeurs, ce n'est guères que de Députez, tels que je viens de dire, qui étoient envoyez à l'Empereur Romain pour exécuter les commissions de la Province ou de la Ville, dont ils étoient. Je pourrois citer là-dessus bien des endroits, si la chose n'étoit certaine à l'égard de (1) ceux où il s'agit du Juge compétent des personnes, à qui le Droit Romain donne le nom de *Legati*; ce qui suffit pour le sujet que j'ai entrepris de traiter. Cela a été si souvent remarqué par une infinité d'Auteurs, comme

(a)

*dammati fuerimus, liceat nobis deditione ipsius corporis, quod deliquerit, evitare litis estimationem.* DIGEST. Lib. IX. Tit. IV. *De noxalib. action.* Leg. I. Ainsi c'est une action civile, intentée seulement à l'occasion d'un crime.

§. IX. Voyez DIGEST. Lib. V. Tit. I. *De Judiciis* &c. Leg. II. §. 3, 4, & 5. (qui ont été déjà citez) & Leg. VIII. IX. & Leg. XXXIX. §. 1. *ibid.* Lib. XIII. Tit. V. *De Pecunia constitut.* Leg. V. §. 1. Lib. XII. Tit. II. *De Furejurando* &c. Leg. XXXV. §. 2. Toutes Loix, auxquelles nôtre Auteur renvoie ici.

(a) *Recit. in*  
*L. 2. §. 2.*  
*D. De Ju-*  
*dicis &c.*  
*Tom. VII.*  
*pag. 136.*

(b) *De Jure*  
*Bell. ac*

*Pac. Lib. II.*  
*Cap. 18. §.*  
*10. in fin.*

(c) *Ad di&.*  
*L. 2. De*  
*Judic.*

(d) *Camb-*  
*den. Annal.*

*Angl. ad*  
*ann. 1571.*

*pag. 201,*  
*& seqq.*

(p. 208.

*Edit. Lugd.*  
*Bat. 1625.)*

(e) *L' Am-*  
*bassadeur,*

*Liv. I.*  
*Se&t. 27.*

*pag. 819,*  
*821, &*  
*suiv.*

(a) C U J A S, G R O T I U S (b), D E (c) M O R -  
 N A C; que je suis surpris de voir dans l'Histoire  
 d'Angleterre cinq Jurisconsultes célèbres, qui,  
 faute d'y faire attention, répondirent selon les  
 principes du Droit Romain, (d) lors qu'on les  
 consulta, en l'année M. D. LXXI. sur l'affaire  
 de Jean Lesley, Evêque de Rossé. D'autres se  
 sont aussi laissé tromper par ces décisions du  
 Droit Romain, comme W I C Q U E F O R T (e)  
 l'a remarqué en plus d'un endroit.

§. X. M A I S, quand même les *Romains* au-  
 roient clairement & nettement appliqué aux Am-  
 bassadeurs des Nations Etrangères, ce qu'ils di-  
 sent des Députés d'une Ville ou d'une Province,  
 cela seul n'établirait point une règle du Droit  
 des Gens. Il s'ensuivrait seulement, qu'ils au-  
 roient jugé à propos de régler ainsi les choses,  
 en suivant leurs idées & leurs lumières. Cela  
 n'empêcherait pas, que, si les autres Peuples,  
 raisonnant sur d'autres principes, ont depuis au-  
 trement décidé, en sorte que leur consentement  
 prévaille, on ne doive se régler là-dessus dans la  
 question du Juge compétent des Ambassadeurs,  
 comme sur ce qui est dès-lors du Droit des Gens.  
 Mais on voit assez, que tout ce qui se trouve  
 établi dans le Droit Romain au sujet de Ministres  
 Sujets, considérez comme tels, ne peut pas être  
 appliqué indifféremment à des Ambassadeurs  
 non-Sujets. Il y avait quelque rapport entre  
 ces deux sortes de *Legati*, & c'est pourquoi ce  
 qui est dit des uns pouvoit souvent être dit à l'é-  
 gard des autres; mais non pas toujours & à tous  
 égards. Oseroit-on soutenir, qu'il faille laisser  
 à

§. XI. (1) C'est-à-dire, n'empêchoit pas qu'ils ne con-  
 servassent le droit de les poursuivre en Justice, ou dans le  
 lieu

à un Sujet du même Prince un privilège aussi étendu de demander un renvoi par devant les Juges du lieu de son domicile, que celui qu'on accorde à un Ministre Etranger, qui n'est point Sujet du Souverain auquel il est envoyé? Pourquoi est-ce qu'un Prince, de qui émane toute la Jurisdiction de ses Etats, ne pourroit pas punir un Député, son Sujet, par tout où celui-ci a commis quelque Crime, qui le mérite? C'est sur ce pié-là que les *Romains* avoient jugé à propos d'en user par rapport à ces sortes d'Ambassadeurs, improprement ainsi appelez.

§. XI. A L'E'GARD des affaires civiles, le Droit Romain a voulu empêcher, qu'un Sujet ne pût rendre trop dure & trop fâcheuse la condition des autres Sujets, pour cause de ce que le Député avoit fait & contracté pendant sa Députation. Appliquer cela aux Ambassadeurs des Nations Etrangères, non-Sujets par conséquent, & dont les privilèges doivent être fondez sur un consentement tacite des Peuples, c'est se tromper grossièrement. Ces Députez d'une Province ou d'une Ville n'étoient presque que des Procureurs ou Commissionnaires: & cependant, à l'exemple des Ambassadeurs proprement ainsi nommez, on leur permettoit de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile, à l'égard des affaires qu'ils avoient contractées avant leur Députation, en telle sorte que, comme les Créanciers ne pouvoient pas se prévaloir du tems de cette Députation, cela aussi (1) ne leur portoit aucun préjudice.

§. XII. IL Y A d'autres décisions du Droit Ro-

lieu de leur domicile, ou à *Rome* même, s'ils y restoient après que leur Députation étoit finie.

Romain, au sujet des Députez d'une Ville ou d'une Province, que l'on ne sauroit appliquer aux Ambassadeurs des Nations Etrangères. Personne ne s'imaginera, par exemple, qu'on doive mettre en question, selon le Droit des Gens, ou l'usage des Peuples, combien on peut envoyer d'Ambassadeurs. Il semble même qu'avant le règne de *Vespasien*, les Villes de l'Empire Romain aient député autant de personnes qu'elles vouloient. Nous voions, du moins, que la Députation des *Juifs* à l'Empereur *Caligula* étoit composée de cinq personnes, comme nous l'apprend (1) *PHILON*, qui en faisoit lui-même partie. Mais *Vespasien*, très-bon économiste, défendit, par un Edit, à toutes les Villes de l'Empire, (2) d'envoyer plus de deux ou trois Députez; afin qu'elles ne fissent pas de trop grandes dépenses, en se piquant à l'envi, pour lui faire hon-

§. XII. (1) *Legat. ad Cajum*, pag. 870. C'est ainsi que nôtre Auteur indique l'endroit; & il se sert apparemment de l'Edition de *Genève*. Je le trouve dans celle de *Paris*, presque à la fin du Traité, où *PHILON* témoigne dans quel embarras & quelles inquiétudes lui & les autres *Juifs* étoient, en attendant ce que *Caligula* feroit d'eux, & ce qu'il ordonneroit touchant le sujet de leur Députation. Ils voioient, en la personne d'eux cinq Députez, toute leur Nation exposée à de grands orages: Ἐν ἡμῖν δὲ πέντε πρεσβευταῖς σαλεύειν τὰ τῶν πανταχῶς πάντων Ἰσραήλων, & χαλεπὸν; Pag. 1043. C.

(2) *Præcipitur autem Edicto Divi VESPASIANI omnibus Civitatibus, ne plures, quàm ternos legatos mittant.* DIGEST. Lib. L. Tit. VII. *De Legationib.* Leg. VI. §. 4. Depuis cela, l'Empereur VALENTINIEN défendit d'envoyer plus d'un Député, COD. THEODOS. Lib. VII. Tit. XII. *De Legatis* &c. Voyez là-dessus le docte JACQUES GODEFROI, qui, sur tout ce Titre, dit bien des choses curieuses touchant ces Députez de Province, & quelquefois touchant les véritables Ambassadeurs.

(3) Nôtre Auteur, qui renvoie simplement au Traité de ce Philosophe *De Garrulitate*, pag. 314. (je ne sai de quelle Edi-

honneur, de se présenter devant lui avec pompe & magnificence par leurs Députez ; car on regarde comme une chose honorable aux Princes, de leur envoyer un nombre considérable de Ministres Publics, comme il paroît par ce que dit (3) PLUTARQUE. Du reste, quand il s'agit d'Ambassadeurs, proprement ainsi nommez, qui viennent de la part d'une Puissance Souveraine auprès d'une autre aussi indépendante, il n'y a ni règle, ni usage, qui en limite le nombre. Et c'est par un nouveau genre d'ambition, que *Louis XIV.* Roi de *France*, prétendit, dans le Congrès pour la Paix de *Nimègue*, que l'Electeur de *Brandebourg* ne pouvoit y envoyer qu'un Ambassadeur. Cela est manifestement contraire au Droit des Gens, en vertu duquel il est libre à chacun d'employer, pour négocier ses propres affaires, autant de Ministres (4) que bon lui semble :

Edition, ) a eu sans doute en vuë le petit conte, que je vais rapporter. Les *Lacedémoniens* avoient envoyé un Ambassadeur au Roi *Démétrius*. Ce Prince fort en colère, se mit à crier : *Comment ! les Lacedémoniens ne m'envoient qu'un Ambassadeur ?* L'Ambassadeur, sans se déconcerter, lui répondit froidement : *Un ; auprès d'un.* Δημητρίῳ δὲ τῷ Βασιλέως ἀγανακτῶντος, καὶ βοῶντος, Ἐνα πρὸς ἐμὲ Λακεδαιμόνιοι πρεσβευτὴν ἐπεμψαν. ὁ καταπλαγείς ὁ πρεσβευτής, Ἐνα, εἶπε, ποτὶ ἕνα. Pag. 511. A. Ed. Wech. (907. Ed. H. Steph.) Le même conte se trouve dans les *Apophthegmes Lacedaemoniens*, pag. 216. A. où l'on met *Philippe de Macédoine*, au lieu de *Démétrius*. Ce qui pourroit servir à confirmer la pensée de *XYLANDER*, qui croit que ce Recueil de bons mots n'est point de *PLUTARQUE*. Voyez, au reste, *KIRCHNER*, *Legat.* Lib. I. Cap. VI. num. 8, & seqq. où il rapporte ce conte, & dit d'autres choses sur le nombre des Ambassadeurs, conformes à la pensée de nôtre Auteur. *MARSELAEER*, Lib. II. *Diff.* IX. en traite aussi ; & *WICQUEFORT*, *Liv.* I. Sect. XXVI.

(4) Voyez *WICQUEFORT*, *L'Ambassadeur & ses fonctions*, *Liv.* I. Sect. 26.



ble: Et je ne crois pas qu'avant le Prince, dont je viens de parler, on aît jamais fait (5) aucune difficulté là-dessus à aucune Puissance.

§. XIII. JE pourrois ajouter d'autres différences qu'il y a, selon le Droit Romain, entre les Ambassadeurs d'une Puissance Etrangère, & les Députés de Province ou de Ville. Mais cela m'écarteroit plus qu'il ne faut, de mon sujet principal, auquel je vais revenir.

## CHAPITRE VII.

*Qu'à en juger par la Raison toute seule, on dispute & l'on peut disputer pour & contre, sur la question du JUGE COMPETENT DES AMBASSADEURS.*

§. I. **S**I l'on consulte les maximes de la Raison toute seule, il n'est pas facile de décider, ou c'est que les Ambassadeurs doivent être appelés en Justice, ou accusez. ALBERIC GENTIL (a) soutient, que les règles du Droit Romain, dont je viens de traiter, doivent aussi être celles du Droit des Gens, qu'elles le sont effectivement, c'est-à-dire, qu'on a Jurisdiction & Civile, & Criminelle, sur un Ambassadeur, pour tout ce qu'il a fait ou commis pendant le tems de son Ambassade. CHARLES PASCHAL (b) ne distingue pas non plus, en matière de Causes Civiles, entre un Ministre Sujet & non-Sujet. Il suit en tout & par tout les principes du Droit Romain.

(a) De Legation. Lib. II. Cap. 16, 17, & 18.

(b) Legat. Cap. 73.

§. II.

(5) On contesloit bien d'autres choses aux Princes d'Allemagne. Voyez WICQUEFORT, Liv. I. Sect. IV.

§. II. ON peut, au fond, dire bien des choses, pour appuyer cette pensée. Un Ambassadeur représente à la vérité son Prince, mais de la même manière qu'un Procureur représente celui qui lui a donné commission, c'est-à-dire, dans toutes les affaires dont il s'est chargé. Ainsi il faut à la vérité qu'on n'apporte aucun retardement ni aucun empêchement à ce que l'Ambassadeur ne puisse commodément vaquer à ses négociations, pour l'intérêt de son Prince. Mais comme il n'a point ordre de traiter pour son avantage particulier, moins encore de mal faire, ne peut-on pas, sans choquer son Maître, le laisser dépendre de la Jurisdiction de l'autre Puissance, dans les Etats de qui il a contracté ou délinqué? Doit-on souffrir, qu'un Ambassadeur, qui en se rendant coupable de quelque Crime a lui-même violé le premier le Droit des Gens, jouisse du bénéfice de ce même Droit, pour éviter la punition qu'il a méritée, ou du moins pour décliner la Jurisdiction du Souverain, chez qui & contre qui, ou du moins contre les Sujets duquel il a péché, au mépris du Droit des Gens? Faut-il permettre, qu'un Ambassadeur, en contractant, mette les autres dans quelque obligation, sans s'obliger lui-même à rien, ou plutôt qu'il puisse appeller les autres en Justice pour toute sorte d'affaires, pendant qu'il ne peut lui-même y être appelé pour aucune? Doit-on souffrir, que, dans des Contrats particuliers, qui n'ont aucun rapport avec son Ambassade, il duppe nos Sujets, en vrai filou, & qu'il emporte chez lui leur bien & leur argent? & cela souvent sans aucune espérance de recouvrer ce qui leur est dû, à cause des difficultez & de la dépense du voyage, & par le risque qu'ils courent

en s'exposant à plaider, dans un autre Etat, contre une Partie redoutable? Tout ce qu'on peut dire pour colorer la justice d'un privilège si incommode, c'est qu'il est nécessaire de l'accorder jusqu'à ce point, pour ne pas détourner les Ambassadeurs des fonctions de leur emploi. Mais s'ils ont le tems & la commodité de faire des Contrac̃ts, & d'excroquer l'argent des Sujets de l'Etat, ne peuvent-ils pas aussi trouver moien de poursuivre un Procès, sans préjudice des affaires de l'Ambassade? Qu'ils ne contractent donc point, s'ils craignent les Procès; ou s'ils veulent contracter, qu'ils se résolvent à répondre en Justice pour ce sujet, & qu'ils pensent qu'en tout ce qu'ils font au delà de ce que demande manifestement le but de l'Ambassade, ils agissent en simples Particuliers, & comme tels, ils sont soumis aux mêmes Loix, & à la même Jurisdiction, que les Sujets naturels de l'Etat. On a beau dire, qu'ils seroient détournez des fonctions de l'Ambassade, s'il falloit qu'ils vaquassent à des Procès. Les Ambassadeurs, qui résident pendant long tems dans une Cour Etrangère, comme font aujourd'hui la plûpart, n'ont presque rien à faire, & ne passent guères leur tems qu'en Festins, en Spectacles, ou autres sortes de Divertissemens; se contentant d'écrire quelquefois à leur Prince, pour leur apprendre qu'ils sont encore en vie, & qu'ils pensent à lui quelquefois.

§. III. LES raisons que je viens d'alleguer, ont été autrefois approuvées par la *Cour de Hollande*, comme fondées sur le Droit des Gens. Car en l'année M. DC. XLIV. le 19. du mois de *Décembre*, les Etats de la Province lui aiant donné avis des plaintes que faisoit contr'Elle un

Am-

Ambassadeur de *Suède*, Elle répondit, Qu'Elle avoit Jurisdiction sur les Ambassadeurs, en ce qui ne concernoit pas l'exercice de leur emploi (de quoi ils n'ont à répondre que devant celui qui les a envoyez) Et que, pourvû qu'on n'usât d'aucune violence ni d'aucune contrainte sur la personne même des Ambassadeurs, & qu'on leur laissât dequoi s'entretenir du nécessaire, ils n'avoient aucun sujet de se plaindre. Elle ajoûtoit, que les Juges de son Corps avoient toujours suivi cette règle dans leurs Jugemens, & que tel étoit aussi l'usage de la plûpart des Nations, sur tout en *Europe*. C'est ce que rapporte (a) AITZEMA; & on trouve la plainte même de l'Ambassadeur de *Suède*, aussi bien que la réponse de la *Cour de Hollande*, dans le *Traité de BORT* (b), *Des Arrêts*. La même Cour fit non seulement adjourner, mais encore arrêter, un Résident du Roi de *Portugal*, pour dettes contractées pendant son Ambassade; comme le (c) remarque WICQUEFORT. Et cependant ceux même, qui avec le commun des Docteurs, font généralement dépendre les Ambassadeurs de la Jurisdiction du Souverain à qui ils sont envoyez, ne permettent pourtant pas de l'arrêter, comme le décident unanimement les Auteurs dont (d) BORT allégue l'autorité. La *Cour de Hollande* cita encore par devant Elle un Ambassadeur d'*Espagne*, pour un Contrat de Louage, comme nous l'apprend aussi (e) AITZEMA. Bien plus: Elle fit arrêter une autre fois l'Ambassadeur d'*Angleterre*, qui venoit pour régler quelques comptes avec les *Etats de Hollande*: mais cette saisie fut levée par une Ordonnance des mêmes *Etats*, dattée du 14. d'*Août* M.DC.LXXXI. & qui se trouve parmi celles qu'on n'a pas encore publiées.

(a) Lib.  
XXIV.  
pag. 790--  
799.

(b) *De Arrest.*  
Cap.  
IV. num.  
14.

(c) *L'Ambassadeur*  
&c. Liv. I.  
Sect. 27.  
pag. 838,  
839.

(d) *Ubi*  
*supr.* num.  
15, 16, 17,  
18.

(e) Lib.  
XLVIII.  
pag. 1053.

§. IV. VOILA donc les raisons qu'on peut alleguer, & en même tems l'autorité de nôtre Cour de Justice, contre le privilège qu'on attribué aux Ambassadeurs, de se faire renvoyer à la Jurisdiction du lieu de leur domicile. Il ne manque pourtant pas, d'autre côté, de quoi montrer qu'ils ont ce droit en tout & par tout, & de quoi opposer raison à raison.

§. V. LES Ambassadeurs, dira-t-on, sont si utiles & (1) si nécessaires, pour que les Nations vivent entr'elles en repos & en bonne union, qu'autant qu'on a à cœur cette fin, autant doit-on faire cas de leur ministère qui la procure. Sans eux, qui ménageroit des Traitez de Paix & des Alliances ? Qui termineroit à l'amiable des démêlez qui ont excité entre deux Nations une Guerre sanglante, par laquelle elles courent à la ruine l'une de l'autre ? Et peut-on refuser à ces Ministres de la Paix & des Alliances le privilège d'être en sûreté dans l'endroit où ils vaquent à de si nobles fonctions ? S'il naît de là quelque injustice, c'est une de celles, qui, comme (2) tous les grands exemples, est recompensée par l'utilité publique. Qu'on permette une fois de rechercher les crimes que les Ambassadeurs peuvent avoir commis, & de les punir, sur tout lors qu'ils trament quelque chose contre le Prince, auprès duquel ils sont envoyez ; aucun Ambassadeur ne fera jamais bien en sûreté. Examinez en  
quoi

§. V. (1) On peut voir ici ce que dit STEPHANUS CASSIUS, *De Jure & Judice Legatorum* &c. Sect. I. §. 23, 24.

(2) *Habet aliquid ex iniquo omne magnum exemplum, quod contra singulos, utilitate publicâ rependitur.* TACIT. Annal. Lib. XIV. Cap. XLIV. C'est ce passage, si souvent cité, dont nôtre Auteur emploie tacitement les paroles.

quoi consiste leur emploi, sur le pié qu'il est aujourd'hui, & qu'il a été par le passé: vous trouverez (3) qu'il se réduit uniquement à procurer, autant qu'il leur est possible, l'avantage de leur Prince. Or ils ne peuvent souvent y réussir, qu'en se faisant un parti, ou à force d'intrigues & de sollicitations, ou à force d'argent, parmi les Grands de l'Etat où ils sont en ambassade; en tâchant de découvrir les secrets du Gouvernement, à la faveur, par exemple, des Secrétaires, qu'ils corrompent; en excitant ou fomentant des inimitiez & des factions; en employant le Vin, l'Amour, la Faveur, & autres moïens deshonnêtes, pour ménager les affaires dont ils sont chargez. Faudra-t-il donc les accuser en Justice, & les punir, dès qu'ils seront convaincus de quelque chose de semblable? Autant vaut-il abolir l'usage des Ambassades. Qu'un Ambassadeur soit coupable d'un de ces Crimes que chacun peut commettre, la Prison, & les autres choses par où il faudra qu'il passe dans le cours des procédures de la Justice, ne troubleront-elles pas son commerce de Lettres, & n'empêcheront-elles pas l'exécution de ses ordres? Il en sera de même à peu près des Procès intentez contre lui pour affaires civiles: car en donnant Jurisdiction sur quelcun, on accorde en même tems au Juge tout ce qui est nécessaire (4) pour que la Jurisdiction aît son effet. En vain appelleroit-on quel-

(3) Voiez *L'Ambassadeur* &c. de WICQUEFORT, Liv. II. Sect. I. pag. 15. & Sect. IX.

(4) *Cui Jurisdictio data est, ea quoque concessa videntur, sine quibus Jurisdictio explicari non potest.* DIGEST. Lib. II. Tit. I. De *Jurisdict.* Leg. II.

quelcun en Justice, en vain la Sentence seroit-elle prononcée, si celui que le Juge a condamné pouvoit se dispenser de se soumettre à son Jugement. Lors donc qu'un Ambassadeur ainsi jugé refusera d'obéir, le condamnera-t-on à loger dans une Prison ; expédient qui est le dernier dont on se sert pour maintenir la Jurisdiction, & qui sans doute le mettra hors d'état de vaquer comme il faut aux fonctions de l'Ambassade ? Ou si on n'en vient point là, de quoi servira la Sentence ?

§. VI. ALBERIC GENTIL, dans l'endroit que j'ai cité au commencement de ce Chapitre, dit, que, si l'on accorde aux Ambassadeurs le privilège du renvoi en Justice au lieu de leur domicile, en matière des affaires contractées pendant le tems de l'Ambassade, personne ne voudra contracter avec eux, & qu'ainsi ce sera leur interdire en quelque façon tout commerce. Il prétend même, que les anciens Jurisconsultes Romains, en soumettant à cet égard les Ambassadeurs à la Jurisdiction du lieu où ils exercent leur emploi, se sont fondez sur cette raison ; que la Cour de *Hollande* allégua aussi, dans la Lettre qu'elle écrivit en M. DC. XLIV. le 19. de *Décembre*, aux Etats de la Province, tou-

§. VI. (1) C'est pour montrer, que les *Mineurs* ne doivent pas toujours avoir le bénéfice de la restitution en entier ; ni toutes les obligations des *Femmes* pour autrui, regardées comme nulles. *Non semper autem ea, quæ cum Minoribus geruntur, rescindenda sunt, sed ad bonum & æquum redigenda sunt, ne magno incommodo hujus ætatis homines adficiantur, nemine cum his contrahente, & quodammodo commercio eis interdiceretur.* DIGEST. Lib. IV. Tit. IV. De Minorib. Leg. XXIV. §. 1. Si mulier, tamquam in usus suos pecuniam acceperit, alii creditura, non est locus Senatusconsulto : alioquin nemo cum fœminis contrahet ; quia ignorari potest, quid actura sint.



touchant l'affaire de l'Ambassadeur de *Suède*, dont nous avons parlé ci-dessus. Mais cela n'est jamais venu dans l'esprit des anciens Jurisconsultes. Ils allèguent seulement (1) quelque part la raison, dont il s'agit, en parlant des *Mineurs* & des *Femmes*. Pour ce qui est de l'application qu'on en voudroit faire aux Ambassadeurs, GROTIUS (a) y a répondu suffisamment. C'est à eux certainement à prendre garde que le privilège qu'ils ont ne leur soit préjudiciable: & ils peuvent l'empêcher, ou en traitant argent comptant, ou, comme cela se pratique souvent aujourd'hui, en donnant des Gages, ou des Cautions. D'autre côté, les Sujets de l'Etat doivent ou ne point contracter du tout avec un Ambassadeur Etranger, ou prendre bien leurs précautions. C'est à eux à savoir, que, s'il survient quelque démêlé entre lui & eux, il peut bien les faire appeller en Justice, mais il ne peut pas y être appelé lui-même. *Quiconque* (2) *contracte avec un autre, connoît, ou peut connoître son état & sa condition*, selon le précepte d'ULPIEN. Ceux donc qui font quelque affaire avec un Ambassadeur, sans prendre leurs précautions, ne doivent se plaindre que d'eux-mêmes. Si on les a prises, il n'est point à craindre que les Ambassa-

(a) *De Jure Bell. ac Pac. Lib. II. Cap. XVIII. §. 16.*

*Int. Lib. XVI. Tit. I. Ad Senatusconsult. Vellejan. Leg. XI.* ALBÉRIC GENTIL est tombé ici dans la même erreur, où s'engagent souvent les Interprètes du Droit Romain. Ils voient alléguer & appliquer en certaines occasions, une raison qui convient au cas dont il s'agit: ils en font aussi-tôt une felle à tous chevaux; ils la regardent comme une maxime générale, & ils fondent là-dessus d'autres décisions, sur des choses où les anciens Jurisconsultes n'ont jamais pensé.

(2) *Qui cum alio contrahit, vel est, vel debet esse non ignarus conditionis ejus.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. *De diversis Reg. Juris.*

ambassadeurs s'en retournent chez eux chargés des dépouilles des Sujets de l'Etat ; inconvenient que nous avons dit ci-dessus qu'on allégué, pour appuyer l'opinion contraire.

§. VII. Les dernières raisons, que nous venons d'exposer, ont aussi été approuvées, comme établissant aujourd'hui une règle du Droit des Gens, par cette même *Cour de Hollande*, qui en d'autres tems a adopté les premières. Car, en l'année M. DC. LI. les Créanciers d'un autre Ministre de *Portugal* ayant demandé à la Cour un Mandement d'Arrêt contre lui, ne purent l'obtenir, quoi que les *Etats Généraux* des *Provinces Unies* lui eussent fait signifier, qu'ils ne le regarderoient plus désormais comme Ambassadeur. C'est ce que rapporte (a) AITZEMA. Et WICQUEFORT (b) y ajoute, que la Cour ayant consulté là-dessus les *Etats de Hollande*, Ils répondirent, que l'Ordonnance des *Etats Généraux*, par laquelle Leurs Hautes Puissances avoient déclaré, qu'Elles ne considéreroient plus désormais ce Ministre Etranger comme Ambassadeur, regardoit seulement le sujet de sa négociation, & non pas la personne, à l'égard de laquelle on n'avoit pu ni prétendu donner aucune atteinte au Droit des Gens. On peut rapporter encore ici ce que les *Etats Généraux* répondirent, la même année M. DC. LI. à la plainte que porta l'Ambassadeur d'*Espagne*, contre celui de *France*, sur ce que celui-ci lui avoit intercepté une Lettre, l'avoit ouverte & publiée.

Le

(a) Lib.  
XXXI.  
pag. 506.  
(b) L'Am-  
bassadeur  
&c. Liv. I.  
Sect. 27.  
pag. 856,  
857.

§. VII. (1) *Dat sy beide in dat cas niet responsabel waren, als aan hare Koningen.* AITZEMA, Lib. XXXI. pag. 493.

§. VIII. (1) Le titre des deux Editions marque l'année M.

Le dernier feignoit que cette Lettre lui avoit été envoyée toute ouverte, par quelcun qu'il ne connoissoit point. L'autre demandoit qu'on fît là-dessus des enquêtes. Les *Etats Généraux* dirent, que la connoissance (1) de cette affaire n'appartenoit qu'aux deux Rois, Maîtres chacun d'un de ces Ambassadeurs.

§. VIII. AINSI voilà des raisons de part & d'autre. Voilà de part & d'autre l'autorité de la *Cour de Hollande*, qui tantôt a donné la préférence aux premières, tantôt aux dernières. D'où vient cette variation? WICQUEFORT répondroit, que la Cour, instruite peut-être par les *Etats de Hollande*, qu'Elle consultoit, avoit suivi les dernières dans le cas dont il s'agissoit : mais qu'avant cela, & depuis même, elle s'étoit souvent réglée sur les premières, par pure ignorance du Droit Public, qu'il reproche si souvent à cette Cour, comme l'Ambassadeur de *Suède* la lui avoit aussi reprochée, dans le Mémoire qu'il présenta aux *Etats de Hollande* le 6. de *Septembre* de l'année M. DC. XLIV. WICQUEFORT, qui croioit avoir été mal traité par la *Cour de Hollande* (de quoi je parlerai plus bas) n'a rien oublié pour détruire l'autorité de cette Cour, & la tourner en ridicule au sujet des principes sur lesquels Elle fondeoit ses Jugemens en matière de ce qui se rapporte au Droit des Gens. Voici comme il parle, dans ses (a) *Mémoires touchant les Ambassadeurs & les Ministres Publics*, qu'il publia, sans y mettre son nom, en l'année (1) M. DC. LXXVI. La Cour

(a) *Pag. 57.*

M. DC. LXXVII. Et l'Epître Dédicatoire de la seconde Edition est datée du 6. *Juillet* 1676. De sorte qu'il faut que l'une & l'autre aient été antidatées, & que la première ait été débitée en fort peu de tems. La même année il parut

*Cour de Justice de Hollande est composée d'un grand nombre d'illustres personnages, mais je crois, que je ne leur fais point d'injure, quand je dis, qu'il n'y en a pas un qui se puisse piquer d'une connoissance fort particulière du Droit Public, qui ne fait pas partie de l'UTROQUE.* Il parut l'année suivante une autre Edition de ce Livre, augmentée & retouchée, avec le nom de l'Auteur ; & voici comment il y adoucit les paroles que je

(b) *Pag. 58. viens de rapporter : (b) La Cour de Justice de Hollande est, sans doute, composée de plusieurs grands personnages ; mais je m'assure, que les plus habiles ne feront point de difficulté d'avouer, que les règles du DROIT PUBLIC ne se tirent point du CODE ny des DIGESTES, & encore moins des DECRETS & des DECRETALES. De tous les Glossateurs du Droit Civil & Canon, il n'y en a pas un qui s'étende sur le DROIT PUBLIC, ou qui y applique les Loix ou les Canons ; parce que ce sont deux professions, qui ont des objets différens, & qui agissent souvent sur des principes & des maximes contraires. WICQUEFORT repète la même chose, avec quelques petits changemens, dans son (c) Ambassadeur ; & il ajoute, au sujet de la Cour de Hollande : Elle faisoit voir, qu'elle n'avoit pas fort étudié un Droit, qui ne fait pas partie de sa profession. Ce que cet Auteur dit, dans le premier passage, est un effet de son ressentiment : ce qu'il dit, dans les autres, est très-vé-*

(c) *Liv. I.  
Sect. 29.  
Pag. 908.*

une critique, intitulée, *Réflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs, & Réponse au Ministre prisonnier &c.* que les Libraires débitoient jointe aux *Mémoires*, au devant desquels il y a, dans mon exemplaire, un titre commun pour les deux Ouvrages. L'Auteur anonyme des *Réflexions*, en même tems qu'il se déchaîne contre la *passion* du Ministre Prisonnier, se montre lui-même fort passionné pour les intérêts &c.

véritable. On ne sauroit nier, que la Cour de *Hollande* n'ait souvent varié dans les principes qu'elle a suivis sur ce qui regarde le Juge compétent des Ambassadeurs, comme nous l'avons montré ci-dessus, & comme nous aurons encore occasion de le faire remarquer plus d'une fois. Mais puis que l'on voit de semblables variations à l'égard même des Jugemens sur les affaires du Droit Privé, à mesure que les Conseillers, dont cette Cour est composée, viennent à changer, faut-il s'étonner, que cela arrive en matière d'une Question du *Droit Public*, sur laquelle, comme le dit GROTIUS, (d) *les sentimens des Auteurs célèbres de ce Siècle sont fort partagez*. On ne peut guères tirer ici des lumières ni du Droit Civil, ni du Droit Canon: tout dépend de la Raison & de l'usage des Peuples. J'ai allégué ce que l'on peut dire pour & contre, en suivant la Raison: il faut voir maintenant, quel parti on doit prendre là-dessus. Ce que l'Usage aura approuvé, l'emportera sans contredit, puis que c'est de là que se forme le Droit des Gens.

(d) *De Jure Bell. ac Pac.*  
Lib. II.  
Cap. 18. §.  
4. *num. 1.*

§. IX. JE parlerai premièrement des *affaires civiles*, & ensuite des *criminelles*, pour passer ainsi du sujet où il y a moins de difficulté, à celui où il y en a plus. Et tout ce que je dirai, regardera, comme on l'entend aussi ordinairement dans l'examen de la question dont il s'agit, non seulement la personne même des Ambassadeurs,

& du Papisme, & de la Cour d'Espagne. Mr. THOMASius, (dans les *Observationes Hallens.* Tom. II. Artic. 17. & *Specim. Prud. Judicialis ex Jure Nat. & Gent.* pag. 33.) l'appelle, *Galardi*, sur la foi de quelcun, qui l'avoit noté sur l'exemplaire qu'il possède: & il croit que c'est le même qui publia le *Traité curieux de l'enlèvement du Prince de FURSTENBERG*.

deurs, mais encore les gens de leur fuite, leurs biens, leur Hôtel, en un mot tout ce qui leur appartient.

## CHAPITRE VIII.

*Raison particulière du privilège qu'ont les Ambassadeurs de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile. Comment on peut savoir, si cette raison, ou quelque autre, a été autorisée par un consentement des Peuples. Témoignages & exemples, que l'on trouve là-dessus, en fait de Causes Civiles.*

§. I. **S**I l'on examine bien les raisons générales, qui viennent d'être exposées dans le Chapitre précédent, on aura, à mon avis, plus de panchant à approuver celles qui exemptent un Ambassadeur Etranger de reconnoître la Jurisdiction du Souverain, auprès duquel il est envoyé. Mais il y a une autre raison encore plus forte,

CH. VIII. §. I. (1) Je ne comprends pas comment l'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, a pû traiter ceci de chimère, & soupçonner même que GROTIUS l'avoit imaginée exprès, ou par modestie, ou par prudence, & de peur de choquer les Jurisconsultes Scholastiques & les Moines, en s'exprimant d'une autre manière qu'eux. *Diff. De Jure & Judice Legatorum*, Sect. I. §. 27. Toute la raison qu'il en allègue, c'est que la représentation est ici réelle, & non pas feinte. Et puis que GROTIUS, ajoute-t-il, a assez bien deduit de ce principe les droits des Ambassadeurs, il faut bien que ce ne soit pas une fiction. Mais je voudrois bien savoir, comment un Sujet peut représenter la personne de son Souverain, sans une fiction, comme celle dont parle GROTIUS, c'est-à-dire, parce que le Souverain veut qu'on regarde son Ministre

forte, & qui a lieu, tant en matière de Contracts, qu'en fait de Crimes. Voici comment

GROTIUS l'exprime: (a) *Je suis, dit-il, pleinement persuadé, que les Peuples ont trouvé bon de faire ici, en la personne des Ambassadeurs, une exception à la coutume reçue par tout, de regarder comme soumis aux Loix du País tous les Etrangers qui se trouvent dans les terres de la dépendance de l'Etat. De sorte que, selon le Droit des Gens, comme un Ambassadeur représente, par une espèce de fiction (1) la personne même de son Maître, il est aussi regardé, par une fiction semblable, comme étant hors des terres de la Puissance auprès de qui il exerce ses fonctions: & de là vient qu'il n'est point tenu d'observer les Loix Civiles du País Etranger, où il demeure en Ambassade. C'est aussi ce que reconnoît feu Mr. VOET, sur le Titre (b) du DIGESTE, où il est traité des Loix: de sorte qu'il y a lieu d'être surpris que le même Auteur, sur (c) un autre Titre, n'ait pas osé décider la question du Juge compétent des Ambassadeurs, selon le Droit des Gens.*

(a) *De Jure Bell. ac Pac. Lib. II. Cap. 18. §. 4. num. 5. (n. 8. dans la Trad. Française).*

(b) *Lib. I. Tit. III. num. 12.*  
(c) *Lib. II. Tit. IV. De in jus voc. num. 43.*

avoir

nistre comme si c'étoit lui-même, & que ceux avec qui il a à faire veulent aussi le regarder sur ce pié-là? Cela est absolument nécessaire, dans les principes même de ce nouvel Auteur, qui étend si loin (§. 26.) l'effet de cette représentation, qu'il prétend que l'Ambassadeur, comme tel, & pendant qu'il est revêtu du caractère, ne peut pas même être puni par son Prince; parce, dit-il, qu'en même tems qu'il est devenu Ambassadeur, & Représentant de la Nation, il a cessé d'être Sujet, & est devenu aussi independant que la Nation même, qui peut néanmoins, en le rappelant, & lui ôtant le caractère, le faire rentrer dans son état de sujettion. Je doute que de pareilles idées fassent fortune, avec quelque confiance qu'on les propose.



avoir juridiction sur des personnes qui ne dépendent point de lui? Il ne peut y avoir de Jurisdiction, que sur des Sujets, comme je l'ai prouvé au Chapitre II. de cet Ouvrage. Un Ambassadeur n'est ni Sujet de l'Etat, ni Habitant du Pais: il n'est point venu, pour établir chez nous son domicile, c'est-à-dire, pour y transporter le siège & le capital de sa fortune: c'est seulement un Etranger, qui séjourne dans le Pais, pour y vaquer aux affaires de son Prince. Or nous ne nous attribuons aucune Jurisdiction sur les Etrangers, à moins qu'il n'y ait un Arrêt, dont toute Jurisprudence exemte la personne des Ambassadeurs, comme on peut le voir dans (d) PECKIUS, dans (e) BERLICHIVS, dans (f) MÆVIUS, dans (g) BORT, & dans une foule d'Auteurs, qu'ils citent. A la vérité MÆVIUS (h) veut qu'on puisse arrêter un Ambassadeur, pour les affaires (2) qu'il a contractées pendant son Ambassade: mais cela vient de ce qu'il n'a pas sù distinguer le Droit Romain d'avec le Droit des Gens.

§. II. POSONS donc pour principe, en suivant les maximes de la Raison, Qu'en matière d'affaires civiles, si l'on a quelque chose à demander en Justice à un Ambassadeur, on doit agir

(d) De jure  
sistendi,  
Cap. V.  
num. 9.

(e) Conclus.  
Præstic.  
Part. I.  
Concl.  
LXXV.

num. 26, 27.

(f) De  
Arrestis,  
Cap. VIII.

num. 114,

& seqq.

(g) De  
Arrest.

Cap. IV.

num. 17, 18.

(h) Ubi

supr. num.

117.

(2) PECKIUS, dans l'endroit cité, semble être aussi de même opinion: *Etiamsi*, dit-il, *in loco legationis*, ANTE LEGATIONEM contraxerint &c. Pag. 52, 53. Ed. Antwerp. 1599.

§. II. (1) Cela suit nécessairement de ce que l'Ambassadeur est venu & qu'on l'a reçu sur ce pié-là. Quelque idée qu'on ait du *Droit Naturel*, & du *Droit des Gens*, il y a là une Convention, que la Raison oblige indispensablement à tenir.

§. III. (1) Voyez GROTIUS, *Droit de la Guerre & de la*

agir comme s'il n'étoit point dans le lieu, où il exerce son Ambassade, (1) comme s'il n'y avoit point contracté, comme s'il n'y avoit aucuns biens, en qualité d'Ambassadeur; puis que, selon ce qu'on vient de dire, un Ambassadeur n'est point censé Sujet. Ainsi il y a une grande différence entre ces Ministres Publics d'une Puissance Etrangère, & les anciens Députés d'une Ville ou d'une Province Romaine, qui n'étant point regardez sur ce pié-là, ne pouvoient par conséquent avoir le même privilège, que les Ambassadeurs, proprement ainsi nommez. Ceux-ci sont indépendans de la Puissance, à laquelle on les envoie: & cela uniquement afin que l'exercice de leur Emploi ne leur fasse point changer de condition, & ne les rende pas Sujets d'un autre Souverain, souvent ennemi de celui qu'ils représentent. Cette raison est d'une très-grande force, & surpasse de beaucoup toutes les autres que j'ai alleguées ci-dessus, pour établir le sentiment auquel je me détermine. Ce n'est pas que celles-ci n'aient aussi leur poids, & qu'elles ne semblent même l'emporter sur les raisons dont on se sert pour établir l'opinion contraire.

§. III. MAIS comme l'on peut, sans violer le Droit des Gens, ne pas recevoir (1) toute  
forte

*la Paix*, Liv. II. Chap. XVIII. §. 3. où il détaille les diverses raisons qu'on peut avoir de refuser des Ambassadeurs. Lors même qu'on pèche en cela contre les règles de l'Humanité, pourvu qu'il n'y ait aucune marque de mépris, on ne fait pas plus de tort proprement ainsi nommé à celui dont on ne veut pas recevoir l'Ambassade, que quand le refus est contre les règles de la Prudence. Prétendre qu'on doit toujours recevoir les Ambassadeurs, quels qu'ils soient, & d'où qu'ils viennent, c'est faire dépendre un Prince Souverain de la volonté de tout autre Prince, & donner atteinte par là à  
M leur

forte d'Ambassadeurs, ni à quelles (2) conditions que ce soit; rien n'empêche aussi qu'en les recevant, on ne leur déclare qu'on ne veut le faire qu'à la charge qu'ils se soumettent à notre Jurisdiction. S'ils viennent (3) sur ce pié-là, ils sont censés avoir consenti de reconnoître une Jurisdiction, qui autrement auroit été incompétente à leur égard. Mais la question est de voir, sur quel pié on est censé avoir traité avec une Nation Etrangère, lors qu'en recevant de sa part un Ambassadeur, on ne s'est point expliqué

leur égalité; comme le remarque JACQUES THOMASIIUS (*Diff. De inviolabilitate Legatorum*, §. 115.) C'est donner aux Puissances Souveraines moins de pouvoir dans leurs Etats, que n'en a un Père de famille, dans sa Maison. Voyez ci-dessous, *Chap. XVII. §. dernier.*

(2) Ainsi il étoit sagement établi par une ancienne Loi d'Angleterre, que les Nonces du Pape ne pourroient entrer dans le Roiaume, sans en avoir auparavant demandé permission, & fait serment de ne rien tramer ni contre le Roi, ni contre la liberté du Roiaume. C'est ce que nous apprend CAMDEN, *Annal. rer. Anglic. &c.* sur l'année M. D. LXI. *pag. 59. Edit. Lugd. Bat. 1625.*

(3) L'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, soutient, qu'une telle Convention ne peut être faite ni par l'Ambassadeur, ni par son Maître. Cela est contraire, dit-il, à l'essence de l'Ambassade, parce qu'un Ambassadeur soumis à la Jurisdiction de celui auprès duquel il est chargé de cet Emploi, ne sauroit en exercer les fonctions au gré de celui qui l'a envoyé. D'ailleurs, si l'Ambassadeur, comme tel, n'étoit revêtu de la même indépendance & la même égalité, que le Souverain, il n'auroit ni la créance ni l'autorité nécessaire, pour traiter & conclure les affaires de sa négociation. Mais il suffit, pour détruire tout cela, d'alleguer l'exemple des Princes, qui ont établi pour leurs Ministres des gens qui étoient d'ailleurs sous la Jurisdiction de la Puissance même auprès de qui ils exerçoient les fonctions d'Ambassadeur. Voyez ci-dessous, *Chap. XI. §. 8. & Chap. XII. §. 2.* Ainsi tout ce que dit cet Auteur (*Sec. I. §. 68, 79, &c.* sur le soin d'entretenir la Société des Nations, & l'égalité des Nations les unes par rapport aux autres,

qué là-dessus, & qu'il n'y a point de Loi qui le détermine. Pour moi, je soutiens qu'en ce cas-là, on est convenu tacitement, que l'Ambassadeur ne pourroit être contraint de plaider par devant nos Tribunaux, pour affaires civiles. Cette maxime, & les raisons sur quoi elle est fondée, sont celles qui se trouvent enfin (4) autorisées par un consentement manifeste des Nations.

§. IV. Pour s'en convaincre, il faut avoir recours à des témoignages & des exemples,  
non

tres, pour inferer delà l'indépendance nécessaire des Ambassadeurs, ne conclut rien, ou plutôt est une pure pétition de principe.

(4) Indépendamment de cette approbation tacite des Peuples, on peut dire, que dès-là qu'un Prince Souverain envoie un Ministre, avec caractère représentatif de sa personne, il y a tout lieu de croire qu'il ne veut pas plus le soumettre à la Jurisdiction de la Puissance auprès de qui il le revêt de ce caractère, qu'il ne s'y soumettroit volontiers lui-même, s'il y alloit négocier immédiatement ses affaires. De sorte, que, si on reçoit un tel Ministre Etranger, sans exiger expressement qu'il se soumette à la Jurisdiction du pais, on est & l'on peut être censé l'en exempter. Toutes les Conventions doivent être expliquées selon ce que les Parties contractantes ont eu vraisemblablement dans l'esprit; sur tout lors que cela est conforme à l'intérêt de l'une & de l'autre, comme l'est ici l'exemption de Jurisdiction. Celui qui reçoit des Ambassadeurs Etrangers, pourra avoir besoin d'en envoyer lui-même; & alors il sera bien aise que ceux qui le représentent ne dépendent que de lui. Telle est ordinairement la disposition des Puissances Souveraines; & par conséquent, dans un doute, telle doit être présumée leur intention. Quand ensuite il paroît un usage assez commun d'envoyer & de recevoir des Ambassadeurs sur ce pié-là, il n'y a plus de difficulté. La Coutume seule suffit par elle-même, pour donner lieu de présumer qu'on l'a suivie; puis que, quand une chose se pratique ordinairement, on ne peut guères l'ignorer: ainsi on est & l'on peut être censé avoir voulu traiter sur ce pié-là, par cela même qu'on n'a rien réglé d'une autre manière.

non d'une seule Nation ou d'un seul Peuple, mais de la plûpart. Car, quoi que les Loix de *Lacédémone* (1) permissent le Larcin, nous ne laisserons pas de dire, que le (2) Larcin est défendu par le Droit des Gens. Et quoi qu'en certains endroits on n'ait pas respecté le caractère sacré des Ambassadeurs, nous n'en regarderons pas moins ce caractère comme respectable, selon le Droit des Gens.

§. V. SI nous considérons les Témoignages qu'on peut alleguer ici, nous trouverons que ceux des anciens Auteurs ne s'accordent pas toujours avec ceux des Modernes. J'ai remarqué ci-dessus ce que pensent ALBÉRIC GENTIL, & CHARLES PASCHAL. Ils sont aussi citez par (a) RICHARD ZOUCH, qui fait ensuite mention du sentiment de GROTIUS, opposé à celui de GENTIL & de PASCHAL. Mais il vaut mieux rapporter les pro-

(a) P. II.  
Sect. 4.

§. IV. (1) La permission, que les Loix de *Lacédémone* accordoient sur ce sujet, n'étoit ni générale, ni peut-être pour toute sorte de choses: mais on permettoit aux Jeunes Gens, par des raisons d'une Politique à la vérité mal entendue, de voler des fruits, ou autres choses nécessaires pour la nourriture, afin de les accoutumer au pillage, dans la Guerre, à quoi on rapportoit tout, & pour rendre les Propriétaires vigilans. D'où vient que ceux qui se laissoient surprendre sur le fait, étoient punis. Voyez XENOPHON, *De Republ. Lacedamon*. Cap. II. §. 7, & seqq. *Ed. Oxon.* & NICOLAS CRAGIUS, Lib. III. Tab. VIII. Instit. 12. pag. 306, & seqq. *Edit. Lugd. Bat.* 1670.

(2) Quand même la plûpart des Nations permettroient le Larcin, il n'en seroit pas moins contraire aux idées immuables de la Raison, que le consentement même exprès de tous les Peuples ne sauroit changer. Posé la Propriété des biens, dont l'établissement a précédé sans doute celui de la distinction des Nations & des Sociétez Civiles; il y a une espèce de contradiction morale à laisser à chacun la liberté de dépouil-

propres paroles de GROTIUS. Pour ce qui est, dit-il, des Biens Meubles d'un Ambassadeur, qui par conséquent sont censés autant de dépendances de sa personne, on ne peut pas non plus les saisir, ni pour paiement, ni pour sûreté d'une Dette, soit en suivant les procédures ordinaires de la Justice, soit, comme quelques-uns le veulent, par main forte du Souverain : c'est, à mon avis, l'opinion la mieux fondée. Car un Ambassadeur, pour jouir d'une pleine sûreté, doit être à l'abri de toute contrainte, & par rapport à sa personne, & par rapport aux choses qui lui sont nécessaires. Si donc il a contracté des Dettes, & que, comme c'est l'ordinaire, il n'ait point de Biens Immeubles dans le païs; il faut lui dire honnêtement de paier : & s'il le refuse, on doit alors s'adresser à son Maître : après quoi on pourra enfin en venir aux voies que l'on prend contre les Débiteurs, qui sont d'une autre juridiction (b). GROTIUS parle plus haut

(b) Droit de  
la Guerre  
& de la  
Paix, Liv.  
II. Chap.  
XVIII. §. 9.

pouiller tout autre de ce qu'il possède comme légitime Propriétaire. CICÉRON dit, en parlant de ces sortes de choses, que, si elles ne sont pas du Droit Civil, aussi bien que du Droit des Gens, elles en doivent être : *Quod Civile, non idem continuo Jus Gentium; quod autem Gentium, idem Civile esse debet.* DE OFFIC. Lib. III. Cap. XVII. Disons de même, que, si elles ne sont pas actuellement du Droit des Gens, si elles ne sont pas autorisées par le consentement des Nations, elles doivent l'être. Aussi les Jurisconsultes Romains reconnoissent-ils formellement, que la Loi Naturelle défend le Larcin, c'est-à-dire, le Droit commun à tous les Hommes, entant qu'Hommes : *Quod [Furtum] Lege naturali prohibitum est admittere.* DIGEST. Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis, Leg. I. §. 3. Et je ne vois pas qu'ils restreignent jamais le Droit des Gens à la plupart des Nations : ils parlent toujours de toutes les Nations, de tous les Hommes; & ils n'ignoroient pas sans doute, qu'il y a eu des Peuples qui n'observoient pas certaines maximes, que le Droit Romain rapporte au Droit des Gens.

(c) Chap.  
suiv. à la  
fin.

des Crimes commis par un Ambassadeur; de quoi nous traiterons dans la suite. Ce qu'il dit des Dettes contractées par un tel Ministre Public, n'est ni assez plein, ni assez clair; comme je le ferai voir (c) plus bas en détail. Cependant la manière dont il veut qu'on en use, au cas qu'un Ambassadeur refuse de paier, montre assez, qu'en matière d'affaires civiles il soustrait un Ambassadeur à la Jurisdiction de la Puissance auprès de qui il est en Ambassade. On ne recusera pas, je m'assûre, la déposition d'un Ambassadeur, sur une chose qui regarde les droits & privilèges des Ambassadeurs. Et supposé que quelcun rejettât un tel témoignage, l'autorité seule de GROTIUS est si grande, que tous les autres ne balanceroient pas à y acquiescer. Feu Mr. HUBER (1) dit, qu'*après bien des disputes & des raisonnemens qu'il y a eu de son tems au sujet des Ambassadeurs envoyez par un Souverain, l'opinion de GROTIUS a enfin pris le dessus.* Elle avoit déjà prévalu auparavant, chez les autres Nations. Voici ce que dit là-dessus ANTOINE DE MORNAC: (2) *Les Ambassadeurs du premier ordre, tels que sont ceux qui viennent de la part d'un Roi, d'un Duc, ou d'une République, sont tellement sous la protection du Droit des Gens, qu'ils ne peuvent être contraints à se défendre en Justice, eux ou leurs gens, soit qu'il s'agisse d'affaires civiles, ou d'affaires criminelles.* Ce

§. V. (1) *De Legatis Summarum Potestatum variè nostro tempore disceptatum & observatum. Prævaluit tandem sententia GROTII &c. Prælect. in Pandect. Ad Tit. De in ius voc. Sect. De Arrest. Person. num. 6.*

(2) *In Legatis autem majoribus, cujusmodi sunt qui a Regibus, Ducibus, & Rebuspublicis mittuntur, defendit eos usque adeo Jus Gentium, ut, seu in civilibus negotiis, seu in capitali-*



Ce Jurisconsulte fait voir ensuite cela par des exemples (3) de divers Peuples, qu'on pourra lire-là, si l'on veut. WICQUEFORT, dans ses *Mémoires touchant les Ambassadeurs*, & dans le grand Ouvrage, qu'il publia depuis, intitulé, *L'Ambassadeur, & ses fonctions*, répète presque à toutes les pages, que les Ambassadeurs ne sont point soumis à la Jurisdiction du Souverain, auprès duquel ils exercent leur Ambassade, ni pour le Criminel, ni pour le Civil.

§. VI. JE n'approuve pourtant pas toutes les raisons, dont ce dernier Auteur se sert pour prouver sa thèse. Par exemple, il insiste souvent sur ceci, que les *Ecclesiastiques*, les *Gens-de-Guerre*, les *Etudians* d'une Université, sont exemts de la Jurisdiction ordinaire du lieu où ils se trouvent, & ont leur Jurisdiction propre. Cette raison ne vaut rien. Car les personnes, dont on vient de parler, jouissent de leur privilège dans les Etats d'un seul & même Souverain, dont les Ecclésiastiques, les Gens-de-Guerre, & les Etudians ne sont pas moins Sujets, que tous les autres: au lieu qu'il s'agit ici d'un Ministre Public, qui n'étant point Sujet, refuse, comme incompetens, tous les Tribunaux du Souverain, auprès duquel il est en Ambassade. WICQUEFORT est mieux fondé en ce qu'il dit, (a) dans son grand Ouvrage, que tous les Princes, qui ont eu la réputation d'être sages & pru-

(a) *Liv. I.  
Sect. 27.  
pag. 824.*

*libus, judicium inviti, vel sibi, vel suis, non accipiant.* Obs. in DIGEST. Ad Tit. *De Judiciis* &c. Leg. II. §. 3. pag. 169, 170.

(3) Il n'y en a qu'un, pour ce qui regarde les affaires civiles; & nôtre Auteur en fera lui-même mention ci-dessous, *Chap. IX. §. 9.* Il parlera aussi de l'exemple du Comte de *Rocheport*, Ambassadeur de France, au *Chapitre XXI. §. 6.*

prudens, ont reconnu cette exemption des Ambassadeurs, & l'ont souvent confirmée par des Jugemens authentiques. Il faut avouer aussi, que non content d'avancer simplement sa thèse, comme font plusieurs Auteurs, il a allégué un nombre presque infini d'exemples, pour prouver le consentement des Nations au sujet de ce privilège; principalement en matière de Crimes, sur quoi il y a plus de difficulté. Or l'Usage étant le meilleur, sinon le seul interprète de ces sortes de choses, je ne sai pourquoi feu Mr. HUBER (1) n'a pû digérer ce tissu perpétuel d'exemples dans le Livre de WICQUEFORT. Pour moi, je louë & j'approuve principalement l'exactitude de cet Auteur à compiler les monumens des derniers Siècles, plutôt que ceux de l'Antiquité. Je ne prétens pas néanmoins le copier ici; ce n'est pas ma coutume. Je me contenterai d'ajouter, dans l'occasion, quelques exemples tirez d'Historiens plus récents, & de Loix faites depuis. Il est bon de ramasser autant qu'on peut de ces sortes de témoignages: & Mr. HUBER lui-même, qui le désapprouve, après avoir allégué des raisons de part & d'autre sur la matière dont il s'agit, mais des raisons qu'il importe peu de savoir, convient pourtant, que, selon le Droit des Gens, les Ambassadeurs sont, par leur privilège, à l'abri de la Jurisdiction du lieu où ils résident en Ambassade. Et certainement, pour ce qui regarde les affaires civiles, les Dettes, par exemple, la déposition en Justice, &

au-

§. VI. (1) *Satisfecit avido Lectori, ad satietatem usque; WICQUEFORTIUS, hac parte, in nupero De Legatis Tractatu, qui fere nihil est, quàm perpetua exemplorum textura, non omnium æquali, ut in factis innumeris amat fieri, circum-*

autres choses semblables, j'ose affûrer, qu'il n'y a aucune Nation en *Europe* (je n'en connois du moins aucune) qui soumette un Ambassadeur à la Jurisdiction ordinaire. C'est ce même privilège, que les *Etats Généraux* des *Provinces Unies* ont reconnu solennellement, dans une Déclaration, que je vais expliquer au Chapitre suivant.

## CHAPITRE IX.

*Remarques sur une Déclaration des ETATS GÉNÉRAUX, qui permet aux Ambassadeurs de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile, en matière de Causes Civiles. Opinion de GROTIUS sur ce sujet, accompagnée aussi de quelques réflexions.*

§. I. **L**Es *Etats Généraux* des *Provinces Unies* donnèrent une Déclaration, le 9. du mois de *Septembre* de l'année M. DC. LXXIX. non pas à l'occasion de la Paix de *Nimégue*, comme quelcun se l'est imaginé, mais à l'occasion d'un cas particulier arrivé alors, comme je le dirai tout-à-l'heure. Dans ce Placard, qui est fort considérable, Leurs Hautes Puissances déclarent, que les Ambassadeurs des Princes Etrangers, soit qu'ils viennent, qu'ils demeurent, ou qu'ils passent par le pais, ne pourront être arrêtez,

*cumstantiarum fide.* De Jure Civitatis, Lib. III. Sect. IV. Cap. II. num. 20. On peut voir la Note de Mr. THOMASius sur cet endroit.

tez, ni eux, ni leurs gens, ni leur biens; & que les Sujets de l'Etat, qui traiteront avec eux, doivent savoir cela & compter là-dessus. Voici les propres paroles de la Déclaration, traduites sur l'Original, & accompagnées de remarques sur quelques mots qui ont besoin d'explication:

§. II. QUE (1) *les Personnes, Domestiques, ou effets des Ambassadeurs ou Ministres, venans en ce país, y résidans, ou y passans, & y contractans quelque Dette, ne pourront, pour aucune telle Dette qu'ils y aient contractée, être arrêtez, saisis, ou detenus, ni à leur arrivée, ni pendant leur séjour, ni à leur départ de ces país: Et que les Habitans auront à se régler là-dessus en ce qu'ils voudront contracter avec les susdits Ambassadeurs & leurs Domestiques.*

§. III. LA Déclaration ne dit rien de l'adjournement en Justice: mais comme elle ne parle point des Arrêts ou Saïfies qui se font pour l'exécution d'une Sentence Judiciaire, mais de celles par lesquelles on commence le Procès, on voit assez par là, que Leurs Hautes Puissances défendent aux Sujets de l'Etat d'appeller en Justice les Ambassadeurs, puis que ceux qui ne sont pas Sujets ne peuvent y être appeliez qu'en conséquence & en vertu d'un Arrêt ou d'une Saïfie. Si les Ambassadeurs, qui sont en Ambassade chez nous, pouvoient être appeliez en Justice directement & de plein droit, il n'auroit

CH. IX. §. II. (1) *Dat de Personen, Domestiquen of goederen van uytheemsche Ambassadeurs of Ministers, hier te lande komende, residierende of passerende, ende enige schulden contracterende nog op hare aankomste, nog gedurende haar verblyf, nog op haar vertrek van hier, zullen m. gen werden gearresteert, gedetineert of aangehouden voor eenige schulden, die*

roit pas été nécessaire de faire aucune mention d'Arrêt.

§. IV. OR il s'agit manifestement des Ministres Publics d'une Puissance Etrangère, qui sont désignez par les mots d'*Ambassadeurs* ou *Ministres*. Nous verrons dans la suite, si cela est vrai de tous sans distinction, sous quelque titre qu'ils résident dans le país.

§. V. NOUS aurons aussi occasion ailleurs de parler de ceux qui sont à la suite d'un Ambassadeur, & de leurs gens, quels qu'ils soient, qui sont ici appelez en général *Domestiques*. Il faudra voir sur tout ce que c'est que leurs *effets* : terme général, qui néanmoins, ou je me trompe fort, ne doit pas être pris dans toute sa généralité, selon l'esprit & l'intention de Leurs Hautes Puissances.

§. VI. LE privilège, dont il s'agit, est accordé aux Ambassadeurs, *venans dans le país, y résidans, ou y passans*. Il n'y a point de difficulté sur ceux qui *résident*. On pourroit demander, à l'égard de ceux qui *viennent*, si, avant qu'ils soient reçûs en qualité d'Ambassadeurs par la Puissance à qui ils sont envoyez, ils jouissent du privilège des Ambassadeurs. La question est de fait, & les conjectures raisonnables de la volonté sont ici de grand poids pour la décision. Car, si un Ambassadeur ne fait que d'arriver, il est clair qu'on doit le regarder comme Ambassadeur, avant même (1) qu'il soit reçû & reconnu pour tel.

*sy alhier te lande souden mogen hebben gecontraëteert, en dat de Ingesetenen hare onderhandelinge met de voorschr. uytheemsche Ambassadeurs en hare Domestiquen daar na kunnen reguleren.*

§. VI. (1) C'est qu'on suppose qu'il n'a pas eu le tems de demander audience, pour montrer ses Lettres de Créance;

tel. Si, au contraire, il a demeuré long tems dans le païs, mais pas encore en qualité d'Ambassadeur, quoi qu'il aît les ordres & les pouvoirs nécessaires de la part de celui qui l'a envoyé, il sera alors plus difficile de décider, sur quel pié il doit être regardé; car un Prince Etranger peut avoir des Agens ou Procureurs, qui ne soient que simples Particuliers.

§. VII. LA Déclaration met au même rang, que les Ambassadeurs qui *viennent*, ou qui *résident*, ceux qui ne font que *passer*. Leurs Hautes Puissances témoignent ici beaucoup de bonté envers les Ambassadeurs. Car du reste, c'est une maxime communément reconnüe, que les droits & privilèges des Ambassades n'ont lieu (1) qu'en-  
tre

& il est juste de le laisser un peu reposer. Que si le Ministre Etranger a demandé permission de venir en cette qualité, ou a donné avis de son arrivée; il n'y a point alors de difficulté, quand même il se passeroit quelque tems depuis son arrivée, parce qu'il peut y avoir des raisons qui l'empêchent de se faire recevoir, ou d'être reçu solennellement, quelque cérémoniel, par exemple. Voyez aussi PASCAL, *Cap.* 36.

§. VII. (1) Voyez MARSELAER, *Legat.* Lib. II. Dif- fert. XIII. pag 367, & seqq. comme aussi GROTIUS, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap. XVIII. §. 5.

(2) C'est ce que fait WICQUEFORT, dans son *Ambassadeur* &c. Liv. I. Sect XXIX. où il rapporte assez au long toute cette affaire. Le Roi FRANÇOIS (l. dit-il) *ne pouvoit pas dire, que l'Empereur eût violé le Droit des Gens, parce que Rincon & Fregole (ce sont les noms des Ambassadeurs assassinez) n'étoient pas Ministres Publics à son égard: mais il viola la foi publique, en faisant assassiner des personnes, qui devoient jouir du bénéfice de la Trêve (de Nice).* Pag. 915. L'Auteur des *Reflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs* (pag. 164.) justifie mal cette perfidie, par la raison que Rincon, & Fregose, étoient, l'un Sujet, & l'autre sous la protection de l'Empereur. Il se fonde sur un principe, que nôtre Auteur a rejeté ci-dessus avec raison, *Chap.* III.

§. 6. KIRCHNER avoit aussi voulu prendre le parti du Marquis du Guast, en supposant qu'on blâmât l'assassinat com-

tre le Prince qui envoie des Ambassadeurs, & celui à qui il les envoie; en sorte que, par rapport à tout autre, ils ne sont que comme simples Particuliers. Sur ce principe, il y a des gens qui soutiennent, (2) que *Charles-Quint* ne viola point le droit d'Ambassade, lors qu'il fit assassiner deux Ambassadeurs de *François I.* Roi de *France*, dans le tems qu'ils passaient par le Duché de *Milan*. ALBERIC GENTIL (a) dit, que l'on regarda cela comme une vilaine action de l'Empereur: mais autre chose est, de savoir ce que demande le droit de l'Ambassade, & autre chose de dire, ce que permettent les Loix de l'Honnêteté. Il y a même des Auteurs, qui disent, que la chose se fit à (3) l'insû & sans le

(a) *De Legation. Lib. II. Cap. 3. pag. 67. Ed. Hanov. 1596.*

comme fait en la personne d'Ambassadeurs, & alléguant d'ailleurs de pauvres raisons, *Legat. Lib. I. Cap. VIII. num. 16, & seqq.*

(3) C'est ce que *Charles-Quint* déclara lui-même, lors qu'étrant venu à *Luques*, où le Pape *Paul III* l'alla recevoir, il répondit aux plaintes que lui faisoit là-dessus un Ambassadeur envoyé tout exprès de *France*. Mais on ne sauroit guères justifier l'Empereur, d'avoir au moins approuvé l'affaire après coup, vû la négligence qu'il témoigna à faire les recherches nécessaires, & à punir les auteurs & les exécuteurs de l'assassinat, qu'il étoit facile de découvrir. On n'a qu'à voir là-dessus les *Mémoires* de MARTIN DU BELLAY, Seigneur de *Langey*, qui conseilla inutilement aux deux Ambassadeurs de prendre une autre route, sur les avis qu'il avoit de ce que tramait contr'eux le Marquis *du Guast*: *Liv. IX. pag. 368, & suiv. Ed. de Paris, 1573.* PAUL JOYE même, qui cherche à justifier l'Empereur, donne assez à entendre la chose: *Res, uti in Pado acta erat, per nautas indicata, non obscuram habebat conjecturam &c.* *Hist. Lib. XL. Tom. III. fol. 154. vers. Edit. Basil. 1556.* Voyez aussi SLEIDAN, *Comm. Lib. XLIV. fol. 221. Edit. 1558.* GABRIEL NAUDE, supposant le fait incontestable, le justifie, d'une manière digne de celui qui appelle le massacre de la *St. Barthélemi* une action très-juste: *CONSIDÉRATIONS POLIT. SUR LES COUPS D'ÉTAT. pag. 125, 142. Edit. de Holl. 1712.*



le consentement de *Charles-Quint*. Bien plus : les *Etats Généraux des Provinces Unies*, qui, dans la Déclaration dont nous expliquons le sens & les termes, semblent mettre à l'abri de tout Arrêt, pour cause d'affaires Civiles, les Ambassadeurs Etrangers qui ne font que passer, ont fait arrêter, il n'y a pas long tems, pour affaires criminelles, un (4) Ambassadeur de *Suède* à la réquisition d'un Prince leur Allié ; & la seule raison qu'ils en ont alléguée, c'est que cet Ambassadeur ne leur avoit point présenté ses Lettres de Créance. Et certainement les privilèges des Ambassadeurs n'ont lieu que sur les terres de la Puissance, auprès de laquelle ils sont envoyez, comme le soutient avec raison ALBERIC GENTIL, &, après lui, GROTIUS, qui allègue les mêmes exemples. La plupart des Docteurs Modernes sont aussi de ce sentiment, par exemple, (b) ZOUCH, feu Mr. (c) HUBER, & WICQUEFORT, en divers endroits : car les Anciens, que (d) KIRCHNER suit, semblent avoir donné davantage dans l'opinion contraire ; ainsi qu'il paroît par le Recueil de (e) BERTACHIN. Mais les privilèges des Ambassadeurs ne leur étant accordez que par une volonté tacite, qui suit & suppose leur reception ; & chacun pouvant même ne point recevoir un Ambassadeur Etranger : l'Ambassade d'ailleurs ne se faisant qu'entre celui qui l'envoie, & celui à qui elle est envoyée : l'opinion des Modernes est certainement la véritable. Ainsi ce que la Déclaration dit des Ambassadeurs qui *passent*, je l'explique, non de ceux qui venant d'ailleurs passent  
sim-

(b) *Jur.*

*Fecial.*

Part. II.

Seçt. IV.

num. 18.

(c) *De Jure*

*Civ.* Lib.

III. Seçt.

IV. Cap. 2.

num. 20.

(d) *Legat.*

Lib. II.

Cap. I.

num. 1—28.

(e) *Reper-*

*tor.* VOC.

*Ambasia-*

*tor.*

(4) Le Baron de GORTZ, qui avoit tramé une conspiration en *Angleterre* contre le Gouvernement, & dont tout le

simplement sur les Terres de l'Etat pour aller dans un autre país, mais de ceux qui *passent en s'en allant*. L'ordre même des termes le donne à entendre : *venans en ce país, y résidans, ou y passans*. Cela paroît encore par les paroles suivantes, sur le même sujet : *Ni à leur arrivée, ni pendant leur séjour, ni à leur départ de ces país*. Sur ce pié-là, la Déclaration ne regarde que les Ambassadeurs, qui ou doivent exercer leurs fonctions dans le país, ou les y exercent actuellement, ou les y ont exercées. Et ainsi il n'y a rien de contraire au sentiment le mieux fondé, qui est autorisé par l'usage des Nations.

§. VIII. *Pour aucune Dette qu'ils aient contractée* DANS LE PAÍS, ajoute la Déclaration. Est-ce donc qu'on pourra faire arrêter un Ambassadeur pour les Dettes qu'il a contractées ailleurs? Il semble d'abord que ce soit-là le sens des paroles: mais cela n'est point, & pour en convenir, il faut savoir, que cette Déclaration fut donnée sur un cas particulier, après que la *Cour de Hollande* eût fait arrêter ici les meubles & bagage d'un Ministre du Roi de *Danemarck*, en suivant les principes de Droit, dont j'ai parlé ci-dessus, & sur lesquels Elle a souvent fondé ses Jugemens. Nous voions dans le (a) *Mercur* (a) *Pag.* *Hollandois* de l'année M. DC. LXXIX. que <sup>278.</sup> c'est ce qui donna lieu à la Déclaration des *Etats Généraux*. On pourroit dire là-dessus, que Leurs Hautes Puissances n'ont voulu parler, dans cette Déclaration, que du cas où il y a le plus de difficulté; étant assez certain, qu'un Ambassadeur ne peut être appelé ici en Justice, ou arrêté, pour

le monde connoît la fin tragique. Il fut arrêté en l'année M. DCC. XVII. au mois de *Fevrier*.

pour les affaires qu'il a contractées avant son Ambassade. Il y a aussi une Lettre des *Etats de Hollande* à la *Cour de Hollande*, écrite en l'année M. DC. XLII. le 18. du mois de *Janvier*, par laquelle Leurs Nobles Puissances lui disent, *Qu'elle ait à ne point (1) accorder aucune voie de Droit, contre aucun Ministre de Princes, résidant en ce pays, pour dette contractée hors de cette Province avec de nos Alliez.* Le contenu de cette Lettre se trouve dans le (b) *Repertoire (2) de la Cour de Hollande*. On voit par là, que les *Etats de Hollande* suivoient encore alors la distinction du Droit Romain. Mais aujourd'hui ils se régissent sur les principes du Droit des Gens, depuis ladite Déclaration des *Etats Généraux*, donnée en M. DC. LXXIX. & l'Ordonnance que les *Etats de Hollande* publièrent eux-mêmes le 19. du mois de *Juin*, M. DC. LXXXI. où Ils font assez entendre, que les Ministres Etrangers ne dépendent point de la Jurisdiction du pays. J'expliquerai cette dernière Ordonnance, dans le *Chapitre XI*.

(b) Pag.  
192.

§. IX. LA Déclaration des *Etats Généraux*, du 9. de *Septembre* 1679. n'est pas fort éloignée de l'opinion de GROTIUS, que j'ai alléguée (a) Au §. 5. dans le Chapitre (a) précédent. Ajoûtons quelque chose là-dessus. Il dit, que les effets mobiliers d'un Ambassadeur ne peuvent être saisis, ni pour paiement, ni pour sûreté d'une Dette, parce qu'ils sont censés autant de dépendances de  
sa

§. VIII. (1) *Provisie van Justitie verleenen jegens Ministers van Princen, hier te lande residerende, ten aansien van schulden, buyten dese Provincie met vrienden gemaakt.*

(2) C'est un Livre Flamand, sous ce titre: *Repertorium van de Placaten, Ostroyen en Ordonnantien, staande geregistreet in de Memoriaal-boeken van den Hove van Hollandt;*  
com-

sa personne. Sur ce principe, ANTOINE DE MORNAC <sup>(b)</sup> rapporte, qu'en l'année M. DC. VIII. *Henri IV.* Roi de France déclara, qu'on avoit eu tort de faire saisir à Paris, pour loier de maison, les effets mobilières de l'Ambassadeur de Venise. Cela a été depuis observé constamment par tout pais.

<sup>(b)</sup> *Ad L.*  
2. §. 3. D.  
*De Judiciis.*

§. X. MAIS, dira-t-on, c'est pousser trop loin le privilège. Car, si l'on saisit les effets mobilières d'un Ambassadeur, ce n'est pas tant à cause de la personne, que par un droit sur la chose, aquis, en vertu des Loix, à celui qui louë sa Maison, sur tout ce que (1) le Locataire y porte; droit dont le Propriétaire ne peut point être dépouillé par l'Ambassadeur. Mais, bien loin d'outrer ici les choses, je n'entens les effets, dont il est parlé dans la Déclaration de l'année M. DC. LXXIX. que des effets mobilières, c'est-à-dire, de ce (a) qui sert pour l'usage des Ambassadeurs, comme je le montrerai dans (b) l'endroit où il faudra traiter de ce qui regarde leurs biens. C'est de ces sortes d'effets que je dis, qu'ils ne sont & n'ont jamais été, selon le Droit des Gens, une espèce de gage, qu'on puisse retenir pour se paier de ce que doit un Ambassadeur. Je soutiens même, qu'il n'est point permis de les saisir, ni pour commencer un Procès, ni pour sûreté de ce qui nous est dû, ni pour l'exécution d'une Sentence Judiciaire. Et j'entre aisément dans la pensée de GROTIUS, si l'on

<sup>(a)</sup> *Utensilia.*  
<sup>(b)</sup> *Chap. XVI.*

comme je l'ai appris de nôtre Auteur.

§. X. (1) *In investis & illatis.* Expressions du Droit Romain, selon lequel ces sortes de choses sont tacitement hypothéquées au Maître de la Maison. Voyez le Traité de Mr. NOODT, *De Pactis & Transactionibus*, Cap. II. pag. 652, & seqq.

l'on entend (2) des choses nécessaires pour l'usage des Ambassadeurs, ce qu'il dit, qu'on ne peut saisir leurs effets mobiliers, pour sûreté d'une Dette, *ni en suivant les procédures ordinaires de la Justice, ni par main forte du Souverain.* Je rejette, avec lui, sur ce pié-là, la distinction, qu'on avoit autrefois adoptée sans sujet. Pour ce qui est des *Biens Immeubles* d'un Ambassadeur, il n'explique pas assez la chose. Je réserve cette question à traiter en (c) son lieu.

(c) Chap.  
XVI.

§. XI. GROTIUS ajoute, qu'un Ambassadeur doit être à l'abri de toute contrainte, & par rapport à sa personne, & par rapport aux choses qui lui sont nécessaires. Cela est fort général, & a été aussi copié par un grand nombre d'Auteurs dans cette généralité : il auroit fallu un peu mieux expliquer, ce que l'on entend par la *contrainte*, dont il est ici défendu d'user. Doit-on ne pas comprendre là-dedans l'adjournement en Justice, qui se fait sans violence, & sans offenser les personnes qu'on adjourne ? car on ne traîne plus, comme autrefois, les gens en Justice. Et ne suffit-il pas, qu'après la Sentence rendue, on ne fasse aucun mal à la personne même de l'Ambassadeur, qu'on ne le mette point en prison, & qu'on lui laisse de quoi vivre ? C'est ainsi que prononça la *Cour de Hollande*, en l'année M. DC. XLIV. comme je l'ai remarqué

ci-

(2) Il paroît que GROTIUS l'a ainsi entendu, par ce qu'il dit ensuite, qu'un Ambassadeur doit être à l'abri de toute contrainte, *par rapport aux choses qui lui sont nécessaires.* Effectivement les Ministres Etrangers n'apportent guères ou n'acquièrent que des effets de cette nature, dans le pays où ils résident en Ambassade ; comme pour l'ordinaire ils n'y ont point de *biens immeubles*, ainsi que GROTIUS le remarque aussi.

ci-dessus, *Chap. VI.* Mais ce n'est point la pensée de GROTIUS. Car en expliquant ensuite, de quelle manière doit s'y prendre le Créancier, avec qui l'Ambassadeur a contracté, (1) il ne dit rien de l'adjournement en Justice.

§. XII. LA première chose qu'il veut que le Créancier fasse, c'est que, si l'Ambassadeur n'a point de Biens Immeubles dans le pais (laissions cela à quartier pour le présent) *il le prie honnêtement de paier.* C'est ce qu'on fait aussi pour l'ordinaire, quand on cherche à être païé de ce qui nous est dû par d'autres personnes.

§. XIII. LA seconde voie est, que, si l'Ambassadeur refuse de paier, on s'adresse alors à son Maître, qui l'a envoyé : ce qui s'observe aussi quelquefois, & que les *Etats Généraux des Provinces Unies* ont pratiqué cette même année M. DCC. XXI. en écrivant au Duc de *Holstein*, au sujet des Dettes que son Envoïé avoit contractées en *Hollande.* Mais qu'importe à un Prince, que son Ambassadeur se soit endetté ? Rien du tout. Ainsi les plaintes, qu'on porte au Prince, peuvent bien quelquefois être utiles, s'il veut prendre la peine de faire des remontrances à son Ambassadeur, sur le devoir où est celui-ci de paier ses dettes : mais personne ne peut exiger de plein droit que le Prince prononce lui-même (1) juridiquement sur les affaires où il y a de  
la

§. XI. (1) D'ailleurs, ce qu'il dit de l'exemption de contrainte, se rapporte manifestement à ce qu'il venoit de poser pour maxime, qu'on ne peut saisir les biens meubles des Ambassadeurs, par les voies ou les procédures de la Justice (*per Judiciorum ordinem*) ce qui exclut l'adjournement en Justice, par où commence le Procès.

§. XIII. (1) Ce n'est pas non plus ce que GROTIUS veut dire. Il laisse au Prince la liberté de prendre telle voie qu'il jugera

la contestation entre un tel Débiteur & ses Créanciers.

§. XIV. LA dernière ressource, que GROTIUS laisse, c'est *d'en venir aux voies que l'on prend contre des Débiteurs qui sont d'une autre juridiction*. Il ne marque point, quelles sont ces voies. Et comme il n'entend ni la voie d'ajournement en Justice, ni la détention en vertu d'une Saïsie; je ne comprends guères ce (1) qu'il veut dire. A moins qu'il n'entende ce que je vais expliquer dans le Chapitre suivant, & que je crois très-bien fondé.

## CHAPITRE X.

*Où c'est qu'un Ambassadeur doit être appelé en Justice, pour affaires civiles, & de quelle manière on peut s'y prendre. Comment il faut en user ici, à l'égard de ceux qu'on appelle CONSULS d'une Nation.*

§. I. **P**UIS QUE, comme nous venons de l'établir, un Ambassadeur ne peut être appelé

à propos, pour faire obtenir justice à ceux qui prétendent avoir reçu du tort ou du dommage de son Ministre, & qui, à cause du privilège dont l'Ambassadeur jouit comme le représentant, n'ont pu en avoir raison dans le lieu de sa résidence. Ainsi, bien loin d'exclure les Juges ordinaires, du ressort desquels est l'Ambassadeur, GROTIUS suppose à mon avis, l'usage de ce moien, comme le plus commun. Je l'infère encore de ce qu'il ajoute, qu'au défaut d'une satisfaction raisonnable, procurée par le Prince, *on peut enfin en venir aux voies que l'on prend contre les Débiteurs qui sont d'une autre Jurisdiction*: car cela signifie, comme je l'ai expliqué dans ma Note sur cet endroit, qu'on peut non seulement



pellé en Justice, pour cause d'affaires civiles, par devant les Juges du lieu, où il réside; il est important de savoir, à quel Tribunal il faut donc s'adresser, pour ce qu'on a à lui demander.

§. II. J'EXCLUS d'abord ici le Prince même, qui a envoyé l'Ambassadeur; à moins que l'Ambassadeur n'eût dû l'avoir pour Juge, supposé qu'il n'eût point été envoyé en Ambassade. Or il arrive rarement, que les Princes connoissent par eux-mêmes de ces sortes d'affaires.

§. III. AINSI je pose pour règle générale & ordinaire, que, quand il s'agit d'appeller en Justice un Ambassadeur, il doit être regardé tout de même que s'il n'étoit point dans le lieu où il réside, qu'il n'y eût point contracté, & qu'il n'y eût, en qualité d'Ambassadeur, aucuns effets. Car son Ambassade ne lui (1) a point fait changer de domicile, & il n'est point censé non plus avoir changé de Jurisdiction. Ainsi il faut l'attaquer dans l'endroit d'où il est venu dans notre pais pour y exercer son Ambassade, si, avant qu'il partît, le Juge du lieu étoit son Juge compétent; sinon, par devant tout autre Tribunal, de la Jurisdiction duquel l'Ambassadeur dépendoit, dans les Etats du Prince qui l'a envoyé.

Que

ment saisir alors les biens de l'Ambassadeur, par tout où on les trouve; mais encore user du droit de *Représailles*, qui suppose un déni de Justice.

§. XIV. (1) Voyez la Note précédente; & conferez ici la Dissertation de STEPHANUS CASSIUS, *De Jure & Jurisdictione Legatorum*, Sect. II. §. 136. où il explique assez bien la pensée de GROTIUS.

CH. X. §. III. (1) C'est une suite nécessaire de la fiction; sur quoi est fondé le privilège des Ambassadeurs. S'ils sont censés être hors du pais où ils résident en Ambassade, ils doivent par conséquent être censés être dans le lieu où ils avoient domicile auparavant: car si faut-il qu'ils soient quel-

Que, si, avant son départ, il n'avoit là nulle part ni domicile, ni Juge compétent, on ne peut recourir qu'à la Cour Souveraine de Justice, qui se trouve établie par le Prince. En vain l'Ambassadeur prétendrait-il se dispenser de répondre devant de tels Juges, sous prétexte qu'il est absent pour les affaires de l'Etat, & qu'ainsi on ne peut l'appeller en Justice malgré lui : car il est censé présent, par une fiction de Droit, & autrement il n'y auroit point d'autre Juge, dont il reconnût la Jurisdiction : ce qui, comme chacun voit, seroit très-nuisible, & rendroit inutiles toutes les prétensions les plus légitimes, sur tout à l'égard des Ambassadeurs Ordinaires, qui font une longue résidence dans le país. L'exception de l'Ambassadeur est donc nulle, à moins qu'il n'ait un privilège particulier, tel que celui que les *Etats Généraux* accordèrent en l'année M. DC. XLIII. à un de leurs (2) Ambassadeurs, qu'ils envoioient alors en *Angleterre*, voulant qu'on cessât de poursuivre les Procès commencez contre lui, & qu'ils demeurassent dans l'état où ils étoient avant son départ, sans qu'on pût en intenter de nouveaux pendant son absence, ni même depuis son retour, qu'au bout de

que part. D'ailleurs, par ce tempérament d'équité, on accorde l'exemption de Jurisdiction, tacitement stipulée comme convenable au caractère d'un Ministre Représentant de son Prince, avec l'intérêt & le but commun des deux Puissances, qui demande, que les Ambassadeurs, qu'elles s'envoient où peuvent s'envoyer l'une à l'autre, ne dépouillent point à la faveur de ce privilège, les Sujets de l'Etat, où ils sont en Ambassade.

(2) Le Souverain, en ce cas-là, use de son droit par rapport à des Sujets communs. Mais un Prince, en envoyant un Ambassadeur, peut-il aussi lui accorder un tel privilège, pendant son absence, au préjudice des Sujets de l'Etat, où il doit

de six semaines; comme (a) AITZEMA le rap-  
 porte. (a) *Lib.*  
*XXIII.*  
*pag. 614.*

§. IV. LA condition des Ambassadeurs, telle que je l'ai représentée ci-dessus, montre clairement la nécessité & la vérité de ce que je viens de dire, que, pendant qu'ils sont en Ambassade, ils ne changent point de Jurisdiction, mais qu'ils demeurent toujours dépendans de celle qu'ils devoient reconnoître avant leur Ambassade, dans les terres de leur Prince. C'est aussi ce que les *Etats Généraux* ont déclaré authentiquement, dans une (a) Ordonnance du 13. d'Octobre de l'année M. DC. LXXIX. Une Veuve, Créancière d'un *Consul*, comme on parle, des *Etats Généraux*, qui résidoit alors à *Lisbonne*, & avoit auparavant demeuré à *Rotterdam*, demanda à Leurs Hautes Puissances, en quel endroit elle devoit faire appeller en Justice son Débiteur, ou devant la *Cour de Hollande*, ou par devant les *Echevins de Rotterdam*. Les *Etats* répondirent, (1) qu'elle n'avoit qu'à s'adresser aux Juges, par devant lesquels elle auroit pû faire citer le *Consul*, s'il demeueroit encore à *Rotterdam*. Cette Femme, usant alors du (2) privilège des Veuves, fit citer son Débiteur par devant la *Cour de Hollande* (b).

§. V. (b) *Formu-*  
*lar. Ibid.*  
*num. II.*

doit résider en Ambassade? Si cela étoit, il seroit facile au Prince de mettre ainsi son Ministre à l'abri de toute Jurisdiction, & en état d'é luder toutes les prétensions de ses Créanciers; sur tout quand il s'agit d'Ambassadeurs Ordinaires.

§. IV. (1) *Dat se hem soude convenieren voor sodanigen Regter HIER TE LANDE, voor den welken hy soude hebben kunnen werden geconvenieert, indien hy nog tot Rotterdam wonagtig was.*

(2) C'est que, par le Droit Romain, (C O D. Lib. III. Tit. XIV. Leg. un. *Quando Imperator inter Pupillos, vel Viduas, vel miserabiles personas cognoscat*) les Veuves peuvent s'a-

§. V. AU RESTE, l'Ordonnance des Etats porte, *Par devant tel Juge (a) EN CE PAÏS.* Si les mots, *en ce païs*, signifient ici quelque chose, ils veulent dire, que le Consul pouvoit aussi être appelé en Justice hors du païs, au lieu qu'il ne pouvoit pas l'être, dans le tems qu'il demuroit à *Rotterdam*: c'est-à-dire, qu'on pouvoit également attaquer le Consul dans le lieu où il exerçoit son Consulat, & dans le lieu de son domicile, comme le Droit Civil le (1) permet, à l'égard d'un Sénateur. A moins qu'on n'aime mieux regarder les mots, *en ce païs*, comme superflus, tels qu'on en trouve plusieurs dans les Déclarations & les Ordonnances des Etats, où ils servent plutôt à embrouiller le sens, qu'à prévenir quelque difficulté.

§. VI. SUPPOSE' que ces mots soient superflus, le sens de l'Ordonnance sera, que les *Consuls*, quoi qu'ils puissent fort bien être appelez en Justice dans le lieu où ils exercent leur Consulat, peuvent néanmoins être aussi citez dans le païs d'où ils sont venus, parce qu'ils sont censés n'avoir point changé de Jurisdiction, mais plutôt avoir ajouté à l'ancienne une nouvelle, dont ils sont devenus également dépendans. Et à dire le vrai, ces *Consuls* ne sont autre chose que des Protecteurs, quelquefois Juges des Marchands de leur Nation: d'ordinaire même ce ne sont que des Marchands, que l'on envoie non pour représenter

s'adresser, en première instance, au Conseil de l'Empereur, & y faire citer ceux à qui elles ont quelque chose à demander. Or la *Cour de Hollande* est une Cour Souveraine, qui représente les Etats de la Province: & ainsi les Veuves, en vertu de leur privilège, ont droit d'y appeler d'abord en Justice leurs Parties; comme cela est porté expressément par

fenter leur Prince auprès d'une autre Puissance Souveraine , mais pour protéger les Sujets de leur Prince en ce qui regarde le Négoce, souvent aussi pour connoître & décider des différens qu'il pourra y avoir entr'eux au sujet de ces sortes d'affaires. Je n'ignore pas, que les *Etats Généraux* des *Provinces Unies* ont quelquefois prétendu que les *Consuls*, dont il s'agit, jouissent des privilèges du Droit des Gens. Mais (a) *WICQUEFORT*, tout ardent défenseur qu'il est d'ailleurs du droit des Ambassadeurs, condamne lui-même cette prétension, & consentant qu'on rende quelque honneur aux *Consuls*, il nie qu'ils aient aucune part aux privilèges du Droit des Gens, ou qu'ils soient exemts de la Jurisdiction du Souverain, chez qui ils résident, ni pour le Criminel, ni pour le Civil; qui est ce dont il s'agit maintenant. C'est aussi sur ce principe, que, dans les *Conventions* faites au mois de *Juillet* de l'année M. DC. XII. entre le *Grand Seigneur* & les *Etats Généraux* des *Provinces Unies*, il fut convenu, (b) que les *Consuls* de la *Nation Hollandoise*, qui seroient en *Turquie*, ne pourroient être arrêtez, ni leurs biens saisis, mais que cependant ils auroient à répondre devant le Tribunal du *Grand Seigneur*. La chose fut aussi réglée de la même manière, dans les *Conventions* (c) entre les *Etats Généraux*, & les *Algériens*, au sujet du *Consul* qui se trou-

(a) *Mémoires touchant les Ambass.*  
 2. Edit.  
 pag. 60, 61,  
 62. & dans  
 l'*Ambassadeur* &c.  
 Liv. I. Sect.  
 V. pag. 132,  
 133, 134.

(b) *Placat.*  
 Tom. III.  
 Lib. I. Tit.  
 XIII. num.  
 36.

(c) *Aitzema*, Lib. I.  
 pag. 353.

ve-

par un Article des *Réglemens* de cette Cour, auquel nôtre Auteur renvoie ici, *FORMA CUR. HOLLAND.* §. 8.

§. V. (1) *Senatores, licet in Urbe domicilium habere videantur, tamen & ibi unde oriundi sunt, habere domicilium intelliguntur* &c. *DIGEST.* Lib. I. Tit. IX. *De Senatorib.* Leg. XI.

veroit à *Alger*. Voilà un honneur que l'on accorde aux *Consuls* d'une Nation étrangère, (1) mais non pas jusqu'à les mettre entièrement à couvert de toute Jurisdiction du pais où ils demeurent pour l'avancement du Commerce.

§. VII. IL RESTE à voir, de quelle manière on doit s'y prendre, pour attaquer en Justice un Ambassadeur absent, dans le lieu à la Jurisdiction duquel il demeure toujours soumis, c'est-à-dire, comment il faut lui signifier l'adjournement en Justice. Je dis donc, que, si l'Ambassadeur a conservé un domicile dans les Etats de son Prince, il n'y a point de doute qu'on ne puisse l'adjourner & le citer, en envoyant l'exploit à sa Maison. Que s'il n'a point retenu de domicile, on l'appellera en Justice, comme on fait les Absens, par un Mandement & des Lettres de Citation, avec les formalitez ordinaires.

§. VIII. IL Y A plus de difficulté à déterminer, comment on doit agir contre un Ambassadeur Etranger qui réside, dans le pais, & de quelle manière il faut lui signifier l'adjournement en Justice, lors qu'il s'agit de choses à l'égard desquelles il dépend de la Jurisdiction du Souverain auprès duquel il est en Ambassade. Mais nous aurons une occasion plus commode de traiter cette question, dans l'endroit (a) où nous

(a) Chap.  
XVI.

exa-

§. VI. (1) Mr. DE CALLIÈRES dit, que les Consuls des Nations sont même regardez comme Ministres dans les Echelles du Levant, c'est-à-dire, dans les principales Villes du commerce de l'Asie & de l'Afrique, comme sont Alep, Smyrne, le Caire, Alexandrie, Tunis, Alger, & autres.  
MANIÈRE DE NÉGOCIER AVEC LES SOUVERAINS,

examinerons les droits des Ambassadeurs par rapport à leurs biens & effets.

---

## CHAPITRE XI.

*Par devant quel Tribunal on doit appeller en Justice un Ambassadeur, qui, avant son Ambassade, demouroit dans le lieu même où il l'exerce.*

§. I. **C**ETTE question a été agitée avec beaucoup de chaleur, sur tout par WICQUEFORT, qui, piqué d'un (1) vif ressentiment des mauvais traitemens qu'il avoit soufferts, s'attache de toutes ses forces à faire voir, qu'un Sujet même de l'Etat, dès-lors qu'il y est revêtu du caractère d'Ambassadeur de quelque Puissance Etrangère, passe sous sa Jurisdiction, & ne dépend point de celle de l'Etat, pendant tout le tems de l'Ambassade. Les Princes se servent souvent d'Etrangers pour Ambassadeurs, quelquefois même de ceux qui sont Citoiens ou Sujets de l'Etat où ils les constituent leurs Ministres. Il n'y a que les Rois de France, qui aujourd'hui ne reçoivent plus de leurs Sujets en qualité de Ministres des autres Princes, comme le témoigne Mr. DE CALLIE'RES, dans son (a) *Traité de la manière de négocier avec les Souverains.* <sup>(a) Chap. VI. pag. 72.</sup>

Tou-

RAINS, Chap. VI. pag. 75, 76.

CH. XI. §. I. (1) Κακῆς μεμνήμενος αὐτῆς, selon l'expression d'un Poète; dit nôtre Auteur dans le texte. Il ne s'est pas souvenu lui-même dans quel Poète il avoit lu ces paroles.



Toutes les autres Nations ne font aucune difficulté de reconnoître de telles personnes en qualité d'Ambassadeurs; & la *France* même en (2) a reçu autrefois. On délibéra sur ce sujet en *Hollande*, le 3. de *Décembre* de l'année M. DC. XXXVIII. mais on n'y décida rien.

§. II. AU FOND, il n'y a aucune raison d'exclurre de cet Emploi les Sujets de l'Etat : hormis peut-être chez les Peuples, dont les Loix ne permettent pas qu'un Sujet cesse de l'être, en passant sous la domination d'une autre Puissance; supposé qu'on accorde, ce que nous ne faisons pas, que ceux qui habitent dans le pais cessent d'être Sujets de l'Etat, par cela seul qu'ils sont revêtus du caractère de Ministres de quelque Prince Etranger.

§. III. OR il est clair, que la question ne doit s'entendre que des Ambassadeurs, qui le sont sur un tel pié, que, s'ils n'avoient pas été auparavant Sujets de l'Etat, ils auroient eu sans contredit le privilège de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile.

§. IV. ON voit bien aussi, que supposé que le privilège aît lieu également pour les Contrac̃ts & pour les Crimes, ce que je dis ici du Civil devra être repeté, lors que je traiterai, dans la suite, du Criminel; les règles étant les mêmes pour l'un & pour l'autre, ici, comme presque par tout ailleurs.

§. V. WICQUEFORT, en plusieurs endroits de ses *Mémoires*, & dans son (a) *Ambassadeur*, soutient, plutôt qu'il ne prouve, Qu'un Ambassadeur, comme tel, devient dès-lors Sujet

(a) Liv. I.  
Sect. XI.

(2) Voyez *L'Ambassadeur* de WICQUEFORT, Liv. I. Sect. XI. pag. 263.

jet de celui qui le charge de l'Ambassade, & qu'il est ainsi soumis en tout & par tout à la Jurisdiction de son Prince. Sur ce préjugé, il blâme une Déclaration des *Etats de Hollande*, qui établit le contraire à l'égard des Sujets de la Province, mais dont il ne marque ni le jour, ni l'année. Je ne fai quelle est cette Déclaration; à moins qu'il n'entende celle des *Etats Généraux*, dont j'ai parlé au Chapitre précédent, ou une autre de Leurs Hautes Puissances, dont je parlerai tout-à-l'heure. Il fait (b) un grand étalage d'exemples, pour prouver, Qu'un Prince peut envoyer en Ambassade un Etranger, & choisir même quelque Sujet d'une autre Puissance, pour être son Ministre auprès d'elle. Je ne vois pas, pour moi, ce que tout cela fait à la question; d'autant plus qu'un grand nombre des exemples alleguez regardent des Sujets de l'Etat, qui, avant que d'être établis Ambassadeurs, avoient & passé dans un autre Etat & changé de Domicile, en sorte qu'ils étoient déjà soumis, comme Sujets, à la Jurisdiction de celui qui les a envoyez en Ambassade. Mais il s'agit ici du Juge compétent des Ambassadeurs, qui sont Sujets de l'Etat dans le tems même qu'ils viennent à être revêtus de ce caractère, soit qu'ils fussent Sujets naturels, ou simples Habitans: & la question se réduit à savoir, si un tel Ministre a changé de Jurisdiction, ou s'il demeure toujours soumis à celle dont il dépendoit? Il en a changé, dit (c) WICQUEFORT, parce qu'il a prêté serment de fidélité à son nouveau Prince; parce qu'il ne peut être en même tems Sujet de deux Princes; parce que, s'il reconnoissoit encore la Jurisdiction de l'Etat, dont il dépendoit auparavant, cela le rendroit inutile à celui qui l'a établi

(b) *Ibid.*(c) *Ibid.*  
pag. 249,  
250, 257,  
258, &c.

son Ministre; & autres petites raisons, encore plus frivoles.

§. VI. TOUTES ces raisons, du moins, sont, chez moi, de peu de poids. Car, quoi qu'en dise JACQUES GODEFROI (a), & d'autres (1) après lui, je ne vois pas pourquoi on ne pourroit pas être en même tems au service de plusieurs Princes, & engagé envers eux par serment de fidélité, pourvû que leurs intérêts ne soient pas opposez, ou que, s'ils (2) le font, on ne se mêle point de leurs affaires à cet égard. Je ne vois pas non plus, pourquoi on ne pourroit pas être Sujet en même tems de deux Etats distincts, dont chacun est Souverain & indépendant. En vain RICHARD ZOUCH (b) le nie: cela étoit autrefois autorisé chez les Grecs, & les autres Nations, excepté les seuls Romains, comme le témoigne CICE'RON, dans sa (3) Harangue pour *Balbus*. Un homme, qui est Sujet de deux Princes, peut obéir à tous deux, il peut paier à tous deux les Impôts, il peut être fidèle à tous deux. Que veut-on davantage?

(a) *De Salaris*, Cap. IV. num. 9.

(b) *Jur. Fecial.* Part. II. Sect. 2. Artic. 13.

§. VII. MAIS il y a ici une autre chose à con-

§. VI. (1) Comme, par exemple, CHARLES PASCAL, *Legat.* Cap. VIII. FRIDERIC DE MARSELAER, *Legat.* Lib. I. Differt. X. Un Auteur Allemand, qui établit aussi cela pour règle générale, fondé sur la maxime, *Qu'un seul ne peut servir deux Maîtres*; en excepte néanmoins deux cas. L'un est, si les intérêts des deux Princes sont tels, que ce qu'on fait pour l'un ne puisse en aucune façon nuire à l'autre: sur quoi on allégué un exemple tout récent alors (en M. DC. LXXXIX.) d'un Ministre qui avoit été en Ambassade à *La Haie*, tant pour le Roi de *Pologne*, que pour le Duc de *Holstein*, en même tems. L'autre cas est, selon cet Auteur, lors que plusieurs Princes confedererz voulant en attirer quelque autre à leur Alliance, Défensive ou Offensive, envoient auprès de lui un Ministre en commun, qui agit au nom de tous. JOANN. JACOB. A'

RYS-

considerer. Pour être Sujet de quelcun, on n'est pas toujours à son service, & engagé envers lui par serment de fidélité. D'autre côté, pour être Ambassadeur de quelcun, on ne devient pas toujours son Sujet, & Citoien de ses Etats. Car voilà dequoi il s'agit, & ce que WICQUEFORT pose en fait, comme s'il n'y avoit point de difficulté. Il est pourtant vrai, qu'on peut s'employer utilement aux affaires d'un Prince, quoi qu'on demeure Sujet de l'autre Puissance, auprès de qui on les négocie; pourvû qu'on ne commette point de crime, ni d'infidélité. N'y a-t-il pas beaucoup d'Ambassadeurs qui résident chez nous, sans que personne se plaigne d'eux, sans se rendre coupables ni se faire même soupçonner d'aucun Crime? N'en voit-on pas plusieurs, qui sont très-religieux à tenir ce qu'ils ont promis, & qui, s'ils étoient Sujets de l'Etat, n'auroient à craindre ni la Prison, ni les Procès? Qu'on ne dise donc pas, que la qualité seule de Sujet soit un obstacle aux Ambassades, ou les rende inutiles. Tout ce qu'il y a, c'est que la chose peut arriver en certains cas. Si  
l'Am-

RYSSEL, *De Jure Nat. & Gent.* Cap. XXX. num. 48. Notre Auteur rapporte ci-dessous, *Chap. XIX. §. 3.* l'exemple d'un Ambassadeur commun du Roi d'Angleterre, Guillaume III. & des Etats Généraux de ces Provinces. Voiez d'autres exemples dans les *Mémoires* de WICQUEFORT, pag. 445. de la 2. Edit.

(2) A la vérité, il est difficile qu'en ce cas-là le Ministre ne favorise & ménage plus les intérêts de l'un, que ceux de l'autre. Mais chacune des Puissances a pû prévoir l'inconvénient, & ainsi elles ont bien voulu en courir les risques.

(3) *Sed nos [Romani] non possumus & hujus esse Civitatis, & cujusvis prater ea: ceteris omnibus concessum est. Itaque in Græcis Civitatibus videmus, Athenis Rhodios, Lacedæmonios, ceterosque undique adscribi, multarumque esse eosdem homines Civitatum.* Cap. XII. (num. Nizol. 28, 29, 30.)

l'Ambassadeur le craint, sentant sa fragilité, qu'il change d'Etat, avant que de prendre le caractère, ou que le Prince, qui veut l'employer à son service, lui ordonne d'en changer. Autrement celui qui choisit pour Ambassadeur un de nos Sujets, *est censé mettre hors de nôtre Jurisdiction son Emploi, & non pas sa personne*, comme le dit fort bien (1) feu Mr. HUBER. Cet Auteur veut que l'Ambassadeur considéré comme revêtu de cet emploi, ne soit point Sujet de la Puissance auprès de qui il l'exerce, mais qu'il le soit à tout autre égard: distinction, qui, quelque véritable qu'elle soit, n'est presque d'aucun usage; car personne ne niera, qu'un Ambassadeur ne doive rendre compte de son Ambassade, qu'il s'en soit bien ou mal acquitté, au Prince qui l'avoit revêtu de cet Emploi: de même que toute personne qui s'est chargée d'une Commission, doit en rendre comp-

§. VII. (1) *Quatenus in officio agit [Legatus], sine dubio mandantem representat, & sanctus est. Extra mandati sui partes non videtur mutare conditionem; quia tum accederet tertia in eandem rem fictio, quâ civis noster, qui de facto talis esse non desit, desinere fingeretur esse talis: cujusmodi accumulatio fictionum, non modo non Juris Gentium, sed & incivilis foret. Ideo Princeps eligens Legatum, qui subditus est & manet ejus, ad quem mittitur, non videtur hoc agere, ut hominem, sed ut officium ejus eximat.* DE JURE CIVIT. Lib. III. Sect. IV. Cap. II. num. 28.

§. VIII. (1) ABRAHAM DE WICQUEFORT avoit auparavant demeuré plusieurs années à Paris, avec le caractère de Résident de l'Electeur de Brandebourg. Le Cardinal Mazarin, qui gouvernoit alors, ayant intercepté quelques-unes de ses Lettres, où il écrivoit certaines choses, touchant les affaires de France, qui déplurent au Prélat; celui-ci lui fit dire, à cause de cela, de sortir du Roiaume: & comme il ne se hâtoit pas de déloger, dans la pensée que sa qualité de Ministre Etranger le mettoit à couvert de toute voie de fait, le Cardinal le fit mettre à la Bastille, d'où on le tira ensuite, par son ordre, pour le conduire à Calais, avec une escor-

compte à celui qui la lui avoit donnée. Mais il s'agit ici d'un Ambassadeur, qui est Sujet de l'Etat où il exerce son Ambassade, & qui a contracté, ou s'est rendu coupable, en matière de choses qui n'ont aucun rapport avec l'Ambassade. Je soutiens donc, contre WICQUEFORT, qu'un tel Ministre demeure Sujet de celui de qui il dépendoit auparavant, à moins qu'il n'ait manifestement changé de Souverain, ou de Domicile.

§. VIII. WICQUEFORT s'est laissé ici séduire par son intérêt & son ressentiment particulier. Il étoit né à *Amsterdam*: il (1) avoit demeuré à *la Haie*, où il étoit aux gages & sous l'obéissance des *Etats Généraux*, même depuis que le Duc de *Lunebourg* l'établit son Agent, sous le titre de *Résident*. La *Cour de Hollande* le fit arrêter, & elle le condamna, le 20. de *Décembre* de

escorte. Il s'embarqua là pour l'*Angleterre*, d'où il passa en *Hollande*. Le Roi de *France* le gratifia d'une pension de mille Ecus, dont il jouit jusqu'à la Guerre de M. DC. LXXII. Les *Etats de Hollande*, à la recommandation de Mr. de *Wit*, Pensionnaire de la Province, lui donnèrent l'Emploi d'écrire l'Histoire de leur République, avec une pension considérable: & cette Histoire a paru long tems après sa mort, en M. DCC. XIX. Il demeura en prison, jusqu'au mois de *Fevrier* M. DC. LXXIX. auquel il trouva moyen d'en sortir, par l'adresse & le secours d'une de ses Filles, qui hazarda sa liberté pour la procurer à celui de qui elle tenoit la vie. Voyez les *Mémoires* de WICQUEFORT lui-même, pag. 289, & suiv. 1. Edit. pag. 291, & suiv. de la 2. Edit. PUFENDORF, *Rerum Brandenburg.* Lib. VII. §. 54. & la BIBLIOTH. A. & MODERNE de Mr. LE CLERC, Tom. XIII. pag. 241, & suiv. J'ai cru que bien des Lecteurs ne seroient pas fâchez de trouver ici, en peu de mots, ces particularitez, qui achèvent de donner une idée générale du génie & des aventures de ce fameux Auteur & Ministre Public, autant qu'on peut le souhaiter par rapport à la matière.

de l'année M. DC. LXXV. à une prison perpétuelle, avec confiscation de tous ses biens. Je ne dirai rien de la Sentence en elle-même, si ce n'est qu'elle fut fondée sur ce que le Ministre condamné avoit revelé, par un commerce illicite de Lettres, des secrets de l'Etat, qu'il auroit fallu cacher. Quoi qu'il en soit, voilà ce qui l'irrita, & qui le fit plaindre en termes durs, qu'on avoit violé envers lui le Droit des Gens. Il défendit de toutes ses forces les droits & privilèges des Ambassadeurs, dans un petit Livre qui parut d'abord anonyme, (2) & puis avec son nom. Il traita ensuite la matière dans un Ouvrage en forme, qui jusqu'ici est le meilleur que nous ayions. Sur la question particulière que nous examinons il est Juge en sa propre cause, & par conséquent Juge incompetent. Mais à considérer ses raisons en elles-mêmes, elles n'ont pas assez de force pour me faire changer de sentiment. Je soutiens donc, comme je l'ai établi ci-dessus, Qu'un Ambassadeur demeure Sujet de l'Etat, où il étoit avant son Ambassade, & qu'ainsi, soit qu'il y aît contracté ou commis quelque Crime, il dépend du même Souverain qu'auparavant. D'où il s'ensuit, que l'Ambassadeur, quoi qu'établi par un Prince Etranger, ne cesse pas pour cela d'être Sujet de l'Etat, & qu'il ne peut légitimement recuser, comme incompetent, la Jurisdiction à laquelle il a été toujours soumis.

§. IX. BIEN loin que WICQUEFORT allégué aucun exemple de quelque Nation chez qui le contraire aît été reçu, il en cite deux ou trois, qui confirment manifestement ce que je  
viens

(2) Voyez ce qui a été dit ci-dessus, *Chap. VII. §. 7.*



viens de dire. La Résolution des *Etats Généraux*, du 13. d'*Octobre*, M. DC. LXXIX. dont j'ai parlé dans le Chapitre (a) précédent (a) §. 4. fert aussi à faire voir la même chose: car, si l'Ambassade ne fait point changer de domicile, comme le déclarent Leurs Hautes Puissances au sujet des *Consuls* d'une Nation Etrangère, ce qui est encore plus vrai des autres personnes envoyées en qualité de Ministres Publics; il est clair, que l'Ambassadeur peut être appelé en Justice dans le même endroit où il avoit son domicile avant l'Ambassade, & par conséquent un Sujet de l'E-tat, par devant les Juges du país.

§. X. MAIS voici une (a) autre Ordonnance de Leurs Hautes Puissances, faite le 19. du mois de *Juin*, de l'année M. DC. LXXXI. où la chose est décidée entièrement, pour ce qui regarde les Ambassadeurs qui avoient domicile dans ces Provinces, avant que d'être en Ambassade auprès des Etats. Il est bon de s'arrêter un peu à en faire voir l'occasion & la teneur. Un *Juif*, qui avoit demeuré plusieurs années à *Amsterdam*, où il négocioit, s'étant endetté avec plusieurs personnes, fut appelé par devant les Juges d'*Amsterdam*; & aiant été condamné, il s'opposa à l'exécution de la Sentence, en vertu de la Déclaration des *Etats Généraux*, du 9. de *Septembre* M. DC. LXXIX. Il disoit, que, selon cette Déclaration, on ne pouvoit s'en prendre ni à sa personne, ni à ses biens, pour les Dettes contractées dans le país, puis qu'il étoit *Résident* du Duc de *Meklembourg*, & qu'ainsi il avoit le privilège des Ambassadeurs. Les Créanciers présentèrent requête aux *Etats Généraux*, les suppliant de vouloir bien expliquer le sens de la Déclaration, en sorte qu'elle n'eût pas lieu

(a) *Formu-*  
*lar. Tom.*  
*II. C. 25.*  
*pag. 299,*  
*300.*

à l'égard des Dettes que les Habitans de ces Provinces ont contractées, comme Marchands ou autres Particuliers, & non pas en qualité d'Ambassadeurs ou Ministres de quelque Prince Etranger: Et qu'il fût permis, si l'on devoit quelque chose à de tels Ministres, d'en faire compensation avec ce qu'ils devoient eux-mêmes pour quelque autre cause à leurs *Débiteurs* (on a voulu dire, à leurs *Créanciers*, on a du au moins s'exprimer ainsi.) Leurs Hautes Puissances déclarèrent là-dessus, au jour marqué ci-dessus, Que, si les Créanciers pouvoient prouver que le *Juif*, dont il s'agissoit, eût demeuré & négocié à *Amsterdam* quelques années avant que d'être par Elles (b) reconnu & agréé pour Ministre du Duc de *Meklembourg*; en ce cas-là, il ne pouvoit se prévaloir de la Déclaration du 9. de *Septembre*, M. DC. LXXIX. Et Elles ajoutent une raison générale, exprimée en beaucoup de mots, (1) dont le sens se réduit à ceci: Qu'aucun Sujet de l'Etat n'est reçu comme Ambassadeur ou Ministre d'une autre Puissance, qu'à condition qu'il ne dépouillera point sa qualité de Sujet, même à l'égard de la Jurisdiction, tant pour les affaires civiles, que pour les criminelles: & que si quelcun, en se faisant reconnoître pour Ambassadeur ou Ministre, n'a point fait mention de sa qualité de Sujet de l'Etat, il ne jouira point

(b) *Erkent  
en aangeno-  
men is.*

§. X. (1) *Dewyl haar Ho. Mog. geene Ingesetenen van den Staat in qualiteit van Ministers van eenige Coningen, Princen, of andere Potentaten erkennen en aannemen, als onder dese expresse conditie, dat de selve daar door niet werden geeximeert van de pligten van onderdanigheid respectivelyk, ook ten reguarde van de jurisdictie over hare personen en goederen, soo in het crimineel, als in het civil; en dat ook sodanige personen, die verswegen souden mogen hebben Ingesetenen van den Staat te syn,*

point des droits & privilèges qui ne conviennent qu'aux Ministres des Puissances Etrangères. Je ne sai si c'est-là une décision ancienne, ou toute nouvelle. Car, en l'année M. DC. LVIII. un Agent de l'Evêque de *Munster*, qui avoit été aussi Agent de quelques autres Princes, aiant été mis en prison, & relâché ensuite, à la réquisition de l'Evêque, (c) il ne paroît pas qu'on ait pensé seulement à l'exception que forme la qualité de Sujet en matière des droits & privilèges d'un Ministre Public. Mais je ne suis pas bien assuré, quoi qu'en pensent d'autres, que cet Agent eût été Sujet de l'Etat avant que d'être reconnu pour Ministre de l'Evêque de *Munster*. Et quand il l'auroit été, ce cas unique ne me feroit pas changer d'opinion, puis' que je crois la mienne la mieux fondée & la plus conforme à l'Equité, indépendamment même de l'autorité de toute Loi.

(c) *Aitzema*, Lib. XXXVIII. pag. 137—139.

## CHA-

*syn*, en by sub-en obreptie sonder eenige limitatie of conditie toe  
 [Il doit y avoir voor, comme nôtre Auteur le remarque]  
*Ministers souden mogen wesen erkent en geadmitteert, niet kon-*  
*nen of vermogen te jouissieren van het regt van de prerogativen,*  
*die [il faut encore ici dat] alleen aan sodanige uytheemfche*  
*Ministers, die geen Ingefetenen van den Staat syn, wert geas-*  
*sordeert en toegestaan.*

## CHAPITRE XII.

*Diverses questions touchant le Juge compétent des Ambassadeurs, selon leur différente condition.*

§. I. **S**I un Ambassadeur est d'un autre Etat, mais n'est point Sujet de celui qui l'a envoyé, non plus que le nôtre; dans quel lieu pourra-t-on le faire appeller en Justice? C'est, à mon avis, dans les terres du Prince, dont il étoit Sujet avant l'Ambassade. Il est, à la vérité, Etranger par rapport à nous, & par conséquent hors de notre Jurisdiction: mais, s'il n'a point changé de domicile, il demeure soumis à son ancienne Jurisdiction. En choisissant un Etranger pour Ambassadeur, on ne fait que se confier à son habileté & à sa fidélité dans les négociations dont on le charge: du reste, on le laisse à son Prince & à ses Juges; à moins qu'il ne paroisse que l'Ambassadeur a dépouillé sa qualité de Sujet, & est passé sous la Domination du Prince qui l'a envoyé.

§. II. IL PEUT arriver que l'Ambassadeur d'un Prince Etranger soit nôtre Sujet, à cause d'un Emploi que nous lui avons donné, comme l'étoient le Baron de Charnacé, & le Comte d'Eftrades, tous deux Ambassadeurs du Roi de France auprès des *Etats Généraux*, & tous deux Officiers dans les Troupes de Leurs Hautes  
Puif-

§. III. (1) Voyez *L'Ambassadeur* de WICQUEFORT, Liv. I. Sect. IX. où il rapporte plusieurs exemples sur ce sujet. C'est, au reste, un privilège général pour tous les Ecclésiastiques.

Puissances. WICQUEFORT <sup>(a)</sup> veut, que de tels Ministres ne soient pas même sujets à la Jurisdiction du Conseil de Guerre, pour des Crimes purement militaires. Mais je ne saurois entrer dans cette pensée. Tout Homme-de-Guerre est obligé par son serment à observer les Loix de la Discipline Militaire; & le caractère d'Ambassadeur ne le dégage point de son serment, ni par conséquent de l'obligation de se soumettre à ces Loix. Je vais plus loin, & je dis, que si un Homme-de-Guerre dépendoit de la Jurisdiction de l'Etat, avant que d'être revêtu du caractère d'Ambassadeur, il demeure soumis à la même Jurisdiction depuis qu'il a commencé d'exercer les fonctions de l'Ambassade: mais si, pendant l'Ambassade, il entre au service de l'Etat, il sera alors sujet à la Jurisdiction du Conseil de Guerre, en ce qui regarde les affaires de la Guerre, & il n'aura droit de demander un renvoi en Justice au lieu de son domicile, que pour les autres sortes d'affaires. Si un Prince choisit pour son Ambassadeur un homme qui est Officier dans nos Troupes, & à cet égard nôtre Sujet, tant pis pour lui; il ne peut s'en prendre qu'à soi-même de ce qu'il est obligé de souffrir que son Ministre dépende de nous en matière des choses qui se rapportent à la Guerre.

§. III. ON envoie quelquefois en Ambassade des *Cardinaux*. Et il peut y avoir quelque difficulté à décider, quel est le Juge compétent de ces sortes d'Ambassadeurs, parce que, selon le DROIT CANON, (1) ils ne dépendent de la  
Ju-

fiaitiques, selon le Droit Canon, de ne pouvoir être appel-  
lez en Justice, ou accusez, que par devant le Pape, ou les  
Juges Ecclésiastiques établis par autorité du Pape: *Nullus In-*  
*dicum,*

(a) *L'Am-  
bassadeur  
&c. Liv. I.  
Sect. XI.  
pag. 266.*

Jurisdiction d'aucun Prince, pas même de celui de qui ils sont Ambassadeurs, du moins à l'égard des affaires criminelles. Pour moi, je dis, que, si un Cardinal est envoyé en Ambassade à quelque autre, que le *Pape*, il peut alors sans contredit se faire renvoyer aux Tribunaux Ecclésiastiques, desquels il dépend. Mais s'il est envoyé auprès du *Pape*, & qu'il vienne à commettre quelque Crime, s'il traite le *Pape* même cavalièrement & avec hauteur, comme fit le Cardinal *Borgia*, Ambassadeur du Roi d'*Espagne*, & autres, dont on allégué divers exemples; le *Pape* établira-t-il des Juges, pour connoître d'une telle affaire? Cela seroit d'un très-mauvais exemple, &, à mon avis, contre la protection que le Droit des Gens accorde aux Ambassadeurs. Lors que le cas est arrivé (& il est arrivé souvent) les *Papes* se sont abstenus d'exercer aucun acte de Jurisdiction par rapport à de tels Cardinaux, de peur que le caractère d'Ambassadeur n'en souffrît, & ne rendît ce Ministre entièrement inutile à son Prince: car un Cardinal

(2)

*dicum, neque Presbyterum, neque Diaconum, aut Juniores Ecclesia, sine licentiâ Pontificis, per se distringat, aut, accusare presumat* &c. *Caus. XI. Quæst. I. Can. 2.* Voiez, entr'autres, FRANCISC. ZYPÆI *Jus Pontificium novum*, Lib. II. Tit. II. num. 34, & seqq. Privilege, que l'on fonde mal-à-propos sur le droit Divin. Voiez entr'autres JUST. HENNIG. BÖHMER. *Jus Ecclesiastic. Protestantium*, Lib. II. Tit. II. §. 36, & seqq.

(2) Quand même il le voudroit, & qu'il auroit promis avec serment de se soumettre à une Jurisdiction Séculière; car c'est ainsi que le Pape a eu soin de bien affermir sa domination. Voiez les DECRETALES, Lib. II. Tit. II. *De Foro competenti*, Cap. XII. & l'endroit du Livre de Mr. BÖHMER, que je viens de citer; comme aussi les Notes de ZIEGLER & de Mr. THOMASIUS, sur LANCELOT, pag. 1266, & seqq.

(2) ne peut point changer de Jurisdiction, comme le peuvent les autres Ambassadeurs, qui n'ont pour cela qu'à passer auparavant dans les Etats & sous la domination d'une autre Puissance. Mais lors que l'Ambassade est finie, ou que le Cardinal en a (3) rendu compte, rien n'empêche qu'il ne soit accusé & condamné par ses Juges naturels, sinon pour ce qui se rapporte à l'Ambassade & à l'exécution des ordres qu'il avoit en qualité d'Ambassadeur, du moins à l'égard des autres Crimes qu'il a commis, même pendant le tems de son Ambassade.

§. IV. MAIS peut-être disputons-nous ici en vain, puis qu'il semble qu'on ne puisse jamais condamner un Cardinal, du moins selon le DROIT CANONIQUE, dont voici une règle expresse: (1) *Un Prélat (c'est-à-dire, un Cardinal Evêque) ne doit être condamné, qu'avec soixante-É-douze Témoins; un Prêtre Cardinal, avec quarante-É-quatre; Un Cardinal Diacre, avec vint-É-sept; É ainsi de suite.* Le nombre de *soixante-É-douze Témoins*, réquis pour la  
con-

(3) *Post renuntiatam Legationem.* Il y a dans QUINTILIEN un exemple d'une question controversée sur ce sujet, savoir si l'Ambassadeur cesse d'être revêtu de son caractère, lors qu'il a exécuté sa commission, ou seulement lors qu'il en a rendu compte à celui qui l'avoit envoyé en Ambassade: *Instit. Orat. Lib. VII. Cap. IV.* sur quoi on peut voir la Note de Mr. BURMAN, pag. 633, 634. Voyez aussi PASCAL, *Legat. Cap. 85.* & MARSELAER, *Lib. II. Diff. XLVI.*

§. IV. (1) *Præsul non damnabitur, nisi cum LXXII. testibus; nec Præsul summus à quoquam judicabitur, quoniam scriptum est: Non est Discipulus super Magistrum. Presbyter autem Cardinalis, nisi cum XLIV. testibus, non damnabitur: Diaconus vero Cardinalis Urbis Romæ, nisi cum XXVII. testibus, non condemnabitur &c.* *Caus. II. Quæst. IV. An duorum testimonio Episcopus sit condemnandus, Can. II.*



condamnation d'un Cardinal Evêque, est encore repeté dans le Canon qui suit immédiatement après. Or s'ils ne peuvent être condamnés, qu'après avoir été atteints & convaincus par (2) un si grand nombre de Témoins, d'adultère, par exemple, ou de fornication, ou même de quelque autre Crime du nombre de ceux que l'on commet ouvertement, ils ne seront jamais condamnés, selon les Canons: car ceux qui veulent commettre des Crimes; n'assemblent jamais pour cet effet autant de monde, & il ne s'en trouve jamais autant par hazard, qui puissent en être spectateurs. La Glose se tire fort mal d'affaires, dans l'explication des Canons que je viens de citer: & divers Auteurs turlupinent cette Jurisprudence Ecclésiastique, avec d'autant plus d'apparence de fondement, que, sur tout autre sujet, les Canons, à l'exemple de l'Evangile, se (3) contentent de la déposition de deux ou de trois personnes. ANTOINE MATTHIEU, en-

(2) C'est ainsi néanmoins que ces Canons sont entendus, non seulement par les Interprètes Modernes, comme, par exemple, ZYPÆUS, *Jur. Pontific. Lib. V. Tit. De Accusationibus*, num. 5. ARNOLD. CORVINUS, *Jur. Canon. Lib. III. Tit. XXVII. num. II.* mais encore par GRATIEN, qui a compilé les anciens Canons. Cela paroît par la seule inscription du Titre où il a placé les deux dont il s'agit: & il s'explique lui-même clairement à la fin du dernier; car il dit, que, si l'on demande ici un si grand nombre de gens, c'est ou un privilège spécial accordé aux Ecclésiastiques de l'Eglise Romaine, ou un règlement fait en vuë de reprimer l'audace des Méchans, qui se portent aisément à accuser les Ministres de DIEU, qui leur reprochent leur mauvaise vie. Mais, ajoute-t-il, si les Témoins sont d'une conduite irréprochable, deux ou trois suffisent pour convaincre & faire condamner toute personne, de quelque Ordre qu'elle soit: *Sed hoc vel speciali privilegio de Clericis Romana Ecclesia intelligitur, vel propter improbitatem quorundam, qui, quum non sint spectata vita & scientia, in accusatio-*

entr'autres, (a) se moque fort du privilège que le Droit Canonique donne ici aux Cardinaux, & il réfute toutes les raisons dont on se sert pour le colorer. WISSEMBACH s'en moque de même, dans son Recueil des (b) *Contradictions du DROIT CANONIQUE*. Et pourquoi ne nous en moquerions-nous pas aussi, si le sens des Canons, dont il s'agit, étoit tel qu'on le croit ordinairement? Mais tâchons, autant qu'il est en nôtre pouvoir, d'ôter le ridicule qu'on répand ici sur le Droit Canonique, d'une manière à en diminuer beaucoup l'autorité & la dignité. Entendons plutôt par le mot de *Témoins*, les *Juges* mêmes, qui condamnent le Cardinal, en *témoignant* qu'il leur paroît coupable, & souscrivant à la Sentence, comme cela se pratique ordinairement. Les paroles mêmes des *Canons* cités mènent à expliquer ainsi le mot de *Témoins*: car dans le *II. Canon*, après avoir dit, qu'un Prélat n'est condamné, que par soixante-&-douze

(a) *De Crimi-*  
*minib. Ad*  
*Lib.*  
XLVIII.  
DIG. Tit.  
XV. Cap.  
III. num. 7.  
(b) *Contra-*  
*dict. Fur.*  
*Canon.*  
num. 55.

*sationem Ministrorum DEI repente profiliunt. Quorum vero vita adeo laudabilis est, ut omnibus imitanda adpareat, de quorum adsertione nulla dubitatio nasci poterit, eorum testimonio, duorum vel trium testium, quilibet jure convinci & damnari poterit.* Dans le texte même des deux Canons, il y a à la fin du *II. TESTES autem & Accusatores sine aliquâ sint infamiâ*; & au commencement du *III, TESTES idoneos, qui tales sint, qui & accusare possint*: où il semble que le mot de *Témoins* ne peut guères être pris que dans sa signification ordinaire. D'autant plus qu'après les dernières paroles, il suit immédiatement, que ces *Témoins* doivent jurer sur les *Evangelies*, qu'ils ne diront rien de faux. *Et prius ad sacra CHRISTI quatuor Evangelia, sacramenta præsent, quod nihil falsum depromant.*

(3) *Quod vero quarto loco quarebatur, an duorum testimonio Episcopus sit condemnandus, multorum auctoritate probatur. Sicut enim in Evangelio JOANNIS legitur &c.* (Cap. VIII. vers. 17.) *Caus. II. Quæst. IV. princ.*

douze Témoins, on ajoûte: (4) *le Prélat Suprême ne sera JUGÉ de personne*, ni par conséquent quand même il y auroit soixante-&-douze Juges. La chose paroît plus clairement encore par le Canon qui suit: car il y est dit, que *la*  
*Sen-*

(4) Ces mots, *Nec Prasul summus à quoquam judicabitur* &c. ne se trouvent point dans une vieille Edition, que j'ai, du *Corps du DROIT CANONIQUE avec les Gloses*, imprimée à *Venise*, en M. CCCC. LXXIX. en caractères Gothiques, par les soins de *Petrus Albignanus Trecius*, qui dit l'avoir revuë sur plusieurs MSS. Ils paroissent d'abord une cheville, qui a été fourrée là, pour dire, qu'à l'égard du *Pape*, il n'est pas question du nombre des Témoins, puis qu'il n'y a point de Tribunal par devant lequel il puisse être accusé, selon les prétensions des Papes; & le Concile seul, selon d'autres, pouvant connoître & juger des accusations intentées contre le *Pape*. Voyez le *Traité de l'Autorité du Pape*, qui a paru depuis peu, *Liv. III. Part. II. Chap. XI.* Mais le Correcteur de l'Edition de *Rome* témoigne aussi dans sa Note sur ce Canon, que c'est une addition, tirée en partie d'un Concile tenu à *Rome* sous le *Pape Silvestre*, c'est-à-dire, de faux Actes d'un Concile, que les habiles gens de la Communion Romaine reconnoissent supposé, aussi bien que tous les *Actes de St. Silvestre*, & toutes les *Décrétales* des Papes jusques à *Siricius*. Voyez, entr'autres, le *Père Pagi, Brviar. Pontific. Roman. Tom. I. pag. 15, & seqq. 69, & seqq.* & le Livre que je viens de citer, *Tom. III. p. 30. &c.*

(5) Mais ici il y a, *probatâ sententiâ*, ce qui peut signifier, ou que la Sentence a été renduë & certifiée par soixante-&-douze personnes; & alors ce seront des Juges: ou bien que ce que la Sentence porte est fondé sur la déposition de soixante-&-douze Témoins, qui en font la preuve. D'ailleurs il y a ici une distinction, qui semble demander que l'on entende ces paroles des Témoins proprement ainsi nommez, puis que, dans le premier membre il s'agit manifestement du nombre des Juges. Un Evêque, dit-on, ne peut être condamné, à moins que ce ne soit ou par douze Evêques, qui est le nombre toujours requis, selon les Canons, pour juger un Evêque, quel qu'il soit; ou du moins que la Sentence ne soit renduë sur la déposition de 72. Témoins: car si c'est un Evêque ou un Cardinal Evêque, il ne suffit pas qu'il y ait le nombre requis de Juges, il faut aussi celui des Témoins: *Nullam damnationem Episcoporum umquam esse censemus, nisi*

*Sentence (5) doit être approuvée par soixante-trois Témoins : & en parlant des mêmes ; (6) Si entre ceux qu'ils diront être des gens condamnables , il se trouve un Evêque... que personne ne s'émancipe de prononcer définitivement sur son sujet &c.*

AUT ante legitimum NUMERUM EPISCOPORUM (qui fit per duodecim Episcopos) AUT certe probatâ sententiâ per LXXII. testes idoneos &c.

(6) Il s'agit d'un Evêque, qui demande que sa cause soit portée devant le *St. Siège*; droit, que les *Papes* commençoient à usurper, vers le tems de *Léon IV.* à qui ce Canon est attribué. Voyez le *Traité de l'Autorité du Pape*, que j'ai déjà cité, Liv. III. Part. II. Chap. X. pag. 28, & suiv. Et comme dans les paroles, qui précèdent immédiatement, il s'agit de Témoins, qui ont juré sur les *Evangiles*; on peut, ce me semble, entendre celles-ci des mêmes Témoins; car il n'est pas dit, qu'ils condamnent, mais qu'ils disent que ce sont des gens condamnables, c'est-à-dire, qu'ils déposent contre l'Evêque des choses pour lesquelles, il mérite d'être condamné. D'ailleurs, les Juges n'ont pas encore prononcé, puis qu'on leur défend de prononcer en ce cas-là sentence définitive: *Et si inter eos, quos damnandos esse dixerint homines, fuerit Episcopus, qui suam causam in presentia Romane Sedis Episcopi petierit audiri, nullus super illum definitivam presumat dare sententiam; sed omnino eum audiri decernimus.* Il semble plus naturel de donner à ces paroles, *damnandos esse dixerint*, un sens qu'elles peuvent recevoir, que d'attacher au mot de *Témoins* une idée si éloignée de sa signification ordinaire, & qui confond deux personnages aussi différens, que celui de *Juge* & de *Témoin* en Justice. Je ne sâche d'ailleurs aucun endroit, où le terme Latin *Testis*, tout seul, se prenne en ce sens: & je m'imagine que, si nôtre Auteur en avoit remarqué quelcun bien clair, il n'auroit pas manqué de l'indiquer. Au reste, je ne décide rien. Je ne fais que proposer mes difficultez, pour donner occasion aux Connoisseurs, & sur tout à nôtre Auteur lui-même, d'éclaircir cette matière. Je n'ai, non plus, que lui, aucun intérêt ni à justifier, ni à critiquer ceux qui ont fait ces Canons. En les déchargeant même du ridicule, qui s'y trouve, à les expliquer comme on fait ordinairement, il ne restera que trop, dans le Droit Canonique, de quoi montrer, quel soin a eu le Clergé, d'é luder les peines des Loix, tant Civiles, qu'Ecclesiastiques, & de porter sa domination aussi loin qu'il a été possible, sans se mettre fort en peine du *Qu'en dira-t-on?*

&c. Tout cela convient à des Juges, qui prononcent une Sentence, & non pas à des Témoins, qui ne font que déposer. Le sens du *II. Canon* est aussi exprimé dans les *CAPITULAIRES de CHARLES-MAGNE*, excepté que le nombre est différent à l'égard de tous ceux dont on fait l'énumération, (7) à la réserve du *Prélat*. *Cujas*, quoi qu'il s'exprime là-dessus un peu obscurément, dans ses (8) *Observations*, semble rapporter aux Juges même ce que dit le *Capitulaire* de l'Empereur: il veut au moins, que, pour déposer un Evêque, il faille soixante-&-douze Juges, qu'il appelle, pour faire

(7) Dans l'Edition, que j'ai, il n'y a que ce qui regarde les *Cardinaux Diares*, où le nombre soit différent: *Et non damnabitur Presul sine LXXII. testibus.... Presbyter autem, nisi in XLIV. testimoniis non damnabitur. Diaconus autem in cardine constitutus in Urbe Româ, nisi XXXVII. testibus non damnabitur. Subdiaconus, Acolythus, Exorcista, Lector, nisi sicut scriptum est, in VII. testimoniis filios habentibus & uxores, &c. Lib. I. Cap. 139. Edit. Paris. 1640.* Je ne vois rien là non plus, qui montre qu'il s'agisse du nombre des Juges requis. Ce qui précède, ne regarde que les qualitez des *Accusateurs*, qui ont beaucoup de rapport avec les *Témoins*, proprement ainsi nommez.

(8) Il me semble que *Cujas* entend des *Témoins*, proprement ainsi nommez, & le *Capitulaire* de *CHARLES-MAGNE*, & les passages, qu'il cite, des faux Actes du Pape *MARCELLIN*. Après quoi, il conjecture, qu'il falloit aussi soixante-&-douze Juges, pour déposer un Evêque; *Quot videntur etiam desiderati in exauguratione Episcopi.* Obs. XVII. 9. Mais la conséquence que ce grand Jurisconsulte, & après lui *GODEFROI*, tirent des exemples, où l'on voit 70. ou 72. Evêques, qui jugent un Evêque, n'est rien moins que concluante. Car il pouvoit y avoir en telle ou telle occasion un tel nombre de Juges, sans que ce nombre fût absolument nécessaire. Le nombre ordinairement requis, n'est que de douze, selon les anciens Canons, comme il paroît même par un de ceux dont il s'agit: *Aut ante legitimum numerum Episcoporum, qui sit per duodecim Episcopos.* On allégué même des exemples, où le nombre des Juges a été moindre. Voyez le *Traité de l'Autorité du Pape*,

re un nombre rond, le Jugement de foixante-&-dix Evêques, comme nous difons les *Septante Interprètes* du *Vieux Testament*, les *Septante Anciens* du *Sanhédrin*: Et peut-être même est-ce à l'imitation du nombre de ceux qui compofoient ce Grand Conseil des *Juifs*, qu'on a fixé le nombre des Juges requis pour juger un Cardinal. Dans une Loi (9) du CODE THEODOSIEN, il est parlé d'un certain *Chronopius*, qui fut condamné par 70. Evêques: & JACQUES GODEFROI remarque là-deffus, qu'un (10) CONCILE tenu à *Rome*, & une *Lettre* du Pape NICOLAS (11) ordonnent, qu'un Evêque ne pour-

ra

*Pape*, Tom. III. pag. 49, & *fuiv.* Celui, fur lequel GODEFROI fait le plus de fonds, tiré des faux Actes du Pape MARCELLIN, regarde une Sentence, que l'on fuppoſe prononcée par un Concile: & ainſi c'eſt un Jugement extraordinaire, où les Juges ne pouvoient qu'être en grand nombre. Voiez ce que je dirai plus bas.

(9) *Quoniam Chronopius, ex Antiflute, idem fuit in tuo, qui fuerat in Septuaginta Episcoporum ante judicio &c.* Lib. IX. Tit. XXXVI. *Quorum adpellationes non recip.*

(10) C'eſt le prétendu Concile, tenu ſous le Pape *Silveſtre*, dont les Actes ſont faux, comme je l'ai déjà remarqué.

(11) GODEFROI ne cite pas ces paroles en caractère Italique: *Ne Episcopi niſi ſub conſpectu 72. teſtium damnarentur.* Et je n'ai pas préſentement ſous ma main les Livres, où je pourrois trouver cette Lettre, non plus que les faux Actes du Pape *Silveſtre*. Ainſi je ne ſaurois examiner, par la ſuite du Diſcours, ſi *ſub conſpectu 72. teſtium* doit être entendu des Juges, & non pas des Témoins, à qui cela peut convenir, parce qu'ils déposent de ce qu'ils ont vu. Ce qui me feroit ſouſçonner le dernier, c'eſt qu'il y a une Lettre du même Pape *Nicolas*, publiée dans les *Anecdotes* du P. MARTENNE, où il établit clairement, qu'il ſuffit de douze Evêques pour condamner un Evêque: *Cenſeo, & nullam poſſe Episcopos ſui honoris ſuſtinere jaſturam delibero, quos non conſtat fuiſſe à DUODECIM EPISCOPIS, præſente primamque Sententiam Metropolitanæ Episcopæ obtinente, quum examinarentur, auditos.* L'habile homme, Avocat. & très-verſé dans l'Histoire Eccléſiaſtique, qui a donné depuis peu le *Traité*, déjà cité, de l'*Autorité du Pape*, cite ces paroles,

Tom.

ra être condamné qu'en présence de soixante-*É*-douze Témoins. Il paroît par les *Actes* (12) du Pape MARCELLIN, que cela regarde les Juges, puis que ce Pape fut condamné par la *Livre d'Occident*, c'est-à-dire, par soixante-*É*-douze Evêques. On trouvera les *Actes* même, & les autres choses qui font au sujet, dans les endroits citez de CUIJAS, & de GODEFROI. Que si l'on veut s'instruire plus au long sur ce qui regarde la *Livre d'Occident*, les soixante-*É*-douze Juges, & la raison pourquoi ils furent ainsi appelez; on n'a qu'à (13) consulter le Traité de JOSEPH SCALIGER (c) sur les *Monnoies*, le (d) *Scaligerana*, & une Dissertation du même JACQUES GODEFROI, touchant les changemens *É* l'augmentation des *Monnoies d'or*. Dans les anciennes Loix de Hollande les Juges sont aussi appelez (e) *Témoins*; d'où vient le Jugement appellé des (f) *Sept Témoins*, sur lequel il y a une Loi de Philippe, Duc de Bourgogne, faite en l'année M. CCCC. XLVII. le 9. d'Août, & qui se trouve dans les (g) *Statuts ou Coûtumes de MONNIKENDAM*.

§. V.

Tom. III. pag. 48. & il prouve par plusieurs autoritez de divers tems, que le nombre de Juges requis, selon les Canons, est celui de *douze*: pas un mot du nombre de 70. ou 72.

(12) Les *Actes* de MARCELLIN, & du Concile de Sinuesse, où l'on dit qu'il fut condamné, sont reconnus supposés par les plus habiles gens de la Communion Romaine. Voyez le P. PAGI, *Breviar. Pontific.* Tom. I. pag. 60. Et les passages qu'en citent CUIJAS, & GODEFROI, dans sa Dissertation *De mutatione & augmento Moneta aurea*, n'ont rien qui ne puisse convenir à des Témoins: *In LXXII. COMPARENTIBUS eum fuisse damnatum... Hi omnes electi sunt viri librâ Occiduâ, qui TESTIMONIUM PERHIBENT, VIDENTES eum Marcellinum sacrificasse.* Voilà des gens qui témoignent ce qu'ils ont vu, & sur un fait dont

(c) *De Re Nummar.*  
pag. 65.  
(d) II. in  
voc.  
*Occidua.*

(e) *Getuigen*, en  
*Tuigen.*  
(f) *Seven-*  
*tuig.*

(g) *In de Handvesten van Monnikendam*,  
p. 28, 29.



§. V. J'ESPÈRE que le Lecteur excusera cette petite digression, à cause du sujet, qui la méritoit bien, & de l'occasion qui s'est présentée naturellement.

## CHAPITRE XIII.

*Si tous les Ambassadeurs, quelque rang & quelque titre qu'ils aient, ont le privilège de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile.*

§. I. **P**OUR revenir maintenant à notre question, du Juge compétent des Ambassadeurs, je ne crois pas qu'on doive la décider par les titres seuls qu'on leur donne ordinairement, & qui font qu'on en distingue plusieurs sortes. Nous nous servons ici d'un mot général <sup>(a)</sup> qui <sup>(a) Legatus.</sup> renferme tous ceux qu'une Puissance aussi Souveraine *envoie* à une autre Puissance aussi Souveraine; comme en Flamand on les appelle tous <sup>(b)</sup> <sup>(b) Afgesanten en Ministers.</sup> *Envoiez* ou *Ministres*. Mais il y a divers noms par-

dont un grand nombre pouvoient avoir été témoins, puis qu'il s'agit d'un acte forcé d'Idolatrie, d'encens offert dans le Temple des Idoles. D'ailleurs le P. PAGI dit, que, selon les faux Actes du Concile de *Sinuesse*, ce Pape fut condamné par *trois cens Evêques*: & il se sert de cette circonstance du nombre des Juges, pour prouver la supposition; n'y aiant, dit-il, nulle apparence, que, pendant la persécution de *Dioclétien*, une des plus cruelles, on eût pû assembler un Concile de 300. Evêques, presque aussi nombreux que celui de *Nicée*, tenu pendant la plus grande paix de l'Eglise. Voyez les *Dissertationes Cyprianic.* de feu Mr. DODWELL, Diff. XI. De *Paucitate Martyr.* §. 72.

(13) On peut y joindre le Savant J. FRID. GRONOVIVS, *De Pecum. Vet.* Lib. IV. Cap. 13. où il entend aussi des Témoins, les paroles des Actes de *Marcellin*.

particuliers, qui les distinguent : car les uns sont *Ambassadeurs* en particulier ; les autres *Envoiez* ; les autres *Résidens* ; les autres *Nonces* ou *Inter-nonces* ; les autres *Agens* ; les autres *Députés* ; les autres *Commissaires*. Tous ensemble font ou *Ordinaires*, ou *Extraordinaires*. Autrefois il y avoit peu d'*Envoiez* : aujourd'hui on donne plus souvent ce titre à ceux dont on se sert pour Ministres auprès d'une Puissance Etrangère. Il y a aujourd'hui moins de *Résidens*, qu'autrefois. L'usage des *Agens* est aussi commun, mais ils ne font pas sur un pié aussi honorable qu'ils l'ont été. Tous les titres différens ne regardent guères que l'extérieur & le cérémoniel des Ambassades. Et c'est pourquoi, quand les *Etats Généraux* de ces Provinces envoient, comme ils font souvent, des (c) *Députés Extraordinaires*, comme le sens de ce mot de (1) *Députés* n'est pas bien connu des autres Nations, il y a eu souvent des difficultez sur la manière dont on devoit les recevoir & leur faire honneur. Cependant, quelque diversité qu'il y aît dans les titres, la chose est au fond la même, comme je l'ai remarqué dès l'entrée de cet Ouvrage. Le Prince, qui envoie un Ministre, peut le qualifier comme il lui plaît dans ses Lettres de Créance ; c'est toujours tout un, par rapport aux droits de l'Ambassade. WICQUEFORT a très-bien

(c) *Extraordinaris*  
*Gedeputeerde*.

CH. XIII. §. I. (1) Dans la plupart des Langues Modernes, Angloise, Françoisse, Flamande &c. on se sert, en changeant seulement la terminaison, ou ajoutant *Ge* au commencement, de ce mot, qui vient du Latin *Deputati*, qui s'introduisit, dans la basse Latinité, pour exprimer des personnes envoyées par autorité publique. Voyez G. J. VOSSIIUS, *De Vitiis Sermonis*, Lib. I. Cap. 34. JOAN. VORSTIUS, *De Latinitate merito suspect.* Cap. XVII. & CHRISTOPH. CELLARIUS, *Car. poster. de Barbarism.* pag. 241. Mais dans

bien dit, (d) que c'est uniquement par les Lettres de Créance qu'il faut juger, si ceux, à qui on les a données, ont ou n'ont pas les droits des Ambassadeurs. Car il n'y a ni raison, ni autorité, qui favorise ce que la *Cour de Hollande* avançoit en l'année M. DC. XLIV. & en l'année M. DC. LIX. qu'il n'y a que les *Ambassadeurs*, particulièrement ainsi nommez, & les Ministres du premier ordre, qui jouissent des privilèges du Droit des Gens, & des prérogatives attachées au caractère. Mais j'ai déjà remarqué cela au Chapitre premier. Et je ne sai si quelque autre, que cette Cour de Justice, a jamais révoqué en doute, que les *Ambassadeurs*, les *Envoiez*, & les *Résidens*, soient & aient été toujours regardez sur le même pié, par rapport à la Jurisdiction. Dans la Lettre, qu'Elle écrivit aux *Etats de Hollande*, l'année M. DC. XLIV. Elle dit, qu'Elle n'accorde point aux *Résidens* les privilèges des Ambassadeurs; & en l'année M. DC. LIX. Elle le leur refusa tout ouvertement. Sur ce principe, lors que le Roi de *Portugal*, *Alphonse VI.* n'envoioit rien à *Diego Lupo d'Ulloa*, son Résident auprès de Leurs Hautes Puissances, pour paier les dettes que celui-ci avoit contractées à *La Haye*, ses meubles furent saisis & vendus par autorité de Justice, en l'année M. DC.

(d) L' Ambassadeur  
etc. Liv. I.  
Sect. V.

dans ces Provinces, on entend par *Députés*, les Seigneurs, qui ont la régence des affaires de chaque Province, au nom des Etats qu'ils représentent, pendant que les Etats ne sont point assemblez; & de plus ceux qui sont Membres des *Etats Généraux*, dont l'Assemblée représente tout le Corps des *Provinces Unies*. Ainsi cela donne un rang beaucoup plus considérable, que n'en ont tous ceux qu'on appelle ailleurs *Députés*. Voiez *L'Ambassadeur de Wicquefort*, Liv. I. Sect. V. pag. 135, & suiv.

(e) Lib.  
XLVI.  
pag. 919.

(f) In de  
Châtelene.

(g) Op de  
gemeene  
Gysel-  
kamer.

(h) Lib.  
XLVIII.  
pag. 1042,  
1043, &  
1052.

DC. LXVI. comme (e) AITZEMA le rap-  
porte. Le même Résident aiant résolu, en l'an-  
née M. DC. LXVIII. de faire un voiage en  
*Portugal*, pour trouver moien d'accommoder  
les différens qu'il y avoit alors entre les *Portugais*  
& les *Etats Généraux*, ses Créanciers le firent  
arrêter, par ordre de la *Cour de Hollande*, pré-  
mièrement en son Hôtel, ensuite dans la (f) *Châtelenie*, ou Conciergerie de la Cour à *La Haie*: le 26. d'*Avril* M. DC. LXVIII. on le  
transféra à la (2) *Prison de la Porte*, & même  
à (g) la *Chambre commune d'Arrêt civil*; après  
quoi néanmoins on le mit à part dans la même  
*Prison*. L'Ambassadeur de *Portugal* demanda  
aux *Etats Généraux*, qu'il fût permis au Rési-  
dent de faire son voiage. Leurs Hautes Puissan-  
ces renvoierent cette affaire aux *Etats de Hollan-  
de*; & ceux-ci à leur Cour de Justice, qui n'eut  
aucun égard au privilège des Ambassadeurs,  
qu'on alleguoit. On trouvoit la cause d'*Ulloa*  
d'autant moins bonne, qu'après avoir acheté de  
la Vaisselle d'argent, il la mettoit en gage le  
lendemain, pour avoir de l'argent comptant;  
ainsi que le témoigne (h) AITZEMA; y aiant  
de la mauvaise foi à emprunter, pour dépenser  
aussi tôt l'argent, & ne pas le rendre. Ce Rési-  
dent ne fut enfin relâché, que le 1. de *Juillet*:  
de

(2) *Op de Poort*. C'est une Prison, à *La Haie*, nommée  
*Sur la Porte*, parce qu'elle est sous une arcade, où l'on passe  
en venant le long du *Vyverberg*, ou *Vivier*, pour entrer sur  
le *Buytenhoff*, ou grande Place devant la principale entrée  
de la Cour. Cette Prison est moins honnête, & coûte aussi  
moins, que la *Châtelenie*, où l'on est gardé à vuë dans une  
Chambre, par deux Huissiers, qui se relèvent l'un l'autre.  
Au lieu que *Sur la Porte*, on est simplement enfermé dans  
une Chambre. On ne transporte guères dans cette dernière.

Prison.

de l'année suivante M. DC. LXIX. après s'être accommodé avec ses Créanciers, comme je le vois dans le (i) MERCURE HOLLANDOIS. (i) *Hollandische Mercur. Ann. 1669. pag. 122.* Mais toutes ces procédures étoient illégitimes, &, à mon avis, contre le Droit des Gens; quoi qu'il pût y avoir quelque mauvaise foi de la part de celui contre qui elles furent faites. En l'année M. DC. LVII. un Résident de l'Eleûteur de *Brandebourg* en *Angleterre* fut aussi arrêté pour dettes; (k) mais on le relâcha, comme n'ayant pû être arrêté légitimement; & on arrêta au contraire les Créanciers & les Officiers de la Justice, qui avoient fait arrêter le Résident. (k) *Aitzema, Lib. XXXVII. pag. 997. & Lib. XXXIX. pag. 655.* Cela est aussi juste.

§. II. IL Y A plus de difficulté, au sujet des *Agens*, & aujourd'hui plus qu'autrefois, parce qu'autrefois, comme je l'ai déjà dit, ils étoient sur un pié plus honorable. Une Déclaration des *Etats de Hollande*, donnée le 29. *Mars* de l'année M. DC. LI. les met au même rang, que les *Ambassadeurs*, à l'égard de la protection publique qu'on doit leur accorder. Avant cela, en l'année M. DC. XXXIII. un Agent du Roi de *Maroc* étant appelé en Justice par devant la *Cour de Hollande* avoit opposé l'exception de Jurisdiction incompétente: &, quoi que la Cour eût rejeté cette exception, le *Haut Conseil*,

Prison, que des gens de peu, ou ceux dont le Procès a la mine de durer. C'étoit-là qu'on avoit mis le fameux *Cornille de Wit*, & où son Frère le venoit prendre, le jour de leur malheur: mais aussi l'affaire étoit criminelle. Je suis redevable de ces particularitez à Mr. DE TOULLIEU, mon très-honoré Collègue, qui a eu aussi la bonté de me fournir l'explication de tout ce qu'il y a de passages Flamands dans l'Original de mon Auteur.

*seil*, à qui on en appella, l'admit comme bonne, cassant la Sentence de la Cour, le 5. de *Juillet* de la même année. Et le *Haut Conseil* avoit raison, sans contredit, de l'admettre cette fin de non recevoir, s'il est vrai, comme le dit

(a) AITZEMA, que les *Etats Généraux* eussent accordé à l'Agent de *Maroc* les droits & privilèges des Ambassadeurs. Mais cela ne paroît point par les Actes du *Haut Conseil*, où je l'ai cherché: & , s'il y avoit eu quelque chose de semblable, je ne vois pas comment il auroit pû se faire que quelques Membres de ce Conseil opinassent contre la Sentence renduë par la *Cour de Hollande*, & que les autres fussent d'avis de consulter les *Etats Généraux*, pour les prier d'expliquer leur Sentiment au sujet des privilèges de l'Agent Etranger; car je suis convaincu de l'un & de l'autre par les Actes du *Haut Conseil*.

(a) Liv.  
XXIV.  
pag. 800.

§. III. VOICI un autre exemple, que je me crois obligé de ne pas omettre, quoi qu'en le rapportant je mêle encore ici, malgré moi, le Criminel avec le Civil. Un Agent de l'Evêque de *Munster* étant accusé d'avoir corrompu un Secrétaire Juré des *Etats Généraux*, pour lui faire découvrir les secrets de Leurs Hautes Puissances, fut arrêté & mis sous bonne garde: mais l'Evêque le réclamant, comme son Ministre, il fut relâché, en l'année M. DC. LVIII. comme je l'ai déjà remarqué, à l'occasion de quelque autre chose, sur la fin du Chapitre XI. de cet Ouvrage. L'Evêque fondoit sa demande uniquement sur les privilèges des Ambassadeurs: & effectivement, dans ce tems-là, les Agens avoient de plus grands droits, aussi bien que des commissions plus étenduës, en sorte qu'ils représentoient leur Prince, tout de même que les autres

Mi-

Ministres Publics. Depuis cela l'usage a changé, & ils ne sont guères plus que des Procureurs privez de leur Prince, chargez de négocier certaines affaires. Et par conséquent ils ne sont pas regardez sur le pié de Ministres Publics; aussi ne voit-on plus tant de gens, & de si gros butors, qu'on en voioit autrefois, faire les fanfarons à la faveur de ce titre mendié. La plûpart même sont aujourd'hui des gens Sujets de celui, auprès duquel ils négocient les affaires d'une autre Puissance, & on ne les reçoit qu'à condition qu'ils demeureront Sujets. (1) Cependant si un Prince envoie un Agent, & qu'il lui donne des Lettres de Créance si étendues, qu'elles conviennent à tout Ministre Public d'une Puissance Etrangère, quelque peu relevé que soit le titre, il n'empêchera point, à mon avis, qu'un tel Agent ne jouisse du droit des Ambassadeurs.

§. IV. CE que je viens de dire des Agens, doit être appliqué aux *Commissaires*. L'Empereur d'*Allemagne* envoie souvent des Ministres Publics sous ce titre, avec un plein pouvoir; & on ne sauroit douter de bonne foi, qu'ils ne doivent être respectez autant que le demande le Droit des Gens. Il y en a d'autres, qui ne sont envoyez que pour exécuter quelque commission particulière: & ceux-ci ne jouissent nullement du droit des Ambassadeurs. Les *Etats Généraux*, en l'année M. DC. XXIX. firent arrêter à *Rotterdam* un Commissaire du Roi d'*Angleterre*, & ne le relâchèrent, que quand il eut payé ce qu'il devoit; comme (a) AITZEMA nous l'ap-

(a) *Lib.*  
IX. pag.  
§. V. 834, 835.

§. III. (1) C'est ainsi, à peu près que raisonne STEPHANUS CASSIUS, Diff. *De Jure & Judice Legatorum*, Sect. I. §. 37.



§. V. ON distingue entre un *Sécretaire de l'Ambassade*, & un *Secrétaire de l'Ambassadeur*. (1) Mais je n'ai pû encore découvrir, que cela fonde aucune distinction, par rapport à la Jurisdiction compétente. L'un & l'autre a droit de demander un renvoi en Justice au lieu de son domicile : le *Secrétaire de l'Ambassade*, par lui-même peut-être ; le *Secrétaire de l'Ambassadeur*, comme un de ses gens. Un Secrétaire de l'Ambassade de *Venise* avoit loué à *Amsterdam* un Vaisseau, pour transporter des Soldats en *Candie*, que le *Turc* assiégeoit depuis long tems avec de grandes forces. On trouva ensuite à propos de ne pas envoyer ces Soldats. Le Secrétaire n'avoit point signé le Contract, & l'acte n'étoit pas encore traduit en Italien, comme il disoit en être convenu avec le Maître du Vaisseau. Là-dessus, il prétendoit n'être engagé à rien envers sa Partie. Celle-ci le fit appeller devant la *Cour de Hollande*, & mettre en arrêt dans la *Châtelenie*. La Cause fut débattue pendant quelques jours, & le 9. de *Novembre* M. DC. LXVIII. la Cour fit relâcher le Secrétaire, mais après avoir donné caution, comme le rapporte (a) AITZEMA. Je ne suis pourtant pas, à cet égard, du sentiment de la Cour.

(a) Lib.  
XLVIII.  
pag. 557.

§. VI. LA Jurisdiction Civile, & la Criminelle, ont tant de liaison l'une avec l'autre, qu'en traitant ici des Ministres d'un rang inférieur, je suis obligé de marquer indifféremment ce qui se rapporte à l'une & à l'autre. *Cromwell*, Protecteur de l'*Angleterre*, avoit établi un Avocat de *La Haie* pour Avocat ou Consul des Marchands

§. V. (1) Voyez *L'Ambassadeur* de WICQUEFORT, Lib. I. Sect. V. pag. 142, & suiv.

chands Anglois, négocians en ce pais. (a) Les *Etats Généraux* le reçurent en cette qualité, mais à condition qu'en tout & par tout il se soumettroit aux procédures ordinaires de la Justice, & qu'il n'auroit aucun privilège par dessus les autres Avocats. Il s'avisa une nuit d'attaquer quelcun, & il le blessa: là-dessus la *Cour de Hollande* le fit mettre en prison. L'Ambassadeur d'*Angleterre* intercèda pour lui, prétendant qu'il devoit aussi être à l'abri des recherches, par le privilège du Droit des Gens. La Cour soutint, que le privilège n'étoit que pour les *Ambassadeurs*, spécialement ainsi qualifiez; que les autres Ministres d'un rang inférieur n'y avoient aucune part: Que celui-ci même n'avoit été reçu, qu'à condition qu'il n'auroit aucun privilège par dessus les autres Avocats. C'est ce que rapporte

(b) AITZEMA. On voit dans le (c) *MERCURE HOLLANDOIS*, que les *Etats Généraux* demandèrent à la Cour, le 23. de *Juin* de l'année M. DC. LIX. qu'elle voulût bien relâcher l'Avocat: mais Elle n'en fit rien; bien loin de là, elle le condamna, le 1. de *Juillet* suivant, à une amende de mille Florins, & à être banni pour six ans. Mais enfin les *Etats de Hollande*, à la réquisition des *Etats Généraux* & de l'Ambassadeur d'*Angleterre*, empêchèrent l'exécution de la Sentence, en défendant d'y procéder, par une Ordonnance, (d) du 12. de *Juillet* M. DC. LIX. Ainsi l'Avocat fut relâché.

(e) AITZEMA dit, que ce fut justement; quoi qu'il ne veuille pas nier, qu'il y entra des raisons de Politique. WICQUEFORT (f) au contraire soutient qu'on eut tort de faire relâcher l'Avocat: & il faut avouer que les raisons qu'il en donne l'emportent de beaucoup. Ce n'est

(a) *Idem*,  
Lib.  
XXXVIII.  
pag. 261.

(b) *Ibid.* &  
Lib.  
XXXIX.  
pag. 679,  
680.  
(c) *Ann.*  
1659. pag.  
74, 75.

(d) *Hollandische*  
*Mercur.*  
pag. 75.  
(e) *Lib.*  
XXXIX.  
pag. 682.  
(f) *Mémoires* touchant les  
*Ambassadeurs*, pag.  
58, 59, 60.  
dans les  
deux Editions.

(g) *Ubi*  
*supr.* pag.  
 679.

(h) *Pag.*  
 682.

pas qu'elles soient toutes également fortes : car il s'est trompé en diverses choses à l'égard du fait. Et pour ce qu'il dit, que la *Cour de Hollande* croioit alors, que les privilèges du Droit des Gens cessoient en matière de Crimes commis par un Ambassadeur, AITZEMA (g) le donne seulement pour un bruit qui couroit parmi le Peuple. J'ajoute, que l'Avocat, qui demuroit auparavant à la *Haïe*, n'auroit pas été censé avoir changé de Jurisdiction, quand même cela n'auroit pas été stipulé expressément : mais la condition étoit incontestable, & les *Etats Généraux* ne l'ont jamais revoquée, depuis même qu'il eût présenté de nouveau ses titres, & qu'il fût reçu pour la seconde fois, comme on le voit dans (h) AITZEMA.

## CHAPITRE XIV.

### *D'un Ambassadeur MARCHAND* *ou Négociant.*

§. I. **L**E Jurisconsulte PAUL dit, (1) qu'un Ambassadeur, pendant qu'il est en Ambassade, ne doit ni se mêler des affaires d'autrui, ni

CH. XIV. §. I. (1) La Loi a été déjà citée ci-dessus, Chap. VI. §. 3.

§. II. (1) Voyez ALBÉRIC GENTIL, *De Legationibus*, Lib. III. Cap. XX. *in fin.* Mr. DE CALLIERES, qui a été lui-même Ambassadeur de France, blâme fort cette sorte de négoce, aussi bien que le profit qu'un Ministre tire, en faisant passer des denrées ou des marchandises pour des Marchands, à qui il prête son nom. Le Conseil d'Espagne, ajoute-t-il, a été obligé, depuis quelques années, de régler ces droits de franchise, pour tous les Ministres Etrangers, qui

*ni vaquer aux siennes propres.* Et cela est fondé sur de très-bonnes raisons. Mais cependant on n'observe ni l'un, ni l'autre. BERTACHIN

(a) se plaignoit déjà, que les choses étoient ainsi changées de son tems, contre le Droit, qui veut, comme il le reconnoît, que l'Ambassadeur ne s'embarrasse d'autres affaires, que de celles de son Maître. Les Ambassadeurs ne tiennent pas aujourd'hui une conduite plus sage, & il ne faut pas espérer qu'ils s'amendent, pendant que leur amour propre l'emportera sur l'attachement aux intérêts de leur Prince. Ils travaillent donc pour leur Prince, ils travaillent pour leurs Amis, ils travaillent pour eux-mêmes. Et j'approuve aisément qu'ils fassent leurs affaires propres, pourvu qu'ils pensent premièrement à celles de leur Prince.

(a) *Reper-  
tor. voc.  
Ambasia-  
tor, num. 8.*

§. II. J'AI intitulé ce Chapitre, *De l'Ambassadeur Marchand ou Négociant*, parce que les Ambassadeurs tirent aujourd'hui un grand profit de l'exemption des Impôts mis sur les Marchandises, qu'ils font passer comme nécessaires pour leur usage, (1) & qu'ils vendent aussi tôt. Mais laissons cela à part, & voyons si un Ambassadeur, qui a exercé quelque négoce, & contracté pour cet effet avec nos Sujets, peut aussi demander un renvoi en Justice au lieu de son domicile,

à

qui résident à *Madrid*, moiennant une somme par an qu'on y donne à chacun d'eux, à proportion de leur caractère; & la République de *Gênes* en use de même à l'égard des Ministres des Couronnes, qui résident chez elle. *Man. de négociier avec les Souverains*, Chap. IX. pag. 103, 104. Voyez aussi l'Auteur qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, *De Jure & Judice Legatorum*, Sect. I. §. 61. & les *Réflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs* &c. pag. 117, & suiv.

à l'égard des Contrats de cette nature. Le cas est arrivé dans les années M. DCC. XX. & M. DCC. XXI. & comme il n'y avoit presque personne qui n'en parlât dans les conversations, chacun raisonnant là-dessus à sa manière, c'est ce qui m'a donné occasion de composer ce petit Ouvrage. On étoit fort échauffé, en M. DCCXX. après un certain commerce, que l'intérêt même du Négoce demandoit qu'on n'eût jamais connu ici, ni ailleurs. Un (2) Envoié du Duc de *Holstein* s'en va là-dessus de *La Haïe* à *Amsterdam*, & y négocie vigoureusement. S'étant endetté avec plusieurs personnes, il revient à *La Haïe*. Ses Créanciers, de leur côté, s'adressent à la *Cour de Hollande*, & obtiennent d'elle un Mandement d'Arrêt & de Citation. L'Arrêt accordé par la Cour portoit faisie de tout ce que l'Envoié avoit dans l'étendue de sa Jurisdiction, & que les Créanciers pourroient découvrir, excepté les Meubles & les autres choses nécessaires pour l'Ambassade. Elle fit d'abord citer l'Envoié en son Hôtel: & comme il ne comparut point, Elle l'adjourna une seconde fois, non par un exploit signifié à son Hôtel, mais par un Placard; voulant, ce semble, corriger par là le défaut de la première citation. L'Envoié porta plainte aux *Etats Généraux*, le 16. de *Décembre* de la même année, comme si l'on avoit violé envers lui le Droit des Gens. L'affaire regardant la *Cour de Hollande*, les Etats lui

(2) *Envoié Extraordinaire du Duc de Sleswik Holstein*, comme il se qualifioit lui-même dans la Requête qu'il présenta aux *Etats Généraux*.

(3) L'affaire est encore indéçise à l'heure que j'écris ceci. L'Envoié s'est accommodé avec quelques-uns de ses Créanciers.

lui demandèrent son sentiment, le 9. de *Janvier* de l'année suivante M. DC. XXI. La Cour leur répondit le 21. du même mois, par une grande Lettre, où Elle traite du Juge compétent des Ambassadeurs, en sorte qu'elle justifie non seulement ses Mandemens, de quoi il s'agissoit, mais Elle ajoute encore d'autres choses, dignes d'être examinées. Les *Etats Généraux* même, & les *Etats de Hollande*, (3) délibèrent encore là-dessus; & l'on ne fait quelle sera enfin leur résolution.

§. III. LA Cour, à mon avis, pouvoit se contenter de faire voir, qu'Elle étoit en droit d'arrêter les effets de l'Envoié, qui ne sont d'aucun usage pour l'exercice de ses fonctions, autant qu'ils pouvoient se trouver dans l'étendue de sa Jurisdiction, & par ce moien d'appeller par devant Elle ce Ministre. Elle pouvoit même soutenir, qu'il est dans l'ordre de signifier l'adjournement à l'Hôtel d'un Ambassadeur, comme Elle l'avoit fait la première fois. Il lui suffisoit de prouver ces deux choses; & je les accorde volontiers toutes deux, comme je le dirai, lors que je traiterai de ce qui regarde les biens des Ambassadeurs. Cependant la Cour n'a prouvé ni l'un, ni l'autre. Il n'y a même rien là-dessus dans *Sa Lettre*, & qui plus est Elle y parle du Juge compétent des Ambassadeurs, comme s'ils n'avoient droit de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile, qu'à l'égard de

ciers: il y a des projets d'accommodement avec les autres; & c'est peut-être pour cela que Leurs Hautes Puissances n'ont rien prononcé jusqu'ici, comme je l'apprens de nôtre Auteur même.

de ce qu'ils ont fait & contracté en qualité d'Ambassadeurs, & comme si la Déclaration des *Etats Généraux* du 9. de *Septembre* M. DC. LXXIX. regardoit uniquement les Dettes que l'Ambassadeur a contractées pour l'entretien de sa Maison, ou pour soutenir la dignité de son caractère; & nullement ce qu'il doit, comme Négociant, à d'autres Négocians. Elle ajoute, qu'autrement l'Ambassadeur pourroit attaquer les autres en Justice, sans que les autres eussent le même droit à son égard; & que les Princes même, lors qu'ils contractent, sont regardés comme simples Particuliers: Qu'il y a aussi des exemples d'Ambassadeurs, qui ont été condamnés pour des affaires civiles qui n'avoient aucun rapport avec l'Ambassade; & qu'Elle-même, le 10. de *Novembre* M. DCCX. condamna un Ministre Etranger, qui n'avoit point décliné sa Jurisdiction, à remettre à sa Partie une obligation contre les Etats, qu'il avoit entre les mains, & qu'un autre reclamoit. La Cour allégué encore, pour maintenir sa Jurisdiction, d'autres choses qui faisoient contre l'Envoié de *Holstein*, dans le cas dont il s'agissoit, comme, qu'une action, sur laquelle on devoit plaider, lui avoit été cedée par d'autres, Citoiens & Sujets de l'Etat; & qu'il avoit lui-même renoncé au privilège du Renvoi.

§. IV. JE ne dirai rien sur ce qu'il y avoit de particulier dans le fait; d'autant plus que j'aurai à traiter ailleurs (a) la question, Si un Ambassadeur peut renoncer au privilège du Renvoi. Je n'examinerai pas même, si l'Envoié de *Holstein*, qui avoit demeuré à *La Haie* plusieurs années avant que d'y être en cette qualité, auroit pû être

(a) Chap.  
XXIII.



être appelé en Justice par devant la *Cour de Hollande*, depuis qu'il fut revêtu du caractère, comme il le pouvoit auparavant, selon la Déclaration des *Etats Généraux* du 19. de *Juin*, M. DC. LXXXI. que j'ai rapportée ci-dessus, *Chapitre XI.* & dont la Cour ne fait aucune mention dans sa Lettre. Il vaut mieux s'arrêter à faire voir, qu'un Ambassadeur, qui négocie comme Marchand, doit être regardé, par rapport à la Jurisdiction, de même que toute autre personne qui ne veut point paier ses dettes, pour quelque cause qu'elles aient été contractées. Lors que la *Cour de Hollande* dit, que les Ambassadeurs ne sont exemts de la Jurisdiction du pais qu'en ce qu'ils ont fait & contracté comme Ambassadeurs; Elle suit l'opinion de quelques Auteurs, rapportée par B O R T, dans son (b) *Traité Des Arrêts*; & les principes adoptez autrefois par cette même Cour, dans la (c) Lettre qu'elle écrivit aux *Etats de Hollande* le 19. de *Décembre* M. DC. XLIV. sur l'affaire de l'Ambassadeur de *Suède*. Mais cela est si fort contre le Droit des Gens, que je n'ai trouvé que deux (1) exemples, & même dans l'Empire du *Turc*, d'Ambassadeurs qui aient été contraints de répondre en Justice, pour des affaires civiles & pécuniaires qui n'avoient aucun rapport avec le sujet de l'Ambassade: & même le *Grand Vizir* témoigna désapprouver qu'on agît ainsi envers eux. Il est certain, que les Princes même s'obligent par les Contrats qu'ils font, ainsi que la *Cour de Hollande* le dit, après le même A-

teur,

(b) *Cap. IV.*  
num. 13.

(c) *Idem,*  
*ibid. num.*  
14.

§. IV. (1) Ces deux exemples sont rapportez par W I C-  
QUEFORT, dans son *Ambassadeur*, Liv. I. Sect. XXVII  
pag. 833, & suiv. 839. & suiv.

teur, & la même Lettre, que nous venons d'indiquer. Mais cela ne fait rien au sujet. Car les Ambassadeurs, en contractant, s'obligent aussi, & ce n'est pas de quoi il s'agit : mais la question est, en quel lieu on doit les appeller en Justice, pour les contraindre à tenir leurs engagements. Pour l'explication que la Cour donne de la Déclaration des *Etats Généraux*, du 9. de *Septembre*, M. DC. LXXIX. en la restreignant aux dettes qu'un Ambassadeur a contractées pour son entretien & celui de ses gens ; je ne vois pas comment cela peut convenir à la généralité des termes de la Déclaration, non plus qu'à ce qui y est dit des *Ambassadeurs qui passent* ; supposé (2) qu'on entende par là, comme on fait ordinairement, ceux qui ne font que passer, & non pas ceux qui passent en s'en allant, comme je l'ai conjecturé ci-dessus, au Chapitre IX. Enfin, la raison qui porta les *Etats Généraux* à faire cette Loi, a la même force par rapport à toute sorte de Dettes d'un Ambassadeur, puis qu'il ne s'agit pas tant ici de l'intérêt de l'Ambassadeur, que de celui du Prince qui l'a envoyé. J'en ai établi les fondemens, & prouvé là-dessus le consentement des Nations, dans les Chapitres VII. & VIII. de cet Ouvrage, où j'ai réfuté en même tems la raison populaire qu'on avance, tirée de l'injustice qu'on trouve en ce que, l'Ambassadeur pouvant appeller en Justice l'autre Par-

tie

(2) Ces paroles, jusqu'à la fin de la période, ne se trouvent point dans l'Original. L'Auteur m'a chargé de les ajouter, comme étant nécessaires pour empêcher qu'on ne prenne mal sa pensée.

§. V. (1) *Exceptis videlicet his, qui Legatorum Persarum, quolibet tempore ad nostram Clementiam mittendorum, iter comitati, merces duxerint commutandas : quibus, humanitatis*

tie avec qui il a contracté, celle-ci ne le peut point, quoi qu'il s'agisse d'une seule & même affaire. Si la *Cour de Hollande* avoit décidé autrement, dans la Sentence qu'Elle rendit le 10. de *Novembre* M. DCC. X. cela néanmoins ne me feroit pas changer d'opinion. Mais, comme Elle l'explique elle-même, Elle prononça ainsi sur une *Action Réelle*, dont la nature permet incontestablement qu'on l'intente même contre un Ambassadeur, selon ce que la Cour répondit autrefois aux *Etats de Hollande*, dans sa Lettre du 19. de *Décembre*, M. DC. XLIV. alléguée ci-dessus, & comme je l'établirai moi-même plus bas.

§. V. A MOINS donc qu'il n'y aît un Arrêt ou une Saisie, qui fonde la Jurisdiction, de la manière que je montrerai ensuite que cela peut se faire; toutes les raisons qu'on étale ici ne servent de rien. Je souhaite qu'on fasse attention à une Loi du Droit Romain, qui se rapporte au sujet, dont nous traitons maintenant. Il y est défendu aux *Romains* & aux *Perfes*, de négocier au delà de certains endroits marquez, (1) *hormis à ceux, qui accompagnant en quelque tems que ce soit, les Ambassadeurs envoyez de Perse à l'Empereur Romain, apporteront des Marchandises à vendre: car à tels il sera permis, par bonneté & en faveur de l'Ambassade, de commercer au delà même des lieux qui d'ailleurs ne pour-*  
ront

Legationis intuitu, extra praefinita etiam loca mercandi copiam non negamus, nisi, sub specie legationis, diutius in qualibet Provinciâ residentes, nec Legati reditum ad propria comitentur. Hos enim mercatura insistentes, non immerito, una cum his, cum quibus contraxerint seu resederint, poena hujus sanctionis persequetur. COD. IV. Tit. LXIII. De Commercii & Mercatoribus, Leg. IV.

ront être passés. Il s'agit là des gens de la fuite d'un Ambassadeur, qui sont regardez sur le même pié que l'Ambassadeur lui-même : & la Loi leur permet, à cause de l'Ambassade, de pousser leur commerce au delà des lieux qui en devoient être les bornes. Mais voici ce qu'elle ajoute : *A moins que ces gens-là séjournant dans une Province plus long tems qu'il ne faut, ne suivent pas l'Ambassadeur, lors qu'il s'en retourne chez lui : car, en ce cas-là, s'ils négocient, ils seront sujets, avec raison, à la peine portée par cette présente Loi, aussi bien que ceux avec qui ils auront contracté, ou demeuré.* Les dernières paroles semblent donner à entendre, que les gens de la fuite d'un Ambassadeur, qui négocient, ne doivent point être distingués des Marchands, & qu'ils méritent également de subir la peine portée par la Loi. Pourquoi ne dirions-nous pas la même chose, à l'égard de la Jurisdiction ? Je déciderois aussi de même touchant les gens de la fuite d'un Ambassadeur, qui se trouveroient dans le cas dont la Loi parle, je veux dire, qui resteroient dans le país sous prétexte de l'Ambassade, après le départ de leur Maître, qui, comme porte la Loi, *n'auroient pas suivi l'Ambassadeur, lors qu'il s'en retournoit.* Toutes les Ambassades autrefois étoient Extraordinaires, & finissoient du moment que les affaires, dont on avoit chargé l'Ambassadeur, étoient achevées. Les Ambassadeurs de *Perse* s'en retournent chez eux : quelques-uns de leurs gens restent dans les Pro-

(2) C'est la même, qui a été rapportée ci-dessus tout du long, Chap. III. §. 5. & dans laquelle il est décidé, que, si l'on a acheté ou vendu quelque chose à un Marchand Etranger, qui est sur le point de partir, on ne peut pas faire

Provinces, pour y faire du profit en négociant : on demande, si, nonobstant le retour de l'Ambassadeur, ces gens-là jouissent encore du bénéfice de la Constitution Impériale ? Les Empereurs disent, que non ; & ils ont raison, puis que, l'Ambassade étant finie, les privilèges de l'Ambassadeur & des gens de sa suite cessent aussi. Il ne faut pourtant pas entendre cela à la rigueur, comme si, dès le lendemain du départ de l'Ambassadeur, ses gens étoient déchus de leurs privilèges, mais il faut supposer, comme le dit la Loi citée, qu'ils *séjournent long tems dans la Province, pour y négocier*. En l'année M. DC. LXXXIX. on fit arrêter ici les effets de l'Epouse d'un Ambassadeur d'Angleterre, qui n'avoit pas encore suivi son Mari : &, quelques instances qu'elle fit, la saisie fut confirmée, (a) parce que les *Etats Généraux* avoient déjà auparavant congédié l'Ambassadeur. Je n'approuverois pas néanmoins qu'on se pressât si fort, supposé que l'Ambassadrice fût restée pour payer les dettes de son Mari, & s'en aller aussi tôt. Il est bon d'examiner là-dessus une (2) Loi du DIGESTE, que j'indique.

(a) *Hollandische Mercur.*  
Ann. 1689.  
pag. 272.

§. VI. POUR ce qui regarde les *Provinces Unies*, quoi qu'un Ambassadeur y fasse quelque commerce dans le lieu de sa résidence, je suis très-persuadé, qu'on ne peut point pour cela le faire appeller-là en Justice, & je me fonde sur l'Ordonnance des *Etats Généraux*, que j'ai rapportée ci-dessus, Chapitre (a) XI. Les Créanciers d'Am-

(a) §. 6.

faisir les effets qu'il laisse dans ce lieu, mais il faut l'aller attaquer dans celui de son domicile. Le cas de l'Ambassadrice, dont il s'agit, est semblable, & il y a, comme on voit, la même raison d'équité.

d'*Amsterdam* avoient prié Leurs Hautes Puissances de déclarer, que ceux qui étoient Sujets & Habitans du pais, & avoient contracté comme Marchands, ne devoient pas jouir du privilège des Ambassadeurs. Les *Etats Généraux* répondent, que les Sujets & Habitans du pais, encore même qu'ils viennent à prendre le caractère d'Ambassadeurs, ne jouiront point du privilège des Ambassadeurs; & ils ne font aucune attention à la qualité de Marchands, sous laquelle on leur représentoit que le Résident du Duc de *Meklembourg* avoit contracté. Ils ne disent point, que les Ministres Etrangers qui feront quelque négoce ou quelque commerce, seront exclus, à cause de cela, du privilège de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile, quoi que ce fût aussi sur cela que rouloit la Requête; mais purement & simplement, qu'un Ministre Etranger, qui étoit auparavant Sujet ou Habitant du pais, n'aura pas ce privilège. La *Cour de Hollande*, dans la Lettre dont j'ai parlé ci-dessus, ne fait aucune mention de cette Ordonnance, qui prouve clairement qu'encore que les négoces, ou commerces, qu'entreprend un Ambassadeur, ne fassent rien à l'Ambassade, non plus que mille autres sortes d'affaires, par lesquelles on contracte quelque obligation, & pour lesquelles on donne action en Justice; en tout cela, c'est-à-dire, par rapport à toute affaire civile, les Ministres.

CH. XV. §. I. (1) L'Orateur Romain parle de ceux qui étoient à la suite d'un Gouverneur qu'on envoyoit dans quelque Province; car c'est des gens de *Verrès* qu'il s'agit: *Comites illi tui delecti, manus erant tuae. Praefecti, Scribae, Medici, Accensi, Haruspices, Pracones &c.* In *Verr. Lib. II. Cap. X.* Mais il appelle ailleurs *Comites*, ceux que le même *Verrès* avoit

nistres d'un Prince Etranger sont en droit de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile.

## CHAPITRE XV.

### *Des GENS DE LA SUITE d'un Ambassadeur.*

§. I. **O**N appelle (a) GENS DE LA SUITE (a) *Comites*, d'un Ambassadeur, ceux qui l'accompagnent, & qui ont quelque emploi auprès de lui, comme les *Secrétaires*, les *Médecins*, ceux qui servent à l'exercice de la Religion, & autres personnes, dont CICE'RON fait le dénombrement dans (1.) une de ses Harangues. Tous ceux-là semblent être mis au même rang, que les Ambassadeurs, par rapport au Droit, dans une Loi (2) du DIGESTE. Et par tout ailleurs ceux qui sont à la suite non seulement des Ambassadeurs, mais encore de quelque Magistrat que ce soit, jouissent des mêmes privilèges, comme le prouve (b) ALBERIC GENTIL. (b) *De Legation. Lib. II. Cap. 15.* Il est certain qu'aujourd'hui l'usage est par tout, de regarder sur ce pié-là les gens de la suite d'un Ambassadeur; ainsi que feu Mr. HUBER (c) le reconnoît. Et les *Etats de Hollande*, dans une Loi (c) *De Jure Civit. Lib. III. Sect. IV. Cap. II. num. 30.*

avoit à sa suite, lors qu'étant envoyé en Ambassade à *Nicomède*, Roi de *Bithynie*, il s'arrêta un peu à *Lampsaque*, Lib. I. Cap. XXIV. XXXIII. &c.

(2) C'est la Loi VII. du Titre, *Ad L. Jul. De Vi Publica*, qui a été déjà citée ci-dessus, Chap. I. §. 6.



Loi qu'ils publièrent le 29. de *Mars* de l'année M. DC. LI. touchant la protection qu'on doit accorder aux Ambassadeurs, y comprennent aussi les gens de leur suite. Les *Etats Généraux*, dans leur Déclaration du 9. de *Septembre*, M. DC. LXXIX. où ils défendent d'arrêter aucun Ambassadeur pour dettes contractées dans le païs, disent aussi la même (3) chose de ses *Domestiques*, c'est-à-dire, des gens de sa suite. Les Esclaves, selon le Droit Romain, suivoient la condition de leurs Maîtres par rapport aux Crimes, (4) c'est-à-dire, que, si dans le tems que le Maître étoit en Ambassade, quelcun des Esclaves, qu'il avoit auprès de lui, commettoit quelque Crime, il pouvoit être jugé à *Rome*. Aujourd'hui, selon la coutume reçue parmi les Nations, les véritables Ambassadeurs, bien différens de ceux qu'on envoioit autrefois à *Rome*, & qui n'étoient que des Députés de Ville ou de Province, ont droit de se faire renvoyer en Justice au lieu de leur domicile, tant pour les Contrats, que pour les Crimes. Le privilège est donc aussi, à l'égard du Civil & du Criminel, pour les gens de leur suite, tant ceux du dernier ordre, que du premier: (5) car les Marmitons même, les Balaieurs, les Cochers, les Palefreniers, suivent la Jurisdiction de l'Ambassadeur, comme d'ailleurs tout Valet suit la Jurisdiction de son Maître.

## §. II.

(3) Voyez l'article de cette Déclaration ci-dessus, *Chap. IX. §. 2.*

(4) Voyez la Loi rapportée ci-dessus, *Chap. VI. §. 6, 7.*

(5) Ce n'est pas la nature ou la dignité du service, qui fait que les gens de l'Ambassadeur jouissent des mêmes privilèges, que lui; mais il suffit qu'ils soient chez lui & à sa suite, ou à son service, de quelque manière que ce soit.

Voyez

§. II. LA *Cour de Hollande* a néanmoins décidé d'une manière qui ne s'accorde pas avec ce principe, dans un Placard du 25. d'*Octobre* de l'année M. DC. XLIV. où Elle défend à ceux qui croiront avoir été offenzés par des gens de la suite d'un Ambassadeur, de s'attrouper auprès de son Hôtel, d'y causer aucun tumulte, & d'y user d'aucune violence; (1) mais, ajoute-t-on, si quelcun se plaint d'avoir reçu quelque injure des Domestiques de l'Ambassadeur, qu'il les fasse appeller par devant la Cour. Aussi voions-nous, qu'en l'année M. DC. LXV. comme il s'agissoit de punir un homme, que l'Ambassadeur d'*Angleterre* disoit avoir pris ici à son service, la Cour déclara que cet homme dépendoit de sa Jurisdiction; ainsi que le rapporte (a) AITZEMA: quoi qu'on ne fût pas bien assuré, si le Coupable étoit au service de l'Ambassadeur d'*Angleterre*, ou à celui du Prince d'*Orange*.

(a) Lib.

XLVI.

pag. 165.

166, 167.

§. III. QUOI qu'il en soit, la Jurisprudence de la *Cour de Hollande* ne s'accorde point ici avec le Droit des Gens; & il ne suffiroit pas, pour la justifier, d'alleguer un exemple, qui brouilleroit la question, plutôt qu'il ne l'éclairciroit. Je n'en ferois pas plus de cas, que d'un autre, qu'on trouve rapporté par (a) ALBERIC GENTIL, & par BODIN (b), de l'affranchissement d'un Esclave de l'Ambassadeur d'*Espagne*, qui fut déclaré (1) libre par Arrêt du Parlement de

(a) De Jure

Bell. Lib. II.

(c) De Re-

publ. Lib. I.

Cap. V.

pag. 64. Ed.

Francof.

1622.

Voiez KIRCHNER, *Legat. Lib. II. Cap. I. num. 233.*

§. II. (1) In gevalle iemand soude meenen of sustineren door de Domestique Dienaars van Ambassadeurs eenigszints verongelykt te wesen, dat de selve gehouden syn dienaangaande hem te adresseren aan den Hove, en aldaar te requireren regt en justitie, als na behoren.

§. III. (1) En vertu de l'usage reçu en France, & ailleurs, selon

(c) *Legat.*  
Lib. II.  
Cap. I.  
num. 233.

de *Paris* : Jugement, que (c) KIRCHNER désapprouve avec raison. Tous les gens d'un Ambassadeur sont de même condition que lui, & par rapport aux Loix du païs, & par rapport à la Jurisdiction; également indépendans de la domination de celui chez qui ils résident. Il faut nécessairement leur accorder cette exemption: autrement c'est en vain que les Auteurs du Droit Public disputent entr'eux, si c'est au Prince, qui a envoyé l'Ambassadeur, ou bien à l'Ambassadeur lui-même, qu'appartient la Jurisdiction sur ses Domestiques. Un Ministre de *Suède* se l'étant attribué, pendant qu'il étoit à *La Haye*, en M. DC. XLIV. la *Cour de Hollande* la lui refusa, à moins qu'il ne fît voir que la Reine la lui avoit donnée, & que les Etats ne lui permissent de l'exercer, comme il paroît par le Recueil d'AITZEMA (d), & par une Lettre que (e) BORT rapporte. GROTIUS (f) croit, que cela dépend de la volonté & de la permission du Souverain, auprès duquel l'Ambassadeur réside: & je l'accorde volontiers, si l'Ambassadeur veut infliger publiquement quelque peine, ou faire mourir quelcun en particulier par le ministère de ses gens; car il est d'une dangereuse conséquence, de permettre qu'un Etranger exerce dans les païs de nôtre obéissance quelque droit de Souveraineté. D'où vient que, comme nous l'avons remarqué au (g) *Chapitre III.* la *Cour de France* trouva fort mauvais que la Reine de *Suède* eût osé faire une telle chose, pendant qu'el-

(d) *Lib.*  
XXIV.  
pag. 971,  
272.

(e) *De Ar-*  
*rest. Cap.*  
IV. num. 14.

(f) *De*  
*Jure B. ac*  
*Pac. Lib.*  
II. Cap.  
XVIII. §. 8.  
*in fin.*

(g) §. 16.

selon lequel un Esclave devient libre, dès qu'il a mis le pié dans les terres du païs. Voiez les Auteurs citez par GROENEWEGEN, *De Legib. abrogatis*, Ad Tit. INSTIT. *De his qui sui vel alieni juris*, pag. 5. Mais ici l'Esclave, en qua-

qu'elle demeuroid à *Paris*. Mais pour ce qui est d'un petit châtiment, je ne refuse pas à l'Ambassadeur le droit d'en user, comme le lui accorde feu Mr. HUBER <sup>(b)</sup>, à l'exemple du pouvoir qu'a tout Père-de-famille dans sa Maison; & tel que (2) tout Maître l'a, selon le Droit Romain, par rapport à ses Disciples. Mais je montrerai dans la suite <sup>(i)</sup> ce que l'Usage a établi là-dessus, pour le Criminel.

(b) *De Jure Civit.*  
Lib. III.  
Sect. IV.  
Cap. 2.  
num. 30.  
(i) *Chap.*  
XX.

§. IV. A L'ÉGARD de la Jurisdiction Civile, je ne suis point du tout du sentiment de GROTIUS, & je n'entre qu'en partie dans celui de la *Cour de Hollande*. Car il semble avoir passé en coutume, qu'on puisse exercer, dans les Etats même d'un autre Souverain, la Jurisdiction Civile, par rapport à des Etrangers, comme nous voyons que font tous les jours les *Consuls* entre ceux de leur Nation qui ont quelque procès. Ainsi je croirois, que, pour ce qui regarde les Domestiques de l'Ambassadeur, il dépend du Prince qui l'a envoyé, & non pas de celui auprès duquel il est en Ambassade, de lui donner ou de ne pas lui donner cette Jurisdiction, parce que l'Ambassadeur, & ses Domestiques, ne sont point Sujets du Souverain, chez qui ils résident, mais de celui qui a envoyé l'Ambassadeur. C'est donc celui-ci, & lui seul, qui peut établir la Jurisdiction sur eux. Si donc il l'a effectivement accordée, l'Ambassadeur l'exercera légitimement, parce que cela n'importe en rien à la Puissance Souveraine, auprès de qui il réside,

la-

qualité d'homme appartenant à l'Ambassadeur, est regardé comme n'étant point dans le país.

(2) *Quia levis dumtaxat castigatio concessa est docenti.* DIGEST. Lib. IX. Tit. II. *Ad Leg. Aquil. Leg. V. §. ult.*

laquelle par conséquent n'est pas plus en droit d'empêcher l'exercice de cette Jurisdiction sur des gens qui ne sont pas ses Sujets, que de défendre à l'Ambassadeur d'exécuter les autres commissions de son Maître, où elle n'a aucun intérêt.

(a) Chap.  
XI.

§. V. MAIS il arrive souvent qu'un Ambassadeur prend à sa suite & à son service, des gens qui sont Sujets de l'Etat. Disons-nous aussi, que ceux-là suivent la Jurisdiction de l'Ambassadeur, ou bien qu'ils demeurent soumis à la Jurisdiction du pais? Nous avons posé (a) ci-dessus, que les Ambassadeurs eux-mêmes ne changent point de Jurisdiction, s'ils étoient Sujets de l'Etat, avant que d'être revêtus du caractère d'Ambassadeur: il semble donc d'abord, qu'à plus forte raison doit-on dire la même chose des gens qui entrent à leur service. Cependant nous sommes obligés nécessairement de soutenir le contraire, à cause de la condition des Domestiques, qui est telle, que tous ceux d'une (1) Maison dépendent de la même Jurisdiction, que le Père-de-famille, en sorte qu'un Valet change de Jurisdiction, autant de fois qu'il change de Maîtres, qui en reconnoissent de différentes. Le Valet d'un Conseiller doit être appelé en Justice devant le même Tribunal, que le Conseiller. Un Magistrat de *La Haye* aiant fait citer par devant lui le Valet d'un Conseiller, cette improcédure a paru si grande à celui (b) qui a rédigé par écrit les Arrêts de la *Cour Suprême*, qu'il s'est avisé de traiter cela de Crime de Lèse-Ma-

(b) *Nestadins*, Decif.  
Supr. Cur.  
CXVII.

§. V. (1) Voyez feu Mr. VOET, *Comm. in Pandect.*  
Lib. V. Tit. I. num. 96.

Majesté, fondé sur quelques paroles d'une Loi (2) du DIGESTE mal appliquées, comme si le Magistrat, n'étant en ce cas-là que simple Particulier, avoit usurpé malicieusement & de propos délibéré l'autorité d'une Personne Publique. C'est-là chicaner, & expliquer le Droit Civil d'une manière très-impertinente. Il est entièrement inouï, que ce soit un crime de *Léze-Majesté*, d'appeller quelcun en Justice devant un Tribunal incompetent. Pour ne pas dire, que, dans le cas dont il s'agit, les Juges pouvoient regarder comme une chose douteuse, si le Tribunal étoit ou n'étoit pas compétent. Mais ce n'est pas de quoi il s'agit à l'heure qu'il est. Pour revenir au sujet, quoi que celui qui est entré au service d'un Ambassadeur fût auparavant nôtre Sujet, il cesse dès-lors de l'être, & il passe sous la même Jurisdiction, que son Maître. Un Ecclésiastique, né à *Bois-le-Duc*, étoit Chapelain de Mr. *De Thou*, Ambassadeur de France. L'Ambassadeur étant retourné en France, & l'Ecclésiastique aiant resté dans les terres de la dépendance des *Etats Généraux*, où il continua à dire la Messe, en qualité de *Domestique* de l'Ambassadeur, il fut pris en M. DC. LXI. mais on le relâcha, sur la demande de son Maître. Et cependant, en ce cas-là, on pouvoit dire, que l'Ambassade étoit finie, ou que du moins l'Ecclésiastique n'étoit plus au service de l'Ambassadeur, puis qu'il faisoit alors autre chose dans les terres des Etats. Cependant, comme le rapporte (c) AITZEMA, peu s'en fallut que

(c) *Lib.*  
le *XLI. pag.*  
31, 32.

(2) *Quive privatus pro potestate Magistrature quid sciens dolo malo egerit [eadem Lege tenetur]. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. III. Ad Leg. Jul. Majestat. Leg. III.*

le Roi de *France*, ne se contentant pas qu'on eût relâché l'Ecclésiastique, n'en vînt à quelque fâcheuse extrémité.

(a) *L' Ambassadeur*  
&c. Liv. I.  
Sect. 28.  
pag. 89c.

§. VI. WICQUEFORT (a) dit, que, par cela même qu'un Prince permet que quelques-uns de ses Sujets se mettent au service d'un Ambassadeur Etranger, il consent aussi qu'ils dépendent pendant ce tems-là d'une autre Jurisdiction. J'en conviens. Mais cet Auteur parle principalement, dans toute la Section où il établit cela, des affaires criminelles, dont je traiterai à part en son lieu.

(a) *Jur. Fecial.*  
Part. II.  
Sect. IV.  
num. 11.

§. VII. ENTRE les personnes qui sont de la suite d'un Ambassadeur, il faut mettre sur tout sa (1) FEMME. RICHARD ZOUCH (a) traite (2) la question, s'il est à propos de permettre qu'un Ambassadeur mène sa Femme avec lui; & on peut voir aussi là-dessus une Loi (3) du DIGESTE, que j'indique. A l'égard des Ambassades perpetuelles, & qui se font pour savoir ce qui se passe dans le pais où on envoie l'Ambassadeur, c'est aujourd'hui la coutume, que ceux qui sont mariez mènent avec eux leurs Femmes. Un Ambassadeur Ordinaire du Roi d'*Espagne*, qui étoit lui-même Flamand, étant venu ici en l'an-

§. VII. (1) Que l'on appelle *Ambassadrice*, quand son Mari a le titre d'*Ambassadeur*. Voyez WICQUEFORT, Liv. I. Sect. I. pag. 14, 15. Il allègue aussi là l'exemple d'une Dame, qui a été Ambassadrice de son chef, dans le Siècle passé: c'est la *Maréchale de Guébriant*, qui fut chargée de mener au Roi de *Pologne* la Princesse *Marie de Gonzague*; sur quoi on peut voir le *Dictionnaire Hist. & Critique* de feu Mr. BAYLE, à l'article *Guébriant*, pag. 1336. de la 3. Edit.

(2) Voyez aussi CHARLES PASCHAL, *Legat*. Cap. XXXIII.

(3) Cette Loi porte, qu'un *Proconsul*, qui étoit envoyé dans



l'année M. DC. XLIX. avec son Epouse, l'Ambassadeur de France (b) dit là-dessus, par une raillerie froide & impertinente, que c'étoit une *Ambassade Hermaphrodite*. Il n'eut pour-  
(b) Aitzema, Lib. XXIX. pag. 724.  
 tant pas le front d'inventer même quelque chose qui pût faire soupçonner cette Dame d'avoir fait aucune fonction d'Ambassade. En France, les Ambassadrices (4) ont audience du Roi même, & lors qu'elles sont arrivées, & quand elles s'en retournent. Mais, comme je l'ai dit, elles sont de la suite de l'Ambassadeur, & ses *plus chères compagnes*, ainsi que les appelle très-bien MARSELAER (5). C'est pourquoi on ne peut point faire arrêter leurs effets : & si on le fait, comme il arriva en M. DC. LXXXIX. j'ai déjà dit, dans le Chapitre (c) précédent, que je  
(c) §. 5.  
 ne l'approuvois pas.

§. VIII. POUR ce qui est des ENFANS, qui naissent à un Ambassadeur pendant le tems de son Ambassade, tout le monde convient, (1) qu'ils sont regardez comme s'ils étoient nez dans le lieu où leur Père a son domicile. Et c'est ainsi qu'ont décidé les *Etats de Hollande*, dans une Ordonnance du 25. de *Juin*, M. DC. LXXXVI. laquelle se trouve parmi celles qui ne sont point imprimées.

§. IX.

dans une Province, faisoit mieux d'y aller sans femme; mais qu'il pouvoit aussi y mener sa Femme: *Proficisci autem Proconsulem melius quidem est sine uxore; sed & cum uxore potest* &c. DIGEST. Lib. I. Tit. XVI. De officio Proconsul. & Legat. Leg. IV. §. 2. Voyez KIRCHNER, Legat. Lib. I. Cap. VI. num. 75, & seqq.

(4) Voyez L'Ambassadeur de WICQUEFORT, Liv. I. Sect. XX. pag. 598, & suiv.

(5) *Optima Comitum Uxor est*. Lib. II. Dissert. XVIII. init.

§. VIII. (1) Voyez le même MARSELAER, Dissert. XV. pag. 379. & le Dictionnaire de Mr. BAYLE, Artic. de Jean de Lugo, pag. 1812. 3. Edit.

§. IX. MAIS on a souvent mis en question, si l'on doit regarder comme des gens de la suite d'un Ambassadeur, & comme jouissant des mêmes privilèges, ceux qui l'accompagnent, non pour grossir leur train, mais uniquement pour leur profit particulier, des Facteurs, par exemple, ou des Marchands. Les Ambassadeurs l'ont souvent prétendu, & ont protégé de telles gens comme étant de leur suite. On voit assez néanmoins, qu'ils ne doivent pas être mis dans ce nombre, puis-qu'ils ne sont là ni pour le service de l'Ambassadeur, ni pour celui de l'Ambassade. (1) Comme cela a souvent causé des troubles, on avoit autrefois établi très-sagement, dans quelques Cours, l'usage de demander d'abord à un Ambassadeur les noms de tous les gens de sa suite. Mais à l'heure qu'il est cela ne se pratique nulle part, par une négligence très-préjudiciable.

## CHA-

§. IX. (1) L'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, parle d'une affaire dont il dit avoir été lui-même témoin à *Paris*. Un *Suédois* avoit fait citer en Justice, pour affaires civiles, un autre *Suédois*. Celui-ci opposa une exception déclinatoire de Jurisdiction, & demanda à être renvoyé par devant l'Ambassadeur de *Suède*, comme son Juge compétent. On lui accorda son renvoi: mais l'Ambassadeur ne voulut pas connoître lui-même de l'affaire; il se contenta de nommer des Arbitres, pour terminer le différent.

En

## CHAPITRE XVI.

*Pour quelles causes un Ambassadeur peut être appelé en Justice dans le lieu où il exerce son emploi : & comment on doit, en ce cas-là, lui signifier l'adjournement.*

§. I. JE veux que l'Ambassadeur soit libre, avec tout son train & tout son bagage. Ainsi je soutiens, qu'il ne peut être appelé en Justice, parce qu'il n'y a pas moyen de mettre en usage contre lui les dernières ressources que l'on a pour maintenir sa Jurisdiction, à moins qu'il ne cesse d'être revêtu de l'emploi dont son Prince l'a chargé : & c'est ce que j'ai fait voir être autorisé par le consentement des Nations. Qu'on ne s'imagine pourtant pas, qu'un Ambassadeur ne puisse jamais en aucune façon être appelé en Justice dans le lieu où il réside. Il peut l'être quelquefois, à mon avis.

§. II. WICQUEFORT, tout zélé défenseur qu'il est des privilèges d'un Ambassadeur, l'assujettit néanmoins à la Jurisdiction ordinaire du pays où il réside, pour (a) un Contrat passé (1) par devant

(a) L' Ambassadeur  
&c. Liv. I. Sect. XXVIII.  
pag. 899.

En quoi, ajoute-t-on, il fit sagement : car un Ambassadeur doit protéger tous les Sujets de son Maître, qui sont dans le même pays, & accommoder tous les différens & les démêlés qui naissent entr'eux, comme le leur prescrit Mr. DE CALLIÈRES, De la manière de négocier avec les Souverains, Chap. XXIV. pag. 247, 248.

CH. XVI. §. II. (1) L'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, réfute aussi sur ce sujet JUSTIN PRESBEUTA (ou HENNIGES déguisé sous ce nom), qui,

devant un Notaire du lieu de sa résidence, & en présence de témoins. Mais je ne vois pas bien, pourquoi il pourroit être appelé en Justice pour cause d'un Contract fait avec de telles formalitez, plutôt que pour tout autre Contract. Si jamais ce grand Défenseur des Ministres Etrangers s'est trompé, c'est ici sans contredit. Mais, comme il n'entendoit point le Droit Privé, il ne faut pas s'étonner qu'il soit tombé dans cette fausse pensée, non plus que de ce qu'il a omis d'autres choses qui appartiennent à son sujet, comme tout ce que je vais dire maintenant.

§. III. DANS les Pais, où l'on est appelé en Justice à cause des biens qu'on y possède, & où la faisie de ces biens fonde une Jurisdiction compétente sur ceux à qui ils appartiennent, je ne doute nullement qu'on ne puisse faire saisir les biens d'un Ambassadeur, & par là l'obliger se défendre en Justice contre ceux qui ont quelque chose à lui demander. Je dis, *les biens* en général, soit immeubles, ou mobilières, pour-

qui, dans son Traité *De Jure Legationis Statuum Imperii*, avoit prétendu, que l'Ambassadeur, en faisant un Contract par devant Notaire, se soumettoit par là tacitement à la Jurisdiction du pais. On lui répond, que le Notaire est employé ici en faveur de l'Ambassadeur, qui autrement ne pourroit peut-être pas s'en prévaloir contre le Citoyen ou Habitant du pais; & non pas en faveur de celui-ci, qui n'en a pas plus de droit d'appeler là en Justice le Ministre Etranger. *Diff. de Jure & Judice Legatorum*, Sect. II. §. 137.

§. III. (1) C'est-à-dire, en suite de Droit Romain, ce que l'on possède comme nous appartenant en propre, & non pas les choses qu'on a en gage, par exemple, ou dont on a simplement l'*ususfruit*. Car les Docteurs veulent que ces sortes de choses puissent être arrêtées, pour fonder la Jurisdiction. Voyez feu Mr. VOET, *Comm. in Pandect.* Lib. II. Tit. IV. *De in jus vos.* num. 54.

pourvû qu'ils ne soient point attachez à la personne même de l'Ambassadeur, & qu'il ne les possède pas comme Ambassadeur; en un mot, tout ce sans quoi il peut très-bien exercer les fonctions de son emploi. Le respect dû à son caractère demande aussi qu'on ne saisisse de ses biens que jusqu'à la concurrence de ce qu'il doit; & qu'on ne prenne rien non plus, dont il ne soit en possession (1) *civilement*; comme aussi que, quand il y a lieu de douter si ce que l'on a saisi de ses biens appartient à sa personne ou à son emploi, on explique toujours les choses en sa faveur.

§. IV. J'EXCEPTE donc ici du nombre des biens d'un Ambassadeur qui peuvent être arrêtez, le Blé, le Vin, l'Huile, toutes les Provisions du ménage, les Meubles, l'Or, l'Argent, la Toilette, les Ornemens, les essences de Parfum, les Drogues, les Habits, les Tapis ou Tapisseries, les (1) Carosses, les Chevaux, les Mulets, & toutes les autres choses qui peuvent être comprises.

§. IV. (1) Nôtre Auteur remarque ici par parenthèse, que c'est peut-être de quelque chose de semblable à nos Carrosses, que veut parler le Jurisconsulte SCAEVOLA, dans une Loi, où expliquant ce que l'on doit entendre par la Toilette, l'Attirail ou l'Equipage d'une Femme (*Mundus muliebris*) il y comprend *Carrucas dormitorias*. DIG. Lib. XXXIV. Tit. II. *De Auro, Argentis, Mundo, Ornamentis* &c. Leg. XIII. Effectivement on n'en peut guères douter, si on prend la peine de lire tout ce qu'a ramassé là-dessus JEAN SCHEFFER, *De Re Vehiculari Veterum*, Lib. II. Cap. XXVII. où il montre, que c'étoient des espèces de Chariots couverts, tirez par deux ou quatre Mulets ou Mules, dans lesquels on pouvoit dormir commodément. Il n'y avoit guères que les Sénateurs ou autres gens de distinction, & les Dames, qui se servissent de cette Voiture: & elle étoit quelquefois couverte d'argent, ou d'ivoire &c.

prises, en stile de Droit Romain, (2) sous le legs d'un Fonds, avec tout son attirail & tous ses assortimens. J'ai fait mention en particulier des *Meubles*, appelez en Latin *Supellex*, & l'on conviendra que je devois sur tout ne pas les omettre, si l'on se souvient de ce qui est dit dans une Loi, que le mot Latin vient de ceux qui alloient autrefois (3) en Ambassade.

§. V. TOUTES ces choses ne doivent pourtant être exceptées, selon moi, qu'autant qu'elles sont pour l'usage de l'Ambassadeur & de sa Maison. Car il n'en est pas de même du Blé, du Vin ou de l'Huile, par exemple, qu'un Ambassadeur aura dans des Magazins, pour en faire négoce; ni des Chevaux ou Mulets, qu'il nourrira, pour maquignonner. Les Marchandises d'un Ambassadeur, quoi qu'effets mobilières, ne doivent pas plus être à l'abri des saisies, que ses Immeubles; parce que, sans elles, il peut très-bien exercer les fonctions de l'Ambassade, & qu'ainsi leur arrêt ne cause aucun empêchement à l'Ambassadeur, considéré comme tel.

## §. VI.

(2) Voyez les Interprètes, sur le Titre *De Instructo vel Instrumento legato*, DIGEST. Lib. XXXIII. Tit. VII.

(3) Cela regarde aussi, & peut-être principalement, ceux qu'on envoyoit pour gouverner une Province: LABEO ait, *originem fuisse SUPELLECTILIS, quod olim his, qui in legationem proficiscerentur, locari solerent, quæ sub pellibus usus forent*. DIGEST. Lib. XXXIII. Tit. X. *De Supellectile legato*. Leg. VII. *princip.* Voyez là-dessus ELBERT. LEONINUS, *Emendation.* Lib. VI. Cap. 9. HERMANN: KIRCHNER. *Legat.* Lib. II. Cap. 3. & SAUMAISE, *Misc. defens. ad Jus Attic. & Roman.* Cap. XXIII. pag. 453, & seqq.

§. VI. (1) C'est que GROTIUS, a regardé les Immeubles, qu'un Ambassadeur peut avoir dans le pays, comme n'étant ni une dépendance de sa personne, ni nécessaires pour son usage, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap.

§. VI. LES biens même d'un Prince Etranger, qui se trouvent dans les terres de nôtre dépendance, peuvent être saisis, & par là rendre le Prince sujet à la Jurisdiction du pais, comme je l'ai prouvé ci-dessus, au Chapitre IV. Et je ne vois pas pourquoi les biens d'un Ambassadeur devroient avoir plus de privilège. L'Ambassadeur n'est pas nôtre Sujet, je l'avouë; mais ses biens le sont, s'ils se trouvent chez nous, & deviennent par là dépendans de nôtre Jurisdiction. Par tout où un Propriétaire peut être appelé en Justice à l'occasion & en vertu de ses biens, quoi qu'il soit lui-même hors du Territoire, on peut en user de même à l'égard d'un Ambassadeur, s'il a dans le pais des biens ou immeubles, ou mobiliers, qui n'aient aucun rapport avec l'Ambassade. GROTIVS ne permet de saisir que les (1) Immeubles: mais je ne vois pas la raison de cette différence. Dans les Pais où l'usage des Arrêts n'est point reçu, on ne peut pas même faire saisir les Immeubles (2) appartenans à un Ambassadeur, pour le rendre par là sujet à la

XVIII. §. 9. & d'ailleurs dépendans, par leur nature même, de la Jurisdiction du Souverain du pais, *Ibid.* Chap. III. §. 4. *num.* 2, 3. Voyez la *Note* suivante.

(2) Si un Ambassadeur a une Maison en propre, où il loge, il n'y a point de difficulté, puis qu'alors c'est une chose absolument nécessaire pour l'Ambassade. Mais supposé qu'il ait une Maison, une Terre, qui ne lui soient point nécessaires, & qu'il donne à louage ou à ferme; je ne vois pas pourquoi le Souverain ne pourroit pas les faire saisir, comme des choses qui dépendent de sa Jurisdiction, indépendamment de la coutume des *Arrêts*. Quand la Maison, où l'Ambassadeur loge, lui appartient, il en est de même que s'il la louoit; la Jurisdiction de l'Etat est alors suspendue, à cause de la personne de l'Ambassadeur, qui doit nécessairement loger quelque part. Mais un Etranger, qui acquiert dans nôtre pais, des biens qui sont inséparables du Territoi-



la Jurisdiction du lieu où ils sont situez. Mais par tout où la Coutume autorise les Arrêts, on peut faire saisir & les Immeubles, & les effets mobiliers, parce que les Choses Mobilières, pendant tout le tems qu'elles se trouvent dans le territoire du país où réside l'Ambassadeur, ne sont pas moins par elles-mêmes dépendantes de l'Etat, que les Immeubles, de sorte que l'on ne doit excepter ici que celles qu'un Ambassadeur possède comme tel. L'Ambassadeur à la vérité, quoi qu'il soit en personne dans le país, & qu'il y ait contracté, est regardé comme absent, par une fiction de Droit que l'usage des Nations a établie. Les gens, qui sont à son service, sont aussi censés absents. Les choses qui servent pour son usage, sont comme attachées à sa personne, & regardées à cause de cela comme si elles étoient hors du territoire de l'Etat. Mais pourquoi ne pourroit-on pas arrêter les biens d'une personne absente, & fonder là-dessus sa Jurisdiction? Et pourquoi n'en seroit-il pas de même à l'égard des biens d'un Ambassadeur, excepté, comme je viens de le dire, ceux qui sont pour son

re, & sur lesquels on peut faire l'exécution d'une Sentence, s'expose par là & se soumet tacitement à la Jurisdiction du país, pour ce que les Citoiens ou Habitans peuvent avoir à lui demander, encore même qu'il n'y demeure pas en personne. C'est un moyen commode qu'a le Souverain, de faire obtenir satisfaction à ses Sujets, & qu'il ne veut ni ne doit négliger; d'autant plus qu'il peut le mettre en usage, sans la moindre apparence d'atteinte donnée à la Jurisdiction, de laquelle l'Etranger dépend personnellement. Notre Auteur lui-même a fondé ci-dessus (*Chap. II.*) la coutume des Arrêts sur ce que les choses qui se trouvent dans le país, sont par cela seul *sujettes & dépendantes* de l'Etat, & qu'on peut faire sur elles exécution d'une Sentence rendue. À l'égard des *Choses Mobilières*, c'est autre chose. Elles paroissent

son usage ? S'il n'avoit jamais été envoyé en Ambassade auprès de nous, & qu'il fût encore chez son Prince, il dépendroit de nôtre Jurisdiction, eû égard à ses biens qui se trouveroient dans nôtre païs : pourquoi en seroit-il exempt, lors qu'il réside lui-même chez nous, puis qu'en ce cas-là il n'y a rien de nouveau, qui apporte aucun changement à l'état des choses ? La raison pourquoi on permet aux Ambassadeurs de décliner la Jurisdiction du lieu de leur résidence, c'est uniquement afin que cela ne cause aucun empêchement aux fonctions de l'Ambassade, c'est-à-dire, afin que le caractère d'Ambassadeurs ne devienne point inutile au Prince qui les envoie. Mais un Ambassadeur ne sera point inutile à son Maître, (3) quoi qu'on arrête ses biens, quoi qu'il plaide par devant nos Tribunaux, quoi qu'il perde sa cause, quoi que ses biens saisis soient vendus, pour l'exécution de la Sentence, & pour satisfaire les Créanciers. Toutes ces procédures sont fondées sur la dépendance des biens, & nullement (4) sur celle de la personne : on peut les mettre en usage tout de même que si l'Am-

sent suivre de leur nature la personne de celui à qui elles appartiennent, comme je l'ai remarqué sur le §. 4. du Chapitre, que je viens d'indiquer (*Note 4.*) & ainsi elles devroient être censées, comme l'Ambassadeur, hors du païs, quelque peu nécessaires qu'elles lui soient, sans l'usage des *Arrêts.*

(3) Voyez ci-dessus, *Chap. VII. §. 2.* à la fin.

(4) C'est pourquoi aussi il n'y a rien-là qui déroge à la dignité du caractère d'Ambassadeur. La Jurisdiction est ici réelle ; & il ne représente son Maître, qu'en sa personne. Le caractère représentatif ne tombe sur les biens de l'Ambassadeur, qu'autant que ces biens lui sont nécessaires pour l'Ambassade.

(a) Decis-  
sion van  
Loenius,  
Cas. 82.

(b) Chap.  
XIV. §. 2.

l'Ambassadeur n'étoit point en Ambassade chez nous. Ainsi j'approuve absolument ce que fit la *Cour de Hollande* en l'année M. DC. XXXVIII. appellant en Justice par devant Elle (a) le 11. de *Janvier*, un Ambassadeur de *Suède*, après avoir auparavant fait arrêter des biens immeubles qu'il possédoit. Quelques Conseillers opinèrent à faire saisir ces biens simplement pour la sûreté des Créanciers, & non pas pour autoriser la Jurisdiction: mais la pluralité des voix fut pour l'opinion contraire. La Cour a, depuis peu, agi de même, & avec raison, à l'égard de l'Envoié du Duc de *Holstein*, comme Elle le rapporte dans la Lettre alléguée (b) ci-dessus, qu'Elle écrivit aux *Etats de Hollande*, le 21. de *Fevrier* M. DCC. XXI. Elle adjourna par devant Elle cet Envoié, après avoir accordé saisie (5) de tels biens, deniers, & effets, qu'il pourroit avoir dans le ressort de la Cour, avec cette restriction néanmoins, que l'arrêt seroit sans efficace à l'égard des meubles, équipage, ou autre chose appartenante au caractère du susdit Ministre. On pourroit douter, à l'égard des deniers, s'ils peuvent être arrêtés légitimement, parce que, sans Argent, personne ne sauroit exercer une Ambassade. Mais je crois, que la Cour a entendu par là l'Argent dû à l'Envoié, en qualité de Marchand ou Négociant, c'est-à-dire, ce qui restoit pour soute de comptes entre les mains des Marchands avec qui il avoit négocié; & non pas les Lettres de change à lui envoyées pour son entretien & celui de sa Maison: car l'argent destiné

(5) Op sodanige goederen, penningen, en effecten, als by onder de jurisdictie van den Hove soude mogen hebben, met die restrictie nogtans, dat het selve arrest niet soude mogen werksel-

né à cela est, à mon avis, à l'abri de toute faiblesse, comme les autres choses nécessaires pour l'usage de l'Ambassadeur.

§. VII. IL FAUT avouer cependant, qu'il est difficile de distinguer, à quel emploi une Somme d'Argent est destinée. Car celles qu'un Ambassadeur gagne même au Négocce, comme aussi celles qu'il trouve dans une portion d'Hérédité qui lui a été léguée par testament, il peut certainement les employer à son entretien; & on dira alors, qu'il n'a point pensé à avoir de l'argent d'ailleurs, parce que celui-là se présenteoit à point nommé. Dans un cas douteux, tel que celui-là, on décide d'ordinaire en faveur du Ministre Etranger: ainsi il est peut-être plus conforme à l'Equité, de mettre l'Argent, quel qu'il soit, à l'abri de tout arrêt, comme une des choses les plus nécessaires pour exercer l'Ambassade.

§. VIII. DU RESTE, comme je l'ai déjà dit, j'approuve les Mandemens de la *Cour de Hollande*, & j'ai suffisamment exposé ci-dessus (a) les raisons sur quoi je me fonde, dont aucune cependant ne se trouve alléguée par la Cour dans sa Réponse aux Etats de la Province. Mais je n'approuve point du tout ce qu'Elle ajoute-là, au sujet des Ambassadeurs qui font les Marchands, & sur d'autres choses, que j'ai examinées dans le même endroit. (a) Chap. XIV,

§. IX. IL RESTE une difficulté, tirée de la Déclaration des *Etats Généraux*, du 9. de *Septembre* M. DC. LXXIX. dont j'ai rapporté les paroles dans le Chapitre IX. Leurs Hautes  
Puissances

*Nellig werden gemaakt op desselfs meubilen, equipagie, of ietwets tot desselfs charaëter spsciterende.*

Puissances y disent, que les *biens d'un Ambassadeur* ne pourront être arrêtez pour dettes contractées dans le país; & Elles ne distinguent point entre les Biens Meubles, ou Immeubles, ni entre ceux qui appartiennent, ou non, à l'Ambassade. Mais la distinction fuit de la nature même de la chose, & les *Etats Généraux* n'ont eu d'autre but, que d'empêcher, par leur Loi, qu'on n'apportât en aucune manière de l'obstacle à l'Ambassade. Ils parlent même des *biens*, en les joignant aux *gens de la suite* de l'Ambassadeur : ce qui fait assez voir, qu'il s'agit des biens qui suivent l'Ambassadeur, comme tel, & non pas de ceux qui n'ont aucun rapport avec l'Ambassade, lesquels par conséquent sont sujets aux règles du Droit Commun. La Déclaration doit donc être entendue des Utenfiles, Meubles, Bagages, & autres choses que les Ambassadeurs apportent en venant, ou achètent dans le país pendant leur séjour, pour l'usage & l'éclat de l'Ambassade, & qu'ils remportent chez eux ordinairement, quand ils s'en retournent. Pour ce qui est des biens qui demeurent toujours dans le país, ou que les Ambassadeurs y ont pour un tems, mais sans aucun rapport à l'Ambassade, tels que sont les Fonds de terre, les Marchandises, ce qui vient par Héritage, & autres choses semblables; je ne crois pas qu'il y aît rien de décidé là-dessus dans la Déclaration dont il s'agit.

§. X. IL FAUT faire la même distinction à l'égard des biens appartenans aux gens de la suite d'un Ambassadeur, que pour les biens de l'Ambassadeur lui-même. Ceux qui sont attachés en quelque manière à la personne d'un Domestique, comme tel, ceux qui servent à la magni-

magnificence du train, sont, à mon avis, exemts de toute saisie, mais non pas les autres. La Déclaration, dont nous venons de parler, semble néanmoins permettre d'arrêter tous les biens sans distinction des gens de la suite d'un Ambassadeur; car elle n'exemte d'arrêt que l'Ambassadeur & ses biens: elle ne parle point de ceux de ses gens; au contraire on diroit qu'elle les excepte, par (a) une opposition tacite. Mais cette Loi est conçue d'une manière imparfaite & avec peu d'exactitude, comme le sont presque toutes celles qu'on fait aujourd'hui: de sorte que, quand il arrive un nouveau cas, il faut avoir recours, pour le décider, à la Raison & au consentement des Peuples, s'il s'agit de choses de la nature de celle-ci, dont on ne peut juger que par ce principe. On dit, que la *Cour de Hollande*, en l'année M. DC. XCV. déclara exemts d'arrêt certains biens appartenans à quelcun de la suite d'un Ambassadeur. Mais je n'ai pû encore savoir, sur quelle sorte de biens on demandoit une saisie, & ainsi je ne saurois dire, si la Cour alors jugea bien ou mal.

(a) 'Εξ  
ἀντιδιαθε-  
λῆς.

§. XI. CETTE même Cour, au rapport (a) d'AITZEMA, répondit aux *Etats de Hollande*, le 19. de *Décembre*, M. DC. XLIV. qu'on peut intenter *action réelle* contre un Ambassadeur, dans le lieu où il réside; ajoutant, que cela se pratiquoit ainsi par tout, & que les plus zelez défenseurs des privilèges de ces Ministres Publics en convenoient. La raison en est, que c'est alors à la chose même qu'on s'en prend: on n'attaque l'Ambassadeur, qu'entant que Possesseur de ce bien: & comme, selon la

(a) Lib.  
XXIV.  
pag. 792.

régle du Droit Romain, (1) tout Possesseur doit prouver qu'il possède, & en vertu dequoi il possède, cela ne se peut guères, que dans l'endroit où la chose se trouve. Il n'y a point ici de difficulté, à l'égard d'un Fonds, que quelcun réclame. Mais il n'en est pas de même de ce que l'Ambassadeur a fait transporter dans le pais, ou y a acheté, pour servir à l'Ambassade, comme, par exemple, un Cheval, un Carrosse, ou autre chose semblable: car saisir de telles choses, ce seroit ôter à l'Ambassadeur ce qui lui sert; & on ne le permettoit pas autrefois, même à l'égard d'un Député de Province, selon la décision du (2) Jurisconsulte CASSIUS.

(a) §. 4. §. XII. J'AI déjà assez parlé, au (a) Chapitre VI. de ce que le Droit Romain établit ici, au sujet des *Actions Réelles*: & j'y ai approuvé l'opinion du Jurisconsulte JULIEN, qui rejettoit celle de CASSIUS, mais je ne l'ai approuvée que par rapport aux choses nécessaires pour l'Ambassade. Et il faut suivre ce sentiment de JULIEN, lors même qu'il s'agit des Ambassadeurs d'une Puissance Etrangère. Pour toutes les autres choses, qui n'ont aucun rapport avec l'Ambassade, comme en les ôtant à un Ambassadeur on ne le prive de rien qui soit pour son service, rien n'empêche aussi qu'on ne donne action en Justice contre lui à ceux qui les réclament. On peut même, comme je l'ai prouvé un peu plus haut, en conséquence de la saisie d'un Fonds, & de toute autre chose qui ne fait point

§. XI. (1) *Officium autem Judicis in hac actione [rei Vindicatione] in hoc erit, ut Judex inspiciat, an Reus possideat*. &c. DIGEST. Lib. VI. Tit. I. De rei Vindic. Leg. IX.

(2) La Loi a été déjà rapportée ci-dessus, Chap. VI. §. 4.



point partie des équipages & du train d'un Ambassadeur, intenter contre lui toute sorte d'Actions, & Réelles, & Personnelles, puis qu'on le pourroit, s'il n'étoit point dans le pais, & qu'il demeurât auprès de son Prince. De sorte qu'il y a encore moins lieu de douter, à l'égard des Actions Réelles: bien entendu toujours que la chose qu'on réclame ne soit pas un accompagnement de l'Ambassade; exception que la *Cour de Hollande* auroit dû, à mon avis, ajouter.

§. XIII. ON croit ordinairement, que, si un Ambassadeur intente lui-même action en Justice contre quelqu'un, il est contraint de se défendre à son tour, & sujet à la *Reconvention*, comme on parle. On prétend même, que le Jurisconsulte ULP IEN a ainsi décidé, (a) à l'égard des Députez de Province, dans une Loi que nous avons alléguée ci-dessus, au (b) Chapitre VI. Mais là aussi nous avons fait voir, après C U J A S, que les paroles, sur lesquelles on se fonde, ne regardent point ces Députez, qui ne pouvoient intenter à *Rome* aucun (1) Procès. Aujourd'hui cela est permis presque par tout aux Ambassadeurs: ainsi je consens qu'ils soient aussi obligés de se défendre à leur tour contre ceux qu'ils ont attaquez, selon la règle générale, que le Jurisconsulte P A U L établit: (2) *Ceux, dit-il, qui ne peuvent point être appelez en Justice dans un lieu, s'ils y intentent eux-mêmes action contre quelqu'un, doivent nécessairement répondre au*  
Dé-

(a) Voyez  
*Bertachin,*  
*Repertor.*  
voc. *Am-*  
*basiatores,*  
p. 145.  
(b) §. 3.

§. XIII. (1) Excepté dans un seul cas, dont la Loi rapportée ci-dessus fait mention.

(2) C'est la Loi XXII. du Titre *De Judiciis* &c. qui a été aussi rapportée ci-dessus, *Chap. VI. §. 3. Note 4.*

*Défendeur, qui devient à son tour Demandeur, & se soumettre à la Sentence du même Juge. Et en effet la Réconvention n'est qu'une espèce de Défense, comme elle est expressément qualifiée dans le (3) DROIT CANON. Vous me demandez dix Ecus. Fort bien. Mais vous m'en devez dix, & davantage. Est-il juste, que je sois condamné à vous paier ce que je vous dois, & que vous ne le foyiez pas à me paier ce que vous me devez de vôtre côté ? Privera-t-on un Défendeur, malgré lui, du bénéfice de la Compensation ? Il peut arriver aussi que le Défendeur, sans attaquer à son tour, oppose simplement une Exception, & dise, qu'il ne doit pas dix Ecus, qu'on lui demande, mais seulement cinq, parce que l'Ambassadeur lui doit autant : or n'est-il pas permis, en se défendant contre un Ambassadeur, d'alléguer ses fins de non recevoir ? Mais, quand même la demande réciproque iroit au delà de ce pourquoi l'Ambassadeur a intenté action, je m'en tiendrois pourtant à la règle générale du Jurisconsulte PAUL, que je viens de rapporter, & je dirois toujours, que, puis que l'Ambassadeur se porte pour Demandeur en Justice, il ne peut point jouir de son privilège devant le Juge, auquel il s'est adressé.*

§. XIV. BIEN PLUS : lors que, l'Ambassadeur aiant gagné sa cause, le Défendeur a appelé de la Sentence, le premier doit aussi, à mon avis, se soumettre à la Jurisdiction du Tribunal supérieur, devant lequel l'Appel est porté : car l'Appel en Justice est aussi une espèce de

(3) *Ceterum non sic in RECONVENTIONE sentimus : ne quod in DEFENSIONIS remedium susinetur, ad impugnationis materiam extendatur. DECRETAL. Lib. II. Tit.*

de Défense, & fait partie d'un seul & même Procès, que l'Ambassadeur a intenté.

§. XV. VOICI un cas là-dessus, qui est remarquable. Un Résident de (1) *Suède* auprès des Etats Généraux, vint à plaider contre son Frère en *Suède*, & y gagna sa cause. Le Frère, qui demouroit à *Delft*, n'obéit point à la Sentence. La Reine de *Suède* écrivit, en l'année M. DC. LI. aux deux Cours de *Hollande*, & au Magistrat de *Delft*, pour les prier de faire mettre en exécution ce qui avoit été jugé. Celui qui avoit été condamné demanda à la *Cour de Hollande* un Mandement, par lequel il lui plût de défendre, sous quelque peine, l'exécution de la Sentence: mais n'en ayant rien obtenu, il appella au *Haut Conseil*, qui lui accorda un Mandement d'Appel. Quand l'Huissier alla pour signifier le Mandement, à l'Hôtel du Résident de *Suède*, un Valet le lui rendit, en le maltraitant de paroles, comme (a) AITZEMA (a) Lib. XXXI. pag. 515. & Lib. XXXII. pag. 747. le rapporte. Je n'examine pas, si l'on peut ordonner ici l'exécution d'une Sentence rendue en *Suède*. Mais, supposé qu'un Habitant de *Hollande*, qui a été condamné en *Suède*, veuille alléguer pour sa défense, que cette exécution ne peut se faire en *Hollande*, il pourra certainement implorer, contre l'Ambassadeur qui réside ici, la protection des Juges de *Hollande*, devant lesquels par conséquent l'Ambassadeur pourra & devra plaider, afin qu'ils prononcent sur la validité ou la nullité de ce moyen de défense.

§. XVI. IL Y A encore d'autres choses, pour

Tit. XXV. *De Exceptionibus*, Cap. V. *in fin.*

§. XV. (1) C'est le même, dont il sera parlé plus bas, §. 16, 19. & qui étoit Hollandois.

pour lesquelles les Ambassadeurs, quelque indépendans que nous les reconnoissons de la domination de l'Etat, ne peuvent pas refuser légitimement de se soumettre à la Jurisdiction du pais ; en sorte qu'on est même en droit d'user de quelque autorité sur eux , mais d'une autorité qui tende à protéger les Sujets de l'Etat , plutôt qu'à contraindre l'Ambassadeur. Si on a donné tant de privilèges à ces Ministres Etrangers, c'est afin qu'ils vivent plus commodément dans le pais , sans être troublez en aucune manière dans les fonctions de leur Ambassade, & non pas afin qu'ils puissent troubler les Habitans, en usant de violence, & emporter impunément ce qui appartient à autrui. S'ils l'entreprennent, on fera bien peut-être, de mettre en usage contre eux ces sortes d'Actions qui emportent plus une défense, qu'un ordre, de faire telle ou telle chose. Le *Haut Conseil* au moins donna un (1) *Mandement de Complainte* contre un Résident de *Suède*, ou ses gens (ce qui est tout un) & ordonna qu'on fit réparation de ce qui avoit été commis de vive force ou en cachette. La *Cour de Hollande* accorda aussi, contre le même Résident, ou ses gens, un *Mandement* (2) pénal : bien plus, elle fit afficher un *Mandement de*

(a) Mandement van  
Sauvegarde.

(a) *sauvegarde* ; & Elle justifia ces deux Mandement de

§. XVI. (1) *Mandement van Complainte*. C'est l'*Interdictum, Uti possidetis* : ou un Arrêt provisionnel, donné sur la demande que fait un Possesseur, de n'être point troublé dans sa possession. Voyez DIGEST. Lib. XLIII. Tit. XVII. *Uti possidetis* : & là-dessus le Commentaire de feu Mr. VOET, num. 7.

(2) Voyez le même Auteur, que je viens de citer, sur le Titre du DIGESTE, *De Interdictis*, num. 9.

(3) Voici ce qu'il dit : *Spiring* (c'est le nom du Résident de

demens, dans un Mémoire qu'Elle envoya aux *Etats de Hollande*, en l'année M. DC. XLIV.

On trouvera tout cela dans les (b) *Annales* d'AITZEMA; & BORT (c) a rapporté mot à mot le Mémoire de la Cour, aussi bien que la Plainte de l'Ambassadeur portée devant les *Etats*, laquelle WICQUEFORT (3) lui-même condamne, pour ce qui regarde le *Mandement de Sauvegarde*. On peut aussi prouver par les (d) *Règlemens de la Cour de Hollande*, qu'il est permis d'accorder de tels Mandemens, même contre un Ambassadeur, (5) *en cas de nouveleté ou innovation*: car on y donne, à cet égard juridiction à la Cour, même contre ceux qui ne sont pas Sujets de l'Etat; & nous avons conjecturé ci-dessus, au Chapitre V. que ces personnes non-sujettes ne sont autre chose que les Ambassadeurs. A quoi se rapporte encore la Déclaration des *Etats de Hollande*, du 22. de Mars, M. DC. LVII. que nous avons alléguée au même endroit, laquelle défend les Duels tant aux Sujets, qu'à ceux qui ne le sont pas.

§. XVII. EN EFFET, chaque Puissance a droit d'empêcher & défendre tout ce qui tend à l'Anarchie: & on peut, pour mettre ses Sujets à l'abri des injures & des violences, faire de telles

de *Suède*, dont il s'agit, & qui étoit Hollandois) *traite fort mal la Cour de Hollande en ses protestations; quoi qu'il n'ait pas raison au fond, parce que la Cour de Justice pouvoit & devoit prendre en sa protection & sauvegarde spéciale les Habitans de La Haïe, pour les mettre à couvert des insolences, dont les Domestiques du Résident les menaçoient.* L'Ambassadeur &c. *Liv. I. Sect. XXVIII.* pag. 890. On voit par là ce que c'est que le *Mandement de Sauvegarde*, dont il s'agit,

(4) *In cas van nieuwigheid of ongebruik.*

(b) *Lib.*  
XXII. pag.  
451. & *Lib.*  
XXIV. pag.  
790—799.  
(c) *De Ar-*  
*rest. Cap.*  
IV. num.  
14.  
(d) *Forma*  
*Cur. Holl.*  
4. Sept.  
1462. §. 94.  
& 20. Aug.  
1531. §. 82.

les prohibitions à ceux même par rapport auxquels on n'a pas droit d'user des voies de contrainte: car ce n'est qu'une simple Défense, & personne n'oseroit soutenir, qu'il soit illicite de se défendre contre un Ambassadeur. Ainsi il y a quelques Mandemens, du nombre de ceux qui défendent de faire certaines choses, desquels on doit, à mon avis, approuver l'usage envers les Ambassadeurs: non comme si les défenses tombaient sur la chose même, qui est la seule raison que la *Cour de Hollande* allégué dans son Mémoire envoyé en réponse aux États de la Province, mais parce que ces Mandemens ne font que défendre ce qui mèneroit à l'Anarchie. Car, quoi que, selon le Droit Romain, les Arrêts provisionnels du Preteur, qui ont du rapport avec ceci, fussent conçûs de manière qu'ils sembloient tomber sur la chose même, ils étoient au fond personnels quant à l'effet, ainsi que le décide (1) ULP IEN.

§. XVIII. JE pourrois alleguer d'autres cas, tirez du Droit Romain, dans lesquels l'Ambassadeur même d'une Puissance Etrangère semble devoir se soumettre à la Jurisdiction du pais où il réside. Ainsi on peut exiger de lui, (1) s'il y a à craindre quelque dommage du côté de sa Maison, qu'il s'engage à le reparer, ou qu'il mette le Voisin en possession de l'endroit suspect. Les Jurisconsultes Romains à la vérité parlent ici des  
Dé-

§. XVII. (1) *Interdicta omnia, licet in rem videantur concepta, vi tamen ipsa personalia sunt.* DIGEST. Lib. XLIII. Tit. I. De Interdictis &c. Leg. I. §. 3.

§. XVIII. (1) *Aedium nomine Legatus damni infecti promittere debet, aut vicinum admittere in possessionem.* DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. XXVIII. §. 3.

(2) *Jurisconsulti ad Provincialem quidem Legatum tradunt:*

Députez de Province, comme le dit très-bien (2) ALBÉRIC GENTIL: mais *par la même raison cette règle convient aux Ambassadeurs d'un rang plus élevé*, ainsi que le remarque ensuite le même Auteur. Il ajoûte là d'autres choses, qu'il applique aussi aux Ministres d'une Puissance Etrangère, & dont j'approuverois les unes, les autres non. Mais je n'ai pas loisir d'examiner tous ces cas, & la plûpart aussi sont de telle nature, qu'ils ne sont guères aujourd'hui d'usage.

§. XIX. IL VAUT mieux rechercher, en quel lieu on doit faire citer un Ambassadeur par les Huissiers ou Officiers de la Justice, lors qu'il s'agit d'affaires pour lesquelles il dépend de nôtre Jurisdiction. L'Avocat de la Cour de *Suède* se plaignoit fort, comme nous l'apprend (a) AITZEMA, de (1) ce qu'on avoit envoyé un Huissier du *Haut Conseil* pour faire son exploit au logis du Résident de *Suède*; parce, disoit-il, que l'Hôtel d'un Ministre Etranger est sacré, & qu'on ne doit point le profaner en y envoyant des Officiers de la Justice. Le Résident aiant été une autre fois cité par le *Haut Conseil*, un de ses Valets rejetta l'exploit d'une manière injurieuse, comme je l'ai remarqué (b) un peu plus haut. (b) §. 16. En l'année M. DC. LI. la Femme & les Valets du même Résident refusèrent aussi de recevoir des Lettres de Citation envoyées d'*Amsterdam*, & données en conséquence d'une faisie de quel-

(a) Lib.  
XXII.  
pag. 451.

*dunt: sed explorata ratio facit jus istud & majoribus Legatis commune.* De Legationib. Lib. II. Cap. XVI. pag. 116. Ed. Hanov. 1596.

§. XIX. (1) Voyez les *Mémoires* de WICQUEFORT, pag. 56. de la 1. Edit. & 57. 2. Edit. Il s'agit du même *Spiring*, dont on vient de parler, au §. 16.



(c) *De*  
*Arrest.*  
Cap. VI.  
num. 12.

quelques effets; comme on le voit dans le *Traité de* (c) BORT. Car ce Ministre de *Suède*, & ses gens, ont souvent causé des troubles dans notre République. La *Cour de Hollande*, dans la Lettre dont j'ai parlé au Chapitre XIV. écrite aux Etats de la Province le 21. de *Fevrier*, M. DCC. XXI. dit, qu'autrefois, quelcun aiant intenté une *Action Réelle* contre un Ambassadeur, cette même Cour l'adjourna par devant Elle, avec la (2) *clause du Mandement*. Ainsi dans le cas, à l'occasion duquel Elle écrivit cette Lettre, Elle avoit d'abord fait signifier la citation à l'Hôtel de l'Envoié de *Holstein*: ensuite, croiant, comme il semble, s'être trompée, Elle le cita par un Mandement, ou un Placard affiché, comme Elle le rapporte là-même. La première procédure lui parut, à mon avis, irrégulière, à cause du respect qu'on doit avoir pour l'Hôtel d'un Ministre Etranger; peut-être aussi parce que, quand même la Maison où il loge ne seroit point sacrée, il est regardé comme absent, & n'est point censé avoir changé de domicile. D'où l'on pourroit aussi inferer, que la Citation doit être faite dans le lieu où l'Ambassadeur avoit auparavant son domicile: & peut-être est-ce là ce que veut dire BERTACHIN, quand il pose pour maxime, (3) *Qu'un Ambassadeur doit être cité en sa maison*. Mais je montrerai ci-dessous (d) en son lieu, qu'on ne doit pas tant faire valoir ce privilège qu'on attribué aux Maisons, d'être Sacrées, dès-là qu'un Ambassadeur y loge. Ce n'est pas respecter peu une telle Maison, que d'y envoyer des Officiers de Justice, pour signi-

(d) *Chap.*  
XXI.

(2) *Cum clausula Edicti*. Voyez ci-dessus, *Chap. IV. §. 3.*  
*Note 2.*

signifier ce dont il est besoin de donner connoissance à l'Ambassadeur. Et la fiction, qui fait regarder les Ambassadeurs comme absens, n'a lieu qu'en matière de choses pour lesquelles ils sont en droit de demander un renvoi au lieu de leur domicile: au lieu qu'il s'agit présentement des affaires, à l'égard desquelles les Ambassadeurs dépendent de la Jurisdiction du pais, & par conséquent sont regardez comme présens. Lors même qu'on met en usage la *clause de Mandement*, il faut toujourns marquer à l'Ambassadeur par des Lettres de Citation le jour où l'affaire doit être débattue en Justice: & ces Lettres s'envoient dans l'endroit où il réside, par un Messager, ou par quelcun des gens de l'Ambassadeur, qui ne sont ni l'un ni l'autre d'une condition aussi honorable, que l'est celle d'un Huissier de Cour. A quoi bon tant de détours, pour une chose, qui, si l'on a une véritable grandeur d'ame, & non pas un frivole attachement à la bagatelle, ne diminuë rien de la dignité du caractère, & n'est d'aucune importance? Que si l'on dit, qu'il y a de la différence entre citer par Lettres, & citer par la bouche d'un Officier de Justice, parlant en face à l'Ambassadeur, voici un expédient dont on peut se servir, dans les endroits où, comme cela se pratique en *Hollande*, il y a deux manières de citer en Justice, l'une par des Huissiers, l'autre par Lettres. On cite par Lettres les Magistrats des Villes, ceux qui sont du Corps de la Noblesse de *Hollande*, & quelque peu d'autres personnes: pour tout le reste, on envoie un Huissier. Etablißons donc,

(3) *Quòd Ambasiator debeat citari ad domum.* REPERTOR. VOC. *Ambasiator*, pag. 149.

donc, en faveur des Ministres Etrangers, pour sauver leur honneur autant qu'il se peut, que, sans autre façon, on les citera d'abord par Lettres, envoyées où ils se trouvent, & non pas au lieu de leur ancien domicile; dans lesquelles Lettres on n'insérera point la *clause du Mandement*, plus (4) honteuse à mon avis, pour l'Ambassade, qu'utile aux intéressés. La Cour même de Hollande, en pareil cas, ne s'est pas autrefois servie de la *clause du Mandement*, mais a cité tout droit les Ambassadeurs par ses Huissiers. En l'année M. DC. LXVIII. comme le rapporte AITZEMA, (5) la Cour fit signifier un exploit à l'Ambassadeur d'Espagne par un Huissier, au sujet d'une Maison sise à La Haie. L'Ambassadeur fit entrer l'Huissier dans sa Chambre, & aiant commencé à lire l'Exploit, la canne à la main, il le saisit à la gorge, & l'auroit mal accommodé, s'il ne se fût sauvé. Et la Cour elle-même déclara, qu'il auroit dû faire son Exploit à quelcun des Domestiques. On voit, que la Cour de Hollande distingue ici entre l'Ambassadeur, & les gens de sa suite, & qu'Elle blâme l'Huissier de n'avoir pas fait de lui-même cette distinction. Mais, pour dire franchement la chose, cela n'est d'aucun usage, & c'est tout un, de citer l'Ambassadeur en Justice, ou quelcun de ses gens, parce qu'ils ont tous les mêmes privilèges. J'aimerois mieux, à l'égard même des

Do-

(4) Parce que, de la manière qu'elle se fait, tout le monde en a connoissance. Voyez ci-dessus, Chap. III. §. 3. Note 2.

(5) *Liet het Hof door een Deurwaarder een exploit doen aan den Ambassadeur van Spanjen over een quastie van huuring van een huys by den Haag. Hy liet de Deurwaarder in syn kamer*

*Domestiques*, faire la Citation par Lettres, en omettant la *clause du Mandement*.

---

## CHAPITRE XVII.

*Où c'est qu'on doit ACCUSER un Ambassadeur coupable de quelque CRIME? Qu'il est difficile de décider là-dessus, par les principes de la Raison toute seule. Que cependant l'opinion de GROTIUS paroît la mieux fondée.*

§. I. **V**ENONS maintenant AUX AFFAIRES CRIMINELLES. Ceux qui ont traité ce sujet (& il y en a un très-grand nombre) n'ont pas tous entendu l'état de la question. Il ne sert de rien de moraliser ici au long sur le devoir des Ambassadeurs, de leur prêcher qu'ils doivent tenir une conduite sans reproche, & ne rien faire ou dire contre le Prince ou le Peuple, chez qui ils sont envoyez. Ce sont-là de beaux discours: mais il s'agit de savoir, où l'on doit accuser un Ambassadeur, lors qu'il a actuellement commis quelque chose de cette nature.

§. II. ON n'avancera rien non plus, en soutenant & prouvant, qu'un Ambassadeur, qui a commis quelque Crime, ne doit pas demeurer impuni; & que, plus il est d'un rang élevé, plus il

*kamer komen, en beginnende te lesen syn exploit; de stok in de hand, greep hem d'Ambassadeur by den hals, en soude hem qualyk hebben getrafteert, maer hy ontliep het, en 't Hof selve seide, hy had het behoren t'exploiteren aan een van syn dienaars. Lib. XLVIII. pag. 1059.*

il mérite d'être puni rigoureusement. Car nous ne voulons nullement assurer l'impunité aux Ambassadeurs, & je ne fais si personne a jamais eu cette pensée. Mais la question se réduit uniquement à savoir, en quel endroit un Ambassadeur doit être accusé & puni, s'il a commis quelque Crime pendant le tems de son Ambassade.

§. III. C'EST encore une question hors de propos, si un Ambassadeur, qui a mal exécuté les ordres de son Prince, doit être accusé chez le Prince même qui l'avoit envoyé. Nous avons ci-dessus accordé cela sans peine.

§. IV. ENFIN, c'est encore une question hors de nôtre sujet, de demander, si un Ambassadeur qui use de voies de fait ne peut pas être à son tour repoussé par la force, soit qu'il agisse contre l'Etat, prenant les armes, par exemple, avec nos Ennemis, ou avec des Rebelles, soit qu'il en veuille à des Particuliers, les battant, les tuant, & commettant d'autres semblables violences. Il a toujours été permis de repousser la force par la force, d'où qu'elle vienne, & il n'y a ici aucune exception en faveur des Ambassadeurs. Dans une Tragédie d'EURIPIDE, un Héraut, nommé *Coprée* dit à *Démophon*: (1) *Oseriez-vous frapper un homme revêtu du caractère que je porte?* Mais *Démophon* lui répond: *Oui bien, s'il n'apprend à être plus sage, c'est-à-dire, s'il ne s'abstient de voies de fait, dont Coprée me-*

§. IV. (1) Μη, πρὸς Θεῶν κήρυκα τολμήσεις θένειν.

ΔΗ. Ἐἰ μή γ' ὁ κήρυξ σωφρονεῖν μαθήσεται.

Heraclid. vers. 272, 273.

(2) Nôtre Auteur parle seulement d'une version littérale: car, du reste, il convient, que GROTIUS a bien rendu la pen-

menaçoit de vouloir user. GROTIUS (a) aussi permet avec raison de repousser en ce cas-là un Ambassadeur, non en forme de punition, mais en usant du droit naturel de la Défense, pour nous mettre à couvert d'un danger pressant; & il allègue en même tems le passage d'EURIPIDE, mais traduit (2) peu exactement. Je parlerai, au Chapitre XXIV. des *Fabius* envoie aux *Gaulois* par les *Romains*, & qui prirent les armes avec ceux de *Clusium* contre les *Gaulois*: histoire, que GROTIUS rapporte aussi avec raison au cas dont il s'agit. RICHARD (b) ZOUCH, & (c) WICQUEFORT conviennent, que les Ambassadeurs, qui usent de voies fait, peuvent très-bien, pendant qu'ils agissent de cette manière, être réprimez par toute sorte de voies; & je ne sâche personne qui soutienne le contraire. CHARLES PASCHAL n'est pas d'un autre sentiment, quand il dit: (3) *Venez-vous chez nous en Ennemi? Vous serez reçu comme Ennemi. M'attaquez-vous les armes à la main? Je me défendrai. Frappez-vous? Je frapperai à mon tour* &c. Il parle-là, à mon avis, du droit de repousser une injuste violence, & non d'aucune procédure de Justice.

§. V. MAIS il s'agit maintenant d'un Ambassadeur coupable de quelque Crime, dont on veuille tirer vengeance, non sur le champ, mais par voie de Justice. En ce cas-là, où doit-on accuser l'Ambassadeur, & où doit-il être puni?

## §. VI.

pensée du Poëte. Voici les deux vers Latins:

*Tun' Fecialem cadere huc missum audeas?*

*Ni Fecialis dexteram à vi temperet.*

(3) *Hostili animo accedis? hostili excipiere. Pugnas? repugnabo. Feris? referiam.* Cap. XXVII. pag. 175. Edit. Elzevir.

(a) *De Jur. B. ac. Pac.*  
Lib. II.  
Cap. 18. §.  
4. num. 7.

(b) *Jur. Fecial.*  
Part. II.  
Sect. IV.  
Qu. 22.  
*in fin.*

(c) *L' Ambassadeur*  
&c. Liv.  
I. Sect. 29.  
pag. 909,  
922, 923.

§. VI. DANS cette question, il faut d'abord distinguer deux sortes de *Crimes* dont un Ambassadeur peut s'être rendu coupable. Car ou il a simplement commis quelque chose de nuisible à la Société Civile & à la tranquillité publique, tel qu'est un Homicide, un Adultère, & presque tous les autres Crimes qu'on peut appeller *communs*: ou bien il a attenté contre la personne du Souverain, ou contre l'Etat, ce que l'on appelle ordinairement *Crime de Léze-Majesté & d'Hostilité* (a). A consulter la Raison toute seule, on peut disputer ici pour & contre, en matière de l'une & l'autre sorte de Crimes; comme nous l'avons déjà fait voir ci-dessus au Chapitre VII. en traitant du Juge compétent des Ambassadeurs, tant pour le Civil, que pour le Criminel. Mais il faut présentement examiner avec plus de précision ce qui regarde en particulier la Jurisdiction Criminelle.

(a) *Majestatis & Perduellionis.*

(a) *De J. Bell. ac Pac. Lib. II. Cap.*

XVIII. §. 4.

§. VII. GROTIUS, (a) dans son grand Ouvrage,

§. VIII. (1) Ce principe, ainsi posé généralement, est manifestement faux. Un Ambassadeur ne cesse point de représenter son Maître, par cela seul qu'il commet quelque Crime: il se rend seulement sujet à la peine, & pour être puni, il n'est pas absolument nécessaire qu'il devienne soumis à une Jurisdiction dont il a été jusques-là indépendant, puis qu'il peut être puni par les Juges naturels. L'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, remarque ici, que les privilèges même qu'on a par les Loix Civiles, ou par le Droit Public, ne se perdent pas uniquement à cause d'un Crime, par lequel on s'en est rendu indigne. Posons, dit-il, qu'un homme, après avoir commis un meurtre publiquement & s'être sauvé, obtienne un Saufconduit de son Prince, pour venir se remettre entre les mains de la Justice & plaider sa cause. Tous les Juges, ou la plupart de ceux devant lesquels il a à comparoître, lui sont manifestement suspects, ou du moins incompétens. Quelque atroce, quelque clair que soit le Crime, en sorte qu'il n'y ait nulle ap-



vrage, rapporte sur ce sujet les divers sentimens des Auteurs, & les raisons sur lesquelles chacun se fonde. Il rejette à bon droit la pensée de ceux qui croient, que les Ambassadeurs doivent seulement être à l'abri de toute injuste violence; par où on ne leur laisse aucun privilège, puis que tout Particulier est aussi sous la protection des Loix à cet égard.

§. VIII. D'AUTRES prétendent, qu'un Ambassadeur est déchu de ses privilèges, s'il viole lui-même (1) le premier le Droit des Gens. On allègue là-dessus une belle sentence de *Theodat*, Roi des *Goths*, dans son Discours aux Ambassadeurs de *Constantinople*: (2) *Le caractère des Ambassadeurs, disoit-il, est à la vérité fort considérable, & respecté par tout pais: mais ils ne conservent leurs droits & leurs privilèges, que tant qu'ils soutiennent la dignité de leurs fonctions par une conduite sage & réglée. S'ils ne le font pas, ce Prince les déclare sujets à être punis pour l'une*

parences que le Criminel puisse être absous devant aucun Tribunal; lui refusera-t-on en ce cas-là le droit de décliner la Jurisdiction de tels Juges? Posons, qu'un Etat de l'Empire d'Allemagne, ou un Noble immédiat de ce même Empire, ait commis un semblable Crime, qui, au jugement de tout le monde, le rende indigne de ses privilèges: un autre Etat de l'Empire, ou un autre Noble immédiat, égal par conséquent, pourra-t il, quoi qu'il soit partie lésée, s'ériger en Juge du Coupable, le condamner, le punir, sans le consentement de l'Empereur? *Dissert. De Jure & Judice Legatorum*, Sect. II. §. 34, 35.

(2) Σεμνὸν μὲν τὸ χάρισμα τῶν Πρεσβείων καὶ ἄλλως ἔντιμον καθίστηκεν εἰς πάντας ἀνθρώπους τῆτο δὲ τὸ γῆρας εἰς τόδε οἱ Πρεσβεῖς ἐν σφίσιν αὐτοῖς διατάσσονται, ἐτότε σφετέρᾳ ἐπιεικείᾳ φυλάττωσι τὸ τῆς πρεσβείας ἀξίωμα. κτεῖναι γὰρ ἀνδρᾶ πρεσβευτὴν ἐνδίκῳς νενομικῶσιν ἄνθρωποι, ὅταν εἰς Βασιλεῖα ὑβρίσας φαίνηται, ἢ γυναικὸς. ἄλλῳ ξυνοικέσσης εἰς ἐνὶν ἔλθει. *De Bell. Goth. Lib. I. Cap. VII.*

l'une & l'autre sorte de Crimes que je viens de distinguer: Car, ajoûte-t-il, *il est permis, selon l'opinion commune & les Loix Humaines, de faire mourir un Ambassadeur, lors qu'il outrage le Prince auprès duquel il est envoyé, ou qu'il débauche la Femme de quelcun.* Les Ambassadeurs nient cela: mais ils ne répondent pas à propos, en disant: (3) *Un Ambassadeur ne fait qu'exposer ce dont il est chargé par son Maître. S'il y a quelque chose qui déplaît, ce n'est pas sa faute; il faut s'en prendre à celui au nom de qui il parle: car un Ambassadeur ne peut que suivre ses ordres.* Cela, encore un coup, ne fait rien au sujet. Car on n'envoie pas des Ambassadeurs, pour dire des injures au Prince, (4) ou pour débaucher les Femmes d'autrui; quoi qu'ils le fassent quelquefois. Le Prince qui envoie un Ambassadeur est responsable de ce que celui-ci fait par son ordre: mais presque toujours, lors que l'Ambassadeur commet quelque Crime, c'est de lui-même & sans ordre. En ce cas-là, dirons-nous donc, qu'il perd les privilèges d'Ambassadeur? Les *Etats de Hollande*, & leurs Députés, au rapport (a) d'AITZEMA, ont ainsi décidé à l'égard des Ambassadeurs qui trament quelque Sédition, & qui troublent l'Etat. Mais si l'on pose pour maxime, que

(a) Lib.  
XLVI.  
pag. 747.

(3) Λόγος δὲ, ὅσως ἂν ἐκ τῶ πέμψαντος ἀκηκοὺς ἔιπῃ ὅτι αὐτός τὴν ἐντεῦθεν αἰτίαν, ἣν γε ἐκ ἀγαθοῦ τύχωσιν ὄντες, ἐικότως ἂν λάβοι· ἀλλ' ὁ μὲν κελεύσας φέροιτο ἂν δικαίως τὸ ἔγκλημα τῷτο. Ibidem.

(4) La réponse des Ambassadeurs, dans les paroles dont il s'agit, ne tombe que sur le cas d'un Ministre, qui, par ordre de son Maître, dit quelque chose qui ne plaît pas à celui auprès duquel il est envoyé; & ici Pierre avoit reproché à Théodat son manque de fidélité pour l'exécution des Traitez. Car, à l'égard de l'Adultère, dont les Ambassadeurs se croioient accusés, ils se contentent de dire, que des Ambassa-

que les privilèges des Ambassadeurs cessent, du moment qu'ils violent le Droit des Gens, ils pourront être punis pour toute sorte de Crimes, à la reserve de ceux qui sont uniquement contre les Loix Civiles, comme le remarque très-bien

(b) GROTIUS: & c'est aussi le sentiment de (b) *Ubi sum-*

(c) KIRCHNER. D'autres, qui ont trouvé en cela quelque chose de dur, le restreignent aux Crimes de Léze-Majesté. Cette restriction pa- *pra, §. 4. num. 1.*

roit d'abord fort plausible: & néanmoins (c) *Legat. Lib. II. Cap. I.*

KIRCHNER, qui venoit de soutenir, qu'un *§. 125. & seqq.*

Ambassadeur est sujet à être puni d'une manière ou d'autre pour toute sorte de Crimes, en (5) excepte le Crime de Léze-Majesté, parce, dit-il, que ce Crime ne peut être commis que par un Sujet: Comme si, en matière d'autres Crimes, un Ambassadeur étoit plus Sujet du Prince à qui il a été envoyé, qu'à l'égard de celui de Léze Majesté, qu'on excepte ici! Mais cet Auteur sentant bien que la raison n'est pas convaincante, s'avise d'une autre qu'il croit devoir lui mieux réussir. Il dit, que le Crime de Léze-Majesté se commet ordinairement par l'intention toute seule; & que l'intention n'est point punissable par le Droit des Gens, mais seulement par le Droit Civil. Mais lors qu'un Ambassadeur

a,

ambassadeurs, comme eux, étoient dans l'impossibilité, quand ils le voudroient, de commettre un tel crime, puis qu'ils ne pouvoient même avoir de l'eau sans la permission de ceux qui les gardoient. Pour ce qui est du premier cas, j'ai dit ce que je pensois là-dessus, dans mes Notes sur le Chapitre de GROTIUS, où ce passage est cité, §. 4. *Not. 25.*

(5) Il me semble que cet Auteur ne parle que du genre de peine déterminé par les Loix du país: *Majestatem ejus [peregrini Principis] ledere non intelligitur, atque propterea nequaquam illis legibus judicari poterit, qua nonnisi subjectos, quibus scripta sunt, tenent.* §. 142, 143.

a, par exemple, (6) causé une émotion de la Populace, son intention est-elle sans effet? Et, s'il falloit faire cette distinction, n'auroit-elle pas également lieu pour toute sorte de Crimes? KIRCHNER n'est pourtant pas le premier qui aît avancé cette pensée. ALBERIC GENTIL (d) lui en avoit fraié le chemin.

(d) *De  
Legation.  
Lib. II.  
Cap. 18.*

(a) *Ibid.  
Cap. 19.  
in fin.*

(b) *De J. B.  
ac Pac.  
Lib. II.  
Cap.  
XVIII. §. 4.*

§. IX. ON voit, combien les opinions sont ici différentes, aussi bien que les raisons dont chacun se sert pour soutenir la sienne. ALBERIC GENTIL (a), & après lui GROTIUS (b), disent, qu'il y en a qui veulent, que, quand il arrive quelque démêlé sur ce sujet, on consulte les Peuples & les Nations. GROTIUS compare ensemble l'utilité du droit de punir, avec celle qui revient de la sûreté des Ambassades: & il croit avec raison, que, pour juger auquel de ces deux avantages on doit avoir plus d'égard, il faut voir quelle est ici la volonté des Peuples. Or, ajoute-t-il, *les exemples ne suffisent pas pour nous donner là-dessus toutes les lumières nécessaires, parce qu'il y en a un assez grand nombre pour & contre. Il faut donc avoir recours au jugement des personnes sages, & aux conjectures qu'on peut avoir de la volonté des Peuples.* Il produit ensuite ces jugemens & ces conjectures, comme autant d'avantcoureurs de son opinion, qu'il expose un peu plus bas. Mais, pour moi, quand il s'agit du

(6) KIRCHNER suppose, ce me semble, qu'il n'y a rien eu de tel, & que tout s'est passé en machinations secrètes. Il veut donc, que, si une Conjuración a été éventée, avant que les Conjurez aient pû faire leur coup, quoi qu'ils eussent pris des mesures pour cela; on imite les Romains, qui se contentèrent de chasser les Ambassadeurs des Tarquins, & qu'on ne les fasse pas mourir pour cela seul, comme on puniroit, selon le Droit Romain, des Sujets qui se seroient ainsi

du Droit des Gens, je ne m'en rapporte pas tant à des autoritez & à des conjectures, qu'à des exemples. Si jamais il y eut matière, sur quoi les témoignages varient, c'est celle-ci: & je pourrois faire voir, dans l'Histoire, tant ancienne, que moderne, de grandes autoritez pour & contre, qui sont telles, qu'on ne fait presque quelles doivent l'emporter. GROTIUS n'a cité que TITE LIVE, & SALLUSTE; dont j'examinerai les passages, quand nous en serons venus aux exemples de ce qui s'est pratiqué parmi les Nations. Pour ce qui est des conjectures, elles ne sont autre chose que des raisons tirées d'une présomtion du consentement des Peuples, & sur lesquelles on ne peut pas faire tant de fonds, que d'en inferer que telle ou telle maxime doit être regardée comme une règle de Droit, préférablement à d'autres. C'est ce que GROTIUS lui-même reconnoît un peu auparavant, où, après avoir rapporté divers sentimens de différens Auteurs, il ajoûte: (c) *Les raisons, que* (c) Ibid. num. 22 *chacun des partisans de ces opinions allèguent, ne concluent rien de précis; parce que les règles du Droit des Gens dont il s'agit, ne sont pas des conséquences démonstratives, qui se déduisent de principes fixes & immuables, comme celles du Droit Naturel, mais des choses qui dépendent de la volonté des Peuples. Il faut donc, selon ce que dit* ici

ainsi rendus coupables du Crime de Léze-Majesté: §. 141, & seqq. L'expulsion de l'Ambassadeur est, dit-il, pour lui, une punition suffisante, parce qu'il ne peut point être puni selon les Loix Civiles du pays où il est en Ambassade, mais selon le Droit des Gens, qui n'autorise pas à punir la simple intention sans effet, aussi rigoureusement qu'un Crime actuellement commis.

ici GROTIUS, en appeller principalement aux jugemens des Nations mêmes, quand il est question de savoir, si un Ambassadeur, nonobstant le crime qu'il a commis, est encore sous la protection du Droit des Gens, & si cela a lieu, ou non, en matière de toute sorte de Crimes ? Or on ne peut connoître ces Jugemens des Peuples, que par des exemples : & les exemples sont ici en si grand nombre, qu'il semble qu'après les avoir bien examinez, on ne doit point trouver de peine à prononcer sur la question, dont il s'agit, laissant même à quartier tout l'étalage des autres preuves de peu de force.

§. X. JE crois donc que, de ces exemples seuls, on peut conclurre, autant qu'il est nécessaire pour prouver ici le consentement des Peuples, & par conséquent le Droit des Gens ; Qu'un Ambassadeur, quelque crime qu'il aît commis, ne doit point être accusé ou puni juridiquement, dans le lieu où il est en Ambassade, mais qu'il faut alors se conduire, à son égard, de la manière que le prescrit GROTIUS (a) dans les paroles suivantes. *Si l'Ambassadeur, dit-il, a commis quelque crime, dont on croie pouvoir ne pas se formaliser, il faut ou faire semblant de l'ignorer, ou ordonner à l'Ambassadeur de sortir de nos Etats.... Que si le crime est énorme, & qu'il tende à causer du préjudice à l'Etat, il faut*  
ren-

(a) Ibid.  
num. 5, 6.

§. X. (1) C'est-à-dire, encore même que le danger soit pressant : autrement il n'y auroit point de différence entre l'opinion de nôtre Auteur, & celle de GROTIUS, qui, comme il paroît par les paroles même qu'on vient de citer, veut que, si le Crime est énorme, & tel même qu'il en puisse revenir du préjudice à l'Etat, on se contente de renvoyer l'Ambassadeur à son Maître.

§. XI. (1) Sur ce pié-là, la raison est sans réplique. Mais  
en

*renvoyer l'Ambassadeur à son Maître, en demandant à celui-ci de deux choses l'une, ou qu'il punisse son Ministre, ou qu'il nous le livre.* GROTIUS, un peu plus bas, permet, pour aller au devant d'un danger pressant, s'il n'y a pas d'autre moyen commode, & d'arrêter un Ambassadeur, & de procéder contre lui par voie d'interrogatoire. Je me range à cette opinion, sans balancer. Si ce n'est que, quand il s'agit même de (1) grands Crimes commis par un Ambassadeur, je trouve qu'il vaut mieux se contenter de le faire sortir du pais. Cela est autorisé par les exemples de la pratique des Nations, que j'alléguerai dans le Chapitre suivant. En attendant, je dirai ici, que les raisons, sur lesquelles la généralité de la règle peut être fondée, me paroissent les plus fortes & les plus équitables.

§. XI. GROTIUS dit très-bien, qu'il faut avoir ici plus d'égard à ce que demande l'utilité des Ambassades, qu'à l'avantage qui revient de la Punition, parce que la Puissance, qui a envoyé l'Ambassadeur, peut le punir elle-même : que si elle ne le fait, on est en droit de le lui demander, & après un refus, de lui déclarer la Guerre pour ce sujet, si on le juge à propos. Au lieu que, si l'on permet à la Puissance qui a reçu un Ambassadeur, de le mettre en prison & de le punir, du moment (1) qu'il aura commis quel-

en matière de grands Crimes, qui d'ordinaire ne sont guères douteux, & qu'il faut du moins supposer ici tels, il y a de quoi opposer à cet inconvénient. Qu'il me soit permis de copier mot-à-mot ce que j'ai dit dans une Note sur le Chapitre de GROTIUS, où la matière est traitée, & qui étoit imprimé avant que le Livre de Mr. DE BYNKERSHOEK parût, mais qui apparemment ne verra le jour qu'après cette Traduction. „ Il ne s'agit point ici de l'utilité qui peut  
„ re-



quelque Crime, son Ambassade sera entièrement inutile. Lors même qu'il n'en aura commis aucun, il sera tous les jours exposé à être accusé par toute sorte de sujets: *car*, comme ajoûte GROTIUS, *les vûes de la Puissance qui envoie des Ambassadeurs, & celles de la Puissance qui les reçoit, étant différentes pour l'ordinaire, & souvent même opposées, on ne manquera guères de trouver quelque chose à redire dans la conduite de ces Ministres Etrangers, à quoi on donnera le nom de crime avec assez d'apparence.* Je ne sais pour-  
quoi, sur cette question, on se figure les Prin-  
ces,

„ revenir de la Peine, lors que le Crime est une fois commis,  
„ mais de ce qui est nécessaire pour empêcher qu'on ne le  
„ commette. La sûreté des Ambassadeurs doit être enten-  
„ due de telle manière, qu'elle n'emporte rien de contraire  
„ à la sûreté des Puissances, auprès desquelles ils sont  
„ envoyez, & qui autrement ne voudroient ni ne de-  
„ vroient les recevoir. Or qui ne voit, que les Ambassa-  
„ deurs seront moins hardis à entreprendre quelque chose  
„ contre le Souverain ou les Membres de l'Etat Etranger, dans  
„ les terres duquel ils ont été admis, s'ils craignent qu'en  
„ cas de trahison, ou de quelque autre malversation confi-  
„ dérable, le Souverain du país pourra lui-même en tirer  
„ raison; que s'ils n'ont à appréhender que le châtiment de  
„ leur Maître, dont ils pourront aisément se mettre à cou-  
„ vert, soit parce que souvent ils sont assurés de sa conni-  
„ vance ou de son approbation tacite, soit à cause qu'ils  
„ espéreront que, dans le tems qu'il faudra pour lui donner  
„ avis de leurs crimes, ils trouveront moien de se retirer  
„ ailleurs. ” *Not. 7. sur le §. 4.* J'ajouterai ici, pour ce qui  
regarde les Crimes énormes, actuellement commis, que  
l'Ambassade par là devient dès-lors également inutile au  
Prince, qui avoit envoyé l'Ambassadeur coupable, puis que  
l'autre Puissance, contre qui le Crime a été commis, n'au-  
ra garde de vouloir désormais reconnoître un tel Ministre.  
La permission qu'on donne de le congédier ou de le chasser,  
le suppose. Qu'il soit donc puni alors, ou qu'il soit renvoyé,  
c'est tout un, par rapport à l'utilité que son Maître peut tirer  
de l'Ambassade. Au reste, voiez, sur cette matière, un  
passage remarquable de BOUCHER, *Bibliothèque du Droit*  
Fran-

ces, qui envoient quelque Ambassadeur, comme (2) autant de monstres, plus disposez à laisser impunis les crimes de leurs Ministres, que ceux chez qui ils ont été commis pendant l'Ambassade ne le sont eux-mêmes à le souffrir patiemment. J'avouë que, si un Ambassadeur a tramé quelque chose, par ordre de son Maître, contre l'Etat où il réside en Ambassade, il n'a rien alors à craindre de sa part. Mais, en ce cas-là même, s'il y a quelque injustice, c'est une de celles qui sont recompensées par (3) l'utilité publique.

## §. XII.

*François, Tom. I. pag. 161. qui est cité dans les Réflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs, pag. 171, & suiv.*

(2) J'avouë qu'on ne doit pas légèrement, se faire d'eux cette idée. Mais malheureusement l'Histoire, Ancienne & Moderne, ne nous fournit que trop d'exemples de Princes, qui n'ayant presque d'autre règle de Politique, que leurs passions ou leur intérêt, sont capables, je ne dirai pas d'approuver après coup, & de laisser impunis les plus grands Crimes de leurs Ministres, sous quelque prétexte frivole; mais encore d'en être eux-mêmes les premiers moteurs, quoi qu'ils tâchent toujours de sauver les apparences. Si le Maître de l'Ambassadeur coupable de quelcun de ces Crimes énormes contre l'Etat ou le Souverain, tels qu'il les faut supposer ici, a paru, dans plusieurs occasions, se conduire par ce principe; on ne peut guères espérer de sa part aucune satisfaction, sur tout en certaines circonstances.

(3) Ce que demande ici l'utilité commune des Nations, doit être également fondé sur ce qui est nécessaire pour la sûreté & l'intérêt de l'une & l'autre Puissance. Un Prince n'envoiera pas facilement; il est vrai, des Ambassadeurs, qui soient ou soumis à la Jurisdiction de celui à qui il les envoie, ou exposez à être punis, comme Ennemis, pour de legers Crimes, ou qui ne nuisent qu'à quelque peu de Particuliers. Mais, d'autre côté, un Prince ne voudroit guères recevoir d'Ambassadeurs Etrangers, s'il croioit ne pouvoir jamais se faire raison lui-même des attentats contre sa personne, ou son Etat, lors qu'il auroit tout lieu de douter, si le Maître de l'Ambassadeur lui en donneroit satisfaction, ou qu'il jugeroit à propos, pour sa sûreté & celle de son Etat, d'en tirer lui-même

§. XII. JE me fonde ici principalement sur la raison, dont GROTIUS fait son capital, c'est que, par un consentement unanime des Nations, un Ambassadeur n'est point censé Sujet (1) de la Puissance auprès de qui il exerce son emploi. Mais, comme j'ai établi au long ci-dessus cette raison, il n'est pas besoin de s'y arrêter davantage.

§. XIII. IL SEMBLE, au reste, que, par cela même qu'un Ambassadeur n'est point Sujet de l'Etat où il réside, on ne puisse pas plus lui ordonner de ne point paroître désormais à la Cour, ou de sortir des terres de nôtre domination; que le punir, lors qu'il a commis quelque crime. Mais ces ordres n'emportent pas tant une peine, qu'un acte de défense, par lequel on ne fait qu'empêcher que l'Ambassadeur ne continuë à nous nuire ou en nôtre personne, ou en ce qui nous appartient : & personne n'a jamais nié, qu'il ne fût permis de se défendre contre les Ambassadeurs. C'est pourquoi, selon le Droit

même vengeance. Or il ne serviroit de rien, qu'une Puissance fût disposée à envoyer des Ambassadeurs, si l'autre n'étoit disposée à les recevoir. Le but & l'usage des Ambassades exige nécessairement, qu'on accorde toujours ces deux choses ensemble.

§. XII. (1) On ne prétend pas non plus que, dans les cas, dont j'ai parlé, il soit puni, comme Sujet. Il le sera comme Ennemi: & ainsi cela ne donne aucune atteinte à l'engagement tacite où l'on est entré, en recevant l'Ambassadeur, de le regarder comme indépendant de nôtre Jurisdiction. Nôtre Auteur lui-même pose plus bas (*Chap. XXII. §. 3.*) un cas, où un Ambassadeur peut devenir Sujet de la Puissance, chez qui il réside en Ambassade, sans avoir lui-même commis aucun Crime. Que si, après avoir decouvert une trahison, ou quelque autre semblable attentat contre la personne du Souverain, ou contre l'Etat, on suit l'ordre des procédures judiciaires contre l'Ambassadeur, bien loin que celui-

Droit Romain, quoi qu'une personne revêtuë de quelque Emploi Public n'ait ni juridiction, ni pouvoir de décerner aucune peine, elle peut néanmoins faire avec autorité certaines défenses, comme le dit le Jurisconsulte (1) *CALLISTRATE*, en parlant de (2) l'Intendant des Finances de l'Empereur dans les Provinces. Comme on n'est point obligé de recevoir toute sorte d'Ambassadeurs, on n'est pas non plus tenu de garder tous ceux que l'on a une fois reçûs. Lors qu'un Ambassadeur Etranger est lui-même cause qu'on le fait sortir du pais, on ne lui fait pas plus de tort en le chassant, qu'on ne lui auroit fait en ne le recevant pas. C'est le seul moyen qu'on a de pourvoir à sa propre sûreté, & de respecter en même tems le caractère d'Ambassadeur. Tout Père de famille peut avoir, ou ne pas avoir, des Etrangers en sa Maison, comme bon lui semble : pourquoi refuseroit-on le même droit à un Prince, dans ses Etats ? Il faut certainement le lui accorder, si l'on considère bien

celui-ci, ou son Maître, aient aucun sujet de s'en plaindre, ils doivent au contraire regarder cela comme une preuve, qu'on ne veut pas en venir légèrement aux dernières extrêmes, ni rien omettre de ce qui est nécessaire pour que le Crime soit bien averé, & le Coupable duement convaincu.

§. XIII. (1) *Si tamen, quasi tumultuosum vel injuriosum adversus colonos Cæsaris, prohibuerint* [Curatores Cæsaris] *in pradia Cæsariana accedere, abstinere debbit: idque Divus Pius Julio rescripsit.* DIGEST. Lib. I. Tit. XIX. *De Officio Procuratoris Cæsaris, vel Rationalis, Leg. III. §. 1.*

(2) Ces Intendans n'avoient ni Jurisdiction Civile, que pour les affaires du Fisc: ni Jurisdiction Criminelle, à moins qu'ils ne fussent en même tems Vice-Gouverneurs de Province, tel qu'étoit *Ponce Pilate*. Voyez ce que nôtre Auteur lui-même dit, dans ses doctes *Observationes Juris Rom.* Lib. II. Cap. XX. XXI.

bien les Coûtumes reçues là-dessus chez les Nations.

## CHAPITRE XVIII.

*Quel est l'USAGE DES PEUPLES, à l'égard  
du Juge compétent des Ambassadeurs,  
en matière de CRIMES.*

§. I. **C**OMME nous avons presque adopté l'opinion de GROTIUS, sur ce qui regarde le Juge compétent des Ambassadeurs pour affaires criminelles, nous devons nous attacher principalement à la prouver par l'USAGE DES NATIONS.

§. II. MAIS il faut auparavant écarter d'ici quelques préjugés, dont on se sert ordinairement, & qui cependant ne font rien au sujet. Ceux qui ont traité des Ambassadeurs & des Ambassades, après avoir étalé au long le respect dû, par le Droit des Gens, à ces Ministres Etrangers, passent d'abord à parler des Puissances, qui, foulant aux pieds ce Droit, ont fait mettre en prison, battre, ou mourir même, des Ambassadeurs, quoi que ceux-ci montrassent les ordres qu'ils avoient de faire telle ou telle chose. Il est arrivé souvent, qu'un Prince, transporté de colère, l'a déchargée sur les Ambassadeurs qu'on lui envoioit, prenant dans leur sang une vengeance, qu'il ne se voioit pas en état de tirer par la force ouverte des Armes. Si je voulois  
don-

CH. XVIII. §. III. (1) Dans ses *Mémoires*, par exemple, pag. 34. & suiv. de la 1. Edit. pag. 43, & suiv. 2. Edit. & dans *L'Ambassadeur*, Liv. I. Sect. XI. pag. 278, 279. & Sect.

donner ici des exemples de Nations barbares, & même de Nations civilisées, qui ont quelquefois osé en venir à de telles extremitez, j'aurois à produire & à copier bien des choses, mais qui ne feroient rien au sujet. Tout le monde tombe d'accord, que, quand on maltraite un Ambassadeur, en haine du Prince qui l'a envoyé, ou lors que celui-ci n'a fait qu'exécuter ses ordres, quoi qu'on les trouve desagréables; on viole le droit de la Société Humaine, en foulant aux pieds un engagement fondé sur des conventions tacites. Mais autre chose est de savoir, comment on doit agir envers un Ambassadeur, lors qu'il a commis des Crimes qui n'ont aucun rapport avec l'Ambassade, & si le Prince même, auprès duquel il est envoyé peut le punir, ou sans autre forme de procès, ou par les voies ordinaires de la Justice.

§. III. Nous devons aussi passer sous silence les exemples d'Ambassadeurs, qui étant venus à user de voies de fait, ont été à leur tour repoussés & reprimez par la force: car ce cas-là n'appartient pas non plus à notre question, & nous l'avons déjà exclu, dans le Chapitre précédent. C'est pour la même raison, que l'Empereur d'*Allemagne* rejetta les plaintes qu'on lui faisoit, sur ce qu'il avoit donné ordre d'arrêter le Prince de *Furstemberg*, quoi que véritablement revêtu du caractère d'Ambassadeur. Cette affaire causa de grands troubles, comme on le peut voir dans le

(a) MERCURE HOLLANDOIS, & en plusieurs endroits du Livre de (L) WICQUEFORT:

mais

(a) *Hollandsche Mercur.*  
Ann. 1674.  
pag. 62, 63.

Sect. XXVII. pag. 872. Il s'agit du fameux *Guillaume Egon*, que l'Empereur *Leopold* fit enlever, & qui depuis aiant été fait Cardinal, a donné occasion à bien des troubles.

mais le détail en est trop long, pour que nous nous arrêtions ici à examiner si ce qui s'y passa étoit ou non, dans les règles; & il y eut plusieurs incidens, qui sont hors de nôtre sujet. En l'année M. DC. LVIII. pendant le siège de *Copenhague*, un Ambassadeur de *Suède*, qui se trouvoit dans la Place, étant accusé de préparer des armes, pour les faire prendre à ses gens, fut mis aux arrêts, sous bonne garde militaire, dans un lieu public, comme (b) AITZEMA le rapporte. Mais ce n'étoit-là encore qu'une espèce de défense, mise en usage dans un danger pressant, pour se mettre à couvert d'une violence injuste.

(b) Lib.  
XXXVIII.  
pag. 100.

§. IV. IL FAUT avouer pourtant, après avoir ainsi réduit la question à ses justes termes, qu'on trouve des exemples d'Ambassadeurs Etrangers, ou de gens de leur fuite, contre lesquels on a procédé criminellement, dans le país où ils résidoient, & où ils avoient commis quelque crime. Voici ce que dit CORNELIUS NEPOS, au sujet de *Pélopidas*: (1) *Comme il vouloit réduire la Thessalie sous la domination des Thébains, il se croioit assez en sûreté par le caractère d'Ambassadeur, qui est sacré & inviolable selon la coûtume de tous les Peuples: néanmoins le Tyran ALEXANDRE de Phères le fit arrêter* &

§. IV. (1) *Et quum Thessaliam in potestatem Thebanorum cuperet redigere, legationisque jure satis tectum se arbitraretur, quod apud omnes Gentes sanctum esse consuesset, à Tyranno Alexandro Pheræo, simul cum Ilienia comprehensus, in vincula coniectus est.* Vit. PELOPID. Cap. V.

(2) *Missique, qui sequerentur [Phileam Tarentinum, & obsides] ab Tarracina comprehensos omnes retraxerunt. Deducti in Comitio, virisque, adprobante Populo, cassi, de saxo deiciuntur.* T. LIV. Lib. XXV. Cap. VII. in fin.



Et mettre en prison, lui Et ISME'NIAS. Ce fameux Général d'armée ne fut pourtant pas puni ensuite, comme il paroît par ce que l'Historien ajoûte. Mais voici un exemple de punition, & un exemple éclattant, qu'on trouve dans TITE LIVE. *Philéas*, de *Tarente*, étant à *Rome* en Ambassade, fit sauver de prison, en gagnant deux Sacrificateurs, quelques Otages *Tarentins*, & s'enfuit avec eux : mais aiant (2) été tous repris, Et menez dans la Place des Assemblées Publiques, ils furent fouettez, avec l'approbation du Peuple, Et jettez ensuite du haut d'un rocher en bas.

GROTIUS (a) & d'autres, excusent ce procédé rigoureux, par la raison que les *Tarentins* aiant été vaincus, étoient devenus Sujets des *Romains*, ou plutôt parce que leur Ville même étoit occupée par une Garnison des *Romains*. Mais je doute, que la justification soit bonne : car *Philéas* étoit à *Rome* en qualité d'Ambassadeur des *Tarentins*, & y résidant sur ce pié-là, il devoit aussi jouir inviolablement des droits de son Ambassade.

§. V. VOILA pour l'Ambassadeur lui-même. SALLUSTE nous fournit un exemple de procédures criminelles faites contre une personne de la suite de l'Ambassade. C'est *Bomilcar*, (1) qui étant, dit-il, de la suite de celui (2) qui étoit

§. V. (1) *Fit reus, magis ex aquo bonoque, quam ex Jure Gentium*, *Bomilcar, comes ejus, qui Romam fide publicâ venerat.* Bell. Jugurth. Cap. XXXV. (39. Edit. Waff.)

(2) C'est-à-dire, de *Jugurtha*, qui n'étoit nullement Ambassadeur. Le Préteur *L. Cassius* étoit allé exprès en *Afrique*, pour l'amener à *Rome*, & avoit eu bien de la peine à lui persuader de venir implorer la clémence des *Romains*. Il est vrai qu'il lui donna pour sûreté la foi publique, & la sienne : & c'est par là que l'exemple a quelque rapport avec le sujet, dont il s'agit.

(a) De J.  
Bell. ac  
Pac. Lib. II.  
Cap.  
XVIII. §. 4.  
num. 5.

*étoit venu à Rome sous la foi publique, fut mis en Justice, plutôt par un principe d'Equité, que selon le Droit des Gens.* On voit là une accusation intentée en Justice dans les formes. Car pour ce que SALLUSTE ajoute, qu'on doit juger d'un tel procédé *par les principes de l'Equité, plutôt que par le Droit des Gens*, cela ne change rien à l'affaire, & prouve seulement (3) que l'Historien pensoit ainsi là dessus, & qu'encore que le respect pour le Droit des Gens parût demander qu'on relâchât *Bomilcar*, on ne trouva pas à propos de le faire, comme y aiant là quelque chose de contraire aux *principes de l'Equité*, que des gens, sur tout (4) peu versez dans le Droit, se forgent aisément, & qu'ils se forgeoient dans le cas dont il s'agit; car il leur sembloit, que, dans les règles de l'Equité, le Crime doit toujours être suivi de la Peine, sans distinction de personnes. C'est ainsi qu'on doit

EX-

(3) Cela étant, voilà un grand inconvénient à fonder le Droit des Gens sur des exemples. Pour trouver ces exemples, il faut les chercher dans les Historiens: & comme les Historiens jugent ordinairement des faits qu'ils rapportent, selon les idées qu'ils ont de la Justice & de l'Equité, peut-on se fier à ce qu'ils disent?

(4) Voici encore un autre grand embarras. Car on tournera la medaille, & l'on dira, que ceux, qui, dans d'autres occasions, ont cru devoir agir autrement, se faisoient de vains scrupules, faute d'être assez versez dans le Droit. D'ailleurs, l'Usage étant une chose de fait, s'il est clair & constant, comme on doit le supposer ici, d'où vient qu'on met seulement en question ce qu'il a une fois décidé? Et cependant voici une décision toute contraire; on avoué même, que ce n'est pas la seule.

(5) J'avoué qu'il m'a paru, & qu'il me paroît encore avoir été assez bien expliqué, sur tout par JEAN RIVINS: & je vais copier ce que j'ai dit là-dessus, dans ma Note sur l'endroit où GROTIUS le cite. „ L'Historien veut dire, „ qu'encore qu'à la rigueur on pût d'abord faire mourir Bo- „ mil-

expliquer le passage de SALLUSTE, qui a été très-mal entendu par (5) la plupart des Interprètes.

§. VI. ON trouve encore ici, dans l'Histoire Moderne, des exemples semblables à ceux que je viens de rapporter. Le Pape *Paul IV.* fit mettre en prison *Garcilasso de la Vega* Ambassadeur d'*Espagne*, parce qu'il cabaloit à Rome: & comme le Duc d'*Albe* s'en plaignoit, le Pape lui répondit: *Que si Vega s'étoit tenu dans les bornes de sa commission & de son emploi, on ne lui auroit fait aucun mal: mais qu'ayant trempé dans des complots, des séditions, & des machinations secrètes, contre le Prince à qui il avoit été envoyé, il s'étoit rendu coupable comme simple Particulier, & en cette qualité il méritoit le supplice; comme le raconte FRA PAOLO, dans son Histoire (1) du Concile de Trente.* Mais l'affaire n'eut point de suite, & l'Ambassadeur en fut quitte pour la

„ *milcar*, selon le Droit des Gens, à cause de l'affassinat  
 „ de *Massiva*, sans lui donner le tems de plaider sa cause  
 „ en Justice; cependant, pour user de douceur envers lui  
 „ (c'est ce que signifie ici, comme en bien d'autres endroits,  
 „ *ex aequo & bono*) on voulut bien lui accorder cette grace,  
 „ qui servit à le sauver, comme il paroît par la suite. Ainsi  
 „ ces paroles, *comes ejus, qui Romam fide publicâ venerat*,  
 „ bien loin de donner à entendre, que, parce qu'il étoit de  
 „ la suite d'une personne venuë avec saufconduit, on ne  
 „ pouvoit lui rien faire, selon le Droit des Gens, insinuent  
 „ au contraire, qu'ayant commis un crime si atroce, il s'é-  
 „ toit rendu par là d'autant plus digne d'être puni sans délai,  
 „ qu'il étoit venu sous la foi publique.

§. VI. (1) *Si Vega intra mandati fines, & Legati munus se continisset, nihil damni passurum. Sed, quum consiliorum, seditionum, machinationum, clam in eum Principem, ad quem fuerat missus, initarum particeps sit, tamquam privatum improbè egisse, atque, ut talem, supplicium meruisse.* Lib. V. pag. 364, 365. Ed. Latin. Gorinch. 1658.

la prison dont ensuite on le mit dehors. D'autres Princes sont allez plus loin. Quelques Ambassadeurs du Roi de *Perse* s'étant donné trop de liberté dans un Festin, furent tuez en (2) *Macedoine*. Un Ambassadeur (3) envoyé en *Portugal*, y aiant commis adultère, y fut puni de mort. La même chose arriva (4) à *Milan*, à un Ambassadeur de *France*, pour cause de meurtre. KIRCHNER (a) rapporte ces trois exemples, & allé-  
gue là-dessus de bons garands. Dans le premier néanmoins on tira vengeance du crime sur le  
champ

(a) *Legat.*  
*Lib. II.*  
*Cap. I.*  
*num. 115.*  
*& seqq.*

(2) Ils étoient envoyez à *Amyntas*. Après avoir largement bû, dans un festin, ils prièrent ce Prince de faire venir ses Femmes, & celles de son Fils *Alexandre*. Et comme on leur eût accordé cela, quoi qu'avec répugnance, ils s'abandonnèrent si fort aux mouvemens que leur inspiroient de tels objets, que le Fils, moins endurant, que son Père, le pria de fortir, pour exécuter un dessein que sa jalousie lui suggera sur le champ. Il fit déguiser en Filles des Jeunes Gens, qu'il plaça dans une Chambre, où les Ambassadeurs s'attendoient de prendre les dernières libertez avec ces Dames, mais où ils furent tuez par ceux qui n'en avoient que l'habit. Voyez HERODOTE, *Lib. V. Cap. 18. & seqq.* JUSTIN. *Lib. VII. Cap. 3.*

(3) KIRCHNER cite, pour ce fait, WARSEVICIUS, *Orat. Funebr. Stephani, Reg. Polon.*

(4) Il n'y a point ici d'Auteur cité, dans le Livre de KIRCHNER; & il ne nomme pas non plus l'Ambassadeur, qui eut ce triste sort. Il s'agit de *Merveille* (ou *Maraviglia*) Gentilhomme Milanois, qui étoit, de la part de *François I.* auprès de *François Sforze*, dernier Duc de *Milan*. Un Gentilhomme de la Maison de *Castiglione* aiant insulté à diverses fois les Domestiques du Ministre de *France*, ceux-ci le tuèrent, en se défendant, & non pas leur Maître, comme on pourroit l'inferer de la manière dont s'exprime KIRCHNER (*homicidii pœnam luit*) & avant lui, ALBERIC GENTIL (*homicidii convictus*, de *Legation. Lib. II. Cap. XVII. pag. 119.*) Tout se passa, dans cette affaire, de la manière du monde la plus irrégulière, en sorte qu'il y a grande apparence que le Duc voulut se défaire, à quelque prix que ce fut, de *Merveille*, pour faire sa cour à l'Empereur. Voyez les

Mé-

champ & sans mûre délibération, plutôt que par des procédures judiciaires. Et dans le dernier il y avoit lieu de douter, si celui qui fut condamné au dernier supplice étoit véritablement Ambassadeur. On trouvera dans (5) WICQUEFORT, les raisons pour lesquelles cela pouvoit être contesté. ALBÉRIC GENTIL parle d'un Ambassadeur de *Venise*, qui fut aussi puni de mort à *Milan*, pour cause (6) d'adultère. TESMAR, dans ses (7) Notes sur GROTIUS, fait mention d'un autre Ambassadeur puni, pour  
avoir

*Mémoires de MARTIN DU BELLAY, Liv. IV. fol. 153; & suiv. Ed. de Paris, 1573. & l'Hist. de France du Père DANIEL, Tom. V. pag. 300. & suiv.*

(5) *Mémoires*, pag. 47. Il en parle aussi, dans son *Ambassadeur*, Liv. I. Sect. XI. pag. 275. 276. Mais les raisons, qu'on alléguoit pour contester à Merveille la qualité & les Droits de Ministre Etranger, paroissent de pures chicanes.

(6) Il est vrai que cet Auteur avoit parlé un peu plus haut de l'Adultère, dont Théodat sembloit accuser les Ambassadeurs de *Constantinople*: mais immédiatement après, il rapporte l'exemple de quelques Ambassadeurs de *Lacedémone*, que l'on prétendoit avoir excité une sédition, mais que l'on relâcha. Au contraire, ajoute-t-il, un Ambassadeur de *Venise*, jugé coupable du même crime, fut, à ce qu'on dit, puni de mort à *Milan*, il n'y a que peu d'années: *Contra Venetus Legatus hujus maleficii solum judicatus, non multi anni sunt, Mediolani dicitur capite plexus.* De Legationib. Lib. II. Cap. XVII. pag. 119. Ainsi il semble que le crime du Ministre de *Venise* consistoit aussi à avoir causé quelque tumulte dans l'Etat.

(7) *Lib. II. Cap. XVIII. §. 4. lit. b.* C'est l'exemple de *Bernardin de Mendoza*, Ambassadeur d'*Espagne* en *Angleterre*. Mais la Reine *Elizabeth* se contenta de le faire sortir & emmener par force hors du Roiaume. Voyez CAMDEN, sur l'année 1584. pag. 379, & seqq. Edit. Elzevir. WICQUEFORT en parle dans ses *Mémoires*, pag. 141, 290. de la 2. Edit. & dans l'*Ambassadeur*, Liv. I. Sect. XXVII. pag. 824. & Sect. XXIX. pag. 903, 904. Et notre Auteur rapporte plus bas, dans ce Chapitre, (§. 8.) le même cas, en nommant l'Ambassadeur.

(b) Lib.  
XXXIV.  
pag. 75.  
& 132.  
(c) Ann.  
1674. pag.  
62, 63.  
(d) L'Am-  
bassadeur  
&c. Lib. I.  
Sect. 28.  
pag. 885,  
886.  
(e) In den  
eed van se-  
creteffe.

avoir excité une rebellion. Le Frère d'un Ambassadeur de *Portugal* en *Angleterre*, aiant tué un homme à *Londres*, & s'étant réfugié dans l'Hôtel de son Frère, à la suite de qui il étoit, *Cromwel*, Protecteur d'*Angleterre*, l'envoia prendre là, & lui fit trancher la tête, comme on le voit dans (b) AITZEMA, & dans le (c) MERCURE HOLLANDOIS; aussi bien que dans (d) WICQUEFORT, qui le désapprouve. Celui-ci ne se recrie pas moins sur ce qui lui arriva à lui-même, en l'année M.DC.LXXV. Il étoit à *La Haïe*, en qualité de Résident du Duc de *Lnnebourg*, mais en même tems au service des *Etats Généraux*, (e) sous serment de garder le secret. Cependant s'étant laissé gagner par argent, il communiqua quelques secrets de l'Etat à des Puissances amies, ou qui du moins n'étoient pas encore ennemies. Là-dessus, la *Cour de Hollande* le condamna, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, dans le Chapitre XI. de cet Ouvrage. Mais, comme je l'ai aussi remarqué au même endroit, il demouroit ici avant son Ambassade, en qualité de Sujet, & il n'avoit pas cessé de l'être.

§. VII. VOILA donc des Ambassadeurs punis, & pour des Crimes d'Etat, & pour des Crimes

§.VII. (1) Que les Ambassadeurs, comme tels, soient exemts de la Jurisdiction, proprement ainsi nommée, des Puissances auprès desquelles ils sont envoyez; & que toutes fortes de crimes n'autorisent point à les regarder & les traiter comme Ennemis: c'est ce qui paroît suffisamment par l'usage des Nations, & qui aussi peut, à mon avis, être prouvé, indépendamment de la coutume, par les règles générales de l'interpretation naturelle des Conventions tacites, & par ce que demande manifestement le but des Ambassades. Jusques-là tout est de plain pié. Mais de savoir où commence l'état d'hostilité, qui met fin au privilège de ces Ministres Publics, c'est

mes communs. On pourroit contester quelques-uns de ces exemples, comme y aiant des circonstances qui font qu'ils semblent ne pas se rapporter à la question du Juge compétent des Ambassadeurs, qui est ce dont il s'agit. Mais accordons qu'ils soient tous à propos, & qu'on puisse même en apporter un plus grand nombre : il ne s'ensuivra pourtant pas de là, que ces exemples fassent une règle du Droit des Gens. Personne ne nie, qu'en maltraitant sans sujet les Ambassadeurs on ne viole le Droit des Gens : & cependant il est certain, que plusieurs Nations en ont ainsi usé actuellement. Mais aussi elles se sont deshonorées par là dans le monde ; & il ne manque pas non plus de gens, qui ont blâmé les punitions, que je viens de rapporter, comme honteuses à ceux qui ont donné de tels exemples. J'ose assûrer, que les (1) exemples contraires, qu'on allégué ici, l'emportent, & l'ont toujours emporté, soit pour le nombre, soit pour le poids, parmi les Nations même, qui d'ailleurs ont quelquefois puni des Ambassadeurs, par un mouvement subit & indéléberé. Le Peuple Romain, dès son enfance, se déclara hautement & montra le chemin sur ce sujet, dans un cas très-remarquable. Car, après que *Tarquin* eut été chassé,

celui-

c'est sur quoi je ne sai si les exemples sont assez clairs, assez uniformes. En les examinant tous, avec toutes leurs circonstances, on trouvera peut-être qu'il est souvent assez difficile de décider, si la générosité, l'intérêt, ou quelque autre raison de Politique, n'ont pas eu plus de part à l'indulgence dont on a usé envers des Ambassadeurs coupables de trahison, que la crainte de manquer au respect qu'on croioit devoir conserver pour leur caractère, même après un Crime énorme contre l'Etat ou le Souverain. Voyez ce que je dirai ci-dessous, sur le §. 8. du Chapitre dernier.



celui-ci aiant envoié à Rome des Ambassadeurs, qui y tramoient toute autre chose que ce pour-quoi ils faisoient semblant d'être venus, (car ils travailloient secrètement à rétablir leur Maître, & à faire soulever en sa faveur la Jeunesse Romaine, plutôt qu'à obtenir le recouvrement des biens de ce Prince) on mit aussi-tôt en prison les Traîtres, dit (2) TITE LIVE, mais on balanca un peu, si l'on en useroit de même à l'égard des Ambassadeurs : cependant, quoi que ceux-ci semblaissent avoir mérité, par leurs mauvaises pratiques, d'être regardez & traités comme Ennemis, la consideration du Droit des Gens l'emporta. Tous ceux qui ont traité la question, dont il s'agit, ont rapporté cet exemple ; & il ne devoit point être oublié, à cause de l'atrocité du crime, (3) qui n'empêcha pas qu'on ne respectât

(2) *Proditoribus exemplo in vincula conjectis, de Legatis paululum addubitatum est : &, quamquam visi sunt commississe, ut hostium loco essent, jus tamen Gentium valuit.* Lib. II. Cap. IV. num. 7.

(3) Mais il y a ici la même difficulté, dont j'ai parlé sur le §. 4. à l'occasion du passage de SALLUSTE. Les Romains balancent, ils doutent, ils mettent en délibération, si le caractère d'Ambassadeurs doit être ici respecté, après un acte si manifeste d'hostilité : voilà qui rend l'usage douteux. De plus on peut fort bien expliquer le passage, en sorte qu'il s'ensuivra le contraire de ce qu'on en infère ordinairement. *Jus tamen Gentium valuit*, c'est-à-dire, *placuit heic valere, quod ceteroquin Juris Gentium fuisset, jam autem non erat.* On reconnut, que la conduite des Ambassadeurs de Tarquin autorisoit à les traiter en Ennemis, & par conséquent à n'avoir aucun égard au privilège qu'ils auroient eu d'ailleurs par le Droit des Gens : cependant on jugea à propos de ne point user du droit qu'on avoit de les punir. C'est ainsi que j'ai expliqué ce passage, dans mes Notes sur GROTIUS, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap. XVIII. §. 4. Note 4. & cela avant que d'avoir vu la Dissertation de feu Mr. COCCIJUS, *De Legato Sancto, non impuni*, où il donne la même

pectât le caractère d'Ambassadeur. Les *Romains*, dans les Siècles suivans, se réglèrent presque toujours sur la conduite, que leurs Ancêtres avoient tenuë dans un cas si éclatant. GROTIUS (a) rapporte, sur la foi de POLYBE, qu'un Ambassadeur, qui étoit à Rome, aiant fourni à des Otages, qu'on y gardoit, le moien de se sauver, on se contenta de lui dire, qu'il eût à fortir de la Ville: & cependant une autre fois les *Romains* imprudemment avoient puni de mort un pareil crime (4) en la personne d'un Ambassadeur de *Tarente*. KIRCHNER (5) a confondu mal-à-propos ces deux cas. GROTIUS, dans ses Notes, apporte un autre exemple, de quelques Ambassadeurs de *Carthage*, qui commirent des insolences à Rome, & qui pourtant n'y furent point punis, (6) mais renvoiez à Car-

(a) *Ubi supra*, §. 4.  
num. 5.

me explication, Sect. III. §. 3.

(4) Il fut jeté du haut d'un Rocher en bas, avec tous les Otages, qu'on avoit repris. Voiez TITE LIVE, Lib. XXV. Cap. VII. C'étoit le même *Phileas*, dont on a parlé, ci-dessus, §. 4.

(5) *Legat. Lib. II. Cap. I. num. 149.* où il dit, qu'on ordonna à *Phileas*, de sortir de la Ville en cinq jours. Cet Auteur s'est brouillé ici, en copiant ALBERIC GENTIL, *De Legat. Lib. II. Cap. XXI. pag. 138.* qui cite POLYBE, pour l'exemple de l'Ambassadeur, qu'on se contenta de congédier. GROTIUS a aussi copié GENTIL: mais il auroit été à souhaiter, que l'un & l'autre eussent marqué exactement l'endroit de POLYBE, où le fait se trouve. GENTIL dit: *Ut in Selectis habet POLYBIUS.* Je puis assurer, que je l'ai cherché long tems, & dans ces Extraits, & par tout ailleurs, sans l'avoir trouvé. Je m'imagine aussi, que, si Mr. de BYNKERSHOEK avoit lui-même lû cela dans l'Historien cité, il n'auroit pas manqué d'indiquer l'endroit.

(6) Bien loin de là: les *Carthaginois* aiant livré ces Jeunes Gens aux *Romains*, ceux-ci les renvoierent encore, sans leur faire aucun mal; comme le rapporte DION CASSIUS, que l'on cite, *Excerpt. Legat. num. 19.*

à *Carthage*. *Scipion l'Africain* en usa de même à l'égard d'un Ambassadeur, qui avoit très-mal agi, comme le rapporte *APPIEN d'Alexandrie*, cité par (7) *ANTOINE DE VÉRA*. Je trouve

(7) Dans son *Parfait Ambassadeur*, Liv. I. Chap. XLI. comme notre Auteur le cite, apparemment sur l'Edition Françoisse, qui a paru à *Leide* en M. DCC. IX. & que je n'ai point vuë. Mais voici ce que je trouve dans la Traduction du même Ouvrage Espagnol publiée en *Hollande*, l'année M. DC. XLII. sur la copie de *Paris*. „ Le Roi *Siphax* en-  
 „ voya cauteleusement une Ambassade à *Scipion*, quand il te-  
 „ noit la Ville d'*Utique* en *Afrique* assiégée, sous prétexte de  
 „ lui proposer des moyens de paix entre lui & les *Carthagi-*  
 „ *nois*; mais l'intention secrète étoit, afin que son Ambassa-  
 „ deur essayât de tirer & délier *Massinissa*, Roi de *Numidie*,  
 „ de l'affection qu'il portoit à *Scipion*, qu'il accompagnoit,  
 „ & le réduire à l'amitié de *Carthage*, & en cas que ce des-  
 „ sein ne se pût negocier, qu'il tâchât à prix d'argent de faire  
 „ perdre la vie à *Massinissa*, par le moyen de quelcun de ses  
 „ plus familiers suivans. L'Ambassadeur fit son ambassade  
 „ en public, & sa diligence en secret, sondant & tentant  
 „ *Massinissa* par tous les plus subtils artifices dont il se pût avi-  
 „ ser; mais le trouvant constant & fidèle pour les *Romains*, il  
 „ essaya de gagner un de ses Serviteurs pour exécuter la tra-  
 „ hison, auquel il donna tout comptant l'argent dont ils é-  
 „ toient convenus ensemble: mais ce serviteur l'ayant reçu,  
 „ alla déclarer au même instant la conspiration à *Scipion* &  
 „ à *Massinissa*, comme recite *Apian Alexandrin*, & nonob-  
 „ tant que la vérification en eût été faite contre l'Ambassa-  
 „ deur, il fut librement congédié. Pag. 131, 132. Il n'est  
 point parlé, dans l'Historien Grec, d'aucune Ambassade en-  
 voïée à *Scipion* par *Syphax*: & il y a toutes les apparences du  
 monde, que celui qui alla proposer à *Massinissa*, pour le dé-  
 tacher de l'alliance des *Romains*, que *Syphax* ne lui conteste-  
 roit plus le Roïaume des *Massésuliens*, & lui donneroit une  
 de ses Filles en mariage; le fit secrètement, sans prendre  
 le personnage public d'Ambassadeur auprès des deux Alliez.  
*APPIEN* ne le désigne que comme celui qui portoit la parole,  
 ὁ ταῦτα λέγων: & il dit seulement, que le Domestique de  
*Massinissa*, à qui l'on avoit donné de l'argent, pour assassiner  
 son Maître, l'alla déclarer à lui-même, & convainquit le  
 Traître, qui avoit voulu corrompre sa fidélité; pas un mot  
 de ce que fit *Massinissa*, & s'il congédia, ou s'il punit l'E-  
 missaire

ve aussi dans POLYBE <sup>(b)</sup> que les Romains d'ailleurs avoient accoutumé d'ordonner aux Ambassadeurs, en pareil cas, de sortir de la Ville.

(b) Excerpt.  
Legat. num.  
68.

## §. VIII.

miffaire de Syphax: Ο' δὲ λαβὼν ἔδειξε τῷ Μαρσωνάσῃ, καὶ τὸν δόντα ἔλεγε. De Bell. Punic. pag. 10. Ed. H. Steph. (16. Ed. Toll.) On voit par là, combien peu on peut se fier aux citations les plus circonstanciées, avant que de les avoir vérifiées. Un Traducteur François d'APPRIEN a pris ici le contrepied: car il fait dire à son Auteur, que celui des gens de Massinissa, qui avoit reçu la somme, en donna avis à son Maître, qui CHATIA le suborneur. Trad. de Mr. ODET PHILIPPE, Sieur DES MARES, pag. 18. Ed. de Paris, 1660. Au reste, pour revenir à la Traduction Française du Parfait Ambassadeur, que j'ai citée, je ne doute presque pas que ce ne soit la même, qu'on a rimprimée à Leide en M.DCC.IX. Feu Mr. BERNARD, en faisant l'Extrait de cette dernière Edition, soupçonna que c'étoit une nouvelle Traduction, faite sur l'ancienne, qu'on lui avoit dit avoir été publiée il y avoit environ cent ans. NOUVELLES DE LA RÉPUBL. DES LETTR. Octobr. 1709. pag. 443. Je ne fais s'il y en a une de si vieille datte: mais dans celle de M.DC.XLII. traduite par le Sieur LANCELOT, je trouve les mêmes choses, que le Journaliste blâme dans la dernière Edition, & qui lui font juger qu'elle n'est qu'une copie raccommodée: Seigneur Louis, Seigneur Jules, en bien des endroits. Je souhaiterois fort que l'entretien de notre conversation fût fondé sur cette matière. Pag. 28. Les Amphitrions (pour Amphictyons) au nom de la Grèce en envoyèrent quinze &c. pag. 82. Si ce n'est qu'à la page 32. on lit Hermolaus Barbarus, sans faire d'un même homme deux Auteurs différens, comme ont fait apparemment les Imprimeurs ou le Correcteur de l'Edition de Leide, qui pourroit bien ne différer de celle de M.DC.XLII. qu'en ce que celle-ci n'est point divisée en Chapitres, qu'elle annonce le nom du Traducteur, & non celui de l'Auteur Original; au lieu que dans l'autre on voit le nom de l'Auteur avec tous ses titres, mais le Traducteur ne se nomme point. Le Stile de celui-ci n'est pas assez mauvais, pour être du commencement du Siècle passé; & la conformité des endroits notez par Mr. BERNARD dans la dernière Edition, donne lieu de croire qu'elle y est conforme dans tout le reste.

§. VIII. Les autres Nations suivoient la même maxime. *Verrès* aiant violé une Fille, ceux de *Lampsaque* ne firent que le congédier, à cause qu'il étoit Ambassadeur: & ils suivirent, en cette occasion, le conseil des *Romains*, qui demeuroient chez eux pour le Négoces; ceux-ci, dit *CICERON* (1), leur aiant fait entendre, qu'il y avoit moins de mal à épargner un Scélérat, qu'à ne pas respecter un Ambassadeur. *Démocharès*, Ambassadeur d'*Athènes*, un jour que le Roi *Philippe* de *Macédoine*, auprès duquel il étoit envoyé, lui demandoit, comment il pourroit rendre service aux *Athéniens*, (2) répondit insollement, *Vous n'avez, SIRE, qu'à vous pendre*. Cette réponse semble mériter la corde. Néanmoins *Philippe*, pour ne pas violer le Droit des Gens, renvoia l'Ambassadeur, sans lui faire aucun mal. On trouve dans (a) *KIRCHNER* cet exemple, & plusieurs autres, de paroles injurieuses dites par des Ambassadeurs, & laissées impunies. *TESMAR*, dans ses Notes sur (b) *GROTIUS*, rapporte aussi divers exemples, & de l'Histoire Ancienne, & de l'Histoire Moderne, d'Ambassadeurs, qui n'ont été punis autrement, que par un ordre de sortir des terres de l'Etat.

(a) *Legat.*  
Lib. II.  
Cap. I.  
num. 193.  
et seqq.  
(b) *Ubi supra*, §. 4.  
nota 5.

§. IX. Les Annales des derniers Siècles nous fournissent un si grand nombre d'exemples d'Ambassadeurs coupables de divers crimes, dont ils n'ont pourtant pas été punis par les Puissances chez

§. VIII. (1) *Levius eorum peccatum fore, si homini scelerato pepercissent, quàm si Legato non pepercissent*. In *Verr. Lib. I. Cap. XXVII*.

(2) C'est ce qu'on trouve dans *SENEQUE*, *De Ira*, Lib. III. Cap. XXIII. Je ne sai ce que veut dire *KIRCHNER*, qui

chez qui ils étoient en Ambassade, que l'on est embarrassé à choisir. Souvent on a fait semblant de ne pas être informé de ces crimes. Souvent le Ministre coupable a été renvoyé à son Maître, afin qu'il le punît : mais la plupart du tems on a simplement congédié un tel Ambassadeur. Et on le fait d'ordinaire, sans consulter même le Prince, qui l'avoit envoyé, & sans son consentement ; quoi que quelquefois on lui donne avis, par Lettres, de la raison pourquoi on a congédié son Ministre : & il est bon de prendre ce dernier parti, si l'on veut ne pas rompre avec le Maître de l'Ambassadeur. *Etienne*, Roi de *Pologne*, donna ordre à des Ambassadeurs de *Moscovie* de sortir de ses Etats : & *Elizabeth*, Reine d'*Angleterre*, en usa de même en deux différentes occasions, l'une envers un Ambassadeur d'*Ecosse*, l'autre envers un Ambassadeur d'*Espagne*, qui avoient excité des séditions dans son Roiaume : trois exemples, que (a) GROTIUS rapporte dans ses Notes ; le premier tiré de Mr. (b) DE THOU ; les deux autres, de (c) CAMDEN. L'Ambassadeur Ecossois étoit *Jean Lesley*, Evêque de *Ross*, envoyé par *Marie*, Reine d'*Ecosse*. On délibéra & on contesta long-tems sur la manière dont il devoit être jugé & puni : mais enfin, après avoir été deux ans en prison, il reçut ordre simplement de sortir d'*Angleterre*. L'Espagnol étoit *Bernardin de Mendoza* : mais le Roi d'*Espagne* fut fort fâché qu'on eût ainsi chassé son

(a) *Ibid.* ad §. 5.  
(b) *Hist. Lib.* 73. ad ann. 1581.  
(c) *Ann. Angl.* ad ann. 1572. 1573. & 1584.

qui cite ici *Plut. in V. Phil.* Il n'y a point de Vie de *Philippe*, par *PLUTARQUE* ; & le conte, dont il s'agit, ne se trouve point ailleurs dans les Ecrits de ce Philosophe, ni dans aucun autre Auteur, que je sâche.

son Ambassadeur. Bien plus un (1) Ambassadeur de France aiant dressé des embûches à la vie de la Reine Elizabeth, & refusant de répondre à aucune accusation, pour ne pas faire du tort à son Roi, ni causer du préjudice aux droits des Ambassadeurs, on lui fit une légère reprimande, & du reste on laissa son attentat impuni, comme je le vois dans le même (d) CAMB DEN. Lors que Marie, Reine d'Ecosse, eut été condamnée à la mort, il y avoit des gens qui trouvoient, qu'on agissoit contr'elle trop rigoureusement, (2) parce, disoient-ils, que n'étant point Sujette, ce qu'elle avoit fait ne pouvoit être regardé comme un Crime de Léze-Majesté. Les Ambassadeurs, ajoûtoit-on, quoi qu'ils ne soient que Ministres d'un Prince, ne sont pas censez coupables de Léze-Majesté, lors qu'ils ont

con-

(d) Ad ann.  
1537. pag.  
447, 450.

§. IX. (1) C'étoit Sebastien de L'Aubespine : *Consurgens dixit, se, Legatum Regium, nolle, in fraudem Regis sui & Legatorum prajudicium, accusationem quamcumque audire. Annal. Angl. pag. 484. Edit. Elzevir. 1625.*

(2) *Quod in Majestatem peccare non posset, quia subdita non fuerit, & Par in Parem non habeat potestatem ... Quod Legati, Principum administri, si in Reges, apud quos in Legatione funguntur, conjuraverint, Majestatis crimine non teneantur, multo minus ipsi Principes.* CAMB DEN, ad ann. 1586. pag 474.

(3) Il étoit alors à Nurenberg ; & ces Légats lui avoient tenu des discours outrageans. On cite là-dessus, OTTON DE FRISINGUE, *De gestis Frideric. Imp. III. Cap. 10.*

(4) KIRCHNER le qualifie Héraut d'armes (Caduceator) & il dit, qu'encore que ce Héraut de France eût reproché aux Venitiens, d'une manière injurieuse, leur injustice, & dit, en plein Sénat, bien des choses insupportables à leurs oreilles, non seulement ils le souffrirent sans se fâcher, mais encore ils renvoierent le Héraut chargé de présens magnifiques : *Quod Caduceatoris Gallici libertatem, injustitie sese accusantis, multaque, qua tanti Senatûs auribus intoleranda esse videbantur, injuriose exprobrantis, a quo animo non solum tulerint, sed etiam muneribus honoratum splendide dimiserint.*

Cet



conjuré contre celui auprès duquel ils exercent leur Ambassade : à plus forte raison cela doit-il avoir lieu à l'égard des Princes mêmes. Il paroît par là, qu'on se servoît de l'exemple des privilèges qu'ont les Ambassadeurs, pour défendre la Reine d'Ecosse : & je n'examinerai pas ici, si on raisonne bien en ce cas-là. Il n'y a pas long-tems, qu'un Ambassadeur de (e) *Suede en Angleterre* étant accusé d'avoir conspiré contre l'Etat, on se contenta de le mettre sur un Vaisseau, & de le renvoyer au Roi de *Suède*. On trouve dans d'autres Auteurs des exemples d'Ambassadeurs, à qui l'on a simplement donné ordre de sortir du pais. L'Empereur (3) *Frideric I.* en usa ainsi à l'égard des Légats du Pape ; & les *Venitiens*, envers un Ambassadeur de (4) *France*, & un autre d'*Espagne* (5), comme le rapporte (f) KIRCH-  
 (e) Le Comte de Gyllenborg.  
 (f) Legat. II. Cap. I. num. 138. 175, 176.

Cet Auteur cite ici en marge G U I C C I A R D I N. *Lib. VII.* Il a copié ALBERIC GENTIL, qui dit un peu moins, que lui, se contentant de donner aux *Venitiens* la louange d'avoir renvoyé le Héraut, sans lui faire aucun mal : *Qui (recensente Lib. 7. GUICCIARDINO) Regis Galliarum Fetialem, denunciantem Reipublica bellum, injustitiamque aliaque exprobrantem, religiosè dimiserunt.* De Legation. *Lib. II. Cap. XX.* pag. 132. Le Livre de GUICCIARDIN est ici mal cité : car ce n'est pas le VII. mais le VIII. & voici tout ce qu'on y trouve ; *Le Héraut Montjoye arriva à Venise, lequel introduit devant le Duc & le Sénat, leur dénonça, au nom du Roi de France, la guerre ja commencée, les chargeant d'en avoir baillé plusieurs causes, plus apparentes, que vraies ou justes &c.* C'est la vieille traduction de H I E R O M E C H O M E D E Y num. 6. conforme à l'Original (pag. 422, 423. *Ed. de Geneve, 1654.*) Pas un mot de tout le reste. De sorte que l'exemple ne fait rien ici, comme on voit. Le P. DANIEL, qui parle de cette Déclaration de Guerre, faite par *Montjoye*, & qui cite d'autres Auteurs (*Hist. de France, Tom. IV. p. 711.*) ne dit non plus autre chose.

(5) C'étoit *Diego de Mendoza* ; & KIRCHNER cite là-dessus WARSEVIC, *De Legat.* qui rapporte une Harangue,

NER. Mais, sans aller plus loin, il suffit de renvoyer ici à ce grand Défenseur des Ministres Etrangers, ABRAHAM WICQUEFORT, qui, dans son grand Ouvrage, a pris à tâche de faire voir, que les Ambassadeurs, soit qu'ils aient troublé l'Etat, ou commis simplement quelque crime commun, ne dépendent point de la Jurisdiction du Souverain, auprès duquel ils exercent leur emploi. Pour prouver sa thèse, il a allégué, comme il le falloit, bon nombre d'exemples; mais c'est presque tout, & même ces exemples ne sont guères tirez que de l'Histoire Ancienne. S'il avoit joint à cela toutes les raisons, sur les-

où cet Ambassadeur parle librement & impertinemment au Senat de Venise.

(6) On lui a reproché, avec raison, de n'être point exact sur les faits & les circonstances. Voyez un passage de feu Mr. HUBER, qui a été cité ci-dessus, sur le *Chap. VIII.*

C. 5.

(7) On parlera de cela dans le *Chap. suivant*, §. 6.

(8) J'avouë, que la coûtume n'est que trop commune en France, & suivie non seulement par des Auteurs, qui se piquent de bel esprit, mais encore par quelques Auteurs qui faisant leur fort de l'Erudition, nous alléguent des passages ou des faits de l'Antiquité, sans citer personne, ou en citant leurs garands d'une manière si vague, qu'autant vaudroit-il presque qu'ils voulussent en être crus sur leur simple parole, souvent sujette à caution. On en est venu-là, parce que les Lecteurs polis, & même les Savans de bon goût, étoient rebuttez de l'abus énorme qu'on faisoit des citations, en les entassant sans nécessité, & interrompant par là la suite du discours; outre que ceux qui citoient le plus, n'étoient pas les plus exacts. Il auroit fallu garder un juste milieu: mais tel est le naturel des Hommes, qu'ils donnent tête baissée dans l'une ou l'autre des deux extrémités vicieuses. Du reste, si l'origine de la mode, dont il s'agit, doit être tout-à-fait mise sur le compte des François, c'est ce que je n'oserois décider. Il y a des Savans même, qui ont pû en donner l'exemple, long tems avant que les Ecrivains François se soient mis sur ce pié-là. L'imitation de l'Antiquité, dont

lesquelles il faut ici se fonder, j'aurois pû m'épargner la peine de composer ce Livre. Mais pour ce qui est des exemples, il a fourni de très-grands secours. Je voudrois seulement qu'il eût cité les Auteurs, d'où il les tire; de peur qu'on ne veuille pas l'en croire (6) sur sa parole, comme lui-même révoque en doute ce que dit (7) ANTOINE DE VERA, Ecrivain Espagnol, & sur un fait de l'Histoire d'*Espagne*. Mais aujourd'hui on regarde presque comme une chose inutile, de citer ses Auteurs; quoi que le Droit Civil le demande & ici, & en matière d'autres sujets. Cette coûtume (8) est venuë de *France*,  
&

dont ils adoroient jusqu'aux défauts, & la haute opinion de leur suffisance, qui leur persuadoit qu'on ne devoit point révoquer en doute leur bonne foi, ou leur exactitude, ont fait que plusieurs, depuis le renouvellement des Belles Lettres, ne citoient que peu ou point, ou sur la foi d'une mémoire, qui leur a souvent joué de mauvais tours. Ce n'étoit pas assurément pour imiter les *François*, que feu Mr. PÉRIZONIUS n'a voulu mettre aucune citation dans son Histoire Latine du XVI. Siècle: au contraire, il les blâme, par dessus tous les autres, dans sa *Préface*, de ce que les Historiens de leur Nation ont introduit l'usage de citer leurs garands: *Nuper admodum speciosa hac ambitio demum est orta, & in Gallia potissimum* &c. Mais pour lui, il s'en croit dispensé, parce que SALLUSTE, TITE LIVE, TACITE, & parmi les Modernes, un BUCHANAN, un EMMIUS, un SLEIDAN, un de THOU &c. ont fait, comme lui; quoi qu'à l'égard de Mr. de THOU, il y ait une grande différence, puis qu'il nomme souvent, à la tête de chaque Livre, les Livres ou Manuscrits, dont il s'est servi. Cela soit dit, sans choquer personne, & sans que je veuille ici justifier les Ecrivains de ma Nation, qui tombent dans le défaut, qu'on blâme ici justement. Comme je ne tiens point à honte d'être né *François*, je ne suis ni assez prévenu en faveur d'une Patrie, à laquelle j'ai renoncé, pour prendre sa défense à quelque prix que ce soit, ni animé d'aucun ressentiment, qui m'empêche de lui rendre justice, autant qu'il se peut. Citoyen du  
Mon-

& est fort enracinée parmi ceux qui écrivent en François; d'où elle s'est communiquée à d'autres, comme une espèce de contagion. Je ne voudrois pourtant pas recuser le témoignage de WICQUEFORT: car j'ai trouvé dans les Annales la plupart des exemples, qu'il allègue; & je me mets fort peu en peine d'un petit nombre, sur lesquels je ne suis pas bien éclairci. Qu'on lise tout cela (car je ne veux pas le copier) qu'on le compare avec ce que j'ai dit, & que l'on doute encore, si l'on peut, de ce que l'on doit regarder ici comme autorisé par la Coutume des Peuples. On n'en sauroit douter, à mon avis, & l'on conclurra hardiment, qu'il est établi par un consentement tacite des Nations, de ne pas punir soi-même un Ambassadeur Etranger, quelque coupable qu'il soit, mais d'en laisser la punition au Prince, qui l'a envoyé.

Monde, je louë ou je blâme ce qui me paroît le mériter; sans distinction de personnes ou de Nations: *Tros Rutulusve fuit, nullo discrimine habebō.*

## CHAPITRE XIX.

Où l'on traite encore des exemples, par où se prouve l'usage des Nations; & l'on répond aux objections qui peuvent être faites ici.

§. I. **G**ROTIUS <sup>(a)</sup> croit, que, pour prévenir un danger pressant, on peut & arrêter les Ambassadeurs, & procéder contr'eux par voie d'interrogatoire. C'est plus que, de leur défendre la Cour, ou de leur ordonner qu'ils aient à sortir de la Ville, ou des Etats. Je conviens, qu'on peut néanmoins en venir là, quand la chose presse: & cela est aussi autorisé par l'usage des Nations. Ce que GROTIUS ajoute, au sujet des Ambassadeurs de *Tarquin*, que l'on mit en prison, (1) dit-il, ne me paroît pas bien clair.

(a) Lib. II.  
Cap. 18.  
num. 6.

CH. XIX. §. I. (1) Nôtre Auteur a ainsi entendu ce que dit GROTIUS: *Legatos deprehenderunt*; comme s'il s'étoit exprimé de cette manière, *in vincula conjecerunt*. Mais GROTIUS semble n'avoir voulu dire autre chose, si ce n'est que les Ambassadeurs de *Tarquin* furent arrêtés, comme nôtre Auteur en tombe d'accord, & comme il faut nécessairement le reconnoître: car autrement on n'auroit pas pu saisir les Lettres des Conjurez, qui leur avoient été remises; & il auroit aussi été inutile de délibérer, de quelle manière on traiteroit les Ambassadeurs. TITE LIVE dit, que les Consuls s'en allerent, pour faire prendre les Ambassadeurs & les Conjurez: *Consules ad deprehendendos Legatos Conjuratosque profecti domo* &c. Il ajoute, qu'on mit en prison les Traîtres, c'est-à-dire, les Conjurez; mais qu'on douta, de quelle manière on traiteroit les Ambassadeurs, c'est-à-dire, si on les mettroit aussi en prison, comme Criminels: *Proditoribus extemplo in vincula conjectis, de Legatis paullulum addubitaturn est* &c. Ainsi il distingue assez clairement entre la Saisie de tous ceux qui avoient trempé à cette affaire, & la prison où l'on mit les Romains traîtres.

clairement par le narré de TITE LIVE: mais si la chose étoit averée, je ne condamnerois pas la conduite des *Romains* en cette occasion. Lors qu'une Sédition est excitée, il arrive souvent qu'on n'a pas du tems à perdre, & que, pour empêcher les progrès du mal, on est obligé de se saisir au plutôt de ceux qui en sont les auteurs, & de les bien garder; comme on fit à l'égard de l'Evêque de *Rosse*, & d'autres, dont nous avons parlé, mais qui furent ensuite relâchez. *Henri IV.* Roi de *France*, entendoit très-bien le Droit des Gens, & en étoit très-religieux observateur. Aiant découvert qu'un Secrétaire (2) de l'Ambassadeur d'*Espagne* tramoit quelque hostilité, il le fit arrêter; & comme l'Ambassadeur s'en plaignoit, (3) il lui répondit, que les Ambassadeurs

(2) C'étoit *Bruneau*, Flamand, Secrétaire de *Dom Balthazar de Zuniga*. Il servoit à la négociation secrète des *Espagnols* avec *Louis d'Alagon*, Baron de *Mairargues*, qui promettoit de leur livrer la Ville de *Marseille*, & qui pour cela eut la tête tranchée, au mois de *Décembre*, M.DC.V. Voiez DE THOU, *Hist.* Lib. CXXXIV. pag. 1089. Edit. *Francos.*

(3) Il dit, selon l'Historien que je viens de citer, que les grands privilèges accordez aux Ambassadeurs renferment cette condition tacite, qu'ils ne fassent rien qui tende à mettre en danger ou à perdre les Princes, ou les Etats des Princes, chez qui ils résident, comme Amis: *Nam sacrosanctas Legatorum personas minimè inficiari, sed prerogativa tanta tacitam conditionem adnexam, modo nihil faciant, quod Regibus, apud quos, specie amicitie degunt, aut eorum ditioribus, periculum aut perniciem creare possit.* Ubi supr. Voiez aussi PEREFIXE, *Hist. de Henri le Grand*, pag. 407. Edit. d'*Amst.*

(4) Il seroit à souhaiter, que *Wicquefort* eût indiqué l'Auteur, d'où il a tiré ce fait. „ Presque en même tems. „ [dit-il, c'est-à-dire, de la trahison de *Mérargues*] on découvrit une entreprise, que l'on vouloit faire sur la Ville „ de

deurs mêmes pouvoient être arrêtez en un cas semblable. Il rendit ensuite le Secrétaire à l'Ambassadeur, mais à condition que celui-ci le fît sortir au plutôt des terres de *France*. Deux autres hommes, coupables du même crime, mais qui n'étoient pas Sujets de la Couronne, après avoir été interrogez, furent renvoyez à leur Prince par ordre du même Roi, avec les Informations; comme le rapporte (4) **WICQUEFORT.**

§. II. LORS que la chose souffre quelque retardement, il vaut mieux prier le Maître de l'Ambassadeur, qui a commis quelque crime, de le rappeler chez soi. Mais il n'y a ni raison, ni autorité suffisante, qui engage à faire toujours cette démarche, avant que d'ordonner à un Ambassadeur de sortir du pais, comme le prétendoit  
*Phi-*

„ de Metz. Les Auteurs furent punis: & d'autant que, par-  
 „ mi les complices, il se trouva deux Sujets de l'Archiduc,  
 „ le Roi ne voulut point qu'on en fît justice, mais il les lui  
 „ envoya avec le procès; ne doutant point qu'il ne les fît  
 „ punir lui-même, quand ce ne feroit que pour purger le  
 „ soupçon qu'on en pourroit avoir. *Pag. 828.* “ Je ne trouve,  
 dans les années voisines, d'autre entreprise sur la Ville  
 de Metz, qu'un soupçon qu'on eut contre quelques-uns des  
 Bourgeois, avec qui *Raymond de Comminges*, Sieur de *Soubole*,  
 avoit de grands démêlez. Après bien des irrégularitez  
 dans les procédures faites par ce Gouverneur, les Accusés furent  
 transférez à *Paris*, où le Parlement aiant trouvé les  
 preuves fort foibles, ils furent élargis, avec cette clause qu'on  
 informeroit plus amplement là-dessus; comme le rapporte  
**DE THOU**, sur l'année M.DC.III.993. **PIERRE MATHIEU**,  
 dans son *Hist. des sept années de Paix du Règne de Henri IV.*  
*Liv. IV. pag. 73.* dit, qu'on en bannit deux de la Ville  
 de Metz, *Toul*, & *Verdun*: mais il n'y a rien, dans l'un ni  
 dans l'autre de ces Historiens, des deux Sujets de l'Archiduc;  
 non plus que dans l'*Hist. de France* du **P. DANIEL**, *Tom.*  
*VI. pag. 779.*



- Philippe II. Roi d'Espagne*, dans l'affaire de *Mendoza*. WICQUEFORT (a) se déclare avec raison contre une telle pensée, en prenant le parti de la Reine *Elizabeth d'Angleterre*, contre les (1) plaintes de *Philippe II.* quoi que cette Princesse, dans une autre occasion, eût fait prier le même Prince par honnêteté, plutôt qu'en vertu d'aucune obligation où elle fût, de rappeler son (2) Ambassadeur, qui faisoit de très-dangereuses cabales en *Angleterre*, ainsi que le rapporte (b) le même Auteur. Les *Etats Généraux des Provinces Unies* congédièrent un Ambassadeur de *Portugal*, & déclarèrent qu'ils ne le regardoient plus comme Ambassadeur. Celui-ci répondit, (c) qu'ils pouvoient bien user ainsi de leur pouvoir dans les terres de leur domination, mais non pas sans donner lieu à une Guerre. Autre prétension aussi frivole! *Cromwel*, Protecteur d'*Angleterre*, aiant eu avis d'une conspiration que faisoit contre lui un Ambassadeur de *France*, lui fit dire de sortir d'*Angleterre* en vingt-quatre heures, sans que pour cela la paix fût rompue entre les deux Roiaumes; comme je le vois dans (d) AITZEMA. Les *Venitiens*, à la vérité, par un effet de leur prudence, prièrent le Roi d'*Espagne* de vouloir bien rappeler (3) un Ambassadeur, qui avoit causé des troubles dans leur République, ainsi que le rapporte (e) WICQUEFORT. Et les
- (a) *L' Ambassadeur*  
&c. Liv. I. Sect. 29. p. 903, 904.
- (b) *Ibid. pag.*  
909, 910.
- (c) *Aitzem.*  
Lib. XXXI.  
pag. 505,  
506.
- (d) *Lib.*  
XXXIV.  
pag. 125.
- (e) *L' Ambassadeur*  
Liv. I. Sect.  
17. pag. 328,  
329.

§. II. (1) CAMB DEN. dit seulement, que *Philippe* trouvoit mauvais, qu'on eût chassé son Ambassadeur sans lui donner audience, pour entendre ses justifications: *Regem verò Catholicum nihil nisi par pari referre, quum Mendoza inauditus à Regina fuerit dimissus* &c. In ann. M. D. LXXXIV. pag. 380.

(2) Il s'appelloit *Alvaro de Quadra*. Voyez encore ici CAMB DEN, sur l'année M. D. LXIII. pag. 78.

les *Etats Généraux* en usèrent de même, l'année M.DC.LVII. à l'égard d'un Ambassadeur de *Suède*, comme nous l'apprenons (f) d'AIT-  
ZEMA. Mais les exemples contraires, que l'on  
trouve dans le dernier Auteur (g), font bien  
voir que cela ne se pratique pas toujours, &  
n'est pas non plus absolument nécessaire.

(f) Lib.

XXXVII.

pag. 1020.

(g) Lib.

XXXIX.

pag. 642.

XLI. pag.

294. XLII.

pag. 340.

XLVII. pag.

673.

§. III. ON peut rapporter ici la dispute qu'il  
y eut entre le Roi d'*Espagne*, d'une part, & le  
Roi d'*Angleterre*, & les *Etats Généraux*, de l'autre,  
en l'année M.DC.XCV. & M.DC.XCVI.  
Un Agent, qui, en l'absence de l'Ambassadeur  
commun du Roi d'*Angleterre* & des *Etats Généraux*,  
faisoit leurs affaires auprès de la Cour d'*Espagne*,  
homme de néant, s'il en faut croire les  
bruits publics; avoit présenté au Roi d'*Espagne*  
des Mémoires injurieux. Le Roi lui fit ordonner  
de sortir de *Madrid*, & comme il refusoit opiniâ-  
tamment de se retirer, le Gouverneur de la Ville  
le mit dehors avec main forte. L'Agent en porta  
ses plaintes au Roi d'*Angleterre*, & aux *Etats Généraux*.  
Le Roi d'*Angleterre* vouloit aussi-tôt  
faire sortir de *Londres* l'Ambassadeur d'*Espagne*:  
mais ses Ministres, par leurs représentations, le  
détournèrent de suivre ce premier mouvement.  
Ensuite ce Monarque, & les *Etats Généraux*,  
écrivirent au Roi d'*Espagne*, pour lui demander  
satisfaction de l'injure faite à leur Agent; sinon,  
qu'ils

(3) C'étoit *Alfonse de la Cueva*, Marquis de *Bemar*, qui;  
sans attendre son rappel, sortit secrètement de *Venise*. Voiez  
l'*Histoire de la Republ. de VENISE*, par BAPTISTE NANI,  
Liv. III. Tom. I. pag. 224, 225. de la Traduction François-  
se, Ed. de Holl. C'est la *Conjuration des Espagnols contre la*  
*République de Venise*, dont l'Abbé de SAINT REAL a é-  
crit l'Histoire, sous ce titre.

qu'ils chasseroient aussi les Ambassadeurs. En quoi, à mon avis, on témoignoit mal entendre les règles du Droit des Gens. Mais on dit, que, par un accord fait depuis, le Roi d'*Espagne* permit à l'Agent de revenir à *Madrid*; après quoi le Roi d'*Angleterre*, & les *Etats Généraux* le rappellèrent.

§. IV. DU RESTE, il ne manque pas d'autres moiens, dont on peut se servir pour reprimer dans l'occasion la licence des Ambassadeurs, ou pour leur faire prendre garde à eux, encore qu'ils ne soient pas soumis aux Loix du pais, & qu'ils ne s'y soumettent pas eux-mêmes volontairement. De nôtre tems, le Vice-Roi de *Naples* s'avisa d'un expédient ingénieux, pour exposer à la risée un des principaux Domestiques du Nonce du *Pape*. Les Officiers de la Justice l'ayant trouvé dans un lieu de débauche, se saisirent de lui, & le menèrent devant tous les Tribunaux, pour le faire punir. Les Juges, instruits de l'affaire, dirent, qu'ils n'avoient aucune juridiction sur cet homme, & le relâchèrent. Le Nonce s'étant plaint de l'affront qu'on avoit fait à son Domestique, en le menant honteusement devant tous les Tribunaux, le Vice-Roi imposa cette peine aux Officiers, qu'ils seroient eux aussi menez par toute la Ville, & qu'un Crieur Public en même tems diroit à tout le monde, Qu'ils étoient ainsi punis, pour n'avoir pas laissé Mr. *Pierre*, ou *Jean*, de la suite du Nonce, faire à son aise la débauche avec des Femmes. Il y a là quel-

§. IV. (1) Ὡς δ' ἡρθοντο ὅτι Χῆροι εἶησαν, ἐκήρυξαν, τοῖς Χίλοις ἐφ' ἃσιν ἀσελγαίνειν. Apophthegm. Lacon. pag. 233. A. Tom. II. Ed. Wech.

(2) Ἀλλὰ τῶν γε τῶν θρόνων [τῶν ἑφόρων] ἀποβόλῃ κα-  
τέχρη-

quelque rapport avec ce que PLUTARQUE rapporte de quelques gens de l'Ile de *Chios*, qui étant venus à *Sparte*, s'enivrèrent si fort, dans un repas, qu'ils se déchargèrent par haut & par bas, sur les sièges mêmes des *Ephores* : on déclara, par une Ordonnance publique, (1) qu'il étoit permis à ceux de *Chios* de faire des choses honteuses. ELIEN, dans ses *Histoires diverses*, dit la même chose des *Clazomeniens* ; à moins qu'il ne s'agisse-là d'une autre Histoire, car il est dit, que ces gens-là remplirent de (2) *suie* les sièges des *Ephores*, & non pas qu'ils y dégoillèrent. Mais au moins la proclamation du Crieur Public est la même : (3) *Il est permis aux Clazoménien*

§. V. MAIS des expédiens, comme ceux-là, sont fort extraordinaires, & ils ne réussiroient pas toujours, sans qu'il en revînt un plus grand affront à l'Ambassadeur, ou sans qu'on eût à craindre de s'attirer par là quelque Guerre. Le plus sûr est, de se contenter de la permission qu'on a, selon la coutume reçue parmi les Nations, de faire dire à l'Ambassadeur, qu'il aît à sortir du pais.

§. VI. J'AI dit, que telle est la Coutume reçue. Mais peut-être me trompai-je, s'il y a une Nation entière, comme l'*Espagne*, qui s'y oppose. Car ANTOINE DE VÉRA, dans son (a) *Parfait Ambassadeur*, rapporte comme un fait constant, qu'à *Madrid*, on tira par force de l'Hôtel de l'Ambassadeur de *Venise*, malgré toute la

(a) Liv. I.  
Chap. 42.

τέχρισαν. ÆLIAN. Var. Hist. Lib. II. Cap. XV.

(3) Ἐξέσω Κλαζομένιοι ἀσχημονεῖν. Ibid. On peut voir là-dessus, les Notes de KUHNIIUS, & de PÉRIZONIUS.

la résistance qu'il faisoit à main armée, quelques Criminels, que l'on condamna, & à qui ensuite on fit grace, leur ordonnant de sortir du Roiaume : mais qu'à cette occasion le Roi d'*Espagne* (1) écrivit à tous les Princes Chrétiens, leur déclarant, qu'il vouloit que ses Ambassadeurs, s'ils venoient à commettre quelque crime dans leurs païs, fussent dès-lors censez déchûs de leurs privilèges, & jugez selon les Loix de l'Etat, où ils se trouveroient. WICQUEFORT (b) soutient, qu'aucun autre Ecrivain ne parle de cela, & ainsi il soupçonne de fausseté ce que dit ANTOINE DE VERA. Pour moi, je ne sai qu'en penser, & je ne décide rien sur ce sujet; quoi que (c) FRIDERIC DE MARSELAAR rapporte la même chose. Mais, supposé qu'elle soit véritable, une décision unique d'un seul Roi ne fait pas une règle du Droit des Gens. Les *Espagnols* même aiant traité rudement, dans une autre occasion, un Ambassadeur de (2) *France*, & les gens de sa suite, dont ils firent plusieurs prisonniers, ensorte qu'ils se feroient par là attirer la Guerre avec la *France*, sans l'entremise du *Pape*; s'abstinrent néanmoins d'exercer contr'eux aucun acte de Jurisdiction, & les relâchèrent ensuite, comme le rapporte (d) WICQUEFORT. Plusieurs Princes

(b) L' Ambassadeur  
 &c. Liv. I.  
 Sect. 29. p.  
 901, 902.

(c) Legat.  
 Lib. II.  
 Dess. XIII.  
 pag. 358.

(d) Ambassadeur &c.  
 Liv. I. Sect.  
 28. pag. 883.  
 & suiv. &c.  
 Sect. 27.  
 pag. 817. &  
 suiv.

§. VI. (1) Et en outre fit écrire à la République de Venise, & à tous les autres Princes Chrétiens, Que sa volonté & son desir étoit, que quand ses Ambassadeurs commettroient un délit indigne de leur profession, ils fussent exclus des privilèges & des franchises de leurs charges, & qu'ils fussent jugés par les Loix du Roiaume où ils feroient séjour. Pag. 140. de l'Edition de 1642. dont j'ai parlé ci-dessus, sur le Chap. XVIII. §. 6.

(2) C'étoit Antoine de Silly, Comte de la Rochepot. On avoit insulté son Neveu, & d'autres jeunes Gentilshommes François de sa suite qui se baignoient à *Vailladolid*; sur quoi ceux-

Princes auffi fe font contentez de faire sortir de leurs Etats des Ambassadeurs d'*Espagne*, dont ils avoient fujet de fe plaindre, & qu'ils auroient fans doute punis, fi en *Espagne* on puniffoit les Ambassadeurs Etrangers, ou fi la Cour d'*Espagne* leur avoit permis elle-même de le faire.

§. VII. SUPPOSE que cette maxime de l'*Espagne*, contre les privilèges des Ambassadeurs, fût bien averée, il y auroit ici une très-belle question à examiner, favoir, si cette Nation a eu droit, ou non, de faire un tel règlement ? La décision dépend de cette autre question, si un Peuple peut de son autorité seule, ôter aux Ambassadeurs les privilèges que leur donne le Droit des Gens ? Il le peut, à mon avis, pourvû qu'il le déclare ouvertement, parce que la jouissance de tous ces privilèges n'est fondée que sur un consentement tacite, & sur une présomtion. Un Peuple n'a aucun pouvoir d'imposer quelque obligation à un autre Peuple ; & le consentement de toutes les autres Nations ensemble n'oblige point une Nation libre & indépendante, toute seule qu'elle est, si elle trouve à propos d'établir d'autres Loix. GROTIUS, quelque grand défenseur qu'il soit des exemptions & immunités des Ambassadeurs, rapporte (1) ces pri-

ceux-ci en étant venus aux mains, il y eut quelques *Espagnols* tuez, ou bleffez. Le Peuple s'attroupa, força & pilla l'Hôtel de l'Ambassadeur. Voyez les Auteurs citez par le P. DANIEL, *Hist. de France*, Tom. VI. pag. 751. sur l'année M. DC. I. & PIERRE MATTHIEU, *Hist. des sept années de Paix, du règne de Henri IV.* Liv. IV. pag. 78, 79. PEREFIXE, *Hist. de Henri le Grand*, pag. 329, & suiv.

§. VII. (1) Nôtre Auteur n'indique point ici l'endroit de GROTIUS, qu'il a en vuë. C'est sans doute ce qu'on trouve au commencement du §. 5. du *Chap. XVIII.* si souvent cité. GROTIUS y dit, que la Loi du Droit des Gens, qui

privilèges à une convention tacite de celui qui reçoit un Ambassadeur : or toute convention tacite dépend certainement de la volonté. On convient aussi, qu'il est permis à chacun de ne pas recevoir un Ambassadeur, & de ne le recevoir que sous certaines conditions, dont la détermination dépend de la volonté de celui qui le reçoit. Si donc une Nation ne veut recevoir quelque Ambassadeur étranger, qu'à condition qu'il se soumette à la Jurisdiction du pais, les droits de l'Ambassade seront réglés sur ce pié-là : & au fond rien n'empêche qu'on ne puisse exercer une Ambassade sans le privilège du renvoi en justice. Mais il est néanmoins très-vrai, comme le disent les *Etats Généraux* dans un Mémoire qu'ils publièrent (a) en l'année M. DC. LI. que, selon le Droit

(a) Intitulé, *Waaragtig en nodig Bericht &c.* dans *Aitzema. Herfelde Leuw*, pag. 617.

met les Ambassadeurs à l'abri de toute violence, doit être entendu de telle manière, qu'elle n'oblige d'autre Puissance, que celle auprès de qui l'Ambassadeur est envoyé, & cela seulement depuis qu'elle l'a reçu, comme si dès-lors il y avoit une espèce de convention tacite : *Quasi scilicet ab eo tempore TACITA PACTIO intercesserit.* Mais cette convention tacite, dont GROTIUS parle aussi, au §. 7. par rapport à l'Ambassadeur en particulier (*quare cum hoc quoque tacitè contrahitur*) ne regarde que la réception de l'Ambassadeur, qu'il faut nécessairement supposer, pour que la Loi du Droit des Gens ait lieu, & qui peut être refusée pour de justes causes. Du reste, GROTIUS prétend, que, quand on reçoit un Ambassadeur, on soit obligé nécessairement, soit qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, de le laisser jouir des privilèges du Droit des Gens. Quoi qu'il fonde le *Droit des Gens* de la manière qu'il l'entend, sur la volonté des Peuples, il ne prétend nullement que l'usage de ce Droit une fois établi soit arbitraire, en sorte qu'on puisse se dispenser de le suivre, en le déclarant d'avance. Il le regarde comme obligatoire par lui-même, tant que le consentement tacite des Nations à l'observer subsiste dans toute sa force : & il le distingue des Coutumes, qui quoi que reçues chez plusieurs Peuples, ne le sont point par un consentement tacite entr'eux, en ce qu'elles peuvent être sui-

vies.



Droit des Gens , un Ambassadeur , quoi que coupable , ne peut être arrêté : car l'Equité veut , qu'on observe cela , si l'on n'a pas déclaré d'avance qu'on ne pretendoit pas s'y soumettre. Le Droit des Gens n'est qu'une présomtion fondée sur la Coûtume ; & toute présomtion n'a aucune force , du moment qu'il paroît une volonté contraire de celui , dont il s'agit. Feu Mr. HUBER (b) dit que les Ambassadeurs ne peuvent point acquérir ou conserver leurs droits par prescription : mais il restreint cela au privilège que voudroit avoir un Ambassadeur Etranger , malgré le Prince chez qui il réside , de fournir dans son Hôtel un Azile aux Sujets même de l'Etat. Pour moi , je tiens la règle générale pour tous les privilèges des Ambassadeurs , & je crois qu'il n'y en a au-

(b) *De Jure Civit. Lib. III. Sect. IV. Cap. II. num. 32.*

cun

vies , ou non , comme on veut ; au lieu qu'une seule Nation ne sauroit se dispenser de suivre ce qui est du Droit des Gens *Lib. II. Cap. III. §. 5.* Qu'on lise ce que dit GROTIUS , dans ses *Prolégomènes* , *num. 17.* & *Lib. I. §. 14.* sur la nature du *Droit des Gens* : on verra qu'il le conçoit comme aiant par lui-même *force d'obliger* les Peuples , telle que l'ont les Loix Civiles , par rapport aux Sujets de chaque Etat. J'ose assurer , après avoir traduit & examiné avec soin tout ce grand Ouvrage , qu'il n'y a pas un seul endroit où l'Auteur donne à entendre , que la force de l'obligation du *Droit des Gens* vienne de ce qu'on s'y soumet *heic & nunc* par une Convention tacite. Et il établit clairement le contraire , *Liv. III. Chap. I. §. 8. in fin.* Ici il permet de refuser quelquefois une Ambassade , parce que le Droit des Gens veut seulement qu'on reçoive les Ambassadeurs , tant qu'on n'a aucune juste raison de s'en dispenser : mais du moment qu'on les a reçus , le Droit des Gens *veut & ordonne* , selon lui , qu'on leur accorde les privilèges établis par le consentement des Nations. C'est ainsi que les principes de GROTIUS , sur le *Droit des Gens* , ont été entendus par tous les Commentateurs , & par ceux qui l'ont suivi. C'est aussi , dans cette supposition , qu'on l'a réfuté là-dessus , par la raison même que nôtre Auteur allègue ici , & qui est sans réplique.

cun dont ils puissent prétendre la jouissance, si on a déclaré qu'on ne vouloit pas le leur accorder; parce qu'une volonté expresse exclut toute volonté tacite, qui y répugne; & le Droit des Gens, comme je l'ai déjà dit, n'a lieu qu'entre ceux qui s'y soumettent par une convention tacite.

## CHAPITRE XX.

*Des CRIMES commis par QUELCUN DE LA SUITE d'un Ambassadeur.*

§. I. **J**E crois avoir prouvé suffisamment, dans le Chapitre XV. que tous ceux qui sont Domestiques ou de la suite d'un Ambassadeur, reconnoissent la même Jurisdiction, que lui, & point d'autre. Cela n'est pas moins vrai à l'égard des affaires criminelles, qu'en matière de cau-

CH. XX. §. I. (1) *Prator quoque jus reddere dicitur, etiam quum iniquè decernit: relatione scilicet factâ, non ad id quod ita Prator fecit, sed ad illud, quod Pratorem facere convenit.* DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Just. & Jure, Leg. XI.

§. II. (1) Le passage de PAUSANIAS, comme je le remarque dans ma Note sur cet endroit de GROTIUS, à laquelle j'ai renvoyé dans mon Edition de l'Original; ce passage, dis-je, est mal rapporté & mal appliqué. Voici le fait. Les Achéens n'étant pas contens des propositions que leur faisoient des Ambassadeurs envoyez de Rome en Grèce, pour terminer les différens qu'il y avoit entr'eux & les Lacedémoniens, arrêterent tous ceux qui se trouvoient à Corinthe, qu'ils soupçonnoient d'être Lacedémoniens, & allèrent même prendre par force, dans la maison d'Oreste, l'un de ces Ambassadeurs, ceux qui s'y étoient réfugiés. Les Ambassadeurs s'en plaignirent, comme d'un attentat, par lequel les Achéens

rom-

causes civiles. Ainsi le Magistrat du lieu, où ces gens-là résident, ne peut ni les accuser, ni les punir. Si quelquefois on en a mis en Justice, si on les a punis, même de mort, si on a autrement exercé ou prétendu exercer contr'eux des actes de Jurisdiction, comme il paroît par les exemples alleguez ci-dessus, dans les Chapitres XV. & XVIII. ce sont des choses purement de fait, & il n'y a là d'autre droit, que celui dont on parle, quand on dit, qu'un (1) Juge rend la Justice, encore même qu'il prononce une Sentence injuste.

§. II. GROTIUS exemte (a) aussi de la Jurisdiction ordinaire les gens de la suite des Ambassadeurs, & il fait voir, par un passage de PAUSANIAS, (1) que, selon l'opinion des anciens Romains, on viole le Droit des Gens, en faisant par force de telles personnes. Une chose comme celle-là a même quelquefois été alléguée comme une des principales raisons pourquoi on avoit entrepris la Guerre, ainsi qu'on le voit dans un endroit de l'Histoire de (2) CAMB DEN, que

(a) *De J. Bell. ac Pac. Lib. II. Cap. 18. §. 8.*

T E S.

rompoient avec les Romains. Ainsi cela se rapporte à la question du droit d'*Azyle*, & non pas aux privileges des gens de la suite d'un Ambassadeur. Le passage est au *Liv. VII. sive Achaïc. pag. 219. Edit. Græc. Wech. (ou Cap. XIV. Edit. Kuhn. Lips. pag. 556.)*

(2) C'est dans l'endroit où il raconte les causes pourquoi la Reine *Elizabeth* entreprit la Guerre contre la France, sous François II. en M. D. LIX. à l'occasion des *Ecossois*. Il dit, entr'autres choses, que François de Guise, Grand Prieur de France, avoit fait enlever publiquement, & envoyer aux Galères, un Domestique de Nicolas Throckmorton, Ambassadeur Ordinaire d'Angleterre. *In Ann. 1559. pag. 31.* CAMB DEN ne marque point, pourquoi on saisit ce Domestique. Les Historiens François, pas même DE THOU, ne disent rien de cette affaire, ni des autres sujets de mécontentement, dont l'Historien Anglois parle. Je n'en

(b) Not. ad  
dict. §. 8.

TESMAR (b) cite. GROTIUS veut donc, que, si quelcun de la suite d'un Ambassadeur a commis quelque crime, on prie l'Ambassadeur de livrer le Coupable: & s'il le refuse, qu'on agisse alors de la même manière qu'il a prescrit au sujet de l'Ambassadeur lui-même. Il n'y a point de doute, que l'Ambassadeur ne puisse livrer ses propres Domestiques, puis qu'il les prend & les congédie, comme il lui plaît. Mais pour ceux qui ne sont pas à son service, & que le Prince lui-même choisit quelquefois, tel qu'est un Secrétaire d'Ambassade; l'Ambassadeur n'a pas le pouvoir de les livrer. Souvent aussi, lors que les Ambassadeurs ont remis entre les mains du Magistrat quelcun de leurs gens qui dépendent absolument d'eux, ils l'ont fait pour ne pas donner occasion à de grands désordres. Et comme l'occasion s'en présenteroit sur tout, lors que les Ambassadeurs viennent de toutes parts à un Congrès, où il y a un si grand nombre de leurs Domestiques, qui feroient fort insolens, s'ils croient pouvoir le faire impunément, ou du moins n'avoir pas à craindre d'être punis pour l'heure; en ce cas-là, les Ambassadeurs conviennent souvent entr'eux, que leurs gens seront soumis à la Jurisdiction du lieu, où l'on traite de la Paix. C'est ainsi qu'on en usa à *Munster* & à *Nimègue*, comme le rapporte (c) WICQUEFORT. Et je me souviens, que cela a été pratiqué en plusieurs autres rencontres.

(c) L' Ambassadeur  
&c. Liv. I.  
Sect. 28.  
pag. 893.  
894.

§. 3. MAIS, lors qu'il ne paroît point de telle convention, le Magistrat du pais n'a aucune  
Juris-

vois rien non plus dans le Manifeste de la Reine *Elizabeth*, qui est rapporté tout du long par LA POPELINIERE, Liv. VI. fol. 331. & suiv. Tom. I.

Jurisdiction sur les personnes de la fuite d'un Ambassadeur Etranger. Ainsi le Roi d'Espagne fit certainement bien, de défendre qu'on mît seulement la main sur des gens de l'Ambassadeur de Venise, qui avoient tué deux Espagnols; comme on le voit dans (a) WICQUEFORT. Quand même ces gens-là seroient pris par les Officiers de la Justice, & sur le fait, l'Ambassadeur auroit un droit de les redemander; & on a là-dessus divers exemples. Un Valet de l'Ambassadeur de France aiant voulu, en M. DC. LVII. forcer de nuit une Fille à la Haie, & aiant été pris, son Maître demanda qu'on le lui rendît, pour en faire lui-même justice; & les Conseillers des Etats de Hollande le lui firent rendre; ainsi que le rapportent (b) AITZEMA, & (c) WICQUEFORT. Le dernier en donne (d) ailleurs d'autres exemples.

(a) Ibid.  
pag. 885.

(b) Lib.  
XXXVII.  
pag. 791  
(c) Ubi su-  
pra, pag.  
885.  
(d) Pag.  
883, 884.

§. IV. ON fit bien de remettre à l'Ambassadeur de France le Valet, dont nous venons de parler. Mais de savoir, s'il pouvoit lui-même le juger, c'est une autre question, dont j'ai déjà traité d'avance, au (a) Chapitre XV. de cet Ouvrage. On croit communément en France, que les droits de l'Ambassadeur s'étendent jusques-là. ANTOINE DE MORNAC (1) dit, qu'en matière de Crimes capitaux, les Ambassadeurs sont ordinairement eux-mêmes les Juges de leurs gens; & il rapporte quelques exemples de semblables punitions, faites par des Ambassadeurs de France en Turquie même, où le Grand Seigneur le souffrit, parce que, comme je le dirai tout-à-l'heure, les Am-

(a) §. 3.

§. 4. (1) *At verò & in capitalibus causis Legati per se ipsos judicium ferre soliti sunt.* Obs. in Lib. V. Tit. I. DIGEST. De Judiciis &c. Leg. II. §. 3.

Ambassadeurs des *Turcs* exercent aussi cette Jurisdiction Criminelle sur leurs gens. Mais il faut certainement faire ici les distinctions, que j'ai déjà posées dans l'endroit auquel je viens de renvoyer. Si celui qui a envoyé un Ambassadeur, lui a donné la Jurisdiction sur ses gens, & que celui, auprès duquel il est envoyé, y consente; il est alors pleinement autorisé à punir de tels Coupables: mais si le consentement de l'une ou de l'autre des Puissances manque, il n'a aucun droit à cet égard. En qualité d'Ambassadeur, il ne peut rien faire que selon les ordres de son Maître; & ces ordres pour l'ordinaire ne lui donnent aucune Jurisdiction sur ses gens. Quand même le Prince, qui l'a envoyé, lui auroit donné cette Jurisdiction, il n'est nullement en droit de l'exercer dans un autre Etat, sans le consentement du Souverain. Mais il peut, pour ne pas laisser échapper les coupables, les envoyer, liez & garrotez, à leur Juge naturel. Les Cardinaux, selon le commun des (b) Docteurs, ont pouvoir de faire mettre aux fers leurs Domestiques: & si on n'accorde la même chose aux Ambassadeurs, en vain penseroit-on à punir leurs gens. Il est permis à un Ambassadeur d'user de quelque châtiment modéré envers ses Domestiques. Que s'ils ont fait des choses qui méritent une plus grande punition, il doit ou les livrer au Magistrat du pays, quoi qu'ils ne dépendent pas d'ailleurs de sa Jurisdiction, ou, s'il le trouve à propos, les renvoyer liez à leur Juge naturel.

(b) Apud  
Clarum,  
Lib. V. §.  
fin. Qu. 68.  
num. 32.

§. V. JE SAIS que, depuis peu, le *Pape* a été fort fâché, de ce que l'Ambassadeur de l'Empereur d'*Allemagne* à *Rome* fit mettre aux fers, dans son Hôtel, un de ses gens, soupçonné d'avoir voulu l'assassiner, lui & sa fille; comme si  
cet

cet Ambassadeur avoit voulu établir chez lui une prison particuliere. Mais si les choses vont de telle manière, que le Magistrat ne puisse point faire saisir le Coupable, ni l'Ambassadeur le mettre sous bonne garde, pour le livrer ensuite à ceux à qui il appartient de le punir ; ces gens-là n'ont qu'à faire tout ce qu'ils voudront, sans craindre aucune peine ; & les Domestiques des Ambassadeurs seront autorisez à attenter en toute sûreté à la vie, aux biens, à l'honneur des Sujets de l'Etat, où ils resident. Dans le tems que le Cardinal de *Bouillon* étoit Ambassadeur du Roi de *France* à *Rome*, en l'année M. DC. XCIX. une Dame lui livra son Valet, pour l'obliger à déclarer l'auteur d'une injure qui avoit été faite ; & comme ce Valet ne répondoit pas au gré du Prélat, il le retint prisonnier chez lui quelque tems. Sur quoi les Docteurs en Droit Public décidèrent très-bien, que c'étoit un attentat contre l'autorité du *Pape*, & cela pour deux raisons : l'une, que le Cardinal en avoit ainsi usé à l'égard d'un homme qui n'étoit pas à lui ; l'autre, qu'il s'agissoit d'un crime, qui n'avoit aucun rapport avec l'Ambassade ; l'Ambassadeur lui-même, entant que Cardinal, & ses gens aussi, étant Sujets du *Pape*, & par conséquent devant être jugez à *Rome*, où ils se trouvoient. Autant que je désapprouve cela, autant approuvai-je ce que fit l'Ambassadeur d'*Espagne*, *Emmanuel de Lira*, qui s'est acquitté avec beaucoup d'honneur de son Ambassade auprès des *Etats Généraux* de ces Provinces. Un de ses Valets aiant voulu, dans son Hôtel même à *la Haïe*, violer une jeune fille, qui étoit de ses Domestiques, il l'envoia lié & garroté en *Espagne*,



pour y être mis en galère. WICQUEFORT

(a) *L'Am-  
bassadeur*  
Liv. I.  
Sect. 28.  
pag. 889,  
890.

(a) lui-même n'est pas éloigné d'approuver, une telle conduite, comme fondée en droit: Si ce n'est qu'il ajoute mal-à-propos, que l'Ambassadeur néanmoins a juridiction sur ceux des Sujets de l'Etat, qu'il a pris à son service. Mais nous avons fait voir ci-dessus, au Chapitre (b) XV. qu'il n'y a (1) aucune différence, par rapport à la Jurisdiction, entre ces sortes de Domestiques, & les autres.

(a) *Ibid.*  
pag. 886,  
887.

§. VI. Il est néanmoins arrivé très-souvent, que les Ambassadeurs ont prononcé sentence contre leurs gens, coupables de quelque Crime. On trouve dans (a) WICQUEFORT, qu'un Ambassadeur de *France* en *Angleterre* condamna à la mort un des gens de sa suite, qui avoit commis un meurtre: mais le Roi d'*Angleterre* fit grace au Criminel. *Henri IV.*

§. V. (1) C'est aussi ce que WICQUEFORT reconnoît lui-même, pag. 890. comme nôtre Auteur l'a remarqué, au Chap. XV. §. 6. L'Auteur, qui se nomme STEPHANUS CASSIUS veut néanmoins mettre ici de la différence entre des Domestiques Sujets du même Prince, que leur Maître, & ceux qui sont Sujets de la Puissance auprès de qui l'Ambassadeur réside, ou de quelque autre. Les derniers, dit-il, n'étant point Sujets du Prince, qui a envoyé l'Ambassadeur, ce Prince n'a pû donner à son Ministre, aucune Jurisdiction sur eux, puis qu'il n'en avoit lui-même aucune. Ainsi l'Ambassadeur n'a d'autre droit, que de les mettre hors de sa maison, & à moins que la Puissance, auprès de qui il est en ambassade, ne le lui donne. *Diff. De Jure & Judice Legatorum*, Sect. I. §. 53, 54. Mais cette Puissance est & peut être censée s'être dépouillée de sa Jurisdiction sur ses Sujets, par cela seul qu'elle a permis qu'ils entraissent au service de l'Ambassadeur: & ceux-ci en même tems se sont soumis à la même Jurisdiction que leur Maître: de sorte qu'alors il n'est plus question que de voir, jusqu'où le Prince Etranger a donné sur eux du pouvoir à son Ministre. L'Auteur de la

Dis-

*IV.* Roi de *France* approuva la conduite du Roi d'*Angleterre*: mais son Conseil en témoigna de l'indignation, dans la pensée que ce n'étoit pas au Roi d'*Angleterre* à faire grace d'un tel crime. Et, à mon avis, le Conseil avoit grand'raison, parce que l'homme, dont il s'agissoit, étoit Sujet du Roi de *France*, & étoit demeuré tel, quoi qu'il fût en *Angleterre*. L'Ambassadeur aussi avoit exercé un acte de juridiction sans aucun droit, & par conséquent nul, jusqu'à ce que le Roi de *France* l'eût ratifié. Nous lisons aussi, qu'en l'année M. DCC. un Ambassadeur de *Turquie* à *Vienne* fit pendre à un Arbre, devant son logis, avec une bouteille au col, un de ses Domestiques, qui s'étant enivré avec plusieurs autres de sa Maison, avoit commis bien des insolences, & condamna les autres à avoir cinquante coups de bâton. JEAN HOTMAN, dans (1) son *Traité de l'Ambassadeur*, & divers autres

Au-

Differtation reconnoît que cela dépend de la volonté du Maître de l'Ambassadeur; la Jurisdiction sur ses Domestiques n'étant nullement nécessaire pour l'exercice de l'Ambassade. Et cependant il soutient, que, quand il n'y a point de défense expresse d'exercer cette Jurisdiction, l'Ambassadeur est censé l'avoir reçue, entant que représentant son Souverain. Il approuve même (§. 42.) la Sentence de mort, dont il va être parlé, rendue par l'Ambassadeur de *France* en *Angleterre* (c'est le Marquis de *Rosny*) comme fondée sur l'obligation où l'on est naturellement de livrer un Coupable à ceux contre qui le Crime a été commis. Mais cette obligation n'a lieu, que quand on ne veut pas punir soi-même le Criminel: ainsi il faut avoir le droit de punir, ce qui est en question. Et alors on doit laisser à celui, à qui on livre le Coupable, le soin de prononcer la Sentence.

§. VI. (1) *Cap. IV. num. 14.* C'est ainsi que nôtre Auteur cite. Dans mon Edition, qui est la seconde, de *Paris*, 1604. & où il n'y a point de *numero* marquez, on trouve cela au *Chap. III. fol. 71, & suiv.*

(b) *ubi  
supra.*

Auteurs, rapportent (2) de semblables cas. Mais tous ces exemples, & deux autres dont (b) ANTOINE DE MORNAC fait mention, ne suffisent pas, à mon avis, pour établir une règle du Droit des Gens. Feu Mr. HUBER fondé sur ce que les gens de la suite d'un Ambassadeur sont exemts de la Jurisdiction du Souverain, auprès duquel s'exerce l'Ambassade, dit, que (3) *peu s'en faut qu'on ne puisse poser pour maxime, Qu'un Ambassadeur a jurisdiction sur les gens de sa suite.* Mais il se corrige aussi-tôt & il restreint le pouvoir des Ambassadeurs à un châtiment modéré, dont ils peuvent user, à l'exemple d'un Père de Famille. Du reste, il prétend, & avec raison, que l'Ambassadeur doit renvoyer les Coupables de sa suite à son Prince même, afin qu'il les punisse, ou plutôt, comme je l'aimerois mieux, au Tribunal, du ressort duquel étoit l'Ambassadeur avant que d'être revêtu de son emploi. Cette règle paroîtra aisément la meilleure qu'on puisse établir ici, soit que l'on consulte la Raison, ou l'usage des Peuples. Car toute Jurisdiction venant du Prince, personne ne sauroit l'exercer légitimement, si le Prince ne la lui a conférée. Et où sont les Ambassadeurs, dont les ordres portent cette concession? Mais quand elle y seroit expressément contenue, y a-t-il plusieurs Nations qui s'accordent à permet-

(2) Dans la Dissertation de STEPHANUS CASSIUS, Sect. I. §. 56. on en rapporte un tout recent, d'un François, Cuisinier de l'Ambassadeur d'Espagne. Ce Domestique étant soupçonné d'un vol, le Maître, dit-on, le fit pendre dans son Hôtel, à *Utrecht*.

(3) *Si tamen verum est, quod usu Gentium prevaluit, ut*  
comi-

mettre, le sachant & le voulant, que les Ambassadeurs, qui n'ont ni Jurisdiction, ni Territoire, fassent mourir leurs gens dans le secret de leur Hôtel, ou fassent dresser des Potences devant leur porte, ou ailleurs dans quelque lieu public, pour y pendre un Domestique, ou par le ministère de quelque autre de leurs gens, ou par la main d'un Bourreau de louage? La Coutume aussi est contraire à cela, si l'on excepte quelque peu de Nations, dont l'usage n'autorise point à en faire une règle du Droit des Gens.

§. VII. CHARLES PASCHAL *(a)* a traité *(a) Legat. Cap. 76.* en particulier, dans un Chapitre de son Livre, la question, *Si un Ambassadeur a jurisdiction sur ses Domestiques?* Il ne permet aux Ambassadeurs ni d'avoir dans leur Hôtel des Prisons pour leurs Domestiques, ni de les faire mettre aux fers, & beaucoup moins encore de les faire pendre. Pour moi, je leur accorde le droit de tenir leurs gens liez & garrotez, autant qu'il est nécessaire pour les garder, & les envoyer à leur Juge, mais non pas pour les punir en les condamnant à une Prison ou perpétuelle, ou à tems. PASCHAL distingue ensuite entre les Ambassadeurs du premier rang, & ceux d'un rang inférieur: les premiers, selon lui, ont sur leurs gens un pouvoir égal à celui qu'avoient autrefois les Pe-  
res

*comites Legatorum exempti sint eorum, ad quos mittuntur, potestati, parum abest, quin Jurisdictio Legatis in comites suos tribui possit. Nisi potius illa sit quadam Patrisfamilias potestas: quam si quid excedat, mittendi sint ad Legati domini-um, τιμωρεῖσθαι μὲν οὖν, pro imperio & jurisdictione tractandi. De Jure Civit. Lib. III. Sect. IV. Cap. II. num. 30.*

res de famille, c'est-à-dire, (1) *roial & souverain*; les autres, non. Pour moi, je ne fais ici aucune distinction entre ces Ministres Etrangers, à moins que leurs commissions n'y mettent quelque différence: & je ne me rends point, sans autorité, à des décisions magistrales & ambiguës, comme celle-là. L'Auteur, dont il s'agit a plus d'érudition fastueuse & de grands mots, que de jugement, & d'exactitude à raisonner.

§. VIII. AU RESTE, quoi que les gens de la suite d'un Ambassadeur dépendent de la même Jurisdiction, que lui; cela ne s'étend point à ceux d'entre les Sujets de l'Etat, qui sont accusés de quelque crime commis contre l'Ambassadeur, ou ses gens. Quand il s'agit du Juge compétent, on a égard au Tribunal du Coupable, & non pas à celui de l'Offensé. Et je n'ai pû encore découvrir, sur quoi se fondeoit la Cour de France, lors qu'elle prétendoit le contraire, dans un cas rapporté par (a) AITZEMA. A moins qu'elle ne voulût renouveler l'ancienne coutume de livrer les Coupables, ce qui ne se pratique plus aujourd'hui entre les Nations.

(a) Lib.  
VI. pag.  
91.

## CHA-

§. VII. (1) Ainsi cet Auteur donne à de tels Ambassadeurs une Jurisdiction pleine & entière, sous un autre nom. *Quapropter etsi fatendum est, Legato nullam dari Jurisdictionem, nisi æconomicam hodiernam, qualis mihi supra dicta est: tamen dignitati muneris sacrosancti concedendum puto, ut æquetur prisca illi, quæ fuit CIVILI AC REGALI IMPERIO PRÆDITA. Non tamen cuius Legato tantum juris*

## CHAPITRE XXI.

*Si l'Hôtel des Ambassadeurs doit servir d'AZYLE?*

§. I. **P**ASSONS maintenant à ce qui regarde l'Hôtel des Ambassadeurs. GROTIUS (a) a très-bien remarqué, que, pour savoir si un Ambassadeur peut fournir chez lui un azyle à tous ceux qui viennent s'y réfugier, il faut en juger par la volonté du Souverain, auprès duquel il reside, & de qui il dépend d'accorder, ou non, ce privilège; n'y ayant là rien, que le Droit des Gens demande. L'Ambassadeur est sacré: ses Domestiques le sont: sa Maison l'est-elle aussi? Elle doit l'être, dit (b) WICQUEFORT, mais seulement pour l'Ambassadeur, & les gens de sa suite: toute autre personne, qui a commis quelque crime, n'y est point à l'abri des recherches & de la punition, parce que l'Ambassadeur, qui y loge, n'a aucun droit de soustraire les Sujets de l'Etat à la Jurisdiction de leur Souverain. Mais à quoi se réduit, dans cette supposition, l'inviolabilité de l'Hôtel des Ambassadeurs? C'est que l'Ambassadeur, & ses gens,

(a) De J.  
B. ac Pac.  
Lib. II.  
Cap.  
XVIII.  
§. 2.

(b) L'Ambassadeur,  
Liv. I. Sec.  
28. pag.  
875.

*juris tribuo, sed solum EXIMIIS... ab hoc privilegio excludo Legationes pusillorum Principum.* Pag. 458. C'est une plaisante imagination, de prétendre, comme on voit qu'il fait ici, que les Ambassadeurs d'un petit Prince, quoi que Souverain, doivent avoir moins de privilèges, par cela seul que leur Maître n'est pas aussi puissant, que d'autres.

gens, ont dans leur logis un azyle très-assûré. Mais ils ne font pas moins en sûreté dans toute autre Maison & tout autre lieu où ils se trouvent : car ne pouvant ni être appelez en Justice, ni accusez, ni punis, ils marcheront, sans rien craindre, au milieu d'une Armée d'Officiers de Justice. Ce n'est donc pas en cela, de l'aveu du plus grand nombre d'Auteurs, que consiste le respect qu'on doit avoir pour la Maison d'un Ambassadeur, mais en ce qu'il n'est pas permis d'en tirer par force les plus grands Scélérats qui s'y sont réfugiés.

§. II. CHARLES PASCHAL (1) désapprouve la coutume fortement établie parmi la plupart des Nations, de permettre que les Maisons des Ambassadeurs soient autant d'Azyles pour les Méchans. A quelle fin, ajoute-t-il, s'est-on avisé d'introduire un tel privilège ? Est-ce pour l'honneur de l'Ambassade ? Il seroit ridicule de le dire. La vérité est, que l'on a voulu proposer & fournir effectivement l'impunité aux Crimes ; que l'on en-

gage

§. II. (1) Ita improbo eum, qui apud plerosque adolevit, morem, ut domus Legatorum sint azyla Improborum. Id quod cui rei inventum dicam ? Tuendo decori Legationis ? Ridicule. Potius ad proponendam, & verè præstandam sceleribus impunitatem, quæ utique provocantur hoc perfugio ; ubi homini scelesto non solum tuto esse, sed & Magistratus cohortem irridere, eive probra jacere, & minas manusque intendere licet, opposito nomine & auctoritate Legati. Res est, si verum fateri licet, pessimi exempli. Legat. Cap. LXXVI. pag. 459. Edit Elzevir.

(2) Certe talia exempla toties edita fuisse constat, quoties is, qui postulatur, publicæ Majestatis, aut atrocissimi criminis reus est. Extra talia, tamque periculosa crimina, fateor, præcipuâ quadam prærogativâ esse ades Legatorum, quò numquam intrandum, nisi reverenter, ac permissu Domini. Pag. 462.

§. III. (1) C'étoit un Venitien, que Guillaume Pellissier, Evê-



gage aussi à commettre, dans l'espérance de cette retraite, où un Scélérat peut non seulement être en sûreté, mais encore se moquer de tous les Officiers du Magistrat, ou les injurier même, & les menacer, à la faveur du nom & de l'autorité de l'Ambassadeur. A dire vrai, c'est un privilège dangereux & de très-mauvais exemple. Voilà qui est bien. Mais cet Auteur ne se soutient pas, & il deshonne ensuite de si belles pensées par une distinction frivole entre les Crimes d'Etat, ou autres grands Crimes, & ceux qui sont moins atroces; (2) prétendant qu'il n'y a que les gens coupables des premiers, qui puissent être pris par force dans l'Hôtel même d'un Ambassadeur, & y laissant un azyle pour les autres. Il n'y a ni raison, ni autorité, qui oblige à distinguer de cette manière.

§. III. ZOUCH (a) se contente de rapporter l'opinion de GROTIUS, & celle de PASCAL, y ajoutant pour exemple l'histoire (1) d'*Abondio*. Du reste, il ne décide rien, comme par tout

(a) *Jur. Fecial.*  
Part. II.  
Sect. IV.  
num. 21.

Evêque de *Montpellier*, étant Ambassadeur à *Venise*, du tems de *François I.* avoit gagné, avec quelques autres, pour lui reveler les secrets de la République. La trahison fut découverte, & trois des Traîtres, dont l'un étoit cet *Augustin Abondio*, n'ayant pû se sauver, se jettèrent dans l'Hôtel de l'Ambassadeur de *France*, qui résista d'abord, mais enfin fut contraint de rendre les Criminels. *François I.* témoigna d'abord quelque ressentiment de cette violence faite à l'Hôtel de son Ministre: cependant il ne poussa pas la chose plus loin. On peut voir l'Histoire plus au long, dans *WICQUEFORT*, Liv. I. Sect. XXVIII. tout au commencement. Il l'avoit tirée apparemment de *PARUTA*, Lib. X. & XI. *ad ann.* 1541. que ZOUCH cite. Je n'ai pas cette Histoire de *PARUTA*, pour vérifier les circonstances. Mais je les vois rapportées fort différemment par *SLEIDAN*, *Comment.* Lib. XII. (*ad ann.* 1540. fol. 199. Edit. 1559.) Car. I. il ne parle que d'un seul Traître, qu'il ne nomme point,

tout ailleurs il ne lui arrive guères d'avancer quelque chose de son cru.

§. IV. CERTAINEMENT, si on consulte les lumières de la Raison, je doute qu'on aît jamais inventé rien de plus ridicule, que ce droit d'Azyle, attaché aux Maisons des Ambassadeurs. Il y a peu de choses si absurdes, qu'elles n'aient été établies pour quelque raison, du moins apparente: mais en peut-on ici alleguer aucune? Qu'on la dise, je (1) suis tout prêt à l'entendre. Envoie-t-on des Ambassadeurs, pour donner retraite à des Voleurs ou des Brigands? Ou bien est-ce, qu'ils ne peuvent exercer commodément leur Ambassade, sans protéger de telles gens? On dira peut-être, que c'est troubler un Ambassadeur, que de faire des recherches dans sa Maison, pour y saisir des Criminels. Bagatelle toute pure! On ne cause pas plus alors de trouble à l'Ambassadeur, qu'à toute autre personne qui retire chez soi les Criminels: & si les Ambassadeurs ne veulent pas leur donner retraite, pourquoi va-t-on se réfugier chez eux, plutôt que chez d'autres? Mais à quoi bon enfin un Ambassadeur prétendrait-il ne pas permettre de telles recherches dans sa Maison? Ce devrait être ou pour punir lui-même les Criminels, qui s'y réfugient, ou pour les faire sauver. Or il n'est pas en droit de les punir, parce que ni lui,  
ni

qui se fût réfugié dans l'Hôtel de l'Ambassadeur de *France*.  
2. Il ne dit point, que ce fût l'Ambassadeur même, qui l'eût corrompu, mais des Emissaires du *Turc*, qui par le moien de ce Traître & de ses complices, avoit fû que la République étoit résoluë à lui remettre les Villes de *Nauplia* & d'*Epidaure*, quoi qu'elle eût chargé son Ambassadeur de n'y consentir qu'à la dernière extrémité. 3. Il ajoute, que

ni son Maître, n'ont, du moins selon l'opinion généralement reçue, aucune Jurisdiction sur les Sujets de l'Etat, qui ont commis des crimes dans le pais. Que si l'Ambassadeur laisse aller les Criminels, il prive le Souverain de son droit de Jurisdiction sur ses Sujets, & cela en matière d'une chose qui n'a aucun rapport ni avec l'Ambassadeur, ni avec l'Ambassade, & dont il se mêle mal-à-propos. Tous les privilèges des Ambassadeurs, dont ils jouissent en vertu d'un consentement tacite des Nations, n'ont d'autre but, que celui de faire en sorte qu'ils puissent exercer leur Emploi en toute sûreté, sans aucun retardement ni aucun empêchement de qui que ce soit. Or il n'y a pas à cela le moindre obstacle, encore qu'on ne leur permette pas de donner retraite aux Criminels, ou de les cacher, & d'ôter ainsi la Jurisdiction au Souverain, chez qui ils résident, en faveur non d'eux-mêmes, ou de leurs gens, mais d'un tiers qui ne leur appartient point. La chose est si claire, qu'il est presque inutile de la prouver sérieusement.

§. V. C E P E N D A N T les Ambassadeurs, & leurs Princes, en sont venus souvent à cet excès de fureur, que de prétendre avoir droit d'*Azyle*, non seulement pour l'Hôtel de l'Ambassadeur, mais encore pour des quartiers & des rues entières à l'entour. T A-

C I T E

que le Sénat de *Venise* écrivit aussi-tôt au Roi *François I.* pour lui exposer l'affaire, & les raisons qui avoient obligé la République à user de violence en cette occasion, afin qu'il ne crût pas qu'on eût voulu insulter son Ambassadeur.

§. IV. (1) *Dic aliquem, fodes, heic, Quintiliane, colorem.*  
C'est un vers de JUVENAL, dont nôtre Auteur emploie ici les propres termes, *Satir. VI. vers. 280.*

CITE (1) nous apprend, qu'autrefois tout ce qui étoit à deux mille pas à la ronde de quelques Temples, étoit sacré, à cause d'eux. Les Ambassadeurs se sont attribuez le même privilège à l'égard des quartiers de Ville, où ils logeoient. La France sur tout a soutenu ce prétendu droit avec beaucoup de chaleur, & même par les armes. Il y a eu souvent là-dessus des contestations à Rome, entre les Ambassadeurs de France, & les Papes. (2) *Innocent XI.* avoit résolu d'abolir la *Franchise des quartiers*. Les autres Ambassadeurs ne s'y opposoient pas beaucoup, mais celui de France résista vigoureusement, en l'année M. DC. LXXXVII. comme on le peut voir dans le (a) *Mercure Hollandois*. *Sixte V.* avoit essayé de le faire auparavant : mais quelque envie qu'il en eût (3) il ne put en venir à bout. Ce droit d'Azyle avoit lieu autrefois à *Madrid*, pour tous les quartiers de la Ville : mais en l'année M. DC. LXXXIV. on déclara aux Ambassadeurs, que désormais le privilège ne s'étendrait point au delà de l'entrée de leurs Hôtels : & les Ambassadeurs ne s'y opposèrent pas beaucoup, si ce n'est que celui des *Etats Généraux* répondit, qu'on feroit encore mieux d'ôter en *Espagne* le droit

(a) *Ad*  
ann. 1687.  
pag. 191-  
197.

§. V. (1) *Qui [Imperatores] non modo Templo [Hiero-cæsariensium], sed duobus millibus passuum eandem sanctitatem tribuerant.* Annal. Lib. III. Cap. LXII. num. 3. Voyez ce que le même Historien dit un peu plus haut, sur la licence des Azyles dans les Villes de la Grèce, Cap. LX.

(2) On peut voir l'histoire des démêlez qu'il y a eu à cette occasion, dans la Dissertation du célèbre Mr. THOMAS IUS, *De Jure Asyli Legatorum adibus competente*, §. I, & seqq.

(3) — *Cupidum, Pater optime, vires*  
*Deficiunt* \_\_\_\_\_

HORAT. Lib. II. Sat. I. vers. 12, 13.

droit d'Azyle aux Eglises; comme on le voit dans le (b) *Mercuré Hollandois*.

§. VI. MAIS les Ambassadeurs eux-mêmes firent bien alors de renoncer à la *Franchise des quartiers*, puis qu'ils auroient dû aussi renoncer à celle de leurs propres Maisons, en y laissant chercher & prendre les Malfaiteurs. Car je ne doute point que les *Espagnols* n'aient agi très-légitimement, lors que, comme le rapporte (a)

(b) *Ad*  
ann. 1684.  
pag. 277-  
279.

ANTOINE DE MORNAC, ils entrèrent par force dans l'Hôtel de l'Ambassadeur de France,

(a) *Ad*  
L. 2. §.  
3. D. De  
Judiciis.  
&c.

pour y prendre un (1) Malfaiteur, qu'il ne vouloit pas livrer: on auroit dû seulement ne pas piller. Cette affaire causa de grands troubles, que le Pape ensuite pacifia, ainsi que le rapporte (b) WICQUEFORT.

Les *Venitiens* eurent aussi raison, d'assiéger l'Hôtel de l'Ambassadeur de France, le menaçant d'abattre la porte avec du Canon, s'il ne rendoit (2) *Abondio* & les autres Traîtres, qui s'étoient réfugiés chez lui.

(b) *L'Am-*  
*bassadeur*  
&c. Liv. I.  
Seçt. 28.  
pag. 885.

On en trouvera l'histoire dans (c) ANTOINE DE VERA, dans (d) ZOUCH, & dans (e) WICQUEFORT.

(c) *Parfait*  
*Ambassad.*  
Liv. I.  
Chap. 42.

En l'année M. DC. XLII. un Ambassadeur (3) du Roi de Portugal auprès des *Etats Généraux* aiant été trompé par un Ma-

(d) *Ubi*  
*supra*.  
(e) *L'Am-*  
*bassadeur*,  
&c. Liv.  
I. Seçt. 28.  
pag. 873,  
874.

quignon,

Ce sont encore deux demi-vers, dont nôtre Auteur fait ici usage tacitement.

§. VI. (1) *Ad investigandum fugitivum*, dit MORNAC. Il se trompe. C'est la même affaire, dont il a été parlé ci-dessus, Chap. XIX. §. 6. Or c'étoit le Neveu, & autres personnes de la suite du Comte de Rochepot, que l'on vouloit prendre. Ainsi l'exemple se rapporte à un autre cas, sur lequel nôtre Auteur a déjà condamné la conduite des *Espagnols* à tous égards, dans l'endroit que je viens d'indiquer, comme fait aussi WICQUEFORT, cité en marge.

(2) Voyez la Note sur le §. 3. de ce Chapitre.

(3) Il s'appelloit *Francisco Andrade Leitao*.

(f) *Ibid*  
pag. 882.  
883.  
(g) *Lib.*  
XXII. pag.  
472, 473.

(h) *Lib.*  
XLV. pag.  
769.  
(i) §. 5.

quignon, le retint prisonnier dans son Hôtel. Là-dessus, la Populace s'étant jettée dedans avec fureur, pilla la Maison; &, malgré le respect dû à un tel lieu, personne ne fut puni, comme nous l'apprennent (f) W I C Q U E F O R T, & (g) A I T Z E M A. En l'année M. DC. LXIII. quelques Domestiques des Ambassadeurs de *Moscovie* s'étant sauvez, on soupçonnoit qu'ils étoient cachez dans la Maison du Résident de *Pologne*; & leurs Maîtres voulant les avoir absolument, les *Etats Généraux* déclarèrent, par une Ordonnance du 25. de *juin*, (4) *Que les Hôtels ou Logis des Résidens, en cette ville de La Haie n'étoient nullement exemts de recherche ou perquisition, au cas qu'il s'y trouvât des gens que l'on voulût arrêter ou saisir, sur des fondemens légitimes, & de la part de la Souveraineté ou de la Justice.* Sur ce principe, les Conseillers des *Etats de Hollande* firent demander par un de leurs Officiers, en l'année M. DC. LXV. un Domestique du Résident d'*Angleterre*, & cela fut approuvé par une Ordonnance des *Etats Généraux*, comme le témoigne (h) A I T Z E M A. Ainsi, dans le cas dont j'ai fait mention au (i) Chapitre XVIII. je ne désapprouve point la conduite de *Cromwel*, par la même raison que d'autres la condamnent, c'est-à-dire, uniquement parce qu'il fit entrer des gens par force dans la Maison de l'Ambassadeur de *Portugal*, pour y saisir un Meurtrier; mais parce que le Coupable étoit de la fuite de l'Ambassadeur, & que

(4) *Dat de Huysen of Logementen van Residenten alhier in den Hage geensints zyn exempt van recherche, soo wanneer men aldaar d'een of d'andere persoon met goed recht en fundament van wegen de Overigheid, of justitie souden willen attraheren.*

que *Cromwel* n'avoit aucune Jurisdiction sur lui, comme n'étant point son Sujet.

§. VII. SI la Maison, où l'Ambassadeur lui-même loge, n'est point ici privilégiée à plus forte raison celle du Secrétaire de l'Ambassade ne l'est-elle pas. Un Ambassadeur de *Portugal*, qui résidoit à *La Haïe*, aiant passé dans le parti de l'*Espagne*, le Secrétaire demeura fidelle à son Prince, & resta toujours dans la même Maison où l'Ambassadeur avoit logé. Là-dessus, il prétendoit avoir succédé au Ministre de *Portugal*, comme étant Secrétaire de l'Ambassade, & non de l'Ambassadeur. Nonobstant cela, la *Cour de Hollande* envoya des Officiers dans sa Maison; de quoi le Secrétaire se plaignit, comme d'une infraction du Droit des Gens. Les Ambassadeurs de *France* & d'*Angleterre* soutenoient les prétensions du Secrétaire, comme s'agissant de l'intérêt commun des Ministres Etrangers. On répondit néanmoins, que la Cour n'avoit fait que son devoir, puis qu'elle avoit agi du consentement de l'Ambassadeur, qui avoit loué la Maison, & qui la tenoit encore en louage : Que les Officiers de Justice y avoient été envoyez, sur la requête des Créanciers, pour saisie de gage : Que l'Ambassade étoit finie, par le changement d'état de l'Ambassadeur, & que le Secrétaire n'avoit aucun droit ni sur la Maison, ni sur les Meubles : Qu'au contraire l'Ambassadeur, ou celui qui l'avoit été, cedit ces Meubles aux Créanciers, & vouloit qu'ils se satisfissent

*peren.* Voyez AITZEMA, Lib. XLIII. pag. 756. & le MERCURE HOLLANDOIS, sur l'année 1663. pag. 78, 79. où nôtre Auteur renvoie ici.



sont par là. On n'eut aucun égard aux plaintes du Secrétaire, & la Cour gagna, avec raison, sa cause; ainsi qu'on le voit dans (a) AITZEMA.

(a) *Lib.*  
XXXIX.  
pag. 655,  
662, 663.

§. VIII. UN Ambassadeur ne peut pas même acquérir le droit d'Azyle (1) par un long usage, comme d'autres l'ont déjà remarqué, & sur tout feu Mr. (a) HUBER. Cela est d'autant plus vrai, que pour l'ordinaire il n'y a ici ni un grand nombre d'actes par lesquels on aît exercé ce droit, ni un silence des interessez qui donne lieu de croire qu'ils veulent bien le souffrir, du moins autant que cela est nécessaire pour fonder la Prescription. (2) Les Papes eux-mêmes, chez qui sur tout les Ambassadeurs péchent sur cet article, ont souvent défendu leur Souveraineté & leur Jurisdiction, même à main armée, & interrompu ainsi la possession d'un privilège si abominable.

(b) *De*  
*Jure Civit.*  
*Lib. III.*  
*Seçt. IV.*  
*Cap. II.*  
*num. 32.*

## §. IX. CE

§. VIII. (1) On n'acquiert par prescription, que les droits qui sont de telle nature, que, quand on les a une fois acquis, on peut en jouir quand on veut, sans que l'usage en dépende de la volonté d'autrui en aucune sorte. Or il est libre à chaque Puissance, de recevoir ou de ne pas recevoir les Ambassadeurs Etrangers, qui prétendroient avoir droit d'Azyle dans leurs Maisons; & quand elle les a reçûs, elle peut les congédier toutes fois & quantes qu'il lui plaît. D'ailleurs, l'acquisition par droit de Prescription ne se fait que par le long usage d'une seule & même personne ou de ses Successeurs; or ici le long usage suppose nécessairement plusieurs Ministres Etrangers, qui en divers tems ont jouï du droit d'Azyle pendant leur ambassade. Car, quoi que chaque Ambassadeur représente son Maître & sa Nation, c'est une fiction qui ne dure qu'autant qu'il exerce son Emploi: il n'y a pas une succession constante & non interrompue d'Ambassadeurs, qui par là soient censez les mêmes, comme le sont les Sujets d'un même Etat pris en général. J'aimerois autant dire, que, parce qu'un Père de famille a permis, pendant plusieurs années, à un ou plusieurs Amis qui le venoient voir

§. IX. CE que je viens de dire, pourra peut-être servir de supplément à une Dissertation, que j'apprens avoir été mise au jour par Mr. THOMASIUS, mais que je n'ai jamais vuë, & qui a pour titre, (1) *Du droit d'Azyle, que l'on attribue mal-à-propos aux Maisons des Ambassadeurs.*

## CHAPITRE XXII.

*S'il y a quelques cas particuliers, pour lesquels on puisse arrêter un Ambassadeur ?*

§. I. **N**OUS avons posé pour principe, qu'un Ambassadeur ne peut ni être appelé en Justice pour affaires civiles, ni être accusé pour Crimes. Mais n'y a-t-il point de cas absolument, où l'on soit en droit de mettre la main

voir souvent, de châtier ses Domestiques, il ne peut plus après cela le leur défendre lors qu'il voit qu'ils en abusent, ou purement & simplement parce qu'il lui plaît.

(2) L'Auteur qui se nomme STEPHANUS CASSIUS, & qui pourroit bien être Suedois, parle d'un Edit, que le feu Roi de Suède fit publier dans ses Etats & notifier dans les autres païs, par lequel il déclaroit, qu'il ne prétendoit plus que les Ambassadeurs Etrangers eussent chez lui droit d'Azyle, & qu'il ne vouloit pas non plus qu'on l'accordât aux siens, dans les lieux où ils résideroient en ambassade. *Diff. De Jure et Judice Legatorum*, Sect. I. §. 44.

§. IX. (1) *De jure Asyli, Legatorum Aedibus competente.* C'est la XVI. du Recueil de celles de *Leipsig*, imprimé en 1695. On y soutient le même sentiment, que notre Auteur, sur la matière dont il s'agit; & il s'en est convaincu lui-même par ses propres yeux depuis la publication de son Ouvrage. Après avoir lû cette Dissertation, il n'a rien trouvé à changer, ou à ajoûter, à ce qu'il vient de dire ici.

main sur lui? C'est une question digne d'être examinée.

§. II. UN homme banni de l'Etat, ou Proscrit, y revient, étant envoyé par quelque Puissance Etrangere, en qualité de son Ministre. Lui doit-on accorder les droits & privilèges d'Ambassadeur? Il y en a qui disent qu'oui, & on les trouve citez par (a) BERTACHIN. D'autres le nient, comme (b) ALBERIC GENTIL, & (c) RICHARD ZOUCH. L'opinion des derniers est très-véritable: car on n'est point obligé de recevoir toute sorte d'Ambassadeurs, comme GROTIUS (d), & ZOUCH (e), le soutiennent; en quoi aussi presque tous les Auteurs, qui ont traité du Droit Public, sont d'accord. On peut donc faire dire au Banni, que l'on fait être envoyé comme Ambassadeur, de ne point venir; &, s'il est déjà venu, de sortir de nos Etats? Que s'il ne le fait de bon gré, on peut le mettre dehors par force. Mais l'Humanité & la Bonne Foi, qu'on doit observer entre les Nations jusqu'à la surabondance, ne permet guères de punir une telle personne. D'autant plus que le cas est douteux, & que, dans un doute, il ne faut pas traiter rigoureusement un homme qui n'est pas nôtre Sujet, & qui vient par ordre d'une Puissance Etrangere, quoi que contre nos défenses. Si l'on veut néanmoins user à la rigueur de son droit, cela est permis :

car

§. II. (1) Ou il savoit le bannissement, & en ce cas-là il ne devoit pas envoyer une telle personne, ce que l'on pourroit regarder comme un outrage: ou il ignoroit les défenses faites au Banni, & en ce cas-là, il peut lui-même prendre à outrage, que cet homme ne lui ait pas dit une chose, qui, s'il l'eût suë, auroit dû l'empêcher de l'envoyer

en

(a) *Reper-*  
*tor. Voc.*  
*Ambasia-*  
*tor. pag.*  
147.  
(b) *De Le-*  
*gation. Lib.*  
*II. Cap.*  
19.  
(c) *Jur.*  
*Fecial.*  
*Part. II.*  
*Seçt. IV.*  
*Quaest. 19.*  
(d) *De J.*  
*B. ac Pac.*  
*Lib. II.*  
*Cap. 18.*  
*num. 3.*  
(e) *Ubi*  
*supr.*  
*Quaest. 13.*

car les défenses faites au Banni de revenir dans le païs, sont antérieures aux ordres qu'il a reçus de son Prince: & celui-ci n'a (1) pû, par cette commission, annuler nôtre Sentence. Ainsi TACITE (2) a raison de regarder comme un acte de clémence, de la part des *Romains*, qu'ils eussent bien voulu recevoir comme Ambassadeur le Fils de *Segeſte*, qui s'étoit rangé du parti des Rebelles. En ces cas-là, il y a une espèce de conflit entre le Droit, & l'Equité. En voici un autre exemple. Un homme, qui avoit été condamné ici à avoir la langue percée, se réfugia en *Angleterre*, d'où le Roi l'envoia en ambassade auprès des *Etats Généraux* de ces Provinces. Lors qu'il fut arrivé à *La Haïe*, on l'y mit en prison, mais on le relâcha ensuite, sans lui faire aucun mal, comme le rapporte (f)

AITZEMA. Cela arriva en l'année M. DC. XXXVI. dans un tems où l'intérêt de la République demandoit, plus que jamais, qu'on ne choquât point l'*Angleterre*. Le Comte de *Portland*, étant envoyé comme Ambassadeur de *Guillaume III.* Roi d'*Angleterre*, auprès de *Louis XIV.* Roi de *France* en l'année M. DC. XCVII. agit avec plus de prudence: car il eut la précaution de demander à la Cour de *France*, avant que de se mettre en chemin, la permission d'avoir parmi les gens de sa suite quelques Réfugiez François; ce qu'il obtint. Sans cela peut-être

(f) Lib.  
XVI. pag.  
277, 278.

en ambassade dans un Etat, où son ministère ne sauroit lui être utile par cette seule raison.

(2) *Adductus tamen in spem CLEMENTIÆ ROMANÆ* [Segimundus] *pertulit patris* [Segeſtis] *mandata, benigneque exceptus* &c. *Annal. Lib. I. Cap. LVII.*

(b) *Ad*  
ann. 1673.  
pag. 54.

être le Roi de *France* les auroit regardez comme des Bannis : car en l'année M. DC. LXXIII. lors qu'il se fut rendu maître d'*Utrecht*, il ne voulut point recevoir pour Ambassadeur des *Estats Généraux* un homme qui étoit de cette Ville, comme étant son Sujet; ainsi qu'on le voit dans le (b) *Mercur* *Hollandois*. A plus forte raison auroit-il refusé un Réfugié, qui auroit voulu venir à la suite de quelque Ambassade.

(a) *De J.*  
*B. ac Pac.*  
Lib. II.  
Cap. 18.  
§. 7.

§. III. LA question du *Talion* se présente encore ici à examiner. GROTIUS. (a) soutient, qu'on ne peut point maltraiter des Ambassadeurs Etrangers, sous prétexte que leur Prince (1) a maltraité les nôtres. Et quoi qu'il y ait beaucoup d'exemples de cette espèce de représailles, il louë les exemples contraires, qui sont en assez grand nombre, & que divers Auteurs ont allégués. *Le Droit des Gens*, dit-il, ne se contente pas de faire respecter celui qui envoie des Ambassadeurs, il pourvoit encore à la sûreté des Ambassadeurs mêmes. C'est pourquoi on est censé traiter aussi tacitement avec eux : Et ainsi on leur fait du tort en les maltraitant, lors même qu'on n'en fait

§. III. (1) On doit supposer ici toujours, que l'Ambassadeur soit maltraité dans le tems que le Prince, chez qui il reside, en a lui-même quelcun auprès de l'autre Puissance, qu'il a outragée en la personne de son Ministre. Car si, après cet outrage, on ne laissoit pas de recevoir un Ambassadeur envoyé par la même Puissance, on renonceroit par là manifestement au droit de se venger sur celui que l'on reçoit en qualité d'Ambassadeur. ALBERIC GENTIL, KIRCHNER, & PASCHAL, confondent néanmoins ces deux cas, comme si le même droit avoit lieu dans l'un & dans l'autre.

(2) Ces privilèges leur ont été accordez, non pour leur avantage particulier, mais pour celui de leur Maître: ainsi ils

*fait aucun à leur Maître.* Voilà qui est très-bien. Mais comme on distingue ici le tort fait à l'Ambassadeur, d'avec celui qu'on fait à son Maître, il faut aussi distinguer pour ce qui regarde le droit de Talion. On peut refuser à l'Ambassadeur, dans le cas dont il s'agit, ce qui est au (b) delà <sup>(b) 'Υπερ-  
εσχ'ν' Justice  
1149</sup> des règles communes de la Justice, mais non pas ce que demande la Justice; parce que le premier est volontaire, & l'autre au contraire indispensable. Ainsi il n'est pas permis d'user de violence contre les Ambassadeurs du Prince qui a maltraité les nôtres : mais rien n'empêche peut-être qu'on ne regarde dès-lors ces Ambassadeurs comme simples Sujets, en leur refusant les privilèges, que l'on accorde d'ailleurs aux Ambassadeurs selon l'usage reçu des Peuples, & qui ne sont pas renfermez dans l'étendue des règles ordinaires de la Justice. On ne fait par là aucun tort aux Ambassadeurs, puis que la vengeance ne tombe pas sur eux, mais (2) sur leur Maître. D'autres pensent autrement : mais pour moi je ne trouve rien là que de juste.

§. IV. J'EN dis autant (1) de toute sorte de  
*Re-*

ils ne peuvent durer, qu'autant que leur Maître n'a rien fait par où il nous dispense de les continuer; & c'est ce qui arrive, lors que, par de mauvais traitemens, il agit le premier contre les engagemens où il étoit entré en recevant nos Ambassadeurs.

§. IV. (1) C'est-à-dire, que si le Prince, qui nous a envoyé des Ambassadeurs, a fait du tort ou refusé justice à quelques-uns de nos Sujets, simples Particuliers, on ne peut pas pour cela faire arrêter ces Ambassadeurs, ou leurs biens, pour tirer raison de l'injure, comme on peut en user à l'égard des Particuliers, ses Sujets, qui se trouvent sur nos Terres. Car notre Auteur exceptera tout à l'heure le cas, où celui qui a été lésé est notre Ministre.

*Représaille*, & de *Rétorsion* de fait. La mauvaise foi de ceux qui ne dépendent pas du même Souverain, rend nécessaire l'usage des Représailles. Les Peuples à la vérité ont fait entr'eux divers Traitez pour les restreindre à certaines bornes. Mais à quoi bon toutes ces conventions, si nonobstant cela on ne rend pas de part & d'autre ni ce que l'on doit, ni la Justice qu'on a promis de faire à chacun? Cependant, puis qu'on excepte ici les Ecclésiastiques, les Etudiants, & autres sortes de personnes, qui sont à l'abri des Représailles, il semble aussi qu'on doive en exempter les Ambassadeurs, & les gens de leur suite, qui sont en sûreté au milieu de la Guerre même. Si l'on dit, que les Privilèges des Ambassadeurs ne sont réglez par aucune Loi ni du Droit des Gens, ni du Droit Civil, & qu'ainsi il n'y a point de nécessité morale, qui impose aux Princes l'obligation d'en laisser jouir ces Ministres Etrangers, si la puissance de celui qui les a envoyez ne les protège; on avance-là un principe, qui

(2) C'est une suite de la manière dont on les reçoit, en s'engageant à les regarder comme s'ils étoient hors du pays: car on n'use de Représailles que contre les Etrangers qui se trouvent sur nos terres. D'ailleurs, en recevant un Ambassadeur, on renonce par là tacitement au droit de se prévaloir de sa présence réelle, pour user de quelque voie de fait à l'égard des autres choses qu'on peut avoir à démêler ensemble, sans qu'il y ait de la faute de l'Ambassadeur.

(3) Ainsi voilà le droit du *Talion* autorisé en quelque manière, sous un autre nom, & à titre de Représailles. L'Ambassadeur, qu'on avoit envoyé à une Puissance, a été maltraité par ses ordres, & cela dans le tems qu'il étoit revêtu du caractère: on arrête l'Ambassadeur de cette Puissance, ce qui ne peut se faire sans violence, mais on l'arrête comme ayant cessé d'être Ambassadeur, du moment que son Maître a témoigné ne plus respecter le nôtre, & ainsi on



qui ne va pas moins qu'à renverser tout le Droit des Gens. On a trouvé bon d'observer, comme autant de règles du Droit des Gens, ce qui est fondé sur la Raison, ou sur l'Utilité & l'Humanité, & qui à cause de cela est reçu par l'usage de la plûpart des Nations. Or, selon les idées de la Raison qu'on a eues dans tous les Siècles, & selon l'usage de tous les Peuples, les Ambassadeurs sont à (2) l'abri des Représailles. Mais il est vrai aussi, que l'usage y a mis l'exception des cas, où l'on est en droit de (3) venger une injure faite à nos propres Ambassadeurs. KIRCHNER (a) fait (4) voir au long la vérité & l'équité de cette exception. Ainsi, en l'année M. DC. LXV. on fit mettre en prison à *La Haïe* un Secrétaire des l'Ambassadeur d'Angleterre, parce que les *Anglois* avoient les premiers mis en prison un Secrétaire de l'Ambassadeur des *Etats Généraux* à *Londres*. AITZEMA, (b) qui rapporte le fait, dit, que tous les Ambassadeurs, qu'il y avoit à *La Haïe*, approuvèrent ces re-

(a) *Legat.*  
Lib. II.  
Cap. I.  
num. 69,  
& seqq.

(b) *Lib.*  
XLV. pag.  
1017. &  
*Lib.* XLVI.  
pag. 167.

pré-

on en use avec lui, comme on feroit à l'égard de tout autre Sujet de son Prince, qui se trouveroit par hazard dans notre país. Tout ce qu'il y a, c'est qu'apparemment nôtre Auteur n'étend pas ici le droit de Talion jusqu'à permettre de faire mourir l'Ambassadeur du Prince qui a fait mourir le nôtre. GROTIUS au moins condamne cela, comme contraire à l'usage des Nations: & il n'y a aucune raison d'équité qui puisse le justifier; d'autant plus que, comme nôtre Auteur le dira tout à l'heure, les Ambassadeurs qui sont encore chez nous, lorsque leur Prince vient à nous déclarer la Guerre, doivent être simplement congédiés.

(4) Il suit ici, sans les nommer, ALBÉRIC GENTIL, *De Legation.* Lib. II. Cap. 6. & CHARLES PASCHAL, *Legat.* Cap. XXVI. (ou *Cap.* XXII. de la première Edition, qui parut en 1598.) Voiez ce que j'ai remarqué touchant ces Auteurs, sur le §. 3. Not. I.

présailles. La Province de *Zélande* les désapprouvoit, mais c'étoit à cause que le Secrétaire de l'Ambassadeur d'*Angleterre* avoit été arrêté par ordre des *Etats de Hollande* tout seuls, sans la participation des autres Provinces; en quoi la *Zélande* avoit raison de se plaindre, parce qu'il n'est permis à aucune Province de faire de son chef quelque chose qui soit capable de donner lieu à une Guerre. La *Zélande* néanmoins a varié plus d'une fois sur cet article. Mais ce n'est pas de quoi il s'agit présentement.

§. V. ON est souvent allé plus loin, & l'on a étendu les Représailles à d'autres sujets, que celui pour lequel on avoit lieu de se plaindre. Le Cardinal de *Hesse* aiant fait arrêter en *Angleterre* tous les Vaisseaux des *Provinces Unies*, pour la restitution qu'elles refusoient de faire des biens appartenans aux Chevaliers de *Malte*, les *Etats Généraux* de mandèrent, le 15. de *Juin* de l'année M. DC. LXII. aux Conseillers des *Etats de Hollande*,  
qu'il

§. V. (1) J'avouë, pour moi, que, mis à part ce que l'Usage pourroit autoriser ici, j'entre dans la pensée des *Etats de Hollande*. GROTIVS fonde le droit de *Représailles* sur des raisons, qui supposent nécessairement, qu'elles ne doivent avoir lieu qu'en faveur des Sujets de l'Etat, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. III. Chap. II. à quoi j'ai joint, dans mes Notes, des réflexions, qui feront peut-être mieux voir la justice des *Représailles*, exercées sur ce pié-là, indépendamment même de l'Usage. Elles ont cependant quelque chose d'assez dur, par rapport à ceux sur qui on en use actuellement, & d'assez périlleux, par rapport à l'Etat qui les ordonne, pour qu'on ne doive pas se les permettre facilement, au delà du but, pour lequel elles ont été établies, que l'on ne sauroit nier être la protection des Sujets de l'E-  
tat

qu'il leur plût de faire arrêter ici un Agent du Cardinal, quoi que reconnu pour Ministre Public & par les *Etats de Hollande*, & par les *Etats Généraux*. L'Agent fut arrêté, & gardé par des Soldats, jusqu'à ce qu'on eût levé la saisie des Vaisseaux en *Angleterre*, comme le raconte (a) AITZEMA. Dans la Résolution des *Etats de Hollande*, dont je viens de parler, on dit, que, selon le Droit des Gens, les Représailles ne peuvent être accordées, que pour maintenir les droits des Sujets de l'Etat, & non pas lors qu'ils n'ont aucun intérêt à l'affaire en conséquence de quoi on prend cette voie: ce que les *Anglois* pourtant avoient fait. (1) Je doute, que cette maxime soit bien fondée. Car si on permet les Représailles en faveur des Sujets de l'Etat, je ne vois pas pourquoi on les refuseroit en faveur des Etrangers. Car ou les Représailles sont justes, ou elles ne le sont pas. Si elles ne le sont pas, on a tort de les accorder aux Sujets même de l'Etat. Que si elles sont (2) justes, on ne peut sans in-

(a) *Lib.*  
XLII. pag.  
365-367.

tat contre les Etrangers, de qui ils ne peuvent obtenir la réparation du tort qu'on leur fait. Or ici je ne sai si l'on peut bien prouver une coutume reçue, d'accorder les Représailles à des Etrangers. Feu Mr. VOET, dans son Commentaire sur le Titre du DIGESTE, *De judiciis*, num. 31. pose, au contraire, pour règle générale, qu'on ne doit en user qu'en faveur des Sujets de l'Etat: & il allègue là-dessus un Arrêt rendu par le *Haut Conseil*, lequel est rapporté par NEOSTADIUS, *Curia Suprema Decif.* XI.

(2) Quelque justes qu'elles puissent être en elles-mêmes, la question est de savoir, si celui, à qui on les demande, a droit de les accorder, quand ses Sujets n'ont aucun intérêt à l'affaire dont il s'agit. Voyez la Note précédente, & la suivante.

injustice les refuser même aux Etrangers; car, en matière de Justice, il n'y a point de distinction de personnes, & on doit la rendre à toute sorte de gens. Et, selon la pratique de tous les Tribunaux, où une Saïsie fonde la Jurisdiction, on fait arrêter les effets d'un Débiteur, à la (3) prière d'un Etranger, aussi bien qu'à la réquisition d'un Sujet de l'Etat: à moins qu'il n'y ait quelque Loi, comme il (4) s'en trouve, qui ne permettent pas qu'un Etranger obtienne saïsie, dans nôtre Etat, des effets d'un autre Etranger, pour se faire rendre Justice par les Juges du pais. On ne peut donc guères justifier la détention de l'Agent du Cardinal de *Hesse*, ni par les règles du Droit commun, ni comme ordonnée en conséquence de ce qu'on avoit auparavant arrêté un Ambassadeur des *Etats Généraux*, qui est d'ailleurs l'exception qu'on fait ici ordinairement.

§. VI. ON demande encore, si, lors qu'il vient à s'élever quelque Guerre entre deux Puissances

(3) Il me semble, que de cet usage, qui a même bien des exceptions, comme nôtre Auteur le reconnoît, on ne peut pas inferer, que les Représailles doivent aussi être accordées à un Etranger contre un autre Etranger. La Jurisdiction, fondée sur un Arrêt ou une Saïsie, est une affaire par laquelle on se constitue Juge entre deux Particuliers, en conséquence de la Sujettion où l'on suppose qu'ils sont, parce qu'eux ou leurs effets se trouvent dans le pais; comme on l'a expliqué ci-dessus, *Chap. II.* Mais en accordant les Représailles à un Etranger, on se mêle de juger entre un Particulier, & un autre Etat Souverain; ce qui, comme on voit, est fort différent.

(4) Voyez feu Mr. VOET, sur le DIGESTE, Lib. II. Tit. IV. *De in jus vocando*, num. 45.

§. VI. (1) *Et ideo, si quum Legati apud nos essent Gentis aliqujus, bellum cum iis indictum sit, responsum est, liberos eos manere: id enim Juri Gentium conveniens esse.* Lib. L. Tit. VII. *De Legationibus*, Leg. ult.

(2) Cela est vrai: mais le Jurisconsulte parle néanmoins ici

fances, leurs Ambassadeurs de part & d'autre ne laissent pas pour cela d'être en droit de prétendre qu'on ne leur fasse aucun mal? Je vois qu'on décide ici pour l'affirmative. C'est du moins l'opinion d'ALBERIC GENTIL (a). Et il n'y a point de doute, que les Ambassadeurs, qui sont envoyez pour les affaires même de la Guerre, ne doivent jouir d'une entière sûreté. Mais s'ils avoient été envoyez en tems de Paix, & pour des affaires qui n'ont aucun rapport avec la Guerre, qu'en fera-t-il alors? Le Jurisconsulte POMPONIUS (1) dit, qu'en ce cas-là ils demeurent libres, & ne peuvent être faits Esclaves, comme Prisonniers de Guerre. Mais il y a lieu de douter, s'il ne parle pas uniquement des Ambassadeurs envoyez pendant la Guerre, tels qu'étoient ordinairement ceux que les Nations Etrangères envoioient au Peuple Romain; car il ne s'agit que de (2) ceux-là dans la suite du discours. Pour ce qui est des Ambassadeurs Ordinaires, com-

(a) *De  
Legation.  
Lib. II.  
Cap. 12.*

ici d'Ambassadeurs, qui étoient venus avant que la Guerre fût déclarée. Il a dit, au commencement de la Loi, qu'il est contre le Droit des Gens, de maltraiter un Ambassadeur envoyé par les Ennemis, & il en a rendu cette raison, que les Ambassadeurs sont regardez comme des personnes sacrées: *Quia sancti habentur Legati*. Il ajoute ensuite les paroles, dont il s'agit; par où il semble vouloir donner à entendre, que l'inviolabilité des Ambassadeurs a lieu, & en tems de Guerre, & en tems de Paix, comme attachée à leur caractère, (Voiez notre Auteur, *Chap. I. §. 6.*) & independante de la nature des affaires & des circonstances, pour lesquelles on les envoie. Après quoi il revient encore à ceux qui sont envoyez en tems de Guerre, comme les plus communs alors, & pour alleguer un exemple remarquable. Les fragmens des anciens Jurisconsultes sont d'ailleurs conçus d'une telle manière, qu'on ne doit guères s'attendre à y trouver l'ordre & la méthode: ce seroit beaucoup si le sens des paroles étoit clair. Voiez l'exemple allegué ci-dessus, *Chap. VI. §. 3.*

comme ceux d'aujourd'hui, qui résident dans le pais, & qui n'y sont guère (3) envoie que pour épier ce qui s'y passe, à consulter la Raison seule, leur sort ne doit pas être meilleur, que celui de toute autre personne du parti des Ennemis. Mais l'Humanité demande le contraire, & ainsi nous devons faire valoir ici le privilège de l'Ambassade, contre le droit de la Guerre. En l'année M. DC. LXVII. le Roi de *France*, comme le rapporte (b) AITZEMA, ordonna à son Ambassadeur de demeurer à *Madrid*, tant que la Cour d'*Espagne* le lui permettroit; prétendant pouvoir, sans rompre la paix, s'emparer des *Pais-bas* Espagnols: mais le Roi d'*Espagne* congédia aussi-tôt l'Ambassadeur, & n'osa faire autre chose, quoi que la *France* eût très-mal agi avec lui. Lors qu'on déclare soi-même la Guerre, il faut sans contredit renvoyer l'Ambassadeur de celui à qui on la déclare, quoi qu'il fût venu pendant la Paix: & c'est ainsi encore que l'*Espagne* en usa, l'année M. DC. LXXXIII. envers l'Ambassadeur de *France*. Telle est aussi la pratique reçue de toutes les Nations, à la

réserve

(b) Lib.  
XLVII.  
pag. 540,  
673.

(3) Il est vrai, que c'est d'ordinaire le but & l'usage des Ambassades: mais on le fait, quand on reçoit un Ambassadeur, & c'est sur ce pié-là qu'on lui accorde ses privilèges. Ainsi il semble qu'il y a une grande différence entre ces Ministres Publics, qui sont venus dans le pais sous la foi publique, & des Particuliers, à qui on n'a rien promis, mais qui se trouvent sur nos terres pour leur plaisir, ou pour leurs affaires. C'est pour ceux-ci un malheur, mais un malheur auquel ils se sont exposez eux-mêmes en quelque sorte, comme le donne à entendre la Loi, qui témoigne là-dessus l'usage du tems des *Romains*, de quelque manière qu'on y lise un mot, qui varie dans les Editions: *Verum in pace qui pervenerunt ad alteros, si bellum subito exarsisset, eorum servi*

effi-

réserve de quelques Peuples d'*Orient* & d'*Afrique*. Mais, lors même que c'est l'autre Puissance qui nous déclare la Guerre, il est toujours plus selon les règles, sinon de la Justice rigoureuse, du moins de l'Equité & de l'Humanité, de laisser aux Ambassadeurs une entière sûreté : & c'est ce qu'on fait aussi pour l'ordinaire, se contentant de leur signifier, qu'ils aient à se retirer. On peut voir dans *AITZEMA* (c), si les *Danois* (c) *Lib.* ont cru être autorisés à agir autrement, dans *XXXVII.* l'occasion. *pag. 98.*

§. VII. Si un Ambassadeur fait quelque chose de mal, en suivant ses (1) ordres, il ne peut être arrêté, ni puni : c'est de quoi conviennent tous les Auteurs du Droit Public. Ainsi il y a lieu de s'étonner, que cette question ait pu causer tant de troubles dans notre Etat, par rapport aux Deputez des Provinces & des Villes Confédérées. Mais, comme nous ne nous sommes proposé de traiter que ce qui regarde les Ambassadeurs des Puissances Etrangères, il vaut mieux ne rien dire ici de ces démêlez, que de renouveler la mémoire d'une chose si désagréable.

CH A-

*efficiuntur, apud quos jam hostes suo facto [ou fato] deprehenduntur &c.* *DIGEST.* *Lib. XLIX. Tit. XV. De Captiv. & Postlim.* *Leg. XII. princ.* (Sur quoi on peut voir notre Auteur, *Obs. Jur. Rom. Lib. IV. Cap. 14.*) Et même aujourd'hui, en déclarant la Guerre, on fait souvent publier, que ceux du Parti Ennemi aient à sortir, en un certain tems, des terres de l'Etat.

§. VII. (1) Cela doit s'entendre, à mon avis, des choses qu'il fait ou dit, dans lesquelles il y a quelque injustice, mais non pas d'une trahison, par exemple : car on ne donne pas pour cela des ordres, qui puissent se montrer, ou qui soient autorisés par l'usage, tels qu'il faut supposer ceux dont il s'agit. Voyez ci-dessous, *Chap. XXIV. §. 4.*



## CHAPITRE XXIII.

*Si les Ambassadeurs peuvent RENONCER AU PRIVILEGE DU RENVOI, & se soumettre à la Jurisdiction d'un Juge d'ailleurs incompetent.*

§. I. **C** Est une règle du Droit Romain, que, (1) *si les Parties se soumettent, d'un commun consentement à la Jurisdiction de quelque Juge que ce soit, qui préside à un Tribunal, ou qui a quelque autre Jurisdiction; celui-ci peut exercer sa Jurisdiction entr'elles.* Cette maxime est vraie, en supposant que les Parties, qui conviennent ainsi, disposent de leur droit, & non pas de celui

§. I. (1) *Si se subjiçiant aliqui Jurisdictioni, & consentiant, inter consentientes cujusvis Judicis, qui tribunali præst, vel aliam jurisdictionem habet, est jurisdictionis.* DIGEST. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. I.

(2) Ce sont des Lettres de la Cour de Rome, en vertu desquelles on évoque les personnes & les causes, ou à Rome, ou par devant un Commissaire du Pape choisi hors des terres même du Souverain, de qui les Parties dépendent. Les Papes par ce moien, comme par toute autre sorte de voie dont ils ont pu s'aviser, se sont emparez d'une Jurisdiction universelle, sous prétexte de Religion; & il n'y avoit que peu d'années, qu'INNOCENT VIII. avoit publié une Bulle (du 24. de Septembre M. CCCC. XCI.) par laquelle il décernoit de grandes peines contre tous ceux qui apporteroient aucun empêchement à l'exécution des Lettres Apostoliques. Ce qui apparemment donna lieu à Philippe d'Autriche de faire l'Ordonnance, dont ils'agit.

(3) Il y a dans l'Original Flamand, comme notre Auteur me l'a appris: *Obligatien te passerem, sig te verbinden,* sub pœnis Cameræ &c. Avant que d'examiner cet endroit qui certainement avoit besoin d'explication, je consultai Mr.

lui de leur Souverain. Car on croit communément, & avec raison, qu'il n'est pas permis de se soumettre, par accord, à la Jurisdiction d'un Juge dont le ressort est hors des terres de l'Etat, duquel dépend celui dont il s'agit: & ANTOINE DE MORNAC remarque, que le Parlement de *Paris* l'a ainsi décidé. Le Sénat de (a) *Malines*, étant consulté par la *Cour de Hollande*, répondit de même, le dernier d'*Août* de l'année M. D. LIII. ajoutant, ce qui est très-vrai, que tel a été toujours l'usage dans les *Pais-bas*. A quoi on peut rapporter une Déclaration de (b) *Philippe d'Autriche*, du 22. *Mai* de l'année M. CCCC. XCVII. par laquelle il est défendu de citer qui que ce soit en Justice, en vertu de (2) *Lettres Apostoliques*, hors de la *Hollande*, de la *Zélande*, & de la *Frise*; comme aussi de passer ou contracter aucune (3) obligation sous les peines

(a) *Plac.*  
Tom. II.  
*Append.*  
pag. 2987.

(b) *Ibid.*  
II. 5. 5.  
18. 1.

DE TOULLIEU, mon très-honoré Collègue, qui le lendemain me fit savoir, qu'il croioit que ce *Peines de la Chambre* ne pouvoient être que l'Excommunication & les Censures Ecclésiastiques, décernées par la *Chambre Apostolique*. J'entre tout-à-fait dans cette pensée, si conforme à la teneur de la clause précédente. *Philippe*, après avoir mis ses Sujets des *Pais-bas* à couvert des poursuites de ceux qui voudroient les tirer malgré eux devant un Tribunal Ecclésiastique, hors de leurs Provinces; leur défend ensuite de se soumettre eux-mêmes volontairement à cette Jurisdiction Etrangère, en s'y engageant par un Contrat. Je vois cette clause rapportée par ZYRÆUS, Jurisconsulte Flamand & Protonotaire Apostolique: *Denique vetat idem* Edict. 20. *Maji* 1497. (c'est ainsi qu'il marque la date du jour, & ici, & ailleurs, au lieu du 22.) *ne quis se obliget sub pœnis Cameræ: Notarii & publica persona contractus cum eâ clausulâ non recipiant.* &c. *Notit. Jur. Belgic. Tit. De Jurisdic. omn. Judic.* pag. 70. *Ed. Antuerp.* 1640. Voyez encore le *Jus Pontificium novum* du même Auteur, *Lib. I. Tit. De Rescriptis*, num. 7. & *Lib. II. Tit. De Foro compet.* num. 28.

(c) Lib.  
III. Tit. I.  
§. 5.

nes de la Chambre; manière de s'engager, qui se trouve aussi défenduë par les *Loix de* (c) **FRISE.**

§. II. MAIS ce qui n'est pas permis aux Sujets, parce qu'il en reviendrait du préjudice à leur Prince, le Prince lui-même peut le faire sans contredit. Lors qu'il survient quelque différent entre les Princes, on voit souvent qu'ils consentent d'en faire Juges d'autres Tribunaux, qui sont hors de leurs Etats. C'est ainsi qu'autrefois *Philippe & Alexandre*, Rois de *Macédoine*, aiant quelque démêlé avec des Etrangers, voulurent que l'affaire fût jugée par le Conseil des *Amphictyons*, & non pas en *Macédoine*, comme nous l'apprenons de *PAUSANIAS* (1). Les *E-tats Généraux* de ces Provinces, & l'Electeur de *Brandebourg*, convinrent ensemble, l'année M. DC. LXV. de se soumettre, pour la décision d'une affaire pécuniaire, au Grand Conseil de *Malines*, lui donnant pouvoir de juger entr'eux, comme s'ils étoient de leur Jurisdiction; ainsi que le raconte (a) *AITZEMA*, qui ailleurs (b) rapporte divers autres exemples semblables. Si aujourd'hui les Princes tenoient une si sage conduite, (2) on éviteroit plus d'une Guerre.

### §. III. POUR

(\*) Lib.  
XLV. pag.  
1080, &  
seqq.  
(b) Lib.  
XLVII.  
pag. 303,  
362, 447,  
452, 579.  
& Lib.  
XLVIII.  
pag. 760,  
802, 1088,  
& seqq.  
2207, &  
seqq.

§. II. (1) L'Historien parlant des *Romains*, qui, sur la dénonciation du perfide *Callicrate*, ordonnèrent qu'on leur envoiât à *Rome* tous ceux d'*Achaïe* qu'il accusoit de trahison, pour y être jugez; remarque, que ce procédé étoit encore inconnu des Grecs: car, ajoute-t-il, jamais ni *Philippe de Macédoine*, ni *Alexandre* son Fils, tout puissans qu'ils étoient, ne forcèrent personne à leur envoyer en *Macédoine* ceux dont ils avoient à se plaindre, mais ils permettoient qu'on fit juger l'affaire par le Conseil des *Amphictyons*. Ο μή πω κατειλήφει πρότερον Έλληνας. Έτε γάρ Μακεδόνων οι ισχύσαντες μέγιστον, Φίλιππος Αμύντα και Αλέξανδρος, τής ανδεση-

§. III. POUR ce qui est des Ambassadeurs, comme ils sont Sujets du Prince qui les envoie, & qu'en prenant le caractère ils ne changent ni de Souverain ni de Jurisdiction, il est assez difficile de décider, s'ils peuvent le faire en se soumettant eux-mêmes par un accord à quelque autre Juge. Ils ne sont certainement que simples Particuliers, par rapport à leur Prince; &, comme tels, il semble qu'ils ne puissent le priver de la Jurisdiction qu'il a sur tous ses Sujets & tous les Particuliers de ses Etats. Encore donc qu'un Ambassadeur puisse très-bien, entre tous les Tribunaux établis par son Prince, en choisir quelcun auquel il se soumette, quoi que d'ailleurs incompetent; il ne s'ensuit pourtant pas qu'il ait le même droit à l'égard des Juges d'un autre Etat. Voilà une raison qu'on allègue ici (1) contre la permission de renoncer au privilège du Renvoi.

§. IV. Mais peut-être disputons-nous ici en vain, si tout accord par lequel on se soumet à une autre Jurisdiction, que celle dont on dépend, est aujourd'hui illicite. C'est l'opinion de (a) W I S S E M B A C H, & d'autres Docteurs qu'il cite, fondée sur une décision (1) du D R O I T

(a) *Ad Pandect.*  
Part. I.  
Disp. XVI,  
num. 7.

CA-

ἀνθεστηκότας σφίσις Ἑλλήνων ἐς Μακεδονίαν ἐβιάσαντο ἀποσταλῆναι. διδόναι δὲ αὐτοὺς ἐν Ἀμφικτυόσιν ἔτιον λόγον. Achaic. seu *Lib. VII. Cap. X.* On fait que ce Conseil des *Amphytyons* étoit le Tribunal commun des Peuples de Grèce.

(2) Voyez ce que dit là-dessus G R O T I U S, *Droit de la Guerre & de la Paix*, Liv. II. Chap. XXIII. §. 8.

§. III. (1) *Le Ministre ne peut préjudicier au droit & à la dignité de son Maître, sans son consentement*, dit ici W I C Q U E F O R T, *Mémoires*, pag. 39. de la 2. Edit.

§. IV. Il ne s'agit là que des *Ecclesiastiques*, dont le Pape INNOCENT III. met le privilège au dessus de toute

(b) *Practic.*  
*Obs.* Lib. I.  
*Obs.* 40.

(c) *Inlei-*  
*ding tot de*  
*Practic.* §  
 1. vers. 5.  
 (d) §. 9.

(e) *Formul.*  
 Lib. I.  
 Cap. I. pag.  
 25.

CANONIQUE. (b) ANDRÉ GAILL termine le différent par (2) une distinction, approuvée de la plupart des Auteurs. Cependant quelques-uns sont encore si entêtés, que de soutenir qu'on ne peut jamais rejeter son Juge ordinaire, & en choisir un autre. H O G E R B E E T S, qui avoit été lui-même Juge, en qualité de Membre du *Haut Conseil*, veut plaisamment, dans son (c) *Introduction à la Pratique*, que cela soit défendu absolument par les LOIX (d) de MARIE de Bourgogne, publiées en l'année M. CCCC. LXXVI. C'est merveille, qu'il n'ait pas trouvé la même chose dans un (3) endroit des *Règlemens prescrits à la Cour de Hollande*, & qu'il ne se soit imaginé qu'un autre endroit des mêmes *Règlemens*, où la renonciation dont il s'agit est permise, a été abrogé par celui-ci. On dit, (e) qu'en *Zélande* on a longtemps prétendu, qu'un *Zélandois*, encore même qu'il se fût soumis à la Jurisdiction de la *Cour de Hollande*, ne pouvoit néanmoins être obligé de plai-

renonciation, pour les foustraire, autant qu'il peut, à toute autre Jurisdiction, que la sienne. *Manifeste patet, quòd non solum invitè, sed etiam voluntarii [Clerici] pacisci non possunt, ut secularia judicia subeant &c.* DECRETAL. Lib. II. Tit. II. *De Foro competente*, Cap. XII. Voyez là-dessus CUJAS, Tom. VI. Part. II. pag. 23.

(2) Il distingue, si le privilège de ne pouvoir être appelé en Justice, que devant un certain Tribunal, est établi uniquement en faveur des Privilégiez, ou bien pour l'intérêt & des Privilégiez, & de leur Supérieur. Dans le premier cas, chacun peut renoncer à son privilège, de sa pure volonté. Dans l'autre, il ne le peut, qu'avec la permission de son Supérieur. Et tel est le cas des *Vassaux*, par rapport à leur Seigneur; des *Ecclesiastiques Romains*, depuis que le DROIT CANONIQUE a fait regarder leur exemption de la Ju-

plaider par devant elle. Je ne comprends pas bien, ce que cela signifie. Car il avoit déjà été permis aux *Zélandois* par un article des (f) *Conven-* (f) §. 1.  
*tions faites entre la Hollande & la Zélande*, en l'année M. DC. VII. de se soumettre par accord à la Jurisdiction de la *Cour de Hollande*, à moins que les deux Parties *Zélandoises* ne dépendissent d'une même Jurisdiction: & la permission a été depuis renouvelée, en mêmes termes, dans un article des (g) *Conventions* faites entre ces deux (g) §. 15.  
 Provinces, l'année M. DC. LXXIV. Il faut aussi poser pour règle générale, que, tant qu'il n'y a point de Loi qui défende de se soumettre à un autre Juge, que celui dont on dépend, cela doit être toujours permis. Le DROIT CANONIQUE le défend, & ainsi il faut s'en tenir là, quand il s'agit de juger selon ce Droit. Du reste, HILLIGER (h) désap- (h) *Donellus enucleat.*  
 prouve (4) avec raison une telle défense, faite Lib. XVII.  
 aux Ecclésiastiques, comme ne s'accordant pas Cap. 12.  
 avec les principes du Droit en général. Les Loix  
 de  
 de

Jurisdiction des Juges Séculiers, comme accordée en faveur de tout l'Ordre &c.

(3) *De Instructie van het hof*, §. 220. Cet article porte, que chaque Sujet doit être appelé en Justice par devant son Juge; ce qui est très-vrai, mais avec cette exception, que l'on ne se soit pas volontairement soumis à la Jurisdiction de quelque autre Tribunal: or c'est ce que permet le §. 8. des mêmes *Réglemens*. Ainsi il n'y a point de contradiction entre ces deux articles, comme il devroit y en avoir, selon HOGERBEETS, puis que le §. 220. ne dit autre chose, que ce qu'on trouve dans le §. 9. des Loix de *Marie de Bourgogne*. L'Auteur m'a fourni cet éclaircissement.

(4) Avant lui CUYAS, dans l'endroit que je viens de citer.

(i) *Formu-*  
lar. Lib. I.  
Cap. I.  
pag. 26.

(k) *Ubi*  
supr. Cap.  
XX. lit. k.

(l) *Ad*  
Peck. De  
Arrest.  
Cap. 12.  
pag. 255.

de *Hollande* (5) défendent aussi d'ôter au Juge Ordinaire la connoissance des Causes qui regardent les Contrats d'*Assurance*. Mais on pouvoit le faire avant cette Loi, comme le *Haut Conseil* (i) le décida dans un cas particulier: quoi que la Ville d'*Amsterdam*, dès l'année M. DC. XIII. eût voulu l'empêcher par une Loi qui n'annulloit pourtant pas ce qui avoit été fait contre ses défenses. J'entre aussi presque dans le sentiment (k) d'HILLIGER, en ce qu'il soutient, fondé sur de très-bonnes raisons, que les *Etudians* même peuvent renoncer (6) au privilège de la Jurisdiction Académique. Je n'ignore pourtant pas, que presque tous les Interprètes sont d'une opinion contraire, & qu'elle a été même approuvée dans le cas d'un Académicien de *Leide*, qui s'étoit soumis volontairement à la Jurisdiction de la *Cour de Hollande*, comme le rapporte (l) VAN LEEUWEN dans ses Notes sur un Traité de PECKIUS. La question fut agitée avec chaleur, il y a quelques années, & on publia là-dessus des Traitez entiers. Les *Etats de Hollande*, par une Ordonnance du 24. de *Mars* M. DC. LXII. ont

(5) *Ampliat. Form. utriusque Curia*, §. 8. Voyez le Commentaire de feu Mr. VOET sur les PANDECTES, Lib. II. Tit. I. De *Jurisdic.* num. 36.

(6) Mr. BÖHMER, dans son *Jus Ecclesiasticum Protestantium*, est aussi de ce sentiment; à moins, ajoute-t-il, qu'un Etudiant ne voulût, demeurant tel, se soustraire en tout & par tout, à la Jurisdiction Académique. Lib. II. Tit. II. §. 42. Il y eut là-dessus, en M. DC. LXXXVIII. une dispute, assez échauffée, entre Mr. VAN ECK, agissant par ordre du Sénat Académique de *Franecker*, où il étoit alors Professeur; & feu Mr. HUBER, redevenu Professeur, mais honoraire, de Conseiller qu'il avoit été quelque tems.

Cela



ont réglé la chose avec ce tempérament, que ceux de la Jurisdiction d'une Académie qui sont Majeurs, peuvent se soumettre à une autre Jurisdiction, pourvû que ce soit dans le territoire de la Province de *Hollande*, & qu'ils s'engagent par un accord *express & spécial*, à ce changement de Jurisdiction.

§. V. LOIN d'ici donc l'opinion peu sensée de quelques-uns, qui s'imaginent, que l'intérêt des Magistrats même demande qu'aucun de leur ressort ne leur enlève, par des conventions particulières, la Jurisdiction que le Prince leur a donnée sur eux. (1) Le partage des Juridictions s'est fait, non en faveur des Juges, mais en faveur de ceux qui ont besoin de leurs Jugemens. Le consentement du Prêteur même n'étoit point nécessaire, par le Droit Romain, lors que les Parties étoient convenues de prendre un autre Juge, comme le dit (2) clairement le Jurisconsulte ULP IEN. Et autrement il faudroit regarder comme illicite l'usage des Arbitres, puis que tout Compromis ôte au Juge sa Jurisdiction pour l'affaire dont il s'agit, & la transporte à un simple Particulier.

Cela produisit quelques petits Livres, dont on verra les titres dans la BIBLIOTH. UNIVERS. & HISTORIQ. Tom. IX. pag. 545.

§. V. (1) On peut voir là-dessus les *Exercitationes ad Quinquaginta Decisiones Justiniani*, d'un docte Jurisconsulte Allemand, JEAN STRAUCHIUS, Exerc. I. Cap. III. & IV. où il réfute les partisans de l'opinion contraire.

(2) *Convenire autem utrum inter privatos sufficit, an vero etiam ipsius Prætoris consensus necessarius est? LEX JULIA Judiciorum ait: QUOMINUS INTER PRIVATOS CONVENIAT. Sufficit ergo privatorum consensus. Dig. Lib. V. Tit. I. De Judiciis &c. Leg. II. §. 1.*

culier. La vérité est, que la question, si l'on peut laisser là son Juge ordinaire, & en choisir un autre, dépend uniquement de savoir, si celui qui le fait dispose de son droit, ou s'il en revient du préjudice à un tiers. Toute sorte de Droit & de Loix permettent de renoncer à ses privilèges, lors qu'on ne peut par cette renonciation nuire à d'autre qu'à soi-même, & qu'il n'y a rien en quoi on fasse du tort à personne. *Chacun peut renoncer à ce qui a été établi en sa faveur*, c'est en autant de termes la Règle (3) du Droit Ancien.

§. VI. AINSI, quand il s'agit même des Ambassadeurs, il semble d'abord qu'ils puissent renoncer de plein droit à leurs privilèges, qui n'ont été établis qu'afin qu'ils résident plus commodément dans le país où ils ont été envoyez en ambassade; & qu'il leur est à la vérité permis de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de leur domicile, mais qu'ils ne sont pas indispensablement obligez de profiter de ce bénéfice. D'ailleurs, supposé qu'ils y fussent tenus, ils ne pourroient eux-mêmes intenter action contre personne, parce qu'en ce cas-là ils seroient sujets à être attaquez à leur tour par réconvention, & ils devroient le souffrir. Peut-être que la *Cour de Hollande* suivoit ce principe, à l'égard d'un Ambassadeur de *Portugal*, qui s'étoit engagé de paier les dettes de son prédécesseur, en l'année M. DC. LI. Elle supposa apparemment, que par là il avoit renoncé au privilège du renvoi, & là-dessus elle lui fit dire

(3) *Quum alia sit regula Juris antiqui, Omnes licentiam habere,*

dire par un Secrétaire, qu'il eût à paier; autrement qu'elle ne manqueroit pas à son devoir, & qu'elle rendroit justice aux Créanciers. C'est ce que l'on trouve dans (a) AITZEMA. On m'a dit aussi, que les *Etats de Hollande* déclarèrent par leurs Résolutions du 10. de *Fevrier*, M. DC. LXXXVIII. du 27. d'*Octobre*, M. DC. LXXXIX. & du 6. de *Fevrier*, M. DC. XCIV. qu'un Ministre de l'Electeur de *Brandebourg*, qui avoit renoncé au privilège du Renvoi, n'étoit point exempt d'arrêt. Mais, dans le cas dont il s'agit, le Créancier avoit aussi fait saisir les effets du Ministre de *Brandebourg*; de sorte qu'on ne fait si ce fût la saisie, ou la renonciation, qui fonda la Jurisdiction de la Cour. Je me souviens, que le *Haut Conseil*, depuis que j'y suis moi-même Conseiller, a exercé sa Jurisdiction sur des Ministres Etrangers qui avoient renoncé à leur privilège, sans que ni eux, ni leurs Maîtres, se soient opposés au jugement. J'ai vû aussi des Conventions, à la fin desquelles des Ambassadeurs se soumettoient à une Sentence Arbitrale du *Haut Conseil*; ce que l'on ne peut regarder que comme une renonciation tacite.

§. VII. MAIS, quoi qu'il en soit, je n'oserois soutenir, qu'un Ambassadeur puisse renoncer à ses droits, sans la participation de son Prince. Car pourquoi les Privilèges des Ambassadeurs ont-ils été établis, si ce n'est afin que les Ambassadeurs pussent être plus utiles à leurs Princes, & qu'il n'y eût rien qui

(a) *Lib.*  
XXXI.  
pag. 506.

habere, his, quæ pro se introducta sunt, renunciare. *Co d'*  
*Lib. II. Tit. III. De Pactis, Leg. XXIX.*

qui leur causât de l'empêchement dans les fonctions de leur emploi? Ces privilèges regardent donc plus l'intérêt du Prince, que celui de l'Ambassadeur; & l'Ambassadeur peut bien y renoncer à son préjudice, mais non pas au préjudice de son Maître. Ainsi, à consulter la Raison seule, il faut dire peut-être, qu'en matière de Crimes, un Ambassadeur ne peut jamais renoncer au privilège de demander un renvoi à la Jurisdiction du lieu de son domicile; & qu'à l'égard des affaires civiles, il ne peut par une telle renonciation, s'engager à autre chose, qu'à permettre qu'on juge & qu'on prononce, mais non pas qu'on exécute la Sentence, si cela cause quelque empêchement à l'Ambassade, comme il arriveroit presque toujours dans un Procès criminel. Mais je n'ai pas en main assez d'exemples, pour dire si le Droit des Gens a déterminé quelque chose là-dessus. La raison, que j'ai alléguée, de mon opinion, peut être fondée sur ce qui est dit dans une Loi (1) du Droit Romain.

---

## CHAPITRE XXIV.

*Opinions différentes de divers Auteurs, sur le Juge compétent des Ambassadeurs.*

§. I. **J'**AI indiqué par ci par-là, dans l'occasion, ce que quelques-uns ont dit & écrit sur

§. VII. (1) C'est la Loi XXIV. §. 2. D. De *Judiciis* qui a été alléguée ci-dessus, Chap. VI. §. 4.

sur la question du Juge compétent des Ambassadeurs. Je vais maintenant rapporter pêle mêle ce que d'autres ont pensé sur ce sujet.

§. II. Les anciens *Interprètes du Droit* ont suivi, en matière d'affaires Civiles, la distinction des Loix Romaines; mais ils se sont fort peu mis en peine du Droit des Gens, & même de ce qui regarde les véritables Ambassadeurs, envoyez de la part d'un Souverain à un autre. Pour ce qui est des affaires criminelles, ils n'en parlent presque point. PETRINUS BELLUS (a) dit seulement, que l'on peut punir les Ambassadeurs, qui trament quelque acte d'hostilité, par la raison qu'ils passent alors leurs ordres. Comme s'ils ne les passoient pas, dans tous les Crimes dont ils se rendent coupables! car y a-t-il aucun Ambassadeur, qui vienne avec ordre de mal faire? Ce Docteur reconnoît, qu'on jugea à propos d'en user autrement envers les Ambassadeurs de *Tarquin*: mais, ajoute-t-il, (1) *c'étoit la manière de ces anciens tems*: comme si on avoit suivi d'autres maximes dans les derniers siècles! Tel a été l'usage autrefois, tel il est certainement aujourd'hui, à moins qu'il ne s'agisse d'un Ambassadeur, que l'on découvre armé pour la ruine de l'Etat, où il est en ambassade, tels qu'étoient ces Ambassadeurs, qui se trouvèrent dans l'armée de ceux de *Clusium*, contre les *Gaulois*, à qui ils étoient envoyez; exemple, que BELLUS allégué ici: car, en ce cas-là, on ne sauroit douter, que de tels Ministres Etrangers

ne

(a) De  
Bello, Part.  
II. Tit. 9.

ne doivent être regardez comme Ennemis. De là vient que *Caius Marcius*, Tribun du Peuple, accusa *Quintus Fabius*, de ce qu'étant envoyé aux Gaulois, en qualité d'Ambassadeur, il avoit pris les armes contr'eux, foulant ainsi aux pieds le Droit des Gens: accusation, dont la poursuite fut empêchée par la mort de l'Accusé, comme TITE LIVE (2) nous l'apprend. Cet Historien, (b) en rapportant ailleurs cet acte d'hostilité de *Fabius*, & des autres du même nom, l'avoit condamnée. PLUTARQUE (c) attribué & l'ambassade, & le combat, au seul *Fabius Ambustus*. Ce *Fabius* fut accusé avec raison. Mais autre chose est, de dire, qu'un Ambassadeur peut être jugé par son Souverain; & autre chose, de prétendre, qu'il puisse être jugé par le Souverain Etranger, à qui il est envoyé. Autre chose est, d'être jugé, & autre chose, d'être tué dans un Combat. Il s'agit ici seulement d'un Ambassadeur, qui a commis quelque Crime, pour lequel la Puissance, chez qui il l'a commis, veut le juger & le punir: tout le reste n'est point de nôtre sujet.

§. III. LE sentiment de CHARLES PASCHAL, touchant la Jurisdiction compétente des Ambassadeurs, en matière de causes civiles, a été rapporté ci-dessus. Il traite, en (a) deux Chapitres, de la Jurisdiction Criminelle. Mais, après

(b) Lib.  
V. Cap. 36.

(c) Vit.  
Num. pag.  
68. l.  
Tom. I.  
Ed. Wechel.

(a) Cap.  
74 & 75.

(2) Interim Q. Fabio, simul primum magistratu abiit, ab C. Marcio, Tribuno plebis, dicta dies est, quod Legatus in Gallos, ad quos missus erat Orator, contra Jus Gentium pugnasset. TIT. LIV. Lib. VI. Cap. I.

§. III. (I) Equidem numquam dubitem sceleratam conjunctionem detegere, disjicere, opprimere, interceptis literis, des-

après avoir présenté aux Lecteurs une espece de bouquet de fleurs de toutes sortes, cueilli dans les Ecrits des Historiens, des Philosophes, des Orateurs ; il ne fait guères lui-même ce qu'il dit. Tantôt il veut, qu'on poursuive avec le fer & le feu les Ambassadeurs traîtres: tantôt, qu'on les renvoie, comme cela se pratiquoit autrefois, en sorte néanmoins qu'il soit (1) permis de découvrir une conjuration perfide, de la renverser, de l'accabler, en interceptant les Lettres, en recherchant les assemblées clandestines, qui peuvent se faire chez l'Ambassadeur, en saisissant & gardant ses Domestiques, & usant de tels autres moïens propres à déconcerter toutes ses machinations. On ne fait non plus, si PASCAL croit, que la prudence seule oblige à se contenter de donner congé à l'Ambassadeur, ou s'il veut qu'on y soit obligé par le Droit des Gens. A considérer le commencement du Chapitre LXXV. il semble qu'il entende parler du Droit des Gens: car voici ce qu'il y dit: (2) *A peine peut-on mettre en question, si un Crime ordinaire autorise à punir un Ambassadeur, puis qu'il ne peut pas même être accusé pour un Crime d'Etat.* Cependant il n'est pas bien d'accord avec lui-même, pour ce qui regarde les Crimes ordinaires. Il semble pancher davantage à exempter du supplice l'Ambassadeur & les gens de sa suite, & à permettre feu-

*deprehendendis coctibus clandestinis, qui forte habentur apud Legatum, vinciendâ & adservandâ familiâ ejus, talibusque usurpandis, quorum ductu ad rem perveniri potest. Cap. LXXIV. pag. 440.*

(2) *Vix illi quæstioni locus relinquitur, An vulgaris criminis ea sit vis, ut ejus pœna à Legato expetatur, cui ne perduellionis quidem recte dies dicitur. Pag. 445.*



seulement qu'on les congédie, en leur défendant de retourner dans le país: mais il y ajoute (3) cette restriction, qu'il s'agisse d'un *Ambassadeur qui a été envoyé par une Puissance, dont l'intérêt demande fort qu'elle ait de grands égards pour nous, & un soin assidu de se maintenir dans nos bonnes grâces*. Ce n'est là encore qu'une raison de Politique, & il faut, à mon avis, distinguer ici toujours entre ce que demande la Politique, & ce qui est du Droit des Gens. On donne ordinairement plus ou moins de privilèges aux Ambassadeurs, selon que l'on craint plus ou moins leurs Maîtres, & la prudence certainement le veut ainsi. Mais quand il s'agit du Droit des Gens, il faut d'autres règles, & des règles plus sûres: autrement on donnera tantôt sur le blanc, tantôt sur le noir, sans savoir où s'arrêter, comme fait pour l'ordinaire l'Auteur, dont je viens de parler.

#### §. IV. FRIDERIC DE MARSELAER

(a) *Legat.*  
Lib. II.  
Diff. 14.  
(b) *Ibid.*  
Diff. XIII.

(a) suit, pour ce qui regarde les affaires civiles, la distinction du Droit Romain, que nous avons réfutée ci-dessus: & (b) en matière de Crimes, il soumet l'Ambassadeur à la Jurisdiction de celui, chez qui il les a commis; en sorte que, si on ne les punit pas actuellement c'est, selon lui, par un principe d'Humanité, ou par des raisons de Prudence, & non pas en vertu d'aucune obligation.

(3) *Si Legatus is, qui arrogantiam & crimine iras nostras irritavit, ab illo missus est, cujus maximè interest jugi veneratione benevolentiam nostram demereri, seque modestiâ nobis & innocentia probare, absque ullo respectu jubendus est, intra breve tempus manere extra fines nostros, edicto ne redeat, nisi malit plecti ut improbus.* Pag. 448.

§. IV. (1) *Parcere heic crimen existimes, nisi plus Legati nomen*

gation où l'on soit par le Droit, sur tout quand il s'agit d'un Crime d'Etat. C'est, dit-il, (1) *une espèce de Crime, d'épargner alors le Coupable, si l'on n'a pas plus à craindre la qualité d'Ambassadeur, que l'attentat du Traître. Dès-là que l'Ambassadeur est Traître, il cesse d'être Ambassadeur &c.* Cette pensée est certainement fort plausible, lors que le Prince, qui a envoyé l'Ambassadeur, est complice du Crime; & MARSELAAR en allégué la raison un peu plus haut, où il parle ainsi: (2) *Se contentera-t-on de congédier l'Ambassadeur, pour être puni par ceux de qui il attend des louanges & des récompenses? Il y a toutes les apparences du monde, que le Maître, qui est lui-même coupable, usera de connivence, & qu'étant l'Auteur du Crime, il n'en sera pas le Vengeur.* Cet Ecrivain ne dit pas, comme font quelques-uns peu seneux, que, de quelque Crime qu'il s'agisse, un Ambassadeur puisse se promettre l'impunité si on se contente de le renvoyer: mais seulement que, dans le cas dont il est question, on devrait s'y attendre, & qu'ainsi le Crime, tout atroce qu'il est, demeureroit impuni. Je n'ignore pas, pour moi, que souvent les Princes se sont servis de leurs Ambassadeurs pour exciter des Rebellions, & qu'ainsi ils leur ont eux-mêmes fourni occasion de mal faire. Cependant, en  
ce

*nomen, quàm scelus Proditoris timeas. Verum enimvero desinit esse Legatus, qui esse proditor incipit. Pag. 359.*

(2) *Sed quid si consensu & consilio sui Principis deliquerit Legatus? Num remittetur puniendus ab iis, quorum ea propter laudem premiumque expectat? Connivebit verisimiliter, qui & ipse culpa reus; nec ultor erit, qui auctor. Pag. 357.*

ce cas-là même, je voudrois qu'on se contentât de chasser l'Ambassadeur coupable, & qu'on ne lui fit d'ailleurs aucun mal. Car, pour ne pas dire qu'il est difficile de prouver que le Prince aît eu connoissance de l'attentat de son Ambassadeur, & qu'il l'aît autorisé à le commettre; supposé qu'on en aît des preuves incontestables, l'Ambassadeur (3) n'a fait qu'exécuter sa commission, & un tel Ministre, lors même qu'il suit des ordres criminels, ne peut point être puni, à moins qu'on ne veuille renverser tout le droit des Ambassades. Je ne refuse pas, dans un danger pressant, la permission de mettre l'Ambassadeur sous bonne garde militaire, soit qu'il agisse de lui-même, ou par ordre, & de le ren-

(3) J'ai déjà remarqué, sur le §. 7. du *Chap. XXII.* que la raison tirée de ce qu'un Ambassadeur agit par l'ordre de son Maître, ne doit pas, comme il me semble, être étendue ici au delà des ordres qui ou peuvent se montrer, ou sont autorisés par l'Usage. Or une Trahison, une Conspiration, & autres semblables Crimes, ne sont pas assurément de ce nombre. L'usage autorise les Ambassadeurs à faire le métier d'Espions, à tâcher de découvrir les secrets de l'Etat par des intrigues secrètes; mais non pas à aller plus loin, & à rien commettre, qui sente l'hostilité. Les Ambassadeurs, bien loin de se prévaloir de quelque ordre de leur Prince, lors qu'ils en ont véritablement de tels, les cachent avec autant de soin, qu'ils cherchent à se disculper eux-mêmes. Quand ils se trouvent dans le cas, il ne faut pas s'étonner qu'ils veuillent se tirer d'affaires, à quelque prix que ce soit. Mais qu'on leur eût demandé, avant la Trahison découverte, s'ils prétendoient que de tels attentats fussent renfermez dans les privilèges de leur caractère, & qu'en qualité de Ministres, qui ne font qu'exécuter les ordres de leur Maître, ils dussent être à l'abri du juste ressentiment de la Puissance qu'ils voudroient trahir; je ne sai si aucun auroit osé soutenir une telle maxime, comme fondée sur le Droit des Gens, ni si aucun Prince a jamais témoigné qu'il envoieit ses Ambassadeurs sur ce pié-là. Pour ce qui est de la

renvoyer ainsi à son Maître, en lui demandant qu'il le punisse: mais je soutiens, qu'un tel Coupable ne doit point être accusé & puni selon les procédures de la Justice dans le pais où il a commis le crime.

§. V. JEAN HOTMAN, dans son *Traité* (a) *de l'Ambassadeur*, hésite sur ce qui re- (a) *Chap. IV. (ou III.)*  
garde les Crimes d'Etat, & il fait diverses distinctions, qui embarrassent la chose, plus qu'elles ne l'éclaircissent. Mais après tout (b) (b) §. 4.  
il acquiesce aux exemples des Nations, qui, en ce cas-là même, ont renvoyé les Ambassadeurs, sans les punir. Cependant il excepte (c) (c) §. 13.  
plus bas certains Crimes, exécutez, & non (1) pas simplement projetez, à l'égard desquels

la chose en elle-même, l'Ambassadeur Traître ne laisse pas de l'être, lors même qu'il agit par ordre de son Maître; & ainsi il n'a pas plus lieu de se plaindre, que tout autre, qui, sans caractère, auroit tramé une conspiration dans l'Etat. Au contraire, il mérite d'autant plus d'être traité en Ennemi, qu'en le recevant comme Ambassadeur, on a témoigné ne craindre de sa part aucune hostilité, dont il pût se rendre coupable de son chef, & moins encore par ordre. Je reconnois, avec nôtre Auteur, qu'il est difficile de prouver aux autres, qu'un Prince aît autorisé son Ministre à commettre quelque trahison contre la Puissance auprès de qui il l'a envoyé en ambassade. Mais il suffit qu'on en aît poursoi-même d'aussi grandes preuves que la chose le comporte. La Puissance trahie ne reconnoît ici aucun Tribunal Supérieur, devant lequel elle aît à se justifier. Elle n'a d'autre Juge, que DIEU & sa Conscience: & comme, dans le cas dont il s'agit, elle n'a point de satisfaction à attendre de la part d'un Prince qu'elle a tout lieu de regarder comme son Ennemi, c'est à elle à se la procurer de la manière qu'elle juge la plus convenable à ses intérêts.

§. V. (1) En parlant de la conspiration de *Bernardin de Mendoza*, dont il a été fait mention ci-dessus plus d'une fois, & sur quoi il nous apprend, qu'on lui avoit fait l'honneur de le consulter, voici ce qu'il dit: „L'on leur fit aussi consi-  
„ derer,

quels je ne voudrois faire aucune exception, hormis peut-être celui d'un Ambassadeur, qui, par ordre de son Maître, auroit assassiné le Prince, auprès de qui il étoit en ambassade. Mais conçoit-on, qu'un Prince soit capable d'ordonner une telle chose? Je n'en trouve du moins aucun (2) exemple dans l'Histoire, & la seule pensée en fait horreur. *HOTMAN* fait aussi plusieurs distinctions, à l'égard des Crimes ordinaires,

„ derer, que le delict étoit simplement projeté, non ex-  
 „ cuté, non consommé, comme disent les Légistes. Mais  
 „ en ce dernier cas, je n'eusse voulu être sa caution, non  
 „ plus que de tous autres qui font semblables attentats, les-  
 „ quels rencontraient des Princes ou des Peuples plus mal  
 „ endurans & moins retenus, n'en échapperoient à si bon  
 „ marché. Car s'il est permis par les Loix Civiles & Natu-  
 „ relles, de repousser la force par la force, si la Loi du  
 „ Talion est du Droit de Nature, si même telle entreprise  
 „ ne fût demeurée impunie en la personne de son Maître  
 „ propre, s'il s'y fût trouvé, ainsi qu'il s'est vû quelque-  
 „ fois: je laisse à juger s'il n'y avoit pas raison de le retenir,  
 „ pour ne dire pis... Je dis, ores qu'il eût fait apparoir du  
 „ pouvoir de son Maître &c. *Fol. 66, & 67. Edit. de Pa-*  
*ris, 1604.*

(2) En voici un, qui me tombe sous la main. L'Empereur *Basile II.* après avoir subjugué la *Bulgarie*, vouloit réduire à son obéissance le Seigneur de *Sirmium*, qui tenoit bon encore. *Constantin Diogène*, Gouverneur de la Province voisine envoya à celui-ci, qui s'appelloit *Sermo*, un Ambassadeur, comme pour entretenir amitié avec lui, & conférer sur des affaires d'importance. L'Ambassadeur, pour ôter à *Sermo* tout sujet de défiance, lui dit, que, s'il vouloit, ils iroient tous deux tenir leurs conférences au bord de la Rivière voisine, suivis chacun de trois Domestiques seulement. *Sermo* y consentit; & comme ils alloient entrer en matière, l'Ambassadeur perfide tira un poignard, qu'il portoit caché, & en perça *Sermo*. Après quoi, les Valets aiant pris la fuite, *Diogène* s'en alla ramasser les Troupes de l'Empereur les plus proches de là, marcha avec elles contre *Sirmium*, persuada à la Veuve de *Sermo* effrayée, en lui fai-

naires, & veut sur tout qu'on ait égard à ce que demande la raison d'Etat; considération, qui, comme nous l'avons dit ci-dessus, ne doit être d'aucun poids, quand on raisonne, comme nous faisons ici, en Jurisconsultes. Le même (d) Auteur, en traitant des affaires civiles, se trompe fort, de prétendre, qu'il faut s'adresser, non aux Juges, mais au Prince, & non pas au Prince qui a envoyé l'Ambassadeur, mais à ce-  
lui

(d) Chap.  
V. num.  
8, 9.

fant de grandes promesses, de rendre la Ville à l'Empereur, qui la maria avec un Grand de *Constantinople*, & donna pour récompense à l'Ambassadeur brigand le Gouvernement de cette contrée, qu'il lui avoit acquise par un noir assassinat. C'est ce que rapporte CEDREN, *Histor.* pag. 592. *Edit. Basil.* 1566. De tels exemples sont rares, à la vérité: mais il ne faut pas s'en étonner. La difficulté de réussir, le péril manifeste auquel un Ambassadeur s'exposeroit presque toujours, la honte que le Prince auroit d'un tel attentat, dont on ne pourroit guères que le regarder comme l'Auteur, si son Ministre le commettoit en personne: toutes ces raisons, & autres semblables, doivent faire regarder comme impraticable cette voie d'attenter à la vie d'un autre Prince, que l'on ne respecteroit peut-être guères sans cela, en certaines conjonctures où l'on croiroit avoir grand intérêt à se défaire de lui. Mais il ne manque pas d'exemples dans l'Histoire, d'Ambassadeurs qui ont tenté de faire par autrui ce qui auroit dû être regardé, s'ils avoient réussi, comme fait par eux-mêmes, selon la règle ordinaire, à laquelle je ne vois pas pourquoi on feroit une exception en leur faveur. Nous avons vu ci-dessus, dans APPRIEN *d'Alexandrie*, un Ministre de *Syphax*, qui, par ordre de son Maître, voulut corrompre quelqu'un des gens de *Massinissa*, pour assassiner ce Prince: *De Bell. Punic.* pag. 10. *Ed. H. Steph.* Si l'on examine ce que dit CAMDEN (sur l'année 1587.) au sujet de *Laubespine*, Ambassadeur de *France*, il sera difficile de se persuader, & que *Guillaume Stafford* n'ait pas été sollicité par ce Ministre à assassiner la Reine *Elizabeth*, & que *Laubespine* eût formé ce dessein de son pur mouvement, sans la participation de ceux qui gouvernoient alors à la Cour de *France*.

lui auprès duquel il est en ambassade, & qui doit, selon lui, connoître de la Dette. Toute la raison qu'il en allégué, c'est qu'autrement personne ne voudroit traiter avec l'Ambassadeur : preuve plus fausse encore, que le sentiment qu'on veut fonder là-dessus.

(a) Liv.  
1. Sect. 45.

§. VI. ANTOINE DE VÉRA, dans (a) son *Parfait Ambassadeur*, soutient, qu'un Ambassadeur dépend de la Jurisdiction du Prince, chez qui il réside, quelque sorte de Crime qu'il aît commis; & cela uniquement parce que, du moment qu'il *commet quelque Crime*, il est déchu de ses privilèges. Il devoit ajoûter, & aussi du moment qu'il *contracte* : car, quand on veut badiner, il ne faut pas le faire à demi. Mais je suis persuadé, que l'autorité d'un tel Ecrivain ne l'emportera, dans l'esprit de qui que ce soit, contre la raison autorisée par le Droit des Gens, en faveur d'un Ministre Etranger, qui n'est point Sujet de l'Etat.

(a) De Foro Ecclesiæ,  
Part. III.  
Quæst. 12.  
num. 16. &  
seqq.

§. VII. FÉLICIEN D'OLIVA (a) n'accorde aux Ambassadeurs le privilège du Renvoi en Justice au lieu de leur domicile; qu'en matière des choses qu'ils ont faites avant leur Ambassade, soit pour le Civil, ou pour le Criminel. Il avoit appris cette distinction dans le Droit Romain, & il n'en savoit pas davantage.

§. VIII. DANS le *Traité du Droit Public*, de DOMINIQUE ARUMÆUS, il y a quelques Dissertations sur les Ambassadeurs & les Ambassades, où l'on n'oublie pas la question que j'ai pris à tache d'examiner. Je passe tout  
ce

§. VIII. (1) Voyez ci-dessus, Chap. XVII. §. 7.

(2) On trouve cette Lettre dans VULCATIUS GAL-  
LICA-



ce qu'on y trouve sur le respect dû aux Ambassadeurs. Pour ce qui est de leur Juge compétent, on y défend (a) en un endroit la distinction du Droit Romain, & on l'applique aux Ambassadeurs des Nations Etrangères. Mais il n'y a là rien, qui mérite d'être réfuté. On répète (b) ailleurs & l'on approuve la même distinction, en rejetant l'opinion d'ALBERIC GENTIL (1) & de KIRCHNER, qui exceptent ici les Crimes d'Etat. Et certainement on ne sauroit approuver cette exception, sur tout si ceux qui la posent, soumettent un Ambassadeur, à l'égard des autres Crimes, à la Jurisdiction ordinaire, comme font ces deux Auteurs. Pour moi, je les en ai exemtez, pour toute sorte de Crimes; & je ne vois rien encore, qui m'oblige à changer de sentiment. Dans une (c) autre Dissertation, on soutient purement & simplement, que les Ambassadeurs, qui ont commis quelque Crime, sont justiciables de la Jurisdiction du lieu, mais on n'en donne aucune raison, ou du moins que de frivoles. Le même ARUMÆUS a fait un Commentaire sur la *Bulle d'or*, où il (d) propose cette question, *Si l'on peut punir un Ambassadeur, pour avoir conspiré contre le Prince auprès de qui il est en ambassade?* & il soutient, qu'on le peut, encore même que le complot n'ait eu aucun effet, alléguant à propos ces paroles d'une Lettre de l'Empereur MARC ANTONIN à VÉRUS (& non pas, comme il s'exprime, de VÉRUS à Marc Antonin): VOUS (2) savez ce qu'a dit vôtre Grand-Père HA-

(a) Tom.  
I. *Discurs.*  
XIV. ad §.  
16.

(b) *Ibid.*  
Disc.  
XXIX. ad  
Concl. 12.

(c) Tom.  
II. Disc.  
XXI. num.  
48, 49.

(d) *Disc.*  
CURS. I. §.  
21.

LICANUS; & elle fut écrite à l'occasion du soulèvement d'*Avidius Cassius*. Voici les paroles, dont il s'agit: *Scis enim*

HADRIEN : Il n'y a rien de plus malheureux, que la condition des Empereurs : on ne croit jamais les conspirations faites contre leur Gouvernement que quand on les voit assassinez. DOMITIEN est le premier qui a dit cela : mais j'ai mieux aimé vous le citer comme une Sentence d'HADRIEN, parce que les mots les plus véritables des Tyrans n'ont pas autant d'autorité qu'ils en devroient avoir. Or, quoi qu'ARUMÆUS dispute principalement contre l'opinion d'ALBERIC GENTIL & de KIRCHNER, dont je viens de faire mention, il allègue pourtant plusieurs raisons, qui tendent à établir en général que l'Ambassadeur est soumis à la Jurisdiction du lieu où il a commis le crime. J'ai déjà rapporté

*ipse, quid avus tuus HADRIANUS dixerit : Misera conditio Imperatorum, quibus de adfectatâ tyrannide, nisi occisis, non potest credi. Ejus autem exemplum ponere, quàm Domitiani, qui hoc primus dixisse fertur, malui. Tyrannorum enim etiam bona dicta non habent tantum auctoritatis, quantum debent.* Vit. Avid. Cass. Cap. II. Il y a auparavant une Lettre de VÉRUS sur le même sujet ; & de là vient la méprise d'ARUMÆUS. Au reste, la sentence, dont il s'agit, telle qu'on l'attribuë à Domitien, se trouve ainsi exprimée par SUE'TONE : *Conditionem Principum miserrimam agebat : quibus de conjuratione compertâ non crederetur, nisi occisis.* Vit. Domit. Cap. XXI. On peut voir là-dessus SCIPION GENTIL, dans ses Notes sur la Vie d'Avidius Cassius, insérées au II. Livre de son Traité *De Conjurationibus*, pag. 329, 330.

(3) Il y a ici, à mon avis, deux questions, qu'il faut bien distinguer : l'une, pourquoi une chose est passée en coutume parmi les Peuples ; l'autre, pourquoi tel ou tel Peuple pratique cela en telle ou telle occasion. Quand une fois la Coutume est bien prouvée, il est vrai alors qu'il n'importe par quel motif on s'y conforme dans l'occasion. Mais pour prouver l'établissement de la Coutume, il faut montrer par une pratique constante de la plupart des Nations, & qu'elles

ont

té la plûpart de ces raisons, du moins celles qui sont de quelque poids; il importe peu de savoir les autres. Mais on peut y opposer plusieurs raisons contraires, que j'ai aussi exposées ci-dessus, & qui rendent du moins la victoire douteuse, si elles ne l'emportent pas tout-à-fait. Dans ce conflit, il faut avoir recours aux exemples qui prouvent l'usage des Nations; & ARUMÆUS sentant bien qu'ils ne lui étoient pas favorables, prétend qu'on en a ainsi usé envers les Ambassadeurs par grandeur d'ame, & non en vertu d'aucun Droit. Mais, quel qu'aît été le motif, pourquoi les Nations ont jugé qu'il falloit renvoyer les Ambassadeurs coupables, plutôt que les punir, il n'importe, (3) pourvû que la plûpart

ont agi, comme d'un commun accord, de telle ou telle manière, & qu'elles ont cru qu'il falloit agir ainsi entr'elles. Or, dans les exemples, & anciens, & modernes, qu'on allègue, d'actes d'hostilité commis par des Ambassadeurs contre l'Etat ou le Souverain, auprès de qui ils étoient envoyés, il me paroît bien difficile, pour ne pas dire impossible, de faire voir, que les raisons de Politique ou de Générosité n'ont pas eu beaucoup plus de part à la manière dont on en a usé envers de tels Ministres Etrangers, qu'aucune obligation où l'on crût être de les épargner à cause des privilèges attachez par l'Usage à leur caractère. Les *Romains*, par exemple, montroient, dans tant d'autres occasions, combien ils se piquoient de Grandeur d'ame, qu'il y a toutes les apparences du monde qu'ils n'auront pas négligé de la faire paroître dans celle ci, qui étoit une des plus éclatantes. *Scipion l'Africain* ne voulut point user de représailles contre les Ambassadeurs des *Carthaginois* (APPIAN. ALEXANDR. *De Bell. Pun.* pag. 19. *Ed. H. Steph.*) & cet exemple est rapporté presque par tous ceux qui ont écrit sur les droits des Ambassades. Mais le même *Scipion*, peu de tems après, renvoya aussi des Espions d'*Annibal*, sans leur faire aucun mal (TIT. LIV. Lib. XXX. Cap. 29.) quoi qu'il crût sans doute pouvoir lestraiter en Ennemis. Et pour ce

part des Peuples aient ainsi jugé, & encore même que les raisons qu'on pouvoit alleguer de part & d'autre fussent douteuses.

§. IX. CHRISTOPHLE BESOLD, dans une de ses Dissertations, (a) suit la distinction du Droit Romain. Mais dans celle (b) où il traite au long des Ambassadeurs & de leurs droits, il propose une autre distinction par rapport à la Jurisdiction Criminelle. Il distingue entre le *Devoir de l'Homme*, comme il parle, & le *Devoir de l'Ambassadeur*. Si l'Ambassadeur, dit-il, pèche contre le *Devoir de l'Homme*, en commettant, par exemple, un Adultère, ou un Homicide, ne doit-il pas être renvoyé à son Prince? Mais s'il pèche contre le *Devoir de l'Ambassadeur*, & que le Crime soit tel, qu'il y ait lieu de croire que celui qui a envoyé l'Ambassadeur ne l'en punira point; ne peut-on pas alors punir soi-même l'Ambassadeur, comme Ennemi? Dans le premier cas, BESOLD décide clairement, qu'il faut se contenter de renvoyer l'Ambassadeur à son Maître. Pour l'autre, il demeure en suspens, & après avoir rapporté là-dessus différentes opinions de divers Auteurs; il ne détermine rien lui-même. Pour ce qui est de la Jurisdiction Civile, il s'en tient à l'ancien sentiment. Mais tout cela a été examiné ci-dessus.

§. X. J'AI vû une Dispute Académique soutenue en l'année M. DC. XCIX. à *Francfort sur l'Oder*, par Mr. *Frideric Guillaume de Luderitz*,

qui est des raisons d'intérêt, il y en a presque toujours, dans ces sortes d'occasions, quelqu'une qui demande qu'on n'use pas de tout son droit. Plus j'y pense, & plus je suis convaincu, combien il est important d'établir des principes  
qui

(a) Disput.  
de Legatis,  
& Rep.  
agenda,  
num. II.  
(b) De  
Legatis,  
eorumque  
jure, Cap.  
V. §. 21.

ritz, sous la présidence de feu Mr. HENRI COCCEJUS, & intitulée, (a) *Des Ambassadeurs sacrez, mais non pas exemts de punitions.* (a) De Legato sancto, non impuni. On y réfute l'opinion, que nous défendons ici, touchant la Jurisdiction, tant Civile, que Criminelle; & la Dissertation mérite d'être luë & examinée. L'Auteur y pose en fait, que c'étoit une maxime incontestablement reçue des Anciens, que les Ambassadeurs dépendent de la Jurisdiction du lieu où ils sont en ambassade. Mais on peut être assuré, qu'il n'a aucun garant de ce qu'il avance là, & qui est démenti par toutes les autoritez que j'ai alléguées ci-dessus, & par celles qu'il allégué lui-même dans la suite de sa Dissertation. Je lui accorde, que la question du Juge compétent des Ambassadeurs ne doit point être décidée par cette maxime si fort prônée, que ce sont des personnes sacrées. Mais je ne saurois tomber d'accord avec lui, que la question doive être décidée par les principes du Droit Naturel. (1) Le *Droit Naturel* n'établit ni la distinction des personnes, ni celle des Biens appartenans à chacun, ni celle des Gouvernemens Civils : c'est le *Droit des Gens* qui a appris à distinguer tout cela, & qui a rendu dépendans de la Jurisdiction du Souverain ceux qui se trouvent dans l'enceinte de ses Etats. On se trompe, de se figurer un autre Droit des Gens, que celui qu'ont entendu les anciens Jurisconsultes, & qui est fondé sur la Raison & l'U-

qui ne nous livrent point aux embarras & à l'incertitude de l'Usage.

§. X. (1) Voyez ci-dessus, *Chap. III. §. 11, 12.*

l'Usage. Comme la Coûtume d'un Peuple fait partie de son Droit Civil, & par là oblige tous les Particuliers: de même la Coûtume des Nations oblige chacune d'elles, par une présomption de leur volonté; à moins qu'elles n'aient déclaré bien clairement qu'elles ne veulent pas s'y soumettre, comme elles peuvent le faire, tant que les choses sont encore en leur entier de part & d'autre. L'Auteur de la Dissertation, dont il s'agit, suivant les idées d'ARUMÆUS, regarde uniquement comme un effet de Grandeur d'ame toutes les autoritez qu'on apporte pour prouver, par l'usage des Nations, que l'Ambassadeur n'est point Sujet du Prince à qui il est envoyé. Pour moi, je crois que l'Ambassadeur a ce privilège en vertu du (2) *Droit des Gens Volontaire*, comme on l'appelle. Avec tout cela, je ne mets point l'Ambassadeur à l'abri de toute punition; & je ne nie pas, que, s'il use de voies de fait, on ne puisse le repousser de la même manière, ni qu'on n'ait droit de l'arrêter, s'il le faut, & de le faire garder; toutes choses, que l'Auteur de la Dissertation présente si fort. Mais je nie, qu'aucun autre que le Prince, qui a envoyé l'Ambassadeur, ou le Magistrat de la Jurisdiction duquel l'Ambassadeur dépendoit avant que d'être revêtu de son emploi, puisse connoître & juger juridiquement de ce qui regarde la vie, les biens, ou l'honneur d'un tel Ministre Public. Et on n'a point à craindre ici le danger pressant, dont l'appréhension

(2) Voyez ce que j'ai remarqué ci-dessus, sur le *Chap. XIX. §. 7.* à l'occasion des idées de GROTIUS sur le *Droit des Gens*, qu'il appelle *Volontaire*, ou arbitraire. D'où il paroît,

hension autorisée, selon cet Auteur, à s'ériger en Juge Criminel de l'Ambassadeur, puis qu'on peut se mettre à couvert de tout péril, en chassant le Coupable, ou le tenant sous bonne garde, & du reste laissant toujours à son Prince le soin de le juger dans les formes. Le même Auteur soumettroit aussi les Ambassadeurs à la Jurisdiction Civile du lieu où ils sont en ambassade, en quelque-tems qu'ils aient contracté, si la distinction que fait le Droit Romain au sujet des Députés d'une Ville ou d'une Province n'étoit reçue aujourd'hui par l'usage des Nations, à l'égard de toute autre sorte de personnes; à cause de quoi il veut qu'on s'y tienne. J'approuve cette déférence qu'il a ici pour les Coutumes modernes: mais, quand il s'agit de toute autre sorte de personnes, encore même qu'elles aient contracté ailleurs, on use aujourd'hui envers elles de la voie des *Arrêts*, par le moyen desquels on les rend sujettes à notre Jurisdiction, contre les principes du Droit Romain: sera-t-il donc permis de faire la même chose à l'égard des Ambassadeurs? Je ne pense pas que cet Auteur lui-même en tombât d'accord. Il faut donc dire, que les Ambassadeurs ont toujours droit de demander un renvoi en Justice au lieu de leur domicile, sans distinction d'aucun cas, par le seul privilège que le Droit des Gens a établi en leur faveur. J'ai appris par la même Dissertation, que RICHARD ZOUCH a aussi publié un Traité exprès, *Du Juge des Ambassadeurs coupables de quel-*

roît, que notre Auteur a ici d'autres principes, que ceux qu'on suit ordinairement.



*quelque Crime* : mais je n'ai jamais vû ce (3) Livre ; & on peut aisément s'en passer , s'il n'y a dit autre chose que ce qu'on trouve sur le même sujet dans un autre Ouvrage , que (4) nous avons cité plusieurs fois.

§. XI. JE pourrois ajouter ici d'autres Ecrivains , qui ont dit leur sentiment sur la question du Juge compétent des Ambassadeurs : mais je puis aussi n'en faire aucune mention , parce que la plupart déclarent simplement ce qu'ils pensent , en y ajoutant par-ci par-là quelques raisons , que j'ai alléguées ci-dessus , ou bien ils prononcent sur l'usage des Nations , sans produire aucun suffrage des Peuples.

§. XII. FRANÇOIS ALBERT PELZHOFFER, dans un *Traité (a) Des Secrets d'Etat*, met au nombre des privilèges d'un Ambassadeur , l'exemption de toute Jurisdiction & Civile , & Criminelle , hormis quand il s'agit d'un Crime de Léze-Majesté.

(a) *Arcan. Status*,  
Lib. IV. §.  
10, 13, &  
14.

§. XIII. FEU Mr. UERIC HUBER, dans son Livre *Du Droit Public*, dispute pour & contre , sur la Jurisdiction & Civile , & Criminelle ; mais il reconnoît enfin , (1) qu'il semble y avoir entre les Nations une convention tacite , par la-

(3) Je ne l'ai pas vû non plus : mais je le trouve cité dans la *Bibliotheca Juris Selecta* de Mr. STRUVIUS , sous ce titre : *Solutio questionis veteris & nova, sive de Legati delinquentis Judice competente* Dissertatio , Oxon. M. DC. LVII. & avec des Notes de CHRISTIAN HENELIUS , à Berlin (*Colonia ad Spream*) M. DC. LXXIX. On dit , qu'il y explique & défend l'opinion de GROTIUS.

(4) En voici le titre : *Juris & Judicii Fecialis, sive Juris inter Gentes, & Questionum de eodem explicatio* &c. L'Auteur ne se désigne que par les lettres initiales de son nom : *Opera*

laquelle on a établi, pour l'utilité commune, que les Ambassadeurs seroient exemts à tous égards de la Jurisdiction du lieu où ils exercent leur ambassade. Il ajoûte néanmoins dans la suite ce tempérament, qu'on peut reprimer les attentats d'un Ambassadeur, par voie de défense, ou en le congédiant: de quoi nous avons ci-dessus traité au long.

§. XIV. SIMON (a) DE GROENEWEGEN se déclare aussi pour l'exemption générale des Ambassadeurs, copiant là-dessus quelques autres Auteurs.

(a) De Legib. abrogat. Ad L. 2. §. 3. D. De Jurisdictionibus.

§. XV. PIERRE BORT, dans son *Traité Des Arrêts*, (a) se contente, selon le peu de science qu'il avoit, de citer une file d'Auteurs qui soutiennent ici le pour ou le contre. Et il dit ensuite, de son chef, qu'il semble qu'on doive suivre en *Hollande* la distinction du Droit Romain, même à l'égard des Ambassadeurs d'une Nation Etrangère. J'ai expliqué à fond ci-dessus, comment il faut entendre & appliquer cette distinction. Mais ce que l'on pose en fait de l'usage de notre tems, est certainement faux.

(a) Cap. IV. num. 6, & seqq.

§. XVI. Mr. DE CALLIÈRES, qui a été lui-même Ambassadeur (1) du Roi de France, a bien

*Operâ R. Z. Auctoris Elementorum Jurisprudentia. Oxon. 1650.* Le Livre a été depuis rimprimé plus d'une fois en *Hollande* & en *Allemagne*.

§. XIII. (1) *Sed utilitatis reputatio, & metus consequentium ex ullâ in Legatos animadversione, tacitum inter Gentes pactum de universâ illorum exemptione produxisse videtur &c.* De Jure Civitatis, Lib. III. Sect. IV. Cap. II. §. 25.

§. XVI. (1) Il étoit un des Plénipotentiaires au Congrès de *Ry/wyck*. Il est mort en M. DCC. XVII. Voyez les NOUVELLES LITTÉRAIRES, du 22. Mai de la même année, pag. 324,

bien défendu la cause des Ambassadeurs, par rapport à l'exemption de Jurisdiction, dans sa  
 (a) *Manière de négocier avec les Souverains*, où il prouve par la Raison ce que d'autres avoient appris par un grand nombre d'exemples de ce qui se pratique parmi les Peuples.

(a) Chap.  
IX.

(a) Liv.  
VIII. Chap.  
IX. §. 12.

§. XVII. Mr. BARBEYRAC, dans ses *Notes* sur le Traité de (a) PUFENDORF, *Du Droit de la Nature & des Gens*, nie aussi, que les Ambassadeurs, qui ont commis quelque crime, puissent être punis par le Prince, chez qui ils résident. Il montre ensuite, après GROTIUS,

§. XVII. (r) Il peut arriver aussi, en certaines circonstances, qu'il ne fût pas de chasser ou de faire garder l'Ambassadeur. Les Conjurez, qu'il aura gagnés pour une Trahison ou une Sédition, & dont on ne fait pas toujours le nombre, seront animés & encouragés à exécuter leurs mauvais desseins, dans l'espérance d'être soutenus par ses intrigues, tant qu'il fera en vie: au lieu que, lui mort, cela leur ôtera toute espérance & tout courage. On peut appliquer ici ce que dit feu Mr. BURNET, Evêque de *Salisbury*, au sujet de *Mari*, Reine d'*Ecosse*. Il voudroit qu'*Elizabeth* n'en fût pas venue à prononcer sentence de mort contre une Tête Couronnée. Mais, ajoute-t-il, *cette rigueur fut excusable, si même la nécessité de pourvoir à la conservation d'Elizabeth, qui se voyoit exposée à de perpétuels attentats, ne la rendoit pas indispensable*. Hist. de la Réformation d'Angleterre, (*sur la fin du dernier Livre*.) En un mot, c'est à celui qui voit sa personne, ou ses Etats dans un grand danger, dont la découverte de la Conjuraison ne le met pas entièrement à couvert pour l'avenir, à voir quelles mesures il doit prendre pour se mettre en sûreté; & on ne sauroit nier, quelque idée qu'on ait de l'étendue des privilèges d'un Ambassadeur, qu'il n'agisse en Ennemi, toutes les fois qu'il attente quelque chose contre la vie ou l'Etat du Souverain chez qui il réside en ambassade. Puis que l'Auteur m'a fait l'honneur de me citer ici, sur ce que je dis à la hâte & en peu de mots, dans la première Edition de PUFENDORF, & que je n'eus pas loisir de revoir dans la seconde, par les raisons dont je rendis alors compte au Public: qu'il me soit permis, en finissant

TIUS, de quelle manière on doit alors agir envers eux, puis il ajoûte: *Lors même que la chose presse, il est permis de se saisir d'abord de la personne de l'Ambassadeur, comme d'un Ennemi déclaré, de le tenir en prison, & de le faire même mourir, si cela est nécessaire pour nôtre conservation.* Je ne m'oppose point à cela, s'il n'y a pas moyen autrement de se garantir du danger. Le salut du Prince, le salut de l'Etat, est la souveraine Loi. Mais presque toujours on peut autrement pourvoir à sa sûreté, (1) à moins que l'Ambassadeur n'ait pris les armes, & qu'il ne vienne

fant ces Notes, d'exposer ici le resultat de ce que ma méditation m'a pû fournir, après un nouvel examen, fait premièrement en travaillant sur GROTIUS, & ensuite à l'occasion du Livre dont je donne ici la Version. Je crois donc, avec nôtre Auteur, & je l'ai toujours cru, qu'un Ambassadeur reconnu & reçu pour tel, est par là, & comme tel, indépendant de toute Jurisdiction, proprement ainsi nommée, tant Civile, que Criminelle, du Souverain, chez qui il réside en ambassade. Ainsi, de quelque maniere qu'il agisse, il ne peut jamais être puni, comme Sujet, puis qu'il ne l'est point, & qu'il ne le devient point par cela seul qu'il commet quelque chose de criminel. Mais la question est de savoir, quand & comment il peut être regardé comme Ennemi, & puni sur ce pié-là, avec toute son indépendance de la Jurisdiction du país. Personne ne nie, qu'il n'y ait des cas où un Ambassadeur peut être traité en Ennemi: mais on ne convient pas du point où commence cet état d'hostilité. L'Usage me paroît ici bien éloigné de nous fournir quelque règle fixe; & je doute même qu'il en établisse jamais aucune. La raison en est, que les cas d'hostilité sont, à mon avis, de telle nature, qu'on n'y a point pensé en établissant, par la Coûtume, les privilèges des Ambassadeurs, & qu'on n'y pense pas non plus dans la convention tacite qui leur donne actuellement le droit de jouir de ces privilèges. On suppose que tout Ambassadeur est envoyé, sinon comme Ami & parfaitement Honnête Homme, du moins comme non-Ennemi, & par conséquent sans aucun dessein de trahison contre l'Etat, ou la personne du Souverain:

viennent à être tués dans une occasion tumultueuse. Hors un tel cas, il suffit de chasser l'Ambassadeur,

d'où vient aussi que, quand on soupçonne quelque chose de semblable, chacun peut refuser de recevoir pour Ambassadeur celui de qui il auroit lieu de se défier. Qu'un Ambassadeur s'endette, & ne veuille point payer ce qu'il doit à quelques Particuliers, qu'il les trompe de quelque autre manière, qu'il débauche leurs Femmes, qu'il s'empporte même jusqu'à battre ou tuer quelque Sujet de l'Etat; ce sont des actions d'un mal-honnête homme, qu'on a pu croire qu'il commettrait, & dont néanmoins on a jugé à propos de ne point prendre connoissance dans les formes, par les raisons alléguées ci-dessus. Il ne revient de là du tort, qu'à quelques Particuliers, & un tort dont les mauvais effets sont compensés par l'utilité publique des Ambassades. Jusques-là il n'y a point d'acte d'hostilité bien marqué: l'Ambassadeur agit en quelque manière comme Particulier, envers un autre Particulier; & si cela va trop loin, on peut arrêter le mal, en congédiant le Ministre Etranger, qui abuse ainsi de ses privilèges. Mais pour ce qui est des complots ou des attentats contre l'Etat ou le Souverain, ou l'on n'y a point pensé, ou, si l'on y a pensé, on a excepté tacitement de tels cas, dont il n'y a certainement que les intéressés qui soient juges. Autrement je voudrois bien savoir à quoi s'engage un Ambassadeur. Dans toutes les Conventions autorisées par l'Usage, chacun des Contractans promet de son côté quelque chose qui est tel, que, s'il y manque, il met par là l'autre dans la liberté de ne pas tenir ce qu'il a promis. Ici on donne aux Ambassadeurs de grands privilèges, on leur fait de grands honneurs, ils peuvent impunément commettre bien des tromperies & des crimes, dont ordinairement on ne se formalise guères, que quand ils ont poussé les choses à un grand excès; du moins doit-on supposer, qu'ils se sont engagés à ne rien attenter contre l'Etat ou le Souverain, faute de quoi on seroit dispensé de les épargner, & on pourroit en user contre eux de même que contre tout autre Ennemi Etranger, qui auroit tramé quelque chose de semblable. Notre Auteur a établi ci-dessus, *Chap. XXII. §. 3.* qu'on est dégagé de l'obligation où l'on étoit entré d'accorder à un Ministre Etranger les privilèges des Ambassadeurs, lors que son Maître a maltraité les nôtres: pourquoi ne le seroit-on pas aussi, lors que l'Ambassadeur a commis, soit par ordre, ou de son pur mouvement, quelque attentat de telle nature, qu'on

deur, ou de le faire garder, pour n'avoir à craindre rien de sa part.

AINSI

qu'on n'auroit jamais voulu recevoir un tel Ministre, si on l'en avoit cru capable ? Après tout, il n'y a rien de plus facile aux Ambassadeurs, que d'éviter ici jusqu'aux moindres apparences qui pourroient les rendre suspects ; & on leur donne d'ailleurs assez de liberté par rapport aux intrigues qui ne vont pas au delà de la qualité d'honnête Espion, pour qu'ils doivent s'en contenter. Les raisons tirées de ce que demande le but des Ambassades, l'utilité réciproque de celui qui envoie un Ambassadeur, & de celui qui le reçoit, & l'interprétation naturelle des Conventions, me paroissent si claires, que je ne crois pas qu'on ait besoin de les fonder sur l'Usage. Au fond c'est la mer à boire. Qui se paiera de raison, en trouvera assez pour savoir ce qu'il doit faire. Que si l'on ne consulte que ses passions, ou son intérêt, comme il n'arrive que trop, on aura beau champ à chicaner sur l'Usage, dont les preuves d'ailleurs sont toujours d'une discussion beaucoup plus longue & plus embrouillée, que ce que le Sens Commun seul peut dicter. Je n'en veux d'autre exemple, que celui que nôtre Auteur lui-même nous fournit, en examinant les décisions de la *Cour de Hollande* : Voilà un des plus relevez Tribunaux de ces puissantes Provinces, dont le Corps a tant de liaison avec les plus grands Potentats, & tant d'influence sur les affaires générales de l'*Europe*. Il est à présumer que cette Cour est ordinairement composée de personnes habiles & intégres. Cependant on nous fait voir qu'elle a varié dans ses décisions, & cela en matière de la Jurisdiction Civile, où il y a bien moins de difficulté, que sur ce qui regarde les Crimes commis par un Ministre Etranger. Elle a prétendu sans doute, en quel tems & de quelque maniere qu'elle ait décidé, se conformer à l'usage des Nations, & Elle le déclara expressément dans une Réponse aux *Etats de Hollande*, dont nôtre Auteur parle ci-dessus, *Chap. VII. §. 3.* mais les embarras qu'Elle a trouvé à en juger par là, lui ont fait prendre tantôt un parti, tantôt l'autre. On reviendra plus aisément au bon chemin, en suivant les idées de la Raison, qui, au fond, est le grand & premier fondement de toute sorte de Droit. Si quelquefois la Raison paroît nous montrer le pour & le contre, & ainsi nous jeter dans l'incertitude, c'est plutôt nôtre faute, que la sienne. Nous ne la consultons pas assez, indépendamment de toute autre chose ; & l'Autorité prend insensiblement

AINSI voilà presque autant de têtes, autant de sentimens. C'est au Lecteur à juger, dans ce conflit, lequel des Disputans se tire d'affaires avec le plus d'avantage.

ment sur nôtre esprit un ascendant, qui la met à la place de la Raison. La Coûtume seule ne sauroit produire aucun *droit*, aucune *obligation*, proprement ainsi nommée, en matière même de choses originairement arbitraires, qu'autant que la Raison vient à son secours, pour lui donner force de Loi, & pour appliquer ses maximes à chaque cas qui se présente. L'Usage peut être manifestement contraire à la Raison. Il a autrefois autorisé les Pirateries, les Brigandages, que l'on se permettoit, & l'on tenoit pour permis, contre tous ceux d'une autre Nation. (Voiez GROTIUS, *Liv. II. Chap. XV. §. 5.*) On fait, que, parmi les anciens Grecs & Romains, un Père pouvoit exposer ou tuer même ses Enfans, qui ne faisoient que de naître, au mépris non seulement de la Raison la plus pure & la plus évidente, mais encore de l'inclination naturelle, commune à tous les Animaux, & qui se rapporte au *Droit Naturel*, pris dans le sens des Jurisconsultes Romains. D'une telle Coûtume que résulte-t-il autre chose, si ce n'est une honteuse licence, & une injuste impunité? Je souhaite qu'on joigne tout ce que je viens de dire à ce que j'ai remarqué par-ci par-là dans mes Notes sur divers endroits de cet Ouvrage.

F I N.



# T A B L E

## D E S

# M A T I È R E S,

## E T D E S

# A U T E U R S,

*Sur lesquels on a fait quelque remarque.*

Le Chiffre Romain marque le Chapitre: les autres, le Paragraphe. La lettre *n.* indique les Notes.

A.

**A** BONDIO (*Augustin*): Traître pris par force dans l'Hôtel d'un Ambassadeur. XXI. 3.

*Action Réelle*: si on peut l'intenter contre un Ambassadeur, selon les principes du Droit Romain. VI. 4.

*Agens*: sur quel pié sont regardez ces sortes de Ministres. XIII. 2, 3.

ALEXANDRE (Fils d'*Amyntas*, Roi de *Macedoine*): tour qu'il joua à des Ambassadeurs de *Perse*. XVIII. 6. 2.

*Alliez*: quelle étoit la condition des Alliez du Peuple Romain. II. 4. n. 2.

*Ambassadeur*: qu'il n'y avoit pas différentes sortes d'Ambassadeurs, chez les Anciens. I. 1. divers noms, dont se servent les Auteurs Latins, pour marquer leur fonction. *Ibid.* §. 2. origine de la distinction des Ambassadeurs Ordinaires, & Extraordinaires. *Ibid.* §. 4. Utilité des Ambassadeurs Ordinaires. *Ibid.* & §. 5. les Ambassadeurs, quels qu'ils soient, sont tous également sacrez, & jouissent, comme tels, des mêmes privilèges du Droit des Gens. *Ibid.* §. 6, 8. en quoi consiste celui qu'ils ont d'être regardez comme des personnes sacrées. V. 2. si le nombre de ceux qu'on peut envoyer en ambassade, est limité par le Droit des Gens. VI. 12. si ceux qu'on envoie jouissent du privilège des Ambassadeurs, dès qu'ils sont arrivez dans le país, avant même que d'être reçus en cette qualité. IX. 6. à ceux qui passent par un país, lors qu'ils sont envoyez

# T A B L E

en ambassade dans un autre, y doivent aussi, pendant ce tems-là, jouir du privilège des Ambassadeurs. *Ibid.* §. 7. si un Prince peut accorder à ses Ambassadeurs le privilège de n'être point poursuivis en Justice, pendant tout le tems de son Ambassade. X. 3. n. 2. si un Ambassadeur, qui est Officier dans les Troupes de la Puissance, auprès de qui il exerce son ambassade, est sujet à la Jurisdiction du Conseil de Guerre. XII. 2. trafic que font les Ambassadeurs, en abusant de l'exemption des Impôts. XIV. 2. si un Ambassadeur Marchand peut demander un renvoi en justice au lieu de son domicile. *Ibid.* §. 3, & *suiv.* s'il a jurisdiction sur ses Domestiques. XV. 3, & *suiv.* XX, 1, & *suiv.* ou sur les Sujets de son Maître, qui se trouvent dans le país où il exerce son ambassade. *Ibid.* §. 9. n. 1. pour quelles causes, & de quelle manière un Ambassadeur peut être appelé en Justice dans le lieu de sa résidence. XVI. 1, & *suiv.* Où c'est qu'il doit être accusé & puni d'un Crime. XVII. 1, & *suiv.* Si l'on peut, par une déclaration faite d'avance, les exclure des privilèges du Droit des Gens. XIX. 7. s'ils perdent leurs privilèges, lors que la Guerre vient à être déclarée entre les deux Puissances. XXII. 6. s'ils doivent être épargnez, par la raison qu'ils ont suivi leurs ordres. XXII. 7. XXIV. 4. n. 3. s'ils peuvent renoncer au privilège du Renvoi. XXIII. 1, & *suiv.*

*Ambassadrice*: sur quel pié doit être regardée. XV. 7. Dame, qui l'a été de son Chef. *Ibid.* n. 1.

*Anarchie*: tout ce qui y tend, peut être défendu, même à un Ambassadeur. XVI. 17.

*Appel*: si un Ambassadeur doit répondre à un Appel de celui qu'il avoit lui-même fait citer en Justice. XVI. 14.

*APPIEN d'Alexandrie*: passage de cet Historien mal entendu, mal appliqué, & mal traduit. XVIII. 7. n. 7.

*Argent*: si on peut faire saisir celui qui appartient à un Ambassadeur. XVI. 6, 7.

*Arrêt (saisie)*: si l'usage des Arrêts se trouve en quelque manière établi chez les anciens Romains. II. 4. origine de cette coutume. *Ibid.* §. 5.

*ARUMÆUS (Dominique)*: critiqué. XXIV. 8.

*Azyle*: droit d'Azyle, s'il doit être accordé aux Ambassadeurs, dans leur Hôtel. XXI. 4, & *suiv.* si on peut l'acquérir par prescription. *Ibid.* §. 8.

# DES MATIERES.

## B.

- B**ANNI: s'il doit jouir des privilèges d'Ambassadeur dans l'Etat d'où il a été banni. XXII. 2.
- BASILIQUES**: Loi du Droit Civil mal entendue par les Traducteurs Grecs, qui ont fait cette compilation. VI. 3. n. 3.
- BELLUS** (*Petrinus*): critiqué. XXIV. 2.
- BERTACHIN** (*Jean*): critiqué. XXII. 2.
- BESOLD** (*Christophe*): critiqué. XXIV. 9.
- Biens**: comment un Etranger peut être soumis à la Jurisdiction de notre país, à cause des biens qu'il y a. II. 4. & un Ambassadeur même. XVI. 3, & *suiv.*
- BOMILCAR** (un des gens de *Jugurtha*) mis en Justice, & pourquoi. XVIII. 6.
- BORT** (*Pierre*): caractère de cet Auteur. XXIV. 15.
- BRUNEAU**: Secrétaire d'un Ambassadeur d'*Espagne*, arrêté. XIX. 1. n. 2.

## C.

- C**ALLIE'RES (*de*): son sentiment sur les privilèges des Ambassadeurs. XXIV. 16. fait, qu'il rapporte peu exactement. III. 16. n. 2.
- CAMBDEN**: remarque sur une circonstance qu'il rapporte. XX. 2. n. 2.
- Camera pœna**: ce que l'on entend par là, dans une Déclaration de *Philippe d'Autriche*. XXIII. 1. n. 3.
- Cardinal**: quel est le Juge compétent d'un Cardinal Ambassadeur. XII. 3. combien de Témoins il faut, pour le condamner. *Ibid.* §. 4.
- Carruca dormitoria**: ce qu'on entend par là dans une Loi du *Digeste*. XVI. 4. n. 1.
- CASSIUS** (*Stephanus*): fausse preuve, qu'il veut tirer de l'étymologie du mot *Legatus*. I. 1. n. 1. critiqué sur d'autres choses. VIII. 1. n. 1. & §. 3. n. 3. XX. 5. 1.
- Caution**: cas où elle est regardée comme non-donnée. II. 2. n. 2.
- CHARLES EMANUEL** (Duc de *Savoie*): de son voyage en *France*. III. 16. & n. 2.
- CHARLES LE HARDI** (Duc de *Bourgogne*): fait arrêter *Louis XI.* Roi de *France*, & pourquoi. II. 16. n. 3.
- CHARLES-QUINT** (l'Empereur): si, lors qu'il passa par la *France*, le Roi *François I.* pouvoit le faire arrêter. II. 16. n. 3. Si on peut le justifier, au sujet de l'assassinat de *Rincon*, & *Fregose*. IX. 7. n. 2.

# T A B L E

- Châtellenie*: forte de Prison, à *La Haie*. XIII. 1. N. 2.  
**CHRISTINE** (Reine de *Suede*): de sa conduite dans l'affaire du Marquis de *Monaldeschi*. II. 16.  
*Clausula edicti*: ce que c'est. IV. 3. n. 2.  
**CLAZOMENIENS**: comment quelques-uns qui étoient venus à *Sparte*, & y avoient commis des insolences, furent exposez à la risée publique. XIX. 4.  
**COCCEJUS** (*Henri*): critiqué. III. 3. n. 1. XXIV. 10.  
*Com tes Legati*: quelles gens on entendoit par là. XV. 1. n. 1.  
*Commissaires*: sur quel pié sont regardez ces Ministres. XIII. 4.  
*Conspirations*: on croit malaisément celles qui se font contre un Prince. XXIV. 8.  
*Consuls des Nations*: sur quel pié on les regarde. X. 6.  
*Cour de Hollande*: distinction mal fondée, qu'Elle fit entre les Ambassadeurs, par rapport aux privilèges de ces Ministres Publics, en l'année 1644. & 1659. I. 8. XIII. 1. explication d'un article des Règles de cette Cour. V. 8. jusqu'où Elle a cru avoir juridiction sur les Ambassadeurs. VII. 3. ses variations là-dessus *Ibid.* §. 7. examen de la Lettre, qu'Elle écrit en l'année 1721. aux Etats de *Hollande*. XIV. 2, & suiv. & d'un Placard, où Elle refusa aux gens de la suite d'un Ambassadeur les mêmes privilèges, qu'à leur Maître. XV. 2, 3.  
*Coûtume*: comment on peut se fonder sur la Coûtume, pour établir quelque Droit. XXIV. 8. n. 3.  
**CUEVA** (*Alfonse de la*): Ambassadeur d'*Espagne* à *Venise*. XIX. 2. n. 3.  
**CUJAS** (*Jagues*): expliqué & noté. XII. 4. n. 8.

## D.

- D'E' MOCHARES**: insolente réponse de cet Ambassadeur Athénien à *Philippe de Macédoine*. XVIII. 8.  
*Députez*: décisions du Droit Romain touchant ces sortes de *Legati*. VI. 2, & suiv. ce que l'on entend par Députez, dans les Provinces Unies. XIII. 1. n. 1.  
**DIGESTE**: remarques sur la *Loi* 15. du Titre *De Captivis & Postliminio* &c. II. 4. n. 2. sur la *Loi* 19. §. 2. du Titre *De Judiciis* &c. III. 5. n. 2. sur la *Loi* 29. du Titre *Ad Municipal.* &c. *Ibid.* §. 6. n. 6. sur la *Loi* 7. du Titre *De Legation.* XXII. 6. & n. 2. *ibid.*  
*Domestiques*: sous quelle Jurisdiction sont les Domestiques d'un Ambassadeur. XV. 3, & suiv. XX. 1, & suiv. & ceux d'un Père de famille. *Ibid.* §. 5.  
**DOMITIEN**: sentence véritable de cet Empereur. XXIV. 8.  
**DROIT**

## DES MATIERES.

**DROIT CANONIQUE**: explication d'un Canon, qui regarde la manière de juger les Cardinaux ou Evêques.

XII. 4.

**Droit des Gens**: ce que c'est. III. 11. si l'Usage en est le grand & immédiat fondement. *Ibid.* §. 12. n. 1;

### E.

**ECCLESIASTIQUES**: privilège qu'ils ont, par le Droit Canonique. XII. 3. n. 1. XXIII. 4. n. 1.

**Enfans**: condition de ceux qui naissent à un Ambassadeur pendant le tems de son ambassade. V. 8.

**Eslave**: si l'Eslave d'un Ambassadeur peut être déclaré libre, dans les pays où tel est d'ailleurs l'usage par rapport aux Eslaves qui y mettent le pié. XV. 3. n. 1.

**ESPAGNE**: si les Ambassadeurs y ont été déclarés déchus de leurs privilèges, dès qu'ils viennent à commettre quelque Crime. XIX. 6.

**ETATS GÉNÉRAUX** (des *Provinces Unies*): explication d'une de leurs Déclarations, du 9. de *Sept.* 1679. au sujet des privilèges des Ambassadeurs. IX. 1, & *suiv.* autre, sur le même sujet, du 13. d'*Octobre* de la même année. X. 4. Conventions faites entr'eux, & le *Grand Seigneur*. X. 6. autre Ordonnance, sur les Ambassadeurs, du 19. de *Juin*, 1681. XI. 10. Ordonnance du 25. de *Juin*, 1663. sur les perquisitions qu'on peut faire dans l'Hôtel des Ambassadeurs. XXI. 6.

**ETATS DE HOLLANDE**: Leur Déclaration, du 29. de Mars 1651. au sujet des Ambassadeurs. I. 7. Lettre, sur ce sujet, à la *Cour de Hollande*, du 18. *Janvier* 1642. IX. 8. Leur Ordonnance au sujet des Enfans qui naissent à un Ambassadeur. V. 8. examen d'un raisonnement dont les Etats de *Hollande* se servent, sur un cas de Représailles. XXII. 5. & n. 1, & *suiv.* *ibid.* Leur Ordonnance touchant les rénonciations à la Jurisdiction d'une Académie. XXIII. 4.

**Etranger**: si tous ceux qui se trouvent dans notre pays, sont par cela seul Sujets de l'Etat. III. 3, & *suiv.* si on peut leur accorder des Représailles, lors que les Sujets de l'Etat n'y ont aucun intérêt. XXII. 5. n. 1, & *suiv.*

**Etudiant**: s'il peut renoncer au privilège de la Jurisdiction Académique. XXIII. 4.

**Evêque**: combien de Juges il faut, selon les Canons, pour condamner un Evêque. XII. 4. n. 5, 8, 11.

**Exemples**: inconvéniens qu'il y a à fonder le Droit des Gens sur des Exemples. XVIII. 6. n. 3, 4.

# T A B L E

## F.

- F**RANCHISE des *quartiers*: disputes là-dessus. XXI. 5, 6.  
**F**RANÇOIS: si la mode d'alleguer des faits, ou autres choses, sans citer ses Auteurs, est venue d'eux. XVIII. 9. n. 8.  
**F**URSTENBERG (*Guillaume Egon de*): arrêté par ordre de l'Empereur. XVIII. 3.

## G.

- G**ALARDI: Auteur des *Réflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs*. VII. 8. n. 1. critiqué. IX. 7. n. 2.  
**G**ENTIL (*Albéric*): critiqué. VII. 1, 6. XVIII. 7. n. 5. & §. 9. n. 4. XXII. 3. n. 1.  
**G**ROENEWEGEN (*Simon de*): son sentiment sur les droits des Ambassadeurs. XXIV. 14.  
**G**ODEFROI (*Jaques*): critiqué. XI. 6. XII. 4. n. 8.  
**G**ROTIUS (*Hugues*): explication & examen de quelques-unes de ses pensées sur le droit des Ambassadeurs. IX. 10, & *suiv.* expliqué encore. XVI. 6. n. 1. XIX. 1. n. 1. & §. 7. n. 1.  
**G**UE'BRIANT (*Maréchale de*): Ambassadrice de son chef. V. 7. n. 1.  
**G**uerre: si la Guerre déclarée fait cesser les privilèges des Ambassadeurs. XXII. 6.

## H.

- H**ENRI IV. (Roi de *France*) entendoit bien le Droit des Gens. XIX. 1. cas où il se trompoit. XX. 6.  
**H**OGERBEETS: critique d'un endroit de son *Introduction à la Pratique*. XXIII. 4.  
**H**ôtel: quel respect on doit à l'Hôtel d'un Ambassadeur. XXI. 1, & *suiv.*  
**H**OTMAN (*Jean*): critique de son *Traité de l'Ambassadeur*. XXIV. 5.  
**H**UBER (*Ulric*): critiqué. IV. 3. expliqué & justifié. *ibid.* n. 3.

## I.

- I**Mmeubles: si tous ceux, qui peuvent appartenir à un Ambassadeur Etranger, sont, à cause de ses privilèges, exemts de la Jurisdiction du pais. XVI. 6. & n. 2.  
**J**urisdiction: fondement & étendue de toute Jurisdiction. II.

## DES MATIERES.

II. 2. si l'on peut exercer quelque Jurisdiction dans les Etats d'un autre Souverain. XV. 3, 4. si tout accord par lequel on se soumet à une autre Jurisdiction (*prorogatio Jurisdictionis*) est aujourd'hui défendu. XXIII. 4. pourquoi on a établi le partage des Juridictions. *Ibid.* §. 5.

### K.

**K**IRCHNER (*Herman*): critiqué. XVII. 8. XVIII. 7. & §. 8. n. 2. & §. 9. n. 4. XXII. 3. n. 1.

### L.

**L**ARCIN: est contraire à la Raïson & au Droit des Gens. VIII. 4. n. 2. comment permis à *Lacedemone*. *Ibid.* n. 1.

LAUBESPINE (*Sebastien de*): Ambassadeur de France, veut faire assassiner la Reine *Elizabeth d'Angleterre*. XXIV. 5. n. 2.

*Legatus*: étymologie & sens de ce mot. I. 1. n. 1. explication de ce que le Droit Romain établit touchant les privilèges des *Legati*. VI. 2, & suiv.

LESLEY (*Jean*): Evêque de *Rosse*, Ambassadeur de *Mari*e, Reine d'*Ecosse*. XVIII. 9.

*Libre*: comment étoient libres les Alliez du Peuple Romain. II. 4. n. 2.

*Livre d'Occident* (*Libra occidua*): ce que c'est. XII. 4.

LOUIS XIV. (Roi de France): prétention mal fondée de ce Prince, au sujet du nombre des Ambassadeurs que l'Electeur de *Brandebourg* envoioit au Congrès de *Nimègue*. VI. 12.

### M.

**M**AGISTRATS: comment on les cite, en *Hollande*. XVI. 18.

*Mandement de Complainte*: XVI. 16.

*Mandement pénal*: XVI. 16.

*Mandement de Sauvegarde*: XVI. 16.

MARAVIGLIA: Voyez *Merveille*.

MARIE (Reine d'*Ecosse*): si sa condamnation fut contre le Droit des Gens. III. 16. n. 1. XVIII. 9.

MARIE de *Bourgogne*: explication d'une de ses Loix. XXI. 4.

MARSELAER (*Fridric de*): critiqué. XXIV. 4.

MATTHIEU (*Antoine*): critiqué. III. 6.

MEN-



# T A B L E

- MENDOZA (*Bernardin de*) : Ambassadeur d'*Espagne* en *Angleterre*, comment on en usa envers lui. XVIII. 6. n. 7. & *ibid.* §. 9.
- MENDOZA (*Diego de*) : Ambassadeur d'*Espagne* à *Venise*. XVIII. 9. n. 5.
- MERVEILLE : triste sort de ce Gentilhomme Milanois, Ambassadeur de *François I.* Roi de *France*. XVIII. 6. n. 4.
- Mobiliare : si les choses Mobiliaries dépendent par elles-mêmes du Souverain, de l'Etat où elles se trouvent, quoi qu'appartenantes à des Etrangers, II. 4. n. 4.
- MOLLER (*Daniel*) : critiqué. II. 3.
- MONTJOYE : Héraut d'armes de *Louis XII.* envoyé à *Venise*. XVIII. 9. n. 4.
- MORNAC (*Antoine de*) : fait qu'il applique & rapporte mal. XXI. 6. n. 1.

## N.

- NAUDE' (*Gabriel*) : critiqué. IX. 7. n. 2.
- NEOSTADIUS (*Corneille*) : critiqué sur ce qu'il dit du pouvoir d'ordonner un Arrêt. II. 4. & sur ce qu'il traite de Crime de Lèze-Majesté une simple improcédure. XV. 5.
- Nobles : comment on les cite en *Hollande*. XVI. 18.
- Nonces du Pape : Loi d'*Angleterre*, sur leur sujet. VIII. 3. n. 2. Domestique d'un Nonce, comment exposé à la risée par un expédient dont s'avisa le Vice-Roi de *Naples*. XIX. 2.
- Notaire : si un Contract, pour être passé devant un Notaire, rend un Ambassadeur Etranger dépendant à cet égard de la Jurisdiction du païs. XVI. 2.

## O.

- OLIVA (*Felicien d'*) : critiqué. XXIV. 7.
- Ordres : si un Ambassadeur coupable peut être arrêté, ou puni, lors qu'il n'a fait que suivre ses ordres. XXII. 7. XXIV. 4. n. 3.

## P.

- PASCHAL (*Charles*) : caractère de cet Auteur. XX. 7. critiqué. *ibid.* & XXI. 2. XXII. 3. n. 1. XXIV. 3.
- PAUL (*Julius*) : critique d'une raison qu'allègue ce Jurisconsulte. VI. 4.
- PAR

## DES MATIERES.

- PAUSANIAS**: passage de cet Historien Grec, expliqué. XX. 2. n. 1.
- PELZHOFFER** (*François Albert*): son sentiment sur les privilèges des Ambassadeurs. XXIV. 12.
- PEIROPIDAS**: arrêté, quoi qu'Ambassadeur. XVIII. 4.
- Peuple**: si un Peuple peut, de son autorité seule, refuser aux Ambassadeurs les privilèges du Droit des Gens XIX. 7.
- PHILE'AS** (de *Tarente*): arrêté, & puni, tout Ambassadeur qu'il étoit. XVIII. 4.
- PHILIPPE II.** (Roi d'*Espagne*): prétension mal fondée de ce Prince. XIX. 2.
- PHILIPPE d'Autriche**: Déclaration de ce Prince, tendante à maintenir ses droits & ceux de ses Sujets, contre l'autorité du Pape. XXIII. 1. n. 3.
- PLUTARQUE**: remarque sur un conte qu'il rapporte. VI. 12. n. 3.
- POMPONIUS**: explication d'une Loi qui est de ce Jurisconsulte, dans le Titre du DIGESTE, *De Legationib.* XXII. 6. n. 2.
- Pontifes**: quand c'est qu'ils ne pouvoient être appelez en Justice. V. 6.
- PRESBEUTA** (*Justinus*): Auteur déguisé, critiqué. XVI. 2. n. 1.
- Prescription**: si on peut acquérir par prescription le droit d'Azyle. XXI. 8.
- Prêtres**: sacrez & inviolables, parmi les Anciens. V. 6. n. 3.
- Prince**: si un Prince, qui se trouve dans les Etats d'un autre, y peut exercer quelques actes de Souveraineté. III. 4. s'il dépend, pendant ce tems-là, du Souverain de ce país. *Ibid.* §. 3, 9, comment on doit agir avec lui, s'il y commet quelque crime, ou s'il y a contracté quelque Engagement. *Ibid.* §. 10, 13, & *suiv.* si l'on peut faire saisir ses biens, qui se trouvent dans les terres d'un autre Etat. IV. 1, & *suiv.* Princes, qui se soumettent au jugement de quelque Tribunal Etranger. XXIII. 2.
- Prison de la Porte** (à *La Haïe*): ce que c'est. XIII. 1. n. 2.
- PROCOPE**: critique de ce qu'il fait dire aux Ambassadeurs de *Théodat*, Roi des *Goths*. XVII. 8.

## Q.

**QUADRA** (*Alvaro de*): Ambassadeur de *Philippe II.* en *Angleterre*. XIX. 2. n. 2.

## R.

## R.

R.

- R**E'CONVENTION: si un Ambassadeur y est sujet. XVI. 13.  
*Réfugiez François*: permission accordée au Comte de *Portland*, Ambassadeur, d'en avoir à sa suite. XXII. 2.  
*Rénonciation*: si celle des Ambassadeurs, par rapport à leurs privilèges, est valide. XXIII. 1, & *suiv.*  
*Renvoi*: quelles personnes ont, selon le Droit Romain, le privilège de demander un Renvoi, en Justice, au lieu de leur domicile. VI. 2. n. 1. si un Ambassadeur peut renoncer à ce privilège. XXIII. 1, & *suiv.*  
*Représailles*: si l'on peut user du droit de Représailles contre un Ambassadeur. XXII. 4. si l'on doit ou l'on peut les accorder à un Etranger, quand les Sujets de l'Etat n'y ont aucun intérêt. *Ibid.* n. 5, & *suiv.*  
*Résidu*: action de Résidu (*Residua pecunia actio*) ce que c'est. II. 4. n. 1.  
**RINCON & FREGOSE**: de l'assassinat de ces deux Ambassadeurs de *François I.* IX. 7.  
**ROBERT** (Roi de *Naples & Sicile*): s'il fut condamné à mort légitimement. III. 16. n. 1.  
**ROCHEPOT** (*Ant. de Silly, Comte de*): son Hôtel pillé à *Vailladolid*, pendant qu'il étoit Ambassadeur de *France*. XIX. 6. n. 2.

S.

- S**ACRE', SAINT: remarque sur la signification de ces mots. V. 2. n. 1. Si le caractère, qui rend une personne sacrée, l'exempte par lui-même d'être appelée en Justice. V. 6.  
**SALLUSTE**: passage de cet Historien, expliqué. XVIII. 5.  
*Secrétaire*: s'il y a de la différence entre un Secrétaire d'Ambassade, & un Secrétaire de l'Ambassadeur. XIII. 5.  
**SENE'QUE**: deux passages de ce Philosophe, expliquez. III. 11. n. 3.  
**SERMO**: Ambassadeur, qui assassine celui à qui il étoit envoyé. XXIV. 5. n. 2.  
*Sorite*: ce que c'est. VI. 4. n. 4.  
*Spiring* (Résident de *Suède*): procédures faites contre lui. XVI. 16.  
*Sujet*: si celui qui est Sujet d'un Etat, peut cesser de l'être en se transplantant ailleurs. III. 6. si un Sujet cesse de l'être, dès-lors qu'il est reçu pour Ambassadeur de quel-

laquelle on a établi, pour l'utilité commune, que les Ambassadeurs seroient exemts à tous égards de la Jurisdiction du lieu où ils exercent leur ambassade. Il ajoûte néanmoins dans la suite ce tempérament, qu'on peut reprimer les attentats d'un Ambassadeur, par voie de défense, ou en le congédiant: de quoi nous avons ci-dessus traité au long.

§. XIV. SIMON (a) DE GROENEWEGEN se déclare aussi pour l'exemption générale des Ambassadeurs, copiant là-dessus quelques autres Auteurs.

(a) De  
Legib. abro-  
gat. Ad  
L. 2. §. 3.  
D. De Ju-  
diciis.

§. XV. PIERRE BORT, dans son *Traité Des Arrêts*, (a) se contente, selon le peu de science qu'il avoit, de citer une file d'Auteurs qui soutiennent ici le pour ou le contre. Et il dit ensuite, de son chef, qu'il semble qu'on doive suivre en *Hollande* la distinction du Droit Romain, même à l'égard des Ambassadeurs d'une Nation Etrangère. J'ai expliqué à fond ci-dessus, comment il faut entendre & appliquer cette distinction. Mais ce que l'on pose en fait de l'usage de nôtre tems, est certainement faux.

(a) Cap.  
IV. num.  
6. & seqq.

§. XVI. Mr. DE CALLIERES, qui a été lui-même Ambassadeur (1) du Roi de France, a bien

*Operâ R. Z. Auctoris Elementorum Jurisprudentia. Oxon.* 1650. Le Livre a été depuis rimprimé plus d'une fois en *Hollande* & en *Allemagne*.

§. XIII. (1) *Sed utilitatis reputatio, & metus consequentium ex ullâ in Legatos animadversione, tacitum inter Gentes pactum de universâ illorum exemptione produxisse videtur &c.* De Jure Civitatis, Lib. III. Sect. IV. Cap. II. §. 25.

§. XVI. (1) Il étoit un des Plénipotentiaires au Congrès de *Ryswyck*. Il est mort en M.DCC.XVII. Voyez les NOUVELLES LITTÉRAIRES, du 22. Mai de la même année, pag. 324.

bien défendu la cause des Ambassadeurs, par rapport à l'exemption de Jurisdiction, dans sa

(a) Chap.  
IX.

(a) *Manière de négocier avec les Souverains*, où il prouve par la Raison ce que d'autres avoient appuié par un grand nombre d'exemples de ce qui se pratique parmi les Peuples.

(a) Liv.  
VIII. Chap.  
IX. §. 12.

§. XVII. Mr. BARBEYRAC, dans ses *Notes sur le Traité de* (a) PUFENDORF, *Du Droit de la Nature & des Gens*, nie aussi, que les Ambassadeurs, qui ont commis quelque crime, puissent être punis par le Prince, chez qui ils résident. Il montre ensuite, après GRO-

TIUS,

§. XVII. (r) Il peut arriver aussi, en certaines circonstances, qu'il ne suffise pas de chasser ou de faire garder l'Ambassadeur. Les Conjurez, qu'il aura gagnez pour une Trahison ou une Sédition, & dont on ne fait pas toujours le nombre, seront animez & encouragés à exécuter leurs mauvais desseins, dans l'espérance d'être soutenus par ses intrigues, tant qu'il sera en vie: au lieu que, lui mort, cela leur ôtera toute espérance & tout courage. On peut appliquer ici ce que dit feu Mr. BURNET, Evêque de *Salisbury*, au sujet de *Marie*, Reine d'*Ecosse*. Il voudroit qu'*Elizabeth* n'en fût pas venue à prononcer sentence de mort contre une Tête Couronnée. Mais, ajoûte-t-il, *cette rigueur fut excusable, si même la nécessité de pourvoir à la conservation d'Elizabeth, qui se voioit exposée à de perpetuels attentats, ne la rendit pas indispensable*. Hist. de la Réformation d'Angleterre, (*sur la fin du dernier Livre*.) En un mot, c'est à celui qui voit sa personne, ou ses Etats dans un grand danger, dont la découverte de la Conjuración ne le met pas entièrement à couvert pour l'avenir, à voir quelles mesures il doit prendre pour se mettre en sûreté; & on ne sauroit nier, quelque idée qu'on ait de l'étendue des privilèges d'un Ambassadeur, qu'il n'agisse en Ennemi, toutes les fois qu'il attente quelque chose contre la vie ou l'Etat du Souverain chez qui il réside en ambassade. Puis que l'Auteur m'a fait l'honneur de me citer ici, sur ce que je dis à la hâte & en peu de mots, dans la première Edition de PUFENDORF, & que je n'eus pas loisir de revoir dans la seconde, par les raisons dont je rendis alors compte au Public: qu'il me soit permis, en finissant

même de cas arrivez de mon tems. *Jaques*, Duc de *Courlande*, devoit plusieurs milliers d'Ecus à un Marchand d'*Amsterdam*, en vertu d'une Sentence Arbitrale du *Haut Conseil*, qui l'avoit condamné à cette somme. Le Duc ne payant point, & ses Héritiers, les Princes de *Courlande*, aiant des Vaisseaux & des Marchandises en *Hollande* & en *Zélande*, le *Haut Conseil* les fit arrêter en M. DC. XCVI. & souvent encore depuis, avec la clause du (1) *Mandement* insérée dans les Lettres de Citation, & établissant aussi un Curateur, pour prendre la défense des Princes, dont les biens étoient arrêtez. J'ai moi-même assisté, depuis que je suis Conseiller de cette Cour, au jugement de quelques causes qui regardent cette affaire; car la plus grande partie de la dette n'est pas encore payée. Il n'y a que peu d'années que le Roi même de *Prusse*, aujourd'hui régnant, fut appelé en Justice par ordre de la Cour Souveraine, avec la clause du *Mandement*, après la saisie d'une portion de l'hérédité, qui lui étoit échue, du Roi d'*Angleterre*, *Guillaume III.* Succession, pour laquelle on a plaidé plusieurs fois, en sorte que l'affaire n'est pas encore finie. Ce qui choqua alors le Roi de *Prusse*, ce ne fut pas tant la citation en Justice, que la manière dont elle se fit, avec la clause du *Mandement*, notifiée publiquement au son de la cloche, comme cela se pratique: & peut-être seroit-il bon de s'abstenir d'une formalité de si grand éclat, lors que le Prince, dont on a fait arrêter les effets, a un Ambassadeur, ou autre Ministre Public, qui veut bien recevoir des Lettres de Citation. Le Roi de *Prusse* ne laissa pourtant pas

§. V. (1) Voyez la Note sur le §. 3. de ce Chapitre.

pas de plaider quelque tems par devant la *Cour de Hollande*, & aiant été condamné sur un article, le 15. de *Juillet*, M. DCC. XVI. il en appella au *Haut Conseil*, où le procès fut commencé. Mais, aiant ensuite révoqué les ordres qu'il avoit donnez à son Agent, il ne voulut ni poursuivre la cause, ni renoncer à son appel; de sorte que le Prince, Héritier du Roi *Guillaume*, comparut seul en Justice par son Avocat: & le 18. de *Juillet*, M. DCC. XIX. celui-ci, qui avoit eu gain de cause auparavant, la perdit, malgré tout ce qu'on allégua en sa faveur & en son nom, contre l'Appellant, qui n'avoit personne pour le défendre.

§. VI. JE fai aussi, que, dans la Province de *Gueldre*, & en d'autres endroits, on appelle en Justice les Princes Etrangers, en conséquence d'une saisie de leurs effets: & la chose y est si fort passée en coûtume, que tout le monde la regarde aujourd'hui comme un usage incontestable. Il faut pourtant prendre garde ici, que cela n'aboutisse à des injustices manifestes, & qu'en appliquant aux Princes ce qui à toute rigueur peut être décerné de Particulier à Particulier, selon les maximes peut-être injustes des Praticiens, on ne fasse un grand tort à ces Puissances Souveraines. Les Praticiens disent, que la moindre chose appartenante à quelcun, qui ait été saisie, suffit pour fonder la Jurisdiction. Accordons cela, si l'on veut, entre simples Particuliers, puis que telle est la coûtume reçue: mais si le Cheval d'un Prince passe sur les terres d'un autre Etat, pourra-t-on l'arrêter, pour assujettir par là le Prince à venir répondre devant les Tribunaux du Pais? Pour moi, je ne saurois en demeurer d'accord, & rien, à mon avis, n'est plus contrai-



## DES MATIERES.

quelque Puissance Etrangere. XI. 1, & *suiv.* si l'on peut être Sujet en même tems de deux Etats distincts. *Ibid.* §. 6. si un Sujet de l'Etat demeure dépendant de sa Jurisdiction, quoi qu'il entre au service d'un Ambassadeur Etranger. XV. 5.

*Sujettion*: de combien de sortes il y en a. II. 3.

*Suite*: sur quel pié doivent être regardez les gens de la suite d'un Ambassadeur. XV. 1, & *suiv.* si les Facteurs ou Marchands, qui accompagnent un Ambassadeur pour leur profit particulier, peuvent être regardez comme des gens de sa suite. XV. 9.

*Supellex*: étymologie & origine de ce mot Latin. XVI. 4. n. 3.

SYPHAX: envoie un homme à *Massinissa*, pour le faire assassiner. XVIII. 7. n. 7.

### T.

TALION: si les Ambassadeurs sont sujets au droit de Talion. XXII. 3.

TARQUIN: Ambassadeurs de ce Prince, qui tramoient une conjuration, comment les *Romains* en usèrent envers eux. XVIII. 7. XIX. 1.

Témoins (*Testes*): mot pris pour celui de Juges. XII. 4.

TITE LIVE: passages de cet Historien, expliquez. XVIII. 7. n. 3. XIX. 1. n. 1.

Tribuns du Peuple: ces Magistrats pouvoient être appelez en Justice. V. 6. n. 4.

Tyrans: on ne fait pas assez d'attention à ce qu'ils disent de bon. XXIV. 8.

### V.

VALET: suit la Jurisdiction de son Maître. XV. 1, 5.

VEGA (*Garcilasso de la*): traitement que fit un Pape à cet Ambassadeur. XVIII. 6.

VERA (*Antoine de*): exemple qu'il rapporte mal. XVIII. 7. n. 7. remarques sur deux Editions Françoises de son *Parfait Ambassadeur*. *Ibid.* Fait douteux, qu'il rapporte. XIX. 6. critique de ses idées sur les privilèges des Ambassadeurs. XXIV. 6.

Veuves: un de leurs privilèges. X. 4. n. 2.

ULLOA (*Diego Lupo d'*): Résident de Portugal, comment fut traité en *Hollande*. XIII. 1.

ULPIEN: explication des paroles d'une Loi du Titre *De Judiciis*, qui sont de ce Jurisconsulte. VI. 3.

VOET (*Jean*): critiqué. VIII. 1.

## TABLE DES MATIERES.

*Usage*: quelle force il a par rapport aux choses fondées sur la Raïson. III. 12. n. 1.

### W.

**W**ICQUEFORT (*Abraham*): diverses Editions de ses *Memoires touchant les Ambassadeurs*. VII. 8. n. 1. raïson peu solide qu'il allégué, pour établir les privilèges des Ambassadeurs VIII. 6. loué. *ibid.* n. 6. critiqué. XI. 5. XVI. 2. XVIII. 5. XXI. 1. particularitez sur sa vie & ses aventures. XI. 8. n. 1. peu exact sur les faits & les circonstances. XVIII. 9. n. 6.  
**WISSENBACH** (*Jean Jaques*): critique de son sentiment sur ce qu'on appelle *Jurisdictionis prorogatio*. XXIII. 4.

### Z.

**Z**E'LANDE: explication d'un régleme<sup>t</sup> au sujet de ceux de Zélande. XXIII. 4.  
**Z**OUCH (*Richard*): critiqué. III. 3. XI. 6. n'est qu'un compilateur. XXI. 3. XXIV. 10.

## F I N.







